

Daniel Sebastiani

**Jean-Marie Musy (1876-1952),  
un ancien conseiller fédéral  
entre rénovation nationale et régimes autoritaires**

Thèse de doctorat  
présentée devant la Faculté des Lettres de l'Université de Fribourg, en Suisse.

Approuvée par la Faculté des Lettres sur proposition des professeurs  
Francis Python (premier rapporteur) et Mauro Cerutti (deuxième rapporteur).  
Le Doyen Richard Friedli.

Fribourg, le 6 février 2004



À Gloria  
et à Hugo

## REMERCIEMENTS

Le présent travail doit beaucoup aux innombrables appuis dont j'ai pu bénéficier au cours de son élaboration. Ma gratitude va tout d'abord à mon directeur de thèse, le professeur Francis Python. Ses conseils et sa disponibilité ont permis à cette étude de voir le jour. Je n'oublie pas le soutien qu'il a bien voulu m'accorder dans cette longue investigation.

Nombreux sont ceux et celles qui m'ont facilité la tâche dans mes recherches de documents dans diverses archives et bibliothèques en Suisse et à l'étranger. Grâce à ces personnes qui m'ont aidé avec compétence et m'ont donné accès à des fonds d'archives fort variés, j'ai pu recueillir des informations du plus haut intérêt pour mon étude. Qu'elles trouvent ici l'expression de ma reconnaissance.

Sans pouvoir non plus toutes les nommer, de peur d'oublier quelqu'un, je tiens à remercier les personnes qui, à un titre ou à un autre, ont manifesté leur intérêt pour ce travail et qui, souvent aussi, m'ont aidé par leurs suggestions et par leurs informations. Ma reconnaissance s'adresse également aux témoins, contemporains de Musy, qui ont accepté de me faire partager leurs souvenirs, ainsi qu'aux personnes m'ayant autorisé d'accéder à certains fonds d'archives.

Je remercie le Fonds national suisse de la recherche scientifique qui m'a octroyé une bourse de jeune chercheur pour la durée d'une année. Cette bourse m'a permis d'approfondir ma problématique et ma méthodologie au sein de l'Institut d'histoire du temps présent à Paris. Un grand merci également à la Fondation du fonds de la recherche de l'Université de Fribourg qui m'a alloué un subside afin de pouvoir effectuer un séjour de recherche aux États-Unis.

Enfin, je tiens à exprimer ma plus profonde reconnaissance à tous mes proches, parents et amis. Leur attachement m'a été très précieux. Gloria, ma femme, m'a assisté au cours de cette recherche, tant par ses conseils, par son indéfectible soutien que par le plus essentiel des sentiments. Ce travail lui doit beaucoup.

## TABLE DES MATIERES

<b>Remerciements</b>	4
<b>Table des matières</b>	5
<b>Abréviations et sigles</b>	13
<b>Introduction</b>	19

### PREMIERE PARTIE

#### L'ASCENSION 1876-1919

<b>Chapitre 1 La formation de la personnalité, 1876-1906</b>	33
1. Premières empreintes	34
1.1. Le cadre géographique	34
1.2. Les ascendants	37
1.3. Les années d'Albeuve, village très conservateur	44
1.4. La Gruyère: une région en pleine effervescence mythologique	54
1.5. La République chrétienne de Fribourg	57
2. À l'école des futures élites conservatrices	61
2.1. Vers une carrière sacerdotale, puis sur les traces du père?	61
2.2. Collégien à Saint-Michel et à Saint-Maurice	65
2.3. Spectateur privilégié de la contestation fribourgeoisiste	73
2.4. Membre de la Société des étudiants suisses	76
2.5. Études universitaires et premiers pas dans la vie active	78
2.6. La découverte de l'Allemagne	86
<b>Chapitre 2 Une carrière cantonale fulgurante, 1906-1918</b>	91
1. L'avènement au pouvoir	91
1.1. Le mariage	91
1.2. De solides atouts	94
1.3. Le candidat de Georges Python	96
1.4. Les premiers coups de boutoir contre le régime Python	98

1.5.	Deux conservateurs entre similitudes et divergences	104
2.	Le nouvel homme fort du régime conservateur	114
2.1.	Vers la mise en place progressive d'un régime musyste?	114
2.2.	Dissensions conservatrices et appui radical	120
2.3.	Dans le giron de la finance helvétique	133
2.4.	L'émergence sur la scène politique suisse	137
<b>Chapitre 3 Affirmation contre-révolutionnaire, 1918-1919</b>		143
1.	Ébranlements et durcissements	144
1.1.	Les effets de la guerre en Suisse	144
1.2.	Pour la patrie et l'Entente	146
1.3.	La grève générale	152
1.4.	Face à la révolution	157
2.	Coup de barre à droite: l'élection au Conseil fédéral	169
2.1.	Le conservatisme catholique suisse: du repli post-sonderbundien au ralliement antisocialiste	169
2.2.	Porte-parole des conservateurs-catholiques	171
2.3.	Consensus à droite et polarisation des camps	173
2.4.	Aux portes du gouvernement fédéral	175
2.5.	Les principales significations de l'élection au Conseil fédéral	187

## **DEUXIEME PARTIE**

### **DE LA DEFENSE DE L'ORDRE ETABLI AUX PREMIERS SIGNES DE SA REMISE EN CAUSE 1920-1930**

<b>Chapitre 4 Les débuts au Conseil fédéral, 1920-1925</b>		195
1.	Ministre des finances au sortir de la guerre: le retour à l'orthodoxie libérale	197
1.1.	La politique financière: vers l'équilibre des comptes	198
1.2.	La politique monétaire: la voie anti-inflationniste et le rétablissement de l'étalon-or	206
1.3.	Antagoniste victorieux de l'initiative socialiste pour une imposition extraordinaire sur la fortune	212

2.	Dans les rangs du bloc bourgeois, aux avant-postes de la lutte antisocialiste	218
2.1.	Ni second couteau, ni premier de cordée	218
2.2.	Intransigeance à l'égard de la Russie soviétique	225
2.3.	De la coalition antisocialiste vers un bloc des gauches?	229

## **Chapitre 5 Montée en puissance et durcissement idéologique, 1925-1930** 233

1.	Ministre des finances en période de prospérité: le temps des victoires	234
1.1.	La politique financière: équilibre des comptes et amortissement de la dette	234
1.2.	Une seule politique monétaire: le franc à la parité-or	236
1.3.	Pour une assurance sociale, mais surtout pas socialiste	239
1.4.	Contre le monopole du blé	248
2.	Chef de la droite intransigeante et rassembleur du bloc antisocialiste	256
2.1.	Président de la Confédération	256
2.2.	Poussée socialiste et recul conservateur: le choc des élections au Conseil national de 1925	263
2.3.	«La Suisse sera-t-elle socialiste?»: les élections au Conseil national de 1928	267
2.4.	L'Association suisse pour la solidarité économique	286
2.5.	Tir de barrage contre le socialisme: les élections au Conseil fédéral de 1928 et 1929	295
2.6.	Le refus de tout rapprochement avec l'URSS	300
2.7.	Adhésion ouverte au corporatisme et séduction du fascisme	304
2.8.	L'entrée dans le giron de la Ligue Aubert	312

## TROISIEME PARTIE

### LES ASPIRATIONS A UN ORDRE NOUVEAU

1930-1936

<b>Chapitre 6</b>	<b>Dérive hors du cadre de la démocratie libérale, 1930-1934</b>	319
1.	Ministre des finances en période de crise: le temps de l'impuissance	319
1.1.	La politique financière: l'orthodoxie libérale à l'épreuve de la crise	320
1.2.	Le franc fort pour unique politique monétaire	327
1.3.	Conflits autour de l'AVS	335
1.4.	À la rescousse de la place financière suisse	342
2.	Sous le signe de la montée de l'extrême droite	347
2.1.	Le diagnostic: la crise globale de la démocratie libérale	347
2.2.	Le remède: une démocratie fortement disciplinée	350
2.3.	Face aux fronts et aux mouvements de rénovation	359
2.4.	Une dénonciation tous azimuts du complot communiste	369
2.5.	Le sauvetage de l'Autriche	376
2.6.	Un homme de plus en plus contesté	383
<b>Chapitre 7</b>	<b>Vers un nouvel horizon politique?, mars 1934</b>	391
1.	Partira? Ne partira pas? La démission du Conseil fédéral	393
1.1.	Un contexte général de crise	393
1.2.	La poussée révisionniste en Suisse	394
1.3.	Une démission par étapes	396
1.4.	Quelques réactions	409
2.	Quel avenir pour Musy?	416
2.1.	Musy et ses stratèges de l'ombre	416
2.2.	Dans le sillage de la vague frontiste	425



<b>Chapitre 8</b>	<b>À la recherche d'un nouveau terrain d'action, 1934-1936</b>	433
1.	Sur le front national	434
1.1.	Une rentrée politique attendue: à la croisée des droites	434
1.2.	Contre l'initiative de crise, juin 1935	441
1.3.	Pour une révision totale de la Constitution, septembre 1935	451
1.4.	Rentrée parlementaire, octobre 1935	460
1.5.	Un dur parmi les durs	467
2.	Redresser le pays	470
2.1.	Un programme de redressement national	470
2.2.	Le Redressement national	475
2.3.	Musy et le Redressement national: des attentes divergentes	482
3.	Sur le front européen	491
3.1.	Contre les sanctions, pour l'Italie	491
3.2.	Un conférencier à travers l'Europe	504
3.3.	Fronts populaires et guerre d'Espagne: vers la bolchevisation de l'Europe?	510

## QUATRIEME PARTIE

### DE L'ACTION NATIONALE SUISSE CONTRE LE COMMUNISME A L'ENTREE DANS L'ORBITE ALLEMANDE 1936-1939

<b>Chapitre 9</b>	<b>Une organisation de combat: l'Action nationale suisse contre le communisme, 1936-1939</b>	519
1.	De sa création à sa disparition	519
1.1.	Un climat de chasse aux sorcières	519
1.2.	Fondation	526
1.3.	Programme	538
1.4.	Une organisation de plus en plus contestée	541
2.	Le réseau	551
2.1.	Structure, collaborations, ramifications	551
2.2.	Un pied à Fribourg, l'autre à Zurich, pas loin de l'ESAP	564
2.3.	Financement	567

<b>Chapitre 10</b>	<b>L'activisme tous azimuts de l'Action de Musy, 1936-1939</b>	<b>571</b>
1.	Les activités de l'ANSC: domaines et moyens	571
1.1.	La collaboration avec les milieux anticomunistes	571
1.2.	Un service d'informations et de renseignements	573
1.3.	Un bulletin d'informations	576
1.4.	Un service de presse	581
1.5.	Des conférences et des expositions	582
2.	Une production phare: <i>La peste rouge</i>	583
2.1.	Le contenu du film	584
2.2.	Espoirs et désillusions	599
2.3.	Deux étapes principales, de multiples collaborations	602
2.4.	Financement et degré d'autonomie	613
2.5.	Diffusion et réactions en Suisse	621
2.6.	La circulation du film à l'étranger	629
3.	Les résultats	646
3.1.	Des débuts fracassants dans le canton de Neuchâtel	646
3.2.	Un rôle difficile à évaluer dans le canton de Genève	654
3.3.	Tenu à l'écart dans le canton de Vaud, agissant dans celui de Fribourg	655
3.4.	L'échec dans le canton de Zurich	657
3.5.	L'étiollement dans le canton de Berne	662
3.6.	Les dernières mesures contre l'extrême-gauche... et l'extrême-droite	663
<b>Chapitre 11</b>	<b>Un allié camouflé du Troisième Reich, 1936-1939</b>	<b>669</b>
1.	L'engrenage, 1936-1938	670
1.1.	L'anticommunisme, instrument de la politique étrangère allemande	670
1.2.	Le tournant des années 1936-1937	672
1.3.	Des représentations aux relations	676
1.4.	Les premiers contacts	677
1.5.	Une petite pièce du puzzle dans la mise en place de l'hégémonie allemande en Europe	689
1.6.	Excursus à propos de l'initiative contre la franc-maçonnerie	693

2.	Un stratège à l'ombre de l'Allemagne conquérante, 1938-1939	701
2.1.	L'Anschluss et l'accueil de Mme Dollfuss par Musy	701
2.2.	L'affaire Riedweg	704
2.3.	La «paix de Munich»	717
2.4.	Élections nationales et pacte germano-soviétique: les flottements de 1939	720

## CINQUIEME PARTIE

### DE LA COLLABORATION AU NOUVEL ORDRE EUROPEEN NAZI AUX ACTIONS DE SAUVETAGE DE VICTIMES DU NAZISME 1940-1945

<b>Chapitre 12</b>	<b>La revanche? 1940-printemps 1941</b>	735
1.	De la drôle de guerre à l'effervescence de l'été 1940	736
1.1.	Tactique et tâtonnements	736
1.2.	La défaite de la France et l'émergence du régime de Vichy	740
1.3.	Le bouillonnement de l'été 1940 ou le retour de la flamme révisionniste	741
2.	Le retour au pouvoir?	747
2.1.	Réapparition dans le champ magnétique allemand	747
2.2.	Entre Vichy et Berlin	752
2.3.	En campagne avec les tenants de l'«ordre nouveau», novembre 1940-février 1941	761
2.4.	Une stratégie d'ensemble de retour aux avant-postes: conférences, <i>Jeune Suisse</i> et Nouvelle Suisse, février 1941	781
2.5.	Un homme «occupé», printemps 1941	785
<b>Chapitre 13</b>	<b>Croisade antibolchévique et collaboration: Musy à la barre de <i>La Jeune Suisse</i>, printemps 1941-1943</b>	791
1.	La genèse de <i>La Jeune Suisse</i> nouvelle formule	791
1.1.	Les étapes de la reprise en main: sur le terrain national	791
1.2.	L'Italie et l'Allemagne dans le secret des manœuvres menées par Musy	798

2.	Des idées et des hommes au service de l'Europe nouvelle	813
2.1.	Du vichysme à la sauce helvétique	813
2.2.	Un réseau de collaborations	815
2.3.	Musy, «éditorialiste» de <i>La Jeune Suisse</i>	828
3.	De la diffusion à la disparition de <i>La Jeune Suisse</i> : une forte dépendance à l'égard de l'étranger	844
3.1.	Un journal surtout diffusé à l'étranger, avec le soutien des maîtres de l'Europe nouvelle	845
3.2.	Vers l'interdiction d'exporter, la désagrégation du journal et le début de reconversion de Musy	859
3.3.	Aspects financiers et degré d'autonomie	867
 <b>Chapitre 14 De nouvelles orientations par rapport à la fin de la guerre 1944-1945</b>		879
1.	Changement de cap dans la continuité	879
1.1.	Le temps des adaptations	879
1.2.	Les premiers sauvetages individuels, printemps-été 1944	885
1.3.	Une action en faveur de Paris?	889
1.4.	Des actions de sauvetage d'individus parallèles à l'opération de sauvetage de Juifs	893
2.	L'action Sternbuch-Musy-Himmler	902
2.1.	Musy et les Juifs	902
2.2.	Une opération parmi d'autres	907
2.3.	Des débuts prometteurs, octobre 1944-février 1945	914
2.4.	L'échec, printemps 1945	934
2.5.	La question financière	936
 <b>Epilogue, 1945-1952</b>		939
 <b>Conclusion</b>		943
<b>Bibliographie</b>		963

## ABREVIATIONS ET SIGLES

AA	Auswärtiges Amt (Berlin)
ACICR	Archives du Comité international de la Croix-Rouge (Genève)
ACS	Archivio Centrale dello Stato (Rome)
ADN	Association de Défense de la Nation
AEF	Archives de l'État de Fribourg (Fribourg)
AEvF	Archives de l'Évêché de Lausanne, Genève et Fribourg (Fribourg)
AF	Archives fédérales (Berne)
AFD	Archives de la faculté de droit de l'Université de Fribourg (Fribourg)
<i>AFr</i>	<i>Annales fribourgeoises</i>
AfZ	Archiv für Zeitgeschichte (Zürich)
AMAE (Paris)	Archives du Ministère des Affaires étrangères (Paris)
AMAE (Rome)	Archivio storico-diplomatico del Ministero degli Affari esteri (Rome)
AN	Archives nationales (Paris)
ANSC	Action nationale suisse contre le communisme (idem SAK)
APA	Aussenpolitisches Amt der NSDAP
APCS	Association populaire catholique suisse
ARCJ	Archives historiques de la République et Canton du Jura (Porrentruy)
art.	article
ASB	Association suisse des banquiers
ASM	Arbeitgeberverband schweizerischer Maschinen- und Metallindustrieller (Association patronale suisse des constructeurs de machines et industriels en métallurgie)
ASSE	Association suisse pour la solidarité économique (Schweizerische Vereinigung für wirtschaftliche Solidarität)
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
BA (Berlin)	Bundesarchiv (Berlin)
BA (Koblenz)	Bundesarchiv (Koblenz)
BCU	Bibliothèque cantonale et universitaire (Fribourg)
BDC	Berlin Document Center
BEF	Banque de l'État de Fribourg
BGB	Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei (voir PAB)
<i>BGCF</i>	<i>Bulletin officiel des séances du Grand Conseil du canton de Fribourg</i>
<i>BL</i>	<i>Bulletin des lois (du canton de Fribourg)</i>
<i>BLVS</i>	<i>Biographisches Lexikon verstorbener Schweizer</i>
BNS	Banque nationale suisse
BPS	Banque populaire suisse
BPU	Bibliothèque publique et universitaire (Genève)
BRI	Banque des règlements internationaux
<i>Bst CEs</i>	<i>Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale suisse,</i>

	(délibérations du Conseil des États)
<i>Bst CN</i>	<i>Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale suisse,</i> (délibérations du Conseil national)
BTE	Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Weltanschauung
BVH	Bund für Volk und Heimat (Ligue pour le peuple et la patrie)
c.ad.	conseil d'administration
cath.	catholique
CAUR	Comitati d'azione per l'universalità di Roma
CDJC	Centre de documentation juive contemporaine, Paris
CE	Conseil d'État
CEG	Chemins de fer électriques de la Gruyère, Bulle
CEs	Conseil des États
CF	Conseil fédéral
cf.	confer (voir)
CFF	Chemins de fer fédéraux
CGPF	Confédération Générale du Patronat Français
CGT	Confédération générale du travail
chap.	chapitre
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CJM	Congrès juif mondial
CN	Conseil national
cons.	conservateur
CPAS	Comité de Prévoyance et d'Action Sociales
CSL	Cinémathèque suisse, Lausanne
<i>DDS</i>	<i>Documents diplomatiques suisses</i>
DFEP	Département fédéral de l'Économie publique
DFFD	Département fédéral des Finances et des Douanes
DFI	Département fédéral de l'Intérieur
DFJP	Département fédéral de Justice et Police
DFPC	Département fédéral des Postes et des Chemins de fer
DGB	Deutsche Gesandtschaft, Bern
<i>DHBS</i>	<i>Dictionnaire historique et biographique de la Suisse</i>
DMF	Département militaire fédéral
dos.	dossier
DPF	Département politique fédéral
DPR	Division Presse et Radio
dr	docteur
e.a.	entre autres, et al.
<i>ECF</i>	<i>Encyclopédie du Canton de Fribourg</i>
éd. / Éd.	éditeur(s), édition(s)
EEF	Entreprises électriques fribourgeoises
EIA	Entente internationale anticommuniste (idem EICTI)
EICTI	Entente internationale contre la Troisième Internationale (idem EIA)
EMG	État-major général
env.	environ
ESAP	Eidgenössische Soziale Arbeiter-Partei
<i>FF</i>	<i>Feuille fédérale</i>
FOMH	Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers

FPS	Fédération patriotique suisse (Schweizerischer Vaterländischer Verband)
FR	Fribourg, fribourgeois
fr. / frs	franc(s) suisse(s)
fs	fonds
FSCI	Fédération suisse des communautés israélites
GC	Grand Conseil
Gestapa	Geheimes Staatspolizeiamt
Gestapo	Geheime Staatspolizei
<i>HCF</i>	<i>Histoire du Canton de Fribourg</i>
Hg.	Herausgeber / Herausgegeben von
HIJEFS	Hilfsverein für Jüdische Flüchtlinge in Shangai, puis Hilfsverein für Jüdische Flüchtlinge im Ausland, Montreux
<i>HUF</i>	<i>Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989</i>
IBG	Impôt (fédéral) sur les bénéfices de guerre
IfZ	Institut für Zeitgeschichte (München)
IG	Impôt (fédéral) de guerre
JDC	American Jewish Joint Distribution Committee (Joint)
KIPA	Katholische Internationale Presseagentur
KK	Katholisch-Konservative(r)
LA	Leitender Ausschuss (du PCPS)
LF	Loi fédérale
MAE	Ministère des Affaires étrangères, Paris
MCF	Message du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale
MCP	Ministero della Cultura Popolare
mém. lic.	mémoire de licence
mio(s)	million(s)
MNS	Mouvement national suisse
MPC	Ministère public de la Confédération
MPDR	Ministère (français) des Prisonniers, Déportés et Réfugiés
n.	note
n°	numéro
NARA	National Archive (USA)
NBS	Nationale Bewegung der Schweiz (voir MNS)
<i>NBS</i>	<i>Nouvelle biographie suisse</i>
<i>NBZ</i>	<i>Neue Berner Zeitung</i>
n.d.a.	note de l'auteur
<i>NEF</i>	<i>Nouvelles Étrennes Fribourgeoises</i>
<i>NHSS</i>	<i>Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses</i>
NSDAP	Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei
NSH	Nouvelle Société Helvétique
NSSAP	Nationalsozialistische Schweizerische Arbeiterpartei
<i>NZZ</i>	<i>Neue Zürcher Zeitung</i>
OPN	Ordre politique national
p. / pp.	page / pages
PA	Politisches Archiv des Auswärtigen Amts (Bonn)
PAB	Parti des paysans, artisans et bourgeois
PCF	Parti communiste français
PCPS	Parti conservateur populaire suisse

PCS	Parti communiste suisse
p.e.	par exemple
PK	Partei Kanzlei
Pol. Abt. II	Politische Abteilung II, AA (Berlin)
PPF	Parti populaire français
Promi	Propagandaministerium
PSM	Presse suisse moyenne
PSS	Parti socialiste suisse
PTT	Poste, Télégraphe, Téléphone
Pv CD	Procès-verbal du Comité directeur du PCPS
Pv CF	Procès-verbal de la séance du Conseil fédéral
Pv CN	Procès-verbal des délibérations du Conseil national, déposé aux Archives fédérales
RFSS	Reichsführer SS
RKK	Reichskulturkammer
RL	<i>Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse</i>
RM	Reichsmark
RN	Redressement national
RP	Représentation proportionnelle
RS	Rasse- und Siedlungs-Hauptamt
RSH	<i>Revue Suisse d'Histoire - Schweizerische Zeitschrift für Geschichte</i>
RSHA	Reichssicherheitshauptamt
SA	Sturmabteilung
SAK	Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus (idem ANSC)
SBS	Société de banque suisse
s.d.	sans date
SD	Sicherheitsdienst
SDES	Société pour le développement de l'économie suisse (Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft, en allemand souvent abrégée Wf)
SdN	Société des Nations
SES	Société des étudiants suisses
SGAD	Schweizerische Gesellschaft der Freunde einer autoritären Demokratie
SISE	Società Importatori Stampa Estera
SKK	Schweizerische Katholische Korrespondenz
s.l.	sans lieu
s.l.d.	sous la direction de
SMP	Schweizerische Mittelpresse (voir PSM)
s.n.	sans nom (d'auteur)
s.p.	sans pagination
SS	Schutzstaffel (der NSDAP)
SSO	SS-Offizier
SSS	Société suisse de surveillance
STATG	Staatsarchiv des Kantons Thurgau (Frauenfeld)
téleg.	télégramme
vol.	volume



UBS	Union de banques suisses
UDE	Union de défense économique
UFA	Universum Film Aktiengesellschaft
UN	Union nationale
USAM	Union suisse des arts et métiers
USCI	Union suisse du commerce et de l'industrie (Vorort)
USP	Union suisse des paysans
USS	Union syndicale suisse
vol.	volume
WRB	War Refugee Board
ZBL	Zentralbibliothek Luzern (Luzern)
/	Signe utilisé dans les citations pour indiquer qu'il y a un nouveau paragraphe dans le texte original



## INTRODUCTION

Jean-Marie Musy 1876-1952. L'itinéraire tumultueux de cet homme politique suisse, conservateur de choc qui a connu les plus grands honneurs avant de glisser dans les marges sombres de l'histoire helvétique, n'est pas, en tant qu'objet de recherche historique, une *terra incognita*. Un tour d'horizon de l'historiographie le prouve. Plusieurs facettes de sa biographie sont présentées au détour d'ouvrages dont il n'est pas le thème central; certaines ont même donné lieu à des études savantes spécifiques. Est-il donc vraiment nécessaire de revenir sur le sujet? Nous serions tenté de répondre par l'affirmative car, en histoire, rien n'est jamais définitif. Notre étude s'inscrit dans ce processus de questionnement perpétuel et nécessaire. Elle n'est qu'une étape dans un débat qui, immanquablement, reste ouvert.

Par cette étude, nous souhaitons renouveler certains angles d'approches, faire un sort aux légendes apocryphes, qu'elles soient dorées ou noires, et défricher quelques champs d'investigation encore peu connus. Il s'agit donc, en partie, de contrôler, de repenser et d'explorer plus à fond ce que nous connaissons déjà de l'historiographie. Notre but est également de retracer, sans a priori ni interdits, l'ensemble d'une trajectoire politique, tout en renonçant à répondre à toutes les questions, tant les domaines connexes sont nombreux. Personnalité souvent ambiguë et complexe, Musy mérite mieux qu'un raccourci et des jugements à l'emporte-pièce. Une approche nuancée de sa vie oblige à l'établissement précis des faits et à leur analyse détaillée, la conceptualisation et les modèles théoriques ne permettant pas toujours de restituer l'originalité d'une trajectoire personnelle et la complication du monde réel.

Au fil de la présente biographie politique, nous tenterons de brosser le portrait d'un conservateur mis au défi de la modernité dans une phase de transition pour le moins troublée. Car, nous en sommes convaincu, une des clés d'explication de l'itinéraire suivi par Musy tient assurément au choc de ces deux termes, conservatisme et modernité, deux concepts au demeurant difficiles à définir et qui, tous deux, ont leurs côtés positifs et négatifs. Le conservatisme de Musy s'inscrit dans l'histoire de l'Europe. Ses racines profondes plongent dans la culture contre-révolutionnaire apparue à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Aux Lumières, à la Révolution française et à la révolution industrielle répond une contre-révolution conservatrice dont la raison d'être est la défense de la tradition. Mais elle ne saurait être définie que par le maintien du statu quo et la crainte d'une

évolution perçue comme un déclin. Le conservatisme oppose notamment les principes d'autorité, de hiérarchie et d'obéissance aux idées de liberté et d'égalité de 1789. Il naît pour ainsi dire avec et contre la modernité. Relancé par les révolutions de 1848 puis par la Commune, ce vaste courant de réaction trouve de nouveaux chefs d'accusation dans l'industrialisation, l'urbanisation, l'apparition d'une civilisation de masses sécularisée, la montée du socialisme. Aussi la pensée conservatrice est «d'abord une doctrine politique et sociale de réaction, née de la rupture d'une tradition et de la nécessité d'argumenter pour la défendre ou la rétablir»<sup>1</sup>. Le conservatisme peut aussi se comprendre comme une «attitude de protestation»<sup>2</sup>. Dans le cas de Musy, un homme d'ordre avant tout, cette désapprobation prendra souvent la forme du refus à l'égard des changements sociaux et politiques.

À l'opposé, la modernisation désigne généralement le passage d'une société traditionnelle fondée sur une économie rurale et artisanale, sur des hiérarchies sociales ancestrales, des attachements à des particularismes locaux et des valeurs religieuses à une société de classe établie sur la production industrielle et l'accroissement des biens et des services, une société marquée par l'urbanisation, la sécularisation et l'individualisme, ainsi que par la représentativité du pouvoir politique, la centralisation et la bureaucratisation<sup>3</sup>. Souvent associée au progrès, la modernisation n'en possède pas moins ses côtés sombres; elle a pu contribuer, dans des pays industrialisés et des sociétés évoluées, à donner une plus grande ampleur à certaines barbaries du XXe siècle<sup>4</sup>.

Replacé sur l'échelle de l'histoire de l'Europe entre 1789 et nos jours, l'itinéraire de Musy n'est jamais rien d'autre que celui d'un conservateur qui, toute sa vie durant, se trouve confronté à des changements politiques et sociaux qu'il tient en grande partie pour des formes de décadence. Ses aspirations rénovatrices ne sont jamais aussi fortes qu'en période de crise. Traditionaliste dans sa manière de concevoir l'ordre politique et social, il n'en est pas moins en phase avec l'actualité, ouvert aux progrès techniques et à l'essor économique. Aussi, pour faire bref, peut-on déjà le définir comme un conservateur progressiste. Les oppositions contenues en puissance dans ces termes sont un peu

---

<sup>1</sup> P. BENETON: *Le conservatisme*, Paris, PUF, 1988, p. 115.

<sup>2</sup> U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi de la modernité. L'histoire sociale des catholiques suisses aux XIXe et XXe siècles*, Lausanne, Payot, 1994 (1989 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), p. 41. Du même auteur, voir U. ALTERMATT: «Conservatism in Switzerland: A Study in Antimodernism», in *Journal of Contemporary History*, 14, 1979, 4, pp. 581-610.

<sup>3</sup> Pour une approche critique des théories de la modernisation, voir notamment H.-U. WEHLER: *Modernisierungstheorie und Geschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1975, 85 p.

<sup>4</sup> Au sujet des potentialités contradictoires de la modernité, voir p.e. F. BAJOHR, W. JOHE, U. LOHALM (Hg.): *Zivilisation und Barbarei. Die widersprüchlichen Potentiale der Moderne*, Hamburg, Christians, 1991, 356 p.

à l'image d'une époque fort contrastée qui fut elle-même l'«âge des extrêmes»<sup>5</sup>.

## La biographie

La biographie fut, c'est une banalité de le dire, longtemps tenue pour un genre mineur par une historiographie dominante plus encline à accorder de la valeur aux forces sociales et économiques. Ayant eu son heure de gloire avant les années 1930, sans avoir été certes lui-même toujours très heureux, le genre biographique était discrédité, en compagnie de l'histoire politique et événementielle, par d'influents écoles historiques, qu'il se soit agi, selon les époques, des Annales et de la «nouvelle histoire», du marxisme ou du structuralisme. Toutefois, sous la pression des critiques, mais aussi avec le retour de l'événement et du politique, la biographie a opéré un renouvellement salutaire et, depuis un quart de siècle environ, a retrouvé de la légitimité au sein de la corporation des historiens<sup>6</sup>. Les fondateurs de l'École des Annales et leurs héritiers, certes toujours soucieux de ne pas tomber dans le piège de l'histoire anecdotique, n'ont au demeurant pas autant négligé l'approche biographique qu'on a pu le prétendre<sup>7</sup>.

La critique la plus utile à la mutation du genre biographique a été sans doute, à notre avis, celle portant sur sa double prétention naturelle à personnaliser des problèmes extrêmement complexes et, tout en négligeant le sens général de l'histoire, à prendre la partie pour le tout. Malgré une méthodologie plus acérée et consciente de certains écueils, ces limites inhérentes au genre biographique ne sont pourtant pas toujours faciles à dépasser, à l'instar d'ailleurs de celles de l'étude des trajectoires collectives qui, elle, coince parfois les destins individuels

---

<sup>5</sup> E. J. HOBSBAWM: *L'âge des extrêmes. Le court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Complexe, 1999 (1994 pour la 1<sup>ère</sup> version anglaise), 810 p.

<sup>6</sup> Sur les problèmes théoriques et méthodologiques liés au genre biographique, on lira entre autres *Problèmes et méthodes de la biographie*, actes du colloque de la Sorbonne, 3 et 4 mai 1985, Paris, Sorbonne, 1985, 271 p.; G. CHAUSSINAND-NOGARET: «Biographie (histoire)», in A. BURGUIERE (s.l.d.): *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF, 1986, pp. 86-87; P. BOURDIEU: «L'illusion biographique», in *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1986, n° 62/63, pp. 69-72; G. LEVI: «Les usages de la biographie», in *Annales ESC*, 44, novembre-décembre 1989, 6, pp. 1325-1336; J. LE GOFF: «Comment écrire une biographie historique aujourd'hui?», in *Le Débat*, 54, 1989, pp. 48-53; J.-C. PASSERON: «Biographies, flux, itinéraires, trajectoires», in *Revue française de sociologie*, 31, 1990, pp. 3-22; P.-P. BUGNARD: «Les retrouvailles de la biographie et de la nouvelle histoire», in *RSH*, 45, 1995, 2, pp. 236-254. La revue d'histoire *traverse* a publié un numéro intitulé «biographie – biographies». (*traverse*, 1995, 2); pour des considérations d'ordre théorique sur le genre biographique et des indications sur l'historiographie suisse contemporaine dans ce domaine, on peut y consulter l'article de H. U. JOST: «Hinweise zur Theorie und Praxis der Biographie», in *traverse*, 1995, 2, pp. 9-23.

<sup>7</sup> Sans remonter à Lucien Febvre, qui s'est intéressé au destin de Martin Luther et au problème de l'incroyance en traitant de Rabelais, nous pouvons citer les noms de Georges Duby (*Guillaume le Maréchal ou le meilleur chevalier du monde*, Paris, Fayard, 1984, 189 p.), Marc Ferro (*Pétain*, Paris, Fayard, 1987, 789 p.) et Jacques Le Goff (*Saint Louis*, Paris, Gallimard, 1996, 976 p.).

dans des catégories mentales toutes faites et des concepts désincarnés. Il n'empêche. Il est vain, selon nous, de vouloir mesurer le poids d'un seul homme sur les structures d'une société et exagéré de voir partout sa main dans le cours des événements. Focalisé sur son sujet de recherche, le biographe a souvent tendance à surévaluer la résonance de l'engagement de l'individu qu'il étudie. Du point de vue que nous défendons, la trajectoire de vie qui nous occupe, fût-elle marquante, vaut surtout par sa représentativité ou non de l'histoire des hommes. Dans quelle mesure Musy est-il un révélateur des vicissitudes de son temps? Une des principales difficultés du biographe est donc de situer, le plus exactement possible, la place de l'individu dans le cadre plus vaste de l'évolution de la société.

Enfin, comme il est délicat de saisir l'unité et la complexité de l'histoire des hommes, la reconstitution de la vie d'un seul individu, fût-elle apparemment cohérente pour qui réussit à démêler l'écheveau des causes, se révèle inmanquablement une entreprise fort ardue en raison des faiblesses, des contradictions et des inconséquences inhérentes à la nature humaine. Musy n'échappe pas à ce constat. Si ses engagements successifs s'inscrivent dans une continuité, si la force de certaines de ses idées surprennent pas leur vigueur, il n'en reste pas moins que Musy n'est pas fait d'une seule pièce.

### **Le plan du travail**

Afin de rendre le mieux possible la respiration particulière d'une trajectoire de vie dans son ensemble, entre continuité et rupture, nous avons opté pour un découpage chronologique avec, à chaque étage de la construction, des approches thématiques. Une armature purement thématique aurait sans aucun doute nui à la compréhension de cette évolution. L'option chronologique, si elle ne permet pas d'éviter toutes les répétitions, a le grand avantage de prévenir de trop nombreux allers et retours; elle préserve également l'idée de l'itinéraire de vie contre le danger d'une biographie thématique éclatée. Dans le cas de la biographie de Musy, une présentation chronologique nous paraît d'autant plus appropriée que cette trajectoire individuelle, fortement marquée par le sens général de l'histoire, pose de manière aiguë la question de la continuité et de la rupture. Comment un homme politique prestigieux, longtemps porte-drapeau de vastes cercles de la droite helvétique, devient-il l'apôtre peu suivi de la collaboration au nouvel ordre européen nazi? C'est l'une des principales énigmes de la vie de Musy. Beaucoup de gens avertis auront certes une réponse assurée. Toujours est-il que l'entrée et la trajectoire de Musy dans l'orbite du IIIe Reich, c'est surtout l'histoire d'un engrenage compliqué, d'un itinéraire sinueux à travers une conjoncture complexe.

La première partie (1876-1919) traite de l'ascension de Musy, de ses années de formation à son entrée en politique au niveau fribourgeois et enfin vers les sommets de la politique helvétique. La deuxième partie (1920-1930) s'intéresse à ses débuts de conseiller fédéral, défenseur de l'ordre établi, aux premiers signes de sa remise en cause de la démocratie libérale. Dans la troisième partie (1930-1936), nous présentons la trajectoire d'un homme de plus en plus brouillé avec la démocratie libérale, tenté par l'ordre nouveau et les solutions autoritaires, l'épisode de sa démission du Conseil fédéral en 1934 n'étant pas, selon nous, la rupture complète souvent évoquée. Nous consacrons la quatrième partie (1936-1939) à l'étude de la lutte anticomuniste menée par Musy et à celle de son entrée sinieuse dans l'orbite allemande. Enfin, dans la cinquième partie (1940-1945), nous mettons la focale sur sa collaboration au nouvel ordre européen nazi, puis sur son adaptation aux nouvelles circonstances de la fin de la guerre, adaptation dont l'épisode le plus frappant est sa participation à une action de sauvetage de Juifs en 1944-1945. Les dernières années (1945-1952), marquées par la maladie et une sortie définitive du champ politique, ne sont que très brièvement décrites.

Comme cela ressort de notre plan et de la longueur des différents chapitres, nous avons choisi de mettre l'accent, du point de vue chronologique, sur la période 1930-1945 et, du point de vue thématique, sur la dimension politique de la biographie de Musy. L'intérêt accru pour cette période tient notamment au halo de mystère qui a longtemps entouré certaines initiatives prises par Musy durant ces années noires de l'histoire. Une manière pour nous de contribuer modestement, grâce à l'étude d'un itinéraire de vie à la fois atypique et représentatif d'une époque, au débat historiographique de ces dernières années sur l'histoire de notre pays, avec ses ombres et ses lumières, à l'époque du national-socialisme<sup>8</sup>. Toutefois, en nous gardant bien de verser dans un plat déterminisme, il nous a également semblé nécessaire de remonter aux origines pour mieux comprendre certaines impulsions fondamentales de la trajectoire de Musy. Car, malgré les changements de cap plutôt brutaux que l'homme politique fribourgeois sera parfois amené à exécuter sous la pression des événements, ses prises de position se fondent sur des valeurs politiques tenaces, définies pour l'essentiel de très bonne heure. La persistance d'une certaine vision du monde, établie dans une

---

<sup>8</sup> Pour une présentation de la production historiographique relative à la Suisse des années 1933-1945, voir entre autres G. KREIS: «Vier Debatten und wenig Dissens», in *RSH*, 47, 1997, 4, pp. 451-476; G. KREIS: «Zurück in den Zweiten Weltkrieg. Zur schweizerischen Zeitgeschichte der 80er Jahre», in *RSH*, 52, 2002, 1, pp. 60-68; G. KREIS: «Zurück in die Zeit des Zweiten Weltkrieges (Teil II). Zur Bedeutung der 1990er Jahre für den Ausbau der schweizerischen Zeitgeschichte», in *RSH*, 52, 2002, 4, pp. 494-517.

matrice idéologique aux contours très tôt fixés, représente d'ailleurs une des principales caractéristiques de la biographie de Musy.

### État des travaux et sources

Qu'en est-il des travaux d'historiens, établis sur des documents, qui retracent la vie de Musy de sa naissance à sa mort?<sup>9</sup> Publiée en 1960, dans un contexte peu propice à la distance académique, la biographie écrite — avec le soutien de la famille Musy — par Gaston Castella, professeur d'histoire à l'Université de Fribourg, tient de l'hagiographie familiale «officielle»<sup>10</sup>. Cette plaquette de style commémoratif s'inscrit, avec une présentation certes plus ample, dans la lignée des articles nécrologiques pieux écrits à la mort de Musy<sup>11</sup>. Élaborée en pleine guerre froide, quelques années après les «révélations» faites au XXe congrès du Parti communiste de l'URSS sur la terreur et la répression pratiquées par Staline, elle laisse fortement entendre que l'histoire a finalement donné raison à Musy,

---

<sup>9</sup> Nous renonçons donc ici à citer dans le détail les travaux journalistiques, les mémoires, les témoignages et les ouvrages plus ou moins romancés qui, dès la fin de la guerre, mentionnent Musy à un titre ou à un autre.

<sup>10</sup> G. CASTELLA: *En souvenir de Jean-Marie Musy, ancien président de la Confédération, 1876-1952*, Fribourg, Bulle, Impr. Perroud, édition hors commerce, 1960, 182 p. C'est la famille Musy qui possède le copyright. L'ouvrage est préfacé par Jean Bourgknecht, deuxième conseiller fédéral fribourgeois. Comme l'indique le répertoire établi en 1980/1981 par les Archives fédérales à Berne, le fonds Musy qui y a été déposé en 1959 a tout d'abord servi comme corpus de base à la publication de Gaston Castella. — Se référant aux années 1910, l'historien fribourgeois Roland Ruffieux compte Musy, en compagnie de Gonzague de Reynold et Ernest Perrier, au nombre des amis de Gaston Castella. (R. RUFFIEUX: «† Gaston Castella, professeur honoraire de l'Université», in *La Liberté*, 26.1.1966). Toutefois, sur la base des sources à notre disposition, nous ne pouvons pas conclure à une véritable complicité amicale entre les deux hommes. Les archives sont à ce propos très rares et ne permettent pas de voir en Castella un ami proche de Musy. En 1951, à l'occasion du 75<sup>ème</sup> anniversaire de Musy, Gaston Castella écrit ainsi une lettre très révérencieuse à «Monsieur le Président», alors que Gonzague de Reynold et Ernest Perrier tutoient leur «cher ami» pour le féliciter sur un ton tout à fait amical. (Voir AF, fs Musy, vol. 43: lettres adressées à J.-M. Musy par G. Castella, 10.4.1951, E. Perrier, 11.4.1951, G. de Reynold, 13.4.1951). En outre, aussi loin que nous avons pu le vérifier dans les registres de l'état civil déposés à Lessoc, il n'y a pas de lien de parenté proche entre Gaston Castella et la mère, née Castella, du père de Jean-Marie Musy. Selon les informations que nous avons pu glaner, il s'agit de deux branches distinctes de Castella. Il n'est toutefois pas exclu qu'il y ait quelque part un lien dans l'arbre généalogique d'une famille aux rameaux très étendus. — Données bio. sur Gaston Castella (1883-1966): F.: «Le professeur Gaston Castella fête aujourd'hui ses 80 ans», in *La Liberté*, 14.10.1963; R. RUFFIEUX: «Gaston Castella, professeur honoraire et ancien recteur de l'Université (1883-1966)», in *Universitas Friburgensis*, 24, 1966, 2, pp. 56-58; R. RUFFIEUX, in *ECF*, 2, p. 461; *Bulletin. Société d'histoire du canton de Fribourg*, 1986, 1, pp. 2-21 (consacré à Gaston Castella).

<sup>11</sup> Au nombre de ces articles, on peut citer ceux de Pierre Barras dans *La Liberté* du 21 avril 1952 et dans l'édition de 1955 d'un dictionnaire des personnalités suisses récemment défuntés. (P. BARRAS: «† J.-M. Musy, ancien président de la Confédération», in *La Liberté*, 21.4.1952; P. BARRAS: «Dr. jur. Jean-Marie Musy», in *Biographisches Lexikon verstorbener Schweizer. In Memoriam*, (désormais: *BLVS*) Zürich, 1955, vol. 4, pp. 4-4a).



non sans passer sous silence l'accommodation de ce dernier à l'autre grand fléau totalitaire du XXe siècle.

Si le travail de Gaston Castella ne relève pas du genre scientifique, il mérite toutefois une mention car il a été durant des décennies la seule biographie prétendant présenter l'ensemble de la trajectoire de Musy. En outre, cet ouvrage est le vecteur représentatif d'une mémoire conservatrice, marquée par le traumatisme de 1939-1945, longtemps encline à mettre entre parenthèses les relations avec l'extrême droite helvétique et la trajectoire dans l'orbite nazie de celui qui fut une figure de proue du conservatisme helvétique<sup>12</sup>. Placée dans un contexte plus large, car mémoire et science historique évoluent souvent en parallèle, non sans quelques accroc, la biographie rédigée par Castella reflète une certaine vision savante de l'histoire imprégnée de l'esprit de la défense nationale spirituelle qui a prévalu durant les années noires et s'est perpétué jusqu'à la fin de la guerre froide et aux brutales remises en question de la seconde moitié des années 1990. La mémoire collective des années noires de la Seconde Guerre mondiale s'est souvent construite en occultant des pans entiers de l'histoire, qu'il s'agisse d'une destinée individuelle ou nationale<sup>13</sup>.

Cette situation explique en partie le fait que la biographie complète de Musy n'ait été évoquée que rarement sans coupure ni tabou avant les années 1990. À en juger par sa production sur le sujet, l'école historique de Fribourg, plus naturellement portée que d'autres à s'intéresser à Musy mais aussi la plus soumise à la pression du souvenir, est longtemps restée réticente, jusqu'au début des années 1990, à aborder la trajectoire post-gouvernementale du premier conseiller fédéral fribourgeois. Parmi les brefs articles de synthèse qui n'occultent pas l'ambiguïté de la trajectoire post-gouvernementale de Musy, il y a ceux de Francis Python publiés en 1977 et 1991 (1993 pour l'édition française)<sup>14</sup>. Outre les enjeux de la mémoire, les délais de prescription en vigueur dans les archives expliquent également les retards et les lacunes de l'historiographie qui, elle aussi, a besoin de temps pour se construire.

Les études savantes entreprises sur des aspects particuliers de la biographie de Musy ou celles qui donnent des informations plus ou moins développées sur certains pans de son action sont beaucoup plus nombreuses. Apparaissant surtout

---

<sup>12</sup> À notre connaissance, tout porterait à croire que Gaston Castella, plutôt francophile et polonophile durant la Seconde Guerre mondiale, n'a dû lui-même éprouver que peu de sympathie pour les relations de Musy avec l'Allemagne nazie. Il n'en reste pas moins qu'il a concocté une biographie évitant soigneusement de s'étendre sur cette question.

<sup>13</sup> Pour le cas de la Suisse, voir L. VAN DONGEN: *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale 1945-1948. Émergence et construction d'une mémoire publique*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 2000 (1997), 297 p.

<sup>14</sup> À la suite des études publiées par Daniel Bourgeois, Francis Python a également pu écrire dans le quotidien *La Liberté* (1976) un article consacré à la croisade anticommuniste de Musy, notamment après sa démission du Conseil fédéral en 1934.

à partir des années 1970, elles constituent les pièces d'un puzzle éclaté, tant les domaines abordés et les points de vues adoptés sont disparates. Sans chercher une vaine exhaustivité ni une présentation approfondie, nous citerons ici quelques-uns de ces travaux. Le caractère inédit de notre propre étude n'est finalement que relatif pour qui les connaît déjà un peu. Elle ne les remplace pas, c'est évident.

La thèse de Pierre-Philippe Bugnard (1983) constitue l'ouvrage de référence pour aborder les débuts politiques de Musy à Fribourg. D'autres historiens ont présenté certains aspects de la carrière politique de Musy dans son canton d'origine: Jean-Pierre Dorand (1996), Christophe Aeby (1996) et Valérie Clerc (1998, 2002 pour la version publiée abrégée). Le rôle du discours de Musy du 10 décembre 1918 dans la construction de la mémoire conservatrice de la grève générale a été analysé par Laurent Andrey (2002). Les relations de Musy avec le parti conservateur fribourgeois, entre autres dans la première moitié des années 1930, apparaissent dans l'étude de Nathalie Balmat (2001). Le travail de Christophe Cottet (1997) explique quelques-unes des raisons de l'échec de Musy aux élections nationales de 1939.

L'activité de Musy au Conseil fédéral a été appréhendée sous deux aspects principaux, au demeurant étroitement liés, à savoir d'une part son action politique, d'autre part son action financière. Chantal Kaiser (1999, 1997 pour la version non publiée) a surtout analysé la trajectoire de Musy de ses débuts à sa démission de 1934; en ce qui concerne plus particulièrement la période à l'exécutif fédéral, nous renvoyons le lecteur à cette étude stimulante que nous avons consultée avec profit sans toutefois avoir pu nous rallier toujours à ses interprétations. Dans une courte biographie, Francis Python (1991, 1993 pour l'édition française) a déjà distingué trois phases principales dans l'activité de Musy au gouvernement fédéral ainsi que son durcissement idéologique, toujours plus perceptible dans les années 1930. Plusieurs ouvrages de synthèse sur l'histoire suisse de l'entre-deux-guerres, par exemple ceux de Roland Ruffieux (1974) et Hans Ulrich Jost (1986, 1983 pour la première édition), donnent également quelques aperçus de l'action politique de Musy, notamment au Conseil fédéral.

Peter Menz (1976) et Arthur Fritz Reber (1979) se sont intéressés à l'élection de Musy au Conseil fédéral en 1919 et à sa démission en 1934. Martin Pfister (1995) a apporté un autre éclairage sur cette démission en examinant les circonstances de l'élection de son successeur, Philipp Etter. Parmi les travaux consacrés, sous l'impulsion d'Urs Altermatt, à l'histoire du catholicisme politique en Suisse, il faut citer la thèse de Markus Hodel (1994), le premier à avoir présenté de manière approfondie Musy à travers le prisme des archives du parti conservateur. Cet ouvrage est essentiel pour comprendre la montée en puissance

de Musy et sa radicalisation idéologique dans la seconde moitié des années 1920. La place de Musy au sein du mouvement conservateur-catholique ressort d'autres études: Roland Ruffieux et Bernard Prongué (1969), Josef Widmer (1983), Quirin Weber (1989), Christophe Schaller (1990), Lukas Rölli-Alkemper (1993), Urs Altermatt (1999) et Franziska Metzger (2000).

La lutte anticomuniste menée par Musy, tout le long de sa vie, ressort entre autres des travaux d'Edgar Bonjour (1973), Annetta Gattiker (1975), Alfred Erich Senn (1979 et 1981), François Tissot-Daguette (1980), Mauro Cerutti (1981), Dietrich Dreyer (1989), Hermann Wichers (1994) et Brigitte Studer (1994 et, pour l'édition des archives de Jules Humbert-Droz, 1996). Ses sympathies pour le fascisme italien, perceptibles dès la fin des années 1920, sont mises en relief dans la thèse de Mauro Cerutti (1988). Gérald et Silvia Arlettaz (1991) ont évoqué son attitude restrictive en matière de naturalisation des étrangers, volontiers associés au socialisme.

La politique de Musy dans la question du régime du blé ressort de l'étude de Heinrich Mesmer (1972) et celle à l'égard de l'AVS du travail d'André Lasserre (1972). Ses conceptions économiques, empreintes d'un fort antisocialisme, notamment lors de la grande crise économique, apparaissent également dans les thèses de Heinz Dickenmann (1983), Geneviève Billeter (1985) et Pietro Morandi (1995). L'action financière de Musy a été abordée par Gérald Arlettaz (1977 et 1982)<sup>15</sup>. Dès le début des années 1990, plusieurs historiens, entre autres dans le sillage de Sébastien Guex (1993 pour sa thèse), ont publiés diverses études portant un regard nouveau sur l'activité du ministre des finances fribourgeois. L'attitude de Musy lors du sauvetage financier de l'Autriche apparaît dans les travaux de Jean-Claude Favez (1980) et Zaugg-Prato (1982). Se basant sur d'importantes sources largement inédites, la thèse de Christian Werner (2000) nous permet de mieux appréhender les liens de Musy avec certains groupes de pression économique-politiques entre 1928 et 1936.

Les contacts de Musy avec l'extrême droite suisse et son adaptation au nouvel ordre européen nazi ont été relevés par plusieurs historiens. En 1971, Daniel Bourgeois a ouvert une brèche décisive, du point de vue de la connaissance scientifique, en publiant une lettre de Heydrich à Ribbentrop de 1941 qui jette une nouvelle lumière sur les relations de Musy à Berlin et Vichy. Trois ans plus tard, des connivences idéologiques et des contacts peuvent à nouveau être relevés dans la thèse du même historien (1974). En 1975, Niklaus Meienberg a publié un article, bâti sur des documents trouvés dans les archives allemandes, où il est une

---

<sup>15</sup> En 1976, dans la lignée de son ouvrage standard de 1974, Roland Ruffieux a fourni une brève synthèse pour *La Liberté*.

fois de plus question des liens de Musy avec de hauts dignitaires du régime nazi<sup>16</sup>. La présence de Musy à Berlin, alors que l'Allemagne triomphe partout en Europe, est également notée par Georg Kreis (1976 et 1977). D'autres travaux fournissent des indices sur les affinités idéologiques et personnelles de Musy avec les milieux antidémocratiques suisses séduits par certaines réalisations étrangères: Peter Stadler (1969), Beat Glaus (1969), Roger Joseph (1975), Jacques Meurant (1976), Willi Gautschi (1989, 1991 pour l'édition française), Erwin Bucher (1991 pour la première édition) et Roland Butikofer (1996). La redécouverte de *La peste rouge* (1938), au milieu des années 1970, a ravivé le débat public sur les relations de Musy avec l'Allemagne nazie, sans toutefois déboucher à cette époque sur des travaux scientifiques sur ce film anticomuniste auquel est attaché le nom du Fribourgeois. Il faut attendre les études spécifiques de Roland Cosandey (1994, 1997) pour mieux connaître l'histoire de cette réalisation cinématographique. Le premier à avoir défriché un terrain très peu connu, Jérôme Crausaz (1997) a analysé de manière rigoureuse l'action de Musy à la tête de *La Jeune Suisse*, hebdomadaire au service du nouvel ordre européen nazi. Nous avons rédigé un article (1998) sur l'entrée de Musy dans l'orbite du Troisième Reich.

L'action de sauvetage des Juifs à laquelle Musy a participé en 1944-1945 est citée dans de nombreuses publications qui sont en premier lieu le fait d'historiens étrangers, la plupart établis aux États-Unis ou en Israël. Parmi ces précurseurs, il faut citer Henry L. Feingold (1970), Livia Rothkirchen (1970), Yehuda Bauer (1974, 1981/1982, 1994/1996), Isaac Lewin (1977) et John Mendelsohn (1980). David S. Wyman (1984) et surtout Monty Noam Penkower (1983) ont été les premiers, du point de vue scientifique, à approfondir cette action de sauvetage. David Kranzler (1984, un article et un livre, 1987 et 1991) y a également consacré de nombreuses pages dans ses travaux sur l'attitude des juifs orthodoxes, notamment des époux Sternbuch, face à la solution finale. Au nombre des publications de langue anglaise, il faut enfin citer deux introductions plutôt fouillées, la première de Sybil Milton (1982) et la seconde de Paul Lawrence Rose (1990), à des recueils de documents d'archives de première importance. Alain Dieckhoff (1989 et 1995) a apporté un nouvel éclairage, tout d'abord pour le public du Vieux Continent, sur cette opération de sauvetage. En Suisse, aucun historien ne s'est attelé à étudier de manière approfondie cet épisode pourtant marquant.

L'historien travaille à partir de traces et la connaissance historique est ce qu'il en fait. Pour éclairer notre sujet sous divers angles et éviter les pièges propres à l'utilisation unilatérale d'un corpus trop limité de sources, nous avons notamment

---

<sup>16</sup> Prématurément décédé, Niklaus Meienberg aurait sans doute pu être le biographe de Musy.

pris soin de diversifier la documentation. Cela était d'autant plus nécessaire que le fonds Musy déposé par sa famille en 1959 aux Archives fédérales se caractérise par de nombreuses «taches blanches». Les lacunes les plus frappantes concernent avant tout les relations de l'ancien conseiller fédéral avec l'Allemagne nazie. Les documents relatifs à une période jugée rétrospectivement problématique font défaut, alors que d'autres archives, notamment allemandes, recèlent une importante documentation sur ces années d'accommodation au nouvel ordre européen nazi. À quel moment a-t-on procédé au «nettoyage» des sources, avant leur dépôt dans les archives? Nous ne pourrions l'affirmer de manière irréfutable. Le fait est que, comme nous le verrons durant la Seconde Guerre mondiale, Musy a déjà fait procéder de son vivant à des destructions de documents. Le chercheur qui s'intéresse à la vie de Jean-Marie Musy ne peut donc se contenter de ce fonds, quand bien même il renferme parfois des documents du plus haut intérêt.

Ce constat fait dès le départ de la recherche nous a encouragé à aller voir ailleurs pour ne pas être victime d'un dépôt de sources «privilegié». Sans passer en revue toutes les archives consultées pour la présente étude, nous pouvons juste souligner que nous avons reconstruit l'itinéraire de Musy en tentant de retrouver ses traces là où il a agi. Cela est somme toute assez banal pour un biographe. Il n'en reste pas moins que cela est aussi indispensable pour appréhender les milieux et les réseaux dans lesquels Musy a déployé son action et mesurer le caractère représentatif ou non de sa trajectoire de vie. Comme cela ressort de la table des matières, elle-même reflet des archives compulsées, la quête d'archives s'est ainsi faite par cercles concentriques: tout d'abord au niveau régional, puis national et enfin à l'étranger.



**PREMIERE PARTIE**

**L'ASCENSION,  
1876-1919**





## CHAPITRE 1

### LA FORMATION DE LA PERSONNALITE, 1876-1906

Albeuve, 10 avril 1876, neuf heures. Louisa Musy, épouse de Jules, met au monde Pierre Jean Marie. Le même jour, le curé François-Xavier Dumas baptise le nouveau-né dans l'église paroissiale d'Albeuve. Le parrain est Pierre Musy, père de Jules; la marraine Marie Thédy, demi-sœur de Louisa<sup>1</sup>.

Quelques mots dans des registres, puis l'historien perd la trace du jeune Musy dont les premières années ne sont pas directement accessibles par le corpus des sources. Une obscurité quasi complète demeure également sur le reste de son enfance, son adolescence et les premières années de l'âge adulte. Et les très rares souvenirs du futur homme politique et de ses proches ne compensent que légèrement ces grandes lacunes de la documentation. Entre vingt et trente ans, le jeune homme laisse des traces de plus en plus nombreuses dans les archives, mais qui restent toujours très clairsemées.

Selon une théorie classique de la psychologie de l'enfant, la spécificité de chaque individu résulte de l'interaction des facteurs héréditaires et des apports extérieurs. Quelles étaient les prédispositions innées du jeune garçon? Quels furent les apprentissages qui l'ont façonné? Les expériences qui l'ont marqué? Trouve-t-on déjà dans sa petite enfance les racines profondes de sa trajectoire future? Questions importantes qui restent toutefois en grande partie insolubles. De même, si l'on se base sur les seuls propos de Musy qui nous sont parvenus, il est impossible de déceler dans la vie du jeune homme la présence de personnes bien précises qui auraient pu jouer le rôle de guides. De nature indépendante, Musy n'évoquera jamais explicitement le nom d'un «éveilleur» ou d'un maître à penser, cultivant de cette manière l'image qu'il souhaitera volontiers donner de lui: celle de l'homme qui s'est fait tout seul. De même, il est impossible de connaître exactement ses lectures. Il reste que cette impression d'absence de référence découle en grande partie du déficit de sources. Sans journal intime, sans mémoires, sans véritable correspondance personnelle à notre disposition, nous sommes contraint de nous fier à un faisceau d'informations convergentes pour reconstituer si possible les rencontres déterminantes.

---

<sup>1</sup> Registre des naissances de la paroisse d'Albeuve, 10.4.1876, fol. 4.

Malgré ces difficultés, il est certain que les principes de base de sa pensée politique, sociale et économique sont déjà en place bien avant qu'il ne devienne un homme public dont on peut alors facilement retrouver la trace. Construites durant les années de jeunesse, ses convictions axiomatiques évolueront certes, mais sans jamais dévier brusquement de leur direction originelle.

Sources lacunaires, traces indirectes datant d'une période ultérieure représentent des obstacles majeurs à la reconstitution de ces jeunes années. Années pourtant cruciales pour la formation de la personnalité — rien ne s'oublie, selon les psychologues et les psychanalystes —, même si l'individu se transforme tout au long de sa vie. Ce qui nous est parvenu de la jeunesse de Musy nous oblige donc à la prudence et à nous taire sur de nombreux points. À défaut d'appréhender directement le jeune Musy, l'historien s'attachera ici surtout à reconstituer le contexte dans lequel il fit ses premiers pas, à retrouver les individus qui ont pu le marquer. Un environnement déterminé, des origines données, des personnes plus ou moins influentes auxquels il ne put évidemment se soustraire, mais qui n'expliquent pas nécessairement toujours la trajectoire unique et parfois sinueuse de tout individu.

## **1. Premières empreintes**

### **1.1. Le cadre géographique**

Ce qui nous est parvenu des propos de Musy, tenus tout au long de sa vie, atteste la permanence d'une idée inlassablement répétée: le sol détermine l'identité des hommes et de leur communauté nationale. Selon lui, il existe un lien quasi charnel entre les hommes et la terre qui les a vus naître. Logiquement, Musy revendique pour lui-même ce principe déterministe aux relents nationalistes, très dans ligne de la pensée barrésienne. Y perce aussi une nostalgie rurale liée à sa propre enfance. Assez significatifs sont les propos qu'il tient quelques semaines après le choc de novembre 1918: «nous devons garder nos terres pour nous. Cela est nécessaire, non seulement au point de vue économique, mais encore au point de vue social. Pourquoi dans la dernière crise les cantons agricoles se sont-ils le mieux tenus? C'est, à n'en pas douter, parce que les habitants sont plus attachés à leur sol et que leur patriotisme en était fortifié»<sup>2</sup>.

Jean-Marie Musy naît à Albeuve, un village paysan de la Haute-Gruyère, dans les Préalpes fribourgeoises. Situé dans la vallée de l'Intyamon, il se trouve à une

---

<sup>2</sup> *BGCF*, 26.12.1918, p. 250.

altitude de 769 m. Le point le plus élevé du territoire est le sommet de la Dent de Lys à 2'014 m. À l'est du village, légèrement en aval, coule une large rivière, la Sarine; sur son flanc ouest, où la terre s'élève déjà vers les montagnes, court la route qui relie Bulle, le chef-lieu du district qui se trouve en plaine, au Pays-d'Enhaut, dans les Préalpes vaudoises. Les maisons, presque toutes en bois, forment une agglomération très compacte, dont les toits de bardeaux sont reliés les uns aux autres<sup>3</sup>.

Riche village agricole et l'un des «plus peuplés de la Haute-Gruyère»<sup>4</sup>, typique de l'habitat groupé de la zone préalpine, Albeuve compte 456 habitants en 1870<sup>5</sup>. L'agriculture, notamment l'élevage du bétail, et la fabrication du fromage constituent les principales activités de la commune<sup>6</sup>. À l'instar de la région tout entière, aucune fabrique industrielle n'est encore venue bousculer un ordre ancestral, rythmé par les cycles de la nature. Aucun chemin de fer ne dessert encore la vallée. Le 20 juillet 1876 — Jean-Marie a un peu plus de trois mois —, le village est rayé de la carte par un incendie. Plus de 160 bâtiments, à savoir presque la totalité des constructions, sont réduits en cendres, pour une poignée de cinq petites maisons épargnées<sup>7</sup>. Propriété du père de Jean-Marie, l'Hôtel de l'Ange est également détruit par les flammes<sup>8</sup>. La catastrophe est effroyable et marque durablement les gens du village. Une dizaine d'années après l'incendie, l'homme de lettres Victor Tissot passera à Albeuve. Le voyageur, qui a vite fait de voir les démons urbains pointer leur nez, déplorera la disparition des vieilles maisons de bois, aux grands toits en auvent, couverts de bardeaux et de mousse, remplacées par des bicoques de pierre sans cachet, sans originalité donnant un air de banlieue, un aspect triste de cité ouvrière<sup>9</sup>. Le jeune Jean-Marie

---

<sup>3</sup> s.n.: «Albeuve. Avant et après l'incendie», in *NEF*, 1877, pp. 53-54.

<sup>4</sup> s.n.: «L'incendie d'Albeuve», in *La Liberté*, 22.7.1876; s.n.: «Incendie d'Albeuve», in *Le Fribourgeois*, 23.7.1876.

<sup>5</sup> Selon le recensement de 1870 reproduit dans *NEF*, 1876, p. 54. Lors du recensement de 1880, Albeuve totalise 487 habitants (*NEF*, 1887, p. LIX).

<sup>6</sup> Notice sur Albeuve dans le *Dictionnaire géographique de la Suisse*, Neuchâtel, Attinger, 1, 1902, p. 25.

<sup>7</sup> Voir notamment *Le Fribourgeois* des 23 et 30.7.1876 et *La Liberté* des 22, 23 et 27.7.1876. Voir aussi C. FONTAINE: «Albeuve», in *Le Vieux Chalet* (supplément du *Fribourgeois*), août 1960, n° 76, pp. 605-608.

<sup>8</sup> s.n.: «L'incendie d'Albeuve», in *La Liberté*, 22.7.1876; s.n.: «Albeuve. Avant et après l'incendie», in *NEF*, 1877, p. 54. Voir aussi G. CASTELLA: *En souvenir de Jean-Marie Musy, ancien président de la Confédération, 1876-1952*, Fribourg, Bulle, Impr. Perroud, édition hors commerce, 1960, p. 18; et pour une opinion différente C. FONTAINE: *op. cit.*, août 1960, n° 76, p. 605.

<sup>9</sup> V. TISSOT: *La Suisse inconnue*, Paris, Dentu, (1888), pp. 459-460. — Données bio. sur Victor Tissot (1845-1917): D. BUCHS, in *ECF*, 2, p. 506; P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme de village. La Gruyère face à la République chrétienne de Fribourg (1881-1913)*, Lausanne, Le Front Littéraire, 1983, n. 727 p. 377; *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 6, p. 271; P. VALLELIAN: *L'identité de la Gruyère à travers la presse politique régionale (1882-1933)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1997, pp. 245-246; J. STEINAUER: «Tissot le flamboyant», in *La Gruyère*, 19.9.1998.

effectue donc ses premiers pas dans un village encore meurtri par le drame: des maisons reconstruites vite et à bon marché, souvent inachevées. Dans la mémoire des villageois, 1876 restera l'«*an dou fu*», l'année de l'incendie<sup>10</sup>. Pour les Fribourgeois de cette époque, l'incendie d'Albeuve constitue «l'événement de la décennie»<sup>11</sup>.

Au-delà de cet espace habité, en levant les yeux, le jeune Jean-Marie découvre les montagnes, de moyenne altitude, alignées de chaque côté de la vallée. Très tôt, il les parcourt. Recouvertes de pâturages et de forêts de feuillus ou de sapins agrippés aux versants les plus raides, elles sont couronnées par une succession de crêtes rocheuses et de combes. Ce paysage alpestre marque Musy pour son existence. Né lui-même au milieu des montagnes, il se plaira à répéter, non sans une certaine suffisance, que la Suisse n'existe que grâce à ses montagnes et ses montagnards, que la partie la plus suisse du pays se trouve dans les Alpes. Mais, outre la récupération facile d'un thème porteur, le magistrat — plus habitué en fait au confort des salons qu'à la rusticité des chalets d'alpage — cultivera ainsi le souvenir idéalisé d'une enfance heureuse passée dans un milieu alpestre. L'usage qu'il fera sans cesse de ses origines, revendiquées comme un titre de gloire, nous éclaire sur certaines de ses convictions politiques. Campagnard dans l'âme, il se méfiara presque instinctivement de la ville industrielle, populeuse, anonyme, angoissante, perçue comme un lieu où s'agitent révolutionnaires et internationalistes. Grèves, luttes sociales, instabilités, autant de caractéristiques attribuées à la ville moderne qui menacent l'identité nationale. Cette vision du monde n'a rien d'exceptionnel. À la fin du XIXe siècle, l'idéologie antiurbaine est très répandue en Europe dans les milieux conservateurs et nationalistes<sup>12</sup>. Dans le conflit entre tradition et modernité, les régions périphériques — campagnardes et catholiques — représentent les bastions par excellence de l'antimodernisme<sup>13</sup>.

Pour Musy, la campagne restera toujours la vraie source de vie: «Ce sont les paysans surtout qui fournissent les soldats à l'armée et les ouvriers à l'usine. La campagne fait les hommes; la ville et l'usine les consomment.»<sup>14</sup> Et d'ajouter en cette année 1939, à l'approche de la guerre dont pourrait bien sortir une fois de plus la révolution: «Enfin, on a compris encore que, en notre siècle de fièvre

---

<sup>10</sup> C. FONTAINE: *op. cit.*, août 1960, n° 76, p. 608.

<sup>11</sup> D. BUCHS: *La vie quotidienne fribourgeoise dans les années 1871-1880 d'après «La Liberté»*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1973, p. 101.

<sup>12</sup> Voir F. WALTER: *Les Suisses et l'environnement. Une histoire du rapport à la nature du 18e siècle à nos jours*, Genève, Zoé, 1990, pp. 132-144; F. WALTER: *La Suisse urbaine 1750-1950*, Genève, Zoé, 1994, pp. 231-312.

<sup>13</sup> U. ALTERMATT: «Vom Kulturkampf der Landschaft für ihre bedrohte Eigenart», in *Fribourg: Ville et Territoire. Aspects politiques, sociaux et culturels de la relation ville-campagne depuis le Bas Moyen-Age*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1981, p. 358.

<sup>14</sup> J.-M. MUSY: «L'économie européenne et la guerre», in *La Liberté*, 19.8.1939.

sociale et d'agitation politique, l'agriculture, qui échappera toujours à l'emprise totale du socialisme et du capitalisme, demeure l'oasis où se conservent et s'épanouissent le mieux les vertus fondamentales qui font la force d'une nation.»<sup>15</sup> La paysannerie comme pilier de l'ordre établi.

## 1.2. Les ascendants

### 1.2.1. *La figure tutélaire du grand-père paternel*

En ligne paternelle, Jean-Marie Musy descend d'une ancienne famille gruérienne, originaire de Grandvillard où elle apparaît déjà au XIV<sup>e</sup> siècle<sup>16</sup>. De même que les Castella, les Geinoz et autres Thorin, les Musy sont au nombre des familles qui comptent dans la Haute-Gruyère. Détenteurs de biens immobiliers plutôt importants dans la vallée, ils enracinent également leur statut social dans la propriété foncière<sup>17</sup>. Une histoire des élites fribourgeoises, dans la tradition des travaux de Louis Bergeron, Guy Chaussinand-Nogaret et Christophe Charle par exemple, nous manque toutefois pour établir exactement leur place dans la société. Sans appartenir à l'ancienne élite aristocratique, gouvernante et possédante qui domine le canton sous l'Ancien Régime et s'accroche à ses

---

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> J.-H. THORIN: *Notice historique sur Grandvillard*, Fribourg, Imprimerie catholique suisse, 1878, p. 29. Voir également G. CORPATAUX: «Musy», in *DHBS*, 1930, vol. 5, p. 67; et G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 13. Sur l'histoire de Grandvillard, voir aussi A. DELLION: *Dictionnaire historique et statistique des paroisses catholiques du canton de Fribourg*, Genève, Slatkine Reprints, 3, 1994, (1<sup>ère</sup> édit.: Fribourg, 6, 1888), pp. 545-563. Plusieurs familles, notamment fribourgeoises, portent le nom de Musy. On en trouve également dans le canton de Vaud, en Savoie et ailleurs en France. Des Musy de Grandvillard émigrèrent au Brésil dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Lors de l'accession de J.-M. Musy à la présidence de la Confédération, en décembre 1924, les autorités de Romont et celles de Châtel-Saint-Denis — dont un Musy de Romont fut le seigneur au début du XVI<sup>e</sup> siècle — ne manquèrent pas de rappeler, petite fierté bien ordinaire, les attaches que ces deux villes avaient avec les Musy. Toutefois, dans l'état de nos travaux, nous n'avons pas pu établir dans quelle mesure la famille Musy de Grandvillard et celle de Romont, noble et éteinte dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, sont liées. À la lumière des sources consultées, il n'y a aucune parenté entre elles. Dans sa notice sur les Musy, G. Corpataux distingue la lignée gruérienne de la branche romontoise. (G. CORPATAUX: *op. cit.*, p. 67). Outre les renseignements disponibles aux AEF, voir la généalogie des Musy, nobles de Romont, dressée par Hubert de Vevey (BCU).

<sup>17</sup> Nous avons renoncé à retracer l'histoire de la fortune et des revenus de la famille Musy. Outre la difficulté d'accéder à certains documents, la complexité d'une telle étude nous entraînerait bien au-delà du cadre du présent travail. Toutefois, si nous nous basons sur certaines données fragmentaires et quelques sondages dans les cadastres communaux, nous pouvons affirmer que les Musy possédaient, à la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, de très nombreux biens-fonds en Haute-Gruyère. Voir p.e. au Registre foncier de la Gruyère, à Bulle, notamment le *Cadastre de la commune de Neirivue* (1874, fol. 500-505) et le *Répertoire du cadastre de la commune d'Albeuve* (s.d., fol. 819); ainsi qu'aux AEF — fs J.-M. Musy, vente d'immeubles et de terrains à la commune — la liste de certains biens fonciers, dont l'Hôtel de l'Ange, vendus en 1921 pour le prix de 102'000 francs par J.-M. Musy à la commune d'Albeuve.

prérogatives durant le XIXe siècle et même au-delà, les Musy jouissent pourtant, dans leur région, d'une position supérieure à la moyenne. Il ne s'agit «pas de vanu-pieds, ni d'aviniéro»<sup>18</sup>.

Avant Jean-Marie, c'est surtout son grand-père, Pierre-Joseph Musy<sup>19</sup>, qui se distingue dans la vie politique fribourgeoise. De son vivant, il n'exerce sans doute pas une grande influence sur son petit-fils. Habitant à Bulle, il décède alors que Jean-Marie n'a que 12 ans. Toutefois, sa grande popularité lui survit en Gruyère et, à en croire le chroniqueur, sa mémoire fait encore, plus de trente ans après sa mort, «l'objet d'un véritable culte»<sup>20</sup>. La figure tutélaire de cet aïeul, profondément attaché au sol gruérien, marque indéniablement Jean-Marie Musy. Les orientations politiques de celui-ci, du moins jusque dans les années 1910, s'inscrivent d'une certaine manière dans le sillage de ce grand-père, incarnation d'un XIXe siècle qui ne se termine réellement qu'avec la Première Guerre mondiale. De son grand-père, Jean-Marie Musy hérite de nombreux traits, notamment «la passion de la politique et du pouvoir»<sup>21</sup>.

Né en 1808, sous le régime de la Médiation, et mort en 1888, dans un État fédéral dominé par les radicaux, Pierre Musy participe pendant plus d'un demi-siècle à la politique cantonale<sup>22</sup>. Enfant de «parents aisés et jouissant de beaucoup de considération dans la contrée»<sup>23</sup>, il fait des études littéraires et de droit à Fribourg. Il n'a qu'une vingtaine d'années lorsqu'il prend part au mouvement démocratique et libéral de 1830<sup>24</sup>. En relation avec des radicaux et tout en restant un modéré, il adopte, selon Joseph Jaquet, «leurs idées et ne craignait pas de confesser assez ouvertement leurs principes, ainsi que tous les membres de sa famille»<sup>25</sup>. À cette époque déjà, il admire Hubert Charles, un des chefs du mouvement libéral-conservateur fribourgeois<sup>26</sup>.

---

<sup>18</sup> CIVIS [G. GLASSON]: «Le souvenir de Jean-Marie Musy», in *La Gruyère*, 13.4.1961.

<sup>19</sup> L'histoire a surtout retenu le premier des deux prénoms.

<sup>20</sup> P. BONDALLAZ: «M. le Dr Jean Musy, Conseiller fédéral», in *Revue des familles*, n° 50, 13.12.1919, p. 786.

<sup>21</sup> G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 13. En mémoire de son grand-père, qui est aussi son parrain de baptême et dont il porte lui-même le prénom, Jean-Marie Musy appellera son premier fils Pierre. (Entretien de l'auteur avec Jean-Christophe Musy, 25.8.1997).

<sup>22</sup> Données bio. sur Pierre Musy (1808-1888): s.n., in *NEF*, 1889, pp. 126-128 (nécrologie); G. CORPATAUX: «Musy», in *DHBS*, 1930, vol. 5, p. 67.

<sup>23</sup> J. JAQUET: *Les souvenirs d'un Gruérien. 1872-1874*, 3, [Bulle, sans éditeur], 1898, p. 202.

<sup>24</sup> s.n.: «M. Pierre Musy», in *La Gruyère*, 25.8.1888.

<sup>25</sup> J. JAQUET: *op. cit.*, 3, p. 203. Sur le «radicalisme modéré» de Pierre Musy, voir p.e. C. RIME: *Une démocratie représentative à Fribourg: organisation et fonctionnement à travers les autorités gruériennes de 1830 à 1847*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1994, pp. 145-146. — Données bio. sur Joseph Jaquet (1822-1900): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale suisse 1848-1920*, Berne, Francke, 1, 1966, pp. 394-395; N. WILLEMIN: *Georges Python et la République chrétienne. 1881-1896. Structure et activité parlementaire du régime*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1987, pp. 18-19; L. F., in *NEF*, 1901, pp. 153-156 (nécrologie).

<sup>26</sup> s.n.: «M. Pierre Musy», in *La Gruyère*, 25.8.1888; voir aussi s.n., in *NEF*, 1889, pp. 126-128. — Données bio. sur Hubert Charles (1793-1882): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée*

Avec le recul libéral et le retour au pouvoir des conservateurs, majoritaires dès 1837<sup>27</sup>, Pierre Musy glisse vers un conservatisme plus prononcé. Sinon comment peut-il gravir, au surplus rapidement, les échelons du pouvoir au moment même où le régime durcit ses positions dans les affaires religieuses et la question de la révision du pacte de 1815? Notaire à Charmey de 1837 à 1838, préfet du district de Farvagny de 1838 à 1844, député au Grand Conseil de 1840 à 1847, juge de paix de Bulle de 1844 à 1846, Pierre Musy est élu, le 6 juin 1846, au Conseil d'État<sup>28</sup>. Au gouvernement, il remplace le modéré Hubert Charles qui, opposé au Sonderbund, vient de donner sa démission<sup>29</sup>. Le 9 juin 1846, le Grand Conseil ratifie l'adhésion du canton de Fribourg au Sonderbund<sup>30</sup>. Selon le modéré Joseph Jaquet, Pierre Musy «vota l'alliance séparée dans la séance du 9 juin 1846, quoique ses convictions lui fissent envisager cette alliance comme une faute»<sup>31</sup>. De l'été 1846 à celui de 1847, les passions s'exacerbent à Fribourg et dans le reste de la Suisse<sup>32</sup>. La guerre devient inévitable. Après une brève bataille, Fribourg s'incline devant les troupes fédérales. Pierre Musy fait toujours partie du Conseil d'État lorsque celui-ci ratifie, le 14 novembre 1847, la capitulation avec les troupes fédérales<sup>33</sup>.

### 1.2.2. *Le syndrome du Sonderbund*

Outre le traumatisme psychologique provoqué par la défaite qui est très lourd pour les vaincus, plusieurs personnalités du régime déchu sont sommées de verser des contributions financières, pour couvrir les dépenses militaires occasionnées par la campagne du Sonderbund, ou menacées de procès en haute trahison. Après une série de décrets et de recours, les contributions imposées au canton sont finalement converties en un emprunt et les poursuites judiciaires suspendues<sup>34</sup>. Dans les jours qui suivent la guerre du Sonderbund, le gouvernement provisoire fribourgeois met en accusation les membres de la majorité du Conseil d'État

---

*fédérale... op. cit.*, 1, pp. 386-387; F. PYTHON, in *ECF*, 2, p. 462; *Schweizer Lexikon*, 1992, vol. 2, p. 7; J. GREMAUD, in *NEF*, 1883, pp. 59-64 (nécrologie).

<sup>27</sup> R. RUFFIEUX: «La Régénération (1830-1845)», in *HCF*, Fribourg, Com. de publ. de l'*HCF*, 2, 1981, pp. 819ff.

<sup>28</sup> AEF, *Registre des délibérations du GC 1843-1847*, 6.6.1846, p. 364.

<sup>29</sup> *Ibid.*, 18, 26 et 30.5.1846, pp. 329, 344, 353.

<sup>30</sup> Dans le registre des délibérations du GC, on ne trouve que le nombre de voix décomptées lors du vote du 9 juin 1846. Aucun nom n'est donné (*Ibid.*, 9.6.1846, pp. 369-374).

<sup>31</sup> J. JAQUET: *op. cit.*, 3, p. 203.

<sup>32</sup> R. RUFFIEUX: «Le Sonderbund (1845-1847)», in *HCF*, p. 827; G. ANDREY: «La quête d'un État national 1798-1848», in *NHSS*, Lausanne, Payot, 1986, p. 590.

<sup>33</sup> AEF, *Registre des délibérations du CE*, 1847, pp. 595-596.

<sup>34</sup> Sur les impositions pour frais de guerre du Sonderbund, voir A. WINCKLER: *Les pétitions fribourgeoises à la Confédération sous le régime radical (1847-1856)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1977, 197 p.

déchu, dont Pierre Musy<sup>35</sup>. Au cours des semaines suivantes, alors que les radicaux s'acharnent notamment contre certains anciens conseillers d'État conservateurs, Pierre Musy n'apparaît pas lui dans les listes d'imposés<sup>36</sup>. «Malgré les nombreux amis qu'il comptait dans le parti radical»<sup>37</sup>, il est finalement mentionné dans l'arrêté du 7 septembre 1848 du Conseil d'État qui désigne les contribuables pour frais de guerre et d'occupation<sup>38</sup>. Toutefois, de tous les anciens conseillers d'État, il est celui qui est le moins imposé. À en croire un homme qui lui est proche, Joseph Jaquet, les chefs du régime radical «connaissaient M. Musy, et l'autorité s'abstint à son égard des nombreuses persécutions auxquelles la plupart des conservateurs, ayant quelque influence, furent en butte»<sup>39</sup>. Même si, entre 1848 et 1856, Pierre Musy eut «assez de fermeté pour rester dans le camp conservateur [...], ceux qui avaient le courage de s'occuper de politique ne s'adressaient [toutefois; n.d.a.] pas à lui quand il s'agissait de prendre ou d'exécuter une mesure d'opposition au régime radical»<sup>40</sup>.

Chez les Musy, le syndrome de la défaite de 1847 survivra à Pierre. L'itinéraire de Jean-Marie Musy en sera très marqué, surtout jusqu'à son accession au Conseil fédéral en 1919. Cependant, la mémoire du petit-fils sera très sélective. Sous le régime de Georges Python, alors que les conservateurs gouvernementaux s'emploieront régulièrement à écarter les conservateurs dissidents, modérés et libéraux, le petit-fils se gardera bien de tirer gloire des tendances libérales de son grand-père et de ses amitiés radicales. Et même lorsqu'il sera devenu le nouvel homme fort du régime, Jean-Marie Musy ne rappellera que la tradition conservatrice de sa famille.

Après la défaite du Sonderbund, de 1848 à 1856, Pierre Musy connaît une traversée du désert, à l'instar d'autres conservateurs fribourgeois épurés. Aux élections de décembre 1856, les radicaux subissent un échec cuisant et la coalition libérale-conservatrice reprend le pouvoir<sup>41</sup>. Considéré comme l'un des plus

---

<sup>35</sup> Décret du gouvernement provisoire du canton de Fribourg du 29.11.1847; mise en accusation (*BL*, 22, 1847-1848, p. 47). La mise en accusation concerne notamment les «membres de la majorité du Conseil d'État, qui ont conclu l'alliance séparée, ou qui ont adhéré à sa conclusion, ou à la résistance aux arrêtés de la Diète». (Voir *ibid.*, pp. 46-47).

<sup>36</sup> Arrêté du gouvernement provisoire du canton de Fribourg du 4.1.1848; levée d'un emprunt forcé (*BL*, 22, 1847-1848, pp. 116-121). Arrêté d'exécution du gouvernement provisoire du canton de Fribourg du 11.2.1848; contributions imposées (*BL*, 22, 1847-1848, pp. 139-146). Dans cette dernière liste du 11 février se trouvent entre autres huit anciens conseillers d'État.

<sup>37</sup> J. JAQUET: *op. cit.*, 3, p. 203.

<sup>38</sup> Arrêté du CE du canton de Fribourg du 7.9.1848; contributions imposées (*BL*, 23, 1848, p. 279).

<sup>39</sup> J. JAQUET: *op. cit.*, 3, p. 204.

<sup>40</sup> *Ibid.*

<sup>41</sup> Sur les oppositions au régime radical fribourgeois, voir A. WINCKLER: *op. cit.*, 197 p.; S. JULAN: *Contestation populaire et insurrections en série. Les «Carrarderies» à Fribourg. Un instrument d'opposition politique au régime radical (1847-1856)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1996, 318 p.; V. CLERC: *L'Assemblée de Posieux: de la protestation à la*



puissants appuis du gouvernement sous le régime libéral-conservateur de 1856<sup>42</sup>, Pierre Musy est désigné en 1857 préfet de la Gruyère, un district où le parti radical compte encore de nombreux adhérents<sup>43</sup>. Il exerce cette charge jusqu'en 1873<sup>44</sup>. Il siège également au Grand Conseil de 1857 à sa mort et le préside en 1886.

### 1.2.3. Tendances confessionnelle ou inclination libérale?

Lorsque Pierre Musy meurt à Bulle en 1888, les journaux locaux diffèrent quelque peu sur les convictions profondes du défunt. Pour *Le Fribourgeois* conservateur, il a été «la colonne du parti catholique de la Gruyère»<sup>45</sup>. De son côté, un abonné de *La Gruyère* radicale, qui prétend l'avoir bien connu, écrit: «Pierre Musy était issu d'une famille libérale de Grandvillard, et il n'aurait probablement jamais dévié des traditions politiques de sa famille sans des influences puissantes auxquelles il n'a pu résister.»<sup>46</sup> Et le correspondant de la feuille radicale ajoute que Pierre Musy «assista avec regret à la réaction libertarde<sup>47</sup> qu'il combattit à ses débuts, mais à laquelle il finit par se rallier.»<sup>48</sup>

Tendance confessionnelle ou inclination libérale? Pierre Musy fut un catholique fervent et un conservateur libéral qui, attiré par le pouvoir, sut embrasser, plus par pragmatisme que par conviction, une opinion conservatrice

---

*commémoration. Un lieu de mémoire monumental et symbolique de l'histoire fribourgeoise (1852-1956)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1998, 347 p.

<sup>42</sup> s.n.: «M. Pierre Musy», in *La Gruyère*, 25.8.1888; voir aussi s.n., in *NEF*, 1889, p. 128; J. JAQUET: *op. cit.*, 3, p. 205; et G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 15.

<sup>43</sup> Il est aussi nommé juge de paix à Bulle par le gouvernement libéral-conservateur issu des élections de 1856 (J. JAQUET: *op. cit.*, 3, p. 204).

<sup>44</sup> AEF, *Registre des délibérations du CE*, 10.12.1873, p. 1176. Pierre Musy donne sa démission suite à une ultime sommation que lui adresse le CE le 1er décembre 1873. Malgré d'autres avertissements, le gouvernement constate en effet que le préfet gruérien a rechanté dans la boisson. (*Ibid.*, 1.12.1873, p. 1138. Sur ce problème d'alcool, voir le témoignage de J. JAQUET: *op. cit.*, 3, pp. 205-206). Après avoir quitté la préfecture, il entre comme vice-président au tribunal de la Gruyère (s.n.: «M. Pierre Musy, député», in *Le Fribourgeois*, 19.8.1888) et occupe aussi la fonction d'officier d'état civil de Bulle de 1875 à 1888. ([J. SCHNEUWLY:] «Les présidents d'âge du Grand Conseil fribourgeois», in *La Liberté*, 16.2.1907).

<sup>45</sup> s.n.: «M. Pierre Musy, député», in *Le Fribourgeois*, 19.8.1888.

<sup>46</sup> s.n.: «M. Pierre Musy», in *La Gruyère*, 25.8.1888. Dans l'état actuel de nos recherches, nous n'avons retrouvé qu'un seul membre de la famille Musy, outre Pierre Musy lui-même, qui a effectivement eu des tendances libérales. Il s'agit d'Alexandre Musy (1850-1939), neveu de Pierre Musy. Député du cercle de la Gruyère au GC durant une législature, du 4 décembre 1881 au 31 décembre 1886, Alexandre Musy est élu sur la liste libérale-conservatrice dissidente du *Bien Public*. Une de ses filles est l'épouse de Romain Chatton, conseiller d'État. (Pour des données bio. sur Alexandre Musy, un homme «attaché au libéralisme», voir notamment P. SUDAN, in *NEF*, 1940, pp. 220-222 (nécrologie). Voir aussi AEF, registre GC IV 2, *État nominatif des députés au GC*, 1882-1886; ainsi que la presse fribourgeoise du 14.12.1939).

<sup>47</sup> La tendance libertarde correspond à la ligne conservatrice ultramontaine et exclusive suivie par le journal *La Liberté*.

<sup>48</sup> s.n.: «M. Pierre Musy», in *La Gruyère*, 25.8.1888.

plus marquée lorsque la tendance intransigeante du mouvement conservateur devenait majoritaire. D'autre part, loin d'être un opposant acharné aux radicaux, il sut au contraire ne pas se les aliéner, tout en restant dans le camp conservateur. À ceux qui semblaient lui reprocher ses tergiversations, il répondait: «Je suis gouvernemental avant tout»<sup>49</sup>. De caractère faible pour les uns<sup>50</sup>, ferme et patriarcal pour les autres<sup>51</sup>, il eut en fait une ligne politique plutôt souple. Tel grand-père, tel petit-fils? Non, sans doute. Sans y voir un lien de causalité, relevons simplement que, dans certaines circonstances, Jean-Marie Musy est, comme son grand-père, un conservateur libéral. Chez les deux hommes, on retrouve également parfois le même réalisme et la même capacité de s'adapter à l'opinion majoritaire par attrait du pouvoir.

De son mariage, en 1833, avec Marie-Marguerite Castella (1804-1869) d'Albeuve, Pierre a cinq enfants: *Marie Philomène* Emélie (1835-1878), *Marie Justine Stéphanie* (1838-1927), *Jeanne Marie* Clémentine (1840-1899), Pierre Léon Alexandre (1841-?) et Jules *Athanase Nicolas* (1844-1907), père du futur conseiller fédéral<sup>52</sup>. Pierre Musy devient également bourgeois d'Albeuve et, par son mariage, propriétaire de l'Hôtel de l'Ange.

#### 1.2.4. *Unité et diversité des héritages*

Née *Alexandrine* Louisa Thédy, la mère de Jean-Marie Musy est la fille de Jean-Joseph Thédy (1815-1891) et d'Alexandrine, née Panchaud (1819-1847)<sup>53</sup>. Jean-Joseph Thédy voit le jour à Gressoney-la-Trinité, d'où sa famille est originaire, dans le Val d'Aoste<sup>54</sup>. Du royaume de Sardaigne où il est né, il émigre, à l'âge de 20 ans environ, vers Genève où il épouse en 1840 Alexandrine

<sup>49</sup> Cité in s.n., in *NEF*, 1889, p. 128.

<sup>50</sup> J. JAQUET: *op. cit.*, 3, p. 204.

<sup>51</sup> P. BONDALLAZ: *op. cit.*, p. 786; et C. FONTAINE: *op. cit.*, décembre 1960, n° 80, p. 633.

<sup>52</sup> Les extraits des registres de l'état civil d'Albeuve, à Lessoc, ne signalent pas l'existence de Pierre Léon Alexandre, à l'inverse de ses sœurs et de son frère. Il se trouve par contre dans le registre de la paroisse de Grandvillard (AEF, baptêmes, RP 158), celui de la paroisse de Farvagny-le-Grand où il est né (*ibid.*, RP 370) et une généalogie de la «famille Musy depuis 1720» établie pour une question d'héritage. (AEF, *Musy de Grandvillard, Généalogies diverses 321*, s.d.). Toutefois, dans les registres consultés, nous ne sommes pas parvenu à trouver la date du décès de Pierre Léon Alexandre. En outre, celui-ci ne figure pas dans le recensement de 1842 de Farvagny-le-Grand où la famille de Pierre Musy habite alors (AEF, *Recensement*, DI IIa, Farvagny-le-Grand, vol. 44, 1842, p. 15), ni dans celui de 1850 d'Albeuve, nouveau domicile de la famille Musy à cette date. (*Ibid.*, Albeuve, vol. 53, 1850, p. 8). À la mort de Justine en 1927, on peut lire qu'elle «était l'un des quatre enfants de M. Pierre Musy, ancien préfet». (G. CORPATAUX, in *NEF*, 1928, p. 247). Selon toute vraisemblance, on ne tient pas compte ici de Pierre Léon Alexandre.

<sup>53</sup> Nous remercions Jean-Joseph Thédy, petit-fils du frère de la mère de Jean-Marie Musy, qui a bien voulu nous montrer plusieurs documents sur les origines de sa famille. (Papiers Jean-Joseph Thédy). Voir aussi AF, fs Musy, vol. 80: un document sur Jean-Joseph Thédy, né en 1815.

<sup>54</sup> Papiers Jean-Joseph Thédy. Voir aussi G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 18.

Panchaud, originaire de Bottens (VD). De leur union, naissent deux enfants: Louisa (1841-1909) et Charles (1844-1900). Alexandrine décède déjà en 1847. En 1849, Jean-Joseph Thédy épouse en secondes noces à Genève Marie-Madeleine Gremion (1818-1872). Deux filles viennent au monde: Marie Anne (1851-1936) et Marie Hélène (1856-1899), toutes deux nées en Gruyère, où la famille Thédy s'est établie<sup>55</sup>.

À Enney, non loin d'Albeuve, Jean-Joseph fait le commerce des pailles tressées<sup>56</sup>. C'est l'époque où l'industrie domestique du tressage des pailles se trouve dans l'«âge mur» en Gruyère, centre de cette activité dans le canton<sup>57</sup>. Les affaires de Jean-Joseph Thédy prospèrent. Il exporte en Europe et même vers les États-Unis<sup>58</sup>. Et, peut-être, trouve-t-on déjà ici, à travers la réalité de cette économie régionale tournée vers l'étranger, la première initiation du jeune Jean-Marie Musy à un principe économique qu'il défendra souvent: la nécessité des échanges, l'urgent besoin pour la Suisse d'être ouverte vers l'extérieur. À partir des années 1880, l'industrie des pailles tressées décline en Gruyère<sup>59</sup>. Propriétaire foncier, Jean-Joseph Thédy léguera pourtant des biens relativement important à ses enfants<sup>60</sup>. Du point de vue du caractère, Jean-Marie Musy lui devrait son penchant pour la procédure<sup>61</sup>.

Nos sources ne nous renseignent guère sur la force des liens, pourtant bien réels, que le futur conseiller fédéral gardera avec la famille de son père et avec celle de sa mère<sup>62</sup>. Notons surtout que, autant par son ascendance maternelle que par sa famille paternelle, Jean-Marie Musy bénéficie d'un statut social supérieur à la moyenne. Une position qui allie le négoce, ouvert aux échanges internationaux,

---

<sup>55</sup> Extraits des registres de l'état civil de Gruyères. Voir aussi les papiers Jean-Joseph Thédy.

<sup>56</sup> Voir p.e. AEF, *Recensement*, DI IIa, Enney, vol. 96, 1860, p. 47.

<sup>57</sup> R. RUFFIEUX: «L'industrie des pailles tressées en Gruyère au XIXe siècle: Histoire d'une décadence», in *AFr*, 47, 1965/66, pp. 145 et 159. Voir aussi F. WALTER: «Fribourg à l'écart de la révolution industrielle (1847-1881)», in *HCF*, pp. 902-903.

<sup>58</sup> Voir les papiers Jean-Joseph Thédy.

<sup>59</sup> R. RUFFIEUX: «L'industrie des pailles...» *op. cit.*, pp. 144 et 152.

<sup>60</sup> Papiers Jean-Joseph Thédy (acte de partage).

<sup>61</sup> À en croire les «légendes du Pays de Gruyère» signalées, faut-il le préciser, par Jules Sallin, un homme mêlé à une affaire politico-juridique qui l'oppose dès 1912 à Jean-Marie Musy, celui-ci aurait incontestablement hérité de son grand-père maternel, «le père Toedi», du goût d'intenter volontiers des procès en cas de problème avec la partie adverse. ([J. SALLIN]: *Les déceptions de la politique financière de M. Musy. Réfutation de la duplique de la Banque de l'État de Fribourg du 31 janvier 1916*, Fribourg, 1916, p. 78).

<sup>62</sup> Voir p.e. AF, fs Musy, vol. 17: télégr. de Maria et Félix Glasson à Musy, 17.12.1931; vol. 28: carte de G. Thédy à Musy, 22.6.1932. Fille du conservateur Jean-Joseph Menoud et de Justine, sœur de Jules Musy, Maria épouse en 1896 le radical Félix Glasson, futur syndic de Bulle, directeur de Fromage Gruyère, membre du c.ad. des Chemins de fer électriques de la Gruyère (CEG) et de celui du Crédit Gruyérien. Notaire fortuné de Bulle, Jean-Joseph Menoud se consacre également «aux opérations de banque». (G. CORPATAUX, in *NEF*, 1928, p. 248; pp. 246-248: données bio. sur Jean-Joseph (1837-1927) et Justine Menoud-Musy (1838-1927) (nécrologie)).

et le «capitalisme foncier»<sup>63</sup>. Propriété privée et libéralisme économique, travail et enrichissement, voilà des principes et des valeurs que Jean-Marie Musy n'aura de cesse de défendre. Comme son grand-père paternel, il aura en outre les mêmes conceptions financières orthodoxes, du moins si l'on se base sur un article de 1892 paru dans *L'Union*, organe libéral-conservateur fribourgeois imprimé à Payerne, qui critique l'augmentation des dépenses et le renforcement de l'administration du régime Python: «Ce n'est plus le temps où le régime conservateur de 1857, les Charles de Riaz, Weck-Reynold, le président Jaquet, papa Musy<sup>64</sup> et tant d'autres veillaient avec le plus grand soin à une stricte économie des deniers publics, et ne faisaient aucune nouvelle dépense sans savoir avec quelles ressources nouvelles on pouvait les couvrir. Aujourd'hui nous brûlons nos vaisseaux, et nous sentant à peu près au bout de nos finances, nous empruntons des millions»<sup>65</sup>.

De son père et de sa mère, Jean-Marie Musy hérite également des influences latines et catholiques. Valdôtain par son grand-père maternel et Gruérien par son père, il descend de deux anciennes cultures pastorales. Originales par bien des aspects, ces cultures sont toutes deux empreintes d'un fort sentiment régionaliste et marquées par un conservatisme foncier — visible dans l'attachement aux coutumes traditionnelles — que l'on retrouve souvent dans les sociétés alpines<sup>66</sup>.

### 1.3. Les années d'Albeuve, village très conservateur

#### 1.3.1. *Le cercle familial*

Des parents de Jean-Marie Musy, nous ne savons que peu de chose. Des relations qu'il a avec eux, quasiment rien. Son enfance nous échappe ainsi en grande partie. Aucune explication de nature psychanalytique ne se justifie donc ici: nous n'avons ni la formation d'analyste, ni les sources nécessaires si tant est qu'il soit possible de psychanalyser un mort à travers des documents d'archives.

---

<sup>63</sup> Selon Louis Bergeron, dans la France du XIX<sup>e</sup> siècle, «la propriété foncière et immobilière est toujours à l'horizon du capitalisme. Elle est elle-même une forme de capitalisme». (L. BERGERON: *Les capitalistes en France (1780-1914)*, Paris, Gallimard, 1978, p. 17).

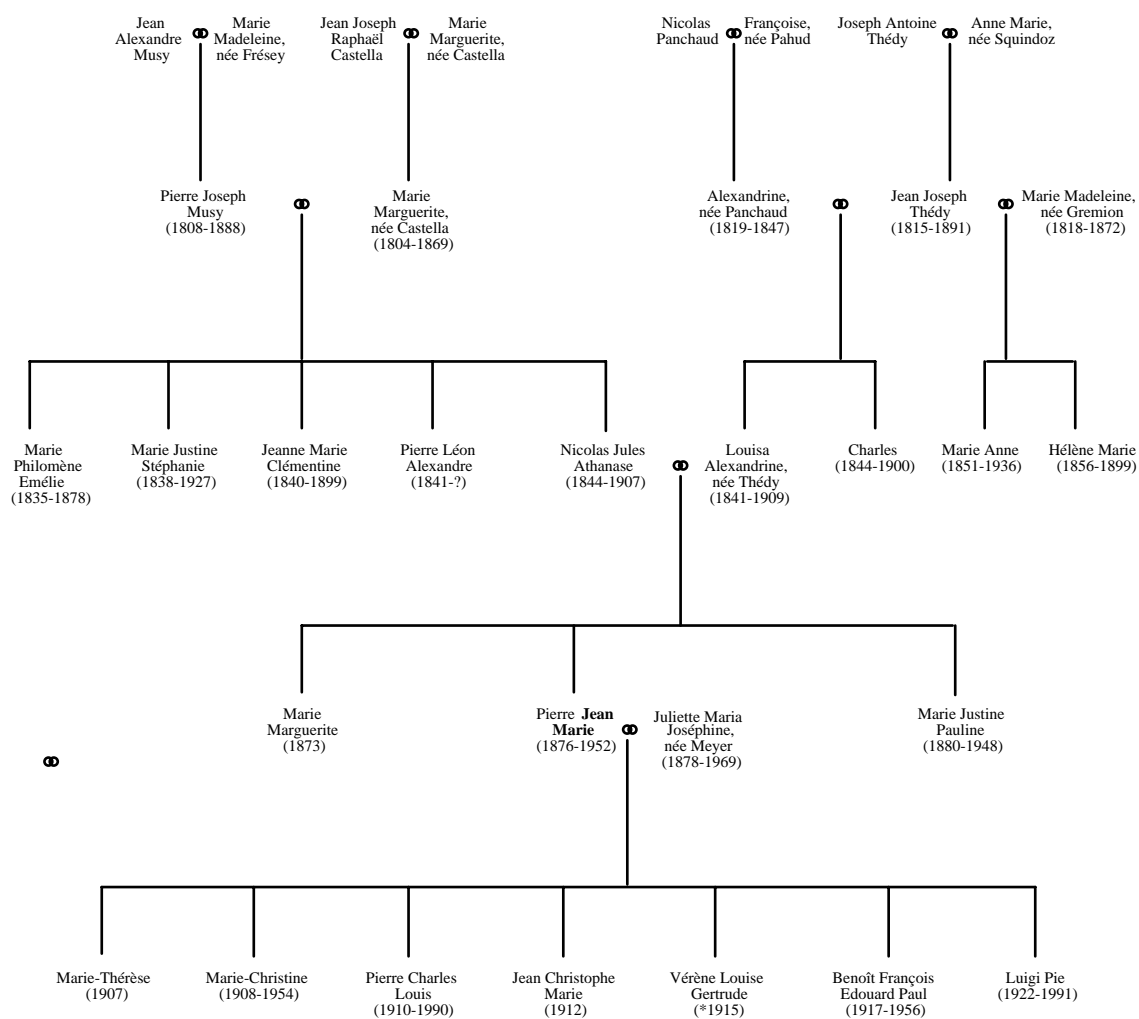
<sup>64</sup> En décembre 1919, le chroniqueur rappellera également le souvenir de celui qu'on appelait le «bon "papa Musy"», grand-père de Jean-Marie Musy, fraîchement élu au Conseil fédéral. (P. BONDALLAZ: *op. cit.*, p. 786).

<sup>65</sup> s.n.: «Gare à la caisse!», in *L'Union*, 3.12.1892. (Cet exemplaire de journal se trouve dans AF, fs Musy, vol. 47).

<sup>66</sup> Sur le conservatisme et le problème de la liberté des communautés alpestres au Moyen Âge, voir G. P. MARCHAL: «Les racines de l'indépendance», in *NHSS*, pp. 141-151.

Le père, Jules Musy, naît à Albeuve le 2 mai 1844. Il y décède le 3 avril 1907.  
 La mère, Louisa, voit le jour à Genève le 9 décembre 1841 et meurt à Fribourg le 14 janvier 1909<sup>67</sup>.

Tableau 1. Famille de Jean-Marie Musy (1876-1952)



Sources: états civils, paroisses, recensements de la population (Albeuve, Besencens, Enney, Farvagny, Fribourg, Grandvillard, Gruyères, Morlon); papiers Thédy.

Remarque: le nombre, l'ordre et l'orthographe de certains prénoms varient sensiblement selon l'origine des sources.

<sup>67</sup> Extraits des registres de l'état civil d'Albeuve, à Lessoc.

Établie avec sa famille à Enney, la jeune Louisa épouse Jules Musy le 9 septembre 1867 à Albeuve. Il a un peu plus de 23 ans; elle, bientôt 26. De leur mariage, naissent trois enfants, tous à Albeuve. Il y a tout d'abord Marie Marguerite, née le 17 septembre 1873. La petite fille meurt le même jour. Le 10 avril 1876, naît *Pierre Jean Marie*, futur conseiller fédéral<sup>68</sup>. Enfin, le 3 juillet 1880, vient au monde *Marie Justine Pauline*<sup>69</sup>.

Jusqu'à l'âge de quatre ans, le «piti Djean»<sup>70</sup>, alors enfant unique, a sans aucun doute une relation privilégiée avec ses parents et en particulier avec sa mère qui a «pour lui une prédilection qui n'[est] cependant point exclusive»<sup>71</sup>. Très «catholiques et foncièrement dévoués à la cause conservatrice»<sup>72</sup>, ses parents lui inculquent leurs valeurs. L'influence du milieu familial est très certainement importante car il agit en profondeur et de manière très précoce sur l'individu. Selon toute vraisemblance, l'enfance du futur conseiller fédéral est heureuse. Ce qui nous est parvenu de ses propos sur sa région natale et ses années de jeunesse ne suggère aucun traumatisme.

De son père, Jean-Marie hérite l'attachement au parti conservateur. Du point de vue de la carrière politique, c'est toutefois sans conteste le grand-père paternel qui joue le rôle de référence. Lorsque Jean-Marie Musy devient conseiller d'État en

---

<sup>68</sup> Selon les registres des naissances de l'état civil et de la paroisse d'Albeuve, il lui est donné comme premier prénom celui de son grand-père et parrain, Pierre. Outre ces inscriptions initiales, le futur conseiller fédéral porte ce prénom notamment au Collège de Saint-Maurice, de 1896 à 1898, et à l'Université de Fribourg, entre 1898 et 1899, où il est enregistré sous le nom de Jean-Pierre Musy (Voir le *Tableau des notes de mérite et des prix* du Collège de Saint-Maurice, 1896-1898, et *Autorités, professeurs et étudiants* de l'Université de Fribourg, 1898-1899). Durant sa jeunesse, si l'on en juge par d'autres documents scolaires, il est aussi appelé Jean ou Jean-Marie. Jusque dans les années 1910 environ, la presse mentionne surtout le seul prénom Jean, puis de plus en plus Jean-Marie qui, au cours de la première moitié des années 1930, s'impose finalement dans les usages. La correspondance des gens qui ne se trouvent pas dans son entourage immédiat connaît également le même changement. L'homme public semble être lui-même à l'origine de l'évolution de son prénom. En gravissant les marches de la notoriété, il signe en effet de plus en plus souvent par le prénom composé Jean-Marie. Cependant, les personnes les plus proches, notamment sa femme — comme nous l'a confirmé Jean-Christophe Musy —, l'appellent, durant toute sa vie, uniquement par le prénom Jean. (Entretien de l'auteur avec Jean-Christophe Musy, 8.10.1998).

<sup>69</sup> En 1908, Pauline épousera Charles Comte, fabricant de chemises de Fribourg. J.-M. Musy sera témoin de mariage. (Extraits des registres de l'état civil d'Albeuve, à Lessoc). Fils de Pauline, Michel Comte (\*1913) se souvient que sa mère et J.-M. Musy restèrent proches durant toute leur vie. (Entretien de l'auteur avec Michel Comte, 8.10.1998). En décembre 1919, Pauline écrira à son «cher frère» pour le féliciter de son élection au Conseil fédéral. Le ton de la lettre est naturel et affectueux, révélateur d'une certaine proximité entre la sœur et le frère. (AF, fs Musy, vol. 54: lettre de Pauline Comte-Musy à J.-M. Musy, [11].12.1919). Suite à l'agression de Rudolf Schoch contre J.-M. Musy en juin 1932, elle écrira à nouveau à son frère pour lui témoigner de son affection. (*Ibid.*, vol. 28: carte de Pauline à J.-M. Musy, 17.6.1932).

<sup>70</sup> s.n.: «† M. Jean-Marie Musy, ancien Président de la Confédération», in *La Gruyère*, 22.4.1952.

<sup>71</sup> G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 18.

<sup>72</sup> s.n.: «Notre nouveau Conseiller d'État», in *Le Fribourgeois*, 31.12.1911.

1911, puis conseiller fédéral en 1919, la presse rappelle à chaque fois plus longuement et plus souvent qu'il est le petit-fils de Pierre que le fils de Jules. Plus effacé en politique, celui-ci transmet à Jean-Marie surtout une conception du terroir idéologiquement marquée. Nous y reviendrons.

Fils d'un important magistrat, Jules Musy ne suit pas la trajectoire de son père. Il n'a ni la formation, ni la carrière politique de Pierre Musy. Son parcours politique ne dépasse pas le stade de conseiller communal d'Albeuve<sup>73</sup> et celui d'une candidature, malheureuse, lors de l'élection partielle au Grand Conseil de 1892<sup>74</sup>. À cette occasion, Jules Musy défend les couleurs du parti gouvernemental dominé par Georges Python<sup>75</sup>. Nous évoquerons plus loin cet épisode dont les enjeux dépassent le cadre d'Albeuve. Très ancré dans sa région et pas carriériste pour un sous, Jules Musy préfère se consacrer à l'Hôtel de l'Ange que son père a acquis par son mariage. Le voyageur y est reçu avec beaucoup d'entregent<sup>76</sup>. L'auberge jouit d'une certaine renommée.

Le seul métier d'aubergiste ne nourrit toutefois pas son homme. Jules Musy est aussi agriculteur et propriétaire foncier. Sa fortune, supérieure à la moyenne, lui permettra d'offrir à son unique fils une longue formation à laquelle seule une très petite minorité de Fribourgeois peuvent prétendre au tournant du siècle. Avant cela, le jeune Jean-Marie qui ne rechigne pas devant l'effort physique prend très certainement part aux travaux de l'exploitation familiale. Lorsqu'il reviendra sur ses années de jeunesse, il se prévaudra notamment de son expérience de garçon de chalet pour souligner son passé terrien. Sans chercher à mentir, il déplacera simplement les accents: s'il aide en effet son père durant ses années d'école, notamment lorsqu'il revient à Albeuve aux vacances et participe aux travaux alpestres, le reste de sa trajectoire, dès le collège, n'a que peu à voir avec celle d'un paysan fribourgeois.

Jules Musy est un citoyen qui participe activement à la vie de son village, même si «les fonctions publiques ne [tentent] pas» cet homme «simple d'allures,

---

<sup>73</sup> Archives de la commune d'Albeuve: Séances du conseil communal, 1876-1893.

<sup>74</sup> Paul Bondallaz affirme que Jules Musy fut «député au Grand Conseil pendant une législature» (P. BONDALLAZ: *op. cit.*, p. 786; voir aussi C. KAISER: *Bundesrat Jean-Marie Musy 1919-1934*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1999, p. 26). Or, dans les différentes listes de députés consultées, nous n'avons jamais rencontré le nom de Jules Musy. En fait, celui-ci n'a jamais siégé au GC durant une législature complète. En outre, d'après les sources, il n'a pas été député, même pour une courte période, entre 1872 et 1901 et, pour les autres périodes possibles, n'a pas pu siéger au GC durant au moins une année. (Voir p.e. AEF, registre GC IV 2, État nominatif des députés au GC (1872-1901), où sont tenues à jour les listes de députés; et l'*Annuaire ou Almanach de poche du canton de Fribourg*, publication annuelle, consultée de 1864 à 1907 qui ne mentionne jamais le nom de Jules Musy). Pierre-Philippe Bugnard écrit aussi qu'il n'est pas parvenu à vérifier l'affirmation de Paul Bondallaz (P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, n. 1529 p. 402).

<sup>75</sup> *Ibid.*, pp. 190-199.

<sup>76</sup> V. TISSOT: *op. cit.*, p. 460.

aimable et jovial de caractère» qui s'est plutôt «confiné dans la gestion de ses affaires privées»<sup>77</sup>. Il siège au Conseil communal d'Albeuve durant de longues années et occupe, semble-t-il, très brièvement le poste de syndic<sup>78</sup>. Il est membre de la commission locale de l'école de perfectionnement<sup>79</sup>. En outre, il exerce à Albeuve la fonction de suppléant de l'état civil<sup>80</sup> et celle de deuxième suppléant de la justice de paix<sup>81</sup>. Autre activité d'appoint, plus ludique: la chasse. Autant d'occupations qui marquent la personnalité de Jean-Marie Musy.

Très rarement mentionnée dans notre documentation, Louisa Musy semble pourtant aussi jouer un rôle important dans les premiers choix du jeune Jean-Marie, ainsi peut-être dans son entrée au Pensionnat Saint-Charles à Romont. Morte en 1909, elle laisse le souvenir d'une «femme d'une grande piété, objet de la vénération de son entourage.»<sup>82</sup> La bonté et une grande foi religieuse sont les traits principaux de la mère de Jean-Marie<sup>83</sup>. À ses parents, Jean-Marie Musy voue beaucoup de respect<sup>84</sup>.

### 1.3.2. *L'entrée dans une société villageoise ultraconservatrice*

Après le cercle restreint de la famille, l'auberge où grandit le jeune Jean-Marie constitue le deuxième lieu de socialisation. Un espace public sans doute animé, où se mêlent voyageurs de passage et villageois. De là vient peut-être son goût du débat, parfois musclé, et sa faculté de mettre à l'aise ses interlocuteurs, comme ses parents avaient su le faire avec leurs hôtes. Dans l'établissement familial, l'enfant

---

<sup>77</sup> s.n.: «† M. Jules Musy», in *La Liberté*, 4.4.1907. L'engagement civique de Jules Musy ressort des procès-verbaux des séances du conseil communal et des protocoles des assemblées communales d'Albeuve. (Archives de la commune d'Albeuve).

<sup>78</sup> Archives de la commune d'Albeuve: Séances du conseil communal, 1876-1893. Entre le 12 août 1892, date du décès du syndic d'Albeuve Alexis Castella, et le mois de septembre 1892, il est possible que Jules Musy fonctionne comme syndic. Cela ressort notamment d'une lettre du curé Dumas du 13 novembre 1892 reproduite par le curé Bochud. On peut y prendre note de «la démission», en septembre 1892 au plus tard, «comme syndic de M. Musy». (AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier I, p. 42). Voir aussi les Archives de la commune d'Albeuve: Séances du conseil communal, 1876-1893, p. 290.

<sup>79</sup> AEF, DIP, *État des écoles de perfectionnement, 1885/86, Gruyère*: rapport de l'école de perfectionnement d'Albeuve, 1886.

<sup>80</sup> AEF, *Registre des délibérations du CE*, 6.3.1897, p. 196; *Protocole du CE*, 24.1.1905, p. 52.

<sup>81</sup> AEF, *Protocole du CE*, 3.2.1905, p. 86.

<sup>82</sup> s.n.: «M. Musy conseiller fédéral», in *La Liberté*, 11.12.1919. Voir aussi l'article nécrologique sur Louisa Thédy dans *Le Fribourgeois*, 17.1.1909.

<sup>83</sup> Selon les descriptions retrouvées ça et là dans quelques articles de presse, au demeurant toujours élogieux pour Musy, la biographie laudative de Gaston Castella (*op. cit.*, p. 18) et la mémoire entretenue par ses descendants (Entretiens de l'auteur avec Jean-Christophe Musy, 25.8.1997, et avec Jean-Joseph Thédy, 23.9.1998).

<sup>84</sup> En 1905, Jean-Marie Musy dédia sa thèse de doctorat à ses parents en «témoignage de reconnaissance». (J. MUSY: *La tentative complexe et le désistement volontaire*, Fribourg, St-Paul, 1905, 92 p.). Pauline évoquera aussi avec vénération la mémoire des parents, disparus depuis une dizaine d'années, lors de l'élection de son frère au Conseil fédéral. (AF, fs Musy, vol. 54: lettre de Pauline Comte-Musy à J.-M. Musy, [11].12.1919).



s'imprègne de l'atmosphère d'une société villageoise restée profondément rurale. Dans le même temps, il voit défiler des bourgeois aisés qui goûtent aux plaisirs du tourisme alpin en expansion. En cette période d'émergence d'un fort sentiment national, la civilisation alpine, riche en symboles patriotiques, attire les citoyens. Homme de la terre ancré à sa communauté d'origine pour les paysans, financier de haut vol ouvert aux échanges internationaux pour la bourgeoisie urbaine, Jean-Marie Musy jouira d'une capacité naturelle à donner l'image qu'on attendra de lui. Faut-il en chercher la raison dans la découverte précoce d'univers sociaux très différents? Pierre Grellet, longtemps correspondant parlementaire à Berne de la *Gazette de Lausanne*, se souvient que, des années 1920 à 1930, Musy fut l'un «des conseillers fédéraux les plus invitants. [...] Très sociable, il aimait recevoir. Son éclectisme se manifestait sous son toit. On y rencontrait les gens souvent les plus disparates: on aurait dit qu'il prenait plaisir à les mélanger. Il n'avait d'ailleurs pas son pareil pour animer une réunion, de sorte qu'on sortait toujours de chez lui ravi du temps qu'on y avait passé»<sup>85</sup>.

Aubergiste d'une «localité gouvernementale type de la Haute-Gruyère»<sup>86</sup>, Jules Musy nage dans le sens du courant général. L'Hôtel de l'Ange est abonné à *La Liberté* et à *L'Ami du peuple*, deux feuilles conservatrices dévouées au régime Python<sup>87</sup>. Ce sont là aussi très certainement les premières gazettes que le jeune Jean-Marie parcourt. Loin de jouer le rôle d'un contre-pouvoir face aux autorités politiques et religieuses du village, le propriétaire de l'Hôtel de l'Ange contribue à renforcer un sentiment unanimiste profondément ancré à Albeuve. De l'extérieur, l'homogénéité de la collectivité communale est frappante. Son conservatisme noir foncé, clérical et paysan, n'est pas moins impressionnant. On peut dire, en s'inspirant de Maurice Agulhon, que la mentalité villageoise est ici plus qu'ailleurs lourde «de pesanteurs et d'inerties»<sup>88</sup>.

Albeuve, une ancienne enclave des évêques de Lausanne dans les possessions des comtes de Gruyères<sup>89</sup>, n'est pas exactement un village gruérien comme les autres. De par son histoire et ses comportements, Albeuve cultive certaines spécificités qui lui donnent une identité conservatrice très forte. Tout d'abord la terre: elle n'appartient qu'à des gens du village, à de rares exceptions. Ensuite les

---

<sup>85</sup> P. GRELLET: *Souvenirs d'écriture*, Lausanne, Vie, 1952, pp. 149-150. — Données bio. sur Pierre Grellet (1882-1957): NBS, p. 193; P. STETTLER: *Das außenpolitische Bewußtsein... op. cit.*, pp. 385-386.

<sup>86</sup> P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 82.

<sup>87</sup> C. FONTAINE: *Au pays de la poésie. Villages et sites gruériens. Croquis et souvenirs*, Paris, Éd. artistiques internationales, 1932, p. 209; également cité par P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 82.

<sup>88</sup> M. AGULHON: *La République au village*, Paris, Seuil, 1979, p. V.

<sup>89</sup> A. DELLION: *op. cit.*, 1, (1<sup>e</sup> édit.: 1, 1884), p. 5.

villageois: ils plébiscitent très fortement les listes gouvernementales<sup>90</sup>. En 1891, le curé Dumas se félicite ainsi de constater que la population d'Albeuve «est foncièrement conservatrice» et que l'on n'y connaît «pas la division des partis»<sup>91</sup>. Lors des élections, il est en effet de tradition que les citoyens d'Albeuve votent comme un seul homme, enfin presque: «un seul citoyen du village, surnommé dans le canton, “l'électeur d'Albeuve”, vote la “mauvaise liste” sous le régime Python.»<sup>92</sup> Même durant les périodes de scissions conservatrices qui secouent le pays, Albeuve reste le village le plus imperturbable de toute la Haute-Gruyère dans sa fidélité au pouvoir cantonal. Rien ne semble devoir changer dans ce bastion gouvernemental enclavé dans une région volontiers dissidente. Jean-Marie Musy ne reste sans doute pas indifférent à ce sens communautaire très développé, proche de l'esprit de clocher. Lui-même pensera que les gens du pays doivent rester propriétaires de leurs terres. En politique, il recherchera également l'unanimité et aura une nette tendance à exclure de la communauté, cantonale ou nationale, les éléments trop discordants à son goût. Il s'agit là peut-être d'une réminiscence de cette culture politique de l'unanimisme et de la soumission à l'autorité, qu'elle soit sociale, politique ou cléricale, culture dont il s'imprègne durant ses années de jeunesse.

En gagnant en autonomie, le jeune garçon s'aventure à l'extérieur de la maison. Dans ce voisinage, il trouve d'autres camarades de jeu. Puis c'est l'école primaire d'Albeuve. On lui inculque les idéaux conservateurs et catholiques. Obéissance et docilité sont exigées. Le catéchisme y occupe «une place prépondérante»<sup>93</sup>.

Le 18 septembre 1883, le petit Jean-Marie reçoit sa confirmation<sup>94</sup>. Son parrain est Charles Thédy, son oncle<sup>95</sup>. Décoré, le village d'Albeuve accueille en grande pompe Mgr Gaspard Mermillod, venu administrer le sacrement à plus d'une centaine d'enfants de la paroisse<sup>96</sup>. La fête est impressionnante, d'autant plus que ce même jour l'évêque consacre la nouvelle église d'Albeuve, rebâtie suite à

---

<sup>90</sup> P.-P. BUGNARD: «Fribourg, ville-État à la conquête d'une clientèle politique rurale: le cas de la Gruyère sous le système majoritaire (1856-1911)», in *Fribourg: Ville et Territoire... op. cit.*, p. 350. Sur la tradition des gens d'Albeuve à conserver leurs terres, voir aussi le témoignage du début du XIXe siècle de H. CHARLES: *Course dans la Gruyère*, 1826 (rééd.: Bulle, Éd. gruériennes, 1984), pp. 79-80.

<sup>91</sup> AEvF, Quaesita, 1892-1900: rapport de François-Xavier Dumas, curé-doyen d'Albeuve, 10.9.1891.

<sup>92</sup> P.-P. BUGNARD: «Fribourg, ville-État...» *op. cit.*, p. 350.

<sup>93</sup> S. SCHULTHEISS: «Lieux de mémoire: les instituteurs», in *AFr*, 61/62, 1994/97, p. 298.

<sup>94</sup> Registre des naissances de la paroisse d'Albeuve, 10.4.1876, fol. 4.

<sup>95</sup> Papiers Jean-Joseph Thédy.

<sup>96</sup> AEvF, Visites pastorales, 1880-1907: Albeuve, 1883, pp. 17-18. — Données bio. sur Gaspard Mermillod (1824-1892): F. PYTHON, in *ECF*, 2, p. 486; F. PYTHON: «Mermillod, Gaspard (1824-1892)», in E. GATZ (Hg.): *Die Bischöfe der deutschsprachigen Länder 1785/1803 bis 1945. Ein biographisches Lexikon*, Berlin, Duncker & Humblot, 1983, pp. 501-504.

l'incendie de 1876<sup>97</sup>. Cérémonie religieuse solennelle: l'Église s'affiche triomphante devant ses enfants. Expression sincère d'une religiosité populaire, la fête n'est pourtant pas exempte de toute dimension politique<sup>98</sup>.

À côté de l'Hôtel de l'Ange abonnée à la «bonne presse» et l'école qui s'efforce de former de «bons conservateurs», aptes à lutter contre les libéraux et les radicaux<sup>99</sup>, l'église, avec les sermons du curé François-Xavier Dumas, représente une autre zone d'influence catholique. Selon *Le Fribourgeois*, l'ecclésiastique est même pour Jean-Marie Musy «un guide éclairé»<sup>100</sup>. Le contrôle des populations rurales constitue, notamment pour le clergé, un enjeu important. À Albeuve, le Piusverein, association mobilisatrice des forces catholiques, trouve un terrain favorable<sup>101</sup>.

À bien des égards, l'itinéraire de Musy à travers la première moitié du XXe siècle aura le goût de la nostalgie de celui qui se bat pour retrouver un peu l'odeur de la société rurale et de la civilisation paroissiale qu'il a connues à Albeuve. Un univers qu'il embellira d'autant plus que ce genre de vie connaîtra un peu partout de profondes transformations, souvent perçues comme les manifestations d'un déclin.

### 1.3.3. *Des racines terriennes, l'amour de la chasse*

Au-delà du village, microcosme dont il gardera toute sa vie la profonde empreinte, le jeune Musy découvre enfin la Haute-Gruyère. Jules Musy montre volontiers sa région natale aux voyageurs<sup>102</sup>. Sur son char, il prend aussi parfois

---

<sup>97</sup> AEF, Visites pastorales, 1880-1907: Albeuve, 1883, pp. 17-18. A. DELLION: *op. cit.*, 1, (1e édit.: 1, 1884), p. 24.

<sup>98</sup> Sur le catholicisme de démonstration, les pèlerinages et les processions, voir U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi... op. cit.*, pp. 166-168; et pour un exemple de fête à la fin du XIXe siècle en Gruyère, voir F. YERLY: «Le pèlerinage des Marches, une fête tronquée?», in *Cahiers du Musée gruérien*, 1997, 1, pp. 81-92. Sur l'instrumentalisation politique de la fête en France, voir p.e. A. CORBIN, N. GEROME, D. TARTAKOWSKY (s.l.d.): *Les usages politiques des fêtes aux XIXe-XXe siècles*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, 440 p.

<sup>99</sup> S. SCHULTHEISS: *op. cit.*, pp. 297-300.

<sup>100</sup> s.n.: «Notre nouveau Conseiller d'État», in *Le Fribourgeois*, 31.12.1911. Le curé de Neirivue Bochud, devenu sans doute un peu amer à la suite de ses propres déconvenues, porte lui un autre regard, très négatif, sur le curé-doyen Dumas. Il le perçoit notamment comme un homme qui, par son attitude louvoyante, a semé la discorde. (Voir AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, p.e. cahier I, p. 20 et cahier V, p. 50).

<sup>101</sup> Au sujet de l'emprise du clergé sur les masses rurales entre 1846 et 1879, voir F. PYTHON: «L'emprise du clergé sur les populations rurales. Mythe ou réalité? Essai de mesure et d'interprétation pour l'épiscopat de Mgr Marilley (1846-1879)», in *Fribourg: Ville et Territoire... op. cit.*, pp. 380-408. Sur la présence à Albeuve d'une section du Piusverein dans la seconde moitié du XIXe siècle, voir J. JENNY: *Le Piusverein à Fribourg: une association politico-religieuse 1857-1899*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1974, pp. 168-171, ainsi que les remarques de l'auteur aux pp. 22-23.

<sup>102</sup> V. TISSOT: *op. cit.*, p. 460.

son fils lorsqu'il se rend à Vevey, de l'autre côté des montagnes<sup>103</sup>. De cette époque lui vient également le goût de la chasse, une des grandes passions du futur conseiller fédéral. En Gruyère, on voue d'ailleurs un véritable culte à la chasse, élevée au rang de symbole de liberté<sup>104</sup>. Jean-Marie Musy l'a pratiquera le plus souvent possible, même lorsqu'il sera au gouvernement<sup>105</sup>. Encore à septante ans, il s'y adonnera à travers les montagnes de sa Gruyère natale<sup>106</sup>. Et, durant les dernières années de sa vie, lorsqu'il ne pourra plus chasser, l'homme malade, assis dans son fauteuil, se fera placer par son épouse sur son balcon au Gambach, en face des montagnes de la Gruyère, et il évoquera avec nostalgie «l'attrait des sommets, la poursuite du chamois, le vieux garde-chasse Irénée Currat, et toute cette Gruyère qu'il aimait tant»<sup>107</sup>.

Certes, Musy est un chasseur passionné et, selon une opinion courante, un brin braconnier<sup>108</sup>. Mais, sans cesse réactivée, l'image du bon chasseur enclin à passer outre les règlements, faits plus pour les autres que pour lui-même, révèle aussi des traits de caractère profondément ancrés chez Musy. Un goût marqué pour l'indépendance, le pragmatisme, la combativité, l'audace, la ruse, le sens tactique, l'art consommé de la manœuvre et du camouflage. Prédateur dans la nature, il se fiera aussi très souvent à son instinct en politique, en particulier dans les moments de crise, toujours prêt à saisir sa chance au moment décisif. Inlassablement rappelée, l'image du chasseur n'est pas non plus innocente, car elle véhicule des valeurs nettement conservatrices auxquelles Musy souscrit: l'attachement au sol, la fidélité aux usages ancestraux, la résistance au monde moderne et la croyance en une hiérarchie dans l'ordre naturel et social. Dans ce sens, la chasse représente une activité virile, réservée aux hommes forts, courageux et indomptés. À travers elle, s'expriment le culte de la liberté et l'amour de la patrie. On y reconnaît les chefs. D'un point de vue sociologique, la chasse ne renvoie-t-elle pas aussi à un monde de lutte, de sélection naturelle où survivent les individus les plus aptes et

---

<sup>103</sup> AF, fs Musy, vol. 118: texte dactylographié: «Conférence de M. Jean-Marie Musy, sur la situation économique et financière de la Suisse, le 14 septembre 1938 au Théâtre de Vevey», pp. 1-2. En introduction de cette conférence, Musy évoque quelques souvenirs de jeunesse.

<sup>104</sup> Voir J. STEINAUER: «Nature morte au chamois. Une culture de la liberté», in *La Gruyère*, 9.12.1999.

<sup>105</sup> Voir p.e. P. GRELLET: *Souvenirs... op. cit.*, p. 151.

<sup>106</sup> L. BLANC: «Croquis montagnard. Jean-Marie Musy», in *Le plaisant Almanach de Chalamala*, 1953, [p. 73].

<sup>107</sup> *Ibid.* En 1930, J.-M. Musy préface la thèse de L. BLANC: *Le régime de la chasse dans le canton de Fribourg*, Fribourg, Éd. fribourgeoises, (1930), 128 p.

<sup>108</sup> Voir p.e. s.n.: «† M. Jean-Marie Musy, ancien Président de la Confédération», in *La Gruyère*, 22.4.1952; CIVIS [G. GLASSON]: «Le souvenir de Jean-Marie Musy», in *La Gruyère*, 13.4.1961. Pierre Béguin, journaliste qui a bien connu Musy au temps où il siégeait au Conseil fédéral, note que les règlements sur la chasse «étaient faits pour les autres, très peu pour lui.» (P. BEGUIN: «L'homme des grandes batailles», in *La Liberté*, 10/11.4.1976).

les plus forts?<sup>109</sup>

Entretenue par Musy lui-même, l'image idéalisée du haut magistrat qui retourne parmi les siens pour aller chasser le chamois dans les montagnes et ose même braver la loi imposée par ces messieurs de la ville sert sa popularité auprès des petites gens. Ce chasseur montagnard, à l'occasion braconnier, ne leur est-il pas naturellement sympathique? Mais la chasse pratiquée par Musy en compagnie de quelque notable ou grand industriel et avec l'aide de porteurs et de rabatteurs, c'est aussi le moyen d'affirmer son rang social, de jouer sur une autre image, celle du seigneur. Qui peut donc chasser, comme il l'écrit en 1938, «le cerf et le chevreuil en Autriche, l'ours et le sanglier dans les Carpathes», participer «à de grandes battues dans les plaines giboyeuses de l'Alsace» et voir «de superbes chasses à courre dans les forêts de France»<sup>110</sup>? Sans doute pas ces paysans gruériens dont il loue, mi-paternaliste mi-populiste, la vie rude et les mœurs simples. Le disciple de Saint-Hubert ne manque d'ailleurs pas de tirer quelques avantages de sa position prééminente. Au début des années 1920, à l'époque où le lobby des chasseurs sait se faire entendre, leurs idées finissant par s'imposer dans la nouvelle loi fédérale sur la chasse adoptée en 1925, Musy se fait ainsi «généreusement offrir, par le Conseil d'État valaisan, un permis de chasse en Valais pour la saison 1921»<sup>111</sup>.

Les années d'Albeuve marquèrent durablement Musy. De sa jeunesse paysanne, il conserva «une sorte de gaillardise verbale, des intonations robustes et imagées»<sup>112</sup>. De retour au pays, il parlait volontiers patois. Un brin plébéen et démagogue, il aimait à se poser en ancien garçon de chalet. Un fils d'aubergiste campagnard qui a réussi. Les gens qui le connurent se rappelaient «sa poignée de main cordiale, l'éclair malicieux de ses yeux sombres, le léger tic de sa bouche,

---

<sup>109</sup> Sur le darwinisme social, mouvement pseudo-scientifique de caractère raciste, répandu en Europe à la fin du XIXe siècle, voir A. MAYER: *La persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, 1983 (1981), pp. 267-316.

<sup>110</sup> Préface de J.-M. Musy au livre de J.-L. REICHLIN: *Au pays du chamois. Chasse et montagne*, Lausanne, Reichlin, 1938, p. 9. Dans cet ouvrage, publié par un neveu du peintre Joseph Reichlin, Musy écrit également: «J'eus la bonne fortune de faire le rude apprentissage de chasseur de chamois dans l'inoubliable groupe des Currat de Grandvillard. Simon, incomparable alpiniste et très habile tireur, en resta le chef incontesté jusqu'à l'âge de 80 ans. C'est lui qui m'apprit à escalader les arêtes abruptes, à descendre par les couloirs perpendiculaires.» (*Ibid.*, voir aussi aux pp. 49-50). Au nombre des chasseurs connus de Grandvillard se trouvent aussi François et Irénée Currat, deux cousins du notaire Placide Currat, célèbre interprète du *Ranz des vaches*. (Voir *ibid.*, p. 49, ainsi que P. BORCARD: *Joseph Bovet 1879-1951. Itinéraire d'un abbé chantant*, Fribourg, La Sarine, 1993, pp. 48-49).

<sup>111</sup> G. RODUIT: *Chasse et chasseurs en Valais au XX<sup>ème</sup> siècle. Modalités, organisation et enjeux d'une pratique séculaire*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 2000, p. 67. Membre influent du gouvernement valaisan et conseiller national très actif lors de l'élaboration de la loi fédérale sur la chasse de 1925, le conservateur Maurice Troillet cultive avec Musy la même passion pour la chasse.

<sup>112</sup> P. GRELLET: *Souvenirs... op. cit.*, p. 149.

les sonorités de violoncelle de sa voix et cet accent chaleureux, vivant, aux “r” qui roulaient comme les cailloux des torrents gruériens»<sup>113</sup>.

#### 1.4. La Gruyère: une région en pleine effervescence mythologique

##### 1.4.1. *Un monde en mutation*

Les transformations, les crises et les ruptures engendrent toujours des grands moments d'effervescence mythologique<sup>114</sup>. Plongeant leurs racines idéologiques dans la culture conservatrice contre-révolutionnaire apparue à la fin du XVIIIe siècle, les défenseurs de la tradition trouvent, à l'approche de 1900, de nouveaux sujets de condamnation dans l'industrialisation, l'urbanisation, l'exode rural, l'apparition d'une civilisation de masses plus ou moins sécularisée, la montée du socialisme, la dislocation des anciens réseaux de solidarité et l'étiollement des valeurs ancestrales, minées par le matérialisme et l'individualisme. Le pessimisme s'infiltré dans les esprits. Une atmosphère de déclin général règne tout alentour. C'est dans ce contexte ambivalent, entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle, Belle époque certes pour quelques-uns mais surtout période de tensions et de crises pour beaucoup d'autres, que les sentiments régionaux et nationaux ne cessent de s'affirmer en Europe. Sous l'effet d'un sentiment désagréable de perte d'identité et de repères, l'imaginaire collectif compense par l'exaltation de la terre, de la communauté, de la race et de l'histoire.

En Suisse, l'État fédéral mène une politique culturelle active au service de l'idée nationale: Fête nationale (dès 1891), Bibliothèque nationale (1895) et Musée national (1898), Expositions nationales (1883, 1896, 1914), Ligue pour la conservation de la Suisse pittoresque (Heimatschutz, 1905), Ligue suisse pour la protection de la nature (1909). Idéalisés, la terre et le paysan, les Alpes et le montagnard, l'histoire de l'Ancienne Confédération offrent des échappatoires aux mentalités inquiètes. Emblématique est à ce titre le succès remporté par le Village suisse, exemple de pérennité rassurante dans un monde instable et principale attraction de l'Exposition nationale à Genève (1896). Le nationalisme des pays voisins, l'augmentation de la population étrangère et les mutations socio-économiques poussent nombre de Suisses désorientés à se construire une identité nationale, difficile à définir précisément, autour de quelques valeurs refuges.

En Gruyère, le jeune Musy baigne lui-même dans un esprit régionaliste, le

---

<sup>113</sup> CIVIS [G. GLASSON]: «Le souvenir de Jean-Marie Musy», in *La Gruyère*, 13.4.1961.

<sup>114</sup> R. GIRARDET: *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, 210 p.

gruérianisme, porté à son paroxysme durant le dernier tiers du XIXe siècle<sup>115</sup>. Perçue comme une menace, l'industrialisation naissante pousse les Fribourgeois de cette fin de siècle à défendre leurs traditions et à cristalliser leur spécificité autour de quelques images idéalisées. Dans l'imaginaire collectif, celles-ci apportent un contrepoids rassurant aux préoccupations présentes. À la recherche de permanences sécurisantes, ils trouvent dans la Gruyère un terrain riche en symboles. Un passé médiéval, bien entendu chrétien, perçu comme un âge d'or où se mélangent légendes et histoire. Une civilisation pastorale atemporelle et idyllique. Des montagnes, emblèmes mythiques de la patrie.

Devant la force de cette imagerie rustique, les clivages politiques s'estompent. Malgré leurs différences, libéraux-radicaux et conservateurs-catholiques gruériens utilisent le même registre d'images pour défendre leurs idées<sup>116</sup>. Autant de symboles régressifs et ressourçants à la fois, investis de valeurs compensatoires, qui n'incarnent pas le progrès perturbateur, mais l'ordre ancien. Des boucliers contre des dangers que l'on imagine imminents: industrialisation, révolution technique, expansion urbaine, altération de la nature, croissance de la population étrangère. L'univers culturel dans lequel Musy grandit se caractérise par une mentalité rurale sur la défensive, inquiète des changements en cours.

Révéléateur est le souvenir d'enfance suivant. Il date de 1938, Musy a alors 62 ans. Nostalgique, il revient sur un événement qu'il vécut à l'âge de 13 ans, donc avant son entrée à l'école des futures élites conservatrices. Avant d'avoir vu la ville de Fribourg, l'enfant est conduit à Vevey. Il dit: «Mon père m'avait repris sur son char pour me conduire à la Fête des Vignerons, en 1889. Cela restera le souvenir le plus beau de toute ma jeunesse, et je vois encore [...] les milliers d'assistants sur les estrades, l'immense hémicycle de la Place du Marché. Je me souviens de tous les applaudissements, de toute cette foule debout, applaudissant le cortège des Saisons. Je vois Cérès, je vois Palès, et je vois surtout — parce que moi, enfant de la Gruyère j'ai surtout vu cela —, je vois les chaudières de Gruyère voisinant avec le char de Bacchus; et puis, après, les liobas inoubliables du notaire Currat ont rempli cet hémicycle de la Place du Marché de Vevey. Je me souviens avoir vu tant de gens qui pleuraient. À ce moment là, j'ai senti, moi aussi, ce frisson salutaire d'une époque déjà lointaine, d'une génération qui n'a pas pu se rendre compte qu'elle vivait les dernières années d'une époque relativement heureuse, d'une époque qui, brusquement, a été interrompue par la guerre de

---

<sup>115</sup> Sur l'histoire de l'identité gruérienne, voir P. BORCARD: «Voyage autour d'une image. L'invention de la Gruyère (XVIe-début du XXe siècle)», in *Cahiers du Musée gruérien*, Bulle, 1989, pp. 6-36.

<sup>116</sup> P. VALLELIAN: *L'identité... op. cit.*, 273 p.

1914.»<sup>117</sup>

Rêverie pastorale et souvenir idyllique d'un conservateur confronté à une modernité souvent peu rassurante. Si illusion il y a, elle n'a pourtant rien d'extraordinaire puisque la Fête des Vignerons de 1889 rappelait déjà «l'époque où elle naquit, la fin du XVIIIe siècle, période qui aimait à nier les tristes réalités de la vie rurale»<sup>118</sup>. Après une guerre mondiale et la crise des années 1930, on peut toutefois comprendre que Musy regrette quelque peu cette époque, la fin du XIXe siècle, qui ne fut pourtant pas toute rose.

#### 1.4.2. *Un romantisme antimoderne*

Inspirateur du gruérianisme, le folkloriste Philippe-Sirice Bridel a, dès la fin du XVIIIe siècle et dans un contexte également troublé, magnifié la Gruyère et mis en garde ses montagnards contre les périls venus «d'en bas». Plus d'un siècle plus tard, fortement empreint de cet esprit gruérien, Jean-Marie Musy brodera sur les mêmes thèmes de la pureté montagnarde et de l'authenticité paysanne. De même, son ami Gonzague de Reynold récupérera le doyen Bridel pour plaider la cause helvétiste.

Parmi les hommes qui inculquent à Musy ce sentiment régionaliste presque exacerbé, se trouve, outre son père, certainement Joseph Reichlen, professeur de dessin au Collège Saint-Michel de 1890 à 1913<sup>119</sup>. Le collégien Musy suit ses cours entre 1891 et 1896<sup>120</sup>. Chantre du passé médiéval de la Gruyère et de sa civilisation pastorale, Reichlen magnifie un monde menacé de disparition. Sa mission: «sauvegarder ce qu'il considère comme “l'âme du pays”»<sup>121</sup>. De ses œuvres picturales se dégage «une certaine nostalgie d'un temps où l'harmonie régnait entre l'homme et son environnement»<sup>122</sup>.

Autre personnage marquant, le notaire Placide Currat, natif de Grandvillard, dont les liobas émeuvent le jeune Musy en 1889. À la fin du XIXe siècle, au moment même où leur nombre ne cesse de diminuer, les armaillis gruériens ont

---

<sup>117</sup> AF, fs Musy, vol. 118: texte dactylographié: «Conférence de M. Jean-Marie Musy, sur la situation économique et financière de la Suisse, le 14 septembre 1938 au Théâtre de Vevey», pp. 1-2. Sur la Fête des Vignerons de 1889, voir S. CARRUZZO-FREY et P. FERRARI-DUPONT: *Du Labeur aux Honneurs. Quatre siècles d'histoire de la Confrérie des Vignerons et de ses Fêtes*, Montreux, Corbaz, 1998, pp. 198-204.

<sup>118</sup> *Ibid.*, p. 199.

<sup>119</sup> Données bio. sur Joseph Reichlen (1846-1913): R. RUFFIEUX, in *ECF*, 2, p. 496; *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 5, p. 327.

<sup>120</sup> *Tableaux des prix et des notes de mérite* du Collège Saint-Michel, 1891/92 (pp. 62 et 64), 1892/93 (p. 64), 1894/95 (p. 65), 1895/96 (p. 68); et *Programme des études*, 1891/92 (p. 25), 1892/93 (p. 26), 1894/95 (p. 51), 1895/96 (p. 51).

<sup>121</sup> P. BORCARD: *Joseph Bovet 1879-1951. Itinéraire d'un abbé chantant*, Fribourg, La Sarine, 1993, p. 72.

<sup>122</sup> P. BORCARD: «Voyage...» *op. cit.*, p. 23.



avec le notaire Currat pour la première fois leur «vedette»: le «chanteur national de l'hymne alpestre fribourgeois»<sup>123</sup>, c'est-à-dire du *Ranz des vaches*. Avec sa prestance imposante, son attitude fière et sa barbe virile, il est perçu comme l'incarnation du Gruérien jaloux de sa liberté, «l'armailli romantique par excellence»<sup>124</sup>. Il n'exerce pourtant pas réellement ce métier. Il est en fait notaire et député conservateur au Grand Conseil<sup>125</sup>. Mais peu importe à l'imaginaire si l'habit ne fait pas le moine.

Au tournant du siècle, les images embellies d'une Gruyère romantique restée alpestre, agricole, patriarcale, catholique et libre sont autant de remparts symboliques contre la modernité. Outre l'industrialisation et ses corollaires, l'augmentation au tournant du siècle de la population étrangère en Suisse suscite une prise de conscience croissante des valeurs nationales. Les tenants de la droite xénophobe dénoncent à l'envi le caractère non-suisse du socialisme<sup>126</sup>. C'est là un contexte culturel ruralisant, souvent passéiste et chauvin, auquel Musy n'échappe pas. Porté au populisme, l'homme politique sera d'ailleurs enclin à tirer la grosse ficelle identitaire et à dénoncer sans cesse un monde qui, à l'entendre, n'en finit pas de perdre son âme.

### 1.5. La République chrétienne de Fribourg

Autre matrice dont Musy subit la forte empreinte: la République chrétienne, expression au demeurant assez vague pour désigner un régime plus hétérogène qu'il n'apparaît. Georges Python y donne le ton<sup>127</sup>. Sorte de «dictature tempérée»<sup>128</sup> selon l'historien Roland Ruffieux, ce régime conservateur populiste mis en place dans les années 1880 ne perd de son intransigeance antilibérale qu'avec le déclin de son chef charismatique et l'émergence, dès 1912, du nouvel homme fort du canton: Jean-Marie Musy lui-même.

Après le cercle familial, la sphère villageoise et le cadre gruérien, il n'est pas inutile de tracer à grands traits le contexte cantonal, au niveau politique puis

---

<sup>123</sup> G. de M. [G. de MONTENACH]: «La mort de M. Currat, le chanteur des "Armaillis"», in *La Liberté*, 12.11.1906.

<sup>124</sup> P. BORCARD: «Voyage...» *op. cit.*, p. 24.

<sup>125</sup> Député de 1896 à 1901, Placide Currat appartient au mouvement conservateur-indépendant. En 1900, il est candidat fribourgeoisiste au CE. (P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 494). — Autres données bio. sur Placide Currat (1847-1906): s.n., in *NEF*, 1907, pp. 119-121 (nécrologie); P. MOSSU, in *ECF*, 2, p. 465.

<sup>126</sup> Voir G. ARLETTAZ: «Démographie et identité nationale (1850-1914). La Suisse et "La question des étrangers"», in *Études et Sources*, 11, 1985, pp. 114-168; H. U. JOST: «Xénophobie, racisme et antisocialisme en Suisse vers 1900», in *Racisme et xénophobies*, Lausanne, Section d'histoire - Université de Lausanne, 1990, pp. 47-63.

<sup>127</sup> Données bio. sur Georges Python (1856-1927): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 401; R. RUFFIEUX, in *ECF*, 2, p. 495.

<sup>128</sup> R. RUFFIEUX: «L'époque contemporaine (de 1815 à nos jours)», in *ECF*, 1, p. 68.

économique, qui pèse sans doute aussi sur l'ambiance d'Albeuve. Le début de la carrière de Musy s'inscrivant dans l'histoire même de la République chrétienne, nous reviendrons bien entendu plus en détail sur celle-ci le moment venu.

### 1.5.1. *Un régime plus paternaliste que démocratique*

Après la démission de Mgr Etienne Marilley en 1879 et la mort de Louis de Weck-Reynold en 1880<sup>129</sup>, la coalition libérale-conservatrice laisse la place à un régime conservateur-catholique, dont François-Xavier Menoud et Alphonse Théraulaz sont momentanément les figures de proue<sup>130</sup>. Musy a dix ans lorsque, en 1886, Georges Python, déjà député influent depuis 1881, entre au Conseil d'État fribourgeois. Si la montée en puissance de Python à Fribourg ne préoccupe très certainement pas le jeune garçon d'Albeuve, l'emprise du nouveau régime sur l'ensemble du canton ne saurait être sous-estimée. Jusque dans les villages les plus reculés, le pouvoir central tente de rallier à sa cause la population fribourgeoise grâce à un catholicisme organisé quadrillant le territoire. La machine gouvernementale dispose d'innombrables courroies de transmission, tels que des associations politico-confessionnelles et des organes de presse combatifs, un clergé majoritairement dévoué, une école étroitement contrôlée et des fonctionnaires fortement encouragés à servir les intérêts du parti au pouvoir. Se dégage alors de ce contexte particulier une ambiance dont il est difficile de ne pas subir l'impact, à plus forte raison dans un village ultragouvernemental comme Albeuve.

Arrivés au pouvoir, Python et les «jeunes loups»<sup>131</sup> conservateurs alliés à un clergé ultramontain revigoré rompent rapidement avec la ligne modérée du régime conservateur-libéral de 1856. La collaboration entre pouvoirs temporel et

---

<sup>129</sup> Données bio. sur Etienne Marilley (1804-1889): F. PYTHON: *Mgr Etienne Marilley et son clergé à Fribourg au temps du Sonderbund 1846-1856. Intervention politique et défense religieuse*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1987, 616 p.; F. PYTHON, in *ECF*, 2, pp. 485-486; F. PYTHON: «Marilley, Etienne (1804-1889)», in E. GATZ (Hg.): *Die Bischöfe der deutschsprachigen Länder 1785/1803 bis 1945. Ein biographisches Lexikon*, Berlin, Duncker & Humblot, 1983, pp. 475-477. — Données bio. sur Louis de Weck-Reynold (1823-1880): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 405-406; R. RUFFIEUX, in *ECF*, 2, p. 510.

<sup>130</sup> Sur l'éclatement de la coalition, voir F. PYTHON: «Le régime libéral-conservateur (1856-1881), in *HCF*, pp. 871-874. À la fin des années 1870, Théraulaz est désigné comme le futur leader du régime. Sa carrière vers les sommets qu'on lui prédisait sera toutefois bloquée par la rapide ascension de Georges Python. (P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 135; N. WILLEMIN: *op. cit.*, p. 66; J.-P. DORAND: *La politique des transports de l'État de Fribourg (1803-1971). De la diligence à l'autoroute*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1, 1996, pp. 348, 370-371 et 374). — Autres données bio. sur Alphonse Théraulaz (1840-1921): L. FRAGNIERE, in *NEF*, 1922, pp. 87-90 (nécrologie); E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 404; M. CHARRIERE, in *ECF*, 2, p. 505. Données bio. sur François-Xavier Menoud (1821-1904): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 396-397; s.n., in *NEF*, 1905, pp. 109-112 (nécrologie).

<sup>131</sup> F. PYTHON: «Le régime...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 872.

spirituel s'intensifie, chaque partie y trouvant un intérêt pour renforcer sa position. Influencé par une question romaine lancinante et le durcissement des idées ultramontaines<sup>132</sup>, puis par la révision de la Constitution fédérale et le Kulturkampf dès le début des années 1870, le cours intransigeant du nouveau régime conservateur s'inscrit à Fribourg dans la lignée des idées défendues par le bouillant chanoine Joseph Schorderet, conservateur extrême, fondateur en 1871 du journal catholique *La Liberté* et maître spirituel de Python<sup>133</sup>.

L'ascension de Python et des conservateurs ultras profite beaucoup du catholicisme organisé mis sur pied par Schorderet, notamment animateur efficace du Piusverein, machine de guerre dont se servent ses émules pour mobiliser les masses populaires<sup>134</sup>. Dans les années 1870, à l'apogée du Kulturkampf, les assemblées cantonales du Piusverein réunissent jusqu'à 8'000 Fribourgeois environ<sup>135</sup>. Beaucoup des initiatives de Python tendent vers la réalisation d'une République chrétienne homogène à Fribourg. Le modèle suivi se rapproche quelque peu de la théocratie équatorienne du dictateur Gabriel García Moreno.

Ayant pris l'ascendant au gouvernement, Python étend son influence à l'ensemble du système politique fribourgeois. Grâce à un réseau de cercles qui recouvrent le territoire, le régime pythoniste contrôle l'électorat et distribue les emplois par l'intermédiaire de personnes dévouées<sup>136</sup>. Dans les localités, des hommes de confiance observent leurs concitoyens et signalent les adversaires du régime. Au moyen de ce système d'allégeances et de clientélisme, presque toutes les places de l'appareil d'État sont occupées par des hommes attachés au parti gouvernemental. Par opportunisme ou tout simplement pour avoir un emploi, certains renoncent à leurs convictions intimes<sup>137</sup>. Les «mauvais» éléments sont «dégommés» et remplacés par des partisans de la politique gouvernementale<sup>138</sup>.

---

<sup>132</sup> *Syllabus*, 1864; Vatican I, 1869/1870.

<sup>133</sup> D. BARTHELEMY: *Diffuser au lieu d'interdire. Le chanoine Joseph Schorderet (1840-1893)*, Fribourg/Paris, St-Paul; Fribourg, Éd. Universitaires, 1, 1993, pp. 416-420. — Autres données bio. sur Joseph Schorderet (1840-1893): F. PYTHON, in *ECF*, 2, pp. 500-501; F. PYTHON: «La vie de Joseph Schorderet est le miroir des vicissitudes de son temps» et P. BORCARD: «Et le chanoine Schorderet inventa la citadelle catholique fribourgeoise», in *La Liberté*, 24/25.4.1993. Sur les origines de *La Liberté*, voir R. POCHON: «D'un Concile à l'autre», in R. RUFFIEUX (s.l.d.): *1871-1971. La Liberté en son premier siècle*, Fribourg, St-Paul, 1975, pp. 5-16.

<sup>134</sup> Voir J. JENNY: *Le Piusverein à Fribourg... op. cit.*, 230 p.; J. JENNY: «L'associationnisme catholique», in *HCF*, pp. 893-896. Sur le Piusverein, voir aussi p.e. U. ALTERMATT: *Der Weg der Schweizer Katholiken ins Ghetto. Die Entstehungsgeschichte der nationalen Volksorganisationen im Schweizer Katholizismus 1848-1919*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1995 (1972), pp. 49-53, 147-160 et 235-248.

<sup>135</sup> J. JENNY: *Le Piusverein à Fribourg... op. cit.*, p. 59.

<sup>136</sup> P.-P. BUGNARD: «Le régime Python (1882-1914)», in *HCF*, p. 879.

<sup>137</sup> P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 107.

<sup>138</sup> Le «dégommage» désigne notamment «l'éviction de “non-gouvernementaux” des emplois de l'administration et du secteur privé contrôlé par les notables du régime.» (P.-P. BUGNARD: «Le régime...» *op. cit.*, in *HCF*, n. 52 p. 923).

En outre, le parti pythoniste s'efforce de contrôler et d'éduquer les esprits à l'aide de *La Liberté*, «principal medium du régime»<sup>139</sup>. L'embrigadement des masses par le parti gouvernemental bénéficie également de l'appui d'une très grande partie du clergé, garant de l'ordre moral et allié des autorités politiques. En 1911, le régime Python est à son apogée, mais aussi à la veille de l'éclatement des scandales de la BEF qui précipiteront sa chute<sup>140</sup>. Sous le régime Python, le parti gouvernemental occupe tous les sièges du Conseil d'État<sup>141</sup> et est aussi largement majoritaire au Grand Conseil, dans l'ordre judiciaire et la fonction publique<sup>142</sup>. Cependant, tout paternaliste et tentaculaire qu'il est, ce régime s'en tient aux institutions démocratiques. En outre, les aspirations hégémoniques du parti au pouvoir ne vont pas sans susciter les contestations jusqu'au sein du mouvement conservateur. Nous y reviendrons, d'autant plus que le jeune Jean-Marie Musy assistera à l'une d'entre elles en spectateur privilégié.

### 1.5.2. *Un canton avant tout agricole*

Classe sociale élevée au rang d'élite dirigeante grâce à l'industrialisation, la bourgeoisie radicale-protestante tire profit de la Constitution de 1848. Celle-ci la libère de nombreuses contraintes et lui donne une nouvelle impulsion. Entre 1850 et 1880, l'industrialisation s'accélère dans la Suisse des radicaux. Le processus de modernisation touche toutefois moins les régions catholiques, notamment Fribourg, canton essentiellement agricole, qui «figure déjà dans le camp des pauvres.»<sup>143</sup> La richesse se mesure ici à l'aune du modèle d'industrialisation «à l'anglaise», étalon de comparaison certes tout au désavantage de Fribourg mais que, justement, ses dirigeants ne cherchent pas à suivre<sup>144</sup>.

De 1873 au milieu des années 1890, la Suisse subit la «grande dépression»<sup>145</sup>. Le canton de Fribourg n'est pas épargné: son économie, avant tout agricole, vit

---

<sup>139</sup> F. PYTHON: «“La Liberté” est née voici 125 ans dans un creuset politique et religieux», in *La Liberté* (supplément), 1.10.1996, p. 4.

<sup>140</sup> P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 71. En 1911, le parti gouvernemental peut compter sur plus de 18'000 électeurs, alors que l'opposition n'en dénombre que 6'500 (*Ibid.*).

<sup>141</sup> À l'exception de la courte période de 1906 à 1909 pendant laquelle le radical Antonin Weissenbach, candidat de Python, siège au gouvernement fribourgeois.

<sup>142</sup> Voir P.-P. BUGNARD: «Le régime...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 879.

<sup>143</sup> F. WALTER: «Fribourg...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 902. Sur l'économie fribourgeoise durant la seconde moitié du XIXe siècle, voir aussi C. CHAMMARTIN, G. GAUDARD, B. SCHNEIDER: *Fribourg. Une économie en expansion*, Lausanne, Centre de recherches européennes, 1965, pp. 21-34.

<sup>144</sup> L. TISSOT: «Pourquoi changer les nations agricoles en nations industrielles? Le retard économique et le canton de Fribourg au XIXe siècle», in *Fribourg et l'État fédéral: intégration politique et sociale. 1848-1998*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1999, p. 275.

<sup>145</sup> R. RUFFIEUX: «La Suisse des radicaux 1848-1914», in *NHSS*, p. 641.

des heures difficiles<sup>146</sup>. L'industrie tarde elle à décoller, malgré la mise en place, à la fin du XIXe siècle, des bases nécessaires à un développement futur: instruction et formation<sup>147</sup>, infrastructure bancaire<sup>148</sup>, voies de chemin de fer, usines hydroélectriques<sup>149</sup>. La population fribourgeoise souffre de la crise. Le paupérisme progresse<sup>150</sup>. Au cours de la dernière décennie du XIXe siècle, le canton connaît un début d'industrialisation modeste; une «petite révolution industrielle» selon l'expression de Roland Ruffieux<sup>151</sup>. Cette amorce de décollage, encouragé par l'interventionnisme du régime Python, fait toutefois long feu. Le canton reste, pour longtemps encore, à l'écart d'une véritable industrialisation.

## 2. À l'école des futures élites conservatrices

### 2.1. Vers une carrière sacerdotale, puis sur les traces du père?

De l'école primaire d'Albeuve à l'Université de Fribourg, Jean-Marie Musy ne fréquente que des lieux de formation marqués par le traumatisme de la défaite de 1847. Il n'y connaît que des maîtres nés pour la plupart autour du Sonderbund et formés au temps du Kulturkampf. La culture ambiante est résolument conservatrice, catholique et ruralisante. La modernité, rendue responsable de la désagrégation des anciens schémas, suscite une forte réaction de défense. Loin de briser le moule, le jeune homme s'en imprègne de manière indélébile.

En 1883, le jeune Jean-Marie commence l'école primaire des garçons d'Albeuve<sup>152</sup>. Selon Gaston Castella, ses «dons naturels, sa vive intelligence, la situation sociale de sa famille le destinaient aux études»<sup>153</sup>. Le coût d'accès à une formation secondaire supérieure constitue en fait un des premiers critères de

---

<sup>146</sup> Sur la «grande dépression» de l'agriculture, voir F. WALTER: «Le temps des épreuves. Des années 1870 à la Première Guerre mondiale», in *HCF*, pp. 906-911.

<sup>147</sup> Rénovation de l'enseignement primaire (loi de 1884), fondation de l'Université de Fribourg en 1889, développement du Collège Saint-Michel, création d'une École des métiers (Technicum) en 1896 et de l'école d'infirmières.

<sup>148</sup> Fondation de la BEF en 1892.

<sup>149</sup> Rachat p.e., en 1888, de la Société des Eaux et Forêts.

<sup>150</sup> Sur la vie quotidienne fribourgeoise des années 1870, voir D. BUCHS: *op. cit.*, 222 p.

<sup>151</sup> Cité in L. TISSOT: *op. cit.*, p. 268.

<sup>152</sup> Malgré nos recherches dans les archives de la commune d'Albeuve et aux AEF, nous n'avons pas parvenu à retrouver la période exacte durant laquelle Musy fréquente l'école primaire d'Albeuve. Pour établir cette période, nous faisons une hypothèse la plus rationnelle possible. À Albeuve, son premier instituteur est, semble-t-il, Pierre Castella. Dès l'automne 1885, c'est Joseph Tena qui occupe le poste d'instituteur à Albeuve. (AEF, DIP, V.9, État nominatif des instituteurs et institutrices du canton, 1868-1923: district de la Gruyère, Albeuve, garçons, [fol. 365]; AEF, DIP, dossier n° 718 sur Joseph Tena).

<sup>153</sup> G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 19.

filtrage des élites<sup>154</sup>. Volontariste et partisan d'une sélection de type méritocratique, Musy se campera volontiers en modèle de réussite sociale: un simple enfant de la Gruyère alpestre qui a gravi, à la force du poignet, vers les sommets de la hiérarchie sociale. Construite par Musy lui-même, cette image pittoresque lui survivra jusqu'à nos jours, en particulier en Gruyère. Or, nous l'avons vu, Jean-Marie Musy est l'héritier d'un capital économique, politique et social qui pouvait le destiner à suivre une longue formation et à atteindre le haut de la pyramide sociale. En se présentant comme un homme sorti du peuple, il fait croire que quiconque peut réussir grâce à ses seuls talents et son seul travail. Une manière d'occulter les autres raisons qui déterminent un système social hiérarchisé.

Première césure importante dans la vie du jeune Jean-Marie: à l'automne 1890, il entre, comme interne, au Pensionnat Saint-Charles à Romont<sup>155</sup>. C'est la première fois qu'il quitte son milieu familial pour une période qui devrait être plutôt longue. Durant l'année scolaire 1890/1891, l'établissement accueille 16 élèves<sup>156</sup>. Ouvert en 1884 et dépendant de l'Évêché, le Pensionnat propose un programme de quatre ans calqué sur celui du Collège Saint-Michel afin que les élèves puissent y poursuivre leurs études<sup>157</sup>. Conçu comme un pré-gymnase et un «petit séminaire», Saint-Charles forme des jeunes gens qui se destinent à la prêtrise<sup>158</sup>. Par exemple, Joseph Bovet, et André Savoy, tous deux futurs abbés, y étudient, le premier de 1892 à 1896<sup>159</sup>, le second dès 1899<sup>160</sup>. Directeur de l'établissement de 1887 à 1916, le chanoine Pierre Repond a «été placé là par le régime de la République chrétienne, alors en pleine gestation. Sa tâche: former

<sup>154</sup> Sur les sélections sociale et scolaire des élites, voir C. CHARLE: *Les Élités de la République 1880-1900*, Paris, Fayard, 1987, pp. 73-120.

<sup>155</sup> AEvF, Ec. 17, Pensionnat Saint-Charles, 1884-1894: rapport de l'année 1890/91 du chanoine P. Repond au vicaire général, 3.12.1891. Voir aussi L. PAGE: *Page d'histoire romontoise. L'école latine et l'école secondaire (1859-1959)*, Romont, École secondaire de la Glâne, 1959, p. 25.

<sup>156</sup> AEvF, Ec. 17, Pensionnat Saint-Charles, 1884-1894: rapport de P. Repond au vicaire général, 3.12.1891.

<sup>157</sup> L. PAGE: *op. cit.*, p. 20. Voir aussi M. ROULIN: «Le Pensionnat Saint-Charles à Romont», in *NEF*, 1930, pp. 97-107.

<sup>158</sup> M. ROULIN: *op. cit.*, p. 101; L. PAGE: *op. cit.*, pp. 20 et 24; C. BARDY: «Les écoles régionales et les écoles secondaires de garçons (1874-1919)», in *AFr*, 58, 1988/89, pp. 102 et 111.

<sup>159</sup> P. BORCARD: *Joseph Bovet... op. cit.*, pp. 64-66; L. PAGE: *op. cit.*, p. 25.

<sup>160</sup> R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social en Suisse romande 1891-1949*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1969, p. 475; L. PAGE: *op. cit.*, p. 25. — Biographie de Joseph Bovet (1879-1951): P. BORCARD: *Joseph Bovet... op. cit.*, 255 p. Données bio. sur André Savoy (1885-1940): J. WIDMER: *Von der konservativen Parteienwachstumsorganisation zur katholischen Erneuerungsbewegung. Die Schweizer Jungkonservativen in den dreissiger Jahren*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 1983, p. 208; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative Volkspartei 1918-1929. Die goldenen Jahre des politischen Katholizismus*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, n. 197 p. 476.

des chrétiens intégraux et des citoyens éclairés.»<sup>161</sup> Au Pensionnat Saint-Charles, Musy rencontre Romain Chatton, futur conseiller d'État qui lui succédera en 1920 à la tête des finances cantonales<sup>162</sup>.

Pourquoi le jeune Jean-Marie entre-t-il à Saint-Charles? Est-ce le désir du jeune homme? Le souhait de sa mère très religieuse? L'influence du curé Dumas dont l'une des tâches est de préparer la relève? La suggestion d'un cousin de la famille, le curé François Castella, professeur à Saint-Charles, qui revient régulièrement à Albeuve?<sup>163</sup> Autant de questions auxquelles les archives consultées n'apportent aucune réponse. Il n'est d'ailleurs pas sûr qu'une carrière sacerdotale soit vraiment envisagée. Le passage du jeune Musy au Pensionnat Saint-Charles est toutefois très bref puisque, visiblement, il n'y commence même pas le deuxième trimestre de sa première année. Selon le chanoine Pierre Repond, directeur de Saint-Charles, qui dresse un bilan de l'année scolaire 1890/1891, «Jean-Marie Musy, très souvent malade pendant le 1<sup>er</sup> trimestre, est rentré dans sa famille, à Albeuve, sur l'ordre des médecins»<sup>164</sup>.

Peu après, au printemps 1891, on retrouve l'adolescent à l'école régionale de

---

<sup>161</sup> P. BORCARD: *Joseph Bovet... op. cit.*, p. 64.

<sup>162</sup> En 1920, le chroniqueur écrit, après l'élection de Musy au Conseil fédéral et la réception organisée à Albeuve: «M. Chatton-Musy, conseiller d'État, nouveau directeur des Finances se félicita des relations qui l'unissent à l'élu depuis leur rencontre au Pensionnat Saint-Charles de Romont depuis leurs communes études et ensuite de fréquents séjours à l'Ange d'Albeuve.» (s.n.: «La réception de M. le Dr Jean Musy, Conseiller fédéral, à Albeuve», in *Le Fribourgeois*, 20.1.1920). Romain Chatton est l'époux d'une des filles d'Alexandre Musy, neveu du grand-père paternel de Jean-Marie Musy. (Voir P. SUDAN, in *NEF*, 1940, p. 221. Voir également AF, fs Musy, vol. 17: carte de Chatton-Musy à son cousin J.-M. Musy, 31.12.1931). — Données bio. sur Romain Chatton (1876-1941): V. BUCHS, in *NEF*, 1942, pp 165-169 (nécrologie); N. BALMAT: *Le parti conservateur-catholique à Fribourg durant l'entre-deux-guerres. (1919-1936)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 2001, p. 199.

<sup>163</sup> Né à Albeuve en 1850, François Castella est directeur du Pensionnat de 1879 à 1880, puis reste professeur à Saint-Charles et est curé de Romont à l'époque où Jean-Marie entre à l'internat. Le chanoine François Castella, curé-doyen de Romont, meurt en 1913. (L. PAGE: *op. cit.*, pp. 22 et 27; s.n., in *NEF*, 1914, pp. 98-99). Son frère est le chanoine Amédée Castella (1859-1924), directeur au Grand Séminaire. Selon une nécrologie, le chanoine Amédée Castella fut «profondément attaché à sa Gruyère et à son village natal d'Albeuve où il aimait à passer quelques jours au milieu des siens». (s.n., in *NEF*, 1925, p. 119). En décembre 1919 et janvier 1920, à l'occasion des différentes réceptions qui accompagnent l'élection de Musy au Conseil fédéral, le chroniqueur signale plus d'une fois la présence du chanoine Amédée Castella au côté du nouvel élu, notamment à la table d'honneur du banquet donné à Albeuve. (s.n.: «La réception de M. le Dr Jean Musy, Conseiller fédéral, à Albeuve», in *Le Fribourgeois*, 20.1.1920). Lors de la crise fribourgeoise, apparue à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, tant François Castella que son frère Amédée penchent dans le camp du clergé gouvernemental. (P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 253 et 263). Citant une lettre du curé-doyen d'Albeuve Dumas d'octobre 1892, le curé Bochud rapporte que «Henri Castella, frère du curé de Romont [François Castella; n.d.a.] est un des plus montés contre M. Progin.» (AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier I, p. 15). François, Amédée et Henri appartiennent aux Castella, famille alliée des Musy.

<sup>164</sup> AEvF, Ec. 17, Pensionnat Saint-Charles, 1884-1894: Rapport de P. Repond au vicaire général, 3.12.1891.

Neirivue qu'il vient de rejoindre en cours d'année scolaire<sup>165</sup>. À cette époque, sa santé ne semble pas vraiment bonne. Maxime Fontaine, maître de cette école, se voit en effet contraint de signaler à ses supérieurs les absences répétées de l'élève Musy. Les parents de l'adolescent invoquent la maladie pour justifier cet état de fait<sup>166</sup>.

L'entrée de Musy dans une école régionale semble indiquer qu'il ne fait pas des études une priorité absolue. En effet, la majorité des jeunes qui fréquentent ce genre d'établissement, correspondant au niveau secondaire inférieur, s'orientent en premier lieu vers une instruction professionnelle pratique, en particulier dans le secteur agricole. Lorsque le législateur institue en 1884 l'école régionale, sorte de moyen terme entre le primaire et le secondaire, il souhaite que les garçons apprennent le même métier que leur père, mais en leur offrant une meilleure formation intellectuelle et technique. Un autre de ses buts est de préparer les futures élites locales<sup>167</sup>. À l'époque où Jean-Marie la fréquente, l'école régionale de Neirivue est dirigée par le curé Dumas d'Albeuve<sup>168</sup>. Le programme se compose notamment de trois heures hebdomadaires de notions agricoles<sup>169</sup>. Mais, à la fin de l'année scolaire 1890-1891, l'adolescent abandonne cette formation avant tout pratique, une voie qui aurait pu le mener sur les traces de son père. Rien n'est d'ailleurs sûr en l'occurrence. Son passage à Neirivue n'est peut-être envisagé, dès le début, que comme une étape provisoire pour l'«occuper» avant un nouveau départ. À moins que la menace d'une fermeture prochaine de l'école régionale le pousse à aller voir ailleurs<sup>170</sup>.

Fin septembre 1891, le jeune Gruérien entre en première classe du Collège Saint-Michel à Fribourg. Concis, le programme du recteur Jean-Baptiste

---

<sup>165</sup> AEF, DIP, dossier de l'école régionale de Neirivue: lettre de Maxime Fontaine à la Direction de l'instruction publique, 13.5.1891. Notons que le nom de Musy n'apparaît pas dans les listes d'élèves dressées par Maxime Fontaine, maître de l'école régionale de Neirivue, pour les années scolaires 1887/1888 et 1888/1889. (AEF, DIP, dossier de l'école régionale de Neirivue, rapports annuels de Maxime Fontaine, 15.9.1888 et 4.7.1889). Sous la rubrique «Études antérieures» d'un grand registre d'élèves du Collège Saint-Michel de Fribourg, il est indiqué que Jean-Marie Musy a étudié à l'école régionale de Neirivue (Archives du Collège Saint-Michel, grand registre d'élèves [sans titre, sans pagination], voir 1891/92 n° 132, 1892/93 n° 120, 1893/94 n° 79, 1894/95 n° 200).

<sup>166</sup> AEF, DIP, dossier de l'école régionale de Neirivue: lettre de Maxime Fontaine à la Direction de l'instruction publique, 13.5.1891.

<sup>167</sup> Voir C. BARDY: *Les écoles régionales et les écoles secondaires de garçons dans le canton de Fribourg (1874-1919)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1988, 275 p.

<sup>168</sup> *Annuaire ou Almanach de poche du canton de Fribourg, Annuaire officiel du canton de Fribourg*, 1886-1891.

<sup>169</sup> C. BARDY: *Les écoles régionales... op. cit.*, p. 208.

<sup>170</sup> Au moment où Musy fréquente l'école régionale de Neirivue, de nombreux documents évoquent la suppression de celle-ci, faute d'effectifs suffisants. (Voir AEF, DIP, dossier de l'école régionale de Neirivue: correspondance de 1890 et 1891).



Jaccoud<sup>171</sup> annonce: «Le 29 septembre [1891], messe du Saint-Esprit, lecture du règlement, ouverture des cours.»<sup>172</sup> Musy passe cinq ans dans l'établissement, de l'âge de 15 à 20 ans. Une période capitale. Il y entre adolescent et en sort adulte. Comparé à l'âge moyen des classes successives qu'il fréquente, Musy a environ deux ans de plus que ses camarades<sup>173</sup>. Sans être énorme, cet écart, surtout à cette période de la vie, lui donne peut-être un ascendant naturel sur certains de ses condisciples.

## 2.2. Collégien à Saint-Michel et à Saint-Maurice

Le Collège Saint-Michel de Fribourg représente un des lieux de formation par excellence des futures élites catholiques. Fondé au début de la Contre-Réforme par les jésuites, il constitue un haut lieu du catholicisme traditionnel et un véritable «lieu de mémoire» fribourgeois<sup>174</sup>. Dans sa longue histoire se reflète celle, mouvementée, des catholiques suisses. Le journaliste et écrivain Léon Savary a plusieurs fois évoqué cet établissement dans lequel il étudia<sup>175</sup>. Selon lui, la «conception qui régnait à Saint-Michel, dans les années antérieures à la Grande Guerre, datait des jésuites.»<sup>176</sup> La religion y donne le rythme. Elle est omniprésente, à l'instar d'un sentiment religieux solidement ancré en terres fribourgeoises. Encore à la fin du XIXe siècle, la majorité des enseignants sont des ecclésiastiques. Chaque journée débute par une messe matinale obligatoire. L'encadrement reste rigide. Devant porter l'uniforme complet, les élèves participent en outre régulièrement aux processions religieuses et autres cortèges de la République chrétienne. L'esprit de Saint-Michel marque en profondeur des générations de Fribourgeois appelés à rejoindre les classes dirigeantes du canton.

S'accrochant aux valeurs de l'Ancien Régime, les anciennes familles patriciennes envoient leurs enfants à Saint-Michel, sûres que, dans ce bastion du

---

<sup>171</sup> Données bio. sur Jean-Baptiste Jaccoud (1847-1927): E. ROSSEL, in *NEF*, 1928, pp. 270-275 (nécrologie); A. BISE, in *ECF*, 2, p. 480. Sur les origines, la formation et le caractère de Jean-Baptiste Jaccoud, avant son arrivée à la tête du Collège Saint-Michel, voir J.-P. GOTTRAU: *Les paroisses d'Assens et de Siviriez durant le dernier tiers du XIXe siècle. Stratégies pastorales, hommes et mentalités étudiées à partir des mémoires pastoraux inédits du curé Jean-Baptiste Jaccoud (1917)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1992, pp. 17-132.

<sup>172</sup> *Programme des études pour l'année scolaire 1891-92* du Collège Saint-Michel à Fribourg, p. 7.

<sup>173</sup> D'après les informations retrouvées, de nombreux camarades de classe que Musy côtoie à Saint-Michel et à Saint-Maurice sont nés en 1878, alors que lui a vu le jour en 1876.

<sup>174</sup> Voir P.-P. BUGNARD: «Les humanités à Saint-Michel, "lieu de mémoire" pédagogique», in *AFr*, 61/62, 1994/97, pp. 265-292. Sur l'histoire de l'établissement, voir p.e. J.-D. MURITH, G. ROSSETTI: *Le Collège Saint-Michel*, Fribourg, St-Paul, 1980, 72 p.

<sup>175</sup> Voir notamment L. SAVARY: *Le Collège Saint-Michel*, Paris/Neuchâtel, Attinger, (1932), 137 p. — Données bio. sur Léon Savary (1895-1968): *NBS*, p. 451; F. WANDELERE, in *ECF*, 2, p. 500; R. FRANCILLON (s.l.d.): *Histoire de la littérature en Suisse romande*, vol. 2, Lausanne, Payot, 1997, pp. 389-390.

<sup>176</sup> L. SAVARY: *Le fonds des ressuscités. Mémoires*, 1, (Lausanne), Jack Rollan, 1956, p. 140.

catholicisme contre-révolutionnaire, leur progéniture sera préservée des «erreurs modernes», à savoir en premier lieu du libéralisme et, à sa suite, du socialisme. Les jeunes aristocrates y côtoient les fils de la bourgeoisie et autres enfants dont les parents ont les moyens de financer de longues études. Surtout destinés à la prêtrise, des fils d'instituteurs ou de paysans y pénètrent parfois<sup>177</sup>. Rouage puissant de la République chrétienne, Saint-Michel constitue ainsi un lieu de reproduction des élites fribourgeoises presque hermétique.

Restée fidèle à l'esprit des fondateurs, la pédagogie traditionaliste pratiquée à Saint-Michel s'efforce de diriger les consciences et de modeler les intelligences. Dispensé sur huit ans — six ans de gymnase, puis deux ans de lycée —, l'enseignement allie éducation catholique et instruction classique dans un esprit qui remonte à la Contre-Réforme. La religion, les langues anciennes, la philosophie constituent la partie centrale du programme. Une grande importance est accordée à la rhétorique<sup>178</sup>. Fait révélateur d'un intérêt peu développé pour le secteur industriel dans le canton: les branches scientifiques ne viennent qu'au second plan. Autre parent pauvre, la langue anglaise qui est reléguée à un cours facultatif que ne suivra d'ailleurs jamais Musy. La vieille Europe catholique ignore superbement le monde anglo-saxon et les tenants de la tradition s'accrochent aux humanités, privilège des élites. Car pour celles-ci défendre les humanités, c'est se protéger de la «décadence» inhérente à l'industrialisation qui déstructure les sociétés traditionnelles. Selon ces élites conservatrices, il y va de la survie de la civilisation européenne, considérée comme supérieure à toutes les autres. Parmi les valeurs inculquées, outre le respect de la religion catholique et de la hiérarchie, l'ordre et la discipline ne sont pas les moins cultivées<sup>179</sup>.

Entre 1891/1892 et 1895/1896, environ 320 élèves fréquentent chaque année Saint-Michel<sup>180</sup>. Fidèle soutien de Georges Python — même lorsque celui-ci sera «critiqué et attaqué dans son propre parti»<sup>181</sup> —, le recteur Jean-Baptiste Jaccoud s'attache surtout à défendre la culture classique et à former de bons conservateurs<sup>182</sup>. Son long rectorat de 36 ans, soit de 1888 à 1924, se confond avec la destinée de l'homme d'État fribourgeois. À en croire le bouillant curé Rodolphe Bochud, Jaccoud serait même une des pièces maîtresses du régime

---

<sup>177</sup> Au sujet du cas valaisan, B. RODUIT: *Les collèges en Valais de 1870 à 1925. Tradition ou modernisation*, Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande, 1993, p. 143.

<sup>178</sup> P.-P. BUGNARD: «Les humanités...» *op. cit.*, p. 280.

<sup>179</sup> Voir p.e. L. SAVARY: *Le Collège... op. cit.*, pp. 124-125; L. SAVARY: *Le fonds... op. cit.*, pp. 139-140.

<sup>180</sup> *Tableaux des prix et des notes de mérite* du Collège Saint-Michel, 1891/92-1895/96.

<sup>181</sup> L. SAVARY: *Le Collège... op. cit.*, p. 112. Il est très probable que Léon Savary se réfère aussi à la rivalité qui surgit, dès 1912, entre Georges Python et Jean-Marie Musy.

<sup>182</sup> Pour une illustration de son très fort attachement aux humanités, voir J.-B. JACCOUD: *Notice sur le Collège St-Michel de Fribourg*, Fribourg, St-Paul, 1914, 221 p.

pythoniste<sup>183</sup>. Le recteur de Saint-Michel se montre certes un habile défenseur de cette savante union entre l'Église et l'État, notamment en soutenant qu'il n'est pas dans l'intérêt du clergé de rechercher une surabondance de vocations ecclésiastiques<sup>184</sup>.

Par le rôle très important qu'il joue dans la formation des futures élites cantonales, Jaccoud constitue donc un vecteur essentiel de la politique gouvernementale. L'assise du régime en place profite de l'estime réciproque que se portent le recteur du collège et le directeur de l'Instruction publique. Enfant des années Python, formé dans le moule de Saint-Michel, Musy sera pourtant celui qui précipitera la chute de l'homme fort de la République chrétienne. S'il est permis de penser que le recteur pythoniste n'approuvera pas la politique menée dès 1912 par Musy au Conseil d'État, il reste que leurs positions se rejoindront logiquement sur la question de l'antisocialisme<sup>185</sup>.

Au Collège Saint-Michel, Musy obtient ses meilleures notes en instruction religieuse, en mathématiques et en arithmétique. L'élève du professeur de dessin Joseph Reichlen semble aussi avoir un joli coup de crayon<sup>186</sup>. Mais c'est surtout en gymnastique qu'il se montre excellent: il enlève à chaque fois la note maximale<sup>187</sup>. Homme d'action peu enclin à la métaphysique, il aime l'exercice physique. Plus tard, cette énergie d'athlète se retrouvera dans son style politique. À Saint-Michel, son point faible est l'allemand. À la fin de sa dernière année de collège à Fribourg, il décroche même la plus mauvaise note d'allemand de toute sa classe<sup>188</sup>.

---

<sup>183</sup> P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 314-315. — Données bio. sur Rodolphe Bochud (1856-1944): H. MARMIER, in *NEF*, 1945/46, pp. 180-184 (nécrologie); P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 321-333.

<sup>184</sup> Voir F. PYTHON: *Mgr Etienne Marilley... op. cit.*, p. 61 et n. 1 p. 477. L'auteur se réfère en particulier à J.-B. JACCOUD: *Le Collège St-Michel et les vocations ecclésiastiques*, Fribourg, St-Paul, 1902, 64 p.

<sup>185</sup> Quelques semaines après la grève générale de novembre 1918, le recteur Jaccoud sera membre, avec entre autres personnalités le professeur Beck et l'abbé Savoy, d'un comité d'initiative projetant de fonder un organe catholique destiné à combattre le socialisme. (AEF, carton 16<sup>mbis</sup>, «Rapport présenté le 3 février 1919 sur la fondation d'un organe catholique destiné à combattre le socialisme et auquel on donnerait le nom de "Les échos du Ranft"», (François Oberson)).

<sup>186</sup> *Tableaux des prix et des notes de mérite* du Collège Saint-Michel, 1891/92 (pp. 62 et 64), 1892/93 (p. 64), 1894/95 (p. 65), 1895/96 (p. 68).

<sup>187</sup> *Ibid.*, 1892/93 (p. 78), 1893/94 (pp. 74 et 78), 1894/95 (pp. 76 et 80), 1895/96 (pp. 77 et 81). Deux fils de J.-M. Musy se feront un nom dans le domaine sportif (Sur Pierre Musy, voir *La Liberté* du 22.11.1990. Au sujet de son frère Benoît, voir *La Liberté* du 8.10.1956).

<sup>188</sup> L'interprétation des notes obtenues par l'élève reste cependant délicate car on ne peut vraiment distinguer ce qui relève des capacités et des intérêts de l'étudiant, de la difficulté des branches, de la sévérité des professeurs et des attentes générales du collège.

Tableau 2. Branches suivies et notes obtenues par Jean-Marie Musy<sup>189</sup>

...au Collège Saint-Michel <sup>190</sup>						...au Collège Saint-Maurice <sup>191</sup>		
	1891/92	1892/93	1893/94	1894/95	1895/96	1896/97	1897/98	
<i>G: Gymnase</i>	<i>G</i>	<i>G</i>	<i>G</i>	<i>G</i>	<i>G</i>	<i>G</i>	<i>L</i>	<i>L: Lycée</i>
<i>Classe</i>	<i>1<sup>e</sup></i>	<i>2<sup>e</sup></i>	<i>3<sup>e</sup></i>	<i>4<sup>e</sup></i>	<i>5<sup>e</sup></i>	<i>6<sup>e</sup></i>	<i>7<sup>e</sup></i>	<i>Classe</i>
Instruction religieuse	7	8	8	6	6	1	1 1 1 1 1	- Religion - Anthropologie - Cosmologie - Ontologie - Théologie naturelle - Apologie
Langue française	5	6	5	7	6	1 2 3		Langue française: - composition - rhétorique - poésie française
Langue latine	4	6	5	5	5	4 3 4	1	Langue latine: - composition - version - versification latine - Histoire de la litt. lat.
Langue allemande	4	6	5	5	2	3	1	Langue allemande
Langue grecque		6	5	5	-	4	1	- Langue grecque - Histoire de la litt. grec.
Histoire	5	7	7	7	6	2	1	Histoire
Géographie	7	7	6	6				
- Mathématiques				6	7	2	1	- Mathématiques (géo.)
- Arithmétique	7	8	6			2	1	- Algèbre
Calligraphie	7							
Botanique				7	6	2	1 1	- Histoire naturelle - Zoologie - Cosmographie
Comptabilité					4			
Dessin technique					6			
<i>Rang dans la classe</i> <i>(x/nombre d'élèves)</i>	<i>13/32</i>	<i>7/26</i>	<i>20/27</i>	<i>15/27</i>	<i>20/25</i>			

En 1892/1893, Musy se montre plus à l'aise que les autres années au niveau des résultats scolaires. Cette année-là, c'est l'abbé Charles Bègue qui, à la tête de la deuxième classe littéraire, lui dispense la très grande majorité des cours<sup>192</sup>. Peut-être apprécie-t-il, comme d'autres collégiens, celui que ses élèves aiment à appeler «le bon M. Bègue»<sup>193</sup>. L'année 1895/1896 se révèle être, du point de vue des notes, la plus difficile de toutes les années passées dans le collège fribourgeois. L'enseignement est notamment donné par le chanoine Ambroise Perriard, maître de la cinquième classe littéraire et spécialiste des langues anciennes<sup>194</sup>, ainsi que par l'abbé Raphaël Horner, professeur d'histoire et

<sup>189</sup> Tableau établi à partir des *Tableaux des prix et des notes de mérite* du Collège Saint-Michel (1891-1896) et *Tableaux des notes de mérite et des prix* du Collège de Saint-Maurice (1896-1898). Comme dans les publications officielles, nous n'avons pas intégré ici certaines notes, comme celles du dessin et de la gymnastique.

<sup>190</sup> Barème des notes au Collège de Saint-Michel: 8 = excellent; 7 = très bien; 6 = bien; 5 = assez bien; 4 = médiocre; 3 = faible; 2 = mal; 1 = très mal; 0 = nul.

<sup>191</sup> Barème des notes au Collège de Saint-Maurice: 1 = très bien; 2 = bien; 3 = médiocre; 4 = mal; 5 = très mal.

<sup>192</sup> Nous avons renoncé à établir la liste des professeurs dont Jean-Marie Musy a suivi les cours à Saint-Michel et Saint-Maurice. Les sources disponibles, mêmes officielles, ne sont pas toujours complètes pour pouvoir le faire de manière absolument certaine.

<sup>193</sup> E. DUSSEILLER, in *NEF*, 1935, p. 243; nécrologie sur Charles Bègue (1861-1933).

<sup>194</sup> Données bio. sur Ambroise Perriard (1841-1902): s.n., in *NEF*, 1903, pp. 138-140 (nécrologie).

pédagogue reconnu<sup>195</sup>. La période que Musy traverse à l'âge de 19/20 ans ne semble pas facile, du moins au niveau des résultats scolaires. Il ne terminera pas son gymnase à Fribourg.

C'est également l'époque à laquelle il est appelé à remplir ses obligations militaires. À l'inverse de beaucoup d'autres hauts magistrats, Musy n'aura toutefois aucune carrière militaire dont il aurait pu profiter pour gravir les échelons du pouvoir politique. Le registre des recrutements indique que le jeune Gruérien est déclaré, en 1895, «impropre au service»<sup>196</sup>. Il est dispensé pour des raisons de santé<sup>197</sup>. Pourtant, l'année du recrutement, il obtient des résultats toujours aussi excellents en gymnastique<sup>198</sup>. Réputé pour son énergie débordante, sa passion du tir et surtout de la chasse en montagne qu'il pratiquera encore à septante ans<sup>199</sup>, Musy semble jouir d'une solide constitution physique. Son hyperpatriotisme ne saurait être également remis en cause, comme son individualisme et son manque de discipline collégiale. Beaucoup plus tard, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, le bruit courra encore qu'il s'est soustrait à ses obligations militaires grâce à un faux certificat médical<sup>200</sup>.

À l'automne 1896, Musy entre au Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice. Est-ce qu'il se voit contraint d'aller à Saint-Maurice ou l'a-t-il choisi? A-t-il été mis hors-jeu à Fribourg à cause de son esprit frondeur et son tempérament batailleur? Entre-t-il dans le collège valaisan, comme interne, afin de redresser ses résultats scolaires? Ou y poursuit-il ses études par esprit d'indépendance, à l'instar d'autres Fribourgeois qui cherchent à se soustraire au moule du Collège Saint-Michel<sup>201</sup>? À nouveau, les sources ne nous renseignent pas sur les raisons de son arrivée en

---

<sup>195</sup> Données bio. sur Raphaël Horner (1842-1904): s.n., in *NEF*, 1905, pp. 98-101 (nécrologie).

<sup>196</sup> AEF, DM Ib 302, Section d'Albeuve, Contrôle matricule de la commune d'Albeuve, 1895, n° 75.

<sup>197</sup> Selon un certificat médical détenu par la famille Musy, à Farvagny-le-Petit (C. KAISER: *op. cit.*, n. 3 p. 61).

<sup>198</sup> Voir p.e. *Tableaux des prix et des notes de mérite* du Collège Saint-Michel, 1895/96, p. 81.

<sup>199</sup> L. BLANC: «Croquis...» *op. cit.*, [p. 73].

<sup>200</sup> L'anecdote est rapportée dans une notice biographique confidentielle transmise à Washington par la légation des États-Unis à Berne. On peut y lire au sujet de Musy: «His numerous enemies describe him as unscrupulous and repeat stories such as the one which describes how at the age of 19 he presented a false medical certificate to escape Swiss military service.» (Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: notice biographique confidentielle sur Musy, annexée à un courrier du ministre américain à Berne pour le Département d'État, 24.3.1945).

<sup>201</sup> Dans son rapport sur la marche du collège pendant l'année scolaire 1895/96, le recteur Jaccoud fait part de son inquiétude face à «certaines menées sourdes qui tendent à nous ôter les élèves du canton pour les envoyer dans d'autres collèges. [...] Certaines influences non fribourgeoises mais fortement établies dans le canton exploitent contre nous l'opposition politique et le secret mécontentement causé par la fondation de l'Université.» (Archives du Collège Saint-Michel, *Copie de lettres 10 février 1896 - 2 juin 1898*, rapport de J.-B. Jaccoud, recteur, (à G. Python, directeur de l'Instruction publique, juillet 1896), pp. 102-103).

Valais<sup>202</sup>.

Le Collège de Saint-Maurice représente une des autres matrices traditionnelles des futures élites catholiques. Dans le collège valaisan, dirigé par des chanoines estimés des bonnes familles de la Suisse catholique, Musy retrouve quasiment le même esprit conservateur qu'il avait connu à Saint-Michel<sup>203</sup>. Méthodes et programmes se ressemblent. À peu près tous les professeurs sont des chanoines. La modernité et le libéralisme n'y sont pas non plus en odeur de sainteté. Toutefois, sur les rives du Rhône, l'esprit latin est encore plus aiguisé que sur les bords de la Sarine. Dans le prolongement du renouveau amorcé sous le pontificat de Léon XIII (1878-1903), le néo-thomisme fleurira naturellement sur le terreau saint-mauriard, en particulier dans les années vingt<sup>204</sup>.

Complémentaire au collège, le pensionnat valaisan jouit d'une excellente réputation, notamment en raison des bons résultats obtenus par les étudiants qui y séjournent<sup>205</sup>. La vie des internes, comme Musy, est réglée «entre le dortoir, le réfectoire, la salle d'étude et la classe»<sup>206</sup>. «La surveillance s'étend à tous les instants», annonce le prospectus du pensionnat publié en 1897, alors que celui de 1898 est placé sous le triptyque «Piété - Ordre - Travail»<sup>207</sup>. Si, au terme de la première année passée à Saint-Maurice, Musy obtient des résultats mitigés, sa progression durant l'année suivante se révèle extraordinaire: il obtient la meilleure note possible dans toutes les branches. Il conclut ainsi en beauté son parcours de collégien. N'ayant apparemment pas montré un très grand goût pour les études jusqu'à la veille de sa dernière année de collège, Musy se hisse de manière spectaculaire en tête de classe. Un déclic s'est produit. L'adolescent fougueux qui avait du mal à supporter la cage est devenu un jeune homme sachant pourquoi il étudie. Désormais, il va mener tambour battant le reste de ses études et combler très vite le retard scolaire de deux ans qu'il a sur d'autres étudiants de son âge.

Les années de collège marquent une période de socialisation intense<sup>208</sup>. Tant à Saint-Michel qu'à Saint-Maurice, Musy tisse un large réseau de contacts dont il

---

<sup>202</sup> Au nombre des archives consultées, citons celles du Collège Saint-Michel qui ne nous permettent pas de répondre à ces questions. Notre recherche au Collège de Saint-Maurice n'a également abouti à aucun résultat significatif. Notons que, en se rendant à Saint-Maurice, Musy termine son collège après sept années d'études, alors que celles-ci durent normalement huit ans à Saint-Michel.

<sup>203</sup> Sur le collège valaisan, voir J.-P. LONFAT: *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice. La tradition dans la vie, la vie dans la tradition*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1996, 421 p.

<sup>204</sup> Voir P. CHENAUX: «La renaissance thomiste en Suisse romande dans les années 1920», in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 85, 1991, pp. 119-138.

<sup>205</sup> B. RODUIT: *op. cit.*, pp. 86-88.

<sup>206</sup> *Ibid.*, p. 87.

<sup>207</sup> Prospectus du pensionnat dans les *Tableaux des notes de mérite et des prix, et programmes des études* du Collège de Saint-Maurice, 1896/97 p. 47 et 1897/98 p. 15.

<sup>208</sup> Voir les listes de classe des *Tableaux des prix et des notes de mérite* du Collège Saint-Michel, 1891-1896, ainsi que celles des *Tableaux des notes de mérite et des prix, et programmes des études* du Collège de Saint-Maurice, 1896-1898.

tirera profit. Lors de son passage dans le collège fribourgeois, il est en classe entre autres avec Oscar Genoud, futur député au Grand Conseil et conseiller national<sup>209</sup>, Eugène-Victor Dévaud, futur orientaliste de réputation internationale et professeur à l'Université de Fribourg<sup>210</sup>, et Auguste Schorderet, futur homme de lettres, professeur et correspondant de la *Gazette de Lausanne*.<sup>211</sup> Il s'y lie surtout d'amitié avec Emile Savoy, futur conseiller d'État et député au Conseil des États<sup>212</sup>. Parmi les collégiens d'autres degrés que Musy rencontrera aussi plus tard sur sa trajectoire, figurent Ernest Perrier, futur conseiller d'État et conseiller national<sup>213</sup>, Gonzague de Reynold, futur professeur et écrivain<sup>214</sup>, et Pierre de Zurich, futur historien autodidacte<sup>215</sup>.

Au Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice, Musy noue également de solides attaches. Il y retrouve en particulier un jeune de Neirivue, originaire d'Albeuve, Joseph Pythoud, futur chanoine avec lequel il restera lié très longtemps<sup>216</sup>. À Saint-Maurice, il y croise aussi sans doute Maurice Troillet, futur conseiller d'État valaisan, conseiller national et conseiller aux États<sup>217</sup>, et vraisemblablement de manière beaucoup plus furtive, Charles-Albert Cingria,

<sup>209</sup> Données bio. sur Oscar Genoud (1878-1927): E. P., in *NEF*, 1928, pp. 262-265 (nécrologie); E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 392.

<sup>210</sup> Données bio. sur Eugène-Victor Dévaud (1878-1929): G. CASTELLA, in *NEF*, 1930, pp. 329-331 (nécrologie); F. MONTELEONE, in *ECF*, 2, p. 467.

<sup>211</sup> Données bio. sur Auguste Schorderet (1879-1937): J.-A. C., in *NEF*, 1938, pp. 220-222 (nécrologie).

<sup>212</sup> Données bio. sur Emile Savoy (1877-1935): B. de WECK, in *NEF*, 1936, pp. 184-192 (nécrologie); C. SCHALLER: *Les jeunes conservateurs fribourgeois de 1928 à 1953. Un mouvement politique de jeunesse dans son évolution. Histoire, structures, idéologie et réalisations*, Fribourg, Institut d'histoire moderne et contemporaine, 1990, p. 218; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 305 p. 376; M. CHARRIERE: *Du progrès à la politique agricole. 1848-1998. 150 ans de l'Union des paysans fribourgeois*, Fribourg, Chambre fribourgeoise d'agriculture, 1998, p. 104; N. BALMAT: *op. cit.*, pp. 30-31.

<sup>213</sup> Données bio. sur Ernest Perrier (1881-1958): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 399; R. RUFFIEUX, in *ECF*, 2, p. 493; C. SCHALLER: *op. cit.*, p. 215; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 40 p. 231; N. BALMAT: *op. cit.*, pp. 31-32.

<sup>214</sup> Données bio. sur Gonzague de Reynold (1880-1970): notamment A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie und totalitärer Diktatur. Gonzague de Reynold und die Tradition der autoritären Rechten in der Schweiz*, Zürich, Orell Füssli, 1994, 436 p.; ainsi que U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus. Mentalitäten, Kontinuitäten, Ambivalenzen. Zur Kulturgeschichte der Schweiz 1918-1945*, Frauenfeld/Stuttgart/Wien, Huber, 1999, pp. 190-202.

<sup>215</sup> Données bio. sur Pierre de Zurich (1881-1947): s.n., in *NEF*, 1947/48, pp. 151-154 (nécrologie); «Pierre de Zurich 1881-1947. In Memoriam», in *AFr*, 34/35, 1946/47, pp. 65-101.

<sup>216</sup> Données bio. sur Joseph Pythoud (1876-1940): F. DOUSSE, in *NEF*, 1942, pp. 151-153 (nécrologie).

<sup>217</sup> Données bio. sur Maurice Troillet (1880-1961): A. GUËX: *Le demi-siècle de Maurice Troillet. Essai sur l'aventure d'une génération*, Lausanne, Payot, 1971, 3 vol.; A. GUËX: *Maurice Troillet 1880-1961*, Zurich, Société d'études en matière d'histoire économique, 1977, 115 p. (coll. *Pionniers suisses de l'économie et de la technique*, vol. 8).

futur chantre de la latinité<sup>218</sup>. Musy nourrira une affection toute particulière pour Saint-Maurice où il retournera de nombreuses fois<sup>219</sup>. À la fin du mois de février 1934, moins d'un mois avant sa démission du Conseil fédéral, il sera l'hôte de l'Abbaye de Saint-Maurice<sup>220</sup>. En outre, au début de 1941, il utilisera ses bonnes relations avec le IIIe Reich pour aider ponctuellement les chanoines de Saint-Maurice<sup>221</sup>.

Toutefois, à la lumière des sources disponibles, très lacunaires pour les années de jeunesse, il est difficile de nommer un pédagogue ou un camarade d'études qui, à Saint-Michel ou à Saint-Maurice, aurait pu jouer un rôle décisif dans la trajectoire de Musy. Tout juste est-il possible de relever que, devenu conseiller fédéral, il s'enquiert plusieurs fois de «son vieux et aimé professeur», le chanoine Eugène Gross de Saint-Maurice<sup>222</sup>. Le chanoine Gross, notamment professeur d'histoire, contribue peut-être à renforcer, voire à éveiller chez Musy son goût à replacer les événements en cours dans une perspective historique plus large. Sa conception de l'histoire suisse se rapprochera d'ailleurs beaucoup de celle défendue par les helvétistes au début du XXe siècle: exalter le passé pour mieux critiquer la modernité.

Se souvenant de ses années de collègue, Gonzague de Reynold évoque Musy: «À la belle saison, on nous rassemblait par compagnies pour des exercices d'ensemble dans la vaste cour. Chacune de ces compagnies avait pour moniteur un élève choisi dans les grands. Musy commandait la mienne. Je refusai d'obéir et fis le singe, comme on dit. Il se fâcha, me dénonça au recteur qui m'infligea la seule punition que j'eusse reçue durant ces huit années: une retenue de deux heures. Il avait raison.»<sup>223</sup> Et l'idéologue d'une droite autoritaire d'ajouter, un brin

---

<sup>218</sup> Sur Charles-Albert Cingria (1883-1954), voir S. ROSSIER: *Charles-Albert Cingria et la nationalité de la civilisation*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1999, vol. 1, 150 p.

<sup>219</sup> Devenu conseiller fédéral, Musy aura droit à plusieurs mentions dans *Les Échos de Saint-Maurice*. Voir p.e. s.n.: «Les anciens», in *Les Échos de Saint-Maurice*, 6, février 1920, p. 188; s.n.: «Une lettre du président de la Confédération au Collège de St-Maurice», in *Les Échos de Saint-Maurice*, 4/5, avril-mai 1930, p. 98.

<sup>220</sup> F.-M. BUSSARD: «La visite de M. le Conseiller fédéral Musy à l'Abbaye de St-Maurice», in *Les Échos de Saint-Maurice*, 2/3, février-mars 1934, p. 36.

<sup>221</sup> Entre fin 1940 et début 1941, l'Abbaye de Saint-Maurice demande à Musy d'intervenir en sa faveur afin de récupérer des films missionnaires qu'elle suppose être bloqués à Paris à cause de l'occupation allemande (PA, DGB 3365, voir p.e. la copie de la lettre d'un chanoine de l'Abbaye de Saint-Maurice adressée à Musy, 13.1.1941). En raison de l'image positive que les Allemands ont de lui à cette époque, le «bekannte, deutschfreundliche Altbundesrat Musy» verra ses démarches prises en considération par la légation allemande (PA, DGB 3365, de la DGB pour l'AA, 4.3.1941).

<sup>222</sup> s.n.: «Présidence de la Confédération», in *Les Échos de Saint-Maurice*, 11/12, novembre-décembre 1929, p. 283. Pour le même rappel, voir aussi Ch. SAINT-MAURICE [C. HAEGLER]: «M. Musy», in *Nouvelliste valaisan*, 24.2.1934. Sur le chanoine Gross, voir L. DUPONT-LACHENAL: «M. le Chanoine Eugène Gross», in *Les Échos de Saint-Maurice*, 5, mai 1929, pp. 81-95.

<sup>223</sup> G. de REYNOLD: *Mes mémoires*, 3, Genève, Éd. Générales, 1963, p. 723.



admiratif: «Dès le collège donc, Jean Marie montra qu'il était un chef. [...] Musy n'est point arrivé au pouvoir: il a conquis le pouvoir.»<sup>224</sup>

### 2.3. Spectateur privilégié de la contestation fribourgeoisiste

Durant les années de collège de Jean-Marie Musy, un événement de la vie politique fribourgeoise touche de près sa famille. Lors de l'élection partielle au Grand Conseil de 1892, son père est le candidat du parti gouvernemental pour reprendre le siège laissé vacant par la mort du député Alexis Castella, syndic d'Albeuve et proche parent de l'aubergiste<sup>225</sup>. Âgé de 16 ans, le jeune collégien assiste en spectateur privilégié à l'un des épisodes les plus importants de la contestation fribourgeoisiste qui émerge alors.

#### 2.3.1. Une hégémonie contestée

Chef d'une République chrétienne autoritaire, Python s'efforce de marginaliser les ennemis intérieurs. Sans même compter les socialistes, très minoritaires en terres fribourgeoises, les premiers visés sont naturellement les opposants radicaux, en dépit de quelques alliances et concessions de circonstances<sup>226</sup>. Hantés par le péril de la scission qui ferait le jeu des radicaux, les «conservateurs exclusifs»<sup>227</sup> au pouvoir s'emploient également, de manière périodique, à écarter les conservateurs dissidents, modérés et libéraux. Après l'éviction en 1886 de la dissidence bienpublicarde, un courant conservateur libéral et modéré groupé autour du journal *Le Bien Public* (1879-1888)<sup>228</sup>, Python doit faire face, entre 1892 et 1902, à la contestation fribourgeoisiste qui tire son nom du *Fribourgeois*, l'organe des conservateurs-indépendants de la Gruyère<sup>229</sup>.

Emmené par Maurice Progin<sup>230</sup>, les fribourgeoisistes aimeraient voir diminuer l'interventionnisme et les velléités centralisatrices du gouvernement. Ils demandent plus de transparence dans le fonctionnement politique et la gestion

---

<sup>224</sup> *Ibid.*

<sup>225</sup> Également juge au Tribunal de la Gruyère, Alexis Castella (1817-1892) est l'oncle de François Castella, curé de Romont, et d'Amédée Castella, professeur au Séminaire de Fribourg. (Notice nécrologique in *Le Fribourgeois*, 14.8.1892).

<sup>226</sup> En 1896, conservateurs et radicaux s'entendent pour les élections au Conseil national. En 1906, la majorité conservatrice du GC élit le premier conseiller d'État radical. Voir C. AEBY: *Les radicaux fribourgeois à l'époque de la République chrétienne (1865-1921). Électorat, organisation et action*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1996, p. 2.

<sup>227</sup> F. PYTHON: «Le régime...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 874.

<sup>228</sup> Sur ce mouvement, voir M. DROUX: *Le Bien Public (1879-1888). Monographie d'un journal politique fribourgeois de la fin du XIXème siècle*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1967, 217 p. + 59 p.

<sup>229</sup> Sur le courant fribourgeoisiste, voir P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, 527 p.

<sup>230</sup> Données bio. sur Maurice Progin (1848-1909): L. FRAGNIERE, in *NEF*, 1910, pp. 94-97 (nécrologie); P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 182-187 et 495.

financière du canton. Loin d'être ouverts aux idées libérales et au progrès industriel, ils s'accrochent, comme d'autres conservateurs-catholiques confrontés à la modernité, aux structures établies d'une société rurale et traditionnelle. De manière assez emblématique, ils s'attaquent à l'œuvre majeure de Python, l'Université, à laquelle ils reprochent d'être coûteuse et inutile. Pourtant, ces conservateurs encore plus passéistes que les gouvernementaux se trouvent, de par leur dissidence, en opposition avec le régime de Fribourg. Entretenant une atmosphère de Kulturkampf prolongé, le parti gouvernemental leur reproche d'être des alliés objectifs des radicaux et de mettre en péril la réalisation de la République chrétienne.

Des rivalités régionales ancestrales jouent également un rôle dans l'apparition du mouvement fribourgeoisiste. Dans le district de la Gruyère, conservateurs-indépendants et libéraux-radicaux se rejoignent quelquefois pour résister au pouvoir central de Fribourg. Autant effrayé, si ce n'est plus, par le spectre de la scission conservatrice que par la menace radicale, Python semble lui parfois chercher l'entente avec les radicaux gruériens afin d'affaiblir les dissidents fribourgeoisistes<sup>231</sup>. Grossi par Python, le prétendu danger radical lui sert souvent d'épouvantail pour resserrer les rangs conservateurs et justifier éventuellement les mesures discriminatoires à l'intérieur du régime. Fondateur d'une université dans un canton essentiellement rural — une véritable audace —, Python se voit contraint de mener une politique volontariste et souvent peu démocratique pour sauver «son» œuvre, plus d'une fois menacée. Trop marquée confessionnellement ou politiquement pour les uns, inutile et ruineuse pour les finances cantonales pour les autres, l'Université ne suscite pas l'unanimité au sein de la population fribourgeoise.

### 2.3.2. *Jules Musy, candidat de Python*

C'est apparemment un peu forcé et contraint que Jules Musy participe à la campagne électorale de 1892. Poussé à accepter cette candidature par Louis Morard<sup>232</sup>, chef conservateur local attaché à ses prérogatives, qui cherche surtout à contrecarrer son rival Maurice Progin, accusé en l'occasion par Morard de dissidence, Jules Musy subit également la pression des gens d'Albeuve qui menacent de boycotter son établissement s'il refuse de se présenter à l'élection

---

<sup>231</sup> Ainsi, lors de la crise fribourgeoisiste, le conservateur gouvernemental François Philipona débarque à Bulle où, à en croire le curé Bochud, il fait des ouvertures auprès des radicaux. (*Ibid.*, pp. 244-245 et n. 2170 p. 418).

<sup>232</sup> Données bio. sur Louis Morard (1850-1914): s.n., in *NEF*, 1915/16, pp. 88-90 (nécrologie); P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, entre autres pp. 90-92 et 137-139; P. VALLELIAN: *L'identité... op. cit.*, pp. 240-241.

partielle. Aux yeux des citoyens d'Albeuve, le candidat Maurice Progin, d'origine broyarde, a surtout le grand défaut d'être devenu bourgeois d'honneur de la commune de Neirivue: entre les deux villages, distants d'environ 500 mètres, existe une rivalité de clocher ancestrale. Au nombre de ceux qui insistent le plus auprès de l'aubergiste se trouve le curé-doyen d'Albeuve Dumas, rallié à la cause gouvernementale et devenu un fervent partisan de la candidature de Jules Musy<sup>233</sup>. À en croire le curé Rodolphe Bochud, sorte d'«éminence grise»<sup>234</sup> du mouvement fribourgeoisiste, le doyen Dumas serait plutôt versatile car, peu avant, celui-ci aurait encore affirmé à Pie Philipona, monté à Albeuve pour travailler contre Maurice Progin et en faveur de Jules Musy<sup>235</sup>: «Mais M. Musy est beaucoup plus sévère dans son langage et son attitude de mécontentement contre le Gouvernement que M. Progin; personne ne critique plus les dépenses du Gouvernement que M. Musy.»<sup>236</sup>

Les forces hostiles à Maurice Progin l'emportent cependant sur toute autre considération. Même si Python n'avait rien trouvé à redire à la candidature Progin dans un premier temps, c'est finalement Jules Musy qui devient le candidat officiel du régime. Le patronage gouvernemental ne suffit pourtant pas: Jules Musy est battu par le fribourgeoisiste Progin lors de l'élection du 6 novembre 1892, malgré l'appui massif d'Albeuve<sup>237</sup>.

En 1896, lors des élections au Grand Conseil, les conservateurs-indépendants obtiennent leurs meilleurs résultats et, avec les députés libéraux-radicaux, constituent environ 30% des forces non-gouvernementales<sup>238</sup>. Craignant un

---

<sup>233</sup> P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 189-194.

<sup>234</sup> *Ibid.*, p. 321.

<sup>235</sup> Petit-cousin du chanoine Schorderet, rédacteur de *L'Ami du Peuple* et de *La Liberté*, Pie Philipona restera toute sa vie dévoué à la cause de Georges Python. On lui doit des biographies élogieuses sur ces deux hommes. (P. PHILIPONA: *Georges Python. 1856-1927*, Dijon, Lumière, 1927, 192 p.; P. PHILIPONA: *Le chanoine Schorderet. 1840-1893*, Fribourg, St-Paul, 1928, 2 vol.). — Données bio. sur Pie Philipona (1848-1931): R. POCHON: *op. cit.*, pp. 86-87; P. BARRAS, in *ECF*, 2, pp. 493-494; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 78 p. 147.

<sup>236</sup> AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier I, p. 12. Voir aussi P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 192. Défenseur du mouvement fribourgeoisiste, le curé de Neirivue Rodolphe Bochud, a rédigé une chronique des luttes politiques qui ont secoué la Gruyère entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle. Dans le premier cahier consacré plus spécifiquement aux manœuvres précédant l'élection partielle de 1892, le curé Bochud fait de Jules Musy un des personnages principaux de cette histoire agitée. Il le présente comme un homme très populaire à Albeuve, notamment en raison de la renommée de son père, mais pas comme un chef de village attiré par le pouvoir: sans avoir cherché à se mettre en avant, Jules Musy est ballotté entre divers courants et soumis à une grande pression des gouvernementaux, alors qu'il ne semble avoir aucune animosité particulière à l'égard de Maurice Progin. (AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier I, 44 p.).

<sup>237</sup> À Albeuve, Jules Musy obtient 117 voix contre 1 pour Maurice Progin. Dans le village rival de Neirivue, il n'en reçoit que 2 contre 54 en faveur de Progin. (s.n.: «Tempête et victoire», in *Le Fribourgeois*, 9.11.1892).

<sup>238</sup> P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 480; P.-P. BUGNARD: «Le régime...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 886.

nouvel affaiblissement du parti gouvernemental lors des élections de 1901, Python dénonce les prêtres fribourgeoisistes à Rome qui ne tarde pas à les rappeler à l'ordre<sup>239</sup>. Le régime accuse les dissidents du *Fribourgeois* de pactiser avec les radicaux et de mettre en danger la religion. Sous la République chrétienne, la dissidence conservatrice est d'ailleurs régulièrement présentée comme le cheval de Troie du radicalisme. Entretenant un climat de tension dont le régime tire profit pour maintenir sa domination, la presse gouvernementale jette l'opprobre sur les fribourgeoisistes. Voués aux gémonies par le gouvernement qui s'efforce de les discréditer, les conservateurs-indépendants sont grossièrement associées à des idées que réprouvent les campagnards catholiques: l'intellectualisme, le protestantisme, l'anarchisme, le socialisme et le communisme<sup>240</sup>. Finalement, sous la pression du régime, les fribourgeoisistes rentrent dans les rangs et, en 1902, Progin se réconcilie avec le parti gouvernemental.

Jean-Marie Musy vit sans doute de très près l'élection agitée de 1892. Un événement en tout cas instructif pour tout jeune homme attiré par la politique. Plus tard, il dépose peut-être son premier bulletin de vote au moment même où les conservateurs-indépendants critiquent encore l'intransigeance du régime Python et sa gestion financière hasardeuse. Est-ce que Musy vote pour les fribourgeoisistes? Certainement pas<sup>241</sup>, même si, nous le verrons, le fils du candidat pythoniste à l'élection partielle de 1892 deviendra, en 1912-1913, le nouvel homme fort du canton grâce à l'exhumation de certaines critiques formulées par les fribourgeoisistes vingt ans auparavant. Tire-t-il un enseignement de leur défaite? Probablement, car, à la différence de Progin, Musy attaquera par la bande pour ne pas mettre en péril son entreprise de restauration du crédit cantonal.

#### 2.4. Membre de la Société des étudiants suisses

En 1896, Musy devient membre de la Société des étudiants suisses (SES)<sup>242</sup>.

---

<sup>239</sup> P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 250-265.

<sup>240</sup> *Ibid.*, p. 237.

<sup>241</sup> Dans une chronique datée de 1914, le curé Bochud rappellera que Jean-Marie Musy s'était «montré lui-même adversaire acharné du mouvement fribourgeoisiste, en même temps qu'il était grand admirateur de Python». (AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier V, p. 55).

<sup>242</sup> Selon les *Monat-Rosen*, Musy fait partie, dès 1895, des candidats dans la liste des membres de la Nuithonia (*Monat-Rosen*, 39, 1894/95, p. 560; et 40, 1895/96, pp. 157, 484 et 643). Dès l'automne 1896, alors qu'il vient d'arriver à Saint-Maurice, il est membre actif de l'Agaunia (*Monat-Rosen*, 41, 1896/97, p. 208). Membre de différentes sections de la SES, il y sera actif de 1896 à 1902. En 1946, il deviendra vétéran de la SES (*Civitas*, Chronique de la société, août 1946, n° 12, p. 280). Voir aussi P. G.: «Monsieur le Conseiller fédéral Musy», in *Civitas*, juin 1952, n° 10, pp. 202-203; G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 19; ainsi que le

Fondée en 1841, la SES constitue traditionnellement «le lieu de formation et de rassemblement par excellence de l'élite politique des cantons conservateurs marqués par leur défaite de 1848»<sup>243</sup>. Dans ce milieu très porteur, les jeunes étudiants trouvent des opportunités de favoriser leur carrière lors de rencontres avec les chefs du mouvement conservateur et d'autres personnes bien placées.

Comme d'autres sections de la SES, l'Agaunia, fondée en 1859 à Saint-Maurice, organise des conférences et des débats qui stimulent les esprits des futures élites conservatrices. Les étudiants y apprennent l'éloquence. Aptes à s'exprimer et à répliquer, ils pourront ainsi défendre plus tard efficacement la cause conservatrice et faire taire ceux qui doutent de leur loyalisme patriotique<sup>244</sup>. «Pro Deo et Patria», telle est la devise de la SES. Au sein de la société, ils approfondissent les principes de base du conservatisme catholique et étudient avec prédilection la question sociale, à laquelle l'encyclique *Rerum novarum* (1891) et le corporatisme leur apportent des réponses<sup>245</sup>. Idéologie repoussoir, le socialisme les préoccupe<sup>246</sup>.

C'est notamment dans le cadre de la SES que Musy, futur avocat et tribun politique, peaufine son style oratoire. À la fois raffiné et populaire, son langage ne laissera personne indifférent et tranchera souvent avec celui, plus terne, d'autres politiciens suisses. Sans être un intellectuel, l'homme d'action fera pourtant du verbe une arme efficace pour manipuler les foules. Il ne leur parle pas. Il les harangue. Opportuniste comme peut l'être un politicien efficace doublé d'un chasseur dégourdi, il flaire les bons coups. Tant son élection au Conseil d'État en 1911 que son accession au Conseil fédéral en 1919 seront précédées de «beaux discours». Et, après sa démission du gouvernement fédéral en 1934, il ne cessera de monter à la tribune afin de différer l'heure de la retraite. Véritable populiste, il simplifiera parfois à l'extrême des problèmes compliqués. Habile tacticien jouant de son image d'expert en finances à qui on ne l'a fait pas, il ouvrira parfois les vannes à un flot de chiffres, comme pour étourdir son auditoire, juste avant de lui asséner quelques formules frappantes. Par ses fortes

---

tableau publié in U. ALTERMATT (s.l.d.): «*Den Riesenkampf mit dieser Zeit zu wagen...*» *Schweizerischer Studentenverein 1841-1991*, Luzern, Maihof, 1993, p. 254.

<sup>243</sup> F. PYTHON: *Les aspirations à une rénovation nationale dans les milieux conservateurs romands. 1919-1941. Les débats d'idées dans les revues de deux Sociétés d'étudiants*, thèse d'habilitation Univ. de Fribourg, 1992, p. 17. Sur la SES, voir notamment le n° 7/8 de *Civitas*, juillet/août 1991, et plus particulièrement F. PYTHON: «La présence de la Suisse romande - Les francophones dans la *Société des Étudiants Suisses*», pp. 212-223; ainsi que F. PYTHON: «La présence romande», in U. ALTERMATT (s.l.d.): «*Den Riesenkampf...* op. cit.», pp. 319-334.

<sup>244</sup> B. RODUIT: op. cit., pp. 102-103. Sur l'affirmation du patriotisme conservateur au sein de la SES au début du XXe siècle, voir F. PYTHON: *Les aspirations...* op. cit., pp. 28-29.

<sup>245</sup> Sur le grand intérêt de la SES pour la question sociale au tournant du siècle, voir p.e. S. GRÜTER: *Histoire de la Société des Étudiants Suisses*, Fribourg, St-Paul, 1916, pp. 321-390.

<sup>246</sup> Voir p.e. s.n.: «Le socialisme et les étudiants», in *Monat-Rosen*, 35, 1890/91, pp. 243-246.

paroles et sa gestuelle expressive, il a quelque chose de l'acteur de théâtre.

Ses références élogieuses à Gustave Le Bon, un des auteurs qu'il arrive à Musy de citer, notamment lors de son fameux discours du 10 décembre 1918<sup>247</sup>, n'indiquent pas seulement de quel genre de lecture il se nourrit. Les «recettes» élaborées pour le maniement des foules par Le Bon, notamment dans son retentissant ouvrage sur la *Psychologie des foules* publié en 1895, son élitisme empreint de darwinisme social et sa vénération pour la terre trouvent en Musy un adepte manifeste, par ailleurs représentatif d'un courant de pensée largement répandu en Europe.

## 2.5. Études universitaires et premiers pas dans la vie active

En automne 1898, Musy s'inscrit à la faculté de droit de l'Université de Fribourg<sup>248</sup>. Pourquoi choisit-il le droit? Pour suivre les traces de Pierre Musy, son grand-père? Par intérêt pour la branche en tant que telle? Pour atteindre une position sociale prééminente? Les sources restent muettes. Grâce aux études universitaires, les idées politiques du jeune Musy vont encore mûrir, son horizon et ses relations s'élargir. En étudiant dans une université internationale et bilingue, puis en poursuivant sa formation en Allemagne et à Vienne, Musy fait également l'apprentissage de l'Europe. Une initiation certes dominée par la civilisation germanique.

Fondée en 1889 sous l'impulsion de Georges Python et Caspar Decurtins<sup>249</sup>, l'Université de Fribourg a pour but principal de surmonter l'infériorité culturelle des catholiques helvétiques. Elle leur permet de s'affirmer dans une Suisse radicale où ils vivent un peu en marge. À cette date, l'écho du Kulturkampf résonne encore à leurs oreilles. L'esprit ultramontain résiste. Le facteur confessionnel joue donc un rôle essentiel dans la création de cette haute école qui répond à un besoin ancien des catholiques suisses. Elle est construite comme un rempart conservateur contre le flux corrosif du matérialisme, du laïcisme et de la modernité en général<sup>250</sup>.

---

<sup>247</sup> J. MUSY: *La grève générale et le bolchévisme en Suisse. Discours prononcé par M. Musy au Conseil national le 10 décembre 1918*, Bulle, Perroud, (1919), pp. 34-35.

<sup>248</sup> Voir p.e. [P. P. (P. PHILIPONA)]: «L'élection de M. Musy à la présidence de la Confédération suisse», in *La Liberté*, 11.12.1924. Sur la faculté de droit, voir L. CARLEN: «Die juristische Fakultät bis 1914», in *HUF*, Fribourg, Éd. Universitaires (e.a.), 1991, 2, pp. 562-585.

<sup>249</sup> Données bio. sur Caspar Decurtins (1855-1916): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 613-614; F. METZGER: *Die «Schildwache». Eine integralistisch-rechtskatholische Zeitung 1912-1945*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 2000, pp. 108-109 et 338; K. FRY: *Kaspar Decurtins. Der Löwe von Truns 1855-1916*, Zürich, Thomas-Verlag, 2 vol., 1949, 395 p. et 1952, 501 p. (ouvrage largement hagiographique).

<sup>250</sup> Voir U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi... op. cit.*, pp. 104-105; A. MATTIOLI: «Die ultramontane Bildungsoffensive im Kanton Freiburg 1878-1889», in M. GRAETZ, A.

Au semestre d'hiver 1898/1899, l'Université de Fribourg compte 322 étudiants, dont 71 en droit<sup>251</sup>. L'entrée de Musy dans la haute école fribourgeoise, vivier par excellence des classes dirigeantes de la Suisse catholique, s'inscrit logiquement dans un itinéraire marqué jusque-là du sceau du catholicisme et du conservatisme. Lorsqu'il entre à l'Université de Fribourg, Musy appartient à la première génération d'étudiants qui la fréquente. Durant le premier quart de siècle de son existence, l'établissement enregistre pourtant déjà le passage de jeunes hommes qui se feront plus tard un nom, notamment dans la politique et l'état ecclésiastique<sup>252</sup>. Ainsi trouve-t-on le futur conseiller fédéral Giuseppe Motta parmi les premiers étudiants inscrits à la nouvelle université pour le semestre 1889/1890<sup>253</sup>. Musy le rejoindra au gouvernement en 1920.

S'il n'est pas possible de connaître, par Musy lui-même, les cours et les professeurs qui ont pu le marquer, il est toutefois frappant de constater à quel point la concordance est grande entre les thèmes abordés à l'Université au tournant du siècle, particulièrement en ce qui concerne ceux qui touchent la doctrine sociale de l'Église, et les sujets auxquels le politicien sera très attentif plus tard: l'intervention de l'État, le développement du socialisme, les assurances, les grèves, la question du salaire, le développement du corporatisme...<sup>254</sup> La liste n'est pas exhaustive. De même, une forte convergence existe entre l'enseignement universitaire reçu et les idées défendues plus tard par Musy. Les années de formation sont à maints égards décisives.

Dès ses origines, l'Université de Fribourg prête une attention toute particulière à la question sociale. Joseph Beck<sup>255</sup> et Caspar Decurtins y défendent haut le

---

MATTIOLI (Hg.): *Krisenwahrnehmungen im Fin de siècle. Jüdische und katholische Bildungseliten in Deutschland und der Schweiz*, Zürich, Chronos, 1997, pp. 155-175. Sur l'Université de Fribourg, de sa fondation à 1914, voir U. ALTERMATT: «Die Gründung», in *HUF*, 1991, 1, pp. 32-74; U. ALTERMATT: «Anfänge, Krise und Konsolidierung (1889-1914)», in *HUF*, 1991, 1, pp. 75-140.

<sup>251</sup> Selon le tableau reproduit dans U. ALTERMATT: «Anfänge...» *op. cit.*, in *HUF*, p. 93.

<sup>252</sup> *Ibid.*, p. 110.

<sup>253</sup> *Ibid.*, pp. 78-80.

<sup>254</sup> Sur la doctrine sociale qui a cours à l'Université de Fribourg au moment où Musy y étudie, voir F. PYTHON: «La doctrine sociale de l'Église dans l'enseignement à l'Université de Fribourg. Approche thématique et essai de périodisation, 1889-1956», in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 83, 1989, pp. 89-94, ainsi que M. ZÜRCHER: «Die katholische Soziallehre an der Universität Fribourg (1891-1918)», in A. MATTIOLI, G. WANNER (Hg.): *Katholizismus und «soziale Frage». Ursprünge und Auswirkungen der Enzyklika «Rerum Novarum» in Deutschland, Liechtenstein, Vorarlberg und St. Gallen*, Zürich, Chronos, 1995, pp. 33-44.

<sup>255</sup> Données bio. sur Joseph Beck (1858-1943): M. SCHMID: *Josef Becks Versuch einer Politik sozialer Demokratie und Verständigung. Ein Beitrag zur Geschichte des schweizerischen Katholizismus am Ende des 19. Jahrhunderts*, Stans, Kommissions-Verlag Josef von Matt, 1965, 159 p.; G. M. MANSER, in *NEF*, 1945/46, pp. 165-169 (nécrologie); C. B., in *BLVS*, 1947, vol. 1, p. 481; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 235 p. 186; U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, pp. 162-171; F. METZGER: *op. cit.*, pp. 106-108 et 337.

drapeau du catholicisme social, dans l'orbite des travaux de l'Union de Fribourg, cercle d'études formé de théologiens et d'aristocrates, et de l'enseignement social de Léon XIII (*Rerum novarum*)<sup>256</sup>. Avec Ernst Feigenwinter, Beck et Decurtins forment un triumvirat social qui, plus largement, marque d'une profonde empreinte le catholicisme suisse<sup>257</sup>. Ailleurs en Europe, d'autres catholiques sociaux, souvent des aristocrates nostalgiques de l'Ancien Régime, s'intéressent eux aussi, en ce XIXe siècle finissant, à un «ordre social chrétien» où l'idée corporative serait mise en valeur. Entre eux et Fribourg, des ponts sont jetés. En France, le comte Albert de Mun et le marquis René de La Tour du Pin se vouent à l'action sociale dans un sens chrétien<sup>258</sup>. En Autriche, le baron Karl von Vogelsang, inspirateur du parti chrétien-social de Karl Lueger, rêve également d'un État chrétien corporatif<sup>259</sup>. Avec une bonne dose de paternalisme et beaucoup de conservatisme, tous ces catholiques sociaux s'inquiètent des réalités modernes. Certes, il serait hâtif de les réduire à de simples réactionnaires. Toutefois, les uns et les autres idéalisent la période médiévale pour mieux critiquer la société capitaliste et industrielle. Ils s'opposent fondamentalement aux Lumières et à 1789. L'intolérance se sent également dans le regard que la plupart d'entre eux portent sur les protestants et les Juifs.

Le professeur Joseph Beck, une des figures de proue de l'Université et un des critiques les plus sévères du socialisme d'État, joue incontestablement un rôle important dans la trajectoire de Musy, d'autant plus que celui-ci, devenu conseiller fédéral, le mettra à forte contribution pour mener la charge contre le socialisme. L'influence du professeur Beck sur Musy est palpable, comme elle

---

<sup>256</sup> Au nombre des membres suisses de l'Union catholique d'études sociales et économiques, plus connue sous le nom d'Union de Fribourg, on trouve l'évêque Gaspard Mermillod, Caspar Decurtins, Georges Python et Ernst Feigenwinter. Voir F. PYTHON: «La doctrine sociale...» *op. cit.*, pp. 84-86; M. BOTOS, F. PYTHON: «L'«Union de Fribourg»», in *Fribourg sur les chemins de l'Europe*, textes réunis par C. FEDRIGO, C. BUCHILLER, H. FOERSTER, Fribourg, Archives de l'État de Fribourg (e.a.), 2000, pp. 115-121; U. ALTERMATT: *Der Weg... op. cit.*, n. 50 p. 93; A. MATTIOLI: «Die Union de Fribourg oder die gegenrevolutionären Wurzeln der katholischen Soziallehre», in A. MATTIOLI, G. WANNER (Hg.): *op. cit.*, pp. 15-32; R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social... op. cit.*, pp. 83-85.

<sup>257</sup> U. ALTERMATT: *Der Weg... op. cit.*, pp. 123-126. — Données bio. sur Ernst Feigenwinter (1853-1919): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 444-445; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 17 p. 22; F. METZGER: *op. cit.*, p. 107.

<sup>258</sup> En 1886, Georges de Montenach, alors étudiant et président de la section francophone de la SES de Fribourg, adresse un discours de bienvenue à Albert de Mun venu participer aux réunions de l'Union de Fribourg. De là datent leurs relations personnelles. (G. de MONTENACH: *Albert de Mun*, extrait de *L'Action Sociale*, s.l., s.d., p. 1). De profondes affinités idéologiques lient par ailleurs Georges de Montenach à Albert de Mun.

<sup>259</sup> Lors de sa recherche de professeurs pour l'Université de Fribourg, Caspar Decurtins se fie entre autres à l'avis du baron Karl von Vogelsang, du prince Alois von Liechtenstein et du futur maire de Vienne Karl Lueger. (A. MATTIOLI: «Die ultramontane Bildungsoffensive...» *op. cit.*, p. 165).



l'est sur les Jacob Lorenz<sup>260</sup> et autres Paul Kubick<sup>261</sup>, tous formés à l'Université de Fribourg et figures catholiques marquantes de l'entre-deux-guerres. Musy n'est toutefois pas un disciple absolu de Beck. Celui-ci reste un pourfendeur systématique du libéralisme économique, alors que celui-là s'en fait très souvent le défenseur, tout en prônant certes des idées empreintes de l'enseignement social de l'Église. De même, l'esprit souvent conciliant de Musy dans la question des relations entre catholiques et protestants se distingue quelque peu de l'ultracatholicisme de Beck. Musy préconise la rechristianisation des masses. Plus exclusif et intransigeant, le théologien lucernois est lui enclin à défendre une stricte recatholisation et à condamner tout interconfessionnalisme. En outre, sur d'autres questions, comme l'adhésion de la Suisse à la SdN en 1920, les deux hommes ne se rejoignent pas.

Outre sa formation intellectuelle, Musy soigne ses relations personnelles à l'Université de Fribourg. Il devient membre de la Sarinia, section affiliée de la SES<sup>262</sup>. Bassin de recrutement privilégié des élites de la République chrétienne, la section constitue un relais entre le monde étudiantin et les cadres dirigeants, politique et ecclésiastique. Des contacts se nouent, des allégeances se créent. Fondateur de l'Université, Georges Python est lui-même très lié à la SES<sup>263</sup>. Avec la baronne Suzanne de Montenach, épouse de Georges de Montenach et bientôt très connue pour son action à la tête de diverses organisations féminines catholiques<sup>264</sup>, le chef de la République chrétienne parraine le premier drapeau de la Sarinia (1897)<sup>265</sup>. Président de la Sarinia durant le semestre d'hiver 1899/1900

<sup>260</sup> Données bio. sur Jacob Lorenz (1883-1946): J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 206; M. ZÜRCHER: «Jacob Lorenz. Vom Sozialisten zum Korporationentheoretiker», in A. MATTIOLI (Hg.): *Intellektuelle von rechts. Ideologie und Politik in der Schweiz 1918-1939*, Zürich, Orell Füssli, 1995, pp. 219-238; N. HAYMOZ: *Die alte «Neue Mitte». Eine doppelte Abwehrfront gegen Sozialismus und Liberalismus. Die Wochenzeitung «Das Aufgebot» und die gleichnamige Bewegung unter der Federführung von Jacob Lorenz (1933-1946)*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 1999, 192 p.; U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, pp. 183-190.

<sup>261</sup> Données bio. sur Paul Kubick (1896-1928): J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 206; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 321-326; U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, n. 74 pp. 364-365; F. METZGER: *op. cit.*, pp. 124 et 341.

<sup>262</sup> Sur les organisations d'étudiants à l'Université à cette époque, voir U. ALTERMATT: «Anfänge...» *op. cit.*, in *HUF*, pp. 132-134. Voir aussi F. PYTHON (interview): «La Société des étudiants suisses et l'Université de Fribourg», in *Civitas*, août 1989, n° 8, pp. 235-240.

<sup>263</sup> U. ALTERMATT: «Anfänge...» *op. cit.*, in *HUF*, p. 132.

<sup>264</sup> Voir C. GALLEY: *Les formes d'un engagement féminin: l'Association catholique internationale des Œuvres de Protection de la jeune fille (1896-1920)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1996, 222 p. Comme en témoigne un télégramme, daté du 1.1.1931, de Suzanne de Montenach à Musy, celui-ci voue à la baronne une «fidèle et précieuse amitié». (AF, fs Musy, vol. 1).

<sup>265</sup> s.n.: «Bénédiction du drapeau de la Sarinia», in *La Liberté*, 9.6.1897; B. de WECK: «Sarinia 1895-1945», in *Sarinia 1895-1945*, Fribourg, St-Paul, [1945], p. 13; ainsi que P. MURITH, M. SUGNAUX: «Repères historiques», in M. PASQUIER, A. UEBERSAX, (s.l.d.): *Échanges*.

et celui d'été 1900<sup>266</sup>, Musy rencontre très probablement à ce moment-là, et peut-être pour la première fois, Georges Python. Celui-ci n'oublie certainement pas, d'autant plus que la contestation fribourgeoise tire en longueur, que le père du jeune Jean-Marie a défendu la cause gouvernementale quelques années auparavant. Président de la Sarinia, et à ce titre un des étudiants les plus en vue de l'Université, Musy entre sans aucun doute en contact avec d'autres personnalités de la haute école, comme le professeur Beck. Ayant lui aussi fourbi ses armes à la Sarinia, le conseiller d'État fribourgeois Bernard de Weck rapportera en 1945: «Parfois la discipline fléchissait [à la Sarinia; n.d.a.]: bien vite elle était rétablie par un président à poigne tel que Jean-Marie Musy, assisté du sage Romain Chatton»<sup>267</sup>.

En juillet 1899, Musy se distingue aux examens partiels pour la licence<sup>268</sup>. Puis, durant le semestre d'hiver 1900/1901, il suit des cours à l'Université de Berlin<sup>269</sup> et, au semestre d'été 1901, il étudie à l'Université de Munich<sup>270</sup>. De retour en Suisse, il obtient, en novembre 1901, une licence en droit à l'Université de Fribourg<sup>271</sup>. Licencié après quatre semestres à Fribourg et deux en Allemagne, il a rapidement mené ses études universitaires<sup>272</sup>. Quelques semaines avant d'obtenir sa licence, l'étudiant en droit a déjà réussi en août 1901 à trouver un emploi auprès du Ministère public du canton de Fribourg<sup>273</sup>. Le 20 novembre

---

*Mélange d'histoire(s) et de réflexions réuni à l'occasion du Centenaire de la Sarinia*, Fribourg, Sarinia, 1995, p. 6.

<sup>266</sup> *Sarinia 1895-1945*, Fribourg, St-Paul, [1945], p. 38; ainsi que M. PASQUIER, A. UEBERSAX (s.l.d.): *op. cit.*, p. 103. Voir aussi les *Monat-Rosen*, 44, 1899/1900, p. 219. En août 1900, Musy prend la parole lors de l'assemblée annuelle de la SES à Baden. (s.n.: «Les Étudiants suisses à Baden II», in *La Liberté*, 30.8.1900).

<sup>267</sup> B. de WECK: «Sarinia 1895-1945», in *Sarinia 1895-1945*, Fribourg, St-Paul, [1945], p. 14. — Données bio. sur Bernard de Weck (1890-1950): C. SCHALLER: *op. cit.*, p. 220; N. BALMAT: *op. cit.*, pp. 32-33.

<sup>268</sup> s.n.: «Université», in *La Liberté*, 27.7.1899. Il obtient la note *egregie* pour toutes les matières examinées. (*Ibid.*).

<sup>269</sup> À Berlin, selon l'organe de la SES, Musy est membre de la section Helvetia Berolinensis (*Monat-Rosen*, 45, 1900/01, p. 189). Pour une confirmation par Musy lui-même des semestres passés à l'étranger, voir AFD, enveloppe «Musy n° 19», curriculum vitae de Jean-Marie Musy, sans aucun doute joint à sa lettre du 13.3.1903 adressée à un professeur de l'Université de Fribourg.

<sup>270</sup> Selon les *Monat-Rosen*, Musy est membre de la section de la SES de Munich (Helvetia Monacensis) au semestre d'été 1901 (*Monat-Rosen*, 45, 1900/01, p. 525). Voir aussi AFD, enveloppe «Musy n° 19», curriculum vitae (1903), *op. cit.*; et F. MAISSEN: «Westschweizer Professoren und Studenten an der Universität Ingolstadt - Landshut - München 1472-1914», in *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 80, 1986, p. 145).

<sup>271</sup> AFD, enveloppe «Musy n° 19», curriculum vitae (1903), *op. cit.* La faculté de droit confère à Musy le grade de licencié en droit avec la note *egregie*. (s.n.: «Université», in *La Liberté*, 5.11.1901). Malgré nos recherches, notamment auprès de la faculté de droit de l'Université de Fribourg, il n'a pas été possible de reconstituer le programme suivi par Musy, ainsi que de retrouver le nom de ses professeurs.

<sup>272</sup> AFD, enveloppe «Musy n° 19», curriculum vitae (1903), *op. cit.*

<sup>273</sup> AEF, *Registre des délibérations du CE*, 6.8.1901, p. 485. Voir aussi *ibid.*, 20.8.1901, p. 503.

1901, le jeune juriste est nommé substitut du procureur général<sup>274</sup>, charge qu'il occupera jusqu'au mois de mai 1905<sup>275</sup> après avoir été assermenté en décembre 1902<sup>276</sup>. C'est Georges Python lui-même qui a permis au jeune Musy de décrocher ce poste auprès du procureur général, François Philipona<sup>277</sup>. Magistrat dévoué au parti gouvernemental, François Philipona est également professeur à la faculté de droit<sup>278</sup>. Malgré sa nouvelle fonction, Musy parvient à se rendre à l'étranger pour approfondir ses connaissances juridiques. Au semestre d'hiver 1901/1902, il étudie à l'Université de Leipzig où il se présente auprès de la section de la SES comme substitut du procureur<sup>279</sup> et il passe le semestre d'été 1902 à Vienne<sup>280</sup>.

Conscient des facilités que peut octroyer un tel titre, Musy vise le doctorat. Il ne traîne pas. Fin décembre 1902 déjà, moins de six mois après son séjour à Vienne, il dépose une thèse à la faculté de droit et demande à être admis aux examens afin d'obtenir le diplôme de doctorat<sup>281</sup>. La démarche semble être un peu précipitée. En mars 1903, alors qu'il ne dispose que «de fort peu de temps», le substitut du procureur demande de «revoir et augmenter une partie de [sa] thèse, d'accord avec les deux professeurs de la faculté de droit qui sont rapporteurs»<sup>282</sup>. Ceux-ci, les professeurs de droit pénal Emile Bise et Wenzeslaus Gleispach, portent des jugements mitigés sur la thèse présentée<sup>283</sup>. Corrigée, puis publiée sous le titre *La tentative complexe et le désistement volontaire*, l'étude porte sur une question de droit pénal<sup>284</sup>. Dans la seconde moitié de 1903, Musy passe plusieurs examens, en droit romain et en droit pénal<sup>285</sup>. Finalement, le 13 janvier 1904, la faculté de droit de l'Université de Fribourg lui décerne le grade de

---

<sup>274</sup> *Ibid.*, 20.11.1901, p. 689.

<sup>275</sup> AEF, *Protocole du CE*, 16.5.1905, p. 402.

<sup>276</sup> *Ibid.*, 24.12.1902, p. 892.

<sup>277</sup> G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 21; C. KAISER: *op. cit.*, p. 25.

<sup>278</sup> Données bio. sur François Philipona (1861-1914): s.n., in *NEF*, 1915/16, pp. 86-88 (nécrologie).

<sup>279</sup> À Leipzig, selon l'organe de la SES, Musy est membre de la section Helvetia Lipsiensis (*Monat-Rosen*, 46, 1901/02, p. 286). Voir aussi AFD, enveloppe «Musy n° 19»: curriculum vitae (1903), *op. cit.*

<sup>280</sup> AFD, enveloppe «Musy n° 19»: curriculum vitae (1903), *op. cit.*

<sup>281</sup> *Ibid.*: lettre de Musy, substitut du procureur général, à Anton von Kostanecki, doyen de la faculté de droit de l'Université de Fribourg, 28.12.1902 (et attestation jointe).

<sup>282</sup> *Ibid.*: lettre de Musy à un professeur de l'Université de Fribourg, 13.3.1903.

<sup>283</sup> *Ibid.*: rapports sur la thèse de Musy, candidat au doctorat, écrits par les professeurs Emile Bise, 4.2.1903, et Wenzeslaus Gleispach, 22.5.1903. Ils décernent la note *legitime* à ce travail. Voir également AFD, *Doctorandenbuch - Band I*, [p. 2].

<sup>284</sup> J. MUSY: *La tentative complexe et le désistement volontaire*, Fribourg, St-Paul, 1905, 92 p. L'auteur analyse une catégorie d'actes se développant entre l'intention du crime et l'instant de sa consommation ou de son renoncement.

<sup>285</sup> AFD, enveloppe «Musy n° 19»: épreuves écrites de Musy notées par les professeurs Vincent Gottofrey et Cäsar August Josef Barazetti en droit romain, ainsi qu'Emile Bise et Wenzeslaus Gleispach en droit pénal.

docteur<sup>286</sup>. La même année, la haute école remet aussi un titre de docteur en droit au Fribourgeois Roger de Diesbach, futur officier de renom<sup>287</sup>. Les deux hommes resteront longtemps amis<sup>288</sup>. Autre camarade d'études que Musy rencontre à l'Université: le Grison Johann Bossi, futur conseiller national et membre dirigeant du PCPS<sup>289</sup>.

Tout universitaire qu'il est, Musy ne se range pourtant pas dans la catégorie des intellectuels dont la caractéristique première est d'échafauder et de propager des idées. Homme politique tout d'abord attiré par l'action et le pouvoir, il n'en dispose pas moins d'une forte culture de base, que nous nous garderons de sous-estimer. Sur ce socle, il appuie sa réflexion, certes très souvent marquée au coin du manichéisme le plus réducteur, incapable d'une synthèse. Mais nombre d'intellectuels ne tombent-ils pas aussi dans un tel travers? Ayant fréquenté Georges Python et Jean-Marie Musy, Léon Savary dira d'eux qu'ils «étaient, chacun de son côté, de grands lecteurs, mais leur intérêt intellectuel portait sur ce qui leur était utile: ouvrages de droit, d'économie politique, etc.»<sup>290</sup> Pour avoir lu les discours innombrables de Musy, qui n'a certes jamais été connu pour sa production littéraire et ses pensées philosophiques, mais dont l'image de bête politique a fait quelque peu oublier ses assises intellectuelles et son intérêt pour le débat d'idées, nourri à des lectures à la fois variées et ciblées autour du droit, de l'économie, de la politique, voire de l'histoire, l'appréciation de Savary ne nous semble pas dépourvue de quelques fondements.

Musy est un homme d'action. Viscéralement. Peu porté aux grands développements académiques, il marche d'un pas plus que décidé. Il est même très difficile de le suivre entre 1901 et 1903. Qu'on en juge. De novembre 1901 à la fin de l'année 1903, il passe deux années au Ministère public qui sont considérées «comme le stage imposé par la loi aux aspirants à l'exercice du

---

<sup>286</sup> AFD, *Doctorandenbuch - Band I*, [p. 2]. Musy obtient la note *cum laude*. (*Ibid.*). En février 1900, la faculté de droit a décidé d'introduire la notation suivante pour le doctorat: *summa cum laude* (4), *magna cum laude* (3), *cum laude* (2), *rite* (1). (*Ibid.*, [p. 1]). La note *summa cum laude* est le meilleur résultat possible. En outre, relevons que c'est à partir de la fin de l'année 1905 qu'il faut avoir tout d'abord déposé un exemplaire de la thèse imprimée pour pouvoir obtenir le titre de docteur. (*Ibid.*, [p. 4]). Voir aussi N. WEYRICH: *Les thèses de doctorat à l'Université de Fribourg depuis sa fondation en 1889 jusqu'au 1er mars 1936*, Fribourg, St-Paul, 1936, p. 34; U. ALTERMATT: «Anfänge...» *op. cit.*, in *HUF*, p. 110, ainsi que s.n.: «Doctorat», in *La Liberté*, 21.1.1904.

<sup>287</sup> AFD, *Doctorandenbuch - Band I*, [pp. 2-3]. N. WEYRICH: *op. cit.*, p. 22. — Données bio. sur Roger de Diesbach (1876-1938): B. de WECK, in *NEF*, 1939, pp. 279-287 (nécrologie); M. CHARRIERE, in *ECF*, 2, p. 468; B. de DIESBACH BELLEROCHÉ: *La maison de Diesbach*, Fribourg, Intermède Bellerocche, 2000, p. 38.

<sup>288</sup> Voir p.e. AF, fs Musy, vol. 21: carte de R. de Diesbach à Musy, 25.2.1932.

<sup>289</sup> s.n.: «La réception de M. Musy, président de la Confédération. À Fribourg», in *La Liberté*, 12.12.1924. — Données bio. sur Johann Bossi (1874-1956): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 608; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 201 p. 261.

<sup>290</sup> L. SAVARY: *Les balances faussées. Mémoires*, 2, Bienne, Panorama, 1966, p. 59.

barreau.»<sup>291</sup> Or, de la fin 1901 à l'été 1902, le substitut du procureur général du canton de Fribourg étudie également aux universités de Leipzig (hiver 1901/1902) et de Vienne (été 1902). Ces deux semestres à l'étranger ne semblent pas intervenir dans le calcul de son stage auprès du Ministère public du canton de Fribourg. En outre, licencié en novembre 1901, le jeune juriste tente déjà en décembre 1902 d'être admis aux examens pour l'obtention du doctorat en droit. Il décroche ce titre en janvier 1904. Même si nous ne sommes pas parvenu à évaluer son degré d'implication dans ses différentes activités, menées à Fribourg et à l'étranger, Musy brille déjà par sa très grande capacité de travail et sa faculté à être sur plusieurs fronts en même temps.

En mai 1905, il obtient «un congé pour la préparation de ses examens en qualité d'aspirant à l'exercice du barreau»<sup>292</sup>. Il décroche son brevet d'avocat en juillet 1906<sup>293</sup>, après avoir notamment fait un stage à Romont chez le radical Emmanuel Dupraz<sup>294</sup>. La même année, Musy ouvre une étude d'avocat dans la petite ville de Bulle, en Gruyère. Cela ressemble un peu à un retour aux sources. Chef-lieu d'une contrée volontiers récalcitrante à l'autorité de la capitale, Bulle représente un des pôles régionaux du radicalisme fribourgeois. Le jeune conservateur y tissera de nombreuses relations et amitiés, jusque dans les milieux radicaux<sup>295</sup>. «Voilà où j'ai passé les plus belles années de ma vie», racontera-t-il, dans les années 1920, en désignant la villa bulloise où il s'installe après son mariage, en 1906<sup>296</sup>.

Le retour à Bulle de Musy, conseiller d'État ou conseiller fédéral, lui donnera très souvent l'occasion d'y mesurer sa grande popularité<sup>297</sup>. La Gruyère, c'est son fief. Il est là sur ses terres.

---

<sup>291</sup> AEF, *Protocole du CE*, 1.3.1904, p. 174: «Le pétitionnaire [Musy] a été nommé substitut du Ministère public le 20 novembre 1901. Il était alors licencié en droit. Le temps qu'il a passé à ce bureau jusqu'à la fin de l'année 1903, soit pendant deux ans, doit être considéré comme le stage imposé par la loi aux aspirants à l'exercice du barreau.»

<sup>292</sup> *Ibid.*, 16.5.1905, p. 402.

<sup>293</sup> *Ibid.*, 10.7.1906, pp. 665-666 et 17.7.1906, pp. 681-682.

<sup>294</sup> L. D. [L. DESPOND], in *NEF*, 1937, p. 295 (nécrologie d'Emmanuel Dupraz, 1866-1936); J. BAULER: «M. Jean-Marie Musy», in *La Patrie suisse*, 14.1.1925, p. 3; C. AEBY: *Les radicaux... op. cit.*, p. 113.

<sup>295</sup> En 1924, Musy se dira «heureux d'avoir débuté à Bulle, dans un milieu en majorité libéral où il a puisé cette profonde persuasion de la nécessité d'une collaboration de tous à la chose publique.» (Pr.: «Le président Musy à Romont et à Bulle», in *Feuille d'avis de Lausanne*, 15.12.1924).

<sup>296</sup> Paroles rapportées par Ch. SAINT-MAURICE [C. HAEGLER]: «Sa popularité», in *Nouvelliste valaisan*, 11.6.1930.

<sup>297</sup> Voir p.e. sa venue à Bulle le 24 septembre 1933, lors de l'inauguration du monument à la mémoire de Pierre-Nicolas Chenaux, meneur d'une insurrection populaire en 1781. Aux côtés de Chenaux, récupéré par les radicaux et les conservateurs pour leur propre cause, Musy est «la grande vedette de la journée». (G. ANDREY: «Le monument Chenaux, la fête, le symbole», in *Cahiers du Musée gruérien*, 1997, 1, p. 69).

## 2.6. La découverte de l'Allemagne

Au tournant du siècle, l'Allemagne exerce une grande influence sur la Suisse. Sa science, comme sa croissance économique et sa puissance militaire, impressionne. À l'instar de beaucoup des futures élites suisses de l'époque, Musy complète ses études en se rendant outre-Rhin. Lors de son séjour allemand, il fait notamment la connaissance de Richard Bovet-Grisel<sup>298</sup>. Il s'y forge surtout une idée plus ferme de la civilisation allemande. Dans différentes universités, le jeune Fribourgeois suit avec un intérêt marqué des cours d'économie politique et de science financière et, durant sa formation en Allemagne, il acquiert «des connaissances juridiques et économiques étendues et solides, dont il [gardera] toute sa vie la forte empreinte»<sup>299</sup>. Il parfait également sa maîtrise de la langue allemande. Ajoutées au socle de ses origines et de sa formation en Suisse, les années allemandes marquent une étape importante.

Bien que Musy ne s'étendra jamais beaucoup, si l'on se base sur les archives disponibles, sur ses études à l'étranger, nous pouvons pourtant raisonnablement penser qu'il découvre en Allemagne une des pensées alors dominante, celle de la Société de politique sociale (Verein für Sozialpolitik), dont l'un de ses plus éminents représentants, le juriste et économiste Lujo Brentano, enseigne justement à l'Université de Munich au moment où Musy y étudie<sup>300</sup>. Au nombre des hommes les plus en vue de ce mouvement, au demeurant hétérogène, se trouvent, outre Brentano, Gustav von Schmoller, professeur d'économie, et Adolph Wagner, professeur d'économie et de science financière. Tous deux enseignent à Berlin, alors que Musy y perfectionne ses connaissances dans les domaines économique et financier. Plusieurs éléments indiquent que le jeune universitaire n'est pas séduit, loin de là, par certaines théories en vogue à Munich et Berlin, deux des pôles de la science allemande.

Dans le dernier tiers du XIXe siècle, les tenants de la Société de politique sociale s'efforcent de trouver une voie de réforme sociale entre le libéralisme manchestérien et le socialisme<sup>301</sup>. Adversaires de toute ingérence étatique, les

---

<sup>298</sup> R. BOVET-GRISEL: «La démission de M. Musy», in *La Tribune de Genève*, 24.3.1934.

<sup>299</sup> G. CASTELLA: *op. cit.*, pp. 20-21.

<sup>300</sup> Sur la Société de politique sociale, voir surtout D. LINDENLAUB: *Richtungskämpfe im Verein für Sozialpolitik. Wissenschaft und Sozialpolitik im Kaiserreich vornehmlich vom Beginn des «Neuen Kurses» bis zum Ausbruch des ersten Weltkrieges (1890-1914)*, Wiesbaden, Franz Steiner, 1967, 482 p. Voir aussi W. SCHIEDER: «Vom Kathedersozialismus zum Staatssozialismus», in O. BRUNNER, W. CONZE, R. KOSELLECK (Hg.): *Geschichtliche Grundbegriffe*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1994, Bd 5, pp. 982-985; ainsi que la notice biographique consacrée à Lujo Brentano dans A. KEITNER (éd.): *Hommes et œuvres du temps présent*, Vienne, Hommes et œuvres du temps présent - Keitner, 1926, pp. 96-97.

<sup>301</sup> D. LINDENLAUB: *op. cit.*, p. 5. Voir aussi E. REIDEGELD: *Staatliche Sozialpolitik in Deutschland. Historische Entwicklung und theoretische Analyse von den Ursprüngen bis 1918*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1996, pp. 200-201. Les bases de la Société de politique sociale sont jetées en 1872.

libéraux classiques de la droite nationale voient dans ce mouvement un marchepied pour le socialisme. Avec un esprit polémique, ils traitent de socialistes de la chaire (Kathedersozialisten) les têtes pensantes de ce mouvement qui préconise une intervention de l'État dans l'économie et la société, notamment pour améliorer la condition des ouvriers. Cette étiquette ne correspond pas vraiment à la réalité car, loin d'appartenir à la gauche socialiste, la Société de politique sociale est notamment traversée par des idées socio-conservatrices et chrétiennes-sociales, ainsi que par des théories libérales tempérées de progrès social. L'hétérogénéité ne manque pas à l'intérieur de ce courant bourgeois qui conteste au socialisme sa prétention à représenter seul les intérêts ouvriers et est favorable à certaines réformes sociales réalisées par en haut. Cette école de pensée joue un rôle très important dans l'orientation sociopolitique de l'Allemagne, notamment dans le domaine de la législation sociale mise en place sous Bismarck, et influence très fortement les sciences économiques, sociales et politiques enseignées dans les universités. Par son concept interventionniste, le socialisme de la chaire est très souvent et trop rapidement rattaché au socialisme d'État (Staatssozialismus)<sup>302</sup>. Au moment où Musy séjourne en Allemagne, ce pays se trouve d'ailleurs dans une phase de montée de l'interventionnisme étatique, encore plus perceptible que dans d'autres États du monde industrialisé<sup>303</sup>. C'est là sans doute, dans la question de l'intervention de l'État, que le Fribourgeois émet déjà les plus sérieuses réserves à l'égard des théories la Société de politique sociale, d'autant plus que l'Allemagne apparaît, plus qu'un autre pays, gagné par les tendances étatisantes<sup>304</sup>. Fortement imprégné par les enseignements de l'Église catholique, il défendra toujours d'une part le principe

---

<sup>302</sup> Pour une distinction entre socialisme de la chaire et socialisme d'État, voir D. LINDENLAUB: *op. cit.*, pp. 85-95. Dieter Lindenlaub écrit notamment: «Der Begriff "Kathedersozialismus" kennzeichnet alle die nationalökonomischen (u. a.) Hochschullehrer, die das Prinzip der Sozialreform bejahten. Er hat sich eingebürgert, da man in Kauf nahm, daß die Bezeichnung "Sozialismus" der Polemik entstammte und nur wenige dieser Sozialreformer z. T. deckte. Der Begriff "Staatssozialismus" dagegen konkretisiert alle Sozialreform *prinzipiell* als staatliche Sozialreform. Er befindet sich damit im Gegensatz zur liberalen Sozialpolitik.» (*Ibid.*, pp. 93-94).

<sup>303</sup> Voir H.-U. WEHLER: *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*. 3. Bd: *Von der «Deutschen Doppelrevolution» bis zum Beginn des Ersten Weltkrieges 1849-1914*, München, Beck, 1995, pp. 662-680.

<sup>304</sup> En 1928, Musy condamnera une fois de plus le «socialisme d'État» et rappellera que celui-ci, «préconisé il y a une trentaine d'années par la brillante et savante équipe intellectuelle qui enseignait l'économie politique dans les universités allemandes a, depuis, perdu beaucoup de terrain.» (J. MUSY: *L'État, le patron et la question sociale*, La Chaux-de-Fonds, Impr. des Corporations, [1928], p. 16). Élaboré la même année par Joseph Beck et sous la direction de Musy, le pamphlet *La Suisse sera-t-elle socialiste?* clouera nommément au pilori les «socialistes de la chaire» Brentano, Schmoller et Wagner (p. 9). Dans une même condamnation sans appel, la brochure associera toutes les variantes de socialisme, au nombre desquelles se trouve le «socialisme d'État». (Voir pp. 9 et 19). Au tout début du XXe siècle, le professeur Beck formule déjà de sérieuses réserves à l'égard des idées de Brentano, Schmoller et Wagner. (M. ZÜRCHER: «Die katholische Soziallehre...» *op. cit.*, pp. 39-40).

de subsidiarité, selon lequel la société ou l'État n'a pas à effectuer ce que l'individu privé ou le groupe particulier peut réaliser lui-même, principe dont on retrouve des traces dans le fédéralisme et le libéralisme chers à Musy, d'autre part le principe de solidarité, par lequel chacun est rendu responsable du bien commun. Toute la difficulté pour Musy sera de concilier les deux termes, soit d'un côté l'individu et de l'autre la collectivité.

À Berlin, Munich, Leipzig et Vienne, Musy se trouve plongé dans de très grandes villes dont les conditions de vie sont très différentes de celles de Fribourg, petite cité de 15'794 habitants en 1900<sup>305</sup>, et a fortiori de celles d'un village gruérien. Le jeune homme n'est sans doute pas insensible à ce changement de décor plutôt brutal, même si la vie campagnarde n'a rien de l'idylle romantique. En outre, la traditionnelle soumission des Fribourgeois à l'égard de leurs autorités ne va pas à l'occasion sans quelques contestations populaires qui, parfois, tournent à l'émeute. Ainsi en ville de Fribourg en 1890<sup>306</sup>.

Toujours est-il que l'étudiant fribourgeois découvre à l'étranger un autre monde. Dans l'empire de Guillaume II, l'économie connaît une formidable expansion<sup>307</sup>. Parallèlement à l'industrialisation menée au pas de charge et à l'urbanisation, les rapports sociaux se durcissent. Le culte de la germanité et les théories racistes, imprégnées de darwinisme social, alimentent le nationalisme le plus chauvin. L'antisémitisme, qu'il s'agisse de sa forme chrétienne traditionnelle ou de tendance raciste moderne, reste fortement ancré. Dans les milieux industriels et militaires, la lutte contre la social-démocratie s'organise. En face, au sein du mouvement ouvrier, l'aile gauche du socialisme radicalise ses positions, alors que les réformistes cherchent à emprunter une voie moins extrême<sup>308</sup>. Musy arrive donc dans un IIe Reich (1871-1918) en pleine mutation. Un choc pour le jeune provincial dont le milieu d'origine lui a inculqué la peur de la civilisation industrielle et urbaine, dénoncée comme décadente. Sans doute éprouve-t-il le même sentiment dans la Vienne de Karl Lueger, maire chrétien-social démagogue et antisémite effréné<sup>309</sup>.

De son séjour dans les villes allemandes, où s'agitent militants socialistes et syndicalistes, il ressort que le socialisme heurte déjà fortement ses convictions<sup>310</sup>.

---

<sup>305</sup> Chiffre cité in S. GUMY: *L'Age au XXe siècle. Du bas-quartier à la vieille ville de Fribourg*, Fribourg, Chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, 1997, p. 19.

<sup>306</sup> Voir P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 149-154.

<sup>307</sup> V. HENTSCHEL: *Wirtschaft und Wirtschaftspolitik im wilhelminischen Deutschland. Organisierter Kapitalismus und Interventionsstaat?*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1978, pp. 212-237.

<sup>308</sup> Pour une synthèse de l'histoire de la société allemande entre 1871 et 1914, voir H.-U. WEHLER: *Deutsche Gesellschaftsgeschichte... op. cit.*, pp. 487-1295.

<sup>309</sup> À Karl Lueger est généralement attribuée une grande influence sur la formation politique et l'antisémitisme d'Adolf Hitler, qui séjourne lui aussi à Vienne.

<sup>310</sup> Voir G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 21.



La puissance du parti social-démocrate allemand l'impressionne très certainement. En outre, comme le note Gaston Castella, il n'est pas convaincu par le «socialisme d'État» introduit par Bismarck pour combattre la social-démocratie<sup>311</sup>. Ce n'est pas tant l'antisocialisme se trouvant à l'origine de la politique sociale bismarckienne que l'interventionnisme étatique la caractérisant qui gêne Musy. Partisan d'un libéralisme classique, à l'exception notable du secteur agricole, il est peu enclin à l'étatisme qu'il perçoit comme une entrave à l'activité économique et un pas de plus vers le socialisme. Dans son esprit, étatisme et socialisme sont d'ailleurs étroitement liés. Pire, Musy les associe tous deux à la décadence qui, selon lui, menace le monde.

---

<sup>311</sup> *Ibid.*



## CHAPITRE 2

### UNE CARRIERE CANTONALE FULGURANTE, 1906-1918

À trente ans, Musy arrive au terme d'une longue période de formation. Même s'il continuera à évoluer sur certains points, ses convictions politiques, sociales et économiques sont sans doute déjà bien ancrées tout au début du XXe siècle, avant qu'il ne devienne un homme public. Avocat depuis juillet 1906, il passe rapidement à l'étape suivante: en septembre, il épouse Juliette de Meyer qu'il a connue au cours de ses études<sup>1</sup>.

Cinq ans plus tard, en décembre 1911, Musy accède au Conseil d'État fribourgeois. Il y prend très rapidement l'ascendant. Au printemps suivant, Georges Python, l'homme fort du régime, n'a en effet déjà plus de prise sur son jeune collègue, responsable des finances cantonales. Fribourg se découvre un nouveau leader en l'espace de peu de mois. Les débuts de Musy au gouvernement cantonal sont fulgurants.

Les pages suivantes ne prétendent en aucune manière retracer dans le détail l'itinéraire de Jean-Marie Musy à la tête des finances fribourgeoises. Sans chercher à disséquer la comptabilité cantonale, matière qui mériterait une analyse en soi, nous nous efforcerons en premier lieu d'analyser le discours et l'action politiques de Musy au gouvernement fribourgeois. Nous ne mettrons ainsi l'accent que sur des aspects qui nous paraissent particulièrement importants pour comprendre sa personnalité et ses idées politiques.

#### 1. L'avènement au pouvoir

##### 1.1. Le mariage

Selon Christophe Charle, l'étude des stratégies matrimoniales éclaire la vie publique des élites dont leur vie privée est souvent le ressort secret<sup>2</sup>. Même si le mariage contracté en septembre 1906 entre Jean-Marie Musy et Juliette de Meyer ne relève pas d'une stricte endogamie, il scelle pourtant l'union de deux bonnes

---

<sup>1</sup> Extraits des registres de l'état civil d'Albeuve, à Lessoc.

<sup>2</sup> C. CHARLE: *op. cit.*, p. 255.

familles conservatrices: le terrien catholique, docteur en droit et à l'ascendance politiquement correcte, allié à la fille d'une famille ultramontaine récemment anoblie par le pape<sup>3</sup>. Dans la République chrétienne de Fribourg, cela constitue une alliance bien assortie et complémentaire. Grâce à ce mariage, chaque partie semble maintenir, voire renforcer ses positions. Toutefois, du point de vue du prestige social, cette union Musy-de Meyer marque pour le mari une ascension certaine. Un mariage que Georges Python lui-même n'aurait pas renié<sup>4</sup>. En épousant une fille à particule et en passant de l'auberge au château, Musy ne suit-il pas, dans une certaine mesure, le chemin de Python?<sup>5</sup> Par leur union avec des filles d'aristocrates, tous deux se ménagent un rang social qui profite à leur carrière politique. Toute proportion gardée, l'itinéraire de Musy illustre également la relève progressive de l'ancienne aristocratie par la nouvelle bourgeoisie qui, fascinée par le prestige séculaire de la noblesse, cherche malgré tout à épouser et maintenir les vieilles idées de l'Ancien Régime. À ce titre, le mariage de Jean-Marie Musy avec une de Meyer est emblématique<sup>6</sup>.

Née à Soleure le 21 octobre 1878, la future épouse de Musy est la fille de Jules Meyer, originaire et natif d'Oeschgen dans le canton d'Argovie, et de Maria, née Pocobelli<sup>7</sup>. Jules Meyer a une «carrière mouvementée»<sup>8</sup>. Fils d'un officier au service du Saint-Siège, il rejoint lui-même les armées pontificales en 1852. Au temps de l'unité italienne, le jeune officier sert les intérêts de Pie IX et se distingue lors de différentes campagnes militaires. En 1870, il défend encore Rome qui tombe finalement. Sa tête mise à prix, Jules Meyer se réfugie alors en Suisse. Il séjourne une douzaine d'années à Soleure. C'est là que le gouvernement fribourgeois l'appelle pour le nommer à la tête de la gendarmerie cantonale. L'ancien officier pontifical, tout auréolé de ses fameux antécédents, la commande

---

<sup>3</sup> Extraits des registres de l'état civil d'Albeuve, à Lessoc. Dans les archives consultées, le prénom de la femme de Musy n'est pas fermement établi. Elle se prénomme ainsi tour à tour Julie, Julia, Juliette ou Julietta.

<sup>4</sup> Georges Python a épousé la fille d'une importante famille patricienne. Il est le beau-fils de Louis de Wuilleret et le beau-frère de Charles de Wuilleret, entre autres conseillers nationaux. (E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 401 et 407-408). Sur les origines sociales de Python, voir P.-P. BUGNARD: «Un aristocrate au temps de la démocratie représentative. Essai de micro-histoire», in *RSH*, 42, 1992, 2, pp. 193-219. Voir aussi P.-P. BUGNARD: «Le chef de l'État Georges Python dans son temps et dans le nôtre», in *AFr*, 59, 1990/91, pp. 117-127.

<sup>5</sup> Renouant avec la tradition de résidence champêtre des patriciens, Georges Python quitte Fribourg «pour le manoir — ou plus exactement, la maison de campagne — de Fillistorf» (P.-P. BUGNARD: «Un aristocrate...» *op. cit.*, p. 208). Plus tard, Musy habitera aussi dans un château, celui de Middel, situé dans le district de la Glâne.

<sup>6</sup> Sur la permanence de l'Ancien Régime jusqu'au XXe siècle, voir A. MAYER: *La persistance... op. cit.*, 350 p., ici plus particulièrement les pp. 20-21, 83-92.

<sup>7</sup> Extraits des registres de l'état civil d'Albeuve, à Lessoc. Selon ces extraits, la femme de Musy se prénomme Julie Maria Joséphine et la mère de celle-ci Mariette.

<sup>8</sup> X., in *NEF*, 1908, p. 122; pp. 122-125: données bio. sur de Jules de Meyer (1829-1907). Voir aussi G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 22.

d'une main ferme durant vingt ans, de 1885 à 1905<sup>9</sup>. Décoré plusieurs fois par Pie IX — champion de l'intransigeance catholique face à la révolution, au libéralisme, au laïcisme et au socialisme —, le commandant Meyer reçoit également de Léon XIII la noblesse héréditaire avec le titre de comte. Il meurt en juillet 1907. Selon *La Liberté*, sa vie fut «une gloire pour la Suisse catholique»<sup>10</sup>.

Un des derniers héros du service étranger, source de prestige et de revenus dont le patriciat a du mal à avaler la disparition, le commandant Jules de Meyer exerce une influence indéniable sur sa nombreuse progéniture<sup>11</sup>. Ses fils, entre autres Charles et Léo de Meyer, deux frères de Madame Musy, inscrivent leur itinéraire dans le sillage de celui de leur célèbre père. Ancien président de la Sarinia, le notaire et colonel Charles de Meyer atteindra, comme il est de tradition dans la famille, un haut grade dans l'armée suisse. Du point de vue professionnel, il sera entre autres membre du conseil d'administration de la fabrique de chocolat de Villars et présidera celui de la tuilerie de Guin<sup>12</sup>. Premier-lieutenant dans les troupes fribourgeoises mobilisées lors de la grève générale de 1918, Léo de Meyer deviendra lui colonel en 1937. De 1923 à 1931, il sera commandant du contingent des grenadiers fribourgeois, troupe en costumes d'une histoire qui joue les prolongations. Il siègera également à la direction fribourgeoise de Publicitas de 1922 à 1944, puis sera chargé de diverses missions à l'étranger par la Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge et le CICR<sup>13</sup>.

En donnant sa main à Jean-Marie Musy, Juliette de Meyer lui apporte notamment un capital social et culturel important: l'intégration à un réseau de relations très étendu dont les ramifications s'étendent jusqu'au Vatican. Elle va également lui permettre d'avoir des contacts avec Léopold III, roi de Belgique, dont l'aide de camp, le futur baron Alfred van Caubergh, a épousé en 1920 à Fribourg Marcella de Meyer, une des sœurs de Madame Musy. Toujours grâce à

---

<sup>9</sup> 175 ans. *Gendarmerie fribourgeoise. 1804-1979*, Fribourg, Gendarmerie cantonale, St-Paul, 1979, p. 113.

<sup>10</sup> s.n.: «M. le commandant Meyer», in *La Liberté*, 30.7.1907. Jules de Meyer est également membre du Cercle catholique de Fribourg (*La Liberté*, 31.7.1907), foyer de propagande des idées conservatrices fondé à l'instigation du chanoine Schorderet.

<sup>11</sup> Onze enfants, à notre connaissance, soit Pio, Charles, Juliette (Julietta), Leonina, Laura, Louis, Bianca, Marietta, Marcella (décédée très jeune), Léo et Marcella.

<sup>12</sup> Données bio. sur Charles de Meyer (1873-1934): s.n., in *NEF*, 1935, pp. 264-267 (nécrologie).

<sup>13</sup> Données bio. sur Léo de Meyer (1889-1955): s.n.: «M. Léo de Meyer», in *La Liberté*, 7.4.1955 (nécrologie); *Le livre des grenadiers fribourgeois 1814-1914-1964*, rassemblé et présenté par E. E. THILO (e.a.), Fribourg, Contingent des grenadiers fribourgeois, 1966, pp. 48 (photo) et 56; P. BARRAS: *Novembre 18. Sur les pas du régiment 7*, Fribourg, St-Paul, 1969, p. 105; P. BORCARD: *Le bat fus mont 14 et ses soldats. Une approche historique. 1875-1991*, Enney, J.-D. Geinoz, 1991, p. 57; R. JAUN (s.l.d.): *Der Schweizerische Generalstab. L'État-major général suisse. Volume VIII: Das Schweizerische Generalstabskorps 1875-1945. Eine kollektiv-biographische Studie*, Basel/Frankfurt a.M., Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 237.

sa femme, Musy tisse d'autres liens de parenté intéressants avec des familles plutôt bien placées. Il découvre un milieu très sélect, celui de la noblesse catholique internationale. Difficile d'accès, ce réseau privilégié se révèle être, par son maillage de relations très serré et quasi naturel, d'une évidente richesse pour celui qui parvient à y avoir ses entrées.

L'épouse de Musy donne une coloration ultramontaine et patricienne au couple. Elle compte sans conteste dans la trajectoire de son mari; elle a un esprit d'entreprise affirmé, de l'ambition et, très consciente de son statut social, un goût marqué pour la représentation. Une femme pas du tout effacée et sans relief. Elle joue même volontiers la first lady. Elle s'intéresse beaucoup à la politique, ce que l'on n'aimera guère au Palais fédéral et au sein même du parti conservateur. Son train de vie n'est pas triste. Après la retraite de Musy du Conseil fédéral en 1934, elle continuera à vivre sur un grand pied. Les fils brilleront eux dans des sports huppés, tels que l'équitation, le bob et la course automobile.

Dotée d'un fort caractère, Juliette Musy ne se confine pas seulement au rôle traditionnel d'épouse et de mère. Jean-Marie Musy dispose en la personne de sa femme d'une collaboratrice efficace qui l'aide et l'encourage à suivre certaines voies. Comme nous le verrons, elle ne semble pas être totalement étrangère à la démission de son mari du gouvernement fédéral en 1934. Puis, lorsque son époux entre dans l'orbite du IIIe Reich au milieu des années 1930 et en particulier durant la Seconde Guerre mondiale, elle le soutient dans ses différentes entreprises. À la fin de la guerre, elle épaula son époux, reconverti dans des actions de sauvetage de victimes du IIIe Reich. À en juger par ses activités et ses prises de position, Madame Musy partage la plupart des convictions de son mari et, sur certains points, notamment en matière confessionnelle, semble même être plus tranchée que lui. Elle meurt à Fribourg en 1969, à l'âge de nonante et un ans.

## 1.2 De solides atouts

À trente ans, Musy jouit de solides atouts pour envisager une carrière politique dans la République chrétienne de Georges Python. Né dans une famille de la bonne couleur politique, avocat, bien marié, membre des sociétés agréées par le régime, il a le profil social et politique d'un futur cadre du régime. Le Gruérien possède également d'autres atouts: un caractère volontariste et pragmatique, un très grand intérêt pour les questions économiques et financières. Fort de ce capital, l'homme d'action se lance dans la vie publique. Du discours tenu à Baden en 1900 déjà, lors de l'assemblée annuelle de la SES, à l'allocution prononcée en 1910 à Berne à l'occasion du tir fédéral, il se montre un brillant orateur. À chaque fois, il défend des principes conformes à l'idéologie conservatrice dominante:

Dieu, patrie, tradition. Preuve de l'orthodoxie de Musy: ses discours sont publiés dans la très pythoniste *Liberté*<sup>14</sup>.

En 1909 déjà, le jeune homme à l'avenir prometteur est pressenti, par certains conservateurs ultramontains, pour remplacer au Grand Conseil Maurice Progin, décédé en juin de cette année-là. Selon le curé Bochud, les «libertards (quelques meneurs surtout) désiraient M. Musy avocat, président du cercle gouvernemental»<sup>15</sup>. Mais, ayant garanti en 1902 à la tendance conservatrice modérée une participation minimum, Python se tient à cette convention. C'est un conservateur modéré qui succède à Progin<sup>16</sup>.

Membre du Cercle conservateur de Bulle, Musy le préside encore en 1911, année où il est élu au Grand Conseil puis au Conseil d'État<sup>17</sup>. Au Cercle, relais entre la périphérie et le centre nerveux du régime, il retrouve aussi les élites conservatrices du district, entre autres son ami Emile Savoy, alors préfet de la Gruyère, et Louis Morard, député influent du district qui avait notamment mis en avant la candidature de Jules Musy lors des élections partielles de 1892. Le jeune avocat aspire manifestement à une carrière politique. Condition quasi essentielle à une réussite politique dans le régime pythoniste: obtenir l'appui d'un suzerain le plus puissant possible.

Début février 1911, l'avocat bullois, déjà versé dans les problèmes financiers, accède à la direction du Crédit Gruyérien<sup>18</sup>, une banque régionale alors en difficulté. En peu de mois, il redresse la situation de cet établissement bancaire relativement important<sup>19</sup>. Il est intéressant de noter que le jeune homme féru de finances intègre le monde de la banque au moment même où émerge une place financière suisse réorganisée et modernisée qui va connaître une prodigieuse expansion. De cette banque locale qui constitue un excellent lieu d'apprentissage, il passera rapidement à des institutions de plus grande envergure. Toutefois, il restera durant toute sa vie très attaché au Crédit Gruyérien où il fit ses premières armes<sup>20</sup>. Ambitieux, doué d'un instinct politique très développé et avec un flair

---

<sup>14</sup> s.n.: «Les Étudiants suisses à Baden II», in *La Liberté*, 30.8.1900; s.n.: «La journée fribourgeoise au tir fédéral», in *La Liberté*, 28.7.1910.

<sup>15</sup> AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier V, p. 50.

<sup>16</sup> P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 187.

<sup>17</sup> s.n.: «Cercle conservateur», in *Le Fribourgeois*, 15.10.1911.

<sup>18</sup> s.n.: «Crédit Gruyérien», in *Le Fribourgeois*, 10.2.1911; s.n.: «Crédit Gruyérien», in *La Gruyère*, 11.2.1911.

<sup>19</sup> L. BLANC: «Crédit Gruyérien 1873-1953», in *Crédit Gruyérien Bulle*. 79<sup>ème</sup> rapport présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 7 mars 1953. Exercice 1952. Bulle, Perroud, 1953, p. 13.

<sup>20</sup> Directeur de 1911 à son entrée au CE, Musy sera aussi membre du c.ad. de 1912 à 1919, puis président de c.ad. de 1936 à 1952 (L. BLANC: «Crédit Gruyérien...», *op. cit.*, pp. 5-7, 14 et 20). Également touché dans la première moitié des années 1930 par la grande crise mondiale venue des États-Unis, le Crédit Gruyérien s'adressera à Musy, alors à la tête des finances fédérales, qui acceptera d'aider l'établissement (*op. cit.*, p. 14). Un des fils de Musy,

tout particulier pour la finance, le jeune avocat repère très vite les lieux de pouvoir à investir pour se faire une place au soleil. Comme d'autres catholiques, il s'accommode très bien de «l'esprit du capitalisme»<sup>21</sup>.

### 1.3. Le candidat de Georges Python

Le 16 octobre 1911 à Posieux, un haut-lieu conservateur, Musy pose un jalon important de sa jeune carrière. Ce jour-là sur le «Grütli» fribourgeois, plusieurs milliers de conservateurs, emmenés par les élites du régime, se rassemblent pour assister à la bénédiction de la pierre angulaire de la chapelle du Sacré-Cœur. L'érection du monument, tout entier dédié à la gloire de la République chrétienne, donne l'occasion de célébrer la formidable assemblée populaire de 1852 qui avait réuni environ 15'000 conservateurs et autres opposants au régime radical<sup>22</sup>. Au nombre des orateurs de la journée se trouve Musy. Ses paroles font mouche. Doté d'un talent oratoire indéniable, le jeune avocat attire l'attention de Python grâce à son «beau discours»<sup>23</sup>. L'intervention s'inscrit dans la droite ligne des idées défendues par le régime en place. Selon des propos rapportés par Léon Savary<sup>24</sup>, après cette brillante allocution de Musy, le leader de la République chrétienne se tourne vers quelques-uns de ses collègues et leur dit: «Voilà l'homme qu'il nous faut pour remplacer Théraulaz.»<sup>25</sup>

Vu l'importance de la manifestation et des cinq autres intervenants

---

Luigi, sera directeur de la banque dès 1949 (*ibid.*, p. 5). Plus tard, Luigi Musy deviendra directeur de l'Union de Banques Suisses à Fribourg.

<sup>21</sup> Prenant le contre-pied de la thèse de Max Weber, certes souvent caricaturée, selon laquelle il existe une profonde parenté entre l'esprit du capitalisme et le protestantisme, Jean-Michel Gaillard montre que, depuis deux siècles, les Français ont en fait concilié de manière efficace la morale catholique et la recherche du profit financier (J.-M. GAILLARD: *Tu seras riche, mon fils. Les Français et l'argent*, Paris, Plon, 1994, 331 p.). Dans le cas de Fribourg, il n'existe toutefois pas une forte tradition de la banque d'affaire catholique. (Voir R. RUFFIEUX: «Structures sociales et conjoncture économique», in *Monnaies de Fribourg. Freiburger Münzen*, Fribourg, BEF, 1969, p. 11; F. WALTER: «Fribourg...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 904).

<sup>22</sup> Sur la généalogie et le déroulement de la manifestation de 1852, voir V. CLERC: *op. cit.*, pp. 8-97.

<sup>23</sup> PAX: «M. le Dr Musy, Conseiller d'État fribourgeois», in *La Revue des familles*, 20.1.1912, p. 39. Le discours de Musy est reproduit p.e. dans *La Liberté*, 17.10.1911, et *Le Fribourgeois*, 20.10.1911. Sur la commémoration de Posieux en 1911, voir P.-P. BUGNARD: «Un aristocrate...» *op. cit.*, pp. 211-213; S. JULAN: *op. cit.*, p. 249; V. CLERC: *op. cit.*, pp. 250-267.

<sup>24</sup> Léon Savary deviendra plus tard, en 1916, secrétaire de Georges Python. Se déclarant être «un fervent “pythoniste”» sans avoir pour autant «une antipathie quelconque pour Jean-Marie Musy» (L. SAVARY: *Les balances... op. cit.*, p. 33), Savary entreprendra une démarche auprès de Musy, alors conseiller national et conseiller d'État, qui lui vaudra d'être soupçonné de trahison à l'égard de Georges Python. Savary s'en défendra toujours. (Voir L. SAVARY: *Les balances... op. cit.*, pp. 34-37). Sur les circonstances de l'entrée de Savary au service de Python, voir *ibid.*, pp. 24-26.

<sup>25</sup> Cité par L. SAVARY: *Les balances... op. cit.*, pp. 31-32.



francophones<sup>26</sup>, il est fort probable que, bien avant la commémoration du 16 octobre 1911, Musy bénéficiait déjà des faveurs de Georges Python. Et, comme le remarque l'historienne Valérie Clerc, on peut supposer que, moins de deux mois avant les élections au Grand Conseil, Python «ait décidé d'offrir à l'étoile montante du parti conservateur un banc d'essai et une opportunité de se faire connaître au grand public»<sup>27</sup>. En outre, «ses capacités financières [comme directeur du Crédit Gruyérien] n'avaient pas échappé à la perspicacité de Georges Python»<sup>28</sup>, qui, de son côté, a justement quelques raisons de se faire des cheveux blancs pour les finances cantonales. Pour sortir le régime d'une situation financière difficile, Python a besoin d'un collègue efficace, loyal et si possible plus docile que ne l'était Théraulaz. Sans doute pense-t-il aussi à remplacer ce dernier par un autre Gruérien pour ménager les sensibilités régionales. Fin 1911, le jeune Musy semble être l'homme idéal. Confiant, le chef du canton lui met le pied à l'étrier. Suit une ascension politique fulgurante.

Le 3 décembre 1911, fort de l'appui de Python lui-même, Musy est élu député conservateur du cercle de la Gruyère au Grand Conseil<sup>29</sup>. À la fin du même mois, le 29 décembre, le Grand Conseil le porte au Conseil d'État où, succédant à Alphonse Théraulaz démissionnaire, il reprend la direction des finances cantonales<sup>30</sup>. Musy n'a que 35 ans. Ayant présidé lui-même au choix de son nouveau collègue<sup>31</sup>, Python lui écrit quelques semaines plus tard: «Tu es jeune, tu

<sup>26</sup> Outre Musy qui n'exerce à cette date aucun mandat politique important, interviennent à l'assemblée du 16 octobre 1911 les orateurs francophones suivants: les conseillers nationaux Eugène Grand, Max de Diesbach et Charles de Wuilleret, le président du Conseil d'État Louis Cardinaux et l'homme fort du canton Georges Python. (V. CLERC: *op. cit.*, p. 258). — Données bio. sur Eugène Grand (1870-1937): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 393; N. BALMAT: *op. cit.*, p. 29. Données bio. sur Max de Diesbach (1851-1916): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 389; M. MICHAUD, in *ECF*, 2, p. 467; B. de DIESBACH BELLEROUCHE: *La maison... op. cit.*, p. 29. Données bio. sur Charles de Wuilleret (1853-1918): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 407-408. Données bio. sur Louis Cardinaux (1859-1914): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 384-385; M. CHARRIERE, in *ECF*, 2, p. 460.

<sup>27</sup> V. CLERC: *op. cit.*, p. 258.

<sup>28</sup> P. PHILIPONA: *Georges Python... op. cit.*, p. 160.

<sup>29</sup> Sur une population de 25'279 habitants, la Gruyère possède un effectif de 5'807 électeurs inscrits. 5'176 citoyens se présentent aux urnes, ce qui correspond à une participation de 89%. Nouvel élu, Musy obtient 3'037 suffrages et, sur une liste de 21 députés élus, arrive en quatrième position. (Voir *BGCF*, 28.12.1911, p. 445).

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 449. Le GC élit Musy au CE alors que, selon les procès-verbaux publiés, le nouveau député n'a pas pris une seule fois la parole au Parlement. Lors de l'élection, il obtient 79 voix sur 104 bulletins distribués et rentrés. (*Ibid.*).

<sup>31</sup> P. PHILIPONA: *Georges Python... op. cit.*, p. 160. Pierre Barras confirme que Musy est «appelé, en 1911, par M. Python, pour entrer au gouvernement et se charger du portefeuille des Finances». (P. BARRAS: *Le parti conservateur populaire fribourgeois. Histoire - programme - statuts*, Fribourg, St-Paul, 1951, p. 18). Léon Savary remarque aussi que «c'est Python qui a fait entrer Musy au Conseil d'État» (L. SAVARY: *Les balances... op. cit.*, p. 32). En décembre 1924, à l'occasion de son élection à la présidence de la Confédération, «M. Musy se glorifia d'avoir été appelé par M. Python au gouvernement de Fribourg pour

aimes les affaires de banque et je désire de tout cœur que tu les suives de près. C'est pourquoi, j'ai salué avec empressement ton arrivée aux finances.»<sup>32</sup>

Le curé Bochud rapporte que le nouveau conseiller d'État Musy «avait toujours été ardent libertard et gouvernemental de bonne foi»<sup>33</sup> et qu'il s'était «montré lui-même adversaire acharné du mouvement fribourgeoisiste, en même temps qu'il était grand admirateur de Python qu'il n'hésitait pas à proclamer l'homme providentiel»<sup>34</sup>. D'autres abondent dans le même sens en le considérant encore comme «un champion du parti conservateur fribourgeois»<sup>35</sup> au début de l'année 1912. En ses débuts, il n'est donc pas celui que l'on a pu présenter par la suite, non sans faire référence à un cliché, comme le Gruérien volontiers frondeur à l'égard de Fribourg, la capitale. Pourtant, Musy ne va pas tarder à montrer qu'il n'est pas exactement un pythoniste de stricte obédience.

#### 1.4. Les premiers coups de boutoir contre le régime Python

Aussitôt arrivé au gouvernement, l'impétueux Gruérien entreprend de mettre de l'ordre dans les finances cantonales dont certains, sans oser le dire tout haut, suspectent les insuffisances depuis longtemps. En effet, le financement de l'Université a entraîné le régime Python dans des opérations hasardeuses, dont plusieurs se sont soldées par d'importantes pertes<sup>36</sup>. À en croire Adolphe d'Eggis, financier fribourgeois proche de Python, le conseiller d'État Alphonse Théraulaz, directeur des finances, faisait déjà à la fin du siècle précédent «une opposition sourde aux projets de son collègue M. Python et cherchait à les entraver»<sup>37</sup>. N'avait-il pas aussi montré quelque sympathie à l'égard du mouvement

---

consolider les finances et assurer ainsi l'existence de l'Université.» (s.n.: «La réception de M. Musy, président de la Confédération. À Fribourg», in *La Liberté*, 12.12.1924).

<sup>32</sup> AF, fs Musy, vol. 49: lettre de G. Python à J.-M. Musy, 10.3.1912.

<sup>33</sup> AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier V, p. 51.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>35</sup> PAX: «M. le Dr Musy, Conseiller d'État fribourgeois», in *La Revue des familles*, 20.1.1912, p. 39.

<sup>36</sup> Sur ces opérations, l'éclatement des scandales de la BEF et leurs conséquences politiques, voir en premier lieu P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 55-67. Le fonds Musy déposé aux AF contient plusieurs dossiers sur les affaires de la BEF. Ils couvrent une période qui va de 1910 à 1936. (AF, fs Musy, vol. 46 à 52). Aux AEF, on trouve également des documents sur ces questions, dont nous ne pouvons pas présenter ici une étude détaillée. Les archives de la Direction des finances fribourgeoises contiennent notamment plusieurs dossiers surtout en rapport avec l'affaire Eggis dont on trouve des traces jusqu'en 1933 (AEF, DFa 84-85, DFa 87-91, DFa 193). De l'interminable conflit politico-juridique entre les banquiers Sallin (†1918) et Eggis (†1941) d'une part, et Musy et la BEF d'autre part, va surgir une abondante production de brochures et de pamphlets très polémiques. Les arguments et les chiffres avancés par les uns et les autres y sont très souvent contradictoires. Au début des années 1930, Adolphe d'Eggis cherchera encore à prouver son innocence.

<sup>37</sup> A. d'EGGIS: *Demande en droit de M. Eggis, anc. banquier, contre la Banque de l'État de Fribourg, déposée au Greffe du Tribunal de la Sarine le 19 juin 1913*, Genève, Journal de Genève, 1914, p. 65.

fribourgeoisiste?<sup>38</sup> Et, après sa démission, Théraulaz «employa ses loisirs à initier son jeune successeur [Musy; n.d.a.] aux secrets des opérations de M. Python et dirigea ses investigations vers les spéculations malheureuses engagées par celui-ci [...]. Ainsi prévenu contre son collègue au Conseil d'État et contre tous ceux qui avaient pris part à la liquidation de la Loterie de l'Université<sup>39</sup>, l'antagonisme de M. Musy, avant d'attaquer la citadelle [Python; n.d.a.], assaillit les contreforts ou, pour parler sans image, s'en prit entr'autres à M. d'Eggis»<sup>40</sup>.

Tableau 3. Les conseillers d'État fribourgeois de 1911 à 1920<sup>41</sup>

Année	Direction de l'Instruction publique et des Archives	Direction des Finances	Direction des Travaux publics	Direction de la Justice, des Cultes, des Communes et Paroisses	Direction de la Police et de la Santé publique	Direction de l'Intérieur, de l'Agriculture, de la Statistique et du Commerce	Direction militaire
1911	Python	Théraulaz	<i>Cardinaux</i>	L. de Weck	Deschenaux	Torche	Aeby
1912	Python	<b>Musy</b>	Cardinaux	L. de Weck	<i>Deschenaux</i>	Torche	Aeby
1913	Python	<b>Musy</b>	Cardinaux	L. de Weck/ Deschenaux	Deschenaux Savoy	<i>Torche</i>	Aeby
1914	<i>Python</i>	<b>Musy</b>	Cardinaux/ Chuard	Deschenaux	Savoy	Torche	Aeby/ Vonderweid
1915	Python	<b>Musy</b>	Chuard	Deschenaux	Savoy	Torche	Vonderweid
1916	Python	<b>Musy</b>	Chuard	Deschenaux	<i>Savoy</i> Perrier	Torche/ <i>Savoy</i>	Vonderweid
1917	Python	<b>Musy</b>	Chuard	Deschenaux	Perrier	Savoy	<i>Vonderweid</i>
1918	Python	<b>Musy</b>	<i>Chuard</i>	Deschenaux	Perrier	Savoy	Vonderweid
1919	Python	<b>Musy</b>	Chuard/ Buchs	Deschenaux	<i>Perrier</i>	Savoy	Vonderweid
1920	Python	Chatton	Buchs	Perrier	B. de Weck	<i>Savoy</i>	Vonderweid

Conservateur

Radical

*Italique* = président du Conseil d'État

Fin janvier 1912, Musy préside pour la première fois le conseil d'administration de la Banque de l'État de Fribourg (BEF)<sup>42</sup>, établissement fondé en 1892 notamment pour favoriser le développement économique du canton et

<sup>38</sup> Sur le «ministre contestataire» Alphonse Théraulaz, voir P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 135-137 et 198.

<sup>39</sup> Pour financer la jeune Université de Fribourg, le gouvernement lança en 1892 une Loterie. L'opération suscita l'étonnement dans le public car on faisait appel à la passion du jeu pour financer la haute école catholique. L'entreprise fut un échec et Eggis participa à la liquidation de cette Loterie. Voir A. d'EGGIS: *Demande en droit... op. cit.*, pp. 5-12.

<sup>40</sup> *Ibid.*, pp. 66-67. Le curé Bochud rapporte que Théraulaz aurait dit au nouveau conseiller d'État Musy: «Ne prenez pas les Finances. Nous allons à une catastrophe.» (AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier V, p. 51).

<sup>41</sup> Tableau établi à partir de l'*Annuaire ou Almanach de poche du canton de Fribourg, Annuaire officiel du canton de Fribourg*, 1910-1921, ainsi que sur la base de: AEF, *Protocole du CE*, 1911-1920. Au cours de cette période, certains départements connaissent de légères restructurations dont nous n'avons pas tenu compte dans le présent tableau.

<sup>42</sup> *Procès Eggis & Sallin contre la Banque de l'État de Fribourg. Duplique de la Banque de l'État*, (Fribourg, BEF, 1916), p. 5.

payer une rente annuelle de 80'000 francs en faveur de l'Université<sup>43</sup>. Le nouveau président prend connaissance des rapports adressés au conseil d'administration de la banque par le contrôleur Joseph Philipona et les censeurs, au nombre desquels se trouve Louis Morard. Musy est tout particulièrement frappé par les rapports de décembre 1910 et 1911 qui mettent en lumière une gestion défectueuse et même l'existence d'une série d'irrégularités: violation de la loi, opérations soustraites aux organes compétents, abus de pouvoir, dilapidation des deniers publics,...<sup>44</sup> Résultat: la BEF a perdu d'énormes sommes, au demeurant difficiles à évaluer objectivement à la lumière des sources disponibles. Autre constatation: la direction de la BEF n'a pas tenu compte des critiques et des avertissements émis par ses organes de contrôle. Musy, président du conseil d'administration de la BEF, demande alors des explications à Jules Sallin, directeur de la banque et «l'un des piliers du régime pythonien»<sup>45</sup>.

Le 6 mars 1912, le conseil d'administration de la BEF prend connaissance d'un rapport du directeur des finances qui se montre à nouveau très critique à l'égard de la gestion défailante et peu performante pratiquée par la banque sous le régime Python: «attrait falacieux [sic]» pour de grosses affaires à l'extérieur du canton, placements improductifs, pertes, comptabilité ne reflétant pas exactement «notre vraie situation»<sup>46</sup>. Partisan d'une gestion rationnelle, Musy affirme que «le moment est venu d'apporter à notre manière de travailler certaines modifications dans le sens d'une amélioration»<sup>47</sup>. Les réactions ne se font pas attendre. Quatre jours plus tard, alarmé par les velléités de Musy qui risquent de mettre en péril le régime conservateur, Python, souffrant, demande à son jeune collègue d'être plus prudent dans ses investigations au nom de l'unité du parti:

«J'ai l'impression qu'on cherche, avec de bonnes intentions sans doute, à créer contre Mr Sallin un courant d'hostilité et l'on veut le rendre responsable d'actes qui ne lui sont pas personnellement imputables. Cela n'est pas juste, Mr Sallin nous a rendu de très grands services, et je ne voudrais pas que nous arrivions à provoquer des divisions dans le parti conservateur. La scission fribourgeoisiste a pris fin. Les publicards sont ralliés pour la plupart et nous avons fait des recrues jusqu'aux confins du radicalisme. Ce serait bien fâcheux si l'on devait détériorer cette situation.»<sup>48</sup>

Apparemment vague, le message s'adresse en fait à Musy. Python essaie de lui

---

<sup>43</sup> [J. JORDAN:] *Cinquante ans d'activité 1892-1942*, Fribourg, St-Paul, 1943, pp. 25 et 42.

<sup>44</sup> *Procès Eggis & Sallin contre la Banque de l'État de Fribourg. Duplique... op. cit.*, pp. 5-14.

<sup>45</sup> s.n.: «À Fribourg. La démission de M. Sallin», in *Journal de Genève*, 9.11.1913.

<sup>46</sup> AEF, DFa 192, «Au Conseil d'Administration de la Banque de l'État de Fribourg, à Fribourg, pour lui être communiqué en sa séance du mardi 6 mars 1912» (J.-M. Musy).

<sup>47</sup> *Ibid.*

<sup>48</sup> AF, fs Musy, vol. 49: lettre de G. Python à J.-M. Musy, 10.3.1912.

faire comprendre qu'il est dangereux de remettre en cause la gestion du régime. Le syndrome de la dissidence hante l'esprit de Python. À cet égard, l'allusion aux scissions bienpublicarde et fribourgeoisiste qui ont sapé l'homogénéité de la République chrétienne durant des décennies est révélatrice. Mais le jeune directeur des finances, qui ne peut pas ne pas voir la faille qui s'ouvre devant lui, reste sourd aux conseils de Python, certainement peu habitué à l'insoumission d'un de ses collègues au gouvernement. La lettre que Léon Brunisholz adresse le 7 avril 1912 au président du Grand Conseil, Louis Morard, apporte de l'eau au moulin de Musy<sup>49</sup>. Congédié par la BEF en octobre 1911, l'ancien comptable de la banque reproche à Sallin d'avoir eu «des agissements malhonnêtes» à la tête de la BEF<sup>50</sup>. Brunisholz accuse notamment le directeur Sallin d'avoir lacéré des livres de comptabilité de la BEF pour faire disparaître certaines écritures<sup>51</sup>.

À mesure que la situation se complique, la pression exercée sur Musy augmente. Sallin rapporte que le chanoine Jean Quartenoud, rédacteur de *La Liberté* et «bien au courant de la manière exacte de voir du Conseil d'État»<sup>52</sup>, lui aurait dit que le gouvernement fribourgeois, «inquiété du retentissement provoqué par les procédés du nouveau Directeur des finances, avait examiné, dans sa séance du 26 avril<sup>53</sup>, la situation créée à la Banque de l'État. Des reproches avaient été adressés à M. Musy par certains de ses collègues pour sa précipitation à prendre des mesures extrêmes avant que la situation ait été examinée à fond par le gouvernement<sup>54</sup>. Sur quoi, M. Musy avait donné le choix entre sa propre démission du Conseil d'État et celle de M. Sallin comme directeur de la Banque<sup>55</sup>.

---

<sup>49</sup> Voir *Procès Eggis & Sallin contre la Banque de l'État de Fribourg. Duplique... op. cit.*, pp. 14-16.

<sup>50</sup> *Ibid.*, p. 15. Voir aussi *BGCF*, 11.5.1912, pp. 72-73. Sur l'affaire Brunisholz, voir P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 55, 61 et n. 397 p. 366.

<sup>51</sup> *Procès Eggis & Sallin contre la Banque de l'État de Fribourg. Duplique... op. cit.*, p. 16. Estimant être le véritable «sauveur» de la BEF, Léon Brunisholz pensera assez vite que Musy a fait sien un acte — dénoncer les agissements de Sallin — qui ne lui appartient pas. En 1930, il en arrivera même à porter plainte contre Musy, notamment pour spoliation. Selon un Brunisholz manifestement secoué et peu porté à la mesure, Musy lui devrait ses débuts fulgurants au gouvernement fribourgeois et sa fortune politique. Outre une réparation pour tort moral, Brunisholz demandera également à l'État de Fribourg de lui allouer une indemnité à titre de réparation matérielle. (Voir AF, fs Musy, vol. 52).

<sup>52</sup> J. SALLIN: *Demande en droit contre la Banque de l'État de Fribourg de M. Jules Sallin ancien directeur de la Banque de l'État déposée au greffe du tribunal de la Sarine le 19 juin 1913*, Fribourg, novembre 1913, p. 5.

<sup>53</sup> En raison de l'extrême concision des protocoles du CE qui ne contiennent en fait que des décisions, il n'est pas possible d'y déceler l'opinion des conseillers ou les débats à l'intérieur du collège gouvernemental. (AEF, *Protocole du CE*).

<sup>54</sup> Sans donner de noms et sans préciser la période concernée, Musy affirmera en novembre 1913 au GC: «J'ai commencé une enquête; on a voulu obtenir du Directeur des Finances qu'il y renonçât et qu'il discontinuât la poursuite en dommages-intérêts exercée contre M. Sallin. J'ai refusé [...]» (*BGCF*, 19.11.1913, p. 277).

<sup>55</sup> Musy dira en novembre 1913 au GC: «J'ai exigé et obtenu, en dépit de certaines difficultés, que M. Sallin sortît de la Banque de l'État: s'il y était resté, le Directeur des Finances ne serait plus à son fauteuil de conseiller d'État.» (*Ibid.*).

Désireux d'éviter une désorganisation du gouvernement dans une période critique, les autres membres du Conseil d'État avaient fini par s'incliner»<sup>56</sup>.

L'épisode est intéressant car il révèle une attitude caractéristique de Musy: dans une période de crise, il n'hésite pas à brandir sa propre démission ou à exercer l'intimidation dans l'espoir de faire fléchir l'opposition et de sortir de l'épreuve dans une position dominante. Toute sa vie, il supportera mal la contestation. En avril 1912, cette tactique porte ses fruits. À cette époque, il détient certes, sur les pratiques passées, un savoir dont le dévoilement, à lui seul, peut faire vaciller les pontes du régime. Il a l'habileté de ne pas aller trop loin, histoire de ne pas saborder son propre avenir.

À 35 ans, le jeune Musy gagne une première manche importante. Le temps semble être venu d'une relève à la tête de la République chrétienne. Un renouvellement certes, mais qui ne doit pas remettre en cause l'existence même du régime. Le contexte national influence également l'apparition de nouvelles forces à Fribourg. Fin avril 1912, Musy pousse donc à la démission Sallin, lâché par Python qui se trouve être indirectement atteint par l'action du Gruérien à la tête de la BEF<sup>57</sup>. Le Conseil d'État accepte la démission du directeur de la BEF avec remerciements pour les services rendus; Musy ne s'associe pas aux remerciements<sup>58</sup>.

Outre Python lui-même, au moins deux de ses fidèles, le conseiller d'État Louis Cardinaux et le chanoine Quartenoud, rédacteur de *La Liberté*, ainsi que Louis Morard, président du Grand Conseil et censeur de la BEF, ont fait comprendre à Sallin que son «sacrifice était nécessaire pour éviter une scission dans le parti conservateur» et l'effondrement du régime<sup>59</sup>. En 1917, Georges Python confirmera «qu'il a effectivement fait des démarches auprès de Sallin pour empêcher une scission dans le parti conservateur»<sup>60</sup>. Également accusé par Musy d'avoir entraîné l'État de Fribourg dans des opérations financières douteuses, Adolphe d'Eggis est chargé d'une responsabilité qui, selon lui, incombe en fait

---

<sup>56</sup> J. SALLIN: *Demande en droit... op. cit.*, p. 5.

<sup>57</sup> Lettre de démission de Jules Sallin reproduite in: *BGCF*, 14.5.1912, p. 100.

<sup>58</sup> *Procès Eggis & Sallin contre la Banque de l'État de Fribourg. Réponse... op. cit.*, p. 134.

<sup>59</sup> J. SALLIN: *Demande en droit... op. cit.*, pp. 4-5. La citation se rapporte plus précisément à l'intervention du conseiller d'État Cardinaux auprès de J. Sallin (p. 5). Voir aussi P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, n. 330, p. 364. En 1912, lors de l'éclatement des scandales de la BEF, Louis Morard semble, dans un premier temps, approuver l'action de Musy à la tête de l'établissement bancaire. Les deux hommes entrent cependant très vite en conflit, notamment au sujet des CEG. (Voir *ibid.*, pp. 48-50 et 137-139; N. WILLEMEN: *op. cit.*, pp. 48-50; J.-P. DORAND: *op. cit.*, pp. 456-460).

<sup>60</sup> AEF, DFa 87, «Procès Sallin c/ Banque de l'État de Fribourg - Interrogatoire du 1 février 1917 de Georges Python (Protocole du greffe du Trib. de la Sarine, fol. 827/292)».

«aux chefs du gouvernement conservateur catholique de Fribourg»<sup>61</sup>. Encore vingt ans après l'affaire, le banquier tombé en disgrâce affirmera que Python notamment avait besoin de son sacrifice pour sauver le régime<sup>62</sup>.

Selon Jules Sallin et Adolphe d'Eggis, Musy les accable pour ne pas avoir à affronter directement Python et tous ceux qui, à la tête de l'État, ont manqué une fois ou l'autre de rigueur. Dans une telle situation, un homme ambitieux, de surcroît en début de carrière, aurait aussi probablement eu tendance à chercher à la périphérie du pouvoir politique quelques victimes expiatoires, sans doute pas complètement irréprochables, plutôt que d'attaquer directement le leader du régime et d'autres hommes politiques influents. À la session du Grand Conseil de novembre 1912, Musy produit une transaction signée le 9 novembre d'une part par Joseph Philipona, secrétaire, et Musy, président, tous deux au nom du conseil d'administration de la BEF, d'autre part par Adolphe d'Eggis et Jules Sallin, transaction par laquelle ces deux derniers s'engagent à verser la somme de 150'000 francs<sup>63</sup>, moyennant quoi la BEF renonce à demander l'ouverture d'une action en justice<sup>64</sup>. Le jeune conseiller d'État, pourtant de formation juridique, est visiblement satisfait de ce singulier arrangement, obtenu dans d'étranges circonstances. Le grand déballage un moment entrevu n'aura pas lieu, Musy n'ayant lui-même pas intérêt à secouer encore plus l'arbre sur lequel il est perché.

---

<sup>61</sup> [A. d'EGGIS:] *À propos d'un procès de presse. La Banque de l'État de Fribourg, la Banque d'Épargne Eggis et l'Université catholique. Le sauvetage du régime conservateur en 1912*, Fribourg, s.n., 1931, p. 1.

<sup>62</sup> *Ibid.*, pp. 5-8.

<sup>63</sup> Cette somme doit servir à rembourser des prélèvements dont la légitimité est contestée par la BEF.

<sup>64</sup> Le texte de la transaction est reproduit in: *BGCF*, 19.11.1912, p. 241. Dans des écrits au demeurant polémiques donc à utiliser avec prudence, mais qui, sur le point de l'inclination à exercer des pressions, confirment un trait de caractère bien réel chez Musy, Jules Sallin et Adolphe d'Eggis affirment que Musy les aurait menacés d'une incarcération pour extorquer leurs signatures dans la transaction de novembre 1912. Par cet arrangement, ils auraient accepté de payer un forfait de 150'000 francs, ce que Musy présentera par la suite comme un aveu de culpabilité dans les erreurs de gestion de la BEF. Jules Sallin et Adolphe d'Eggis contesteront très rapidement la validité de cette transaction qui est un acte obtenu «par la violence» pour le premier et à la faveur d'«un guet-apens» pour le second (J. SALLIN: *Les erreurs de M. Musy et de la Banque de l'État de Fribourg. Réplique de M. Jules Sallin, ancien Directeur*, Fribourg, (1915), p. 119; A. d'EGGIS: *Ce qu'il faut qu'on sache! Un procès politico-financier: la honteuse campagne de la Banque de l'État de Fribourg contre M. Eggis, ancien banquier, les dessous de la pseudo-transaction, le sauveur Musy. Mémoire pour servir à la réplique au pamphlet de la Banque du 29 avril 1914*, Fribourg, 1914, p. 87). Loin de démentir, la BEF confirme que Musy a effectivement dit que si Jules Sallin et Adolphe d'Eggis n'acceptaient pas la transaction, on les ferait «mettre au clou», mais c'était là «une simple plaisanterie» du chef des finances cantonales et président du c.ad. de la BEF. (*Procès Eggis & Sallin contre la Banque de l'État de Fribourg. Réponse de la Banque de l'État*, (Fribourg, BEF, 1914), p. 141). Pierre-Philippe Bugnard ajoute: «Sollicité par les demandeurs à donner son parère sur cette affaire, le Professeur [de droit à l'Université de Berne; n.d.a.] M. Gmür conclura à “un abus de pouvoir et de force manifestes... de M. le directeur des Finances Musy”, ainsi qu'à une “extorsion d'avantages excessifs”, entraînant par conséquent l'annulation de la “transaction”.» (P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 59).

Objets de la réprobation populaire, Sallin et Eggis sont eux accusés publiquement de graves forfaits sans qu'aucun procès ne fasse la lumière sur des affaires dont même Musy ne tient plus à entendre parler, du moment qu'il a tiré son épingle du jeu.

Ébranlé par les scandales de la BEF, usé par plus d'un quart de siècle au pouvoir et en proie à des problèmes de santé, Python lâche prise au profit de Musy qui sait habilement manœuvrer pour devenir le nouveau leader du canton. Sans entraîner tout le régime dans le naufrage, le Gruérien réussit à ménager le parti gouvernemental. En se substituant au chef diminué pour conjurer l'effondrement du régime, il apparaît comme un sauveur à beaucoup de ses contemporains conservateurs<sup>65</sup>.

### 1.5. Deux conservateurs entre similitudes et divergences

Certaines idées de Musy se révèlent à travers son opposition à Python. Les relations entre les deux hommes se dégradent progressivement. Le chef de la République chrétienne passe de la confiance envers son jeune collègue (jusqu'en janvier-février 1912) à une certaine inquiétude face à sa tentative énergique de restaurer le crédit de la BEF (printemps 1912). Il ressort en effet que le premier souci du jeune président du conseil d'administration et chef des finances cantonales, c'est de réorganiser la BEF et de lui assurer un fonctionnement efficace. Les principes de rationalisation et de rendement guident son action financière dès le départ.

Déjà en avril 1912, Python avoue à Sallin que «M. Musy ne veut plus m'écouter»<sup>66</sup>. Quelques semaines après, le jeune chef des finances persiste et signe. Malgré les injonctions à la prudence que lui adresse un Python débordé, il s'attaque aux CEG dont il veut assainir la situation financière. Ses coups de boutoir contre un régime que l'on croyait plus solide ont ici à nouveau de l'effet. À la fin de l'année 1912, Musy et deux représentants de la cité radicale de Bulle entrent au conseil d'administration des CEG<sup>67</sup>. L'homme s'impose rapidement.

Face à la politique hardie de son jeune collègue, la crainte de Python cède rapidement à de la méfiance sur les véritables intentions du Gruérien et enfin, si l'on se base sur la presse restée fidèle à Python<sup>68</sup>, à de l'hostilité à l'égard de Musy. Une animosité qui culmine en mai-juin 1914 et s'atténue peu à peu, en

---

<sup>65</sup> Voir *ibid.*, pp. 60-65.

<sup>66</sup> Propos rapportés par J. SALLIN: *Demande en droit... op. cit.*, p. 5.

<sup>67</sup> J.-P. DORAND: *op. cit.*, pp. 456-457. En janvier 1914, Louis Morard écrit à Georges Python que Musy souhaite le «supplanter» aux CEG. Voir P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, n. 276 p. 361.

<sup>68</sup> *La Liberté, L'Ami du peuple, les Freiburger Nachrichten.*



surface seulement, jusqu'en 1918-1919. De son côté, le turbulent Gruérien évite le choc frontal avec Python et jure ses grands dieux qu'il est toujours resté fidèle à la cause conservatrice. De confidentielles, les tensions entre les deux hommes politiques deviennent rapidement un secret de polichinelle. L'élection de Musy au Conseil fédéral, en décembre 1919, fait de lui un héros dans lequel tous les Fribourgeois semblent se reconnaître. Cela n'est toutefois qu'une apparence trompeuse.

Outre un problème de génération, les deux hommes ont des caractères peu complémentaires. L'un et l'autre étant dotés d'un tempérament de chef affirmé, les frictions sont inévitables. Le désaccord entre Python et Musy découle aussi d'orientations politiques quelque peu distinctes, déterminées en grande partie par la chronologie. Alors que le conservatisme du premier est tout d'abord marqué par les luttes confessionnelles, celui du second, nettement moins «clérical» que son aîné, trouve toute sa rigidité devant la montée du socialisme. Si l'on continue à forcer un peu le trait de chacun pour mieux pouvoir les distinguer, disons que certaines divergences surgissent entre les deux hommes également dans le domaine économique<sup>69</sup>. Ce qui ne les empêche pas, tous deux, d'accorder une place centrale à l'agriculture dans le développement économique du canton, de défendre ardemment le fédéralisme et de se réclamer d'un conservatisme progressiste, au demeurant difficile à définir précisément<sup>70</sup>.

### 1.5.1. *Politique économique: entre interventionnisme et libéralisme*

Étant un «ami incorrigible du progrès» selon ses propres termes<sup>71</sup>, Python ne cherche toutefois pas tant à appliquer la doctrine sociale de l'Église qu'à freiner une véritable démocratisation du canton. La condition des ouvriers n'est pas le principal souci d'un canton essentiellement rural. Le projet de maintenir un clergé puissant allié du régime, ainsi que la volonté affichée de sauvegarder un monde traditionnel contre les assauts de la modernité et le cours de l'histoire — révolution industrielle, sécularisation de la société, laïcisation de l'État —

---

<sup>69</sup> Jean-Pierre Dorand estime que, en matière de politique économique, Python et Musy s'inscrivent dans le même courant d'idée. L'historien fribourgeois distingue trois courants à l'époque de la République chrétienne. Le premier, représenté par Georges de Montenach, est «agraire, physiocrate et anti-industriel». Le second, celui du radicalisme, penche plutôt pour une industrialisation sur le modèle anglais. Enfin, le courant principal de Python, rejoint par Musy, occupe une position intermédiaire en prônant un développement industriel étroitement lié au secteur primaire. (J.-P. DORAND: *op. cit.*, pp. 351-355).

<sup>70</sup> Devant le GC, Musy proclame en 1917: «Je l'ai déjà dit souvent: le Conseil d'État de Fribourg veut rester un gouvernement de progrès. Il le sera à la condition de restaurer sa situation financière.» (*BGCF*, 16.11.1917, p. 290). Sur le conservatisme progressiste du régime Python, voir F. PYTHON: «“La Liberté”...» *op. cit.*, p. 4 et J.-P. DORAND: *op. cit.*, pp. 347-348.

<sup>71</sup> *BGCF*, 19.11.1912, p. 239.

semblent d'une part friser l'utopie, d'autre part relever d'une préoccupation très pragmatique qui consiste à conserver l'ordre établi pour céder le moins possible sur le terrain politique.

L'intention d'instaurer une République chrétienne unanimiste, si possible pure de toute «erreur moderne», pousse souvent Python à entraver les initiatives de la bourgeoisie libérale et à mener une politique économique interventionniste qui ne va pas sans une gestion parfois improvisée et peu rigoureuse. Mais l'homme ne manque pas de pragmatisme et d'efficacité. La création et le maintien d'une université dans un canton essentiellement rural et sans grandes ressources financières, ainsi que la fondation de la BEF et d'entreprises électriques pour assurer le financement de la haute école, tendent à le prouver.

À Fribourg, Python s'efforce d'anticiper les dangers de l'industrialisation grâce à de nombreuses interventions étatiques dans le secteur économique. Selon l'historien Pierre-Philippe Bugnard, l'étatisme de Python se rapproche, toute proportion gardée, du «socialisme d'État» bismarckien inauguré surtout pour endiguer la montée du mouvement ouvrier<sup>72</sup>. L'implication progressive des pouvoirs publics dans l'économie n'est pas spécifique à Fribourg. L'intervention croissante de l'État s'observe au niveau national et international, partout où l'industrialisation progresse.

Reste que pour le régime pythoniste, ses tâches principales sont les suivantes: contenir le libéralisme, repousser le socialisme naissant et développer un autre genre d'industrialisation, mesurée et proche des ressources disponibles, c'est-à-dire liée au secteur agro-alimentaire. La volonté de ne pas partager le pouvoir demeure très forte. Le régime Python est plus paternaliste que démocratique. Il y a dans son autoritarisme quelque chose de l'Ancien Régime.

Plus que Python, Musy se montre réticent à toute forme d'ingérence étatique dans le jeu économique et plus particulièrement dans les affaires financières. Selon lui, l'État doit certes offrir à l'économie les infrastructures nécessaires à son développement. Ainsi attache-t-il une grande importance à la rentabilité des chemins de fer régionaux et au développement du réseau hydro-électrique mis en place sous Python<sup>73</sup>. Mais, pour Musy, l'idéal politique suivi par le gouvernement

---

<sup>72</sup> Sur l'interventionnisme du régime Python, voir P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 29-67. Voir aussi J.-P. DORAND: *op. cit.*, pp. 345-374 et 403-499; L. TISSOT: *op. cit.*, pp. 268-269. Pour faire face aux progrès de la social-démocratie et dans l'espoir de l'affaiblir, Bismarck mène une habile politique de réformes sociales dès la première moitié des années 1880. Toutefois, ces réformes, pas plus que la loi antisocialiste de 1878, ne permettent de réconcilier les ouvriers avec l'ordre établi et de les détourner du socialisme. La législation sociale introduite par Bismarck suscite l'intérêt de la Suisse où la sécurité sociale devient aussi un thème important de la politique intérieure.

<sup>73</sup> Jean-Marie Musy est notamment membre du c.ad. des CEG, compagnie confrontée à d'importants déficits, et impliqué dans l'administration de la Société des Usines hydro-

ne peut se soustraire aux nécessités économiques marquées du sceau du rendement et d'une stricte orthodoxie financière. Dans cette perspective, la première intervention du jeune chef des finances fribourgeoises au Grand Conseil est intéressante car on y trouve déjà les principaux postulats de sa pensée financière: la désapprobation des comptes et des budgets de l'État qui s'inscrivent régulièrement en déficits, la nécessité de freiner et de diminuer les dépenses pour rétablir l'équilibre financier, le besoin d'améliorer l'état financier par un accroissement des recettes fiscales avant tout indirectes, la volonté d'augmenter les revenus fiscaux sans toutefois nuire aux banques<sup>74</sup>.

Comme d'autres économistes libéraux, Musy pense que les moteurs essentiels de la vie économique sont la liberté et l'esprit d'entreprise individuelle. La nécessité de la propriété privée, à laquelle Python souscrit également, n'est pas moins nécessaire à l'efficacité économique. Pour Musy, ce n'est pas l'idéal politico-religieux mais le rendement, obtenu grâce à une rationalisation stricte, qui constitue l'objectif de toute activité économique. Pragmatique, il se montre prêt à collaborer avec les libéraux-radicaux dont il a besoin pour développer l'économie cantonale. À l'instar de tous les antiétatistes, il redoute en particulier une inféodation de l'économie à l'État. Ainsi, le progressisme de Musy réside ici essentiellement dans sa conception rationnelle, libérale, capitaliste et technocratique mais non bureaucratique de l'économie. Une ligne directrice libérale qu'il ne suit d'ailleurs pas toujours à la lettre, notamment en matière de politique agricole, domaine où les positions de Musy et Python se rejoignent. Musy, pour ne parler que de lui, ne manque pas de sens tactique. Il est prêt à sacrifier quelques-uns de ses principes économiques pour des raisons politiques et sentimentales.

### 1.5.2. *Unanimité sur la place centrale du secteur primaire*

Pour les deux hommes, le secteur agricole doit rester la base de l'économie fribourgeoise, perpétuant par là une idée forte de l'histoire cantonale<sup>75</sup>. Musy affirme que pour «développer la richesse économique de notre pays, hâtons l'évolution qui fera de notre agriculture une exploitation industrielle bien comprise»<sup>76</sup>. Plus renseigné et rigoureux en matière financière que son illustre

---

électriques de Montbovon. Il est également membre la commission administrative des services industriels de l'État de Fribourg.

<sup>74</sup> *BGCF*, 7.5.1912, pp. 27-28.

<sup>75</sup> Voir R. RUFFIEUX: *Les lignes de force de l'histoire de Fribourg. Conférence prononcée le 14 novembre 1981 lors du Dies Academicus de l'Université de Fribourg*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1982, p. 15.

<sup>76</sup> *BGCF*, 17.11.1916, p. 268. Le discours de Musy devant le GC est repris, quelque peu modifié, dans la brochure suivante: J. MUSY: *Considérations sur l'état de nos finances*.

aîné — du moins Musy s'attache-t-il plus d'une fois à le faire comprendre pour mieux se mettre en valeur —, le jeune chef des finances n'échappe pas lui non plus à une nostalgie agraire en décalage avec le cours de l'histoire, même s'il croit que cela est inexact «que Fribourg ne se prête pas à une extension industrielle»<sup>77</sup>. Toutefois, selon lui, il ne s'agit pas de créer de «grandes usines» mais de «développer l'industrie moyenne»<sup>78</sup>, grâce aux possibilités offertes justement par l'électricité: «On dit, avec raison, que l'électricité est destinée probablement à décentraliser ce que la vapeur avait autrefois centralisé. La vapeur a groupé, dans le voisinage des immenses machines, des agglomérations d'ouvriers; la diffusion de l'énergie électrique, mise à la disposition d'un chacun, va permettre, par contre, d'organiser avec succès des ateliers plus modestes et même d'intensifier la production à domicile.»<sup>79</sup>

À l'instar de Python, Musy s'inquiète des concentrations ouvrières engendrées ailleurs par la révolution industrielle. Il s'efforce lui aussi de sauvegarder dans le canton l'ordre ancien, fondé sur une vision chrétienne de la société. Ainsi propose-t-il aux Fribourgeois le maintien d'un secteur industriel somme toute peu poussé, proche de l'agriculture et de l'artisanat, et qui disperse de préférence le travail dans les campagnes. Il s'agit donc d'une industrialisation bien différente du modèle anglais, mais plutôt d'une forme de production, proche par son esprit du *Verlagssystem*, qui ressemble peut-être un peu à ce qu'était, par exemple, l'industrie domestique des pailles tressées en Gruyère au XIXe siècle<sup>80</sup>. Disséminé dans les villages, les travailleurs en voie de prolétarisation offrent de cette manière moins de prise au socialisme. D'autant que les associations conservatrices et le clergé exercent un encadrement strict de la population fribourgeoise. La peur du mouvement ouvrier, une bonne dose d'agrarisme passéiste, une vision du monde en grande partie antimoderniste et les moyens propres au canton de Fribourg, à forte prédominance rurale et sans grandes ressources financières, poussent ainsi le conservateur Musy à proposer des solutions qui, manifestement, ne préparent pas toutes un véritable décollage industriel du canton. Elles s'écartent en tout cas notablement d'un projet d'industrialisation «à l'anglaise». Peut-on faire de Musy un visionnaire? À Fribourg, la modernisation — pluralisme politique, démocratisation, essor économique, ouverture socioculturelle et religieuse — ne deviendra vraiment

---

*Observations présentées par le directeur des Finances relativement au budget 1917*, [Fribourg, 1916], 31 p.; ici p. 27. Voir aussi P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 37; J.-P. DORAND: *op. cit.*, pp. 353-354.

<sup>77</sup> *BGCF*, 17.11.1916, p. 269. Voir aussi J. MUSY: *Considérations... op. cit.*, p. 28.

<sup>78</sup> *BGCF*, 17.11.1916, p. 269.

<sup>79</sup> *Ibid.*

<sup>80</sup> À l'époque où cette activité fleurissait en Gruyère, Jean-Joseph Thédy, le grand-père de Jean-Marie Musy, était devenu un marchand de pailles tressées plutôt aisé.

perceptible, dès les années 1960, qu'avec l'affaiblissement des vieux paradigmes<sup>81</sup>.

S'il souhaite comme tout le monde la prospérité pour son canton, force est de constater que ses déclarations sur l'amélioration de la formation professionnelle et le développement industriel relèvent des lieux communs. Surtout, ils n'atteindront pas un degré de concrétisation aussi élevé que le travail accompli sous le régime Python. Dans les faits, il s'occupera plus à appliquer, certes avec efficacité, une politique financière orthodoxe. En cela, il est le fidèle représentant d'une pensée économique libérale alors dominante. Il place au-dessus de tout le crédit du canton et partant celui de la BEF. Après la politique de dépenses menée par Python, certes parfois improductives, Musy préconise une pause, c'est-à-dire une politique budgétaire restrictive et un interventionnisme étatique si possible minimal, de peur de tomber dans un socialisme d'État qu'il réprouve. L'idéal poursuivi reste celui d'un développement tempéré, étroitement lié au secteur primaire. Ses prédictions sur l'essor prochain du canton tarderont à se réaliser.

Élu au Conseil fédéral en décembre 1919, Musy reviendra régulièrement à Fribourg. Loin de critiquer la politique économique suivie par ses anciens collègues, il abondera dans leur sens, malgré les réalités d'un canton aux prises avec une profonde stagnation: revenu par habitant parmi les plus bas du pays et émigration parmi les plus fortes de tous les cantons suisses. Le verdict des statistiques est sans appel. Les autorités fribourgeoises tentent bien de résoudre ce problème économique et social certes très coriace<sup>82</sup>. Mais il ne faut pas négliger le poids de l'idéologie. Maintenir un canton fortement rural, donc stable

---

<sup>81</sup> Pour une interprétation différente, voir J.-P. DORAND: *op. cit.*, pp. 353-355. À lire cet historien, le fait que se réalisent après 1945 certaines mesures proposées par Musy dans les années 1910 démontrerait son caractère quasi visionnaire. (Voir *ibid.*, p. 354). Se référant au fameux retard économique de Fribourg, Jean-Pierre Dorand ajoute: «On peut plutôt penser que Python et Musy ont eu raison trop tôt: le canton n'est pas prêt, financièrement et psychologiquement, à aller aussi vite et aussi loin que le souhaiterait son "gouvernement éclairé".» (*Ibid.*, p. 355). Si le manque de ressources financières constitue effectivement un puissant frein au développement économique de Fribourg, il semble par contre plus problématique de suggérer que le canton, autrement dit le peuple fribourgeois, n'est pas aussi «éclairé» que son gouvernement du point de vue psychologique. La modernité de certaines réalisations de Python et Musy masque des fondements idéologiques antimodernistes, teintés d'une forte nostalgie passéiste. D'où l'ambivalence de ce conservatisme à la fois progressiste et rétrograde. En parlant, dans son étude sur le catholicisme suisse, de l'«antimodernisme avec des moyens modernes», Urs Altermatt précise que, par «ses buts, le catholicisme social et politique a été clairement antimoderniste, mais il a utilisé des moyens modernes tels que les groupements, les partis et les journaux pour atteindre ses objectifs antimodernistes.» «Modernité économique et politique rétrograde ne s'excluent pas forcément», note-t-il aussi. (U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi... op. cit.*, pp. 36 et 44). Voir aussi W. LOTH: «Katholizismus und Moderne. Überlegungen zu einem dialektischen Verhältnis», in F. BAJOHR, W. JOHE, U. LOHALM (Hg.): *Zivilisation und Barbarei. Die widersprüchlichen Potentiale der Moderne*, Hamburg, Christians, 1991, pp. 83-97.

<sup>82</sup> T. MÜLLER: *Crise économique et chômage à Fribourg pendant l'entre-deux-guerres: l'attitude de l'État*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 2000, 149 p.

socialement et enclin au conservatisme, est de fait souvent plus important que prendre le risque d'une politique économique plus audacieuse.

Musy s'inscrit dans un courant idéologique ruralisant qui ne cesse, à Fribourg et dans les milieux conservateurs suisses, de s'affirmer depuis la fin du XIXe siècle. Il encourage la fondation de la Société coopérative pour la vente du fromage de Gruyère (Fromage Gruyère), créée en 1913 pour défendre un secteur en butte à la crise laitière et à une rude concurrence extérieure<sup>83</sup>. En 1918, il fonde, avec son ami Emile Savoy, la Ligue pour la conservation de la terre fribourgeoise, association visant à combattre la hausse des prix et à lutter contre l'emprise extérieure, notamment bernoise en Singine, sur les terres agricoles du canton<sup>84</sup>. Les conservateurs dénoncent tout ce qui menace la société rurale comme autant d'«erreurs» du temps présent. Dans cette optique, conservateurs et paysans perçoivent le socialisme comme leur pire ennemi. Un adversaire à l'idéologie dissolvante qui, à leurs yeux, ne cherche rien de moins qu'à anéantir la propriété individuelle, à ruiner le patrimoine culturel et à saper un ordre social ancestral.

Au sortir de la Première Guerre mondiale, Fribourg, avec la Gruyère comme foyer principal, s'active à préserver les traces d'un passé cher. Fondation de la société des Armaillis de la Gruyère (1920), ouverture du Musée gruérien (1923), création de l'Association gruérienne pour le costume et les coutumes (1928). Le patois est revalorisé; la vie agreste, glorifiée. De par son impact sur l'imaginaire collectif, un homme incarne ce retour au «temps d'avant»: l'abbé Bovet, musicien incontournable dans la production artistique de l'époque. D'autres Fribourgeois proches de Musy, comme Emile Savoy, Georges de Montenach et Gonzague de Reynold, ne sont certes pas en reste dans leur résistance à la société moderne et industrielle<sup>85</sup>. Face à la croissance des villes, à la désagrégation de la société, à

---

<sup>83</sup> s.n.: «Commerce de fromages», in *Le Fribourgeois*, 7.9.1913; R. RUFFIEUX et W. BODMER: *Histoire du gruyère en Gruyère du XVIe au XXe siècle*, Fribourg, Fragnière, 1972, pp. 361-362; P.-P. BUGNARD: «À la recherche des pionniers de l'économie gruérienne», in *Cahiers du Musée gruérien*, Bulle, 1987, p. 19; P. VALLELIAN: «Fromage Gruyère SA. Les caves d'une réussite», in *Cahiers du Musée gruérien*, Bulle, 1999, 2, pp. 107-108. Outre Musy, d'autres personnalités gruériennes comme le radical Félix Glasson et le conservateur-indépendant Auguste Barras, ancien fribourgeoisiste qui remplace Louis Morard en 1914 à la tête des CEG, s'engagent en faveur de la Société coopérative pour la vente du fromage de Gruyère. — Données bio. sur Félix Glasson (1871-1941): Y. G., in *NEF*, 1942, pp. 227-229 (nécrologie); P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 496. Données bio. sur Auguste Barras (1862-1924): *Ibid.*, p. 494; M. CHARRIERE, in *ECF*, 2, p. 456.

<sup>84</sup> s.n.: «Le Fribourgeois à ses lecteurs et à ses amis», in *Le Fribourgeois*, 3.1.1920; M. CHARRIERE: *Du progrès... op. cit.*, p. 96; H. ZOPFI: *Anekdoten und Erinnerungen*, Affoltern a. A., Aehren, 1952, p. 23. Voir aussi s.n.: «Notre bonne terre fribourgeoise», in *Le Fribourgeois*, 10.1.1920, où le «montagnard» qui s'exprime parle d'une Ligue pour la conservation de la terre fribourgeoise, active depuis «une année à peine».

<sup>85</sup> Sur les cousins G. de Montenach et G. de Reynold en particulier, voir A. MATTIOLI: «Die Moderne und ihre Kritiker. Zur seismographischen Qualität antimodernistischer

l'exode rural et à l'individualisme, les mentalités inquiètes se réfugient dans un âge d'or imaginé. Pour la droite nationale-conservatrice, tourmentée par la montée du socialisme, le paysan fait figure de rempart contre le désordre social. Il personnifie les «vraies» valeurs patriotiques.

Mais le fort soutien qu'apportent tant Python que Musy à la chocolaterie Cailler — une fabrique qui fait figure de géant avec ses quelques 1'800 ouvriers en 1920 — indique, à titre d'exemple, que les deux hommes ne cherchent pas à freiner systématiquement l'industrialisation du canton, mais sont plutôt enclins à la lier à l'agro-alimentaire, ce qui limite certes singulièrement les autres possibilités de développement. En matière économique, la fabrique du radical Cailler, grande consommatrice de lait, constitue même une sorte d'idéal pour les tenants de la République chrétienne: prospérer sans se détacher de la terre. Satisfaction également du point de vue politique. Intégrés grâce une habile politique sociale paternaliste au sein de la fabrique brocoise, dispersés dans les villages environnants et toujours proches du monde rural, sans même parler du contrôle politico-religieux exercé par le régime conservateur, les ouvriers se montrent généralement peu sensibles aux idées syndicalistes et socialistes. Il n'empêche. La taille des entreprises fribourgeoises demeure petite. À la veille du premier conflit mondial, seules cinq d'entre elles comptent plus d'une centaine d'ouvriers, soit la chocolaterie Cailler (1'400 ouvriers), la Verrerie de Semsales (moins de 200), la Société suisse d'horlogerie (300) à Montilier, et à Fribourg les ateliers de réparations CFF (147), les chocolats Villars (131)<sup>86</sup>.

### 1.5.3. *Ni socialisme, ni libéralisme manchestérien: à la recherche d'une troisième voie*

Tant l'interventionniste Python que le libéral Musy, pour simplifier beaucoup, cherchent une troisième voie entre le socialisme et le libéralisme manchestérien. Attachés surtout à un idéal de développement mesuré, l'un et l'autre pensent la trouver dans le maintien d'une économie toujours fortement liée au secteur primaire et, d'un point de vue plus théorique, dans l'application de la doctrine sociale de l'Église.

Hostile à la gauche, Python en appelle plus d'une fois à l'encyclique *Rerum novarum* (1891) pour justifier son action, même si le mouvement ouvrier, le

---

Einstellungen im Kanton Fribourg», in A. ERNST, E. WIGGER (Hg.): *Die neue Schweiz? Eine Gesellschaft zwischen Integration und Polarisierung (1910-1930)*, Zürich, Chronos, 1996, pp. 107-125.

<sup>86</sup> A. MEYER: *Le socialisme et le syndicalisme fribourgeois entre 1890 et 1914. Étapes de leur organisation*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1982, p. 8; A. MEYER: «Origines et naissance du Parti socialiste fribourgeois», in *Les origines du socialisme en Suisse romande 1880-1920*, Lausanne, AEHMO & Éd. d'en bas, 1988, p. 172.

syndicalisme et le socialisme restent très faibles à Fribourg, canton principalement rural et très attaché au catholicisme<sup>87</sup>. À la veille de la guerre, le petit Parti socialiste fribourgeois entre même en léthargie<sup>88</sup>. Secondé par Joseph Beck et Caspar Decurtins, professeurs à l'Université de Fribourg, le premier de théologie pastorale et le second d'histoire des civilisations, ainsi que par d'autres conservateurs comme le fortuné baron Georges de Montenach, promoteur du catholicisme social en Suisse romande<sup>89</sup>, Georges Python avait d'ailleurs créé, quelques mois après le succès électoral des socialistes dans la capitale en 1905<sup>90</sup>, la Fédération ouvrière fribourgeoise pour soustraire les travailleurs aux sirènes du socialisme<sup>91</sup>. De ce terreau fribourgeois sort également l'abbé André Savoy qui, dès l'immédiat après-guerre, se fait le héraut du corporatisme chrétien-social en Suisse romande.

Musy n'échappe pas à la tradition, si forte à Fribourg, du catholicisme social. Mais, comme pour d'autres conservateurs, sa fibre sociale ne vibre vraiment que sous l'aiguillon du socialisme, un aiguillon qu'il perçoit même comme une épée de Damoclès. En outre, il ne peut être qu'irrité par les critiques parfois vives formulées par quelques chefs du mouvement chrétien-social à l'encontre du libéralisme économique et des milieux bancaires, ainsi que par leurs prétentions à donner une certaine autonomie politique au mouvement ouvrier. Et, avec force, il rejette les organisations ouvrières catholiques jugées trop «gauchisantes». Ainsi dit-il en mai 1917 devant le Grand Conseil: «J'aimerais bien [...] que les associations créées pour lutter contre la vague socialiste n'agissent pas de telle sorte qu'il ne soit plus possible de distinguer leurs théories de celles qu'ils [sic]

---

<sup>87</sup> Au niveau fédéral, Georges Python s'allie parfois avec les socialistes pour des raisons de tactique politique, ainsi lorsqu'il est colistier d'Henri Scherrer, socialiste grütliéen, à l'occasion du renouvellement du CN en 1893. (C. SIMONET: «Le socialisme fribourgeois avant 1914», in *HCF*, p. 890; A. MEYER: *Le socialisme... op. cit.*, pp. 38-42). Plus généralement, les minorités conservatrices et socialistes s'entendent parfois aux Chambres fédérales en vue d'obtenir des concessions de la majorité radicale. À Fribourg, lors des élections communales de 1907, Python propose également «aux socialistes une entente électorale, dirigée contre les radicaux. Cette proposition est refusée.» (R. MAUROUX: *70 ans d'histoire du mouvement ouvrier socialiste fribourgeois de 1848 à 1918*, s.l., PSS, s.d., p. 39). Pour la présentation d'un «laboratoire» où seraient expérimentées les solutions de la doctrine sociale de l'Église — l'Auge, quartier à forte population ouvrière de la ville de Fribourg —, voir S. GUMY: *L'Auge au XXe siècle. Du bas-quartier à la vieille ville de Fribourg*, Fribourg, Chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, 1997, pp. 15-96.

<sup>88</sup> A. MEYER: «Origines...» *op. cit.*, p. 188.

<sup>89</sup> Voir A. de SCHALLER: *La pensée sociale de Georges de Montenach*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1964, 191 p. — Autres données bio. sur Georges de Montenach (1862-1925): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 397; R. RUFFIEUX, in *ECF*, 2, p. 487; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 279 p. 279.

<sup>90</sup> En avril 1905, le Parti socialiste entre au Conseil général de Fribourg, dont il devient la seconde force en remportant dix-sept sièges.

<sup>91</sup> R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social... op. cit.*, p. 107; A. MEYER: *Le socialisme... op. cit.*, pp. 84-85.



prétendent combattre.»<sup>92</sup> Il s'inquiète très vite de voir certains chrétiens-sociaux aller au socialisme. Après la grève «cléricale» de Chippis de 1917 et la commotion de novembre 1918, Georges de Montenach, enclin à croire qu'il ne faut s'attendre à une vraie justice sociale que dans l'au-delà, émettra lui aussi de sérieuses réserves à l'égard de cette tendance chrétienne-sociale<sup>93</sup>.

Percevant une certaine confusion à l'intérieur du mouvement chrétien-social, Musy pense alors créer à l'Université de Fribourg un institut de sciences sociales qui aurait pour tâche de séparer le bon grain de l'ivraie<sup>94</sup>. Sur la demande du chef des finances fribourgeoises, Jacob Lorenz, revenu depuis peu du socialisme<sup>95</sup> et marqué par les idées de Joseph Beck et Caspar Decurtins<sup>96</sup>, dépose en juin 1919 un projet allant dans ce sens<sup>97</sup>. En novembre 1919, Musy confirme — en louant l'existence de l'Université fribourgeoise quand bien même certains le soupçonnent de ne pas en être un partisan convaincu — qu'«il faut rendre au pays le service de mettre à sa disposition une grande chaire, une école supérieure de sciences sociales, d'où rayonneront les principes d'une doctrine saine, inspirée non des théories de Manchester ni de celles de Karl Marx, mais des enseignements précieux contenus dans l'Encyclique *Rerum novarum*»<sup>98</sup>.

Un peu mégalomane au sujet de la mission qu'il assigne à la haute école fribourgeoise, il poursuit: «Il est désirable que l'Université de Fribourg oriente son activité dans cette direction, vers la doctrine chrétienne intégrale. Elle sera alors armée pour combattre efficacement l'une des plus terribles hérésies que

---

<sup>92</sup> *BGCF*, 30.5.1917, p. 135; également cité in R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social... op. cit.*, p. 233.

<sup>93</sup> Voir A. de SCHALLER: *op. cit.*, pp. 100-101; R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social... op. cit.*, pp. 136-137. Sur la grève de Chippis, voir *ibid.*, pp. 130-133, ainsi que D. HOLENSTEIN: *Die Christlichsozialen der Schweiz im Ersten Weltkrieg. Entwicklung der christlichsozialen Organisationen und ihre Stellung in der schweizerischen Arbeiterbewegung und der katholischen Sondergesellschaft 1914-1920*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1993, pp. 185-192.

<sup>94</sup> Au sujet de l'enseignement social donné à l'Université de Fribourg entre 1914 et 1929, voir F. PYTHON: «La doctrine sociale...» *op. cit.*, pp. 95-100.

<sup>95</sup> Voir N. HAYMOZ: *op. cit.*, pp. 13-20.

<sup>96</sup> Sur la filiation idéologique entre le tenant du corporatisme Lorenz et ses deux aînés Beck et Decurtins, voir aussi Q. WEBER: *Korporatismus statt Sozialismus. Die Idee der berufsständischen Ordnung im schweizerischen Katholizismus während der Zwischenkriegszeit*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1989, p. 167.

<sup>97</sup> Voir M. ZÜRCHER: «Jacob Lorenz. Vom Sozialisten zum Korporationentheoretiker», in A. MATTIOLI (Hg.): *Intellektuelle... op. cit.*, pp. 224 et 229. Le plan soumis par Jacob Lorenz ne se réalisera pas. (*Ibid.*, p. 224). En 1925, Musy exprimera de nouveau devant les Fribourgeois le souhait que l'Université se complète «bientôt d'une école de sciences sociales.» (Allocution de Musy reproduite sous le titre: «Le cinquantenaire du Cercle catholique de Fribourg», in *La Liberté*, 8.5.1925). Il reformulera le même vœu en 1930. (Voir sous: «La séance inaugurale de l'Université de Fribourg», in *La Liberté*, 17.11.1930).

<sup>98</sup> *BGCF*, 25.11.1919, p. 659. Devenu conseiller fédéral, Musy répète en 1921: «La cause de toutes les calamités qui ont fondu sur le monde, c'est l'oubli des principes chrétiens. Ces principes, l'Université doit les faire rayonner toujours plus puissamment. Elle fait ainsi œuvre de salut public.» (*La Liberté*, 15.11.1921, cité par N. BALMAT: *op. cit.*, p. 52).

l'humanité ait rencontrées sur sa route, soit le socialisme. Elle rendra alors, non seulement au canton de Fribourg, non seulement à la Suisse, mais peut-être au monde entier, à la cause de l'ordre en général, d'inappréciables services.»<sup>99</sup> En fait, ses références à la doctrine sociale de l'Église semblent beaucoup moins procéder d'une soif de justice innée que d'un besoin de vivre dans une société où règne l'ordre.

## 2. Le nouvel homme fort du régime conservateur

### 2.1. Vers la mise en place progressive d'un régime musyste?

En moins de deux ans et demi, Musy prend l'ascendant sur le Grand Conseil, le Conseil d'État et les grandes régies cantonales, notamment en y faisant entrer des hommes acquis à sa cause. Le noyautage est très rapide<sup>100</sup>.

À analyser les différentes listes de membres de l'administration de la BEF — un des vecteurs principaux de la stratégie gouvernementale avec le contrôle de l'électricité —, il ressort clairement que cet établissement connaît entre 1912 et 1914 un profond renouvellement de ses cadres<sup>101</sup>. Parmi les nouveaux venus à la tête de la BEF, citons Charles Schnyder von Wartensee<sup>102</sup> et Alexandre Cailler<sup>103</sup>, deux pièces maîtresses de Musy sur l'échiquier cantonal. Recommandé par Musy devant le Grand Conseil, Schnyder est nommé directeur de l'établissement bancaire à la fin de l'année 1912<sup>104</sup>. Cailler est appelé au conseil d'administration en novembre 1913<sup>105</sup>. Les liens noués entre Musy et ces deux personnalités s'inscrivent dans un vaste réseau débordant largement les frontières cantonales. Des ramifications révélatrices de l'interpénétration des élites économiques et

---

<sup>99</sup> *BGCF*, 25.11.1919, p. 659.

<sup>100</sup> Le renouvellement du personnel politique et administratif fribourgeois qui intervient lors du passage de la république pythoniste à l'éphémère et inachevé régime musyste mériterait une étude systématique. Nous ne donnons ici que quelques exemples de ce changement; une phase de transition que certains négocient aussi par l'accommodation et d'autres par la résistance en espérant sans doute un retour à l'ancien cours.

<sup>101</sup> Voir ces listes in [J. JORDAN:] *op. cit.*, pp. 77-80.

<sup>102</sup> Données bio. sur Charles Schnyder von Wartensee (1874-1957): s.n., in *BLVS*, 1961, vol. 5, p. 201; S. GUEX: *La politique monétaire et financière de la Confédération suisse 1900-1920*, Lausanne, Payot, 1993, p. 56.

<sup>103</sup> Données bio. sur Alexandre Cailler (1866-1936): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 384; L. BLANC: *Alexandre Cailler. Sa vie, son œuvre. 1866-1936*, Fribourg, Fragnière, 1941, 82 p. (ouvrage largement apologétique); L. BLANC, in *NEF*, 1938, pp. 201-207 (nécrologie); s.n., in *BLVS*, 1947, vol. 1, pp. 507-508; G. GAUDARD, in *ECF*, 2, p. 460.

<sup>104</sup> *BGCF*, 28.11.1912, pp. 318-319; AEF, *Protocole du CE*, 13.12.1912, p. 1013. Élu directeur de la BEF le 15 novembre 1912, Frédéric Graenicher, directeur de la Banque populaire suisse, à Fribourg, annonce le jour même à Musy et le lendemain au GC qu'il ne peut pas accepter cette nomination. Voir *BGCF*, 15 et 16.11.1912, pp. 216-217.

<sup>105</sup> *BGCF*, 29.11.1913, p. 363.

politiques du pays.

Charles Schnyder von Wartensee remplace en 1912 Sallin qui a été poussé à la démission par le nouveau directeur des finances. Le Lucernois a derrière lui une brillante carrière dans la banque. En octobre 1912, Musy se renseigne sur son compte auprès de ses anciens employeurs, au nombre desquels se trouvent les banques Ehinger à Bâle, Vonwiller à Milan et le Crédit Lyonnais à Londres<sup>106</sup>. Ayant repris les rênes de la BEF, le Lucernois est également le candidat du conseiller d'État Musy à un poste auprès de la Banque cantonale fribourgeoise<sup>107</sup>, établissement né radical et progressivement accaparé par le régime conservateur<sup>108</sup>. Lui-même au conseil d'administration de la Banque nationale suisse (BNS) de 1913 à 1919, le nouveau conseiller fédéral Musy favorisera l'entrée en 1920 de Schnyder von Wartensee à l'institut d'émission<sup>109</sup>.

Alexandre Cailler, grand capitaine d'industrie, est lui nommé le 29 novembre 1913 au conseil d'administration de la BEF par le Grand Conseil, alors majoritairement acquis à Musy. Radical, protestant, fédéraliste et défenseur des intérêts de la République chrétienne au Conseil national lorsque Python domine le canton<sup>110</sup>, le pragmatique Cailler se rapproche de Musy quand celui-ci devient le nouvel homme fort du régime. Le nouveau leader cantonal le lui rend bien, notamment en ne cherchant pas à trop imposer l'importante fabrique de chocolat

---

<sup>106</sup> AEF, DFa 192, lettres des banques Ehinger à Bâle, 25.10.1912, Vonwiller à Milan, 25.10.1912, et du Crédit Lyonnais à Londres, 25.10.1912, adressées à J.-M. Musy. Au Crédit Lyonnais à Londres de 1898 à 1900, Schnyder a été sous les ordres de Louis Dapples, alors sous-directeur de l'établissement et futur président de Nestlé. (AEF, DFa 192, curriculum vitae de Schnyder, s.d. [1912]. Voir aussi la lettre du Crédit Lyonnais à Londres adressée à J.-M. Musy, 25.10.1912). À la direction de la Banca Vonwiller de 1901 à 1907, Schnyder a côtoyé Ruggero Dollfus, futur conseiller national conservateur. (AEF, DFa 192, curriculum vitae de Schnyder, s.d. [1912]). Plus tard, c'est Dapples qui a engagé Schnyder comme directeur, de 1911 à 1912, du siège brésilien à Rio de la Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud. (AEF, DFa 192, curriculum vitae de Schnyder, s.d. [1912]).

<sup>107</sup> Cela ressort d'une intervention au GC de Louis Blanc sur la Banque commerciale, ex-Banque cantonale (L. BLANC: *Banque commerciale. Discours de M. le député Louis Blanc, prononcé le 14 février 1922 en séance du Grand Conseil*, [1922, p. 3]).

<sup>108</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 49: lettre de G. Python à J.-M. Musy, 10.3.1912.

<sup>109</sup> Voir s.n.: «Du Palais fédéral à l'Évêché de Fribourg. Des départs en perspective?», in *Le Genevois*, 5.8.1933. L'ambassadeur de France à Berne accorde du crédit à l'information de l'organe du parti radical genevois (AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 202: de B. Clauzel à J. Paul-Boncour, 10.8.1933). Lorsque Musy accède au Conseil fédéral le 11 décembre 1919, M. et Mme Schnyder von Wartensee écrivent aussitôt à Mme Musy pour exprimer leurs félicitations. Leur lettre semble toutefois indiquer que le prochain départ de Musy pour Berne pourrait signifier la fin de la bonne fortune de ceux qui, à Fribourg, avaient trop lié leur sort au sien: «Tout le monde que je vois est partagé entre la joie et l'orgueil pour Monsieur Musy et le chagrin, même la terreur, de le voir quitter Fribourg pour Berne.» (AF, fs Musy, vol. 54: lettre de M. et Mme Schnyder de Wartensee à Mme Musy, 11.12.[1919]). Avant d'entrer à la BNS, Charles Schnyder von Wartensee résigne ses fonctions à la BEF à fin juillet 1920. (BEF: *Vingt-huitième rapport du Conseil d'administration présenté au Grand Conseil sur l'exercice 1920*, Fribourg, St-Paul, [1921], p. 9).

<sup>110</sup> P.-P. BUGNARD: «Le régime...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 882.

Cailler de Broc car, dit-il, le fisc fribourgeois a «là un précieux client»<sup>111</sup>. Aux niveaux cantonal et national, Cailler et Musy auront souvent l'occasion de collaborer, le second admirant l'œuvre de ce patron paternaliste qui «réussit à neutraliser toute velléité syndicaliste en développant le social.»<sup>112</sup> Musy se montre d'autant favorable à la chocolaterie brocoise, très grande consommatrice de lait, qu'elle offre un débouché intéressant à l'agriculture, secteur privilégié du régime conservateur.

Musy vise également un autre lieu de pouvoir, intellectuel celui-là: l'Université de Fribourg. En 1915, il tente d'y placer son ami Gonzague de Reynold<sup>113</sup>. Si l'on en croit l'aristocrate, Musy lui aurait même proposé auparavant de le faire entrer au Conseil d'État pour lui confier l'instruction publique, alors dirigée par Georges Python<sup>114</sup>. Mais, parfois, le nouveau leader n'a même pas besoin de s'activer pour trouver des collaborations. Des conservateurs indépendants se reconnaissent dans la ligne défendue par Musy. Ainsi, parmi le clergé, d'anciens prêtres fribourgeoisistes écrivent à Musy pour lui apporter leur soutien. C'est le cas du curé-doyen Albert Gremaud à Remaufens<sup>115</sup> et du curé François Ménétrety à Albeuve. Fribourgeoisiste déclaré en 1892 qui, sous la pression du régime, s'est rallié quelques années plus tard à la cause gouvernementale<sup>116</sup>, le curé Ménétrety approuve en 1913 la politique menée par Musy. Fort de son expérience, il invite le jeune conseiller d'État à la prudence s'il veut réussir dans son entreprise et le met tout d'abord en garde, dit-il, contre «le camp de M. Python et de ses adhérents. Tous sont vos adversaires, beaucoup vos ennemis irréconciliables. Ils ont à venger sur vous le dévoilement de toute une vie de tripotages et de manigances malpropres, quelques uns la perte d'un gros fromage de Hollande; d'autres enfin, non encore atteints, redoutent votre œil inquisiteur et vos verges vengeresses.

De ce côté se dresse contre vous, formidable et menaçante, toute une montagne de préventions, de rancœurs, de désirs de vengeance. Vous désarçonner, vous noircir, vous obliger à capituler, c'est bien le but poursuivi. Et pour y réussir ce

---

<sup>111</sup> *BGCF*, 27.12.1918, p. 274. À la fin de l'année 1918, Musy précise que l'usine Cailler a payé, «à elle seule, plus que chaque district pris isolément, davantage même que la Sarine.» (*Ibid.*).

<sup>112</sup> P.-P. BUGNARD: «Du pâturage à l'atelier», in *La Gruyère*, 16.6.1998, p. 24. Comme conseiller national (1911-1935), Cailler participera à plusieurs commissions, notamment celles des douanes. Il jouera également un rôle important dans la SSS chargée d'assurer le ravitaillement de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale. Sur un aperçu des liens tissés entre Cailler et Musy, voir le discours de celui-ci reproduit in L. BLANC: *Alexandre Cailler... op. cit.*, pp. 51-57.

<sup>113</sup> G. de REYNOLD: *Mes mémoires*, *op. cit.*, p. 719.

<sup>114</sup> *Ibid.*, p. 679.

<sup>115</sup> AF, fs Musy, vol. 47: lettre d'A. Gremaud à J.-M. Musy, 12.9.1914. Sur le fribourgeoisisme du curé-doyen Gremaud, voir P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 172 et n. 1346 p. 397, p. 501.

<sup>116</sup> *Ibid.*, pp. 242 et 501.

clan compte, non sans raison, sur les racines profondes qu'il a encore dans le pays, sur l'armée des fonctionnaires intéressés au maintien du gaspillage ou hypnotisés par la peur, surtout ce clan se repose sur la presse à sa dévotion.

À l'extrême opposé se trouve le parti radical qui, depuis des années remplit le pays de ses clameurs contre le régime abhorré. Il vous accordera un concours empressé, peu désintéressé et surtout fort compromettant. Souvent il vous sera plus gênant qu'utile, grâce à ses exagérations, à ses mensonges, à son incurable anticléricalisme, à son égoïsme [sic], à sa maladresse proverbiale.»<sup>117</sup>

D'anciens serviteurs du régime Python choisissent également de rejoindre le camp du nouveau leader. Tel Joseph Philipona, contrôleur de la BEF depuis 1890, qui est l'œil de Musy à l'intérieur de la banque. Dans des rapports confidentiels, Philipona signale au jeune directeur des finances ses adversaires à la BEF et leurs manœuvres. Il lui transmet également des lettres du camp adverse obtenues on ne sait trop comment<sup>118</sup>. Agents et autres hommes de confiance s'agitent en coulisses. Mais c'est dans le domaine politique que la mise en place progressive de ce qui aurait peut-être pu aboutir à un véritable régime musyste est la plus visible. La formation d'un régime, inachevé et éphémère, qui aura du mal à survivre à l'élection de son chef au Conseil fédéral et à empêcher le retour d'anciennes forces, sous des airs de renouveau. Conseiller d'État de 1933 à 1946 et «second fondateur» de l'Université, Joseph Piller, ne sera-t-il pas le «continuateur» de la République chrétienne?<sup>119</sup>

Tout d'abord en minorité au gouvernement, Musy avance avec beaucoup de prudence. En novembre 1913, lors de la session du Grand Conseil, Musy se trouve encore dans une position très délicate. Il avoue lui-même que sa situation «est difficile pour beaucoup de raisons. J'ai personnellement la responsabilité de la gestion financière du canton, et le sentiment de mon devoir m'a obligé à faire dans le passé des enquêtes douloureuses.»<sup>120</sup>

D'une part, tout en évitant de prononcer le nom du directeur de l'Instruction publique, Musy dénonce les «entreprises malheureuses» menées en fait par Python et au cours desquelles ont été commises des «irrégularités de gestion et d'administration»<sup>121</sup>. Musy ne remet toutefois pas en question l'honnêteté de Python. Il le loue ainsi pour tout le bien qu'il a réalisé en faveur du canton et reconnaît qu'on «a eu un but idéal» en se lançant dans des affaires financières

---

<sup>117</sup> AF, fs Musy, vol. 47: lettre de F. Ménétreay à J.-M. Musy, 10.11.1913.

<sup>118</sup> *Ibid.*: lettres de J. Philipona à J.-M. Musy, 3.3.1914 et 10.10.1916.

<sup>119</sup> F. PYTHON: «Dans le rythme des luttes politiques», in *La Gruyère*, 17.10.1996. — Données bio. sur Joseph Piller (1890-1954): P. BARRAS, in *ECF*, 2, p. 494; C. SCHALLER: *op. cit.*, p. 216; N. BALMAT: *op. cit.*, p. 33.

<sup>120</sup> *BGCF*, 19.11.1913, p. 277.

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 278.

douteuses qui «ont certainement eu comme *leitmotiv* le bien de l'Université»<sup>122</sup>. D'autre part, soucieux de ne pas être perçu comme un traître à la cause conservatrice, il ne peut pas «faire chorus avec l'opposition radicale» qui demande la démission immédiate de Python et celle de son bras droit, Cardinaux<sup>123</sup>. Malgré cette politique d'équilibriste périlleuse, Musy est déjà perçu à ce moment «comme le véritable chef du gouvernement fribourgeois»<sup>124</sup>.

Dès la fin du mois de mai 1914, les musystes ont la majorité au Conseil d'État, ce qui suppose donc un Grand Conseil majoritairement favorable au Gruérien. Pour beaucoup d'observateurs, c'est un tournant dans l'histoire fribourgeoise. Au nombre des conseillers d'État favorables à Musy se trouvent son ami de jeunesse Emile Savoy, élu au gouvernement le 8 avril 1913<sup>125</sup>, Marcel Vonderweid, conseiller d'État nommé le 9 mai 1914<sup>126</sup>, et Joseph Chuard, élu le 30 mai 1914 en remplacement du pythoniste Louis Cardinaux, décédé<sup>127</sup>.

Toujours aussi mordant à l'égard de l'ancien homme fort de la République chrétienne, le curé Bochud note que «M. Python lui-même avait, le tout premier, prononcé le nom de M. Chuard. Mais, lorsqu'il vit que M. Musy agréait volontiers cette candidature, il fit machine en arrière et contrecarra de toutes ses forces l'arrivée de M. Chuard au Conseil d'État, faisant jouer pour cela toutes ses grosses pièces: les journaux du N° 13<sup>128</sup>, le clergé, sans oublier l'Évêque<sup>129</sup>, les députés

---

<sup>122</sup> *Ibid.*, p. 278.

<sup>123</sup> s.n.: «Au Grand Conseil fribourgeois», in *Journal de Genève*, 21.11.1913. Voir aussi *BGCF*, 18.11.1913, p. 269.

<sup>124</sup> s.n.: «Au Grand Conseil fribourgeois», in *Journal de Genève*, 21.11.1913.

<sup>125</sup> *BGCF*, 8.4.1913, p. 15. Sur 110 bulletins de vote, le préfet de la Gruyère Emile Savoy obtient 74 voix contre 31 au pythoniste Ernest de Weck, syndic de la ville de Fribourg (*Ibid.*). Selon le curé Bochud, rapide à dénoncer les insuffisances du régime Python, «Musy devait trouver [en Emile Savoy; n.d.a.] un auxiliaire pour remettre un peu d'ordre dans l'administration cantonale». (AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier V, p. 51). — Données bio. sur Ernest de Weck (1860-1919): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 405.

<sup>126</sup> *BGCF*, 9.5.1914, p. 64. Marcel Vonderweid obtient 85 suffrages sur 100 bulletins de vote. (*Ibid.*). Au CE, il remplace son oncle Stanislas Aeby. — Données bio. sur Marcel Vonderweid (1866-1948): N. BALMAT: *op. cit.*, p. 203.

<sup>127</sup> *BGCF*, 30.5.1914, p. 95. Dans un premier temps, Joseph Chuard et Ernest de Weck enlèvent chacun 54 voix sur 108 votants. Lors d'un deuxième scrutin, Chuard l'emporte avec 55 suffrages contre 52 à Weck. (*Ibid.*). Le curé Bochud rapporte qu'un capucin disait le jour de l'enterrement de Louis Cardinaux «que c'était M. Musy qui l'avait tué!». La formule, à ne pas prendre bien entendu au pied de la lettre, est révélatrice de la violente hostilité que Musy suscite chez certains pythonistes. (AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier V, p. 53).

<sup>128</sup> Ainsi appelé par la population, le N° 13 abrite l'Œuvre de Saint-Paul. On y imprime *l'Ami du peuple* et *La Liberté*. Bien qu'étant devenu l'homme fort du canton, Musy n'arrivera pas à vaincre la résistance de ce bastion resté fidèle à Python.

<sup>129</sup> Mgr André Bovet, évêque de 1911 à 1915. Selon le curé Bochud, l'évêque qui voulait d'abord rester neutre dans le choix du candidat se serait en fin de compte laissé gagner notamment par le conseiller d'État Torche et le recteur Jaccoud, deux fidèles de la cause pythoniste. Le curé de Neirivue rapporte alors le bruit que l'évêque aurait fait à plusieurs députés, venus lui rendre visite, «un devoir de conscience de voter pour M. Weck», le candidat de Python. (AEF, R. BOCHUD: *Chronique scandaleuse*, cahier V, p. 54).

dociles, les préfets etc. etc.; la religion et le parti conservateur furent déclarés en danger, le spectre du libéralisme et du radicalisme fut agité devant les yeux des crédules Fribourgeois. Bref, M. Musy, l'auteur de tout le mal, puisqu'il avait trouvé des fautes en Python et son régime, était vilipendé autant que l'avait été autrefois le regretté Progin, aussi bien intentionné, mais moins bien outillé que lui»<sup>130</sup>.

Candidat soutenu par Musy contre Ernest de Weck patronné lui par Python<sup>131</sup>, Chuard a également bénéficié, lors de son élection au gouvernement, des voix de l'opposition radicale<sup>132</sup>. Pour les conservateurs pythonistes, cette coalition «invraisemblable» et «monstrueuse» d'une frange du parti conservateur avec l'opposition radicale constitue une «alliance contre nature» et une véritable hérésie «qui ne s'était pas vue depuis 1856»<sup>133</sup>. Dirigée par le rédacteur en chef Jean Quartenoud, «un pur produit» de la République chrétienne<sup>134</sup>, *La Liberté* se montre amère à l'égard des «promoteurs de la candidature de M. Chuard» — c'est-à-dire de Musy en premier lieu — qui sont responsables de «cette bataille entre conservateurs»<sup>135</sup>. Dès cette époque, malgré la fidélité d'une bonne moitié du parti conservateur, Python est donc déjà bien isolé au gouvernement: il ne peut compter plus que sur Fernand Torche — «un ennemi juré de Musy», selon Savary<sup>136</sup> —, alors qu'Eugène Deschenaux semble occuper une position intermédiaire entre les musystes et les pythonistes<sup>137</sup>. Malgré le déclin de son étoile, Python a toujours l'appui de la presse dévouée du N° 13 qui, après l'élection de Chuard, livre une guerre ouverte aux musystes. Ceux-ci ripostent une fois ou l'autre par le biais du *Fribourgeois*. L'ouverture des hostilités entre l'Autriche et la Serbie, à la fin du mois de juillet 1914, puis l'embrasement général font passer ces dissensions locales au second plan. Les rancunes restent.

Majoritairement acquis à la cause du nouveau leader cantonal, le Grand Conseil le nomme, le 14 novembre 1914, à la présidence du Conseil d'État pour l'année 1915<sup>138</sup>. L'élection d'Ernest Perrier au gouvernement, le 9 mai 1916, en

---

<sup>130</sup> *Ibid.*, pp. 53-54.

<sup>131</sup> s.n.: «L'élection du nouveau conseiller d'État», in *L'Indépendant*, 30.5.1914.

<sup>132</sup> Voir p.e. s.n.: «Une mauvaise journée», in *La Liberté*, 2.6.1914.

<sup>133</sup> s.n.: «Le véritable élu de la majorité conservatrice», in *L'Ami du Peuple*, 3.6.1914.

<sup>134</sup> F. PYTHON: «“La Liberté”...» *op. cit.*, p. 5.

<sup>135</sup> s.n.: «Une mauvaise journée», in *La Liberté*, 2.6.1914.

<sup>136</sup> L. SAVARY: *Les balances...* *op. cit.*, p. 36. — Données bio. sur Fernand Torche (1866-1937): s.n., in *NEF*, 1938, pp. 228-230 (nécrologie); E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale...* *op. cit.*, 1, pp. 404-405.

<sup>137</sup> s.n.: «Zu den Wahlen in Freiburg», in *Neue Zürcher Nachrichten*, 2.6.1914. Toutefois, Deschenaux est aussi souvent classé dans la mouvance pythoniste. Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* *op. cit.*, n. 91 p. 39. — Données bio. sur Eugène Deschenaux (1874-1940): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale...* *op. cit.*, 1, p. 388; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* *op. cit.*, n. 89 p. 39.

<sup>138</sup> *BGCF*, 14.11.1914, p. 208. Musy est facilement élu par 63 voix contre 7 éparses. (*Ibid.*).

remplacement de Fernand Torche démissionnaire, n'affaiblit pas la position de Musy<sup>139</sup>.

## 2.2. Dissensions conservatrices et appui radical

### 2.2.1. *Le rapprochement des droites: entre résistances et approbations*

Dans l'éclatement des scandales de la BEF, Musy a la prudence et l'habileté de ne pas attaquer de front Python, qui reste malgré tout un des chefs les plus influents du conservatisme suisse. Selon lui, il s'agit de mettre de l'ordre dans les finances et l'administration, ainsi que d'améliorer le rendement des affaires de l'État pour consolider le régime conservateur. La modernisation de la BEF qui lui donne un nouvel essor<sup>140</sup>, l'amélioration progressive du statut des fonctionnaires, la création des Entreprises électriques fribourgeoises (EEF), résultat de la fusion de diverses sociétés<sup>141</sup>, la promulgation d'une nouvelle loi fiscale pour faire face aux exigences d'un État moderne et aux difficultés engendrées par la Première Guerre mondiale<sup>142</sup> — autant d'actions marquées de l'empreinte de Musy —

---

<sup>139</sup> *BGCF*, 9.5.1916, p. 122. Ernest Perrier obtient 81 voix sur 97 bulletins de vote. (*Ibid.*). Sur l'intégration de Perrier au camp musyste, voir P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, n. 426 p. 367. Selon une lettre de Musy à Python, il semble également ressortir que le Gruérien soutient la candidature d'Ernest Perrier. (AF, fs Musy, vol. 47: lettre de J.-M. Musy à G. Python, 14.12.1918 (copie)). D'autre part, sans évoquer d'ailleurs l'antagonisme Musy-Python, devenu certes moins virulent en 1916, la presse pythoniste se félicite de l'élection de Perrier. (Voir p.e. s.n.: «Le nouveau conseiller d'État», in *La Liberté*, 9.5.1916). Ayant lui-même eu maille à partir avec Ernest Perrier, Léon Savary écrira, un demi-siècle plus tard, que Perrier a été un «fervent pythoniste». (L. SAVARY: *Les balances... op. cit.*, p. 58). Voir aussi M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 91 p. 39 où Ernest Perrier est rattaché au groupe de Python. Cette diversité montre combien il est difficile de classer certaines personnes. Seule une chronologie fine, reposant sur des sources fiables, pourrait clarifier certaines positions sans doute changeantes. Il se peut aussi que la position de Perrier soit, dès le départ, plutôt neutre et consensuelle à l'égard du conflit Musy-Python; c'est ce que semble indiquer le score obtenu par Perrier lors de son élection. En 1937, à l'occasion de l'ordination sacerdotale dans l'abbaye de Ste-Marie de la Pierre-qui-Vire d'Ernest Perrier, connu alors sous le nom de Dom Nicolas, Musy sera au nombre des convives, en compagnie entre autres de Bernard de Weck et Mgr Besson. (A. M.: «Le R. P. Nicolas Perrier, à Fribourg», in *NEF*, 1938, p. 51). Et, en 1951, Ernest Perrier écrira à son «cher ami» Musy pour le féliciter de son 75<sup>ème</sup> anniversaire et l'assurer de sa fidèle amitié. (AF, fs Musy, vol. 43: lettre d'E. Perrier à J.-M. Musy, 11.4.1951).

<sup>140</sup> Œuvre de Musy, la loi du 20.11.1913 réorganise entièrement la BEF. (*BL*, 82, 1913, pp. 112-126). Le directeur des finances redonne ainsi du crédit à l'établissement dont le renom a souffert lors de la crise de 1912/1913. Dans le prolongement d'un projet de révision de 1904, le député radical Constant Dinichert avait déjà en 1909 demandé d'élaborer une nouvelle loi organique pour la BEF. (P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 53. Voir aussi [J. JORDAN:] *op. cit.*, p. 24).

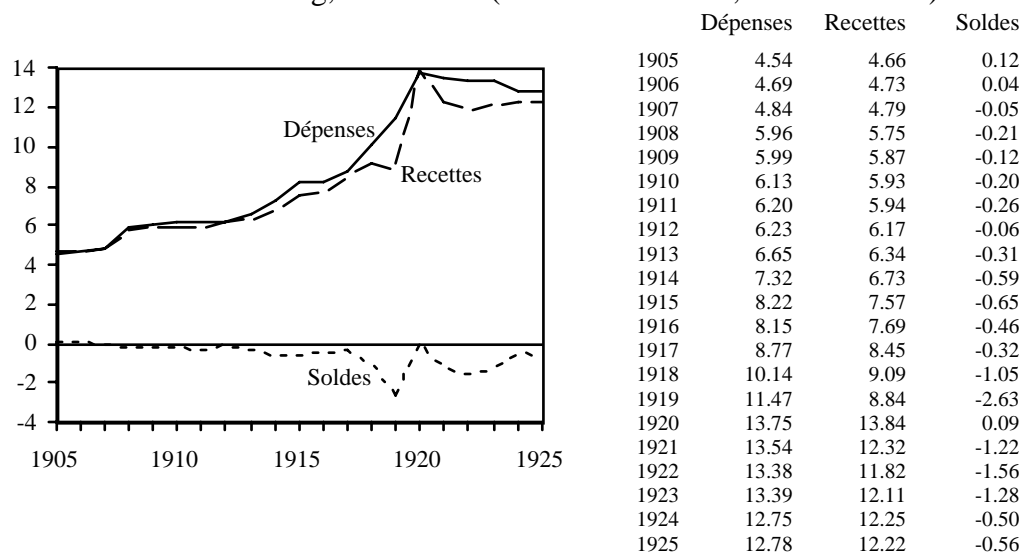
<sup>141</sup> Loi du 17.11.1915 sur les EEF, in *BL*, 84, 1915, pp. 125-135. Conduite par Musy, l'opération qui mène en 1915 à la création des EEF supplante «de fait l'autorité de Georges Python dans le domaine énergétique». (P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, n. 203 p. 358). Sur la création des EEF, voir également N. ZIMMERMANN: *Les EEF et le développement économique. Un siècle de collaboration*, Fribourg, EEF, 1990, pp. 35ff.

<sup>142</sup> Loi du 24.11.1919 sur l'impôt, in *BL*, 88, 1919, pp. 278-305.

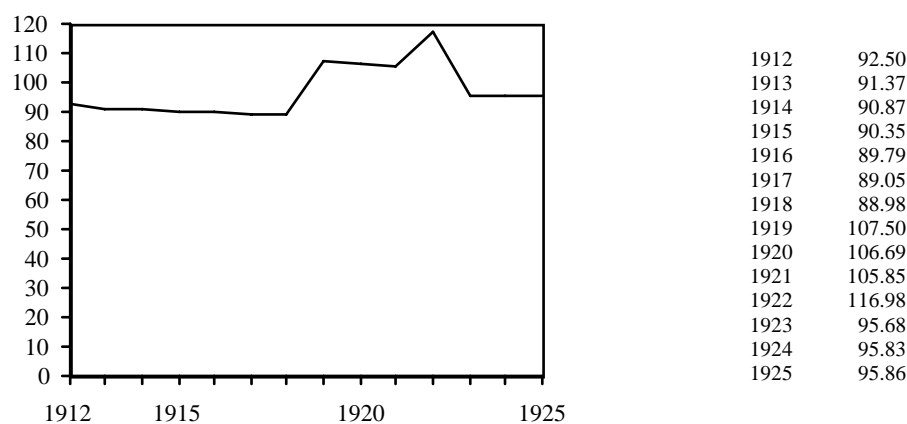


prouvent son souci réel de restaurer le crédit du canton de Fribourg. Traditionaliste du point de vue social et politique, il n'en est pas moins un conservateur attaché au progrès économique et à l'efficacité de l'administration.

Graphique 4. Dépenses, recettes et soldes du compte d'administration du canton de Fribourg, 1905-1925 (valeurs nominales, en mios de frs)<sup>143</sup>



Graphique 5. Dette du canton de Fribourg, 1912-1925 (sans BEF; valeurs nominales, en mios de frs)<sup>144</sup>.



<sup>143</sup> P. HALBEISEN, R. LECHNER: «Finances publiques», in H. SIEGENTHALER (s.l.d.): *Statistique historique de la Suisse*, Zürich, Chronos, 1996, p. 971. Voir aussi J.-P. DORAND: *op. cit.*, pp. 930 et 961.

<sup>144</sup> *Comptes de l'État de Fribourg, 1912-1925*. Voir aussi J.-P. DORAND: *op. cit.*, p. 961. Le bilan des *Comptes de l'État de Fribourg* ayant une nouvelle présentation à partir de 1912, nous renonçons à donner ici les chiffres antérieurs à cette date. Sur l'état de cette dette, voir aussi [R. CHATTON:] *Les finances de l'État de Fribourg de 1913 à 1928*, Fribourg, Fragnière, 1929, pp. 7-10; A. JUNG: *Staatsschuld und Schuldenpolitik des Kantons Freiburg von 1860 bis 1959*, Winterthur, Keller, 1963, 118 p.; C. CHAMMARTIN, G. GAUDARD, B. SCHNEIDER: *Fribourg, finances et économie*, Fribourg, St-Paul, 1967, pp. 78-86. Sur les «balances faussées» dans la présentation du bilan de l'État, voir J.-P. DORAND: *op. cit.*, pp. 362-363.

Le grand succès de l'emprunt public de 12 millions que le chef des finances fribourgeoises fait lancer dans le canton en automne 1919, avec les conseils en coulisses du directeur de la BEF Schnyder<sup>145</sup>, démontre qu'il a réussi pour une large part à redorer le blason de l'État de Fribourg. Dépassant les prévisions, les souscriptions se montent finalement à quelque 20 millions<sup>146</sup>. Il est prévu que le surplus serve notamment à l'amortissement d'emprunts antérieurs et au développement des EEF, l'économie fribourgeoise profitant par là de la réussite de l'opération inspirée par Musy<sup>147</sup>. Même la diplomatie française relève le succès de cet emprunt cantonal dont les «États-Unis ont pris une part importante»<sup>148</sup>. Ne mentionnant parmi les souscripteurs que les Fribourgeois et leurs compatriotes helvétiques, Musy attribue le succès de cet emprunt intérieur en premier lieu «à la tenue générale du canton de Fribourg, à son crédit moral», ce qui n'est pas rien après le choc de novembre 1918 et l'intervention des soldats fribourgeois pour sauver l'ordre établi<sup>149</sup>.

L'action du grand argentier fribourgeois aboutit à un résultat globalement positif. Les réformes financières accomplies sont importantes. Il ne laisse pourtant pas à Fribourg une œuvre analogue à l'Université.

Il n'empêche: au plan politique, les conservateurs restés fidèles à Python garderont de la rancune à l'égard de Musy, accusé d'avoir déboulonné le «second fondateur» de Fribourg<sup>150</sup>. Pourtant, le Gruérien n'aura de cesse de rappeler à Python l'orthodoxie de son conservatisme, même quand il sera devenu l'homme fort du régime. Ainsi en décembre 1918 lorsque, un peu angélique, il lui dit: «Je suis prêt à faire tous les sacrifices possibles pour assurer l'unité du parti conservateur pour lequel vous avez tant travaillé et pour lequel depuis sept ans j'ai fait tout ce que j'ai pu. Assoir [sic] le Canton sur une base financière solide était ma difficile tâche. J'ai commencé l'œuvre si dure que je désire achever pour notre

---

<sup>145</sup> AEF, DFa 195, lettre de Schnyder, directeur de la BEF, à J.-M. Musy, 6.8.1919. Selon Schnyder, l'avantage pour le fisc fribourgeois d'un emprunt intérieur, à la différence d'une émission en Suisse, serait notamment de retenir des capitaux disponibles dont bon nombre «auraient trouvé d'autres placements et échappé au fisc.» (*Ibid.*).

<sup>146</sup> Voir le message et projet de décret du CE du 24.9.1919, in *BGCF*, 1919, 3e cahier, pp. III-VI; ainsi que *BGCF*, 10.10.1919, pp. 544-549 (discussion et adoption); *BGCF*, 28.11.1919, pp. 709-710 (emprunt supplémentaire de 8 millions; discussion et adoption). Dans la presse, voir s.n.: «L'emprunt fribourgeois» et «Prospectus», in *La Liberté*, 29.10.1919; la direction des finances cantonales: «Appel au peuple fribourgeois», in *La Liberté*, 30.10.1919. Voir aussi AEF, DFa 195-197; ainsi que P. BARRAS, in *BLVS*, 1955, vol. 4, p. 4; G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 27; J.-P. DORAND: *op. cit.*, pp. 533-534.

<sup>147</sup> *BGCF*, 28.11.1919, p. 709.

<sup>148</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 124: rapport «Émissions d'emprunts, obligations et actions pendant le second semestre de 1919», portant le sceau du MAE, 236, 23.1.1920/2.2.1920. — Nous ne sommes pas parvenu à vérifier cette affirmation.

<sup>149</sup> Voir *BGCF*, 28.11.1919, pp. 709-710.

<sup>150</sup> Expression citée que l'on trouve p.e. chez Léon Savary et Gaston Castella. (L. SAVARY: *Le Collège...* *op. cit.*, p. 88. G. CASTELLA: «Georges Python, le second fondateur de Fribourg», in *La Liberté*, 18.6.1956, cité in P.-P. BUGNARD: «Un aristocrate...» *op. cit.*, p. 206).

pays, pour la conservation et le développement des œuvres que vous avez créés.»<sup>151</sup>

S'il est vrai que Musy n'est pas un radical, l'appui que les radicaux fribourgeois lui accordent est pourtant bien réel, même s'il reste relativement discret. À partir de mai 1912, saisissant la perche tendue par Musy, la députation radicale du Grand Conseil utilise l'éclatement des scandales de la BEF pour ébranler l'autorité de Python<sup>152</sup>. Dès le début de l'affaire, les radicaux s'entendent entre eux pour ne pas déranger le directeur des finances qui a entrepris de «nettoyer les écuries d'Augias»<sup>153</sup>. Réclamant des sanctions contre les «affairistes» du régime et visant clairement Python, la motion développée au Grand Conseil en novembre 1912 par le député radical Emile Gross suit même une assemblée du parti radical tenue le 10 novembre dont le procès-verbal sous-entend «qu'un accord existe entre le directeur des finances et les radicaux»<sup>154</sup>. Le 22 novembre 1912, Gross affirme sans détour au Grand Conseil que, tenant compte des déclarations faites et du travail de réforme déjà accompli par Musy, les radicaux ont depuis peu modéré leur opposition «pour ne pas troubler l'honorable Conseiller d'État [Musy; n.d.a.] dans son entreprise d'assainissement et afin de lui laisser poursuivre en toute tranquillité la courageuse tâche à laquelle il s'était voué»<sup>155</sup>.

En échange de leur appui, les radicaux fribourgeois espèrent sans aucun doute une participation plus équitable aux affaires du canton emmené désormais par Musy, un homme qui, selon un des chefs du parti radical fribourgeois, «ne pratique pas à l'égard de l'opposition la politique d'ostracisme de M. Python. De plus, il est proportionnaliste»<sup>156</sup>. Les radicaux fribourgeois ne récolteront cependant pas tout de suite le fruit de leur soutien, les musystes leur faisant «tout de même bien sentir qu'ils possèdent toujours la majorité»<sup>157</sup>. Encore en décembre 1915, le comité du parti radical fribourgeois constate que «sur le terrain politique rien n'a changé: l'exclusivisme le plus complet continue à régner. Par contre, M. Musy est parvenu à faire entrer dans les Conseils d'administration de

---

<sup>151</sup> AF, fs Musy, vol. 47: lettre de J.-M. Musy à G. Python, 14.12.1918 (copie).

<sup>152</sup> P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, pp. 55-56.

<sup>153</sup> Protocole du parti libéral-radical fribourgeois, séance du comité cantonal, 5.5.1912, in C. AEBY: *Les radicaux... op. cit.*, p. 146. Voir aussi P.-P. BUGNARD: «Le régime...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 886.

<sup>154</sup> C. AEBY: *Les radicaux... op. cit.*, p. 147. Sur la motion de Gross et consorts, voir *BGCF*, 19.11.1912, p. 242.

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 266.

<sup>156</sup> Propos cité par s.n.: «La R.P. à Fribourg», in *Gazette de Lausanne*, 4.6.1914. Sur l'opinion favorable de Musy à l'égard de la RP au GC, voir aussi p.e. s.n.: «† M. Jean-Marie Musy, ancien Président de la Confédération», in *La Gruyère*, 22.4.1952.

<sup>157</sup> C. AEBY: *Les radicaux... op. cit.*, p. 147.

la Banque d'État<sup>158</sup> et des Services industriels, certains de nos adhérents qui constituent une valeur économique dont il ne pouvait pas se passer pour relever le crédit de ces institutions»<sup>159</sup>.

Grâce à Musy, très pragmatique dans ses rapports avec les radicaux, ceux-ci peuvent toutefois entrevoir, outre un accès déjà plus facile aux affaires économiques gérées par l'État, une intégration politique que le régime Python leur avait quasiment toujours refusée. En novembre 1916, radicaux et conservateurs fribourgeois s'accordent, pour la première fois, pour présenter des listes communes lors des élections au Grand Conseil<sup>160</sup>. Musy est alors l'homme fort du canton et la guerre pousse à l'union sacrée. Par ce rapprochement avec les radicaux, il espère faciliter la réalisation de son programme d'assainissement des finances cantonales, une entreprise qui, dit-il, «suppose la collaboration de tous les bons citoyens»<sup>161</sup>. Les socialistes sont exclus de cette entente. Malgré quelques succès, surtout en ville de Fribourg, ils restent très minoritaires en terre fribourgeoise, ce qui n'empêche pas le camp bourgeois de les diaboliser, entre autres pour mobiliser contre eux le reste de la population<sup>162</sup>. Le danger socialiste, considérablement grossi depuis la grève générale, encourage l'entente bourgeoise. En mai 1919, pour succéder à Joseph Chuard démissionnaire, les conservateurs offrent une place au Conseil d'État à un radical, Victor Buchs, un homme dans lequel Musy a par ailleurs trouvé un soutien efficace lorsque ledit radical était

---

<sup>158</sup> En novembre 1915, Musy déclare au GC, à l'adresse surtout des radicaux, que «la minorité constatera, avec nous, qu'à la Banque de l'État une large part a été faite à sa représentation. [...] Nous nous félicitons de la collaboration dévouée, intelligente et très conciliante des représentants de la minorité à la Banque de l'État. Elle laisse bien augurer de l'avenir de notre établissement financier cantonal.» (*BGCF*, 20.11.1915, p. 355).

<sup>159</sup> AF, fs Musy, vol. 47: lettre du comité cantonal du parti radical fribourgeois adressée au comité du parti radical gruérien, 3.12.1915 (copie). Au sujet de ces radicaux dont Musy ne peut pas se passer, l'exemple le plus significatif est à nouveau celui d'Alexandre Cailler. En 1915, la fabrique de chocolat de Broc occupe plus de 1'500 personnes et constitue une des principales sources de revenus du fisc fribourgeois.

<sup>160</sup> C. AEBY: *Les radicaux... op. cit.*, pp. 2 et 73.

<sup>161</sup> *BGCF*, 17.11.1916, p. 269. Voir aussi J. MUSY: *Considérations... op. cit.*, p. 30. En novembre 1917, Musy défend à nouveau son point de vue: «J'ai dit souvent déjà que la collaboration de tous les citoyens est nécessaire à l'avenir du pays. Mais on en a conclu, dans certains milieux, que je commettais des confusions. Je sais que l'ensemble des principes qui forment le socle politique du parti radical en Suisse et l'ensemble des principes qui constituent le socle du parti conservateur sont deux choses distinctes. Mais ce que je sais également, c'est que le programme des uns et des autres offre une série de points communs. Et le danger nouveau qui pointe à l'horizon, menaçant de faire succéder à la révolution en matière politique la révolution dans le domaine social, ce danger est une raison encore de rechercher entre nous des traits d'union plus nombreux.» (*BGCF*, 16.11.1917, p. 292).

<sup>162</sup> Après avoir remporté 17 sièges au Conseil général de la capitale en 1905, puis fait entrer deux des siens à l'exécutif de la ville de Fribourg en 1907, le parti socialiste fribourgeois entre en léthargie à la veille de la Première Guerre mondiale. (C. SIMONET: «Le socialisme...» *op. cit.*, in *HCF*, pp. 890 et 892; A. MEYER: «Origines...» *op. cit.*, pp. 183 et 187-188).

censeur à la BEF<sup>163</sup>.

Après l'affaire de la BEF qui, non sans ébranler l'hégémonie conservatrice, a permis une collaboration de fait entre une frange du parti conservateur et l'opposition radicale, l'établissement de listes d'entente conservatrices-radicales en 1916 et l'entrée de Buchs au Conseil d'État en 1919 représentent deux étapes supplémentaires, du moins dans la préparation des esprits, vers l'introduction de la représentation proportionnelle (RP) en 1921. Proportionnaliste, Musy l'est d'ailleurs très vite sur le terrain cantonal, comme le confirme le chef radical précité dont les propos nous sont rapportés en juin 1914<sup>164</sup>. Quelques mois auparavant, par une motion de novembre 1913, l'opposition radicale a renouvelé sa demande en faveur de la représentation proportionnelle au Grand Conseil. Avec la fin de la guerre, les aspirations populaires pour élargir les droits démocratiques s'affermirent un peu plus partout en Suisse. Conscients de devoir mettre un bémol à leurs prétentions hégémoniques, nombre de conservateurs fribourgeois se décident alors à faire le pas, d'autant plus que, la RP pour les élections au Conseil national étant acceptée le 13 octobre 1918, son introduction devient quasiment inéluctable pour celles au Grand Conseil fribourgeois. Musy nuance pourtant. Encore signataire de la motion Grand, déposée le 12 novembre 1918, qui demande l'introduction de la RP pour les élections au Grand Conseil, il n'en a ainsi pas moins combattu la RP au niveau national lors de la récente campagne du mois d'octobre<sup>165</sup>.

Pour étrange que puisse apparaître sa position, Musy est en fait logique avec lui-même, à une époque où il se présente comme le champion de l'antisocialisme

---

<sup>163</sup> Données bio. sur Victor Buchs (1866-1953): C. AEBY: *Les radicaux... op. cit.*, pp. 114-115; N. BALMAT: *op. cit.*, pp. 198-199.

<sup>164</sup> En 1914, un des chefs du parti radical fribourgeois déclare que Musy «est proportionnaliste. Le canton de Fribourg donnera une majorité à l'initiative et introduira la R.P. pour les élections du Grand Conseil.» (Propos cité in s.n.: «La R.P. à Fribourg», in *Gazette de Lausanne*, 4.6.1914). Encore en 1910, les pythonistes avaient combattu l'initiative lancée en faveur de la RP au CN, notamment pour ne pas être poussés à introduire la RP dans la constitution fribourgeoise, au cas où ce système électoral serait adopté au niveau fédéral.

<sup>165</sup> N. BALMAT: *op. cit.*, p. 94, voir également pp. 78-79. À propos du Musy proportionnaliste à Fribourg, voir aussi B. WINCKLER: *La vie politique dans le canton de Fribourg pendant l'entre-deux-guerres (1919-1929)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1971, p. 39 et n. 102 p. 200. Sur la position de Musy qui, lors du débat sur l'introduction de la RP au CN en octobre 1918, se signale par son refus de soutenir une réforme électorale pourtant revendiquée par une majorité de conservateurs-catholiques suisses, voir également M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 39-40 (dont l'explication — selon laquelle Musy est contre l'introduction de la RP au CN parce qu'il veut maintenir le système majoritaire dans le canton de Fribourg et partant l'hégémonie conservatrice — ne résiste toutefois pas au fait que Musy soutient l'introduction de la RP pour les élections au GC fribourgeois); R. NATSCH: «Die Einführung des Proporzwahlrechts für die Wahl des schweizerischen Nationalrats (1900-1919)», in R. RUFFIEUX (e.a.): *La démocratie référendaire en Suisse au XXe siècle. Tome I: Analyse de cas*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1972, p. 174; G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 35. — En 1923, Karl Scheurer relève également l'opinion négative de Musy, alors conseiller fédéral, à l'égard de la RP au CN. (C. KAISER: *op. cit.*, n. 2 p. 76).

et le héraut du bloc bourgeois en Suisse. L'explication tient à la capacité du système électoral envisagé à faire barrage aux socialistes, justement très favorables à la RP dont ils savent qu'ils devraient être les principaux bénéficiaires. À Fribourg, l'ancien système avait permis aux conservateurs de régner presque sans partage sur le canton; finalement adopté en 1921, le nouveau, par un quorum exagéré de 15%, d'inspiration conservatrice, prend soin lui de barrer la route aux socialistes, tout en laissant la porte ouverte aux radicaux, partenaires minoritaires dans la coalition bourgeoise<sup>166</sup>. Au niveau du Conseil national, la réforme électoral n'amène rien de bon aux yeux de Musy puisqu'elle profite notamment aux socialistes. Un jugement qui se vérifie: lors de la première consultation selon le mode proportionnel en 1919, le nombre de sièges socialistes fait plus que doubler, un résultat certes en deçà de pronostics bourgeois souvent plus pessimistes. Devenu conseiller fédéral, Musy se verra d'ailleurs confirmer dans son opinion, les socialistes ne manquant pas une occasion pour lui mettre des bâtons dans les roues.

La lente ouverture de Fribourg au pluralisme démocratique atteint donc une étape importante en 1921, lorsqu'est abandonné le système majoritaire au profit de la RP pour les élections au Grand Conseil<sup>167</sup>. Musy a apporté sa pierre à l'édifice. Par sa politique réaliste d'apaisement et d'ouverture en direction des radicaux, il participe à la démocratisation progressive du canton, plus exactement au rapprochement des forces de droite, et accélère l'intégration de Fribourg à l'État fédéral. Une sorte de dégel à droite sur l'échiquier cantonal, non sans que conservateurs et radicaux entretiennent par la suite un incessant rapport d'ami-ennemi. Le bipartisme gouvernemental n'ira pas sans quelques accros. Lassés par des luttes d'arrière-garde menées dans un esprit de Kulturkampf anachronique, de très nombreux Fribourgeois aspirent à cette pacification. La chape de plomb que le régime Python fait peser sur le canton depuis de très longues années a manifestement épuisé plus d'un citoyen. Une nouvelle génération de conservateurs, moins marquée par les conflits confessionnels, s'efforce de sortir du ghetto cantonal. Tant au niveau fédéral qu'au plan cantonal, on observe le même mouvement de ralliement des droites, les majoritaires étant prêts à faire des concessions de plus en plus nombreuses aux minoritaires. À cet égard, l'antisocialisme ne constitue pas la moindre des raisons de la réconciliation entre anciens ennemis du Sonderbund.

---

<sup>166</sup> Élevé, le quorum de 15% menace pourtant parfois les acquis radicaux. — Les premiers députés socialistes entreront au GC fribourgeois en 1946.

<sup>167</sup> Au nombre des autres mesures démocratiques introduites à la même époque, se trouve notamment l'élection populaire des conseillers d'État. Voir R. RUFFIEUX: «D'une guerre à l'autre», in *HCF*, pp. 972-974.

### 2.2.2. *De solides rancunes dans son propre camp*

La politique menée par Musy divise profondément les conservateurs, les uns estimant qu'elle sape les fondements du régime, les autres jugeant qu'elle sert au contraire à le rendre plus efficace et à l'adapter aux exigences de l'époque. Mais beaucoup d'adversaires et de partisans de Musy se rejoignent pour penser que, sans lui, les choses auraient tourné autrement. L'homme marque incontestablement de son empreinte l'histoire du canton.

Toujours est-il qu'il s'attire des inimitiés virulentes et tenaces dans son propre camp, alors que ses actions suscitent généralement l'approbation des radicaux. Entre 1912 et 1916, avec un pic en 1914, c'est à une lutte serrée que se livrent musystes et pythonistes, en particulier au moment de l'élection de nouveaux conseillers d'État<sup>168</sup>. Lors de la campagne électorale de mai 1914 et dans les semaines suivantes, *La Liberté*, les *Freiburger Nachrichten* et *L'Ami du peuple* se montrent franchement hostiles à Musy, accusé de collusion avec les radicaux. Un fort soupçon de double jeu plane au-dessus de sa personnalité. Face aux reproches ouverts que ces journaux lui adressent, le nouvel homme fort du régime écrit à *La Liberté* pour affirmer publiquement que Python est «le chef incontesté du parti conservateur fribourgeois»<sup>169</sup>. Il rappelle également son appartenance à une famille traditionnellement conservatrice, ce dont certaines personnes de l'entourage du rédacteur de *La Liberté* ne peuvent pas se prévaloir<sup>170</sup>. La réponse de *La Liberté* est cinglante. Le journal relève tout d'abord l'écart séparant les déclarations de subordination à Python et la politique menée *de facto* par Musy<sup>171</sup>. *La Liberté* ajoute: «M. Musy fait sonner haut les traditions conservatrices de sa famille. Nous souhaitons qu'il s'en inspire toujours. Il nous invite à comparer son arbre généalogique avec celui de quelques personnes “de notre entourage”. [...] Nous sommes heureux que les fils d'anciens radicaux soient devenus conservateurs; nous serions affligés que, sous un nouveau cours politique, des fils de conservateurs allassent au libéralisme.»<sup>172</sup>

La tactique de l'amalgame sert à nouveau pour discréditer l'adversaire. Ainsi, à l'occasion de l'élection de Chuard au gouvernement fribourgeois, les *Freiburger Nachrichten*, dont le rédacteur en chef est l'abbé Josef Pauchard<sup>173</sup>, offre un des très rares documents où Musy semble être soupçonné de dériver vers la gauche:

---

<sup>168</sup> Emile Savoy (élu au CE le 8.4.1913), Marcel Vonderweid (9.5.1914), Joseph Chuard (30.5.1914), Ernest Perrier (9.5.1916).

<sup>169</sup> Lettre de J.-M. Musy reproduite sous le titre «L'élection au Conseil d'État», in *La Liberté*, 5.6.1914.

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> Réponse de *La Liberté* à la suite de la lettre de J.-M. Musy, in *La Liberté*, 5.6.1914.

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> Données bio. sur Josef Pauchard (1873-1937): A. R., in *NEF*, 1938, pp. 258-265 (nécrologie); B. FASEL, in *ECF*, 2, p. 492.

«Nicht umsonst haben in Freiburg die Radikalen, die Liberalen, die Bienpublicards und die Sozialisten sich mit den Anhängern Müsys gefreut über den Sieg bei Anlaß der letzten Staatsratswahl. Sie wissen warum. Und wir ahnen es. [...] Das Volk muß das auch wissen. Es ist in allererster Linie befugt und berechtigt, es zu erfahren, ob der Kurs wirklich nach links gehen soll in Zukunft.»<sup>174</sup> En d'autres occasions, on le suspecte encore d'être un bienpublicard<sup>175</sup> ou, pour citer le curé Bochud de Neirivue, de mener une politique qui «n'est que le progénisme ressuscité et mieux outillé»<sup>176</sup>. Ironie de l'histoire, c'est le fils d'un conservateur, candidat pythoniste contre un fribourgeoisiste lors de l'élection partielle de 1892, et l'enfant d'Albeuve, village ultragouvernemental s'il en est, qui s'attirent ces remarques.

Les rancunes sont tenaces et les règlements de compte prennent parfois des chemins détournés, ainsi lorsque Emile Savoy, un «ennemi» de Python<sup>177</sup>, est mêlé en 1915 à une affaire d'espionnage au profit de l'Entente<sup>178</sup>. Alors que le conseiller fédéral Forrer réclame dans un premier temps «l'arrestation immédiate de Savoy» en raison de la gravité des accusations allemandes, le chef du Département militaire, Camille Décoppet, fait venir Musy, président du gouvernement fribourgeois, pour lui demander des explications<sup>179</sup>. Quelques mois plus tard, en janvier 1916, suite à des fuites qui semblent venir de la droite fribourgeoise même et que la *Berner Tagwacht* de Robert Grimm se charge de propager, des bruits courent que Musy serait intervenu pour sortir son ami de

---

<sup>174</sup> s.n.: «Warum denn die Aufregung?», in *Freiburger Nachrichten*, 6.6.1914.

<sup>175</sup> AF, fs Musy, vol. 47: lettre d'A. von der Weid au chanoine J. Quartenoud (*La Liberté*), 16.3.1916 (copie).

<sup>176</sup> Propos tenu en 1915 par Rodolphe Bochud, curé de Neirivue, cité in P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 282.

<sup>177</sup> L. SAVARY: *Les balances... op. cit.*, p. 58.

<sup>178</sup> La légation allemande à Berne a consacré un dossier entier à l'affaire Savoy-Joset dans laquelle est notamment impliqué le lieutenant-colonel Pageot (ou colonel Pageot selon d'autres sources de la même période), attaché militaire à l'ambassade de France à Berne (Voir PA, DGB 1152, p.e. la copie des aveux de Camille Joset obtenus par les Allemands, 3.11.1915). Par ses études et son mariage, le conseiller d'État Emile Savoy est très lié à la Belgique. Durant la Première Guerre mondiale, il préside à Fribourg un comité de secours en faveur des Belges. Entre la fin 1914 et le début 1915, il rencontre en Suisse Camille Joset, journaliste belge qui est arrêté dans son pays quelques semaines plus tard par les Allemands. Ils accusent le journaliste d'espionnage au profit de l'Entente et le condamnent à mort. Ils soupçonnent également Savoy de l'avoir aidé dans son activité de renseignements. Suite à une plainte des diplomates allemands, les autorités suisses sont contraintes d'ouvrir une enquête au sujet du rôle de Savoy dans cette affaire d'espionnage. Après quelques rebondissements, l'affaire Savoy est finalement classée. (Sur l'affaire Savoy, voir G. BOVET: *Chemin faisant. Trente ans de souvenirs*, Genève, Cheval Ailé, 1945, pp. 145-147; H. GUI SOLAN: *Fribourg et le fossé moral*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1979, pp. 105-107. À propos des liens de Savoy avec la Belgique, voir p.e. B. de WECK, in *NEF*, 1936, pp. 185-186. Au sujet du comité de secours aux réfugiés belges — présidé par Emile Savoy et Mgr Bovet et qui rassemble entre autres Auguste Schorderet, Georges de Montenach, le R. P. Munnynck et le professeur Beck —, voir H. GUI SOLAN: *op. cit.*, pp. 60-61).

<sup>179</sup> G. BOVET: *op. cit.*, pp. 145-146.



cette situation embarrassante<sup>180</sup>. L'affaire Savoy éclate dans un contexte tendu entre Suisses romands et Suisses alémaniques. Essaie-t-on d'entraîner Musy dans une affaire lancée, selon certains<sup>181</sup>, pour faire contrepoids à celle des colonels Karl Egli et F. Moritz von Wattenwyl, accusés eux d'avoir transmis des renseignements aux Centraux? La volonté d'incommoder Musy au travers de l'affaire Savoy est assez évidente et, après la «dépythonisation du pouvoir»<sup>182</sup>, pour reprendre l'expression de Pierre-Philippe Bugnard, ses ennemis les plus farouches à Fribourg ne se trouvent pas nécessairement parmi les socialistes et encore moins chez les radicaux.

Peu de temps après, surgit une autre affaire gênante pour Musy. Au début de l'été 1916, il apprend, par l'intermédiaire d'un avocat avec lequel Jules Sallin a pris contact, que l'ancien directeur de la BEF a eu dernièrement la visite d'une personne de l'administration française<sup>183</sup>. Selon Sallin, celle-ci lui a dit que, en «s'emparant de la Belgique et du nord de la France, les Allemands ont enlevé des valeurs considérables en titres et billets de banque [...]. Les banques allemandes chargées de réaliser ces prises, en valeurs allemandes, se sont adressées aux banques des pays neutres» et, toujours d'après les propos rapportés par Sallin, la BEF aurait été une des rares banques à accepter de négocier, pour des sommes considérables, ces valeurs d'origine suspecte<sup>184</sup>. Sallin ajoute que son interlocuteur, au courant de ses démêlés avec la BEF, lui a demandé «des renseignements nouveaux ou la confirmation de ceux qu'il possède déjà»<sup>185</sup>. Face à l'éventualité des sanctions que la France pourrait prendre à l'égard de la BEF, Sallin prétend «être en mesure, suivant la nature de ma réponse, d'arrêter ou tout

---

<sup>180</sup> Le 20 janvier 1916, *La Liberté* publie une protestation qu'Emile Savoy a adressée à Camille Décoppet, président de la Confédération. Le conseiller d'État fribourgeois rejette les accusations d'espionnage portées contre lui et s'étonne d'apprendre, par la voie de la presse, que le Conseil fédéral s'occupe toujours de cette affaire, alors qu'il est tenu dans l'ignorance depuis plusieurs mois. (Lettre d'E. Savoy reproduite sous le titre «Une protestation», in *La Liberté*, 20.1.1916). Le 24 janvier 1916, la *Berner Tagwacht* publie quelques questions relatives aux liens que Musy a éventuellement avec l'affaire Savoy. Le journal socialiste affirme se baser sur des informations qui lui ont été communiquées par des cercles de la droite fribourgeoise. Ces questions insinuent notamment que Musy, bien informé, a averti son ami Savoy de l'enquête dont il est l'objet et suggèrent que le chef des finances fribourgeoises est en fait l'auteur de la protestation adressée par Savoy au président de la Confédération (s.n.: «Die Affäre Savoy», in *Berner Tagwacht*, 24.1.1916). Deux jours plus tard, la *Berner Tagwacht* annonce que Musy vient de la sommer de se rétracter, sous peine d'une poursuite pénale (s.n.: «Herr Müsy und die sechs Fragen», in *Berner Tagwacht*, 26.1.1916). Dans le fonds Musy se trouve la protestation publiée le 20 janvier 1916 par *La Liberté*. Une inscription manuscrite en marge du texte semble confirmer l'intervention de Musy dans sa composition. (AF, fs Musy, vol. 40).

<sup>181</sup> Voir G. BOVET: *op. cit.*, p. 147.

<sup>182</sup> P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme... op. cit.*, p. 60.

<sup>183</sup> AF, fs Musy, vol. 49: lettre de J. Sallin à Jos. Cosandey, avocat, 5.7.1916 (copie); lettre de J. Cosandey à J.-M. Musy, 11.7.1916 (copie).

<sup>184</sup> AF, fs Musy, vol. 49: lettre de J. Sallin à J. Cosandey, 5.7.1916 (copie).

<sup>185</sup> *Ibid.*

au moins d'atténuer beaucoup les conséquences du coup qui se prépare contre notre crédit»<sup>186</sup>. Ainsi informé, Musy refuse tout de suite d'entrer en discussion avec Sallin. Il considère ces renseignements comme «une tentative de chantage», car Sallin fait promettre que cette affaire n'aurait pas de suite si la BEF renonce à la transaction de novembre 1912<sup>187</sup>.

Quelques jours plus tard, dans une lettre personnelle adressée à Musy, le radical Victor Buchs, un des censeurs de la BEF constate qu'il y a, au sein de la BEF, «une ou plusieurs personnes qui tiennent au courant nos ennemis de tout ce qui s'y passe et chaque opération est soupesée par les Sallin et Eggis pour trouver le moyen de les exploiter contre la Banque et contre son président»<sup>188</sup>. À la fin du mois de décembre 1916, *Le Démocrate*, journal libéral-radical de Delémont, publie une information qui insinue que la BEF «aurait acquis pour plusieurs millions de titres volés en Belgique et dans les départements français envahis»<sup>189</sup>. Le journal delémontain ajoute que la rumeur court que «certains de ces titres seraient encore maculés de sang»<sup>190</sup>. Au début de janvier 1917 déjà, suite à un démenti de la BEF et l'intervention de personnes proches de Musy, *Le Démocrate* est obligé de se rétracter et de reconnaître que les bruits auxquels il a fait allusion «sont dépourvus de tout fondement.»<sup>191</sup> Le 30 décembre 1916, inquiet du préjudice que pourrait subir la BEF, le directeur des finances fribourgeoises tient à réitérer à l'ambassade de France à Berne «que jamais aucun titre n'a été acheté par notre Banque depuis l'ouverture de la guerre dans les conditions que l'on a prétendues. Il n'est entré dans nos coffres, ni passé dans nos services, aucun titre

---

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> AF, fs Musy, vol. 49: lettre de J.-M. Musy à J. Cosandey, 10.7.1916 (copie).

<sup>188</sup> AF, fs Musy, vol. 47: lettre personnelle de V. Buchs à J.-M. Musy, 31.7.1916.

<sup>189</sup> s.n.: «Un bruit fâcheux», in *Le Démocrate*, 28.12.1916.

<sup>190</sup> *Ibid.*

<sup>191</sup> s.n.: «Banque de l'État de Fribourg», in *Le Démocrate*, 11.1.1917. En 1926, estimant Adolphe d'Eggis victime d'une injustice, ce journal publiera une série d'articles sur les scandales de la BEF de 1912/1913 et renouvellera ses accusations dans l'affaire des billets de banque de 1916. Les principaux journaux suisses s'en feront l'écho. (Voir p.e. s.n.: «Pour sauver le régime». À la Banque de l'État de Fribourg», in *Le Démocrate*, 8.6.1926; s.n.: «L'esprit du régime. Autour de la Banque de l'État de Fribourg», in *Le Démocrate*, 16.6.1926). Voir aussi AF, fs Musy, vol. 46, notamment: lettre de la BEF, signée Schnyder et Hoffmann, au CE du canton de Fribourg, 30.12.1916 (copie); s.n. «La Banque de l'État de Fribourg et ses détracteurs», [1926], 9 p. dactylographiées, texte que l'on retrouve publié, avec de légères retouches, in s.n.: «Le fond d'une campagne de dénigrement. Les attaques contre la Banque de l'État de Fribourg», in *La Liberté*, 30.6.1926. Le 9 juillet 1926, le c.ad. de la BEF décidera d'intenter au *Démocrate* une action en dommages-intérêts pour diffamation. (AEF, DFa 85, lettre de la direction de la BEF à la direction des finances du canton de Fribourg, 10.7.1926). Finalement, en 1931, la deuxième chambre civile de la cour d'appel du canton de Berne condamnera *Le Démocrate* à verser une indemnité à la BEF. Sur le litige opposant la BEF au *Démocrate*, voir aussi AF, fs Musy, vol. 51, ainsi que C. KAISER: *op. cit.*, n. 3 p. 46.

de provenance allemande»<sup>192</sup>.

Dans une lettre personnelle qu'il a écrite à Musy quelques mois auparavant, Victor Buchs, censeur de la BEF, avait noté: «L'affaire des billets de Banque que la Banque de l'État a "importé" d'outre-Rhin l'année passée devient dangereuse. La chose est connue dans le public et on l'exagère déjà à plaisir. Ces opérations nous étaient connues, mais à notre point de vue de censeurs, elles étaient correctes, elles procuraient un bénéfice à la Banque et les affaires de change sont pour une Banque, même cantonale, absolument régulières, elles étaient, à notre avis, plus correctes que le prêt sur des colliers de diamants et des machines à écrire, collections de timbres etc. / Avec Monsieur Philipona [contrôleur de la BEF; n.d.a.] et entre nous, nous avons critiqué ces opérations [parce que] menées trop loin et surtout lorsque la direction a accepté des billets de banque "maculés".»<sup>193</sup>

Relevons tout de même, sans se placer sur un plan moral, qu'il existe une différence entre un trafic de titres volés dans des territoires occupés par l'Allemagne et un commerce de billets de banque français et belges achetés en Allemagne, autrement dit une opération de change normale. Musy et la BEF démentent qu'il y ait eu trafic de titres, *Le Démocrate* étant contraint sur ce point de se désavouer. En outre, Victor Buchs, futur conseiller d'État radical choisi par les conservateurs pour succéder à Joseph Chuard en 1919, parle uniquement de billets de banque maculés, sans autre précision.

Face à l'opposition des conservateurs restés fidèles à Python, Musy tente, entre 1917 et 1919, de s'emparer du contrôle de leur presse, *L'Ami du peuple* et *La Liberté*<sup>194</sup>. À défaut de pouvoir convaincre les récalcitrants, le nouvel homme fort cherche à les faire taire. Une de ses idées: venir à bout de *L'Ami du peuple* en l'intégrant au *Fribourgeois*, journal conservateur proche de Musy dans lequel s'expriment, notamment en 1915, «des relents de la sécession fribourgeoisiste»<sup>195</sup>. En octobre 1917, Python répond à Musy qui vient de lui proposer de réorganiser la presse conservatrice. Le Gruérien souhaite en effet fusionner *L'Ami du peuple* et *Le Fribourgeois*<sup>196</sup>. Python se charge toutefois d'indiquer à son collègue du

---

<sup>192</sup> AEF, DFa 194, lettre de la Direction des finances du canton de Fribourg (J.-M. Musy) à Jourdain, ambassade de France à Berne, 30.12.1916.

<sup>193</sup> AF, fs Musy, vol. 47: lettre personnelle de V. Buchs à J.-M. Musy, 31.7.1916.

<sup>194</sup> Voir R. POCHON: *op. cit.*, p. 47; F. PYTHON: «"La Liberté"..."» *op. cit.*, p. 4; et P. VALLELIAN: *L'identité...* *op. cit.*, p. 29.

<sup>195</sup> R. RUFFIEUX: *Du Noir et Blanc au Rouge et Blanc. Un siècle d'histoire militaire fribourgeoise 1875-1975*, Fribourg, Comité du Centenaire des troupes fribourgeoises, 1975, p. 109. Pour une liste des collaborateurs et d'autres personnalités plus ou moins proches du *Fribourgeois*, à l'époque où il apparaît souvent comme un porte-parole du camp musyste, voir P.-P. BUGNARD: *Le machiavélisme...* *op. cit.*, p. 497; P. VALLELIAN: *L'identité...* *op. cit.*, pp. 199-201.

<sup>196</sup> AF, fs Musy, vol. 47: lettre de G. Python à J.-M. Musy, 25.10.1917. Feuilles dévouées à la cause pythoniste, *L'Ami du peuple* et *La Liberté* sont alors imprimées à Fribourg, plus

gouvernement que la «rédaction des journaux conservateurs imprimés à Fribourg conteste absolument avoir été jusqu'ici l'organe de fractions du parti conservateur»<sup>197</sup>. La tension monte. Renforcé sans doute par le succès qu'il vient de remporter au Conseil national auprès de la droite bourgeoise, Musy écrit le 14 décembre 1918 à Python une lettre qui ressemble fort à une mise en garde. Souhaitant ne plus entendre de voix discordantes à l'intérieur du camp conservateur fribourgeois, le Gruérien envisage de lancer un nouveau journal et se dit prêt à renoncer à ce projet «à condition:

1°/ que vous acceptiez que je fasse parti [sic] du comité de direction<sup>198</sup>.

2°/ que M. Dessonnaz<sup>199</sup> soit transféré dans un autre poste à rémunération égale.

3°/ que vous acceptiez comme collaborateur de la rédaction un homme qui puisse y représenter ce qu'on appelle notre groupe. Je vous propose Mr Bondallaz<sup>200</sup> que je tâcherai de décider à accepter cette mission.»<sup>201</sup>

Musy a dû mal à contenir son emportement: «On a prétendu hier<sup>202</sup> que mon but avait été de vous renverser et de vous écraser. Je proteste contre ces accusations et vous en constitue le Juge.

[...] J'ai d'après M[ille] Zurkinden<sup>203</sup> partie liée avec les radicaux. Je vous rappelle les conditions dans lesquelles l'élection Chuard et Perrier a été faite. La

---

exactement à l'imprimerie Saint-Paul où elles ont aussi leur rédaction. Organe des conservateurs indépendants au tournant du siècle, *Le Fribourgeois* est lui imprimé à Bulle, en Gruyère.

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> De *La Liberté*. Voir R. POCHON: *op. cit.*, p. 47.

<sup>199</sup> Rédacteur politique de *La Liberté* à l'époque où Musy demande son transfert, Albert Dessonnaz «demeura indéfectiblement attaché» à Georges Python. Albert Dessonnaz sera rédacteur en chef de *La Liberté* de 1938 à 1945, président de la presse fribourgeoise de 1937 à 1950 et siégera, durant la Seconde Guerre mondiale, au comité central de l'Association de la presse suisse. (Voir *ibid.*, p. 88).

<sup>200</sup> Est-ce l'abbé Jules Bondallaz (1880-1941) ou Paul Bondallaz (1886-1955)? Il s'agit, nous pensons, très certainement de ce dernier. Le premier nommé fait partie de l'équipe rédactionnelle de *La Liberté* à l'époque où un fidèle de Python, Jean Quartenoud, en est le rédacteur en chef (1906-1938). (*Ibid.*, pp. 92 et 104). Rédacteur et auteur de plusieurs œuvres littéraires, le second est surtout connu en tant que poète et préfet de la Glâne (1920-1955). Avant d'être nommé préfet, Paul Bondallaz travaille notamment comme chef de bureau à la Direction de l'Intérieur dirigée par Emile Savoy. À l'occasion de l'élection de Musy au Conseil fédéral, il écrit à ce dernier pour le féliciter (AF, fs Musy, vol. 54: carte de Paul Bondallaz à J.-M. Musy, s.d.). Du point de vue idéologique, Paul Bondallaz se trouve en parfaite communion avec Musy. — Données bio. sur Paul Bondallaz (1886-1955): s.n., in *BLVS*, 1961, vol. 5, p. 150; R. RUFFIEUX, in *ECF*, 2, p. 457; C. SCHALLER: *op. cit.*, pp. 204-205; LR: «Le neuvième Glânois aux Chambres fédérales», in *La Liberté*, 23.12.1999.

<sup>201</sup> AF, fs Musy, vol. 47: lettre de J.-M. Musy à G. Python, 14.12.1918 (copie).

<sup>202</sup> Musy semble ici se référer à la rencontre à laquelle il vient de participer à Saint-Paul, centre nerveux de la presse pythoniste. Selon toute vraisemblance, les échanges de vues ont porté sur la proposition de Musy de réorganiser la presse conservatrice.

<sup>203</sup> Il s'agit sans aucun doute de Mlle Eunice-Catherine Zurkinden, directrice générale de l'Œuvre de Saint-Paul et fidèle de Python, qui tient «énergiquement tête à Jean-Marie Musy». (R. POCHON: *op. cit.*, p. 47).

lutte sourde et parfois ouverte qu'on mène contre nous doit cesser, elle cessera parce que le bien du pays exige qu'elle cesse. Je suis un conservateur convaincu comme mon père l'a été, comme mon grand-père le fut et n[ou]s sommes bien décidés à ne plus supporter qu'on nous traite de radicaux ou libéraux.»<sup>204</sup>

*La Liberté* ne cède pourtant pas à l'ultimatum de Musy. Les mois passent. Son élection au Conseil fédéral le 11 décembre 1919 rend finalement sans objet ses revendications<sup>205</sup>.

Le combat des chefs, Musy contre Python, ayant vécu avec le départ du premier pour Berne, une certaine sérénité regagnera la famille conservatrice. De solides rognés, entretenus par les uns et les autres, réapparaîtront toutefois épisodiquement, en particulier lorsqu'il s'agira de désigner un candidat pour une élection importante.

### 2.3. Dans le giron de la finance helvétique

Ancien directeur du Crédit Gruyérien, Musy noue de forts contacts avec les milieux financiers helvétiques dès son accession au gouvernement cantonal. Président du conseil d'administration de la BEF en 1912, il est nommé membre du conseil de surveillance de deux banques de moyenne importance: la Banque cantonale fribourgeoise<sup>206</sup> — un établissement semi-officiel fondé en 1850 sous le gouvernement radical<sup>207</sup> — et la Caisse hypothécaire du canton de Fribourg<sup>208</sup>. À ces divers titres, le directeur des finances fribourgeoises étend son réseau d'influence. Comme président du conseil d'administration de la BEF, il fait «divers voyages en Suisse afin de visiter les principales Banques de notre pays et de resserrer les relations existantes entre elles et notre Établissement.»<sup>209</sup>

Très rapidement, Musy peut déposer de belles cartes de visite auprès des élites politiques et financières suisses, dominées par les radicaux protestants: politique d'assainissement des finances cantonales, essor de la BEF par une modernisation et une rationalisation des méthodes de gestion, ouverture à l'égard des radicaux fribourgeois dont il a d'ailleurs besoin pour développer l'économie cantonale. Comparé à Python, conservateur ultramontain dont les audaces ne servent en

---

<sup>204</sup> AF, fs Musy, vol. 47: lettre de J.-M. Musy à G. Python, 14.12.1918 (copie).

<sup>205</sup> Voir R. POCHON: *op. cit.*, p. 47.

<sup>206</sup> AEF, *Protocole du CE*, 16.2.1912, p. 152.

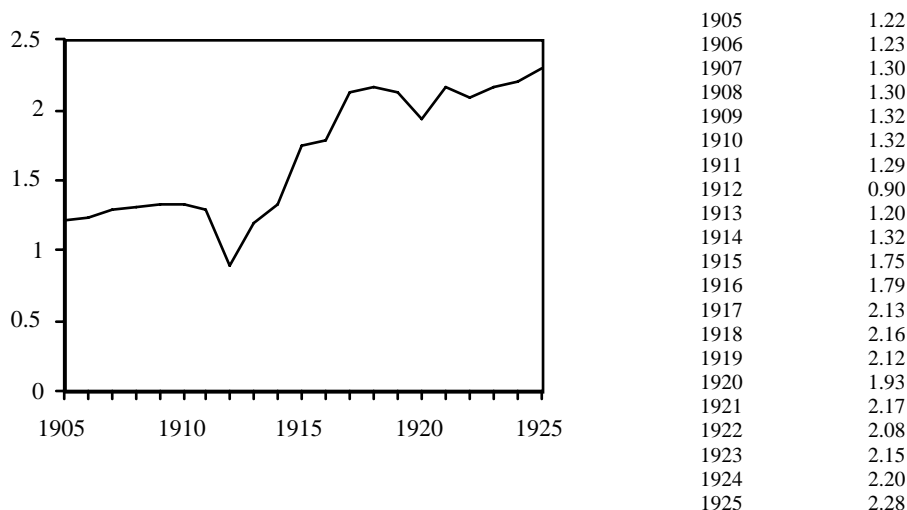
<sup>207</sup> G. GAUDARD: *La banque fribourgeoise au XXe siècle*, Renens, Foma, 1983, pp. 11 et 15; F. WALTER: «Fribourg...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 899. Sur la concurrence entre la BEF et la Banque cantonale fribourgeoise, finalement liquidée dans les années 1920, voir G. GAUDARD: *La banque fribourgeoise... op. cit.*, pp. 18-19.

<sup>208</sup> S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 262. Voir aussi E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 398.

<sup>209</sup> AF, fs Musy, vol. 47: déclaration de la commission et des censeurs de la BEF justifiant des indemnités touchées par Musy, 31.7.1914.

définitive qu'un projet antimoderne, Musy fait figure de bourgeois moderne et libéral. Un homme susceptible d'intégrer les rangs de l'élite financière suisse.

Graphique 6. Bénéfice net de la BEF, 1905-1925 (valeurs nominales, en mios de frs)<sup>210</sup>.



Lors de l'éclatement des scandales de la BEF, la presse libérale-radical suisse, notamment les quotidiens les plus prestigieux très proches des milieux bancaires, relève à l'unanimité la bravoure de Musy. Elle ne se réjouit pas moins d'entrevoir la fin du régime Python. *Le Journal de Genève*, *La Gazette de Lausanne* et bien entendu la presse radicale fribourgeoise soutiennent les efforts de Musy. En novembre 1913, parlant expressément au nom de la presse radicale, le *Bund*, un des journaux les plus influents du pays et très proche du gouvernement, félicite le chef des finances fribourgeoises pour les mesures énergiques qu'il a prises en vue de consolider le crédit de la BEF<sup>211</sup>.

À la même époque, la radicale *NZZ*, fortement liée aux milieux bancaires et industriels zurichois, estime que la dernière séance du Grand Conseil fribourgeois, le 19 novembre 1913, au cours de laquelle Musy endosse le rôle délicat d'être juge et partie signifie le «début de la fin de la ploutocratie Python»<sup>212</sup>. Outre sa considération pour un magistrat dont le style lui est sympathique, la feuille zurichoise salue dans un même élan le courage du Gruérien: «Auf alle Fälle verdient der Mut des derzeitigen Hüters der freiburgischen Finanzen Anerkennung. Nicht jedes Mitglied der Regierung hätte es gewagt, in kritischen Bemerkungen gegenüber dem Herrn und Gebieter so weit

<sup>210</sup> BEF: *Rapport du Conseil d'administration présenté au Grand Conseil* (sur les exercices annuels), Fribourg, 1905-1925.

<sup>211</sup> s.n.: «Der Vorhang fällt», in *Der Bund*, 21.11.1913.

<sup>212</sup> s.n.: «Aus dem Freiburger Grossen Rate», in *NZZ*, 20.11.1913.

zu gehen.»<sup>213</sup>

Peu avant cette séance qui précipite la chute de Python, la *NZZ* a d'ailleurs fait, à la fin du mois d'octobre 1913<sup>214</sup>, des révélations sur les affaires les plus compromettantes pour Sallin, et donc pour Python, en se basant sur des notes internes à la BEF et supposées être confidentielles. Subodorant une ruse du directeur des finances cantonales, Sallin accuse aussitôt Musy d'être à l'origine des fuites<sup>215</sup>. Plus tard, suite au tournant de mai 1914, *La Gazette de Lausanne* relève avec satisfaction «la politique réparatrice et purificatrice inaugurée par l'entrée au Conseil d'État de M. Musy, chef du Département des finances.»<sup>216</sup> En 1926, le *Bulletin financier suisse* rappellera clairement que le «nettoyage énergétique de la Banque de l'État de Fribourg» auquel ont procédé Musy et Schnyder dès 1912 «leur a valu l'approbation non seulement des banquiers de toute la Suisse, mais celle aussi de leurs adversaires politiques dans le canton.»<sup>217</sup>

Aussi bien noté par la presse libérale proche des banques et de l'économie, Musy est sans conteste *persona grata* au sein de l'élite économique et politique du pays. Plus que la convergence des idées politiques, qui certes ne doivent pas déborder le cadre de la droite, les affinités d'intérêts économiques constituent un facteur déterminant de son intégration au cercle très fermé de l'élite financière. En 1913, Musy devient membre du conseil d'administration de la BNS<sup>218</sup>. Il est bien évident que cette nomination ne surgit pas du néant.

Dès la fin du XIXe siècle, la place financière suisse se modernise. C'est dans ce contexte de profonde structuration bancaire que la BNS ouvre ses guichets en 1907<sup>219</sup>. À l'origine de la création de la BNS se trouve notamment le besoin pour

---

<sup>213</sup> *Ibid.*

<sup>214</sup> s.n.: «Banque de l'État de Fribourg», in *NZZ*, 30 et 31.10.1913.

<sup>215</sup> J. SALLIN: *Réponse ouverte aux Circulaire et Rapport prétendus confidentiels de M. J. Musy, Directeur des Finances, adressés à quelques députés*, Fribourg, novembre 1913, p. 4. Voir aussi [A. d'EGGIS:] *L'autre cloche. Des faits et des documents. Réponse à l'Exposé «confidentiel» de M. le Directeur des Finances J.-M. Musy, qui a paru dans le n° du 30 octobre 1913 de la N.Z.Z., sur les Affaires de la Banque de l'État de Fribourg*, Fribourg, novembre 1913, 15 p. Si Musy est effectivement à l'origine des fuites, nous pouvons raisonnablement penser que, outre le fait de renforcer sa position sur la scène politique fribourgeoise, il cherche aussi sans doute, par le biais de la *NZZ*, à consolider le crédit vacillant de la BEF auprès des milieux financiers suisses.

<sup>216</sup> s.n.: «L'élection de Fribourg», in *Gazette de Lausanne*, 2.6.1914.

<sup>217</sup> s.n.: «Chronique financière», in *Bulletin financier suisse*, 4.6.1926.

<sup>218</sup> Il est élu par l'assemblée générale des actionnaires où ce sont les intérêts cantonaux qui prédominent. (S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 49). Dans le canton de Fribourg, l'agence de la BNS est tenue par la BEF. Au Conseil de banque, Musy retrouve notamment l'élite de la finance helvétique, quelques industriels et le leader paysan E. Laur. (*Sixième rapport de la Banque Nationale Suisse. Du 1er janvier au 31 décembre 1913*, [Berne, BNS, 1914], p. 46).

<sup>219</sup> En 1897, le Cartel de banques suisses est fondé. Puis, en 1907, apparaît l'Union des banques cantonales suisses. La même année, la BNS, qui remplace les trente-six instituts d'émission, commence ses activités. En 1911, se forme le Syndicat d'émission des banques suisses.

les banques d'augmenter leur efficacité et de défendre leurs intérêts. Méfiants à l'égard de l'intervention croissante de l'État et la montée du socialisme, les secteurs centraux de la bourgeoisie cherchent à s'en prémunir. Aussi se battent-ils pour octroyer à la BNS un degré élevé d'autonomie par rapport au gouvernement et au Parlement, ainsi que pour y maintenir une forte participation du secteur privé. De cette manière, ils s'efforcent d'éviter le débat public autour des décisions de la banque d'émission et de préserver la BNS de la pression grandissante du mouvement ouvrier<sup>220</sup>.

Au moment même où il intègre le conseil d'administration de la BNS, Musy défend déjà, dans son propre canton, des principes identiques à ceux qui sont chers aux dirigeants de la BNS. Ainsi dit-il au sujet de la BEF: «J'ai toujours critiqué l'ingérence du Grand Conseil et du Conseil d'État dans les affaires de la Banque. [...] Laissons à cet établissement le soin de se gérer lui-même, sous la responsabilité de ses organes réguliers.»<sup>221</sup> À l'instar des milieux bancaires dominants, l'homme politique fribourgeois ne cessera de réagir contre les tendances interventionnistes de l'État. Soucieux de laisser une large indépendance aux banques, perçues comme la pierre angulaire de la prospérité nationale, il préconisera toujours l'autocontrôle et l'autorégulation.

La trajectoire de Musy montre que les catholiques suisses empruntent des chemins très divers pour effacer leur défaite du Sonderbund et sortir de leur ghetto. La carrière dans la finance, traditionnellement dominée par les protestants, en est un et pas le moins important en cette période de montée en puissance du milieu bancaire<sup>222</sup>. La banque, comme l'État, s'ouvre un peu plus aux conservateurs-catholiques. Plus discrètes que son élection en 1919 au Conseil fédéral qui concrétise aux yeux de tous le grand ralliement des forces bourgeoises, la promotion de Musy au conseil d'administration de la BNS et son intégration à un cercle bancaire influent illustrent, dans le domaine feutré de la finance, la collaboration progressive et déjà bien engagée entre libéraux-radicaux protestants et conservateurs-catholiques. Une entente qui ne va certes pas de soi mais que la menace socialiste, perceptible dès la fin du XIXe siècle, favorise de toute évidence.

---

L'année suivante, la création de l'Association suisse des banquiers (ASB) complète la réorganisation du monde bancaire helvétique.

<sup>220</sup> Pour ce paragraphe, voir S. GUÉX: *La politique monétaire... op. cit.*, pp. 34-45.

<sup>221</sup> *BGCF*, 19.11.1913, p. 271.

<sup>222</sup> À l'époque où Musy accède au c.ad. de la BNS, l'élite bancaire suisse se trouve surtout concentrée à Zurich, Bâle et Genève. (Y. CASSIS, F. DEBRUNNER: «Les élites bancaires suisses, 1880-1960», in *RSH*, 40, 1990, 3, p. 262).



#### 2.4. L'émergence sur la scène politique suisse

La Première Guerre mondiale, déclenchée le 28 juillet 1914, met à rudes épreuves les finances fédérales. Aux dépenses sans cesse croissantes de l'État s'ajoutent les frais énormes occasionnés par la mobilisation. Le conflit provoque également une chute des recettes douanières. On avait prévu une guerre courte; elle sera longue. L'approvisionnement du pays augmente les difficultés. Déjà dans la période précédant immédiatement la guerre de 1914-1918, la situation des finances fédérales était préoccupante. Les hostilités ne font qu'aggraver les problèmes<sup>223</sup>.

Ces temps difficiles vont permettre à Musy de se profiler comme une référence nationale dans le domaine financier. Un homme quasi incontournable qui, avant de devenir dans l'imaginaire collectif de la droite helvétique le sauveur de la patrie menacée par la prétendue conspiration bolchevique de 1918, est tout d'abord associé, dans l'esprit de ses partisans, à l'image de l'homme providentiel, jeune chef énergique et courageux, qui a restauré le crédit du canton de Fribourg. Du point de vue des représentations symboliques, il ressort que, entre 1912 et 1919, le magistrat conquérant est l'objet d'un véritable «processus d'héroïsation»<sup>224</sup> au sein de larges secteurs du camp bourgeois.

En octobre 1914, Musy est élu en tête de liste au Conseil national<sup>225</sup>. Il ne tarde pas à s'y faire connaître comme un ardent fédéraliste et un spécialiste des questions financières. Lors des sessions d'avril et décembre 1915, il est rapporteur francophone de la commission de la Chambre populaire dans la question de l'impôt fédéral de guerre<sup>226</sup>. Il rejette, notons-le, systématiquement l'impôt fédéral direct *permanent* qui, selon lui, signifie la fin du fédéralisme. Par principe, il combat également l'impôt fédéral direct *temporaire* dont il craint grandement l'éventuelle pérennisation, autrement dit sa transformation en un impôt permanent. Toutefois, en raison des besoins extraordinaires nés de la guerre, il soutient en 1915, certes sans grand enthousiasme, le premier impôt de guerre, tout

---

<sup>223</sup> S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, pp. 109-110.

<sup>224</sup> R. GIRARDET: *Mythes... op. cit.*, p. 72.

<sup>225</sup> Sont élus dans le 22<sup>e</sup> arrondissement (Fribourg): le député au GC Hermann Liechti (2'899 voix) et le conseiller d'État Eugène Deschenaux (2'861). Sont élus dans le 23<sup>e</sup> arrondissement (Fribourg): le conseiller d'État Jean-Marie Musy (7'245), le colonel, directeur de la bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg et député Max de Diesbach (7'110), le fabricant Alexandre Cailler (7'055), l'avocat et député au GC Eugène Grand (7'026) et le préfet de Fribourg Charles de Wuilleret (6'893). (*FF*, 1914, vol. 4, pp. 713-714).

<sup>226</sup> *Bst CN*, avril et décembre 1915, p.e. pp. 52ff. et 359ff. À l'automne 1918 et au début de 1919, il officie à nouveau comme rapporteur francophone de la commission du CN à propos du renouvellement de l'impôt de guerre. (*Bst CN*, septembre/octobre 1918, p.e. pp. 229ff.; janvier/février 1919, p.e. pp. 39ff.).

en soulignant son caractère exceptionnel, unique et provisoire<sup>227</sup>.

Il devient également membre de la Société suisse de surveillance économique (SSS), organisation établie en 1915 qui, contrôlée conjointement par le Conseil fédéral et les Alliés, favorise de fait les échanges commerciaux avec l'Entente au détriment des Centraux<sup>228</sup>. Au début du mois d'octobre 1916, il fait partie de la commission convoquée à Lucerne par le Conseil fédéral et chargée d'examiner le difficile problème des ressources à procurer à la Confédération. À Lucerne, Musy côtoie les élites financières et politiques du pays, notamment Motta, chef des finances fédérales, et le futur «faiseur de rois» Heinrich Walther<sup>229</sup>. Figure en vue de l'aile économique du parti conservateur, le très actif Fribourgeois occupe de plus en plus le terrain national.

La conférence qu'il donne le 24 octobre 1916 à l'assemblée des statisticiens suisses à Zurich constitue sans aucun doute un jalon important sur le chemin qui va le mener à la direction des finances fédérales. Elle contient les principes de base que Musy espère voir appliquer par le Conseil fédéral en matière de politique financière. Devant le gratin de l'économie et de la politique helvétiques, l'«expert très compétent de la Suisse romande»<sup>230</sup> présente ses solutions pour sortir la Confédération des difficultés financières<sup>231</sup>. Mettant une sourdine à leurs sentiments germanophiles ou ententophiles, les journaux les plus importants de Suisse alémanique et de Suisse romande relatent, certains par la publication de longs extraits, les propositions avancées par Musy<sup>232</sup>. L'accueil est très favorable.

---

<sup>227</sup> *Bst CN*, 12.4.1915, pp. 52-56; 14.12.1915, pp. 359-361. Notons que l'«impôt de guerre extraordinaire adopté en 1915 est le premier impôt direct que la Confédération prélève depuis sa création, en 1848.» (S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 345). Sur le premier impôt de guerre, voir *ibid.*, pp. 339-356; H. SCHMID: *Wirtschaft, Staat und Macht. Die Politik der schweizerischen Exportindustrie im Zeichen von Staats- und Wirtschaftskrise (1918-1929)*, Zürich, Limmat, 1983, pp. 235-237.

<sup>228</sup> H. OCHSENBEIN: *Die verlorene Wirtschaftsfreiheit 1914-1918. Methoden ausländischer Wirtschaftskontrollen über die Schweiz*, Bern, Stämpfli, 1971, p. 237. L'assemblée générale de la SSS comprend, outre Musy, notamment Ernest Chuard (conseiller d'État, conseiller national et futur conseiller fédéral), Alfred Frey (conseiller national, président du Vorort), Alfred Georg (président de la Chambre de commerce de Genève, directeur de la compagnie d'assurances La Genevoise), Johann Hirter (conseiller national, président du conseil de banque de la BNS, important marchand de charbon), Ernst Laur (membre dirigeant de l'USP). (*Ibid.*). Pendant la Première Guerre mondiale, l'homme d'affaires Heinrich Heer fonctionne également comme vice-président de la SSS. (s.n., in *BLVS*, 1947, vol. 1, p. 189).

<sup>229</sup> s.n.: «La commission des 35», in *La Revue*, 14.10.1916. Parmi les membres de la commission, on trouve son ami Alexandre Cailler, ainsi que l'antiétatiste Alfred Georg et plusieurs représentants du monde bancaire. — Données bio. sur Heinrich Walther (1862-1954): P. MENZ: *Der «Königsmacher» Heinrich Walther. Zur Wahl von vierzehn Bundesräten 1917-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1976, entre autres pp. 6-7; E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 284-285; J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 209; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 314-316; U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, n. 149 p. 357.

<sup>230</sup> s.n.: «Le problème financier de la Confédération», in *Journal de Genève*, 1.11.1916.

<sup>231</sup> s.n.: «Statisticiens», in *Journal de Genève*, 25.10.1916.

<sup>232</sup> Par exemple, les 1er et 2.11.1916, le *Journal de Genève* présente abondamment les idées développées par Musy à Zurich.

Cité abondamment dans la presse, puis publié sous la forme d'une brochure<sup>233</sup> — susceptible donc d'être ressortie et distribuée plus tard au bon moment pour mémoire — et également repris dans une revue de référence<sup>234</sup>, ce discours trouve un large écho dans les classes dirigeantes de l'économie et de la politique helvétique.

Partisan résolu de l'équilibre budgétaire et d'une politique économique classique, Musy affirme tout d'abord «que l'on pourrait aisément, à la condition de le vouloir énergiquement, réaliser d'importantes économies. Certaines administrations pourraient être simplifiées, et c'est par là qu'il faut commencer, si l'on veut arriver à un résultat positif. Une réforme administrative effectuée dans ce sens est l'unique moyen d'obtenir une amélioration importante.»<sup>235</sup> Son maître-mot? Rationalisation. Tout le long de sa carrière politique, il déplorera plus d'une fois le manque de rentabilité des administrations publiques par rapport au secteur privé. La bureaucratie étatique, trop souvent source de gaspillage des deniers publics selon lui, lui inspire presque instinctivement de la répulsion.

Il prône ensuite une augmentation des recettes et met bien en évidence que ce problème est «à la fois fiscal et politique»<sup>236</sup> puisqu'il concerne les rapports entre les cantons et la Confédération. À l'instar des milieux dirigeants de la bourgeoisie suisse opposés à l'impôt fédéral direct permanent<sup>237</sup>, il le rejette catégoriquement et, sur le principe, s'oppose même à une imposition directe temporaire car, pour lui, c'est la porte ouverte à une création définitive<sup>238</sup>. Aussi préconise-t-il l'imposition indirecte pour permettre à la Confédération de faire face aux dépenses: l'introduction d'un impôt sur le tabac et d'un droit de timbre, une imposition fiscale plus accentuée de l'alcool, la révision de la loi sur les taxes

---

<sup>233</sup> J. MUSY: *La réforme financière fédérale. Conférence donnée par M. le Conseiller national Musy à l'assemblée des statisticiens suisses, à Zurich, le 24 octobre 1916*, Bulle, Perroud, 1916, 28 p. À la même époque, Musy évoque aussi le problème financier fédéral devant le GC fribourgeois: *BGCF*, 17.11.1916, pp. 267-268; J. MUSY: *Considérations... op. cit.*, pp. 20-22.

<sup>234</sup> J. MUSY: «La réforme des finances fédérales. Conférence donnée, mardi 24 octobre, à Zurich, à l'assemblée de la Société Suisse de Statistique», in *Journal de statistique et Revue économique suisse*, 52, 1916, pp. 495-501. Depuis 1914, Julius Landmann, professeur à l'Université de Bâle, occupe le poste de rédacteur du *Journal de statistique*. La même année, Landmann est engagé comme expert du Conseil fédéral pour les questions économiques. (H. U. JOST: *Des chiffres et du pouvoir. Statisticiens, statistique et autorités politiques en Suisse du XVIIIe au XXe siècle*, Berne, Union des offices suisses de statistique, octobre 1995, p. 28; S. GUEX: «“Est-il encore possible de vivre heureux dans notre patrie?” Splendeurs et misères d'un expert financier du Conseil fédéral: l'éviction de Julius Landmann (1914-1922)», in *RSH*, 45, 1995, 3, p. 404).

<sup>235</sup> J. MUSY: *La réforme financière... op. cit.*, p. 6.

<sup>236</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>237</sup> S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 359.

<sup>238</sup> Toutefois, il accepte, certes sans joie, l'introduction de l'impôt de guerre à cause des circonstances exceptionnelles de la guerre, ainsi que sous la réserve d'une portée limitée et transitoire.

militaires. Autant de questions qu'il reprendra au Conseil national et au gouvernement fédéral. Sa maxime, empreinte du principe de subsidiarité? Les impôts directs aux cantons, les impôts indirects à la Confédération. Fédéraliste convaincu, il note: «Priver les cantons du droit de lever l'impôt, ce serait porter à leur souveraineté un coup décisif. Cette confusion du ménage fédéral avec celui des cantons aboutirait sous peu à réduire les États confédérés au rôle de simples circonscriptions administratives.»<sup>239</sup> Pour Musy, réagissant contre la centralisation grandissante depuis 1848, le fédéralisme est nécessaire à l'équilibre politique du pays. Le maintien de la souveraineté cantonale représente même «une condition indispensable de notre existence nationale»<sup>240</sup>.

Présenté ainsi à une bourgeoisie libérale plutôt centralisatrice, mais prête à faire des compromis de plus en plus fréquents avec la paysannerie et la petite bourgeoisie fédéralistes des cantons conservateurs-catholiques et des cantons romands, le fédéralisme devient, malgré l'intervention croissante de la Confédération, un élément stabilisateur très intéressant pour les partisans de l'ordre. L'historien Sébastien Guex note en outre que dans «une période caractérisée par l'industrialisation rapide du pays et le développement d'un mouvement ouvrier dont la combativité représente un danger croissant pour sa stabilité politique, les courants centralisateurs au sein de la bourgeoisie ont intérêt à se faire des milieux fédéralistes des alliés plutôt que des ennemis.»<sup>241</sup>

Auteur d'un programme financier clair et remarqué autour duquel peuvent se rejoindre les différents courants bourgeois, Musy a sans conteste réussi à se bâtir une plate-forme intéressante. Sa position sur l'échiquier fédéral en sort renforcée. En outre, en raison de ses fonctions politiques et financières élevées, il illustre à merveille les relations étroites qu'entretiennent les élites économiques et politiques en Suisse. Cela n'est certainement pas un hasard si, peu de temps après cette conférence du 24 octobre 1916, Musy apparaît à certains journaux radicaux et libéraux comme un conseiller fédéral potentiel. Constatant que «Fribourg est le seul des anciens grands cantons de la Confédération qui n'ait pas eu, depuis 1848, de représentant au Conseil fédéral», le correspondant fribourgeois de la *Gazette de Lausanne* rappelle aux Chambres qu'«elles trouveront à Fribourg, aussi bien que dans d'autres cantons, des hommes qui, comme science juridique, comme talents financiers, rendraient au pays tout entier les services dont il a un si pressant besoin pour grouper toutes les forces de la Suisse»; l'occasion serait

---

<sup>239</sup> J. MUSY: *La réforme financière... op. cit.*, p. 11.

<sup>240</sup> *Ibid.*, p. 12.

<sup>241</sup> S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 116.

belle «de montrer que les souvenirs du Sonderbund sont effacés.»<sup>242</sup> Et le *Journal du Jura* de poser ironiquement la question: «Est-ce la venue de M. Python ou celle de M. Musy qu'on nous annonce ainsi? Comme il serait osé de parler encore des "talents financiers" de M. Python, nous pensons que c'est au second de ces personnages que l'auteur de l'épître cherche à frayer la voie.»<sup>243</sup>

Après ce coup d'éclat, Musy consolide sa place sur la scène fédérale. À l'automne 1917, il est brillamment réélu au Conseil national<sup>244</sup>. À l'occasion de ces élections, la «bastille radicale» tient ferme une dernière fois<sup>245</sup>. La même année, il accède au conseil d'administration de la grande compagnie d'assurances zurichoise Rentenanstalt, proche du Crédit Suisse<sup>246</sup>. Conseiller d'État du canton de Fribourg, député au Grand Conseil fribourgeois et au Conseil national, il est à cette époque également membre des conseils d'administration de la BEF, de la BNS et de la Rentenanstalt. Ce ne sont là que quelques-unes de ses nombreuses casquettes<sup>247</sup>. Il n'a que 41 ans. La carrière politique et financière du Gruérien a été fulgurante. Que peut-il espérer de plus?

Le 9 avril 1917, Lénine part de Suisse pour aller vers la Russie où il prend le pouvoir le 14 novembre. Du 15 au 17 novembre 1917, d'importants troubles sociaux secouent Zurich. Pour la droite helvétique, c'est «le commencement de la grande peur»<sup>248</sup>.

---

<sup>242</sup> s.n.: «Neuf conseillers fédéraux», in *Gazette de Lausanne*, 28.10.1916. Traditionnellement très critique à l'égard du cléricalisme et de l'ultramontanisme de Georges Python, la *Gazette de Lausanne* se montre par contre beaucoup plus favorable à l'égard de Jean-Marie Musy.

<sup>243</sup> L. MERLIN: «La réforme politique. Un emplâtre sur une jambe de bois», in *Le Journal du Jura*, 1.11.1916.

<sup>244</sup> *FF*, 1917, vol. 4, p. 735.

<sup>245</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne, Payot, 1974, p. 44.

<sup>246</sup> S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 262; E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 398.

<sup>247</sup> En 1915, Sallin rappelle que Musy est aussi «Administrateur du Crédit gruyérien, membre du Conseil de surveillance de la Caisse hypothécaire, administrateur des Chemins de fer électriques de la Gruyère, Président de la Société immobilière suisse, Administrateur de la Société des Usines Hydro-électriques de Montbovon, Membre du Conseil des services industriels, membre du Conseil d'Administration de la Soudière suisse, etc.» (J. SALLIN: *Les erreurs de M. Musy... op. cit.*, p. 3).

<sup>248</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 53.



## CHAPITRE 3

### AFFIRMATION CONTRE-REVOLUTIONNAIRE, 1918-1919

Selon François Furet, la «guerre de 1914 a pour l'histoire du XXe siècle le même caractère matriciel que la Révolution française pour le XIXe»<sup>1</sup>. Peu d'événements ont sans doute plus marqué l'histoire contemporaine que la Première Guerre mondiale. Une véritable rupture pour les hommes qui l'ont vécue. Aux yeux de beaucoup, en particulier pour des conservateurs nourris du souvenir embelli de la toute-puissance européenne, une tragédie attestant de l'inexorable déclin du Vieux Continent. Si le déclenchement du conflit se rattache encore au XIXe siècle, son issue elle débouche sur une époque et des régimes inédits. Quand bien même leur origine profonde préexiste à la guerre, deux grands mouvements en émergent presque simultanément: le bolchevisme et le fascisme. Profitant de la situation catastrophique provoquée par les hostilités, Lénine prend le pouvoir en 1917. Exploitant au maximum les ressentiments nationaux nés de l'issue de la guerre, Mussolini et Hitler accèdent eux aussi au pouvoir, le premier en 1922, le second en 1933 après avoir échoué dix ans auparavant.

La trajectoire sinueuse de Musy jusque dans les marges de la droite extrême peut se comprendre pour une bonne part comme un positionnement entre les deux grands totalitarismes nés de la guerre. Sa vision du monde le poussera toutefois à haïr l'un dès le début et pour toujours et à s'accommoder progressivement de l'autre jusqu'à en devenir un compagnon de route. C'est le début de ce long glissement progressif d'un conservatisme traditionnel vers une droite plus dure que nous allons maintenant aborder. Un processus de radicalisation qui se forge sous le choc de 14-18 et la grève générale de 1918, l'un des plus grands traumatismes de l'histoire contemporaine suisse. Pour Musy, il s'agit d'une période charnière qui le marque au fer rouge pour le reste de sa vie. Aussi avons-nous choisi de mettre l'accent sur cette période relativement courte mais sans conteste décisive. Un moment clé.

---

<sup>1</sup> F. FURET: *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris, Laffont/Calmann-Lévy, 1995, p. 194.

## 1. Ébranlements et durcissements

### 1.1. Les effets de la guerre en Suisse

La Première Guerre mondiale provoque en Suisse comme dans le reste de l'Europe des bouleversements d'une ampleur inconnue jusqu'alors. Un véritable séisme qui aura des répercussions loin dans le siècle. Entre 1914 et 1918, sans subir les affres de la guerre sur son sol, la Suisse se trouve malgré tout étroitement liée aux destins des autres nations européennes. Les clivages, tant politiques que sociaux et économiques, se creusent. À la fin de l'année 1918, la Suisse est au bord de la guerre civile.

Durant les quatre années d'hostilités, la Suisse subit la pression des belligérants et perd très vite la souveraineté de son économie, traditionnellement tournée vers l'étranger. Son impréparation à la guerre n'arrange rien<sup>2</sup>. Toutefois, ce que l'on peut voir globalement comme un «asservissement» ou une «mise en tutelle»<sup>3</sup> de l'économie helvétique par l'étranger se révèle être l'inverse dans un secteur précis: la place financière suisse. Durant le conflit, celle-ci prend en effet son envol et s'affranchit définitivement de sa position de subordination d'avant-guerre à l'égard des grands centres bancaires de l'étranger, notamment vis-à-vis de Paris<sup>4</sup>. Le système financier helvétique sort ainsi des hostilités «renforcé et bien solide.»<sup>5</sup>

La prolongation du conflit et sa radicalisation soumettent la population à un rationnement de moins en moins supportable. Le renchérissement frappe durement les couches les moins favorisées. De 1914 à 1918, l'indice du coût de la vie passe de 100% à 229%<sup>6</sup>. Aucune véritable protection sociale n'existe pour venir en aide aux plus démunis. La modeste solde des hommes mobilisés ne compense que très insuffisamment l'absence d'indemnité pour perte de gain. Les deux dernières années de la guerre sont particulièrement difficiles. En juin 1918, le nombre d'indigents déclarés en Suisse s'élève à 692'000 personnes, soit près d'un cinquième de la population totale<sup>7</sup>. Le climat social se dégrade considérablement et le mécontentement gagne une grande partie de la population. Des couches de la population, comme les petits fonctionnaires et les employés, jusque-là fidèles à l'ordre bourgeois, commencent à être de plus en plus solidaires

---

<sup>2</sup> Sur la dépendance économique de la Suisse à l'égard des belligérants, voir H. OCHSENBEIN: *op. cit.*, 349 p.

<sup>3</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 23 et 31.

<sup>4</sup> S. GUËX: *La politique monétaire... op. cit.*, pp. 10-11.

<sup>5</sup> L. RUGGIA: «Les relations financières de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale», in Y. CASSIS, J. TANNER (éd.): *Banques et crédit en Suisse (1850-1930)*, Zürich, Chronos, 1993, p. 91.

<sup>6</sup> W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik 1918*, Zürich, Chronos, 1988 (1968), p. 32.

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 38.



avec le mouvement ouvrier. Entre 1914 et 1918, l'USS passe de 65'000 à 177'000 membres, le PSS de 30'000 à 40'000<sup>8</sup>.

De son côté, l'État est contraint de s'endetter de plus en plus, notamment à cause des frais énormes occasionnés par la mobilisation et la chute des recettes douanières provoquée par le conflit. La Confédération doit trouver de nouvelles ressources pour faire face à des charges croissantes. Malgré l'impôt fédéral sur les bénéfices de guerre introduit, au demeurant tardivement, en septembre 1916, une minorité d'industriels et de financiers profitent du conflit pour s'enrichir, ce qui ne va pas sans quelques remous dans l'opinion publique<sup>9</sup>. Conscients de la valeur de la neutralité et de la stabilité suisses, ainsi que forts de l'expérience du conflit franco-allemand de 1870-1871, certains banquiers helvétiques avaient d'ailleurs déjà prévu avant 1914 les incidences positives qu'aurait une guerre sur leurs affaires<sup>10</sup>.

Le régime des pleins pouvoirs constitue une autre source de malaise au sein de la population. En été 1914, l'encerclement du pays est presque total<sup>11</sup>. Pour faire face aux graves dangers du moment, l'Assemblée fédérale accorde le 2 août 1914 les pleins pouvoirs au Conseil fédéral. À situation extraordinaire, moyens exceptionnels. La démocratie est mise en veilleuse. Beaucoup de Suisses se sentent exclus des affaires du pays. L'exercice dangereux des pleins pouvoirs aboutit inévitablement à certains dérapages, comme l'affaire Grimm-Hoffmann<sup>12</sup>, qui jettent le trouble au sein de la population.

Autre source de tensions qui mettent à mal la cohésion nationale: le fossé moral entre Romands et Alémaniques, un problème où interviennent surtout des facteurs linguistiques et culturels, mais également confessionnels et politiques. Les premiers soutenant généralement l'Entente; les seconds, les Centraux. Chaque camp se laisse aller à des excès. Les appels à la modération sont peu entendus<sup>13</sup>.

---

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 29 et R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 52.

<sup>9</sup> Au sujet de l'impôt sur les bénéfices de guerre, voir S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, pp. 362-374; H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 251-255.

<sup>10</sup> S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, pp. 177-178. Sur l'essor de la place financière suisse à partir de la Première Guerre mondiale, voir, outre les travaux de Sébastien Guex, Y. SANCEY: «Les banques et l'État en Suisse. Éléments pour une genèse de la politique bancaire de la Confédération (1914-1927)», in *RSH*, 46, 1996, 1, p. 85.

<sup>11</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 25. Avec l'entrée de l'Italie dans le conflit en avril 1915, l'encerclement devient total.

<sup>12</sup> Au printemps 1917, le conseiller fédéral Arthur Hoffmann, aidé du socialiste Robert Grimm, tente secrètement une médiation en vue d'une paix séparée entre l'Allemagne et la Russie. Découverte, l'affaire suscite une protestation vigoureuse de la part des Alliés. En outre, les Suisses romands s'indignent plus qu'outre-Sarine. Ayant manqué à la neutralité, Hoffmann est contraint de démissionner en juin 1917. Il est remplacé par le Genevois francophile Gustave Ador.

<sup>13</sup> Voir P. DU BOIS: «Mythe et réalité du fossé pendant la Première Guerre mondiale», in P. DU BOIS (s.l.d.): *Union et division des Suisses. Les relations entre Alémaniques, Romands et Tessinois aux XIXe et XXe siècles*, Lausanne, Éd. de l'Aire, 1983, pp. 65-91.

## 1.2. Pour la patrie et l'Entente

Des informations disponibles, toutes convergentes, il ressort que, au cours de la Première Guerre mondiale, Musy se montre favorable à l'Entente. Cela n'a rien d'étonnant pour un Fribourgeois francophone. Sa préférence n'a toutefois rien d'outrancière. Il se veut avant tout national.

Idéologiquement, Musy assimile des pans entiers de l'helvétisme, sorte de nationalisme suisse, défendu par Gonzague de Reynold et la Nouvelle Société Helvétique (NSH)<sup>14</sup>. Le conseiller d'État fribourgeois participe lui-même à la NSH<sup>15</sup>. Toutefois, il n'apparaît pas dans les adhérents de la toute première heure, à l'inverse d'autres Fribourgeois<sup>16</sup>. En outre, il ne semble contribuer de manière ni remarquée ni soutenue à cette organisation patriotique où dominent les intellectuels. Tout juste profite-t-il à l'occasion de cette sorte de forum restreint pour y peaufiner tel projet qu'il se propose d'exposer à un plus large public. Comme son ami Gonzague de Reynold, un des principaux promoteurs de la NSH, il s'efforce de surmonter les divergences entre les communautés nationales. Il exige également un réarmement moral du pays. Au sein de la NSH, fondée peu avant la guerre, courent les idées de la nouvelle droite helvétique, notamment le culte de la tradition, l'exaltation des valeurs nationales, la volonté de maintenir une Suisse unie, une certaine conscience élitaires, la phobie de la décadence, la dénonciation de la modernité, la mise en accusation de l'influence étrangère.

Outre Musy, la NSH compte dans ses rangs nombre de membres de la droite fribourgeoise, à savoir l'intellectuel Gonzague de Reynold, l'historien Gaston Castella<sup>17</sup>, les magistrats Ernest Perrier<sup>18</sup> et Emile Savoy<sup>19</sup>, l'officier Roger de

---

<sup>14</sup> Voir A. CLAVIEN: *Les Helvétistes. Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande & Éd. d'en bas, 1993, 323 p.; A. MATTIOLI: «Aux Pays des Aïeux». Gonzague de Reynold und die Erfindung des neohelvetischen Nationalismus (1899-1912)», in G. P. MARCHAL, A. MATTIOLI (éd.): *Erfundene Schweiz. Konstruktionen nationaler Identität. La Suisse imaginée. Bricolages d'une identité nationale*, Zürich, Chronos, 1992, pp. 275-289; A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, pp. 82-90; C. GUANZINI: *Les origines de la Nouvelle Société Helvétique (1911-1914)*, mém. Univ. de Lausanne, 1985, 112 p.; C. GUANZINI: *Les origines de la Nouvelle Société Helvétique (1911-1914)*, Genève, Cahiers d'histoire contemporaine, 1989, 78 p.; C. GUANZINI, P. WEGELIN: *Kritischer Patriotismus. Neue Helvetische Gesellschaft 1914-1989*, Bern, Haupt, 1989, 176 p.; G. ARLETTAZ: «La Nouvelle Société Helvétique et les Suisses à l'étranger (1914-1924). Aspects de la construction d'un nationalisme de type ethnique», in *Études et Sources*, 28, 2002, pp. 37-64.

<sup>15</sup> A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 87.

<sup>16</sup> Une des premières listes du groupe de Fribourg de la NSH contient notamment, selon l'ordre des noms inscrits, Ernest Perrier, Gaston Castella, Hubert Savoy, Pierre Aeby, Auguste Schorderet, Paul Bondallaz, Joseph Bovet, Roger de Diesbach, Emile Savoy, Charles Schnyder von Wartensee. Musy n'apparaît ni dans cette liste, ni dans celle du groupe de la Gruyère. Voir ALS, fs Reynold, Action 1.23: liste du groupe de Fribourg de la NSH et celle du groupe de la Gruyère. Voir également C. GUANZINI: *op. cit.* (1985), pp. 66-81, ainsi que C. KAISER: *op. cit.*, p. 183.

<sup>17</sup> G. de REYNOLD: *Mes mémoires*, *op. cit.*, pp. 161, 163, 715; M. MICHAUD: «Gaston Castella et la Nouvelle Société Helvétique», in *Bulletin. Société d'histoire du canton de*

Diesbach<sup>20</sup>, le poète et futur préfet Paul Bondallaz<sup>21</sup>, ainsi que le directeur de la BEF Charles Schnyder von Wartensee<sup>22</sup>. On y trouve également le «roi des paysans» Ernst Laur<sup>23</sup>, le pasteur Rudolf Grob, futur signataire de la «requête des 200»<sup>24</sup>, Eduard von Steiger, futur conseiller fédéral<sup>25</sup>, les journalistes Richard Bovet<sup>26</sup> et William Martin<sup>27</sup>, l'historien radical Emil Dürr<sup>28</sup>, l'écrivain militaire Paul de Vallière<sup>29</sup>, ainsi que les avocats Théodore Aubert, futur fondateur de l'Entente internationale contre la Troisième Internationale<sup>30</sup>, et Albert Picot, futur conseiller d'État genevois<sup>31</sup>. Paul Lang, futur théoricien frontiste, débute également sa carrière politique à la NSH<sup>32</sup>. En particulier dans les années trente, les Gonzague de Reynold, Jean-Marie Musy, Théodore Aubert, Rudolf Grob et autres Paul Lang s'illustreront tous par diverses collaborations avec l'extrême droite helvétique.

À Fribourg, canton à majorité romande et minorité alémanique, le fait d'être francophone n'est pas un facteur suffisant pour expliquer des sentiments

---

Fribourg, 1986, 1, pp. 16-21; C. GUANZINI: *op. cit.* (1985), p. 77; C. GUANZINI: *op. cit.* (1989), p. 62. — À la mort de l'historien fribourgeois en 1966, Roland Ruffieux rappellera «l'enthousiasme de Gaston Castella pour la Nouvelle Société Helvétique, où il seconda ses amis Gonzague de Reynold, Ernest Perrier et Jean-Marie Musy, dont il écrira la biographie dans sa retraite studieuse». (R. RUFFIEUX: «†Gaston Castella, professeur honoraire de l'Université», in *La Liberté*, 26.1.1966).

18 G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, pp. 161ff.; E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 399; C. GUANZINI: *op. cit.* (1989), p. 65.

19 A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 87.

20 C. GUANZINI: *op. cit.* (1985), p. 77; C. GUANZINI, P. WEGELIN: *op. cit.*, p. 31.

21 G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, p. 731; C. GUANZINI: *op. cit.* (1985), p. 76; C. GUANZINI: *op. cit.* (1989), p. 61.

22 C. GUANZINI: *op. cit.* (1985), p. 80; C. GUANZINI, P. WEGELIN: *op. cit.*, p. 31.

23 G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, p. 173; C. GUANZINI: *op. cit.* (1985), p. 78; C. GUANZINI: *op. cit.* (1989), p. 64. — Données bio. sur Ernst Laur (1871-1964): W. BAUMANN: *Bauernstand und Bürgerblock. Ernst Laur und der Schweizerische Bauernverband 1897-1918*, Zürich, Orell Füssli, 1993, divers passages; W. BAUMANN: «Ernst Laur oder "Der Bauernstand muss erhalten werden, koste es, was es wolle."», in A. MATTIOLI (Hg.): *Intellektuelle... op. cit.*, pp. 257-272.

24 C. GUANZINI: *op. cit.* (1989), p. 63; G. WAEGER: *Die Sündenböcke der Schweiz. Die Zweihundert im Urteil der geschichtlichen Dokumente 1940-1946*, Olten/Freiburg i. B., Walter, 1971, pp. 154-156, 257 et 283. — Données bio. sur Rudolf Grob (1890-1982): C. WERNER: *Für Wirtschaft und Vaterland. Erneuerungsbewegungen und bürgerliche Interessengruppen in der Deutschschweiz 1928-1947*, Zürich, Chronos, 2000, pp. 317-318.

25 A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 87. — Données bio. sur Eduard von Steiger (1881-1962): P. EHINGER: «Eduard von Steiger 1881-1962», in U. ALTERMATT (s.l.d.): *Conseil fédéral... op. cit.*, pp. 415-420.

26 C. GUANZINI: *op. cit.* (1989), p. 62; A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 87.

27 C. GUANZINI: *op. cit.* (1989), p. 64; A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 87.

28 C. GUANZINI, P. WEGELIN: *op. cit.*, pp. 85 et 111.

29 C. GUANZINI: *op. cit.* (1985), p. 80; C. GUANZINI: *op. cit.* (1989), p. 67.

30 G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, p. 340; A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 87.

31 C. GUANZINI: *op. cit.* (1985), p. 79; C. GUANZINI: *op. cit.* (1989), p. 65.

32 A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 87. Voir aussi B. GLAUS: *Die Nationale Front. Eine Schweizer faschistische Bewegung 1930-1940*, Zürich, Benziger, 1969, p. 26.

favorables à l'Entente. Outre la langue, d'autres facteurs jouent comme la culture, la politique et la religion. Ainsi trouve-t-on, au début du conflit, «une propension assez générale des journaux fribourgeois à disculper l'Autriche aux dépens de la Russie, de l'Allemagne et même d'une France jugée trop laïque depuis la séparation.»<sup>33</sup> Toutefois, très vite, les affinités politiques, culturelles et linguistiques prennent le pas sur d'autres considérations. Fortement majoritaires dans le canton, les Romands manifestent généralement une solidarité toute particulière à l'égard de la France et surtout de la Belgique dont la violation de sa neutralité par l'Allemagne les a profondément choqués. À l'inverse, beaucoup d'Alémaniques soutiennent les Empires centraux. À Fribourg comme dans le reste du pays, contexte international et événements nationaux agissent sur le fossé moral séparant les diverses communautés<sup>34</sup>. Un profond malaise gagne la société helvétique.

Les archives datant de la guerre même ne permettent pas toujours de retrouver avec certitude l'attitude précise de Musy à l'égard des États en guerre. Ainsi, il n'est pas possible de tirer une conclusion claire de son rôle dans l'affaire Savoy. Dans ses souvenirs, George Bovet indique toutefois que cette affaire, «au moment où le Conseil fédéral discutait du renvoi des deux colonels [Egli et von Wattenwyl; n.d.a.] devant le tribunal militaire, devait servir évidemment à faire pression sur lui. Mais elle n'eut pas l'effet escompté: l'affaire était classée et le resta. Les journaux qui avaient cru y trouver une contrepartie à l'affaire des colonels en furent pour leurs frais.»<sup>35</sup>

Quant à la position exacte de Musy dans ce que la presse appelle le «tumulte de Fribourg» (16/17 mars 1915), illustration du malaise suisse, elle est voilée par le principe de la collégialité du gouvernement fribourgeois dont il est certes l'homme fort et le président à cette année-là<sup>36</sup>. Les arrêts dans les gares des trains d'évacués, en provenance des pays belligérants, qui transitaient en Suisse donnaient l'occasion aux populations de manifester leur sympathie pour l'un ou l'autre des camps. En mars 1915, des francophiles s'indignent et s'agitent en ville de Fribourg, à la suite de l'ordre du commandement militaire de supprimer ces arrêts en gare. Ne pouvant plus prouver leur sympathie aux rapatriés français passant à Fribourg, ils réclament le rétablissement des arrêts des convois à

---

<sup>33</sup> R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 967. *La Gruyère* radicale estime elle que le «vrai motif» de la guerre «réside dans l'immense désir de puissance et de grandeur qui affole l'Autriche», une «monarchie sénile». (s.n.: «La guerre», in *La Gruyère*, 1.8.1914).

<sup>34</sup> Sur les clivages dans le canton provoqués par la guerre, voir H. GUI SOLAN: *op. cit.*, 231 p.

<sup>35</sup> G. BOVET: *op. cit.*, p. 147.

<sup>36</sup> Voir l'appel au calme lancé à la population de la ville de Fribourg par le CE, et signé par son président Musy, in AEF, *Protocole du CE*, séance extraordinaire du 17.3.1915, p. 150. Sur les incidents du 16/17.3.1915, voir R. RUFFIEUX: *Du Noir et Blanc... op. cit.*, pp. 108-110; H. GUI SOLAN: *op. cit.*, pp. 66-96.

destination de la France. Un professeur de l'Université, de nationalité allemande, est pris à parti par des manifestants en colère. Des injures hostiles à l'Allemagne fusent de la foule. En mai 1915, le président du Conseil d'État Musy affirme que c'est «ensuite des multiples démarches que j'ai entreprises à Berne<sup>37</sup> que la ville de Fribourg a obtenu de nouveau l'arrêt des trains d'évacués et, pendant ce temps, certaine presse semblait s'attacher à contrarier les négociations qui étaient engagées, en publiant des articles qui grossissaient à plaisir ce qu'on a appelé les "incidents de Fribourg". Encore une fois, le gouvernement a fait, dans cette occurrence, tout ce qui était en son pouvoir pour satisfaire aux vœux de la population de Fribourg.»<sup>38</sup> En s'efforçant de rétablir les arrêts et de dédramatiser les événements, le gouvernement fribourgeois adopte une attitude que la minorité alémanique du canton dénonce: on cherche à nier les excès dont elle est victime<sup>39</sup>. Dans ces instants tendus, *Le Fribourgeois*, porte-parole des partisans de Musy, n'apaise certainement pas l'irritation des Alémaniques en minimisant également les incidents<sup>40</sup>.

Un an plus tard, le 2 mars 1916, de nouvelles scènes de désordre éclatent à Fribourg, à l'annonce du verdict qui vient d'être rendu au terme du procès tenu à Zurich contre les colonels Egli et von Wattenwyl accusés d'avoir transmis des renseignements aux Centraux<sup>41</sup>. Dénonçant le poids de l'influence germanique en Suisse, des Fribourgeois descendent dans la rue pour protester contre la sentence de Zurich jugée trop clémente. Le 3 mars 1916, le gouvernement fribourgeois déplore ces nouveaux incidents ainsi que le manque de fermeté des services de l'ordre. En outre, il interdit d'autres manifestations éventuelles et annonce que toute désobéissance à cet ordre sera sévèrement réprimée. Avant tout, l'ordre doit régner à Fribourg<sup>42</sup>. Reste que, de manière générale, les Romands ne sont pas satisfaits du verdict rendu à Zurich. Il est trop bienveillant à leurs yeux. Très peu de jours après ces signes de mauvaise humeur populaire, les députés romands expriment eux aussi leur irritation, à l'occasion de la discussion des Chambres sur le deuxième rapport de neutralité (6-17 mars 1916). Ils reprochent également aux

---

<sup>37</sup> Sollicité par le comité fribourgeois de secours qui s'occupait d'apporter un soutien aux évacués français de passage en gare de Fribourg, Musy «eut des entrevues successives avec le conseiller fédéral Décoppet, chef du Département militaire, et avec le colonel Tscharner, directeur des convois de réfugiés français». (H. GUI SOLAN: *op. cit.*, p. 68). Il eut également des contacts avec le président de la Confédération Motta. (*Ibid.*, p. 71).

<sup>38</sup> *BGCF*, 11.5.1915, p. 116.

<sup>39</sup> Agissant «comme un révélateur de l'état de l'opinion», les *Freiburger Nachrichten* s'attachent à «montrer combien la position des Suisses alémaniques à Fribourg est dangereuse.» (H. GUI SOLAN: *op. cit.*, pp. 74-76).

<sup>40</sup> Voir R. RUFFIEUX: *Du Noir et Blanc... op. cit.*, p. 109.

<sup>41</sup> Sur les répercussions de l'affaire des colonels à Fribourg, voir H. GUI SOLAN: *op. cit.*, pp. 102-141.

<sup>42</sup> Voir AEF, *Protocole du CE*, 3.3.1916, p. 142.

Alémaniques et au gouvernement fédéral de n'avoir élevé aucune protestation contre la violation de la neutralité belge<sup>43</sup>. Lors de ces débats aux Chambres, Jean-Marie Musy et Georges de Montenach<sup>44</sup> se joignent au concert des doléances romandes<sup>45</sup>.

Dans son discours au Parlement, le 14 mars 1916, Musy défend le point de vue romand. Il se garde toutefois d'attaquer brutalement les Alémaniques. Il leur demande plutôt de comprendre l'émotion naturelle provoquée en Romandie par l'occupation de la Belgique et l'exaspération suscitée par les provocations d'une certaine presse de la Suisse allemande. Selon lui, la sympathie romande à l'égard des alliés vise à contrebalancer la germanophilie d'outre-Sarine. Le conseiller national relève également que les Fribourgeois sont des patriotes loyaux et ne sont pas opposés à l'armée, contrairement à ce que prétendent, d'après lui, certains journaux hostiles à son canton. S'il s'efforce d'expliquer que Fribourg et les autres cantons romands n'ont pas à recevoir de leçons de patriotisme, l'énergique orateur, représentant d'un canton bilingue, en appelle aussi à l'unité nationale et à la réconciliation entre Romands et Alémaniques<sup>46</sup>. Ses propos s'inscrivent en droite ligne dans l'helvétisme alors défendu par son ami Gonzague de Reynold.

Et, de fait, Musy se trouve sur la même longueur d'onde que le professeur de littérature française à l'Université de Berne et chef du Bureau des conférences de l'état-major général. En effet, à la demande de Musy lui-même qui envisage d'intervenir au Parlement, Gonzague de Reynold lui a envoyé à la mi-février 1916 un plan de discours très détaillé sur le fossé moral<sup>47</sup>. Comme à son habitude, le promoteur de la NSH porte au pinacle l'idée d'unité nationale. Dans sa lettre du 16

---

<sup>43</sup> H. GUI SOLAN: *op. cit.*, pp. 133-134; R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 21-22.

<sup>44</sup> Une note anonyme établie à Genève à la fin du mois de novembre 1918, sans aucun doute écrite par un homme lié aux services de renseignements français, rapporte l'opinion de Joseph Beck, «homme très éminent et complètement renseigné, ancien recteur de l'Université», sur la création éventuelle d'une monarchie catholique austro-allemande. Selon cette note, Beck a notamment appris «que le député Baron G. de Montenach, malgré ses réelles sympathies ententistes, regrette amèrement la disparition des Habsbourg». (AN, F7-13475, «Suisse. 1918»: note sans auteur, sans destinataire (service de renseignements français), 7076, 27.11.1918).

<sup>45</sup> Voir R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 969. Sur le discours de Musy notamment, voir H. GUI SOLAN: *op. cit.*, pp. 134-136.

<sup>46</sup> Ce discours a été publié le 16.3.1916 dans *La Liberté*, sous le titre «Échos des débats. Le discours de M. Musy».

<sup>47</sup> ALS, fs Reynold, Corr. cop. I: lettre de G. de Reynold à J.-M. Musy, 16.2.1916, à laquelle est jointe un plan de discours de 10 p. Voir aussi C. KAISER: *op. cit.*, n. 1 p. 50 et p. 184. Se référant à l'affaire des colonels et au mécontentement qu'elle suscite, Reynold confirme dans ses mémoires en donnant quelques précisions sur le contexte: «J'avais passé toute l'après-midi du dimanche avec mon ami le conseiller d'État Musy. Il m'avait raconté que les paysans, jusqu'alors très passifs, commençaient à s'échauffer. A Bulle et à Broc, il y avait eu des démonstrations. [...] Musy avait l'intention de faire un discours. Il m'en avait demandé le plan. Je l'ai toujours. Il est en deux parties: critique du gouvernement et de l'État-Major dans l'une, critique de l'opinion publique dans l'autre.» (G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, p. 270).

février 1916, il enjoint Musy à intervenir avec force au Conseil national: «il faut absolument que ton discours soit le *grand discours* de la session.»<sup>48</sup> Voulant offrir un banc d'essai à son ami politicien, l'érudit fribourgeois lui suggère de prendre tout d'abord la parole à une assemblée de la NSH qui doit se tenir à Berne le 27 février 1916<sup>49</sup>.

Les rares pièces d'archives de la période 1914-1918, dont on ne peut d'ailleurs pas déduire une sympathie outrancièrement favorable à l'Entente, reçoivent un autre éclairage, plus explicite, grâce à des documents établis juste après la guerre. D'origine française et allemande, ceux-ci concordent, sans aucune exception, sur le point qui nous intéresse ici: Musy est très clairement perçu comme un ententiste tant par les Français que par les Allemands. La perception des Français est d'autant plus significative que, durant le conflit et l'immédiat après-guerre, ils sont très sensibles à l'influence allemande en Suisse et s'attachent à relever la moindre manifestation de germanophilie, même là où elle n'est pas toujours évidente. Dans un long rapport français d'avril 1919 qui, comme à l'accoutumée chez les Français de cette époque, présente le conseiller fédéral Schulthess sous les traits caricaturaux d'un authentique germanophile et d'un étatiste allié objectif des socialistes<sup>50</sup>, on peut également lire que le conseiller national fribourgeois Musy a une «attitude ententophile»<sup>51</sup>. Au lendemain des élections au Conseil fédéral du 11 décembre 1919, le colonel Pageot, attaché militaire à l'ambassade de France à Berne, écrit à Paris à propos de la nouvelle composition du gouvernement helvétique: «Au point de vue des tendances, MM. Motta, Musy, Chuard et dans une certaine mesure M. Calonder sont ententophiles. La proportion reste donc la même que dans le Conseil précédent; toutefois, aucun des Conseillers actuels qui nous sont favorables ne le sont autant que l'étaient M. Décoppet et surtout M. Ador.»<sup>52</sup> Les sources allemandes confirment plus d'une fois la perception française. Ainsi, à la fin de l'année 1924, lors de l'élection de

---

<sup>48</sup> ALS, fs Reynold, Corr. cop. I: lettre de G. de Reynold à J.-M. Musy, 16.2.1916. (C'est Reynold qui souligne).

<sup>49</sup> *Ibid.* Dans la phase préparatoire de certains dossiers, à en croire Arthur Freymond, Musy utilisera effectivement la NSH comme banc d'essai, ainsi lorsque, conseiller fédéral, il viendra peaufiner devant une assemblée de la NSH son avant-projet de révision de la loi sur l'alcool. (Voir A. FREYMOND: «1914-1930», in *Pro Helvetica Dignitate ac Securitate 1914-1964*, Zürich, Atlantis, 1964, p. 58).

<sup>50</sup> Dans ce rapport, on mentionne également que Laur de l'USP est un «ami personnel de Schulthess» et un «admirateur des méthodes allemandes».

<sup>51</sup> AN, F7-13476, «Suisse. 1919»: sans auteur, sans destinataire (service de renseignements français), Paris, 26.4.1919.

<sup>52</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 7: du col. Pageot au 2e Bureau, Ministère de la Guerre à Paris, (transmis au MAE), 12.12.1919. Ce rapport ajoute: «Il est à noter qu'au Département militaire succèdera à M. Décoppet le bernois Scheurer, nettement germanophile.» (*Ibid.*). En 1918, le colonel Pageot se trouvait parmi les représentants alliés qui ont averti les autorités helvétiques des intentions bolchéviques à l'égard de la Suisse. (Voir W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik... op. cit.*, pp. 165-166).

Musy à la présidence de la Confédération, le ministre d'Allemagne en Suisse, Adolf Müller, rappelle que, jusqu'à son entrée au Conseil fédéral, Musy était un ententiste enthousiaste<sup>53</sup>.

Si, durant le conflit, Musy montre pour l'Entente de la sympathie, presque naturelle, il adoptera pourtant dès son arrivée au Conseil fédéral une attitude très pragmatique à l'égard de l'Allemagne, tout en conservant de très fortes affinités latines. L'importance économique et politique du grand voisin du Nord n'échappera pas au financier réaliste et à l'anticommuniste forcené qu'est Musy. Sans jamais faire preuve de germanophilie dans le sens d'une inclination profonde pour l'Allemagne en soi, il saura toutefois s'en rapprocher plus ou moins, pour des raisons de Realpolitik et grâce à la convergence de certains principes idéologiques, au demeurant pas spécifiques à l'Allemagne.

### 1.3. La grève générale

La grève générale de novembre 1918 représente le sommet d'un mouvement de protestation contre la misère économique dans laquelle sont tombées les couches moyennes et modestes de la population durant la guerre<sup>54</sup>. Le climat social est certes déjà tendu avant 1914. L'industrialisation a amené un cortège de bouleversements et, dès la fin du XIXe siècle, les grèves se sont multipliées en Suisse<sup>55</sup>. Elles sont avant tout un phénomène urbain<sup>56</sup>. De 34 en 1916, le nombre de grèves grimpe à 136 en 1917, culmine à 264 en 1918, puis baisse, tout d'abord légèrement (encore 233 grèves en 1919)<sup>57</sup>. À l'époque, la droite bourgeoise perçoit toutefois la grève générale comme une tentative révolutionnaire. Un complot ourdi de l'étranger et avec l'appui en Suisse des socialistes extrêmes, qui vise à détruire la patrie, l'armée, la propriété et la religion. Les élites dirigeantes sont peu habituées à accéder à des revendications sociales.

Au cours de la guerre, de nombreux ouvriers suisses en difficulté espèrent voir leur situation s'améliorer en adhérant aux thèses socialistes. À cette poussée quantitative de la gauche s'ajoute une radicalisation idéologique de certains

---

<sup>53</sup> PA, Pol. Abt. II, R 71720: de A. Müller à l'AA, K. Nr. 125/A.1466, 9.12.1924: «Bis zu seinem Eintritt in den Bundesrat war Herr Musy ein begeisterter Ententist.»

<sup>54</sup> Sur la grève générale, dont nous ne pouvons brosser que quelques traits, voir entre autres W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik... op. cit.*, 439 p., suivi d'une postface de H. U. JOST: «Der historische Stellenwert des Landesstreiks», pp. I-XV; P. SCHMID-AMMANN: *Die Wahrheit über den Generalstreik von 1918. Seine Ursachen. Sein Verlauf. Seine Folgen*, Zürich, Morgarten Verlag, 1968, 439 p.; M. VUILLEUMIER, F. KOHLER, E. BALLIF, M. CERUTTI, B. CHEVALLEY: *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977, 257 p.

<sup>55</sup> E. GRUNER (e.a.): *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880-1914*, vol. 2/2, pp. 851-857.

<sup>56</sup> F. WALTER: *La Suisse urbaine... op. cit.*, p. 242.

<sup>57</sup> H. RITZMANN-BLICKENSTORFER, M. STAMPFLI: «Statistique sociale», in H. SIEGENTHALER (s.l.d.): *Statistique historique de la Suisse*, Zürich, Chronos, 1996, p. 1008.



socialistes. Les cadres politiques les plus extrémistes se rallient à la ligne dure défendue notamment par Fritz Platten et Lénine, réfugié en Suisse jusqu'en avril 1917, alors que la plupart des représentants syndicaux cherchent à améliorer la situation des ouvriers en empruntant une voie plus modérée et pragmatique.

La dérive extrémiste d'une partie des socialistes, ainsi que le durcissement d'une fraction de la bourgeoisie et de l'armée aggravent les tensions. Le climat social est lourd, chargé de reproches réciproques de plus en plus violents. Affaiblie physiquement, sous-alimentée, usée moralement, la population est en outre fortement touchée, dès le début de l'été 1918, par une épidémie, improprement appelée grippe espagnole. 40% de la population est atteinte, quelque 21'500 personnes en décèdent. La simultanéité de l'épidémie — d'aucuns parlent de peste<sup>58</sup> — et de l'agitation socialiste renvoie à une image vite répandue dans le public, celle de la «peste rouge».

La prise du pouvoir par Lénine et le soviét en Russie, le 14 novembre 1917, est directement suivie d'importants troubles à Zurich, aussitôt désavoués par le parti socialiste. Cependant, les cercles bourgeois ne font généralement que très peu de différence entre les divers mouvements de gauche. La thèse du complot révolutionnaire au service de l'étranger gagne une bonne partie de la droite helvétique, bourgeois et paysans en tête. Les incidents de Zurich sont tout de suite perçus comme un «soulèvement bolcheviste»<sup>59</sup>. Le monde ouvrier est lui-même très divisé face à la révolution russe. En outre, en Suisse romande, l'antibolchevisme constitue souvent une forme d'antigermanisme<sup>60</sup>. Beaucoup de partisans de l'Entente considèrent notamment que la paix de Brest-Litovsk, signée entre l'Empire allemand et la Russie soviétique en mars 1918, a permis aux troupes austro-allemandes de passer de l'est vers l'ouest. Pour eux, Lénine représente une sorte d'agent au service de l'Allemagne impériale, d'autant plus que, suite aux démarches de Fritz Platten, lui-même de descendance allemande, elle l'a laissé passer sur son territoire pour regagner la Russie (avril 1917)<sup>61</sup>.

---

<sup>58</sup> G. GLASSON: *De la diligence à la lune. Un siècle de chronique régionale à travers «La Gruyère»*. 1882-1982, Bulle, Glasson, 1982, p. 39; P. BARRAS: *Novembre 18... op. cit.*, p. 62.

<sup>59</sup> W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik... op. cit.*, p. 68.

<sup>60</sup> La France accuse également l'Allemagne de semer le désordre révolutionnaire chez ses adversaires pour affaiblir l'Entente. En Suisse, les services de renseignements français et beaucoup de Romands soupçonnent, voire accusent quelques conseillers fédéraux, en particulier Arthur Hoffmann puis Edmund Schulthess, de germanophilie et d'entretenir des liaisons dangereuses avec des socialistes comme Robert Grimm. Sur les soupçons français à l'égard de Schulthess en 1918, voir p.e. AN, F7-13475, «Suisse. 1918»: de la police spéciale (Annemasse) (pour le Ministère de l'Intérieur, puis le MAE), 4763, 5.10.1918; ainsi que AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 7: compte rendu secret du cap. Gaillard, 2e bureau, services spéciaux du Ministère de la Guerre, S.R. d'Annemasse, (pour le Ministère de l'Intérieur, puis le MAE à Paris), 2.11.1918.

<sup>61</sup> Sur l'opinion selon laquelle Lénine et Trotski sont considérés comme des «agents allemands», voir M. FERRO: *L'Occident devant la Révolution soviétique. L'histoire et ses*

Utilisé par les élites au pouvoir pour mobiliser la population contre l'opposition intérieure et occulter leurs propres insuffisances, le mythe de la conspiration est aussi l'«expression d'un malaise social, [une] manifestation de peur ou de désarroi collectif.»<sup>62</sup> De leur côté, beaucoup de chefs socialistes caricaturent eux aussi la réalité en estimant que le Conseil fédéral et l'état-major de l'armée s'entendent pour provoquer les ouvriers et qu'ils recherchent délibérément la confrontation pour briser les opposants. Les déclarations tonitruantes sur le grand chambardement à venir faites par quelques socialistes excités, souvent prises au pied de la lettre par les bourgeois, n'arrangent rien. La polarisation des camps gagne en intolérance. C'est l'escalade.

La tension monte d'un cran lorsque le Conseil fédéral lance, en janvier 1918, le projet d'un service civil obligatoire, immédiatement combattu par la gauche. En réponse à cette initiative du gouvernement, des dirigeants du PSS et de l'USS fondent en février 1918 le comité d'action d'Olten, avec à sa tête Robert Grimm. Parmi les moyens de lutte prévus pour qu'il soit fait droit aux revendications ouvrières, le comité envisage la grève générale, ce qui ne contribue pas à diminuer la peur du Conseil fédéral et surtout de l'état-major qui s'empresse de peindre le diable sur la muraille.

En mai 1918, une mission russe arrive en Suisse. Emmenée par Jan Berzine, considéré comme un ami proche de Lénine, elle n'entretient que des relations officieuses avec le Conseil fédéral en raison de la non reconnaissance du gouvernement bolchevique par la Suisse<sup>63</sup>. Berzine assure au gouvernement helvétique qu'il ne se livrera à aucune propagande révolutionnaire. Cette mission soviétique suscite toutefois de grandes inquiétudes parmi les représentants alliés en Suisse et au sein de la droite nationale helvétique qui prennent pour des vérités établies des rumeurs invérifiables: la mission Berzine, notamment par l'intermédiaire d'Angelica Balabanova, posséderait des moyens financiers astronomiques pour soutenir la révolution en Suisse. La thèse du complot bolchevique ne fera désormais que s'amplifier. L'enquête ouverte par les autorités fédérales lavera pourtant la délégation soviétique de cette accusation. Elle n'a pas déclenché la grève générale<sup>64</sup>. Néanmoins, aussi bien la mission Berzine que les

---

*mythes*, Bruxelles, Complexe, 1980, pp. 37-38. Sur le départ de Lénine, de la Suisse vers la Russie, voir W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik... op. cit.*, pp. 64-66.

<sup>62</sup> R. GIRARDET: *op. cit.*, p. 61.

<sup>63</sup> W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik... op. cit.*, pp. 156ff.; W. HOFER: «Der Abbruch der Beziehungen mit dem revolutionären Russland 1917-1927», in *RSH*, 43, 1993, 2, pp. 225-226. Pour une étude plus récente, basée sur des archives russes, voir A. FLEURY, D. TOSATO-RIGO: «À propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne (mai-novembre 1918): un nouvel éclairage à la lumière des rapports de Jan Berzine», in *traverse*, 1995, 3, pp. 29-45.

<sup>64</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 58 et 71; W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik... op. cit.*, pp. 164-166 et 170-171.

socialistes extrêmes adoptent parfois des attitudes ambiguës. La première ne soutient-elle pas, malgré son engagement, des actions de propagande, relayées par les socialistes suisses les plus enflammés? Le conseiller national Fritz Platten et d'autres camarades ne se font-ils pas l'instrument de cette agitation politique?<sup>65</sup>

En contact avec la gauche zimmerwaldienne, la mission soviétique est vite perçue par une grande partie de l'opinion publique comme la cause principale des troubles. À la fin de l'année 1918, après quatre années difficiles, il n'est pourtant pas nécessaire d'une conspiration fomentée de l'étranger pour faire descendre les mécontents dans la rue. La révolution est dans l'air. Les esprits s'échauffent. À la fin du mois de septembre, les employés de banque du canton de Zurich se mettent en grève et obtiennent rapidement satisfaction<sup>66</sup>. L'événement frappe, d'autant plus qu'il touche pour la première fois ce groupe social extérieur à la classe ouvrière<sup>67</sup>. Effrayés, les milieux bourgeois y voient «la répétition générale du "grand soir"».<sup>68</sup> Au début du mois de novembre 1918, le général Wille dépose un rapport alarmiste sur la table du Conseil fédéral: la panique gagne les milieux bourgeois et, selon lui, la révolution est imminente. Le gouvernement helvétique est également soumis à la pression de l'Entente qui déplore son manque de vigueur à l'égard des socialistes révolutionnaires qui s'agitent en Suisse. Dans le camp ententiste, on tient pour acquis le fait que les Allemands cherchent à affaiblir leurs adversaires et à se soustraire aux conséquences de leur défaite en soutenant des menées révolutionnaires à l'étranger, notamment en Suisse, point stratégique d'où la révolution aurait dû gagner l'Italie et la France. Berne prend au sérieux la menace d'une intervention alliée.

Dans les premiers jours de novembre, le gouvernement lève d'importantes troupes pour maintenir l'ordre dans le pays. Notamment suite aux interventions pressantes de l'Entente qui avertit ne pouvoir accepter un foyer révolutionnaire au milieu de l'Europe, le Conseil fédéral décide également d'expulser la mission Berzine, soupçonnée d'activités subversives<sup>69</sup>. Loin de tranquilliser les esprits, la fin de la guerre correspond aussi à une forte agitation sociale ailleurs en Europe. Après la Russie en 1917, l'Allemagne est secouée par une révolution de type bolchévique en novembre 1918. L'instabilité gagne également l'Empire austro-hongrois en désintégration. L'excitation est à son comble. Elle semble générale. Le 11 novembre, le comité d'Olten proclame une grève générale illimitée. Le

---

<sup>65</sup> *Ibid.*, pp. 159-160 et 166-171; W. HOFER: «Der Abbruch...» *op. cit.*, p. 228.

<sup>66</sup> Voir M. KÖNIG: *Die Angestellten zwischen Bürgertum und Arbeiterbewegung. Soziale Lage und Organisation der kaufmännischen Angestellten in der Schweiz 1914-1920*, Zürich, Limmat, 1984, pp. 123-153.

<sup>67</sup> P. GARBANI, J. SCHMID: *Le syndicalisme suisse. Histoire politique de l'Union syndicale 1880-1980*, Lausanne, Éd. d'en bas, 1980, p. 74.

<sup>68</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de...* *op. cit.*, p. 60.

<sup>69</sup> W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik...* *op. cit.*, pp. 216-224.

même jour, l'armistice est signé à Rethondes.

La grève est suivie de manière très inégale du 12 au 14 novembre. Il ne s'agit pas d'une mobilisation totale et uniforme des ouvriers contre l'ordre établi: 250'000 ouvriers grévistes face à 100'000 soldats appuyés par des milices patriotiques. Le mouvement se concentre surtout dans les centres urbains industrialisés, à forte présence socialiste et syndicaliste, notamment à Zurich, Bâle, Berne, Schaffhouse et La Chaux-de-Fonds. En Suisse romande, la classe ouvrière ne se mobilise en général qu'assez peu pour participer à la grève générale. De nombreux Romands favorables à l'Entente, heureux de voir l'Allemagne enfin battue, sont d'ailleurs enclins à voir dans le comité d'Olten, présidé par Grimm, quelque instrument au service de l'Allemagne qui, toujours, essaie de semer le désordre chez ses ennemis pour les affaiblir. À Genève par exemple, certains accusent carrément «la grève générale d'être un mouvement "pro-boche"»<sup>70</sup>. À Fribourg, où le mouvement socialiste reste très faible, le mouvement de grève est peu suivi<sup>71</sup>. Dans les zones peu industrialisées, la voix des grévistes est d'ailleurs très vite couverte par les manifestations antirévolutionnaires. Dans ces instants d'extrême tension, les autorités militaires mobilisent de préférence des unités des régions paysannes, naturellement hostiles au socialisme<sup>72</sup>. Ainsi, de nombreux soldats-paysans fribourgeois sont engagés pour assurer le maintien de l'ordre. Plusieurs proches de Musy se trouvent à la tête des troupes fribourgeoises, entre autres le lieutenant-colonel Roger de Diesbach, commandant du régiment 7, le major et conseiller national Oscar Genoud, le capitaine et conseiller d'État Ernest Perrier, ainsi que le premier-lieutenant Léo de Meyer<sup>73</sup>.

Les soldats fribourgeois montent la garde autour du palais fédéral. Le symbole restera gravé dans les mémoires. Ce sont également des Fribourgeois qui sont chargés de l'occupation des locaux de la *Berner Tagwacht*, considérée comme le quartier-général des grévistes, ainsi que de l'expulsion de la mission Berzine<sup>74</sup>. Les troupes fribourgeoises semblent être investies d'une mission quasi sacrée de

---

<sup>70</sup> M. CERUTTI: «Le mouvement ouvrier genevois durant la Première Guerre mondiale et la grève générale», in M. VUILLEUMIER, F. KOHLER, E. BALLIF, M. CERUTTI, B. CHEVALLEY: *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977, p. 188.

<sup>71</sup> R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, pp. 971-972.

<sup>72</sup> Sur la grève générale et la paysannerie, voir B. CHEVALLEY: «L'attitude des organisations paysannes: l'Union Suisse des Paysans et la Société d'agriculture du canton de Zurich», in M. VUILLEUMIER, F. KOHLER, E. BALLIF, M. CERUTTI, B. CHEVALLEY: *op. cit.*, pp. 211-254.

<sup>73</sup> P. BARRAS: *Novembre 18... op. cit.*, pp. 105-106; P. BORCARD: *Le bat fus... op. cit.*, p. 57; E. P., in *NEF*, 1928, p. 264.

<sup>74</sup> R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 971. Sur la participation des soldats fribourgeois aux événements de 1918, voir aussi P. BARRAS: *Novembre 18... op. cit.*, pp. 38-45; R. RUFFIEUX: *Du Noir et Blanc... op. cit.*, pp. 126-131; P. BORCARD: *Le bat fus... op. cit.*, pp. 44-50.

défense de la patrie et de la religion. Le pape Benoît XV leur envoie même sa bénédiction apostolique<sup>75</sup>.

La grève nationale se termine déjà le 14 novembre, suite à l'ultimatum lancé par le Conseil fédéral. Jamais, le comité d'Olten, le «soviet d'Olten» comme l'appelle trompeusement Musy<sup>76</sup>, n'aura cherché à déclencher une insurrection populaire ou un putsch. Les grévistes n'obtiennent rien sur le moment, mais la discussion est lancée. Quelques-unes de leurs revendications fondamentales seront progressivement satisfaites, non sans peine<sup>77</sup>.

#### 1.4. Face à la révolution

##### 1.4.1. Premières réactions

Les révolutions qui secouent l'Europe à la fin du conflit constituent sans aucun doute l'expérience repoussoir la plus forte pour Musy, comme pour d'autres membres de la droite. Plus que la guerre elle-même, à laquelle la Suisse ne participe pas directement, ce sont les «désobéissances» collectives de 1917/1919 qui le marquent pour le reste de sa vie. Sans doute s'était-il déjà offusqué, au tournant du siècle, de voir des mouvements de grève se déclencher ici ou là dans son propre canton de Fribourg, terrain pourtant hostile au socialisme<sup>78</sup>.

Partisan déclaré de la stabilité, le financier et politicien conservateur est profondément choqué de voir le désordre gagner la Suisse. Sa réaction: une peur de possédant et de conservateur qui le prend aux tripes. Déjà bien établi avant 1917, son conservatisme contre-révolutionnaire se pétrifie en 1918 dans un dogmatisme dont il ne se départira plus. Dans sa conception du monde, l'antisocialisme occupe désormais une place centrale. Devant la révolution soviétique qui menace de gagner l'Europe centrale, Musy ne tarde pas à réagir. Le socialisme, d'autant plus s'il prend un tour révolutionnaire, ne peut que heurter ses convictions profondes. En avril 1918, il intervient au Conseil national pour

---

<sup>75</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 68.

<sup>76</sup> *Bst CN*, 17.9.1918, p. 235.

<sup>77</sup> Les grévistes demandent: le renouvellement immédiat du CN selon la proportionnelle; le droit de vote et d'éligibilité de la femme; la reconnaissance du devoir de travailler pour tous; l'introduction de la semaine de 48 heures dans toutes les entreprises publiques et privées; l'organisation d'une armée essentiellement populaire; des mesures prises en accord avec les producteurs de l'agriculture pour assurer le ravitaillement; l'assurance-vieillesse et invalidité; le monopole de l'État pour l'importation et l'exportation; le paiement des dettes publiques par les possédants.

<sup>78</sup> Dans le canton de Fribourg, on recense 3 grèves de 1866 à 1872, 10 de 1891 à 1902 et 24 de 1903 à 1911. Parmi les grèves les plus importantes, on peut en relever deux menées par les maçons et les manœuvres: 350 grévistes à Fribourg en 1902 et 350-400 grévistes à Bulle en 1905. (A. MEYER: *Le socialisme... op. cit.*, pp. 58 et 94-96).

s'opposer au «postulat provocateur» de Fritz Platten, député socialiste dont le francophile Musy — imprégné de l'idée, très présente en Suisse romande, que trop d'Allemands ont bénéficié de la politique de naturalisation suisse — ne manque pas de relever indirectement l'ancienne origine allemande<sup>79</sup>. Platten vient de demander au Conseil fédéral d'annuler un arrêté d'expulsion contre Willi Münzenberg, un jeune socialiste allemand mêlé aux troubles de Zurich de novembre 1917, puis incarcéré dans l'attente de son expulsion ordonnée le 20 novembre. Libéré juste avant le discours de Musy, en avril 1918, Münzenberg reprend son activité d'agitateur<sup>80</sup>.

Dans son intervention, vigoureuse mais au cours de laquelle il reconnaît en passant qu'il «y a, dans le programme socialiste, des revendications légitimes»<sup>81</sup>, Musy dénonce tout d'abord les menées révolutionnaires «de nombreux étrangers de nationalité souvent très indéterminée [qui] s'emparent de tous les prétextes pour exciter les masses»<sup>82</sup>. Il s'en prend ensuite plus particulièrement à Münzenberg, «révolutionnaire dangereux»<sup>83</sup>. Le député conservateur-catholique ne cache pas son hostilité à l'égard de la doctrine révolutionnaire socialiste, internationaliste et athée. Au collectivisme anarchique et destructeur qui «nous condamnerait immédiatement à une desséchante et stérile égalité dans la médiocrité»<sup>84</sup>, il oppose la propriété et l'initiative privées. Contre les étrangers qu'il juge indésirables, ceux qui abusent du droit d'asile, il réclame l'expulsion. Contre les révolutionnaires hostiles aux paysans et les «excitateurs des foules citadines», il rappelle que «les populations des campagnes et celles de montagnes sont restées la partie la plus suisse de notre peuple»<sup>85</sup>. Hyperpatriote et partisan de l'ordre, il prend la défense de l'armée et s'insurge contre les moyens employés par les agitateurs internationalistes pour arriver à leur fin. Il réclame des autorités une réaction ferme contre les auteurs de trouble. Le conservateur-catholique ne

---

<sup>79</sup> Voir J. MUSY: *Discours prononcé au Conseil national par M. Musy (session de printemps 1918) concernant la police des étrangers et le révolutionnaire Münzenberg*, s.l., (1918), pp. 1 et 5. Voir aussi sous: «Les déserteurs et réfractaires. Le cas Münzenberg. Discours de M. Musy», in *La Liberté*, 26.4.1918. Pour une reprise sans nuance des arguments avancés par Musy dans cette affaire, voir P. BARRAS: *Novembre 18... op. cit.*, pp. 19-22.

<sup>80</sup> Sur les accusations de menées révolutionnaires portées à cette époque contre Münzenberg par des représentants de la droite helvétique, dont Musy, voir H. U. JOST: *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz 1914-1918*, Bern, Stämpfli, 1973, pp. 52-53. Rouage important de la manipulation communiste, Willi Münzenberg jouera, jusque vers le milieu des années 1930, un grand rôle en Occident dans la diffusion de la propagande soviétique et l'organisation de mouvements, notamment pacifistes, secrètement téléguidés depuis Moscou. Voir S. KOCH: *La fin de l'innocence. Les intellectuels d'Occident et la tentation stalinienne: trente ans de guerre secrète*, Paris, Grasset, 1995, 450 p.

<sup>81</sup> J. MUSY: *Discours... Münzenberg... op. cit.*, p. 7.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>83</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 8.

<sup>85</sup> *Ibid.*, pp. 10-11; voir aussi p. 9.

manque pas de déplorer, certes sans trop insister, le laxisme dont a fait preuve, selon lui, le Conseil fédéral, alors nettement dominé par les radicaux. La pique contre le parti majoritaire n'est pas très appuyée, mais cela suffit pour lui faire comprendre que, en matière de patriotisme, les conservateurs-catholiques ne lui doivent rien. Sans eux, le mouvement radical ne peut pas se tirer d'affaire en cas de coup dur.

En septembre 1918, alors qu'il est rapporteur francophone de la commission du Conseil national sur la question du renouvellement de l'impôt de guerre, Musy précise une des raisons principales de son exécution du désordre: «Je tiens à affirmer [...] que le maintien du crédit de la Confédération dépend beaucoup moins de la quotité de notre dette de guerre et de l'allure à laquelle on va l'amortir que du maintien intégral de l'ordre à l'intérieur. Si nous maintenons l'ordre intégralement à l'intérieur, notre crédit restera intact. Par conséquent, pas de concession, pas de compromission, pas de capitulation devant les sommations, devant les menaces, manifestations incompatibles avec les principes et l'esprit qui ont fait l'honneur et la puissance politiques et financières du peuple suisse. Le soviet d'Olten a eu des conséquences fâcheuses pour notre crédit à l'étranger. Nous le savons de la façon la plus certaine. [...] Je garde pleine et entière confiance dans l'avenir, à la condition que l'on maintienne un ordre parfait à l'intérieur.»<sup>86</sup> Musy exprime ici clairement ce que pensent les milieux financiers suisses. De la stabilité politique et sociale du pays dépend en grande partie l'afflux en Suisse des capitaux européens qui cherchent à se mettre à l'abri de la guerre dès 1914 et des soubresauts qui secouent le Vieux Continent à la fin du conflit mondial. Si les troubles se développent dans le pays, alors les capitaux étrangers le fuiront.

Au-delà de l'idéalisation d'un passé préindustriel, le conservateur-catholique plaide avec beaucoup de vigueur pour le maintien d'une forte population paysanne en raison de son rôle stabilisateur dans la société helvétique. Pourtant plutôt libéral en matière économique, il soutient ainsi la politique de subventionnement et de protection douanière réclamée par le monde paysan. Confrontées à la montée du socialisme, droites urbaine et rurale s'entendent pour lui faire barrage. Jouant sur l'image contrastée du montagnard et du financier, Musy symbolise à merveille cette alliance qui prend le nom de «bloc bourgeois». Une personnification à lui seul de la complémentarité, certes partielle et très conditionnelle, que se découvrent agriculteurs, banquiers et industriels<sup>87</sup>.

---

<sup>86</sup> *Bst CN*, 17.9.1918, p. 235.

<sup>87</sup> Sur les débuts de l'alliance, pas toujours évidente, de la paysannerie avec la bourgeoisie et l'industrie, voir W. BAUMANN: *Bauernstand und Bürgerblock... op. cit.*, 429 p.

#### 1.4.2. Durcissements

10 décembre 1918. La date compte dans l'itinéraire de Musy. Moins d'un mois après la grève générale et dans un cadre européen très troublé, il monte à la tribune du Conseil national pour soutenir une interpellation qu'il a déposée le 4 décembre<sup>88</sup>. Son discours marque les esprits<sup>89</sup>. Par sa force suggestive et son intensité, il trouve tout de suite un écho considérable. Pour beaucoup, Musy est désormais l'homme du 10 décembre 1918. Du point de vue de la mémoire conservatrice, ses fortes paroles joueront également un rôle essentiel dans la représentation future de la grève générale et dans l'entretien du souvenir de cet événement tragique<sup>90</sup>. Musy, peut-être plus que tout autre homme politique suisse, utilisera lui-même le passé de novembre 1918. Tout le long de sa carrière

---

<sup>88</sup> En novembre 1918, pendant le débat sur la grève générale au CN, les députés fribourgeois (Jean-Marie Musy, Alexandre Cailler, Eugène Deschenaux, Eugène Grand, Franz Boschung et Hermann Liechti) ont déjà protesté «contre les calomnies répandues par la *Tagwacht* à l'adresse du bataillon 17». (*Bst CN*, 13.11.1918, p. 478). Déposée par Musy, l'interpellation du 4 décembre est également signée par Franz Boschung (FR), Eugène Deschenaux (FR), Eugène Grand (FR), Eduard Häfliger (LU), Joseph Kuntschen (VS), Hermann Liechti (FR), Peter Ant. Ming (OW), Franz Moser (LU), L.-Firmin Ody (GE), Victor Petrig (VS) et Alexander Seiler (VS). Pour l'interpellation du 4.12.1918 et le Pv du CN du 10.12.1918, voir AF, E 1301, vol. 182.

<sup>89</sup> En 1919, le texte du discours paraît en français sous forme de brochure. (J. MUSY: *La grève générale et le bolchévisme en Suisse. Discours prononcé par M. Musy au Conseil national le 10 décembre 1918*, Bulle, Perroud, (1919), 39 p.). En Suisse alémanique, la maison d'édition catholique Rüber de Lucerne et la revue *Zeitschrift für Christliche Sozialreform*, où Joseph Beck et Ernst Feigenwinter donnent le ton, s'efforcent de donner un grand écho au discours de Musy. (J. MUSY: «Der Landesstreik vom 11. bis 13. November 1918», in *Zeitschrift für Christliche Sozialreform*, 41, 1919, 1/2, pp. 38-79; J. MUSY: *Der Landesstreik vom 11. bis 13. November 1918 beleuchtet durch Dr. Jean Musy im schweizerischen Nationalrat am 10. Dezember 1918*, Luzern, Rüber, 1919, 44 p. [tiré-à-part de: *Zeitschrift für Christliche Sozialreform*]; J. MUSY: «Der Landesstreik vom 11. bis 13. November 1918», in *Der Landesstreik vor dem Nationalrat. Volksbildung*, Heft 14, Luzern, Rüber, 1919, pp. 23-66 [avant-propos de la rédaction de: *Zeitschrift für Christliche Sozialreform*; brochure réunissant le discours de Musy et celui d'Ernst Feigenwinter au CN]).

<sup>90</sup> Le discours du 10 décembre 1918 a donné lieu à des interprétations contrastées. Voir p.e., dans l'ordre chronologique des années de publication, G. CASTELLA: *op. cit.*, pp. 38-40; G. de REYNOLD: *Mes mémoires*, *op. cit.*, pp. 345 et 724; P. BARRAS: *Novembre 18... op. cit.*, pp. 83-89; F. PYTHON: «La croisade anticommuniste...» *op. cit.*, p. 3; R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 972; G. ARLETTAZ: «Les effets de la première guerre mondiale sur l'intégration des étrangers en Suisse», in *Relations internationales*, 54, été 1988, p. 175; G. et S. ARLETTAZ: «Les Chambres fédérales face à la présence et à l'immigration étrangère (1914-1922)», in *Études et Sources*, 16/17, 1990/1991, pp. 24, 52-53, 102 et 116; H. U. JOST: «Der historische Stellenwert...» *op. cit.*, postface à W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik... op. cit.*, pp. XI-XII; H. U. JOST: *Les avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse, 1890-1914*, Lausanne, Éd. d'en bas, 1992, pp. 149 et 155-156; A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 117; C. KAISER: *op. cit.*, pp. 57-69. Sur la mémoire de la grève générale à Fribourg où le discours de Musy tient lieu de référence centrale pour au moins un demi-siècle, voir L. ANDREY: *La mémoire des «sombres journées de novembre 1918» à Fribourg. Monuments, rituels commémoratifs et perpétuation d'un mythe politico-militaire*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 2002, 156 p. On peut relever que, dans son ouvrage publié en 1969 sur la grève générale de 1918, le Fribourgeois Pierre Barras reprend encore en bloc les thèses de Musy, alors que l'année précédente l'Argovien Willi Gautschi a apporté une importante contribution à l'historiographie suisse en montrant que la grève générale n'a pas été, dans ses fondements, une tentative de révolution mais une conséquence de la misère économique.



politique, il reviendra constamment à ce discours fondateur, quasi mythique, pour justifier son action et légitimer son image de sauveur qui a résisté à la révolution bolchevique. La hantise de la répétition d'un tel événement, toujours interprété à l'aune de son discours de 1918, le guidera, l'obsédera même jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Le 10 décembre 1918, le tribun fribourgeois défend les mêmes idées qu'en avril, mais le ton de son intervention est beaucoup plus dur, à l'instar du contexte général qui a gagné en intolérance. Causes de ce raidissement: la brutalisation des rapports sociaux, la grève nationale, la grippe qui entraîne la mort de milliers de personnes dont de nombreux soldats fribourgeois mobilisés pendant la grève<sup>91</sup>. Révélateur d'une atmosphère électrique est le titre blessant de Jules Humbert-Droz dans *La Sentinelle* socialiste selon lequel la «grippe venge les travailleurs»<sup>92</sup>. Autre raison importante de l'emportement de Musy: la menace que font planer les troubles sur le crédit de la place financière suisse. Le cadre international joue également un rôle essentiel. L'aspect révolutionnaire de la politique internationale soviétique, l'agitation et la rébellion qui surgissent en divers points de l'Autriche-Hongrie décomposée, la révolution qui gronde en Allemagne, les secousses qui atteignent aussi, dans une moindre mesure, les puissances de l'Entente suscitent les plus vives inquiétudes au sein de la droite européenne. Elle voit dans la Révolution russe l'annonce de la Révolution mondiale<sup>93</sup>. La gauche est elle-même très divisée sur le chemin à suivre. En Suisse, on n'oublie pas en outre les spoliations dont ont été victimes des émigrés suisses en Russie, quelques jours après l'expulsion de la mission Berzine.

Dans ces jours d'extrême tension, une des constantes du caractère de Musy se confirme. Face à une situation de crise et une adversité croissante, il durcit presque automatiquement son attitude. Reste qu'à la fin de l'année 1918, le Fribourgeois n'est pas le seul membre de la droite nationale à se raidir. La majorité de l'Assemblée fédérale, convoquée d'urgence, exige avec force la capitulation du comité d'Olten et, avant Musy, plusieurs autres parlementaires,

---

<sup>91</sup> Pierre Barras indique que, avant de prononcer son discours du 10 décembre, Musy a rendu visite le 23 novembre aux malades du régiment 7 de Fribourg, mobilisé à Berne, et a demandé à Roger de Diesbach, commandant de ce régiment, des renseignements sur l'étendue de l'épidémie qui a touché les soldats fribourgeois. À la requête de Diesbach, Musy promet alors de tenir un discours sur ces instants dramatiques. (P. BARRAS: *Novembre 18... op. cit.*, pp. 62, 68-69).

<sup>92</sup> Dans ses mémoires, Jules Humbert-Droz reconnaîtra que ce titre fut une «maladresse» et une «malheureuse faute». (J. HUMBERT-DROZ: *Mon évolution du tolstoïsme au communisme 1891-1921*, Neuchâtel, La Baconnière, 1969, p. 286). À René-Henri Wüst, il dira également qu'il l'a «vivement regretté par la suite» et que c'était de sa part, «non seulement une erreur de jeunesse, mais une faute». (Propos rapportés, avant la parution des mémoires d'Humbert-Droz, par R.-H. WÜST: «Menace de guerre civile en Suisse. Novembre 1918», in *Cahiers d'histoire et de prospective militaires*, 2, 1969, p. 35).

<sup>93</sup> M. FERRO: *op. cit.*, pp. 15-54.

ainsi le conservateur bâlois Ernst Feigenwinter, ont pris la parole pour s'insurger contre l'agitation et les revendications socialistes<sup>94</sup>.

En dénonçant notamment «la lutte entreprise simultanément contre l'idée chrétienne, contre la patrie et contre les paysans»<sup>95</sup>, l'intervention de Musy s'inscrit dans un courant majoritairement hostile au bolchévisme contre lequel existe «un large et facile consensus reposant sur quelques valeurs-refuges»<sup>96</sup>. L'antibolchevisme est particulièrement virulent en Suisse romande. Le discours du Fribourgeois constitue un véritable condensé de toutes les accusations et autres rumeurs qui courent dans le bloc bourgeois. Doté d'un formidable instinct politique, il sent très bien les craintes de la population. Démagogue et opportuniste redoutable, il n'hésite pas à en jouer et à flatter quelques sentiments obscurs. Chasseur dans l'âme, il flaire tout de suite le bon coup. Encore faut-il faire mouche. Musy sort la grosse artillerie.

En ancien substitut du procureur général, il n'a absolument rien oublié dans son réquisitoire. L'adversaire est accusé de tous les maux, jusqu'à la mort des soldats mobilisés qui ont succombé à la grippe<sup>97</sup>. Par ses propres excès, la gauche extrême a elle-même fourni quelques-uns des arguments les plus percutants, bien qu'inexacts, à son pourfendeur le plus virulent. Quelque part, les socialistes extrêmes et Musy sont sur la même longueur d'onde. Les camps se polarisent, la guerre psychologique fait rage. Musy ne cherche pas d'autres causes à la grève que l'action des chefs de la gauche: la «préparation lointaine de la grève fut l'ultimatum d'Oltén»<sup>98</sup>. Pour lui, ce n'est pas en premier lieu la misère économique dans laquelle est tombée une grande partie de la population suisse à cause de la guerre qui a provoqué les troubles. Selon un Musy volontiers paternaliste, les responsables de la grève, ce sont ces quelques agités, souvent des étrangers, qui ont excité des ouvriers qui, sans cela, ne se seraient jamais plaints de cette manière de leur condition. À l'entendre, le mouvement ouvrier se réduit à quelques meneurs, avant tout étrangers, qu'il s'agit de briser. Comme le reste de la droite, il reprend le mythe de la conspiration révolutionnaire, fomentée de

---

<sup>94</sup> Pour les propos d'Ernst Feigenwinter, voir *Bst CN*, 13.11.1918, pp. 466-470, ou E. FEIGENWINTER: «Praktische Arbeit oder Umsturz?», in *Zeitschrift für Christliche Sozialreform*, 41, 1919, 1/2, pp. 22-37. En 1919, le professeur Beck estimera que les discours de Feigenwinter et Musy sont ce qui s'est dit de mieux au sujet de la grève générale. (J. BECK: «† Dr. Ernst Feigenwinter», in *Zeitschrift für Christliche Sozialreform*, 41, 1919, 3/4, p. 141).

<sup>95</sup> J. MUSY: *La grève générale... op. cit.*, p. 8.

<sup>96</sup> F. PYTHON: «La croisade anticommuniste...» *op. cit.*, p. 3.

<sup>97</sup> Comme le note l'historien Willi Gautschi, chiffres à l'appui, l'épidémie dépasse son sommet, en nombre de cas de grippe, déjà en octobre 1918. Selon lui, il est donc inexact de dire que la grève générale est responsable de l'intensité de l'épidémie de grippe. (W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik... op. cit.*, n. 16 p. 204). Contre cette réalité, Musy prétend pourtant que, provoquée par la grève générale, la mobilisation des soldats aurait amplifié l'épidémie.

<sup>98</sup> J. MUSY: *La grève générale... op. cit.*, p. 15.

l'extérieur et soutenue par les «ennemis du dedans»<sup>99</sup>. Prospérant dans les périodes de crise, l'idée du complot et celle du «meneur étranger» offrent des explications simples à des phénomènes complexes.

Lui-même très proche des milieux financiers, il s'insurge aussi longuement d'avoir vu des banques zurichoises occupées par des grévistes<sup>100</sup>. Il est pour les manières fortes. Peu après la grève des employés de banque zurichois, la BEF, dont Musy préside le conseil d'administration, n'a-t-elle pas ordonné à ses employés de sortir de leur syndicat, sans quoi aucune augmentation de salaire ne serait accordée?<sup>101</sup> Plus par haine viscérale du désordre que par antiradicalisme, il reproche aux autorités d'avoir capitulé et d'avoir ainsi donné aux «socialistes l'occasion de prendre conscience de leurs forces et aussi de constater l'excessive indulgence du gouvernement de Zurich et du Conseil fédéral»<sup>102</sup>. La légation russe à Berne ne faisant, selon lui, que jeter de l'huile sur le feu, la grève devenait alors inévitable et «la grève, c'est la guerre»<sup>103</sup>.

Suit alors une description des sacrifices consentis par les soldats fribourgeois<sup>104</sup>, dont plus de 80 décèdent de l'épidémie jusqu'à leur démobilisation<sup>105</sup>. Déclaré inapte au service, tout comme son ami Gonzague de Reynold, un autre «dur», l'habile orateur compense par de fortes paroles. Il dépeint les souffrances endurées par les soldats mobilisés. Il relève leur engagement à Berne pour y maintenir l'ordre durant la grève générale et, au passage, rappelle que «les hommes de 1848 et de 1874 ont dû se retourner dans leur tombe au moment où les soldats de Fribourg faisaient leur entrée à Berne»<sup>106</sup>. En 1918, les vaincus de 1847 tiennent enfin leur «revanche», symbolique au demeurant<sup>107</sup>. Ce sont eux, représentants de la Suisse rurale, catholique et fédéraliste, qui portent secours à l'État fédéral mis en place par les radicaux. Le souvenir des «mauvais patriotes» catholiques du Sonderbund est effacé. Le canton de Fribourg, catholique et agraire, s'érige en «rempart de l'ordre et de la civilisation»<sup>108</sup>; une citadelle conservatrice qui, réserve naturelle des valeurs nationales au sein d'un pays rongé par la modernité et le socialisme, se veut

---

<sup>99</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>100</sup> *Ibid.*, pp. 15-18. En 1918, Musy fait notamment partie du c.ad. du Crédit Gruyérien, de la BEF, de la BNS et de la Rentenanstalt, très liée au Crédit Suisse.

<sup>101</sup> M. KÖNIG: *op. cit.*, p. 143. Suite à cette menace, une quarantaine d'employés de la BEF se retirent de leur syndicat. (*Ibid.*, n. 96 p. 198).

<sup>102</sup> J. MUSY: *La grève générale... op. cit.*, p. 18.

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 19.

<sup>104</sup> *Ibid.*, pp. 20ff.

<sup>105</sup> *Ibid.*, p. 29. Voir aussi R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 972; R. RUFFIEUX: *Du Noir et Blanc... op. cit.*, p. 130.

<sup>106</sup> J. MUSY: *La grève générale... op. cit.*, p. 28.

<sup>107</sup> F. PYTHON: *Les aspirations... op. cit.*, p. 29.

<sup>108</sup> s.n.: «Le droit du canton de Fribourg à un siège au Conseil fédéral», in *La Liberté*, 1.12.1919.

également l'incarnation d'une patrie «saine», purgée de la gauche «non suisse». La grève générale donne l'occasion à Fribourg de mettre en avant quelques-unes de ses figures emblématiques, hérauts de l'antisocialisme: Jean-Marie Musy, l'homme politique et le financier qui cloue au pilori la gauche sans distinctions; Joseph Bovet, l'abbé chantant qui compose de «véritables morceaux d'anthologie antibolchevique»<sup>109</sup>; Roger de Diesbach, le commandant des soldats-paysans du régiment 7 qui assurent l'ordre dans la capitale fédérale; Gonzague de Reynold, l'idéologue d'une droite autoritaire. Il en ressort une image ambivalente du canton. D'un côté, Fribourg, modèle de patriotisme, semble sortir de son ghetto cantonal; de l'autre, le canton catholique et rural s'emmure dans son espace identitaire, fortement tourné vers le passé.

En ce début de XXe siècle, une tendance lourde de l'histoire se confirme. Les luttes confessionnelles ont fait place, pour schématiser, aux luttes sociales. Au Kulturkampf succède la lutte des classes. Désormais, ce sont les socialistes qui sont accusés d'être au service de l'étranger. Un reproche difficile à contrer au sortir d'un conflit mondial notamment marqué par les unions sacrées et l'échec de l'internationalisme. Musy ne manque pas d'abuser du mythe de la trahison pour dénigrer l'ensemble du socialisme. Devant un parterre de députés bourgeois désorientés par la tournure des événements, le tribun fribourgeois ne fait rien pour calmer les inquiétudes. Lui-même a dû mal à garder la tête froide et aurait plutôt tendance à faire de la surenchère. Dans un même élan, il associe bolcheviques, socialistes, anarchistes et révolutionnaires, tous associés d'une manière ou d'une autre à l'étranger. Il utilise efficacement l'amalgame: «les socialistes suisses» sont de «serviles imitateurs des bolcheviks russes»<sup>110</sup>. Il brandit le spectre de la révolution, dénonce les boucs émissaires, tous plus ou moins à la solde de Lénine selon lui, et réclame des sanctions sévères contre les fauteurs de troubles<sup>111</sup>. Ses foudres s'abattent également sur les députés socialistes Fritz Platten, Robert Grimm et Charles Naine. Il exige un pouvoir fort. Le réquisitoire est violent et a souvent des accents populistes. L'analyse, sans nuance, joue sur l'émotion. Aucune véritable solution n'est proposée. Musy n'évoque que très rapidement une vague doctrine chrétienne. Punir les fauteurs de trouble, expulser les étrangers indésirables, faire taire les récalcitrants, voilà à quoi se résume en fait l'essentiel de son discours. On y cherche en vain un programme social pour améliorer le sort des couches moyennes et pauvres de la population. La peur au ventre, radicaux et

---

<sup>109</sup> P. BORCARD: *Joseph Bovet... op. cit.*, p. 210, voir aussi pp. 213-214 et 216.

<sup>110</sup> J. MUSY: *La grève générale... op. cit.*, p. 19.

<sup>111</sup> Sont particulièrement visés le socialiste allemand Wilhelm Münzenberg, toujours en Suisse malgré la demande d'expulsion immédiate formulée au printemps 1918, le Français Henri Guilbeaux, accusé par Musy d'espionnage en faveur de l'Allemagne et d'être en relation avec les bolchévistes, ainsi que le révolutionnaire allemand Rosenmeier (*Ibid.*, pp. 4-6).

conservateurs se rallient aux arguments faciles du sauveur de l'ordre établi. Le rassembleur de la droite s'attire du même coup la haine définitive de la gauche qui est chargée de tous les torts. Lui-même ne cherche pas à atténuer les divergences.

Du discours du 10 décembre 1918, il ressort que Musy s'inscrit complètement dans le courant de la droite nationale autoritaire et antilibérale, traversée par de sensibles tendances xénophobes. Un mouvement qui, surtout avec la dégradation croissante des conditions socio-économiques et le durcissement des fronts politiques qui caractérisent les derniers mois de la guerre, a gagné en importance au sein de la classe politique bourgeoise<sup>112</sup>. Pour Musy, l'ennemi de l'identité nationale et l'agitateur par excellence, c'est avant tout un étranger. Toutefois, à aucun moment, il ne se laisse aller à des remarques antisémites, alors que l'amalgame entre Juif et bolcheviste y relève du lieu commun<sup>113</sup>. Adeptes des solutions musclées, il ne peut qu'encourager la formation de «corps de volontaires» chargés d'«un service de police»<sup>114</sup>. Pour faire barrage au socialisme, le bloc bourgeois s'organise, uni au-delà des anciens antagonismes confessionnels du XIXe siècle, du fossé moral suscité par la guerre et des orientations politiques parfois divergentes. Une partie des milieux industriels, des élites financières, des autorités politiques, du monde agricole, des grands propriétaires, des cadres de l'armée, des nostalgiques de l'Ancien Régime et certaines associations, telles que le NSH, le Club alpin suisse et les sociétés de tir, se regroupent dans un «sursaut patriotique», d'ailleurs préparé avant que n'éclate la grève. Les gardes civiques, constituées en un vaste réseau de formations paramilitaires, se chargent d'aider les autorités civiles et militaires à maintenir l'ordre.

Au tout début de novembre 1918, soit avant le déclenchement de la grève, Gonzague de Reynold propose déjà la formation de gardes civiques<sup>115</sup>. À la même époque, l'avocat genevois Théodore Aubert pousse dans la même direction en Suisse romande<sup>116</sup>. Outre-Sarine, d'autres milices bourgeoises se forment au même moment pour défendre l'ordre établi et assurer le fonctionnement des services publics. À Bâle, une garde civique se constitue sur l'initiative de

---

<sup>112</sup> Voir G. ARLETTAZ: «Les effets...» *op. cit.*, pp. 161-179.

<sup>113</sup> H. B. KUNZ: *Weltrevolution und Völkerbund. Die schweizerische Aussenpolitik unter dem Eindruck der bolschewistischen Bedrohung, 1918-1923*, Bern, Stämpfli, 1981, pp. 42-45; D. DREYER: *Schweizer Kreuz und Sowjetstern. Die Beziehungen zweier ungleicher Partner seit 1917*, Zürich, NZZ, 1989, pp. 56-57.

<sup>114</sup> J. MUSY: *La grève générale... op. cit.*, p. 35.

<sup>115</sup> A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 109; G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, p. 340.

<sup>116</sup> Voir T. AUBERT: *Les Unions civiques. Une forme de défense sociale*, Paris, extrait du *Mercur de France*, 1921, 23 p.; ainsi que D. NOVIK: *Théodore Aubert et son œuvre. Le mouvement international contre le bolchévisme*, Genève, Éd. des amis de l'Entente internationale contre la IIIe Internationale, 1932, p. 8; F. D. [F. de DIESBACH]: «Théodore Aubert», in *La Revue anticommuniste*, I-II, février-mars 1938, p. 17. Voir aussi M. CERUTTI: «Le mouvement ouvrier genevois...» *op. cit.*, pp. 174-175.

membres de la NSH, notamment d'Emil Dürr<sup>117</sup>. Avec l'appui du leader paysan Ernst Laur, le colonel Eugen Bircher est à l'origine de l'Aargauischer Vaterländischer Verband, rattaché un peu plus tard à une organisation faïtière de diverses gardes civiques, la Fédération patriotique suisse (Schweizerischer Vaterländischer Verband)<sup>118</sup>. Fondée au printemps 1919 à Olten, à l'instigation principale de Bircher, la FPS établit un service d'informations et de renseignements pour combattre le bolchévisme et la subversion<sup>119</sup>. Au sortir de la guerre, les milices bourgeoises des deux côtés de la Sarine se coordonnent sur le plan national sous l'égide de Théodore Aubert et Eugen Bircher<sup>120</sup>. Elles prennent la forme d'un puissant groupe de pression antisocialiste. Très vite, les milieux industriels et financiers participent à leur financement<sup>121</sup>.

Au-delà des formules à l'emporte-pièce — «Il faudra bien finir par choisir [...] entre le Christ et Lénine»<sup>122</sup> — et des simples métaphores, le vocabulaire hygiéniste et insidieusement xénophobe utilisé par Musy est également révélateur d'un anticommunisme viscéral ouvert à toutes les dérives. Alors que les socialistes extrêmes sèment le désordre, le politicien fribourgeois parle de «poison qui nous envahit», d'un «mal» «inoculé au peuple par les révolutionnaires et les anarchistes venus d'ailleurs»<sup>123</sup>. Du reste, le «Conseil fédéral et tous les cantons auraient dû refuser catégoriquement la naturalisation à tous les étrangers qui sont venus s'établir en Suisse depuis l'ouverture des hostilités»<sup>124</sup>. Il propose même de «dénaturaliser» les étrangers jugés indésirables. Partisan d'une politique plus restrictive en matière de naturalisation des étrangers, dont ont surtout

<sup>117</sup> A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 109; G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, p. 340.

<sup>118</sup> Données bio. sur Eugen Bircher (1882-1956): D. HELLER: *Eugen Bircher. Arzt, Militär und Politiker. Ein Beitrag zur Zeitgeschichte*, Zürich, NZZ, (1988) 1990, 461 p.

<sup>119</sup> W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik... op. cit.*, pp. 366-367; W. GAUTSCHI: *Geschichte des Kantons Aargau 1885-1953*, Baden, Baden Verlag, 1978, pp. 234-247. Voir aussi H. B. KUNZ: *op. cit.*, pp. 261-299. Également en contact avec l'Entente internationale contre la Troisième Internationale dès 1924, la Fédération patriotique suisse (Schweizerischer Vaterländischer Verband) publie des rapports sur le communisme qui parviennent par exemple au service de renseignements français, également intéressés à la lutte contre le communisme. (Voir p.e. AN, F7-13483, «Suisse. 1924»: du commissaire spécial (Bellegarde) au directeur de la sûreté générale (Paris), 5950, 14.10.1924, rapport de la Fédération patriotique suisse annexé).

<sup>120</sup> D. HELLER: *op. cit.*, pp. 66-72. Voir aussi M. CERUTTI: «Le mouvement ouvrier genevois...» *op. cit.*, n. 2 p. 175; R. BÜTIKOFER: «Des gardes civiques à l'Association patriotique vaudoise (1918-1947)», in *Cent ans de police politique en Suisse (1889-1989)*, Lausanne, AEHMO & Éd. d'en bas, 1992, pp. 119-128.

<sup>121</sup> S. GUEX: «À propos des gardes civiques et de leur financement à l'issue de la Première Guerre mondiale», in *Pour une histoire des gens sans Histoire. Ouvriers, exclus et rebelles en Suisse, 19e-20e siècles*, mélanges offerts à M. Vuilleumier, textes réunis et présentés par J. BATOU, M. CERUTTI et C. HEIMBERG, Lausanne, Éd. d'en bas, 1995, pp. 261-264.

<sup>122</sup> J. MUSY: *La grève générale... op. cit.*, p. 8.

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>124</sup> *Ibid.*, p. 11.

bénéficié les Allemands, le député francophile ressasse une idée au demeurant partagée par d'autres membres de la droite romande<sup>125</sup>. Se profilant depuis plusieurs mois à la tête de la droite intransigeante de Suisse romande, Musy a d'ailleurs multiplié les interventions parlementaires, dans un climat général plutôt propice, pour réclamer des mesures de défense contre les étrangers qui sapent l'ordre<sup>126</sup>. En décembre 1918, il ne fait que reprendre un thème qui lui est cher et qui préoccupe une grande partie du camp bourgeois. En outre, pour évoquer la légation soviétique à Berne, le conseiller national fribourgeois parle de «cette horde venue de Russie»<sup>127</sup>, ne faisant que reprendre le préjugé très ancien et largement répandu d'un pays peuplé de barbares. De cette image se dégage un des grands thèmes chers à Musy: la défense de l'Europe menacée de destruction par l'Asie et le bolchévisme. Aux Suisses contaminés par le socialisme, il oppose ceux dont «l'esprit est resté sain et le cœur bon»<sup>128</sup>. Finalement il exige «l'éloignement immédiat de tous ces exotiques dont l'attitude constitue un danger pour notre patrie. Débarrassez-nous de toute cette vermine et le pays vous sera reconnaissant»<sup>129</sup>. Simples mots?

Sans prétendre qu'on trouve dans la violence de ces propos une intention d'éliminer concrètement l'opposition — cela serait beaucoup trop solliciter le texte —, ils contiennent toutefois déjà une potentialité destructrice et une irrationalité inquiétantes. Au demeurant, on rencontre autant à gauche qu'à droite ce genre de langage. Reste que, dans l'esprit de celui qui nous intéresse ici, le bolcheviste ou socialiste extrême, de surcroît étranger, est un homme malade qu'il faut tenir à l'écart de la partie saine du pays. Déshumanisé, l'adversaire devient de la vermine dont il faut se débarrasser. Le naturalisé reste un étranger aux desseins troubles, un corps exogène qui représente un danger pour la sécurité, l'indépendance et l'identité du pays. La dureté de Musy reflète assez fidèlement l'intensité du traumatisme qu'a provoqué la grève générale au sein de la droite nationale. Elle est aussi révélatrice de ces frayeurs ancestrales liées au mythe de la conspiration. Plus qu'une preuve de véritable confiance en soi, cette agressivité exprime une angoisse profonde face au présent et à l'avenir. Selon lui, il se bat contre la décadence en dénonçant les effets dissolvants du bolchévisme. Il exige un redressement de la Suisse, à l'instar d'autres porte-parole de la droite nationale. Contre le comploteur et l'agresseur qui cherche à détruire un ordre ancestral, Musy ne prétend en fait que réagir et mener une lutte défensive. Il s'accroche

---

<sup>125</sup> G. ARLETTAZ: «Les effets...» *op. cit.*, pp. 174-175.

<sup>126</sup> G. et S. ARLETTAZ: «Les Chambres fédérales...» *op. cit.*, pp. 24, 42-43, 52-53, 99, 102, 116 et 128.

<sup>127</sup> J. MUSY: *La grève générale...* *op. cit.*, p. 6.

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 31.

<sup>129</sup> *Ibid.*, p. 34.

d'autant plus aux valeurs typiquement nationales qu'il perçoit dans le marxisme une menace mortelle pour la Suisse «éternelle», celle du paysan idéalisé, symbole rassurant de pérennité et d'harmonie. C'est aussi la modernité, au demeurant très difficile à définir, qu'il voit comme un danger.

Dans le cas du discours du 10 décembre 1918, qu'il convient certes de replacer dans le cadre de l'époque, il n'est pas suffisant de ne relever que le contexte tendu qui serait l'explication principale au vocabulaire violent utilisé par Musy et de parler de termes seulement peu délicats pour désigner, dans une situation exceptionnelle, les adversaires<sup>130</sup>. Les propos de Musy du 10 décembre 1918 n'ont rien de fortuit. Lui-même ne désavouera ni n'atténuera jamais ni les termes ni le contenu de son discours du 10 décembre 1918, même dans des circonstances moins dramatiques que la grève générale. Bien au contraire, son comportement et ses propos ultérieurs montreront qu'il sera favorable à une épuration très poussée et très concrète du communisme. Pour en parler, il utilisera volontiers le langage de la destruction. L'approbation de mesures extrêmes est inscrite sur son horizon mental. Nous y reviendrons. Notons simplement ici que, dans les mois qui suivent son intervention au Conseil national, Musy tente de donner un large écho à son discours en le publiant sous la forme d'une brochure, également traduite en allemand, et qu'il s'y réfèrera plusieurs fois au cours de sa carrière, sans y apporter la moindre rectification<sup>131</sup>.

Musy n'attend donc pas l'arrivée au pouvoir de Mussolini ou Hitler pour entreprendre sa croisade anticommuniste. La révolution de 1917 en Russie, puis la grève générale de 1918 en Suisse fortifient de manière décisive son conservatisme contre-révolutionnaire. On ne soulignera jamais assez combien ces deux séismes, l'un mondial, l'autre national, le marquent pour la vie. Ils représentent une expérience traumatisante qui a désormais valeur de référence centrale dans sa vision du monde. Devenu un des principaux ennemis de la gauche, le Fribourgeois a droit désormais à ses attaques les plus virulentes. Cela ne constitue pas un désavantage, loin de là, pour envisager au lendemain de 1918 une possible candidature au Conseil fédéral. Pour la bourgeoisie ébranlée,

---

<sup>130</sup> Pour ce genre d'interprétation, voir C. KAISER: *op. cit.*, p. 67.

<sup>131</sup> Révélateur d'un anticommunisme figé est le fait qu'en 1943 — alors que les nazis livrent un combat sans merci à la «vermine» communiste, pour reprendre leur terminologie — Musy publie de larges extraits de son discours du 10 décembre 1918 en pleine première page de *La Jeune Suisse*, hebdomadaire dirigé en réalité par l'ancien conseiller fédéral et soutenu concrètement par le III<sup>e</sup> Reich ([J.-M. MUSY:] «1918-1943. Le danger communiste en Suisse. Extraits d'un discours», in *La Jeune Suisse*, 19.2.1943). Si la potentialité destructrice des propos tenus en 1918 demeure encore indéterminée dans son ampleur à cette époque, leur reprise littérale au début de 1943 indique que leur auteur y voit en tout cas beaucoup plus que de simples mots: un troublant rapport de conformité entre l'énoncé et la réalité. Nous ne tirerons toutefois aucune ligne droite de 1918 à 1943, tant l'entrée de Musy dans l'orbite du III<sup>e</sup> Reich reste un phénomène complexe.



l'endiguement du socialisme devient prioritaire.

## 2. Coup de barre à droite: l'élection au Conseil fédéral

### 2.1. Le conservatisme catholique suisse: du repli post-sonderbundien au ralliement antisocialiste

Pour comprendre l'élection en 1919 de Musy au Conseil fédéral, il n'est pas inutile de revenir en arrière<sup>132</sup>. En 1847, la guerre civile du Sonderbund n'oppose pas seulement protestants et catholiques. Elle représente surtout le moment fort d'un antagonisme ancien entre les tenants d'une Suisse moderne, urbaine, industrielle et centralisatrice regroupés autour de l'étendard libéral-radical et les défenseurs d'une Suisse traditionnelle, rurale et fédéraliste emmenés par les conservateurs-catholiques. Œuvre des vainqueurs, la Constitution de 1848 entérine la suprématie radicale pour longtemps. Les radicaux-libéraux détiennent une majorité écrasante au Parlement et le Conseil fédéral reste leur chasse gardée exclusive de 1848 à 1891.

Dans l'autre camp, la défaite de 1847 représente un véritable traumatisme pour les conservateurs-catholiques suisses. Elle renforce leur position minoritaire et pousse les vaincus à entretenir un complexe d'infériorité. Considérés comme de «mauvais patriotes» soumis à des intérêts étrangers, notamment ultramontains, ils se résignent dans un premier temps à devenir des citoyens de deuxième classe dans un régime discriminatoire bien que moderne. Dans les années qui suivent 1848, ils se replient à l'intérieur d'un «ghetto», dont l'historien Urs Altermatt a dressé un tableau éclairant. Ils y développent une «contre-société» opposée à la modernité radicale, à l'industrialisation, à l'urbanisation et à la sécularisation. Durant la seconde moitié du XIXe siècle, tout en défendant son identité culturelle propre, la minorité conservatrice-catholique engage une longue bataille pour sa reconnaissance politique<sup>133</sup>.

---

<sup>132</sup> Pour ce bref rappel, nous avons surtout utilisé deux ouvrages de référence: U. ALTERMATT: *Der Weg... op. cit.*, 496 p.; U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi... op. cit.*, 395 p.

<sup>133</sup> Au sujet de la «contre-société» ou «sous-société» catholique, voir U. ALTERMATT: «Katholische Subgesellschaft. Thesen zum Konzept der "katholischen Subgesellschaft" am Beispiel des Schweizer Katholizismus», in K. GABRIEL, F.-X. KAUFMANN (Hg.): *Zur Soziologie des Katholizismus*, Mainz, Matthias-Grünwald-Verlag, 1980, pp. 145-165; U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi... op. cit.*, pp. 69-137, en particulier p. 75 pour la définition suivante: «La notion de sous-société qualifie un sous-système, c'est-à-dire une société partielle ou particulière qui, dans certains cas, peut également prendre l'aspect d'une contre-société ou d'une société alternative dans la société nationale considérée. Les membres d'une sous-société sont liés entre eux premièrement par une subculture commune, c'est-à-dire par des représentations de valeurs communes, des sentiments et des comportements communs et, deuxièmement, par une sous-structure commune, c'est-à-dire des rapports

Dans les années 1870, à l'occasion du Kulturkampf, les catholiques se mobilisent pour défendre leur Église contre les attaques libérales-radicales qui aboutissent notamment à la rupture des relations diplomatiques avec le Vatican en 1873. Dans les régions protestantes de la Suisse urbaine et industrielle, de nouvelles sociétés se créent pour défendre la diaspora catholique. Sur le plan politique, la fraction conservatrice-catholique de l'Assemblée fédérale commence à s'organiser.

Plébiscitée en 1874 par la Suisse protestante, industrielle et urbaine, la révision totale de la Constitution amplifie momentanément le clivage entre conservateurs-catholiques et libéraux-radicaux<sup>134</sup>. Mais, à la différence de 1848, l'opposition conservatrice contre-attaque et use du nouveau droit de référendum, introduit en 1874, pour freiner la toute-puissance radicale. Ébranlée par les coups de boutoir, prenant très souvent la forme d'une «politique d'obstruction»<sup>135</sup>, de la minorité conservatrice revigorée, la majorité radicale se voit obligée de faire des concessions, d'autant plus qu'elle perçoit sur sa gauche un nouveau danger. La forte industrialisation de la fin du XIXe siècle, malgré des disparités régionales importantes, traîne dans son sillage le socialisme. Face à cette menace commune, les anciens ennemis du Sonderbund se rassemblent, au tournant du siècle, en un «mouvement bourgeois-conservateur»<sup>136</sup>. En 1879, le premier conservateur-catholique siège au Tribunal fédéral. En 1887, la présidence du Conseil national revient pour la première fois à un conservateur-catholique. La fondation en 1889 de l'Université de Fribourg marque une autre étape dans l'affirmation nationale de la contre-société catholique dévouée à l'Église. En 1891, l'entrée au gouvernement du Lucernois Josef Zemp, premier conservateur-catholique, concrétise, de manière emblématique, le début du reflux libéral-radical et l'apparition du ralliement antisocialiste des forces de droite. En tant qu'«incarnation de notre système politique»<sup>137</sup>, le Conseil fédéral s'ouvre donc aux conservateurs-catholiques qui se réconcilient peu à peu, notamment au nom de la lutte antisocialiste, avec l'État fédéral dominé par le radicalisme, mais sans renoncer pour autant à la défense de leur identité. La création en 1912, après plusieurs tentatives menées depuis la fin du XIXe siècle, d'un Parti conservateur populaire suisse (PCPS), marque un pas supplémentaire dans la structuration du

---

sociaux communs et des organisations sociales communes. Pour parler de sous-société, il faut donc que deux éléments soient présents: d'une part, un fondement idéologique et, d'autre part, une organisation sociale.»

<sup>134</sup> R. RUFFIEUX: «La Suisse des radicaux...» *op. cit.*, in *NHSS*, p. 628.

<sup>135</sup> U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi...* *op. cit.*, p. 104.

<sup>136</sup> U. ALTERMATT: «Conseil fédéral et conseillers fédéraux. Aperçu historique», in U. ALTERMATT (s.l.d.): *Conseil fédéral. Dictionnaire biographique des cent premiers conseillers fédéraux*, Yens, Cabédita, 1993 (1991 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), p. 48.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 15.

catholicisme politique suisse<sup>138</sup>.

## 2.2. Porte-parole des conservateurs-catholiques

Après ses prises de position remarquées de 1918, Musy se met à nouveau en évidence grâce à la motion qu'il défend au Conseil national en février 1919. Cette motion représente une étape importante dans l'affirmation des conservateurs-catholiques suisses<sup>139</sup>. Dès cette époque, le magistrat fribourgeois apparaît comme un des hommes les plus en vue du mouvement conservateur.

Les difficultés de la guerre, puis les journées d'angoisse de novembre 1918 provoquent un profond malaise en Suisse. À mesure que la crise s'amplifie, beaucoup de citoyens estiment de plus en plus nécessaire de réviser la Constitution fédérale. Les conservateurs-catholiques souhaitent tout particulièrement lui apporter quelques modifications. En 1917, le PCPS réclame une révision de la Constitution fédérale pour l'immédiat après-guerre<sup>140</sup>. Au lendemain de la grève générale, les conservateurs se trouvent dans une position favorable pour faire passer certaines de leurs revendications. La fermeté avec laquelle ils ont défendu en 1918 l'État fédéral, œuvre pourtant des anciens ennemis du Sonderbund, leur donne quelques espoirs de voir leurs alliés du bloc bourgeois tenir plus compte de leurs préoccupations.

Le 3 décembre 1918, le conseiller national Joseph Scherrer-Füllemann de la fraction de politique sociale soutient une motion, déposée le 25 mars 1918, demandant la révision totale de la Constitution<sup>141</sup>. Deux semaines plus tard, le comité central du parti conservateur décide de soutenir la proposition formulée par Scherrer-Füllemann<sup>142</sup>. Jugeant toutefois celle-ci trop centralisatrice, Musy dépose et développe en février 1919 une motion qui privilégie une révision partielle. 40 autres députés bourgeois la signent. Elle peut être considérée comme une véritable contreproposition des fédéralistes romands à la motion Scherrer-Füllemann<sup>143</sup>.

---

<sup>138</sup> Voir U. ALTERMATT: *Die Gründungsgeschichte der CVP. Vom Volksverein zur Volkspartei. Zur Parteigeschichte des schweizerischen Katholizismus 1899-1912*. Bearbeiteter Separatdruck aus der *Schweizer Rundschau*, 2, 1972, 44 p. Sur la dernière étape amenant la fondation du parti, voir aussi U. ALTERMATT: *Der Weg...* *op. cit.*, pp. 395-408.

<sup>139</sup> M. HODEL: «Die konfessionellen Ausnahmegesetze in der innenpolitischen Diskussion nach dem Ersten Weltkrieg», in U. ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, p. 285.

<sup>140</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* *op. cit.*, p. 66.

<sup>141</sup> *Bst CN*, 3.12.1918, pp. 481-487.

<sup>142</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* *op. cit.*, p. 69.

<sup>143</sup> *Bst CN*, 13.2.1919, pp. 224-229. Le développement de la motion Musy est reproduit: «Révision partielle de la Constitution fédérale», in *La Liberté*, 21 et 22.2.1919. Au même moment, Robert Forrer, président de la fraction radicale, défend une autre motion demandant une révision constitutionnelle. (*Bst CN*, 13.2.1919, pp. 229-234). Par un bref résumé, Alfons von Streng, chef de la fraction conservatrice, présente les différents camps soutenant les trois

La motion Musy reprend trois revendications des conservateurs-catholiques. *Premièrement*, inquiets de la politique toujours plus interventionniste et centralisatrice de la Confédération — une tendance que la guerre a nettement renforcée —, ils plaident pour le maintien d'un fédéralisme fort.

*Deuxièmement*, ils demandent d'apporter une solution rapide au problème social, sans gonflement de la bureaucratie fédérale. Lors de la présentation de ce deuxième point, Musy ne peut pas s'empêcher de dire tout le bien qu'il pense des socialistes prônant la lutte des classes. Ainsi condamne-t-il «la dictature soi-disant prolétarienne qui a trouvé son expression dans le bolchévisme.»<sup>144</sup> C'est, dit-il, «dans une direction diamétralement opposée que nous devons orienter nos efforts.»<sup>145</sup> Ses propositions ont déjà un parfum de corporatisme: «collaboration des classes», «rapprochement de toutes les couches du peuple», «unité sociale», telles sont quelques-unes de ses expressions<sup>146</sup>. En outre, pour améliorer la condition des ouvriers, il prône par exemple la fixation d'un salaire minimum et souhaite la participation des ouvriers aux bénéfices dans le cadre d'une association plus étroite du capital et du travail<sup>147</sup>. Loin de rejeter le principe de l'AVS, il lui accorde même une place centrale dans l'édifice social à bâtir<sup>148</sup>. Il se garde toutefois d'évoquer le problème de son financement<sup>149</sup>. D'autre part, son credo en faveur de l'assurance sociale n'a rien d'original: au même moment, les motions et les postulats sur le sujet fleurissent au Parlement, encore secoué par les journées de novembre 1918.

*Troisièmement*, les conservateurs-catholiques, profondément blessés par le caractère anticlérical de la Constitution de 1874, désirent la suppression des

---

motions respectives: «Die Motion Musy ist im wesentlichen unterzeichnet aus den föderalistisch gestimmten Kreisen des Rates mit einem starken Einschlag der romanischen Schweiz und im übrigen ohne Unterschied der bürgerlichen Parteien. Der Fraktion des Erstunterzeichners gehören 21 von 41 Unterschriften an. Die Motion Forrer trägt die Unterschriften des Gros der radikal-demokratischen Fraktion, nämlich 56 deutsch-radikale, 10 welsch-radikale und 1 Wilder. Die Motion Scherrer-Fülleemann trägt ausschliesslich die Namen der Mitglieder der sozialpolitischen Gruppe.» (*Bst CN*, 14.2.1919, pp. 246-247). Sur la motion Musy, voir P. STADLER: «Die Diskussion um eine Totalrevision der schweizerischen Bundesverfassung 1933-1935», in *RSH*, 19, 1969, 1, p. 79; Q. WEBER: *op. cit.*, pp. 50-51; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 70; C. KAISER: *op. cit.*, pp. 70-75.

<sup>144</sup> *Bst CN*, 13.2.1919, p. 227.

<sup>145</sup> *Ibid.*

<sup>146</sup> *Ibid.*

<sup>147</sup> *Ibid.*

<sup>148</sup> *Ibid.*

<sup>149</sup> S'il est favorable au principe de la sécurité sociale, Musy devient en effet plus prudent lorsqu'il aborde son financement: «Je répète que nous sommes d'accord en principe avec l'idée de l'assurance invalidité et vieillesse; mais nous faisons toute réserve sur les modalités de sa réalisation.» (*Bst CN*, 30.1.1919, p. 83). Et de s'opposer tout de suite au radical bâlois Christian Rothenberger qui dépose un postulat proposant d'utiliser l'impôt sur les bénéfices de guerre pour financer le fonds d'assurance.

articles d'exception<sup>150</sup>. En défendant ces trois points, la motion Musy se trouve en adéquation avec les désirs de révision les plus chers du mouvement conservateur. Elle obtient ainsi, par la voix d'Alfons von Streng, le soutien de la fraction conservatrice-catholique, même si elle n'est pas expressément une motion de ce groupe politique<sup>151</sup>.

### 2.3. Consensus à droite et polarisation des camps

En 1919, il devient de plus en plus évident que les conservateurs-catholiques s'approchent d'un deuxième siège au Conseil fédéral. D'une manière générale, la montée en puissance des catholiques suisses depuis 1880-1890 et le vaste ralliement antisocialiste entamé dès la fin du XIXe siècle, puis consolidé par les événements de 1918/1919 ont marqué une intégration croissante des conservateurs-catholiques à l'État fédéral. Ils ne manquent pas non plus de tirer profit de l'érosion du parti radical. En outre, et pour ne parler que de la personne qui nous intéresse ici, le conservateur Musy s'est de plus en plus profilé comme un candidat potentiel pour le Conseil fédéral grâce à son action cantonale dès 1912 et son entrée sur la scène fédérale à partir de 1913/1914. Déjà en 1916, la presse a évoqué son éventuelle candidature. À la fin de la guerre, grâce à diverses interventions favorablement accueillies par le bloc bourgeois, Musy a le profil d'un prétendant logique au gouvernement. Au moment décisif de l'élection, il faut toutefois que le Fribourgeois puisse entrer à l'intérieur d'un cadre limité par de quelques critères précis. Et avant cela encore faut-il que certaines choses changent.

Le 13 octobre 1918, une majorité du peuple et des cantons suisses accepte l'initiative demandant l'introduction du suffrage proportionnel pour les élections au Conseil national. C'était une ancienne revendication des minorités catholique et socialiste<sup>152</sup>. Favorable à la RP sur le terrain cantonal, Musy n'en est toutefois pas un partisan au niveau fédéral<sup>153</sup>. Le système électoral majoritaire qui avait

---

<sup>150</sup> Sur ce point, voir M. HODEL: «“Der Stachel im Fleisch des katholischen Volkes”. Die konfessionellen Ausnahmegesetze in der innenpolitischen Diskussion nach dem Ersten Weltkrieg», in *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 85, 1991, pp. 139-155; M. HODEL: «Die konfessionellen...» *op. cit.*, pp. 279-295.

<sup>151</sup> *Bst CN*, 14.2.1919, p. 247. En 1947, la motion Musy et les autres motions demandant une révision constitutionnelle sont tacitement rayées. (M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 237 p. 70). — Données bio. sur Alfons von Streng (1852-1940): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 713-714; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 240 p. 70.

<sup>152</sup> Pour la requête conservatrice, déjà formulée en 1884 au CN, voir U. ALTERMATT: *Der Weg... op. cit.*, p. 98.

<sup>153</sup> Contrairement à la RP au CN qui, on peut le deviner facilement, profitera tout de suite aux socialistes, la RP au GC fribourgeois, finalement introduite en 1921, prendra soin de les tenir à l'écart grâce à un quorum élevé, fixé à 15%. C'est là une des raisons principales de la position différenciée de Musy.

permis aux radicaux de résister encore en 1917 disparaît. Le 26 octobre 1919, les premières élections du Conseil national selon la proportionnelle renforcent considérablement les partis minoritaires au détriment des radicaux jusque-là majoritaires. L'ancien grand parti chute de 103 à 60 sièges et les libéraux reculent de 12 à 9 sièges, alors que le parti socialiste progresse de 20 à 41 mandats. Le nouveau parti des paysans, artisans et bourgeois remporte (PAB) 29 sièges. Les conservateurs-catholiques passent de 42 à 41 sièges<sup>154</sup>. Roland Ruffieux note que, à partir de l'introduction de la représentation proportionnelle pour les élections au Conseil national, «les partis entrent dans un nouvel âge: à l'ancienne opposition entre la majorité radicale et des minorités désunies succède un affrontement entre le bloc bourgeois ressoudé et le parti socialiste décidé à poursuivre la lutte des classes. Les débuts encore timides de la démocratie consensuelle ne concernent que le premier et l'intolérance s'accroît même au sein de la gauche meurtrie par sa défaite et par les dissensions de l'internationalisme.»<sup>155</sup>

Après la grève générale de novembre 1918, puis de nouveaux incidents en 1919, en particulier les grèves générales locales à Bâle et Zurich au cours de l'été, la droite nationale se cherche un homme à poigne, décidé à résister aux pressions de la gauche. L'immédiat après-guerre ne correspond pas, loin de là, à un retour au calme en Europe. Plusieurs vagues révolutionnaires agitent le continent de l'automne 1918 à 1921. En mars 1919, la République soviétique de Hongrie, où Bela Kun a pris le pouvoir, est proclamée (21 mars-1er août 1919). Peu après, une République des «soviets» est établie en Bavière (7 avril-1er mai 1919). Au même moment, d'autres émeutes secouent l'Allemagne. Ces tentatives révolutionnaires ne durent pas. À Berlin, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, figures de proue de l'insurrection spartakiste, ont déjà été massacrés en janvier 1919. En Bavière, l'éphémère République soviétique est féroce ment écrasée par les forces militaires et paramilitaires, dont le corps franc du chevalier ultranationaliste Franz von Epp. La brutalité des révolutionnaires communistes avait été terrible; celle des corps francs ne leur doit rien. Les camps se polarisent nettement au sortir de la guerre, en Europe comme en Suisse.

---

<sup>154</sup> Les chiffres diffèrent quelque peu selon les ouvrages. Nous nous référons à H. RITZMANN-BLICKENSTORFER: «Statistique politique», in H. SIEGENTHALER (s.l.d.): *Statistique historique de la Suisse*, Zürich, Chronos, 1996, p. 1044.

<sup>155</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 75.

## 2.4. Aux portes du gouvernement fédéral<sup>156</sup>

### 2.4.1. *L'heure des conservateurs-catholiques a sonné*

Lors des élections au Conseil national du 26 octobre 1919, qui se déroulent dans un climat de guerre civile larvée, les conservateurs fribourgeois réactivent le choc de novembre 1918 pour mener campagne. À la veille du scrutin, ils s'exclament encore: «Tous debout pour défendre le drapeau fribourgeois contre l'assaut de la vague rouge!»<sup>157</sup> Musy arrive à nouveau en tête de liste de ces élections au Conseil national, comme en 1914 et 1917<sup>158</sup>. Bien plus, avec plus de 1'500 suffrages d'avance sur son suivant, probablement récoltés en partie du côté radical, il fait figure de leader largement accepté par la droite fribourgeoise. Un véritable plébiscite. Contre toute attente, dont celle certainement de Musy et d'autres antiproportionnalistes au niveau fédéral, la RP a fait à Fribourg le jeu des conservateurs qui, avec une liste incomplète de cinq candidats, décrochent même un sixième siège<sup>159</sup>. Plus que jamais, Fribourg se présente comme le «rempart de l'ordre, de la paix et de la sûreté en Suisse»<sup>160</sup>. Ce jugement se voit renforcer par la bonne tenue générale des cantons conservateurs-catholiques suisses<sup>161</sup>. En effet, les socialistes n'y remportent aucun siège, alors qu'ils gagnent partout ailleurs du terrain et partant augmentent sensiblement leur nombre de mandats à la Chambre du peuple.

Suite au renouvellement du Parlement, lorsque trois sièges sont à repourvoir au Conseil fédéral à la fin de l'année 1919<sup>162</sup>, les conservateurs-catholiques se

---

<sup>156</sup> Pour une présentation des «règles du jeu» des élections au Conseil fédéral et une description du profil idéal des candidats, voir U. ALTERMATT: «Conseil fédéral...» *op. cit.*, pp. 45-80.

<sup>157</sup> s.n.: «Aux électeurs fribourgeois!», in *La Liberté*, 25.10.1919. Voir aussi R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, n. 23 p. 1000. Sur l'antisocialisme comme thème de campagne des conservateurs pour les élections au CN de 1919, voir au niveau fédéral M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 40-43; et sur le terrain fribourgeois N. BALMAT: *op. cit.*, pp. 81-84.

<sup>158</sup> *FF*, 1919, vol. 5, p. 451; s.n.: «Les élections fédérales du 26 octobre. Les élus», in *La Liberté*, 29.10.1919.

<sup>159</sup> N. BALMAT: *op. cit.*, pp. 88-91. Les candidats conservateurs (tous) élus sont: Musy (24'154 suffrages), Torche (22'623), Boschung (21'701), Genoud (21'248), Grand (21'038). (*Ibid.*, p. 204). Les radicaux fribourgeois, qui perdent un de leurs deux sièges au CN, ne sont plus représentés que par Alexandre Cailler. Le septième mandat fribourgeois au CN, attribué lors d'une assemblée des délégués conservateurs, revient à Ernest Perrier. (*Ibid.*, p. 91).

<sup>160</sup> Titre du *Fribourgeois*, peu après les élections du 26 octobre 1919, cité par N. BALMAT: *op. cit.*, p. 89.

<sup>161</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 48-49.

<sup>162</sup> Décès le 9 novembre 1919 d'Eduard Müller (Berne); démission de Camille Décoppet (Vaud), nommé le 7 novembre 1919 à la direction de l'Union postale universelle; et retrait de Gustave Ador (Genève), annoncé depuis le milieu de l'été 1919. (P. MARTIG: «Eduard Müller 1848-1919», in U. ALTERMATT (s.l.d.): *Conseil fédéral... op. cit.*, p. 273; R.-C. LOGOZ: «Camille Décoppet 1862-1925», in *ibid.*, pp. 318-319; F. WALTER: «Gustave Ador 1845-1928», in *ibid.*, p. 337).

trouvent donc dans une situation favorable pour revendiquer un deuxième siège au gouvernement<sup>163</sup>. Les radicaux ayant perdu la majorité absolue au Conseil national, les conservateurs leur deviennent indispensables face à la percée socialiste. Une coalition des droites paraît inévitable. L'élargissement de la collaboration gouvernementale entre les radicaux et les conservateurs constitue la suite logique du compromis historique de 1891. Liés par l'antisocialisme, radicaux et conservateurs-catholiques n'en gardent pas moins leur identité propre<sup>164</sup>.

Après avoir évoqué depuis des années déjà l'intention d'obtenir un siège supplémentaire au Conseil fédéral, la fraction conservatrice-catholique, largement soutenue par l'ensemble du mouvement, décide le 12 novembre 1919 à l'unanimité de le demander formellement à l'occasion des prochaines élections au Conseil fédéral qui auront lieu le 11 décembre<sup>165</sup>. Très vite, c'est la candidature Musy qui est mise en avant, notamment par Franz von Ernst, correspondant fédéral du *Vaterland* et journaliste influent de la presse conservatrice<sup>166</sup>. Au cours des discussions précédant les élections du 11 décembre, d'autres candidatures conservatrices éventuelles sont évoquées, principalement celles des conseillers aux États schwytzois Joseph Räber et lucernois Josef Düring, ainsi que celles des conseillers nationaux saint-gallois Thomas Holenstein et lucernois Heinrich Walther<sup>167</sup>.

Musy possède toutefois deux grands avantages sur les autres conservateurs précités: il est Romand et, après ses prises de position de 1918, incarne déjà l'antisocialisme le plus intransigeant. Alors que la tension entre Romands et Alémaniques est toujours perceptible, on ne peut pas envisager un successeur

---

<sup>163</sup> Sous ce point, nous évoquons seulement les éléments qui concernent avant tout l'élection de Musy. Pour une présentation détaillée de ces trois successions et des liens existant entre elles, voir P. MENZ: *Der «Königsmacher» Heinrich Walther. Zur Wahl von vierzehn Bundesräten 1917-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1976, pp. 59-99; A. F. REBER: *Der Weg zur Zauberformel. Die Bundesratswahlen der Vereinigten Bundesversammlung seit der Wahl des Nationalrates nach dem Verhältniswahlrecht 1919 bis zur Verwirklichung eines «freien Proporz» für die parteipolitische Zusammensetzung der Regierung 1959*, Bern, Peter Lang, 1979, pp. 73-90.

<sup>164</sup> U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi...* *op. cit.*, pp. 107-109.

<sup>165</sup> Voir P. MENZ: *op. cit.*, p. 87. Voir aussi M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 51-52.

<sup>166</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 52. — Données bio. sur Franz von Ernst (1879-1957): P. STETTLER: *Das außenpolitische Bewußtsein... op. cit.*, p. 383; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 38 p. 27.

<sup>167</sup> *Ibid.*, p. 53. — Données bio. sur Joseph Räber (1872-1934): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 314-315; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 316-317; L. RÄBER: *Ständerat Räber. Ein Leben im Dienst der Heimat 1872-1934*, Einsiedeln/Zürich/Köln, Benziger, 1950, 324 p. (ouvrage largement apologétique). Données bio. sur Josef Düring (1860-1920): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 257; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 154 p. 53. Données bio. sur Thomas Holenstein (1858-1942): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 565; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 153 p. 53.



alémanique au Genevois francophile Gustave Ador, conseiller fédéral sortant<sup>168</sup>. Le contexte international demande aussi un homme bien vu par les Alliés victorieux dont la Suisse a subi de très fortes pressions, en particulier au sortir de la guerre. Un Conseil fédéral avec un seul Romand risquerait de contrarier en particulier la France.

Sur la question des rapports entre les diverses communautés, Musy a adopté une attitude prudente durant la guerre. S'il a su défendre le point de vue romand et se faire le héraut de l'antisocialisme, il s'est pourtant gardé de heurter l'armée et les Alémaniques. Perçu comme un ami de l'Entente, il représente également le Romand et le conservateur dont a besoin la droite nationale en Suisse.

La route est donc coupée aux cantons catholiques de la Suisse primitive, même si ceux-ci peuvent objecter qu'ils n'ont encore jamais eu de conseiller fédéral. Ainsi, les espoirs du Schwytzois Räber s'envolent très vite, malgré ses nombreuses qualités<sup>169</sup>. Le Lucernois Düring, également spécialiste des questions financières, peut lui entretenir des illusions pendant quelques jours car Musy est loin de faire l'unanimité dans son propre parti<sup>170</sup>. Dans les souvenirs de Heinrich Walther, témoin privilégié de l'époque, on lit que la fraction conservatrice ne montre alors aucun enthousiasme particulier pour une candidature Musy, bien qu'on lui reconnaisse ses capacités<sup>171</sup>. Certains n'ont pas oublié son comportement à l'égard de Python, très estimé notamment par les conservateurs alémaniques<sup>172</sup>.

Walther écrit également que Motta manifeste à cette époque une certaine hésitation à avoir Musy comme collègue. Le Tessinois craint son manque de collégialité et prévoit déjà des difficultés avec Schulthess<sup>173</sup>. Selon Walther, qui affirme d'ailleurs ne pas être intervenu dans le choix de Musy comme candidat du parti conservateur<sup>174</sup>, Motta aurait préféré avoir son ami Düring comme collègue

---

<sup>168</sup> Les conservateurs sont contraints de viser la succession du Genevois car il apparaît évident que ni Vaud ni Berne ne veulent renoncer à leur siège au gouvernement. — Données bio. sur Gustave Ador (1845-1928): F. WALTER: «Gustave Ador 1845-1928», in U. ALTERMATT (s.l.d.): *Conseil fédéral... op. cit.*, pp. 333-338.

<sup>169</sup> P. MENZ: *op. cit.*, pp. 91-92.

<sup>170</sup> *Ibid.*, pp. 92-95.

<sup>171</sup> Intitulés *Bundesratswahlen vor und hinter den Kulissen während den zwanzig Jahren meines Fraktionspräsidiums* (ZBL, fs Walther, Ms N 84 Ms 79), les souvenirs de Heinrich Walther ont déjà été largement exploités par P. MENZ: *op. cit.*, 507 p. D'autres auteurs les ont utilisés, notamment M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, 547 p.; et C. KAISER: *op. cit.*, 296 p. Nous renvoyons le lecteur à ces ouvrages que nous avons consultés avec profit. En outre, on n'oubliera pas en lisant les mémoires de Walther que celui-ci y a probablement travaillé entre 1942 et 1947, donc près d'un quart de siècle après les événements qui nous intéressent ici. (Voir P. MENZ: *op. cit.*, n. 8 pp. 36-37).

<sup>172</sup> ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 14.

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> Voir *ibid.*, p. 13. Heinrich Walther ne devient chef de la fraction conservatrice que le 4 décembre 1919 alors que les radicaux et les conservateurs se sont déjà mis d'accord vers la mi-novembre sur la candidature Musy. (Voir P. MENZ: *op. cit.*, pp. 32, 90-92; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 312). S'efforçant de gommer les séquelles de

plutôt que Musy<sup>175</sup>. Jean Rodolphe von Salis, biographe de Motta, écrit lui que le Fribourgeois doit son élection presque exclusivement à l'engagement du Tessinois, tout en laissant entendre que celui-ci a vite regretté son soutien<sup>176</sup>. Dans son ouvrage publié en 1941, le prudent et renommé lettré aristocrate dit certes qu'il n'est pas dans son propos de savoir si l'élection de Musy fut une solution heureuse, mais ajoute que, à cette occasion, Motta avait choisi un collègue de gouvernement incommode et peu reconnaissant. Pour expliquer ce premier mouvement de Motta en faveur de Musy, von Salis suppose que le Tessinois n'était pas un bon psychologue et qu'il n'avait pas toujours une main heureuse dans les questions de personnes<sup>177</sup>.

Selon Walther, Düring espère donc un moment être candidat car, outre Motta, le Thurgovien Alfons von Streng, prédécesseur de Walther à la tête du groupe conservateur, ne cache pas ses réticences à l'égard de Musy<sup>178</sup>. Mais le Lucernois Düring, malgré toutes ses qualités, doit lui aussi abandonner ses prétentions. Les circonstances exigent un candidat conservateur romand, même si le premier siège conservateur est déjà occupé par un autre représentant de la Suisse latine, le Tessinois Motta, ce qui ne va pas sans quelques regrets chez certains conservateurs alémaniques.

Expert en matières financières et parlementaire écouté, Musy devient le candidat conservateur-catholique favori<sup>179</sup>. Conseiller national, il est intervenu à chaque fois avec beaucoup d'opportunité sur les sujets les plus brûlants: les difficultés financières de la Confédération, le fédéralisme et le danger de la centralisation financière, la montée du socialisme. Motta ayant exprimé le souhait de reprendre la direction du Département politique, les finances fédérales se

---

la mémoire conservatrice et s'appliquant à inventer rétrospectivement une bonne entente générale entre Musy et les autres conservateurs influents, Gaston Castella prétend toutefois que Walther fut assurément l'«un des protagonistes les plus habiles et les plus décidés de la candidature fribourgeoise». Toujours d'après cet historien, Walther «mit au service de son ami fribourgeois son doigté infailible de "faiseur de rois"» (G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 42). Ne serait-ce que du point de vue chronologique, l'affirmation de Castella est plutôt osée. De plus, elle contredit ce que Walther lui-même écrit. Comme nous le verrons, il est également difficile, pour ne pas dire très inexact, de parler d'amitié entre Musy et Walther.

<sup>175</sup> ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen...* *op. cit.*, p. 15: «Es wäre ihm [Motta] eine andere Persönlichkeit weit willkommener gewesen als Herr Musy und das war sein Freund Ständerat Josef Düring».

<sup>176</sup> J. R. von SALIS: *Giuseppe Motta. Dreissig Jahre eidgenössische Politik*, Zürich, Orell Füssli, 1941, pp. 160-161.

<sup>177</sup> *Ibid.*, p. 161: «Es sei hier nicht die Rede davon, [...] ob im besonderen Fall die Wahl Musys eine glückliche Lösung war. [...] Übrigens hatte sich Motta bei dieser Gelegenheit einen unbequemen und wenig dankbaren Regierungskollegen ausgesucht. Es kann vermutet werden, daß Motta kein guter Psychologe war und in Personalfragen nicht immer eine glückliche Hand hatte».

<sup>178</sup> Voir ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen...* *op. cit.*, p. 18.

<sup>179</sup> F. PYTHON: «Jean-Marie Musy 1876-1952», in U. ALTERMATT (s.l.d.): *Conseil fédéral...* *op. cit.*, p. 356.

cherchent un nouveau chef. Confronté à d'importantes difficultés financières, la Confédération a besoin d'un homme qui a fait ses preuves. À cet égard, les réussites de Musy dans le canton de Fribourg n'ont échappé à personne.

Autre facteur important qui joue en faveur de Musy: sa proximité avec les milieux bancaires dont les affaires sont en pleine expansion. Nul doute qu'il saura défendre leurs intérêts s'il accède au gouvernement. Sa désignation par la direction de la l'ASB, au début de 1919, comme membre du Comité de défense Autriche-Hongrie, «l'un des plus importants comités de défense des intérêts financiers suisses à l'étranger» constitué par l'ASB, apporte une preuve supplémentaire de la confiance dont jouit Musy auprès des banquiers helvétiques<sup>180</sup>. En outre, sa participation en 1919 au comité de patronage du Bureau Industriel Suisse, organisation chargée de favoriser le développement de l'industrie suisse et de rationaliser la collaboration entre économie privée et État, n'est sans doute pas pour déplaire aux milieux industriels<sup>181</sup>.

Sa jeunesse — il n'a que 43 ans — est également un atout car, au terme de la guerre, on souhaite voir un rajeunissement du Conseil fédéral<sup>182</sup>. Seul des anciens grands cantons de la Confédération qui n'ait pas eu de représentant au Conseil fédéral depuis 1848, Fribourg semble en outre mériter son tour, d'autant plus que de nombreux soldats fribourgeois, mobilisés pour défendre l'État fondé par les radicaux, sont morts de la grippe à la fin de la guerre. C'est du moins l'avis de *La Liberté*<sup>183</sup>. Devant l'enjeu pour le canton, et peut-être aussi dans l'espoir de voir Musy plutôt à Berne qu'à Fribourg<sup>184</sup>, le journal pythoniste relève les mérites du Gruérien et ajoute, péremptoire: «De toutes façons, l'heure de Fribourg a

---

<sup>180</sup> S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 262. Jusqu'en septembre 1919, l'ASB porte en fait le nom d'Association des Représentants de la Banque en Suisse. (*Ibid.*, n. 54 p. 37).

<sup>181</sup> P. MASPOLI: *Le corporatisme et la droite en Suisse romande*, Lausanne, Section d'histoire - Université de Lausanne, 1993, p. 39.

<sup>182</sup> Entre 1848 et 1919, les conseillers fédéraux ont, au moment de leur élection, une moyenne d'âge de 47 ans. (U. ALTERMATT: «Conseil fédéral...» *op. cit.*, p. 77).

<sup>183</sup> s.n.: «Le droit du canton de Fribourg à un siège au Conseil fédéral», in *La Liberté*, 1.12.1919.

<sup>184</sup> Après l'entrée de Musy au gouvernement fédéral, *Le Nouveau Chalamala*, publication satirique qui fait renaître l'*Almanach de Chalamala* de Victor Tissot et où écrit entre autres Léon Savary (un de ses articles contre Ernest Perrier lui vaudra un procès et une condamnation), affirme: «Nous savons tous que le peuple entier a acclamé l'élection de M. Musy au Conseil fédéral, ses amis par sympathie et les autres par plaisir de le voir disparaître de la scène cantonale.» (*Le Nouveau Chalamala*, 1920, p. 73). Apparemment bien informé sur l'histoire de la République chrétienne et la trajectoire de Musy, un correspondant de Fribourg (Savary à nouveau?) revient en 1952 sur les divergences entre musystes et pythonistes: «Aussi lorsque son intervention [de Musy; n.d.a.] aux Chambres fédérales, en 1918, fit entrevoir la possibilité de le porter au Conseil fédéral, les pythonistes eux-mêmes y donnèrent les mains, dans l'idée d'éloigner leur adversaire le plus redoutable.» (X.: «Portrait d'un disparu: Jean-Marie Musy, ancien président de la Confédération», in *L'Express* (Neuchâtel), 21.4.1952).

sonné.»<sup>185</sup> La fidélité au régime dont ont fait preuve les catholiques suisses entre 1914 et 1918 efface le souvenir des «mauvais patriotes» de 1847. Sans leur collaboration énergique, le camp radical aurait sans doute eu beaucoup de mal à sauver l'ordre établi. L'homme du 10 décembre n'avait d'ailleurs pas manqué d'évoquer aussi le souvenir des soldats fribourgeois morts en 1918. En pleine crise, il a su, avec une bonne dose d'opportunisme, se présenter comme la conscience du pays et l'homme providentiel du bloc bourgeois. Encore hier accusés de servir des intérêts ultramontains, les conservateurs-catholiques ont affiché durant la guerre un hyperpatriotisme qui s'est doublé, avec la grève générale, d'un antisocialisme renforcé. Commencée à la fin du XIXe siècle, leur intégration à l'État fédéral se confirme.

Venant d'un canton bilingue, le francophone Musy qui parle très bien l'allemand incarne aussi pour certains la réconciliation entre Romands et Alémaniques. La candidature Musy devient rapidement la seule envisageable selon les lois non écrites. Les dés semblent être jetés très tôt. Selon Räber, l'élection de Musy au Conseil fédéral est déjà jouée à la mi-novembre 1919<sup>186</sup>.

Le 1er décembre 1919, dix jours avant les élections, le groupe conservateur présente Musy comme candidat au Conseil fédéral. C'est à l'unanimité que ses 49 collègues de fraction présents, sur un total de 57 parlementaires conservateurs, le choisissent<sup>187</sup>. Peu de temps après l'élection de Musy au Conseil fédéral, Joseph Räber notera dans son journal que la seule solution possible qui restait aux conservateurs pour obtenir un deuxième siège au gouvernement, c'était de présenter un candidat romand à la place d'Ador: «Man stand vor einem fait accompli.»<sup>188</sup> Face à une échéance de cette importance, le parti conservateur, ainsi que sa presse, *La Liberté* et le *Vaterland* en tête, serrent les rangs et soutiennent également la candidature Musy.

#### 2.4.2. Appui radical et autres manœuvres

Suite notamment au grand ralliement antisocialiste, aux preuves de fidélité à l'ordre établi et à l'introduction de la représentation proportionnelle qui la pousse à la conciliation, la fraction radicale décide de son côté de soutenir à l'unanimité sauf une voix la candidature Musy pour succéder au libéral Ador, en échange bien entendu de l'appui conservateur pour les candidats radicaux présentés pour les

---

<sup>185</sup> s.n.: «Le droit du canton de Fribourg à un siège au Conseil fédéral», in *La Liberté*, 1.12.1919.

<sup>186</sup> Voir la citation de la lettre de J. Räber du 12.11.1919, in M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 54. Voir aussi L. RÄBER: *Ständerat Räber. Ein Leben im Dienst der Heimat 1872-1934*, Einsiedeln/Zürich/Köln, Benziger, 1950, p. 157.

<sup>187</sup> P. MENZ: *op. cit.*, p. 88.

<sup>188</sup> Inscription du 13.12.1919, citée in L. RÄBER: *op. cit.*, p. 157.

deux autres mandats à repourvoir<sup>189</sup>. Ce soutien de la fraction radicale explique probablement l'élection au premier tour de Musy, malgré l'échec peu auparavant de Paul Maillefer, syndic de Lausanne, conseiller national et candidat radical officiel à la succession de Décoppet<sup>190</sup>.

Comme nous l'avons déjà vu, beaucoup de radicaux suisses se montrent dès 1913 favorables à Musy. Et, à la fin de 1919, le Fribourgeois compte toujours de nombreux appuis dans le camp radical. À en croire une lettre de Rärer du 12 novembre 1919, Musy semble même bénéficier du soutien du radical Schulthess, l'homme fort du gouvernement fédéral: «Die Wahl Musy's ist hinter den Kulissen fertig. [Bundesrat] Schulthess hat schon mit ihm die Departementsverteilung besprochen. Die Situation ist wirklich so, dass nur Musy in Frage kommen kann, sollen nicht zwei welsche Freimaurer gewählt werden. Aber wie die Geschichte hinter dem Rücken der Fraktion gemacht wird, ist nicht sonderlich erbaulich.»<sup>191</sup> À la mi-novembre, Rärer indique donc que Musy et Schulthess ont déjà parlé de la répartition des départements. Une entente entre les deux hommes semble avoir été trouvée, au demeurant dans le dos du groupe conservateur.

La chaude recommandation qu'obtient Musy du parti radical fribourgeois à l'attention de la fraction radicale de l'Assemblée fédérale fait également monter ses actions<sup>192</sup>. Reconnaissants envers Musy de leur avoir permis d'entrevoir une intégration aux affaires du canton, les radicaux fribourgeois jouent la carte cantonale.

---

<sup>189</sup> Maillefer en remplacement de Décoppet, Scheurer à la place de Müller. Voir P. MENZ: *op. cit.*, p. 88.

<sup>190</sup> Maillefer doit surtout son échec aux bruits qui courent sur sa vie privée, à son appartenance à une loge maçonnique et aux rancunes qu'il a suscitées jusque dans son propre parti pendant la guerre, notamment lors de l'affaire des colonels où il s'en était pris à l'état-major et aux Suisses alémaniques. Outre les réticences qu'il provoque aussi chez les socialistes, Maillefer a, en particulier aux yeux des conservateurs-catholiques, le défaut d'être franc-maçon. Sur l'échec de la candidature Maillefer et l'élection de Chuard, voir J. ROCHAT: «Ernest Chuard, le conseiller fédéral malgré lui», in *RSH*, 39, 1989, 2, pp. 171-188; P. MENZ: *op. cit.*, pp. 67-85; A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 73-90.

<sup>191</sup> Lettre de J. Rärer à sa femme, 12.11.1919, citée in M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 54. Voir aussi L. RÄBER: *op. cit.*, p. 157.

<sup>192</sup> Le 3 décembre 1919, le *Vaterland* conservateur de Lucerne publie le texte suivant du parti radical fribourgeois: «Die grossen Dienste, die Herr Musy unserem Kanton geleistet hat, und die versöhnende Haltung, die er bei verschiedenen Gelegenheiten unserer Minderheitspartei gegenüber im politischen Leben Freiburgs eingenommen, verbunden mit der Überzeugung, die wir haben, dass seine administrativen Fähigkeiten und seine Kenntnisse in der Finanzwirtschaft aus ihm einen ausgezeichneten Verfechter der Interessen unseres lieben schweizerischen Vaterlandes machen werden, bewegen uns zu diesem Schritt. Herrn Musy zu diesem hohen Amt berufend, würde die Bundesversammlung zum ersten Mal einen Freiburger in den Bundesrat senden, und die Ehre würde auf den ganzen Kanton Freiburg zurückfallen.» (Cité in P. MENZ: *op. cit.*, p. 90). Comme nous l'avons vu, Musy et les radicaux fribourgeois collaborent *de facto* dès 1912 en de nombreuses occasions, dans une atmosphère beaucoup plus consensuelle que cela n'avait été le cas sous le régime Python. Sans être un adversaire gênant dont ils espèrent se débarrasser à tout prix, Musy est donc avant tout l'homme de l'ouverture pour les radicaux fribourgeois. Pour une thèse différente, voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 54.

Avant les élections, Musy obtient aussi l'appui d'une bonne partie de la presse radicale, notamment du *Bund* et de la *NZZ*, les deux quotidiens les plus influents de Suisse alémanique<sup>193</sup>. Il reste que quelques radicaux, surtout à l'aile gauche du mouvement, émettent certaines réserves, entre autres à travers la *National-Zeitung* de Bâle et le *Luzerner Tagblatt*; le premier journal qualifiant Musy de «réactionnaire» inflexible<sup>194</sup>, le second penchant plutôt pour une candidature de William E. Rappard<sup>195</sup>. À en croire Ernst Steinmann, ancien secrétaire central du parti radical suisse et correspondant fédéral de la *National-Zeitung* et du *Luzerner Tagblatt*, qui semble par ailleurs n'avoir jamais ressenti beaucoup de sympathie pour Musy, la candidature de celui-ci n'est acceptée qu'à contrecœur par les radicaux, contraints de limiter la casse<sup>196</sup>. Dans l'absolu, les radicaux auraient certes préféré désigner un des leurs. La réalité commande. Politiquement obligé de choisir un conservateur-catholique de préférence romand, versé dans les affaires financières, connu du Parlement et décidé à combattre le socialisme sous toutes ses formes, la plupart des radicaux n'éprouvent finalement aucun problème à soutenir Musy.

Quant à la candidature du professeur et diplomate genevois William Rappard, c'est, à lire le *Journal de Genève*, un «groupe d'intellectuels genevois et vaudois» qui se trouve à son origine<sup>197</sup> et, selon *La Liberté*, elle est «lancée au début pour empêcher M. Musy d'occuper le siège de M. Ador»<sup>198</sup>. Vraiment? Loin d'être une manœuvre menée initialement par d'irréductibles ennemis politiques de Musy qui ne chercheraient qu'à saboter ses chances d'accéder au gouvernement, il semble s'agir plutôt, comme l'atteste l'action primitive de plusieurs représentants de la bourgeoisie genevoise, du reste souvent favorable à Musy, d'un mouvement en faveur d'une figure genevoise, dans le style libéral-conservateur d'un Ador. Que des opposants déclarés de Musy, notamment socialistes, donnent par la suite de l'ampleur à cette candidature genevoise en l'appuyant au moment d'élire le

<sup>193</sup> P. MENZ: *op. cit.*, pp. 88-89.

<sup>194</sup> *National-Zeitung*, 9.12.1919, cité in M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 54.

<sup>195</sup> P. MENZ: *op. cit.*, pp. 89-90, 95-96.

<sup>196</sup> E. STEINMANN: *Aus Zeit und Streit. Notizen eines Politikers*, Bern, P. Haupt, 1953, pp. 223ff. À lire d'autres souvenirs, ceux de Heinrich Walther qui évoque les manœuvres ayant précédé l'élection de Musy au Conseil fédéral en 1919, Ernst Steinmann est déjà alors un sévère adversaire du Fribourgeois. Voir P. MENZ: *op. cit.*, p. 96.

<sup>197</sup> s.n.: «Candidatures au Conseil fédéral», in *Journal de Genève*, 26.11.1919. Au début de novembre 1919, le correspondant fédéral de la *Gazette de Lausanne* se fait déjà l'écho d'une candidature «éventuelle» de Rappard, professeur à l'Université de Genève et connu principalement comme chef de la mission suisse aux États-Unis, à la succession d'Ador. (s.n.: «La succession de M. Ador», in *La Liberté*, 8.11.1919).

<sup>198</sup> s.n.: «Une journée historique et dramatique. Visions de séance», in *La Liberté*, 12.12.1919. (Voir aussi G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 43; P. MENZ: *op. cit.*, pp. 85-86). La *NZZ*, certes plutôt favorable à Musy, affiche également de la sympathie pour la candidature Rappard. (A. F. REBER: *op. cit.*, n. 27 (p. 77, 11.12.1919)).

successeur d'Ador relève essentiellement de considérations tactiques dirigées contre la moins consensuelle des deux personnalités et non d'un soutien authentique à Rappard. Entre deux antiétatistes se rejoignant sur plusieurs points en matière économique, nombre d'adversaires de Musy, sans nourrir la moindre illusion sur les chances de Rappard, votent sans doute pour le professeur genevois sans grande conviction, mais juste avec l'espoir de rendre moins glorieuse l'élection de l'homme politique fribourgeois, un dur parmi les durs du camp antisocialiste. En définitive, le but de la plupart de ceux qui préfèrent Rappard n'est pas tant de le faire nommer que de ternir quelque peu l'éclat de la victoire promise à Musy. Au nombre des raisons qui militent initialement pour la candidature de Rappard, qui n'appartient ni à un parti ni au parlement et qui ne manifesterait jamais l'intention de participer à la campagne, son biographe n'attribue d'ailleurs aucunement aux promoteurs principaux de cette candidature une quelconque volonté de barrer la route à Musy en particulier<sup>199</sup>.

La candidature de Heinrich Walther est également mise en avant par quelques radicaux opposés à Musy, mais cette manœuvre bute contre le refus catégorique de Walther de se laisser entraîner dans ce qu'il appelle une «action anti-Musy»<sup>200</sup>.

L'appui d'une grande majorité de la fraction radicale se révèle essentiel pour envisager une entrée au Conseil fédéral. Fort de ce soutien, Musy n'a pas vraiment à s'inquiéter de l'hostilité que lui manifestent les socialistes et quelques radicaux de gauche. Bien au contraire, son antisocialisme intransigeant constitue sans aucun doute un atout dans un Parlement encore traumatisé par le séisme de novembre 1918.

#### 2.4.3. *Le 11 décembre 1919*

L'Assemblée fédérale qui se rassemble le 11 décembre 1919 pour élire les conseillers fédéraux présente un visage inédit suite, nous l'avons vu, au renouvellement du Conseil national selon la représentation proportionnelle. Outre une nouvelle donne politique entre les partis, on compte une huitantaine de nouveaux élus, siégeant depuis quelques jours seulement sous la coupole, parmi les 189 conseillers nationaux et les 44 conseillers aux États convoqués le 11 décembre. Pour ces élections dont on pressent qu'elles feront date, quasiment tous les députés sont présents. Les tribunes sont comblées à craquer.

Les fractions radicale, conservatrice, agrarienne et libérale présentent une liste

---

<sup>199</sup> V. MONNIER: *William E. Rappard. Défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale*, Genève, Slatkine et Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1995, pp. 269-270. Sur la candidature Rappard, voir aussi A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 73-82; P. MENZ: *op. cit.*, pp. 74, 76, 85-86 et 89.

<sup>200</sup> ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 17.

commune composée de Motta, Schulthess, Calonder, Haab, Scheurer, Maillefer et Musy<sup>201</sup>. Tout d'abord, l'Assemblée fédérale réélit, en quatre scrutins successifs, les anciens conseillers fédéraux qui se représentent: Motta, Schulthess, Calonder et Haab. Ensuite, les parlementaires nomment, sans incident, le Bernois Karl Scheurer, en remplacement d'Eduard Müller. La sixième élection est plus mouvementée. Paul Maillefer, candidat radical officiel, n'est pas élu. Après quelques péripéties, c'est en effet le Vaudois Ernest Chuard qui, malgré lui, succède à Camille Décoppet. Par leurs nombreuses défections, les conservateurs ont grandement contribué à la défaite du candidat officiel des radicaux<sup>202</sup>.

Dès lors, Musy peut craindre pour sa propre candidature à la succession du Genevois Ador. Il n'en est pourtant rien. Lors de la septième et dernière élection au Conseil fédéral, le Fribourgeois, candidat officiel du parti conservateur, est facilement élu au premier tour. Sur 224 bulletins rentrés et 209 valables, il obtient 144 voix, dépassant largement les 105 suffrages nécessaires pour atteindre la majorité absolue. Ont également reçu des voix chez les conservateurs: Heinrich Walther qui en récolte six et le conseiller national valaisan Raymond Evéquoiz qui en obtient quatre<sup>203</sup>. On décompte quelques voix éparses et quinze bulletins blancs. Premier des viennent-ensuite, le Genevois William Rappard obtient quarante-trois voix<sup>204</sup>. Lancée avant tout par des milieux académiques genevois et soutenue par le groupe de politique social, la candidature Rappard était dirigée, à lire *La Liberté*, contre celle de Musy. Le Genevois a reçu l'appui des démocrates, d'une partie des socialistes et de quelques radicaux de gauche. Cela ne suffit toutefois pas à ébranler l'entente électorale des forces de droite. Outre les voix de son parti, Musy a récolté les suffrages des radicaux, sans leur aile gauche, des libéraux et des agrariens.

L'élection du Fribourgeois au Conseil fédéral marque un glissement net à droite du gouvernement. Au demeurant, à en croire un diplomate en poste à l'ambassade de France à Berne, les «trois nouveaux Conseillers fédéraux [Scheurer, Chuard et Musy; n.d.a.] sont des adversaires résolus du socialisme avancé, contre qui ils ne craindront pas de lutter. À ce point de vue leur élection est un succès pour tous les partis bourgeois.»<sup>205</sup>

---

<sup>201</sup> A. F. REBER: *op. cit.*, p. 77; s.n.: «Une journée historique et dramatique. Visions de séance», in *La Liberté*, 12.12.1919.

<sup>202</sup> J. ROCHAT: *op. cit.*, p. 183; P. MENZ: *op. cit.*, p. 77.

<sup>203</sup> Données bio. sur Raymond Evéquoiz (1863-1945): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale...* *op. cit.*, 1, p. 863; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* *op. cit.*, n. 148 p. 251.

<sup>204</sup> Voir P. MENZ: *op. cit.*, p. 85; A. F. REBER: *op. cit.*, p. 82.

<sup>205</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 7: télégr. de Clinchant, pour le MAE (à Paris), 12.12.1919.



Tableau 7. Élection de Jean-Marie Musy au Conseil fédéral, 11 décembre 1919

Bulletins délivrés:	227
Bulletins rentrés:	224
Blancs:	15
Nuls:	–
Valables:	209
Majorité absolue:	105
Jean-Marie Musy est élu à la succession de Gustave Ador au premier tour par 144 voix	
Obtiennent aussi des voix:	
- William Rappard (GE, sans parti)	43
- Heinrich Walther (LU, PCPS)	6
- Raymond Evéquo (VS, PCPS)	4
- divers (entre 1 et 3 voix)	12

Septante-deux ans après la guerre du Sonderbund, Musy devient le premier conseiller fédéral fribourgeois. Son élection est annoncée aux Fribourgeois par la voix du canon et un biplan piloté par le sergent-aviateur Léon Progin qui survole Fribourg, Bulle et Albeuve<sup>206</sup>. Rejoignant le Tessinois Motta, il donne du même coup aux conservateurs-catholiques un deuxième siège au gouvernement. Tous les autres conseillers sont radicaux.

#### 2.4.4. *Ministre des finances*

Lors de la séance du Conseil fédéral du samedi 13 décembre 1919, Musy se voit confier sans grande surprise le difficile Département fédéral des Finances et des Douanes (DFFD)<sup>207</sup>. Bien que Scheurer, lui aussi fort de son expérience à la tête des finances de son canton, eût préféré revêtir les habits de grand argentier fédéral, le Bernois reçoit les affaires militaires<sup>208</sup>. Il est alors impensable, même si personne ne l'évoque publiquement, qu'un homme tenu pour «impropre» au service s'occupe de la défense nationale. Tout porte donc Musy vers le DFFD.

<sup>206</sup> s.n.: «L'élection de M. Musy», in *La Liberté*, 12.12.1919.

<sup>207</sup> AF, E 1004 1, vol. 273, Pv CF n° 4274, 13.12.1919.

<sup>208</sup> *Bundesrat Karl Scheurer. Tagebücher 1914-1929*, herausgegeben und eingeleitet von H. BÖSCHENSTEIN, Bern, Stämpfli, 1971, p. 205; C. KAISER: *op. cit.*, pp. 82 et 93. Voir aussi A. F. REBER: *op. cit.*, p. 83.

Avant l'élection du 11 décembre 1919, la presse a déjà évoqué la probable attribution de cet important portefeuille au Fribourgeois qui s'est taillé la réputation d'avoir mené une politique efficace d'assainissement des finances de son canton<sup>209</sup>. Très souvent orientées vers les problèmes financiers, ses interventions sur la scène fédérale, notamment au sein de diverses commissions, ont en outre attiré plus d'une fois l'attention. L'homme est rodé. Il n'aura pas besoin d'une longue période d'adaptation avant de gouverner à plein régime.

Avec l'augmentation croissante des tâches attribuées à la Confédération, surtout dès la fin du XIXe siècle et plus encore à partir de la Première Guerre mondiale, ce dicastère est devenu «un département clé, qui, en tant qu'instrument de financement, pèse d'un grand poids dans tous les ministères.»<sup>210</sup> De tous les conseillers fédéraux, le ministre des finances est celui qui a une mission de coordination particulièrement importante à jouer entre les différents départements. Aux finances, le nouveau conseiller fédéral conservateur succède à Motta, seul représentant du parti conservateur à l'exécutif fédéral jusqu'à l'élection de Musy. Les affaires financières lui vont comme un gant.

Tableau 8. Composition politique du Conseil fédéral<sup>211</sup>

Année	PRD	PDC	UDC	PSS	Libéral
1848	7				
1891	6	1			
1917	5	1			1
1919	5	2			
1929	4	2	1		
1943	3	2	1	1	
1953	4	2	1		
1954	3	3	1		
1959	2	2	1	2	

<sup>209</sup> Voir p.e. s.n.: «Candidatures au Conseil fédéral», in *Journal de Genève*, 26.11.1919; s.n.: «Der Beginn der eidgenössischen Tagung», in *Der Bund*, 3.12.1919.

<sup>210</sup> U. ALTERMATT: «Conseil fédéral...» *op. cit.*, p. 37. Voir aussi U. ALTERMATT: «Die Departemente der Bundesverwaltung. Eine historische Skizze», in B. PRONGUE, J. RIEDER, C. HAUSER et F. PYTHON (éd.): *Passé Pluriel. En hommage au professeur Roland Ruffieux*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1991, pp. 301-302.

<sup>211</sup> Sur le plan national, la plupart des partis politiques se constituent tardivement: le PSS est définitivement fondé en 1888, le PRD en 1894 et le PCPS (PDC dès 1970) en 1912. Après l'apparition de partis cantonaux dès 1917/1918, le PAB (UDC dès 1971) est créé sur le plan suisse en 1936. Souvent, au début, la classification ne renvoie donc pas à l'appartenance formelle à un parti, mais à une famille d'esprit et à une direction politique.

## 2.5. Les principales significations de l'élection au Conseil fédéral

### 2.5.1. *La fin de l'après-guerre sonderbundien*

Resituée dans la longue durée, l'élection de Musy n'est qu'une étape de la lente intégration des catholiques à l'État fédéral. Une borne emblématique qui marque la fin de l'après-guerre sonderbundien et le début d'un âge d'or du catholicisme helvétique<sup>212</sup>. Avec Motta aux affaires étrangères et Musy aux finances, les conservateurs occupent deux postes clés de la politique fédérale, quand bien même les radicaux disposent encore de cinq sièges sur sept au gouvernement.

Outre l'octroi aux conservateurs d'un second mandat au Conseil fédéral, d'autres événements comme l'élection le 11 décembre 1919 de Motta à la présidence de la Confédération pour l'année suivante et le rétablissement en 1920 de la nonciature en Suisse, 47 ans après la rupture des relations diplomatiques avec le Vatican, montrent que les catholiques helvétiques se trouvent au lendemain de la Première Guerre mondiale au seuil d'une nouvelle ère<sup>213</sup>. Face à la montée du mouvement ouvrier, radicaux et conservateurs se rapprochent. Exclue de cette ébauche de démocratie consensuelle à droite, la gauche aura aussi son petit bout de chemin à faire pour sortir de l'isolement.

### 2.5.2. *L'intégration de Fribourg à l'État fédéral*

Pour les Fribourgeois, en majorité catholiques et conservateurs, l'accession de Musy au Conseil fédéral a une signification toute particulière. Au-delà des commentaires souvent emphatiques de la presse fribourgeoise, ainsi que des réceptions enthousiastes et des cortèges aux allures de triomphe qui accompagnent le retour de Musy dans son canton, elle contribue surtout à sortir les Fribourgeois de leur complexe d'infériorité hérité de la défaite humiliante de 1847. De 1848 à 1919, les circonstances n'avaient pas permis l'entrée d'un

---

<sup>212</sup> Sur l'âge d'or du milieu catholique de 1920 à 1950, voir U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi...* *op. cit.*, pp. 112-114; U. ALTERMATT: «Die goldenen Jahre des Milieukatholizismus 1920-1945», in U. ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, pp. 3-24; P. CHENAUX: «La Suisse», in J.-M. MAYEUR (s.l.d.): *Histoire du christianisme des origines à nos jours*, vol. 12: *Guerres mondiales et totalitarismes (1914-1958)*, Paris, Desclée/Fayard, 1990, pp. 555-558. Pour les années vingt avant tout: M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* *op. cit.*, 547 p.

<sup>213</sup> Sur le rétablissement de la nonciature, voir K. KISTLER: *Die Wiedererrichtung der Nuntiatur in der Schweiz (1920). Ein Beitrag zur schweizerischen Kirchenpolitik 1914-1925*, Bern/Frankfurt a.M., Lang, 1974, 282 p.; C. ALTERMATT: «Die Beziehungen der Schweiz zum Vatikan nach der Wiedererrichtung der Nuntiatur im Jahre 1920», in U. ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, pp. 331-342; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* *op. cit.*, pp. 56-64.

Fribourgeois au Conseil fédéral. Ni Hubert Charles dans le jeune État fédéral, ni Louis de Weck-Reynold en 1878, ni Georges Python en 1911 n'avaient pu accéder à la plus haute magistrature de l'État fédéral, malgré l'importance de leur stature politique. Avec l'élection de Jean-Marie Musy le 11 décembre 1919, les Fribourgeois se sentent enfin devenir des citoyens à part entière. Pour beaucoup d'entre eux, il y a désormais un avant et un après 1919.

Même la presse pythoniste y va de ses louanges et évoque la «réputation financière de bon aloi» que le Gruérien s'est forgée à Fribourg<sup>214</sup>. On occulte momentanément le conflit interne au parti conservateur fribourgeois. Les radicaux ne sont pas les seuls à relever l'œuvre d'assainissement entreprise par Musy, leur allié objectif. Une belle unanimité se forme, pour la circonstance, autour du héros cantonal.

Le vendredi 12 décembre 1919, juste avant de se rendre l'après-midi à Fribourg où on s'apprête à le fêter en grande pompe, Musy a tout d'abord droit aux félicitations des Fribourgeois de Berne dont Gonzague de Reynold, chantre des valeurs nationales et du Fribourg «éternel», se fait le porte-parole lyrique<sup>215</sup>. Puis, le nouvel élu se rend par train spécial sur les bords de la Sarine. Pavoisée, la ville de Fribourg fait, en ce 12 décembre 1919, un accueil triomphal à son conseiller fédéral. Une foule en liesse lui rend hommage. Tout ce que la république compte de notables, petits et grands, se presse pour saluer l'illustre magistrat. Autorités civiles et religieuses sortent leurs plus beaux habits. L'impressionnant cortège est réglé dans le moindre détail<sup>216</sup>. On y vient comme à une célébration. Militaires, ecclésiastiques, politiciens, sportifs, écoliers défilent fièrement. Un absent à la réception organisée par le Conseil d'État: Georges Python qui s'est fait excuser<sup>217</sup>.

Ernest Perrier, président du Conseil d'État, s'attache à relever les talents financiers de Musy et brode sur le thème de la mission patriotique de Fribourg<sup>218</sup>. D'autres orateurs cherchent aussi la raison principale de l'honneur fait au canton dans les jours sombres de novembre 1918 et la tenue des troupes fribourgeoises.

---

<sup>214</sup> s.n.: «M. Musy conseiller fédéral», in *La Liberté*, 11.12.1919.

<sup>215</sup> s.n.: «Der Empfang des neuen Bundesrates in Freiburg», in *Freiburger Nachrichten*, 13.12.1919; s.n.: «Hommage des Fribourgeois de Berne à M. Musy», in *La Liberté*, 16.12.1919. Voir aussi G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, pp. 724-725; ainsi que ALS, fs Reynold, Ace 20.4: discours tenu par Reynold à un banquet pour l'élection de Musy au Conseil fédéral, décembre 1919, 2 p. Si, dans ses mémoires, Reynold indique effectivement la date exacte, il se montre par contre moins précis dans le déroulement de cette journée: c'est à Berne, avant le départ de Musy pour Fribourg, que Reynold le salue au nom de la colonie fribourgeoise.

<sup>216</sup> s.n.: «La réception à Fribourg de M. Musy, conseiller fédéral», in *La Liberté*, 11.12.1919.

<sup>217</sup> s.n.: «La réception de M. le conseiller fédéral Musy à Fribourg», in *La Liberté*, 13.12.1919.

<sup>218</sup> Le discours de Perrier est reproduit sous le titre «La réception de M. le conseiller fédéral Musy à Fribourg», in *La Liberté*, 13.12.1919.

Musy renchérit à l'envi<sup>219</sup>. Ironie de l'histoire: celui qui tire la plus grande gloire de cette élection, reconnaissance du sacrifice consenti surtout par de modestes paysans fribourgeois, n'a aucune expérience militaire et ne jouit pas vraiment des mêmes conditions de vie que celles qui ont cours dans les campagnes fribourgeoises. Peu importe, il restera pour longtemps celui «qui, aux yeux de tout Fribourgeois, symbolise, depuis 1918, l'héroïsme de nos chers soldats.»<sup>220</sup> Politiquement, le discours du 10 décembre 1918 a été un coup de maître.

Encore commotionné par la grève générale et au prise avec les difficultés du temps présent, le peuple trouve des échappatoires dans les discours patriotiques des élites. On lui sert les images rassurantes d'une société rurale harmonieuse, gardienne des vraies valeurs nationales. La terre et le paysan sont portées au pinacle, on invoque le Seigneur et, tout naturellement, on entonne *Le Vieux Chalet* de l'abbé Bovet<sup>221</sup>, ainsi qu'une chanson inédite du célèbre barde fribourgeois: *Le fils de la montagne a gravi le sommet*<sup>222</sup>. En quelques mots, l'abbé musicien pose l'homme dans son décor, déplace les accents et, finalement, le réinvente quelque peu pour mieux satisfaire aux attentes populaires.

Après Fribourg, la Gruyère acclame également le nouvel élu. Bulle (14 décembre 1919)<sup>223</sup> et Albeuve (11 janvier 1920)<sup>224</sup> sont en grande toilette pour

- 
- <sup>219</sup> Un des discours de Musy est publié à la même rubrique que celle citée à la note précédente. (*Ibid.*).
- <sup>220</sup> Propos rapportés sous s.n.: «La réception de M. Musy, président de la Confédération. À Fribourg», in *La Liberté*, 12.12.1924.
- <sup>221</sup> Gaston Castella prétend que c'est «à Jean Musy que pensait l'auteur du *Vieux Chalet* lorsqu'il ajouta à son chant rustique, célèbre aujourd'hui dans le monde entier, la strophe sur le "nouveau chalet", que "Jean, d'un cœur vaillant, a reconstruit plus beau qu'avant".» (G. CASTELLA: *op. cit.*, pp. 19-20). L'historien Patrice Borcard, biographe de Joseph Bovet, démontre que ce n'est pas l'homme d'État fribourgeois qui a inspiré l'abbé chantant. (P. BORCARD: *Joseph Bovet... op. cit.*, p. 180). Musy et Joseph Bovet ont tous deux étudié au Pensionnat Saint-Charles à Romont et au Collège Saint-Michel à Fribourg, mais le premier ne se trouvait plus ni dans l'un ni dans l'autre lorsque le second y entra. (Voir les listes de classe dans les *Tableaux des prix et des notes de mérite* du Collège Saint-Michel, 1891-1900).
- <sup>222</sup> Voir sous: «Toast de M. Musy, conseiller fédéral», in *La Liberté*, 24.12.1919. Comme l'indique la presse de l'époque, la chanson *Le fils de la montagne* est interprétée pour la première fois en 1919, lors de l'élection de Musy au Conseil fédéral. À la fin de 1924, l'abbé Bovet ressort ce titre de son tiroir à l'occasion de l'accession de Musy à la présidence de la Confédération. (Voir s.n.: «La réception de M. Musy, président de la Confédération. À Fribourg», in *La Liberté*, 12.12.1924). Voir aussi J.-L. MATTHEY (s.l.d.): *Abbé Joseph Bovet. Catalogue des œuvres*, Fribourg, Bibliothèque cantonale et universitaire, 1985, pp. 71 et 74.
- <sup>223</sup> s.n.: «M. Musy, conseiller fédéral à Bulle», in *Le Fribourgeois*, 15 et 16.12.1919; s.n.: «La réception de M. Musy en Gruyère», in *La Gruyère*, 16 et 19.12.1919. — L'accueil à Bulle restera gravé dans la mémoire de Musy et de sa femme. Le 14 décembre 1944, l'ancien conseiller fédéral dira à celle-ci: «Il y a juste 25 ans aujourd'hui qu'il y avait la réception à Bulle.» Ce à quoi son épouse répondra: «Oui, j'y ai pensé ce matin. On ne pourra pas revivre ça.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et sa femme, 14.12.1944).
- <sup>224</sup> S\*: «La réception de M. le Conseiller fédéral Dr Jean Musy à Albeuve», in *Le Fribourgeois*, 10.1.1920; s.n.: «La réception de M. Musy à Albeuve», in *Le Fribourgeois*, 13.1.1920; s.n.: «La réception de M. le Dr Jean Musy, Conseiller fédéral, à Albeuve», in *Le Fribourgeois*, 19

l'accueillir. Sur la terre de son enfance, il exalte l'amour du sol natal et le patriotisme des populations montagnardes<sup>225</sup>. Les autres intervenants puisent au même réservoir identitaire pour glorifier la Gruyère et l'un de ses fils les plus célèbres. Radicaux et conservateurs rivalisent de virtuosité pour récupérer un peu de sa gloire<sup>226</sup>. Au domicile du premier conseiller fédéral fribourgeois, les messages de félicitations ne cessent d'affluer<sup>227</sup>.

Musy au Conseil fédéral, il est remplacé par Romain Chatton au Conseil d'État et par Paul Morard, fils de l'ancien «président de la Gruyère» Louis Morard, au Conseil national<sup>228</sup>. Actif sous d'autres cieux, le premier conseiller fédéral fribourgeois gardera toujours un œil sur les affaires cantonales, n'hésitant pas à intervenir à l'occasion.

### 2.5.3. *Une victoire pour la Suisse romande, un succès pour la paysannerie et la banque*

Candidat de la Suisse romande, mais tout de même ressortissant d'un canton bilingue, Musy avait de ce fait, nous l'avons déjà dit, un atout majeur dans son jeu. Sur le plan intérieur, il incarne la réconciliation, une sorte de pont par-dessus le fossé moral qui a divisé les deux principales communautés nationales. Son élection est toutefois perçue essentiellement comme une victoire de la Suisse romande. C'est aussi le cas pour l'étranger et en premier lieu pour les puissances victorieuses. À leurs yeux, le nouveau conseiller fédéral représente la partie suisse qui leur est la plus favorable. Avec deux Romands et un Tessinois, sur sept conseillers fédéraux, la Suisse latine est particulièrement bien servie.

L'élection de Musy, conjuguée à celles de Scheurer et Chuard, tous deux également bien disposés à l'égard de l'agriculture, constitue également un succès pour le monde paysan. Mais cette nomination, qui s'inscrit dans le sillage de l'émergence d'une place financière suisse performante, marque encore plus une victoire pour les milieux bancaires. Mises sur orbite par la Première Guerre mondiale, les banques helvétiques jouent dorénavant un rôle important de plaque

---

et 20.1.1920. Voir également AEF, fs J.-M. Musy: lettres d'excuses et télégrammes de félicitations pour la fête à Albeuve, le 11.1.1920.

<sup>225</sup> Discours de Musy reproduit sous le titre «M. Musy, conseiller fédéral à Bulle», in *Le Fribourgeois*, 16.12.1919.

<sup>226</sup> J. STEINAUER: «Le sentiment gruérien. Jean-Marie Musy en terres radicales», in *La Gruyère*, 18.3.1999.

<sup>227</sup> Le fonds Musy contient de nombreuses félicitations adressées au Fribourgeois à l'occasion de son élection au Conseil fédéral. Citons entre autres celles de sa sœur Pauline, du banquier Schnyder von Wartensee, du conseiller d'État radical Victor Buchs et de Paul Bondallaz. (AF, fs Musy, vol. 54). En 1920, Musy reçoit la bourgeoisie d'honneur de Fribourg. (G. CASTELLA: *op. cit.*, hors-texte [p. 46]).

<sup>228</sup> Données bio. sur Paul Morard (1879-1930): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 397-398; N. BALMAT: *op. cit.*, p. 201.

tournante des capitaux étrangers<sup>229</sup>. Soucieuses de se ménager de forts appuis politiques, elles ne peuvent que se féliciter de l'arrivée au gouvernement de Musy, habile défenseur de leurs intérêts.

Par la voix du libéral genevois Horace Micheli, un des supporters de la première heure du Fribourgeois, le *Journal de Genève*, proche des milieux bancaires genevois, se réjouit de cette élection et compte sur Musy «pour faire triompher une politique semblable [à celle qu'il a menée à Fribourg; n.d.a.], à la fois traditionnaliste [sic] et très moderne, dans l'ensemble de la Confédération»<sup>230</sup>. Satisfaite de cette désignation, la *NZZ*, très liée aux élites industrielles et financières du pays, relève aussi les tendances modernes du conservateur fribourgeois. Le quotidien zurichois fait comprendre que son élection représente un renforcement de l'emprise des milieux économiques sur l'orientation du gouvernement: «Von den Sozialdemokraten, denen er in der Generalstreikdebatte in einer viel bemerkten Rede gegenübergetreten ist, als reaktionär verschrien, von den bürgerlichen Parteien namentlich als Finanzpolitiker sehr geschätzt, wird er im Bundesrat namentlich eine Verstärkung des volkswirtschaftlichen Elementes sein.»<sup>231</sup>

Sensible aux revendications paysannes, bien que profondément libéral en matière économique, Musy incarne le compromis antisocialiste entre le monde agricole et la bourgeoisie industrielle et financière. Son avènement à la plus haute magistrature fédérale signifie également l'alliance, certes souvent tendue, entre les fédéralistes les plus déterminés et les partisans, avant tout radicaux, d'un interventionnisme étatique et d'une centralisation plus prononcés. En outre, pour Sébastien Guex, on peut comprendre son élection au Conseil fédéral «comme le symbole d'un rapprochement entre l'aile patronale du Parti radical et ce que, par opposition au courant chrétien-social et au courant traditionaliste, il faut appeler l'aile "entrepreneuriale" du Parti catholique-conservateur»<sup>232</sup>.

#### 2.5.4. *La polarisation des camps*

L'accès de Musy au Conseil fédéral représente aussi un moment fort du passage à l'offensive des milieux bourgeois contre le mouvement ouvrier, ainsi

---

<sup>229</sup> Voir p.e. L. RUGGIA: *op. cit.*, pp. 77-95.

<sup>230</sup> H. M. [H. MICHELI]: «Après la journée de Fribourg», in *Journal de Genève*, 17.12.1919. — Données bio. sur Horace Micheli (1866-1931): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 956-957; P. STETTLER: *Das außenpolitische Bewußtsein... op. cit.*, pp. 389-390.

<sup>231</sup> s.n.: «Die Bundesratswahl», in *NZZ*, 12.12.1919.

<sup>232</sup> S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 262. Pour une présentation générale des courants conservateurs en Suisse, voir E. GRUNER: «Konservatives Denken und konservative Politik in der Schweiz», in G.-K. KALTENBRUNNER (Hg.): *Rekonstruktion des Konservatismus*, Freiburg i. B., Rombach, 1972, pp. 241-272.

qu'un net glissement à droite de l'exécutif. Ce sont là certainement les deux principales significations. Si, directement après le choc de novembre 1918 qui remet en question la légitimité même des élites, une grande partie du bloc bourgeois est prête à jeter du lest pour éviter le pire, la seconde moitié de 1919 est marquée par une polarisation croissante du clivage droite-gauche. De nouvelles grèves, notamment durant l'été 1919 à Bâle et à Zurich, indiquent que le feu couve toujours sous la braise.

L'élection du Fribourgeois symbolise ainsi la formation d'un bloc des droites majoritaire dressé contre le socialisme qu'il ne suffit plus d'endiguer, mais qu'il faut faire refluer. À la fin de l'année 1919, l'heure est à l'affrontement idéologique. Musy n'a aucune peine à endosser le rôle de faucon prêt à mener une lutte sans compromis contre la gauche et enclin même à chercher la confrontation. En portant leur choix sur lui, les députés n'accordent pas une priorité absolue à une qualité généralement requise pour accéder au collège gouvernemental et pour devenir un véritable père de la patrie: l'esprit de conciliation.

Pourtant, son accession au gouvernement marque aussi un pas supplémentaire vers la fameuse formule magique dans le sens où elle inaugure la tradition du deuxième siège conservateur; elle constitue même une étape importante vers une représentativité encore plus grande des principaux partis politiques, PSS y compris, au sein de l'exécutif fédéral. Sur le chemin qui mène à la démocratie consensuelle, l'élection de Musy, adversaire acharné de toute ouverture à gauche, tient donc un peu du paradoxe.



**DEUXIEME PARTIE**

**DE LA DEFENSE DE L'ORDRE ETABLI  
AUX PREMIERS SIGNES DE SA REMISE EN CAUSE,  
1920-1930**



## CHAPITRE 4

### LES DEBUTS AU CONSEIL FEDERAL, 1920-1925

La guerre a changé le visage de l'Europe et la physionomie du monde. Le Vieux Continent en sort ruiné. Il s'efface encore un peu plus devant la puissance économique des États-Unis. Au terme de la conflagration, de nombreux États, belligérants ou non, doivent notamment faire face à une dette énorme. La Suisse n'y échappe pas. En reprenant les finances fédérales, Musy n'a donc pas la tâche facile. Encore largement répandue après le conflit mondial, la théorie économique dont il s'inspire relève d'un libéralisme très classique, hérité de la fin du XIXe siècle. Il s'agit de revenir au plus vite à la situation et aux conceptions libérales de l'avant-guerre, l'époque de référence. Seule la voie déflationniste et le rétablissement de l'étalon-or, pense-t-on généralement, peuvent permettre le redressement de l'économie.

Le DFFD agit en particulier dans deux domaines importants, très étroitement liés l'un à l'autre et, de manière plus générale, indissociables de la politique économique de l'État: la politique financière ou budgétaire et la politique monétaire de la Confédération<sup>1</sup>. Pour chacun de ces champs d'activité, et même s'il n'arrive pas au gouvernement avec, sous le bras, un dossier de mesures à réaliser selon un calendrier établi d'avance, Musy s'assigne une ligne directrice ferme, invariable de 1920 à 1934. En matière de politique financière, il s'agit d'assainir et d'équilibrer les finances publiques; en matière de politique monétaire, de garantir la stabilité du franc suisse par le maintien strict de l'étalon-or et de préserver la confiance dans la monnaie nationale<sup>2</sup>. La ligne suivie par le grand

---

<sup>1</sup> Nous allouons la même signification aux expressions «politique financière» et «politique budgétaire», nous inspirant en cela de S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 13. Pour étudier l'activité de Musy en tant que chef du DFFD, nous nous basons également sur la distinction faite par cet auteur entre politique monétaire et politique financière.

<sup>2</sup> Ces deux objectifs, largement défendus par les élites politiques et économiques de l'époque, ressortent de nombreuses études dont on ne prétend pas dresser la liste exhaustive. Voir entre autres E. KÄNZIG: «Die Bundesfinanzen», in R. F. BEHRENDT (e.a.): *Strukturwandlungen der schweizerischen Wirtschaft und Gesellschaft. Festschrift für Fritz Marbach zum 70. Geburtstag*, Bern, Stämpfli, 1962, pp. 273-276; W. BICKEL: «Die öffentlichen Finanzen», in *Ein Jahrhundert schweizerischer Wirtschaftsentwicklung. Festschrift zum hundertjährigen Bestehen der Schweizerischen Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft 1864-1964*, Bern, Stämpfli, 1964, pp. 285-294; W. SCHMID: *Geschichte des Schweizer Frankens*, Bern, Paul Haupt, 1975 (1948), pp. 47-78; R. RUFFIEUX: «Quatorze ans ministre des finances», in *La Liberté*, 10/11.4.1976; G. ARLETTAZ: «Les finances de l'État fédéral de 1848 à 1939.

argentier n'a rien d'extraordinaire.

Dans les hautes sphères du pouvoir, l'équilibre des comptes et la parité-or du franc tiennent lieu de commandements suprêmes. Bien plus, pour beaucoup, ils sont quasiment des fins en soi. Selon Musy et, plus généralement, les autorités politiques et financières de l'époque, il ne peut y avoir de prospérité durable sans un retour à l'orthodoxie budgétaire et à la stabilité des changes. Pour le spécialiste Eugen Böhler, le maintien de la parité constitue même, à cette époque, le but incontesté auquel tous les autres points de vue sont subordonnés<sup>3</sup>. En outre, fort de sa fonction de chef du DFFD, l'un des centres les plus importants de la machine gouvernementale, Musy se révèle vite être un des adversaires les plus énergiques à l'étatisme grandissant, perceptible depuis plusieurs décennies et que quatre années de guerre ont fortement stimulé. Dès le début, son action gouvernementale, marquée par un principe libéral de non-intervention ayant eu son heure de gloire au XIXe siècle, apparaît comme un combat contre l'une des grandes tendances qui s'accroissent au XXe siècle: le rôle croissant de l'État.

Dans son action politique, inséparable d'ailleurs de son activité de ministre des finances, le nouveau conseiller fédéral ne trahit pas les pronostics. Dès son entrée en fonction, il se fait le héraut du fédéralisme et mène une charge systématique contre le socialisme. C'est là, pour simplifier à peine, deux des raisons principales de sa présence au Conseil fédéral. Malgré une gauche helvétique en proie aux divisions internes et le renforcement progressif de son pôle démocratique, le fougueux magistrat ne baisse pas la garde. Stigmatisé, le PSS reste à ses yeux le parti de la révolution et de tout ce qu'il abhorre. Certes, les grands slogans auxquels les socialistes ne renoncent pas — lutte des classes, dictature du prolétariat, socialisation des moyens de production,... — ne peuvent que lui faire dresser les cheveux. Entre Musy et les socialistes se poursuit un véritable dialogue de sourds. À la moindre alerte, il descend dans l'arène pour combattre

---

Structures financières, administratives et documentaires», in *Études et Sources*, 3, 1977, pp. 57-83; H. U. JOST: «Menace et repliement 1914-1945», in *NHSS*, pp. 684 et 733; F. PYTHON: «Jean-Marie Musy...» *op. cit.*, pp. 356-359; R. BRASSEL-MOSER: *Dissonanzen der Moderne. Aspekte der Entwicklung der politischen Kulturen in der Schweiz der 1920er Jahre*, Zürich, Chronos, 1994, p. 57-58; C. KAISER: *op. cit.*, pp. 100-128; J. TANNER: «Goldparität im Gotthardstaat: Nationale Mythen und die Stabilität des Schweizer Frankens in den 1930er- und 40er-Jahren», in *Études et Sources*, 26, 2000, pp. 45-81. Ces deux buts ressortent également de plusieurs études, citées par la suite, sur des questions financières ou monétaires plus pointues. Nous proposons de présenter les grandes lignes de la politique financière et monétaire de Musy, nous renvoyons en particulier le lecteur au travail de Chantal Kaiser consacré à l'action de Musy au Conseil fédéral. (C. KAISER: *op. cit.*, pp. 100-128). Pour deux articles résumant cette action, tournée vers des finances fédérales saines et une monnaie forte, voir R. RUFFIEUX: «Quatorze ans ministre...» *op. cit.*; F. PYTHON: «Jean-Marie Musy...» *op. cit.*, pp. 356-359.

<sup>3</sup> E. BÖHLER: «Die Konjunkturpolitik», in R. F. BEHRENDT (e.a.) (Hg.): *Strukturwandlungen der schweizerischen Wirtschaft und Gesellschaft. Festschrift für Fritz Marbach zum 70. Geburtstag*, Bern, Stämpfli, 1962, p. 345.

tout ce qui a plus ou moins la forme du socialisme. Il a besoin du contact. Bien plus, l'opposition le grise. Il prend plaisir à la braver avec exagération. De nature, Musy est beaucoup plus un homme de pouvoir et de terrain qu'un homme de cabinet.

## 1. **Ministre des finances au sortir de la guerre: le retour à l'orthodoxie libérale**

Dans l'immédiat après-guerre, de la deuxième moitié de 1919 à 1920, l'économie suisse connaît une brève reprise<sup>4</sup>. Cette courte période de haute conjoncture prend brutalement fin au début de 1921. La crise culmine au cours de l'hiver 1921/1922<sup>5</sup>. Le chômage connaît une très forte poussée. Son ampleur ressemble à celle de la crise des années 1930. Sa durée est toutefois beaucoup moins longue. La statistique officielle du marché du travail indique l'évolution suivante pour les chômeurs complets: d'environ 3'000 unités en juin 1920, la

---

<sup>4</sup> Le découpage de l'époque 1920-1934, années durant lesquelles Musy tient la barre des finances fédérales, s'inspire d'une périodisation généralement admise par de très nombreux spécialistes: tout d'abord les années de l'après-guerre qui, après un bref essor, sont marquées par la crise brutale de 1921-1922 et la convalescence de 1923-1924 (chapitre 4); puis la période de reprise de la prospérité de 1925 à 1929 environ (chapitre 5); finalement la grande crise qui touche la Suisse surtout à partir de 1931-1932 (chapitre 6). Tout individu se ressent inévitablement de cette évolution. En ce qui concerne plus particulièrement Musy, l'historien Francis Python a été l'un des premiers à distinguer trois phases dans son action au gouvernement. (F. PYTHON: «Jean-Marie Musy...» *op. cit.*, pp. 356-358). L'historienne Chantal Kaiser, dont l'ouvrage est aussi très utile pour approcher l'action du ministre des finances, a également adopté un découpage en trois temps pour examiner la politique financière et monétaire du conseiller fédéral fribourgeois. (C. KAISER: *op. cit.*, pp. 100-128). Pour une présentation synthétique de la conjoncture économique de l'entre-deux-guerres, et plus spécialement des années 1920-1934, nous renvoyons, sans prétendre dresser une liste complète, entre autres à A. STEBLER: *Der industrielle Konjunkturverlauf in der Schweiz 1919-1939*, Immensee, Caledaria, 1946, pp. 28-84; A. HAUSER: *Schweizerische Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Erlenbach-Zürich, Eugen Rentsch, 1961, pp. 197-198; H. BÖHI: «Hauptzüge einer schweizerischen Konjunkturgeschichte», in *Ein Jahrhundert schweizerischer Wirtschaftsentwicklung. Festschrift zum hundertjährigen Bestehen der Schweizerischen Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft 1864-1964*, Bern, Stämpfli, 1964, pp. 86-95; W. BICKEL: *Die Volkswirtschaft der Schweiz. Entwicklung und Struktur*, Aarau, Sauerländer, 1973, pp. 48-50; J.-F. BERGIER: *Naissance et croissance de la Suisse industrielle*, Bern, Francke, 1974, pp. 152-157; H. von GREYERZ: «Der Bundesstaat seit 1848», in *Handbuch der Schweizer Geschichte*, Bd 2, Zürich, Berichthaus, (1972) 1980, p. 1183; R. RUFFIEUX: *La Suisse de...* *op. cit.*, divers passages, notamment pp. 120-128, 135-140, 201-206 et 282-290; G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, p. 58; J. BEUCHAT: *Conjoncture et structures industrielles de la Suisse dans l'entre-deux-guerres*, mém. Univ. de Genève, 1980, pp. 57-62; H. U. JOST: «Menace et...» *op. cit.*, in *NHSS*, pp. 683-685, 695-697 et divers passages pp. 713-734; H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 49-56; H. SIEGENTHALER: «Die Schweiz 1914-1984», in W. FISCHER (e.a.) (Hg.): *Handbuch der europäischen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1987, Bd 6, pp. 493-499. On peut également consulter l'ouvrage commémoratif publié par la BNS: *Banque nationale suisse 1907-1957*, Zurich, BNS, 1957, pp. 32-43.

<sup>5</sup> Sur la crise du début des années vingt, voir notamment D. FAHRNI: *Die Nachkriegskrise von 1920-1923 in der Schweiz und ihre Bekämpfung*, Basel, Lizentiatsarbeit Univ. Basel, 1977, 268 p.

courbe grimpe à près de 35'000 en janvier 1921, dépasse les 54'000 en juin suivant et, à son point culminant en février 1922, touche dangereusement la barre des 100'000, pour descendre progressivement durant l'année (environ 53'000 chômeurs complets en décembre 1922)<sup>6</sup>. Une fois le gros de l'orage passé, la situation s'améliore assez rapidement. En 1924, la crise économique est surmontée.

### 1.1. La politique financière: vers l'équilibre des comptes

Au sortir du conflit, les perspectives financières de la Confédération sont assez sombres. Durant la guerre, Musy, encore conseiller national, avait toutefois déjà relevé à plusieurs reprises que la situation financière de la Suisse, pas touchée directement par les hostilités, restait bien meilleure que celle des pays voisins<sup>7</sup>. Soucieux de ne pas porter atteinte au crédit de la place financière helvétique, il s'efforce de ne jamais trop noircir le tableau des comptes fédéraux. Les investisseurs doivent avoir confiance. Le redoutable financier, porté au volontarisme, sait jouer de l'optimisme à l'occasion.

Il n'empêche. Le budget fédéral a subi une véritable tempête qui laisse de profondes traces tant du côté des dépenses que celui des recettes de l'État. En comblant le trou béant qui sépare les unes des autres (graphique 9), les autorités fédérales réussissent peu à peu à briser la spirale de l'endettement (graphique 11). Le remboursement de la dette constitue d'ailleurs à terme l'objectif principal de Musy, ne serait-ce que parce que l'endettement de l'État a nécessairement des répercussions politiques<sup>8</sup>.

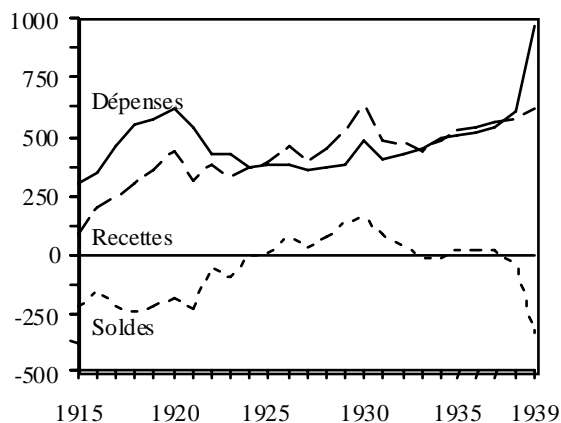
---

<sup>6</sup> B. DEGEN: *Abschied vom Klassenkampf. Die partielle Integration der schweizerischen Gewerkschaftsbewegung zwischen Landesstreik und Weltwirtschaftskrise (1918-1929)*, Basel/Frankfurt a.M., Helbing & Lichtenhahn, 1991, p. 132. Pour d'autres chiffres (périodes choisies différentes, distinction ou non entre chômage complet et chômage partiel), voir R. RUFFIEUX: *La Suisse de...* *op. cit.*, p. 125; H. U. JOST: «Menace et...» *op. cit.*, in *NHSS*, p. 724; H. SCHMID: *op. cit.*, p. 51; S. GUEX: «Banque nationale et milieux bancaires entre 1922 et 1924: cris et chuchotements autour de la stabilisation du franc suisse», in Y. CASSIS, J. TANNER (éd.): *op. cit.*, p. 55.

<sup>7</sup> J. MUSY: *La réforme financière...* *op. cit.*, p. 26; *Bst CN*, 17.9.1918, p. 230.

<sup>8</sup> En mars 1918, lors d'un débat sur l'endettement de la Confédération, cet ardent fédéraliste liait déjà le problème de l'impôt à des considérations politiques: «L'augmentation de la dette fédérale m'inquiète surtout parce qu'elle constituera peut-être pour le parti socialiste le plus solide argument à invoquer en faveur de l'impôt direct fédéral. C'est une raison de plus qui doit nous pousser à procéder à l'amortissement progressif de cette dette fédérale.» (*Bst CN*, 21.3.1918, p. 89. Voir aussi *Bst CN*, 17.9.1918, p. 231).

Graphique 9. Dépenses, recettes et soldes du compte financier de la Confédération, 1914-1940 (valeurs nominales, en mios de frs)<sup>9</sup>



	Dépenses	Recettes	Soldes
1915	300.3	83.9	-216.4
1916	346.3	198.8	-147.5
1917	465.6	244.6	-221.0
1918	547.1	303.6	-243.5
1919	573.0	357.6	-215.4
1920	616.3	439.3	-176.9
1921	539.8	312.5	-227.3
1922	426.2	382.4	-43.8
1923	427.9	338.8	-89.1
1924	376.3	375.7	-0.6
1925	376.5	391.4	14.9
1926	382.8	456.7	73.8
1927	360.8	396.3	35.5
1928	365.7	448.3	82.6
1929	376.9	517.4	140.6
1930	483.4	634.7	151.4
1931	403.6	488.6	84.9
1932	432.5	471.7	39.2
1933	450.2	439.9	-10.2
1934	497.1	485.4	-11.8
1935	505.1	524.6	19.5
1936	517.6	542.1	24.5
1937	537.3	563.3	26.0
1938	604.4	569.4	-35.1
1939	964.0	621.5	-342.5

### 1.1.1. Le problème des dépenses

La guerre terminée, les autorités fédérales auraient pu espérer réduire rapidement les dépenses pour améliorer la situation financière de la Confédération. Or, dans l'immédiat après-guerre, celles-ci ne cessent d'augmenter, pour culminer en 1920. Plusieurs éléments jouent dans cette évolution.

Une des raisons importantes tient à la part consacrée aux dépenses pour la défense nationale, du moins jusqu'en 1921. Malgré la fin des hostilités, celles-ci ne retrouvent en effet leur niveau d'avant-guerre qu'à partir de 1922<sup>10</sup>. Encore commotionnées par la grève générale, les autorités fédérales doivent faire face à d'importants troubles sociaux en 1919, d'autant plus inquiétants que des vagues révolutionnaires agitent l'Allemagne et l'Autriche entre 1918 et 1920. Dans ce contexte instable, il n'est pas question de trop baisser la garde. L'armée, garante de l'ordre, doit être prête à intervenir en cas de remous.

Dans l'immédiat après-guerre, d'autres frais affectent l'évolution des dépenses de la Confédération. Entre 1919 et 1921, les autorités fédérales engagent d'importants montants pour faire baisser le coût de la vie. Sonnées par le choc de novembre 1918, elles veulent de la sorte juguler le renchérissement, une des causes principales des tensions sociales. L'inflation est plus fermement combattue

<sup>9</sup> P. HALBEISEN, R. LECHNER: «Finances publiques», in H. SIEGENTHALER (s.l.d.): *Statistique historique de la Suisse*, Zürich, Chronos, 1996, p. 952.

<sup>10</sup> Voir S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, pp. 328-331.

dès l'instant où elle pousse les ouvriers à durcir leurs revendications sous la pression de difficultés croissantes. La crise économique de 1921-1922 nécessite une nouvelle action de l'État. L'aide à certaines branches de l'industrie, telles que l'horlogerie et la broderie, et la lutte contre le chômage provoquent des dépenses supplémentaires. À chaque fois, l'interventionnisme fédéral augmente. Mais, le libéralisme économique ne désarme pas. À ces premières mesures de sauvetage prises pour parer au plus urgent succède un reflux de l'engagement étatique, déjà perceptible à partir de 1921. Comme le note l'historien Gérald Arlettaz, c'est «une politique de repli qui prévaut au cours des années 1921 à 1925»<sup>11</sup>. À mesure que s'éloigne le spectre de la grève générale de 1918, les réticences et les oppositions au développement de l'État social s'affirment.

Soumis à une combinaison de contraintes économiques et politiques, le nouveau chef du DFFD ne peut pas tout de suite appliquer ses principes de stricte orthodoxie financière, du moins pas aussi loin qu'il le souhaiterait. Soucieux de rééquilibrer le budget, il s'efforce dès son entrée en fonction de combattre systématiquement les dépenses jugées superflues. Tâche délicate s'il en est, la diminution des dépenses passe principalement par la réduction de certains crédits et la réalisation d'économies dans l'administration fédérale, chaque secteur touché faisant tout d'abord l'objet de considérations politiques.

Fort de la position stratégique qu'il occupe, le trésorier fédéral porte une attention toute particulière à ne favoriser en aucun cas ses adversaires politiques, quitte à faire quelques entorses à ses principes libéraux et à prendre des initiatives contraires au but fixé de compression des dépenses. Ainsi n'est-il pas question de ramener tout de suite les dépenses pour la défense nationale à leur niveau d'avant 1914, tant que l'agitation ouvrière perdure en Suisse et que des vagues révolutionnaires secouent les pays voisins<sup>12</sup>. De même, il n'envisage pas vraiment de couper dans les subventions à la paysannerie, membre solide de la coalition antisocialiste. La forme d'étatisme agraire que Musy soutient s'explique autant par son inclination pour le monde rural que par sa hantise du socialisme. Bref, il poursuit une politique financière qui ne manque pas de souplesse tactique.

Musy persiste, selon ses propres termes, «à croire qu'il est possible de réaliser une économie par une réduction sensible du personnel fédéral»<sup>13</sup>. Et de fait, au nom de la rationalisation, il s'active très vite à réduire le nombre de fonctionnaires fédéraux, non sans s'attaquer également aux prestations sociales dont ils

---

<sup>11</sup> G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, p. 65.

<sup>12</sup> En septembre 1920, Scheurer, chef du département militaire, note dans son journal: «Ich rede mit Musy über die Militärausgaben. Er ist einverstanden, dass man sie machen muss. Wir haben 80 Millionen verlangt!» (AF, fs Scheurer, journal, 13.9.1920, p. 108; voir aussi en date du 29.10.1920, p. 127).

<sup>13</sup> *Bst CN*, 22.9.1920, p. 550.



bénéficient. Après être montés d'environ 66'000 en 1913 à un peu plus de 74'000 personnes en 1920, les effectifs du personnel fédéral tombent à près de 62'000 en 1936, avant de reprendre l'ascenseur et dépasser la barre des 90'000 à l'approche de 1950<sup>14</sup>. Un effort tout particulier est fourni au début des années 1920. En outre, assez révélateur est le fait que, en 1922 et 1923, le corps des fonctionnaires diminue de plus de 4'400 employés, en particulier aux Chemins de fer fédéraux (CFF) et à la poste (PTT), alors que le personnel du Département militaire augmente de plus de 1'000 unités<sup>15</sup>. À partir de 1922, on taille dans les allocations de renchérissement, de résidence et de famille<sup>16</sup>. Celles-ci font les frais d'une politique budgétaire restrictive à géométrie variable.

Le DFFD prépare également un statut des fonctionnaires. Le projet d'économiser 20 millions sur le traitement des fonctionnaires permanents suscite toutefois une levée de boucliers aux Chambres fédérales<sup>17</sup>. Il faut de vives discussions et finalement un compromis pour que le nouveau statut des fonctionnaires passe la rampe en 1927. Le problème du financement de l'AVS n'est pas moins âprement discuté. Dans les débats financiers de l'après-guerre, c'est même un des sujets qui échauffent le plus les esprits.

### 1.1.2. À la recherche de recettes supplémentaires

En matière de recettes fiscales, comparativement plus difficiles à augmenter que d'envisager de nouvelles dépenses, le responsable des deniers publics privilégie l'imposition indirecte. Selon lui, les impôts doivent peser davantage sur la consommation et beaucoup moins sur les revenus et la fortune. Cela ne l'empêche pas de dégager si possible, et avec un peu d'opportunisme, quelques recettes grâce à l'impôt direct — temporaire faut-il préciser, car il rejette systématiquement l'impôt fédéral direct permanent — dont il déclare pourtant ne pas approuver le principe<sup>18</sup>. Ainsi la Confédération prélève à trois reprises, entre

---

<sup>14</sup> Voir H. DICKENMANN: *Das Bundespersonal in der Wirtschaftskrise 1931-1939*, Zürich, Zentralstelle der Studentenschaft, 1983, p. 33.

<sup>15</sup> G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, p. 65. Voir aussi H. DICKENMANN: *op. cit.*, pp. 414-415; R. BRASSEL-MOSER: *op. cit.*, p. 53.

<sup>16</sup> G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, p. 65.

<sup>17</sup> *Ibid.*, pp. 65-66.

<sup>18</sup> Voir p.e. *Bst CN*, 21.3.1918, pp. 87-89. Musy s'oppose à l'impôt fédéral direct *permanent* car, selon lui, cela représente à terme la mort des cantons. Par principe, il est également contre l'impôt fédéral direct *temporaire* car il redoute beaucoup que cela soit un acheminement vers une création définitive. En 1918, il se montre pourtant prêt, sans être enthousiaste, à envisager une répétition de l'impôt de guerre, sous la réserve formelle d'en préciser et limiter la portée. Craignant énormément une pérennisation de l'impôt de guerre dont les cantons feraient les frais, le fervent fédéraliste n'accepte le renouvellement éventuel de cet impôt, extraordinaire et provisoire, qu'en raison des besoins exceptionnels causés par la guerre. En 1915 déjà, il avait soutenu le premier impôt de guerre en formulant les mêmes remarques et les mêmes conditions. En 1918, les réserves de Musy, pour ne pas dire ses

1921 et le début des années trente, un deuxième impôt de guerre<sup>19</sup>. Là n'est pourtant pas l'arme principale utilisée par Musy pour remettre de l'ordre dans les comptes de l'État. Il propose toujours et avant tout, en fédéraliste convaincu et champion de la méritocratie, l'imposition indirecte, rejetant systématiquement tout impôt fédéral direct permanent.

Durant les premiers mois de son activité au Conseil fédéral, il se montre particulièrement incisif dans les travaux touchant à la fiscalité indirecte. Citons par exemple le relèvement de l'impôt sur le tabac à la fin de l'année 1920<sup>20</sup> et la hausse des tarifs douaniers en juin 1921<sup>21</sup>. L'extension, dès la fin de l'année 1921, du droit de timbre aux coupons apporte également un peu de baume<sup>22</sup>. Si ces recettes ne permettent pas de rétablir tout de suite l'équilibre des comptes, elles y contribuent grandement. En 1925, alors que la prospérité revient, le compte financier boucle dans les chiffres noirs, quand bien même tous les projets défendus par Musy durant la première moitié des années vingt n'ont pas abouti. Un des échecs les plus significatifs est le rejet populaire du monopole de l'alcool le 3 juin 1923<sup>23</sup>. Sur le moment, le choc est rude, d'autant plus que ses concitoyens fribourgeois ont repoussé massivement le projet qu'il avait soutenu, tentant de faire comprendre au peuple l'opportunité fiscale et sanitaire d'une révision du régime des alcools. Cela n'est toutefois que partie remise pour ce fin stratège. Son sens aigu de la manœuvre, il le prouve en particulier dans les discussions qui précèdent l'augmentation du tarif douanier et l'introduction du

---

réticences, sont toutefois beaucoup plus appuyées qu'en 1915 et, en 1919, tournent même à l'opposition lorsque surgit la proposition Rothenberger. Voir les propos de Musy in *Bst CN*, 12.4.1915, pp. 52-56; 14.12.1915, pp. 359-361; 17.9.1918, pp. 229-235; 29 et 30.1.1919, resp. pp. 39-41 et 82-84.

<sup>19</sup> Sur le deuxième impôt de guerre, voir S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, pp. 399-417, ici en particulier p. 416; H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 238-245 et 263-271. Voir aussi W. RUTZ: *Die schweizerische Volkswirtschaft zwischen Währungs- und Beschäftigungspolitik in der Weltwirtschaftskrise — wirtschaftspolitische Analyse der Bewältigung eines Zielkonflikts*, Zürich/St Gallen, Polygraphischer Verlag, 1970, p. 65.

<sup>20</sup> C. M. MERKI: «Interessen im blauen Dunst. Die Tabaksteuer in der Schweiz», in S. GUEX, M. KÖRNER, J. TANNER (éd.): *Financement de l'État et conflits sociaux (14e-20e siècles)*, Zürich, Chronos, 1994, pp. 241-261. Voir aussi l'arrêté du CF concernant le relèvement des droits de douane sur les tabacs, 31.12.1920, in *RL*, 1920, pp. 931-934; ainsi que AF, fs Musy, vol. 66.

<sup>21</sup> Dans les années 1920, et tout particulièrement au début de la décennie, on assiste à diverses augmentations des droits d'entrée — par ailleurs souvent modifiées au gré des circonstances et concernant toute une série de positions (tabacs, boissons, benzine, etc.) — dont on trouve déjà une présentation dans la thèse de K. von STEIGER: *Die schweizerische Zollpolitik von 1900 bis 1930*, Bern, Buchdruckerei Hans Schenk, 1933, pp. 143-281. Au nombre des décisions gouvernementales, voir notamment l'arrêté du CF concernant la modification du tarif douanier, 8.6.1921, in *RL*, 1921, pp. 365-473.

<sup>22</sup> S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 374-389; S. GUEX: «L'introduction du droit de timbre fédéral sur les coupons 1919-1921», in S. GUEX, M. KÖRNER, J. TANNER (éd.): *op. cit.*, pp. 209-239. Voir, pour les années suivantes, AF, fs Musy, vol. 73.

<sup>23</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 61, ainsi que J. MUSY: *Revision du régime des alcools en Suisse. (Conférence donnée aux journalistes suisses par M. le Conseiller fédéral Musy, à Berne, le 10 mai 1922)*, s.l., (1922), 20 p., et G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, p. 65.

droit de timbre fédéral sur les coupons.

L'augmentation du *tarif douanier*, notamment grâce à la révision de juin 1921, possède une dimension politique et financière<sup>24</sup>. Primo, par son caractère protectionniste marqué contre la concurrence étrangère, elle représente un important pas fait, notamment par les dirigeants de l'industrie d'exportation et de la banque, en direction des paysans et de l'économie nationale tournée vers le marché intérieur. Pour la droite bourgeoise, la solidité de l'alliance antisocialiste prime face à la montée du mouvement ouvrier. D'où le lest lâché, certes parfois avec peine, par des milieux traditionnellement libre-échangistes<sup>25</sup>. Une des principales préoccupations politiques de Musy consiste d'ailleurs à amener paysans, industriels et banquiers à s'entendre pour faire barrage au socialisme. Pour Hanspeter Schmid, ce compromis se fait aux dépens des salariés et des consommateurs: «Der Zolltarif 1921 war ein Kompromisswerk zwischen Exportindustrie, inlandorientierten Industrie/Gewerbekreisen und der Landwirtschaft auf Kosten der Lohnabhängigen und der Konsumenten»<sup>26</sup>.

En réaction à ce nouveau tarif douanier d'usage, préparé dans un temps record par une commission d'experts restreinte dominée par Ernst Laur (USP) et surtout le radical Alfred Frey (Vorort)<sup>27</sup>, nouveau tarif muni de surcroît de la clause d'urgence, la gauche lance une initiative, dite initiative douanière, qui ne combat pas seulement le nouveau tarif d'usage mais vise aussi à sauvegarder les droits populaires, en l'occurrence en matière de douane. Déposée en mars 1922, l'initiative est très nettement repoussée par le peuple en avril 1923<sup>28</sup>. Lors de la campagne menée par les adversaires de l'initiative douanière, le Vorort a joué «le rôle d'un état-major»<sup>29</sup>. À la tête de la bataille livrée par le Vorort se trouvaient,

---

<sup>24</sup> Sur le tarif douanier d'usage de 1921, considéré comme provisoire mais en fait resté en vigueur près de quarante ans, voir H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 302-320.

<sup>25</sup> Si les adversaires au nouveau tarif d'usage de 1921 se recrutent surtout à gauche, certains milieux bourgeois, notamment de Suisse romande et de Suisse orientale, s'y opposent également avec force car peu enclins à transiger avec leurs convictions libre-échangistes. Sur ces oppositions de droite, voir *ibid.*, pp. 317-320.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 306.

<sup>27</sup> Outre Ernst Laur et Alfred Frey, la commission comprend notamment Paul Mosimann, président de la commission du CN chargée des questions douanières et président de la Chambre suisse de l'horlogerie, Ernst Wetter, secrétaire général du DFEP et futur conseiller fédéral, et Arnold Gassmann, directeur général des douanes et l'un des plus proches collaborateurs de Musy. (*Ibid.*, p. 303; B. WEHRLI: *Le Vorort, mythe ou réalité. Histoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie 1870-1970*, Neuchâtel, La Baconnière, 1972, p. 143). — Données bio. sur Paul Mosimann (1858-1923): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 912-913; H. SCHMID: *op. cit.*, p. 412). Données bio. sur Ernst Wetter (1877-1963): C. WEHRLI: «Ernst Wetter 1877-1963», in U. ALTERMATT (s.l.d.): *Conseil fédéral... op. cit.*, pp. 400-404; B. WEHRLI: *op. cit.*, p. 322; H. SCHMID: *op. cit.*, p. 414.

<sup>28</sup> Sur l'initiative douanière, voir O. G. SIGG: *Die eidgenössischen Volksinitiativen 1892-1939*, Einsiedeln, Benziger, 1978, pp. 148-151, ainsi que H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 320-324.

<sup>29</sup> B. WEHRLI: *op. cit.*, p. 145.

outre son président Alfred Frey, entre autres les industriels Dietrich Schindler-Huber, vice-président du Vorort, et Carl Sulzer-Schmid, conseiller national radical<sup>30</sup>. Alfred Georg, président de la Chambre de commerce de Genève, s'est lui aussi attaché à montrer que cette initiative venait «de ceux qui veulent tout étatiser»<sup>31</sup>.

Secundo, la hausse des droits d'entrée n'a pas pour seul but principal de ménager quelques membres importants du bloc bourgeois, à savoir la paysannerie en premier lieu. Il s'agit également de renflouer les caisses fédérales. En septembre 1920, Musy déclare que «les impôts indirects, c'est-à-dire les douanes, resteront la pierre angulaire de la reconstitution financière de la Confédération»<sup>32</sup>. Et, de fait, le nouveau tarif douanier de 1921, révisant à la hausse les droits d'entrée, permet dans une large mesure de redorer le blason des finances fédérales. Ayant chutés dès le début de la Première Guerre mondiale, les revenus douaniers redeviennent à partir de 1920 une des recettes principales de la Confédération, sans toutefois retrouver leur hégémonie d'avant-guerre<sup>33</sup>.

Attribuant une place centrale aux droits d'entrée dans le relèvement financier de la Confédération, Musy se montre un habile négociateur pour atteindre son but. Ainsi ne perd-il pas de vue cette question lorsqu'il aborde par exemple celle du maintien ou non de l'impôt sur les bénéfices de guerre. Avec l'éloignement du conflit, cet impôt extraordinaire, né des circonstances de la guerre, perd de sa légitimité. Peu avant la fin du conflit mondial, Musy lui-même avait d'ailleurs trouvé «inacceptable» l'idée d'une répétition de l'impôt sur les bénéfices de guerre<sup>34</sup>. Or, au début de 1920, le nouveau responsable des finances fédérales rajuste son tir. Il demande aux représentants des cercles économiques influents, tout d'abord majoritairement favorables à l'abrogation de l'impôt sur les bénéfices de guerre, de soutenir le prélèvement de cet impôt provisoire. Musy leur dit: «Il est dans l'intérêt du commerce et de l'industrie, du point de vue politique, que l'on procède à cette perception car ne pas le faire ne serait pas compris dans le peuple, et cela à un moment où on va vers une élévation des impôts indirects, en

---

<sup>30</sup> *Ibid.* — Données bio. sur Alfred Frey (1859-1924): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 69-70; B. WEHRLI: *op. cit.*, pp. 317-318; H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 99-100 et 411. Données bio. sur Dietrich Schindler-Huber (1856-1936): B. WEHRLI: *op. cit.*, p. 320; H. SCHMID: *op. cit.*, p. 101 et 412. Données bio. sur Carl Sulzer-Schmid (1865-1934): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 113-114; H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 100-101 et 413.

<sup>31</sup> Cité in *ibid.*, p. 322. — Données bio. sur Alfred Georg (1864-1957): *NBS*, p. 177; s.n., in *BLVS*, 1961, vol. 5, p. 147; E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 952; H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 411-412.

<sup>32</sup> *Bst CN*, 22.9.1920, p. 553.

<sup>33</sup> S. GUËX: *La politique monétaire... op. cit.*, pp. 336-337.

<sup>34</sup> *Bst CN*, 17.9.1918, p. 234.

particulier par le biais de la révision [...] du tarif douanier»<sup>35</sup>. Ainsi, pour faire passer une hausse des impôts indirects, plus durement ressentis par les bas et moyens revenus, le chef du DFFD demande aux milieux patronaux les plus offensifs de faire quelques concessions temporaires. Il s'agit de sauvegarder l'essentiel, à savoir faire des recettes douanières la ressource principale de la Confédération, plutôt que de vouloir trop embrasser. Cette voie est, pense-t-il, plus prudente et, à long terme, plus rentable. Dans son action financière, comme dans tous les domaines où il agit, Musy fait preuve d'un sens politique très aiguisé.

Cette extrême habileté se vérifie également dans la question du *droit de timbre fédéral sur les coupons*, impôt qui touche avant tout les couches aisées de la population. Lors des discussions précédant l'introduction de cet impôt, Musy s'efforce, en mars 1920, de montrer aux représentants bourgeois qu'ils ont intérêt à accepter une certaine augmentation de l'imposition de la propriété car sinon, dit-il, «nous risquons que soit lancée une initiative pour l'introduction de n'importe quel impôt absurde. Entre autres, le fantasme consistant à opérer un prélèvement sur la fortune trotte à nouveau dans les têtes [...]»<sup>36</sup> Sont visés ici les socialistes qui, après avoir échoué de peu en votation populaire en juin 1918 avec une initiative demandant l'introduction d'un impôt fédéral direct permanent sur la fortune et le revenu, hésitent à en relancer une sur l'imposition de la fortune<sup>37</sup>.

Dans la création du droit de timbre sur les coupons au début des années vingt, Sébastien Guex relève une «bienveillance remarquable» du chef des finances fédérales à l'égard des milieux bancaires qui s'en sortent finalement à très bon compte sur le plan fiscal<sup>38</sup>. Alors que la révision du tarif douanier apporte à court terme à la caisse fédérale 150 millions supplémentaires, le droit de timbre sur les coupons produit dix fois moins<sup>39</sup>. En outre, Musy n'hésite pas à écarter plutôt brutalement Julius Landmann, expert financier du Conseil fédéral et encore très proche peu auparavant des milieux bancaires. Le professeur bâlois a eu le tort de défendre des positions peu goûtées de ces derniers au cours des discussions sur

---

<sup>35</sup> Pv de la conférence relative à la modification de l'arrêté concernant l'impôt sur les bénéfices de guerre pour l'exercice 1920, 25.3.1920, cité in S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 398.

<sup>36</sup> Pv de la Conférence sur la réforme des finances fédérales, 17.3.1920, cité in S. GUEX: «L'introduction...» *op. cit.*, p. 212.

<sup>37</sup> S. GUEX: «L'introduction...» *op. cit.*, p. 211. Voir aussi O. G. SIGG: *op. cit.*, p. 127. En septembre 1921, le PSS déposera effectivement une initiative prônant la perception d'un prélèvement sur la fortune. Les citoyens helvétiques se prononceront en décembre 1922 et la rejeteront très nettement. Comme il avait combattu l'initiative socialiste en 1918, Musy luttera aussi avec force contre celle soumise au peuple à la fin de 1922.

<sup>38</sup> S. GUEX: «L'introduction...» *op. cit.*, p. 214. Voir aussi H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 256-257.

<sup>39</sup> S. GUEX: «L'introduction...» *op. cit.*, p. 231.

l'introduction de ce nouvel impôt fédéral<sup>40</sup>.

## 1.2. La politique monétaire: la voie anti-inflationniste et le rétablissement de l'étalon-or

### 1.2.1. *La lutte contre l'inflation*

Lorsque la crise économique apparaît dans la seconde moitié de 1920, les dirigeants de l'industrie d'exportation, entravée par le cours élevé du franc suisse, et les milieux bancaires demandent au Conseil fédéral et à la BNS de mener une politique ferme de déflation. Une minorité, avant tout au sein de l'industrie horlogère et textile, préconise certes une baisse du franc suisse pour pouvoir rivaliser avec l'étranger. Toutefois, la majorité du patronat souhaite lui améliorer sa compétitivité par la rationalisation et la diminution des coûts de production, notamment grâce à la réduction des charges salariales<sup>41</sup>. Après la grève générale et face à la force du mouvement ouvrier, il est clair que de cette dernière mesure ne peut pas être appliquée telle quelle. Aussi, pour couper dans les salaires nominaux, il faut «qu'il y ait réduction des prix, d'où l'insistance des milieux industriels et bancaires sur la nécessité d'une politique fédérale déflationniste vigoureuse»<sup>42</sup>.

La gauche s'oppose naturellement à toute tendance visant à faire baisser le niveau de vie des salariés. La politique déflationniste bute également contre le scepticisme des producteurs tournés vers le marché intérieur et la résistance de la paysannerie qui ne peuvent accepter de voir diminuer le prix de leurs produits et le pouvoir d'achat des consommateurs<sup>43</sup>. Forte d'une organisation faïtière puissante, l'USP, et d'importants appuis politiques, la paysannerie n'hésite d'ailleurs pas en 1920 à brandir contre les grandes banques la menace du lancement d'une initiative populaire combinant le contrôle légal des placements à l'étranger et la fixation d'un taux d'intérêt maximum par l'État<sup>44</sup>.

---

<sup>40</sup> Sur cette mise à l'écart, voir S. GUEX: «“Est-il encore possible de vivre heureux dans notre patrie?” Splendeurs et misères d'un expert financier du Conseil fédéral: l'éviction de Julius Landmann (1914-1922)», in *RSH*, 45, 1995, 3, pp. 398-414.

<sup>41</sup> S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, pp. 57-58; B. DEGEN: *Abschied... op. cit.*, pp. 134-136.

<sup>42</sup> S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, p. 58.

<sup>43</sup> B. DEGEN: *Abschied... op. cit.*, p. 135. Se référant aux années de guerre, Sébastien Guex écrit que «les agriculteurs, ou du moins une bonne partie d'entre eux, ont largement tiré profit de l'inflation. D'une part, ils ont pu augmenter leurs prix à un rythme plus élevé que celui du renchérissement moyen. D'autre part, l'inflation allégeait le poids de leurs dettes.» (S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, n. 225 p. 269).

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 298; Y. SANCEY: «Les banques...» *op. cit.*, p. 96. Regroupant les députés liés de près ou de loin à la paysannerie, le club paysan de l'Assemblée fédérale compte une centaine

Face à la menace d'une alliance rouge-verte, les dirigeants de l'économie helvétique, avant tout libre-échangistes, s'efforcent de maintenir la paysannerie à l'intérieur du bloc bourgeois en lui octroyant en de nombreuses occasions des concessions importantes, telles qu'une politique de subventionnement plutôt généreuse, une stabilisation voire une baisse des taux d'intérêt et une hausse des taxes douanières pour protéger l'agriculture helvétique de la concurrence étrangère. La perspective du vote sur l'initiative socialiste prônant un impôt sur les grandes fortunes, programmé pour la fin de 1922, pousse également les élites économiques et les autorités fédérales, Musy en tête, à s'assurer à tout prix le soutien des paysans.

Dans sa lutte contre l'inflation, le responsable du DFFD doit donc tenir compte de plusieurs paramètres. Son action n'est pas sans importance car il occupe une position charnière à l'intérieur d'un bloc bourgeois parfois tiraillé par des intérêts économiques divergents. D'une part, il subit la pression des milieux de l'industrie d'exportation et des banques qui souhaitent suivre une voie anti-inflationniste. Ainsi, en mai 1920, d'importants banquiers helvétiques, Julius Frey et Adolf Jöhr, mettent en garde le chef des finances fédérales contre toute mesure favorisant une hausse des prix qui aggraverait les luttes sociales<sup>45</sup>. L'endigement du socialisme passe par la lutte contre l'inflation. Partisan d'une place financière suisse prospère, Musy ne se fait pas trop prier pour combattre l'inflation, d'autant plus qu'elle risquerait de mettre en doute le crédit du pays et sa solvabilité<sup>46</sup>.

D'autre part, il se montre compréhensif à l'égard des revendications paysannes qui, dans les domaines du crédit et de la politique douanière en particulier, vont souvent à l'encontre des milieux libéraux. En juin 1921, le gouvernement fédéral promulgue un nouveau tarif douanier qui révisé à la hausse les droits d'entrée. De même, Musy ne cherche pas à monter les taux d'intérêt, pourtant une des mesures déflationnistes traditionnelles, mais tente de les faire baisser, malgré la résistance des cercles bancaires<sup>47</sup>. Une aggravation du loyer de l'argent ne pourrait en effet qu'irriter la paysannerie déjà endettée et ébranler le bloc bourgeois, voire aboutir à une entente rouge-verte. Or, aucune autre alliance ne fait plus mal au cœur de Musy que celle des socialistes et des paysans.

---

de membres au sortir de la guerre. (S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, n. 300 p. 414).

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 270.

<sup>46</sup> J. MUSY: *La baisse du franc suisse réalisée par l'inflation. Rapport présenté par le chef du département des finances au Conseil fédéral*, (Berne, Chancellerie fédérale), 1921, pp. 3-4.

<sup>47</sup> S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, p. 60.

## 1.2.2. *La stabilisation du franc suisse*

Entre les années 1880 et 1914, le système de l'étalon-or (Gold Standard), en vigueur dans la plupart des États, connaît son apogée<sup>48</sup>. L'éclatement de la guerre mondiale provoque son subit effondrement<sup>49</sup>. Suivent d'importantes perturbations dans les relations monétaires internationales. À la fin de 1918, beaucoup souhaitent rétablir les devises européennes à leur parité d'avant-guerre. En vain. Le désordre monétaire européen prend la forme d'une crise profonde. Dans la période d'immédiat après-guerre, le franc français et la lire italienne chutent brutalement, alors que le mark allemand et la couronne autrichienne s'effondrent complètement. Pour mettre fin à la crise monétaire, les tenants de la pensée libérale classique, alors dominante, n'abandonnent pas l'espoir de rétablir l'étalon-or dont l'un des rôles principaux est d'assurer le plus possible la stabilité des changes. Dans ce but, la conférence de Gênes de 1922, qui prône le retour à l'étalon-or, institue le système de l'étalon de change-or (Gold Exchange Standard)<sup>50</sup>.

En Suisse, le Conseil fédéral et la BNS sont également partisans du système de l'étalon-or. Ils visent le retour à la parité d'avant-guerre<sup>51</sup>. La stabilisation du franc suisse est vue comme une condition nécessaire à l'essor de l'économie nationale tout entière. La restauration de l'économie mondiale doit passer, pense-t-on, par un assainissement préalable des devises.

---

<sup>48</sup> E. RUOSS: *Die Geldpolitik der Schweizerischen Nationalbank 1907-1929. Grundlagen, Ziele und Instrumente*, Zürich, 1992, p. 6.

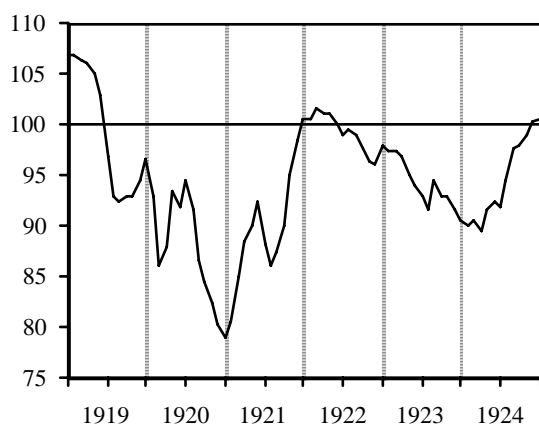
<sup>49</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>50</sup> Voir M. PETRICIOLI (s.l.d.): *Une occasion manquée? 1922: la reconstruction de l'Europe*, Berne, P. Lang, 1995, 491 p.; ainsi que *Banque nationale... op. cit.* (1957), pp. 97-98. Le système de l'étalon de change-or doit principalement permettre d'économiser le métal jaune. Pour cela, il prévoit la convertibilité des monnaies entre elles à un taux fixe et les réserves des banques d'émission ne s'appuient plus uniquement sur l'or mais sur les devises clés des pays à monnaie convertible en or, en fait surtout le dollar et la livre sterling.

<sup>51</sup> W. RUTZ: *op. cit.*, pp. 38-41. Voir également W. SCHMID: *op. cit.*, p. 48; E. RUOSS: *Die Geldpolitik... op. cit.*, pp. 152-171; E. RUOSS: «Die Anfänge der schweizerischen Geldpolitik», in Y. CASSIS, J. TANNER (éd.): *op. cit.*, pp. 30-46; *Banque nationale... op. cit.* (1957), pp. 96-98 et 102. La Suisse base de fait sa politique monétaire sur l'étalon-or, bien qu'elle soit encore membre de l'Union monétaire latine au début des années vingt. Fondée en 1865, l'Union monétaire latine regroupe la France (membre principal), la Belgique, l'Italie, la Suisse et, depuis 1868, la Grèce. Maintenant le bimétallisme dans un environnement où prévaut le monométallisme-or, l'Union latine voit son importance décliner assez rapidement, ses membres se rapprochant de plus en plus du monométallisme-or dans les dernières années du XIXe siècle. L'idée de sortir de l'Union latine effleure plusieurs fois les autorités fédérales, notamment au tout début du XXe siècle, car l'appartenance de la Suisse à l'Union latine renforce sa dépendance monétaire à l'égard de la place financière parisienne. Toutefois, cette dépendance, encore trop forte à cette époque, ne permet pas aux autorités helvétiques d'envisager sérieusement cette sortie, sous peine de heurter la France et de ne plus pouvoir accéder au marché français des capitaux. L'Union monétaire latine est dissoute à la fin de 1926. (Voir S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, pp. 22-23 et 86-87; E. RUOSS: *Die Geldpolitik... op. cit.*, pp. 10-12 et 176; *Banque nationale... op. cit.* (1957), pp. 82-83 et 88-89).



Graphique 10. Le franc suisse exprimé en % par rapport au dollar, 1919-1924  
(moyennes mensuelles)<sup>52</sup>



Depuis le deuxième semestre de 1918, le franc suisse marque un net recul par rapport au dollar américain et, dès le milieu de l'année 1919, ce dernier fait prime sur la devise helvétique. À la fin du mois de décembre 1920, le cours du franc suisse est inférieur de 21% à la parité du dollar, considéré comme le nouvel étalon monétaire international<sup>53</sup>. Pourtant, comparé aux autres monnaies européennes, le franc suisse reste solide. En tant que valeur refuge, il contribue grandement à l'afflux de capitaux provenant d'Allemagne et d'Autriche. Il fait référence. D'où sans doute la satisfaction, un brin suffisante, de Musy qui déclare en février 1920: «Vous voyez notre franc suisse, notre billet de banque suisse devenir un peu l'étalon monétaire européen. Au fond, c'est la Suisse qui est le baromètre. On se mire sur nous. Les autres valeurs évoluent, d'une façon générale, comparativement aux nôtres. Nous sommes peut-être assez forts pour réaliser l'étalon monétaire européen, mais pas pour réaliser l'étalon monétaire mondial. De l'autre côté de nous, il y a un pays beaucoup plus puissant que nous. C'est celui où l'on paye en dollars.»<sup>54</sup> Pour Musy, le franc fort ne représente pas qu'une nécessité strictement économique. C'est aussi une question de prestige. Selon lui, la force de la monnaie, symbole patriotique par excellence, est l'incarnation de la robustesse nationale. Elle reflète tout simplement la santé morale du pays.

Durant l'année 1921, la monnaie suisse connaît un regain de valeur pour rejoindre et même dépasser, durant l'hiver 1921-1922, la parité par rapport au dollar. Faisant prime, en termes nominaux, sur toutes les autres monnaies, la

<sup>52</sup> Tableau reproduit à partir de: *Banque nationale... op. cit.* (1957), p. 114.

<sup>53</sup> *Ibid.*, pp. 111-114; E. RUOSS: *Die Geldpolitik... op. cit.*, p. 154.

<sup>54</sup> *Bst CN*, 10.2.1920, p. 124; référence tout d'abord citée par S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 319.

devise helvétique devient pour peu de temps la plus solide du monde<sup>55</sup>. Mais, dès le printemps 1922, elle perd de sa valeur. La baisse s'accroît durant l'hiver 1923-1924. Dès lors, l'objectif de la politique monétaire des autorités fédérales est de ramener et stabiliser le franc suisse à la parité-or. Ce but est atteint en novembre 1924 lorsque la parité entre le dollar et le franc suisse est rétablie<sup>56</sup>. Aussitôt, le Conseil fédéral s'engage publiquement à «tout mettre en œuvre pour maintenir notre franc au pair de l'étalon-or»<sup>57</sup>. Toutefois, la stabilisation du franc suisse n'aura pas été sans quelques frictions entre Musy, la BNS et les grandes banques helvétiques<sup>58</sup>.

En effet, l'affaiblissement du franc suisse provient en grande partie des opérations internationales des grandes banques et aussi de la crainte de voir aboutir l'initiative socialiste prévoyant un prélèvement sur la fortune<sup>59</sup>. Pour défendre la stabilisation du franc, Musy, pourtant antiétatiste dans l'âme, n'hésite pas entre environ l'été 1922 et l'été 1923 à mener, comme de sa propre initiative,

<sup>55</sup> S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, pp. 55 et 61.

<sup>56</sup> E. RUOSS: *Die Geldpolitik... op. cit.*, p. 167; E. RUOSS: «Die Anfänge...» *op. cit.*, p. 44; S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, pp. 61 et 69; *Banque nationale... op. cit.* (1957), p. 113; F. RITZMANN: *Die Schweizer Banken. Geschichte - Theorie - Statistik*, Bern/Stuttgart, P. Haupt, 1973, p. 100.

<sup>57</sup> MCF concernant le projet de budget de la Confédération pour 1925, 4.11.1924, cité in S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, p. 69.

<sup>58</sup> Les tensions pouvant parfois survenir entre le chef du DFFD et la BNS résultent, outre des divergences quant à la politique monétaire à suivre, des problèmes de personnes. Ainsi, l'entente entre Musy et Paul Usteri n'est-elle pas bonne. (C. KAISER: *op. cit.*, n. 4 p. 105 et n. 2 p. 111). Vice-président (1906-1923) puis président (1923-1927) du Conseil de banque de la BNS, Usteri est une figure importante de l'institut bancaire. Très impliqué dans le monde des affaires, le Zurichois est également conseiller aux États radical de 1900 à 1922. (Données bio. sur Paul Usteri (1853-1927): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 119-120; S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 50). Plus faciles semblent être les relations de Musy avec d'autres représentants de la BNS, notamment avec Charles Schnyder von Wartensee qui lui doit, nous l'avons vu, en partie son avancement dans le monde bancaire. En 1927, Musy soutient également la candidature du Bâlois Alfred Sarasin pour remplacer Usteri. (C. KAISER: *op. cit.*, n. 2 p. 111). Banquier et, comme la très grande majorité de ses confrères financiers, membre de c.ad. dans l'industrie, Alfred Sarasin est vice-président du Conseil de banque de la BNS (1923-1927), puis président dudit Conseil (1927-1935). De par ses fonctions à la BNS et à l'ASB, il occupe une position charnière entre la banque centrale et l'association de défense des intérêts bancaires. (Données bio. sur Alfred Sarasin, né en 1865: Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement de 1927. Lutte autour de la (non)-politisation de l'exportation du capital*, mém. de maîtrise Univ. de Lausanne, 1995, pp. 156-157; *Banque nationale... op. cit.* (1957), p. 437). De même, Musy et Gottlieb Bachmann se trouvent souvent, semble-t-il, sur la même longueur d'ondes. Le radical Bachmann est notamment membre du Directoire de la BNS (1918-1925), président de la Direction générale de la BNS (1925-1939) et membre du c.ad. de plusieurs entreprises. (Données bio. sur Gottlieb Bachmann (1874-1947): S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 56).

<sup>59</sup> S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, p. 61. Dans le cadre de la baisse du franc suisse, Sébastien Guex écrit que la perspective du vote, le 3 décembre 1922, sur l'initiative socialiste préconisant un prélèvement sur la fortune n'a pas «exercé l'influence déterminante qu'on lui attribue généralement, loin de là», alors qu'Eveline Ruoss présente une thèse contraire. (*Ibid.*, n. 40 p. 73, voir aussi pp. 60-61; E. RUOSS: *Die Geldpolitik... op. cit.*, pp. 156-158 et E. RUOSS: «Die Anfänge...» *op. cit.*, p. 42). Voir aussi *Banque nationale... op. cit.* (1957), p. 112.

des opérations d'achat et de vente de devises et à pousser, voire contraindre la direction de la BNS à en faire autant sur une grande échelle. D'importantes tensions apparaissent alors entre la banque centrale, attachée à son indépendance, et le patron des finances fédérales<sup>60</sup>. Bien que les milieux bancaires soient fondamentalement attachés à un franc suisse fort et sûr, condition essentielle pour attirer les capitaux étrangers, elles ne soutiennent pourtant pas la politique des devises préconisées par Musy. En fait, les grandes banques savent à cette époque que, tant que le franc suisse n'est pas sérieusement mis en danger, certains placements de capitaux à l'étranger sont plus rentables que les mesures proposées par le chef du DFFD<sup>61</sup>.

Opposé, par principe, à l'accroissement de l'interventionnisme étatique, en particulier dans le domaine bancaire, Musy affirme certes en septembre 1922 devant l'assemblée générale de l'ASB: «Je crois que les initiatives privées doivent être encouragées. Je resterai toujours un adversaire de la formule socialiste parce qu'avec le collectivisme on aboutit à des catastrophes.»<sup>62</sup> Mais, face au manque de collaboration des banquiers, il les menace déjà en 1922 d'utiliser des mesures de contrainte dans le domaine de l'exportation des capitaux<sup>63</sup>. La Direction générale de la BNS, soutenue notamment par une paysannerie endettée toujours prête à monter aux barricades en cas de hausse du loyer de l'argent, demande également aux grandes banques de s'autolimiter dans leurs opérations internationales, sous peine de mener une politique monétaire plus restrictive. La paysannerie n'est d'ailleurs pas le seul secteur susceptible de souffrir d'un éventuel relèvement des taux d'intérêt résultant de l'exportation des capitaux et d'un certain resserrement des fonds disponibles pour l'économie nationale. Les artisans, les ouvriers, la construction et en partie l'industrie d'exportation le sont également<sup>64</sup>. Dans ce contexte, la formation d'une alliance rouge-verte n'est pas à exclure.

Finalement, à la faveur de la parité rétablie entre la devise américaine et le franc suisse en novembre 1924, la BNS et les banques arrivent, le mois suivant, à un compromis. Celles-ci acceptent de s'imposer une autorégulation de leurs placements de capitaux à l'étranger, plutôt que de pousser trop loin l'épreuve de force avec les autorités fédérales et de voir la paysannerie concrétiser ses menaces

---

<sup>60</sup> S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, p. 62. Voir aussi E. RUOSS: *Die Geldpolitik... op. cit.*, pp. 158-159 et 163-164; E. RUOSS: «Die Anfänge...» *op. cit.*, pp. 42 et 44; W. SCHMID: *op. cit.*, pp. 54-55.

<sup>61</sup> Voir S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, pp. 63-64.

<sup>62</sup> J.-M. Musy, *Pv 9e AG ASB*, 9.9.1922, cité in Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement... op. cit.*, p. 103. En été 1920, Musy a déjà eu l'occasion de manifester, avec des représentants de l'ASB et de la BNS, son opposition à tout contrôle étatique dans les opérations internationales de crédit. (S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 307).

<sup>63</sup> Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement... op. cit.*, pp. 177-178; Y. SANCEY: «Les banques...» *op. cit.*, p. 90.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 86.

de lancement d'initiative dans le domaine fiscal. En définitive, les banques tirent profit sur le long terme de cette politique plutôt prudente d'autorégulation. Elle leur assure l'alliance du monde paysan à qui elles doivent en grande partie la stabilité politique du pays et partant leur propre prospérité<sup>65</sup>.

Musy a très rapidement compris l'intérêt d'un tel arrangement. Preuve du succès de ce système d'autorégulation est le fait qu'il débouche sur toute une série de Gentlemen's agreement, comme celui de 1927. Cette manière de régler le problème, sans immixtion légale de l'État dans les affaires des banques, correspond tout à fait à ce que pense le magistrat fribourgeois. Il ne souhaite pas instaurer un contrôle étatique officiel dans le secteur bancaire par peur de nuire à son attractivité et de faire fuir les capitaux déposés en Suisse<sup>66</sup>.

Dès son entrée au Conseil fédéral, Musy joue donc un rôle important dans le domaine monétaire. Profitant d'une position clé, et même si sa marge de manœuvre n'est jamais très grande, le chef des finances s'efforce d'amener les différents secteurs économiques les plus influents — banque, industrie et paysannerie — à s'entendre sur la question monétaire. Il y va de la solidité du bloc bourgeois et de l'endiguement du socialisme.

### 1.3. Antagoniste victorieux de l'initiative socialiste pour une imposition extraordinaire sur la fortune

Si, au début des années vingt, ce sont plutôt Motta et Schulthess qui marquent de leur personnalité le Conseil fédéral, il est pourtant un domaine où Musy n'attend pas pour occuper les avant-postes: la lutte contre le socialisme. Supportant mal de demeurer dans le rang, il est, selon l'expression de Pierre Béguin, l'«homme des grandes batailles»<sup>67</sup>. L'une d'entre elles, l'initiative socialiste proposant un prélèvement sur les grandes fortunes, l'assied dans son rôle de dur du gouvernement<sup>68</sup>. Elle donne lieu à une confrontation gauche-droite caractéristique de l'après-guerre.

La campagne très vive, pour ne pas dire agressive, qui précède la votation du 3 décembre 1922 confirme sa réputation de tribun prêt à en découdre avec la gauche. Les forces conservatrices et réactionnaires gagnent partout en intransigeance. Sous le coup de la crise économique aiguë du début des années vingt, les camps se polarisent. Une nette tendance à la démagogie et au

---

<sup>65</sup> Voir S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, pp. 67-70.

<sup>66</sup> Voir Y. SANCEY: «Les banques...» *op. cit.*, p. 99.

<sup>67</sup> P. BEGUIN: «L'homme des grandes batailles», in *La Liberté*, 10/11.4.1976.

<sup>68</sup> Au sujet de cette initiative, voir O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 138-144, ainsi que H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 271-276; S. GUEX: «L'initiative socialiste pour une imposition extraordinaire sur la fortune en Suisse (1920-1922)», in *Regards sociologiques*, 8, 1994, pp. 101-116.

manichéisme se manifeste des deux côtés de l'échiquier politique. Dans un débat où la droite n'a d'ailleurs pas le monopole de la provocation, l'impétueux chef du DFFD ne fait rien pour rendre la discussion plus sereine. Il fonce et donne du clairon. Son tempérament le porte à l'affrontement. Par sa participation très active à l'écrasement du projet socialiste, le ministre des finances se signale à l'attention de ceux qui, dans le grand public, n'auraient pas encore vu où se trouve l'aile droite et dure du Conseil fédéral.

Déposée en septembre 1921, l'initiative du PSS demande un prélèvement unique sur les fortunes supérieures à 80'000 francs, ce qui ne concerne que le 6% de la population helvétique<sup>69</sup>. Pour les socialistes, ce prélèvement sur les grandes fortunes contribuerait au rétablissement rapide des finances publiques et à la réalisation le plus tôt possible des assurances sociales. Ils ont tendance à croire que les élites bourgeoises, par crainte de favoriser l'étatisme et ses partisans (socialistes), ne tiennent pas plus que cela à remplir les «caisses vides» de l'État.

Le projet socialiste suscite une farouche opposition des partis bourgeois, du Conseil fédéral et d'une grande majorité des Chambres fédérales. La résistance la plus vive vient des milieux économiques et des conservateurs-catholiques<sup>70</sup>. Pour le bloc bourgeois, il ne ferait qu'aggraver la situation économique du pays. Des moyens financiers considérables sont déployés par ses adversaires<sup>71</sup>. La Presse suisse moyenne (PSM), agence bourgeoise influente dirigée par Samuel Haas, mène une vaste campagne contre l'initiative socialiste<sup>72</sup>.

De tous les conseillers fédéraux, Musy se montre certainement le plus hostile à

---

<sup>69</sup> O. G. SIGG: *op. cit.*, p. 139. En 1918, Musy avait déjà combattu avec force une initiative socialiste du même genre préconisant le prélèvement d'un impôt fédéral direct. (*Bst CN*, 21.3.1918, pp. 87-89).

<sup>70</sup> Sur l'opposition du PCPS, voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 250-257.

<sup>71</sup> O. G. SIGG: *op. cit.*, p. 143.

<sup>72</sup> Fondée en automne 1917, la PSM est une agence de presse antisocialiste proche des milieux industriels et financiers. Elle approvisionne la presse surtout petite et moyenne, avant tout radicale et agrarienne mais aussi conservatrice. Dans les années 1930, elle se montre souvent favorable à certaines thèses frontistes. En 1938, elle se vante «d'avoir, depuis sa création, participé de façon "déterminante" à 44 campagnes fédérales». (G. BILLETER: *Le pouvoir patronal. Les patrons des grandes entreprises suisses des métaux et des machines (1919-1939)*, Genève, Droz, 1985, p. 164). À Fribourg, la rédaction de *La Liberté* reçoit depuis 1917 le service de la PSM. (R. POCHON: *op. cit.*, p. 60). Sur cette agence, devenue en 1947 la Correspondance politique suisse, voir entre autres W. GAUTSCHI: *Der Landesstreik... op. cit.*, p. 371; G. KREIS: *Juli 1940. Die Aktion Trumpf*, Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1973, n. 44a pp. 13-14; D. BOURGEOIS: «Milieux d'affaires et politique étrangère suisse à l'époque des fascismes», in *Relations internationales*, 1, mai 1974, pp. 181-207; G. BILLETER: *op. cit.*, pp. 160-164; P. DÜRRENMATT: *Zeitwende. Stationen eines Lebens*, Luzern: Maihof, Basel: Cratander, 1986, pp. 60-64; J. FRISCHKNECHT, P. HAFFNER, U. HALDIMANN, P. NIGGLI: *Die unheimlichen Patrioten. Politische Reaktion in der Schweiz. Ein aktuelles Handbuch mit Nachtrag 1979-84*, Zürich, Limmat Verlag, 1987, pp. 172-174; K. ZOLLINGER: *Frischer Wind oder faschistische Reaktion? Die Haltung der Schweizer Presse zum Frontismus 1933*, Zürich, Chronos, 1991, pp. 132-137; C. WERNER: *op. cit.*, pp. 110-116. — Données bio. sur Samuel Haas (1891-1952): *Ibid.*, p. 318.

l'initiative. Il est également celui qui déploie le plus d'énergie pour la combattre. La question concerne au premier chef son département. Le rapport du Conseil fédéral du 1<sup>er</sup> août 1922 porte incontestablement sa griffe<sup>73</sup>. Le ton est inflexible, l'argumentation carrée. La sentence du gouvernement tombe comme un couperet. L'initiative socialiste doit être purement et simplement repoussée. Les autorités prédisent une véritable catastrophe au cas où elle serait acceptée par le peuple: départ des capitaux vers l'étranger, affaiblissement du franc suisse, ralentissement de la vie économique, baisse des bénéfices industriels, réduction des fortunes, diminution de la matière imposable, socialisation de l'économie. Après avoir estimé que «la socialisation peut être considérée comme le but principal de l'initiative»<sup>74</sup>, le gouvernement conclut que celle-ci tend à rien de moins qu'«à introduire en Suisse le système communiste.»<sup>75</sup> De cet argument, Musy fait son cheval de bataille. Populiste, il n'a aucun mal à le brandir comme un spectre pour glacer d'effroi le peuple, hostile dans sa grande majorité à l'expérience russe.

Les journées dramatiques de novembre 1918 sont encore dans tous les esprits. Dépouillés et mal traités par les bolcheviques, les émigrés suisses de retour de Russie témoignent de la brutalité et de la politique catastrophique du nouveau régime. Les récits fleurissent<sup>76</sup>. Personne n'oublie également les violences subies par la légation de Suisse à Petrograd. En 1920, Musy engage d'ailleurs dans son département Aloys Niquille, un de ces Suisses qui ont dû fuir la Russie soviétique<sup>77</sup>.

Dans les semaines qui précèdent le vote fixé au 3 décembre 1922, le ministre des finances sillonne le pays de long en large. De Zurich à Genève, le tribun aligne les discours contre ce qui n'est pas à ses yeux un prélèvement sur la

---

<sup>73</sup> Rapport du CF à l'Assemblée fédérale sur l'initiative concernant la perception d'un prélèvement sur la fortune, 1.8.1922, in *FF*, 1922, vol. 2, pp. 941-984. Voir aussi *AF*, fs Musy, vol. 74.

<sup>74</sup> Rapport du CF... *op. cit.*, 1.8.1922, in *FF*, 1922, vol. 2, p. 967.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 976.

<sup>76</sup> Voir p.e. parmi les premiers ouvrages parus en Suisse: C. DUDAN: *La Russie rouge. Impressions d'un témoin suisse de la révolution russe*, Lausanne, Impr. centrale et populaire, 1918, 216 p.; *Le bolchévisme à l'œuvre. Impressions de témoins suisses*, préface de M. Henry CROISIER, édité sous le patronage du Comité des Suisses de Russie, Genève, Impr. de la Tribune de Genève, 1918, 31 p.

<sup>77</sup> Radical gruérien, Aloys Niquille avait quitté la République chrétienne de Fribourg pour l'empire tsariste où il exerça la profession de précepteur. (Données bio. sur Aloys Niquille (1869-1935): s.n., in *NEF*, 1937, pp. 238-239 (nécrologie); CAW: «Eléonore Niquille à découvrir au clair d'une réédition», in *La Liberté*, 19.2.1998; M. GREMAUD: «La petite Russe de Charmey. Eléonore Niquille rééditée», in *La Gruyère*, 19.2.1998). Aloys Niquille et Musy ont tous deux étudié au Collège Saint-Michel, mais le premier ne s'y trouvait plus lorsque le second y entra. (Voir les listes de classe dans les *Tableaux des prix et des notes de mérite* du Collège Saint-Michel, 1883-1896). En 1934, alors que Musy vient de quitter le Conseil fédéral, Aloys Niquille tient à lui redire sa profonde gratitude. (*AF*, fs Musy, vol. 38: lettre d'A. Niquille à Musy, 20.9.1934).

fortune, mais bien une «véritable confiscation»<sup>78</sup>. Il est vrai que l'enjeu est extrêmement important, en particulier pour la place financière suisse. En effet, afin d'empêcher la fuite de capitaux à l'étranger, l'initiative socialiste propose le timbrage de tous les papiers-valeurs, une mesure fiscale qui risque de mettre en danger l'existence déjà bien établie du secret bancaire. Résultat? Au cours des derniers mois de l'année, la perspective de la votation a déjà fait partir d'importants capitaux, notamment vers la Grande-Bretagne et les États-Unis<sup>79</sup>.

Dès son entrée en fonction, Musy défend avec force le secret bancaire. Il le considère comme un des atouts majeurs du secteur bancaire helvétique, les autres avantages étant la solidité du franc, une fiscalité clémente à l'égard des gros capitaux, la position géographique, la neutralité, une stabilité politique plutôt grande et la qualification du personnel<sup>80</sup>. Tout aussi prestement, il condamne les projets fiscaux qui risquent de mettre en péril l'attractivité de la place financière suisse. Aussi ne peut-il que rejeter en bloc l'initiative socialiste.

Dramatisant volontiers en la matière, il prédit de véritables catastrophes pour l'économie nationale, y compris pour l'agriculture, au cas où les capitaux déposés en Suisse décideraient d'aller voir sous des cieux plus cléments. Même s'il doit reconnaître qu'il ne lui est pas agréable de défendre un système permettant l'évasion fiscale au préjudice de l'étranger<sup>81</sup>, le nouveau chef des finances fédérales ne tarde pas à mettre en garde les députés: «Ne faites pas un geste qui aurait pour conséquence la diminution et l'évasion des capitaux étrangers dont je ne veux pas personnellement assumer la responsabilité.»<sup>82</sup> Dès lors, on comprend mieux la vigueur de son assaut contre l'initiative socialiste prévoyant un prélèvement sur les grandes fortunes. En matière fiscale, Musy et les socialistes

---

<sup>78</sup> Voir s.n.: «Genève. Contre la confiscation des fortunes», in *Journal de Genève*, 30.11.1922.

<sup>79</sup> AF, E 1005 2, vol. 2, Pv CF (secret), 2 et 20.10.1922. Voir aussi *Banque nationale... op. cit.* (1957), p. 112; H. BÄNZIGER: *Die Entwicklung der Bankenaufsicht in der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert*, Bern/Stuttgart, Paul Haupt, 1986, p. 70. Dans les semaines précédant le 3 décembre 1922, de nombreux rapports des services de renseignements français signalent cet exode de capitaux fuyant la Suisse. Dans l'un d'eux on peut lire que, en prévision d'un important mouvement de la Suisse vers la France, cet «acheminement de capitaux chez nous ne peut qu'être favorable à notre change et il est à souhaiter qu'il soit favorisé par tous les moyens.» (AN, F7-13481, «Suisse. 1922»: du commissaire spécial (Evian) au Ministère de l'Intérieur (Paris), 1191, 28.10.1922). Sur le secret bancaire à cette époque, voir S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, n. 295 p. 413.

<sup>80</sup> Musy écrit notamment en 1930: «Les banquiers suisses savent ce qu'ils doivent à la politique de neutralité de la Suisse, et aussi à la courageuse politique fiscale acceptée par le peuple. Préservée des dévastations de la guerre, de l'effondrement des valeurs et de la monnaie, la Suisse était apte comme peu d'autres pays, à assumer le rôle de banquier mondial.» (J. MUSY: «Les banques et la Confédération», in *Journal de Genève*, 27.9.1930, n° spécial).

<sup>81</sup> *Bst CN*, 3.2.1920, p. 34.

<sup>82</sup> *Ibid.*, p. 35. Attaché, entre autres préoccupations, à la bonne entente entre la paysannerie et les milieux bancaires, Musy note que «la première façon d'empêcher les taux hypothécaires de monter encore et, dans une certaine mesure, si c'est possible, mais cela ne l'est pas pour le moment, de les comprimer, de les faire baisser, est de conserver chez nous les capitaux dont nous disposons.» (*Bst CN*, 10.2.1920, p. 124).

défendent une fois de plus des conceptions très opposées. À l'instar des couches possédantes, le premier privilégie l'imposition indirecte, à savoir en premier lieu les douanes. Les seconds attaquent eux vivement ce principe d'imposition plus durement ressenti par les bas et moyens salaires et prônent une imposition fédérale directe plus en rapport avec la force de chaque contribuable<sup>83</sup>.

Pour rassurer le plus possible les investisseurs étrangers, Musy souhaite que l'initiative socialiste soit non seulement rejetée, mais qu'elle subisse un revers écrasant<sup>84</sup>. Il veut envoyer au tapis les socialistes car, si le refus populaire n'est pas net le 3 décembre, il estime qu'une nouvelle initiative du même genre serait assez vite lancée<sup>85</sup>. Or, le résultat n'est pas acquis d'avance. Le récent succès des socialistes lors de la votation populaire sur la loi Häberlin, repoussée le 24 septembre 1922, fait craindre que le vote populaire du 3 décembre leur soit de nouveau favorable. De plus, le peuple doit être convaincu qu'il a tout à perdre d'une initiative qui ne toucherait directement qu'une petite minorité aisée de la population. En outre, pour que la défaite socialiste soit significative, les autorités fédérales et les milieux économiques influents ont besoin du soutien massif de la paysannerie, ce qui n'allait pas de soi encore au début de 1921<sup>86</sup>. Finalement, Ernst Laur, figure de proue du mouvement paysan, mobilise ses troupes contre une proposition qui cherche, dit-il, à infiltrer le collectivisme en Suisse et à ériger la spoliation organisée en principe d'État<sup>87</sup>.

Devant l'ampleur de la tâche, Musy n'y va pas avec le dos de la cuillère. À l'initiative socialiste, il oppose en vrac la patrie, Dieu, la liberté et la propriété. Catholique acquis au droit naturel, il relève l'immoralité d'une initiative qui se propose de niveler les fortunes et de mutiler l'inviolabilité de la propriété privée, principe fondamental de l'encyclique *Rerum novarum*. Il n'hésite pas à affirmer que la situation des finances publiques n'est pas aussi catastrophique que le laisse entendre l'initiative. Selon lui, le peuple n'a que le choix entre la démocratie ou la dictature bolcheviste. Accepter le projet socialiste, c'est conduire le pays par étapes à la socialisation et au communisme. En un mot: à la catastrophe<sup>88</sup>. Sur un mode binaire qu'il affectionne particulièrement, il déclare que le rejet de

---

<sup>83</sup> Voir K. von STEIGER: *op. cit.*, p. 145.

<sup>84</sup> Fin novembre 1922, Musy déclare qu'«il faut que le vote du 3 décembre ne soit pas seulement un rejet de l'initiative; ce vote doit être un écrasement.» (Propos cités sous: «Genève. Contre la confiscation des fortunes», in *Journal de Genève*, 30.11.1922).

<sup>85</sup> AF, E 1005 2, vol. 2, Pv CF (secret), 2.10.1922.

<sup>86</sup> S. GUEX: «Banque nationale...» *op. cit.*, p. 59.

<sup>87</sup> E. LAUR: *L'initiative sur la confiscation des fortunes et ses conséquences pour l'économie et l'agriculture nationales*, Brougg, Effingerhof, (1922), 12 p.

<sup>88</sup> Voir p.e. -gg.: «Initiative zur Vermögensabgabe. Bundesrat Musy vor der Zürcher Handelskammer», in *NZZ*, 19.11.1922; s.n.: «La Conférence Musy à Sion», in *Nouvelliste valaisan*, 21.11.1922; s.n.: «Genève. Contre la confiscation des fortunes», in *Journal de Genève*, 30.11.1922.



l'initiative est tout simplement une affaire de vie ou de mort pour la Suisse<sup>89</sup>.

Le 3 décembre 1922, 86.3% des citoyens participent au scrutin. L'initiative socialiste, qui a mis les nerfs à fleur de peau, aboutit à une participation record. Le jour j, c'est un bloc bourgeois soudé autour de quelques valeurs refuges qui balaie l'initiative, dans la proportion de sept contre un et par la totalité des cantons<sup>90</sup>. Un véritable camouflet pour la gauche helvétique et une des défaites les plus mortifiantes de toute son histoire. Appuyé par le clergé qui a ouvertement pris position contre le projet socialiste, le parti conservateur a présenté un front uni et déployé une importante propagande<sup>91</sup>. Résultat? Les cantons catholiques sont ceux qui ont rejeté le plus massivement la proposition socialiste<sup>92</sup>. Le PCPS ne cesse de s'affirmer comme un des bastions antisocialistes les plus solides. Musy savoure la victoire. Les messages de félicitations affluent<sup>93</sup>.

Ce rejet écrasant par le peuple l'encourage à poursuivre dans une voie résolument antisocialiste. En 1926, alors que de grandes banques helvétiques projettent à nouveau de grosses opérations d'exportations de capitaux qui risquent d'affaiblir le franc suisse, Musy ne se fait pas faute de leur rappeler l'influence positive de ce vote sur le développement de leurs affaires: «La confiance en particulier qu'a valu à notre pays la votation du 3 décembre 1922, a certainement contribué à créer l'atmosphère dans laquelle vous pouvez maintenant opérer avec succès.»<sup>94</sup> Musy est prêt à se dépenser sans compter pour que la place financière suisse prospère, mais il attend de ses dirigeants une collaboration loyale afin de maintenir une monnaie stable et forte.

À l'instar du bloc bourgeois, Musy utilisera longtemps la victoire fracassante du 3 décembre 1922 comme argument contre le PSS et comme frein pour ralentir son intégration à l'État fédéral. Très vite, il s'en sert d'ailleurs pour clouer le bec à l'opposition. Au Conseil national, un député d'extrême gauche l'ayant interrompu s'attire une réponse cinglante: «Le gouvernement ne subira pas la pression d'un parti qui compte 100'000 voix contre 700'000»<sup>95</sup>. Replaçant l'événement dans son

---

<sup>89</sup> *L'initiative socialiste pour la confiscation des fortunes. Votation du 3 décembre*, Fribourg, St-Paul, 1922, p. 20.

<sup>90</sup> 736'952 non contre 109'702 oui. (O. G. SIGG: *op. cit.*, p. 143).

<sup>91</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 252-254. Évêque de Lausanne et Genève, Mgr Marius Besson a par exemple sommé les fidèles d'aller voter non le 3 décembre dans un avertissement lu dans toutes les églises et chapelles du diocèse. Voir *Avertissement de S. G. Monseigneur l'Évêque de Lausanne et Genève au clergé et aux fidèles de son diocèse*, Fribourg, St-Paul, 21.11.1922, 4 p.

<sup>92</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 256.

<sup>93</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 74.

<sup>94</sup> Pv CF, 24.8.1926, citation d'une communication de Musy à la direction du Crédit Suisse (Kreditanstalt) et à Léopold Dubois, administrateur de la Société de Banque Suisse, connue à l'époque sous le nom allemand de Bankverein, in *DDS*, vol. 9, p. 365.

<sup>95</sup> Paroles rapportées in AN, F7-13481, «Suisse. 1922»: d'H. Allizé au MAE (Paris), 11.12.1922 (copie).

cadre européen, l'ambassadeur de France à Berne, Henry Allizé, relève toute l'importance de la votation: «La journée du 3 décembre est de plus en plus considérée comme le commencement d'une ère nouvelle au point de vue de la politique nationale et sociale de la Confédération. / On se plaît à constater que la Suisse est définitivement entraînée dans le grand courant antirévolutionnaire qui a fait reculer le bolchevisme en Finlande et Hollande, en Bavière et en Hongrie, en Grande-Bretagne et en France, et qui a fait surgir le fascisme italien. "Le 3 décembre marque ainsi un épisode du grand mouvement de restauration et de redressement d'où sortira peut-être le salut de l'Europe, dit avec emphase la presse lausannoise. Les jeunes sont pour l'union des classes: l'avenir n'est plus au socialisme".»<sup>96</sup> Et qui se trouve à la tête de ce redressement national? «Musy, l'antagoniste triomphant de l'initiative socialiste.»<sup>97</sup>

Tandis que beaucoup à droite finiront par adopter une attitude plus conciliante à l'égard de la gauche, du moins envers son courant majoritaire devenu lui-même plus modéré et pragmatique, Musy se voudra lui toujours à l'avant-garde de la lutte antisocialiste. Une ligne rigide suivie, pourrait-on dire, quasiment à n'importe quel prix.

## **2. Dans les rangs du bloc bourgeois, aux avant-postes de la lutte antisocialiste**

### 2.1. Ni second couteau, ni premier de cordée

#### 2.1.1. *Au Conseil fédéral*

Membre du Conseil fédéral de 1920 à 1934, Musy n'y connaît que neuf collègues différents<sup>98</sup>. Bien plus, la composition du collège gouvernemental ne varie absolument pas de 1920 jusqu'à la fin de 1928. Jamais auparavant, ni d'ailleurs depuis, le gouvernement fédéral n'a connu une aussi longue période sans changement de ministre, qui plus est sans permutation à la tête des départements. Il s'agit donc d'années marquées par une grande stabilité gouvernementale, malgré les difficultés de l'époque et les tensions qui ne manquent pas de surgir entre certains conseillers fédéraux.

À côté de Musy, le benjamin de l'équipe initiale, on trouve tout d'abord son

---

<sup>96</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 28: d'H. Allizé au MAE (Paris), 15.12.1922.

<sup>97</sup> *Ibid.*

<sup>98</sup> N'est pas compté ici le radical grison Felix Calonder qui se retire au début de 1920. C'est Häberlin, élu le 12 février 1920, qui le remplace au Conseil fédéral.

camarade de parti, le conservateur-catholique tessinois Giuseppe Motta, ainsi que cinq radicaux, à savoir l'Argovien Edmund Schulthess, le Zurichois Robert Haab, le Bernois Karl Scheurer, le Vaudois Ernest Chuard et le Thurgovien Heinrich Häberlin. Puis, à Chuard succédera en décembre 1928 un autre radical vaudois, Marcel Pilet-Golaz. En décembre 1929, l'agrarien bernois Rudolf Minger remplacera Scheurer et le radical zurichois Albert Meyer prendra le relais de Haab. Entre 1920 et 1924, ce sont surtout Schulthess et Motta, les plus expérimentés au Conseil fédéral, qui surplombent quelque peu de leur personnalité le reste de l'exécutif<sup>99</sup>.

Au début, comme l'a déjà remarqué Chantal Kaiser, Musy fait preuve d'une certaine retenue au sein du Conseil fédéral<sup>100</sup>. Pourtant, l'homme compte. Il détient, pour aller vite, la clé du coffre-fort de la Confédération et, dès son entrée en fonction, marque de son empreinte tout ce qui touche aux finances du pays. Bien que «partenaire minoritaire dans le bloc gouvernemental»<sup>101</sup>, le duo conservateur Motta-Musy occupe d'ailleurs deux postes clés. Nouveau venu au gouvernement, le conseiller fédéral fribourgeois s'initie aux plus petits rouages du DFFD, alors en cours de réorganisation administrative<sup>102</sup>. Lui-même contribue à la rationalisation de son département<sup>103</sup>. Il se concentre également sur les dossiers très souvent complexes du DFFD, non sans donner une dimension nettement politique à son action financière. Ici comme ailleurs, le socialisme est un puissant aiguillon.

La position charnière qu'il occupe entre les différents départements n'est pas toujours la plus confortable. Toutefois, dans un premier temps, sa collaboration avec les autres chefs de dicastère ne donne lieu à aucune tension grave, malgré sa résistance déjà bien visible à la politique de Schulthess. Celui-ci n'avait-il pas déjà été, à en croire Gonzague de Reynold, de tous les membres du gouvernement, lors de la grève générale de 1918, le plus réfractaire aux mesures militaires et le plus disposé aux concessions, alors que Musy, encore conseiller

---

<sup>99</sup> Pour une présentation des membres de l'équipe gouvernementale en poste entre 1920 et 1934, voir notamment le dictionnaire biographique publié s.l.d. d'U. ALTERMATT (*Conseil fédéral... op. cit.*, 1993, 1991 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande) où est présenté chaque conseiller fédéral. Voir également H. BÖSCHENSTEIN: «Der Bundesrat der Zwischenkriegszeit», in *NZZ*, 7, 8 et 9.12.1966; C. KAISER: *op. cit.*, pp. 96-100; ainsi que R. SOLAND: *Zwischen Proletariern und Potentaten. Bundesrat Heinrich Häberlin, 1868-1947, und seine Tagebücher*, Zürich, *NZZ*, 1997, pp. 107-140. Certains conseillers fédéraux ont en outre eu droit à leur propre monographie.

<sup>100</sup> C. KAISER: *op. cit.*, p. 191.

<sup>101</sup> U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi... op. cit.*, p. 110.

<sup>102</sup> Voir G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, pp. 93-96.

<sup>103</sup> Sur les efforts de rationalisation produits par la Confédération après 1914-1918, période de guerre au cours de laquelle l'État central a vu ses tâches et ses services considérablement augmenter, voir H. VOLKART: *Die Organisationsgewalt im schweizerischen Bundesstaatsrecht*, Affoltern am Albis, J. Weiss, 1936, pp. 133-134, 140-145, 159-161, 168 et 233-246.

national, aurait lui donné le «signal du redressement» grâce à son intervention parlementaire musclée du 10 décembre 1918?<sup>104</sup> On se trouve également en présence de deux caractères incompatibles. L'un et l'autre ne souffrent qu'on leur fasse de l'ombre. Aussi, élu au gouvernement fédéral, Musy ne tarde pas, selon Pierre Béguin, journaliste longtemps proche de l'homme d'État fribourgeois, à identifier le collègue auquel il va chercher à s'opposer<sup>105</sup>. De fait, dès 1920, il engage contre l'Argovien un combat, tout d'abord sourd, pour la suprématie. Deux ou trois ans après l'élection du Fribourgeois, les divergences entre les deux hommes sont déjà bien établies. Le contraste s'accuse chaque année davantage. Inévitable et normale jusqu'à un certain point, la rivalité n'a toutefois pas encore, dans la première moitié des années vingt, la forme exceptionnelle qui prévaudra par la suite.

Par son arrivée à la plus haute instance exécutive du pays, Musy n'apporte pas seulement des conceptions financières et des opinions politiques. C'est aussi un tempérament qui débarque. Sa ténacité et sa fougue sont connues, comme son goût pour l'affrontement et son esprit frondeur. Il ne supporte que difficilement la discipline collégiale. Plus d'une fois absent des séances du Conseil fédéral, sans que ses collègues sachent où il se trouve, il prend ses aises, sûr de son bon droit<sup>106</sup>. À la tête de son département, il impose également un style peu conventionnel. Il bouscule le ronron de la machine administrative. Lorsque l'ouvrage presse, il peut mettre sous forte pression ses troupes, puis leur donner quartier libre<sup>107</sup>. Ses méthodes de travail ne sont pas toujours très ordonnées ni efficaces<sup>108</sup>. Il n'empêche. Musy abat une besogne considérable. Doté d'un esprit vif qui semble en ébullition perpétuelle, il ne manque pas d'imagination pour résoudre les problèmes les plus ardues.

En outre, il se distingue, en tant que collègue de gouvernement, par un comportement parfois imprévisible et déroutant. Scheurer a du mal à cerner sa personnalité<sup>109</sup>. Alors que le chef du DFFD souhaite au début de 1922 se rendre à Gênes pour participer à la conférence internationale qui doit s'occuper du relèvement économique et financier de l'Europe, Scheurer s'inquiète d'une telle perspective car, selon lui, Musy est beaucoup trop indécis et trop peu sûr<sup>110</sup>. Et le

---

<sup>104</sup> Voir G. de REYNOLD: *Mes mémoires*, *op. cit.*, pp. 344-345. En outre, au terme de la guerre, il est assez courant, rappelons-le, que Schulthess soit taxé de germanophile et Musy de francophile.

<sup>105</sup> P. BEGUIN: «L'homme des grandes batailles»... *op. cit.*

<sup>106</sup> Voir H. BÖSCHENSTEIN: «Der Bundesrat der Zwischenkriegszeit», in *NZZ*, 8.12.1966; R. SOLAND: *Zwischen Proletariern...* *op. cit.*, p. 122.

<sup>107</sup> P. GRELLET: *Souvenirs...* *op. cit.*, pp. 149-150.

<sup>108</sup> Voir R. SOLAND: *Zwischen Proletariern...* *op. cit.*, p. 122.

<sup>109</sup> Voir AF, fs Scheurer, journal, 27.8.1920, p. 101; 3.9.1920, p. 105.

<sup>110</sup> Notes de Scheurer des 7 et 18.1.1922, in *Bundesrat Karl Scheurer...* *op. cit.*, pp. 298-299. Musy ne va finalement pas à Gênes. Le Conseil fédéral désigne comme représentants Motta

Bernois d'ajouter quelques jours plus tard qu'on ne sait jamais à quoi s'en tenir avec Musy<sup>111</sup>.

Bien qu'il lui reconnaisse son talent financier, Häberlin remarque aussi une certaine inconstance dans la conduite financière de Musy, lequel doit plus d'une fois surprendre ses collègues avec de nouvelles propositions peu approfondies<sup>112</sup>. Scheurer rejoint le Thurgovien pour relever le caractère hésitant de sa politique financière, ainsi qu'une certaine désinvolture<sup>113</sup>. La tâche du grand argentier n'est certes pas facile. Si ses suggestions désarçonnent parfois ses collègues, cela tient sans doute aussi à son caractère quelque peu primesautier. En outre, il se peut qu'il joue de son sens tactique très développé pour voir, à l'occasion, quelle réaction suscite une idée apparemment lancée à la légère. L'objectif lui importe plus que les moyens pour l'atteindre.

Membre du collège fédéral, le jeune magistrat se signale également par un penchant à laisser filtrer des informations confidentielles dans la presse<sup>114</sup>. Sans doute n'agit-il pas toujours par inadvertance, mais plutôt dans un but stratégique. Déjà soupçonné à Fribourg d'user de la fuite pour ébranler l'opposition ou ménager sa position personnelle, il éveille la même méfiance au sein du Conseil fédéral. Sur le point des indiscretions, il n'est d'ailleurs pas le seul à être mis en cause. Motta et Schulthess le sont également plus d'une fois.

Plus grave, comme le constate aussi Chantal Kaiser, est la remise en question, par Scheurer et Häberlin, de l'honnêteté de Musy à l'égard du collège gouvernemental<sup>115</sup>. Le regard lucide que le Bernois et le Thurgovien, deux esprits conciliants au sein du Conseil fédéral, portent sur eux-mêmes et leurs collègues montre assez qu'il ne s'agit pas là d'un jugement partisan. Même Motta, une autre figure accommodante du gouvernement, n'approuve pas le manque de collégialité et les manœuvres de son camarade de parti. Quant à Schulthess, dont les agissements ne doivent certes rien à ceux de Musy, il en arrive avec le temps à l'accuser presque systématiquement de roublardise et de sabotage.

L'attitude parfois déroutante de Musy, son goût pour l'intrigue et sa loyauté discutables tranchent avec le caractère franc et décidé qu'on lui attribue habituellement. Qui est-il en définitive? Un homme à multiples facettes, certaines

---

et Schulthess, ainsi que deux experts, Alfred Frey (Vorort de l'USCI) et Léopold Dubois (Société de Banque Suisse). Voir J. GAUSS: «Motta an der Konferenz von Genua 1922», in *RSH*, 28, 1978, 4, p. 456.

<sup>111</sup> Notes de Scheurer du 17.1.1922, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 298.

<sup>112</sup> R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, p. 122. L'auteur se base notamment sur le journal de Häberlin des 2.11.1920 et 9.10.1925 (n. 25).

<sup>113</sup> AF, fs Scheurer, journal, 4.6.1920, p. 71; 7.6.1920, p. 72; 11.6.1920, p. 74; 14.6.1920, p. 75; 27.9.1920, p. 114; 28.12.1920, p. 156.

<sup>114</sup> Voir R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, pp. 122-123; C. KAISER: *op. cit.*, p. 190.

<sup>115</sup> *Ibid.*, p. 162. Voir aussi R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, p. 129.

contradictoires. À bien des égards, il est un conseiller fédéral atypique, porté beaucoup plus que ses collègues à faire de la politique quand les autres dirigent leur département.

### 2.1.2. *Au PCPS*

À la lecture des différents passages que Markus Hodel consacre à l'histoire du PCPS entre 1920 et 1924, on ne peut être que frappé par l'effacement à peine relatif de Musy par rapport à d'autres chefs de file conservateurs<sup>116</sup>; Chantal Kaiser le démontre aussi clairement<sup>117</sup>. Après les coups d'éclat du Fribourgeois de 1918 et 1919, le constat est d'autant plus impressionnant. Au sein du PCPS, le nouveau conseiller fédéral fribourgeois n'occupe effectivement pas, dans un premier temps, une position de leader incontournable. Il n'est certes pas un second couteau. Toutefois, il ne peut pas se targuer d'avoir derrière lui de véritables troupes ou de disposer de pièces maîtresses sur l'échiquier conservateur.

Fondé en 1912 à la suite de plusieurs tentatives, le PCPS était encore un édifice fragile à la fin des années 1910<sup>118</sup>. Après les élections au Conseil national de 1919, de nouvelles personnes arrivent à la tête du camp conservateur. Le 4 décembre 1919, le Lucernois Heinrich Walther, que la postérité élèvera au rang de «faiseur de rois», devient chef de la fraction conservatrice-catholique de l'Assemblée fédérale et, le 23 mars 1920, le Schwytzois Joseph Räber succède au Fribourgeois Eugène Deschenaux à la présidence du PCPS<sup>119</sup>. Walther et Räber s'imposent assez vite et influent de manière déterminante sur le cours du parti. Ils bénéficient de la collaboration précieuse du conseiller national nidwaldien Hans von Matt, tout d'abord vice-président puis président dès 1922 de l'Association populaire catholique suisse (APCS), organisation faîtière des sociétés catholiques<sup>120</sup>.

Les trois hommes de Suisse centrale, très complémentaires, forment ce que l'on appelle le «petit comité». Ce triumvirat devient rapidement le véritable centre de décision du catholicisme politique suisse<sup>121</sup>. Respectivement présidents de la

---

<sup>116</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.* (pour une vérification rapide, il suffit de se servir de l'index).

<sup>117</sup> C. KAISER: *op. cit.*, pp. 165-167. Pour tout ce qui concerne les relations de Musy avec le parti conservateur durant la période du Conseil fédéral, nous prions le lecteur de voir tout d'abord l'ouvrage de Chantal Kaiser qui en a déjà fait une présentation détaillée et convaincante. (*Ibid.*, pp. 165ff.).

<sup>118</sup> Au sujet des difficultés internes du PCPS vers 1918, voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 309-310.

<sup>119</sup> *Ibid.*, pp. 312-313.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 313. — Données bio. sur Hans von Matt (1869-1932): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 340-341; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 317-318.

<sup>121</sup> *Ibid.*, pp. 313-314.

fraction, du parti et de l'APCS, Walther, Räber et von Matt disposent d'un important volume de pouvoir. Pragmatiques, les trois leaders conservateurs poursuivent deux buts principaux. D'une part développer l'intégration de la Suisse catholique à l'État fédéral et la responsabilité gouvernementale du PCPS, d'autre part renforcer l'unité de la contre-société, ou subculture, catholique<sup>122</sup>. Leurs efforts se concentrent sur la politique concrète du jour. Sans renoncer à leur propre liberté d'action, ils cherchent à établir de bons rapports avec les radicaux. Walther cultive d'étroites relations en particulier avec Schulthess, adversaire personnel de Musy. Dans le «petit comité», le pragmatisme l'emporte sur l'idéologie et le dogmatisme. Cela ne va pas sans susciter la réprobation à l'intérieur même du parti.

Les plus réticents se trouvent à l'aile droite, en particulier au sein de ce que Markus Hodel appelle le «courant Schildwach-Morgen», du nom de deux journaux conservateurs, la *Schildwache* et le *Morgen*, qui se font les porte-paroles du mouvement jeune et ultraconservateur<sup>123</sup>. L'une des figures centrales en est le Soleurois Otto Walter, éditeur du *Morgen*<sup>124</sup>. L'entrepreneur Paul Kubick, jeune journaliste au *Morgen* et secrétaire central du PCPS depuis 1920, lui prête la main à l'occasion<sup>125</sup>. Le professeur Joseph Beck et le curé Robert Mäder<sup>126</sup>, tous deux

<sup>122</sup> Voir *ibid.*, p. 318.

<sup>123</sup> *Ibid.*, p. 402, voir aussi pp. 402-409. Au sujet de la *Schildwache*, hebdomadaire de la droite catholique intégriste fondé en 1912 par Otto Walter, Johann Baptist Rusch et Robert Mäder, et auquel collaborent à un moment ou à un autre et à des degrés divers Caspar Decurtins, Joseph Beck, Ferdinand Buomberger, Paul Kubick, Ferdinand Rüegg, Carl et Fridolin Weder, voir notamment F. METZGER: *op. cit.*, 381 p.; ainsi que U. ALTERMATT, F. METZGER: «Der radikale Antisemitismus der rechtskatholisch-integralistischen Zeitung "Schildwache"», in *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 92, 1998, pp. 43-72. Sur la «Schildwachbewegung», mouvement jeune-conservateur auquel est lié le courant Schildwach-Morgen, voir également J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 17-19; J. JUNG: *Katholische Jugendbewegung in der deutschen Schweiz. Der Jungmannschaftsverband zwischen Tradition und Wandel von der Mitte des 19. Jahrhunderts bis zum Zweiten Weltkrieg*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1988, pp. 163-165; D. HOLENSTEIN: *op. cit.*, pp. 126-133. À propos des catholiques intransigeants présents à Fribourg, au nombre desquels Musy ne se compte pas, même s'il en côtoie quelques-uns, notamment Joseph Beck, voir I. CARREL: *Un relais de l'intransigeantisme catholique à Fribourg. L'œuvre journalistique de Ferdinand Rüegg (1915-1932)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1999, 207 p.

<sup>124</sup> Données bio. sur Otto Walter (1889-1944): J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 209; L. RÖLLI-ALKEMPER: *Die Schweizerische Konservative Volkspartei 1935-1943. Politischer Katholizismus zwischen Emanzipation und Integration*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1993, n. 36 p. 31; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 282 p. 79; U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, n. 73 p. 364; F. METZGER: *op. cit.*, pp. 97-99 et 344.

<sup>125</sup> Conservateur remuant très souvent critique à l'égard des pragmatiques de son parti, Kubick trouve plusieurs fois en Musy un protecteur lorsque sa position vacille. Ainsi en 1924, lorsque Kubick et Hans Zopfi, un autre journaliste, membre de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse et futur frontiste, accusent sans preuve Eugen Bircher d'avoir soutenu en 1923 la tentative de putsch d'Adolf Hitler. En séance du CF, Musy cherche à couvrir Kubick. Sur cette affaire, voir H. B. KUNZ: *op. cit.*, pp. 300-305; C. KAISER: *op. cit.*, n. 1 p. 178; ainsi que AF, fs Scheurer, journal, 1.12.1924, p. 186; et les documents publiés: proposition du DFJP (H. Häberlin) au CF, 25.8.1924, avec une lettre annexée de P.

portés à défendre un catholicisme ultramontain, fondamentaliste, antimoderniste et antisémite, y donnent aussi le ton. Jouant très souvent un rôle d'opposition à l'intérieur du parti conservateur, les tenants du courant Schildwach-Morgen critiquent la politique du «petit comité», faite selon eux de compromis et d'opportunisme. Ils lui reprochent également d'accaparer le pouvoir<sup>127</sup>. Les jeunes catholiques intégristes, favorables à la recatholisation de la société, combattent entre autres l'interconfessionnalisme, le libéralisme, le socialisme et la modernité en général. Si Musy adopte une position plutôt modérée sur la question religieuse, étant entendu qu'il s'agit ici des rapports entre catholiques et protestants, et sur celle des relations avec les radicaux, s'il se trouve fréquemment à défendre les milieux économiques attachés au libéralisme, il rejoint par contre la ligne conservatrice intransigeante en matière d'antisocialisme et de fédéralisme. Sans appartenir au camp des catholiques intransigeants, il n'en adopte pas moins à leur égard une attitude avenante, vérifiable tout au long de sa vie. Par ailleurs, le soutien qu'il accorde au début des années vingt à la *Revue Romande*, hostile aux Juifs et dont le directeur est alors Gonzague de Reynold, tend à prouver à tout le moins que l'antisémitisme virulent affiché par certains ne le gêne apparemment pas<sup>128</sup>.

De par sa fonction, Musy est l'un des conservateurs les plus en vue. Pourtant, il n'est pas vraiment proche du «petit comité», comme le montrent Markus Hodel et de manière encore plus spécifique Chantal Kaiser<sup>129</sup>. Tant du côté de Musy que de celui du «petit comité», la retenue ne cède à aucun moment à la complicité et à la familiarité. Tout en reconnaissant ses capacités, Walther ne semble pas avoir une confiance absolue dans le Fribourgeois. Dans une lettre du 12 août 1922 qu'il

---

Kubick au procureur de la Confédération (F. Stämpfli), 14.8.1924, in *DDS*, vol. 8, pp. 929-934; Pv CF (secret), 1.12.1924, in *DDS*, vol. 8, pp. 979-980. — Données bio. sur Hans Zopfi (1891-1964): W. WOLF: *Faschismus in der Schweiz. Die Geschichte der Frontenbewegungen in der deutschen Schweiz, 1930-1945*, Zürich, Flamberg, 1969, pp. 390 et 517; P. STETTLER: *Das außenpolitische Bewußtsein... op. cit.*, p. 398.

<sup>126</sup> Données bio. sur Robert Mäder (1875-1945): J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 207; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 427 p. 403; M. RIES: «“Der Rosenkranz ist unser Maschinengewehr.” Der Basler Pfarrer Robert Mäder im Kampf gegen den Zeitgeist», in A. MATTIOLI (Hg.): *Intellektuelle... op. cit.*, pp. 239-256; U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, n. 42 p. 349; F. METZGER: *op. cit.*, pp. 101-105 et 342.

<sup>127</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 319.

<sup>128</sup> A. KAMIS-MÜLLER: *Antisemitismus in der Schweiz 1900-1930*, Zürich, Chronos, 1990, p. 184. La *Revue Romande*, avec Reynold comme directeur, qui souhaite en faire une revue catholique, obtient des dons p.e. du conseiller fédéral Musy, du lieutenant-colonel Roger Dollfuss (plus exactement Ruggero Dollfus dont l'orthographe du nom peut varier selon les sources; n.d.a.) et d'un certain d'Amman (sans doute Jean d'Amman, un cousin de Reynold). (Voir *ibid.*). Au sujet de la *Nouvelle Revue Romande*, organe d'extrême droite créé en 1922 par Jules-Ernest Gross, sur les cendres de la *Revue Romande* qui disparaît la même année, voir aussi R. JOSEPH: *L'Union nationale 1932-1939. Un fascisme en Suisse romande*, Neuchâtel, La Baconnière, 1975, pp. 23-24.

<sup>129</sup> Voir les notes où sont cités ces deux auteurs sous le présent point 2.1.2.



adresse au professeur Joseph Beck, Walther en dresse un portrait plutôt contrasté. Walther juge Musy intelligent, habile et malin, mais également remuant et “peu sûr” («“unvertrauter” Mensch»). Exactement dans les mêmes termes que le radical Scheurer, Walther écrit qu'on ne sait jamais à quoi s'en tenir avec lui. Manifestement, il l'estime versatile. Il relève aussi les liens plutôt lâches existant entre la fraction conservatrice et le conseiller fédéral fribourgeois, qui d'ailleurs ne s'inquiète pas trop de connaître l'avis du groupe. Par contre, il devrait obtenir l'aide de sa fraction souvent là où celle-ci ne peut pas et ne veut pas l'accorder. En outre, selon le chef de la fraction conservatrice, Musy ne jouit pas d'une bonne position au Conseil fédéral<sup>130</sup>.

En résumé, plusieurs facteurs expliquent le caractère plutôt ténu des fils tissés entre Musy et les autres pontes du parti conservateur. L'ampleur nationale du mouvement, son organisation décentralisée et sa fragilité structurelle jouent un rôle. De plus, l'ancrage des deux conseillers fédéraux dans le PCPS n'est pas optimal<sup>131</sup>. Le principe de la collégialité gouvernementale pousse d'ailleurs tout conseiller fédéral à être plutôt indépendant à l'égard de son parti d'origine. Chez Musy, cette tendance est encore accentuée par son caractère individualiste et les réticences qu'il suscite à l'intérieur même du parti, notamment au sein du courant pragmatique et modéré qui dicte le rythme à cette époque. Cette ligne n'a du reste pas de quoi emballer l'impétueux magistrat. Le Fribourgeois traîne en outre dans son sillage l'ombre de Georges Python. L'histoire a valeur d'avertissement pour ceux qui n'accordent pas une entière confiance à Musy. D'où une certaine prudence.

Ce n'est qu'avec la montée en puissance du mouvement jeune-conservateur et le glissement à droite du parti, après 1925, que le conseiller fédéral fribourgeois pourra bénéficier d'une plus large assise dans son camp. Dès cette époque, il va lui-même durcir le ton et battre le rappel des troupes conservatrices.

## 2.2. Intransigeance à l'égard de la Russie soviétique

La grande peur qui saisit les milieux conservateurs occidentaux à l'annonce de la révolution soviétique de 1917 les hante pour des décennies. Les soubresauts de l'immédiat après-guerre et les prophéties bolcheviques sur la révolution mondiale attisent les craintes. La bourgeoisie capitaliste tient l'existence d'un État

---

<sup>130</sup> Voir la lettre de H. Walther à J. Beck, 12.8.1922, citée in M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 418-419; référence également in C. KAISER: *op. cit.*, p. 166. En décembre 1920, le conservateur Räber fait aussi état des perpétuels changements apportés au programme financier. Il estime qu'ils sont préjudiciables à son parti. (Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 501 p. 420).

<sup>131</sup> Voir *ibid.*, pp. 418-419.

soviétique, foyer de la révolution mondiale, pour une menace permanente.

En Suisse, bien après la grève générale de 1918, la droite nationale-conservatrice persiste à ne voir dans cet événement que la main de Moscou, centre de toutes les subversions. Musy en est également convaincu. Les violences exercées par les bolcheviques à l'égard des Suisses se trouvant en Russie le renforcent dans son aversion pour le marxisme. Désormais, il ne cesse de se rapporter à ces épisodes tragiques pour justifier son refus à toute ouverture en direction de la Russie soviétique. Tout au long de sa carrière, il revient en particulier à novembre 1918 comme à une référence centrale. Sa position n'a rien d'exceptionnel. Elle reflète un sentiment très répandu parmi les autorités helvétiques et, plus encore, au sein de l'opinion publique suisse, en particulier romande<sup>132</sup>. En outre, les catholiques sont spécialement réticents envers le socialisme, déclaré incompatible avec la doctrine de l'Église par les évêques suisses en 1920. Ils le perçoivent comme un ennemi de la religion, de la propriété privée, de la famille, de la patrie et de l'ordre en général. Leur verdict est sans appel: «On ne peut pas être socialiste et catholique en même temps.»<sup>133</sup>

À l'instar de nombreux contemporains, Musy ne saisit que difficilement la véritable portée des conflits internes au mouvement socialiste, déchiré entre une tendance réformiste majoritaire et un courant révolutionnaire minoritaire, l'une refusant l'adhésion à la IIIe Internationale sous le régime des 21 conditions, l'autre l'acceptant. La consommation de la scission de l'aile gauche du PSS et la création du PCS en 1921 ne l'empêchent pas de poursuivre l'amalgame, pour mieux discréditer la gauche dans son ensemble. Il ne cesse de croire que, en dépit de leurs divergences, le socialisme n'est qu'un premier pas vers le communisme moscoutaire. Il traite la Russie soviétique en pestiférée et les socialistes en malades déjà contaminés par le mal. À ses yeux, la plupart ne sont d'ailleurs que des communistes camouflés. Il ne poussera jamais beaucoup plus loin l'analyse.

Dans la question du commerce et des relations diplomatiques avec l'État soviétique, rompues avec l'expulsion de la mission Berzine en novembre 1918<sup>134</sup>, Musy endosse le rôle de l'opposant systématique. Beaucoup plus pragmatique que son collègue du DFFD, Schulthess pense en premier lieu à l'industrie d'exportation helvétique. Le chef de l'économie publique évoque, au moins depuis la fin de 1921, la possibilité de renouer le contact au niveau des échanges

---

<sup>132</sup> Voir H. B. KUNZ: *op. cit.*, pp. 32-51; P. STETTLER: *Das außenpolitische Bewußtsein in der Schweiz (1920-1930). Bundesrat und öffentliche Meinung in Fragen schweizerischer Außenpolitik im ersten Jahrzehnt nach dem Beitritt der Schweiz zum Völkerbund*, Zürich, Leemann, 1969, pp. 315-335.

<sup>133</sup> *Le péril social. Allocution de NN. SS. les Évêques de la Suisse aux fidèles de leurs diocèses à l'occasion de la Fête fédérale d'actions de grâces 1920*, Fribourg, St-Paul, 1920, p. 11.

<sup>134</sup> Il ne s'agissait alors que de relations diplomatiques officieuses, la Suisse ne reconnaissant pas le gouvernement bolchevique.

commerciaux<sup>135</sup>. Motta et Musy refusent de donner la main à ce projet<sup>136</sup>. Pour le Département politique (DPF), le problème non résolu des dommages subis par des ressortissants suisses en Russie représente un obstacle important à la reprise des relations commerciales<sup>137</sup>.

La conférence de Gênes, en avril-mai 1922, encourage les tentatives d'ouverture, avant tout économiques, en direction de Moscou. La signature, le 16 avril 1922, du traité de Rapallo entre l'Allemagne et la Russie, l'une et l'autre mises au ban de l'Europe, suscite toutefois beaucoup d'inquiétude, surtout en France et en Grande-Bretagne. En Suisse, les réactions ne manquent pas non plus. Au Parlement, la reprise éventuelle des relations avec le régime soviétique revient plusieurs fois sur le tapis<sup>138</sup>. Ce thème suscite également des débats passionnés au sein de l'opinion publique, en général hostile à la Russie soviétique et à toutes les initiatives préconisant un dégel des relations diplomatiques et commerciales. Les déclarations les plus fermes en faveur d'une politique de négociation et de coopération proviennent de la gauche.

L'assassinat le 10 mai 1923 de Vaclav Worowski, délégué soviétique à la conférence de Lausanne sur la Question d'Orient, par Moritz Conradi, Suisse né en Russie, puis l'acquittement de celui-ci par le Tribunal de Lausanne en novembre 1923 portent un coup très dur au rapprochement éventuel entre Berne et Moscou<sup>139</sup>. Avocat de la défense lors du procès de Lausanne, Théodore Aubert s'y illustre par une plaidoirie toute dirigée contre le bolchevisme<sup>140</sup>. La presse bourgeoise n'est pas en reste. Jusqu'à l'issue du procès, la *Gazette de Lausanne*, notamment par la voix de Georges Rigassi, futur membre de la ligue anticommuniste fondée par Aubert en 1924, et le *Journal de Genève*, dirigé par Jean Martin, ami personnel d'Aubert et futur membre du Comité financier du même mouvement, brillent par la violence de leurs attaques contre la Russie

---

<sup>135</sup> Pv CF (secret), 12.12.1921, 10 et 21.2.1922, in *DDS*, vol. 8, resp. pp. 380-382, 443-446 et 448-449. Voir aussi D. DREYER: *op. cit.*, pp. 83-90.

<sup>136</sup> Dans le journal de Scheurer, on peut lire en date du 14 février 1922: «Ich bringe im Bundesrat die Frage zur Sprache, ob wir nicht in irgendeiner Weise der Anregung von Schulthess nachgeben sollen gegenüber Russland, und schlage vor, dass wir das Volkswirtschaftsdepartement auf eigene Faust seine Fühler sollen ausstrecken lassen. Ich stosse auf grossen Widerstand; Motta will in keiner Weise mithelfen, auch Musy nicht. In welschen Blättern ist der Bundesrat als Kabinett Schulthess bezeichnet worden. Ich habe den Eindruck, dass das die Herren getroffen hat.» (Journal de Scheurer, 14.2.1922, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 286).

<sup>137</sup> D. DREYER: *op. cit.*: p. 85.

<sup>138</sup> Voir p.e. *Bst CN*, 12 et 13.6.1922, pp. 323ff.

<sup>139</sup> Sur l'affaire Conradi-Worowski, voir A. GATTIKER: *L'affaire Conradi*, Berne/Francfort M., Lang, 1975, 323 p.; A. E. SENN: *Assassination in Switzerland. The Murder of Vatslav Vorovsky*, Madison, University of Wisconsin Press, 1981, 219 p.

<sup>140</sup> Voir T. AUBERT: *L'Affaire Conradi. Le Procès du Bolchévisme. Plaidoirie prononcée pour Arcadius Polounine devant le Tribunal Criminel de Lausanne, les 14 et 15 novembre 1923*, Genève, Sonor, 1924, 132 p.

soviétique<sup>141</sup>. L'affaire Conradi-Worowski confirme également Musy dans son rôle de faucon. Il se montre l'un des conseillers fédéraux les plus opposés à ce que Berne adresse des condoléances ou exprime des regrets au gouvernement soviétique, notamment sous prétexte qu'il n'existe pas de relations diplomatiques entre les deux pays.

Le 11 mai 1923, le Conseil fédéral remet, malgré Musy, un communiqué à la presse par lequel il déplore et condamne l'attentat, tout en soulignant qu'il s'agit d'un acte individuel<sup>142</sup>. Privilégiant en matière d'anticommunisme le dogmatisme plutôt que le pragmatisme, il s'enferme dans une politique d'obstruction obstinée. En 1924, il désapprouve totalement les négociations officieuses menées à Berlin entre des délégués du régime soviétique et une représentation suisse<sup>143</sup>. Il préconise jusqu'au bout l'application stricte du cordon sanitaire contre le péril rouge. Plus que Motta, ministre des affaires étrangères certes anticommuniste dont le nom est toutefois souvent trop vite mentionné pour qualifier globalement la diplomatie suisse envers l'URSS, Musy incarne au Conseil fédéral la ligne dure opposée à tout rapprochement avec Moscou<sup>144</sup>.

À la fin de l'année 1924, il évoque le bolchevisme avec un arrière-goût qui ne trompe pas: «Cette doctrine asiatique, dont le mysticisme désespéré est empreint du fatalisme, de la résignation stérile, propres aux philosophies orientales, l'Europe, travaillée par vingt siècles de christianisme, ne peut pas l'adopter»<sup>145</sup>. Musy n'est que l'héritier de préjugés anciens. Toujours, il associera le communisme à la barbarie asiatique. Jamais, il ne doutera de la supériorité de la civilisation européenne.

Pour conclure ce point, on peut relever que, sitôt évoquée, la question des relations avec le régime soviétique constitue une source de tensions au sein du Conseil fédéral, notamment entre Schulthess et Musy. Très vite, certains de ses collègues, tels Scheurer et Schulthess, soupçonnent le Fribourgeois de ne pas

---

<sup>141</sup> A. GATTIKER: *op. cit.*, p. 100 et n. 71 p. 267. — Données bio. sur Georges Rigassi (1885-1967): P. STETTLER: *Das außenpolitische Bewußtsein... op. cit.*, pp. 395-396. Données bio. sur Jean Martin (1879-1962): *Ibid.*, p. 389.

<sup>142</sup> D. DREYER: *op. cit.*, p. 94. Voir aussi Pv CF, 11.5.1923, in *DDS*, vol. 8, pp. 727-728; A. GATTIKER: *op. cit.*, pp. 56-57; A. E. SENN: *Assassination... op. cit.*, pp. 58-59; C. KAISER: *op. cit.*, p. 148.

<sup>143</sup> Voir le témoignage de Scheurer daté du 17 octobre 1924: «Die Herren Russen sind nach ihrer Gewohnheit anmassend, scheinen aber doch Wert darauf zu legen, mit uns wieder in ein erträgliches Verhältnis zu kommen. Musy plädiert immer noch lebhaft für Ablehnung, mit einer solchen Bande, die unsere Landsleute beschossen haben, dürfe man sich nicht einlassen. Andere, denen noch ganz andere Dinge begegnet sind, denken offenbar anders.» (*Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 288).

<sup>144</sup> Voir M. CERUTTI: «Politique ou commerce? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente», in *Études et Sources*, 7, 1981, pp. 119-147; D. DREYER: *op. cit.*, pp. 159-167.

<sup>145</sup> Propos rapportés par L. SAVARY: «Quelques instants d'entretien avec le futur président de la Confédération», in *La Tribune de Genève*, 19.12.1924.

jouer cartes sur table. Dès le début des années 1920, la confiance nécessaire à la bonne marche de l'équipe gouvernementale est mise à mal<sup>146</sup>.

### 2.3. De la coalition antisocialiste vers un bloc des gauches?

Ne reposant sur aucun programme formel de coalition, la collaboration entre radicaux et conservateurs trouve une de ses principales raisons d'être dans la lutte contre le socialisme. En 1919 et 1922, lors des deux premières élections au Conseil national disputées selon le mode proportionnel, le bloc bourgeois affronte le scrutin en rangs serrés pour faire barrage à l'adversaire. L'écho de la révolution mondiale, la secousse de novembre 1918 et la crise économique de 1921-1922 avivent les antagonismes. La bataille autour de l'initiative socialiste proposant un prélèvement unique sur la fortune donne lieu à des passes d'armes extrêmement violentes. Le 3 décembre 1922, le PSS reçoit une gifle. Les durs de la droite nationale bombent le torse.

Mais, à partir de 1923, l'amélioration progressive de la situation économique entraîne une détente relative dans les rapports sociaux et politiques. La tendance démocratique et réformiste l'emporte au sein du socialisme suisse, alors qu'une petite minorité persiste à suivre une voie extrême. À mesure que la polarisation gauche-droite faiblit, la cohésion du bloc bourgeois s'effrite insensiblement. Le rejet massif, le 17 février 1924, du projet de loi proposant un allongement du temps de travail hebdomadaire atteste d'un redressement du PSS. Le peuple refuse que l'on s'attaque encore plus aux maigres acquis sociaux. Outre les socialistes, les radicaux de gauche et les chrétiens-sociaux, en désaccord avec le PCPS<sup>147</sup>, ont fortement influé sur l'issue négative du scrutin.

En 1924, la possibilité d'un bloc des gauches s'esquisse. Le thème devient à la

---

<sup>146</sup> Par exemple, Scheurer note en février 1922: «Schulthess kommt und erzählt mir, dass unsere ganze, angeblich geheime Abmachung und Besprechung über die russische Angelegenheit in der Ostschweiz und andern katholischen Blättern wiedergegeben sei; es stamme von Musy. Ich sehe die Sache an und finde sie richtig, wenn auch nicht gerade die Namen genannt sind, so doch die Departemente, Volkswirtschaft und Militär! Dazu dann Wiedergabe der Ansichten, die Musy in der Sitzung verfochten hat und ein Lob an die zwei katholischen Bundesräte. Das gibt keine schöne Geschichte. Man kann die Sache natürlich nicht ohne weiteres vorbeigehen lassen. Was daraus wird, ist mir noch unklar. Ich habe einmal mehr den Eindruck, dass man sich mit Musy sehr stark in acht nehmen muss. Die Frage bleibt nur offen, ob er wirklich manchmal unbedacht schwatzt oder ob er es mit vollem Bewusstsein unter den höflichen Formen und nach der anscheinend nicht ernst zu nehmenden Weise tut. Ich glaube nach und nach das letztere.» (AF, fs Scheurer, journal, 28.2.1922, p. 28). Le 1er mars, Scheurer poursuit: «In der Sitzung bringen wir die Zeitungsschreiberei wegen Russland zur Sprache. Der Sünder ist offenbar Musy, der aber dergleichen tut, er wisse von der ganzen Sache nichts. Wir verlassen alle die Sitzung mit dem Eindruck, dass er uns nicht die Wahrheit gesagt hat. [...] Musy ist jedenfalls ein unberechenbarer und unzuverlässiger Mensch; man weiss nur nicht, ob er ein ganz ausgedachtes Spiel spielt und es unter seinem freundlichen und bieder-männischen Gesicht verbirgt oder ob er in den Tag hinein schwatzt. Ich glaube nach und nach das erste.» (AF, fs Scheurer, journal, 1.3.1922, p. 29).

<sup>147</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 258-267 et 400.

mode. En janvier 1924, les travaillistes anglais, soutenus par les libéraux, forment leur premier gouvernement, qui ne durera certes que quelques mois. En France, le Cartel des gauches sort vainqueur des élections législatives du 11 mai 1924. Un regain d'anticatholicisme semble gagner l'Europe occidentale. En Suisse, des tensions, ayant parfois des relents de Kulturkampf, réapparaissent entre radicaux et conservateurs-catholiques. Entre 1922 et 1924, de nouveaux remous apparaissent par exemple au sujet des articles d'exception et du rétablissement de la nonciature. Des radicaux reprochent aussi aux conservateurs d'avoir une trop grande influence sur le cours de la politique fédérale. Les attaques radicales contre Motta et Musy se multiplient. La position du catholicisme politique dans le bloc gouvernemental s'en trouve ébranlée. Au sein du PCPS, les conservateurs pragmatiques sont sur la défensive. Ils cherchent à calmer le jeu au nom de l'entente bourgeoise, alors que les jeunes doctrinaires embouchent les trompettes de l'antilibéralisme et n'excluent pas un retour des conservateurs dans l'opposition pour pouvoir reprendre frontalement la lutte contre l'ennemi radical<sup>148</sup>.

À Bâle en août 1924, lors du sixième congrès des catholiques suisses, imposant rassemblement populaire de la contre-société catholique, Musy adopte une attitude différenciée sur la question des tensions qui tiraillent le bloc bourgeois. Au chapitre de la paix confessionnelle, il joue la réserve tout en lâchant quelques propos fermes. Ainsi pense-t-il que le moment n'est pas venu de demander la suppression immédiate des articles d'exception et lance, plus énergique: «nous n'admettrons jamais que les catholiques soient des Suisses de second ordre»<sup>149</sup>. Et de montrer du doigt certains qui «oublient trop tôt la belle attitude des catholiques aux heures difficiles»<sup>150</sup>. La réflexion sur les catholiques comme citoyens de seconde zone suscite des remous et des objections dans la presse radicale. Reste que Musy, s'il n'apprécie guère l'anticléricalisme de certains radicaux, pour ne pas parler de celui des socialistes, ne veut pas d'une nouvelle guerre de religion<sup>151</sup>.

---

<sup>148</sup> Voir *ibid.*, pp. 88-103; A. IMSTEPF: *Die schweizerischen Katholikentage 1903-1954. Geschichte, Organisation, Programmatik und Sozialstruktur*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1987, p. 74.

<sup>149</sup> J. MUSY: «Le devoir des catholiques au point de vue politique, social et confessionnel», in *Der VI. Schweizer. Katholikentag in Basel (9. bis 12. August 1924). Offizieller Bericht erstattet durch das Generalsekretariat des Schweizerischen katholischen Volksvereins*, Stans, Hans von Matt, 1925, p. 115. — En 1921, Musy a déjà pris la parole lors du cinquième congrès des catholiques suisses qui s'est tenu à Fribourg. (Voir *Der V. Schweizer. Katholikentag (Canisiusfeier) in Freiburg (23. bis 25. Juli 1921)*, Separatdruck aus dem VII. Jahrbuch des Schweizer. kathol. Volksvereins, Solothurn, Union, 1924, pp. 14-15, où ne sont pas reproduits les discours des différents orateurs).

<sup>150</sup> J. MUSY: «Le devoir des catholiques...» *op. cit.*, p. 115.

<sup>151</sup> Voir A. STOECKLIN: *Schweizer Katholizismus. Eine Geschichte der Jahre 1925-1975 zwischen Ghetto und Konziliarer Öffnung*, Zürich/Einsiedeln/Köln, Benziger, 1978, p. 40; A. IMSTEPF: *op. cit.*, pp. 76 et 245-246; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 97.

S'il ne fait pas de l'abrogation des articles confessionnels une priorité absolue, bien qu'il la réclame comme d'autres catholiques, Musy exige par contre vigoureusement le maintien d'un bloc bourgeois soudé et résolument antisocialiste. Les considérations politiques l'emportent sur les revendications confessionnelles. Que le radicalisme et le conservatisme catholique ne se rejoignent pas sur de nombreux points importe moins que leur commune appartenance au camp antisocialiste. Dans la première moitié des années vingt, l'homme public n'établit encore aucune parenté entre le libéralisme et le socialisme. Il faudra attendre la fin des années 1920, la décennie suivante et la vague rénovatrice de l'été 1940 pour l'entendre développer toujours plus des diatribes, aux accents parfois très reynoldiens, contre 1848/1874 et la Révolution française, comprise comme la matrice commune au libéralisme et au socialisme.

Il n'empêche. En 1924, il soutient que les radicaux n'ont pu se tirer d'affaire lors de la grève générale de 1918 que grâce à l'appui catholique. Ils feraient bien de ne pas l'oublier. Le rappel n'est pas innocent. Cette année-là, le PSS commence à redresser la tête, l'aile gauche radicale est tentée par une collaboration avec les socialistes pragmatiques et, dans le sillage de l'expérience française, on évoque un éventuel bloc des gauches. Autant d'éléments qui hérissent le poil de Musy. Dans *Le Fribourgeois*, journal proche du magistrat gruérien s'il en est, Ernest Castella considère même que le gouvernement radical-socialiste français marque «la dégringolade de la France officielle dans les bas-fonds du communisme bolchéviste»<sup>152</sup>.

Dans l'hexagone justement, suite à la victoire du Cartel des gauches et à certaines démonstrations communistes, par exemple lors du transfert au Panthéon des cendres de Jean Jaurès, il se forme toute une série de ligues d'extrême droite. L'une d'entre elles, les Jeunesses Patriotes, est emmenée par le député Pierre Taittinger, future connaissance de Musy. Les années 1924-1925 sont marquées en France, comme ailleurs en Europe, par une puissante vague anticommuniste. Le Cartel des gauches et le gouvernement du radical Edouard Herriot, reconnaissant l'URSS en octobre 1924, suscitent une violente réaction dans les milieux anticommunistes<sup>153</sup>. La même tendance s'observe en Suisse. En 1924, le Genevois Théodore Aubert, futur compagnon d'armes de Musy dans sa croisade anticommuniste, crée l'Entente internationale contre la Troisième

---

<sup>152</sup> E. CASTELLA: «La Révolution en marche», in *Le Fribourgeois*, 4.12.1924. Ernest Castella est le frère de Gaston Castella, futur biographe de Musy. Professeur, il travaille également comme correspondant de la PSM. (Voir AF, fs Musy, vol. 17: carte d'E. Castella à Musy, 30.12.1931). — Données bio. sur Ernest Castella (1886-1963): P. VALLELIAN: *op. cit.*, p. 236.

<sup>153</sup> J.-J. BECKER et S. BERSTEIN: *Histoire de l'anticommunisme en France, 1917-1940*, Paris, Olivier Orban, 1987, p. 183.

Internationale<sup>154</sup>.

Les craintes de Musy vont encore grandir avec la victoire socialiste et le recul conservateur lors des élections au Conseil national de 1925. Devant l'éventualité d'une intégration de la gauche à l'État fédéral, l'homme se crispe.

---

<sup>154</sup> Voir A. GATTIKER: *op. cit.*, pp. 210-213. Tout d'abord connue sous le nom d'Entente internationale contre la Troisième Internationale, l'organisation fondée par Aubert prendra dans les années 1930 l'appellation d'Entente internationale anticommuniste (EIA). C'est sous ce dernier nom ou celui plus commun de Ligue Aubert que nous la désignerons dorénavant.



**MONTEE EN PUISSANCE ET DURCISSEMENT IDEOLOGIQUE,  
1925-1930**

La période qui court de 1925 à 1930 représente, pour aller vite, le temps des victoires pour Musy. Tout d'abord en tant que chef des finances fédérales. L'équilibre budgétaire et la stabilité monétaire triomphent. Bénéficiant d'une conjoncture favorable, le responsable du DFFD se fait plus que jamais le porte-parole de la rigueur financière et du franc fort. Il profite en particulier de la reprise économique pour réduire la dette de la Confédération. En outre, sur plusieurs dossiers importants, ne dépendant d'ailleurs pas tous de son département, l'influent magistrat réussit à imposer son point de vue jusque devant le peuple et non sans aller contre ses collègues du Conseil fédéral.

C'est ensuite en tant qu'homme politique, indissociable du financier, que les victoires lui sourient. De manière symbolique, la première année présidentielle de Musy en 1925 marque le début de sa montée en puissance, la seconde et la dernière en 1930 annonçant en quelque sorte la fin de son état de grâce. Durant la seconde moitié de la décennie, il durcit ses positions idéologiques et s'affirme toujours plus comme un des hommes forts du pays. Cette radicalisation n'est pas propre à la personne de Musy, mais s'inscrit dans le contexte plus large d'une bourgeoisie qui, inquiète malgré l'embellie économique, est traversée par de notables tendances droitières. Au cours des années vingt et en particulier dans la seconde moitié de la décennie, on assiste par ailleurs à une consolidation des forces conservatrices en Suisse et en Europe en général<sup>1</sup>. Dénonciateur des périls qui menacent l'ordre moral, Musy n'est ainsi pas seul à se cabrer et à tirer la sonnette d'alarme. Dès le milieu des années 1920, le terme de «crise», de plus en plus appliqué aux institutions démocratiques, devient même une sorte de leitmotiv en Suisse, bien avant que la grande crise économique des années 1930 lui donne un nouvel écho<sup>2</sup>. L'emprise croissante, voire excessive de l'économie sur la politique («Verwirtschaftlichung der Politik») ne va pas sans susciter un malaise

---

<sup>1</sup> Sur la Suisse notamment, voir R. BRASSEL-MOSER: *op. cit.*, entre autres les pp. 85-92.

<sup>2</sup> Voir *ibid.*, pp. 131-132. L'auteur cite notamment (p. 132) Gonzague de Reynold qui, dans son ouvrage antilibéral *La démocratie et la Suisse* (1929), affirme: «Tout le monde parle d'ailleurs de la "crise", ce qui est encore une manière optimiste et superficielle de s'exprimer.»

croissant<sup>3</sup>. Pour beaucoup, la décadence est indiscutable. Les aspirations à un redressement national et à une rénovation du pays s'affermissent.

## 1. **Ministre des finances en période de prospérité: le temps des victoires**

Après la crise de 1921-1922 et la convalescence de 1923-1924, de larges secteurs de l'économie suisse connaissent une phase d'expansion entre 1925 et 1929 environ<sup>4</sup>. L'année du krach boursier aux États-Unis, les personnes touchées par le chômage en Suisse ne représentent plus que le 0.5% de la population active, soit 8'131 unités en moyenne annuelle<sup>5</sup>.

### 1.1. La politique financière: équilibre des comptes et amortissement de la dette

La situation financière de la Confédération se ressent inévitablement de l'embellie de la conjoncture économique. En 1925, le compte financier solde avec un léger excédent actif de 14.9 millions (graphique 9). L'année suivante, le compte général retrouve son équilibre. La spirale de l'endettement est brisée, du moins momentanément. On peut alors passer au remboursement de la dette (graphique à la page suivante).

Tous les contemporains, Musy en tête, s'inquiètent de l'ampleur de la dette et reconnaissent la nécessité de l'amortir. Pour cela, on ne doit pas seulement équilibrer les comptes. Il est surtout nécessaire de renverser la vapeur comme l'indique le Conseil fédéral en février 1925: «pour assainir définitivement la situation, il ne suffit pas de mettre en équilibre dépenses et recettes annuelles. Il faut encore organiser l'amortissement annuel de notre dette publique»<sup>6</sup>. La BNS relève également à plusieurs reprises que le retour à la monnaie-or impose, entre autres conditions, l'amortissement de la dette<sup>7</sup>. Musy partage ce point de vue. Après avoir prescrit une discipline de fer aux finances, il n'entend pas relâcher l'effort. Comme beaucoup, il estime que l'état des finances et la force de la

---

<sup>3</sup> Cette tendance de l'histoire suisse («Verwirtschaftlichung der Politik») ressort par exemple des études publiées en 1928 par les historiens Eduard Fueter et Emil Dürr. (H. von GREYERZ: *Die Schweiz zwischen zwei Weltkriegen*, Rektoratsrede, Bern, P. Haupt, 1962, pp. 13-14).

<sup>4</sup> Veuillez lire la n. 4 du chap. 4.

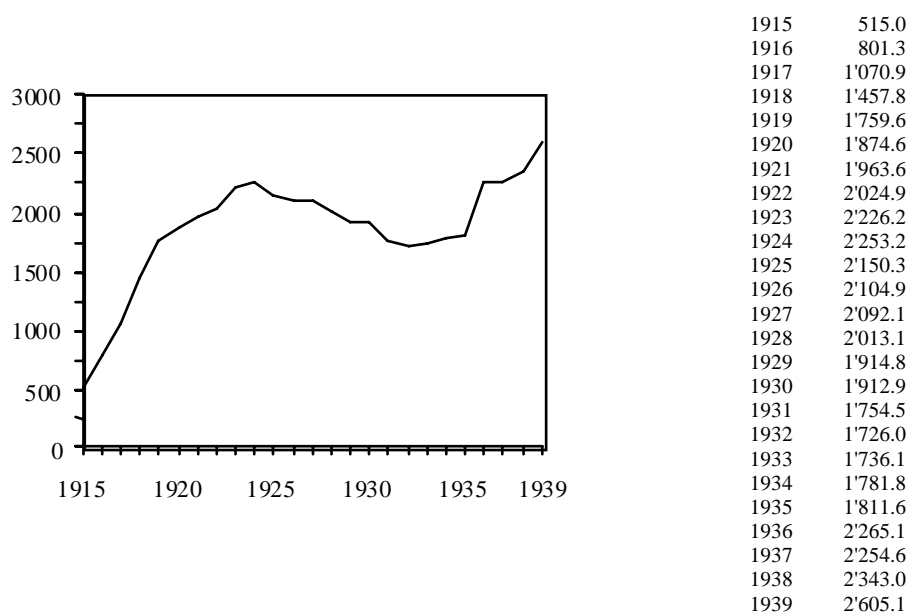
<sup>5</sup> F. KNESCHAUREK: *Der schweizerische Konjunkturverlauf und seine Bestimmungsfaktoren. Dargestellt auf Grund der Periode 1929 bis 1939*, Zürich/St Gallen, Polygraphischer Verlag, 1952, p. 85.

<sup>6</sup> MCF concernant l'amortissement de la dette fédérale, 27.2.1925, in *FF*, 1925, vol. 1, p. 678.

<sup>7</sup> *Banque nationale... op. cit.* (1957), p. 68.

monnaie reflètent la santé morale du pays. Pour le ministre des finances, cet amortissement ne peut toutefois emprunter certains chemins, notamment ceux proposés par les socialistes. Il n'oublie jamais que la question fiscale est pleinement une question politique.

Graphique 11. Dette totale de la Confédération, 1915-1939 (valeurs nominales, en mios de frs)<sup>8</sup>



Aussitôt que la reprise économique se confirme, le Conseil fédéral présente un plan d'amortissement<sup>9</sup>, entériné par un arrêté fédéral en juin 1927<sup>10</sup>. Musy n'entend pas desserrer l'étreinte. Se basant sur le principe préalable de l'équilibre budgétaire, la formule gouvernementale prévoit d'affecter à l'amortissement de la dette publique d'une part le produit de l'impôt de guerre, soit 275 millions jusqu'en 1934, d'autre part une quote-part annuelle progressive à inscrire au budget dès 1927. Loin de projeter une diminution de la dette à court terme, ce plan envisage un amortissement échelonné sur une période de quarante ans. Les événements le rendront assez rapidement caduc.

Dans son effort de redressement des finances fédérales, Musy cherche à rationaliser le fonctionnement de l'État. Il est particulièrement sensible au gonflement de la bureaucratie. À l'instar des cercles dirigeants de l'industrie et de

<sup>8</sup> P. HALBEISEN, R. LECHNER: «Finances publiques», in H. SIEGENTHALER (s.l.d.): *Statistique historique de la Suisse*, Zürich, Chronos, 1996, p. 952.

<sup>9</sup> MCF concernant l'amortissement de la dette fédérale, 27.2.1925, in *FF*, 1925, vol. 1, pp. 677-684.

<sup>10</sup> Arrêté fédéral concernant l'extinction du solde passif du Compte d'État, 15.6.1927, in *RL*, 1927, pp. 225-227.

la finance, il réclame moins d'État. Aussi a-t-il plus d'une fois les fonctionnaires dans le collimateur. De 1920 à 1930, leur nombre diminue de 10.5%<sup>11</sup>. En même temps qu'il travaille à rétablir l'équilibre budgétaire, il prépare, depuis le début des années vingt, un nouveau statut des fonctionnaires fédéraux qui peine à voir le jour tant les divergences au Parlement sont fortes. Les négociations entre le DFFD et les associations professionnelles n'ont rien non plus d'une sinécure<sup>12</sup>. L'ombre de la grève générale de 1918 plane sur les discussions. Malgré l'âpreté des débats, il ne se trouve pourtant que quelques parlementaires, dont les trois députés communistes, pour voter contre la loi finalement acceptée en juin 1927<sup>13</sup>. La restriction du droit d'association, le devoir d'obéissance et l'interdiction de la grève occupent une place importante dans la nouvelle législation. C'est là sans conteste une victoire pour Musy. Le traumatisme de novembre 1918 est à tout jamais gravé dans sa mémoire. Un syndrome largement répandu dans le camp bourgeois. Ainsi, après le rejet populaire de la lex Häberlin en 1922 qui, au nom de la sécurité de l'État, cherchait à introduire des mesures tendant principalement à restreindre la liberté d'action du mouvement ouvrier, ce nouveau statut des fonctionnaires la remplace en quelque sorte dans la mesure où, en ce qui concerne la mobilisation des fonctionnaires fédéraux et surtout des cheminots, il vise à prévenir la répétition des événements de novembre 1918<sup>14</sup>.

## 1.2. Une seule politique monétaire: le franc à la parité-or

Malgré l'arrangement de décembre 1924 entre la BNS et les grandes banques, l'exportation de capitaux pratiquée par celles-ci continue à préoccuper Musy, défenseur infatigable du franc stable et fort. En avril 1926, il martèle une fois de plus devant le Conseil national: «Nous devons tout faire au point de vue financier et économique pour garder ce change à la parité-or.»<sup>15</sup>

Après une période relativement plus calme, les emprunts au profit de l'étranger redeviennent une question à l'ordre du jour en 1926. Deux émissions publiques attirent plus particulièrement l'attention du chef des finances fédérales. L'une, de la Société de Banque Suisse en faveur de la Belgique, se monte à 28 millions de francs suisses; l'autre, du Crédit Suisse pour la France, à 60 millions de francs

---

<sup>11</sup> G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, p. 70.

<sup>12</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 81 (différents projets sur le statut des fonctionnaires), ainsi que R. RUFFIEUX: *La Suisse de...* *op. cit.*, pp. 166-169.

<sup>13</sup> LF sur le statut des fonctionnaires, 30.6.1927, in *RL*, 1927, pp. 459-490. Le Parti communiste lance contre la nouvelle loi sur le personnel fédéral un référendum. Allié encombrant, il ne trouve toutefois que peu d'appuis au sein du mouvement ouvrier. L'USS refuse ainsi fermement de soutenir ce référendum. Finalement, celui-ci n'aboutit pas. Voir P. STETTLER: *Die Kommunistische Partei...* *op. cit.*, pp. 399-401.

<sup>14</sup> Voir P. GARBANI, J. SCHMID: *op. cit.*, p. 109.

<sup>15</sup> *Bst CN*, 14.4.1926, p. 230.

suisses<sup>16</sup>. Très vite, Musy craint «que la belle rigidité de notre change soit compromise par un exode brusqué des sommes considérables que le Crédit Suisse et le Bankverein se sont engagés à mettre à la disposition de Paris et de Bruxelles»<sup>17</sup>.

Outre le fait que l'économie nationale pourrait pâtir d'un manque de disponibilités consécutif à ces grosses opérations et subir le contrecoup d'un renchérissement du loyer de l'argent, le Conseil fédéral n'apprécie pas d'être mis devant un «fait accompli» par les grandes banques<sup>18</sup>. Sa marge de manœuvre n'est pas bien grande. À nouveau, l'ampleur de cette exportation de capitaux risque de faire des vagues dans l'opinion publique et au Parlement. La paysannerie et la gauche sont particulièrement sensibles, elles qui s'inquiètent à chaque fois de l'éventuelle augmentation des taux hypothécaires et d'un renchérissement du coût de la vie. Dans une telle situation, certaines pressions — discussions dans le public, dépôt d'une motion au Parlement, lancement d'une initiative populaire — pourraient aboutir à une réglementation légale visant à limiter, voire interdire l'exportation de capitaux. Or, la BNS, le DFFD et les grandes banques, qui elles-mêmes n'ignorent pas ce danger, veulent à tout prix éviter une législation rigide dans ce domaine.

En décembre 1926, le socialiste Robert Grimm intervient au Conseil national pour fustiger les grandes banques qui s'adonnent à l'exportation de capitaux dans des proportions sans précédent. Non sans vouloir leur retourner un reproche qui lui avait été fait, l'ancien chef du comité d'Olten les accuse de «trahison nationale»<sup>19</sup>. La presse s'empare aussitôt de l'affaire. Au Conseil national, Musy répond à Grimm. La Suisse, dit-il, ne peut pas s'entourer d'une muraille de Chine et empêcher l'exportation de capitaux. Le faire aurait des conséquences fâcheuses pour l'économie. Musy reconnaît toutefois que la collaboration entre le DFFD, la BNS et les banques peut être améliorée afin d'éviter une multiplication d'emprunts étrangers<sup>20</sup>. C'est dans ce sens que s'engagent des pourparlers soutenus entre les grands établissements de crédit, la banque centrale et le DFFD pour trouver un arrangement au sujet de l'exportation des capitaux. La hantise du débat public et la nécessité de dépolitiser cette importante question leur donnent un coup de

---

<sup>16</sup> Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement...* op. cit., p. 199; Pv CF, 19.8.1926, in *DDS*, vol. 9, p. 362.

<sup>17</sup> Pv CF, 24.8.1926, citation d'une communication de Musy à la direction du Crédit Suisse (Kreditanstalt) et à Léopold Dubois, administrateur de la Société de Banque Suisse, connue à l'époque sous le nom allemand de Bankverein, in *DDS*, vol. 9, p. 365. En octobre 1925, Musy approuve pourtant la participation suisse à l'emprunt belge qui a pour but de faciliter à la Belgique le retour à l'étalon-or. (Pv CF (secret), 15.10.1925, in *DDS*, vol. 9, pp. 163-164).

<sup>18</sup> Pv CF, 19.8.1926, in *DDS*, vol. 9, pp. 362-363.

<sup>19</sup> Cité in Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement...* op. cit., p. 135; H. BÄNZIGER: op. cit., p. 71.

<sup>20</sup> H. BÄNZIGER: op. cit., p. 73.

fouet<sup>21</sup>.

Le chef du DFFD use de toute son autorité auprès des banques pour les amener sur un terrain d'entente. Volontariste et habile négociateur, cet antiétatiste n'hésite pas à brandir, pour des raisons tactiques, la menace d'une législation<sup>22</sup>. En automne 1927, ces négociations aboutissent à un Gentlemen's agreement «entouré d'un halo de mystère», l'existence de cet accord, sans même parler de son contenu, n'étant évoquée que très discrètement dans le public<sup>23</sup>. Par un accord oral très lâche avec la BNS, les grandes banques donnent leur parole d'honneur de tenir compte, lors de placements de capitaux importants à l'étranger, des désirs émis par la banque centrale et les autorités fédérales<sup>24</sup>.

Ainsi se développe un système qui, au lieu de déboucher sur une intervention de l'État, laisse à des acteurs privés, tels que les banques et l'ASB, et en partie privés, comme la BNS, le pouvoir de régler leurs rapports quasiment en dehors de la sphère publique. Cela assure aux banquiers une grande marge de manœuvre. Yves Sancey parle de «régulation para-étatique» pour désigner ce mode de fonctionnement<sup>25</sup>. Musy joue un rôle moteur dans le processus qui y conduit.

Le modus vivendi trouvé en 1927 semble satisfaire les différentes parties engagées. La politique des banques obéit de plus en plus à un principe d'équilibre, ainsi défini en 1928 par l'ancien directeur général du Crédit Suisse, Hermann Kurz, et le président du directoire de la BNS, Gottlieb Bachmann: «L'exportation du capital ne doit jamais dépasser la limite à partir de laquelle la satisfaction des besoins légitimes de l'agriculture comme de l'industrie et du commerce indigènes sont remis en question.»<sup>26</sup> De plus, elle ne doit pas aller si loin qu'elle menace la stabilité de la monnaie helvétique<sup>27</sup>.

Dans le cas précis de Musy, ce compromis tient compte de ses désirs les plus chers: ménager la vigueur du franc, éviter toute ingérence légale de l'État dans les affaires des banques, soustraire le secteur bancaire au débat public et à une politisation toujours redoutée. Le chef du DFFD ne cesse de repousser toute

---

<sup>21</sup> Voir Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement... op. cit.*, pp. 212-215.

<sup>22</sup> H. BÄNZIGER: *op. cit.*, pp. 74 et 76; Y. SANCEY: «Place financière suisse et émergence d'une régulation para-étatique durant l'Entre-deux-guerres», in S. GUÉX, B. STUDER, B. DEGEN, M. KÜBLER, E. SCHADE, B. ZIEGLER (Hg.): *Krisen und Stabilisierung. Die Schweiz in der Zwischenkriegszeit*, Zürich, Chronos, 1998, p. 84.

<sup>23</sup> Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement... op. cit.*, p. 222.

<sup>24</sup> *Ibid.*, pp. 221-222; Y. SANCEY: «Les banques...» *op. cit.*, pp. 81-82 et 93; Y. SANCEY: «Place financière...» *op. cit.*, pp. 84-85; H. BÄNZIGER: *op. cit.*, pp. 73-78. Les Gentlemen's agreements se caractérisent notamment par le fait qu'ils «ne fondent pas d'obligation juridique contraignante; les parties s'y engagent plutôt sur l'honneur et promettent de respecter une règle de nature quasi-morale». (Cité in Y. SANCEY: «Les banques...» *op. cit.*, n. 3 pp. 81-82).

<sup>25</sup> Y. SANCEY: «Place financière...» *op. cit.*, pp. 81-93.

<sup>26</sup> Cité in S. GUÉX: «Banque nationale...» *op. cit.*, p. 70.

<sup>27</sup> *Ibid.*

mesure qui risquerait d'amoinrir l'attrait et la compétitivité de la place financière suisse, refuge des capitaux étrangers en fuite et plaque tournante de la gestion de fortune internationale. C'est avec un réalisme froid qu'il s'efforce de montrer tout le parti que l'économie et le peuple tirent de son essor. Face aux pressions de la gauche qui pourraient affaiblir l'attractivité des banques helvétiques — troubles sociaux, projets de loi fiscale frappant la fortune ou mettant en danger le secret bancaire —, Musy dramatise volontiers la situation. Si les capitaux quittent ou continuent à quitter notre pays, tout le peuple va, selon lui, en pâtir.

L'implantation de la Banque des règlements internationaux (BRI) en 1930 à Bâle reflète bien l'importance prise par la Suisse dans le monde financier. Président cette année-là, Musy attribue la venue de la BRI dans notre pays à différents facteurs, tels que sa position géographique, l'excellente réputation de sa place bancaire, sa neutralité politique, la proximité du siège de la SdN. Mais, dit-il, ce qui a compté de manière décisive dans ce choix, ce n'est rien d'autre que la stabilité inébranlable du franc suisse<sup>28</sup>. La journée officielle de la foire suisse d'échantillons de Bâle, fin avril 1930, lui donne l'occasion de réaffirmer son credo monétaire, soit le maintien du franc suisse à la parité-or<sup>29</sup>. Les Suisses sont avertis: la stabilité du franc a la priorité absolue. Tendus vers cet objectif, Musy craint plus que tout l'agitation politique et les désordres sociaux, nuisibles au crédit du pays. Aussi, à cette même foire, on souligne particulièrement «sa profession de foi dans la démocratie disciplinée»<sup>30</sup>.

### 1.3. Pour une assurance sociale, mais surtout pas socialiste

#### 1.3.1. Du «galop de politique sociale» à l'échec de l'initiative Rothenberger

Même si la question de l'AVS est en premier lieu du ressort du Département fédéral de l'Économie publique, Musy y joue un rôle extrêmement important en raison de ses implications financières<sup>31</sup>. Aussi, sans jamais oublier que toute question financière a une dimension politique, nous avons choisi de la traiter comme un champ d'activité du DFFD. Ne nous proposant pas de réécrire ni même de résumer l'historique de ce dossier, nous renvoyons à l'analyse fouillée d'André

---

<sup>28</sup> [J.-M. MUSY:] «Rheinregulierung. Reparationsregulierung. Von Bundespräsident Musy», in *Finanzplatz Basel*, supplément spécial des *Basler Nachrichten*, 22/23.2.1930. Voir aussi W. SCHMID: *op. cit.*, p. 62.

<sup>29</sup> AF, fs Musy, vol. 1: «Extraits du discours prononcé à la Journée officielle de la Foire d'échantillons de Bâle», [30].4.1930.

<sup>30</sup> H. M.-R.: «La journée officielle à la foire d'échantillons», in *Journal de Genève*, 2.5.1930.

<sup>31</sup> Par commodité, nous parlons dès le départ d'AVS (assurance-vieillesse et survivants), bien que l'on évoque encore à cette époque une AVSI (assurance-vieillesse, survivants et invalidité) et d'autres combinaisons.

Lasserre, explicite sur la politique menée par Musy<sup>32</sup>.

Sous la pression des troubles sociaux qui agitent la fin de la guerre, les milieux dirigeants se voient contraints d'entrer en matière sur certaines revendications du mouvement ouvrier. L'une d'entre elles, déjà évoquée à la fin du XIXe siècle, concerne l'introduction d'une assurance-vieillesse généralisée. C'est dans ce cadre que, entre 1918 et 1920, le responsable de l'économie publique, Edmund Schulthess, impose au Conseil fédéral un «galop de politique sociale»<sup>33</sup>. Après l'ébranlement de novembre 1918, de larges secteurs du bloc bourgeois prennent conscience de l'urgence de certaines mesures sociales, ne serait-ce que pour renforcer la légitimité de l'ordre établi fortement contesté par des travailleurs plus durement éprouvés que d'autres par quatre années de guerre et surtout pour couper l'herbe sous le pied des socialistes. Pour certains dirigeants de la droite, il s'agit de gagner du temps et d'éviter le pire. D'autres raisonnent en termes de solidarité et de justice sociale. Si tout le monde tombe d'accord sur le principe de la sécurité sociale, la plus grande division règne lorsqu'il s'agit de passer à sa réalisation.

Arrivé au Conseil fédéral, Musy ne tarde pas à monter au filet. Il ne cesse d'indiquer qu'il n'est pas possible de mettre sur pied une assurance sociale sans avoir au préalable retrouvé l'équilibre budgétaire, assuré l'amortissement de la dette fédérale et garanti la couverture financière de cette nouvelle dépense. Cela n'est pas peu demander. De manière plus générale, les milieux économiques et les fédéralistes lient également le sort des assurances sociales à la question, ardue s'il en est, de l'assainissement des finances fédérales. Dans la perspective de cette politique financière d'un État qui tire le diable par la queue, politique dénoncée par les socialistes comme la «dictature des caisses vides»<sup>34</sup>, la Confédération ne peut bien entendu pas s'engager dans de nouvelles dépenses tant que sa situation financière n'est pas rétablie<sup>35</sup>. Musy, favorable au principe de l'AVS, est

---

<sup>32</sup> A. LASSERRE: «L'institution de l'assurance-vieillesse et survivants (1889-1947)», in R. RUFFIEUX (e.a.): *La démocratie référendaire en Suisse au XXe siècle. Tome I: Analyse de cas*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1972, pp. 259-326. Voir également J. H. SOMMER: *Das Ringen um soziale Sicherheit in der Schweiz. Eine politisch-ökonomische Analyse der Ursprünge, Entwicklungen und Perspektiven sozialer Sicherung im Widerstreit zwischen Gruppeninteressen und volkswirtschaftlicher Tragbarkeit*, Diessenhofen, Rüegger, 1978, 766 p.; A. BERENSTEIN: *L'assurance-vieillesse suisse. Son élaboration et son évolution*, Lausanne, Réalités sociales, 1986, 87 p. Pour une synthèse de cette question, voir entre autres R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 85-87 et 174-179; ainsi que C. KAISER: *op. cit.*: pp. 128-139, qui s'intéresse plus spécialement au cours suivi par Musy.

<sup>33</sup> Expression citée par R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 85. Voir également H. von GREYERZ: *Die Schweiz zwischen... op. cit.*, p. 24.

<sup>34</sup> Expression citée par R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 175.

<sup>35</sup> Révélatrice des priorités que se fixe Musy est p.e. la déclaration suivante: «Le produit de l'imposition du tabac est réservé à l'assurance-vieillesse et invalidité. Je ne puis toutefois me rallier à l'idée d'affecter immédiatement le rendement de cet impôt à l'assurance-vieillesse. Cette œuvre doit être construite sur une plate-forme financière solide. Nous devons à tout



extrêmement prudent lorsqu'il s'agit de sa réalisation. Ce sujet devient dès 1920 une pierre d'achoppement entre lui et Schulthess<sup>36</sup>. Le Fribourgeois réunit en lui, pour schématiser, les oppositions les plus diverses: il est conservateur-catholique, Romand, fédéraliste, antiétatiste, orthodoxe en matière financière et monétaire, attaché à l'économie libérale et proche des milieux financiers et industriels.

Si le grand argentier sait ce qu'il ne veut pas, il se montre par contre plus indécis sur le chemin à suivre pour réaliser une assurance qu'il appelle lui aussi de ses vœux, ne serait-ce que pour soustraire les ouvriers au socialisme. Il ne veut à aucun prix que les cantons, eux aussi confrontés à d'importantes difficultés financières, soient désarmés fiscalement à cause de la sécurité sociale ou qu'elle leur attire de nouvelles charges. Peu favorable à un financement de l'assurance par l'édification de monopoles d'État, solution soutenue par les socialistes, il s'oppose à une extension de l'administration fédérale. Ses idées s'ancrent jusque dans ses années de formation. Ne montrait-il pas déjà, lors de son séjour en Allemagne au tournant du siècle, beaucoup de réticence à l'égard du socialisme d'État dans la ligne duquel avait été introduite la législation sociale sous Bismarck? Au bout du compte, Musy privilégie l'imposition indirecte, une implication minimale de l'État et les solutions décentralisées.

Persuadé de la nécessité d'une sécurité sociale, il met cependant tellement de conditions financières et politiques à sa réalisation qu'il contribue grandement à son ajournement. Sans doute est-il normal que le responsable des finances fédérales agisse comme un frein dans ce domaine et que, par la force des choses, il représente une ligne souvent impopulaire. De même, il n'est pas surprenant que les socialistes et leurs alliés soient ses principaux rivaux sur cette question sensible. En paraphrasant André Lasserre, on peut dire que Musy est certes pour une assurance sociale, mais surtout pas socialiste<sup>37</sup>. Il le montre en particulier dans la campagne autour de l'initiative Rothenberger.

Les Chambres ayant repoussé son postulat en 1919, le Bâlois Christian Rothenberger, radical à la fibre sociale, persiste et transforme son projet en initiative populaire, déposée au début de 1920<sup>38</sup>. Son but? Instituer le plus vite possible une assurance-vieillesse, invalidité et survivants grâce à la création d'un fonds alimenté par un prélèvement initial sur le produit de l'impôt sur les bénéfices de guerre. Beaucoup y voient un premier pas vers une taxation permanente qui se ferait au détriment de l'autonomie cantonale.

---

prix réaliser, à brève échéance, notre équilibre financier. Il semble, par conséquent, indiqué de prévoir que le produit momentané de l'impôt sur le tabac rentrera dans la caisse fédérale.» (*Bst CN*, 22.9.1920, p. 553).

<sup>36</sup> Voir A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, pp. 269-270.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 263.

<sup>38</sup> Voir O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 133-136.

Soutenue surtout par le PSS et les syndicats ouvriers, l'initiative Rothenberger reçoit également dans un premier temps l'appui du parti radical suisse, non sans provoquer de grandes résistances dans le camp de l'industrie d'exportation<sup>39</sup> et du côté des radicaux romands plus attachés au fédéralisme que leurs homologues alémaniques<sup>40</sup>. Mais, à mesure que l'onde de choc de novembre 1918 perd en intensité, les dirigeants radicaux reviennent sur leurs pas et recommandent finalement, quelques semaines avant la votation de mai 1925, de rejeter l'initiative.

Ce projet bute surtout sur la résistance des fédéralistes romands, de l'Union suisse des arts et métiers, des milieux paysans et du PCPS qui s'y oppose dès son lancement en 1919<sup>41</sup>. Les libéraux-conservateurs qui se méfient de l'étatisme et de la bureaucratie comme de la peste se joignent également au camp des adversaires. L'industrie d'exportation, dont quelques représentants comme Carl Sulzer-Schmid ont soutenu dans un premier temps le «galop de politique sociale» sous l'aiguillon de la grève générale avant de changer rapidement leur fusil d'épaule, lie elle la question de l'assurance à celle de son financement préalable, financement dont elle ne veut en aucun cas qu'il se réalise par l'impôt direct<sup>42</sup>. Plus préoccupés en la matière par la sécurité sociale que par le fédéralisme, les chrétiens-sociaux hésitent. Ils sont prêts à accepter un impôt fédéral direct pour voir se réaliser sans retard l'AVS. Pourtant, ils finissent par se rallier à la position du parti conservateur-catholique. En contrepartie, celui-ci promet à son aile chrétienne-sociale de soutenir avec force le projet d'assurance sociale des autorités fédérales qui sera soumis au peuple en décembre 1925<sup>43</sup>.

Lors de la campagne, Musy monte en première ligne pour combattre l'initiative, non sans s'occuper aussi de la logistique nécessaire à la lutte. Après le rejet populaire de la «lex Schulthess» en février 1924 qui marque un succès pour le PSS, il est impératif de redresser la barre<sup>44</sup>. Afin de pouvoir mener une lutte efficace, Musy obtient de banques qui lui sont proches une aide pour la caisse du parti<sup>45</sup>. Lui-même sollicite un appui pour financer la publication de sa conférence

---

<sup>39</sup> H. SCHMID: *op. cit.*, p. 219.

<sup>40</sup> Hostiles à l'initiative Rothenberger, les radicaux vaudois se brouillent avec le parti radical suisse. (R. BUTIKOFER: *Le refus de la modernité. La Ligue vaudoise: une extrême droite et la Suisse (1919-1945)*, Lausanne, Payot, 1996, pp. 29-31).

<sup>41</sup> Sur la position des différents camps à la veille de la votation de mai 1925, voir A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, pp. 288-290. Sur l'attitude du PCPS en particulier, voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 268-288.

<sup>42</sup> Voir H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 215-230.

<sup>43</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 275-276.

<sup>44</sup> Le 17 février 1924, le peuple repousse en votation populaire un projet de loi proposant un allongement du temps de travail hebdomadaire.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 277.

de presse<sup>46</sup>.

À l'instar de son parti, il s'attache surtout à relever la menace que l'initiative Rothenberger fait planer sur les caisses fédérales et l'autonomie des cantons. Loin d'être grisé par la reprise économique, le chef du DFFD reste très prudent. Il donne la priorité au dégraissage de l'État. Selon lui, l'initiative aggraverait l'état déjà peu reluisant des finances de la Confédération, porterait atteinte au crédit du pays et provoquerait en fin de compte une dépréciation du franc suisse. Dans toute prolongation d'un impôt extraordinaire et provisoire, il voit également un moyen détourné d'introduire un impôt fédéral direct qui, à terme serait fatal au fédéralisme. Fort de ces arguments, il mène une intense campagne contre l'initiative, en particulier dans le canton de Fribourg<sup>47</sup>.

Le 24 mai 1925, l'initiative Rothenberger est finalement repoussée par la majorité du peuple et des cantons<sup>48</sup>. Les conservateurs estiment que le résultat de la votation représente une défaite pour le bloc des gauches et une victoire pour le fédéralisme. Il ressort également que ce sont les cantons conservateurs-catholiques, avec les Romands et les paysans, qui ont repoussé le plus nettement l'initiative<sup>49</sup>. *La Liberté* jubile: «Les cantons à gouvernements catholiques se sont admirablement comportés.»<sup>50</sup>

### 1.3.2. *Acceptation de l'article constitutionnel sur l'AVS*

Suit la campagne, moins animée, pour le vote du 6 décembre 1925. Trouvant son origine «immédiate» dans le message du Conseil fédéral du 21 juin 1919, l'élaboration du projet fédéral a été longue et laborieuse, tant les opposants à une extension de la sécurité sociale ont multiplié les manœuvres dilatoires. Une grande partie du bloc bourgeois n'a agi que sous la pression du mouvement ouvrier et sous l'aiguillon de l'initiative Rothenberger. Dans le projet d'article constitutionnel finalement présenté au peuple, l'assurance invalidité est *de facto* abandonnée, en raison surtout des disponibilités financières restreintes de la

---

<sup>46</sup> J. MUSY: *Conférence sur l'initiative Rothenberger donnée aux journalistes le 7 mai 1925 à Berne*, s.l., [1925], 15 p. Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 276.

<sup>47</sup> *La Liberté* reproduit intégralement la conférence que Musy donne aux journalistes le 7 mai 1925 à Berne. (J. MUSY: «Les dangers financiers et politiques de l'initiative Rothenberger», in *La Liberté*, 9, 11 et 12.5.1925). Le journal conservateur rend aussi abondamment compte d'une autre conférence de Musy, tenue celle-ci le 20 mai à Fribourg. (s.n.: «L'initiative Rothenberger erreur sociale, financière et fiscale et danger politique», in *La Liberté*, 22.5.1925).

<sup>48</sup> 390'129 non contre 282'527 oui, 16 cantons rejetants contre 6 acceptants. (O. G. SIGG: *op. cit.*, p. 136).

<sup>49</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 277.

<sup>50</sup> s.n.: «Le peuple suisse a désavoué une fois de plus le socialisme et la centralisation», in *La Liberté*, 25.5.1925.

Confédération. On n'envisage plus de faire appel à l'impôt fédéral sur la bière et à celui sur les successions. Il est prévu d'alimenter l'AVS grâce à l'imposition sur l'alcool et le tabac, donc sans impôt fédéral direct.

À part quelques voix discordantes en leur sein, les grands partis recommandent d'accepter la proposition soumise par le Conseil fédéral, une sorte de contre-projet à l'initiative Rothenberger. Sans être unanime, le ralliement du PSS et de l'USS à la solution du gouvernement, alors que le PCS la combat, est révélateur de la distanciation croissante du socialisme réformiste et du syndicalisme avec l'extrême gauche. La gauche modérée et pragmatique intègre progressivement l'État bourgeois.

Chez les conservateurs-catholiques, généralement satisfaits de voir que l'on a tenu compte de leurs principales préoccupations, les parlementaires fribourgeois se signalent par leur résistance. Lors du vote aux Chambres, le conseiller aux États Georges de Montenach s'abstient, tandis que les conseillers nationaux Ernest Perrier, Franz Boschung et Oscar Genoud s'opposent au projet constitutionnel, allant ainsi contre la décision de la fraction conservatrice et du PCPS. Les Fribourgeois, en la circonstance isolés à l'intérieur de leur camp, se déclarent pour des solutions de type corporatiste et fédéraliste, sans d'ailleurs présenter de propositions concrètes<sup>51</sup>.

Lors du congrès du parti en septembre 1925, le conseiller national et vice-président du PCPS Ernest Perrier, soutenu par l'abbé André Savoy, explique encore une fois le refus des conservateurs fribourgeois. Musy s'oppose à son ancien collègue du Conseil d'État car, selon lui, un rejet du projet fédéral ne ferait qu'encourager la formation d'un bloc des gauches<sup>52</sup>. Il s'agit, au nom de l'unité du parti, de ménager les chrétiens-sociaux qui ne se font pas faute de rappeler la promesse émise par le PCPS avant l'initiative Rothenberger. L'ombre des élections au Conseil national d'octobre 1925 plane sur la campagne. Dans cette perspective, une attitude négative des conservateurs-catholiques à l'égard de l'assurance sociale équivaldrait, selon Markus Hodel, à un «suicide politique»<sup>53</sup>. Les socialistes ne manqueraient pas d'en profiter. En outre, ayant fortement contribué à ce que le projet d'assurance ménage les cantons et ne repose pas sur un impôt fédéral direct, Musy pourrait considérer un éventuel rejet populaire comme une remise en question de sa politique financière.

Devant de tels enjeux, le fougueux magistrat monte hardiment au créneau pour

---

<sup>51</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 279. — Données bio. sur Franz Boschung (1868-1938): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 382-383; M. BOSCHUNG, in *ECF*, 2, p. 457; N. BALMAT: *op. cit.*, p. 198.

<sup>52</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 281. Voir aussi AF, fs PCPS, vol. 23 / 227: Pv CD, 14.11.1925.

<sup>53</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 283.

défendre le projet constitutionnel. Il est d'autant plus motivé que les élections d'octobre ont marqué un recul conservateur et une poussée socialiste. Aussi faut-il à tout prix empêcher que les conservateurs se retrouvent dans le camp des perdants, seuls face à des radicaux et des socialistes unis dans la victoire. À la veille de l'importante votation, le tribun se rend à Fribourg, un des bastions les plus récalcitrants à l'assurance sociale. Fustigeant les paresseux et les imprévoyants, il affirme que le projet soumis vise dans une large mesure à remplacer l'assistance publique par un système qui impose à l'assuré de couvrir par son propre effort la moitié de la cotisation. À ce titre, l'assurance est, selon lui, «un excellent moyen de relèvement moral et économique.»<sup>54</sup> Dans ce canton rural largement hostile à l'assurance, il rappelle en outre, au nom de la solidarité nationale, ce que les paysans doivent à la sollicitude de l'État<sup>55</sup>. Les lecteurs de la presse conservatrice fribourgeoise ont aussi droit à plusieurs articles de Musy<sup>56</sup>. L'un d'eux prend même la forme d'un tract lancé dans le canton contre les chefs conservateurs fribourgeois opposés au projet constitutionnel<sup>57</sup>.

Le 6 décembre 1925, le peuple suisse approuve le principe de l'AVS, sous la forme de l'article constitutionnel 34 *quater*, dans une proportion confortable de près de deux contre un<sup>58</sup>. Les zones urbaines et industrielles s'y sont montrées généralement favorables, alors que les régions rurales l'ont plutôt refusé. Les cantons conservateurs-catholiques sont divisés<sup>59</sup>. Au nombre des opposants se trouve le canton de Fribourg<sup>60</sup>. Malgré sa verve vigoureuse et ses mises en garde, Musy n'a pas réussi à vaincre la méfiance des Fribourgeois à l'égard de toute bureaucratie étatique. Une méfiance que lui-même n'a d'ailleurs cessé d'entretenir pendant des années.

<sup>54</sup> AF, fs Musy, vol. 103: «Pour les assurances populaires. Extrait du Discours du Président de la Confédération prononcé à Fribourg le 2 décembre [1925]», p. 4.

<sup>55</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>56</sup> J. MUSY: «Pour les assurances», in *La Liberté*, 2.12.1925; J. MUSY: «Pour les assurances populaires», in *La Liberté*, 4.12.1925; J. MUSY: «Ce que le Président de la Confédération pense de la proclamation répandue dans le canton de Fribourg contre les assurances populaires», in *La Liberté*, 5.12.1925. Voir aussi s.n.: «La conférence de M. Musy, président de la Confédération, sur les assurances sociales», in *La Liberté*, 3.12.1925.

<sup>57</sup> J. MUSY: *Ce que le Président de la Confédération pense de la proclamation répandue dans le canton de Fribourg contre les assurances populaires*, Berne, 4.12.1925, 1 p.; J. MUSY: *Was der Bundespräsident über den im Kanton Freiburg erlassenen Aufruf gegen die Volksversicherung denkt*, Berne, 4.12.1925, 1 p. (Ces tracts se trouvent in AF, fs Musy, vol. 65). Par ses prises de position vigoureuses, Musy réalise la menace qu'il a adressée, semble-t-il, aux conseillers d'État fribourgeois, à savoir qu'il réagirait publiquement à leur «proclamation». Selon lui, cette dernière compromet les intérêts et l'unité du PCPS. Elle diminue également la situation de Fribourg dans le PCPS et aux Chambres fédérales. (Voir AF, fs Musy, vol. 81: télég. de «Musy, Président de la Confédération» adressé «à tous les Conseillers d'État du Canton de Fribourg», sans date ni sceau postal).

<sup>58</sup> 410'988 oui contre 217'483 non, 16½ cantons acceptants contre 5½ rejetants. (A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, p. 293).

<sup>59</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 284.

<sup>60</sup> Voir s.n.: «Le triomphe des assurances populaires», in *La Liberté*, 7.12.1925.

Si le résultat du 6 décembre peut être considéré comme une victoire, il reste que c'est, pour reprendre l'expression de Roland Ruffieux, une «victoire à la Pyrrhus»<sup>61</sup>. La concrétisation du principe de l'AVS, entériné par l'article 34 *quater* de la Constitution, va être un véritable calvaire. Le problème le plus débattu reste celui du financement. Chez beaucoup de partisans du principe généreux accepté dans un contexte marqué par les élections nationales de l'automne, le naturel revient au galop lorsqu'il s'agit de passer à la loi d'application.

Véritable secret de polichinelle, l'antagonisme entre Musy et Schulthess n'arrange rien. Le premier exige une base financière solide avant d'introduire l'assurance sociale, alors que le second la juge supportable pour les finances fédérales. Musy rappelle en particulier la connexion existant entre la réalisation de l'AVS et l'imposition sur l'alcool et sur le tabac. Cela n'empêche pas le DFEP de mener ses travaux sans vraiment consulter le DFFD. Musy s'en irrite, prêt à contre-attaquer à la moindre occasion. Ayant déjà atteint un premier sommet en 1926 à l'occasion de la votation concernant l'article constitutionnel sur le monopole du blé, le conflit entre les deux hommes s'envenime sur la question du financement de l'AVS. Dès octobre 1928, le chemin qui mène à la votation populaire de la loi d'application de l'AVS est émaillé de nombreux incidents<sup>62</sup>. Selon Scheurer, les deux rivaux font du dossier une affaire de prestige<sup>63</sup>. À lire également les notes de Häberlin, ils s'accrochent aussitôt que la question vient sur le tapis<sup>64</sup>. L'ambiance au Conseil fédéral se ressent inévitablement de leurs divergences économiques et politiques, ainsi que de leur incompatibilité de caractère.

### 1.3.3. *La révision du régime des alcools: un pas vers la réalisation de l'AVS*

L'acceptation le 6 avril 1930 de la révision du régime des alcools, accomplie par l'amendement des articles 31 et 32 *bis* de la Constitution et l'introduction d'un nouvel article 32 *quater*, constitue une étape supplémentaire vers la réalisation de l'AVS<sup>65</sup>. La moitié des recettes que la Confédération retire de l'imposition des boissons distillées doit être affectée à l'AVS, l'autre moitié étant répartie entre les cantons.

Le résultat de ce scrutin représente l'une des plus grandes victoires de Musy au

---

<sup>61</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de...* *op. cit.*, p. 176.

<sup>62</sup> A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, p. 311.

<sup>63</sup> C. KAISER: *op. cit.*, p. 134.

<sup>64</sup> Voir R. SOLAND: *Zwischen Proletariern...* *op. cit.*, pp. 126-127.

<sup>65</sup> 494'000 oui contre 322'000 non, 17 cantons acceptants contre 5 rejetants. (A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, p. 305).

Conseil fédéral<sup>66</sup>. Pour beaucoup, le conseiller fédéral fribourgeois, en charge du DFFD dont dépend la Régie fédérale des alcools, fait œuvre de salubrité publique car la législation tend aussi à combattre le fléau de l'alcoolisme, synonyme de malheur et de dégénérescence, notamment dans les campagnes et au sein de la classe ouvrière. Celui qui lutte pour une meilleure hygiène sociale passe également pour le chevalier de la moralité. Qu'il soit de plus le ministre qui travaille avec succès au financement de l'AVS, du moins à l'une des étapes devant y conduire, reste certainement un peu en travers de la gorge de quelques socialistes, même si leur soutien contribue au résultat positif du 6 avril. Autre ironie de l'histoire: Musy, champion de la cause fédéraliste, antiétatiste déclaré et défenseur des intérêts paysans, se couvre de gloire grâce à un monopole, une solution étatisante, qui ne soulève pas, loin de là, l'enthousiasme des agriculteurs. Leur grogne sera longtemps perceptible.

Pourtant, grâce à un projet extrêmement prudent et une habile campagne, menée avec méthode et conviction, il a réussi à amadouer de nombreux paysans, aubergistes et autres fédéralistes intransigeants qui, le 3 juin 1923, avaient opposé un tir de barrage nourri au projet de révision. À Fribourg, la forte majorité négative de 1923 s'est ainsi transformée en 1930 en un important soutien<sup>67</sup>. Les moyens utilisés en 1930 par le magistrat conservateur attestent d'une modernité certaine pour faire passer son message. Outre les habituelles conférences, brochures, tracts et autres affiches, la radio et le cinéma sont appelés à la rescousse<sup>68</sup>. La propagande est intense. Environ 500 journaux, souvent alimentés par la PSM de Samuel Haas, lui-même sur la même longueur que Musy dans cette affaire<sup>69</sup>, insistent pendant des mois sur les enjeux de la votation. Président du comité de la presse suisse pour la réforme du régime de l'alcool, Markus Feldmann, rédacteur en chef de la *Neue Berner Zeitung* qui prêche surtout dans les milieux agrariens bernois, appuie également l'action de Musy<sup>70</sup>.

Le président de la Confédération n'hésite pas à aller au charbon, prononçant conférences sur conférences. Tourné vers les techniques d'information les plus modernes de son époque, il parle à la radio pour éclairer l'opinion publique.

---

<sup>66</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 14, qui contient de très nombreuses félicitations reçues par Musy à cette occasion.

<sup>67</sup> Votes du canton de Fribourg sur la révision du régime des alcools: le 3 juin 1923, rejet par 17'195 non contre 8'180 oui; le 6 avril 1930, acceptation par 20'071 oui contre 10'147 non. (W. E. RAPPARD: *La Constitution fédérale de la Suisse 1848-1948. Ses origines, son élaboration, son évolution*, Boudry, La Baconnière, 1948, p. 360).

<sup>68</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 9-13, 61, 63-64. Ces dossiers contiennent une grande quantité de discours, d'articles et de brochures, notamment J.-M. MUSY: *Pour le 6 avril. Conférence de M. Musy, président de la Confédération*, s.l., [1930], 22 p.

<sup>69</sup> Voir la lettre de S. Haas à H. Walther, 4.3.1941, citée in P. MENZ: *op. cit.*, n. 32 p. 219.

<sup>70</sup> Journal de Feldmann, 1/2.3.1930 et 29.3.1930: *Markus Feldmann. Tagebuch 1923-1958*, Bd 1: 1923-1939, bearbeitet von P. MOSER, hg. von der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte, Basel, Kommissionsverlag Krebs, 2001, pp. 189-191.

Quant au «film Musy», comme on l'appelle, il est projeté plus de 1'700 fois dans des salles de 100 à 700 personnes<sup>71</sup>. Déjà en 1924, après le rejet populaire, l'année précédente, du projet de révision du régime des alcools, le chef du DFFD avait évoqué l'utilisation du 7<sup>ème</sup> art pour lutter contre l'alcoolisme<sup>72</sup>. Dans le cinéma, il voyait alors aussi une plaisante distraction, ainsi qu'un moyen d'éducation des enfants et de propagande industrielle et touristique<sup>73</sup>. En 1929, il appelait également de ses vœux la collaboration du cinéma suisse pour combattre les méfaits de l'alcool<sup>74</sup>.

Pour la campagne de 1930, l'infatigable magistrat s'assure également l'appui des évêques, chargés de convaincre leurs ouailles<sup>75</sup>. Même l'abbé Bovet y va d'une *Guerre à l'alcool*, chanson populaire dédiée à ses «bons vieux amis» Musy, Ernest Perrier et Emile Savoy<sup>76</sup>. Et, peu après la victoire du 6 avril, l'abbé Bovet fait carrément de Musy «le chef au sommet triomphant»<sup>77</sup> dans le festival *Grevître*, monté à Bulle en mai 1930.

En 1930, Musy atteint le faîte de sa popularité. Son charisme est indéniable. L'énergique homme d'État réussit, grâce à une force de persuasion peu commune, à entraîner dans son sillage nombre de concitoyens. Dressant plus ou moins consciemment son propre portrait, il aime à rappeler que le peuple a besoin de chefs qui lui montrent la direction à prendre<sup>78</sup>.

#### 1.4. Contre le monopole du blé

##### 1.4.1. *Échec à l'alliance rouge-verte*

Un autre dossier, celui du régime du blé, atteste de la montée en puissance de Musy dans la seconde moitié des années vingt. La question de fond touche au rôle

---

<sup>71</sup> J. M. [J. MARTIN]: «Les impressions de M. Musy», in *Journal de Genève*, 10.4.1930. Voir aussi R. COSANDEY: «Cinéma politique suisse 1930-1938: un coin du puzzle, à droite», in *Études et Sources*, 20, 1994, pp. 184-185.

<sup>72</sup> J. HENNARD: «M. Musy nous parle du cinéma», in *Revue Suisse du Cinéma*, 25-31.12.1924, p. 8.

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> J. HENNARD: «“Le Cinéma Suisse” au Palais Fédéral», in *Le Cinéma Suisse – Schweizer Cinema*, 1-15.1.1929, pp. 8 et 10. À l'époque où nous sommes, le film de fiction évoque déjà les ravages de l'alcoolisme, souvent dans un but moralisateur, ainsi *La bourse et la vie*, film suisse sorti en 1928. (H. DUMONT: *Histoire du cinéma suisse. Films de fiction 1896-1965*, Lausanne, Cinémathèque suisse, 1987, p. 105).

<sup>75</sup> AF, fs Musy, vol. 9 et 64 («Évêques»).

<sup>76</sup> AF, fs Musy, vol. 64: Joseph Bovet, *Guerre à l'alcool*. Voir aussi J.-L. MATTHEY (s.l.d.): *op. cit.*, p. 23.

<sup>77</sup> Cité in P. BORCARD: «Les festivals de l'abbé Bovet ou l'histoire réinventée», in *AFr*, 59, 1990/91, p. 134.

<sup>78</sup> Pour la suite de la question de l'AVS, voir *infra*, chapitre 6, point 1.3.



de l'État central dans l'économie nationale, un rôle que l'économie de guerre a fortement accentué. Doit-il être maintenu tel quel, voire encore croître ou faut-il au contraire le restreindre? Responsable d'un département clé, le ministre des finances se sent concerné au premier chef par le sujet. Notre propos n'est pas de retracer l'histoire du régime du blé, ni même d'analyser dans le détail le rôle de Musy dans cette question. Sur ces deux points, nous renvoyons à l'étude minutieuse de Heinz Mesmer<sup>79</sup>.

En proie à une crise chronique depuis la fin du conflit, les agriculteurs exigent encore plus de protection et de soutien de la part de l'État. Seule une solution monopolistique ou d'autres mesures préférentielles peuvent les satisfaire. Pour beaucoup, il y va de leur survie. Préoccupée par le prix du pain et naturellement portée au dirigisme, la gauche se montre également favorable au monopole. Aussi, Ernst Laur, le «roi des paysans», et les dirigeants socialistes travaillent à forger une entente rouge-verte pour faire passer le projet d'article constitutionnel soumis au peuple le 5 décembre 1926. Dans le camp adverse, de larges cercles patronaux sont, au nom de la liberté du commerce et de l'industrie, les plus chauds partisans d'un régime sans monopole. En 1926, devant le tour peu libéral pris par l'article qui doit être soumis au peuple, ce sont justement ces milieux industriels et commerciaux — le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, l'Union centrale des associations patronales et celle des arts et métiers — qui lancent une initiative pour un régime sans monopole. Ils la déposent en octobre 1926<sup>80</sup>. Parmi les secteurs enclins au libre-échange, l'industrie d'exportation entre en collision frontale avec la paysannerie<sup>81</sup>. Méfiants à l'égard de tout dirigisme économique central, bon nombre de fédéralistes, en particulier romands, s'opposent également avec énergie au monopole du blé.

La division règne au sein des partis bourgeois. Si le PAB est celui qui soutient logiquement le plus les revendications de l'agriculture, les deux autres grands partis bourgeois connaissent une véritable désunion. Chez les radicaux, Schulthess se montre partisan d'un interventionnisme accentué. Il n'hésite pas à s'appuyer sur une alliance rouge-verte dans l'espoir d'atteindre son but, alors qu'une grande partie de l'aile droite patronale, en particulier au sein du Vorort, ne

---

<sup>79</sup> H. MESMER: «Die Errichtung einer definitiven Getreideordnung in der Schweiz (1919-1929)», in R. RUFFIEUX (e.a.): *La démocratie référendaire... op. cit.*, pp. 183-257. Pour une synthèse de cette question, voir entre autres R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 170-174; P. MOSER: *Der Stand der Bauern. Bäuerliche Politik, Wirtschaft und Kultur gestern und heute*, Frauenfeld, Huber, 1994, pp. 76-78; W. BAUMANN, P. MOSER: *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918-1968*, Zürich, Orell Füssli, 1999, pp. 39-41; ainsi que C. KAISER: *op. cit.*: pp. 139-147, qui présente plus particulièrement l'action de Musy.

<sup>80</sup> O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 154-155.

<sup>81</sup> Sur le combat de l'industrie d'exportation contre le monopole du blé, voir H. SCHMID: *op. cit.*, pp. 368-381.

cesse de prôner le libéralisme<sup>82</sup>. Très attachés au fédéralisme, les conservateurs-catholiques s'opposent d'ordinaire aux monopoles d'État. Au début de l'année 1925, le comité central du PCPS prend encore position contre le monopole du blé<sup>83</sup>. Mais celui-ci trouvant un écho positif auprès de l'aile conservatrice proche de la paysannerie, la menace de voir cet électorat leur échapper rend finalement hésitants les chefs du parti, d'autant plus que des élections fédérales ont lieu à l'automne 1925. Aucun d'eux ne souhaite assister à une extension du parti agrarien dans les régions traditionnellement catholiques. Le désarroi grandit. C'est finalement en rang dispersé que les conservateurs affrontent le vote.

De profondes divergences déchirent également le gouvernement. Lors de la campagne pour le vote du 5 décembre 1926, Schulthess, Scheurer et Chuard défendent publiquement le projet d'article constitutionnel<sup>84</sup>. Antiétatiste dans l'âme, Musy le combat, sans toutefois se lancer dans une campagne ouverte pour ne pas avoir à s'opposer frontalement à la paysannerie, elle largement favorable au monopole du blé. Personnalisant volontiers les conflits, il voit surtout dans Schulthess un allié objectif du socialisme et un des principaux responsables de l'éclatement de la coalition bourgeoise. En septembre 1925, Scheurer relève déjà, outre le comportement une fois de plus peu commode de Musy, que celui-ci s'oppose au monopole du blé, notamment parce que cette solution ne profite, selon lui, qu'au socialisme<sup>85</sup>. Et au seuil de l'été 1926, il devient clair que le chef du DFFD fait de la propagande contre le projet de Schulthess proposant un monopole pour le commerce et l'importation des céréales<sup>86</sup>. À l'automne 1926, la question des céréales provoque de vives discussions au Conseil fédéral<sup>87</sup>. En général, Musy a en sainte horreur les monopoles. Il y voit une menace pour les cantons et une porte ouverte à une cohorte de fonctionnaires prêts à mettre les bâtons dans les roues de l'économie libérale. Pire, les monopoles font le jeu des socialistes.

La campagne est acharnée. De part et d'autre, on se jette des anathèmes à la

---

<sup>82</sup> Voir H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, pp. 153-154; B. WEHRLI: *op. cit.*, p. 232.

<sup>83</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 291.

<sup>84</sup> Voir AF, fs Scheurer, journal, 31.1.1927, p. 20; H. MESMER: *op. cit.*, pp. 229-230; H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, p. 159; *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 127; P.-A. BOVARD: *op. cit.*, p. 354.

<sup>85</sup> Scheurer note: «Wir haben zur Abwechslung wieder einmal eine bewegte Bundesratssitzung. Die Ursache ist Musy. Zuerst kommt Schulthess mit dem Getreideartikel, in dem nach und nach das Monopol die Oberhand gewinnt. Wir haben schon oft erklärt, dass wir damit einverstanden sind. Im letzten Augenblick macht nun Musy grundsätzliche Opposition, er sei gegen das Monopol jeder Art, das Getreidemonopol diene nur dem Sozialismus usw., man solle das nur sagen, er habe keine Angst. [...] Es gibt infolgedessen eine ziemlich lebhaft Auseinandersetzung. Wir andern stehen alle gegen Musy, sogar Motta.» (AF, fs Scheurer, journal, 28.9.1925, p. 161).

<sup>86</sup> H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, p. 161, voir aussi p. 158.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 161. Voir aussi R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, p. 125.

figure. Les opposants au projet, fédéralistes et tenants de l'économie libérale en tête, n'y vont pas par quatre chemins. Les milieux patronaux parlent de tapis rouge déroulé pour Grimm et de système «qui nous conduira infailliblement au socialisme d'État tel qu'il est pratiqué dans la Russie des Soviets»<sup>88</sup>. L'industrie d'exportation, particulièrement remontée, parle même de «bolchevisme paysan»<sup>89</sup>. La PSM, sous l'égide de Samuel Haas, prête main forte aux adversaires du monopole<sup>90</sup>. Un fort courant antisocialiste domine les débats. Non sans tactique politique, l'opposition lie la question de l'accès éventuel du socialiste Robert Grimm à la présidence du Conseil national à celle du monopole. Les slogans fleurissent: «Ni Grimm - Ni monopole - et votez non le 5 décembre», ou encore: «Si le monopole passe, Grimm passera!»<sup>91</sup> L'ultraconservateur Joseph Beck, antisocialiste forcené s'il en est, se montre particulièrement virulent dans un appel aux catholiques suisses qu'il cosigne<sup>92</sup>. Il brandit le fédéralisme comme un article de foi et agite avec énergie l'épouvantail socialiste. Inquiets des propos polémiques du théologien, Heinrich Walther et Georges Python lui font part de leur désapprobation<sup>93</sup>. À l'approche du vote, la division règne toujours au sein du camp conservateur. Si deux personnalités comme Beck et Musy combattent le projet d'article constitutionnel sur le monopole du blé, beaucoup des élites du PCPS le soutiennent avec force<sup>94</sup>. À Fribourg même, Musy n'est pas suivi. Son ami Emile Savoy, président des fédérations romande et fribourgeoise des sociétés d'agriculture, se montre favorable au monopole<sup>95</sup>.

Le 5 décembre 1926, l'article constitutionnel est rejeté par le peuple et les cantons<sup>96</sup>. C'est une défaite en particulier pour Schulthess, ainsi que pour l'USP et les socialistes. Les dirigeants paysans sont déçus de l'attitude de Musy qui, selon eux, a grandement contribué à cet échec<sup>97</sup>.

Au Conseil fédéral, l'ambiance est électrique. Le chef du DFFD cristallise

<sup>88</sup> s.n.: «Grimm et le monopole du blé», in *Artisan et Commerçant* (USAM), 30.11.1926.

<sup>89</sup> H. SCHMID: *op. cit.*, p. 377.

<sup>90</sup> Voir P. DÜRRENMATT: *Zeitwende. Stationen eines Lebens*, Luzern: Maihof, Basel: Cratander, 1986, p. 62; ainsi que la lettre de S. Haas à H. Walther, 4.3.1941, citée in P. MENZ: *op. cit.*, n. 32 p. 219.

<sup>91</sup> AEF, carton 16<sup>libis</sup>, monopole du blé: tract s.d.

<sup>92</sup> J. BECK (e.a.): *Peuple catholique suisse: méfie-toi du monopole des céréales! C'est un cri d'alarme que nous poussons!* La Chaux-de-Fonds, Imprimerie des corporations, 1926, 19 p.

<sup>93</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* *op. cit.*, pp. 296-297.

<sup>94</sup> Voir le manifeste du comité directeur du PCPS cosigné notamment par J. Räber, député aux États et président du parti, et les conseillers nationaux E. Perrier, J. Bossi, H. von Matt et H. Walther. Ils appellent à voter oui le 5 décembre. (*La Liberté*, 2.12.1926).

<sup>95</sup> E. SAVOY: *Pour le 5 décembre 1926. L'approvisionnement du pays en céréales et l'encouragement à l'agriculture*, Bulle, tiré à part du *Fribourgeois*, novembre 1926, 31 p.

<sup>96</sup> 372'049 non contre 366'507 oui, 14 cantons rejetants contre 8 acceptants. (H. MESMER: *op. cit.*, p. 23 1).

<sup>97</sup> Ernst Laur 1871-1964. *Ein Leben für den Bauernstand*. (Hg. vom Schweizerischen Bauernsekretariat Brugg), Aarau, Wirz, 1971, pp. 167 et 262.

autour de sa personne une tension croissante. Scheurer rapporte que son collègue fribourgeois a voté contre le monopole du blé<sup>98</sup>. L'échec du projet plutôt dirigiste et étatiste élaboré par Schulthess ne peut certes que le réjouir. Il n'empêche: le bloc bourgeois sort affaibli de l'épreuve. Et ça, Musy ne peut pas l'admettre. Que les paysans, tant loués pour leur efficace engagement lors de la grève de novembre 1918, aient pu s'allier aux socialistes doit lui sembler une véritable hérésie. Un signe inquiétant de relâchement. La paysannerie, qui a souvent bénéficié jusque-là de l'appui des milieux industriels et financiers, plus d'une fois prêts à soutenir une politique agricole protectionniste en échange de sa loyauté au bloc bourgeois, ne devrait-elle pas être le plus sûr bastion du conservatisme politique et social, le rempart par excellence contre le socialisme? Devant une telle situation, Musy n'est pas homme à rester les bras croisés. Dès le milieu des années vingt, il se profile de plus en plus comme le chef de la droite nationale et intransigeante.

Avec le vote du 5 décembre 1926, l'antagonisme entre Schulthess et Musy atteint un premier sommet. Mauvais perdant, l'Argovien a du mal à digérer sa défaite. À la fin du mois de janvier 1927, une séance du Conseil fédéral tourne, à en croire Scheurer, presque à l'altercation entre Musy et Schulthess. Le chef de l'économie publique reproche à son collègue des finances d'être responsable de l'échec du projet<sup>99</sup>. Même le consensuel et réservé Chuard s'exprime dans ce sens<sup>100</sup>. Exagérée dans sa formulation, la critique de Schulthess n'est pourtant pas sans fondement. Touché dans son orgueil, l'Argovien souffre aussi de voir son influence diminuer alors que celle de son rival ne cesse d'augmenter auprès des cercles dirigeants de l'industrie et de la finance. Sans doute estiment-ils que, face à la montée du socialisme et aux velléités étatisantes d'un Schulthess, le conseiller fédéral fribourgeois est le plus apte à défendre leurs intérêts.

Dès son entrée au Conseil fédéral, le Fribourgeois a vu dans l'Argovien un adversaire porté à l'étatisme, prodigue avec les finances publiques et prêt à faire le jeu des socialistes. Le soutien qu'il a trouvé avant son élection au Conseil fédéral auprès de Schulthess, l'homme fort du gouvernement, n'y change rien. L'échec en votation populaire du monopole du blé en 1926, puis celui de la loi d'application sur l'AVS en 1931 sapent considérablement le prestige du chef de l'économie publique. À chaque fois, il rencontre l'opposition de Musy. Face à un Schulthess ébranlé, les coups de boutoir de son collègue fribourgeois deviennent de plus en plus appuyés. À la lumière des relations entre Musy et Python, on ne peut s'empêcher de ressentir une impression de déjà vu.

---

<sup>98</sup> Journal de Scheurer, 23.12.1926, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 220.

<sup>99</sup> C. KAISER: *op. cit.*, p. 143.

<sup>100</sup> Voir AF, fs Scheurer, journal, 31.1.1927, p. 21.

#### 1.4.2. *Musy prend le relais*

Après le désaveu populaire du 5 décembre 1926, le Conseil fédéral remet le dossier sur le métier, d'autant plus que l'initiative déposée en octobre 1926 ne le satisfait pas. À cette proposition de régime sans monopole nettement antiétatiste, le gouvernement reproche surtout de ne prévoir aucune disposition suffisante en ce qui concerne le financement et la protection des producteurs<sup>101</sup>. Composée du modéré Scheurer et des fortes têtes Schulthess et Musy, la délégation économique du Conseil fédéral reprend le problème des céréales<sup>102</sup>.

Au début du mois de janvier 1928, l'exécutif fédéral décide d'opposer à l'initiative un contre-projet proposant une solution sans monopole<sup>103</sup>. Au même moment, Schulthess lâche prise et demande d'être déchargé du dossier<sup>104</sup>. Cela ouvre la voie à Musy. Il s'occupe désormais personnellement de préparer la réglementation définitive du ravitaillement en céréales<sup>105</sup>. De fait, le Fribourgeois a réussi à enlever à son rival du DFEP un des dossiers les plus importants de la politique intérieure suisse des années 1920. Sa maîtrise du sujet impressionne autant que son art consommé de la politique. Sa tactique pour mieux vaincre? Saper l'alliance rouge-verte, c'est-à-dire ramener les paysans au sein du bloc bourgeois et tenir à l'écart la gauche. Il ne manque pas d'utiliser la question des céréales pour mener la charge contre le socialisme. Avec beaucoup d'application et d'autorité, l'énergique magistrat esquisse plusieurs projets et effectue de nombreuses consultations auprès des bureaux de l'administration et des producteurs<sup>106</sup>. Sur le problème délicat de l'étatisation, il demande notamment l'avis du spécialiste Georges Gariel, professeur d'économie politique et d'histoire des doctrines économiques à l'Université de Fribourg<sup>107</sup>. Le grand argentier accorde une attention particulière au problème du financement et propose comme solution une hausse du tarif douanier, ce qui va dans le sens des préoccupations de la paysannerie. Une solide protection du monde agricole lui paraît la meilleure manière d'empêcher les masses rurales d'aller vers les partis de gauche.

Les milieux libéraux hostiles à la version de 1926, ceux-là mêmes qui ont lancé l'initiative, se rallient finalement au contre-projet, sans monopole, prôné par

---

<sup>101</sup> H. MESMER: *op. cit.*, pp. 231; O. G. SIGG: *op. cit.*, p. 155.

<sup>102</sup> En juin 1922, le Conseil fédéral avait déjà appelé Scheurer, Schulthess et Musy à former une délégation chargée d'étudier certains aspects de la question. (H. MESMER: *op. cit.*, p. 207).

<sup>103</sup> *Ibid.*, p. 241.

<sup>104</sup> *Ibid.*, p. 242.

<sup>105</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 3-7 et 62 (divers projets, messages, articles de presse).

<sup>106</sup> H. MESMER: *op. cit.*, pp. 243-244.

<sup>107</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Diversa: lettre de J.-M. Musy à Georges Gariel, 30.5.1928. On doit à Georges Gariel notamment des études sur la centralisation en Suisse. (*HUF*, 1992, 3, p. 948).

Musy<sup>108</sup>. Les paysans décident eux aussi de soutenir le contre-projet, moyennant une hausse du tarif douanier pour protéger les céréales indigènes. L'intensification de la politique de subventionnement et de protection douanière du secteur agricole, certes en crise, a une dimension clairement politique. Tenant la paysannerie pour un groupe social à part, et malgré une forte fibre antiétatiste, Musy affirme d'ailleurs que «l'agriculture suisse a besoin d'une protection toute spéciale»<sup>109</sup>. La solidité du bloc bourgeois repose en grande partie sur la collaboration d'une paysannerie étoffée. Les agriculteurs le savent, Musy aussi. À l'occasion, ils ne dédaignent pas de ruer dans les brancards ou d'étaler leur force. Ainsi, ce n'est pas un hasard si 25'000 paysans se rassemblent devant le Palais fédéral en septembre 1928, à la veille de débats parlementaires sur le régime des blés et sur l'élargissement de l'aide financière octroyée à l'agriculture<sup>110</sup>. L'appartenance de la paysannerie au bloc bourgeois passe en particulier par des concessions de la part des milieux industriels et financiers<sup>111</sup>.

Les fronts qui s'opposent dans la campagne précédant la votation du 3 mars 1929 sont bien différents de ceux de 1926. C'est un bloc bourgeois ressoudé qui affronte l'opposition. Le régime concocté par Musy trouve l'appui des partis bourgeois, des associations patronales et de la paysannerie. Le spectre de l'alliance rouge-verte de 1926 est conjuré. Le rassembleur de la droite a atteint son objectif. Le scrutin de 1929 se présente pour lui sous un jour plutôt positif. Et, peu avant l'échéance, c'est un ministre des finances conquérant qui court les assemblées pour haranguer les foules et défendre publiquement son dossier<sup>112</sup>. Sur l'échiquier politique suisse de l'époque, il est alors difficile de le contourner. Le 3 mars, le peuple et les cantons acceptent largement le contre-projet officiel<sup>113</sup>, de même que sa couverture financière, c'est-à-dire la révision à la hausse du tarif douanier<sup>114</sup>. L'article 23 *bis* est introduit dans la Constitution<sup>115</sup>. La politique

---

<sup>108</sup> Voir H. MESMER: *op. cit.*, p. 251; H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, p. 156.

<sup>109</sup> *Bst CEs*, 21.9.1928, p. 278.

<sup>110</sup> W. BAUMANN, P. MOSER: *op. cit.*, pp. 156-161; H. MESMER: *op. cit.*, p. 252; R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 161.

<sup>111</sup> Yves Sancey rapporte les propos d'A. Brandenburg, directeur du Comptoir d'Escompte de Genève, qui s'exprime en 1929 devant ses pairs de l'ASB: «Bien que les subventions soient économiquement néfastes, elles peuvent parfois se justifier d'un point de vue politique ou social. Chez nous, par exemple, il est clair qu'il y a un avantage général à ce que les paysans, auxquels notre pays est, partiellement tout au moins, redevable de sa stabilité politique, qui est intimement liée à son crédit à l'étranger et à la confiance, dont bénéficient ses banques, reçoivent l'aide qui leur est nécessaire. Cette aide serait en quelque sorte la rémunération de ce service d'ordre». (Cité in Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement... op. cit.*, pp. 64-65).

<sup>112</sup> AF, fs Musy, vol. 7; H. MESMER: *op. cit.*, p. 254.

<sup>113</sup> 461'176 oui contre 228'357 non, 21 cantons acceptants contre 1 rejetant. (*Ibid.*, p. 254).

<sup>114</sup> 454'535 oui contre 229'801 non. (*Ibid.*, pp. 254-255).

<sup>115</sup> Le passage de l'article constitutionnel à la loi d'application s'effectue sans grandes difficultés, même s'il faut attendre 1933 pour que celle-ci entre en vigueur. (*Ibid.*, p. 256).

d'entente bourgeoise a permis de refouler à l'intérieur de leur ghetto des socialistes à nouveau isolés. Musy, l'«organisateur de la victoire du 3 mars», triomphe<sup>116</sup>. Il croule sous les compliments. L'ancien conseiller national démocrate genevois Alfred Georg, partisan de longue date du Fribourgeois et antiétatiste notoire proche des milieux financiers et industriels, ne manque pas par exemple de le féliciter, non sans profiter de l'occasion pour critiquer une fois de plus vertement Schulthess<sup>117</sup>.

En 1927-1930, Musy atteint le sommet de sa puissance politique. Il est à ce moment-là un des politiciens les plus influents du pays. Après avoir réussi à faire passer la rampe au nouveau statut des fonctionnaires en 1927, il prend la tête de l'offensive antisocialiste lors des élections au Conseil national d'octobre 1928. Il contribue ainsi à raffermir la position du parti conservateur au sein de la coalition bourgeoise. Musy enregistre un nouveau succès le 3 mars 1929, puis un autre en décembre 1929, en contribuant fortement à ce que les socialistes ne participent pas au gouvernement fédéral. Son prestige est d'autant plus grand que l'état des finances fédérales évolue favorablement. Cette période faste culmine le 6 avril 1930, avec l'acceptation de la révision du régime des alcools. Au même moment, il est président de la Confédération. Le succès lui tourne-t-il la tête?

Le Musy qui aborde les années trente n'a jamais été aussi sûr de lui et aussi peu collégial. Un véritable franc-tireur qui n'hésite pas à jouer sa carte personnelle contre le reste de l'équipe gouvernementale. La question du blé amène Scheurer et Häberlin à tirer les mêmes conclusions. Le journal du Bernois témoigne du comportement difficile du Fribourgeois. Au gouvernement, alors que l'atmosphère n'y est pas bonne, il fait ce qui lui plaît et agit sans égards pour ses collègues<sup>118</sup>. Les notes de Häberlin attestent également de l'ambiance tendue qui règne au Conseil fédéral<sup>119</sup>. Musy n'est pourtant pas seul responsable de ce climat désagréable. Son ennemi personnel, le susceptible et tenace Schulthess, lui aussi attaché à ses prérogatives personnelles, n'arrange rien. Leur bras de fer met à mal la cohésion et l'efficacité du gouvernement. Avec le temps, c'est la crédibilité même du Conseil fédéral qui est atteinte.

---

<sup>116</sup> O.: «Échos du 3 mars», in *La Liberté*, 6.3.1929. Voir aussi les messages de félicitations adressés à Musy. (AF, fs Musy, vol. 7).

<sup>117</sup> AF, fs Musy, vol. 7: lettre d'A. Georg à Musy, 4.3.1929. Sur l'antiétatisme d'Alfred Georg, très souvent dirigé contre la politique de Schulthess et celle de Laur, voir A. GEORG: *Souvenirs de lutttes, 1894-1927. Contre l'étatisme et la bureaucratie*, Genève, Impr. du Journal de Genève, 1936, 597 p.

<sup>118</sup> AF, fs Scheurer, journal, 3.6.1929, p. 92: «Die Stimmung gegen Musy wird nach und nach sehr gereizt, mit Recht; er tut, was er will und vertraut auf unsere Gutmütigkeit.»; 10.6.1929, p. 97; références tout d'abord citées par C. KAISER: *op. cit.*, p. 147.

<sup>119</sup> R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, pp. 125-126.

## 2. Chef de la droite intransigeante et rassembleur du bloc antisocialiste

### 2.1. Président de la Confédération

#### 2.1.1. *Un titre qui compte*

1925. L'année est importante pour Musy, ne serait-ce que parce qu'il peut faire imprimer sur sa carte de visite: «Président de la Confédération suisse». Ce titre augmente son prestige personnel, même si, dans le système helvétique, cette fonction n'en fait ni un chef du gouvernement ni un véritable président de l'État<sup>120</sup>. Changeant chaque année, le président n'est que le *primus inter pares*, pour reprendre l'expression consacrée. Mais l'étranger, peu familiarisé avec les caractéristiques du système politique suisse, attribue généralement une signification plus grande à cette étiquette qu'à celle de ministre ordinaire<sup>121</sup>. Au cours de son activité post-gouvernementale, Musy brandira d'ailleurs très volontiers — un peu trop au goût du Conseil fédéral et d'une grande partie de l'opinion publique — sa plus belle carte de visite à travers l'Europe. Ce sésame lui ouvrira des portes normalement infranchissables pour le commun des mortels.

Confortable, l'élection à la présidence, le 11 décembre 1924, le rassure<sup>122</sup>. Le DFFD, à plus forte raison lorsqu'on y mène une politique d'économies, n'est pas *a priori* le tremplin idéal pour faire grimper une cote de popularité. Pour le ministre des finances, plus d'une fois attaqué, ce net succès l'encourage à poursuivre dans la même voie. Aux Chambres, une majorité semble ratifier sa politique monétaire et financière. Hormis la presse de gauche, toujours prompte à tirer à boulets rouges sur sa bête noire, tous les autres journaux dressent un bilan positif de l'activité du ministre des finances: assainissement des caisses fédérales, défense du franc, sauvegarde du fédéralisme,... Un véritable cortège d'éloges. Cela ressort des épais dossiers de coupures de presse que l'homme d'État, attentif à ce que l'on écrivait sur son compte, nous a laissés sur le jour glorieux de son élection à la présidence<sup>123</sup>.

---

<sup>120</sup> Voir U. ALTERMATT: «Conseil fédéral...» *op. cit.*, pp. 26ff.

<sup>121</sup> Pour l'écho dans la presse étrangère de l'élection de Musy à la présidence de la Confédération, voir AF, fs Musy, vol. 58.

<sup>122</sup> Sur l'élection de Musy, vice-président du Conseil fédéral en 1924, à la présidence pour l'année 1925, voir C. KAISER: *op. cit.*, pp. 152-154.

<sup>123</sup> AF, fs Musy, vol. 27 et 55-58.



### 2.1.2. *Digression en pays fribourgeois*

Au nombre des plus heureux se trouvent les Fribourgeois. Musy est le premier des leurs à accéder à cette magistrature suprême<sup>124</sup>. Le jour même de son élection à la présidence, il est reçu en grande pompe par Fribourg<sup>125</sup>. La cérémonie, dont le programme a été soigneusement établi par le Conseil d'État le 3 décembre déjà, est grandiose<sup>126</sup>. Encore plus solennelle et imposante que ne le fût celle de décembre 1919 et ne le sera celle de décembre 1929 pour la seconde présidence de Musy<sup>127</sup>. En 1924, les autorités civiles et religieuses mettent les petits plats dans les grands. Oubliant un moment la situation économique extrêmement difficile que traverse le canton, la foule des grands jours se presse dans la capitale. Gravement malade, Georges Python ne regarde lui que de très loin le triomphe de son ancien adversaire.

De la gare à la collégiale Saint-Nicolas, en passant par l'Hôtel-de-Ville, le cortège touche presque au sacre. Fribourg cultive son image de citadelle catholique, pilier de l'ordre en Suisse. Comme l'ensemble de la manifestation, le discours que tient Musy est marqué du sceau «Dieu et Patrie»<sup>128</sup>. Son ami Gonzague de Reynold lui a glissé quelques notes pour l'occasion<sup>129</sup>. Avec des accents très barrésiens, le nouveau président de la Confédération encense la terre et le paysan, authentique détenteur des valeurs nationales. Il idéalise la vie alpestre et soigne son image de fils de la montagne. Mythifiée, la société rurale offre des symboles d'harmonie, de stabilité et de tradition, alors que, en contrepoint, le monde industriel et urbain est perçu comme un lieu anonyme, décadent et chaotique, source d'agitation révolutionnaire.

Les images sont d'autant plus chargées d'émotion qu'elles se réfèrent à un genre de vie sur le déclin. Sans assommer pour une fois son auditoire avec des chiffres, il affirme qu'à «l'heure actuelle, il fait particulièrement bon respirer l'atmosphère fribourgeoise» et que cela «tient sans doute à ce que Fribourg est un canton en grande majorité agricole»<sup>130</sup>. À ces belles paroles fait écho la dure réalité statistique. Au même moment, Fribourg donne l'impression de subir une

---

<sup>124</sup> Voir s.n.: «L'élection de M. Musy à la présidence de la Confédération suisse», in *La Liberté*, 11.12.1924.

<sup>125</sup> Voir s.n.: «La réception de M. Musy, président de la Confédération. À Fribourg», in *La Liberté*, 12.12.1924.

<sup>126</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 56: extrait du protocole du CE, séance du 3.12.1924.

<sup>127</sup> Au sujet de son élection à la présidence pour 1930, voir C. KAISER: *op. cit.*, pp. 154-156.

<sup>128</sup> Voir les propos de Musy reproduits sous: «La réception de M. Musy, président de la Confédération. À Fribourg», in *La Liberté*, 12.12.1924.

<sup>129</sup> ALS, fs Reynold, Ace 20.8: «Notes pour le discours de Musy à Fribourg, le jeudi 11.XII.24, à l'occasion de son élection à la Présidence de la Confédération», 4 p. Voir aussi C. KAISER: *op. cit.*: n. 4 p. 153.

<sup>130</sup> Discours de Musy publié sous: «La réception de M. Musy, président de la Confédération. À Fribourg», in *La Liberté*, 12.12.1924.

véritable hémorragie par l'importance de l'exode rural qui frappe le canton. Durant les décennies 1910 et 1920, plus de mille Fribourgeois sont contraints d'émigrer chaque année<sup>131</sup>. L'ampleur du phénomène ne choque pourtant pas vraiment les contemporains, du moins ne suscite-t-elle pas de remise en cause de l'ordre établi. Devant leur sort, les émigrés fribourgeois qui partent par nécessité manifesteront plutôt une résignation pieuse et même un sentiment de culpabilité. Ne leur fait-on pas comprendre qu'ils manquent de fidélité à l'égard du sol natal?<sup>132</sup>

Pour marquer l'événement, le gouvernement fribourgeois décide en outre d'offrir à tous les conseils communaux du canton un portrait de Musy, avec la signature autographe du nouveau président de la Confédération<sup>133</sup>. Son image fleurit à l'intérieur des établissements publics et sur les murs des bureaux de l'administration. Il est parfois possible de voir Python et Musy se côtoyer sur la même paroi, séparés seulement par un Christ en croix, tels les larrons des Évangiles<sup>134</sup>. Avec son avènement à la présidence de la Confédération, Musy devient, du point de vue symbolique, un des hommes les plus importants de l'histoire fribourgeoise. Avant lui, il faut remonter à Louis d'Affry, landammann en 1803 et 1809 et qu'on appelait alors à Paris le «président de la Suisse» sous le régime de la Médiation, période historique dont le souvenir n'est d'ailleurs pas de nature à exalter le patriotisme helvétique, pour trouver un Fribourgeois doté d'un titre aussi élevé au niveau de la politique nationale.

Malgré ce grand honneur qui constitue une sorte d'apothéose, Musy ne trouvera pas l'écho posthume correspondant, aussi clair et positif, dans la mémoire collective fribourgeoise. Dans la cosmogonie des grands hommes du canton, il n'atteindra jamais les hauteurs de l'abbé Bovet ou de Georges Python, pour prendre deux de ses plus célèbres contemporains<sup>135</sup>. Sa trajectoire post-

---

<sup>131</sup> R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 970 et n. 14 p. 999, p. 980 et n. 71 p. 1001. Voir aussi C. CHAMMARTIN, G. GAUDARD, B. SCHNEIDER: *Fribourg. Une économie... op. cit.*, pp. 35-41.

<sup>132</sup> Évoquant ce que la Nouvelle Société Helvétique présente comme le péril de l'émigration, Gérald Arlettaz remarque que, depuis la Première Guerre mondiale, l'émigrant qui part par obligation «n'a pas bonne presse. Son départ tend à affaiblir l'indépendance économique et morale de la Suisse et à favoriser l'installation des étrangers.» Et l'historien d'ajouter au sujet de la légende selon laquelle l'émigration suisse n'aurait jamais été un phénomène de masse mais plutôt de qualité: «Elle tendra à reléguer les émigrants pauvres et nécessiteux à l'aune des miséreux du XIX<sup>e</sup> siècle victimes de leur propre irresponsabilité, mais ne partant paradoxalement qu'à la suite d'un processus décisionnel individuel.» (G. ARLETTAZ: «La Nouvelle Société Helvétique...» *op. cit.*, pp. 53 et 56).

<sup>133</sup> AF, fs Musy, vol. 56: extrait du protocole du CE, séance du 3.12.1924.

<sup>134</sup> Voir la photo de l'intérieur d'une préfecture reproduite in L. MAILLARD: *Voyages en pays de Fribourg*, Genève, Roto-Sadag, 1934, p. 74.

<sup>135</sup> Voir P.-P. BUGNARD: «Un aristocrate...» *op. cit.*, p. 210-215; P. BORCARD: *Joseph Bovet... op. cit.*, pp. 17-43; V. CLERC: *op. cit.*, pp. 269-271 et 324-328; G. ANDREY: «Du Père Girard à Jean Tinguely: l'image de Fribourg dans le miroir de son panthéon (1848-1998)», in

gouvernementale, indissociable de l'histoire des vaincus de la Seconde Guerre mondiale, posera en effet à la mémoire cantonale un problème épineux, souvent contourné par l'occultation. Toujours est-il que, bien avant son entrée dans l'orbite des fascismes, le premier conseiller fédéral fribourgeois, adulé de beaucoup, traîne déjà derrière lui une légende noire. À Fribourg, au sommet même de l'État, certains ne lui pardonnent pas d'avoir déboulonné Georges Python.

Dans les jours suivants, Romont et Bulle (14 décembre 1924)<sup>136</sup>, Albeuve (28 décembre 1924)<sup>137</sup> et Grandvillard (6 janvier 1925)<sup>138</sup> mettent aussi leurs habits du dimanche pour fêter le nouveau président. Dans sa Gruyère natale tout particulièrement, le magistrat se fait l'interprète, mi-lyrique mi-populiste, d'un monde paysan idéalisé dont il ne vit pas les duretés quotidiennes. Cela n'empêche pas la presse régionale de le percevoir comme une personnification du montagnard gruérien<sup>139</sup>. S'il n'a pas beaucoup de foin dans ses sabots, le politicien démagogue n'en a pas moins de fermes certitudes en tête. Il sait caresser le peuple dans le sens du poil: «Armaillis, restez fidèles à la montagne! Rappelez-vous toujours que l'Alpe a fait les montagnards, et que les montagnards ont fait la Suisse. Or, si la Suisse était une plaine, et si nous n'avions pas nos montagnes, la Suisse n'existerait sans doute plus.»<sup>140</sup> Jamais gêné aux entournures, le docteur en droit et financier de haut vol exige des autres d'emprunter une voie qu'il n'a lui-même pas suivie. Propriétaire de plusieurs alpages, il demande également aux armaillis de ne pas abandonner la montagne alors que beaucoup ne peuvent plus en vivre et doivent quitter le canton pour trouver du travail. Bien qu'il déplore le dépeuplement de son canton d'origine, cela ne l'empêche pas, dans le même temps, de résister à la solution d'une industrialisation plus audacieuse, pourtant propre à offrir de nouvelles perspectives aux Fribourgeois. Confronté à la modernité et à un monde qui change, il se complaît dans un répertoire identitaire rassurant: l'exaltation de la terre et l'idéalisation du passé. Pour ce populiste, c'est également une manière d'exorciser ses peurs.

---

*Fribourg et l'État fédéral: intégration politique et sociale. 1848-1998*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1999, pp. 17-47.

<sup>136</sup> s.n.: «Le président de la Confédération à Romont et à Bulle», in *La Liberté*, 15.12.1924. À Romont, Musy a notamment droit à l'éloge de Paul Bondallaz, préfet de la Glâne; à Bulle, à celui de Pierre Gaudard, préfet de la Gruyère. (*Ibid.*). Voir aussi s.n.: «La réception de M. Jean-Marie Musy, à Bulle», in *Le Fribourgeois*, 15.12.1924.

<sup>137</sup> s.n.: «La réception de M. Musy à Albeuve», in *Le Fribourgeois*, 29.12.1924.

<sup>138</sup> s.n.: «M. Musy à Grandvillard», in *Le Fribourgeois*, 8.1.1925.

<sup>139</sup> P. VALLELIAN: *op. cit.*, pp. 129-130.

<sup>140</sup> Propos de Musy rapportés sous: «En l'honneur de M. Musy», in *La Tribune de Lausanne*, 15.12.1924.

### 2.1.3. «Grande présidence» et petits potins

À Berne, Musy croule également sous les félicitations<sup>141</sup>. Parmi les très nombreux admirateurs, le curé Bochud de Neirivue, ancien pourfendeur du régime Python, se signale par une carte hyperbolique. Avant d'exhorter le nouveau président à préserver le pays du bolchevisme, il lui lance: «Vous avez sauvé Fribourg et la Suisse du danger de la ruine matérielle.»<sup>142</sup> Dans le message qu'il adresse à son ami, Gonzague de Reynold exprime l'espoir que 1925 sera l'année de la «grande présidence»<sup>143</sup>. Contempteur infatigable de la démocratie libérale, le tenant d'une droite autoritaire a le regard qui porte loin à l'horizon lorsqu'il s'adresse à Musy en décembre 1924: il le tient pour «un homme des temps nouveaux» vers qui regarde la jeunesse intellectuelle<sup>144</sup>. Dans l'imaginaire contre-révolutionnaire, investi par les fantasmes de la décadence et de la conspiration, le mythe du renouveau revient comme un leitmotiv.

L'avènement de son époux à la présidence de la Confédération ne laisse pas insensible Madame Musy. L'«éminence blonde»<sup>145</sup> du nouveau président se voit plus d'une fois gratifiée du titre flatteur de «Madame la Présidente»<sup>146</sup>. Femme du monde versée dans la politique, elle s'est très vite taillé la réputation d'une épouse de conseiller fédéral peu conventionnelle. En juin 1921 déjà, on rapporte qu'elle disserte, autour d'une tasse de thé, sur le nouveau tarif douanier, en portant des jugements sur Schulthess qui reviennent aux oreilles de ce dernier<sup>147</sup>. De son côté, l'Argovien colporte volontiers les bruits qui courent sur Musy et son épouse. En décembre 1922, Joseph Räber dresse un constat qui en dit long sur cette femme expansive. Venant juste de la rencontrer, le président du PCPS remarque qu'il n'a eu qu'à dire oui, alors qu'elle s'occupait du reste<sup>148</sup>. Tout le monde, y compris dans les hautes sphères du camp conservateur, ne goûte pas le «gouvernement parallèle de Madame le conseiller fédéral»<sup>149</sup>.

En décembre 1924, l'accession de Musy à la présidence de la Confédération donne l'occasion au ministre d'Allemagne en Suisse, Adolf Müller, de dresser un portrait de sa femme qui tranche avec la discrétion habituelle des épouses de

---

<sup>141</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 56.

<sup>142</sup> AF, fs Musy, vol. 56: carte du curé Bochud à J.-M. Musy, 11.12.1924.

<sup>143</sup> AF, fs Musy, vol. 56: carte de G. de Reynold à J.-M. Musy, 12.12.1924.

<sup>144</sup> *Ibid.*

<sup>145</sup> AF, fs Musy, vol. 56: lettre d'E. Coquoz à Mme Musy, 15.12.1924. L'auteur, Edouard Coquoz, a épousé Laura de Meyer, sœur de Juliette Musy.

<sup>146</sup> Voir p.e. AF, fs Musy, vol. 79: lettre du nonce apostolique L. Maglione à J.-M. Musy, 24.5.1925.

<sup>147</sup> Voir la lettre de J. Räber à sa femme, 14.6.1921, citée in M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 503 p. 420.

<sup>148</sup> Voir la lettre de J. Räber à sa femme, 5.12.1922, citée in *ibid.*, n. 503 p. 420.

<sup>149</sup> Lettre de J. Räber à sa femme, 31.1.1922, citée in *ibid.*, p. 420.

conseillers fédéraux<sup>150</sup>. Dans le petit monde bernois de la diplomatie, on compte sur Madame Musy pour donner de l'éclat à la présidence de son mari et quelques soucis à sa bourse. En février 1925, le ministre de Suisse à Berlin, Hermann Rüfenacht, entend déjà de la bouche d'un compatriote, établi en Allemagne et ayant beaucoup de relations en Suisse, que Musy, qualifié de beau parleur, a fait fêter sa présidence pendant 14 jours<sup>151</sup>. Sans doute exagérés, les propos n'en sont pas moins révélateurs d'un train de vie, somme toute peu en accord avec la politique d'austérité prônée par le chef des finances fédérales et ses discours populistes sur les vertus de la vie simple des montagnards. Ce qui est fait pour les autres ne l'est pas nécessairement pour lui. C'est également le cas avec les règlements sur la chasse. De même reproche-t-on à celui qui prêche volontiers la grande pénitence et à sa femme d'abuser des voitures fédérales<sup>152</sup>.

Au terme de l'année présidentielle de Musy, plus d'une fois sous les feux de la rampe, Schulthess, adversaire du Fribourgeois, et Scheurer s'interrogent sur l'origine des moyens permettant au chef des finances de couvrir les grandes dépenses de son épouse<sup>153</sup>. Dans les cancans de la république, le grand train de vie de Madame Musy et sa gestion visiblement peu rigoureuse des deniers familiaux deviennent, surtout dès 1925, un thème favori. Les factures impayées que l'épouse du magistrat laisse derrière elle font des gorges chaudes<sup>154</sup>. On lui attribue généralement la responsabilité des dettes du ménage<sup>155</sup>. Pour faire face à cette situation financière difficile, son mari retournerait, dit-on régulièrement, dans l'économie privée où les revenus sont plus élevés. Comparé à un grand banquier ou à un avocat d'affaires, un conseiller fédéral n'empêche certes pas le pactole, même s'il gagne bien sa vie<sup>156</sup>.

---

<sup>150</sup> Adolf Müller: «Seine Gattin, née Comtesse de Meyer (päpstliche Erhöhung des Vaters Meyer), eine muntere, wasserstoffsüberoxyd-blonde Dame, hat trotz ihrer sechs oder sieben Kinder einen für schweizer Verhältnisse ungewöhnlichen Ehrgeiz der Repräsentation. Schon als Vizepräsidentin trat sie handelnd in die Schaugeschichte ein, machte ein grosses Haus mit galloniertem Diener und Auto und erregte mit einigen, nicht ganz dem diplomatischen Kodex entsprechenden Veranstaltungen manches Schütteln der Köpfe. Als Präsidentin wird sie uns und ihrem Jean-Marie allerlei Ueberraschungen bereiten während des nächsten Jahres, in dem ja auch Herr Hennessy [Jean Hennessy, ambassadeur de France à Berne; n.d.a.] seine Fränklein repräsentativ tanzen lassen will.» (PA, Pol. Abt. II, R 71720, d'A. Müller à l'AA, 9.12.1924).

<sup>151</sup> Lettre de Hermann Rüfenacht, 20.2.1925, citée in H. BÖSCHENSTEIN: *Zwischen Diplomatie und Gesellschaft. Der Schweizer Gesandte in der Weimarer Republik (1922-1932)*, Hermann Rüfenacht, Bern, Stämpfli, 1992, p. 80.

<sup>152</sup> Voir P. BEGUIN: «L'homme des grandes batailles»... *op. cit.* et C. KAISER: *op. cit.*, p. 204.

<sup>153</sup> Voir *ibid.*, pp. 157-158 (AF, fs Scheurer, journal, 23.12.1925, p. 210).

<sup>154</sup> C. KAISER: *op. cit.*, pp. 205-206.

<sup>155</sup> Voir *ibid.*, p. 205 (AF, fs Scheurer, journal, 23.12.1925, p. 210; 27.1.1926, p. 17; 5.2.1926, p. 24; 16.4.1926, p. 64; 10.5.1926, p. 79; 17.7.1926, p. 125; 13.12.1926, p. 209).

<sup>156</sup> En modification de l'arrêté fédéral du 11 mars 1912, le traitement des membres du CF est, à partir de 1918, de 25'000 francs par an. Il est en outre alloué au président de la Confédération un supplément de traitement de 2'000 francs. (Arrêté fédéral concernant les traitements des membres du CF et du chancelier de la Confédération, 2.10.1918, in *RL*,

À la lecture du journal de Scheurer, il ressort que Schulthess se délecte tout particulièrement des rumeurs faisant état de l'éventuel départ de Musy<sup>157</sup>. Mais l'Argovien n'est pas le seul à s'interroger. En 1923, Haab rapporte déjà un bruit selon lequel Musy envisagerait d'entrer dans une grande banque<sup>158</sup>. Deux ans plus tard, c'est Scheurer qui se laisse aller à ce genre de pronostic<sup>159</sup>. Les remarques se multiplient à partir de 1925, année présidentielle qui semble avoir donné des ailes à Madame Musy et, partant, grevé le budget familial. Le plus souvent, on croit savoir que Musy retournerait dans le monde bancaire, par exemple à la tête de la BNS<sup>160</sup> ou à la Société de Banque Suisse<sup>161</sup>, deux établissements avec lesquels le Fribourgeois entretient d'étroites relations. À l'instar de Schulthess, Scheurer pense que Musy retravaillerait volontiers dans la banque ou dans une autre branche où il recevrait un salaire supérieur<sup>162</sup>.

Outre ce genre d'anecdotes colportées sur l'avenir de Musy, le journal du conseiller fédéral bernois fait état de nombreuses autres rumeurs, par ailleurs invérifiables, mais dont la nature plutôt inquiétante et l'insistance ne laissent de surprendre<sup>163</sup>.

---

1919, pp. 3-4). En modification de l'arrêté fédéral du 2 octobre 1918, le traitement des membres du CF est, à partir de 1928, de 32'000 francs par an. Il est en outre alloué au président de la Confédération un supplément de traitement de 3'000 francs. (Arrêté fédéral concernant les traitements des membres du CF et du chancelier de la Confédération, 22.12.1927, in *RL*, 1928, pp. 55-56). Voir aussi C. KAISER: *op. cit.*, n. 2 p. 158 et p. 206.

<sup>157</sup> Voir *ibid.*, p. 206. Les sources citées n'impliquent toutefois pas aussi souvent et autant Schulthess que ne le laisse entendre l'historienne. (Voir *ibid.*, n. 3-9, p. 206).

<sup>158</sup> Voir AF, fs Scheurer, journal, 9.12.1923, p. 184.

<sup>159</sup> Voir *ibid.*, 24.11.1925, p. 192.

<sup>160</sup> Voir *ibid.*, 23.4.1925, p. 67; 17.7.1926, p. 125.

<sup>161</sup> Voir *ibid.*, 14.11.1928, p. 187; 23.11.1928, p. 192. L'évocation d'un éventuel passage de Musy à la Société de Banque Suisse suit de peu le décès, à la mi-octobre 1928, de son président Léopold Dubois. Au cours des années précédentes, Musy et Dubois, alors à la tête de l'une des plus grandes banques du pays, ont eu plusieurs fois l'occasion de collaborer. Données bio. sur Léopold Dubois (1859-1928): M. MAZBOURI: «La biographie d'un grand banquier du début du 20e siècle: intérêt, matériaux et problèmes», in Y. CASSIS, J. TANNER (éd.): *op. cit.*, pp. 165-184.

<sup>162</sup> Voir AF, fs Scheurer, journal, 23.4.1925, p. 67; 24.11.1925, p. 192; 17.9.1926, pp. 158-159; 27.9.1926, p. 165.

<sup>163</sup> Par exemple, en novembre 1923, Scheurer écrit: «In der Sitzung ist Musy nicht da. Er ist seit Freitag fort, niemand weiss, wohin. Seine Leute irren mit den dringenden Sachen im Hause herum. Häberlin äussert mir den Verdacht, dass Musy in irgend welche schwierige Dinge, Spekulationen oder dergl. verwickelt sei. Ich möchte das nicht hoffen; das könnte eine schöne Geschichte geben. Jedenfalls steht er selber nicht so auf seinem Posten, wie das in den bösen Zeiten notwendig wäre.» (*Ibid.*, 13.11.1923, p. 169). Et quelques jours plus tard, après avoir entendu les derniers bruits rapportés par Schulthess: «Zudem habe in Freiburg ein Radikaler in der Schokoladefabrik in Broc grosse Unterschlagungen gemacht. Die Konservativen müssen dazu schweigen, weil man ihnen sonst mit Geschichten drohe, bei denen Musy beteiligt sei. Jedenfalls ist Freiburg ein Intrigen-Nest erster Sorte.» (*Ibid.*, 20.11.1923, p. 173).

## 2.2. Poussée socialiste et recul conservateur: le choc des élections au Conseil national de 1925

Malgré les satisfactions que lui procure 1925, Musy est gagné par une inquiétude croissante: la gauche est-elle en train de relever la tête? À la mi-parcours de son année présidentielle, ses sentiments doivent être encore mélangés. Au refus populaire de la «lex Schulthess» en février 1924 qui confirme le relèvement du PSS, voire indique la formation possible d'un bloc des gauches, succède le rejet net de l'initiative Rothenberger en mai 1925. Le chef du DFFD, aidé par les milieux bancaires, est monté en première ligne pour combattre avec succès le projet soutenu par les socialistes<sup>164</sup>. Mais rien n'est acquis. Cinq mois plus tard, lors des élections fédérales, c'est le choc. À la veille du scrutin, Musy a en fait déjà vu le danger venir. Trois semaines avant l'échéance électorale, lors de l'assemblée des délégués conservateurs fribourgeois, il a ainsi mis en garde ses coreligionnaires de la situation périlleuse dans laquelle pourrait se retrouver le parti conservateur au cas où le PSS, devenu la deuxième force du Parlement devant le PCPS, renoncerait à sa «formule révolutionnaire» pour devenir un «parti de collaboration»<sup>165</sup>. Comme toujours, il ne veut pas que les conservateurs paient les pots cassés d'une éventuelle alliance entre radicaux et socialistes. Cette perspective lui semble d'autant plus menaçante que le PSS, déjà bien revenu de ses tendances extrêmes, s'intègre toujours plus à la démocratie bourgeoise. À ce rythme-là, la question de la participation socialiste au Conseil fédéral risque bien de se poser sérieusement un jour.

Comme l'ont déjà montré Markus Hodel et Chantal Kaiser, les élections au Conseil national de l'automne 1925, plus exactement leurs résultats, donnent une nouvelle impulsion à la trajectoire de Musy, aiguillonné par la défaite<sup>166</sup>. Elles ébranlent également en profondeur le parti conservateur, alors en crise. Le 25 octobre 1925, le PCPS perd deux sièges et le PAB quatre, alors que le parti radical en gagne un et le PSS six, devenant ainsi, en nombre de députés, la deuxième formation au Conseil national, devant le PCPS. Le parti conservateur, «partenaire d'appoint»<sup>167</sup> dans le bloc gouvernemental emmené par les radicaux, essuie une défaite inquiétante. L'entente bourgeoise sort affaiblie de la

---

<sup>164</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 276-277.

<sup>165</sup> Voir sous: «Assemblée des délégués conservateurs», in *La Liberté*, 5.10.1925.

<sup>166</sup> Parmi les historiens, Markus Hodel a été le premier à relever la montée en puissance de Musy dès 1925 et à noter plus particulièrement le tournant de 1928. Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 146, 149, 167, 276-277, 286, 291, 300-304, 320, 334-336, 419 et, sur le tournant de 1928 plus spécialement, pp. 182-198 et 215. Voir également C. KAISER: *op. cit.*, pp. 168ff.

<sup>167</sup> U. ALTERMATT: *Le catholicisme au défi... op. cit.*, p. 111.

consultation populaire. Déjà lors de la campagne électorale, les conservateurs ont eu à subir des attaques radicales. Les radicaux prennent même d'assaut certains bastions traditionnels du catholicisme politique. En 1926, les conservateurs-catholiques perdent un mandat au Conseil des États dans le canton d'Uri<sup>168</sup>. Un parfum de Kulturkampf remonte au nez. Beaucoup de conservateurs s'alarment d'une éventuelle réorientation de la politique fédérale dont ils feraient les frais. Le spectre de l'exclusion plane à nouveau<sup>169</sup>. La crainte est d'autant plus grande que des coalitions social-libérales parviennent à se hisser au pouvoir à l'étranger. Pour Musy, ces sombres perspectives prennent un tour encore plus personnel au regard du score peu glorieux qu'il obtient le 17 décembre 1925, lors de la réélection au Conseil fédéral. De tous les conseillers fédéraux, celui qui est encore pour quelques jours président de la Confédération obtient le plus mauvais score, tandis que son camarade de parti Motta arrive en deuxième position. S'il est un siège conservateur menacé au Conseil fédéral, c'est sans doute celui de Musy en premier lieu. Une raison de plus de prendre le taureau par les cornes.

Dans la mesure où les conservateurs vont en tirer rapidement les leçons, la défaite d'octobre 1925 représente, pour parler comme Markus Hodel, un « choc salutaire »<sup>170</sup>. Sitôt le coup encaissé, les dirigeants du PCPS se lancent dans une vaste opération de reconquête. Les multiples faiblesses du parti sont tout d'abord passées en revue: organisation et programme déficients, manque d'unité, tactique défailante, profil pas assez tranchant, moyens financiers insuffisants comparés à ceux dont disposent le parti radical et le PSS. Autre constat: les conseillers fédéraux conservateurs pourraient, par un resserrement des liens avec leur parti, jouer encore plus le rôle de locomotive au sein du PCPS<sup>171</sup>.

Devant le comité directeur du PCPS, Musy relève également la plupart de ces faiblesses et exige une réaction conservatrice pour faire pièce à la possible création, comme en France, d'un bloc des gauches en Suisse<sup>172</sup>. Le Fribourgeois se sent tout particulièrement appelé à participer au redressement conservateur, d'autant plus que la montée du PSS le pousse à réagir. Il adopte toujours à l'égard du socialisme l'attitude de celui qui, confronté à une menace mortelle, est contraint de se défendre. Une de ses plus grandes hantises tient à une éventuelle union entre radicaux et socialistes. Sa vision du monde s'appuie sur un schéma dualiste gauche-droite très tranché. Un véritable paradigme intangible de sa pensée politique qui l'incite à rechercher beaucoup plus la polarisation que la conciliation. Au demeurant, cette polarisation, qui s'exprime par une

---

<sup>168</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 111-113.

<sup>169</sup> Voir *ibid.*, p. 115.

<sup>170</sup> *Ibid.*, pp. 121-122.

<sup>171</sup> Sur les causes de l'affaiblissement conservateur, voir *ibid.*, pp. 122-124.

<sup>172</sup> Voir AF, fs PCPS, vol. 23 / 227: Pv CD, 14.11.1925 (intervention de Musy).



diabolisation systématique du socialisme, lui paraît un bon moyen pour défendre la position conservatrice, les radicaux apeurés préférant alors s'en tenir à une stricte alliance bourgeoise.

La régénération du PCPS passe par une augmentation de ses moyens financiers. Le chef du DFFD le sait mieux que quiconque. Dès cette époque, fortement stimulé par la victoire socialiste d'octobre 1925, il se signale par son activité de récolteur de fonds en faveur de son parti<sup>173</sup>. Son influence y grandit automatiquement. De riches sympathisants de la cause conservatrice, tels le banquier Ruggero Dollfus, ainsi que les industriels Henry Burrus et Beat Stoffel, sont priés en 1926 de passer à la caisse<sup>174</sup>. Tous trois sont d'ailleurs de fidèles soutiens du PCPS<sup>175</sup>.

Par les fonds qu'il réunit, Musy joue notamment un rôle important dans la fondation de la Schweizerische Katholische Korrespondenz (SKK)<sup>176</sup>. Agence de presse conservatrice créée peu après la défaite électorale de l'automne 1925, la SKK fournit des informations politiques aux organes catholiques afin de leur permettre de «répondre avec ensemble aux attaques adverses»<sup>177</sup>. La contre-offensive conservatrice s'organise. Musy en est l'un des fers de lance. Paul Kubick et Otto Walter le rejoignent aux avant-postes. Insensiblement, le «petit comité» Walther-Räber-von Matt est dépassé sur sa droite par les faucons du parti, déjà bien critiques à son égard avant la défaite d'octobre 1925.

Après 1925, le PCPS se réorganise en particulier sous l'égide de son énergique secrétaire Paul Kubick. Ce dernier s'efforce d'en faire une véritable formation nationale. Maître d'œuvre du redressement conservateur, il donne à son parti un second souffle, notamment en diabolisant le socialisme pour mieux mobiliser les

---

<sup>173</sup> Voir *ibid.*, vol. 23 / 227: Pv CD, 14.11.1925, 22.12.1925, 17.2.1926, 13.4.1926, 16.6.1926, 24.3.1927, 29.9.1927. *Ibid.*, vol. 26 / 306: du secrétariat du PCPS (Kubick), 6.11.1925, 28.11.1925. Voir aussi M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 146 et 149; C. KAISER: *op. cit.*, pp. 170-171.

<sup>174</sup> Voir *ibid.*, pp. 170-171. — Données bio. sur Ruggero Dollfus (1876-1948), une des rares personnalités du PCPS de confession réformée: *DHBS*, 1924, vol. 2, p. 693; L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, n. 352 pp. 84-85; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 161 p. 346. — Données bio. sur Henry Burrus (1882-1957): M. ZERMATTEN: *F. J. Burrus & Cie Boncourt 1814-1964. 150 ans au service des fumeurs*, Boncourt, Burrus, 1964, sans pagination. — Données bio. sur Beat Stoffel (1863-1937): s.n., in *BLVS*, 1947, vol. 1, p. 401.

<sup>175</sup> En 1933, par exemple, le président du PCPS Eduard Guntli écrit au sujet de Beat Stoffel: «Mit einer besonderen Empfehlung von Bundesrat Musy wird dort ein erheblicher Betrag zu holen sein. Er sollte nicht geringer sein als der von Herrn Dollfuss gespendete Betrag.» (AF, fs PCPS, vol. 26 / 295: de la présidence (Guntli) au secrétariat (Cavelti), 16.11.1933). Le fortuné Ruggero Dollfus, qui redonne, à titre d'exemple, l'000 francs en 1938, semble être un des membres les plus généreux du PCPS. (Voir L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, p. 139). — Données bio. sur Eduard Guntli (1872-1933): M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 160 p. 346.

<sup>176</sup> Voir *ibid.*, p. 149. Sur la SKK, voir *ibid.*, pp. 147-149; K. ZOLLINGER: *op. cit.*, pp. 309-310.

<sup>177</sup> *Le parti conservateur populaire suisse 1925-1928*, par P. KUBICK, secrétaire du PCPS, Fribourg, St-Paul, 1928, p. 10.

troupes<sup>178</sup>. La ficelle est grosse, mais ça marche. En outre, sous l'impulsion d'Otto Walter, fraîchement élu au Conseil national, et de Paul Kubick, le mouvement jeune-conservateur, très antisocialiste, s'affermir et se profile comme la force montante du parti<sup>179</sup>. Il cherche à tisser des liens avec le clergé et les associations de jeunesse catholique<sup>180</sup>. Le dynamisme des jeunes revitalise l'ensemble du catholicisme politique qui incline vers la droite dans la seconde moitié des années vingt. Une grande partie des fonds versés aux jeunes-conservateurs est récoltée, une fois de plus, par Musy<sup>181</sup>.

La montée en puissance de Musy au sein du PCPS, après 1925, s'inscrit donc dans le mouvement plus large de concentration des forces catholiques, mouvement de regroupement qui doit beaucoup à la crainte d'une expansion du socialisme et à la formation d'un bloc des gauches. Cette évolution personnelle se situe également dans le cadre encore plus vaste d'un raffermissement de l'aile droite de la bourgeoisie conservatrice en Europe. Dans ce parti en plein renouveau, Musy est beaucoup plus présent. En la personne du secrétaire général du parti Paul Kubick, également journaliste au *Morgen* édité par Otto Walter, il dispose d'ailleurs d'une pièce centrale sur l'échiquier conservateur. L'entente entre les deux hommes semble être plutôt grande, Kubick conseillant Musy ou s'en faisant, comme journaliste, le porte-parole selon les circonstances<sup>182</sup>.

Fouettés par la défaite d'octobre 1925, les conservateurs-catholiques mettent les bouchées doubles à l'approche des élections au Conseil national de l'automne 1928. Le congrès du PCPS, réuni à Lucerne le 25 septembre 1927, décide à l'unanimité de réunir un fonds de 50'000 francs en vue de la prochaine campagne électorale<sup>183</sup>. La lutte contre le socialisme, doté de moyens financiers supérieurs à ceux du parti conservateur, est le principal argument pour justifier un tel effort<sup>184</sup>. Devant le danger d'une nouvelle poussée du PSS — il aurait décidé de réunir 200'000 francs pour les élections de 1928, soit quatre fois plus que pour celles de 1925 —, le PCPS s'attelle à constituer un «fonds de combat». Il est surtout prévu de faire appel à la générosité des amis ou des membres aisés du parti<sup>185</sup>. Musy poursuit son effort. Leader de l'aile économique du PCPS, il fait la quête en

---

<sup>178</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 131-133, 188-189 et 324-325.

<sup>179</sup> Voir J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 24-26; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 133-145.

<sup>180</sup> Voir J. JUNG: *op. cit.*, pp. 165-169.

<sup>181</sup> Voir J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 163.

<sup>182</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 182 et 214.

<sup>183</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Kampffonds: s.n.: «Fonds du Parti conservateur pop. suisse», s.d.; «Kampffonds der schweiz. konservativen Volkspartei», tract, hiver [1927/1928]. Voir aussi AF, fs PCPS, vol. 23 / 227: Pv CD, 29.9.1927.

<sup>184</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Kampffonds: s.n.: «Fonds du Parti conservateur pop. suisse», s.d.

<sup>185</sup> *Ibid.* Voir aussi AF, fs PCPS, vol. 23 / 227: Pv CD, 29.9.1927, 19.6.1928.

faveur du «fonds de combat» conservateur dans des milieux industriels et bancaires bien disposés. Son succès est tangible<sup>186</sup>. Henry Burrus, Ruggero Dollfus et Beat Stoffel délient une fois de plus leur bourse; d'autres donateurs, tels les industriels Agostino Nizzola et Albert Geser-Rohner, futur conseiller national conservateur-catholique, le banquier Charles Schnyder von Wartensee et le colonel divisionnaire Hans Pfyffer von Altshofen, répondent présents<sup>187</sup>.

De la défensive au milieu des années vingt, le PCPS est passé à la contre-offensive. En 1928, il est prêt à affronter les élections au Conseil national. Sous la houlette des Paul Kubick, réorganisateur du parti, Otto Walter, mentor des jeunes-conservateurs, et Jean-Marie Musy, rassembleur de la droite intransigeante, il se profile encore plus comme un parti résolument antisocialiste. Ce regain de combativité s'accompagne d'une nette crispation idéologique.

### 2.3. «La Suisse sera-t-elle socialiste?», cri de guerre pour les élections au Conseil national de 1928

#### 2.3.1. Musy, grand timonier de la droite

Ouvrages de référence novateurs, les thèses de Markus Hodel et Christian Werner ont déjà mis toutes deux en lumière l'important rôle joué par Musy en 1928, une année charnière dans son itinéraire<sup>188</sup>. Mu par un antisocialisme viscéral, l'homme d'État fribourgeois ne se limite pas à influencer sur le cours du PCPS. Ayant en point de mire les élections d'octobre 1928, il cherche à former

---

<sup>186</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 146. Sur l'aile économique du parti catholique-conservateur, voir U. ALTERMATT: «Die Wirtschaftsflügel in der CVP: Die "dynamische Mitte" unter Druck», in *Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft*, 26, 1986, pp. 63-88.

<sup>187</sup> Voir C. KAISER: *op. cit.*, p. 172. — Données bio. sur Agostino Nizzola (1869-1961): *Schweizer Lexikon*, 1992, vol. 4, p. 818; C. WERNER: *op. cit.*, pp. 325-326. Les contacts entre Musy et Nizzola remontent au moins à 1912/1913, époque à laquelle les deux hommes sont impliqués, le premier comme conseiller d'État et le second comme ingénieur, dans les travaux qui conduisent à la création des EEF en 1915. (Voir N. ZIMMERMANN: *op. cit.*, p. 35). Données bio. sur Albert Geser-Rohner (1868-1935): s.n., in *BLVS*, 1948, vol. 2, p. 58-59; F. METZGER: *op. cit.*, p. 117. Données bio. sur Hans Pfyffer von Altshofen (1866-1953): C. WERNER: *op. cit.*, p. 326; P. MENZ: *op. cit.*, pp. 457 et 501.

<sup>188</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 182-198; C. WERNER: *op. cit.*, pp. 53-79. Voir aussi C. KAISER: *op. cit.*, pp. 172-178. Pour présenter le rôle moteur joué par Musy dans les élections de 1928, Markus Hodel se réfère aux archives du PCPS et en particulier au fonds d'archives privées Joseph Beck, l'un des participants les plus actifs à la campagne électorale menée par Musy. Pour notre part, nous avons surtout travaillé le fonds Rudolf Grob qui se trouve à l'AfZ à Zurich, fonds également consulté par Christian Werner pour son analyse de l'ASSE, et le dossier 83 du fonds Jean-Marie Musy déposé aux AF à Berne. Ce volume 83 est d'ailleurs l'un des plus intéressants du fonds Musy. S'y trouvent, outre les doubles des lettres envoyées par Musy à Beck et les lettres de Beck à Musy, d'autres correspondances avec diverses personnalités, certaines à compter au nombre de l'élite économique suisse, impliquées dans cette campagne.

une grande coalition des droites qui dépasse les clivages politiques et confessionnels. Plus que la défense des principes strictement conservateurs-catholiques, la lutte contre le socialisme représente son but principal<sup>189</sup>. Depuis 1912 et ses débuts politiques fulgurants à Fribourg, il s'est d'ailleurs fait une spécialité de l'entente discrète mais efficace avec les radicaux. En 1928, par le renforcement de l'entente bourgeoise, unie contre la gauche, il veut à tout prix éviter une diminution, voire une remise en cause de la participation conservatrice au gouvernement et empêcher l'entrée des socialistes au Conseil fédéral. Car au-delà des élections au Conseil national d'octobre, il envisage déjà celles au gouvernement de décembre 1928<sup>190</sup>. En nombre d'électeurs, le PSS pourrait aussi avoir droit à une participation gouvernementale. Mais pour Musy, comme pour d'autres, la démocratie libérale s'arrête là où le socialisme commence. Face à la montée du socialisme, la défense doit être vigoureusement organisée, écrit-il à Beat Stoffel<sup>191</sup>. Et, lorsqu'une ville comme Zurich devient «rouge» au début de 1928, cela ne peut qu'échauffer son esprit batailleur<sup>192</sup>. Dix ans après s'être présenté comme le sauveur de la patrie en danger lors de la grève générale, le Fribourgeois remet toujours avec autant d'ardeur l'ouvrage sur le métier. Il n'a pas surmonté le traumatisme de novembre 1918 et il n'y parviendra jamais. À la lumière de la dernière victoire socialiste aux élections fédérales de 1925, il juge plus que jamais nécessaire de stopper la progression du PSS.

En mars 1928, *Le Travail* genevois, porte-parole de l'aile communisante du socialisme romand, tendance Nicole-Golay, fait déjà de Musy le leader du bloc bourgeois pour les prochaines élections. Il se plaît à relever que beaucoup de

<sup>189</sup> En février 1928, Musy écrit notamment au professeur Joseph Beck: «Je pense que vous ne voyez aucun inconvénient à ce que des gens de confession autre que la nôtre prennent contact à l'égard de cette grave question [la montée du socialisme; n.d.a.]; les industriels catholiques sont peu nombreux et occupent un personnel relativement restreint.» (AF, fs Musy, vol. 83, Beck: lettre de J.-M. Musy à J. Beck, 4.2.1928).

<sup>190</sup> Après avoir remercié son correspondant du don de 300 francs qu'il a fait au parti conservateur en 1927, Musy écrit: «Die Schweizer Katholiken stehen diesmal vor einer grossen Entscheidung. Wenn es uns im Herbst nicht gelingt, unsere gesamtschweizerische Positionen wirksam zu verteidigen und auszubauen, so besteht grosse Wahrscheinlichkeit, dass der Sozialismus nach einer grossen Anstrengung seinen Eintritt in den Bundesrat erzwingt. Nur wenn wir eine ansehnliche Stimmzunahme aufweisen, kann es verhindert werden, dass der sozialistische Aufstieg gegen uns erfolgt.» (AF, fs Musy, vol. 83, Kampffonds: lettre de J.-M. Musy, sans mention du destinataire, 25.1.1928). Lors des différentes (ré)élections au CF, Musy obtient à chaque fois moins de voix que son collègue Motta. Cela est particulièrement le cas en décembre 1925: il décroche le moins bon score (121 voix) de tous les conseillers fédéraux, alors que Motta arrive en deuxième position (164 voix). (Voir le tableau 12). Aussi, lorsqu'il évoque au début 1928, quelques mois avant les élections au CN et au CF, une éventuelle montée socialiste qui se ferait au détriment des conservateurs-catholiques, pense-t-il également à son propre siège au gouvernement fédéral, sans doute plus menacé que celui de son coreligionnaire tessinois?

<sup>191</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Kampffonds: lettre de J.-M. Musy à B. Stoffel, 25.1.1928.

<sup>192</sup> Sur la situation zurichoise, voir S. LINDIG: «*Der Entscheid fällt an den Urnen*». *Sozialdemokratie und Arbeiter im Roten Zürich 1928 bis 1938*, Zürich, Eco-Verlag, 1980, 248 p.

radicaux et de protestants se mettent à la remorque d'un conservateur-catholique<sup>193</sup>. Non sans esprit tactique, les socialistes cherchent à piquer au vif les radicaux dans l'espoir d'affaiblir la coalition bourgeoise. En septembre 1928, c'est la *Tagwacht* socialiste de Berne qui révèle les grandes manœuvres conduites par le conseiller fédéral fribourgeois<sup>194</sup>. Aussitôt, ses collègues du gouvernement, y compris son camarade de parti Motta, s'accordent pour désapprouver sa conduite<sup>195</sup>. Commentaire de Scheurer: «Musy treibt sein Spiel auf eigene Faust weiter. [...] Es gibt Lärm und für uns andern die unangenehme Sachlage, dass es wieder einmal scheint, Musy mache die ganze eidgenössische Politik und führe den Bundesrat.»<sup>196</sup>

De fait, très peu de conseillers fédéraux se sont autant engagés dans une campagne pour des élections au Conseil national que Musy dans celles de 1928. Par l'énergie déployée et surtout les procédés utilisés, comme la publication d'une brochure anonyme teintée de populisme, de xénophobie et d'antisémitisme, c'est même, à notre connaissance, un cas unique dans l'histoire de la Suisse contemporaine. Cela n'empêche pourtant pas celui qui se veut l'incarnation de la lutte à mains nues d'affirmer publiquement que, pour lui, ces élections «ne jouent aucun rôle»<sup>197</sup>. Politicien madré et démagogue, il ne craint pas le double discours. Ce chasseur dans l'âme a toujours excellé dans l'art du camouflage, aussi loin que remontent les sources.

Pour Musy, l'année 1928 correspond en fait à une véritable phase de bouillonnement politique. Il discute à bâtons rompus avec des dirigeants de l'économie et quelques intellectuels de la droite nationale-conservatrice. L'énergique magistrat prospecte également dans les milieux corporatistes et même jusqu'à l'étranger. Intéressé depuis longtemps par la question de la participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, une vieille idée du christianisme social, il demande des renseignements à Angelo Galletto — chef d'entreprise à Milan qui, si l'on se base sur sa réponse à Musy, a en sainte horreur les «théories rouges» et tient en grande estime les dirigeants de l'Italie nouvelle — qui l'aurait expérimentée avec succès<sup>198</sup>.

Le Zurichois Carl Sulzer-Schmid, conseiller national radical et l'un des hommes les plus influents de l'industrie helvétique, transmet également à Musy

---

<sup>193</sup> L. NICOLE: «La lutte s'engage», in *Le Travail*, 20.3.1928; P. GOLAY: «Le batelier», in *Le Travail*, 22.3.1928.

<sup>194</sup> Voir p.e. [R. GRIMM:] «Nationalratswahlen und Arbeiterklasse», in *Berner Tagwacht*, 17.9.1928; [R. GRIMM:] «Gegen den Strom», in *Berner Tagwacht*, 26.9.1928.

<sup>195</sup> AF, fs Scheurer, journal, 29.9.1928, p. 163. Voir aussi C. KAISER: *op. cit.*, p. 173.

<sup>196</sup> AF, fs Scheurer, journal, 29.9.1928, p. 163.

<sup>197</sup> *Bst CN*, 14.6.1928, p. 516.

<sup>198</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Diversa: lettres de J.-M. Musy à Angelo Galletto, 10.2.1928, et de Galletto à J.-M. Musy, 14.2.1928.

une étude fouillée sur le sujet de la participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise<sup>199</sup>. L'industriel de Winterthur tire un bilan plus que mitigé des expériences faites en la matière. Après avoir souscrit sous le coup du choc de novembre 1918 au «galop de politique sociale», à l'instar d'un autre grand industriel comme Ernst Schmidheiny, Carl Sulzer-Schmid est vite revenu à des conceptions plus conformes aux exigences de l'économie libérale, notamment en faisant dépendre dès 1920 la réalisation des assurances sociales à leur financement préalable et en prônant dès 1921/1922, lors du débat sur la «lex Schulthess», la possibilité de prolonger la durée du travail, concurrence internationale oblige<sup>200</sup>. Passé l'orage de 1918/1919, beaucoup oublie le saint invoqué sous l'averse.

Musy cherche également à éclairer sa lanterne sur le corporatisme auprès de l'abbé André Savoy, chef du mouvement chrétien-social romand. Il en profite pour le féliciter de la lutte qu'il mène «avec tant d'habileté contre les doctrines néfastes du socialisme et du communisme»<sup>201</sup>. Bref, la préparation des élections de l'automne porte Musy à ébullition. C'est le branle-bas général.

### 2.3.2. *Les protagonistes d'une brochure polémique*

Les grandes manœuvres commencent vraiment au début de 1928. À la tête de l'offensive? Musy. Au centre d'une toile dense de relations, en place depuis plusieurs années, il est l'homme clé des réseaux. Rien ne se fait sans que, d'une manière ou d'une autre, Musy ne joue de son influence sur les gens qu'il réunit autour de lui. Certes, il les consulte aussi. Leur avis lui importe beaucoup. Mais, à y regarder de plus près, c'est lui le véritable maître de cérémonie, ou moins convivial, l'instigateur principal de la machine de guerre. Habile à tirer les ficelles, Musy se place une fois de plus à la croisée des droites. La victoire passe, il en est convaincu, par la concentration des forces antisocialistes. Ainsi, sous son égide se forme une sorte de cocktail puissant formé de grands chefs de l'économie helvétique et de quelques têtes d'affiche du catholicisme et du protestantisme intransigeants. En cette année 1928, Musy se découvre toujours plus une vocation de prince quelque peu machiavélien. Car, en définitive, seuls les buts comptent à ses yeux.

Le porte-drapeau de la droite nationale se fixe deux objectifs. Premièrement, à

---

<sup>199</sup> AF, fs Musy, vol. 83: lettre de C. Sulzer-Schmid à J.-M. Musy, 26.7.1928, accompagnée d'une expertise de Sulzer de 1919 sur la question de la participation des ouvriers à la gestion et aux bénéfices de l'entreprise.

<sup>200</sup> Voir S. GUEX: *La politique monétaire...* op. cit., p. 390; H. SCHMID: op. cit., pp. 163, 172, 179-180 et 217-223; G. BILLETER: op. cit., p. 115; B. DEGEN: *Abschied...* op. cit., p. 251.

<sup>201</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Diversa: lettre de J.-M. Musy à l'abbé Savoy, 30.4.1928. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 78: «La Corporation en Suisse», texte dactylographié d'A. Savoy (s.d.).

court terme, préparer une brochure électorale démontrant l'inanité du socialisme sous toutes ses formes en prévision de l'échéance automnale. Deuxièmement, projet beaucoup plus ambitieux et de plus longue haleine, résoudre par «en haut» le problème social en Suisse tout en combattant le socialisme<sup>202</sup>. La poursuite de ces buts amène, au cours de l'année 1928, la création de l'Association suisse pour la solidarité économique. Organisateur né, Musy en est le véritable mentor. Certes préoccupé par la question sociale, ce petit club huppé qui recrute dans l'élite économique du pays tend de fait surtout à défendre le libéralisme économique et à lutter contre le socialisme. Une aspiration à la rénovation nationale transpire déjà fortement de ses préoccupations. Nous y reviendrons<sup>203</sup>.

À la mi-janvier 1928, Musy rencontre à Berne Louis Dapples, un ami personnel de Schulthess<sup>204</sup>. L'impulsion est donnée. Constatant que le contexte général et en particulier les prochaines élections inquiètent les milieux dirigeants de l'économie, le conseiller fédéral fribourgeois se propose, au début du mois de février 1928, de réunir notamment des industriels, des commerçants et des banquiers<sup>205</sup>. Dès cette époque, il semble également intensifier son activité de récolteur de fonds pour le PCPS<sup>206</sup> et les jeunes-conservateurs<sup>207</sup>. Musy est lui-même tourmenté par la montée du socialisme. Il considère qu'un profond malaise règne au sein de la société helvétique<sup>208</sup>. Le glissement de l'électorat vers la gauche, confirmé par les élections au Conseil national de l'automne 1925, et l'alliance rouge-verte à laquelle a travaillé son ennemi personnel Schulthess dans l'espoir de faire passer son projet de monopole du blé en décembre 1926 sont autant de signaux d'alarme. Emblématique de la progression du socialisme est également l'accession d'Emil Klöti à la tête de la ville de Zurich en 1928. Aussi, Musy ne peut pas se contenter de la prospérité retrouvée, certes fragile, et des succès de sa politique financière. Pour l'énergique magistrat, il n'y a aucun doute: il doit réagir. Une fois de plus, il diagnostique la nécessité d'un redressement national. Il faut, dit-il, «opposer une digue à la vague destructrice»<sup>209</sup>.

Plusieurs réunions confidentielles ont lieu à son domicile à Berne, au 39 de

<sup>202</sup> Voir l'ensemble du volume 83 du fonds Musy (AF), ainsi que la partie I du fonds Grob consacrée à l'ASSE (AfZ) qui traitent principalement de ces deux objectifs.

<sup>203</sup> Voir *infra*, point 2.4. du présent chapitre.

<sup>204</sup> C. WERNER: *op. cit.*, p. 54. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 83, Beck: lettre de J.-M. Musy à J. Beck, 4.2.1928. — Données bio. sur Louis E. C. Dapples (1867-1937): C. WERNER: *op. cit.*, p. 311.

<sup>205</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 83, Beck: lettre de J.-M. Musy à J. Beck, 4.2.1928.

<sup>206</sup> Voir AF, fs PCPS, vol. 26 / 307: lettres du secrétariat du PCPS (de P. Kubick à J. Bossi): 11.2.1928, 6.3.1928, 26.4.1928, 1.5.1928, 15.5.1928, 30.5.1928.

<sup>207</sup> Voir J. WIDMER: *Von der konservativen...* *op. cit.*, p. 163.

<sup>208</sup> Voir p.e. AF, fs Musy, vol. 83, Diversa: lettres de J.-M. Musy à Angelo Galletto, 10.2.1928, et à [J.] Rutché, 28.4.1928.

<sup>209</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Munnynck: lettre de J.-M. Musy, sans mention du destinataire (Munnynck?), 8.2.1928.

l'Helvetiastrasse, véritable quartier général où se prépare en cachette l'offensive. Des différents contacts, il ressort deux rencontres principales, la première en février<sup>210</sup> et la seconde en août 1928<sup>211</sup>. À chaque fois, Madame Musy se charge de recevoir comme il se doit les importantes personnalités invitées par son mari. Les participants, dont on ne peut pas citer ci-dessous toutes les casquettes, se recrutent principalement dans l'élite économique du pays, à savoir la grande industrie et la haute finance. La plupart sont de confession protestante et plutôt proches du parti radical; plusieurs ne semblent toutefois pas être totalement satisfaits de l'action du grand vieux parti. Les conservateurs-catholiques ne représentent qu'une minorité. Leur plate-forme commune: la lutte contre le marxisme, version socialiste et communiste, et contre l'étatisme, en particulier contre le développement d'un État social, ainsi que la défense de valeurs politiques et sociales fortement tournées contre toute modernité émancipatrice. Sont notamment impliqués dans l'opération dirigée par Musy<sup>212</sup>: le banquier Rudolf G. Bindschedler, membre de la direction générale du Crédit Suisse<sup>213</sup>; le conseiller national radical Alexandre Cailler, directeur d'une importante chocolaterie, fusionnée à la même époque avec Nestlé, et ami personnel de Musy; Louis Dapples, président du géant de l'alimentaire Nestlé; le colonel d'origine patricienne Edouard de Goumoëns, président du conseil d'administration de la Société de la Viscose Suisse<sup>214</sup>; l'homme d'affaires zurichois Heinrich Heer, entre

<sup>210</sup> D'une lettre du 4 février 1928, il ressort que Jean-Marie Musy, Louis Dapples, Joseph Beck, Rudolf Grob, Hans Pfyffer von Altishofen, Rudolf Bindschedler, Alexandre Cailler, Edouard de Goumoëns et peut-être Agostino Nizzola doivent se rencontrer chez Musy le jeudi suivant. (AF, fs Musy, vol. 83, Beck: lettre de J.-M. Musy à Joseph Beck, 4.2.1928). Selon une lettre de Musy du 8 février, une autre rencontre, manifestement encore plus importante que la précédente, est prévue le jeudi suivant à son domicile. Musy écrit notamment: «L'accueil extrêmement favorable que j'ai trouvé auprès des personnes que j'avais priées d'assister à notre dernière réunion de jeudi, m'a incité à élargir un peu notre cercle. La liste ci-jointe [introuvable; n.d.a.] vous renseignera sur le nombre et la qualité des personnes que vous rencontrerez jeudi chez moi». Musy croit «pouvoir affirmer que les noms que je vous présente sont parmi les plus considérables». (AF, fs Musy, vol. 83, Munnynck: lettre de J.-M. Musy, sans mention du destinataire (Munnynck?), 8.2.1928).

<sup>211</sup> À cette occasion est fondée l'ASSE.

<sup>212</sup> La liste est établie à partir de: AF, fs Musy, vol. 83, et AfZ, fs Grob, I. Dès qu'elle a vent de l'affaire, la presse socialiste s'intéresse beaucoup à l'identité des personnes réunies par Musy. Voir [R. GRIMM:] «Nationalratswahlen und Arbeiterklasse», in *Berner Tagwacht*, 17.9.1928; [R. GRIMM:] «Gegen den Strom», in *Berner Tagwacht*, 26.9.1928; s.n.: «Beck, Musy und Kubick», in *Berner Tagwacht*, 17.10.1928; ainsi que s.n.: «Jean-Marie Musys Tafelrunde. Die Offensive der Millionäre gegen die Arbeiterschaft», in *Volksrecht*, 10.10.1928. Ce dernier article a servi à H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, pp. 164-165. Voir également C. WERNER: *op. cit.*, p. 58 et les biographies correspondantes pp. 303-338.

<sup>213</sup> Lors de l'assemblée générale de l'ASSE en avril 1929, Rudolf Bindschedler sera remplacé par Heinrich Blass, directeur au Crédit Suisse. (*Ibid.*, p. 59). — Données bio. sur Rudolf G. Bindschedler (1883-1947): *Ibid.*, p. 306; et sur Heinrich Blass (1883-1972): *ibid.*, p. 307.

<sup>214</sup> Données bio. sur Edouard de Goumoëns (Eduard von G.) (1874-1959): *Schweizer Lexikon*, 1992, vol. 3, p. 173; R. JAUN (s.l.d.): *Der Schweizerische Generalstab... op. cit.*, pp. 145-146.



autres membre du conseil d'administration de Brown Boveri et président de celui de la Banque Leu<sup>215</sup>; le commerçant Bruno Kaiser de Berne<sup>216</sup>; l'industriel d'Arlesheim Ernst Martz, directeur d'une fabrique de ciment<sup>217</sup>; le radical Dietrich Schindler-Huber, président directeur général de la fabrique de machines Oerlikon et personnalité influente du Vorort; ainsi que l'industriel Ernst Schmidheiny, ancien conseiller national radical saint-gallois se trouvant à la tête de nombreuses entreprises, notamment dans l'industrie du ciment (Holderbank)<sup>218</sup>. À ce cercle dominé par l'élément radical et protestant, Musy mêle d'anciens sympathisants du camp conservateur-catholique, à savoir les industriels Henry Burrus (tabac), Agostino Nizzola (électricité) et Beat Stoffel (textile), ainsi que le patricien fortuné Hans Pfyffer von Altshofen (banque, hôtellerie).

Un simple coup d'œil sur les cartes de visite de la plupart de ces personnes associées à l'action de Musy montre de quelle considération il jouit au sein de l'élite économique du pays<sup>219</sup>. Le chef de l'économie publique Edmund Schulthess ne peut que constater l'influence grandissante de son adversaire. Le Fribourgeois rallie à sa cause une majorité de radicaux et de capitaines d'entreprises, tels Dapples, Goumoëns, Heer, Schindler-Huber et Schmidheiny, connus jusque-là pour avoir des liens surtout avec l'Argovien<sup>220</sup>. Le constat est d'autant plus frappant que, la même année, le chef du DFFD prend des mains de son rival l'important dossier de l'approvisionnement du pays en blé et s'affirme comme l'un de ses plus sérieux opposants dans la question de l'AVS. En 1928, Musy a incontestablement le vent en poupe.

Aux grosses pointures de l'économie helvétique précitées, Musy joint trois autorités morales: le professeur de théologie Joseph Beck et le père dominicain Marc de Munnynck<sup>221</sup>, tous deux enseignants à l'Université catholique de Fribourg, ainsi que le pasteur réformé Rudolf Grob. L'alliance entre catholicisme et protestantisme intransigeants ne manque pas de frapper, de même que leur union avec l'économie libérale. Les trois hommes, rompus à l'art de la dispute,

<sup>215</sup> Données bio. sur Heinrich (Henry) Heer (1871-1937): s.n., in *BLVS*, 1947, vol. 1, pp. 188-189; S. GUEX: *La politique monétaire... op. cit.*, p. 322.

<sup>216</sup> Données bio. sur Bruno Kaiser (\*1877): C. WERNER: *op. cit.*, p. 321.

<sup>217</sup> Données bio. sur Ernst Martz (1879-1959): s.n., in *BLVS*, 1961, vol. 5, p. 378; C. WERNER: *op. cit.*, p. 324.

<sup>218</sup> Données bio. sur Ernst Schmidheiny (1871-1935): s.n., in *BLVS*, 1950, vol. 3, p. 234-235; E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 585; *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 5, pp. 591-592.

<sup>219</sup> Comme l'attestent divers messages contenus ici ou là dans le fonds Musy, quasiment toutes ces personnes ont une fois ou l'autre exprimé leur soutien à la politique financière de Musy. (Voir p.e. AF, fs Musy, vol. 21, 24).

<sup>220</sup> Voir H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, pp. 164-165.

<sup>221</sup> Données bio. sur Marc de Munnynck (1871-1945): A. GIGON, in *NEF*, 1945/46, pp. 243-244 (nécrologie); M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 237 p. 187.

jouent le rôle des intellectuels chargés de coucher sur le papier tous les défauts du socialisme.

Redoutable pamphlétaire à la plume corrosive, Joseph Beck rédige de fait la fameuse brochure anonyme élaborée entre février et la fin de l'été 1928<sup>222</sup>. Rudolf Grob et Marc de Munnynck amènent également leurs idées, notamment sur les rapports entre l'État et l'organisation économique de la société, parfois sous forme de projets détaillés<sup>223</sup>. Plusieurs échanges de vues ont lieu entre Beck, Munnynck et Grob. Lui-même polémiste invétéré, le remuant pasteur zurichois, fer de lance d'un protestantisme dogmatique, pousse si loin ses travaux qu'une seconde brochure, non prévue au départ par Musy, sera publiée peu avant les élections. Coéditée par Grob et d'autres acolytes, dont Walter Hildebrandt, Emil König et Charles Schüle, elle n'est pas vraiment à mettre au crédit de Musy, même si elle s'inscrit dans le sillage des grandes manœuvres qu'il dirige<sup>224</sup>. Comme le note Christian Werner, cette brochure intitulée *Gegen den Strom* reflète la sensibilité des membres protestants et calvinistes de l'Association suisse pour la solidarité économique<sup>225</sup>. (Désormais, lorsqu'est évoquée une brochure, sans autre précision de notre part, il s'agit de celle écrite par le professeur Beck). Quant au père dominicain Marc de Munnynck, il s'occupe également de traduire en français le texte de Joseph Beck<sup>226</sup>. Musy reste toutefois le véritable initiateur et

---

<sup>222</sup> Avant 1928, Joseph Beck a déjà écrit de nombreux textes évoquant le socialisme. Voir entre autres J. BECK: *Der heutige Sozialismus. Eine Orientierung*, Winterthur, Hochwacht-Verlag, (1922), 24 p.

<sup>223</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 83, notamment les canevas joints au courrier adressé à J.-M. Musy par Rudolf Grob, 19.2.1928, et par Marc de Munnynck, 23.2.1928.

<sup>224</sup> R. GROB, W. HILDEBRANDT, E. KÖNIG, C. SCHÜLE, W. SCHWEINGRUBER: *Gegen den Strom. Solidarität statt Sozialismus. Weckruf ans Schweizervolk*, Zürich, Verlag «Mitten Durch», 1928, 61 p. Un instant, il est prévu de réunir dans un seul document les idées contenues dans les deux projets de brochure préparés, l'un à Fribourg par Beck, l'autre à Zurich par Grob. Cette fusion se révélant être difficile à réaliser, Musy opte finalement pour la publication de deux brochures séparées, non sans donner sa préférence à celle rédigée par Joseph Beck. Bien que le texte zurichois ne relève pas, dans sa forme finale, officiellement de l'ASSE, celle-ci lui apporte de fait un soutien décisif, notamment par l'achat d'un grand nombre d'exemplaires. En outre, Edouard Blaser, professeur à Zurich et correspondant du *Journal de Genève*, travaille à la version française de la brochure de Rudolf Grob. (AF, fs Musy, vol. 83: de l'ASSE, signé E. Richner, aux membres du comité, 24.8.1928; lettre d'E. Blaser à J.-M. Musy, 10.9.1928). Toutefois, la version en français du texte de Grob ne verra le jour qu'en 1930 et la traduction sera de Pierre Favarger, conseiller national. (R. GROB, W. HILDEBRANDT, E. KÖNIG, C. SCHÜLE, W. SCHWEINGRUBER: *Réagissons. Solidarité et non socialisme. Appel au peuple suisse*, trad. P. Favarger, Lausanne (e.a.), Payot, 1930, 78 p.).

<sup>225</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 70-71. Le pasteur Rudolf Grob est un membre en vue du protestantisme suisse alémanique, toutefois d'une envergure bien moindre qu'un Leonhard Ragaz et un Karl Barth qui, tous deux, adopteront à l'égard du nazisme une attitude diamétralement différente de celle de Grob, signataire de la «requête des 200». Grob est également proche de la *Reformierte Schweizer Zeitung* à laquelle collaborent Walter Hildebrandt, Emil König et Charles Schüle. Voir *ibid.*, pp. 70, 317-318, 322, 331 et n. 418 p. 366.

<sup>226</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 83, Munnynck: lettre de M. de Munnynck à J.-M. Musy, 5.5.1928.

coordinateur de toute l'entreprise. Fort des discussions organisées chez lui, il transmet ses directives aux trois experts<sup>227</sup>. Bien plus, il intervient lors de la rédaction de la brochure écrite par Beck en développant certains points dont il souhaite l'insertion<sup>228</sup>.

À en croire la presse socialiste, Paul Kubick participe également à l'élaboration du document<sup>229</sup>. En fait, cela ne semble pas être le cas, le secrétaire du PCPS n'apparaissant d'ailleurs pas au sein de l'Association suisse pour la solidarité économique où, par un article dans le *Morgen* du 11 octobre, il réussit même à semer un début de zizanie entre conservateurs-catholiques et radicaux. Paul Kubick, tout en approuvant la brochure, dément lui-même en être l'auteur<sup>230</sup>.

Intitulée dans sa version française *La Suisse sera-t-elle socialiste?* et dans celle allemande *Wird der Sozi die Schweiz regieren?*, la brochure diffusée au début d'octobre 1928 porte la signature de Helveticus, pseudonyme sous lequel se cache Joseph Beck<sup>231</sup>. Le caractère anonyme de la publication ne manque pas d'intriguer. L'auteur, Helveticus, et l'éditeur, la société «Pro Helvetia» à Berne, se dissimulent derrière des noms de circonstance qui se veulent évocateurs. L'imprimerie n'est pas mentionnée<sup>232</sup>. Le public ne doit pas en savoir plus sur l'origine du document. La brochure est à l'image de l'Association suisse pour la solidarité économique, club fermé de la droite économique, qui apparaît au même moment: battre en brèche le socialisme, mais surtout pas à visage découvert.

Émanation du mouvement mis sur pied par Musy, la société «Pro Helvetia» a en fait le caractère d'un comité d'action ponctuel qui doit se dissoudre à la fin des élections<sup>233</sup>. Elle se compose, selon un procès-verbal de l'Association suisse pour la solidarité économique, de Samuel Haas, rédacteur en chef de la PSM, de Reto Caratsch, correspondant fédéral de la *NZZ*, de Werner Bickel, correspondant fédéral de journaux catholiques, de Walter Hildebrandt, co-auteur de la brochure *Gegen den Strom* également engagé au secrétariat de l'Association suisse pour la solidarité économique, et d'Edmund Richner, secrétaire de ladite Association<sup>234</sup>.

---

<sup>227</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 83, les dossiers au nom de Beck, Munnynck et Grob, correspondance avec J.-M. Musy allant de février à juillet/août 1928.

<sup>228</sup> Voir p.e. AF, fs Musy, vol. 83, Beck: lettre de J.-M. Musy à J. Beck, 19.6.1928.

<sup>229</sup> Voir p.e. s.n.: «Beck, Musy und Kubick», in *Berner Tagwacht*, 17.10.1928.

<sup>230</sup> P. KUBICK: «In eigener Sache! Erklärung», in *Der Morgen*, 11.10.1928.

<sup>231</sup> La publication en allemand sort un peu avant celle en français.

<sup>232</sup> HELVETICUS [J. BECK]: *La Suisse sera-t-elle socialiste? Appel au peuple suisse*, Berne, Société «Pro Helvetia», (1928), 46 p.; HELVETICUS [J. BECK]: *Wird der Sozi die Schweiz regieren? Eine Frage an das Schweizervolk*, Bern, Verlagsvereinigung «Pro Helvetia», (1928), 47 p.

<sup>233</sup> AfZ, fs Grob, I, 2.2: Pv de la séance du comité de l'ASSE du 15.10.1928.

<sup>234</sup> AfZ, fs Grob, I, 2.2: Pv de la séance du comité de l'ASSE du 15.10.1928. — Données bio. sur Reto Caratsch (1900-1978): C. WERNER: *op. cit.*, p. 311; Werner Bickel (\*1908): *ibid.*, p. 306; Walter Hildebrandt (1901-1990): *ibid.*, p. 320; Edmund Richner (1900-1994): *ibid.*, pp. 327-328.

Quant à l'impression de la brochure, elle est réalisée dans la citadelle catholique de Fribourg<sup>235</sup>. Lui-même spécialiste des imprimés dans l'administration fédérale, le Fribourgeois Oskar Leimgruber, vice-chancelier de la Confédération, apporte ses lumières sur les questions relatives à l'impression et à l'expédition de la brochure<sup>236</sup>.

Aucun doute, l'entreprise menée par Musy se révèle être d'une ampleur peu commune. Une véritable campagne de propagande qui, tout en masquant ses commanditaires, cherche à conquérir les masses. Moderne par les moyens de lutte qu'il utilise, Musy l'est souvent lorsqu'il s'agit de défendre une politique très conservatrice. Habile à manœuvrer la cohorte de journalistes qui gravitent autour de lui, il est convaincu depuis longtemps des avantages d'une presse bien orientée.

### 2.3.3. *Financement et diffusion*

Environ deux à trois semaines avant les élections, les citoyens suisses reçoivent gratuitement la brochure signée Helveticus<sup>237</sup>. L'édition en allemand et celle en français atteignent ensemble environ 500'000 exemplaires<sup>238</sup>. Ce sont les industriels et les financiers réunis par Musy au sein de l'Association suisse pour la solidarité économique qui financent toute l'entreprise. Il s'agit, selon toute vraisemblance, des mêmes milieux qui, depuis la grève générale de novembre 1918, soutiennent financièrement certaines organisations antisocialistes du genre

---

<sup>235</sup> Selon nos sources, c'est l'Imprimerie de l'Œuvre de Saint-Paul à Fribourg qui est chargée de l'impression de la brochure. (AF, fs Musy, vol. 83 : lettre de l'Imprimerie Saint-Paul à O. Leimgruber, vice-chancelier de la Confédération, 13.9.1928). Voir aussi E. NOBS: «Die Musy-Wahlen», in *Rote Revue*, novembre 1928, n° 3, p. 86, où l'auteur nomme également la «Paulinusdruckerei» à Fribourg. Pour sa part, Markus Hodel parle de l'Imprimerie Saint-Canisius de Fribourg. (M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 187).

<sup>236</sup> Voir AfZ, fs Grob, I, 2.2: Pv de la séance du comité de l'ASSE du 14.9.1928. — Données bio. sur Oskar Leimgruber (1886-1976): A. BERTSCHY, in *ECF*, 2, p. 484; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 306 p. 376; *Schweizer Lexikon*, 1992, vol. 4, p. 246.

<sup>237</sup> Par exemple, *La Liberté* de Fribourg la distribue avec son édition du 13 octobre. (s.n.: «La Suisse sera-t-elle socialiste?», in *La Liberté*, 13.10.1928). Certains journaux, notamment en Suisse alémanique, l'ont diffusée juste avant. Christian Werner indique que la distribution a lieu dès le 5 octobre dans toute la Suisse. (C. WERNER: *op. cit.*, p. 67).

<sup>238</sup> AfZ, fs Grob, I, 2.1: rapport confidentiel établi par G. Thurnherr et E. Richner, octobre 1928. La brochure en allemand est tirée à environ 370'000 exemplaires et celle en français à environ 125'000 exemplaires. (AfZ, fs Grob, I, 2.2: Pv de la séance du comité de l'ASSE du 15.10.1928). Jusqu'en octobre, les chiffres varient. En avril 1928, le secrétaire du PCPS Paul Kubick écrit, tout en soulignant que la brochure n'est pas payée par le parti conservateur: «Auch Hr. Musy bereitet mit Prof. Beck eine gewaltige Massenbroschüre gegen den Sozialismus vor, die in 16 Seiten in 350'000 Exemplaren vor den Wahlen verteilt werden wird und in prägnanter Form die Argumente zusammenfassen wird. Es soll also unsrerseits eine maximale Anstrengung gemacht werden, um die schweizerische Gesamtstimmzahl erheblich zu vergrössern. Die Broschüre Musy wird natürlich nicht von uns bezahlt.» (AF, fs PCPS, vol. 26 / 307: lettre du secrétariat du PCPS (Kubick) à J. Bossi, 26.4.1928). Voir aussi C. WERNER: *op. cit.*, pp. 67-68.

de la Fédération patriotique suisse et d'autres gardes civiques<sup>239</sup>. Coût total de l'opération pour les élections fédérales de 1928? Environ 120'000 francs, selon les derniers chiffres avancés en octobre 1928 par l'association elle-même<sup>240</sup>. Le montant est considérable. Plus du double de celui que le PCPS se propose de réunir pour la même campagne.

L'Association suisse pour la solidarité économique s'occupe en outre de la diffusion, en recourant notamment à des envois postaux ciblés. Elle arrose surtout généreusement de ses brochures l'ensemble de la presse bourgeoise. Un grand nombre de journaux de droite, qu'ils soient radicaux, conservateurs ou agrariens, semblent joindre le pamphlet gratuit à l'une ou l'autre de leur édition. Ainsi, dans le canton de Fribourg, *La Liberté* se fait le vecteur de cette propagande en envoyant à tous ses abonnés la brochure, gracieusement jointe à son édition du 13 octobre<sup>241</sup>. Même la presse hors parti, tel le populaire *Tages-Anzeiger* de Zurich, se prête au jeu<sup>242</sup>.

Afin de donner un impact maximal à la brochure, l'Association suisse pour la solidarité économique soutient également la production d'articles mis à la disposition de la presse. Walter Hildebrandt, un proche de Rudolf Grob, participe notamment à cette opération<sup>243</sup>. L'Association trouve par exemple une tribune de choix pour présenter ses idées dans la très influente *NZZ*<sup>244</sup>. Pour cette action de presse, l'Association suisse pour la solidarité économique gagne surtout le précieux concours de la PSM, agence de presse dirigée par Samuel Haas et présidée par l'industriel Caspar Jenny<sup>245</sup>, qui inonde d'articles les journaux bourgeois, petits et moyens, conservateurs et radicaux<sup>246</sup>. Durant l'été et

---

<sup>239</sup> Il est écrit, par exemple, dans une lettre de la FPS au colonel Goumoëns (Viscose) du 4 février 1925: «Eine Reihe von Industrieverbänden, Einzelunternehmen und Banken unterstützt seit einigen Jahren den Schweizerischen Vaterländischen Verband und insbesondere dessen Werkdienst durch jährliche Beiträge.» Cité par A. KAMIS-MÜLLER: *op. cit.*, n. 265 p. 444.

<sup>240</sup> Le budget total se compose de trois postes principaux:

- 80'000 francs: impression (env. 50'000 francs) et distribution (env. 30'000 francs) de la brochure écrite par Beck.
- 10'000 francs: commandes de la brochure de Grob et consorts, *Gegen den Strom*. (Celle-ci n'est pas distribuée gratuitement, mais vendue. L'ASSE en achète un grand nombre.
- 30'000 francs: divers frais et autres honoraires (articles de presse, traduction, etc.).

(Voir AfZ, fs Grob, I, 2.1: rapport confidentiel établi par G. Thurnherr et E. Richner, octobre 1928).

<sup>241</sup> s.n.: «La Suisse sera-t-elle socialiste?», in *La Liberté*, 13.10.1928.

<sup>242</sup> AfZ, fs Grob, I, 2.1: rapport confidentiel établi par G. Thurnherr et E. Richner, octobre 1928.

<sup>243</sup> AF, fs Musy, vol. 83: lettre de l'ASSE, signée E. Richner, aux membres du comité, 24.8.1928. AfZ, fs Grob, I, 2.2: Pv de la séance du comité de l'ASSE du 15.10.1928.

<sup>244</sup> s.n.: «Die schweizerische Vereinigung für wirtschaftliche Solidarität», in *NZZ*, 23.10.1928.

<sup>245</sup> Données bio. sur Caspar Jenny (1890-1961): B. WEHRLI: *op. cit.*, p. 319; W. GAUTSCHI: *Le général Guisan. Le commandement de l'armée suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, Lausanne, Payot, 1991, n. 26 p. 820.

<sup>246</sup> AF, fs Musy, vol. 83: lettre de l'ASSE, signée E. Richner, aux membres du comité, 24.8.1928; circulaire n° 2 du même auteur pour les mêmes destinataires, 28.8.1928. AfZ, fs

l'automne 1928, l'Association travaille en étroite collaboration avec la PSM<sup>247</sup>. Les réseaux personnels de l'une et de l'autre sont à vrai dire fortement imbriqués, la PSM ayant trouvé dès sa fondation à la fin de la guerre des appuis dans les mêmes milieux industriels et bancaires qui s'associent en 1928. La position de Samuel Haas est emblématique: directeur de la PSM, il est lui-même membre de la société «Pro Helvetia» qui se constitue exprès pour éditer la brochure de Joseph Beck<sup>248</sup>. Financée elle aussi par des cercles dirigeants de l'industrie et de la banque, la PSM n'a aucune peine à se retrouver dans la propagande soutenue par l'Association suisse pour la solidarité économique. Les deux organisations défendent les mêmes principes. Antimarxiste féroce, la PSM ne tardera pas par ailleurs à faire preuve, dès 1933, d'une bienveillance souvent grande à l'égard les fronts et à transpirer sournoisement l'antisémitisme, parfois à grosses gouttes<sup>249</sup>.

#### 2.3.4. *Le contenu*

Pour Musy, volontiers porté à l'agitation, la brochure projetée ne doit pas briller par la finesse de ses analyses, mais plutôt émouvoir: «Le style devrait être nerveux, se lire facilement et faire impression.»<sup>250</sup> Ou encore: «La seule chose nécessaire c'est d'assurer à notre brochure l'effet maximum.»<sup>251</sup> Il ne s'agit pas de calmer le jeu, mais d'accentuer la polarisation des camps. Comme à son habitude lorsqu'il est question de socialisme, Musy s'évertue à provoquer la panique au sein de la population et à exploiter les angoisses de l'opinion. Il cherche volontairement la confrontation, en sachant que ces brochures vont déclencher «une contre-offensive extrêmement violente»<sup>252</sup>. En s'adressant ainsi à Joseph Beck, le politicien populiste ne prêche pas dans le désert. Le théologien lucernois, en dépit d'une forte fibre sociale et d'une aversion profonde pour le capitalisme libéral et le matérialisme de tout genre, a l'antisocialisme qui frise le fanatisme. Encore prêt à collaborer avec les socialistes modérés à la fin du XIXe siècle, Beck est devenu, surtout depuis la commotion de 1918, un des pourfendeurs les plus virulents du socialisme. Catholique intransigeant, le professeur tatillon et querelleur au moindre soupçon de socialisme s'est également illustré en 1920 par ses prises de positions hostiles à la SdN, organisation encouragée, selon lui, par

---

Grob, I, 2.2: Pv de la séance du comité de l'ASSE du 15.10.1928; 2.1: rapport confidentiel établi par G. Thurnherr et E. Richner, octobre 1928.

<sup>247</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 63-65.

<sup>248</sup> AfZ, fs Grob, I, 2.2: Pv de la séance du comité de l'ASSE du 15.10.1928.

<sup>249</sup> Voir A. A. HÄSLER: *La barque est pleine. La Suisse, terre d'asile? La politique de la Confédération envers les réfugiés, de 1933 à 1945*, Zurich, Éd. M, 1992 (1967), pp. 23-25; G. BILLETER: *op. cit.*, p. 164.

<sup>250</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Beck: lettre de J.-M. Musy à J. Beck, 14.4.1928.

<sup>251</sup> *Ibid.*: lettre de J.-M. Musy à J. Beck, 19.6.1928.

<sup>252</sup> *Ibid.*

les francs-maçons et les Juifs pour leur propre profit et contre le Vatican<sup>253</sup>. Par la suite, il continue de les voir, francs-maçons et Juifs, s'acoquiner au socialisme<sup>254</sup>.

Alors qu'au départ, Musy avait, outre l'intention d'attaquer le socialisme, le projet de proposer des solutions constructives pour améliorer la condition des ouvriers<sup>255</sup>, le texte finalement publié se consacre surtout à une dénonciation systématique de toutes les formes de socialisme. En guise de conclusion, le brûlot en appelle à la formation d'un «front national» contre les socialistes<sup>256</sup>. C'est là la raison d'être principale de cette publication. Dans la ligne des idées corporatistes et avec des accents paternalistes, les réformes suggérées n'ont pas droit à de longs développements.

Texte de pure propagande, né de la crainte des élections à venir, dont l'issue éventuellement favorable aux socialistes augmenterait leurs chances d'accéder au Conseil fédéral<sup>257</sup>, *La Suisse sera-t-elle socialiste?* ressasse à longueur de pages les thèmes de l'ordre moral menacé et de la patrie en danger. Le ton y est populiste et xénophobe. L'antisémitisme haineux de Joseph Beck refait surface<sup>258</sup>. Ce catholique intransigeant attribue, par un exercice de contorsion, une puissance maléfique aux Juifs, à la fois suppôts du socialisme et du capitalisme<sup>259</sup>. Véritable directeur de la publication, Musy apporte manifestement sa caution, au moins

---

<sup>253</sup> J. BECK: «*Völkerbund*»? *Warnung an die Katholiken der Schweiz*, Olten, Walter, (1920), 20 p. Voir aussi U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus...* *op. cit.*, pp. 165-167; F. METZGER: *op. cit.*, p. 243; R. RUFFIEUX: «L'entrée de...» *op. cit.*, p. 113.

<sup>254</sup> Voir J. BECK: *Der heutige Sozialismus...* *op. cit.*, pp. 12 et 15; ainsi que U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus...* *op. cit.*, p. 169.

<sup>255</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 83, Beck: lettre de J.-M. Musy à J. Beck, 28.4.1928.

<sup>256</sup> HELVETICUS [J. BECK]: *La Suisse...* *op. cit.*, p. 46. Sur le contenu de la brochure, voir aussi C. WERNER: *op. cit.*, pp. 68-70.

<sup>257</sup> Lorsqu'il prépare la campagne pour les élections au Conseil national d'octobre 1928, Musy pense aussi, rappelons-le, à leur répercussion sur celles au Conseil fédéral de décembre 1928. Le titre de la version allemande, *Wird der Sozi die Schweiz regieren?*, joue d'emblée sur la crainte d'une éventuelle participation socialiste aux responsabilités gouvernementales.

<sup>258</sup> Voir U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus...* *op. cit.*, pp. 162-168; ainsi que F. METZGER: *op. cit.*, pp. 228, 235, 238 et 242-244.

<sup>259</sup> «Le socialisme combat le capitalisme, et partout, il est en coquetterie avec la juiverie. Ses théoriciens, ses docteurs et ses journalistes sont en majorité des israélites. Toute la direction intellectuelle et politique du socialisme, en Russie, en Autriche, en France et en Pologne est entre les mains des Juifs. Or, sans être le moins du monde antisémite, sans vouloir nier les qualités très réelles de la race juive, on doit constater cependant que partout et toujours les enfants d'Israël ont eu le talent des affaires et surtout celui d'accroître leur capital. De tout temps, ils ont été les amis intimes du capitalisme. Qui croira que tout à coup les Juifs socialistes ont changé de nature et d'instinct? À qui fera-t-on croire qu'ils haïront désormais le capital, mépriseront les biens de la terre et se voueront à la pauvreté évangélique? Qui croit à pareil miracle a beaucoup plus que la foi du charbonnier.» (HELVETICUS [J. BECK]: *La Suisse...* *op. cit.*, p. 25). Une comparaison entre la brochure en allemand et celle en français montre que la seconde, un peu moins virulente dans le discours xénophobe, a été épurée de quelques autres propos antijuifs. Ainsi la phrase suivante n'apparaît pas dans la version française: «Soll ich dem Sozi stimmen, damit er in Bern dazu hilft, dass die Streikhauptlinge von 1918 Bundesräte werden, und dass so die Schweiz ganz unter die geistige Führung der russischen Revolutionäre und Juden kommt?» (HELVETICUS [J. BECK]: *Wird der Sozi...*, p. 33).

tacite, aux propos hostiles aux Juifs du théologien catholique. Très rares seront d'ailleurs les voix à dénoncer le fiel antisémite de cette brochure<sup>260</sup>.

Présentée comme la forme la plus aboutie du socialisme, l'expérience bolcheviste, certes criminelle à beaucoup d'égards, est agitée comme un épouvantail<sup>261</sup>. Selon l'auteur, tout socialisme, quel qu'il soit, mène au désastre: marxisme, socialisme d'État, syndicalisme, bolchevisme, bureaucratie, centralisation, étatismes, etc. sont autant de têtes de la même hydre<sup>262</sup>. Obsédé par la grève générale de 1918 et n'hésitant pas aller contre la réalité qui a cours en Suisse en 1928, il peint le diable sur la muraille. De puissants comploteurs se cachent parmi les trop nombreux fonctionnaires helvétiques, dans les syndicats et dans le PSS. Joseph Beck voit partout la main des marxistes. Ils cherchent toujours et encore à s'emparer du pouvoir. Ils ont abandonné la violence pour des méthodes plus subtiles. La preuve? Ils essaient par exemple de faire passer les monopoles d'État comme celui sur le blé et s'évertuent à confier à la Confédération les assurances sociales<sup>263</sup>. Musy, très soupçonneux lorsqu'il s'agit de débusquer l'ennemi, pense exactement la même chose. Les représentants de Marx ont, dit-il, «remplacé le programme du socialisme intégral par l'étatisme»<sup>264</sup>. Dans son esprit, il n'y a d'ailleurs jamais qu'une «doctrine intégrale» de base, à savoir le communisme pur et dur, les «formules modifiées» n'en étant que la préface<sup>265</sup>. L'argumentation, organisée et apparemment cohérente, tourne à l'absurde. Que l'on pense seulement au profond fossé séparant les communistes des socialistes et des syndicalistes suisses.

Joseph Beck, ne craint pas lui non plus les raccourcis. Il utilise avec efficacité le mythe, mobilisateur s'il en est, de la conspiration. Socialistes et Juifs sont appréhendés comme les agents d'un vaste complot mondial fomenté de l'étranger contre la patrie. De la réalité, il extrait quelques faits, les grossit, les déforme et les falsifie pour mieux jeter l'opprobre sur le PSS. Peu lui chaut de savoir que seuls trois représentants communistes siègent dans un Conseil national de près de deux cents députés. Il n'attache pas plus d'importance à la discorde qui règne entre le PSS et le PCS, les communistes traitant à l'occasion les socialistes de sociaux-fascistes et de sociaux-traîtres. Comme Musy, il utilise la tactique de l'amalgame pour mieux discréditer toute la gauche.

Lorsque l'on connaît l'identité des commanditaires de la brochure, un peu plus

---

<sup>260</sup> Voir A. KAMIS-MÜLLER: *op. cit.*, pp. 258-260.

<sup>261</sup> Voir HELVETICUS [J. BECK]: *La Suisse... op. cit.*, pp. 17-18.

<sup>262</sup> Voir *ibid.*, pp. 4-21.

<sup>263</sup> *Ibid.*, pp. 33-34.

<sup>264</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Munnynck: lettre de J.-M. Musy, sans mention du destinataire (Munnynck?), 8.2.1928.

<sup>265</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Beck: lettre de J.-M. Musy à J. Beck, 14.4.1928.



surprenantes sont les attaques contre le capitalisme, notamment contre la haute finance<sup>266</sup>. C'est là vraisemblablement une contribution plus personnelle de l'ultraconservateur Beck, un des fers de lance du catholicisme social en Suisse depuis la fin du XIXe siècle. Très vite, le bouillant professeur, imprégné d'antiradicalisme et adversaire du libéralisme économique, a vertement critiqué le capitalisme et prôné la solution corporatiste pour résoudre la question sociale<sup>267</sup>. Ayant pris connaissance de la brochure, Louis Dapples, Edouard de Goumoëns et Rudolf Bindschedler désapprouvent d'ailleurs vivement la manière dont on parle du capitalisme et surtout des banques. Jugeant que le ton et certains arguments avancés par Beck ne seraient pas reniés par les communistes eux-mêmes, ils demandent de remanier le texte, voire de biffer certains passages<sup>268</sup>. Les attaques contre les Juifs passent elles comme une lettre à la poste.

### 2.3.5. *Effets et réactions*

Le pamphlet ne laisse personne indifférent. Bénéficiant d'un large écho dans les journaux, en particulier grâce à la puissante machine de guerre que constitue la PSM, il fait même un tabac à l'échelle nationale. Toute l'entreprise, tant le tirage impressionnant de la brochure que sa diffusion gratuite dans l'ensemble de la presse bourgeoise, n'a été possible que grâce au soutien financier de l'Association suisse pour la solidarité économique. C'est certainement une des actions de propagande les plus retentissantes de l'entre-deux-guerres. Musy jubile. La discorde redouble entre camps antagonistes.

La gauche crie au scandale. Beaucoup à droite applaudissent, contents de voir que l'on répond sur le même ton à la phraséologie souvent outrancière des socialistes<sup>269</sup>. Dans le *Journal de Genève*, René Payot salue chaudement la brochure à laquelle il trouve toutefois «quelques inutiles duretés»<sup>270</sup>. Très bien renseignés, les socialistes font tout de suite du conseiller fédéral fribourgeois le véritable promoteur du libelle anonyme et épinglent par leur nom, indications biographiques comprises, la plupart de ses puissants associés<sup>271</sup>. Par la même

---

<sup>266</sup> Voir HELVETICUS [J. BECK]: *La Suisse... op. cit.*, pp. 22 et 35-38.

<sup>267</sup> Voir U. ALTERMATT: *Der Weg... op. cit.*, pp. 124-125; Q. WEBER: *op. cit.*, pp. 28-29; M. ZÜRCHER: «Die katholische Soziallehre...» *op. cit.*, pp. 35-41.

<sup>268</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 83: lettres de Louis Dapples, 16.8.1928, d'Edouard de Goumoëns, 17.8.1928, et de Rudolf Bindschedler, 13.9.1928, à J.-M. Musy.

<sup>269</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 187.

<sup>270</sup> R. P. [R. PAYOT]: «Une brochure retentissante», in *Journal de Genève*, 24.10.1928. — Données bio. sur René Payot (1894-1970), voir *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 5, p. 112; M. CAILLAT: *René Payot. Un regard ambigu sur la guerre*, Genève, Georg, 1997, 479 p.

<sup>271</sup> Voir s.n.: «Jean-Marie Musys Tafelrunde. Die Offensive der Millionäre gegen die Arbeiterschaft», in *Volksrecht*, 10.10.1928. Suite à d'autres attaques lancées peu auparavant également par le *Volksrecht*, Rudolf Grob soupçonne que les fuites proviennent de l'un des

occasion, les socialistes essaient d'enfoncer un coin dans le bloc bourgeois. Selon eux, les radicaux ont abdicé devant les conservateurs. À lire le *Volksrecht* de Zurich, Musy a non seulement établi un régime personnel sous la coupole fédéral et pris peu à peu la direction du DFEP de son rival Schulthess, mais il s'est aussi emparé du commandement des troupes bourgeoises pour les prochaines élections<sup>272</sup>.

D'un point de vue tactique, la propagande soutenue par Musy touche dans le mille. Au moins depuis 1918, il sait que l'antisocialisme représente le plus solide des ciments de l'entente bourgeoise. Politicien habile, il parvient souvent à se placer à la charnière des droites pour les faire converger contre l'ennemi commun. Après les flottements du milieu des années vingt, le bloc bourgeois se raffermi. Les conservateurs-catholiques ont retrouvé tout leur punch, notamment sous l'impulsion de Musy, Paul Kubick et Otto Walter. Le résultat des élections au Conseil national du 28 octobre 1928 tend à prouver la justesse de la tactique offensive des conservateurs les plus antisocialistes. Alors que le PSS prend un siège aux communistes, désormais réduits à deux représentants, le PAB campe sur ses positions et le parti radical perd un fauteuil. En augmentant sa représentation de quatre mandats, le PCPS peut se présenter comme le vainqueur des élections et le bastion antisocialiste le plus solide de la droite nationale. L'entente bourgeoise est maintenue et la montée de la gauche, contenue. Le pays semble glisser légèrement à droite. Finalement peu importe à Musy, stratège un brin machiavélien, si l'atmosphère de la prochaine législature s'annonce plutôt tendue, voire malsaine. Son but est atteint.

L'Association suisse pour la solidarité économique se réjouit tout particulièrement de l'impact de la brochure: «*Ihr Erfolg war ein durchschlagender. Das Wutgeheul in der Linkspresse gibt davon unzweideutig Kunde. Die ganze sozialdemokratische Wahlaktion wurde für Tage und Wochen lahmgelegt und auf diesen einen Punkt konzentriert. Das Aussergewöhnliche geschah: die bürgerliche Front war in der Offensive!*»<sup>273</sup>

Toutefois, sous le vernis de la victoire, quelques fissures apparaissent. Dans le propre camp de Musy, tout le monde n'apprécie pas les moyens utilisés. Ainsi, Heinrich Walther, président pragmatique de la fraction conservatrice-catholique, prend ses distances à l'égard de la brochure anonyme que l'on ne peut certes guère considérer comme une œuvre, même officieuse, du PCPS<sup>274</sup>.

---

domestiques qui servent lors des rencontres organisées par Musy. (AfZ, fs Grob, I, 3.3: lettre de R. Grob à L. Dapples, 7.10.1928).

<sup>272</sup> s.n.: «Jean-Marie Musys Tafelrunde. Die Offensive der Millionäre gegen die Arbeiterschaft», in *Volksrecht*, 10.10.1928.

<sup>273</sup> AfZ, fs Grob, I, 2.1: rapport confidentiel établi par G. Thurnherr et E. Richner, octobre 1928.

<sup>274</sup> U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, p. 168 et n. 54 p. 363.

Certains radicaux font carrément la grimace. Ils ne goûtent pas, comme l'attestent plusieurs documents de l'Association suisse pour la solidarité économique, les fanfaronnades de Paul Kubick qui, dans le *Morgen* du 11 octobre, laisse entendre que la tonitruante offensive en cours contre le socialisme serait principalement le fait des forces catholiques<sup>275</sup>. Entre autres prétentions, Kubick élève Musy au rang de véritable chef du PCPS et du front national antisocialiste<sup>276</sup>. Cette récupération par le turbulent secrétaire du PCPS, plutôt gauche en la circonstance, retourne également les ongles de quelques membres protestants de l'Association suisse pour la solidarité économique. Dans une lettre adressée à Louis Dapples, l'intransigeant Rudolf Grob se plaint amèrement des propos de Paul Kubick. Bien que le pasteur zurichois tienne Kubick pour un «intime» de Musy, il rapporte que le conseiller fédéral est lui-même «très indigné» des déclarations de Kubick, à l'évidence pas dans le coup. Musy les aurait même qualifiées de «chameauderie» («Kamelerei»)<sup>277</sup>. Beaucoup plus attaché à la paix confessionnelle que les catholiques intégraux de la trempe de Paul Kubick et Joseph Beck, le magistrat fribourgeois doit être particulièrement embarrassé face à la majorité protestante de l'Association suisse pour la solidarité économique, notamment vis-à-vis du pasteur Grob. Ne lui a-t-il pas certifié, lors de la mise sur pied de l'association, qu'il tenait énormément à rapprocher réformés et catholiques?<sup>278</sup>

La maladresse de Kubick est jugée suffisamment grave par l'Association suisse pour la solidarité économique pour que celle-ci lui sonne les cloches<sup>279</sup>. Le groupement se fend également d'un communiqué à la presse pour préciser que l'«association ne poursuit ni but politique ni but confessionnel», mais vise à «développer dans notre vie économique nationale la fructueuse solidarité mutuelle qu'elle oppose à la stérile lutte de classes»<sup>280</sup>. L'Association suisse pour la solidarité économique vient donc à peine d'être portée sur les fonts baptismaux que déjà des tiraillements internes apparaissent. Avant la controverse suscitée par le catholicisme cocorico de Kubick, l'anticapitalisme de l'ultracatholique Joseph Beck avait d'ailleurs lui aussi provoqué les grincements de dents de quelques membres protestants éminents de l'Association. À la lumière des confidences qu'il fait à Louis Dapples, le pasteur Rudolf Grob se montre lui-même très susceptible

---

<sup>275</sup> AfZ, fs Grob, I, 2.2: Pv de la séance du comité de l'ASSE du 15.10.1928; 3.3: lettre de R. Grob à L. Dapples, 16.10.1928; 5.1: lettre de G. Thurnherr et E. Richner aux membres du comité de l'ASSE, 17.10.1928; 2.5: circulaire n° 9 aux membres de l'ASSE, 26.10.1928.

<sup>276</sup> -k [P. KUBICK]: «Eidgenössische Chronik», *Der Morgen*, 11.10.1928.

<sup>277</sup> AfZ, fs Grob, I, 3.3: lettre de R. Grob à L. Dapples, 16.10.1928.

<sup>278</sup> AfZ, fs Grob, I, 3.8: lettre de J.-M. Musy à R. Grob, 14.2.1928.

<sup>279</sup> AfZ, fs Grob, I, 5.1: lettre de l'ASSE, signée G. Thurnherr et E. Richner, à P. Kubick, 17.10.1928.

<sup>280</sup> Reproduit in AfZ, fs Grob, I, 2.2: Pv de la séance du comité de l'ASSE du 15.10.1928.

lorsqu'il y va de la religion<sup>281</sup>. Ainsi, avec des relents de Kulturkampf, les questions soulevant des problèmes confessionnels sont parmi celles qui provoquent les tensions les plus grandes au sein de l'Association suisse pour la solidarité économique.

Du côté socialiste, la brochure fait l'effet d'une pure provocation. Au sein de l'Association suisse pour la solidarité économique, on mesure d'ailleurs le succès du pamphlet à l'aune des réactions outrées des socialistes<sup>282</sup>. Ceux-ci en veulent tout particulièrement à Musy. Son rôle dans les élections est jugé déterminant. Le conseiller national socialiste et futur conseiller fédéral Ernst Nobs les décrit même comme les «élections-Musy»<sup>283</sup>. Selon Robert Grimm, les conservateurs-catholiques dominent le bloc bourgeois et partant l'ensemble de la politique nationale. Leur emprise grandissante se vérifie jusque dans les milieux économiques traditionnellement proches du parti radical<sup>284</sup>. Les stratèges socialistes ont certes tendance à grossir l'influence des conservateurs-catholiques dans l'espoir de réveiller le vieux fonds anticlérical des radicaux. Il n'empêche: le redressement du PCPS et son influence croissante sur le cours de la politique nationale sont indéniables. Musy incarne cette nouvelle vitalité conservatrice.

### 2.3.6. *Encore une brochure: la solidarité plutôt que le socialisme*

Dans la foulée des grandes manœuvres électorales de 1928, Musy sort sa propre brochure. Le 25 mars 1928 à Lucerne, il donne une conférence dans le cadre d'un cours de politique sociale organisé par l'APCS<sup>285</sup>. Il la transforme très rapidement en une publication. Son titre est révélateur des thèmes qui taraudent l'esprit du magistrat fribourgeois: *L'État, le patron et la question sociale*<sup>286</sup>. Cette publication vient compléter l'arsenal antisocialiste pour les élections d'octobre 1928. Soutenue financièrement par l'Association suisse pour la solidarité économique<sup>287</sup>, elle doit servir plus particulièrement à la propagande du PCPS<sup>288</sup>. Peu de temps après la conférence de Musy, le pasteur Rudolf Grob écrit une lettre strictement confidentielle à Louis Dapples pour relever, avec une pointe

---

<sup>281</sup> Voir AfZ, fs Grob, I, 3.3: lettres de R. Grob à L. Dapples, 3.4.1928, 17.6.1928, 7.10.1928 et 16.10.1928.

<sup>282</sup> AfZ, fs Grob, I, 2.1: rapport confidentiel établi par G. Thurnherr et E. Richner, octobre 1928.

<sup>283</sup> E. NOBS: «Die Musy-Wahlen», in *Rote Revue*, novembre 1928, n° 3, pp. 85-89. Voir aussi M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, p. 185.

<sup>284</sup> Voir *ibid.*, pp. 195-196.

<sup>285</sup> AF, fs Musy, vol. 104: version non publiée de la conférence de Musy du 25.3.1928.

<sup>286</sup> J. MUSY: *L'État, le patron et la question sociale. Conférence de Mr le Conseiller fédéral Musy au cours de politique sociale organisé les 24 et 25 mars 1928 à Lucerne*, La Chaux-de-Fonds, Impr. des Corporations, (1928), 30 p.

<sup>287</sup> Voir AfZ, fs Grob, I, 2.3: Pv de l'assemblée générale de l'ASSE du 25.4.1929.

<sup>288</sup> Voir AF, fs PCPS, vol. 23 / 227: Pv CD, 19.6.1928 (intervention de Kubick).

d'agacement, que le conseiller fédéral catholique a repris à son compte devant ses coreligionnaires une grande partie du programme que lui Grob et ses acolytes protestants viennent de proposer dans le cadre de l'Association suisse pour la solidarité économique<sup>289</sup>.

La brochure que Musy publie sous son nom ne réserve aucune surprise. En fait, elle s'inscrit tout à fait dans la lignée des principes défendus par le PCPS et plus particulièrement par son aile économique. L'auteur voue toujours autant aux gémonies le marxisme, qu'il soit représenté par les socialistes ou par les communistes. Il critique en vrac l'étatisme, le collectivisme, les monopoles, le socialisme d'État et la bureaucratie. Son besoin spécifiquement conservateur d'ordre le pousse à condamner la grève. Il stigmatise le matérialisme, l'égalitarisme et l'individualisme. Pour lui, la hiérarchie sociale est nécessaire. Chacun peut s'élever grâce à son mérite. En matière économique, il défend le rendement maximal, la rationalisation et la liberté d'entreprise.

Marqué par les discussions de la fin du XIXe siècle autour de la question sociale, en particulier par la doctrine sociale de l'Église enseignée à l'Université de Fribourg, il recommande, avec une bonne dose de paternalisme, des réformes librement octroyées par le sommet de la hiérarchie sociale. Ainsi préconise-t-il la charité chrétienne et, en grandes lettres, la solidarité<sup>290</sup>. Plus concrètement, il parle d'aide financière à la famille, gardienne de la tradition et des valeurs conservatrices. Depuis longtemps inquiet de la dénatalité, perçue avant tout comme un signe de relâchement moral, il juge nécessaire d'encourager la famille. Il évoque le problème du salaire et revient longuement sur l'un de ses chevaux de bataille, à savoir la participation de l'ouvrier aux bénéfices de l'entreprise, une autre ancienne question discutée au sein du mouvement chrétien-social<sup>291</sup>. Cette participation, Musy ne la voit pas nécessairement sous la forme d'argent versé à l'ouvrier, mais propose aussi de l'investir dans l'entreprise contre la remise d'actions ou d'obligations. N'a-t-il pas l'air de penser que la meilleure façon de combattre le marxisme, c'est encore de faire accéder l'ouvrier aux joies du

---

<sup>289</sup> Voir AfZ, fs Grob, I, 3.3: lettre de R. Grob à L. Dapples, 3.4.1928; ainsi que C. WERNER: *op. cit.*, pp. 55-56.

<sup>290</sup> Ne goûtant pas vraiment la manière cavalière dont son travail a été exploité par Musy à Lucerne, le pasteur Rudolf Grob tient à relever que «la solidarité au lieu du socialisme» est «son» slogan. (AfZ, fs Grob, I, 3.3: lettre de R. Grob à L. Dapples, 3.4.1928; ainsi que C. WERNER: *op. cit.*, p. 55). Dans une lettre du 19 février 1928 qu'il a adressée à Musy, Rudolf Grob parlait déjà de «Solidarität statt Sozialismus». (AF, fs Musy, vol. 83, Grob: lettre de R. Grob à J.-M. Musy, 19.2.1928).

<sup>291</sup> On peut relever en marge que, dans la lignée de la doctrine sociale de l'Église élaborée à la fin XIXe siècle, Ernst Feigenwinter prônait déjà en 1917 la participation des ouvriers aux bénéfices. Voir J. BECK: «† Dr. Ernst Feigenwinter», in *Zeitschrift für Christliche Sozialreform*, 41, 1919, 3/4, p. 140. L'auteur se réfère notamment à une brochure de Feigenwinter intitulée *La lutte pour le juste salaire et la participation des ouvriers aux bénéfices*.

capitalisme? Il s'agit également de responsabiliser l'ouvrier, d'éveiller son intérêt matériel aux résultats obtenus afin de dépasser la simple relation du salaire versé. Sans doute s'agit-il aussi de le driller sans avoir l'air d'y toucher. Pour Musy, l'efficacité de l'activité économique ne peut en être ainsi que stimulée.

Bref, sa brochure peut se résumer, pour aller vite, à une idée centrale qu'il aime évoquer: la «déprolétarianisation» de la masse. Rejetant la lutte des classes, il prône le rapprochement entre patrons et ouvriers. Sans prononcer son nom, Musy fait ici un pas en direction de la solution corporatiste qui, à cette époque déjà, retient son attention.

## 2.4. L'Association suisse pour la solidarité économique

### 2.4.1. *Un club très sélect préoccupé par la question sociale*

La perspective des élections au Conseil national d'octobre 1928 pousse, nous venons de le voir, la droite économique à concentrer ses forces. En janvier-février 1928, lors des premières grandes discussions entre Musy et des leaders de l'industrie et de la finance, il n'est pas encore question d'une véritable association constituée. À cette époque, le chef du DFFD ne parle, dans des échanges personnels, que d'un «cercle industriel et commercial à caractère social»<sup>292</sup> ou d'un «cercle pour l'étude des questions sociales dont feraient partie les industriels, les commerçants et les banquiers qui ont conscience de leurs devoirs de solidarité»<sup>293</sup>. Pourtant, déjà en février 1928, suite à la première grande réunion qui a eu lieu chez lui, Musy évoque l'élaboration d'un programme pour ce mouvement<sup>294</sup>. Des trois théoriciens qui y sont impliqués, à savoir Joseph Beck, Marc de Munnynck et Rudolf Grob, ce dernier est celui qui contribue le plus concrètement à la réalisation de ce programme<sup>295</sup>.

Toutefois, c'est au cours de la vaste consultation quasi secrète entreprise par Musy, dans le dos du Conseil fédéral, que prend vraiment corps l'Association suisse pour la solidarité économique (Schweizerische Vereinigung für

---

<sup>292</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Goumoëns: lettre de J.-M. Musy à E. de Goumoëns, 13.2.1928. Voir aussi *ibid.*, Diversa: lettre de J.-M. Musy à Martz, directeur de la fabrique de ciment Portland (Arlesheim), s.d. (février 1928).

<sup>293</sup> AfZ, fs Grob, I, 3.8: lettre de J.-M. Musy à R. Grob, 14.2.1928. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 83, Grob: lettre de J.-M. Musy à R. Grob, 14.2.1928.

<sup>294</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Goumoëns: lettre de J.-M. Musy à E. de Goumoëns, 13.2.1928.

<sup>295</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Grob: lettre de R. Grob à J.-M. Musy, accompagnée d'un premier projet de programme, 19.2.1928. Voir aussi *ibid.*, Grob: lettre de J.-M. Musy à R. Grob, 14.2.1928; *ibid.*, Munnynck: lettre de J.-M. Musy à M. de Munnynck, 16.2.1928; *ibid.*, Munnynck: carte de M. de Munnynck à J.-M. Musy, accompagnée d'une note, 23.2.1928.

wirtschaftliche Solidarität), désormais aussi abrégée ASSE<sup>296</sup>, club très sélect, petit en nombre de membres mais puissant par ses moyens, préoccupé par les problèmes sociaux et plus encore par le socialisme<sup>297</sup>. Il s'agit d'un groupe d'intérêts politico-économiques peu courant dans la mesure où son principal instigateur n'est autre qu'un conseiller fédéral, qui plus est secondé par un théologien catholique (Beck) et un pasteur protestant (Grob), tous deux doctrinaires enfiévrés. La coutume voudrait qu'un membre du gouvernement, censé travailler de concert avec ses collègues et être au-dessus des groupes d'intérêts, se montre plus réservé et mesuré.

À l'approche des élections d'octobre 1928, les contacts se multiplient dans la plus grande discrétion entre Musy et des chefs de l'industrie, du commerce et de la finance. Depuis plusieurs années, tous ne cessent d'ailleurs de tirer à la même corde. Certaines relations remontent aux années 1910 et plus particulièrement à la Première Guerre mondiale. Puis, Musy devenu conseiller fédéral, de mémorables campagnes les ont réunis en plusieurs occasions, ainsi contre l'initiative proposant un prélèvement unique sur la fortune (1922), contre l'initiative Rothenberger (1925) et contre le monopole du blé (1926), cette dernière bataille ayant en outre permis à Musy de supplanter Schulthess dans le cœur des cercles dirigeants de l'économie suisse. Le réseau sur lequel se constitue l'Association suisse pour la solidarité économique ne date donc pas de la dernière pluie. Rompu à l'exercice de la politique extraparlamentaire, pratiqué intensivement depuis son entrée sur la scène nationale, le conseiller fédéral fribourgeois est plus enclin à dévoiler toutes ses cartes dans les réunions tenues en catimini qu'à la tribune des assemblées publiques. Entre le tribun aux discours carrés qui impressionne les foules et le stratège florentin qui s'agite dans les coulisses, le décalage prend la forme du grand écart.

Au début août 1928, Musy soumet les brochures écrites par Joseph Beck et Rudolf Grob à son petit club de grands capitaines de l'économie helvétique. Il demande leur avis sur ces textes et les invite à se rencontrer chez lui à Berne<sup>298</sup>. La réunion, qui n'a aucun caractère public comme le reste de l'opération, a lieu le 21 août<sup>299</sup>. Profitant de fuites très précises sur cette rencontre, le *Volksrecht* socialiste de Zurich parlera, avec une pointe d'ironie, de «table ronde de Jean-

---

<sup>296</sup> L'Association suisse pour la solidarité économique, très peu connue du public et à l'existence plutôt brève, n'apparaît pas sous un nom abrégé. C'est nous, pour des raisons de commodité, qui avons choisi de lui donner cette dénomination abrégée.

<sup>297</sup> Dans une récente thèse, à maints égards pionnière, l'historien Christian Werner a apporté un éclairage inédit sur l'ASSE, groupement très peu connu à l'époque même de sa brève existence. Pour de plus amples informations sur cette association, voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 53-79.

<sup>298</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 83, en particulier le dossier «Ergänzungen».

<sup>299</sup> AfZ, fs Grob, I, 1.1: Pv de l'assemblée constitutive du 21.8.1928.

Marie Musy» et d'«offensive des millionnaires»<sup>300</sup>.

Le 21 août 1928, sous la présidence du jour de Jean-Marie Musy, l'assemblée composée de celui-ci, Rudolf Bindschedler, Henry Burrus, Alexandre Cailler, Louis Dapples, Edouard de Goumoëns, Heinrich Heer, Bruno Kaiser, Agostino Nizzola, Hans Pfyffer von Altishofen, Dietrich Schindler-Huber, Ernst Schmidheiny et Beat Stoffel se constitue en Association suisse pour la solidarité économique<sup>301</sup>. Le professeur Joseph Beck et le directeur Rudolf Grob sont présents en tant que conseillers consultatifs. Collaborateur de la *NZZ* et futur membre en vue du parti radical de Zurich, Edmund Richner est choisi comme secrétaire de l'ASSE<sup>302</sup>. Un comité provisoire est également élu lors de l'assemblée du 21 août. Il comprend Dapples (remplaçant: Cailler), Heer (remplaçant: de Goumoëns) et Bindschedler (remplaçant: Burrus). Musy, Beck et Grob doivent être invités à toutes les séances du comité en tant que conseillers consultatifs<sup>303</sup>.

Au sein du petit comité de l'Association suisse pour la solidarité économique, Louis Dapples fonctionne comme président, du moins au début semble-t-il<sup>304</sup>. De tous les leaders de l'économie helvétique réunis par Musy, l'influent directeur de Nestlé est sans doute l'un de ceux qui s'engagent le plus dans la création de l'ASSE. Dapples modère toutefois son élan sitôt l'automne 1928 passé. Déjà à cette époque, le colonel Gustav Thurnherr de Zollikon intègre l'ASSE où il se voit confier la gestion des affaires du mouvement<sup>305</sup>. Avec le secrétaire Edmund Richner, Thurnherr semble dès lors supporter le plus gros du travail effectif fourni par l'ASSE. Il endosse un rôle que d'autres membres plus éminents de l'ASSE ne souhaitent manifestement pas ou plus assumer au-delà des élections d'octobre<sup>306</sup>. La crainte de devoir affronter à découvert l'opinion publique rend certes prudent plus d'un membre de l'ASSE<sup>307</sup>. Les très rares documents que l'ASSE communique en son nom à l'extérieur du cercle de ses membres sont d'ailleurs signés par Thurnherr et Richner qui, à bien des égards, sont des subalternes

---

<sup>300</sup> s.n.: «Jean-Marie Musys Tafelrunde. Die Offensive der Millionäre gegen die Arbeiterschaft», in *Volksrecht*, 10.10.1928.

<sup>301</sup> AfZ, fs Grob, I, 1.1: Pv de l'assemblée constitutive du 21.8.1928. Sur cette assemblée constitutive, voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 58-59.

<sup>302</sup> Edmund Richner doit sa place de secrétaire de l'ASSE surtout à l'action conjuguée de Louis Dapples, Rudolf Bindschedler et Rudolf Grob. Il bénéficie également de la recommandation et de la compréhension d'Albert Meyer, rédacteur en chef de la *NZZ* et futur conseiller fédéral. Outre Edmund Richner, le secrétariat de l'ASSE emploie Walter Hildebrandt. Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 56-58.

<sup>303</sup> AfZ, fs Grob, I, 1.1: Pv de l'assemblée constitutive du 21.8.1928.

<sup>304</sup> AF, fs Musy, vol. 83 : lettre de H. Heer à J.-M. Musy, 13.9.1928.

<sup>305</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 59-61.

<sup>306</sup> Voir AfZ, fs Grob, I, 4.3: lettre de G. Thurnherr à E. de Goumoëns, 15.3.1929 (copie). Voir aussi AfZ, fs Grob, I, 3.11: lettre de G. Thurnherr à R. Grob, 15.3.1929.

<sup>307</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 83 : lettre de H. Heer à L. Dapples, 13.9.1928.



utilisés comme des tampons. De manière générale, l'ASSE se signale par son opacité. Que sa principale action se concrétise au moyen d'une brochure volontairement anonyme est emblématique.

Du point de vue financier, l'Association suisse pour la solidarité économique dispose d'un potentiel considérable. Une liste de souscription, mise en circulation parmi la douzaine de chefs d'entreprise présents à l'assemblée constitutive du 21 août, atteint sans coup férir la somme de 83'000 francs<sup>308</sup>. C'est sur un compte spécial au nom de Louis Dapples auprès du Crédit Suisse à Zurich que les membres de l'ASSE doivent verser leur obole<sup>309</sup>. Le 22 août déjà, Dapples annonce au Crédit Suisse et à son directeur Rudolf Bindschedler le versement de 10'000 francs de la part de Nestlé sur le compte spécial de l'ASSE<sup>310</sup>. Le pasteur Rudolf Grob, par ailleurs très proche de Dapples, a pouvoir de disposer du compte en accord avec le comité de l'ASSE<sup>311</sup>. De la réunion du 21 août, il ressort également que l'ASSE envisage de constituer dans les prochains mois un fonds de 200'000-300'000 francs afin de financer certains projets à long terme<sup>312</sup>. Toutefois, après avoir réglé l'addition engendrée par la coûteuse campagne antisocialiste pour les élections fédérales d'octobre 1928, l'ASSE a d'évidentes difficultés à tenir ses objectifs, notamment faute de ressources financières. Au printemps 1929, soit au moment même où elle tombe dans un quasi-coma, l'association affiche une santé financière peu brillante. Partie sur les chapeaux de roue, elle s'essouffle donc très rapidement<sup>313</sup>.

Des différentes discussions de l'Association suisse pour la solidarité économique, il se révèle que celle-ci ne tient pas à trop augmenter le nombre de ses membres. Le club, déjà très fermé dans sa forme initiale, doit se restreindre au cercle des grands capitaines de l'économie, actifs en premier lieu dans l'industrie, le commerce, la banque et les assurances. Tout juste souhaite-t-on, notamment Musy, l'élargir à une représentation de l'agriculture, notamment à un membre de l'USP. On pense par exemple au conseiller national Rudolf Minger<sup>314</sup>. Une fois de

---

<sup>308</sup> AfZ, fs Grob, I, 1.1: Pv de l'assemblée constitutive du 21.8.1928.

<sup>309</sup> AF, fs Musy, vol. 83: circulaire n° 2 aux membres du comité de l'ASSE, 28.8.1928. Voir aussi AfZ, fs Grob, I, 1.1: Pv de l'assemblée constitutive du 21.8.1928.

<sup>310</sup> AfZ, fs Grob, I, 1.4: lettres de L. Dapples au Crédit Suisse et à R. Bindschedler, 22.8.1928.

<sup>311</sup> AfZ, fs Grob, I, 1.1: Pv de l'assemblée constitutive du 21.8.1928; 1.4: lettre de L. Dapples au Crédit Suisse, 22.8.1928. Sur la relation privilégiée entre Dapples et Grob, voir C. WERNER: *op. cit.*, p. 54 et n. 11 p. 348.

<sup>312</sup> AfZ, fs Grob, I, 1.1: Pv de l'assemblée constitutive du 21.8.1928. En avril 1929, l'assemblée générale de l'ASSE fixe la cotisation annuelle à 1'000 francs par membre. (AfZ, fs Grob, I, 2.3: Pv de l'assemblée générale de l'ASSE du 25.4.1929). Selon les statuts de l'ASSE de novembre 1929, la cotisation annuelle se monte à 100 francs au moins. (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: statuts de l'ASSE, 29.11.1929).

<sup>313</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 61-63.

<sup>314</sup> AfZ, fs Grob, I, 2.3: Pv de l'assemblée générale de l'ASSE du 25.4.1929. Voir aussi AfZ, fs Grob, I, 2.2: Pv des séances du comité de l'ASSE des 14.9.1928 et 10.12.1928.

plus, Musy se place à la croisée de l'industrie, de la finance et de la paysannerie. Et, même lorsqu'il discute de la question sociale, il n'envisage à aucun moment d'intégrer l'élément ouvrier.

En octobre 1929, à la recherche de nouveaux membres pour l'Association suisse pour la solidarité économique, Musy se tourne naturellement vers Genève où, depuis longtemps, il est fort apprécié par la grande bourgeoisie du lieu. En outre, le *Journal de Genève*, par la voix de René Payot, n'a-t-il pas été l'un des premiers à féliciter l'ASSE de ses intentions louables de résoudre la question sociale?<sup>315</sup> Soucieux de renforcer la participation romande au sein de l'ASSE, de fait moribonde à cette époque, le chef du DFFD s'adresse directement à Théodore Aubert, président de l'EIA, organisation qui se propose de combattre sur le plan international l'influence du Komintern. Aubert dispose lui-même d'un puissant réseau de relations<sup>316</sup>. Il recommande l'initiative du chef des finances fédérales à Henry Chauvet, banquier; Frédéric Dominicé, banquier; Victor Gautier, banquier; Alfred Georg, directeur de la compagnie d'assurances La Genevoise; Albert Pictet, banquier; René Hentsch, banquier et membre du Bureau permanent de l'EIA; Albert Och; ainsi que Martin Naef, industriel, conseiller d'État (1927-1931) et conseiller aux États (1928-1931)<sup>317</sup>. Selon les sources consultées, Alfred Georg, qui entretient d'ailleurs des contacts assez étroits avec Musy depuis la Première Guerre mondiale, Henry Chauvet, beau-père de Théodore Aubert, Victor Gautier et le Bureau permanent de l'EIA adhèrent à l'ASSE<sup>318</sup>.

Toutefois, à cette époque, soit au début de 1930, l'association créée sous le patronage de Musy se trouve déjà, comme l'attestent les archives disponibles, dans une profonde léthargie<sup>319</sup>. Bien plus, lorsqu'il prend contact à la fin de

---

<sup>315</sup> Voir R. P. [R. PAYOT]: «Une brochure retentissante», in *Journal de Genève*, 24.10.1928.

<sup>316</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres de J.-M. Musy à T. Aubert, 4 et 14.10.1929; de T. Aubert à J.-M. Musy, 14.10 et 16.12.1929.

<sup>317</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à ces personnes, 14.3.1930. Théodore Aubert et la plupart des personnes qu'il contacte sont proches, voire membres de la Chambre de commerce de Genève, de la section genevoise de la Ligue contre l'étatisme et/ou de l'UDE. Ces trois associations — dirigées par de grands bourgeois, des industriels et des hommes d'affaires — défendent toutes le libéralisme économique, des finances publiques saines par une réduction des dépenses et le fédéralisme comme élément nécessaire à la structure du pays. Elles luttent bien entendu contre le socialisme et le communisme. Voir Y. CASSIS: *L'Union de Défense Économique. La bourgeoisie genevoise face à la crise 1923-1932*, Genève, Presses Universitaires Romandes, 1976, 160 p.

<sup>318</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 18.3.1930; carte de V. Gautier (à T. Aubert), 25.3.1930.

<sup>319</sup> Au sujet de la dissolution plus ou moins tacite de l'ASSE, voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 65-67. Sur la base du fonds Grob (AfZ), il ressort que l'ASSE n'est de fait plus en activité au moment même où Musy s'adresse à Théodore Aubert, soit au début octobre 1929. Après la séance de l'ASSE du 20 septembre 1929, à une époque où l'association se trouve déjà dans un état quasi végétatif, il se peut que, en se tournant du côté de Genève, Musy tente de donner un second souffle à l'ASSE. Dans cette éventualité, il n'obtient manifestement pas l'effet escompté, d'autant plus que les adhésions genevoises qu'il recueille ne tombent qu'en

l'année 1929 avec Théodore Aubert, Musy semble être le dernier des membres de l'Association suisse pour la solidarité économique à encore s'activer quelque peu pour la maintenir en vie. Après l'offensive de l'automne 1928, d'autres adhérents de l'ASSE préfèrent opter pour le repli, en particulier du côté de Zurich. Les élections passées, la réalité reprend le dessus, d'autant plus que la vague rouge a pu être contenue. En outre, que les largesses de l'ASSE profitent, du point de vue politique, surtout à Musy et aux conservateurs-catholiques ne plaît pas à tout le monde au sein de l'association<sup>320</sup>. L'antisocialisme de certains radicaux et protestants a tout de même des limites. Et, à long terme, il n'est pas sage de ne miser que sur Musy: rien ne sert de provoquer trop ouvertement Schulthess qui, malgré tout, occupe lui aussi un poste clé. Ainsi, après ses contacts étroits avec Musy, le cimentier Schmidheiny préfère se rapprocher de Schulthess<sup>321</sup>. À la mi-novembre 1928, Rudolf Bindschedler, directeur général du Crédit Suisse, fait lui déjà part de son intention à Rudolf Grob de quitter le comité de l'ASSE<sup>322</sup>. Une année plus tard, seul Musy paraît encore croire à l'avenir de son association.

Le réseau sur lequel a été érigée l'Association suisse pour la solidarité économique subsiste pourtant dans une large mesure. Sans apparaître sous ce nom, quelques-uns de ses membres ne tarderont pas à se manifester, notamment pour saper la loi d'application sur l'AVS présentée par Schulthess et soumise en votation populaire en 1931<sup>323</sup>. Puis, dès le début du printemps des fronts, des anciens de l'ASSE rejoindront la Ligue pour le peuple et la patrie, créée le jour même où le peuple se prononcera sur la «lex Musy» (28 mai 1933). La Ligue pour le peuple et la patrie étant dissoute en 1936, plusieurs de ces personnalités intégreront aussitôt une nouvelle association, le Redressement national dont Musy sera l'un des principaux fondateurs. Les étiquettes changent au gré des circonstances, comme pour brouiller les pistes, alors que les hommes et leur programme restent: défense du libéralisme économique et lutte contre le socialisme. Certes, le réseau ne manque pas d'évoluer selon la conjoncture, certaines personnes se trouvant même à l'occasion en opposition avec d'anciens alliés.

---

mars 1930. À cette époque, l'ASSE ne doit exister, à notre connaissance, plus que sur le papier.

<sup>320</sup> Voir AfZ, fs Grob, I, 4.3: lettre de G. Thurnherr à E. de Goumoëns, 15.3.1929 (copie), ainsi que 3.11: lettre de G. Thurnherr à R. Grob, 15.3.1929.

<sup>321</sup> Voir AfZ, fs Grob, I, 3.11: lettre de G. Thurnherr à R. Grob, 15.3.1929; ainsi que H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, p. 165.

<sup>322</sup> C. WERNER: *op. cit.*, p. 59.

<sup>323</sup> Vu les propos tenus en 1929 au sein de l'ASSE, cette opposition n'a rien de surprenant. Voir *ibid.*, pp. 66-67.

#### 2.4.2. *Rentabilité économique, responsabilité sociale et rénovation nationale*

Le programme de l'Association suisse pour la solidarité économique porte indiscutablement la griffe de Musy<sup>324</sup>. La question sociale y occupe une place centrale. L'objectif à long terme de l'ASSE est de parvenir à la résoudre. Pour le promoteur de l'ASSE, il faut répondre au socialisme par des actes. En février 1928, cachant à peine son scepticisme à l'égard des partis politiques traditionnels, il fait la réflexion suivante au professeur Joseph Beck: «Je suis convaincu que l'heure n'est plus aux paroles et aux phrases. Le peuple est saturé, rassasié de la phraséologie creuse des politiciens dont il se méfie. C'est sur le terrain des réalisations qu'il faut avoir le courage d'opérer. Il faut que ceux-là seuls qui ont la direction des grands leviers économiques et industriels prennent enfin conscience de leur responsabilité sociale. Eux seuls peuvent rattacher l'ouvrier à l'usine et l'arracher aux attraites de la vague rouge.»<sup>325</sup> Convaincu que «l'action actuelle du parti socialiste a un caractère nettement politique», il écrit également à l'industriel Edouard de Goumoëns qu'il «y a un intérêt capital au point de vue tactique à ne pas laisser le monopole de l'activité sociale à ceux qui s'en occupent dans un but surtout politique»<sup>326</sup>.

Sur le terrain des réalisations, les nécessités économiques et les considérations politiques prennent toutefois rapidement le dessus. Groupement formé dans l'appréhension des élections d'octobre 1928, l'Association suisse pour la solidarité économique obtient ses résultats les plus concrets dans la lutte contre le socialisme et partant dans la sauvegarde du libéralisme économique. Quant au volet social, rien de palpable ne sort de l'association elle-même. De fait, la solidarité qu'elle prêche sous l'aiguillon socialiste relève pour une bonne part d'un souci électoraliste. Certes, tous les industriels réunis par Musy pratiquent déjà dans leur entreprise une certaine politique sociale. Ainsi, bien avant que le législateur ne s'en mêle, quelques-uns d'entre eux ont, par exemple, introduit une assurance-maladie et des allocations familiales pour leurs employés. D'autres leur ont construit des logements et mis à disposition des cantines. Les motivations

---

<sup>324</sup> À en croire plusieurs documents, Musy participe lui-même à la rédaction du programme finalement adopté par l'ASSE. Toutefois, il ressort que Rudolf Grob, Gustav Thurnherr et Edmund Richner y travaillent également. (Voir AfZ, fs Grob, I, 2.2: Pv de la séance du comité de l'ASSE du 10.12.1928; 2.3: Pv de l'assemblée générale de l'ASSE du 25.4.1929; ainsi que BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à T. Aubert, 4.10.1929). Rudolf Grob a fourni à Musy, rappelons-le, un projet de programme déjà en février 1928. Sur les statuts de l'ASSE, voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 60-61.

<sup>325</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Beck: lettre de J.-M. Musy à J. Beck, 4.2.1928.

<sup>326</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Goumoëns: lettre de J.-M. Musy à E. de Goumoëns, 13.2.1928. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 83, Diversa: lettre de J.-M. Musy à [J.] Rutché, 28.4.1928.

patronales sont diverses. Certaines sont tout à fait louables et sincères. Le calcul n'est toutefois pas absent de ces initiatives. Par quelques concessions dans le domaine social, très souvent insuffisantes aux yeux des socialistes et des syndicalistes, le patronat cherche la plupart du temps à neutraliser le mouvement ouvrier, à faire pièce à tout interventionnisme étatique et à maximiser la rentabilité de ses propres affaires. C'est cet esprit paternaliste, empreint d'antiétatisme et de conservatisme politique, qui prévaut au sein de l'ASSE. Le maître mot de l'association? La solidarité<sup>327</sup>. Musy lui-même la présente comme la panacée au socialisme. Un moyen de concilier rentabilité économique et responsabilité sociale. À nouveau, il s'efforce de trouver la fameuse troisième voie entre le libéralisme manchestérien et le socialisme.

Par solidarité, Musy entend surtout la collaboration entre patrons et ouvriers et le rapprochement entre capital et travail. Selon lui, il faut remplacer la lutte des classes par la collaboration des classes: «L'Association suisse pour la solidarité économique s'efforcera d'unir les grandes forces que la lutte de classes divise pour les opposer.»<sup>328</sup> La solution, pour ne pas dire la guérison tant il tient le socialisme pour une véritable maladie, passe par la déproletarisation des ouvriers. Devant l'ASSE, il ressort de sa sacoche la plupart des antidotes qu'il préconise depuis longtemps: création de logements pour les ouvriers, introduction d'un sursalaire familial (juste salaire), organisation de caisses de compensation, participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise, actionnariat ouvrier, amélioration de la formation professionnelle, lutte contre l'alcoolisme,... Musy est prêt à développer le social pour mieux combattre le socialisme sur son propre terrain. En outre, à la sécularisation de la société, au matérialisme et à l'individualisme croissants, il ne cesse d'opposer la patrie, la famille et la religion. L'idée d'efficience nationale n'est pas non plus étrangère aux mesures prophylactiques que propose le Fribourgeois. La rentabilité maximale de l'économie passe par certaines améliorations sociales. Musy en est convaincu. Aussi suggère-t-il que l'ASSE devienne un lieu d'informations et d'échanges entre les responsables de l'économie, voire une sorte de centre d'études sociales apte à leur fournir d'utiles renseignements pour élever la productivité de leur personnel tout en sauvegardant la paix sociale<sup>329</sup>. Dans l'esprit de Musy, l'intégration de l'ouvrier à l'État bourgeois vise en grande partie à empêcher les conflits sociaux et en particulier à

---

<sup>327</sup> Sur ce concept cher à l'ASSE, voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 71-74.

<sup>328</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: J.-M. Musy: «Association suisse pour la solidarité économique», s.d. (1928/1929), p. 1.

<sup>329</sup> Toutes ces idées apparaissent en particulier dans le programme rédigé par Musy pour l'ASSE (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: J.-M. Musy: «Association suisse pour la solidarité économique», s.d. (1928/1929), 11 p.) et plus généralement dans la plupart des documents qui concernent l'ASSE. (AF, fs Musy, vol. 83 et AfZ, fs Grob,I).

prévenir le recours à la grève. Rapide à parler de solidarité entre les classes, Musy n'envisage pourtant pas d'associer à l'ASSE des représentants du monde ouvrier, qu'ils soient syndicalistes ou socialistes. La solidarité n'implique pas l'égalité entre partenaires. Elle doit plutôt tendre à harmoniser les rapports entre classes dans un ordre social hiérarchisé.

Sur de nombreux points, Musy puise dans la doctrine sociale de l'Église et s'inspire du souvenir idéalisé d'une société rurale solidaire. L'empreinte des années de formation reste profonde. Il n'échappe pas non plus aux grandes discussions contemporaines. Sur d'autres, en particulier en ce qui concerne le rendement maximal et l'efficacité nationale, il inscrit sa réflexion dans le vaste mouvement de rationalisation et d'organisation (cartels, groupes d'intérêts) que l'économie capitaliste mène depuis la fin du XIXe siècle. Une tendance, indissociable de l'enchevêtrement croissant de l'État et de l'économie, qui s'accroît durant la première moitié du XXe siècle dans le cadre de ce que d'aucuns appellent le «capitalisme organisé»<sup>330</sup>. De là, Musy n'a aucune peine à prendre au même moment le train du corporatisme en marche. Il y voit la panacée au problème d'une délimitation toujours plus floue entre les secteurs économiques, sociaux et politiques. Grâce au corporatisme, il croit pouvoir enfin fixer des frontières claires entre économie, société et État, à un moment où, autour de 1928, l'emprise croissante, voire excessive de l'économie sur la politique («*Verwirtschaftlichung der Politik*») occupe la discussion<sup>331</sup>. Par corporatisme, un terme à la mode, il a également vite fait de promouvoir à nouveau la rentabilité économique et la responsabilité sociale. Séduit par le modèle italien, il espère surtout, grâce au corporatisme, casser les reins au socialisme.

Outre la rentabilité économique et la responsabilité sociale, toutes deux clairement professées par l'Association suisse pour la solidarité économique, celle-ci défend déjà, en filigrane, l'idée d'une rénovation nationale. En combattant le socialisme et l'étatisme, elle prétend lutter contre le déclin qui, selon elle, mine le pays depuis plusieurs années. Elle estime qu'il faut remettre de l'ordre dans la maison suisse. Ainsi, sous plusieurs rapports, l'ASSE préfigure un mouvement de rénovation nationale comme la Ligue pour le peuple et la patrie,

---

<sup>330</sup> Pour une critique du concept de «capitalisme organisé», concept remontant aux années 1910 et repris au début des années 1970, voir H.-U. WEHLER: *Deutsche Gesellschaftsgeschichte... op. cit.*, pp. 663-665. Sur la rationalisation de l'économie helvétique, voir R. JAUN: *Management und Arbeiterschaft. Verwissenschaftlichung, Amerikanisierung und Rationalisierung der Arbeitsverhältnisse in der Schweiz 1873-1959*, Zürich, Chronos, 1986, 505 p.

<sup>331</sup> Pour un écho contemporain, voir E. DÜRR: *Neuzeitliche Wandlungen in der schweizerischen Politik. Eine historisch-politische Betrachtung über die Verwirtschaftlichung der politischen Motive und Parteien*, Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1928, 121 p.

créée au printemps 1933, et certains groupes de pression politico-économiques actifs dès les années 30 et 40, tels le Redressement national, la Ligue des non-subventionnés (Bund der Subventionslosen), la Société pour le développement de l'économie suisse (Gesellschaft zur Förderung der schweizerischen Wirtschaft; abrégée en français SDES) et le «Trumpf Buur»<sup>332</sup>. Même si, en définitive, l'ASSE n'exerce pas vraiment une grande influence sur la politique suisse, exception faite des élections au Conseil national d'octobre 1928, elle est du point de vue idéologique, comme le note Christian Werner, un important précurseur de futurs mouvements de rénovation et groupes de pression politico-économiques<sup>333</sup>.

## 2.5. Tir de barrage contre le socialisme: les élections au Conseil fédéral de 1928 et 1929

Fort du succès conservateur enregistré lors des élections au Conseil national d'octobre 1928, Musy craint sans doute moins l'approche de celles au Conseil fédéral. Depuis les élections de décembre 1919, celui-ci se compose de cinq radicaux et deux conservateurs. Sous le coup de la grève générale de 1918, le gouvernement avait évoqué la participation socialiste à l'exécutif fédéral. Mais, sitôt le gros de l'averse derrière eux, les partis gouvernementaux ne montrent aucun empressement à partager le pouvoir avec les socialistes. Toutefois, la question de leur participation aux responsabilités gouvernementales provoque, surtout à la fin des années 1920, de vifs débats dans le camp bourgeois et même des controverses jusque dans les rangs socialistes<sup>334</sup>.

La droite bourgeoise accorde certes quelques concessions. Ainsi, en 1922, Emil Klöti, socialiste modéré de Zurich, assume la présidence du Conseil national. En 1926, l'élection éventuelle de Robert Grimm à la même fonction pour 1927 suscite elle une vague de protestations. L'opposition la plus farouche vient notamment de Fribourg, forteresse catholique où l'homme de Zimmerwald et ancien meneur de la grève générale a laissé le plus mauvais des souvenirs. Le 21 novembre 1926, Fribourg est le théâtre d'un imposant rassemblement populaire contre Grimm, alors vice-président du Conseil national et, selon l'usage, candidat numéro un à la présidence. Près de 10'000 personnes, venues surtout de Suisse romande, participent à la «Landsgemeinde» de Fribourg pour manifester contre la

---

<sup>332</sup> Dans la deuxième partie de sa thèse, Christian Werner (*op. cit.*, pp. 51-238) présente l'histoire de ces groupements et montre, également en conclusion (*ibid.*, pp. 293-302), leurs divers points communs.

<sup>333</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>334</sup> Sur l'histoire de la participation des socialistes suisses au gouvernement, voir B. DEGEN: *Sozialdemokratie: Gegenmacht? Opposition? Bundesratspartei? Die Geschichte der Regierungsbeteiligung der schweizerischen Sozialdemokraten*, Zürich, Orell Füssli, 1993, 159 p.

candidature de Grimm à la présidence de la plus haute autorité législative du pays<sup>335</sup>. Plusieurs personnalités proches de Musy se trouvent au nombre des organisateurs de cette manifestation patriotique<sup>336</sup>.

Jean Hennessy, ambassadeur de France à Berne, relève que les orateurs y ont tenus de «violents discours» et, non «contents de s'attaquer à la personnalité d'un homme politique, ils ont mis en cause le parlementarisme lui-même, dont le fonctionnement aveugle risquait de placer un disciple de Lénine à la tête d'une des plus hautes magistratures du pays, malgré l'indignation de l'opinion publique»<sup>337</sup>. Parmi les orateurs les plus vindicatifs présents sur les bords de la Sarine se trouvent l'avocat genevois Théodore Aubert et le docteur Eugène Bourquin de La Chaux-de-Fonds<sup>338</sup>, deux compagnons d'armes de la lutte anticommuniste menée par Musy après sa démission du Conseil fédéral en 1934. À l'époque où nous sommes, Aubert, président de l'EIA, n'hésite pas à menacer les conseillers nationaux qui voteront pour Grimm ou ceux qui le laisseront passer. La «nation se chargera de la purification nécessaire», dit-il à leur adresse<sup>339</sup>. On accuse Grimm de toutes les tares: ennemi de l'ordre, de l'armée, de la patrie et de la religion, agent de Moscou, fomenteur de la grève générale et responsable des victimes de la grippe de 1918. Un des membres du comité cantonal à la tête de la «Landsgemeinde» de Fribourg, le colonel de Diesbach, ami d'Henri Guisan et de Musy, affiche lui aussi en décembre 1926, lors d'une séance du comité de la Fédération patriotique suisse, une vive méfiance à l'égard du Conseil national, où les socialistes et les tenants de la gauche bourgeoise parviennent à se faire directement élire par le peuple. L'officier fribourgeois aspire à une «renaissance nationale»<sup>340</sup>. Quant à l'historien militaire Paul de Vallière, lui aussi un

---

<sup>335</sup> *La Liberté*, notamment par la voix vengeresse de Vindex (l'abbé Alfred Collomb), mène une vive campagne contre Grimm. Voir p.e. VINDEIX: «Pour l'honneur», in *La Liberté*, 16.11.1926; VINDEIX: «La landsgemeinde de l'honneur», in *La Liberté* 17.11.1926; VINDEIX: «Pourquoi ils sont morts», in *La Liberté*, 20.11.1926. — Comme il appert d'une liste de sociétés fribourgeoises publiée en 1938, à l'occasion de la landsgemeinde de Colombier, l'abbé Alfred Collomb représente le groupe fribourgeois de la Fédération patriotique suisse. (Voir sous: «Appel aux Fribourgeois», in *La Liberté*, 2.5.1938).

<sup>336</sup> Le comité cantonal qui appelle à manifester contre la candidature de Grimm se compose notamment de Léo de Meyer, Bernard de Weck, Marcel Vonderweid, Alexandre Cailler, Ernest Perrier et Roger de Diesbach. (s.n.: «Appel», in *La Liberté*, 15.11.1926). Alors que la presse consultée ne mentionne pas la participation de Musy à la «Landsgemeinde», Scheurer écrit en décembre 1926: «Er [Musy; n.d.a.] hat übrighens letzthin noch Zeit gefunden, um in Freiburg an einer Versammlung teilzunehmen, in der gegen die Wahl von Grimm zum Nationalratspräsidenten protestiert werden sollte; das hat er uns aber sorgsam verschwiegen.» (Journal de Scheurer, 23.12.1926, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 220).

<sup>337</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 28: de J. Hennessy à A. Briand, 23.11.1926.

<sup>338</sup> Leur discours est reproduit dans *La Liberté*, 22.11.1926.

<sup>339</sup> Extrait du discours de T. Aubert reproduit dans *La Liberté*, 22.11.1926.

<sup>340</sup> W. GAUTSCHI: *Le général Guisan. Le commandement de l'armée suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, Lausanne, Payot, 1991, p. 52. Selon un avis mortuaire, Roger de Diesbach



pourfendeur infatigable des détracteurs de l'armée, il publie justement en 1926 une série d'articles dans la *Tribune de Lausanne*, repris sous forme de brochure, plusieurs fois rééditée, où il fait de Grimm l'exécutant des sombres desseins de Moscou lors de la grève générale de 1918, une fois de plus interprétée comme le résultat d'un vaste complot bolchevique fomenté de longue date<sup>341</sup>. — Le 6 décembre 1926, Grimm n'est pas élu. La droite nationale-conservatrice peut momentanément souffler. Toutefois, elle éprouve à l'évidence un malaise croissant.

Arrivent les élections au Conseil fédéral du 13 décembre 1928<sup>342</sup>. Pour l'occasion, à en croire le socialiste Ernst Reinhard, Musy opère de sorte que conservateurs, agrariens et radicaux de droite fassent bloc contre les socialistes<sup>343</sup>. Élu sans grands remous, le radical vaudois Marcel Pilet-Golaz remplace Ernest Chuard, démissionnaire. Si celui-ci n'a pas entretenu de relations privilégiées avec Musy, le nouveau venu devient rapidement un allié précieux du Fribourgeois dans la poursuite de son programme financier et dans la lutte contre le communisme<sup>344</sup>. Pilet-Golaz vient également d'un canton où l'idée fédéraliste est très forte. De plus, comme Musy, il a un certain goût pour les régimes forts. En 1926, en plein débat sur les conditions d'engagement des fonctionnaires, le chef du DFFD avait d'ailleurs déjà pu se féliciter des propos musclés du conseiller national Pilet-Golaz, chaud partisan, comme lui, de l'interdiction du droit de grève<sup>345</sup>. Le Fribourgeois et le Vaudois ont donc quelques bonnes raisons de s'entendre. À eux deux, ils incarnent désormais surtout la ligne dure à l'égard de l'URSS. Une fois de plus, la Suisse romande se présente comme une terre de prédilection de l'anticommunisme.

Le remplacement à la fin 1929 de deux conseillers fédéraux radicaux — le Zurichois Robert Haab, qui part à la retraite, et le Bernois Karl Scheurer, décédé

---

est membre fondateur du groupement fribourgeois de la Fédération patriotique suisse. (*La Liberté*, 23.11.1938).

<sup>341</sup> [P. de VALLIERE:] *Les troubles révolutionnaires en Suisse de 1916 à 1919, par un témoin*, Lausanne, Payot, 1926, 80 p. — Données bio. sur Paul de Vallière (1877-1959): R. JAUN (s.l.d.): *Der Schweizerische Generalstab... op. cit.*, p. 376.

<sup>342</sup> Voir P. MENZ: *op. cit.*, pp. 100-115; A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 101-106.

<sup>343</sup> E. REINHARD: «Nach dem Nationalratswahlkampf», in *Rote Revue*, décembre 1928, n° 4, p. 107.

<sup>344</sup> Malgré nos demandes réitérées, il ne nous a pas été possible d'avoir accès aux archives privées d'Ernest Chuard qui, à notre connaissance, contiennent entre autres un journal tenu par l'ancien collègue de Musy.

<sup>345</sup> *Bst CN*, 17.6.1926, pp. 494-496 (intervention de Pilet-Golaz); *Bst CN*, 21.6.1926, p. 511 (commentaire de Musy sur le «discours remarquable» de Pilet-Golaz). En 1940, le ministre d'Allemagne à Berne, Otto Köcher, rappellera que, en tant que jeune capitaine, Pilet-Golaz a prêté la main en novembre 1918 pour briser la grève générale. Voir D. BOURGEOIS: «L'image allemande de Pilet-Golaz, 1940-1944», in *Études et Sources*, 4, 1978, p. 82.

le 14 novembre — donne lieu à des élections beaucoup plus mouvementées<sup>346</sup>. L'alternative du scrutin? Renforcement du bloc bourgeois ou ouverture à gauche. Que le PSS, avec une puissance électorale à peu près égale à celle du parti radical et supérieure à celle du PCPS, ne participe pas aux responsabilités gouvernementales, semble étrange, voire malsain à beaucoup de citoyens. Peu avant sa mort, Scheurer, chef des affaires militaires, estime ainsi qu'il est dans l'intérêt de la Suisse de voir les socialistes modérés participer au Conseil fédéral, l'exclusion d'un quart des électeurs étant même dangereuse pour l'existence du pays<sup>347</sup>. Une vision des choses que Musy ne partage certainement pas.

À la veille des élections au Conseil fédéral, le PSS présente la candidature du modéré Emil Klöti, maire de Zurich et conseiller national. Pour cette première tentative d'accéder au gouvernement fédéral, il vise la succession zurichoise<sup>348</sup>. La position du parti et celle de son candidat à l'égard de la défense nationale représentent toutefois un obstacle qui s'annonce infranchissable. Le PAB lui revendique le siège bernois en présentant Rudolf Minger. Comme le parti radical ne veut pas perdre d'un coup deux sièges au gouvernement, son groupe parlementaire décide finalement de soutenir Minger et de nommer comme candidat le radical de gauche Oskar Wettstein, conseiller d'État zurichois et conseiller aux États. Les conservateurs appuient dès le début la candidature de Minger pour reprendre le siège laissé vacant par Scheurer. Quant au second fauteuil, ils penchent, à l'approche des élections, en faveur du radical de droite Albert Meyer, rédacteur en chef de la *NZZ* et proche des cercles dirigeants de

---

<sup>346</sup> Voir R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 162-166; P. MENZ: *op. cit.*, pp. 116-186; A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 107-136; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 206-212.

<sup>347</sup> AF, fs Scheurer, journal, 23.9.1929, p. 160.

<sup>348</sup> Au sujet du fauteuil zurichois, on peut noter en marge l'apparition en octobre 1929 d'un comité d'action hors parti en faveur de la candidature, très vite abandonnée, du juriste zurichois Max Huber, président du CICR, ainsi que président du c.ad. de la fabrique de machines Oerlikon et d'Alusuisse. Max Huber ne donne lui-même pas la main à ce mouvement. L'initiative de ce comité, teintée de méfiance à l'égard du parlement et des partis, vise le siège zurichois menacé par les prétentions socialistes. Il est intéressant de relever ici que l'on trouve, parmi les membres du comité d'action, la majorité des auteurs de la brochure *Gegen den Strom* — dont certains très proches de l'ASSE fondée sous la houlette de Musy —, soit Rudolf Grob (directeur), Walter Hildebrandt (docteur en droit), Charles Schüle (rédacteur) et Wilhelm Schweingruber (chef d'entreprise). Au sein de ce comité en faveur de la candidature de Max Huber, on remarque également la présence de l'avocat Wilhelm Frick et du colonel divisionnaire Ulrich Wille. (La liste de ce comité d'action, comportant 109 signatures, est publiée sous: «Aufruf zur Bundesratswahl an die Bevölkerung des Kantons Zürich», in *NZZ*, 29.10.1929). Comme le rapporte Ernest Bovet en 1934, environ la moitié de ce comité d'action surgi en 1929 appartient à deux mouvements créés entre-temps, soit la Ligue pour le peuple et la patrie et le Front fédéral, ainsi qu'à la *Reformierte Schweizer Zeitung*. (Voir E. BOVET: «Eine Bundesratskandidatur», in *Festgabe für Max Huber zum sechzigsten Geburtstag*, 28. Dezember 1934, Zürich, Schulthess, 1934, p. 26). Ajoutons que certains membres de ce comité d'action se retrouvent également dans le giron du RN dont Musy est l'un des principaux fondateurs en 1936. Sur la candidature de Max Huber, voir aussi A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 112-113 et 129.

l'économie helvétique. Les deux représentants conservateurs au gouvernement, Motta et Musy, incitent leurs coreligionnaires à consolider le bloc bourgeois<sup>349</sup>. Irrités de voir le PCPS allé contre leur volonté, certains cercles radicaux menacent de ne pas élire Musy à la présidence de la Confédération pour l'année 1930<sup>350</sup>. Peu avant les élections au gouvernement, à l'occasion du congrès du PSS, le syndicaliste Robert Bratschi relève lui déjà, avec une pointe d'ironie, que Schulthess et Häberlin incarneront d'ici peu l'aile gauche du Conseil fédéral au cas où Minger et Meyer seraient choisis<sup>351</sup>.

Les élections du 12 décembre 1929 ne peuvent que ravir Musy. Le Bernois Rudolf Minger, homme de la terre comme lui et pressenti peu auparavant pour devenir membre de l'Association suisse pour la solidarité économique, et le Zurichois Albert Meyer, lui aussi proche des milieux financiers, le rejoignent au Conseil fédéral, le premier prenant les rênes du DMF, le second celles du DFI. Les renforts sont précieux. Alliés aux paysans, aux libéraux et aux radicaux de droite, les conservateurs-catholiques, surtout leur aile dure, ont pesé de tout leur poids pour faire pencher la balance à droite. Amers, les socialistes fulminent d'être toujours tenus à l'écart de l'exécutif fédéral. Une fois de plus, ils clouent au pilori Musy, chef selon eux de la réaction et accusé d'avoir fait glisser le gouvernement à droite. À les lire, il tient du démiurge. Ils lui mettent sur le dos l'échec de Klöti et lui attribue l'élection de Meyer et Minger<sup>352</sup>. Sans doute s'agit-il aussi de titiller l'orgueil des radicaux en insinuant qu'ils obéissent au doigt et à l'œil d'un conservateur. Léon Nicole fait de Musy et du PCPS les «trionphateurs» de la journée du 12 décembre<sup>353</sup>. De même, Robert Grimm alloue une influence prépondérante aux conservateurs, qui, à le lire, la doivent pour une bonne part à la considération qu'ils trouvent dans les milieux financiers<sup>354</sup>. De plus, en 1929, Grimm constate lui aussi que les conservateurs-catholiques et en particulier Musy ont pris le commandement au sein du bloc bourgeois<sup>355</sup>. Non sans travestir la réalité, le *Volksrecht* voit déjà quatre conseillers fédéraux conservateurs: «Die

---

<sup>349</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de...* op. cit., p. 166. — Rédacteur en chef de la *Neue Berner Zeitung* et lui-même favorable à la candidature de Minger, Markus Feldmann écrit dans son journal intime, peu avant les élections au CF: «Meldung Haas: Mein NBZ-Artikel, der heute auch im "Schweizer Bauer" erschienen ist, hat ausgezeichnet eingeschlagen. Musy meint, wenn wir so weiterfahren, sei die Sache gemacht und Minger ziemlich gesichert; nach dem allerdings ziemlich unsicheren Musy stellen sich die KK so gut wie geschlossen hinter Minger.» (Journal de Feldmann, 22.11.1929: *Markus Feldmann...* op. cit., p. 183).

<sup>350</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* op. cit., p. 209; C. KAISER: op. cit., p. 156. Selon le tableau de rotation, Scheurer aurait dû être président de la Confédération en 1930. Son décès avance d'une année la seconde présidence de Musy.

<sup>351</sup> R. BRASSEL-MOSER: op. cit., p. 86.

<sup>352</sup> Voir E. REINHARD: «Musy», in *Rote Revue*, avril 1934, n° 8, p. 227.

<sup>353</sup> L. NICOLE: «Après la réunion de l'Assemblée fédérale», in *Le Travail*, 14.12.1929.

<sup>354</sup> Voir R. GRIMM: *Der 12. Dezember des Bürgertums. Ein Nachwort zu den Bundesrats-Wahlen*, Aarau, Druckereigenossenschaft, 1930, p. 32.

<sup>355</sup> R. BRASSEL-MOSER: op. cit., p. 86.

Freude über die Wahl eines der Ihren könnte bei den Ultramontanen nicht grösser sein. Sie wissen zu gut, dass sie am Freisinnigen Dr. Meyer den dritten Konservativen und an Minger den vierten im Bundesrat haben. Sie sind die eigentlichen Sieger des Tages. Die Fraktion Musy wird im Bundesrat stärker sein als je.»<sup>356</sup>

Malgré son élection peu brillante à la présidence de la Confédération pour 1930, Musy est aux anges. Qu'une trentaine de radicaux, pour une bonne part de gauche, lui aient refusé leurs suffrages pour se venger de la non-élection de Wettstein, candidat radical officiel, ne l'empêche de dormir<sup>357</sup>. Il fait figure, plus que jamais, de leader de la droite nationale intransigeante. Son credo? Ne rien céder ni aux socialistes ni à ceux qui, jusque dans les partis bourgeois, suivent selon lui un cours plus ou moins gauchisant. Évincer le plus possible les uns et les autres des affaires du pays. Sa philosophie politique se résume, sans trop forcer le trait, à quelques idées simples, solidement ancrées.

Si, comme le relève Roland Ruffieux, c'est dans les années 1920 que s'édifient les bases de la démocratie consensuelle<sup>358</sup>, force est de constater que Musy représente une des exceptions les plus manifestes à cette évolution générale. Entre intégration et polarisation, l'homme d'État fribourgeois opte très nettement pour le second terme, à l'instar d'une large frange de la bourgeoisie conservatrice. Loin d'approuver la démocratisation en cours, il considère que le renforcement de la gauche modérée et son intégration progressive à l'ordre bourgeois participent d'une tactique de noyautage orchestrée par Moscou. Il comprend bien que la soif de justice et l'espérance d'une vie plus heureuse poussent nombre de citoyens vers le socialisme. Toutefois, il persiste à croire que celui-ci est la plus grande erreur de son temps. Il n'y voit d'ailleurs qu'une idéologie démagogique et en grande partie étrangère à l'Europe.

Son analyse, à jamais marquée par le choc de 1918, n'ira jamais beaucoup plus loin. Les proclamations tonitruantes du Komintern, relevant d'année en année l'avènement prochain de la révolution, renforcent d'ailleurs la hantise de Musy qui prend au pied de la lettre la propagande communiste. Son inclination vers la droite autoritaire s'en trouve fortifiée.

## 2.6. Le refus de tout rapprochement avec l'URSS

Depuis son arrivée au gouvernement, Musy incite à la fermeté à l'égard de la Russie soviétique. À la fin des années vingt, son anticommunisme se manifeste de

---

<sup>356</sup> A. CATTANI: *Albert Meyer... op. cit.*, p. 175.

<sup>357</sup> Voir s.n.: «Le récit d'une matinée historique», in *La Tribune de Lausanne*, 13.12.1929, ainsi que P. MENZ: *op. cit.*, pp. 184-185.

<sup>358</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 133.

plus en plus sous la forme d'un activisme peu courant pour un conseiller fédéral. Très vite, il se montre prêt à sceller toutes les alliances possibles avec ceux qui mènent le même combat que lui. Dès 1929 au moins, il a ainsi des contacts directs avec l'Entente internationale anticommuniste<sup>359</sup>.

Après les remous de l'affaire Conradi-Worowski, Moscou et Berne esquissent, en coulisses, un début de rapprochement<sup>360</sup>. Dans les premiers mois de l'année 1926, la question des relations avec Moscou occupe de nombreuses séances du Conseil fédéral. Il s'agit de trouver une issue au contentieux Worowski, notamment en examinant la possibilité d'accorder une aide matérielle à la fille du délégué assassiné. La Suisse, compte tenu de sa situation internationale, a intérêt à renouer des contacts avec l'URSS, ne serait-ce que pour assurer le plus possible le maintien du siège de la SdN à Genève. Ayant un œil sur l'industrie d'exportation, Motta attend aussi des Soviétiques la levée du boycott qui frappe l'économie suisse<sup>361</sup>. Sur ce point, il rejoint l'avis de Schulthess.

Musy suit lui la ligne idéologique pure et dure. Après avoir menacé, comme nous l'apprenons d'une source de seconde main, de démissionner quelques mois auparavant<sup>362</sup>, il s'enferme dans le rôle de l'opposant systématique souvent mis en minorité au sein du gouvernement<sup>363</sup>. Il refuse jusqu'à la reprise des relations commerciales, préludes selon lui à une reconnaissance *de jure* de l'Union soviétique. Lors de la séance du 31 janvier 1926, il avertit, sur un ton en disant long sur son appréciation du principe de la collégialité, que «si le Conseil fédéral cédait, il se désolidariserait de ses collègues et se réserverait de déclarer publiquement, au moment qui lui semblerait convenable, qu'il a été opposé aux concessions et aux décisions auxquelles le Conseil se serait laissé entraîner»<sup>364</sup>. Ainsi, loin de chercher vraiment une solution avec les autres conseillers fédéraux,

---

<sup>359</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: dossier couvrant la période 1929-1939.

<sup>360</sup> Voir E. BONJOUR: «Versuch einer Normalisierung der schweizerisch-russischen Beziehungen 1925/27», in *RSH*, 23, 1973, 3, pp. 492-509; A. E. SENN: «The Soviet Union's Road to Geneva, 1924-1927», in *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 27, 1979, 1, pp. 69-84; D. DREYER: *op. cit.*, pp. 101-124; H. BÖSCHENSTEIN: *Zwischen Diplomatie... op. cit.*, pp. 34-52; W. HOFER: «Der Abbruch...» *op. cit.*, pp. 236-240.

<sup>361</sup> Pv CF, 12 et 19.1.1926, in *DDS*, vol. 9, resp. pp. 239-240 et 244.

<sup>362</sup> En date du 10 août 1925, le rédacteur Markus Feldmann rapporte dans son journal intime à la suite d'une conversation avec Paul Kubick, un proche de Musy: «Kürzlich sollen die Beziehungen zwischen der Schweiz und Russland wieder soweit "sanieret" gewesen sein, dass das Politische Departement bereit war, sich wegen der Ermordung Worowskys zu entschuldigen und die verlangte Entschädigung an die Witwe Worowsky auszurichten, wenn der russische Warenboykott gegen die Schweiz aufgehoben werde. Musy habe demgegenüber gedroht, er werde unverzüglich *seinen Rücktritt* aus dem Bundesrat nehmen, wenn man die "Bolschewiki wieder hereinlasse". Deshalb sei dann die Sache unterblieben.» (Journal de Feldmann, 10.8.1925: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 47).

<sup>363</sup> Pv CF (secret), 24.1.1926 (*DDS*, vol. 9, p. 255), 31.1.1926 (*DDS*, vol. 9, p. 260), 12.2.1926 (*DDS*, vol. 9, p. 281). Voir également le journal de Scheurer des 19.1, 31.1 et 12.2.1926 (*Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, pp. 289-290).

<sup>364</sup> Pv CF, 31.1.1926, in *DDS*, vol. 9, p. 260.

il n'hésite pas à s'opposer à eux lorsqu'il s'agit de prendre une décision<sup>365</sup>. Fin tacticien, il s'arrange souvent pour ménager sa position personnelle sans trop se soucier de ses collègues.

Deux semaines plus tard, alors que tous les conseillers fédéraux, sauf Musy comme d'habitude, acceptent une formule pouvant aussi peut-être satisfaire les Soviétiques, Motta s'irrite de l'entêtement de son camarade de parti<sup>366</sup>. En général, l'entente entre les deux conseillers fédéraux conservateurs n'est d'ailleurs pas particulièrement bonne. Plus que jamais, le Tessinois doit se mordre les doigts d'avoir soutenu en 1919 la candidature de Musy.

À Moscou, jusque dans le bureau de Maxime Litvinov, vice-commissaire du peuple aux Affaires étrangères, on n'ignore rien de l'attitude de Musy. Ainsi, au début de mars 1926, le Soviétique apprend du représentant de la Croix-Rouge russe en Suisse, alors en voyage à Berlin, que le ministre d'Allemagne à Berne, Adolf Müller, a affirmé, quelques jours après un entretien avec Motta, «que tous les membres du Conseil fédéral à l'exception de Musy qui subirait l'influence du Ministre polonais, Modzelewski<sup>367</sup>, ont actuellement accepté le principe de la

---

<sup>365</sup> Voir le journal de Scheurer en date du 19.1.1926, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 289: «Wie es zum Entscheid gehen soll, will Musy plötzlich nicht mehr mit. Er war schon sowieso die halbe Zeit hindurch nicht da, so dass wir ohne ihn verhandeln mussten, und jetzt weiss er plötzlich alles wieder besser.»

<sup>366</sup> Le 12 février 1926, Scheurer note: «Im Bundesrat ist die Mehrheit dafür, gegebenenfalls diese anzunehmen. Musy spricht sich dagegen aus; es gibt neuerdings plötzlich zwischen ihm und Motta eine Spannung und einen sehr unangenehmen Augenblick.» (*Ibid.*, p. 290). Voir aussi Pv CF, 12.2.1926, in *DDS*, vol. 9, pp. 279-281.

<sup>367</sup> Dans les années 1920, Adolf Müller signale plusieurs fois la polonophilie de Musy. Comme le laisse entendre le ministre d'Allemagne à Berne, l'anticommunisme du magistrat fribourgeois joue un rôle important dans cette inclination. Aussi est-ce sans surprise de voir en 1930 le ministre de Pologne à Berne, Jean Modzelewski, inviter Musy, alors président de la Confédération, pour fêter le 10<sup>ème</sup> anniversaire de la victoire qui refoula, hors des frontières de Pologne, l'«invasion» bolchevique. (AF, fs Musy, vol. 84: lettre de J. (de) Modzelewski à J.-M. Musy, 29.10.1930). Outre l'anticommunisme, nous pouvons également supposer que le facteur confessionnel et un certain antigermanisme, rencontré plusieurs fois chez Musy jusqu'au début des années trente, ne sont pas étrangers à cette sympathie pour la Pologne. Rappelons finalement les liens traditionnels existant entre Fribourg, notamment son Université, et la Pologne. Jeune homme d'une famille aisée, Jean Modzelewski arrive lui-même à Fribourg avec la vague des étudiants polonais attirés par l'Université catholique. Avec son compatriote Ignace Moscicki, futur président de la République polonaise, et d'autres associés, il fonde au début du XX<sup>ème</sup> à Fribourg une fabrique de condensateurs électriques. Toute sa vie, Jean Modzelewski reste très attaché à Fribourg, en particulier grâce à ses liens avec l'aristocratie du lieu. Il épouse Isabelle de Diesbach Bellerocche, tante de Fred de Diesbach. Favorable à l'Entente et actif, depuis la Suisse, dans le mouvement pour une Pologne libre durant la Première Guerre mondiale, il est nommé ministre de Pologne à Berne à la fin du conflit. Il quitte son poste en 1938 et se retire à Fribourg. (Données bio. sur Jean (de) Modzelewski (1875-1947): s.n., in *NEF*, 1947/48, pp. 156-158 (nécrologie)). Pour preuve de la longue tradition de la présence intellectuelle polonaise à l'Université de Fribourg, voir p.e. F. PYTHON: «Polen und die Universität Freiburg», in *Universitas Friburgensis*, juin 1988, vol. 46, n° 2, pp. 46-49; S. de SKOWRONSKI: *Les Polonais et l'Université de Fribourg. Le camp universitaire des internés pendant la Deuxième Guerre mondiale*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1992, 224 p.

reprise des relations»<sup>368</sup>.

Il n'empêche. Dès la mi-février 1926, les pourparlers engagés avec les Soviétiques, via Paris, sont déjà bloqués, les Russes ayant pris l'initiative de ne pas négocier plus loin<sup>369</sup>. Lorsque, une année plus tard, la question des relations avec la Russie soviétique revient sur la table du Conseil fédéral, Musy gratifie ses collègues d'un nouveau solo sur le thème de l'intransigeance à l'égard de Moscou<sup>370</sup>. Par principe, il s'oppose avec force à toute démarche qui pourrait aboutir à une reprise des relations diplomatiques avec l'URSS, ainsi qu'à l'octroi d'une indemnité à la fille de Worowski. Sa politique d'obstruction systématique donne un tour particulièrement tendu à la séance du Conseil fédéral du 12 avril 1927. Le gouvernement helvétique discute alors une note soumise par le ministre de Suisse à Berlin, Hermann Rüfenacht, qui a négocié avec l'ambassadeur soviétique le règlement du contentieux Worowski. Contre la seule voix de Musy, le collègue gouvernemental décide d'approuver la formule proposée par Rüfenacht<sup>371</sup>. Comme le rapporte Scheurer, ni Schulthess, ni Motta ne parviennent à convaincre Musy d'adopter une position plus réaliste. Et le Bernois de noter que l'attitude doctrinaire du Fribourgeois provoque finalement l'ire du chef du Département politique: «Schliesslich verliert Motta die Selbstbeherrschung und fährt über seinen Gesinnungsgenossen sehr scharf los, unrichtige Auffassung der Pflicht, Nörgelei, kein Verständnis für die Aufgabe des Bundesrates usw., jedenfalls so scharf, dass ich sofort gehen würde. Musy erwidert unter Berufung auf sein Recht, seine eigene Meinung zu haben; aber er bleibt. Es ist ja vielleicht besser.»<sup>372</sup>

Il reste que, suite à l'accord de Berlin, Motta essuie de violentes critiques dans l'opinion publique, en particulier en Suisse romande où l'hostilité au régime soviétique est très forte. Étrange coïncidence: quelques jours après l'accord de Berlin, le Conseil d'État fribourgeois, par une démarche très inhabituelle en la

---

<sup>368</sup> Lettre de S. J. Bagoickij à M. M. Litvinov, 5.3.1926, in *Suisse-Russie. Contacts et ruptures. 1813-1955*. Documents tirés des Archives du Ministère des Affaires étrangères de Russie et des Archives fédérales suisses, choisis, annotés et présentés par A. FLEURY et D. TOSATORIGO, Berne/Stuttgart/Vienne, Paul Haupt, 1994, p. 397.

<sup>369</sup> Voir le journal de Scheurer en date du 15.2.1926, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 291; *Bst CN*, 17.2.1926, pp. 124-140 (interpellations du 8.2.1926 du radical Henry Vallotton et du socialiste Johannes Huber); E. BONJOUR: «Versuch...» *op. cit.*, pp. 503-505; A. E. SENN: «The Soviet...» *op. cit.*, p. 78; W. HOFER: «Der Abbruch...» *op. cit.*, pp. 238-239.

<sup>370</sup> Voir le témoignage de Scheurer à la date du 11.3.1927, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 291; Pv CF (secret), 11.3.1927, in *DDS*, vol. 9, pp. 456-459; AF, E 1005 2, vol. 3, Pv CF (secret), 2.4.1927.

<sup>371</sup> Pv CF (secret), 12.4.1927, in *DDS*, vol. 9, p. 509. Le 14 avril 1927, le ministre de Suisse à Berlin et le représentant plénipotentiaire de l'Union soviétique à Berlin procèdent à un échange de notes sur le règlement de l'affaire Worowski et la levée du boycott entre les deux pays. Voir de Hermann Rüfenacht à Giuseppe Motta, 14.4.1927, in *DDS*, vol. 9, pp. 514-516, ainsi que H. BÖSCHENSTEIN: *Zwischen Diplomatie... op. cit.*, pp. 47-49.

<sup>372</sup> Note de Scheurer en date du 12.4.1927, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 293.

matière, adresse une lettre ouverte au Conseil fédéral pour lui faire part de sa désapprobation à l'égard du récent arrangement conclu entre la Confédération et l'URSS<sup>373</sup>. Par son action, le gouvernement fribourgeois cherche à se présenter comme la conscience nationale et le reflet de l'opinion générale. Adolf Müller rapporte que, au sein même du Conseil fédéral, on sait que Musy n'est pas tout à fait étranger à la démonstration de mauvaise humeur du Conseil d'État fribourgeois. Une fois de plus, le diplomate allemand soupçonne Musy d'agir par polonophilie<sup>374</sup>.

En juin 1927, Motta doit défendre sa politique devant le Parlement et assurer que les négociations menées à Berlin n'impliquent aucune reconnaissance *de jure* de l'URSS<sup>375</sup>. C'est une sorte de douce revanche pour Musy de voir une grande partie de l'opinion publique lui donner raison. Fort des succès enregistrés à la fin des années vingt, il joue de plus en plus le franc-tireur. Il se trouve quasiment toujours au centre des conflits qui mettent à mal la collégialité gouvernementale. Pourtant, le problème n'est pas simplement d'ordre personnel. Sa dérive autoritaire n'arrange rien. Bien avant que la grande crise économique n'éclate et les fronts ne bourgeonnent, le conseiller fédéral fribourgeois estime que le pays a besoin d'une nouvelle orientation dans le domaine socio-économique et politique.

## 2.7. Adhésion ouverte au corporatisme et séduction du fascisme

Dans la seconde moitié des années vingt, Musy durcit le ton. Sa radicalisation idéologique n'est pas seulement la conséquence de la pétrification de son antisocialisme, même si ce dernier élément joue un rôle central. Car, outre ce postulat fondamental, un autre facteur essentiel intervient dans son glissement vers la droite autoritaire: la remise en cause progressive de la démocratie libérale elle-même. Le tour libéral et moderne pris par la démocratie helvétique depuis 1848 l'irrite de manière croissante. Cette attitude de plus en plus critique à l'égard de l'ordre établi, indissociable d'ailleurs de son antisocialisme obsessionnel, s'observe tout particulièrement dans son ralliement ouvert au corporatisme et son admiration pour le fascisme italien, sans que l'on puisse d'ailleurs jamais

---

<sup>373</sup> Lettre du CE au CF, datée du 29.4.1927 et signée par Marcel Vonderweid au nom du CE, reproduite in *La Liberté*, 30.4.1927. La réponse du Conseil fédéral — une lettre ouverte signée de son président Motta — au CE fribourgeois donne l'occasion à *La Liberté* de réitérer ses regrets et de reprocher au Conseil fédéral «une longanimité extrême» avec les Soviets. (*La Liberté*, 7.5.1927).

<sup>374</sup> PA, DGB, 1383: d'A. Müller à l'AA, 7.5.1927: «Man weiss auch im Bundesrat — und das gibt der Angelegenheit eine gewisse pikante Färbung — dass eines seiner Mitglieder, Herr Musy, am Aufmarsch des Freiburger Staatsrats nicht ganz unbeteiligt ist. Herr Musy [...] hat hier offenbar wieder einmal die Geschäfte seiner polnischen Freunde besorgt.»

<sup>375</sup> Voir M. CERUTTI: «Politique...» *op. cit.*, p. 121. Pour l'intervention de Motta au Conseil national le 24 juin 1927, voir *Bst CN*, 24.6.1927, pp. 412-415.



considérer Musy autrement que comme un conservateur.

### 2.7.1. À la recherche d'une solution: le corporatisme

Jusque vers le milieu des années vingt, Musy n'entretient aucun lien particulier avec le mouvement chrétien-social dont il redoute tout d'abord certaines tendances à se compromettre avec le socialisme. Même si très vite il cherche la fameuse troisième voie entre capitalisme manchestérien et socialisme, à l'aide notamment de la doctrine sociale de l'Église qu'il étudie dès la fin du XIXe siècle, son chemin ne croise pas encore souvent celui de l'abbé Savoy, porte-drapeau du corporatisme en Suisse romande. Il faut attendre le débat nourri autour de l'initiative Rothenberger, soumise au peuple en mai 1925, pour entendre Musy faire «l'éloge de l'action chrétienne-sociale, qui a un champ fructueux où s'exercer dans les contrées industrielles de la Suisse»<sup>376</sup>. La volonté de flatter les chrétiens-sociaux pour mieux se les rallier dans la lutte contre l'initiative Rothenberger n'est certes pas étrangère à ce compliment. Pourtant, l'évolution même du mouvement et son écho grandissant ne peuvent qu'amener Musy à s'en approcher.

À partir de 1925, il se découvre de plus en plus d'affinités avec les chrétiens-sociaux romands, mais aussi avec des Alémaniques de la trempe de Paul Kubick et Otto Walter, tous deux partisans de l'ordre corporatif. Adopté en 1929, le programme économique et social du PCPS, préconisant l'organisation corporative, s'inscrit d'ailleurs dans la droite ligne des idées défendues par des leaders comme l'abbé Savoy, Paul Kubick et Otto Walter<sup>377</sup>. En outre, dans le *Courrier de Genève*, René Leyvraz, lui aussi acquis aux thèses corporatistes, relève qu'Ernest Perrier, président du PCPS, est également «l'un des artisans les plus zélés» du programme de 1929<sup>378</sup>. Cette même année, Gonzague de Reynold loue, dans son ouvrage très controversé *La démocratie et la Suisse*, les vertus de la corporation<sup>379</sup>. À peu près au même moment, Hermann Cavelti parle de la

<sup>376</sup> Allocution de Musy reproduite sous le titre: «Le cinquantenaire du Cercle catholique de Fribourg», in *La Liberté*, 8.5.1925.

<sup>377</sup> R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social... op. cit.*, p. 168; Q. WEBER: *op. cit.*, pp. 67-69; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 483-486; M. ZÜRCHER: «Jacob Lorenz...» *op. cit.*, pp. 219-220.

<sup>378</sup> Cité sous: «La retraite de M. Perrier», in *La Liberté*, 7.11.1932. — Données bio. sur René Leyvraz (1898-1975): J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 206; *Schweizer Lexikon*, 1992, vol. 4, p. 276.

<sup>379</sup> G. de REYNOLD: *La démocratie et la Suisse. Essai d'une philosophie de notre histoire nationale*, Berne, Les Éditions du Chandelier, 1929, 370 p. L'aristocrate fribourgeois écrit par exemple que «la corporation est le seul moyen d'opposer aux luttes de classes, qui divisent la société en couches horizontales, — les supérieures opprimant l'inférieure, selon le mythe socialiste, — la collaboration des classes, organisée verticalement par la communauté du travail, des intérêts, mais aussi des devoirs. En outre, la corporation est le seul moyen de décongestionner l'État et de le ramener à sa mission première, qui est politique. Sinon, l'État, frappé d'apoplexie, tombera de toute sa masse sur les citoyens.» (*Ibid.*, p. 332).

*corporatio rediviva*<sup>380</sup>.

L'adhésion ouverte de Musy au corporatisme s'inscrit donc dans un mouvement en pleine expansion. La conférence qu'il donne le 25 mars 1928 à Lucerne est révélatrice de ce ralliement progressif<sup>381</sup>. Dans son discours du 8 septembre 1929, lors du septième congrès des catholiques suisses qui se tient à Lucerne, il défend toujours plus ce qu'il appelle «l'organisation professionnelle», remède à l'esprit hérité des Lumières et de 1789: «Toute l'histoire sociale des 150 dernières années est une affirmation de la prédominance de l'idée individualiste. Des excès et des abus de l'individualisme est né le socialisme. À la solidarité professionnelle brisée par le XVIIIe siècle, les masses ouvrières ont substitué la solidarité de classes. L'homme solitaire est condamné; le socialisme, en sa forme intégrale, est une solution économiquement fausse. Pour nous, entre les solutions individualistes et socialistes, entre l'individualisme à outrance et le socialisme, il y a place pour une conception organique instituée sous le contrôle de l'État.»<sup>382</sup>

Derrière les affirmations publiques sur les grands mérites — théoriques — de la corporation, il reste pourtant encore certaines incertitudes. Occupé à mettre au point son discours, dont la publication doit d'ailleurs servir à la propagande conservatrice avant les élections d'octobre 1928<sup>383</sup>, Musy demande à l'abbé Savoy de lui indiquer comment «il serait possible de faire revivre cette institution [la corporation; n.d.a.] dans le cadre de l'économie moderne»<sup>384</sup>. L'équation n'est en effet pas simple à résoudre car, de prime abord, les exigences de l'économie libérale et d'une organisation scientifique de la production, rentable du point de vue financier, s'opposent aux idéaux corporatistes souvent marqués par une forte nostalgie des temps préindustriels<sup>385</sup>.

Le conseiller fédéral fribourgeois se sent tout particulièrement appelé à jouer un rôle dans le corporatisme suisse, mais pas de n'importe quel corporatisme. Paternaliste, il y voit surtout un moyen d'encadrer le mouvement ouvrier et de faire pièce au socialisme. Également une manière de limiter le parlementarisme pour laisser plus de champ aux groupes économiques, organisés par profession.

---

<sup>380</sup> P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, pp. 83 et 86; Q. WEBER: *op. cit.*, p. 66. — Données bio. sur Hermann Cavelti (1899-1982): J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 204.

<sup>381</sup> AF, fs Musy, vol. 104: version non publiée de la conférence de Musy du 25.3.1928. J. MUSY: *L'État, le patron et la question sociale. Conférence de Mr le Conseiller fédéral Musy au cours de politique sociale organisé les 24 et 25 mars 1928 à Lucerne*, La Chaux-de-Fonds, Impr. des Corporations, (1928), 30 p.

<sup>382</sup> J.-M. MUSY: «L'attitude des catholiques à l'égard des problèmes économiques et sociaux», in *Offizieller Bericht über den VII. Schweizerischen Katholikentag 7. bis 10. September 1929 in Luzern erstattet durch den Schweizerischen katholischen Volksverein*, Luzern, Räber, 1930, pp. 101-102.

<sup>383</sup> Voir AF, fs PCPS, vol. 23 / 227: Pv CD, 19.6.1928 (intervention de Kubick).

<sup>384</sup> AF, fs Musy, vol. 83, Diversa: lettre de J.-M. Musy à l'abbé Savoy, 30.4.1928.

<sup>385</sup> P. MASPOLI: *op. cit.*, p. 18-19.

En outre, d'autres notions qui lui sont chères, telles que la tradition, l'ordre naturel, les corps intermédiaires et la famille, s'accordent à merveille avec la doctrine corporatiste. La corporation, à l'instar du fédéralisme et plus généralement du principe de subsidiarité, doit préserver le particulier, qu'il soit un individu ou un groupe, de l'emprise croissante de l'État. Bref, Musy emballe de ce concept à la mode ses anciens principes: libéralisme économique et conservatisme politique.

Dans ce sens, l'adhésion ouverte de Musy au corporatisme est, pourrait-on dire, double. Il y a d'une part celle de l'économiste libéral et antiétatiste, défenseur des intérêts et des groupes économiques qui, sous le vocable de corporatisme, entend surtout la collaboration des agents de production par l'union des classes, la rationalisation de l'économie capitaliste dont la cartellisation en pleine expansion n'est pas ici la seule caractéristique, la suppression des intérêts contradictoires entre travail et capital, la discipline sociale, la solidarité et l'efficacité nationales. Tout cela avec une intervention minimale de l'État. Il s'agit ici du partisan d'une économie libérale efficace — d'aucuns parlent de «capitalisme organisé» — telle qu'elle se développe durant l'entre-deux-guerres en Suisse<sup>386</sup>. L'Association suisse pour la solidarité économique qu'il lance en 1928 avec l'appui de puissantes personnalités du monde économique s'inscrit clairement dans cette optique.

D'autre part, il y a le ralliement de l'homme politique, représentatif d'une droite composite ne se limitant pas d'ailleurs au conservatisme catholique, qui espère grâce au corporatisme dépasser les limites de la démocratie libérale, jugée de moins en moins capable de barrer la route au péril socialiste. S'il s'inspire largement de la doctrine sociale de l'Église et se préoccupe également de progrès social, il montre aussi de sérieux penchants pour un corporatisme plus autoritaire. Dans une perspective de redressement national, un des poncifs de la pensée politique de Musy, il ne fait aucun doute que le corporatisme tel qu'il est appliqué par l'Italie nouvelle le séduit.

### 2.7.2. *Un conservateur admiratif de l'Italie fasciste*

Ses ennemis n'ont pas manqué de lui lancer le mot au visage comme une injure imparable. Fasciste, Musy ne l'a pourtant jamais été. Toute sa vie, il est resté un conservateur. Il a certes évolué, radicalisant ses positions alors que le fascisme montait en puissance. Il en fut, c'est vrai, un ami très complaisant, par arrivisme, par faiblesse et par conviction. Peu de jours après la chute de Mussolini, en juillet 1943, il dresse encore publiquement la liste des mérites du «grand chef

---

<sup>386</sup> Voir *ibid.*, 141 p.

fasciste»<sup>387</sup>.

Il n'empêche. On ne peut pas, à moins de se méprendre sur l'essentiel, déduire de son admiration pour le Duce que Musy a été un fasciste. L'homme, ambigu et complexe s'il en est, mérite mieux qu'un raccourci. Sur de nombreux points fondamentaux, sa vision du monde, profondément conservatrice et attachée au fédéralisme, diverge de celle des fascistes. Ainsi en est-il du rôle de l'État central, de l'organisation de la société, de l'importance de l'individu et de la place de l'Église. Les tendances révolutionnaires et totalitaires du fascisme s'opposent aux fondements même de la pensée conservatrice. Restent les accommodements, les convergences et même les affinités profondes, au premier rang desquelles se trouve une haine commune pour le marxisme. Sans chercher plus loin que les slogans de propagande, Musy voit en Mussolini le sauveur de l'Italie et l'un des plus fermes défenseurs de la civilisation européenne contre le danger communiste<sup>388</sup>.

D'autres aspects de la dictature mussolinienne, tels le culte de la force, l'exaltation de l'ordre, l'antiintellectualisme et le volontarisme à tous crins, emportent son adhésion. Musy est lui-même un paternaliste enclin à l'autoritarisme. Après les troubles de l'après-guerre, il se réjouit de voir les ouvriers marcher au pas et les trains arriver à l'heure. Les méthodes employées importent moins que les résultats. Il est également impressionné par les progrès économiques de l'Italie et son application musclée du corporatisme. Établissant, du moins en théorie, les grandes lignes de l'État corporatif, la Charte du travail de 1927 laisse de fait la part belle à l'initiative privée. Le pouvoir fasciste ne prête vraiment l'oreille qu'aux revendications patronales. Étroitement surveillé par l'État, brimé au moindre signe de résistance, le monde ouvrier n'a pas voix au chapitre. La grève est interdite. En outre, à l'instar de beaucoup de catholiques, Musy ne peut que se réjouir des accords du Latran (11 février 1929), rapidement vus par certains comme une réconciliation entre le catholicisme et le fascisme, d'autant plus que Pie XI traite Mussolini en homme providentiel. Bref, Musy, dont le cœur incline naturellement vers le monde latin et catholique, a plus d'une raison d'apprécier hautement l'Italie nouvelle, malgré le soutien apporté par son chef aux tendances irrédentistes dans le canton du Tessin.

L'admiration de Musy n'a rien d'extraordinaire. Après son arrivée au pouvoir, Mussolini jouit assez rapidement d'une grande popularité auprès de larges secteurs de la droite européenne. À la méfiance — Mussolini n'est-il pas un ancien socialiste? — succède peu à peu l'estime. En Suisse, tout particulièrement dans les régions latines, de très nombreux conservateurs, qu'ils soient libéraux ou

---

<sup>387</sup> Voir J.-M. MUSY: «Mussolini», in *La Jeune Suisse*, 30.7.1943.

<sup>388</sup> *Ibid.*

catholiques, se prennent de sympathie pour le régime fasciste, même si elle reste bien en retrait de celle affichée par l'extrême droite. La presse libérale se penche souvent avec bienveillance sur la politique du Duce. La *Gazette de Lausanne*, avec Georges Rigassi, Paul Gentizon et Pierre Grellet, se montre vite favorable à l'expérience fasciste<sup>389</sup>. Moins unanimes et même critiques, le *Journal de Genève* et la *NZZ* laissent pourtant place à des commentaires élogieux<sup>390</sup>. Eugène Fabre, rédacteur de *La Suisse*, dite indépendante, se signale lui par un zèle peu commun<sup>391</sup>. Certains journaux conservateurs catholiques, comme le *Nouvelliste valaisan* et son rédacteur Charles Haegler, signant Charles Saint-Maurice, ne cachent pas non plus leur engouement pour le régime mussolinien, très estimé pour son combat efficace contre le bolchevisme<sup>392</sup>. Malgré quelques sympathies assez évidentes, *La Liberté* a une position moins tranchée. Un de ses collaborateurs réguliers, l'abbé Jules Bondallaz, préoccupé par la question religieuse, y donne un écho aux dénonciations antifascistes de Don Luigi Sturzo<sup>393</sup>. D'autres conservateurs-catholiques font preuve de moins de réserve. Proche culturellement de l'Italie, mais fermement opposé à tout irrédentisme tessinois, Giuseppe Motta se montre souvent bienveillant, voire complaisant à l'égard de Mussolini. Gonzague de Reynold, Paul Kubick et Emile Savoy, pour ne prendre que quelques proches de Musy, sont également séduits par certains aspects du fascisme<sup>394</sup>.

---

<sup>389</sup> Voir M. CERUTTI: *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini. Fascisme et antifascisme. 1921-1935*, Lausanne, Payot, 1988, p. 114.

<sup>390</sup> *Ibid.*, pp. 113-116.

<sup>391</sup> Au milieu des années vingt, Eugène Fabre attire l'attention des services de renseignements français. Suite au changement d'attitude de *La Suisse* à l'égard de la France, on relève, en avril 1926, que «des relations seraient certaines entre son rédacteur Eugène Fabre et l'Action française.» On ajoute: «D'aucuns affirment en outre que le journal *La Suisse* serait subventionné par le Directoire du Fascio de Genève.» Un rapport de décembre 1927 confirme que, de francophile, le journal *La Suisse* est devenu «un organe nettement francophobe», notamment à cause de la question des zones. De plus, «le rédacteur en chef M. Eugène Fabre combat âprement à chaque instant, depuis l'avènement du Cartel, la politique du gouvernement français. Imbu des théories d'Action française, il professe en outre une admiration profonde pour M. Mussolini et les méthodes fascistes. Il est de notoriété publique à Genève dans les milieux de presse que M. Eugène Fabre se tient en étroites relations avec les dirigeants du fascio *Tito Meneghetti* et les notabilités italiennes officielles ou non, résidant dans cette ville. On affirme même que sous forme de publicité le journal *La Suisse* reçoit une large subvention des Services de propagande italienne.» (AN, F7-13483, «Suisse. 1926»: du directeur de la sûreté générale (Paris) au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères (Paris), 3838, confidentiel, 24.4.1926; AN, F7-13484, «Suisse. 1927»: du commissaire spécial (Annemasse) à la direction de la sûreté générale (Paris), 3677, 21.12.1927).

<sup>392</sup> Sur l'attitude généralement positive du *Nouvelliste valaisan* et de Charles Haegler à l'égard du fascisme, on trouve de multiples mentions in V. GILLIOZ: *Les perceptions de l'Italie fasciste dans la presse valaisanne (1920-1945)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1997, 154 p.

<sup>393</sup> Voir R. POCHON: *op. cit.*, p. 92. Voir aussi F. PYTHON: *Les aspirations... op. cit.*, pp. 84-85.

<sup>394</sup> Voir M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, pp. 606-609 (G. Motta); A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, pp. 162-181 (G. de Reynold); M. HODEL: *Die Schweizerische*

Aucun doute, la dictature italienne suscite l'intérêt. Suite à sa demande, Musy reçoit en 1929 de Gonzague de Reynold quelques références sur le fascisme. Son ami, ennemi déclaré de la démocratie libérale, lui indique notamment une biographie de Mussolini, ainsi qu'un livre sur le fascisme et le catholicisme<sup>395</sup>. Musy se tient toujours à la page lorsqu'il s'agit d'accompagner certaines grandes tendances, voire d'anticiper sur les événements majeurs. Le chant des sirènes mussoliniennes fait vibrer sa fibre autoritaire.

Comme l'a montré l'historien Mauro Cerutti, les bonnes dispositions de Musy à l'égard du régime fasciste reviennent vite aux oreilles des dirigeants italiens, jusqu'à Mussolini lui-même. De manière assez significative, les références datent de la fin des années vingt. À cette époque, bon nombre de conservateurs et de catholiques, impressionnés par le retour à l'ordre opéré sous Mussolini, ont oublié depuis longtemps que celui-ci est un «renégat» du socialisme qui, soit dit en passant, a séjourné en Suisse romande entre 1902 et 1904. Pour beaucoup, il est même devenu très respectable. En novembre 1929, le comte Bonifacio Pignatti Morano di Custoza, ministre d'Italie à Berne, dresse un portrait élogieux du chef des finances fédérales. L'opinion du diplomate italien, fasciste zélé à l'occasion, est d'autant plus éclairante que, hormis Musy et Pilet-Golaz, aucun des autres membres du Conseil fédéral ne trouve grâce à ses yeux. Selon Pignatti, un brin prophète, Musy «est une force vive du Conseil fédéral, et c'est lui que les Suisses des partis d'ordre regardent, comme l'Homme qui sera en mesure de les diriger avec résolution, le jour où l'occasion s'en présentera. [...] Il possède au plus haut point d'appréciables qualités de courage et de fermeté, qualités qui, comme je l'ai écrit dans d'autres circonstances, font défaut à son collègue du parti catholique, M. Motta. — Musy connaît et suit avec soin notre mouvement, qu'il apprécie. — Il nourrit à l'égard de son Excellence le Chef du Gouvernement [Mussolini, n.d.a.] une admiration qu'il ne cache pas.»<sup>396</sup>

Le 16 décembre 1929, le même Pignatti écrit une fois de plus au Ministère des Affaires étrangères à Rome que Musy est un admirateur de Mussolini. Il l'a répété au ministre d'Italie à plusieurs reprises. Selon le diplomate italien, le magistrat helvétique suit de près le «travail de rédemption» que le fascisme accomplit quotidiennement en Italie et il s'intéresse particulièrement à la réforme corporative. Il ajoute que Musy espère réussir, en adaptant le mouvement

---

*Konservative... op. cit.*, p. 189 (P. Kubick); M. CHARRIERE: *Du progrès... op. cit.*, pp. 104 et 128-130 (E. Savoy). — Sur la position des intellectuels catholiques suisses envers le fascisme, voir S. AERSCHMANN: *Katholische Schweizer Intellektuelle und der italienische Faschismus (1922-1943)*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 2002, 197 p.

<sup>395</sup> ALS, fs Reynold, Corr. cop. VI: lettre de G. de Reynold à J.-M. Musy, 29.[4].1929. Voir aussi A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 215.

<sup>396</sup> Rapport de Pignatti au MAE du 30.11.1929, cité in M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, p. 374.

corporatif aux contingences de la Suisse, à en faire une base de lutte des catholiques contre la social-démocratie<sup>397</sup>.

Le successeur de Pignatti, Giovanni Marchi, tient également en haute estime le conseiller fédéral fribourgeois. Il apprécie tout spécialement le discours qu'il prononce, comme président de la Confédération, à Genève le 1er août 1930<sup>398</sup>. Et pour cause. Ayant diagnostiqué les signes avant-coureurs d'une crise mondiale et globale, l'homme d'État fribourgeois prévoit que le problème ne pourra pas être résolu sur le seul plan économique. Déjà maintenant, «le monde traverse une dangereuse crise d'ordre moral»<sup>399</sup>. Et de dénoncer «le poison de la doctrine moscovite [qui] s'infiltré dans les esprits et les cœurs»<sup>400</sup>. Il exige des Suisses «un redressement d'ordre moral», afin de résister «aux infiltrations perfides du stupéfiant bolchévique»<sup>401</sup>. Il estime nécessaire de refaire l'expérience de la «discipline»; il en appelle haut et fort à l'esprit de «sacrifice», au «culte de l'effort», au «respect de l'ordre» et au «devoir de solidarité»<sup>402</sup>. Sa radicalisation idéologique saute aux yeux. Balayant d'un revers de manche énergique les solutions de consensus pour résoudre les conflits d'intérêts, il condamne «l'opportunisme des formules de conciliation», dénonce «les politiciens trop habiles à trouver des formules médianes et à prendre des positions intermédiaires, qui s'attardent encore à de stériles replâtrages, au lieu de chercher courageusement le salut dans l'activité féconde, créatrice de formules nouvelles!»<sup>403</sup> Il sait lui qu'il «faut prendre conscience des impérieuses exigences d'un temps nouveau, rapide et nerveux»<sup>404</sup>. Pour Musy, d'une intuitivité redoutable, l'heure de la rénovation a déjà sonné. Comme toujours, il se veut être celui qui donne le signal du redressement. Une véritable idée fixe.

Séduit par ce langage musclé, Marchi en rend aussitôt compte à Rome en

---

<sup>397</sup> Rapport de Pignatti au MAE du 16.12.1929, cité in *ibid.*, n. 415 p. 374. Voir aussi K. SPINDLER: *Die Schweiz und der italienische Faschismus (1922-1930). Der Verlauf der diplomatischen Beziehungen und die Beurteilung durch das Bürgertum*, Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1976, p. 62.

<sup>398</sup> Pour l'occasion, Reynold a glissé quelques notes à Musy. (ALS, fs Reynold, Ace 20.4: «Notes p. un discours du Président Musy, Genève, 1er août 30», 5 p.). Après cette date, le conseiller fédéral envoie à l'homme de lettres un exemplaire de son discours. (ALS, fs Reynold, Ace 32.7: «Le 1er Août à Genève. Discours prononcé par Monsieur Musy, Président de la Confédération», 11 p.). Si plusieurs idées de Reynold se retrouvent effectivement dans le discours de Musy, notamment celle de crise morale, celui-ci les développe à sa manière et ne reprend pas systématiquement le texte de Reynold.

<sup>399</sup> J.-M. MUSY: *En souvenir de la fête nationale suisse. 1er Août 1930. Discours prononcé à Genève par Monsieur Musy, Président de la Confédération*, Berne, Impr. Bargezzi & Lüthy, 1930, p. 6.

<sup>400</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>401</sup> *Ibid.*, pp. 6 et 9.

<sup>402</sup> *Ibid.*, pp. 7-11.

<sup>403</sup> *Ibid.*, p. 9.

<sup>404</sup> *Ibid.*, pp. 10-11.

termes élogieux<sup>405</sup>. Visiblement ravi par les propos du président de la Confédération, Mussolini lui envoie peu après un télégramme de félicitations. À en croire le ministre d'Italie à Berne, chargé de remettre la dépêche, Musy se montre «vivement ému» par le geste du Duce<sup>406</sup>.

Faut-il également s'étonner que les fortes paroles du magistrat fribourgeois trouvent preneur du côté de l'extrême droite helvétique? À la fin de l'année 1930, Hans Vonwyl, chef et fondateur le 20 octobre 1930 du Front national (Nationale Front)<sup>407</sup>, adresse en effet au chef du DFFD une lettre dans laquelle il précise que son mouvement, comme l'écrit Mauro Cerutti, «avait été créé dans le sens du discours que Musy avait prononcé le 1er août précédent à Genève»<sup>408</sup>. Prenant l'activisme d'un Vonwyl pour une forme saine de patriotisme, le Fribourgeois est manifestement heureux de se voir suivre par une jeunesse, ici issue des milieux universitaires libéraux de Zurich, qui ne tarde pas à montrer de quel bois elle se chauffe<sup>409</sup>. Toutefois, lorsqu'il écrit sa lettre à Musy, Hans Vonwyl n'a peut-être pas encore assez de recul pour donner toutes les raisons qui ont présidé à la création du Front national en octobre 1930, notamment que celle-ci est d'ordinaire considérée plutôt comme un écho de la très forte poussée nazie aux élections pour le Reichstag du 14 septembre 1930<sup>410</sup>. Assez révélatrice est toutefois la convergence des références.

## 2.8. L'entrée dans le giron de la Ligue Aubert

Il est à noter, en conclusion de ce chapitre, que le discours du 1<sup>er</sup> août 1930 marque une nouvelle étape dans les rapports entre Musy et Théodore Aubert<sup>411</sup>. À cette date, leurs relations sont d'ailleurs déjà bien établies, puisque le Bureau permanent de l'EIA, avec à sa tête l'avocat genevois, a adhéré à l'Association suisse pour la solidarité économique au début de 1930. Ce discours leur donne

---

<sup>405</sup> Rapport de Marchi au MAE du 4.8.1930, cité in M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, n. 416 pp. 374-375.

<sup>406</sup> Rapport «riservatissimo» de Marchi au MAE du 9.8.1930, cité in *ibid.*, n. 416 p. 375.

<sup>407</sup> Le Front national créé par Vonwyl fusionnera avec le Nouveau front (Neue Front) de Robert Tobler pour donner naissance, en mai 1933, au — nouveau — Front national (Nationale Front), le plus important des mouvements frontistes. Sur cette fusion, voir B. GLAUS: *op. cit.*, pp. 104-107; K.-D. ZÖBERLEIN: *Die Anfänge des deutsch-schweizerischen Frontismus. Die Entwicklung der politischen Vereinigungen Neue Front und Nationale Front bis zu ihrem Zusammenschluß im Frühjahr 1933*, Meisenheim am Glan, Anton Hain, 1970, pp. 241-264.

<sup>408</sup> M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, p. 496.

<sup>409</sup> *Ibid.*, n. 13 p. 496.

<sup>410</sup> Voir A. MEYER: *Anpassung oder Widerstand. Die Schweiz zur Zeit des deutschen Nationalsozialismus*, Frauenfeld, Huber, 1965, p. 43; K.-D. ZÖBERLEIN: *op. cit.*, pp. 175-177.

<sup>411</sup> Sur Théodore Aubert (1878-1963), voir avec les précautions d'usage: D. NOVIK: *op. cit.*, 46 p.; F. D. [F. de DIESBACH]: «Théodore Aubert», in *La Revue anticommuniste*, I-II, février-mars 1938, p. 17.



toutefois l'occasion d'intensifier leur collaboration. Le penchant marqué du Fribourgeois pour l'action souterraine va s'en trouver fortement stimulé. Que sa dérive idéologique se forge aussi au contact de Genève ne doit d'ailleurs rien au hasard. Lors de la grève générale de novembre 1918, plusieurs figures en vue de la droite genevoise, telles Théodore Aubert et Alfred Georg, tous deux partisans des gardes civiques, s'était placées, comme Musy, à l'avant-garde de la lutte antisocialiste<sup>412</sup>. Et, au fil des ans, de forts liens se sont tissés entre le magistrat fribourgeois et la cité du bout du lac. Son travail au gouvernement est particulièrement apprécié par les banques de la place et le *Journal de Genève*.

En août 1930, le président de l'EIA est littéralement emballé par les propos tenus par Musy à Genève. Admiratif, il lui écrit que «jamais jusqu'à présent un homme d'État n'a parlé aussi clairement, aussi justement et aussi courageusement du bolchévisme»<sup>413</sup>. Les éloges pleuvent: «Nous comptons de nombreux amis dans maints Parlements. Mais jamais encore un chef d'État n'a su discerner le mal comme vous l'avez fait.»<sup>414</sup> Aubert envisage même de multiplier la traduction de ce discours à l'intention de la Suisse alémanique, de l'Allemagne, de l'Autriche, voire de la Hollande et de la Hongrie<sup>415</sup>. Comme le confirmera sa trajectoire post-gouvernementale, Musy n'est jamais aussi bien disposé à la collaboration que lorsqu'on flatte son égo.

Le lendemain du discours, les deux hommes se rencontrent. Aubert met Musy au courant de l'organisation de l'EIA<sup>416</sup>. Celle-ci, par un intense travail de relations publiques auprès des gouvernements et des organisations internationales, pousse depuis sa création en 1924 à une lutte sans merci contre le communisme et la Russie soviétique. Aubert et Musy abordent l'idée d'un «plan d'action contre le bolchévisme en Suisse»<sup>417</sup>. Selon Aubert, un peu mégalomane, la Suisse doit «donner l'exemple au monde»<sup>418</sup>. Bien plus, la «répercussion d'une

---

<sup>412</sup> Voir M. CERUTTI: «Le mouvement ouvrier genevois...» *op. cit.*, pp. 174-175 et n. 67 p. 199.

<sup>413</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de Théodore Aubert à J.-M. Musy, 8.8.1930. Un exemplaire du discours, signé de la main de Musy, se trouve à la BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy».

<sup>414</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de Théodore Aubert à J.-M. Musy, 8.8.1930.

<sup>415</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de Théodore Aubert à Lod[ygensky], 12.8.1930.

<sup>416</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: mémorandum de la rencontre Musy-Aubert, 2.8.1930. Aubert lui parle également du secrétariat de la section suisse de l'EIA dirigé par l'avocat Maurice Rouillet (*Ibid.*). Dans une lettre ultérieure à Musy, Aubert cite le nom de membres du Bureau permanent de l'EIA: Théodore Aubert (président), le colonel Alfred Odier (vice-président), le Dr Georges Lodygensky (émigré russe appartenant à la société genevoise), Me Jaques Le Fort (avocat), René Hentsch (banquier). (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: de T. Aubert à J.-M. Musy, 8.8.1930).

<sup>417</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: mémorandum de la rencontre Musy-Aubert, 2.8.1930.

<sup>418</sup> *Ibid.*

action nationale suisse contre le bolchévisme serait considérable dans le monde.»<sup>419</sup> Au communisme, il faut opposer des mesures législatives et des moyens de propagande<sup>420</sup>. Musy «se déclare entièrement d'accord et promet son plein appui. Il dit qu'on peut compter sur les cantons catholiques sans exception et sur beaucoup de milieux industriels de la Suisse allemande.»<sup>421</sup> Pour le Fribourgeois, il est nécessaire de montrer «la pénétration lente et persistante du bolchévisme.»<sup>422</sup> Champion de la plus grande autonomie possible pour les cantons, il regrette pourtant l'absence d'une police fédérale pour lutter contre les menées communistes<sup>423</sup>. Comme Aubert, il estime que «beaucoup d'hommes d'État vivent dans un monde d'illusions concernant le danger bolchévique»<sup>424</sup>. Tous deux s'accordent pour penser que le socialisme n'est qu'un premier pas vers le communisme.

Jamais à court d'idées et stimulé par les propos mêmes de Musy, Aubert pense déjà qu'il «faudra étudier la création d'un office antibolchévique dépendant du Ministère public fédéral et d'une action continue de contre-propagande par un Centre suisse solidement établi»<sup>425</sup>. Il prévoit également que ce plan d'action anticommuniste «devra proposer des moyens de combattre le bolchévisme en allant bien au-delà des propositions de la Fédération patriotique suisse. Sans doute la question de la répression des actes préparatoires devra être comprise, mais la FPS pourra faire ce travail. Il faut aussi demander la suppression du PC suisse; à cet égard les articles de M. Jean Martin sont très utiles»<sup>426</sup>. La Ligue Aubert est, peut-on le noter, en contact étroit avec la Fédération patriotique suisse et trouve dans le *Journal de Genève* une intéressante tribune pour propager ses informations.

Devant la perspective grandiose qui s'offre devant lui — obtenir l'appui officiel d'un gouvernement, plus exactement celui d'un Musy bien imprudent dans ses avances, pour écraser le communisme —, Aubert est pris d'euphorie: «Je me sens très “sanguin” à l'idée de pouvoir engager enfin une grande bataille», dit-il en se

---

419 *Ibid.*

420 *Ibid.*

421 *Ibid.*

422 *Ibid.*

423 BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à Théodore Aubert, [4.8.1930]. En séance du CF, le 16 décembre 1932, Musy revient également sur «l'absence de toute police politique fédérale». (Pv CF, 16.12.1932, in *DDS*, vol. 10, p. 530).

424 BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à Théodore Aubert, [4.8.1930].

425 BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de Théodore Aubert à Lod[ygensky], 12.8.1930. Des archives consultées de la Ligue Aubert, il ressort que cette dernière collabore avec le Ministère public fédéral en diverses occasions, entre autres en lui transmettant des informations sur l'activité communiste.

426 BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de Théodore Aubert à Lod[ygensky], 12.8.1930.

référant à l'entretien qu'il vient d'avoir avec le conseiller fédéral fribourgeois<sup>427</sup>. La collaboration entre la Ligue Aubert, active au niveau international, et l'influent magistrat fribourgeois, fer de lance de l'antisocialisme en Suisse, s'annonce fructueuse<sup>428</sup>.

Désormais, Musy est bombardé par la propagande de l'EIA<sup>429</sup>. Bien que sa religion soit faite depuis longtemps, son obsession du péril rouge se nourrit de tout ce qui le conforte dans sa vision manichéenne du monde.

---

<sup>427</sup> *Ibid.*

<sup>428</sup> Afin de resserrer encore leurs liens, Aubert demande à Musy «d'envoyer un de ses amis» ou «un délégué» à une prochaine réunion de l'EIA. Nous ne savons pas si Musy a effectivement envoyé cet émissaire, mais il semble au moins avoir recommandé à l'EIA la collaboration de Paul de Sury d'Aspremont. (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: mémorandum de la rencontre Musy-Aubert, 2.8.1930; lettres du colonel Odier et de T. Aubert à J.-M. Musy, 5.8.1930 et 10.1.1931). Du reste, Musy accorde certainement plus d'une fois son soutien à Paul de Sury, catholique intransigeant et extrémiste de droite. En 1928, le publiciste Paul de Sury, qui assume un cours privé de journalisme dans le cadre de l'Université de Fribourg, demande qu'il soit reconnu officiellement. Sans succès: le dossier est classé en 1933. Poursuivant ses efforts, Paul de Sury en appelle vainement à Joseph Piller, avec l'appui de Musy. (R. RUFFIEUX: «D'une guerre à l'autre», in *HUF*, 1991, 1, p. 174 et n. 136 p. 437).

<sup>429</sup> Entre fin août et début septembre 1930, par exemple, l'EIA envoie à Musy les publications suivantes: «Une nouvelle guerre mondiale», «La Faillite du collectivisme», «Les Tableaux des organisations soviétiques», «Les persécutions religieuses en Russie», «L'Entente Internationale contre la IIIe Internationale», ainsi qu'un document sur le «mouvement antibolchévique finlandais». (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres du colonel Odier et de Théodore Aubert à J.-M. Musy, 20.8 et 6.9.1930).



## **TROISIEME PARTIE**

### **LES ASPIRATIONS A UN ORDRE NOUVEAU, 1930-1936**



**DERIVE HORS DU CADRE DE LA DEMOCRATIE LIBERALE,  
1930-1934**

La prospérité économique et la relative détente politique du milieu des années vingt ne survivent pas à la crise de 1929. Misère économique, trouble social, désordre politique, malaise intellectuel, désarroi moral gagnent le monde. La crise est générale. Presque partout domine le sentiment que le capitalisme libéral, du type du XIXe siècle, et la démocratie libérale ont fait leur temps.

Chef des finances fédérales, Musy se trouve vite confronté à des difficultés insurmontables. Elles le dépassent d'autant plus qu'il prône souvent des solutions libérales qui, rétrospectivement, se révèlent peu adaptées aux circonstances. L'objectif de baisser les prix pour retrouver la compétitivité extérieure et de sauvegarder la monnaie contribue à la paralysie de l'activité économique. Alors que les crises économiques aboutissent normalement à la remise en cause des théories économiques, le grand argentier s'accroche à ses principes. Après les années victorieuses, la politique financière de Musy, soutenue d'ailleurs par de larges milieux, notamment financiers et industriels, débouche globalement sur un échec avec la crise des années trente. Seule la place financière suisse lui doit vraiment un coup de chapeau.

La pensée politique de Musy, à laquelle sont étroitement liées ses conceptions financières, se ressent inévitablement des épreuves qui affectent l'économie. Il radicalise encore un peu plus sa ligne idéologique à mesure que grandit la crise économique mondiale. Le cadre politique général de cette évolution personnelle? La montée des dictatures en Europe.

**1. Ministre des finances en période de crise: le temps de l'impuissance**

Jusqu'en 1936, deux périodes rythment la grande dépression en Suisse<sup>1</sup>. La première va de 1929 à 1932. Alors que les États-Unis, la Grande-Bretagne et

---

<sup>1</sup> Veuillez lire la n. 4 du chap. 4. En ce qui concerne plus précisément le déroulement de la crise des années trente en Suisse, on peut ajouter, aux titres mentionnés dans la note précitée, entre autres les études de F. KNESCHAUREK (*op. cit.*), W. RUTZ (*op. cit.*), S. CRETTEX: *La Suisse et la grande crise des années trente: une analyse économique*, mém. de diplôme

l'Allemagne sont frappés de plein fouet, la crise économique gagne la Suisse sous une forme rampante<sup>2</sup>.

La seconde phase se déploie de 1932 à 1936; c'est la dépression générale en Suisse, tandis que la situation s'améliore dans les pays qui ont été les premiers affectés par la crise. Manifestation tangible de la crise, le chômage passe, en moyenne annuelle, de 8'131 unités en 1929 à 67'867 en 1933, pour atteindre finalement son point culminant en 1936 avec 93'009 chômeurs complets<sup>3</sup>.

## 1.1. La politique financière: l'orthodoxie libérale à l'épreuve de la crise

### 1.1.1. Une difficile réorientation

Confronté à une des crises majeures du capitalisme, le ministre des finances n'a pas la tâche facile. D'un côté, les rentrées douanières diminuent et la baisse brutale du revenu national se répercute directement sur les recettes fiscales. De l'autre, les dépenses consécutives aux diverses mesures d'urgence augmentent, certes modestement en comparaison de la gravité de la dépression<sup>4</sup>. Entre 1930 et 1934, le compte financier de la Confédération vire au rouge (graphique 9) et le plan d'amortissement de la dette ne peut manifestement plus être tenu (graphique 12). Pourtant, replacée dans le contexte de crise économique aiguë, l'évolution des comptes montre assez que l'orthodoxie libérale ne désarme pas. En plein marasme économique, Musy ne cesse de dénoncer «la tendance à la généralisation de l'intervention de l'État à tout le domaine économique et social»<sup>5</sup>. Musy et ses pairs sont loin d'envisager une politique financière de type keynésien ou activiste pour corriger la conjoncture. D'ailleurs, au sein du gouvernement, personne ne remet vraiment en cause le choix de la déflation. Les divergences entre conseillers fédéraux, en premier lieu entre Musy et Schulthess, apparaissent plutôt lorsqu'il s'agit d'appliquer concrètement cette politique<sup>6</sup>. Quant à la dévaluation, elle est tout simplement une question taboue.

---

Univ. de Lausanne, 1989, 90 p., et parmi des présentations plus récentes le volume intitulé «La crise des années '30 – Die Krise der 30er Jahre», de la revue *traverse* 1997, 1, 206 p.

<sup>2</sup> H. U. JOST: «Menace et...» *op. cit.*, in *NHSS*, p. 730.

<sup>3</sup> F. KNESCHAUREK: *op. cit.*, p. 85. Voir aussi *Banque nationale... op. cit.* (1957), p. 38; R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 204; H. U. JOST: «Menace et...» *op. cit.*, in *NHSS*, p. 732.

<sup>4</sup> Voir W. RUTZ: *op. cit.*, pp. 212-213; W. WITTMANN: «Die Entwicklung der öffentlichen Ausgaben in der Schweiz seit 1900», in *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, 97, 1961, 4, p. 464.

<sup>5</sup> Propos reproduits sous: «M. Musy a parlé des devoirs de l'heure présente», in *La Suisse*, 10.5.1933.

<sup>6</sup> M. PERRENOUD: «Aspects de la politique financière et du mouvement ouvrier en Suisse dans les années 1930», in *Études et Sources*, 26, 2000, p. 95.



Or, en ces temps de dépression économique et de dévaluation des principales monnaies, vouloir à la fois maintenir l'équilibre budgétaire, amortir la dette et conserver à tout prix le franc fort, tout cela grâce à la déflation, relèvent de la mission impossible. C'est la quadrature du cercle. Loin d'améliorer la situation, ce cours résolument déflationniste et la volonté d'impliquer le moins possible l'État dans la relance économique vont augmenter les difficultés. Au bout du compte, c'est l'asphyxie. En Suisse, il faudra du reste attendre plus longtemps qu'ailleurs en général pour voir l'État modifier et moderniser sa politique économique.

Le gouvernement ne peut pourtant pas rester sourd aux appels à l'aide des secteurs menacés. Mais les interventions étatiques ressemblent plus à des actions d'urgence ponctuelles pour colmater les brèches qu'à une véritable politique anticrise cohérente pour renverser la vapeur. La tendance générale est d'ailleurs à combattre au coup par coup les symptômes de la dépression plutôt que ses causes. De l'aide aux chômeurs aux mesures de protection en faveur de l'agriculture et aux restrictions à l'importation, en passant par les appuis à l'hôtellerie et l'aide à certaines branches industrielles comme l'horlogerie et la broderie, la liste des interventions étatiques pour empêcher le naufrage est longue et disparate<sup>7</sup>. Hans Ulrich Jost définit la politique de crise de l'État «comme un interventionnisme spontané, réalisé de mauvais gré»<sup>8</sup>. Au niveau des options fondamentales, la seule politique économique envisagée reste elle résolument déflationniste, fixée à l'équilibre budgétaire et à l'étalon-or.

Champion de la rigueur durant la prospérité, Musy l'est d'autant plus lorsque la crise se manifeste. Durant ces années difficiles, le capitaine des finances fédérales maintient fermement le cap de l'austérité budgétaire. Il n'est pas prêt à desserrer son étreinte sur les finances du pays. Considérant, comme le reste du Conseil fédéral, que les causes de la crise se trouvent hors de Suisse, il prône l'adaptation aux marchés extérieurs, en particulier grâce à une baisse des salaires qu'il juge trop élevés<sup>9</sup>. Ainsi espère-t-il rendre à l'industrie suisse sa capacité concurrentielle. Cette politique déflationniste est clairement appuyée, voire inspirée, par le patronat qui, s'opposant à une augmentation de la fiscalité, insiste avant tout sur la baisse des salaires<sup>10</sup>. D'ailleurs, avant de réitérer ses principes déflationnistes, Musy prend soin de consulter, selon une vieille habitude, les pontes de l'industrie et surtout de la banque. C'est particulièrement frappant dans le cas du rapport sur la situation économique et financière de la Suisse qu'il

---

<sup>7</sup> Voir W. RUTZ: *op. cit.*, pp. 148ff.

<sup>8</sup> H. U. JOST: «Menace et...» *op. cit.*, in *NHSS*, p. 733.

<sup>9</sup> Sur l'opinion de Musy selon laquelle les causes de la crise en Suisse ne sont pas d'ordre interne mais externe, voir p.e. J.-M. MUSY: «La Suisse au milieu de la crise», in *La Liberté*, 27.4.1931.

<sup>10</sup> J. BEUCHAT: *op. cit.*, p. 78.

présente au Conseil fédéral le 6 février 1932<sup>11</sup>. En prévision de ce rapport rivé sur la seule solution déflationniste, il a notamment demandé l'avis de Caspar Jenny, Beat Stoffel, Gottlieb Bachmann, Rudolf Bindschedler, Louis Dapples et Armand Dreyfus, membre de la direction générale de la Société de Banque Suisse<sup>12</sup>. Selon le rapport remis par Musy au Conseil fédéral, en matière de baisse des salaires, la Confédération devrait même donner sans délai l'exemple avec les traitements du personnel fédéral, car ne pas le faire gêne la réduction des salaires dans certains secteurs, notamment bancaires et commerciaux<sup>13</sup>. En outre, Musy se montre à cette époque, de tous les conseillers fédéraux, le plus réticent à une augmentation de l'aide fédérale aux chômeurs, notamment aux victimes de la crise horlogère<sup>14</sup>. L'un de ses soucis principaux: éviter la multiplication des demandes de secours risquant de venir d'autres branches industrielles. Renâclant à aider les chômeurs par le simple octroi de subventions, il préfère les occuper grâce à la création de possibilités de travail. Le défenseur de la déflation générale et des coupes budgétaires fait toutefois preuve de plus d'empressement et de générosité lorsqu'il est question de sauver ce qu'il juge être essentiel, entre autres la place financière suisse.

Rétrospectivement, il est sans doute facile de constater que la thérapeutique classique et libérale préconisée par les autorités fédérales manque de hauteur, d'autant plus qu'elles se trouvent instruites par l'expérience de l'étranger qui l'a appliquée sans succès et a entre-temps adopté une politique activiste plus efficace. La politique déflationniste suivie par les pouvoirs publics helvétiques agit elle comme un facteur de dépression supplémentaire sur l'activité économique. Les couches sociales les moins favorisées en souffrent tout particulièrement.

Pourtant, sur le moment, rares sont les Suisses qui remettent en question les arguments principaux justifiant cette politique plutôt inadéquate: le maintien à tout prix de l'équilibre budgétaire et, surtout, la défense acharnée du franc à la parité-or. Même le PSS et l'USS n'y trouvent rien à redire dans un premier temps<sup>15</sup>. Ce que la gauche conteste, c'est la politique déflationniste et les mesures antisociales du programme financier de Musy<sup>16</sup>. Sur le fond du problème, la

---

<sup>11</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 23.

<sup>12</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 23: lettres de J.-M. Musy à C. Jenny (29.12.1931), à B. Stoffel (29.12.1931), à G. Bachmann (28.12.1931), à R. Bindschedler (28.12.1931), à L. Dapples (28.12.1931), à A. Dreyfus (31.12.1931). Voir également ce vol. 23 pour les réponses reçues en retour par Musy.

<sup>13</sup> Voir H. DICKENMANN: *op. cit.*, p. 72.

<sup>14</sup> Voir M. PERRENOUD: «Aspects...» *op. cit.*, pp. 96-99.

<sup>15</sup> G. ARLETTAZ: «Crise et déflation. Le primat des intérêts financiers en Suisse au début des années 1930», in *Relations internationales*, 30, été 1982, p. 173.

<sup>16</sup> *Ibid.*

gauche ne parvient pas, jusqu'au milieu des années 1930, à modifier le rapport de suprématie traditionnellement accordée à la politique monétaire, avec le franc fort comme objectif principal, sur la politique économique<sup>17</sup>.

Comme le PSS et l'USS, l'Union des associations d'employés et l'USP sont également favorables à une politique qui augmenterait le pouvoir d'achat des consommateurs<sup>18</sup>. Musy juge toutefois contradictoire de vouloir le franc à la parité-or et en même temps de refuser les mesures déflationnistes, notamment la baisse des salaires<sup>19</sup>. Selon lui, il faut comprimer la masse salariale afin d'adapter les coûts de production aux conditions du marché étranger. Le terme d'adaptation revient d'ailleurs comme un leitmotiv dans la bouche des élites politiques et économiques du pays. La Suisse a, estiment-elles, importé la crise; il faut donc ajuster le niveau des prix helvétiques à celui de l'étranger. Tout cela par la déflation générale.

Les opinions changent et s'affinent avec les discussions nées autour de l'initiative de crise déposée à la fin de l'année 1934. Les théories prônées à l'étranger, notamment par John Maynard Keynes, attirent l'attention. L'économiste anglais critique la thésaurisation et préconise une relance de l'activité économique par l'État. Son objectif principal est le plein-emploi et non pas la sauvegarde de l'étalon-or qu'il tient pour une «relique barbare»<sup>20</sup>. Il comprend, en agissant de manière plus conséquente, que la sauvegarde de l'ordre social passe par la résolution du problème du chômage. Pour les keynésiens, un petit peu d'inflation n'est d'ailleurs pas une catastrophe et un déficit budgétaire contrôlé ne peut que stimuler la demande globale. Reste que les dirigeants politiques et économiques suisses demeurent très longtemps réticents à l'égard de ces idées nouvelles et, lorsque Musy quitte le Conseil fédéral en mars 1934, elles n'y ont même aucune prise.

### 1.1.2. *Échec à la «lex Musy»*

Comme ni les autorités politiques ni les hautes instances financières ne veulent remettre en question la parité-or du franc, un thème quasi sacré, même à gauche de l'échiquier politique, la seule solution envisagée pour redonner quelques chances à l'industrie, notamment d'exportation, tient au retour à une vie plus simple. En d'autres termes, il s'agit de rogner les subventions et de comprimer les

---

<sup>17</sup> Voir J. TANNER: «Goldparität...» *op. cit.*, pp. 61-73.

<sup>18</sup> G. ARLETTAZ: «Crise et...» *op. cit.*, pp. 168-169.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 169.

<sup>20</sup> P. DELFAUD: *Keynes et le keynésianisme*, Paris, PUF, 1991 (1977), p. 63.

salaires afin de réduire les coûts de production<sup>21</sup>. D'où la déflation présentée comme la planche de salut par de larges secteurs de la droite. En juin 1932, le Conseil fédéral donne l'exemple en proposant notamment de diminuer le nombre de fonctionnaires fédéraux et de baisser leur salaire de 10%, voire 15% après deux ans<sup>22</sup>. Cette dernière mesure, loin de favoriser la consommation, s'oppose aux vues socialistes et aux principes qui inspireront bientôt Franklin D. Roosevelt et sa politique du New Deal<sup>23</sup>.

La loi fédérale du 15 décembre 1932, qui prévoit de réduire temporairement les salaires des personnes au service de la Confédération, rebrousse le poil de la gauche<sup>24</sup>. Elle saisit aussitôt le référendum contre la «lex Musy»<sup>25</sup>, question suffisamment étudiée par Heinz Dickenmann pour que nous n'y revenions pas en détail<sup>26</sup>. La campagne suscite de vives discussions. Les attaques fusent de part et d'autre. Le climat général est lourd. En Allemagne, Hitler vient d'arriver au pouvoir.

À l'approche de la votation populaire du 28 mai 1933, le chef du DFFD sillonne le pays. Il défend bec et ongles son projet de comprimer les salaires du personnel fédéral. Aucun des arguments favorables à la loi n'est oublié<sup>27</sup>. Au nom

---

<sup>21</sup> Sur la réduction des salaires, noyau central de la politique déflationniste prônée par le Conseil fédéral et les milieux financiers et industriels dans les années 1930, voir H. DICKENMANN: *op. cit.*, pp. 68-223.

<sup>22</sup> G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, p. 74; H. DICKENMANN: *op. cit.*, p. 76.

<sup>23</sup> G. BILLETER: *op. cit.*, pp. 116-117.

<sup>24</sup> LF réduisant temporairement les traitements et salaires des personnes au service de la Confédération, 15.12.1932, in *FF*, 1932, vol. 2, pp. 1124-1125. Voir aussi le MCF concernant l'adaptation temporaire aux nouvelles conditions, des traitements et salaires des personnes au service de la Confédération, 20.6.1932, in *FF*, 1932, vol. 2, pp. 81-118.

<sup>25</sup> Le référendum est muni de 325'622 signatures valables. (Extrait des délibérations du CF, 7.4.1933, in *FF*, 1933, vol. 1, p. 676).

<sup>26</sup> H. DICKENMANN: *op. cit.*, pp. 68-104. Voir aussi D. DISERENS: *Ängste und Hoffnungen in der Argumentation der schweizerischen Wirtschaftspolitik unter besonderer Berücksichtigung der Finanzordnung und der Stabilisierungspolitik auf Bundesebene von 1933 bis 1984*, Bern, Peter Lang, 1988, pp. 45-54. Pour le point de vue des syndicalistes suisses, voir p.e. R. BRATSCHI: *Gegen den Lohnabbau*, Bern, Föderativverband des Personals öffentlicher Verwaltungen und Betriebe, 1932, 56 p.; W. INGOLD: *Der Lohnkampf des eidgenössischen Personals*, Bern, Föderativverband des Personals öffentlicher Verwaltungen und Betriebe, 1933, 103 p.; R. BRATSCHI: *Nach dem 28. Mai 1933*, Bern, Föderativverband des Personals öffentlicher Verwaltungen und Betriebe, 1933, 45 p.

<sup>27</sup> Daniel Diserens dresse un tableau des arguments avancés pour et contre la «lex Musy». Selon les *partisans*: 1. La réduction des salaires est moindre que la déflation; le personnel fédéral reste encore privilégié. 2. La réduction des salaires est la voie à prendre pour atteindre l'équilibre budgétaire. Danger d'un endettement croissant de l'État en cas de rejet. 3. En cas de rejet, les impôts doivent être augmentés. 4. Les mesures proposées représentent un moindre mal. En cas de rejet, il existe un danger de réductions salariales encore plus drastiques. 5. Appel à la solidarité nationale. 6. Le personnel fédéral se comporte comme un État dans l'État. 7. Le référendum est soutenu par des forces marxistes et antinationales. 8. L'économie helvétique doit s'adapter aux conditions extérieures. Selon les *adversaires*: 9. La réduction des salaires fédéraux va déclencher une réaction en chaîne qui touchera finalement tout le monde. 10. La loi est antisociale à l'égard des petits revenus. Il faut plus imposer les gros revenus et les grosses fortunes. 11. Ce que la Confédération a entrepris

du franc, le grand argentier exige des sacrifices<sup>28</sup>. Il lance un cri d'alarme: le rejet de l'adaptation des traitements serait «un succès de la lutte de classe que mène la coalition des fonctionnaires contre le peuple, ce serait le triomphe du syndicalisme contre l'État, ce serait un important succès socialiste»<sup>29</sup>. La démocratie saura-t-elle se montrer assez forte pour surmonter cette dangereuse situation? Une fois de plus, il en appelle à un sursaut national pour conjurer la subversion marxiste qui mine le pays. Or, la déflation générale qu'il prône contribue justement à polariser les forces politiques et à nourrir les extrémismes.

Ses mises en garde ne suffisent pas. Le 28 mai, le peuple repousse la «lex Musy» et ses mesures de déflation par près de 55% des votants avec une participation proche de 80%<sup>30</sup>. C'est une défaite cuisante pour le patron du DFFD. Elle est d'autant plus vexante que jusque-là, sentant très bien les peurs et les aspirations de la population, il a pu s'appuyer sur elle pour faire passer son point de vue, parfois contre la ligne officielle du Conseil fédéral. Ce désaveu populaire le renforce dans son attitude de plus en plus désenchantée et critique à l'égard du système en place. Musy n'abandonne pourtant pas la partie.

### 1.1.3. Un essai désespéré: le programme financier de 1933

Le programme financier d'assainissement présenté en septembre 1933, tout tendu vers l'équilibre budgétaire et l'amortissement de la dette, reflète largement — à l'exception d'un impôt fédéral de crise concédé à la gauche — la doctrine Musy et plus généralement de la pensée libérale dominante au sein des autorités fédérales et de larges secteurs industriels et financiers<sup>31</sup>. Le chef des finances

---

risque de faire tâche d'huile au niveau des cantons. 12. La diminution du pouvoir d'achat aggrave crise et chômage. 13. L'affaiblissement de l'économie, auquel contribue la réduction des salaires, réduit également les recettes fiscales. 14. La Confédération peut trouver de meilleures solutions. (D. DISERENS: *op. cit.*, pp. 48-51).

<sup>28</sup> AF, fs Musy, vol. 110: discours de Musy sur l'adaptation des traitements, prononcé à Coire, 21.5.1933, p. 3. Quelques jours auparavant, Musy a tenu le même discours à Genève, sous les auspices du Centre d'études sociales et économiques, créé à l'initiative de Théodore Aubert. (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de Théodore Aubert à Musy, 2.5.1933. Le discours de Musy est reproduit sous: «M. Musy a parlé des devoirs de l'heure présente», in *La Suisse*, 10.5.1933). En mars 1933, Musy a tenu des propos quasiment identiques à Zurich. (AF, fs Musy, vol. 37: discours de Musy, 20.3.1933; BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: discours de Musy, 20.3.1933). Voir aussi son discours, prononcé le 19 mai à Fribourg, reproduit sous: «La crise et l'avenir de la Suisse», in *La Liberté*, 20.5.1933.

<sup>29</sup> Propos reproduits sous: «M. Musy a parlé des devoirs de l'heure présente», in *La Suisse*, 10.5.1933.

<sup>30</sup> 505'190 non contre 411'536 oui. (*FF*, 1933, vol. 1, p. 1031). Voir H. DICKENMANN: *op. cit.*, p. 100; W. RUTZ: *op. cit.*, p. 185; R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 212; G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, p. 75.

<sup>31</sup> Voir le MCF concernant les mesures extraordinaires et temporaires destinées au rétablissement de l'équilibre budgétaire, 2.9.1933, in *FF*, 1933, vol. 2, pp. 201-297. Au sujet du programme financier de 1933, voir avant tout H. DICKENMANN: *op. cit.*, pp. 104-121.

fournit un travail colossal pour élaborer ce plan de redressement du ménage fédéral<sup>32</sup>. Son principe de base reste simple: «Il faut économiser partout»<sup>33</sup>. On est bien loin d'une véritable politique conjoncturelle.

Du côté des dépenses, on relève une sérieuse coupe dans les subventions fédérales et la baisse des salaires fédéraux, quand bien même le peuple s'est prononcé contre cette dernière mesure le 28 mai 1933. Qu'importe. Le programme financier sera muni de la clause d'urgence, échappant ainsi au verdict populaire. Par la même occasion, la démocratie reçoit un sérieux coup de canif. Cela ne contribue pas à rapprocher le peuple de ses autorités<sup>34</sup>. Du côté des recettes, on envisage notamment l'introduction d'un impôt fédéral direct temporaire, dit de crise, et l'élévation de l'impôt sur les coupons. Les ressources fournies par l'imposition sur l'alcool et le tabac, normalement prévues pour financer l'AVS, attirent aussi l'attention de Musy. Sans trop tarder, il décide de les utiliser pour équilibrer le budget ordinaire. Le recours à une contribution fédérale de crise qui empiète sur la souveraineté financière des cantons n'est pas sans susciter des inquiétudes dans les milieux fédéralistes, entre autres vaudois<sup>35</sup>. L'idée d'un impôt fédéral de crise prônée par les socialistes et les syndicalistes, notamment dans l'initiative pour un impôt de crise déposée en avril 1933, est d'ailleurs reprise par Musy lui-même dans son programme financier, non sans avoir tout d'abord critiqué ses adversaires puis corrigé le tir sous la menace de voir leur initiative passée devant le peuple<sup>36</sup>. Il est difficile, particulièrement pour Musy, de ne pas tenir compte du fiasco du 28 mai 1933. Soucieux de faire passer son train de mesures déflationnistes, le grand argentier semble même chercher, du moins momentanément, l'adhésion des socialistes au programme gouvernemental<sup>37</sup>. Dans le jeu des concessions entre la gauche et la droite, il juge très certainement plus important de pouvoir réduire les traitements fédéraux que d'introduire un impôt fédéral direct, par ailleurs modéré.

---

<sup>32</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 24-26 et 67 (différents projets, discours, articles de presse).

<sup>33</sup> G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, p. 75. Voir aussi G. ARLETTAZ: «Crise et...» *op. cit.*, pp. 172-173; W. RUTZ: *op. cit.*, pp. 213-216.

<sup>34</sup> W. RUTZ: *op. cit.*, p. 185.

<sup>35</sup> R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 188. En outre, la menace d'un impôt sur le vin, trop vite considéré comme un produit de luxe selon les vignerons, provoque un levier de boucliers dans le canton de Vaud. Musy tente de calmer l'opposition. (Voir *ibid.*, pp. 188-190).

<sup>36</sup> La contribution de crise soutenue par Musy s'inscrit en effet dans la lignée de l'initiative en faveur d'un impôt de crise que les syndicats, notamment l'USS, ont déposée en avril 1933, avec le très fort appui de 237'001 signatures. L'initiative est retirée en 1947, après avoir été, du moins dans son esprit et en grande partie, réalisée par d'autres voies. Voir O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 164-173 et 231; H. DICKENMANN: *op. cit.*, pp. 303-307; ainsi que M. WEBER: «Der Kampf um die Krisen-Initiative», in U. KÄGI (Hg.): *Unterwegs zur sozialen Demokratie. Festschrift zum 75. Geburtstag von Hans Oprecht*, Zürich/Wien/Frankfurt a.M., Europa Verlag, 1969, pp. 45-46.

<sup>37</sup> Voir M. PERRENOUD: «Aspects...» *op. cit.*, pp. 104-105.

L'équilibre budgétaire a pour but suprême le franc fort: «Le Conseil fédéral et la banque nationale savent qu'un déficit budgétaire permanent fournirait un nouvel aliment aux pronostics malveillants concernant l'avenir de notre monnaie. Pour conserver en celle-ci une solide confiance et sauvegarder notre crédit, il faut, par un effort immédiat et suffisant, rétablir l'équilibre budgétaire.»<sup>38</sup> Rivé sur cet équilibre, le programme financier de Musy entérine le principe selon lequel aucune dépense nouvelle ne sera faite sans que sa couverture préalable soit assurée. Au bout du compte, le programme prévoit 40 millions d'économies et près de 100 millions de nouveaux impôts.

Longuement débattu à la session d'automne 1933, le programme financier sort pourtant des discussions parlementaires sans grandes modifications. Les Chambres l'adoptent le 13 octobre 1933<sup>39</sup>. Sur de nombreux points, la politique suivie par Musy ressemble beaucoup à la tentative désespérée faite par Laval en 1935 de retrouver l'équilibre budgétaire dans une économie déflationniste. En Suisse comme en France, les désillusions seront au rendez-vous.

## 1.2. Le franc fort pour unique politique monétaire

### 1.2.1. Une politique opiniâtre

Selon Wilfried Rutz, la politique monétaire menée par les autorités fédérales durant la crise n'en est pas vraiment une. Elle donne l'impression de l'immobilisme. Les organes responsables de la politique monétaire, soit le Conseil fédéral et la BNS, n'ont pour but et pour méthode que la stabilité du franc suisse, ce qui a de fâcheuses conséquences pour l'industrie d'exportation. Alors que la législation leur donne les moyens de revoir leur politique monétaire, ils préfèrent y renoncer. La politique du franc fort, tenue envers et contre tous, est élevée au rang de symbole d'indépendance nationale<sup>40</sup>. Le contraste est grand entre l'attitude inflexible des autorités dans le domaine monétaire et leurs hésitations à aider l'économie<sup>41</sup>. Loin d'être mise au service de la politique économique, même au

---

<sup>38</sup> MCF concernant les mesures extraordinaires et temporaires destinées au rétablissement de l'équilibre budgétaire, 2.9.1933, in *FF*, 1933, vol. 2, p. 203.

<sup>39</sup> Voir l'arrêté fédéral concernant les mesures extraordinaires et temporaires destinées à rétablir l'équilibre des finances fédérales, 13.10.1933, in *RL*, 1933, pp. 859-867. Le Conseil national débat de cet arrêté fédéral du 26.9 au 6.10.1933, ainsi que le 13.10.1933 (*Bst CN*, 1933, pp. 391ff. et 734ff.). Le Conseil des États en parle du 9 au 13.10.1933 (*Bst CEs*, 1933, pp. 268ff.).

<sup>40</sup> W. RUTZ: *op. cit.*, p. 107. Voir aussi J. TANNER: *Bundeshaushalt, Währung und Kriegswirtschaft. Eine finanzsoziologische Analyse der Schweiz zwischen 1938 und 1953*, Zürich, Limmat Verlag, 1986, pp. 235-237.

<sup>41</sup> S. CRETTEX: *op. cit.*, p. 56.

plus fort de la crise, la politique monétaire est en quelque sorte poursuivie pour elle-même, sans autre préoccupation principale que la défense d'intérêts financiers. L'ampleur des problèmes et la difficulté croissante à déchiffrer une période particulièrement agitée crispent les esprits plus qu'elles ne les poussent à sortir des sentiers battus.

Loin de contrer le lobby du franc fort, soit en premier lieu la BNS et les grandes banques, le Conseil fédéral adhère totalement à la politique de l'étalon-or. Par la révision législative de 1929, les autorités fédérales adoptent en droit le système de l'étalon-or<sup>42</sup>. Durant la crise, elles réitèrent leur profession de foi en «l'inébranlable maintien du franc suisse à la parité-or»<sup>43</sup>. Fidèle représentant d'une élite nationale très attachée à la vigueur de sa monnaie, Musy tient plus que tout autre à la parité-or du franc. Alors que la situation économique ne cesse d'empirer, il ne change pas une virgule de son discours.

En septembre 1931, l'Angleterre renonce à l'étalon-or. Cette mesure aboutit à une dévaluation de la livre sterling et porte un coup fatal à l'étalon de change-or. Aussitôt, Musy clame haut et fort sur les ondes que, pour le Conseil fédéral et la BNS, «il n'y a qu'une politique monétaire: "Le franc suisse à la parité-or"»<sup>44</sup>. Au début de 1932, il réaffirme: «Pour la Suisse, il n'y a qu'une seule politique monétaire, c'est le franc suisse à la parité-or. La noblesse de notre franc est une source de richesse que nous voulons et saurons conserver!»<sup>45</sup>

Même son de cloche lorsque, peu après l'entrée en fonction, le 4 mars 1933, du président démocrate Roosevelt, les États-Unis abandonnent à leur tour l'étalon-or. Craignant que la Suisse ne suive l'exemple américain, de nombreux capitaux quittent brusquement les coffres helvétiques entre mars et juillet 1933<sup>46</sup>. Pour mettre un terme aux rumeurs de l'éventuelle dévaluation du franc suisse et aux spéculations exercées contre la monnaie helvétique, le Conseil fédéral déclare le

---

<sup>42</sup> LF modifiant la LF du 7.4.1921 sur la BNS, 20.12.1929, in *RL*, 1930, pp. 97-100. Voir aussi la LF sur la monnaie, 3.6.1931, in *RL*, 1931, pp. 613-620.

<sup>43</sup> MCF concernant les mesures extraordinaires et temporaires destinées au rétablissement de l'équilibre budgétaire, 2.9.1933, in *FF*, 1933, vol. 2, p. 203.

<sup>44</sup> Propos de Musy rapportés sous: «La Suisse reste ferme au milieu de la crise», in *La Liberté*, 24.10.1931. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 37: «Le franc suisse»; AN, F7-13485, «Suisse. 1931»: exposé de Musy à Radio-Berne, 23.10.1931, transmis par le commissaire spécial (Annemasse) au secrétaire général du Ministère (de l'Intérieur) (Paris), 7902, 30.10.1931.

<sup>45</sup> J.-M. MUSY: *La Suisse dans la crise actuelle. Inflation ou déflation*, Genève, Jullien, 1932, p. 16. Cette publication s'inscrit dans le cadre d'une série de conférences que Musy donne en 1932, en particulier le 19 février à Berne sous les auspices de la Société d'économie publique, ainsi que le 29 février à Genève sous le patronage notamment de la Chambre de commerce. Ces deux conférences, saluées par la presse bourgeoise et condamnées par les journaux socialistes, ont un écho considérable en Suisse. (Voir AF, fs Musy, vol. 22: de très nombreux articles de presse. Voir également *ibid.*, vol. 21: messages adressés à Musy en rapport avec ses conférences).

<sup>46</sup> G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, p. 71; G. ARLETTAZ: «Crise et...» *op. cit.*, p. 166.



25 avril 1933 qu'il n'est pas question pour la Suisse de renoncer à l'étalon-or<sup>47</sup>.

Comme tous ses contemporains, Musy a de la peine à s'orienter dans les graves perturbations monétaires de l'époque. Confronté à la quasi-paralysie des flux de capitaux internationaux et à un commerce mondial considérablement entravé, il ne cesse de préconiser, à l'instar des milieux économiques suisses les plus influents et traditionnellement libre-échangistes, un retour aux conceptions libérales basées sur l'étalon-or afin de conserver la stabilité des cours des changes et la convertibilité de la monnaie. De manière plus générale, la stabilisation du change est, selon des pays à étalon-or comme la France, l'Italie et la Suisse, nécessaire pour restaurer l'économie mondiale. Avec d'autres, ces États vont d'ailleurs tenter de résister, en vain, en formant un bloc-or.

L'opposition tenace de Musy n'a donc rien d'exceptionnel. Il lui est très difficile d'imaginer une autre voie, plus moderne et certes moins éprouvée que celle qu'il pratique depuis toujours. Il reste particulièrement fermé à la politique monétaire des États-Unis qui, confrontés à une crise économique importante, se tournent surtout vers la résolution de leurs problèmes intérieurs. Les propos qu'il tient en juin 1933, lors des discussions sur la conférence économique internationale de Londres destinée à trouver une solution à la crise mondiale, sont édifiants: «Les Américains n'avaient aucune raison d'ordre monétaire d'abandonner l'étalon-or pratique; ils n'ont pris cette mesure que pour des raisons d'ordre économique. On ne peut pas admettre que les États-Unis bouleversent le régime économique du monde entier pour des raisons de cet ordre. L'Amérique en a pris à son aise avec les intérêts du monde; elle a abandonné l'étalon-or pour montrer aux Anglais qu'elle aussi pouvait prendre une telle mesure.»<sup>48</sup>

Derrière la dévaluation des monnaies et le repli sur elles-mêmes des économies nationales par le renforcement du protectionnisme, Musy voit surtout l'affirmation des égoïsmes nationaux. Selon lui, il «faut que les Anglais et les Américains cessent de faire peser sur le monde l'insécurité causée par l'instabilité de leurs monnaies»<sup>49</sup>. L'entente monétaire internationale qu'il souhaite voir s'accomplir lors de conférence de Londres ne se réalisera toutefois pas, les États-Unis et les pays à étalon-or maintenant leur position<sup>50</sup>.

---

<sup>47</sup> *Banque nationale... op. cit.* (1957), p. 116.

<sup>48</sup> Délégation suisse à la Conférence monétaire et économique de Londres. Pv de la première séance tenue au Palais fédéral, 3.6.1933, in *DDS*, vol. 10, p. 699.

<sup>49</sup> *Ibid.*, pp. 697-698.

<sup>50</sup> Sur la conférence de Londres et la Suisse, voir G. ARLETTAZ: «Crise et...» *op. cit.*, pp. 166-172; P. HUG, M. KLOTER: «Der "Bilateralismus" in seinem multilateralen Kontext. Die Aussenpolitik der Schweiz zur Sicherung ihres Aussenhandels und Zahlungsverkehrs, 1920/30-1958/60», in P. HUG, M. KLOTER (Hg.): *Aufstieg und Niedergang des Bilateralismus. Schweizerische Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik 1930-1960: Rahmenbedingungen, Entscheidungsstrukturen, Fallstudien*, Zürich, Chronos, 1999, p. 24. Dans la liste des délégués, suppléants et experts chargés de défendre les intérêts suisses, on

Ayant fortement contribué à déclencher une crise gouvernementale sans précédent et inquiétante à plus d'un titre pour le crédit helvétique, ce qui donne du piquant à ses propos, Musy gratifie le Parlement d'une nouvelle proclamation solennelle en mars 1934: «Je maintiens ce que nous avons dit à répétitions reprises: Pour la Suisse il n'y a qu'une seule politique monétaire: c'est celle de l'étalon-or et celle du maintien de la parité actuelle. Je suis chargé par le Conseil fédéral de vous faire sur ce point une déclaration catégorique: Le Conseil fédéral et la Banque nationale — qu'on le sache bien en Suisse et à l'étranger — sont fermement résolues [sic] à maintenir la parité actuelle. Nous le pouvons, nous le voulons et nous le ferons. (Bravos.)»<sup>51</sup>

Beaucoup sont impressionnés par ce volontarisme qui nie superbement le marché international où plusieurs monnaies, et non des moindres, ont été dévaluées. Une unité monétaire de haute valeur n'est pas simplement utile à la place financière suisse. Elle est aussi nécessaire au prestige de la Suisse dans le monde. Que la Grande-Bretagne et les États-Unis, après avoir dévalué leur monnaie, connaissent une reprise de leur activité économique alors que la Suisse, se cramponnant à un franc fort qui entame sérieusement la compétitivité de son industrie d'exportation, s'enfonce dans la crise ne semble pas vraiment retenir l'attention. En pressurant le pays au nom du maintien du franc à sa parité-or, Musy et ses pairs contribuent plutôt à anémier l'activité économique du pays et à le plonger dans la stagnation. Toutefois, sur le moment, très rares sont ceux à se rendre compte du caractère nuisible de la politique du franc fort. Pas même les ennemis traditionnels de Musy. Et ceux qui critiquent vertement sa politique monétaire ne proposent souvent que des solutions aléatoires, voire irréalistes.

### 1.2.2. *Le franc, incarnation de la patrie*

Considérant que le franc suisse est «la pierre d'angle sur laquelle repose l'économie de notre pays»<sup>52</sup>, Musy prône un retour à la simplicité des ancêtres. Il estime que la déflation générale rendra probablement le peuple plus pauvre mais que cela ne l'empêchera pas d'être heureux<sup>53</sup>. Il désapprouve le «confort et les

---

retrouve notamment les habitués Gottlieb Bachmann, président du directoire de la BNS; Louis Dapples, président de Nestlé; Alfred Sarasin, président du c.ad. de la BNS; Ernst Wetter, conseiller national et vice-président du Vorort de l'USCI; Ernst Laur, directeur de l'USP; et Rudolf Bindschedler, membre de la direction générale du Crédit Suisse. (G. ARLETTAZ: «Crise et...» *op. cit.*, p. 169; Délégation suisse à la Conférence monétaire et économique de Londres. Pv de la première séance tenue au Palais fédéral, 3.6.1933, in *DDS*, vol. 10, p. 694).

<sup>51</sup> *Bst CN*, 19.3.1934, p. 101.

<sup>52</sup> AF, fs Musy, vol. 110: discours de Musy sur l'adaptation des traitements, 21.5.1933, p. 6.

<sup>53</sup> *Bst CN*, 19.3.1934, p. 103.

exigences dont tout notre peuple a maintenant pris la coûteuse habitude»<sup>54</sup>. Selon lui, le peuple vit au-dessus de ses moyens. L'heure des sacrifices a sonné. La défense de la monnaie exige une déflation ferme. Les salaires, dans les administrations publiques et le secteur privé, doivent impérativement baisser<sup>55</sup>. Loin d'envisager une relance par la consommation, il encourage ses concitoyens à épargner. Il souligne les vertus du travail. Et de conclure: «Sur toute la ligne, il faut se résigner à gagner moins, à économiser davantage, c'est-à-dire à vivre plus simplement.»<sup>56</sup> Autant d'actes de patriotisme.

Pour lui, le franc fort, c'est l'incarnation d'une Suisse saine et souveraine; le dévaluer, un manque de civisme et même un acte antisuisse. La politique du franc fort prend la forme d'une politique de prestige défendue à un prix très élevé, surtout dès l'instant où la livre sterling et le dollar ont été dévalués. Les effets sociaux désastreux d'une telle politique comptent moins que la stabilité du franc recherchée. Un certain romantisme et une dimension quasi religieuse percent à travers ces idées d'ascétisme et de rédemption par l'épreuve. L'attachement au franc touche à la dévotion, d'autant plus frappante que le croisé de la monnaie se veut un catholique exemplaire. Dans cette perspective volontariste de souffrance nécessaire, Musy aime répéter dans ses discours: «Quand on ne veut pas avoir le courage de faire la politique de sa monnaie, on aura fatalement la monnaie de sa politique.»<sup>57</sup> Le dogme prend la forme de la sentence.

### 1.2.3. *La dévaluation, un sujet tabou*

Au royaume du franc fort, les théories prônant l'abandon de l'étalon-or sont vues comme des hérésies. La dévaluation est tout simplement un thème tabou. La stabilité du franc, reflet de la solidité des Alpes suisses et de la vigueur du pays, tient lieu de mythe national, y compris pour la gauche<sup>58</sup>. Ainsi, l'activité du *Freiwirtschaftsbund* qui exige, en des termes parfois violents et démagogiques, une réorientation de la politique financière et monétaire de la Confédération, notamment par l'abandon de l'étalon-or, est jugée subversive par la BNS<sup>59</sup>. Cette

---

<sup>54</sup> J.-M. MUSY: *La Suisse dans la crise... op. cit.*, p. 17. Voir aussi *ibid.* p. 28.

<sup>55</sup> *Ibid.*, pp. 16-24.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>57</sup> Cité p.e. par P. BARRAS, in *BLVS*, 1955, vol. 4, p. 4a. Musy utilise de nombreuses fois cette formule, p.e. à l'occasion du Tir fédéral de 1934 (Voir son discours reproduit dans *La Liberté* du 2.8.1934) ou, en 1936 devant le CN, lors du développement de son postulat sur le redressement national (Voir *Bst CN*, 31.1.1936, p. 754).

<sup>58</sup> Voir J. TANNER: «Goldparität...» *op. cit.*, pp. 45-81.

<sup>59</sup> G. ARLETTAZ: «Crise et...» *op. cit.*, p. 174. Créé en 1915, le *Freiwirtschaftsbund*, ou *Freiland-Freigeld-Bund* avant 1924, s'appuie sur les théories de Silvio Gesell (1862-1930), économiste allemand. L'association réclame notamment l'étatisation du sol et défend le principe très peu orthodoxe de la monnaie franche. Ainsi préconise-t-elle d'agir sur la masse monétaire et de baser la monnaie non pas sur l'étalon-or mais sur l'indice des prix, afin de

association, aux théories parfois confuses, demande même la démission de Musy et de Gottlieb Bachmann, président du directoire de la BNS<sup>60</sup>. À eux deux, ils incarnent en effet le noyau dur des partisans du franc à la parité-or. En mars 1934, alors que le Conseil fédéral traverse une crise profonde et que Musy vient de réaffirmer l'intangibilité des dogmes, le Freiwirtschaftsbund, notamment lors d'une réunion où s'expriment Fritz Schwarz et Hans Konrad Sonderegger, en appelle une fois de plus à la démission du chef des finances<sup>61</sup>.

Bien que le Freiwirtschaftsbund ne soit pas un mouvement de masse, son action nourrit un certain mécontentement populaire. Elle suscite des débats passionnés dans le public et jusque dans les cercles dirigeants de l'économie helvétique. Ainsi, l'Association pour une monnaie saine (Vereinigung für gesunde Währung) se constitue, notamment sous la pression des milieux financiers, pour défendre la politique de la BNS et combattre les théories du Freiwirtschaftsbund, soupçonné de faire le jeu du communisme. À l'exception du mouvement socialiste, tous les partis et groupes d'intérêts importants de la politique suisse sont représentés, dans un premier temps, au sein de l'Association pour une monnaie saine<sup>62</sup>. Dans le camp conservateur-catholique, on tient aussi les théories

---

sauvegarder le pouvoir d'achat de la monnaie. Logiquement, la politique monétaire de la BNS est très souvent la cible des critiques du Freiwirtschaftsbund. Sur cette association, voir M. SCHÄRRER: *Geld- und Bodenreform als Brücke zum sozialen Staat. Die Geschichte der Freiwirtschaftsbewegung in der Schweiz (1915-1952)*, Zürich, Zentralstelle der Studentenschaft, 1983, 364 p. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 37.

<sup>60</sup> G. ARLETTAZ: «Crise et...» *op. cit.*, p. 174. En 1923, Musy, accompagné notamment d'Eduard Kellenberger, expert influent de l'Administration fédérale des finances, Gottlieb Bachmann (BNS), Léopold Dubois (Société de Banque Suisse) et Paul Jaberg (Union de Banques Suisses), a déjà l'occasion d'entendre des représentants du Freiwirtschaftsbund s'exprimer sur la question monétaire. Aucun accord n'est possible entre les deux parties. Voir W. SCHMID: *op. cit.*, pp. 52-53. L'auteur, Werner Schmid, est lui-même un ancien partisan du Freiwirtschaftsbund, devenu le Parti libéral-socialiste. Dans son ouvrage sur l'histoire du franc suisse, Werner Schmid se montre très sévère à l'égard de la politique monétaire de Musy. Voir *ibid.*, p.e. pp. 67-68 et 75. Sur Eduard Kellenberger, voir S. GÜEX: *La politique monétaire... op. cit.*, n. 203 pp. 263-264.

<sup>61</sup> AF, fs Musy, vol. 2: tract du Freiwirtschaftsbund, (20.3.1934). Une autre personnalité en vue de ce mouvement, le professeur Hans Bernoulli de Bâle, critique vertement la politique déflationniste prônée par Musy. (Der Schweizer Freiwirtschaftsbund [H. BERNOULLI]: *Was bedeutet die von Bundesrat Musy vorgeschlagene Deflationspolitik für unsere Volkswirtschaft?*, Bern, tiré-à-part de la *Freiwirtschaftliche Zeitung*, s.d., 8 p. Voir aussi M. SCHÄRRER: *op. cit.*, pp. 256-258). En 1932-1933, le futur conseiller aux États Hans Konrad Sonderegger — à la Chambre des cantons, il remplacera Johannes Baumann, élu au CF le 22 mars 1934 — écrit quelques lettres à Musy au sujet de la crise et de la question monétaire. (AFZ, fs Sonderegger: lettres de H. K. Sonderegger à J.-M. Musy, 21.10.1932, 21.4.1933 et 1.7.1933). En été 1940, après la défaite française, Hans Konrad Sonderegger se montrera favorable à une réorganisation du CF, tout en ambitionnant de manière irréaliste une place au gouvernement, et prônera l'entente avec l'Allemagne nazie. (Voir M. SCHÄRRER: *op. cit.*, pp. 283-285). — Autres données bio. sur Hans Konrad Sonderegger (1891-1944): s.n., in *BLVS*, 1948, vol. 2, p. 41; *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 5, p. 850.

<sup>62</sup> Voir M. SCHÄRRER: *op. cit.*, pp. 258-267. Plusieurs membres du RN, créé en 1936 sous la houlette entre autres de Musy, participent à l'Association pour une monnaie saine. On peut nommer en particulier Johann Laurenz Cagianut, Paul Jaberg, Carl Koechlin, Hans Müller,

de Gesell pour du socialisme masqué<sup>63</sup>. Le Parlement s'y intéresse également. En octobre 1933, le radical Gustav A. Seiler, conseiller national bâlois, dépose un postulat invitant le Conseil fédéral à faire un rapport sur sa politique monétaire. Dans une interpellation de décembre 1933, le conservateur Otto Walter interroge le gouvernement sur sa position à l'égard de la théorie de la monnaie franche défendue par le *Freiwirtschaftsbund*. Tous deux développent leur question le 14 mars 1934<sup>64</sup>. Le 19 mars, en pleine crise gouvernementale, Musy répond, au nom du Conseil fédéral, au postulat Seiler et à l'interpellation Walter<sup>65</sup>. À cette date, l'homme politique fribourgeois se trouve dans une position intenable. Il démissionnera du Conseil fédéral trois jours plus tard. Nous y reviendrons.

Toutefois, on aurait tort de n'attribuer qu'à Musy la responsabilité de cette politique opiniâtre. L'ensemble du Conseil fédéral, sûr de défendre les intérêts nationaux, le soutient dans cette voie<sup>66</sup>. En coulisse, Musy reçoit également d'autres appuis, comme celui de la BNS et de Louis Dapples qui ne cesse de s'inquiéter de l'étatisme grandissant. Les dirigeants de la BNS, notamment Sarasin et Bachmann, se montrent très hostiles aux théories du *Freiwirtschaftsbund* et s'opposent à une éventuelle dévaluation du franc suisse<sup>67</sup>. De son côté, le président de Nestlé, de par sa formation bancaire très sensible aux répercussions financières, assure au chef du DFFD que la dévaluation de la monnaie porterait «un coup terrible à l'épargne et au système bancaire et elle déprécierait les placements de la Suisse à l'étranger»<sup>68</sup>. De manière générale d'ailleurs, les milieux patronaux apportent en mars 1934 un soutien ferme à la politique monétaire du Conseil fédéral<sup>69</sup>. Musy n'est donc pas seul. Une grande majorité de la classe politique bourgeoise et des dirigeants de l'économie, certes fortement influencé par les milieux financiers, poussent à suivre un cours déflationniste et à défendre un franc fort. De très nombreux socialistes, eux aussi attachés au mythe national d'un franc suisse dur comme le roc, mettront également beaucoup de temps à contester le dogme de la parité-or. En mars 1934, alors que ceux-ci font flèche de tout bois contre Musy, voué aux gémonies entre autres pour s'en être pris aux

---

Max Vischer, ainsi que Robert Eibel. Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 248-250. — Données bio. sur Carl Koechlin (1899-1969): B. WEHRLI: *op. cit.*, p. 320.

<sup>63</sup> L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, p. 70. Voir aussi M. SCHÄRRER: *op. cit.*, p. 265.

<sup>64</sup> *Bst CN*, 14.3.1934, pp. 53-60 (postulat Seiler du 6.10.1933 et interpellation Walter du 20.12.1933).

<sup>65</sup> *Bst CN*, 19.3.1934, pp. 98-104.

<sup>66</sup> AF, fs Musy, vol. 37: lettre de Pilet-Golaz à Musy, 19.3.1934.

<sup>67</sup> AF, fs Musy, vol. 37: «Conférence sur le Freigeld» entre des représentants du DFFD, notamment Musy, et de la BNS, 8.3.1934; «Rapport du président de la Direction générale à l'Assemblée générale des actionnaires de la Banque nationale suisse à Berne», 10.3.1934; lettre et mémoire («La politique monétaire de la Suisse») de la BNS à Musy, 12.3.1934.

<sup>68</sup> AF, fs Musy, vol. 37: mémoire («réflexions») de L. Dapples du 28.2.1934, joint à la lettre de L. Dapples à Musy du 14.3.1934.

<sup>69</sup> J. BEUCHAT: *op. cit.*, p. 73.

salaires, ils ne lui reprochent d'ailleurs pas de défendre ce principe monétaire.

Dans sa réponse du 19 mars, Musy assure que la Suisse ne trouvera son salut que grâce au maintien strict de la parité, à une déflation rigoureuse et une sévère politique d'économies. Appliquer la théorie monétaire du *Freiwirtschaftsbund* et s'engager sur la voie de la dévaluation et de l'inflation ne peuvent que mener à la catastrophe. Peu porté sur les nuances, le Fribourgeois peint une fois de plus un tableau en noir et blanc. Formé à l'économie politique traditionnelle de l'étalon-or, il refuse les «artifices monétaires» comme la dévaluation. Comme d'autres contemporains, accrochés à d'anciennes recettes, il lui est difficile de réorienter sa politique en fonction des mouvements monétaires internationaux de l'époque. Généralement reconnu pour sa puissante imagination à résoudre les problèmes financiers, Musy s'acharne dans une voie sans issue.

À défaut de concevoir d'autres solutions, il persiste et signe: «Pour sauver le franc suisse, il faut se résigner à une courageuse adaptation des prix. Ce sera plus dur, mais plus sûr que de s'abandonner au mirage trompeur des artifices monétaires.»<sup>70</sup> Le ton du discours est quelque peu désabusé. Est-ce que la démocratie sera capable de procéder, sur l'autel du franc fort, aux sacrifices nécessaires? Et de dire: «Dans une démocratie, la politique de la déflation est incontestablement un calvaire.»<sup>71</sup> Sur le fond, le chef du DFFD pense qu'il faut plutôt revoir le fonctionnement de la démocratie libérale que remettre en cause sa politique monétaire.

Musy ayant démissionné en mars 1934, Albert Meyer lui succède à la tête du DFFD. Le Zurichois, fermement soutenu par la BNS, y mène une politique monétaire aussi conservatrice et traditionnelle que son prédécesseur. Toutefois, en septembre 1936, le Conseil fédéral se voit contraint de dévaluer le franc suisse pour sortir de l'impasse dans laquelle a conduit la déflation systématique. Même si Meyer, toujours appuyé par la banque centrale et Gottlieb Bachmann, président de la direction générale de la BNS, n'est pas d'accord avec la décision prise par le gouvernement, il relègue à l'arrière-plan ses prérogatives personnelles et défend publiquement cette décision collégiale. Aucune des grandes catastrophes prédites par les purs et durs de la monnaie forte — fléchissement de l'économie nationale, effondrement de la place financière suisse, flambée générale des prix intérieurs, désastre pour les placements suisses à l'étranger, etc. — ne se réalise vraiment. Mieux, la dévaluation donne un coup de fouet à la conjoncture. L'industrie d'exportation respire enfin plus facilement. La mesure la plus combattue par Musy et beaucoup d'autres contribue donc, dans le sillage de la reprise de l'économie mondiale, au redressement de l'économie nationale.

---

<sup>70</sup> *Bst CN*, 19.3.1934, p. 103.

<sup>71</sup> *Ibid.*

### 1.3. Conflits autour de l'AVS

Ayant déjà fait preuve de beaucoup de prudence voire de résistance dans le dossier de l'AVS lorsque la prospérité fleurissait, Musy s'y montre hostile dès que la crise commence à gagner la Suisse<sup>72</sup>. Le 3 février 1931, il rompt avec fracas la collégialité gouvernementale en lançant ce qu'on appelle bientôt le «Mémorial Musy»<sup>73</sup>. Dans ce document qui aurait dû rester secret, le Fribourgeois critique le projet de loi préparé par les services de Schulthess et s'insurge en particulier de voir les fonctionnaires, mieux lotis que les autres travailleurs, y être inclus. Il se plaint amèrement d'avoir été tenu à l'écart des travaux<sup>74</sup>. Pourtant, il se déclare toujours favorable à l'AVS. Affirmer ouvertement le contraire serait certes suicidaire d'un point de vue politique.

Accusé de torpiller le projet par certains journaux, avant tout socialistes mais aussi radicaux de Suisse alémanique, Musy s'en défend solennellement le 20 février dans une séance du Conseil fédéral<sup>75</sup>. Le ton monte entre Schulthess et Musy. Cet antagonisme inquiète le Comité directeur du PCPS lorsqu'il évoque la question de l'assurance: «Die Lage ist durch den Zwischenfall Schulthess-Musy recht unerfreulich. Man muss aber zugeben, dass BR Musy der provozierte Teil ist.»<sup>76</sup> Au sein même du camp conservateur-catholique, les manières autocratiques et impulsives de Musy suscitent toutefois la critique<sup>77</sup>.

La polémique enfle dans la presse. Comme le rapporte un représentant de la légation allemande à Berne, surpris par l'ampleur de ce déballage sur la place publique, Schulthess se montre très amer à l'égard de Musy<sup>78</sup>. Confronté à des attaques qui ne veulent pas dire leur nom, l'Argovien riposte et défend point par point son projet. Musy doit finalement reculer, mais refuse de soutenir publiquement le texte élaboré par son ennemi personnel<sup>79</sup>. Il ne cesse de croire que le projet de Schulthess manque d'une base financière solide. Aussi continue-t-il à miner le terrain.

En avril 1931, il tient un long discours sur la situation économique de la Suisse devant le gratin zurichois de l'industrie, de la banque et de la politique. Ses propos sont suffisamment clairs pour que l'auditoire comprenne qu'il serait, à l'heure

---

<sup>72</sup> Pour un survol de cette question dans les années vingt, voir *supra*, point 1.4. du chap. 5.

<sup>73</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 65, notamment les observations formulées par le chef du DFFD, Berne, 3.2.1931, 37 p.; ainsi que A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, p. 312.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 312.

<sup>75</sup> AF, fs Musy, vol. 65: «Déclaration faite par le chef du département fédéral des finances, à la séance du Conseil fédéral du 20 février 1931», 2 p.

<sup>76</sup> AF, fs PCPS, vol. 23 / 229: Pv CD, 21.2.1931 (intervention de Baumberger). Voir aussi *ibid.*: Pv CD, 31.10.1931.

<sup>77</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* *op. cit.*, p. 286.

<sup>78</sup> PA, DGB, 1393: lettre d'Ulrich à l'AA, A.151, 7.3.1931.

<sup>79</sup> A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, p. 312.

actuelle, dangereux de solliciter encore plus les caisses fédérales<sup>80</sup>. Sans jamais attaquer de front, il s'efforce de saper le travail de son ennemi personnel. Malgré les coups de boutoir latéraux du ministre des finances, soutenu en sous-main par Louis Dapples et ses amis, les Chambres acceptent le 17 juin 1931 la loi concoctée par Schulthess<sup>81</sup>.

Aussitôt, un front disparate, formé avant tout de conservateurs-catholiques, de libéraux-conservateurs, de fédéralistes, de corporatistes et d'antiétatistes, saisit le référendum pour faire échec à la loi mijotée par le chef de l'économie publique. Une forte résistance se dessine tout particulièrement en Suisse romande. En outre, des représentants de l'extrême gauche et de l'extrême droite, chacun pour des motifs différents, se trouvent à tirer à la même corde que l'opposition. À la tête du mouvement référendaire se trouvent, entre autres, le conseiller national bâlois Rudolf Gelpke (PAB), le professeur Joseph Beck et l'avocat zurichois Frick<sup>82</sup>, trois fers de lance de la droite dure. Le canton de Fribourg, où presque la moitié des citoyens ayant le droit de vote signent le référendum, apparaît très vite comme l'un des centres de l'opposition<sup>83</sup>. Durant l'été 1931, un comité d'action opposé à la «lex Schulthess» voit également le jour sous le nom de Front fédéral (Eidgenössische Front)<sup>84</sup>. Sous la houlette de Wilhelm Frick, ce mouvement vira au frontisme dès 1933. Heinrich Wechlin, rédacteur du *Berner Tagblatt*, et

---

<sup>80</sup> Rr.: «Bundesrat Musy über wirtschaftliche Tagesfragen. Vortrag in der Zürcher Volkswirtschaftlichen Gesellschaft», in *NZZ*, 26.4.1931. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 19 et 20.

<sup>81</sup> LF sur l'assurance-vieillesse et survivants, 17.6.1931, in *FF*, 1931, vol. 1, pp. 1027-1041 (délai d'opposition: 22.9.1931). Dans le fonds Musy se trouve la copie carbone d'une lettre, adressée à Edmund Schulthess, dont le nom de l'auteur n'apparaît pas en toutes lettres. Toutefois, plusieurs éléments nous permettent d'affirmer que celle-ci provient de Louis Dapples. Tout d'abord, l'en-tête de la lettre «LD/MG» coïncide exactement avec celui d'autres lettres de Louis Dapples. Ensuite, le contenu et le ton du document sont explicites: l'auteur, une personnalité influente, se réfère à sa récente rencontre à Vevey, siège de Nestlé, avec Schulthess qui lui a exposé «de la manière la plus détaillée» le projet de l'AVS; Schulthess ayant souhaité connaître son avis sur ce projet, il le lui donne, notamment sous la forme d'un mémorandum annexé. Finalement, la typographie et l'agencement de tous les éléments qui composent cette lettre correspondent très exactement aux lettres habituellement signées par Louis Dapples. Partisan de l'assurance sociale mais défavorable au projet d'AVS en cours d'élaboration, l'auteur de cette lettre écrit: «il est évident que je ne saurais insister auprès des amis que vous savez pour qu'ils atténuent l'action de propagande qu'ils envisagent contre la mise en vigueur de cette loi. / Je suis, au contraire, d'avis qu'ils mériteraient d'être encouragés». (AF, fs Musy, vol. 65: lettre de L[ouis] D[apples] à E. Schulthess, 5.5.1931). Il est fort probable que les amis dont parle Dapples se recrutent, du moins en partie, dans les mêmes milieux qui, sous le patronage de Musy, ont fondé en 1928 l'ASSE et ceux qui créent en été 1931 le Front fédéral.

<sup>82</sup> O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 162-163. — Données bio. sur Rudolf Gelpke (1873-1940): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 447-448; P. STETTLER: *Das außenpolitische Bewußtsein... op. cit.*, p. 385.

<sup>83</sup> J. H. SOMMER: *op. cit.*, p. 152.

<sup>84</sup> W. WOLF: *op. cit.*, p. 41; A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, pp. 315-316.



Charles Schüle, rédacteur de la *Reformierte Schweizer Zeitung*, se trouveront également au nombre des chefs de file du Front fédéral<sup>85</sup>.

Au sein du camp conservateur règne une profonde division. Pendant que la majorité des élites alémaniques du PCPS approuvent le projet Schulthess, que Motta lui-même s'engage en faveur du texte de loi préparé par son collègue argovien, les conservateurs-catholiques romands le combattent au nom du fédéralisme et proposent des solutions corporatistes<sup>86</sup>. L'opposition la plus ouverte à la loi fédérale provient notamment de personnes proches de Musy. C'est le cas de son ami Ernest Perrier, président du PCPS<sup>87</sup>. S'appuyant sur *Quadragesimo anno*, l'abbé Savoy combat aussi le projet gouvernemental car, selon lui, l'assurance doit relever de l'initiative «privée, individuelle, familiale et corporative»<sup>88</sup>. Une autre connaissance de Musy, l'inusable professeur Beck, catholique intransigeant toujours prêt à peindre le diable sur le mur, cloue au pilori la loi d'application élaborée par Schulthess. Il lui trouve tous les défauts: un pas décisif vers le socialisme, une catastrophe pour les finances du pays, un méfait pour les conditions de vie, un coup porté à la charité chrétienne, un danger mortel pour le fédéralisme, un encouragement funeste à la bureaucratie et à l'étatisme<sup>89</sup>. En outre, on peut relever ici qu'une autre opposition, celle du

---

<sup>85</sup> Fondé en août 1931 sous la forme d'un comité d'action, le Front fédéral, opposé à l'interventionnisme étatique, a initialement pour but de combattre la «lex Schulthess» sur l'AVS votée en décembre 1931. De 1933 à 1940, le Front fédéral a pour chef l'avocat zurichois Wilhelm Frick, également membre dirigeant de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse et signataire de la «requête des 200». Wilhelm Frick est le frère de Hans Frick qui, en 1932/1933, se fait dans le *Berner Tagblatt* l'apôtre des solutions autoritaires et se livre à de violentes attaques contre la démocratie libérale et le marxisme. Voir W. WOLF: *op. cit.*, pp. 41-46, 508 (H. et W. Frick) et 516 (H. Wechlin); G. WAEGER: *op. cit.*, pp. 154-162, 254-259 et 282; A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, pp. 315-316; F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr 1925-1937. Ein Beitrag zur Geschichte der schweizerischen Frontenbewegung*, Bern, Studentische Druck-Zentrale, 1973, pp. 218-219 et n. 17 p. 567; D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 446; K. ZOLLINGER: *op. cit.*, pp. 275-276; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 171; C. WERNER: *op. cit.*, pp. 120-124.

<sup>86</sup> M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 286 et 288. Sur la position de Motta, voir H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, pp. 170-171, ainsi que s.n.: «Ein Appell!», in *Hochwacht*, 4.12.1931.

<sup>87</sup> Voir P. GRELLET: *Souvenirs... op. cit.*, p. 122; J. H. SOMMER: *op. cit.*, p. 151.

<sup>88</sup> Cité in A. LEPORI: «La réception de *Quadragesimo Anno* en Suisse romande», in U. ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, p. 59.

<sup>89</sup> Voir J. BECK: *Die Versicherungsvorlage im Lichte der Wahrheit*, Freiburg CH, St. Paulus-Druckerei, (1931), 24 p. Le professeur Beck et l'abbé Savoy cosignent également une brochure, parue peu avant le 6 décembre 1931. Ils y traitent de l'assurance sociale principalement sur la base des encycliques *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno*. Voir J. BECK, A. SAVOY: *La sociologie catholique et le problème des Assurances sociales*, s.l., (1931), 16 p.; J. BECK, A. SAVOY: *Die katholische Soziallehre und das Problem der Sozialversicherung*, Freiburg CH, Pöpstliche Kanisiusdruckerei, (1931), 16 p.; ainsi que H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, p. 170. — En cette année 1931, Jean-Marie Musy semble lui aussi vouloir collaborer avec le professeur Beck, pamphlétaire prolifique. Ainsi s'efforce-t-il d'ajouter un chapitre sur le bolchevisme et son danger pour la démocratie suisse dans une brochure antisocialiste que, en fin de compte, Beck ne rédige

conseiller aux États Emile Savoy qui, se référant à l'abbé du même nom, avait déposé un contre-projet de loi en août 1930, a pris forme non sans que Musy lui-même ait été consulté par son ami<sup>90</sup>.

D'autres opposants liés à Musy, souvent de Suisse romande et pour la plupart membres ou proches de l'Association suisse pour la solidarité économique qu'il a créée en 1928, se recrutent dans les milieux attachés au libéralisme économique. Ainsi, Louis Dapples qui, au vu de l'avertissement adressé à Schulthess, doit très certainement soutenir ses amis en coulisses<sup>91</sup>. Ou encore le libéral Jean Martin, un des organisateurs du référendum, qui n'hésitera pas après le scrutin à exiger le retrait de Schulthess<sup>92</sup>. Musy trouve d'ailleurs dans le *Journal de Genève*, par les voix de Jean Martin, René Payot et Alfred Georg, un des organes qui le soutient le plus dans sa lutte contre la «lex Schulthess»<sup>93</sup>. Comme d'habitude, l'entente entre le chef du DFFD et le journal libéral-conservateur, proche des milieux financiers, est particulièrement forte lorsqu'il s'agit de combattre l'étatisme et le socialisme. Dans cette lutte, la même proximité s'observe avec la *Gazette de Lausanne* des Georges Rigassi et Pierre Grellet<sup>94</sup>.

Musy n'est pas en reste. Plus la date de la votation approche, plus il devient clair qu'il fait de la propagande contre l'AVS proposée par Schulthess<sup>95</sup>. Il considère le texte, à l'instar de quasiment tous ceux qu'il a battus en brèche jusqu'à maintenant, comme une étape de plus vers le socialisme, ainsi qu'un très grand danger pour les caisses fédérales et le fédéralisme. Tout en affirmant

---

sans doute pas, du moins sous la forme envisagée par Musy. (Voir F. METZGER: *op. cit.*, p. 251). Toutefois, pour ne prendre que la première brochure de 1931 citée (*Die Versicherungsvorlage... op. cit.*), Beck y dénonce le péril rouge en des termes que Musy ne renierait pas.

<sup>90</sup> AF, fs Musy, vol. 65: lettres d'Emile Savoy à Musy, 14.7 et 5.8.1930. Sur le contre-projet d'Emile Savoy, voir A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, pp. 309-313.

<sup>91</sup> Au nombre des proches de Dapples qui combattent la «lex Schulthess», il y a notamment Rudolf Grob. Voir C. WERNER: *op. cit.*, n. 188 p. 356 et n. 417 p. 366.

<sup>92</sup> J. M. [J. MARTIN]: «La clique contre le peuple», in *Journal de Genève*, 9.12.1931; H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, pp. 168 et 171; A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, p. 315.

<sup>93</sup> Voir p.e. R. P. [R. PAYOT]: «Le Conseil fédéral et la crise» et J. M. [J. MARTIN]: «Quelques voix de plus...», in *Journal de Genève*, 4.12.1931; [A. GEORG]: «Ce que le Conseil fédéral n'ose pas dire au peuple», in *Journal de Genève*, 5.12.1931, article reproduit in A. GEORG: *Souvenirs... op. cit.*, pp. 595-596. Directeur d'une grande compagnie d'assurances, ce qui attise sans doute son hostilité à l'égard d'une AVS «étatisée», Alfred Georg est, comme l'attestent entre autres ses souvenirs, un des plus anciens adversaires de Schulthess sur la question des assurances sociales et celle de l'étatisme en général. En 1919, au lendemain de la guerre mondiale et de la grève générale, alors que certains industriels alémaniques souscrivent momentanément au projet de développer la politique sociale en Suisse, le Genevois Alfred Georg lui ne faiblit pas dans son opposition à l'égard de toute législation sociale qui augmenterait l'étatisme et qui, à l'entendre, serait d'inspiration allemande. (Voir H. SCHMID: *op. cit.*, p. 217).

<sup>94</sup> Voir p.e. P. G. [P. GRELLET]: «On nous dit...», in *Gazette de Lausanne*, 3.12.1931; G. R. [G. RIGASSI]: «Est-ce le moment?...», in *Gazette de Lausanne*, 4.12.1931.

<sup>95</sup> Voir H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, p. 168.

comme d'habitude son adhésion au principe de l'AVS, il joue avec prédilection du prétexte de la crise économique pour demander le report du projet de l'AVS. Trois jours avant le scrutin populaire, fixé au 6 décembre, il annonce de manière intempestive, sans se soucier de l'avis du collège gouvernemental et par ailleurs tout à fait dans la ligne de ce qu'exigent déjà des dirigeants de l'économie privée, la baisse prochaine des salaires du personnel fédéral<sup>96</sup>. Ses collègues perçoivent cette nouvelle charge comme une manœuvre sournoise contre la loi sur l'AVS<sup>97</sup>. Jouant contre le reste du gouvernement, il tient manifestement la collégialité pour une question secondaire.

Au fil des semaines, les rangs de l'opposition grossissent, d'autant plus que, à l'automne 1931, l'économie bat de l'aile. L'amplification de la crise bouleverse les prévisions de financement de l'AVS. D'aucuns invoquent la dureté des temps et les caisses vides de l'État pour rejeter toute nouvelle charge. Le 6 décembre 1931, le peuple repousse à la fois la loi fédérale sur l'AVS et celle sur l'imposition du tabac, toutes deux contestées par référendum<sup>98</sup>. Le canton de Fribourg, dès le début un foyer de l'opposition à la «lex Schulthess», se signale par un rejet massif avec un rapport des voix de dix contre un<sup>99</sup>.

Selon *La Liberté*, ce résultat national représente une «défaite du socialisme et du radicalisme socialisant»<sup>100</sup>. Pour Schulthess, il constitue sans conteste une «grande défaite»<sup>101</sup>. Musy savoure lui sa victoire. Il croule sous les félicitations<sup>102</sup>. On lui tresse des lauriers dans les milieux antiétatistes et antisocialistes, en particulier à Genève. Jean Martin, qui demande ouvertement le départ de Schulthess<sup>103</sup>, Alfred Georg et Théodore Aubert rendent hommage au

---

<sup>96</sup> H. DICKENMANN: *op. cit.*, p. 71; J. H. SOMMER: *op. cit.*, p. 156.

<sup>97</sup> H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, p. 171; R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, p. 128.

<sup>98</sup> 513'512 voix contre et 338'032 pour l'AVS; 425'449 voix contre et 423'523 pour la taxation des tabacs. (A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, p. 317; J. H. SOMMER: *op. cit.*, p. 157). Sur ces deux objets, voir aussi AF, fs Musy, vol. 16, 17 et 65 (AVS); 18 et 66 (tabac).

<sup>99</sup> 30'142 non contre 3'057 oui. (*FF*, 1932, vol. 1, p. 2).

<sup>100</sup> s.n.: «La débâcle de la loi d'assurance», in *La Liberté*, 7.12.1931.

<sup>101</sup> H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, p. 171.

<sup>102</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 17.

<sup>103</sup> J. M. [J. MARTIN]: «La clique contre le peuple», in *Journal de Genève*, 9.12.1931. Suite à la démission de Musy du CF, Jean Martin regrettera cette décision et lui écrira notamment: «Après le vote du 6 décembre 1931, déjà, vous m'aviez dit combien vous étiez partagé, et combien vous aspiriez, vous et votre famille avec vous, à vous retirer d'un gouvernement où vous trouviez si peu d'encouragement de la plupart de vos collègues. Par esprit de sacrifice pour le pays vous avez accepté de rester quelques mois encore, et je me suis rendu compte que ces mois ont dû être, pour vous, encore plus pénibles que les précédents.» (AF, fs Musy, vol. 8: de J. Martin à Musy, 26.3.1934). Le 10 décembre 1931, peu après une discussion avec Musy, Häberlin rapporte également que la famille du Fribourgeois recommande à celui-ci de se retirer. (Voir STATG, fs Häberlin, journal, 10.12.1931. Nous tenons à remercier Rolf Soland qui nous a transmis plusieurs cartes de son fichier constitué d'extraits du journal de Häberlin).

Fribourgeois<sup>104</sup>. À l'approche des élections au Conseil fédéral, Edouard Chapuisat, directeur du *Journal de Genève*, garantit au chef du DFFD un large soutien populaire contre les manœuvres adverses<sup>105</sup>. Le *Berner Tagblatt* exige lui aussi le retrait de Schulthess, accusé de faire le lit du socialisme<sup>106</sup>. L'organe de Heinrich Wechlin, lui-même adversaire de la «lex Schulthess», veut des politiciens en phase avec le peuple. Une manière de défendre Musy.

L'animosité que se vouent Schulthess et Musy met de plus en plus à mal la cohésion gouvernementale. Le Fribourgeois ne s'en soucie guère. Il fait cavalier seul quand bon lui semble. Son intransigeance, encouragée plus ou moins ouvertement par ses partisans, ne cesse de croître. Sûr d'avoir derrière lui la majorité du peuple, il n'hésite pas, le 10 décembre, à menacer de sa démission Häberlin: le Thurgovien, alors président du gouvernement, s'est permis de lui faire comprendre que son manque de collégialité n'est pas goûté par le reste du Conseil fédéral<sup>107</sup>.

Pour Musy, le 17 décembre, jour du renouvellement du Conseil fédéral, s'annonce assez périlleux. Il court le risque d'être sacrifié à la rancune des députés qui lui attribuent une responsabilité dans l'échec du 6 décembre. Principalement atteint par cet événement, le parti radical pourrait profiter de l'occasion pour se venger. Avec des accents quasi prémonitoires, Häberlin se pose toutefois la question suivante: «*Aber wäre ein weggewählter Musy nicht gefährlicher als der in den Bundesrat eingespinnene?*»<sup>108</sup> Quant aux socialistes, ils s'entendent pour renforcer la position de Schulthess, ébranlée par le récent vote populaire, et administrer une leçon à Musy. Les conservateurs sont sur la défensive<sup>109</sup>.

---

<sup>104</sup> AF, fs Musy, vol. 17: télégr. de J. Martin et A. Georg à Musy, 6.12.1931; lettre de T. Aubert à Musy, 12.12.1931.

<sup>105</sup> AF, fs Musy, vol. 17: lettre d'E. Chapuisat à Musy, 9.12.1931.

<sup>106</sup> s.n.: «Werden sie die Konsequenzen ziehen?», in *Berner Tagblatt*, 10.12.1931; J. Fr.: «Aargauer und Aargauer», in *Berner Tagblatt*, 11.12.1931; s.n.: «Zurück zur Vernunft!», in *Berner Tagblatt*, 15.12.1931.

<sup>107</sup> Voir STATG, fs Häberlin, journal, 10.12.1931.

<sup>108</sup> Journal de Häberlin, 7.12.1931, cité in R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, p. 123. C'est Rolf Soland qui souligne.

<sup>109</sup> Voir A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 137-138; P. MENZ: *op. cit.*, n. 132 pp. 185-186.

Tableau 12. Les élections au Conseil fédéral, en nombre de voix obtenues<sup>110</sup>

11.12.1919 • / ••	Haab (179)•	Motta (172)•	Schulthess (161)•	Chuard (159)••	Scheurer (155)••	Calonder (146)•	<b>Musy</b> (144)••
12.2.1920 •••	Häberlin (124)•••						
14.12.1922 •	Haab (170)•	Scheurer (156)•	Chuard (151)•	Häberlin (149)•	Motta (148)•	<b>Musy</b> (140)•	Schulthess (136)•
17.12.1925 •	Haab (175)•	Motta (164)•	Schulthess (155)•	Scheurer (152)•	Chuard (142)•	Häberlin (123)•	<b>Musy</b> (121)•
13.12.1928 • / ••	Schulthess (184)•	Haab (183)•	Motta (177)•	Häberlin (160)•	<b>Musy</b> (152)•	Scheurer (151)•	Pilet-Golaz (151)••
12.12.1929 •••	Minger (148)•••	Meyer (112)•••					
17.12.1931 •	Schulthess (172)•	Motta (161)•	Häberlin (154)•	Minger (146)•	Meyer (145)•	Pilet-Golaz (144)•	<b>Musy</b> (128)•
22.3.1934 •••	Baumann (141)•••						
28.3.1934 •••	Etter (115)•••						

PRD
  PCPS
  PAB

- Réélection pour une nouvelle législature
- Élection complémentaire en début de législature
- Élection complémentaire pendant la législature
- () Entre parenthèses: le nombre de voix obtenues

Remarque: Le rang n'a qu'une valeur relative. Outre les divers facteurs politiques ou la personnalité du magistrat, d'autres éléments — comme le nombre de bulletins distribués et rentrés, variant d'un cas à l'autre, ou les règlements de comptes, étrangers à la qualité des magistrats, intervenant éventuellement suivant l'évolution des élections successives — peuvent influencer le rang obtenu lors de chaque élection.

Le 17 décembre 1931, les Chambres réélisent Schulthess avec la majorité la plus élevée, alors que Musy, tout de même reconduit dans ses fonctions, obtient le plus mauvais score<sup>111</sup>. D'aucuns parlent alors d'un clivage entre le pays légal, plutôt favorable à l'Argovien, et le pays réel, majoritairement d'accord avec le Fribourgeois. À la question «Musy ou Schulthess?», l'organe du Front national a vite fait de répondre: à le lire, le premier est le digne porte-parole du peuple, alors que le second ne représente pas plus qu'un parlementarisme manœuvrier et décadent<sup>112</sup>. La démocratie parlementaire, en Suisse comme dans le reste de l'Europe, n'est pas à la fête. En ces jours agités pour Musy, ce dernier reçoit une masse impressionnante de messages de soutien. Au nombre des partisans, on retrouve notamment les habituels membres du camp antisocialiste, de la droite catholique, des milieux aristocratiques fribourgeois et lucernois, des cercles

<sup>110</sup> Tableau établi à partir de A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 73-151.

<sup>111</sup> Contre Musy, les socialistes ont présenté leur propre candidat, le conseiller national neuchâtelois Henri Perret, afin de rendre plus difficile la réélection du Fribourgeois. Voir A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 137-138.

<sup>112</sup> s.n.: «Musy oder Schulthess?», *Der Eiserne Besen*, 9.1.1932.

libéraux-conservateurs de Genève et du monde bancaire<sup>113</sup>. On y croise également des gens comme Heinrich Wechlin, Georges Oltramare et Jean Chappuis<sup>114</sup>.

Pour ce qui est de l'article constitutionnel sur l'AVS, accepté en votation populaire en décembre 1925, il ne se concrétisera finalement que vingt-deux ans plus tard, en 1947<sup>115</sup>.

#### 1.4. À la rescousse de la place financière suisse

Plus que d'autres, le secteur bancaire a droit à une véritable action en profondeur de la part du trésorier fédéral. D'une part, Musy n'hésite pas à intervenir hardiment pour sauver certaines banques dont la gestion parfois déficiente les a amenées au bord du gouffre. Il en pousse d'autres à assainir leur situation. D'autre part, il engage une vaste révision de la loi sur les banques afin de leur assurer une assise plus solide. Le chef du DFFD joue un rôle important dans cette période cruciale de l'histoire bancaire suisse qui voit notamment le bétonnage du secret bancaire<sup>116</sup>. L'ampleur des réformes est d'autant plus frappante qu'elles se font sous la pression d'une crise bancaire aiguë.

##### 1.4.1. L'aide au secteur bancaire

Pour Musy, la défense des intérêts de la place financière suisse a toujours constitué une priorité. C'est encore plus vrai dans ces années de crise économique mondiale. Il n'est au demeurant que le représentant d'une pensée dominante dans les hautes sphères politiques et financières suisses. Au sein du Conseil fédéral, un grand consensus existe sur la nécessité d'aider les banques en difficulté, même si, à l'occasion, Schulthess se montre plus prudent et Minger fait même preuve de réticence<sup>117</sup>. Précisée en 1932/1933 et maintenue jusqu'en 1936, la politique économique suivie par les autorités fédérales consacre, comme l'écrit Gérald

---

<sup>113</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 17.

<sup>114</sup> AF, fs Musy, vol. 17: télégr. de H. Wechlin à Musy, 17.12.1931; carte du même au même, s.d. (fin déc. 1931-début janv. 1932); télégr. de l'OPN de Genève à Musy, 1[8].12.1931; télégr. de Musy à G. Oltramare, s.d. (fin déc. 1931); carte de J. Chappuis à Musy, s.d. (fin déc. 1931-début janv. 1932). — Données bio. sur Georges Oltramare (1896-1960): R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, divers passages; A. CLAVIEN: «Georges Oltramare. Von der Theaterbühne auf die politische Bühne», in A. MATTIOLI (Hg.): *Intellektuelle... op. cit.*, pp. 157-170. Données bio. sur Jean Chappuis (1905-1975): C. SCHALLER: *Les jeunes conservateurs fribourgeois de 1928 à 1953. Un mouvement politique de jeunesse dans son évolution. Histoire – structures – idéologie et réalisations*, Fribourg, Institut d'histoire moderne et contemporaine, 1990, p. 206.

<sup>115</sup> Voir A. LASSERRE: «L'institution...» *op. cit.*, pp. 319-326; J. H. SOMMER: *op. cit.*, pp. 209-229.

<sup>116</sup> H. BÄNZIGER: *op. cit.*, pp. 92-121; W. RUTZ: *op. cit.*, pp. 117-120.

<sup>117</sup> Voir Pv CF (secret), 25.5.1932, in *DDS*, vol. 10, pp. 383-389, ainsi que G. ARLETTAZ: «Les finances...» *op. cit.*, pp. 72-73.

Arlettaz, «le primat de la position financière de la Suisse dans le monde sur toute autre considération liée à l'évolution de la conjoncture intérieure»<sup>118</sup>.

L'action très soutenue de Musy en faveur du secteur bancaire, alors que d'autres branches sinistrées ne bénéficient pas de la même attention, relève d'un principe intangible fortement ancré dans son esprit. De la prospérité de la place financière suisse dépend, selon lui, celle de toute l'économie nationale. Bien plus, il suggère que les intérêts bancaires sont identiques à ceux du pays tout entier<sup>119</sup>. C'est vrai que, lorsque l'on voit, à l'instar de Musy, la Suisse assumer «le rôle de banquier mondial»<sup>120</sup>, on peut croire qu'elle doit sa fortune au seul secteur bancaire. Toutefois, quelqu'un comme Ernst Laur n'est pas aussi convaincu de cette analogie, lui qui perçoit en 1932 sous les arguments patriotiques avancés par les milieux financiers avant tout la défense des intérêts particuliers des banques<sup>121</sup>. Les intérêts parfois contradictoires des groupes de pression réduisent considérablement la marge de manœuvre du gouvernement. Personnifiant la politique d'aide massive aux banques, Musy prête en particulier le flanc aux critiques d'autres secteurs qui se sentent moins soutenus. Pour leur part, les socialistes ne lui pardonnent pas de n'intervenir que de mauvais gré contre le chômage.

La crise bancaire mondiale, notamment le marasme qui règne en Autriche et en Allemagne, se répercute directement sur la Suisse. Fortement engagées à l'étranger, de nombreuses banques helvétiques se trouvent assez vite au pied mur. C'est tout d'abord la place financière genevoise qui est touchée<sup>122</sup>. En février 1931, le député Léon Nicole, socialiste communisant, interpelle le Conseil d'État genevois en séance du Grand Conseil. Non sans arrière-pensée politique, celui qui a juré la mort du capitalisme demande des assurances sur l'état de santé de la Banque de Genève, établissement privé dans lequel le canton est engagé. Comme on le saura bientôt, la gestion de la banque laisse effectivement à désirer<sup>123</sup>. Aussitôt, un début de panique gagne les déposants. La menace d'une débâcle générale pousse Musy, épaulé par la BNS, à intervenir. Les forts liens qui unissent le grand argentier à la haute bourgeoisie genevoise facilitent sans doute son action. Il faut à tout prix éviter un affaiblissement du crédit de la place financière suisse. C'est pourquoi le Conseil fédéral se montre prêt à accorder au canton de Genève un emprunt de 15 millions pour sauver la Banque de Genève<sup>124</sup>.

---

<sup>118</sup> G. ARLETTAZ: «Crise et...» *op. cit.*, p. 163.

<sup>119</sup> Voir Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement...* *op. cit.*, p. 42.

<sup>120</sup> J. MUSY: «Les banques et la Confédération», in *Journal de Genève*, 27.9.1930, n° spécial.

<sup>121</sup> Voir *DDS*, vol. 10, n. 2 p. 383.

<sup>122</sup> H. BÄNZIGER: *op. cit.*, p. 87.

<sup>123</sup> F.-X. PERROUD: *La vie parlementaire dans le canton de Genève de 1929 à 1939*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1972, pp. 13-14; R. JOSEPH: *L'Union nationale...* *op. cit.*, pp. 39-40.

<sup>124</sup> AF, E 1004 1, vol. 329, Pv CF n° 1173, 7.7.1931.

Trop tard. En juillet 1931, celle-ci doit fermer ses portes, non sans que les socialistes genevois, soutenus sporadiquement par les chrétiens-sociaux, y aient fortement contribué<sup>125</sup>.

Ce krach ébranle sur-le-champ le Comptoir d'escompte de Genève, l'une des grandes banques de l'époque. Instruit par les expériences étrangères, le Conseil fédéral donne aussitôt son aval à un crédit temporaire de 20 millions en faveur de cet établissement. Une réorganisation s'avère également nécessaire. Quelques semaines après la déconfiture de la Banque de Genève, le Comptoir d'escompte et l'Union financière de Genève fusionnent pour donner naissance à la Banque d'escompte suisse<sup>126</sup>. Musy lui-même encourage la concentration afin de consolider la place financière genevoise<sup>127</sup>. Suivent pourtant trois années de calvaire pour la Banque d'escompte qui, malgré l'aide directe de la Confédération, entre en liquidation en avril 1934.

Pour justifier son action en faveur de la Banque d'escompte, le Conseil fédéral remarque qu'il n'a pas vraiment le choix: «ou bien laisser aller les choses, et une des grandes banques suisses, encore solvable en soi, mais immobilisée par suite de circonstances spéciales, fermait ses guichets, entraînant les conséquences les plus graves pour Genève et pour l'économie suisse, ou bien il donnait son appui à cette banque pour lui permettre de surmonter une période critique»<sup>128</sup>. En mai 1932, Motta lie également le destin de la Banque d'escompte à des considérations politiques: si cette banque puis d'autres établissements de la place devaient fermer leurs guichets, Genève verrait se développer un climat révolutionnaire qui ne serait certainement pas sans influencer le reste de la place financière suisse<sup>129</sup>. Cette crainte d'un effet de dominos tant au niveau économique que politique stimule également Musy. Toutefois, ni le soutien de la BNS ni plus tard celui de la caisse fédérale de prêts, réintroduite sous la conduite du chef du DFFD en 1932<sup>130</sup>, ne parviennent à éviter la fermeture de la Banque d'escompte. Les fortes tensions sociales et politiques qui marquent cette période de l'histoire genevoise

---

<sup>125</sup> R. JOSEPH: *L'Union nationale...* *op. cit.*, pp. 41-42; F.-X. PERROUD: *op. cit.*, p. 14; H. BÄNZIGER: *op. cit.*, pp. 87-89. Sur le concordat de la Banque de Genève et les répercussions de cette débâcle financière, voir F.-X. PERROUD: *op. cit.*, pp. 104-145.

<sup>126</sup> *DDS*, vol. 10, n. 4 p. 383; P. HALBEISEN: «Bankenkrise und Bankengesetzgebung in den 30er Jahren», in S. GUEX, B. STUDER, B. DEGEN, M. KÜBLER, E. SCHADE, B. ZIEGLER (Hg.): *Krisen und Stabilisierung. Die Schweiz in der Zwischenkriegszeit*, Zürich, Chronos, 1998, pp. 72-73.

<sup>127</sup> Voir A. PICOT: *Souvenirs de quelques années difficiles de la République de Genève 1931-1937*, Genève, Jullien, 1963, pp. 48, 56 et 117-118.

<sup>128</sup> MCF concernant la participation financière de la Confédération à la réorganisation de la Banque d'escompte suisse, 3.4.1933, in *FF*, 1933, vol. 1, p. 627.

<sup>129</sup> Pv CF (secret), 25.5.1932, in *DDS*, vol. 10, p. 387.

<sup>130</sup> Arrêté fédéral créant une caisse de prêts de la Confédération suisse, 8.7.1932, in *RL*, 1932, pp. 349-354.



ne facilitent pas les choses<sup>131</sup>.

Ailleurs en Suisse, d'autres établissements bancaires en difficulté, comme la Banque populaire suisse (BPS), demandent une aide fédérale<sup>132</sup>. Dans le cas de ce dernier institut bancaire, maintenu debout grâce une participation de la Confédération de 100 millions de francs approuvée en décembre 1933, le Conseil fédéral sollicite les expertises de Hermann Kurz, ancien directeur principal du Crédit Suisse, et Louis Dapples, président de Nestlé et proche de Musy<sup>133</sup>. En la circonstance, les antiétatistes, Musy en tête, n'ont pas trop de difficultés à faire appel à la caisse fédérale. Le chef du DFFD n'est pourtant jamais le dernier à critiquer l'interventionnisme croissant de l'État. Rapide à s'inquiéter des aides fédérales trop généreuses, notamment celles accordées aux chômeurs, sous prétexte qu'elles grèveraient les finances publiques, encourageraient la fainéantise et entraveraient la réduction des salaires, Musy n'a toutefois rien à redire lorsqu'il s'agit de soutenir la BPS grâce à 100 millions de francs, «un montant extrêmement important»<sup>134</sup>.

La forte proximité existant entre Musy et les dirigeants de la banque et de l'industrie, consultés plus d'une fois dans le cadre d'une politique extraparlamentaire intense, est d'ailleurs révélatrice de la collaboration croissante entre l'État et l'économie de cette époque. De contacts personnels en réunions informelles, de conférences discrètes en commissions d'experts, pouvoirs publics et économie privée accordent souvent leur violon dans les coulisses avant que le législatif n'ait son mot à dire<sup>135</sup>.

#### 1.4.2. *La révision de la loi fédérale sur les banques*

Musy marque également de son empreinte les travaux qui mènent à la révision de la loi sur les banques, même s'il n'est plus au gouvernement au moment des discussions finales<sup>136</sup>. Il se distingue tout spécialement au chapitre du secret bancaire. Cette question l'occupe d'ailleurs du début à la fin de son passage à la

---

<sup>131</sup> W. RUTZ: *op. cit.*, pp. 110-114; H. BÄNZIGER: *op. cit.*, pp. 87-103; P. HALBEISEN: *op. cit.*, pp. 68-74.

<sup>132</sup> Sur l'aide à la BPS, voir MCF concernant la participation financière de la Confédération à la réorganisation de la BPS, 29.11.1933, in *FF*, 1933, vol. 2, pp. 809-831, ainsi que l'arrêté fédéral concernant la participation de la Confédération au capital social de la BPS, 8.12.1933, in *RL*, 1933, pp. 999-1001. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 77; W. RUTZ: *op. cit.*, pp. 114-116; H. BÄNZIGER: *op. cit.*, pp. 110-111; P. HALBEISEN: *op. cit.*, p. 75.

<sup>133</sup> MCF concernant la participation financière de la Confédération à la réorganisation de la BPS, 29.11.1933, in *FF*, 1933, vol. 2, p. 818.

<sup>134</sup> M. PERRENOUD: «Aspects...» *op. cit.*, p. 99.

<sup>135</sup> H. U. JOST: «Menace et...» *op. cit.*, in *NHSS*, pp. 724-725; G. BILLETER: *op. cit.*, pp. 125-142.

<sup>136</sup> MCF concernant le projet de LF sur les banques et les caisses d'épargne, 2.2.1934, in *FF*, 1934, vol. 1, pp. 172-227. LF sur les banques et les caisses d'épargne, 8.11.1934, in *RL*, 1935, pp. 121-141.

tête des finances fédérales. Il y consacre, comme conseiller fédéral, une partie importante de sa première intervention devant le Conseil national<sup>137</sup> et la loi de 1934 qui bétonne le secret bancaire lui doit beaucoup<sup>138</sup>. C'est principalement la découverte de certains cas d'espionnage bancaire entre 1931 et 1933 en faveur des autorités allemandes qui incite la Suisse à renforcer ce secret, notamment par l'introduction de sanctions pénales sévères<sup>139</sup>. Les pressions exercées sur certaines banques helvétiques par les autorités françaises, luttant aussi contre l'évasion fiscale, contribue également au bétonnage de la loi, de même que la perspective de majorités «rouges» dans certains cantons. Le cas de Genève, où les élections de novembre 1933 portent au gouvernement cantonal une majorité socialiste emmenée par Léon Nicole, inquiètent en particulier les milieux d'affaires et nombre d'épargnants. Au départ, le renforcement du secret bancaire n'est donc pas du tout pensé, contrairement à une légende tenace construite par la suite, dans le but de protéger les avoirs des victimes du nazisme. Il s'agit bien plutôt d'une mesure de défense de la place financière suisse face à diverses menaces pouvant nuire à son attractivité<sup>140</sup>.

La crise bancaire du début des années trente encourage également Musy à mettre les bouchées doubles. La situation difficile de la Banque d'escompte le pousse, à la fin du mois d'août 1931, à prendre contact avec la BNS. Il se montre favorable à une certaine surveillance des banques afin de garantir leur bonne marche. Toutefois, il ne s'agit en aucun cas d'instituer un véritable contrôle étatique<sup>141</sup>. C'est plutôt une sorte d'auto-régulation qui est proposée au monde bancaire. Depuis toujours favorable à la plus grande marge de manœuvre possible pour les banques, il répète en septembre 1931 son credo libéral devant l'assemblée générale de l'ASB: «*La banque peut-elle, doit-elle être placée sous le contrôle officiel de l'État? Cela ne paraît pas nécessaire.* Le contrôle officiel exigerait, en effet, la création d'un appareil très compliqué. [...] Ensuite je redouterais la responsabilité formidable qui résulterait *pour l'État de l'institution du contrôle officiel.* Puis, l'intervention des contrôleurs officiels inquiéterait peut-être, à tort ou à raison, la clientèle qui attache une très grande importance à la discrétion sur laquelle elle veut pouvoir compter. La fuite des capitaux déposés dans nos

---

<sup>137</sup> *Bst CN*, 3.2.1920, pp. 32-35.

<sup>138</sup> H. BÄNZIGER: *op. cit.*, pp. 102ff.

<sup>139</sup> *Ibid.*, pp. 114-118.

<sup>140</sup> Voir entre autres P. HUG: «Steuerflucht und die Legende vom antinazistischen Ursprung des Bankgeheimnisses. Funktion und Risiko der moralischen Überhöhung des Finanzplatzes Schweiz», in J. TANNER, S. WEIGEL (Hg.): *Gedächtnis, Geld und Gesetz. Vom Umgang mit der Vergangenheit des Zweiten Weltkrieges*, Zürich, vdf - Hochschulverlag AG an der ETH, 2002, 376 p.

<sup>141</sup> Sur les discussions qui aboutissent à la création en 1934 de la Commission fédérale des banques, voir H. BÄNZIGER: *op. cit.*, pp. 92ff.; P. HALBEISEN: *op. cit.*, pp. 74-75.

banques qui pourrait être la conséquence de l'institution d'un contrôle officiel causerait à notre économie nationale un mal dont le peuple tout entier aurait à souffrir.»<sup>142</sup> Dans son message du 2 février 1934, le Conseil fédéral reprend exactement les mêmes idées formulées par Musy<sup>143</sup>.

Que les propos de Musy de septembre 1931 se retrouvent quasiment mot à mot dans le message gouvernemental de février 1934 est doublement significatif. D'une part de la grande influence que le chef du DFFD exerce sur l'élaboration de la loi fédérale sur les banques, d'autre part du fort enracinement de certaines idées dans son esprit. Le grand argentier croit dur comme fer que les intérêts du pays se confondent quasiment avec ceux de la place financière suisse. En outre, le caractère libéral de la réglementation bancaire de 1934 s'inscrit en droite ligne dans la politique défendue depuis toujours par Musy. Comme le note un spécialiste, la loi fédérale sur les banques cherche à «réglementer les banques en évitant le plus possible l'intervention de l'État.»<sup>144</sup> Le premier conseiller fédéral fribourgeois a beaucoup fait pour qu'il en soit ainsi.

## 2. Sous le signe de la montée de l'extrême droite

### 2.1. Le diagnostic: la crise globale de la démocratie libérale

Dès le début de sa carrière politique et plus encore depuis l'Octobre russe et la grève générale de 1918, Musy se pose volontiers en prophète de la décadence et en sauveur. Au cours des années 1920, il relève régulièrement les dangers d'un futur effondrement général. De manière assez frappante, sa dénonciation se précise entre 1925 et 1928, pourtant un période de prospérité économique. Sous l'essor économique, il croit reconnaître un malaise profond, d'autant plus dangereux qu'il est rampant.

---

<sup>142</sup> J.-M. Musy: «La question du contrôle des banques», *Pv 18e AG ASB*, 12.9.1931, cité in Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement... op. cit.*, p. 42.

<sup>143</sup> La répétition est frappante et mérite, nous semble-t-il, d'être citée: «L'activité bancaire est si délicate et si diverse qu'on ne saurait songer à confier le contrôle à l'État. Le contrôle officiel n'est d'ailleurs ni dans l'intérêt de l'État ni dans celui des banques, car il exigerait la création d'un appareil bureaucratique très compliqué. [...] Et surtout le contrôle officiel affaiblirait le sentiment de responsabilité des administrateurs et engagerait de façon dangereuse la responsabilité de l'État. L'intervention de contrôleurs fédéraux aurait d'autres inconvénients encore: elle inquiéterait la clientèle, qui attache une grande importance au secret bancaire et compte sur celui-ci. La fuite des capitaux déposés dans nos banques, qui serait probablement la conséquence du contrôle officiel, causerait à notre pays un préjudice dont nous devons le préserver.» (MCF concernant le projet de LF sur les banques et les caisses d'épargne, 2.2.1934, in *FF*, 1934, vol. 1, pp. 180-181).

<sup>144</sup> De Daniel Bodmer (1948), cité in Y. SANCEY: «Place financière...» *op. cit.*, p. 85. Voir aussi M. IKLE: *Die Schweiz als internationaler Bank- und Finanzplatz*, Zürich, Orell Füssli, 1970, p. 116.

La grande dépression des années trente et son cortège de bouleversements l'amènent à décréter l'état d'urgence. Dès le début de la décennie, toute son action s'inscrit sous le thème de la Suisse dans la crise<sup>145</sup>. Ses propos ont un ton quasi apocalyptique. Intuitif, il sent très bien le malaise ambiant. Populiste, il joue sans peine sur les peurs. Dans son discours du 1<sup>er</sup> août 1930, il l'a déjà dit et, par la suite, il ne fait que le répéter: à la crise économique s'ajoute une crise morale profonde<sup>146</sup>. Avec l'aggravation des difficultés, il tire des parallèles entre la situation du début des années trente et celle qui précédait la chute de l'Ancienne Confédération. Pourquoi, demande-t-il au retour d'une visite à Rome, la Suisse fut-elle vaincue en 1798? «Parce qu'elle traversait une crise morale qu'elle n'a pas su surmonter.»<sup>147</sup> Et de poursuivre: «Aujourd'hui aussi, nous souffrons d'un déficit moral.»<sup>148</sup>

Même refrain catastrophiste sur la crise globale et l'anarchie croissante dans le discours qu'il prononce le 5 juillet 1931 à l'occasion du 450<sup>e</sup> anniversaire de l'entrée de Fribourg dans la Confédération. Pour l'occasion, Gonzague de Reynold lui a tenu la plume<sup>149</sup>. Pour Musy, comme pour son ami aristocrate, la situation présente n'est pas sans rappeler celle de l'Ancienne Confédération à la veille de sa chute à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Alors que le châtelain de Cressier, à maints égards nostalgique de l'Ancien Régime, a toujours affiché son mépris pour les idées de 1789, Musy semble les prendre brutalement en grippe au début des années trente. Certes, il ne leur a jamais témoigné un amour fou, loin s'en faut. Hostile à toute modernité démocratique, ce conservateur profondément contre-révolutionnaire les a très souvent combattues, aussi loin que remontent les sources. Toutefois, jusque-là, il ne les a jamais critiquées aussi ouvertement et avec autant de netteté. Dès cette époque, sa dénonciation de la ruine qui menace l'Occident ne s'ancre plus seulement avec force dans les événements de 1917/1918, mais remonte avec insistance jusqu'à la Révolution française, perçue comme l'origine du mal absolu, le socialisme, mais aussi du libéralisme politique, de l'individualisme égalitaire et du matérialisme athée. L'Octobre russe de 1917 lui apparaît comme l'héritier de 1789 et, plus généralement, le socialisme comme un avatar du libéralisme. Logiquement, sa condamnation de 1789 l'amène à critiquer le régime radical de

---

<sup>145</sup> Voir p.e. AF, fs Musy, vol. 20.

<sup>146</sup> Voir les propos de Musy rapportés sous: «La séance inaugurale de l'Université de Fribourg», in *La Liberté*, 17.11.1930.

<sup>147</sup> Propos de Musy rapportés sous: «La bénédiction du drapeau du Cercle catholique de Fribourg», in *La Liberté*, 11.5.1931.

<sup>148</sup> *Ibid.*

<sup>149</sup> Voir le discours de Musy reproduit sous: «Le 450<sup>me</sup> anniversaire de l'entrée de Fribourg dans la Confédération», in *La Liberté*, 6.7.1931, ainsi que ALS, fs Reynold, Ace 32.8: notes de Reynold pour le discours de Musy, 6 p., accompagnées du discours de Musy publié dans *La Liberté* du 6.7.1931. Voir aussi A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 216.

1848/1874. Ainsi, de la défense de l'ordre établi en 1918, Musy évolue de plus en plus vers sa remise en cause.

Dans un rapport de septembre 1933 sur l'influence des fronts en Suisse romande et les sympathies qui s'y manifestent pour le fascisme, l'ambassadeur de France à Berne, Bertrand Clauzel, relève un peu dépité que Musy, «ami déclaré de la France», a «affirmé récemment devant un congrès d'étudiants réunis à Zoug que “la Révolution française avait apporté au monde le matérialisme d'où étaient issus le libéralisme et le marxisme”...»<sup>150</sup> Très attentif aux aspirations rénovatrices des jeunes-conservateurs et des frontistes, l'homme d'État fribourgeois a peu auparavant affiché son scepticisme à l'égard des partis traditionnels: «Constatons-le, toutefois, ces manifestations [frontistes; n.d.a.] attestent nettement que nos partis politiques ne répondent plus totalement aux exigences de l'heure présente. Ils ont vieilli. On se plaint, en particulier, que la jeunesse actuelle préfère le sport à la politique. Pour la ramener dans l'arène où s'élabore l'avenir de la patrie, substituons à la politique brumeuse de l'opportunisme et des compromis une claire et rigide politique de principe, le programme courageux du renouvellement réalisé dans l'atmosphère d'une démocratie fortement disciplinée.»<sup>151</sup>

En 1934, le conseiller fédéral conservateur n'hésite plus à attaquer à découvert le régime en place. C'est notamment le cas le 28 janvier, lors du congrès du PCPS à Lucerne. Outre un vibrant appel à l'instauration d'un ordre corporatif, en remplacement d'un système économique jugé défaillant, il se félicite de l'élan rénovateur manifesté par la jeunesse et fait preuve d'une grande bienveillance à l'égard du frontisme. Lors de ce congrès, il adresse surtout ses plus vives critiques à l'État libéral, qu'il estime de moins en moins capable de contenir le péril rouge et de remédier à la crise économique. Comme le rapporte le *Vaterland*, Musy n'y va pas par quatre chemins: «Das liberale Programm hat revolutionären Ursprung, der Liberalismus kann nicht mehr die Lösung von morgen sein.»<sup>152</sup> Les radicaux

---

<sup>150</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 202: de B. Clauzel à J. Paul-Boncour, 2.9.1933. Le congrès d'étudiants mentionné est celui de la SES qui s'est tenu à Zoug en août 1933. Voir F. PYTHON: *Les aspirations... op. cit.*, p. 159.

<sup>151</sup> Propos reproduits sous: «M. Musy a parlé des devoirs de l'heure présente», in *La Suisse*, 10.5.1933. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 110: discours de Musy sur l'adaptation des traitements, 21.5.1933, p. 14. Pour la petite histoire, relevons que Musy a justement des enfants très sportifs. Certains s'y feront même un nom dans des sports aussi coûteux et huppés que l'équitation, le bob et les courses de voiture. Et, lorsqu'on annonce que sept chevaux de l'écurie Musy seraient attendus à la très sélecte course de chevaux de St Moritz, la presse socialiste ne manque pas d'ironiser sur le luxe entourant l'ancien conseiller fédéral, champion de la baisse des salaires et des économies en tout genre. (s.n.: «Der Stall Musy», in *Volksrecht*, 14.1.1937). À cette époque, c'est surtout le fils aîné, Pierre Musy, qui s'illustre dans diverses épreuves d'équitation.

<sup>152</sup> Voir sous: «Schweizerischer konservativer Parteitag in Luzern», in *Das Vaterland*, 29.1.1934, ainsi que sous: «Le Congrès du Parti conservateur suisse. Discours de M. le conseiller fédéral Musy», in *Nouvelliste valaisan*, 30.1.1934.

ont dû mal à avaler ce discours<sup>153</sup>. Au lendemain de sa démission du Conseil fédéral, la très influente *NZZ*, porte-parole des milieux industriels et financiers, rappellera à Musy la mauvaise impression que firent ses attaques contre le libéralisme<sup>154</sup>.

## 2.2. Le remède: une démocratie fortement disciplinée

Ayant posé son diagnostic, Musy avance des solutions pour résoudre la crise globale que traverse la démocratie suisse. Ses propositions s'orientent dans deux directions principales: le renforcement de l'autorité et de l'ordre, ainsi que la réforme sociale par la voie corporative. Rien de très original, ni vraiment de très nouveau. Tous les rénovateurs qui s'agitent au même moment assènt les mêmes slogans<sup>155</sup>. Regroupés sous le titre de rénovation nationale, en fait une combinaison alliant renouvellement et conservation, ces postulats aboutissent de fait à une remise en cause de la démocratie libérale. Musy parle lui de la nécessité d'une démocratie fortement disciplinée.

### 2.2.1. *Le renforcement de l'autorité et de l'ordre*

Musy a une vision très élitiste et paternaliste de la démocratie. Conservateur jusqu'au bout des doigts, il a un besoin viscéral d'ordre et de hiérarchie. De plus, son idéal démocratique reste fortement tourné vers un passé préindustriel embelli, perçu comme harmonieux. Ainsi affirme-t-il, non sans jeter en arrière un regard mélancolique, «que si la démocratie agraire est l'idéal de la démocratie, parce que dans la démocratie agraire les intérêts sont homogènes, la forme démocratique s'adapte aussi à un peuple dont les intérêts économiques enchevêtrés sont en opposition les uns avec les autres, à la condition que cette démocratie soit fortement disciplinée et dirigée par des chefs qui font la synthèse des intérêts et montrent la direction à suivre»<sup>156</sup>. Souvent passéiste du point de vue social et politique, Musy n'en est pas moins un homme de son temps: partisan de la croissance économique, tout en cherchant à se démarquer du manchestérisme pur et dur, et tenant d'une certaine modernité, notamment par les moyens utilisés pour défendre ses positions. Un homme ambivalent et même contradictoire qu'il est impossible de réduire à une simple formule.

---

<sup>153</sup> Voir s.n.: «Après les congrès radical et socialiste», in *La Liberté*, 1.3.1934.

<sup>154</sup> s.n.: «Rücktritt von Bundesrat Musy», in *NZZ*, 23.3.1934.

<sup>155</sup> Pour les postulats fondamentaux défendus par les mouvements de rénovation, voir P. GILG, E. GRUNER: «Nationale Erneuerungsbewegungen in der Schweiz 1925-1940», in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 14, janvier 1966, 1, pp. 7-9.

<sup>156</sup> Propos rapportés par J. M. [J. MARTIN]: «Les impressions de M. Musy», in *Journal de Genève*, 10.4.1930.

Au début des années trente, le culte de la virilité est très dans l'air du temps. L'apologie de l'homme fort correspond à une mentalité autoritaire alors largement répandue en Europe. Les sociétés désorientées, rongées par la crise, se cherchent des guides charismatiques pour les sauver. En Suisse romande avant tout, les Eugène Fabre, Charles Haegler et autres Pierre Grellet ne tarissent pas d'éloges sur Musy, homme politique à l'âme de chef et au tempérament de fer<sup>157</sup>. La plupart de ses partisans du début des années trente sont d'ailleurs acquis à sa cause depuis son discours musclé du 10 décembre 1918<sup>158</sup>. Et il n'est pas étonnant que ces mêmes personnes, très souvent prêtes à reconnaître du panache aux populistes les plus endurcis, admirent également Mussolini.

Sous le couvert de considérations sur la gravité de la crise, et avec des accents bien dans le ton de l'époque, Musy lui-même en appelle de plus en plus à un gouvernement qui gouverne et à des leaders qui conduisent le peuple comme un berger ses moutons. En 1930, Musy apporte sa caution, sous la forme d'une préface, à une brochure qui magnifie le rôle des chefs, préconise la rénovation du pays, évoque la rechristianisation du monde, critique le radicalisme et condamne les faiblesses de la démocratie libérale, l'une d'entre elles étant son impuissance à barrer la route au socialisme<sup>159</sup>. Écrite par Josef Rutché, alias Parmil, et avec le soutien de quelques catholiques de choc, tels Joseph Beck, Robert Mäder et Albert Geser-Rohner<sup>160</sup>, cette publication regroupe une série d'articles parus dans *Das Neue Volk*, organe de la droite catholique intégriste<sup>161</sup>. Dans son

<sup>157</sup> Voir p.e. E. FABRE: «M. Musy a exposé les moyens de surmonter la crise», in *La Suisse*, 1.3.1932; Ch. SAINT-MAURICE [C. HAEGLER]: «Le rempart Musy», in *Nouvelliste valaisan*, 2.3.1932; P. G. [P. GRELLET]: «M. Musy à Saint-Maurice», in *Gazette de Lausanne*, 28.2.1934.

<sup>158</sup> Voir p.e. P. G. [P. GRELLET]: «Conseil National», in *Gazette de Lausanne*, 13.12.1918; Ch. SAINT-MAURICE [C. HAEGLER]: «M. Musy», in *Nouvelliste valaisan*, 13.12.1919.

<sup>159</sup> PARMIL [J. RUTCHE]: *Gebt uns Führer!* Einleitung von Herrn Bundespräsident MUSY, Basel, Nazareth-Genossenschaft, 1930, 127 p.

<sup>160</sup> *Ibid.*, p. 5. Tous trois proches de la droite catholique intransigeante, Joseph Beck, Robert Mäder et Albert Geser-Rohner font par exemple partie des actionnaires de la KIPA (Katholische Internationale Presseagentur). (I. CARREL: *op. cit.*, p. 181).

<sup>161</sup> Lancé en 1929, *Das Neue Volk* est édité à Rorschach par les frères Carl et Fridolin Weder. Tous deux créeront en 1933 le Front catholique (Katholische Front), mouvement antilibéral, antimarxiste, antisémite, antimaçonnique et dirigé contre les «Sans-Dieu» qui, dans un premier temps, affichera beaucoup de sympathie pour le IIIe Reich. (A. IMHOF: «*Durch das kostbare Blut, ein neues Volk*»: *Die rechtskatholisch-integralistische Zeitung «Das Neue Volk» 1929-1957*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 2002, 164 p.; ainsi que W. WOLF: *op. cit.*, pp. 30-35; J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 63-65 et 93; U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, pp. 180-181 et 220-222; F. METZGER: *op. cit.*, pp. 166-175). En contact avec «deux penseurs, l'un docteur en philosophie, l'autre licencié en théologie» (les frères Carl et Fridolin Weder?), le prêtre Josef Rutché s'est adressé à Musy en 1928 pour lui demander conseil à propos d'un projet de fonder un «grand journal catholique». (AF, fs Musy, vol. 83, Diversa: lettre de J. Rutché à J.-M. Musy, 18.4.1928). En 1934, à l'occasion du discours que Musy prononce le 1<sup>er</sup> août, peu après sa démission du Conseil fédéral, *Das Neue Volk* publie sur trois pages ce qu'il tient pour un «discours sensationnel». Voir sous: «Vaterländische Gedanken», in *Das Neue Volk*, 7.8.1934.

introduction, en phase avec l'esprit général de l'ouvrage, Musy a du mal à cacher son désappointement face à l'évolution du monde qui, à le lire, tourne à la confusion. Aussi, pour rétablir l'ordre dans la maison, encense-t-il lui aussi la figure du chef, présenté comme le guide qui doit éduquer le peuple et le sauver du chaos<sup>162</sup>.

Le tour de vis doit avoir lieu à tous les niveaux. Ainsi, lors de la démission surprenante en novembre 1932 d'Ernest Perrier de toutes ses fonctions, notamment au Conseil national et au Conseil d'État fribourgeois, Musy n'hésite pas à intervenir à nouveau dans la vie politique de son canton, d'autant plus qu'il est, en tant que conseiller fédéral, membre du comité cantonal du parti conservateur fribourgeois. À l'occasion de la désignation du successeur de Perrier, il insiste, écrit-il à Eugène Grand, sur «la nécessité de fortifier le principe d'autorité par la fermeté de nos gouvernements, le dévouement et l'esprit de sacrifice de tous ceux qui revêtent des fonctions publiques»; pour surmonter les graves difficultés, il en appelle à un véritable guide qui contribuera au «renforcement de l'autorité»<sup>163</sup>. Son conseil est entendu. Le successeur de Perrier au Conseil d'État fribourgeois n'est autre que l'austère juge fédéral Joseph Piller, homme à poigne s'il en est. En la circonstance, Musy parvient à convaincre Piller, par téléphone, de remplacer Perrier au gouvernement fribourgeois seulement et de se montrer moins gourmand en renonçant à lui succéder aussi au Conseil national<sup>164</sup>. À lire Léon Savary, le conseiller fédéral doit avoir joué de son

---

<sup>162</sup> Voir la préface de Musy à: PARMIL [J. RUTCHE]: *op. cit.*, pp. 3-4.

<sup>163</sup> AF, fs Musy, vol. 80: lettre de Musy à E. Grand, président du parti conservateur fribourgeois, 25.11.1932 (copie). Musy profite de l'occasion pour dire combien il regrette l'émeute du 8/9 octobre 1932 qui «a porté une douloureuse atteinte au prestige de Fribourg». (*Ibid.*). Provoquée par un incident mineur, la conduite au poste de gendarmerie d'un soldat licencié ivre quelque peu débraillé (certaines sources parlent de deux soldats), l'émeute populaire à laquelle se réfère Musy a tout d'abord eu la forme d'un petit attroupement qui a évolué en une violente manifestation contre la police. Reconnaisant le caractère spontané de l'échauffourée, *La Liberté* se demande tout de même: «À supposer que l'aventure de samedi soir eût eu une allure bolchéviste, étions-nous à l'abri par des mesures de sécurité publique? On peut en douter.» (Voir s.n.: «Une émeute improvisée» et «Comment, d'une vétille, naît une émeute», in *La Liberté*, 10.10.1932). Gonzague de Reynold, qui se plaît à être reçu par Mussolini, rapporte que, en novembre 1932, peu de jours après la tragédie sanglante de Genève, le Duce lui a posé des questions sur les événements de Fribourg, où le colonel divisionnaire Roger de Diesbach est intervenu pour remettre de l'ordre. Travestissant la réalité dans le sens de ses obsessions, Gonzague de Reynold écrit que «des éléments révolutionnaires avaient cherché en vain à s'emparer de cette échauffourée». (G. de REYNOLD: *Mes mémoires*, *op. cit.*, pp. 536-537). Voir également R. MAUROUX: *Histoire du Parti socialiste fribourgeois. Entre-deux-guerres 1918-1939*, s.l., PSS, s.d., p. 57; G. GLASSON: *De la diligence...* *op. cit.*, p. 50.

<sup>164</sup> N. BALMAT: *op. cit.*, p. 156. Se basant sur sa propre expérience personnelle, Musy se montre en fait très favorable à ce que la députation fribourgeoise au CN compte au moins un conseiller d'État dans ses rangs. Dans le cas de la succession Perrier au CN, Musy regrette que des raisons d'ordre régional, internes au canton de Fribourg, risquent de priver le gouvernement fribourgeois d'une représentation directe au CN. Il précise qu'«il en résultera une situation anormale à laquelle il faudra par conséquent mettre fin le plus tôt possible». (AF, fs Musy, vol. 80: lettre de Musy à E. Grand, 25.11.1932 (copie)). C'est finalement



influence pour favoriser la nomination de Piller à la place de Perrier et orienter ainsi Louis Python, le fils de son ancien adversaire, vers la place laissée vacante par Piller au Tribunal fédéral plutôt que vers le Conseil d'État<sup>165</sup>. C'est fort possible que de vieilles rancunes personnelles, datant de l'époque où Musy, alors jeune conseiller d'État, avait déboulonné Georges Python, expliquent la position du conseiller fédéral. Cette présomption se trouve renforcée par les souvenirs de Heinrich Walther à propos d'un épisode ultérieur. Évoquant la succession au début de l'année 1940 du défunt conseiller fédéral Giuseppe Motta, l'ancien président de la fraction conservatrice-catholique rapporte que Musy a barré le chemin à la candidature de Louis Python, alors juge fédéral, que les députés conservateurs fribourgeois décident de ne pas présenter malgré ses qualités reconnues<sup>166</sup>. Toujours aux aguets, la presse la plus critique envers Musy laisse filtrer certains éléments qui vont dans le même sens déjà en février 1940, quelques jours avant l'élection du successeur de Motta<sup>167</sup>.

Au début de 1934, Musy en vient à prôner, devant des représentants de l'armée, les manières fortes; les quotidiens socialistes parlent, sans doute trop rapidement, de dictature. Approuvées par le colonel argovien Bircher, les vigoureuses paroles de Musy n'en suscitent pas moins une réaction des officiers bernois présents qui, à en croire la presse socialiste, quittent la salle en signe de protestation<sup>168</sup>. Une chose est sûre: l'homme d'État fribourgeois a une conception de plus en plus étriquée de la démocratie.

Celui qui, par ses manœuvres et son comportement peu collégial, contribue grandement à affaiblir le crédit gouvernemental a beau jeu de réclamer un pouvoir uni et ferme lorsque le navire commence à tanguer. Cette attitude ambiguë agace

---

Charles Chassot, selon un arrangement conclu avec la Broye en 1931, qui est élu au CN, en remplacement de Perrier. (N. BALMAT: *op. cit.*, pp. 155-156). Toutefois, Musy n'aurait certainement pas vu d'un mauvais œil que Piller succède à Perrier à la fois au gouvernement fribourgeois et à la Chambre du peuple à Berne. En 1935, le conseiller d'État Piller accédera au Conseil des États, alors que Maxime Quartenoud deviendra conseiller d'État et conseiller national.

<sup>165</sup> L. SAVARY: *Les balances... op. cit.*, p. 139. Référence également citée par N. BALMAT: *op. cit.*, p. 157. — C'est grâce à son ami Louis Python que Léon Savary a été engagé en 1916, comme secrétaire, par son père, le conseiller d'État Georges Python. Voir L. SAVARY: *Les balances... op. cit.*, pp. 25-26.

<sup>166</sup> Heinrich Walther écrit notamment: «Man sagte mir später, alt Bundesrat Musy habe der Kandidatur Python, dem Sohne seines früheren Staatsrat-Kollegen und hervorragenden Führer Georges Python, den Musy in Freiburg heftig bekämpft hatte, den Weg versperrt.» (ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 45). Sur la candidature éventuelle de Louis Python à la succession de Motta, voir P. MENZ: *op. cit.*, pp. 278-279 et 285; A. F. REBER: *op. cit.*, p. 187, n. 3 et 6 (22.2.1940), p. 190-191. Données bio. sur Louis Python (1893-1992): P. BORCARD: *Le bat fus... op. cit.*, p. 57; N. BALMAT: *op. cit.*, p. 201. — Le frère de Louis, José Python, sera lui conseiller d'État de 1951 à 1966. Données bio. sur José Python (1899-1975): C. SCHALLER: *op. cit.*, p. 217.

<sup>167</sup> Voir A. F. REBER: *op. cit.*, n. 6 (p. 187, 22.2.1940).

<sup>168</sup> Voir sous: «M. Musy et le 11 mars», in *La Sentinelle*, 9.3.1934.

d'ailleurs depuis longtemps la plupart de ses collègues du gouvernement<sup>169</sup>. Musy n'en a cure. Le marasme économique croissant le pousse à durcir le ton. Loin de se remettre en question, il préfère jeter la pierre dans le jardin de ses collègues et des parlementaires, dénoncés pour leurs largesses budgétaires et leur propension à soigner leur électorat plutôt que l'intérêt général<sup>170</sup>. Et, en mars 1934, quelques jours avant sa démission, il s'interroge ouvertement sur la capacité de la démocratie à fournir l'effort nécessaire pour surmonter la crise<sup>171</sup>. Pense-t-il à ce moment à Mussolini, qu'il admire, ou à leur ami commun, le chancelier Dollfuss, certes un peu mou au goût de Musy, mais qui vient tout de même d'éliminer pas à pas le parlement autrichien?

Rapide à déceler l'incohérence et le manque de rigueur de certains, selon une ancienne tactique utilisée dès son accession à une responsabilité gouvernementale, Musy estime pouvoir justifier mieux que quiconque sa politique et les dépenses qu'il cautionne. Déçu par le peuple qui n'a pas compris l'enjeu du vote du 28 mai 1933, mécontent du Parlement qui ne voit pas l'urgence du redressement financier de la Confédération, insatisfait de ses collègues et de son propre parti qui ne le soutiennent pas assez, Musy a pour lui la certitude de n'avoir jamais tort. En toutes circonstances, il est affirmatif. Jusque dans ses inconséquences et ses revirements.

Outre la volonté de voir le principe d'autorité être fortifié, Musy pousse à un renforcement de l'ordre et de la discipline. Au début des années trente, il joue un rôle important dans toutes les mesures prises par les autorités fédérales pour proscrire les communistes ou sympathisants de l'administration fédérale. Très vite, il se fait un des principaux promoteurs de la législation anticommuniste en Suisse. En outre, beaucoup plus que Häberlin, chef du DFJP, le Fribourgeois incarne la ligne dure au sein du Conseil fédéral en matière policière. Il marque incontestablement de son intransigeance la plupart des discussions qui tournent autour du maintien de l'ordre. Une intransigeance braquée contre le seul marxisme.

Considérant la démocratie menacée, et elle l'est effectivement par les extrémistes les plus divers, il se montre, de tous les conseillers fédéraux, l'un des plus favorables à une législation répressive accrue. Toutefois, au moment même où l'extrême droite déferle sur l'Europe, il ne voit pas venir le danger du côté des fronts qui ne cachent pourtant pas leur mépris pour la démocratie. Une fois de plus, il trouve dans la propagande de la Ligue Aubert tout ce qui le conforte dans

---

<sup>169</sup> Voir le journal de Scheurer en date du 19.1.1926, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 289.

<sup>170</sup> Voir *Bst CN*, 19.3.1934, pp. 102-104.

<sup>171</sup> *Ibid.*, p. 104.

son opinion.

Aubert le stimule en effet dans son penchant à épurer l'administration fédérale de tous les éléments communistes ou assimilés. Lors de sa séance du 16 février 1931, le Conseil fédéral décide d'interdire aux fonctionnaires, employés et ouvriers de la Confédération de faire partie du Syndicat du personnel fédéral de Bâle et environs, dominé par les communistes et des sympathisants<sup>172</sup>. Des sanctions disciplinaires sont prévues pour les récalcitrants. Or, c'est Musy, s'appuyant sur un document que lui a transmis Aubert et dont il a communiqué l'essentiel à ses collègues du Conseil fédéral, qui encourage le gouvernement à prendre cette décision d'interdiction<sup>173</sup>. Le syndrome de novembre 1918 reste vivace. Dans sa communication au Conseil fédéral, le conseiller fédéral fribourgeois montre que la menace est grande de voir le syndicat bâlois inculquer à ses membres «les notions voulues pour que, sur un signal donné, ils soient préparés pour *les grèves, les grèves avec manifestations, avec démonstrations armées et enfin les grèves générales accompagnées d'un soulèvement armé contre la puissance de l'État bourgeois*»<sup>174</sup>. Selon lui, ce syndicat poursuit donc des buts incompatibles avec le statut des fonctionnaires, législation que Musy a d'ailleurs marquée de son empreinte.

À terme, le chef du DFFD vise l'exclusion pure et simple des communistes de l'administration fédérale. Ce qu'il promet effectivement, en septembre 1932, de proposer au Conseil fédéral<sup>175</sup>. La sentence ne tarde pas et n'est surtout pas freinée par l'indignation des communistes. Le 26 novembre, leur organe *Basler Vorwärts* sort une édition spéciale pour dire combien ils apprécient le projet du Fribourgeois: «Der Lohnabbauer Musy will alle revolutionären Arbeiter brotlos machen» ou «Musys faschistischer Vorstoss»<sup>176</sup>. Le 2 décembre suivant, peu après les troubles sanglants du 9 novembre à Genève, que Musy perçoit comme l'œuvre de Moscou, le gouvernement fédéral promulgue un arrêté qui interdit aux fonctionnaires fédéraux l'affiliation au parti communiste ou la participation à une organisation communiste<sup>177</sup>. Une fois de plus, la loi sur le statut des fonctionnaires est invoquée. Musy ne tentera par contre jamais d'élargir cet arrêté aux fonctionnaires membres ou proches de mouvements fascistes ou nazis, également liés à l'étranger.

---

<sup>172</sup> AF, E 1004 1, vol. 326, Pv CF n° 285, 16.2.1931.

<sup>173</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de Musy à Théodore Aubert, 19.2.1931, et copie de la communication présentée par Musy au CF, 11.2.1931.

<sup>174</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: copie de la communication présentée par Musy au CF, 11.2.1931. (C'est Musy qui souligne).

<sup>175</sup> *Bst CN*, 22.9.1932, p. 628.

<sup>176</sup> Cité in H. DICKENMANN: *op. cit.*, p. 42.

<sup>177</sup> Arrêté du CF excluant les communistes de l'administration fédérale, 2.12.1932, in *RL*, 1932, pp. 800-801.

## 2.2.2. *La réforme sociale par la voie corporative*

Depuis toujours, Musy cherche une troisième voie entre le libéralisme manchestérien et le socialisme, même si, de fait, il défend souvent l'orthodoxie libérale. À ses yeux, la lutte des classes prônée par le marxisme conduit à la ruine. Pour éviter la catastrophe et sortir de la crise, il propose la solution du corporatisme. De plus en plus convaincu des vertus de la corporation à partir du milieu des années vingt, il en devient, surtout à la lumière de l'expérience mussolinienne, un des plus chauds partisans dès la fin de la décennie. Dans l'Europe catholique autoritaire, la tendance est, au tournant des deux décennies, à l'instauration d'un ordre corporatif, certes variable d'un pays à l'autre, ainsi dans l'Italie de Mussolini (Charte du travail, avril 1927), dans le Portugal de Salazar (constitution corporative, février 1933) et dans l'Autriche de Dollfuss (constitution corporative, mai 1934). Les mêmes aspirations corporatistes s'observent au sein du catholicisme suisse.

Au début des années trente, on ne compte plus les prises de position de Musy en faveur d'une réorganisation de la société par la voie corporative. Dans les milieux catholiques, en particulier en Suisse romande et au sein de la jeunesse, le thème devient très à la mode depuis la publication de *Quadragesimo anno* (15 mai 1931), encyclique qui s'inscrit dans la lignée de *Rerum novarum*<sup>178</sup>. Forts du programme économique et social du PCPS de 1929, les catholiques suisses sont convaincus d'être sur le bon chemin. À Fribourg, travaillé depuis les années vingt par l'intense activité de l'abbé Savoy, les conseillers d'État Emile Savoy et Ernest Perrier, puis son successeur Joseph Piller, se font les porte-paroles de l'idée corporatiste<sup>179</sup>. D'autres catholiques, tels les professeurs Joseph Beck et Jacob Lorenz, s'engagent en sa faveur. La jeunesse conservatrice lui porte également un très fort intérêt. Pour l'année académique 1931/1932, la SES fait de la «réalisation de l'ordre corporatif en Suisse» le thème de sa discussion centrale, après avoir discuté l'année précédente des «possibilités de parer au socialisme»<sup>180</sup>. Du côté des fronts, le corporatisme fait également recette<sup>181</sup>. Avant même le printemps 1933, nombre de jeunes catholiques se trouvent d'ailleurs des affinités idéologiques avec des rénovateurs de la trempe de Robert Tobler, chef du

---

<sup>178</sup> Q. WEBER: *op. cit.*, pp. 80-95; F. PYTHON: *Les aspirations... op. cit.*, pp. 148-156; A. LEPORI: *op. cit.*, pp. 57-68.

<sup>179</sup> Demandée dans une motion, déposée au début de l'année 1933 et votée en mai 1934, la loi fribourgeoise sur le corporatisme de 1934 ne sera toutefois jamais promulguée. L'échec de la révision totale de la Constitution fédérale en 1935 et l'éclatement de la guerre lui porteront finalement le coup de grâce. (R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social... op. cit.*, pp. 251-253. Voir aussi P. MOLLARD: *La vie parlementaire à Fribourg de 1929 à 1939. Étude de cas*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1971, pp. 45-67; Q. WEBER,; *op. cit.*, pp. 174-181).

<sup>180</sup> F. PYTHON: *Les aspirations... op. cit.*, pp. 149 et 263.

<sup>181</sup> P. GILG, E. GRUNER: *op. cit.*, p. 8; W. WOLF: *op. cit.*, pp. 23-27.

Nouveau front<sup>182</sup>. L'impatience d'une large frange de la jeunesse catholique suisse à l'égard de certains chefs du PCPS, selon elle pas assez dynamiques et trop enclins aux concessions avec le libéralisme, pose vite la question de la collaboration, dans l'indépendance, avec les fronts<sup>183</sup>. Musy — qui jouit d'un prestige considérable auprès des jeunes-conservateurs et partage leur programme pour une Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative — rencontre le même problème.

Comme beaucoup de conservateurs catholiques, de frontistes et autres rénovateurs, l'homme d'État fribourgeois tient le corporatisme pour un remède convaincant, sans d'ailleurs l'avoir vraiment expérimenté. Il le perçoit comme cette voie intermédiaire entre «le libéralisme absolu et le socialisme réalisé par l'étatisme, entre Manchester et Moscou»<sup>184</sup>. Selon lui, la corporation permettra l'union harmonieuse des classes, au lieu de les dresser les unes contre les autres. Elle servira à amortir le choc du capital et du travail. La participation des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise, le sursalaire familial et les allocations aux enfants, autant d'idées inlassablement défendues par Musy, certes un peu dans le même esprit qu'il soutient l'AVS, devraient également trouver un terrain favorable dans le régime corporatif. Cet antiétatiste convaincu, de fait beaucoup plus proche du libéralisme économique classique qu'il ne veut le dire, y décèle, dans la lignée du principe de subsidiarité, une autre grande qualité: «La corporation sera le précieux élément d'ordre social qui, par une œuvre positive, saura parer à la tendance centralisatrice croissante. Elle libérera enfin l'État de l'obligation d'intervenir légalement et financièrement dans le domaine de l'économie individuelle.»<sup>185</sup> Marqué par l'enseignement social de l'Église, remis récemment en valeur dans *Quadragesimo anno*, Musy comprend également le principe de subsidiarité comme un moyen de concilier le bien des individus avec celui de la communauté.

Avec l'aggravation de la crise et l'écllosion du frontisme, Musy enfonce le clou et verse un peu plus dans l'autoritarisme. En mai 1933, il soutient que l'«heure approche où il faudra choisir entre l'étatisme généralisé, c'est-à-dire la socialisation, et une discipline nouvelle qui, tout en limitant la liberté individuelle, doit la sauver de l'emprise progressive du pouvoir politique. D'abord, que le pouvoir politique se confine dans le cadre des activités qui lui sont propres! Il n'a ni la mission, ni la faculté d'être industriel ou commerçant.

---

<sup>182</sup> Voir A. SAVOY: «La jeunesse suisse veut l'ordre social corporatif», in *La Liberté*, 2.11.1932.

<sup>183</sup> F. PYTHON: *Les aspirations... op. cit.*, pp. 156-161. Voir aussi J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 38-73.

<sup>184</sup> Discours de Musy reproduit sous: «Semaine sociale romande», in *La Liberté*, 7.9.1931.

<sup>185</sup> *Ibid.*

Dans le domaine économique, il doit se borner à sa fonction synthétique et unificatrice<sup>186</sup>. Et de prôner un «nouvel ordre» corporatif qui mettra fin à la lutte des classes, ainsi qu'une «démocratie fortement disciplinée»<sup>187</sup>. Le corporatisme autoritaire, apprécié en premier lieu pour ses vertus d'encadrement, sert surtout à mettre l'économie libérale à l'abri de l'action du mouvement ouvrier. Toutefois, une difficulté majeure apparaît rapidement dans l'argumentation: le corporatisme envisagé par Musy n'implique-t-il pas un État faible préservant l'économie libérale mais aussi un État fort pour le mettre en œuvre, notamment afin de briser les résistances, en particulier celles des syndicats? Tenant du fascisme italien, Eugène Fabre parle de «charte de travail» lorsqu'il se réfère aux propos tenus par Musy en mai 1933<sup>188</sup>. Il n'a sans doute pas tort. Le corporatisme italien reste une source d'inspiration pour le conseiller fédéral fribourgeois.

Le 30 juillet 1933, lors du congrès du PCPS à Zurich, Musy clame haut et fort que le marxisme doit être liquidé. Pour lui, l'alternative est simple: soit le socialisme, soit l'ordre corporatif<sup>189</sup>. À ce même congrès, sous l'influence d'une jeunesse conservatrice en pleine ébullition idéologique qui, par la voix de Martin Rosenberg, président central de la SES, vient d'accepter le 2 juillet un programme pour une Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative, le PCPS décide de créer une commission chargée d'étudier la révision totale de la Constitution<sup>190</sup>. Pour guider son travail, la commission doit tenir compte des buts suivants: renforcement de l'autorité de l'État en particulier à l'égard des communistes et des libres-penseurs, pénétration plus intense de l'esprit chrétien dans la vie publique, suppression du régime d'exception en matière confessionnelle, réforme des rapports entre l'État et l'économie dans le sens de l'organisation corporative de l'économie nationale<sup>191</sup>. La commission, formée en septembre, est dirigée par Otto Walter, l'une des personnalités les plus en vue du mouvement conservateur-catholique favorable à la révision, et se compose, entre autres, de Hermann Cavelti et Joseph Piller<sup>192</sup>.

Du côté socialiste, le corporatisme défendu par Musy, qualifié plus d'une fois de fasciste, est perçu à travers un raisonnement dialectique qui laisse souvent peu de place aux nuances. Prenant pour exemple Musy, Ernst Reinhard, président du

---

<sup>186</sup> Propos reproduits sous: «M. Musy a parlé des devoirs de l'heure présente», in *La Suisse*, 10.5.1933.

<sup>187</sup> *Ibid.* Voir aussi AF, fs Musy, vol. 110: discours de Musy sur l'adaptation des traitements, 21.5.1933, pp. 11-15.

<sup>188</sup> E. FABRE: «M. Musy a parlé des devoirs de l'heure présente», in *La Suisse*, 10.5.1933.

<sup>189</sup> P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 95.

<sup>190</sup> Sur le programme du 2 juillet 1933 et l'idéologie des jeunes-conservateurs, voir J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 74-116. — Données bio. sur Martin Rosenberg (1908-1976): *Ibid.*, p. 208.

<sup>191</sup> s.n.: «Parti conservateur suisse», in *La Liberté*, 31.7.1933.

<sup>192</sup> P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 95.

PSS, cherche à montrer que le fascisme s'est infiltré jusque dans les rangs du gouvernement fédéral: «Musy aber mit seinem Korporationenstaat, mit seiner Unterordnung der Gewerkschaften unter den Staat, d. h. unter die herrschenden Parteien, die Unternehmer und die Banken, mit seinem absichtlich verschwommenen Begriff der “disziplinierten Demokratie auf moralischer Grundlage”, das ist in allen Einzelheiten Mussolinisches Erbe und waschechter Faschismus, so sehr er sich auch noch schamhaft unter dem demokratischen Schleier verbirgt.»<sup>193</sup> Le même Reinhard juge que le danger le plus grand et le plus immédiat pour la démocratie suisse ne provient pas des fronts, mais bien de figures de la droite bourgeoise dure, comme Musy, prêtes à faire des concessions<sup>194</sup>. En Allemagne, plusieurs représentants conservateurs qui, à l'instar de Franz von Papen, ont pensé être assez malins pour civiliser le nazisme et l'exploiter à leur profit n'en sont-ils pas très rapidement pour leurs illusions?

### 2.3. Face aux fronts et aux mouvements de rénovation

#### 2.3.1. *Des points de convergence*

Le frontisme des années trente est, par bien des aspects, un phénomène inédit en Suisse. Pourtant, son apparition en 1933 n'est pas le simple résultat d'une poussée de fièvre, ni même la seule conséquence des événements étrangers. Les aspirations à un redressement national existent depuis longtemps. Elles sont, pour tout dire, congénitales à tout regain nationaliste et toute période de crise. Un seul exemple: la NSH s'enorgueillit d'avoir entamé, avec sa fondation en 1914, l'ère de la «rénovation nationale»<sup>195</sup>. Bien plus, la trajectoire de plusieurs ténors de la droite autoritaire des années trente, certains fortement marqués par le pessimisme et la mentalité de crise ayant prévalu autour de 1900, atteste d'un enracinement ancien des idées de rénovation nationale et de sursaut patriotique. Le parcours de Musy s'inscrit dans cette tradition «contestataire» qui, à maints égards, trouve le monde moderne souvent désespérant. En outre, à la fin de la Première Guerre mondiale et tout le long des années vingt se développent nombre de mouvements traversés par d'importantes tendances antidémocratiques et antilibérales, tels la Fédération patriotique suisse, la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse (Volksbund für die Unabhängigkeit der Schweiz), Ordre et Tradition, ainsi que la Schweizer Heimatwehr.

Ces cercles ne défendent pas toujours les mêmes idées. Ils sont même parfois

---

<sup>193</sup> E. Reinhard, in *Volksrecht*, 4.4.1933, cité in K. ZOLLINGER: *op. cit.*, p. 93.

<sup>194</sup> Voir *ibid.*, p. 94.

<sup>195</sup> B. GLAUS: *op. cit.*, p. 67.

en opposition. Mais tous exaltent les valeurs nationales, mythifient la Suisse des origines, critiquent le cosmopolitisme, louent les principes d'ordre et d'autorité et méprisent le compromis dans le sens d'une véritable démocratisation. Ils ne portent pas dans leur cœur le système parlementaire. Imprégnés de darwinisme social, ils se veulent élitistes. Ils comprennent leur lutte comme un combat contre la décadence. Xénophobie, antisémitisme, antimaçonnisme et antiféminisme font souvent partie de leur univers idéologique. Ils se caractérisent aussi par un antimarxisme à tous crins et doutent de la capacité des partis traditionnels à contenir les forces de gauche. Certaines organisations, notamment la Fédération patriotique suisse et la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, très germanophile et anti-SdN, entretiennent des contacts personnels avec des milieux industriels et financiers, préoccupés de prévenir toute menace révolutionnaire. Outre des connivences idéologiques, elles y trouvent des appuis très concrets. Dès le début des années 1920, elles sont également en relation avec d'autres formations néo-conservatrices d'Allemagne et même avec le mouvement nazi<sup>196</sup>.

En Suisse alémanique, la plupart de ces formations subissent l'influence de la «révolution conservatrice» qui mine la République de Weimar<sup>197</sup>. Encouragée par les Julius Langbehn, puis les Arthur Möller van den Bruck, la révolte contre les idées libérales et la démocratie moderne baigne dans la haine, le ressentiment et l'irrationalisme. La dénonciation du «déclin de l'Occident», annoncé par Oswald Spengler, trahit un profond pessimisme et une mentalité en crise. Outre-Sarine, l'influence germanique s'y répand d'autant plus facilement que certains Alémaniques, notamment membres de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, ont déjà affiché de fortes sympathies pour l'Allemagne durant la Grande Guerre et ont montré beaucoup de compréhension pour la réaction des nationalistes allemands face au Traité de Versailles et à la SdN. En Suisse romande, ce sont les doctrines nationalistes de Maurice Barrès et Charles Maurras qui marquent nombre d'esprits.

---

<sup>196</sup> Voir D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, pp. 19-24; D. BOURGEOIS: «Milieux d'affaires...» *op. cit.*, pp. 183-185.

<sup>197</sup> Sur ce que l'on a appelé la «révolution conservatrice», voir A. MOHLER: *Die konservative Revolution in Deutschland 1918-1932. Ein Handbuch. Hauptband und Ergänzungsband (mit Korrigenda) in einem Band*, Graz/Stuttgart, Stocker, 1999 (1950), 723 p.; K. von KLEMPERER: *Germany's new conservatism. Its history and dilemma in the twentieth century*, Princeton, Princeton University Press, 1957, 250 p.; F. STERN: *Politique et désespoir. Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhitlérienne*, Paris, A. Colin, 1990 (1961), 358 p.; K. SONTHEIMER: *Antidemokratisches Denken in der Weimarer Republik. Die politischen Ideen des deutschen Nationalismus zwischen 1918 und 1933*, München, Nymphenburger Verlagshdl., 1968 (1962), 363 p.; W. STRUVE: *Elites against democracy. Leadership ideals in bourgeois political thought in Germany 1890-1933*, Princeton, Princeton University Press, 1973, 486 p.; L. DUPEUX (s.l.d.): *La Révolution conservatrice allemande sous la République de Weimar*, Paris, Kimé, 1992, 437 p.; S. BREUER: *Anatomie der konservativen Revolution*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1995 (1993), 232 p.



Le poids de ces associations reste tout d'abord marginal par rapport à l'emprise des partis bourgeois traditionnels. Pourtant, grâce à des relations personnelles et diverses affinités idéologiques, mille fils les relient entre eux. En cultivant des idées antidémocratiques tout le long des années vingt, ces mouvements préparent les esprits. Ils constituent l'humus sur lequel fleurit, dès l'éclatement de la crise en Suisse et l'avènement de Hitler au pouvoir, le fascisme des fronts. Au sein de l'establishment politique, Musy est sans aucun doute l'un des plus réceptifs aux thèses de l'aile dure de la droite. L'extrême droite ne s'y trompe pas. En 1932, la politique économique de la Confédération pousse Hans Vonwyl à n'exiger rien de moins que la démission du Conseil fédéral<sup>198</sup>. De manière significative, Musy est le seul magistrat à trouver grâce aux yeux du Front national. violemment antisémite et dénigrant sans cesse le système en place, son journal, *Der Eiserne Besen*, va même jusqu'à affirmer, peu après le rejet de la «lex Schulthess» le 6 décembre 1931, que l'esprit de Musy s'identifie à peu près instinctivement à celui du Front national<sup>199</sup>. Certes très simplificateur, le propos n'en est pas moins révélateur. À l'arrivée au pouvoir de Hitler en janvier 1933, *Der Eiserne Besen* poussera carrément des cris d'allégresse<sup>200</sup>.

Entre la vaste nébuleuse frontiste et Musy, les points de convergence sont multiples: le syndrome du déclin et de la décadence, la psychose du complot et des sociétés secrètes, l'obsession du péril rouge, l'exaltation de la communauté nationale, l'encensement de la terre, la nostalgie des valeurs de la Suisse primitive, la volonté de redresser le pays, le mépris du compromis, le culte de la discipline, l'apologie de l'ordre, l'appel aux hommes forts, la certitude d'une hiérarchie sociale, l'incrédulité face au suffrage universel, le dénigrement du parlementarisme et le ressentiment à l'égard de la démocratie libérale. De plus, l'antisémitisme débridé de l'extrême droite ne constitue pas une barrière infranchissable pour Musy. Le Fribourgeois ne se laisse pas aveugler par les fronts. Dans une large mesure, il ne manque pas non plus de perspicacité sur leur véritable nature. Il intègre tout simplement des pans entiers de la même idéologie. Sa radicalisation, déjà perceptible sous le choc de la grève générale de 1918, l'amène à suivre de près la courbe de l'évolution de l'extrême droite. De fait, son entrée dans l'orbite des fascismes débute bien avant sa démission du Conseil fédéral. Fortement prédisposé à collaborer avec l'extrême droite, Musy n'en reste pas moins un conservateur classique qui, à l'instar de la position qu'il adopte à l'égard du fascisme italien, se démarque du frontisme sur de nombreux points

---

<sup>198</sup> B. GLAUS: *op. cit.*, p. 87.

<sup>199</sup> *Ibid.*; s.n.: «Musy oder Schulthess?», *Der Eiserne Besen*, 9.1.1932.

<sup>200</sup> G. H. PADEL: *Dämme gegen die braune Flut. Die Schweizerpresse und der Aufstieg des Dritten Reiches 1933-1939*, Zürich, Thesis Verlag, 1998 (1951), p. 19.

fondamentaux.

Son attitude positive à l'égard du chef du Front national, Hans Vonwyl, et ses «appréciations élogieuses» sur le Front fédéral, «faites personnellement» à l'attaché militaire français à Berne<sup>201</sup>, tendent à prouver que, loin des tribunes, le magistrat fribourgeois tient des propos plus explicites. Il retient des fronts surtout leurs caractères nationaliste, autoritaire et antimarxiste. Entre 1933 et 1936, figure justement au nombre des dirigeants du Front fédéral un proche de Musy, à savoir Heinrich Wechlin<sup>202</sup>. Dès le printemps 1933, celui-ci ne fait aucun mystère de ses sympathies pour le frontisme<sup>203</sup>. À ce moment, le *Schweizerbanner*, organe de la Schweizer Heimatwehr, l'appelle déjà «notre ami politique» («*unser Gesinnungsfreund*»)<sup>204</sup>. Bien plus, depuis 1932, comme il s'en vante en 1934, Wechlin tient en très grande estime le fascisme et le nazisme<sup>205</sup>. Au printemps 1933, il se rend d'ailleurs à Rome où il est reçu en audience privée par Mussolini<sup>206</sup>. Et tant le Duce que le Führer ont droit à la considération du journal dont il est rédacteur en chef, le *Berner Tagblatt*<sup>207</sup>. À l'époque du printemps des fronts, les tenants du Front fédéral, dont plusieurs se ressentent d'un protestantisme dogmatique, trouvent en outre dans ce quotidien un endroit où ils peuvent exposer leurs idées<sup>208</sup>. Le *Berner Tagblatt*, qui soutient par ailleurs le mouvement des fronts de manière générale et d'anciennes associations nationalistes du genre de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse et la Schweizer Heimatwehr, peut même être considéré, selon Konrad Zollinger, comme le porte-parole du Front fédéral<sup>209</sup>. Celui-ci trouve en outre un accueil favorable auprès de la *Gazette de Lausanne*, par la voix de son rédacteur en chef Georges Rigassi et de son correspondant zurichois Aymon de Mestral<sup>210</sup>.

Les principes défendus par le Front fédéral sont plutôt hétéroclites. Il dénonce

---

<sup>201</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 202: copie du rapport du lieutenant-colonel de la Forest-Divonne, 15.5.1933, transmise par B. Clauzel à J. Paul-Boncour, 13.7.1933.

<sup>202</sup> Données bio. sur Heinrich Eugen Wechlin (1897-1962): W. WOLF: *op. cit.*, p. 516; W. GAUTSCHI: *Geschichte des Kantons...* *op. cit.*, n. 8 p. 607; Bilan sur l'ESAP et ses chefs établi par l'Inspecteur M. Ulrich pour le Chef du Service de Police du Ministère public, W. Balsiger, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, pp. 1095-1097.

<sup>203</sup> Voir F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr...* *op. cit.*, 1973, p. 239; F. ROTH: «Die Schweizer Heimatwehr. Zur Frontenbewegung der Zwischenkriegszeit im Kanton Bern», in *Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern*, 58, 1974, p. 149.

<sup>204</sup> K. ZOLLINGER: *op. cit.*, p. 410.

<sup>205</sup> Voir H. WECHLIN: *Heraus aus dem Chaos! Betrachtungen zur eidgenössischen Staatskrise*, Bern/Leipzig, Gotthelf-Verlag, (1934), pp. 4-5.

<sup>206</sup> K. ZOLLINGER: *op. cit.*, p. 277.

<sup>207</sup> *Ibid.*, pp. 277-278.

<sup>208</sup> Voir *ibid.*, pp. 275-277; R. BUTIKOFER: *Le refus...* *op. cit.*, p. 171; C. WERNER: *op. cit.*, pp. 120-121.

<sup>209</sup> K. ZOLLINGER: *op. cit.*, p. 280. Le *Berner Tagblatt* navigue également dans les eaux de la pro-allemande Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse. Voir D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich...* *op. cit.*, n. 92 p. 325.

<sup>210</sup> K. ZOLLINGER: *op. cit.*, pp. 241-242 et 245.

le parlementarisme, condamne les travers du système proportionnel, en appelle à une élite politique et à des chefs, nourrit de la nostalgie pour la société aristocratique de l'Ancien Régime, plaide pour une Suisse fédéraliste et chrétienne, critique le rationalisme hérité des Lumières et de la Révolution française, rejette l'internationalisme politique. Dans le domaine économique, le Front fédéral laisse place à des aspirations corporatistes et surtout à des positions manchestériennes, ou du moins libérales et hostiles à un État-providence<sup>211</sup>. Ce mouvement se signale notamment par le soutien qu'il apporte à l'initiative en faveur de la révision totale de la Constitution fédérale<sup>212</sup>, ainsi que par sa participation au lancement de deux initiatives, l'une dite pour la protection de l'armée et contre les espions ou agents provocateurs étrangers<sup>213</sup>, l'autre dite pour la sauvegarde des droits populaires en matière fiscale<sup>214</sup>.

Parmi les mouvements de rénovation nationale proches de Musy se trouve également la très huppée Ligue pour le peuple et la patrie (Bund für Volk und Heimat), créée le 28 mai 1933, soit le jour même de la votation de la «lex Musy»<sup>215</sup>. La coïncidence ne doit rien au hasard. Le moment est tenu pour un tournant de l'histoire nationale<sup>216</sup>. Par ses adeptes et les idées défendues, cette association se rapproche beaucoup plus de la nouvelle droite conservatrice, du genre de la Fédération patriotique suisse et de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse que du frontisme. Pour les mêmes raisons, la Ligue pour le peuple et la patrie semble également être, dans une certaine mesure, une sorte de réincarnation partielle de l'Association suisse pour la solidarité économique, créée sous l'impulsion de Musy en 1928.

Participent en effet à la Ligue pour le peuple et la patrie des personnalités

<sup>211</sup> Sur le Front fédéral, voir entre autres K. SCHLOMS: *Die neuen und alten politischen Gruppen der Schweiz im Kampf um die Neugestaltung der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 29. Mai 1874*, Leipzig, Noske, 1937, pp. 17-19; W. WOLF: *op. cit.*, pp. 41-46; F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, n. 17 p. 567; K. ZOLLINGER: *op. cit.*, pp. 275-280 et 390-391; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 171; C. WERNER: *op. cit.*, pp. 120-124.

<sup>212</sup> Déposée le 5 septembre 1934, rejetée en votation populaire le 8 septembre 1935. (O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 176-179).

<sup>213</sup> Déposée le 3 octobre 1934, retirée en 1948. (O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 179-181 et 223).

<sup>214</sup> Déposée le 29 décembre 1934, retirée en 1953. (*Ibid.*, pp. 188-190 et 223).

<sup>215</sup> Sur la Ligue pour le peuple et la patrie, voir principalement C. WERNER: *op. cit.*, pp. 80-170. Voir également K. SCHLOMS: *op. cit.*, pp. 23-25; P. STADLER (Hg.): «Ein deutscher Bericht über die schweizerischen Erneuerungsbewegungen aus dem Jahre 1934», in *RSH*, 19, 1969, 2, pp. 382-384; P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 102; B. GLAUS: *op. cit.*, pp. 102-103; W. WOLF: *op. cit.*, pp. 38-41; F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 218-231; D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 31 et n. 14 pp. 318-319; H. DICKENMANN: *op. cit.*, pp. 382-390; P. DÜRRENMATT: *op. cit.*, pp. 51-58; J. FRISCHKNECHT (e.a.): *Die unheimlichen Patrioten... op. cit.*, pp. 173-179.

<sup>216</sup> Voir S. HAAS: *Was will und ist der Bund für Volk und Heimat?* Eröffnungsvortrag gehalten von S. Haas (Bern) an der Gründungsversammlung vom 28. Mai 1933, (Bern/Zürich, Bund für Volk und Heimat, 1933), 23 p.

comme Louis Dapples, Alexandre Cailler, Dietrich Schindler-Huber, Rudolf Bindschedler et Rudolf Grob, déjà toutes mobilisées par Musy en 1928. D'autres membres de la Ligue pour le peuple et la patrie, tels Eugen Bircher, Caspar Jenny, Samuel Haas, une des figures de proue du mouvement<sup>217</sup>, et Charles Schüle, également un des chefs du Front fédéral et rédacteur de la *Reformierte Schweizer Zeitung*<sup>218</sup>, se sont aussi retrouvés dans le passé à tirer à la même corde antisocialiste et antiétatiste que Musy. La formation compte également en son sein les conseiller nationaux Pierre Rochat, radical vaudois, et Rudolf Reichling, PAB zurichois, le colonel divisionnaire Guillaume Favre de Genève, le professeur bernois Walter Wili, un des idéologues de la formation, l'avocat Karl Bertheau, lié aux milieux frontistes, et Peter Dürrenmatt, secrétaire de la Ligue depuis mai 1934.

Si la Ligue pour le peuple et la patrie recrute une grande partie de sa clientèle dans les milieux protestants, le parti radical et le PAB<sup>219</sup>, elle trouve aussi dans la personne du conseiller d'État fribourgeois Joseph Piller un représentant important du camp conservateur-catholique<sup>220</sup>. En contact étroit avec Samuel Haas et la Ligue pour le peuple et la patrie, Heinrich Wechlin, un des chefs du Front fédéral, ouvre également à cette association les colonnes du *Berner Tagblatt*<sup>221</sup>, organe

<sup>217</sup> Voir S. HAAS: *Was will... op. cit.*; S. HAAS: *Unser Freiheitskampf für Volk und Heimat*. Nach Vortrag von S. Haas am Volkstag vom 9. Juli 1933 auf der Forch, (Bern/Zürich, Bund für Volk und Heimat, 1933), 31 p. — Rudolf Grob apparaît également comme un des idéologues de la Ligue pour le peuple et la patrie. (R. GROB: *Zwischen Marxismus und Faschismus. Für die Freiheit der Eidgenossenschaft*, Zürich, Bund für Volk und Heimat/Reutimann, s.d., 40 p.).

<sup>218</sup> Le Front fédéral entretient des contacts assez étroits avec la Ligue pour le peuple et la patrie, grâce notamment à Charles Schüle, également rédacteur de l'*Eidgenössische Zeitung*, organe de la Ligue pour le peuple et la patrie. Sur ces liens, en particulier à Zurich, voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 121-124. Hostile au système en place et favorable à une rénovation nationale autoritaire en Suisse, la *Reformierte Schweizer Zeitung* lutte de fait très souvent aux côtés des frontistes. En outre, elle salue ouvertement, notamment par la voix de Rudolf Grob, l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne et soutient la plupart de leurs idées. L'hebdomadaire germanophile, auquel collabore aussi Walter Hildebrandt, prêche ainsi un antibolchevisme radical et des thèses franchement antisémites. Sur la *Reformierte Schweizer Zeitung* et Rudolf Grob, fer de lance des «jeunes-réformés» qui défendent un calvinisme traditionaliste dogmatique, voir M. U. KAISER: *Deutscher Kirchenkampf und Schweizer Öffentlichkeit in den Jahren 1933 und 1934*, Zürich, Theologischer Verlag, 1972, entre autres pp. 200-205, et K. ZOLLINGER: *op. cit.*, pp. 390-393.

<sup>219</sup> Voir W. WOLF: *op. cit.*, p. 39; F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, p. 219 et n. 14 pp. 552-553; R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 226; C. WERNER: *op. cit.*, p. 116.

<sup>220</sup> Voir sous: «Aufruf an das Schweizervolk», in *Berner Tagblatt*, 28.3.1934. Voir aussi C. WERNER: *op. cit.*, p. 327; P. DÜRRENMATT: *op. cit.*, p. 53; J. FRISCHKNECHT (e.a.): *Die unheimlichen Patrioten... op. cit.*, pp. 177-179; P. MASPOLI: *op. cit.*, pp. 59-60. En 1933, le Zougais Philipp Etter, conseiller d'État, conseiller aux États et futur successeur de Musy au CF, entre en contact avec Samuel Haas. L'année suivante, après l'élection d'Etter au CF, Haas essaie de gagner la sympathie du nouveau conseiller fédéral, mais sans grand succès. (M. PFISTER: *Die Wahl von Philipp Etter in den Bundesrat 1934. Ereignisse, Ideologien, soziales Umfeld*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 1995, pp. 66-67 et 153-154).

<sup>221</sup> Voir l'appel de la Ligue pour le peuple et la patrie publié sous: «Aufruf an das Schweizervolk», in *Berner Tagblatt*, 28.3.1934. Tribune privilégiée du Front fédéral et de

qui suit un cours résolument favorable au frontisme et sans doute un des journaux les plus proches de Musy au début des années trente. Les accointances entre certains membres du Front fédéral et de la Ligue pour le peuple et la patrie ne datent d'ailleurs pas d'hier.

Sans véritable assise populaire et même critiquée par de larges secteurs de la droite helvétique, la Ligue pour le peuple et la patrie s'active beaucoup dans les coulisses du pouvoir<sup>222</sup>. Raillée par ses adversaires sous le nom de «ligue des gros bonnets»<sup>223</sup>, elle sert surtout les intérêts des élites économiques suisses et, dans ce but, prêche la discipline sociale. Outre les nombreux liens personnels, la proximité idéologique entre la Ligue pour le peuple et la patrie et Musy est frappante. De part et d'autre, on nourrit une haine farouche à l'égard du marxisme et une grande méfiance envers le système parlementaire<sup>224</sup>. Des deux côtés, on aspire à la formation d'un grand bloc «national» antimarxiste, on rejette avec force la bureaucratie, l'interventionnisme étatique et la socialisation de l'État, on défend une Suisse chrétienne et fédéraliste, on prône une politique déflationniste rigoureuse, une stricte orthodoxie des finances publiques et un assainissement drastique des CFF<sup>225</sup>. Très fortement attachée au libéralisme économique, souvent

---

l'officier Hans Frick, le *Berner Tagblatt* donne aussi l'occasion au colonel divisionnaire à la retraite Emil Sonderegger de présenter son point de vue dans les pages du quotidien. Voir K. ZOLLINGER: *op. cit.*, pp. 275-280.

<sup>222</sup> La Ligue pour le peuple et la patrie est loin de faire l'unanimité. En son sein même, les divergences, souvent suivies de démissions, sont nombreuses. En août 1933 déjà, Eugen Bircher la quitte sur un désaccord. Pierre Rochat et Rudolf Reichling en sortent également peu après. L'USP lui exprime son hostilité car, selon le leader paysan Ernst Laur, elle veut manifestement défendre le libéralisme manchestérien. Les chrétiens-sociaux n'y voient qu'un groupement réactionnaire au point de vue social et le secrétaire général du PCPS, Hermann Cavelti, a pris nettement position contre elle. Le *Bund* formule également des réserves à l'égard de cette ligue. Certains radicaux la critiquent vertement. Voir s.n.: «La Ligue pour le peuple et la patrie», in *La Liberté*, 23.8.1933; P. STADLER (Hg.): «Ein deutscher Bericht...» *op. cit.*, n. 12 p. 383; W. WOLF: *op. cit.*, p. 40; F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 229-230; F. ROTH: «Die Schweizer Heimatwehr...» *op. cit.*, 1974, p. 153; C. WERNER: *op. cit.*, pp. 93-96 et 116-118.

<sup>223</sup> «Bund vornehmer Herren» qui fait référence aux initiales de l'appellation allemande BVH.

<sup>224</sup> La première action de la Ligue pour le peuple et la patrie consiste, quelques jours après sa fondation, à faire pression sur le Parlement afin d'empêcher le retour sous la coupole fédérale du leader socialiste genevois et conseiller national Léon Nicole, rendu responsable du bain de sang du 9 novembre 1932 à Genève. Dans la seconde moitié de 1933, la Ligue se signale en organisant le 9 juillet un rassemblement populaire à Vindonissa au cours duquel le conseiller fédéral Minger prend la parole pour réclamer un renforcement de la défense nationale. À l'occasion du renouvellement des autorités de la ville de Zurich, le 24 septembre 1933, la Ligue se met à nouveau en évidence en poussant la droite bourgeoise à former un bloc antisocialiste avec les frontistes. Plusieurs de ses actions trouvent ainsi l'appui d'associations frontistes (Front fédéral, Front national, Heimatwehr), militaires (Société suisse des officiers), patriotiques (Fédération patriotique suisse) et estudiantines. Voir F. ROTH: «Die Schweizer Heimatwehr...» *op. cit.*, 1974, pp. 142-145; B. GLAUS: *op. cit.*, p. 118-119; H. DICKENMANN: *op. cit.*, p. 383; C. WERNER: *op. cit.*, pp. 92-93.

<sup>225</sup> Dans la lignée du libéralisme économique qu'elle prône très loin, la Ligue pour le peuple et la patrie lance au printemps 1934 une initiative demandant la dépolitisation — en fait une reprivatisation poussée — des CFF. L'initiative est déposée à la chancellerie fédérale en mai 1935. S'y opposent avant tout les socialistes et les syndicalistes. Elle sera finalement retirée

proche du manchestérisme, la Ligue pour le peuple et la patrie est également traversée par des courants corporatistes. Musy balance lui-même entre ces deux tendances, difficilement conciliables sur de nombreux points. En outre, comme en 1928 lors de la campagne antisocialiste de l'Association suisse pour la solidarité économique, la PSM soutient dès 1933, et de manière encore plus ouverte, la Ligue pour le peuple et la patrie<sup>226</sup>.

Bien qu'aucun des documents consultés n'indique une participation active de Musy à la Ligue pour le peuple et la patrie, le réseau de personnes, les principes économiques, la ligne politique et la chronologie même parlent en faveur de fortes affinités. Comme l'écrit Christian Werner, qui se réfère au témoignage de Peter Dürrenmatt, ancien compagnon de route de Samuel Haas, une étroite liaison doit même avoir existé en coulisses entre l'homme d'État fribourgeois et la Ligue pour le peuple et la patrie<sup>227</sup>. Cela est tout à fait possible. Plusieurs membres de ce mouvement néo-conservateur, déjà actifs dans l'Association suisse pour la solidarité économique, sont des familiers de Musy. Certains, tels Louis Dapples et surtout Samuel Haas, interviennent auprès de lui dans les jours qui précèdent sa démission du Conseil fédéral. En outre, après 1934, le politicien fribourgeois retrouve la plupart de ces personnes dans le cadre du Redressement national dont il est un des principaux promoteurs. Créée en avril 1936, cette nouvelle association prend une partie de la clientèle de la Ligue pour le peuple et la patrie, dissoute en mai 1936. De plus, l'Action nationale suisse contre le communisme, fondée par Musy durant l'hiver 1936/1937, trouve des appuis dans les mêmes

---

en 1947. (Voir O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 190-192 et 223; H. DICKENMANN: *op. cit.*, pp. 227-245; C. WERNER: *op. cit.*, pp. 142-144). Un appel en faveur de l'initiative de la Ligue pour le peuple et la patrie, appel que la *NZZ* publie le 22 septembre 1934, est signé par une centaine de personnalités, entre autres par de nombreux partisans de la Ligue comme Eugen Bircher (déjà ex-membre), Rudolf Grob, Samuel Haas, Caspar Jenny, Louis F. Lambelet, Wilhelm Meier, Robert Moulin, Max Vischer et Walter Wili; par une forte cohorte d'hommes politiques de droite (Raymond Evéquoz, Arthur Freymond, Rudolf Gelpke, Joseph Kuntschen, Carl Ludwig, Gustave Mégevand, Max Petitpierre, Alfonso Riva, etc.) où la présence des Fribourgeois est frappante (les conseillers nationaux Pierre Aeby, Pierre Benninger, Franz Boschung, Charles Chassot, Joseph Delatena et Eugène Grand; le conseiller aux États Emile Savoy; le conseiller d'État Joseph Piller); par d'importants représentants de l'économie tels Alfred Georg, directeur de La Genevoise, Carl Koechlin, président de la Chambre de commerce de Bâle, le conseiller national et «roi du ciment» Jacob Schmidheiny, Otto Steinmann, secrétaire de l'Union centrale des associations patronales suisses, John Syz, président de la Chambre de commerce de Zurich, et le conseiller national et vice-président du Vorort Ernst Wetter; par les rédacteurs en chef René Payot (*Journal de Genève*) et Georges Rigassi (*Gazette de Lausanne*); ainsi que par des dirigeants du Front fédéral, soit Wilhelm Frick et Heinrich Wechlin (*Berner Tagblatt*). (Voir sous: «Aufruf», in *NZZ*, 22.9.1934; ainsi que H. DICKENMANN: *op. cit.*, pp. 237-238).

<sup>226</sup> Voir K. ZOLLINGER: *op. cit.*, pp. 132-137. Samuel Haas, rédacteur en chef et directeur de la PSM, et Caspar Jenny, président de la PSM, appartiennent tous deux au cercle des membres fondateurs de la Ligue pour le peuple et la patrie.

<sup>227</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, p. 81. Sont évoqués les liens de Musy avec Haas et ses manœuvres contre Schulthess que le Fribourgeois doit avoir partiellement menées via la Ligue pour le peuple et la patrie. En 1934, Rudolf Grob, membre de la Ligue, exprime toutefois des réserves à l'égard de Musy, depuis peu retiré du gouvernement. Voir *ibid.*

milieux industriels et financiers. Conservatisme politique et libéralisme économique constituent à chaque fois les grands piliers de ces associations, toutes hostiles au marxisme. La trajectoire de Musy se signale, une fois de plus, par une forte continuité. La reconstitution des réseaux, certes en évolution et imbriqués parfois à l'extrême, le prouve.

### 2.3.2. *Une attitude nuancée*

À l'égard des fronts, Musy adopte pourtant une position nuancée, parfois même critique. Entre alliance tactique et entente idéologique partielle. Au printemps 1933, il relève leurs côtés positifs, mais aussi négatifs: «La brusque et simultanée apparition à Zurich de plusieurs nouveaux fronts à caractère nettement national et antimarxistes a une signification dont on aurait tort d'ignorer l'importance. Ces vigoureuses manifestations, intéressantes et utiles à plusieurs points de vue, furent cependant l'occasion de suggestions dont la réalisation exposerait notre patrie aux plus sérieux dangers. Gardons-nous sagement de l'imitation servile des méthodes qui peuvent être efficaces ailleurs, mais qui, chez nous, heurteraient violemment une tradition plusieurs fois séculaire. L'idéal racique [sic] ne sera jamais la base nationale suisse. Notre pays restera fédéraliste ou il cessera d'être la Suisse.»<sup>228</sup>

Si Musy émet des réserves sur le racisme et les velléités centralisatrices de certains mouvements d'extrême droite, c'est avant tout parce qu'il les juge contraire à la tradition helvétique. Il est avant tout national. Le racisme met en péril la cohésion entre les différentes composantes culturelles de la Suisse, vue comme un Sonderfall en Europe. Une Suisse par ailleurs chrétienne pour Musy: en repoussant le racisme, il ne réprovoque pas clairement l'antisémitisme, mais bien plutôt les tendances centrifuges pouvant mettre à mal l'unité de la Suisse, prise entre trois puissants voisins. La centralisation s'oppose elle au fédéralisme, une autre spécificité helvétique. Suivre jusqu'au bout la logique d'un «idéal racique» [sic], jamais condamné en tant que tel, même en pleine Seconde Guerre mondiale, conduirait à l'éclatement du pays. Pour Musy, l'idée helvétique prime. Dans la lignée de l'helvétisme prônée par la NSH dès le début de la Première Guerre mondiale, il a toujours montré que l'unité nationale n'a besoin, en Suisse, ni de la race ni de la langue pour se faire<sup>229</sup>.

---

<sup>228</sup> Propos reproduits sous: «M. Musy a parlé des devoirs de l'heure présente», in *La Suisse*, 10.5.1933. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 110: discours de Musy sur l'adaptation des traitements, 21.5.1933, p. 14; ainsi que celui reproduit sous: «La crise et l'avenir de la Suisse», in *La Liberté*, 20.5.1933.

<sup>229</sup> En 1925 p.e., il dit: «Ni l'identité de race, ni l'identité de langue ne sont indispensables pour qu'un peuple soit uni. Il suffit que ses membres soient pénétrés d'un même idéal national.» (Voir sous s.n.: «La journée fribourgeoise à l'exposition suisse d'agriculture. Allocution de M. le président Musy», in *La Liberté*, 16.9.1925).

En outre, la parenté souvent manifeste du frontisme alémanique avec le nazisme d'outre-Rhin ne peut que rendre prudent un Musy dont le cœur penche naturellement vers le monde latin. De même, ses appels à une démocratie fortement disciplinée, tout inquiétants qu'ils sont, n'ont pas le caractère extrême des revendications frontistes. Il reste profondément conservateur. Face aux fronts, son attitude, tiraillée entre l'adhésion et le rejet, ne manque pourtant pas d'ambiguïtés. Les convergences idéologiques existent. Avec le temps, elles l'emporteront de fait sur les divergences. Vite intransigeant sur sa gauche, Musy s'accommodera très loin sur sa droite. En outre, comme le prouve son parcours, il peut y avoir souvent un important décalage entre l'homme public, habile à recouvrir d'un voile «démocratique» ses déclarations publiques, et ses propres actes. De plus, que ses professions de foi patriotiques, ses sentiments francophiles et son refus du racisme n'aient pas la force de son antisocialisme et de ses velléités autoritaires, on en aura vite la preuve par les manœuvres qu'il mènera, dans le dos des autorités helvétiques, avec l'Allemagne nazie dès 1937.

Les discussions qui précèdent la décision fédérale d'interdire le port d'uniformes, brassards et insignes, prise en mai 1933, sont une fois de plus symptomatiques de la partialité de Musy et de son attitude accommodante à l'égard de l'extrême droite. Alors que Häberlin pousse à une interdiction générale des uniformes, brassards et insignes des mouvements extrémistes, Musy, Motta et Minger ne voient de véritable danger qu'à gauche et minimisent celui qui surgit depuis la droite<sup>230</sup>. De tous les conseillers fédéraux, Musy est le plus porté à une interdiction limitée à la seule extrême gauche. De même, par antisocialisme, il suit la ligne dure dans la question de l'accueil des réfugiés. Après l'arrivée au pouvoir de Hitler, en janvier 1933, qui attise aussitôt en Suisse la crainte d'une «surpopulation» étrangère, notamment d'origine juive, Musy et Minger soutiennent le rétablissement du visa, exigé par Schulthess avant tout pour des raisons économiques<sup>231</sup>. Il ne fait aucun doute que l'attitude de Musy doit beaucoup à la peur de voir la gauche helvétique être renforcée par l'arrivée de socialistes allemands pourchassés dans leur pays. À l'inverse du Fribourgeois, Häberlin pense d'ailleurs que les réfugiés communistes ne peuvent pas être explicitement exclus du droit d'asile<sup>232</sup>.

En outre, que Musy considère à la même époque dans une correspondance privée que la volonté des Juifs de dominer le monde représente un véritable danger pour les chrétiens, le renforce probablement dans son intransigeance<sup>233</sup>. Il

---

<sup>230</sup> Voir R. SOLAND: *Zwischen Proletariern...* op. cit., p. 291.

<sup>231</sup> *Ibid.*, p. 295 et n. 52 p. 391.

<sup>232</sup> H. WICHERS: *Im Kampf gegen Hitler. Deutsche Sozialisten im Schweizer Exil 1933-1940*, Zürich, Chronos, 1994, pp. 51-52.

<sup>233</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 8: de J.-M. Musy à C. Simon, 27.3.1934.



est tout à fait plausible que son attitude restrictive à l'égard des réfugiés soit aussi commandée par un certain antisémitisme. Bien qu'il n'affichera jamais publiquement ses sentiments à l'égard des juifs, son intense collaboration avec de nombreux antisémites notoires et plusieurs durs proches du frontisme tendrait à prouver que, dans cette attitude si complaisante à l'égard de gens dont il recherche le contact, il y a au moins tacitement une part d'acquiescement.

## 2.4. Une dénonciation tous azimuts du complot communiste

### 2.4.1. *Une vision binaire du monde*

Depuis toujours, Musy a une vision du monde très tranchée. Force de caractère ou étroitesse de vues? Sa collaboration, sous couleur de défendre la civilisation, avec l'extrême droite et plus particulièrement le nazisme contre la gauche en général apporte un début de réponse.

Rien de vraiment nouveau au début des années trente, si ce n'est un durcissement idéologique. L'homme fonctionne sur un mode binaire. Deux univers s'opposent dans une lutte à mort. Aucun compromis n'est possible. C'est «eux ou nous». D'un côté la civilisation, de l'autre la barbarie. Dans le rôle de l'ennemi numéro un? La Russie soviétique. Musy lui attribue deux défauts principaux. D'une part elle n'est pas vraiment européenne, d'autre part elle est communiste. Sûr de la supériorité européenne, il critique la «psychologie du peuple russe, qui le prédispose à passer brusquement de l'anarchie au despotisme, du nihilisme au culte de l'autorité»<sup>234</sup>. Sa psychologie des peuples, imprégnée de préjugés tenaces et largement répandus, sent le racisme vulgaire. Il perçoit la menace bolcheviste comme une version moderne des grandes invasions venues des steppes d'Asie.

Musy pose le christianisme comme élément constitutif essentiel de la civilisation européenne. Dès lors, il voit également poindre une sérieuse menace à travers la sécularisation grandissante et le matérialisme ambiant: «Puisque le bolchévisme est le renversement de toutes les valeurs que le christianisme a su dégager de la nature humaine, l'Europe deviendra la proie du bolchévisme dans toute la mesure où elle se déchristianisera.»<sup>235</sup> Mais, selon lui, le vers ronge déjà le fruit. Dénonciateur du déclin, aussi loin que remontent les sources, il est convaincu que l'Europe est malade. Et cela ne serait pas aussi grave si une bonne partie de la droite bourgeoise n'avait pas déjà baissé la garde devant l'ennemi

---

<sup>234</sup> Discours de Musy sous: «Le bolchévisme jugé par M. Musy», in *La Liberté*, 25.4.1931.

<sup>235</sup> Discours de Musy reproduit sous: «Semaine sociale romande», in *La Liberté*, 7.9.1931.

mortel. Le pire se déroule en profondeur, sous les formes les plus sournoises. Ainsi l'étatisme n'est-il à ses yeux que le «précurseur du communisme»<sup>236</sup>. «Les plus graves dangers de l'heure présente sont le bolchévisme, dont beaucoup de gouvernements ne sont pas assez conscients, et aussi l'étatisme», dit-il également devant les élites bancaires suisses<sup>237</sup>. Le développement de l'État-providence et les monopoles d'État, même si Musy en approuve quelques-uns en de rares occasions, s'inscrivent dans ce courant socialisant qui mène le monde à sa propre perte. Or, ce dangereux étatisme empoisonne déjà le Vieux Continent: «Ne nous y trompons point: toute l'Europe, avec son mépris des valeurs spirituelles et son étatisme envahissant, a déjà le bolchévisme dans les moelles.»<sup>238</sup>

De manière symptomatique les références à une Europe décadente, minée par des forces occultes au service de Moscou, se multiplient à mesure qu'elle s'enfoncé dans la crise. En mai 1933, il réaffirme son point de vue: «Ne cherchons pas remède à la crise dans les tendances marxistes qui, à travers les monopoles, conduisent au socialisme. Le marxisme que je redoute n'est pas celui qui gouverne à Moscou, mais celui que l'Europe occidentale a déjà dans les veines. La sournoise infiltration a déjà diminué notre résistance aux tendances collectivistes. Notre foi dans les principes qui sont à la base de l'économie occidentale est chancelante.»<sup>239</sup> Plus que jamais, Musy comprend son combat comme une lutte défensive contre un complot monstrueux. Il est animé par un véritable esprit de croisade.

Parmi les connaissances qui partagent ce pessimisme noir, Théodore Aubert et Gonzague de Reynold attisent ses craintes. En 1931, ce dernier écrit à son vieil ami: «Nous sommes en guerre contre la Russie soviétique, et nous ne nous en doutons point assez»<sup>240</sup>. Renseigné directement par Mussolini, le châtelain de Cressier ne manque pas d'alimenter chez Musy le syndrome de la conspiration communiste<sup>241</sup>. Aubert n'est pas en reste, lui qui déjà en 1929 écrit, au sujet de la

---

<sup>236</sup> J.-M. MUSY: «L'étatisme précurseur du communisme», in *La Liberté*, 29.4.1931.

<sup>237</sup> J.-M. Musy: «La question du contrôle bancaire», *Pv 18e AG ASB*, 12.9.1931, cité in Y. SANCEY: *Le Gentlemen's agreement... op. cit.*, n. 68 p. 104.

<sup>238</sup> Discours de Musy reproduit sous: «Semaine sociale romande», in *La Liberté*, 7.9.1931.

<sup>239</sup> AF, fs Musy, vol. 110: discours de Musy sur l'adaptation des traitements, 21.5.1933, p. 10.

<sup>240</sup> ALS, fs Reynold, Corr. cop. VII: lettre de G. de Reynold à J.-M. Musy, 17.3.1931.

<sup>241</sup> À en croire Reynold, Mussolini le convoque quelques jours après les événements de Genève du 9 novembre 1932. Le Duce souhaite révéler à l'aristocrate fribourgeois les renseignements qu'il possède sur un coup de force communiste à Zurich. Abandonnant l'idée d'avertir Motta du danger dont il vient de prendre connaissance, Reynold préfère prendre contact avec Musy. Il prie sa cousine, la baronne de Montenach, de téléphoner au conseiller fédéral fribourgeois pour lui dire qu'il désire le voir chez elle. Reynold poursuit: «Musy vint. Je lui tendis le rapport que j'avais préparé et que je lui redemandai ensuite. Je le vois encore lisant, les sourcils froncés et les mains tremblantes. Quand il eut terminé, il me rendit mon papier sans mot dire. Il garda un instant le silence. Puis il reprit: "C'est grave, mais cela ne m'étonne point, car nous avons déjà reçu certains renseignements à ce sujet, mais ils sont loin d'avoir la précision des tiens."» (G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, pp. 599-600, voir

subversion bolchevique omniprésente, que tous doivent se faire à l'idée que «nous sommes en guerre avec la Russie soviétique»<sup>242</sup>. Le leader de l'EIA, l'aristocrate fribourgeois et le chef du DFFD défendent tous jusqu'à l'obsession la thèse d'un immense complot orchestré par Moscou, centre de la révolution mondiale. Aucun d'eux n'oublie novembre 1918, événement clé dont tous craignent la répétition et dont la résonance mythique — le complot infernal — semble s'amplifier avec le temps.

En Suisse romande, l'anticommunisme est, encore plus qu'ailleurs en Suisse, largement partagé. Ainsi, du discours sur la crise prononcé par Musy le 24 avril 1931 devant la Société économique de Zurich, la presse romande se fait surtout l'écho du passage consacré à la dénonciation du bolchévisme, morceau d'anthologie anticommuniste<sup>243</sup>. «Quel dommage que les opinions de M. Musy ne soient pas partagées par tous ses collègues! Combien notre atmosphère n'en serait-elle pas éclaircie! Comme nous serions plus à l'aise!», s'exclame Edmond Rossier dans *La Gazette de Lausanne*<sup>244</sup>. Enthousiaste, Aubert informe aussitôt Musy que l'EIA ne manquera pas de reproduire son exposé sur la menace bolchéviste<sup>245</sup>.

Dans l'entre-deux-guerres, le parti communiste suisse, tout extrémiste, remuant et dévoué à l'URSS soit-il, ne constitue pourtant qu'un mouvement très minoritaire et n'a jamais qu'une représentation symbolique au Conseil national. Bien réelles sont certes les très nombreuses victimes à mettre au compte de la terreur soviétique, amorcée dès la révolution léniniste. L'anticommunisme de

---

également pp. 535-536). Peu auparavant, Musy a déploré de voir Fribourg être le théâtre d'une émeute.

<sup>242</sup> T. AUBERT: «Un Appel de l'Entente internationale contre la IIIème Internationale», in *Journal de Genève*, supplément, 3.6.1929.

<sup>243</sup> Voir p.e. «Le bolchévisme jugé par M. Musy», in *La Liberté*, 25.4.1931, ainsi que «Le danger bolchéviste. Le discours de M. Musy», in *Gazette de Lausanne*, 28.4.1931. À cette époque, Aubert et l'EIA fournissent à Musy, sur sa propre demande parfois, divers documents sur le communisme, ainsi en mars 1931 (deux notes sur l'action communiste et la Suisse, différents mémoires adressés par le Bureau de l'EIA aux gouvernements, une brochure de l'Internationale Syndicale Rouge *La grève est un combat*) et au début avril 1931 (une note sur le communisme en Asie). (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres de l'EIA à Musy, 16.3 et 10.4.1931. Voir aussi *ibid.*: lettre de Théodore Aubert à Musy, 15.4.1931, et une note intitulée «Généralités sur le bolchévisme», s.d.). De son côté, Musy communique également des renseignements à Aubert. En mars 1932, il lui transmet «un intéressant rapport sur l'armée rouge et la guerre future» écrit par un «jeune Fribourgeois, Jean Dousse, qui fut, avant de rentrer en Suisse, professeur de culture physique en Russie». (*Ibid.*: lettre de Musy à Théodore Aubert, 10.3.1932. — Revenu à Fribourg suite à la Révolution bolchevique, Jean Dousse a également servi dans l'armée tsariste). En avril 1933, Musy fait parvenir à Aubert un rapport du Département militaire sur les particularités essentielles du mouvement communiste. (*Ibid.*: lettre du DFFD [Schmieder] à Théodore Aubert, 28.4.1933).

<sup>244</sup> Edm. R. [Edm. ROSSIER]: «L'invitation aux Soviets», in *Gazette de Lausanne*, 30.4.1931. — Données bio. sur Edmond Rossier (1865-1945): P. STETTLER: *Das außenpolitische Bewußtsein... op. cit.*, p. 396.

<sup>245</sup> AF, fs Musy, vol. 19: lettre de T. Aubert à Musy, 30.4.1931.

Musy ne repose pas sur du sable. Sa collaboration avec le fascisme et le nazisme, jamais condamnés pour leurs crimes, et ses propres velléités autoritaires indiquent toutefois dans quel milieu s'enracine son anticommunisme. Outre l'éradication du communisme dans le personnel fédéral, Musy se fixe comme tâche, sur le front de la lutte à tous crins contre le communisme, de tout faire ce qui est en son pouvoir pour que la Suisse n'entre pas en relation avec l'URSS.

#### 2.4.2. *La question de la reprise des relations commerciales avec l'URSS*

Si la reprise des relations politiques de la Suisse avec l'URSS semble être définitivement écartée vers la fin des années vingt, il n'en va pas de même de celle des relations commerciales<sup>246</sup>. L'éclatement de la crise et la fermeture des débouchés traditionnels amènent les industriels suisses, en particulier ceux de la métallurgie, à exercer des pressions grandissantes sur le Conseil fédéral. Au gouvernement, les plus pragmatiques, Schulthess en tête, poussent à trouver un arrangement avec les Soviétiques sur le terrain des échanges commerciaux. Malgré un anticommunisme enraciné, Motta n'est lui-même pas insensible aux arguments du radical argovien. À l'autre extrême, Musy et Pilet-Golaz font de la résistance. Les deux Romands sont les plus hostiles à toute ouverture en direction de Moscou. Beaucoup plus que Motta, ils incarnent la ligne dure envers l'URSS. Leur opposition se trouve renforcée par celle d'une grande partie de l'opinion publique, en particulier romande, profondément allergique à l'Union soviétique<sup>247</sup>.

L'intransigeance de Musy se double, au début des années trente, d'un rapprochement étroit avec l'organisation anticommuniste dirigée par Théodore Aubert. Certes, tous les plans initialement échafaudés par l'un ou par l'autre ne se concrétisent pas. Le magistrat fribourgeois trouve surtout dans l'EIA un discours inflexible qui le confirme dans sa propre opinion. Durant les années 1930-1932, période durant laquelle est très discutée la question des relations commerciales entre la Suisse et l'URSS, il est l'objet d'une attention toute particulière de la part

---

<sup>246</sup> M. CERUTTI: «Politique...» *op. cit.*, p. 122. Bien que peu importants en moyenne, les échanges commerciaux avec l'URSS n'ont en fait jamais totalement cessé. (*Ibid.*, pp. 122-123). Quant à l'absence de relations diplomatiques, la mission Wehrlin du CICR à Moscou joue entre 1920 et 1938 le rôle de consulat officieux de Suisse dans la capitale soviétique, alors que le délégué soviétique de la Croix-Rouge à Berne fonctionne comme une sorte de représentant de l'URSS en Suisse. Voir J.-D. PRAZ: *La mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938). Délégation ou... légation? Analyse des relations CICR-Confédération au travers d'un cas particulier de fonctionnement du département politique*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1996, 248 p.; J.-F. FAYET, P. HUBER: «Die Russlandschweizer ohne Schutz? Die IKRK-Mission in Moskau als "verdecktes Konsulat" 1921-1938», in *Études et Sources*, 28, 2002, pp. 153-187.

<sup>247</sup> M. CERUTTI: «Politique...» *op. cit.*, pp. 119-147. Voir aussi D. DREYER: *op. cit.*, pp. 129 et 165.

de la Ligue Aubert<sup>248</sup>. Certes, dans le fond, Musy n'a pas vraiment besoin d'être encouragé lorsqu'il s'agit de lutter contre communisme. Pourtant, le président de l'EIA prêche avec zèle au converti. Il le rend particulièrement attentif au «dumping soviétique», procédé par lequel Moscou chercherait à aggraver la crise en Occident<sup>249</sup>. Au nom du Bureau permanent de l'EIA, Aubert s'adresse dans le même sens aux gouvernements et aux institutions internationales<sup>250</sup>. Musy est également convaincu que la Russie soviétique vend ses produits à l'étranger à des prix sous-évalués. Selon lui, en augmentant ainsi les difficultés de l'économie occidentale, les bolcheviques s'efforcent, dans un but révolutionnaire, d'attiser le mécontentement populaire<sup>251</sup>. D'autres personnalités helvétiques, proches de la Ligue Aubert et de Musy, partagent sans doute leur opinion sur cette question<sup>252</sup>.

En octobre 1930, alors que de larges secteurs de la bourgeoisie mènent une campagne soutenue contre l'établissement de relations commerciales avec l'URSS, Aubert signale à Musy un regain d'intérêt, manifesté à Genève et en Suisse par les socialistes mais aussi par des milieux de droite, pour les importations soviétiques, notamment à propos du commerce de la benzine et du blé soviétiques. Or, pour le président de l'EIA, il ne s'agit rien de moins que d'«éléments de pénétration mercantile et subtile.»<sup>253</sup> Acheter des marchandises

<sup>248</sup> Du dossier que l'EIA tient au nom de Musy se dégagent deux périodes principales. La partie du dossier la plus fournie couvre les années 1930-1932. L'autre grande partie concerne les années 1936-1938 qui voient Musy radicaliser encore un peu plus sa lutte contre le communisme. Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy».

<sup>249</sup> Voir p.e. BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de Théodore Aubert à Musy, 29.11.1930.

<sup>250</sup> Voir *Le bolchévisme, un des agents de la crise économique. La défense contre le dumping soviétique et le plan quinquennal*, mémoire adressé aux gouvernements et aux institutions internationales, par le Bureau permanent de l'Entente internationale contre la IIIe Internationale, (Théodore Aubert), Genève, janvier 1931, 6 p.

<sup>251</sup> Voir le discours de Musy sous: «Le bolchévisme jugé par M. Musy», in *La Liberté*, 25.4.1931.

<sup>252</sup> Sont membres, selon un document de septembre 1932 provenant de la Ligue Aubert, du comité de patronage de l'Association suisse des amis de l'Entente Internationale contre la IIIe Internationale (Ligue Aubert): Ernest Béguin, conseiller d'État à Neuchâtel, M. Brügger, banquier à Bâle, Eugène de Coulon, industriel à Cortaillod, le colonel divisionnaire Guillaume Favre à Genève, Arthur Freymond, député à Lausanne, le colonel Edouard de Goumoëns à Thoune, A. Hürliman-Hirzel, industriel à Zurich, Caspar Jenny, industriel à Ziegelbrücke, Ernest Perrier, conseiller d'État à Fribourg, Georges Rigassi, rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne*, Hans von Schulthess, banquier à Zurich, Eduard von Steiger-von Mülinen, avocat à Berne (et futur conseiller fédéral), Walter von Werdt, avocat à Berne. (Voir F. ZAY: *Un aspect de la lutte contre l'athéisme et le communisme: l'Entente internationale contre la IIIe Internationale*, travail de séminaire III en histoire suisse, Univ. de Fribourg, 1987, p. 29). Jointe à une lettre du 5 janvier 1938 adressée à Aubert par Eduard von Steiger qui tient à corriger une erreur, une autre liste de noms, à laquelle a été ajouté celui de Lucien Cramer, président du comité de patronage, et enlevé celui d'Ernest Perrier, se trouve in: BPU, Archives EIA, «Suisse 1938».

<sup>253</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 27.10.1930. Aubert, à cette époque membre de l'UDE, écrit à Musy au moment où éclate à Genève un scandale, «l'affaire des pétroles russes». Juste avant les élections au GC genevois de novembre 1930, Léon Nicole révèle que du pétrole russe est écoulé en Suisse par l'intermédiaire d'une société à laquelle appartiennent Julien Lescaze et son beau-père Alfred

soviétiques, c'est apporter une contribution à la révolution bolcheviste. Que des milieux toujours plus étendus se laissent gagner aux avantages d'un tel commerce inquiète tout particulièrement Aubert<sup>254</sup>.

Musy tient le même genre de discours: «Aujourd'hui, sur le plan économique, dans le domaine des idées surtout, l'Europe entière se trouve déjà en état de guerre déclarée avec la Russie. Il est dangereux et regrettable que tant d'adeptes de la Realpolitik ne s'en doutent pas suffisamment ou, pour simplifier la situation, s'obstinent à l'ignorer.»<sup>255</sup> Il condamne lui aussi ceux qui, pour des bénéfices provisoires, fortifient un régime qui veut la perte de l'Occident<sup>256</sup>.

Dans l'ombre, Aubert matraque Musy de sa propagande. Selon le Genevois, il ne faut à aucun prix que la Suisse commerce avec l'URSS. De toute façon, pense-t-il, le crédit soviétique est catastrophique. Il souhaite même qu'une campagne bien dirigée contre l'URSS, par une sorte de blocus, amène son effondrement<sup>257</sup>. Après avoir rendu le régime soviétique responsable de l'aggravation de la crise économique, le président de l'EIA espère le voir en être la victime. C'est pourquoi la Suisse ne doit pas commettre l'erreur de faire des affaires avec lui<sup>258</sup>

Au Conseil fédéral, Musy agit dans la même direction. L'anticommunisme de principe l'emporte sur toute autre considération, même sur le réalisme économique. En octobre 1932, le Conseil fédéral accepte, sur les recommandations de Schulthess, la proposition des fromagers suisses d'exporter vers l'URSS cinquante wagons de fromage d'un montant d'un million de francs, contre l'importation de marchandises russes en Suisse pour une valeur de 2.4 millions de francs. Musy, pourtant défenseur de l'agriculture et lui-même promoteur du gruyère, s'oppose en vain à ce projet<sup>259</sup>.

Même réaction quelques semaines plus tard. Alors que, en séance du 16 décembre 1932, la proposition de Schulthess d'entreprendre des négociations directes avec la Délégation commerciale soviétique est favorablement accueillie, sous réserve de certaines conditions, par la majorité du Conseil fédéral, soit Häberlin, Meyer, Minger et Motta, les deux Romands, fortement marqués par les

---

Blanchet, tous deux membres influents de l'UDE. En divulguant cette affaire, qui implique deux des partisans de l'isolement économique de l'URSS, Nicole veut montrer que les relations commerciales avec l'Union soviétique doivent s'établir officiellement et non pas s'effectuer sous le manteau. (Voir Y. CASSIS: *L'Union... op. cit.*, p. 119).

<sup>254</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 27.10.1930.

<sup>255</sup> Discours de Musy sous: «Le 450<sup>me</sup> anniversaire de l'entrée de Fribourg dans la Confédération», in *La Liberté*, 6.7.1931.

<sup>256</sup> Discours de Musy sous: «Le bolchévisme jugé par M. Musy», in *La Liberté*, 25.4.1931.

<sup>257</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres de T. Aubert à J.-M. Musy, 16.9.1931, 13.10.1931, 6.1.1932.

<sup>258</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 6.1.1932.

<sup>259</sup> M. CERUTTI: «Politique...» *op. cit.*, pp. 129-130.

événements de Genève du 9 novembre 1932, expriment leur opposition à une telle démarche<sup>260</sup>. Pour Musy, comme pour Pilet-Golaz et Minger, le récent drame genevois, révélateur de l'extrême tension sociale qui règne alors en Suisse, a son origine à Moscou<sup>261</sup>. Évoquant ces événements le 13 novembre 1932, lors de l'inauguration du monument aux soldats gruériens morts au service de la patrie en 14-18, placé sous l'esplanade de l'église Saint-Pierre-aux-Liens à Bulle, Musy se réfère une fois de plus aux journées tragiques de novembre 1918, dont le souvenir douloureux est ravivé par le récent drame genevois. La thèse de l'intrigue fomentée depuis l'extérieur, de l'influence étrangère dissolvante qui s'en prend à l'esprit national, le dispense à nouveau d'une analyse plus approfondie. Musy: «Nous avons à combattre aujourd'hui un envahisseur plus insidieux que celui qui fut arrêté à Sempach et à Morat. C'est l'infiltration lente et perfide d'idées et de conceptions qui ne sont point de chez nous et qui ne seront jamais les nôtres. L'heure est venue de résister énergiquement aux funestes tendances qui menacent de briser nos énergies nationales.»<sup>262</sup> À Bulle, le colonel divisionnaire Roger de Diesbach, autre champion de l'ordre en novembre 1918, y va lui aussi d'une «belle envolée»<sup>263</sup>.

À l'instar d'une grande partie du bloc bourgeois, Musy voit partout à l'œuvre les hommes de Moscou. Après la soirée tragique du 9 novembre 1932, René Payot prend la plume pour dénoncer lui aussi les comploteurs et en particulier Léon Nicole, ce «sinistre agitateur»<sup>264</sup>. La responsabilité du bain de sang est attribuée unilatéralement aux socialistes. Quasiment aucun membre de la droite nationale ne songe à reprocher au fasciste Georges Oltramare d'avoir à dessein provoqué la gauche en organisant une réunion où devaient avoir lieu la «mise en accusation» de Léon Nicole et Jacques Dicker. L'aile dure socialiste, elle aussi peu portée à l'apaisement, a également tendance à jeter de l'huile sur le feu.

Pour imposer son point de vue au Conseil fédéral, Musy menace une fois de plus de démissionner. Le 16 décembre, il avertit ses collègues qu'il se réserve «toute liberté» si le gouvernement décide de négocier avec les Soviétiques<sup>265</sup>. À l'évidence, son attitude intransigeante se nourrit de nouveau de la propagande de la Ligue Aubert. En effet, les observations très critiques, opposées à celles de Schulthess, qu'il remet à ses collègues sur la situation économique et financière de l'URSS reposent manifestement en grande partie sur la documentation reçue de

---

<sup>260</sup> *Ibid.*, pp. 133-134. Voir aussi Pv CF, 16.12.1932, in *DDS*, vol. 10, pp. 517-534.

<sup>261</sup> Pv CF, 16.12.1932, in *DDS*, vol. 10, pp. 526 et 530.

<sup>262</sup> Cité sous: «Inauguration du monument aux soldats gruyériens morts au service de la Patrie», in *Le Fribourgeois*, 14.11.1932.

<sup>263</sup> Voir sous: *ibid.*

<sup>264</sup> R. P. [R. PAYOT]: «Assez!», in *Journal de Genève*, 11.11.1932.

<sup>265</sup> Pv CF, 16.12.1932, in *DDS*, vol. 10, p. 528.

l'EIA<sup>266</sup>. À l'instar de Théodore Aubert, Musy doute de la capacité de l'Union soviétique à honorer ses dettes avec l'étranger. Ses craintes vont toutefois se révéler injustifiées<sup>267</sup>. Le chef du DFFD est moins timoré lorsqu'il s'agit de venir en aide à l'Autriche.

## 2.5. Le sauvetage de l'Autriche

### 2.5.1. *Un rôle en vue*

Le sort de la première République autrichienne, à la stabilité intérieure fragile, ne cesse d'inquiéter la Suisse<sup>268</sup>. Dès l'immédiat après-guerre, la Confédération participe à différentes actions internationales en faveur du relèvement économique et financier de son voisin souffrant. La grande crise qui frappe l'Autriche de plein fouet aggrave ses difficultés. L'état de ses finances publiques se dégrade très rapidement. La question de sa survie se pose à nouveau. Au début des années trente, les relations avec l'Autriche redeviennent un objet de préoccupation.

En mars 1931, l'Autriche et l'Allemagne annoncent leur décision de former une union douanière afin d'améliorer leur situation économique. Aussitôt, la France, l'Italie et la Tchécoslovaquie protestent vivement contre ce plan, perçu comme un pas décisif vers l'union politique de l'Autriche avec l'Allemagne<sup>269</sup>. Pour sa part, le gouvernement helvétique estime que le projet d'union douanière austro-allemande n'est pas dans l'intérêt de la Suisse. Il se méfie encore plus d'une alliance politique entre ses deux voisins. À l'intérieur du Conseil fédéral, Motta et

---

<sup>266</sup> *Ibid.*, pp. 528-531. Voir également AF, fs Musy, vol. 8: «Contre-observations du Département fédéral des finances aux propositions du Département fédéral de l'économie publique concernant les rapports économiques russo-suisses», 16.12.1932, 7 p. Le 6 décembre 1932, Aubert écrit à Musy: «Conformément à votre demande j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint un dossier sur la guerre économique que les Soviétiques dirigent contre les autres États.» (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre et dossier annexé de T. Aubert à J.-M. Musy, 6.12.1932). Si l'on compare le contenu de ce dossier plutôt épais et des autres documents transmis par Aubert à Musy avec celui des observations remises par ce dernier à ses collègues du CF, on ne peut être que frappé par les similitudes.

<sup>267</sup> M. CERUTTI: «Politique...» *op. cit.*, n. 52 p. 135.

<sup>268</sup> Voir J.-C. FAVEZ: «Mozart, la broderie et les finances fédérales», in U. ALTERMATT, J. GARAMVÖLGYI (Hg.): *Innen- und Aussenpolitik. Primat oder Interdependenz? Festschrift zum 60. Geburtstag von Walther Hofer*, Bern/Stuttgart, Paul Haupt, 1980, pp. 331-351; R. ZAUGG-PRATO: *Die Schweiz im Kampf gegen den Anschluss Oesterreichs an das Deutsche Reich, 1918-1938*, Bern/Frankfurt a.M., Peter Lang, 1982, 425 p.; H. ZIMMERMANN: *Die Schweiz und Österreichs Anschluss an die Weimarer Republik. Die schweizerisch-österreichischen Beziehungen von 1922-1931*, Bern, Lang, 1967, 253 p.; H. ZIMMERMANN: *Die Schweiz und Österreich während der Zwischenkriegszeit. Eine Studie und Dokumentation internationaler Beziehungen im Schatten der Grossmächte*, Wiesbaden, Steiner, 1973, 536 p.

<sup>269</sup> R. ZAUGG-PRATO: *op. cit.*, pp. 147-148.



Musy font preuve de circonspection devant un tel projet. Schulthess soutient lui des vues plus favorables à l'égard de l'Allemagne<sup>270</sup>.

Les appels à l'aide de l'Autriche en 1932, notamment celui lancé le 9 mai par Engelbert Dollfuss, ne peuvent laisser indifférents la Suisse. Le problème autrichien revient sur le tapis. Musy joue un rôle en vue dans sa résolution<sup>271</sup>. À la fin du mois de mai 1932, le Conseil de la SdN lui confie la présidence de la commission mixte chargée d'examiner la situation des pays de l'Europe centrale et orientale<sup>272</sup>. À ce titre, il rencontre notamment le Hollandais Meinoud Marinus Rost van Tonningen, délégué en Autriche du comité financier de la SdN, futur commissaire de la SdN à Vienne et futur nazi fanatique<sup>273</sup>. Si, malgré son souhait, il n'a pu prendre part en 1922 à la conférence de Gênes, où la Suisse a été représentée par Motta et Schulthess, Musy s'emploie maintenant à jouer pleinement son rôle d'homme politique d'envergure internationale.

En juin 1932, il s'agit de savoir si la Suisse peut s'engager dans une action internationale de secours en faveur de son voisin oriental et si celle-ci servira à son redressement. Avant d'envisager une contribution, les autorités fédérales doivent notamment tenir compte de la protection de la broderie helvétique et de la défense des intérêts suisses en Autriche, comme le paiement des créances suisses bloquées. Le 8 juin 1932, le Conseil fédéral débat de l'aide au voisin oriental. Rentré de Paris où la commission mixte vient de siéger, Musy fait son rapport à ses collègues du gouvernement<sup>274</sup>. Le chef du DFFD indique que tous les pays représentés à Paris ont reconnu l'urgence particulière du problème autrichien. L'effondrement de l'Autriche, qui aurait des conséquences économiques, financières et politiques sur l'Europe entière, doit être empêché à tout prix. Musy précise que l'Autriche semble être tout à fait viable si son gouvernement prend

---

<sup>270</sup> J.-C. FAVEZ: «Mozart...» *op. cit.*, p. 334; R. ZAUGG-PRATO: *op. cit.*, pp. 153-156.

<sup>271</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 68-72 (différents projets, rapports, lettres, articles de presse, etc.).

<sup>272</sup> La commission mixte, aussi appelée réunion mixte ou comité financier mixte, se compose de membres du comité financier de la SdN et d'experts gouvernementaux désignés par la SdN le 21 mai 1932. Musy appartient à la commission des experts gouvernementaux dans laquelle se trouve notamment le comte allemand Schwerin von Krosigk, directeur au Ministère des Finances et futur ministre des Finances dans le gouvernement formé par Hitler en 1933. Sur la composition de la commission mixte, voir AF, fs Musy, vol. 68: liste des membres désignés par le Conseil de la SdN, 21.5.1932; vol. 72: liste des membres de la réunion mixte, Paris, du 30.5 au 4.6.1932.

<sup>273</sup> AF, fs Musy, vol. 72: Pv de la commission mixte, strictement confidentiel, Paris, 4.6.1932; vol. 68: liste des membres de la réunion mixte, 10.6.1932. — Données bio. sur Meinoud Marinus Rost van Tonningen (1894-1945): F. W. SEIDLER: *Die Kollaboration 1939-1945*, München/Berlin, Herbig, 1995, pp. 458-462.

<sup>274</sup> Pv CF, 8.6.1932, in *DDS*, vol. 10, pp. 395-397. Dans son article, antérieur à la publication du vol. 10 des *DDS*, Jean-Claude Favez cite également ce document. (J.-C. FAVEZ: «Mozart...» *op. cit.*, pp. 335ff. Voir également R. ZAUGG-PRATO: *op. cit.*, pp. 161-163). Le rapport du 8 juin de Musy au CF reprend plusieurs points du résumé des travaux menés par la commission mixte du 30 mai au 4 juin 1932. (AF, fs Musy, vol. 72: Pv de la commission mixte, strictement confidentiel, Paris, 4.6.1932).

avec énergie toutes les mesures nécessaires à un assainissement durable. Outre la Suisse, l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique ont maintenant à décider de l'importance de l'aide à apporter. Indiquant qu'il n'est pas possible d'attendre le début de la Conférence sur les réparations de Lausanne qui s'ouvre le 16 juin, le grand argentier plaide avec force pour une participation active et immédiate à l'opération de sauvetage. Il demande à ses collègues de l'autoriser à annoncer au nom du Conseil fédéral, déjà le lendemain à Genève, la participation de la Suisse, pour un montant entre 5 et 6 millions de schillings, à une première action de secours<sup>275</sup>.

Schulthess s'oppose sur-le-champ au point de vue de Musy. L'antagonisme entre les deux hommes ne date pas d'hier. Déjà en 1922, leurs opinions divergeaient sur la question autrichienne<sup>276</sup>. Selon le chef du DFEP, l'Autriche n'est pas du tout viable, les douze dernières années l'ayant clairement démontré. Ni l'octroi de nouveaux crédits, ni un plan de fédération danubienne ne peuvent aider ce pays. Injustifiée est en outre la crainte qu'un moratoire prononcé par l'Autriche sur ses dettes extérieures pourrait favoriser, voire provoquer une décision du même genre de la part de l'Allemagne. Aussi Schulthess pense que la Suisse n'a pas à participer à l'action de soutien présentée par Musy<sup>277</sup>.

Le Fribourgeois et l'Argovien ayant avancé leurs arguments, une fois de plus discordants, les autres conseillers fédéraux s'expriment. Häberlin, Pilet-Golaz et surtout Meyer rejoignent le point de vue défendu par Musy. Estimant que l'Autriche est viable et que la Suisse doit faire preuve de solidarité internationale, Motta approuve également l'action envisagée en faveur du voisin de l'Est. Cependant, plus prudent que son camarade de parti, le Tessinois chiffre l'aide de la Suisse à 2.5 millions de francs au maximum, alors que Musy propose environ le double. La résistance sur le principe de l'aide se résume finalement à Schulthess et Minger qui, du point de vue de la défense nationale, ne voit aucune raison pour la Suisse de participer à une action de secours. Bien que Musy tienne le montant indiqué par Motta pour insuffisant, le collègue donne raison au chef de la diplomatie, également président du gouvernement<sup>278</sup>.

L'aide à l'Autriche prend très vite une nouvelle tournure. L'idée d'un emprunt international au bénéfice de l'Autriche s'impose. Le 15 juillet 1932, le projet de

---

<sup>275</sup> Pv CF, 8.6.1932, in *DDS*, vol. 10, pp. 396-397.

<sup>276</sup> En 1922, Musy pense déjà que la survie de l'Autriche est d'un «intérêt capital» pour la Suisse. Il se montre alors favorable à une participation helvétique au sauvetage financier du voisin oriental, sous réserve de l'efficacité des mesures proposées. Sans nier les dangers de l'effondrement de l'Autriche, Schulthess émet lui de très sérieuses réserves sur les propositions d'aide financière en sa faveur. (Pv CF (secret), 28.9.1922, in *DDS*, vol. 8, pp. 605-606).

<sup>277</sup> Pv CF, 8.6.1932, in *DDS*, vol. 10, pp. 397-399.

<sup>278</sup> *Ibid.*, pp. 399-401.

protocole sur l'Autriche préparé par la commission mixte est soumis à l'approbation du Conseil de la SdN. Musy, président de la commission, prend place à la table du Conseil<sup>279</sup>. Il rend compte des travaux menés sous sa direction et des grandes lignes de l'opération proposée. Devant se monter à 300 millions de schillings et remboursable en vingt ans, l'emprunt international envisagé doit permettre à l'Autriche de rétablir son équilibre budgétaire et de remettre de l'ordre dans son régime monétaire. L'opération a aussi une dimension clairement politique. Il s'agit de consolider l'autonomie de l'Autriche afin de prévenir le plus possible un éventuel Anschluss. Ayant entendu Musy s'exprimer, plusieurs membres de Conseil de la SdN, notamment Sir John Simon pour le Royaume-Uni et René Massigli pour la France, le félicitent d'avoir mené les travaux à bonne fin et saluent les solutions proposées par la commission mixte. Les puissances antirévissionnistes, en particulier la France, sont satisfaites. Par la voix de son représentant, le gouvernement autrichien réitère sa gratitude à l'égard de Musy. Dans ce concert de louanges, seul le membre allemand du Conseil émet des réserves car il estime que l'aide à un État ne doit pas être liée à des conditions politiques. Le protocole, désormais appelé de Lausanne, est finalement adopté à l'unanimité, moins l'abstention de l'Allemagne<sup>280</sup>.

Le chancelier Dollfuss se montre particulièrement reconnaissant envers Musy. Il le remercie plusieurs fois. Proches idéologiquement, les deux hommes qui se sont rencontrés à Lausanne s'apprécient<sup>281</sup>. Si les dispositions constitutionnelles en vigueur en Suisse ne s'y étaient pas opposé, Dollfuss aurait même souhaité, par gratitude, que le conseiller fédéral fribourgeois soit décoré par le gouvernement autrichien<sup>282</sup>. La conférence de Lausanne, où est aussi discuté le règlement définitif de la question des réparations allemandes, donne également l'occasion à Musy d'approcher le chancelier allemand Franz von Papen, lui aussi présent sur les bords du lac Léman<sup>283</sup>.

Les feux de la rampe éteints, Musy retourne à Berne. Le 22 juillet 1932, il fait à nouveau son rapport au Conseil fédéral sur l'aide financière internationale à l'Autriche. Selon lui, ce pays peut assainir sa situation financière. Il prône une fois de plus une politique d'austérité: «Des compressions de dépenses importantes sont

---

<sup>279</sup> *Société des nations. Soixante-septième session du Conseil. Procès-verbal*, 15.7.1932, p. 14. Un exemplaire se trouve in AF, fs Musy, vol. 72.

<sup>280</sup> *Ibid.*, pp. 15-17.

<sup>281</sup> AF, fs Musy, vol. 72: télégr. de Dollfuss à Musy, 2.7.1932; vol. 20: télégr. de Dollfuss à Musy, 16.7.1932. Voir aussi *ibid.*, vol. 20: télégr. de Musy à Dollfuss, s.d. Comme le rapporte la presse autrichienne, Dollfuss a beaucoup d'estime pour Musy et son travail en faveur de l'Autriche au sein de la commission mixte. Voir s.n.: «Dr. Dollfuss über Lausanne», in *Tages-Post* (Linz), 5.7.1932. (Cet exemplaire se trouve in AF, fs Musy, vol. 72). Voir aussi: s.n.: «M. Musy remercié par l'Autriche», in *La Liberté*, 18.7.1932.

<sup>282</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 28: lettre du ministre de Suisse à Vienne à Musy, 7.7.1932.

<sup>283</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 28: lettre de F. Papen à Musy, 5.7.1932.

possibles. Je relève en particulier que certaines dépenses dites “d'ordre social”, par exemple les pensions, etc., me paraissent exagérées et que l'État, tout en remplissant totalement son devoir, pourrait procéder à des réductions procurant d'importantes économies.»<sup>284</sup> Ses propos sur la situation autrichienne ne tranchent pas avec la politique déflationniste qu'il défend sur la scène helvétique. En Autriche, cette politique va également avoir des effets néfastes. La baisse des salaires réduit le pouvoir d'achat et paralyse encore plus l'économie. La grogne monte au sein des fonctionnaires autrichiens. Le national-socialisme ne manque pas d'en profiter<sup>285</sup>.

L'engagement de Musy en faveur de l'Autriche frappe par sa hardiesse. Une fois de plus, il dévie de ses principes de stricte orthodoxie financière lorsque des considérations politiques supérieures l'exigent. Dans son rapport du 22 juillet 1932, outre toutes les raisons économiques et morales qu'il trouve en faveur d'un soutien à l'Autriche, il relève le rôle déterminant du facteur politique. L'emprunt international vise à éviter l'Anschluss de l'Autriche. Il y va de la sécurité de la Suisse et, plus généralement, de la paix en Europe<sup>286</sup>

Soumis aux pressions de différents groupes d'intérêts, notamment de la banque (ASB) et de l'industrie (Vorort de l'USCI)<sup>287</sup>, peu emballés de voir la Suisse s'engager dans des dépenses supplémentaires, le Conseil fédéral éprouve quelque peine à concrétiser la participation financière helvétique au profit de l'Autriche. Musy montre des signes d'impatience. Cette œuvre de secours dont il se sent un peu l'architecte, il la voudrait déjà accomplie. Le 26 janvier 1933, il redit à ses collègues du gouvernement le danger que ferait courir à la Suisse un Anschluss de l'Autriche à l'Allemagne. Avançant le chiffre de 12 millions de schillings comme aide minimale de la Suisse à l'Autriche, le chef des finances voit ses ardeurs réfrénées par ses collègues, notamment Häberlin qui lui rappelle que la situation financière de la Confédération s'est considérablement dégradée durant les derniers mois<sup>288</sup>. Après avoir obtenu l'aval du Parlement au printemps 1933, la participation de la Suisse se monte finalement à 8 millions de schillings, soit un peu plus de 5.8 millions de francs<sup>289</sup>.

---

<sup>284</sup> AF, fs Musy, vol. 72: rapport du chef du DFFD au Conseil fédéral sur l'aide financière à l'Autriche, 22.7.1932.

<sup>285</sup> R. ZAUGG-PRATO: *op. cit.*, p. 161.

<sup>286</sup> AF, fs Musy, vol. 72: rapport du chef du DFFD au Conseil fédéral sur l'aide financière à l'Autriche, 22.7.1932.

<sup>287</sup> Voir J.-C. FAVEZ: «Mozart...» *op. cit.*, pp. 338-349; R. ZAUGG-PRATO: *op. cit.*, p. 163. Voir également les documents n° 176, 201 et 202 du vol. 10 des *DDS*.

<sup>288</sup> Pv CF, 26.1.1933, in *DDS*, vol. 10, p. 565.

<sup>289</sup> MCF concernant la participation financière de la Suisse à l'œuvre de secours de 1932 en faveur de l'Autriche, 22.3.1933, in *FF*, 1933, vol. 1, pp. 517-535; Arrêté fédéral concernant la participation financière de la Suisse à l'œuvre de secours de 1932 en faveur de l'Autriche,

### 2.5.2. *Le primat du politique: éviter l'Anschluss, prévenir la contamination bolcheviste, soutenir Dollfuss*

Dans le dossier de l'aide à l'Autriche, Musy accorde la priorité aux arguments politiques. Trois raisons sont à mettre en exergue. Premièrement, il s'agit de prévenir un Anschluss de l'Autriche à l'Allemagne. Il est dans l'intérêt de la Suisse d'avoir plutôt quatre voisins que trois, mais aussi de l'Europe entière qu'une Autriche souveraine et forte subsiste entre l'Allemagne et l'Italie. Un certain antigermanisme, qui s'est manifesté plus d'une fois dans le passé, pointe dans la position défendue par Musy. En 1931, l'ambassadeur de France à Berne, Henri de Marcilly, le décrit d'ailleurs sous les traits d'un authentique francophile dont l'«aversion du “Boche” est raisonnée et enracinée», alors que Schulthess avait droit à l'étiquette de «germanophile avéré»<sup>290</sup>. Cette différence de sensibilités joue sans aucun doute un rôle dans l'antagonisme qui resurgit entre les deux hommes à l'évocation du problème autrichien.

À cette crainte à l'égard de l'Anschluss s'ajoute une autre peur: la hantise de l'invasion communiste. De par sa position orientale par rapport à la Suisse, l'Autriche, rempart contre un éventuel déferlement bolchevique, représente une sorte d'avant-poste de l'Europe occidentale<sup>291</sup>. L'existence de «Vienne la rouge», déjà tenue pour gangrénée, ne constitue-t-elle pas un sérieux avertissement?

Le troisième facteur politique, étroitement lié à l'angoisse de la contamination bolcheviste, tient à la nature même du régime Dollfuss. Pour le conseiller fédéral fribourgeois, l'aide vise clairement la consolidation d'un système politique qu'il approuve. Musy et Dollfuss évoluent dans le même registre idéologique, marqué du sceau du catholicisme corporatif et autoritaire. Admirateur comme Musy de l'Italie fasciste, le chancelier chrétien-social emploie, dès son accession au pouvoir en mai 1932, des méthodes autoritaires. Il a vite fait d'éliminer le régime parlementaire qu'il tient pour pourri. Son but? Mener l'Autriche vers l'État chrétien et corporatif. Il aspire, selon ses propos, à la réalisation des principes de l'encyclique *Quadragesimo anno*. Les idées de réformes sociales d'un Vogelsang,

---

12.4.1933, in *RL*, 1933, pp. 218-219. Voir aussi J.-C. FAVEZ: «Mozart...» *op. cit.*, pp. 346-347; R. ZAUGG-PRATO: *op. cit.*, pp. 167-169.

<sup>290</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 201: d'H. de Marcilly à A. Briand, 4.2.1931. Dans ce rapport, l'ambassadeur français porte également un jugement très catégorique sur Motta. Comparé à Musy, dit-il, Motta «n'a pas pour nous le même faible, à beaucoup près». Il ajoute au sujet du Tessinois: «dans tout débat mettant aux prises l'Allemagne et la France, il cherchera à servir l'Allemagne, qui a ses préférences profondes». (*Ibid.*).

<sup>291</sup> En 1935, Musy écrit: «Malgré l'amputation douloureuse subie par l'Empire austro-hongrois, Vienne demeure la dernière grande ville européenne vers l'Occident [...]. Vienne demeure le centre où reviennent et se rencontrent l'Orient et l'Occident européen.» (AF, fs Musy, vol. 112: «Impressions recueillies à l'occasion de mon voyage à Vienne, spécialement à l'occasion des diverses conversations avec les personnalités que j'y ai rencontrées», (septembre 1935), p. 1).

reformulées après 1918 par le très antimarxiste professeur Othmar Spann, trouvent également un écho dans le programme défendu par le chancelier autrichien. De l'extérieur, celui-ci reçoit les encouragements de Mussolini qui le pousse à supprimer le système démocratique et à détruire en particulier le parti social-démocrate. En retour, le Duce, qui se méfie de Hitler, promet à Dollfuss sa protection contre la menace d'un Anschluss<sup>292</sup>.

Porté à jouer le dur parmi les durs, Musy trouve pourtant Dollfuss trop modéré. Il exprime cette opinion en automne 1933. Lors d'un entretien qui a lieu à son domicile, le conseiller fédéral fribourgeois déclare à Giovanni Marchi, ministre d'Italie à Berne, qu'il ne place pas une grande confiance dans l'énergie du chancelier Dollfuss. Selon Musy, Dollfuss est un «incertain» («un “incerto”»): il se pose volontiers en homme fort, toujours animé des meilleures intentions pour le bien de son pays. Mais, d'après le Fribourgeois, au moment où seraient nécessaires des décisions extrêmes, il hésite, prêt à faire des compromis, ce que Musy considère visiblement comme une faiblesse<sup>293</sup>.

Au cours de la discussion avec Giovanni Marchi, Musy fait preuve d'un certain pessimisme sur la viabilité de l'Autriche, non sans laisser percer un vieux fonds anti-allemand. Selon l'homme d'État fribourgeois, un jour ou l'autre, l'Autriche finira par capituler, à la suite soit d'une pression extérieure soit d'un bouleversement intérieur, à moins que Mussolini ne décide d'en arriver à des conséquences extrêmes pour empêcher l'Allemagne d'annexer l'Autriche. Musy, qui a confiance en la politique de Mussolini à l'égard de l'Autriche, ne semble d'ailleurs pas voir l'indépendance helvétique être menacée par l'Italie, mais bien plutôt par l'Allemagne en cas d'Anschluss. En outre, en supposant que l'Autriche finisse par céder à la pression allemande, Musy pense que l'Italie et la France auraient tout intérêt à ce que le Vorarlberg soit attribué à la Suisse. De cette manière, estime-t-il, la faiblesse naturelle de la frontière actuelle cesserait, le Vorarlberg offrant une ligne montagneuse de résistance facilement défendable<sup>294</sup>. Favorable au rattachement du Vorarlberg à la Suisse dans l'immédiat après-guerre, Musy ne manque pas de réactiver cette idée, imprégnée de nationalisme, lorsque l'Autriche menace de s'effondrer au début des années trente<sup>295</sup>.

---

<sup>292</sup> Jusqu'à l'affaire d'Éthiopie et à la question des sanctions contre l'Italie (1935-1936), le Duce voit surtout dans l'Allemagne une puissance rivale, notamment dans la région danubienne.

<sup>293</sup> Rapport «riservatissimo» de Marchi à Mussolini du 15.10.1933 (le Duce a écrit dessus: «importante»), cité in M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, n. 6 pp. 493-494.

<sup>294</sup> Voir le rapport «riservatissimo» de Marchi à Mussolini du 15.10.1933 (le Duce a écrit dessus: «importante»); cité in *ibid.*, n. 6 p. 494.

<sup>295</sup> Suite à l'effondrement de la monarchie danubienne, certains milieux bourgeois suisses préconisent l'annexion du Vorarlberg. En décembre 1919, Musy soutient avec son ami Gonzague de Reynold, partisan enflammé de l'annexion, l'action du Comité suisse pro Vorarlberg. (s.n.: «Appel au peuple suisse», in *La Liberté*, 15.12.1919). Au nombre des

Musy a toujours tendance à faire de la surenchère. Encore plus en période troublée.

## 2.6. Un homme de plus en plus contesté

Les dernières années de Musy au Conseil fédéral, sans parler de sa trajectoire post-gouvernementale, ressemblent beaucoup à un glissement dans l'isolement. Ses prises de position idéologiques, sa politique financière et sa personnalité même deviennent l'objet d'un mécontentement croissant. Le camp des opposants ne cesse de grossir. Beaucoup de conservateurs-catholiques, jusqu'à la tête du parti, se lassent de Musy et ne l'épaulent que mollement. Leur soutien est commandé plus par la loyauté que par une réelle sympathie pour l'homme. Le mécontentement radical est encore plus palpable. Dans la dernière ligne droite, des radicaux de plus en plus nombreux, au demeurant pas tous de gauche, prêtent même main forte aux socialistes pour enfoncer des banderilles dans le dos du Fribourgeois.

La gauche elle se montre particulièrement virulente. En 1932, la *Berner Tagwacht* n'hésite pas à traiter le conseiller fédéral fribourgeois d'«ennemi du peuple» et de «petit dictateur»<sup>296</sup>, alors que les socialistes genevois en font l'«ami des gangsters», le jour même où Georges Oltramare et ses compagnons de l'Union nationale organisent une manifestation qui tourne à l'affrontement sanglant (9 novembre 1932)<sup>297</sup>. En outre, la presse socialiste qualifie souvent Musy de fasciste<sup>298</sup>, critique facile qui passe toutefois à côté de l'essentiel. Avec le temps, il est la cible d'attaques de plus en plus personnelles. Elles n'épargnent pas sa famille. Les archives familiales disponibles, si discrètes sur d'autres points,

---

tenants plus ou moins déclarés d'un Vorarlberg suisse se trouvent, outre Reynold et Musy, notamment Maurice Baudat, Richard Bovet-Grisel, Roger de Diesbach, Rudolf Gelpke, William Martin, René Payot, Ernest Perrier, Albert Picot, Ernst Schürch, Paul de Vallière et Hans Zopfi. (A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, pp. 122-138; G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, pp. 364-376). L'idée d'augmenter le poids politique des catholiques suisses et celui des paysans n'est sans doute pas étrangère à la position de Musy. (Sur l'importance du facteur confessionnel chez Musy, voir D. WITZIG: *Die Vorarlberger Frage. Die Vorarlberger Anschlussbewegung an die Schweiz, territorialer Verzicht und territoriale Ansprüche vor dem Hintergrund der Neugestaltung Europas 1918-1922*, Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1974, p. 350). Au Conseil fédéral, Motta et surtout Schulthess s'opposent à un éventuel rattachement du Vorarlberg. Après le départ de Calonder, il n'y a plus au gouvernement, selon Gonzague de Reynold, que Musy pour soutenir cette cause. (G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, p. 373). En 1922, Musy préconise, en séance du CF, de ne «pas faire aux autorités du Vorarlberg une déclaration leur ôtant tout espoir et excluant à tout jamais la réalisation des aspirations du Vorarlberg à l'union avec la Suisse.» (Pv CF (secret), 1.9.1922, in *DDS*, vol. 8, pp. 582-583).

<sup>296</sup> s.n.: «Das Mass ist voll! Nun heraus mit der Sprache, Herr Bundesrat Musy!», in *Berner Tagwacht*, 6.6.1932.

<sup>297</sup> Parti socialiste genevois: «À la classe travailleuse et honnête du canton de Genève», in *Le Travail*, 9.11.1932.

<sup>298</sup> Voir p.e. K. ZOLLINGER: *op. cit.*, pp. 94 et 115.

montrent, avec force coupures de presse et autres documents, le magistrat en butte aux mauvaises langues avant sa démission<sup>299</sup>. Entre 1931 et 1934, les affaires succèdent aux affaires. Chantal Kaiser en a déjà dressé une liste détaillée<sup>300</sup>.

En janvier 1931, c'est Ernst Steinmann, également secrétaire central du parti radical suisse et correspondant fédéral de la *National-Zeitung*, qui cherche noise à Musy dans le *Luzerner Tagblatt*<sup>301</sup>. Un des reproches n'est pas nouveau: le chef du DFFD tente de placer ses protégés conservateurs, de préférence fribourgeois, à tous les postes possibles<sup>302</sup>. Cela donne bien entendu du grain à moudre à la presse socialiste<sup>303</sup>.

En 1932, les attaques montent d'un cran. L'affaire du fonds des reptiles, aussi appelé fonds reptilien, fait grand bruit. Au printemps, le procès du journaliste Daniel Perret, personnage qui ne brille pas par sa clarté, donne lieu à une révélation dont les gazettes socialistes se saisissent aussitôt. Le 1er juin, la *Berner Tagwacht* écrit, en se basant sur les déclarations de Perret, que Musy disposerait d'un fonds reptilien, une sorte de caisse noire, de 200'000 francs pour subsidier des journalistes<sup>304</sup>. Suit une violente campagne de presse des socialistes contre Musy<sup>305</sup>. Le *Berner Tagblatt* prend aussitôt sa défense<sup>306</sup>. Alors que Musy ne semble pas réagir, la *Berner Tagwacht* remarque que le journal de Heinrich Wechlin se comporte comme l'organe personnel du magistrat fribourgeois<sup>307</sup>.

L'affaire des prétendus fonds reptiliens, certes mal établie, est caractéristique de l'odeur de soufre qui entoure le magistrat fribourgeois. Son jeu est trop trouble, ses relations ne sont pas assez nettes pour que ses ennemis n'en viennent pas à formuler sur son compte des exagérations, aussitôt reprises par la rumeur publique. Au chapitre de ses fréquentations, elles bien assurées, on cite justement en 1932 des gens que l'on ne s'attendrait pas à trouver dans l'entourage d'un conseiller fédéral. La polémique née autour des déclarations de Daniel Perret, qui a effectivement été proche de Musy et que la presse socialiste considère comme

---

<sup>299</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 28 et 88 (affaire Schoch), 45 (affaires, procès), 85 (affaire Steinmann), 86 (affaire Musy-Straumann), 87 (affaire Perret).

<sup>300</sup> Voir C. KAISER: *op. cit.*, pp. 203-215.

<sup>301</sup> Ernst Steinmann s'est déjà montré critique à l'égard de Musy lors de son élection au CF en 1919.

<sup>302</sup> St. [E. STEINMANN]: «Aus Zeit und Streit», in *Luzerner Tagblatt*, 22.1.1931. Plusieurs radicaux doivent également à Musy un poste de travail. (Entretien de l'auteur avec Auguste Glasson, 24.4.1997).

<sup>303</sup> s.n.: «Da können wir lernen!», in *Berner Tagwacht*, 27.1.1931.

<sup>304</sup> s.n.: «Herr Musy, sein Reptilienfonds und seine Reptilien», in *Berner Tagwacht*, 1.6.1932.

<sup>305</sup> Voir p.e. s.n.: «Das Mass ist voll! Nun heraus mit der Sprache, Herr Bundesrat Musy!», in *Berner Tagwacht*, 6.6.1932; E.-P. G. [E.-P. GRABER]: «M. Musy détient-il des fonds reptiliens?», in *La Sentinelle*, 6.6.1932.

<sup>306</sup> s.n.: «Die Hintergründe einer Sensationsmache», in *Berner Tagblatt*, 7.6.1932; s.n.: «Der angebliche "Reptilienfonds"», in *Berner Tagblatt*, 8.6.1932.

<sup>307</sup> s.n.: «Herr Dr. Wechlin: Nun haben Sie das Wort!», in *Berner Tagwacht*, 10.6.1932.



un ancien journaliste tout dévoué au Fribourgeois<sup>308</sup>, se double au même moment de considérations sur Charles Guinand, avocat d'affaires neuchâtelois accusé de détournements et de corruption<sup>309</sup>. Le cas de l'avocat, tombé dans les filets de la justice à la fin de 1928, est assez sérieux pour que celui-ci passe derrière les barreaux.

L'avocat neuchâtelois est un familier de l'homme politique fribourgeois<sup>310</sup>. On dit notamment de Guinand, Burrus et Musy qu'ils sont des amis de chasse proches<sup>311</sup>. Les relations Musy-Guinand ne manquent pas d'intriguer. En octobre 1929, Scheurer se fait ainsi l'écho de rumeurs aussi inquiétantes qu'invérifiables. Selon des propos rapportés par le chef du DMF, Guinand aurait notamment graissé la patte du grand argentier fédéral afin d'obtenir des facilités dans ses affaires. Ce qui étonne pourtant le plus Scheurer, même après neuf ans passés ensemble au gouvernement, c'est à nouveau le comportement déroutant de son turbulent collègue: «Mich wundert nur die Unverschämtheit von Musy, der tut, wie wenn alles in bester Ordnung wäre. Er hat übrigens noch andere Freunde, von denen man sagt, es wäre besser, dass er nicht mit ihnen verkehren würde. Was soll man da machen!»<sup>312</sup>

L'affaire du fonds des reptiles de juin 1932 est tout de suite suivie par une autre affaire. Le 16 juin 1932, un individu armé d'un revolver menace Musy dans les rues de Berne. L'auteur du forfait? L'agent en céréales Rudolf Schoch, homme à l'esprit très troublé qui rend responsable de ses difficultés matérielles le chef du DFFD. Informés de l'événement, Louis Dapples, Hans Pfyffer von Altishofen, Théodore Aubert, Nino Rezzonico et d'autres adressent aussitôt à Musy des messages de soutien<sup>313</sup>. Heinrich Wechlin, le plus rapide de tous à témoigner de

---

<sup>308</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 87: déposition de François Jäger, secrétaire de Musy, au sujet de l'affaire Perret, 23.5.1932; s.n.: «Herr Musy, sein Reptilienfonds und seine Reptilien», in *Berner Tagwacht*, 1.6.1932.

<sup>309</sup> s.n.: «Herr Musy, sein Reptilienfonds und seine Reptilien», in *Berner Tagwacht*, 1.6.1932; s.n.: «Le procès Guinand», in *La Sentinelle*, 6.3.1933.

<sup>310</sup> Les contacts entre Musy et Charles Guinand remontent au moins à 1919. À cette époque, Guinand est l'avocat d'un adversaire de Musy, à savoir Adolphe d'Eggis, dans l'affaire de la BEF. (Voir AF, fs Musy, vol. 47: enveloppe contenant notamment les lettres de C. Guinand à A. Eggis, 30.8.1919, et à Musy, 22.10.1919; d'A. d'Eggis à L. Bourgknecht, 8.11.1919). En janvier 1925, lors de la réception à Grandvillard, le «grand avocat neuchâtelois» Charles Guinand se trouve au nombre des orateurs qui félicite le nouveau président de la Confédération. Il parle alors au nom des amis de Musy. (Br.: «Les réceptions de M. Musy», in *Feuille d'avis de Lausanne*, 7.1.1925). En février 1928, c'est également Guinand qui fournit l'adresse d'Angelo Galletto à Musy, tout occupé à mettre sur pied une violente offensive contre les socialistes en vue des prochaines élections au Conseil national. (AF, fs Musy, vol. 83, Diversa: lettre de C. Guinand à Musy, 6.2.1928).

<sup>311</sup> s.n.: «Herr Musy, wir wollen nicht hoffen...?», in *Berner Tagwacht*, 1.3.1933.

<sup>312</sup> AF, fs Scheurer, journal, 23.10.1929, p. 179.

<sup>313</sup> AF, fs Musy, vol. 28: de L. Dapples (17.6.1932), H. Pfyffer (18.6.1932), T. Aubert (20.6.1932) et N. Rezzonico (17.6.1932) à Musy. Ce volume contient une abondante correspondance, révélatrice de certaines ramifications, d'où il ressort que Musy reçoit un soutien entre autres de sa parenté plus ou moins proche (p.e. sa sœur Pauline; ses cousins

sa sympathie, se dit profondément bouleversé<sup>314</sup>. Le *Berner Tagblatt* a vite fait de parler d'attentat et d'accuser la gauche, d'autant plus qu'au même moment Zurich est le théâtre d'une violente agitation communiste<sup>315</sup>. Rudolf Grob voit dans le geste de Schoch l'influence de la haine révolutionnaire<sup>316</sup>. Pour Musy lui-même, qui ramène tout à ses fixations, cet acte «n'est pas sans analogie avec les méthodes bolchévistes»<sup>317</sup>. En fait, Schoch est connu, à lire la *Berner Tagwacht* qui avance plusieurs faits, pour son engagement antisocialiste<sup>318</sup>. Interné pour avoir perdu la raison, il n'a en tout cas absolument rien du terroriste à la solde de Moscou, ni de l'instrument des socialistes suisses.

Dans le rapport qu'il adresse au Département de Justice et Police, Musy relève deux points principaux. Premièrement, il explique pour une grande part l'attitude de Rudolf Schoch comme la conséquence de la violente campagne de presse socialiste dans les jours précédents<sup>319</sup>. Une campagne qui d'ailleurs se poursuit, souvent avec des accents haineux. Deuxièmement, Musy critique vertement l'attitude, laxiste selon lui, du Ministère public de la Confédération dans l'affaire Schoch et plus généralement à l'égard des menaces dont il est victime. Il accuse de négligence plus particulièrement le procureur de la Confédération, Franz Stämpfli, et demande même une enquête<sup>320</sup>. Le procureur de la Confédération, dans un exposé très détaillé à l'adresse de Häberlin, récuse en bloc les reproches formulés par le chef du DFFD. Pour montrer où se trouve vraiment la vérité et couper court aux bruits que Musy fait déjà circuler sur son compte, Franz

---

Gustave Thédy (proche) et Romain Chatton (par alliance); sa belle-famille: Alfred van Caubergh, Edouard Coquoz, Eugène de Riedmatten; Mme et Mr le Dr. Edwin Mende-Porter, futurs beaux-parents de Pierre Musy, fils aîné de Musy); de divers représentants de l'aristocratie liée à Fribourg (p.e. Suzanne de Montenach; Pierre de Zurich; Raoul de Diesbach; Roger de Diesbach; Jean de Modzelewski-de Diesbach; René de Boccard); de quelques ténors du PCPS (p.e. Pierre Aeby; Antonio Riva; Ernest Daucourt); de plusieurs représentants de l'Église (p.e. Luigi Maglione; Alfred Collomb, alias Vindex; François Charrière; l'Abbesse de Notre-Dame de la Fille-Dieu à Romont); des cercles diplomatiques (p.e. Adolf Müller, ministre d'Allemagne à Berne; Raul do Rio-Branco, ministre du Brésil à Berne); de représentants de l'Italie fasciste (p.e. Giovanni Marchi, ministre d'Italie à Berne; Dino Grandi, ministre des Affaires étrangères d'Italie; Fulvio Suvich, commissaire du tourisme, présidence du Conseil des ministres, à Rome); des cercles industriels et financiers (p.e. Louis Dapples; Albert Wander; Armand Dreyfus); des milieux militaires (p.e. le colonel divisionnaire Henri Guisan).

<sup>314</sup> AF, fs Musy, vol. 28: télégr. de H. Wechlin à Musy, 16.6.1932.

<sup>315</sup> Voir ag.: «Attentatsabsicht auf Bundesrat Musy», in *Berner Tagblatt*, 17.6.1932; s.n.: «Nun ist's genug!», in *Berner Tagblatt*, 17.6.1932.

<sup>316</sup> AF, fs Musy, vol. 28: lettre de R. Grob à Musy, 18.6.1932.

<sup>317</sup> AF, fs Musy, vol. 28: lettre de Musy à Mme T. Aubert-Chauvet, 27.7.1932.

<sup>318</sup> s.n.: «Wer ist Schoch?», in *Berner Tagwacht*, 17.6.1932.

<sup>319</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport du chef du DFFD au DFJP concernant l'acte de vengeance commis le 16.6.1932 par R. Schoch (copie), pp. 1-3. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 88: constatations du chef du DFFD à propos de l'acte de vengeance commis le 16.6.1932 par l'agent de céréales R. Schoch (copie), pp. 1-5.

<sup>320</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport du chef du DFFD au DFJP concernant l'acte de vengeance commis le 16.6.1932 par R. Schoch (copie), pp. 3-6.

Stämpfli propose lui aussi d'ouvrir une enquête disciplinaire contre le Ministère et les personnes attaquées<sup>321</sup>. Sur de nombreux points, la version de Musy et celle du Ministère public ne correspondent tout simplement pas<sup>322</sup>.

Les affaires continuent en 1933. Cette année-là, Musy entend une fois de plus une vieille histoire sur ses relations privilégiées avec l'industriel Henry Burrus, son ami de chasse<sup>323</sup>. Bref retour en arrière. Dès le début des années vingt, la maison Burrus fait partie des rares fabricants de cigarettes à trouver une oreille attentive auprès de la direction générale des douanes<sup>324</sup>. Entre 1921 et 1936, d'autres entreprises du tabac se sentent d'ailleurs défavorisées par rapport au géant de Boncourt, le plus grand producteur de cigarettes de Suisse et aussi l'un des contribuables les plus importants du pays. L'inégalité entre les producteurs de cigarettes provient notamment d'un système de droits différentiels entre le tabac noir (Maryland) et le tabac clair d'Orient, le premier étant moins imposé que le second. Or, la très populaire *Parisienne* de la maison Burrus est une cigarette de type Maryland<sup>325</sup>. Les discriminations, dans le domaine de l'imposition, favorisent donc l'utilisation des tabacs américains, secteur où domine Burrus, et marquent le déclin des tabacs d'Orient. Plus d'une fois, le système, introduit au début des années vingt, des droits différentiels entre les divers tabacs de cigarette intrigue les observateurs<sup>326</sup>.

Au début 1933, les journaux de gauche reviennent donc à la charge, non sans

---

<sup>321</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport du MPC à Häberlin, 22.8.1932, 23 p. Voir aussi *ibid.*: lettre du procureur de la Confédération à Häberlin, 16.8.1932.

<sup>322</sup> Le dossier que le Ministère public consacre à Musy s'ouvre donc sur une affaire où ce dernier reproche âprement audit Ministère d'être laxiste et exige une enquête à son encontre. Ironie de l'histoire: à la dizaine de documents initiaux de 1932 vont s'ajouter, de 1937 à 1945, des centaines d'autres, en particulier de très nombreuses écoutes téléphoniques et des rapports de police, sur le compte de l'ancien conseiller fédéral, surveillé et filé par la police au même titre que certains de ses amis politiques, tous suspectés par les autorités de mettre en danger la sécurité de l'État.

<sup>323</sup> En 1923, les contacts entre Musy et Burrus sont déjà bien établis. Au sujet de la question des zones, l'industriel jurassien lui explique qu'il peut éventuellement réussir à faire quelque chose grâce à ses relations à Paris. (Journal de Scheurer, 31.10.1923, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, pp. 278-279). Largement connu est l'intérêt commun de Musy et Burrus pour la chasse qu'ils pratiquent parfois ensemble. En novembre 1923, Scheurer rapporte: «Dann weiss Schulthess, dass Musy mit dem Tabakfabrikanten Burrus auf der Jagd war; es mache das böses Blut deswegen, weil seine genaue Bekanntschaft mit Burrus für die Tabakbesteuerung gefährlich sei [...]». (AF, fs Scheurer, journal, 20.11.1923, p. 173). Sur la question des zones franches de la Haute-Savoie et du Pays de Gex, voir C. SCHWARZ: *Die diplomatisch-politischen Beziehungen zwischen der Schweiz und Frankreich in der Zonenfrage in den Jahren 1919 bis 1923*, Thayngen, Karl Augustin, 1973, 279 p. De cet ouvrage, il ressort nettement que Musy ne joue pas un rôle de premier plan dans l'affaire des zones. Au Conseil fédéral, ce sont avant tout ses collègues Motta et Schulthess qui, entre 1920 et 1923, s'en occupent. (*Ibid.*, p. 247 et 249-252).

<sup>324</sup> Voir C. M. MERKI: *op. cit.*, p. 245.

<sup>325</sup> *Ibid.*, pp. 245 et 250-251.

<sup>326</sup> *Ibid.*, p. 251 et n. 51 p. 260. Voir aussi M. ZERMATTEN: *F. J. Burrus & Cie Boncourt 1814-1964. 150 ans au service des fumeurs*, Boncourt, Burrus, 1964, sans pagination, sous le chapitre: «Une lignée d'industriels au service des fumeurs».

que cela soit une déclaration du conseiller national agrarien Roman Abt, membre d'une commission parlementaire traitant des tarifs douaniers, qui mette le feu aux poudres. Ils prétendent que le fabricant de cigarettes Burrus aurait gagné 50 millions de francs grâce à la différence de tarif douanier, ce qui provoque un démenti formel de la part du DFFD<sup>327</sup>.

À ce cas succède un autre: l'affaire Musy-Straumann, aussi appelée celle du lieutenant Pierre Musy<sup>328</sup>. Elle se déroule tout d'abord en coulisses, de septembre 1933 aux premiers jours de mars 1934, puis éclate au grand jour après le 11 mars, soit en pleine crise gouvernementale. Une fois de plus, les versions avancées par chacune des parties en cause s'opposent nettement. D'un côté, il y a Musy qui intervient en faveur de son fils aîné, le lieutenant Pierre Musy, de l'autre quelques officiers, en particulier le capitaine Peter Straumann. Le problème? Au départ, des incidents mineurs entre le jeune lieutenant, appelé à faire une école de recrues de cavalerie à Aarau comme officier se préparant à l'instruction, et l'un de ses supérieurs, le capitaine Straumann. Une maladie, mal comprise semble-t-il, et un léger retard vite sanctionné comme une négligence de service par-ci, de petites vexations subies par le jeune officier par-là, et voilà Musy qui monte sur ses grands chevaux.

Dans cette nouvelle affaire, étape ultime d'une danse du scalp frénétique, Musy a beaucoup de mal à garder la tête froide. Sa réaction, démesurée par rapport au problème initial, révèle une sensibilité à fleur de peau. Les différentes campagnes menées contre lui l'ont rendu très facilement irritable. Son caractère impulsif et offensif, son goût pour la procédure, ses manières de grand seigneur n'arrangent rien. L'énergie déployée, les propos tenus et les méthodes utilisées ou envisagées pour montrer qu'il a raison ne laissent pas de surprendre. Mélangeant sa fonction privée de père et celle publique de conseiller fédéral, il n'hésite pas à présenter son titre pour faire pression. Aussi ne peut-il que prêter le flanc aux critiques. Bref, avec cette affaire supplémentaire, c'est encore un peu plus l'embourbement général pour le magistrat fribourgeois.

S'étant fourni un dossier du DMF on ne sait trop comment, il menace de se servir contre le capitaine Straumann d'une ancienne affaire militaire, dont cet officier est pourtant sorti blanchi<sup>329</sup>. Emporté par sa colère, il le considère comme un danger pour l'armée et un militaire aux méthodes inhumaines. Il lui fait

---

<sup>327</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 45: Arnold Gassmann (directeur général des douanes): «Imposition des cigarettes», 4 p. (rectification adressée à *La Sentinelle*, 7.3.1933); s.n.: «Les 50 millions de M. Burrus», in *Le Travail*, 4.3.1933; s.n.: «Hintergründe schweizerischer Zoll- u. Finanzpolitik», in *Arbeiter-Zeitung* (Basel), 9.3.1933. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 18 et 66.

<sup>328</sup> Données bio. sur Pierre Musy (1910-1990): nécrologie, in *La Liberté*, 22.11.1990; R. JAUN (s.l.d.): *Der Schweizerische Generalstab... op. cit.*, p. 256.

<sup>329</sup> AF, fs Musy, vol. 86: lettre du cap. Straumann à Musy, 29.9.1933.

comprendre qu'il est plus grossier qu'intelligent<sup>330</sup>. Tranchant, le capitaine Straumann lui répond de la même encre: il n'a pas de commentaire à recevoir sur son aptitude d'officier instructeur de la part du chef du DFFD et avant tout de quelqu'un qui n'est pas un militaire<sup>331</sup>, référence sans doute à l'absence d'expérience militaire de Musy.

Dans un véritable acte d'accusation adressé à Minger, chef du DMF, Musy conteste le rapport d'un colonel et attaque violemment certains officiers: des rustres, des gens de mauvaise foi, des menteurs, des incapables et des sots<sup>332</sup>. Il exige une enquête et avertit également Minger: «Mon cher collègue, j'ai toute confiance dans votre fermeté et si ce n'était cela, je n'hésiterais pas un seul instant à faire une intervention qui aboutirait certainement à un bruyant résultat.»<sup>333</sup> Et d'ajouter que c'est en sa qualité de membre du gouvernement qu'il intervient<sup>334</sup>.

Manque de lucidité? Difficulté à dissocier les sentiments de l'homme privé et les responsabilités de l'homme public? Goût prononcé pour l'affrontement? Déballer sur la place publique ce genre d'histoire est du pain béni pour tous ceux qui s'ingénient à lui tendre des crocs-en-jambe. Un bon moyen en tout cas de semer la zizanie à travers le pays et certainement pas le meilleur pour restaurer la confiance entre le peuple et les autorités fédérales. En prenant partie en tant que conseiller fédéral, menaçant le capitaine Straumann à ce titre, il abuse manifestement de sa position. Soucieux de ramener le calme, ses collègues du Conseil fédéral affirment pourtant en mars 1934 qu'il est intervenu comme privé, soit en tant que père très inquiet pour la santé de son fils. Le gouvernement regrette toutefois que le chef du DFFD se soit adressé directement aux supérieurs militaires de son fils, au lieu d'emprunter la voie hiérarchique<sup>335</sup>. Les derniers mois de Musy au Conseil fédéral tournent au mauvais vaudeville.

Résumons la situation générale par deux commentaires. Le premier, un peu long mais digne d'intérêt, émane de Bertrand Clauzel, ambassadeur de France à Berne, qui, juste avant l'affaire Musy-Straumann, dresse déjà un tableau sombre de la situation dans laquelle se trouve le Fribourgeois. Après avoir relevé que ce dernier, ouvertement accusé de violer la solidarité gouvernementale à plusieurs reprises, suscite une grogne croissante, le diplomate écrit: «On lui reproche couramment dans les milieux politiques et financiers ses allures dictatoriales, ses méthodes de travail désordonnées et diffuses, et de ne pas considérer le problème

---

<sup>330</sup> AF, fs Musy, vol. 86: lettre de Musy au cap. Straumann, 22.12.1933.

<sup>331</sup> AF, fs Musy, vol. 86: lettre du cap. Straumann à Musy, 29.12.1933.

<sup>332</sup> AF, fs Musy, vol. 86: lettre de Musy à Minger, 28.12.1933.

<sup>333</sup> *Ibid.*

<sup>334</sup> *Ibid.*

<sup>335</sup> Voir AF, E 1004 1, vol. 345, Pv CF n° 528, 22.3.1934; E 1301, vol. 304, Pv CN, 22.3.1934, pp. 189-206.

budgétaire d'assez haut, ni d'assez loin. Les partis de gauche l'accusent de rêver d'une grande coalition réactionnaire qui réunirait sous son égide les forces cléricales et les puissances d'argent. Le parti catholique lui-même, tout au moins dans ses éléments les plus avancés, ne le suit qu'avec une certaine réticence. Dans tous les milieux paysans de la Suisse allemande son impopularité va croissante [...]. L'on murmure que la haute finance qui le soutenait jusqu'à présent, l'abandonne peu à peu; l'on fait courir sur sa participation à certaines affaires, sur son enrichissement trop rapide et mal expliqué, des bruits qui sont peut-être sans fondement, mais dont la constance et la répétition prouvent au moins que certains impondérables travaillent contre lui.»<sup>336</sup> Le second commentaire nous est rapporté en janvier 1934 par Markus Feldmann, rédacteur en chef de la *Neue Berner Zeitung*. À le lire, Musy a manifestement une cote de popularité sur le déclin<sup>337</sup>.

---

<sup>336</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 202: de B. Clauzel à J. Paul-Boncour, 428, 10.8.1933.

<sup>337</sup> Feldmann écrit dans son journal intime: «Aus Gesprächen anlässlich des Zentralvorstands des Vereins der Schweizer Presse in Caux mit Rubattel, Savary und Grellet ergibt sich, dass Bundesrat Musy auch in der Westschweiz rapid an Ansehen und Kredit verliert, es fielen Ausdrücke wie “salaud”.» (Journal de Feldmann, 20/21.1.1934: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 230). Les 13.2.1934, 5.3.1934, 10.3.1934 et 12.3.1934, Feldmann relève d'autres remarques négatives sur le compte de Musy. Voir *ibid.*, resp. pp. 234, 235, 239 et 241.

**VERS UN NOUVEL HORIZON POLITIQUE?,  
MARS 1934**

La fin mouvementée de la carrière gouvernementale de Musy a donné lieu à de nombreux commentaires et analyses<sup>1</sup>. Il nous semble toutefois important de relever, plus qu'il ne l'a été fait jusqu'à maintenant, la forte continuité existant entre avant et après la démission de Musy du gouvernement. En claquant la porte du Conseil fédéral le 22 mars 1934, il ne bascule pas, du jour au lendemain, dans un univers idéologique différent de celui dans lequel il évolue avant de se retirer du gouvernement. C'est même, à considérer le fond du problème, parce qu'il n'adhère déjà plus à la démocratie libérale qu'il se trouve dans une situation de plus en plus intenable au Conseil fédéral. Voilà une des raisons profondes de sa décision, logique et conforme à des principes idéologiques qui ont été arrêtés très tôt et n'ont cessé de se durcir depuis la fin des années vingt<sup>2</sup>.

- 
- <sup>1</sup> La démission de Musy du CF est évoquée, plus ou moins en détail, entre autres par G. CASTELLA: *op. cit.*, pp. 54-67; H. BÖSCHENSTEIN: «Der Bundesrat der Zwischenkriegszeit», in *NZZ*, 9.12.1966; P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, pp. 99-100; D. BOURGEOIS: «Une lettre de Heydrich à Ribbentrop sur Vichy», in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 18, avril-juin 1971, p. 301; J. ETTER: *Armee und öffentliche Meinung in der Zwischenkriegszeit 1918-1939*, Bern, Francke, 1972, p. 156; R. RUFFIEUX: *La Suisse de...* *op. cit.*, pp. 239-241; P. BEGUIN: «22 mars 1934: J.-M. Musy démissionne. Onze jours de constante agitation», in *La Liberté*, 10/11.4.1976; P. MENZ: *op. cit.*, pp. 204-224; A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 139-151; M. CERUTTI: «Politique...» *op. cit.*, p. 138; G. ARLETTAZ: «Crise et...» *op. cit.*, pp. 174-175; J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 95; H. U. JOST: «Menace et...» *op. cit.*, in *NHSS*, p. 739; J.-P. CEPPI: *Neuchâtel et l'Action française (1919-1939)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1986, p. 190; Q. WEBER: *op. cit.*, pp. 186-189; F. PYTHON: «Jean-Marie Musy...» *op. cit.*, pp. 358-359; A. CATTANI: *Albert Meyer... op. cit.*, pp. 188-189; P. MORANDI: *Krise und Verständigung. Die Richtlinienbewegung und die Entstehung der Konkordanzdemokratie 1933-1939*, Zürich, Chronos, 1995, pp. 195-197; M. PFISTER: *op. cit.*, pp. 21-29; C. KAISER: *op. cit.*, pp. 216-250.
- <sup>2</sup> L'étude publiée par Chantal Kaiser, la plus détaillée sur la démission de Musy, comprend notamment un complément de huit pages sur la radicalisation idéologique de l'homme d'État (C. KAISER: *op. cit.*, pp. 195-203; voir aussi la mention p. 256). Ce travail, en particulier en ce qui concerne les raisons de la sortie du gouvernement, n'a toutefois pas été conçu en fonction du durcissement idéologique de Musy. Sous le point consacré aux causes du retrait, l'historienne cite entre autres l'influence des fronts, mais elle ramène en fait celle-ci — en insistant avec raison sur les incertitudes qui subsistent quant à certains bruits et aux dernières conversations de Musy avant sa démission, mais en se gardant de relever elle-même vraiment les convergences manifestes, notamment idéologiques, qui rapprochent Musy des fronts et des mouvements de rénovation — à quelques prétendus «nouveaux amis», Haas et Wechlin qui, tels de mauvais génies, apparaissent subitement en mars 1934, et elle n'évoque pas la radicalisation idéologique au nombre de ces motifs. (Voir C. KAISER: *op. cit.*, pp. 239-250, notamment les pp. 245-249). Ces huit pages — les plus intéressantes de toutes afin

En outre, ce facteur idéologique seul, ou du moins en très grande partie, permet de vraiment comprendre sa trajectoire post-gouvernementale. La collaboration active de Musy avec l'Allemagne nazie, dès 1937, réalisera tout simplement le potentiel originel d'une conception du monde inlassablement affirmée depuis de longues années. La thèse de la continuité, vue à travers le prisme du durcissement idéologique, prend d'autant plus corps lorsqu'on replace Musy dans son réseau de relations. Avant comme après sa démission, il fréquente les mêmes milieux politiques, économiques et sociaux. La rupture la plus nette entre Musy et une partie de son cercle de relations n'interviendra en fait que vers 1938, à un moment où ses accointances troubles avec l'Allemagne nazie susciteront la méfiance et même la désapprobation d'anciens alliés. Pourtant, encore à cette époque, tous n'auront pas pris leurs distances avec l'ancien conseiller fédéral.

Certes, en mars 1934, toutes les causes, souvent liées les unes aux autres, s'influencent réciproquement. Leur combinaison a un effet amplificateur et accélérateur. La probabilité de la démission n'en devient que plus grande. La lassitude de Musy, son état de santé, son caractère peu adapté à la collégialité, sa rivalité avec Schulthess, ses diverses frustrations, au nombre desquelles se trouve

---

de comprendre la trajectoire post-gouvernementale de Musy — tranchent par ailleurs quelque peu avec le reste de l'étude en ce qui concerne l'importance accordée au facteur idéologique, une étude qui, d'autre part, a tendance à minimiser les fortes affinités idéologiques et les relations personnelles existant entre la droite antidémocratique et Musy, alors qu'il est encore conseiller fédéral. D'où un contexte national et international furtivement évoqué, la démission de Musy ne semblant que peu à voir avec la crise de la démocratie libérale, remise en cause justement par des rénovateurs de sa trempe. D'où aussi une mise en réseau de Musy plutôt étroite: comme si le Musy d'avant mars 1934 n'a en quelque sorte que peu à voir avec celui d'après mars 1934, tant du point de vue de ses principes idéologiques que de celui de ses relations. Au nombre des travaux laissant entrevoir une forte continuité idéologique dans la trajectoire de Musy, par-delà l'épisode de mars 1934, citons la thèse de Mauro Cerutti montrant que Musy affiche de nettes sympathies pour certains adversaires de la démocratie libérale, notamment pour le fascisme italien, cela dès la fin des années 1920. (M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, pp. 374-375, voir également pp. 493-496). Un autre ouvrage de référence, la thèse de Markus Hodel, donne lui également de nombreux éléments sur l'évolution idéologique de Musy. Hodel apporte notamment un éclairage pénétrant sur la montée en puissance de Musy dès 1925 et relève en particulier la période charnière qui tourne autour de 1928. (Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 146, 149, 167, 276-277, 286, 291, 300-304, 320, 334-336, 419 et, sur le tournant de 1928 plus particulièrement, pp. 182-198 et 215). Dans son article sur le premier conseiller fédéral fribourgeois (1993; 1991 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), Francis Python relève lui qu'un hiatus apparaît «entre le brio du financier à l'imagination fertile, la force de persuasion du tribun ou du débatteur et une réputation d'idéologue qui prévaut à partir des années trente». (F. PYTHON: «Jean-Marie Musy...» *op. cit.*, p. 359). Enfin, abstraction faite des ouvrages apologétiques, comme la biographie écrite par Gaston Castella, tous les travaux abordant un point ou l'autre de l'itinéraire post-gouvernemental de Musy évoquent déjà suffisamment la place centrale de son anticommunisme, sa position très à droite sur l'échiquier politique, ses alliances librement acceptées, voire consciemment recherchées avec des extrémistes avérés et sa constante aspiration à un redressement national autoritaire, qu'il se fasse avec la collaboration d'antidémocrates déclarés, pour que chacun puisse y constater la formidable continuité et la vigueur d'une vision du monde infatigablement et librement déclarée.



sa déception de ne pas être plus soutenu par le Conseil fédéral, le Parlement et même le parti conservateur, ainsi que l'âpreté du climat politique expliquent sans aucun doute aussi son retrait du gouvernement. Il n'en reste pas moins que, au moment où s'installe l'idée que le régime en place, épuisé, a fait son temps, qu'il conduit même à la catastrophe, Musy préconise un sursaut rédempteur très dans le ton de cette époque troublée.

## **1. Partira? Ne partira pas? La démission du Conseil fédéral**

### **1.1. Un contexte général de crise**

Au début des années trente, le ciel politique s'est partout assombri, déchiré çà et là par d'inquiétants éclairs. En Suisse, une violente crise secoue le monde politique en mars 1934. Elle ne constitue pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Elle éclate, nous l'avons vu, à un moment où les tensions intérieures sont vives. Crise économique, chômage, troubles, polarisation des camps mettent à mal l'unité nationale. L'autorité du gouvernement en est fortement ébranlée, d'autant plus que Schulthess et Musy s'y livrent une guerre quasiment ouverte. Un profond malaise gagne la population. Les démagogues sortent aussitôt du bois. Le frontisme se nourrit en particulier de toutes ces difficultés pour en appeler à des changements radicaux. Les rénovateurs de tout poil, jeunes en tête, piaffent d'impatience. Ils espèrent voir les problèmes se résoudre, comme par enchantement, grâce à l'application de mesures drastiques. L'autoritarisme gagne du terrain.

Le contexte européen est également très tendu. Bien plus, l'inquiétude grandit partout dans le monde. Le désarroi semble être général. De nouvelles aspirations voient le jour. La Suisse ne peut que difficilement se soustraire à l'influence exercée par la déferlante totalitaire qui submerge ses puissants voisins du Nord et du Sud. Le voisin autrichien glisse lui-même franchement vers une forme d'État autoritaire et corporatiste, alors que Salazar, un autre as de la finance nourri de doctrine catholique, mène d'une main de fer l'Estado novo corporatiste. En France, l'agitation d'extrême droite vient de culminer dans l'émeute du 6 février 1934, qui n'est pas loin d'emporter le régime. Y ont pris part différentes ligues, notamment les Jeunesses Patriotes de Pierre Taittinger, qui tiennent le parlementarisme pour un système corrompu. L'Autriche est elle aussi secouée, du 12 au 16 février, par d'importants troubles. Le soulèvement socialiste contre un régime en pleine dérive autoritaire est brisé dans le sang. Dollfuss n'a certainement pas oublié les conseils de Mussolini de l'année précédente et ceux

du sous-secrétaire d'État italien Fulvio Suvich du 18 janvier 1934 qui, tous deux, l'ont encouragé à liquider la social-démocratie<sup>3</sup>. Après le 12 février 1934, le chancelier autrichien a d'ailleurs vite fait de se vanter d'avoir sauvé le pays du danger bolcheviste. L'agitation politique qui secoue la Suisse en mars 1934 s'inscrit donc dans le cadre général de la crise des démocraties libérales gravement atteintes par le contrecoup de la crise économique.

En Suisse, la crise politique de mars 1934 peut se comprendre sur trois niveaux, étroitement liés les uns aux autres. Au sommet de l'édifice politique, on constate tout d'abord une crise gouvernementale sans précédent, une des plus graves sans doute de la Suisse contemporaine. Sur un deuxième niveau, à rattacher fortement aux remous ministériels, on observe d'importantes tensions à l'intérieur du bloc bourgeois, voire sa remise en question par la formation momentanée d'une coalition radicale-socialiste. Enfin, il s'agit plus généralement d'une crise aiguë du régime libéral, fortement ébranlé par la recrudescence des aspirations rénovatrices.

## 1.2. La poussée révisionniste en Suisse

Alors que les fronts stagnent depuis l'automne 1933, la crise de mars 1934 leur redonne du souffle<sup>4</sup>. N'indique-t-elle pas, comme ils se plaisent à le dire depuis plusieurs mois, que le système en place ne permet plus d'aller de l'avant et qu'il ne répond tout simplement plus aux exigences présentes? Les institutions politiques actuelles ne sont-elles pas, à leurs yeux, jusqu'à être responsables de la crise économique que traverse le pays? Plus que jamais, la Constitution leur paraît bonne à jeter au vieux fer. Aussi, le 18 mars, en pleine crise ministérielle, le Front national décide, sur la proposition de son chef Rolf Henne, de lancer une initiative pour demander la révision totale de la Constitution fédérale. Le même jour, la Volksfront du colonel divisionnaire à la retraite Emil Sonderegger, commandant du service d'ordre à Zurich lors de la grève générale de 1918, prend une résolution identique à l'occasion de son assemblée constitutive<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> Voir F. KREISSLER: *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938*, Paris, PUF, 1971, p. 280.

<sup>4</sup> Voir W. WOLF: *op. cit.*, pp. 230-232.

<sup>5</sup> P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 101. La Volksfront, au sein de laquelle militent Emil Sonderegger et Hans Bossard, tous deux antisémites notoires, est issue d'une crise du Volksbund, dont le chef principal est dorénavant le seul Ernst Leonhardt. Créé en octobre 1933, le Volksbund résulte lui-même d'une scission du Front national. La Volksfront et le Volksbund se composent de plusieurs frontistes à compter au nombre des extrémistes les plus radicaux. Voir W. RÜTHEMANN: *Volksbund und SGAD. Nationalsozialistische Schweizerische Arbeiter Partei, Schweizerische Gesellschaft der Freunde einer autoritären Demokratie. Ein Beitrag zur Geschichte der politischen Erneuerungsbewegungen in der Schweiz 1933-1944*, Zürich, Juris-Verlag, 1979, pp. 14-94. — Données bio. sur Emil

La revendication de revoir de fond en comble le texte de 1874 n'est pas l'apanage du Front national, le plus en vue de tous les groupements frontistes. Au même moment, d'autres rénovateurs donnent de la voix sur ce thème. Le 14 mars, Jacob Lorenz renouvelle dans l'*Aufgebot* l'idée d'une révision constitutionnelle<sup>6</sup>. La Ligue pour le peuple et la patrie, la Nouvelle Suisse (Neue Schweiz), la Lega nazionale ticinese, le Front fédéral et la Schweizer Heimatwehr montent également au créneau<sup>7</sup>. Les jeunes-radicaux, parmi les premiers à avoir demandé une nouvelle Constitution après le printemps 1933, reviennent eux aussi à la charge<sup>8</sup>. Sous la houlette de Martin Rosenberg, la jeunesse conservatrice, marquée par l'encyclique *Quadragesimo anno* et son application autoritaire par Dollfuss en Autriche, plaide également en faveur d'une adaptation de la charte fondamentale aux temps nouveaux<sup>9</sup>. Le révisionnisme s'infiltré à l'intérieur des deux grands partis bourgeois, bousculés par une jeunesse désireuse de changement. Bref, en mars 1934, tout porte à croire que, malgré un morcellement extrême, le mouvement rénovateur est en mesure de mobiliser une grande partie de la droite sous la bannière révisionniste<sup>10</sup>. Souvent lancés par des démagogues et autres guides aventureux, les appels à un grand chambardement ont leur haute saison dans les périodes de malaise.

Que Musy, toujours très opportuniste lorsqu'une crise politique se présente, tente au même moment d'entraîner dans sa retraite la totalité du Conseil fédéral (12 mars), puis de lui imposer son fameux programme de redressement (15 mars) — deux initiatives très marquées par l'air du temps<sup>11</sup> — ne relève pas du hasard. Souhaitant lui aussi régénérer le pays, il juge la situation politique suffisamment mûre pour tenter un passage en force. Certain de sa vocation de sauveur, il fait preuve d'un instinct politique redoutable, celui d'un véritable chasseur, lorsque de nouvelles perspectives se présentent à lui. Il peut d'autant plus croire en ses chances qu'il est largement apprécié dans les milieux rénovateurs: de très nombreux jeunes-conservateurs lui vouent une véritable admiration; la Ligue pour

---

Sonderegger (1868-1934): R. ZELLER: *Emil Sonderegger. Vom Generalstabschef zum Frontenführer*, Zürich, NZZ, 1999, 287 p.; *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 5, p. 850.

<sup>6</sup> P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 100. Sur l'attitude de l'*Aufgebot*, organe du mouvement du même nom, à l'égard de la révision totale de la Constitution fédérale, voir N. HAYMOZ: *op. cit.*, pp. 115-117.

<sup>7</sup> P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, pp. 101-102.

<sup>8</sup> Voir A. J. GEBERT: *Die jungliberale Bewegung der Schweiz 1928-1938*, Bern, Benteli, 1981, pp. 72-171.

<sup>9</sup> Voir J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 117-147.

<sup>10</sup> R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 211-212.

<sup>11</sup> Dans les milieux frontistes, prônant eux aussi un redressement autoritaire et des changements radicaux, la démission du Conseil fédéral n'est pas une revendication nouvelle. En 1932, le chef du Front national, Hans Vonwyl, l'a ainsi demandée ouvertement. Des conseillers fédéraux, Musy est alors le seul à jouir de la faveur de ce mouvement d'extrême droite.

le peuple et la patrie et le Front fédéral lui sont très proches; estimé par l'Union nationale et la Lega nazionale ticinese, il est même épargné par les frontistes alémaniques. Plus généralement, ses manières fortes plaisent à bon nombre de Suisses, portés au conservatisme mais pas nécessairement tentés par l'extrême droite, persuadés que seul un gouvernement à poigne peut colmater les brèches ouvertes par la crise économique.

La montée des dictatures en Europe et la poussée révisionniste en Suisse exercent une influence considérable sur l'attitude adoptée par Musy entre le 11 et le 22 mars 1934. Sa démission porte le sceau de ce contexte.

### 1.3. Une démission par étapes

Dimanche 11 mars 1934. Les citoyens suisses rejettent, par 488'672 voix contre 419'399 et une participation qui approche les 80%, la loi sur la défense et le maintien de l'ordre public. La «lex Häberlin», contestée par un référendum saisi entre autres par les socialistes, visait à renforcer la sécurité de l'État et à couper court aux entreprises extrémistes dirigées contre l'ordre démocratique. Pour une grande partie de la bourgeoisie, particulièrement marquée par les événements sanglants de novembre 1932 à Genève, s'il y a danger, il ne peut venir que de l'extrême gauche, voire pour les plus soupçonneux de la gauche en général. Musy le pense également. Aussi a-t-il vivement recommandé la loi aux citoyens, même si celle-ci favorise la centralisation en matière pénale. Le 25 février 1934, peu de jours après les troubles autrichiens, il l'a ainsi défendu avec force à Saint-Maurice lors d'une conférence à laquelle l'a invité le député conservateur Charles Haegler, un des plus chauds partisans du Fribourgeois<sup>12</sup>.

Pour leur part, socialistes et communistes ont combattu le projet. Ils y ont surtout flairé l'odeur de Musy, plus que celle de Häberlin. Dans la dernière ligne droite, *Le Travail* de Léon Nicole, pourfendeur inlassable du Fribourgeois, a ainsi appelé à voter non pour «barrer le chemin à la dictature Musy»<sup>13</sup>. Pour d'autres raisons, qui n'ont rien à voir avec la défense de la démocratie mais plutôt avec celle de leur propre intérêt, plusieurs groupes frontistes, dont l'Union nationale de

---

<sup>12</sup> Ch. SAINT-MAURICE [C. HA EGLER]: «La Conférence de M. Musy à St-Maurice», in *Nouvelliste valaisan*, 27.2.1934; s.n.: «M. Musy à Saint-Maurice», in *La Liberté*, 26.2.1934. Voir Y. FOURNIER: *Attitudes de la presse valaisanne face aux votations fédérales de l'entre-deux-guerres*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1991, pp. 44-45. Musy a profité de l'occasion pour rendre visite à ses anciens maîtres de l'Abbaye de Saint-Maurice. À la table du monastère, Mgr Burquier présidait la réception en l'honneur du conseiller fédéral. Étaient également présents les conseillers d'État Maurice Troillet et Raymond Lorétan, le conseiller aux États Evéquo, Pierre Grellet, rédacteur à la *Gazette de Lausanne*, le député Haegler et Edouard Coquoz, avocat et sous-préfet de Martigny. (F.-M. BUSSARD: «La visite de M. le Conseiller fédéral Musy à l'Abbaye de St-Maurice», in *Les Échos de Saint-Maurice*, 2/3, février-mars 1934, p. 36).

<sup>13</sup> U.: «Il faut barrer le chemin à la dictature Musy!», in *Le Travail*, 10.3.1934.

Georges Oltramare et le Front national de Rolf Henne, ont rejoint le camp des opposants<sup>14</sup>. Dans les autres partis, de très nombreux adversaires ont repoussé la loi au nom de l'expression des libertés populaires. Ainsi, en dépit des exhortations du Conseil fédéral et des partis gouvernementaux, la deuxième «lex Häberlin» n'a pas plus de succès que la première mouture refusée en 1922<sup>15</sup>. Reste que le résultat du 11 mars 1934 marque moins le succès des partis extrémistes que le mécontentement général éprouvé par le peuple suisse à l'égard de ses autorités, impuissantes à résoudre les difficultés économiques. La confiance ne règne plus entre les citoyens et leurs représentants politiques.

Suit une crise gouvernementale sans précédent, qui se déroule en grande partie à huis clos. Musy y joue un rôle central. Une fois de plus, son attitude ne manque pas d'ambiguïtés. Durant une dizaine de jours, soit jusqu'à sa démission le 22 mars, il tient le pays en haleine. Aux menaces de démission et aux sommations, il fait succéder les propos apaisants et les assurances de son maintien au Conseil fédéral. D'un jour à l'autre, il modifie sa position. Partira? Ne partira pas? C'est la confusion. Révélé à l'opinion publique par d'innombrables indiscretions, ce jeu brouillon entame encore un peu plus la crédibilité du Conseil fédéral. Le chemin qui mène à la démission du 22 mars est de toute évidence dominé par la conjoncture, à la fois nationale et internationale. Quatre moments principaux rythment cette dernière ligne pas vraiment droite<sup>16</sup>.

### 1.3.1. *Tentative d'entraîner le Conseil fédéral dans une démission collective et début de frénésie politique*

Le lendemain du vote, le Conseil fédéral tient séance. Häberlin informe ses collègues de sa démission. Le chef du Département de Justice et Police ne se sent

---

<sup>14</sup> Toutefois, certains chefs frontistes, comme le colonel divisionnaire à la retraite Emil Sonderegger, et des mouvements de rénovation nationale, par exemple la Ligue pour le peuple et la patrie (Samuel Haas), approuvent la loi sur la protection de l'ordre public. (Sur la position de Sonderegger au sujet de cette loi, voir W. RÜTHEMANN: *op. cit.*, pp. 71-72; R. ZELLER: *Emil Sonderegger. Vom Generalstabschef zum Frontenführer*, Zürich, NZZ, 1999, pp. 191ff. Sur celle de la Ligue pour le peuple et la patrie, voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 133-135). Également favorable à la loi sur la protection de l'ordre public, le Front fédéral lance, peu après le rejet de celle-ci, une initiative pour la protection de l'armée et contre les espions ou agents provocateurs étrangers. L'initiative, aussi soutenue par certains cercles bourgeois et les milieux militaires, reprend plusieurs points de la loi repoussée le 11 mars 1934. (Voir O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 179-181 et 223).

<sup>15</sup> Sur ces deux lois fédérales, toutes deux contestées par référendum et rejetées en votation populaire, voir R. SOLAND: *Staatsschutz in schwerer Zeit. Bundesrat Heinrich Häberlin und der Ordnungsstaat 1920-1934*, Bern, Stämpfli, 1992, 240 p.

<sup>16</sup> Pour une présentation au jour le jour des derniers instants de Musy au Conseil fédéral, voir P. BEGUIN: «22 mars 1934...» *op. cit.* (Témoignage privilégié, le journaliste Pierre Béguin ne manifestait pas encore en 1934, comme beaucoup d'autres personnes, les réserves qui seraient plus tard les siennes à l'égard de Musy, dont la cote de popularité s'écroulera surtout à partir de 1938, soit dès l'instant où ses relations avec l'Allemagne deviendront un thème de discussion publique.). Voir également C. KAISER: *op. cit.*, pp. 216-239.

plus la force de faire front à l'opinion qui vient de rejeter la loi sur la protection de l'ordre public. Minger, Motta et Schulthess lui rappellent qu'il n'est pas personnellement visé par ce verdict populaire. Ils le prient de revoir sa décision. C'est à ce moment que Musy intervient, profitant de l'émotion provoquée par l'annonce de Häberlin et s'abandonnant à l'une de ces attaques surprises dont le Gruérien à l'instinct de chasseur est coutumier aussitôt qu'il flaire le bon coup. Sans complexe ni scrupule, le magistrat ne propose rien de moins qu'une démission collective du Conseil fédéral. Inaugurer une ère d'instabilité dans la direction politique du pays compte visiblement moins que l'avantage dont il espère tirer de ce projet aventureux et contraire aux traditions politiques suisses. La démission collective, c'est, selon lui, la seule réponse à faire au vote du peuple. Mal placé pour avancer un tel argument, il invoque la solidarité gouvernementale.

Häberlin, toujours très prudent à l'égard des manœuvres de son homologue fribourgeois, s'oppose à une telle proposition et adjure ses collègues de ne pas prendre une décision dont les conséquences politiques seraient incalculables. Il rappelle que sa démission est motivée par des considérations personnelles. Musy menace alors de se retirer du gouvernement si celui-ci ne démissionne pas en bloc. Finalement, sur les instances du président Pilet-Golaz et de Motta, le conseiller fédéral fribourgeois reporte sa décision et se déclare d'accord de ne rien dire de ses intentions en dehors de la salle<sup>17</sup>.

Dans l'après-midi et dans la soirée, Musy s'épanche déjà devant des amis politiques et des journalistes<sup>18</sup>. Il affirme notamment devant Cavelti et Wäger que la seule conséquence adéquate à tirer de l'échec du 11 mars est la démission collective du Conseil fédéral<sup>19</sup>. Il diagnostique à nouveau une crise globale. Pour y faire face, il appelle de ses vœux une démocratie plus disciplinée et un ordre nouveau. Il faut rajeunir le gouvernement. Certains de ses membres n'y ont plus leur place. Motta — le père Motte, comme il dit — est trop accommodant. Et surtout Schulthess est l'ennemi à abattre<sup>20</sup>. Tous deux arrivés au Conseil fédéral avant la Première Guerre mondiale, le Tessinois et l'Argovien ne peuvent prétendre incarner le renouveau dont a besoin le pays. Très vite, les indiscretions

---

<sup>17</sup> Pour cette séance du Conseil fédéral, voir Pv CF, 12.3.1934, in *DDS*, vol. 11, pp. 61-62. À l'ambassadeur français Clauzel, Motta ne cache pas, dès le début de la crise de mars 1934, sa désapprobation à l'égard de l'attitude prise le lundi 12 mars par Musy. En outre, il dit se faire l'interprète de ses autres collègues pour la juger contraire à l'esprit de la Constitution fédérale, qui consacre le principe de la stabilité gouvernementale indépendamment des désaveux populaires. (AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 202: télégr. de B. Clauzel pour le MAE, 14.3.1934).

<sup>18</sup> P. BEGUIN: «22 mars 1934...» *op. cit.*

<sup>19</sup> Voir ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 50: lettre de H. Cavelti à H. Walther, 8.7.1947. Également citée in P. MENZ: *op. cit.*, n. 32 p. 220. — Données bio. sur Franz Wäger (1891-1966): J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 208; L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, n. 148 p. 48; K. ZOLLINGER: *op. cit.*, n. 2 p. 310.

<sup>20</sup> P. BEGUIN: «22 mars 1934...» *op. cit.*

se propagent de-ci de-là, contrairement aux assurances données. D'autres démissions sont évoquées dans les milieux parlementaires et parmi les journalistes.

L'agitation gagne la Berne fédérale. Elle est d'autant plus grande que la session de mars des Chambres fédérales s'annonce d'ores et déjà chargée. L'Assemblée fédérale doit élire un successeur à Häberlin, le chancelier de la Confédération et deux juges fédéraux. Chaque parti s'active à défendre ses intérêts par de savantes manœuvres électorales<sup>21</sup>. Lors des discussions, le rajeunissement du Conseil fédéral occupe une place importante. De chaque camp s'élèvent des voix pour réclamer du sang neuf à la tête du pays. Les jeunes-conservateurs et les frontistes sont ceux qui l'expriment avec le plus de véhémence. La lutte, sans revenir sur une liste de candidats aussi longue que changeante, se circonscrit finalement au radical appenzellois Johannes Baumann, conseiller aux États sexagénaire<sup>22</sup>, et au libéral bâlois Carl Ludwig, conseiller d'État qui n'a lui que quarante-cinq ans<sup>23</sup>.

Attachée à ses prérogatives partisans, la fraction radicale décide de soutenir la candidature de Baumann, arguant notamment du caractère trop «conservateur» du point de vue économique et social de Ludwig, pourtant mis en avant par les radicaux zurichois<sup>24</sup>. Dans le camp socialiste, certains esprits échauffés dérapent eux aussi dans les travers de l'amalgame et traitent le Bâlois de «fasciste»<sup>25</sup>. Pour sa part, le groupe conservateur-catholique désigne celui-ci comme candidat, non sans que d'importantes divergences apparaissent entre les vieux chefs pragmatiques et l'aile conservatrice la plus sensible aux aspirations rénovatrices des jeunes-conservateurs. Réalistes et prudents, Walther et Motta penchent pour la candidature de Baumann. Ils mettent en garde les conservateurs prêts à en découdre avec les radicaux et à faire éclater la coalition bourgeoise. Les deux routiniers du PCPS défendent la stabilité gouvernementale et le maintien des acquis conservateurs<sup>26</sup>. À trop rechercher la confrontation, le risque est grand de voir se former une coalition radicale-socialiste dont les conservateurs-catholiques feraient les frais. Malgré ce danger, de nombreux conservateurs s'engagent dans

---

<sup>21</sup> Voir P. MENZ: *op. cit.*, pp. 187-224; A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 139-151.

<sup>22</sup> Données bio. sur Johannes Baumann (1874-1953): W. SCHLÄPFER: «Johannes Baumann 1874-1953», in U. ALTERMATT (s.l.d.): *Conseil fédéral... op. cit.*, pp. 384-388.

<sup>23</sup> Conseiller d'État en charge de la police bâloise, qu'il dirige d'une main ferme, Carl Ludwig est particulièrement impopulaire auprès de la gauche. Il sera l'auteur du fameux rapport, rédigé sur la demande du Conseil fédéral et publié en 1957, sur la politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés au cours des années 1933 à 1955.

<sup>24</sup> Voir P. MENZ: *op. cit.*, p. 190; ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 30.

<sup>25</sup> Voir p.e. s.n.: «La démission de M. Musy!», in *Le Travail*, 16.3.1934; s.n.: «Autour de la démission de M. Musy. Commentaires de presse», in *Le Travail*, 23.3.1934.

<sup>26</sup> Voir P. MENZ: *op. cit.*, pp. 191-195; ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 30.

cette voie.

Jusqu'au 22 mars, jour où sera élu le successeur de Häberlin, les états-majors politiques sont pris de frénésie. C'est dans cette atmosphère fiévreuse que Musy, favorable à la candidature Ludwig et proche du courant jeune-conservateur, mène son jeu trouble. Ses volte-face ne facilitent pas la tâche des stratèges conservateurs, soucieux de défendre les intérêts du PCPS. La situation étant déjà assez compliquée, Walther prie sans cesse Musy de rester au gouvernement<sup>27</sup>.

Face aux attaques violentes dont le chef du DFFD est l'objet jusqu'au 22 mars, les conservateurs-catholiques se montrent plutôt solidaires avec leur conseiller fédéral, comme l'attestent notamment les nombreux messages de soutien qu'il reçoit. Il est surtout vu comme la victime d'une conspiration radicale-socialiste ou, parfois, d'un complot maçonnique<sup>28</sup>. L'incontournable Joseph Beck recommande à Musy de ne pas démissionner. Pour le bouillant professeur, qui attribue au magistrat fribourgeois des facultés extraordinaires, celui-ci est le seul homme à pouvoir empêcher une catastrophe financière et préserver la Suisse d'une dictature socialiste. Bien plus, sa présence au Conseil fédéral relève des plans divins: «*Bleiben Sie auf Ihrem wichtigen Posten, auf den Sie Gottes Vorsehung berufen hat!*»<sup>29</sup>

Au sommet de la hiérarchie conservatrice, les positions sont toutefois moins tranchées. Depuis plusieurs années, l'attitude de Musy n'a pas toujours été approuvée au sein de son parti, en premier lieu auprès des conservateurs pragmatiques et modérés. Son caractère difficile lasse plus d'un. Les relations entre Musy et les pragmatiques du PCPS, tels Walther et Motta, sont chargées de reproches réciproques. Le chef de la fraction conservatrice et le conseiller fédéral tessinois n'ont d'ailleurs jamais eu de véritables atomes crochus avec le turbulent fribourgeois. Malgré leur soutien public et leurs diverses tentatives auprès de Musy pour qu'il ne démissionne pas en ces heures difficiles, démarches commandées par la solidarité de parti et une évaluation réaliste de la situation, Walther et Motta ne peuvent que compter à moyen terme avec son remplacement par un autre conservateur-catholique. Aux yeux des conservateurs pragmatiques, Musy représente de plus en plus une hypothèque pour le PCPS, même s'ils ne souhaitent pas une démission précipitée<sup>30</sup>.

---

<sup>27</sup> Voir ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, pp. 29-32.

<sup>28</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 8. Ce dossier comprend de nombreux messages allant dans les sens indiqués.

<sup>29</sup> AF, fs Musy, vol. 8: de J. Beck à Musy, 19.3.1934. (C'est Beck qui souligne). Dès que le colonel Bircher a connaissance de l'intention de Musy de démissionner, il lui écrit également pour l'exhorter à ne pas le faire et à tenir bon. (AF, fs Musy, vol. 8: carte d'E. Bircher à Musy, 14.3.1934).

<sup>30</sup> Sur les réticences que suscite Musy à l'intérieur du PCPS, voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, pp. 418-420.



Du côté radical, beaucoup pronostiquent et même espèrent la démission de Musy. Ainsi, le bruit de son éventuel retrait vient à peine de se répandre que déjà, à la tête de la fraction radicale, on envisage la candidature de Philipp Etter, député au Conseil des États et conseiller d'État à Zoug<sup>31</sup>. Comme l'indique l'historien Martin Pfister, ce sont notamment des radicaux proches du président de la Confédération Pilet-Golaz et du conseiller national vaudois Henry Vallotton qui s'activent en coulisses en faveur du Zougois alors que Musy n'a pas encore démissionné<sup>32</sup>. Pour leur part, les jeunes-radicaux, qui ne se reconnaissent pas dans la ligne rénovatrice incarnée par Musy, exigent ouvertement, le 18 mars, son départ immédiat<sup>33</sup>. À gauche, socialistes et communistes réclament eux aussi, et avec une violence rare, son retrait. En outre, du côté des milieux industriels et financiers, le Fribourgeois ne jouit plus d'un soutien aussi large. À cet égard, les critiques de la *NZZ* sont révélatrices.

Le 14 mars, le *Bund*, parfois instrument des intrigues radicales, publie des allusions à l'affaire du lieutenant Pierre Musy<sup>34</sup>. La torpille est lancée. Au Conseil national, le socialiste bernois Reinhard, vite devenu un champion de la discipline militaire, dépose le même jour une petite question à ce propos<sup>35</sup>. Dès cet instant, la presse socialiste ne va plus lâcher sa proie. Les attaques volent bas. La famille du magistrat fribourgeois n'est pas épargnée. Outre la situation financière du ménage Musy et l'affaire Musy-Straumann, divers organes socialistes évoquent un procès que Pierre Musy aurait intenté à son beau-père, très riche, à propos de succession<sup>36</sup>. Radicaux et socialistes se trouvent à tirer à la même corde afin de

<sup>31</sup> Données bio. sur Philipp Etter (1891-1977): J. WIDMER: «Philipp Etter 1891-1977», in U. ALTERMATT (s.l.d.): *Conseil fédéral... op. cit.*, pp. 389-394; G. KREIS: «Philipp Etter – „voll auf eidgenössischem Boden”», in A. MATTIOLI (Hg.): *Intellektuelle... op. cit.*, pp. 201-217; M. PFISTER: *op. cit.*, pp. 14-18 (Martin Pfister prépare une biographie de Philipp Etter).

<sup>32</sup> Voir *ibid.*, pp. 22-29, 32 et 156.

<sup>33</sup> s.n.: «Eine Kundgebung der jungliberalen Bewegung der Schweiz», in *National-Zeitung*, 20.3.1934; A. J. GEBERT: *op. cit.*, p. 99.

<sup>34</sup> s.n.: «Gerüchte um einen zweiten Rücktritt», in *Der Bund*, 14.3.1934. Le 15 mars, Markus Feldmann rapporte: «Musy soll sich, wie mir Dr. Egger im Tram mitteilte, in der letzten Zeit skandalös aufgeführt haben. So habe er Schürch vom „Bund” wegen seiner Anzapfung in der Aarauer Affäre am Telephon eine Szene gemacht und einen Prozess angedroht. Schürch habe geantwortet: „Wir warten darauf, Herr Bundesrat!”» (Journal de Feldmann, 15.3.1934: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 243).

<sup>35</sup> Le 16 mars, le Conseil fédéral répond à Reinhard. (AF, E 1004 1, vol. 345, Pv CF n° 493, 16.3.1934). Le député socialiste n'est toutefois pas entièrement satisfait de cette réponse. Aussi dépose-t-il une nouvelle question le 19 mars. (AF, E 1301, vol. 304, Pv CN, 19.3.1934, annexe 23a-b).

<sup>36</sup> s.n.: «„Eine Affäre Musy”», in *Volksrecht*, 15.3.1934; s.n.: «On parle toujours plus de la famille de M. Musy!», in *La Sentinelle*, 16.3.1934; s.n.: «La démission de M. Musy!», in *Le Travail*, 16.3.1934. Pierre Musy et Erna Mende, d'une ancienne famille juive convertie, se sont mariés en juin 1933. Une rumeur veut que c'est avec l'aide financière de Pierre Musy, fraîchement marié à la fille d'une famille très fortunée, que la famille Musy a pu acheter le château de Middel. Ayant contacté le registre foncier et le registre du commerce de la Glâne à Romont, ainsi que plusieurs personnes à Middel, nous n'avons pas pu vérifier de manière

jeter à bas le chef du DFFD. Lui-même a beaucoup fait pour se mettre à dos le plus de monde possible.

### 1.3.2. *Un programme de redressement national en forme d'ultimatum*

Le 15 mars, Charles Haegler, admirateur comme Musy de Mussolini, rappelle dans le *Nouvelliste valaisan* que le Fribourgeois «voudrait faire du nouveau, remplacer la *baraque*, comme il disait au Congrès de Lucerne<sup>37</sup>, par une maison moderne où une hygiène politique, administrative et sociale soufflerait et renverrait au loin les miasmes qui empoisonnent notre démocratie.»<sup>38</sup> L'adepte des manières fortes ne croit pas si bien dire en intitulant son papier: «Livrer bataille».

Le même jour, Musy passe à nouveau à l'offensive. Il présente à ses collègues du gouvernement un programme en sept points<sup>39</sup>. Par son contenu en phase avec l'esprit de la période, il ne peut que rencontrer une large approbation des antiétatistes et des rénovateurs, qu'ils soient jeunes-conservateurs, chrétiens-sociaux, frontistes ou néo-conservateurs de tout bord. Les adversaires visés par ce programme sont eux aussi facilement identifiables: Schulthess et, en quelque sorte, les socialistes dans tous les partis politiques. Les cinq premiers points

---

absolument sûre cet on-dit que nous rapportons sous toute réserve. Cette version nous semble pourtant plus fiable que celle donnée dans un ouvrage au style alerte mais pas toujours rigoureux qui fait remonter l'achat du château par Musy à 1927. (Voir P.-A. BOVARD: *op. cit.*, pp. 356-357). Un rapport «secret» de 1941 établi sur une lettre à en-tête de la Direction de Justice et Police du canton de Fribourg, suite à la demande de renseignements du commandant de la Gendarmerie d'Armée de l'E.M.I.C.A., indique au sujet de Pierre Musy: «Cette enquête se révéla infiniment délicate vu la situation de la famille Musy dans le Canton de Fribourg. D'autre part, Pierre Musy se dit agriculteur et domicilié à Middel. De l'agriculteur, jusqu'à preuve du contraire, il n'a que le goût, la passion du cheval; mais je ne sais pas qu'on l'ait jamais vu diriger effectivement une exploitation agricole, exercer effectivement le métier d'agriculteur. Quant à son domicile à Middel, ce n'est là qu'un domicile légal. En effet, Musy Pierre ne se trouve à Middel que pour des séjours irréguliers et fort courts. Il a épousé une Suisse allemande fort riche. J'ai même ouï dire que la fortune de cette dernière avait été fortement mise à contribution par la famille Musy tout entière. La femme de Pierre Musy se déplace d'une station à l'autre et n'est que rarement à Middel.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport «secret» de «l.» (?), Direction de Justice et Police du canton de Fribourg, à la Préfecture du district de la Sarine à Fribourg, 18.7.1941).

<sup>37</sup> Il s'agit du congrès du PCPS qui s'est tenu fin janvier 1934 à Lucerne.

<sup>38</sup> Ch. SAINT-MAURICE [C. HAEGLER]: «Livrer bataille», in *Nouvelliste valaisan*, 15.3.1934.

<sup>39</sup> Souvent, il est possible de lire, notamment dans la presse de l'époque, qu'il s'agit d'un programme en huit points. Bien qu'un tel programme ait été effectivement rédigé (voir AF, fs Musy, vol. 59: programme en huit points, 15.3.1934), celui qui a été annexé au procès-verbal de la séance du Conseil fédéral n'en comporte que sept. (Voir le programme du 15.3.1934 annexé au Pv CF du même jour, in *DDS*, vol. 11, pp. 68-69; AF, E 1004 1, vol. 345, Pv CF n° 485, 15.3.1934; ainsi que AF, fs Musy, vol. 59: programme en sept points, 15.3.1934). Malgré une présentation différente, les deux versions contiennent les mêmes revendications. Dans la version en sept points, le sixième qui prône l'organisation professionnelle et la diminution de l'interventionnisme étatique se présente sous deux points distincts dans la version en huit points.

portent sur des questions financières et relèvent de la politique déflationniste défendue jusque-là: interdiction de toute dépense sans recette équivalente; réorganisation du régime des subventions fédérales; accroissement des pouvoirs du Conseil fédéral pour réduire le coût de la vie; résolution du problème des chômeurs, notamment en les «occupant»; assainissement financier des CFF. Le sixième prône l'organisation professionnelle pour mettre fin à la lutte des classes et demande de réduire les interventions de l'État. Enfin, le septième point exige l'élimination immédiate de tous les étrangers qui compromettent la sécurité du pays. Musy lance un véritable ultimatum au Conseil fédéral. Ce dernier a jusqu'au lendemain pour déclarer s'il est d'accord avec ce programme d'urgence, faute de quoi le Fribourgeois démissionnera. Une fois de plus, il se distingue par son penchant pour le fait accompli et se montre plus enclin à redresser le pays à sa manière qu'à respecter les règles de la collégialité. En outre, son programme de redressement national sue à grosses gouttes l'autoritarisme et l'exclusion. Marc Perrenoud observe que c'est «une logique de confrontation globale avec le mouvement ouvrier que préconise Musy en demandant l'accélération de la politique déflationniste»<sup>40</sup>.

Le style de l'intervention, inconciliable avec les mœurs politiques suisses, ne peut que susciter la résistance des autres conseillers fédéraux. Häberlin a du mal à cacher son émoi. Pour lui, le procédé utilisé par Musy est «incompatible avec la dignité et le prestige du Conseil fédéral.»<sup>41</sup> Pilet-Golaz, Schulthess, Motta, Minger et Meyer le rejoignent pour dire qu'ils ne peuvent discuter ce projet dans les conditions dictées par Musy. Face à l'opposition de ses collègues, le remuant magistrat recule quelque peu. Il leur donne jusqu'au lundi 19 mars pour rendre réponse, se déclare d'accord de ne rien laisser transpirer de son programme et demande à réfléchir jusqu'au lendemain matin<sup>42</sup>.

Son jeu reste toujours aussi embrouillé. Une seule chose est sûre: il rend de plus en plus impossible sa demeure au gouvernement. Il devient également évident qu'aucun conseiller fédéral, même pas Minger et Pilet-Golaz, n'est prêt à le suivre. Ni sa tentative d'entraîner tous ses collègues dans une démission collective, ni son ultimatum en sept points, dirigé surtout contre Schulthess, n'aboutissent aux résultats escomptés. Ses coups de force successifs tournent plutôt au hara-kiri politique. Le retour de bâton est violent pour celui qui, dès le début de sa carrière politique, a souvent manié avec succès l'art de la menace pour s'imposer, avant tout en période de crise.

Une fois de plus informés malgré les promesses faites au sein du Conseil

---

<sup>40</sup> M. PERRENOUD: «Aspects...» *op. cit.*, p. 100.

<sup>41</sup> Pv CF, 15.3.1934, in *DDS*, vol. 11, p. 66.

<sup>42</sup> Pour cette séance du Conseil fédéral, voir Pv CF, 15.3.1934, in *DDS*, vol. 11, pp. 65-69.

fédéral, plusieurs journaux annoncent le lendemain que Musy a posé un «ultimatum»<sup>43</sup> au Conseil fédéral ou qu'il exerce une sorte de «pression morale»<sup>44</sup> sur ses collègues. Quasiment tous les commentaires s'accordent pour relever le caractère inacceptable de la sommation pour les six autres conseillers fédéraux. Revenu, momentanément au moins, de sa très grande admiration pour le ministre des finances, Pierre Grellet s'interroge sur son étrange comportement: «Le magistrat fribourgeois semble prendre un malin plaisir au jeu solitaire qu'il joue depuis lundi [12 mars; n.d.a.]. On dirait qu'il se complaît dans l'équivoque, mais plus l'incertitude se prolonge, plus il lui deviendra difficile de demeurer à son poste, si c'est ce parti qu'il devait finalement choisir.»<sup>45</sup>

Dans la séance du Conseil fédéral du 16 mars, on discute de la presse du jour où, malgré les assurances données, est évoquée la sommation de Musy. Cette publicité provoque un profond malaise au sein du collègue gouvernemental où règne déjà une ambiance détestable. L'article de *La Suisse* qui parle d'un ultimatum provoque en particulier des grincements de dents. Pour apaiser les esprits, Musy annonce alors qu'il ajourne sa détermination définitive jusqu'au moment où le gouvernement aura pris position sur ses propositions. Dans le communiqué publié dans ce sens, le président de la Confédération Pilet-Golaz, sur la proposition de Schulthess, dément, contre l'évidence, que Musy a posé un ultimatum<sup>46</sup>.

Au même moment, certains journaux évoquent une fois de plus son avenir au cas où il démissionnerait. Eugène Fabre, celui-là même qui ne cache pas ses sympathies pour l'Union nationale de Georges Oltramare et les régimes à la Mussolini, lui fait une bruyante publicité dans *La Suisse*. Le système helvétique actuel est, dit-il, figé et périmé. Renouveau gouvernemental, restauration politique, réorganisation économique et sociale, voilà ce dont les Suisses ont besoin. C'est même ce qu'ils veulent. Musy et les mouvements de rénovation nationale l'ont très bien compris, à l'inverse des partis traditionnels et d'un système parlementaire anachronique. Le pays légal qu'incarne les politiciens n'est plus — ajoute-t-il en reprenant un thème à la mode dans les milieux antiparlementaires, notamment maurrassiens — en phase avec le pays réel. Et Fabre d'évoquer la possibilité d'un vaste regroupement autour de la personne de Musy des citoyens mécontents de l'impuissance des grands partis et de ceux qui ne sont pas obnubilés par les idées de 1848<sup>47</sup>. À ces partisans d'un régime rénové

---

<sup>43</sup> Bn. [P. BEGUIN]: «M. Musy ne peut plus se solidariser avec la politique fédérale», in *La Suisse*, 16.3.1934.

<sup>44</sup> P. G. [P. GRELLET]: «Le sphinx», in *Gazette de Lausanne*, 16.3.1934.

<sup>45</sup> *Ibid.*

<sup>46</sup> Voir AF, E 1004 1, vol. 345, Pv CF n° 487, 16.3.1934.

<sup>47</sup> E. FABRE: «Le sens de sa décision», in *La Suisse*, 16.3.1934.

se joindraient les jeunes-conservateurs et les frontistes, tous favorables à une révision de la Constitution fédérale.

Du côté socialiste, on ne coupe pas les cheveux en quatre. Pour *Le Travail*, organe de Léon Nicole, il n'aurait «rien de très surprenant» que Musy se place à la tête des fronts, bien que la feuille socialiste genevoise doute du «succès d'une telle équipée»<sup>48</sup>. *La Sentinelle* estime elle que Musy s'apprête, semble-t-il, «à vouloir jouer son petit Dollfuss». Le journal socialiste de La Chaux-de-Fonds, tribune d'Ernest-Paul Graber, poursuit: «S'il prend sa retraite, dit-on, M. Musy se mettra à la tête d'un parti des mécontents, à tendance fasciste.»<sup>49</sup>

### 1.3.3. *Soit Musy, soit le chaos*

Le week-end passe sans que la crise soit résolue. Le lundi 19 mars, alors que l'*Aargauer Tagblatt* fait de nouveau tout un plat de l'affaire Musy-Straumann<sup>50</sup>, le conseiller fédéral fribourgeois intervient au Conseil national pour répondre au postulat Seiler et à l'interpellation Walter. C'est, bien qu'il ne le sache certainement pas lui-même, son dernier grand discours en tant que conseiller fédéral. Une sorte de testament politique où il développe plusieurs points de son ultimatum du 15 mars. Sur le moment, sans doute perçoit-on son exposé plutôt comme l'esquisse d'un programme de redressement national, exercice dont il est coutumier. Le ton de son allocution, moins agressif que ses récentes prises de position, donne l'impression d'une détente.

Rappelons l'essentiel de ses propos. Il n'est pas question d'abandonner l'étalon-or et de dévaluer le franc suisse; la déflation représente le seul moyen de surmonter la crise; il est nécessaire d'enrayer le développement constant des finances publiques; la Confédération doit renoncer à ses tendances étatisantes et à sa politique de subventions trop généreuse; il faut assainir la situation financière des CFF. Pour le grand argentier, le pays n'a qu'une seule alternative, à savoir soit la déflation soit la catastrophe, autrement dit Musy ou le chaos. Au niveau politique, il espère un redressement du pays et une démocratie disciplinée. Ne prêchant manifestement pas par l'exemple, il en appelle en outre à l'unité gouvernementale.

Ce même jour, Gonzague de Reynold écrit à l'un de ses correspondants que les événements ont l'air de se précipiter. Son ami Musy, dit-il, subit en ce moment un

---

<sup>48</sup> s.n.: «La démission de M. Musy!», in *Le Travail*, 16.3.1934.

<sup>49</sup> s.n.: «L'ultimatum Musy!», in *La Sentinelle*, 16.3.1934.

<sup>50</sup> L'article de l'*Aargauer Tagblatt* du 19.3.1934 est aussitôt repris le lendemain par différents journaux, notamment par le *Bund*. Voir sous: «“Die Wahrheit im Falle Musy-Straumann”», in *Der Bund*, 20.3.1934. La feuille argovienne, sans doute portée plus que d'autres à soutenir le conseiller fédéral argovien Schulthess, s'intéresse tout particulièrement à l'affaire Musy-Straumann.

assaut très violent des radicaux et des socialistes: «Nous allons, je le crains, vers une situation analogue à celle de l'Autriche. Le heurt avec le marxisme me paraît inévitable.»<sup>51</sup> Le 20 mars, l'organe du Front national croit lui déjà voir l'entrée dans l'opposition des conservateurs-catholiques, d'une partie des paysans et des cercles conservateurs de la bourgeoisie, la feuille frontiste citant ici en exemple le *Berner Tagblatt*<sup>52</sup>. Va-t-on vers l'affrontement de deux coalitions en formation: un cartel des gauches contre un bloc national?

#### 1.3.4. *Les derniers soubresauts*

Le mardi 20 mars, une courte conférence réunit Pilet-Golaz, président de la Confédération, Musy et Schulthess, conseillers fédéraux, ainsi que Walther et Vallotton, respectivement représentants des groupes conservateur-catholique et radical. La tentative de réconcilier le Fribourgeois et l'Argovien, malgré quelques espoirs passagers, fera long feu. Toutefois, un certain apaisement semble se dessiner dans un premier temps. Le 21 au soir, Musy assure encore Walther de son maintien au gouvernement, non sans s'être plaint tout d'abord de l'opposition de Schulthess, ainsi que du manque de soutien du Conseil fédéral, du Parlement et même de la fraction conservatrice. Lui ayant rétorqué qu'il avait aussi sa part de responsabilité, notamment à cause d'une certaine versatilité de sa politique financière, Walther lui fait comprendre qu'un «cabinet Musy» serait tout aussi peu acceptable qu'un «cabinet Schulthess»<sup>53</sup>.

Arrive le 22 mars. Un jeudi noir pour Musy et plus généralement pour les conservateurs-catholiques qui subissent ce jour-là une série de revers. Le matin, l'Assemblée fédérale nomme tout d'abord Baumann pour succéder à Häberlin. Au moment décisif, les socialistes votent comme un seul homme pour faire élire le radical sexagénaire contre le jeune libéral Ludwig, soutenu lui par la députation conservatrice. Les socialistes procèdent de la même manière lors de l'élection du chancelier de la Confédération, alors que les radicaux profitent de l'occasion pour se venger des conservateurs qui viennent de voter pour Ludwig. C'est le radical George Bovet qui, grâce à l'action convergente des radicaux et des socialistes, brûle la politesse au Fribourgeois Oskar Leimgruber. Candidat conservateur proche de Musy, Leimgruber avait pourtant pour lui la priorité de rang due à l'ancienneté. Que plusieurs radicaux et surtout les socialistes aient cherché à atteindre le conseiller fédéral fribourgeois en barrant la route à Ludwig puis à

---

<sup>51</sup> ALS, fs Reynold, Corr. cop. VIII: lettre de G. de Reynold, sans nom du destinataire, 19.3.1934.

<sup>52</sup> W. MEYER: «Palastrevolution in Bern», in *Die Front*, 20.3.1934.

<sup>53</sup> Voir ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, pp. 31-32; P. MENZ: *op. cit.*, pp. 208-209.

Leimgruber saute aux yeux<sup>54</sup>. Commandée certes par des considérations tactiques, l'attitude des socialistes est aussi révélatrice de leur évolution idéologique: sur le chemin de leur intégration à l'ordre établi, surtout depuis la fin des années 1920, les socialistes se comportent en la circonstance, en votant pour un radical sexagénaire, comme une force de conservation du système en place, alors que les conservateurs sont les plus enclins au changement. En quelque sorte, un renversement des vieux schémas. Le chef du DFFD voit lui très certainement dans ces résultats, outre une manifestation d'hostilité à son égard, l'esquisse d'un cartel des gauches qui ne pourrait que rendre encore plus difficile la réalisation de son programme de redressement national. Pour les conservateurs, la journée tourne à la débâcle. Aucun de leur candidat, également lors des élections au Tribunal fédéral, n'est élu. Les radicaux ont accaparé les quatre postes en votation, le conseiller fédéral, le chancelier et les deux juges fédéraux. La coalition bourgeoise a volé en éclats. L'ombre de l'exclusion plane à nouveau au-dessus des conservateurs-catholiques.

Toutefois, comme l'attestent notamment l'élection facile, six jours plus tard, de Philipp Etter, conservateur-catholique qui ne porte pourtant pas la Confédération radicale dans son cœur<sup>55</sup>, et le maintien du tripartisme gouvernemental jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, il ne s'agit que d'une crise passagère de la coalition bourgeoise. Dans le *Vaterland* du 23 mars, le réaliste Franz von Ernst le présente déjà dans son analyse des événements de la veille: le bloc de gauche a joué en faveur des radicaux, sans que ceux-ci l'aient demandé<sup>56</sup>. En fait, la journée du 22 mars signifie surtout l'échec des jeunes loups conservateurs tentés par la confrontation et l'aventure rénovatrice. Volontairement offensive, leur stratégie est en grande partie responsable de la convergence, non concertée, des votes radicaux et socialistes. La défaite conservatrice représente également une gifle pour Musy.

Pour le magistrat fribourgeois, ce jeudi noir ne s'achève pourtant pas avec l'échec de candidats qui avaient ses faveurs. Dans la séance suivante du Conseil national, soit vers midi, alors que l'agitation des élections du matin est à peine dissipée, le président de la Confédération Pilet-Golaz doit répondre à la petite

---

<sup>54</sup> Quelques jours plus tard, Musy écrit à Leimgruber pour le remercier de son soutien. Il souhaite et est convaincu que ce dernier sera un jour chancelier de la Confédération. (AF, fs Musy, vol. 8: de Musy à O. Leimgruber, 28.3.1934). Leimgruber le deviendra effectivement en 1943.

<sup>55</sup> Voir P. ETTER: *Die vaterländische Erneuerung und wir*, Zug, W. Zürcher, 1933, 45 p.; P. ETTER: *La démocratie suisse*, trad. de Parmil, édité par la SES, Olten/Konstanz, O. Walter, 1934, 87 p. Sur ces deux brochures, voir M. PFISTER: *op. cit.*, pp. 57-63.

<sup>56</sup> Voir P. MENZ: *op. cit.*, p. 203 (*Das Vaterland*, 23.3.1934).

question de Reinhard au sujet de l'affaire Musy-Straumann<sup>57</sup>. L'appui du Conseil fédéral en faveur du magistrat fribourgeois n'est pas aussi net qu'il y paraît. Le désaveu pointe entre les lignes de la déclaration toute diplomatique de Pilet-Golaz. Cela ne peut qu'excéder un peu plus Musy dont les nerfs sont à fleur de peau<sup>58</sup>.

Quelques heures passent, puis la nouvelle tombe vers 16h30. Elle fait l'effet d'un tremblement de terre. Musy a déposé son maroquin, invoquant la lourdeur de sa charge et le «besoin d'un repos prolongé»<sup>59</sup>. Il n'a pas averti ses pairs du Conseil fédéral, ni consulté préalablement la fraction conservatrice ou son parti. Le socialiste Johannes Huber, président du Conseil national à qui Musy a directement présenté sa lettre de démission, se réjouit visiblement d'annoncer la nouvelle aux députés<sup>60</sup>. Pour prévisible qu'elle était à la lumière des derniers événements et de la trajectoire du principal intéressé depuis plusieurs années, la retraite surprend tout de même par son style peu conventionnel. Les commentaires vont bon train.

Par sa défection inopinée, Musy met sous pression Motta et les chefs de la fraction conservatrice. Il ne leur laisse que très peu de temps pour préparer sa succession. Que les stratèges conservateurs traversent tout d'un coup quelques turbulences le gêne d'autant moins qu'il reproche à son parti de ne pas l'avoir assez soutenu. Finalement, Walther et les siens se tireront sans réel dommage de cette péripétie. Toutefois, les Suisses romands n'auront désormais plus qu'un seul représentant au Conseil fédéral<sup>61</sup>.

---

<sup>57</sup> Voir AF, E 1004 1, vol. 345, Pv CF n° 528, 22.3.1934; E 1301, vol. 304, Pv CN, 22.3.1934, pp. 189-206.

<sup>58</sup> Markus Feldmann rapporte en date du 29 mars: «Nach Mitteilung von Prof. Seiler besteht bei der Familie Musy eine Bombenwut auf Pilet-Golaz, weil er überhaupt auf die Affäre Straumann eingetreten sei und die Beantwortung der bezüglichlichen Anfragen nicht auf die Junisession verschoben habe. Offenbar sind Musy dieser Sache wegen am 22. März die Nerven gerissen.» (Journal de Feldmann, 29.3.1934; *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 250).

<sup>59</sup> AF, fs Musy, vol. 2: lettre de démission de Musy au président de l'Assemblée fédérale, 22.3.1934. Lettre également reproduite sous: «La démission de M. Musy. La lettre de démission», in *La Liberté*, 24.3.1934.

<sup>60</sup> Voir ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 32; P. MENZ: *op. cit.*, p. 210.

<sup>61</sup> Ce n'est qu'en 1947, avec l'élection du radical vaudois Rodolphe Rubattel, que la Suisse romande reconquerra son deuxième siège au Conseil fédéral.



## 1.4. Quelques réactions

### 1.4.1. Des avis partagés dans la presse

Sitôt informée de la démission, la presse en fait ses gros titres<sup>62</sup>. Tous les journaux conservateurs déplorent ce départ et louent les grands services du magistrat fribourgeois. Son travail de Sisyphe pour redresser les finances fédérales est unanimement applaudi. *La Liberté*, porte-parole d'un canton qui voit l'une de ses gloires mordre la poussière, dénonce amèrement le travail de la coalition radicale-socialiste dont Musy, dit-elle, a été finalement victime<sup>63</sup>. Sans les «indignes manœuvres» de ses adversaires, la retraite de Musy n'aurait pas dû arriver, estime hardiment le journal fribourgeois, «avant une quinzaine d'années.»<sup>64</sup> Dans le *Vaterland*, Franz von Ernst ne se montre pas seulement déçu de la violente campagne de presse menée contre le représentant catholique. Ses reproches visent également Musy. Malgré les mises en garde des conservateurs pragmatiques, le magistrat fribourgeois a eu le tort de s'entourer de mauvais conseillers et autres adulateurs qui lui ont recommandé le départ sans tenir compte des intérêts du PCPS<sup>65</sup>.

La presse libérale-conservatrice regrette également la démission de Musy. Fidèle soutien de Musy, notamment en raison de son combat contre l'étatisme et le socialisme, René Payot rend hommage dans le *Journal de Genève* à son immense travail à la tête des finances fédérales, condamne les radicaux ayant tiré à la même corde que les socialistes pour le faire tomber et demande la démission de Schulthess<sup>66</sup>. Dans les *Basler Nachrichten*, un autre quotidien libéral-conservateur souvent favorable au Fribourgeois, Hermann Büchi fait de Musy une des personnalités politiques suisses les plus marquantes de l'après-guerre. Un homme certes craint par ses ennemis, mais qui a fini par succomber sous le poids de l'opposition grandissante des mécontents, en particulier des adversaires toujours plus nombreux de sa politique déflationniste<sup>67</sup>. Avec une argumentation proche de la presse frontiste, la *Reformierte Schweizer Zeitung*, feuille hebdomadaire protestante orientée très à droite, voit également dans le retrait de

---

<sup>62</sup> Le fonds Musy contient de très nombreux articles de journaux (presse nationale et internationale) qui relatent cette démission. Les organes d'extrême droite s'y font toutefois fort discrets. Voir en particulier AF, fs Musy, vol. 2 et 36.

<sup>63</sup> s.n.: «Une funeste journée pour la Confédération. Le coup de force radical. La démission de M. Musy», in *La Liberté*, 23.3.1934.

<sup>64</sup> s.n.: «Les grands mérites d'un homme d'État», in *La Liberté*, 24.3.1934.

<sup>65</sup> Voir P. MENZ: *op. cit.*, p. 224 (*Das Vaterland*, 23.3.1934).

<sup>66</sup> R. P. [R. PAYOT]: «Causes et conséquences d'une démission», in *Journal de Genève*, 24.3.1934.

<sup>67</sup> -chi [H. BÜCHI]: «Die Bedeutung des Rücktrittes. Der Mann und sein Werk», in *Basler Nachrichten*, 23.3.1934.

Musy la conséquence d'un complot mené par les radicaux, avec l'appui des marxistes, et exige elle aussi la tête de Schulthess dans les mêmes termes que le *Berner Tagblatt*<sup>68</sup>.

Du côté radical, les avis sont contrastés, même si c'est un sentiment de soulagement qui l'emporte en fin de compte. Très nombreux sont les radicaux, avant tout proches des milieux économiques, à saluer le travail accompli par Musy à la tête du DFFD, poste ingrat s'il en est en période de crise. Aucun des grands organes radicaux de droite ne remet d'ailleurs vraiment en cause sa politique financière et monétaire. Toutefois, le grand rassembleur du bloc bourgeois n'a manifestement plus la cote qui était la sienne auprès des radicaux en 1918/1919 ou encore en 1928. Dans le *Bund*, celui-là même qui a sonné l'hallali une dizaine de jours auparavant, Ernst Schürch déclare que son départ crée un allègement<sup>69</sup>. La *National-Zeitung*, organe bâlois de la gauche radicale, partage cet avis. Jamais tendre à l'égard de Musy, elle estime même que le Fribourgeois, en raison de son manque notable de collégialité, n'était pas l'homme de gouvernement dont la démocratie suisse avait besoin<sup>70</sup>. La *NZZ* rappelle elle avec quelque amertume les récents dérapages de Musy contre l'État libéral, notamment son discours de janvier 1934 lors du congrès du PCPS à Lucerne. Selon elle, ce discours, mal perçu dans les milieux radicaux, a créé une atmosphère de crise autour de sa personne. Par ses pointes contre l'État libéral, Musy s'en est alors pris, estime le quotidien radical zurichois proche des milieux industriels et financiers, aux fondements de la Constitution helvétique auxquels un conseiller fédéral est tenu. Ses revendications en forme d'ultimatum et son attitude confuse de ces derniers jours l'ont finalement mis dans une position intenable<sup>71</sup>.

Tous les journaux socialistes, on s'en doute, crient victoire à l'annonce du départ de Musy<sup>72</sup>. Des sept conseillers fédéraux, il est celui à qui les socialistes, sans parler des peu nombreux communistes, vouent la plus grande haine depuis 1918. D'où une nette propension aux jugements à l'emporte-pièce et aux amalgames boiteux. Il ne fut jamais, à lire leur presse, que le suppôt du grand capital, le serviteur le plus zélé de la réaction catholique et, depuis peu, le futur chef fasciste que les frontistes attendent. Cela fait beaucoup pour un seul homme.

En fait, les frontistes ne revendiquent pas autant Musy que les socialistes ne le laissent croire. C'est particulièrement flagrant en Suisse alémanique. *Die Front*

---

<sup>68</sup> J. R.: «Die Krise in Bern», in *Reformierte Schweizer Zeitung*, 23.3.1934 («Die Demission von Bundesrat Schulthess ist das Gebot der Stunde.»).

<sup>69</sup> E. Sch. [E. SCHÜRCH]: «Bundesrat Musy tritt zurück», in *Der Bund*, 23.3.1934. — Données bio. sur Ernst Schürch (1875-1960): P. STETTLER: *Das außenpolitische Bewußtsein... op. cit.*, pp. 397-398; *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 5, p. 629.

<sup>70</sup> s.n.: «Demission Bundesrat Musys», in *National-Zeitung*, 23.3.1934.

<sup>71</sup> s.n.: «Rücktritt von Bundesrat Musy», in *NZZ*, 23.3.1934.

<sup>72</sup> Voir p.e. sous: «Musy hat demissioniert!», in *Berner Tagwacht*, 23.3.1934.

n'engage ainsi à aucun moment une campagne en sa faveur. Par la voix de Werner Meyer et de Eduard Rüeegsegger, l'organe du Front national, tout en approuvant le projet avancé par Musy d'une démission collective du Conseil fédéral, s'occupe surtout à charger de tous les torts ses ennemis, en particulier Schulthess, et à proclamer la faillite du système en place<sup>73</sup>. En elle-même, la démission de Musy ne donne pas lieu à de grands commentaires. Les nationalistes romands, avant tout ceux qui gravitent autour de *L'Action nationale*, organe de l'Union nationale, affichent eux, comme nous le verrons, beaucoup plus ouvertement leurs espoirs et leur sympathie pour Musy, sans toutefois l'élever au rang de chef frontiste.

Restent de nombreuses convergences entre Musy et le frontisme, qu'il soit alémanique ou surtout romand. Son nationalisme exacerbé, ses professions de foi sur l'«ordre nouveau», son discours corporatiste, ses velléités autoritaires et son antimarxisme forcené ne peuvent que plaire aux frontistes. Une entente, renforcée par une lutte commune dans l'opposition, semble donc tout à fait possible. Aussi est-ce sans grande surprise qu'on le verra bientôt raffermir ses liens avec l'extrême droite helvétique, à un point tel que l'on pourra se demander, surtout dès 1940, s'il est toujours membre du parti conservateur. Quant à en faire un chef frontiste, c'est une autre histoire. Dans un milieu aussi éclaté que le frontisme, la résistance de certains chefs, qui ne peuvent facilement accepter de passer de la première à la seconde place, est très certainement grande. En outre, Musy reste trop le notable bourgeois, profondément conservateur, attaché à la religion et proche du capitalisme, pour qu'il puisse se convertir au fascisme, qu'il soit helvétique. Tendre la main aux frontistes: oui. Les rejoindre avec armes et bagages: certainement pas.

La presse «hors parti» se fait elle aussi la tribune de rumeurs colportées de gauche et de droite. Dans *Le Moment* de Genève, visé plus d'une fois par les invectives antisémites du *Pilori* et du *Courrier de Genève*, le chroniqueur fait notamment une observation peu entendue jusque-là, du moins publiquement, sur la retraite de Musy: «Dans les coulisses de la Franc-Maçonnerie, ainsi que dans les bureaux des chefs des grands magasins et des “Uniprix”, on a tramé avec joie, avec volupté, sa défaite. Ce n'est pas l'antisémite qu'ils voulaient abattre: ils voulaient avoir la “peau” de celui qui ne leur appartenait pas.»<sup>74</sup>

Quant à la presse internationale, elle reprend des thèmes connus. Musy a été le symbole du franc fort et des finances saines. Du point de vue politique, il a incarné la lutte contre le socialisme. Sa démission, révélatrice d'une crise

---

<sup>73</sup> Voir p.e. W. MEYER: «Palastrevolution in Bern», in *Die Front*, 20.3.1934; E. RÜEGSEGGER: «Die Wahlen der Bundesversammlung und der Rücktritt von Bundesrat Musy», in *Die Front*, 27.3.1934.

<sup>74</sup> Ch. QUARTIER: «Et après M. Musy?», in *Le Moment*, 25.3.1934.

politique profonde, laisse craindre des changements dans la politique financière et monétaire de la Suisse<sup>75</sup>.

#### 1.4.2. *Un sentiment d'amertume au Conseil fédéral*

Ironie de l'histoire, c'est le champion du franc fort qui, par ses menaces de démission et finalement son passage à l'acte, laisse croire, jusque dans les cercles bancaires de Londres et New York, à une prochaine dévaluation de la devise helvétique. Or, s'il existe un domaine où le chef du DFFD et ses collègues sont encore d'accord, c'est bien la politique monétaire. Reste que, une fois de plus, ses initiatives intempestives, pour ne pas dire confuses, dérangent le Conseil fédéral. Ainsi, pour couper court aux rumeurs qui circulent déjà à l'étranger dans les milieux financiers, le gouvernement se voit obligé de réaffirmer, par un communiqué officiel, sa ferme volonté de maintenir intacte la devise nationale et de poursuivre la même politique financière<sup>76</sup>. Suite à ces remous, le Conseil fédéral décide également de constituer en son sein une délégation permanente pour l'étude préliminaire de certains problèmes d'ordre financier et monétaire<sup>77</sup>.

Musy ne laisse pas le meilleur des souvenirs à ses collègues du Conseil fédéral. C'est un homme seul, largement impopulaire et plein de rancœur qui quitte le gouvernement. Aucun élément sérieux n'indique qu'il y gardera de vrais amis. Il s'agira beaucoup plus de quelques contacts polis, plutôt clairsemés et parfois intéressés que d'authentiques liens d'amitié. Les quelques cartes postales et autres mots de circonstances qu'il a pu échanger avec certains collègues sont trop rares pour pouvoir en tirer des conclusions claires<sup>78</sup>. Ainsi, la correspondance convenue entre Musy et Schulthess, à l'occasion de la démission de l'Argovien en février 1935, ne permet pas de juger à sa juste valeur l'animosité farouche qui

---

<sup>75</sup> Voir, pour une présentation se basant sur les coupures de presse contenues dans le fs Musy des AF, G. CASTELLA: *op. cit.*, pp. 63-65 et C. KAISER: *op. cit.*, pp. 236-237.

<sup>76</sup> Voir Pv CF, 23 et 28.3.1934, in *DDS*, vol. 11, pp. 72-73. Voir aussi p.e. s.n.: «La démission de M. Musy. L'impression à l'étranger», in *La Liberté*, 24.3.1934.

<sup>77</sup> AF, E 1004 1, vol. 346, Pv CF n° 816, 1.5.1934. Cette délégation est composée des trois membres suivants: le chef du Département des Finances et des Douanes, le chef du Département de l'Économie publique et le chef du Département des Postes et des Chemins de fer. (*Ibid.*).

<sup>78</sup> De tous les conseillers fédéraux, Minger semble avoir été le mieux disposé à l'égard de Musy, du moins jusqu'en 1934. (Pour le témoignage de Markus Feldmann sur les liens, à son goût trop étroits, entre Musy et Minger, voir ce qu'il écrit dans son journal personnel en date du 23.3.1934: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 247). Toutefois, le dossier ouvert au nom de Musy dans le fonds d'archives de l'ancien conseiller fédéral Rudolf Minger, un des collègues de gouvernement ayant eu le plus d'affinités avec Musy, ne renferme qu'une maigre correspondance, soit trois documents manuscrits au contenu plutôt convenu et tous écrits de la main de Mme Musy, qu'il serait osé de présenter comme une preuve d'une longue et sincère amitié entre les deux hommes. (Voir AF, fs Minger, 1006). En outre, après 1938 surtout, Minger et Musy suivent des politiques fort différentes, le premier étant beaucoup moins enclin à céder aux pressions de l'Allemagne que le second.

existe entre les deux hommes<sup>79</sup>.

Schulthess, lui-même très à cheval sur son prestige personnel, est d'ailleurs celui qui porte le moins Musy dans son cœur. Depuis des années, en particulier dès 1926, tous deux n'ont cessé d'intriguer l'un contre l'autre. Ils aiment trop le pouvoir, leur amour-propre est trop grand et leurs politiques sont trop souvent divergentes pour qu'ils n'en arrivent pas à la confrontation. Leur département ayant souvent à traiter des mêmes dossiers, les occasions de frictions sont nombreuses. L'un et l'autre lâchent plusieurs fois des indiscretions dans le public, via la presse, afin de saboter les projets de l'adversaire. Ils ne manquent pas non plus d'étaler au grand jour leurs désaccords, en particulier sur la question du blé en 1926 et celle des assurances en 1931. Leurs coups bas répétés et leurs démonstrations publiques entravent très souvent le bon fonctionnement du gouvernement. À la longue, ces manquements à la collégialité portent gravement atteinte à la crédibilité du Conseil fédéral. Une guerre d'usure qui trouve, avec le départ de Musy, une sorte d'épilogue. Si, en mars 1934, Schulthess ne peut donc que se réjouir de la démission de son ennemi intime, et sans doute y contribue-t-il, il semble toutefois éprouver, après ce départ, encore plus un sentiment de manque<sup>80</sup>. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les deux rivaux irréconciliables en sont arrivés à avoir besoin l'un de l'autre pour attiser leur ardeur politique.

Pour sa part, Häberlin n'apprécie pas spécialement la personnalité de Musy, bien qu'il reconnaisse ses capacités de financier et l'ingratitude de son poste. L'attitude souvent sinieuse de son collègue fribourgeois ne lui inspire pas confiance, surtout depuis le milieu des années vingt. À l'instar de Scheurer, décédé en 1929, Häberlin a du mal à saisir le fonds de sa pensée. Comme son ancien collègue bernois, il doute même de sa loyauté envers le collègue gouvernemental<sup>81</sup>. Le Thurgovien, également critique à l'égard de l'attitude peu collégiale de Schulthess, est en particulier choqué par la politique personnelle que Musy mène sur le dos de ses collègues du Conseil fédéral. Après quatorze ans de collaboration, il reste ainsi pour Häberlin le même collègue peu sûr («der gleiche

---

<sup>79</sup> AF, fs Musy, vol. 39: carte d'E. Schulthess à Musy, 18.2.1935: «Mon cher collègue, / Je vous remercie sincèrement de votre aimable lettre et des vœux que vous y formez pour mon avenir. / Veuillez agréer, mon cher collègue, l'assurance de ma considération très distinguée. / Schulthess». Voir aussi H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess...* *op. cit.*, p. 184.

<sup>80</sup> Voir *ibid.*, p. 187.

<sup>81</sup> Voir C. KAISER: *op. cit.*, p. 162; R. SOLAND: *Zwischen Proletariern...* *op. cit.*, p. 129. Pour le témoignage de Scheurer sur le caractère imprévisible de Musy et son manque de franchise à l'égard du collègue gouvernemental, voir aussi le journal du conseiller fédéral bernois entre 1922 et 1927, in *Bundesrat Karl Scheurer...* *op. cit.*, pp. 211-212, 216-217, 220, 278, 289-291, 293, 298.

unvertraute Kollege») qu'il est depuis environ huit ans<sup>82</sup>. Il est assez significatif que Walther relevait déjà en 1922, quasiment dans les mêmes termes, le caractère imprévisible du conseiller fédéral fribourgeois. Désapprouvant lui aussi le manque de collégialité et la susceptibilité de Schulthess, Scheurer a souvent des mots très durs pour Musy, notamment en 1929: «Ich halte allerdings Musy noch für den grösseren Sünder, weil er nicht nur ehrgeizig und herrschsüchtig, sondern auch von Grund auf falsch und unzuverlässig ist.»<sup>83</sup> Sur l'intégrité discutable du Fribourgeois, on ne peut qu'accorder du crédit aux témoignages de Häberlin et Scheurer, connus pour leur modération, leur esprit conciliant et, comme l'attestent leurs journaux respectifs, eux-mêmes lucides sur leur propre personne. Sa trajectoire post-gouvernementale, souvent marquée par le double jeu, ne fera que confirmer ces témoignages. Déjà en 1912, Georges Python s'interrogeait sur la loyauté de Musy.

Même pour Motta, Musy ne représente pas beaucoup plus qu'un «ami politique», au demeurant peu commode. Dotés de caractères très distincts, les deux représentants conservateurs n'entretiennent aucune complicité. Ils ont une conception très différente de leur fonction. Le Tessinois, profondément attaché aux institutions et solidaire du collège gouvernemental, ne peut que désapprouver l'individualisme et les initiatives intempestives de son camarade de parti. Leurs relations sont d'ailleurs marquées par de nombreuses tensions, également connues des dirigeants conservateurs<sup>84</sup>, et même par de pénibles affrontements sous les yeux des autres conseillers fédéraux radicaux<sup>85</sup>. À lire le journal de Scheurer, le Tessinois ne croit pas, comme d'autres conseillers fédéraux, à la sincérité de Musy<sup>86</sup>. En outre, l'attitude trouble du Fribourgeois et sa démission inopinée placent momentanément Motta dans une situation difficile. Sans égard pour son collègue de parti, Musy a plutôt agi dans le sens des thèses d'un Wechlin dont la défense des intérêts conservateurs n'est pas le souci principal. Comme le rapporte le consul de France à Genève, le Tessinois fait les confidences suivantes au début du mois d'avril 1934: «J'ai été navré, a déclaré le chef du Département politique, du départ de mon collègue Musy. Sa politique monétaire avait cependant l'approbation unanime du Conseil fédéral. Malheureusement M. Musy n'a jamais eu l'esprit de discipline. Nous considérons le Conseil fédéral comme une sorte de

---

<sup>82</sup> Voir STATG, fs Häberlin, journal, 25.3.1934, ainsi que R. SOLAND: *Zwischen Proletariern...* op. cit., p. 124 et C. KAISER: op. cit., n. 5 p. 240. On peut relever ici que Häberlin n'a rien noté dans son journal entre le 12 et le 25 mars 1934, soit au plus fort de la crise gouvernementale. (Voir STATG, fs Häberlin, journal, 12 et 25.3.1934, pp. 71ff.).

<sup>83</sup> AF, fs Scheurer, journal, 10.4.1929, p. 61.

<sup>84</sup> Voir M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative...* op. cit., p. 418.

<sup>85</sup> Voir p.e. le journal de Scheurer entre 1926 et 1927, in *Bundesrat Karl Scheurer...* op. cit., pp. 290 et 293.

<sup>86</sup> Journal de Scheurer, 31.1.1926, in *ibid.*, p. 290.

collège, dont les directives doivent être suivies rigoureusement par tous ses membres. Loin d'observer cette sorte de discipline collégiale, M. Musy s'est livré souvent à des manifestations oratoires gênantes. Ce catholique fervent, et comme tel je le respecte infiniment, ne pouvait, chose étonnante, supporter certaines contraintes. Sa femme n'a pas été toujours pour lui de bon conseil. Il est un peu, aujourd'hui, la victime de sa famille et de sa trop grande indépendance. [...]»<sup>87</sup>. Au bout du compte, ce n'est pas du côté de son collègue conservateur que Motta a trouvé le plus de compréhension au Conseil fédéral. En n'entrant à aucun moment dans le jeu de Musy durant la crise de mars 1934, le chef du DPF, rompu à l'exercice diplomatique, lui a d'une certaine manière rendu la pareille. Un effet en retour plutôt fâcheux pour la carrière politique du Fribourgeois.

Quant à Pilet-Golaz et Minger, malgré leurs nombreuses affinités idéologiques avec Musy, ils n'en sont pas des inconditionnels. Ils semblent même se lasser du caractère difficile de leur collègue. Entre le 12 et le 22 mars, ils se rangent clairement du côté du collège gouvernemental. Sans doute, les récentes intrusions du Fribourgeois dans leur département respectif, une fois pour critiquer vertement l'état financier des CFF, une autre pour fustiger certains officiers, ne contribuent-elles pas à maintenir une entente parfaite. Bien plus, Pilet-Golaz est, dès le 12 mars, l'un de ceux qui s'appliquent le plus à réduire à néant les tentatives de coup de force de Musy. Et, en répondant le 22 mars à la petite question Reinhard, le Vaudois est même celui qui lui donne le coup de grâce. En l'occasion, Pilet-Golaz soutient Musy comme la corde le pendu, ce dont on semble lui tenir rigueur au sein de la famille Musy<sup>88</sup>.

Bref, au moment où il démissionne enfin, après avoir menacé de le faire plusieurs fois dans le passé, la rupture de confiance entre Musy et la plupart de ses collègues est consommée, pour certains depuis de longues années.

1<sup>er</sup> mai 1934. Musy met un terme à son activité gouvernementale. Meyer le remplace dès ce jour à la tête du Département des Finances et des Douanes<sup>89</sup>. C'est un sentiment d'amertume qui domine. Une triste fin pour l'homme qui, durant plus de quatorze années, s'est dépensé avec une énergie rare à la tête du difficile Département des Finances fédérales. Il a abattu un labeur considérable et très souvent ingrat. Or, à l'heure de remettre les clés du DFFD, l'ambiance est plus que morose. Le 1<sup>er</sup> mai, sur proposition de Pilet-Golaz, président de la

---

<sup>87</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 203: du consul de France à B. Clauzel, 13.4.1934. Ces propos relativisent ceux, très conventionnels et désolés, que le chef de la diplomatie suisse adresse à Musy à l'occasion de son départ. (AF, fs Musy, vol. 8: lettre de Motta à Musy, 23.3.1934, et vol. 80: lettre de Motta à Musy, 1.5.1934). Voir aussi M. TRISCONI: *Giuseppe Motta e i suoi corrispondenti (1915-1939)*. *Studio di un réseau d'influenze*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1993, pp. 69-70; C. KAISER: *op. cit.*, p. 238.

<sup>88</sup> Voir le journal de Feldmann, 29.3.1934: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 250.

<sup>89</sup> AF, E 1004 1, vol. 346, Pv CF n° 815, 1.5.1934.

Confédération, le Conseil fédéral décide, eu égard aux circonstances, de renoncer pour cette fois au traditionnel repas d'adieux<sup>90</sup>.

Peu après, Musy quitte son domicile bernois pour se retirer dans le canton de Fribourg. Il ne s'installe pas en Gruyère, mais réside la plupart du temps au château de Middel, dans la campagne glânoise. Dans cette superbe maison de maître entourée de vastes terres agricoles, autrefois occupée entre autres par un comte et diverses familles nobles, l'ancien ministre pense se ressourcer, loin de la ville et de ses odeurs révolutionnaires, à l'écart des regards. Sûr que l'avenir lui appartient encore, Musy – encore trop jeune pour penser à la retraite – y fourbit ses armes. Attend-il sa revanche?

## 2. Quel avenir pour Musy?

### 2.1. Musy et ses stratèges de l'ombre

Au chapitre de l'éventuelle intervention de tiers dans la décision prise par Musy le 22 mars 1934, il n'est pas inutile de rappeler certains éléments connus, ne serait-ce que pour les replacer dans une continuité des idées et des relations elle jamais vraiment relevée<sup>91</sup>. Certes, à cet exercice, les écueils ne manquent pas. Ainsi, à trop ramener l'influence des fronts à deux prétendus «nouveaux amis» et lier la démission de Musy à des conversations avec des frontistes, pour en conclure que, sur ce dernier point, il subsiste des incertitudes et même un manque de preuves sur le contenu exact des discussions, le danger est grand de perdre de vue le rôle déterminant du contexte et encore plus celui des fondements idéologiques de Musy<sup>92</sup>. En effet, on risque surtout de passer à côté de l'essentiel, à savoir que, au moment de démissionner, Musy ne se trouve déjà plus dans le camp de la démocratie libérale. Les fronts et les rénovateurs en général exercent sur lui une influence indéniable. Depuis plusieurs années, il se veut lui-même un rénovateur à la pointe d'un mouvement en plein essor. Sa dérive idéologique s'en trouve stimulée. Elle l'est aussi par la montée des dictatures en Europe. C'est dans ce contexte national et international, déjà évoqué, qu'il faut toujours replacer sa démission.

Qu'en est-il malgré tout de ces stratèges qui rôdent dans l'ombre de Musy juste

---

<sup>90</sup> AF, E 1004 1, vol. 346, Pv CF n° 817, 1.5.1934. Voir aussi C. KAISER: *op. cit.*, p. 238.

<sup>91</sup> Sur l'intervention en coulisses de personnes proches des fronts, Peter Menz a déjà présenté de larges extraits des souvenirs de Heinrich Walther et des documents rassemblés par celui-ci dans les années 1940. (P. MENZ: *op. cit.*, pp. 217-222. Voir aussi C. KAISER: *op. cit.*, pp. 245-249).

<sup>92</sup> Pour ce genre d'interprétation, voir *ibid.*, pp. 245-249.



avant sa démission? Dans *La Tribune de Genève* des 18/19 mars, Edgar Junod signale, sous toutes réserves, un bruit qui court dans les couloirs du Palais fédéral: «le fameux programme en huit points soumis par M. Musy au Conseil fédéral, aurait été élaboré par deux frontistes de la “Ligue pour le peuple et la patrie”, dont on cite les noms, et qui passent pour être en quelque sorte les inspireurs du chef du département des finances.»<sup>93</sup> Très vite, il est question de Samuel Haas et Heinrich Wechlin<sup>94</sup>. Les deux hommes, familiers l'un de l'autre, connaissent fort bien Musy. En outre, à en croire Haas, Wechlin est même alors l'hôte quotidien de Musy<sup>95</sup>. Cela n'a rien d'étonnant. Leurs relations ne datent pas d'hier. Le rédacteur du *Tagblatt* bernois entretient des contacts personnels avec Musy au moins depuis 1931. Personnage clé de toutes les campagnes de presse antisocialistes au niveau national, Haas combat lui-même au côté de Musy depuis plus d'une décennie. Avec le conseiller fédéral fribourgeois, Haas et Wechlin ne partagent pas seulement d'évidentes affinités idéologiques, mais aussi un tempérament porté à l'agitation. Toutefois, dans la mesure où toutes les idées présentes dans l'ultimatum du 15 mars correspondent exactement à celles que Musy soutient depuis longtemps, il est très improbable, à notre avis, qu'il n'en soit pas lui-même l'auteur<sup>96</sup>. En revanche, que Haas et Wechlin en aient discuté avec lui est tout à fait vraisemblable.

Louis Dapples, membre lui aussi de la Ligue pour le peuple et la patrie, contacte également Musy durant la crise de mars 1934. Le 14 de ce mois, il écrit au chef du DFFD pour lui rappeler ses grandes vérités antiétatistes et déflationnistes. Dans sa lettre et un mémoire annexé, le président de Nestlé met en cause une fois de plus l'interventionnisme étatique, l'endettement de l'État, les difficultés financières des CFF, le système des subventions et le niveau du coût de la vie. Selon Dapples, la dévaluation du franc n'arrangerait rien et serait même néfaste pour l'économie suisse<sup>97</sup>. Les revendications de Dapples, personnalité influente dont l'avis a toujours beaucoup compté pour Musy, présentent donc de

---

<sup>93</sup> Ed. J. [E. JUNOD]: «Autour d'une crise», in *La Tribune de Genève*, 18/19.3.1934. Aussi cité in C. KAISER: *op. cit.*, n. 6 p. 246.

<sup>94</sup> E.-P. G. [E.-P. GRABER]: «La crise gouvernementale agite les esprits», in *La Sentinelle*, 21.3.1934. Samuel Haas est l'un des membres dirigeants les plus importants de la Ligue pour le peuple et la patrie. Très proche de cette association, Heinrich Wechlin est lui en fait surtout connu pour être l'un des chefs du Front fédéral.

<sup>95</sup> ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 105: lettre de S. Haas à H. Walther, 4.3.1941. Également citée in P. MENZ: *op. cit.*, n. 32 p. 220.

<sup>96</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 59 où se trouve l'ébauche d'un programme en quatre points de la main de Musy. Les quatre points: pas de nouvelles dépenses sans couverture préalable, révision totale du régime des subventions, réorganisation du statut des CFF, réorganisation de tout le système concernant le chômage. Ces quatre points sont, semble-t-il, ceux auxquels Musy a tout d'abord pensé avant de présenter un programme plus long au Conseil fédéral.

<sup>97</sup> AF, fs Musy, vol. 37: lettre de L. Dapples à Musy du 14.3.1934 et mémoire («réflexions») du 28.2.1934.

nombreuses similitudes avec le fameux programme soutenu par celui-ci le 15 mars devant le Conseil fédéral. La convergence de leurs vues n'a d'ailleurs rien d'extraordinaire. Les deux hommes, attachés à l'économie libérale et à une stricte orthodoxie financière, se fréquentent depuis de longues années. En 1928, Dapples a été, rappelons-le, un des grands capitaines de l'économie helvétique à s'investir le plus dans l'Association suisse pour la solidarité économique, créée sous le patronage de Musy.

La soirée qui précède la démission de Musy ne manque pas d'intriguer. Heinrich Walther s'interroge tout particulièrement sur le revirement brusque du Fribourgeois qui, encore le 21 mars vers 19 heures, l'assure de son maintien au Conseil fédéral, puis démissionne avec fracas le lendemain<sup>98</sup>. Après le long entretien avec Walther, Musy rentre à son domicile. Dans la soirée, il y rencontre Samuel Haas et Heinrich Wechlin. Madame Musy et sa fille aînée, Marie-Christine, sont aussi de la partie. Plus tard, ils sont rejoints par Franz Wäger, rédacteur en chef de la SKK et journaliste influent de la presse conservatrice-catholique<sup>99</sup>. La discussion est animée. Elle indique clairement que, malgré sa

---

<sup>98</sup> Voir ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, pp. 31-33; P. MENZ: *op. cit.*, pp. 209, 217-221, ainsi que la n. 8 p. 37.

<sup>99</sup> Chantal Kaiser écrit que Franz Riedweg a également participé à la rencontre chez Musy. (Voir C. KAISER: *op. cit.*, p. 247). Ne pouvant pas se baser sur le travail de Peter Menz qui ne mentionne pas Riedweg, l'historienne se réfère manifestement aux souvenirs de Heinrich Walther. (Voir *ibid.*, p. 248). À la page 33 de ces souvenirs, rédigés probablement dans les années 1940, Walther a effectivement écrit (dans un premier temps et par erreur en ce qui concerne Riedweg) que l'on citait, après la démission de Musy, les noms de Haas, Wechlin et Riedweg comme participants à cette rencontre. (Voir ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 33). Toutefois, plusieurs éléments indiquent que Riedweg n'a pas participé à cette réunion chez Musy. Nous ne relevons ci-après que les raisons les plus significatives. *Première raison*: le texte de Walther lui-même. Par un signe qui renvoie à une correction en marge, Walther indique que Riedweg n'était pas de la discussion. (Voir ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 33). Peter Menz a manifestement tenu compte de cette correction de Walther en marge (et très certainement d'autres indices): dans une longue citation tirée des souvenirs de Walther — extrait où se trouvent les noms de Haas, Wechlin (et par erreur Riedweg) —, l'historien n'a cité que les deux premiers et a pris soin de ne pas tenir compte de celui de Riedweg. (Voir P. MENZ: *op. cit.*, pp. 217-218). *Deuxième raison*: les témoignages de Wäger et Haas, dont la présence à cette réunion est certaine, ne mentionnent pas, parmi les participants qu'ils citent, le nom de Riedweg. (Voir ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 301: lettre de F. Wäger à H. Walther, 20.7.1947; ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 105: lettre de S. Haas à H. Walther, 4.3.1941. Extraits de la lettre de Wäger et de celle de Haas cités in P. MENZ: *op. cit.*, n. 32 pp. 218-220. Voir aussi ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, pp. 34a-34b). Enfin, en marge, on peut relever que Franz Riedweg nous a affirmé catégoriquement, en se basant sur ses propres souvenirs, qu'il n'a pas participé à cette réunion. (Entretien de l'auteur avec Franz Riedweg, 30.3.1998). En définitive, tout porte à croire que Walther est victime d'une certaine confusion chronologique lorsqu'il cite dans un premier temps le nom de Riedweg. Toutes les autres sources que nous avons consultées montrent d'ailleurs que Musy et Riedweg n'entretiennent de véritables relations qu'à partir du début de l'année 1935, voire peut-être de l'hiver 1934/1935. En outre, rapide à mentionner toutes les personnalités qu'il connaît, comme le colonel commandant de corps Ulrich Wille et Samuel Haas, l'opportuniste Franz Riedweg n'évoque pas Musy dans la correspondance qu'il adresse à Rudolf Minger en 1934. (Voir AF, fs Minger, 1056). — Une autre affirmation de Chantal Kaiser est quelque peu

promesse faite à Walther, Musy se tâte toujours. La conversation tourne autour de sa démission et de la réaction qu'elle pourrait susciter. Deux tendances principales se dessinent.

D'un côté, il y a Wäger, soutenu par Marie-Christine Musy, qui explique au magistrat fribourgeois qu'il ne doit pas s'attendre à provoquer, par son départ, une réaction du peuple ou de certains milieux<sup>100</sup>. De l'autre, on trouve Haas, Wechlin et Madame Musy qui, selon Wäger, le poussent à se retirer<sup>101</sup>. Personne aux compétences politiques mal établies, Madame Musy en veut manifestement à beaucoup de monde, notamment au Conseil fédéral, à la fraction conservatrice et à sa direction. Elle a, selon Cavelti, l'idée fixe que la démission de son mari entraînerait la chute de Schulthess<sup>102</sup>. De fait, la tentative de «démissionner» l'Argovien se termine par la seule démission du Fribourgeois. Cavelti et plus encore Wäger attribuent par ailleurs une influence non négligeable à Madame Musy dans la décision prise finalement par son mari; un fait que l'épouse du politicien semble oublier après la tortueuse trajectoire prise par celui-ci entre 1934 et 1945<sup>103</sup>.

Haas et Wechlin auraient soutenu, à lire les souvenirs de Walther, des thèses propres à flatter l'orgueil de l'homme d'État fribourgeois et à aiguïser son goût pour le jeu du quitte ou double. Prônant la démission pour déclencher un

---

problématique. Ayant cité le passage où Walther indique que Haas et Wechlin auraient poussé Musy à démissionner en lui prédisant un retour triomphal comme dictateur à la tête du pays, l'historienne prétend que Riedweg n'était pas d'accord avec cette vue des choses. («Riedweg war mit dieser Sicht der Dinge nicht einverstanden.» C. KAISER: *op. cit.*, p. 248). Elle se réfère à la page 33 des souvenirs de Walther. (ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 33). Or, absolument rien — ni à la page 33, ni ailleurs dans les souvenirs de Walther, ni dans les autres documents que nous avons consultés — ne permet d'attribuer un avis quelconque à Riedweg. Si Walther mentionne certes, dans un premier temps et par erreur, la présence de Riedweg, il ne laisse par contre entendre à aucun moment que celui-ci ait pu exprimer une opinion. (Voir ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, pp. 1-67 et en particulier les pp. 33-34c).

<sup>100</sup> ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 301: lettre de F. Wäger à H. Walther, 20.7.1947. Voir également l'extrait de cette lettre cité in P. MENZ: *op. cit.*, n. 32 p. 219.

<sup>101</sup> ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 301: lettre de F. Wäger à H. Walther, 20.7.1947; ainsi que l'extrait de cette lettre cité in P. MENZ: *op. cit.*, n. 32 p. 219. Voir aussi ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, pp. 33-34b.

<sup>102</sup> ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 50: lettre de H. Cavelti à H. Walther, 8.7.1947. Voir aussi les extraits de cette lettre cités in P. MENZ: *op. cit.*, n. 32 p. 221; ainsi que ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 34b.

<sup>103</sup> À propos de la démission de Musy du Conseil fédéral, Cavelti écrit à Walther en 1947: «Dass Sie bei Herrn Musy mit Nachdruck vorstellig wurden, um ihn zum Verbleiben im Amte zu veranlassen, war mir bekannt. Wenn Madame M. [Musy] heute behauptet, Sie hätten das zu wenig entschieden getan, so hat sie offenbar ein kurzes Gedächtnis und vergisst auf alle Fälle, dass sie damals in gegenteiligem Sinne auf ihren Gatten einredete.» (ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 50: lettre de H. Cavelti à H. Walther, 8.7.1947). La même année, Wäger dit à Walther: «Jedenfalls ist Mme Musy an der verfrühten Demission ihres Gemahls mehr beteiligt und mehr verantwortlich als irgend eine andere Person. [...] Am allerwenigsten muss sich aber jemand von Mme Musy Vorwürfe machen lassen, dass er an jenem Rücktritt mehr verantwortlich wäre, als sie selber.» (ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 301: lettre de F. Wäger à H. Walther, 20.7.1947).

mouvement plus vaste, ils lui auraient prédit, le 21 mars au soir, un retour triomphal au gouvernement, débarrassé de Schulthess et où il aurait enfin pu appliquer pleinement sa politique de redressement. D'une dictature économique, la Suisse aurait évolué vers une dictature politique. À chaque stade de dictature, Musy aurait été l'homme de la situation: «Die Herren Haas und Wechlin hätten bei Herrn Musy die Meinung vertreten, dass sehr bald eine *wirtschaftliche Diktatur* in der Schweiz eintreten müsse und er – Musy – allein als Wirtschaftsdiktator in Betracht kommen könne. Aus dieser Wirtschaftsdiktatur werde sich automatisch die *politische Diktatur* entwickeln und auch für letztere sei Herr Musy der gegebene Mann.»<sup>104</sup>

Que Wechlin en particulier ait défendu ce genre d'idées est très vraisemblable. Les propos tenus par le *Berner Tagblatt*, tout de suite après l'annonce de la démission, correspondent ainsi étrangement au scénario sans doute présenté par son rédacteur en chef à Musy le 21 au soir. Pour renforcer sa thèse simpliste de la réaction en chaîne, il y ajoute des considérations bien rapides et peu prudentes sur l'avenir de Motta, si ce n'est des éléments de désinformation: «Sein Rücktritt [de Musy; n.d.a.] dürfte die bedenklichsten Folgen nach sich ziehen: Wie wir vernehmen, hat sich Herr Bundesrat Motta dahin geäußert, dass bei einem eventuellen Rücktritt des Herrn Musy er die gleichen Konsequenzen ziehen würde.

Es ist aber selbstverständlich, dass, wenn die beiden einzigen Vertreter der Katholiken im Bundesrat ihren Rücktritt geben, der Bestand der gesamten Landesregierung in Frage stehen dürfte. Die von uns angekündigte Staatskrise ist damit in ihr schärfstes Stadium getreten. Es ist ganz klar, und auch in verantwortlichen freisinnigen Kreisen ausgemacht, dass nunmehr auch die Demission des Herrn Bundesrat Schulthess ein Gebot der Stunde ist.»<sup>105</sup>

De manière significative, c'est le *Berner Tagblatt* de Wechlin qui, à notre connaissance, parle le premier de l'éventuelle démission de Motta. Or, tout

---

<sup>104</sup> ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, pp. 33-34. (C'est Walther qui souligne). Voir aussi P. MENZ: *op. cit.*, p. 218. — En avril 1936, à l'occasion du 60<sup>e</sup> anniversaire de Musy, le *Berner Tagblatt* — Wechlin en est encore pour peu de temps le rédacteur — dressera une fois de plus du Fribourgeois un portrait dithyrambique, sorte de prophète dont les prédictions faites avant sa démission du Conseil fédéral se seraient par la suite vérifiées. Et, comme d'habitude, de voir Musy retourner aux avant-postes: «Es ist ganz klar, daß es sich kaum darum handeln wird, daß Herr a. Bundesrat Musy lediglich im Nationalrat eine Gastrolle spielt. Vielmehr wird es darum gehen, seine außerordentliche Tatkraft, seine große natürliche Intelligenz und seine durchschlagende Initiative dem Lande in irgend einer Form zur Verfügung zu stellen. Politik und Wirtschaft haben gerade heute Männer von diesem Format besonders nötig. Es gilt nur zuzugreifen.» (s.n.: «a. Bundesrat Dr. Musy 60jährig», in *Berner Tagblatt*, 9.4.1936).

<sup>105</sup> s.n.: «Demission von Bundesrat Musy», in *Berner Tagblatt*, 23.3.1934.

indique que le Tessinois n'a jamais envisagé sérieusement cette perspective<sup>106</sup>. Durant la crise, il est un de ceux qui plaide le plus pour le maintien de l'entente entre conservateurs et radicaux. En outre, au Conseil fédéral, lors des différents coups de force successifs de Musy, les 12 et 15 mars, Motta ne donne à aucun moment la main aux projets aventureux de son camarade de parti. Il joue, comme ses collègues radicaux et agrarien, la collégialité. Toutes ses initiatives vont dans le sens de l'apaisement. Bien plus, on peut se demander si, en court-circuitant à chaque fois de manière très diplomatique les projets intempestifs du Fribourgeois, Motta ne contribue pas à rendre intenable la position de son coreligionnaire.

La tactique de Wechlin consiste manifestement à dramatiser au maximum la situation et à tendre la corde jusqu'à obtenir la cassure souhaitée. Si Motta avait suivi Musy dans sa retraite, il est clair que la situation aurait été autrement plus dangereuse. Cela aurait en quelque sorte marqué l'entrée des conservateurs-catholiques dans l'opposition. Leur collaboration avec les fronts contre le régime en place, voire contre une éventuelle coalition radicale-socialiste, en aurait été fortement stimulée. Dès lors, les chances d'un grand chambardement auraient augmenté. Wechlin, fier de prétendre qu'il a été, dès 1932, l'un des premiers à proclamer la crise de l'État, recherche la polarisation des camps. Musy pas moins. À l'évidence, tous deux caressent le même projet: décanter la situation en poussant la crise le plus loin possible. Cette stratégie maximaliste correspond d'ailleurs assez bien à leur tempérament ravagé par un activisme débridé.

Toutefois, la démission de Musy n'entraînant pas l'effet escompté, Wechlin en sera réduit, comme d'habitude, à dénigrer l'ordre établi. Tout juste peut-on constater que les critiques du *Berner Tagblatt* à l'égard du régime en place se multiplient dans les jours suivants. Le journal bernois se complaît dans le thème de la crise de l'État et de sa nécessaire rénovation<sup>107</sup>. Le 28 mars, soit le jour où est élu le successeur de Musy, on peut également y lire un appel de la Ligue pour le peuple et la patrie qui demande une rupture nette avec le système actuel<sup>108</sup>. Quelques semaines après, Wechlin sort une brochure sur la faillite de la démocratie libérale, brûlot aux accents fascistes salué par les professeurs Gonzague de Reynold et Walter Wili, ainsi que par la *Neue Ordnung*, organe

---

<sup>106</sup> C'est également ce que pense Clauzel, ambassadeur de France en Suisse, le lendemain de la démission de Musy: «Le bruit a même couru un instant qu'il [Motta; n.d.a.] se solidariserait avec lui [Musy; n.d.a.] et suivrait son exemple protestataire au nom du parti. Mais je le connais assez pour être assuré qu'il n'a pas songé un instant à abandonner la direction des Affaires Étrangères à M. Pilet-Golaz, qui attend avec quelque impatience le moment d'échanger pour cette dernière celle, plus ingrate, des Chemins de fer fédéraux.» (AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 203: de B. Clauzel à L. Barthou, 23.3.1934).

<sup>107</sup> Th.: «Eidgenössische Staatskrise», in *Berner Tagblatt*, 24.3.1934; s.n.: «Die Staatskrise dauert an», in *Berner Tagblatt*, 26.3.1934.

<sup>108</sup> Voir sous: «Aufruf an das Schweizervolk», in *Berner Tagblatt*, 28.3.1934.

jeune-conservateur proche de Musy<sup>109</sup>. Aimant jouer le prophète de l'ordre nouveau, Wechlin prédit que le peuple acceptera à une majorité écrasante l'initiative qui vient d'être lancée en faveur d'une révision totale de la Constitution fédérale<sup>110</sup>. Lui-même en désaccord croissant avec les milieux conservateurs traditionnels et attiré par de nouvelles perspectives, le rédacteur en chef du *Berner Tagblatt* quitte le PAB peu après la sortie de Musy du gouvernement<sup>111</sup>.

Le lendemain de la démission de Musy, Franz von Ernst, conservateur pragmatique proche de Walther, ne se gêne pas de dire ce qu'il pense dans le *Vaterland*. Il reproche une fois de plus à l'homme d'État fribourgeois d'avoir suivi les conseils de flatteurs et de gens inaptes à défendre les intérêts conservateurs<sup>112</sup>. Avec le recul, Franz Wäger, Hermann Cavelti<sup>113</sup> et Heinrich Walther ont aussi l'impression que les discussions avec Samuel Haas et Heinrich Wechlin ont influencé, du moins en partie, Musy dans sa décision de démissionner<sup>114</sup>. Haas et

---

<sup>109</sup> H. WECHLIN: *Heraus aus dem Chaos!... op. cit.*, 52 p. Comme l'indiquent deux citations mises en exergue à la fin de cette publication, Gonzague de Reynold et Walter Wili félicitent Wechlin d'avoir écrit cette brochure. Celle-ci suscite l'enthousiasme de la *Neue Ordnung* qui retient surtout les idées chrétiennes et corporatives présentées par Wechlin: «Diese von zukunftsbesorgtem Geiste geschriebene Broschüre des Chefredaktors des *Berner Tagblattes* gehört wirklich zu den besten Schriften der heute schon zahlreichen Erneuerungsliteratur.» (Lm.: «Heraus aus dem Chaos», in *Neue Ordnung*, 20.6.1934).

<sup>110</sup> Voir H. WECHLIN: *Heraus aus dem Chaos!... op. cit.*, pp. 3-4. Par la suite, Wechlin continue de s'essayer aux pronostics fracassants. Interpellé dans le cadre d'une vaste opération de police contre des mouvements d'extrême droite, il affirme ainsi en 1938 que l'ESAP, parti d'inspiration nazie dont il est un des chefs, accédera de toute façon d'ici peu au pouvoir. Voir le bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1097.

<sup>111</sup> Le 26 mars 1934, Markus Feldmann rapporte: «Meldung Dr. Marti: Dr. Wechlin soeben aus der BGB-Partei ausgetreten. Mutmassung: Zusammenspannen mit Musy. Symptom: Angriff auf NBZ in der heutigen Abendnummer des "Berner Tagblatt". Begründung für den Austritt: Haltung der BGB-Fraktion in der Bundesratsfrage.» (Journal de Feldmann, 26.3.1934: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 248). Quelques jours plus tard, Wechlin revient certes sur sa décision. (Journal de Feldmann, 29.3.1934: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 250). Toutefois, l'année suivante, il sort définitivement du parti. (Journal de Feldmann, 23.7.1935: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 381).

<sup>112</sup> «Wir haben hier vor einigen Tagen sehr offen gesprochen: Bundesrat Musy hat den Fehler begangen, sich von Leuten beraten zu lassen, die in keiner Weise dazu berufen waren und deren unglücklicher Rat deshalb auch die katholischen und konservativen verantwortlichen Instanzen in keiner Weise belastet. Diese Einflüsterer, die zum Teil auch Schmeichler waren, haben uns unsern zweiten katholischen Bundesrat von 1919 gekostet - ohne ihn gewählt zu haben und ohne für die Folgen für uns haftbar zu sein.» (*Das Vaterland*, 23.3.1934, cité in P. MENZ: *op. cit.*, p. 224).

<sup>113</sup> Après la Seconde Guerre mondiale, il n'en coûte pas trop à Hermann Cavelti de prendre en quelque sorte ses distances avec Musy. Pourtant, durant les années 1934-1935, notamment lors de la campagne contre l'initiative de crise et celle pour la révision totale de la Constitution, Cavelti est très proche de Musy et se montre également fort bien disposé à l'égard des fronts. À l'occasion du soixantième anniversaire de Musy, Cavelti lui adresse ses plus vives félicitations. Il lui écrit entre autres: «Möge auch die Zeit nahe sein, die Ihnen die öffentliche Wiedergutmachung für politische Ungerechtigkeiten bringen wird.» (AF, fs Musy, vol. 45: lettre de H. Cavelti à J.-M. Musy, 9.4.1936).

<sup>114</sup> Voir ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 50: lettre de H. Cavelti à H. Walther, 8.7.1947; ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 301: lettre de F. Wäger à H. Walther, 20.7.1947; ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 34a-34c; ainsi que P. MENZ: *op. cit.*, n. 32 pp. 218-221. En 1941, en réaction à une lettre de Heinrich Walther qui lui rappelle son rôle dans le retrait subit de Musy du Conseil fédéral, Samuel Haas reconnaît avoir recommandé à Musy

Wechlin ne sont pourtant pas les prétendus «mauvais génies», tout d'un coup sortis de leur boîte. Ils ne sont pas plus les «nouveaux amis» qui tombent du ciel en mars 1934<sup>115</sup>. Musy les fréquente depuis longtemps. Leurs sympathies pour le frontisme lui sont connues. Comme eux, il évolue dans le registre idéologique du redressement autoritaire et de la lutte à tous crins contre le marxisme<sup>116</sup>. Tous trois se rejoignent sur de nombreux points touchant à la nécessité d'une révision totale de la Constitution fédérale<sup>117</sup>. En outre, les deux compagnons de Musy se montrent eux aussi sévères à l'égard de Schulthess<sup>118</sup>.

Certes, plusieurs facteurs expliquent cette brusque retraite. La plupart sont liés les uns aux autres et s'influencent mutuellement. Comme le rapporte également Walther, qui s'appuie en grande partie sur les souvenirs de Cavelti et Wäger datant de 1947 pour compléter ses notes relatives à l'épisode de mars 1934, Musy reproche à la fraction conservatrice et à son chef de ne pas le soutenir assez, notamment dans le conflit qui l'oppose à Schulthess. Il souffre de voir son rival argovien jouir d'une plus grande influence que lui au Conseil fédéral et au Parlement. Pour des raisons de santé, son médecin lui recommande de se démettre

---

de démissionner, mais attribue au seul Wechlin la prédiction d'un retour triomphal. (Voir ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 105: lettre de H. Walther à S. Haas, 24.2.1941, et lettre de S. Haas à H. Walther, 4.3.1941. La lettre de S. Haas à H. Walther du 4.3.1941 est citée in P. MENZ: *op. cit.*, n. 32 pp. 219-220). Dans la réponse qu'il adresse à Martin Rosenberg en 1940, Wechlin indique pour sa part ne pas vouloir endosser le rôle de «bouc émissaire» dans la démission de Musy. Il possède, ajoute-t-il, des notes personnelles très détaillées qui, selon lui, acquerront un jour une certaine signification historique. Malgré différentes recherches, l'historien Martin Pfister n'a pas pu retrouver ce journal. Selon la fille de Wechlin, ce journal a sans doute disparu durant la Seconde Guerre mondiale en Allemagne où Wechlin a vécu dès 1941. (Voir M. PFISTER: *op. cit.*, n. 15 p. 22). Käthe Wechlin nous a également assuré qu'elle ne détenait aucun journal ni d'autres documents antérieurs à 1945 ayant appartenu à son mari. (Entretiens de l'auteur avec Käthe Wechlin, 26.10.1997 et 17.2.1999). Notons qu'en 1940, soit à l'époque où les chefs du MNS sont accusés d'activité subversive au profit de l'Allemagne, Wechlin et consorts se présentent volontiers comme des boucs émissaires et des victimes en Suisse. (Voir E. BONJOUR: *Histoire de la neutralité suisse. Quatre siècles de politique extérieure fédérale*, 4, Neuchâtel, La Baconnière, 1970, p. 385).

<sup>115</sup> Pour une interprétation de ce genre, minimisant et réduisant l'influence des fronts à deux personnages, Wechlin et Haas, tout d'un coup surgis de nulle part, voir C. KAISER: *op. cit.*, pp. 245-249.

<sup>116</sup> Pour preuve des fortes affinités idéologiques existant entre les deux hommes et Musy, voir p.e. S. HAAS: *Kulturbolschewismus. Ein Zeitspiegel*, Zürich, Bund für Volk und Heimat/Mitten-Durch-Verlag, [1933], 51 p.; H. WECHLIN: *Bolschewismus. Vortrag, gehalten im Rotary Club Bern im Mai 1934*, St-Gallen, H. Tschudy, [1934], 13 p.

<sup>117</sup> Heinrich Wechlin, au nom du Front fédéral, et Samuel Haas, en tant que membre dirigeant de la Ligue pour le peuple et la patrie, manifestent plusieurs fois leur opinion sur la révision totale de la Constitution, entre autres dans le numéro spécial de la *Schweizerische Rundschau*, du 15.5.1934, pp. 48-56 (Wechlin) et pp. 56-63 (Haas), numéro spécial où s'expriment par ailleurs des représentants de la plupart des partis politiques et de divers mouvements rénovateurs. Sur la position de Wechlin, voir aussi H. WECHLIN: *Heraus aus dem Chaos!...* *op. cit.*, 52 p.

<sup>118</sup> À en croire Peter Dürrenmatt, Musy doit aussi avoir mené une partie de ses intrigues contre Schulthess via la Ligue pour le peuple et la patrie (Samuel Haas). (Voir C. WERNER: *op. cit.*, p. 81). À lire le *Berner Tagblatt*, il ne fait aucun doute que Heinrich Wechlin aide également Musy dans son combat contre l'Argovien.

de sa lourde charge. Quatorze ans à la tête des finances fédérales n'ont à l'évidence rien d'une sinécure. De plus, outre les incitations de Wechlin et Haas, il subit l'emprise de son épouse. Les basses attaques de la presse, qu'elle soit socialiste ou radicale, n'arrangent rien<sup>119</sup>.

Il n'empêche. Du point de vue idéologique, la démission de Musy n'est que la suite logique de sa radicalisation. À cet égard, les relations étroites qu'il entretient avec Wechlin, débutant bien avant mars 1934 et perdurant au-delà, sont emblématiques d'une forte continuité. Elles sont également significatives de son penchant à s'entourer de personnages plutôt fumeux, flatteurs par intérêt, extrémistes de droite par conviction. Dès le début du printemps des fronts, Wechlin, individu ambitieux et exalté, futur nazi enfiévré, prône des solutions autoritaires. Il affiche ouvertement son admiration pour le fascisme et le nazisme. Sous son égide, le *Berner Tagblatt* glisse d'une ligne conservatrice traditionnelle, proche des idées agrariennes, à la défense de plus en plus appuyée des thèses frontistes. Depuis 1931 au moins, Musy trouve dans le rédacteur du *Berner Tagblatt* un de ses défenseurs les plus zélés. Leurs contacts se multiplient à mesure que l'un et l'autre durcissent leur position idéologique. Très vite, les deux hommes s'apprécient. Musy fera même de Wechlin l'un de ses plus proches collaborateurs de la fin 1936 à 1938, période durant laquelle ce dernier virera définitivement au nazisme et glissera un peu plus dans le camp de la trahison. En mars 1934, Wechlin n'est donc pas le «nouvel ami» ou le «mauvais génie» que l'on pourrait croire. Sur de très nombreux points, le magistrat fribourgeois se trouve tout simplement sur la même longueur d'onde que lui.

Pour Musy, le 22 mars 1934 ne représente pas une rupture idéologique. Juste un pas de plus, et non le premier, vers l'abîme.

---

<sup>119</sup> Voir ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 50: lettre de H. Cavelti à H. Walther, 8.7.1947; ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 301: lettre de F. Wäger à H. Walther, 20.7.1947; ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, pp. 34-34c; ainsi que P. MENZ: *op. cit.*, pp. 218-222. Dans une lettre du 26 mars 1934 qu'il adresse au président de la fraction conservatrice, Musy revient sur les derniers événements, douloureux pour lui et sa famille, et le manque de soutien. Il invoque également son état de santé pour expliquer son départ du gouvernement. (ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 199: lettre de Musy à H. Walther, 26.3.1934; AF, fs Musy, vol. 2: lettre de Musy à H. Walther, 26.3.1934). Peu après, Heinrich Walther lui écrit, notamment pour condamner la campagne de presse menée par les socialistes. Elle ne l'étonne toutefois pas. Les attaques radicales le déçoivent par contre beaucoup plus: «Viel schlimmer waren die böartigen und minderwertigen Angriffe, die in einzelnen freisinnigen Blättern, speziell im *Bund* und in einem Aargauer Blatte, erschienen sind, deren Urheber man nicht kennt, sondern bloss vermuten kann.» (AF, fs Musy, vol. 8: lettre de H. Walther à Musy, 29.3.1934). Walther se garde bien de préciser l'identité de l'auteur évoqué, même si tout le monde a certainement sa petite idée sur le sujet.



## 2.2. Dans le sillage de la vague frontiste

### 2.2.1. *Des attentes révélatrices*

Tous les commentaires, qu'ils proviennent des milieux politiques les plus divers, favorables ou non à Musy, s'accordent à dire que sa carrière n'est pas terminée. Déjà avant sa démission, ses ennemis lui prédisent un avenir à la tête des fronts. Le 14 mars, la presse socialiste rapporte le bruit selon lequel il pourrait prendre la «direction générale du mouvement fasciste en Suisse.»<sup>120</sup> Et, le lendemain de son retrait, ses adversaires se plaisent à colporter une autre rumeur selon laquelle il sera «candidat frontiste» à l'occasion des prochaines élections nationales<sup>121</sup>. Les plus féroces, mais pas les plus clairvoyants, n'hésitent pas à le traiter de fasciste, injure facile qui passe à côté de l'essentiel. On lui attribue même l'intention de fonder un parti fasciste, ce que Musy qualifie de ridicule<sup>122</sup>.

Beaucoup de ses partisans, spécialement en Suisse romande, le verraient bien endosser, une fois de plus, le rôle de sauveur de la nation en danger. Théodore Aubert lui écrit: «J'ose espérer que vous n'abandonnez pas la lutte. Les événements vont vite et la pente sur laquelle nous glissons est toujours plus rapide. Souhaitons que le peuple reconnaisse l'abîme et oblige le Conseil fédéral à vous suivre!»<sup>123</sup> Lui aussi supporter attitré de Musy, Charles Haegler croit à son retour. Sur ce point, il déclare publiquement ce que Wechlin a très certainement dit en privé au magistrat fribourgeois: «Déjà, nous pronostiquons que M. Musy reviendra non seulement aux Chambres fédérales mais à ce fauteuil qu'il abandonne momentanément, porté par une de ces vagues populaires dont ses acharnés adversaires risquent bien de connaître un jour la force entraînante. [...] M. Musy se retire, regretté de tous ceux qui ont du cœur au ventre. D'autres restent, mais qui seront peut-être balayés demain comme feuilles mortes. Nous préférons la situation de M. Musy.»<sup>124</sup> Eugène Fabre, un autre de ses thuriféraires, est lui aussi convaincu d'une revanche prochaine. Selon lui, le futur donnera raison à Musy<sup>125</sup>.

Que ce redoutable opportuniste, tenté plus d'une fois par les coups de poker politiques, ait cherché, par sa rupture avec le Conseil fédéral, à dégager sa responsabilité pour mieux ménager son avenir, notamment auprès des forces montantes, ne relève pas de la pure hypothèse formulée par quelques personnes,

---

120 s.n.: «Que se passe-t-il au Palais fédéral», in *La Sentinelle*, 14.3.1934.

121 s.n.: «La démission de M. Musy», in *Le Travail*, 23.3.1934.

122 s.n.: «Weitere Erklärungen von Bundesrat Musy», in *Basler Nachrichten*, 23.3.1934.

123 AF, fs Musy, vol. 8: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 24.3.1934.

124 Ch. SAINT-MAURICE [C. HAEGLER]: «La démission», in *Nouvelliste valaisan*, 24.3.1934.

125 E. FABRE: «Les raisons de la démission», in *La Suisse*, 23.3.1934.

d'ailleurs pas nécessairement toutes malveillantes à son égard. Son intense activité post-gouvernementale parle en faveur d'un tel calcul. Comme nous le verrons, il aspire en fait surtout à jouer un rôle dirigeant, mais sans doute pas celui de dictateur omnipotent, au sein d'un bloc national où collaboreraient la droite nationale-conservatrice et l'extrême droite en vue de redresser le pays et d'écraser définitivement le marxisme, qu'il soit représenté par le socialisme ou le communisme. À l'instar de beaucoup d'autres conservateurs européens, obnubilés par le danger marxiste et tentés par l'autoritarisme, Musy est ouvert à la collaboration avec la droite la plus dure. Combien de conservateurs comme Franz von Papen, une connaissance de Musy dont il partage plusieurs caractéristiques<sup>126</sup>, n'ont-ils pas tendu les clés du pouvoir à l'extrême droite en pensant se servir d'elle comme bouclier contre le marxisme et l'utiliser pour se rallier le soutien des masses?

En 1947, encore étonné par les calculs faits par l'homme d'État fribourgeois à la veille de sa démission du Conseil fédéral, Hermann Cavelti tire d'ailleurs, non sans raison au vu des affirmations de Musy, un parallèle entre la lucidité discutable de celui-ci en mars 1934 et celle de Franz von Papen, qui a crû qu'il lui serait facile de contrôler et d'exploiter à ses fins Hitler: «Es ist mir heute noch unerfindlich, wie Dr. Musy auf die Idee kommen konnte, er müsse nur mit grossem Getöse (con grande fracasso) demissionieren, um Herrn Schulthess in den Strudel zu ziehen und selbst als Triumphator und starker Mann in die Landesregierung zurückzukehren. Ich kenne für diese stupende Fehlrechnung nur eine Parallele: die ebenfalls auf Herrn Musy zurückgehende Behauptung, dass Herr von Papen Adolf Hitler erledigen werde (Ausspruch [de Musy; n.d.a.] vom Jänner 1933)!»<sup>127</sup>.

Après le 22 mars 1934, Musy croule, plus encore que dans les jours précédant sa démission, sous une avalanche de messages de soutien. Plusieurs personnes reviennent sur le vaste complot radical-socialiste dont il aurait été victime. Certaines attribuent également ses ennuis à une conspiration du radicalisme franc-maçon ou de la franc-maçonnerie tout court<sup>128</sup>. Mais la plupart des gens

---

<sup>126</sup> Comme Musy, Franz von Papen fait carrière au sein d'un parti catholique, entretient des relations privilégiées avec les milieux financiers et industriels et combat sans discernement socialistes et communistes. Comme lui, il dérive vers la droite autoritaire, intrigue par attrait du pouvoir et, certes avec des conséquences d'une toute autre ampleur, se fait l'instrument de la politique nazie. Publiés en 1952, ses mémoires, œuvre d'auto-glorification et de dédouanement, ne sont pas sans rappeler les propos tenus par Musy à la fin de la Seconde Guerre mondiale. (Voir F. von PAPEN: *Der Wahrheit eine Gasse*, München, Paul List Verlag, 1952, 677 p.).

<sup>127</sup> ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 50: lettre de H. Cavelti à H. Walther, 8.7.1947. Ce passage, légèrement modifié, est repris par Heinrich Walther dans ses souvenirs. (ZBL, fs Walther: H. Walther: *Bundesratswahlen... op. cit.*, p. 34c).

<sup>128</sup> Pour l'ensemble de ces messages, provenant de gens ayant des responsabilités dans les milieux économiques, politiques et religieux, mais aussi souvent de simples citoyens, voir

expriment aussi l'espoir de revoir le Fribourgeois aux avant-postes. Beaucoup ne précisent pas dans quelle direction il pourrait trouver un nouveau terrain d'action. Quelques admirateurs, avant tout latins et plus particulièrement romands, sont plus explicites, comme tendent à le prouver les exemples suivants. Un sympathisant de l'extrême droite espère que Musy apportera son soutien aux fronts auxquels manque un chef<sup>129</sup>. Une femme, présidente de la section féminine de l'Union nationale à Genève, l'enjoint à rallier tout de suite les fronts, à devenir leur chef et à former, avec les chrétiens-sociaux et les conservateurs, un front unique promis à la victoire<sup>130</sup>. Un homme, dégoûté par le jeu parlementaire, l'encourage à fonder «le grand Parti du Pays réel». Les jeunes, prétend-il, sont prêts à faire de Musy leur chef<sup>131</sup>. Un vieux paysan l'exhorte à délivrer le pays de la «gangrène socialiste», à l'instar de Mussolini en Italie, de Hitler en Allemagne et de Dollfuss en Autriche<sup>132</sup>. Un curé, qui lui est plutôt familier, souhaite à Musy un repos salutaire, sans exclure ensuite des «projets mussoliniens»<sup>133</sup>.

Du Tessin, la Lega nazionale ticinese, par la voix de son chef Alfonso Riva, exprime son adhésion inconditionnée au programme politique et économique de Musy<sup>134</sup>. Version tessinoise du frontisme, ce mouvement, fortement séduit par le fascisme italien, se dit prêt à emboîter le pas au Fribourgeois: «Essa è pronta ad agire sul terreno politico nel senso che la S.V. vorrà indicare alla Lega stessa, in ogni caso seguirà la S.V. in quel movimento che tutti i veri patrioti svizzeri si augurano dovrà essere lanciato nel Paese per la abolizione dei partiti, del socialismo e delle tendenze massoniche, per creare una democrazia autoritaria e responsabile.»<sup>135</sup>

À Vevey, c'est le chef fasciste Arthur Fonjallaz qui, apprenant la nouvelle de la démission de Musy, lui tresse sur le champ une couronne de laurier. Lors d'une

---

AF, fs Musy, vol. 8. — Fille d'un ancien officier pontifical et elle-même très attachée à l'Église romaine, Juliette Musy pense également, selon une rumeur que nous n'avons pas pu contrôler, que les intrigues des radicaux francs-maçons ont contribué à la démission de son mari.

<sup>129</sup> AF, fs Musy, vol. 8: de Gagnebin à Musy, 23.3.1934.

<sup>130</sup> AF, fs Musy, vol. 8: de Mme Spaeth à Musy, 21.3.1934.

<sup>131</sup> AF, fs Musy, vol. 8: de R. Vernet-Pictet à Musy, 23.3.1934.

<sup>132</sup> AF, fs Musy, vol. 8: de H. Meylan à Musy, 23 et 26.3.1934.

<sup>133</sup> AF, fs Musy, vol. 8: de l'abbé H. Bullet à Musy, s.d. (juste après la démission).

<sup>134</sup> La Lega nazionale ticinese est créée au milieu de 1933 par des personnes issues du parti conservateur. Son chef est l'avocat Alfonso Riva, patricien luganais très attiré par les solutions autoritaires. À l'origine, elle est la section tessinoise de la Ligue pour le peuple et la patrie. Elle devient assez vite entièrement autonome. Défendant des thèmes souvent proches de l'idéologie fasciste, la Lega combat le marxisme, le socialisme, le libéralisme, le régime des partis et la franc-maçonnerie. Elle propose la création d'un ordre corporatif sur le modèle italien. Elle entretient des relations avec les principaux mouvements frontistes et se signale, en particulier en 1938, soit peu avant sa disparition, par son antisémitisme. Sur la Lega nazionale ticinese et son fondateur Alfonso Riva, voir M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, pp. 110-111 et 511-519.

<sup>135</sup> AF, fs Musy, vol. 8: d'A. Riva, chef de la Lega nazionale ticinese, à Musy, 26.3.1934.

conférence organisée par les fascistes suisses, il déclare: «Le conseiller fédéral Musy a dit la vérité, c'est un homme courageux. Il l'a dite, et il a prédit que si l'on continuait la politique qui était menée à Berne, comme elle est menée aujourd'hui, nous allions à la catastrophe. / Une autre fois peut-être, vous vous rendrez compte que les paroles du conseiller fédéral Musy ont été les paroles d'un prophète.»<sup>136</sup>

De Milan, les fascistes suisses de Lombardie font également savoir à Musy, peu après sa démission, leur admiration pour son geste. Ils espèrent qu'il poursuive sa route dans leur direction<sup>137</sup>. Musy se dit «très sensible» à ce témoignage de sympathie<sup>138</sup>.

### 2.2.2. *Les conseils de Gonzague de Reynold et les espoirs des nationalistes romands*

Inlassable prophète de la décadence, Gonzague de Reynold s'érige en conseiller. Il croit voir de nouvelles perspectives. Lui-même cible des attaques radicales et socialistes à cause de ses prises de position antidémocratiques, le professeur fribourgeois se sent tout désigné pour suggérer à son ami, le soir du 22 mars, de prendre la tête d'un vaste mouvement antilibéral et antisocialiste: «Je regrette que tu partes sur l'interpellation que tu sais, mais je me réjouis, pour la droite et pour toi, que tu aies tiré les conséquences des élections de ce matin.

La droite conservatrice doit comprendre ce que je n'ai jamais cessé de proclamer, à mon détriment, depuis mon étude de 1907, dans la *Voile latine*, sur la démocratie:

la démocratie, forme politique du libéralisme et condamnée comme telle par Léon XIII, ne peut être qu'anticatholique, elle ne peut aboutir qu'au socialisme.

Si la droite ne le comprend pas, si elle ne passe pas à l'opposition, si elle ne cherche pas à devenir le centre de la cristallisation nationale, si elle ne se rallie pas l'opposition frontiste et les désillusions des conservateurs libéraux, elle ne

---

<sup>136</sup> Propos tenus par Fonjallaz le soir du 22 mars 1934 et reproduits in: E.-P. GRABER: *Le Corset de fer du Fascisme 1919-1934*, La Chaux-de-Fonds, Le Flambeau, (1935), pp. 27-28. Voir aussi C. CANTINI: *Le colonel fasciste suisse, Arthur Fonjallaz*, Lausanne, Éd. Pierre-Marcel Favre, 1983, p. 82 et n. 226 p. 199.

<sup>137</sup> AF, fs Musy, vol. 8: télég. du directoire des fascistes suisses de Lombardie (Milan) à Musy, 25.3.1934. Sur le «fascio» suisse de Milan, dont la création est encouragée par Arthur Fonjallaz et le «duce» tessinois Nino Rezzonico, voir M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, pp. 574-580. Alors que le Conseil fédéral fait connaître sa «préoccupation» à l'égard de la fondation de «fasci» suisses en Italie, il est assez significatif que le ministre Marchi se tourne vers le conseiller fédéral qui lui est le plus proche, à savoir Musy, pour se plaindre confidentiellement de la réaction du gouvernement suisse. (Voir *ibid.*, p. 577). À cette occasion, Marchi rapporte les propos ironiques du Fribourgeois à l'encontre de ses collègues (avant tout radicaux semble-t-il): «E l'On. Musy ha aggiunto: "Che volete: questa gente è rimasta ai principi della Rivoluzione Francese!"» (AMAE (Rome), Serie Aff. Pol. 1931-1945, Svizzera, busta 5, fasc. 2: rapport «riservatissimo» de G. Marchi au MAE, 19.1.1934).

<sup>138</sup> AF, fs Musy, vol. 8: de Musy au comité fasciste des Suisses de Lombardie, avril 1934.

sera plus qu'une épave. Motta doit partir.

Minger doit partir aussi: la démocratie est antipaysanne. Il faut laisser toute la responsabilité au cartel radical-socialiste. Les radicaux de gauche l'abandonneront.

Il faut que tu prennes la tête du mouvement.»<sup>139</sup>

Le châtelain de Cressier, qui jouit d'un solide prestige auprès des frontistes romands, profite de ce courrier pour faire parvenir à Musy une lettre de Max-Marc Thomas, membre en vue de l'Union nationale, rédacteur de *L'Action nationale* et disciple de Maurras. Il estime que cette lettre intéressera son ami fribourgeois. Le 19 mars, soit en pleine crise gouvernementale, Thomas considère que les événements semblent aller plus vite que prévu. Le moment est venu, suggère-t-il, de tenter un regroupement des mouvements qui, demain peut-être, auront à prendre la direction du pays. Aussi, on devrait, à son avis, organiser prochainement une réunion des dirigeants frontistes afin de coordonner leurs efforts<sup>140</sup>.

Gonzague de Reynold pousse manifestement le conseiller fédéral démissionnaire à saisir l'occasion. Hasard ou non, le vendredi 23 mars, soit le lendemain de sa démission, Musy reçoit chez lui le médecin chirurgien Roger Steinmetz, président de l'Union nationale<sup>141</sup>. Steinmetz se dit prêt à organiser à Genève, comme Musy le lui laisse espérer, une assemblée aussi vaste que possible au cours de laquelle l'ancien conseiller fédéral prendrait la parole<sup>142</sup>. La démarche faite par le président de l'Union nationale auprès de Musy s'inscrit dans la lutte que mènent les «patriotes» genevois contre le gouvernement socialiste de Léon Nicole, arrivé au pouvoir en novembre 1933. Il s'agit également de gagner plus encore Musy à la cause nationaliste. Pour donner plus de poids à sa démarche, Steinmetz assure Musy de son soutien entier et lui affirme que Henri Berra — un des rares politiciens catholiques d'une certaine envergure à en appeler

---

<sup>139</sup> AF, fs Musy, vol. 8: de G. de Reynold à Musy, 22.3.1934.

<sup>140</sup> AF, fs Musy, vol. 8: de M.-M. Thomas à [G. de Reynold], 19.3.1934.

<sup>141</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 8: de R. Steinmetz à Musy, 28.3.1934. *Le Travail* signale également l'arrivée à Berne, le vendredi 23 mars, d'Eugène Fabre et la présence de Cramer de l'(ex-)UDE. Le quotidien socialiste ne peut s'empêcher de voir dans ces deux apparitions un lien avec Musy. (M.: «M. Fabre intrigue-t-il?», in *Le Travail*, 24.3.1934). À l'instar des Genevois Lucien Cramer et Max-Marc Thomas, Roger Steinmetz signera en 1940 la fameuse «requête des 200». (Voir G. WAEGER: *op. cit.*, pp. 258-261).

<sup>142</sup> Peu auparavant, Roger Steinmetz a également obtenu le précieux concours de Gonzague de Reynold. Le 26 janvier 1934, lors d'une retentissante conférence donnée sous les auspices de l'Union nationale à Genève, l'aristocrate fribourgeois a prédit une fois de plus la fin prochaine de la Suisse libérale. En ouverture de cette conférence, Steinmetz s'est signalé par ses propos antisémites et antisocialistes. (Voir A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, pp. 207-209). À la même époque, dans une présentation qu'il fait de l'Union nationale pour la *Schweizerische Rundschau*, Steinmetz s'en prend entre autres à la franc-maçonnerie, aux Juifs et aux socialistes et dénonce les principes de 1789 et 1848. (Voir R. STEINMETZ: «L'Union nationale», in *Schweizerische Rundschau*, 33, 1933/34, pp. 319-322).

à des chefs comme Musy<sup>143</sup> — s'est déclaré chaud partisan de ce projet de conférence<sup>144</sup>. Au même moment, soit au tout début de 1934, on assiste d'ailleurs à un rapprochement plutôt frappant de l'Union nationale avec les chrétiens-sociaux genevois, qui encore en 1931 tiraient épisodiquement à la même corde que les socialistes dans l'affaire de la Banque de Genève. En outre, la lutte contre le gouvernement Nicole amène les partis bourgeois à se rapprocher des chrétiens-sociaux et de l'extrême droite. Cette concentration des forces nationales n'a rien pour déplaire à Musy.

Dans les jours qui suivent l'annonce fracassante du 22 mars, l'organe de l'Union nationale soutient à fond Musy. Les contacts que le démissionnaire entretient avec l'extrême droite genevoise ne tardent pas à porter leurs fruits. Avec beaucoup de zèle, Max-Marc Thomas, pourfendeur du régime Nicole, porte aux nues Musy dans la très antimarxiste, antimaçonnique et antisémite *Action nationale*. Le 24 mars, il voit se dessiner un grand mouvement de concentration: «Ces trois mauvaises bêtes, le Socialisme, la Maçonnerie et le Surcapitalisme sont condamnées. Nous étions deux cent mille voici deux semaines, nous serons cinq cent mille demain groupés par le geste de M. Musy et dans un vouloir commun.»<sup>145</sup> Peu après, Thomas démolit Schulthess pour mieux soutenir le Fribourgeois<sup>146</sup>. Le soufflé tombe toutefois assez rapidement, Musy ne répondant sans doute pas à toutes les attentes.

Le même phénomène s'observe auprès d'autres nationalistes romands. Ainsi, la Ligue des patries romandes attend elle également beaucoup de la démission de Musy<sup>147</sup>. Elle espère le voir rejoindre le camp nationaliste, ce qui serait un renfort de poids. Musy n'a pas, assure Eddy Bauer, un autre tenant de Maurras, «résigné avec son poste toute ambition de faire prévaloir ses idées politiques, très

---

<sup>143</sup> Voir sous: «Ist der Retter schon da?», in *Neue Ordnung*, 13.9.1934.

<sup>144</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 8: de R. Steinmetz à Musy, 28.3.1934. Valaisan d'origine et militant catholique très actif, Henri Berra est un ami de l'abbé Savoy et, comme lui, un ardent défenseur de l'ordre corporatif. De 1923 à 1942, Berra est secrétaire chrétien-social à Genève. Doté d'un tempérament autoritaire, cet anticommuniste ne dissimule pas ses sympathies pour l'Italie mussolinienne et, dans une moindre mesure, l'Allemagne hitlérienne. (Données bio. sur Henri Berra (1894-1958): R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social... op. cit.*, pp. 304-312 et 466; J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 204). À en croire *Le Moment* de Genève, le conseiller fédéral démissionnaire «se laissa trop souvent influencer par les thuriféraires qui vivaient dans son ombre. Ne l'a-t-on pas vu, dans certains cas précis, se laisser aller à suivre les suggestions démentes de MM. Léon Savary et Berra, par exemple?» (Ch. QUARTIER: «Triple défaite des catholiques», in *Le Moment*, 23.3.1934).

<sup>145</sup> M.-M. THOMAS: «L'abcès crève», in *L'Action nationale*, 24.3.1934.

<sup>146</sup> M.-M. T. [M.-M. THOMAS]: «Restez, M. Schulthess...», in *L'Action nationale*, 7.4.1934.

<sup>147</sup> J.-P. CEPPI: *op. cit.*, p. 190. Sur la Ligue des patries romandes, fondée en 1934 par la Ligue vaudoise, l'Union nationale de Genève, l'Ordre national neuchâtelois, le Front valaisan et l'Union nationale et sociale de Fribourg, voir R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, pp. 210-212, J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 175-198, ainsi que R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 208-232.

semblables aux nôtres»<sup>148</sup>. Une résolution est même proposée par Bauer et l'Ordre national neuchâtelois qui assure Musy de la reconnaissance des membres de la Ligue des patries romandes et blâme ses adversaires<sup>149</sup>. Cette tentative, comme celle amorcée par l'Union nationale de Genève, ne semble cependant pas déboucher sur le rapprochement souhaité.

Idéologiquement proche des nationalistes romands, marqués par l'influence de Maurras et Barrès, Musy ne fera pourtant jamais le grand saut, même si de fait, en tant qu'ancien conseiller fédéral, il collaborera plus étroitement avec eux qu'avec son propre parti. Au grand dam de quelques-uns, il n'a d'ailleurs jamais envisagé, selon toute vraisemblance, de devenir un chef frontiste ou le leader de quelque groupuscule nationaliste, ni même de démissionner formellement de son parti d'origine. Que l'ancien conseiller fédéral fribourgeois ne défende que très peu et même desserve les couleurs du PCPS n'y change rien. Il doit trop au PCPS pour oser une démission qui serait vue comme une trahison. Qu'il pense, comme d'autres, adversaires ou partisans, qu'il a un rôle de premier plan à jouer dans un vaste rassemblement national antisocialiste est par contre très probable. À cinquante-huit ans, il n'a rien du vieil homme qui aspire à une paisible et modeste retraite. C'est également l'avis des observateurs étrangers.

### 2.2.3. *L'opinion de l'étranger*

Le lendemain de la démission du conseiller fédéral fribourgeois, au plus fort de l'offensive frontiste et à l'instant même où les révisionnistes semblent être en mesure de mobiliser une grande partie de la droite, le ministre d'Allemagne en Suisse, Ernst von Weizsäcker, pense qu'il faut peut-être voir en Musy un des futurs chefs des mouvements frontistes, un chef qui leur manque justement: «Vielleicht hat man sogar in Herrn Musy einen der kommenden Führer der schweizerischen Frontenbewegung zu sehen, der diesen politischen Gruppen bis heute noch fehlt»<sup>150</sup>.

Le même jour, l'ambassadeur de France, Bertrand Clauzel, s'intéresse aussi à l'avenir de Musy: «Les bruits qui avaient couru sur une mission financière au Vatican ont été démentis»<sup>151</sup>. La rancune de ses anciens collègues ne le laisse sans

---

<sup>148</sup> Cité in J.-P. CEPPI: *op. cit.*, p. 190.

<sup>149</sup> J.-P. CEPPI: *op. cit.*, p. 190. Sur l'Ordre national neuchâtelois, mouvement imprégné de la doctrine maurrassienne, voir *ibid.*, entre autres pp. 75-128.

<sup>150</sup> PA, Pol. Abt. II, R 71716: de Weizsäcker à l'AA, 23.3.1934. Voir aussi P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, n. 52 p. 100.

<sup>151</sup> En août 1933, l'organe radical *Le Genevois* a évoqué, sans préciser ses sources, une rumeur selon laquelle Musy quitterait le Conseil fédéral pour un important poste de financier auprès du Vatican. (Voir s.n.: «Du Palais fédéral à l'Évêché de Fribourg. Des départs en perspective?», in *Le Genevois*, 5.8.1933). Sur l'article du *Genevois* se trouvant dans le fonds Musy, il est écrit à la main: «L'article malséant ci-contre doit avoir été écrit par M. Malche

doute pas en bonne posture pour obtenir un poste diplomatique, dont sa situation de fortune assez embarrassée lui permettrait d'ailleurs difficilement d'assumer les charges de représentation. Pour ces raisons et étant donné surtout sa compétence financière indiscutée, il semble que ce serait la direction d'une grande banque, comme celle de la Banque Nationale Suisse, qui sera vacante l'année prochaine, qui lui conviendrait le mieux. Mais l'on estime généralement aussi que sa carrière politique pourrait bien n'être pas terminée et que les événements pourraient lui fournir l'occasion d'une rentrée plus ou moins prochaine. La position qu'il a prise en se désolidarisant de ses collègues et en se déclarant nettement partisan d'un programme de réformes et d'un régime autoritaire antisocialiste pourrait même l'amener à jouer un rôle dans le mouvement frontiste en faveur de la révision de la Constitution. Les commentaires que la presse italienne, notamment le *Corriere della Sera* et la *Gazzetta del Popolo*, lui a consacrés sont assez symptomatiques à cet égard.»<sup>152</sup>

La *NZZ* rapporte elle que les journaux italiens ont depuis longtemps tendance à considérer Musy, connu dans la péninsule pour ses sympathies à l'égard de certaines solutions fascistes, comme l'homme fort à venir de la Suisse<sup>153</sup>. Dès le début de la crise ministérielle suisse, le *Völkischer Beobachter*, organe du parti nazi, a replacé lui ces remous dans la perspective d'une possible offensive de grande envergure des frontistes<sup>154</sup>. Pour la *Frankfurter Zeitung*, la démission de Musy est également à relier à la vague rénovatrice qui semble vouloir submerger la Suisse<sup>155</sup>.

Ces différents appels du pied de sympathisants du fascisme ou d'une droite autoritaire, ces nombreux témoignages et autres pronostics, recueillis dans des milieux que l'on ne peut pas soupçonner de vouloir du mal à Musy, indiquent suffisamment de quel crédit il jouit auprès des forces montantes de l'extrême droite. Au moment de sa démission, l'avenir semble encore lui appartenir. Comme l'atteste sa trajectoire post-gouvernementale, il se nourrit manifestement d'une telle illusion.

---

[le radical genevois Albert Malche; n.d.a.], conseiller aux États. *Le Courrier* a protesté.» (AF, fs Musy, vol. 2). Peu après, la feuille radicale tire une nouvelle salve en direction du conseiller fédéral fribourgeois. (Voir s.n.: «M. Musy hitlérien (?). Un nazi à Berne», in *Le Genevois*, 19.8.1933).

<sup>152</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 203: de B. Clauzel à L. Barthou, 23.3.1934.

<sup>153</sup> Voir sous: «Zum Rücktritt Bundesrats Musys», in *NZZ*, 23.3.1934.

<sup>154</sup> Sch.: «Eine Niederlage der Schweizer Demokratie», in *Völkischer Beobachter*, 13.3.1934. Voir aussi Sch.: «Ungelöste politische Krise in der Schweiz», in *Völkischer Beobachter*, 17.3.1934.

<sup>155</sup> s.n.: «Rücktritt Musys», in *Frankfurter Zeitung*, 23.3.1934.



### À LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU TERRAIN D'ACTION, 1934-1936

Sans véritable soutien populaire et ne bénéficiant pas de la confiance absolue de son parti, Musy semble être bien seul après sa fausse sortie de mars 1934. Contrairement aux pronostics avancés par de nombreux observateurs, notamment par Weizsäcker, il se révèle assez rapidement que Musy n'est pas le grand rassembleur des fronts. Toujours autant divisés, ils sont en proie à une rivalité chronique entre leurs différents chefs. Bien plus, la concentration des forces sous l'égide d'un seul chef national n'est jamais vraiment envisagée par les différents fronts.

Après sa démission, Musy fait preuve tout d'abord d'une certaine retenue à l'égard des fronts et du IIIe Reich. La nuit des longs couteaux, puis l'assassinat le 25 juillet de son ami Dollfuss, qui a regretté quatre mois plus tôt son départ du Conseil fédéral<sup>1</sup>, lui montrent sans doute les dangers d'un premier pas vers l'extrême droite. Révélateur est à ce titre le discours que le tribun prononce le 1er août 1934 au Tir fédéral de Fribourg.

Pourtant, la fièvre politique, attisée par un esprit de revanche, le dévore toujours autant. Après une brève pause, il se cherche manifestement un nouveau terrain d'action. Ainsi, dès l'été 1934, il déploie une intense activité de conférencier, surgissant aussi bien dans les cercles les mieux établis de la droite nationale-conservatrice que dans les cloaques de l'extrême droite. Il trempe de plus dans divers comités d'action et, ce qui est plutôt insolite pour un ancien conseiller fédéral, retourne à Berne en tant que conseiller national. Porté à l'action souterraine, il se fait également le promoteur du Redressement national, créé en 1936. Propagandiste reconnu, il élargit en outre son action à la scène européenne dès la fin 1934.

---

<sup>1</sup> Peu après la démission de Musy, Rost van Tonningen lui écrit de Vienne pour lui dire combien il regrette sa décision, le remercie de la bienveillance qu'il a toujours montrée envers les problèmes que l'Autriche a connus dernièrement et espère le revoir. Il ajoute: «J'ai eu l'occasion de rencontrer le chancelier Dollfuss qui parla aussi avec regret de votre démission. Il apprécie très vivement l'intérêt que vous avez toujours porté aux questions autrichiennes, ainsi que vos efforts pour y trouver des solutions efficaces.» (AF, fs Musy, vol. 8: de M. Rost van Tonningen à Musy, 24.3.1934). Interrogé en 1947, Franz Riedweg affirmera, sans préciser la période, que Rost van Tonningen était lié avec Musy. (BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6118 P: Vernehmung des Dr. Franz Riedweg, 19.11.1947).

## 1. Sur le front national

### 1.1. Une rentrée politique attendue: à la croisée des droites

#### 1.1.1. *Le discours du Tir fédéral, 1<sup>er</sup> août 1934*

Le Tir fédéral de 1934 a une dimension particulière en raison du retentissement de la crise économique et de la conjoncture politique troublée que traverse l'Europe<sup>2</sup>. Vingt ans après la mobilisation, l'été 1934 est marqué, comme en août 1914, par l'inquiétude. Il y a de l'orage dans l'air. L'imposante manifestation de juillet-août 1934, dont quelques-uns des principaux organisateurs sont Léo de Meyer<sup>3</sup>, beau-frère de Musy, et Roger de Diesbach<sup>4</sup>, donne l'occasion au pays de se regrouper autour de quelques valeurs-refuges, telles la patrie, la terre et la famille. Autant de thèmes conservateurs promis à un bel avenir avec la défense nationale spirituelle.

Devant Mgr Besson, l'évêque du lieu<sup>5</sup>, les orateurs insistent sur l'idéal chrétien. Fribourg, l'ancien «canton séparatiste» de 1847, la «ville des prêtres» sur laquelle radicaux et protestants ont très souvent vu la main de Rome, est élevé au rang de bastion moral de la Suisse, voire de modèle pour le pays. Les chantres du régime conservateur, notamment l'abbé Joseph Bovet et le préfet-poète Paul Bondallaz, prêtent leurs talents artistiques pour exalter la mission de la citadelle fribourgeoise, rempart contre une modernité jugée dissolvante<sup>6</sup>. Une région également charnière entre les deux Suisses, romande et alémanique, à l'heure de la montée des périls, fasciste et communiste. C'est dans ce cadre d'incertitude et de ferveur nationale que, le 1<sup>er</sup> août 1934, Musy fait sa rentrée politique. Du haut de la tribune ornée du drapeau suisse, l'ex-conseiller fédéral harangue une foule

<sup>2</sup> Sur le Tir fédéral de 1934, voir P. BORCARD: «La cible et le drapeau: l'expression artistique du patriotisme des tireurs fribourgeois», in *Fribourg et l'État fédéral: intégration politique et sociale. 1848-1998*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1999, pp. 411-415.

<sup>3</sup> P. BORCARD: *Le bat fus... op. cit.*, p. 57.

<sup>4</sup> B. de WECK, in *NEF*, 1939, p. 285.

<sup>5</sup> Données bio. sur Marius Besson (1876-1945): G. BAVAUD, in *ECF*, 2, pp. 456-457; F. PYTHON: «Besson, Marius (1876-1945)», in E. GATZ (Hg.): *Die Bischöfe der deutschsprachigen Länder 1785/1803 bis 1945. Ein biographisches Lexikon*, Berlin, Duncker & Humblot, 1983, pp. 47-49.

<sup>6</sup> Sur le festival *Mon Pays*, créé à l'occasion du Tir fédéral de 1934, par Joseph Bovet, Paul Bondallaz, Alexandre Cingria et Jo Baeriswyl, voir P. BORCARD: «Les festivals...» *op. cit.*, pp. 129-140; P. BORCARD: *Joseph Bovet... op. cit.*, pp. 210-214. Proche de Musy, Bondallaz lui a écrit le lendemain de sa démission: «Je me demande où nous allons et quelle confiance on peut encore avoir en la démocratie! Le sentiment de sécurité qu'avaient tous les patriotes de vous savoir au gouvernement fédéral disparaît. Et nous voilà menacés des pires aventures! C'est Schulthess qui devait s'en aller!» (AF, fs Musy, vol. 8: de P. Bondallaz à J.-M. Musy, 23.3.1934).

évaluée, par certains, à près de vingt mille personnes. Il a mis un soin tout particulier à concocter son discours<sup>7</sup>.

Comme le rapporte Clauzel, le discours de Musy était «impatiemment attendu par tous ceux qui voient en lui le futur chef de l'opposition et l'homme qui saura réunir en un faisceau solide toutes les aspirations, toutes les tendances — aujourd'hui disparates et désorganisées — vers un renouvellement de l'esprit et des institutions publics»<sup>8</sup>. Or, relève l'ambassadeur français, «il ne semble pas que les paroles prononcées par l'ancien conseiller fédéral aient répondu à cette attente»<sup>9</sup>.

Qu'en est-il de ce discours? Certes, Musy ne peut taire ses «ardeurs révisionnistes»<sup>10</sup>. Sans aller jusqu'à proclamer publiquement, comme Gonzague de Reynold le fait dans la brochure qu'il publie peu après, que la Suisse est malade et qu'elle a besoin d'un homme fort, un landammann<sup>11</sup>, il n'en porte pas moins un regard pessimiste sur l'état de santé du pays. Il constate une fois de plus qu'un «ordre nouveau» est en train de naître. Que sera-t-il? Pour l'orateur, on «peut dire déjà qu'il sera très différent de l'ancien. Il est certain qu'il ne sera point réalisé par les routiniers qui entendent entrer dans l'avenir à reculons»<sup>12</sup>. L'adaptation aux circonstances nouvelles est, dit-il, nécessaire. Une révision de la Constitution fédérale s'impose. Il réclame, cela n'est pas nouveau, un État chrétien, fédéraliste et corporatiste gouverné par un exécutif fort — il rejette toutefois la dictature d'un seul homme. Il approuve en particulier les aspirations

---

<sup>7</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 38. On y trouve différents projets écrits ou corrigés de la main même de Musy. Pour sa part, Gonzague de Reynold s'attribue un rôle important dans l'élaboration de ce discours. Selon une inscription de Reynold sur l'un de ses dossiers, le professeur fribourgeois a rédigé le projet du discours que Musy prononce en 1934 au Tir fédéral de Fribourg. (Voir ALS, fs Reynold, Ace 58.2, avec à l'intérieur le discours de Musy reproduit dans *La Liberté* du 2.8.1934). Trois semaines auparavant, Reynold a envoyé à Musy, «pour un discours», quelques pages extraites d'une brochure à paraître à l'automne, à Lucerne et en allemand. D'autres éléments indiquent qu'il s'agit du pamphlet antilibéral *Die Schweiz im Kampf um ihre Existenz* (Lucerne, 1934). (Voir ALS, fs Reynold, Corr. cop. VIII: lettre de G. de Reynold à J.-M. Musy, 11.7.1934). Comme le note Aram Mattioli, *Die Schweiz im Kampf um ihre Existenz* rencontre un écho incroyable dans les milieux rénovateurs. (A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 212). Il est possible que Musy se soit inspiré des documents transmis par Reynold pour son discours du 1er août. On n'y trouve toutefois que des idées défendues depuis longtemps par Musy. En outre, les nombreux brouillons écrits par Musy montrent qu'il est lui-même le véritable auteur de son discours.

<sup>8</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 203: de B. Clauzel à L. Barthou, 4.8.1934.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> F. PYTHON: «Un évêque “défenseur de la Patrie”. Le discours pastoral de Mgr Besson sur les crises de l'entre-deux-guerres», in B. PRONGUE, J. RIEDER, C. HAUSER et F. PYTHON (éd.): *Passé Pluriel. En hommage au professeur Roland Ruffieux*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1991, p. 89.

<sup>11</sup> Voir A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 186.

<sup>12</sup> AF, fs Musy, vol. 113: discours dactylographié prononcé par Musy lors du Tir fédéral à Fribourg, 1.8.1934, p. 10. L'extrait cité est l'un des rares passages du discours où Musy s'en prend directement aux «routiniers» en place (vise-t-il des hommes comme Motta ou Schulthess?) et, hasard ou non, à ne pas avoir été reproduit dans *La Liberté* du 2.8.1934.

rénovatrices de la jeunesse. Certes encore, il ne peut s'empêcher de condamner massivement le marxisme et ce qu'il considère en vrac comme ses multiples dérivés: socialisme, communisme, étatismes, collectivisme, centralisation, matérialisme, athéisme... Pourtant, ce discours ne tranche pas sur ceux qu'il a tenus avant sa démission. Rénovation nationale et destruction du marxisme restent ses mots d'ordre. Tout au plus peut-on relever que l'exemple allemand, sans être cité nommément, ne l'inspire pas vraiment. Sans condamner d'ailleurs le racisme en tant que tel, il relève, une fois de plus, que la Suisse doit «continuer à faire la preuve que ni l'instinct raciste ni la communauté de langue ne sont nécessaires à l'unité nationale; une seule chose lui est indispensable: la communauté d'idéal patriotique»<sup>13</sup>. Le moule helvétiste, forgé au début du siècle par les tenants de la nouvelle droite, laisse de profondes traces. Musy reste d'abord national<sup>14</sup>. S'il rejette publiquement la race comme fondement identitaire de la Suisse, il n'en cultive pas moins les préjugés xénophobes et antisémites.

Il n'empêche. Ceux qui espéraient voir Musy prendre la tête des fronts, sitôt retiré du gouvernement, doivent déchanter. À l'évidence, il ne caresse pas un tel projet. Les frontistes applaudissent pourtant son discours des deux mains. De tous les orateurs du Tir fédéral, Musy est le seul qu'ils jugent digne d'être respecté<sup>15</sup>. S'ils ne cherchent manifestement pas à en faire leur chef, ils le considèrent, plus que jamais, comme un homme qui a eu le courage de claquer la porte à un système, selon eux, pourri: «Herr Musy hat manche Gedanken ausgesprochen, die von uns Frontisten ebenfalls verfochten werden und die wir voll und ganz unterstreichen müssen. Es wird den Systemherren schwer fallen, sich einfach mit Schlagwörtern von "Faschismus", "Nachäffung des Auslandes" um die Abrechnung zu drücken. Herr Musy kennt das System. Er hat es erlebt und er wird, was er sagt, zu beweisen wissen.»<sup>16</sup>

Un arrangement entre les frontistes et Musy, unis dans la dénonciation de l'ordre en place et l'appel à une adaptation aux temps nouveaux, semble tout à fait possible. L'ex-conseiller fédéral n'est pourtant pas le leader qui s'emploie à rassembler autour de lui, d'une manière exclusive, les diverses tendances

---

<sup>13</sup> Discours de Musy reproduit in *La Liberté*, 2.8.1934.

<sup>14</sup> Aussi loin que remontent les sources, Musy affiche sa conviction que la communauté de race n'est pas nécessaire à l'identité suisse. Après sa démission du Conseil fédéral, il réaffirme également plus d'une fois cette idée, ainsi en 1936 lors d'une conférence à Neuchâtel où, selon le chroniqueur, Musy arrive, après Renan et tant d'autres, «à la conclusion que la raison d'être de notre nation, ce qui fait son unité, c'est une communauté d'idéal, faite du besoin de liberté et du sentiment de solidarité; ce ne peut être ni l'idée raciste, ni la langue, ni la confession; la Suisse est trop diverse». J. DB.: «Restauration nationale. Conférence de M. Jean-Marie Musy», in *La Suisse libérale*, 19.2.1936.

<sup>15</sup> E. R. [E. RÜEGSEGGGER]: «Eine Rede für die Zukunft - gegen das System», in *Die Front*, 6.8.1934.

<sup>16</sup> *Ibid.* L'organe du Front national cite de larges extraits du discours de Musy comme autant d'arguments qui soutiennent certaines thèses frontistes.

d'extrême droite où, d'ailleurs, continue de régner la confusion. Les frontistes prônent une transformation trop radicale de la société et de l'État, ils sont trop minoritaires pour que ce bourgeois profondément conservateur, proche de la haute finance et de la grande industrie, décide de passer dans leur camp. Pourtant, il est clair que le châtelain de Middelbourg n'a pas renoncé à ses ambitions politiques. Il fut un conseiller fédéral à bien des égards atypique, il l'est tout autant comme retraité.

Par ses fortes paroles du 1<sup>er</sup> août, Musy déclenche surtout l'enthousiasme des jeunes-conservateurs. Son style musclé et son tempérament de chef, ainsi que ses envolées sur la Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative, slogan qui de fait cache mal les lacunes du programme, ont tout pour leur plaire. Ses attaques contre le marxisme et le libéralisme politique, ainsi que ses critiques adressées à la vieille garde du PCPS ne leur doivent rien. Idéologiquement, il est des leurs<sup>17</sup>. Aussi, la *Neue Ordnung*, bimensuel jeune-conservateur, le porte volontiers aux nues<sup>18</sup>. Les louanges culminent le 13 septembre.

Ce jour-là, la *Neue Ordnung* consacre plus d'une page à l'illustre aîné conservateur. Une véritable apologie. Sous le titre «Est-ce que le sauveur est déjà là?», le correspondant quelque peu exalté de l'organe jeune-conservateur estime que le discours prononcé par Musy le 1er août devrait être placardé sur tous les murs du pays<sup>19</sup>. Face aux graves dangers qui menacent le pays, le Fribourgeois tient de l'homme providentiel: «Wer soll unser Land und Volk im Kampfe mit seinen verschlagenen und frechen Feinden zum Siege führen, wenn nicht dieser hochragende, erfahrene, furchtlose und uneigennütige Kämpfer?»<sup>20</sup> Pointant son doigt plus particulièrement contre le marxisme, l'auteur survolté de l'article en appelle à un regroupement des forces nationales au-delà des appartenances politiques et suggère rien de moins que Musy devienne le chef fédéral de ce bloc. Avec un tel capitaine à la barre, la Suisse n'a plus rien à craindre et, en prime, le franc suisse sera sauvé<sup>21</sup>.

Peu emballé par la performance de Musy au Tir fédéral, le *Bund* se montre carrément perplexe face à ce qu'il considère comme un ballon d'essai jeune-

---

<sup>17</sup> Sur l'idéologie des jeunes-conservateurs, voir J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 74-116.

<sup>18</sup> s.n.: «Eine Dankeschuld», in *Neue Ordnung*, 11.7.1934. Le n° 1 de la *Neue Ordnung* sort en août 1933. Pour ne prendre que les premières années de son existence, ce bimensuel est édité à Fribourg jusqu'en août 1934, puis à Berne, puis de nouveau à Fribourg de septembre 1936 à août 1937. Dès 1935, il est l'organe officiel des jeunes-conservateurs suisses. René Binz et Franz Wäger en sont responsables durant plusieurs années. En 1934, le *Bund* affirme qu'il est édité sous les auspices du professeur Beck, de Joseph Piller et Emile Savoy. (Voir k-t.: «Herr Musy als Retter. Ein jungkonservativer Versuchsballon», in *Der Bund*, 28.9.1934).

<sup>19</sup> -h-: «Ist der Retter schon da?», in *Neue Ordnung*, 13.9.1934.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> Voir *ibid.* Voir aussi J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 95.

conservateur<sup>22</sup>. Les grands journaux conservateurs, qui déjà n'ont pas cherché à faire de Musy le sauveur du pays au lendemain du 1er août, ne tiennent eux visiblement pas à accorder trop d'importance à cette poussée de fièvre, ce en quoi ils ont raison: dans les semaines suivantes, la *Neue Ordnung* revient à des propos un peu plus mesurés.

Si une majorité importante ne croit guère au retour de Musy à la tête du pays, encore moins dans le rôle d'une sorte de landammann, le principal intéressé lui s'active dans le sens indiqué par quelques zéloteurs jeunes-conservateurs. Contrairement aux intentions que lui attribuent généralement ses ennemis socialistes, Musy ne limite pas ses vues à l'extrême droite sur laquelle il ne cesse certes de lorgner. Dans la perspective de redresser le pays et de faire barrage au marxisme, les deux piliers de son action politique depuis la fin de la guerre, il souhaite plutôt que droite et extrême droite trouvent un terrain d'entente pour former une grande coalition nationale, certes hétérogène mais unie contre l'ennemi commun, les marxistes, qu'ils soient représentés par les socialistes ou les communistes. Qu'il pense jouer un rôle dans ce bloc, où la droite nationale-conservatrice contrôlerait et utiliserait comme un bélier les forces les plus extrémistes pour écraser la gauche et faire sortir de ses gonds le régime de 1848, semble assez clair. Sans revenir sur sa dérive autoritaire entamée bien avant 1934, l'ensemble de son parcours post-gouvernemental entre droite et extrême droite parle en faveur d'un tel calcul.

### 1.1.2. *Une prédilection pour les forces montantes*

Après sa rentrée politique du 1<sup>er</sup> août 1934, c'est de manière assez significative au sein des jeunes-conservateurs et dans les milieux nationalistes qu'il se met le plus en évidence, au moment même où les uns et les autres se battent côte à côte pour faire aboutir l'initiative en faveur d'une révision totale de la Constitution. Tout en gardant le contact avec le PCPS, de manière certes distante, et d'autres mouvements bourgeois établis, il cherche sa voie à la croisée des droites, avec une prédilection pour les forces montantes. À la fin du mois d'août 1934, il est «longuement acclamé»<sup>23</sup> lors de la fête centrale de la SES à Sarnen<sup>24</sup>. En septembre 1934 à Fribourg, il soulève par un énergique plaidoyer révisionniste l'enthousiasme des étudiants catholiques de l'association cantonale de la SES,

---

<sup>22</sup> k-t.: «Herr Musy als Retter. Ein jungkonservativer Versuchsballon», in *Der Bund*, 28.9.1934.

<sup>23</sup> J. VERDON: «La fête centrale de Sarnen, les 26, 27 et 28 août 1934», in *Monatschrift*, 79, 1934/35, 1.10.1934, chronique, p. 10. Voir aussi sous: «La fête centrale des Étudiants suisses», in *La Liberté*, 29.8.1934.

<sup>24</sup> Sur les discussions et résolutions de l'assemblée générale de la SES à Sarnen, voir F. PYTHON: *Les aspirations... op. cit.*, pp. 168-174.

après une introduction de Paul Torche, président de l'association cantonale et président central de la SES<sup>25</sup>. Au début août 1935, un mois avant la votation populaire sur l'initiative pour la révision totale de la Constitution fédérale, il s'exprime lors du congrès des jeunes-conservateurs suisses au Rütli où interviennent également le Dr Beck de Sursee, le chef des jeunes-conservateurs suisses Augustin Lusser, ainsi que les conseillers nationaux Riccardo Rossi et Emil Nietlispach. Quelques jours plus tard, Häberlin rapporte, comme Motta le lui a raconté, que Musy doit avoir parlé chez les jeunes-conservateurs «de l'abattage des vieux mâles»<sup>26</sup>. Comme nous le verrons, Musy resserre tout particulièrement ses liens avec la jeunesse conservatrice lors de la campagne contre l'initiative de crise et celle en faveur de la révision totale de la Constitution. Et peu après l'échec sévère en votation populaire de cette dernière initiative, il rappelle par exemple aux Étudiants suisses que leur place est à la tête du mouvement de rénovation nationale et chrétienne dont le pays a, persiste-t-il à penser, besoin<sup>27</sup>.

Du côté des nationalistes, Musy jouit également de quelques ouvertures. En août 1934, la Lega nazionale ticinese, sous la conduite du jeune avocat Alfonso Riva, sorti des rangs conservateurs, s'adresse à nouveau à lui, cette fois pour le féliciter de son discours du 1<sup>er</sup> août et l'inviter à venir donner une conférence à Lugano<sup>28</sup>. Musy a sans conteste la cote auprès de ce mouvement, version tessinoise du frontisme. Aussitôt, il sonde le terrain auprès de ses connaissances tessinoises. Le 10 septembre, Antonio Riva, président du Conseil aux États et figure en vue du parti conservateur<sup>29</sup>, lui répond en toute franchise que l'opinion conservatrice, opposée à la Lega, «ne verrait pas avec plaisir» s'il venait au Tessin, «invité par une organisation qui attaque tout le temps et d'une façon méchante notre parti»<sup>30</sup>. Peine perdue.

Quatre jours plus tard, Musy écrit à Alfonso Riva, chef de la Lega, pour lui dire que, désirant «contribuer à grouper et à orienter la jeunesse», il viendra «volontiers parler à la jeunesse tessinoise des problèmes politiques de l'heure présente»<sup>31</sup>. Critiquant une fois de plus «les politiciens routiniers, absorbés par

<sup>25</sup> Voir sous: «La réunion de l'Association cantonale des Étudiants suisses», in *La Liberté*, 19.9.1934. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 92: lettre de Paul Torche à J.-M. Musy, 1.9.1934. — Données bio. sur Paul Torche, né en 1912: C. SCHALLER: *op. cit.*, pp. 61-62. Voir également P. TORCHE: *Témoignages*. Entretiens avec M. COLLIARD, Fribourg, Éd. Martin Michel, 1987, 174 p.

<sup>26</sup> Extrait du journal de Häberlin, 26.8.1935, cité in R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, p. 123.

<sup>27</sup> Voir F. PYTHON: *Les aspirations... op. cit.*, pp. 220-221.

<sup>28</sup> AF, fs Musy, vol. 39: lettre de la Lega nazionale ticinese, signée par Alfonso Riva, à J.-M. Musy, 17.8.1934.

<sup>29</sup> Données bio. sur Antonio Riva (1870-1942): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 755.

<sup>30</sup> AF, fs Musy, vol. 39: lettre d'Antonio Riva à J.-M. Musy, 10.9.1934.

<sup>31</sup> AF, fs Musy, vol. 39: lettre de J.-M. Musy à Alfonso Riva, 14.9.1934.

l'électoratisme et l'intérêt personnel», il se dit convaincu par «l'excellence» des principes et des intentions de la Lega<sup>32</sup>. En raison des difficultés locales et des divisions tessinoises, il suggère toutefois de placer, si possible, sa conférence «sous un patronage élargi qui permette à toute la jeunesse patriotique de se rencontrer»<sup>33</sup>. Il le dit plus d'une fois: il s'agit de grouper, d'unir, de concentrer les forces, en particulier celles de la jeunesse patriotique<sup>34</sup>. Son souhait de voir un élargissement du patronage est entendu, même si la Lega reste de fait l'organisatrice de toute l'entreprise. La conférence a lieu à Lugano le 23 décembre 1934, au retour d'un voyage de Musy en Roumanie où, reçu par René de Weck, ministre de Suisse d'origine fribourgeoise, il a rencontré le gratin de Bucarest, tenu deux conférences et chassé le gros gibier dans les Carpates<sup>35</sup>.

À Lugano, devant un auditoire de plus de 1'200 personnes, dont les jeunes loups de la Lega et plusieurs notabilités du parti conservateur tessinois, au premier rang desquelles se trouve Enrico Celio, conseiller d'État et futur conseiller fédéral, Musy entonne son credo en faveur de la révision totale de la Constitution. Il chante une fois de plus les vertus de la famille, du corporatisme et du fédéralisme. Seule la déflation générale peut sortir le pays de l'ornière. Il faut renforcer l'autorité du gouvernement et limiter la compétence du Parlement. Ainsi peut-on résumer le compte rendu que fait Clauzel de la conférence de Musy. Intéressants sont également certains de ses jugements rapportés par l'ambassadeur français: «Au cours de cette conférence, on n'entendit aucun son déplaisant à notre adresse: le mot France ne fut peut-être pas prononcé deux fois. En revanche l'ancien conseiller fédéral se livra à une charge à fond contre les Yankees, “ces grands responsables du malaise mondial, ces vrais instigateurs de la spéculation éhontée, du taylorisme et du dumping”. Mêmes attaques contre le Japon qui peut inonder la Suisse de bicyclettes à douze francs et de montres battant celles du Jura bernois en prix et probablement aussi en qualité. Naturellement, M. Musy fit quelques allusions aimables à l'Italie, mais il recommanda tout spécialement à son auditoire de se garder à la fois de chercher à adapter à la Suisse son régime actuel

---

<sup>32</sup> *Ibid.*

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> Voir *ibid.*

<sup>35</sup> Sur ce voyage en Roumanie, voir AF, fs Musy, vol. 39 et 112. Ce séjour permet à Musy d'évoquer le souvenir de la visite en Suisse en 1924 du roi Ferdinand Ier de Roumanie et de sa réception officielle à Berne par le Conseil fédéral. (*Ibid.*, voir aussi vol. 79). — Données bio. sur René de Weck (1887-1950): NBS, p. 567; J. JENNY, in *ECF*, 2, p. 511. L'historien Simon Roth, qui prépare une biographie scientifique de René de Weck, a publié une édition critique du «journal de guerre» de cet «homme de lettres fourvoyé dans la diplomatie». Dans ce journal des années 1939-1945, René de Weck porte des jugements aussi critiques que cinglants sur certains de ses compatriotes fribourgeois, les Gonzague de Reynold, Musy et autres partisans de l'«ordre nouveau». (R. de WECK: *Journal de guerre (1939-1945). Un diplomate suisse à Bucarest*, édition critique établie par S. ROTH, Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande, Fribourg, La Liberté, 2001, 518 p.).



et d'essayer de lui donner des leçons.»<sup>36</sup>

Peu après, Häberlin apprend d'un autre conservateur tessinois, le conseiller national Ruggero Dollfus, que «Musy a été fêté à Lugano comme futur chef d'État fasciste»<sup>37</sup>. Madame Musy, laisse-t-il encore entendre clairement, a manifestement ajouté son grain de sel pour qu'il en soit ainsi, malgré la mise en garde d'amis conservateurs<sup>38</sup>. Une chose est sûre, *L'Idée nazionale*, organe de la Lega et «journal tessinois le mieux disposé envers l'Italie fasciste»<sup>39</sup>, ne manque pas de tresser des lauriers à l'ancien conseiller fédéral fribourgeois<sup>40</sup>. Admiratif, Alfonso Riva résume le discours de Musy: «Ecco quindi in poche parole la sintesi del discorso Musy: *democrazia antiparlamentare, economia corporativa*»<sup>41</sup>.

Sa prestation tessinoise derrière lui, Musy s'engage aussitôt à fond dans d'autres campagnes.

## 1.2. Contre l'initiative de crise, juin 1935

Lancée en réaction à la politique déflationniste, encore accrue depuis la fin de 1933, l'initiative populaire pour lutter contre la crise économique et la misère, dite initiative de crise, déchaîne les passions. Le comité d'action, constitué en mai 1934, se compose notamment de l'USS, de diverses associations d'employés et du mouvement jeune-paysan (Bauernheimatbewegung) emmené par Hans Müller<sup>42</sup>. Le syndicaliste Robert Bratschi en est le président. Plusieurs figures de proue de l'hebdomadaire libéral de gauche *Die Nation*, comme le secrétaire des paysans schaffhousois Paul Schmid-Ammann et le démocrate grison Andreas Gadiant,

---

<sup>36</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 204: de B. Clauzel à P. Laval, 3.1.1935.

<sup>37</sup> Extrait du journal de Häberlin, 5.1.1935, cité in R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, p. 123.

<sup>38</sup> Voir l'extrait du journal de Häberlin, 5.1.1935, cité in *ibid.*

<sup>39</sup> M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, p. 518.

<sup>40</sup> Voir sous: «Lo splendido successo della Conferenza Musy», in *L'Idée nazionale*, 29.12.1934; grande photo en première page (conférence Musy), in *L'Idée nazionale*, 5.1.1935 et 12.1.1935; Alfonso RIVA: «Commento ad un discorso», in *L'Idée nazionale*, 12.1.1935. Texte de la conférence Musy reproduit sous: «La conferenza dell'on. dott. G. M. Musy», in *L'Idée nazionale*, 2.2.1935.

<sup>41</sup> Alfonso RIVA: «Commento ad un discorso», in *L'Idée nazionale*, 12.1.1935. (Mots en italique: en majuscule dans l'original).

<sup>42</sup> Voir M. WEBER: «Der Kampf...» *op. cit.*, p. 46; R. RIESEN: *Die Schweizerische Bauernheimatbewegung (Jungbauern). Die Entwicklung von den Anfängen bis 1947 unter der Führung von Dr. Hans Müller, Möschißberg/Grosshöchstetten*, Bern, Francke, 1972, pp. 88-90; O. G. SIGG: *op. cit.*, p. 187; F. ROTH: «Der Kampf um die Kriseninitiative vor 40 Jahren», in *Profil*, 1975, pp. 281-291; H. DICKENMANN: *op. cit.*, p. 308; E. KOBELT: *Die Wirtschaftspolitik der Gewerkschaften 1920-1950. Der Einfluss einzelner Gewerkschaftsverbände und Persönlichkeiten auf die Wirtschaftspolitik des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes*, Zürich, Chronos, 1987, p. 103; O. SCHEIBEN: *Krise und Integration. Wandlungen in den politischen Konzeptionen der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz 1928-1936. Ein Beitrag zur Reformismusdebatte*, Zürich, Chronos, 1987, p. 188.

soutiennent l'initiative<sup>43</sup>. Bien qu'ils ne figurent pas au nombre des initiants, le PSS et le PCS l'appuient également. Au même moment, socialistes et syndicalistes discutent d'un Plan du travail, dans la lignée du planisme et de l'économie dirigée prônés par le socialiste belge Henri de Man. Stigmatisé par de larges secteurs de la droite, le Plan du travail du PSS, alors en pleine redéfinition doctrinale<sup>44</sup>, n'est pas sans rappeler, par certains aspects, le New Deal de Roosevelt. Pour la bourgeoisie helvétique, l'acceptation éventuelle de l'initiative de crise, aux visées temporaires, serait une étape importante vers la réalisation du Plan du travail, projet qui ambitionne à plus long terme la réorientation de l'économie dans un sens socialiste. Le 30 novembre 1934, l'initiative de crise est déposée à la Chancellerie fédérale avec 334'699 signatures valables, résultat record depuis l'introduction en 1891 de l'initiative populaire en matière de révision partielle de la Constitution<sup>45</sup>.

L'initiative repose sur le principe fondamental selon lequel la Confédération prend les mesures nécessaires pour combattre la crise économique et que ces mesures assurent des conditions d'existence suffisantes à tous les citoyens suisses<sup>46</sup>. Ce vaste programme devrait permettre de maintenir le pouvoir de consommation, d'empêcher la baisse des salaires et des prix, de procurer du travail à chacun, de désendetter les entreprises agricoles et artisanales, de lutter contre le chômage, de réglementer le marché des capitaux, de contrôler les cartels et les trusts. L'article constitutionnel serait valable pour cinq ans tout d'abord, avec la possibilité de le renouveler pour la même durée. Les initiants de la Communauté nationale d'action pour la défense économique des salariés affirment par ailleurs qu'ils tiennent «avec conviction au franc or, au franc de pleine valeur»<sup>47</sup>. La dévaluation reste longtemps un sujet tabou, même au sein de la gauche, certes plus ouverte aux théories de Keynes, et également dans les milieux dirigeants de la paysannerie<sup>48</sup>.

---

<sup>43</sup> H. DICKENMANN: *op. cit.*, p. 308.

<sup>44</sup> Voir O. SCHEIBEN: *op. cit.*, pp. 211-238.

<sup>45</sup> Voir O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 184 et 231.

<sup>46</sup> Texte de l'initiative reproduit entre autres sous: Rapport du CF à l'Assemblée fédérale sur l'initiative populaire pour combattre la crise économique et ses effets, 6.3.1935, in *FF*, 1935, vol. 1, pp. 273-274.

<sup>47</sup> «*Pour le travail et le pain quotidien*». *L'initiative populaire pour combattre la crise économique et ses effets*. Publié par la Communauté nationale d'action pour la défense économique des salariés, Lucerne, Communauté nationale d'action pour la défense économique des salariés, (1934), p. 5.

<sup>48</sup> Il est difficile de dire que les dirigeants du PSS et de l'USS ont été tous plus rapides que ceux de la droite bourgeoise à envisager la dévaluation. Au début de 1936, les chefs socialistes n'ont pas encore pris position sur cette mesure et Grimm la condamne moins de quatre mois avant le 26/27 septembre 1936, moment où est dévalué le franc suisse. (Voir R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 284-285). Au début de mai 1936, alors qu'est discuté le renforcement de la défense nationale, l'USS s'adresse au Conseil fédéral pour lui demander entre autres de mettre fin à la déflation. Toutefois, bien qu'elle remarque que la

Au sein du bloc bourgeois, l'initiative de crise, qui bouscule l'économie libérale dans ses fondements, suscite une réprobation quasi générale. Les rares voix discordantes proviennent notamment de quelques radicaux minoritaires et des jeunes-paysans, en rupture avec le PAB. Le 29 novembre, à la veille du dépôt de l'initiative, Edmund Schulthess bat en brèche, lors de son fameux discours d'Aarau, la prétention de ceux qui veulent voir la Confédération assumer la tâche d'un État-providence tout-puissant. Le salut du pays ne peut passer que par l'adaptation des prix intérieurs suisses à ceux de l'étranger. Certains ironisent aussitôt sur la prétendue conversion de l'Argovien, certes souvent loin de défendre systématiquement les seuls intérêts patronaux, aux thèses de son ancien ennemi Musy<sup>49</sup>. Par la suite, le Conseil fédéral ne fait qu'enfoncer le clou. Son rapport du 6 mars 1935 met en garde, en des termes extrêmement tranchés, le peuple contre une initiative qui, selon le gouvernement, cherche à créer «au cœur de l'Europe un petit État socialiste»<sup>50</sup>. L'épouvantail rouge est agité par tous les opposants. À cet exercice, les conservateurs-catholiques et leur relève jeune-conservatrice excellent, même si certains, notamment au sein de l'aile chrétienne-sociale, défendent pour ainsi dire, en dehors de toute considération idéologique, plusieurs mesures très proches de celles contenues dans l'initiative de crise<sup>51</sup>.

Parmi les adversaires à l'initiative, Musy n'est pas en reste. Dans cette opposition, il se retrouve en compagnie de plusieurs de ses anciens compagnons de route. Une fois de plus, l'antimarxisme sert de ciment entre certains courants

---

Belgique a connu un redressement économique après la fin de mars 1935, soit après la dévaluation de sa monnaie, l'USS n'évoque pas vraiment cette possibilité pour surmonter la crise en Suisse, mais privilégie toujours la voie budgétaire, à savoir un interventionnisme étatique plus hardi, pour relancer l'économie helvétique. L'USS propose ainsi «de porter le crédit de 235 millions de francs prévu pour la défense nationale à 500 millions et d'affecter la différence au financement de mesures destinées à combattre la crise et à ranimer l'économie». (Pétition de l'USS, signée par son président R. Bratschi et son secrétaire M. Weber, adressée au Conseil fédéral concernant la défense nationale, 5.5.1936, p. 6. Souligné dans le texte). À la fin de mai 1936, l'USP fait elle savoir au gouvernement fédéral «que la grande majorité des agriculteurs suisses ne veulent rien savoir d'une dévalorisation et qu'ils attendent que le Conseil fédéral défendra notre devise par tous les moyens». (Message de l'USP, signé par son président F. Porchet et son directeur E. Laur, adressé au Conseil fédéral, 27.5.1936, p. 3. Souligné dans le texte). Le document de l'USS et celui de l'USP se trouvent in: AF, fs Musy, vol. 89. À propos de la discussion sur la dévaluation dans le camp de l'opposition, à gauche de l'échiquier politique, voir P. MORANDI: *op. cit.*, pp. 176-194. Sur le renforcement de la défense nationale, par l'emprunt militaire de 235 millions de francs lancé en 1936, voir J. ETTER: *op. cit.*, pp. 181-196; R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 294-297; ainsi que B. DEGEN: «“Plebiszit mit dem Portemonnaie” oder “Plebiszit des Portemonnaies”? Anmerkungen zur Wehranleihe 1936», in *Études et Sources*, 26, 2000, pp. 123-156.

<sup>49</sup> Sur le discours d'Aarau, voir H. BÖSCHENSTEIN: *Bundesrat Schulthess... op. cit.*, pp. 175-188.

<sup>50</sup> Rapport du CF à l'Assemblée fédérale sur l'initiative populaire pour combattre la crise économique et ses effets, 6.3.1935, in *FF*, 1935, vol. 1, p. 349.

<sup>51</sup> Voir L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, pp. 26-28; J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 114.

conservateurs traditionnels, les mouvements de rénovation néo-conservateurs et les forces d'extrême droite.

Il y a l'infatigable professeur Joseph Beck qui redéploie la grosse artillerie. Selon ce pamphlétaire invétéré, l'initiative ne cherche rien de moins qu'à détruire le pays et à mettre en place une dictature bolcheviste<sup>52</sup>. Les milieux patronaux montent également aux barricades<sup>53</sup>. En juin 1934 déjà, Dietrich Schindler-Huber, directeur général d'Oerlikon et ancien membre de la défunte Association suisse pour la solidarité économique, voue l'initiative aux gémonies<sup>54</sup>. Au même moment, le 23 juin, des représentants de la Ligue pour le peuple et la patrie, du mouvement de l'Aufgebot, du Front national, du Front fédéral, de la Schweizer Heimatwehr et des jeunes-conservateurs se rencontrent et décident de fonder un comité d'action pour combattre l'initiative de crise<sup>55</sup>.

À l'approche de la votation du 2 juin 1935, la lutte contre l'initiative s'organise, selon Geneviève Billeter, «pratiquement sous la direction de l'industrie d'exportation»<sup>56</sup>. Pour Max Weber, figure centrale de l'USS et futur conseiller fédéral socialiste, c'est la haute finance qui dirige le camp des adversaires<sup>57</sup>. Une chose est sûre: la droite économique met en place une puissante machine de guerre pour contrer l'initiative de crise. Deux comités sont créés dans ce but. Malgré leur caractère distinct, l'un et l'autre collaborent étroitement. De nombreux liens personnels les rapprochent.

L'industrie et le commerce fondent le comité A, dans lequel œuvre notamment le radical Hermann Häberlin, chef du service de presse de l'Arbeitgeberverband schweizerischer Maschinen- und Metallindustrieller (ASM) et futur conseiller national<sup>58</sup>. Les partis établis doivent également être représentés dans ce premier comité<sup>59</sup>. Celui-ci ne lésine pas sur les moyens de propagande. Selon un plan d'action, il envisage entre autres de diffuser la brochure du publiciste catholique Ferdinand Buomberger<sup>60</sup> et de s'assurer la précieuse collaboration de la PSM de

---

<sup>52</sup> J. BECK: *Die Kriseninitiative, eine Landesgefahr*, Freiburg, (St-Paul, 1935), 30 p.

<sup>53</sup> G. BILLETER: *op. cit.*, pp. 147-155.

<sup>54</sup> D. SCHINDLER-HUBER: *Die sozialistische Krisen-Initiative*, Referat, gehalten an der Generalversammlung des Arbeitgeberverbandes Schweizerischer Maschinen- und Metallindustrieller vom 22. Juni 1934 in Zürich, (Zürich, NZZ), Juni 1934, 22 p.

<sup>55</sup> Voir P. STADLER (Hg.): «Ein deutscher Bericht...» *op. cit.*, p. 381; B. GLAUS: *op. cit.*, p. 239; G. BILLETER: *op. cit.*, p. 149; C. WERNER: *op. cit.*, p. 144. Voir aussi P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 125 et F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, p. 246 qui mentionnent également la présence de représentants des Fascistes suisses (Schweizer Faschisten).

<sup>56</sup> G. BILLETER: *op. cit.*, p. 150.

<sup>57</sup> M. WEBER: «Der Kampf...» *op. cit.*, p. 49.

<sup>58</sup> G. BILLETER: *op. cit.*, p. 150. — Données bio. sur Hermann Häberlin (1894-1975): G. BILLETER: *op. cit.*, pp. 63 et 162; C. WERNER: *op. cit.*, p. 319.

<sup>59</sup> *Ibid.*, p. 145.

<sup>60</sup> F. BUOMBERGER: *Die Krisen-Initiative und ihre Gefahren*, Weggis, Rigi-Verlag, (1934), 46 p. Représentant de la droite catholique, Ferdinand Buomberger a collaboré entre autres à

Samuel Haas. Il est également prévu de projeter un film. Son scénario est conçu par le professeur Jacob Lorenz et Franz Riedweg<sup>61</sup>. Hans Hausamann, alors premier-lieutenant et chef du service de presse de la Société suisse des officiers, participe à l'organisation des projections, exécutées par des opérateurs également capables de faire un exposé<sup>62</sup>. Ayant déjà prouvé son efficacité lors de la campagne en faveur de la révision de la loi militaire, soumise aux citoyens le 24 février 1935, Hans Hausamann est rompu à ce genre de propagande associant film et conférence<sup>63</sup>. Avant d'être actif au sein de la Communauté nationale d'action contre l'initiative de crise au printemps 1935, le frontiste Franz Riedweg a lui aussi travaillé pour la campagne du 24 février 1935, en tant que secrétaire du Comité fédéral d'action pour la loi sur la défense nationale (décembre 1934-février 1935).

Le comité B, à la tête duquel s'active surtout Samuel Haas, réunit plusieurs mouvements de rénovation nationale, de la droite néo-conservatrice à l'extrême droite: la Ligue pour le peuple et la patrie, le Front national, le Front fédéral, le mouvement de l'Aufgebot, la Lega nazionale, l'Union nationale de Genève, la Ligue vaudoise, l'Association patriotique neuchâteloise, l'Ordre national neuchâtelois et les jeunes-conservateurs sous la direction, précise Geneviève Billeter, de Musy<sup>64</sup>. Déjà avant la campagne contre l'initiative de crise, l'ancien conseiller fédéral jouit de précieuses relations avec la plupart de ces mouvements.

Le 7 avril 1935, plusieurs représentants des groupements précités, qui forment le comité B, se rencontrent à Evilard (Leubringen), au-dessus de Bienne<sup>65</sup>. Outre

---

*Der Morgen* et à la *Schildwache*. Voir F. METZGER: *op. cit.*, pp. 125 et 338. — Données bio. sur Ferdinand Buomberger (1874-1946): *ibid.*, pp. 125 et 338.

<sup>61</sup> Données bio. sur Franz Riedweg, né en 1907: H. STUTZ: «Franz Riedweg und sein nationalsozialistischer Schatten über der Innerschweiz», in *Luzerner Neueste Nachrichten*, 15/19.1.1991, 21/26.1.1991, 27/2.2.1991; H. STUTZ: *Frontisten und Nationalsozialisten in Luzern 1933-1945*, Luzern, Raeber, 1997, diverses pages citées dans l'index; F. W. SEIDLER: *Die Kollaboration 1939-1945*, München/Berlin, Herbig, 1995, pp. 450-452; *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 5, p. 366.

<sup>62</sup> Voir G. BILLETER: *op. cit.*, pp. 150-152 où est reproduit un plan d'action du comité A.

<sup>63</sup> En effet, l'action de propagande contre l'initiative de crise qui combine film et exposé ressemble à celle que Hans Hausamann a mise sur pied peu auparavant, à l'occasion de la campagne pour la révision de la loi militaire fédérale qui établit notamment un allongement de la durée des écoles de recrues. Voir C. HAUSER: «Aux origines du "Büro Ha": l'action de la Société suisse des officiers dans la campagne pour la révision de la loi militaire fédérale (24 février 1935)», in *RSH*, 44, 1994, 2, pp. 144-165. Sur Hans Hausamann (1897-1974) et son activité de propagandiste (films, conférences), voir également A. MATT: *Zwischen allen Fronten. Der Zweite Weltkrieg aus der Sicht des Büros Ha*, Frauenfeld/Stuttgart, Huber, 1969, p. 12; J. ETTER: *op. cit.*, p. 184; W. RINGS: *La Suisse et la Guerre 1933-1945. La menace, l'ébranlement, l'affirmation d'un petit État*, Lausanne, Ex Libris, 1975, p. 158.

<sup>64</sup> G. BILLETER: *op. cit.*, p. 152. Voir aussi J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 181-182; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 223-225; C. WERNER: *op. cit.*, p. 145.

<sup>65</sup> Ligue pour le peuple et la patrie, Front national, Front fédéral, Heimatwehr, Lega nazionale, Union nationale de Genève, Ligue vaudoise, Association patriotique neuchâteloise, Ligue des patries romandes. Voir R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 223; C. WERNER: *op. cit.*, p. 146.

de lutter contre l'initiative de crise, on y envisage de lancer une initiative pour l'exclusion des communistes de toutes les autorités et de fonder une coalition nationale de tous les mouvements de rénovation<sup>66</sup>. À la tête de la Communauté nationale d'action contre l'initiative de crise (comité B) se trouvent Samuel Haas, Hermann Böschenstein, Peter Dürrenmatt, Wilhelm Frick, Caspar Jenny, Louis F. Lambelet et Alphonse Morel<sup>67</sup>. En outre, d'autres personnalités, telles Heinrich Wechlin et Franz Riedweg, lui-même actif au sein du secrétariat de la Communauté nationale d'action contre l'initiative de crise<sup>68</sup>, travaillent au regroupement des forces rénovatrices<sup>69</sup>. À cette époque, obsédé par le danger marxiste et favorablement impressionné par la montée de l'extrême droite en Europe, le jeune et ambitieux Riedweg aspire à une concentration nationale des organisations frontistes<sup>70</sup>. À Evillard, Samuel Haas prend, explique-t-il, la présidence de l'assemblée afin de ne pas la laisser à Musy, invité expressément par Franz Riedweg<sup>71</sup>. La présence de l'ancien conseiller fédéral ne soulève pas que de la joie, notamment parmi les Zurichois<sup>72</sup>. Sans aucun doute éveille-t-il plus de sympathie auprès de Riedweg. C'est d'ailleurs, selon toute vraisemblance, lors de la campagne contre l'initiative de crise que commence véritablement la relation entre le frontiste lucernois et le conservateur fribourgeois<sup>73</sup>. Celle avec

---

<sup>66</sup> Voir *ibid.*

<sup>67</sup> *Ibid.*

<sup>68</sup> Voir p.e. AfZ, fs Grob, II, 14.10: lettre de F. Riedweg (Nationale Kampfgesellschaft gegen die Katastrophen-Initiative) au secrétariat de la Ligue pour le peuple et la patrie de Zurich, 2.5.1935.

<sup>69</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, p. 146.

<sup>70</sup> Voir H. STUTZ: *Frontisten... op. cit.*, p. 55.

<sup>71</sup> C. WERNER: *op. cit.*, p. 147. Selon Rudolf Grob, Musy ne voulait pas parler à Evillard, parce que la Communauté d'action ne lui plaisait pas. Pour sa part, Samuel Haas explique que Musy s'est plaint à Riedweg de ne pas avoir pu prendre la parole. (*Ibid.*, pp. 147-148).

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 147.

<sup>73</sup> Cela ressort fortement des sources consultées. En outre, à en croire Riedweg, celui-ci fait la connaissance de la famille Musy à l'époque où il étudie à Berne. Le jeune homme est tout d'abord lié avec Pierre et Marie-Christine. Il fréquente ainsi leur maison et entre en contact avec leur père Jean-Marie Musy. (Lettre de F. Riedweg à l'auteur, 12.9.1997). D'un opportunisme politique rare, Riedweg est porté à un activisme plutôt douteux. Il s'engage tout d'abord dans le mouvement Pan-Europa du comte Coudenhove-Kalergi, mouvement qu'il quitte rapidement pour les forces montantes de l'extrême-droite. Le 8 mars 1934, Riedweg écrit de Berlin, après avoir obtenu une recommandation du colonel commandant de corps Ulrich Wille qu'il vient de rencontrer dans la capitale allemande, au conseiller fédéral Minger afin d'obtenir une audience. Face au danger de la gauche, le jeune homme aimerait contribuer à un rapprochement entre la droite établie et les fronts. Il souhaite parler de ce problème à Minger. (Voir AF, fs Minger, 1056: lettre de F. Riedweg à R. Minger, 8.3.1934; ainsi que la carte d'U. Wille, 7.3.1934). Le conseiller fédéral Minger le reçoit peu de jours après. (Voir AF, fs Minger, 1056: lettre de R. Minger à F. Riedweg, 10.3.1934). Le 22 août 1934, Riedweg adhère au Front national dont il est membre jusqu'au 14 mars 1936. En octobre 1934, il redemande un entretien à Minger, ce qu'il obtient aussitôt. (Voir AF, fs Minger, 1056: lettres de F. Riedweg à R. Minger, 24.10.1934, et de R. Minger à F. Riedweg, 25.10.1934). Durant l'hiver 1934/1935, Riedweg occupe le poste de secrétaire du Comité fédéral d'action pour la loi sur la défense nationale. C'est, écrit-il à Minger, grâce à ses liens avec Samuel Haas qu'il a obtenu ce poste jusqu'à la votation (24 février 1935). (Voir AF, fs

Wechlin, un autre proche collaborateur de Musy dans les années 1936-1938, a débuté elle, rappelons-le, vers 1931. Malgré les mauvais conseils qu'il a reçus au moment de sa sortie ratée du Conseil fédéral en mars 1934, Musy n'en veut d'ailleurs manifestement pas à Wechlin, rédacteur en chef du *Berner Tagblatt*, de s'être complètement trompé dans ses pronostics. Le 15 mai 1935, Markus Feldmann rapporte au sujet du *Berner Tagblatt* et de la politique suivie par Musy: «Heute vormittag interessante Information des entlassenen L. aus dem "Tagblatt". Alt-Bundesrat Musy kommt ziemlich häufig auf die Redaktion und sucht die "Frontenbewegung" aufzuziehen. Das Geld soll er von dem Zigarettenindustriellen Burrus haben.»<sup>74</sup>

Dans la lutte contre l'initiative de crise, Musy joue un rôle important auprès de la relève conservatrice-catholique. Considéré par de très nombreux jeunes-conservateurs comme une de leurs figures tutélaires, il n'a pas trop de peine à les convaincre: acquis à un révisionnisme de droite, ils se montrent parmi les plus opposés à l'initiative de crise<sup>75</sup>. Le 17 avril 1935, l'ancien conseiller fédéral prend la parole à Fribourg lors d'un congrès des dirigeants des Jeunesses conservatrices romandes, occupés à préparer la campagne contre l'initiative de crise<sup>76</sup>. René Binz, chancelier de l'État de Fribourg et membre en vue du mouvement jeune-conservateur, parle d'une «journée d'instruction» des jeunes-conservateurs<sup>77</sup>. Le 23 avril, Musy fait un autre exposé à Zurich devant des représentants des jeunes-conservateurs alémaniques, également en vue du 2 juin<sup>78</sup>. L'ancien ministre des

---

Minger, 1056: lettre de F. Riedweg à R. Minger, 27.12.1934). Prompt à citer les personnalités importantes qu'il connaît, Riedweg n'a jusque-là jamais parlé de Musy dans ses lettres à Minger. Au printemps 1935, Riedweg, toujours en relation avec Samuel Haas et la PSM, travaille au sein du secrétariat de la Communauté nationale d'action contre l'initiative de crise. (Voir C. WERNER: *op. cit.*, n. 570 p. 372; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, n. 87 p. 231). En 1941, Samuel Haas confirmera que Riedweg a fonctionné en 1935 comme secrétaire de ces comités d'action dans lesquels il était aussi impliqué. Haas précisera en outre qu'il ne connaissait pas du tout Riedweg à l'époque de la démission de Musy du Conseil fédéral en mars 1934. (ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 105: lettre de S. Haas à H. Walther, 4.3.1941). Hermann Cavelti notera lui en 1947 qu'il a fait la connaissance de Riedweg seulement en 1935 lors de la campagne contre l'initiative de crise. (ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 50: lettre de H. Cavelti à H. Walther, 8.7.1947).

<sup>74</sup> Journal de Feldmann, 15.5.1935: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 350; note qui évoque également le c.ad. du *Berner Tagblatt*, théâtre d'un affrontement entre une tendance frontiste et une tendance conservatrice traditionnelle.

<sup>75</sup> Voir J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 112-116; J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 27-29.

<sup>76</sup> AF, fs Musy, vol. 39: invitation du Comité directeur des Jeunesses conservatrices suisses, signée H. Cavelti, secrétaire général, et J. Chappuis, vice-président fédéral, 11.4.1935. Peu après, René Binz verse à Musy 117.10 francs sur son compte «initiative». (AF, fs Musy, vol. 45: avis de crédit de la BEF, 19.4.1935 (valeur 19.4.1935)). Il s'agit du solde d'un montant de 1'000 francs, manifestement mis à disposition des jeunes-conservateurs par Musy. Voir AF, fs Musy, vol. 45: carte de R. Binz à J.-M. Musy, 17.4.1935.

<sup>77</sup> *Ibid.* — Données bio. sur René Binz (1902-1989): C. SCHALLER: *op. cit.*, pp. 203-204.

<sup>78</sup> Voir sous: «Les jeunes conservateurs se prononcent énergiquement contre l'initiative de crise», in *Journal de Genève*, 25.4.1935; ainsi que J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 114.

finances ne se limite pas à renforcer, par la seule propagande, l'opposition jeune-conservatrice à l'initiative de crise. Il se charge également de redistribuer les fonds mis à disposition par les puissants adversaires au projet de la gauche.

À l'époque où il travaille l'opinion des jeunes-conservateurs, il reçoit ainsi sur son compte «initiative» une somme de 10'000 francs<sup>79</sup>. Il s'agit d'un versement effectué par les milieux industriels et financiers actifs dans la lutte contre l'initiative et avec lesquels Musy entretient d'étroites relations. Dans une lettre du 30 juillet 1936 qu'il adresse à Otto Steinmann, secrétaire de l'Union centrale des associations patronales suisses et membre du Redressement national, Musy revient sur les fonds dont ont disposé les jeunes-conservateurs pour la campagne contre l'initiative de crise<sup>80</sup>. Après avoir rappelé que Hermann Cavelti et Samuel Haas, «secrétaire général du comité d'action contre l'initiative»<sup>81</sup>, ont discuté du bouclage des comptes relatifs aux fonds octroyés aux jeunes-conservateurs, Musy évoque son propre rôle: «Le comité d'action a fait mettre à ma disposition 25'000 frs pour être utilisés de la façon la plus efficace dans les milieux jeunes conservateurs.»<sup>82</sup> Il mentionne trois versements entre le 18 et le 20 avril 1935 (10'000, 5'000 et 10'000 francs)<sup>83</sup>. Il ajoute: «C'est tout ce qui a été mis à ma disposition. Le solde réservé aux jeunes conservateurs a été versé directement par Monsieur Riedweg à Monsieur Cavelti, secrétaire des jeunes conservateurs. Ce solde atteint 20'000 frs qui, ajoutés aux 25'000 mis à ma disposition par l'intermédiaire de la Banque de l'État, faisaient la somme de 45'000 frs, au lieu des 60'000 qu'on nous avait laissé espérer à l'origine. Je rappelle cela parce que j'ai eu beaucoup de peine à remplir les promesses faites sur la base d'un budget général de 60'000. Je crois pouvoir dire qu'avec les 45'000 nous avons obtenu un résultat maximum.»<sup>84</sup> Et Musy de se plaindre d'avoir dû ajouter «personnellement une somme importante»<sup>85</sup>.

Au courant de l'existence des fonds versés à Musy, les jeunes-conservateurs

---

<sup>79</sup> AF, fs Musy, vol. 45: avis de crédit de la BEF, 19.4.1935 (valeur 20.4.1935).

<sup>80</sup> AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à O. Steinmann, 30.7.1936. Selon la réponse d'Otto Steinmann, c'est ce dernier qui a demandé des précisions sur l'utilisation des fonds. Voir AF, fs Musy, vol. 45: lettre d'O. Steinmann à J.-M. Musy, 5.8.1936.

<sup>81</sup> AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à O. Steinmann, 30.7.1936.

<sup>82</sup> *Ibid.* Hermann Cavelti, qui se réfère à une communication de Stettler (PSM), parle également d'une somme de 25'000 francs dont Musy a disposé pour l'action des jeunes-conservateurs contre l'initiative de crise. (AF, fs Musy, vol. 45: lettre de H. Cavelti à J.-M. Musy, 1.5.1936).

<sup>83</sup> Voir AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à O. Steinmann, 30.7.1936.

<sup>84</sup> *Ibid.*

<sup>85</sup> *Ibid.* Musy écrit également: «Si j'additionne tous mes frais personnels à la somme que j'ai dû verser personnellement pour parfaire ce qui manquait, la campagne contre l'initiative de crise m'a imposé un sacrifice personnel que je ne pourrais pas renouveler, à l'occasion des futures votations.» (*Ibid.*).



s'adressent plus d'une fois à lui pour financer leur campagne<sup>86</sup>. Leurs aînés fribourgeois s'y intéressent et en bénéficient eux aussi<sup>87</sup>. Le décompte établi par Musy lui-même en juillet 1936 montre que l'argent mis à sa disposition a surtout été destiné aux jeunes-conservateurs, entre autres à la *Neue Ordnung*<sup>88</sup>. Secrétaire des Jeunesses conservatrices suisses, Hermann Cavelti indique pour sa part que, outre les fonds ayant transité par Musy, les jeunes-conservateurs ont également obtenu 10'000 francs du directeur Gossweiler (Wander AG) et 11'000 francs de Stettler (Presse suisse moyenne)<sup>89</sup>.

Mais Musy ne saurait se contenter d'un rôle en coulisses. Il s'engage également sur le devant de la scène. À l'approche du 2 juin, il multiplie les conférences à travers le pays<sup>90</sup>. Le 26 mai, il tient notamment un discours à Bassecourt devant une grande assemblée du parti démocratique-catholique, en présence de deux des principaux protagonistes de la lutte antisocialiste et anticommuniste dans le Jura, soit l'industriel Henry Burrus et l'avocat Jean Chappuis, président de la Jeunesse démocratique-catholique du canton de Berne<sup>91</sup>. Le Fribourgeois repousse en bloc l'initiative de crise. La jugeant ruineuse, l'ancien ministre des finances rappelle que seules une stricte politique d'austérité et la voie déflationniste peuvent, selon lui, sauver la Suisse. Le

---

<sup>86</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 45: lettre des jeunes-conservateurs de la ville de Fribourg à J.-M. Musy, 4.5.1935; lettre des jeunes-conservateurs du Haut-Valais à J.-M. Musy, 21.6.1935.

<sup>87</sup> À la recherche de moyens financiers pour mener campagne contre l'initiative, les dirigeants du Parti conservateur de Fribourg s'adressent à Musy, après avoir appris du Comité d'action contre l'initiative de crise qu'«une certaine somme» aurait été mise à la disposition de l'ancien conseiller fédéral. (AF, fs Musy, vol. 45: lettre du Comité directeur du Parti conservateur de Fribourg à J.-M. Musy, 20.5.1935). Voir également *ibid.*: lettre du même au même, 18.6.1935, et celle du Parti conservateur de la Gruyère à J.-M. Musy, 27.5.1935.

<sup>88</sup> Voir AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à O. Steinmann, 30.7.1936.

<sup>89</sup> AF, fs Musy, vol. 45: lettres de H. Cavelti à J.-M. Musy, 9.4.1936 et 1.5.1936. Le «Dr. C. H. Gossweiler-Wander» à Muri (Berne) signera la «requête des 200» (G. WAEGER: *op. cit.*, p. 258). Une étude biographique des membres de l'État-major général suisse parle également de Karl Gossweiler, portant le titre de docteur et ayant marié une fille de l'entrepreneur Wander, maison où il fait sa carrière professionnelle. Malgré un prénom orthographié de manière différente selon les sources (Charles, Carl ou Karl), il s'agit d'une seule et même personne. Données bio. sur Gossweiler (1896-1967): R. JAUN (s.l.d.): *Der Schweizerische Generalstab... op. cit.*, p. 144.

<sup>90</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 39, qui contient plusieurs coupures de presse en rapport avec Musy et l'initiative de crise.

<sup>91</sup> Voir sous: «La Grande Journée Populaire de Bassecourt», in *Le Pays*, 27.5.1935. En février 1935, Jean Chappuis a proposé à Musy d'écrire, pour *La Jeune Suisse*, un article sur la nécessité de la révision totale de la Constitution fédérale ou sur un autre sujet. L'ancien conseiller fédéral lui a répondu qu'il ferait une conférence. (Voir AF, fs Musy, vol. 39: lettres de J. Chappuis à J.-M. Musy, 25.2.1935 et 22.3.1935). Selon un décompte établi par Hermann Cavelti, l'avocat Chappuis reçoit une portion importante des fonds mis à la disposition des jeunes-conservateurs pour leur campagne en Suisse romande. (Voir AF, fs Musy, vol. 45: lettre de H. Cavelti à J.-M. Musy, 9.4.1936). Chappuis a, selon toute vraisemblance, utilisé une partie de cet argent pour un tirage spécial de *La Jeune Suisse*. (Voir AF, fs Musy, vol. 45: lettre de R. Binz à J.-M. Musy, 21.8.1936). La campagne contre l'initiative de crise constitue d'ailleurs la première grande bataille politique menée par *La Jeune Suisse*, organe des jeunes-conservateurs et chrétiens-sociaux de la Suisse romande lancé en février 1935. (Voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 27-29).

partisan du franc à la parité-or estime que l'acceptation de l'initiative porterait une grave atteinte à la solidité de la monnaie helvétique. À l'entendre, le marché des titres a déjà subi le contrecoup de la perspective du 2 juin. Dans les mêmes termes que lors de la campagne contre l'initiative socialiste votée le 3 décembre 1922, il exige un rejet massif afin de raffermir un crédit déjà ébranlé. Le héraut de l'économie libérale, certes tempéré par une certaine sensibilité chrétienne sociale, condamne sèchement l'étatisme, oreiller de paresse selon lui. Il associe le développement de l'État-providence à une marche irrémédiable vers la décadence. Le conservateur-catholique constate que l'initiative de crise écornerait dangereusement les valeurs morales et nierait même l'esprit chrétien. Elle serait, d'après lui, le fossoyeur du sens de la responsabilité individuelle, de l'esprit d'initiative et du goût de l'épargne. L'ultrafédéraliste tient pour inacceptable l'étatisation et la centralisation renforcées que propose l'initiative. Le tenant du corporatisme note qu'elle compromettrait pour longtemps l'urgente réorganisation économique et sociale dont a besoin le pays. L'antisocialiste dogmatique, obsédé par l'idée de complot, est convaincu que les initiants cherchent à instaurer, par étapes, un régime marxiste en Suisse. Enfin, celui qui a déjà dans le viseur les élections au Conseil national du mois d'octobre, déclare qu'une «Suisse centralisée, assujettie à la dictature fatalement capricieuse, hésitante et opportuniste d'un parlement proportionnaliste, inspiré de préoccupations électorales, ne sera plus la Suisse»<sup>92</sup>.

Le ton est donné. Le reste de la campagne n'est pas moins vif.<sup>93</sup> Beaucoup d'opposants à l'initiative tirent les plus grosses ficelles afin de provoquer la panique dans la population. Le débat sur les véritables problèmes économiques laisse rapidement place à la polémique idéologique. Le 2 juin 1935, soit seulement six mois après le dépôt de l'initiative, le peuple la repousse par un oui relativement tiède<sup>94</sup>. La participation, révélatrice de l'intérêt soulevé par la question, atteint 84.4%<sup>95</sup>. Les cantons romands, très attachés au fédéralisme, et les bastions catholiques campagnards ont fortement contribué au résultat négatif<sup>96</sup>. Dans le canton de Fribourg, où Musy et les jeunes-conservateurs se sont montrés particulièrement combatifs, l'initiative essuie un net revers, dans la

<sup>92</sup> J.-M. MUSY: «Pourquoi je voterai NON le 2 juin», in *Industrie et Travail*, journal d'usine de l'industrie suisse, 28.5.1935.

<sup>93</sup> Sur les arguments avancés pour et contre l'initiative de crise, voir D. DISERENS: *op. cit.*, pp. 57-61.

<sup>94</sup> 567'425 non contre 425'242 oui, 18 cantons rejetants contre 4 acceptants. (O. G. SIGG: *op. cit.*, p. 188).

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 188. Jusque-là, seule l'initiative socialiste en faveur d'un prélèvement unique sur la fortune, soumise au peuple le 3 décembre 1922, a suscité une plus forte participation, soit 86.3%.

<sup>96</sup> Voir F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr...* *op. cit.*, 1973, p. 255; L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, pp. 29-30.

proportion de presque quatre non contre un oui<sup>97</sup>. Toutefois, sensibles aux solutions proposées par les initiants, des agrariens fribourgeois ont voté comme les socialistes<sup>98</sup>. D'une manière générale, le scrutin du 2 juin marque surtout la victoire des antiétatistes, des fédéralistes et des conservateurs-catholiques. L'apport de l'extrême droite, certes très active à la tête de l'opposition, ne doit pas être surévalué.

Reste que, si nombre de conservateurs ont rejeté l'initiative de crise également par conviction antisocialiste, ils n'ont pourtant pas donné, loin de là, un blanc-seing à l'orientation libérale de l'économie helvétique, orientation que préserve l'issue du scrutin du 2 juin. En fait, ils aspirent eux aussi à un changement. Après la défaite du révisionnisme de gauche, ils souhaitent voir celui de droite triompher.

### 1.3. Pour une révision totale de la Constitution, septembre 1935

L'initiative en faveur d'une révision totale de la Constitution, dont le lancement a été décidé en pleine crise de mars 1934, ne soulève pas le raz de marée annoncé par les tenants de la rénovation nationale. Souffrant sans doute un peu de la concurrence de l'initiative de crise, qui fait elle un tabac, la collecte des signatures, entamée au début d'avril 1934<sup>99</sup>, se révèle même laborieuse. Aucun des groupements engagés dans la récolte ne semble pouvoir atteindre seul les 50'000 signatures nécessaires. Aussi ne réussissent-ils à passer l'épaule qu'en groupant leurs forces. Le 1<sup>er</sup> août 1934, le Front national, les jeunes-conservateurs suisses, le mouvement de l'Aufgebot et la Nouvelle Suisse fonde une Communauté nationale d'action pour l'initiative sur la révision totale de la Constitution fédérale<sup>100</sup>. D'autres formations, telles la Fédération patriotique suisse, la Schweizer Heimatwehr, le Front fédéral et la Ligue pour le peuple et la patrie, soutiennent les efforts des initiants, sans toutefois intégrer leurs rangs<sup>101</sup>.

Perceptible dès 1932 et stimulé encore récemment par la perspective de la votation sur l'initiative de crise, le rapprochement, certes conditionnel, des jeunes-conservateurs avec l'extrême droite s'accroît, ce qui ne va pas sans un regain de tensions avec la vieille garde du PCPS. Ainsi, après les événements sanglants du 30 juin 1934 en Allemagne, Franz von Ernst ne manque pas de dire publiquement, une fois de plus, son fait à Hermann Cavelti, promoteur d'une

---

<sup>97</sup> 26'588 non contre 7'519 oui. (*FF*, 1935, vol. 2, p. 78).

<sup>98</sup> R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 990.

<sup>99</sup> P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 109.

<sup>100</sup> *Ibid.*, p. 128. L'existence de ce groupement n'est rendue publique qu'à l'occasion du dépôt de l'initiative, le 5 septembre 1934.

<sup>101</sup> Voir O. G. SIGG: *op. cit.*, p. 178, ainsi que F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 269-280; C. WERNER: *op. cit.*, pp. 149-155.

collaboration plus étroite avec les fronts au nom du révisionnisme et de la lutte contre le libéralisme et le marxisme<sup>102</sup>. L'assassinat de Dollfuss, le 25 juillet 1934, a valeur d'avertissement supplémentaire. Pourtant, jeunes et vieux conservateurs, rénovateurs hardis et pragmatiques modérés n'évaluent pas tous de la même manière le danger d'une collaboration avec l'extrême droite ou l'essence même de celle-ci. Le conseiller national Karl Wick, rédacteur du *Vaterland*, ne cache pas son opposition à la révision totale et plus encore au cours suivi par la jeunesse conservatrice<sup>103</sup>. Mgr Marius Besson, attaché à un système certes perfectible mais digne d'être respecté, s'inquiète des dangers d'un révisionnisme débridé<sup>104</sup>.

Finalement, le 5 septembre, les initiants déposent leur requête, appuyée par 78'050 signatures valables, soit à peine 7% de l'électorat<sup>105</sup>. Un maigre score, surtout en regard de leurs prophéties du printemps. Le Front national avec plus de 33'000 signatures et les jeunes-conservateurs avec plus de 28'000 signatures fournissent l'essentiel des listes transmises à la chancellerie fédérale. Le reste se répartit entre le mouvement de l'Aufgebot, la Nouvelle Suisse et la Lega nazionale. Les signataires proviennent notamment des cantons de Zurich et Schaffhouse, touchés par un frontisme relativement fort, et de ceux de Fribourg et Saint-Gall, où les jeunes-conservateurs sont bien implantés<sup>106</sup>. Les jeunes-conservateurs fribourgeois apportent près d'un quart des signatures récoltées par les Jeunesses conservatrices suisses<sup>107</sup>. L'enthousiasme qu'ils éprouvent pour les idées corporatistes de l'abbé Savoy et l'ascendant qu'exerce sur eux Musy expliquent sans doute ce résultat<sup>108</sup>.

Pour les initiants, la suite ne s'annonce pas sous de meilleurs auspices. Lors du congrès de Lucerne, les 26 et 27 janvier 1935, les socialistes se dotent d'un nouveau programme. Face à la montée des fascismes, le PSS renonce à la

---

<sup>102</sup> Voir P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, pp. 125-127; J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 134.

<sup>103</sup> Voir P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, pp. 109, 133 et 143-144; J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 134-136. — Données bio. sur Karl Wick (1891-1969): J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 209; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 35 p. 439; U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, pp. 157-158; *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 6, p. 644.

<sup>104</sup> Voir F. PYTHON: «Un évêque...» *op. cit.*, pp. 87-90; P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 145; J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 135.

<sup>105</sup> O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 177-178 et 232; P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 128.

<sup>106</sup> Voir P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 129. Les jeunes-radicaux, aux vues sensiblement différentes de celles de la Communauté d'action qui inclut le Front national et les jeunes-conservateurs, ne s'associent pas à ce comité. Après avoir péniblement récolté un peu plus de 28'000 signatures, ils décident de ne pas les déposer. Voir *ibid.*, pp. 130-131; A. J. GEBERT: *op. cit.*, pp. 114-116.

<sup>107</sup> C. SCHALLER: *op. cit.*, p. 71.

<sup>108</sup> *Ibid.* Voir aussi R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social... op. cit.*, p. 175; R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 989; N. BALMAT: *op. cit.*, p. 58.

«dictature du prolétariat», affirme son attachement à la démocratie et souscrit, certes sous certaines conditions, au principe de la défense nationale. En outre, il se prononce à l'unanimité contre la révision de la Constitution. Dans le camp bourgeois, beaucoup ont de la peine à croire à la sincérité du programme socialiste, d'autant plus que le PSS recommande à ce même congrès de rejeter la révision de la loi militaire, soumise au peuple le 24 février suivant. Pourtant, cette redéfinition doctrinale, contestée à l'intérieur même du PSS par une forte minorité, marque bien une étape supplémentaire dans l'intégration des socialistes à l'État bourgeois, intégration de fait amorcée et pratiquée depuis plusieurs années par une grande partie du socialisme suisse. À gauche, outre les socialistes, l'USS et le PCS rejettent l'initiative pour la révision totale de la Constitution<sup>109</sup>.

Le 3 février 1935, le parti radical réserve le même sort à l'initiative par 259 voix contre 50<sup>110</sup>. Elle ne soulève également pas l'enthousiasme général dans les milieux agraires. Bien plus, le «roi des paysans» Ernst Laur et le conseiller fédéral Rudolf Minger se déclarent contre l'initiative proposée<sup>111</sup>. Des grands partis historiques, seul le PCPS l'approuve lors de son congrès du 27 janvier 1935 à Zurich, non sans que jeunes et vieux en débattent vivement<sup>112</sup>. Pourtant, le ralliement de nombre de conservateurs-catholiques, soucieux d'éviter que leurs relations avec les jeunes ne tournent au vinaigre, se fait beaucoup plus sur le papier que dans la réalité. Rénovateur dans l'âme, Musy adhère lui totalement au projet de retaper à neuf la charpente constitutionnelle.

Après son départ du gouvernement fédéral, il s'engage encore un peu plus dans la vague révisionniste des années 1934-1935. Il joue tout particulièrement de son prestige auprès des jeunes-conservateurs, des corporatistes conservateurs et de ses compatriotes fribourgeois. En outre, comme il l'a fait peu auparavant dans la campagne contre l'initiative de crise, Musy met ses compétences financières au service des révisionnistes. En relation avec le comité suisse d'action pour la révision totale de la Constitution, il récolte des fonds grâce à ses puissantes relations et les redistribue aux partisans de l'initiative. En octobre 1935, soit peu après la votation sur la révision, Richard König, président dudit comité<sup>113</sup>,

---

<sup>109</sup> P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, pp. 139-140.

<sup>110</sup> *Ibid.*, p. 140.

<sup>111</sup> *Ibid.*, pp. 120-121.

<sup>112</sup> Sur ce congrès, voir *ibid.*, pp. 142-146; J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 136-137; L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, pp. 31-33.

<sup>113</sup> Le 20 juillet 1935, une réunion a lieu à Berne au sujet de la création d'un comité d'action fédéral. La séance est présidée par Richard König, membre en vue du PAB, et Hermann Cavelti, secrétaire général du PCPS et secrétaire des Jeunesses conservatrices suisses. Sont également impliqués dans cette réunion des représentants jeunes-radicaux et jeunes-conservateurs, du mouvement de l'Aufgebot, de la Nouvelle Suisse, du Front national, ainsi que le rédacteur en chef de *La Suisse* Eugène Fabre et l'abbé Savoy. Le docteur fribourgeois Robert Bise, délégué de la Ligue des patries romandes, y participe en tant qu'observateur. (R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 227). — Professeur d'économie nationale à

s'adresse encore à Musy pour boucler les comptes. Confronté à une ardoise de près de 12'000 francs, il lui rappelle qu'il attend toujours les contributions de Louis Dapples et Henry Burrus, contributions que l'ancien conseiller fédéral avait en perspective<sup>114</sup>. En mars 1936, pressé par les créanciers, Richard König revient à la charge. Il prie à nouveau Musy d'intervenir auprès de Dapples et Burrus qui n'ont toujours pas versé les sommes espérées. Une fois de plus, König insiste sur le fait que Musy a lui-même approuvé les dépenses dont les factures sont justement en souffrance<sup>115</sup>. S'il semble avoir eu relativement moins de peine à récolter des fonds pour combattre l'initiative de crise — celle-ci aiguillonne sans conteste beaucoup plus les milieux industriels et financiers —, Musy éprouve d'évidentes difficultés à obtenir le même soutien pour l'initiative des révisionnistes. En effet, ces derniers n'affichent pas tous, loin s'en faut, les meilleurs sentiments à l'égard du libéralisme économique. Reste que les dettes occasionnées par la campagne en faveur de la révision totale de la Constitution fédérale se transformeront en une longue et désagréable affaire pour Musy, le «chef financier du comité d'action»<sup>116</sup>.

Le 14 juin 1935, le Conseil fédéral arrête la date de la votation au 8 septembre suivant. Cela ne laisse que peu de temps aux révisionnistes pour mener leur campagne, au surplus en pleine relâche estivale. Le gouvernement estime que la question doit être résolue avant les prochaines élections nationales prévues en octobre, afin d'éviter par la suite une dissolution automatique des Chambres,

---

l'Université de Berne, conseiller national de 1919 à 1934 et longtemps considéré comme le prétendant le mieux placé à la succession de Minger au Conseil fédéral, Richard König joue un rôle très actif dans la campagne en faveur de la révision. Président du comité suisse d'action pour la révision totale de la Constitution, Richard König participe également à Berne, au niveau cantonal, à un comité d'action qui se constitue le 28 août à Berne. Prennent part à ce comité cantonal, outre König, notamment Hugo Dürrenmatt (membre du PAB, conseiller d'État et président dudit comité cantonal), son fils Peter Dürrenmatt (Heimatwehr), Max Leo Keller (Front national), Samuel Haas (Ligue pour le peuple et la patrie), Heinrich Wechlin (Front fédéral) et le conservateur-catholique Hermann Cavelti, secrétaire à la fois du comité suisse et du comité cantonal. (F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 278-279. Voir également P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 160). Puis, en 1936, l'ancien conseiller national Richard König apparaît à la tête du comité d'action fédéral, qui réunit des représentants des grands partis bourgeois et de l'économie privée, chargé du lancement de l'emprunt militaire de 235 millions de francs. La direction de la propagande est confiée à Samuel Haas. Le succès de cet emprunt de défense nationale est tel que les souscriptions se montent à 335 millions de francs, soit 100 millions de plus que la somme prévue. (Voir B. DEGEN: «Plebiszit...» *op. cit.*, en particulier pp. 137-138). Peu après, Richard König devient membre de l'Action nationale suisse contre le communisme. — Données bio. sur Richard König (1890-1949): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, pp. 188-189.

<sup>114</sup> AF, fs Musy, vol. 45: lettre de R. König à J.-M. Musy, 10.10.1935.

<sup>115</sup> AF, fs Musy, vol. 45: lettre de R. König à J.-M. Musy, 10.3.1936.

<sup>116</sup> En 1939, on évoque encore au sein du PCPS l'existence de «dettes considérables» engendrées par la campagne de 1935: «von dieser Aktion [pour la révision totale de la Constitution fédérale; n.d.a.] sind, wie Herrn Musy bekannt ist, noch erhebliche Schulden vorhanden. (Herr Musy war Finanzchef des Aktionskomitees).» (AF, fs PCPS, vol. 26 / 297: lettre du secrétariat général du PCPS (Cavelti) à l'avocat Rickenbacher, 12.3.1939).

fraîchement renouvelées, au cas où le peuple approuverait la révision<sup>117</sup>. Le Conseil fédéral, qui vient de s'engager fortement contre l'initiative de crise, renonce à publier un message. Des conseillers fédéraux en fonction, seul Philipp Etter se déclare ouvertement favorable à la révision totale. Son collègue conservateur Giuseppe Motta montre lui de la réserve à l'égard de l'initiative révisionniste<sup>118</sup>.

De tous les mouvements qui avancent des projets constitutionnels, certains textes ne méritant d'ailleurs même pas ce nom, les jeunes-libéraux et le PCPS présentent les plans les plus élaborés<sup>119</sup>. Au sein du Parti conservateur, une commission d'études planche, rappelons-le, depuis la seconde moitié de 1933 sur la refonte totale de la loi fondamentale. Sur de très nombreux points, Musy rejoint les revendications conservatrices. Mais, alors que la vieille garde du PCPS aborde la bataille avec une certaine prudence, peu de conservateurs chevronnés comme Musy s'y engagent avec autant de fougue. Dans les jours qui précèdent la votation, il apparaît aux quatre coins du pays<sup>120</sup>. La campagne l'amène notamment en des lieux, comme Genève, où certains membres de la droite bourgeoise fréquentent de plus en plus, au nom de la lutte contre le socialisme, les extrémistes de l'Union nationale<sup>121</sup>.

Au début de la plupart de ses conférences, Musy ne peut s'empêcher de pester contre le Conseil fédéral qui, selon lui, «a pris position contre la révision en fixant la date de la consultation populaire le 8 septembre»<sup>122</sup>. Déjà le 2 juillet 1935, il intervient dans *La Liberté* pour attaquer la décision de ses anciens collègues et les inviter même à reculer la date de la votation<sup>123</sup>. Selon Bertrand Clauzel, cet article

---

<sup>117</sup> P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 147.

<sup>118</sup> *Ibid.*, pp. 160-161. Sur la position prudente de Motta, voir aussi *ibid.*, pp. 95 et 127-128.

<sup>119</sup> Voir *ibid.*, pp. 148-156.

<sup>120</sup> Voir p.e. [J.-M. MUSY:] «À quoi doit tendre la revision de la constitution? Ce que M. Musy, ancien conseiller fédéral, a dit dans ses conférences», in *La Liberté*, 6.9.1935. Pour une version dactylographiée, plus complète, de cet article, voir AF, fs Musy, vol. 92: «Extraits des Conférences faites par Monsieur Musy. Révision de la Constitution», 9 p. Voir également AF, fs Musy, vol. 92, qui contient plusieurs documents, entre autres quelques coupures de presse, en rapport avec la révision de la Constitution.

<sup>121</sup> Parmi les nombreuses conférences, on peut relever celle que Musy donne le 6 septembre à Genève sous le patronage du comité genevois pour la révision. Emile Déléaval en rend compte en des termes admiratifs. (Voir E. D. [E. DELEAVAL]: «Une conférence de M. Jean-Marie Musy», in *Courrier romand*, 1<sup>ère</sup> édition du *Courrier de Genève*, 7.9.1935). Au sein du comité genevois d'action pour la révision totale de la Constitution se trouvent entre autres des radicaux (Alfred Borel, Louis Casai, André Guinand), des démocrates (Paul Balmer, Albert Picot), des corporatistes (Henri Berra, Lucien Genoud, Julien Lescaze, Pierre Regard), des extrémistes proches de l'Union nationale (Louis Dierauer, Walter Michel, Max-Marc Thomas) et le rédacteur en chef de *La Suisse* Eugène Fabre. Voir l'appel lancé par ce comité sous: «Pour la révision de la Constitution. Un appel au peuple de Genève», in *La Suisse*, 20.8.1935.

<sup>122</sup> Voir sous: «À la veille de la votation fédérale», in *Feuille d'avis de Lausanne*, 6.9.1935.

<sup>123</sup> J.-M. MUSY: «La revision de la Constitution fédérale», in *La Liberté*, 2.7.1935. Voir AF, fs Musy, vol. 115, qui contient le brouillon de cet article.

de Musy, «qui ne peut se résoudre à l'inactivité politique»<sup>124</sup>, «a fait quelque bruit»<sup>125</sup>. Sitôt son retour dans l'arène politique confirmé, il s'illustre par un manque de réserve et de modération à l'égard du gouvernement, deux qualités généralement attendues d'un ancien conseiller fédéral. Libéré de la responsabilité gouvernementale, il joue à fond, par opportunisme et par esprit de revanche, sur son image d'homme courageux qui a su dire non à la prétendue déliquescence du système en place.

La nécessaire adaptation à l'«ordre nouveau» en train naître constitue l'un des principaux arguments avancés par Musy en faveur de la révision: «Constatons encore que toujours les grands courants d'idées qui ont traversé l'Europe ont eu une répercussion sur la Suisse. Déjà chez nous comme ailleurs, on sent le besoin grandissant d'une adaptation aux conceptions nouvelles, aux besoins nouveaux qui agitent le monde. [...] Partout nous sentons une aspiration profonde vers un ordre nouveau.»<sup>126</sup> Pour Musy, la révision de la Constitution doit surtout permettre une redéfinition du rôle de l'État. Il faut mettre un terme à l'étatisme grandissant, tenu pour un signe de décadence. Non sans romantisme, il rêve d'un retour à un ordre ancien, pour ne pas dire à un âge d'or mythique fait de solidarité et, insiste-t-il, de liberté<sup>127</sup>. L'empreinte de la fin du XIXe siècle, où se mélangent le souvenir d'un libéralisme idéalisé et la nostalgie conservatrice d'un monde idyllique, reste très profonde. À bien des égards, l'ordre nouveau auquel Musy aspire lui aussi se définit dans une large mesure par rapport à un passé embelli.

Défenseur de l'économie libérale, Musy n'a, à la différence d'autres libéraux méfiants à l'égard des corporations, aucune peine à se placer sous la bannière d'«une Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative». Pour lui, l'extension, depuis 1848 et plus encore depuis 1874, des compétences de l'État ne s'est effectuée qu'aux dépens de la liberté des individus, de la souveraineté des cantons et de l'efficacité de l'économie. Son approche de la solution corporatiste est, dans une large mesure, celle d'un libéral. Un libéral qui ne veut certes pas dire son nom en cette période où beaucoup de monde proclame la faillite du libéralisme économique. Musy déclare lui aussi haut et fort que la corporation permettra le

---

<sup>124</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 204: lettre de B. Clauzel à P. Laval, 12.7.1935.

<sup>125</sup> *Ibid.*

<sup>126</sup> AF, fs Musy, vol. 92: «Extraits des Conférences faites par Monsieur Musy. Révision de la Constitution», pp. 1-2.

<sup>127</sup> «L'égoïsme individuel et l'égoïsme de classe ont émoussé les caractères, l'ancienne solidarité qui fit autrefois du peuple suisse un bloc intangible. Divisés, opposés par leurs intérêts, les hommes sollicitent de plus en plus aide et protection de l'État, dont les fonctions absorbantes ne connaissent plus de limites. La conséquence en est une restriction progressive des libertés individuelles au profit de l'État. Les libertés disparaissent petit à petit. Bientôt il n'y aura plus de liberté que pour le législateur qui fait les lois et pour les fonctionnaires qui les appliquent.» (AF, fs Musy, vol. 92: «Extraits des Conférences faites par Monsieur Musy. Révision de la Constitution», p. 2).



dépassement du socialisme et du capitalisme. Ses principales attaques, à l'inverse de nombreux chrétiens-sociaux, ne portent toutefois pas sur les méfaits du libéralisme économique ou sur les fondements du capitalisme. Ce qui l'irrite le plus ce sont le manque de liberté et la socialisation croissante. Critiquant le «libéralisme fortement mitigé de socialisme qui fut l'aboutissement de la politique de la guerre et de l'après-guerre»<sup>128</sup>, il affirme que l'organisation professionnelle permettra de «décharger l'État des fonctions usurpatrices qu'il s'est attribuées dans le domaine économique.»<sup>129</sup> À ses yeux, le socialisme d'État pratiqué en Suisse depuis 14-18 n'a contribué qu'à la paralysie progressive de l'initiative privée et du sens des responsabilités. Pire, il a poussé à la bureaucratie, réservoir de l'électorat socialiste. Musy est convaincu que la corporation, panacée à l'étatisme, fera sortir le pays du désordre économique, qu'elle fera régner la paix sociale entre le patron et l'ouvrier, qu'elle ramènera l'équilibre entre la production et la consommation, entre le capital et le travail. Concrètement, Musy ne propose toutefois que peu. Il ne dit rien des conditions précises dans lesquelles patrons et ouvriers devraient collaborer. Il est à douter que ce conservateur paternaliste, admirateur du modèle italien, tienne le travailleur pour un véritable partenaire. Le sort qu'il réserve aux fonctionnaires ne laisse que peu d'espoir à un véritable droit d'association: «dans l'ordre nouveau, il ne devrait pas être loisible aux syndicats de fonctionnaires de faire échec à la puissance publique.»<sup>130</sup>

En ce qui concerne la rénovation politique, il en appelle toujours à une démocratie disciplinée et à un exécutif fort, tout en rejetant l'idée d'une dictature totalitaire ou d'un régime aux mains d'un seul homme. Une fois de plus, il propose de limiter les compétences du Parlement, notamment en matières financières. Il déplore l'usage des arrêtés d'urgence pratiqué exagérément par les autorités fédérales, même si lui-même n'y a pas toujours été opposé lorsqu'il était au gouvernement. Pour un ancien conseiller national, qui se fera réélire au Conseil national le mois suivant, et un ancien conseiller fédéral, fraîchement retraité, Musy a une argumentation plutôt audacieuse pour défendre la loi fondamentale: «Puisque le Conseil fédéral et les Chambres estiment qu'on ne peut faire le bonheur du peuple suisse qu'en marge de la Constitution qui nous régit, il faut choisir entre la dictature du Parlement et du Conseil fédéral et le retour au respect de la charte.»<sup>131</sup>

Ultrafédéraliste, il dénonce la centralisation accrue. Cette évolution, s'alarme-

---

<sup>128</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>129</sup> *Ibid.*

<sup>130</sup> Cité par E. D. [E. DELEAVAL]: «Une conférence de M. Jean-Marie Musy», in *Courrier romand*, 1<sup>ère</sup> édition du *Courrier de Genève*, 7.9.1935).

<sup>131</sup> AF, fs Musy, vol. 92: «Extraits des Conférences faites par Monsieur Musy. Révision de la Constitution», p. 7.

t-il, ne profite qu'au socialisme. Attaché au principe de subsidiarité, il exige que l'on redonne tout leur tonus, en particulier financier, aux cantons. De leur survie dépend l'existence même du pays tout entier. Sans doute Musy est-il aussi conscient que le fédéralisme, notamment par la concurrence fiscale qu'il instaure entre cantons, représente un des meilleurs garde-fous contre le gonflement de l'État social<sup>132</sup>. Grâce à la révision, il espère jusqu'à régénérer l'esprit suisse des origines. Plus le monde change, plus il se tourne vers un passé largement mythique. Une fois de plus, il développe en filigrane le thème quasi obsessionnel de la décadence et du déclin. Il demande l'interdiction des communistes et l'expulsion des étrangers indésirables, deux groupes de personnes étroitement liés dans son esprit. Il propose également la prohibition des sociétés secrètes qui «poursuivent des buts inavouables»<sup>133</sup>. Affirmatif jusque dans ses contradictions, il clame tout haut: «Dans la démocratie, toute l'activité des sociétés doit se développer en pleine lumière.»<sup>134</sup> Ce genre de discours, servi régulièrement, donne une saveur particulière à la trajectoire même de Musy, notamment aux relations très obscures, entretenues dans le dos des autorités de son propre pays, qu'il aura bientôt avec l'Allemagne nazie et certains traîtres helvétiques.

Le 8 septembre 1935, au terme d'une campagne à laquelle de larges couches de la population sont restée plutôt indifférentes, le souverain repousse l'initiative à une forte majorité<sup>135</sup>. La participation s'élève à un faible 60.9% malgré l'importance de l'enjeu<sup>136</sup>. Au nombre des cantons et demi-cantons acceptants ne se trouvent que Fribourg, le Valais, Obwald et Appenzell Rhodes-Intérieures. Toutefois, même dans ces quatre États, l'approbation n'a rien du plébiscite. À Fribourg, où la défense du fédéralisme et l'idée corporatiste, toutes deux étroitement liées au projet révisionniste, sont certes fortement ancrées, l'initiative n'obtient qu'un petit oui<sup>137</sup>. Le fort engagement révisionniste des élites conservatrices, telles Joseph Piller et l'abbé Savoy, n'y change rien<sup>138</sup>. L'emprise de Musy sur son canton d'origine a elle aussi des limites. Comme le note Clauzel, à Fribourg, l'ancien conseiller fédéral, «malgré son active propagande, n'a réussi à obtenir que 11'600 voix contre 9'500. Il semble que les espoirs mis en lui, lors de sa démission du Conseil fédéral, par les milieux de droite fribourgeois, qui

<sup>132</sup> Sur la relation entre fédéralisme et dumping fiscal, voir S. GUEX: *L'argent de l'État. Parcours des finances publiques au XXe siècle*, Lausanne, Réalités sociales, 1998, pp. 101-128.

<sup>133</sup> Cité par E. D. [E. DELEAVAL]: «Une conférence de M. Jean-Marie Musy», in *Courrier romand*, 1<sup>ère</sup> édition du *Courrier de Genève*, 7.9.1935).

<sup>134</sup> Cité par *ibid.*

<sup>135</sup> 511'578 non contre 196'135 oui, 19 cantons rejetants contre 3 acceptants. (P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 164).

<sup>136</sup> P. STADLER: «Die Diskussion...» *op. cit.*, p. 164.

<sup>137</sup> 11'622 oui contre 9'517 non. (*FF*, 1935, vol. 2, p. 446).

<sup>138</sup> Voir R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 989.

allaient jusqu'à vouloir en faire le futur Mussolini helvétique, se soient désormais évanouis, et que, non seulement dans tout le pays, mais même dans son propre canton, sa popularité soit à son déclin, devant notamment l'hostilité des paysans qui lui reprochent sa taxation sur l'alcool»<sup>139</sup>.

Sur ses chances de retour au premier plan, Musy ne partage sans doute pas exactement le même point de vue. Son activisme, pratiqué jusqu'aux confins périlleux de l'extrême droite, parle en faveur d'ambitions politiques marquées. Il s'agit d'ailleurs d'une constante de sa politique de «bloc national» et de son penchant à s'accommoder de l'extrémisme de droite. Entre l'été 1940 et le début de 1941, lors du retour de la vague révisionniste de 1933-1935, plusieurs observateurs verront à nouveau Musy se ménager des appuis dans les milieux d'extrême droite et lui attribueront une fois de plus le projet d'entraîner derrière sa personne les mouvements de rénovation nationale. En outre, à l'époque où nous sommes, il cherche aussi à ménager ses appuis dans les partis bourgeois traditionnels. Jamais d'ailleurs, il ne rompra officiellement avec le PCPS pour devenir membre d'un quelconque mouvement nationaliste. Ainsi, Musy ne semble pas donner suite à de nouvelles avances de la Ligue des patries romandes en juillet 1935<sup>140</sup>. Il n'empêche. Il persiste à miser sur les forces qu'il croit toujours montantes et, dans l'espoir d'un gain futur, est prêt à prendre des risques pour atteindre ses objectifs. Cette tendance se poursuivra et même s'intensifiera dans les années suivantes. Or, la défaite du 8 septembre 1935 envoient dans les cordes frontistes et autres adeptes de l'«ordre nouveau», certes sans les mettre k.o. définitivement. En progression rapide en 1933, le frontisme reflue nettement dès 1935. Incapable de devenir un véritable mouvement de masse, il est divisé en d'innombrables courants, souvent rivaux. Après la gifle du 8 septembre, les élections au Conseil national d'octobre 1935 ne feront que confirmer leur faible emprise sur la politique nationale. Par conséquent, l'entrée de Musy sur le terrain des fronts est, dans une certaine mesure, surprenante car elle s'accroît au moment même où ceux-ci s'essouffent. En outre, il semble suivre le chemin inverse de beaucoup de catholiques suisses qui, face à la montée des périls extérieurs, s'éloignent de la tentation frontiste pour rejoindre la défense nationale spirituelle<sup>141</sup>. En pleine dérive idéologique, Musy se trouve en fait là où il doit.

---

<sup>139</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 204: lettre de B. Clauzel à P. Laval, 12.9.1935. L'ambassadeur Clauzel ajoute également: «À l'exception de M. Etter qui avait nettement pris parti pour la révision et de M. Motta, tous deux catholiques, et de M. Pilet-Golaz, vaudois, qui se montraient hésitants, il semble que le Conseil fédéral ait été satisfait du résultat de dimanche qu'il considérerait comme le "triomphe du bon sens". C'est du moins la note du *Bund* qui reflète souvent l'opinion du gouvernement, tout au moins de sa majorité radicale.» (*Ibid.*).

<sup>140</sup> Voir J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 190-191.

<sup>141</sup> H. U. JOST: «Menace et...» *op. cit.*, in *NHSS*, p. 711.

S'il fréquente l'extrême droite, ce n'est pas seulement par opportunisme. Toutefois, à maintenir ses liens avec la droite bourgeoise établie et à nourrir des relations avec des groupements nationalistes qui ne la porte pas dans leur cœur, Musy éveille des deux côtés une méfiance croissante plus qu'il ne renforce sa position. Pour les uns, il n'est plus vraiment des leurs; pour les autres, il reste trop l'homme du système, celui qui a «trop vécu dans l'atmosphère de la démocratie suisse que l'on respire dans les sphères fédérales à Berne»<sup>142</sup>.

#### 1.4. Rentrée parlementaire, octobre 1935

Le 27 octobre 1935, Musy se fait élire, sans grand triomphe, au Conseil national<sup>143</sup>. Pour un conseiller fédéral à la retraite, la démarche est plutôt insolite<sup>144</sup>. D'ordinaire peu gêné par ses contradictions et animé d'une grande confiance en lui, il réintègre ce parlementarisme dont il ne cesse de dénoncer la lourdeur, les prodigalités électoralistes, la démagogie et le proportionnalisme qui, à ses yeux, fait trop souvent le jeu des socialistes. En outre, cet homme politique blanchi sous le harnais n'incarne pas exactement le rajeunissement des cadres que lui-même soutient. Sans doute s'estime-t-il au-dessus des faiblesses qu'il trouve aux autres et au système lui-même. Sous les ors de la coupole fédérale, il rejoint, au nombre des nouveaux députés, Gottlieb Duttweiler, leader de la nouvelle Alliance des indépendants<sup>145</sup>, le radical Walter Stucki<sup>146</sup>, le démocrate (conservateur) Albert Picot, le libéral Frédéric Fauquex, Théodore Aubert, élu comme candidat «hors parti» sur la liste de l'Union nationale, et Robert Tobler qui devient péniblement le premier conseiller national frontiste. Malgré ce succès, le Front national est de fait déjà sur le déclin.

---

<sup>142</sup> Pv Ligue des patries romandes, 13.7.1935, cité in J.-P. CEPPI: *op. cit.*, p. 191.

<sup>143</sup> Sont élus sur la liste conservatrice: le conseiller d'État Maxime Quartenoud (23'458 suffrages), l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy (21'896), le syndic de Fribourg Pierre Aeby (21'410), l'agriculteur Pierre Benninger (20'030) et le député au GC Franz Müller (19'264). Sont élus sur la liste libérale-radical: le syndic de Bulle James Glasson (8'664) et le député Samuel Gutknecht (7'960). (*FF*, 1935, vol. 2, p. 715; *Feuille officielle du canton de Fribourg*, n° 45, 9.11.1935, pp. 658-659).

<sup>144</sup> Généralement, les anciens conseillers fédéraux se retirent de toute politique active en vue. Leur retour sous la coupole fédérale tient de l'exception. Avant Musy, on a vu le radical Paul Ceresole réapparaître au Conseil national après son départ du Conseil fédéral ou le radical Adrien Lachenal siéger au Conseil des États dès qu'il eut renoncé à l'exécutif. Après la rentrée de Musy en 1935, on peut également relever celle du socialiste Max Weber qui, retiré du Conseil fédéral après un bref passage en 1952-1954, reviendra peu après, en 1955, au Conseil national.

<sup>145</sup> Données bio. sur Gottlieb Duttweiler (1888-1962): S. WIDMER: *Gottlieb Duttweiler (1888-1962), Gründer der Migros*, Zürich : Verein für wirtschaftshistorische Studien, 1985, 95 p.; K. LÜÖND: *Gottlieb Duttweiler (1888-1962). Eine Idee mit Zukunft*, Meilen, Verein für wirtschaftshistorische Studien, 2000, 96 p.

<sup>146</sup> Données bio. sur Walter Stucki (1888-1963): *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 6, pp. 132-133; P. HUG, M. KLOTER: «Der "Bilateralismus"...» *op. cit.*, p. 17.

L'élection de Musy n'aura toutefois pas été sans quelques difficultés. En effet, en terres fribourgeoises, les représentants conservateurs n'ont pas tous spontanément accepté sa candidature. S'étant lui-même proposé comme candidat au Conseil national le 21 septembre 1935, lors d'une séance du comité directeur du parti conservateur fribourgeois, Musy joue des coudes pour prendre la place du Gruérien Joseph Delatena, conseiller national sortant, quand bien même le comité conservateur de la Gruyère renouvelle sa confiance à Delatena le 27 septembre suivant<sup>147</sup>. Quelques jours plus tard, on apprend le désistement de Delatena en faveur de Musy, proclamé candidat par les conservateurs de la Gruyère<sup>148</sup>. Avant cela, dans les instances dirigeantes du parti conservateur, on a toutefois tenu pour nécessaire de rappeler que «Musy ne peut être porté comme candidat national, mais qu'il peut être agréé comme représentant de la Gruyère, moyennant toutefois qu'il déclare vouloir se conformer entièrement à la politique fédérale du Parti conservateur suisse»<sup>149</sup>. Par la suite, comme l'écrit Nathalie Balmat, «il s'avère que cette candidature rencontre bien des hésitations et quelques froideurs. On avance toujours les mêmes arguments: l'application de la loi sur l'alcool, son départ prématuré du Conseil fédéral, le cumul des fonctions soit conseiller national alors qu'il touche une pension d'ancien conseiller fédéral»<sup>150</sup>.

À Berne, au sein de la fraction du PCPS, tout le monde ne se réjouit pas non plus de retrouver l'ancien conseiller fédéral. On craint notamment son esprit ressasseur. Ainsi, en octobre 1935, Heinrich Walther exprime déjà son inquiétude à Josef Scherrer. Le chef du groupe conservateur laisse entendre à son ami, figure de proue du mouvement chrétien-social et lui aussi conseiller national, que Musy est revenu à Berne avec la ferme volonté de semer la discorde dans la fraction conservatrice même<sup>151</sup>.

---

<sup>147</sup> N. BALMAT: *op. cit.*, p. 163. — Données bio. sur Joseph Delatena (1865-1942): *Ibid.*, p. 200.

<sup>148</sup> *Ibid.*, p. 163.

<sup>149</sup> Comité directeur du 27.9.1935, cité par *ibid.*, p. 163.

<sup>150</sup> N. BALMAT: *op. cit.*, p. 163, sur la base d'une lettre du bureau du comité directeur du parti conservateur fribourgeois aux comités de district, du 23.10.1935, donnant «quelques précisions sur la campagne électorale en cours».

<sup>151</sup> Comme le rapporte l'historien Lukas Rölli-Alkemper, «Musy sei gekommen "mit dem festen Willen [...], Unheil zu stiften, Revanche dafür, dass er sich selbst aus dem Bundesrat herausgewimmelt hat. In der Fraktion wird er eine Separatgruppe von 12-15 Mann bilden können, die gerade ausreicht, um die Fraktion lahmzulegen.» (Double d'une lettre de H. Walther à J. Scherrer, 20.10.1935, cité in L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, p. 117). Au début janvier 1936, en réponse à une lettre de Heinrich Walther, Musy lui assure avoir tourné la page sur leur mésentente passée. (ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 199: lettre de Musy à H. Walther, 3.1.1936). De fait, il n'en est rien. En février 1937, peu après les troubles de La Chaux-de-Fonds où l'ancien conseiller fédéral vient de s'illustrer en compagnie d'extrémistes, le correspondant d'une feuille radicale peut également écrire au sujet des relations tendues entre Musy et le parti conservateur: «Es ist beispielsweise ein offenes Geheimnis, daß der Fraktionschef Dr. Walther die verschiedenen Eskapaden des Freiburger Abgeordneten mit größter Besorgnis wahrnimmt, in der Befürchtung, Herr Musy könnte

Pourtant, il devient vite évident que l'ancien conseiller fédéral n'est plus en mesure d'influer sur le cours du parti comme il l'a été par le passé. À l'intérieur de sa fraction même, il ne joue aucun rôle dirigeant véritable. En tant que membre du PCPS, Musy a sa carrière politique derrière lui. S'il n'en est pas encore vraiment conscient en 1935, l'échec mortifiant qu'il essuiera sur ses propres terres lors des élections d'octobre 1939 mettra brutalement terme à ses derniers espoirs de redevenir un des leaders du catholicisme politique suisse. Entre-temps, il s'enfoncera encore un peu plus dans des marécages plutôt brunâtres. Beaucoup plus occupé à mener sa propre politique qu'à défendre les intérêts du PCPS, l'ancien conseiller fédéral fribourgeois n'est plus vraiment représentatif, surtout dès 1936-1937, de la grande famille conservatrice-catholique. En 1934, au moment de sa démission du gouvernement fédéral, la rupture était de fait déjà consommée entre Musy et une partie de l'establishment conservateur.

Actif à soigner ses relations avec divers extrémistes suisses et de hautes notabilités étrangères, l'ancien conseiller fédéral brille par son absence dans les instances dirigeantes du PCPS. En outre, il est très frappant de constater que, particulièrement dès 1936, il apparaît beaucoup plus souvent dans des réunions qui ne sont pas organisées par le PCPS que dans les assemblées conservatrices-catholiques. Sans jamais se retirer officiellement du PCPS, l'ancien conseiller fédéral se plaît d'ailleurs à répéter, dès cette époque, qu'il mène une politique au-dessus des partis. Un moyen de ne pas rompre avec son parti d'origine tout en se ménageant des ouvertures vers d'autres milieux.

Au Conseil national, Musy se manifeste notamment lorsqu'il est question de soutenir le redressement économique et financier de la Confédération<sup>152</sup>, de désapprouver les sanctions contre l'Italie<sup>153</sup>, de secourir les paysans de montagne<sup>154</sup>, d'appuyer les producteurs de blé et de lait<sup>155</sup> et d'aider les familles

---

stets wertvolles Porzellan zerschlagen.» (s.n.: «Musy und die Katholisch-Konservativen», in *Neue Aargauer Zeitung*, 2.2.1937). — Données bio. sur Josef Scherrer (1891-1965): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 582; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 127 pp. 46-47; *Schweizer Lexikon*, 1993, vol. 5, p. 562.

<sup>152</sup> *Bst CN*, 31.1.1936, pp. 750-756 (postulat de Musy à propos de redressement national); *Bst CN*, 22.9.1936, pp. 1170-1173 (intervention de Musy sur les mesures extraordinaires d'ordre économique); *Bst CN*, 29.9.1937, pp. 493-496 (intervention de Musy au sujet de questions financières (imposition du tabac)); *Bst CN*, 9.2.1938, pp. 65-67 (intervention de Musy au sujet de la réorganisation et de l'assainissement financier des CFF); *Bst CN*, 13.12.1938, pp. 1066-1068 (considérations sur la politique financière faites par Musy lors du débat sur le renforcement de la défense nationale et la lutte contre le chômage).

<sup>153</sup> *Bst CN*, 28.1.1936, pp. 642-644 (intervention de Musy contre les sanctions dans le conflit italo-éthiopien).

<sup>154</sup> AF, E 1301, vol. 328, Pv CN, 31.3.1938, pp. 399-400 (annexe 24a-b: développement le 31.3.1938 par Musy de son postulat déposé le 22.6.1937 au sujet de l'aide aux populations alpêtres); *Bst CN*, 20.12.1938, pp. 1146-1148 (intervention de Musy en faveur des paysans de montagne lors du débat sur le renforcement de la défense nationale et la lutte contre le chômage).

afin d'enrayer le recul de la natalité<sup>156</sup>. Il s'y illustre surtout par son anticommunisme militant<sup>157</sup>. Notamment membre de la commission pour les mesures extraordinaires d'ordre économique<sup>158</sup>, le conseiller national fribourgeois maintient, en matière financière et monétaire, ses anciennes thèses orthodoxes. Sur ce terrain, il se présente comme l'un des plus fermes opposants du camp bourgeois, fédéraliste et avant tout romand, à la politique centralisatrice et étatiste du Conseil fédéral, un gouvernement pourtant de droite. Dans la séance du 31 janvier 1936, il développe dans le brouhaha un postulat invitant le Conseil fédéral à présenter un programme général de redressement national<sup>159</sup>. L'expression «redressement national» reflète bien les préoccupations de Musy: au même moment, il s'active à mettre sur pied un mouvement qui sera très bientôt connu sous ce nom. Ce discours de Musy, relativement peu écouté, ne soulève toutefois aucun enthousiasme général. Cela ne l'empêche pas d'insister. Le 9 décembre 1936, il développe une motion d'ordre par laquelle il demande d'ajourner la discussion du budget pour l'année 1937 présenté par le conseiller fédéral Meyer. En des termes peu amènes, parfois même acerbes, l'ancien ministre des finances estime que ce projet et le message gouvernemental l'accompagnant, où il croit voir des «bêtises», dit-il, ne contiennent aucune véritable proposition d'économie, alors qu'il juge possible de réduire massivement les dépenses, notamment administratives, et, dans la même foulée, de lutter efficacement contre le chômage. Aussi demande-t-il que le Conseil fédéral reprenne sa copie<sup>160</sup>. Ses violentes attaques contre les auteurs du budget pour 1937, sa prétention à se présenter comme celui qui, en tant que chef des finances fédérales, avait déjà fait les propositions idoines dont on n'a malheureusement pas tenu compte, sa vanité

---

<sup>155</sup> Le 28 septembre 1938, Musy dépose un postulat dans ce sens. Le 14 décembre 1939, ce postulat est rayé de la liste par décision du Conseil national, pour le motif que Musy ne fait plus partie du Conseil. (*Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale*, session d'hiver 1939, p. 18).

<sup>156</sup> Le 6 avril 1939, Musy dépose un postulat, cosigné par Escher, en faveur de la protection de la famille. Ce postulat est rayé de la liste par décision du Conseil national du 14 décembre 1939, pour le motif que Musy ne fait plus partie du Conseil et que le postulat n'est pas repris par le cosignataire. (*Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale*, session d'hiver 1939, pp. 18-19).

<sup>157</sup> AF, E 1301, vol. 318, Pv CN, 4.6.1936, p. 142 (motion Musy invitant le CF à présenter un projet de loi interdisant comme illicites et dangereuses pour l'État, l'action communiste et les organisations communistes); *Bst CN*, 10.6.1936, pp. 1050-1052 (intervention de Musy contre le rétablissement des relations avec l'URSS); AF, E 1301, vol. 322, Pv CN, 16.3.1937, pp. 329-349 (développement par Musy de sa motion du 9.3.1937 au sujet de l'interdiction de l'activité communiste); AF, E 1301, vol. 328, Pv CN, 10.2.1938, annexe 17 c-d (petite question Musy du 10.2.1938 au sujet de l'extradition de Lydia Grosowska).

<sup>158</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 89: lettre du secrétariat de l'Assemblée fédérale aux membres de la commission du CN, 1.8.1936.

<sup>159</sup> *Bst CN*, 31.1.1936, pp. 750-756.

<sup>160</sup> AF, E 1301, vol. 321, Pv CN, 9.12.1936, pp. 22-23 (motion d'ordre de Musy); pp. 38-52, annexe 19a-b (intervention de Musy). Voir aussi AF, E 1301, vol. 321, Pv CN, 10.12.1936, pp. 16-23, annexe 19a-b (intervention de Musy).

à dire que bien des maux auraient été évités si on l'avait écouté lui reviennent en pleine figure. Loin de l'applaudir, plusieurs députés lui attribuent plutôt une part de responsabilité dans les difficultés financières de la Confédération. Ils le jugent mal placé pour donner des leçons. Les reproches surgissent également à droite où certains pensent qu'il aurait mieux fait de se taire. Rapporteur de la commission, le conseiller national Henri Berthoud constate que, à l'époque où Musy dirigeait le Département des Finances, les dépenses de la Confédération se sont fortement accrues à partir de 1928, alors qu'on ne parlait pas encore de crise<sup>161</sup>. De plus, Berthoud remarque à propos de la motion Musy qu'«il est un peu téméraire de demander tout à la fois des réductions massives de dépenses et une intensification de la lutte contre le chômage»<sup>162</sup>. Au vote final, la tentative de Musy de convaincre ses collègues députés de ne pas entrer en matière sur le projet de budget pour l'année 1937 essuie un échec cuisant<sup>163</sup>. Pour *Die Nation*, porte-parole principal des partisans du mouvement des Lignes directrices, Musy ne semble plus devoir jouer de grand rôle au Parlement après ce qu'elle tient pour une sévère débâcle<sup>164</sup>.

Le député Musy monte également à la tribune du Conseil national pour sauver les paysans de montagne et les communes alpestres. En mars 1938, il développe un postulat sur l'aide à leur apporter<sup>165</sup>. Au nombre des remèdes qu'il propose, il mentionne l'utilisation du bénéfice de la dévaluation, mesure monétaire qu'il a combattue le plus dans le passé et qu'il n'a pas manqué de critiquer directement après le 26/27 septembre 1936<sup>166</sup>. Puisant aux sources d'une idéologie ruralisante

<sup>161</sup> AF, E 1301, vol. 321, Pv CN, 9.12.1936, p. 75, annexe 19a-b.

<sup>162</sup> AF, E 1301, vol. 321, Pv CN, 9.12.1936, p. 76, annexe 19a-b. Berthoud ajoute: «Si vraiment il [Musy] a découvert cette recette magique, je regrette beaucoup qu'il l'ait gardée pour lui jusqu'à présent et qu'il ait attendu sa sortie du gouvernement pour nous la soumettre.» (*Ibid.*).

<sup>163</sup> Au CN, la motion d'ordre Musy est rejetée par 112 voix contre 26. (AF, E 1301, vol. 321, Pv CN, 10.12.1936, p. 26, annexe 19a-b).

<sup>164</sup> «Als Führer der Rechtsopposition war Herr Musy mit wehendem Helmbusch in die Arena geritten, als es zur Abstimmung kam, standen nicht einmal mehr seine Fraktionsgenossen zu ihm. [...] Er verlangte die Herstellung des Budgetgleichgewichts durch Herabsetzung der Ausgaben — und gleichzeitig rief er nach einem grosszügigen Arbeitsbeschaffungsprogramm. Da konnte man ja wohl mit der Achsel zucken. Nach diesem schweren Debakel scheint Musys grosse Rolle im Parlament ausgespielt zu sein [...].» (*Die Nation*, 17.12.1936, cité in P. MORANDI: *op. cit.*, p. 280).

<sup>165</sup> AF, E 1301, vol. 328, Pv CN, 31.3.1938, pp. 399-400 (annexe 24a-b: développement le 31.3.1938 par Musy de son postulat déposé le 22.6.1937 au sujet de l'aide aux populations alpestres). Le Conseil national décide d'adopter ce postulat Musy à l'exception du chiffre 5. (*Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale*, session de printemps 1938, p. 22). Voir aussi AF, fs Musy, vol. 117.

<sup>166</sup> Sous les auspices de l'Union nationale de Georges Oltramare, Musy parle de la dévaluation en octobre 1936. L'ancien ministre des finances remarque que cette mesure «est l'aboutissement d'une politique myope et imprudente. Je sais qu'elle aurait pu être évitée. Le Conseil fédéral ne peut pas dire qu'il n'a pas reçu les avertissements nécessaires.» Et d'attaquer, une fois de plus avec beaucoup de prétention, ses anciens collègues qui, à l'entendre, ne comprenaient pas grand-chose de l'économie déjà à l'époque où il était



et antiurbaine qui remonte à la fin du XIXe siècle, le conservateur fribourgeois sublime la figure du paysan de montagne, incarnation du patriote par excellence. Le slogan qu'il aime à citer depuis des années? «La montagne a fait les montagnards. Les montagnards ont fait la Suisse»<sup>167</sup>. Marqué pour toujours par la grande peur de novembre 1918, qu'il évoque sans cesse comme une expérience centrale, il tient plus que jamais le paysan, de surcroît de montagne, pour le plus sûr rempart de l'ordre contre la révolution. Le paysan qui doit quitter son exploitation pour aller gagner sa vie en ville ou en usine a beaucoup plus de chance de tomber dans le socialisme que celui qui peut rester sur sa terre. Aussi Musy estime-t-il que la solidarité avec le monde agricole est dans l'intérêt même de l'industrie et de la finance<sup>168</sup>.

L'agriculture de montagne, en proie à de graves difficultés, mérite certes d'être aidée, comme d'autres secteurs d'ailleurs. Toutefois, très critique à l'égard de l'électoratisme et des prodigalités intéressées qu'il attribue généralement aux parlementaires, Musy ne voit dans son intervention en faveur des paysans de montagnes qu'un généreux acte de civisme et d'entraide entre la plaine et la montagne. Pour lui, cela n'a bien entendu rien à voir avec le fait que son réservoir électoral se compose pour l'essentiel d'une population rurale et montagnarde et

---

membre du Conseil fédéral. Paroles de J.-M. Musy rapportées par é. d. [E. DELEAVAL]: «M. Jean-Marie Musy parle de la dévaluation», in *Le Courrier*, 15.10.1936. Pour un compte rendu tout aussi complaisant de cette conférence, voir s.n.: «Une conférence de M. Musy», in *Journal de Genève*, 14.10.1936. Devant les fascistes de l'Union nationale, Musy présente la dévaluation comme une «humiliation» et ressort de son sac à formules sa grande vérité monétaire: «Le pays qui n'a pas le courage de faire la politique de sa monnaie est bientôt réduit à la monnaie de sa politique. (Longs appl.)». (*Ibid.*). À cette époque, Musy semble toutefois être déjà revenu quelque peu du dogme de la couverture métallique qui, à elle seule, n'a pas pu préserver de la dévaluation. En 1936, peu avant la dévaluation du franc suisse et alors qu'il vient de parler avec le Belge van Zeeland, premier ministre d'un pays dont l'économie a commencé à se redresser après la dévaluation de sa monnaie, Musy constate dans un mémorandum personnel: «Des expériences monétaires auxquelles nous avons assisté, des réflexions qu'elles suggèrent il me paraît en effet résulter que la monnaie n'est pas une fin, mais un moyen; qu'il faut savoir en faire un bon et utile serviteur, que la monnaie conditionne moins l'économie que l'économie ne conditionne la monnaie, et que par conséquent la monnaie saine est celle qui correspond le mieux à la situation économique du pays. La suite de mes déductions me conduit à croire encore que la monnaie-or à l'ancienne parité dans un monde bouleversé et ruiné ne peut être que la monnaie d'un peuple riche ou la monnaie d'un peuple héroïque.» (AF, fs Musy, vol. 112: «Impressions recueillies à l'occasion de mon séjour à La Haye, à Bruxelles et Paris», (entre juillet et septembre 1936), p. 5). Et, en décembre 1938, il affirmera carrément en public: «Nous voulons rester fidèles à une politique prudente, à une politique basée sur une couverture suffisante, mais le temps est passé du prétendu pouvoir absolu de l'or.» (*Bst CN*, 20.12.1938, p. 1146).

<sup>167</sup> J.-M. MUSY: *Développement du postulat Dr J.-M. Musy en faveur des paysans de la montagne* (couverture: *La montagne a fait les montagnards. Les montagnards ont fait la Suisse*), s. l., (1938), 19 p. Il s'agit du développement du 31.3.1938 publié sous la forme d'une brochure.

<sup>168</sup> Pour un discours sur le sujet datant de cette époque, voir p.e. AF, fs Musy, vol. 117: conférence de J.-M. Musy sur «L'aide des pouvoirs publics aux petits paysans et aux paysans obérés», 10.4.1937, 34 p.

qu'il possède lui-même des alpages<sup>169</sup>. De même est-il totalement incapable, par opportunisme et vanité, de reconnaître qu'il porte une part de responsabilité certaine dans la misère dont il semble tout à coup s'émouvoir. La déflation qui a mené le pays dans l'impasse n'a-t-elle pas eu en Musy, ancien ministre des finances, l'un de ses plus entêtés défenseurs?

Au Parlement, Musy se révèle être surtout l'homme de la lutte contre le communisme. Avec Théodore Aubert, il y forme un tandem particulièrement actif dans ce domaine<sup>170</sup>. Sur de très nombreux points, leur argumentation, pétrifiée depuis longtemps, rejoint celle des jusqu'au-boutistes. Conservateurs intransigeants, ils sont tous deux prêts à aller loin dans la collaboration avec le fascisme, pourtant sensiblement différent du conservatisme. Leur ouverture à l'extrême droite n'en est pas moins intelligible.

Le 4 juin 1936, Musy dépose une motion par laquelle il demande formellement au Conseil fédéral la mise hors la loi du communisme<sup>171</sup>. Comme à son habitude, il considère, avec une pointe policière, que les mesures à prendre contre le communisme relèvent toujours de l'auto-défense. Une fois de plus, il reçoit le soutien précieux de Théodore Aubert et de l'EIA, prêts à faire de la propagande en faveur de sa motion<sup>172</sup>. Entre 1936 et 1938, Musy et Aubert jouent d'ailleurs, souvent en étroite collaboration, un rôle moteur dans la vaste offensive anticommuniste qui s'intensifie en Suisse et plus particulièrement dans sa partie romande.

À défaut d'obtenir dès le départ une interdiction générale au niveau national, mesure à laquelle se refuse le Conseil fédéral, quand bien même celui-ci serre déjà la vis en 1936 en matière de répression contre l'extrême-gauche, les milieux anticommunistes travaillent plus spécialement les cantons dans l'espoir d'entraîner la Confédération à leur suite. À Neuchâtel et Genève, les

---

<sup>169</sup> Pourfendeur de l'étatisme envahissant et des errements du régime des subventions, Musy ne renonce pas à faire appel à l'aide de l'État lorsqu'il en ressent le besoin. En septembre 1923, le conseiller d'État Emile Savoy écrit au Service de la création d'occasions de travail à Berne pour l'informer que Musy a demandé de subventionner la construction d'un chalet, incendié quelques semaines auparavant au-dessus d'Albeuve. Savoy indique qu'il a été décidé de donner suite à la demande de Musy et de lui allouer un «subside de chômage», qui contribuera, selon Savoy, à fournir du travail aux ouvriers de la Haute Gruyère. (AF, fs Schulthess 1, vol. 2: lettre d'E. Savoy à l'Office fédéral du travail, Service de la création d'occasions de travail, à Berne, 1.9.1923).

<sup>170</sup> Conseiller national de Zurich depuis avril 1938, le communiste Jules Humbert-Droz se souvient d'avoir eu ses interventions parlementaires hachées d'interruptions venant entre autres de Musy et Aubert. Jules Humbert-Droz écrit: «Musy me criait: "À Moscou!" et je lui rétorquais: "À Berlin!"» (J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte antifasciste 1931-1941*, Neuchâtel, La Baconnière, 1972, p. 307).

<sup>171</sup> AF, E 1301, vol. 318, Pv CN, 4.6.1936, p. 142 (motion Musy invitant le CF à présenter un projet de loi interdisant comme illicites et dangereuses pour l'État, l'action communiste et les organisations communistes).

<sup>172</sup> Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 22.7.1936; lettre de G. Lodyginsky à J.-M. Musy, 11.9.1936.

organisations communistes sont interdites en 1937. Au début de l'année suivante, Vaud leur emboîte le pas. En 1938, Fribourg et les cantons alémaniques de Schwytz, Obwald, Uri et Bâle-Ville suivent le mouvement, en prenant diverses mesures contre les communistes. Finalement, en novembre 1940, le Conseil fédéral interdit le Parti communiste sur le plan national. Par son intense propagande, l'Action nationale suisse contre le communisme, dirigée par Musy, contribue sans conteste au durcissement du front anticommuniste. On se gardera cependant de surévaluer son influence. Nous y reviendrons.

La motion Musy s'inscrit dans une vague d'anticommunisme qui monte en Suisse et ailleurs en Europe. La victoire du Front populaire aux élections législatives d'avril-mai 1936 en France voisine, événement perçu comme la résultante de la tactique officialisée par le VIIe congrès mondial du Komintern en juillet-août 1935, pousse les milieux anticommunistes à réagir. Pour Musy, de plus en plus intéressé à mener son combat en relation avec d'autres anticommunistes européens, l'arrivée au pouvoir de Léon Blum constitue un tournant important: dès cette époque, ce francophile de cœur se détourne quelque peu de la France, qu'il juge en voie de bolchevisation, pour s'accommoder progressivement avec l'Allemagne, tenue pour un des remparts anticommunistes les plus sûrs en Europe. Les grèves de juin 1936 en France, puis surtout le début de la guerre d'Espagne en été 1936 lui font maintenir ce nouveau cap. Très vite, et cela se vérifie en fait déjà lors de l'affaire d'Ethiopie et la question des sanctions contre l'Italie, Musy s'adapte aux nouveaux rapports de force qui s'établissent sur le continent.

#### 1.5. Un dur parmi les durs

Outre le contexte international, la politique intérieure suisse influence fortement l'action de l'ancien conseiller fédéral fribourgeois. Sa position, marquée par une radicalisation idéologique accrue, un anticommunisme dogmatique et un fort esprit de revanche, l'emmène encore plus dans les marges de l'extrême droite, pourtant toujours plus déclinante depuis le rejet massif en 1935 de l'initiative en faveur d'une révision totale de la Constitution.

En 1936, année où il jette les bases de son organisation anticommuniste, Musy se fait en effet plus remarquer dans le petit monde de l'extrême droite et de la droite musclée, en particulier en Suisse romande, que dans les assemblées du PCPS, son parti d'origine. Au début février, dans la «ville rouge» de Lausanne, il attaque le système parlementaire lors du premier congrès romand des Jeunes Travailleurs, mouvement de rénovation à chemises vertes, récemment interdites,

et d'inspiration chrétienne-sociale très nettement orienté à droite, notamment sous l'influence d'Henri Berra<sup>173</sup>.

Le 19 mai 1936, entouré entre autres par Théodore Aubert, depuis peu conseiller national grâce au soutien de l'Union nationale, et Lucien Genoud, président des Jeunes Travailleurs de Genève, il apparaît dans le cadre d'une conférence organisée en cette ville par les Jeunesses nationales<sup>174</sup>, conférence au cours de laquelle il condamne toute reconnaissance de l'URSS et exige l'interdiction des organisations communistes en Suisse. violemment chahutée, la conférence, où les «Musy, au poteau!» et autres «Sortez-le» vociférés par les militants de gauche, poing levé, s'entrecroisent avec les «Vive Musy!» criés par des adversaires, bras tendu, est à deux doigts de se terminer par une bagarre générale. La salle est évacuée et c'est finalement au local de l'Union nationale que Musy termine son exposé<sup>175</sup>.

La revanche ne tarde pas. Le 5 juin suivant, soit le lendemain du dépôt au Conseil national de la motion par laquelle Musy demande l'interdiction des organisations communistes, celui-ci réaffirme à Genève ses convictions anticommunistes à l'invitation du Parti national-démocratique, de l'Union nationale, du Parti chrétien-social, de l'Union civique et des Jeunes Travailleurs. À son entrée sur l'estrade du Victoria Hall<sup>176</sup>, décorée de deux larges banderoles portant ces mots: «Révolution internationale: non» et «Révolution nationale: oui», la clique de l'Union nationale bat aux champs et les porte-drapeaux des

---

<sup>173</sup> Outre Berra et Musy, tenu par les Jeunes Travailleurs comme un précurseur du renouveau national et un guide de leur action, d'autres personnalités interviennent lors de ce rassemblement pour apporter leur soutien aux Jeunes Travailleurs, notamment Marcel Regamey, président de la Ligue vaudoise, Raymond Devrient et Albert Masnata, deux figures de proue des Amis de la corporation, Lucien Genoud, président des Jeunes Travailleurs de Genève, ainsi que le lieutenant-colonel Robert Moulin, membre du parti libéral, de la Ligue pour le peuple et la patrie et de la Ligue vaudoise, à ce titre représentatif des affinités que se trouvent plusieurs libéraux avec les milieux corporatistes et autoritaires. (Sur le congrès des Jeunes Travailleurs, voir p.e. sous: «1<sup>er</sup> congrès des Jeunes Travailleurs», in *La Jeune Suisse*, 15.2.1936, ainsi que R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social... op. cit.*, p. 174.

<sup>174</sup> La lutte contre le socialo-communisme constitue le ciment des Jeunesses nationales. Au début de 1936, elles regroupent la Jeunesse nationale démocratique, la Jeunesse d'Union nationale, la Jeunesse indépendante et chrétienne-sociale et les Jeunes Travailleurs. (R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 252).

<sup>175</sup> Voir sous: «Les socialo-communistes tentent d'empêcher M. Musy de proclamer la nécessité pour la Suisse de ne pas renouer avec Moscou», in *La Suisse*, 20.5.1936; «Les socialo-communistes chahutent la conférence de M. Musy», in *Journal de Genève*, 21.5.1936; «La conférence de M. Musy est troublée par des socialo-communistes», in *La Tribune de Genève*, 21/22.5.1936; ainsi que R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 119.

<sup>176</sup> Le Victoria Hall, lieu où l'Union nationale reçoit les orateurs de marque, voit défiler Gonzague de Reynold en septembre 1933 et janvier 1934, Musy en juin 1936 et, au nombre des personnalités étrangères, Léon Daudet en octobre 1934, Léon Degrelle en septembre 1936 et Charles Maurras un an plus tard. (*Ibid.*, pp. 167-168).

sociétés organisatrices prennent position auprès de lui<sup>177</sup>. Au bout du lac, l'heure est à la collaboration des forces de droite qui, ayant pour colonne vertébrale l'antimarxisme, viendra à bout du régime Nicole en novembre 1936<sup>178</sup>. Entouré de quelques rénovateurs à poigne, il se retrouve quelques jours plus tard à Neuchâtel, le 26 juin, pour faire un exposé sous l'étendard des Jeunesses nationales neuchâteloises, conduites par Eugène Bourquin.

Enfin, le 13 octobre 1936, Musy revient à Genève, dans la grande salle de la Réformation, où il donne une conférence sur le thème de la dévaluation décidée le 26 septembre précédent. Sa conférence a lieu sous les auspices de l'Union nationale qui, à la même époque, cherche à étendre son influence à tous les cantons romands<sup>179</sup>. Cadre plutôt inhabituel pour un ancien conseiller fédéral. Le caractère fasciste du cérémonial saute aux yeux: roulement de tambours, sonnerie de la clique, arrivée du drapeau de l'Union nationale entouré de sa garde, ovations d'une foule considérable<sup>180</sup>, debout et saluant à la romaine, et lecture du serment du banneret. Après un vibrant hommage rendu par le fasciste Georges Oltramare à l'invité, le premier félicitant le second pour sa démission du Conseil fédéral et lui souhaitant d'y retourner pour qu'il puisse enfin travailler à l'instauration de l'État chrétien, fédéraliste et corporatif, triple revendication qui est aussi celle des jeunes-conservateurs et des chrétiens-sociaux, Musy lui répond: «je suis ici, pour vous apporter une preuve publique de ma sympathie, à vous qui luttez pour la même cause»<sup>181</sup>. Au terme du discours, très fréquemment interrompu par de vigoureux applaudissements, toute la salle debout acclame le Fribourgeois<sup>182</sup>.

---

<sup>177</sup> Derrière Musy prennent place le démocrate Frédéric Martin, conseiller aux États, Théodore Aubert et le chrétien-social Jules-Edouard Gottret, conseillers nationaux, le démocrate Albert Picot et le radical Louis Casai, conseillers d'État, Georges Haldenwang, président central du Parti national-démocratique, Déthiollaz, président du Parti chrétien-social, Gustave Mégevand, président du groupe parlementaire de l'Union nationale, Alfred Georg, ancien conseiller national démocrate, et de nombreux députés. Lucien Genoud, président des Jeunes Travailleurs, déchaîne l'enthousiasme quand il lit la motion déposée au Conseil national par Musy pour interdire en Suisse les organisations communistes. Au sujet de cette conférence de Musy, voir sous: «M. J.-M. Musy a fait acclamer sa thèse. La non-reconnaissance des Soviets», in *La Suisse*, 6.6.1936; «Contre la reconnaissance des Soviets par la Suisse. Une émouvante conférence de M. Musy au Victoria Hall», in *Journal de Genève*, 7.6.1936; «La conférence de M. Musy contre les relations avec les Soviets», in *La Tribune de Genève*, 7/8.6.1936; ainsi que R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 253.

<sup>178</sup> Sur l'Entente nationale, voir *ibid.*, pp. 77-80 et 254-261.

<sup>179</sup> Sur cet élargissement de l'Union nationale, voir *ibid.*, pp. 217-228.

<sup>180</sup> Plus de 1'500 personnes selon *Le Courrier* du 15.10.1936.

<sup>181</sup> Cité par R. M.: «Un exposé de M. J.-M. Musy sur la dévaluation du franc», in *La Tribune de Genève*, 15.10.1936.

<sup>182</sup> En plus des thèmes habituels qu'il aborde (critique de la récente dévaluation, retour à l'équilibre budgétaire, condamnation de l'étatisme, renforcement du fédéralisme, interdiction du communisme, louange de la corporation, redressement national, etc.), Musy invite les Genevois à se rendre, prochainement, aux urnes avec le désir d'éjecter les socialistes du gouvernement cantonal. Au sujet de cette conférence, voir s.n.: «Une conférence de M. Musy», in *Le Courrier*, 14.10.1936; s.n.: «Une conférence de M. Musy», in *Journal de Genève*, 14.10.1936; s.n.: «M. J.-M. Musy parle de la dévaluation», in *La Suisse*,

C'est dans ce contexte, une dynamique de radicalisation, Musy n'hésitant pas à se présenter toujours plus comme un allié des anticommunistes de l'extrême droite, de surcroît adversaires les plus décidés de la démocratie libérale, qu'il faut resituer la création de l'Action nationale suisse contre le communisme.

## 2. Redresser le pays

### 2.1. Un programme de redressement national: le discours du 31 janvier 1936

La volonté de redressement, nous l'avons vu plusieurs fois, revient comme un leitmotiv tout le long de la carrière de Musy. La plupart du temps, il parle d'ailleurs indifféremment de restauration ou de rénovation, l'important étant de redresser un monde toujours perçu comme déclinant. Cette prétention l'amène à se présenter très souvent, avec quelque opportunisme, sous les traits d'un sauveur. Déjà sur le plan fribourgeois, dès 1912, il n'a cessé d'en appeler au redressement. Devenu conseiller national en 1914, il a continué d'exploiter ce filon. Depuis la grève générale de 1918 surtout, il a compris son action politique, pour une grande partie, comme un combat contre la déchéance. Lors de la vague révisionniste de 1917-1919, il s'est fait, par sa motion de février 1919, le porte-parole des conservateurs-catholiques pour demander une refonte partielle de la Constitution. À la tête des finances fédérales, il a également vu son travail comme une œuvre de redressement national. À bien des égards, l'Association suisse pour la solidarité économique, créée sous son impulsion en 1928, constitue déjà un mouvement de rénovation nationale. Ouvertement acquis à une révision des institutions dès le printemps 1933, alors qu'en Suisse et ailleurs en Europe on ne parle que de sursaut patriotique et de relèvement national, il démissionne du Conseil fédéral en pleine poussée révisionniste, non sans avoir essayé d'imposer un programme de redressement à ses collègues. Comme le rapporte en 1936 Philipp Etter, son camarade de parti et successeur au Conseil fédéral, Musy ne veut pas sauver la patrie, mais être le sauveur de la patrie<sup>183</sup>. Une manière subtile de relever l'ego développé du Fribourgeois.

Après sa fausse sortie du Conseil fédéral, Musy joue dans le même registre de la dénonciation du déclin général. Tribun démagogue, il ne se gêne pas,

---

14.10.1936; é. d. [E. DELEAVAL]: «M. Jean-Marie Musy parle de la dévaluation», in *Le Courrier*, 15.10.1936; R. M.: «Un exposé de M. J.-M. Musy sur la dévaluation du franc», in *La Tribune de Genève*, 15.10.1936; ainsi que R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 168.

<sup>183</sup> Voir M. PFISTER: *op. cit.*, n. 20 p. 22.

maintenant qu'il n'a plus aucune responsabilité gouvernementale, de critiquer, à coups d'affirmations et de pointes ironiques, ses anciens collègues et tous ceux qui, à l'en croire, n'y comprennent rien. Il a manifestement du mal à retenir sa rancune. De manière symptomatique, sa première grande intervention au Conseil national porte justement sur le redressement national. Dans le viseur? La politique économique et financière du Conseil fédéral qu'il juge déficiente. Le 31 janvier 1936, il développe un postulat, déposé le 6 janvier précédent, par lequel il invite le Conseil fédéral «à examiner s'il n'est pas urgent de présenter un programme général de redressement national, comportant solutions coordonnées des problèmes économiques et financiers»<sup>184</sup>. L'ancien chef du DFFD, qui avait lui-même concocté le premier programme financier en 1933, est décidé à donner son avis sur les mesures économiques envisagées par le Conseil fédéral et à imprimer surtout sa marque sur le débat autour du nouveau programme financier préparé par le gouvernement<sup>185</sup>. Comme toujours, pour Musy, les problèmes économiques et financiers ont une dimension nettement politique.

Taxant d'«optimiste»<sup>186</sup> la vision du Conseil fédéral, Musy laisse clairement croire que la sienne est la seule réaliste quant à la gravité de la crise. Et, à l'entendre, si on l'avait écouté, le pays n'en serait jamais arrivé là. De fait, le programme qu'il propose pour sortir de l'ornière reprend les différents points de l'ultimatum qu'il a posé le 15 mars 1934 à ses collègues du gouvernement. Déjà lors de la campagne pour les élections au Conseil national d'octobre 1935, il avait ressorti de sa poche les principales revendications de ce programme impératif de redressement pour se profiler comme l'homme de la situation<sup>187</sup>. En janvier 1936,

---

<sup>184</sup> *Bst CN*, 31.1.1936, p. 750. Les cosignataires du postulat Musy sont: Abt, Aeby, Aubert, Benninger, Berthoud, Bircher, J. Bossi-Chur, B. Bossi-Lugano, Dollfus, Eder, Fauquex, Favrod-Coune, Germanier, Glasson, Gottret, Petrig, Picot, Quartenoud, Rais, Roulet, Schwar, Troillet, Vallotton, Vonmoos, Walter-Olten, Wetter, Zimmermann. (*Ibid.*). Le développement de ce postulat est également reproduit sous: «La réforme de l'État. Le postulat Musy au Conseil national», in *La Liberté*, 31.1.1936.

<sup>185</sup> Le 12 novembre 1935, le Conseil fédéral a soumis un message sur les mesures extraordinaires d'ordre économique. (MCF, 12.11.1935, in *FF*, 1935, vol. 2, pp. 533-562). Le 22 novembre suivant, il a présenté un volumineux message concernant de nouvelles mesures extraordinaires destinées à rétablir l'équilibre des finances fédérales en 1936 et 1937. (MCF, 22.11.1935, in *FF*, 1935, vol. 2, pp. 761-881).

<sup>186</sup> *Bst CN*, 31.1.1936, p. 750.

<sup>187</sup> Le 13 octobre 1935, lors d'une assemblée conservatrice à Estavayer-le-Lac, Musy montra, comme le rapporte *La Liberté*, «pourquoi nous allons au-devant d'élections définitives. Deux programmes en présence: le programme socialiste avec son plan de travail, et le nôtre. C'est l'heure de passer à l'action. Nous voulons défendre la famille, en particulier la famille paysanne, en reprenant toute la question du désendettement [...]. Nous voulons assainir les finances en simplifiant toute l'administration, [...] réduire les frais, abaisser le prix de la vie, organiser la profession et supprimer l'antagonisme des classes; nous voulons un gouvernement de droite faisant une politique de large solidarité. [...] M. Musy termina en faisant un éloge de notre discipline conservatrice: "Nos troupes sont les plus solides. Nous sauverons la Suisse."» Voir sous: «Assemblée conservatrice à Estavayer-le-Lac», in *La Liberté*, 15.10.1935; référence également citée par N. BALMAT: *op. cit.*, p. 159.

alors que la voie déflationniste a conduit le pays dans une impasse et qu'il n'en sortira en grande partie que par la dévaluation de 30% du franc suisse en septembre 1936, Musy prône avec force la déflation générale et défend le franc à la parité-or comme le but principal à atteindre: «Pour la Suisse, la réduction du coût de la vie, c'est-à-dire la politique de déflation, est le seul moyen d'adapter notre situation au rythme international des prix. La déflation, c'est la voie douloureuse; mais c'est le seul moyen d'échapper à la dévaluation. Il faut, par conséquent, en avoir le courage, si nous voulons épargner à notre pays l'heure tragique du drame monétaire.»<sup>188</sup>

Au même moment, soit en janvier 1936, le chômage atteint un maximum de 124'008 unités<sup>189</sup>. La «politique d'adaptation», qui a trouvé en Musy l'un de ses plus ardents partisans à l'époque où il était encore chef du DFFD, concourt grandement à ce résultat dramatique, alors que la tendance générale est à l'étranger au redressement des économies nationales. Incapable de reconnaître l'échec de cette politique déflationniste qui a mené le pays à l'étouffement et à laquelle il a lui-même contribué, celui qui aime à se présenter comme un visionnaire et un sauveur réussit pourtant à critiquer le cours suivi jusqu'à maintenant, sans bien entendu s'attribuer la moindre responsabilité<sup>190</sup>.

Pour conjurer le spectre de la dévaluation, infamie suprême pour celui dont l'une des plus grandes fiertés est le franc fort, la démocratie libérale ne semble pas le système le plus approprié. Musy n'a-t-il jamais cessé de critiquer, surtout depuis le début des années trente, le manque de fermeté du gouvernement, les largesses du parlement et les habitudes de confort prises par le peuple? Or, pour le châtelain de Middel, l'«ensemble des mesures inhérentes à la déflation constitue un régime dur. L'exécution de ce programme austère exige un gouvernement énergique, un parlement conscient de ses graves responsabilités et un peuple discipliné et résigné»<sup>191</sup>. En solidité, l'argumentation du financier dépasse de loin celle de l'économiste: «Si nous réussissons à imposer au peuple et à l'étranger la certitude que le franc ne bougera pas, le dégel de la thésaurisation commencera. Les capitaux qui ont cherché ailleurs protection contre le danger de la dévaluation reviendront.»<sup>192</sup> Le redressement national esquissé par Musy se confond avant

---

<sup>188</sup> *Bst CN*, 31.1.1936, pp. 754-755.

<sup>189</sup> R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 282.

<sup>190</sup> Impressionné par les propos vigoureux de Musy, Jules Picard lui écrit peu après: «Je voudrais que vous fussiez investi du rôle de Führer, de Duce, avec pleins pouvoirs pour 2 ans, que vous vous entouriez de personnes de votre choix et que les Chambres restent fermées jusqu'à l'expiration de votre mandat, mandat qui vous serait confirmé sans doute, en appréciations des résultats de votre gestion». (AF, fs Musy, vol. 93: lettre de J. Picard à J.-M. Musy, 3.2.1936).

<sup>191</sup> *Bst CN*, 31.1.1936, pp. 755-756.

<sup>192</sup> *Ibid.*, p. 755.



tout avec la défense de la place financière suisse<sup>193</sup>. Une fois de plus, il voit une quasi équivalence entre les intérêts de celle-ci et ceux du pays. Le redressement national passe, selon Musy, par une réforme profonde de l'État. Il faut, dit-il, «dissiper la chimère de l'État-providence»<sup>194</sup>.

À l'opposé des théories de Keynes qui ont cours à l'étranger, parfois avec un certain succès, Musy tient ferme le cap de l'orthodoxie libérale. L'économie nationale sera relancée, estime-t-il, non pas par l'action stimulante de l'État, mais par le secteur privé débarrassé des entraves étatiques. L'État n'a pas à s'occuper de tout, surtout en matière économique. Pour Musy, l'étatisme représente toujours un signe de décadence, un pas décisif vers le marxisme. Rien ne doit remplacer la responsabilité personnelle et la liberté individuelle. Il exige un assainissement des finances publiques, notamment grâce à une sévère compression des dépenses. Le bureaucratisme envahissant doit être combattu, l'administration dégraissée. Il est urgent de réformer les CFF dans le sens de la privatisation et de les dépolitiser, terme que Musy utilise souvent lorsqu'il s'agit de domaines où les socialistes sont, à son goût, trop influents. Très proche des thèses de la Ligue pour le peuple et la patrie, dont la dépolitisation des CFF constitue également un des chevaux de bataille, il estime qu'on «espère beaucoup, dans certains milieux, de la désétatisation, qui doit soustraire notre réseau national aux influences politiques. Il me paraît nécessaire de constater à cet égard que l'emprise politique sur les Chemins de fer fédéraux réside moins dans l'action du Conseil fédéral et du parlement sur l'administration de notre réseau national que dans la toute-puissance des syndicats.»<sup>195</sup>

La fiscalité doit être allégée, le régime des subventions réduit au strict nécessaire. Afin d'éviter la surenchère électoraliste, Musy demande de diminuer les compétences du parlement, tout particulièrement en matière de dépenses, et de renforcer celles du Conseil fédéral. Il défend le fédéralisme, nécessaire tant du point de vue fiscal que politique. Il brandit la solution corporatiste pour mettre fin, selon lui, au régime économique hybride qui s'efforce de combiner capitalisme et socialisme. Tenant du capitalisme libéral, toujours défendu, même sous le vernis du discours corporatiste, il se garde toutefois de prôner le libéralisme manchestérien. Il croit savoir que l'association professionnelle sera le

---

<sup>193</sup> La dévaluation constitue également un thème tabou dans les milieux patronaux de l'industrie. (G. BILLETER: *op. cit.*, n. 39 p. 149). Or, le maintien du franc à la parité-or handicape tout particulièrement l'industrie d'exportation. Cette situation s'explique sans doute en partie par le fait que les grandes banques occupent une place importante jusque dans les conseils d'administration de l'industrie d'exportation. S'intéressant surtout à la situation des années 1920, Hanspeter Schmid écrit également: «Exportindustrie(kapital) ist ökonomisch zum Teil identisch mit Grossbank(kapital)». (H. SCHMID: *op. cit.*, p. 44).

<sup>194</sup> *Bst CN*, 31.1.1936, p. 753.

<sup>195</sup> *Ibid.*

meilleur moyen d'accorder les exigences de la liberté individuelle avec celles de la discipline collective. La corporation, juge-t-il, mettra fin à la lutte des classes. Il insiste sur la relation qui existe entre la crise économique et la crise politique et morale. Ce n'est pas seulement à un redressement de l'économie qu'il faut travailler mais aussi à celui de la vie politique et de la moralité. Enfin, il en appelle à la solidarité des États européens pour faire face aux puissants blocs économiques qui l'assiègent. Tout en relevant qu'il ne veut «point tenter l'esquisse d'une Europe nouvelle»<sup>196</sup>, il préconise l'abandon du protectionnisme à outrance et le retour vers le libre-échange à l'intérieur du continent. Les États européens, répète-t-il, «se sauveront ou périront tous ensemble»<sup>197</sup>.

Le discours de Musy, qui a mis un soin tout particulier à le peaufiner, ne passe pas inaperçu. Il ne faut toutefois pas surévaluer les réactions que suscitent ses fortes paroles. Celles-ci ne parviennent en tout cas pas à donner un nouveau départ à la carrière politique du député fribourgeois. Du côté de ses collègues parlementaires, elles ne rencontrent même qu'un intérêt limité. Quant à la presse, seules *La Jeune Suisse*, organe des jeunes-conservateurs romands, et la *Schweizerische Handelszeitung*, proche des milieux économiques, semblent être parmi les plus enthousiastes<sup>198</sup>. Ce dernier hebdomadaire consacre ainsi trois pages, dont la une, au programme de redressement national présenté par Musy. La rédaction ne cache pas sa grande admiration pour les propos de l'ancien chef du DFFD<sup>199</sup>. Or, en coulisses, Musy et des collaborateurs de la *Schweizerische Handelszeitung* travaillent au même moment, avec d'autres proches des milieux économiques, à la création d'un mouvement qui justement prendra le nom de Redressement national. Dans *La Jeune Suisse*, Jules Biétry reconnaît lui, tout en adressant des lauriers à Musy et des tomates aux parlementaires, que le discours de celui-ci «a été applaudi davantage par la tribune (le peuple M. Nicole) que par ses collègues»<sup>200</sup>. Comme Musy, Biétry a du mal à accepter les règles du jeu de la démocratie représentative qui, malgré tout ce que l'on peut penser, ne se résume pas à quelques tifosi amenés dans les tribunes du Conseil national.

Par son discours du 31 janvier 1936 au Conseil national, Musy cherche d'une part à se présenter comme celui qui donne le coup d'envoi au redressement

---

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 755.

<sup>197</sup> *Ibid.*

<sup>198</sup> Voir sous: «Le discours de M. Musy au Conseil national», in *La Jeune Suisse*, 15.2.1936; ainsi que sous: «Der nationale Wiederaufstieg», in *Schweizerische Handelszeitung (Revue commerciale et financière suisse)*, 6.2.1936.

<sup>199</sup> Voir l'introduction de la rédaction au discours de Musy. (*Ibid.*).

<sup>200</sup> Introduction de J. Biétry à: «Le discours de M. Musy au Conseil national», in *La Jeune Suisse*, 15.2.1936. À en croire le chroniqueur, par ailleurs très favorable à Musy, seule une quarantaine de députés ont vraiment suivi son exposé. Voir sous: *ibid.* — Données bio. sur Jules Biétry, né en 1913: R. RUFFIEUX, B. PRONGUE (e.a.): *Le mouvement chrétien-social... op. cit.*, p. 466; J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 204.

national. Une tactique dont il use depuis plusieurs années, sans d'ailleurs en avoir le monopole. Cette fois, à entendre l'écho que rencontre son discours dans l'opinion publique, Musy manque la cible. Pour beaucoup, à l'inverse du principal intéressé et de quelques cercles plutôt restreints, il n'est plus qu'un ancien conseiller fédéral qui a fait son temps. D'autre part, en hissant le drapeau du redressement national, il annonce aussi, d'une certaine manière, la naissance prochaine de l'organisation du même nom.

## 2.2. Le Redressement national

### 2.2.1. *Libéralisme économique et conservatisme politique*

Comme l'a montré l'historien Christian Werner, Musy joue un rôle important dans la création, au printemps 1936, du Redressement national (Aktionsgemeinschaft Nationaler Wiederaufbau), aussi abrégé RN<sup>201</sup>. De par certains de ses partisans et les idées défendues, cette organisation n'est pas sans rappeler l'Association suisse pour la solidarité économique, fondée en 1928 sous l'impulsion principale de Musy<sup>202</sup>, et la Ligue pour le peuple et la patrie, constituée en 1933<sup>203</sup>. À bien des égards, notamment pour des raisons de correspondance dans la chronologie et les liens personnels, le RN, créé en avril 1936, peut être considéré comme le groupement qui, même s'il ne reprend qu'une partie de sa clientèle, succède à la Ligue pour le peuple et la patrie, dissoute en mai suivant<sup>204</sup>. En outre, plusieurs membres ou proches du RN seront impliqués

---

<sup>201</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 171-197. Sur le RN, voir aussi J. FRISCHKNECHT (e.a.): *Die unheimlichen Patrioten... op. cit.*, entre autres les pp. 139-154.

<sup>202</sup> Parmi les anciens de l'ASSE, membres ou liés à elle, qui appartiennent au RN, citons Théodore Aubert, Alfred Georg, Ernst Martz, Jean-Marie Musy et Dietrich Schindler-Huber. Selon Christian Werner, Rudolf Grob est sans doute membre du RN. (C. WERNER: *op. cit.*, p. 317). Louis Dapples, Henry Burrus et Beat Stoffel, eux aussi membres de l'ex-ASSE, sont également invités lors des discussions menées autour de la fondation du RN. (Voir *ibid.*, n. 788 et 791 p. 382). Engagé aux côtés de l'ASSE à l'occasion de la campagne antisocialiste pour les élections au CN de 1928, Samuel Haas fait également partie du RN.

<sup>203</sup> Au nombre des membres du RN qui ont été en relation, pour la plupart en tant que membres, avec la Ligue pour le peuple et la patrie se trouvent entre autres Reinhard Amsler, Max Beck, Leo Bodmer-Vogel, Emil Friedrich, Ernst Geyer, Rudolf Grob (sans doute membre du RN), Samuel Haas, Caspar Jenny, Louis F. Lambelet, Wilhelm Meier, Pierre Rochat, Dietrich Schindler-Huber, Otto Steinmann, Max Syz et Max Vischer. (Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 171-172 et les biographies correspondantes pp. 303-338. Au sujet de certains membres de la Ligue pour le peuple et la patrie, voir aussi P. STADLER (Hg.): «Ein deutscher Bericht...» *op. cit.*, p. 383; F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 218-219).

<sup>204</sup> Lors de la dissolution de la Ligue pour le peuple et la patrie, il est recommandé à ses membres d'adhérer à la Fédération patriotique suisse. (Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 128-132; W. WOLF: *op. cit.*, pp. 40-41). Plusieurs membres importants ou proches de l'ancienne Ligue pour le peuple et la patrie apparaissent en fait également au sein du nouveau RN.

dans la Ligue des non-subventionnés, aussi appelé Club des éléphants (1939)<sup>205</sup>, la Ligue du Gothard (Gotthard-Bund, 1940)<sup>206</sup> et la Société pour le développement de l'économie suisse (1942)<sup>207</sup>. Quelques-uns, certains parmi les dirigeants du RN, tels Andreas von Sprecher, Emil Friedrich et Caspar Jenny, tous trois également membres de la germanophile et anti-esdénienne Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, signeront la «requête des 200»<sup>208</sup>. Avant cela, dans le même sillage idéologique, la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse aura envisagé deux projets d'initiative, l'un de 1936 demandant le retrait de la Suisse de la SdN, l'autre de 1937 exigeant le retour de la Suisse à la neutralité intégrale<sup>209</sup>, cette dernière action trouvant par ailleurs plusieurs alliés au sein du RN<sup>210</sup>.

Les deux principes fondamentaux du Redressement national où dominent les représentants de l'industrie et de la finance? Libéralisme économique, souvent proche de la version manchestérienne, et conservatisme politique. Le groupement se comprend comme un mouvement bourgeois d'opposition. De fait, il est un des premiers véritables groupes de pression politico-économique en Suisse, dans la lignée de l'Association suisse pour la solidarité économique et de la Ligue pour le peuple et la patrie. Sorte de synthèse entre le groupe économique privé et la société patriotique, le RN ne vise pas uniquement la défense des intérêts économiques, mais jumelle à celle-ci la sauvegarde des valeurs patriotiques. Par cette dimension élargie et plus connotée politiquement, le RN se distingue des traditionnelles organisations patronales, apparues dans la seconde moitié du XIXe siècle et dont l'influence sur le niveau politique s'est depuis considérablement renforcée. En outre, par l'importance centrale donnée aux questions économiques, il se différencie des associations patriotiques du genre de la NSH.

---

(Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 171-172; J. FRISCHKNECHT (e.a.): *Die unheimlichen Patrioten... op. cit.*, pp. 139 et 179; B. GLAUS: *op. cit.*, pp. 102-103).

<sup>205</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 198-213; J. FRISCHKNECHT (e.a.): *Die unheimlichen Patrioten... op. cit.*, pp. 189-192; H. DICKENMANN: *op. cit.*, pp. 205-222 et 391-398.

<sup>206</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 260-284; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 356-362; J. FRISCHKNECHT (e.a.): *Die unheimlichen Patrioten... op. cit.*, pp. 28-29.

<sup>207</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 214-231.

<sup>208</sup> Voir G. WAEGER: *op. cit.*, p. 257. Voir aussi J. FRISCHKNECHT (e.a.): *Die unheimlichen Patrioten... op. cit.*, pp. 141-143, et C. WERNER: *op. cit.*, p. 177.

<sup>209</sup> D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 24.

<sup>210</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, p. 177. En 1937, la plupart des initiants de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse s'inscrivent largement dans la ligne des milieux pro-allemands qui ont déjà combattu en 1920 l'entrée de la Suisse à la SdN. Le comité d'initiative a pour président Andreas von Sprecher et vice-président Heinrich Frick. Andreas von Sprecher est le fils de l'ancien chef d'état-major de l'armée en 1914-1918, Theophil Sprecher von Bernegg, qui a participé en mars 1921, avec d'autres personnalités du temps de guerre, comme le général Ulrich Wille, à la fondation de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse. Voir G. WAEGER: *op. cit.*, pp. 59-80.

Le Redressement national réagit contre le socialisme sous toutes ses formes. Aussi, mis à part ses attaques carrées contre les adeptes déclarés du socialisme, s'en prend-il également aux tendances étatistes croissantes qu'il débusque jusque dans le bloc bourgeois et à la politique gouvernementale qu'il juge trop souvent socialisante. Le RN défend l'initiative privée contre l'étatisme et le fédéralisme contre la centralisation. Le gonflement bureaucratique de la politique fédérale lui hérissé systématiquement le poil. La lutte contre le régime des subventions, ainsi que l'assainissement des finances fédérales et celui des CFF le préoccupent tout particulièrement. Se concentrant sur les questions économiques et financières, le RN n'en associe pas moins étroitement à toutes ses actions l'idée de défense de la patrie. Défendre le libéralisme économique, c'est pour lui défendre les fondements mêmes de la Confédération. Et vice-versa. Selon ses statuts, le «but de l'association est de contribuer au maintien des bases saines du peuple suisse. Partant des valeurs morales et spirituelles traditionnelles de la nation, elle veut protéger ses libertés contre l'extension oppressive d'un fonctionnarisme bureaucratique et contre une centralisation annihilante.»<sup>211</sup> Tout en se méfiant du système parlementaire, à ses yeux souvent porté à la dépense électoraliste, le RN permet à ses membres d'adhérer aux partis politiques<sup>212</sup>.

### 2.2.2. *Naissance du mouvement*

L'initiative de crise, qui a poussé les milieux industriels et financiers à une vaste contre-attaque, a eu valeur d'avertissement. Malgré son rejet en votation populaire, elle a montré la présence de fortes aspirations étatistes en Suisse. Le retour d'une nouvelle initiative du même genre n'est pas exclu. Ce constat contribue grandement au lancement du Redressement national qui, à la différence des comités référendaires aux visées ponctuelles, se présente comme un mouvement d'opposition organisé et permanent à l'interventionnisme étatique<sup>213</sup>. Au lendemain du 2 juin 1935, Théodore Aubert l'a une fois de plus répété: «C'est aux milieux économiques restés sains, encore prospères ou relativement prospères, qu'incombe la tâche de créer l'organisme de combat permanent.»<sup>214</sup>

---

<sup>211</sup> AfZ, RN, 1.1.1.1: art. 2 des statuts du RN, approuvés par l'assemblée constitutive du 25.4.1936 à Zurich.

<sup>212</sup> Voir AfZ, RN, 1.1.1.1: art. 4 des statuts du RN, approuvés par l'assemblée constitutive du 25.4.1936 à Zurich. (AfZ, RN). Sur le programme du RN, voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 184-187.

<sup>213</sup> *Ibid.*, p. 171. Lors de sa création, le RN reprend par ailleurs une somme disponible depuis la campagne menée par les milieux patronaux contre l'initiative de crise. (Voir AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du comité du RN, 25.4.1936, qui indique: «Der Vorsitzende [Andreas von Sprecher; n.d.a.] behandelt zuerst die Finanzen und gibt bekannt, dass noch ein Betrag seit der "Krisen-Initiative" sofort zur Verfügung stehe.»).

<sup>214</sup> AF, fs Musy, vol. 113: T. Aubert: *Au lendemain du 2 juin 1935*, texte ronéotypé, 3.6.1935, p. 4. Théodore Aubert cite ici le passage d'un mémoire qu'il a lui-même écrit.

Selon l'entrepreneur Heinrich Spoerry, vice-président de l'association entre 1953 et 1956, les initiants du Redressement national sont Otto Steinmann, secrétaire et futur vice-président de l'Union centrale des associations patronales suisses, Caspar Jenny, industriel, Samuel Haas, directeur de la PSM, Jean-Marie Musy, ancien conseiller fédéral, Théodore Aubert, président de l'EIA, Carl Eder de la Chambre de commerce de Thurgovie et conseiller national conservateur depuis 1935, Reinhard Amsler, juge de Schaffhouse, Andreas von Sprecher, membre de la direction de la compagnie d'assurances Zurich, et Emil Friedrich, banquier de Zurich<sup>215</sup>. Très lié aux milieux économiques et ayant lui-même repris du service dans différents conseils d'administration depuis sa retraite du Conseil fédéral<sup>216</sup>, Musy reste, de tous les individus embarqués dans le RN, le plus impliqué dans la sphère politique<sup>217</sup>. Dans la proximité avec les cercles dirigeants de l'économie helvétique, le conservateur fribourgeois bat une fois de plus nombre de radicaux et de libéraux, pourtant traditionnellement plus proches de l'industrie et de la finance que les catholiques. Du point de vue de l'organisation du mouvement, notamment en ce qui concerne la fonction de secrétariat, Max Beck et Wilhelm Meier, rédacteurs de la *Schweizerische Handelszeitung*, organe proche de l'économie, participent également de manière importante à la création du RN<sup>218</sup>.

Dès décembre 1935 ont lieu diverses rencontres entre des représentants de l'économie helvétique<sup>219</sup>. Le lendemain de la séance du 23 décembre 1935<sup>220</sup>,

<sup>215</sup> H. SPOERRY: «Rückblick auf die Gründung des Redressement National», in REDRESSEMENT NATIONAL (éd.): *40 Jahre RN – 40 années de luttes politiques*, Zürich/Genève, 1976, p. 8. Aussi cité par J. FRISCHKNECHT (e.a.): *Die unheimlichen Patrioten...* *op. cit.*, p. 139, et C. WERNER: *op. cit.*, p. 171.

<sup>216</sup> Membre du c.ad. de la Rentenanstalt de 1917 à 1919, Musy retrouve cette fonction dès 1934. (E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale...* *op. cit.*, 1, p. 398). Directeur du Crédit Gruyérien de 1911 à 1912, puis membre du c.ad. de 1912 à 1919, Musy est président du c.ad. de cette banque de 1936 à 1952 (L. BLANC: «Crédit Gruyérien...», *op. cit.*, pp. 5-7, 14 et 20). Il est également membre du c.ad. de La Genevoise. (Le fait est notamment relevé par la gauche; voir p.e. J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte...* *op. cit.*, p. 160).

<sup>217</sup> Élu au Conseil fédéral à la fin de 1938 où il reprend le DFFD, le radical Ernst Wetter appartient également au RN. Avant son élection au gouvernement, le Zurichois a été conseiller national et vice-président du Vorort de l'USCI.

<sup>218</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, p. 172. Lors du lancement du RN, la *Schweizerische Handelszeitung* met à disposition son infrastructure. Les premières invitations aux séances sont d'ailleurs à l'en-tête de la *Schweizerische Handelszeitung*. Voir AfZ, RN, 1.1.6.4: invitations, fin 1935/début 1936. — Données bio. sur Max Beck (\*1896): C. WERNER: *op. cit.*, p. 305; et Wilhelm Meier (\*1900): *ibid.*, p. 324.

<sup>219</sup> Y sont notamment invités à l'une ou l'autre, voire à toutes les réunions: Théodore Aubert, Max Beck, Leo Bodmer-Vogel, Primus Bon, Henry Burrus, Johann Laurenz Cagianut, Louis Dapples, Carl Eder, Emil Friedrich, Alfred Georg, Samuel Haas, Paul Jaberg, Caspar Jenny, Carl Koechlin, Wilhelm Meier, Hans Mettler-Weber, Hans Müller (Rückversicherungsgesellschaft), Jean-Marie Musy, Dietrich Schindler-Huber, Charles Simon, Andreas von Sprecher, Otto Steinmann, Beat Stoffel, Hans Sulzer (grand industriel, ancien ministre de Suisse à Washington et frère de Carl Sulzer-Schmid; n.d.a.) et A. Wander. Pour des listes détaillées, voir C. WERNER: *op. cit.*, p. 179 et n. 788, 790 et 791 p. 382. (AfZ, RN, 1.1.6.4: invitations du 3.12.1935 pour le 6.12.1935, du 18.12.1935 pour le

Théodore Aubert écrit à Musy une longue lettre sur «la question si essentielle de la constitution de l'organisme permanent de combat»<sup>221</sup>. Selon le chef de l'EIA, lui aussi un des promoteurs les plus résolus du Redressement national<sup>222</sup>, le «programme très précis» adopté la veille comporte premièrement la lutte contre le communisme (front commun, menées révolutionnaires), le socialisme, l'étatisme et le fonctionnarisme; deuxièmement le reflux de l'emprise étatique, la réorganisation des régies, la réduction de la bureaucratie; troisièmement l'assainissement des finances publiques et la diminution des charges fiscales<sup>223</sup>. Aubert lance un cri d'alarme, tout à fait dans la ligne de ce que pense Musy: «Le malheur qui nous menace est redoutable, nul doute que la chute du franc n'augmenterait fortement le prix de la vie, notre peuple, habitué à un bien-être que n'ont pas connu les autres peuples et dont la force morale a été diminuée par ce bien-être, risque fort de réagir révolutionnairement contre ceux qu'il rendra, à tort, responsables de ses difficultés. Des milliards sont en jeu en tout cas!»<sup>224</sup>

Durant cette période de gestation, Musy se montre particulièrement entreprenant. Il s'efforce de rallier à la cause du Redressement national plusieurs personnalités, notamment le conseiller national conservateur-catholique Ruggero Dollfus<sup>225</sup>, dont les conceptions conservatrices en matière économique et financière correspondent largement à celles de l'ancien ministre des finances<sup>226</sup>.

---

23.12.1935, du 6.1.1936 pour le 11.1.1936). Sans doute n'est-ce pas un hasard si, à la fin de l'année 1935, au moment où ont lieu les premières discussions, un Alfred Georg publie dans la presse libérale-conservatrice romande de larges extraits du discours que Musy a prononcé le 19 mars 1934 au Conseil national, en réponse au postulat Seiler et à l'interpellation Walter. Pour Georg, Musy a déjà, à cette occasion, esquissé un programme de redressement dont les grandes lignes, en premier lieu la lutte contre l'étatisme, sont plus que jamais valables à la fin de 1935. Voir A. GEORG: «Pourquoi M. Musy est parti», in *La Suisse libérale*, 11.12.1935 (repris du *Journal de Genève*).

<sup>220</sup> Y sont invités, selon l'ordre mentionné, le Vorort (invitation adressée à Ernst Wetter), et les personnes suivantes: Otto Steinmann, Hans Müller (Rückversicherungsgesellschaft), Jean-Marie Musy, Alfred Georg, Théodore Aubert, Andreas von Sprecher, Emil Friedrich, Wilhelm Meier et Max Beck. (AfZ, RN, 1.1.6.4: invitation du 18.12.1935 pour le 23.12.1935).

<sup>221</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 24.12.1935.

<sup>222</sup> Outre son idée déjà formulée à l'époque de l'initiative de crise au sujet de la création d'un organisme de combat permanent contre l'étatisme et le socialisme, Théodore Aubert a également publié une brochure au nom évocateur avant le lancement effectif du RN: *Redressement national suisse*. Extraits du *Journal de Genève* des 4, 6, 9 et 11 juillet 1935, Genève, Impr. du Journal de Genève, 1935, 30 p.

<sup>223</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 24.12.1935.

<sup>224</sup> *Ibid.*

<sup>225</sup> AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de R. Dollfus au secrétariat du RN (*Schweizerische Handelszeitung*), 6.2.1936; lettre du RN à R. Dollfus, 10.2.1936. Ruggero Dollfus adhère au RN en 1938. (AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du comité du RN, 28.10.1938; AfZ, RN, 1.1.6.8: nouveaux membres depuis le 1.7.1938).

<sup>226</sup> Pour une présentation des principes économiques et financiers défendus par Ruggero Dollfus, spécialiste des questions économiques qui exprime souvent le point de vue dominant du camp conservateur-catholique, voir P. MORANDI: *op. cit.*, pp. 204-216.

Jusqu'à l'été 1936, Musy participe intensivement au mouvement. Encore à cette époque, l'ancien chef du DFFD est pressenti pour prendre la tête de la commission du RN qui doit se pencher sur la question des finances publiques<sup>227</sup>. Lors de la réunion du 7 février 1936, qui constitue une étape importante vers la fondation prochaine du mouvement, Musy est nommé, avec Andreas von Sprecher, Emil Friedrich, Samuel Haas, Wilhelm Meier, Hans Müller, Théodore Aubert, Otto Steinmann et Carl Eder, au sein d'un petit comité, provisoire jusqu'à l'assemblée constitutive du Redressement national<sup>228</sup>. Le même jour, ce petit comité se réunit. Au sujet des statuts du groupement, Musy propose de s'appuyer sur ceux de la Ligue Aubert et se dit prêt à élaborer un projet<sup>229</sup>. Comme il a marqué de son empreinte le programme de l'Association suisse pour la solidarité économique, il est décidé à influencer celui du RN. Ainsi travaille-t-il à la rédaction du programme de principe et du programme d'action du RN et envoie un double de ces deux textes à Louis Dapples, A. Wander, Henry Burrus et Alfred Georg<sup>230</sup>. À bien des égards, son discours du 31 janvier 1936 devant le Conseil national contient déjà l'essentiel des idées défendues par le RN.

Le 25 avril 1936 a lieu l'assemblée constitutive du Redressement national. Une fois de plus, cette réunion se tient à Zurich, capitale économique du pays, qui devient le siège central de l'association. Dans la «Zurich rouge», les forces antisocialistes et antiétatistes sont tout particulièrement stimulées. Lors de l'assemblée constitutive, Musy prend plusieurs fois la parole<sup>231</sup>. Dans une première intervention, il estime qu'il «faut opposer la solidarité au socialisme», reprenant en cela une des notions essentielles de l'ASSE, et «revenir aux idées fondamentales qui ont formé la Confédération»<sup>232</sup>. Au cours de la discussion générale, il affirme qu'il n'existe plus qu'une seule alternative: soit l'étatisme, soit l'organisation professionnelle<sup>233</sup>.

<sup>227</sup> AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre du RN (W. Meier) à J.-M. Musy, 11.7.1936. Voir aussi AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du Vorort du RN, 7.7.1936, qui cite au nombre des personnes prévues pour cette commission sur les finances publiques: Jean-Marie Musy, Alfred Georg (assurances), Carl Koechlin (chimie), Emil Friedrich (banque), Bernhard Sarasin (banque), Paul Jaberg (banque).

<sup>228</sup> AfZ, RN, 1.1.6.3: Pv de la séance du comité du RN, 7.2.1936.

<sup>229</sup> AfZ, RN, 1.1.6.3: Pv de la 1<sup>ère</sup> séance du petit comité du RN, 7.2.1936. Lors de cette séance, Musy relève également que la crise actuelle est «d'ordre politique». Il prône la «lutte contre l'étatisme sous toutes les formes» et le «retour à l'autonomie individuelle». (*Ibid.*).

<sup>230</sup> AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy au RN (M. Beck), s.d. (début 1936) À lire la presse de gauche, Musy a été appelé, après sa démission du Conseil fédéral, au conseil d'administration de La Genevoise, société d'assurances dont Alfred Georg est directeur durant de très longues années. (Voir POLLUX: «Der Fall der Liga Aubert», in *Volksrecht*, 25.7.1945; POLLUX: «Le cas de la Ligue Aubert ou la difficile épuration», in *La Sentinelle*, 8.8.1945).

<sup>231</sup> Voir AfZ, RN, 1.1.6.3: Pv de l'assemblée constitutive du RN, 25.4.1936. Pour la liste des présences, voir AfZ, RN, 1.1.6.8.

<sup>232</sup> AfZ, RN, 1.1.6.3: Pv de l'assemblée constitutive du RN, 25.4.1936.

<sup>233</sup> *Ibid.*



Le 5 mai 1936, peu de jours après cette assemblée constitutive, Musy donne une conférence à Zurich<sup>234</sup>. Organisée en collaboration avec la Fédération patriotique de Zurich, l'Union civique romande et le Redressement national, elle constitue, à notre connaissance, la première manifestation publique soutenue par la nouvelle association<sup>235</sup>. Toutefois, de la presse consultée, il ressort que seules la Fédération patriotique zurichoise et l'Union civique romande, toutes deux également antisocialistes, apparaissent au grand jour en tant que sociétés organisatrices. Aymon de Mestral, correspondant de la *Gazette de Lausanne* à Zurich<sup>236</sup>, écrit un compte rendu élogieux de la conférence que Musy tient en allemand, devant 1'000 à 2'000 personnes selon les sources, sur le thème de l'avenir de l'économie et de la monnaie suisse<sup>237</sup>. Chahuté par des partisans de la monnaie franche, dont Werner Schmid, et des socialistes, le conférencier n'apporte rien de nouveau sur ses orientations économiques et politiques. Juste peut-on relever son aspiration croissante, déjà perceptible en 1934, à la formation d'un bloc national au-dessus des partis. Dans cette perspective, il aime à dire: ni à

<sup>234</sup> Dans un premier temps, cette conférence avait été fixée au 28 avril 1936. (Voir AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy au RN, 31.3.1936).

<sup>235</sup> Pour la Fédération patriotique de Zurich (Zürcher Vaterländischer Verband), c'est Hans Hürlimann de la Banque Leu qui s'occupe de régler, avec Wilhelm Meier du RN, les frais occasionnés par la conférence de Musy. (Voir AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de H. Hürlimann à W. Meier, 24.6.1936 (copie). Voir aussi AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de W. Meier à H. Hürlimann, 17.7.1936). Lors de la mise sur pied de sa conférence, Musy a également été en contact direct avec Hans Hürlimann. (Voir AF, fs Musy, vol. 113: lettre de H. Hürlimann à J.-M. Musy, 1.5.1936). En outre, durant cette phase préparatoire, Musy a demandé, au cas où le parti radical se serait associé au patronage de sa conférence, à ce que le conseiller national Ludwig Schneller, chef des chrétiens-sociaux de Zurich, en fût avisé afin que ceux-ci pussent éventuellement se joindre aux autres groupes organisateurs. Le parti radical n'ayant pas souhaité s'associer officiellement à cette conférence, la demande à adresser aux chrétiens-sociaux devient caduque. (Voir AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy au RN, 31.3.1936; lettre du RN à J.-M. Musy, 6.4.1936). Sitôt informé, Musy écrit à Max Beck: «Je ne suis pas étonné que le parti radical officiellement se désintéresse de ma conférence. Le contraire m'aurait surpris. Je rappelle que ce n'est pas moi qui ai eu l'idée d'associer le parti radical à l'organisation de la conférence. Restons-en à votre proposition Vaterländischer Verband, Union civique et Redressement national.» (AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à M. Beck, 7.4.1936). — Données bio. sur Ludwig Schneller (1879-1936): J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 208; M. HODEL: *Die Schweizerische Konservative... op. cit.*, n. 224 p. 489.

<sup>236</sup> Membre dirigeant de l'Union civique romande, Aymon de Mestral adhère également au RN. (C. WERNER: *op. cit.*, p. 325). Lors des élections communales de l'automne 1933 à Zurich, l'Union civique romande, qui regroupe les antisocialistes romands vivant sur les bords de la Limmat, s'est ralliée au bloc formé des partis bourgeois et des frontistes. (Voir B. GLAUS: *op. cit.*, pp. 118-119). En outre, l'Union civique romande, lancée sous la présidence d'Aymon de Mestral, se déclare «heureuse de constater une certaine similitude de buts entre elle et la nouvelle "Ligue pour le Peuple et la Patrie"». (A. de MESTRAL: «L'Union civique romande», in *Schweizerische Rundschau*, 33, 1933/34, p. 334). Aymon de Mestral est entre autres l'auteur d'une biographie largement apologétique de Giuseppe Motta. (A. de MESTRAL: *Le président Motta*, préface du conseiller fédéral Philipp Etter, Lausanne (e.a.), Payot, 1941, 320 p.).

<sup>237</sup> Ay. de M. [A. de MESTRAL]: «M. Musy parle à Zurich», in *Gazette de Lausanne*, 8.5.1936.

gauche ni à droite, mais tout droit en avant<sup>238</sup>. De même, il répète que la Suisse doit certes rester une démocratie, mais surtout devenir une «démocratie disciplinée»<sup>239</sup>. Rodé à la rhétorique populiste, Musy se barde de mots qui, de fait, ne correspondent pas à ses propres actes. Que ses déclamations sur la défense de la démocratie, comprise ici dans son sens véritable, constituent un discours de façade, on en a la preuve par la politique de collaboration qu'il mène au même moment avec des extrémistes de droite. Habile dans l'art du camouflage, Musy couvrira d'ailleurs toujours d'un vernis «démocratique» ses idées de rénovation autoritaire. Même au plus fort de son rapprochement avec l'Allemagne nazie.

### 2.3. Musy et le Redressement national: des attentes divergentes

Déjà avant l'assemblée constitutive du Redressement national, Musy formule quelques doutes sur les buts et la portée de ce groupement. Il aspire à la création d'un mouvement de masse aux ambitions politiques, alors qu'on se garde d'une telle tentation au sein même de la direction du RN<sup>240</sup>. Pour celui qui, déjà en mars 1934, pensait à un vaste regroupement des forces de droite, la nouvelle association doit, dit-il le 25 avril 1936, gagner le peuple afin de ne pas être vouée à l'échec<sup>241</sup>. Prié par Max Beck de donner son avis sur une liste de personnes à inviter à l'assemblée constitutive du RN, Musy lui écrit le 7 avril: «La composition de l'équipe proposée ne fournira pas à notre mouvement l'élan de redressement c.à.d. de réforme nécessaire; cette liste de noms conviendrait parfaitement s'il s'agissait de ne rien changer. C'est une équipe pour la continuation du système et non pour sa réforme.»<sup>242</sup> Selon Musy, la «jeunesse en particulier est trop peu représentée, je ne vois personne parmi tous les noms proposés qui représente la jeunesse du parti conservateur»<sup>243</sup>.

---

<sup>238</sup> Déjà en 1928, lors des discussions qui amènent la création de l'ASSE, Musy assène ce slogan, quelque peu vide de sens étant donné la politique qu'il défend. Il ne faut, écrit-il alors à Edouard de Goumoëns, «aller ni à gauche ni à droite, mais bien de l'avant». (AF, fs Musy, vol. 83, Goumoëns: lettre de J.-M. Musy à E. de Goumoëns, 13.2.1928).

<sup>239</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 113: brouillon du discours tenu par Musy, s.d.; ainsi que bg.: «Ein Vortrag von alt Bundesrat Musy», in *NZZ*, 6.5.1936; J. A.: «Demokratie ist Diskussion! Das Volk will reden!!», in *Volksrecht*, 6.5.1936; R.: «Vortrag von alt Bundesrat Musy in Zürich», in *Zürichsee-Zeitung*, 6.5.1936; s.n.: «Kranke Demokratie», in *Die Front*, 6.5.1936.

<sup>240</sup> Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 175, 181 et 187. En mai 1938, le RN réaffirme, dans l'un de ses programmes publiés, qu'il «n'est pas un parti politique et il ne veut pas le devenir» et qu'il «n'est pas un mouvement de masses et n'a pas l'intention de le devenir; il entend au contraire demeurer un cercle restreint.» (AfZ, RN: Programme politique du RN, mai 1938).

<sup>241</sup> AfZ, RN, 1.1.6.3: Pv de l'assemblée constitutive du RN, 25.4.1936.

<sup>242</sup> AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à M. Beck, 7.4.1936.

<sup>243</sup> *Ibid.* Le 25 avril, Eugène Fabre, qui devient lui aussi membre du RN, s'exprime également en faveur d'une représentation plus forte de la jeunesse à la tête de l'association. (AfZ, RN, 1.1.6.3: Pv de l'assemblée constitutive du RN, 25.4.1936).

Il propose le nom des personnes suivantes, pour la plupart d'anciennes connaissances qui n'incarnent pas vraiment le renouveau dont il se fait pourtant l'apôtre: Alfred Georg, antiétatiste farouche qui sort la même année un gros ouvrage contre l'étatisme et la bureaucratie<sup>244</sup>, Théodore Aubert, fraîchement élu conseiller national grâce à l'appui de l'Union nationale, Arnold de Muller, secrétaire général de l'Union nationale<sup>245</sup>, Henry Vallotton, président de la fraction radicale aux Chambres<sup>246</sup>, Frédéric Fauquex, conseiller national libéral et membre de la Ligue vaudoise, Eugène Bourquin, député libéral au Grand Conseil neuchâtelois et chef quinquagénaire des Jeunesses nationales de son canton, ainsi que l'abbé Josef Pauchard, rédacteur en chef des *Freiburger Nachrichten*<sup>247</sup>. Il suggère également d'inviter le président des jeunes-conservateurs à Zoug<sup>248</sup>. À l'exception du rédacteur en chef des *Freiburger Nachrichten*, que la gauche présente comme l'organe de cour de Musy dans la partie alémanique du canton de Fribourg<sup>249</sup>, et du chef jeune-conservateur, aucune des personnes recommandées

<sup>244</sup> A. GEORG: *Souvenirs... op. cit.*

<sup>245</sup> Selon Musy, Arnold de Muller est un membre «influent mais modéré» de l'Union nationale. (AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à M. Beck, 7.4.1936). Se référant à une lettre de Max-Marc Thomas, l'historien Roger Joseph écrit au sujet d'Arnold de Muller, secrétaire général de l'UN dès 1933: «Quelques mois plus tard, le Fribourgeois Muller, qui appartenait à la même classe sociale que Reynold, entra à l'UN. Et l'on raconta qu'il y avait été poussé par un conseiller fédéral, le Fribourgeois Jean-Marie Musy.» (R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 129). Sur le rôle important et assez énigmatique au sein de l'UN du fortuné Arnold de Muller, ancien commandant de gendarmerie fribourgeois qui fournit des sommes d'argent considérables au mouvement guidé par Oltramare, voir *ibid.*, pp. 126-130. On trouve aussi quelques informations sur les liens entre Arnold de Muller et Henri Guisan in: L. VAN DONGEN: «Werner C. Lier était-il fasciste? Un éclairage américain sur le directeur d'IBM Genève pendant la Seconde Guerre mondiale», in *RSH*, 53, 2003, 1, pp. 84-85). Sur Arnold de Muller (1882-1944), on peut également lire s.n., in *NEF*, 1945/46, pp. 187-188 (nécrologie), ainsi que B. de DIESBACH BELLEROCHÉ (e.a.): *Les Müller, de Fribourg. Histoire d'une famille patricienne 1530-1992*, Fribourg, Intermède Bellerocché, 1992, pp. 36-37, deux références où il n'est toutefois fait aucune mention des liens d'Arnold de Muller avec l'Union nationale.

<sup>246</sup> En 1936, Henry Vallotton publie plusieurs brochures empreintes d'anticommunisme, d'antiétatisme et de libéralisme économique. Voir H. VALLOTTON: *Suisses et Soviets. 2 interpellations (1926-1936)*, Lausanne, Impr. vaudoise, 1936, 38 p.; H. VALLOTTON: *Faut-il «fermer» le Conseil national?*, Lausanne, Impr. vaudoise, 1936, 16 p.; H. VALLOTTON: *Finances fédérales. À propos du projet de budget de la Confédération pour 1937*, Lausanne, Impr. Couchoud, 1936, 15 p.

<sup>247</sup> AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à M. Beck, 7.4.1936.

<sup>248</sup> *Ibid.* Musy pense sans doute au Zougois Augustin Lusser, responsable fédéral (Bundesobmann) des jeunes-conservateurs suisses. — Données bio. sur Augustin Lusser (1896-1973): J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, p. 206.

<sup>249</sup> fi.: «Der Skandal Musy», in *Volksrecht*, 25.10.1939. Quelques jours après les élections au CN d'octobre 1935, le candidat conservateur élu Franz Müller, qui est critiqué pour avoir bénéficié d'une manœuvre déloyale de certains Singinois à l'égard d'autres colistiers conservateurs, assure qu'il n'a rien à se reprocher et se plaint plutôt de l'attitude des *Freiburger Nachrichten*, porte-parole du parti conservateur-catholique dans la partie alémanique du canton de Fribourg. Franz Müller déplore notamment le récent manque de soutien de la presse de la Singine qui a préféré appuyer Musy. (N. BALMAT: *op. cit.*, n. 125 p. 168). Notons qu'à cette époque, en 1935, le professeur J. Beck, une ancienne connaissance de Musy, est vice-président du c.ad. des *Freiburger Nachrichten* et l'un des maîtres à penser de ce journal conservateur. — Dans les années 1912-1914, lors de la

ne se rattache au PCPS. L'ancien conseiller fédéral, plutôt en froid avec la direction de son parti, se trouve des atomes crochus ailleurs que dans le PCPS, notamment avec la droite dure de Suisse romande. En dehors du Conseil national où il est censé représenter le PCPS, ce dont le chef de fraction Heinrich Walther doute lui-même fortement, Musy entretient de fait des relations plus serrées avec la droite autoritaire, souvent encline aux arrangements avec l'extrême droite. Cela serait un peu court de ne voir que de l'insouciance dans ce jeu dangereux. Musy agit par conviction. En comparaison de l'énergie qu'il investit dans sa politique très personnelle, la défense du drapeau conservateur-catholique n'est manifestement pas son principal souci.

Très vite, il apparaît que les ambitions de Musy et les buts du Redressement national ne correspondent pas exactement. Le Fribourgeois considère que la crise n'est pas seulement économique, mais aussi politique. Donc, pour lui, la lutte doit également être menée sur le terrain politique. Cette tendance est d'autant plus forte qu'il souhaite voir le RN devenir un mouvement de masse où, si l'on en juge aux noms qu'il propose, droite et extrême droite collaboreraient. Cela se vérifie tout particulièrement en Suisse romande où Musy semble concentrer ses efforts. À l'instar de larges secteurs de la droite romande, il tire un sombre présage de l'avènement au pouvoir de Léon Blum<sup>250</sup>. Le Fribourgeois estime que le groupement romand du RN doit avoir son siège non à Genève, mais à Fribourg ou Lausanne<sup>251</sup>. Selon Musy, ce groupement aura pour but de propager le programme et les décisions du RN, de grouper sur le plan national surtout la jeunesse<sup>252</sup> et comme objectif immédiat l'interdiction du communisme en Suisse<sup>253</sup>. Rêvant toujours d'une grande coalition nationale des forces de droite, il estime: «Ce ne doit pas être seulement un groupement de savants, mais un mouvement entraînant de larges masses.»<sup>254</sup> Il n'y va pas par quatre chemins et affirme clairement ses ambitions personnelles: «Je *veux* être à la tête de l'organisation romande et diriger *au moins pour le départ ce groupement*. / Si vous jugez opportun de renvoyer la discussion de cet objet jusqu'à ce que je sois rentré, je n'y vois pas d'inconvénient, mais je dois vous dire cependant qu'un *groupement romand se fera quoi qu'il arrive [...] et cela dès mon retour*»<sup>255</sup>. Et

---

révolution de palais menée par Musy contre Georges Python, les *Freiburger Nachrichten* ont été, rappelons-le, un des organes conservateurs d'obédience pythoniste les plus opposés au jeune conseiller d'État gruérien.

<sup>250</sup> Voir AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à W. Meier, env. 12.7.1936. (Au même endroit, il existe également une copie dactylographiée de cette lettre manuscrite).

<sup>251</sup> *Ibid.* Musy habite à Middel, entre Fribourg et Lausanne.

<sup>252</sup> D'après le Fribourgeois sexagénaire, «les vieux politiciens sont usés». (*Ibid.*).

<sup>253</sup> *Ibid.*

<sup>254</sup> *Ibid.*

<sup>255</sup> *Ibid.* (C'est Musy qui souligne). Amateur de stations thermales où il fait régulièrement des cures, Musy séjourne alors à Vittel (Vosges).

d'ajouter sur le même ton autoritaire: «Il faut voir les choses comme elles sont, je surveillerai tout le mouvement romand, ferai dans les journaux welsches ce qu'il faut. J'ai à Genève, Lausanne, en Valais, Fribourg et Neuchâtel ce qu'il faut.»<sup>256</sup> Alors que d'autres ténors du RN ne souhaitent pas en faire un mouvement politique, Musy insiste sur ce point: «Le mouvement sera *national*, d'ordre économique et financier, mais *aussi politique*; mais au-dessus des partis parce que national. / Voilà mon point de vue, *il est définitif*.»<sup>257</sup> Le style cassant de Musy ne suscite sans doute pas l'enthousiasme au sein du RN. On y apprécie diversement sa volonté d'accaparer le pouvoir et son manque de collégialité. Théodore Aubert remarque que les Romands ne sont pas particulièrement enchantés par la proposition de Musy d'établir un bureau à Fribourg<sup>258</sup>.

L'orientation prise par le Redressement national, où une majorité ne veut ni en faire un mouvement de masse, ni l'engager sur le terrain exclusivement politique pour mener une vaste offensive contre le communisme<sup>259</sup>, ne peut que déplaire à l'esprit batailleur de Musy. Non sans raison, les membres du comité du RN présents à la séance du 17 juillet 1936 se demandent si Musy, alors absent, n'aspire pas à la formation d'un véritable parti. Il est prévu de lui poser la question<sup>260</sup>. Peu après, Musy est informé qu'il serait très souhaitable qu'une discussion entre lui et quelques membres du comité ait lieu le plus tôt possible<sup>261</sup>.

Musy doit se rendre compte assez rapidement qu'il ne jouit que d'un ascendant limité sur le Redressement national, en particulier lorsque des questions purement politiques viennent sur le tapis. Ainsi sa motion, tendant à faire interdire l'action et les organisations communistes, déposée le 4 juin 1936 sur le bureau du Conseil national suscite des réactions prudentes à l'intérieur du RN où, tout en nourrissant un anticommunisme virulent, on considère que ce genre de combat est avant tout du ressort des partis politiques<sup>262</sup>. Toutefois, personne ne reste indifférent à l'entrée de Léon Blum à Matignon et à la guerre civile qui éclate en Espagne. Autant d'événements compris comme le résultat de la tactique antifasciste des fronts populaires, défendue par Dimitrov au VIIe congrès mondial de la Troisième Internationale, tenu en juillet et août 1935 à Moscou. Au sein du RN, certains membres dirigeants comme Caspar Jenny et Théodore Aubert sont, semble-t-il, les plus enclins à suivre Musy dans une lutte tous azimuts contre le

---

<sup>256</sup> *Ibid.*

<sup>257</sup> *Ibid.* (C'est Musy qui souligne).

<sup>258</sup> AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du comité du RN, 16.7.1936.

<sup>259</sup> Voir *ibid.*

<sup>260</sup> *Ibid.*

<sup>261</sup> AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre du RN (W. Meier) à J.-M. Musy, 21.7.1936.

<sup>262</sup> Voir AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du Vorort du RN, 7.7.1936; Pv de la séance du comité du RN, 16.7.1936.

communisme<sup>263</sup>. En outre, si la puissante association se garde d'entrer elle-même dans l'arène purement politique, cela ne l'empêche pas de participer au financement de l'Action nationale suisse contre le communisme, organisation de combat essentiellement politique que Musy crée après n'avoir pas réussi à renforcer cette dimension dans le cadre du RN. En juin 1937, le RN lui verse ainsi 2'500 francs<sup>264</sup>. De plus, l'organisation ne tarde pas à savoir que Théodore Aubert, l'un de ses membres les plus actifs et lui-même apprécié pour son travail à la tête de l'EIA, appartient également au comité de l'Action nationale suisse contre le communisme<sup>265</sup>. Toutefois, à cette époque, alors qu'il consacre la plus grande partie de son temps à l'ANSC, Musy n'a plus vraiment la tête à œuvrer en faveur du RN.

Après avoir participé intensivement à la fondation du Redressement national, Musy brille de plus en plus, dès le milieu de l'année 1936, par ses absences répétées aux séances du comité. La distance prise entre Musy et le RN, encore plus frappante depuis le début de la Seconde Guerre mondiale, devient telle que la rupture est consommée en 1940. Le 24 juin 1940, lors de la séance du comité du Redressement national, à laquelle Musy n'a pas été invité selon le procès-verbal même de la réunion, le président Reinhard Amsler donne connaissance de sa lettre du 1<sup>er</sup> juin 1940 à l'ancien conseiller fédéral, lettre par laquelle il lui a demandé, à cause de certaines raisons («bestimmter Gründe wegen»), de se retirer du comité du RN. Il est noté qu'une réponse à cette lettre n'est jusque-ici pas parvenue. Théodore Aubert, depuis peu vice-président du RN, salue la manière utilisée par Amsler et propose d'informer Musy de la solidarité du comité avec son président. Otto Steinmann rejoint l'avis du Genevois et demande de faire savoir à Musy que, sans réponse de sa part, son retrait du comité deviendra effectif. Reinhard Amsler se charge alors de reprendre contact avec Musy dans le sens indiqué. Si aucune réponse ne suit après cette nouvelle démarche, il pourra

---

<sup>263</sup> En 1936, Musy mène, rappelons-le, la plupart de ses actions anticommunistes de concert avec Théodore Aubert, notamment au Conseil national. Quant à Caspar Jenny, il se montre également favorable à un anticommunisme plus affirmé. En octobre 1936, lors d'une séance du comité du RN, il pousse plutôt à combattre le communisme. L'industriel de Ziegelbrücke estime, entre autres, qu'une «grande action» est nécessaire afin de pouvoir lutter contre le front populaire. (AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du comité du RN, 9.10.1936. Voir également C. WERNER: *op. cit.*, p. 188). Membre du Vorort et de nombreux conseils d'administration, Caspar Jenny déploie également une importante activité politique. Il est entre autres président de la PSM, ancien membre dirigeant de la défunte Ligue pour le peuple et la patrie, membre de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, membre dirigeant du RN, membre du comité de patronage de l'Association suisse des amis de l'EIA, futur signataire de la «requête des 200» (1940), futur membre dirigeant de la SDES (fondée en 1942).

<sup>264</sup> C. WERNER: *op. cit.*, p. 175.

<sup>265</sup> Voir AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du Vorort du RN, 21.1.1937; ainsi que C. WERNER: *op. cit.*, p. 174.

alors être pris note de sa sortie du comité<sup>266</sup>. Environ trois mois plus tard, lors de la séance suivante du comité du RN, Reinhard Amsler et Andreas von Sprecher donnent des informations supplémentaires au sujet du règlement de l'«affaire Musy»<sup>267</sup>. Celle-ci semble, dès cette époque, être liquidée pour le RN<sup>268</sup>.

Pour quelle(s) raison(s) le comité du Redressement national écarte-t-il l'ancien conseiller fédéral fribourgeois, pourtant un de ses membres fondateurs les plus prestigieux? Pourquoi évoque-t-on tout d'un coup une «affaire Musy»? Pourquoi n'envisage-t-on rien d'autre que sa démission pure et simple? Son engagement initial, d'autant plus qu'il est un ancien président de la Confédération, ne devrait-il pas au moins lui valoir une reconnaissance honorifique? Les sources consultées, pas même celles du RN où l'on évite soigneusement de s'étendre sur les motifs qui poussent sa direction à se séparer de Musy, n'apportent aucune réponse explicite<sup>269</sup>. Il est difficile de croire que seul son manque d'assiduité aux séances du comité justifie une mise à l'écart qui, si l'on se base sur les archives consultées, paraît plutôt expéditive. De fait, le remuant Fribourgeois semble bel et bien être éjecté du RN.

Certes, des divergences existent dès le début. Le Redressement national n'est pas porté sur les fonts baptismaux que déjà Musy exprime d'importantes réserves. Assoiffé de revanche, il doute de la capacité de l'organisation à réformer le système contre lequel il a justement une dent. En outre, il désire voir se former un mouvement de masse également tourné vers l'action purement politique, en particulier dans la lutte contre le communisme. Or, le RN, où l'on se demande si Musy ne veut pas en fait créer un nouveau parti, refuse de s'engager dans cette voie qu'il estime être dévolue aux partis politiques établis. De même, avec le groupement romand du RN, tout ne tourne pas comme Musy l'aurait souhaité. En Suisse romande, il croit tout d'abord pouvoir agir à sa guise. Une fois de plus, il doit déchanter. Ses velléités autoritaires et les prétentions très personnelles qu'il affiche au sujet de la Suisse romande ne transportent pas de joie ses confrères du

---

<sup>266</sup> AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du comité du RN, 24.6.1940. Voir également C. WERNER: *op. cit.*, p. 175.

<sup>267</sup> AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du comité du RN, 2.10.1940. («Von Amsler und v. Sprecher werden zusätzliche Mitteilungen über die Erledigung der Angelegenheit Musy gemacht.»).

<sup>268</sup> En février 1942, le lieutenant-colonel Arnold Huber de la Fédération patriotique suisse demande à Théodore Aubert si Musy fait toujours partie du RN en précisant, au sujet de l'ancien conseiller fédéral, que «l'opinion en Suisse allemande lui est opposée, même dans les milieux catholiques». Aubert confirme que Musy n'en fait plus partie. (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1941-1945»: conférence avec le lieutenant-colonel Huber, 6.2.1942).

<sup>269</sup> L'historien Christian Werner a également été confronté à ce problème. (Voir C. WERNER: *op. cit.*, n. 758 p. 380). En outre, d'une consultation du fs Musy déposé aux AF, il ressort que celui-ci ne contient pas l'intéressante correspondance échangée entre Musy et le RN, correspondance consultable dans les archives historiques du RN à l'AfZ de Zurich et prouvant que Musy a envoyé plusieurs lettres au RN et qu'il en a reçues encore plus de ce dernier.

RN<sup>270</sup>. Dès l'instant où il ne peut plus tout tirer ce qu'il espérait de cette association, Musy s'en distancie. Parallèlement à ce mouvement de retrait, entamé dès le milieu de l'année 1936, au moment même où Musy réoriente son action en cherchant à créer un mouvement autour de sa motion parlementaire du 4 juin 1936, Théodore Aubert s'affirme comme le membre romand le plus actif et le plus influent du RN<sup>271</sup>. Abandonnant peu à peu le RN, Musy lance alors toutes ses forces dans l'Action nationale suisse contre le communisme. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

En outre, le Redressement national et Musy s'éloignent l'un de l'autre et finalement se séparent alors qu'au même moment s'effiloquent aussi les liens entre la Ligue Aubert et Musy. Simple coïncidence? Si, des archives du RN, il ne ressort aucune raison claire à ce qui ressemble fort à une destitution, on peut noter que le relâchement des relations Aubert-Musy, déjà perceptible au cours de l'année 1937, s'accroît un peu plus sous le coup de l'affaire Riedweg qui éclate en septembre 1938 et les rumeurs qui apparaissent au même moment sur le financement de l'Action nationale suisse contre le communisme et peu après sur celui du film *La peste rouge*. La Ligue Aubert, certes mal placée pour donner des

---

<sup>270</sup> La clientèle romande du RN se recrute en grande partie dans les milieux patronaux et les professions libérales, politiquement opposés à tout compromis avec le socialisme quel qu'il soit. Parmi les Genevois se trouvent nombre d'alliés de l'UN qui, certes séduits par divers points du fascisme, ne souscrivent pourtant pas au courant le plus extrémiste du mouvement conduit par Oltramare. Selon différentes listes dressées en 1936/1937, les Romands membres du RN sont, entre autres, Théodore Aubert (conseiller national grâce à l'UN, Genève), Maurice Baudat (avocat, Lausanne), Louis F. Lambelet (lieutenant-colonel, Les Verrières), Jean-Marie Musy (conseiller national, Middelstalden), Pierre Rochat (conseiller national radical, Lausanne), Georges Roulet (industriel, Couvet), Eugène Fabre (rédacteur favorable à l'UN, Genève), René Gampert (notaire, démocrate genevois qui rejoindra l'UN), Eugène Gaulis (avocat, également du parti démocrate, Genève), Alfred Georg (directeur général de La Genevoise, ancien conseiller national démocrate). (Voir p.e. AfZ, RN, 1.1.6.8: liste des membres, contrôle pour 1936 et 1937). Aubert, Lambelet, Musy, Roulet, Fabre, Gampert, Gaulis et Georg étaient déjà présents lors de l'assemblée constitutive du RN le 25 avril 1936. (Voir AfZ, RN, 1.1.6.8: liste des présences, 25.4.1936). D'autres Romands rejoindront plus tard le RN. Selon une liste des nouveaux membres depuis le 28.10.1938, il y aura entre autres Joseph Ackermann (directeur du Crédit Gruyérien, Bulle). Une liste des nouvelles adhésions depuis le 13.12.1939 mentionne également Pierre Béguin (rédacteur, Berne). (Voir AfZ, RN, 1.1.6.8. Pour les mêmes informations, voir AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du comité du RN, 13.4.1939 et 20.2.1940). Le Genevois Raymond Deonna sera lui à la tête du secrétariat romand du RN (1940-1943), puis deviendra vice-président du RN (1948-1972). (C. WERNER: *op. cit.*, pp. 182-183 et 312).

<sup>271</sup> En octobre 1936, le président du RN Andreas von Sprecher et Théodore Aubert signent un accord prévoyant que le Genevois consacrerait «la moitié de son temps» au RN. En outre, cette convention précise — à l'inverse des prétentions affirmées antérieurement par Musy — que les membres romands du comité du RN «exerceront en commun la direction générale du mouvement» en Suisse romande. C'est Théodore Aubert qui assurera la liaison permanente entre la Suisse romande et la direction centrale du RN à Zurich. De plus, Aubert, à qui sera allouée une somme annuelle de 20'000 francs, mettra à la disposition du RN une chambre au siège même du Bureau permanent de l'EIA à Genève; le concours du personnel de dactylographie de ce Bureau sera également utilisé pour le RN. (AfZ, RN, 1.1.2.1: convention entre le RN et T. Aubert signée par celui-ci et A. von Sprecher, 29.10.1936, pièce jointe au Pv de la séance du Vorort du RN, 29.10.1936).



leçons<sup>272</sup>, ne manque toutefois pas de faire part de son inquiétude à Musy quant aux bruits qui courent sur ses liens avec l'Allemagne nazie<sup>273</sup>. Sur la base des archives consultées, les contacts de la Ligue Aubert avec Musy et son Action nationale suisse contre le communisme ne vont pas au-delà du début de la Seconde Guerre mondiale<sup>274</sup>. Avec cette nouvelle époque qui commence, Musy, très vite favorable à l'alignement sur le nouvel ordre européen nazi, trouble encore plus une large frange de ses anciens supporters en Suisse. Il est donc tout à fait plausible que Théodore Aubert, membre dirigeant qui joue la solidarité avec la direction du RN, évoque aussi en son sein ces questions qui, d'une manière ou d'une autre, risquent d'éclabousser le mouvement.

Dès 1938, c'est par ailleurs vite un secret de polichinelle, malgré tous les efforts de camouflage de Musy, que celui-ci entretient des relations serrées avec la légation allemande à Berne et certains hauts dignitaires du IIIe Reich. Que Franz Riedweg et Heinrich Wechlin, deux de ses plus proches collaborateurs de l'Action nationale suisse contre le communisme, s'enrôlent sous l'étendard

---

<sup>272</sup> Du côté italien, la Ligue Aubert est régulièrement subventionnée, après la guerre d'Ethiopie, par le Ministère italien de la Culture populaire. (Voir M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, n. 62 p. 261 et p. 523). Quant au soutien qu'elle trouve très vite auprès de l'Antikomintern allemand (voir D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, pp. 25-26), il ne semble pas se limiter à de simples encouragements. Toutefois, le financement des anticommunistes étrangers par les services allemands s'effectuant généralement de manière détournée, souvent à l'aide d'hommes de paille, et plutôt obscure, on ne sait trop contre quelles prestations, il est difficile de tirer des conclusions définitives en l'état de nos travaux. Reste que les services de l'Antikomintern allemand virent de l'argent à la Ligue Aubert en janvier 1937 (600 RM, 22.1.1937, selon: BA (Berlin), R 55/376: annexe à une note adressée à l'Abteilung I A, (28.1.1937)) et font preuve de suivi dans les versements, certes jamais exorbitants, adressés à l'un de ses plus proches collaborateurs, le Dr Lodyginsky à Genève (300.38 RM, 8.9.1937, selon: BA (Berlin), R 55/376: note adressée à l'Abteilung I A [désormais: note], 10.9.1937; 200 RM, 16.11.1937, selon: *ibid.*: note, 30.11.1937; 400 RM, 27.1.1938, selon: *ibid.*: note, 10.2.1938; 162 RM, 26.2.1938, selon: *ibid.*: note, 3.3.1938; 200 RM, 7.5.1938, selon: *ibid.*: note, 16.5.1938; 200 RM, 1.6.1938, selon: *ibid.*: note, 21.6.1938; 150 RM, 21.6.1938, selon: *ibid.*: note, 21.6.1938; 350 RM (au Dr L. à Genève), 19.8.1938, selon: *ibid.*: note, 20.8.1938). Une certaine Mme Conrad à Genève reçoit également de manière régulière, selon la même technique du salami, de l'argent de Berlin. (300.50 RM, 13.5.1937, selon: *ibid.*: note, 19.5.1937; 175.50 RM, 10.6.1937, selon: *ibid.*: note, 15.6.1937; 150.58 RM, 27.8.1937, selon: *ibid.*: note, 31.8.1937; 73 RM, 21.9.1937, selon: *ibid.*: note, 21.9.1937; 71.78 RM, 20.10.1937, selon: *ibid.*: note, 26.10.1937; 74 RM, 13.1.1938, selon: *ibid.*: note, 15.1.1938; 228.76 RM, 28.3.1938, selon: *ibid.*: note, 16.5.1938; 150 RM, 7.5.1938, selon: *ibid.*: note, 16.5.1938; 150 RM, [?].6.1938, selon: *ibid.*: note, 21.6.1938; 130 RM, 21.6.1938, selon: *ibid.*: note, 21.6.1938). À noter: de la seconde moitié de 1938 aux semaines précédant le pacte germano-soviétique, on ne fait état plus que de versements vers Genève et la Suisse, sans jamais plus mentionner les noms précités. Une certaine continuité apparaît toutefois dans le rythme des versements et leur importance.

<sup>273</sup> Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA (T. Aubert) à J.-M. Musy, 3.10.1938. Nous reviendrons sur l'affaire Riedweg, ainsi que sur les rumeurs qui entourent l'Action nationale suisse contre le communisme et *La Peste rouge*.

<sup>274</sup> Après celle qui concerne les années 1930-1932, l'autre grande partie du dossier que l'EIA tient au nom de Musy couvre les années 1936-1938. (Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»). Si nous nous fondons sur les documents que nous avons consultés, notamment sur les archives de l'EIA, la Ligue Aubert n'a plus de rapport (écrit) avec Musy et son ANSC dès la seconde moitié de 1939. (Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy» et «Suisse 1939»).

national-socialiste en 1938, le premier en faisant une entrée fracassante dans la SS, le second en devenant rédacteur du pro-nazi *Schweizervolk* et en s'engageant dans l'Eidgenössische Soziale Arbeiter-Partei (ESAP), repaire de nazis suisses<sup>275</sup>, ne renforce sans aucun doute pas le crédit de Musy, d'autant plus que l'Anschluss a laissé des traces dans l'opinion publique suisse. En 1941, un Samuel Haas, pourtant très longtemps en relation avec Musy et même avec Wechlin et Riedweg, affirme par exemple s'être distancié du premier à cause des deux autres<sup>276</sup>, Haas faisant sans doute référence aux événements survenus depuis 1938. D'une certaine manière, et même si la raison de son échec ne réside pas seulement dans son jeu trouble avec l'Allemagne et quelques traîtres à la patrie, les Fribourgeois sanctionnent également Musy lors des élections au Conseil national d'octobre 1939. Par ses manigances, plutôt inhabituelles pour un ancien conseiller fédéral, il inspire indiscutablement une méfiance croissante<sup>277</sup>. La presse socialiste, toujours à l'affût, n'a sans doute pas totalement tort de demander, déjà au printemps 1939, s'il est vrai que certains bailleurs de fonds de Musy sont mécontents<sup>278</sup>.

Pour le Redressement national, l'ancien conseiller fédéral fribourgeois ne représente plus en 1940 la figure illustre avec laquelle il souhaite se solidariser. Si plusieurs membres du mouvement, également affiliés à la pro-allemande Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse et futurs signataires de la «requête des 200», ont de fortes sympathies pour le IIIe Reich et abhorrent toujours autant tout ce qui sent le socialisme, sont-ils pour autant tous prêts à aller aussi loin que Musy dans les compromissions avec les partisans du nazisme? Pour quelques-uns,

---

<sup>275</sup> L'ESAP, qui résulte d'une scission au sein du Front national, existe depuis le 1<sup>er</sup> juin 1936. Son organe est le *Schweizervolk*. Voir W. WOLF: *op. cit.*, pp. 76-78.

<sup>276</sup> ZBL, fs Walther, Ms N 84 Bc 105: lettre de S. Haas à H. Walther, 4.3.1941. — Au sujet des relations Wechlin-Haas, nous pouvons relever que l'atmosphère est déjà à la querelle entre les deux hommes au début de 1937, peu de temps après que Musy a créé son Action nationale suisse contre le communisme. Voir ce qui est rapporté dans le journal de Feldmann, 9 et 12.2.1937: *Markus Feldmann... op. cit.*, pp. 490-491.

<sup>277</sup> Il n'est pas impossible que certains responsables du RN aient vent, déjà en 1940, de la surveillance qu'exerce le MPC à l'encontre de l'ancien conseiller fédéral. Il va sans dire que certaines révélations, comme déjà le simple fait de l'existence de cette surveillance, pourraient vite devenir gênantes. Cette hypothèse est d'autant moins invraisemblable que le conseiller fédéral Ernst Wetter, sans doute au courant des soupçons qui pèsent sur l'un des anciens membres du gouvernement, entretient d'étroites relations avec le RN dont il a par ailleurs été membre du comité dès 1936. En outre, quelqu'un comme Théodore Aubert, actif lui aussi à la tête du RN, préside une organisation, l'EIA, qui échange elle-même des renseignements avec le MPC. Sans arriver jusqu'aux oreilles du public, l'information circule en tout cas hors du cadre strict du MPC et du CF. Ainsi, en 1942, les conseillers fédéraux Etter et Pilet-Golaz informent de manière confidentielle l'ancien conseiller fédéral Häberlin que le MPC fait surveiller Musy en raison de ses contacts suspects avec l'étranger. (Voir R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, p. 123). Que des dirigeants du RN ou de la Ligue Aubert l'apprennent également par un autre canal ne peut être exclu, même si cela n'est pas certain.

<sup>278</sup> s.n.: «De l'activité d'un ancien conseiller fédéral», in *Le Travail*, 28.4.1939.

certainement pas. Pour d'autres, très probablement, à la condition que cela n'apparaisse pas au grand jour<sup>279</sup>.

### 3. Sur le front européen

#### 3.1. Contre les sanctions, pour l'Italie

Lorsqu'éclate le conflit italo-éthiopien, cela fait déjà plusieurs années que Musy voue une plus grande admiration à l'Italie mussolinienne qu'à la SdN. Depuis 1920, son avis au sujet de l'organisation internationale a sensiblement évolué, à l'instar de larges secteurs de l'opinion publique. Dès le milieu des années trente, il considère que, du point de vue suisse, la neutralité dite différentielle de 1920 a beaucoup perdu de son sens, tant le contexte international s'est modifié.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, il salue publiquement sa création, même s'il se montre moins enthousiaste lorsque le Conseil fédéral en

---

<sup>279</sup> Pour preuve, l'ESAP d'Ernst Hofmann et Heinrich Wechlin, mouvement d'obédience nazie, reçoit des fonds de milieux industriels et financiers suisses, entre autres de membres du RN ou de gens qui en sont proches, en particulier de personnes qui apparaîtront dans la future SDES dont l'historien Christian Werner remarque qu'elle est la descendante du RN. (C. WERNER: *op. cit.*, p. 228). De l'interrogatoire d'Ernst Hofmann, chef de l'ESAP, effectué le 12 novembre 1938 par le Ministère public de la Confédération, dans le cadre d'une action de police contre l'ESAP, il ressort que l'ESAP a obtenu un soutien financier du Verband chemischer Industriellen à Bâle (Hans Leemann, président dudit Verband, ainsi que membre du c.ad. et directeur de Sandoz), de l'Union centrale des associations patronales suisses à Zurich (Otto Steinmann, secrétaire de l'Union), d'Oskar Sulzer à Winterthur (responsable du département juridique de Sulzer), de l'industriel Max Bally, de Fritz Bon (membre de la direction d'INGA-Internationale Nahrungs- und Genussmittel à Schaffhouse et un des directeurs d'Interfrank à Zurich), de Heinrich Fehlmann (directeur général de la société d'assurance-accident Winterthur), d'Alfred Emil Bebler (directeur général de la Schweizerische Rückversicherungsgesellschaft à Zurich), de Nestlé à Vevey (Preiswerk), de Carl Koechlin-Vischer (président du c.ad. de Geigy et membre du Vorort de l'USCI), de John Syz de Zurich (sans doute l'industriel John Syz-Schindler, beau-frère de Dietrich Schindler-Huber; n.d.a.), du directeur général Schindler-Huber à Zurich (plus précisément Werner Schindler de la fabrique de machines Oerlikon, lié à Dietrich Schindler-Huber, directeur général d'Oerlikon, décédé en septembre 1936; n.d.a.), de l'avocat Max Spörri de Zurich, de Mettler-Specker de Saint-Gall (peut-être l'industriel Arnold Mettler-Specker de Saint-Gall; n.d.a.). (Voir l'annexe 1 — procès-verbal d'audition du 12.11.1938 — au bilan sur l'ESAP et ses chefs établi par l'inspecteur M. Ulrich pour le Chef du Service de Police du Ministère public, W. Balsiger, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, pp. 1100-1101, ainsi que les noms correspondants cités dans l'index de ce vol. 12). Parmi ces personnalités, sont entre autres membres du RN: Otto Steinmann et Carl Koechlin-Vischer. Le deviendront de la SDES: Hans Leemann, Otto Steinmann et Heinrich Fehlmann. (Voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 216, 314, 322 et 334). On peut également ajouter que certaines associations, comme l'USCI, et entreprises, telles Sulzer, Bally, Nestlé et la Schweizerische Rückversicherungsgesellschaft (Compagnie Suisse de Réassurances), ont souvent des liens avec le RN et/ou la SDES non pas seulement par le biais d'une unique personne, mais aussi grâce à différents délégués. Nous nous garderons toutefois d'assimiler l'ensemble des cercles économiques à quelques-uns de leurs segments dont on ne peut certes pas nier la grande importance.

discute<sup>280</sup>. Ainsi, peu avant la votation du 16 mai 1920 sur l'entrée de la Suisse à la SdN, Scheurer écrit dans son journal: «Wir haben Sitzung ohne viel wichtige Geschäfte; dagegen wird immer viel über alles Mögliche gesprochen und namentlich über den Völkerbund. Motta und Chuard sind mit Leib und Seele dafür; Musy und wir andern sind weniger begeistert.»<sup>281</sup> Pourtant, et c'est l'une des rares fois où Musy joue le jeu de la collégialité quand bien même il ne semble pas adhérer totalement à une décision gouvernementale, le jeune conseiller fédéral fribourgeois défend loyalement l'entrée de la Suisse à la SdN. À Fribourg, peu avant le scrutin, il tient même un discours convaincant et énergique sur la nécessité de cette adhésion, non sans critiquer, avec des accents francophiles à peine voilés, les germanophiles helvétiques qui s'y opposent<sup>282</sup>. En 1920, sa position se distingue donc encore sensiblement de l'avis très négatif du professeur Joseph Beck qui tient la SdN pour une invention judéo-maçonnique hostile au catholicisme<sup>283</sup>. Toutefois, cette manière de voir, la SdN comme foyer de conspiration juive, maçonnique et communiste, convaincra plus tard, surtout dès le milieu des années trente, un nombre croissant de conservateurs et de catholiques qui, comme Musy, sont dès le début pour une «Europe des patries» et non pour un internationalisme utopique. Car, même favorable à la SdN, Musy reste avant tout un nationaliste et un Européen marqué par le désastre de 14-18, la «der des der». En ce sens, souhaitant plus que tout éviter une nouvelle catastrophe continentale, il voit dans la SdN un moyen de préserver et faire coexister les deux termes, les espaces nationaux et l'Europe, non de diluer ceux-ci dans un immense État supranational centralisé qui se substituerait aux États nationaux dans leur souveraineté.

Dès le début des années 1930, Musy juge de plus en plus sévèrement l'organisation internationale. Certes, encore en 1932, il s'engage, en tant que

<sup>280</sup> Sur l'entrée de la Suisse dans la SdN, voir R. RUFFIEUX: «L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations (1918-1920)», in R. RUFFIEUX (e.a.): *La démocratie référendaire... op. cit.*, pp. 39-118. Au sujet des répercussions de cette adhésion sur la politique extérieure de la Suisse des années 1920, voir P. STETTLER: *Das außenpolitische Bewußtsein... op. cit.*, 409 p.

<sup>281</sup> AF, fs Scheurer, journal, 11.5.1920, p. 61. Voir aussi le journal de Scheurer en date du 7.5.1920, in *Bundesrat Karl Scheurer... op. cit.*, p. 241, ainsi que la p. 92.

<sup>282</sup> Voir sous: «Pour la Société des nations. Extraits du discours de M. Musy, conseiller fédéral à l'assemblée populaire de Fribourg», in *La Liberté*, 14.5.1920. Voir également R. RUFFIEUX: «L'entrée de...» *op. cit.*, p. 115. Déjà avant son élection au Conseil fédéral, Musy affirme ouvertement que «nous demanderons au peuple suisse de consacrer l'adhésion définitive de la Suisse à la Société des nations». (Paroles de Musy reproduites in *La Liberté*, 1.12.1919). — Pour preuve de l'intérêt plutôt positif que Musy porte à la SdN au début des années 1920, on peut également se référer au témoignage de Gonzague de Reynold selon lequel Musy l'a soutenu, «en intervenant avec son énergie coutumière», afin qu'il soit désigné à la Commission de coopération intellectuelle rattachée à la SdN. (G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, p. 386).

<sup>283</sup> J. BECK: «Völkerbund»?... *op. cit.*, 20 p.

président de la commission mixte mise sur pied par la SdN, avec zèle dans le sauvetage de l'Autriche. Malgré cela, son estime pour l'institution genevoise s'effrite irrémédiablement. Au cours d'un entretien qu'il a en octobre 1933 avec Marchi, ministre d'Italie à Berne, il ne cache pas son mépris pour la SdN et ses initiatives<sup>284</sup>. Le retrait du Japon, le 27 mars 1933, puis celui de l'Allemagne, le 19 octobre suivant, accélèrent son déclin. L'admission de l'URSS, le 18 septembre 1934, malgré l'opposition retentissante de Motta et une propagande intense de la Ligue Aubert<sup>285</sup>, ne peut que scandaliser Musy. N'a-t-il pas également affirmé à Théodore Aubert en 1930 que la SdN devait en fait mener elle aussi la lutte contre la Russie soviétique?<sup>286</sup> La question des sanctions économiques et financières contre l'Italie, votées après que celle-ci fut reconnue dès le 7 octobre 1935 comme pays agresseur de l'Éthiopie, amène finalement Musy à afficher publiquement son désaccord avec le forum genevois, au cours d'une véritable campagne qui le conduit à renforcer ses liens avec l'extrême droite. Son estime pour Mussolini, jamais démentie depuis la fin des années vingt, y contribue grandement. D'ailleurs, c'est en direction de l'Italie fasciste que Musy amorce véritablement sa nouvelle «carrière» internationale.

En février 1935, le ministre d'Italie à Berne lui écrit, en y allant d'un «Mon cher Président et Ami», pour lui annoncer qu'il vient «de recevoir une communication d'après laquelle la Présidence des Comités d'Action pour l'Universalité de Rome a été intéressée à organiser la conférence, que Vous avez manifesté l'intention de prononcer dans la Capitale italienne»<sup>287</sup>. Créés en été 1933, les Comitati d'azione per l'universalità di Roma (CAUR), présidés par le député et général Eugenio Coselschi, vétéran de la guerre mondiale et ami de Gabriele D'Annunzio, sont tout d'abord du ressort du Ministère italien des Affaires étrangères<sup>288</sup>. S'appuyant sur un réseau d'associations culturelles dispersées à travers le monde, les CAUR constituent un instrument de la propagande fasciste au niveau international. Ils représentent également un relais souterrain avec certains groupements d'obédience fasciste. Après avoir proclamé le caractère spécifiquement italien du fascisme, Mussolini se découvre des

---

<sup>284</sup> Voir le rapport «riservatissimo» de Marchi à Mussolini du 15.10.1933, cité in M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, n. 6 p. 494.

<sup>285</sup> Voir p.e. la *Protestation contre l'admission éventuelle de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques dans la Société des Nations*, adressée à la Société des Nations, aux gouvernements, aux associations pour la Société des Nations, aux institutions internationales, à l'opinion publique, par le Bureau permanent de l'Entente internationale contre la IIIe Internationale, (Théodore Aubert), Genève, 1934, 6 p.

<sup>286</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: mémorandum de la rencontre Musy-Aubert, 2.8.1930.

<sup>287</sup> AF, fs Musy, vol. 39: lettre de G. Marchi à J.-M. Musy, 21.2.1935.

<sup>288</sup> Sur les CAUR, voir M. A. LEDEEN: *Universal Fascism. The Theory and Practice of the Fascist International 1928-1936*, New York, Fertig, 1972, pp. 64-132.

aspirations beaucoup plus universelles. En Suisse, notamment dans la partie romande, les canaux de la propagande italienne sont par ailleurs aussi divers que variés<sup>289</sup>. Et Benito Mussolini, à qui l'Université de Lausanne décerne en 1937 le titre de docteur *honoris causa*, y jouit d'un prestige indéniable depuis de nombreuses années<sup>290</sup>.

Dans le premier numéro du *Fasciste suisse* (octobre 1933), fondé sous l'égide d'Arthur Fonjallaz, on peut y lire que, selon leurs statuts, les CAUR «se proposent de proclamer et de répandre l'idée de la mission universelle de la romanité; de devenir, sous la poussée d'une ferme volonté, l'instrument actif et ardent de la croissante diffusion de ce caractère d'universalité qui forme l'essence de la pensée de Mussolini», ainsi qu'ils «considèrent la romanité mussolinienne comme la plus haute idée animatrice de l'Europe et le Duce comme le créateur et l'apôtre de cette nouvelle vérité universelle»<sup>291</sup>. C'est dans cette perspective d'internationale fasciste, vite dépassée dès 1936 par la montée en puissance de l'Allemagne nazie sur la scène internationale, que se tient à Montreux en décembre 1934, sous la présidence du général Coselschi et à l'insu des autorités fédérales et cantonales, un congrès de divers chefs fascistes d'Europe, dont le colonel suisse Fonjallaz. Moins d'une année plus tard, après un deuxième congrès de l'internationale fasciste organisé à Montreux dans le dos des autorités helvétiques, le général Coselschi se verra interdire l'entrée en Suisse<sup>292</sup>.

De nombreux Européens, sans être fascistes ni même vraiment philofascistes, se trouvent à éprouver de la sympathie pour cette Italie aux prétentions universelles et à sous-estimer les dangers qu'elle représente. Même en Suisse, des purs et durs de la droite nationaliste semblent tenir pour un problème très secondaire la loyauté discutable de l'Italie mussolinienne qui, en sous-main,

---

<sup>289</sup> Voir R. BÜTIKOFER: *Le Centre international d'études sur le fascisme et l'Institut italien de culture. La culture fasciste à Lausanne 1927-1943*, mém. lic. Univ. de Lausanne, 1988; ainsi que R. BÜTIKOFER: «L'Institut italien de culture de Lausanne: un instrument de la propagande fasciste en Suisse romande (1936-1943)», in *Les Annuelles*, 1990, 1, pp. 71-95.

<sup>290</sup> Sur le doctorat *h.c.* octroyé à Mussolini, voir O. ROBERT (éd.): *Matériaux pour servir à l'histoire du doctorat h.c. décerné à Benito Mussolini en 1937*, Lausanne, Université de Lausanne, 1987, 247 p.

<sup>291</sup> Cité in Rapport du CF à l'Assemblée fédérale concernant l'activité antidémocratique exercée par des Suisses et des étrangers en relation avec la période de guerre de 1939 à 1945 (motion Boerlin), 2<sup>ème</sup> partie, 17.5.1946, in *FF*, 1946, vol. 2, p. 180. (Désormais: Rapport CF activité antidémocratique, 17.5.1946). Voir aussi F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 296-297.

<sup>292</sup> Sur l'interdiction d'entrer en Suisse qui frappe Eugenio Coselschi en octobre 1935 et les problèmes que cela engendre pour la diplomatie helvétique, voir les vol. 11 et 12 des *DDS*. D'un procès-verbal en français de la «Réunion de la Commission pour l'Entente du Fascisme Universel / Montreux (Palace Hôtel) – 11 septembre 1935», il ressort que, parmi les personnes présentes, il y a entre autres le général Coselschi (Italie), Primo de Rivera (Espagne), Clausen (Danemark), Marcel Bucard (France), Paul Hoornaert (Belgique), le colonel Fonjallaz (Suisse), Quisling (Norvège) et le général O'Duffy (Irlande). (ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 237).

soutient des milieux fascistes irrédentistes, certes minoritaires. Pour nombre de conservateurs, la haine du marxisme et le ressentiment à l'égard de la démocratie libérale représentent deux des points de ralliement les plus courants. Le goût pour la culture latine, plus spécifiquement italienne, et l'attachement au catholicisme en sont deux autres. Pour Musy, les quatre facteurs jouent indiscutablement, avec une primauté accordée aux arguments politiques, comme tendra à le prouver sa collaboration avec des mouvements nazis, nettement plus subversifs et dangereux pour l'intégrité de la Suisse que les CAUR, dont il ne faudrait pas exagérer l'impact politique. En effet, les relations de Musy avec l'Allemagne nazie et quelques Suisses nationaux-socialistes, condamnés pour haute trahison, ne feront que confirmer son penchant marqué pour l'opportunisme et son inclination idéologique plus forte que tout, même plus vigoureuse que ses affinités quasi naturelles qui le portent plutôt vers le monde latin.

À l'invitation des CAUR, Musy donne une conférence à Rome le 9 mai 1935<sup>293</sup>. Avec lui, un autre conférencier fribourgeois, le syndic de Fribourg et conseiller national conservateur Pierre Aeby, s'illustre au même moment dans la capitale italienne<sup>294</sup>. Sur le chemin qui mène à Rome, ils ont été précédés par leur compatriote Gonzague de Reynold, lui-même affilié, pour un temps et non sans réserve, aux CAUR<sup>295</sup>. Le 14 mai 1935, l'aristocrate fribourgeois donne d'ailleurs lui aussi une conférence dans la capitale italienne<sup>296</sup>. Ville de tourisme et de pèlerinage, Rome est très prisée par les élites conservatrices et catholiques du canton de Fribourg, où pourtant le fascisme ne réussira jamais à se développer.

À Rome, dans la salle Borromini, Musy évoque les problèmes économiques et monétaires de l'Europe. Plusieurs personnalités du monde politique, industriel et financier apparaissent dans le nombreux public, notamment le ministre italien des finances Paolo Thaon di Revel, le chef des CAUR Eugenio Coselschi, ainsi que le ministre de Suisse près le Quirinal Georges Wagnière<sup>297</sup>. Devant son auditoire, il plaide la solidarité économique de l'Europe, concurrencée sur ses propres terres, et voue aux gémonies le marxisme sous toutes ses formes. Il se fait également le champion du corporatisme, tout en notant que l'«ordre corporatif ne doit pas supplanter le capitalisme»<sup>298</sup>. Le chroniqueur rapporte que l'hommage rendu par

---

<sup>293</sup> Argus: «M. Musy parle à Rome», in *Le Fasciste Suisse*, 16.5.1935.

<sup>294</sup> Voir sous: «Deux conférenciers fribourgeois à Rome», in *La Liberté*, 10.5.1935. — Données bio. sur Pierre Aeby (1884-1957): F. MONTELEONE, in *ECF*, 2, p. 453; C. SCHALLER: *op. cit.*, p. 202; N. BALMAT: *op. cit.*, p. 197.

<sup>295</sup> Voir A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, pp. 173-180.

<sup>296</sup> *Ibid.*, p. 178.

<sup>297</sup> s.n.: «I problemi economici e monetari nella conferenza di S.E. Musy», in *Il Giornale d'Italia*, 11.5.1935.

<sup>298</sup> AF, fs Musy, vol. 115: texte manuscrit de la conférence donnée par Musy à Rome, (mai 1935), p. 5.

Musy à Mussolini provoque des acclamations ferventes dans l'auditoire<sup>299</sup>. Si Mussolini, invité par Musy, s'excuse personnellement auprès de celui-ci de n'avoir pas pu assister à sa conférence<sup>300</sup>, l'ancien conseiller fédéral réussit tout de même, à Rome, à s'entretenir plus d'une heure avec lui des mêmes thèmes<sup>301</sup>. Le rencontre-t-il à nouveau en d'autres circonstances? Possible. Dans un journal parisien qui publie une interview en janvier 1940, Musy se vante ainsi, sous le couvert de l'anonymat, de faire de «fréquentes visites» à Mussolini<sup>302</sup>.

Quelques mois après sa virée romaine du printemps 1935, la question des sanctions lui redonne l'occasion de prouver son attachement à l'Italie. Après les reculades successives de la France et du Royaume-Uni et le décret d'annexion de l'Éthiopie par l'Italie, le 9 mai 1936, il ne reste plus à Mussolini qu'à régler la question des sanctions. Le 4 juillet, leur levée est votée à la quasi-unanimité. Même si, par la suite, l'annexion n'est pas reconnue par tous — Paris et Londres l'acceptent toutefois *de facto* —, le Duce sort grand vainqueur de l'épreuve. Outre d'une opinion publique italienne, notamment catholique, largement favorable à sa politique expansionniste, il a bénéficié de nombreux soutiens ailleurs en Europe. En France même, l'extrême droite se montre d'une violence rare à l'égard des partisans des sanctions. L'Action française de Charles Maurras, pour qui les sanctions signifient la guerre, va jusqu'à suggérer le meurtre de ceux qui prônent leur application<sup>303</sup>.

En Suisse, c'est également au sein de l'extrême droite latine que l'opposition aux sanctions se manifeste avec le plus de virulence. L'Union nationale de Georges Oltramare, assisté de Walter Michel<sup>304</sup>, monte en première ligne pour

---

<sup>299</sup> s.n.: «I problemi economici e monetari nella conferenza di S.E. Musy», in *Il Giornale d'Italia*, 11.5.1935. Peu après cette conférence à Rome, un correspondant du *Corriere della Sera* se rend à Fribourg pour rencontrer Musy. Son impression est très positive: «Jean-Marie Musy è, senza dubbio, sulla linea direttiva dei grandi movimenti sociali ed economici che il Fascismo ha originati o che al Fascismo si ispirano. [...] Musy è certamente chiamato a svolgere un compito importante negli anni prossimi.» (C. CIUCCI: «Un'intervista con l'on. Musy. Difesa delle istituzioni svizzere e ordine corporativo», in *Corriere della Sera*, 2.6.1935). Ces exemplaires se trouvent in AF, fs Musy, vol. 39.

<sup>300</sup> AF, fs Musy, vol. 79: lettre de B. Mussolini à J.-M. Musy, 17.5.1935.

<sup>301</sup> s.n.: «Kleine Auslandnachrichten. Alt Bundesrat Musy in Rom», in *NZZ*, 11.5.1935.

<sup>302</sup> L. BAILBY: «Vues sur l'Europe», in *Le Jour-Écho de Paris*, 16.1.1940. À lire les propos rapportés par *Le Jour*, Musy se réfère ici plus particulièrement à une visite qu'il aurait rendue à Mussolini au temps du front populaire en France, visite donc postérieure à 1935. — Le nom de Musy n'apparaît pas en toutes lettres dans cette interview. Toutefois, d'un croisement de plusieurs éléments, provenant de sources différentes, il ressort qu'il s'agit bien de Musy. Voir *infra*, point 1.1. du chapitre 12. — Malgré nos recherches, notamment dans les archives italiennes, nous ne sommes pas parvenu à vérifier les propos de Musy sur ses «fréquentes visites» à Mussolini. À Rome, nous avons vu en particulier: ACS, Archivi fascisti, Segreteria particolare del Duce: Carteggio riservato; Carteggio ordinario. Musy n'y est répertorié ni dans l'un, ni dans l'autre.

<sup>303</sup> R. REMOND: *Les crises du catholicisme en France dans les années trente*, (Paris), Cana, 1996, pp. 85-89.

<sup>304</sup> Données bio. sur Walter Michel (1899-1976): s.n., in *BLVS*, 1982, vol. 8, p. 81; L. MEYER, in *ECF*, 2, p. 487.



défendre l'Italie<sup>305</sup>. La Ligue vaudoise, d'inspiration maurrassienne, adhère naturellement aux thèses italiennes<sup>306</sup>. D'autres Suisses se rangent dans le camp antisancionniste: Rolf Henne (Front national), Wilhelm Frick (Front fédéral), Hans Bossard (Volksfront), Jacob Lorenz (Aufgebot), Fred de Diesbach (Cercle fédéraliste de Fribourg), Robert Bise (Union nationale et sociale de Fribourg), Alphonse Morel (Ligue vaudoise), Robert Moulin (Action vaudoise hors parti), Marc Wolfrath (Ordre national neuchâtelois)<sup>307</sup>, ainsi que Gonzague de Reynold<sup>308</sup>. Sous couvert d'attachement à la paix et à la neutralité de la Suisse, ces ultras de la droite, portés par définition à l'intolérance et, pour certains d'entre eux, nettement à la haine, volent au secours du Duce. Le fougueux directeur de la très influente PSM, Samuel Haas, qui n'en plus à un accommodement près avec l'extrême droite, entreprend lui aussi une campagne de presse contre la politique des sanctions, non sans avoir pour ce faire pris des contacts avec le ministre d'Italie<sup>309</sup>.

La question n'est toutefois pas seulement idéologique et les partisans de la fermeté ne se recrutent pas uniquement dans les rangs antifascistes. Des tensions apparaissent également dans le camp bourgeois, d'où s'élèvent quelques voix favorables à l'application des sanctions, par respect du droit et par crainte d'un engrenage fatal. Pour les tenants de la démocratie libérale, l'affaire des sanctions pose cependant un problème ardu. Comment concilier la fidélité aux engagements pris à l'égard de la SdN avec la défense de la neutralité et des intérêts économiques du pays? L'idéalisme des partisans de la SdN est mis à mal, d'autant plus que l'exemple de l'affaire italo-éthiopienne semble devoir faire école et cela sur le continent même. Après avoir rétabli en mars 1935 le service militaire obligatoire et entrepris son réarmement, l'Allemagne remilitarise la Rhénanie le 7 mars 1936.

Musy se signale lui par un engagement très tranché pour l'Italie et contre les sanctions. Face aux coups de force des dictateurs d'extrême droite, il prend très vite le parti de l'apaisement, alors qu'il est animé d'un esprit de croisade dès qu'il s'agit de lutter contre le communisme. Les affinités idéologiques ne déterminent certes pas seules son attitude accommodante. Pacifiste de droite, il vit dans la peur d'un nouveau conflit entre les grandes nations européennes. Il tient également compte des intérêts de la Suisse. Le 28 janvier 1936, il intervient au Conseil national. Joignant sa voix au concert des nombreux adversaires des

---

<sup>305</sup> R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, pp. 176-179.

<sup>306</sup> R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 237-243.

<sup>307</sup> *Ibid.*, p. 239.

<sup>308</sup> *Ibid.*, pp. 238 et 243. Voir aussi J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 184-187.

<sup>309</sup> C'est un rapport du ministre Tamaro du 19.6.1936 qui le laisse apparaître. Voir M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, n. 61 p. 506.

sanctions, il déclare que c'est demander l'impossible à la Suisse de participer à des mesures qui portent préjudice à sa neutralité, des mesures d'autant plus problématiques qu'elles sont dirigées contre un pays voisin<sup>310</sup>. À l'entendre, il est clair que la Suisse, très partiellement associée à la politique des sanctions, est déjà allée trop loin.

Sans doute bien renseigné sur la manière de voir des milieux industriels et financiers, qui influencent par ailleurs de manière non négligeable le cours suivi la diplomatie suisse, Musy n'ignore rien des conséquences fâcheuses de la politique sanctionniste pour l'économie helvétique<sup>311</sup>. Comme beaucoup de monde à cette époque, il s'inquiète des nuages qui s'amoncellent à l'horizon. Aujourd'hui, dit-il, «la Société des Nations demande à la Suisse de participer à des sanctions contre notre voisin du Sud; demain, au même titre, elle exigera peut-être que la Suisse s'associe à des mesures coercitives contre notre voisin du Nord»<sup>312</sup>. La crainte d'une escalade sanglante, renforcée par l'expérience de la Première Guerre mondiale dont est notamment sortie la révolution bolchevique, le pousse à jouer l'apaisement. Il prône le repli et il n'est pas seul à le faire. Face à une SdN qui tombent en lambeaux, la diplomatie suisse, appuyée par de larges secteurs de l'opinion publique, s'engage sur le chemin qui amènera le pays en 1938 à un retour à la neutralité intégrale, de plus en plus tenue pour nécessaire à l'indépendance politique du pays et à la défense de ses intérêts économiques. Au nombre des différents facteurs qui contribuent à cette évolution entre 1936 et 1938, l'expérience des sanctions contre l'Italie joue sans conteste un rôle important. D'ailleurs, déjà le 28 janvier 1936, la politique très prudente du Conseil fédéral à l'égard des sanctions contre l'Italie, politique qui privilégie de fait la neutralité de la Suisse plutôt que son appartenance à la SdN, est largement approuvée par le Conseil national, sans même soulever une véritable opposition socialiste<sup>313</sup>.

En 1936, Musy ne croit plus aux vertus de l'esprit de Genève. Vu les circonstances, son choix est vite fait entre la sécurité que garantit la neutralité et

---

<sup>310</sup> *Bst CN*, 28.1.1936, p. 643. Voir également AF, fs Musy, vol. 115 et 116.

<sup>311</sup> À la fin 1935 et au début 1936, Musy participe très activement à la mise sur pied du Redressement national, groupe de pression qui implique plusieurs représentants de poids de l'économie suisse. Plusieurs d'entre eux sont notamment membres de l'USCI (Vorort) et la plupart siègent dans l'un ou l'autre c.ad. d'une banque. L'importance du rôle joué par les milieux économiques sur la diplomatie suisse dans la question des sanctions ressort de: M. CERUTTI: «L'élaboration de la politique officielle de la Suisse dans l'affaire des sanctions contre l'Italie fasciste», in *Itinera*, 1987, 7, pp. 76-90.

<sup>312</sup> *Bst CN*, 28.1.1936, p. 643.

<sup>313</sup> Voir *Bst CN*, 23-28.1.1936, pp. 595-656, ainsi que M. CERUTTI: «L'élaboration...» *op. cit.*, p. 86, et R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 340. Sur la position de la Suisse face au conflit italo-éthiopien et à l'application des sanctions, voir entre autres B. STETTLER: *Die Stellung der Schweiz zum Sanktionssystem des Völkerbundes. Von 1919 bis zur Anwendung gegen Italien 1935/36*, Bern, Peter Lang, 1977, pp. 219-294.

celle qu'offre la SdN. En juin, à l'occasion de la bénédiction de la première pierre de la nouvelle église paroissiale de Grandvillard, il se fend d'un discours évoquant la victoire italienne et les sanctions qu'Attilio Tamaro, ministre d'Italie en Suisse, classe avec satisfaction sous la rubrique «sympathies pour l'Italie»<sup>314</sup>. La petite église gruérienne ne lui semble-t-elle pas être destinée à une existence certainement plus longue que le palais grandiose de la SdN, inauguré à la même époque<sup>315</sup>. Au début de l'année 1936, certains Italiens ne manquent pas par ailleurs de féliciter Musy, tant à la suite de sa condamnation des sanctions contre leur pays qu'après ses appels en faveur d'un redressement national<sup>316</sup>. En février 1936, Giovanni Marchi, ancien ministre d'Italie à Berne, tresse également des lauriers à celui qu'il appelle toujours son «cher Ami». Ironisant sur «la Très Sainte Démocratie» qu'il méprise, Marchi lui écrit notamment: «Vous connaissez mieux que moi ce royaume de papier mâché, et je me dispense d'en parler!»<sup>317</sup>

Le 26 juin 1936, Musy donne, sous les auspices des Jeunesses nationales de Neuchâtel, une conférence en cette ville en faveur de la levée immédiate des sanctions<sup>318</sup>. L'ancien conseiller fédéral est introduit par le médecin Eugène Bourquin, député libéral neuchâtelois, membre des Amis de la Corporation et chef des Jeunesses nationales, un «mouvement fascisant»<sup>319</sup>. Le politicien fribourgeois, à en croire *La Suisse libérale* qui suit depuis plusieurs années son parcours politique avec sympathie, obtient «un succès considérable»<sup>320</sup>. Toutes

<sup>314</sup> AMAE (Rome), Serie Aff. Pol. 1931-1945, Svizzera, busta 11, fasc. 4: d'A. Tamaro au MAE, 23.6.1936.

<sup>315</sup> *Ibid.*

<sup>316</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 93: courrier adressé à J.-M. Musy par Bianchini (Il Sottosegretario di Stato, Ministero delle Finanze), 3.2.1936 et 8.2.1936, ainsi que par A. Tamaro, 24.2.1936.

<sup>317</sup> AF, fs Musy, vol. 93: lettre de G. Marchi à J.-M. Musy, 3.2.1936.

<sup>318</sup> Depuis sa démission du Conseil fédéral, démission qui avait suscité de grands espoirs chez les nationalistes neuchâtelois, Musy apparaît de plus en plus souvent dans le canton de Neuchâtel en compagnie de libéraux d'obédience maurassienne, pour certains très proches des thèses du Front fédéral et fort complaisants à l'égard du fascisme. Par exemple, il donne au Locle une conférence organisée, le 25 mai 1935, par l'Ordre national neuchâtelois avec le soutien de *L'Effort*. Le mois précédent, lors d'une manifestation organisée par le même Ordre national neuchâtelois, c'est Georges Oltramare qui a été invité à prendre la parole. (Voir J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 85 et 168-169). Et, en février 1936, Musy prononce une nouvelle conférence au Cercle libéral de Neuchâtel, cercle traversé par de notables tendances nationalistes. À cette occasion, il s'en prend à l'étatisme et critique «la politique à courtes vues, la politique aveugle» d'Ernst Laur et de ses anciens collègues du Conseil fédéral, notamment Schulthess. Voir J. DB.: «Restauration nationale. Conférence de M. Jean-Marie Musy», in *La Suisse libérale*, 19.2.1936.

<sup>319</sup> P. MASPOLI: *op. cit.*, p. 77. Voir aussi J.-P. CEPPI: *op. cit.*, p. 34. Fondées par Eugène Bourquin en 1934, après des incidents provoqués par la venue à La Chaux-de-Fonds du très antisocialiste Henri Berra, les Jeunesses nationales défendent rapidement des thèses proches de celles de l'Union nationale de Georges Oltramare. (R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 223). En 1936, on assiste en outre à Neuchâtel à un rapprochement des droites, du libéralisme à la droite fascisante, dans le cadre de la Fédération neuchâteloise des mouvements nationaux. (J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 145-147).

<sup>320</sup> G. N. [G. NEUHAUS]: «La conférence Musy sur les sanctions», in *La Suisse libérale*, 27.6.1936. Les propos de Musy sont reproduits dans *La Suisse libérale* (29.6.1936) et

ses thèses — inégalité entre les peuples «primitifs» et les «grandes» nations occidentales, mission civilisatrice de celles-ci, critique de l'attitude anglaise et des tendances «belliqueuses» de la SdN,... — vont dans le sens d'une défense de l'Italie et d'une condamnation de la ligue de Genève. Obsédé par le complot communiste, il va jusqu'à évoquer le danger d'une SdN, déjà coupable d'avoir «accueilli des forces ennemies»<sup>321</sup>, qui évoluerait vers une sorte d'URSS mondiale<sup>322</sup>. Devant une telle situation, la Suisse doit plus que jamais, estime-t-il, retourner à la neutralité intégrale. Revenu de son attitude initiale plutôt favorable aux institutions de Genève, Musy se fait toujours plus critique, en particulier sous le coup de l'affaire abyssinienne, à l'égard de la SdN, tenue par beaucoup, notamment de catholiques, pour un instrument au service des juifs, de la franc-maçonnerie et du communisme.

Après ces fortes paroles, le conférencier fribourgeois, accompagné de son épouse et de sa fille, rejoint le local des Jeunesses nationales. Il y retrouve une belle brochette de rénovateurs extrémistes<sup>323</sup>. Outre Eugène Bourquin, maurassien endurci à l'antisémitisme modéré<sup>324</sup>, il y a le notaire Julien Girard, député démocrate-populaire au Grand Conseil neuchâtelois, membre des Jeunesses nationales et des Amis de la Corporation<sup>325</sup>; le frontiste Hans Bossard, Lucernois fortuné acquis au nazisme, membre dirigeant de la Volksfront et de la Ligue fédérale<sup>326</sup>; l'avocat neuchâtelois Pierre Favarger, député libéral

---

*L'Effort* (30.6. et 1.7.1936). Voir également sous: «Une conférence de M. Musy sur la réorganisation de la Société des nations», in *La Liberté*, 27.6.1936.

<sup>321</sup> Discours de Musy reproduit sous: «Les sanctions et la paix», in *La Suisse libérale*, 29.6.1936. Certains adversaires de la SdN ne lui reprochent pas seulement de faire le jeu de Moscou, mais encore d'être toujours plus sous l'influence du Front populaire et de la franc-maçonnerie.

<sup>322</sup> Au sujet du danger de vouloir faire de la SdN un super-État, Musy dit entre autres: «La SdN dégenererait en une ligue de nations contre d'autres nations. Elle deviendrait l'instrument d'un parti, un centre de conspiration. Disposant d'une force militaire elle pourrait faire la guerre pour établir la paix, ce qui serait une absurdité. Noyer tous les États dans la confusion d'un communisme universel serait la plus dangereuse des aberrations. L'union des républiques socialistes soviétiques dont l'empire n'est point limité à la Russie est le commencement de cette périlleuse aventure.» (Discours de Musy reproduit sous: «Les sanctions et la paix», in *La Suisse libérale*, 29.6.1936).

<sup>323</sup> Voir G. N. [G. NEUHAUS]: «La conférence Musy sur les sanctions», in *La Suisse libérale*, 27.6.1936.

<sup>324</sup> J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 32-34.

<sup>325</sup> Voir *ibid.*, pp. 163-164 et 290; P. MASPOLI: *op. cit.*, pp. 74, 77 et 83; R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 223.

<sup>326</sup> Fondateur en février-mars 1934 de la Volksfront — issue d'une scission du Volksbund — avec Emil Sonderegger, décédé en juillet 1934, Hans Bossard (aussi inexactement orthographié Bosshard, voire Bosshardt, par certains auteurs) s'active également à la tête de la Ligue fédérale (Eidgenössischer Bund) qui, depuis sa création en février 1935, réunit divers fronts et mouvements d'extrême droite. Au nombre des groupes fondateurs de la Ligue fédérale se trouvent, selon Walter Rütthemann, le Cercle fédéraliste de Fribourg, la Heimatwehr, l'Union nationale de Genève et la Volksfront. S'allie à la Ligue fédérale: le Front valaisan, la Lega nazionale ticinese, la Ligue vaudoise, l'Ordre national neuchâtelois et l'Union nationale fribourgeoise. (W. RÜTHEMANN: *op. cit.*, n. 15 p. 88). Lors de la

d'obéissance murrassienne<sup>327</sup>; le président des Jeunesses nationales de Neuchâtel Max Studer, également promoteur en 1933 de la section neuchâteloise du Front national<sup>328</sup>; ainsi que René Braichet, journaliste lui aussi perméable aux idées murrassiennes et membre du comité directeur de l'Ordre national neuchâtelois. Musy, qui soulève par une improvisation bien sentie l'enthousiasme de cette faune bigarrée où se mélangent antisémitisme, antimarxisme et antimaçonnisme, promet de revenir à Neuchâtel dans peu de temps pour y parler cette fois de la liquidation des organisations communistes<sup>329</sup>. Quelques jours après cette conférence du 26 juin, l'*Eidgenoss*, organe de la Ligue fédérale édité par Hans Bossard<sup>330</sup>, laisse une large place aux propos antisancionnistes de Musy<sup>331</sup>. Publiée depuis février 1936 et interdite trois ans plus tard par le Conseil fédéral, cette feuille sert également de tribune à Hans Bossard pour vilipender les francs-maçons, les marxistes et les juifs et, tout en affichant un nationalisme exacerbé, prendre la défense de l'Allemagne nazie<sup>332</sup>. Le catholique intégriste Paul de Sury, une autre connaissance de Musy qui s'illustre dans l'*Eidgenoss*, y tient quasiment le même langage boueux, tout particulièrement lorsqu'il évoque la «Judéo-Maçonnerie internationale»<sup>333</sup>.

---

fondation de la Ligue fédérale, Hans Bossard peut compter sur le soutien de Gonzague de Reynold. Regroupant, souvent sans y parvenir vraiment, divers mouvements attachés à leurs prérogatives, la Ligue fédérale ne joue pas un grand rôle dans la politique suisse. Sur Hans Bossard (1874-1951), la Volksfront et la Ligue fédérale, voir en premier lieu W. RÜTHEMANN: *op. cit.*, pp. 37-38 et 78-94; et H. STUTZ: *Frontisten... op. cit.*, pp. 40-47. Voir aussi W. WOLF: *op. cit.*, p. 72; F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 240, 247-248, 253 et 291; R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, pp. 222-225; J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 191-192; et R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 218-225, 238-239 et 251-252.

<sup>327</sup> J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 39-43. On peut rappeler que Pierre Favarger a traduit la brochure écrite par Rudolf Grob et consorts en 1928.

<sup>328</sup> J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 71, 75 et 292.

<sup>329</sup> Voir G.N.: «La conférence Musy sur les sanctions», in *La Suisse libérale*, 27.6.1936. Le 4 juin 1936, Musy a déposé une motion au Conseil national demandant l'interdiction en Suisse de l'activité et des organisations communistes.

<sup>330</sup> La présence de Hans Bossard à Neuchâtel ne doit rien au hasard. Dans le cadre d'une tentative de regroupement des forces nationalistes, plusieurs liens existent déjà à cette époque entre la Ligue fédérale et les Jeunesses nationales de Neuchâtel. Voir F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, p. 291; R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 223; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 251. L'*Eidgenoss* confirme que les Jeunesses nationales de Neuchâtel sont membres de la Ligue fédérale. Voir sous: «Sanktionen, Schweiz und Völkerbund. Nationalrat Musy», in *Eidgenoss*, 3.7.1936.

<sup>331</sup> Voir sous: «Sanktionen, Schweiz und Völkerbund. Nationalrat Musy», in *Eidgenoss*, 3.7.1936.

<sup>332</sup> Voir H. STUTZ: *Frontisten... op. cit.*, p. 44.

<sup>333</sup> P. de SURY: «Écrasement de la Suisse ou politique de la folie», in *Eidgenoss*, 6.3.1936. Nourrissant une haine féroce contre les Juifs, les francs-maçons et les communistes, Paul de Sury évolue dans les milieux catholiques intransigeants proches de Ferdinand Rüeegg et Joseph Beck. Il collabore entre autres à *Das Neue Volk* des frères Weder (F. METZGER: *op. cit.*, pp. 64, 175, 243-244 et 344), à la KIPA et est l'auteur de revues d'extrême droite (I. CARREL: *op. cit.*, pp. 72 et 86). Le publiciste bilingue Paul de Sury est également un ancien membre du Volksbund. Lorsque le colonel divisionnaire à la retraite Emil Sonderegger, Hans Bossard et quelques autres quittent le Volksbund pour former la Volksfront en février-

Au début du mois de mai 1936, alors que le Front populaire marche victorieusement vers Matignon, Musy s'exprime également à Paris sous les auspices du Comité d'action nationale contre les sanctions et la guerre, dirigé par le très catholique Robert Vallery-Radot, figure de proue avec Bernard Faÿ de la lutte contre la franc-maçonnerie, justement accusée, par ses contempteurs, de tirer les ficelles à la SdN<sup>334</sup>. La réunion est présidée par l'académicien Henry Bordeaux, écrivain catholique et chantre des valeurs traditionnelles<sup>335</sup>. En France, depuis le déclenchement de l'affaire éthiopienne, nombre d'intellectuels catholiques, conservateurs et nationalistes, montent au créneau pour appuyer l'Italie, au nom de la défense de la civilisation occidentale, et condamner les sanctions, au nom de la sauvegarde de la paix<sup>336</sup>. L'apparition du politicien helvétique sur les bords de la Seine n'a rien d'exceptionnel: poussés à prendre position dans l'affaire d'Éthiopie et la question des sanctions, différents tenants de la droite musclée, diversement favorables à Mussolini, resserrent leurs liens à travers le continent. Dans la capitale française, Musy parle de la Suisse et de sa nécessaire neutralité. Il réclame une réforme de la SdN et souhaite qu'un front européen, basé sur l'esprit chrétien, se forme au plus vite: «Le devoir urgent consiste à sauver l'Europe, à protéger la civilisation occidentale contre les dangers qui la menacent. Le péril est imminent.»<sup>337</sup> Paris, Londres, Rome et Berlin doivent, estime-t-il, se rapprocher. Il y a va de la paix européenne. Juriste

---

mars 1934, Paul de Sury les suit. Il s'occupe de la partie française de l'organe de la Volksfront. Ensuite, dès le 1<sup>er</sup> numéro de l'*Eidgenoss* (28.2.1936), Paul de Sury fonctionne comme rédacteur de la partie française de cette feuille hebdomadaire, organe de la Ligue fédérale. (Voir W. RÜTHEMANN: *op. cit.*, pp. 65, 84 et 88-89, ainsi que l'*Eidgenoss*, en particulier entre le 28.2.1936 et le 8.5.1936). — Données bio. sur Paul de Sury (1875-1950): F. METZGER: *op. cit.*, pp. 174-175 et 344; I. CARREL: *op. cit.*, pp. 72 et 86.

<sup>334</sup> En juin 1942, Musy parlera également de la SdN comme d'une «expression de l'humanisme maçonnique». (J.-M. MUSY: «La conquête de l'Europe», in *La Jeune Suisse*, 12.6.1942).

<sup>335</sup> Voir M.: «Un discours de M. Musy à Paris», in *Gazette de Lausanne*, 11.5.1936. Le nom de l'écrivain Henry Bordeaux est indirectement associé aux débuts du cinéma fribourgeois. En effet, le scénario du film *Une chasse aux chamois dans les Alpes fribourgeoises*, documentaire tourné entre 1924 et 1926, s'appuie sur un texte de l'académicien français. À la sortie du film, *La Liberté* précise qu'il est présenté comme une «œuvre artistique et documentaire, placée sous le patronage de l'intrépide chasseur qu'est M. le conseiller fédéral Musy. Ce dernier, retenu par la séance des Chambres, n'assista pas à la première, qui fut introduite par M. Ernest Castella, Bulle». (*La Liberté*, 21.12.1926; référence aimablement transmise par Roland Cosandey). Sur ce film, voir H. DUMONT: *op. cit.*, p. 97; N. ABD-RABBO: *Archéologie du spectacle cinématographique dans le canton de Fribourg 1896-1939. L'arrivée du cinéma et son accueil: initiatives et résistances*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1994, p. 148; R. COSANDEY: «Eine Gemsjagd in den Freiburger Alpen. Restaurierung der Cinémathèque suisse in Zürich», in *NZZ*, 16.2.1996.

<sup>336</sup> Avec Mgr Baudrillart et d'autres intellectuels catholiques français, Henry Bordeaux a signé un manifeste antisancionniste dont le principal rédacteur est le catholique maurassien Henri Massis. (R. REMOND: *Les crises du catholicisme... op. cit.*, pp. 94-96). Henri Massis est un ami de Gonzague de Reynold. (A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 236).

<sup>337</sup> Propos reproduits sous: «Un discours de M. Musy sur la politique européenne», in *La Liberté*, 12.5.1936. Voir aussi AF, fs Musy, vol. 112, où se trouve un brouillon de ce discours envoyé par Musy à *La Liberté*.

de formation, il ne fait pourtant pas cas du droit, mais plutôt de la victoire des armes, en l'occurrence fascistes. Et de conclure par son sujet favori, la menace bolchevique: «À tous ceux qui s'attaquent aux bases de notre civilisation, opposons les principes qui sont le fondement de notre culture en affirmant hautement qu'il n'y a pas de compromis possible entre le bolchevisme et la civilisation chrétienne.»<sup>338</sup>

Par contre, pour Musy, rien de fondamental ne s'oppose à une entente avec le fascisme et le nazisme. Bien plus, tourmenté par les fronts populaires qui s'ébauchent et même accèdent au pouvoir, il tient de plus en plus l'Italie mussolinienne et l'Allemagne hitlérienne pour les plus sûrs remparts de la civilisation chrétienne contre le péril rouge. Face au danger communiste, ses quelques réserves sur le fascisme et le nazisme fondent comme neige au soleil. Défenseur de l'Europe chrétienne à n'importe quel prix, qu'il soit fixé par Mussolini ou Hitler, Musy amorce, sous le coup de l'affaire éthiopienne, un tournant décisif. Ce virage personnel s'inscrit dans un mouvement plus large de renversement des alliances sur le continent.

En effet, au niveau européen, l'affaire d'Ethiopie porte un coup fatal au très fragile «front de Stresa», dirigé contre Hitler, et marque le début du rapprochement entre le Duce et le Führer<sup>339</sup>. Dès cette époque, l'un et l'autre se soutiennent dans leurs coups de force successifs. Après la conquête de l'Ethiopie par le premier, le second remilitarise la Rhénanie le 7 mars 1936, en violation des accords de Locarno et sans que la France et la Grande-Bretagne ripostent. Une solidarité plutôt ferme, renforcée par l'expérience commune de la guerre d'Espagne, s'ébauche entre les deux dictateurs, enhardis par les hésitations et les divisions des démocraties occidentales. Le crédit de la SdN, à nouveau impuissante face au drame espagnol, s'étiole de manière irrémédiable. Les jours de l'Europe de Versailles sont comptés. L'idée de sécurité collective est elle de

---

<sup>338</sup> Propos reproduits sous: «Un discours de M. Musy sur la politique européenne», in *La Liberté*, 12.5.1936.

<sup>339</sup> En riposte au rétablissement de la conscription en Allemagne, en violation du traité de Versailles (16 mars 1935), Flandin et Laval pour la France, Mac Donald et Sir John Simon pour le Royaume-Uni et Mussolini pour l'Italie prévoient à Stresa (11-14 avril 1935) la collaboration des trois puissances contre toute nouvelle violation du traité de Versailles susceptible de menacer la paix en Europe et confirment la nécessité de maintenir l'indépendance et l'intégrité de l'Autriche. Toutefois, la question éthiopienne ne tarde pas à jeter Mussolini dans les bras de Hitler, celui-ci soutenant finalement la politique expansionniste de celui-là, tandis que la politique sanctionniste de la SdN pousse l'Italie à se rapprocher de l'Allemagne. L'évolution des rapports entre grandes puissances européennes, favorable à l'Allemagne alors que la position des démocraties libérales s'affaiblit, encourage Hitler à remilitariser la Rhénanie et à entrevoir plus concrètement l'Anschluss de l'Autriche, longtemps différé par l'opposition de Mussolini. Le 1<sup>er</sup> novembre 1936, Mussolini annonce de Milan la formation de l'«axe Rome-Berlin». Sur la formation de l'axe Rome-Berlin, voir surtout J. PETERSEN: *Hitler-Mussolini. Die Entstehung der Achse Berlin-Rom 1933-1936*, Tübingen, M. Niemeyer, 1973, 559 p.

fait déjà morte.

Comme d'autres, séduits par l'ordre nouveau en train de naître sur l'axe Rome-Berlin, Musy croit sauver la paix en demandant la levée des sanctions. Le traumatisme de la Grande Guerre ne contribue pas à renforcer sa fermeté. Or, c'est la marche à la guerre qu'encourage cet esprit d'apaisement, par ailleurs largement répandu en Europe. Face à l'attrait, certes partiel, qu'exercent ces régimes sur des hommes de la trempe du Fribourgeois, il n'est même pas possible de parler de défaitisme ou de capitulation devant l'ennemi. Dans leur cas, l'apaisement transpire à grosses gouttes la complaisance et l'alignement, tant les affinités sont nombreuses. Désormais, jusqu'à la conflagration générale, rien n'arrêtera les appétits expansionnistes des dictateurs mégalomanes, persuadés de la déliquescence des démocraties libérales et satisfaits d'y voir aussi des hommes si bien disposés à leur égard.

### 3.2. Un conférencier à travers l'Europe

Pour Musy, la fin du XIXe siècle reste, sur de très nombreux points, l'époque de référence. C'est le cas lorsqu'il évoque l'Europe. Nourri du souvenir idéalisé d'un temps où le Vieux Continent pouvait encore prétendre à l'hégémonie mondiale, il ne cesse de regretter cet âge d'or. Sa lutte tous azimuts contre la décadence se comprend aussi comme un combat contre le déclin de l'Europe. Une fois de plus, ce conservateur réagit en assiégé.

La Première Guerre mondiale, qu'il perçoit en premier lieu comme une guerre civile européenne, représente une expérience essentielle dans sa prise de conscience européenne. Marqué par la catastrophe, d'où est sortie la révolution bolchevique, il ne va chercher par la suite qu'à conjurer un nouveau cataclysme sur le continent. À n'importe quel prix. Avec l'éclatement de la crise économique, il s'inquiète très vite de voir les États européens se replier sur eux-mêmes et les nationalismes prendre de l'ampleur. Libéré des lourdes charges gouvernementales, Musy se découvre une véritable vocation européenne après 1934. Infatigable voyageur, il sillonne le continent pour, à chaque fois, réaffirmer la nécessaire collaboration des États européens. Ils survivront ou mourront ensemble, répète-t-il jusqu'à satiété. À Bucarest à la fin de l'année 1934, à Rome en mai 1935, à Vienne en septembre 1935, à Bruxelles en février 1936, à Paris en mai 1936, à La Haye en août 1936, l'ancien conseiller fédéral tient partout le même discours.

Le 11 septembre 1935, il fait profession de ses convictions européennes dans la capitale autrichienne, à l'occasion du congrès de l'Union paneuropéenne, mouvement élitaire créé en 1923 et dirigé par le comte Richard de Coudenhove-



Kalergi. Cherchant à enrayer le déclin de l'Europe, l'aristocrate rallie à sa cause des personnalités aussi diverses que Herriot, Caillaux, Blum, Benès, Venizélos, Nitti, Claudel et Paul Valéry<sup>340</sup>. À Vienne, en présence de Richard de Coudenhove-Kalergi et du chancelier Schuschnigg, Musy rend tout d'abord hommage au fossoyeur de la démocratie parlementaire autrichienne, «l'héroïque chancelier Dollfuss, qui fut de la race et du sang des paysans.»<sup>341</sup> Et de rappeler combien il est dans l'intérêt de la Suisse d'avoir quatre voisins plutôt que trois<sup>342</sup>. La suite de son discours est un plaidoyer en faveur d'un rapprochement économique entre les pays européens, en particulier entre l'Europe industrielle et l'Europe agricole. Avant la guerre, rappelle-t-il, l'Europe agricole vendait à l'Europe industrielle une très grande part de sa production de blé et lui achetait en retour des produits industriels; depuis 14-18, l'Europe industrielle a pris l'habitude d'acheter encore plus qu'avant son blé en Amérique, sans réussir à y écouler sa production dans la même proportion. Selon Musy, c'est une situation que le Vieux Continent maintient contre ses propres intérêts. Le devoir de l'Europe, dit-il, «est de chercher davantage dans le continent européen l'équilibre de son économie.»<sup>343</sup> Prenant en exemple les États-Unis, que Musy tient pour un redoutable concurrent, il dénonce le repli des économies européennes à l'intérieur de leurs frontières nationales: «Tandis que les Américains s'enorgueillissent à bon droit d'une prospérité matérielle dont le secret réside dans l'unité économique des États-Unis, les 26 États qui se partagent l'Europe hérissent leurs frontières politiques de barrières douanières qui les ont conduits non à l'indépendance économique, mais à l'isolement dans une stérile autarchie.»<sup>344</sup>

Dans un compte rendu personnel de cette conférence, Musy note: «J'ai fait une charge très vive contre l'autarchie qui conduit non pas à l'indépendance, mais à l'isolement, et aboutit à l'appauvrissement général. Elle sera la ruine des petits États et tout spécialement des pays comme le nôtre, qui ont toujours vécu de leurs exportations et de l'industrie touristique.»<sup>345</sup> Libre-échangiste pour ce qui est du marché intérieur de l'Europe, il l'est beaucoup moins à l'égard des échanges extra-européens: «L'industrie européenne risquerait [...] fort sous le régime du libre-échange international, d'être ruinée d'une part par la concurrence orientale,

---

<sup>340</sup> H. RIEBEN: *Des guerres européennes à l'union de l'Europe*, Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe et Centre de recherches européennes, 1987, p. 60.

<sup>341</sup> AF, fs Musy, vol. 115: «Rede von Alt-Bundespräsident Dr. Jean-Marie Musy», (septembre 1935), p. 1.

<sup>342</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>343</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>344</sup> *Ibid.*

<sup>345</sup> AF, fs Musy, vol. 112: «Impressions recueillies à l'occasion de mon voyage à Vienne, spécialement à l'occasion des diverses conversations avec les personnalités que j'y ai rencontrées», (septembre 1935), p. 5.

qui emploie une main d'œuvre fournie par des masses qui vivent de rien, et par la concurrence américaine, qui travaille dans des conditions de production et suivant des méthodes inapplicables chez nous.»<sup>346</sup>

Musy divise le monde en cinq groupes: face à l'Europe, se dressent la Russie soviétique, le Japon et ses annexions, l'Amérique emmenée par les États-Unis, ainsi que l'empire britannique qui, dans les vues continentales de Musy, sort du cadre européen<sup>347</sup>. «Quand l'Europe comprendra-t-elle qu'il faut baser la paix politique sur la solidarité économique?»<sup>348</sup>, s'exclame-t-il, avant d'entamer une fois de plus sa rengaine sur la menace que représente le bolchevisme pour le Vieux Continent. S'il ne manque jamais de dénoncer les responsables criminels du Goulag, Musy oublie vite, même dans la capitale autrichienne, que son ami Dollfuss a été assassiné par des nazis.

À Vienne, l'ancien conseiller fédéral s'entretient avec le chancelier Schuschnigg. Avec un tel homme à sa tête, l'Autriche peut, à l'entendre, avoir confiance en l'avenir. Il lui attribue toutefois une envergure moindre que celle de Dollfuss, «personnalité très prenante» qui «avait incontestablement quelque chose de génial»<sup>349</sup>. Lors de ce séjour, Musy apprend en outre la démission subite de Rost van Tonningen, chargé par la SdN du contrôle des finances autrichiennes. Le Hollandais, que Musy tient pour «un conseiller éclairé» et «un ami sincère» de l'Autriche<sup>350</sup>, n'aurait plus jugé nécessaire ce contrôle et, de toute façon, aurait estimé la SdN incompétente en raison de l'influence croissante de l'URSS dans la ligue de Genève<sup>351</sup>.

Sitôt de retour d'Autriche, Musy ne tarde pas à réaffirmer ses convictions européennes dans la question des sanctions contre l'Italie. Certes, il opte pour l'apaisement plutôt que pour la justice par sympathie pour le régime mussolinien, mais aussi en grande partie par crainte d'une désunion croissante en Europe. Selon lui, la discorde entre Européens ne peut que profiter, une fois de plus, aux États-Unis, au Japon et à l'URSS.

Au début de l'année 1936, Musy se rend à Bruxelles pour y donner une nouvelle conférence. Elle trouve un large écho dans la presse belge. Invité par la Société d'économie politique de Belgique et son président Charles Frerichs, il

---

<sup>346</sup> *Ibid.*

<sup>347</sup> *Ibid.* p. 6.

<sup>348</sup> AF, fs Musy, vol. 115: «Rede von Alt-Bundespräsident Dr. Jean-Marie Musy», (septembre 1935), p. 5.

<sup>349</sup> AF, fs Musy, vol. 112: «Impressions recueillies à l'occasion de mon voyage à Vienne, spécialement à l'occasion des diverses conversations avec les personnalités que j'y ai rencontrées», (septembre 1935), p. 3.

<sup>350</sup> À cette époque, Rost van Tonningen s'est en fait déjà converti au nazisme.

<sup>351</sup> AF, fs Musy, vol. 112: «Impressions recueillies à l'occasion de mon voyage à Vienne, spécialement à l'occasion des diverses conversations avec les personnalités que j'y ai rencontrées», (septembre 1935), p. 9.

s'exprime sur les questions économiques et financières devant un nombreux auditoire, composé surtout de politiciens, d'industriels, de financiers et de diplomates. Toujours aussi sûr de lui-même, il ressort de son tiroir l'outillage du financier libéral orthodoxe, quand bien même, en Belgique justement, l'économie a repris depuis le printemps 1935 grâce en grande partie à la dévaluation de la monnaie belge et la sortie du pays du bloc-or. En outre, avec tout autant d'aplomb, il prône le corporatisme, présenté comme la solution miracle. En terres étrangères, l'homme politique suisse insiste surtout sur l'interdépendance économique des États européens et l'urgente nécessité d'une entente économique européenne, qui seule peut sauver le Vieux Continent d'un déclin fatal. Pour faire face en particulier au bloc américain qui dispose déjà d'un marché intérieur de 140 millions d'habitants, l'Europe avec ses 300 millions d'habitants divisés par un système de cloisons de plus en plus étanches doit, selon Musy, aussi s'ériger en un bloc économique solidaire<sup>352</sup>.

Lors de ce séjour belge, Musy soigne son réseau personnel. Il rencontre différentes personnalités grâce à l'obligeance de Frédéric Barbey, ministre de Suisse à Bruxelles et gendre de feu Gustave Ador<sup>353</sup>. Il fait également jouer les relations d'Alfred van Caubergh, très bien placé dans la haute société belge. Ainsi Musy obtient-il une audience privée avec le roi Léopold III et le premier ministre Paul van Zeeland. Georges Theunis, ancien premier ministre qui a assisté à la conférence, invite également l'ancien conseiller fédéral à déjeuner chez lui avec le diplomate helvétique Frédéric Barbey et sa femme, ainsi qu'avec Alfred van Caubergh et sa femme, belle-sœur de Musy<sup>354</sup>. Sans doute le péril anticommuniste est-il évoqué puisque Theunis et Musy entretiennent tous deux, depuis plusieurs années, d'étroites relations avec la Ligue Aubert<sup>355</sup>. Selon une liste des présences à une conférence de l'EIA d'octobre 1933, l'ancien premier

---

<sup>352</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 112, qui contient de nombreuses coupures de presse sur cette conférence.

<sup>353</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 112: correspondance entre J.-M. Musy et F. Barbey, juillet 1935-février 1936.

<sup>354</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 112: lettre de G. Theunis à J.-M. Musy, 29.1.1936.

<sup>355</sup> En juillet 1931, Théodore Aubert contacte Musy après avoir rencontré, avec René Hentsch, Georges Theunis. Aubert écrit à Musy: «La lutte contre le bolchévisme l'intéresse [Theunis; n.d.a.] vivement; il cherche, en collaboration avec nous, à créer un groupement économique d'action composé de personnalités de premier ordre de divers pays. Il nous a chargé de trouver cette personnalité pour la Suisse et je viens vous demander de bien vouloir nous aider dans ce choix en nous indiquant les noms de deux ou trois industriels ou financiers de premier plan, convaincus du danger économique, moral et social, que constitue le bolchévisme, et ayant le courage de participer à la lutte. / M. Theunis, comme vous, comme nous, est entièrement convaincu de l'immense importance du conflit et de son caractère éthique.» (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 10.7.1931 («Personnel et confidentiel»)). Une année plus tard, Aubert se réjouit que Musy ait pu échanger ses idées avec Theunis. (*Ibid.*: lettre de Th. Aubert à J.-M. Musy, 13.7.1932).

ministre belge est même membre du Bureau permanent de l'organisation anticommuniste<sup>356</sup>.

Après Bruxelles et Paris dans la première moitié de l'année 1936, Musy professe son idéal européen dans le cadre de l'Académie de droit international de La Haye, établie avec le concours de la dotation Carnegie pour la paix internationale. Le nom de l'homme politique suisse est inscrit, avec celui de nombreuses sommités européennes, notamment du monde académique, au programme des cours de l'été 1936<sup>357</sup>. À la tête du curatorium de la prestigieuse Académie siège Nikolaos Politis, ministre de Grèce à Paris, importante figure de la SdN, ancien ministre des Affaires étrangères de Grèce et professeur honoraire à la faculté de droit de l'Université de Paris<sup>358</sup>. Durant un cycle de cinq conférences au début du mois d'août 1936, Musy traite des bases de l'organisation économique de l'Europe<sup>359</sup>. Accroché à un passé qu'il semble de plus en plus idéaliser à mesure que le monde change, ce conservateur constate tout d'abord, non sans regret, le déclin du Vieux Continent. Les causes sont multiples. Certaines relèvent de facteurs moraux et politiques. À l'origine de cette évolution, dénoncée comme une décadence, se trouvent ainsi l'influence néfaste des idées de 1789, elles-mêmes issues des Lumières, l'anarchie des opinions, l'affaiblissement des croyances religieuses, le matérialisme, l'utilitarisme, l'étiollement des liens familiaux, l'individualisme, la baisse de la moralité,... La guerre de 14-18 a encore aggravé une situation déjà difficile et engendré la révolution bolchevique. De ce bouleversement de l'ordre traditionnel des valeurs devaient, estime Musy, «résulter l'agitation socialiste et l'égoïsme libéral.»<sup>360</sup> Réagissant contre une modernité déstabilisante, le conservateur catholique fribourgeois prône toujours la fameuse troisième voie. Ses attaques contre l'individualisme libéral ne doivent toutefois pas tromper sur la cible principalement visée, à savoir le libéralisme

---

<sup>356</sup> ALS, fs Reynold, Doc. 7: «Liste des présences à la IXe Conférence de l'Entente Internationale contre la IIIe Internationale», 9.10.1933. Sous la rubrique du Bureau permanent apparaissent les noms de Théodore Aubert, du colonel Alfred Odier, du colonel divisionnaire Guillaume Favre, René Engel, du colonel divisionnaire Roger de Diesbach, Lucien Cramer, René Hentsch, Georges Lodyginsky et Jaques Le Fort. Georges Theunis, pour la Belgique, est également cité comme membre du Bureau permanent. Selon cette liste, Gonzague de Reynold, Frédéric Dominicé et Gaston de Mestral se trouvent, pour la Suisse, aussi au nombre des participants à cette conférence de la Ligue Aubert. (*Ibid.*).

<sup>357</sup> Musy a tout d'abord souhaité être au programme de l'été 1935. Il a toutefois exprimé ce vœu trop tard pour qu'il puisse être pris en considération. (Voir AF, fs Musy, vol. 112: lettre de N. Politis à J.-M. Musy, 6.3.1935).

<sup>358</sup> C'est notamment avec Politis que Musy règle les modalités de sa venue à La Haye. Voir AF, fs Musy, vol. 112.

<sup>359</sup> J.-M. MUSY: «Les bases de l'organisation économique de l'Europe», in *Académie de droit international. Recueil des cours*, Paris, Recueil Sirey, 1936, II, tome 56, pp. 531-583; J.-M. MUSY: *Les bases de l'organisation économique de l'Europe*, Paris, Recueil Sirey, 1937, 52 p. (Extr. de: *Académie de droit international. Recueil des cours*, 1936).

<sup>360</sup> J.-M. MUSY: «Les bases...» *op. cit.*, p. 550.

politique et toutes ses conséquences émancipatrices. Peu d'hommes politiques suisses, même dans les partis radicaux et libéraux, se trouvent, faut-il le rappeler, aussi proches que lui des milieux industriels et financiers, bastions du libéralisme économique.

À La Haye, Musy insiste surtout sur les raisons économiques du déclin. Il y a tout d'abord ce qu'il appelle les «folies de l'après-guerre»<sup>361</sup>: le gonflement des finances publiques, l'interventionnisme étatique généralisé, la fiscalité croissante, le subventionnement à outrance. Bref, le développement de l'État-providence. Avec l'éclatement de la crise, les égoïsmes nationaux, funestes à plus d'un titre pour l'économie continentale, ont redoublés: protectionnisme, «autarchie à outrance»<sup>362</sup>, contingentement, etc. Les remèdes que Musy propose pour sortir de l'impasse: la déflation plutôt que la dévaluation<sup>363</sup>, le retrait de l'État dans les domaines économiques et sociaux en particulier, le corporatisme et, insiste-t-il, la solidarité économique entre États européens pour mettre fin à cette course du continent vers l'abîme. L'Europe ne peut s'en sortir qu'en renouant avec la libre circulation des marchandises et des capitaux à l'intérieur du continent. Musy: «Quand les peuples, et les nations européennes tout spécialement, comprendront-ils que fatalement ils sombreront ou se sauveront tous ensemble?»<sup>364</sup> Sans aller jusqu'à prôner une illusoire autarchie européenne, il est convaincu que l'Europe doit s'organiser en un bloc solide pour contenir les assauts des autres adversaires économiques: «Plus on réfléchit, plus il apparaît certain que la création d'un grand marché européen peut seule nous préserver du double péril de l'autarchie, qui conduit à la misère, et du libre-échange, qui aboutirait à l'écrasement du Vieux Monde par la concurrence des pays neufs.»<sup>365</sup> Il termine son exposé en scandant plusieurs fois l'idée de la nécessaire «collaboration européenne»<sup>366</sup>.

---

<sup>361</sup> *Ibid.*, p. 545.

<sup>362</sup> *Ibid.*, p. 548.

<sup>363</sup> Peu auparavant, Musy reçoit une intéressante lettre d'Emile Darier de Genève qui lui fait part à la fin mai 1936 de quelques observations. Frappé par divers indices économiques suisses alarmants, notamment l'augmentation du chômage durant l'hiver, Emile Darier constate qu'il n'y a «aucune amélioration de la vie économique en Suisse, tandis que l'on voit un grand nombre de pays se remettre peu à peu de la crise mondiale». La cause, poursuit-il, «en est pour moi uniquement le maintien de la parité-or du franc suisse». Aussi prône-t-il la dévaluation et l'abandon de la déflation pratiquée jusque-là. Il ajoute à propos de ces mesures: «Il y a deux ans, j'avais même écrit un projet de brochure à ce sujet. À la réflexion, je ne l'ai pas publiée car la liberté d'opinion n'existe plus en Suisse et j'aurais simplement été voué à la vindicte des Autorités Fédérales et principalement de la Banque Nationale Suisse». (AF, fs Musy, vol. 89: lettre d'E. Darier à J.-M. Musy, 27.5.1936).

<sup>364</sup> J.-M. MUSY: «Les bases...» *op. cit.*, p. 548.

<sup>365</sup> *Ibid.*, p. 580.

<sup>366</sup> *Ibid.*, pp. 578 et 581.

### 3.3. Fronts populaires et guerre d'Espagne: vers la bolchevisation de l'Europe?

Musy ne peut jamais considérer la gauche autrement que comme une ennemie, quoi qu'elle fasse. Novembre 1918 reste à tout jamais une obsession centrale dans sa vision du monde, malgré les modulations dont celle-ci est l'objet tout le long de sa vie. Nourrissant un véritable syndrome de la conspiration, il ne croit pas à la sincérité des socialistes et des syndicalistes qu'il tient pour des loups révolutionnaires en peau d'agneau. Rivé à ses certitudes, il s'entête à les considérer comme les fourriers du communisme. Derrière leurs gestes souvent consensuels et modérés en direction de la bourgeoisie et l'affirmation croissante de leurs convictions démocratiques, il ne voit que manœuvres et dissimulations. Il en est viscéralement convaincu et se méfie plus que tout de leur intégration à l'État bourgeois. Son évaluation du socialisme et du communisme, au milieu des années trente, trahit de plus en plus la faiblesse d'une pensée politique somme toute sclérosée, portée à l'amalgame et aux distinctions grossièrement binaires plus qu'aux analyses fines, incapable d'aborder la réalité avec hauteur de vue et objectivité.

Certes, la gauche helvétique emprunte parfois des méandres qu'il n'est pas toujours facile de suivre, d'autant plus que la droite est généralement beaucoup plus marquée par des décennies de luttes antisocialistes, la spectre de novembre 1918 hantant tout particulièrement les esprits, que frappée par la récente évolution du PSS. Pourtant, comme le prouve le programme adopté lors du congrès des 26 et 27 janvier 1935, le PSS se place résolument sur le terrain démocratique. Dans le nouveau programme, manifestation publique d'une profonde redéfinition doctrinale, la «dictature du prolétariat» n'est plus à l'ordre du jour du PSS, qui ne fait qu'adapter le texte à une politique d'intégration menée par une grande partie du socialisme suisse depuis plusieurs années. Restent quelques incertitudes. Face à la montée des fascismes, le PSS reconnaît ainsi, en posant des conditions, la nécessité d'une défense nationale à l'occasion du congrès de janvier 1935 et, dans le même temps, propose de rejeter la révision de la loi militaire, votée le 24 février suivant. À droite dominant la déception et le scepticisme<sup>367</sup>. Sur le

---

<sup>367</sup> Sur le congrès socialiste de janvier 1935 et les réactions que suscitent ses décisions, voir J. ETTER: *op. cit.*, pp. 162-168. Acceptée le 24 février 1935 par une petite majorité du peuple suisse, la nouvelle loi militaire a été fortement soutenue par le corps des officiers et généralement combattue par les socialistes. Le rejet de la révision de la loi militaire, le 24 février 1935, par plusieurs cantons catholiques avant tout agricoles, dont Fribourg, vaut au camp conservateur, soutien traditionnel de l'armée, de nombreuses critiques. Le *Volksrecht* socialiste de Zurich raille ainsi les «confédérés modèles» du canton de Musy («des Kantons "Musy"») qui ont voté comme les marxistes. (Voir J. ETTER: *op. cit.*, p. 179). Sur la votation

moment, le revirement programmatique du PSS, qui malgré tout s'éloigne encore un peu plus d'un long passé pacifiste et antimilitariste pour adopter une attitude plus positive à l'égard de la défense nationale, n'a pas le côté spectaculaire que certains peuvent lui trouver rétrospectivement. Le ralliement définitif du PSS à la défense nationale ne s'opérera que deux ans plus tard, lors de son congrès de janvier 1937, sans toutefois réussir à convaincre tout le monde dans le camp bourgeois<sup>368</sup>. En outre, les prises de position prostaliniennes d'un Léon Nicole, pourtant minoritaires et même en opposition avec la majorité modérée du PSS et la direction du parti emmenée par Hans Oprecht, les intransigeances de l'aile gauche du PSS, surtout perceptibles en Suisse romande, et les voix désormais marginales des socialistes antimilitaristes et pacifistes suffisent souvent à attiser les soupçons<sup>369</sup>.

Or, les comparaisons et les généralisations auxquelles succombe souvent une large partie de la droite helvétique, tout particulièrement en Suisse romande où, beaucoup plus qu'outre-Sarine, on s'inquiète de la nouvelle orientation du Komintern, apparaissent un brin excessives. Ainsi, l'USS, traditionnellement hostile au communisme, s'oppose fermement à une participation des communistes au mouvement des Lignes directrices, mouvement qui, par un regroupement au centre des forces politiques, tentent clairement entre l'automne 1936 et la fin de 1937 de déjouer l'éventuelle constitution d'un front populaire de type espagnol ou français en Suisse. Que les communistes suisses, dont la collaboration au mouvement des Lignes directrices est certes repoussée, le considèrent justement comme une sorte de front populaire ne manque pas d'apporter de l'eau au moulin des adversaires de tout entente avec la gauche<sup>370</sup>. Quant à la rivalité, par ailleurs

---

du 24 février 1935, voir notamment *ibid.*, pp. 168-181; ainsi que R. RUFFIEUX: *La Suisse de...* *op. cit.*, pp. 250-251.

<sup>368</sup> Voir J. ETTER: *op. cit.*, pp. 196-197.

<sup>369</sup> Sur la rupture entre le PSS et Léon Nicole, qui se montre fort complaisant lors des procès de Moscou et va jusqu'à approuver sans scrupule ni états d'âme le pacte germano-soviétique, voir P. JEANNERET: *Léon Nicole et la scission de 1939. Contribution à l'histoire du Parti socialiste suisse*, FNSRS/P. Jeanneret, Lausanne, 1986/1987, 475 p. + annexes.

<sup>370</sup> À la fin de l'année 1936 et encore au début de l'année 1937, nombre de radicaux, avec à leur tête le conseiller national bernois Walter Stucki, sont prêts à coopérer, malgré plusieurs divergences de fond portant notamment sur le rôle de l'État en matière économique, avec les forces modérées présentes au sein du mouvement des Lignes directrices, lancé sous l'impulsion principale de l'USS et auquel se joignent entre autres divers syndicats d'employés et d'ouvriers, le mouvement des jeunes-paysans, le PSS, les partis démocrates du canton de Zurich et des Grisons, le parti agrarien schaffhousois, le parti libéral radical-démocratique du Tessin, le *Freiwirtschaftsbund* et la communauté de travail des jeunes catholiques de Suisse. La tribune privilégiée du mouvement des Lignes directrices est l'hebdomadaire *Die Nation*, où s'expriment entre autres Paul Schmid-Ammann, Eduard Zellweger, Andreas Gadiant, Max Weber, Hans Oprecht, Fritz Marbach et Robert Bratschi. Fondée en septembre 1933 et surtout soutenue par l'USS, *Die Nation* s'oppose au nazisme et au frontisme; elle défend la démocratie libérale et l'entente entre la gauche démocratique et la bourgeoisie progressiste. Toutefois, dans certains milieux bourgeois traditionnellement hostiles au socialisme et à l'étatisme, entre autres du côté conservateur-catholique et au sein

ancienne, entre le PSS et le PCS, elle ne faiblit que peu à l'époque des fronts populaires espagnol et français. En Suisse romande, la victoire du Frente popular espagnol aux élections de février 1936, puis celle du Front populaire français aux élections d'avril-mai 1936 poussent certes des militants socialistes, notamment le communiste Léon Nicole, à prôner le rapprochement du PSS et du PCS dans le cadre de la lutte antifasciste<sup>371</sup>. Toutefois, outre-Sarine, où le PSS n'a plus depuis la scission de 1921 d'aile gauche aussi forte que dans la partie romande, l'union avec les communistes n'est pas vraiment envisagée par les socialistes, si ce n'est un moment un peu plus à Bâle sous l'influence de Friedrich Schneider<sup>372</sup>, et même clairement refusée par la direction du PSS. L'opposition socialiste est d'autant plus ferme que la soumission servile du PCS aux mots d'ordre venus d'Union soviétique lors des procès de Moscou, au moment même où ce parti prétend vouloir défendre la démocratie et l'indépendance nationale, puis lors du pacte germano-soviétique et de la guerre finno-soviétique le discrédite définitivement aux yeux du PSS, sans parler des autres forces politiques<sup>373</sup>.

Reste que le contexte européen exerce en 1936 un poids considérable sur l'opinion helvétique. Après la «main tendue» par Maurice Thorez aux catholiques français en avril 1936, le succès de Léon Blum au printemps, porté à Matignon par une coalition de socialistes, de communistes et de radicaux, et la grande vague de grèves, annonciatrice pour beaucoup de bourgeois de la révolution prochaine, qui déferle sur la France en mai-juin, la droite helvétique, avant tout romande, comprend le début de la guerre civile en Espagne comme une conséquence directe de la politique des fronts populaires élaborée en juillet-août 1935 par le VII<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, alors que la gauche tient le conflit

---

de la droite romande, cet essai de regroupement au centre est interprété comme une manœuvre déguisée pour amener la formation d'un front populaire. Au nombre des connaissances de Musy, Samuel Haas s'exprime ainsi dans une brochure (S. HAAS: *Volksfront in der Schweiz? Dokumente aus der «Richtlinien»-Bewegung*, Olten, Otto Walter, (1937), 118 p.), également diffusée au sein du Redressement national. (Voir AfZ, RN, 1.1.1.6: circulaire du RN, signée R. Eibel, 16.6.1937). L'animosité d'une frange de la droite est avivée par le fait que de très nombreux promoteurs du mouvement des Lignes directrices, qui condamne sévèrement la politique déflationniste, ont milité en faveur de l'initiative de crise, rejetée en votation populaire en 1935. Sur l'hostilité de l'USS à l'égard des communistes, rejetés au même titre que l'extrême droite, voir p.e. la brochure de l'Union syndicale suisse: *La vérité sur la tactique des communistes. Documents concernant la manœuvre en faveur d'un «Front unique»*, Berne, 1936, 18 p. Au sujet du mouvement des Lignes directrices, voir notamment P. MORANDI: *op. cit.*, et sur les points de vue qui s'y font jour à propos de la question du front unique, voir plus spécialement les pp. 138-144 et 232-240.

<sup>371</sup> Sur la situation genevoise, voir entre autres N. MONETTI: *Le sort du front unique à Genève pendant les années '30*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1976, 420 p.

<sup>372</sup> Voir J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte...* *op. cit.*, pp. 224-227.

<sup>373</sup> À propos des relations entre le PSS et le PCS, voir H. von GUNTEN, H. VOEGELI: *Das Verhältnis der Sozialdemokratischen Partei zu andern Linksparteien in der Schweiz (1912-1980)*, Bern, Verlag für politische Bildung, 1980 (1978), 318 p.; P. HUBER: *Kommunisten und Sozialdemokraten...* *op. cit.*, 583 p.



espagnol comme une nouvelle étape de l'avancée fasciste en Europe. Les exactions commises contre l'Église espagnole — prêtres assassinés, églises brûlées, cimetières profanés — soulève, dès l'été 1936, un mouvement d'indignation dans le monde catholique. Dans ce camp, malgré quelques grandes voix discordantes, beaucoup considèrent que les troupes de Franco mènent une guerre sainte contre l'anarchie et le communisme athée<sup>374</sup>. En Suisse, comme ailleurs en Europe, la guerre d'Espagne provoque une violente polarisation, même si, dans plusieurs domaines de politique intérieure, les clivages s'atténuent quelque peu, comme l'illustrent le mouvement des Lignes directrices dès 1936, le ralliement des socialistes à la défense militaire et la paix du travail conclue en juillet 1937<sup>375</sup>. Dès le début de l'année suivante, l'Anschluss de l'Autriche traumatisant profondément l'opinion publique suisse, l'antagonisme entre la gauche et la droite se diluera encore un peu plus dans la défense nationale spirituelle. Et, au seuil de la guerre, c'est une Suisse toujours plus unie, repliée sur elle-même, qui communiera aux valeurs patriotiques exaltées à l'Exposition nationale de 1939 à Zurich.

Pour Musy, 1936 marque sans conteste une année tournante. L'Europe n'est-elle pas en train de basculer? En juillet 1936, alors qu'il demande à ce que le Redressement national renforce son action politique, notamment dans la lutte contre le communisme, Musy s'inquiète déjà de voir la France, encore sous le choc des récentes grandes grèves, être gagnée par la révolution: «En France les événements marcheront rapidement. Tout laisse prévoir une orientation tout à fait à gauche. Si le gouvernement Blum est renversé c'est une nouvelle occupation des usines et un mouvement révolutionnaire. La C.G.T. comprend aujourd'hui 4 millions de membres! Il y a deux mois ils étaient un million!»<sup>376</sup> Le cours passablement agité suivi par la France, où les ouvriers occupent des usines, où l'on vote de nouvelles lois sociales et parle de nationalisation et où la monnaie nationale est dévaluée, non sans que cela contribue à la dévaluation du franc suisse, symbole patriotique intouchable pour Musy, ne peut que lui donner des cauchemars<sup>377</sup>. De moins en moins influente sur la scène internationale, la grande

---

<sup>374</sup> Sur l'opinion du plus grand quotidien fribourgeois catholique, voir G. GRAND: «*La Liberté, les catholiques et la politique*», in R. RUFFIEUX (s.l.d.): *1871-1971. La Liberté en son premier siècle*, Fribourg, St-Paul, 1975, pp. 263-267.

<sup>375</sup> Sur la paix du travail, convention touchant la métallurgie et l'horlogerie, signée le 19 juillet 1937 par Konrad Ilg, chef syndical de la FOMH, et Ernst Dübi, dirigeant patronal de l'ASM, association suisse des constructeurs de machines et industriels en métallurgie, voir R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 307-309; G. BILLETTER: *op. cit.*, pp. 89-106 et 243-246; H. U. JOST: «Menace et...» *op. cit.*, in *NHSS*, p. 745.

<sup>376</sup> AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à W. Meier, env. 12.7.1936.

<sup>377</sup> La dévaluation du franc français est décidée le 25 septembre 1936. Redoutant les répercussions de la dévaluation française sur l'économie helvétique, le Conseil fédéral prend la décision le 26/27 septembre de dévaluer à son tour le franc suisse. Sur l'importance de la dévaluation française sur la décision du gouvernement suisse, voir le Rapport du CF à

voisine de l'ouest, pour laquelle il a eu jusque-là une profonde affection, ne marche-t-elle pas aussi vers la réalisation d'un régime soviétique?

Puis ce sont les événements d'Espagne qui le mettent sens dessus dessous. Dans un mémorandum qu'il écrit à la suite d'un séjour à La Haye, Bruxelles et Paris, document que des critères internes nous entraînent à situer entre juillet et septembre 1936, soit peu après l'arrivée de Blum au pouvoir et le début de la guerre d'Espagne et avant la dévaluation du franc français, Musy écrit: «L'exemple espagnol n'est peut-être que la première expérience des tueries sauvages dont la France risque de devenir le théâtre.»<sup>378</sup> En préambule à un ouvrage au titre évocateur — *Le communisme, science de trahison et de meurtre, tactique de guerre et de révolution* —, livre de Gérard Demiéville par ailleurs élogieusement recensé par la propagande allemande qui présente Musy comme un des pionniers de la lutte contre le bolchevisme en Suisse<sup>379</sup>, l'ancien conseiller fédéral précise en octobre 1936: «Hier, l'Espagne ne croyait pas au danger communiste; aujourd'hui elle est devenue le théâtre de la plus atroce des guerres, le pays où l'on assassine et fusille en masse, sans jugement, où l'on brûle vivants des hommes, des femmes et des enfants qui n'ont commis d'autre crime que de résister à l'évangile communiste.»<sup>380</sup> Et d'ajouter: «L'heure est venue de libérer enfin notre pays de la doctrine infernale, dont l'impitoyable logique poursuit la destruction par la violence de notre civilisation deux fois millénaire, et de tous les principes sur lesquels elle repose.»<sup>381</sup>

Bien avant la crise précédant les accords de Munich de fin septembre 1938, Musy note: «De ce que j'ai entendu à La Haye, à Bruxelles et à Paris, il ressort que les gens les mieux informés considèrent [que] les partis communistes, qui sont tous des sections affiliées à la IIIe Internationale dont Moscou est le centre et Staline le chef, s'efforcent de préparer une guerre européenne qui sera déclenchée au moment opportun. Cela dans le but de retenir les armées allemandes en Occident; l'objectif principal de Staline sur le plan international c'est la

---

l'Assemblée fédérale au sujet de ses décisions des 26 et 27 septembre 1936 concernant la dévaluation du franc suisse, 28.9.1936, in *FF*, 1936, vol. 2, pp. 697-703.

<sup>378</sup> AF, fs Musy, vol. 112: «Impressions recueillies à l'occasion de mon séjour à La Haye, à Bruxelles et Paris», (entre juillet et septembre 1936), p. 8. Au cours de son périple, Musy s'entretient entre autres avec Colijn, premier ministre hollandais, et van Zeeland, premier ministre belge.

<sup>379</sup> Voir aki.- [Antikomintern]: «Die Schweiz im Kampf gegen den Bolschewismus», in *Anti-Komintern. Nachrichtendienst*. Hg. von der Antikomintern, 2.3.1937, pp. 5-6. Exemplaire in: PA, Inland II A/B, R 99515, Fiche-Nr. 5916. Sous le titre «Un ouvrage sur le communisme», la *Gazette de Lausanne* du 16.12.1936 fait également un compte rendu flatteur du livre du jeune Vaudois Gérard Demiéville.

<sup>380</sup> Préface de J.-M. MUSY à G. DEMIEVILLE: *Le communisme, science de trahison et de meurtre, tactique de guerre et de révolution*, Neuchâtel/Paris, Éd. Victor Attinger, (1936), p. 7.

<sup>381</sup> *Ibid.*, p. 8.

domination de l'Asie. La réalisation de son projet exige que la puissante armée allemande soit entraînée dans une action militaire occidentale. Staline veut être libéré du danger allemand vers l'Occident.»<sup>382</sup>

Dès 1936, Musy tient le VIIe congrès de l'Internationale communiste de juillet-août 1935 pour une étape décisive de la politique de subversion dirigée depuis Moscou contre l'Occident. Tant dans *La peste rouge* que dans de nombreux discours, le conservateur fribourgeois présente la tactique antifasciste des fronts populaires comme celle du cheval de Troie. Sur ce point, il ne fait d'ailleurs que reprendre la thèse défendue par Dimitrov en août 1935. Aux yeux de Musy, l'antifascisme qui cimente une partie des forces de gauche avec les communistes, sous le pavillon de la démocratie et de la paix, n'est rien d'autre qu'un moyen déguisé pour l'URSS de saper l'ordre en Occident et d'y provoquer un chaos tel qu'elle puisse profiter d'une guerre en Europe. Que le revirement du Komintern, qui cesse de combattre le socialisme et la démocratie pour inaugurer la lutte contre le fascisme et la guerre, obéisse surtout aux intérêts de l'Union soviétique tient de l'évidence. Toutefois, que l'anticommunisme représente aussi un instrument de la politique étrangère nazie ne gêne aucunement Musy. Il voit des complots seulement là où ses propres préjugés s'en trouvent renforcés. Certes, à cette date, son attitude peut également s'expliquer par un fait indéniable: Mussolini et même Hitler ne vont pas encore aussi loin que Staline dans le crime à grande échelle. Les grandes purges staliniennes atteignent leur point culminant entre 1936 et 1938.

De retour d'un voyage en Espagne en compagnie de son ami Henry Burrus, voyage au cours duquel il a fait don d'une copie du film *La peste rouge* au général Franco<sup>383</sup>, il répète en avril 1939 que le VIIe congrès du Komintern a dressé «le plan de la bolchevisation de l'Ouest européen»<sup>384</sup>. L'Action nationale

---

<sup>382</sup> AF, fs Musy, vol. 112: «Impressions recueillies à l'occasion de mon séjour à La Haye, à Bruxelles et Paris», (entre juillet et septembre 1936), p. 7. La crise de Munich inspirera à Musy le même genre de réflexion au sujet des visées belliqueuses de Moscou.

<sup>383</sup> Voir la lettre du secrétaire de chancellerie du consulat de Suisse à Barcelone, E. Meylan, à la Division des Affaires étrangères du Département politique, 22.3.1939, in *DDS*, vol. 13, pp. 140-141.

<sup>384</sup> AF, fs Musy, vol. 119: «Conférence de M. Musy sur l'Espagne actuelle. Faite à Fribourg le lundi 3 avril 1939», p. 3. — Alors que la cause de la République espagnole soulève de nombreuses solidarités en Suisse, qui se concrétisent entre autres par l'enrôlement de citoyens helvétiques dans les Brigades internationales, le camp franquiste s'attire lui aussi des sympathies, notamment parmi les officiers suisses qui s'intéressent vivement au théâtre d'opération espagnol. (Voir J. BATOU, S. PREZIOSO, A.-J. RAPIN: «Regards suisses sur la guerre civile d'Espagne (1936-1996)», in *RSH*, 47, 1997, 1, p. 31). Au nombre des missions militaires, il y a notamment celle du colonel divisionnaire Roger de Diesbach qui, à son retour d'Espagne, donne également une conférence à Fribourg. Comme le rapporte Théodore Aubert à l'épouse de Roger de Diesbach, décédé la veille, l'officier fribourgeois a également, dès son retour d'Espagne, rendu visite à la Ligue Aubert, dont il a été longtemps membre, pour y conter ses impressions sur les événements espagnols. (BPU, Archives EIA, «Suisse 1938»: lettre de T. Aubert à Mme R. de Diesbach, 23.11.1938). — Sur les relations

suisse contre le communisme vise précisément à combattre un tel plan au niveau helvétique. Sa création correspond avec le début d'une grande vague d'anticommunisme en Europe, mouvement à la fois récupéré et fortement stimulé par les divers services du IIIe Reich. Le 25 novembre 1936, Berlin et Tokyo signent le pacte Antikomintern. Une année plus tard, le 6 novembre 1937, l'Italie y adhère à son tour. En Suisse, cette recrudescence d'anticommunisme aboutira aux diverses interdictions cantonales et fédérales.

---

entre la Suisse et l'Espagne, voir entre autres M. CERUTTI, S. GUEX, P. HUBER (éd.): *La Suisse et l'Espagne: de la République à Franco (1936-1946). Relations officielles, solidarités de gauche, rapports économiques*, Lausanne, Éd. Antipodes, 2001, 603 p.

## **QUATRIEME PARTIE**

### **DE L'ACTION NATIONALE SUISSE CONTRE LE COMMUNISME A L'ENTREE DANS L'ORBITE ALLEMANDE, 1936-1939**



**UNE ORGANISATION DE COMBAT:  
L'ACTION NATIONALE SUISSE CONTRE LE COMMUNISME,  
1936-1939**

Malgré l'insignifiance électorale au niveau national du parti communiste suisse<sup>1</sup>, tout efficace et dévoué aux intérêts de Moscou soit-il, l'anticommunisme reste un instrument de mobilisation privilégié pour ceux qui, comme Musy, espèrent toujours voir se former en Suisse un grand bloc national des forces de droite. Car, au-delà de la lutte stricte contre le communisme, Musy s'ingénie à amalgamer les gauches, à découvrir des connivences douteuses entre le communisme, le socialisme et même la bourgeoisie progressiste. Bref, à combattre le spectre du front populaire. Cette préoccupation s'inscrit dans une trajectoire marquée, aussi loin que remontent les sources, par la hantise de voir progresser le socialisme, quelle qu'en soit la forme, et par une nette inclination à rechercher la polarisation plutôt que la concertation, même avec la gauche démocratique.

L'histoire de l'Action nationale suisse contre le communisme (ANSC), abordée dans le présent chapitre, notamment sous l'angle de son organisation, et dans le chapitre suivant, en ce qui concerne ses activités et son influence, doit par ailleurs être lue en ayant toujours à l'esprit qu'elle est indissociable de celle de l'entrée de Musy dans l'orbite du IIIe Reich, présentée plus en détails dans le chapitre 11.

**1. De sa création à sa disparition**

**1.1. Un climat de chasse aux sorcières: l'agitation incessante d'un parlementaire**

Les mesures d'interdiction qui frappent le communisme au cours des années 1930 trouvent en Musy un de leurs promoteurs les plus résolus<sup>2</sup>. Déjà au Conseil

---

<sup>1</sup> Sur le plan fédéral, le PCS ne détient que deux sièges avec 1% des votes et en Suisse alémanique seulement. (R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 320).

fédéral, il a marqué un net penchant pour la répression contre l'extrême gauche. Propagandiste infatigable, il persiste et signe après sa fracassante démission.

Dès 1936, alors que les milieux anticommunistes durcissent partout le ton en Europe, l'ancien conseiller fédéral participe activement à la création d'un climat de chasse aux sorcières en Suisse. Son combat contre le communisme devient toujours plus le centre de toutes ses préoccupations. Rien ne lui tient plus à cœur que l'éradication du communisme, quitte à prôner des solutions toujours plus antidémocratiques et, volontiers excessif, à donner la main aux anticommunistes les plus incendiaires.

Conférencier invité par le mouvement fasciste de l'Union nationale, il affirme dans une tirade contre le communisme: «Je veux qu'on applique à ceux qui menacent l'existence même de notre Patrie le régime que leur auraient appliqué les fondateurs de la Confédération. (*Appl.*)»<sup>3</sup>

### 1.1.1. La motion du 4 juin 1936

En tant que parlementaire, Musy voue une grande partie de son temps à demander l'interdiction des mouvements communistes. Son collègue Théodore Aubert, lui aussi très actif dans le domaine, ne manque pas de lui prêter main forte. Sitôt élus, les deux hommes s'entendent pour mener la charge, un peu comme à l'époque où Musy était au Conseil fédéral. L'arrêté du 2 décembre 1932, interdisant à tout fonctionnaire fédéral d'appartenir au parti communiste ou de participer à une organisation communiste, doit beaucoup, rappelons-le, aux efforts de Musy, stimulé depuis plusieurs mois en catimini par Aubert.

Après avoir exigé à plusieurs reprises l'interdiction du communisme en Suisse, au moment où d'autres s'expriment dans le même sens<sup>4</sup>, Musy dépose le 4 juin

---

<sup>2</sup> Au sujet de ces mesures, voir U. JUD: *Die Schweiz sieht rot: gesetzliche Ausgrenzung der Kommunisten in der Schweiz, 1932-1945*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 2001, 168 p.; ainsi que H. KAUER: *Der strafrechtliche Staatsschutz der Schweizerischen Eidgenossenschaft unter besonderer Berücksichtigung der legislatorischen Entwicklung zwischen 1933/1945*, Bern, Verbandsdruckerei, 1948, 98 p.; I. ZELLWEGGER: *Die strafrechtlichen Beschränkungen der politischen Meinungsäusserungsfreiheit (Propagandaverbote)*, Zürich, Schulthess, 1975, 192 p. Sur l'ostracisme croissant dont sont l'objet les communistes suisses, à partir de 1936 surtout, voir aussi R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 319-323; A. RAUBER: *Histoire du mouvement communiste suisse. Du XIX<sup>e</sup> siècle à 1943*, Genève, Slatkine, 1997, pp. 380-383; H. WICHERS: *op. cit.*, pp. 68-80. Voir également les documents d'archives publiés et richement annotés dans: *Sous l'œil de Moscou. Le Parti communiste suisse et l'Internationale 1931-1943. Archives de Jules Humbert-Droz*, vol. V, s.l.d. d'A. LASSERRE, éd. par B. STUDER, Zürich, Chronos, 1996, notamment pp. 294-297 et 303-304.

<sup>3</sup> s.n.: «Une conférence de M. Musy», in *Journal de Genève*, 14.10.1936.

<sup>4</sup> Une des prises de position les plus récentes de Musy date du 19 mai 1936. Il n'est pas le seul, ni sans doute le premier, à revendiquer l'interdiction du parti communiste. Déjà en mars 1936, le Grand Conseil vaudois a été saisi d'une pétition dans ce sens. (R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 321; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 273).



1936 une motion invitant le Conseil fédéral «à présenter un projet de loi interdisant comme illicites et dangereuses pour l'État, l'action communiste et les organisations communistes»<sup>5</sup>. La motion est appuyée par dix-huit autres députés<sup>6</sup>. Le conseiller national fribourgeois veut-il également créer l'équilibre à la requête de son confrère schaffhousois Walther Bringolf, socialiste revenu du communisme, qui s'est fait l'auteur, en date du 3 juin 1936, d'une motion demandant notamment au Conseil fédéral de «prendre immédiatement toutes mesures pour supprimer et liquider les groupements fascistes de tout genre (y compris les groupements accessoires et camouflés) composés d'étrangers»<sup>7</sup>?

Dès cette époque, Musy s'active pour engendrer, avec la collaboration de la Ligue Aubert, un mouvement d'opinion en faveur de sa motion. Il intervient au Parlement justement à un moment où, en juin 1936, la reconnaissance de l'URSS est redevenue un dossier brûlant au Conseil national<sup>8</sup>. Pour Musy, il s'agit de couper tous les fils qu'il pourrait y avoir entre la Suisse et l'Union soviétique. Sa proposition extrême n'emballerait toutefois pas le gouvernement qui se refuse à ordonner l'interdiction pure et simple du parti communiste. Une telle mesure ne ferait que l'élever au rang de martyr, le jeter dans la clandestinité et l'encourager à infiltrer d'autres partis. Bien qu'il soit porté, comme le Conseil fédéral, à restreindre la marge de manœuvre des communistes suisses, le Ministère public se montre également opposé à une telle interdiction. Il avertit même du danger pour la Suisse à se laisser entraîner par Musy dans cette voie<sup>9</sup>. Tant le Conseil fédéral que le Ministère public préfèrent circonscrire le danger communiste par

---

<sup>5</sup> AF, E 1301, vol. 318, Pv CN, 4.6.1936, p. 142 (motion Musy).

<sup>6</sup> Les cosignataires sont les conseillers nationaux Abt, Aeby, Aubert, Benninger, Dollfus, Fauquex, Favrod-Coune, Glasson, Gnägi, Gorgerat, Gottret, Gutknecht, Müller-Schmitt, Nietlispach, Quartenoud, Rochat, Vallotton, Wetter. (AF, E 1301, vol. 318, Pv CN, 4.6.1936, p. 142 (motion Musy)).

<sup>7</sup> AF, E 1301, vol. 321, Pv CN, liste des objets en délibération de l'Assemblée fédérale, session d'hiver 1936, p. 10, annexe 2b (motion Bringolf du 3.6.1936); ainsi que le *Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale*, session d'hiver 1936, p. 14.

<sup>8</sup> Entre décembre 1935 et janvier 1936, le Conseil national enregistre entre autres trois motions (motion Bodenmann du 2.12.1935, motion Reinhard du 3.12.1935, motion Stäubli du 8.1.1936) qui invitent le Conseil fédéral à aller dans le sens du rétablissement des relations économiques et diplomatiques de la Suisse avec l'URSS. Au Conseil national, la discussion à propos de cette reprise atteint son point culminant lors de la session de juin 1936 où sont débattues les motions Bodenmann, Reinhard et Stäubli, ainsi que l'interpellation Vallotton du 9.6.1936, appuyée entre autres par Musy, qui parle elle de s'en tenir au statu quo. (Sur ces débats, voir *Bst CN*, 10-11.6.1936, pp. 1033-1084; pp. 1050-1052: intervention de Musy contre le rétablissement des relations avec l'URSS).

<sup>9</sup> «Die Bundesanwaltschaft mahnte, die Schweiz solle sich unter der Führung "des mit Recht oder Unrecht als Fascist angesehenen Politikers Musy" nicht "an die Seite der autoritär regierten Staaten (Deutschland etc.) drängen lassen".» (H. WICHERS: *op. cit.*, p. 73). Sur la position du Ministère public, qui voit certes un danger dans la dépendance du PCS à l'égard du Komintern, mais qui relativise fortement, du moins dans un premier temps, ce danger en raison de la faiblesse évidente du PCS, voir *ibid.*, p. 73.

l'application et l'adoption de diverses mesures devant garantir l'ordre public et la sécurité du pays<sup>10</sup>.

L'avènement du Front populaire en France, suivi d'une vague de grèves, et surtout le début de la guerre civile en Espagne, alors que la liquidation des opposants, réels ou supposés, à Staline redouble d'intensité en URSS, entraînent toutefois un durcissement du gouvernement et de la police fédérale sur le plan national. S'achemine-t-on aussi en Suisse vers un regroupement des forces de gauche dont le PCS, section de l'Internationale communiste, pourrait tirer profit? Le 3 novembre 1936, notamment à la suite de diverses interventions parlementaires, dont celles de Musy, réclamant la prohibition des activités communistes, le Conseil fédéral promulgue un arrêté qui institue «des mesures contre les menées communistes en Suisse»<sup>11</sup>. Peu après, le gouvernement fédéral transmet à l'Assemblée fédérale un message, daté du 7 décembre 1936, «à l'appui d'un projet d'arrêté fédéral sur la protection de l'ordre public et de la sûreté publique»<sup>12</sup>. Le projet d'arrêté, dirigé spécialement contre le communisme, ne passe toutefois pas la rampe devant les conseils législatifs. En mars 1937, le Conseil des États l'édulcore jusqu'à éliminer toute référence au communisme<sup>13</sup>. En juin 1937, la commission du Conseil national décide elle d'ajourner la discussion du projet jusqu'à ce que l'Assemblée fédérale et, le cas échéant, le peuple se soient prononcés sur le code pénal fédéral qui aborde également la question<sup>14</sup>. Entre-temps, le Conseil fédéral promulgue le 16 février 1937 un

---

<sup>10</sup> Plusieurs mesures sont proches de celles proposées dans la deuxième «lex Häberlin» sur la protection de l'ordre public, loi rejetée par le peuple le 11 mars 1934, et vont en partie dans le sens de l'initiative pour la protection de l'armée et contre les espions ou agents provocateurs étrangers, initiative lancée par le Front fédéral et des milieux bourgeois à la suite de l'échec du 11 mars 1934.

<sup>11</sup> Arrêté du CF instituant des mesures contre les menées communistes en Suisse, 3.11.1936, in *RL*, 1936, pp. 843-844.

<sup>12</sup> MCF à l'appui d'un projet d'arrêté fédéral sur la protection de l'ordre public et de la sûreté publique, 7.12.1936, in *FF*, 1936, vol. 3, pp. 393-415. Dans son message, le gouvernement précise que ce sont «avant tout les *menées communistes* soutenues par l'étranger» qui l'ont conduit à soumettre ce projet. (*Ibid.*, p. 394). En outre, le Conseil fédéral se réfère expressément à la motion Musy. Il note au sujet de celle-ci: «nous n'avons pu donner suite à cette invite, pour le moins dans la mesure où il s'agit de l'interdiction absolue des organismes communistes. À notre avis, la dissolution d'organismes politiques n'est conciliable avec la démocratie que si l'État ne peut être autrement protégé. Ce sont d'abord les moyens ordinaires qui doivent être employés pour combattre les atteintes à la sécurité de l'État, notamment les dispositions complémentaires de droit pénal et les mesures de police». (*Ibid.*, p. 398).

<sup>13</sup> *Bst CEs*, 10.3.1937, pp. 54-93; 16.3.1937, pp. 122-132.

<sup>14</sup> *Bst CN*, 18.6.1937, p. 320. Voir aussi le rapport du CF à l'Assemblée fédérale concernant l'activité antidémocratique exercée par des Suisses et des étrangers en relation avec la période de guerre de 1939 à 1945 (motion Boerlin), 3<sup>ème</sup> partie, 21.5.1946, in *FF*, 1946, vol. 2, p. 226. (Désormais: Rapport CF activité antidémocratique, 21.5.1946).

arrêté, complétant celui du 2 décembre 1932, qui énumère les associations considérées comme des organisations communistes<sup>15</sup>.

Loin de calmer le jeu, Musy jette de l'huile sur le feu. Il considère que les autorités fédérales manquent de fermeté. Les événements espagnols et français fouettent son intransigeance, comme ils poussent de larges secteurs de la droite, en particulier romande, à exiger l'interdiction du parti communiste. Dans une interview qu'il accorde à Fred de Diesbach en juin 1936, l'ancien conseiller fédéral affirme que ce qui s'est passé en Espagne et ce qui arrive alors en France démontrent que les communistes possèdent à un très haut degré la tactique révolutionnaire. Pour Musy, cette habileté mettrait facilement en défaut «l'inexpérience de la police» et «la carence fatale d'un gouvernement libéral»<sup>16</sup>. Et, au Redressement national, qu'il a espéré un moment voir devenir un mouvement de masse également tourné vers l'action politique, il répète en juillet 1936 que l'objectif immédiat doit être l'interdiction du communisme en Suisse<sup>17</sup>. Musy affiche un faible pour la répression, à l'instar d'un grand nombre de conservateurs qui cherchent depuis plusieurs années à renforcer la sécurité de l'État sur des bases plus autoritaires et applaudissent des deux mains aux interdictions frappant les communistes. Lors de la guerre d'Espagne, ce sont les mêmes qui se montrent intraitables à l'égard des brigadistes suisses de retour au pays.

Ne voyant rien venir, l'impétueux politicien s'impatiente. A l'abri des regards, il se démène comme un diable dans un bénitier pour mettre sur pied son Action nationale suisse contre le communisme, dans le prolongement de sa motion du 4 juin 1936. Le but idéal de l'ANSC: faire interdire le parti communiste partout en Suisse. Musy rêve même de lancer une initiative populaire dans ce sens. Toutefois, le Fribourgeois doute lui-même de la réussite d'une telle entreprise. Selon un courrier qu'il adresse en janvier 1937 à Marcel Regamey, leader de la Ligue vaudoise, Musy pense ainsi qu'il n'y a aucun espoir de trouver une majorité dans les cantons de Zurich, Bâle, Schaffhouse et Berne, ce qui constitue un obstacle considérable<sup>18</sup>.

Sur le devant de la scène, l'ancien conseiller fédéral aligne les conférences lors d'une véritable campagne menée de 1936 à 1937 et organisée, dans sa phase initiale, avec le soutien de la Ligue Aubert et aussi, semble-t-il, de la Commission Pro Deo et d'autres organisations nationalistes du genre de la Fédération

---

<sup>15</sup> Arrêté du CF complétant celui du 2.12.1932 qui exclut les communistes de l'administration fédérale, 16.2.1937, in *RL*, 1937, pp. 101-102.

<sup>16</sup> F. de DIESBACH: «M. Musy s'attaque au communisme», in *Curieux*, 13.6.1936.

<sup>17</sup> AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de J.-M. Musy à W. Meier, env. 12.7.1936.

<sup>18</sup> Voir R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 265 et n. 11 p. 282 (J.-M. Musy à M. Regamey, 22.1.1937).

patriotique suisse. L'interdiction du communisme y revient comme un leitmotiv. Le 13 octobre 1936, devant les extrémistes ravis de l'Union nationale, bien engagée sur la voie du fascisme, Musy ne peut s'empêcher de décocher une flèche contre ses anciens collègues du Conseil fédéral. Le chroniqueur rapporte: «M. Musy rappelle qu'il a déposé au Conseil national une motion demandant la mise hors la loi du communisme. Il remarque, non sans ironie, que le Conseil fédéral n'a pas encore eu le temps d'étudier à fond cette question! Il conclut: "Lors du vote, je demanderai l'appel nominal, afin qu'on sache, une bonne fois, qui est pour la patrie et qui lui est traître."»<sup>19</sup>

### 1.1.2. L'interpellation du 9 mars 1937

Au Conseil national, alors que l'activité des nationaux-socialistes et celle des communistes en Suisse occupent régulièrement les Chambres fédérales, Musy ne perçoit toujours qu'une seule menace. Il reprend en mars 1937 sa motion du 4 juin 1936 sous la forme d'une interpellation, appuyée par les députés qui ont signé la motion<sup>20</sup>. Les mesures prises par les autorités fédérales à la fin de l'année 1936 ne le satisfont pas. Le refus du Conseil fédéral de donner suite à sa motion du 4 juin 1936 l'irrite. Et il ne peut être que déçu de voir le Conseil des États triturer et refondre le projet d'arrêté sur la protection de l'ordre public à un point tel qu'il n'y est plus question de communisme. Aussi revient-il à la charge devant la Chambre du peuple avec une interpellation, moyen moins fort que la motion, dans l'espoir d'abrégier les choses<sup>21</sup>. Elles n'ont à son goût que trop duré. Il demande au Conseil fédéral s'il est prêt à présenter un projet de loi interdisant «l'action communiste et les organisations communistes»<sup>22</sup>.

---

<sup>19</sup> é. d. [E. DELEAVAL]: «M. Jean-Marie Musy parle de la dévaluation», in *Le Courrier*, 15.10.1936. Voir aussi s.n.: «Une conférence de M. Musy», in *Journal de Genève*, 14.10.1936.

<sup>20</sup> La motion Musy du 4 juin 1936 est retirée et remplacée par une interpellation dans le même sens. (AF, E 1301, vol. 322, Pv CN, 9.3.1937, pp. 177-178). Déposée le 9 mars 1937, l'interpellation est développée le 16 mars suivant au Conseil national. Les cosignataires sont: Abt, Aeby, Aubert, Benninger, Dollfus, Fauquex, Favrod-Coune, Glasson, Gnägi, Gorgerat, Gottret, Gutknecht, Müller-Schmitt, Nietlisbach, Quartenoud, Rochat, Vallotton, Wetter. Voir AF, E 1301, vol. 322, Pv CN, 16.3.1937, p. 329; ainsi que *DDS*, vol. 12, p. 95. — Sous le titre «Le procès du communisme au Conseil national», *La Liberté* du 17.3.1937 laisse une large place au développement de l'interpellation Musy.

<sup>21</sup> L'injonction adressée au Conseil fédéral dans le texte primitif est transformée en question et formulée ainsi: «le Conseil fédéral est-il prêt...», au lieu de: «le Conseil fédéral est invité...». Quelques jours après que Musy a transformé sa motion en interpellation, Bringolf remplace lui aussi sa motion du 3 juin 1936, demandant la suppression des groupements fascistes, en une interpellation déposée le 15 mars 1937 et développée le jour suivant, à la suite du développement de l'interpellation Musy. (AF, E 1301, vol. 322, Pv CN, 16.3.1937, pp. 349-358).

<sup>22</sup> Interpellation Musy du 9.3.1937, in *DDS*, vol. 12, p. 95.

Interrompu plusieurs fois, notamment par Nicole, mais aussi applaudi, Musy développe son interpellation en entonnant des refrains connus<sup>23</sup>. Le conseiller national fribourgeois répète que le communisme, essentiellement matérialiste et athée, est «la négation de toutes les réalités spirituelles et de toutes les valeurs morales, de tous les principes qui sont à la base de la civilisation occidentale. Il est, en réalité, l'antithèse du christianisme, parce qu'il nie à la fois Dieu et la personnalité humaine»<sup>24</sup>. Dans une vision toujours très binaire du monde, investie par les fantasmes du complot mondial, du déclin de l'Occident et du choc des civilisations, Musy voit dans cette «doctrine nouvelle de l'orient révolutionnaire»<sup>25</sup> l'antithèse à tout ce qu'il croit. Il s'agit également d'un combat entre le bien et le mal, Musy tenant entre autres Lénine pour «un génie malfaisant»<sup>26</sup>. Il souligne l'identité existant entre les dirigeants de l'URSS et ceux du Komintern<sup>27</sup>. Depuis l'arrivée au pouvoir des bolchevistes, Moscou poursuit méthodiquement son œuvre subversive dans le monde entier. Le communisme a peut-être évolué, mais son but final n'a pas changé. C'est toujours, selon Musy, la révolution mondiale et le renversement par la violence des régimes politiques<sup>28</sup>. L'URSS est à la base financière de la section communiste suisse; les communistes suisses, dont les conseillers nationaux communistes, obéissent aux ordres de Moscou; à peu près comme en Espagne et en France, l'infiltration communiste travaille en Suisse à la création d'un front populaire, instrument de la politique soviétique<sup>29</sup>. Il faut, conclut Musy, interdire toutes les organisations communistes sur le territoire national, de façon à protéger la «maison suisse»<sup>30</sup>.

Dans le projet de réponse à l'interpellation Musy, esquisse qui reprend partiellement un projet de réponse préparé par le Ministère public, le conseiller fédéral Baumann, chef du Département de Justice et Police, déploie quasiment la même argumentation qu'à la suite de la motion Musy du 4 juin 1936<sup>31</sup>. Le Conseil fédéral reconnaît certes que le Parti communiste, en raison de ses liens avec l'étranger et des méthodes violentes prônées pour accéder au pouvoir, peut devenir dangereux pour l'État, mais il estime que l'existence de ce parti ne représente pas un danger immédiat pour la Suisse entière. Refusant d'interdire le parti communiste sur le plan national, le gouvernement ne trouve toutefois rien à redire aux mesures déjà prises par certains cantons. Au niveau fédéral, il préfère

---

<sup>23</sup> AF, E 1301, vol. 322, Pv CN, 16.3.1937, pp. 329-349.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 331.

<sup>25</sup> *Ibid.*, p. 332.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 333.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 334.

<sup>28</sup> *Ibid.*, pp. 335-336.

<sup>29</sup> *Ibid.*, pp. 341-348.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 349.

<sup>31</sup> Pour le projet de réponse, non daté, à l'interpellation Musy, voir *DDS*, vol. 12, pp. 96-102.

adapter sa stratégie au coup par coup, à l'aide des moyens à disposition, plutôt que proposer une interdiction pure et simple qui ne manquerait pas de pousser le pays dans une inopportune polarisation. Ajournée plusieurs fois, la réponse gouvernementale à l'interpellation Musy sera finalement biffée de la liste par décision du Conseil national le 14 décembre 1939, le Fribourgeois n'étant plus membre du Conseil<sup>32</sup>.

Au nombre de ses interventions parlementaires dirigées contre le communisme, Musy demande également au Conseil fédéral, le 10 février 1938, des renseignements au sujet de l'extradition de Lydia Grosowska, accusée d'être impliquée dans l'assassinat de l'ancien agent soviétique Ignace Reiss perpétré sur territoire vaudois en septembre 1937<sup>33</sup>. Quelques jours après l'interdiction du communisme dans le canton de Vaud, Musy revient sur une affaire, déjà passablement exploitée par les anticommunistes vaudois avant le scrutin du 30 janvier 1938, dans laquelle il voit une fois de plus la main de Moscou.

Homme d'action, Musy ne saurait se contenter de la seule activité de député, une fonction qu'il ne tient par ailleurs pas en grande estime. Les commissions parlementaires et les séances de fraction ne le passionnent pas vraiment. Son caractère s'accommode mal des contraintes de groupe et du relatif anonymat lié au mandat parlementaire, moins prestigieux à ses yeux que le ministère gouvernemental. Son tempérament le porte surtout à la lutte sur le terrain.

## 1.2. Fondation

Une grande obscurité règne sur plusieurs pans de l'Action nationale suisse contre le communisme. La fondation de l'organisation, ses membres exacts, sa structure, son fonctionnement, son réseau et ses ressources financières sont particulièrement difficiles à établir avec précision et certitude. Un épais brouillard entoure la plupart de ses activités. Cette situation s'explique tout d'abord par l'état lacunaire des sources. En outre, l'organisation nourrit un goût prononcé pour le secret qui ne facilite pas la recherche.

Sans doute Musy s'arrange-t-il déjà de son vivant pour qu'une grande partie de la correspondance générée par le secrétariat de l'ANSC ne tombe pas entre toutes

---

<sup>32</sup> *Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale*, session d'hiver 1939, p. 29. Voir aussi *DDS*, vol. 12, n. 3 p. 96.

<sup>33</sup> AF, E 1301, vol. 328, Pv CN, 10.2.1938, annexe 17 c-d (petite question Musy du 10.2.1938 au sujet de l'extradition de Lydia Grosowska). Pour le procès-verbal de la séance du CF du 28.3.1938 et sa réponse le même jour à la petite question Musy, voir *DDS*, vol. 12, pp. 573-575. Sur l'affaire Reiss, voir entre autres P. HUBER: *Stalins Schatten in die Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau: Verteidiger und Gefangene der Komintern*, Zürich, Chronos, 1994, p. 360.

les mains<sup>34</sup>. Tout affirmatif et convaincu qu'il est lorsqu'il assène ses grandes phrases sur l'honnêteté, son patriotisme indéfectible et l'obligation démocratique de jouer cartes sur table, il doit pourtant se douter que ses actes ne correspondent pas exactement à ses paroles et que son activité pourrait même intéresser jusqu'aux autorités de son propre pays soucieuses de sécurité nationale. De la documentation disponible, il ressort que Musy laisse à ses collaborateurs Wechlin, Riedweg, Fred de Diesbach et Bouvier le soin de signer la plupart des documents produits par l'ANSC. Jouant très vite au chat et à la souris avec le Ministère public, l'ancien conseiller fédéral privilégie le contact verbal d'homme à homme lorsqu'il a à intervenir. Porté à l'action et habile dans l'art de négocier, il privilégie les rapports personnels, dans les coulisses, pour régler les choses. C'est surtout net dans ses relations avec les Allemands. Plus d'une fois, il leur envoie des émissaires, donne des coups de téléphone et rencontre ses interlocuteurs de manière informelle, en laissant le moins de traces possibles, du moins de son côté. Il ne fait pourtant aucun doute que Musy est le véritable maître de l'ANSC.

Insatisfait du tour pris par le Redressement national, qui se refuse à devenir un mouvement également tourné vers des actions strictement politiques et ne soutient qu'avec mollesse sa motion du 4 juin 1936, Musy décide de hisser son propre pavillon. Il mise sur une organisation où il espère être seul maître à bord. Une manière aussi de relancer sa carrière. À bien des égards, et même si le politicien fribourgeois ne semble jamais avoir voulu faire de l'ANSC un véritable parti et un mouvement de masse, mais plutôt une organisation faïtière des anticommunistes suisses, l'ANSC correspond au groupement résolument engagé sur le terrain politique que Musy avait à l'esprit au moment de son engagement initial dans la fondation du RN. En fait, Musy pense depuis plusieurs années à la création d'un organisme spécialement destiné à la lutte contre le communisme.

---

<sup>34</sup> La plus grande partie des archives de l'ANSC, qui a disposé d'un secrétariat et de papier à lettres à en-tête imprimé, à notre connaissance dès janvier 1937, a manifestement été détruite ou, peut-être, n'est pas encore accessible à la recherche malgré nos investigations et nos différentes demandes. Seuls certains documents relatifs à *La peste rouge*, film sur lequel Musy et ses descendants ont toujours tenu à revendiquer leurs droits, se trouvent dans le fonds Musy déposé aux AF. Ce fonds familial ne contient toutefois aucun document sur les liens que Musy et l'ANSC ont eus avec de hauts responsables du IIIe Reich, alors que les archives allemandes attestent de l'existence de tels liens. De même, ce fonds reste muet sur les autres activités de l'ANSC et, exemple supplémentaire de son état incomplet, ne contient pas la correspondance échangée par Musy et l'ANSC avec la Ligue Aubert. En mars 1940, le Ministère public fédéral écrit: «Renseignements obtenus à Fribourg le bureau dirigé par l'ancien conseiller fédéral Musy a été fermé par ce dernier au début de la mobilisation et les archives transportées dans sa propriété.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: note du service de police du Ministère public fédéral, 5.3.1940). En septembre 1939, la police de sûreté du canton de Fribourg précise que Bouvier, secrétaire de Musy, aurait, avant de quitter le bureau le 1<sup>er</sup> septembre 1939, «brûlé une certaine quantité de correspondances». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: copie du rapport de la police de sûreté du canton de Fribourg (Rentsch) à la préfecture du district de la Sarine à Fribourg, 6.9.1939).

Encore conseiller fédéral, il a évoqué en 1930 un plan d'action anticommuniste avec Théodore Aubert. Il était alors aussi question d'une «action nationale suisse contre le bolchévisme»<sup>35</sup>. Et, en juillet 1934, la Ligue Aubert a envoyé au Fribourgeois fraîchement retiré du gouvernement «quelques documents concernant la création d'un service d'information sur le socialisme-marxisme, sachant que vous serez intéressé par ce projet»<sup>36</sup>.

Les événements étrangers et nationaux de 1936 le poussent définitivement à créer une association anticommuniste dont le premier terrain d'action est la Suisse romande où il s'affiche de plus en plus avec les tenants de la droite dure. La France du Front populaire suscite chez lui les pires craintes. L'évolution politique du voisin français inquiète également de larges secteurs de l'opinion publique, surtout au sein des droites de Suisse romande, et les autorités helvétiques<sup>37</sup>. La menace d'une contamination croissante, par l'ouest du pays, détermine Musy à la contre-offensive. L'expérience genevoise du gouvernement de Léon Nicole, chaud partisan de l'entente avec les communistes, ne constitue-t-elle pas déjà un sérieux avertissement? Une fois de plus, Musy ne prétend que se défendre contre l'immense conspiration bolchevique. Voyant la main de Moscou partout à l'œuvre, en France, en Espagne et même en Suisse, Musy va se servir de l'ANSC pour tenter de réduire au silence le communisme sur territoire helvétique. Pour le tribun fribourgeois, la position centrale de la Confédération en Europe, entre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste, ne peut qu'éveiller la convoitise de l'URSS. La création de l'ANSC s'inscrit indiscutablement dans un contexte dépassant les frontières helvétiques. Au niveau national, elle apparaît comme une réaction à tout compromis avec la gauche, notamment au mouvement des Lignes directrices.

---

<sup>35</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: mémorandum de la rencontre Musy-Aubert, 2.8.1930.

<sup>36</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA (T. Aubert) à J.-M. Musy, 10.7.1934. À la même époque, les Allemands apprennent eux aussi que la Ligue Aubert a le projet de créer un service de renseignements antimarxiste (D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, n. 42 p. 316) et se propose de mettre sur pied un Bureau antimarxiste. (*Ibid.*, p. 26). Voir aussi T. AUBERT: *À la recherche de l'ordre nouveau*, Genève, Impr. du Journal de Genève, 1935, brochure qui évoque, en couverture déjà, une «Commission internationale pour la création d'un Institut international antimarxiste». Dans un article qu'il publie dans *La Revue anticommuniste* de juillet 1938, Raymond Deonna signe en tant que député au Grand Conseil de Genève et secrétaire de l'Institut international antimarxiste. (Voir R. DEONNA: «Les mesures législatives prises, dans le monde, contre le parti communiste», in *La Revue anticommuniste*, VI, juillet 1938, p. 264). Collaborateur de la Ligue Aubert, Deonna se trouve plus tard également à la tête du secrétariat romand du RN (1940-1943), devient vice-président du RN (1948-1972) et est directeur romand, puis directeur général de la SDES. Membre du parti libéral, il siège au Conseil national de 1948 à 1951 et de 1963 à 1972. (C. WERNER: *op. cit.*, pp. 182-183 et 312).

<sup>37</sup> Sur les relations de la Suisse avec la France du Front populaire, voir E. MEVILLOT: *Diplomatie et perception. Les relations franco-suisse au temps du Front populaire, 1936-1938*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1990, 185 p.; E. MEVILLOT: «La diplomatie suisse face aux premiers mois du Front populaire. Perception et relations bilatérales (avril-décembre 1936)», in *RSH*, 42, 1992, 3/4, pp. 325-357.



Musy radicalise d'autant plus ses positions que la crise économique perdure et touche même son point culminant en 1935-1936. En cette dernière année, le chômage atteint son apogée, avec 93'009 chômeurs complets<sup>38</sup>. Pour l'homme qui cherche à regrouper les forces de droite, marqué à jamais par les troubles de novembre 1918 consécutifs en grande partie au marasme économique de l'époque, les partis de gauche ne peuvent que profiter de la misère populaire.

Plus concrètement, le mouvement qui donnera naissance à l'Action nationale suisse contre le communisme prend peu à peu forme à l'occasion de la campagne anticommuniste, organisée en étroite collaboration avec la Ligue Aubert, que Musy entame dès le milieu de l'année 1936 pour soutenir sa motion parlementaire du 4 juin 1936 visant l'interdiction du parti communiste. La gestation du mouvement franchit une nouvelle étape à la fin de l'année 1936, en réaction directe, semble-t-il, au refus du Conseil fédéral, notifié formellement le 7 décembre, de donner suite à la motion de Musy, désormais plus enclin à créer une véritable organisation de combat qui, à l'instar d'un comité d'initiative, serait également susceptible de lancer et faire aboutir une initiative populaire au niveau fédéral. Les premiers documents qui évoquent en toutes lettres l'ANSC apparaissent justement en décembre 1936<sup>39</sup>. De ce point de vue, l'ANSC se présente comme une sorte de prolongement à l'action parlementaire de Musy qui, contrarié au Conseil national, diversifie sa stratégie de combat pour atteindre son but.

De la correspondance envoyée par la Ligue Aubert à Musy, il ressort que ce dernier dirige un mouvement anticommuniste, sans autre précision sur le nom, depuis au moins octobre 1936<sup>40</sup>. Il n'est toutefois pas encore question à cette époque d'une association constituée, mais plutôt d'un courant d'opinion à la tête duquel Musy se profile. Également établi par la Ligue Aubert, un procès-verbal de décembre 1936 indique qu'il s'est formé un comité d'Action nationale suisse contre le communisme, dont le président est Musy et les membres pour les différents cantons sont Aubert (Genève), Rochat (Vaud), Bourquin (Neuchâtel), Bächtold (Bâle) et Egli (Saint-Gall)<sup>41</sup>. Cependant, d'importantes modifications apportées très peu de temps après à la tête de l'ANSC, notamment l'intégration de

---

<sup>38</sup> H. U. JOST: «Menace et...» *op. cit.*, in *NHSS*, pp. 696 et 732, et F. KNESCHAUREK: *op. cit.*, p. 85.

<sup>39</sup> Selon le premier numéro de *La Revue anticommuniste* (février-mars 1938), Musy crée l'ANSC en février 1936. (F. D. [F. de DIESBACH]: «M. Jean-Marie Musy», in *La Revue anticommuniste*, I-II, février-mars 1938, p. 16). Ailleurs il est dit que l'ANSC est fondée par Musy au début de 1936. (R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 320). Sur la base des archives consultées, nous pouvons toutefois affirmer qu'il est impossible que l'ANSC soit déjà constituée à ce moment-là.

<sup>40</sup> Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA à J.-M. Musy, 29.10.1936.

<sup>41</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de décembre 1936.

Franz Riedweg et Heinrich Wechlin qui seront les deux collaborateurs les plus actifs aux côtés de Musy, semblent indiquer qu'il ne s'agit pas, en décembre 1936, d'un comité susceptible d'entreprendre en l'état une véritable action concrète<sup>42</sup>. Dans le même sens, une lettre du 12 janvier 1937, adressée à Musy par la Ligue Aubert, instruite par les attaques dont peut faire l'objet une telle association quant à son financement, laisse entendre que l'ANSC n'a pas encore fait son baptême du feu<sup>43</sup>.

En outre, dès l'été 1936, ces mêmes sources indiquent clairement que Musy prépare dans les coulisses une campagne anticommuniste avec l'appui de la Ligue Aubert, entre autres avec le concours de Théodore Aubert, Georges Lodyginsky et Dimitri de Zoubaloff<sup>44</sup>. Il s'agit notamment de promouvoir, auprès de la presse, d'importantes personnalités et des autorités politiques, en particulier des députés, la motion déposée par Musy au Conseil national le 4 juin 1936, motion par

---

<sup>42</sup> Des cinq personnes citées dans ce comité initial, deux n'y déploieront pas une grande activité. Eugène Bourquin décède dans la nuit du 25 au 26 janvier 1937, lors des troubles de La Chaux-de-Fonds consécutifs à la venue de Musy. Quant au radical vaudois Pierre Rochat, il ne semble pas être, dès le début, une force agissante au sein du comité de l'ANSC, malgré son engagement précoce. D'une lettre du 18 février 1937 que Pierre Rochat adresse au Redressement national, en réaction à une lettre du RN du 8 janvier 1937, il ressort que Musy a demandé au conseiller national vaudois, anticommuniste convaincu, d'entrer au comité de l'ANSC. Alors que le RN croit savoir que Pierre Rochat est intéressé à devenir membre du RN, le radical vaudois précise: «Je crois qu'un malentendu s'est produit entre Mr le Conseiller national Musy et moi-même. Lorsque l'ancien président de la Confédération m'a sollicité, à Berne, d'entrer dans un comité qu'il se proposait de constituer, il ne m'a entretenu que de la lutte contre le communisme et c'est dans ce sens, pour collaborer à une action anticommuniste, que j'avais adhéré en principe audit comité.» (AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre de P. Rochat au RN, 18.2.1937. Voir aussi AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre du RN (R. Eibel) à P. Rochat, 8.1.1937). Toutefois, dès février 1937, à une époque où la plupart des anticommunistes vaudois, regroupés dans la Communauté d'action nationale dont Pierre Rochat fait partie, se montrent réticents à l'idée que Musy et son Action viennent se mêler de leurs affaires cantonales, ledit Rochat n'apparaît plus comme un membre vraiment actif, si tant est qu'il l'ait été, de l'ANSC.

<sup>43</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA à J.-M. Musy, 12.1.1937: «Je pense qu'il faudrait prévoir pareilles attaques et insinuations contre le mouvement anticommuniste que vous organisez en Suisse et qui ne manquera pas de susciter de violentes réactions, et pouvoir y parer par un contrôle organisé d'avance.»

<sup>44</sup> Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres adressées à J.-M. Musy par T. Aubert (22.7.1936 et 3.9.1936), G. Lodyginsky (8.9.1936), et l'EIA (double sans signature) (19.8.1936, 29.10.1936, [3].11.1936, 6.11.1936, 17.12.1936 et 28.1.1937); et lettre de J.-M. Musy à T. Aubert, 20.[10/11?].1936. Au sujet du Dr G. Lodyginsky, directeur de l'ancienne Croix-Rouge russe et émigré blanc, on peut noter que des Soviétiques affirment qu'il est impliqué dans l'organisation de l'assassinat de Worowski par Conradi en 1923. (Voir les documents n° 140, 242 et 243 reproduits in *Suisse-Russie. Contacts et ruptures... op. cit.* (A. FLEURY et D. TOSATO-RIGO)). L'ingénieur Dimitri de Zoubaloff est également un émigré russe. Établi à Fribourg, il a épousé Claire-Alice Blancpain. Cinéphile fortuné, il a participé à la production du film *L'appel de la montagne* (1922/23), ainsi qu'à la production, au scénario et à la distribution de *Visages d'enfants* (1923). (Voir H. DUMONT: *op. cit.*, pp. 71-72 et 76-80; ainsi que F. BUACHE: *Le cinéma suisse*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1978 (1974), pp. 66-67 et 85). La princesse de Zoubaloff à Fribourg est actionnaire de la KIPA, agence de presse catholique internationale ayant son siège dans ladite ville. (I. CARREL: *op. cit.*, pp. 82 et 182).

ailleurs cosignée entre autres par Aubert<sup>45</sup>. En juillet 1936, dans ce but de propagande en faveur de la motion Musy, la Ligue Aubert est déjà en mesure de soumettre un dossier qui leur est destiné<sup>46</sup>. Au nombre des personnalités influentes, Théodore Aubert transmet par exemple ce dossier à August Gansser-Burckhardt, industriel et président de la Fédération patriotique suisse, à Bâle<sup>47</sup>, ainsi qu'à Henry Burrus, industriel du tabac, à Boncourt<sup>48</sup>. En septembre 1936, la Ligue Aubert écrit à Henry Burrus que Musy «rend grand service à la cause antibolchévique en Suisse par sa motion contre le parti communiste et le mouvement d'opinion par lequel il veut appuyer cette motion»<sup>49</sup>.

Les interdictions cantonales qui pleuvent sur les communistes dès le début de l'année 1937, en particulier en Suisse romande, résultent en partie d'une action anticommuniste concertée, déclenchée l'année précédente. La concurrence entre divers leaders de droite, chacun cherchant à prendre les devants sur ses rivaux, n'est pas non plus étrangère à ce durcissement de la lutte anticommuniste. À ce propos, Musy concrétise son mouvement, en le dotant d'un comité et d'un secrétariat ad hoc, au moment même où voit le jour la Communauté d'action nationale qui recrute sa clientèle en grande partie dans les mêmes milieux que Musy. En outre, l'ancien conseiller fédéral met véritablement sur pied l'ANSC à la fin de l'année 1936, lorsque certains radicaux voient dans le mouvement des Lignes directrices — perçu par Musy et d'autres conservateurs comme une nouvelle tentative de faire progresser le socialisme d'État et une sorte de front

<sup>45</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres adressées à J.-M. Musy par T. Aubert (22.7.1936) et G. Lodyginsky (11.9.1936); BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 1<sup>er</sup> au 12.9.1936.

<sup>46</sup> En date du 17 juillet 1936, Théodore Aubert écrit à Musy pour lui transmettre «le dossier que nous avons préparé pour la campagne devant soutenir votre motion». Il ajoute: «Nous avons préparé un nombre suffisant de dossiers afin de pouvoir les distribuer à la presse, aux membres du Parlement et à des hautes personnalités.» (BPU, Archives EIA, «Suisse 1936»: lettre de T. Aubert à Musy, 17.7.1936).

<sup>47</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse 1936»: lettre de T. Aubert à A. Gansser-Burckhardt, 23.7.1936.

<sup>48</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse 1936»: lettre de (T. Aubert) à H. Burrus, 1.9.1936.

<sup>49</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse 1936»: lettre de (T. Aubert) à H. Burrus, 17.9.1936. Le 1<sup>er</sup> septembre 1936, Aubert a déjà écrit à Henry Burrus: «Au Parlement nous comptons sur certain nombre de députés dans les deux Conseils, en particulier MM. Musy, Vallotton et Bossi, avec lesquels nous sommes en rapports pour la lutte contre le communisme et auxquels nous avons fourni toute la documentation voulue pour lutter contre la reconnaissance des Soviétiques par la Suisse. Nous avons même constitué un important dossier pour M. Musy en but de lui fournir toute la documentation nécessaire à l'appui de sa motion pour l'interdiction du Parti communiste.» (BPU, Archives EIA, «Suisse 1936»: lettre de (T. Aubert) à H. Burrus, 1.9.1936; à propos de Bossi, nous ne saurions affirmer s'il s'agit du radical tessinois Bixio Bossi plutôt que du conservateur grison Johann Bossi, tous deux conseillers nationaux à cette époque). Par la même occasion, Aubert communique le nom des membres suisses du bureau permanent de l'EIA (le colonel Odier, J. Le Fort, G. Lodyginsky, René Hentsch, le colonel divisionnaire R. de Diesbach, le colonel divisionnaire G. Favre, Lucien Cramer, Hans von Schulthess, G. Wagnière, ancien ministre de Suisse à Rome) et celui des membres français (Max Dollfus, F. Eccard, G. Gautherot, le général Niessel, René Engel, le colonel Lainey). (*Ibid.*).

populaire malgré le refus de ce mouvement d'accepter la collaboration des communistes — la possibilité d'une nouvelle majorité, non plus avec l'apport principal des conservateurs-catholiques mais avec l'appui des socialistes pragmatiques, les plus sensibles aux dangers extérieurs et aux périls de la polarisation à l'intérieur du pays. La vieille menace d'un possible bloc radical-socialiste dont les conservateurs feraient finalement les frais ne peut que lui hérissier les cheveux. Alors que les radicaux discutent de leur éventuelle participation au mouvement des Lignes directrices, à la fin de l'année 1936, un Walter Stucki n'avance-t-il pas la thèse, alternative par ailleurs contestée à l'intérieur du camp radical, selon laquelle le parti radical doit se rallier soit à Bratschi, soit à Musy?<sup>50</sup> Réagissant à la menace d'une coalition radicale-socialiste, l'ANSC mène campagne, dès son entrée en activité, contre tous ceux qu'elle soupçonne d'aspirer au front populaire, selon elle téléguidé par les communistes, notamment contre «les milieux bourgeois qui ne savent pas résister»<sup>51</sup>.

Selon les archives allemandes, la formation de l'ANSC date de janvier 1937<sup>52</sup>. D'une lettre du 22 janvier 1937 que Musy écrit à Marcel Regamey, alors qu'il est question d'échange d'informations, il ressort toutefois que l'ANSC n'est encore à cette époque qu'une petite organisation. Musy: «L'Action nationale ne dispose que de moyens modestes qui lui sont exclusivement fournis par deux firmes de Genève, une firme bernoise, quatre ou cinq personnes de Zurich, quelques Bâlois, et quelques autres personnes, disséminées dans les différents cantons suisses. Tout le travail est fourni gratuitement, sauf le traitement du secrétariat.»<sup>53</sup> Une lettre adressée à Jean Chappuis en date du 22 janvier 1937, que Musy prie de se joindre à la réunion organisée le 27 suivant chez Walter von Werdt, avocat à Berne, pour y discuter de la lutte contre le communisme, indique qu'il s'agit en la

---

<sup>50</sup> Voir P. MORANDI: *op. cit.*, p. 257.

<sup>51</sup> s.n.: «La doctrine du front populaire s'infiltré dans les milieux bourgeois qui ne savent pas résister», in *Action nationale suisse contre le communisme*, service d'informations n° 1, (1937), p. 3.

<sup>52</sup> Dans un document daté de mars 1937 et joint à un courrier de novembre 1937, il est écrit: «Im Januar dieses Jahres [1937; n.d.a.] bildeten Vertreter aller Landesteile verschiedener Berufs- und Erwerbsgruppen und beider christlicher Konfessionen, die "schweizerische nationale Aktion gegen den Kommunismus."» (PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: copie d'une note, établie à Zurich et datée du 19.3.1937, annexée à un courrier adressé par Coulon à l'AA, 12.11.1937).

<sup>53</sup> J.-M. Musy à M. Regamey, 22.1.1937, extrait cité in R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 265 et n. 10 p. 282. Qu'entend Musy lorsqu'il parle de «firmes»? Une entreprise industrielle ou commerciale? Une organisation? Un intermédiaire plus ou moins officiel? À cette époque, le soutien concret le plus évident que Musy reçoit de Genève provient de la Ligue Aubert. Pour le reste, rien n'est sûr, malgré quelques indices. — Données bio. sur Marcel Regamey (1905-1982): R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, divers passages; R. BUTIKOFER: «Marcel Regamey – eine traditionalistische Sicht des eidgenössischen Bundes», in A. MATTIOLI (Hg.): *Intellektuelle... op. cit.*, pp. 171-183.

circonstance d'une première prise de contact personnel<sup>54</sup>. Enfin, un communiqué paru dans la presse en mars 1937 indique que l'ANSC a été créée au début de l'année 1937 par des représentants de toutes les parties du pays, de divers groupements et organisations professionnelles et des deux confessions chrétiennes. On y apprend également que le comité national d'action de l'ANSC a siégé le 16 mars à Berne et qu'il a décidé de préparer immédiatement une action visant à éclairer les buts et la nature du communisme<sup>55</sup>. En outre, le bulletin d'informations numéro un de l'ANSC, l'une des premières manifestations tangibles et plus ou moins publiques de l'association, sort entre fin février et début mars 1937<sup>56</sup>.

En définitive, même si Musy entame de fait déjà en 1936 une campagne anticommuniste plus ou moins organisée, tout porte à penser, sur la base des éléments à notre disposition, que l'ANSC est véritablement lancée et fondée entre la fin de 1936 et le début de 1937, plus précisément entre décembre 1936 (création formelle d'un premier petit groupe) et janvier 1937 (constitution ad hoc et entrée en action)<sup>57</sup>, soit un moment où nombre de radicaux suisses n'ont pas encore totalement exclu de participer au mouvement des Lignes directrices, possible cartel de centre-gauche dont la droite conservatrice ferait les frais, ainsi

---

<sup>54</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de J.-M. Musy à J. Chappuis, 22.1.1937. Écrite en allemand, la missive semble être une lettre type, destinée apparemment tout d'abord à des personnalités du canton de Berne.

<sup>55</sup> s.n.: «"Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus"», in *Basler Nachrichten*, 18.3.1937; (ag.): «La lutte contre le communisme s'organise», in *Gazette de Lausanne*, 20.3.1937; s.n.: «Lutte décidée contre le communisme», in *Journal de Genève*, 21.3.1937.

<sup>56</sup> Selon l'intitulé exact, il s'agit d'un «service d'informations». Le premier numéro, non daté, évoque d'une part un passé récent, à savoir la session extraordinaire du Grand Conseil neuchâtelois des 22 et 23 février 1937, au cours de laquelle celui-ci devait s'occuper du projet de loi portant sur l'interdiction du parti communiste. (s.n.: «Le P.C.S. sera-t-il interdit?», in *Action nationale suisse contre le communisme*, service d'informations n° 1, (1937), p. 3; s.n.: «Erfolgsaussicht des Verbots der K.P.S.», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 1, (1937), p. 3). D'autre part, ce même numéro, dans sa version allemande, est annexé à la note que Wilhelm Hack, responsable de la presse à la légation d'Allemagne à Berne, rédige après sa rencontre avec Wechlin le 14 mars. (PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898). En outre, dans une lettre du 10 mars 1937, Walter von Werdt transmet à Jean Chappuis et d'autres membres du comité bernois de l'ANSC quelques exemplaires de ce premier numéro du bulletin d'informations de l'ANSC. (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de W. von Werdt à Chappuis, Lengacher, Dürrenmatt, Schmid et Dardel, 10.3.1937).

<sup>57</sup> Il s'agit d'une déduction faite à partir d'un faisceau d'informations convergentes, les archives consultées ne rendant par ailleurs pas compte qu'une quelconque séance constitutive de l'ANSC. — À la sortie de *La peste rouge* en octobre 1938, le correspondant du *Nouvelliste valaisan*, très favorable à Musy, rapportera par ailleurs les circonstances dans lesquelles le mouvement de Musy a été lancé: «En décembre 1936, ils étaient quelques hommes, réunis à Berne, conscients de l'urgence de parer au péril communiste, qui décidèrent d'entreprendre et d'organiser cette action.» (M. G.: «Un film à sensation et vécu – "La Peste Rouge"», in *Nouvelliste valaisan*, 26.10.1938). Dans le même sens, alors que Musy effectue un voyage dans la péninsule ibérique en mars 1939, un correspondant de la presse espagnole en sait assez pour pouvoir rapporter que l'ANSC a été fondée à la fin de décembre 1936. (D. VICTORIA: «Jean Muzzy y la lucha contra el marxismo», in *La Vanguardia*, 22.3.1939; coupure in: AF, E 2001 (D) 3, Bd 38).

qu'une période de regain d'anticommunisme en Suisse et plus généralement en Europe. Regain à la fois récupéré par le IIIe Reich et attisé par l'action redoublée de ses divers services de propagande anticommuniste. Déjà perceptible avant le VIIe congrès de la IIIe Internationale de l'été 1935, l'anticommunisme devient encore plus après cet événement un instrument privilégié de la politique étrangère de l'Allemagne nazie qui tente de réunir en un bloc tous les pays anticommunistes. Le pacte Antikomintern, fixé dans ses grandes lignes dès la fin de 1935 et signé le 25 novembre 1936, se situe dans ce cadre. Hitler n'a aucune peine à jouer des craintes de la droite européenne, effrayée par la victoire des fronts populaires à Madrid et Paris, horrifiée par la guerre d'Espagne dont elle attribue la seule responsabilité aux agents communistes et épouvantée par les procès sanglants de Moscou. L'entrée de Musy dans l'orbite allemande, en 1936-1937, n'est donc ni un fait isolé ni un phénomène tout à fait nouveau. À partir de la fin de 1936, le voyage en Allemagne devient toutefois encore plus à la mode pour nombre d'anticommunistes européens. Fortement entamé par le parti pris idéologique, leur sens critique sur ce qu'ils y voient n'est d'ailleurs pas beaucoup plus aiguisé que celui de la plupart des voyageurs complaisants qui visitent l'URSS au même moment.

Du 4 au 10 novembre 1936 se déroule la première conférence anticommuniste internationale à Feldafing près de Munich<sup>58</sup>. Plus de quarante représentants de diverses organisations anticommunistes et d'officines plus ou moins officielles, provenant d'une vingtaine d'États différents, prennent part à cette rencontre confidentielle, entre autres l'Antikomintern, fédération des groupements anticommunistes d'Allemagne, à Berlin, association organisatrice de la conférence, l'Entente internationale contre la Troisième internationale à Genève et l'Institut de recherches scientifiques sur le communisme à Varsovie<sup>59</sup>. Présentée comme le point de départ du mouvement mondial anticommuniste, la conférence de Feldafing marque également le lancement des travaux devant

---

<sup>58</sup> H.-A. JACOBSEN: *Nationalsozialistische Außenpolitik 1933-1938*, Frankfurt a.M./Berlin, A. Metzner, 1968, p. 824. Un des procès-verbaux en français de cette conférence se trouve à la BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: «Procès-Verbal de la Première Conférence Confidentielle Anti-Communiste Internationale à Feldafing près de Munich du 4 au 10 Novembre 1936 – Strictement confidentiel!», 84 p. La Ligue Aubert dresse elle-même un compte-rendu de cette conférence (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: «Conférence internationale anti-communiste», fin novembre 1936, 5 p.), à laquelle ont participé trois de ses membres, à savoir Jaques Le Fort, Georges Lodyginsky et René Hentsch, Le Fort et Lodyginsky représentant également la commission internationale Pro-Deo (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: «Procès-Verbal de la Première Conférence Confidentielle Anti-Communiste Internationale à Feldafing près de Munich du 4 au 10 Novembre 1936 – Strictement confidentiel!», p. 33).

<sup>59</sup> Liste des membres de la conférence, présidée par Adolf Ehrt, chef de l'Antikomintern, in: BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: «Procès-Verbal de la Première Conférence Confidentielle Anti-Communiste Internationale à Feldafing près de Munich du 4 au 10 Novembre 1936 – Strictement confidentiel!», pp. 32-34.

amener à l'organisation du premier congrès mondial anticommuniste, réplique à l'échelle internationale aux rassemblements du Komintern. En vue de préparer ce congrès, qui n'aura en fait jamais lieu étant donné la politique changeante de Berlin à l'égard de Moscou, les délégués présents à Feldafing décident d'établir un bureau international, ayant siège à Berlin. Le capitaine suédois Nils von Bahr, délégué à ladite conférence et publiciste très apprécié par les nazis depuis 1933, est nommé secrétaire général de ce bureau<sup>60</sup>. Même si Musy ne participe pas à la réunion de Feldafing en novembre 1936<sup>61</sup>, certains éléments indiquent qu'il n'est en tout cas ni très loin du lieu de cette conférence confidentielle ni dans l'ignorance de ce qui s'y trame. En effet, à cette époque, alors qu'il mène campagne contre le communisme, il écrit de Munich à Théodore Aubert pour lui dire qu'il a «trouvé une documentation très intéressante qu'on pourrait avoir à bon compte»<sup>62</sup>. Bien que les archives consultées ne nous renseignent pas sur les raisons de la présence de Musy à Munich, il est fort possible que, à la recherche de matériel pour sa propagande anticommuniste, il se trouve déjà à la fin de l'année 1936 en contact avec quelque officine allemande proposant une telle documentation<sup>63</sup>. En outre, au début du mois d'avril 1937, le Ministère allemand

---

<sup>60</sup> [N. von BAHR]: «Abwehrkampf der ganzen Welt gegen den Bolschewismus. Weltkongreß der antikomunistischen Bewegung», in *Völkischer Beobachter*, 23.3.1937. Exemplaire in: PA, Inland II A/B, R 99515, Fiche-Nr. 5916. La version dactylographiée de ce texte, signé par Nils von Bahr et intitulé «Das Organisationsbüro für den Ersten Antikomunistischen Weltkongress, dessen Zustandekommen, Ziele und Tätigkeit», se trouve in: BA (Berlin), R 55/1424. *La Revue anticommuniste* de février-mars 1938 reprend ce texte, présenté sous la forme d'un entretien et légèrement modifié par rapport à la version dactylographiée précitée et au texte déjà publié dans le *Völkischer Beobachter* du 23.3.1937. La revue rédigée par Fred de Diesbach n'indique pas qu'il s'agit de la reprise d'un texte d'origine allemande. (Voir sous: «Les travaux préparatoires au premier Congrès Mondial Anti-communiste. D'un entretien avec M. Nils von Bahr, Secrétaire Général», in *La Revue anticommuniste*, I-II, février-mars 1938, pp. 18-21). Le travail de propagande pro-nazie fait par Nils von Bahr dès 1933 depuis Berlin dans la presse suédoise, ainsi que le rôle pionnier joué par celui-ci dans le mouvement de l'Antikomintern ressortent entre autres de: BA (Berlin), R 55/1424. Depuis 1933, Nils von Bahr collabore notamment avec Adolf Ehrt, dirigeant de l'Antikomintern allemand. (BA (Berlin), R 55/1424: lettre d'A. Ehrt à L. Ljunglund, 25.10.1934).

<sup>61</sup> Dans une intervention sur le communisme et l'anticommunisme dans les pays latins, dont la Suisse, Georges Lodygensky cite devant les congressistes réunis le nom de Musy en rapport avec son activité de parlementaire favorable à l'interdiction du parti communiste. (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: «Procès-Verbal de la Première Conférence Confidentielle Anti-Communiste Internationale à Feldafing près de Munich du 4 au 10 Novembre 1936 – Strictement confidentiel!», p. 8).

<sup>62</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à T. Aubert, 20 novembre (ou octobre?) 1936. Un doute subsiste à propos du mois écrit en chiffre romain.

<sup>63</sup> Un des thèmes principaux de la conférence anticommuniste qui a eu lieu à Feldafing près de Munich du 4 au 10 novembre 1936 concernait les méthodes de collaboration internationale dans la lutte de propagande contre le communisme dans les domaines suivants: presse, TSF, littérature, expositions, service d'illustrations et de photocopie, cinéma. (Voir BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: «Procès-Verbal de la Première Conférence Confidentielle Anti-Communiste Internationale à Feldafing près de Munich du 4 au 10 Novembre 1936 – Strictement confidentiel!», pp. 13-17). Lors de leur séjour, les congressistes ont notamment visité une exposition documentaire antibolcheviste organisée à Munich par l'Antikomintern. (*Ibid.*, pp. 16 et 19-20).

des Affaires étrangères reçoit de Weizsäcker, ministre d'Allemagne à Berne, les considérations formulées par Musy au sujet du futur congrès mondial anticommuniste<sup>64</sup>. Et, à l'occasion d'un voyage de René Hentsch, membre de la Ligue Aubert, en juillet 1937 à Berlin où il rencontre des responsables de l'Antikomintern, le dr T. (Taubert) considère que la présidence du congrès «doit être neutre, par exemple confiée à plusieurs personnalités qui présideront à tour de rôle: M. Aubert avec une présidence honoraire autour de lui composée de personnalités marquantes de divers pays (M. Musy-Suisse, M. Theunis-Belgique, France, Allemagne, Angleterre)»<sup>65</sup>.

Occupé à mettre sur pied son mouvement anticommuniste, Musy prend contact à la fin de l'année 1936 avec Heinrich Wechlin, alors à Berlin<sup>66</sup>. Ce dernier,

---

<sup>64</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: rapport d'E. von Weizsäcker à l'AA, 3.4.1937, ainsi que «Erwägungen über einen Kongress der Weltantikomintern», avril 1937. Copie du rapport également in: PA, DGB, 1793 (493/4).

<sup>65</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv, voyage de René Hentsch à Berlin, juillet 1937. Président de l'Entente internationale contre la Troisième internationale à Genève, Théodore Aubert est effectivement prévu comme membre probable du comité international pour la préparation du premier congrès mondial anticommuniste. Au nombre de la dizaine de personnalités européennes pressenties, sont également mentionnés Mgr d'Herbigny (Paris, ancien directeur du séminaire oriental de Rome), le sénateur Gautherot (chef de l'organisation anticommuniste Dieu-Patrie-Famille, Paris), Adolf Ehrh (chef de l'Antikomintern, Berlin) et, pour l'Italie, Barilli ou un autre représentant du bureau anticommuniste près du parti fasciste et du Ministère italien de la Propagande. (BA (Berlin), NS 43/18: «Wahrscheinliche Mitglieder des Internationalen Ausschusses zur Vorbereitung des ersten antikommunistischen Weltkongresses», liste sans signature, s.d. (1936-1937?)). Toutefois, gêné et même irrité par les maladroites et la volonté manifeste des services allemands à récupérer pour leur propre compte l'anticommunisme en Europe, Théodore Aubert leur signifie assez vite ses réticences à poursuivre, dans de telles conditions, la collaboration de l'EIA au projet du congrès mondial anticommuniste. (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la rencontre à Bâle d'Aubert et L. (Lodyginsky) avec T. (Taubert), von B. (von Bahr) et E. (Ehrh), le 13.5.1937). Le voyage en juillet 1937 de René Hentsch à Berlin, où il s'entretient avec von Bahr, Ehrh et T. (Taubert), participe apparemment de la tentative commune de trouver un arrangement acceptable pour l'EIA et l'Antikomintern.

<sup>66</sup> Wechlin a dû quitter le 30 juin 1936 son poste de rédacteur en chef du *Berner Tagblatt* en raison de divergences politiques. (Bilan sur l'ESAP et ses chefs établi par l'Inspecteur M. Ulrich pour le Chef du Service de Police du Ministère public, W. Balsiger, [désormais: Bilan sur l'ESAP, MPC], 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1095). À cette époque, le journaliste ne fait plus aucun mystère de ses convictions d'extrême droite, déjà perceptibles en 1933. Et, avant qu'il ne soit écarté de son poste, le *Berner Tagblatt* a par exemple soutenu les candidats frontistes lors des élections au Conseil national d'octobre 1935 (voir F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 284-285) et profité du 60<sup>e</sup> anniversaire de Musy pour suggérer son retour aux avant-postes (voir s.n.: «a. Bundesrat Dr. Musy 60jährig», in *Berner Tagblatt*, 9.4.1936). En outre, en janvier 1936, lors d'un voyage en Allemagne, Wechlin rencontre plusieurs personnalités politiques importantes, notamment le ministre de la propagande Joseph Goebbels, irrité par les critiques de la presse suisse. (Voir *Die Tagebücher von Joseph Goebbels. Sämtliche Fragmente*. Herausgegeben von E. FRÖHLICH im Auftrag des Instituts für Zeitgeschichte und in Verbindung mit dem Bundesarchiv, München/New York/London/Paris, K.G. Saur, 1987, vol. 2, 1931-1936, p. 565). Dès le début de l'année 1936, Wechlin recherche de plus en plus le contact avec les nazis. Au moment de son départ contraint du *Berner Tagblatt*, en juin 1936, il s'adresse à Wilhelm Hack, responsable de la presse à la légation d'Allemagne à Berne, pour lui proposer de créer un service de presse qui doit diffuser en Suisse des informations favorables à l'Allemagne. (K. HUMBEL: *Nationalsozialistische Propaganda in der Schweiz 1931-1939*, Bern/Stuttgart,



proche du Fribourgeois dès le début des années trente, en avertit aussitôt les autorités allemandes qu'il fréquente depuis plusieurs mois. Reprenant le contenu d'une note du 3 décembre 1936<sup>67</sup>, le Ministère des Affaires étrangères du Reich écrit le 15 décembre suivant au bureau de la Gestapo, dont le chef n'est autre que Heinrich Himmler: «Herr Wechlin, Berliner Vertreter einiger schweizer Zeitungen, teilte hier mit, daß Altbundesrat Musy den Plan habe, in der Schweiz eine Organisation zur Bekämpfung des Kommunismus zu schaffen. Die Zentrale dieser Organisation solle in Bern sein. Musy habe ihm, Wechlin, die Generalsekretärstelle dieser Organisation angeboten. Wechlin teilte weiter mit, daß der Plan der Schaffung dieser Organisation so gut wie feststehe, das notwendige Geld vorhanden sei und er mit Vorbehalt das Angebot Musy's angenommen habe.»<sup>68</sup> Avant même que l'ANSC n'apparaisse au grand jour, le Ministère de la Propagande du Reich et l'une de ses obscures officines, l'Antikomintern, instrument de pénétration de la propagande nazie à l'étranger, sont déjà informés, selon toute vraisemblance, de la naissance de cet allié potentiel en Suisse<sup>69</sup>.

Dirigée par Adolf Ehrt, l'Antikomintern est en fait une organisation camouflée du Ministère de la Propagande du Reich. La propagande menée par les nazis contre les dangers du bolchevisme et les crimes perpétrés en son nom leur sert entre autres à se constituer indirectement un certain capital de sympathie au sein des milieux bourgeois européens. Jusqu'à la fin de 1937 surtout, les droites du Vieux Continent ont d'ailleurs tendance à voir dans l'Allemagne un bastion contre le bolchevisme, un des derniers remparts de la civilisation chrétienne occidentale. Nettement antisémite, la propagande anticomuniste a aussi pour but de montrer que les fils de toutes les intrigues bolchevistes aboutissent dans les mains de prétendus comploteurs juifs<sup>70</sup>. La Suisse n'échappe pas à cette action anticomuniste, à la fois convaincue et intéressée. Par le biais de la Ligue Aubert et de la Commission Pro Deo, avec lesquelles il entretient des relations, Adolf

---

Paul Haupt, 1976, p. 68 et n. 191 p. 261). Et, depuis Berlin où il s'installe, Wechlin essaie visiblement, avec l'accord au moins tacite des nazis, de créer ce service de presse dans la capitale allemande. Toutefois, le bureau de presse que Wechlin ouvre à Berlin en août 1936 capote très vite. (Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, pp. 1095-1096). L'opportunité d'un nouveau travail au sein de l'ANSC est donc d'autant plus intéressante pour Wechlin. En 1939, la presse rappellera que Musy a pris à son service «Wechlin, qui, après avoir discrédité le *Berner Tagblatt* dans l'aventure frontiste, avait été prendre à Berlin des leçons de bonne propagande». (s.n.: «Les allures inquiétantes de M. Jean-Marie Musy», in *Le Démocrate*, 18.10.1939).

<sup>67</sup> PA, Inland II A/B, R 99507, Fiche-Nr. 5894: note confidentielle, AA, 3.12.1936.

<sup>68</sup> PA, Inland II A/B, R 99507, Fiche-Nr. 5894: de Hinrichs au Gestapa, secret, 15.12.1936.

<sup>69</sup> *Ibid.*

<sup>70</sup> Sur la lutte contre les Juifs et le bolchevisme, comme instrument de la politique étrangère de l'Allemagne nazie, voir H.-A. JACOBSEN: *op. cit.*, pp. 446-463.

Ehrt cherche ainsi à influencer la politique suisse dans un sens favorable à l'Allemagne<sup>71</sup>.

Wechlin ne tarde pas à accepter l'offre de Musy. Selon un contrat du 31 décembre 1936, il est engagé pour une année en tant que chef de presse de l'Action nationale suisse contre le communisme avec un salaire de 9'600 francs<sup>72</sup>. Journaliste rodé et déjà bien introduit auprès de hauts dignitaires du IIIe Reich, Wechlin représente un renfort de poids pour l'ANSC. Quant au jeune médecin lucernois Franz Riedweg, que Musy connaît beaucoup mieux depuis la campagne contre l'initiative de crise, celui-ci affirmera à la fin de l'année 1938 que le Lucernois lui a offert ses services en automne 1936<sup>73</sup>. À en croire un communiqué de l'ANSC de septembre 1938, Riedweg collabore à l'organisation depuis janvier 1937<sup>74</sup>. Enfin, lors de ses démarches, menées dans la première moitié de l'année 1938, pour entrer dans la SS, Riedweg se présente aux Allemands comme cofondateur en 1937 et membre dirigeant de l'ANSC<sup>75</sup>.

Au sein de l'ANSC, Wechlin et Riedweg sont les deux véritables lieutenants de Musy. À eux trois, ils forment le noyau dur de l'organisation. N'est pas à négliger également le rôle initial d'un autre membre de l'ANSC, Fred de Diesbach. Lui aussi dépêché en Allemagne, il compose avec les services anticommunistes du Reich, notamment dans le cadre de *La Revue anticommuniste*, éditée avec la collaboration du bureau, dirigé par Nils von Bahr, chargé de la préparation du premier congrès mondial anticommuniste.

### 1.3. Programme

Par différents canaux, l'Action nationale suisse contre le communisme lève un coin du voile sur ses intentions au mois de mars 1937, période où l'organisation passe la vitesse supérieure. Dans un manifeste diffusé dans les milieux intéressés par la lutte anticommuniste, l'ANSC affirme qu'«il est aujourd'hui du devoir

<sup>71</sup> Voir D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, pp. 24-26.

<sup>72</sup> Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1096.

<sup>73</sup> AF, fs Musy, vol. 94: demande en droit (mémoire) de J.-M. Musy contre J. Lorenz, 15.12.1938 (doc. 13). Dans un décompte de *La peste rouge*, la première mention fait état, en date du 24 décembre 1936, d'un versement à Pereyo Paris par Riedweg. (AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film»).

<sup>74</sup> Voir sous: «Aktionskomitee gegen Kommunismus schüttelt Dr. Riedweg ab», in *National-Zeitung*, 19.9.1938; «Musy und sein SS.-Mann», in *Berner Tagwacht*, 19.9.1938.

<sup>75</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: curriculum vitae de F. Riedweg, 11.6.1938. Voir aussi BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), RS, Franz Riedweg: R.u.S.-Fragebogen, curriculum vitae de F. Riedweg, 13.6.1938. — Au procès intenté après la guerre contre Riedweg et consorts, notamment pour atteinte à l'indépendance de la Confédération, il est noté que Riedweg a fondé l'ANSC avec Musy à la fin de l'année 1936. (AfZ, fs Heinrich Büeler, 9.4: Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte betr. Angriff auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft, Eintritt in fremden Militärdienst u.a.m., Luzern 20.12.1947, p. 153).

impérieux de tout citoyen suisse de lutter de toutes ses forces contre le communisme»<sup>76</sup>. Trois raisons sont avancées. Primo, la Suisse subit un travail de sape croissant du Komintern. Secundo, la nouvelle tactique du Front populaire vise l'unification de forces grâce à laquelle le communisme cherche à s'emparer du pouvoir. Le manque de vigueur de la droite bourgeoise est montré du doigt: «Cette unité a pu se réaliser, parce que les principes économiques de la gauche (économie collective) et la droite (économie individuelle) se sont rapprochés à la faveur des événements, soit par l'embourgeoisement du prolétariat, soit par la prolétarianisation de plus en plus accusée des travailleurs indépendants (étatisme, subventions, trusts, etc.).

Cette nouvelle formation s'explique, d'autre part, du fait qu'une grande partie de la bourgeoisie s'est détachée de ses anciennes doctrines, pour adhérer à un matérialisme, proche parent du communisme. Ainsi, les principes de la bourgeoisie (nation, patrie, liberté, religion) se confondent trop souvent avec les mots d'ordre de l'internationalisme (dictature, haine de classe, athéisme). En se détachant de sa conception de la vie, la bourgeoisie a fait de ses valeurs spirituelles des idées vides de sens.»<sup>77</sup> À en croire l'ANSC, la Suisse risque de connaître le même sort que l'Espagne et la France: «Ainsi, chez nous également, le Front populaire prépare dangereusement le chemin au communisme.»<sup>78</sup> Tertio, la Suisse est de plus en plus «un des centres de propagande les plus importants

---

<sup>76</sup> Un exemplaire de ce manifeste, signé par Fred de Diesbach, se trouve in: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: copie d'un manifeste de l'ANSC, mars 1937. Le même manifeste, signé par Pierre Favarger (comité cantonal de Neuchâtel?), est conservé in: ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: manifeste de l'ANSC, mars 1937. Ce document de 3 pages se trouve probablement aussi dans les Archives René Fonjallaz. (Voir R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, n. 220 p. 351). Ce texte, dans une version allemande très légèrement différente, sans signature et avec l'en-tête original de l'ANSC, a également été versé au dossier que les nazis tiennent à Berlin au nom de l'ANSC. (PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898). Ce même document en allemand, cette fois signé par Riedweg et Wechlin, se trouve également in: ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59. — Pour un autre document émanant de l'ANSC qui, à maints égards, relève du programme d'action, voir l'appel que le comité national suisse de l'ANSC publie avec le prospectus présentant des objets adressé aux éventuels souscripteurs. Un exemplaire en français de cet «appel» se trouve entre autres en Suisse, plus précisément à Genève in: BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy», et à Porrentruy in: ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59; ainsi qu'en Italie in: AMAE (Rome), Serie Aff. Pol. 1931-1945, Svizzera, busta 12, fasc. 1 (joint à un courrier qu'Attilio Tamaro adresse au MAE italien en date du 2.3.1937); et en Allemagne in: PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898 (à la suite d'un courrier qu'Ernst von Weizsäcker adresse à l'AA en date du 17.3.1937). Dans ce dernier dossier, il y a également un exemplaire en allemand intitulé «Aufruf». Cet appel, non daté mais probablement lancé au début de 1937, contient la plupart des idées et parfois même des passages entiers de la préface que Musy signe en octobre 1936 pour le livre de Gérard Demiéville (*Le communisme, science de trahison et de meurtre, tactique de guerre et de révolution*, Neuchâtel/Paris, Éd. Victor Attinger, (1936), pp. 7-8).

<sup>77</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: copie d'un manifeste de l'ANSC, signé Fred de Diesbach, mars 1937.

<sup>78</sup> *Ibid.*

du Komintern d'où son action doit être dirigée chez les voisins de la Confédération»<sup>79</sup>.

À la suite d'une réunion que tient le comité national de l'ANSC le 16 mars 1937 à Berne, les journaux se font également l'écho de considérations similaires pour son justifier entrée en action. L'organisation, qui prétend regrouper des représentants de toutes les parties du pays, de divers groupements et organisations professionnelles et des deux confessions chrétiennes, s'assigne comme objectif principal d'éclairer les buts et la nature du communisme. En même temps, elle veut restaurer les fondements séculaires de la Confédération, la liberté individuelle étant l'un des principes à raffermir avant tout. Loin de s'estomper, l'empreinte helvétiste du début du siècle ressort toujours plus nettement au cours des années 1930. Obsession centrale de l'ANSC, la destruction du communisme doit finalement être le point de départ du redressement social et économique du pays<sup>80</sup>. Pour l'ANSC, éradiquer le communisme, c'est travailler à la rénovation du pays. La lutte contre l'étatisme, tenu comme un moyen déguisé de l'infiltration socialiste et communiste, figure également en bonne place dans les préoccupations de l'ANSC.

Le 16 mars 1937, soit le jour même où les dirigeants de l'ANSC se réunissent à Berne, Musy développe au Conseil national son interpellation du 9 mars précédent en faveur de l'interdiction du parti communiste<sup>81</sup>. Les arguments qui se trouvent en introduction de l'interpellation formulée par Musy, interpellation qui remplace par ailleurs la motion Musy du 4 juin 1936, ressemblent fort aux raisons de l'action anticommuniste que l'ANSC donne aux journaux à la suite de la réunion de sa réunion du 16 mars à Berne<sup>82</sup>. L'intervention parlementaire de Musy s'inscrit dans la continuité. Une fois de plus, le politicien fribourgeois profite de la tribune du Conseil national pour donner de l'écho à son action politique.

---

<sup>79</sup> *Ibid.* C'est l'auteur du manifeste qui souligne.

<sup>80</sup> Voir s.n.: «Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus», in *Basler Nachrichten*, 18.3.1937; (ag.): «La lutte contre le communisme s'organise», in *Gazette de Lausanne*, 20.3.1937; s.n.: «Lutte décidée contre le communisme», in *Journal de Genève*, 21.3.1937.

<sup>81</sup> AF, E 1301, vol. 322, Pv CN, 16.3.1937, pp. 329-349 (développement par Musy de sa motion du 9.3.1937 au sujet de l'interdiction de l'activité communiste).

<sup>82</sup> Pour une comparaison, voir d'une part l'interpellation Musy du 9.3.1937, développée au Conseil national le 16.3.1937, reproduite in *DDS*, vol. 12, p. 95; d'autre part l'article publié le 18.3.1937 dans les *Basler Nachrichten*, intitulé «Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus».

#### 1.4. Une organisation de plus en plus contestée

##### 1.4.1. *Un association de trop?*

L'Action nationale suisse contre le communisme n'est pas créée *ex nihilo*. Par ses membres, pour la plupart affiliés tout d'abord à d'autres organisations, l'ANSC s'enracine dans un réseau de relations extrêmement touffu, antérieur à sa fondation. De même, l'officine dirigée par Musy n'innove pas vraiment en faisant de l'anticommunisme son cheval de bataille. Le thème, facilement exploitable, relève du lieu commun. Quoi de plus ordinaire que d'agiter l'épouvantail de l'homme au couteau entre les dents, sans foi ni loi? Or, Musy et quelques-uns de ses proches ont tendance à se présenter comme les nouveaux saints Georges, résolus à terrasser le dragon que personne n'aurait vu venir.

Adressé sans doute en priorité à d'éventuels sympathisants, un manifeste de l'ANSC, daté de mars 1937 et signé par Fred de Diesbach, affirme: «Aujourd'hui, dans les milieux nationaux, rien n'est organisé pour tenir tête aux entreprises systématiques des cadres bolchévistes.»<sup>83</sup> Cela est faire peu de cas d'anciens mouvements de droite, du genre de la Fédération patriotique suisse, voués en grande partie ou, comme l'Entente internationale anticommuniste de Théodore Aubert, complètement à la lutte contre le communisme<sup>84</sup>. Et nous n'évoquons même pas une agence de presse comme la Presse suisse moyenne et les partis de droite ou d'extrême droite qui tous intègrent, à des degrés divers, l'anticommunisme. Sans doute s'agit-il de se poser en organisation pionnière qui ose se dresser contre l'ennemi mortel, la monstrueuse menace dont trop peu de Suisses ont conscience. Toutefois, eu égard à l'amour-propre des uns et des autres, cette prétention ne peut que rebrousser le poil de ceux qui jouent dans le même registre que l'ANSC. Après un premier élan de sympathie dans sa direction, si l'on en juge notamment par le soutien initial qu'elle trouve auprès de certaines personnalités proches ou membres de la Fédération patriotique suisse et de la Ligue Aubert, l'ANSC va d'ailleurs assez vite tomber dans un relatif isolement. Tous les leaders de la droite nationale, même en Suisse romande, ne sont pas prêts à se faire doubler par Musy sur le terrain de l'anticommunisme. Ainsi, à y regarder de plus près, les interdits à la chaîne qui frappent les communistes dans plusieurs cantons en 1937 et 1938 résultent autant de l'entente

---

<sup>83</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: copie d'un manifeste de l'ANSC, signé Fred de Diesbach, mars 1937.

<sup>84</sup> Tant la Fédération patriotique suisse, fondée sous l'impulsion principale d'Eugen Bircher dans les remous de la grève générale de 1918, que l'EIA, créée en 1924 après que Théodore Aubert s'est illustré comme avocat d'un des accusés lors du procès Conradi, entretiennent de véritables services d'informations et de renseignements anticommunistes.

que de la rivalité existant entre les divers mouvements qui s'acharnent à extirper le communisme du sol helvétique.

En Suisse romande, l'Action nationale suisse contre le communisme se trouve très vite en concurrence avec la Communauté d'action nationale, plus spécialement avec le groupement vaudois<sup>85</sup>. Celle-ci, lancée à la fin de l'année 1936, après le naufrage de la Ligue des patries romandes, se propose de jeter des ponts entre divers courants nationaux, de la droite bourgeoise jusqu'à des mouvements nettement antidémocratiques de Suisse romande. Dans le canton de Vaud, elle relie des personnalités telles que Marcel Regamey, Alphonse Morel et Robert Moulin, tous trois de la Ligue vaudoise, Georges Rigassi, rédacteur en chef de la *Gazette de Lausanne*, affilié à la Ligue Aubert et membre dirigeant de la Fédération patriotique suisse, l'avocat Maurice Baudat, le libéral Frédéric Fauquex, également membre de la Ligue vaudoise, ainsi que les radicaux Pierre Rochat, Arthur Freymond et Paul Chaudet, lui aussi de la Ligue vaudoise<sup>86</sup>. À Genève, selon un rapport de la légation allemande de Berne, diverses associations<sup>87</sup>, ainsi que les noms de Fabre (*La Suisse*), Rouillet et Henri Vernet (tous deux de l'Action civique), Genoud (parti chrétien-social), René Besson, Gross et Deonna sont nommés en rapport avec la fondation récente de la Communauté d'action nationale<sup>88</sup>. Dans le canton de Neuchâtel, la Fédération neuchâteloise qui regroupe différents mouvements nationalistes sous la présidence de Pierre Favarger se joint elle aussi à la Communauté d'action nationale<sup>89</sup>. À Fribourg, Robert Bise tente lui, sans succès, de rallier divers mouvements à la cause<sup>90</sup>. A-t-il affaire à plus influent que lui? Peut-être. Quant aux idées défendues, la Communauté d'action nationale privilégie, entre autres, la

---

<sup>85</sup> À propos de la Communauté d'action nationale, notamment dans le canton de Vaud, voir R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 264-284.

<sup>86</sup> Voir *ibid.*, pp. 269-275 et, entre autres, la n. 40 pp. 282-283.

<sup>87</sup> Sont cités l'Alliance économique, l'Action civique, la Fédération patriotique, des associations corporatives, la Ligue des contribuables, un groupe hors parti Besson et le Redressement national.

<sup>88</sup> PA, Pol. Abt. II, R 102903: rapport de von Bibra à l'AA, 10.3.1937. Non sans que cela contredise quelque peu les autres documents à notre disposition, dans le sens où ils indiquent que Musy est tenu à l'écart de la Communauté d'action nationale, du moins dans le canton de Vaud, l'auteur de ce rapport ajoute que le bruit court aussi que l'ancien conseiller fédéral Musy et le directeur Haas de la PSM sont en relations avec la Communauté d'action nationale, créée à Genève. Vu les rapports souvent excellents qu'il entretient avec des gens comme Fabre et Genoud et plus généralement avec la droite conservatrice genevoise, qu'elle soit libérale ou chrétienne-sociale, il se peut que Musy ait effectivement des contacts avec la Communauté d'action nationale de Genève.

<sup>89</sup> Voir R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 270; ainsi que PA, Pol. Abt. II, R 102903: rapport de H. S. von Bibra à l'AA, 24.4.1937. La Fédération neuchâteloise des mouvements nationaux groupe l'Ordre national neuchâtelois, les Jeunesses nationales, l'Union patriotique neuchâteloise et les jeunes-libéraux, puis la section neuchâteloise de l'Union nationale. (J.-P. CEPPI: *op. cit.*, p. 146).

<sup>90</sup> R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 270.

lutte contre le communisme, le redressement financier de la Confédération, le rejet de l'étatisme, la défense du fédéralisme et la promotion du corporatisme. Elle estime que le Conseil fédéral mène le pays à la ruine et prend vivement à partie le mouvement des Lignes directrices<sup>91</sup>. À la recherche d'appuis en Suisse allemande, elle entre assez logiquement avec de telles priorités, si l'on excepte son faible pour la solution corporatiste, en relation avec le Redressement national<sup>92</sup>.

Si Fribourg reste la chasse gardée de Musy, ailleurs en Suisse romande, il bute souvent sur la Communauté d'action nationale. Cela est particulièrement frappant dans le canton de Vaud où la commission de la Communauté d'action nationale en charge de la lutte anticommuniste décide, déjà en janvier-février 1937, de lancer une initiative constitutionnelle en faveur de l'interdiction des organisations communistes sur territoire vaudois<sup>93</sup>. La perspective de voir Musy établir un groupement anticommuniste dans le canton de Vaud agit comme un aiguillon<sup>94</sup>. Au début du mois de février 1937, Alphonse Morel, un des chefs de la Ligue vaudoise, partie prenante dans la Communauté d'action nationale, précise: «En ce qui concerne Musy, nos efforts ont tendu à empêcher qu'il ne crée ici un mouvement à lui pour soutenir sa campagne anticommuniste. Nous y sommes arrivés parce que, sur ce point, les libéraux et spécialement les radicaux sont entièrement de notre avis.»<sup>95</sup> Or, deux figures de la Communauté d'action nationale, de plus membres de la commission chargée de la lutte contre le communisme qui lance l'initiative anticommuniste dans le canton de Vaud<sup>96</sup>, à savoir les conseillers nationaux Pierre Rochat, radical, et Frédéric Fauquex,

---

<sup>91</sup> Sur ces idées, voir entre autres sous «Communauté d'action nationale», in *Gazette de Lausanne*, 29.1.1937 et 25.2.1937; ainsi que E. FABRE: «Ce que veut la Communauté d'action nationale», in *La Suisse*, 20.4.1937, où il est également précisé que la Communauté compte en son sein Pierre Béguin, rédacteur du *Bulletin industriel et commercial* (en fait le *Bulletin commercial et industriel suisse*, dont le fondateur est Alfred Georg, une ancienne connaissance de Musy).

<sup>92</sup> R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 278-279; C. WERNER: *op. cit.*, p. 196.

<sup>93</sup> R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 272-274.

<sup>94</sup> À la fin de l'année 1936, dans le cadre d'une tentative, déjà avortée en décembre, de regroupement des nationalistes romands autour d'une action anticommuniste, Musy et Gonzague de Reynold sont invités à y participer. Le rassemblement est préparé par la Ligue vaudoise et le Cercle fédéraliste fribourgeois. Gonzague de Reynold préside la rencontre qui a lieu à Lausanne le 13 décembre 1936, alors que Musy fait défection. L'entrevue ne débouche sur aucun résultat tangible. Suite à cet échec, la Communauté d'action nationale est lancée sur d'autres bases. (Voir R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 268 et n. 32 p. 282). Quelle signification faut-il attribuer à l'invitation, puis à la défection de Musy qui lance au même moment l'ANSC? La perspective d'un regroupement des anticommunistes romands le stimule-t-il à jouer sa carte personnelle dans l'espoir d'un ralliement à son mouvement? Ou voit-il déjà que sa présence n'est pas vraiment souhaitée dans le canton de Vaud?

<sup>95</sup> A. Morel à R. Bise, 8.2.1937, extrait cité in *ibid.*, p. 272 et n. 57 p. 283.

<sup>96</sup> Outre de Rochat et Fauquex, la commission qui s'occupe de la lutte contre le communisme se compose notamment de Robert Moulin de la Ligue vaudoise. (*Ibid.*, n. 40 p. 282; ainsi que sous: «Communauté d'action nationale», in *Gazette de Lausanne*, 25.2.1937).

libéral, ont elles-mêmes signé la motion déposée par Musy au Conseil national le 4 juin 1936 et souscrivent à son interpellation parlementaire du 9 mars 1937. Les deux hommes semblent être en général bien disposés à l'égard de Musy<sup>97</sup>. Il se peut toutefois qu'ils le soient moins lorsque le Fribourgeois tente de mettre son nez dans des affaires plus spécifiquement vaudoises. L'hypothèse est d'autant plus plausible que libéraux et radicaux vaudois paraissent d'accord avec la Ligue vaudoise pour barrer la route à Musy dans leur canton.

Au final, l'Action nationale de Musy ne semble effectivement jouer aucun rôle significatif dans l'interdiction des organisations communistes dans le canton de Vaud, bien qu'elle contribue modestement, grâce à ses bulletins d'informations et ses communiqués de presse, à nourrir la propagande des anticommunistes vaudois<sup>98</sup>. Relatant la conférence anticommuniste de Deonna, donnée à Lausanne quelques jours avant le scrutin vaudois, un compte-rendu fait pour la Ligue Aubert rapporte: «Il semble que l'opinion soit opposée à une conférence ou à une propagande Musy quelconque, c'est la raison pensons-nous, pour laquelle le Comité Musy n'a pas entrepris d'exposition dans le Canton de Vaud.»<sup>99</sup> Acceptée le 30 janvier 1938 par le peuple vaudois, l'interdiction cantonale découle d'une votation sur l'initiative constitutionnelle lancée par le groupement vaudois de la Communauté d'action nationale. Ce résultat tend à accréditer l'opinion de ceux qui, dans les milieux nationaux, tiennent l'ANSC pour une organisation superflue, voire inopportune. En effet, ne lui reproche-t-on pas de contribuer à la dispersion des forces et, par là, de rendre indirectement service au communisme?<sup>100</sup> Une telle conclusion paraît quelque peu extrême, la concurrence et l'émulation entre

---

<sup>97</sup> En 1936, lors de la création du Redressement national, Musy a entre autres recommandé le nom de Frédéric Fauquex. Et, au moment de monter l'ANSC en une véritable association organisée, Musy a proposé à Pierre Rochat de faire partie de son comité, ce que le radical vaudois semble avoir tout d'abord accepté.

<sup>98</sup> Voir p.e. sous «Comment travaille le communisme», in *Gazette de Lausanne*, 18.12.1937; «Le danger communiste en Suisse et dans le canton de Vaud», in *Gazette de Lausanne*, 28.1.1938, long article qui se base sur de la documentation provenant de l'ANSC.

<sup>99</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1938-1941»: Pv de la conférence de Deonna, Lausanne, 24.1.1938. Avant cela, la Ligue Aubert a longtemps évoqué avec Musy et son Action l'organisation d'expositions anticommunistes dans le canton de Vaud. Voir BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de T. Aubert à l'ANSC, 16.4.1937; lettre de J.-M. Musy à T. Aubert, 23.4.1937; lettre de l'ANSC (Bouvier) à G. Lodygensky, 17.7.1937; lettre de T. Aubert à l'ANSC, 2.10.1937; lettre de l'EIA à l'ANSC, 11.10.1937.

<sup>100</sup> Dans une présentation succincte de l'ANSC transmise au Ministère des Affaires étrangères du Reich, il est écrit: «Die extremen Rechtsparteien, wie Nationale Front, Union Nationale und Lega Nazionale Ticinese, die übrigens seit kurzem ein organisatorisches Ganzes bilden, haben sich als die konsequentesten Feinde des Bolschewismus erwiesen und es gibt nichts, über die rote Gefahr, das sie dem Volke vorenthalten hätten. Die neugegründete Aktionsgemeinschaft [ANSC; n.d.a.] wird deshalb in nationalen Kreisen als völlig unzumutbar angesehen. Man wirft ihr vor, die Kräfte zu zersplittern und dadurch indirekt dem Kommunismus Handlangerdienste zu leisten.» (PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: copie d'une note, établie à Zurich et datée du 19.3.1937, annexée à un courrier adressé par Coulon à l'AA, 12.11.1937).



mouvements anticomunistes jouant surtout en défaveur du communisme. Toutefois, à suivre Musy jusqu'au bout, il est probable qu'on aurait fait des communistes des martyrs et finalement renforcé leur prestige.

#### 1.4.2. *Sur la pente de l'isolement*

Avec le temps, surtout entre 1938 et le début de la guerre, Musy éveille même une méfiance croissante jusque dans des cercles qui lui étaient au départ favorables. Nous avons déjà observé ce phénomène avec le Redressement national. Quant au parti conservateur-catholique, il est à se demander si Musy en est toujours réellement membre, tant il mène une politique très personnelle, le plus souvent en marge de son parti d'origine et même contraire aux intérêts de celui-ci. À l'approche de la guerre, l'ancien conseiller fédéral fribourgeois a de fait largué depuis longtemps les amarres avec le PCPS.

L'isolement croissant de Musy se remarque également dans l'évolution des relations qu'il entretient avec la Ligue Aubert. Ainsi, après un premier mouvement en faveur de Musy et de son Action, l'EIA s'en éloigne progressivement. Dans sa phase initiale, l'Action nationale suisse contre le communisme bénéficie en effet d'un fort soutien de la centrale genevoise. La Ligue Aubert, qui a la même époque fait tourner une exposition anticomuniste en Suisse romande, se montre prête en 1936 à appuyer l'action de Musy<sup>101</sup>.

En novembre, la Ligue Aubert informe Musy que Maurice Roulet accepte également pour l'Union des sociétés patriotiques de collaborer à la campagne du Fribourgeois<sup>102</sup>. Du milieu de l'année 1936 à 1937, le mouvement anticomuniste dirigé par Théodore Aubert soutient activement la campagne menée par Musy. En octobre 1936, l'EIA lui écrit: «Désireux de vous apporter tout le concours possible pour la campagne de si grande importance que vous avez entreprise contre le communisme, nous venons vous dire que nous mettons à votre disposition le matériel de notre exposition itinérante anticomuniste, qui comprend un grand nombre d'illustrations, des affiches, des tableaux d'ordre économique etc.»<sup>103</sup>. Il est entre autres prévu que des collaborateurs de l'EIA

---

<sup>101</sup> Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres adressées à J.-M. Musy par T. Aubert (22.7.1936), l'EIA (19.8.1936) et G. Lodygensky (8.9.1936).

<sup>102</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA à J.-M. Musy, [3].11.1936. Maurice Roulet est président et Louis Dierauer secrétaire de l'Union des sociétés patriotiques de Genève. Au sujet de l'avocat Maurice Roulet (1890-1948), membre dirigeant de la Fédération patriotique suisse et collaborateur régulier du *Front national*, organe de ladite Fédération, voir F. BLASER (Bearbeitet von): *op. cit.*, 1, 1956, p. 423; A. KAMIS-MÜLLER: *op. cit.*, n. 270 p. 445; M. VUILLEUMIER: «La surveillance politique à Genève: quelques cas (1920-1934)», in *Études et Sources*, 26, 2000, p. 266.

<sup>103</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA à J.-M. Musy, 29.10.1936.

spécialisés dans l'organisation de campagnes anticommunistes renseignent l'ancien conseiller fédéral<sup>104</sup>. Des membres de la Commission suisse Pro Deo, étroitement liée à la Ligue Aubert et surtout destinée à la lutte contre les «Sans-Dieu», sont également prêts à apporter leur aide pour la «mise en marche» des expositions<sup>105</sup>. En sa séance du 14 janvier 1937, le bureau de la Ligue évoque par exemple, au point concernant l'action de Musy, la préparation par ledit bureau de cinq expositions sur l'action bolchevique dans le monde<sup>106</sup>. À la fin du même mois, Théodore Aubert, lui-même membre du comité de l'ANSC, confirme ses bonnes dispositions à l'égard de l'Action: «nous serons heureux de recevoir vos collaborateurs les plus proches, afin de leur montrer notre Bureau et étudier avec eux le meilleur moyen de collaboration, notamment en ce qui concerne le service de presse et de propagande»<sup>107</sup>. Et, à en croire une lettre adressée quelques semaines auparavant, la très empressée Ligue Aubert a même soumis à Musy un projet de plan de campagne et s'est occupée de trouver des secrétaires éventuels, formés par le bureau genevois, qui pourraient voyager avec les expositions à travers la Suisse<sup>108</sup>.

S'agit-il aussi, du moins en partie, d'un jeu de façade? À la suite d'une séance du 26 janvier 1937 convoquée par Musy, le lendemain des troubles de La Chaux-de-Fonds, Raymond Deonna se montre peu convaincu par l'organisation du Fribourgeois. Il remarque entre autres que «Musy fait un long exposé de la question communiste, exposé surtout théorique et n'apportant rien de

---

<sup>104</sup> Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres de l'EIA à J.-M. Musy, 29.10.1936 et 6.11.1936. Sont évoqués, également dans d'autres documents, le docteur Lodyginsky et Dimitri de Zoubaloff qui rencontrent effectivement Musy et ses plus proches collaborateurs.

<sup>105</sup> Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA à J.-M. Musy, 17.12.1936, qui mentionne notamment le docteur David à Zurich (le père jésuite Jakob David?) et Egli à Saint-Gall (Armin Egli). La Commission Pro Deo, créée sous l'impulsion de la Ligue Aubert, reste étroitement attachée à celle-ci. Deux de ses membres dirigeants, le Dr Georges Lodyginsky et Me Jaques Le Fort, appartiennent également au Bureau permanent de l'EIA. Le triumvirat à la tête de Pro Deo se compose de représentants des principales confessions chrétiennes: Lodyginsky (orthodoxe), Le Fort (protestant) et l'abbé Carlier, rédacteur à l'*Écho illustré* (catholique). (F. ZAY: *op. cit.*, pp. 16-19, 28 et 31. Voir aussi D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, n. 41 p. 316). Signant en tant que membre de l'Entente internationale anticommuniste (EIA) et de la Commission internationale Pro Deo, Georges Lodyginsky précise que celle-ci fut constituée à Genève en octobre 1933. (G. LODYGENSKY: «La Commission Internationale "Pro Deo"», in *La Revue anticommuniste*, IX, octobre 1938, p. 379).

<sup>106</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du bureau, 14.1.1937. Selon une lettre de l'EIA, c'est Musy qui lui a commandé les cinq expositions. (BPU, Archives EIA, «Suisse 1936»: lettre de l'EIA à Musy, 5.12.1936). Le 19 janvier 1937, la Ligue Aubert confirme à Musy que ces expositions sont achevées et prêtes à la livraison. (BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de l'EIA à Musy, 19.1.1937).

<sup>107</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA à J.-M. Musy, 28.1.1937.

<sup>108</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse 1936»: lettre de l'EIA à Musy, 5.12.1936. Voir aussi BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres de l'EIA à J.-M. Musy, 28.1.1937.

nouveau»<sup>109</sup>. À différentes questions, l'ancien conseiller fédéral répond, selon Deonna, «poliment mais évasivement»<sup>110</sup>. Enfin, dans une conclusion personnelle et confidentielle, Deonna exprime ses doutes: «Il nous semble que Mr Musy n'a pas encore saisi tout le côté technique et pratique de l'action envisagée. Il se cantonne encore dans les questions générales et aucune personne assistant à la réunion n'a pu lui faire préciser la manière pratique, dont il compte agir [dans] la lutte anticommuniste. Il n'a pas été possible de savoir de quelle manière le film sera conjugué avec l'exposition, quand et comment l'exposition parcourra la Suisse, quand et comment auront lieu les conférences, de quelle manière les fonds seront contrôlés, si des centrales locales sont déjà organisées ou si elles existent seulement sur le papier et surtout l'attitude des partis (conservateur et radical) à l'égard de cette initiative. Mr Musy ne semble évidemment ne pas être soutenu par le parti conservateur, dont il fait partie et semble recevoir plutôt l'appui de certains radicaux. J'ai demandé à M. Riedweg de venir à Genève pour la question pratique, pour discuter d'une manière plus approfondie, et pour que nous voyons si une collaboration ou une simple neutralité sont de mise dans cette affaire.»<sup>111</sup>

Malgré ces quelques réserves formulées en son sein, la Ligue Aubert montre manifestement, dans un premier temps, beaucoup de zèle à faire profiter Musy de son infrastructure, de son réseau de relations, de sa documentation et du savoir-faire qu'elle a accumulé au cours des ans<sup>112</sup>. La vaste offensive anticommuniste à laquelle se livre Musy résulte d'une véritable concertation avec la Ligue Aubert qui, au même moment, mène elle aussi la charge contre le communisme.

Toutefois, au cours de l'année 1937 et plus encore en 1938, les liens entre l'ANSC et la Ligue Aubert s'effritent peu à peu. Après quelques mois d'intenses échanges, il n'est plus question désormais d'une véritable collaboration entre les deux organisations. Le détachement éventuel évoqué en janvier 1937 par Deonna, inquiet par certains aspects de l'ANSC, devient progressivement l'attitude adoptée de fait par la Ligue Aubert à l'égard de l'Action de Musy. À la longue, l'esprit de concurrence sape également leur entente, la centrale genevoise, sorte d'institution en matière d'anticommunisme, ne pouvant que se lasser de la petite officine fribourgeoise, encline à tirer la couverture à elle.

---

<sup>109</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 26.1.1937 convoquée par Musy. L'indication que le compte-rendu de cette séance est de Deonna ressort de: BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 25.1-15.2.1937. Voir aussi BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: attestation de l'EIA du 22.1.1937 autorisant Deonna d'assister à la réunion convoquée par Musy.

<sup>110</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 26.1.1937 convoquée par Musy.

<sup>111</sup> *Ibid.*

<sup>112</sup> Outre la documentation déjà citée, voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres de l'EIA à J.-M. Musy, 12.1.1937 et 28.1.1937.

En novembre 1937, un compte-rendu, dressé à la suite d'un entretien de Deonna avec Egli à Saint-Gall, évoque les difficultés auxquelles doit faire face Musy, alors en Egypte<sup>113</sup>. Il est écrit: «Son affaire anticommuniste suisse fonctionne fort mal actuellement, pour des raisons financières aussi bien que personnelles.»<sup>114</sup> À en croire la note, Egli «s'est brouillé avec M. Musy, car après avoir travaillé au service de renseignements, il s'est vu fort mal ou pas du tout rémunéré pour le gros travail accompli»<sup>115</sup>. D'autre part, selon Egli, «M. Musy s'est trompé sur quelques points et en a eu de fâcheuses déconvenues»<sup>116</sup>. Il prétend même que Riedweg et Wechlin «ont rompu également avec M. Musy»<sup>117</sup>, ce que contredisent les autres sources; il est toutefois attesté que Musy s'est déjà accroché à cette époque avec quelques-uns des collaborateurs de l'ANSC et, sans que nous connaissions toutes les données, il est fort possible qu'une certaine insatisfaction ressentie par Riedweg et Wechlin à l'égard de Musy et de son Action, notamment un manque flagrant de perspectives d'avenir, les pousse à envisager sérieusement une nouvelle orientation de leur carrière dans les premiers mois de 1938 et à changer finalement d'écurie vers le milieu de l'année. Conclusion: «Il ne reste de satisfaisant que le film, lequel va être terminé, ainsi que l'exposition qui sera probablement utilisée dans le canton de Vaud.»<sup>118</sup> Or, même sur ces deux derniers points, cela va être un échec. Le film ne sort, après de sérieux problèmes de production, qu'en octobre 1938, à un moment où il sert plus à discréditer Musy auprès de l'opinion publique suisse qu'à soutenir son Action, par ailleurs moribonde. Quant à la propagande envisagée dans le canton de Vaud, la déconvenue est également au rendez-vous.

La trajectoire assez trouble de Musy, notamment ses nombreux voyages en Allemagne et ses visites à la légation allemande de Berne, ne manque pas d'inquiéter jusque dans les rangs des anticommunistes suisses. La crédibilité de Musy est particulièrement mise à mal en 1938, année où non seulement il continue à soutenir l'Allemagne, résolument engagée dans une politique de conquêtes dont s'alarment la plupart des Suisses, mais où aussi Wechlin adhère à un mouvement d'obédience nazie, Riedweg entre dans la SS et *La peste rouge* sort en Suisse, non sans soulever de nombreuses questions sur la nature des liens de l'ANSC avec le Troisième Reich. Musy apparaît toujours plus compromis dans une étrange nébuleuse. Ainsi, après un long silence, la Ligue Aubert le contacte pour lui faire part de ses craintes au sujet des insinuations courant sur le compte

---

<sup>113</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 25.11.1937.

<sup>114</sup> *Ibid.*

<sup>115</sup> *Ibid.*

<sup>116</sup> *Ibid.*

<sup>117</sup> *Ibid.*

<sup>118</sup> *Ibid.*

des relations que l'ANSC entretient avec l'Allemagne. Elle juge même nécessaire, sans doute aussi dans l'espoir d'être tranquillisée, de lui conseiller de publier une déclaration catégorique assurant que l'ANSC est entièrement indépendante de l'étranger<sup>119</sup>. Pour Musy, peu porté à l'autocritique, le problème ne réside pas tant dans son propre jeu et celui de ses plus proches collaborateurs que dans les desseins machiavéliques de ses adversaires et une conjoncture internationale défavorable à la lutte anticommuniste en Suisse depuis l'entrée de la Wehrmacht à Vienne en mars 1938<sup>120</sup>.

Dans les mois suivants, les liens entre Aubert et Musy, qui persiste à jouer de la carte allemande, s'étiolent encore un peu plus. Certes, la Ligue Aubert ne rechigne pas à présenter *La peste rouge* en février 1939, lors de la XIIIe conférence de l'Entente internationale anticommuniste<sup>121</sup>. À cette date, la belle entente des années 1936-1937 n'est pourtant plus qu'un souvenir. La raison de ce désamour peut également se déduire de manière indirecte: juste avant l'annonce du pacte germano-soviétique, Wolfgang Krauel, consul général d'Allemagne à Genève, accuse la Ligue Aubert d'être tombée toujours plus sous des influences germanophobes<sup>122</sup>; on chercherait en vain une telle sévérité de la part des représentants allemands à l'égard de Musy.

Avec le début de la Seconde Guerre mondiale, Musy et Aubert prennent chacun des chemins toujours plus différents. Tout antisocialistes et actifs au niveau international qu'ils sont, les deux hommes ne placent pas au même niveau la barre de leur indépendance à l'égard du IIIe Reich. Pour Aubert, plus que pour Musy, il importe avant tout de ne pas paraître compromis dans des relations trop douteuses. Dans une réponse à Charles Simon, président du conseil d'administration de la Compagnie Suisse de Réassurances et membre du Redressement national, qui vient de lui faire part de sa vive émotion à la lecture d'un article de la *Weltwoche* sur Musy et ses liens avec l'Allemagne, Théodore Aubert écrit en novembre 1939: «Il m'est donc impossible d'entrer en lice pour M. Musy, car je dois avant toute chose défendre l'honneur et l'intégrité de l'Entente internationale anticommuniste, que j'ai fondée et que je préside et il ne faut pas que mes adversaires puissent continuer à jouer de la confusion qu'ils ont créée entre cette Entente, l'Antikomintern et M. Musy.»<sup>123</sup>

---

<sup>119</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA à J.-M. Musy, 3.10.1938.

<sup>120</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à l'EIA (T. Aubert?), 14.10.1938.

<sup>121</sup> K.: «XIIIe Conférence de l'Entente anticommuniste», in *Journal de Genève*, 23.2.1939.

<sup>122</sup> PA, DGB, 2971 (798/8): télég. de Krauel pour l'AA, 22.8.1939.

<sup>123</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse 1939»: lettre de T. Aubert à C. Simon, 21.11.1939. Aubert note également au sujet de l'ANSC fondée par Musy: «J'ai fait partie de son comité qu'il a réuni quelques fois seulement, car il avait pris en main toute l'activité effective. Au cours des réunions de ce Comité, personne n'a jamais parlé, cela va sans dire, de directives du IIIème

Bref, au moment où a lieu à l'automne 1938 la première de *La peste rouge*, production phare de l'ANSC, celle-ci est déjà à l'agonie. Riedweg joue au SS en Allemagne, Wechlin fait le nazi en Suisse et Musy introduit son film par un exposé auquel plus grand monde ne croit. Le bureau zurichois ne répond plus. Quant à celui de Fribourg, il ne s'y trouve bel et bien plus que Musy et son secrétaire Bouvier. L'essentiel des dernières activités de l'ANSC tient à présenter et écouler un film beaucoup plus décrié pour les accointances douteuses de ses producteurs qu'apprécié pour la présentation faite du danger communiste. Encore quelques rencontres discrètes, sans résultat concret, et l'ANSC s'efface dans les sables. Peu avant sa disparition définitive, elle transfère le 1<sup>er</sup> août 1939 son bureau de l'avenue de Pérolles à l'Hôtel Suisse à Fribourg<sup>124</sup>. Cela ressemble plus à un enterrement qu'à un déménagement. De fait, l'Action de Musy a déjà un pied dans la tombe depuis la fin de l'année 1938<sup>125</sup>. Avec la guerre, elle suspend pratiquement toutes ses activités.

---

Reich.» (*Ibid.*). Voir aussi BPU, Archives EIA, «Suisse 1939»: lettre de C. Simon à T. Aubert, 17.11.1939. L'article de la *Weltwoche* est sans aucun doute le suivant: s.n.: «Musys Glück und Ende», in *Die Weltwoche*, 17.11.1939, dans lequel on peut lire, au moment de la sortie peu glorieuse de Musy du Conseil national à l'automne 1939, un résumé de sa trajectoire après sa démission du Conseil fédéral en 1934: «Aber mit seinem Austritt aus dem Bundesrat, der mehr einer Laune entsprach, als kluger Überlegung, beging er einen jener Fehler, die sich in einem ganzen späteren Menschenleben nicht wieder gutmachen lassen. Er versuchte sich in der Folge als Führer einer Opposition, die nicht lebensfähig war und eben darum immer mehr in ein anti-demokratisches Fahrwasser geriet. Im gleichen Mass wie Musy politisch den Boden unter den Füßen verlor, begann sich auch sein Urteil zu trüben und zu verwirren. Er kannte bald nur noch ein Ziel: um jeden Preis eine politische Rolle spielen. So fand er sich bereit, in einem Augenblick an die Spitze der Antikominternbewegung in unserem Lande zu treten, wo jeder Klarsehende erkennen musste, dass es sich um eine Bewegung handelte, die ihre Direktiven aus dem Dritten Reich bezog.» Plus loin: «So reist alt Bundesrat Musy heute ins Dritte Reich, ein geschlagener Mann, dem als Andenken an bessere Tage nur ein Diplomatenpass zurückbleibt, wie er ehemaligen Bundesräten aus Höflichkeit bis ans Lebensende belassen wird.»

<sup>124</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: copie du rapport de la police de sûreté du canton de Fribourg (Rentsch) à la préfecture du district de la Sarine à Fribourg, 6.9.1939. Le 6 septembre 1939, la police de sûreté fribourgeoise précise que Bouvier, jamais officiellement domicilié à Fribourg, aurait quitté le bureau de l'ANSC le 1<sup>er</sup> septembre courant, jour de mobilisation, pour se rendre à Genève où il devait rejoindre son unité. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: copie du rapport de la police de sûreté du canton de Fribourg (Rentsch) à la préfecture du district de la Sarine à Fribourg, 6.9.1939).

<sup>125</sup> Nous ne sommes pas parvenu à éclaircir complètement les liens qui existent entre l'ANSC de Musy et un groupe bâlois se réclamant de l'ANSC, groupe qui tente de poursuivre son activité au-delà du printemps 1939, alors que l'ANSC tombe en décrépitude. S'affichant comme représentant de la section bâloise de l'ANSC et se référant explicitement à Musy, le professeur Ludwig Gelpke de Pratteln écrit notamment plusieurs lettres à Théodore Aubert. Comme cela ressort assez nettement de cette correspondance, Gelpke cherche à obtenir l'appui d'Aubert et même à lui forcer la main afin de l'entraîner dans sa direction. Toutefois, après quelques échanges, le président de l'EIA coupe court aux avances faites par Gelpke, un germanophile qui évolue dans des milieux d'extrême droite favorables au Reich et proches de la *Neue Basler Zeitung*. (Voir BPU, Archives EIA, «Suisse 1939»: lettres de L. Gelpke à T. Aubert, 1.3.1939, 15.5.1939, 10.10.1939 («An die Herren Mitglieder der S.A.K.») et 16.10.1939; lettres de T. Aubert à L. Gelpke, 2.3.1939 et 19.10.1939; lettre de G. Lodygensky à L. Gelpke, 17.5.1939). En janvier 1939, L. Gelpke envoie également une lettre, cosignée par Max W. Wagner et E. König, rédacteurs de la *Neue Basler Zeitung*, au

Attaqué par un nombre croissant de personnes, de plus en plus critiqué au sein de son propre parti et de cercles longtemps favorables, qui plus est surveillé par la police de son propre pays, l'ancien conseiller fédéral n'a décidément plus le vent en poupe. Sans qu'il s'en aperçoive, du moins en apparence, il s'enfoncé toujours plus dans l'isolement. Une tendance qui remonte au moins à 1934, au moment de sa démission du Conseil fédéral. Dès cette fausse sortie, devenue très vite une sortie tout court, Musy s'entête dans de vains come-back. Loin de le relancer, l'Action nationale suisse contre le communisme lui aliène finalement de nombreux sympathisants. Alors qu'il espère liguer sous son égide tous les anticommunistes de Suisse, malgré l'existence d'organisations coordonnant déjà leurs efforts sur le plan national, le Fribourgeois se retrouve encore plus seul, moins de deux ans après avoir fondé l'ANSC.

Sur le plan personnel, le bilan politique de ces deux années d'activités est calamiteux, quand bien même Musy ne partage sans doute pas cette opinion. À l'échelon national et même en terres fribourgeoises, l'homme est largement discrédité. Par son entrée volontaire dans l'orbite allemande, il s'enferme lui-même dans un cercle vicieux dont il s'obstine délibérément à suivre la logique implacable: plus son jeu trouble avec l'étranger le coupe d'une partie croissante de la population helvétique, plus il se lie avec l'étranger et une petite minorité de Suisses entraînés dans la même dérive. Ses relations les plus souvent citées à la fin de l'année 1938 sont ainsi Riedweg et Wechlin, deux personnes résolument engagées sur la voie de la trahison. Pas de quoi nourrir une cote de popularité lorsqu'on est affublé de tels acolytes honnis par la grande majorité des Suisses. Sa sortie peu glorieuse aux élections nationales de 1939 apportera une confirmation supplémentaire de sa disgrâce, même auprès de sa clientèle électorale la plus fidèle jusque-là.

## 2. Le réseau

### 2.1. Structure, collaborations, ramifications

En l'état de nos travaux, la documentation la plus détaillée sur certaines caractéristiques de l'Action nationale suisse contre le communisme, notamment

---

président de la Confédération Etter. Il y est question de la lutte contre le communisme, de la défense nationale et de la promotion de la paix. Dans cette lettre, Gelpke, Wagner et König se présentent comme membres de l'ANSC. (AF, E 2001 (D) 1, Bd 21, Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus: lettre de L. Gelpke, cosignée par M. W. Wagner et E. König, à P. Etter, 14.1.1939). — Données bio. sur Ludwig H. Gelpke (1854-1946): s.n., in *BLVS*, 1947, vol. 1, p. 218.

sur sa structure et son fonctionnement, se trouve dans les archives allemandes et dans celles de la Ligue Aubert<sup>126</sup>. Cette situation s'explique par les liens tout d'abord privilégiés avec la centrale genevoise et par les confidences faites par l'ANSC elle-même aux Allemands, alors qu'elle s'ingénie à cacher ses connexions et sa véritable nature aux autorités et au peuple suisse. Cela n'est pas le moindre des paradoxes des Musy, Riedweg, Wechlin et autres Fred de Diesbach, qui s'érigent en patriotes irréprochables pour mieux traiter leurs ennemis de traîtres à la patrie et relever que le parti communiste suisse est un instrument au service des ambitions de Moscou. Entraînés dans une logique obsessionnelle de contre-conspiration, ils en arrivent à être aussi liés souterrainement avec l'étranger et, chacun à des degrés divers, à adopter les mêmes comportements clandestins que les comploteurs qu'ils dénoncent. À bien des égards, par ses méthodes, l'ANSC cherche à vaincre l'ennemi en lui opposant quelques-unes des armes qu'il utilise. Une manière sans doute de se poser en rival aussi redoutable que l'adversaire communiste.

À peine engagé dans l'ANSC, Wechlin reprend contact au début 1937 avec Wilhelm Hack, conseiller de presse à la légation d'Allemagne à Berne. Le chef de presse de l'ANSC montre un empressement peu courant à informer de manière confidentielle son interlocuteur allemand. Selon les propos de Wechlin du 14 mars rapportés par Hack le même jour, à la tête de l'organisation se trouve un comité de sept personnes<sup>127</sup>: Jean-Marie Musy, président; Théodore Aubert, également président de l'Entente internationale contre la IIIe Internationale<sup>128</sup>; Hans Bächtold de Bâle qui fait la liaison avec les associations d'employeurs et celles d'employés<sup>129</sup>; Franz Riedweg, secrétaire général de l'ANSC, également

---

<sup>126</sup> Le fonds Jean Chappuis, membre du comité bernois de l'ANSC, contient également un dossier où se trouvent de nombreux documents sur l'activité de l'association. (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59).

<sup>127</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937. Un double de cette note se trouve également in: PA, DGB, 1793 (493/4).

<sup>128</sup> Peu après l'entrée en activité de l'ANSC, les dirigeants du Redressement national savent déjà, rappelons-le, que Théodore Aubert fait partie du comité de l'officine anticommuniste dirigée par Musy. Voir AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du Vorort du RN, 21.1.1937, où il est écrit sous la rubrique «Antikommunisten- Aktion Musy»: «Vor Neujahr hat die Linkspresse eine Aktion von a. Bundesrat Musy gegen den Kommunismus angekündigt, unter dem Namen des RN. Es wird durch Aubert festgestellt, dass es sich hier um eine Zeitungsente handelt. Das Komitee des Herrn Musy, dem Aubert ebenfalls angehört, handelt unter einem andern Namen ("Schweiz. Aktion gegen den Kommunismus").»

<sup>129</sup> Au service avant tout de la grande industrie, antiétatiste et antisocialiste, Hans Bächtold, qui écrit également dans le *Journal des associations patronales*, est rédacteur en chef de la *Werkzeitung der schweizerischen Industrie*, journal d'usine de l'industrie suisse, dont la publication équivalente pour la Suisse romande est *Industrie et Travail* où Musy s'est d'ailleurs exprimé contre l'initiative de crise du 2 juin 1935. (Sur la *Werkzeitung der schweizerischen Industrie*, voir G. BILLETTER: *op. cit.*, pp. 63-69; ainsi que F. BLASER (Bearbeitet von): *Bibliographie der Schweizer Presse. Bibliographie de la Presse suisse. Bibliografia della Stampa svizzera*, Basel, Birkhäuser, 2, 1958, p. 1131, ouvrage qui indique comme rédacteurs Hans Bächtold à Bâle et Hermann Häberlin à Zurich). Au moment où il



chargé des questions de propagande (film etc.); le professeur Richard König, ancien conseiller national agrarien qui entretient des contacts avec les milieux paysans; Armin Egli qui dirige le service d'informations de l'ANSC et a entre autres des liens avec la Fédération patriotique suisse et son chef Eugen Bircher<sup>130</sup>; August Gansser-Burckhardt, grand industriel de Bâle et, précise encore la note, ami de Mussolini<sup>131</sup>. À ce petit cercle dirigeant s'ajoute Wechlin, chef de presse de l'ANSC<sup>132</sup>.

Les archives de la Ligue Aubert, sans être aussi claires que l'exposé de Wechlin à Hack sur la composition du comité de l'ANSC, évoquent également d'autres personnes qui, à lire ces sources, semblent être membres ou du moins

---

s'engage dans l'ANSC, Bächtold entretient déjà des relations avec la Ligue Aubert. (Voir p.e. BPU, Archives EIA, «Suisse 1936»). Selon la liste des contrôles de membres, dressée pour 1936 et 1937, Hans Bächtold fait également partie du Redressement national. (AfZ, RN, 1.1.6.8).

<sup>130</sup> La signature du dr jur. Armin Egli (avocat) apparaît sous l'article «Neue Kommunisten-Taktik: Antifaschistische Einheitsfront» du service d'informations n° 7, version allemande, de l'ANSC, (1937), pp. 1-2. À lire *La Revue anticommuniste*, le docteur Armin Egli de Saint-Gall est «un des plus remarquables combattants du mouvement anticommuniste en Suisse». (J. DIETER: «L'offensive du communisme et la réaction en Suisse», in *La Revue anticommuniste*, I-II, février-mars 1938, p. 9). Dans un numéro spécial sur le bolchevisme de la *Schweizerische Rundschau*, revue conservatrice-catholique où sa signature apparaît quelquefois, Armin Egli s'efforce de démontrer le travail de sape tenace du bolchevisme en Suisse. (A. EGLI: «Die Schweiz», in *Schweizerische Rundschau*, 36, 1936/37, pp. 928-937). S'agit-il du même Egli qui est président du Comité suisse contre l'entrée de l'URSS dans la SdN? (Voir D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 25). Dans la correspondance qu'elle adresse à Musy en 1936-1937, la Ligue Aubert évoque plusieurs fois le nom d'Egli (ou Eggli) à Saint-Gall, individu très proche de l'organisation anticommuniste basée à Genève et, semble-t-il, disposé à aider Musy dans sa campagne anticommuniste. (Voir BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres de l'EIA (T. Aubert) à J.-M. Musy, 3.9.1936, 17.12.1936 et 28.1.1937). Les liens d'Armin Egli, également actif dans la Commission suisse Pro Deo, avec la Ligue Aubert ressortent aussi d'autres archives de la Ligue Aubert, p.e. des classeurs «Suisse» relatifs aux années 1935 à 1938 (BPU, Archives EIA). Président de la Commission du film de l'APCS, membre de la Commission fédérale d'études pour le cinéma et plus tard membre de la Chambre suisse du cinéma (extrait des délibérations du CF, 16.9.1938, in *FF*, 1938, vol. 2, pp. 453-454), Armin Egli intervient notamment lors du projet de film commandé par l'ANSC. Par exemple, dans une lettre du 14 octobre 1938 qu'il envoie à la Ligue Aubert, Musy indique que la préparation du film *La peste rouge* a été confiée tout d'abord à Egli (écrit ici Eggli), membre de la commission fédérale du film. (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à l'EIA (T. Aubert?), 14.10.1938).

<sup>131</sup> Il s'agit d'August Gansser-Burckhardt de Bâle. Président de la garde civique de Bâle, Gansser-Burckhardt a également des contacts avec Théodore Aubert. (Voir p.e. BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv, voyage d'Aubert à Bâle, 15.12.1933; ainsi que les classeurs «Suisse» des années 1935 à 1939). Contemporain de Musy, August Gansser-Burckhardt connaît très bien l'Italie où il est d'ailleurs né. Il y a notamment dirigé pendant plusieurs années la filiale d'une importante entreprise chimique. De retour à Bâle, il accède à plusieurs postes importants. Il occupe une position dirigeante au sein de l'entreprise bâloise Passavant-Iselin et devient président de la Banque du Gothard. Jusqu'à sa mort, il est président du c.ad. de l'entreprise Ledoga, une des plus grandes entreprises italiennes pour l'industrie chimique. Lors des troubles successifs à la fin de la Première Guerre mondiale, il se trouve à la tête des milices bourgeoises de Bâle et fonctionne quelques années comme président de la Fédération patriotique. — Données bio. sur August Gansser-Burckhardt (1876-1960): s.n., in *BLVS*, 1961, vol. 5, p. 383.

<sup>132</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937.

proches dudit comité. Elles montrent aussi le caractère assez flottant et faiblement construit de l'ANSC<sup>133</sup>. Musy n'arrivera du reste jamais à lui donner l'ampleur et la vigueur envisagées au début. En outre, il faut déjà noter que, sans être une association constituée au sens juridique, dotée de statuts réglant notamment la qualité de membre, l'ANSC regroupe de fait cinq catégories principales de personnes: premièrement, le noyau dur qui travaille effectivement dans l'association, à savoir Musy et quelques proches collaborateurs, dont Riedweg, Wechlin et, au début, Fred de Diesbach; deuxièmement, les membres du comité de l'ANSC, comité aux compétences par ailleurs très vagues tant Musy conduit l'Action comme il l'entend; troisièmement, les personnes de liaison dans certains cantons; quatrièmement, les personnes qui, sans appartenir aux trois premières catégories, participent aux séances convoquées par l'ANSC; cinquièmement, les amis de l'ANSC qui, sans participer directement à ses activités, la soutiennent, par exemple comme donateurs et abonnés du bulletin d'informations. Plus on s'éloigne du centre de l'organisation, plus il est difficile d'identifier précisément tous les éléments de la nébuleuse.

Un compte-rendu de Deonna relatif à la séance du 26 janvier 1937 convoquée par Musy à Muri donne la liste des personnes présentes: Musy, Franz Riedweg, secrétaire de l'ANSC, Heinrich Wechlin, chargé du service de presse de l'ANSC, Hans Bächtold de la *Werkzeitung der schweizerischen Industrie*, Armin Egli de Saint-Gall, Bixio Bossi, conseiller national radical du Tessin, Koenig, représentant Samuel Haas de la Presse suisse moyenne, Gossweiler (Wander) et manifestement Raymond Deonna lui-même, membre de la Ligue Aubert. Eugène Bourquin, décédé le jour précédent, aurait dû y assister. Étaient excusés le Vaudois Pierre Rochat, conseiller national radical, et le Neuchâtelois Ernest Béguin, conseiller d'État, conseiller aux États et président du parti radical suisse<sup>134</sup>.

D'un procès-verbal du mois de mars 1937, il ressort que le bureau de l'EIA a reçu la visite de Fred de Diesbach et Bonny de l'ANSC qui sont chargés du service de presse en Suisse. Ils ont passé, poursuit le procès-verbal, plusieurs jours au bureau pour étudier le service d'informations de l'EIA et il est entendu

---

<sup>133</sup> Par exemple, encore en juillet 1937, l'ANSC répond à la Ligue Aubert, qui vient de lui demander la liste des membres de son comité national, qu'elle ne peut pas la lui donner, car ce comité «n'est pas encore totalement formé». (BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de l'ANSC (Bouvier) à l'EIA, 5.7.1937).

<sup>134</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 26.1.1937 convoquée par Musy. L'indication que le compte-rendu de cette séance est de Deonna ressort de: BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 25.1-15.2.1937. Voir aussi BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: attestation de l'EIA du 22.1.1937 autorisant Deonna d'assister à la réunion convoquée par Musy.

avec eux qu'ils puiseront au bureau tout ce dont ils auront besoin<sup>135</sup>. À la suite de quoi, il est rappelé qu'Aubert a assisté le 5 mars à la réunion du comité de l'ANSC présidée par Musy, à laquelle participaient également Favarger, ancien conseiller national libéral de Neuchâtel, Condrau, conseiller national conservateur-catholique des Grisons<sup>136</sup>, Gansser(-Burckhardt) de la Fédération patriotique suisse, Bächtold, Wechlin, Bouvier et Riedweg<sup>137</sup>. Plus loin, la même source indique que, le 18 mars, Aubert a assisté à la réunion du comité de l'ANSC dirigée par Musy, à laquelle participaient en particulier le conseiller aux États Amstalden du PCPS (Obwald)<sup>138</sup>, le conseiller national Reichling du Parti paysan (Zurich)<sup>139</sup>, le conseiller national Hoppeler du Parti évangélique (Zurich)<sup>140</sup>, ainsi que les agrariens bernois Richard König, ancien conseiller national, et Ernst Schmid<sup>141</sup>. Dans le même fonds d'archives, il se trouve un procès-verbal de la séance du 9 août 1937 à Zurich convoquée par l'ANSC au sujet de l'initiative zurichoise anticommuniste, duquel il ressort que les personnes présentes sont Musy (président), Reichling, Baur (secrétaire du parti paysan de Zurich), un autre membre du parti paysan cantonal, Riedweg, Wechlin, Koenig

---

<sup>135</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de mars 1937. Paul Bonny se brouille très vite avec Musy. Rupture définitive ou discorde passagère? Dans une lettre datée du 14 septembre 1937 qu'il adresse à Georges Lodyginsky, au bureau de l'EIA, Paul Bonny écrit en post-scriptum: «Je ne sais si vous avez été mis au courant de l'escroquerie dont j'ai été victime de la part de M. Musy. J'ai déjà exposé cette affaire à M. de Zoubaloff. Si cela vous intéresse, je vous montrerai le dossier et vous dirai les bonnes raisons que j'ai d'assigner M. Musy en justice et de publier contre lui une brochure qui le coulera à jamais dans l'esprit des honnêtes gens.» (BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de P. Bonny à G. Lodyginsky, 14.9.1937). Sans doute beaucoup moins impliqué dans l'ANSC que Fred de Diesbach, Paul Bonny est rédacteur en chef de *L'Action nationale*, organe de l'Union nationale. Il est un des antisémites les plus violents de ce parti d'extrême droite. Avant de collaborer durant la guerre avec les Allemands à Paris, Paul Bonny est déjà soupçonné, surtout à partir de 1938, de servir les intérêts allemands. En décembre 1938, Bonny est arrêté par la police fédérale, à la suite de l'importante action de police menée contre le Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Weltanschauung (BTE), dirigé par Alfred Zander, le Volksbund, rebaptisé Nationalsozialistische Schweizerische Arbeiterpartei (NSSAP), d'Ernst Leonhardt, et l'ESAP dont Wechlin est un membre dirigeant et le rédacteur en chef de son organe, le *Schweizervolk*, organe auquel collabore du reste Fred de Diesbach. L'affaire Bonny fait apparaître des relations assez serrées, basées notamment sur la lutte contre le communisme et la franc-maçonnerie, entre cette personne et Alfred Zander, ainsi que des connexions entre le même Bonny et les milieux œuvrant à l'organisation du congrès anticommuniste mondial. (Voir R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, pp. 200-202). Le congrès évoqué n'est autre que celui que tentent d'organiser entre autres Fred de Diesbach, en tant que rédacteur en chef de *La Revue anticommuniste*, le comte Karl von Meran et surtout Nils von Bahr. Musy n'est lui-même pas totalement indifférent à ce projet de congrès.

<sup>136</sup> Données bio. sur Joseph Condrau (1894-1974): L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, n. 406 p. 95.

<sup>137</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de mars 1937.

<sup>138</sup> Données bio. sur Walter Amstalden (1883-1966): L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, n. 66 p. 126.

<sup>139</sup> Données bio. sur Rudolf Reichling (1890-1977): C. WERNER: *op. cit.*, p. 327; P. MENZ: *op. cit.*, p. 502.

<sup>140</sup> Données bio. sur Hans Hoppeler (1879-1945): E. GRUNER (e.a.): *L'Assemblée fédérale... op. cit.*, 1, p. 80.

<sup>141</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de mars 1937.

(Presse suisse moyenne), Egli et Deonna<sup>142</sup>. Enfin, dans un court procès-verbal de décembre 1938 émanant également de l'EIA, il est dit que, le 7 décembre 1938, Aubert a assisté à Berne à la réunion de l'ANSC, présidée par Musy. Étaient présents entre autres les conseillers nationaux Rossi (conservateur-catholique), Reichling (agrarier) et Rochat (radical), le conseiller aux États Evéquoz (conservateur-catholique), ainsi qu'Alfred Georg et le journaliste Bächtold<sup>143</sup>.

En outre, de la correspondance échangée avec la Ligue Aubert indique également que l'industriel du tabac Henry Burrus, fidèle soutien financier des actions politiques de Musy, manifeste un net intérêt à parler de lutte anticommuniste avec son ami fribourgeois dans la seconde moitié de 1936, au moment même où celui-ci cherche à former un mouvement sur ce thème<sup>144</sup>. Par ailleurs, au moment où, en mars 1939, Burrus et Musy effectuent un voyage dans la péninsule ibérique, un correspondant de la presse espagnole est assez bien renseigné pour pouvoir affirmer que le maire de Boncourt est l'un des fondateurs de l'ANSC<sup>145</sup>. Principal bailleur de fonds de l'ESAP, parti d'inspiration nazi qui édite le *Schweizervolk*<sup>146</sup>, l'homme d'affaires Fritz Bon, un autre supporter de la cause anticommuniste, rencontre lui-même lors d'une séance Musy et Egli de Saint-Gall<sup>147</sup>. Plus généralement, l'Action de Musy trouve des appuis dans les cercles industriels et financiers suisses, notamment proches du Redressement national.

Les comités cantonaux de l'ANSC, dont nous avons pu relever l'existence dans plusieurs cantons, tels que ceux de Neuchâtel, Genève, Zurich, Berne et Bâle, sont à l'image du comité national: un mélange d'hommes de droite de diverses sensibilités (conservatrice, radicale, agrarienne, droite extrême) qui ont

---

<sup>142</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 9.8.1937 convoquée par l'ANSC.

<sup>143</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1938-1941»: Pv de décembre 1938.

<sup>144</sup> Voir BPU, Archives EIA, «Suisse 1936»: lettres d'H. Burrus à T. Aubert, 29.8.1936 et 5.9.1936; lettres de (T. Aubert) à H. Burrus, 1.9.1936 et 17.9.1936.

<sup>145</sup> Voir sous: «Una iniciativa del alcalde de Boncourt», in *La Vanguardia*, 22.3.1939; coupure in: AF, E 2001 (D) 3, Bd 38.

<sup>146</sup> Voir les annexes 1 et 2 du 12.11.1938 au bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, pp. 1100-1101.

<sup>147</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse 1938»: lettre de F. Bon à T. Aubert, 10.9.1938. Le nom de Fritz Bon apparaît sur la liste des adhésions de membres au Redressement national depuis le 13.12.1939. (AfZ, RN, 1.1.6.8. Pour la même information, voir AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du comité du RN, 20.2.1940). En 1941, chargé par Himmler de la subversion dans les pays germaniques, Riedweg discutera avec les industriels Fritz Bon d'Erlenbach et Max Stoffel de Saint-Gall, qui auraient promis de verser certaines sommes pour une société d'escrime (Fechtgemeinschaft), organisation de camouflage au service de la subversion nazie en Suisse. S'étant effectivement entretenus à Berlin avec Riedweg, Bon et Stoffel contesteront toutefois lui avoir promis de l'argent ou un appui quelconque. (Rapport du CF à l'Assemblée fédérale concernant l'activité antidémocratique exercée par des Suisses et des étrangers en relation avec la période de guerre de 1939 à 1945 (motion Boerlin), 1<sup>ère</sup> partie, 28.12.1945, in *FF*, 1946, vol. 1, p. 131. (Désormais: Rapport CF activité antidémocratique, 28.12.1945)).

pour dénominateur commun une aversion profonde pour le communisme et ses dérivés<sup>148</sup>.

Pour constituer son mouvement et assurer son fonctionnement, Musy a puisé à l'évidence dans un réseau de relations qu'il connaît bien. Conseiller national, il recrute une partie de sa clientèle au sein de ses collègues députés. Bien introduit dans les milieux économiques, l'ancien ministre des finances fédérales y cherche naturellement des appuis. L'implication de personnalités proches ou membres de la Fédération patriotique suisse et de la Ligue Aubert tendrait en outre à prouver que ces deux organisations, ayant également pour vocation de coordonner les forces anticommunistes, ne semblent pas tenir l'ANSC, du moins dans un premier temps, pour un concurrent malvenu ou un allié compromettant. La présence de la Presse suisse moyenne, dirigée par Samuel Haas et présidée par Caspar Jenny, et celle de membres du Redressement national n'ont également rien d'étonnant. De même, la réunion de conservateurs-catholiques, de radicaux, de libéraux-conservateurs, d'agrariens et de représentants d'une droite plus dure s'inscrit dans la lignée d'autres actions menées par Musy dans le passé. Comme toujours, le Fribourgeois privilégie l'idée d'un bloc national regroupant, au-delà de certains clivages politiques, sociaux et confessionnels, l'ensemble de la droite nationale contre la gauche et la droite progressiste. Toutefois, comme cela est rapporté de la séance du 26 janvier 1937, il est indéniable qu'il a «une certaine méfiance à l'égard des partis organisés»<sup>149</sup>.

Théodore Aubert joue un rôle particulier car il est un des canaux par lesquels l'ANSC se connecte au réseau anticommuniste contrôlé par les nazis, l'Antikomintern. Hack écrit: «Durch ihn [Aubert; n.d.a.] gehen getarnt alle internationalen Zusammenhänge der "Aktion". Gleichzeitig stellt er sein reichhaltiges Archiv zur Verfügung.»<sup>150</sup> Il ajoute: «Über Aubert (Genf) ist auch die Zusammenarbeit mit der Antikomintern soweit möglich gesichert. Man legt aber grossen Wert darauf, dass die "Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus" einen durchaus schweizerischen Charakter hat und behält, und dass internationale Zusammenhänge in keiner Weise hervortreten. Deshalb darf auch bei dem in der Schweiz verbreiteten Nachrichtenmaterial niemals erkennbar werden, dass es von ausserschweizerischer Seite stammt»<sup>151</sup>. Durant les premiers mois de gestation et d'activité, soit du milieu de l'année 1936 à 1937, l'ANSC bénéficie, voire dépend largement des conseils et du matériel de la Ligue Aubert.

---

<sup>148</sup> Les comités cantonaux de l'ANSC sont évoqués plus en détail sous le point des campagnes menées dans différents cantons.

<sup>149</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 26.1.1937 convoquée par Musy.

<sup>150</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937.

<sup>151</sup> *Ibid.*

Telle est la situation au début. Toutefois, par la suite, l'implication de Théodore Aubert dans l'ANSC allant en diminuant, ce sont bien Musy et ses deux lieutenants, Riedweg et Wechlin, qui entretiennent sous le nom de l'ANSC les relations les plus étroites et problématiques avec l'Allemagne nazie, notamment lors de la réalisation de *La peste rouge*. La création et la diffusion de ce film amènent également l'ANSC à nouer des contacts avec d'autres milieux anticomunistes, entre autres en Italie, en France et en Espagne.

Grâce à ses membres dirigeants, l'Action nationale suisse contre le communisme dispose d'un réseau relationnel très dense qui recouvre, du moins sur le papier, l'ensemble de la Suisse et déborde même les frontières nationales. Chaque personne a pour fonction de jouer un rôle de relais entre l'ANSC, sorte d'organisation faïtière dans l'esprit de Musy plus que dans les faits, et d'autres milieux susceptibles d'être intéressés par une lutte contre le communisme: les associations professionnelles; les milieux paysans, industriels et étudiants; environ quarante parlementaires fédéraux de droite (des radicaux, des conservateurs-catholiques, des libéraux-conservateurs, des membres du PAB); des groupes de la droite nationale-conservatrice (la Fédération patriotique suisse d'Eugen Bircher) et de l'extrême droite fasciste (l'Union nationale, le Front national); la Société suisse des officiers. Dans les cantons, deux à trois hommes de confiance travaillent en relation avec l'ANSC, sans que ce contact ressorte à l'extérieur et tout en ménageant les sensibilités cantonales<sup>152</sup>. De même, l'ANSC s'emploie à dissimuler ses liens avec les fronts: «Mit den *Fronten* (Union nationale, Genf und Nationale Front, Zürich) hält die "Aktion" unter der Hand Verbindung, die aber nach aussen nicht sichtbar werden darf, da man sich grundsätzlich aus der Parteipolitik heraushalten will.»<sup>153</sup> À la lumière des seules relations du président de l'ANSC, sans évoquer celles de proches collaborateurs comme Wechlin, Riedweg et Fred de Diesbach, il n'est pourtant pas très difficile de voir, même de l'extérieur, les liens qui existent avec les milieux frontistes et rénovateurs.

---

<sup>152</sup> *Ibid.* Sur la base des déclarations d'un Wechlin enclin à gonfler sa propre importance, Hack ajoute au sujet des hommes de confiance dans les cantons: «Wechlin führt die antikommunistische Welle in der Westschweiz, die sich in der zum Teil vollzogenen, zum Teil beabsichtigten Gesetzgebung gegen den Kommunismus äussert, teilweise auf das Wirken dieser kantonalen Vertrauensleute zurück». (*Ibid.*). Selon le compte-rendu de la séance du 26 janvier 1937 qu'il convoque à Muri, Musy affirme qu'il compte instaurer, en plus du bureau central de Fribourg, «huit bureaux locaux, trois en Suisse romande et cinq en Suisse allemande; à la tête de chacun, serait une équipe de 5 à 6 hommes, dont 4 jeunes et 2 personnalités en vue. À côté de cela, il envisage 2 bureaux d'information, purement à titre de renseignements précis sur les menées communistes, l'un à Zurich, l'autre à Genève». (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 26.1.1937 convoquée par Musy).

<sup>153</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937.

À Fribourg, l'ancien homme fort du canton ne se fait pas faute de recruter dans son réseau de relations. Il s'y sent, sans doute de manière exagérée, en terrain conquis. Fred de Diesbach collabore ainsi activement à l'ANSC, parallèlement à ses activités à la tête du Cercle fédéraliste, de fait considéré au moins dès mars 1937 comme la branche fribourgeoise de l'Union nationale, et avant qu'il complète son curriculum vitae en se mettant au service de la propagande nazie en tant que rédacteur en chef de *La Revue anticommuniste*, publication que les services du IIIe Reich subventionnent en sous main<sup>154</sup>. Au nom de l'ANSC, il

<sup>154</sup> Issu de l'aristocratie fribourgeoise comme Gonzague de Reynold, Pierre de Zurich et Arnold de Muller, Fred (Frédéric) de Diesbach appartient, à l'instar du colonel divisionnaire Roger de Diesbach, à la ligne de Belleruche, branche du Breutfeld, Fred de Diesbach se rattachant plus précisément au rameau de Bourguillon et Roger de Diesbach à celui de La Schürra. Il est le fils de Raoul de Diesbach. Dans sa correspondance, Gonzague de Reynold l'appelle également «Mon cousin et disciple Frédéric de Diesbach». (ALS, fs Reynold, Corr. cop. XV: lettre de G. de Reynold à [C. Bourquin], 15.5.1942). Admirateur de Gonzague de Reynold, artiste peintre et homme de lettres marqué par le maurrassisme, Fred de Diesbach trempe dans divers mouvements d'extrême droite, tels le Cercle fédéraliste de Fribourg, l'Union nationale de Genève et le Mouvement national suisse. Il collabore entre autres à *L'Action nationale*, organe du mouvement dirigé par Georges Oltramare (R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, pp. 207 et 225), au *Schweizervolk* dès que Wechlin en devient le rédacteur en chef en 1938 (voir p.e. Fred de DIESBACH: «Brief aus der Westschweiz», in *Schweizervolk*, 3.6.1938; Fred de DIESBACH: «La Suisse doit affirmer sa neutralité inconditionnelle», in *Schweizervolk*, 30.9.1938), à la revue romande *Vie* (voir p.e. F. de DIESBACH: «L'armailli fribourgeois», in *Vie*, juillet 1936, s.p.), ainsi qu'à *Curieux*, organe d'obédience maurrassienne où il interviewe volontiers ses amis fribourgeois de la droite dure (voir F. de DIESBACH: «M. Musy s'attaque au communisme», in *Curieux*, 13.6.1936, et F. de DIESBACH: «La Suisse et sa politique extérieure. Interview de Gonzague de Reynold», in *Curieux*, 4.7.1936). En tant que critique d'art, Fred de Diesbach publie aussi dans la presse romande, entre autres dans la *Gazette de Lausanne*. Il est également le rédacteur en chef de *La Revue anticommuniste*, paraissant à Genève entre février 1938 et mai 1939, revue soutenue financièrement en sous-main par les Allemands et qui est le pendant francophone de la revue allemande *Contra-Komintern*, périodique dont s'occupe Nils von Bahr, secrétaire général du bureau pour la préparation du premier congrès mondial anticommuniste. (Sur le financement allemand de *La Revue anticommuniste*, voir le dossier BA (Koblenz), ZSg 121, Bd 19). Dans *La Revue anticommuniste* apparaissent notamment les noms et signatures de Nils von Bahr, Paul Bonny, Raymond Deonna, Fred de Diesbach, Bernard Faÿ, Raoul Follereau, du général Franco, Herbert van Leisen, Georges Lodygensky, René-Louis Piachaud, Gonzague de Reynold, D. M. Sutherland, Robert Vallery-Radot, Heinrich Wechlin et Dimitri de Zoubaloff. On annonce également des contributions du comte de Meran, du vicomte Léon de Poncins et de Georges Oltramare, ce dernier étant lui-même impliqué dans l'élaboration de *La Revue anticommuniste*, comme d'autres membres de l'Union nationale (Fred de Diesbach, rédacteur en chef; Henry Giovanna, administrateur responsable; Paul Bonny, auteur d'un article). Tribune anticommuniste orientée vers l'extrême droite européenne, cette revue ouvre ses colonnes à plusieurs membres de la Ligue Aubert, tels Raymond Deonna, Georges Lodygensky et Dimitri de Zoubaloff. En outre, la revue recommande, entre autres, les ouvrages d'Eddy Bauer, Louis Le Fur, Herbert van Leisen, Léon de Poncins, Alia Rachmanova, Gonzague de Reynold, ainsi que les bulletins de l'EIA, de l'ANSC et de l'Antikomintern et la très antisémite et antimaçonnique revue *Contre-Révolution*. Évoquant la lutte anticommuniste de ces années d'avant-guerre, Gonzague de Reynold se souviendra en outre que Fred de Diesbach, manifestement un des délégués de l'ANSC, s'est rendu à Berlin où il a rencontré Melitta Wiedemann de la revue *Contra-Komintern*. (G. de REYNOLD: *Mes mémoires, op. cit.*, p. 625. Sur les liens entre Melitta Wiedemann et Gonzague de Reynold, voir A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, pp. 266-271). Fred de Diesbach n'est pas le seul membre de l'ANSC à avoir des contacts avec la revue *Contra-Komintern*, éditée par Nils von Bahr: Wechlin et Riedweg en ont également. Après la guerre, Fred de Diesbach se trouve, avec Arthur Nicolet, Charles

signe notamment en mars 1937 une dénonciation tranchante de la stratégie antifasciste du front populaire, nouveau mot d'ordre du Komintern. Ce texte, véritable manifeste, semble d'ailleurs présenter l'ANSC comme l'organisation nouvellement fondée pour tenir tête à la subversion communiste en Suisse<sup>155</sup>.

En mars 1937, Fred de Diesbach écrit, toujours au nom de l'ANSC, à Alexandre de Senger, architecte alors à Munich et inlassable pourfendeur du Corbusier<sup>156</sup>. Avouant à son correspondant travailler beaucoup au bureau central de l'ANSC, Fred de Diesbach demande à Alexandre de Senger dans quelle mesure il pourrait collaborer, en particulier dans le domaine intellectuel, à la campagne anticommuniste entreprise par l'ANSC<sup>157</sup>. Alexandre de Senger se dit

---

d'Eternod, Paul de Vallière, René Benjamin, Gaston Amaudruz et bien d'autres, au nombre des collaborateurs de la revue d'extrême droite *Le Courrier du Continent*, publiée sous la direction de Paul Gentizon. (Voir C. HAUSER: *Aux origines intellectuelles de la question jurassienne. Culture et politique entre la France et la Suisse romande (1910-1950)*, Courrendlin, CJE, 1997, pp. 246 et 439). Pour d'autres données bio. sur Fred de Diesbach (1907-1994), voir P. RUDAZ, B. de DIESBACH BELLEROCHÉ: *Fred. de Diesbach 1907-1994. Peintre*, Fribourg, Intermède Belleroche, 1999, 58 p.; ainsi que B. de DIESBACH BELLEROCHÉ: *La maison... op. cit.*, p. 37. Sur *La Revue anticommuniste*, voir également B. TAPPOLET: «L'Espagne tragique. Une extrême droite et une revue anticommunistes face à la Guerre d'Espagne (1936-1939)», in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 13, 1997, pp. 95-118.

<sup>155</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: copie d'un manifeste de l'ANSC, signé Fred de Diesbach, mars 1937, 3 p.

<sup>156</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: lettre de F. de Diesbach à A. de Senger, traduite en allemand, 15.3.1937. Selon l'adresse du destinataire, Alexandre de Senger est professeur d'histoire de l'art à Munich. Ayant grandi à Genève et étudié l'architecture à Zurich, Alexandre de Senger (Alexander von Senger) mène une carrière d'architecte principalement en Suisse et en Allemagne. Il est un dénonciateur infatigable de tout ce qu'il perçoit comme une dégénérescence. En 1908 déjà, le jeune architecte signe dans *Wissen und Leben* «un article grossièrement raciste sur l'impressionnisme français», peinture qu'il tient pour «une forme d'expression dégénérée, négro-mongoloïde, en rupture totale avec les formes traditionnelles de l'art français véritable». (A. CLAVIEN: *Les Helvétistes... op. cit.*, pp. 100-101). Par la suite, il se lance dans de violentes attaques contre l'«esprit nouveau» et en particulier contre Le Corbusier. (Voir p.e. A. de SENGER: «La crise dans l'architecture. Le Corbusier bolchéviste», in *La Suisse libérale*, 16 et 17.1.1928). En 1931, Alexandre de Senger publie *Le cheval de Troie du bolchevisme*, ouvrage anticommuniste, dédié à son ami René Hentsch, dans lequel il soutient des thèses racistes et s'en prend surtout à l'architecture d'avant-garde, perçue comme bolchevisante et au service de la Russie soviétique, défendue par Le Corbusier et le Bauhaus. (A. de SENGER: *Le cheval de Troie du bolchévisme*, Bienne, Les Éditions du Chandelier, 1931, 174 p. Titre allemand: *Die Brandfackel Moskaus*, 1931). Proche de l'extrême droite, il adhère en novembre 1933 au Volksbund d'Ernst Leonhardt. (W. RÜTHEMANN: *op. cit.*, pp. 78-79). — Autres données bio. sur Alexandre de Senger (1880-1968): B. GLAUS: *op. cit.*, n. 4 p. 395 et n. 32 p. 404; E. MÜLLER: «Die faschistische Propaganda Alexander von Sengers», in *Dreissiger Jahre Schweiz. Ein Jahrzehnt im Widerspruch*, Zürich, Kunsthhaus, 1981, pp. 142-143. — En 1938, Fred de Diesbach, qui nourrit de la nostalgie pour l'architecture d'Ancien Régime, se réfère explicitement à l'ouvrage d'Alexandre de Senger, *Le cheval de Troie du bolchevisme*, dans un article de *La Revue anticommuniste* où il accuse lui aussi Le Corbusier de «bolchevisme esthétique». (F. de DIESBACH: «Le Corbusier ou le Bolchevisme en architecture», in *La Revue anticommuniste*, III, avril 1938, pp. 80-81).

<sup>157</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: lettre de F. de Diesbach à A. de Senger, traduite en allemand, 15.3.1937.



prêt à acquiescer à la demande de l'ANSC<sup>158</sup>. Cette collaboration ne soulève aucune opposition du côté des autorités académiques allemandes et du Ministère des Affaires étrangères du Reich. Il est également prévu de consulter le Ministère de la Propagande (Taubert)<sup>159</sup>. Dans l'état des sources consultées, il n'est toutefois pas possible de dire quelle contribution exacte Alexandre de Senger apporte à l'ANSC, si ce n'est peut-être une certaine influence, sans doute indirecte, sur le script de *La peste rouge*. Recommandé à Fred de Diesbach par la Ligue Aubert<sup>160</sup>, son ouvrage *Le cheval de Troie du bolchevisme* (1931), par ailleurs antérieur au VIIe congrès du Komintern de juillet-août 1935, ne correspond-il pas à l'une des idées centrales du film? En fait, à l'époque où est tournée *La peste rouge*, l'image du cheval de Troie est largement utilisée pour désigner la tactique du front populaire<sup>161</sup>.

Gonzague de Reynold semble également être sollicité par son vieil ami Musy. À l'exception d'un texte qu'il fournira au service d'informations de l'ANSC<sup>162</sup>, l'aristocrate fribourgeois préfère toutefois rester dans le rôle du maître à penser et du donneur de conseils<sup>163</sup>. L'ANSC a d'ailleurs un faible pour la particule. En

<sup>158</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: du Reichs- und Preußische Ministerium für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung [Coulon] [à l'AA], 1.7.1937.

<sup>159</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: du Reichs- und Preußische Ministerium für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung [Coulon] [à l'AA], 1.7.1937; de Schumburg au Reichs- und Preußische Ministerium für Wissenschaft, Erziehung und Volksbildung, 31.7.1937. Influent et très actif en matière d'anticommunisme au Ministère allemand de la Propagande, Eberhard Taubert est intervenu, pour louer la lutte victorieuse du nazisme contre le bolchevisme en Allemagne, lors de la conférence confidentielle de Feldafing de novembre 1936 au titre de conseiller du gouvernement, délégué de Goebbels et de la direction de propagande du NSDAP. (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: «Procès-Verbal de la Première Conférence Confidentielle Anti-Communiste Internationale à Feldafing près de Munich du 4 au 10 Novembre 1936 – Strictement confidentiel!», pp. 4 et 22). Le rôle du Dr Eberhard Taubert ressort également d'un historique qu'il a rédigé après 1945 sur l'appareil antisoviétique du Ministère allemand de la Propagande. (BA (Koblenz), KLE 617: *Der antisowjetische Apparat des deutschen Propagandaministeriums*, rédaction par le Dr. E. Taubert, ancien chef de l'Abteilung Ost au Ministère de la Propagande, s.d. (après 1945), 17 p.). Eberhard Taubert a également écrit le scénario de *Der ewige Jude*, un des films nazis les plus antisémites sorti en 1940. (P. CADARS, F. COURTADE: *Le cinéma nazi*, Paris, Le Terrain Vague/E. Losfeld, 1972, pp. 202, 204 et 356). Spécialiste de la propagande antijuive et anticommuniste, Taubert est surnommé le «Dr. Anti». (B. DREWNIAK: *Der deutsche Film 1938-1945: Ein Gesamtüberblick*, Düsseldorf, Droste, 1987, p. 981).

<sup>160</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: lettre de F. de Diesbach à A. de Senger, traduite en allemand, 15.3.1937.

<sup>161</sup> Parmi les connaissances de Musy, Riedweg et Wechlin, un Samuel Haas reprend par exemple lui aussi en 1937 l'image de Dimitrov du «cheval de Troie» pour s'en prendre plus particulièrement au mouvement des Lignes directrices, cette tentative de regroupement au centre des forces nationales étant aux yeux de Haas — comme à ceux de Musy et consorts — une manœuvre camouflée cherchant à créer un front populaire en Suisse. (S. HAAS: *Volksfront... op. cit.*, pp. 44-48).

<sup>162</sup> G. de REYNOLD: «Faisons le point», in *Action nationale suisse contre le communisme*, service d'informations n° 6-7, (1937), pp. 1-2.

<sup>163</sup> Voir ALS, fs Reynold, Corr. cop. X: lettre de G. de Reynold à J.-M. Musy, 24.2.1937. Voir aussi A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 220. Dans ce courrier (ALS, fs Reynold, Corr. cop. X: lettre de G. de Reynold à J.-M. Musy, 24.2.1937), qui ne mentionne

effet, outre les aristocrates précités, l'officine semble avoir recours aux services du comte Karl von Meran, comme le révèle une note que Hellmut Keil (Bavaria-Filmkunst) rédige après avoir rencontré Riedweg en juin 1938. Dans ce document, le secrétaire général de l'ANSC, alors occupé à la réalisation du film *La peste rouge* en Allemagne, est présenté comme le mandataire du comte von Meran<sup>164</sup>. Quels sont les liens de ce dernier avec l'ANSC? Difficile de le dire en l'état des sources consultées, si ce n'est qu'il a des contacts avec l'officine anticommuniste de Musy et qu'il joue un rôle d'intermédiaire entre celle-ci et les milieux anticommunistes du IIIe Reich, par exemple lorsque l'ANSC doit s'acquitter de certaines factures contractées auprès de la Bavaria au sujet de *La peste rouge*. Ressortissant allemand, délégué en Suisse du bureau pour la préparation du premier congrès mondial anticommuniste<sup>165</sup> et résidant un certain temps à Fribourg, le comte von Meran collabore à l'élaboration de *La Revue anticommuniste* et est finalement expulsé par Berne comme agent d'une instance officielle allemande<sup>166</sup>. En septembre 1938, peu avant cette expulsion, le bureau

---

par ailleurs pas en toutes lettres le nom de l'ANSC, Gonzague de Reynold évoque notamment différentes personnes plus ou moins susceptibles d'assumer la fonction de secrétaire général, sans précision sur le nom de l'organisation concernée, et s'attarde sur la propagande intellectuelle à faire contre le communisme. À la recherche d'un homme apte à tenir le secrétariat général de l'ANSC, Musy a, comme pourrait le donner à penser la lettre de Gonzague de Reynold, demandé à ce dernier de lui soumettre quelques propositions. Toutefois aucun des noms avancés avec plus ou moins de réserve par le châtelain fribourgeois, soit son fils, Nicolas de Weck, Paul de Vallière, Charles Gos, Eddy Bauer, Sven Stelling-Michaud et René Leyvraz, ne sera jamais investi d'une quelconque fonction au sein de l'ANSC. En fait, à la date où écrit Reynold, Franz Riedweg occupe déjà le poste de secrétaire général de l'ANSC, après que Musy semble avoir également envisagé Heinrich Wechlin pour cette fonction. Que Musy penche lui-même pour Wechlin ou Riedweg, tous deux extrêmement bien disposés à l'égard du IIIe Reich, plutôt que pour un Romand à la germanophilie moins prononcée est assez symptomatique de l'orientation que l'ancien conseiller fédéral souhaite donner à son Action. (D'origine zurichoise, Heinrich Wechlin, dont la mère est une Neuchâteloise née Tissot, est certes né à Genève, y a passé une bonne partie de son enfance et parle parfaitement le français).

<sup>164</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1358c: note du Dr. Keil, 15.6.1938. Double aussi in: BA (Berlin), R 109 I / 1368.

<sup>165</sup> Ledit bureau est dirigé par Nils von Bahr, également responsable de la revue *Contra-Komintern*, pendant de *La Revue anticommuniste*, dont le rédacteur en chef est justement Fred de Diesbach. Soutenues par l'Allemagne, les deux revues sont éditées avec la collaboration du bureau pour la préparation du premier congrès mondial anticommuniste.

<sup>166</sup> R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 208. Voir aussi sous: «Le député Bonny est toujours au secret», in *La Suisse* (Genève), 6.12.1938, où il est écrit que «le comte de Meran, expulsé de Fribourg comme on sait pour ses menées nazistes, figurait en bon rang des collaborateurs d'une revue antibolcheviste éditée en notre ville». Pour sa part, *L'Indépendant*, organe du parti libéral-radical fribourgeois, rappelle que, cinq ans auparavant, le comte de Meran, alors étudiant à l'Université de Fribourg, s'était déjà fait remarquer comme «agent politique de l'Allemagne nationale-socialiste» et qu'il fut prié de quitter le territoire suisse. L'auteur de l'article poursuit: «Il jugeait sans doute que toutes ces histoires avaient été oubliées. Il revenait à Fribourg vers la mi-septembre. Il fit plusieurs voyages entre Fribourg et Genève. C'est au retour d'un de ces voyages qu'il fut arrêté et incarcéré.» (s.n.: «Expulsion hors du territoire suisse», in *L'Indépendant*, 11.10.1938). Dans son numéro d'octobre 1938, *La Revue anticommuniste*, éditée avec la collaboration du bureau pour la préparation du premier congrès mondial anticommuniste, annonce entre

de la Ligue Aubert fait également état de la visite du comte von Meran «qui collabore au bureau de M. von Bahr. Il a reçu son instruction à Fribourg et a gardé de ce fait de nombreuses relations en Suisse. Il est venu pour s'entretenir avec Fred de Diesbach concernant la *Revue anticommuniste*, mais d'après certains entretiens qu'il a eus hors du Bureau, il semble que le but principal de sa visite aurait été de sonder le terrain pour le transfert en Suisse du Bureau d'organisation du Congrès mondial. On semble avoir constaté à Berlin qu'il est impossible d'avancer l'affaire d'Allemagne»<sup>167</sup>.

Enfin, au chapitre des collaborateurs de l'action anticommuniste de Musy, la famille même du politicien retrouve les manches. L'isolement dans lequel il glisse, à force de radicaliser ses positions et de jouer le franc-tireur, l'amène à s'appuyer de plus en plus sur le clan familial<sup>168</sup>. Son épouse, qui n'attend elle aussi plus que l'heure de la revanche, se révèle être l'aide dévouée d'un homme en perpétuel mouvement. Elle écrit aux diplomates allemands pour leur demander des services. Elle leur transmet également des informations au nom de son mari absent. De plus, à cette époque et encore en plein conflit mondial, Madame Musy se charge d'inviter tout le beau monde de la légation allemande, Otto Köcher et Hans Sigismund von Bibra en tête<sup>169</sup>. Les enfants sont également mis à contribution. Lors de la réalisation de *La peste rouge*, production phare de l'ANSC, trois des enfants, Pierre, Benoît et Marie-Christine, interviennent à un moment ou à un autre, de même que Madame Musy<sup>170</sup>. L'épouse et la fille de Musy apparaissent régulièrement à ses côtés lors des conférences anticommunistes qu'il aligne dès 1936.

Du point de vue structurel, Musy ne crée de fait pas grand-chose, mis à part le secrétariat. L'ANSC, qui se veut être une sorte de supra-structure coordonnant

---

autres une contribution du comte de Meran pour le prochain numéro de novembre 1938. (*La Revue anticommuniste*, IX, octobre 1938, p. 373). L'article du comte allemand, expulsé par les autorités fédérales, ne paraîtra finalement pas.

<sup>167</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1938-1941»: Pv du 16 au 23.9.1938. En réponse à une lettre de Théodore Aubert, inquiet d'apprendre que le comte von Meran s'était déjà rendu indésirable en Suisse avant son expulsion de l'automne 1938, le procureur général de la Confédération, Franz Stämpfli, fait savoir au Genevois que Karl von Meran «a occupé nos services alors qu'il était étudiant à l'Université de Fribourg. À cette époque Meran était chef du groupe des étudiants nazis de Fribourg et c'est en cette qualité qu'il a fallu mettre un frein à son activité par trop débordante». (BPU, Archives EIA, «Suisse 1938»: lettre du procureur général de la Confédération à T. Aubert, 19.10.1938).

<sup>168</sup> L'implication du clan familial dans l'activité post-gouvernementale de Musy et l'attachement filial à l'homme le plus célèbre de la famille expliquent en grande partie l'argumentation et l'attitude défensive adoptées par certains membres de la descendance, dès l'instant où la critique historique s'est penchée, à partir des années 1970, sur l'itinéraire de Musy après sa démission du Conseil fédéral, en 1934.

<sup>169</sup> Sur l'implication de la famille dans les activités post-gouvernementales de Musy, voir p.e. le dossier que tient la légation allemande à Berne sur Musy (PA, DGB, 2790 (782/4)) et celui qu'établit le Ministère public (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33).

<sup>170</sup> R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 203.

diverses forces anticomunistes, se compose de représentants d'associations déjà existantes, certaines prétendant d'ailleurs poursuivre à peu près les mêmes buts que la centrale fribourgeoise fondée par Musy. Profitant de sa notoriété, l'ancien conseiller fédéral n'a eu qu'à puiser dans son carnet d'adresses pour s'assurer de nombreuses collaborations, apparemment acquises d'avance. L'ANSC se présente ainsi avant tout comme un réseau informel d'amitiés personnelles et de relations politiques. Une constellation de personnalités, reliées par un trait d'union plutôt lâche et toutes tournées contre un ennemi commun, susceptibles d'agir efficacement dans leur propre sphère d'influence. Le terme d'«action», beaucoup plus évasif que celui d'«association» ou de «fédération», renvoie d'ailleurs à un mouvement assez flou plutôt qu'à un véritable groupe de pression structuré et hiérarchisé. L'ANSC, au-delà d'un noyau dur de quelques personnes autour de Musy, n'offre en tant que structure rien de très substantiel. Malgré certaines apparences, dues en grande partie à la personnalité saillante de Musy qui tient à bout de bras l'ANSC et a tendance à gonfler son importance, l'ANSC organise et chapeaute moins qu'elle n'essaie de s'immiscer dans des milieux déjà actifs dans l'anticommunisme, en les poussant notamment à radicaliser leur lutte. Les hommes de confiance qu'elle se targue d'avoir dans divers comités anticomunistes sont plus, semble-t-il, des contacts gardant leur propre indépendance que des membres de l'ANSC suivant des instructions venues de Fribourg. Dans ce sens, l'ANSC n'est pas vraiment l'organisation faîtière des anticomunistes suisses que Musy cherche à édifier. En outre, l'étendue du réseau ne doit pas être confondue avec l'emprise que peut y exercer réellement l'organisation de Musy.

## 2.2. Un pied à Fribourg, l'autre à Zurich, pas loin de l'ESAP

Le siège de l'Action nationale suisse contre le communisme se trouve à Fribourg car, selon Wechlin, on s'y sent moins observé et surveillé qu'à Berne<sup>171</sup>, lieu qui semble avoir été envisagé dans un premier temps<sup>172</sup>. Sans doute Musy est plus à l'aise à Fribourg et s'y croit suffisamment estimé pour mener ses affaires

---

<sup>171</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937. Il semble que le Ministère public, à qui l'ANSC fait par ailleurs parvenir son bulletin d'informations, s'intéresse dès l'été 1937 aux activités de l'ANSC. Le Ministère resserre sa surveillance à l'égard de Musy, notamment par des écoutes téléphoniques, au moment de la sortie de *La peste rouge* en automne 1938. Avec la guerre qui voit Musy s'agiter dans certains cercles d'extrême droite en Suisse et mener une politique personnelle entre Berlin et Vichy, la police exerce un contrôle encore plus étroit (écoutes téléphoniques, comptes rendus de meetings, prises en filature, fouilles de colis laissés en consigne,...).

<sup>172</sup> PA, Inland II A/B, R 99507, Fiche-Nr. 5894: de Hinrichs au Gestapa, secret, 15.12.1936.

comme il l'entend<sup>173</sup>. Le siège principal de l'officine, autoproclamée nationale, se cache ainsi en une citadelle fermement catholique, sorte de capitale de la Suisse agraire et un des bastions du conservatisme helvétique, où les communistes ne courent pas les rues. La centrale s'installe au 21 du boulevard de Pérolles, sur l'artère principale de la ville<sup>174</sup>. Chef de presse de l'ANSC, Wechlin est lui-même domicilié à Fribourg du 1<sup>er</sup> mai 1937 au 30 juin 1938<sup>175</sup>. Quant à Fred de Diesbach, un autre collaborateur de l'officine fribourgeoise, actif surtout au début, il réside au château de Bourguillon, à deux pas de la ville de Fribourg. Dans les derniers mois de l'ANSC, alors que Wechlin et Riedweg l'ont progressivement abandonnée pour s'engager plus encore sous la bannière nazie, Musy ne dispose bel et bien au bureau de Fribourg plus que d'un secrétaire, Bouvier, Genevois tout d'un coup sorti du bois en 1937, engagé dès les premiers pas de l'ANSC, et sportif assez connu pour que la presse mentionne ce fait<sup>176</sup>.

En 1937 est également ouvert à Zurich, Glärnischstrasse 40, le secrétariat alémanique de l'ANSC<sup>177</sup>. Souvent en voyage, le secrétaire, Franz Riedweg, vient de temps en temps à Fribourg pour y faire son rapport. Depuis le début de l'année 1938, Wechlin œuvre aussi en partie à Zurich pour y remplacer Riedweg lors de ses déplacements à l'étranger. En accord avec Musy, Wechlin engage par la suite une Mlle Gertrud Jaggi comme secrétaire<sup>178</sup>. Or, celle-ci travaille également pour l'Eidgenössische Soziale Arbeiter-Partei (ESAP)<sup>179</sup>, mouvement d'obédience

<sup>173</sup> En 1936, Musy aurait également souhaité, rappelons-le, fixer le siège du groupement romand du Redressement national à Fribourg ou à Lausanne.

<sup>174</sup> Le 12 mai 1937, Georges Lodygensky se rend à Fribourg et visite le bureau de Musy. Ce bureau occupe trois «chambres» et le personnel est composé de Bouvier, Wechlin, de Diesbach et d'un jeune homme pour le travail matériel. Selon le compte-rendu, Bouvier habite au bureau. (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 12.5.1937).

<sup>175</sup> Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1096. Déjà en février 1938, la presse socialiste annonce que Wechlin s'est installé à Zurich où il dirige le bureau alémanique de l'ANSC. (s.n.: «Après Fribourg, Zurich», in *Le Travail*, 18.2.1938)

<sup>176</sup> Voir s.n.: «De l'activité d'un ancien conseiller fédéral», in *Le Travail*, 28.4.1939.

<sup>177</sup> Selon le compte-rendu de la séance du 26 janvier 1937, Musy affirme déjà à cette époque qu'il envisage, en plus du bureau central de Fribourg et des bureaux locaux dans certains cantons, deux bureaux d'informations, «purement à titre de renseignements précis sur les menées communistes, l'un à Zurich, l'autre à Genève». (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 26.1.1937 convoquée par Musy). Ce dernier lieu, siège de la puissante Ligue Aubert, sans doute peu convaincue de voir Musy débarquer à Genève pour s'y adonner aux mêmes activités, n'abritera finalement pas le bureau envisagé par le Fribourgeois. — En 1938, du début de l'année au mois de juin, les bulletins d'informations de l'ANSC en langue allemande font encore état de l'adresse Glärnischstrasse 40 à Zurich comme adresse du service de presse de l'ANSC. Les derniers numéros mentionnent l'adresse Heliosstrasse 8 à Zurich. Cette dernière adresse n'est autre que celle de Wechlin lorsqu'il est rédacteur du *Schweizervolk* et chef de presse de l'ESAP. Voir AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 76, C.2.700: rapport du commissaire Maurer du service de police au MPC, 12.2.1940.

<sup>178</sup> Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1096.

<sup>179</sup> Cela ressort entre autres d'une déposition d'Ernst Hofmann, chef de l'ESAP, qui précise que Mlle Jaggi travaille dans l'administration de l'ESAP depuis l'été 1938. Voir AF, E 4320 (B)

nazie compté au nombre des organisations d'extrême droite liées à l'Allemagne<sup>180</sup>. Wechlin en est membre et devient son chef de presse; il est rédacteur en chef de son organe, le *Schweizervolk*, dès le 1<sup>er</sup> juin 1938<sup>181</sup>. Toutefois, jusqu'au mois d'août, Wechlin continue à s'occuper du bulletin de l'ANSC et, encore à l'automne 1938, règle des affaires en rapport avec l'Action de Musy. Le *Schweizervolk*, hebdomadaire fustigeant juifs, marxistes et francs-maçons dans un style proche de celui de la presse nationale-socialiste, sera finalement interdit en novembre 1938, à la suite de la vaste action de police engagées le 10 de ce mois contre des militants de l'ESAP, dont Wechlin<sup>182</sup>, et de deux autres associations nationales-socialistes, à savoir le Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer Weltanschauung (BTE), dirigé par Alfred Zander<sup>183</sup>, et le Volksbund, rebaptisé Nationalsozialistische Schweizerische Arbeiterpartei (NSSAP), d'Ernst Leonhardt<sup>184</sup>.

Les liens personnels de l'ANSC avec l'ESAP n'existent d'ailleurs pas seulement grâce à Wechlin, souvent tenu pour le véritable patron de l'ESAP, mais aussi grâce à Riedweg. Interrogé par la police, Ernst Hofmann, chef de l'ESAP et nazi convaincu, avoue avoir fait la connaissance de Riedweg au printemps 1937<sup>185</sup>. Leurs relations n'en resteront pas à ce seul contact. En outre, Fred de Diesbach, lui aussi embarqué dans l'ANSC, écrit dans le *Schweizervolk*<sup>186</sup>, hebdomadaire pro-nazi où l'on trouve également des articles provenant du service de presse de l'ANSC<sup>187</sup> et de l'Antikomintern allemande<sup>188</sup>. Enfin, l'ANSC et

---

1970/25, Bd 76, C.2.703: déposition d'E. Hofmann faite à la police criminelle, commandement de police du canton de Zurich, 10.11.1938.

180 W. WOLF: *op. cit.*, pp. 76-78. Voir aussi PA, DGB, 2817 (785/6), dossier qui atteste du soutien apporté par les Allemands à l'ESAP, notamment de versements mensuels réguliers de 4'000 francs suisses (de l'AA pour la DGB, secret, 1.8.1940), peu avant la dissolution de l'ESAP et sa fusion, en compagnie du Bund treuer Eidgenossen, avec le Mouvement national suisse en octobre 1940.

181 Voir E. HOFMANN: «An unsere Freunde und Leser!», in *Schweizervolk*, 3.6.1938.

182 Il s'agit, outre Heinrich Wechlin, d'Ernst Hofmann (chef de l'ESAP), Hans Mannsdörfer, Primo Semini, Walter Diggelmann, Walter Leimbacher et Edwin Hofmann. (Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1089).

183 Hans Oehler et Benno Schächli militent également au sein du BTE.

184 Voir Pv CF, 30.12.1938, in *DDS*, vol. 12, pp. 1150-1153.

185 Voir AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 76, C.2.703: déposition d'E. Hofmann faite à la police criminelle, commandement de police du canton de Zurich, 10.11.1938.

186 Il y écrit dès que Wechlin en devient le rédacteur en chef. Voir Fred de DIESBACH: «Brief aus der Westschweiz», in *Schweizervolk*, 3.6.1938 et 17.6.1938; Fred de DIESBACH: «La jeunesse devant la politique», in *Schweizervolk*, 29.7.1938; Fred de DIESBACH: «Vers un fédéralisme tchèque», in *Schweizervolk*, 9.9.1938; Fred de DIESBACH: «La Suisse doit affirmer sa neutralité inconditionnelle», in *Schweizervolk*, 30.9.1938.

187 Voir, entre autres, S.A.K. [Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus]: «Aktiver Schweizer Kommunismus», in *Schweizervolk*, 2.9.1938; ainsi que l'exemplaire du 9.9.1938 («Im Dienste Moskaus») qui se réfère au service d'informations n° 11 de l'ANSC.

188 Le *Schweizervolk*, p.e. les éditions du 2.9.1938 et du 16.9.1938, publie plusieurs articles anticomunistes et antisoviétiques signés «aki.-», abréviation que l'Antikomintern utilise très exactement pour ses propres bulletins d'informations. (Voir p.e. *Anti-Komintern*.

l'ESAP trouvent toutes deux des soutiens financiers dans certains milieux économiques suisses, industriels et financiers<sup>189</sup>. Plusieurs indices parlent donc en faveur de liens informels, d'options analogues et de manifestes affinités entre les deux organisations. Aussi, la dénonciation par diverses feuilles socialistes de la collusion entre Musy et l'ESAP ne paraît pas totalement infondée. Comme les responsables de l'ANSC, au premier rang Musy, ont menti peu auparavant lorsqu'ils ont laissé croire que leur organisation n'avait plus rien à faire avec Riedweg au moment de son engagement dans la SS, ils malmènent à nouveau la vérité en affirmant, dans un autre rectificatif adressé à la presse, qu'aucun des membres de l'ANSC n'a jamais eu de quelconque rapport, direct ou indirect, avec le *Schweizervolk*<sup>190</sup>.

Toujours est-il que, sur la base des données dont nous avons connaissance, l'ESAP n'entretient pas avec l'ANSC les relations aussi étroites que la presse de gauche croit trop rapidement voir, certains journaux allant jusqu'à parler de l'«ESAP de Musy»<sup>191</sup>. Pourtant, entraîné dans sa logique d'anticommunisme jusqu'au-boutiste, l'ancien conseiller fédéral et président de la Confédération évolue manifestement dans un environnement plutôt singulier où pullulent plusieurs (futurs) traîtres à la patrie. Les autres pistes qui mènent de l'ANSC vers des représentants de l'extrême droite bâloise, gravitant dans les milieux germanophiles proches de la *Neue Basler Zeitung*, à laquelle collaborera également Wechlin, n'étonnent pas non plus.

### 2.3. Financement

À lire le rapport de Hack du 14 mars 1937, Wechlin se montre très rapide sur le financement de l'Action nationale suisse contre le communisme. Il ne précise pas vraiment l'origine des capitaux: «Durch den Verkauf von Plaketten, die je nach der Höhe des gestifteten Beitrages ausgestaltet sind, sollen die Kosten der "Aktion" wenigstens teilweise gedeckt werden (siehe Anlage). Gleichzeitig will man dadurch dem Vorwurf begegnen, dass die "Aktion" finanziell vom Kapitalismus abhängig sei.»<sup>192</sup> Il semble pourtant évident que ce n'est pas la seule

---

*Nachrichtendienst*. Hg. von der Antikomintern, 2.3.1937, dont un exemplaire se trouve in: PA, Inland II A/B, R 99515, Fiche-Nr. 5916).

<sup>189</sup> Rapportant des commentaires peu glorieux sur Ernst Hofmann, Alice Meyer ajoute: «Diesem Mann schenken etliche schweizerische Großindustrielle und bekannte Persönlichkeiten des politischen Lebens, wie alt Bundesrat Musy, ihr Vertrauen.» (A. MEYER: *Anpassung... op. cit.*, p. 49).

<sup>190</sup> s.n.: «Die Aktion Musy und das "Schweizervolk"», in *Basler Nachrichten*, 24.10.1938.

<sup>191</sup> s.n.: «Qu'attend-on pour agir contre les émules nazis des Musy-Wechlin?», in *La Sentinelle*, 1.4.1939. Voir aussi s.n.: «Le "Schweizervolk" est saisi à Soleure», in *Le Travail*, 1.11.1938, qui présente le *Schweizervolk* comme le «journal du Parti nazi Esap des Wechlin-Musy et consorts».

<sup>192</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937.

vente de plaquettes, cendriers, presse-papiers et autres plats en étain proposés par l'ANSC qui lui permet de remplir ses caisses, entre autres pour financer un film comme *La peste rouge*<sup>193</sup>. Accompagnés du slogan «contre le communisme», écrit dans l'une des trois langues nationales, ces objets représentent un Guillaume Tell qui, à l'aide d'un morgenstern, terrasse un dragon levant la tête<sup>194</sup>. Sans doute remis souvent contre un don d'une plus grande valeur que leur prix réel, ils servent également à l'ANSC, comme le rapporte Hack, à prévenir le reproche qu'elle dépend financièrement du capitalisme — ce qui est pourtant bien le cas — ou, ce que ne dit pas Hack mais que les ennemis de Musy ne manqueront pas d'insinuer, de l'étranger. Une chose est sûre: il vaut mieux prévenir que d'être prévenu.

En fait, comme l'atteste l'appui octroyé par le Redressement national, l'ANSC trouve un soutien financier auprès des milieux industriels et financiers suisses, traditionnellement proches de l'ancien ministre des finances<sup>195</sup>. Et sans doute n'est-ce pas un hasard si, au moment même où Musy monte sa campagne contre le communisme, le RN décide de soutenir de tels efforts<sup>196</sup>. Certes peu encline à se spécialiser dans l'anticommunisme à tous crins, l'association a pourtant

---

<sup>193</sup> Les objets proviennent des ateliers de Paul Kramer, usine de Maillefer, à Neuchâtel. Le fonds Jean Chappuis contient quelques documents en rapport avec la vente de ces objets. (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de P. Kramer à J. Chappuis, 22.6.1937; «Instructions pour les personnes chargées des souscriptions en faveur du Comité National de Lutte contre le Communisme», s.d.; «appel» (recto) et prospectus présentant ces objets (verso); listes de souscription vierges et bulletins de versement vierges au nom de l'ANSC).

<sup>194</sup> L'image évoque clairement la représentation religieuse de saint Georges frappant le dragon ou celle, par ailleurs très présente au Collège Saint-Michel de Fribourg où Musy a étudié, de l'archange saint Michel terrassant le démon. Un prospectus présentant ces objets — tout souscripteur à l'ANSC a droit à un «objet d'art» — se trouve entre autres in: BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy» et in: ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59; ainsi que: AMAE (Rome), Serie Aff. Pol. 1931-1945, Svizzera, busta 12, fasc. 1; et PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898.

<sup>195</sup> Alors que l'ANSC vient de commencer son activité, le RN informe Musy de la demande de renseignements émise par l'Union centrale des associations patronales suisses au sujet de l'organisation de la lutte contre le communisme en Suisse. C'est l'occasion pour le RN de demander à Musy des précisions sur l'ANSC. (Voir AfZ, RN, 1.1.1.2: lettre du RN (R. Eibel) à J.-M. Musy, 1.2.1937).

<sup>196</sup> Réticents à l'idée de s'engager dans une lutte purement politique contre le communisme, des dirigeants du RN évoquent toutefois, le 17 octobre 1936, la possibilité de soutenir financièrement les efforts de ceux qui s'y risquent. Au procès-verbal, il est encore noté sous la rubrique «Stellungnahme zur Volksfrontbewegung»: «Es wird beschlossen, Herrn Bundesrat M. an seine Campagne einen Beitrag bis zu Fr. 10'000.- zu bewilligen. Herr M. soll veranlasst werden, ein Projekt auszuarbeiten, indem der Beitrag nur für ganz bestimmte Aufgaben geleistet werden kann. / Der Geschäftsführer ist beauftragt, in diesem Sinne mit Herrn Bundesrat M. zu verhandeln.» (AfZ, RN, 1.1.2.1: Pv de la séance du Vorort du RN, 17.10.1936). Le doute subsiste sur l'identité du conseiller fédéral M., Meyer, Minger et Motta siégeant tous trois au gouvernement. En outre, dans les archives du RN, Musy apparaît certes parfois avec ce titre, mais plus souvent encore avec celui d'ancien conseiller fédéral et toujours avec son nom écrit en entier. S'agit-il ici d'une exception commandée par un souci de discrétion? Reste que, en octobre 1936, Musy monte effectivement une campagne contre le communisme et qu'il cherche des appuis entre autres dans des milieux proches du RN.



d'évidentes accointances avec les deux champions de l'anticommunisme que sont Théodore Aubert et Jean-Marie Musy, tous deux, rappelons-le, membres du comité du RN.

La thèse du financement par des cercles économiques helvétiques ressort également d'autres sources. Ainsi, à en croire une note du 5 mars 1940 établie par le service de police du Ministère public fédéral, qui s'intéresse aux liens de Musy avec l'Allemagne, la comptabilité de l'ANSC «prouve que ce bureau n'a jamais reçu de subsides de l'étranger, ce sont des industriels et banquiers suisses qui fournissaient les fonds. Mr. Musy ne touchait aucun salaire mais tous ses frais de voyage lui étaient remboursés *largement*»<sup>197</sup>. Conclusion: «En résumé les fonds versés au Bureau ont été comptabilisés parce qu'ils venaient tous de Suisse. Nous ne pouvons malheureusement pas établir si Mr. Musy a travaillé d'une façon désintéressée pour l'anti-communiste ou s'il a simplement été un agent payé de l'anti-Komintern de Berlin où il se rendait toujours seul.»<sup>198</sup> Les fonds récoltés suffisaient-ils pour couvrir l'ensemble des dépenses de l'ANSC? En novembre 1937, à la suite d'un entretien de Raymond Deonna avec Armin Egli au sujet de l'action anticommuniste de Musy, il est fait état d'une affaire qui fonctionne alors fort mal, entre autres pour des raisons financières<sup>199</sup>.

Que Musy ne puisse pas entièrement financer son action anticommuniste (secrétariat, service de presse, service d'informations et de renseignements, bulletins d'informations, expositions, campagnes d'affichages, conférences, film, voyages, etc.) grâce à ses propres revenus personnels, dont une pension de retraite d'ancien conseiller fédéral, est tenu par ses contemporains pour une évidence<sup>200</sup>. Rien que pour le film, les chiffres disponibles confirment ce jugement. En septembre 1938, alors que l'annonce de l'entrée récente de Riedweg dans la SS provoque de gros remous en Suisse, le conservateur *Aufgebot* de Jacob Lorenz

---

<sup>197</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: note du service de police du Ministère public fédéral, 5.3.1940. C'est l'auteur du rapport qui souligne. (Voir aussi R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 195). La note du Ministère public ne nous renseigne toutefois pas sur la nature exacte et le degré de transparence de cette comptabilité, dont on ne trouve d'ailleurs pas trace dans le dossier du Ministère public. Son auteur ne parle lui-même que d'industriels et de banquiers suisses, sans préciser leur identité.

<sup>198</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: note du service de police du Ministère public fédéral, 5.3.1940.

<sup>199</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 25.11.1937.

<sup>200</sup> À l'époque, les anciens conseillers fédéraux touchent environ la moitié de leur salaire antérieur. Sur la base d'un extrait du procès-verbal de la séance du CF du 1<sup>er</sup> mai 1934 relatif à la fixation de la pension des membres du CF ayant quitté leur charge après le 31 décembre 1933, l'administration fédérale des finances a écrit à Musy en date du 7 mai 1934 que la pension à laquelle il avait droit a été fixée à 48% du traitement annuel de 29'872 francs, soit à 14'338.80 francs selon le directeur de ladite administration. (AF, fs Musy, vol. 80: lettre du directeur de l'administration fédérale des finances à J.-M. Musy, 7.5.1934. Pour la décision du CF sur cette question, voir AF, E 1004 1, vol. 346, Pv CF n° 818, 1.5.1934). Voir aussi C. KAISER: *op. cit.*, pp. 238-239.

évoque les relations politiques et financières de Musy qui lui fournissent l'argent avec lequel il fait sa politique<sup>201</sup>. Puis, à la sortie en octobre 1938 de *La peste rouge*, les journaux de gauche s'interrogent à plusieurs reprises sur les sources de financement d'un tel film<sup>202</sup>. Il est vrai que, outre une vaste campagne anticommuniste fort onéreuse, l'ancien conseiller fédéral mène grand train au château de Middel, séjourne volontiers dans de luxueuses stations thermales ou touristiques et ne se refuse pas de longs voyages à l'étranger où il descend dans les meilleurs hôtels. Un genre de vie qui n'a que peu à voir avec celui des paysans et des montagnards, justement encensé par Musy.

Tout porte à penser, en fin de compte, que Musy récolte effectivement des fonds pour sa lutte contre le communisme dans les mêmes milieux, financiers et industriels, qui le soutiennent depuis plusieurs années, tout particulièrement depuis la seconde moitié des années 1920. Il s'agit également, selon toute vraisemblance, des mêmes cercles économiques helvétiques et des mêmes groupements d'intérêt qui financent des organisations telles que la Fédération patriotique suisse, la Ligue Aubert et le Redressement national ou une agence comme la Presse suisse moyenne. D'après une information que nous n'avons pas pu vérifier, la PSM s'intéresse peut-être elle-même, sans grand succès d'ailleurs, à une prise de contrôle de l'ANSC grâce à une participation financière<sup>203</sup>.

Si Musy se compromet effectivement loin dans l'accommodation avec le IIIe Reich, qu'il est même prêt à accepter certains arrangements très concrets offerts par les Allemands, cela serait pourtant mal le connaître, à notre avis, en croyant qu'il ait pu franchir une des dernières barrières morales, hautement symbolique pour un homme comme Musy, à savoir accepter de l'argent des nazis. L'homme reste, c'est vrai, fort complexe et peut parfois avoir un comportement fort surprenant et sinueux, décalé par rapport aux discours tenus et aux idéaux proclamés.

---

201 s.n.: «“Leute um Musy”», in *Das Aufgebot*, 22.9.1938.

202 s.n.: «Musys Hetzfilm», in *Berner Tagwacht*, 26.10.1938; s.n.: «Le film de Musy. Qui est-ce qui l'a payé?», in *La Sentinelle*, 27.10.1938; s.n.: «Musys Hetzfilm», in *Volksrecht*, 27.10.1938.

203 Le 9 février 1937, alors que l'ANSC vient d'être lancée, le journaliste Markus Feldmann écrit dans son journal intime: «Presseverein: Heute anlässlich Diktat mit Bickel interessante Informationen betreffend SMP: SMP soll sich bemüht haben, die “Aktion gegen den Kommunismus” in die Hand zu bekommen und dabei Musy ein Budget von Fr. 250'000 vorgelegt haben, worauf dieser nicht eingetreten sei. Gleichzeitig soll Haas den neuen Pressechef Musys, Wechlin, beim ersteren angeschwärzt haben als unfähigen Journalisten etc.» (Journal de Feldmann, 9.2.1937: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 490). Trois jours plus tard, Feldmann ajoute: «Soeben Besuch von Dr. Wechlin, dem Pressesekretär der “Aktion gegen den Kommunismus”, der sich scharf über Haas-SMP [...], der die Aktion gegen den Kommunismus für Fr. 250'000 habe übernehmen wollen, worauf man aber nicht eingetreten sei, was nunmehr seine Eifersucht geweckt habe.» (Journal de Feldmann, 12.2.1937: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 491).

**L'ACTIVISME TOUS AZIMUTS DE L'ACTION DE MUSY,  
1936-1939**

Un épais brouillard entoure les activités de l'Action nationale suisse contre le communisme. Les archives très lacunaires ne sont pas seules en cause. Musy et ses hommes choisissent délibérément de manœuvrer dans l'ombre, de traquer l'adversaire invisible en opérant également de manière souterraine.

De fait, l'ANSC est aussi transparente que peut l'être une officine camouflée au service du Komintern. On évite soigneusement de citer les noms des membres de l'ANSC, d'évoquer sa structure, son fonctionnement et son financement. Jamais, l'association n'affiche ses liens avec d'autres organisations anticommunistes. Et tout ce qui sort à l'extérieur, par exemple les bulletins d'informations de l'ANSC, sans parler du film *La peste rouge*, n'indique très souvent pas la provenance exacte des sources.

**1. Les activités de l'ANSC: domaines et moyens**

En mars 1937, alors que l'Action nationale suisse contre le communisme se présente comme l'organisation récemment fondée pour faire barrage au péril rouge en Suisse, Heinrich Wechlin expose à Wilhelm Hack, de la légation allemande à Berne, le travail pratique de l'ANSC<sup>1</sup>. C'est sur cette base que l'on peut présenter les différentes activités de l'Action.

**1.1. La collaboration avec les milieux anticommunistes**

En premier lieu, il est question du contact permanent avec les organisations intéressées par la lutte contre le communisme. Comme le rapporte Hack, il s'agit, rappelons-le, entre autres de la Ligue Aubert, de la Fédération patriotique suisse, de la Société suisse des officiers, de l'Union nationale et du Front national. À en croire Wechlin, ces organisations s'activent dans le sens de la centrale Musy lors de la préparation de conférences, par l'influence exercée sur la presse locale et, pronostique-t-il hardiment, lors des futures projections du film<sup>2</sup>. Wechlin, qui a

---

<sup>1</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937.

<sup>2</sup> *Ibid.*

manifestement tendance à s'attribuer un grand rôle personnel, grossit également l'importance de l'ANSC, en la présentant comme une sorte d'organisation faïtière

Si les membres de l'ANSC ont pour but essentiel d'agir dans leur rayon d'action respectif, il reste que la plupart d'entre eux, tout d'abord actifs dans d'autres organisations combattant aussi le communisme, ne ressentent très certainement pas un besoin vital d'être appuyé par l'ANSC pour monter aux barricades. En outre, pour ne prendre qu'un exemple, la Ligue Aubert, sans doute mieux rodée et plus opérante que l'ANSC, joue elle aussi un rôle de centre de coordination de divers mouvements anticommunistes. D'ailleurs, au moment de lancer l'ANSC et de mener leurs premières actions en 1937, Musy et ses plus proches collaborateurs bénéficient largement des conseils et du matériel de la Ligue Aubert. Et, selon les circonstances, lorsqu'il s'agit par exemple de monter des expositions, c'est l'ANSC qui dépend de la Ligue Aubert et non l'inverse. Ainsi, la plupart des expositions organisées sous l'égide de l'ANSC, voire toutes les expositions, ont en fait été préparées avec le concours de la Ligue Aubert.

La collaboration avec les milieux anticommunistes ne se limite pas au cadre national. En différentes occasions, notamment lors de la production et de la diffusion de *La peste rouge*, l'Action de Musy noue des contacts avec des milieux anticommunistes d'Allemagne, d'Italie, d'Espagne, de France et même du Canada et du Japon. Comme président de l'ANSC, Musy signe un article dans le premier numéro de *Civilisation et Bolchevisme*, revue publiée à Bruxelles<sup>3</sup>. Le bulletin de

---

<sup>3</sup> J.-M. MUSY: «Le Communisme», in *Civilisation et Bolchevisme*, Bruxelles, 1<sup>ère</sup> année, n° 1, 1.6.1937, pp. 1-2. (Exemplaire in: PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5896). Selon un bulletin de l'ANSC, le périodique *Civilisation et Bolchevisme* est saisi à la frontière française. (Voir sous: «La France interdit la propagande anticommuniste», in *Action nationale suisse contre le communisme*, service d'informations n° 6-7, (1937), p. 4). Comme nous l'apprend la légation d'Allemagne à Bruxelles, l'éditeur du bimensuel *Civilisation et Bolchevisme* est G. Nitelet, rédacteur au *Pays réel*, organe du mouvement d'extrême droite Rex de Léon Degrelle. D'après la même source, Nitelet s'est adressé à ladite légation afin d'obtenir pour sa publication un soutien du côté allemand. Boris Wartanoff, à Genève, fournit l'essentiel du matériel à ce nouveau bimensuel anticommuniste. (PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5896: rapport de la légation d'Allemagne à Bruxelles pour l'AA, 11.6.1937). Un rapport ultérieur écrit à la légation d'Allemagne à Bruxelles ajoute que Georges Lambert, à Bruxelles, et Boris Wartanoff, à Genève, éditent *Civilisation et Bolchevisme*, G. Nitelet ayant quitté la rédaction de la publication anticommuniste. (PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5896: copie du rapport de von Bargaen pour l'Antikomintern à Berlin, 6.7.1937). Venu se réfugier en Suisse après l'arrivée au pouvoir des bolcheviques en Russie, Boris Wartanoff a écrit plusieurs ouvrages anticommunistes mâtinés d'antisémitisme. (Voir la bibliographie). En Suisse et en France, il entretient des relations avec les milieux anticommunistes. Il collabore également à *Candide* et à *Je Suis Partout*. En 1941, avec l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS, Wartanoff propose aux Allemands de mettre ses talents à leur service, peut-être en Russie même. Soutenu par le consulat d'Allemagne à Genève et la légation d'Allemagne à Berne, Wartanoff voit toutefois son initiative être repoussée par la Wilhelmstrasse où l'on tient pour suspect un séjour que Wartanoff a fait en Russie entre 1932 et 1934 — dans des livres de Wartanoff, il est expliqué au sujet de son retour en Russie qu'il a cédé à l'appel du sol et de sa famille; l'auteur y présente également sa détention en URSS et sa nouvelle fuite de ce pays. Sur Wartanoff et les Allemands en 1941, voir PA, DGB, 3576 (821/6): de von der Lippe à von Engelbrechten,

l'Antikomintern hisse également Musy au rang des champions de la lutte contre le bolchevisme en Suisse<sup>4</sup>.

De par les relations privilégiées qu'ont les Musy, Riedweg, Wechlin et Fred de Diesbach, l'ANSC entretient tout d'abord des liens avec l'Allemagne. Question déjà abordée rapidement et sur laquelle nous reviendrons plus longuement dans le chapitre suivant, l'histoire de l'ANSC doit par ailleurs être examinée en ayant toujours à l'esprit qu'elle est indissociable de celle de l'entrée de Musy dans l'orbite du IIIe Reich.

## 1.2. Un service d'informations et de renseignements

Deuxième domaine évoqué dans la note de Hack: l'aménagement d'un service d'informations et de renseignements («Nachrichtendienst») pour la Suisse et l'étranger<sup>5</sup>. C'est ici que Théodore Aubert fonctionne comme relais de l'Antikomintern. L'ANSC, qui joue dans le registre de l'organisation patriotique luttant contre les traîtres au service de l'étranger, tient grandement à ce que ses relations avec l'extérieur restent dans l'ombre. Aussi insiste-t-elle pour que l'on n'aperçoive pas la provenance étrangère du matériel d'informations qu'elle diffuse en Suisse. Déjà à l'automne 1936, rappelons-le, Musy écrit de Munich à Aubert pour lui dire qu'il a «trouvé une documentation très intéressante qu'on pourrait avoir à bon compte»<sup>6</sup>. De manière générale, l'ANSC doit souvent utiliser pour sa propagande du matériel d'origine étrangère, grâce notamment à la Ligue Aubert ou à l'Antikomintern, qu'il s'agisse du film *La peste rouge*, des bulletins d'informations ou des expositions.

Le service dont il est ici question ne se limite toutefois pas à la seule activité de propagande. L'ANSC cherche également à faire du service de renseignements, à l'instar de la Ligue Aubert et de la Fédération patriotique suisse, toutes deux portées à criminaliser le socialisme et à le combattre d'une manière policière. Jugeant le gouvernement, le Ministère public de la Confédération et plus généralement la démocratie incapables de contenir le danger communiste, l'ancien conseiller fédéral et ses acolytes semblent vouloir faire eux-mêmes la police ou du moins jouer aux détectives. Le cas du Jura bernois a valeur

---

confidentiel, 20.6.1941; de von Nostitz (consulat d'Allemagne à Genève) à la DGB, 2.7.1941; de Köcher à l'AA, 6.8.1941; de Platzer (AA) à la DGB, 26.8.1941.

<sup>4</sup> Voir aki.- [Antikomintern]: «Die Schweiz im Kampf gegen den Bolschewismus», in *Anti-Komintern. Nachrichtendienst*. Hg. von der Antikomintern, 2.3.1937, pp. 5-6. Exemplaire in: PA, Inland II A/B, R 99515, Fiche-Nr. 5916.

<sup>5</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937.

<sup>6</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à T. Aubert, 20 novembre (ou octobre?) 1936. Un doute subsiste à propos du mois écrit en chiffre romain.

d'exemple. Jean Chappuis, «homme de confiance»<sup>7</sup> de l'ANSC dans cette région, s'active ainsi à y rechercher d'autres «hommes de confiance» qui «doivent être prêts à s'opposer immédiatement à toute action communiste. Ils doivent en outre donner des renseignements sur l'activité des organisations communistes dans leur région»<sup>8</sup>. Chappuis propose également d'infiltrer certaines usines et demande «la plus grande discrétion sur notre activité»<sup>9</sup>.

Les dirigeants de l'ANSC n'hésitent pas à en appeler au mouchardage. À leurs yeux, la lutte contre l'ennemi mortel justifie un tel moyen. Au début de l'été 1937, la *Freiheit*, organe du PCS, *Le Travail*, porte-parole de l'aile communiste du socialisme romand, et *Die Nation*, tribune privilégiée du mouvement des Lignes directrices, signalent que des agents du PCS ont reçu des lettres anonymes les invitant à transmettre contre rémunération<sup>10</sup> des renseignements sur le PCS à une association bourgeoise. Les personnes susceptibles d'être intéressées sont priées d'envoyer leur réponse à Bâle, en poste restante<sup>11</sup>. Dans le but de démasquer les auteurs de cette tentative d'infiltration du PCS, l'administrateur de la *Freiheit*, Max Pfeiffer, a répondu à la lettre, avec le consentement du comité directeur du Parti communiste. Après une première rencontre le 23 mai avec un inconnu, le communiste bâlois Pfeiffer a informé qu'il était prêt à fournir certains renseignements, à prendre à son domicile. Le 23 juin, une autre personne s'est présentée au domicile privé de Pfeiffer. Avisée, la police l'a alors cueillie au moment de quitter la maison et lui a demandé de décliner son identité. À en croire la *Freiheit* qui relate les faits, il s'agissait du premier-lieutenant Brulhart, domicilié à Fribourg<sup>12</sup>.

Outre Pfeiffer, d'autres communistes réagissent aux avances camouflées de l'ANSC. Il y a notamment Raymond Kamerzin, jeune communiste valaisan dont la réponse, datée du 2 juillet 1937, à l'offre anonyme de l'ANSC est interceptée par le Ministère public et versée au dossier que celui-ci tient au nom de

---

<sup>7</sup> Selon les propres termes de Chappuis. (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de J. Chappuis à E. Philippe, 19.5.1937. Cette lettre type, parfois très légèrement modifiée selon le destinataire, est envoyée à plusieurs personnes).

<sup>8</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de J. Chappuis à E. Philippe, 19.5.1937.

<sup>9</sup> *Ibid.*

<sup>10</sup> Selon les sources, de 1'000 à 1'200 francs par an pour des informations régulières et sûres.

<sup>11</sup> s.n.: «Ein Faschistenspitzel geht in die Falle», in *Freiheit* (Basel), organe du PCS, 29.6.1937; s.n.: «Un agent provocateur est démasqué. Les occupations de l'ancien Conseiller fédéral Musy», in *Le Travail*, 30.6.1937; s.n.: «Politische Methoden von "draussen"», in *Die Nation*, 8.7.1937. La *Freiheit* reproduit une de ces lettres, datée du 26 avril 1937 à Bâle et signée «Nachrichter». Dans *Die Nation* se trouve une autre lettre, datée du 27 avril 1937 à Zurich et signée «Antikommunist».

<sup>12</sup> Voir s.n.: «Ein Faschistenspitzel geht in die Falle», in *Freiheit* (Basel), organe du PCS, 29.6.1937; ainsi que s.n.: «Un agent provocateur est démasqué. Les occupations de l'ancien Conseiller fédéral Musy», in *Le Travail*, 30.6.1937. — Données bio. sur Max Pfeiffer (1895-1971): *Sous l'œil de Moscou... op. cit.*, n. 2 p. 627.

l'ANSC<sup>13</sup>. De retour en Suisse, après avoir fréquenté l'École léniniste à Moscou, Kamerzin apprit à ses camarades helvétiques, comme l'écrit Humbert-Droz dans ses mémoires, que «Musy lui avait demandé de devenir agent à sa solde dans le Parti communiste. D'entente avec Karl Hofmaier, nous lui avons conseillé d'accepter ce rôle, de nous tenir au courant des missions que lui confiait Musy et de ne l'informer que de ce que nous convenions de lui faire savoir pour le berner. Kamerzin avait accepté ce rôle difficile et délicat d'agent double. Il avait même reçu de Musy 400 francs qu'il consacra à la propagande communiste en Valais. Je le connaissais assez pour être sûr qu'il était loyal et n'avait pas trahi le parti comme le prétendait Hofmaier»<sup>14</sup>. Reprochant au peu clair Kamerzin d'être effectivement passé au service de la centrale anticommuniste dirigée par Musy, Hofmaier le dénoncera en février 1938 et, à en croire Humbert-Droz, l'enverra en Espagne dans le but de le faire exécuter pour avoir trahi le parti<sup>15</sup>.

Détail piquant: c'est avec ces tentatives de débaucher des agents communistes et d'infiltrer le Parti communiste, l'ANSC ne faisant pas complètement confiance

---

<sup>13</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: lettre de R. Kamerzin, poste restante à Bâle, 2.7.1937, jointe à la lettre de la direction générale des postes et des télégraphes adressée au MPC, 5.8.1937.

<sup>14</sup> J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte... op. cit.*, p. 334, voir aussi p. 315.

<sup>15</sup> Bien qu'il affirme dans ses mémoires (1972) avoir assez connu Kamerzin pour être sûr qu'il était loyal et n'avait pas trahi le parti, Humbert-Droz le qualifia aussi de peu fiable dans une lettre qu'il adressa à Dimitrov le 20 août 1938. (B. STUDER: *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern 1931 à 1939*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1994, p. 664. Voir aussi P. HUBER: *Stalins Schatten in die Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau: Verteidiger und Gefangene der Komintern*, Zürich, Chronos, 1994, p. 341). À la fin de l'année 1937, l'ANSC consacre une partie de son bulletin au communisme en Valais. Sont sommairement évoqués l'organisation, le programme et les activités des communistes dans ce canton. Est également mentionnée une conférence que Musy a donnée à Sion le 12 décembre 1937, au cours de laquelle il a cité les noms de citoyens valaisans qui se sont engagés dans les brigades internationales en Espagne. (Voir sous: «Tatsachen sprechen...», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 10, (1937), p. 2). Comme le rapporte le *Journal de Genève*, Musy a parlé à Sion devant 500 personnes et a été présenté par le conseiller d'État Troillet. (s.n.: «La campagne de M. Musy contre le communisme», in *Journal de Genève*, 14.12.1937). À en croire le fasciste valaisan Charles Desfayes qui écrit dans l'organe de l'Union nationale, Musy «sut convaincre son auditoire, car dès le lendemain vingt-deux communistes furent invités par les autorités de Sion à regagner leur commune d'origine». (C. DESFAYES: «Échos d'une conférence anticommuniste», in *L'Action nationale*, 20.12.1937). D'autres correspondants notent également que les révélations de Musy ont poussé les autorités valaisannes à redoubler de vigilance à l'égard des communistes. Des journaux, affichant par ailleurs beaucoup de sympathie pour la lutte anticommuniste de Musy, tels le *Journal de Genève* ou *Curieux*, ne peuvent toutefois cacher que le nombre des adhérents aux cellules communistes, tel que Musy l'a établi, et le danger qu'ils représentent, selon Musy, sont exagérés. (s.n.: «Le communisme en Valais», in *Journal de Genève*, 15.12.1937; s.n.: «La campagne de M. Musy contre le communisme», in *Curieux*, 18.12.1937). Le correspondant du *Journal de Genève* ajoute: «Dans les localités que M. Musy a mentionnées, parmi lesquelles il faut citer Sion, Saxon et Martigny, le communisme est, en réalité, inexistant.» (s.n.: «Le communisme en Valais», in *Journal de Genève*, 15.12.1937). Suite à la conférence de Musy à Sion et à l'interpellation d'un député au Grand Conseil valaisan, un membre du gouvernement cantonal assurera que le communisme est «à peu près inexistant en Valais». (s.n.: «Pas de communistes en Valais», in *La Liberté*, 28.2.1938).

au travail des autorités fédérales, que le Ministère public de la Confédération commence, au nom de la sûreté de l'État, à surveiller l'ANSC dès l'été 1937<sup>16</sup>. L'Action de Musy, qui cherche à aider le Ministère public par l'envoi de bulletins d'informations prétendant dévoiler le travail mené dans l'ombre par les hommes de Moscou, n'avait certainement pas prévu ce retour de flamme.

### 1.3. Un bulletin d'informations

Troisième champ d'activité de l'ANSC mentionné par Hack sur la base des confidences de Wechlin: la diffusion d'un bulletin d'informations<sup>17</sup>. Ce bulletin est publié dans une version en français («service d'informations») et une en allemand («Mitteilungsdienst»). Il paraît de la fin février/début mars 1937 jusqu'à la fin août 1938. Dans sa version française, il ne sort toutefois qu'en 1937 et n'a que 7 numéros, le dernier étant en fait un numéro double. L'édition allemande est tirée elle en 1937, à 10 numéros, et en 1938, à 11 numéros. De notables différences existent parfois entre les éditions française et allemande. Chaque numéro, paraissant d'une à deux fois par mois, comprend 4 pages, exceptionnellement 8 pages. De présentation modeste, le bulletin n'est composé que de textes, en général sur deux colonnes, et comprend très rarement une illustration. Le travail d'impression est confié, lorsqu'il en est fait mention, aux imprimeries Saint-Paul à Fribourg ou Jean Frey à Zurich. L'abonnement annuel se monte à 5 francs. Comme le rapporte Hack en mars 1937, le bulletin est envoyé sous pli fermé à trois mille adresses choisies grâce à un service de presse<sup>18</sup>. À l'instar d'une ancienne méthode utilisée par la Ligue Aubert et la Fédération patriotique suisse, l'ANSC diffuse son bulletin d'informations dans

---

<sup>16</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: lettre du MPC à la direction générale des postes et des télégraphes, service juridique, 21.7.1937. — Dans ses mémoires, Humbert-Droz évoque également le cas de Meuwly de Fribourg (il s'agit probablement de Charles Meuwly, fils du conseiller communal socialiste du même nom et dirigeant, vers 1932 semble-t-il, d'un groupement des Jeunesses communistes à Fribourg) qui lui envoya une lettre lui annonçant son intention de partir comme volontaire en Espagne, sachant qu'il devait s'adresser à lui. Affirmant avoir flairé une provocation, non sans qu'il relève tout d'abord des liens réels ou supposés entre Meuwly et Musy, Humbert-Droz écrit qu'il détruisit aussitôt cette lettre que, selon lui, la police rechercha déjà le lendemain, 15 novembre 1937, lors d'une perquisition à son domicile. (J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte... op. cit.*, p. 236. Sur Charles Meuwly, voir aussi *Sous l'œil de Moscou... op. cit.*, n. 2 p. 664; A. RAUBER: *op. cit.*, p. 389). Notons enfin que, le 15 novembre 1938, à l'occasion de l'interdiction de parution entre autres du *Schweizervolk* (ESAP), dont Wechlin est le rédacteur en chef, il est relevé en séance du Conseil fédéral: «Es bestehen auch Verdachtsmomente dafür, dass ein gewisser Boivin sowie ein Zäner im Einverständnis mit Wechlin in Rotsparien zugunsten einer fremden Macht Spionage betrieben haben.» (Pv CF, 15.11.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1028).

<sup>17</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937.

<sup>18</sup> *Ibid.*



des milieux intéressés à la lutte contre le communisme et ne le distribue pas seulement aux personnes qui lui sont plus directement liées<sup>19</sup>.

Si les sources consultées ne nous renseignent pas sur les raisons de la suppression de la version française<sup>20</sup>, il est par contre manifeste que l'édition allemande, interrompue brutalement, ne se remet pas du départ du chef de presse de l'ANSC Wechlin, rédacteur en chef depuis le 1<sup>er</sup> juin 1938 du pro-nazi *Schweizervolk*, organe de l'Eidgenössische Soziale Arbeiter-Partei (ESAP), ainsi que de l'entrée dans la SS de Riedweg, secrétaire de l'ANSC, et du tollé que cette annonce provoque en Suisse en septembre 1938<sup>21</sup>. Comment continuer de dénoncer les agents de Moscou quand Musy et, de manière encore plus visible, ses proches collaborateurs se montrent si peu qualifiés pour parler de défense stricte de l'indépendance nationale? De leur point de vue, la question ne se pose certainement pas en ces termes.

Les bulletins d'informations de l'ANSC s'appuient sur des sources hétérogènes. La plus grande partie est composée de documents puisés dans le camp ennemi. Il s'agit souvent d'extraits de journaux communistes suisses (*Der Kämpfer* et surtout la *Freiheit*) et étrangers (*L'Humanité*, les *Izvestia* et avant tout la *Pravda*). Sont également cités des extraits de programmes, de résolutions, de mots d'ordre, d'ouvrages, de déclarations, de discours et de rapports provenant d'organisations (Komintern, Secours rouge, PCS, etc.) et de communistes connus (Lénine, Staline, Dimitrov, Humbert-Droz, Hofmaier, Bodenmann, etc.). Les bulletins mentionnent tout spécialement le VIIe congrès mondial de la Troisième Internationale qui a adopté la nouvelle ligne des fronts populaires.

Tous ces extraits, souvent empruntés à des sources communistes officielles, sont censés constituer des preuves irréfutables du complot communiste. Sur la même base, le document en tant que preuve incontestable de la conspiration communiste à l'œuvre dans le monde, les bulletins de l'ANSC citent des extraits récoltés dans la presse socialiste (*Berner Tagwacht*, *Volksrecht*), socialiste

---

<sup>19</sup> À en juger certains fonds d'archives, le bulletin est notamment adressé plus ou moins régulièrement à la légation allemande à Berne, à *La Revue anticommuniste*, à la Ligue Aubert et au Ministère public de la Confédération.

<sup>20</sup> Au début très actif dans l'ANSC, Fred de Diesbach n'a peut-être plus beaucoup de temps à lui consacrer dès l'instant où il devient rédacteur en chef de *La Revue anticommuniste*, dont le premier numéro date de février-mars 1938. Faut-il y voir un lien avec la disparition de l'édition française?

<sup>21</sup> À la suite de l'opération de police menée contre Wechlin et consorts à la fin de l'année 1938, il est noté le 12 décembre 1938 en rapport avec l'engagement de Wechlin comme rédacteur en chef du *Schweizervolk* et la fin du bulletin d'informations en langue allemande de l'ANSC: «Mit Herrn Musy wurde vereinbart, dass der Meldungsdienscht der SAK nicht mehr weiter vom Redaktor einer viel bekämpften Zeitung wie das *Schweizervolk* redigiert werden könne, sodass seit ungefähr Ende September auf die Herausgabe eines deutschsprachigen Meldungsdienschstes verzichtet wurde.» (Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1096).

communisante (*Le Travail*), de la gauche radicale (*National-Zeitung*) et dans *Die Nation*, porte-parole du mouvement des Lignes directrices. Très souvent séparées de leur contexte, paroles prononcées et politiques suivies par divers ténors de la gauche, par exemple Grimm, Bratschi, Nicole et, à l'étranger, surtout Léon Blum, sont aussi ici avancées comme autant de faits jugés accablants. Certains extraits de journaux recueillis à droite (*NZZ*, *Der Bund*, *Basler Nachrichten*, *Gazette de Lausanne*, *Journal de Genève*, etc.) et quelques références à une presse d'extrême droite (*Gringoire*<sup>22</sup>, *Candide*<sup>23</sup>, *Neue Basler Zeitung*<sup>24</sup>) sont également utilisés pour renforcer la démonstration. Comme il se doit, l'état de la lutte contre le communisme en Suisse, notamment les diverses mesures cantonales, occupe une partie des bulletins. À la lumière des liens étroits tissés avec le Reich par Musy et ses plus proches collaborateurs, la discrétion de l'ANSC à s'exprimer sur les mesures prises à l'étranger, notamment en Allemagne, peut frapper. En fait, cette soudaine discrétion participe de la volonté de camoufler le plus possible les relations de l'Action avec les services anticommunistes allemands. Au demeurant, la dénonciation de la démocratie, sournoisement dénigrée en raison de la liberté qu'elle laisse trop souvent au communisme pour accomplir son travail de sape, et l'approbation des régimes autoritaires résolument anticommunistes sont inscrites en creux dans tous les numéros publiés.

L'histoire des vingt dernières années et l'actualité nationale et internationale y sont présentées, sur un ton batailleur et volontiers apocalyptique, comme une suite de manœuvres, de troubles, de grèves et de révolutions téléguidés par Moscou. Tout document doit servir à appuyer la thèse du complot communiste. Aucune proposition constructive, aucune explication nuancée plus large que la simple dénonciation du communisme. L'argumentation tourne à l'amalgame systématique, étant entendu que socialistes, syndicalistes, bourgeois progressistes, radicaux de gauche, internationalistes, libres penseurs, sans-dieu, pacifistes, étatistes, partisans du front populaire, des Lignes directrices et de la monnaie franche font tous d'une manière ou d'une autre le jeu du communisme. Musy et ses acolytes n'en finissent pas de régler leurs comptes avec leurs adversaires.

Comment l'ANSC récolte-t-elle tous ces extraits? Il s'agit en partie d'un dépouillement de publications originales effectué par son propre bureau où sont à l'œuvre ses deux spécialistes, Fred de Diesbach et plus longtemps encore Wechlin. Pour le reste, l'officine fribourgeoise ne fait probablement que

---

<sup>22</sup> Voir p.e. sous: «Wieder hat Moskau die Hand im Spiel», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 10, 15.7.1938, p. 1.

<sup>23</sup> Voir p.e. sous: «Cherchera-t-on d'où vient l'argent communiste?», in *Action nationale suisse contre le communisme*, service d'informations n° 6-7, (1937), p. 4.

<sup>24</sup> Voir p.e. sous: «Pharisäer», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 10, 15.7.1938, p. 3.

reprendre de manière assez libre, selon une méthode très répandue, le contenu de publications, largement diffusées, de la Ligue Aubert, de l'Antikomintern et d'autres officines anticomunistes. Un halo d'anonymat entoure d'ailleurs la plupart des documents. En ce qui concerne les sources d'origine anticomuniste, les références sont extrêmement rares, par exemple une fois l'organe de la Fédération patriotique suisse<sup>25</sup>, une autre la revue *Contra-Komintern*<sup>26</sup>. Il est pourtant évident que l'ANSC utilise d'autres services que les siens lorsqu'elle évoque toutes sortes d'événements, petits et grands, qui se passent aux quatre coins de la planète et se réfère à certains documents, notamment à des publications étrangères particulières, qu'elles soient par exemple soviétiques, américaines, canadiennes, anglaises, françaises ou espagnoles, quelques-unes même n'ayant aucune audience internationale. Vu le double jeu mené par Musy et ses acolytes les plus proches, tous s'ingéniant à cacher la nature réelle de leurs relations avec le Reich, il est tout à fait plausible que les bulletins de l'ANSC soient produits dans le même esprit de discrétion et de duplicité. D'ailleurs, l'ANSC n'a-t-elle pas tenu à préciser aux Allemands que la provenance étrangère du matériel d'informations qu'elle diffuse en Suisse ne doit pas transparaître?

Les articles de fond, quelques-uns signés, ce qui est exceptionnel, se comptent sur les doigts d'une main. Mais même là, l'analyse reste très sommaire, révélatrice d'une mentalité crispée, toujours sur la défensive: les communistes ont la rage et d'autres sont déjà contaminés. Le futur SS Franz Riedweg, lui-même bien engagé sur la voie de la trahison, qualifie ainsi de traître à la patrie les adeptes du front populaire, mot d'ordre venu de Moscou, et s'en prend avec force aux partisans des Lignes directrices<sup>27</sup>. Armin Egli brode sur le même thème: le front unique antifasciste n'est qu'un moyen camouflé pour le communisme d'avancer ses pions<sup>28</sup>. Voyant se rapprocher la guerre, Gonzague de Reynold juge lui la plupart des Suisses peu conscients du péril rouge, de la révolution en

---

<sup>25</sup> Voir sous: «Zum Prozeß der 21 in Moskau», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 5, 15.4.1938, p. 4.

<sup>26</sup> Voir sous: «Was ist RUP?», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 7, 15.5.1938, p. 1.

<sup>27</sup> F. RIEDWEG: «Drohende Volksfront», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 5, (1937), pp. 1-3. Version française du texte de Riedweg par Fred de Diesbach («Le danger du front populaire») dans l'édition en français du service d'informations n° 5 de l'ANSC, (1937), pp. 1-2.

<sup>28</sup> A. EGLI: «Neue Kommunisten-Taktik: Antifaschistische Einheitsfront», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 7, (1937), pp. 1-2.

marche un peu partout dans le monde, notamment en Espagne et en France<sup>29</sup>. Musy ne s'expose lui que peu dans les bulletins de l'ANSC<sup>30</sup>.

Logiquement, les bulletins d'informations ne s'intéressent pas à grand-chose d'autre qu'au communisme et à ses prétendus dérivés. Dans un avis certes isolé, un bulletin de l'ANSC trouve toutefois nécessaire, sans aucune référence au communisme, de signaler le changement de nom de famille effectué par des gens s'appelant Dreyfus<sup>31</sup>. D'habitude, ce sont les publications antisémites qui s'intéressent surtout à ce genre d'informations. Certains collaborateurs de l'ANSC, antisémites attestés, éprouvent peut-être quelque peine à réprimer leur nature profonde. Au demeurant, du point de vue religieux, l'ANSC précise ne regrouper que des représentants des deux confessions chrétiennes<sup>32</sup>. Dans la même perspective, la lutte contre le communisme athée n'est jamais menée qu'au nom de la défense d'une Suisse purement chrétienne.

Dans les bulletins de l'ANSC, le communisme n'est jamais expliqué objectivement, mais toujours diabolisé et chargé de toutes les fautes. Par son côté quasi paranoïaque, l'argumentation, aussi pauvre que répétitive, renvoie à un anticommunisme largement irrationnel. Révélateur de l'inclination idéologique des auteurs du bulletin de l'ANSC: autant le cynisme et les crimes du communisme y sont martelés sans restriction, autant ceux du nazisme et du fascisme n'y sont absolument jamais mentionnés. Comme si, en 1937-1938, il n'y avait qu'une seule menace, toujours la même depuis l'Octobre russe.

Publications très spécialisées, les bulletins ne sont pas destinés tout d'abord au public, quand bien même l'ANSC prétend vouloir l'éclairer sur le danger du communisme. Ils s'adressent en priorité à une élite apte à fonctionner comme une puissante courroie de transmission. En date du 24 mars 1937, alors qu'il écrit à Jean Chappuis pour lui demander une liste des personnalités du Jura bernois, Fred de Diesbach informe son correspondant que, pour d'autres régions, l'ANSC a déjà établi «des listes de personnes susceptibles de s'y intéresser [aux bulletins],

---

<sup>29</sup> G. de REYNOLD: «Faisons le point», in *Action nationale suisse contre le communisme*, service d'informations n° 6-7, (1937), pp. 1-2. Traduction libre de ce texte («Nennen wir die Dinge beim Namen!») dans l'édition en allemand du service d'informations n° 9 de l'ANSC, (1937), pp. 2-3.

<sup>30</sup> En fait, il ne s'agit principalement que de la reproduction du postulat, déposé au Conseil national par Musy, qui demande au Conseil fédéral d'examiner de quelle manière la Confédération pourrait, en collaboration avec les cantons, venir en aide aux paysans de montagne. Voir sous: «La situation des paysans de la montagne et le communisme», in *Action nationale suisse contre le communisme*, service d'informations n° 6-7, (1937), p. 8; ainsi que sous: «Bergbauernnot und Kommunismus», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdiens N° 6, (1937), p. 1.

<sup>31</sup> Voir sous: «Feuille officielle du canton d'Argovie», in *Action nationale suisse contre le communisme*, service d'informations n° 2, (1937), p. 4.

<sup>32</sup> Voir s.n.: «“Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus”», in *Basler Nachrichten*, 18.3.1937; (ag.): «La lutte contre le communisme s'organise», in *Gazette de Lausanne*, 20.3.1937; s.n.: «Lutte décidée contre le communisme», in *Journal de Genève*, 21.3.1937.

notables, hommes politiques, avocats, hommes d'affaires et, d'une manière générale, de tous les hommes influents de chaque canton»<sup>33</sup>.

#### 1.4. Un service de presse

Le service de presse constitue une autre des activités de l'ANSC présentées dans la note rédigée par le responsable de la presse à la légation d'Allemagne à Berne<sup>34</sup>. À lire cette note de mars 1937, des communiqués et des articles sont régulièrement diffusés dans des journaux de référence grâce aux relations directes de Wechlin, chargé de presse de l'ANSC, avec certains journalistes ou avec l'aide d'intermédiaires<sup>35</sup>. Le service de presse paysan («der Bäuerliche Pressedienst») et le service de presse catholique («der Katholische Pressedienst»<sup>36</sup>) sont également à disposition. Dans la Presse moyenne, un homme de confiance travaille pour l'Action. Toutefois, Wechlin ne tient pas pour opportun que ce lien avec la PSM ressorte au grand jour, puisque cette agence est considérée comme très liée au capitalisme<sup>37</sup>. La collaboration de l'Action avec l'Agence télégraphique suisse est, poursuit la note, très difficile. Jusqu'à maintenant presque rien n'a été atteint, le directeur Lüdi étant, estime-t-on, très orienté à gauche<sup>38</sup>. Cependant, comme le donne à penser Wechlin, l'ANSC parvient à faire passer son message dans une grande partie de la presse bourgeoise.

Lors d'une visite de Lodyginsky au bureau de l'ANSC en mai 1937, Wechlin «fait part de ses expériences en ce qui concerne le travail de presse; sans pouvoir se déclarer entièrement satisfait, il constate avoir obtenu des résultats sérieux. Ses articles et communiqués de presse sont fréquemment reproduits [...]. Il s'efforce

---

<sup>33</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de F. de Diesbach à J. Chappuis, 24.3.1937.

<sup>34</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> Suit entre parenthèses l'abréviation SSK. Sans doute s'agit-il plus précisément de la SKK.

<sup>37</sup> Notons entre parenthèses qu'il y a à cette époque de l'eau dans le gaz entre Wechlin et Haas, directeur de la PSM. Voir le journal de Feldmann, 9 et 12.2.1937: *Markus Feldmann... op. cit.*, pp. 490-491.

<sup>38</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937. Dans la guerre psychologique que les nazis mènent contre la Suisse et en particulier contre une presse à leur goût trop insolente, Rudolf Lüdi, directeur de l'Agence télégraphique suisse, fait partie des journalistes qui, comme Willy Bretscher, rédacteur en chef de la *NZZ*, Reto Caratsch, correspondant à Berlin de la *NZZ*, Ernst Schürch, rédacteur en chef du *Bund*, et Albert Oeri, rédacteur en chef des *Basler Nachrichten*, sont plus d'une fois montrés du doigt par les représentants du Reich. À la fin de 1938 et avec moins de précautions en été 1940, les Allemands suggèrent même de faire en sorte que Lüdi soit mis à l'écart. Voir D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, pp. 88-89 et 197-198; ainsi que G. KREIS: *Juli 1940. Die Aktion Trumpf*. Mit einem Nachwort von Herbert Lüthy, Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1973, 111 p., pour une présentation plus détaillée des pressions allemandes exercées en été 1940.

surtout d'établir des contacts personnels avec les rédacteurs, il les consulte pour leur faire comprendre qu'il s'agit de leur part d'une collaboration effective»<sup>39</sup>.

Quel crédit accorder aux déclarations de Wechlin, manifestement enclin à grossir l'emprise de l'Action? L'utilisation libre et anonyme des bulletins de presse, une pratique courante à l'époque, ne nous permet pas de les vérifier. Certes, comme l'indiquent quelques sondages, le service de presse spécialisé proposé par l'ANSC intéresse certains journaux helvétiques. Par exemple, en diverses occasions, la *Gazette de Lausanne* et le *Journal de Genève* se réfèrent explicitement à la documentation de l'ANSC<sup>40</sup>. Le *Schweizervolk*, organe d'obédience nazie dont Wechlin devient le rédacteur en chef le 1<sup>er</sup> juin 1938 et auquel collabore Fred de Diesbach, ouvre également ses colonnes à la propagande de l'ANSC<sup>41</sup>. D'autres journaux de droite y recourent très certainement sans faire état de leurs sources.

### 1.5. Des conférences et des expositions

L'organisation de conférences et d'expositions, domaine que Hack ne développe du reste pas dans sa note confidentielle, constitue une autre facette des activités de l'ANSC. Comme le donne à croire Wechlin, les associations anticommunistes suisses en contact avec l'ANSC agiraient dans son sens lors de la préparation de conférences<sup>42</sup>. À notre connaissance, c'est beaucoup gonfler l'influence de l'ANSC, d'autant plus qu'en mars 1937, au moment où s'exprime Wechlin, l'Action de Musy fait figure de novice par rapport à des organisations rodées comme la Ligue Aubert et la Fédération patriotique suisse. Quant aux conférences données par Musy et ses plus proches collaborateurs, leur impact est difficile à apprécier. Même la plus retentissante, celle que Musy tient à La Chaux-de-Fonds en janvier 1937, ne produit pas l'effet idéalement souhaité par le président de l'ANSC qui doit désormais agir au niveau des cantons, alors que son idée était plutôt de lancer l'attaque sur le terrain fédéral.

Les expositions anticommunistes itinérantes, composées d'illustrations, d'affiches, de textes, de tableaux et de graphiques, font également partie de

---

<sup>39</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 12.5.1937. Ce procès-verbal ajoute: «Le bulletin que nous recevons n'est pas destiné à la presse; la presse en reçoit un autre imprimé sur une page et avec des communiqués spécialement adaptés à l'intérêt du public.» (*Ibid.*).

<sup>40</sup> Voir p.e. sous «Comment travaille le communisme», in *Gazette de Lausanne*, 18.12.1937; «Le danger communiste en Suisse et dans le canton de Vaud», in *Gazette de Lausanne*, 28.1.1938; «Curieuse arithmétique électorale. Le peuple schwytois a parlé», in *Journal de Genève*, 26.2.1938.

<sup>41</sup> Voir p.e. S.A.K. [Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus]: «Aktiver Schweizer Kommunismus», in *Schweizervolk*, 2.9.1938; ainsi que l'exemplaire du 9.9.1938 («Im Dienste Moskaus») qui se réfère au service d'informations n° 11 de l'ANSC.

<sup>42</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937.

l'arsenal de propagande de l'ANSC. Au début, la Ligue Aubert y collabore d'une manière importante. Elle les prépare pour le compte de l'ANSC, prodigue ses conseils pour leur assurer un effet maximal, met à disposition ses collaborateurs, sollicite son réseau de relations, entre autres la Commission suisse Pro Deo, propose à Musy des plans d'itinéraire pour les expositions et lui trouve des guides et des secrétaires, formés par la centrale genevoise, aptes à les présenter et à entretenir une campagne dans la presse locale pendant la durée des expositions<sup>43</sup>. Par la suite, la Ligue Aubert sollicite elle-même, pour sa propre action de propagande, les expositions de l'ANSC<sup>44</sup>.

## 2. Une production phare: *La peste rouge*

22 octobre 1938. La première du film *La peste rouge* a lieu à Fribourg, au cinéma Capitole. Avant d'être présenté au public, la réalisation de ce long métrage d'environ quatre-vingts minutes, alliant image et son, a occupé une place centrale parmi les activités déployées par l'ANSC. Moribonde au moment de la sortie du film, l'organisation présidée par Musy ne vivra pas au-delà de sa distribution en Suisse et à l'étranger.

Spécialiste de ce film, Roland Cosandey en a déjà traité dans deux solides articles, richement documentés<sup>45</sup>. D'autres présentations, moins académiques, en parlent également<sup>46</sup>. L'importance accordée par Musy à ce film de combat nous oblige toutefois, dans un souci d'unité biographique, à rappeler plusieurs points déjà évoqués par Roland Cosandey. Sans prétendre livrer un éclairage très

---

<sup>43</sup> Le rôle initial de la Ligue Aubert dans le montage et l'organisation des expositions itinérantes de l'ANSC ressort entre autres de: BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettres de l'EIA à J.-M. Musy, 29.10.1936, [3].11.1936, 6.11.1936, 17.12.1936 et 28.1.1937; BPU, Archives EIA, «Suisse 1936»: lettre de l'EIA à Musy, 5.12.1936; BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de l'EIA à Musy, 19.1.1937; BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du bureau, 14.1.1937.

<sup>44</sup> Voir p.e. BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de l'EIA à l'ANSC, 15.7.1937; lettre de T. Aubert à l'ANSC, 2.10.1937.

<sup>45</sup> R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 173-215; R. COSANDEY: «Du bon usage du patrimoine cinématographique en Suisse: *La Peste rouge* (Suisse, 1938), *Vous avez la mémoire courte* (France, 1942), *Guglielmo Tell* (Italie, 1911)», in *Études et Sources*, 23, 1997, pp. 255-269. Du même auteur, voir aussi: «Il n'est de film que sa copie: *La Peste rouge* (1938), par exemple», in *Ciné-Bulletin*, n° 224, juin 1994, pp. 13-15; R. COSANDEY: «À la recherche des sources», in *Equinoxe*, 7, printemps 1992, pp. 125-138.

<sup>46</sup> Se reporter notamment au dossier consacré à *La peste rouge* par *film 1. Kritisches Filmmagazin*, Heft 1-2, Juli 1975, pp. 49-86 (dossier intitulé: «Die rote Pest. Schweiz 1938. Antikommunismus in der Schweiz»); à l'article de F. RUEB: «"Dieser Film zeigt nur die Wirklichkeit"», in *Tages-Anzeiger*, 11.7.1975, pp. 57-58; ainsi qu'aux présentations plus ou moins détaillées de F. BUACHE: *op. cit.*, pp. 72 et 75-78; W. WIDER: *Der Schweizer Film 1929-1964. Die Schweiz als Ritual*, Zürich, Limmat Verlag, 1981, Band 1: Darstellung, pp. 146-165; M. SCHLAPPNER, M. SCHAUB: *Vergangenheit und Gegenwart des Schweizer Films (1896 bis 1987). Eine kritische Wertung*, Zürich, Schweizerisches Filmzentrum, 1987, pp. 22-23, 46 et 184; et H. DUMONT: *op. cit.*, pp. 211-213.

novateur sur ce film, nous espérons toutefois apporter une contribution à sa compréhension historique, notamment grâce à certaines sources inédites, suisses et étrangères.

## 2.1. Le contenu du film

### 2.1.1. *Le communisme maléfique versus la Suisse paradisiaque*

Le générique de *La peste rouge* frappe par sa brièveté et son extrême discrétion sur les concepteurs du film<sup>47</sup>. Seul le nom de l'Action nationale suisse contre le communisme apparaît à l'écran. Aucun autre nom n'est crédité<sup>48</sup>. Ce caractère largement anonyme n'est pas sans rappeler une autre entreprise antisocialiste menée sous l'égide de Musy dix ans auparavant<sup>49</sup>.

À en croire la voix masculine solennelle qui, sur un fond d'écran noir, résonne tout de suite après le générique, alors qu'une version de *L'Internationale* se détache progressivement de la bande sonore, le film tient du documentaire authentique et objectif sur l'histoire des vingt-quatre dernières années, étant entendu que l'image en soi suffit pour attester de la véracité des faits présentés, qu'il n'est en définitive pas nécessaire d'en savoir plus que ce qui est montré à l'écran pour voir la réalité nue<sup>50</sup>. C'est beaucoup revendiquer. En effet, après le

---

<sup>47</sup> Nous avons visionné trois copies de *La peste rouge*, deux en allemand (une à la Cinémathèque suisse à Lausanne et une au Bundesarchiv-Filmarchiv à Berlin) et une en français (aux Archives fédérales à Berne). Plusieurs différences sont apparues, entre autres dans le découpage de certains plans et la traduction du commentaire. Une étude comparative serait sans doute intéressante. Toutefois, dans le cadre de ce travail, il ne nous a pas été possible d'établir le découpage plan par plan de chacune des versions et de retranscrire exactement leur commentaire pour pouvoir les comparer avec précision. Par «V.a. (CSL)», nous renvoyons à la version originale en langue allemande conservée à la Cinémathèque suisse à Lausanne. Par «V.f. (AF)», nous nous référons à la version originale en langue française déposée aux Archives fédérales à Berne. La plupart du temps, nous avons choisi, par souci d'unité de langue, de citer cette dernière version. — Parmi les retranscriptions du scénario et les analyses du contenu du film les plus développées, on peut consulter le dossier publié dans *film 1. Kritisches Filmmagazin*, Heft 1-2, Juli 1975 (notamment M.E.G. [M. E. GIROD]: «Ablauf des Films», pp. 60-64; B. JAEGGI: «Die rote Pest: Arbeitsprinzip und Ideologie des Films», pp. 65-74); l'article de F. RUEB: «Dieser Film zeigt nur die Wirklichkeit», in *Tages-Anzeiger*, 11.7.1975, p. 57; le mémoire de licence de J. PERRET: *Cinéma et histoire. Aspects du cinéma documentaire en Suisse, dans les années 30*, mém. lic. Univ. de Genève, 1979, pp. 80-84; l'ouvrage de W. WIDER: *op. cit.*, pp. 146-165; et l'article de R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 176-180.

<sup>48</sup> V.a. (CSL) où le nom allemand de l'ANSC est précédé de l'image d'une plaquette (Guillaume Tell en saint Georges terrassant un dragon qui lève la tête) comptant au nombre des objets proposés dans le prospectus de l'ANSC. Dans le générique totalement anonyme de la version en langue française, ni la plaquette ni le nom de l'ANSC n'apparaissent à l'écran. (V.f. (AF)).

<sup>49</sup> Sur la brochure antisocialiste publiée à l'occasion des élections au CN de 1928, voir le point 2.3 du chapitre 5.

<sup>50</sup> Le commentaire original commence par les phrases suivantes, entrecoupées d'accords musicaux cinglants aux accents dramatiques: «Ce film n'est pas une création.- Ce film est



générique et l'avertissement préliminaire déclamé haut et fort, la suite résulte d'un montage audio-visuel extrêmement complexe d'images et de sons (les plus variés mais toujours choisis dans le seul but de condamner le communisme), mené sur la base d'un scénario très précis et partial à l'extrême, mis en scène par des professionnels de premier ordre dans des studios équipés des derniers moyens techniques pour pouvoir donner les effets, visuels et sonores, voulus. On est d'autant plus éloigné des prétentions affichées en introduction («Ce film n'est pas une création...») qu'aux bandes documentaires et d'actualités collectées dans les archives se mêlent un très grand nombre d'extraits empruntés à des films de fiction, des documents iconographiques dûment créés ou sélectionnés pour les besoins de la cause (affiches, cartes, photos, livres, journaux, pièces autographes...) et des images originales tournées exprès pour le film<sup>51</sup>. Omniprésents, les sons (voix, musiques, bruitages) sont très habilement travaillés, placés, modulés en fonction des images pour leur procurer l'impact maximal. La plupart du temps, ils ont été manifestement ajoutés après coup, sans rendre le son original correspondant aux images projetées. Tour à tour solennelle, pathétique, affectée, larmoyante, scandalisée ou ironique, la voix du commentateur n'adopte jamais un ton neutre. Reprise sous les formes instrumentales les plus diverses, de la mélodie originale à une variante d'air de guinguette ou de marche funèbre, en passant par les arrangements les plus singuliers, *L'Internationale* revient comme un leitmotiv qui, non sans avoir parfois quelques accents sarcastiques, est adroitement utilisé pour renforcer le sens de l'image et du commentaire<sup>52</sup>. Le didactisme et le moralisme pèsent sur l'ensemble du film. Bref, dans *La peste*

---

une réalité.- Ce film n'est pas une œuvre d'imagination.- Ce film n'est pas une production d'atelier.- Ce film est un document.» (V.f. (AF)). Dans la version en langue allemande, il est dit: «Dieser Film ist von keinem Autor geschrieben.- Dieser Film ist von keinem Regisseur inszeniert.- Dieser Film ist von keinem Schauspieler gespielt.- Dieser Film ist in keinem Atelier entstanden.- Dieser Film zeigt nur die Wirklichkeit.» (V.a. (CSL)). Également cité entre autres par M.E.G. [M. E. GIROD]: «Ablauf des Films», in *film 1. Kritisches Filmmagazin*, Heft 1-2, Juli 1975, p. 60; F. RUEB: «“Dieser Film zeigt nur die Wirklichkeit”», in *Tages-Anzeiger*, 11.7.1975, p. 57; W. WIDER: *op. cit.*, p. 149; R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 193). Projetée après le début de la guerre, la version en langue française que nous avons visionnée (V.f. (AF)) est précédée d'un bref avertissement supplémentaire prononcé par le reporter Marcel W. Suès, alias Squibbs. (R. COSANDEY: «Du bon usage...» *op. cit.*, p. 260). L'avocat Marcel Suès, surtout connu comme reporter radiophonique, crée en 1936 *Curieux*, premier grand journal hebdomadaire romand, qu'il quitte rapidement. (J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 194-195 et n. 77 p. 248). Il écrit également pour le *Nouvelliste valaisan*. (V. GILLIOZ: *op. cit.*, p. 119 et n. 110 p. 142). Pour le cinéma, Marcel Suès dit le commentaire français du film *Notre Armée*, produit par le major Paul de Vallière, tourné sous les auspices du Département fédéral militaire et sorti au début de 1939. (H. DUMONT: *op. cit.*, p. 206).

<sup>51</sup> Sans avoir pu identifier tous les extraits utilisés, travail critique extrêmement long et compliqué, Roland Cosandey donne des renseignements très intéressants sur l'origine, attestée ou possible, de certaines images, par ailleurs fort diverses par leur provenance, leur genre, leur qualité et l'époque de leur création. Voir R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 187-192.

<sup>52</sup> Sur la bande-son du film, voir aussi *ibid.*, pp. 179-180.

*rouge*, tout sent la propagande parfaitement étudiée. Trop d'ailleurs. La volonté de manipuler et le caractère résolument unilatéral du film, dans un enchaînement redondant et trompeusement cohérent d'images et de sons dont est exclue la complexité du réel, y sont tellement manifestes que sa carrière en pâtira sérieusement en Suisse, l'esprit critique y disposant d'une plus grande marge de manœuvre que dans les régimes totalitaires.

Le générique et le commentaire introductif passés, *La peste rouge* se compose de deux parties principales distinctes. La première présente l'histoire de la subversion communiste dans le monde, depuis l'Octobre russe jusqu'à la guerre d'Espagne. Elle commence par des scènes de combats de la Première Guerre mondiale, «enfantement tragique d'un monde nouveau, dans le bouleversement de tout ce qui fut avant 1914», nous dit avec gravité le speaker sur un fond sonore de sifflements de bombes et d'explosions<sup>53</sup>. Suivent des images de la Russie et de la Révolution de 1917. Images de foules citadines, aveugles et anonymes, à la merci des disciples de Karl Marx. Lénine et Trotski surgissent à l'écran. Les masses deviennent révolutionnaires, endoctrinées et guidées comme il se doit par les agents d'une minorité agissante et féroce. L'exposé de la doctrine communiste se résume à quelques slogans qui défilent sous forme d'intertitres<sup>54</sup>, accompagnés de musiques suggestives et entrecoupés la plupart du temps d'images et de commentaires. Au passage, la voix off salue la résistance des Russes blancs. Mises sur le compte des seuls bolcheviques et de criminels à leur solde, personnages inquiétants et hideux sortis tout droit d'une prison, les scènes d'horreurs (exécution, cadavres, églises et sépultures profanées,...) se succèdent comme une longue litanie accusatrice. De Russie, le «virus communiste»<sup>55</sup> s'étend au reste du monde. Ce sont tout d'abord la Finlande, l'Allemagne et la Hongrie qui sont contaminées. Sur une carte géographique, la maladie passe du foyer de l'épidémie dans l'organisme de ces pays<sup>56</sup>. Sont cités au nombre des sauveurs le général allemand von der Goltz en Finlande, le chevalier von Epp en Bavière, l'amiral Horthy en Hongrie.

---

<sup>53</sup> V.f. (AF).

<sup>54</sup> «L'ouvrier n'a pas de patrie», «Supprimez la famille!», «La religion, c'est l'opium du peuple», «Communisme et Religion sont en irréductible opposition», «Tuez, détruisez, pourvu que cela serve la révolution», «Notre tâche: détruire la morale, supprimer la religion!», aboutissement de cette doctrine: «...l'avortement.», «Dictature du prolétariat», «Lutte des classes sans merci», «Suppression de la propriété», «La révolution armée est la forme la plus élevée de l'action politique», «Seule une guerre sans merci aura raison de la Bourgeoisie».

<sup>55</sup> V.f. (AF).

<sup>56</sup> La métaphore de la maladie contagieuse, procédé de langage certes très commun pour parler négativement de l'emprise croissante d'une doctrine politique, apparaissait déjà dans le violent discours tenu par Musy, le 10 décembre 1918, contre ceux qu'il jugeait responsables de la grève générale en Suisse.

Les maîtres de la Russie soviétique ne renoncent pas à leur plan. Ils utilisent le levier du Komintern, «redoutable organisation» dont le but est d'«unir les ouvriers de race blanche, jaune et noire du monde entier, pour abattre tous les gouvernements civilisés et leur substituer la République des Soviets», déclare le speaker alors que Lénine s'agite à la tribune<sup>57</sup>. Tout est mis au service de l'immense conspiration dont les ramifications recouvrent l'ensemble du globe. «La clique internationale, qui terrorise la Russie, emploie son or pour corrompre le monde entier.»<sup>58</sup> Le mal frappe l'Europe, l'Asie, l'Afrique et l'Amérique. Ici, il s'agit de la «flèche de la révolution» décochée par Moscou (sur la carte géographique, des éclairs partent de la capitale soviétique pour s'abattre sur les différents pays évoqués et, au fur à mesure de la propagation communiste, ceux-ci arborent une étoile à cinq branches frappée du marteau et de la faucille); là, du «poison moscovite» qui est à l'œuvre. Ailleurs, on parle de «poison bolcheviste [qui] filtre», de «virus bolcheviste [qui] pénètre», d'un «flot de mensonges et de haine [qui] inonde l'humanité toute entière», de «Moscou [qui] enserre l'univers dans le filet de sa redoutable organisation»,... Le speaker évoque également la «vague rouge», le «cyclone rouge» et le «péril rouge»<sup>59</sup>. Obsédés par le complot, habités par la peur de l'étouffement, de l'encerclement, de la décadence et de la destruction, angoissés d'être victimes d'un nouveau cheval de Troie, les concepteurs du film, dont Musy, présentent le communisme international comme un immense réseau occulte de criminalité organisée. Dans les villes, où le corps social est sapé par la civilisation industrielle, il y a des mouvements de foules, des démonstrations de rues, des saccages, des accrochages avec les forces de l'ordre, sur fond de fusillades et d'un brouhaha qui est toujours le même. Partout, il y a la main de Moscou, maître dans l'art de dissimuler, jusqu'à la misère du peuple russe que l'on se garde de montrer aux délégations étrangères «invitées à visiter le paradis communiste»<sup>60</sup>.

Vient le VIIe congrès mondial du Komintern de l'été 1935. Le communisme réoriente son action grâce à la tactique du front populaire. Dans le légendaire symbolique de la conspiration, thème central du film, c'est ici l'image du cheval de Troie, identifié au front populaire, qui permet de visualiser le mieux la tactique de subversion camouflée et la duplicité de l'adversaire<sup>61</sup>. Le speaker ne manque

---

<sup>57</sup> V.f. (AF).

<sup>58</sup> V.f. (AF).

<sup>59</sup> V.f. (AF).

<sup>60</sup> V.f. (AF).

<sup>61</sup> V.a. (CSL). L'image du cheval de Troie relève du lieu commun pour parler du travail de sappe du communisme. — Plus généralement, Roland Cosandey remarque que le film emprunte trois métaphores filées, par l'image et le commentaire, tout le long du film: celle de l'épidémie qui contamine le corps des nations; celle de la flèche empoisonnée tirée par Moscou; celle du cheval de Troie, illustration de la politique du front populaire dénoncée

pas de faire le lien entre la métaphore du cheval de Troie et les paroles prononcées par Dimitrov au VIIe congrès du Komintern. Présenté comme une incarnation de la tactique du cheval de Troie, Blum apparaît à l'écran, chantant *La Marseillaise* poing levé. Ce sont à nouveau des défilés politiques et des rumeurs de foule. Les désordres, les grèves et les occupations d'usines apparaissent comme «les premiers fruits du front populaire en France»<sup>62</sup>. Puis, le film nous emmène en Espagne, «pays d'antique culture chrétienne»<sup>63</sup>. Un autre pays travaillé par la tactique du front populaire et un «champ de bataille où se joue une partie décisive entre le bolchevisme et la civilisation occidentale»<sup>64</sup>. Nouveaux défilés sur fond de rumeurs de foule, nouvelles scènes d'horreurs: églises détruites, prêtres assassinés, cimetières profanés, exécutions sommaires, cadavres,... Un sauveur surgit: le général Franco. Le film défend complètement le point de vue franquiste sur la guerre d'Espagne.

La deuxième partie de *La peste rouge* nous ramène en Suisse: «Mais en quoi tout cela concerne-t-il la Suisse?»<sup>65</sup> Dans un long passage donné par le scénario comme la «partie lyrique»<sup>66</sup> et sans autre accompagnement sonore qu'un arrière-fond musical, cette fois troublé par aucun air révolutionnaire et aucun brouhaha, le film passe en revue tous les clichés de la Suisse traditionnelle, alpine, rurale et chrétienne, chère à Musy, pour qui ses authentiques habitants restent encore et toujours de pieux montagnards. Après les images de désordres, de révolutions et de guerres civiles, on nous montre le portrait joyeux et pacifique d'une Suisse paradisiaque, un pays rêvé miraculeusement épargné par les grandes révolutions (1789, 1848, 1917) et les grands bouleversements modernes (industrialisation, urbanisation, sécularisation). D'un point de vue sonore, le calme et les mélodies populaires de cette «partie lyrique» contrastent avec la cacophonie des scènes de troubles et le flux verbal extrêmement soutenu de la première partie. Alpes majestueuses, lacs paisibles, villages de montagne pittoresques, sur fond de musique populaire. L'homme vit en harmonie avec sa terre. Du haut de la montagne, il joue du cor des Alpes. Le paysan, le montagnard et l'artisan sont au

---

comme une tactique de subversion camouflée. (R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 177-178). Les plans avec le cheval de Troie sont tirés d'un film à grand spectacle allemand de 1924, *Der Untergang Troyas*. (R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 178 et 190). — Dans la version originale en langue française que nous avons visionnée, les plans avec le cheval de Troie du film allemand précité n'apparaissent plus, les emprunts faits à ce film ayant été ramenés à trois plans (les trois premiers qui se trouvent dans la version en langue allemande de *La peste rouge*; V.a. (CSL)) où l'on voit seulement des soldats en costume d'époque se précipiter vers une forteresse (pour la prendre d'assaut?) (V.f. (AF)).

62 V.f. (AF).

63 V.f. (AF).

64 V.f. (AF).

65 V.f. (AF).

66 AF, fs Musy, vol. 98: scénario en français, p. 13.

travail. Dans ce tableau bucolique, il y a aussi le faneur, le pêcheur, le vendangeur, le tourneur et le sculpteur sur bois, le vannier,... L'armailli gruérien à la barbe virile mène ses vaches grasses à travers les alpages, alors que résonne une variante du *Ranz des vaches*. Autant d'images rassurantes, autant d'antiques valeurs et de points d'ancrage intemporels. La place de la femme, la plupart du temps en costume traditionnel, n'est pas à l'usine ou dans la rue. Elle récolte le raisin et foule la vendange. Elle tresse la paille. Elle aide l'homme à faire les foins. Ailleurs, c'est une fileuse à son rouet à l'intérieur de ce qui semble être un chalet, plus loin des dentellières dans la cité médiévale de Gruyères, enfin des femmes et des jeunes filles qui, sur fond de paysage alpin, se recueillent pieusement devant un autel dressé en plein air. Des montagnes en arrière-plan, un orchestre folklorique joue une musique populaire entraînante, alors que dansent des couples. Tout le monde est en habit traditionnel. Des joueurs de hornuss, un lanceur de drapeau suisse, c'est la «Suisse éternelle», la «vraie Suisse» qui se donne à voir. Le bonheur simple et vrai des montagnards aux mœurs authentiques, tel est le titre que l'on pourrait donner à ces scènes.

La Suisse projetée à l'écran est essentiellement alpestre, rurale, paternaliste et chrétienne, plus précisément catholique. Un pays qui vit en costume traditionnel, enraciné dans son terroir, respectueux de l'ordre ancien, uni et sans conflit, loin de l'agitation des villes cosmopolites et du bruit du monde ouvrier. La croix domine les sommets enneigés et relie la terre au ciel, tandis que retentit l'hymne national. Dans cette Arcadie présumée authentique, préservée de la perversion urbaine et de la modernité, l'harmonie sociale règne naturellement, par la seule volonté divine. L'ordre hiérarchique y est respecté. Le travail, la famille, la patrie, la religion et l'armée en constituent les piliers principaux. Les rares images de la Suisse industrielle (des conduites forcées, une centrale électrique, des lignes à haute tension, quelques usines, le tout dans un enchaînement qui part de la puissance de la montagne et de son or blanc) servent uniquement à montrer la force économique du pays, son savoir-faire technique, son ingéniosité. Pour le reste, à savoir l'essentiel du passage, l'usine, l'ouvrier et la ville n'ont pas leur place dans la galerie des images de cette Suisse idyllique, fortement accrochée au passé, au «bon vieux temps». On nous montre des chalets rustiques et une variété d'habits traditionnels. Il y a le château de Chillon, le château et la cité des comtes de Gruyères, la vieille fontaine de Lessoc, des grenadiers défilant en costume d'époque, une troupe militaire paradant avec la tour de la cathédrale Saint-Nicolas de Fribourg en arrière-plan. Enfin, le film se termine par le rappel pathétique du pacte des pères fondateurs de l'Ancienne Confédération. Images d'un passé (avant tout médiéval) mythifié, empreintes de nostalgie, révélatrices d'une mentalité sur la défensive et peu portée à défendre l'État fédéral moderne de

1848. Aux images négatives du temps présent décrit dans la première partie du film, où règne l'odeur âcre du complot, de la décadence et de la guerre civile, s'opposent celles d'une Suisse de l'âge d'or, d'avant les chamboulements provoqués par 1789, la révolution industrielle et la montée du mouvement ouvrier. Le commentaire prononcé en off revient subitement: «C'est notre patrie, pays de la paix et de l'ordre; le pays où vit un peuple qui croit, travaille et prie.»<sup>67</sup>

Toutefois, ce coin de paradis n'est pas à l'abri du péril communiste. Le commentaire reprend son cours presque continu. Le speaker rappelle les propos de Lénine sur la Suisse. Il enchaîne avec l'évocation des conférences de Zimmerwald (1915) et de Kiental (1916). Suit une longue séquence sur la grève générale de novembre 1918, interprétée comme une tentative révolutionnaire ourdie de l'étranger par les bolchevistes et leurs hommes de main en Suisse. L'explication de ce vaste mouvement repose sur la seule théorie du complot, à l'instar de ce que soutenaient déjà à l'époque une grande partie de la droite bourgeoise et Musy dans son discours du 10 décembre 1918<sup>68</sup>. Les sauveurs de la patrie en danger sortent une fois de plus des rangs de l'armée. Ils se nomment ici le général Wille et le colonel Sonderegger. Les troupes fribourgeoises, sous le commandement de Roger de Diesbach, ont également droit à une mention. Le lien ne manque pas d'être fait avec le destin tragique, implicitement mis sur le compte des grévistes, des soldats morts de la grippe. On croirait réentendre Musy, lors de son fameux discours de 1918.

Le film se termine par un nouveau rappel du terrible danger qui menace l'Occident et, non sans emphase, le commentateur adjure alors le peuple suisse de choisir entre la paix et le chaos du front populaire, entre le travail source de prospérité et le désordre, entre la religion et l'impiété, entre la défense du pays et

---

<sup>67</sup> V.f. (AF).

<sup>68</sup> Par rapport au discours du 10 décembre 1918, *La peste rouge* contient quelques éléments supplémentaires appuyant la théorie de la conspiration. Au sujet de la grève générale de novembre 1918, le speaker prétend notamment que Karl Radek aurait été désigné comme dictateur de la future République soviétique suisse. En outre, il soutient que, selon les (prétendues) «instructions que Lénine envoya par courrier spécial à l'ambassadeur des Soviétiques à Berlin» à l'intention des révolutionnaires en Suisse, certaines autorités helvétiques auraient dû, «au moment décisif», être arrêtées et gardées comme otages, entre autres le Conseil fédéral *in corpore*, les présidents du Conseil national et du Conseil des États, le général commandant l'armée et son chef d'état-major, etc. (V.f. (AF)). Confirmées par aucune recherche historique sérieuse, ces anecdotes (Radek pressenti comme chef de la future République soviétique suisse; l'arrestation prévue des autorités helvétiques) sont apparues après la grève, dans les milieux antisocialistes qui cherchent à discréditer leurs adversaires. C'est un certain Serge Persky, antibolchevik déclaré, qui a publié, le premier semble-t-il, le (prétendu) projet d'instructions avec ces anecdotes dans la *Gazette de Lausanne* du 23 avril 1919. (Texte publié, avec une brève introduction, in: M. SALAMIN: *Documents d'histoire suisse 1848-1968*, Sierre, Impr. Sierroise, 1970, pp. 80-82). Dans une brochure publiée tout d'abord en 1926 sans nom d'auteur, traduite en allemand et plusieurs fois rééditée, Paul de Vallière a donné un écho considérable à ces prétendues instructions, présentées comme authentiques. ([P. de VALLIERE]: *Les troubles révolutionnaires en Suisse de 1916 à 1919, par un témoin*, Lausanne, Payot, 1926, 80 p.).

la guerre civile. Et de conclure: «Peuple suisse, ta résolution sera irrévocable. Aussi longtemps que les montagnes dresseront vers le ciel leurs cimes de granit, tant que sera le Grütli, le témoin séculaire de la première alliance: jamais de compromission avec le marxisme, sous n'importe quelle forme... Jure de rester fidèle à l'éternel serment. Jure de rester fidèle à la croix.»<sup>69</sup> Prononcées avec solennité, les dernières injonctions sont précédées par des images où l'on voit de vieux Suisses barbus prêter serment à la manière des pères fondateurs au Grütli.

### 2.1.2. *Silences, insinuations et simplifications extrêmes*

*La peste rouge* n'est pas seulement un réquisitoire anticommuniste, dont la dénonciation de l'un des plus grands fléaux de l'histoire, tout auréolé qu'il est de nobles idéaux, correspond d'ailleurs assez exactement à la réalité communiste: assassinats politiques, terreur à grande échelle, déportations, famines,... Empreinte des mythes de l'âge d'or et du renouveau, réactivant avec force les concepts nationalistes de l'helvétisme du début du siècle, l'œuvre véhicule des valeurs nettement conservatrices, voire carrément réactionnaires. Mais, outre cela, les omissions flagrantes de *La peste rouge* et ses suggestions sournoisement distillées lui confèrent un cachet particulier, renforcé par les circonstances de sa réalisation: elles reflètent un esprit déjà prêt à se taire et à faire beaucoup de concessions aux nouveaux maîtres de l'Europe. Car, au-delà du discours hyperpatriotique et foncièrement anticommuniste, le film prône de fait l'adaptation tacite au nouvel ordre européen en train de naître sous la botte allemande. Aussi, *La peste rouge* n'entre pas vraiment, ou que partiellement, dans le cadre de la défense nationale spirituelle, version néo-conservatrice, quand bien même le film brode avec suffisance sur les mêmes thèmes patriotiques, développés comme autant de critiques adressées à l'État libéral de 1848<sup>70</sup>.

---

<sup>69</sup> V.f. (AF).

<sup>70</sup> Pour une analyse précise et nuancée du concept de la défense nationale spirituelle (officialisée par le message du Conseil fédéral de 1938), notamment de sa variante néo-conservatrice, voir J. MOOSER: «Die "Geistige Landesverteidigung" in den 1930er Jahren. Profile und Kontexte eines vielschichtigen Phänomens der schweizerischen politischen Kultur in der Zwischenkriegszeit», in *RSH*, 47, 1997, 4, pp. 685-708. Voir également W. MÖCKLI: *Das schweizerische Selbstverständnis beim Ausbruch des Zweiten Weltkrieges*, Zürich, Schulthess, 1973, 172 p.; A. LASSERRE: *La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945*, Lausanne, Payot, 1989, pp. 13-49. Sur le cinéma suisse et la défense nationale spirituelle, voir plus particulièrement R. PITHON: «Cinéma suisse de fiction et Défense nationale spirituelle de la Confédération (1933-1945)», in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 33, avril-juin 1986, pp. 254-279. Se reporter également à R. PITHON: «Le cinéma suisse et les mythes nationaux (1938-1945)», in B. CRETTEAZ, H. U. JOST, R. PITHON: *Peuples inanimés, avez-vous donc une âme? Images et identités suisses au XXe siècle*, Lausanne, Études et mémoires de la section d'histoire de l'Université de Lausanne, 1987, pp. 39-61; R. PITHON: «Alpes et identité nationale dans le cinéma suisse: de "La Croix du Cervin" à "Zwischen uns die Berge"», in G. P. MARCHAL, A. MATTIOLI (éd.): *Erfundene Schweiz. Konstruktionen nationaler*

Par son contenu insidieusement pro-allemand et son style outrancier, le film ressemble trop à ce qui se fait outre-Rhin en matière de propagande pour ne pas heurter une sensibilité helvétique sur le qui-vive. Idéologiquement proche d'un Gonzague de Reynold, dont la pensée influence fortement le message gouvernemental dû au conseiller fédéral Etter sur la défense spirituelle du pays, Musy cède toutefois dans la pratique beaucoup plus à la pression de l'Allemagne nazie que son ami aristocrate, tout favorable qu'il est lui aussi à une «démocratie autoritaire» et à une rénovation de la Suisse<sup>71</sup>. Des deux châtelains fribourgeois, patriotes déclarés, Musy est celui dont l'action peut diverger le plus de la théorie. Quant aux tenants libéraux et socialistes de la défense nationale spirituelle, concept ambigu développé comme une réplique au révisionnisme de la première moitié des années 1930, ils tiennent trop à l'héritage de 1789 et 1848 pour pouvoir se reconnaître dans ce film polémique, tout sauf consensuel.

Soutenir, en octobre de 1938, quelques mois après l'annexion de l'Autriche au Reich et au moment même où la Tchécoslovaquie commence à être démembrée, qu'il n'y a pas de danger extérieur et intérieur plus grand que le communisme, qu'il n'y en a même pas d'autres, et revenir lourdement sur la menace des fronts populaires sent fortement le parti pris idéologique. Certes, à cette époque encore, nombre de conservateurs européens, dont Musy, sont toujours convaincus que Moscou, et non Berlin, a systématiquement poussé à la guerre, source de misère et de révolution, avant que ne soient conclus les accords de Munich. Il n'empêche. Du point de vue suisse, à l'exception notable des secteurs conservateurs, le rappel insistant de la grève générale de 1918, comme si rien n'avait changé depuis cette époque-là, alors que l'on parle en 1938 de regroupement des forces nationales, socialistes y compris, donne une touche anachronique au film, quelque peu décalée par rapport à la réalité ayant cours avec la défense nationale spirituelle. En outre, tant la production du film, dont on apprend vite la mise au point dans les studios allemands, que son contenu anticomuniste à l'excès et perfidement orienté soulèvent de multiples questions sur les liens de Musy avec le IIIe Reich. L'affaire Riedweg, dont la nouvelle de la naturalisation allemande et de l'entrée dans la SS vient de provoquer en septembre 1938 un tollé en Suisse, et la trajectoire presque aussi trouble de

---

*Identität. La Suisse imaginée. Bricolages d'une identité nationale*, Zürich, Chronos, 1992, pp. 217-234; H. DUMONT: *op. cit.*, pp. 236-237.

<sup>71</sup> Sur Gonzague de Reynold et la défense nationale spirituelle, voir A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie...* *op. cit.*, pp. 240-256. En novembre 1938, Musy félicite chaleureusement son ami Gonzague de Reynold pour son livre *Conscience de la Suisse*, recueil d'articles tout d'abord publiés dans la *Gazette de Lausanne* à l'invitation de Georges Rigassi. Le penseur fribourgeois y critique la politique fédérale des dernières décennies et en particulier le Conseil fédéral, réprimandé pour avoir perdu de vue par pure étroitesse d'esprit les véritables exigences du moment. (*Ibid.*, pp. 246-248).



Wechlin dans les milieux nazis suisses renforcent les soupçons. La marche forcée vers la guerre n'arrange rien et le pacte germano-soviétique d'août 1939 jette une lumière encore plus crue sur les silences du film et la partialité monomaniaque de ses concepteurs. Alors que Hitler laisse tomber le masque, la dénonciation presque hystérique du communisme ne parvient pas à faire oublier la pratique du mensonge par omission qui se donne à voir dans *La peste rouge*.

Certes, le film ne se lance dans aucune propagande trop ouvertement favorable à Hitler et à Mussolini. La conjoncture internationale de l'année 1938, pour le moins tendue, réfrène Musy dans ses ardeurs. L'ancien conseiller fédéral, habitué à ne pas dévoiler toutes ses cartes, se montre d'autant plus prudent que, comme le rapporte déjà une note d'avril 1938 émanant de l'état-major personnel de Himmler, l'annonce inopinée de la future entrée de Riedweg dans la SS incommode grandement Musy, au point que ce dernier s'est vu contraint, poursuit ladite note, de changer la fin de son film contre le Komintern et de lui donner un «visage démocratique» contrairement à la version originelle, afin que le reproche ne puisse pas être fait à Musy d'avoir tourné le film avec des fonds de la SS<sup>72</sup>. Pourtant, malgré cet incident qui le pousse encore à une plus grande retenue, la version finalement projetée lors de la première à Fribourg ne fait aucun mystère de ses préférences. À cette occasion, le public peut voir, comme le rapporte le correspondant des *Basler Nachrichten*, le seul journaliste invité qui ose en faire état dans un article sur cette première fribourgeoise, une carte de l'Europe où l'Allemagne, frappée d'une croix gammée, et l'Italie, d'un faisceau de licteur, sont proclamées comme les pays qui se sont levés contre le communisme. Des sifflets partent aussitôt du public, pourtant trié sur le volet<sup>73</sup>. Résultat: ce passage sera retranché des versions suivantes, du moins si l'on se base sur les comptes rendus ultérieurs et les versions de *La peste rouge* que nous avons visionnées. Toutefois, malgré les suppressions successives apportées ultérieurement au film, tout le monde comprend par la suite de quelles puissances méritantes il s'agit lorsque, évoquant le danger qui pèse sur la Suisse, le speaker continue d'affirmer que «Moscou a besoin de cette position stratégique unique entre les deux grandes

---

<sup>72</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: note du SS-Obersturmbannführer Ullmann, Stabsführer des Persönlichen Stabes RFSS, 28.4.1938. Référence également citée par D. BOURGEOIS: «Une lettre de Heydrich à Ribbentrop sur Vichy», in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 18, avril-juin 1971, p. 302; D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, pp. 26-27 (n. 54 p. 317).

<sup>73</sup> s.n.: «“Die rote Pest”», in *Basler Nachrichten*, 27.10.1938. En avril 1939, à l'occasion de la conférence sur l'Espagne que donne Musy à Fribourg, au retour de son voyage dans la péninsule ibérique, la correspondante de *Curieux* écrit: «Avec la question d'Espagne, M. Musy a trouvé le terrain d'entente, le chemin des cœurs fribourgeois. Nous sommes loin des sifflets qui accueillirent un jour certain passage de son film “la peste rouge”.» (S. DELACOSTE: «Le prophète en son pays», in *Curieux*, 8.4.1939).

puissances anticomunistes»<sup>74</sup>. Que Musy ait prévu à l'origine de louer plus clairement l'action anticomuniste de l'Allemagne et de l'Italie ressort aussi des corrections de scripts à notre disposition<sup>75</sup>.

Le parti pris de *La peste rouge*, d'autant plus pernicieux qu'il s'exprime la plupart du temps par de fugaces sous-entendus, se manifeste également dans d'outranciers raccourcis, somme toute assez communs chez les tenants du IIIe Reich. L'Allemagne défaite en 1918 y est présentée comme la victime du seul bolchevisme. Le film n'affiche aucune sympathie pour la République de Weimar et plus particulièrement pour le gouvernement de Berlin, accusé de faiblesse face au communisme, sans autre explication. De toutes les puissances étrangères, dont l'Allemagne et l'Italie, qui interviennent durant la guerre civile en Espagne, seule l'URSS est citée, une fois de plus accusée de toutes les manœuvres et de toutes les atrocités. À en croire *La peste rouge*, le crime n'est le propre que du communisme, quand bien même, à la frontière nord du pays, l'Allemagne nazie s'illustre déjà par ses camps de concentration, ses exécutions sommaires, ses persécutions religieuses et son mépris du droit en général. Enfin, explicite et sournoisement furtif à la fois, le film montre à nouveau, peu avant la fin de la bande, la carte de l'Europe et de l'Asie où l'immense surface noire de la Russie européenne et asiatique conquis par le communisme contraste avec la surface blanche beaucoup plus petite du reste de l'Europe. Or, sur cette surface blanche, il y a également deux tâches noires: la partie de l'Espagne qui n'a pas encore été soumise par Franco et... la Tchécoslovaquie. Les concepteurs du film se font ainsi très clairement les porte-paroles de la propagande allemande qui, au nombre des arguments justifiant le démembrement de la Tchécoslovaquie, tient ce pays pour un dangereux foyer du communisme et une menace pour l'Allemagne<sup>76</sup>.

---

<sup>74</sup> V.f. (AF).

<sup>75</sup> Dans un script dactylographié où sont proposées des modifications au scénario du film, un critique anonyme, qui n'est pas Musy, a recommandé de supprimer, directement à la suite de la phrase «C'est alors qu'en Europe deux remparts se dressent face au bolchévisme.», la phrase suivante: «L'Italie, sous le signe du Faisceau, l'Allemagne nationale-socialiste.» (AF, fs Musy, vol. 99: scénario de *La peste rouge*, p. 15; passage souligné dans le texte). Dans *La peste rouge* que nous avons visionnée, les deux phrases ont été finalement retirées. (V.f. (AF)). Autre exemple, dans le script en langue allemande, on prévoit à l'origine le passage suivant: «In Mitteleuropa wächst die bolschewistische Gefahr. Da besiegt in letzter Stunde die nationalsozialistische Bewegung in Deutschland den Kommunismus. Deutschland ist endgültig für Moskau verloren. Ebenso das Italienische Königreich.» (AF, fs Musy, vol. 100: scénario en allemand, p. 16). — En février 1939, s'étant enquis auprès de Musy, Théodore Aubert rapporte que le président de l'ANSC lui a répondu que le film contenait effectivement à l'origine une partie consacrée à la lutte fasciste contre le communisme. (ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, NU.P.I.E., 1932-1943, B. 19, fasc. 64, Svizzera, R. Consolato Ginevra: lettre de T. Aubert à R. Bova Scoppa, 23.2.1939 (copie)).

<sup>76</sup> En novembre 1938, dans une interview qu'il accorde à un grand quotidien français de droite, Musy déclare de manière plus subtile: «Pour juger avec objectivité les événements dont nous sommes les témoins inquiets, il faut tenir compte du fait que Versailles a créé des pays nouveaux en amalgamant de force des peuples qui ne souhaitaient pas du tout la vie

Moins d'un mois après les accords de Munich et l'annexion des Sudètes et quelques mois avant la mainmise sur la Bohême-Moravie, *La peste rouge* rend justice aux revendications nazies. D'autres convergences avec certaines thèses allemandes apparaissent ici et là, par exemple lorsque des piques sont lancées au passage contre la SdN, dont l'URSS est devenue «brusquement un membre influent»<sup>77</sup>, et contre la France, critiquée pour avoir signé un pacte avec la Russie soviétique.

Il n'en demeure pas moins que *La peste rouge* n'est pas l'œuvre nazie ou fasciste que certains veulent voir. Il n'est pourtant pas difficile de deviner à qui vont ses sympathies. En l'occurrence, il ne s'agit pas des plus ardents défenseurs de la démocratie libérale. Les silences de *La peste rouge* parlent d'eux-mêmes. Ont également droit à des lauriers, plus clairement que Mussolini et Hitler, les Russes blancs et d'autres nationalistes bottés tels que le général von der Goltz, le chevalier von Epp, l'amiral Horthy, le général Wille, le colonel Sonderegger et surtout le général Franco. On chercherait en vain un représentant du système parlementaire cité en exemple. Le film s'en prend plutôt aux élus de la démocratie parlementaire, par exemple lorsqu'il laisse clairement entendre que le radical Edouard Herriot et le socialiste Léon Blum font le jeu du Komintern<sup>78</sup>.

Par ses simplifications extrêmes et ses silences pesants, *La peste rouge* ne rend pas le quart de la réalité. Toute l'argumentation, invariablement monocausale, est basée sur la théorie du complot fomenté par des communistes machiavéliques qui, pour conquérir le monde, s'appuient sur des aventuriers arrivistes et des malfaiteurs sans scrupules, tous plus crapuleux les uns que les autres. Absolument rien n'est dit sur la responsabilité des dirigeants tsaristes dans l'éclatement de la

---

commune.» (Propos rapportés sous: «Le communisme doit être mis hors la loi, déclare M. Musy», in *Le Matin*, 14.11.1938).

<sup>77</sup> V.f. (AF).

<sup>78</sup> V.a. (CSL). Le passage sur Herriot n'apparaît plus dans la version en langue française que nous avons visionnée. (V.f. (AF)). — Le 10 novembre 1938, suite aux projections du film à Fribourg et à Bâle, le conseiller fédéral Baumann, chef du Département de Justice et Police, écrit à Musy: «L'Ambassade de France à Berne a appelé l'attention de notre Département politique sur l'impression pénible que les invités de nationalité française ont ressentie en voyant présenter M. Blum, ancien Président du Conseil, et M. Herriot, Président de la Chambre et peut-être futur Président de la République, comme agents du Komintern et protagonistes de la guerre en Espagne. Le représentant diplomatique de France prie les autorités fédérales de vouloir bien faire en sorte que lesdits passages du film soient supprimés.» (Lettre du chef du DFJP, J. Baumann, à J.-M. Musy, 10.11.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1013). Ne manquant pas de lui dire que toutes les images relatives à la France proviennent des actualités françaises qui ont passé dans tous les cinémas de France, Musy répond à Baumann: «Cependant pour vous être agréable nous supprimerons l'image relative à Monsieur Herriot, qui a été filmé en gare de Paris, au moment de son départ pour Moscou. [...] Par contre nous ne pourrions pas supprimer le meeting du Front Populaire, où figure à côté de beaucoup d'autres personnalités, Monsieur Blum faisant un discours. Ce meeting a été filmé et a également passé dans les actualités parisiennes.» (Lettre de J.-M. Musy à J. Baumann, président de la Confédération, 28.11.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1056). Les deux lettres sont extraites de: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33.

révolution en Russie. Au contraire, ils sont présentés comme des victimes innocentes de la cabale communiste. La suite n'en apprend pas plus sur les conditions économiques et sociales expliquant les divers heurts de l'histoire que le film prétend éclairer. *La peste rouge* veut faire croire que, sans le communisme, les ouvriers et autres exploités n'auraient jamais eu une quelconque raison de se révolter. Dans le film, le peuple des villes, foyer de troubles par excellence, est réduit à une masse anonyme qui suit aveuglément des meneurs. Le moindre désordre est mis sur le compte d'agitateurs à la solde de Moscou. Chaque grève apparaît comme le résultat d'une machination montée par les communistes. La grève générale de novembre 1918 en Suisse résulte d'une conspiration tramée dans l'ombre. Les causes de la guerre d'Espagne se résument une fois de plus à une décision prise par les chefs communistes, en l'occurrence lors du congrès mondial du Komintern. À l'inverse, les responsabilités des opposants au communisme, éventuellement leurs forfaits, sont systématiquement passés sous silence. Le film interprète l'histoire récente du monde sur un mode binaire extrêmement réducteur, dont on retrouve par ailleurs la trace dans la manière de penser d'un Musy. Dans cette vision dualiste du monde, le communisme représente l'idéologie repoussoir par excellence, le pôle négatif absolu qu'il suffit de mentionner pour prétendre expliquer toutes les misères.

*La peste rouge* transpire à grosses gouttes le racisme vulgaire. Avec insistance, le speaker relève soigneusement le nom d'origine juive, en plus de celui qu'ils portent d'ordinaire, de certains chefs communistes, comme s'il s'agissait d'un élément important pour confondre ceux qui, sous différentes identités, tirent les ficelles de l'immense conspiration<sup>79</sup>. Il y a quelque chose dans l'inflexion de la voix du speaker, proche du mépris, qui ne trompe pas. Perceptible dans la version en langue française, l'antisémitisme et la haine de l'Asiatique suintent plus

---

<sup>79</sup> Par rapport aux scripts à notre disposition, les versions que nous avons visionnées ne contiennent plus les passages les plus explicitement antisémites prévus à l'origine. Dans le scénario dactylographié dont nous venons de parler, il est également recommandé de supprimer, directement à la suite de la phrase «L'élément étranger domine.», la phrase entre parenthèses suivante: «(En 1921, sur 560 commissaires des Soviëts, 460 sont israéliens [sic])» (AF, fs Musy, vol. 99: scénario de *La peste rouge*, p. 8; passage souligné dans le texte). *La peste rouge* en langue française que nous avons vue a été effectivement amputée de cette phrase. (V.f. (AF)). Pour le même passage, il est écrit dans le script en langue allemande: «Unter 40 Mitglieder dieser Regierung sind 30 Juden.» (AF, fs Musy, vol. 100: scénario en allemand, p. 9). Directement à la suite de cette phrase, une version en langue allemande présente l'étoile rouge soviétique comme un symbole constitué de l'étoile de David (?), de la faucille et du marteau. (AF, fs Musy, vol. 100: scénario en allemand, p. 9). Plus loin, lorsque sont évoqués des troubles en Espagne, ce script en allemand reprend la même combinaison: «Unter dem Davidstern, der Sichel und dem Hammer demonstrieren die verhetzten Massen.» (AF, fs Musy, vol. 100: scénario en allemand, p. 13). Le script en français ne parle pas de l'étoile de David, mais de l'étoile rouge. (AF, fs Musy, vol. 98: scénario en français, pp. 4 et 7). Enfin, dernier exemple, le scénario en langue allemande prévoit également d'épingler Berzine et Dicker en relevant leur origine juive. (AF, fs Musy, vol. 100: scénario en allemand, p. 29).

nettement, par les mots et le ton plus explicites utilisés par le commentateur, de celle en langue allemande.

Raciste, le film l'est encore plus clairement dans le portrait qu'il dresse des Russes soviétiques, haïs à double titre, en raison de leur «race» et de leur association au bolchevisme. *La peste rouge* souligne leur prétendue spécificité «asiatique», inconciliable avec la «vraie» civilisation européenne. Bien plus, l'Asie, continent peuplés de barbares, représente un véritable danger mortel pour l'Europe assiégée. En conclusion, le speaker affirme par exemple, en des termes peu différents de ceux dont Musy se servait déjà en 1918: «Ce péril, c'est la Russie soviétique, c'est la mystérieuse puissance du grand empire resté tartare. Depuis que les hordes sauvages de Gengis Kahn firent trembler l'Europe, le cauchemar de l'invasion asiatique demeure l'éternelle menace suspendue sur l'Occident. L'irrésistible expansion des foules nomades, qui peuplent l'Asie centrale, va toujours vers le couchant. Aujourd'hui, l'Asie s'identifie avec le péril rouge. Tant que l'immense empire russo-tartare, qui domine la moitié de l'humanité, restera sous l'emprise bolcheviste, tant que l'Europe, aujourd'hui divisée et affaiblie par les guerres, n'aura pas uni courageusement toutes ses forces contre le communisme, la civilisation chrétienne restera à la merci de la vague de haine, de terreur et de sang que l'Asie, à plusieurs reprises, déversa sur l'Occident.»<sup>80</sup> Au même moment, on voit à l'écran un subtil montage d'images suggestives: à un déferlement de cavaliers succède, baïonnette au poing, une troupe de fantassins soviétiques qui défile — le montage donne l'impression d'une charge par vagues successives — de la droite vers la gauche, soit de l'Est vers l'Ouest, alors que l'on distingue en arrière fond une carte géographique de l'immense Asie et de la petite Europe, menacée d'engloutissement.

Au chapitre de la xénophobie, le film rappelle plus d'une fois, sur le ton de la dénonciation, le caractère cosmopolite et multiracial des représentants communistes. Ayant cité les noms de l'«état-major de techniciens et de professionnels de la révolution, de théoriciens marxistes et de terroristes» que Lénine a groupé autour de lui, le speaker dénonce de manière péremptoire: «L'élément étranger domine.»<sup>81</sup> En Amérique du Nord, elle aussi «frappée par la flèche de Moscou», il voit les «démagogues noirs» entraîner «les masses à la révolution»<sup>82</sup>, quand bien même les concepteurs du film, si enclins à illustrer les

---

<sup>80</sup> V.f. (AF). En novembre 1938, un grand quotidien français de droite publie une interview de Musy qui, entre autres, affirme: «On répète que le communisme russe n'est qu'un accident sur la ligne historique du peuple russe, alors qu'en réalité, le bolchevisme est l'expression des instincts révolutionnaires de l'âme tartare.» (Propos rapportés sous: «Le communisme doit être mis hors la loi, déclare M. Musy», in *Le Matin*, 14.11.1938).

<sup>81</sup> V.f. (AF).

<sup>82</sup> V.f. (AF).

propos par des images adéquates, ont été incapables de retrouver un document correspondant à une telle allégation.

Entre la fin de 1938 et la première moitié de 1940, *La peste rouge* ne peut convaincre que des convertis, avant tout des conservateurs brouillés avec la démocratie libérale et des extrémistes de droite, tous impatients de régler leur compte avec le régime en place. Cela limite considérablement l'impact du film. Manichéen, polémique et simplificateur à l'extrême, il n'introduit aucune réflexion de fond sur le phénomène communiste, réflexion qui, menée de manière nuancée et objective, notamment sur les raisons économiques et sociales de la progression du communisme, aurait pu gagner à la cause d'autres personnes que les traditionnels faucons anticommunistes. Au moment où le pays serre les rangs devant la montée des périls, ce genre de film soulève la controverse plus qu'il ne contribue à la défense nationale spirituelle. Pire, le style outrancier, la diabolisation systématique du communisme et les insinuations douteuses, alors que d'autres dangers extérieurs sont systématiquement passés sous silence, s'accordent trop avec ce qui se fait dans les dictatures voisines en matière de propagande la plus lourde pour ne pas rebuter même jusqu'à certains anticommunistes suisses.

Enfermés dans leurs obsessions, les auteurs, ceux justement qui prétendent éclairer le peuple sur les dangers monstrueux du communisme, savent donc en grande partie eux-mêmes la portée de leur œuvre de propagande, ce dont Musy semble être paradoxalement conscient. Quelques jours avant la première de *La peste rouge*, il écrit à la Ligue Aubert: «Nous avons pensé que la présentation du film devait être faite à un public choisi. Personne ne serait admis dans la salle que sur invitation et contre présentation de la carte.»<sup>83</sup> Parmi ce public choisi, les représentants de la presse sont soigneusement filtrés. D'autres projections organisées sous l'égide de l'ANSC s'adressent à des spectateurs triés sur le volet et dûment invités, ainsi à Bâle au début du mois de novembre 1938<sup>84</sup>. Peu de temps après, il est prévu d'organiser à Genève une projection qui, nous apprend-on, «sera strictement privée et que seule la meilleure société de Genève y sera conviée, par des invitations personnelles»<sup>85</sup>. À Paris, le 21 novembre 1938, le film est également donné lors d'une représentation privée. Pourquoi? «C'est qu'on a craint en réunion publique, donc payante, des manifestations politiques

---

<sup>83</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à l'EIA (T. Aubert?), 14.10.1938.

<sup>84</sup> Sur la projection à Bâle, voir p.e. s.n.: «“Die rote Pest”», in *National-Zeitung*, 4.11.1938.

<sup>85</sup> AF, fs Musy, vol. 95: lettre de Miéville (cinéma Capitole à Genève) à J.-M. Musy, 5.11.1938. Cette projection a effectivement lieu à la mi-novembre.

dégénération en bagarres.»<sup>86</sup> Le film est projeté sans restriction d'entrée seulement dans les régions sûres, a priori hostiles au communisme et où celui-ci n'y a de préférence aucune existence, par exemple dans les campagnes fribourgeoises<sup>87</sup>.

Musy n'est pas le seul à avoir influencé le contenu du film. Toutefois, comme le montre l'histoire même de sa réalisation, rien ne se fait sans qu'il donne son accord. Initiateur de *La peste rouge*, il en est également le père spirituel. Les idées du film correspondent ainsi largement à celles que défend Musy. L'œuvre est tellement liée à la trajectoire de son principal promoteur que l'on peut y voir, en creux, une bonne partie de sa biographie.

## 2.2. Espoirs et désillusions

Musy nourrit très tôt, peut-être bien avant la mise sur pied effective de l'Action nationale suisse contre le communisme, le projet d'un film anticommuniste. Tout conservateur qu'il est, l'homme connaît l'efficacité du cinéma, moyen de propagande moderne. Plus généralement, la droite nationaliste n'est pas en reste dans l'usage politique des salles obscures. Jeune homme politique, Musy a appris à mieux saisir l'importance de ce formidable vecteur au fur et mesure de ses perfectionnements techniques et de son utilisation croissante. Il siégeait au Conseil d'État fribourgeois lorsque le «cinématographe» a commencé à être réglementé sur le terrain cantonal<sup>88</sup>. Conseiller fédéral, il l'a utilisé pour mener campagne en faveur de la révision du régime des alcools, acceptée en votation populaire le 6 avril 1930, et remporter en la circonstance un de ses plus grands succès au gouvernement. Déjà en 1924, à la suite de l'échec, l'année précédente, du projet de révision du régime des alcools, le grand argentier de la Confédération avait perçu dans ce nouveau média un instrument de propagande efficace<sup>89</sup>. Cette année-là, montrant de l'intérêt pour le 7<sup>ème</sup> art, il indiquait en outre avoir vu les *Nibelungen*, production qu'il avait trouvée «extrêmement bonne»<sup>90</sup>. L'année suivante, il signait en tant que président de la Confédération, au nom du Conseil fédéral, le premier rapport gouvernemental,

---

<sup>86</sup> L. BAILBY: «Un témoignage écrasant contre le Communisme», in *Le Jour-Écho de Paris*, 22.11.1938. Un exemplaire de journal se trouve in: AF, fs Musy, vol. 96.

<sup>87</sup> Dans le canton de Fribourg, le film passe entre autres à Châtel-St-Denis en novembre 1938, à Bulle en novembre/décembre 1938, ainsi qu'à Vaulruz en avril 1939.

<sup>88</sup> Sur la genèse de la loi fribourgeoise sur les cinématographes de 1914, voir N. ABD-RABBO: *Archéologie du spectacle cinématographique dans le canton de Fribourg 1896-1939. L'arrivée du cinéma et son accueil: initiatives et résistances*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1994, pp. 62-81 et 183-184.

<sup>89</sup> J. HENNARD: «M. Musy nous parle du cinéma», in *Revue Suisse du Cinéma*, 25-31.12.1924, p. 8.

<sup>90</sup> *Ibid.*

par ailleurs empreint de considérations fédéralistes, sur le cinéma<sup>91</sup>. En 1929, il confirmait son opinion au sujet du cinéma, d'après lui, susceptible de causer énormément de bien, mais aussi beaucoup de mal, selon l'usage qu'on en fait: «Parce qu'il instruit et impressionne, le cinéma constitue une redoutable puissance.»<sup>92</sup>

À en croire Riedweg, la réussite du film sur l'alcool de 1930 doit avoir encouragé Musy à reprendre l'idée d'un tel moyen pour combattre le communisme<sup>93</sup>. Cette fois, il ne s'agit pas de lutter contre les ravages de l'alcool, mais contre ceux de ce que Musy tient pour une maladie de l'esprit encore plus dangereuse. Les promoteurs de *La peste rouge* s'inspirent certainement d'autres campagnes politiques, comme celle contre l'initiative de crise en 1935 où il avait été d'ailleurs prévu, au chapitre de la propagande cinématographique, que Riedweg lui-même conçoive, avec Jacob Lorenz, le scénario d'un film<sup>94</sup>.

Les premières traces indéniables d'un projet de film remontent à la création de l'Action nationale suisse contre le communisme, soit entre décembre 1936 et janvier 1937<sup>95</sup>. Chassant sur le même territoire que d'autres organisations anticommunistes, l'ANSC espère dès le départ forger une arme jusque-là jamais brandie, du moins sous une forme aussi pointue, pour lutter contre le communisme en Suisse. En novembre 1936 à Feldafing, lors de la première conférence anticommuniste internationale, les représentants de diverses

---

<sup>91</sup> Rapport du CF, sur le postulat déposé au CN par Zimmerli et cosignataires, concernant la révision de l'art. 31 de la constitution fédérale, 26.5.1925, in *FF*, 1925, vol. 2, pp. 577-622. Référence indiquée par R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 186.

<sup>92</sup> Propos de Musy cité par J. HENNARD: «“Le Cinéma Suisse” au Palais Fédéral», in *Le Cinéma Suisse – Schweizer Cinema*, 1-15.1.1929, p. 8.

<sup>93</sup> Voir la lettre de F. Riedweg à l'auteur, 12.9.1997; ainsi que celle de F. Riedweg à D. Bourgeois, 30.7.1974 (CSL, dossier sur *La peste rouge*, copie), aussi citée par R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, n. 38 p. 185.

<sup>94</sup> *Supra*, point 1.2. du chap. 8. Voir également R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 185-186 et H. DUMONT: *op. cit.*, p. 239.

<sup>95</sup> Dans le fonds Musy déposé aux AF, il se trouve un projet de scénario de film intitulé *Von Zimmerwald bis Madrid*, non daté et destiné à Duvanel. (AF, fs Musy, vol. 100). Sur la base de critères internes, Roland Cosandey situe ce scénario entre février et juillet 1936. (R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, n. 29 p. 178). Toutefois, à la lecture de ce projet de scénario, il ressort qu'il n'a pas pu être établi avant la fin août 1936 au plus tôt et même avant le début de l'année 1937. En effet, dans un passage rappelant les grandes purges en URSS, ce projet de scénario donne entre autres Zinoviev et Kamenev comme déjà fusillés et Boukharine comme déjà détenu. (AF, fs Musy, vol. 100: *Von Zimmerwald bis Madrid*, p. 12). Or, Zinoviev est fusillé le 25 août 1936 et Kamenev le 24 août 1936 et Boukharine est arrêté au début de 1937. Ce projet de scénario évoque également les fronts populaires en Espagne, entre autres avec des images d'églises détruites, et en France. (AF, fs Musy, vol. 100: *Von Zimmerwald bis Madrid*, pp. 3 et 13). Cela peut donc laisser entendre, le titre semblant du reste présenter Madrid comme le plus récent et le plus important théâtre des menées communistes dans le monde, que la guerre a déjà débuté en Espagne. Celle-ci a éclaté en juillet 1936.



organisations parlent également de la nécessité d’opposer à la propagande soviétique des films anticommunistes de qualité<sup>96</sup>.

La première rubrique d’un décompte de *La peste rouge* date du 24 décembre 1936<sup>97</sup>. Lors de la séance de l’ANSC du 26 janvier 1937 convoquée par Musy, il est déjà fait état, au nombre des actions envisagées, d’un film qui serait combiné avec une exposition<sup>98</sup>. Le 28 janvier suivant, la Ligue Aubert écrit à Musy pour lui conseiller, en raison de considérations d’ordre pratique et technique, de ne pas conjuguer aussi étroitement ces deux moyens de propagande. Le film sera, à en croire la même lettre, prêt pour le mois de mars<sup>99</sup>. En mars 1937, Wechlin informe Hack que l’Action attend beaucoup de ce film alors en cours de réalisation<sup>100</sup>. Ce même mois, après une réunion le 5 mars du comité de l’ANSC à laquelle Théodore Aubert a assisté, un procès-verbal de la Ligue Aubert indique que Musy «espère être en possession du film anticommuniste commandé dans un mois environ»<sup>101</sup>. L’ANSC a manifestement l’intention de sortir son film suffisamment tôt pour appuyer la vague anticommuniste qui déferle sur le pays, en particulier en Suisse romande, au début de l’année 1937. Ainsi, en février 1937 déjà, la Ligue Aubert informe Musy que les expositions et le film élaborés par l’ANSC pourront être d’une grande utilité lors de la future campagne en faveur de l’interdiction du parti communiste dans le canton de Genève, la votation populaire sur cette question étant entrevue pour le mois d’avril<sup>102</sup>. Or, les espoirs mis dans ce puissant moyen de propagande tournent vite à la désillusion. Au bout du compte, le retard est tel qu’on peut se demander à quoi sert ce film lorsqu’il est enfin terminé, si ce n’est à desservir ses propres initiateurs.

En effet, le film ne sort qu’en octobre 1938, ne contribuant ainsi à aucune des grandes campagnes menées dans les cantons où le communisme a été mis hors la loi entre le début de 1937 et la première moitié de 1938. Bien plus, Musy s’est

---

<sup>96</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: «Procès-Verbal de la Première Conférence Confidentielle Anti-Communiste Internationale à Feldafing près de Munich du 4 au 10 Novembre 1936 – Strictement confidentiel!», p. 17; EIA: «Conférence internationale anti-communiste», fin novembre 1936, p. 3.

<sup>97</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film», versement à Pereyo Paris par Riedweg, 24.12.1936.

<sup>98</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 26.1.1937 convoquée par Musy. Il est également écrit: «Ce film devra être tiré en 6 copies et devra parcourir le pays pendant une année entière.» De plus, selon ce procès-verbal, Musy doit rencontrer le représentant d’un «Konzern» à propos de la réalisation et de la distribution du film envisagé. (*Ibid.*).

<sup>99</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l’EIA à J.-M. Musy, 28.1.1937.

<sup>100</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937. Hack rapporte au sujet du film de propagande anticommuniste: «Die “Aktion” verspricht sich besonders viel von einem zurzeit im Entstehen befindlichen Propagandafilm von 1’200 Meter Länge (Dauer etwa 1 Stunde), der in 7 Exemplaren hergestellt wird und in der ganzen Schweiz laufen soll.» (*Ibid.*).

<sup>101</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de mars 1937.

<sup>102</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l’EIA à J.-M. Musy, 19.2.1937.

brouillé avec certaines personnes au fur et à mesure de la production chaotique du film et, à sa sortie, l'ANSC a de fait déjà un pied dans la tombe. Quant au film lui-même, il disqualifie encore un peu plus Musy auprès d'une partie croissante de l'opinion publique suisse, encore traumatisée par l'Anschluss (mars 1938) et l'annexion des Sudètes consécutive aux accords de Munich (septembre 1938). L'annonce, en septembre 1938, de l'entrée de Riedweg dans la SS jette un peu plus le discrédit sur Musy et son action anticommuniste. Enfin, au moment où, le 26 novembre 1940, le Conseil fédéral décide de dissoudre le Parti communiste au niveau suisse<sup>103</sup>, *La peste rouge* est elle-même interdite de projection sur le territoire helvétique depuis juin 1940<sup>104</sup>. Au bout du compte, l'audience du film reste plutôt limitée, loin des espérances affichées par ses commanditaires. Les moyens consacrés à cette entreprise apparaissent amplement démesurés par rapport aux résultats obtenus.

La réalisation de *La peste rouge* est un peu à l'image de l'histoire de l'ANSC et de la trajectoire de Musy entre 1936 et 1938: une suite d'actions souvent désordonnées et ambiguës d'où se dégage une forte impression de brassage d'air. Prévu au départ pour soutenir l'action contre le communisme menée avec fièvre par Musy, le film manque finalement assez largement sa cible. C'est donc un bilan peu convaincant pour le moyen de propagande dans lequel Musy et ses hommes ont investi le plus d'énergie et d'argent.

### 2.3. Deux étapes principales, de multiples collaborations

Aucune autre activité déployée par l'Action nationale suisse contre le communisme n'implique autant de personnes et de moyens que la production du film *La peste rouge*. Entre autres à travers les collaborations que cette entreprise suppose, il se dessine deux étapes principales, la première se déroulant essentiellement en Suisse de décembre 1936-janvier 1937 à janvier 1938, la seconde en Allemagne de février à septembre 1938.

Comme Jean-Marie Musy, responsable principal de la production du film en tant que président de l'ANSC, et son fils aîné Pierre, défrayé pour son travail logistique et ses très nombreux déplacements en Suisse et à l'étranger<sup>105</sup>, Franz Riedweg apparaît aussi bien dans la première phase que dans la seconde. Le jeune médecin Lucernois joue même un rôle important, sans toutefois être, estimons-

---

<sup>103</sup> Arrêté du CF concernant la dissolution du parti communiste suisse, 26.11.1940, in *RL*, 1940, p. 1931.

<sup>104</sup> AF, E 4320 (B) 1974/47, Bd 127, C.8.18: décision de censure de la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, n° 9205, 22.6.1940; ordonnance de censure de la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, interdisant la projection de *La peste rouge*, n° 7025/9205, 25.6.1940.

<sup>105</sup> AF, fs Musy, vol. 95: divers décomptes de frais, 1937-1938.

nous, ni le seul auteur ni le seul réalisateur-scénariste du film, tant cette œuvre résulte d'interventions personnelles diverses et extrêmement enchevêtrées, notamment au niveau de la réalisation et du scénario<sup>106</sup>. Sitôt engagé dans l'organisation, Riedweg consacre une partie de son temps à la réalisation du film. Un décompte de *La peste rouge*, qui n'est certes pas complet et ressemble fort à un récapitulatif mis au propre après coup, débute par la mention, en date du 24 décembre 1936, d'un versement par Riedweg<sup>107</sup>. Au mois de mars 1937, Hack rapporte que Riedweg, chargé des questions de propagande, s'occupe notamment du film, alors en cours réalisation<sup>108</sup>. Dactylographié et n'indiquant pas son auteur, le plus ancien scénario retrouvé de film, intitulé *Von Zimmerwald bis Madrid*, que nous faisons remonter au début de l'année 1937, porte deux adjonctions manuscrites inscrites de la main de Riedweg qui, rappelons-le, a déjà participé à l'élaboration d'un scénario de film avant son entrée en fonction à l'ANSC<sup>109</sup>. Le reste du scénario rédigé en allemand est-il de lui? La question reste ouverte. Sa collaboration à l'écriture du scénario est néanmoins, nous semble-t-il, un fait établi, indépendamment du fait que, dans des témoignages ultérieurs, Riedweg sera enclin à ramener à sa seule personne des actions menées en réalité par plusieurs individus<sup>110</sup>. Riedweg intervient surtout en Allemagne,

<sup>106</sup> Sur le rôle joué par Riedweg, ce sont principalement les sources allemandes que nous avons consultées qui nous poussent à avoir une interprétation différente de celle avancée par Roland Cosandey («Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 201), auteur que nous rejoignons toutefois lorsqu'il met un bémol aux affirmations catégoriques de Heinz Büttler, présentant Riedweg comme l'auteur de *La peste rouge* (H. BÜTLER: «*Wach auf, Schweizervolk!*» *Die Schweiz zwischen Frontismus, Verrat und Selbstbehauptung, 1914-1940*, Gümligen, Zytglogge, 1980, pp. 148-150; repris par W. WIDER: *op. cit.*, pp. 148-149) et de Hervé Dumont, pour qui Riedweg est son réalisateur-scénariste (H. DUMONT: *op. cit.*, p. 212). Voir également H. ROSENBAUM: ««Rote Pest» bleibt versenkt», in *Die Wochenzeitung (WoZ)*, 5.5.1989, où, sur la base de propos tenus par Riedweg, il est également écrit que l'ancien secrétaire de l'ANSC a réalisé le film.

<sup>107</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film», versement à Pereyo Paris par Riedweg, 24.12.1936. Les rubriques de ce décompte font presque toujours état de versements à des personnes, sans autre précision. Ainsi, la plupart du temps, il n'est pas possible de savoir pour quelles prestations exactes elles reçoivent des fonds. En outre, de nombreuses rubriques portent l'abréviation CG et plus rarement le nom entier du Crédit Gruyérien, établissement bancaire dont Musy est le président du conseil d'administration. (AF, fs Musy, vol. 95: divers décomptes de frais, 1937-1938). D'autres documents prouvent que Musy fait appel aux services du Crédit Gruyérien à Bulle pour traiter avec la Bavière. (BA (Berlin), R 109 I / 1358c: lettre recommandée de la Bavière-Filmkunst (Keil) à J.-M. Musy, 20.9.1938).

<sup>108</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937.

<sup>109</sup> AF, fs Musy, vol. 100: *Von Zimmerwald bis Madrid*, pp. 4 et 10.

<sup>110</sup> C'est le cas lorsqu'il affirme avoir été chargé de recueillir à l'étranger du matériel documentaire et qu'il le fit à Londres, Paris et Berlin, opération que nos sources consultées ne permettent pas d'attribuer avant tout à Riedweg, mais aux professionnels du film que sont Hollenstein, Wuhrmann et Duvanel. Au sujet des affirmations de Riedweg, voir la lettre de F. Riedweg à l'auteur, 12.9.1997; ainsi que H. ROSENBAUM: ««Rote Pest» bleibt versenkt», in *Die Wochenzeitung (WoZ)*, 5.5.1989. Dans une lettre à D. Bourgeois, Riedweg dit à propos de sa recherche de matériel d'actualités qu'il l'a menée à Rome, Paris et Berlin. Voir la lettre de F. Riedweg à D. Bourgeois, 30.7.1974 (CSL, dossier sur *La peste rouge*, copie), aussi citée par R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 201.

lors de la mise au point du film dans les studios de la Bavaria. Nous y reviendrons.

À l'origine, comme le note justement Roland Cosandey, Musy n'envisage pas de mettre au point son film en Allemagne<sup>111</sup>. Le film aurait dû être réalisé en Suisse. Du décompte déjà évoqué, il appert que les principales personnes impliquées durant la première étape sont Armin Egli, Emil Hollenstein et Charles-Georges Duvanel<sup>112</sup>. Avocat à Saint-Gall et membre du comité national de l'ANSC, Egli reçoit un important montant de 20'000 francs au début du mois de janvier 1937<sup>113</sup>. Président de la Commission cinématographique de l'Association populaire catholique suisse, il siège aussi à la Commission fédérale d'études pour le cinéma, puis plus tard à la Chambre suisse du cinéma<sup>114</sup>. Dans la *Schweizerische Rundschau*, revue conservatrice-catholique, Egli s'exprime à propos de cinéma<sup>115</sup> et écrit un article sur le communisme qui révèle son intérêt pour le cinéma soviétique et l'influence qu'il peut avoir sur les foules<sup>116</sup>. Également membre de la Commission fédérale d'études pour le cinéma et futur membre de la Chambre suisse du cinéma, Emil Hollenstein est propriétaire de salle et producteur indépendant à Zurich<sup>117</sup>. En neuf fois, l'ANSC lui verse 21'923

---

<sup>111</sup> R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 198.

<sup>112</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film».

<sup>113</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film», versement à A. Egli, (3).1.1937. Par la suite, il n'est versé à Egli plus que fr. 60.- le 26.5.1937. (*Ibid.*). Cela fait donc un total de 20'060 francs. Voir aussi, dans le même volume, le document «Récapitulation du compte film».

<sup>114</sup> T. PFISTER: *Der Schweizer Film während des III. Reiches. Filmpolitik und Spielfilmproduktion in der Schweiz von 1933 bis 1945*, Hettiswil, chez l'auteur, 1986 (1982), p. 25 et n. 47 p. 134, ainsi que p. 46 et n. 98 p. 137; R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 198.

<sup>115</sup> A. EGLI: «Zum Filmproblem», in *Schweizerische Rundschau*, 35, 1935/36, pp. 955-959.

<sup>116</sup> A. EGLI: «Die Schweiz», in *Schweizerische Rundschau*, 36, 1936/37, p. 936.

<sup>117</sup> T. PFISTER: *op. cit.*, p. 25 et n. 48 p. 134, ainsi que p. 46 et n. 98 p. 137; R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 198. Négociant à Zurich compté au nombre des représentants de l'économie cinématographique, Emil Hollenstein est nommé membre de la Chambre suisse du cinéma en septembre 1938. (Extrait des délibérations du CF, 16.9.1938, in *FF*, 1938, vol. 2, pp. 453-454). En 1975, Emil Hollenstein dit qu'il est devenu directeur de la Pandora Film AG à Zurich en 1938. (F. RUEB: «"Dieser Film zeigt nur die Wirklichkeit"», in *Tages-Anzeiger*, 11.7.1975, p. 58). Selon Dumont, Hollenstein est nommé directeur de cette société en 1940. (H. DUMONT: *op. cit.*, pp. 159 et 330). Si les sources originales que nous avons consultées font encore état d'un versement relativement peu important à Hollenstein le 30 avril 1938, le versement précédent remontant au 26 novembre 1937 (AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film»), ces sources ne nous permettent toutefois pas d'établir un lien avec la Pandora. De plus, les archives allemandes à notre disposition montrent clairement que la production du film, notamment lors de sa finition en Allemagne, n'implique à aucun moment la Pandora. Aussi nous ne voyons pas très bien comment Dumont peut prétendre, sans préciser ses sources, que la Pandora s'est chargée de la production du film *La peste rouge*, commandé, précise l'auteur, par l'ANSC de Musy. (H. DUMONT: *op. cit.*, p. 212). Qu'Emil Hollenstein devienne (plus tard) directeur de la Pandora — l'actionnaire principal de cette société est l'avocat pro-allemand Wilhelm Frick, chef du Front fédéral (où a milité Wechlin) rebaptisé l'Action fédérale en juillet 1937 — ne suffit sans doute pas pour en déduire qu'elle a produit *La peste rouge*, d'autant plus que nos sources indiquent que Musy et Hollenstein se sont quittés plutôt brutalement vers le début de

francs, entre le 23 mars 1937 et le 30 avril 1938<sup>118</sup>. Hollenstein reçoit également 12'100 francs d'Egli qui puise sur les 20'060 francs touchés de l'ANSC<sup>119</sup>. Hollenstein encaisse donc au total 34'023 francs<sup>120</sup>. Sur cette somme, Hollenstein verse 500 francs à Duvanel; le solde, soit 33'523 francs, se répartit de la manière suivante: 11'907.75 francs en achat de matériel de film et 21'615.25 francs en traitement et frais de déplacements<sup>121</sup>. De l'argent mis à sa disposition, Hollenstein prélève également un certain montant pour le travail accompli par Max Wuhrmann, cameraman et reporter spécialisé dans le tournage de sujets d'actualités<sup>122</sup>. Pour le compte du film anticommuniste commandé par Musy, Hollenstein et Wuhrmann se rendent, selon ce dernier, au printemps 1937 à Paris pour y sélectionner du matériel de film<sup>123</sup>. Cameraman, opérateur d'actualités et documentariste reconnu, Charles-Georges Duvanel, qui reçoit au total 20'600 francs<sup>124</sup>, n'intervient pas, selon le compte à notre disposition, dès le début de la

---

l'année 1938, le premier n'étant pas satisfait du travail présenté par le second. (Notre conclusion rejoint celle de R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 198).

<sup>118</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film». Voir aussi le document «Récapitulation du compte film». (*Ibid.*).

<sup>119</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Récapitulation du compte film». Outre les 12'100 francs versés à Hollenstein, Egli verse 1'500 francs à Duvanel. Après ces déductions, il reste donc à Egli 6'460 francs. (*Ibid.*).

<sup>120</sup> Chiffre confirmé par: AF, fs Musy, vol. 95: «Récapitulation du compte film».

<sup>121</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Récapitulation du compte film».

<sup>122</sup> Dans un entretien publié en 1975, Max Wuhrmann affirme qu'il a été approché par Emil Hollenstein, lui-même chargé par Musy de réaliser un film anticommuniste. Wuhrmann précise: «Ich wurde für meine Bemühungen von Emil Hollenstein bezahlt, der seinerseits das Geld von Alt-Bundesrat Musy bekam.» (F. RUEB: «“Dieser Film zeigt nur die Wirklichkeit”», in *Tages-Anzeiger*, 11.7.1975, p. 58).

<sup>123</sup> *Ibid.* Information que nous tenons pour crédible, d'autant plus que le décompte du film mentionne, en date du 23 mars 1937, un versement de 2'023 francs à «Mr. Hollenstein Paris». (AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film»). Ne mentionnant aucune source, Emil Schwarz écrit: «Zu Ostern 1937 hielt sich Bundesrat Etter “zufällig” in Paris auf, wo er sich mit H. [Hollenstein] traf und im selben Hotel wie dieser logierte. Anlass der Zusammenkunft muss auch das Projekt *Die rote Pest* gewesen sein, denn spätestens zu diesem Zeitpunkt hatte man mit den Vorbereitungen zu dem Film begonnen.» (ES [E. SCHWARZ], avant-propos, in *film 1. Kritisches Filmmagazin*, Heft 1-2, Juli 1975, p. 55; repris par W. WIDER: *op. cit.*, p. 148). Aucune des archives que nous avons consultées ne confirme l'implication du conseiller fédéral Etter dans le projet de film commandé par l'ANSC. L'auteur cité donne par ailleurs beaucoup trop à penser que Musy évolue en parfaite harmonie avec le parti conservateur-catholique et quelques-uns de ses chefs, alors que la réalité se révèle très différente. Toutefois, à une époque où Etter et le Département fédéral de l'Intérieur jouent un rôle important dans l'élaboration de la politique institutionnelle du cinéma en Suisse, entre autres lors de la constitution de la Commission fédérale d'études pour le cinéma et celle de la Chambre suisse du cinéma, il est certain que des contacts existent entre le conseiller fédéral zougais et des personnes comme Emil Hollenstein et Armin Egli, tous deux membres de la Commission et de la Chambre. (Voir T. PFISTER: *op. cit.*, notamment p. 25 et n. 47/48 p. 134, ainsi que p. 46 et n. 98 p. 137). Hollenstein et Egli sont, de surcroît, politiquement proches du PCPS.

<sup>124</sup> 18'600 francs directement par l'ANSC entre le 28 juin 1937 et le 7 janvier 1938 (AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film»), 1'500 francs par Egli et 500 francs par Hollenstein (AF, fs Musy, vol. 95: «Récapitulation du compte film»).

première étape mais seulement à partir du mois de juin 1937<sup>125</sup>. Il arrive, nous semble-t-il, en renfort car, à ce moment, les premiers délais avancés par Musy, qui espérait en mars 1937 être en possession du film commandé dans un mois environ<sup>126</sup>, ne sont déjà plus tenus, Egli et Hollenstein ne parvenant pas à satisfaire Musy.

Durant la première étape, période où l'ANSC tente de réaliser son film en Suisse, la recherche de documents filmés amène Musy et ses collaborateurs à se tourner vers l'étranger, notamment vers la France, l'Allemagne et l'Italie. Dans ce dernier pays, Musy actionne ses relations avec les CAUR, en particulier avec leur président Eugenio Coselschi, alors interdit d'entrée en Suisse. Il utilise également le canal de la légation d'Italie à Berne où le ministre Tamaro tient toujours en haute estime sa lutte contre le communisme. En février 1937, Coselschi écrit au Ministère pour la Presse et la Propagande à Rome: «L'On. Giovanni Musy mi ha pregato di interessare codesto Ministero affinché gli voglia far pervenire, pel tramite della R. Legazione d'Italia a Berna, dei films di carattere patriottico e di intonazione anticomunista. Ha accennato al desiderio di avere anche “Camicia Nera” e qualche film sulla Spagna.»<sup>127</sup> Aussitôt, ledit Ministère met à disposition de Musy, par l'intermédiaire de la légation italienne à Berne, diverses pellicules de films aux titres évocateurs: *Camicia Nera*, *Arriba España*, *Organizzazione Falangista*, *I due volti della Spagna*<sup>128</sup>. Le 2 juillet 1937, Tamaro informe le Ministère de la Culture populaire<sup>129</sup> que Musy a chargé Duvanel et Hollenstein de préparer un film de propagande contre le communisme. Il ajoute: «Il lavoro è bene avviato, mancano però dei documenti che il signor Duvanel, d'incarico del

---

<sup>125</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film». Voir aussi R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 200-201. — Données bio. sur Charles-Georges Duvanel (1906-1975): F. BUACHE: *op. cit.*, p. 310; R. COSANDEY: «L'activité cinématographique en Suisse romande 1919-1939. Pour une histoire locale du cinéma», in 19-39. *La Suisse romande entre les deux guerres*, Lausanne, Payot, 1986, p. 241; H. DUMONT: *op. cit.*, pp. 194-195. Comme le note Roland Cosandey, il se pourrait que Duvanel rencontre Musy lors de la sortie de son documentaire *Les Ailes en Suisse* en 1930, le film étant patronné par le président de la Confédération, en l'occurrence Musy cette année-là. (R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, n. 62 p. 201). Au printemps 1939, Duvanel demande de pouvoir contretyper quelques vues (guerre, industrie) dans le film *La peste rouge* pour un documentaire qui n'est pas destiné à l'exploitation dans les cinémas. (AF, fs Musy, vol. 95: lettre de C.-G. Duvanel à Bouvier, 9.4.1939).

<sup>126</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de mars 1937.

<sup>127</sup> ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 238: lettre d'E. Coselschi au Ministère pour la Presse et la Propagande, 22.2.1937.

<sup>128</sup> ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 238: de Geisser Celesia (Ministère pour la Presse et la Propagande) pour la légation d'Italie à Berne, 2.3.1937; d'A. Tamaro pour le Ministère pour la Presse et la Propagande à Rome, 10.3.1937; de Geisser Celesia pour le président des CAUR à Rome (Coselschi), 2.3.1937.

<sup>129</sup> Le Ministère pour la Presse et la Propagande prend le nom de Ministère de la Culture populaire en 1937.

signor Musy, verrà personalmente a Roma a ricercare e prendere.»<sup>130</sup> Duvanel ayant recherché et sélectionné des documents cinématographiques à Rome en juillet 1937<sup>131</sup>, il est fort probable que certains d'entre eux apparaissent dans les deux premières moutures de film refusées par Musy, la première en septembre 1937, la seconde en janvier 1938, voire dans la version finalement mise au point en Allemagne. Vu les sujets recherchés, nous pensons notamment à des scènes tournées en Espagne.

En octobre 1938, Musy confirme que la préparation du film a été à l'origine confiée à Egli qui s'est associé à Hollenstein<sup>132</sup>. Toutefois, selon Musy, l'expérience devait «démontrer que la préparation d'un film aussi difficile dépassait de beaucoup leurs possibilités»<sup>133</sup>. En septembre 1937, leur travail est présenté au cinéma Capitole de Fribourg<sup>134</sup>. Musy: «Ce fut une totale désillusion.»<sup>135</sup> Un nouveau délai est accordé. Fin janvier 1938, une seconde présentation a lieu dans un cinéma de Genève. Une fois de plus, le résultat s'avère décevant et insuffisant pour pouvoir le montrer en public<sup>136</sup>.

L'important retard de la réalisation du film s'explique donc tout d'abord par les obstacles techniques rencontrés en Suisse, notamment au niveau de la synchronisation du film. Aussi n'est-ce que très tard, après des mois d'attente et les résultats insatisfaisants enregistrés en Suisse jusqu'en janvier 1938, qu'il est question de se rendre à l'étranger<sup>137</sup>. Toutefois, nous nous garderons de prendre au pied de la lettre les propos du stratège Musy qui, à la veille de présenter son

---

<sup>130</sup> ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 238: d'A. Tamaro pour le Ministère de la Culture populaire, dir. gén. de la propagande, 2.7.1937. Tamaro précise encore: «Il signor Duvanel (persona di fiducia e tecnico di prim'ordine, essendo egli l'autore del film sul Monte Everest) ha restituito a questa R. Legazione tre dei quattro film ricevuti e cioè "Arriba Espana" e "I due volti della Spagna" e "Organizzazioni Falangiste" che codesto Ministero aveva inviato in data 2 marzo col telesspresso 902506/12; e ciò perché egli desidera ottenere il permesso di tagliarle o di ottenerne le copie blu, per incastrarne molti brani nel film contro il comunismo che egli sta montando.» (*Ibid.*).

<sup>131</sup> ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 238: courriers de la Direction générale pour les services de la propagande (Ministère de la Culture populaire) adressés au président de l'Institut national LUCE à Rome, 22.7.1937; ainsi qu'au consulat général d'Italie à Genève et, copie envoyée pour connaissance, à la légation d'Italie à Berne, 6.8.1937.

<sup>132</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à l'EIA (T. Aubert?), 14.10.1938. En 1975, Hollenstein affirme avoir reçu la commande directement de Musy, ce que confirme Wuhmann. (F. RUEB: «"Dieser Film zeigt nur die Wirklichkeit"», in *Tages-Anzeiger*, 11.7.1975, p. 58).

<sup>133</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à l'EIA (T. Aubert?), 14.10.1938.

<sup>134</sup> *Ibid.* Dans sa lettre, Musy précise que cette présentation intervient après neuf mois d'attente, c'est-à-dire en septembre 1937. (*Ibid.*). Cela coïncide donc avec ce que nous avons dit précédemment, à savoir que les premières traces indéniables d'un projet de film remontent à décembre 1936-janvier 1937.

<sup>135</sup> *Ibid.* Voir aussi R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 198.

<sup>136</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à l'EIA (T. Aubert?), 14.10.1938. Voir aussi R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 198.

<sup>137</sup> *Ibid.*, pp. 198-199.

film<sup>138</sup>, anticipe sur les futures critiques. Prétendre, comme il l'explique le 14 octobre 1938 à la Ligue Aubert, elle-même de plus en plus réservée à l'égard de Musy et dernièrement alarmée par l'affaire Riedweg<sup>139</sup>, que le choix des studios munichois de la Bavaria a été dicté par des raisons purement techniques et seulement après avoir dû renoncer à d'autres options ne représente à l'évidence qu'une partie de la vérité<sup>140</sup>. Au mois d'octobre 1938, on voit d'ailleurs mal Musy, lui-même sous le feu croissant des critiques, avancer des raisons politiques pour justifier la décision d'aller à Munich. Or, à la lumière de ses liens privilégiés avec la légation allemande à Berne et de hauts dignitaires du régime nazi, dont Himmler, des accointances de l'ANSC avec les services anticommunistes allemands, de l'inféodation de ses deux plus proches collaborateurs, Riedweg et Wechlin, au IIIe Reich, et des manifestes facilités qu'offre justement la présence outre-Rhin de Riedweg, engagé au même moment dans des démarches pour entrer dans la SS et se marier avec la fille du maréchal von Blomberg, la mise au point de *La peste rouge* en Allemagne n'apparaît pas comme un simple choix technique politiquement neutre. Au début de 1938, au moment où il décide d'aller à l'étranger, Musy n'entretient pas avec un autre pays des relations aussi étroites qu'avec le IIIe Reich. Tout empreint de réserves diverses et d'opportunisme, son faible pour l'Allemagne nazie n'en est pas moins établi et largement reconnu à cette époque, bien au-delà des cercles qui lui sont traditionnellement opposés. Alors que la politique agressive de l'Allemagne inquiète une majorité de Suisses, Musy choisit tout de même de s'y rendre pour monter son film. Une option que

---

<sup>138</sup> La première a lieu à Fribourg le 22 octobre 1938.

<sup>139</sup> En date du 3 octobre 1938, la Ligue Aubert écrit à Musy à la suite de l'affaire Riedweg: «Maintenant que la crise internationale évolue vers la paix et dès l'instant que vous allez faire passer votre film, il me paraît indispensable de publier auparavant une déclaration catégorique mettant à néant ces infâmes calomnies et affirmant que l'Action nationale suisse est entièrement indépendante de l'étranger, tant au point de vue des influences politiques qu'au point de vue financier.» (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA à J.-M. Musy, 3.10.1938).

<sup>140</sup> Le 14 octobre 1938, Musy répond à la Ligue Aubert (vu l'importance de la question, le destinataire est peut-être Théodore Aubert lui-même) au sujet de la réalisation du film: «La synchronisation a été confiée à une firme de premier ordre. Nous n'avons pas trouvé en Suisse l'atelier assurant pleine réussite. Il fallait chercher ailleurs. Nous avions songé d'abord à Paris, à Paramount; nous avons ensuite envisagé de confier ce travail à une firme viennoise; il a fallu renoncer à ces premiers projets. La Ufa pour des raisons politiques n'entrait pas en ligne de compte. Londres était trop cher. En fin de compte nous avons choisi la "Bavaria" de Munich. Cette maison nous a donné pleine satisfaction.» (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à l'EIA (T. Aubert?), 14.10.1938. La même lettre, non signée, se trouve in: AF, fs Musy, vol. 95). Peu après la première du film, alors que la presse de gauche s'agite, la *Gazette de Lausanne* — son rédacteur en chef Georges Rigassi est proche de la Ligue Aubert et éprouve une vive sympathie pour la cause anticommuniste de l'ANSC — reprend en bloc la thèse de la difficulté à synchroniser en Suisse le film de manière satisfaisante pour riposter aux critiques lancées par le camp adverse, notamment par le quotidien de Nicole, et assurer que *La peste rouge* «est un film entièrement suisse, dans sa conception et dans sa réalisation». (s.n.: «"La peste rouge"», in *Gazette de Lausanne*, 31.10.1938).



d'autres producteurs helvétiques, également confrontés aux mêmes difficultés techniques en Suisse, ne prennent pas<sup>141</sup>. Arme psychologique importante de la défense nationale spirituelle, le cinéma doit aussi servir à se démarquer des totalitarismes étrangers, qu'ils soient bruns ou rouges. Ainsi, déjà au niveau de sa réalisation technique, *La peste rouge* ne peut recevoir le label «défense nationale spirituelle». Son contenu, partial à l'extrême et insidieusement pro-allemand, lui interdit encore un peu plus de se ranger sous cette étiquette.

Les protagonistes de la seconde étape du film, désormais monté, synchronisé et finalement tiré dans les studios de la Bavaria à Munich entre février et septembre 1938, sont aussi nombreux que divers<sup>142</sup>. Il y a le clan Musy avec le père et ses enfants Pierre, Marie-Christine et Benoît<sup>143</sup>. En 1937-1938, Pierre, le fils aîné qui mène alors une carrière militaire, est le plus impliqué des enfants Musy, comme l'indiquent divers décomptes du film, notamment pour des indemnités de travail et des frais de déplacements, entre autres en France et surtout en Allemagne<sup>144</sup>. Sportif accompli, Pierre Musy connaît bien l'Allemagne où, outre quelques très bonnes performances en hippisme, il a gagné en 1936 une médaille d'or aux Jeux olympiques de Garmisch-Partenkirchen avec l'équipe suisse de bob à quatre. Du point de vue politique, Pierre Musy partage les idées de son père<sup>145</sup>. En Allemagne, il intervient notamment auprès de Hellmut Keil, un des responsables

---

<sup>141</sup> C'est le cas par exemple de *Notre Armée / Unsere Armee* (1937-1939), film tourné sous les auspices du Département militaire fédéral et pour lequel l'État-major général «a posé comme condition que le montage, la sonorisation et le découpage de l'œuvre fussent réalisés en Suisse; les résultats sont si décevants que le matériel impressionné doit être synchronisé à Paris, retardant la sortie du film (prévue pour l'hiver 1938) de trois mois.» (H. DUMONT: *op. cit.*, pp. 206-208).

<sup>142</sup> Dès février 1938, Pierre Musy est indemnisé pour des déplacements à Munich. (AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film»).

<sup>143</sup> Selon le décompte déjà cité, Jean-Marie Musy et ses enfants Marie-Christine et Benoît ne touchent des indemnités qu'après janvier 1938, soit 4'419 francs pour le père du 15 avril au 15 septembre 1938, 1'370 francs pour Marie-Christine du 6 au 24 mai 1938, et 1'060 francs pour Benoît le 24 mai 1938. Sur la base du même décompte, il est versé à Pierre Musy, selon un calcul plus délicat à établir, 14'343.30 francs du 21 août 1937 au 31 décembre 1938, le dernier versement concernant une indemnité de travail pour janvier 1939. Dès février 1938, les montants versés à Pierre Musy deviennent beaucoup plus importants, notamment à cause de ses déplacements en Allemagne. Ainsi, sur les 14'343.30 francs précités, 13'922.50 le sont après janvier 1938. (AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film»). Pour des précisions sur la manière dont nous avons calculé la somme versée à Pierre Musy et sur son rôle dans le règlement de la facture du film aux Allemands, voir *infra*, point 2.4.

<sup>144</sup> AF, fs Musy, vol. 95: divers décomptes de frais, 1937-1938.

<sup>145</sup> Un rapport «secret» de 1941, rédigé suite à la demande de renseignements du commandant de la Gendarmerie d'Armée de l'E.M.I.C.A., précise au sujet de Pierre Musy: «Le seul renseignement intéressant bien que peu détaillé que j'aie pu obtenir est que le Cap. Pierre Musy est nettement germanophile et qu'il épouse entièrement les idées et conceptions politiques de son père. Au demeurant, c'est un jeune homme intelligent, très clairvoyant, qui s'adapte sans effort à toutes les situations et qui est en outre connu pour son goût pour le "Bluff".» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport «secret» de «l.» (?), Direction de Justice et Police du canton de Fribourg, à la Préfecture du district de la Sarine à Fribourg, 18.7.1941).

de la Bavaria-Filmkunst, pour parler des problèmes liés aux modalités de paiement du film<sup>146</sup>. En Suisse, Pierre Musy n'est pas non plus un inconnu à la légation d'Allemagne à Berne. À la fin de 1938, dans le cadre de l'action de police menée contre Wechlin et ses camarades de l'ESAP, l'inspecteur Max Ulrich rapporte que Wechlin, Musy senior et junior et d'autres personnes étaient invités à un repas chez Otto Köcher au début de l'année<sup>147</sup>. Parmi les collaborateurs de l'ANSC qui concourent à la réalisation du film, il se trouve justement Wechlin, qui se rend à Munich en mars 1938 pour aider à la correction du texte du film<sup>148</sup>.

Toutefois, de tous les membres de l'ANSC, Franz Riedweg est sans doute le plus présent en Allemagne, entre février et juin 1938, pour contribuer à la réalisation du film. La forte implication du secrétaire général de l'ANSC, salarié de l'organisation, ne ressort pas du décompte du film déjà mentionné, mais d'autres documents, notamment d'origine allemande<sup>149</sup>. En avril 1938, divers services de la SS dirigée par Himmler, occupés par les démarches entreprises par Riedweg pour obtenir la nationalité allemande et entrer dans la SS, savent par exemple que le jeune Suisse est alors chargé par l'ANSC de la finition d'un film contre le Komintern réalisé à la Bavaria<sup>150</sup>. Le rôle de Riedweg dans la réalisation du film n'est certes pas toujours très clair. Tête de pont de l'ANSC en Allemagne où, depuis avril 1938 au moins, il semble vivre la plupart du temps<sup>151</sup>, il doit

---

<sup>146</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1368: note du Dr. Keil, 25.7.1938.

<sup>147</sup> Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1097.

<sup>148</sup> *Ibid.*

<sup>149</sup> Le récapitulatif à notre disposition ne comptabilise pas les salaires versés aux collaborateurs réguliers de l'ANSC, tels que Riedweg, Wechlin et Bouvier, tous plus ou moins mêlés à l'entreprise. Selon ce décompte, il est versé à Franz Riedweg 3'500 francs le 22 février 1938 et, en rapport avec une bonification «Industrie Chimique», 5'000 francs le 8 avril 1938. (AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film»). Rappelons que Wechlin a été engagé en tant que chef de presse de l'ANSC contre un salaire annuel de 9'600 francs.

<sup>150</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du Stabsführer der allgemeinen SS des SS-Oberabschnittes Süd adressée au SS-Gruppenführer K. Wolff, Chef des Persönlichen Stabes RFSS, 22.4.1938; note du SS-Obersturmbannführer Ullmann, Stabsführer des Persönlichen Stabes RFSS, 28.4.1938.

<sup>151</sup> Il s'y fiance en avril 1938 avec Sibylle von Blomberg et, comme l'attestent la correspondance et les autres formulaires établis dans le cadre de ses démarches d'adhésion à la SS, il dispose d'un domicile fixe à Munich au moins depuis cette époque. (BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du Standortarzt SS-VT München au SS-Standartenführer Dr. Dermietzel, Chef des SS-Sanitätsamtes, 8.4.1938; lettre de F. Riedweg au Brigadeführer (E. Grawitz), (14).4.1938; lettre du Stabsführer der allgemeinen SS des SS-Oberabschnittes Süd adressée au SS-Gruppenführer K. Wolff, Chef des Persönlichen Stabes RFSS, 22.4.1938; lettre de F. Riedweg au SS-Brigadeführer Dr. Grawitz, Reichsarzt-SS und Präsident des Deutschen Roten Kreuzes, 28.4.1938 (copie); lettre du SS-Brigadeführer Grawitz à F. Riedweg, 30.4.1938; lettre de F. Riedweg au SS-Oberführer Dr. Med. Dermietzel, Chef des SS-Sanitätsamtes, 19.5.1938; curriculum vitae de F. Riedweg, 11.6.1938. BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), RS, Franz Riedweg: R.u.S.-Fragebogen, 13.6.1938). De plus en plus souvent à l'étranger depuis le début de l'année 1938, Riedweg est remplacé en Suisse par Wechlin pour certaines tâches jusque-là

notamment y discuter avec les Allemands du règlement de certains frais contractés par l'ANSC pour la réalisation du film<sup>152</sup>. En outre, plusieurs éléments indiquent une intervention de Franz Riedweg au niveau du scénario du film et d'un contrôle sur son contenu. Aussi serions-nous tenté d'accorder du crédit à ses témoignages ultérieurs, à considérer certes avec prudence, où il apparaît comme une sorte de conseiller politique soutenant, dans les studios de la Bavaria à Munich (Geiseltasteig), le travail du réalisateur Anton Kutter<sup>153</sup>. Les archives allemandes à notre disposition confirment par ailleurs l'implication de Kutter dans la réalisation de *La peste rouge*<sup>154</sup>. Que le film de l'ANSC emprunte des plans à *Die Herrgottsgrenadiere*, un film de fiction germano-suisse de 1932 réalisé justement par Anton Kutter<sup>155</sup>, et à *Die weisse Majestät*, un film de 1933 réalisé par le même Kutter et August Kern<sup>156</sup>, ne surprend donc pas. En définitive, le cinéaste Anton Kutter, spécialiste du film de montagne (Bergfilm), genre auquel se rattachent plusieurs séquences patriotiques de *La peste rouge*, et homme du métier qui travaille pour la Bavaria et a également fait ses preuves dans le documentaire, n'est-il pas la personne la plus qualifiée de toutes celles que nous pouvons repérer au cours de la mise au point du film en Allemagne pour oser lui attribuer un rôle important dans la réalisation technique de *La peste rouge*<sup>157</sup>? D'autres techniciens allemands interviennent très certainement lors du montage du film<sup>158</sup>. En outre, plusieurs scènes d'Espagne, notamment de la guerre civile, présentées dans *La peste rouge* apparaissent également dans *Helden in*

---

menées par le jeune Lucernois pour le compte de l'ANSC, notamment à son secrétariat de Zurich. Voir le bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1096.

<sup>152</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1358c: note du Dr. Keil, 15.6.1938.

<sup>153</sup> Voir la lettre de F. Riedweg à l'auteur, 12.9.1997; ainsi que celle de F. Riedweg à D. Bourgeois, 30.7.1974 (CSL, dossier sur *La peste rouge*, copie), aussi citée par R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 201-202.

<sup>154</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1358c: lettres de la Bavaria-Filmkunst (Keil) à Musy, 20.9.1938; de la Bavaria-Filmkunst (Herbell et Keil) à Musy, 20.1.1939; de la Bavaria-Filmkunst (Herbell) à Musy, 26.1.1939.

<sup>155</sup> Emprunt signalé par R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 192.

<sup>156</sup> *Die weisse Majestät* est coproduit par la société bernoise GEFI et la Bavaria-Film AG à Munich. Se retrouvent dans la «partie lyrique» de *La peste rouge* des images de *Die weisse Majestät* où l'on voit quatre hommes érigeant, par une journée ensoleillée, une croix sur un sommet enneigé; la croix dressée, ils se recueillent autour d'elle. Les images concernées de *Die weisse Majestät* sont publiées in: W. WIDER: *op. cit.*, p. 156; H. DUMONT: *op. cit.*, p. 143.

<sup>157</sup> Dans la lettre qu'il nous a adressée, Riedweg relève également le rôle joué par Anton Kutter et ne cache pas que *Die Herrgottsgrenadiere* a servi à la réalisation de la partie patriotique de *La peste rouge*. (Voir la lettre de F. Riedweg à l'auteur, 12.9.1997. Voir aussi H. ROSENBAUM: «"Rote Pest" bleibt versenkt», in *Die Wochenzeitung (WoZ)*, 5.5.1989). Sur Anton Kutter et son travail cinématographique (*Die Herrgottsgrenadiere* 1932, *Die weisse Majestät* 1933), voir W. WIDER: *op. cit.*, pp. 90-98; H. DUMONT: *op. cit.*, pp. 131-134 et 142-143.

<sup>158</sup> Nous n'avons pas pu vérifié si, au nombre de ces techniciens, il se trouve un ou des monteurs ayant collaboré, pour d'autres films, avec Leni Riefenstahl. Voir R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, n. 64 p. 202.

*Spanien*, un documentaire anticomuniste sorti peu avant par la Bavaria<sup>159</sup>.

Pour sa part, Franz Riedweg se retire très probablement de l'entreprise, dès l'instant où il entre en fonction dans la SS, soit dès le 1<sup>er</sup> juillet 1938. Au mois de mai, Riedweg informe la SS qu'il en aura fini avec la direction («Leitung») du film suisse contre le Komintern seulement au début du mois de juin<sup>160</sup>. Le nom de son frère, Albert Riedweg, avocat à Lucerne qui partage une grande partie de ses idées, apparaît également lors de la réalisation du film en Allemagne. Selon le décompte déjà cité, il lui est versé 9'000 francs le 22 février 1938, 4'375 francs le 6 avril 1938 et 8'000 francs le 10 juin 1938, soit au total 21'375 francs<sup>161</sup>. L'argent versé à Albert Riedweg, apte à fonctionner comme intermédiaire financier<sup>162</sup>, ne serait-il pas finalement utilisé par son frère, à cette époque souvent en voyage entre l'Allemagne et la Suisse, pour les besoins du film?

D'autres personnes sont également de la partie. En janvier 1940, Musy rappellera à Köcher, ministre d'Allemagne à Berne, au sujet de *La peste rouge* que «Monsieur Franz Riedweg avait obtenu du Dr. Fred Schmid, citoyen suisse, précédemment Professeur de chimie à l'Université de Bâle, actuellement conseiller technique de plusieurs affaires importantes en Allemagne, des renseignements utiles concernant la préparation du film»<sup>163</sup>. Les sources consultées n'en disent pas plus.

Enfin au chapitre des collaborations occasionnelles, il y a entre autres Paul Bondallaz et Jean Bard. Chantre des valeurs conservatrices et préfet de la Glâne, district où se trouve le château de Middel, ce qui lui donne l'occasion de rencontrer Musy, le Fribourgeois Paul Bondallaz touche une indemnité de 300

---

<sup>159</sup> Nous avons visionné *Helden in Spanien* au Bundesarchiv-Filmarchiv à Berlin (cote BVK/50147). Au cours de l'été 1938, *Film-Kurier* fait plusieurs fois état de la réalisation en cours à la Bavaria de *Helden in Spanien* (voir p.e. sous: «Das Programm der Bavaria», in *Film-Kurier*, 23.7.1938; «Bavaria-Filmkunst bringt 15 neue Filme», in *Film-Kurier*, 29.7.1938) et, dans son édition du 7 octobre, donne un compte rendu de la première à Munich en présence de personnalités du parti nazi et de représentants de l'Espagne nationaliste (voir sous: «“Helden in Spanien” uraufgeführt», in *Film-Kurier*, 7.10.1938).

<sup>160</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre de F. Riedweg au SS Oberführer Dr. Med. Dermietzel, Chef des SS-Sanitätsamtes, 19.5.1938.

<sup>161</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film».

<sup>162</sup> Représentant aussi bien des intérêts suisses en Allemagne que des intérêts allemands en Suisse, l'avocat d'affaires lucernois Albert Riedweg se trouvera sur la liste noire anglaise de septembre 1942 à juillet 1946 à cause de ses relations d'affaires; il est notamment un conseiller d'Emil Bührle, industriel suisse de l'armement. (H. STUTZ: *Frontisten... op. cit.*, p. 173).

<sup>163</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): lettre de J.-M. Musy à O. Köcher, 31.1.1940. Il s'agit du professeur suisse Alfred Schmid à Berlin. En juin 1938, le SS-Untersturmführer Otto Rahn écrit que c'est grâce à lui qu'il a fait la connaissance de Franz Riedweg. (BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du SS-Untersturmführer O. Rahn au Chef des Persönlichen Stabes RFSS (K. Wolff), secret, 9.6.1938). Quelques années auparavant, Fred Schmid a soutenu, par ses propos exaltés sur la mission de la jeune génération, une argumentation proche de l'idéologie défendue par le Front national. (Voir B. GLAUS: *op. cit.*, pp. 29-30, 56, 61 et 203).

francs à la fin du mois d'août 1938<sup>164</sup>. Peut-être fait-on appel, lorsqu'est peaufinée la version française du scénario du film, à sa qualité d'écrivain et d'auteur de spectacles. Homme de théâtre, le comédien genevois Jean Bard reçoit lui un peu plus de 2'000 francs entre le 24 mai et le 1<sup>er</sup> septembre 1938<sup>165</sup>. Bard se rend dans les studios munichois de la Bavaria pour y dire le commentaire français du film<sup>166</sup>.

#### 2.4. Financement et degré d'autonomie

La facture du film, dont le budget a explosé une fois de plus lorsqu'il a fallu se rendre en Allemagne après les échecs enregistrés en Suisse, est plutôt salée. Au bout du compte, *La peste rouge* constitue l'un des films suisses, toutes catégories confondues, les plus chers de l'avant-guerre. Roland Cosandey, auteur dont nous reprenons la prudente estimation, arrive à la conclusion que «l'effort de financement du film fut supérieur à 100'000 francs suisses, et plus probablement à 150'000 francs»<sup>167</sup>. En avril 1938, bien avant que le film soit terminé et complètement payé, le SS-Obersturmbannführer Ullmann en sait déjà assez à Berlin pour pouvoir affirmer que ce film tourné en Allemagne a coûté 100'000 francs<sup>168</sup>. Deux ans plus tard, une note du Ministère public fédéral, qui enquête alors sur les activités de Musy, indique que *La peste rouge* aurait coûté la somme de 180'000 francs<sup>169</sup>. En juin 1939, quelques mois après la sortie du film et alors qu'il cherche à le faire diffuser en France, Musy affirme que le film a coûté près de 200'000 francs, sans compter, précise-t-il, «tout le travail que j'ai fourni gratuitement»<sup>170</sup>.

Qui finance le film? Vu les moyens manifestement importants qui ont été engagés, c'est l'une des premières questions que se pose la presse de gauche à la sortie de *La peste rouge* en octobre 1938<sup>171</sup>. Les sources à notre disposition, certes très lacunaires, vont dans le sens d'un financement d'origine helvétique, que Musy ne peut pas par ailleurs supporter tout seul, comme c'est le cas pour le

---

<sup>164</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film», 30.8.1938.

<sup>165</sup> AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film».

<sup>166</sup> R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 200, qui se base notamment sur J. BARD: *Qui es-tu, Arlequin? Récit de ma vie*, Neuchâtel, Attinger, 1972, p. 139.

<sup>167</sup> R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 204.

<sup>168</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: note du SS-Obersturmbannführer Ullmann, Stabsführer des Persönlichen Stabes RFSS, 28.4.1938.

<sup>169</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: note du service de police du Ministère public fédéral, 5.3.1940. Voir aussi R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 203.

<sup>170</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J.-M. Musy à L. Degas, 24.6.1939.

<sup>171</sup> s.n.: «Musys Hetzfilm», in *Berner Tagwacht*, 26.10.1938; s.n.: «Le film de Musy. Qui est-ce qui l'a payé?», in *La Sentinelle*, 27.10.1938; s.n.: «Musys Hetzfilm», in *Volksrecht*, 27.10.1938.

financement de l'ANSC en général<sup>172</sup>. Divers éléments, déjà évoqués, donnent à penser que Musy bénéficie de l'appui financier des milieux politiques conservateurs et surtout économiques qui le soutiennent depuis plusieurs années et subventionnent des groupements tels que la Fédération patriotique suisse, la Ligue Aubert et le Redressement national ou une agence comme la Presse suisse moyenne<sup>173</sup>.

Le voyage que Musy fait en Espagne en mars 1939, accompagné par Henry Burrus, et la visite qu'il y rend au général Franco, auquel il offre une copie de *La peste rouge*, pousse aussitôt la presse socialiste suisse à voir, une fois de plus, dans l'industriel du tabac jurassien un des financiers des actions menées contre la

---

<sup>172</sup> Se présentant comme les ayants droits, les descendants de Jean-Marie Musy feront interdire, dès le milieu des années 1970, la projection publique du film en prenant pour prétexte que l'ancien conseiller fédéral l'a financé. Ils menaceront même, comme nous l'apprend la presse, de faire détruire la copie du film. Les descendants n'ayant, selon lui, aucun droit d'empêcher sa présentation, Franz Riedweg affirmera, dans une interview publiée en 1989, que Musy n'a pas payé un franc pour *La peste rouge*. L'ancien secrétaire de l'ANSC, toujours convaincu du caractère objectif du film, ajoutera: «Finanziert wurde er ausschliesslich mit Sammlungen. Eigentümerin war die "Aktion gegen den Kommunismus". Weil sie ausgelöscht worden ist, gehört der Film niemandem mehr.» (Propos de Riedweg rapportés par H. ROSENBAUM: «"Rote Pest" bleibt versenkt», in *Die Wochenzeitung (WoZ)*, 5.5.1989). Sur l'intérêt suscité par ce film après sa première diffusion entre octobre 1938 et mai 1940, à savoir au milieu des années 1970, lors de sa remise en circulation par des milieux cinéphiles, et en 1989, à l'occasion d'un nouveau débat soulevé par l'interdiction de projeter en public ce film, conformément à l'exigence posée par Luigi Musy, fils cadet de l'ancien homme d'État, voir tout d'abord R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 181-183; ensuite ES [E. SCHWARZ], avant-propos, in *film 1. Kritisches Filmmagazin*, Heft 1-2, Juli 1975, p. 51; W. WIDER: *op. cit.*, p. 154. Pour des échos dans la presse, voir dans l'ordre chronologique: F. RUEB: «"Dieser Film zeigt nur die Wirklichkeit"», in *Tages-Anzeiger*, 11.7.1975, pp. 57-58; J. FRISCHKNECHT: «Rote Pest», in *National-Zeitung (NZ am Wochenende)*, 29.11.1975; H. ROSENBAUM: «"Rote Pest" bleibt versenkt», in *Die Wochenzeitung (WoZ)*, 5.5.1989; T. BÜRGI: «Aufführung eines umstrittenen Propagandafilms verhindert», in *Basler Zeitung*, 12.5.1989; A. CAMPIOTTI: «L'invisible "peste". Le cinéma suisse et les nazis», in *L'Hebdo*, 21.9.1989, pp. 25-27; T. STICH: «Wo die rote Flut die Schweizer Berge verschlang», in *Basler Zeitung*, 23.11.1998. À la Cinémathèque suisse de Lausanne, on peut consulter un dossier avec de nombreuses coupures de presse, notamment de l'année 1989.

<sup>173</sup> À notre question sur les sources de financement de l'ANSC et en particulier de *La peste rouge*, Franz Riedweg nous a livré spontanément, en demandant aussitôt de ne pas les citer, les noms de quelques grandes entreprises helvétiques et représentants de l'économie suisse. (Entretien de l'auteur avec Franz Riedweg, 30.3.1998). Les noms mentionnés par Riedweg, un des collaborateurs de Musy à avoir été sans doute le plus au courant des modalités de financement du film, correspondent exactement à ceux de sociétés et d'individus qui, déjà dans les années 1920, étaient connus pour leur soutien à Musy et à sa politique. Dans d'autres témoignages, Riedweg, dont l'absence de sens critique sur sa propre trajectoire ne constitue certes pas une preuve de crédibilité, a plusieurs fois répété qu'aucun fonds d'origine étrangère n'avait permis la réalisation du film. (Voir la lettre de F. Riedweg à l'auteur, 12.9.1997; ainsi que celle de F. Riedweg à D. Bourgeois, 30.7.1974 (CSL, dossier sur *La peste rouge*, copie)). Déjà en 1948, alors qu'il était interrogé par ses juges, Riedweg ne parlait que d'argent suisse au sujet du financement de *La peste rouge*. (AfZ, fs F. Riedweg, 3: «Urteil der 20. Spruchkammer des Spruchgerichts Hildesheim im Spruchgerichtsverfahren gegen Dr. Franz Riedweg vom 18.11.1948», p. 3).

gauche par l'ancien conseiller fédéral fribourgeois<sup>174</sup>. Cela est fort probable, vu le long chemin parcouru depuis les années 1920 par les deux hommes, Burrus ayant régulièrement soutenu de ses deniers les opérations antisocialistes dirigées par son ami chasseur. Les insinuations formulées par les communistes, aussi prompts que mal placés pour donner des leçons d'indépendance financière et de patriotisme immaculé à l'un de leurs plus anciens ennemis, relèvent elles en grande partie de préjugés idéologiques dont le principal intéressé n'a visiblement pas le monopole<sup>175</sup>.

Dans le cas de *La peste rouge*, rien de solide n'indique que l'ANSC ait bénéficié, financièrement parlant, d'un traitement de faveur de la part des Allemands ou que des fonds nazis aient été injectés dans ce film dont le montage dans les studios de la Bavaria n'a été décidé, rappelons-le, que très tardivement, après plusieurs tentatives avortées en Suisse. Les sources allemandes consultées n'évoquent à aucun moment un financement venu du Reich, mais montrent plutôt que l'argent provient de Suisse, comme l'atteste notamment la grande peine éprouvée par Musy à faire créditer, via un système complexe de compensation entre la Suisse et l'Allemagne, la Bavaria de certains montants que celle-ci lui réclame<sup>176</sup>. Outre Jean-Marie Musy, Franz Riedweg et Pierre Musy s'occupent, au nom de l'ANSC, du volet financier, principalement compliqué par l'inconvertibilité du Reichsmark et leurs difficultés à obtenir à temps en Allemagne les autorisations nécessaires pour pouvoir y disposer de la contre-valeur de francs suisses en Reichsmark afin de payer la Bavaria.

En juin 1938, Hellmut Keil, un des responsables de la Bavaria-Filmkunst, rédige une note après avoir rencontré Franz Riedweg le jour précédent. Présenté dans cette note comme le mandataire du comte Karl von Meran à propos du film, Riedweg vient d'informer son interlocuteur des difficultés à payer comptant la somme d'environ 5'000 Reichsmark (RM), Riedweg n'ayant pas encore reçu de l'office des changes l'autorisation nécessaire pour pouvoir disposer de capitaux. Le problème devrait, estime Riedweg, se résoudre dans les huit jours, entre autres après son intervention auprès du Ministère de la Propagande. En outre, selon Riedweg, le montant des travaux prévus durant les huit prochains jours se monterait à environ 5'000 RM supplémentaires. Riedweg évalue, nous rapporte

---

<sup>174</sup> s.n.: «Le rôle étrange de certains catholiques», in *La Sentinelle*, 23.3.1939; s.n.: «Um Musy. Worauf wartet die Bundesanwaltschaft?», in *Berner Tagwacht*, 25.3.1939; s.n.: «L'activité d'un ancien conseiller fédéral», in *Le Travail*, 28.3.1939.

<sup>175</sup> Voir s.n.: «Ein Nazi-Hetzfilm», in *Freiheit* (Basel), 7.11.1938, organe communiste qui tient *La peste rouge* pour un film nazi; ou s.n.: «Musys Liga und fremdes Geld», in *Freiheit* (Basel), 27.9.1938, qui accuse Musy de trahison nationale.

<sup>176</sup> Voir BA (Berlin), R 109 I / 1358c: lettres de la Bavaria-Filmkunst (Herbell et Keil) à J.-M. Musy, 10.8.1938; de la Bavaria-Filmkunst (Keil) à J.-M. Musy, 20.9.1938; de la Bavaria-Filmkunst (Keil) à J.-M. Musy, 17.11.1938.

enfin Keil, à environ 30'000 RM le montant des versements qu'il a effectués jusque-là pour le film<sup>177</sup>. En contact avec l'ANSC, encore après son expulsion de Suisse à l'automne 1938, le comte von Meran apparaît à ce stade comme un intermédiaire grâce auquel l'ANSC peut régler en Allemagne certaines de ses factures contractées auprès de la Bavaria<sup>178</sup>.

Au chapitre financier, Pierre Musy intervient en Suisse et en Allemagne<sup>179</sup>. Souvent à Munich en 1938, le fils aîné de l'ancien conseiller fédéral a également pour mission de discuter avec Hellmut Keil, de la Bavaria-Filmkunst, des problèmes liés aux modalités de paiement du film. En l'occurrence, il se présente aux Allemands comme le porte-parole de son père et de Franz Riedweg<sup>180</sup>. Très

<sup>177</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1358c: note du Dr. Keil, 15.6.1938. Double aussi in: BA (Berlin), R 109 I / 1368. L'implication du comte von Meran dans la question du film *La peste rouge* ressort également d'une lettre de janvier 1939 adressée à Musy par les responsables de la Bavaria-Filmkunst. (BA (Berlin), R 109 I / 1358c: lettre de la Bavaria-Filmkunst (Herbell et Keil) à Musy, 20.1.1939).

<sup>178</sup> AF, fs Musy, vol. 95: lettre de la Bavaria (Bavaria-Film-Kopierwerk) à J.-M. Musy, 12.4.1939.

<sup>179</sup> Sur la base du décompte déjà cité, Pierre Musy reçoit, selon notre calcul, 14'343.30 francs du 21 août 1937 au 31 décembre 1938. Nous sommes arrivé à ce montant en tenant compte notamment d'une écriture du 16 novembre 1938 faisant état d'un versement de 6'000 francs à Berne *par* Pierre Musy au sujet d'un solde. S'agissant d'un décompte des versements effectués par l'ANSC, les totaux en bas de page le confirmant également, cette écriture du 16 novembre 1938 ne pourrait concerner en fait, c'est notre hypothèse, qu'un simple remboursement par l'ANSC à Pierre Musy pour un versement qu'il a dû tout d'abord lui-même exécuté à Berne. (AF, fs Musy, vol. 95: «Détails du compte film»). En relation avec ces 6'000 francs versés le 16 novembre 1938 à Berne par Pierre Musy à propos d'un solde, nous pouvons remarquer que, d'un entretien téléphonique du 14 novembre 1938 entre Ritter de la légation d'Allemagne à Berne et Jean-Marie Musy, entretien intercepté pour le compte de la police fédérale alors qu'il est beaucoup question du financement du film, il ressort notamment les passages suivants, parfois au style haché:

«R [Ritter]: [...] Wenn gelegentlich jemand hierher kommen könnte, wäre das sehr schön?

M [Musy]: Aha! — Ist die Sache noch nicht in Ordnung?

R: Völlig in Ordnung wie Excellenz [Musy?] sich gedacht haben.

M: Kann man die Sache bezahlen?

R: Jawohl!

M: Ja also – *sechs*?[souligné par nous]

[...]

R: Über die Höhe, das kann ich im Augenblick nicht feststellen. Das könnte ich erst morgen früh sagen.

M: Ah, morgen früh, ja, dann morgen unglücklicherweise bin ich nicht frei, aber *jemand übermorgen* [souligné par nous] also Mittwoch hinfahren und dann nimmt die genannte Summe mit.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: transcription de la conversation téléphonique entre Ritter et J.-M. Musy, 14.11.1938; le document se trouve dans la chemise «a»). Les 6'000 francs versés le surlendemain par Pierre Musy à Berne n'ont-ils pas un lien direct avec cette discussion entre Ritter et Jean-Marie Musy? Un faisceau d'indices convergents nous pousse à avancer l'hypothèse que, à une époque où Musy s'occupe justement de régler avec les Allemands le solde de la facture du film réalisé à Munich, l'ancien conseiller fédéral utilise pour cela aussi le canal de la légation allemande à Berne.

<sup>180</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1368: note du Dr. Keil, 25.7.1938. Keil écrit entre autres sous la rubrique «Antikomintern-Film»: «Heute besuchte mich der junge Herr Musy, der Sohn des ehemaligen Bundespräsidenten Musy und teilte mit, dass es seinem Vater und Herrn Dr. Riedweg ausserordentlich leid tut, dass bislang die Devisenangelegenheit immer noch nicht in Ordnung sei. Es sei schon verschiedene Male von seiten seines Vaters und von Dr. Riedweg bei der Devisenstelle angemahnt worden, jedoch sei die Genehmigung immer noch nicht erfolgt.» (*Ibid.*).



certainement en accord avec son père, Musy junior propose notamment, au cas où l'office des changes allemand n'accorderait pas à temps l'autorisation requise, de déposer en Suisse l'équivalent du montant des factures en souffrance réclamé par la Bavaria. La firme munichoise se montre d'accord sur le principe, pour autant qu'elle obtienne la confirmation d'une grande banque suisse ou d'un institut semblable qu'un montant correspondant en francs suisses, en tout temps disponible, a été déposé en sa faveur<sup>181</sup>. Pour la Bavaria qui veut être payée en Reichsmark, il ne s'agit en fait que d'une mesure provisoire, prise pour des raisons de sécurité, dans l'attente de l'autorisation délivrée par l'office des changes<sup>182</sup>. Or, malgré les assurances reçues, la Bavaria doit revenir plusieurs fois à la charge<sup>183</sup>. Elle a même du mal à cacher son agacement lorsqu'elle apprend qu'elle peut disposer d'une somme de 20'000 francs suisses auprès du Crédit Gruyérien à Bulle seulement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1939, alors qu'il avait été convenu qu'elle puisse jouir d'un dépôt équivalent à au moins 40'000 francs suisses dans une grande banque suisse au plus tard le 20 septembre 1938. Plus pressante, la Bavaria menace alors de ne plus pouvoir effectuer d'autres travaux, qu'il s'agisse de travaux de montage ou de copie, jusqu'à ce qu'elle obtienne satisfaction<sup>184</sup>. Le problème du paiement se résout, selon toute vraisemblance, à partir du mois de novembre 1938, la Bavaria ne devant plus dès lors insister auprès de Musy pour qu'il honore ses engagements.

Vu l'état lacunaire des sources et quelques indices plutôt troubles, tels des arrangements indirects, autour du financement de *La Revue anticommuniste* et des liens de l'ANSC avec le comte Karl von Meran, arrangements apparemment basés sur un système embrouillé de compensation dont nous ne sommes pas parvenu à démêler complètement le nœud, il reste à établir la manière dont d'autres montants sont versés par l'ANSC à la Bavaria. À ce propos, le rôle de la légation allemande à Berne n'apparaît pas très limpide. De plus, sur la base des éléments à notre disposition, nous n'avons pas pu déterminer les raisons exactes pour lesquelles le paiement des travaux facturés par la Bavaria à l'ANSC s'effectue en très grande partie directement en Allemagne, malgré les importantes difficultés à obtenir à temps les autorisations pour pouvoir y disposer de la contre-valeur de francs suisses en Reichsmark. En outre, l'ANSC n'aurait-elle pas dû passer par l'Office suisse de compensation, organe officiel chargé du règlement

---

<sup>181</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1368: note du Dr. Keil, 25.7.1938.

<sup>182</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1358c: lettre de la Bavaria-Filmkunst (Herbell et Keil) à J.-M. Musy, 10.8.1938.

<sup>183</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1358c: lettres de la Bavaria-Filmkunst (Keil seul ou Herbell et Keil) à J.-M. Musy, 10.8.1938, 22.8.1938, 20.9.1938 et 17.11.1938.

<sup>184</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1358c: lettre recommandée de la Bavaria-Filmkunst (Keil) à J.-M. Musy, 20.9.1938.

des paiements par voie de clearing avec l'étranger, pour pouvoir importer le film en Suisse? S'interrogeant sur la manière dont le film a été payé, le service de police du Ministère public écrit en mars 1940: «Nous ignorons comment cette somme [de 180'000 francs] a été versée en Allemagne mais nous savons qu'à plusieurs reprises le clearing à Zurich a écrit à Mr. Musy pour obtenir des éclaircissements, sans recevoir de réponse.»<sup>185</sup> Pourquoi tant de patience et de clémence de la part de l'Office suisse de compensation à l'égard de Musy? Tout simplement parce qu'il s'agit en la circonstance d'un ancien conseiller fédéral<sup>186</sup>. Au moment où les autorités compétentes décident enfin de mettre de l'ordre dans ce dossier, il est déjà trop tard. Elles n'en sauront pas plus sur la façon dont l'ANSC a traité avec la Bavière<sup>187</sup>. Pour sa part, Musy continue à mener sa politique personnelle en grand seigneur qui n'a de comptes à rendre à personne.

Pourtant, malgré plusieurs zones d'ombre, nous penchons pour la thèse d'un financement strictement helvétique du film. Sur ce point, nous rejoignons Roland Cosandey<sup>188</sup>. Quant à l'autonomie intellectuelle, nous n'osons aller aussi loin, vu les relations que Musy et ses plus proches collaborateurs entretiennent avec l'Allemagne<sup>189</sup>. Certes, l'homme politique fribourgeois n'a jamais ressenti la nécessité d'être poussé pour monter au créneau de la lutte contre le communisme. Son opinion à l'égard de cette doctrine a très vite été établie. Il reste le conservateur formé dans le moule de la République chrétienne de Fribourg, le tribun du 10 décembre 1918 clouant au pilori les responsables de la grève générale, le stratège des grandes batailles menées au Conseil fédéral contre la gauche. Sa croisade a commencé bien avant l'arrivée au pouvoir des nazis. Replacé dans le long terme, le film ne représente donc qu'une facette, qu'un moment d'une action inlassablement conduite, aussi loin que remontent les

---

<sup>185</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: note du service de police du Ministère public fédéral, 5.3.1940.

<sup>186</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: note du service de police du Ministère public fédéral (Faszer), 28.3.1940.

<sup>187</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: lettre de l'Office suisse de compensation à la police fédérale (Faszer), 5.4.1940, à laquelle est annexée une copie du rapport de la police de sûreté du canton de Fribourg (Rentsch) à la préfecture du district de la Sarine à Fribourg, 6.9.1939, rapport qui nous apprend entre autres que Bouvier, avant de quitter le bureau de l'ANSC à Fribourg le 1<sup>er</sup> septembre 1939, aurait brûlé une certaine quantité de correspondance et qu'il n'a pas été possible à la police de sûreté fribourgeoise d'établir comment l'ANSC a traité avec la Bavière.

<sup>188</sup> R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 195. Charles Stirnimann rapporte lui plus précisément le cas de certains cercles dirigeants de la chimie bâloise qui déboursent 15'000 francs pour financer *La peste rouge*. (C. STIRNIMANN: *Der Weg in die Nachkriegszeit 1943-1948. Ein Beitrag zur politischen Sozialgeschichte des «Roten Basel»*, Basel/Kassel, F. Reinhardt, 1992, pp. 251ff.). D'autres auteurs, sans toutefois se référer à des documents d'archives, s'expriment aussi dans le sens d'un financement d'origine suisse uniquement: ES [E. SCHWARZ], avant-propos, in *film 1. Kritisches Filmmagazin*, Heft 1-2, Juli 1975, p. 55; W. WIDER: *op. cit.*, p. 148.

<sup>189</sup> Le chapitre suivant est plus spécialement consacré à ces relations.

sources, contre le socialisme et le communisme. D'ailleurs, si cela n'avait tenu qu'à lui, Musy aurait préféré voir son film être monté en Suisse, comme cela avait été prévu à l'origine, avant de devoir se rendre à l'étranger. De plus, aucun des documents retrouvés ne permet d'établir une intervention directe des autorités politiques allemandes dans la réalisation du film. Eût-elle été d'ailleurs nécessaire? Les nazis savent assez que Musy n'a pas besoin d'être encouragé lorsqu'il s'agit de combattre le communisme. Il leur inspire d'autant plus confiance qu'il manœuvre, non sans une grosse prise de risques personnels, dans un contexte helvétique peu favorables aux partisans de l'Allemagne.

Il n'empêche. La réalisation de *La peste rouge* n'a pas lieu dans n'importe quel pays. Chez eux, les nazis sont suffisamment maîtres du jeu pour savoir de quoi il retourne avec un film traitant d'une question aussi sensible. Certes un peu moins suspecte que les sociétés UFA et Tobis à l'époque où Musy se tourne vers les studios allemands, la Bavaria perd cependant complètement son indépendance lors de son intégration en février 1938 dans le groupe financier de Max Winkler (Cautio Treuhand GmbH), un des rouages de la grande machine de propagande contrôlée par l'État allemand<sup>190</sup>. Avec un tel sujet, le film de Musy ne peut laisser de marbre les responsables de la Bavaria, d'autant plus que le régime nazi actionne au même moment, sur le thème de l'anticommunisme érigé quasiment en dogme d'État, tous les leviers de la propagande pour recruter de nouveaux alliés à l'intérieur du pays et à l'étranger<sup>191</sup>. En novembre 1936, peu avant le lancement des activités de l'ANSC, diverses organisations anticommunistes européennes avaient déjà discuté sous l'égide de l'Antikomintern allemand, lui-même téléguidé par le Ministère de la Propagande, de l'amélioration des moyens de propagande anticommuniste, notamment dans le domaine cinématographique. Musy agit de fait dans ce sens.

Dans un tel contexte, l'ancien conseiller fédéral se rend évidemment compte de l'intérêt que les Allemands peuvent porter à son film. Peut-être faut-il voir ici

---

<sup>190</sup> Sur le rôle de Max Winkler, instrument de la politique du Reich et plus spécialement du Ministère de la Propagande, dans l'emprise croissante de l'État nazi sur l'industrie cinématographique allemande, voir D. WELCH: *Propaganda and the German Cinema 1933-1945*, Oxford, Clarendon Press, 1983, pp. 32-38, et plus particulièrement sur l'acquisition par la société Cautio de la Bavaria-Film AG qui, le 11 février 1938, devient connu sous le nom de Bavaria-Filmkunst GmbH, voir *ibid.*, p. 34; B. DREWNIAK: *op. cit.*, entre autres pp. 30-36, 57-58, 171-174 et 717-726; W. BECKER: *Film und Herrschaft. Organisationsprinzipien und Organisationsstrukturen der nationalsozialistischen Filmpropaganda*, Berlin, Volker Spiess, 1973, pp 162-163. Voir aussi H. H. PRINZLER: *Chronik des deutschen Films 1895-1994*, Stuttgart/Weimar, J. B. Metzler, 1995, p. 128; P. CADARS, F. COURTADE: *op. cit.*, p. 28.

<sup>191</sup> Sur l'image du bolchevique dans le cinéma allemand, image dont l'évolution dépend étroitement des fluctuations diplomatiques du Reich, voir D. WELCH: *Propaganda... op. cit.*, pp. 240-257; P. CADARS, F. COURTADE: *op. cit.*, pp. 181-188; F. MOELLER: *Der Filmminister. Goebbels und der Film im Dritten Reich*, Berlin, Henschel, 1998, pp. 165-171.

la raison de l'entrevue qu'il arrange en août 1938, par le biais de la légation allemande à Berne, avec l'Oberregierungsrat Heinrich Zimmermann, directeur à Berlin de la Filmprüfstelle, office chargé de la censure des films qui est subordonné au Ministère de la Propagande<sup>192</sup>. Pour quelles raisons prend-il rendez-vous avec la censure allemande, si ce n'est pour parler du film et ainsi lui permettre d'avoir un œil sur son contenu? L'office chargé de la censure des films n'est sans doute pas la seule instance de l'appareil nazi à avoir vent des travaux en cours dans les studios allemands pour le compte de Musy et de son Action. Par des chemins qui conduisent jusqu'à Himmler, la SS est également tenue au courant<sup>193</sup>. Comme nous le verrons par la suite, le Reichsführer-SS, chef d'une police omniprésente et d'un redoutable service de renseignements, reçoit lui-même plusieurs fois Musy et son homme de main Riedweg. Les liens privilégiés de l'Action avec le Bureau Ribbentrop facilite également l'entreprise cinématographique conduite sous l'égide de l'ancien homme d'État suisse<sup>194</sup>. Le rapprochement entre Musy et des représentants de l'appareil nazi frappe d'autant plus que l'ancien conseiller fédéral s'ingénie à camoufler son activité souterraine aux autorités de son propre pays.

Au début de l'année 1938, au moment où il se tourne vers la Bavaria, Musy inscrit sa démarche dans une relation avec le Reich qui s'est singulièrement intensifiée pendant les mois précédents. Puis, lorsque le film est mis au point en Allemagne, l'ancien conseiller fédéral multiplie les démarches pour se rapprocher encore plus des maîtres du Reich, bien au-delà de ce que requiert la seule réalisation du film. Autre représentant important de l'ANSC lors de la mise au point du film en Allemagne, Riedweg profite de l'occasion pour virer un peu plus de bord. D'autres proches du président de l'ANSC, tels Wechlin et Fred de Diesbach, jouent également avec le feu. Bien avant les conquêtes de la Wehrmacht, ils se placent, chacun à des degrés divers, dans la dépendance du Reich.

C'est justement ici, lorsqu'il s'agit de préciser le degré d'indépendance politique d'un film étroitement lié à la trajectoire personnelle de ses promoteurs,

---

<sup>192</sup> PA, Pol. Abt. II, R 102902: télég. de Köcher pour l'AA, 8.8.1938. Nous savons en outre que, selon une note de juin 1938, Riedweg est déjà intervenu auprès du Ministère allemand de la Propagande, apparemment pour faciliter l'obtention d'une autorisation devant être délivrée par l'office des changes. (BA (Berlin), R 109 I / 1358c: note du Dr. Keil, 15.6.1938).

<sup>193</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du Stabsführer der allgemeinen SS des SS-Oberabschnittes Süd adressée au SS-Gruppenführer K. Wolff, Chef des Persönlichen Stabes RFSS, 22.4.1938; note du SS-Obersturmbannführer Ullmann, Stabsführer des Persönlichen Stabes RFSS, 28.4.1938; lettre de F. Riedweg au SS-Oberführer Dr. Med. Dermietzel, Chef des SS-Sanitätsamtes, 19.5.1938.

<sup>194</sup> Après la guerre, Riedweg livrera un témoignage allant dans ce sens: «Im Auftrag der "Action" und mit Unterstützung des Büros Ribbentrop drehte Riedweg in Geiseltage zusammen mit einem deutschen Regisseur den Dokumentarfilm "Die rote Pest"». (IfZ, Franz Riedweg, ZS 669: Niederschrift einer Unterredung mit Franz Riedweg, 22.11.1955).

que le bât blesse. Le président de l'ANSC mène un jeu trop trouble dans l'orbite allemande et quelques-uns de ses plus proches collaborateurs sont engagés sur des chemins trop tortueux, pour pouvoir considérer le film comme une œuvre politiquement affranchie de toute influence extérieure. À ce propos, sans évoquer la grande qualité technique du film qui porte indiscutablement le sceau du professionnalisme allemand, en particulier au niveau du montage et de la synchronisation<sup>195</sup>, les silences et les insinuations de *La peste rouge* parlent d'eux-mêmes.

## 2.5. Diffusion et réactions en Suisse

La première de *La peste rouge* a lieu le samedi 22 octobre 1938, au cinéma Capitole de Fribourg, ville où siège l'officine anticommuniste dirigée par Musy. En Suisse alémanique, la première projection du film se déroule à Bâle, le 3 novembre suivant. À chaque fois, le public est trié sur le volet. La clientèle visée se recrute dans les milieux anticommunistes, de la droite traditionnelle à l'extrême droite. À Fribourg, environ cinq cents personnes se pressent pour voir le film. Elles viennent surtout de Suisse et quelques-unes de France. Des membres des autorités cantonales et communales de Fribourg, plusieurs conseillers nationaux, des magistrats d'autres cantons romands ont répondu à l'invitation de l'ANSC. La Ligue Aubert est représentée par le colonel Odier<sup>196</sup>. Lors de la première fribourgeoise, Musy tient en introduction au film un discours politique dans lequel il voue aux gémonies le communisme et tout ce qu'il juge socialisant, dont l'étatisme. Il y salue également les diverses interdictions cantonales ayant frappé le parti communiste. Il interviendra de la même manière à l'occasion d'autres projections.

À la sortie du film, les réactions de la presse sont sans surprise. Elles correspondent assez exactement à celles que suscite en général la personnalité de Musy. Muettes sur tout ce qu'il pourrait y avoir de politiquement dérangeant dans ce film, la plupart des feuilles conservatrices-catholiques, en particulier celles de Suisse romande, l'accueillent avec enthousiasme, notamment en raison de l'opposition fondamentale qu'elles y relèvent entre le communisme, identifié au mal absolu, et le christianisme, les deux étant aussi inconciliables que le feu et l'eau<sup>197</sup>. Les vertus patriotiques du film s'inscrivent parfaitement dans la défense

---

<sup>195</sup> Spécialiste de l'histoire du cinéma sous le Troisième Reich, David Welch écrit: «it is true that when war came in 1939, the German cinema had attained an expertise and technical mastery that was unequalled in Europe». (D. WELCH: *Propaganda... op. cit.*, p. 34).

<sup>196</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 26.10.1938; BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1938-1941»: Pv du 1-16.11.1938.

<sup>197</sup> s.n.: «“La peste rouge” au Capitole», in *La Liberté*, 24.10.1938; s.n.: «Antikommunistische Aktion», in *Freiburger Nachrichten*, 24.10.1938; s.n.: «Film anticommuniste», in *Le*

spirituelle, version néo-conservatrice, qui règne dans les esprits au même moment. Aux anges, *La Liberté* suggère toutefois d'apporter au film «une ou deux retouches de détail», sans oser en dire plus; une manière peut-être de signifier que le film va parfois trop loin<sup>198</sup>. Inquiet depuis plusieurs années du cours suivi par Musy, le *Vaterland* préfère lui ne pas s'étendre sur la dernière initiative du Fribourgeois. De manière générale, son œuvre de propagande rencontre un écho plus chaleureux en Suisse romande qu'en Suisse alémanique, à l'exception notable de l'extrême droite unanime des deux côtés de la Sarine à l'acclamer.

La presse libérale conservatrice (*Basler Nachrichten*, *Gazette de Lausanne*, *Journal de Genève*), proche des centres d'intérêt de l'ANSC et de la Ligue Aubert, ne tarit pas d'éloges<sup>199</sup>. Tout juste note-t-on avec diplomatie que le film arrive un peu tard<sup>200</sup>. Toutefois, après un premier mouvement en sa faveur, les *Basler Nachrichten* jugent nécessaire de laisser la parole à un correspondant qui, tout en étant un adversaire du communisme, s'en prend vertement aux tendances «non-suisse» et insidieuses, c'est-à-dire pro-allemandes et pro-italiennes, de *La peste rouge*. De tous les correspondants ayant assisté à la première de Fribourg, seul celui-ci fait preuve d'un véritable esprit observateur et ose appeler les choses par leur nom. C'est grâce à sa description minutieuse que nous avons notamment connaissance d'un passage qui vante, carte de l'Europe à l'appui, les grands mérites de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste dans la lutte contre le communisme; ce passage, sifflé lors de la première, sera très rapidement supprimé des versions projetées par la suite<sup>201</sup>. À en croire le correspondant des

---

*Fribourgeois*, 24.10.1938; M. G.: «Un film à sensation et vécu – “La Peste Rouge”», in *Nouvelliste valaisan*, 26.10.1938; s.n.: «La Peste rouge», in *Le Pays*, 7.2.1939.

<sup>198</sup> s.n.: «“La peste rouge” au Capitole», in *La Liberté*, 24.10.1938. Moins d'une semaine plus tard, suite à la projection donnée le 26 octobre aux élèves du collège Saint-Michel, le correspondant de *La Liberté* écrit: «Les quelques retouches que nous avons suggérées ont été faites au film, qui est ainsi assuré d'une très belle carrière.» (s.n.: «“La peste rouge”», in *La Liberté*, 28.10.1938).

<sup>199</sup> s.n.: «“Die rote Pest”», in *Basler Nachrichten*, 24.10.1938; s.n.: «Propagande anti-communiste: la *Peste rouge*», in *Gazette de Lausanne*, 25.10.1938; s.n.: «“La Peste rouge”», in *Journal de Genève*, 26.10.1938.

<sup>200</sup> s.n.: «Propagande anti-communiste: la *Peste rouge*», in *Gazette de Lausanne*, 25.10.1938.

<sup>201</sup> s.n.: «“Die rote Pest”», in *Basler Nachrichten*, 27.10.1938. La version présentée lors de la première à Fribourg constitue très vraisemblablement la pellicule projetée la plus complète de *La peste rouge*. Ce constat résulte de la comparaison entre quelques comptes rendus assez précis rédigés au fur et à mesure des différentes projections. De nombreuses suppressions de plans, dont il serait fastidieux de dresser ici la longue liste, ressortent également de la comparaison entre les bandes que nous avons visionnées et les scripts en langue française et en langue allemande à notre disposition, scripts qui correspondent sans doute à l'une des versions les plus proches de la bande originale. (Voir AF, fs Musy, vol. 98 et 99: scénarios en français; vol. 100: scénario en allemand). Un des premiers retranchements significatifs faits au film est facilement repérable, puisqu'il s'agit du passage, décrit dans le détail par l'un des correspondants des *Basler Nachrichten*, dont il est ici question. Cette suppression pourrait bien correspondre à l'une des retouches déjà suggérées par le correspondant de *La Liberté*. (s.n.: «“La peste rouge” au Capitole», in *La Liberté*, 24.10.1938; s.n.: «“La peste

*Basler Nachrichten*, le passage n'est pas seulement sifflé, mais certains spectateurs semblent prêts à quitter ostensiblement la salle, avant que le film enchaîne très rapidement avec d'autres images sur les méfaits du communisme. Pourtant l'observateur averti n'est pas dupe. Selon lui, le film suggère implicitement au spectateur que la lutte contre le communisme, telle que la pratiquent l'Allemagne et l'Italie, représente la voie adéquate. Le correspondant des *Basler Nachrichten* relève encore d'autres insinuations, distillées notamment en faveur de l'Allemagne, et va jusqu'à dénoncer les «courants fascistes et nationaux-socialistes» qui existent au sein de l'ANSC<sup>202</sup>. (Le compte rendu personnel du film rédigé par un certain de Meyer, à la suite de la première à Fribourg, relève les mêmes réactions de mécontentement du public à l'égard des remarques trop ouvertement favorables à Hitler et Mussolini<sup>203</sup>).

Le *Bund*, organe radical qui n'est pas revenu à de meilleurs sentiments à l'égard de Musy depuis sa démission du Conseil fédéral, se garde d'applaudir ce film et s'interroge plutôt sur les relations singulières qui ont permis sa réalisation<sup>204</sup>. La *NZZ*, proche des élites bancaires et industrielles du pays, évite carrément de s'exprimer sur le sujet, après ne s'en être pas laissé conter dans la récente affaire Riedweg<sup>205</sup>. Les milieux économiques qui, sans tout connaître de ses manœuvres, ont soutenu financièrement Musy craignent-ils certaines révélations supplémentaires sur les circonstances du montage en Allemagne? Le journal radical *Le Démocrate*, pour qui le film ne tend, ni plus, ni moins, qu'à glorifier les méthodes employées par certains pays étrangers pour combattre le communisme, le juge sévèrement car, selon lui, il contribue à diviser les Suisses.

---

rouge"», in *La Liberté*, 28.10.1938). Voir également la note du 27 octobre de de Meyer qui, au sujet de la scène présentant Hitler et Mussolini comme des pionniers de la lutte anticommuniste, affirme qu'on lui a assuré qu'elle serait supprimée. (AF, E 2001 (D) 1, Bd 17 (*La peste rouge*): note de de Meyer sur *La peste rouge*, 27.10.1938).

<sup>202</sup> s.n.: «“Die rote Pest”», in *Basler Nachrichten*, 27.10.1938. Le compte rendu des *Basler Nachrichten* écrit à la suite de la projection de *La peste rouge* à Bâle, le 3 novembre 1938, est de nouveau beaucoup plus favorable au film, même si l'on regrette toujours que la Tchécoslovaquie y soit présentée comme un territoire bolcheviste au même titre que l'Espagne rouge. (s.n.: «Die rote Pest», in *Basler Nachrichten*, 5/6.11.1938).

<sup>203</sup> Témoin oculaire de la première, l'auteur du compte rendu écrit entre autres que le film donne «une image où l'on voit sur une carte d'Europe tout à fait blanche la Russie en noir, la Tchécoslovaquie (ancienne) en noir et l'Espagne rouge en noir. [...] Il relate que Hitler et Mussolini sont les premiers qui ont placé une barrière au communisme. (On m'a assuré que cette scène serait supprimée). [...] De chaleureux applaudissements ont salué plusieurs scènes de ce film; lorsque Blum, Grimm, Humbert-Droz etc. parurent sur l'écran, plusieurs coups de sifflet ont retenti. En revanche, lors du passage mentionné ci-dessus relatif à Mussolini et Hitler, un certain mécontentement s'est manifesté parmi les spectateurs. Fait curieux, Franco a été vigoureusement applaudi. [...] L'Action nationale suisse contre le communisme a l'intention de présenter ce film dans toute la Suisse, tout d'abord dans des cercles restreints.» (AF, E 2001 (D) 1, Bd 17 (*La peste rouge*): note de de Meyer sur *La peste rouge*, 27.10.1938). Au sujet de l'auteur, un de Meyer, nous ne pouvons dire s'il s'agit d'un membre de la belle-famille de Musy.

<sup>204</sup> s.n.: «Die rote Pest», in *Der Bund*, 26.10.1938.

<sup>205</sup> Sur la position de la *NZZ* dans l'affaire Riedweg, voir le point 2.2. du prochain chapitre.

Aussi espère-t-il que la commission chargée de la censure des films présentés au public mettra son veto à la demande qui lui parviendra<sup>206</sup>. La *National-Zeitung*, organe de la gauche radicale depuis longtemps en bisbille avec Musy, critique la partialité extrême de *La peste rouge*<sup>207</sup>.

Dans le camp socialiste et communiste, dont aucun journaliste n'a été invité à découvrir le film à sa sortie, c'est un seul et même cri pour le condamner comme une œuvre de propagande pro-allemande, s'interroger sur l'origine de son financement et dépeindre Musy sous les traits d'un agent du fascisme international<sup>208</sup>. La *Berner Tagwacht*, qui relève également l'enthousiasme de la presse conservatrice-catholique pour le film de Musy, estime que les catholiques suisses, aveuglés par la haine du communisme et du socialisme, n'ont rien appris du destin de leurs frères en Italie, en Allemagne, en Tchécoslovaquie et en Autriche<sup>209</sup>.

Autre son de cloche à l'extrême droite. Les anticommunistes suisses les plus convaincus, accessoirement admirateurs du IIIe Reich, se félicitent de l'œuvre commanditée par Musy. Flatté d'avoir été invité à la première au Capitole de Fribourg, Hans Bossard, antisémite notoire, n'a pas seulement vu dans *La peste rouge* les dangers du communisme, mais il y a aussi distingué l'œuvre funeste des juifs<sup>210</sup>. Relatant également la première projection du film à Fribourg, le correspondant de l'organe du Front national n'est pas moins satisfait d'avoir assisté à une attaque en règle contre le communisme<sup>211</sup>. Fred de Diesbach juge le film «profondément émouvant»<sup>212</sup>.

Après la première au Capitole de Fribourg, le film est vu, le 26 octobre, par les élèves du collège Saint-Michel et leurs professeurs<sup>213</sup>. Est-ce au cours de cette séance que les collégiens de Fribourg sifflent également *La peste rouge*?<sup>214</sup> Au

---

<sup>206</sup> s.n.: «Le film de M. Musy», in *Le Démocrate*, 28.10.1938.

<sup>207</sup> s.n.: «“Die rote Pest”», in *National-Zeitung*, 4.11.1938.

<sup>208</sup> s.n.: «Musy fabriziert einen Hetzfilm. SS-Hauptsturmführer Riedweg der Macher», in *Freiheit* (Basel), 25.10.1938; s.n.: «Musys Hetzfilm», in *Berner Tagwacht*, 26.10.1938; s.n.: «Le film de Musy. Qui est-ce qui l'a payé?», in *La Sentinelle*, 27.10.1938; s.n.: «Musys Hetzfilm», in *Volksrecht*, 27.10.1938; s.n.: «Un film pro-hitlérien. Qui en a fait les frais?», in *Le Travail*, 28.10.1938; s.n.: «Ein Nazi-Hetzfilm», in *Freiheit* (Basel), 7.11.1938; P. A. BOCHET: «La “Peste rouge”», in *Le Travail*, 17.11.1938; T.: «La tournée de la “Peste rouge”», in *Le Travail*, 3.12.1938.

<sup>209</sup> s.n.: «Musys Hetzfilm», in *Berner Tagwacht*, 26.10.1938.

<sup>210</sup> H. BOSSARD: «Die rote Pest. Kampf dem Kommunismus durch den Film!», in *Eidgenoss*, 28.10.1938.

<sup>211</sup> c.p.r.: «Die rote Pest! Der erste antikommunistische Film in der Schweiz», in *Die Front*, 29.10.1938.

<sup>212</sup> F. de DIESBACH: «Un film anticommuniste en Suisse. La peste rouge», in *La Revue anticommuniste*, I, janvier 1939, p. 45.

<sup>213</sup> s.n.: «“La peste rouge”», in *La Liberté*, 28.10.1938.

<sup>214</sup> L'anecdote est rapportée par Léon Savary, un ancien supporter qui se désole en été 1941 du cours suivi par Musy depuis sa démission du Conseil fédéral: «On critiqua à juste titre le film *La peste rouge*, que sifflèrent les collégiens de Fribourg et qui souleva des polémiques



gré de certaines réactions et de la conjoncture internationale, le film sera raccourci de quelques passages pouvant irriter un public pourtant soigneusement choisi. La première en Suisse alémanique a lieu le 3 novembre à Bâle. Moins d'un mois avant la votation sur la loi anticommuniste à Bâle-Ville, le film y est présenté à un petit public d'une quarantaine de personnes expressément invitées, dans l'espoir d'influencer le futur verdict populaire<sup>215</sup>. Dès les premières projections, prises comme autant de tests, Musy peut constater, à la lecture d'une presse bourgeoise elle-même partagée, que le film ne saurait être montré sans restriction d'entrée que dans les régions rurales politiquement acquises d'avance. En milieu urbain, le public n'accède généralement à la salle obscure que sur présentation d'une invitation personnelle<sup>216</sup>. Instruit par les troubles de La Chaux-de-Fonds de janvier 1937, Musy ne peut se permettre d'être associé une nouvelle fois à un incident de ce genre<sup>217</sup>.

*La peste rouge* passe le 13 novembre à Châtel-Saint-Denis, dans la campagne fribourgeoise, à l'occasion d'une manifestation à la mémoire des soldats morts au service du pays, vingt ans après la grève générale de 1918<sup>218</sup>. Le 15 suivant, le long métrage est montré au Capitole à Genève, une fois de plus à un public expressément invité et avec une intervention de Musy en introduction<sup>219</sup>. Le 21 novembre, une première projection, destinée exclusivement à un public très

---

dont l'on se fût fort bien passé.» (L. SAVARY: «Les motifs de l'attitude généralement adoptée à l'égard de J.-M. Musy», in *La Tribune de Genève*, 1.8.1941).

<sup>215</sup> Voir s.n.: «“Die rote Pest”», in *National-Zeitung*, 4.11.1938; s.n.: «“Die rote Pest”», in *Basler Nachrichten*, 27.10.1938.

<sup>216</sup> Aucun des documents d'archives consultés ne nous permet de dire que Musy décide de présenter son film dans des réunions «privées», à savoir à un public expressément invité, parce que des extraits d'actualités, seuls les droits non-commerciaux auraient été acquis. (Pour ce genre d'affirmation, sans indication des sources, voir ES [E. SCHWARZ], avant-propos, in *film 1. Kritisches Filmmagazin*, Heft 1-2, Juli 1975, p. 56; cité par W. WIDER: *op. cit.*, p. 147, et R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 204). Sur la base du même corpus de documents, nous ne pouvons pas plus affirmer que le film aurait été monté à partir d'images appropriées illégalement. (Pour ce genre d'affirmation, sans indication des sources, voir M. SCHLAPPNER: «Schweizer Kinobilder – Bilder der Schweiz. Hinweise auf Geschichte, Themen und Autoren des älteren Schweizer Films von 1896 bis 1963», in M. SCHLAPPNER, M. SCHAUB: *op. cit.*, pp. 22-23; cité par R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, n. 69 p. 204). À notre connaissance, Musy n'invoque en fait que des raisons de tactique politique pour motiver sa décision de présenter le film, en certains endroits sensibles, à des spectateurs triés sur le volet. Plusieurs projections de *La peste rouge* sont par ailleurs ouvertes à tout le public, par exemple dans la campagne fribourgeoise, au Tessin et dans le Jura.

<sup>217</sup> Sur l'échauffourée de La Chaux-de-Fonds de janvier 1937, voir le point 3.1. du présent chapitre.

<sup>218</sup> s.n.: «“In Memoriam” à Bulle et Châtel-Saint-Denis», in *Le Fribourgeois*, 12.11.1938; s.n.: «In Memoriam», in *Le Fribourgeois*, 15.11.1938. Une projection supplémentaire est prévue, le 14 novembre, à Châtel-Saint-Denis.

<sup>219</sup> s.n.: «“La Peste rouge”», in *Journal de Genève*, 17.11.1938; E. C.: «Un film anticommuniste présenté par M. J.-M. Musy», in *La Tribune de Genève*, 17.11.1938; P. A. BOCHET: «La “Peste rouge”», in *Le Travail*, 17.11.1938; BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1938-1941»: Pv du 1-16.11.1938.

orienté à droite, a lieu à Paris. Nous y reviendrons. Vient le tour de la Gruyère. Présenté sous les auspices des sociétés militaires locales le 30 novembre, puis le 1<sup>er</sup> décembre 1938, le film fait un tabac à Bulle<sup>220</sup>. En janvier 1939, il est projeté sous le nom *Il pericolo comunista* dans différentes localités du Tessin, projection la plupart du temps annoncée sous le patronage simultané des partis de droite et de la Lega nazionale ticinese<sup>221</sup>. Début février 1939, il passe à Porrentruy<sup>222</sup>.

À Genève, à l'occasion de la XIII<sup>e</sup> conférence de l'EIA qui se tient du 20 au 23 février 1939, les délégués de l'organisation anticommuniste et un grand nombre d'invités, entre autres des représentants de l'Espagne nationaliste, de l'Italie fasciste et de milieux anticommunistes français, assistent à la projection de *La peste rouge*, une fois de plus précédée d'une allocution de Musy<sup>223</sup>. Suite à la présentation du film, Théodore Aubert écrit le 23 février à Musy pour le féliciter et ajoute, tout en lui suggérant de s'adresser au Ministère de la Culture populaire à Rome pour remédier à l'absence de documents, dans le film, sur la lutte du fascisme contre le communisme en Italie: «Il me paraît en effet, comme cela est du reste votre sentiment, que le tableau si impressionnant que présente ce film doit être complet et donc ne pas omettre un événement capital: la défaite du communisme par le fascisme. Je n'ai pas à vous apprendre que c'est là une vérité historique d'une très grande portée puisque l'Italie, à ce moment-là, a rendu un service de toute importance à l'Europe et à la Suisse sa voisine en particulier. Il serait bon de rappeler aussi par une courte phrase aux Suisses qui verront le film que le danger rouge a été écarté de leur frontière sud par l'héroïsme des Italiens comme cela a été le cas pour notre frontière nord.»<sup>224</sup> En fait, Théodore Aubert intervient auprès de Musy, à la suite du vif regret exprimé par Renato Bova Scoppa, consul général d'Italie à Genève, désagréablement surpris de constater que *La peste rouge* ne rend aucunement justice à la lutte anticommuniste menée par l'Italie fasciste, pionnière en la matière<sup>225</sup>.

---

<sup>220</sup> s.n.: «La peste rouge», in *Le Fribourgeois*, 28.11.1938; s.n.: «La “Peste Rouge” à Bulle», in *Le Fribourgeois*, 29.11.1938, où il est précisé que l'entrée est gratuite et qu'un insigne sera vendu en ville pour couvrir les frais; s.n.: «La peste rouge», in *Le Fribourgeois*, 1.12.1938, qui annonce, vu «l'énorme affluence», une séance supplémentaire.

<sup>221</sup> s.n.: «Cinema anticomunista», in *Il Dovero*, 9.1.1939; s.n.: «“Il pericolo comunista”», in *Il Dovero*, 10.1.1939; s.n.: «Cervo», in *Il Dovero*, 11.1.1939; s.n.: «Il pericolo comunista» et s.n.: «La visione del film di propaganda anticomunista», in *Il Dovero*, 12.1.1939.

<sup>222</sup> s.n.: «La Peste rouge», in *Le Pays*, 7.2.1939.

<sup>223</sup> K.: «XIII<sup>e</sup> Conférence de l'Entente anticommuniste», in *Journal de Genève*, 23.2.1939 ; F. D. [F. de DIESBACH]: «La XIII<sup>e</sup> conférence de l'Entente Internationale Anticommuniste», in *La Revue anticommuniste*, IV, avril 1939, p. 189.

<sup>224</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 23.2.1939.

<sup>225</sup> ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, N.U.P.I.E., 1932-1943, B. 19, fasc. 64, Svizzera, R. Consolato Ginevra: lettre de R. Bova Scoppa à T. Aubert, 22.2.1939 (copie); de R. Bova Scoppa pour le Ministère de la Culture populaire, dir. gén. de la propagande, 24.2.1939. Le 23 février, Aubert écrit à Bova Scoppa: «Il me paraît qu'il est urgent que le

Sans doute aurait-il été un peu moins déçu s'il avait assisté en octobre 1938 à la première de Fribourg. À cette époque, le film contenait encore un passage, certes supprimé après que des spectateurs l'ont sifflé, qui vantait clairement les mérites de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie dans la lutte contre le communisme. Fin février 1939 déjà, Musy s'adresse à Coselschi, président des CAUR: «Notre film, documentaire historique de la révolution communiste à travers le monde, souffre d'une grave lacune. Nous n'avons pas trouvé concernant la révolution fasciste, le matériel indispensable à présenter dignement la magnifique action des fascistes écrasant le communisme. Nous avons essayé de tirer quelques passages du film "Camice Nere". Malheureusement ce film n'est pas très réussi au point de vue technique. Nous aurions besoin de quelque chose de mieux. Je me permets de m'adresser à vous, pour vous demander, s'il est possible d'obtenir des documents authentiques, permettant d'illustrer magnifiquement l'œuvre de la jeune Italie, terrassant l'hydre communiste.»<sup>226</sup> Aussitôt, précisant que Musy entretient des rapports excellents et permanents avec les CAUR, Coselschi demande au Ministère de la Culture populaire de faire le nécessaire afin de satisfaire à la demande de l'ancien conseiller fédéral<sup>227</sup>.

À la même époque, l'Union Civique de Genève, organisation patriotique dont Louis Dierauer est le secrétaire, invite à assister, à l'issue de son assemblée générale le 28 février 1939, à la projection de *La peste rouge* et «de films du service de propagande soviétique»<sup>228</sup>. Au printemps 1939, le film de l'ANSC passe encore dans quelques lieux de Suisse romande, entre autres à Morges le 30 mars grâce à la collaboration de Gustave Bornand<sup>229</sup>, puis à Vaulruz le 2 avril

---

film [*La peste rouge*] rende un hommage complet à la vérité en restituant à l'Italie la place d'honneur qui lui est due dans ce combat. J'écris dans ce sens à Monsieur Musy en le priant de s'adresser, pour obtenir les "documents" nécessaires au Ministère de la culture populaire à Rome.» (*Ibid.*: lettre de T. Aubert à R. Bova Scoppa, 23.2.1939 (copie)). — Bien qu'il n'ait pu assister à la première de Fribourg, Théodore Aubert n'a pas manqué, sur la base des impressions du colonel Odier, de féliciter Musy à la sortie de son film. (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 26.10.1938). Son collaborateur, Georges Lodyginsky, s'est également fait l'écho d'appréciations extrêmement favorables. (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de G. Lodyginsky à J.-M. Musy, 30.11.1938).

<sup>226</sup> ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 239: lettre de J.-M. Musy à E. Coselschi, 27.2.1939 (copie).

<sup>227</sup> ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 239: lettre d'E. Coselschi au MCP, Ufficio NU.P.I.E., 3.3.1939. Finalement, ce nouveau matériel demandé en Italie ne sera pas, nous semble-t-il, intégré dans le film.

<sup>228</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse 1939»: lettre-invitation de l'Union Civique de Genève, 24.2.1939.

<sup>229</sup> AF, fs Musy, vol. 95: décomptes et correspondance en rapport avec la projection du film à Morges, 29-31.3.1939. Dans la documentation, Gustave Bornand apparaît également avec le prénom de Gustave-Adolphe Bornand. — Dans une liste des membres connus du MNS à Lausanne et dans le canton (de Vaud) établie au milieu de l'année 1940 pour le compte du Ministère public, on peut lire au sujet de Gustave Bornand qu'il est un «ex-chef frontiste de la région de Morges, plus tard parti en Espagne et attaché au service de presse de l'EM du général Franco. Très fort sympathisant des idées extrémistes de droite.» Cette note de 1940

grâce à celle de l'abbé Etienne Dumas<sup>230</sup>. L'approche accélérée de la guerre, le pacte germano-soviétique et le déclenchement des hostilités freine un peu plus sa diffusion. Au décompte final, *La peste rouge* touche un public plutôt restreint, peu en rapport avec les moyens investis<sup>231</sup>.

Les dernières représentations ont lieu vers le milieu du mois de mai 1940 au cinéma Métropole à Lausanne au terme de longues négociations<sup>232</sup>. Encore autorisé en avril 1940<sup>233</sup>, le film est finalement interdit en juin 1940<sup>234</sup>. Les autorités de censure redoublent de vigilance, à un moment où les victoires éclair de la Wehrmacht, notamment au lendemain de la défaite française, donnent un second souffle aux rénovateurs suisses de 1933-1935, au nombre desquels se compte Musy. La décision d'interdiction prise par la censure a d'ailleurs le don

---

ajoute que Bornand est alors entre autres en relations avec Clot et Musy. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 52, C.2.10025: liste portant le timbre du 21.9.1940).

<sup>230</sup> AF, fs Musy, vol. 95: décomptes et correspondance en rapport avec la projection du film à Vaulruz, 2-6.4.1939. D'autres représentations, notamment dans le canton de Fribourg, ont lieu avec le concours de l'abbé Dumas. En tant que directeur du cinéma ambulant de l'Œuvre du Bon Film, l'abbé Dumas demande et obtient de la Division Presse et Radio, à la fin de l'année 1939, le certificat de censure pour pouvoir projeter *La peste rouge* (format 16 mm). (AF, E 4320 (B) 1974/47, Bd 127, C.8.18: demande de censure d'E. Dumas à la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, n° 7025, 28.11.1939; certificat de censure de la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, autorisant la projection de *La peste rouge*, n° 7025, 30.11.1939; décision de censure de la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, n° 7025, 8.12.1939). Un descriptif de *La peste rouge* établi par le cinéma ambulant de l'Œuvre du Bon Film indique que cette société est chargée de projeter le film. (AF, E 4320 (B) 1974/47, Bd 127, C.8.18). En juin 1940, l'abbé Dumas parle de «tournée» effectuées avec *La peste rouge*. (AF, E 4320 (B) 1974/47, Bd 127, C.8.18: lettre d'E. Dumas au commandement de l'armée, service des films, 11.6.1940). Sur l'abbé Etienne Dumas (1892-1955), curé d'Echarlens près de Bulle, et son action, voir N. ABD-RABBO: *op. cit.*, pp. 122-137. — En avril 1939, au nombre des conditions qu'il pose pour continuer de vendre les livres *La garde fidèle du Saint-Père* (Gaston Castella a publié en 1935 un livre ainsi intitulé, sur l'histoire des soldats suisses au service du Vatican), un certain Jean Dutoit à Lausanne propose à Musy de disposer librement du film *La peste rouge* et d'avoir les pleins pouvoirs d'organiser des représentations au sein de sociétés militaires et patriotiques. (AF, fs Musy, vol. 95: lettre de J. Dutoit à J.-M. Musy, 8.4.1939).

<sup>231</sup> À propos du nombre de séances, selon Roland Cosandey au moins une vingtaine entre octobre 1938 et mai 1940, et celui de spectateurs, évalué par le même auteur à une dizaine de milliers de personnes, voir R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 206.

<sup>232</sup> Voir p.e. AF, fs Musy, vol. 95: lettre (de l'ANSC) à N. Fuchs, cinéma Métropole, 7.6.1939. *Ibid.*, vol. 96: lettres de N. Fuchs à J.-M. Musy, 25.3.1939; de Fuchs-Films à J.-M. Musy, 26.4.1940.

<sup>233</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1974/47, Bd 127, C.8.18: demande de censure de J.-M. Musy à la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, n° 9205, 8.4.1940; certificat de censure de la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, autorisant la projection de *La peste rouge*, n° 9205, 19.4.1940.

<sup>234</sup> AF, E 4320 (B) 1974/47, Bd 127, C.8.18: décision de censure de la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, n° 9205, 22.6.1940; ordonnance de censure de la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, interdisant la projection de *La peste rouge*, n° 7025/9205, 25.6.1940.

d'irriter au plus haut point l'ancien conseiller fédéral<sup>235</sup>, alors que les révisionnistes défaits en 1935 croient l'heure de la deuxième chance venue.

## 2.6. La circulation du film à l'étranger

### 2.6.1 *En France*

C'est en France que *La peste rouge* trouve la première ouverture à l'étranger<sup>236</sup>. Rien d'étonnant à cela. L'anticommunisme y «atteint fin 1938 et courant 1939 le sommet de la vague»<sup>237</sup>. Outre-Jura, l'extrême droite et de larges secteurs de la droite nationale, tous particulièrement remontés contre l'expérience du Front populaire, élèvent de plus en plus la voix pour mettre le communisme hors la loi. Que des groupes de la gauche non communiste combattent également le communisme ne les rapprochent pas pour autant de la droite. Malgré les nuages noirs qui s'amoncellent à l'horizon, la France s'enfonce dans ses divisions. La campagne du Parti communiste français contre les accords de Munich apparaît à ses détracteurs comme la preuve de son bellicisme. Nombre de nationalistes français, qui se sont plu à défier Hitler et Staline par le passé, jouent désormais l'apaisement face au premier, alors que le second reste leur plus grande bête noire. Fin novembre 1938, des grèves éclatent à nouveau en France. Elles sont aussitôt mises sur le compte des communistes, accusés de semer le désordre, malgré les dangers extérieurs.

Déjà à la sortie du film, le 22 octobre 1938, des ressortissants français sont invités à la première à Fribourg. Parmi eux, plusieurs représentants de la droite conservatrice et des milieux patronaux français<sup>238</sup>: Pierre Nicolle, secrétaire général du Comité de Salut Économique et délégué du Groupement du Patronat Français; Albert Cornu, préfet honoraire et président du Service de propagande du Comité de Prévoyance et d'Action Sociales (CPAS) qui reçoit ses fonds du

---

<sup>235</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1974/47, Bd 127, C.8.18: lettre de J.-M. Musy à la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, 31.7.1940. Voir également R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 206.

<sup>236</sup> Sur la diffusion en France, voir *ibid.*, pp. 206-208.

<sup>237</sup> J.-J. BECKER et S. BERSTEIN: *op. cit.*, p. 328.

<sup>238</sup> La liste suivante est établie à partir de: AF, fs Musy, vol. 96: lettre de L. Degas à Mme Musy, 28.10.1938. — Ancien ministre des finances, Musy n'est pas un inconnu dans les cercles économiques français. Familier de la France, il a par exemple donné, le 1<sup>er</sup> mars 1937, une conférence à Paris, à l'invitation de la Chambre de commerce suisse en France, sur le thème de «l'ordre social nouveau». Y assistaient le ministre de Suisse à Paris, Alphonse Dunant, et de nombreux représentants des milieux économiques. Avant Musy, d'autres personnalités, par exemple Gignoux, dont nous parlons plus précisément par la suite, ont également pris la parole sous les auspices de cette Chambre de commerce dans la capitale française. Sur ce séjour de Musy à Paris, fin février-début mars 1937, voir AF, fs Musy, vol. 114.

Groupement du Patronat Français; Paul Guichard, ancien directeur de la police municipale et directeur du Service de propagande de ce même Comité; un certain Malle, représentant dans ce Groupement les affaires d'électricité; un certain Mallet, d'une famille de banquiers, donné comme bourgeois de Morat, qui a de nombreux intérêts en Suisse<sup>239</sup>; ainsi que Christian Mégret, représentant Léon Bailby, directeur propriétaire du *Jour-Écho de Paris*. Très orientée à droite, la feuille de Bailby flirte fréquemment avec l'Action française<sup>240</sup>. Heureux d'apprendre la venue prochaine de Musy à Paris, Lucien Degas l'informe que, favorable aux idées de l'ancien conseiller fédéral, le propriétaire du Bristol, l'hôtel parisien où descend Burrus, met gracieusement à sa disposition le nombre de chambres dont il aurait besoin<sup>241</sup>. Lucien Degas propose également à Musy de déjeuner le 19 novembre avec des représentants «éminents des premières affaires françaises qui s'intéressent à la présentation et au développement du film»<sup>242</sup>, ainsi que de lui réserver un repas à prendre avec Léon Bailby<sup>243</sup>. Associé à la banque Lambert-Biltz à Paris et homme de confiance grâce auquel Musy entre en

<sup>239</sup> Il s'agit probablement de l'un des représentants de la famille à la tête de la banque Mallet frères et Cie (peut-être son chef Ernest Mallet ou Philippe Mallet, associé-gérant?), banque influente dans le monde des affaires françaises, bien qu'elle ne soit guère connue du grand public.

<sup>240</sup> P. ALBERT: «La presse française de 1871 à 1940», in *Histoire générale de la presse française*, tome III: *De 1871 à 1940*, s.l.d. de C. BELLANGER, J. GODECHOT, P. GUIRAL et F. TERROU, Paris, PUF, 1972, p. 537. — Ayant accédé à la tête du régime de Vichy, le maréchal Pétain décorera Bailby de la francisque pour lui témoigner sa sympathie.

<sup>241</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de L. Degas à Mme Musy, 28.10.1938. En mars 1939, la presse socialiste affirme à propos des relations entre l'ancien conseiller fédéral et l'industriel de Boncourt qu'un «parent, probablement un frère, de M. Burrus appartient en France au groupe Flandin». (L. NICOLE: «Autour de l'activité de l'ex-conseiller fédéral Musy», in *Le Travail*, 27.3.1939, qui se base sur un article de s.n.: «Um Musy. Worauf wartet die Bundesanwaltschaft?», in *Berner Tagwacht*, 25.3.1939). — Après Munich, le très conservateur Pierre-Etienne Flandin, ancien président du Conseil de la III<sup>e</sup> République qui sera brièvement chef de gouvernement à Vichy, a félicité Hitler d'avoir «sauvé la paix». Quant à Maurice Burrus, manufacturier en tabac du Haut-Rhin (France), il s'agit en fait d'un cousin de Henry Burrus. Député au parlement français, Maurice Burrus votera le 10 juillet 1940 les pouvoirs constituants au maréchal Pétain. — Comme l'atteste l'adresse d'une enveloppe qui lui est destinée, Musy descend effectivement au Bristol, lors d'un séjour à Paris dont il n'est toutefois pas possible de situer la date avec précision. (AF, fs Musy, vol. 43). Dans cette enveloppe se trouve une lettre, à l'intention de Musy, signée par C.-J. Gignoux. Son ami Edouard Bonnefous lui ayant fait connaître la présence de Musy à Paris, Gignoux souhaite rencontrer l'ancien président de la Confédération. (AF, fs Musy, vol. 43: de C.-J. Gignoux à J.-M. Musy, 18.8.(?)). Ancien directeur de *La Journée industrielle*, devenu président de la Confédération Générale du Patronat Français (CGPF), Gignoux est un âpre défenseur des intérêts patronaux. — Données bio. sur Claude-Joseph Gignoux (1890-1966): M. et J.-P. COINTET (s.l.d.): *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000, pp. 343-344.

<sup>242</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de L. Degas à Mme Musy, 28.10.1938. Également cité par R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 207.

<sup>243</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de L. Degas à Mme Musy, 28.10.1938. — Données bio. sur Léon Bailby (1867-1945): R. de LIVOIS: *Histoire de la presse française*, vol. 2: *De 1881 à nos jours*, Lausanne, SPES, 1965, pp. 485-489.

contact avec certains milieux patronaux français, Lucien Degas est reçu plusieurs fois au château de Middes<sup>244</sup>.

Le 14 novembre, une semaine avant la projection de *La peste rouge* à Paris, *Le Matin*, un important quotidien parisien à la xénophobie affichée et «aux sympathies fascistes de moins en moins dissimulées»<sup>245</sup>, publie en première page une longue interview de Musy qui, une fois de plus, répète que le communisme doit être interdit partout en Europe<sup>246</sup>. Le 21 suivant, le film passe au cinéma Normandie à Paris<sup>247</sup>. Le lendemain, le très anticommuniste Léon Bailby, directeur du *Jour-Écho de Paris*, journal conservateur très favorable à Mussolini et à Franco et dont l'hostilité à Hitler est de fait beaucoup moins ferme que celle à Staline, parle du film en des termes très élogieux et regrette juste qu'il n'ait été prévu qu'une seule présentation<sup>248</sup>. Une longue note de renseignement anonyme, écrite à chaud par un observateur présent dans la salle et très vraisemblablement destinée aux services de police français qui ont un œil sur les groupes extrémistes, indique que le «film est bien commenté et sa réalisation qui est faite à l'aide de films d'époque, empruntés semble-t-il pour beaucoup en Allemagne, est techniquement très bonne. L'effet de vues macabres et d'exécutions est saisissant.

---

<sup>244</sup> Encore en 1940, Degas rencontre en Suisse Musy, alors surveillé par la police fédérale. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport de la police de sûreté et criminelle de la ville de Berne pour le MPC, 7.5.1940. Voir également AF, fs Musy, vol. 96: lettre de L. Degas à J.-M. Musy, 27.1.1940). — Introduit dans les milieux patronaux français et suisses, Lucien Degas évoque à l'occasion le nom de Paternot et celui de la société Nestlé. (AF, fs Musy, vol. 96: lettre de L. Degas à J.-M. Musy, 7.3.1939). Personnalité en vue du groupe Nestlé, Maurice Paternot est monté en grade dans la firme veveysanne peu après le décès, le 31 juillet 1937, de Louis Dapples, une ancienne connaissance de Musy. L'ancien conseiller fédéral rencontre plusieurs fois Paternot, notamment durant la guerre. Déjà avant le déclenchement des hostilités, il le retrouve en certaines occasions, par exemple le 30 avril 1938 à Broc, lors d'un hommage à feu Alexandre Cailler, événement qui réunit, outre Musy et Paternot, administrateur-délégué de Nestlé, des personnalités telles que Edouard Muller, président du c.ad. de Nestlé; Edmund Schulthess, ancien conseiller fédéral; Joseph Piller, conseiller d'État; Victor Buchs, ancien conseiller d'État; le préfet Léopold Delabays; Léon Daguet, président du c.ad. de la BEF; Paul Jaberg, président de la direction de l'UBS; et le notaire Louis Blanc. (Voir sous: «Un hommage à M. Alexandre Cailler», in *La Liberté*, 2.5.1938; «L'hommage à M. Alexandre Cailler», in *La Liberté*, 3.5.1938).

<sup>245</sup> P. ORY: *Les collaborateurs 1940-1945*, Paris, Seuil, 1976, p. 17.

<sup>246</sup> Interview publiée sous: «Le communisme doit être mis hors la loi, déclare M. Musy», in *Le Matin* (Paris), 14.11.1938. Le 17 novembre suivant, sous le titre «Une interview de M. Musy sur les questions internationales», *La Liberté* reproduit cette interview, dans son intégralité, semble-t-il, car beaucoup plus détaillée que l'interview publiée par *Le Matin*, «écourtée par le journal parisien pour des raisons typographiques», nous apprend le quotidien fribourgeois.

<sup>247</sup> Léon Bailby indique que le film, projeté lors d'une représentation privée, a été donné devant 3'000 personnes. (L. BAILBY: «Un témoignage écrasant contre le Communisme», in *Le Jour-Écho de Paris*, 22.11.1938. Un exemplaire du journal se trouve in: AF, fs Musy, vol. 96).

<sup>248</sup> L. BAILBY: «Un témoignage écrasant contre le Communisme», in *Le Jour-Écho de Paris*, 22.11.1938, p. 1. Voir également en page 5 sous: «Vingt ans de meurtres, voilà l'histoire du bolchevisme». (*Ibid.*). Sur de nombreux points proche des idées de Musy, Léon Bailby défend lui aussi, par exemple, une position antibelliciste lors de la crise de Munich. (P. ORY: *op. cit.*, p. 21). Cela n'empêche toutefois pas Bailby d'afficher à cette époque des sentiments antiallemands plutôt marqués, alors que Musy se garde d'en faire état.

Malheureusement, certaines erreurs et certaines maladresses se sont glissées dans cette réalisation qui aurait pu être vraiment excellente. / Tout d'abord, ce film ne pourra convaincre que des convaincus car il est trop chargé et, nous l'avons dit plus haut, des erreurs et des maladresses s'y sont glissées.»<sup>249</sup> Notre témoin inconnu conclut par une observation qui en dit long sur la sensibilité politique des spectateurs parisiens admis dans la salle: «En résumé, ce film ne s'adresse qu'à un public d'extrême-droite. On a pu entendre d'ailleurs dans la salle, durant la projection, des cris de "Vive Maurras!" Les figures les plus conspuées furent celles de Herriot, Blum. Les huées qui accueillirent Thorez furent moins fortes.»<sup>250</sup>

Les milieux patronaux français, dont quelques représentants viennent à Fribourg pour la première du film, s'intéressent très vite à l'adaptation de *La peste rouge* pour le public français et à sa diffusion en France. Le premier contact le plus concret est établi avec le Comité de Prévoyance et d'Action Sociales (CPAS). Représentant surtout une partie des chefs d'entreprises de petite et moyenne importance, le CPAS est également lié, non sans quelques frictions, à la Confédération Générale du Patronat Français (CGPF), organisation patronale unitaire dominée par le grand patronat<sup>251</sup>. Présidé jusqu'à la fin 1938 par l'ancien ministre des finances Germain-Martin, un admirateur du corporatisme fasciste et un défenseur des accords de Munich, puis par Edouard Bertaux, le CPAS lutte avec vigueur contre l'étatisme, la bureaucratie, le socialisme et le communisme. Chantre du redressement économique et moral de la France, il attaque durement tout ce qui sent le Front populaire et, enclin à prôner le corporatisme, réprouve toute idée de lutte de classes. Il prend régulièrement pour cible les tenants communistes ou communistes de la CGT. Situé à l'extrême droite des différentes tendances qui traversent le patronat français, le CPAS n'hésite pas à faire l'éloge des régimes autoritaires et corporatifs qui ont cours à l'étranger. Au nombre des activités du CPAS figure le travail de propagande, entre autres grâce à son organe *L'Élan social*, au moyen de conférences, de tracts et de livres, ainsi que par le biais de la radio et du cinéma<sup>252</sup>. Avant d'entrer en relation avec

---

<sup>249</sup> AN, F7-14999, «Cabinet du Secrétariat général à la police. Lutte anticommuniste»: note de renseignement pas signée, 21.11.1938.

<sup>250</sup> *Ibid.*

<sup>251</sup> Sur le patronat français, notamment sur la CGPF (Gignoux) et le CPAS (Germain-Martin, Bertaux), vers le milieu des années trente, voir p.e. H. W. EHRMANN: *La politique du patronat français 1936-1955*, Paris, A. Colin, 1959, pp. 43-44 et 52-53; F. PONTEIL: *Les bourgeois et la démocratie sociale 1914-1968*, Paris, A. Michel, 1971, pp. 267-269 et 277-278; G. LEFRANC: *Les organisations patronales en France. Du passé au présent*, Paris, Payot, 1976, pp. 101ff.; J. GEORGE, J.-Y. MOLLIER: *La plus longue des Républiques 1870-1940*, Paris, Fayard, 1994, pp. 652-655 et 689. Sur son attitude face au Front populaire, voir plus particulièrement I. KOLBOOM: *La revanche des patrons. Le patronat face au Front populaire*, Paris, Flammarion, 1986, 384 p.

<sup>252</sup> Voir sous «La structure du C.P.A.S.», in *L'Élan social*, 26.11.1938.



l'ANSC, le groupement patronal français connaît tout d'abord la Ligue Aubert<sup>253</sup> et suit avec beaucoup de sympathie les progrès de la lutte contre le communisme en Suisse<sup>254</sup>.

Dans le numéro qui suit la projection parisienne du film, *L'Élan social*, organe hebdomadaire du CPAS, laisse entendre en page une qu'une tractation a déjà été engagée avec Musy: «L'adaptation de *La Peste rouge* à la mentalité française exigera diverses retouches et un certain nombre de modifications portant principalement sur la deuxième partie, celle qui fait suite à l'exposé historique. / Nous pensons qu'allégé de certains passages qui donnent une impression de lenteur et nuisent à la bonne ordonnance du film, celui-ci pourra remporter sur nos écrans le succès dont il est digne tant par l'effort qu'il représente que par la lumineuse démonstration qu'il apporte de la nocivité du communisme.»<sup>255</sup> L'affaire tarde toutefois à se conclure. Le volet financier de la transaction constitue l'une des pierres d'achoppement.

Dès mars 1939, les tractations reprennent sérieusement<sup>256</sup>. Les milieux patronaux français, pour le compte desquels un certain Zislin, prenant le relais de Degas, négocie avec Musy, se montrent toujours intéressés par la diffusion du film<sup>257</sup>. Toutefois, à la même époque, Musy laisse la porte ouverte à d'autres interlocuteurs français, car les démarches portant sur la diffusion du film par lesdits milieux patronaux se heurtent à des difficultés<sup>258</sup>. D'où un certain trouble dans les négociations menées par Musy, celui-ci jonglant avec des partenaires qui réclament pour eux l'exclusivité de certains droits de diffusion. Le 7 avril 1939,

---

<sup>253</sup> En 1937, le CPAS délègue par exemple un de ses collaborateurs à l'exposition anticommuniste de Genève pour y faire un rapport. Organisée par l'EIA, cette exposition réserve un de ses espaces à «une salle de documentation, de références, dans laquelle les livres édités par le C.P.A.S. sont en bonne place». (s.n.: «L'Exposition de Genève», in *L'Élan social*, 21.10.1937). *L'Élan social*, organe du CPAS, se fait parfois l'écho de la propagande anticommuniste diffusée par la Ligue Aubert. (Voir p.e. sous: «Le Front unique, piège communiste», in *L'Élan social*, 17.9.1938).

<sup>254</sup> Voir p.e. sous «La lutte anticommuniste dans l'Ancien et le Nouveau Monde», in *L'Élan social*, 28.10.1937; «Ce que la Suisse ne veut pas voir», in *L'Élan social*, 10.3.1938.

<sup>255</sup> s.n.: «“La Peste rouge”», in *L'Élan social*, 26.11.1938. En introduction, l'article indique que plusieurs représentants du CPAS sont allés récemment à Fribourg pour assister à la projection du film de Musy, avant qu'il soit donné à Paris en présentation privée. (*Ibid.*). Dans sa «revue de la semaine», *L'Élan social* du 19 novembre 1938 a également rapporté les propos anticommunistes tenus par Musy dans le *Matin* du 14 novembre.

<sup>256</sup> L'état lacunaire de la correspondance à notre disposition complique la reconstitution de ces tractations.

<sup>257</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 96: lettres de L. Degas à J.-M. Musy, 7.3.1939, et à Mme Musy, 13.3.1939; lettre de J. J. Zislin à J.-M. Musy, 7.4.1939.

<sup>258</sup> Le 10 avril 1939, Musy rappelle à Degas: «Lorsque nous nous sommes quittés à la gare, à l'occasion de mon dernier voyage à Paris, les perspectives d'une diffusion de notre film par le Patronat Français, n'étaient pas brillantes.» (AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J.-M. Musy à L. Degas, 10.4.1939). Le même jour, il écrit à Zislin: «Pour la France des propositions avaient été acceptées sous certaines conditions, qui n'ont pas été remplies à ma satisfaction.» (AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J.-M. Musy à J. J. Zislin, 10.4.1939).

Zislin, représentant du Patronat Français, lui écrit à ce propos: «La situation me paraît assez confuse»<sup>259</sup>.

Alors que le patronat paraît avoir été jusque-là son partenaire privilégié, Musy entame notamment des pourparlers avec l'Association de Défense de la Nation (ADN) du commandant Georges Loustaunau-Lacau, association qui mène au même moment une vaste campagne en faveur de l'interdiction du Parti communiste français. Le commandant nationaliste Loustaunau-Lacau est, à cette époque, un familier de l'entourage du maréchal Pétain, dont il a été officier d'État-Major jusqu'en février 1938, avant que la guerre le détache du vieillard, désormais maître d'un régime qui collabore avec l'ennemi allemand<sup>260</sup>. Les

---

<sup>259</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J. J. Zislin à J.-M. Musy, 7.4.1939. Sur cette confusion — les milieux patronaux qui négocient avec Musy la diffusion du film en France se voient tout d'un coup proposer des tractations avec un partenaire qui prétend en avoir déjà obtenu l'exclusivité pour la France —, voir également AF, fs Musy, vol. 96: lettre de L. Degas à J.-M. Musy, 6.4.1939.

<sup>260</sup> Très actif dans les réseaux de lutte anticommuniste, surtout depuis 1936 et l'arrivée au pouvoir du Front populaire, et accusé d'avoir des contacts avec la fameuse Cagoule, organisation secrète d'extrême droite qui aspire au renversement du régime républicain, le commandant Loustaunau-Lacau fonde et dirige entre autres l'Union militaire française et La Spirale, société éditant les revues *Notre Prestige* et *Barrage* qui, à partir de novembre 1938, fusionnent dans une seule revue sous le titre de *L'Ordre National*. Ces trois publications nationalistes aux accents cagoulards font de l'antimarxisme, de l'antisémitisme, de l'antigermanisme, de l'antimaçonnisme et de la xénophobie en général leur fonds de commerce à des degrés divers. Sévères à l'égard de l'expérience du Front populaire, ramenée à deux ans de ruine et de trahison, toutes en appellent à un redressement de la France. Loustaunau-Lacau y signe sous le pseudonyme de Navarre. Dans l'une ou l'autre de ses revues, apparaissent les noms de personnes et d'associations françaises avec lesquelles Musy entre en contact lors de ses démarches relatives à la diffusion de *La peste rouge* en France. (Voir p.e. *Notre Prestige*, n° 6, 17.4.1938, p. 25, sous le titre «Autriche et Tchécoslovaquie»: déclaration de Léon Bailby à la revue; *Barrage*, n° 8, juillet 1938, pp. 6-17, sous le titre «La jeunesse de demain et l'avenir de la France»: reproduction, autorisée par l'auteur, d'une conférence faite par Louis Germain-Martin, ancien ministre des finances et, à cette époque, président du CPAS). À l'automne 1938, Loustaunau-Lacau, alias Navarre, signe au nom de l'Union militaire française un «pacte anticommuniste» avec Jacques Doriot, président du Parti populaire français (PPF), dans le but de combiner leurs efforts en vue de détruire le communisme. («Pacte Anticommuniste», reproduit in *Barrage*, n° 10, septembre-octobre 1938, pp. 42-43. Voir également dans le même numéro, p. 92, l'appel lancé aux Français conjointement par Doriot et Loustaunau-Lacau en faveur de la destruction du communisme et de la reconstruction de la France). Loustaunau-Lacau approuve lui-même le titre d'«Allié et ami de Doriot». (Voir sous: «...et la réponse de Navarre», in *L'Ordre National*, n° 15, 15.1.1939, p. 21). Au début 1939, au cours de ce qu'il appelle une «croisade anticommuniste», il apparaît plusieurs fois au côté du chef du PPF dans des meetings organisés en faveur de la dissolution du PCF. Lors de cette campagne anticommuniste, Loustaunau-Lacau tend également plusieurs fois la main au Parti social français du colonel de La Rocque. (*L'Ordre National*, n° 17, 16.2.1939, p. 23; n° 18, 1.3.1939, p. 19). Le comité d'honneur de l'Union militaire française, présidée par Loustaunau-Lacau, se compose entre autres d'Abel Bonnard, Paul Chack et René Benjamin, ainsi que de plusieurs généraux, dont Niessel, ancien membre du Conseil Supérieur de la Guerre. (*L'Ordre National*, n° 20, 1.4.1939, p. 8). En décembre 1938, Loustaunau-Lacau crée l'Association de Défense de la Nation (ADN) qui a pour objectif la dissolution du Parti communiste français; *L'Ordre National* se fait le porte-parole de cette revendication en diffusant entre autres des listes à signer en faveur de cette mesure. L'ADN tente au même moment un procès en dissolution du PCF. Après la défaite française de l'été 1940, Loustaunau-Lacau évolue dans les milieux nationalistes et militaires anti-allemands de Vichy et fonde un important réseau de résistance (Alliance). Arrêté et livré à la Gestapo, il est déporté en Allemagne. Il a écrit les *Mémoires*

premières démarches entre Musy et l'ADN remontent à février 1939, lors de l'assemblée de la Ligue Aubert à Genève au cours de laquelle *La peste rouge* est projetée, avec un discours introductif de Musy, aux délégués de diverses organisations anticommunistes, au nombre desquels se trouvent le commandant Loustaunau-Lacau et l'avocat Jean de Richemont, tous deux de l'ADN<sup>261</sup>. Plus tard, Musy se dira avoir été convaincu que les gens de cette organisation, rencontrés à Genève, représentaient le mouvement anticommuniste en France<sup>262</sup>.

Le 4 avril 1939, un accord, fait à Berne, est signé par Musy, en tant que président de l'ANSC, et Loustaunau-Lacau, en tant que secrétaire général de l'ADN<sup>263</sup>. L'accord prévoit entre autres le prêt temporaire du film à l'ADN à des fins de propagande privée, donc sans faire l'objet d'une exploitation commerciale, droit que se réserve l'ANSC de négocier avec d'autres partenaires. Il est également convenu de verser le film, à titre de document, aux débats de l'action judiciaire intentée par l'ADN pour faire dissoudre le PCF<sup>264</sup>. En outre, selon la demande de Musy, le commandant Loustaunau-Lacau retire une copie du film des mains de Jacques Dizy, qui en est alors détenteur et, comme nous l'apprend Loustaunau-Lacau, vient de le prêter au PPF pour une représentation<sup>265</sup>. À cette époque, Musy juge par ailleurs de manière plutôt positive Doriot, chef du PPF<sup>266</sup>.

---

*d'un Français rebelle 1914-48*, Paris, R. Laffont, 1948, 365 p. — Données bio. sur Georges Loustaunau-Lacau (1894-1955): NAVARRE: «...et la réponse de Navarre», in *L'Ordre National*, n° 15, 15.1.1939, p. 21; H. COSTON (s.l.d.): *Dictionnaire de la politique française*, Paris, La Librairie française, 1967, vol. 1, p. 649; M. et J.-P. COINTET (s.l.d.): *op. cit.*, pp. 455-456.

<sup>261</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J.-M. Musy au commandant Loustaunau-Lacau, 23.6.1939. Avocat à la Cour de Paris, Jean de Richemont collabore à l'action du commandant Loustaunau-Lacau et, par ses compétences juridiques, participe tout particulièrement à l'élaboration de textes spécialisés en vue de la dissolution du PCF. (Voir sous: «La dissolution du Parti Communiste: discussion et texte du décret», in *L'Ordre National*, n° 12, 16.11.1938, pp. 6-11.

<sup>262</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettres de J.-M. Musy au commandant Loustaunau-Lacau, 23.6.1939, à J. J. Zislin, 23.6.1939, et à L. Degas, 24.6.1939.

<sup>263</sup> AF, fs Musy, vol. 96: accord entre l'ANSC (J.-M. Musy) et l'ADN (G. Loustaunau-Lacau), fait à Berne le 4.4.1939.

<sup>264</sup> *Ibid.*

<sup>265</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre recommandée de G. Loustaunau-Lacau à J.-M. Musy, 6.4.1939. Voir aussi *ibid.*: lettres de J. de Richemont à J.-M. Musy, 6 et 15.4.1939. Dans sa correspondance, Jean de Richemont orthographe également Disy.

<sup>266</sup> Au retour d'un voyage à Paris en été 1936, Musy écrit dans une note personnelle: «Il n'est pas exclu que Jacques Doriot, ancien communiste comme Mussolini, homme au sens aigu des réalités, revenu de l'idéologie communiste, que la pratique lui a révélée purement fantasmagorique soit le grand chef de demain. Je suis bien informé de sa mentalité, de sa vision de la situation nationale et internationale. Naturellement le peuple français, à l'heure où le pays sera menacé par l'étranger, se ralliera autour de celui qui incarnera la politique nationale. Encore une fois il n'est pas exclu que Doriot, maire de St. Denis, revenu de son hérésie communiste, possède ce qu'il faut pour être le grand chef de demain.» Juste avant ce passage, Musy a estimé que «le rôle personnel de La Rocque comme grand chef est déjà terminé». (AF, fs Musy, vol. 112: «Impressions recueillies à l'occasion de mon séjour à La Haye, à Bruxelles et Paris», (entre juillet et septembre 1936), p. 8). Un peu plus loin, dans le

Toutefois, après avoir conclu un accord avec l'ADN, Musy se montre très vite peu satisfait des résultats que celle-ci obtient. Alors qu'il avait prévu de toucher la moitié des recettes grâce à la diffusion du film par l'ADN, le politicien constate rapidement que les bénéfices espérés se traduisent en pertes<sup>267</sup>. Il s'irrite surtout des interdictions qui ont frappé le film à Orléans et à Blois. Cherchant à expliquer l'intervention de la police, Musy soupçonne Loustaunau-Lacau d'être sorti du cadre strict des séances qui, selon l'accord, devaient toujours garder un caractère privé. Le politicien fribourgeois s'inquiète de ces interdictions qui pourraient porter un grave préjudice à la diffusion du film en France<sup>268</sup>. Aussi s'oppose-t-il à ce que Loustaunau-Lacau continue de le présenter. Il lui demande de le remettre immédiatement à la banque Lambert-Biltz<sup>269</sup>.

Musy favorise alors de nouveau, par l'intermédiaire de Zislin, les négociations avec les milieux patronaux français<sup>270</sup>. Le 19 juin, un accord portant sur la transformation et la diffusion, éventuellement commerciale, du film en France est conclu verbalement avec Musy, comme le lui rappelle Zislin, en présence de

---

même memorandum, Musy ajoute une brève notice «concernant ma conversation avec Monsieur X» qui est un «ancien communiste». (*Ibid.*, p. 10). S'agit-il de Doriot? En octobre 1940, le correspondant d'un journal socialiste indique à la suite d'une conférence de Musy qui a cité quelques-unes de ses relations: «Marx, s'appuyant sur la loi du nombre, croyait à la victoire fatale du prolétariat. Il s'est trompé. La lutte des classes est funeste. M. Musy en a parlé avec Mussolini, avec Doriot et d'autres bons esprits qui en sont revenus.» (Voir sous: «M. Musy parle du destin de la Suisse», in *La Sentinelle*, 29.10.1940). — En mars 1937, lors du développement devant le CN de son interpellation en faveur de l'interdiction du communisme en Suisse, Musy note au passage au sujet du «renégat» Doriot: «On dit que c'est un traître parce qu'il a cessé d'être communiste. Pour ma part, j'estime que ce n'est pas un traître, mais un converti, ce qui n'est pas la même chose.» (AF, E 1301, vol. 322, Pv CN, 16.3.1937, p. 337).

<sup>267</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J.-M. Musy au commandant Loustaunau-Lacau, 23.6.1939.

<sup>268</sup> *Ibid.* Le commandant Loustaunau-Lacau affirme que la projection du film n'a rencontré aucune difficulté dans le Sud-Ouest, mais, dès l'arrivée dans les fiefs radicaux-socialistes d'Orléans (Jean Zay) et de Blois (Chautemps), elle a été purement et simplement interdite. (AF, fs Musy, vol. 96: lettre du commandant Loustaunau-Lacau à J.-M. Musy, 12.5.1939. Voir également *ibid.*: «Aperçu du compte "film" à la date du 10 mai», ADN, 12.5.1939).

<sup>269</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J.-M. Musy au commandant Loustaunau-Lacau, 23.6.1939. En décembre 1939, Pierre Engel écrit de Genève à Musy: «Le mouvement de "l'Ordre National" dont je suis le correspondant général pour la Suisse m'a chargé de vous faire savoir qu'il serait, dès maintenant, en mesure de faire à nouveau projeter en France le film anticommuniste que vous avez créé.» Il propose à Musy de rendre directement réponse à Madame Méric à Paris. (AF, fs Musy, vol. 96: lettre de P. Engel à J.-M. Musy, 23.12.1939). D'après nos sources, Musy ne donne pas suite à cette démarche. À en croire le bureau Aubert en octobre 1939, Pierre Engel et son père René Engel sont «tous deux d'anciens et très fidèles amis de l'Entente». (BPU, Archives EIA, «Suisse 1939»: lettre du bureau Aubert au major Chapuisat, 16.10.1939). Selon toute vraisemblance, Madame Méric n'est autre que l'adjointe du commandant Loustaunau-Lacau. Engagé au début de la guerre, Loustaunau-Lacau la charge alors de diriger ses organisations et sa presse. Après l'arrestation et l'envoi en déportation de Loustaunau-Lacau, c'est elle, plus connue sous le nom de Marie-Madeleine (Méric-)Fourcade, qui lui succède à la tête du réseau Alliance. Données bio. sur Marie-Madeleine (Méric-)Fourcade (1909-1989): M. et J.-P. COINTET (s.l.d.): *op. cit.*, p. 315; H. COSTON (s.l.d.): *Dictionnaire de la politique... op. cit.*, 1967, vol. 1, pp. 455-456.

<sup>270</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 96: lettres de J. J. Zislin à J.-M. Musy, 5 et 12.6.1939.

Bertaux, président du comité de direction du CPAS, et de Degas<sup>271</sup>. L'exclusivité d'exploitation, pour la France, du film *La peste rouge* est cédée au groupement patronal représenté par Bertaux contre versement de la somme de 10'000 francs suisses. Les modifications que le partenaire français envisage d'apporter à *La peste rouge* concernent la deuxième partie du film consacrée à la Suisse, soit une partie peu adaptée au public français<sup>272</sup>. À la Bavaria, à laquelle il commande un négatif du film afin que le Patronat Français puisse adapter la deuxième partie au public français, Musy dit qu'il s'agit de remplacer la «partie suisse» par une «partie française»<sup>273</sup>.

Toutefois, le projet d'une adaptation française du film sous l'égide du groupement patronal français entre en hibernation avec le début de la guerre. Si le pacte germano-soviétique, certes déroutant pour ceux qui ont appuyé leur lutte anticommunisme contre le rempart allemand, ne constitue pas encore un obstacle majeur entre l'été 1939 et le printemps 1940, il rend proprement impossible ce projet d'adaptation dès l'instant que la France tombe sous la botte de l'Allemagne, «liée» par le pacte Ribbentrop-Molotov jusqu'en juin 1941, et que le nouveau régime français décide de collaborer avec l'occupant. Ce n'est donc que plus tard, au printemps 1942, soit après que la croisade contre le bolchevisme est redevenue un thème de propagande important, qu'une grande partie des images de *La peste rouge* réapparaît dans le film de propagande vichyste *Vous avez la mémoire courte*, également connu sous le titre *Français, vous avez la mémoire courte*<sup>274</sup>. René Chateau écrit au sujet de ce documentaire de propagande, «réalisé par Jean Morel et Jacques Chavannes et sorti à Paris le 9 avril 1942»: «Ce film, présenté au cinéma de l'Exposition “Le Bolchevisme contre l'Europe” et produit par le secrétariat général à l'Information, constitue, selon *Le Film* n° 39 du 25 avril 1942, “un remarquable document historique sur l'activité du bolchevisme en Europe depuis la Révolution russe de 1917. Ce film nous présente de saisissantes images de l'avènement au pouvoir de Lénine et de la bolchevisation de la Russie avec ses fusillades et ses exécutions. Comment le communisme s'étendit à l'Europe: journées rouges de Berlin avec la révolution spartakiste de 1919, grèves en France, les tragiques images de la Guerre

---

<sup>271</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J. J. Zislin à J.-M. Musy, 20.6.1939.

<sup>272</sup> L'adaptation de *La peste rouge* au public français, une idée approuvée par Musy, ressort entre autres de: AF, fs Musy, vol. 96: lettres de J. J. Zislin à J.-M. Musy, 20.6.1939, 28.6.1939 et 24.7.1939; de J.-M. Musy à J. J. Zislin, 23.6.1939 et 20.7.1939.

<sup>273</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de Musy à la Bavaria, 24.6.1939.

<sup>274</sup> Nous avons visionné une copie 35 mm restaurée de *Vous avez la mémoire courte*, au Service des archives du film du Centre national de la cinématographie, à Bois d'Arcy (n° d'inventaire 34316-317). — Sur la réapparition en 1942, dans la bande de propagande vichyste *Vous avez la mémoire courte*, d'une grande partie du film sorti en 1938 par l'ANSC, voir notamment R. COSANDEY: «Du bon usage...» *op. cit.*, pp. 262-269, ainsi que R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 208; P. ORY: *op. cit.*, p. 87.

d'Espagne, puis celles des défilés rouges à Paris en 1936 avec les poings levés. Le film retrace ensuite les événements de ces dernières années, Munich, septembre 1939, juin 1940. Violent réquisitoire contre le communisme et le bolchevisme dont il dénonce les ravages, le film se termine par un vibrant appel à l'union des Français et leur demande de se grouper autour du Maréchal.»<sup>275</sup>

À notre connaissance, rien ne permet d'attester l'implication directe de Musy dans l'adaptation spécifiquement vichyste de son long métrage, dont est tiré en grande partie *Vous avez la mémoire courte*, quand bien même l'ancien conseiller fédéral entretient des relations avec Vichy, notamment avec Paul Marion, secrétaire général de l'Information, qu'il rencontre plusieurs fois durant la guerre, notamment en été 1942<sup>276</sup>. Il est certes possible que Musy, spécialiste de la lutte anticommuniste et présent à plusieurs reprises à Vichy et à Paris durant la guerre, ait connaissance du projet d'adaptation de son film et qu'il assiste même à l'une des projections de *Vous avez la mémoire courte*. Aucun des documents d'archives que nous avons consultés ne vient pourtant confirmer cette hypothèse plausible.

Il n'empêche. D'une durée environ deux fois plus courte que *La peste rouge*, le film vichyste, dont l'une des différences importantes avec le long métrage suisse tient au fait que la «partie suisse» du film de Musy a laissé la place à une «partie française», en l'occurrence des images à la gloire du maréchal et de la France régénérée, correspond en grande partie au projet d'adaptation envisagée par Musy et les représentants du patronat français avant l'éclatement de la guerre. Vu sous cet angle, le film *Vous avez la mémoire courte* concrétise, en tenant compte du contexte nouveau de la France de Vichy, les discussions menées entre la fin 1938 et le milieu de l'année 1939.

Sans répondre à toutes les énigmes, les archives françaises consultées donnent quelques pistes sur la manière dont *La peste rouge* ressort des cartons pour servir à la réalisation de *Vous avez la mémoire courte*. Sur la base de documents datant de l'époque de Vichy, il résulte que les premières démarches relatives à la reprise de certaines images du film suisse remontent à la fin de l'été 1941. Dans un fichier de films, notamment réalisés pour l'Information de Vichy, une carte signalétique de *Vous avez la mémoire courte*, établie sous le titre «Service du cinéma», indique que le film a été exécuté avec les contretypes de *La peste rouge* et *Vingt ans d'erreur*, ainsi que ceux empruntés à la Cinémathèque Pathé<sup>277</sup>. Sans

---

<sup>275</sup> R. CHATEAU: *Le cinéma français sous l'occupation 1940-1944*, Courbevoie, Éditions René Chateau et La Mémoire du Cinéma, 1995, p. 223.

<sup>276</sup> En été 1942, Musy et Marion discutent de la distribution de *La Jeune Suisse* en France et non pas, à notre connaissance, de la réalisation du film *Vous avez la mémoire courte*, déjà sorti en avril 1942.

<sup>277</sup> AN, F42-136, «Fichiers de films. 1941-1946»: fiche sur *Vous avez la mémoire courte*, Service du cinéma (1942).

préciser avec qui l'affaire a été conclue, l'auteur de la fiche écrit que le marché pour la cession des droits d'exploitation et de reproduction du film *La peste rouge* a été signé le 20 septembre 1941. Toujours aussi lapidaire, il rappelle, entre autres, que l'achat de *La peste rouge*, le 21 octobre 1941, s'est monté à 350'000 francs (français) et que le «mémoire Pagnol», pour la transcription du «dialogue» de *La peste rouge*, a coûté 5'918 francs. Sur cette carte au nom de *Vous avez la mémoire courte*, les noms de Pagnol, Naintre, Gaudier et Lumière sont également cités pour divers travaux entre avril et juin 1942. L'auteur de la fiche ajoute que le nombre de copies prévues du film se monte à vingt et qu'au 23 avril 1942 huit sont déjà tirées<sup>278</sup>.

Dans une note du 9 décembre 1941 adressée au chef des Services administratifs et financiers à Vichy, le Service du cinéma (Jean Morel) rattaché au secrétariat général de l'Information, relevant lui-même de la vice-présidence du Conseil, précise que «nous avons acheté» *La peste rouge* à un certain Souchère<sup>279</sup>. Une liste de renseignements concernant l'ordonnancement des films, établie au 29 janvier 1943, donne Georges Souchère comme «producteur» de *La peste rouge* et confirme que le film a été acheté pour la somme de 350'000 francs, le 21 octobre 1941, date de l'ordonnancement<sup>280</sup>. Souchère, personne que nous

---

<sup>278</sup> *Ibid.* Comme l'indique une facture que doit le Service du cinéma de Vichy, rattaché à la vice-présidence du Conseil, aux Films Marcel Pagnol à Marseille (les studios de Marcel Pagnol sont l'un des grands centres d'activité cinématographique durant la guerre), le montant de 5'918 francs concerne notamment la vision du film *La peste rouge* aux studios Pagnol pour la sténographie de la nomenclature des images, scène par scène, et la vision du film pour la sténographie du commentaire, le tout dactylographié. (AN, F41-369, «Marcel Pagnol. Courrier. Mémoires divers. 1942»: facture n° 2.682, sceau de la Direction administrative et financière du 17.11.1941). Plusieurs fonds d'archives déposés aux AN, p.e. F41-83, F41-369 et F42-126, contiennent d'autres documents intéressants, entre autres des factures se rapportant à divers travaux effectués par les Films Marcel Pagnol, en relation avec *La peste rouge*, pour des contretypes, et son adaptation française *Vous avez la mémoire courte*.

<sup>279</sup> AN, F41-369, «Marcel Pagnol. 1941»: note du Service du cinéma pour E. Mourre, chef des Services administratifs et financiers, 9.12.1941. L'en-tête de la note «JM/CL» (Jean Morel/CL?) nous donne à penser qu'elle doit avoir été écrite sous la responsabilité de Jean Morel, d'autant plus que ce dernier, chargé des actualités et de la propagande au Service du cinéma à Vichy, s'occupe à la même époque de monter *Vous avez la mémoire courte*. D'autres lettres portant les initiales JM sont signées par Jean Morel qui a ses bureaux à Vichy. Par exemple, dans l'une d'entre elles datée du 30 janvier 1942, Jean Morel informe Louis-Emile Galey, une connaissance de Marion et un pétainiste qui est chef du Service du cinéma, que le montage de *Vous avez la mémoire courte* «serait achevé si nous étions en possession de quelques contretypes que j'ai demandés à Paris. Les autorités d'occupation n'ayant pas encore donné l'autorisation de procéder au tirage de ces contretypes, j'y renonce et termine le film sans ces documents». (AN, F42-133, «Cours de Justice. Propagande ennemie»: note confidentielle de J. Morel pour L.-E. Galey, 30.1.1942). — Lors de l'épuration, Jean Morel se retrouvera sur le banc des accusés et sera condamné à dix ans d'indignité nationale. (AN, F42-135: fichier des personnes ayant été l'objet de sanctions).

<sup>280</sup> AN, F41-83, «A-5. Divers»: liste de renseignements concernant l'ordonnancement des films, au 29.1.1943, films achetés. Le nom de Souchère, qui n'est en fait pas le producteur du film, est écrit dans la colonne qui porte le titre «producteur». L'inexactitude provient peut-être du manque de nuances que suppose la catégorisation sommaire du tableau. Voir aussi AN, F41-47, «Service du Cinéma. Mois d'octobre 1941»: note de JM (Jean Morel), Service du

n'avons pas pu identifier exactement, est vraisemblablement le chaînon qui, dans le cheminement du projet d'adaptation du film en France, permet de faire le lien entre l'organisation patronale française, qui a acquis de Musy en juin 1939 l'exclusivité d'exploitation pour la France de *La peste rouge*, et les services de propagande de Vichy qui négocient et rachètent ce film en septembre-octobre 1941, puis le montent durant l'hiver 1941/1942.

En définitive, le chemin le plus court qui conduira le film dans les bureaux de Vichy ne passe-t-il pas par le patronat français, sans l'intervention directe de Musy?<sup>281</sup> Un mémorandum rédigé par Otto Köcher, ministre d'Allemagne à Berne auquel Musy se confie régulièrement, et daté du 26 janvier 1940, donc avant l'«étrange défaite», nous pousserait à aller dans cette voie. Köcher: «Bundesrat Musy suchte mich heute auf und teilte mir mit, daß er in Frankreich gewesen sei. Der Film "Die rote Pest" laufe jetzt dort ziemlich viel. Er habe mit einem Herrn Gignoux, der für das Filmwesen in Frankreich maßgebend sei, eine längere Unterhaltung gehabt. Dieser habe ihm gesagt, der Film sei jetzt sehr erwünscht und er empfehle ihm – Musy –, zu einem der Redaktoren der Zeitung "Le Jour" zu gehen, einem rechtsstehenden Blatt, das dann ebenfalls Propaganda für den Film machen werde.»<sup>282</sup>

Présenté dans ce mémorandum de janvier 1940 comme celui qui est compétent pour l'exploitation du film en France, Claude-Joseph Gignoux, longtemps président de la Confédération Générale du Patronat Français, à laquelle est lié le Comité de Prévoyance et d'Action Sociales, dont Gignoux soutient l'action, ne constitue-t-il pas lui aussi un des maillons de la chaîne qui, après l'émergence d'un nouveau régime en France, mène *La peste rouge* à Vichy pour y être adaptée sous la forme que l'on sait? Dans la France de Vichy, où il joue un rôle important au sein des conseillers les plus proches du Maréchal, Gignoux ne peut de prime

---

cinéma, 1.10.1941, qui atteste d'une relation d'affaires entre Georges Souchère à Paris et le Service du cinéma à Vichy, dans ce cas précis au sujet du film *Vingt ans d'erreur* qui a également été acheté par ledit Service.

<sup>281</sup> La non-intervention de Musy dans le projet vichyste peut également être déduite de la lettre envoyée à Maurice Touzé, délégué général à la Propagande en zone occupée, par le Service du cinéma à Vichy, écrite très probablement sous la responsabilité de Jean Morel («JM/MB»), qui concerne la copie de *La peste rouge*. Il y est écrit: «M. Gaucher me transmet votre note nous faisant connaître que les autorités d'occupation n'ont pas réussi à obtenir du Gouvernement suisse copie du film "La peste rouge" et demandant qu'une démarche soit faite par le Gouvernement français auprès du producteur de ce film. / J'ai l'honneur de vous faire savoir que notre Service ignore quel est le producteur de ce film.» (AN, F42-130, «Secrétariat général à l'Information. Service du Cinéma – Vichy. Courrier départ»: note confidentielle du Service du cinéma (J. Morel?) pour M. Touzé, 17.2.1942). Une implication de Musy dans la dernière étape du chemin qui mène le film à Vichy semble donc devoir être écartée du moment que le Service du cinéma à Vichy affirme ignorer qui est le producteur de *La peste rouge*.

<sup>282</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): mémorandum d'O. Köcher, 26.1.1940. Le rédacteur du *Jour* n'est autre que Léon Bailby avec qui Musy a déjà eu un rendez-vous en novembre 1938, lors de la projection de *La peste rouge* à Paris.



abord qu'approuver, voire soutenir, nous semble-t-il, l'adaptation de *La peste rouge*.

### 2.6.2. *En Espagne*

Au moment où il cherche à écouler son film en France, Musy trouve un autre débouché du côté de l'Espagne, pays qui occupe par ailleurs une place importante dans *La peste rouge*<sup>283</sup>. En mars 1939, lors d'un voyage en Espagne avec son fils Benoît et son ami Henry Burrus, l'ancien conseiller fédéral fait don à Franco d'une copie de *La peste rouge*, œuvre qui dresse un portrait élogieux du généralissime, maître d'un régime clérical et réactionnaire, et justifie sans réserve son action<sup>284</sup>. Outre Franco, Musy rencontre, au nombre des personnalités espagnoles de premier plan, Serrano Suñer, ministre de l'Intérieur. Comme le rapporte depuis la légation helvétique à Saint-Sébastien Eugène Broye, fraîchement nommé ministre de Suisse dans l'Espagne franquiste et qui a eu un long entretien avec Musy, l'ancien conseiller fédéral se montre «assez enthousiaste»<sup>285</sup> de Serrano Suñer, beau-frère de Franco, proche de feu José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, et intéressé aux expériences fascistes.

La présence de Musy dans la péninsule ibérique ne relève pas du hasard. Hôte du gouvernement espagnol qui, à l'instar du camp adverse, invite des personnalités étrangères pour les besoins de la propagande, l'ancien conseiller fédéral arrive en Espagne alors que les franquistes viennent de prendre Barcelone, le 26 janvier, et le reste de la Catalogne, début février. Le 14 février, Berne a reconnu *de jure* le régime nationaliste<sup>286</sup>. Dans un pays qui n'est pas seulement un terrain de lutte contre le communisme, mais où il y a également des intérêts économiques à défendre, l'ancien ministre des finances ne peut éviter d'intervenir sur cette dernière question. Quelques semaines après son périple espagnol, alors que les milieux bancaires suisses ont accordé un important crédit au régime franquiste, notamment par le biais de la SBS en automne 1938, soit avant la reconnaissance du gouvernement de Franco par la Suisse, Musy écrira au

---

<sup>283</sup> Sur la diffusion du film en Espagne, voir R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 209-211.

<sup>284</sup> Lors de son périple espagnol, Musy a des contacts avec les représentants de la diplomatie suisse à Saint-Sebastien et à Barcelone. Ils en rendent compte dans des rapports adressés à Berne. Voir AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettres d'E. Broye, Ministre de Suisse en Espagne (Saint-Sébastien), à G. Motta, chef du DPF, 12 et 24.3.1939; d'E. Meylan, consulat de Suisse à Barcelone, à la Division des Affaires étrangères du DPF, 22.3.1939.

<sup>285</sup> AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre d'E. Broye, Ministre de Suisse en Espagne (Saint-Sébastien), à G. Motta, chef du DPF, 24.3.1939.

<sup>286</sup> Le 27 février, Paris et Londres ont également reconnu *de jure* le gouvernement de Franco. Un mois plus tard, le 27 mars, l'Espagne adhère au pacte Antikomintern (Allemagne, Japon, Italie, Hongrie, Mandchoukouo). Début avril, tout le pays est aux mains des franquistes.

conseiller fédéral Obrecht, chef du Département de l'Économie publique, qu'il existe en Espagne «des possibilités intéressantes pour la Suisse» et lui suggérera de lier un emprunt suisse éventuel en faveur de l'Espagne à des clauses d'ordre économique<sup>287</sup>.

En Espagne, Musy montre son film à Burgos, siège du gouvernement nationaliste, et à Barcelone, en présence de représentants de la colonie suisse et d'importantes autorités militaires et civiles espagnoles, dont Miguel Mateu, maire de la ville catalane. En Espagne, comme l'atteste par exemple la rencontre avec Mateu, lié à la Ligue Aubert, Musy fréquente une partie du réseau qu'entretient l'organisation genevoise avec le régime franquiste<sup>288</sup>. S'exprimant sur le voyage de l'ancien conseiller fédéral, Edmond Meylan, secrétaire de chancellerie du consulat de Suisse à Barcelone, donne un aperçu de l'accueil catalan: «De vifs applaudissements saluèrent la fin du film qui ne manque pas d'être aussi un moyen de propagande en faveur de notre pays. Puis l'assemblée, debout, bras tendu, comme le prescrit le règlement, écouta les hymnes nationaux suisse et espagnol qui se terminèrent par de vifs bravos en faveur de la Suisse et de l'Espagne et par un vigoureux "Mort au communisme" poussé par le Général Alvarez Arenas.»<sup>289</sup> La presse affiche également son enthousiasme pour cette présentation barcelonaise, organisée avec l'aide des services de propagande nationalistes<sup>290</sup>.

Déjà à cette époque, comme nous le rapporte un correspondant bien renseigné de la presse ibérique, on prévoit une version espagnole de *La peste rouge*, adaptée aux besoins de l'Espagne<sup>291</sup>. En l'état de nos connaissances, nous ne savons pas dans quelle mesure eut lieu la diffusion de cette adaptation espagnole<sup>292</sup>.

---

<sup>287</sup> Lettre de J.-M. Musy à H. Obrecht, 18.5.1939, in *DDS*, vol. 13, pp. 140-141.

<sup>288</sup> On peut citer, parmi les contacts les plus récents, la visite que Mateu rend en janvier 1939 et son déjeuner chez Théodore Aubert avec l'ancien sénateur français Frédéric Eccard. (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1938-1941»: Pv du 20-30.1.1939). — Dans la presse suisse qui critique Musy à son retour d'Espagne, on prétend qu'il a présidé à Barcelone la première séance de la section espagnole de la «Ligue Antikomintern», sans donner plus de précision sur cette organisation. (Insa: «Was Musy in Spanien trieb», in *Volksrecht*, 31.3.1939. Voir également s.n.: «Alt-Bundesrat Musy als Naziagent in Barcelona», in *Freiheit*, 30.3.1939, qui indique entre parenthèses le nom d'Aubert à côté de celui de la «Ligue Antikomintern».

<sup>289</sup> Lettre d'E. Meylan à la Division des Affaires étrangères du DPF, 22.3.1939, in *DDS*, vol. 13, n. 5 p. 140.

<sup>290</sup> Coupures du journal *La Vanguardia* des 19, 21 et 22.3.1939 in: AF, E 2001 (D) 3, Bd 38.

<sup>291</sup> Voir D. VICTORIA: «Jean Muzzy y la lucha contra el marxismo», in *La Vanguardia*, 22.3.1939. Au cours d'une recherche, deux copies de *La peste rouge* et une bande de lancement, conservées à Madrid, ont été mises à jour. (R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 175 et 210; R. COSANDEY: «Du bon usage...» *op. cit.*, p. 269). Ayant examiné sur un support vidéo l'une de ces copies, Roland Cosandey remarque que, pour le moment, rien n'autorise d'affirmer que cette copie correspond à la version donnée à Franco par Musy en mars 1939. (R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, pp. 210-211). Par rapport à une version antérieure de *La peste rouge*, cette «version semi-espagnole» (générique et cartons d'intertitre en espagnol; commentaire off en français dit par Jean Bard), visionnée par Cosandey, est entre autres réduite de certains passages pensés d'abord pour un

### 2.6.3. *En Allemagne, en Italie et ailleurs à l'étranger*

Pour des raisons de propagande qui lui sont chères et aussi en vue de rentabiliser une entreprise extrêmement coûteuse, Musy n'envisage pas seulement de diffuser son film en France et en Espagne, deux points chauds de la lutte anticommuniste, mais se tourne également vers d'autres pays, moins menacés. L'un de ceux-ci est l'Allemagne.

Le 20 janvier 1939, la Bavaria écrit à Musy<sup>293</sup>. Elle vient d'apprendre qu'il veut mettre à la disposition de la UFA à Berlin une copie de *La peste rouge*. Sur la base des récentes explications de Musy, la Bavaria y voit une manœuvre afin que la UFA puisse examiner le film et, de cette manière, un moyen d'entamer des pourparlers au sujet de sa distribution éventuelle par la UFA. Or, la Bavaria ne l'entend pas de cette oreille. Elle rappelle à Musy que, selon la promesse faite, notamment par le comte von Meran et par Riedweg à Kutter, ainsi qu'à d'autres représentants de la Bavaria, le film doit tout d'abord lui être proposé au cas où il serait question de sa distribution en Allemagne, la Bavaria possédant au surplus sa propre filiale de distribution<sup>294</sup>. À notre connaissance, le projet d'une distribution en Allemagne par la UFA, société que Musy dit pourtant avoir écartée pour des raisons politiques lorsqu'il avait dû se tourner vers l'étranger pour monter son film, ne semble pas se concrétiser sous la forme initialement prévue. Quant à la Bavaria, ayant mis en garde Musy, elle n'insiste plus.

Déjà en bute à d'autres difficultés, le projet est rendu — momentanément — caduc par le revirement de la politique allemande à l'égard de l'URSS au cours de l'année 1939. Comme cela s'est déjà remarqué en France, le projet de diffuser le film outre-Rhin réapparaît dès que le Reich se retourne contre son ancien allié soviétique. Dès juillet 1941, soit peu après le déclenchement de l'attaque allemande contre l'URSS, Musy donne mandat au Lucernois Albert Riedweg, avocat en relations d'affaires avec l'Allemagne et frère de Franz, l'ancien

---

public suisse. (*Ibid.*, p. 210). De cette manière, les auteurs de cette adaptation hybride ont sans doute voulu accommoder quelque peu le film aux besoins du public espagnol, dans le sens de ce que rapporte l'article précité de *La Vanguardia* du 22.3.1939. — Pour des descriptions détaillées de la «version semi-espagnole» de *La peste rouge*, reçues d'Espagne par Roland Cosandey, voir à la Cinémathèque suisse à Lausanne (dossier établi sur ce film).

<sup>292</sup> Le générique de l'une des copies de *La peste rouge* repérées en Espagne, visionnée à l'aide d'un transfert vidéo par Roland Cosandey, indique que le film est présenté par «El Comité de información y actuación social (Acción contra la III Internacional)», est produit par l'ANSC et a pour réalisateur «M. Jean Musy». (R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 175). Y a-t-il un lien entre l'«Action contre la IIIe Internationale» et la Ligue Aubert? Nous ne saurions le dire avec certitude.

<sup>293</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1358c: lettre de la Bavaria-Filmkunst (Herbell et Keil) à Musy, 20.1.1939.

<sup>294</sup> Selon la Bavaria, il a également été promis à Kutter qu'il serait fait appel à lui pour des éventuels travaux de remaniement. (BA (Berlin), R 109 I / 1358c: lettre de la Bavaria-Filmkunst (Herbell et Keil) à Musy, 20.1.1939).

secrétaire général de l'ANSC devenu un membre important de la SS, de négocier les possibles débouchés de *La peste rouge*, qu'il s'agisse de sa location ou de sa vente, en Allemagne exclusivement<sup>295</sup>. Nous ne connaissons pas le résultat des éventuelles tractations menées par Albert Riedweg dans le Reich. Rien ne vient toutefois confirmer une véritable diffusion outre-Rhin.

À la même époque, en juillet 1941, la société Columbus-Film à Zurich propose ses services à Musy pour vendre *La peste rouge* en Italie à un client qu'elle dit intéressé<sup>296</sup>. Disposé à conclure la transaction, Musy indique qu'une copie en langue française se trouve déjà à Rome, chez Luciano De Feo, présenté comme le directeur de l'Institut cinématographique<sup>297</sup>. Au mois de décembre suivant, Columbus-Film avertit toutefois Musy que l'affaire a échoué<sup>298</sup>.

Une autre démarche menée plus tard par Musy par le biais de Columbus-Film à Zurich ne nous paraît pas très claire. En mai 1942, la société zurichoise, chez qui Musy a entreposé en août 1941 une version allemande de *La peste rouge*, informe la Section Film de la Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée que, sur l'ordre de l'ancien conseiller fédéral, elle vient d'envoyer cette copie à Hans Sigismund von Bibra, à la légation allemande à Berne<sup>299</sup>. Pour quel usage? Nous l'ignorons.

De multiples démarches ont également lieu vers d'autres pays<sup>300</sup>. Entre fin octobre 1938 et le milieu de l'année 1939, plusieurs propositions transitent par la

---

<sup>295</sup> Dans une lettre qu'il écrit à Musy le 21 juillet 1941, Albert Riedweg note: «Ich schlage Ihnen vor, dass das, was aus der Verwertung des Filmes netto erhalten werden kann, wie folgt geteilt wird: / Hälfte an Sie, bzw. an die Aktion gegen den Kommunismus, / Hälfte an meinen Bruder und mich, wobei ich mich mit meinem Bruder über meinen Anteil für Honorare, Reiseentschädigungen etc. einigen werde.» Plus loin: «Ich bemerke, dass ich Sie als allein Berechtigten für den Film aufgeführt habe und nicht die Aktion gegen den Kommunismus, da sonst vielleicht verlangt wird, dass man über die juristische Struktur der Aktion gegen den Kommunismus Unterlagen vorlegt, was nicht möglich sein dürfte.» (AF, fs Musy, vol. 96: lettre d'A. Riedweg à J.-M. Musy, 21.7.1941 (copie)). Sur les discussions entre Musy et Albert Riedweg en juillet 1941, voir aussi AF, fs Musy, vol. 96: lettres d'A. Riedweg à J.-M. Musy, 30.7.1941; de J.-M. Musy à A. Riedweg, 31.7.1941; «Vollmacht» de J.-M. Musy pour A. Riedweg, s.d.

<sup>296</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de Columbus-Film à J.-M. Musy, 21.7.1941.

<sup>297</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J.-M. Musy à Columbus-Film, 31.7.1941. La copie qui se trouve à Rome en 1941 y a été déposée en mai 1940. Musy à De Feo: «Cette copie avait été mise à votre disposition pour être présentée en séance privée.» (AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J.-M. Musy à De Feo (orthographié Deffeo par Musy), 31.7.1941).

<sup>298</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de Columbus-Film à J.-M. Musy, 15.12.1941.

<sup>299</sup> AF, E 4320 (B) 1974/47, Bd 127, C.8.18: note de Columbus-Film à la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, 19.5.1942. Sur le dépôt du film fait en août 1941 par Musy auprès de Columbus-Film, voir aussi AF, E 4320 (B) 1974/47, Bd 127, C.8.18: note de Columbus-Film à la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, 9.8.1941; ainsi que AF, fs Musy, vol. 96: reçu établi par Columbus-Film, 8.8.1941, et lettre de Columbus-Film à J.-M. Musy, 9.8.1941.

<sup>300</sup> Sur la circulation du film à l'étranger, ailleurs qu'en France et en Espagne, voir aussi R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, n. 80 p. 211.

Ligue Aubert<sup>301</sup>. D'autres parviennent à Musy au fur et à mesure des diverses présentations du film et de ses tractations<sup>302</sup>. Quelques discussions, comme le contact eu avec un représentant du Canada grâce à la Ligue Aubert, débouchent sur une diffusion à l'étranger<sup>303</sup>. Toutefois, la plupart du temps, il nous est impossible d'en connaître l'ampleur et, plus souvent encore, de dire si ces démarches aboutissent.

En fait, nous aurions plutôt tendance à tirer un bilan mitigé des tentatives de diffusion du film à l'étranger, car elles achoppent indéniablement sur d'innombrables problèmes, notamment financiers, politiques et d'adaptation d'un film qui est destiné tout d'abord à un public suisse, donc très difficilement exportable. L'impression est d'autant plus négative que, du point de vue financier, cette diffusion ne se révèle finalement pas aussi fructueuse que Musy aurait pu l'espérer. Constat d'un échec financier au moins partiel: fin juillet 1941, dans l'une de ses dernières tentatives pour retirer quelques hypothétiques bénéfices d'une éventuelle diffusion du film à l'étranger, alors que le film est interdit en Suisse, Musy évoque encore, près de trois ans après la sortie de *La peste rouge*, les coûts de fabrication du film qu'il espère toujours couvrir au

---

<sup>301</sup> En date du 26 octobre 1938, Théodore Aubert informe Musy que Domergue à Paris «désirerait savoir à quelles conditions il pourrait utiliser votre film en France» et que le Centre de Documentation à Lyon «demande également des renseignements sur votre film». (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de T. Aubert à J.-M. Musy, 26.10.1938). Le 6 décembre 1938, le bureau Aubert transmet à Musy la copie d'une lettre de son «Centre Belge» et celle d'une lettre de Max Virchaux du «Centre de Propagande anticommuniste à Tanger». (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de la Ligue Aubert à J.-M. Musy, 6.12.1938). Peu après, Georges Lodyginsky écrit à Musy que le Comité antimarxiste yougoslave «désirerait pouvoir louer votre film pour la propagande en Yougoslavie». (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de G. Lodyginsky à J.-M. Musy, 10.12.1938). En janvier 1939, le bureau Aubert organise au R.P. Sauvé de Montréal une entrevue avec Musy «pour discuter de la possibilité de louer ou de vendre "La Peste rouge" pour le Canada». (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1938-1941»: Pv du 20-30.1.1939). Au début mars 1939, Georges Lodyginsky avise l'ANSC qu'un «correspondant de notre centre de Tchécoslovaquie nous charge de vous demander à quelles conditions vous pourriez lui céder ou lui louer la première partie du film "La Peste Rouge"». (BPU, Archives EIA, «Suisse 1939»: lettre de G. Lodyginsky à Bouvier, 7.3.1939). Le 26 juin 1939, Théodore Aubert fait savoir à l'ANSC qu'une personnalité au Brésil désire se procurer une copie du film *La peste rouge* «pour le faire passer dans son pays». (BPU, Archives EIA, «Suisse 1939»: lettre de T. Aubert à Bouvier, 26.6.1939).

<sup>302</sup> Vers le milieu de l'année 1939, Jean de Richemont propose à Musy, s'il le souhaite, de l'aider à faire diffuser le film en Belgique. (AF, fs Musy, vol. 96: lettres de J. de Richemont à J.-M. Musy, 15.4.1939 et 31.7.1939). Dans une lettre à l'ANSC de novembre 1939, le consulat général du Japon à Genève se dit chargé «de vous demander s'il vous serait possible de vendre, pour le Japon, un exemplaire du film intitulé "La Peste rouge"». (AF, fs Musy, vol. 96: lettre du consulat général du Japon à l'ANSC, 2.11.1939; voir aussi *ibid.*: lettre du même consulat à J.-M. Musy, 9.11.1939).

<sup>303</sup> Sur une lettre à l'en-tête de l'Université d'Ottawa, Gustave Sauvé écrit à Musy en février 1940 que le film *La peste rouge* «est très apprécié partout où nous le montrons». (AF, fs Musy, vol. 96: lettre de G. Sauvé, Ligue du Bon Cinéma, à J.-M. Musy, 13.2.1940).

moins en partie<sup>304</sup>. Nous ne saurions dire dans quelle mesure sa propre fortune personnelle est concernée, si tant est qu'elle le soit, par ce revers financier.

### 3. Les résultats

Nous l'avons vu, dès l'hiver 1936/1937, la campagne anticommuniste s'intensifie. L'accent est tout d'abord mis sur la Suisse romande, voisine de la France de Léon Blum. Pour beaucoup de Romands, l'Allemagne nazie n'incarne toujours pas le danger principal. Avec l'appui entre autres du Genevois Théodore Aubert et des Neuchâtelois Eugène Bourquin et Pierre Favarger<sup>305</sup>, qui lui sont tous trois proches, Musy sonne la charge. Celui-ci a également des contacts avec les Vaudois, notamment avec Marcel Regamey<sup>306</sup>. La collaboration étroite existant entre certains mouvements anticommunistes, mais aussi la concurrence effrénée que d'autres se livrent contribuent à l'enchaînement soutenu des sanctions qui s'abattent sur les communistes.

L'interdiction du parti communiste au plan fédéral semblant ne pas devoir aboutir, les milieux anticommunistes espèrent arriver à leurs fins en donnant l'assaut sur le terrain cantonal. Toutefois, avant de s'engager dans une lutte longue et fastidieuse au niveau des cantons, Musy a tout d'abord envisagé l'interdiction pure et simple du communisme en Suisse. Tel était le but de sa motion du 4 juin 1936, tenue finalement en échec à la fin de la même année. Tel est également l'objectif de l'ANSC que Musy espère manifestement monter en une véritable machine de guerre, un peu sur le modèle d'un comité d'initiative capable de lancer et faire aboutir une initiative populaire au niveau fédéral. D'ailleurs, même après les succès obtenus en Suisse romande, il semble toujours privilégier la voie d'une initiative fédérale pour liquider le communisme en Suisse plutôt que de gagner un canton après l'autre. Ironie de l'histoire: ce sont notamment les événements de La Chaux-de-Fonds, auxquels Musy est étroitement lié, qui le poussent à suivre la voie cantonale.

#### 3.1. Des débuts fracassants dans le canton de Neuchâtel

Le 23 janvier 1937, Fred de Diesbach annonce l'imminence de la grande campagne contre le communisme préparée par Musy<sup>307</sup>. L'ANSC est prête à

---

<sup>304</sup> AF, fs Musy, vol. 96: lettre de J.-M. Musy à A. Riedweg, 31.7.1941.

<sup>305</sup> Voir J. DIETER: «L'offensive du communisme et la réaction en Suisse», in *La Revue anticommuniste*, I-II, février-mars 1938, p. 13.

<sup>306</sup> Voir R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 265.

<sup>307</sup> F. de DIESBACH: «Un chef: J.-M. Musy. Au seuil de la grande campagne contre le communisme», in *Curieux*, 23.1.1937.

mettre le feu aux poudres. Deux jours plus tard, le soir du 25 janvier 1937, l'ancien conseiller fédéral prononce à La Chaux-de-Fonds, sur l'invitation des Jeunesses nationales dirigées par Eugène Bourquin, une conférence intitulée «Pourquoi le communisme est impossible en Suisse»<sup>308</sup>. Proche de Musy, Bourquin préside depuis peu le comité fraîchement fondé de l'Action neuchâteloise contre le communisme, lié au mouvement anticommuniste dirigé par Musy<sup>309</sup>. Les jours précédents, dès l'annonce de la venue du champion de la déflation en cette métropole horlogère ravagée par la crise, par ailleurs bastion

---

<sup>308</sup> Soutenu par les mêmes milieux neuchâtelois, avec à leur tête les Jeunesses nationales d'Eugène Bourquin, Musy a déjà donné quelques jours auparavant, le 14 janvier 1937, une conférence sur un thème identique à Neuchâtel. Le titre annoncé était: «Pourquoi il faut en finir avec le communisme» (*Feuille d'avis de Neuchâtel*, 13.1.1937). René Braichet en rend compte amplement dans la *Feuille d'avis de Neuchâtel* des 16.1.1937 («M. Jean-Marie Musy a dénoncé jeudi, à Neuchâtel, le danger communiste»), 20.1.1937 («Le communisme en Suisse dépend de Moscou») et 21.1.1937 («Pourquoi il faut combattre aujourd'hui le parti communiste»). — Sur les incidents survenus à La Chaux-de-Fonds, dans la nuit du 25 au 26 janvier 1937, voir la presse, notamment la *Feuille d'avis de Neuchâtel*, qui les relate en long et en large. Dans les jours suivants, les diplomates allemands en poste en Suisse recueillent à ce propos de nombreuses coupures de presse. (PA, Pol. Abt. II, R 102903). Jules Humbert-Droz consacre un chapitre de ses mémoires aux événements de La Chaux-de-Fonds et à l'interdiction du parti communiste neuchâtelois. À l'époque des incidents, le Neuchâtelois Humbert-Droz, secrétaire du PCS, se trouve à Moscou. Dans ce passage, usant de la technique de l'amalgame, Humbert-Droz parle de Musy et de «ses amis fascistes», de «la mobilisation de ses forces fascistes» et finalement le qualifie de «fasciste» tout court. (J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte... op. cit.*, pp. 197-231, notamment les pp. 204, 212-213 et 218). Pour des travaux académiques traitant des événements de La Chaux-de-Fonds, voir tout d'abord F. TISSOT-DAGUETTE: *L'interdiction du Parti communiste dans le canton de Neuchâtel en 1937*, mém. lic. Univ. de Neuchâtel, 1980, 126 p., dont l'essentiel du travail tourne autour de ces incidents et de leurs suites; ainsi que J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 147-149.

<sup>309</sup> Dans un procès-verbal de la Ligue Aubert de décembre 1936, Bourquin est cité comme membre, pour le canton de Neuchâtel, du comité de l'ANSC présidée par Musy. (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de décembre 1936). D'autres sources indiquent que, outre feu Bourquin, l'Action neuchâteloise contre le communisme comprend Pierre Favarger et a pour président d'honneur le conseiller d'État Ernest Béguin, chef du Département cantonal de Justice et Police. (F. TISSOT-DAGUETTE: *op. cit.*, p. 93; J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 153 et 243; ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: manifeste de l'ANSC, signé par P. Favarger, mars 1937). Selon l'article d'un correspondant de Neuchâtel, paru dans le *Journal de Genève* du 29 janvier 1937, Eugène Bourquin «avait accepté la présidence du comité qui vient de se constituer chez nous pour combattre le communisme. Le jour même de sa mort, il venait de recevoir les premières listes imprimées de l'initiative qui va être lancée pour demander la suppression du parti communiste dans le canton de Neuchâtel». Le chroniqueur écrit également: «L'année 1937 aura vu naître le comité d'action neuchâtelois contre le communisme et mourir le président de ce comité.» (G. N.: «Eugène Bourquin», in *Journal de Genève*, 29.1.1937). Le comité évoqué est très certainement celui que l'ANSC soutient dans le canton de Neuchâtel. Toutefois, comme l'attestent les journaux consultés en rapport direct avec les événements du 25 janvier 1937, le nom de l'ANSC présidée par Musy n'apparaît pas encore à cette époque en toutes lettres dans la presse. Quant à l'initiative anticommuniste sur le point d'être lancée, il peut s'agir de celle de la Fédération neuchâteloise des mouvements nationaux. Cette fédération recrute sa clientèle dans les milieux où évoluent précisément Eugène Bourquin et Pierre Favarger. Elle est elle-même liée à la Communauté d'action nationale, qui envisage elle aussi de lancer une initiative contre le communisme. L'imbrication extrême des réseaux, des membres pouvant être actifs à des titres divers dans plusieurs associations à la fois, et l'enchevêtrement de démarches fort similaires ne permettent pas toujours de voir qui se trouve vraiment à l'origine d'une action précise. Sur la Fédération neuchâteloise des mouvements nationaux, voir J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 145-158.

des partis ouvriers, la polémique fait rage<sup>310</sup>. Tant la droite, prête à soutenir un tel esprit batailleur qui s'en vient braver l'opposition dans l'un de ses fiefs, que la gauche, décidée à répondre à ce qu'elle considère comme une pure provocation, mobilisent leurs troupes. La tension monte. À son arrivée à la salle où a lieu l'assemblée, le Fribourgeois est conspué par d'irréductibles adversaires aux cris de «Musy pain noir» et «Les fascistes à Berlin». Franz Riedweg l'accompagne. Assailli, son secrétaire doit donner des coups pour défendre sa serviette contenant les documents de la conférence<sup>311</sup>. Mlle Musy ne peut elle pénétrer dans le local. Plus de mille personnes, filtrées tant bien que mal, parviennent à entendre l'orateur, alors qu'une foule évaluée entre mille et deux mille personnes, pour la plupart des socialistes et des communistes, doit rester dehors. La conférence, où la contradiction est accordée au professeur André Corswant, socialiste et un des leaders du groupe antifasciste de La Chaux-de-Fonds, se déroule dans un climat tendu. À la sortie, une bagarre éclate entre des membres des Jeunesses nationales et des militants communistes. Musy, entouré par des agents de police, doit renoncer à sortir par la grande porte. Ce n'est pas la première fois que l'une de ses conférences se termine par des accrochages.

Bousculé, le docteur Bourquin lui s'effondre et expire peu après son dernier souffle. Le résultat de l'autopsie indiquera qu'il a succombé à une crise cardiaque, conséquence d'une maladie de cœur, dont il souffrait depuis longtemps et qu'il n'avait aucune blessure interne ni externe<sup>312</sup>. Pourtant, ses partisans n'en démordent pas. Ils accusent la gauche, entre autres Ernest-Paul Graber qui a mené une rude campagne dans *La Sentinelle* contre la venue de Musy à La Chaux-de-

---

<sup>310</sup> À La Chaux-de-Fonds, comme dans d'autres villes suisses, la cause de l'Espagne républicaine soulève également un fort élan de solidarité au sein du mouvement ouvrier. Voir L. VAN DONGEN: «Solidarité ouvrière et antifascisme: les Amis de l'Espagne républicaine à La Chaux-de-Fonds (1936-1939)», in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 13, 1997, pp. 25-45.

<sup>311</sup> En cette occasion, Franz Riedweg fonctionne déjà comme secrétaire de Musy. (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 26.1.1937 convoquée par Musy). Toutefois, à cette date, le nom de Riedweg et celui de l'ANSC ne sont mentionnés par aucun des journaux de l'époque consultés en rapport avec les incidents de La Chaux-de-Fonds. La presse socialiste rappellera plus tard, en 1939, que Franz Riedweg, devenu entre-temps célèbre par son entrée fracassante dans la SS, accompagnait effectivement Musy en janvier 1937 lors des événements de La Chaux-de-Fonds. (fi.: «Der Skandal Musy», in *Volksrecht*, 25.10.1939). Selon Jean-Philippe Ceppi, le 25 janvier 1937, Musy est entre autres accompagné de Franz Riedweg et de Rolf Henne, chef du Front national. (J.-P. CEPPI: *op. cit.*, p. 148). Or, si la présence de Riedweg et celle de frontistes venus de divers endroits de la Suisse à La Chaux-de-Fonds ressortent de plusieurs sources, il ne semble pas, à la lumière de notre documentation, notamment de très nombreux articles de presse de l'époque qui citent les différents protagonistes de cette soirée mouvementée, que Rolf Henne se trouve aux côtés de Musy et Riedweg le 25 janvier 1937. Sinon comment expliquer qu'aucun des journaux de l'époque consultés, même ceux de gauche, les plus sensibles aux accointances entre la droite et le fascisme, n'évoque la présence à La Chaux-de-Fonds de Rolf Henne, l'un des chefs les plus importants de l'extrême droite en Suisse?

<sup>312</sup> Voir sous: «Après les incidents de La Chaux-de-Fonds», in *Journal de Genève*, 28.1.1937.



Fonds<sup>313</sup>, de l'avoir assassiné ou du moins d'avoir travaillé activement à sa disparition. Les communistes sont tout particulièrement montrés du doigt. René Braichet n'y va pas par quatre chemins: «Au reste, le grand responsable est facile à désigner: c'est Moscou»<sup>314</sup>. Aussi bien la droite conservatrice que l'extrême droite ont vite fait d'ériger Eugène Bourquin en martyr du terrorisme rouge. Sa mort stimule tous ceux qui, depuis plusieurs mois, réclament l'interdiction du communisme. De Neuchâtel, la fièvre gagne le reste de la Suisse. Après René Braichet, ce sont Eugène Fabre, Emile Déléaval et Georges Rigassi, pour ne citer que quelques champions de l'anticommunisme en Suisse romande, qui exigent des autorités fédérales des mesures énergiques de surveillance et d'interdiction à l'encontre des «hommes de Moscou»<sup>315</sup>. Hormis la *National-Zeitung* qui rend Musy responsable des incidents, toute la presse bourgeoise suisse cloue au pilori les communistes<sup>316</sup>. L'extrême droite, dans un autre style, entonne le même couplet<sup>317</sup>. Particulièrement affecté, l'*Eidgenoss* de Hans Bossard accorde une énorme place à la mort du chef nationaliste neuchâtelois, présenté comme un héros et une victime des agents à la solde de l'URSS<sup>318</sup>. Quant à la gauche, elle caricature Musy en «chef fasciste»<sup>319</sup> et proclame que les troubles de La Chaux-de-Fonds sont dus à «une nouvelle provocation du fasciste Jean-Marie Musy»<sup>320</sup>.

Malgré les remous et les bagarres que provoquent ses sorties, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes pour un champion de l'ordre, Musy n'est pas décidé à rentrer dans le rang. Au contraire. L'adversité le dope. Il n'a manifestement pas le profil habituel du conseiller fédéral à la retraite, ancien père tranquille de la patrie qui, d'ordinaire, ne se mêle plus de politique active. Aux obsèques du docteur

---

<sup>313</sup> Voir p.e. E.-P. GRABER: «La stupide croisade contre le communisme. Une manœuvre boche pour détourner l'attention du monde. L'appui des fascistes en tout pays: Jean-Marie Musy», in *La Sentinelle*, 23.1.1937.

<sup>314</sup> R. BRAICHET: «Il faut interdire le parti communiste», in *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 26.1.1937.

<sup>315</sup> E. F. [E. FABRE] sous: «Les incidents tragiques de La Chaux-de-Fonds», in *La Suisse*, 27.1.1937; E. DELEAVAL: «Paul Graber, provocateur délirant», in *Courrier de Genève*, 27.1.1937; G. R. [G. RIGASSI]: «Quand le communisme montre son vrai visage», in *Gazette de Lausanne*, 27.1.1937.

<sup>316</sup> Voir J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte... op. cit.*, pp. 201-203; A. RAUBER: *op. cit.*, p. 384. La position de la *National-Zeitung* est notamment fustigée par Pierre Grellet. (P. G. [P. GRELLET]: «Sous le signe de la faucille et du marteau», in *Gazette de Lausanne*, 29.1.1937).

<sup>317</sup> Voir R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 171.

<sup>318</sup> Voir l'*Eidgenoss*, organe de la Ligue fédérale, à laquelle sont liées les Jeunesses nationales de Neuchâtel, des 29.1.1937, 5.2.1937, 12.2.1937 et 19.2.1937.

<sup>319</sup> s.n.: «Après les incidents de La Chaux-de-Fonds», in *Le Travail*, 28.1.1937.

<sup>320</sup> s.n.: «Grave conséquence d'une nouvelle provocation du fasciste Jean-Marie Musy», in *Le Travail*, 26.1.1937.

Bourquin, Musy affirme que l'exemple du défunt «nous oblige à des réalisations futures»<sup>321</sup>.

Le 27 janvier 1937, *La Liberté* avise ses lecteurs que les jeunes conservateurs de Fribourg ont décidé, en réaction aux événements de La Chaux-de-Fonds, d'organiser, le vendredi 29, une «assemblée de protestation» à laquelle Musy prendra la parole<sup>322</sup>. Le vendredi, les jeunes conservateurs fribourgeois profitent de la page dont ils disposent dans *La Liberté* pour faire part de leur profonde sympathie aux Jeunesses nationales de Neuchâtel, fustiger les «hommes de Moscou» et rappeler la tenue, le même jour, de leur manifestation<sup>323</sup>. Lors de l'assemblée, les orateurs — Musy, le conseiller d'État Quartenoud, Spicher, président des jeunes conservateurs, l'abbé Collomb et le député neuchâtelois Girard, chef des Jeunesses nationales qui a repris le flambeau de feu Bourquin — en appellent, en présence du gratin politique fribourgeois, au regroupement des forces nationales pour contrer le danger bolchevique et contribuer à la construction de l'ordre social et économique dans un sens chrétien<sup>324</sup>.

Pour sa part, dans ses éditions du 28 et 29 janvier 1937, l'organe du Front national, *Die Front*, annonce que Musy va parler, également le 29 janvier, à Zurich aux côtés de Rolf Henne, chef du Front national<sup>325</sup>. Est-ce que Musy a donné son accord à un tel projet? Une telle réclame ne suppose-t-elle pas au moins une entente initiale entre les deux parties? Musy n'oppose aucun démenti à cette information somme toute peu surprenante, l'homme étant toujours plus enclin à faire sauter une à une les barrières de la réserve à laquelle s'astreint normalement un ancien conseiller fédéral. Finalement, il renonce à se rendre à Zurich pour apparaître dans une manifestation du Front national. Pour quelle

---

<sup>321</sup> Cité sous: «La Chaux-de-Fonds a fait d'imposantes obsèques au Dr Eugène Bourquin», in *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 29.1.1937. Assistent aux funérailles, entre autres, les Jeunesses nationales, le Conseil d'État *in corpore*, une délégation du Grand Conseil, la Société des officiers, au premier rang de laquelle se trouve le colonel divisionnaire de Diesbach, ainsi que différentes délégations de partis politiques, notamment des représentants libéraux, p.e. Frédéric Fauquex, et Georges Oltramare avec l'Union nationale de Genève. On y relève également la présence, pour l'Union nationale de Genève, de René-Louis Piachaud, Jacques Aeschlimann et Paul Bonny, ainsi que celle de Rolf Henne de Zurich, chef du Front national. Prennent notamment la parole lors de la cérémonie: Julien Girard, au nom des Jeunesses nationales dont il prend peu après la tête, Max Reutter, président cantonal du parti libéral, Jean-Marie Musy, le conseiller national radical Albert Rais, au nom des amis zofingiens, ainsi que le député Pierre Favarger, un des amis les plus proches du défunt. Voir F. TISSOT-DAGUETTE: *op. cit.*, p. 47. Voir aussi sous: «La Chaux-de-Fonds a fait d'imposantes obsèques au Dr Eugène Bourquin», in *Feuille d'avis de Neuchâtel*, 29.1.1937, ainsi que «Les obsèques du Dr Eugène Bourquin», in *Gazette de Lausanne*, 29.1.1937.

<sup>322</sup> s.n.: «La protestation des jeunes conservateurs de Fribourg», in *La Liberté*, 27.1.1937.

<sup>323</sup> Voir sous: «La Page des Jeunes Conservateurs», in *La Liberté*, 29.1.1937.

<sup>324</sup> s.n.: «Une splendide assemblée», in *La Liberté*, 30.1.1937. — Données bio. sur Armand Spicher (1903-1950): C. SCHALLER: *op. cit.*, pp. 58-60.

<sup>325</sup> *Die Front*, 28 et 29.1.1937. — Données bio. sur Rolf Henne (1901-1966): F. W. SEIDLER: *Die Kollaboration 1939-1945*, München/Berlin, Herbig, 1995, pp. 241-246.

raison? Obligations de dernière minute, selon Zander, frontiste acquis au nazisme<sup>326</sup>.

La presse socialiste affirme elle que la société responsable de la Tonhalle a en fin de compte refusé de mettre à disposition sa salle pour la réunion Musy-Henne et croit même savoir que le Conseil fédéral aurait conseillé à Musy de réduire quelque peu sa tournée de conférences<sup>327</sup>. Des commentateurs radicaux utilisent le même genre d'arguments<sup>328</sup>. Du côté radical, on pense également que l'ancien conseiller fédéral a renoncé à la suite d'une intervention de ses amis de parti, inquiets des effets désagréables pour leur propre politique de son ralliement aux frontistes<sup>329</sup>. En outre, l'observateur radical remarque que le cours suivi par Musy porte incontestablement préjudice au parti conservateur. Selon lui, les imprudences du Fribourgeois et ses provocations souvent délibérées, auxquelles répondent volontiers l'extrême gauche, ne contribuent pas à redorer l'image de son parti où, d'ailleurs, son attitude semble être toujours moins goûtée<sup>330</sup>. Mais, outre toutes ces raisons, l'invitation des jeunes conservateurs de Fribourg, pour une assemblée qui a lieu le même jour, n'explique-t-elle pas tout simplement l'absence de Musy à Zurich? Des deux assemblées, celle de Fribourg est sans conteste politiquement moins risquée pour l'ancien conseiller fédéral.

Après l'échauffourée de La Chaux-de-Fonds, dans la nuit du 25 au 26 janvier 1937, suivies de diverses arrestations de militants de gauche, la droite neuchâteloise exige plus que jamais des mesures contre les communistes<sup>331</sup>. Qu'importe si les tentatives d'établir l'existence d'un complot fomenté par les agents de Moscou échouent. Désormais, les événements de La Chaux-de-Fonds, insidieusement évoqués au détour de considérations sur la guerre civile en Espagne et les grandes purges en URSS, vont être systématiquement exploités par la machine de guerre anticommuniste. Le 29 janvier déjà, le Conseil d'État du

---

<sup>326</sup> Voir sous: «Der Jugend die Zukunft!», in *Die Front*, 30.1.1937. Comme Riedweg et Wechlin, Alfred Zander s'installera finalement en Allemagne pour se mettre au service des nazis. Il sera lui aussi condamné en Suisse pour trahison et déchu de la nationalité helvétique.

<sup>327</sup> s.n.: «Musy und Henne», in *Volksrecht*, 29.1.1937.

<sup>328</sup> Voir sous: «“Rotmord!”», in *Neue Aargauer Zeitung*, organe radical du canton d'Argovie, 2.2.1937.

<sup>329</sup> s.n.: «Musy und die Katholisch-Konservativen», in *Neue Aargauer Zeitung*, 2.2.1937. Dans cet article consacré aux relations tendues entre Musy et le parti conservateur-catholique, le correspondant de la feuille radicale précise, après avoir évoqué l'intervention de ses amis de parti: «Umgekehrt dürfte Musy schon in der nächsten Zeit zu einem weiteren Vorstoß gegen die ihm wenig sympathische Parteileitung der Konservativen ausholen.» (*Ibid.*). L'argumentation est reprise en grande partie par s.n.: «Musy und die Katholisch-Konservativen», in *Landschäftler*, 3.2.1937.

<sup>330</sup> s.n.: «Musy und die Katholisch-Konservativen», in *Neue Aargauer Zeitung*, 2.2.1937.

<sup>331</sup> Pour une présentation détaillée des mesures prises contre les communistes à Neuchâtel, voir surtout F. TISSOT-DAGUETTE: *op. cit.*, 126 p.; ainsi que J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 147-154. Voir également R. RUFFIEUX: *La Suisse de...* *op. cit.*, pp. 321-323; *Sous l'œil de Moscou...* *op. cit.*, n. 5 p. 724 et n. 6 p. 725; A. RAUBER: *op. cit.*, pp. 383-385.

canton de Neuchâtel prend la décision d'interdire toute assemblée et manifestation communiste sur le territoire cantonal<sup>332</sup>. Lancée et déposée par la Fédération neuchâteloise des mouvements nationaux, une initiative pour la suppression du parti communiste est déposée le 22 février, réunissant en peu de temps plus de 11'000 signatures, tandis que le chiffre légal est de 3'000<sup>333</sup>. Puis, le 23 février, le Grand Conseil neuchâtelois accepte, sur la proposition du Conseil d'État, la loi portant interdiction du parti communiste<sup>334</sup>. Aussitôt, le parti communiste saisit le référendum<sup>335</sup>. Divisé et bien qu'il réprovoque dans son ensemble les mesures répressives, le Parti socialiste neuchâtelois, selon Humbert-Droz, «de tous les partis cantonaux, le plus farouchement opposé au front unique»<sup>336</sup>, se refuse à soutenir le référendum, alors que le PSS recommande aux citoyens neuchâtelois de rejeter la loi. L'USS, désavouant également quelques chefs syndicalistes neuchâtelois, invite elle aussi à voter non<sup>337</sup>. Le 25 avril 1937, le peuple neuchâtelois adopte la loi portant interdiction des organisations communistes ou subversives par 17'524 oui contre 8'597 non<sup>338</sup>. Le jour même, Musy accourt au Cercle libéral de Neuchâtel pour célébrer la victoire. Ce premier succès l'encourage à poursuivre sa croisade<sup>339</sup>.

Par son implication déterminante dans l'éclatement des incidents de La Chaux-de-Fonds, Musy peut se targuer d'avoir accéléré le processus de mise hors la loi du communisme dans le canton de Neuchâtel et d'avoir donné une sérieuse impulsion aux anticommunistes d'autres cantons. Pour ce qui est de l'interdiction elle-même dans le canton de Neuchâtel, Musy n'en est pourtant pas l'artisan essentiel, même si son Action est présente sur le terrain, notamment par la distribution de tracts, la publication d'avis dans la presse, une campagne d'affichages et l'installation, avec la collaboration de la Ligue Aubert, de plusieurs expositions anticommunistes dans les jours qui précèdent la votation<sup>340</sup>.

<sup>332</sup> Arrêté publié in J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte... op. cit.*, pp. 204-205. Voir aussi J.-P. CEPPI: *op. cit.*, p. 149.

<sup>333</sup> (PSM): «Le communisme hors la loi. La discussion au sein du Grand Conseil neuchâtelois», in *Gazette de Lausanne*, 23.2.1937; F. TISSOT-DAGUETTE: *op. cit.*, p. 39; J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 151 et 154. Voir aussi R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 321.

<sup>334</sup> F. TISSOT-DAGUETTE: *op. cit.*, pp. 51-56. Loi reproduite in *ibid.*, pp. 116-117; J.-P. CEPPI: *op. cit.*, p. 286; ainsi que J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte... op. cit.*, pp. 206-207.

<sup>335</sup> F. TISSOT-DAGUETTE: *op. cit.*, pp. 56-58.

<sup>336</sup> J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte... op. cit.*, p. 223.

<sup>337</sup> Voir *ibid.*, pp. 210-212. Sur les divergences entre socialistes et communistes neuchâtelois, voir M. PERRENOUD: *Les relations entre socialistes et communistes dans le canton de Neuchâtel (1931-1937)*, mém. lic. Univ. de Neuchâtel, 1981, 232 p.

<sup>338</sup> F. TISSOT-DAGUETTE: *op. cit.*, p. 59; J.-P. CEPPI: *op. cit.*, p. 153.

<sup>339</sup> Voir P. F. [P. FAVARGER]: «La victoire de la cause nationale et du bon sens», in *Gazette de Lausanne*, 28.4.1937.

<sup>340</sup> Des expositions anticommunistes sont organisées à Neuchâtel, Fleurier et Couvet. (BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de l'ANSC à G. Lodygensky, 28.4.1937. Voir aussi BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv d'avril 1937).

Consciente de ce qu'elle doit à la Ligue Aubert, en la circonstance surtout à Georges Lodyginsky, l'ANSC voit aussi sa propre contribution dans le résultat neuchâtelois: «Nous avons la ferme conviction que ces expositions auront servi, pour une bonne part, au magnifique succès enregistré dimanche dans le canton de Neuchâtel et profitons encore pour vous remercier d'avoir bien voulu mettre, à cette occasion, votre grande expérience à notre disposition.»<sup>341</sup>

Toutefois, dans la question proprement dite de l'interdiction, le rôle principal est plutôt tenu par la Fédération neuchâteloise des mouvements nationaux et par Pierre Favarger, son dirigeant le plus en vue<sup>342</sup>. Que Favarger, à la tête de sa fédération, fasse également partie du comité de l'Action neuchâteloise contre le communisme, rattaché au comité de l'Action nationale suisse contre le communisme dirigée par Musy, ne semble pas être d'un poids déterminant. Après les événements du 25 janvier 1937, il est facile de naviguer dans le sens d'un courant majoritairement hostile au communisme, perceptible jusque dans les rangs socialistes et plus encore syndicalistes. En outre, au chapitre des interventions extérieures, la Ligue Aubert met elle aussi son grain de sel. Ainsi, selon une note rédigée par le bureau genevois, le projet de loi déposé au Grand Conseil de Neuchâtel sur l'interdiction du parti communiste a été rédigé par le Département de Justice et Police et son chef, Ernest Béguin, «très ancien ami de l'Entente»<sup>343</sup>. Ce projet a été, y lit-on encore, «inspiré par la documentation que nous avons envoyée à M. Béguin depuis de longues années»<sup>344</sup>.

Bien qu'il soit difficile, une fois de plus, d'évaluer exactement le degré d'autorité de chaque intervenant, entre autres de Musy et de son organisation sur les personnes liées à l'ANSC, celle-ci essaie autant de récupérer des forces anticommunistes déjà existantes et organisées que de les stimuler dans le sens d'une radicalisation. Cette tendance s'observe aussi à Genève.

---

<sup>341</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de l'ANSC à G. Lodyginsky, 28.4.1937.

<sup>342</sup> Voir J.-P. CEPPI: *op. cit.*, pp. 37, 43 et 147-154.

<sup>343</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 20.3.1937. — Lorsqu'a été évoquée à nouveau le 16 mars 1934 l'éventuelle démission de Musy, ayant pour conséquence deux vacances au lieu d'une à repourvoir au Conseil fédéral, la presse a cité entre autres le nom du radical Ernest Béguin, conseiller d'État de Neuchâtel et conseiller aux États, comme candidat possible à l'élection au gouvernement fédéral. (Voir Bn. [P. BEGUIN]: «M. Musy ne peut plus se solidariser avec la politique fédérale», in *La Suisse*, 16.3.1934).

<sup>344</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 20.3.1937. Sur la propagande faite par la Ligue Aubert à Neuchâtel, voir aussi p.e. BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv d'avril 1937; BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre du comité cantonal d'action contre le communisme à G. Lodyginsky, 14.5.1937.

### 3.2. Un rôle difficile à évaluer dans le canton de Genève

Après Neuchâtel, ce sont d'autres cantons, chacun par des voies légèrement différentes, qui aboutissent au même résultat. À Genève, où l'interdiction du parti communiste est déjà au programme électoral de l'Entente nationale, victorieuse en novembre 1936 du régime Nicole, les partis nationaux décident en février 1937 de préparer un projet de loi anticommuniste<sup>345</sup>. Le 7 avril suivant, le Grand Conseil vote la loi constitutionnelle interdisant le communisme et les organisations dangereuses pour la sécurité de l'État et l'ordre public, ainsi qu'une adjonction au code pénal visant la reconstitution d'organisations communistes. Pour parvenir à sa fin, la droite bourgeoise, traumatisée par trois ans de régime Nicole et épouvantée par l'ombre du front populaire, s'appuie sans grands états d'âme sur l'Union nationale, elle-même ennemie déclarée de la démocratie libérale. Le 13 juin 1937, les citoyens genevois acceptent la loi constitutionnelle, obligatoirement soumise au vote populaire, par 18'337 voix contre 12'092, ainsi que la nouvelle disposition du code pénal, contestée par un referendum socialiste, par 18'412 oui contre 11'988 non<sup>346</sup>. Les communistes adhèrent alors au parti socialiste genevois, un des partis cantonaux les plus ouverts à la collaboration avec l'extrême gauche. Quelques mois plus tard, les Chambres fédérales accordent la garantie fédérale à la loi constitutionnelle anticommuniste du canton de Genève<sup>347</sup>.

À Genève comme ailleurs, il n'est pas facile de mesurer l'influence de l'ANSC dans la campagne et les mesures prises contre le communisme. Il existe certes un comité de Genève de l'ANSC; toutefois, à notre connaissance, il n'apparaît pas comme un ressort indispensable du mouvement anticommuniste genevois<sup>348</sup>. Quant à l'exposition de l'ANSC à Genève, manifestation sans doute efficace, elle se confond en grande partie avec la propagande de la Ligue Aubert, celle-ci ayant en fait préparé, comme cela a déjà été le cas pour la campagne de l'ANSC dans le

---

<sup>345</sup> Sur l'interdiction du parti communiste à Genève, voir F.-X. PERROUD: *op. cit.*, pp. 36-68 et 181-184; N. MONETTI: *op. cit.*, pp. 250-276. Voir également R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 321-323; R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, pp. 82-84; *Sous l'œil de Moscou... op. cit.*, n. 5 p. 724 et n. 7 p. 725; A. RAUBER: *op. cit.*, pp. 385-386.

<sup>346</sup> F.-X. PERROUD: *op. cit.*, p. 64.

<sup>347</sup> Arrêté fédéral accordant la garantie fédérale aux trois lois constitutionnelles du canton de Genève acceptées en votation populaire le 13.6.1937, 31.3.1938, in *RL*, 1938, pp. 138-139.

<sup>348</sup> L'implication de l'ANSC dans la campagne anticommuniste genevoise ressort entre autres d'une convocation que Robert Vernet adresse, à la demande de Musy, à Théodore Aubert afin qu'il se rende à la séance du comité de Genève de l'ANSC fixée au 24 février 1937. (BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de R. Vernet à T. Aubert, 20.2.1937). Selon une lettre que Théodore Aubert lui écrit en juillet 1940, Robert Vernet est président de l'Union civique de Genève. (BPU, Archives EIA, «Suisse 1940»: lettre de T. Aubert à R. Vernet, 15.7.1940).

canton de Neuchâtel, l'exposition présentée par l'Action de Musy<sup>349</sup>. Il reste que, une fois de plus, l'ANSC travaille des milieux déjà gagnés à un certain militantisme. En matière de lutte anticommuniste, la droite genevoise n'a en effet pas vraiment besoin d'être encouragée de l'extérieur. Basée à Genève où elle est fortement ancrée, la Ligue Aubert a assurément, par son travail intense et ancien, beaucoup plus contribué à influencer le verdict<sup>350</sup>.

Toutefois, Nils von Bahr, secrétaire général du bureau d'organisation du premier congrès mondial contre le communisme, croit bon d'adresser à Musy et Aubert des télégrammes de félicitations, repris par le Deutsche Nachrichtenbüro, organisme allemand officiel, à l'occasion de l'interdiction du Parti communiste dans le canton de Genève<sup>351</sup>. Loin de refléter l'influence exacte de Musy sur la décision genevoise, ces félicitations pour le moins balourdes venues de Berlin jettent plutôt une lumière sur les accointances, elles tout à fait indiscutables, que le Fribourgeois a avec les services anticommunistes allemands.

### 3.3. Tenu à l'écart dans le canton de Vaud, agissant dans celui de Fribourg

Puis, c'est le tour du canton de Vaud de déclarer hors la loi le communisme<sup>352</sup>. Dès le début de l'année 1937, la Communauté d'action nationale, mouvement de concentration des forces nationales de la droite libérale et radicale à la Ligue vaudoise, prend le taureau par les cornes en préparant le lancement d'une initiative constitutionnelle qui réclame l'interdiction, sur le territoire vaudois, de

---

<sup>349</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de G. Lodygensky à G. de Reynold, 22.6.1937. En avril 1937, Musy annonce déjà vouloir engager à Genève, après Neuchâtel, la documentation française de l'exposition anticommuniste mise à disposition par l'ANSC. (BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de J.-M. Musy à T. Aubert, 23.4.1937). À l'occasion de la votation genevoise, l'ANSC publie également une affiche qui est apposée sur les murs de Genève. (Voir *Action nationale suisse contre le communisme*, service d'informations n° 5, (1937), p. 1). En outre, comme il appert d'une lettre du 19 février 1937 adressée par l'EIA à Musy, qui a parlé avec Aubert du projet de loi anticommuniste à Genève, l'EIA propose aussi d'utiliser pour la campagne populaire genevoise les expositions de l'ANSC et le film préparé par l'organisation de Musy. (BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de l'EIA à J.-M. Musy, 19.2.1937). Le film, qui ne sortira qu'à l'automne 1938, ne servira finalement à aucune des campagnes menées dans les cantons ayant interdit le parti communiste.

<sup>350</sup> Le poids exercé par la Ligue Aubert dans l'interdiction du communisme à Genève est indéniable, tant par la propagande déployée durant la campagne que par son rôle en coulisses lors de la rédaction du projet de loi déposé au Grand Conseil. Voir p.e. BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 20.3.1937; Pv d'avril 1937; «Les méthodes utilisées pour supprimer le P.C. à Genève et appuyer la campagne électorale» (juin 1937).

<sup>351</sup> Voir fi.: «Der Fall Musy», in *Volksrecht*, 9.10.1939; fi.: «Der Fall Musy», in *Berner Tagwacht*, 10.10.1939.

<sup>352</sup> À propos de l'interdiction du communisme dans le canton de Vaud, voir C. SUILLOT: *L'interdiction du Parti communiste dans le canton de Vaud (votation populaire des 29 et 30 janvier 1938). Une approche de l'anticommunisme en Suisse romande dans les années trente*, mém. lic. Univ. de Lausanne, 1981, 197 p. Voir également R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 321-322; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 273-274; *Sous l'œil de Moscou... op. cit.*, n. 5 pp. 724-725; A. RAUBER: *op. cit.*, pp. 386-387.

toutes les organisations communistes liées de près ou de loin au Komintern<sup>353</sup>. Le 30 janvier 1938, le peuple du plus grand canton romand accepte l'initiative par 34'867 voix contre 12'780. À l'automne suivant, les Chambres fédérales accordent la garantie fédérale au nouvel article constitutionnel du canton de Vaud<sup>354</sup>. Mis en cause par Humbert-Droz lors du débat au Conseil national portant sur cette garantie fédérale, au cours duquel le député communiste ne manque pas d'évoquer la récente affaire Riedweg, Musy lui adresse un compliment ironique pimenté d'une pointe contre des partis bourgeois qu'il juge trop mous: «Je vous félicite, Monsieur Humbert-Droz. Quand je compare cette organisation, cette discipline de fer dont parle votre règlement, avec le flottement de la politique des partis bourgeois, je suis tenté de me dire que comparativement à la brigade internationale que représente votre parti, les bourgeois font souvent figure — pardonnez-moi cette expression — d'une armée de poupons.»<sup>355</sup>

Il reste que, dans le canton de Vaud plus qu'ailleurs, Musy n'apparaît pas comme un acteur principal de la mise hors la loi du communisme. Bien plus, il est volontairement tenu à l'écart de la campagne par les anticommunistes vaudois. La vague qui déferle sur les communistes, progressivement étouffés, porte parfois plus Musy qu'il ne l'alimente.

L'ancien conseiller fédéral semble avoir plus d'influence dans son canton d'origine. Au début janvier 1938, il écrit à Jules Bovet, président du Conseil d'État et chef de la Direction de Justice et Police, ainsi qu'à Charles Chassot, député au Grand Conseil, conseiller national et président du parti conservateur fribourgeois<sup>356</sup>. Il estime que la législation fribourgeoise doit être complétée pour mieux lutter contre le communisme et encourager d'autres cantons à prendre des mesures identiques<sup>357</sup>. La législation du canton de Fribourg ne laissant déjà de fait

---

<sup>353</sup> Déjà en mars 1936, le Grand Conseil vaudois a été saisi d'une pétition, déposée par le Front national, qui va dans le sens d'une interdiction du parti communiste. (R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, p. 321; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 273).

<sup>354</sup> Arrêté fédéral accordant la garantie fédérale au nouvel article 8 *bis* de la constitution du canton de Vaud, 9.11.1938, in *RL*, 1938, p. 772.

<sup>355</sup> AF, E 1301, vol. 330, Pv CN, 9.11.1938, p. 65. Juste avant Musy, Théodore Aubert intervient au CN pour demander à ses collègues députés de donner la garantie fédérale à l'article constitutionnel vaudois. (*Ibid.*, pp. 59-64). Voir également BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1938-1941»: Pv du 11.11.1938, où il est écrit: «M. Musy avait fait son intervention au Conseil national notre Vade-Mecum en mains.»

<sup>356</sup> AEF, Parti conservateur fribourgeois, carton 1-3, dossier III: lettres de J.-M. Musy à J. Bovet, 7.1.1938, et C. Chassot, 8.1.1938. À la suite de ces lettres, voir également les considérations sur 4 pages que Musy joint à son courrier pour expliquer la nécessité de compléter la législation fribourgeoise «en interdisant spécialement les organisations communistes qui constituent, actuellement, un danger spécifique pour toute notre civilisation occidentale» (p. 4). — Données bio. sur Jules Bovet (1887-1971): N. BALMAT: *op. cit.*, p. 198. Données bio. sur Charles Chassot (1885-1970): C. SCHALLER: *op. cit.*, p. 207; N. BALMAT: *op. cit.*, p. 199.

<sup>357</sup> Le 19 décembre 1920, le canton de Fribourg a déjà légiféré contre les menées révolutionnaires. La loi fut incorporée en 1925 au code pénal du canton et déclarée, par le



aucune chance au communisme, dont Musy doit par ailleurs reconnaître qu'il ne représente pas un danger réel en terres fribourgeoises, il s'agit plutôt de stimuler une dynamique entre cantons et de gagner à la cause ceux qui hésitent, notamment dans les grands cantons alémaniques, Zurich en tête, où l'on peine à trouver des majorités en faveur d'une interdiction pure et simple du communisme.

Par une lettre du 1<sup>er</sup> février, Musy apprend que le Conseil d'État fribourgeois étudie de près la question qu'il a soulevée<sup>358</sup>. Une action concertée est manifestement mise en place. Le 2 février, Charles Chassot, président du Grand Conseil, interpelle au parlement le Conseil d'État afin qu'il prenne des mesures contre le communisme, dans le même sens que celles déjà prescrites par d'autres cantons<sup>359</sup>. Jules Bovet, président du Conseil d'État et directeur de la Justice et Police, explique immédiatement que, depuis la loi remontant à 1920 déjà et plus tard reprise presque intégralement dans le code pénal, le canton de Fribourg a été l'un des premiers à légiférer en matière de répression du communisme<sup>360</sup>. Une interprétation authentique des dispositions applicables du code pénal paraît toutefois nécessaire pour se couvrir complètement en cas de recours. Aussitôt, le Grand Conseil déclare, par un vote unanime, que le parti communiste et les associations affiliées tombent sous le coup des mesures du code pénal tendant déjà à réprimer sévèrement les actes attentatoires à la sûreté de l'État<sup>361</sup>.

#### 3.4. L'échec dans le canton de Zurich

Les succès obtenus en Suisse romande aiguillonnent les anticommunistes alémaniques. Ils ont naturellement le soutien de l'ANSC. Lors de la réunion du comité Musy, le 27 avril 1937, on exprime déjà le désir de commencer par le canton de Zurich<sup>362</sup>. Ce sont toutefois les Zurichois eux-mêmes, notamment les agrariens, qui mettent vraiment la main à l'œuvre. Le 4 août 1937, Théodore Aubert écrit au conseiller national Rudolf Reichling pour lui dire combien il est

---

Grand Conseil, applicable aux communistes et à leurs auxiliaires. Voir R. DEONNA: «Les mesures législatives prises, dans le monde, contre le parti communiste», in *La Revue anticommuniste*, VI, juillet 1938, p. 261; ainsi que F. de DIESBACH: «Les nouvelles positions du communisme en Suisse», in *La Revue anticommuniste*, II, février 1939, p. 86.

<sup>358</sup> Voir AEF, Parti conservateur fribourgeois, carton 1-3, dossier III: lettre du président et du secrétaire du comité directeur du parti conservateur fribourgeois adressée à J.-M. Musy, 1.2.1938.

<sup>359</sup> *BGCF*, 2.2.1938, pp. 26 et 64.

<sup>360</sup> *Ibid.*, pp. 64-65.

<sup>361</sup> *Ibid.*, pp. 65-66.

<sup>362</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 1-15.5.1937. Théodore Aubert est au nombre des membres dirigeants de l'ANSC convoqués à la réunion du 27 avril 1937 à Zurich. (BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de l'ANSC (Wechlin) à T. Aubert, 23.4.1937). — Deux ans plus tôt, en mai 1935, les citoyens zurichois ont en fait déjà eu l'occasion de s'exprimer sur une initiative anticommuniste dite de protection de l'ordre public, la «lex Weisflog»; ils l'avaient alors repoussée.

satisfait du lancement par le parti agrarien de Zurich de l'initiative visant à interdire le parti communiste sur le territoire de ce canton. Dans la perspective de la future campagne, Aubert informe Reichling que le bureau de l'EIA se met à son entière disposition et lui fait parvenir de la documentation élaborée à Genève au moment de l'interdiction du PC local<sup>363</sup>. Cinq jours plus tard, le 9 août, une rencontre convoquée par l'ANSC a lieu à Zurich au sujet de l'initiative anticommuniste lancée dans ce canton. On y parle beaucoup, mais rien de concret en sort. Sont présents Musy (président), Reichling, Baur (secrétaire du parti paysan de Zurich), un autre membre du parti paysan cantonal, Riedweg, Wechlin, Koenig (Presse suisse moyenne), Egli et Deonna<sup>364</sup>.

Figure de proue du PAB, Reichling affirme que son parti s'est vu contraint de lancer cette initiative, pour ne pas décevoir gravement ses adhérents et réagir à l'attitude des communistes au 1<sup>er</sup> août zurichois. À cette époque, Reichling croit avoir des appuis suffisants, toutefois moins du côté des partis bourgeois que dans «les milieux non-politiques» comme la Fédération patriotique, la Société des officiers et sous-officiers, l'Action fédérale (eidgenössische Aktion) et Duttweiler. Il s'est mis en relation avec le Front. Quant au comité «au-dessus des partis» qui patronnera l'initiative, Reichling estime préférable de ne pas y introduire des personnalités venant d'autres cantons, car cela risquerait d'être mal vu par des Zurichois. Le rassemblement des signatures, l'initiative n'ayant en fait été jusque-là que rendue publique, aurait lieu avant la fin de l'automne. Musy, qui n'a pas dit son dernier mot au Conseil national, adopte une perspective plus large. Présentant les intentions qu'il avait en lançant son action anticommuniste, le Fribourgeois avoue que son idée était d'attaquer sur le terrain fédéral, mais les événements, notamment les événements survenus dans le canton de Neuchâtel et la mort de Bourquin, l'ont poussé à procéder d'une autre manière. Rodé à la tactique électorale, l'ancien conseiller fédéral se demande alors — l'extrait plutôt long mérite d'être cité — «avec une certaine inquiétude s'il n'est pas dangereux de lancer l'initiative sur le terrain cantonal zurichois, plus dangereux que de se décider à agir sur le terrain fédéral où les “bons” cantons contrebalanceraient ou mieux l'emporteraient sur les “mauvais”. Aussi, s'il est tout aussi difficile de réussir sur le terrain zurichois, pourquoi ne pas y aller sur le terrain fédéral. D'autre part, M. M. [Musy] voit un danger dans la progression cantonale de l'interdiction du P.C., car il arrivera un moment où le communisme n'existera plus que dans certains cantons, comme Berne, d'où il sera impossible de le

---

<sup>363</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse 1937»: lettre de T. Aubert à R. Reichling, 4.8.1937.

<sup>364</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 9.8.1937 convoquée par l'ANSC. L'annonce par l'ANSC de la décision prise par le PAB zurichois de lancer une initiative anticommuniste apparaît dans le bulletin d'informations n° 7, version allemande, de l'ANSC, (1937), p. 3.

déloger, tandis que cela serait possible par une interdiction générale»<sup>365</sup>. Plus loin, Musy remarque qu'il faut soigneusement se garder de donner l'impression que l'initiative part d'un seul parti, mais faire en sorte qu'elle parte de tous les nationaux. Il ajoute que «Zurich sera le champ de bataille de toute la Suisse et nous donnera la température de l'opinion publique»<sup>366</sup>. Toutefois, après avoir mesuré le pour et le contre, l'assemblée ne semble que prendre note de ce qui se passe à Zurich, non sans que, à la fin de la séance, Musy «renouvelle la question de savoir si l'initiative peut être transformée en initiative fédérale»<sup>367</sup>. Une fois de plus, sans être vraiment l'initiateur de l'action, l'opportuniste politicien espère pouvoir récupérer les forces en présence pour atteindre son but. Sans doute privilégie-t-il encore à cette époque la voie fédérale, plus praticable à ses yeux, et craint-il toujours, comme il l'a du reste déjà exprimé en janvier 1937, juste avant les événements de Neuchâtel, un résultat négatif à Zurich<sup>368</sup>.

Les Allemands sont assez rapidement mis au parfum de ce qui se manigance sur les bords de la Limmat<sup>369</sup>. À en croire un rapport daté d'octobre 1937 et rédigé par le consulat général d'Allemagne à Zurich, sur la base des déclarations d'un membre du comité d'initiative anticommuniste, le mouvement émane essentiellement du comité fédéral de l'ANSC dirigée par Musy et, d'entente avec celui-là, un comité particulier, composé de représentants du parti agrarien, du parti chrétien-social et de l'Action fédérale (eidgenössische Aktion), a été formé à Zurich<sup>370</sup>. C'est manifestement attribuer une grande importance à l'ANSC car, à lire la documentation récoltée dans les archives de la Ligue Aubert, d'autres groupes, en particulier le PAB, sont beaucoup plus impliqués que l'Action et Musy lui-même, plus intéressé par l'éventuel lancement d'une initiative fédérale, doute des chances de réussir dans le canton de Zurich.

---

<sup>365</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 9.8.1937 convoquée par l'ANSC.

<sup>366</sup> *Ibid.*

<sup>367</sup> *Ibid.*

<sup>368</sup> Alors qu'il rêve, tout en étant conscient des difficultés, de lancer une initiative populaire pour demander l'interdiction du parti communiste en Suisse, Musy écrit dans un courrier du 22 janvier 1937: «La situation en Suisse allemande, Zurich, Bâle, Schaffhouse et Berne est très mauvaise. Il n'y a aucun espoir que ces cantons trouvent une majorité pour l'interdiction. Seul l'apport des autres cantons permettrait de compenser le considérable déficit qu'indiquerait un vote de ces différents états.» Cité in R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, p. 265 et n. 11 p. 282 (J.-M. Musy à M. Regamey, 22.1.1937).

<sup>369</sup> Déjà présent le 10 février 1937 à Zurich pour discuter avec des anticommunistes suisses, Hermann von Raumer, rattaché à la Dienststelle Ribbentrop, s'entretient le 17 mai 1937 avec Musy à Zurich. (H.-A. JACOBSEN: *op. cit.*, pp. 828 et 831). Quant à ses deux lieutenants, Riedweg et Wechlin, ils évoluent volontiers dans les milieux extrémistes zurichois où intrigue Hans Georg Ashton, actif à la tête de l'Auslandsorganisation du parti nazi en Suisse.

<sup>370</sup> PA, DGB, 1793 (493/4): du consulat général d'Allemagne à Zurich pour la DGB, 13.10.1937.

Selon un bulletin publié par l'ANSC à l'automne 1937, le comité d'initiative zurichois comprend: Rudolf Reichling, conseiller national PAB<sup>371</sup>; Kurt Aebi, avocat<sup>372</sup>; Ernst Baur, juge; Willy Bretscher, radical et rédacteur en chef de la *NZZ*<sup>373</sup>; Jakob Eugster, procureur, colonel et membre du parti radical; Wilhelm Frick, avocat et chef du Front fédéral; Hans Gut, juge; Hans Hürlimann, avocat et membre de la Fédération patriotique de Zurich; Walter Seiler, député chrétien-social au Grand Conseil; Hans Volkart, rédacteur et membre du PAB<sup>374</sup>.

À la fin de l'année 1937, les initiants n'ont pas de quoi pavoiser, comme le laisse entendre un procès-verbal du 23 décembre 1937 dressé par un membre de la Ligue Aubert, elle-même prête à les aider dans leur campagne<sup>375</sup>. Lors de la réunion à Zurich du comité Musy, le conseiller national Reichling reconnaît que la situation à Zurich est «très délicate»<sup>376</sup>. Le nombre espéré de signatures est revu à la baisse<sup>377</sup>. Le comité d'initiative se dit «contrarié par l'initiative Duttweiler qui ne vise pas les associations, mais les personnes sans indiquer le

---

<sup>371</sup> L'initiative en question est parfois appelée la «lex Reichling», en référence à l'un de ses principaux promoteurs.

<sup>372</sup> Membre de la Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, Kurt Aebi signe en novembre 1940 la «requête des 200». (G. WAEGER: *op. cit.*, pp. 206 et 257; C. WERNER: *op. cit.*, n. 775 p. 381). Il s'agit peut-être, pourrait-on le penser, du même Kurt Aebi qui est proche des milieux frontistes. (Voir B. GLAUS: *op. cit.*, p. 197).

<sup>373</sup> En septembre 1938, le *Schweizervolk*, organe d'obédience nazie dont Wechlin est le rédacteur en chef depuis le 1<sup>er</sup> juin 1938, indique que le rédacteur en chef de la *NZZ*, Willy Bretscher, est membre du comité zurichois de l'ANSC. (Voir sous: «Lügentante N.Z.Z.», in *Schweizervolk*, 16.9.1938). L'organe de l'ESAP donne cette information suite aux remous que provoque en Suisse l'entrée de Riedweg dans la SS. Pris à partie par la *NZZ* qui joint sa voix au concert des critiques, le *Schweizervolk* — Wechlin se trouve encore proche de Riedweg au moment de l'affaire en septembre 1938 — croit bon de rappeler, comme pour disculper la nouvelle recrue SS, que Riedweg a été secrétaire du comité pour la révision de la loi militaire fédérale (24.2.1935) et de celui contre l'initiative de crise (2.6.1935), deux comités auxquels, à en croire le *Schweizervolk*, appartenaient également des représentants de la *NZZ*. Wechlin se garde toutefois de préciser que lui-même, Riedweg et Musy entretiennent depuis plusieurs mois avec le IIIe Reich d'étroites relations, par ailleurs frappées du sceau de la dissimulation. Ainsi, s'il est tout à fait vraisemblable que le rédacteur en chef de la *NZZ* collabore à l'ANSC au niveau zurichois, d'autant plus qu'il est membre du comité d'action zurichois qui s'occupe de l'initiative pour l'interdiction du parti communiste dans le canton de Zurich, il est par contre certain, à notre avis, que Willy Bretscher ne doit rien savoir, à l'instar d'autres membres ou relations de l'ANSC, de la nature exacte des liens que Wechlin, Riedweg et Musy ont avec le IIIe Reich. Du reste, comme nous le verrons, Musy estime lui-même que l'Allemagne devrait prendre la direction effective des anticommunistes européens, sans que cela apparaisse au grand jour, et indique aux nazis comment instrumentaliser d'autres anticommunistes suisses à leur insu. Musy, Wechlin et Riedweg trompent tous trois sciemment les autorités helvétiques et l'opinion publique suisse sur les relations qu'ils entretiennent avec les nazis.

<sup>374</sup> Voir sous: «Wachsende Abwehr gegen den schweiz. Kommunismus», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 8, (1937), p. 4.

<sup>375</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 23.12.1937. Voir aussi BPU, Archives EIA, «Suisse 1938»: lettre de G. Lodyginsky à R. Reichling, 17.1.1938.

<sup>376</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 23.12.1937.

<sup>377</sup> Voir BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 23.12.1937 et Pv de la séance du 9.8.1937 convoquée par l'ANSC.

communisme»<sup>378</sup>. Le risque d'un échec est évoqué. Le renvoi de l'affaire par le comité d'initiative apparaît également comme une possibilité. Les motifs avancés dans cette dernière hypothèse? La votation en 1938 sur le code pénal, qui contient des dispositions pouvant dans certains cas remplacer la loi interdisant le communisme, ou bien l'annonce éventuelle par le comité de l'ANSC du lancement d'une initiative sur le terrain fédéral, alternative d'autant plus probable que «le bureau et [les] fonctionnaires de ce Comité paraissent très désireux de la lancer»<sup>379</sup>. On prévoit de réexaminer la situation en février 1938<sup>380</sup>.

Pourtant, plus le temps passe, plus l'affaire s'enlise. Lors de la réunion du 7 décembre 1938, une des dernières convulsions de l'ANSC, il est «décidé d'attendre le résultat dans le canton de Zurich pour lancer une initiative fédérale»<sup>381</sup>. Finalement, l'initiative zurichoise ne passera pas devant le peuple. D'après Humbert-Droz, la tentative des initiants zurichois — il parle d'une tentative des frontistes et du Parti paysan — se heurte à l'opposition conjointe du Parti socialiste, du Parti radical, de l'Alliance des Indépendants et des démocrates qui la font échouer<sup>382</sup>. Le projet d'initiative fédérale, jamais concrétisée, sera également un échec. Vu la personne de plus en plus contestée de Musy et la déliquescence de son Action, entre l'automne 1938 et le début de la guerre, nous voyons d'ailleurs mal comment l'ANSC aurait pu lancer et mener à bien une initiative populaire au niveau national. En fin de compte, après plusieurs mois de discussions et d'attente, Musy doit tirer un bilan plutôt négatif de son action dans le canton de Zurich. D'autres partagent sans doute cette opinion. En novembre 1940, à l'occasion d'un voyage de Théodore Aubert à Zurich, Franz Meyer, dont

---

<sup>378</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 23.12.1937.

<sup>379</sup> *Ibid.* — À propos de la votation sur le code pénal fédéral, accepté par le peuple suisse en juillet 1938, Musy s'engage, au nom du fédéralisme, contre ce projet à tendance centralisatrice. Il défend une position au demeurant largement partagée en Suisse romande. En juin 1938, il se trouve à Lausanne, avec Théodore Aubert et Marcel Regamey, aux côtés d'autres personnalités des cantons de Vaud, Fribourg, Genève, du Valais, d'Uri et Schwytz, pour faire campagne contre le code pénal. (Voir la *Gazette de Lausanne* des 13 et 14.6.1938). Musy s'exprime dans le même sens à Fribourg, canton qui rejettera massivement le code pénal unifié. (Voir *La Liberté*, 20.6.1938).

<sup>380</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv du 23.12.1937.

<sup>381</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1938-1941»: Pv de décembre 1938. Après la sortie du film *La peste rouge* en octobre 1938, Musy souhaite plus que jamais lancer une initiative populaire tendant à l'interdiction du communisme en Suisse. Aussi il convoque les membres de l'ANSC à la réunion du 7 décembre 1938 pour leur soumettre un projet d'initiative populaire. (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de J.-M. Musy à J. Chappuis, 3.12.1938). Toutefois, après l'éclatement de l'affaire Riedweg qui discrédite considérablement Musy et face à la situation internationale, le projet d'une telle initiative fédérale est condamné d'avance.

<sup>382</sup> J. HUMBERT-DROZ: *Dix ans de lutte... op. cit.*, p. 228.

il est relevé qu'il a «patronné» à Zurich l'ANSC, se dit justement avoir été «déçu des résultats»<sup>383</sup>.

### 3.5. L'étiollement dans le canton de Berne

C'est également sur un sentiment de déception, voire d'aigreur que plusieurs membres du comité bernois de l'ANSC achèvent de collaborer à l'association de Musy. Dans le canton de Berne, les affaires de l'ANSC débutent pourtant plutôt bien. Dès février 1937, un comité emmené par Walter von Werdt, avocat à Berne, comprend plusieurs personnalités de la vie cantonale bernoise, notamment Ludwig Lengacher, membre dirigeant de la Heimatwehr et député au Grand Conseil, Ernst Schmid, de Mühleberg et député agrarien au Grand Conseil, l'avocat Jean Chappuis, membre du PCPS et figure de proue du mouvement jeune-conservateur, et Peter Dürrenmatt de la PSM<sup>384</sup>. Les membres du groupement bernois affichent un esprit combatif. Le 4 mars 1937, Jean Chappuis propose à Walter von Werdt «de lancer une initiative contre le communisme dans le canton de Berne»<sup>385</sup>. Ayant déjà en vue les élections cantonales de 1938, Chappuis voit dans une telle initiative un moyen d'enfoncer un coin entre les partis de gauche pour mieux combattre la formation d'une coalition sur le modèle du front populaire ou sur celui des Lignes directrices<sup>386</sup>. Le projet d'initiative n'aboutit toutefois pas.

Après un départ plutôt énergique, le groupement bernois de l'ANSC s'étiolle assez rapidement. Bien plus, il explose littéralement dès que le scandale de l'entrée de Riedweg dans la SS éclate au milieu du mois de septembre 1938. Se référant à l'édition du matin de la *NZZ* du 14 septembre, Walter von Werdt écrit aussitôt aux membres du comité bernois de l'ANSC pour les inviter à discuter de cette affaire le 16 suivant. Walter von Werdt les informe déjà qu'il est décidé à quitter la direction du comité<sup>387</sup>. Le même jour, Walter von Werdt écrit au bureau

---

<sup>383</sup> BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1938-1941»: Pv du voyage de T. Aubert à Zurich, le 12.11.1940. Franz Meyer, «qui accepte de faire partie du Bureau [de l'EIA?]» (*ibid.*), est vraisemblablement, sur la base de nos connaissances, le financier et radical zurichois, signataire en novembre 1940 de la «requête des 200», chez qui se sont rencontrés, au mois d'août précédent, des hommes d'affaires, des journalistes, des politiciens, dont le conseiller fédéral Wetter, des représentants de la germanophile Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, ainsi que des extrémistes de droite, pour certains acquis au nazisme, tous soucieux de l'état des relations entre la Suisse et l'Allemagne. (Voir G. WAEGER: *op. cit.*, pp. 37, 91 130-131 et 259; D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 221).

<sup>384</sup> La correspondance envoyée par Walter von Werdt évoque également un Dr Dardel à Berne. Voir p.e. ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettres de W. von Werdt à Chappuis, Lengacher, Dürrenmatt, Schmid et Dardel, 27.2.1937, 8.3.1937, 10.3.1937, 18.5.1937.

<sup>385</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de J. Chappuis à W. von Werdt, 4.3.1937.

<sup>386</sup> *Ibid.*

<sup>387</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de W. von Werdt à Chappuis, Lengacher, Dürrenmatt, Schmid et Dardel, 14.9.1938.

de l'ANSC à Zurich qu'il ne peut plus travailler pour l'Action après une telle annonce: «Ich werde selbstverständlich nach wie vor gegen den Kommunismus kämpfen, doch dies nur als Schweizer und ohne irgend welche leiseste Berührungspunkte mit ausländischen Organisationen, die, wie es sich gerade heute ergibt, unser Vaterland doch nur dem Abgrund entgegentreiben.»<sup>388</sup> Les explications de Wechlin, toujours actif pour l'ANSC malgré son engagement dans l'ESAP, ne convainquent pas von Werdt<sup>389</sup>. Quelques jours plus tard, von Werdt annonce à l'ANSC, en accord avec les autres membres du comité bernois de l'Action, la dissolution de ce comité<sup>390</sup>. Les raisons de cette décision sont en fait multiples: le manque d'actualité du danger communiste dans le canton de Berne; le manque d'intérêt dans cette région pour la lutte anticommuniste; la collaboration décevante entre le comité bernois et la direction de l'ANSC; le manque de clarté de la direction de l'ANSC; le travail insatisfaisant fourni par cette direction; les liens obscurs entre cette direction et le *Schweizervolk*, organe de l'ESAP, et — la goutte qui fait déborder le vase — l'éclatement récent de l'affaire Riedweg<sup>391</sup>. La réaction de Wechlin, pleine de fiel à l'égard de von Werdt, pousse ce dernier à rompre brutalement sa correspondance avec l'ANSC<sup>392</sup>. Les membres du comité bernois de l'ANSC s'étonnent par ailleurs que Wechlin agisse toujours pour elle: «In Ihrer Antwort erwähnen Sie, dass Sie seit dem 30. Juni nicht mehr offiziell in der Aktion tätig sind, so dass es uns unverständlich ist, wieso Sie dazu kommen Briefe, die gar nicht für Sie bestimmt sind, zu öffnen und hierzu Stellung zu nehmen.»<sup>393</sup>

### 3.6. Les dernières mesures contre l'extrême-gauche... et l'extrême-droite

Ailleurs en Suisse alémanique, d'autres démarches ont plus de succès. Tout particulièrement en Suisse centrale, où l'intransigeance anticommuniste a quelque chose d'irrationnel, tant les communistes y sont peu nombreux, voire inexistantes, les interdictions pleuvent les unes après les autres. Obtenues sans grand panache, elles valent surtout par leur portée symbolique. En effet, les mesures prises par les

---

<sup>388</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de W. von Werdt à l'ANSC (Zurich), 14.9.1938 (copie).

<sup>389</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de H. Wechlin à W. von Werdt, 17.9.1938 (copie), avec une copie de l'article publié dans le *Schweizervolk* («Lügentante N.Z.Z.», in *Schweizervolk*, 16.9.1938).

<sup>390</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de W. von Werdt à Chappuis, Lengacher, Dürrenmatt, Schmid et Dardel, 23.9.1938 (copie); lettre de W. von Werdt et J. Chappuis à la direction de l'ANSC à Zurich et Fribourg, 24.9.1938 (copie).

<sup>391</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de W. von Werdt et J. Chappuis à la direction de l'ANSC à Zurich et Fribourg, 24.9.1938 (copie).

<sup>392</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre de H. Wechlin à W. von Werdt, 14.10.1938 (copie); lettre de W. von Werdt à Chappuis, Lengacher, Dürrenmatt, Schmid et Dardel, 18.10.1938 (copie).

<sup>393</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 59: lettre du comité bernois de l'ANSC (W. von Werdt) à H. Wechlin, 18.10.1938 (copie).

cantons primitifs, où il n'en coûte pas beaucoup pour terrasser l'adversaire, participent d'une volonté évidente de maintenir la pression, à un moment où la machine anticommuniste patauge dans les grands cantons alémaniques, notamment à Zurich. Une manière d'encourager les indécis dans les endroits clés de la lutte contre le communisme. En outre, comme nous l'avons déjà observé en Suisse romande, il existe également en Suisse centrale une dynamique qui ressemble beaucoup à un mélange de concertations et de surenchères entre anticommunistes. À défaut de pouvoir concrétiser son rêve de lancer une initiative fédérale dans l'espoir de liquider d'un seul coup le communisme en Suisse, Musy semble devoir se résoudre à la voie plus fastidieuse des interdictions cantonales pour atteindre son objectif.

Le 20 février 1938, par 5'430 voix contre 3'517, le canton de Schwytz accepte la loi interdisant les organisations communistes<sup>394</sup>. Obwald prend également des mesures contre le communisme<sup>395</sup>. En juin, c'est le Grand Conseil d'Uri qui en fait autant<sup>396</sup>. En novembre 1938, les citoyens du canton d'Uri acceptent par 2'922 oui contre 1'425 non la loi sur l'interdiction des organisations dangereuses pour l'État<sup>397</sup>. Selon la *Gotthard-Post*, journal de tendance libérale-radical qui se souvient de Riedweg après que sa reconversion sous l'uniforme allemand fait les gorges chaudes en septembre 1938, l'ancien secrétaire de l'ANSC s'est rendu dans le passé à Lucerne et en Suisse centrale pour le compte de son mouvement anticommuniste. Dans le canton d'Uri, Riedweg a notamment fait, à en croire la *Gotthard-Post*, de la propagande en faveur de l'interdiction du communisme auprès des autorités locales et lors d'un rassemblement patriotique<sup>398</sup>.

Au même moment, le 27 novembre 1938, les citoyens de Bâle-Ville acceptent eux une loi prévoyant d'exclure des services publics les communistes et les

---

<sup>394</sup> s.n.: «Das Schwyzer-Volk verbietet den Kommunismus», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsblatt N° 2, (1938), p. 1. Voir aussi sous: «La lutte contre le communisme», in *La Liberté*, 21.2.1938. Dans le canton de Schwytz, la loi sur l'interdiction des organisations communistes et des autres dangereuses pour l'État a tout d'abord été décrétée le 4 novembre 1937. (I. ZELLWEGER: *op. cit.*, n. 31 p. 63).

<sup>395</sup> F. de DIESBACH: «Les nouvelles positions du communisme en Suisse», in *La Revue anticommuniste*, II, février 1939, p. 86.

<sup>396</sup> s.n.: «Auch der Kanton Uri verbietet den Kommunismus», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 9, 15.6.1938, p. 1. Selon *La Revue anticommuniste*, un projet de loi fut déposé le 5 décembre 1937 au Grand Conseil du canton d'Uri, projet visant à interdire les associations et le parti communistes sur le territoire du canton. Le projet a été adopté en juin 1938, à l'unanimité moins deux voix socialistes. (s.n.: «Le canton d'Uri (Suisse) interdit le communisme», in *La Revue anticommuniste*, VI, juillet 1938, p. 264. Voir aussi sous: «Grand Conseil d'Uri», in *La Liberté*, 4.6.1938).

<sup>397</sup> s.n.: «Une loi uranaise contre les partis subversifs», in *La Liberté*, 28.11.1938.

<sup>398</sup> s.n.: «Uri und der Fall Riedweg», in *Gotthard-Post*, 17.9.1938. La presse communiste ne manque pas de se faire l'écho de cet article. Voir s.n.: «Deutscher SS-Führer fabriziert Urner Antikommunistengesetz», in *Freiheit* (Basel), 27.9.1938.



membres d'autres organisations dangereuses pour l'État<sup>399</sup>. Dans ce canton urbain fortement gagné à la gauche, donc une position stratégique importante de la lutte contre le communisme, l'issue du scrutin ne doit pourtant que très peu à l'action de l'ANSC. Faut-il même y voir une influence favorable, tant les noms de Musy, dont les escapades outre-Rhin font des gorges chaudes, de Riedweg, célèbre depuis sa récente entrée dans la SS, et de Wechlin, connu pour ses prouesses de nazi convaincu, tendraient plutôt à discréditer, auprès d'une population sur le qui-vive, tout projet pouvant leur être associé? Le film *La peste rouge*, présenté le 3 novembre à Bâle à une petite assemblée d'une quarantaine de personnes triées sur le volet, a ainsi suscité des commentaires négatifs jusque dans la presse bourgeoise<sup>400</sup>.

À cette époque, les communistes ne sont pourtant pas les seuls à être réfrénés dans leurs ardeurs. À la fin de l'année 1938, dans un contexte international assombri, un nombre croissant de Suisses éprouve une véritable peur de l'Allemagne. Chaque nouvelle conquête allemande et la moindre affaire pouvant faire craindre pour la sécurité de la Suisse échauffent les esprits. Une grande partie de la presse entretient la méfiance de la population helvétique envers le national-socialisme<sup>401</sup>. Les autorités fédérales redoublent de vigilance à l'égard des organisations d'obédience nazie, dopées par les coups de force successifs de Hitler. Le 10 novembre, la police mène une vaste opération contre l'ESAP, le BTE et la NSSAP (anc. Volksbund). Le 15 novembre suivant, leurs organes, soit le *Schweizervolk* (ESAP), le *Schweizerdegen* (BTE) et l'*Angriff* (NSSAP), sont interdits. Au Parlement, les députés ne se croisent pas les bras. Le 9 novembre 1938, le conseiller national agrarien Feldmann dépose un postulat, signé par 85 autres députés, dirigé contre les extrémistes de gauche et de droite. Il invite le Conseil fédéral «à présenter un rapport sur la manière dont ces intérêts [de la Confédération] pourraient être défendus efficacement, en liaison avec les cantons, contre toutes les organisations politiques qui, sous l'influence de l'étranger, compromettent la sécurité extérieure et l'ordre public»<sup>402</sup>. Deux jours plus tard, lorsqu'il développe son postulat dénonçant les menées des communistes et des

---

<sup>399</sup> C. STIRNIMANN: *Die ersten Jahre des «Roten Basel» 1935-1938. Zielsetzungen und Handlungsspielräume sozialdemokratischer Regierungspolitik im Spannungsfeld von bürgerlicher Opposition und linker Kritik*, Basel, F. Reinhardt, 1988, p. 169; W. RÜTHEMANN: *op. cit.*, pp. 194 et 283.

<sup>400</sup> s.n.: «“Die rote Pest”», in *National-Zeitung*, 4.11.1938; s.n.: «“Die rote Pest”», in *Basler Nachrichten*, 27.10.1938.

<sup>401</sup> Sur la nervosité perceptible en Suisse à la fin de 1938, voir D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, pp. 85-89.

<sup>402</sup> *Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale*, session de novembre 1938, p. 19. Voir également: Rapport du CF à l'Assemblée fédérale concernant l'activité antidémocratique exercée par des Suisses et des étrangers en relation avec la période de guerre de 1939 à 1945 (motion Boerlin), 1<sup>ère</sup> partie, 28.12.1945, in *FF*, 1946, vol. 1, pp. 24-25. (Désormais: Rapport CF activité antidémocratique, 28.12.1945).

nazis suisses, Feldmann fustige explicitement des groupes comme l'ESAP (dont fait partie Wechlin), le BTE et le Volksbund (rebaptisé NSSAP), tous occupés à dénigrer la démocratie suisse et actifs à faire une intense propagande en faveur d'un État étranger<sup>403</sup>. Le Conseil national adopte le postulat Feldmann sans opposition<sup>404</sup>. Au même moment, le 11 novembre 1938, les conseillers nationaux socialistes Schneider et Huber développent eux leur interpellation concernant la propagande nationale-socialiste<sup>405</sup>. Le 5 décembre, le Conseil fédéral promulgue un arrêté réprimant des actes contraires à l'ordre public et instituant des mesures pour protéger la démocratie, arrêté tout d'abord dirigé contre les menées de l'extrême droite, très active en cette fin d'année 1938<sup>406</sup>. Le début de la guerre amène un nouveau train de mesures. Le 28 décembre 1939, la division Presse et Radio interdit la *Neue Basler Zeitung*, feuille d'extrême droite dépendant du Reich et dirigée par des membres ayant appartenu entre autres à l'ESAP et au BTE<sup>407</sup>. L'année suivante, s'appuyant à chaque fois sur son arrêté du 5 décembre

<sup>403</sup> AF, E 1301, vol. 330, Pv CN, 11.11.1938, pp. 240-251 (développement du postulat Feldmann).

<sup>404</sup> AF, E 1301, vol. 330, Pv CN, 11.11.1938, p. 263. — Dans son journal personnel, Markus Feldmann écrit le 12 novembre: «Am Abend des 8.11.1938 und am frühen Morgen des 9.11.1938 gab ich dem Postulat seine endgültige Form, von 8.00 bis 11.00 sammelte ich Unterschriften. Die Aktion verlief sehr gut; ich beschränkte mich auf die Radikaldemokraten, die KK, die Liberaldemokraten und die BGB-Fraktion, um 11 Uhr hatte ich 85 Unterschriften beisammen und reichte das Postulat ein. In der Sitzung des Nationalrates von gestern abend habe ich das Postulat begründet. Die Sache wurde in jeder Beziehung zu einem ganz aussergewöhnlichen sachlichen und persönlichen Erfolg. Beifall im Saal und auf der Tribüne, Motta kommt spontan, mich zu beglückwünschen, Anerkennung in höchsten Tönen aus der freisinnig-demokratischen und KK und aus der eigenen Fraktion; der Bundespräsident nimmt Postulat entgegen und stellt einen entsprechenden Bundesratsbeschluss in Aussicht, eine weitausgreifende Aktion der Bundespolizei gegen die Nazi-Organisationen ist seit Donnerstag morgen in vollem Gang. Das Postulat gegen die landesfeindlichen Umtriebe wurde, auch nach den heutigen Pressestimmen zu schliessen, zu meinem grössten bisher auf parlamentarischem Boden erfochtenen Erfolg.» (Journal de Feldmann, 12.11.1938: *Markus Feldmann... op. cit.*, p. 634).

<sup>405</sup> AF, E 1301, vol. 330, Pv CN, 11.11.1938, pp. 218-226 (développement de l'interpellation Schneider du 27.4.1938) et pp. 227-239 (développement de l'interpellation Huber du 8.11.1938).

<sup>406</sup> Arrêté du CF réprimant des actes contraires à l'ordre public et instituant des mesures pour protéger la démocratie, 5.12.1938, in *RL*, 1938, pp. 880-882.

<sup>407</sup> Rapport du CF à l'Assemblée fédérale sur le régime de la presse en Suisse avant et pendant la période de guerre de 1939 à 1945, 27.12.1946, in *FF*, 1947, vol. 1, p. 182. (Désormais: Rapport CF presse, 27.12.1946). Ayant lui-même collaboré à la *Neue Basler Zeitung*, Heinrich Wechlin sort en janvier 1940 un pamphlet pour prendre la défense de ce journal depuis peu interdit et fustiger les autorités helvétiques. (H. E. WECHLIN: *Eine Zeitung wird verboten!*, Sonderabzug aus *Nationale Hefte*, janvier 1940, 12 p.). Au nombre des actionnaires de la *Neue Basler Zeitung* se trouvent Theodor Stadler, Arnold Mettler et Hektor Ammann; les deux derniers nommés seront également signataires de la «requête des 200» à la fin de l'année 1940. (Voir D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 24, n. 15 p. 379, n. 104 p. 386, n. 187 p. 413; W. RÜTHEMANN: *op. cit.*, p. 220; ainsi que G. WAEGER: *op. cit.*, pp. 257 et 260). Hektor Ammann est membre du c.ad. de la *Neue Basler Zeitung* jusqu'en été 1939 et Max Leo Keller depuis l'automne 1939; parmi les rédacteurs du quotidien, il y a entre autres Emil König (1930-1937), Max Wagner (1931-1939), Jann von Sprecher (1936-1937), Jean Richard Frey (1939) et Heinrich Wechlin. (F. BLASER

1938 réprimant des actes contraires à l'ordre public et instituant des mesures pour protéger la démocratie, le Conseil fédéral prononce, par arrêté du 8 novembre 1940, la dissolution de la Schweizerische Gesellschaft der Freunde einer autoritären Demokratie (SGAD)<sup>408</sup>, et, par arrêté du 19 novembre 1940, la dissolution d'un autre groupement d'extrême droite, le Mouvement national suisse (MNS), et l'extension de l'interdiction de toute activité aux organisations qu'il a incorporées<sup>409</sup>, soit entre autres le BTE et l'ESAP.

Toujours est-il que, dans le dernier tiers des années trente, les communistes sont, d'une manière globale, réprimés avec moins de retenue que les extrémistes de droite. Les autorités désignent nommément l'adversaire communiste, alors qu'elles se montrent plus prudentes à épinglez par son nom l'ennemi nazi. La peur ancienne du bolchevisme, un peuple et des autorités inclinant dans leur majorité vers le conservatisme, ainsi que l'emprise du puissant voisin allemand pèsent incontestablement dans la balance des traitements appliqués aux uns et aux autres. En 1937-1938, les communistes sont frappés d'interdiction dans plusieurs cantons, quand bien même le Parti communiste est autorisé au niveau national. Le Tribunal fédéral rejette un à un leurs recours. Accusés de recruter des volontaires suisses pour les brigades internationales, plusieurs dirigeants communistes, dont Humbert-Droz, sont traînés devant les tribunaux. Des condamnations sont prononcées. Les événements internationaux, notamment l'échec du front populaire en France et les accords de Munich en 1938, la victoire de Franco et le pacte germano-soviétique en 1939, ne redorent pas le blason des communistes. Avec le début de la guerre, l'étau se resserre encore un peu plus. Disposant des pouvoirs extraordinaires, le Conseil fédéral édicte un arrêté le 4 décembre 1939 interdisant dans l'armée la propagande contraire à l'ordre public<sup>410</sup>. La *Freiheit*, organe du PCS, est interdit le 28 décembre 1939 par la Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, sur la base de considérants à peu près identiques à ceux invoqués pour interdire, le même jour, la *Neue Basler Zeitung*<sup>411</sup>. Le 6 août 1940, le gouvernement promulgue un arrêté instituant des mesures contre

---

(Bearbeitet von): *op. cit.*, 1, 1956, p. 126). Sur la *Neue Basler Zeitung*, voir aussi K. ZOLLINGER: *op. cit.*, pp. 281-284.

<sup>408</sup> Arrêté du CF concernant la dissolution de la «Gesellschaft der Freunde einer autoritären Demokratie» et du «Volksbund», 8.11.1940, in *RL*, 1940, p. 1849. Ayant mis fin en décembre 1938 à l'existence de la NSSAP, Ernst Leonhardt crée, en lieu et place, trois associations, dont l'une au moins, soit la SGAD, est destinée à remplacer le groupement dissous par Leonhardt.

<sup>409</sup> Arrêté du CF concernant la dissolution du «Mouvement national suisse», 19.11.1940, in *RL*, 1940, p. 1880.

<sup>410</sup> Arrêté du CF interdisant dans l'armée la propagande contraire à l'ordre public, 4.12.1939, in *RL*, 1939, pp. 1509-1510.

<sup>411</sup> Rapport CF presse, 27.12.1946, p. 182. Voir aussi Rapport CF activité antidémocratique, 21.5.1946, p. 227.

l'activité communiste ou anarchiste<sup>412</sup>. Enfin, le 26 novembre 1940, il édicte un arrêté concernant la dissolution du Parti communiste suisse<sup>413</sup>.

Quel rôle joue finalement l'ANSC dans les mesures d'interdiction qui s'abattent sur les communistes suisses en 1937-1938? Question ardue. Sans sous-estimer son poids, l'ANSC participant sans conteste à la répression contre l'extrême gauche, nous nous garderons toutefois d'en faire le centre névralgique de l'anticommunisme en Suisse ou de l'élever au rang de protagoniste décisif. L'ANSC ne sera à l'évidence jamais cette puissante machine de guerre, à laquelle essaie de faire croire par exemple un Musy ou un Wechlin<sup>414</sup>. Son effet le plus important tient, nous paraît-il, à la dynamique de radicalisation qu'elle stimule dans les milieux anticommunistes, surtout de Suisse romande, par ailleurs largement acquis à la cause. Aussi ancien que le communisme lui-même, l'anticommunisme n'a attendu ni Musy ni l'ANSC pour se manifester en Suisse. Les interdictions qui continuent à pleuvoir sur les communistes en 1939 et 1940, alors que Musy et son Action sont complètement discrédités auprès de très larges secteurs de l'opinion publique suisse, prouvent que l'anticommunisme peut se développer sans eux. Bien plus, les mesures prises contre l'extrême gauche en 1939 et 1940 gagnent quelque peu en crédibilité et en équité avec la prescription de nouvelles interdictions prononcées contre l'extrême droite et, moins directement, avec la mise hors-jeu d'agitateurs comme Musy et ses acolytes au service du Reich, ainsi qu'avec l'interdiction de projeter un film tel que *La peste rouge* en juin 1940. Révélateur de la disgrâce croissante du président de l'ANSC est l'échec qu'il enregistre à Fribourg, sur ses propres terres, à l'occasion des élections au Conseil national d'octobre 1939. Il ne jouit dès lors plus d'aucun mandat politique.

Plus encore que par son influence sur le plan suisse, l'ANSC se singularise surtout par les liens étroits que Musy et quelques-uns de ses collaborateurs tissent avec l'Allemagne nazie.

---

<sup>412</sup> Arrêté du CF instituant des mesures contre l'activité communiste ou anarchiste, 6.8.1940, in *RL*, 1940, pp. 1397-1398.

<sup>413</sup> Arrêté du CF concernant la dissolution du parti communiste suisse, 26.11.1940, in *RL*, 1940, p. 1931. Voir aussi l'arrêté du CF assurant l'exécution de l'arrêté du CF qui concerne la dissolution du parti communiste suisse, 17.12.1940, in *RL*, 1940, pp. 2082-2083.

<sup>414</sup> Voir p.e. les propos de Musy dans la séance du 26 janvier 1937 à Muri (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1933-1937»: Pv de la séance du 26.1.1937 convoquée par Musy) et ceux de Wechlin à Hack le 14 mars 1937 (PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937).

## CHAPITRE 11

### UN ALLIE CAMOUFLE DU TROISIEME REICH, 1936-1939

Dans sa lutte contre le marxisme, qu'il soit représenté par le socialisme ou le communisme, et son combat pour une Europe autoritaire, Musy choisit dès 1936-1937 le camp de l'Allemagne hitlérienne.

Déterminé par le contexte national et international, ce rapprochement avec le grand voisin du Nord relève toutefois plus de l'entente stratégique et de la complicité idéologique partielle que d'une véritable inclination pour la civilisation allemande. Naturellement, Musy penche tout d'abord vers le monde latin et catholique. L'ancrage de ce sentiment est profond, presque viscéral. Ainsi, même au plus fort de son accommodation avec le IIIe Reich, il garde de plus fortes affinités avec des régimes aussi divers que ceux de Mussolini, Salazar, Franco ou Pétain, la vision du monde du maréchal français étant sans doute celle qui lui est la plus proche. Sur cette carte de l'Europe catholique dirigée par des représentants de la droite musclée, on peut également placer l'Autriche de Dollfuss, assassiné en juillet 1934, et la Pologne de Pilsudski, mort en mai 1935 et auquel succède un régime militaire ultra-conservateur.

Il n'empêche. L'Allemagne nazie a aussi pour effet de révéler Musy à lui-même et de lui faire tirer les conséquences des principes qu'il a posés, notamment dans son activité à la tête de l'Action nationale suisse contre le communisme, objet des deux chapitres précédents et, rappelons-le, inséparable de son entrée dans l'orbite allemande<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le présent chapitre repose en partie sur notre article intitulé: «Jean-Marie Musy dans l'orbite du Reich d'Adolf Hitler: entrée et trajectoire jusqu'au printemps 1941», in J.-C. FAVEZ, H. U. JOST, F. PYTHON (s.l.d.): *Les Relations internationales et la Suisse*, Lausanne, Antipodes, 1998, pp. 236-246.

## 1. L'engrenage, 1936-1938

### 1.1. L'anticommunisme, instrument de la politique étrangère allemande

La présentation des liens complexes d'action-réaction que cultivent communisme et nazisme, à la fois complémentaires et rivaux, déborde largement le cadre du présent travail. Pourtant, l'entrée de Musy dans l'orbite allemande ne peut se comprendre, en grande partie, qu'à la lumière même des relations qu'entretiennent l'URSS et le III<sup>e</sup> Reich.

Sans remonter à la révolution allemande de novembre 1918, vécue par Hitler comme une expérience traumatisante centrale, on peut relever que, dès leur arrivée au pouvoir en janvier 1933, les nouveaux maîtres de l'Allemagne nazie, regroupés dans un gouvernement de concentration nationale auquel participe aussi la droite conservatrice, s'attaquent au communisme, également compris dans sa dimension de politique extérieure. L'antibolchevisme, très souvent associé à l'antisémitisme, représente un des leviers les plus puissants de la politique étrangère de l'Allemagne nazie<sup>2</sup>.

Dans un premier temps certes, Berlin s'en tient à l'égard de l'URSS à la politique de Rapallo inaugurée sous la République de Weimar. Toutefois, dès le début, le nouveau régime se montre intransigeant sur le plan intérieur. Le parti communiste allemand, pourtant l'un des plus importants après celui de l'URSS, est rapidement dissous. La propagande anticommuniste fait rage. Celle-ci est notamment le fait d'une officine camouflée, réunissant sous couleur d'une association privée divers groupements anticommunistes, qui relève du Ministère de la Propagande: l'Antikomintern, connue depuis 1934 sous cette appellation et fondée sous un autre nom le 15 août 1933 (Gesamtverband deutscher antikommunistischer Vereinigungen e. V.)<sup>3</sup>. Présidée par Adolf Ehrh, l'Antikomintern doit également beaucoup à l'inlassable activité d'Eberhard Taubert, un des promoteurs les plus résolus de l'anticommunisme au Ministère de la Propagande.

Après le VII<sup>e</sup> congrès du Komintern de l'été 1935, marqué par la question de la lutte contre le fascisme, l'anticommunisme prend une place croissante dans la conception de politique extérieure de l'Allemagne. Déjà en octobre 1934, soit avant la grande vague anticommuniste de 1936-1938, une note relative à l'activité de l'Antikomintern pour le Reichsleiter Alfred Rosenberg, chef des services de politique étrangère du parti national-socialiste et adversaire farouche du bolchevisme, évoquait l'anticommunisme comme moyen camouflé pour

---

<sup>2</sup> Pour la période d'avant-guerre, voir H.-A. JACOBSEN: *op. cit.*, pp. 446-463.

<sup>3</sup> *Ibid.*, pp. 453 et 774.

l'Allemagne nazie de s'attirer des sympathies à l'étranger et de briser la politique d'encerclement qu'elle ressentait encore plus après l'entrée de l'URSS à la SdN en septembre 1934<sup>4</sup>.

Les différentes crises de 1936, qui ont pour point culminant le déclenchement de la guerre en Espagne, donnent l'occasion à l'Allemagne de renforcer, entre autres grâce à la carte anticommuniste, sa position sur le plan international, alors que celle des démocraties européennes s'affaiblit. Dès la deuxième moitié de 1936, Berlin mise à fond sur l'anticommunisme pour se présenter aux yeux de la droite européenne comme le plus solide rempart de l'ordre et de la civilisation sur le continent. Point de cristallisation pour la formation d'un bloc des pays anticommunistes, le pacte Antikomintern, établi dans ses grandes lignes dès la fin de 1935 et signé le 25 novembre 1936, constitue une des facettes de la vaste offensive à la tête de laquelle se place l'Allemagne<sup>5</sup>. L'aide à l'Espagne de Franco en est une autre. L'Antikomintern, qui organise la rencontre de Feldafing de novembre 1936, n'est pas en reste. Aux congrès du parti nazi, notamment placés sous le signe de la lutte contre le bolchévisme de 1935 à 1937, les orateurs abordant ce thème s'appuient sur du matériel fourni par l'Antikomintern<sup>6</sup>. En outre, la préparation du premier congrès mondial anticommuniste relève de fait essentiellement de cette officine camouflée du Ministère allemand de la Propagande. Et, dès la fin de 1936, les services de l'Antikomintern intensifient manifestement en sous-main leur appui financier aux anticommunistes de l'étranger<sup>7</sup>.

De 1936 à la première moitié de l'année 1939, Hitler se présente volontiers comme contrepoids à la menace communiste pour avancer ses pions sur l'échiquier international et mettre en œuvre son programme expansionniste: intervention en Espagne (1936-1939), Anschluss de l'Autriche (mars 1938), annexion des Sudètes après les accords de Munich (septembre 1938), mainmise sur la Bohême-Moravie (mars 1939). Par crainte de la puissance allemande et du

---

<sup>4</sup> L'auteur de la note, peut-être Georg Leibbrandt (Aussenpolitisches Amt der NSDAP), écrit notamment: «Durch eine solche Erörterung [à propos de thèmes de propagande anticommuniste; n.d.a.] musste gleichzeitig die Plattform für eine intensive Weiterführung der antikommunistischen Auslandspropaganda geschaffen und die Stützpunkte für sie im Auslande aufgebaut werden, damit das Ziel gefördert wurde, dass unter Führung der uns im Geheimen unterstehenden "Antikomintern" ein Weltbund gegen die III. Internationale zustandekommt zur Zerschlagung der Greuelpropaganda und der Einkreisungspolitik.» (BA (Berlin), NS 43/17: note pour le Reichsleiter Rosenberg, sans signature, (adressée par le Dr L[eibbrandt]), 2.10.1934. C'est l'auteur de la note qui souligne).

<sup>5</sup> Le pacte Antikomintern est tout d'abord signé par l'Allemagne et le Japon. L'Italie y adhère le 6 novembre 1937; la Hongrie, l'Espagne et le Mandchoukouo en 1939.

<sup>6</sup> Voir BA (Koblenz), KLE 617: *Der antisowjetische Apparat des deutschen Propagandaministeriums*, rédaction par le Dr. E. Taubert, ancien chef de l'Abteilung Ost au Ministère de la Propagande, s.d. (après 1945), p. 5.

<sup>7</sup> Cela ressort notamment du dossier: BA (Berlin), R 55/376.

communisme, les démocraties occidentales mènent une politique de concession qui, loin d'apaiser le dictateur allemand, l'encourage dans sa politique de force.

Le pacte germano-soviétique, conclu le 23 août 1939, marque un retournement brusque de la politique étrangère allemande qui désoriente nombre d'anticommunistes à travers le monde, comme il désarçonne d'ailleurs la plupart de leurs adversaires. La propagande anticommuniste n'est plus à l'ordre du jour. Mis en veilleuse, des services tels que ceux de l'Antikomintern se concentrent dorénavant, sous une autre étiquette, avant tout à la propagande antisémite<sup>8</sup>. L'attaque de l'URSS par la Wehrmacht, le 22 juin 1941, semble constituer pour beaucoup un retour à la logique. Désormais, la lutte contre le communisme redevient un thème dominant de la politique étrangère allemande et de sa propagande à travers le monde.

## 1.2. Le tournant des années 1936-1937

Durant la Première Guerre mondiale, tout indique que, sans jamais se laisser à l'excès, Musy soutient la cause de l'Entente et en particulier celle de la France. Il montre également de la sympathie pour le sort de la Belgique. Dès l'immédiat après-guerre, tant les Allemands que les Français le perçoivent comme un ancien partisan de l'Entente<sup>9</sup>. C'est ce que confirme encore Adolf Müller dans un bref portrait de Musy dressé en 1925: «War während des Krieges, wie die meisten welschen Freiburger, stark ententistisch gerichtet»<sup>10</sup>. Et, en 1926, il est toujours considéré par la légation allemande de Berne comme quelqu'un qui, loin d'être un germanophile notoire, passe plutôt pour un représentant des tendances francophiles et polonophiles en Suisse<sup>11</sup>. Toutefois, soucieux de défendre entre autres les intérêts économiques de la Suisse, Musy adopte au Conseil fédéral une attitude pragmatique à l'égard du puissant partenaire allemand, même s'il ne voit pas d'un bon œil Berlin jouer largement de la carte soviétique depuis Rapallo (1922).

Reste un sentiment francophile relevé plus d'une fois, et avec satisfaction, par les diplomates français, du moins jusqu'à l'avènement de Hitler au pouvoir. En 1924, Allizé note que Musy est «une personnalité énergique, toute française de

---

<sup>8</sup> Voir BA (Berlin), R 55/376, où l'on peut observer que, après la mise en veilleuse de l'Antikomintern juste avant le pacte germano-soviétique, le personnel de l'Antikomintern se consacre désormais, sous un autre nom, à la propagande antisémite (Antisemitische Aktion).

<sup>9</sup> Voir le point 1.2. du chapitre 3.

<sup>10</sup> PA, Pol. Abt. II, R 71720: d'A. Müller à l'AA, 31.12.1925. Sur Adolf Müller, voir K. H. POHL: *Adolf Müller. Geheimagent und Gesandter in Kaiserreich und Weimarer Republik*, Köln, Bund-Verlag, 1995, 388 p.

<sup>11</sup> PA, DGB, 1390 (402/3): remarque de la DGB, «Schweizer Presse. Bericht Nr. 7», 15.6.1926.



langue, de culture et d'esprit»<sup>12</sup>. Cinq ans plus tard, de Marcilly remarque qu'«il a toujours donné des preuves de ses sympathies pour la France»<sup>13</sup>. Au même moment, Musy voue également une grande admiration à l'Italie fasciste<sup>14</sup>. En 1931, de Marcilly rappelle que, si Musy a suivi une formation universitaire outre-Rhin, «il en a rapporté une connaissance de l'Allemagne exempte de toute illusion et de toute affection. Il l'exprime volontiers dans les termes les plus simples, au risque d'être entendu. Son aversion du "Boche" est raisonnée et enracinée. Son amitié pour la France, où il a de nombreuses relations, est avouée et sincère»<sup>15</sup>. Et ce vieux fonds antiallemand, cette rogne contre un pangermanisme qu'il enrage de voir toujours à l'œuvre, perce à nouveau dans la position qu'il adopte lors des discussions sur l'aide de la Suisse à l'Autriche<sup>16</sup>. En 1933, Bertrand Clauzel, relève lui que Musy est un «ami déclaré de la France», ami qui certes, note le diplomate un peu chagriné, critique la Révolution française, à l'origine selon Musy du libéralisme et du marxisme<sup>17</sup>. Un bémol qui sonne déjà comme l'amorce d'un changement de cap possible.

Avec la mise en place de la dictature hitlérienne et l'étiollement des démocraties libérales, un retournement assez net s'observe dans son appréciation de l'Allemagne, quand bien même il ne lui voue aucun amour profond. Après 1933, les Allemands portent eux aussi très vite sur Musy un autre regard. Ainsi, lors de la crise de mars 1934, Weizsäcker écrit: «Obwohl Welschschweizer von Herkunft und politischer Tradition, hatte sich dieser wenig erfolgreiche, aber zweifellos fähige Minister aus seinen Studienzeiten in Berlin und München auch Verständnis für deutsche Dinge bewahrt»<sup>18</sup>. De Müller qui, au milieu des années vingt, taxe Musy d'ancien ententiste enthousiaste, à Weizsäcker qui estime une dizaine d'années plus tard qu'il a de la compréhension pour l'Allemagne, l'évolution des perceptions est évidente du côté allemand<sup>19</sup>. Cette tendance ne fera que se renforcer par la suite.

<sup>12</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 28: d'H. Allizé au MAE (Paris), 13.12.1924.

<sup>13</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 28: d'H. de Marcilly à A. Briand, 18.12.1929.

<sup>14</sup> Voir le point 2.7. du chapitre 5.

<sup>15</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 201: d'H. de Marcilly à A. Briand, 4.2.1931.

<sup>16</sup> Voir le point 2.5. du chapitre 6.

<sup>17</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 202: de B. Clauzel à J. Paul-Boncour, 2.9.1933.

<sup>18</sup> PA, Pol. Abt. II, R 71716: de Weizsäcker à l'AA, 23.3.1934. Voir aussi STADLER, P.: «Die Diskussion...» *op. cit.*, n. 52 p. 100. Sur Ernst von Weizsäcker, voir R. LINDNER: *Freiherr Ernst Heinrich von Weizsäcker, Staatssekretär Ribbentrops von 1938 bis 1943*, Lippstadt, Robe-Verlag, 1997, 531 p. et 55 p. d'annexes; ouvrage qui aborde également les années passées par Weizsäcker comme ministre d'Allemagne à Berne.

<sup>19</sup> Ministre d'Allemagne en Suisse depuis le 29 janvier 1919 et proche de la social-démocratie, Adolf Müller est remplacé le 4 septembre 1933 par Ernst von Weizsäcker.

La même évolution se vérifie du côté français. Ainsi, au printemps 1938, lorsque Charles Alphand, ambassadeur de France à Berne, relève les «sentiments hitlériens» de Musy et ses «fréquents voyages à Berlin»<sup>20</sup>. En très peu d'années, son image auprès des représentants français bascule. La perception des diplomates italiens se modifie elle aussi. Si Attilio Tamaro, qui apprécie Musy en particulier pour sa lutte anticommuniste, le juge en juin 1937 «imprégné d'idées fascistes»<sup>21</sup>, ce même ministre d'Italie à Berne le considère en novembre 1938 comme «l'homme le plus représentatif du philonazisme» en Suisse romande<sup>22</sup>.

Au début de 1938, Musy est donc clairement perçu, certes de manière souvent peu nuancée, même par des observateurs bien disposés à son égard, comme une personne proche de l'Allemagne nazie. Cette image ne sort pas du néant. Elle repose tout simplement sur un fait: Musy entretient depuis 1937 des contacts serrés avec le IIIe Reich et quelques-uns de ses plus hauts dignitaires, notamment avec Heinrich Himmler. Mais avant d'en arriver à une rencontre physique, tant les Allemands que Musy ont dû tout d'abord réviser leur perception réciproque. Le renversement débute avec la liquidation de la République de Weimar et l'établissement de la dictature hitlérienne, jugé comme une réaction du peuple allemand face à la menace communiste<sup>23</sup>.

De son côté, Musy a progressivement du IIIe Reich l'image d'une grande puissance qui, guidée par Hitler, connaît un redressement économique spectaculaire et met au pas ses ouvriers. Un bouclier du monde occidental contre le communisme athée, proche géographiquement et idéologiquement sur quelques points: fascination pour l'action, l'ordre et l'autorité; dénonciation des faiblesses de la démocratie; condamnation de l'individualisme; détestation du communisme et de la franc-maçonnerie; hantise du complot et de la décadence; conception nostalgique d'un âge d'or à régénérer, mais aussi espoir d'un ordre nouveau à construire; exaltation de la communauté nationale. Bien qu'il réprouve les tendances à l'étatisme et à l'autarcie, Musy, partisan de l'économie libérale, ne peut s'empêcher de lorgner du côté des dictatures allemandes et italiennes pour y voir des chemins possibles pour surmonter la crise économique. Évoquant le 9 décembre 1936 au Conseil national la lutte contre le chômage en Suisse, Musy

---

<sup>20</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 205: de C. Alphand au MAE, 14.6.1938.

<sup>21</sup> Rapport de Tamaro au MAE du 8.6.1937, cité in M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, p. 375.

<sup>22</sup> AMAE (Rome), Serie Aff. Pol. 1931-1945, Svizzera, busta 18, fasc. 1: d'A. Tamaro au MAE, 18.11.1938.

<sup>23</sup> Lors d'une conférence qu'il donne le 5 juin 1936 à Genève, Musy ressort l'argument facile de la subversion communiste pour expliquer des phénomènes autrement plus complexes et condamner les relations avec l'URSS: «En Allemagne, le signal de la reprise de l'agitation communiste a été lancé par le traité de Rapallo, qui installa une délégation russe à Berlin. Le peuple allemand, pour échapper à l'emprise communiste, a dû se jeter dans les bras de la dictature, comme l'Italie l'avait fait avant elle.» Voir sous: «La conférence de M. Musy contre les relations avec les Soviets», in *La Tribune de Genève*, 7/8.6.1936.

déclare: «On critique souvent et sans objectivité tout, absolument tout ce qui a été fait en Allemagne et en Italie. Je ne suis pas un admirateur de toutes les réformes réalisées au nord et au sud au point de croire que des solutions semblables seraient possibles chez nous. Mais les courageuses expériences faites méritent un sérieux examen.»<sup>24</sup> Se rend-il compte qu'il s'agit de voies orientées vers une économie de guerre, économie par ailleurs largement dirigée ou du moins contrôlée par un État aspirant à un haut degré d'autarcie? Enfin, la question de l'antisémitisme racial extrême du III<sup>e</sup> Reich ne pose manifestement pas un problème insurmontable à Musy. Si certaines idées nazies ne sont pas les siennes, il ne les considère du moins pas assez insupportables pour ne pas collaborer avec les nazis. Outre les caractéristiques propres au régime hitlérien et plus généralement aux dictatures fascistes, l'évolution du contexte international joue un rôle important dans la courbe suivie par Musy.

À l'instar d'un phénomène déjà constaté à la suite des accords du Latran en 1929, le concordat signé le 20 juillet 1933 entre le Reich et le Saint-Siège pousse sans doute Musy, comme nombre de catholiques conservateurs, en particulier ceux qui attachent une importance toute particulière à la sauvegarde de l'ordre et à la lutte contre le bolchevisme athée, à voir la dictature d'outre-Rhin avec moins de méfiance, quand bien même Hitler foule très rapidement aux pieds ses engagements avec le Vatican, pousse au suicide le Zentrum catholique et continue à s'en prendre à l'Église en Allemagne. Soutenue par une large partie de l'opinion catholique, la Curie préfère ne pas rompre avec l'Allemagne nazie, pourtant antichrétienne par essence, de peur d'ouvrir une brèche au bolchevisme vers l'ouest. Si le Vatican réprovoque les idéologies totalitaires, il exprime ainsi sa désapprobation de manière différenciée et même ambiguë. En mars 1937, le pape Pie XI publie deux encycliques qui condamnent, l'une le nazisme, l'autre le communisme. Mais, alors que *Divini redemptoris* indique sans ambages que le communisme, nommément cloué au pilori, doit être combattu à tout prix, *Mit brennender Sorge*, au ton plus modéré et évitant très diplomatiquement d'épingler par son nom le mal visé, ne semble pas exclure un retour à de meilleurs sentiments de l'Allemagne nazie. Pour Musy aussi, Hitler représente un danger bien moins grand que Staline, d'autant plus qu'à cette époque la barbarie du premier n'a pas l'ampleur de celle qu'exerce déjà le second. Se référant à Gide, Musy déclare entre autres au sujet de l'URSS, lors d'une séance du Conseil national en mars 1937, qu'il doute que, dans «aucun autre pays, [fût-ce] même l'Allemagne de Hitler, l'esprit soit moins libre, plus courbé, plus craintif, plus terrorisé, plus vassalisé»<sup>25</sup>.

---

<sup>24</sup> AF, E 1301, vol. 321, Pv CN, 9.12.1936, p. 51, annexe 19a-b (intervention de Musy).

<sup>25</sup> AF, E 1301, vol. 322, Pv CN, 16.3.1937, p. 337.

En outre, l'affaiblissement de la France sur la scène internationale et son évolution intérieure incitent également Musy à revoir ses positions. Déjà le traité franco-soviétique du 2 mai 1935 suscite quelques inquiétudes, sans parler du rôle joué par la France dans l'admission de l'URSS à la SdN, le 18 septembre 1934. Mais c'est surtout à la suite de la victoire électorale du Front populaire et la formation du cabinet de Léon Blum que le Fribourgeois s'éloigne de la France, tenue pour dangereusement gangrenée et de toute façon incapable de maintenir debout l'Europe de Versailles, pour se rapprocher du Reich d'Adolf Hitler. La guerre d'Espagne, dont il rend responsable le Frente popular, autre cheval de Troie du bolchevisme sur le continent, représente à ses yeux un avertissement supplémentaire. Très vite, bien avant que cela ne devienne un véritable sujet de propagande nazie, Musy s'acclimate donc à la nouvelle Europe qui s'affermi autour de l'Axe Rome-Berlin, fortement renforcé durant l'année 1937<sup>26</sup>

De leur côté, les Allemands ont de Musy, dès sa démission du Conseil fédéral en mars 1934, l'image d'un allié potentiel. Avant de le voir comme un anticommuniste prêt à collaborer avec eux, ils le pressentent à la tête du frontisme helvétique dont ils jugent les aspirations rénovatrices favorables à leurs intérêts. Ne font-elles pas très souvent le jeu de la guerre psychologique que les Allemands conduisent de manière assez systématique contre la Suisse? Reste que l'anticommuniste demeure un des meilleurs instruments de la politique internationale du IIIe Reich. C'est sur ce terrain que la collaboration entre Musy et les nazis sera la plus fructueuse.

### 1.3. Des représentations aux relations

L'activité anticommuniste de Musy n'échappe pas à l'observation des diplomates allemands en service en Suisse. Wolfgang Krauel, consul général d'Allemagne à Genève, informe ainsi sa légation que, le 25 janvier 1937, Musy s'est rendu à La Chaux-de-Fonds sur l'invitation des Jeunesses nationales<sup>27</sup>. Dans la revue de presse qu'il dresse de l'événement, Krauel cite entre autres les attaques lancées contre Musy par *Le Travail* qui, selon le consul, tient le Fribourgeois pour un chef fasciste: «Das Blatt verlangt unter der Überschrift "Il suffit Mr. Musy", dass der "Faschistische Führer" endlich auf seine Provokationsreisen verzichte.»<sup>28</sup> Même si l'affirmation de ce journal de gauche reprise par Krauel ne fait pas dans la finesse, elle n'a toutefois rien pour déplaire aux personnes qui

---

<sup>26</sup> Pressée par l'Allemagne, l'Italie adhère le 6 novembre 1937 au pacte Antikomintern (Allemagne-Japon) et quitte officiellement la SdN le 11 décembre suivant. De plus, dès cette époque, l'Italie laisse de fait la voie libre à l'Allemagne pour régler la question autrichienne.

<sup>27</sup> PA, DGB, 1423 (411/5): de Krauel pour la DGB, 4.2.1937.

<sup>28</sup> *Ibid.*

vont lire ces lignes. Le rapport de Krauel est ensuite transmis à Berlin par Hans Sigismund von Bibra<sup>29</sup>, conseiller de légation à Berne, national-socialiste convaincu et chef nominal de l'Auslandsorganisation du parti nazi en Suisse. Du Ministère des Affaires étrangères, une copie du rapport de Krauel et des coupures de presse annexées arrivent finalement au Ministère de la Propagande qui les retourne après en avoir pris connaissance<sup>30</sup>.

L'évocation du parcours de ce rapport diplomatique n'est intéressante que dans la mesure où elle montre de quelle manière les relations entre Musy et le IIIe Reich voient graduellement le jour. Le réseau relationnel dans lequel le Fribourgeois évoluera jusqu'en 1945 se met peu à peu en place, d'une part grâce à une succession de ricochets qui prennent de l'ampleur en remontant la hiérarchie nazie, d'autre part en passant d'un système de représentations à des contacts directs<sup>31</sup>.

#### 1.4. Les premiers contacts

##### 1.4.1. *Passages à l'acte*

Les premiers contacts, discrets, ont tout d'abord lieu par le biais d'intermédiaires mandatés par Musy et au niveau de la légation allemande de Berne. Indirecte et calculée, cette approche — une action qui déborde le domaine de sa tâche de conseiller national et fait fi du devoir de réserve auquel se tient généralement un ancien conseiller fédéral — lui permet de s'avancer progressivement sur un terrain pourtant déjà dangereux. Il est certainement conscient du risque politique qu'il prend car, en faisant ce pas dans la direction de l'Allemagne nazie, il est loin de suivre le sentiment dominant de la presse et de l'opinion publique suisses.

Au moment où il se tourne vers l'Allemagne, les relations germano-suisses sont émaillées depuis plusieurs mois d'incidents et d'échanges peu amènes. Après l'éclatement en mars 1935 de l'affaire Jacob, émigré juif d'origine allemande enlevé à Bâle et emmené de force outre-Rhin par des agents de la Gestapo, et le meurtre en février 1936 à Davos de l'Allemand Gustloff, chef des organisations nazies allemandes en Suisse, l'affaire Tödtli, frontiste suisse dont on apprend qu'il a collaboré avec le Weltdienst d'Erfurt et obtenu dans le passé de l'argent

---

<sup>29</sup> PA, DGB, 1423 (411/5): de von Bibra pour l'AA, 13.2.1937.

<sup>30</sup> AfZ, Microfilm NA T120/0246: du Dr. Hesse (Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda) pour l'AA, 20.3.1937.

<sup>31</sup> Pour ne citer que Krauel et Bibra, Musy les rencontrera effectivement plus tard, surtout entre 1941 et janvier-février 1943.

d'Allemagne, apparaît sur le devant de scène en 1937 et 1938. En Suisse, de larges secteurs de l'opinion publique, relayés par une presse peu appréciée des maîtres de Berlin, s'inquiètent du moindre signe d'infiltration allemande. Les déclarations rassurantes venues du Reich ne font pas oublier les propos allemands plus menaçants et le jeu trouble de certains de ses partisans en Suisse. Plus généralement, la politique suivie par les dirigeants nazis, à l'intérieur de l'Allemagne et avec l'étranger, n'inspire que peu les citoyens helvétiques. En septembre 1937, Köcher doit à nouveau reconnaître qu'une grande partie de population suisse n'éprouve aucune sympathie pour le grand voisin du Nord, l'aversion augmentant même à mesure que l'on se rapproche de la frontière allemande. Il relève toutefois une attitude plus positive en Suisse romande, où la France du Front populaire soulève de fortes critiques et la lutte contre le communisme est déjà bien engagée. Terminant sur une note optimiste, le diplomate allemand pressent qu'il faut s'attendre à l'avenir à une compréhension croissante en Suisse à l'égard de la politique anticommuniste de l'Allemagne<sup>32</sup>.

En ce qui concerne Musy, le pronostic a déjà valeur de réalité. Face à la menace allemande, l'ancien conseiller fédéral ne partage à aucun moment la nervosité de ses compatriotes et surtout pas l'anxiété des Alémaniques, les plus directement concernés par la politique du Reich. Même après l'Anschluss de l'Autriche en mars 1938 et le démembrement progressif de la Tchécoslovaquie, il reste accroché à ses obsessions. Comme une bonne partie de la droite romande, il minimise le danger que pourrait représenter l'Allemagne, pour aussitôt emboucher la trompette de l'anticommunisme. La raison principale de ce qui peut être aussi vu comme une sorte de pari sur l'avenir réside dans sa dérive vers l'extrême-droite et la perception qu'il a du III<sup>e</sup> Reich. Pour Musy, l'antibolchevisme représente un dénominateur commun suffisant pour se laisser rapidement entraîner dans l'orbite allemande. En créant en novembre 1936 le pacte Antikomintern, Hitler a su du reste habilement jouer sur la crainte des conservateurs et tirer profit de la recrudescence de l'anticommunisme en Europe. En outre, comme beaucoup de catholiques et le Vatican lui-même, Musy pense que Hitler représente un péril beaucoup moins grand que Staline. Pour venir à bout du vaste réseau du Komintern, il estime qu'une contre-attaque est nécessaire au même niveau international<sup>33</sup>.

Le 19 mars 1937, soit juste après une réunion du comité d'action national de

---

<sup>32</sup> PA, Pol. Abt. II, R 102902: rapport de Köcher pour l'AA, 29.9.1937.

<sup>33</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: «Erwägungen über einen Kongress der Weltantikomintern», considérations attribuées à Musy, datées d'avril 1937 et annexées au rapport de Weizsäcker à l'AA, 3.4.1937.

l'ANSC<sup>34</sup>, l'interpellation de Musy au Conseil national qui demande l'interdiction de l'activité communiste<sup>35</sup> et moins d'un mois après l'entrevue accordée par Hitler à son ancien collègue Schulthess<sup>36</sup>, Weizsäcker transmet à la Wilhelmstrasse un rapport qui relate le premier contact indirect de Musy avec la légation allemande<sup>37</sup>. Le rapport est accompagné d'une longue note confidentielle concernant l'ANSC et qui a été rédigée par Wilhelm Hack, responsable de la presse à la légation d'Allemagne à Berne<sup>38</sup>. Selon Weizsäcker, cette note repose sur un entretien personnel de Hack avec Heinrich Eugen Wechlin, chef de presse de l'Action<sup>39</sup>. Il complète: «Die Ausführungen Dr. Wechlin's über den Aufbau und die Arbeitsweise der "Schweizerischen Aktion gegen den Kommunismus" geben ein Bild von dem, was beabsichtigt ist und in den Anfängen auch schon besteht. Der bisherige Einfluss der von Altbundesrat Musy geleiteten "Aktion" ist noch nicht gross». <sup>40</sup> À le lire, la personnalité de Musy ne joue pas vraiment en faveur de l'organisation: «In der schweizerischen Presse hat die "Aktion" bisher verhältnismässig wenig Unterstützung gefunden, was zum Teil wohl auf die geringe persönliche Beliebtheit Musys zurückzuführen ist.»<sup>41</sup> Après avoir indiqué que beaucoup de conservateurs-catholiques et d'autres hommes politiques du Palais fédéral se méfient de Musy, Weizsäcker ajoute: «Um die "Aktion" in ihren Anfängen nicht zu gefährden, sollten die zuständigen reichsdeutschen Stellen mit ihr vorläufig nicht in Verbindung treten. Der Anschein einer Unterstützung oder

<sup>34</sup> «In Bern tagte am 16. März der nationale Aktionsausschuß der "Schweizerischen Aktion gegen den Kommunismus" (Action nationale suisse contre le communisme)»: s.n.: «"Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus"», in *Basler Nachrichten*, 18.3.1937.

<sup>35</sup> Interpellation Musy du 9.3.1937, développée au Conseil national le 16.3.1937, publiée in *DDS*, vol. 12, p. 95.

<sup>36</sup> En rapport avec la déclaration de Hitler à l'ancien conseiller fédéral Schulthess, le 23 février 1937, Daniel Bourgeois écrit: «on dénote chez Hitler, à cette époque, un certain souci d'utiliser des personnalités influentes en Suisse mais n'exerçant pas de fonction officielle, pour tenter de donner une image favorable de l'Allemagne». (D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 68).

<sup>37</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: de Weizsäcker à l'AA, rapport du 17.3.1937, envoyé le 19.3.1937. Aussi in: PA, DGB, 1793 (493/4).

<sup>38</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: note confidentielle de W. Hack, 14.3.1937. Au même moment, Fred de Diesbach demande au nom de l'ANSC à Alexandre de Senger, alors à Munich, dans quelle mesure il pourrait collaborer à la campagne anticommuniste entreprise par l'ANSC. (PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: lettre de F. de Diesbach à A. de Senger, traduite en allemand, 15.3.1937).

<sup>39</sup> Au mois de juin 1936, donc avant son entrée dans l'ANSC, Wechlin s'était déjà adressé à Hack pour lui proposer de créer un service de presse qui devait diffuser en Suisse des informations favorables à l'Allemagne. (K. HUMBEL: *op. cit.*, p. 68 et note 191 p. 261). Et Wechlin a visiblement essayé, avec l'accord au moins tacite des nazis, de créer ce service de presse à Berlin. (Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, pp. 1095-1096).

<sup>40</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: de Weizsäcker à l'AA, rapport du 17.3.1937, envoyé le 19.3.1937. Aussi in: PA, DGB, 1793 (493/4).

<sup>41</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: de Weizsäcker à l'AA, rapport du 17.3.1937, envoyé le 19.3.1937.

Förderung von Deutschland aus muss bis auf weiteres vermieden werden.»<sup>42</sup> Sans exclure définitivement cette possibilité, Weizsäcker sait que, dans les circonstances actuelles, un appui de l'Allemagne discréditerait l'Action de Musy, alors même qu'elle fait déjà sans cela le jeu de la propagande nazie. Il n'empêche. Cette première approche de l'ANSC en direction de la légation allemande à Berne ne reste pas longtemps ignorée des bureaux nazis intéressés par la lutte contre le communisme<sup>43</sup>. Rappelons qu'en décembre 1936, l'offre de Musy à Wechlin avait elle aussi été très vite connue des services allemands<sup>44</sup>.

En informant de manière confidentielle et détaillée une puissance étrangère de son organisation et de ses activités, alors même que les autorités et le peuple suisses doivent rester dans l'ignorance des contacts qu'elle entretient avec l'étranger et les partis fascistes suisses favorables aux puissances de l'Axe, l'Action de Musy se montre l'auxiliaire volontairement camouflé de la politique du Reich en Suisse, indépendamment du fait que Wechlin a certainement grossi, nous semble-t-il, son importance dans le but, encore plus suspect, de la présenter sous le meilleur jour aux Allemands. Le zèle avec lequel Wechlin confie les points les plus secrets du mouvement présidé par Musy ressemble donc fort à un acte d'inféodation — qui ne veut pas dire son nom — à l'Allemagne nazie.

Très peu de temps après les confidences que Wechlin a faites à Hack (14 mars), soit vraisemblablement tout au début du mois d'avril 1937, c'est cette fois le secrétaire général de l'ANSC, Riedweg, qui revient à la charge en prenant directement contact avec Weizsäcker, le ministre d'Allemagne en Suisse<sup>45</sup>. Se basant sur les informations communiquées par Riedweg, Weizsäcker transmet alors au Ministère des Affaires étrangères l'opinion de Musy au sujet d'un congrès du Weltantikomintern<sup>46</sup>. À la même époque, à la suite d'un récent séjour en Suisse à l'occasion du mariage Weizsäcker-Wille où il a pu s'entretenir avec des personnalités nettement favorables au IIIe Reich et très anticommunistes,

---

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> Voir PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: communication du 13.4.1937: une copie du rapport de Weizsäcker à l'AA (17.3.1937) est envoyée pour information aux services suivants: Gestapa, Promi, Aussenpolitischen Amt der NSDAP, Auslands-Organisation der NSDAP.

<sup>44</sup> Voir PA, Inland II A/B, R 99507, Fiche-Nr. 5894: de Hinrichs au Gestapa, secret, 15.12.1936.

<sup>45</sup> Musy et ses collaborateurs viennent-ils d'apprendre que Weizsäcker a justement été proposé vers le 20 mars 1937 comme chef de la section politique de l'AA, où il sera nommé officiellement le 30 avril? L'opportunité d'avoir une relation importante à Berlin aurait logiquement dû les pousser à prendre au plus vite contact avec Weizsäcker, promu officieusement à la Wilhelmstrasse quelques jours après l'entretien de Wechlin avec Hack.

<sup>46</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: de Weizsäcker à l'AA, 3.4.1937. Aussi in: PA, DGB, 1793 (493/4). Il s'agit du premier congrès mondial anticommuniste que Nils von Bahr est chargé d'organiser. La note intitulée «Erwägungen über einen Kongress der Weltantikomintern», considérations attribuées à Musy et datées d'avril 1937, est annexée au rapport de Weizsäcker à l'AA, 3.4.1937 (PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898).



l'ambassadeur d'Allemagne à Rome Ulrich von Hassell remet à Konstantin von Neurath, ministre allemand des Affaires étrangères, un exemplaire de ces considérations attribuées par Riedweg à Musy<sup>47</sup>.

Comme le rapporte Weizsäcker, le président de l'Action nationale suisse contre le communisme estime que l'Allemagne devrait prendre *de facto* la direction des anticommunistes européens, toutefois sans que cela soit visible de l'extérieur: «Die Erwägungen [de Musy; n.d.a.] laufen daraus hinaus, dass es empfehlenswert wäre, wenn Deutschland zwar sachlich die Führung aller antikommunistisch eingestellten europäischen Kreise übernehme, formell jedoch nicht zu sehr in die Erscheinung träte».<sup>48</sup> En effet, Musy juge que certains anticommunistes importants de Suisse, ici principalement des conservateurs-catholiques et des protestants, les uns et les autres heurtés par la politique menée en Allemagne en matière de religion, pourraient ne pas s'associer à une action contre l'ennemi commun si celle-ci devait être trop ouvertement guidée par l'Allemagne<sup>49</sup>. Par contre, le contrôle réel et camouflé de l'Antikomintern par les nazis ne gêne manifestement pas Musy. Concrètement, il leur donne même des informations pour faciliter l'emprise effective du IIIe Reich sur certains anticommunistes suisses influents. À l'abri des regards, l'homme privé laisse tomber le masque. Inquiet de l'activité jugée croissante du Komintern en Suisse et de la situation en Espagne et en France, Musy tient, à lire les considérations qui lui sont attribuées, le IIIe Reich pour une véritable digue contre le déferlement de la vague rouge en Europe: «Die schweizerische Aktion gegen den Kommunismus schätzt sich

---

<sup>47</sup> PA, Inland II A/B, R 99515, Fiche-Nr. 5916: de U. von Hassell à K. von Neurath, 7.4.1937: «In der vorigen Woche habe ich mich aus Anlaß der Hochzeit Weizsäcker-Wille in der Schweiz aufgehalten und aus diesem Anlaß Gelegenheit gehabt, mich mit dortigen Persönlichkeiten zu unterhalten, die völkisches deutsches Empfinden mit warmem Verständnis für das Dritte Reich und scharf-antikommunistischer Einstellung verbinden. Von dieser Seite sind mir die anliegenden Ausführungen übergeben und mündlich erläutert worden, die mir beachtlich zu sein scheinen, wenn ich unser Ziel richtig dahin verstehe, daß wir einerseits den Kommunismus bekämpfen, andererseits aber durch die antikommunistische Parole die besten Elemente anderer Nationen für uns gewinnen wollen.» (En annexe: «Erwägungen über einen Kongress der Weltantikomintern», avril 1937). Des proches collaborateurs de Musy, Franz Riedweg est sans doute l'un des mieux introduits auprès de la famille Wille. En 1934, il a obtenu, rappelons-le, une recommandation du colonel commandant de corps Ulrich Wille et, dans une lettre adressée au conseiller fédéral Minger, il a affirmé être lié d'amitié avec la famille Wille. (Voir AF, fs Minger, 1056: lettre de F. Riedweg à R. Minger). En 1937, Carl Friedrich von Weizsäcker, fils d'Ernst von Weizsäcker, épouse Gundalena Wille, fille du précité Ulrich Wille(-Rieter). (N. MEIENBERG: *Le délire général. L'armée suisse sous influence*, Carouge-Genève, Zoé, 1988 (1987 pour la version allemande), pp. 21, 23, 26, 117-119 et 206; ouvrage qui évoque également l'admiration indéfectible de Riedweg pour Ulrich Wille, fils de l'ancien général du même nom, Ulrich Wille(-von Bismarck) (*ibid.*, pp. 126-128 et 207)). Ulrich von Hassell est apparenté, par alliance avec la famille Rieter, au clan Wille.

<sup>48</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: de Weizsäcker à l'AA, 3.4.1937; voir aussi les considérations d'avril 1937 attribuées à Musy qui se trouvent en annexe.

<sup>49</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: de Weizsäcker à l'AA, 3.4.1937; ainsi que les considérations citées à la note précédente.

glücklich, dass ihr Land, gerade in Anbetracht der Gefahren, die der Schweiz von Seiten der Komintern in Frankreich drohen, im Norden an einen Nachbarstaat grenzt, dem es dank einer neuen Weltanschauung und einer neuen Idee gelungen ist, den Kommunismus zu vernichten. Sie betrachtet die Überwindung des Kommunismus in Deutschland als das entscheidendste weltpolitische Ereignis der letzten Zeit, ohne welches wohl ein Kampf der europäischen Staaten gegen den Kommunismus erfolglos bleiben müsste, sie weiss, dass Deutschland heute den rocher de bronze gegen den Bolschewismus darstellt.»<sup>50</sup>

Incapable de juger le nazisme pour ce qu'il est vraiment, tant ses penchants autoritaires sont forts et ses convictions politiques obsessionnelles, Musy y voit surtout un remède au communisme. Quant à Riedweg, qui vient d'entreprendre des démarches avec l'aide de Himmler pour entrer dans la SS, démarches par ailleurs connues de Musy, son analyse n'est pas beaucoup plus évoluée. Ce très zélé collaborateur, fort de sa propre expérience, va jusqu'à se plaindre de la difficulté à voir clair dans la multitude de services qui se consacrent en Allemagne à la lutte contre le communisme et à contacter l'organisation la plus appropriée<sup>51</sup>. Anecdote en elle-même, la remarque vaut toutefois par l'information qu'elle donne sur le caractère éclaté et peu coordonné d'un système à l'image de l'État nazi, lui-même constitué de multiples centres de pouvoir ne tirant souvent pas à la même corde.

Le mouvement dirigé par Musy est et se veut par conséquent un allié masqué du IIIe Reich en Suisse. Comme le révèle une note adressée à Alfred Rosenberg, la mission de l'Antikomintern est de «mettre en évidence le travail de sape de l'Internationale communiste»<sup>52</sup> dirigée par Moscou; de cette façon, «l'Allemagne nationale-socialiste recrute des alliés par voie détournée, et à long terme la propagande anticommuniste aura des effets bénéfiques pour le national-socialisme»<sup>53</sup>. C'est exactement de cette manière que Musy mord à l'hameçon de l'Antikomintern. Mais, autant que de sa simple instrumentalisation par la propagande nazie, il s'agit ici de l'alignement volontaire de Musy sur la politique

---

<sup>50</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: «Erwägungen über einen Kongress der Weltantikomintern», considérations attribuées à Musy, datées d'avril 1937 et annexées au rapport de Weizsäcker à l'AA, 3.4.1937. Copie in: PA, Inland II A/B, R 99515, Fiche-Nr. 5916.

<sup>51</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: de Weizsäcker à l'AA, 3.4.1937. Comme la première démarche entreprise par Wechlin en mars 1937, celle de Riedweg est rapportée à divers services allemands, à savoir au Promi, au Gestapa, à l'Aussenpolitischen Amt der NSDAP et à l'Auslands-Organisation der NSDAP. Voir PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: communication du 29.4.1937.

<sup>52</sup> Note pour le Reichsleiter Rosenberg, 2.10.1934. Sans signature, d'après l'en-tête probablement du Dr Georg Leibbrandt. (APA der NSDAP, 250-d-18-15/5, MA-128/3, IfZG, Munich; cité in D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 24).

<sup>53</sup> *Ibid.* Voir également BA (Berlin), NS 43/17: note pour le Reichsleiter Rosenberg, sans signature, (adressée sans doute par le Dr L[eibbrandt]), 2.10.1934.

étrangère du IIIe Reich, un Musy qui va jusqu'à indiquer aux Allemands comment instrumentaliser d'autres Suisses à leur insu.

#### 1.4.2. *Des liaisons de plus en plus dangereuses: premiers contacts avec Heinrich Himmler et intensification des relations avec l'Allemagne*

Comme l'Action nationale suisse contre le communisme lancée entre la fin de l'année 1936 et le début de l'année 1937, d'autres mouvements anticommunistes entrent dans l'orbite du IIIe Reich dans les années 1936-1937. Dans ce mouvement d'attraction, au demeurant embrouillé, Musy noue des liens plus particuliers avec Himmler, lui aussi anticommuniste farouche. Directement après la guerre, il écrira lui-même: «Je connaissais Himmler depuis l'époque déjà lointaine, où des comités anti-communistes avaient été créés dans presque tous les pays.»<sup>54</sup>

La première rencontre de Musy avec Himmler, Reichsführer SS et chef de la police allemande, se situe probablement dans les premiers mois de l'année 1937, voire à la fin de l'année 1936. Les archives consultées les plus explicites la font remonter plus précisément au mois d'avril 1937, peu après les démarches entreprises par Wechlin et Riedweg auprès de la légation allemande à Berne. Une note ajoutée en marge d'une communication datée du 29 avril 1937, document se trouvant dans le dossier que le Ministère allemand des Affaires étrangères tient au nom de l'ANSC, indique: «Bundespräsident Musy ist kürzlich in Berlin gewesen. Der Chef der Deutschen Polizei hat ihm zu Ehren ein Frühstück gegeben. Der Bundespräsident Musy ist außerdem von Herrn von Raumer in den Räumen des Büros von Ribbentrop zum Tee empfangen worden. Vom AA. hat L.R. Schumburg teilgenommen.»<sup>55</sup>

---

<sup>54</sup> J.-M. MUSY: *Rapport au comité suisse de l'Union of Orthodox Rabbis of the United States and Canada, concernant l'action entreprise en vue de la libération des Israélites, détenus dans les camps de concentration allemands*, s.l., s.d., p. 3.

<sup>55</sup> PA, Inland II A/B, R 99508, Fiche-Nr. 5898: communication du 29.4.1937. Dans sa chronologie, Jacobsen relève entre 1936 et 1937 de nombreux voyages à travers l'Europe de Hermann von Raumer, rattaché à la Dienststelle Ribbentrop et chargé de différentes missions liées à l'Antikominternpakt. Déjà présent le 10 février 1937 à Zurich pour discuter avec des anticommunistes suisses, Raumer s'entretient le 17 mai 1937 avec Musy à Zurich, probablement en relation avec l'Antikomintern. (H.-A. JACOBSEN: *op. cit.*, pp. 828 et 831). Tout d'abord membre de la SA, puis de la SS à l'époque où il rencontre Musy, Raumer est décoré à l'occasion de la signature du protocole du 6 novembre 1937 (adhésion de l'Italie, pressée par l'Allemagne, au pacte Antikomintern). (Voir BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Hermann von Raumer: lettre de H. von Raumer à la SS-Personalkanzlei (RFSS), 12.11.1937; attestation du SS-Personalhauptamt (RFSS), 30.1.1942). — À l'époque où nous sommes, le Bureau Ribbentrop fonctionne comme une officine occulte du régime hitlérien, concurrente du Ministère des Affaires étrangères encore dominé par les diplomates de la vieille garde. À en croire les propos de Musy rapportés par Pilet-Golaz en mai 1943, alors que le Fribourgeois se vante de bien connaître Himmler, Musy dit alors ne pas connaître Ribbentrop. (Notice de M. Pilet-Golaz, chef du Département politique, 8.5.1943, in *DDS*, vol. 14, p. 1128). Comme les archives consultées tendent à le confirmer, Musy ne

Selon une note du 26 avril 1938, signée par Schumburg, Musy séjournait déjà il y a environ une année et demie à Berlin. Il était, nous rapporte-t-on, à cette époque l'hôte du Bureau Ribbentrop et du Reichsführer SS<sup>56</sup>. S'agit-il d'une rencontre qui, comme pourrait le laisser penser la note, a déjà eu lieu à la fin de l'année 1936, période où Musy s'est effectivement rendu en Allemagne, ou est-ce que la note de Schumburg ne se réfère pas plutôt à la rencontre d'avril 1937? La question reste ouverte. À lire la note de Schumburg, Himmler ne voit pas beaucoup plus dans Musy, tenu pour quelqu'un ne jouant aucun rôle particulier en Suisse, qu'un simple vecteur de la propagande anticommuniste: «Der Zweck der Reise war, Herrn Musy für die anti-bolschewistische Propaganda in der Schweiz einzuschalten. Der Reichsführer-SS war sich dabei bewusst, dass Musy in der Schweiz keine besondere Rolle spielt, jedoch für die Einleitung einer anti-bolschewistischen Aktion in der Schweiz nützlich sein könnte. Musy soll angeblich bei der Bekämpfung des Bolschewismus mit katholischen Kreisen zusammenarbeiten – eine Methode, die die Geheime Staatspolizei ablehnt.»<sup>57</sup> Musy se doute-t-il que les Allemands, dont Himmler, l'utilisent pour faire avancer leur propre propagande? Cela n'est vraiment pas sûr vu le soin qu'ils mettent à flatter sa personne, entre autres grâce aux réceptions qu'ils lui réservent à Berlin et à la légation allemande à Berne.

En 1938, Musy a plusieurs fois l'occasion de rencontrer Himmler. Tout lui semble bon pour garder le contact avec l'un des personnages les plus importants du Reich. Le séjour de Mme Dollfuss au château de Middelburg lui pesant quelque peu, il voit ainsi dans le règlement de cette affaire, en avril 1938, l'opportunité de se présenter chez le Reichsführer SS<sup>58</sup>. Il y a aussi la lutte contre le communisme, notamment la production de *La peste rouge*, et les opérations de son secrétaire Riedweg qui l'amènent à retrouver Himmler. Calculateur et aspirant toujours aux honneurs, l'ancien conseiller fédéral se montre de plus en plus enclin à faire un bout de chemin avec ce Reich qui ne cesse de monter en puissance. En avril 1938, il rencontre à Berlin Ernst von Weizsäcker, ayant quitté son poste de Berne pour

---

semble en effet pas, malgré ses fréquentes visites à Berlin, avoir rencontré personnellement Ribbentrop. — Portant le titre de conseiller de légation au Ministère allemand des Affaires étrangères, Emil Schumburg participe à diverses discussions avec les Italiens au sujet de la lutte contre le communisme. (Voir H.-A. JACOBSEN: *op. cit.*, pp. 462, 625, 816 et 823).

<sup>56</sup> PA, Inland II A/B, R 99509, Fiche-Nr. 5901: note d'E. Schumburg pour V. von Bülow-Schwante, 26.4.1938. Le Bureau Ribbentrop est l'un des points de contacts privilégiés en Allemagne de l'Action de Musy. Riedweg le confirmera après la guerre: «Die deutschen Beziehungen der "Action" spannt Riedweg, und zwar über das Büro Ribbentrop, auf dessen Initiative bekanntlich der Antikominternpakt zurückging. Riedwegs Verhandlungspartner im Büro Ribbentrop war immer Raumer gewesen.» (IfZ, Franz Riedweg, ZS 669: Niederschrift einer Unterredung mit Franz Riedweg, 22.11.1955).

<sup>57</sup> PA, Inland II A/B, R 99509, Fiche-Nr. 5901: note d'E. Schumburg pour V. von Bülow-Schwante, 26.4.1938.

<sup>58</sup> PA, DGB, 2973 (798/9): mémorandum secret de Köcher à Berne, 4.4.1938.

devenir secrétaire d'État du Ministère des Affaires étrangères, retrouve Franz von Papen, ancien chancelier et ambassadeur d'Allemagne en Autriche, et fait connaître son souhait d'obtenir une audience avec Hitler lors d'un prochain voyage à Berlin<sup>59</sup>. Quelques mois plus tard, en août 1938, il prend à nouveau rendez-vous avec Himmler et arrange d'autres rencontres, une fois de plus via la légation allemande à Berne, avec Walther Funk, ministre de l'économie du Reich, et l'Oberregierungsrat Heinrich Zimmermann, directeur de la Filmprüfstelle à Berlin<sup>60</sup>. À la même époque, il s'entretient avec Hellmut Keil, de la Bavaria-Filmkunst, au sujet de *La peste rouge*<sup>61</sup>. À lire la presse socialiste suisse, qui commence à s'intéresser de près aux voyages de Musy, l'ancien conseiller fédéral retourne à Berlin à l'automne 1938 en même temps que l'émir Chekib Arslan et Hakky Bey, deux chefs de file du Comité panarabe à Genève, soutenus par le Reich dans leur combat contre l'Angleterre et avec lesquels Musy a, nous rapporte-t-elle, des rapports étroits<sup>62</sup>. Bref, l'Allemagne devient pour Musy une

<sup>59</sup> PA, Büro des Staatssekretärs, Aufzeichnungen über Diplomatenbesuche, Bd 3, R 29828, Fiche-Nr. 1516: note de Weizsäcker, entre autres pour le Reichsminister (Ribbentrop) à l'AA, 22.4.1938. Voir aussi PA, DGB, 2973 (798/9): rapport d'Altenburg (AA) pour la Dienststelle des AA à Vienne, 30.4.1938.

<sup>60</sup> PA, Pol. Abt. II, R 102902: télég. de Köcher pour l'AA, 8.8.1938. Ancien chef du Département fédéral des Finances et des Douanes de 1920 à 1934, Musy connaît Hjalmar Schacht, président de la Reichsbank (1924-1930, 1933-1938) et ministre de l'économie du Reich (1934-1937), et plus tard Walther Funk, ministre de l'économie du Reich (1938) et président de la Reichsbank (1939-1945). En 1931, il s'entretient également avec Hans Luther, alors président de la Reichsbank. (Voir H. ZIMMERMANN: *Die Schweiz und Großdeutschland. Das Verhältnis zwischen der Eidgenossenschaft, Österreich und Deutschland 1933-1945*, München, Wilhelm Fink, 1980, p. 119). Sur la base des archives consultées, les quelques rendez-vous que Musy cherche à obtenir, après sa démission de 1934, avec certains responsables financiers et économiques du Reich semblent surtout relever du souci de soigner ses relations et de se tenir au courant.

<sup>61</sup> BA (Berlin), R 109 I / 1358c: lettre de la Bavaria-Filmkunst (Herbell et Keil) à J.-M. Musy, 10.8.1938.

<sup>62</sup> s.n.: «Um Musy. Worauf wartet die Bundesanwaltschaft?», in *Berner Tagwacht*, 25.3.1939. Cet article écrit, dit-on, par un correspondant bien informé est largement repris par d'autres journaux suisses de gauche, par exemple par Léon Nicole dans *Le Travail* («Autour de l'activité de l'ex-conseiller fédéral Musy», 27.3.1939). La presse socialiste se fait, surtout à partir de 1939, une spécialité d'annoncer à ses lecteurs les différents voyages de Musy à l'étranger. Comme nous avons pu le vérifier dans les archives, les périodes et destinations qu'elle indique se révèlent être plusieurs fois exactes. Toutefois, dans le cas des prétendus contacts étroits de Musy avec l'émir Chekib Arslan et Hakky Bey, aucune des sources consultées ne confirme leur existence. De même, la biographie, à notre connaissance la plus complète, écrite sur l'émir Chekib Arslan (1869-1946) n'évoque pas le nom de Musy. (W. L. CLEVELAND: *Islam against the West. Shakib Arslan and the Campaign for Islamic Nationalism*, London, Al Saqi Books, 1985, 223 p.). Il n'est cependant pas impossible que Musy connaisse Chekib Arslan. (Nous ne sommes pas parvenu à identifier Hakky Bey de manière certaine). Chef de la délégation syro-palestinienne auprès de la SdN à Genève, Chekib Arslan apparaît, surtout dès les années 1920, comme un protagoniste de la cause panislamiste, un turcophile et un antisémite qui travaille en faveur de l'indépendance des pays arabes soumis au contrôle des grandes puissances occidentales, notamment de la France et de la Grande-Bretagne. En Suisse, il reçoit plusieurs fois le roi d'Irak Fayçal (†1933), que Musy rencontre aussi lorsqu'il est encore conseiller fédéral. (Après la Seconde Guerre mondiale, Musy sera appelé en Irak pour y prodiguer ses conseils financiers). À la recherche d'appuis, Chekib Arslan a entre autres des contacts avec l'URSS et l'Italie de Mussolini.

destination privilégiée en 1938, année où se met en place l'hégémonie allemande sur le continent européen.

Trois de ses proches, à savoir son fils aîné Pierre et ses deux lieutenants Wechlin et Riedweg, se rendent également dans le Reich pour le compte de l'ANSC. C'est notamment la mise au point, dès février 1938, de *La peste rouge* par les studios munichoïses de la Bavaria qui les emmène en Allemagne<sup>63</sup>. Riedweg, le plus occupé des trois à collaborer en Allemagne même à la production du film de propagande contre le Komintern, en profite pour conclure ses démarches d'adhésion à la SS. L'idée de cette conversion mijote sans doute depuis quelques mois dans son esprit. Invité par les services anticomunistes du Reich, le secrétaire de l'ANSC a déjà assisté en septembre 1937 au congrès du parti nazi où il a été présenté à Himmler, Heydrich, Wolff et Goebbels<sup>64</sup>.

Selon ses propres affirmations, rapportées en date du 22 avril 1938 au SS-Gruppenführer Wolff, Riedweg a eu le 9 mars 1938 un entretien avec Himmler au sujet de son entrée, projetée depuis longtemps dit-il, dans la SS<sup>65</sup>. Il est également question de son acquisition de la nationalité allemande<sup>66</sup>. Le Reichsführer SS encourage les démarches du secrétaire de l'ANSC, manifestement pressé d'adhérer à la SS. Selon un courrier du 25 mars 1938 adressé par Ullmann,

---

Avec la montée en puissance de l'Allemagne nazie, il se rapproche de Berlin où, de retour en septembre 1939, «il est nommé conseiller technique de la propagande du Reich en pays arabes et, sur proposition de Goebbels, citoyen d'honneur du gouvernement nazi». (J. BESSIS: «Chekib Arslan et les mouvements nationalistes au Maghreb», in *Revue historique*, 526, avril-juin 1978, p. 489. Sur l'émir Arslan, chantre du panarabisme militant soutenu par l'Allemagne nazie, voir aussi R. FALIGOT, R. KAUFFER: *Le croissant et la croix gammée. Les secrets de l'alliance entre l'Islam et le nazisme d'Hitler à nos jours*, Paris, Albin Michel, 1990, pp. 52-53, 76, 101, 125 et 146). Dès avant le début de la guerre, Musy et Arslan partagent un autre centre d'intérêt: la lutte contre le communisme. Cela les conduit ainsi tous deux à entrer en contact, au milieu des années 1930, avec l'Antikomintern allemande présidée par Adolf Ehrh. Une annexe à une lettre du président de l'Antikomintern du 22 janvier 1935 nous apprend que l'émir Chekib Arslan, en tant que représentant des peuples arabes et islamiques, a contribué à un ouvrage collectif international, sur le point d'être publié, consacré au communisme et à la lutte contre le communisme. Parmi les autres auteurs mentionnés, on trouve notamment Adolf Ehrh (éditeur et représentant de l'Allemagne), Nils von Bahr (Suède) et Théodore Aubert (Suisse). (BA (Berlin), NS 43/17: «Inhalt und Gliederung des internationalen Sammelwerkes über den Weltkommunismus und dessen Bekämpfung», s.d.).

<sup>63</sup> La mise au point du film par les studios munichoïses de la Bavaria dure de février à septembre 1938. (R. COSANDEY: «Cinéma politique...» *op. cit.*, p. 188).

<sup>64</sup> Voir AfZ, fs Heinrich Büeler, 9.4: Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte betr. Angriff auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft, Eintritt in fremden Militärdienst u.a.m., Luzern 20.12.1947, p. 153.

<sup>65</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du Stabsführer der allgemeinen SS des SS-Oberabschnittes Süd adressée au SS-Gruppenführer K. Wolff, Chef des Persönlichen Stabes RFSS, 22.4.1938. Voir aussi BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du Standortarzt SS-VT München au SS-Standartenführer Dr. Dermietzel, Chef des SS-Sanitätsamtes, 8.4.1938, qui indique également que Riedweg a déjà parlé personnellement avec Himmler de tous les détails de son incorporation dans la SS.

<sup>66</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du Stabsführer der allgemeinen SS des SS-Oberabschnittes Süd adressée au SS-Gruppenführer K. Wolff, Chef des Persönlichen Stabes RFSS, 22.4.1938.

Stabsführer de l'état-major personnel du Reichsführer SS, Himmler souhaite que Riedweg soit tout de suite admis dans la SS, Riedweg devant fonctionner dès le 1<sup>er</sup> juillet 1938 comme SS-Hauptsturmführer et médecin dans la SS-Standarte «Deutschland»<sup>67</sup>. De mars 1938 jusqu'à son entrée officielle dans la SS, le 1<sup>er</sup> juillet 1938, et alors qu'il collabore toujours à l'ANSC, la mise au point de *La peste rouge* l'occupant au moins jusqu'en juin 1938, Franz Riedweg multiplie les rencontres et la correspondance, dont plusieurs lettres ponctuées de «Heil Hitler!», avec les divers services nazis concernés par son cas<sup>68</sup>.

Peu après ses débuts dans la SS, il épouse le 15 août 1938 Sibylle von Blomberg, fille du maréchal Werner von Blomberg, ancien ministre de la guerre du Reich qui, malgré sa sympathie pour Hitler, a été soudainement poussé à la démission en février 1938<sup>69</sup>. Relevons, pour l'anecdote, que le Reichsführer SS Himmler octroie très clairement sa protection et son soutien à Riedweg, aussi bien avant que directement après son entrée dans la SS, alors que la SS a contribué, avec d'autres, à la mise hors-jeu du futur beau-père de Riedweg.

Au sein de la hiérarchie SS, tout le monde ne voit pas d'un bon œil ce jeune Suisse sans grand format rejoindre la SS et obtenir tout de suite une place enviable dans ce qui se présente comme l'élite nazie d'un Reich conquérant. Son mariage frappe également les esprits. Bref, on le suspecte d'être un carriériste. Le SS-Untersturmführer Otto Rahn s'exprime plusieurs fois dans ce sens. En avril 1938, peu après une discussion avec Rahn, Ullmann écrit: «Rahn hält nicht viel von Riedweg, da er mehr aus sich mache, als er in Wirklichkeit ist. Seine politische Stellung soll außerdem von keinerlei Bedeutung sein. Rahn glaubt, daß

---

<sup>67</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du SS-Obersturmbannführer Ullmann, Stabsführer des Persönlichen Stabes RFSS, adressée à la SS-Personalkanzlei, 25.3.1938.

<sup>68</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre de F. Riedweg au Brigadeführer (E. Grawitz), (14).4.1938; extrait d'une lettre de F. Riedweg reçue par le SS-Obergruppenführer Frhr. v. Eberstein reproduit dans la lettre du Stabsführer der allgemeinen SS des SS-Oberabschnittes Süd adressée au SS-Gruppenführer K. Wolff, Chef des Persönlichen Stabes RFSS, 22.4.1938; lettre de F. Riedweg au SS-Brigadeführer Dr. Grawitz, Reichsarzt-SS und Präsident des Deutschen Roten Kreuzes, 28.4.1938 (copie); lettre de F. Riedweg au SS-Oberführer Dr. Med. Dermietzel, Chef des SS-Sanitätsamtes, 19.5.1938; curriculum vitae de F. Riedweg, 11.6.1938. BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), RS, Franz Riedweg: R.u.S.-Fragebogen, 13.6.1938.

<sup>69</sup> Franz Riedweg a fait la connaissance en 1934 à Berlin de sa future femme Sibylle von Blomberg. (AfZ, fs Heinrich Büeler, 9.4: Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte betr. Angriff auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft, Eintritt in fremden Militärdienst u.a.m., Luzern 20.12.1947, p. 153). Ils se sont fiancés le 20 avril 1938 à Wiessee bei Tegernsee. (BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), RS, Franz Riedweg: annonce faite par F. Riedweg au Rasse- und Siedlungs-Hauptamt-SS, 22.7.1938). — Pour évincer le maréchal von Blomberg, ses adversaires ont notamment exploité le scandale provoqué par la découverte du passé scabreux de la femme qu'il a épousée en secondes noces en janvier 1938, avec Hitler et Göring pour témoins.

Riedweg nur deshalb in die SS will, um Karriere zu machen.»<sup>70</sup> Au mois de juin suivant, Otto Rahn rapporte l'avis d'amis et de connaissances helvétiques, membres notamment du corps suisse des officiers et présentés comme des personnes favorables à l'Allemagne nazie, qui ne lui ont pas caché leurs doutes sur les motivations de Riedweg<sup>71</sup>. Ces jugements défavorables à Riedweg se répandent vite au sein de la SS et remontent jusqu'à Himmler lui-même<sup>72</sup>. En septembre 1938, avec l'éclatement du scandale provoqué en Suisse par l'annonce de l'entrée de Riedweg dans la SS, affaire connue de divers services nazis, le SS-Gruppenführer Schmitt propose de licencier Riedweg<sup>73</sup>. Malgré ces avis négatifs, formulés avant l'entrée de Riedweg dans la SS et de nouveau en septembre 1938, Himmler soutient fermement Riedweg; il ne songe pas du tout à le renvoyer de la SS<sup>74</sup>. Cette protection n'est pas si étrange du moment que le Reichsführer SS rêve beaucoup d'un Grand Reich où seraient réunis tous les hommes d'origine germanique.

Musy prend connaissance, non sans en être contrarié, de la démarche de son secrétaire au plus tard en avril 1938, soit durant la période de transition où Riedweg collabore à l'ANSC tout en préparant son entrée dans la SS. D'une note du 28 avril 1938 rédigée par Ullmann, Stabsführer de l'état-major personnel de Himmler, peu après un entretien avec le SS-Untersturmführer Rahn, il ressort ainsi que, suite à la nouvelle de l'admission prochaine de Riedweg dans la SS, Musy s'est vu contraint, nous rapporte-t-on, de changer la fin de son film contre

---

<sup>70</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: note du SS-Obersturmbannführer Ullmann, Stabsführer des Persönlichen Stabes RFSS, 28.4.1938.

<sup>71</sup> Rahn rapporte au sujet de l'opinion de ses amis et connaissances suisses sur Riedweg: «Sie betrachten Herrn Dr. R.'s [Riedwegs] beabsichtigten Eintritt in die Schutzstaffel als einen Schritt, der lediglich aus Opportunismus und zur Beschleunigung einer in der Schweiz fast unmöglichen diplomatischen Karriere von ihm vorgenommen würde. Nachdem Herr Dr. R. (er ist Arzt) bereits auf andere Karten gesetzt habe (er soll, wie ich mehrfach vernahm, vor Jahren für Paneuropa geworben und dann, nach Coudenhove-Kalergis Abstieg, die vermeintlich aussichtsreichere Karriere über Alt-Bundesrat Musy eingeschlagen haben), versuche er, obgleich er niemals Soldat gewesen sei, über "die mächtigsten Gruppen in dem wieder mächtig gewordenen Deutschland" zu arrivieren: über die Schutzstaffel mittels eines Führerpostens; über die Reichswehr mittels einer Heirat.» (BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du SS-Untersturmführer O. Rahn au Chef des Persönlichen Stabes RFSS (K. Wolff), secret, 9.6.1938).

<sup>72</sup> Voir BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettres du SS-Obersturmbannführer Ullmann, Stabsführer des Persönlichen Stabes RFSS, au SS-Gruppenführer Schmitt, Chef der SS-Personalkanzlei, 22.6.1938, et au SS-Untersturmführer O. Rahn, 22.6.1938.

<sup>73</sup> Le chef de la chancellerie SS du personnel écrit: «Vorschlag der SS-Personalkanzlei: Riedweg zu entlassen; er scheint doch ein Mann zu sein, der auf zwei Pferde gesetzt hat und hierdurch die Schutzstaffel belastet.» (BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du SS-Gruppenführer Schmitt, Chef der SS-Personalkanzlei, au SS-Gruppenführer Wolff, Chef des Persönlichen Stabes RFSS, confidentiel, 24.9.1938).

<sup>74</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du Reichsführer SS H. Himmler au SS-Gruppenführer Schmitt, 30.9.1938.



le Komintern<sup>75</sup>. À en croire la même note, cette démarche de Riedweg n'a pas du tout enchanté Musy, d'autant plus Riedweg ne l'en a pas informé au préalable<sup>76</sup>. C'est possible, bien que le président de l'ANSC et son secrétaire intriguent de concert avec l'Allemagne nazie depuis 1937. Reste qu'en avril 1938 au plus tard, Musy est au courant du projet de Riedweg<sup>77</sup>.

L'ancien conseiller fédéral restera longtemps en liaison avec Riedweg, selon les sources consultées, au moins jusqu'à l'hiver 1942/1943. Quant à Himmler, un des principaux organisateurs de l'extermination des Juifs, Musy le rencontre plusieurs fois avant d'intervenir auprès de lui à la fin de 1944 et au début de 1945 dans le cadre d'une opération de sauvetage de Juifs. En mai 1943, Musy ne cache pas à Pilet-Golaz qu'il connaît bien Himmler. Comme le rapporte le chef de la diplomatie helvétique, Musy «dit même que personne en Suisse ne doit connaître Himmler aussi bien que lui»<sup>78</sup>. En Suisse, Musy nourrit encore des contacts plus étroits et réguliers avec la légation allemande à Berne, en particulier avec le ministre d'Allemagne Otto Köcher. Ses plus proches collaborateurs, ses enfants et sa femme le soutiennent dans son action.

#### 1.5. Une petite pièce du puzzle dans la mise en place de l'hégémonie allemande en Europe

Nommé le 30 avril 1937, Otto Köcher prend le 29 mai la place de Weizsäcker à Berne. Le nouveau ministre d'Allemagne en Suisse et l'ancien conseiller fédéral

---

<sup>75</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: note du SS-Obersturmbannführer Ullmann, Stabsführer des Persönlichen Stabes RFSS, 28.4.1938. Il s'agit du film *La Peste rouge*, alors réalisé dans des studios munichois.

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> S'exprimant sur ses relations avec Musy, non sans quelques inexactitudes, confusions et autres interprétations, Franz Riedweg nous a écrit: «Bei einem Berliner Aufenthalt gab Himmler einen Lunch für Musy und mich bei Horcher mit seinem engeren Stab Heydrich, Best, Wolff usw. Himmler forderte mich damals auf doch als Gast mal in seinem Regiment der Waffen-SS Deutschland in einige Monate Dienst als Gast zu tun.» (Lettre de F. Riedweg à l'auteur, 12.9.1997). Dans un témoignage livré en 1955, Riedweg évoque déjà un déjeuner chez Horcher auquel il a participé en compagnie de Himmler, Heydrich, Musy, Best et Wolff. (IfZ, Franz Riedweg, ZS 669: Niederschrift einer Unterredung mit Franz Riedweg, 22.11.1955). Dans une intéressante note biographique consacrée à Franz Riedweg, néanmoins parfois imprécise du point de factuel, il est également écrit, sans mention des sources: «Bei einem Empfang Musys und R.s [Riedwegs] in Berlin forderte Himmler R. auf, für eine Zeitlang Dienst in der SS-Verfügungstruppe zu tun, wenn er die SS kennenlernen wolle.» (F. W. SEIDLER: *op. cit.*, p. 450). Il s'agit peut-être à chaque fois de la réception du 9 mars 1938 à laquelle nous avons déjà fait référence. Est-ce que, à cette occasion, donc déjà au début mars 1938, Musy prend connaissance du projet de Riedweg d'entrer dans la SS? Nous ne pouvons pas l'exclure.

<sup>78</sup> Notice de M. Pilet-Golaz, chef du Département politique, 8.5.1943, in *DDS*, vol. 14, p. 1128. — En novembre 1940, Walter Stucki, ministre de Suisse à Vichy, rapporte déjà à propos d'une récente visite de Musy à Vichy que l'ancien conseiller fédéral y a raconté qu'il est depuis longtemps étroitement lié avec Himmler. («Herr Musy hat hier erzählt, er sei seit langem mit Himmler eng befreundet»). (AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre de W. Stucki à M. Pilet-Golaz, 20.11.1940).

fribourgeois ne tardent pas à se lier, l'un et l'autre trouvant un intérêt à se fréquenter. Beaucoup plus enclin que son prédécesseur à soutenir, certes avec prudence, la subversion nazie en Suisse, Köcher apprécie en premier lieu chez Musy son activité anticommuniste.

Au mois de juillet 1937, Köcher juge favorablement les dispositions prises contre les communistes helvétiques: «im ersten Halbjahr 1937 [ist] eine sichtbare Stärkung der Abwehrfront gegen den Kommunismus eingetreten. Die Ausschliessung der Kommunisten vom Staatsdienst durch den Bundesratsbeschluss vom 16.2.1937, die Verbote der kommunistischen Partei in den Kantonen Genf, Neuenburg und von kommunistischen Veranstaltungen im Kanton Waadt beweisen eine kräftige Gegenbewegung in der Schweiz gegen den extremen roten Einfluss. Die "Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus" des früheren Bundesrats, jetzigen Nationalrats Musy hat ihre verdienstvolle Tätigkeit wirksam erweitert»<sup>79</sup>.

Entre Weizsäcker, qui en mars 1937 n'attribue pas une grande influence à l'Action de Musy, et Köcher, qui en juillet 1937 se réjouit de ses effets dans les mesures de répression contre l'extrême-gauche, l'opinion des diplomates allemands prend un tour favorable à l'ancien conseiller fédéral. Jugé sur les effets de son engagement anticommuniste, dont Köcher exagère, nous semble-t-il, quelque peu la portée, Musy se profile ainsi comme un interlocuteur suisse d'une certaine importance pour les nazis. Instrument de la propagande allemande, il devient également de manière délibérée vecteur de la politique de pénétration nazie en Suisse grâce à un double jeu: à visage découvert, il combat le communisme sur le terrain de la politique intérieure et exhorte également les autorités suisses à refuser toute normalisation avec l'Union soviétique; masqué, il s'allie à un réseau anticommuniste international dominé par l'Allemagne hitlérienne.

Au début de l'année 1938, remarquant à nouveau que la politique allemande à l'égard du communisme trouve beaucoup de compréhension auprès des autorités suisses, Köcher confirme sa bonne impression sur l'ANSC dans un long rapport qu'il rédige à propos du communisme et de l'anticommunisme en Suisse en 1937: «Ideell waren die frontistischen Gruppen die konsequentesten Gegner des Kommunismus. An tatsächlichem Einfluss haben sie indessen durch innere Streitigkeiten und insbesondere mit der Veröffentlichung der Tödtli-Briefe stark verloren. Der auch auf andere Parteien wirksame Impuls und der Hauptanteil an der Gewinnung auch des ja zahlenmässig ausschlaggebenden Bürgertums sowie an der taktischen Vermittlung zwischen diesem und der äussersten Rechten lag

---

<sup>79</sup> AfZ, Microfilm NA T120/0246: de Köcher pour l'AA, 8.7.1937.

auf Seiten der Schweizerischen Aktion gegen den Kommunismus des Altbundesrats Musy, die sich im Laufe des Jahres nach schwachen Anfängen in den Vordergrund geschoben hat.»<sup>80</sup> À lire Köcher, l'ANSC joue donc un rôle moteur en matière d'anticommunisme et occupe une position charnière entre la bourgeoisie et les droites extrêmes. D'autre part, ne laisse-t-il pas entendre que, sur le terrain de l'anticommunisme qui permet à l'Allemagne de redorer un peu son blason en Suisse, l'Action de Musy se trouve à l'avant-garde et que, dans ce domaine de lutte, elle a pris en quelque sorte la place du mouvement frontiste, sur le déclin?

Après l'annexion des Sudètes, consécutive à Munich, puis l'entrée des troupes allemandes à Prague, le 15 mars 1939, deux nouvelles étapes de l'extension territoriale du Reich qui s'inscrivent dans la lignée de l'Anschluss de l'Autriche en mars 1938, Musy persiste à croire que le danger le plus immédiat pour la Suisse reste encore et toujours l'URSS. Cette opinion ne lui est pas propre, mais est largement répandue en Suisse romande, beaucoup plus qu'en Suisse alémanique où la proximité du voisin allemand suscite une plus grande inquiétude. Sur le point de la clairvoyance des Romands à l'égard de l'Allemagne, le correspondant de *La Semaine* du 17 mars 1939 se montre d'ailleurs assez sceptique. Constatant que la propagande allemande a consisté à développer un sentiment de séparatisme en Slovaquie qui, comme la Suisse romande, n'est pas de race ni de langue allemandes, pour pouvoir mettre plus facilement la main sur le reste Tchécoslovaquie, il écrit à propos de la Suisse: «Chez nous, l'activité des Musy et des prétendus “fédéralistes” de la Ligue vaudoise et des organisations fascistes ou d'extrême droite joue exactement le même rôle que celle des séparatistes slovaques animés par l'Allemagne hitlérienne. Fondés sur l'anticommunisme des *Gazette de Lausanne* et autres *Journal de Genève*, sur l'antisémitisme de l'Union nationale, sur l'antidémocratie de la Ligue vaudoise, ceux qui se disent fédéralistes sont en train de dresser la Suisse romande contre la Suisse alémanique. Que leur faut-il donc pour qu'ils comprennent que leur action coïncide exactement avec celle que

---

<sup>80</sup> PA, Pol. Abt. II, R 102904: rapport d'O. Köcher pour l'AA, 15.3.1938. Köcher écrit également: «Für die Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus stellt sich nunmehr die Frage, ob sie weiterhin schrittweise Kanton für Kanton gewinnen soll oder ob die Lage für eine gesamt-eidgenössische Initiative reif ist.» Et en conclusion: «Der Erfolg einer Gesamt-Initiative, deren Zweck die Ergänzung der unzulänglichen antikommunistischen Bundesratsbeschlüsse wäre, dürfte von einer besonders gewandten Taktik der Initianten in der Formulierung der Initiative wie in der parteipolitischen Vorbereitung abhängig sein. Die Stimmung für ein Verbot ist in breiten Schichten bereits vorhanden, da die Abhängigkeit der Kommunistischen Partei vom Ausland von der bürgerlichen Seite als erwiesen angesehen wird. Doch könnten Parolen, wie das behauptete Interesse z.B. Deutschlands an einer solchen Initiative oder die Unterstellung einer Abhängigkeit der Initianten vom Ausland, wie im Fall der Freimaurerabstimmung den Ausgang verhältnismässig leicht negativ beeinflussen.» (*Ibid.*).

l'axe Rome-Berlin a entreprise, ne pouvant s'attaquer directement ni à nos institutions démocratiques, ni à la solide résistance suisse allemande, pour s'assurer le contrôle de notre pays qui est indispensable à l'hégémonie qu'il tente aujourd'hui d'exercer en Europe?»<sup>81</sup>

Grâce à Musy entre autres, le Reich renforce — dans une mesure certes difficile à évaluer car les anticommunistes suisses n'ont certainement pas attendu Hitler pour mener leur combat — son poids politique sur la Suisse car l'entrée de l'ANSC dans l'orbite allemande intervient durant une période (1933-1939) où le Reich s'applique «à détacher le plus possible la Suisse du système politique international issu du traité de Versailles»<sup>82</sup>. À ce stade de la recherche et d'une manière plus générale, on peut également se demander dans quelle mesure cette tactique d'instrumentalisation d'acteurs nationaux par la politique étrangère nazie a joué un rôle dans l'affaiblissement des démocraties occidentales et la mise en place très rapide de l'hégémonie allemande en Europe entre 1938 et 1942. Car il ne fait aucun doute que l'«établissement de l'hégémonie de l'Allemagne nazie en Europe a commencé avant la guerre, par des méthodes de pénétration directe ou indirecte hors des frontières du Reich»<sup>83</sup>. En outre, dans le jeu des divisions internes encouragées par la propagande allemande, certains Romands, toujours hantés par la peur du Front populaire français, n'ont-ils pas manqué de lucidité, beaucoup plus que leurs compatriotes alémaniques?

Si Musy sait de toute évidence qu'il entre dans un réseau anticommuniste contrôlé par les Allemands, qu'il y a même collusion entre son Action et l'Allemagne hitlérienne, rien ne nous permet cependant d'affirmer — du moins pour les années d'avant-guerre — qu'il était totalement conscient de favoriser le nazisme et plus particulièrement la politique de subversion allemande en Suisse. Musy n'a pas vu ou pas voulu voir le caractère totalitaire du nazisme et ainsi les implications de son rapprochement avec le III<sup>e</sup> Reich. Ses collaborateurs Wechlin et Riedweg — qui seront condamnés par la justice suisse pour haute trahison — ne l'ont probablement pas invité à s'éloigner du champ magnétique nazi. Bien au contraire, il semble qu'ils aient été les intermédiaires grâce auxquels Musy a pu entrer en contact avec certains hauts dignitaires nazis.

Déjà lors d'un voyage en Allemagne en janvier 1936, Wechlin a rendu visite à diverses personnalités politiques, telles Konstantin von Neurath, ministre des affaires étrangères, Joseph Goebbels, ministre de la propagande, Hans Kerrl, ministre pour les affaires religieuses, Rudolf Hess, ministre du Reich et suppléant

---

<sup>81</sup> s.n.: «Notre politique étrangère», in *La Semaine*, 17.3.1939; exemplaire in: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33.

<sup>82</sup> D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 9.

<sup>83</sup> Y. DURAND: *Le nouvel ordre européen nazi. La collaboration dans l'Europe allemande (1938-1945)*, Bruxelles, Complexe, 1990, p. 65.

du Führer, et Alfred Rosenberg, chef de l'Office politique extérieur de la NSDAP. Encore rédacteur en chef du *Berner Tagblatt* à cette époque, Wechlin a également rencontré Gottfried Aschmann, chef de la section presse du Ministère des Affaires étrangères<sup>84</sup>. Toutefois encore plus que Wechlin, Riedweg a sans doute, grâce à ses propres relations, favorisé les contacts de Musy avec le sommet de la hiérarchie SS. Ainsi, par exemple, au sujet de l'Action de Musy: «Die Aktion trat mit antikommunistischen Gruppen anderer Länder, so auch mit dem Büro der deutschen Antikomintern-Bewegung (Büro Ribbentrop) in Verbindung. Auf Einladung dieses Büros besuchte Riedweg im Jahre 1937 den Reichsparteitag [qui eut lieu du 6 au 13 septembre; n.d.a.], wo er Himmler, Heydrich, Wolff und Goebbels vorgestellt wurde»<sup>85</sup>.

#### 1.6. Excursus à propos de l'initiative contre la franc-maçonnerie

Sans avoir un lien direct avec l'entrée de Musy dans l'orbite allemande, la question de son attitude à l'égard de l'initiative relative à l'interdiction de la franc-maçonnerie, déposée en octobre 1934 et soumise au peuple en novembre 1937, s'inscrit toutefois dans une conjoncture incontestablement marquée par l'ascendant pris, durant cette période, par les dictatures sur les démocraties libérales que ses ennemis accusent justement d'être à la solde des «forces occultes» de la franc-maçonnerie.

Comme il ne s'exprimera jamais ouvertement sur les Juifs, Musy évitera également toujours d'attaquer de front les francs-maçons. Bien plus, peu connues du grand public, ses réserves à l'égard des uns et des autres ne l'empêchent pas de les côtoyer en toute décontraction et surtout avec beaucoup d'opportunisme, d'autant plus s'ils sont puissants, et, en même temps, de fréquenter les antisémites et les antimaçons les plus enragés. Une telle ambiguïté n'existera jamais à l'égard des communistes, pourtant fréquemment associés au mythe du complot «judéo-maçonnique».

---

<sup>84</sup> Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1096. Voir aussi: Pv CF, 15.11.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1028. En date du 19 janvier 1936, Goebbels note dans son journal: «Schweizerischer Chefredakteur Dr. Wechlin. Ich erkläre ihm das deutschschweizer. Presseproblem. Er ist sehr vernünftig. Die schweizer. Presse darf in Deutschland nicht als Opposition auftreten.» (*Die Tagebücher von Joseph Goebbels... op. cit.*, vol. 2, 1931-1936, p. 565). Vu le cours suivi par Wechlin, écarté du *Berner Tagblatt* en juin 1936, il ne fait aucun doute que le ministre de la propagande n'a pas prêché dans le désert. Rappelons que, peu après avoir eu des contacts avec la légation d'Allemagne à Berne, Wechlin ouvre à Berlin en août 1936 un service de presse qui cherche à diffuser en Suisse des informations favorables au Reich.

<sup>85</sup> AfZ, fs Heinrich Büeler, 9.4: Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte betr. Angriff auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft, Eintritt in fremden Militärdienst u.a.m., Luzern 20.12.1947, p. 153.

Par sa culture catholique et ses jeunes années de formation en terres sonderbundiennes, à Fribourg et en Valais, Musy n'incline pas naturellement à la sympathie pour la franc-maçonnerie. Le Kulturkampf et les attaques radicales contre l'Église poussent au regroupement des forces catholiques. La fin du XIX<sup>e</sup> siècle connaît une flambée d'antimaçonnerie. En 1884, après d'autres papes, Léon XIII condamne à nouveau la franc-maçonnerie dans son encyclique *Humanum genus*. Puis, par la suite, l'Église romaine réitère sa sentence en maintes occasions. La littérature antimaçonnique, notamment avec les ouvrages du célèbre faussaire Léo Taxil, fleurit dans les régions catholiques où elle restera longtemps populaire. Les adversaires de la franc-maçonnerie la réprouvent pour son goût du secret et ses idées libérales, laïques et républicaines, dans la lignée de celles des Lumières, de 1789 et 1848. Ils l'associent au socialisme, à l'internationalisme et aux Juifs, quand cela n'est pas à l'enfer tout court.

Formé dans le moule de la République chrétienne, Musy n'échappe pas au climat de désapprobation qui entoure également la franc-maçonnerie à Fribourg. Le chanoine Schorderet, père spirituel du régime et ultramontain de stricte observance, entretient des relations avec des cercles catholiques français hostiles aux loges. Il est également lié à Léo Taxil<sup>86</sup>. Allié de l'Église et doté de puissantes courroies de transmission, dont une presse et des associations dévouées, le régime de Georges Python représente un milieu peu propice à la franc-maçonnerie. Aussi, après un retour dans les années 1870, cette dernière tombe dans une profonde léthargie sous la République chrétienne qui, autre exemple révélateur, accueille dès 1902 les congrégations fuyant la France du très anticlérical Combes, radical lui-même franc-maçon militant<sup>87</sup>. Musy semble d'autant moins se soustraire à ce contexte d'animosité qu'il épouse la fille du commandant Jules de Meyer, ancien officier pontifical, et elle-même catholique à la tonalité ultramontaine<sup>88</sup>.

Pourtant, même imprégné par un tel milieu, Musy n'est pas spécialement connu, avant le milieu des années 1930, pour ses sentiments antimaçonniques. Prudence marquée au coin de l'opportunisme ou esprit de tolérance? Jeune

---

<sup>86</sup> Voir P. BORCARD: «Fribourg et l'affaire Taxil», in *La Liberté*, 28.4.1993; G. ANDREY: «La croisade antimaçonnique (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)», in *La franc-maçonnerie à Fribourg et en Suisse du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Genève, Slatkine, 2001, p. 183.

<sup>87</sup> Sur la franc-maçonnerie dans le canton de Fribourg à cette époque, voir F. PYTHON: «Diable, les Francs-maçons sont de retour! 1877-1903», in *La franc-maçonnerie à Fribourg et en Suisse du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Genève, Slatkine, 2001, pp. 153-175; G. ANDREY: «La croisade...» *op. cit.*, pp. 177-186.

<sup>88</sup> Dans le fonds Musy se trouve un récit anonyme, que nous pouvons attribuer avec certitude à Jules de Meyer, intitulé *Meine Erlebnisse im Jahre 1867* (p. 24: «Copie conforme au récit»), sur la campagne des troupes pontificales contre les volontaires de Garibaldi en 1867. On y lit, dès la première page, des reproches adressés aux sociétés secrètes, accusées d'avoir travaillé contre les intérêts du pape. (AF, fs Musy, vol. 44).

avocat, puis directeur de banque à Bulle, il noue des relations amicales dans ce fief radical où subsistent encore quelques sympathies pour la franc-maçonnerie, dont il faut certes se garder de grossir l'importance. En 1929, à l'occasion de la pose à Bulle d'une pierre commémorant le souvenir de Victor Tissot et de son fils, Musy prononcera, avec le syndic James Glasson et l'ancien syndic Lucien Despond, initié à la franc-maçonnerie et exécuteur testamentaire de Tissot, l'éloge des disparus<sup>89</sup>. En outre, très vite apprécié par les élites bancaires et dans les milieux radicaux fribourgeois et suisses pour ses talents financiers et son œuvre entreprise contre Georges Python, Musy accède au Conseil fédéral avec un large et décisif soutien du parti radical<sup>90</sup>.

Toutefois, avec la montée des dictatures à l'étranger et le printemps des fronts, les signes d'hostilité se multiplient. La lutte contre la franc-maçonnerie s'inscrit dans le mouvement large des autoritarismes qui submergent l'Europe<sup>91</sup>. Musy, qui durcit le ton au début des années trente, n'est pas insensible à ce nouveau climat. À la même époque, l'antimaçonisme devient également plus perceptible dans des milieux qui sont plutôt proches et partisans du conseiller fédéral fribourgeois, ainsi au sein de la Ligue pour le peuple et la patrie, non sans que la question de l'interdiction de la franc-maçonnerie y soulève quelques divergences, de la Lega nazionale ticinese et des jeunes-conservateurs, qui tiennent en très haute estime le Fribourgeois, ainsi que dans les colonnes du *Berner Tagblatt*, où Musy trouve en Wechlin un ardent supporter. Les milieux frontistes et fascistes, tout d'abord autour de la Schweizer Heimatwehr et du colonel Fonjallaz, sont toutefois ceux

---

<sup>89</sup> Sur l'appartenance de Lucien Despond à la franc-maçonnerie, voir F. PYTHON: «Diable...» *op. cit.*, pp. 164, 172 et n. 8 p. 173. — Données bio. sur Lucien Despond (1869-1951): R. RUFFIEUX, in *ECF*, 2, p. 466. — Dans une lettre qu'il adresse au directeur de *La Liberté* en 1916 et dont il donne une copie à Musy, à cette époque conseiller d'État, Victor Tissot rappelle qu'il a pris pour avocat le Gruérien dans une affaire passée, alors que l'homme de lettres reste en bisbille avec Georges Python. En outre, Victor Tissot présente la création de l'*Almanach de Chalamala* (1911-1914) — cette violente publication satirique s'en est pris plus particulièrement à Georges Python et à son régime, tandis qu'elle a très vite soutenu l'action de Musy contre son collègue gouvernemental — comme sa réponse à Python qui, selon Tissot, lui aurait fait subir une «scandaleuse iniquité» en intervenant dans un procès. (AF, fs Musy, vol. 47: lettre de V. Tissot au directeur de *La Liberté*, 8.5.1916, copie pour Musy). La publication satirique imaginée par Victor Tissot, peut-être lui aussi initié comme son exécuteur testamentaire selon un on-dit que nous n'avons pas pu vérifier, n'en distille pas moins des propos parfois peu amènes à l'égard des francs-maçons.

<sup>90</sup> Du point de vue avant tout politique, notamment lorsqu'il est question de tactique électorale et de l'influence possible de la franc-maçonnerie, il faut se montrer très prudent dans la relation à faire éventuellement entre le radicalisme et la franc-maçonnerie car, dans les années 1910 et plus encore par la suite, il est plutôt risqué politiquement, même pour les radicaux, d'être associé à la franc-maçonnerie.

<sup>91</sup> La franc-maçonnerie est soumise à des mesures d'interdiction dans l'Italie de Mussolini en 1925, dans l'Allemagne de Hitler en 1934, dans l'Autriche de feu Dollfuss et le Portugal de Salazar en 1935, dans la Pologne de Beck en 1938, ainsi que dans la France de Pétain et l'Espagne de Franco en 1940. D'autres régimes autoritaires, la Hongrie et la Roumanie, lui font également un sort. À l'autre extrême, en Russie, les bolcheviks la suppriment rapidement et la IIIe Internationale la condamne dès 1922 comme institution bourgeoise.

qui se montrent les plus virulents et font de l'interdiction en Suisse des sociétés secrètes un de leurs principaux chevaux de bataille<sup>92</sup>. Fait symptomatique d'une aspiration à un ordre nouveau, débarrassé d'un libéralisme parlementaire jugé décadent, les forces hostiles à la franc-maçonnerie se confondent en grande partie avec celles qui, au même moment, demandent une révision totale de la Constitution fédérale, héritée de 1848 et 1874.

C'est dans ce contexte de fièvre rénovatrice, ravivée par les événements étrangers, notamment la fameuse affaire Stavisky et le grain qu'elle donne à moudre à l'extrême droite en France, que l'Action helvétique lance, au début de l'année 1934, une initiative tendant à interdire la franc-maçonnerie<sup>93</sup>. À la même époque, lui aussi convaincu que l'heure de la rénovation a sonné, Musy tente un passage en force au Conseil fédéral<sup>94</sup>. Mal lui en prend. Aussitôt, certains le voient comme la victime d'un complot franc-maçon. Le pense-t-il également? C'est possible car, dès cette époque, il se place plus nettement dans le camp des adversaires de la franc-maçonnerie.

L'initiative antimaçonnique est déposée le 31 octobre 1934, avec seulement 56'238 signatures valables, soit 4.8% du corps électoral<sup>95</sup>. Le canton de Fribourg, où 9'188 signatures valables ont été récoltées, a fourni le plus de signatures par

---

<sup>92</sup> Pour des études détaillées sur l'initiative en faveur de l'interdiction de la franc-maçonnerie en Suisse, voir F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 340-399; B. SCHNEIDER: «Die Fonjallaz-Initiative. Freimaurer und Fronten in der Schweiz», in *RSH*, 24, 1974, 4, pp. 666-710. Voir également R. RUFFIEUX: *La Suisse de... op. cit.*, pp. 313-315; O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 182-184. Sur les tendances antimaçonniques de la Ligue pour le peuple et la patrie plus particulièrement, voir C. WERNER: *op. cit.*, pp. 94-96, 100, 108, 116-117, 131, 140-141 et 147; F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 346, 358; B. SCHNEIDER: *op. cit.*, p. 685; de Lega nazionale ticinese, voir F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 359; M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, pp. 516-518; des jeunes-conservateurs, voir J. WIDMER: *Von der konservativen... op. cit.*, pp. 81-82; J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 33-35; du *Berner Tagblatt*, voir F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 346, 350, 358; B. SCHNEIDER: *op. cit.*, p. 685.

<sup>93</sup> Créée en février 1934 sous l'impulsion de la Schweizer Heimatwehr et de la Fédération fasciste suisse du colonel Fonjallaz, l'Action helvétique comprend également l'Union nationale, le Front valaisan, le Volksbund et la Lega nazionale ticinese. Le Front national, le Front fédéral et la Volksfront doivent également avoir promis leur soutien, sans adhérer officiellement à l'Action helvétique. (F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, p. 359).

<sup>94</sup> Rappelons que Fonjallaz salue le courage de Musy à l'occasion de sa sortie du CF et l'élève au rang de prophète. En outre, il entretient lui aussi de bons rapports avec l'Italie fasciste, d'une manière certes beaucoup plus compromettante puisque Mussolini soutient financièrement Fonjallaz. (Sur les appuis, notamment financiers, fournis par le Duce à Fonjallaz, voir M. CERUTTI: «Mussolini bailleur de fonds des fascistes suisses. Les relations entre le colonel Arthur Fonjallaz et le Duce, à la lumière de nouveaux documents italiens», in *RSH*, 35, 1985, 1, pp. 21-46; M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, pp. 519-559). — Dans une sorte de rapport intitulé «Anti-Fascisme», que différents éléments internes et externes à ce document nous permettent d'attribuer à Fonjallaz pour le compte de Mussolini, il est prétendu que les conseillers fédéraux Schulthess, Pilet-Golaz, Häberlin et Minger sont francs-maçons (sic!) et que Motta, Musy et Meyer ne le sont pas. (ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 236: «Anti-Fascisme», (1933)).

<sup>95</sup> O. G. SIGG: *op. cit.*, pp. 183 et 232.



rapport à son nombre d'habitants<sup>96</sup>. Le lendemain du dépôt de l'initiative Fonjallaz, le ministre d'Italie à Berne, Giovanni Marchi, affirme qu'aucun homme politique en vue ne l'a signée, excepté Musy<sup>97</sup>. Pronostiquant un retour prochain de l'homme politique fribourgeois, Marchi pense qu'il dispose là d'une magnifique occasion pour le faire. Selon le diplomate italien très optimiste, la réapparition de Musy sur ce terrain ne pourrait qu'être positive car, étant donné son prestige et son influence dans le camp conservateur et libéral, l'issue de l'initiative fasciste serait assurée. Enclin à surestimer l'importance de Musy, Marchi annonce qu'il le verra prochainement et qu'il cherchera à connaître ses intentions<sup>98</sup>.

Marchi se trompe toutefois en pensant que Musy va utiliser la lutte contre la franc-maçonnerie pour rebondir. Il faut dire que le VIIe Congrès de la IIIe Internationale en été 1935 et la montée des fronts populaires obligent le Fribourgeois à fixer des priorités et à concentrer ses forces. Son tremplin favori reste donc l'anticommunisme. Très occupé par la campagne qu'il monte contre le communisme dès 1936 et sans doute peu porté à attaquer trop ouvertement des radicaux à qui sa carrière passée doit beaucoup et dont il cherche par ailleurs le soutien dans sa présente campagne anticommuniste, le député fribourgeois reste en retrait lorsque, dès la fin de l'année 1936, l'initiative Fonjallaz vient sur le tapis du Conseil national, après que le Conseil fédéral a demandé de la rejeter. Malgré le peu de sympathie éprouvée pour le secret dont s'entoure la maçonnerie, la grande majorité des députés n'arrivent pas à se retrouver complètement dans une initiative qu'ils jugent surtout mettre en danger la liberté d'association, principe essentiel de la démocratie à qui ils donnent la priorité<sup>99</sup>.

Pourtant, tout en remarquant l'aversion croissante que suscitent au sein même du parti conservateur les frasques de Musy en compagnie d'extrémistes douteux, dont quelques-uns sont par ailleurs connus pour leur antimaçonnisme fervent, certains commentateurs radicaux le voient déjà passer à l'offensive contre la direction du PCPS, direction qu'il n'apprécie guère, grâce à la question de

---

<sup>96</sup> F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, n. 94 p. 627; B. SCHNEIDER: *op. cit.*, p. 690; G. ANDREY: «L'initiative fédérale Fonjallaz (1937): Fribourg fait cavalier seul», in *La franc-maçonnerie à Fribourg et en Suisse du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Genève, Slatkine, 2001, p. 191. Sur la situation fribourgeoise, voir également M. TRISCONI: «Les catholiques dans la campagne antimaçonnique de 1937 au Tessin et à Fribourg», in U. ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, pp. 317-328.

<sup>97</sup> Entretien de bonnes relations avec Musy, Marchi ose cette affirmation peut-être parce qu'il le connaît mieux que d'autres hommes politiques.

<sup>98</sup> AMAE (Rome), Serie Aff. Pol. 1931-1945, Svizzera, busta 5, fasc. 2: rapport de G. Marchi au MAE, 1.11.1934.

<sup>99</sup> Sur la position du CF et le débat au Parlement, voir F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 362-370; B. SCHNEIDER: *op. cit.*, pp. 691-699.

l'initiative antimaçonnique<sup>100</sup>. Dépeint par l'organe radical du canton d'Argovie comme «un partisan enthousiaste» de l'initiative Fonjallaz, au même titre qu'Eugène Fabre, Musy espérait, à en croire la même source, pouvoir rapprocher le parti conservateur-catholique des frontistes et des fascistes de toutes les nuances par le biais de cette initiative<sup>101</sup>. L'hypothèse correspond assez à la politique poursuivie depuis longtemps et encore à cette époque par Musy pour qu'elle soit fort plausible. Il n'en reste pas moins que, en juin 1937, au moment où le Conseil national doit se prononcer sur l'initiative Fonjallaz, il n'y a que le frontiste Tobler et l'indépendant Duttweiler pour voter en sa faveur<sup>102</sup>. Le Fribourgeois, qui rêve toujours d'une grande coalition antimarxiste de la droite à l'extrême droite, joue tactique, histoire de ménager ses appuis, d'ailleurs pas seulement du côté radical. À cette époque très proche de Musy, le conseiller national Théodore Aubert, élu en 1935 comme candidat «hors parti» sur la liste de l'Union nationale et entre-temps rallié à la fraction libérale-démocratique, n'a-t-il pas, par exemple, voté contre l'initiative antimaçonnique en juin 1937?<sup>103</sup> En cherchant à se placer à la charnière de courants souvent divergents, Musy ne peut éviter les inconvénients d'une telle position, en premier lieu le danger de n'être vraiment suivi ni par les uns ni par les autres.

La votation est fixée au 28 novembre 1937. L'initiative est largement combattue par les radicaux et les socialistes. Les conservateurs-catholiques hésitent. L'épiscopat suisse penche pour la liberté de conscience. Le PCPS laisse finalement la liberté de vote, non sans que la jeunesse conservatrice, avec à sa tête Jean Chappuis, et quelques sections cantonales prennent le contre-pied des conservateurs pragmatiques. L'éclatement de l'affaire Tödtli, juste avant la votation, discrédite un peu plus les initiants, toujours plus perçus comme inspirés de l'étranger. Certains de leurs partisans sont refroidis par les révélations,

<sup>100</sup> La *Neue Aargauer Zeitung*, organe radical du canton d'Argovie, écrit en février 1937: «Umgekehrt dürfte Musy schon in der nächsten Zeit zu einem weiteren Vorstoß gegen die ihm wenig sympathische Parteileitung der Konservativen ausholen. Er gehört bekanntlich zu den engeren politischen und persönlichen Freunden des Chefredakteurs der Genfer "La Suisse", Eugène Fabre, und ist wie dieser ein begeisterter Anhänger der Initiative auf Verbot der Freimaurerei. Bei dieser Aktion hofft Musy die kath.-kons. Partei an die Seite der Frontisten und Faschisten aller Schattierungen bringen zu können. Zu diesem Zwecke läßt er auch die kantonalen Organisationen der Konservativen zum Teil sehr eifrig bearbeiten. Ob ihm freilich in dieser Sache mehr Erfolg zuteil wird, scheint uns noch fraglich zu sein.» (s.n.: «Musy und die Katholisch-Konservativen», in *Neue Aargauer Zeitung*, 2.2.1937).

<sup>101</sup> s.n.: «Musy und die Katholisch-Konservativen», in *Neue Aargauer Zeitung*, 2.2.1937.

<sup>102</sup> F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, p. 369; B. SCHNEIDER: *op. cit.*, p. 699.

<sup>103</sup> Farouchement opposée à la franc-maçonnerie, l'Union nationale enjoint alors Aubert de démissionner, ce qu'il refuse. Dès cet instant, le désaccord semble profond entre Oltramare et Aubert. Voir R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 233.

d'autres ouvrent enfin les yeux. Les dés sont jetés<sup>104</sup>. Après la tentative infructueuse de réviser la Constitution en 1935 et divers autres revers, les frontistes vont au-devant d'un nouvel échec important, révélateur de leur disgrâce croissante. Le jour du scrutin, la grande majorité du peuple et tous les cantons, sauf Fribourg, rejettent l'initiative Fonjallaz<sup>105</sup>. Faut-il voir l'ombre de Musy plané sur le résultat fribourgeois?

Lors de la campagne, Musy manœuvre plus dans les arrières-cours qu'aux avant-postes. Comme le note plus tard Otto Köcher, ministre d'Allemagne à Berne que Musy traite comme l'un de ses confidents, l'ancien conseiller fédéral s'engage fortement en faveur de l'initiative antimaçonnique<sup>106</sup>. Pourtant, à notre connaissance, Musy reste discret sur le devant de la scène. Aussi joue-t-il peut-être de son autorité, sans en faire trop étalage dans l'opinion publique, auprès d'une clientèle acquise d'avance. En fait, un peu à l'instar de ceux qui montent plus nettement au créneau à Fribourg, Musy ne prend pas de grands risques, l'antimaçonnisme étant largement répandu dans ce canton de forte tradition catholique.

De quel côté peut-il agir sans trop devoir lutter et se dévoiler? À cette époque, les jeunes conservateurs fribourgeois se trouvent encore dans sa sphère

---

<sup>104</sup> À propos de la position des différentes parties concernées et également sur l'affaire Tödli, voir F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 371-385; B. SCHNEIDER: *op. cit.*, pp. 699-706. Voir également, au sujet du PCPS: L. RÖLLI-ALKEMPER: *op. cit.*, entre autres pp. 97, 112, 153-154, 210-212; et des jeunes-conservateurs: J. WIDMER: «Die Jungkonservativen und die Fonjallaz-Initiative 1934», in Urs ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, pp. 297-316; J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 33-35. — L'affaire Boris Tödli révèle les connexions très étroites et compromettantes de cet ancien frontiste avec le Weltdienst, agence nazie dirigée par Ulrich Fleischhauer et relevant de fait des services d'Alfred Rosenberg. Elle éclate au grand jour avec la publication de documents attestant du soutien financier apporté par Fleischhauer à Tödli, entre autres pour des frais liés au procès dit des *Protocoles des Sages de Sion*, faux réédité par Fleischhauer qui assure par ailleurs la défense des accusés frontistes lors du procès à Berne. Dans ces documents, notamment des lettres, il est aussi question d'activités relevant de l'espionnage. La préparation de la campagne de propagande en faveur de l'initiative Fonjallaz est y également évoquée. Sur l'affaire Tödli et le procès dit des *Protocoles des Sages de Sion*, voir avant tout U. LÜTHI: *Der Mythos von der Weltverschwörung. Die Hetze der Schweizer Frontisten gegen Juden und Freimaurer – am Beispiel des Berner Prozesses um die «Protokolle der Weisen von Zion»*, Basel und Frankfurt a. M., Helbing & Lichtenhahn, 1992, 139 p.

<sup>105</sup> 515'327 non contre 234'980 oui, tous les cantons rejetants, excepté Fribourg. (O. G. SIGG: *op. cit.*, p. 183). Pour l'analyse des résultats du canton de Fribourg (9'102 oui contre 8'025 non, avec une faible participation au scrutin de 43%), voir G. ANDREY: «L'initiative fédérale Fonjallaz...» *op. cit.*, pp. 189-196; M. TRISCONI: «Les catholiques...» *op. cit.*, pp. 317-328. Voir également, au sujet des résultats au niveau national, F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 386-392; B. SCHNEIDER: *op. cit.*, pp. 706-708.

<sup>106</sup> Köcher écrit: «Für die im Jahre 1937 von den Frontisten eingebrachte Initiative auf Verbot der Freimaurerei in der Schweiz, die bei Volksabstimmung abgelehnt wurde, har er [Musy] sich stark eingesetzt. Wie er mir gelegentlich erklärte, sei die Bevölkerung für diese Initiative nicht reif gewesen, während die Einbringung eines Gesetzentwurfes auf Verbot der Zugehörigkeit zur Freimaurerei für öffentliche Beamte Aussicht auf Erfolg gehabt hätte.» (PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 12.2.1941).

d'influence. Or, même là, ses incitations éventuelles ne semblent pas décisives: après quelques louvoiements, les jeunes conservateurs fribourgeois laissent la liberté de vote<sup>107</sup>. Quant au parti conservateur fribourgeois, sur lequel les jeunes se sont finalement alignés, Musy n'y jouit plus d'un prestige suffisant pour pouvoir s'imposer. Du point de vue géographique, la Gruyère, sa terre de prédilection, a elle-même repoussé l'initiative<sup>108</sup>. Son district d'origine, où Musy a par ailleurs des relations à ménager, représente certes un des pôles traditionnels du radicalisme fribourgeois. Que reste-t-il donc du fort engagement dont parle Köcher?

En fait, l'engagement le plus plausible, tout marqué qu'il soit, doit plutôt, nous semble-t-il, se limiter à de peu bruyants encouragements au sein de certains courants minoritaires en contact avec l'officine de Musy, elle-même perméable à l'idée d'une connivence entre la maçonnerie et le marxisme. D'évidentes affinités personnelles existent ainsi entre l'ANSC et quelques fers de lance de l'antimaçonisme, tous ralliés à l'Union nationale, qui font campagne en faveur de l'initiative à Fribourg. Parmi ceux qui s'affichent sur les bords de la Sarine dans le camp des partisans, il y a en effet les Jacques Aeschlimann, Walter Michel, François Baud et surtout Fred de Diesbach, impliqué dans l'ANSC dès sa création<sup>109</sup>. Musy n'est pas seulement en bons termes avec les disciples de l'Union nationale, avec laquelle il a toujours pratiqué une politique d'entente. Il lui est arrivé, rappelons-le, de soutenir un Paul de Sury, autre pourfendeur des Juifs, des communistes et des francs-maçons qui se déchaîne à l'approche du 28 novembre 1937<sup>110</sup>.

Après le pacte germano-soviétique, qui le déstabilise dans son combat anticommuniste résolument appuyé au Reich, Musy accorde un plus grand intérêt à la lutte contre la franc-maçonnerie<sup>111</sup>. Le retournement de l'Allemagne contre l'URSS, dès juin 1941, le pousse à reprendre de plus belle, à nouveau dans

---

<sup>107</sup> G. ANDREY: «L'initiative fédérale Fonjallaz...» *op. cit.*, pp. 192-193.

<sup>108</sup> *Ibid.*, p. 190 et n. 15 p. 195.

<sup>109</sup> Sur l'apparition de ces personnes à Fribourg pour y défendre l'initiative Fonjallaz, voir G. ANDREY: «L'initiative fédérale Fonjallaz...» *op. cit.*, p. 192 et n. 37 p. 196. Sur l'«intense effort de propagande» de la part de l'Union nationale fribourgeoise en faveur de ladite initiative, voir aussi R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 225.

<sup>110</sup> Paul de Sury (Fribourg) est membre du Comité d'action romand antimaçonique (CARAM), auquel appartiennent d'autres extrémistes de droite, comme Adolphe Sauthier (Valais) et Henri-Louis Servettaz (Genève). (Voir l'appel imprimé lancé par ce comité aux catholiques de la Suisse romande, en novembre 1937, in: AEF, Parti conservateur fribourgeois, carton 1-3, dossier III). Sur l'action de Paul de Sury dans la campagne, voir G. ANDREY: «L'initiative fédérale Fonjallaz...» *op. cit.*, p. 192; M. TRISCONI: «Les catholiques...» *op. cit.*, pp. 317-328.

<sup>111</sup> En février 1941, Köcher note: «Während Musy vor Abschluss Russenpaktes 1939 Bekämpfung Kommunismus in der Schweiz betrieb, gilt sein Kampf heute hauptsächlich Freimaurerei.» (PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 12.2.1941).

l'orbite du Reich, sa croisade anticomuniste. La franc-maçonnerie continue toutefois de le préoccuper.

## 2. Un stratège à l'ombre de l'Allemagne conquérante, 1938-1939

### 2.1. L'Anschluss et l'accueil de Mme Dollfuss par Musy

Avec la mise en place de l'hégémonie allemande en Europe et l'agrandissement territorial du III<sup>e</sup> Reich, la première extension étant l'Anschluss de l'Autriche, Musy se lie, au gré des circonstances, à la puissance européenne dominante. Plus que jamais, Musy se révèle ici par son sens de la stratégie, son opportunisme et, malgré tout, une certaine constance dans sa vision du monde. L'accueil d'Alwine Dollfuss, veuve de l'ancien chancelier autrichien assassiné par des nazis, est révélateur de l'attitude zigzagante et toujours calculée de Musy à l'égard du Reich<sup>112</sup>.

Partis un jour avant l'entrée des troupes allemandes en Autriche, Mme Dollfuss et ses deux enfants arrivent le 22 mars chez l'ancien ami de son mari pour y trouver refuge<sup>113</sup>. Avant de venir à Middelbourg, Mme Dollfuss a tout d'abord cherché asile à Budapest au lendemain des événements de Vienne, puis a été durant quelques jours l'hôte au Tessin du conseiller national Ruggero Dollfuss<sup>114</sup>. Considéré parfois comme la preuve d'une certaine aversion envers l'idéologie nazie, cet accueil d'une victime de l'expansionnisme hitlérien se révèle, à la lecture des documents diplomatiques allemands, beaucoup plus équivoque. Dans les deux mois qui suivent l'arrivée de Mme Dollfuss à Middelbourg, Musy mène une intense activité auprès de la légation allemande à Berne (Köcher, von Bibra) et d'importantes personnalités du régime hitlérien (Himmler, von Papen, von Weizsäcker) pour que la veuve autrichienne récupère certains biens et obtienne une pension<sup>115</sup>. Köcher écrit: «Da er [Musy; n.d.a.] jetzt sowieso nach München

---

<sup>112</sup> Voir H. ZIMMERMANN: *Die Schweiz und Großdeutschland. Das Verhältnis zwischen der Eidgenossenschaft, Österreich und Deutschland 1933-1945*, München, Wilhelm Fink, 1980, pp. 350-352.

<sup>113</sup> Voir sous: «La veuve du chancelier Dollfuss à Fribourg», in *La Liberté*, 22.3.1938; «Mme Dollfuss en pays de Fribourg», in *La Liberté*, 23.3.1938; «Les enfants de feu le chancelier Dollfuss», in *La Liberté*, 28.3.1938. Le 29 mars, Köcher informe Berlin que Mme Dollfuss et ses enfants se trouvent chez Musy. (PA, DGB, 2973 (798/9): de Köcher à l'AA, 29.3.1938).

<sup>114</sup> PA, DGB, 2973 (798/9): du consulat allemand à Lugano (H. Rausch) à la DGB, 24.3.1938, où il est également écrit que la famille de Ruggero Dollfuss a un lien de parenté lointain avec la famille Dollfuss autrichienne. H. Rausch ajoute: «Es wird behauptet, dass sie nicht ganz arisch sei.» (*Ibid.*).

<sup>115</sup> Voir PA, DGB, 2973 (798/9): p.e. le mémorandum secret de Köcher à Berne, 4.4.1938. Dans ce dossier, le dernier document en rapport avec cette affaire est la note de Köcher adressée à

fahre, beabsichtige er auch in Berlin beim SS-Reichsführer Himmler vorzusprechen. Er werde diesem gegenüber dann die Lage, in der sich Frau Dollfuss befinde, entsprechend schildern.»<sup>116</sup> Mais au-delà de ce dévouement bien réel apparaissent d'autres préoccupations, très ambiguës.

Allié objectif du IIIe Reich, Musy semble être bien gêné d'avoir Mme Dollfuss chez lui car il avoue à Köcher qu'il a naturellement intérêt à ce que la situation de celle-ci soit bientôt clarifiée<sup>117</sup>. Outre les soucis liés à la charge supplémentaire que représente Mme Dollfuss pour sa famille, notamment pour sa femme, Musy a d'autres préoccupations, beaucoup plus politiques. Dans les bureaux du Ministère allemand des Affaires étrangères, à l'abri des regards, il montre un autre visage, intrigant. Se référant à l'entretien qu'il vient d'avoir avec Musy à Berlin, le 22 avril 1938, Weizsäcker rapporte: «Seine Fürsorge für Frau Dollfuss sei, wie Herr Musy meinte, nicht nur aus Menschenfreundlichkeit erfolgt, sondern auch, um sich bereits zeigenden französischen und anderweitigen Tendenzen, den Fall propagandistisch auszuschlachten, entgegenzutreten.»<sup>118</sup> Cet accueil de Mme Dollfuss aurait pu rendre Musy suspect aux yeux des nazis. Rusé, il le présente à Weizsäcker comme un alibi qui doit en fait couper l'herbe sous le pied de ceux qui commencent à critiquer son rapprochement avec le Reich. On est donc assez loin de la solidarité et de la charité désintéressées que le héraut des valeurs chrétiennes prêche dans ses discours. En réalité, Musy instrumentalise Mme Dollfuss et, de cette manière, il persiste à vouloir être un allié camouflé des Allemands. Selon une de ses vieilles habitudes, il est aussi catégorique dans la théorie qu'empirique dans l'action.

---

Musy à Middelburg, 18.7.1939. (PA, DGB, 2973 (798/9)). Parallèlement aux démarches de Musy, les diplomates italiens en poste à Berne et Berlin vont intervenir auprès de l'Allemagne en raison des relations connues et particulières entre le Duce et Mme Dollfuss. (PA, Büro des Staatssekretärs, Aufzeichnungen über Diplomatenbesuche, Bd 2, R 29827, Fiche-Nr. 1511: note de Weizsäcker, entre autres pour le R.M. (Reichsminister Ribbentrop) à l'AA, 31.3.1938). Plus que les requêtes de Musy, il semble d'ailleurs que ce sont les vœux de Mussolini, proche de l'ancien chancelier autrichien, qui vont permettre de régler la situation de Mme Dollfuss: «Der Herr Reichsminister [Ribbentrop; n.d.a.] hält es aus politischen Gründen für zweckmässig, die Wünsche Mussolini's hinsichtlich Frau Dollfuss entgegenkommend zu behandeln.» (PA, Büro des Staatssekretärs, Aufzeichnungen über Diplomatenbesuche, Bd 2, R 29827, Fiche-Nr. 1511: note interne d'Erich Kordt à l'AA, 1.4.1938). Rappelons qu'en juillet 1934, l'assassinat de Dollfuss, qui aurait dû rencontrer Mussolini quelques jours plus tard, a particulièrement irrité le Duce, d'autant plus qu'il a dû annoncer lui-même la mort du chancelier à Mme Dollfuss, venue avec ses enfants à Riccione où Dollfuss devait les rejoindre. La concentration de divisions italiennes à la frontière du Brenner contribua à l'échec de la tentative de putsch nazi à Vienne. (Voir J. PETERSEN: *op. cit.*, pp. 361-362; J.-B. DUROSELLE: *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1990, p. 173).

<sup>116</sup> PA, DGB, 2973 (798/9): mémorandum secret de Köcher à Berne, 4.4.1938.

<sup>117</sup> *Ibid.*

<sup>118</sup> PA, Büro des Staatssekretärs, Aufzeichnungen über Diplomatenbesuche, Bd 3, R 29828, Fiche-Nr. 1516: note de Weizsäcker, entre autres pour le Reichsminister (Ribbentrop) à l'AA, 22.4.1938. Un double de cette note se trouve également in: PA, Pol. Abt. II, R 102902.

Il profite également de l'occasion pour s'approcher des plus hauts dignitaires nazis. Selon Weizsäcker, il a même l'intention de rencontrer Hitler. Se basant sur les propos échangés à Berlin avec l'ancien conseiller fédéral, Weizsäcker note: «Herr Musy wird heute den ihm aus der anti-bolschewistischen Arbeit bekannten Botschafter von Papen sehen. Er wird außerdem, wie er sagte, in einigen Wochen wieder durch Berlin kommen und möchte sich dann um eine Audienz beim Führer bewerben»<sup>119</sup>. Musy veut-il avoir le même privilège que son ancien collègue et néanmoins adversaire Edmund Schulthess, reçu par Hitler en février 1937? La tentative du Fribourgeois n'aboutit toutefois pas. En mai 1938, Werner von Holleben, secrétaire de légation au Ministère des Affaires étrangères, rapporte de manière lapidaire: «Ein Empfang des Altbundesrats Musy durch den Führer und Reichskanzler ist nicht in Aussicht genommen.»<sup>120</sup> Il n'en dit pas plus.

Alors que l'éclatement de l'affaire Riedweg éclabousse Musy dès le milieu du mois de septembre 1938, l'ancien conseiller fédéral retourne à la légation allemande de Berne afin de demander de résoudre au plus vite le problème des différentes requêtes, toujours en suspens, de Mme Dollfuss. Musy ne cache pas aux Allemands la position plutôt inconfortable dans laquelle il se trouve. Il craint des attaques politiques en Suisse, entre autres à cause de la question de Mme Dollfuss. Köcher: «Alt-Bundesrat Musy befürchtet für sich innerpolitische Angriffe, wenn es ihm nicht gelingt, endlich diese Frage zu regeln, deren Liquidierung er mich daher beim Auswärtigen Amt in Erinnerung zu bringen bat. Er sei bereit, persönlich nach Wien zu reisen und mit den zuständigen Stellen Fühlung zu nehmen.»<sup>121</sup>

Malgré les sourires affichés, le séjour de Mme Dollfuss au château de Middelburg ne tient pas de l'idylle parfaite<sup>122</sup>. Musy avoue à Köcher certaines difficultés à s'entendre avec la veuve de son ancien ami<sup>123</sup>, celle-ci ne lui accordant pas à

---

<sup>119</sup> PA, Büro des Staatssekretärs, Aufzeichnungen über Diplomatenbesuche, Bd 3, R 29828, Fiche-Nr. 1516: note de Weizsäcker, entre autres pour le Reichsminister (Ribbentrop) à l'AA, 22.4.1938. Ambassadeur d'Allemagne à Vienne de 1934 à la veille de l'Anschluss en mars 1938, Franz von Papen discute effectivement avec Musy en avril 1938. (PA, DGB, 2973 (798/9): rapport d'Altenburg (AA) pour la Dienststelle des AA à Vienne, 30.4.1938).

<sup>120</sup> PA, Pol. Abt. II, R 102902: note du Legationssekretär von Holleben, mai 1938 (entre le 12 et le 31.5.1938).

<sup>121</sup> PA, DGB, 2973 (798/9): rapport de Köcher pour l'AA (Konzept), 30.9.1938.

<sup>122</sup> Vers le milieu du mois d'avril 1938, Mme Dollfuss séjourne au bord du lac des Quatre cantons. (Voir PA, Büro des Staatssekretärs, Aufzeichnungen über Diplomatenbesuche, Bd 3, R 29828, Fiche-Nr. 1516: note de Weizsäcker, entre autres pour le Reichsminister (Ribbentrop) à l'AA, 22.4.1938). Elle se rend plus tard à Lausanne, puis de France en Angleterre où la presse signale sa présence dès le début du mois d'août 1938. Elle a également l'intention d'aller aux Etats-Unis.

<sup>123</sup> Köcher rapporte à la suite d'un entretien avec Musy au sujet de Mme Dollfuss: «Sie selbst sei sehr verschlossen und eigentlich ziemlich schwierig zu behandeln. Sie habe auch eine Lehrerin für ihre Kinder mitgebracht, sodass die 4 Personen für seine Frau eine ziemliche

l'évidence une confiance absolue. Charles Alphan, ambassadeur de France à Berne, laisse clairement entendre que Mme Dollfuss n'était pas totalement consciente de l'endroit où elle allait en se réfugiant chez Musy: «Par ma lettre [...] du 27 avril dernier, j'avais signalé la douloureuse surprise éprouvée par Mme Dollfuss en constatant que M. Musy, l'ancien Conseiller fédéral qui lui avait offert l'hospitalité lorsqu'elle est venue se réfugier en Suisse, manifestait des sentiments hitlériens et faisait de fréquents voyages à Berlin. Malgré la précarité de sa situation la veuve de l'ancien Chancelier autrichien avait préféré quitter un milieu si hostile. / Les renseignements fournis par Mme Dollfuss viennent d'être confirmés par une révélation faite par la presse socialiste et d'après laquelle le rédacteur en chef d'une feuille nazie publiée en Suisse et nommée le *Schweizervolk* ne serait que le secrétaire de M. Musy, un certain docteur Wechlin, qui, après avoir dû quitter le *Berner Tagblatt* — dont les opinions réactionnaires et germanophiles sont pourtant bien connues — aurait fait un stage d'une année à Berlin dans une école de propagande. / Comme le remarque le *Travail*, le *Schweizervolk* n'a ni lecteurs, ni influence; mais son existence prouve que “malgré les échecs successifs, les nazis ne renoncent point au travail d'évangélisation hitlérienne de la Suisse démocratique”. En tout cas elle éclaire l'activité de M. Musy qui, par trop aigri d'avoir été écarté du pouvoir, semble s'engager sur une voie bien compromettante.»<sup>124</sup>

Le scandale provoqué en Suisse, au milieu du mois de septembre 1938, par la nouvelle de l'entrée récente de Riedweg dans la SS ne redore pas le blason de Musy. À nouveau, la presse revient et s'interroge sur le départ, qualifié de soudain, de Mme Dollfuss de Middel.

## 2.2. L'affaire Riedweg

### 2.2.1. Une désapprobation quasi générale

Après avoir cherché son bonheur tout d'abord dans le mouvement Pan-Europa du comte Coudenhove-Kalergi, ensuite au Front national, puis à l'Action nationale suisse contre le communisme, Franz Riedweg trouve enfin sa voie sous l'uniforme allemand. Un choix personnel qui n'est pas du goût de la plupart de ses compatriotes.

---

Belastung seien. / Kürzlich sei ein Sekretär der hiesigen Italienischen Gesandtschaft zu Frau Dollfuss nach Middel gekommen. Über den Inhalt des Gespräches habe Frau Dollfuss ihm aber auch keine Mitteilung gemacht, sodass er (Musy) zu Tamaro gegangen sei, um sich zu erkundigen.» (PA, DGB, 2973 (798/9): mémorandum secret de Köcher à Berne, 4.4.1938).

<sup>124</sup> AMAE (Paris), Europe 1918-1940, Suisse, vol. 205: de C. Alphan au MAE, 14.6.1938.



L'affaire Riedweg, dont on découvre tout d'un coup en Suisse la naturalisation allemande et l'engagement dans la SS, éclate au milieu du mois de septembre 1938, au moment même où la politique agressive de l'Allemagne fait craindre le pire dans la question des Sudètes, quelques mois après l'Anschluss de l'Autriche. En Suisse, où le gouvernement a certes reconnu très rapidement l'annexion du voisin autrichien, l'inquiétude ne cesse de croître avec l'amplification des périls. La population et les autorités, qui cherchent à combattre l'infiltration d'idées étrangères, affermissent leurs liens et leurs convictions dans la défense nationale spirituelle. La Confédération s'en prend plus sèchement aux extrémistes de droite. Bourgeois et socialistes s'acheminent, non sans quelques difficultés, vers un certain consensus, premier pas vers l'entente renforcée des années de guerre.

Dans un tel contexte, l'affaire Riedweg discrédite un peu plus Musy auprès de larges secteurs de l'opinion publique suisse. Les soupçons s'amplifient. Les questions fusent. Qu'est-ce donc, se demande-t-on de la gauche à la droite, cet ancien conseiller fédéral qui ne rechigne pas à fréquenter le demi-monde malsain de l'extrême droite et s'entoure d'activistes pronazis, tels Riedweg et Wechlin, résolument engagés sur la voie de la trahison? Ces individus valent-ils mieux que les «agents de Moscou» dénoncés par Musy? Ceux-ci sont-ils allés aussi loin que son secrétaire dans le ralliement à une puissance étrangère? Les méandres de l'affaire Riedweg ne paraissent certainement pas non plus très clairs à Musy lui-même, nationaliste à la xénophobie mal retenue qui, déjà au printemps 1918 au Conseil national, ironisait sur l'ancienne origine allemande de son collègue socialiste Fritz Platten<sup>125</sup>, puis dans son fameux discours de décembre 1918, regrettait la naturalisation accordée aux étrangers venus s'établir en Suisse depuis le début de la guerre<sup>126</sup> et, encore en septembre 1935, s'en prenait aux étrangers, à son goût, trop facilement naturalisés<sup>127</sup>. Dès septembre 1938, sous le coup des révélations, nombre de Suisses discernent toujours mieux les contradictions d'un homme empêtré dans ses intrigues et ses déloyautés. De même distinguent-ils davantage les écueils de son anticommunisme forcené et, si trouble soit-elle, la direction de sa trajectoire.

La presse radicale et surtout celle de gauche blâment l'attitude du Fribourgeois; la discrétion des journaux conservateurs, pour le moins embarrassés, parle d'elle-même. À lire le ministre d'Allemagne à Berne, Otto Köcher, dépité de voir les disciples du IIIe Reich être si peu appréciés en terres helvétiques, les commentaires que les journaux bourgeois et socialistes font de

---

<sup>125</sup> J. MUSY: *Discours... Münzenberg... op. cit.*, p. 5.

<sup>126</sup> J. MUSY: *La grève générale... op. cit.*, p. 11.

<sup>127</sup> Voir E. D. [E. DELEAVAL]: «Une conférence de M. Jean-Marie Musy», in *Courrier romand*, 1<sup>ère</sup> édition du *Courrier de Genève*, 7.9.1935.

cette affaire relèvent du registre de critiques qu'ils réservent aux fronts: «Die Angriffe gegen Dr. Riedweg sind ein Ausschnitt aus dem Kampf des Bürgertums und der Linkspresse gegen jede Erneuerungsbewegung in der Schweiz und ihre Träger. Sie zeigen, mit welchen Schwierigkeiten hier die Kreise zu kämpfen haben, die offen Sympathie für Deutschland bekennen.»<sup>128</sup>

Du côté conservateur, qu'il soit de tendance libérale ou catholique, et surtout en Suisse romande, c'est un silence gêné qui domine<sup>129</sup>. En général, on évite de s'étendre publiquement sur le sujet, mais on n'en pense pas moins. Ancien fleuron du PCPS, Musy ne représente plus de fait les intérêts de son parti depuis plusieurs années. Au niveau suisse, il ne joue plus aucun rôle important à l'intérieur du camp conservateur, malgré ses titres de conseiller national et d'ancien conseiller fédéral. Le courant ne passe plus avec la direction du PCPS. Même son influence auprès des conservateurs fribourgeois fond à vue d'œil. À défaut de prendre position publiquement, ses (anciens) camarades de parti préfèrent s'abstenir. Une des attaques les plus sérieuses, du moins celle qui pousse Musy à réagir vertement, provient toutefois du camp catholique, à savoir de l'*Aufgebot* de Jacob Lorenz. Ceux qui prennent sa défense le font par sympathie idéologique, voire par excès de loyalisme. Le double jeu de Musy, auréolé de ses titres d'ancien conseiller fédéral et d'ancien président de la Confédération, trompe plus d'un citoyen et dispense d'autres d'ouvrir les yeux. Quant au Conseil fédéral, il ne doit pas particulièrement se réjouir de la publicité faite à ce scandale qui, indirectement, implique un ancien collègue enclin à faire état de ses fonctions passées<sup>130</sup>.

Le 13 septembre 1938, le *Luzerner Tagblatt* rend public le mariage à la mi-août 1938 du jeune médecin lucernois Franz Riedweg avec Sibylle von Blomberg, fille du maréchal von Blomberg, et sa nomination comme SS-Hauptsturmführer<sup>131</sup>, SS dans laquelle il est entré, rappelons-le, officiellement le 1<sup>er</sup> juillet 1938 suite à des démarches entreprises au moins depuis l'hiver 1937/1938. L'organe radical lucernois, qui rappelle la proximité de Riedweg avec

---

<sup>128</sup> PA, Pol. Abt. II, R 102907: rapport d'O. Köcher à l'AA, 23.9.1938.

<sup>129</sup> Voir p.e. la *Gazette de Lausanne* et le *Journal de Genève*, de tendance libérale-conservatrice, ainsi que *La Liberté* et le *Vaterland*, quotidiens conservateurs-catholiques, tous peu loquaces sur cette affaire.

<sup>130</sup> En novembre 1937, le conseiller fédéral Rudolf Minger accorde une nouvelle audience à Franz Riedweg. (AF, fs Minger, 1056: lettre de R. Minger à F. Riedweg, 17.11.1937). Le secrétaire de l'ANSC souhaite connaître son avis sur la lutte contre communisme. (AF, fs Minger, 1104: lettre de F. Riedweg à R. Minger, 16.11.1937). Quelques mois plus tard, Franz Riedweg et Sibylle von Blomberg lui font part de leurs fiançailles, par une carte imprimée qui porte le lieu de Wiessee (Oberbayern) et la date d'avril 1938. (AF, fs Minger, 1056).

<sup>131</sup> S. F.: «S.S.-Hauptsturmführer Dr. Franz Riedweg», in *Luzerner Tagblatt*, 13.9.1938. La gazette lucernoise se base sur une annonce parue dans un journal SS, *Das Schwarze Korps*, du 25.8.1938.

certaines dirigeants frontistes, en particulier Rolf Henne, ancien chef du Front national, et l'ancien conseiller fédéral Musy, demande une plus grande fermeté à l'égard des agents du national-socialisme en Suisse<sup>132</sup>. Aussitôt d'autres feuilles radicales et socialistes prennent le relais. La *NZZ*, évoquant également Wechlin et la prose qu'il exerce depuis peu dans le *Schweizer Volk*<sup>133</sup>, nouvel hebdomadaire au service de la propagande nazie, suggère sans avoir l'air d'y toucher que le conseiller national Musy s'exprime sur l'affaire Riedweg<sup>134</sup>. La *National-Zeitung* s'interroge elle sur le fait qu'on juge des Suisses engagés dans la guerre d'Espagne et qu'on épargne ceux qui adhèrent à une organisation de combat étrangère, du genre de la SS<sup>135</sup>. Du côté socialiste, on ne manque pas de donner un large écho aux articles de la presse radicale<sup>136</sup>. Les communistes, pourtant mal placés pour donner des leçons, tiennent également Riedweg pour un traître à son pays et, faisant dire à Jacob Lorenz ce qu'il n'a pas dit<sup>137</sup>, accusent Musy d'être financé par l'étranger<sup>138</sup>. Les frontistes se hâtent eux d'annoncer que Riedweg a certes été membre du Front national, mais qu'il l'a déjà quitté en 1936<sup>139</sup>. L'affaire Riedweg s'étale aussi dans le *Tages-Anzeiger*<sup>140</sup>.

Face au tollé soulevé par le cas Riedweg, le comité de l'ANSC se fend d'un communiqué de presse. À la lumière du jeu mené sous le manteau par Musy, président dudit comité, qui n'ignore rien des relations privilégiées de Riedweg avec de hauts dignitaires nazis, les explications fournies ne manquent pas de sel. Certes, s'il est fort probable que quelques membres de l'ANSC se doutent, voire savent, à l'instar de Théodore Aubert, que Musy entretient des contacts avec le IIIe Reich, d'autres ignorent certainement leur existence et se contentent de ses déclarations. Selon ce communiqué, Riedweg collaborait à l'ANSC depuis janvier 1937, mais il a définitivement cessé toute collaboration avec elle «depuis quelque temps»<sup>141</sup>. Toutefois, l'ANSC se garde bien de dire depuis quand exactement

<sup>132</sup> S. F.: «S.S.-Hauptsturmführer Dr. Franz Riedweg», in *Luzerner Tagblatt*, 13.9.1938.

<sup>133</sup> Heinrich Wechlin est rédacteur en chef du *Schweizer Volk* depuis le 1<sup>er</sup> juin 1938. Voir E. HOFMANN: «An unsere Freunde und Leser!», in *Schweizer Volk*, 3.6.1938.

<sup>134</sup> s.n.: «“S.S.-Hauptsturmführer Dr. Franz Riedweg”», in *NZZ*, 14.9.1938: «Vielleicht äußert sich auch Herr Musy, der immerhin noch schweizerischer Nationalrat ist, zum Fall Riedweg».

<sup>135</sup> -rm-: «Ein Schweizer SS-Hauptsturmführer», in *National-Zeitung*, 14.9.1938.

<sup>136</sup> Voir p.e. sous: «“SS.-Hauptsturmführer Dr. Franz Riedweg.”», in *Berner Tagwacht*, 15.9.1938.

<sup>137</sup> Dans un article publié le 22 septembre précédent, l'*Aufgebot* de Jacob Lorenz a critiqué Musy, notamment à cause de ses relations avec l'Allemagne et en particulier avec Riedweg.

<sup>138</sup> s.n.: «Musys Liga und fremdes Geld», in *Freiheit* (Basel), organe du PCS, 27.9.1938.

<sup>139</sup> Voir sous: «Sie haben wieder einen Fall», in *Die Front*, 15.9.1938, où l'on rappelle également que Riedweg est entré dans le Front national le 22 août 1934 et qu'il en est sorti le 14 mars 1936.

<sup>140</sup> s.n.: «“SS.-Hauptsturmführer Dr. Franz Riedweg”», in *Tages-Anzeiger*, 15.9.1938.

<sup>141</sup> Voir sous: «Aktionskomitee gegen Kommunismus schüttelt Dr. Riedweg ab», in *National-Zeitung*, 19.9.1938; «Musy und sein SS.-Mann», in *Berner Tagwacht*, 19.9.1938.

Riedweg ne travaille plus pour elle. Le dire clairement, à savoir que Riedweg travaille encore pour l'ANSC au moment où il s'engage dans la SS, ce dont Musy est tout à fait au courant, permettrait d'y voir un peu plus clair dans les relations que l'ANSC et son président entretiennent eux-mêmes avec le IIIe Reich. Au lieu de cela, le comité de l'ANSC, plus exactement Musy, joue la diversion avec des arguments fallacieux et des considérations mineures. Ainsi, tout en évitant d'évoquer les dirigeants nazis en contact avec Musy et Riedweg, sans parler de Wechlin et Fred de Diesbach, l'ANSC insiste sur le mariage de Riedweg, question d'un intérêt secondaire. Par ce biais, elle veut notamment faire croire que, à l'occasion de son mariage avec la fille du maréchal von Blomberg, Riedweg aurait été nommé «citoyen d'honneur allemand» et obtenu le «titre honorifique» de Hauptsturmführer, auquel est escamoté le préfixe SS, «titre honorifique» qui aurait été déjà souvent décerné à des personnes n'ayant rien à voir avec les affaires politiques ou militaires, par exemple des sportifs, des cavaliers, des aviateurs, des joueurs de tennis<sup>142</sup>.

Il va sans dire que l'explication ne tient pas la route. En mars 1938, à l'époque où Riedweg discute avec Himmler de son entrée dans la SS, le Reichsführer SS demande déjà de préparer l'acquisition de la nationalité allemande pour Riedweg<sup>143</sup>. Sans qu'il soit ici question du futur mariage, la procédure de naturalisation s'inscrit dans une démarche d'adhésion à la SS. En juin 1938, soit avant son mariage, Riedweg se déclare déjà de nationalité allemande<sup>144</sup>. En outre, dans le cas de Riedweg, le titre de SS-Hauptsturmführer, dont les implications politiques et même militaires sont évidentes, n'a rien d'honorifique. Surtout, il est attesté que Musy sait, au moins depuis avril 1938, que Riedweg, alors secrétaire de l'ANSC, va entrer dans la SS. De plus, les contacts de l'un de ses plus proches collaborateurs avec l'Allemagne nazie lui sont connus depuis 1937. Président de l'Action, Musy nourrit lui-même des rapports avec la légation allemande à Berne et, déjà depuis 1937, avec Himmler et d'autres dignitaires du régime nazi. Il

---

<sup>142</sup> Voir sous: «Zum Fall Riedweg», in *NZZ*, 20.9.1938. En novembre 1938, attaqué au Conseil national par Humbert-Droz qui vient d'évoquer l'affaire Riedweg, Musy lui répond en reprenant la plupart des arguments qui se trouvent dans le communiqué de l'ANSC. Voir AF, E 1301, vol. 330, Pv CN, 9.11.1938, p. 71 (intervention de Musy).

<sup>143</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), SSO, Franz Riedweg: lettre du SS-Obersturmbannführer Ullmann, Stabsführer des Persönlichen Stabes RFSS, adressée à la SS-Personalkanzlei, 25.3.1938.

<sup>144</sup> BA (Berlin), Personalakten (ehem. BDC), RS, Franz Riedweg: R.u.S.-Fragebogen, 13.6.1938. Officiellement, la naturalisation de Franz Riedweg date du 2 août 1938, jour où son titre de médecin est également reconnu sur le territoire du Reich. (AfZ, fs Heinrich Büeler, 17. Franz Riedweg: lettre du Reichsministerium des Innern (Dr. Cropp) au Chef des Sanitätsamts der SS, 21.9.1938). Le 19 octobre 1944, la citoyenneté suisse sera retirée à Riedweg qui n'y a pas renoncé. (AfZ, fs Heinrich Büeler, 9.4: Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte betr. Angriff auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft, Eintritt in fremden Militärdienst u.a.m., Luzern 20.12.1947, pp. 153-154).

n'empêche. La nouvelle d'une conversion aussi poussée de son secrétaire au IIIe Reich ne doit pas beaucoup lui plaire.

Les allégations de l'ANSC ne dupent pas beaucoup de monde. Même les anticommunistes ne sont pas tous prêts à les gober sous prétexte qu'il faudrait accepter n'importe quoi au nom de la lutte contre le bolchevisme. Plusieurs comprennent déjà très bien, même s'ils ne perçoivent que la pointe de l'iceberg, que Musy et certains de ses compagnons ne font pas que combattre le communisme, mais que, sous ce prétexte et d'une manière pas très claire, ils ont aussi renoncé à une partie de leur indépendance pour soutenir le projet d'une Europe autoritaire alignée sur l'Axe Rome-Berlin. Ainsi, sans chercher forcément du côté des adversaires les plus acharnés de Musy, on peut remarquer que la *NZZ*, qui a toujours combattu avec vigueur le bolchevisme, ne tombe pas dans le panneau. La «vieille dame de Zurich», peu appréciée par les maîtres du Reich, prend un certain plaisir à ironiser, à la suite des explications de l'ANSC, sur ce Suisse assez quelconque mystérieusement devenu «citoyen allemand *honoris causa*» et en même temps SS-Hauptsturmführer, tout cela en raison d'un «mérite», qui n'est par ailleurs pas contenu dans les conditions de promotion des organisations nazies, à savoir le mariage avec une citoyenne allemande<sup>145</sup>. De fait, l'ANSC n'essaie pas seulement de se couvrir elle-même, mais tente également de blanchir Riedweg. C'est dans l'intérêt même de Musy, compromis jusqu'au cou.

Que le *Schweizervolk* — cette feuille d'obédience nazie est rédigée par Wechlin, lui-même engagé dans l'ESAP alors qu'il travaillait toujours pour l'ANSC — s'efforce lui aussi de justifier Riedweg parle de lui-même<sup>146</sup>. Quelques semaines après, soit le 15 novembre 1938, l'organe de l'ESAP, d'une violence rare à l'égard des juifs, des marxistes et des francs-maçons, est d'ailleurs interdit par le Conseil fédéral<sup>147</sup>. Cette mesure suit une importante opération de police menée le 10 novembre contre des militants de l'ESAP, dont Heinrich Wechlin et Ernst Hofmann<sup>148</sup>, et de deux autres associations nationales-socialistes, soit le Bund treuer Eidgenossen nationalsozialistischer

---

<sup>145</sup> Voir s.n.: «Zum Fall Riedweg», in *NZZ*, 20.9.1938.

<sup>146</sup> Voir sous: «Lügentante N.Z.Z.», in *Schweizervolk*, 16.9.1938. Fin octobre 1938, soit peu après l'éclatement de l'affaire Riedweg, Wechlin va en Allemagne et rend visite à Franz Riedweg à Munich. Il est question du règlement d'un montant controversé de 3-4'000 francs en rapport avec l'Action nationale suisse contre le communisme. (Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1097). En outre, au sujet de la visite de Wechlin à Riedweg, fin octobre 1938 à Munich, il est probable qu'Ernst Hofmann, chef de l'ESAP, soit aussi de la partie. (Voir AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 76, C.2.703: rapport de police, Zurich, 18.11.1938).

<sup>147</sup> L'interdiction frappe, le 15 novembre 1938, les journaux *Angriff* (NSSAP, anc. Volksbund), *Schweizervolk* (ESAP) et *Schweizerdegen* (BTE). Voir Pv CF, 15.11.1938, in *DDS*, vol. 12, pp. 1027-1029; ainsi que W. RÜTHEMANN: *op. cit.*, pp. 193-194 et 283.

<sup>148</sup> Voir le bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, pp. 1089-1101.

Weltanschauung (BTE) d'Alfred Zander et la Nationalsozialistische Schweizerische Arbeiterpartei (NSSAP), autrefois appelée le Volksbund, d'Ernst Leonhardt<sup>149</sup>. Comme le rapporte Max Ulrich, inspecteur au Ministère public, Wechlin lui a affirmé que l'ESAP accèdera de toute façon d'ici peu au pouvoir: «“Längstens in 4-5 Jahren sind wir (die ESAP) ja ohnehin an der Macht”»<sup>150</sup>. Ayant relevé les puissantes relations que Wechlin a tissées en Allemagne depuis 1936 et le rôle moteur qu'il joue en Suisse à la tête de l'ESAP, l'inspecteur estime que cet individu doit être considéré comme extrêmement dangereux pour la Suisse et en particulier pour son indépendance: «Zusammenfassend muss gesagt werden, dass Dr. Wechlin als eigentlicher Leiter einer nationalsozialistisch eingestellten Partei in der Schweiz unter Einbeziehung seiner Beziehungen zu reichsdeutschen Ministern des In- und Auslandes für die Schweiz und insbesondere deren Unabhängigkeit als äusserst gefährlich betrachtet werden muss»<sup>151</sup>.

Depuis l'affaire Riedweg, le Ministère public, tout anticommuniste soit-il<sup>152</sup>, redouble de vigilance à l'égard de Musy dont le crédit ne cesse de fondre. Cela n'est pas tous les jours que la police fédérale surveille un ancien conseiller fédéral en raison de ses liens suspects avec l'étranger. À la fin du mois de septembre 1938, le procureur général de la Confédération, Franz Stämpfli, va même jusqu'à le tenir pour quelqu'un de peu sûr au même titre que le chef fasciste Arthur Fonjallaz, rapprochement peu flatteur s'il en est. En effet, s'exprimant sur la levée de l'interdiction d'entrer en Suisse de Coselschi, le procureur général de la Confédération ne s'y montre pas favorable parce que, selon lui, des gens peu fiables comme Fonjallaz et Musy s'en approcheraient aussitôt<sup>153</sup>. La vaste opération de police engagée quelques semaines plus tard, en novembre 1938, contre le BTE, la NSSAP (anc. Volksbund) et l'ESAP, dont Wechlin, ne redore pas le blason de l'ancien conseiller fédéral auprès du Ministère public<sup>154</sup>.

---

<sup>149</sup> Voir Pv CF, 30.12.1938, in *DDS*, vol. 12, pp. 1150-1153.

<sup>150</sup> Propos de Wechlin rapporté par M. Ulrich in: bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1097. Wechlin, qui a un net penchant à jouer le prophète de l'ordre nouveau, est un habitué de ce genre de déclarations. La prédiction qu'il assène à l'inspecteur Ulrich est tout à fait dans la ligne des prévisions fracassantes qu'il a avancées lors du printemps des fronts et de ce qu'il a certainement affirmé à Musy à la veille de sa démission du Conseil fédéral.

<sup>151</sup> Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1097.

<sup>152</sup> Voir p.e. U. P. ENGELER: *Grosser Bruder Schweiz. Wie aus wilden Demokraten überwachte Bürger wurden. Die Geschichte der Politischen Polizei*, Zürich, Weltwoche, 1990, 288 p.

<sup>153</sup> Notice du procureur général de la Confédération, F. Stämpfli, 24.9.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 909.

<sup>154</sup> Dans le cadre de l'enquête menée par la police fédérale contre Wechlin et consorts, le nom de Musy et celui de son Action sont plusieurs fois cités. Le nom de l'ANSC (SAK en allemand) apparaît entre autres dans un rapport au Ministère public où elle est présentée comme une organisation dangereuse pour la sécurité de la Suisse: «Die Tätigkeit der verschiedenen getarnten nationalsozialistischen Organisationen (wie: Bund der russischen

Aux Chambres fédérales, alors que le territoire tchécoslovaque des Sudètes vient d'être annexé au Reich, plusieurs députés réclament en novembre 1938 de nouvelles mesures contre les menées nazies en Suisse. Le 5 décembre, le Conseil fédéral édicte un arrêté qui réprime les actes contraires à l'ordre public et institue des mesures pour protéger la démocratie<sup>155</sup>.

L'évocation des noms de Riedweg et Wechlin à l'automne 1938, les discussions autour des mesures prises à l'encontre de milieux auxquels ils sont étroitement liés, la sortie du film *La peste rouge* dont on apprend vite la mise au point en Allemagne, tout cela n'améliore évidemment pas la réputation de Musy. Au Redressement national, à la Ligue Aubert, à la Presse suisse moyenne et, déjà bien avant, au PCPS, on prend ses distances avec l'ancien conseiller fédéral. Il sent de plus en plus le souffre. Son image est ternie. Il n'inspire plus confiance, même à ceux qui l'ont longtemps admiré.

À cet égard, l'attitude d'un Guisan est également édifiante. Dans un exposé de 1934, le commandant de corps donnait encore pour exemplaire le «rôle patriotique» du conseiller fédéral Musy. En décembre 1938, lors d'une conférence dont le contenu correspond quasiment à celui de l'exposé de 1934, le même Guisan, déjà considéré comme le futur général, ne mentionne plus nommément Musy, sa citation étant simplement attribuée à «un ancien conseiller fédéral»<sup>156</sup>.

En avril 1939, le conseiller d'État conservateur Jules Bovet, en charge de la Direction de justice et police du canton de Fribourg, transmet à Werner Balsiger, chef de la police fédérale, d'inquiétants rapports de renseignements émanant du R.P. Odo sur le compte de Musy. Il y est notamment question de son philonazisme, de son travail de propagande en faveur du nazisme en Suisse et de l'origine de ses ressources financières. À en croire ces renseignements, le nom de Musy est bien connu à la Maison brune et dans les sphères les plus élevées du parti<sup>157</sup>. Par contre, en terres fribourgeoises, l'ancienne gloire locale n'est plus en odeur de sainteté auprès d'une frange croissante de la population, aussi bien auprès des élites conservatrices que dans les milieux campagnards. Sa crédibilité chancelle d'autant plus à Fribourg que la peur de l'infiltration nazie ne cesse d'y croître. Peu après l'éclatement de l'affaire Riedweg qui éclabousse directement

---

Faschisten, SAK usw.) sollte auf Schweizerboden verboten werden.» (Bilan sur l'ESAP, MPC, 12.12.1938, in *DDS*, vol. 12, p. 1099).

<sup>155</sup> Arrêté du CF réprimant des actes contraires à l'ordre public et instituant des mesures pour protéger la démocratie, 5.12.1938, in *RL*, 1938, pp. 880-882. Cet arrêté entre en vigueur le 15.12.1938. (*Ibid.*, p. 882).

<sup>156</sup> W. GAUTSCHI: *Le général Guisan... op. cit.*, p. 48.

<sup>157</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport du 20 avril transmis par le conseiller d'État J. Bovet, directeur de la justice et police du canton de Fribourg, à W. Balsiger, chef de la police fédérale, 21.4.1939; rapports du 21 et 22 avril transmis par le même au même, 22.4.1939.

leur ancien conseiller fédéral, les Fribourgeois s'alarment à nouveau d'autres rumeurs qui, à l'automne 1938, courent au sujet d'éventuelles menées hitlériennes dans leur canton, notamment à l'Université<sup>158</sup>.

### 2.2.2. *Musy contre Lorenz*

Dans ce contexte de désapprobation quasi générale, c'est l'*Aufgebot* de Jacob Lorenz, professeur extraordinaire à l'Université de Fribourg, qui, par un article sans complaisance et proche de la réalité, semble le plus toucher Musy. La conjoncture internationale et ses répercussions en Suisse joue, rappelons-le, un rôle considérable dans l'affaire Riedweg. Un cas emblématique de l'attraction du Reich sur certains Suisses. Pour l'*Aufgebot*, hebdomadaire de rénovation conservatrice au nationalisme exacerbé et à l'antisémitisme violent, l'attitude de Musy est d'autant plus à dénoncer que cet organe mène, à la suite de l'Anschluss, une action xénophobe sur le thème «La Suisse aux Suisses»<sup>159</sup>.

Après d'autres journaux, notamment le *Luzerner Tagblatt* du 13 septembre et la *NZZ* du 14 septembre, l'*Aufgebot* parle de l'affaire Riedweg pour la première fois le 15 septembre 1938<sup>160</sup>. Dans un avis de quelques lignes, où Riedweg et Wechlin sont déjà présentés comme des gens de l'entourage de Musy, l'*Aufgebot* annonce qu'il traitera plus longuement de cette affaire dans son prochain numéro. Le 22 septembre, l'hebdomadaire publie en seconde page, sous le titre «“Leute um Musy”», un article dont voici quelques développements<sup>161</sup>.

Selon l'*Aufgebot*, Franz Riedweg, entré dernièrement dans la SS, appartient à cette catégorie de jeunes gens qui sont légion en Suisse, insatisfaits du système démocratique en place, pressés d'agir et de devenir chefs. Ils sont prêts à n'importe quelle bêtise, pourvu que quelque chose se passe. Ils sont souvent aveuglés par l'activisme maladif qui règne en Allemagne. Musy rassemble des gens pareils autour de lui. Il est conseiller national et l'est devenu grâce au parti conservateur. L'auteur de l'article, précisant qu'il n'appartient pas au PCPS, sait que dans ce parti le mécontentement à l'égard de Musy est aussi grand que la crainte de dire tout haut ce qui se murmure tout bas. L'activité politique normale de Musy consisterait à agir dans et par ce parti. Mais Musy joue à von Papen. Quantité de relations politiques et financières ont leur origine chez lui. Naturellement, les capitaux ne viennent pas de sa poche, on le sait selon

---

<sup>158</sup> Voir R. RUFFIEUX: «D'une guerre à l'autre», in *HUF*, 1991, 1, p. 188 et les références relatives citées aux n. 220-222 p. 439.

<sup>159</sup> Voir N. HAYMOZ: *op. cit.*, pp. 119-125.

<sup>160</sup> s.n.: «Leute um Musy», in *Das Aufgebot*, 15.9.1938.

<sup>161</sup> s.n.: «“Leute um Musy”», in *Das Aufgebot*, 22.9.1938. Cet article en allemand est rendu, dans une forme parfois résumée, parfois littérale sans que nous l'indiquions par des guillemets, dans les deux paragraphes suivants du présent travail.



l'hebdomadaire. Si Musy faisait de la politique avec son argent, l'auteur ne dirait rien. Mais, dans ces conditions, l'*Aufgebot* se demande combien de temps s'écoulera jusqu'à ce que le parti conservateur-catholique se débarrasse de lui. Il ne pourrait qu'y gagner du point de vue de la politique de parti. Aucun conseiller fédéral n'a laissé dans le monde paysan un aussi mauvais souvenir en raison de l'insincérité de sa politique dans la question de l'alcool.

L'*Aufgebot* continue. Un parti qui, sans protester, voit un de ses membres éminents s'engager constamment dans des relations singulières se rend responsable des conséquences que peuvent avoir ces relations. Il faut, estime l'auteur de l'article, le dire aux sages de ce parti. Ce n'est assurément pas la clairvoyance qui leur manque, mais bien le courage civique. Le comité de l'ANSC déclare que Riedweg, le fameux SS, a interrompu depuis quelque temps son activité en sa faveur. L'*Aufgebot* demande alors: 1) Depuis quand Musy savait-il que Riedweg est un SS? 2) N'était-il pas encore actif pour le bureau Musy, lorsque Musy savait déjà que Riedweg entretenait des relations avec de hautes personnalités du Troisième Reich? 3) Ces relations indirectes de Musy avec le Troisième Reich n'ont-elles pas été une raison pour laquelle Mme Dollfuss a quitté avec une soudaineté surprenante le château hospitalier de Musy? Selon l'*Aufgebot*, on ne va pas trop loin en disant que Musy et son entourage singulier aux allures nazies auraient mérité depuis longtemps d'être surveillés par la police fédérale. Telles sont quelques-unes des affirmations de l'*Aufgebot*, reproduites en grande partie par de nombreux journaux helvétiques, qu'ils soient de gauche ou radicaux.

Rompue à l'exercice, Musy intente sur le champ une action en justice pour faire plier l'adversaire. La réplique est d'autant plus forte que ces sévères reproches ne sont pas formulés, comme le veut la tradition, par des communistes, des socialistes ou des radicaux, mais par quelqu'un presque du même camp politique, de plus actif à Fribourg<sup>162</sup>. L'ancienne gloire de la Suisse conservatrice et catholique s'est assez habituée au silence gêné de ses coreligionnaires pour ne pas supporter que, tout d'un coup, on ose s'en prendre publiquement à lui de ce côté-là. Que l'attaque provienne d'un franc-tireur comme lui, Lorenz ne militant en fait pas dans le PCPS mais dans un mouvement qui lui prend une partie de sa

---

<sup>162</sup> Comme Musy de son côté, Jacob Lorenz s'engage dans l'*Aufgebot* en faveur d'une Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative. Au milieu des années trente, les deux hommes se trouvent encore à tirer à la même corde en différentes occasions, telles que la campagne pour la révision totale de la Constitution, celle contre l'initiative de crise ou celle pour la levée des sanctions contre l'Italie. Toutefois, déjà à cette époque, tout conservateurs et catholiques qu'ils sont, ils n'en suivent pas moins deux trajectoires fort distinctes, conditionnées en grande partie par leur propre personnalité, leur domaine d'action très différent et l'usage particulier qu'ils font précisément de leur bagage idéologique. Sur l'*Aufgebot* et le mouvement du même nom animés par Jacob Lorenz, voir N. HAYMOZ: *op. cit.*, 192 p.

clientèle, l'incite sans doute à riposter avec la grosse artillerie. Que risque-t-il à attaquer Lorenz qui ne représente pas beaucoup plus qu'un mouvement minoritaire, alors que d'autres journaux plus importants, notamment radicaux, ont évoqué l'affaire Riedweg avant l'*Aufgebot* en laissant poindre quasiment les mêmes interrogations sur les relations de Musy? C'est évident, la plupart des chefs conservateurs préféreront se taire plutôt que soutenir un trublion contre un de leurs anciens conseillers fédéraux. Au début de 1939, qui plus est une année électorale, certains responsables conservateurs semblent en effet juger plus regrettable la franchise de Lorenz que l'attitude de Musy<sup>163</sup>.

Au début du mois d'octobre 1938, la presse annonce que Musy vient d'intenter une action judiciaire devant le tribunal de la Sarine à Lorenz, à la suite de l'article paru dans l'*Aufgebot* du 22 septembre précédent, article reproduit par différents journaux suisses<sup>164</sup>. Musy s'estime atteint dans son honneur. Représenté par l'avocat Louis Bourgknecht (conservateur), à la tête de l'une des études les plus réputées de Fribourg, il réclame à Lorenz une indemnité de 20'000 francs pour le tort matériel et moral provoqué par la publication. Il demande également à Lorenz de publier à ses frais, dans ledit journal et dans ceux qui ont reproduit son article, le jugement de condamnation qui, croit-il, interviendra dans la présente action. À défaut, il est signifié à Lorenz de comparaître le 17 octobre devant le juge de paix pour y tenter une conciliation<sup>165</sup>. Suit une bataille où Lorenz, représenté par l'avocat Louis Dupraz (radical), ne se soumet à aucune des demandes de Musy et ne lui fait aucune offre quelconque de rétractation.

Tenu en échec par son contradicteur qu'il aurait aimé voir céder tout de suite, Musy est contraint d'avancer les faits et les preuves pour justifier et poursuivre son action contre Lorenz. C'est là que cela se complique pour l'ancien conseiller fédéral, obligé de développer des détails n'ayant que peu de rapport avec le litige et de ramener l'article de Lorenz à un acte de vengeance personnelle. Les questions posées par l'*Aufgebot*, auxquelles Musy prétend répondre dans une

---

<sup>163</sup> Voir p.e. AF, fs PCPS, vol. 26 / 297: lettre du secrétariat général du PCPS (Cavelti) au conseiller national E. Nietlispach, 25.2.1939: «Der Pfarrer von Emmishofen hat auf das Werbezirkular zugunsten der Parteikasse geantwortet, er suspendiere die Zahlung, bis die vom *Aufgebot* gegen Musy und indirekt gegen die Partei erhobenen Vorhalte (Beziehungen zu Nazi-Leuten) widerlegt seien. Ich habe ihm umgehend eine entsprechende Replik zugestellt. Man sieht einmal mehr, wie die Frondeur- und Minierarbeit von Dr. Lorenz sich auswirkt.»

<sup>164</sup> Au sujet de l'action intentée par Musy contre Lorenz, voir AF, fs Musy, vol. 94.

<sup>165</sup> AF, fs Musy, vol. 94: citation en conciliation du juge de paix du cercle de Fribourg, 30.9/4.10.1938 (doc. 10). — Louis Bourgknecht est le père de Jean Bourgknecht (1902-1964) qui, quarante ans après l'élection de Musy et vingt-cinq ans après sa démission, deviendra le deuxième conseiller fédéral fribourgeois (1960-1962) et signera en 1960 la préface de la biographie écrite par Gaston Castella. Dans cet ouvrage consacré à Musy, Jean Bourgknecht y parle de «l'ancienne et fidèle amitié qui unit nos deux familles». (Préface de J. BOURGKNECHT in G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 8).

demande en droit du 15 décembre 1938, le poussent surtout à occulter des éléments importants dont il a connaissance, à feindre l'ignorance et même à mentir sur l'essentiel. Des tours de souplesse dignes d'un braconnier.

Depuis quand savait-il que Riedweg est un SS? N'était-il pas encore actif pour le bureau Musy, lorsque Musy savait déjà que Riedweg entretenait des relations avec de hautes personnalités du Troisième Reich? De fait, Musy ne répond pas à ces deux questions. Il simule l'ingénu qui en est réduit à faire des hypothèses. Musy, via son avocat: «L'art. de l'*Aufgebot* affirme que Monsieur Riedweg serait devenu S.S. Mann; Monsieur Musy l'ignore et est tout au plus en droit de supposer que c'est depuis qu'il s'est établi en Allemagne.»<sup>166</sup> Or, au sujet de la première question, Musy est vite au courant, au moins depuis avril 1938, du projet de Riedweg, encore secrétaire de l'ANSC, de s'enrôler dans la SS dans laquelle il entre officiellement le 1<sup>er</sup> juillet 1938. Quant à la deuxième question, Musy aurait pu y répondre clairement par l'affirmative et même aller plus loin que l'*Aufgebot*: non seulement Riedweg travaillait toujours pour l'ANSC, lorsque Musy savait déjà que son collaborateur entretenait des relations avec de hautes personnalités du Reich, mais Musy lui-même a, depuis le début de 1937, des contacts avec certains dignitaires allemands, dont Himmler. Dans le même registre, Musy aurait pu préciser, pour être complet, que Wechlin a rejoint formellement, vers le milieu de l'année 1938, le mouvement pro-nazi ESAP et est devenu le rédacteur en chef de son organe, le *Schweizervolk*, alors qu'il continuait à œuvrer pour l'ANSC durant quelques mois.

À propos de la troisième question, l'*Aufgebot* étant par ailleurs en deçà de la vérité lorsqu'il parle seulement de relations indirectes de Musy avec le Reich, l'ancien conseiller fédéral y va également de sa version: «Il est ridicule de suspecter Monsieur Musy de relations avec les personnalités importantes du parti national socialiste allemand pour y voir une relation avec l'hospitalité qu'il a offerte à la malheureuse veuve, Madame Dollfuss, dont le défunt mari était son ami, et prétendre que Madame Dollfuss aurait quitté Middel de manière précipitée.»<sup>167</sup> La réalité ne s'accorde toutefois pas complètement avec cette interprétation.

Finalement, pour Musy, toutes les affirmations formulées contre lui par l'*Aufgebot* sont une œuvre de vengeance personnelle, procédé facile pour ne pas répondre aux questions posées par l'*Aufgebot*. Rappelant le passé socialiste de Lorenz, Musy se réfère notamment à une prétendue haine que Lorenz lui vouerait depuis l'époque où Musy, encore conseiller fédéral, ne l'aurait pas soutenu à

---

<sup>166</sup> AF, fs Musy, vol. 94: demande en droit (mémoire) de J.-M. Musy contre J. Lorenz, 15.12.1938 (doc. 13).

<sup>167</sup> *Ibid.*

obtenir un poste convoité dans l'administration fédérale<sup>168</sup>.

Lorenz n'est pas pressé de réagir aux sommations de Musy. Son avocat, Louis Dupraz, répond le 27 avril 1939. Lorenz répète qu'il n'a commis aucun acte illicite et aucune faute. Selon lui, les faits relatés dans l'*Aufgebot* sont tous exacts. Leur publication n'a pas été dictée par la haine ou d'autres motifs personnels. Il a respecté les règles générales établies pour l'exercice de la liberté de la presse. Il a agi dans l'intérêt général, selon le droit et le devoir de la presse, qui doit tenir le public au courant des faits importants. D'autres journaux l'ont fait, signale enfin Lorenz, sur le même chapitre avant lui<sup>169</sup>. Pour prouver ses affirmations, Lorenz demande notamment l'audition de Riedweg et de Wechlin, celle des organes de la police fédérale, la production de documents touchant plus particulièrement aux activités de Wechlin. Aux preuves proposées, il ajoute le témoignage de Samuel Haas, ainsi que les auditions de Joseph Beck, Ferdinand Buomberger, Julius Oetiker, directeur de l'Administration fédérale des finances, et des anciens conseillers fédéraux Edmund Schulthess et Albert Meyer<sup>170</sup>. Au sujet de la question du poste dans l'administration fédérale, Lorenz a du reste une version tout à fait différente de celle de Musy<sup>171</sup>. Pour appuyer la sienne, Lorenz n'a pas peur d'en appeler aux témoignages d'anciens collègues de Musy et de divers responsables de l'administration fédérale<sup>172</sup>.

Au début de 1940, après quelques échanges supplémentaires par avocats interposés, Musy semble abandonner, comme cela ressort des sources consultées, son action contre Lorenz qui ne recule pas d'un pouce<sup>173</sup>. Sorti peu glorieusement du Conseil national à l'automne 1939, l'ancien conseiller fédéral n'a plus vraiment la cote en pays fribourgeois. Dans de telles conditions, a-t-il intérêt à persévérer alors qu'il ne pourrait que s'enliser un peu plus?

Malgré l'adhésion de Riedweg aux vues totalitaires et expansionnistes du IIIe Reich, flagrantes depuis le début de 1938, et malgré le tollé que soulève en Suisse l'annonce de son entrée dans la SS, Musy persiste dans sa relation avec Riedweg qui, depuis l'Allemagne, travaille désormais à comploter contre son ancien pays; il échoit même à Riedweg, qui grimpe jusqu'à l'échelon de SS-Obersturmbannführer, de devenir le Suisse le plus haut gradé dans la Waffen-SS<sup>174</sup>. Ainsi, en pleine guerre mondiale, l'ancien conseiller fédéral sollicite plus

---

<sup>168</sup> *Ibid.*

<sup>169</sup> AF, fs Musy, vol. 94: réponse de J. Lorenz à J.-M. Musy, 27.4.1939 (doc. 18).

<sup>170</sup> *Ibid.*

<sup>171</sup> *Ibid.*

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 94: duplique de J. Lorenz à la réplique de Musy, 9.2.1940.

<sup>174</sup> Riedweg fait notamment partie d'avril 1941 à fin décembre 1943 du SS-Hauptamt où il dirige la Germanische Leitstelle. Cette dernière a pour but principal de recruter dans la Waffen-SS des jeunes volontaires venus de pays germaniques et de les rendre aptes à exercer

d'une fois l'aide de son ancien secrétaire, notamment en 1941<sup>175</sup> et en 1942<sup>176</sup> au sujet de *La Jeune Suisse*. De nouveau à Berlin à la fin de l'année 1942, alors qu'il multiplie les contacts avec les Allemands pour assurer la meilleure diffusion possible de *La Jeune Suisse* à l'étranger et qu'il cherche une fois de plus à rencontrer Himmler, Musy ne peut plus douter, à cette époque, de la volonté expansionniste de l'Allemagne hitlérienne et des crimes commis par la SS. Si, à la fin des années trente, on peut encore — du moins d'un point de vue quantitatif — être plus épouvanté par les atrocités perpétrées par Staline que par celles d'Hitler, cette vision des choses devient très problématique du moment qu'elle subsiste toujours fortement à la fin de l'année 1942. Elle est sans aucun doute révélatrice d'une inclination idéologique, d'une configuration mentale attirée et aveuglée par certains points de l'expérience nazie, même si l'antisémitisme racial — une notion essentielle du nazisme — n'est pas présent chez Musy.

### 2.3. La «paix de Munich»

Les accords de Munich, signés dans la nuit du 29 au 30 septembre 1938, sont devenus le symbole de la capitulation des démocraties française et anglaise face aux ambitions conquérantes du nazisme. En y donnant des satisfactions à Hitler, toujours plus consolidé aux yeux de son peuple, Daladier et Chamberlain ne font que décupler ses ambitions. L'histoire de cette reculade franco-anglaise, l'illusion de pouvoir échapper à la guerre au prix d'une abdication, est trop connue pour qu'il soit nécessaire d'y revenir longuement. Les munichois montrés du doigt ont-ils pourtant plus failli à leurs responsabilités que ceux dont on a applaudi la «sagesse» en mars 1936, lors de la remilitarisation de la Rhénanie? En 1938, la résistance à Hitler apparaît toujours plus difficile, compte tenu de l'évolution du rapport des forces depuis 1936. Pour Musy, un fait est acquis: la France, entravée

---

plus tard une fonction dirigeante, afin qu'ils puissent un jour contribuer à l'instauration d'un régime nazi dans leur pays, entre autres en Suisse, et à l'incorporation de ces pays au Grand Reich germanique. (Sur la Germanische Leitstelle du SS-Hauptamt et l'action de Riedweg, voir le rapport du CF à l'Assemblée fédérale sur les poursuites engagées contre des Suisses nationaux-socialistes pour atteinte à l'indépendance de la Confédération, 30.11.1948, in *FF*, 1948, vol. 3, pp. 1029-1036. (Désormais: Rapport CF Suisses nationaux-socialistes, 30.11.1948)). Des Suisses nazis condamnés après la guerre à des peines de réclusion d'un an (minimum de la peine) à vingt ans (maximum de la peine) pour atteinte à l'indépendance de la Confédération, Franz Riedweg, déchu de la nationalité suisse et jugé par contumace, apparaît dans le haut du tableau des traîtres avec une peine de réclusion de seize ans. (*Ibid.*, p. 999). Dans le même registre, Heinrich Wechlin, également déchu de la nationalité suisse et jugé par contumace, écope lui d'une peine de réclusion de six ans. (*Ibid.*, p. 1000).

<sup>175</sup> Voir PA, DGB, 2790 (782/4): lettre de J.-M. Musy à O. Köcher, 1.5.1941.

<sup>176</sup> Voir PA, Büro des Staatssekretärs, Politischer Schriftwechsel, Schriftwechsel mit Beamten, Bd 9, R 29849, Fiche-Nr. 1642: copie de la lettre de Musy à Riedweg, 27.12.1942, transmise par T. Kordt (DGB) à l'AA, 28.12.1942; PA, DGB, 3511 (813): lettre de Wrede à F. Riedweg, secret, 7.1.1943 (copie).

par ses divisions, minée par le virus bolchevique, ne pèse plus guère face à l'Allemagne, seule puissance à pouvoir contrer les plans de l'URSS.

Comme il avait prêché en 1936, notamment par esprit d'apaisement, la levée des sanctions contre l'Italie fasciste, Musy prône la conciliation à l'automne 1938 face à la boulimie territoriale de l'Allemagne nazie. Quelques jours après le début du dépeçage de la Tchécoslovaquie et quelques mois après l'annexion de l'Autriche, il exprime une opinion largement répandue dans les milieux conservateurs européens obsédés par le communisme. Le 14 octobre 1938, il écrit à la Ligue Aubert: «Perdant momentanément de vue le problème général du bolchévisme, une grande partie de notre peuple ne se préoccupa plus après l'Anschluss, que de tirer de l'événement autrichien les plus graves pronostics pour l'avenir de notre pays. Disons les choses telles qu'elles sont: Pour une portion importante de notre peuple, l'Allemagne naziste devient brusquement le péril numéro un. Ce n'est ni le lieu, ni l'heure de discuter les raisons de ce nouvel état psychologique, ni d'examiner dans quelle mesure il est fondé, ou au contraire erroné. La paix de Munich aura probablement modifié dans une certaine mesure la pensée et l'attitude de bien des gens. Après la fièvre des semaines dernières, nous vivons enfin une période de détente.»<sup>177</sup> Ayant rappelé la nécessité de «repandre une lutte énergique contre le fléau qui continuera à menacer l'Occident, aussi longtemps qu'existera la Russie soviétique», et de continuer «à réaliser la sécurité collective par l'union de toutes les volontés orientées vers le bien de la communauté européenne», Musy poursuit: «Dans l'Europe entière les éléments de gauche ont travaillé à la guerre. De Moscou à Madrid, en passant par Prague et Genève, l'activité néfaste des marxistes s'intensifia, s'efforçant de déclencher le conflit, d'où devait surgir la misère pour tous et le bolchévisme dans toute l'Europe occidentale.»<sup>178</sup> L'esprit d'alignement, tout national qu'il est, perce de plus en plus: «La Suisse a beaucoup de peine à trouver les voies nouvelles, qui lui permettront l'adaptation au réel nouveau, tout en restant fidèle aux constantes nationales, c.à.d. à ce qui restera immuable au point de vue national.»<sup>179</sup>

Résister à Hitler n'est-ce pas faire le jeu de Staline aux yeux de Musy, conservateur qui vit dans la hantise d'une répétition de la Grande Guerre et de la révolution, admire Mussolini depuis la fin des années 1920 et vient de se rallier au Troisième Reich, non sans quelques réserves? Sans l'avouer aussi clairement, le pacifiste de droite préfère critiquer l'attitude jugée belliciste des communistes

---

<sup>177</sup> BPU, Archives EIA, «Suisse, Divers, J.-M. Musy»: lettre de J.-M. Musy à l'EIA (T. Aubert?), 14.10.1938.

<sup>178</sup> *Ibid.*

<sup>179</sup> *Ibid.*

et des socialistes. Comme beaucoup d'anticommunistes européens, Musy accueille les accords de Munich avec soulagement car, à ses yeux, une guerre contre l'Allemagne aurait signifié le risque d'un affaiblissement du principal rempart aux ambitions staliniennes, voire le danger d'une bolchevisation immédiate de l'Europe. À ses yeux, la conflagration générale du continent n'aurait pu avoir pour épilogue qu'un nouveau cataclysme révolutionnaire. En novembre 1938, il réaffirme à un grand journal français de droite: «Avant les accords de Munich, l'URSS a multiplié ses intrigues pour déclencher le conflit armé. Pour conjurer le danger de guerre, il faut par conséquent que l'Europe extirpe impitoyablement le bolchevisme. Il faut que toutes les nations du vieux monde mettent le communisme hors la loi.»<sup>180</sup> Plus loin, le défenseur de la vieille Europe continentale affirme: «Aux rêves d'une société universelle des nations, il faudra substituer la réalité d'un accord solide entre les grandes puissances européennes. Pas de sécurité tant que Paris, Rome et Berlin n'auront pas conclu, dans un retour à la confiance réciproque, une paix durable. / Tout en appréciant le rôle de l'Angleterre, les États européens ne doivent point oublier que l'Angleterre n'est pas une puissance continentale. L'expérience a démontré qu'elle n'est pas engagée aux mêmes titres que les autres nations dans les problèmes qui intéressent essentiellement notre continent»<sup>181</sup>. Par peur de la révolution, il subordonne tout à l'anticommunisme, voile idéologique qui couvre tout, jusqu'à son vieux fonds d'antigermanisme.

Enfin, pour un catholique adversaire de la franc-maçonnerie, perçue comme une antichambre menant au bolchevisme, il n'y a pas trop à regretter la disparition progressive de la Tchécoslovaquie, considérée par certains milieux comme «une création de la franc-maçonnerie internationale» à laquelle on reproche «d'avoir contribué à la destruction de l'Autriche-Hongrie, en vue de ruiner l'influence catholique en Europe centrale»<sup>182</sup>. Projeté à la même époque, le film *La peste rouge* rend par ailleurs justice à la propagande allemande qui, dans la panoplie des prétendues raisons justifiant un démembrement de la Tchécoslovaquie, tient ce pays pour un dangereux foyer communiste et une sorte de corridor soviétique au cœur de l'Europe.

Donc, bien avant 1940 et sa collaboration au nouvel ordre européen nazi, Musy choisit son camp. Il juge toujours Staline beaucoup plus dangereux que Hitler. Bien plus, il dénonce déjà les velléités de résistance au dictateur allemand car, selon lui, cela empêche de se consacrer pleinement à la seule bataille digne

---

<sup>180</sup> Propos rapportés sous: «Le communisme doit être mis hors la loi, déclare M. Musy», in *Le Matin*, 14.11.1938.

<sup>181</sup> *Ibid.*

<sup>182</sup> Y. LACAZE: *L'opinion publique française et la crise de Munich*, Berne, P. Lang, 1991, p. 477.

d'être menée, à savoir la croisade contre le communisme. De surcroît, conservateur en bisbille avec la démocratie libérale et rempli du désir de revanche, Musy attend avec impatience l'avènement d'un nouveau régime en Suisse, autoritaire et enfin débarrassé de toute compromission avec la gauche, qu'elle soit socialiste ou communiste. Le modèle rêvé tient beaucoup moins des dictatures italienne et surtout allemande que des régimes portugais du «grand Salazar»<sup>183</sup> et espagnol de Franco, élevé au rang de sauveur de l'Espagne, voire de l'Europe occidentale<sup>184</sup>. Certes, l'alignement de Musy sur l'Allemagne nazie se renforcera sous le coup de la défaite française en 1940 et de l'attaque allemande contre l'URSS en 1941, mais il est certain que sa prédisposition à la collaboration remonte aux années d'avant-guerre. En 1938, Musy partage amplement ce que d'aucuns ont appelé l'«esprit de Munich».

#### 2.4. Élections nationales et pacte germano-soviétique: les flottements de 1939

Les années trente qui avaient si mal commencées débouchent sur une autre catastrophe. Pour Musy, 1939 est également une année à marquer d'une pierre noire. De plus en plus décrié, jusque dans des cercles longtemps favorables, il tombe dans un isolement croissant. Ainsi, avec le début des hostilités, ses liens avec le Redressement national et la Ligue Aubert se distendent encore un peu plus. Quant au parti conservateur, dans sa majorité, il n'y est plus en odeur de sainteté depuis plusieurs années. Son image est même ternie auprès d'une très grande partie des Fribourgeois qui ne lui font plus confiance. À l'approche de la guerre, l'Action nationale suisse contre le communisme ressemble toujours plus à un vaisseau fantôme et son président à un capitaine à la dérive. Résultat d'une politique anticommuniste maximaliste et d'un inextinguible désir de revanche: Musy navigue en eaux troubles.

Pourtant, en 1939, l'ancien conseiller fédéral semble s'éloigner momentanément de l'orbite du IIIe Reich. D'une part, le sentiment dominant en Suisse et la proximité des élections nationales le poussent certainement à la prudence car, selon Köcher lui-même, l'image de l'Allemagne en Suisse est mauvaise: «Die Schweiz ist uns, propagandistisch gesehen, durch die Auswirkungen des Anschlusses Österreichs, des Sudetengaus und Böhmisches Mährens verloren gegangen. [...] Das Schlagwort von der "Verteidigung der Demokratie" beherrscht das Feld»<sup>185</sup>. Dans ces conditions, Musy doit sans doute

---

<sup>183</sup> J.-M. MUSY: «L'économie européenne et la guerre», in *La Liberté*, 30.9.1939.

<sup>184</sup> AF, fs Musy, vol. 119: «Conférence de M. Musy sur l'Espagne actuelle. Faite à Fribourg le lundi 3 avril 1939», 13 p.

<sup>185</sup> PA, DGB, 2817 (785/6): rapport de Köcher à l'AA, 26.7.1939.



se sentir trop seul en Suisse pour continuer à mener une politique trop ouvertement germanophile. D'autre part, le pacte germano-soviétique du 22 août 1939 le désarçonne probablement. Francis Python écrit à ce propos: «Pour l'homme qui avait adossé sa lutte anticommuniste à l'idéologie totalitaire opposée, leur conjonction, même tactique, pouvait être une désillusion.»<sup>186</sup> Effectivement. Au début du mois de décembre 1939, Charles Alphan, ambassadeur de France à Berne, écrit à Edouard Daladier, président du Conseil et ministres des affaires étrangères, à propos du fort sentiment anti-allemand qui existe en Suisse: «On se souvient de la réprobation presque unanime qui avait accueilli les accords de Munich. La Suisse nous accusait d'avoir manqué à notre parole. L'attitude franco-anglaise dans l'affaire polonaise a eu, par conséquent, l'approbation unanime du pays; et cette approbation unanime continue à se manifester dans l'opinion publique et dans le peuple.» Et Alphan de nuancer son jugement, en faisant entre autres référence à l'ancien conseiller fédéral: «Il faut mettre à part quelques personnalités comme M. Musy, franchement rallié, pour diverses raisons, à l'hitlérisme, dont la propagande se manifestait surtout par un anti-bolchévisme acharné et qui se trouve aujourd'hui assez gêné par l'union russo-allemande.»<sup>187</sup>

Obsédé par le péril communiste, Musy ne voit pas ou ne veut pas voir que le danger le plus proche ne vient pas nécessairement de l'Union soviétique. L'Anschluss, puis, après Munich, l'annexion des Sudètes et, en mars 1939, la mainmise sur la Bohême-Moravie montrent que d'autres menaces, plus directes, planent sur la Suisse. Rien n'y fait. Il persiste dans sa croisade tous azimuts contre le bolchevisme, alors qu'il n'opte que pour un repli stratégique momentané à l'égard de l'Allemagne, pourtant toujours plus décidée à faire parler la poudre. S'il évite au printemps 1939 de s'exprimer publiquement sur la politique allemande, Musy trouve plus nécessaire d'évoquer la guerre d'Espagne pour en tirer des enseignements pour l'avenir. C'est une question de perspective.

En avril, au retour d'un récent voyage en Espagne qui a soulevé un vent de tempête dans la presse socialiste et communiste<sup>188</sup>, les uns et les autres réclamant

<sup>186</sup> F. PYTHON: «La croisade anticommuniste...» *op. cit.*, p. 3.

<sup>187</sup> AMAE (Nantes), ambassade de France à Berne, 1939-1942, vol. 618: lettre de C. Alphan à E. Daladier, 7.12.1939. Dans le même dossier, juste avant cette lettre mise au propre, il se trouve une version datée du 5.12.1939 où, dans le passage cité, le nom de Musy est accompagné de celui de Burrus (orthographié Burus). Dans la dernière mise au propre du 7.12.1939, l'auteur de la lettre finalement envoyée a sans aucun doute une bonne raison de supprimer le nom de Burrus, car peut-être ce dernier, tout anticommuniste soit-il, reste en fait très francophile.

<sup>188</sup> Voir p.e. sous: s.n.: «Musy bei Franco», in *Berner Tagwacht*, 24.3.1939; s.n.: «Um Musy. Worauf wartet die Bundesanwaltschaft?», in *Berner Tagwacht*, 25.3.1939; s.n.: «Autour de Musy. Qu'attend le ministère public fédéral?», in *La Sentinelle*, 27.3.1939; L. NICOLE: «Autour de l'activité de l'ex-conseiller fédéral Musy», in *Le Travail*, 27.3.1939; s.n.: «L'activité d'un ancien conseiller fédéral», in *Le Travail*, 28.3.1939.

l'intervention du Ministère public et même, telle la *Freiheit* communiste avec des accents plutôt stalinien, l'arrestation de Musy<sup>189</sup>, l'ancien conseiller fédéral se lance une fois de plus dans une violente diatribe contre le communisme, tout en faisant l'éloge du généralissime. Les notes de la conférence qu'il donne à Fribourg le 3 avril trahissent une pensée toujours rivée aux mêmes fixations: les horreurs de la guerre espagnole n'ont été que la répétition exacte de ce qui s'est passé en Russie lors de la révolution; les troubles en Espagne ont été soigneusement préparés par Moscou qui a manipulé le front populaire; etc.<sup>190</sup> Les communistes sont systématiquement condamnés, associés à la barbarie, alors que leurs adversaires nationalistes, défenseurs de la religion catholique et de la tradition, sont portés aux nues. Les généralisations manichéennes et la théorie omniprésente du complot, qui dispense une fois de plus Musy de rendre la complexité des événements espagnols, donnent l'impression de la cohérence. Prophète autoproclamé des catastrophes à venir, l'ancien conseiller fédéral ne pipe mot des derniers coups de force de l'Allemagne et ne tire aucune leçon pour la Suisse du sort de la Tchécoslovaquie. Comme si le danger hitlérien était minime et l'inquiétude des Suisses, notamment alémaniques, excessive. Comme si la Russie soviétique représentait le péril le plus immédiat pour la Suisse.

Vient la campagne pour les élections au Conseil national de l'automne 1939. Après quelques exercices d'échauffement, entre la conférence sur l'Espagne donnée en avril à Fribourg et une apparition, fin juillet, au congrès national des jeunes conservateurs, également sur les bords de la Sarine<sup>191</sup>, Musy fait publier, du début août jusqu'au début octobre, une série d'articles dans *La Liberté*, tribune de l'élite conservatrice fribourgeoise, histoire de rappeler à son électorat la hauteur de ses vues. Le premier Fribourgeois à avoir accédé à l'exécutif national signe en tant qu'ancien conseiller fédéral. Cherche-t-il ainsi à prendre une longueur d'avance sur ses concurrents ou à remonter une cote de popularité mise à mal par des bruits insistants qui ont trouvé un nouvel écho dans la récente affaire Riedweg? Le thème principal de ses articles, tous publiés en première page: l'économie européenne et la guerre<sup>192</sup>. Vaste sujet dont peu d'hommes politiques fribourgeois peuvent parler avec autant d'autorité. Il y est question, sur

---

<sup>189</sup> s.n.: «Her mit der Verhaftung von Musy!», in *Freiheit*, 28.3.1939; s.n.: «Alt-Bundesrat Musy als Naziagent in Barcelona. Nationalrat Musy ins Gefängnis!», in *Freiheit*, 30.3.1939.

<sup>190</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 119: «Conférence de M. Musy sur l'Espagne actuelle. Faite à Fribourg le lundi 3 avril 1939», 13 p. dactylographiées. Dans ce dossier se trouvent d'autres versions, plus ou moins développées et mises au propre, du discours fait sur l'Espagne.

<sup>191</sup> Voir sous: «Le congrès national des Jeunes conservateurs», in *La Liberté*, 31.7.1939.

<sup>192</sup> Tous les articles de Musy paraissent dans *La Liberté* du samedi sous le titre: «L'économie européenne et la guerre», 5.8.1939, 12.8.1939, 19.8.1939, 26.8.1939, 9.9.1939, 30.9.1939, 7.10.1939. Les notes de cette série d'articles, certaines rédigées sur du papier à en-tête de l'ANSC, se trouvent in: AF, fs Musy, vol. 90.

la base de statistiques et de références reconnues, des grands problèmes économiques de l'Europe.

Dans un véritable manifeste contre le déclin de l'Europe, Musy déplore encore et toujours l'âge d'or où le Vieux Continent, prospère, dominait le monde. Ce cri du cœur s'inscrit dans la lignée d'une ancienne conviction européenne qui s'est affermie sous le coup de la catastrophe de 14-18. Au début du mois d'août 1939, au seuil de la guerre, dont il pense toutefois qu'elle pourra encore être probablement évitée en 1939<sup>193</sup>, il s'inquiète une fois de plus des conséquences désastreuses pour l'Europe d'un nouveau conflit dont la Russie ne pourrait que profiter. Cette perspective l'effraie d'autant plus que, par un exercice de contorsion plutôt risqué, l'ancien conseiller fédéral estime que ce pays «a cessé d'être une puissance européenne, pour redevenir, avec Lénine et Staline, une puissance asiatique»<sup>194</sup>. Quelques jours avant l'éclatement des hostilités armées, dans un article publié le 26 août, Musy répète que la guerre ne résoudra rien: «Au contraire, elle mettra fin peut-être pour toujours à la prédominance de l'Europe. Elle fera la nuit sur le vieux monde, qui fut le berceau de la plus belle civilisation qu'ait connue l'humanité.»<sup>195</sup> Convaincu de la supériorité de l'Occident chrétien, centre du monde et forteresse qu'assiègent d'innombrables ennemis, Musy est toujours enclin à voir déferler d'ici peu de nouvelles hordes barbares venues des lointaines steppes orientales. Dans le dernier article de la série, publié le 7 octobre, il ne peut s'empêcher de terminer par son sujet favori: «Notre pauvre Europe est engagée sur le chemin de la déchéance et de la ruine. Si elle était impuissante à mettre un terme à cette douloureuse période d'insécurité et d'épuisement économique par une paix qui ne sera durable qu'à la condition d'être juste, elle connaîtra des effondrements qui la conduiront, par la ruine et la misère, au bolchévisme.»<sup>196</sup>

S'il a manifestement pris soin de n'afficher aucune sympathie compromettante pour un allié un peu trop embarrassant en cette année d'élections au Conseil national, Musy n'en continue pas moins à étaler une singulière partialité, tout à l'avantage de l'Allemagne et peu susceptible de l'élever au rang de visionnaire qu'il aime à jouer. En effet, entre le début août et le début octobre, période durant laquelle il fait publier ses articles, il y a le pacte germano-soviétique et le début de la guerre. Tout cela après l'Anschluss et le dépeçage de la Tchécoslovaquie. Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour reconnaître une certaine logique dans la succession de ces événements. Or, Musy se montre peu disert en la matière,

---

<sup>193</sup> J.-M. MUSY: «L'économie européenne et la guerre», in *La Liberté*, 5.8.1939.

<sup>194</sup> *Ibid.*, 12.8.1939.

<sup>195</sup> *Ibid.*, 26.8.1939.

<sup>196</sup> *Ibid.*, 7.10.1939.

malgré son attachement avéré à discuter de l'actualité. Certes, le lecteur fribourgeois retrouve peut-être la phrase qui, perdue au milieu de vastes considérations nettement orientées, semble contenir un reproche à l'adresse du récent pacte germano-soviétique: «Il faudra encore que l'Europe civilisée du XX<sup>ème</sup> siècle n'oublie plus, à l'avenir, que son salut n'est pas à Moscou»?<sup>197</sup> Rien n'est pourtant moins sûr. Au bout du compte, nous aurions plutôt tendance à penser que les articles de Musy ne doivent pas vraiment rassurer un électorat fribourgeois pour qui, dans sa majorité, l'Allemagne représente alors sans conteste le danger numéro un. À l'approche des élections, les critiques montent d'un cran à l'extérieur du canton. Ainsi, les grands journaux socialistes ne ratent pas Musy au contour en évoquant ses derniers exploits et quelques-unes de ses singulières relations, entre autres Wechlin et Riedweg<sup>198</sup>. *Le Démocrate* libéral-radical, qui n'a jamais beaucoup apprécié Musy, revient également sur ses «allures inquiétantes», assombries par l'ombre de l'Allemagne, et remarque qu'il «est notoire que l'ancien conseiller fédéral, depuis une dizaine d'années, se soucie de son parti comme un poisson d'une pomme»<sup>199</sup>. À l'approche de la dernière ligne droite, il est clair que Musy n'a pas réussi à modifier le jeu des forces qui s'exercent contre lui.

La défaite qu'essuie Musy lors des élections au Conseil national d'octobre 1939 représente sans aucun doute l'un de ses échecs personnels les plus mortifiants. Pourtant, à l'annonce du résultat du scrutin, du dimanche 29 octobre, il a encore pu croire à un succès, obtenu certes au forceps. En effet, comme l'a initialement communiqué la chancellerie de Fribourg, la première répartition des sièges en a donné quatre aux conservateurs (Quartenoud 19'792 suffrages, Aeby 18'728, Müller 17'322 et Chassot 17'128, tous conseillers nationaux sortants) et deux aux radicaux (Glasson 8'365 et Gutknecht 7'692, également conseillers nationaux sortants). Avec seulement 15'977 voix, soit la lanterne rouge de la liste conservatrice, Musy, lui aussi député sortant, n'est passé qu'à la faveur de la deuxième répartition, en tenant compte du plus fort reste qui lui a permis d'obtenir le septième siège fribourgeois<sup>200</sup>. Cela ressemble beaucoup à une gifle, révélatrice d'un retournement d'opinion plutôt abrupt: vingt ans auparavant, lors des élections au Conseil national de 1919, c'était lui Musy qui tenait le haut du pavé.

---

<sup>197</sup> *Ibid.*, 9.9.1939.

<sup>198</sup> Voir p.e. fi.: «Der Fall Musy», in *Volksrecht*, 9.10.1939; fi.: «Der Fall Musy», in *Berner Tagwacht*, 10.10.1939; fi.: «Der Skandal Musy», in *Volksrecht*, 25.10.1939.

<sup>199</sup> s.n.: «Les allures inquiétantes de M. Jean-Marie Musy», in *Le Démocrate*, 18.10.1939.

<sup>200</sup> Chiffres donnés par la *Feuille officielle du canton de Fribourg*, n° 45, 11.11.1939, p. 633, qui donne Musy élu (p. 634).

En 1939, sur la tête de liste Maxime Quartenoud, homme du fort du gouvernement fribourgeois avec son collègue conservateur et néanmoins adversaire Joseph Piller, Musy cède plus de 3'800 suffrages<sup>201</sup>. Chassot le dépasse encore de plus de 1'100 voix. Surtout, par rapport à l'élection de 1935, qui n'avait pas été le grand triomphe escompté, sa candidature n'ayant déjà pas été du goût de tout le monde, Musy cède environ 5'900 suffrages, soit plus d'un quart de son électorat. À considérer les résultats contrastés de la liste conservatrice, on est donc bien loin de la «splendide cohésion»<sup>202</sup> à laquelle le parti conservateur fribourgeois et, avec lui, *La Liberté* ont tenté de faire croire au début du mois d'octobre, lors de l'assemblée du samedi 7 des délégués du parti qui, par «un vote unanime»<sup>203</sup>, avait décidé de représenter les cinq membres sortants de la députation conservatrice fribourgeoise. À ce moment-là, il est vrai, les stratèges conservateurs espéraient encore à une réélection facile, sans lutte électorale, vu l'entente arrangée avec les radicaux pour maintenir le statu quo, en raison de la conjoncture générale et de la mobilisation de l'armée. Le dépôt de la liste agrarienne a sans conteste chamboulé leur plan.

Cela n'explique pourtant pas tout. Avec ou sans un empêcheur de tourner en rond de dernière minute, beaucoup de conservateurs ont manifestement, dans le secret de l'isoloir, biffé le nom de Musy. Lesquels? C'est probable que quelques coups de crayon proviennent d'une part de l'aile progressiste du parti conservateur fribourgeois, stimulée par l'action fougueuse des jeunes-conservateurs, à cette époque beaucoup plus critiques à l'égard du frontisme<sup>204</sup>, d'autre part, peut-être encore plus plausible et pour une portion plus importante, de l'électorat paysan du vieux grand parti, deux tendances représentées par Quartenoud, le vainqueur principal des élections. L'ancienne fierté du canton passe pourtant. Le Conseil d'État fribourgeois le proclame élu. Aussi la presse annonce tout d'abord la réélection, à l'arraché, de l'ex-conseiller fédéral.

Se faisant l'écho d'une «forte déception»<sup>205</sup> du parti conservateur fribourgeois à l'issue du scrutin, *La Liberté* ne se risque pas à la critique ouverte des décisions prises par le grand parti. Il faut lire entre les lignes. Aux causes externes au parti de la «fâcheuse surprise» du 29 octobre, s'ajoutent, estime-t-elle, «des causes d'un autre ordre, sur lesquelles le tableau des suffrages nominatifs jettera sans doute quelque lumière»<sup>206</sup>. Musy ne peut que se sentir visé. À l'évidence, sa

---

201 En 1946, Quartenoud saura profiter de la conjoncture pour précipiter la chute de Piller. — Données bio. sur Maxime Quartenoud (1897-1956): P. BARRAS, in *ECF*, 2, p. 495; C. SCHALLER: *op. cit.*, pp. 63-64; N. BALMAT: *op. cit.*, p. 34.

202 Voir sous: «L'assemblée des délégués du parti conservateur», in *La Liberté*, 9.10.1939.

203 Voir sous: *ibid.*

204 Sur cette évolution, voir C. SCHALLER: *op. cit.*, pp. 71-77.

205 s.n.: «Les élections fédérales du 29 octobre», in *La Liberté*, 2.11.1939.

206 *Ibid.*

candidature a été jugée déplacée jusque dans les rangs conservateurs. En outre, sur un point que n'aurait pu que souhaiter un Musy peu sûr de ses chances de succès devant le peuple, l'organe conservateur remarque que, peut-être, «étant données les conjonctures extraordinaires du moment, le parti conservateur aurait-il dû, malgré tout, se résoudre à présenter aux électeurs une liste complète»<sup>207</sup>. Sous prétexte d'union face aux périls de l'heure présente, n'a-t-on pas voulu en effet forcer la main aux citoyens conservateurs, en présentant une liste incomplète de cinq noms, moins susceptible d'échauffer la concurrence entre les personnes? Et *La Liberté* de conclure: «L'alerte d'hier est un accident. Le parti conservateur saura prendre les moyens voulus pour qu'elle ne se répète pas. Elle apprend à tous ceux qui ont besoin de le savoir qu'il ne faut pas jouer avec les susceptibilités de l'opinion publique et que le peuple veut sentir chez ses gouvernants et ses représentants l'unité d'esprit et d'action dans le sens de la tradition démocratique du peuple fribourgeois.»<sup>208</sup> Une fois de plus, Musy peut à juste titre se sentir visé par cette allusion. Pourtant, à ce moment-là, il apparaît encore comme un candidat élu qui a contribué, sans grand panache certes, à maintenir la députation conservatrice à cinq sièges au Conseil national.

Toutefois, très vite, la victoire sans gloire tourne carrément à la défaite amère. En effet, quelqu'un note que Musy a été élu aux termes de la loi cantonale fribourgeoise et non selon la loi fédérale sur la représentation proportionnelle<sup>209</sup>. Le trouble-fête? On parle du rédacteur bâlois Amstein, spécialiste de la proportionnelle<sup>210</sup>, d'un «journaliste alémanique» et de la *National-Zeitung*<sup>211</sup>, journal radical de gauche de Bâle, ou encore d'un «journaliste de Lucerne»<sup>212</sup> qui téléphone chez le candidat agrarien Robert Colliard, annoncé battu, mais à qui il est expliqué que, selon l'usage fédéral, c'est lui qui devrait être élu. Dans son édition du 7 novembre 1939, *La Liberté* cite la *National-Zeitung*, selon laquelle le septième siège fribourgeois revient au parti agraire, qui aurait dû, d'après le quotidien bâlois, être pris en considération lors de la seconde répartition. *La*

---

<sup>207</sup> *Ibid.*

<sup>208</sup> *Ibid.*

<sup>209</sup> D'après les dispositions pratiquées par le canton de Fribourg dans l'attribution des sièges restants après la première répartition pour le CN, les listes qui n'ont pas participé à la première répartition n'entrent pas en ligne de compte pour les répartitions subséquentes. Donc, selon cet usage, le parti agrarien est exclu de la deuxième répartition et seuls le parti conservateur et le parti radical peuvent y participer, le septième siège revenant alors aux conservateurs puisqu'ils disposent d'un quotient plus élevé que celui des radicaux. Selon la loi fédérale sur la RP, les listes n'ayant pas atteint le quotient à la première répartition doivent être prises en compte dès la répartition suivante, ce qui fait que, en l'occurrence, le septième siège va aux agrariens, forts du reste le plus élevé, et non aux conservateurs.

<sup>210</sup> H. BÖSCHENSTEIN: «Der Bundesrat der Zwischenkriegszeit», in *NZZ*, 9.12.1966.

<sup>211</sup> J. STEINAUER: «Le cafetier et le financier», in *La Gruyère*, 13.11.1999.

<sup>212</sup> C. COTTET: *Histoire du parti agraire en terre fribourgeoise 1921-1971*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1997, p. 135.

*Liberté* ajoute: «Il y a toute apparence que la *National-Zeitung* s'est fait l'écho de l'opinion régnante à la Chancellerie fédérale.»<sup>213</sup> Beaucoup plus tard, lors d'un entretien radiophonique, Robert Colliard racontera qu'il a reçu «une lettre de Bâle, du *Basler Anzeiger*»<sup>214</sup>. Une chose est sûre: la question du septième siège n'est pas soulevée par un supporter inconditionnel de Musy<sup>215</sup>.

La suite de ce qui devient pour un bref instant l'«affaire Musy», dont *La Liberté*, manifestement peu décidée à en faire un fromage, ne rend que mollement compte<sup>216</sup>, tient un peu de la revanche de l'histoire, car tant la loi fédérale en question que le parti agraire fribourgeois n'ont jamais vraiment trouvé grâce aux yeux de Musy. En effet, déjà au Conseil fédéral, il a longtemps pesté contre la RP au niveau national, celle-ci ayant notamment permis aux socialistes d'augmenter sensiblement leur présence au Conseil national où ils n'ont jamais cessé d'accabler le ministre des finances. Quant au parti agrarien, jugé inutile en terres fribourgeoises, il l'a également très vite critiqué, à l'instar des élites conservatrices fribourgeoises, inquiètes, pour leur propre position, des conséquences néfastes du «schisme agraire»<sup>217</sup>.

Robert Colliard, fondateur du parti agrarien dans le canton, député au Grand Conseil, syndic de Châtel-St-Denis et célèbre interprète du *Ranz des vaches* de la Fête des vigneronns de 1927, ne manque pas de saisir sa chance<sup>218</sup>. Les stratèges agrariens déposent un recours à Berne. La commission de validation du Conseil national leur donnera raison. Entre-temps, Musy s'est désisté. Le septième siège fribourgeois passe à Colliard.

---

<sup>213</sup> s.n.: «Un siège contesté?», in *La Liberté*, 7.11.1939, qui ajoute à la suite de la citation: «On apporte à l'appui de cette opinion la procédure constante de la Chancellerie dans l'établissement définitif des tableaux électoraux et on cite le fait que, à Genève, M. Rosselet vient d'être proclamé élu quoique son parti n'ait pas atteint le quotient.»

<sup>214</sup> C. COTTET: «Robert Colliard: les luttes d'un leader paysan», in *AFr*, 63, 1998/99, p. 49. Le titre du journal bâlois cité par Colliard n'est, semble-t-il, pas exact.

<sup>215</sup> Peut-être faudrait-il aussi examiner le rôle éventuel du radical Ernst Steinmann, correspondant fédéral de la *National-Zeitung* (Bâle) et du *Luzerner Tagblatt* (Lucerne), un homme qui, depuis longtemps, ne porte pas Musy dans son cœur.

<sup>216</sup> Voir s.n.: «Le fonctionnement de la proportionnelle», in *La Liberté*, 9.11.1939; L.: «La controverse sur le septième siège fribourgeois», in *La Liberté*, 13.11.1939.

<sup>217</sup> Expression citée par R. RUFFIEUX: «D'une guerre...» *op. cit.*, in *HCF*, p. 979. En 1928, année électorale au niveau national qui voit, pour la première fois, l'agrarien Robert Colliard briguer, sans succès, un siège à Berne, *La Liberté* rapporte l'opinion de Musy: «Venant à la politique fribourgeoise, M. Musy a exprimé le vœu que le canton de Fribourg reste ce qu'il est, qu'il soit préservé de la contamination du matérialisme ambiant par la formation d'un parti agraire. Un parti pareil est un non-sens dans un canton tout agricole comme celui de Fribourg; on le conçoit à la rigueur dans un pays industrialisé comme le canton de Zurich, mais non chez nous; cette politique d'intérêts matériels est fatale pour l'idée nationale.» (s.n.: «Le branle-bas des élections fédérales», in *La Liberté*, 9.10.1928). — Sur les élections fribourgeoises au Conseil national de 1928, au cours desquelles les conservateurs attaquent le nouveau parti agraire en l'accusant d'être inutile, de mettre la religion en danger et d'imiter le socialisme, voir C. COTTET: *Histoire... op. cit.*, pp. 119-124.

<sup>218</sup> Le nom exact de la liste sur laquelle Robert Colliard s'est présenté est la «liste de défense de l'agriculture et du travail».

Dans cette affaire, l'ancien conseiller fédéral ne reçoit manifestement qu'un soutien minimal de son parti, tellement minimal qu'il ressemble presque à un désaveu tardif. En fait, les dirigeants du parti conservateur ont plus d'une raison de se mordre les doigts d'avoir présenté une liste restreinte avec un tel candidat, à l'évidence tombé en disgrâce auprès d'une importante frange de l'électorat. Aussi ils ne trouvent pas un grand intérêt à défendre à tout prix un homme si contesté. Les casseroles qu'il traîne font décidément trop de bruit.

Musy jette l'éponge. Personne ne lève le petit doigt. Le 20 novembre, *La Liberté* annonce que la chancellerie d'État a reçu de l'ancien conseiller fédéral une lettre, datée du 18 novembre, à Middelstalden. Musy: «Bien que le gouvernement de Fribourg ait validé mon élection, je vous informe que je n'accepterai en aucun cas de siéger au Conseil national. / Vu les circonstances, ma détermination est définitive, quelle que soit la décision finale concernant le siège qui m'a été attribué.»<sup>219</sup> La presse des jours précédents, où ses traditionnels ennemis politiques ne sont plus les seuls à l'accabler, lui a assez montré que le vent a tourné<sup>220</sup>. En outre, les organes socialistes et communistes n'ont pas manqué d'épiloguer sur son récent voyage dans le Reich, à la mi-novembre, alors que la question de sa réélection n'est pas réglée<sup>221</sup>.

Qu'il pense, en décidant de ne pas attendre la décision de Berne, tenir son destin en main constitue une petite consolation. Il préfère prendre lui-même la porte plutôt que devoir être poussé dehors, avec en prime des attaques personnelles programmées. Commentaire laconique et approbateur de l'organe conservateur-catholique: «La détermination annoncée par M. Musy est aussi sage que généreuse.»<sup>222</sup> Dont acte. Il y a un abîme entre les longs commentaires chagrinés de *La Liberté* de mars 1934 qui, à l'annonce de la démission de Musy

---

<sup>219</sup> Voir sous: «Le désistement de M. Musy», in *La Liberté*, 20.11.1939.

<sup>220</sup> Par exemple, dans *La Tribune de Genève* du 4 novembre, Léon Savary, quelque peu revenu de son admiration pour Musy, laisse assez clairement entendre que la désaffection des Fribourgeois pour leur ancien conseiller fédéral tient beaucoup à son attitude à l'égard de l'Allemagne. (L. SAVARY: «Le renouvellement des Chambres fédérales et la position des partis», in *La Tribune de Genève*, 4.11.1939 — En 1941, Savary critiquera vivement le chemin pris par Musy depuis sa démission du Conseil fédéral en 1934. L. SAVARY: «Les motifs de l'attitude généralement adoptée à l'égard de J.-M. Musy», in *La Tribune de Genève*, 1.8.1941). Puis, le 17 novembre 1939, soit le jour qui précède la lettre de désistement de Musy, le Fribourgeois est de nouveau l'objet d'un éreintage en règle, cette fois de la part la *Weltwoche*. (s.n.: «Musys Glück und Ende», in *Die Weltwoche*, 17.11.1939). Ce dernier article, dont nous avons reproduit quelques passages, suscite l'émotion jusque dans des cercles économiques et politiques longtemps favorables à Musy. (Voir BPU, Archives EIA, «Suisse 1939»: lettre de C. Simon à T. Aubert, 17.11.1939; lettre de T. Aubert à C. Simon, 21.11.1939).

<sup>221</sup> À propos de ce voyage, la presse de gauche critique une fois de plus l'usage fait par Musy de son passeport diplomatique. Voir p.e. Insa: «Musy im Dritten Reich!», in *Volksrecht*, 14.11.1939; Insa: «Musy im Dritten Reich!», in *Berner Tagwacht*, 14.11.1939; s.n.: «Musy reist mit diplomatischem Pass ins Dritte Reich», in *Freiheit*, 15.11.1939. Toutes ces coupures de presse se trouvent in: AF, E 2001 (D) 3, Bd 229.

<sup>222</sup> s.n.: «Le désistement de M. Musy», in *La Liberté*, 20.11.1939.



du Conseil fédéral, n'avait alors pas tari d'éloges sur sa personne, et les allusions lourdes de sens, reléguées aux faits divers, de novembre 1939. Si ces deux sorties politiques sont à chaque fois complètement ratées, la seconde est sans conteste la plus catastrophique. Pour beaucoup de Fribourgeois, Musy n'incarne plus la grande figure dans laquelle ils aimaient se reconnaître. Après avoir gravi de 1911 à 1919 tous les échelons politiques, du siège de député au Grand Conseil de Fribourg à celui de conseiller fédéral à Berne, avec comme points d'orgue deux présidences de la Confédération en 1925 et 1930, l'homme tombe de très haut entre 1934 et 1939.

C'est faire court que d'attribuer le revers à «l'ingratitude que trop connue de la République»<sup>223</sup>. Les vraies raisons sont ailleurs. La plus importante, essentielle même, tient à son jeu avec l'Allemagne. Le 6 novembre 1939, Otto Köcher ne s'y trompe pas dans le bilan qu'il dresse des dernières élections: «Einen krassen Stimmverlust erlitt der als deutschfreundlich angegriffene Altbundesrat Musy»<sup>224</sup>. Dans *La Tribune de Genève* du 4 novembre, Léon Savary a également mis le doigt sur l'origine du désamour entre nombre de Fribourgeois et Musy qui «a subi un énorme déchet, surtout, dit-on, de par le vote des militaires. L'ancien président de la Confédération est élu, mais avec près de 4'000 voix de moins que ses collègues conservateurs. Certaine propagande ne lui a point été pardonnée par ses propres concitoyens»<sup>225</sup>.

En 1938 et 1939, les excentricités politiques du Fribourgeois, trop en porte-à-faux avec la défense nationale spirituelle, s'étalent dans la presse et dans les rapports diplomatiques. Les gens en parlent. La police fédérale le fait filer dans la rue, le met sur écoute téléphonique, tient un dossier de plus en plus volumineux où il est sans cesse question de ses relations avec les Allemands. Au sommet du pouvoir, à Berne et à Fribourg, on en a connaissance. Au Redressement national, à la Ligue Aubert, à la Presse suisse moyenne, au sein de rédactions longtemps bienveillantes à son égard et jusqu'aux instances dirigeantes du parti conservateur, tant fribourgeois que suisse, Musy voit chuter sa cote de popularité. Son capital de sympathie s'épuise, certes à des rythmes variables, mais partout de manière inexorable.

La plupart des bruits, aussi insistants qu'inquiétants, se confirment dans les faits. On s'en gargarise. Riedweg s'est récemment fait un nom en entrant dans la SS en Allemagne. Actif dans un mouvement ouvertement pro-nazi, le «trop célèbre Wechlin» (*La Liberté* dixit, un mois avant les élections<sup>226</sup>) a été arrêté,

---

<sup>223</sup> G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 71.

<sup>224</sup> PA, Pol. Abt. II, R 102905: rapport d'O. Köcher à l'AA, 6.11.1939.

<sup>225</sup> L. SAVARY: «Le renouvellement des Chambres fédérales et la position des partis», in *La Tribune de Genève*, 4.11.1939.

<sup>226</sup> Voir sous: «Comment travaille la propagande allemande», in *La Liberté*, 27.9.1939.

puis libéré, il continue son manège. Quant à Musy, il est connu pour ses voyages en Allemagne et son impartialité de jugement à l'image de *La peste rouge* qui insinue et ne dit que le quart de la vérité. Et il y a les autres rumeurs, certes souvent invérifiables, mais dont la fréquence ne peut manquer de frapper. Et puis il y a tout ce que l'on ne sait pas.

Après quelques pronostics à côté de la plaque et de nombreux silences, voire d'approbations tacites au sujet de la politique allemande, sa position face à son électorat devient encore plus délicate avec l'agression armée de l'Allemagne contre la Pologne. Les soldats fribourgeois mobilisés se sentent-ils l'âme de voter pour un tel individu, fût-il ancien président de la Confédération, d'autant plus que les hommes de Robert Colliard travaillent tout spécialement la troupe? Musy, n'est-il pas confortablement installé dans son château, à l'arrière, et régulièrement en contact avec les Allemands, alors que la troupe dort elle sur la paille, loin des familles, justement à cause d'eux? À cela, s'ajoutent la grogne des paysans qui n'ont toujours pas avalé la législation sur l'alcool et la rancune de certains conservateurs, les fidèles de feu Georges Python dont la flamme du souvenir est entretenue par ses fils, Louis et José, et ceux qui n'ont pas apprécié la manière dont Musy s'est imposé pour revenir au Conseil national en 1935 et, c'est fort possible, également en 1939<sup>227</sup>. C'est évident, la plupart des voix que l'électorat lui a retirées ont la valeur d'une sanction. Son échec s'inscrit au demeurant dans une tendance générale. À une époque où la cohésion nationale et la concentration vers le centre se raffermissent sous le coup des périls extérieurs, les mouvements extrémistes, soupçonnés d'accointances avec l'étranger, indisposent fortement une grande partie de la population. Les résultats des élections au Conseil national d'octobre 1939 l'attestent. À Genève, l'Union nationale, représentée durant la législature précédente par Aubert qui n'a pas brigué un nouveau mandat, perd son unique siège. Le Front national, lui aussi à bout de souffle, a renoncé à revendiquer son unique mandat zurichois, difficilement décroché quatre ans auparavant par Tobler. À l'autre extrême, le parti communiste suisse, qui perd complètement sa députation au Conseil national, doit lui faire son deuil du mandat de Bodenmann, à Bâle, et de celui d'Humbert-Droz, à Zurich<sup>228</sup>.

La dérive de Musy vers l'extrême droite et sa compréhension de l'évolution de la politique intérieure et étrangère de l'Allemagne, alors qu'il ne cesse de marteler son discours anticommuniste, l'ont rendu finalement suspect à une

---

<sup>227</sup> Est-ce que Musy trouve une satisfaction, quelques semaines plus tard, en mettant les bâtons dans les roues de la candidature éventuelle de Louis Python à la succession du conseiller fédéral Motta, décédé le 23 janvier 1940? On peut le concevoir.

<sup>228</sup> Certes, les sièges genevois et vaudois gagnés par les partisans de Léon Nicole, récemment exclu du PSS en raison de ses alignements répétés sur la politique soviétique, mettent un peu de baume au cœur de l'extrême gauche.

majorité de Suisses. Dans son propre canton, Musy inspire de la défiance. Son revers électoral de l'automne 1939, alors que la Seconde Guerre mondiale a commencé, est lourd de signification. Loin de tirer toutes les leçons de son échec, Musy en conçoit une rancœur croissante contre le système en place. Il attend plus que jamais l'heure de la revanche. La carrière politique de l'ancien conseiller fédéral ne vient pas de prendre fin, comme le prétend son hagiographe qui enjambe en deux temps trois mouvements sa collaboration au nouvel ordre européen nazi des années 1940-1943<sup>229</sup>.

---

<sup>229</sup> Voir G. CASTELLA: *op. cit.*, p. 72.



**CINQUIEME PARTIE**

**DE LA COLLABORATION AU «NOUVEL ORDRE EUROPEEN» NAZI  
AUX ACTIONS DE SAUVETAGE DE VICTIMES DU NAZISME,  
1940-1945**



**LA REVANCHE?  
1940-PRINTEMPS 1941**

Lorsque la France républicaine s'écroule en mai-juin 1940, cela fait plusieurs années que, partout en Europe, l'esprit de la démocratie libérale, souvent associée à la déchéance, est mis à mal. En été 1940, le leitmotiv du renouveau et de la rupture avec les erreurs du passé rencontre un écho toujours plus fort. Les remises en question n'épargnent pas la Suisse, gagnée par une inquiétude croissante.

Les événements de l'été 1940 donnent un nouveau coup de fouet à Musy, à la recherche d'un second souffle depuis sa sortie du Conseil fédéral en 1934. Son comportement n'est pas sans rappeler celui de ces conservateurs français brouillés avec la Troisième république qui voient dans la défaite une chance de renaissance. Entre la fin de 1940 et le début de 1941, il s'active sur deux plans étroitement liés. D'une part, sur le terrain international, il tente de se faire passer pour un interlocuteur valable à Vichy et à Berlin; d'autre part, au niveau national, il cherche à se présenter, selon une vieille habitude, comme l'homme de la situation, non sans soigner ses relations dans les milieux favorables à l'Allemagne.

Si Musy n'a sûrement jamais pensé devenir l'éventuel Gauleiter de la Suisse, comme certains ont pu le laisser croire, il n'a manifestement pas abandonné l'espoir d'un retour au pouvoir. Dans quel rôle? Comme conseiller fédéral? Comme landammann d'une Confédération rénovée, à l'instar du Fribourgeois Louis d'Affry qui, sous le régime de la Médiation, avait été placé à la tête du pays par la grande puissance du moment? Ou dans un rôle qui, à bien des égards, aurait pu faire penser à celui d'un Laval, collaborant lui aussi avec les nouveaux maîtres du continent? Nous ne saurions le dire avec précision. À en juger par ses nombreuses hésitations, Musy semble lui-même agir sans trop savoir où il va exactement, espérant plus tirer profit des circonstances, fluctuantes, que suivre un plan bien défini<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Le présent chapitre repose en partie sur notre article intitulé: «Jean-Marie Musy dans l'orbite du Reich...» *op. cit.*, pp. 247-258.

## 1. De la drôle de guerre à l'effervescence de l'été 1940

### 1.1. Tactique et tâtonnements

De septembre 1939 à juin 1940, le désarroi et la peur règnent un peu partout en Suisse. La «drôle de guerre», qui se termine avec la catastrophe française de mai-juin 1940, marque une longue période d'attente et de trouble. Musy n'échappe pas à l'ébranlement. Il a plus d'une raison d'être touché dans ses assises profondes. La guerre n'est pas seule en cause. Après le pacte germano-soviétique d'août 1939 qui l'a perturbé en tant qu'anticommuniste allié de fait au Reich, il essuie un camouflet monumental aux élections pour le Conseil national de l'automne 1939.

Pourtant, de l'extérieur, ces divers chocs ne semblent pas l'atteindre dans son assurance. En novembre 1939, au moment même où sa réélection au Conseil national tourne en eau de boudin, il s'en va en Allemagne pour assister, affirme-t-il plus tard, à une course de chevaux<sup>2</sup>. Pierre, son fils aîné, est du voyage<sup>3</sup>. La presse de gauche qui veille au grain ne manque pas de signaler cette nouvelle escapade outre-Rhin, par la frontière schaffhouseise<sup>4</sup>. Comme le rapporte un garde-frontière suisse à ses supérieurs, Musy n'a pas hésité à exiger, lors de son passage à la douane, de garder son voyage complètement secret et de n'en parler à personne. Jamais gêné par les coups de bluff, l'ancien conseiller fédéral s'est présenté comme chargé de mission par le Département politique<sup>5</sup>. Or, ledit Département dit tout ignorer d'un tel mandat<sup>6</sup>.

Se référant à un très récent communiqué que vient de transmettre la radio du

---

<sup>2</sup> C'est la raison qu'il donne lorsqu'il demande un nouveau visa pour l'Allemagne. Voir PA, DGB, 2790 (782/4): «Fragebogen Nr. 478 für den Antrag auf Erteilung eines Sichtvermerks zur Reise nach Deutschland», 30.4.1940.

<sup>3</sup> En date du 20 novembre 1939, la Division des Affaires étrangères du DPF écrit: «Herr Musy jun. hatte wegen der ihm gehörenden Rennpferde privat in Deutschland zu tun; die Abteilung nahm diese Gelegenheit wahr, um ihm eine diplomatische Kuriersendung an die Schweizerische Gesandtschaft nach Berlin anzuvertrauen, zu welchem Zwecke er mit einem Dienstpass ausgerüstet wurde.» (AF, E 2001 (D) 3, Bd 229: lettre de la Division des Affaires étrangères du DPF, où figure le paraphe TM, à savoir celui de K. T. Stucki en 1939, adressée à l'Oberzollinspektor Häusermann, Direction générale des douanes, 20.11.1939). Voir également AF, E 2001 (D) 3, Bd 229: lettre recommandée de la Division des Affaires étrangères du DPF à P. Musy, 24.11.1939.

<sup>4</sup> s.n.: «Alt Bundesrat Musy auf Reisen», in *Arbeiter-Zeitung* (Schaffhausen), 13.11.1939; Insa: «Musy im Dritten Reich!», in *Volksrecht*, 14.11.1939; Insa: «Musy im Dritten Reich!», in *Berner Tagwacht*, 14.11.1939; s.n.: «Musy reist mit diplomatischem Pass ins Dritte Reich», in *Freiheit*, 15.11.1939.

<sup>5</sup> AF, E 2001 (D) 3, Bd 229: lettre de Schaad, Zollkreisdirektor Schaffhausen, à la Direction générale des douanes, 14.11.1939 (copie).

<sup>6</sup> AF, E 2001 (D) 3, Bd 229: lettre de la Division des Affaires étrangères du DPF, où figure le paraphe TM, à savoir celui de K. T. Stucki en 1939, adressée à l'Oberzollinspektor Häusermann, Direction générale des douanes, 20.11.1939.



Reich, par l'entremise du studio de Stuttgart, pour les auditeurs francophones, *La Sentinelle* du 21 novembre se demande, non sans quelques raisons, si le «“personnage suisse bien connu”» signalé par la radio allemande, qui a rapporté ses commentaires louangeurs sur l'Allemagne à son arrivée à Berlin, n'est autre que Musy<sup>7</sup>. Ses adversaires habituels profitent également de l'occasion pour relancer le débat sur l'usage, jugé abusif, fait par Musy du passeport diplomatique traditionnellement accordé aux anciens conseillers fédéraux<sup>8</sup>. Le 5 décembre, le conseiller national socialiste Meierhans, également rédacteur en chef du *Volksrecht* de Zurich, adresse une petite question au gouvernement pour savoir «combien de temps le Conseil fédéral laissera-t-il encore des passeports diplomatiques aux mains de citoyens suisses n'ayant plus aucune fonction et exerçant, dans leurs voyages à l'étranger, une activité qui n'est nullement dans l'intérêt du pays»<sup>9</sup>. Il faut dire que Musy ne vit pas sa retraite, pour le moins sinieuse, de manière aussi sereine que les autres ex-conseillers fédéraux, également au bénéfice d'un passeport diplomatique<sup>10</sup>. L'ancien conseiller fédéral fribourgeois ne cessant de s'activer sur le plan international, le problème de son passeport diplomatique, qui lui permet notamment de ne pas être fouillé à la frontière, donnera lieu, de 1939 à 1945, à de fréquentes allusions dans la presse,

---

<sup>7</sup> s.n.: «Est-ce peut-être Jean-Marie Musy?», in *La Sentinelle*, 21.11.1939.

<sup>8</sup> La question du passeport diplomatique octroyé à Musy a déjà été soulevée par la presse de gauche à la suite de son voyage en Espagne en mars 1939. Voir p.e. sous: «Stall Musy», in *Berner Tagwacht*, 22.5.1939. En automne 1940, alors que les voyages de Musy à l'étranger font de nouvelles vagues en Suisse, une notice établie au sein du DPF indique: «Après sa démission, M. Musy avait fait demander aux services du Département Politique, par l'intermédiaire de son ancien secrétaire particulier du Département des Finances, M. Schmieder, un passeport diplomatique “pour se rendre à Paris”. Cette demande a été accueillie sans autre, en date du 25 février 1939. C'est par les journaux que le Département a appris que de Paris, M. Musy avait poussé une pointe dans l'Espagne nationaliste du Général Franco. D'où grande émotion dans la presse de gauche.» (AF, E 2001 (D) 3, Bd 229: «Notice sur la délivrance des passeports diplomatiques», WZ, à savoir le paraphe de K. T. Stucki en 1940, 24.10.1940). Comme il apparaît d'une note du 20 avril 1942, paraphée par Pilet-Golaz, Musy sollicite à nouveau l'aide du personnel du DFFD pour faire prolonger son passeport; l'ancien chef des Finances et des Douanes obtient notamment l'aide d'Arnold Gassmann, directeur général des Douanes qui a été l'un des plus proches collaborateurs de Musy lorsque ce dernier était au Conseil fédéral. (AF, E 2809/1, Bd 5, «weniger interessant»).

<sup>9</sup> AF, E 2001 (D) 3, Bd 229: petite question Meierhans du 5.12.1939. En date du 27 décembre suivant, le Conseil fédéral répond qu'il est de tradition, eu égard aux importants services rendus au pays, que les anciens conseillers fédéraux reçoivent un passeport diplomatique pour leurs déplacements à l'étranger. Le gouvernement ajoute qu'il «n'hésiterait pas à apporter des restrictions aux règles en vigueur, s'il était démontré que la pratique énoncée ci-dessus a conduit à des inconvénients indubitables». (AF, E 2001 (D) 3, Bd 229: réponse du CF du 27.12.1939, jointe au Pv CF, 27.12.1939).

<sup>10</sup> Voir AF, E 2001 (D) 3, Bd 229: «Notice sur la délivrance des passeports diplomatiques», WZ, à savoir le paraphe de K. T. Stucki en 1940, 24.10.1940, qui nous apprend qu'il y a alors cinq passeports diplomatiques établis au nom d'anciens membres du CF, soit pour Calonder, Häberlin, Musy, Schulthess et Meyer. Toujours vivant, Ernest Chuard n'apparaît pas dans cette liste. Ayant lui aussi disposé d'un tel passeport, Robert Haab est décédé le 15 octobre 1939.

avant tout de gauche, et reviendra plusieurs fois sur le tapis des autorités politiques fédérales<sup>11</sup>.

À la mi-janvier 1940, Léon Bailby, directeur du *Jour-Écho de Paris*, rapporte l'opinion émise sur les événements européens par un homme politique suisse, «volontairement retiré des honneurs suprêmes», que le Français vient de rencontrer<sup>12</sup>. Cette mystérieuse personnalité, dont le nom est tu, n'est autre que Musy. Quelques jours plus tard, l'ancien conseiller fédéral juge nécessaire d'aller se confier au ministre d'Allemagne à Berne. Non sans s'aplatir quelque peu, il assure à Köcher qu'il n'a en fait pas exactement tenu les propos que *Le Jour* vient de publier, notamment ceux peu amènes à l'égard de l'Allemagne. Musy, qui n'a pas tant de scrupules face aux autorités helvétiques lorsqu'on l'accuse de déloyautés envers son propre pays, craint que cela nuise à son image auprès des nouveaux maîtres de l'Europe<sup>13</sup>. Pourfendeur autoproclamé de tous ceux qui ne jouent pas cartes sur table, Musy se révèle souvent moins ferme dans l'application que dans l'affirmation bruyante des principes qu'il défend en surface. Chez lui, l'esprit de collaboration ne s'appuie pas seulement sur des affinités idéologiques désintéressées. Il ne peut également se départir de ses vieux réflexes de politicien opportuniste, rodé aux rouages du clientélisme en tout genre et des relations qu'il faut d'autant plus ménager qu'elles mènent aux puissants du moment. Tacticien dans l'âme, Musy cherche toujours à se placer, bien avant d'être repris, avec d'autres, de fièvre rénovatrice et d'une furieuse envie de pouvoir à la suite de l'émergence du régime de Vichy.

Toujours aussi remuant, Musy passe les dernières semaines précédant la débâcle française à donner des conférences à l'étranger. Le 27 février, il s'exprime à Rome sous le patronage du Contentieux diplomatique, puis le 4 mars à Milan sous les auspices de l'Instituto per gli studi di politica internazionale. Le

---

<sup>11</sup> Sur la question du passeport diplomatique de Musy, voir notamment AF, E 2001 (D) 3, Bd 229; AF, E 2800 1967/59, Bd 18.

<sup>12</sup> L. BAILBY: «Vues sur l'Europe», in *Le Jour-Écho de Paris*, 16.1.1940. D'autres indices internes à cet article montrent qu'il doit s'agir de Musy. Cette hypothèse est confirmée par le mémorandum de Köcher du 26.1.1940.

<sup>13</sup> Suite aux confidences de Musy, Köcher écrit: «Musy erzählte weiter, daß er sich mit diesem Herrn [Bailby] längere Zeit unterhalten habe. Auf abfällige Bemerkungen über den Führer, Göring und andere führende Persönlichkeiten hätte Musy erklärt, daß er im November in Deutschland gewesen sei, es sehe dort ganz anders aus als der Gesprächspartner meine, vor allen Dingen halte er die Auffassung, daß das ganze deutsche Volk gegen den Führer sei, für vollständig unrichtig. / “Le Jour” habe dann einen Artikel gebracht, in dem diese Unterhaltung als Gespräch des Redaktors “mit einem europäischen Staatsmann” (ohne Namensnennung) wiedergegeben worden sei. In diesem Artikel habe der Redaktor Musy gerade das in den Mund gelegt, was er — der Redaktor — selbst gesagt habe. Musy sagte, er wolle mir dies nur mitteilen, damit es in der Gesandtschaft niedergelegt sei, falls etwas gegen ihn hochgehen würde.» (PA, DGB, 2790 (782/4): mémorandum d'O. Köcher, 26.1.1940).

8 mai, il donne une conférence à Bruxelles sur l'invitation du barreau belge<sup>14</sup>. En Belgique, sans doute par l'entremise de son beau-frère, le colonel van Caubergh, Musy est également reçu par le roi Léopold III le 9 mai, soit la veille de l'invasion allemande<sup>15</sup>. Réunies sous la forme d'une brochure intitulée *La Suisse sur le plan international*, ses conférences en Italie et en Belgique trahissent une pensée étonnamment rigide, rivée à un anticommunisme en béton armé<sup>16</sup>. Certes, depuis le début de la guerre, l'URSS n'est pas en reste, notamment en Pologne, où ses troupes sont entrées le 17 septembre, et en Finlande, agressée dès la fin de novembre 1939. Toutefois, ne retenir des événements internationaux que la menace communiste, alors que l'Allemagne a envahi la Pologne dès le début de septembre, puis le Danemark et la Norvège en avril 1940, relève d'un parti pris évident, d'autant plus que cette brochure paraît après que la Wehrmacht a encore déferlé en mai sur la Belgique, le Luxembourg et la France<sup>17</sup>.

Dans ces discours, Musy entonne également son crédo européen. Toujours hanté par le souvenir de l'effroyable saignée de 1914-1918, il reprend à la lettre ce qu'il soutient depuis longtemps et encore plus depuis le milieu des années 1930. L'Européen convaincu, pour qui la défense du continent passe avant la sauvegarde du droit et la condamnation du nazisme, affirme: «À ceux qui discutent passionnément pour savoir qui gagnera la guerre éclatée en septembre dernier, on peut prédire déjà que c'est l'Europe qui la perdra.»<sup>18</sup> C'est sur cette base que Musy marche vers la collaboration au nouvel ordre européen, non sans

<sup>14</sup> Pour se rendre en Belgique via l'Allemagne (Bâle – Cologne – Aix-la-Chapelle), Musy a demandé et obtenu, avec le soutien de Köcher, un visa auprès des Allemands en invoquant la participation à une réunion de la Société du Barreau belge et la visite à sa belle-sœur gravement malade, l'épouse d'Alfred van Caubergh. (PA, DGB, 2790 (782/4): «Fragebogen Nr. 478 für den Antrag auf Erteilung eines Sichtvermerks zur Reise nach Deutschland», 30.4.1940).

<sup>15</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport, MPC, 19.6.1940.

<sup>16</sup> J.-M. MUSY: *La Suisse sur le plan international*. (Conférence donnée le 27 février 1940 à Rome sous le patronage du Contentieux diplomatique, à Milan le 4 mars sous les auspices de l'Institut per gli Studi di Política internazionale, à Bruxelles le 8 mai sur invitation du Barreau Belge), Neuchâtel, Impr. E. Richème, 1940, 30 p. À propos du communisme, Musy écrit entre autres: «Dans cette lutte gigantesque contre l'ennemi commun, l'attitude énergique de l'Italie nous est un gage de succès. Je fus en Espagne pendant la guerre civile qui mit aux prises le patriotisme des troupes de Franco et le fanatisme de l'armée rouge. J'ai pu me rendre compte de la portée de cette guerre symbolique à laquelle les tragiques événements actuels donnent toute leur signification. De source autorisée j'ai appris aussi combien fut précieuse l'héroïque collaboration des légions italiennes dans cette lutte de la civilisation contre la barbarie asiatique. C'est une sécurité pour tous de savoir que partout où le communisme apparaît en armes il se heurte aux descendants des glorieuses légions romaines qui furent pendant des siècles le bouclier de la civilisation naissante.» (*Ibid.*, pp. 19-20). — D'après une épreuve qui se trouve dans le fonds Musy, cette brochure a tout d'abord été intitulée *La Suisse en face du drame européen* et ne se référait qu'aux conférences données en Italie. (AF, fs Musy, vol. 114).

<sup>17</sup> Pour l'un des premiers comptes rendus de la brochure de Musy, voir p.e. sous: «La Suisse sur le plan international», in *Le Fribourgeois*, 2.7.1940. Voir également sous: «“La Suisse sur le plan international”», in *La Suisse libérale*, 26.7.1940.

<sup>18</sup> J.-M. MUSY: *La Suisse sur le plan... op. cit.*, p. 25.

tâtonner pour trouver sa voie.

## 1.2. La défaite de la France et l'émergence du régime de Vichy

Prophète des catastrophes, Musy aurait, à en croire ses propos rapportés après la défaite de la France, prévu cette immense débâcle. «Sur terre, l'armée allemande est imbattable!», aurait-il dit avant la catastrophe<sup>19</sup>. Et Musy d'enfoncer le clou, sur le ton du «je vous l'avais bien dit», dans une entrevue publiée après la déroute française: «Mussolini et Hitler ont compris l'inanité du marxisme qu'ils ont combattu par la plume, la parole et le sabre. Ils ont banni de leur pays le socialisme international au profit d'une politique sociale essentiellement nationale.»<sup>20</sup> Plus loin: «On n'a pas compris le danger du communisme dans une démocratie conduite par un gouvernement faible.»<sup>21</sup> Sans jamais condamner la politique de conquête et d'anéantissement de l'Allemagne dont il s'obstinera à ne pas voir la dimension criminelle, Musy tient les derniers rebondissements internationaux pour prometteurs. Il n'est pas loin de parler de «divine surprise», une expression chère à Maurras. Et, à l'instar d'un Laval en France, lui aussi plein de rancœur contre l'ancien système qu'il estime bon pour la casse, Musy voit dans les grands bouleversements de l'été 1940 l'occasion d'une revanche politique. Son accommodation politique au «nouvel ordre européen» nazi se précise donc avant que l'Assemblée française se saborde le 10 juillet, date qui marque le début du régime de Vichy, en accordant le pouvoir constituant au maréchal Pétain.

À l'évidence, la politique du régime de Vichy envers l'Allemagne joue un rôle important dans le positionnement de Musy face aux nouveaux maîtres de l'Europe. La France de Vichy pratique «volontairement la collaboration d'État»

---

<sup>19</sup> Propos de Musy rapportés sous: «Un interview de M. J.-M. Musy», in *Feuille d'avis de Fribourg*, 3.7.1940. — Hans Hausamann, chef d'un service de renseignements, le fameux «Bureau Ha», écrit le 21 mai 1940 à la police fédérale: «Eine zuverlässige Stelle berichtet mir, dass Alt Bundesrat Musy in Frankreich verdächtigt sei, dass er für Deutschland arbeite. Er soll unter irgendeinem Titel Festungen photographiert haben. Von französischer Seite sei bis jetzt nur deshalb nicht zugegriffen worden, weil es sich um einen schweizerischen Alt-Bundesrat handle.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: lettre de H. Hausamann à Maurer, MPC, 21.5.1940). Un rapport anonyme strictement confidentiel du 4 octobre 1940 donne le même genre d'information que Hausamann. (AF, E 27/15067). Sur la base des archives consultées, notamment en France et en Allemagne, nous n'avons pas pu vérifier ces soupçons. Dans le dossier que la légation allemande à Berne tient au nom de Musy, il y a seulement une carte à en-tête de «Madame Jean-Marie Musy», sans date mais qui se trouve dans des documents datant de l'été 1940, qui indique qu'elle a été envoyée de la part de Musy et précise: «Ces photos nous ont été demandé [sic] par le téléphone hier par une personne de la Légation.» (PA, DGB, 2790 (782/4)). Lesdites photos, qui ont sans doute été agrafées à la carte à l'époque de leur envoi, n'ont pas été gardées dans le dossier.

<sup>20</sup> Propos de Musy rapportés sous: «Un interview de M. J.-M. Musy», in *Feuille d'avis de Fribourg*, 3.7.1940.

<sup>21</sup> *Ibid.*

avec l'occupant allemand, essaie «de replacer la convention d'armistice dans une association plus large avec l'Allemagne victorieuse» et profite «des circonstances de cette occupation étrangère pour mener à bien une révolution politique intérieure»<sup>22</sup>. Hors de toute exigence posée par l'Allemagne, qui ne reste certes pas passive, Musy prend lui aussi l'initiative. Il fait d'innombrables ouvertures en direction des Allemands, alors qu'ils ne lui demandent rien. Cette attitude de collaboration volontaire frappe d'autant plus que Musy n'occupe plus aucune fonction officielle et, sans devoir calculer à l'instar d'un responsable politique en charge de la survie du pays, ne représente pas beaucoup plus que ses propres intérêts personnels.

### 1.3. Le bouillonnement de l'été 1940 ou le retour de la flamme révisionniste

Le regain d'activité dont fait preuve en été 1940 Musy, qui retourne franchement dans l'orbite allemande, s'inscrit en Suisse dans le cadre de «l'irruption d'une nouvelle vague révisionniste qui cherche à effacer l'échec de 1935»<sup>23</sup>. Les récents événements internationaux et l'émergence du régime de Vichy notamment inspirent nombre de rénovateurs suisses. Pour beaucoup, lassés des valeurs libérales et convaincus que le continent a basculé dans un autre univers, la mise en place d'une Europe allemande est une aubaine pour instaurer un ordre national basé sur un pouvoir autoritaire et régénérateur. Forts de la caution apportée à l'«ordre nouveau» par Pétain lui-même — un antigermanique qui collabore pourtant volontairement avec le Reich<sup>24</sup> —, certains d'entre eux pensent que leur heure est venue, qu'il est temps de rénover le pays à l'instar des conservateurs français «brouillés avec la république»<sup>25</sup>. Choisir la voie révisionniste dans l'intérêt de la Suisse alors que Hitler triomphe en Europe et que Staline est toujours perçu comme l'unique danger, c'est déjà faire preuve de préférences idéologiques, même s'il n'y a pas d'adhésion profonde au nazisme.

Donc, en été 1940, les esprits s'échauffent. La Suisse, choquée par la débâcle française et prise encore plus en étau par les puissances de l'Axe, se trouve jeter dans une profonde crise morale. L'avenir apparaît très incertain. Le 25 juin, peu après la signature de l'armistice franco-allemand, le président de la Confédération Pilet-Golaz prononce une allocution radiodiffusée. Il y est question de

---

<sup>22</sup> R. O. PAXTON: «La collaboration d'État», in J.-P. AZEMA et F. BEDARIDA (s.l.d.): *La France des années noires*, tome 1: *De la défaite à Vichy*, Paris, Seuil, 1993, p. 336.

<sup>23</sup> F. PYTHON: *Les aspirations...* *op. cit.*, p. 219.

<sup>24</sup> R. FRANK: «Pétain, Laval, Darlan», in J.-P. AZEMA et F. BEDARIDA (s.l.d.): *op. cit.*, tome 1, pp. 302-303.

<sup>25</sup> L'expression est de Stanley Hoffmann et reprise par J.-P. AZEMA: «Le régime de Vichy», in J.-P. AZEMA et F. BEDARIDA (s.l.d.): *op. cit.*, tome 1, p. 156.

«démobilisation partielle et graduelle de notre armée», de «nouvel équilibre, très différent de l'ancien» que l'Europe doit trouver, la résistance anglaise n'étant au reste pas mentionnée, de décisions «prises d'autorité», hors des sentiers battus, et de «renaissance intérieure». Pilet-Golaz prône l'adaptation aux circonstances nouvelles et non la résistance<sup>26</sup>. Le discours présidentiel, parfois sibyllin et d'un pragmatisme froid, ne rassure pas complètement la population, d'autant plus que l'audience accordée le 10 septembre suivant par le même Pilet-Golaz à quelques chefs du Mouvement national suisse (MNS), Ernst Hofmann et Max Leo Keller, accompagnés de Jakob Schaffner, lui donne rapidement une résonance inquiétante. Les tenants de l'alignement pur et simple sur le Reich triomphant se montrent toujours plus audacieux. Ailleurs dans le pays, on reparle également d'une révision complète de la Constitution. Les aspirations à l'ordre et à l'autorité se font plus nettes, au détriment des idéaux de la démocratie libérale. On crée de nouveaux mouvements. Le plus important d'entre eux, d'inspiration nazie, est justement le Mouvement national suisse (Nationale Bewegung der Schweiz), créé vers la fin de juin 1940<sup>27</sup>. Nous y reviendrons. Face aux dangers extérieurs et intérieurs, d'autres citoyens se montrent beaucoup moins disposés à fléchir. L'armée, où les officiers germanophiles partisans de l'adaptation ne sont certes pas absents, représente l'un des foyers de résistance les plus résolus. L'Action de résistance nationale (Aktion Nationaler Widerstand), créé en été 1940 sous l'impulsion d'une poignée d'officiers choqués par les propos de Pilet-Golaz, fonctionne comme un réseau de résistance clandestin, influent par son travail discret au sein d'Armée et Foyer et prêt à réagir en cas d'invasion allemande et

---

<sup>26</sup> Pour le texte original en français de ce discours, voir E. BONJOUR: *Histoire de la neutralité suisse*, vol. 4, Neuchâtel, La Baconnière, 1970, pp. 109-112. Sur ce discours et le contexte de crise morale en Suisse, à la suite de la défaite française, voir entre autres les études d'Erwin Bucher (E. BUCHER: «Die Schweiz im Sommer 1940. Urteilsmassstäbe. Der Fall Pilet», in *RSH*, 29, 1979, 3, pp. 356-398; E. BUCHER Erwin: «La Suisse sous l'effet de la défaite française de 1940», in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 121, janvier 1981, pp. 83-96; E. BUCHER: *Zwischen Bundesrat und General. Schweizer Politik und Armee im Zweiten Weltkrieg*, Zürich, Orell Füssli, (1991) 1993, pp. 536-556); ainsi que J. ADAM: *Die Haltung der Schweiz gegenüber dem nationalsozialistischen Deutschland im Jahre 1940*, Diss. phil., Mainz, 1972, 322 p.; J. MEURANT: *La presse et l'opinion de la Suisse romande face à l'Europe en guerre 1939-1941*, Neuchâtel, La Baconnière, 1976, pp. 191-397; A. LASSERRE: *La Suisse... op. cit.*, pp. 69-129; J.-C. FAVEZ: «La grande peur de l'été 40. La Suisse entre la résistance et l'adaptation», in *L'Année 40 en Europe*, colloque international, Caen, Université de Caen, 1990, pp. 85-99. Sur les plans d'intervention d'Hitler contre la Suisse en été 1940, voir K. URNER: «*Il faut encore avaler la Suisse*». *Les plans d'invasion et de guerre économique d'Hitler contre la Suisse*, Genève, Georg, 1996 (1990 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), pp. 23-91.

<sup>27</sup> Nous ne distinguons pas entre la Nationale Bewegung der Schweiz (NBS) et le Mouvement national suisse (MNS), deux groupements fondés en juin 1940 à quelques jours d'intervalle, le premier en Suisse alémanique, le second en Suisse romande. De fait, il s'agit d'un seul et même mouvement, où les luttes intestines et les divergences, certes, ne manquent pas.

d'abdication du Conseil fédéral<sup>28</sup>. Pour l'opinion publique, c'est surtout le général Guisan, certes parfois avec quelques ambiguïtés peu connues de la population, qui incarne l'esprit de résistance<sup>29</sup>. Traversée par des courants trop hétérogènes, entre résistance et rénovation de la Suisse dans le cadre de l'Europe nouvelle, la Ligue du Gothard, autre mouvement fondé le 30 juin 1940, peine à trouver sa voie et laisse planer le doute sur son orientation<sup>30</sup>.

Bien entendu, Musy ne peut se soustraire à la fièvre générale qui gagne les milieux rénovateurs. Persuadé d'avoir un rôle à jouer, une mission à remplir, il répond toujours présent lorsqu'il s'agit de sauver ou de rénover. Les représentants français, qui placent le Fribourgeois carrément à l'extrême droite et le tiennent pour un candidat agréé par le Reich, voient déjà poindre le bout de son oreille lorsque le conseiller fédéral Hermann Obrecht donne sa démission le 21 juin<sup>31</sup>. En

---

<sup>28</sup> Évoquant dans l'après-guerre l'activité de l'Aktion Nationaler Widerstand contre les tenants de l'alignement de la Suisse sur le Troisième Reich et les pèlerins qui se rendaient à Berlin, Hans Hausamann évoquera justement un voyage de Musy dans la capitale du Reich: «Je l'appris immédiatement, de nouveau par un membre de l'Aktion, lequel était fonctionnaire de la légation. Dans la suite, la commission des pouvoirs extraordinaires s'est occupée de ce voyage.» (Cité in E. BONJOUR: *Histoire de la neutralité...* op. cit., vol. 4, n. 17 p. 213). Sur l'Action de résistance nationale dont font partie des officiers et des représentants de la société civile, voir entre autres A. MARKWALDER: *L'Aktion Nationaler Widerstand et ses journaux 1940-1945*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1994, 336 p. August Lindt, une des chevilles ouvrières de ce mouvement, en retrace également l'histoire in: *Le temps du hérisson. Souvenirs, 1939-1945*, Carouge-Genève, Zoé, 1995 (1992 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), 203 p.

<sup>29</sup> W. GAUTSCHI: *Le général Guisan...* op. cit., notamment les pp. 175-283 qui se rapportent plus particulièrement à l'année 1940, avec le fameux rapport du Rütli, le 25 juillet 1940. Voir également les analyses détaillées d'O. GAUYE: «Le général Guisan et la diplomatie suisse 1940-1941», in *Études et Sources*, 4, 1978, pp. 5-68; O. GAUYE: «“Au Rütli, 25 juillet 1940”». Le discours du général Guisan: nouveaux aspects», in *Études et Sources*, 10, 1984, pp. 5-56.

<sup>30</sup> Sont membres de la Ligue du Gothard entre autres Walter Allgöwer, Robert Eibel, Christian Gasser, René Leyvraz, Philippe Mottu, Denis de Rougemont, Theophil Spoerri. Au nombre de ses soutiens se trouvent également Gonzague de Reynold et Gottlieb Duttweiler. À propos de la Ligue du Gothard, voir notamment C. WERNER: op. cit., pp. 260-284; R. BUTIKOFER: *Le refus...* op. cit., pp. 356-362. Pour l'ouvrage d'un ancien membre sur ce mouvement, voir C. GASSER: *Der Gotthard-Bund. Eine schweizerische Widerstandsbewegung. Aus den Archiven 1940 bis 1948*, Bern (e.a.), P. Haupt, 1984. 161 p.

<sup>31</sup> Dans ces derniers rapports écrits pour la République, les représentants français écrivent entre autres le 3 juillet 1940: «Je viens d'apprendre de source bien informée que M. Frölicher, Ministre de Suisse à Berlin, a fait savoir à son gouvernement que le Gouvernement du Reich s'opposerait à la nomination d'un Conseiller fédéral romand en remplacement de M. Obrecht, démissionnaire. / Il va de soi que ce veto ne s'appliquerait pas à M. Musy, si ce dernier était appelé à représenter l'extrême-droite dans le Conseil Fédéral [...]. Il est probable que, par cette communication faite à M. Frölicher, le Gouvernement du Reich tienne à orienter le Gouvernement fédéral vers un candidat nazi.» (AMAE (Nantes), ambassade de France à Berne, 1939-1942, vol. 620: rapport du Service de presse de l'ambassade de la République française en Suisse au MAE, 3.7.1940). En date du 4 juillet, Robert Coulondre, ambassadeur de France à Berne, doute que l'élection du successeur d'Obrecht pourra se dérouler selon le jeu parlementaire normal et sans pression étrangère. D'après un renseignement de bonne source, il affirme savoir que le gouvernement allemand aurait d'ores et déjà fait savoir à Frölicher à Berlin qu'il n'admettrait pas la nomination d'un Romand au siège laissé vacant par Obrecht. Coulondre ajoute: «De divers côtés, on me signale d'autre part le renouveau d'activité du mouvement frontiste qui, profitant des

fait, si les Allemands le considèrent effectivement comme un allié, rien ne permet de corroborer de manière formelle leur soutien éventuel au Fribourgeois<sup>32</sup>. Il est d'ailleurs difficile de concevoir raisonnablement le retour de Musy au Conseil fédéral, même si le principal intéressé fait tout dans les mois suivants pour se profiler comme l'homme de la situation. En cette année pleine d'incertitudes, les esprits déroutés citent également, au nombre des hommes qui ont fait leurs preuves, le retour possible au Conseil fédéral de son ancien collègue et néanmoins adversaire Edmund Schulthess, qui ne se voit lui-même certainement pas revenir au pouvoir<sup>33</sup>.

Au reste, Musy n'est pas le seul à être alléché par les perspectives inédites que laisse entrevoir l'ordre nouveau. Dans les chaleurs de l'été 40, les jeunes loups et les vieux renards sortent du bois. Tous se découvrent prophètes ou sauveurs, le plus souvent les deux à la fois. Ainsi, Gonzague de Reynold, maître à penser de la droite autoritaire qui n'en finit pas de tempêter contre la révolution française et le régime de 1848, s'avance sur la scène politique en donnant, le 20 juillet à Fribourg devant l'assemblée générale de la SES et quelques représentants de l'élite politique conservatrice, dont Musy, une conférence sur le thème de l'adaptation au nouvel ordre et de la régénération nationale<sup>34</sup>. Toutefois, Musy pourrait ne pas apprécier cette concurrence. Le 29 juillet, Gonzague de Reynold écrit au conseiller fédéral Etter. Observant une ébullition certaine dans les milieux rénovateurs de Suisse romande, le professeur fribourgeois ajoute: «Enfin, Musy

---

circonstances et utilisant à ses fins le discours de M. Pilet-Golaz [...] préconise ouvertement l'établissement en Suisse d'un régime autoritaire, et demande le remaniement du gouvernement, par l'élimination des éléments considérés comme les défenseurs les plus résolus du système démocratique, tels MM. Minger et Baumann, et par l'admission de représentants de l'extrême-droite, comme l'ancien Conseiller Fédéral Musy et le Directeur des "Nationale Hefte" Oehler, entièrement acquis l'un comme l'autre aux conceptions du Troisième Reich.» (AMAE (Paris), Vichy-Europe, Guerre 1939-1945, série Z, vol. 762: télég. confidentiel de R. Coulondre pour Diplomatie-Vichy, 4.7.1940).

<sup>32</sup> Nous pouvons p.e. le déduire du rapport que Köcher écrit le 9 juillet 1940 au sujet de la succession Obrecht: «Ich habe in wiederholten Besprechungen mit führenden Persönlichkeiten in und außerhalb des Bundeshauses darauf hingewiesen, daß von unserer Seite die Wahl mit größtem Interesse verfolgt werde. Einen Sozialdemokraten oder Welschen zu wählen, wie z.B. den Freimaurer Berthoud, hielte ich für ausgeschlossen. Es müsse eine Deutschland gegenüber positiv eingestellte Persönlichkeit sein, die die Garantie für eine fruchtbare Zusammenarbeit mit uns biete.» Köcher ne mentionne toutefois pas le nom de Musy, ni d'ailleurs celui d'un possible candidat idéal qu'il soutiendrait éventuellement. (PA, DGB, 2783 (782/1): d'O. Köcher à l'AA, 9.7.1940).

<sup>33</sup> Sur la mention du nom de Schulthess lors de la succession d'Obrecht, voir A. F. REBER: *op. cit.*, n. 8 (p. 195, 18.7.1940), p. 196, n. 24 (18.7.1940), p. 202.

<sup>34</sup> Y participent également les conseillers fédéraux Etter et Celio, le Conseil d'État fribourgeois et des parlementaires fédéraux conservateurs-catholiques. Sur l'attitude de Gonzague de Reynold en été 1940, voir A. MATTIOLI: *Zwischen Demokratie...* *op. cit.*, pp. 274-291; et aussi, plus spécialement sur son intervention devant la SES, voir F. PYTHON: *Les aspirations...* *op. cit.*, pp. 234-238; S. ROSSIER: «Gonzague le réactionnaire», in *La Gruyère*, 13.11.1997. Une partie de cette conférence, enregistrée, peut être écoutée sur CD: *Fribourg. Quand la radio découvrait la Suisse romande...* Archives sonores de la Radio suisse romande, 1997.



lance son mouvement, paraît-il.»<sup>35</sup> Puis: «J'ai revu Musy à Fribourg dans d'assez mauvaises conditions pour causer. Mes antennes ont enregistré des réticences de sa part à mon égard, ce qui m'a fait de la peine, venant d'un vieil ami [-] craindrait-il une concurrence?»<sup>36</sup> Gonzague de Reynold a sans doute quelques raisons de s'exprimer ainsi.

En effet, la secousse de la défaite française pousse Musy à redoubler d'efforts pour se remettre en selle. Dès l'été 1940, il déploie une impressionnante activité politique, digne d'un candidat en campagne qui brigue les honneurs. Un peu à l'instar de ce qu'il a essayé de faire avec l'ANSC en réaction à la montée des fronts populaires, l'ancien conseiller fédéral cherche, sous le coup de la débâcle française, à créer autour de sa personne un mouvement dont il serait à nouveau le centre fédérateur. Très irrité par l'interdiction qui a frappé *La peste rouge* en juin 1940, Musy y va, dans une lettre adressée le mois suivant aux autorités de censure, d'une menace à peine voilée: «Je m'abstiens de tout commentaire; l'occasion d'une explication viendra plus tard. Je me contente pour l'instant de me demander ce qu'il faudra pour ouvrir les yeux de ceux dont la mission est cependant de voir clair pour les autres.»<sup>37</sup> Très peu de temps avant d'envoyer cet avertissement plutôt sec, Musy a demandé à être reçu à Berlin, notamment par Himmler<sup>38</sup>. Il y a de la revanche dans l'air.

Dès cet instant, il déploie plus encore une intense activité sur le plan national et le plan international, deux terrains étroitement liés, l'un et l'autre représentant les volets complémentaires d'une seule et même stratégie de retour à l'avant-scène politique. La simultanéité de ses démarches, en Suisse et à l'étranger, ne manque pas de frapper. Pour atteindre son but, il s'appuie sur un réseau de relations enchevêtrées, bâti bien avant la guerre. Un milieu qui est un peu à l'image des forces de droite qui composent avec les maîtres de l'heure dans l'Europe allemande: de la droite traditionnelle lassée de la démocratie libérale à l'extrême droite collaborationniste, étant bien entendu que des hommes de droite ont également choisi d'entrer en résistance plutôt que de s'accommoder de la domination allemande. Cette tendance à se placer à la croisée des droites, avec les avantages et les inconvénients que cela comporte, représente au demeurant une constante de la trajectoire de Musy. En août 1940, Hans Hausmann remet à Werner Balsiger, chef du service de la police fédérale au Ministère public, un

---

<sup>35</sup> ALS, fs Reynold, Corr. cop. XIII: lettre de G. de Reynold à P. Etter, 29.7.1940. Gonzague de Reynold tient peut-être cette information d'une lettre de René Leyvraz du 26.7.1940 qui indique: «J'ai appris hier que M. Musy lançait son propre mouvement.» (Cité in J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 51).

<sup>36</sup> ALS, fs Reynold, Corr. cop. XIII: lettre de G. de Reynold à P. Etter, 29.7.1940.

<sup>37</sup> AF, E 4320 (B) 1974/47, Bd 127, C.8.18: lettre de J.-M. Musy à la Section Film, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, 31.7.1940.

<sup>38</sup> Voir PA, DGB, 2790 (782/4): télégramme de Köcher pour l'AA, 29.7.1940.

rapport rédigé par un de ses agents de renseignement qui va dans ce sens. Ayant évoqué l'esprit défaitiste qui règne dans beaucoup de milieux de Suisse romande, l'informateur de Hausamann parle des amis de Georges Oltramare qui «ont l'intention de fonder un "parti national suisse"»<sup>39</sup>. Il ajoute: «Ils recrutent en sous-main des adhérents parmi les mécontents de la classe petite bourgeoise. Il paraît que Musy joue un rôle dans ces milieux, surtout comme distributeur de fonds.»<sup>40</sup> Si les liens de Musy avec plusieurs fers de lance du MNS sont déjà établis dès juillet-août 1940, aucune source à notre disposition ne vient corroborer de manière irréfutable les soupçons d'une fonction de bailleur de fonds endossée éventuellement par Musy à l'égard de l'extrême droite romande.

Au début du mois d'août 1940, l'avocat Jean Chappuis s'arrange pour rencontrer Musy<sup>41</sup>. Dans un passé récent, les deux hommes se sont retrouvés côte à côte pour combattre l'initiative de crise (1935), prôner la révision totale de la Constitution (1935), soutenir l'initiative antimaçonnique (1937) et lutter contre le nouveau code pénal fédéral (1938). À l'époque où nous sommes, Jean Chappuis, chef de file des jeunes conservateurs, en particulier de Suisse romande, se trouve toujours à la tête de *La Jeune Suisse*, à l'origine organe des jeunes conservateurs et chrétiens-sociaux de la Suisse romande<sup>42</sup>. Occupé à donner un nouvel élan à *La Jeune Suisse*, alors en proie à de graves difficultés, Chappuis retrouve donc Musy afin de discuter avec lui du renouveau de *La Jeune Suisse*. Leurs tractations traînent quelque peu, jusqu'à ce que, en février 1941, Chappuis presse Musy de prendre une décision au sujet de sa reprise en main, par ce dernier, de *La Jeune Suisse*. Toutefois, avant d'en arriver à cette nouvelle étape, l'avocat de Porrentruy

---

<sup>39</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 52, C.2.10025: «Stimmungsbericht aus der welschen Schweiz», s.d., adressé par H. Hausamann à W. Balsiger, (fin août 1940).

<sup>40</sup> *Ibid.* À ce rapport est agrafé un autre rapport d'un agent de renseignement de Hausamann, daté du 27.8.1940, où il est écrit au sujet de Hans Oehler, compté au nombre des amis d'Oltramare: «hat öfters Besprechungen mit Musy. Das gleiche gilt für den Pfarrer Clot». (*Ibid.*). Comme le rapportent des inspecteurs de la police de sûreté vaudoise chargés de surveiller une réunion que tiennent à Lausanne le 31 juillet 1940 des chefs du MNS, entre autres Charles Clot, Jean Pidoux, Hans Oehler, Walter Michel et Arthur Blanc de Neuchâtel (selon toute vraisemblance, il s'agit plus exactement de Louis-Arthur Blanc), Hans Oehler et Jean Pidoux rejoignent à un moment donné Musy et Gustave Bornand dans une brasserie. Le rapport ajoute: «Ils causèrent quelques instants, puis sortirent de l'établissement. Ils attendirent l'automobile de Blanc Arthur dans laquelle prirent place, à côté de ce dernier: Musy et derrière Bornand. Bornand après (une) courte discussion ressortit de l'auto et rejoignit Oehler et Pidoux». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 52, C.2.10025: rapport de l'inspecteur-brig. Clot et de l'inspecteur Chabloz au chef de la police de sûreté du canton de Vaud, 1.8.1940; rapport transmis au MPC le 2.8.1940). Sur une liste des membres connus du MNS à Lausanne et dans le canton (de Vaud), on peut également lire au sujet de Musy qu'il est en «relations avec les membres les plus influents du MNS, Bornand, Michel, Clot, Oehler et d'autres en Suisse allemande». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 52, C.2.10025: liste portant le timbre du 21.9.1940).

<sup>41</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 49. Dans une lettre du 8 août 1940, Jean Chappuis convient avec Henri Berra d'un rendez-vous avec Musy. (*Ibid.*, n. 8 p. 49).

<sup>42</sup> Sur *La Jeune Suisse*, de sa création en 1935 à la veille de sa reprise en main par Musy, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 6-47.

entre déjà en contact avec Gustave Bornand, vraisemblablement grâce au concours de Musy<sup>43</sup>.

Bornand, qui a collaboré à la diffusion de *La peste rouge* en 1939, est membre du MNS, groupement justement à la recherche d'un journal. Une enquête de la police de sûreté vaudoise établit très vite que Chappuis, Musy et Bornand, présenté comme l'homme de liaison entre le MNS et l'ancien conseiller fédéral, négocient le rachat de *La Jeune Suisse* par le MNS<sup>44</sup>. Leur entreprise tombe définitivement à l'eau lorsque, le 19 novembre 1940, le Conseil fédéral ordonne la dissolution du MNS et l'extension de l'interdiction de toute activité aux organisations qu'il a incorporées, soit entre autres le BTE et l'ESAP. Toutefois, loin d'en souffrir, les liens entre Musy et le MNS vont plutôt se resserrer en sous-main après l'interdiction de ce mouvement d'obédience nazie qui poursuit son action dans la clandestinité.

## 2. Le retour au pouvoir?

### 2.1. Réapparition dans le champ magnétique allemand

Aux flottements de 1939 succède, après la défaite française de juin 1940, un regain d'activité de Musy auprès des Allemands. Quelques jours après le vote de l'Assemblée nationale qui, le 10 juillet 1940, accorde les pleins pouvoirs au maréchal Pétain, Musy passe à l'action sur le plan international. Le 29 juillet, par l'intermédiaire de Köcher, il demande à être reçu par Himmler et Schacht: «Alt-Bundesrat Musy beabsichtigt, zweite Hälfte nächster Woche nach Berlin zu reisen, um ihm bekannten Reichsführer SS Himmler und Reichsminister Schacht aufzusuchen.»<sup>45</sup> Le 15 août, Köcher fait parvenir à l'ancien conseiller fédéral, sur la demande de celui-ci et dans la perspective de son prochain voyage en Allemagne, de la documentation sur l'économie allemande: «Ihrem Wunsche entsprechend übersende ich Ihnen heute durch die Post eine Reihe von Abhandlungen, die sich mit dem deutschen Wirtschaftsaufbau, der Lösung der sozialen Frage, sowie der deutschen Geldschöpfung und Finanzlenkung in Krieg und Frieden befassen.»<sup>46</sup> L'ancien ministre des finances, pourtant un ancien

---

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>44</sup> *Ibid.* — Nous ne sommes pas parvenu à vérifier les propos du policier genevois Charles Knecht, inspecteur au service de police du Ministère public, qui écrit en août 1940 au sujet du MNS: «L'ex-conseiller fédéral Musy appartient au Mouvement et serait en tractations pour l'achat du journal *Curieux*.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 52, C.2.10025: renseignements sur le MNS, «très confidentiel», signé par C. Knecht, août 1940).

<sup>45</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): télégramme de Köcher pour l'AA, 29.7.1940.

<sup>46</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): lettre de Köcher pour Musy, 15.8.1940.

libéral adversaire de la politique d'autarcie et de l'interventionnisme étatique, deux tendances fortes de l'économie allemande sous la botte nazie, est certes convaincu que le capitalisme libéral a vécu mais sait aussi adapter son discours pour plaire aux maîtres de l'heure. Se référant à une conférence de Musy, tenue le 9 février 1941 à Genève, Krauel notera avec satisfaction que l'ancien conseiller fédéral prône quasiment la même politique économique que celle des nazis: «Sein [...] Vortrag über Wirtschaftsprobleme wurde dadurch interessant, dass Musy weitgehend und ohne Widerspruch zu finden, Gedanken vertrat, die dem nationalsozialistischen Wirtschaftsprogramm sehr ähnlich sahen»<sup>47</sup>. Musy écrira lui-même, sans citer ses sources, qu'«une étude attentive de l'organisation de l'économie allemande, m'a convaincu que les méthodes nouvelles appliquées par le IIIe Reich eurent leur part à cette réussite [de l'économie nationale-socialiste]»<sup>48</sup>.

Le 17 août 1940, la Wilhelmstrasse informe la légation allemande de Berne que le Reichsführer SS et le ministre Schacht sont prêts à recevoir Musy à Berlin entre le 1<sup>er</sup> et le 7 septembre<sup>49</sup>. Celui-ci arrive à Berlin le 2 septembre<sup>50</sup>. Il a prévu de rester deux semaines en Allemagne<sup>51</sup>. Outre Himmler et Schacht, Musy rencontre von Weizsäcker<sup>52</sup> et Riedweg<sup>53</sup>. À en croire ce qu'écrit peu de temps après Caspar Jenny, industriel influent longtemps favorable à Musy qui, en septembre 1940, tient toutefois celui-ci pour quelqu'un qui «n'est sans aucun

<sup>47</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): rapport de W. Krauel pour la DGB, 19.2.1941.

<sup>48</sup> J.-M. MUSY: *La Suisse devant son destin*. (Extraits des conférences données par l'ancien conseiller fédéral Musy à Lausanne, Neuchâtel, Nyon, Fribourg, Orbe, Vevey et Genève, novembre et décembre 1940, janvier et février 1941), Montreux, Impr. Nouvelle Ch. Corbaz, 1941, p. 30.

<sup>49</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Doernberg pour la DGB, 17.8.1940.

<sup>50</sup> Date annoncée par Köcher in: PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 29.8.1940.

<sup>51</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): «Fragebogen Nr. 1190 für den Antrag auf Erteilung eines Sichtvermerks zur Reise nach Deutschland», 27.8.1940.

<sup>52</sup> Copie d'une lettre de C. Jenny, président de la PSM et représentant du Vorort de l'USCI, à H. Homberger, directeur du Vorort, 24.9.1940, in *DDS*, vol. 13, p. 943. Des passages de cette lettre, mais pas celui où apparaît le nom de Musy, sont cités in: G. WAEGER: *op. cit.*, pp. 204-205. Quelque peu différente dans sa composition, surtout au début, soit avant le passage qui évoque Musy, une copie de cette lettre se trouve in: PA, Abt. Inland II – Geheim, R 101167, Fiche-Nr. 3035, Diplomatische Aktionen, Bd 476: copie de la lettre du 24.9.1940 de C. Jenny à H. Homberger, annexée à la lettre du SS-Brigadeführer H. Jost à M. Luther, chef de la Section «Allemagne» de l'AA, 8.11.1940. Cette dernière version est en grande partie reproduite et traduite in: D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, pp. 202-204, voir également n. 97-100 pp. 384-385.

<sup>53</sup> Dans une lettre confidentielle du 25 septembre 1940, le capitaine Waibel, officier suisse de renseignements, écrit au colonel Müller: «Die Reisen der politischen Commis voyageurs in Deutschland nehmen ihren Fortgang. Sie werden in der Zwischenzeit wohl auch von der Reise Bundesrat Musys erfahren haben. Wahrscheinlich auch darüber, dass sich Musy mit dem bekannten Hauptsturmführer Riedweg [...] öffentlich zeigt!» (AF, E 27/9943). Le même Waibel a déjà présenté Musy comme un «commis voyageur politique», en relation avec Riedweg, dans une lettre du 15 septembre 1940 au colonel Masson, chef de la Section de renseignements de l'État-Major Général. (AF, E 27/9943).

doute pas l'homme à se rendre à Berlin pour y représenter les intérêts de la Confédération»<sup>54</sup>, l'ancien conseiller fédéral est allé dans la capitale allemande entre autres à cause des zones genevoises et des relations en général<sup>55</sup>. Von Weizsäcker doit avoir fait à Musy, nous rapporte encore Jenny, un compliment douteux en remarquant qu'il est, lui Musy, chasseur et ferait bien de rentrer à la maison et d'abattre les aviateurs anglais qui violent le territoire suisse<sup>56</sup>.

Quant aux discussions de Musy avec Himmler et Schacht, nous ne savons pas de quoi il retourne exactement, faute de sources de première main. Toutefois, au sujet de la rencontre Musy-Himmler, un faisceau d'éléments concordants indiquent que les deux hommes ont dû entre autres évoquer la question épineuse de l'attitude de certains grands journaux suisses, jugée hostile par Berlin qui trouve une occasion supplémentaire d'exercer de fortes pressions, lourdes de menaces, sur la Suisse. En effet, en date du 6 septembre 1940, alors que Musy se trouve à Berlin, le ministre de Suisse à Berlin, Hans Frölicher, rapporte une conversation qu'il vient d'avoir avec l'ancien conseiller fédéral: «Herr Musy war dann gestern nach dem Frühstück in der Lage, mir über seine Besprechung mit Reichsführer Himmler zu berichten. Er hat dabei einen eher ungünstigen Eindruck über die Lage unseres Landes erhalten. Die Hauptvorwürfe gelten der Presse und der öffentlichen Meinung, die unter der Duldung des Bundesrates nicht neutral sei und auch jetzt sich nicht wesentlich geändert habe.»<sup>57</sup> Partisan comme Musy de l'adaptation et lui aussi inquiet des signes de tension entre l'Allemagne et la Suisse, Frölicher voit d'un bon œil l'arrivée de Musy à Berlin car, précise-t-il à Pilet-Golaz, toute initiative privée de «personnalités suisses irréprochables» qui a pour but d'améliorer les relations germano-suisse a sa sympathie et son soutien<sup>58</sup>. Aussi, à l'occasion du séjour de Musy à Berlin, Frölicher donne un déjeuner en cercle restreint auquel il invite quelques personnalités allemandes: le ministre plénipotentiaire von Rintelen, le secrétaire

---

<sup>54</sup> Jenny: «Musy ist zweifellos nicht der Mann, um nach Berlin zu reisen und dort für die Belange der Eidgenossenschaft aufzutreten.» (Copie d'une lettre de C. Jenny à H. Homberger, 24.9.1940, in *DDS*, vol. 13, p. 943).

<sup>55</sup> Copie d'une lettre de C. Jenny, président de la PSM et représentant du Vorort de l'USCI, à H. Homberger, directeur du Vorort, 24.9.1940, in *DDS*, vol. 13, p. 943.

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> AF, E 2001 (E) 1, Bd 8, chemise n° 197: rapport de H. Frölicher à M. Pilet-Golaz, 6.9.1940. Dans son rapport sur la presse déposé en 1946, le Conseil fédéral rappellera, sans mention du nom de Musy, que le ministre de Suisse à Berlin, Frölicher, «mandait, le 6 septembre 1940, qu'un Suisse qui avait eu une conversation privée avec Himmler avait rapporté une impression plutôt défavorable de la situation de notre pays, "auquel on reproche surtout l'attitude de sa presse et de l'opinion publique"». (Rapport CF presse, 27.12.1946, p. 174). — Dans son rapport du 6.9.1940, Frölicher précise que Musy n'a pas seulement prévu de rencontrer Himmler et Schacht: «Herr Musy besuchte mich dann und teilte mir mit, dass sein Besuch privater Natur sei. Unter anderem werde er mit der Berliner Vertretung der Firma Nestlé Fühlung nehmen.» (AF, E 2001 (E) 1, Bd 8, chemise n° 197).

<sup>58</sup> AF, E 2001 (E) 1, Bd 8, chemise n° 197: rapport de H. Frölicher à M. Pilet-Golaz, 6.9.1940.

d'État Bohle, le vice-président de la Reichsbank Puhl et le conseiller de légation Schmidt<sup>59</sup>. Avec Schacht, Musy parle très certainement de problèmes économiques<sup>60</sup>. Dépourvu de toute charge officielle, Musy court à Berlin pour y avoir toutes sortes d'entretiens sans que personne le charge, semble-t-il, d'un quelconque mandat<sup>61</sup>.

Vu son engagement progressif sur la voie d'une accommodation active à la puissance dominante, Musy ne revient manifestement pas de Berlin avec un esprit de résistance très affirmé à l'égard du Reich. Au sujet de la question précise de la presse helvétique peu appréciée par Berlin, nous pouvons même nous demander si, après ce voyage en Allemagne et les critiques qu'il a entendues de la bouche de Himmler au sujet de la presse suisse, Musy ne trouve pas un intérêt renforcé à poursuivre l'idée de la reprise en main de *La Jeune Suisse*. Ayant toujours accordé une grande importance aux médias, Musy discute, rappelons-le, au même moment avec Jean Chappuis de la relance de cet organe de presse sur de

---

<sup>59</sup> *Ibid.* Le diplomate Emil von Rintelen travaille au Ministère des Affaires étrangères. Officiellement secrétaire d'État, Ernst Wilhelm Bohle est chef de l'Auslandsorganisation de la NSDAP au même Ministère. Portant le titre de conseiller de légation avant d'obtenir celui de ministre, le Dr Paul Karl Schmidt est un des plus proches collaborateurs de von Ribbentrop et un des principaux responsables des questions de presse au Ministère des Affaires étrangères.

<sup>60</sup> Frölicher écrit: «Herr Musy wird heute noch mit Herrn Schacht sprechen, wo er Aufschlüsse über die Neugestaltung der wirtschaftlichen Verhältnisse auf dem Kontinent wird zu erhalten suchen. Allerdings habe er den Eindruck, dass die Anregungen, die Schacht mache, nicht mehr massgebend seien, sondern dass die Wirtschaftspolitik nach den Auffassungen und Ideen von Reichsminister Funk geleitet werde.» (AF, E 2001 (E) 1, Bd 8, chemise n° 197: rapport de H. Frölicher à M. Pilet-Golaz, 6.9.1940). — En février 1941, le chargé d'affaires a.i. de Suisse à Berlin, Franz Kappeler, rend compte à Pilet-Golaz d'une récente visite que lui a faite Hjalmar Schacht, ministre sans portefeuille du Reich. À lire la lettre de Kappeler, Schacht estime que la Suisse devrait prendre l'initiative pour amener des hommes d'affaires et des économistes étrangers sur son territoire où, dans un esprit de conciliation, ils auraient l'occasion de s'exprimer sur l'économie et la guerre. Comme le rapporte Kappeler en février 1941, Schacht s'est déjà exprimé dans ce sens en face de l'ancien conseiller fédéral Musy. (Lettre confidentielle de F. Kappeler à M. Pilet-Golaz, 27.2.1941, in *DDS*, vol. 14, p. 45).

<sup>61</sup> Les archives consultées ne nous permettent pas d'affirmer que Musy se rend à Berlin après que le Département politique a été informé de ce voyage ou qu'il y va avec la bénédiction dudit Département. Pour ce genre d'affirmations, voir G. KREIS: «General Guisan, Minister Frölicher und die Mission Burckhardt 1940», in *RSH*, 27, 1977, 1/2, p. 107; G. KREIS: *Auf den Spuren von «La Charité». Die schweizerische Armeeführung im Spannungsfeld des deutsch-französischen Gegensatzes 1936-1941*, Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1976, n. 21 p. 120. Comme Georg Kreis, nous nous référons au document (archivé sous une nouvelle cote): AF, E 2001 (E) 1, Bd 8, chemise n° 197: rapport de H. Frölicher à M. Pilet-Golaz, 6.9.1940. Nous avons également consulté: AF, E 2001 (E) 1, Bd 8: rapport «confidentiel» de H. Frölicher à M. Pilet-golaz, 9.9.1940; du DPF à H. Frölicher, «confidentiel», 11.9.1940; de H. Frölicher à P. Bonna (DPF), «confidentiel», 17.9.1940 (ce dernier document est reproduit in: *DDS*, vol. 13, pp. 934-936). De cette documentation, nous pouvons juste relever avec certitude que Frölicher recommande à Musy de rapporter à Pilet-Golaz ses impressions après son retour en Suisse. À en croire Frölicher, Musy lui aurait promis de le faire. — Quant à savoir si Wechlin pense peut-être à Musy lorsqu'il suggère le 14 juin 1940 à Feldscher du DPF de trouver une personnalité susceptible d'intervenir auprès de Hitler ou de son entourage (P. STAUFFER: «*Sechs furchtbare Jahre...*» *Auf den Spuren Carl J. Burckhardts durch den Zweiten Weltkrieg*, Zürich, NZZ, 1998, n. 53 p. 397), aucune des sources que nous avons consultées ne vient confirmer cette hypothèse.

nouvelles bases. Le contexte pèse une fois de plus de tout son poids sur les décisions de Musy. En effet, les intimidations répétées de l'Allemagne sur la Suisse, entre autres par le biais du conseiller de légation von Bibra et en particulier en juillet 1940 par l'entremise de Georg Trump, attaché de presse à la légation d'Allemagne à Berne, pour faire mettre au pas les journaux récalcitrants, encouragent les germanophiles suisses, tout patriotes qu'ils peuvent être, à prendre des initiatives allant dans le sens des revendications allemandes<sup>62</sup>. Musy n'est pas seul à agir de la sorte. La fameuse «requête des 200», initiative qui émane en premier lieu de la germanophile Ligue populaire pour l'indépendance de la Suisse, mais également de certains représentants du Redressement national et, de manière plus générale, de groupements à tonalité nationaliste et de cercles économiques influents, autant de milieux conservateurs que l'on se gardera toutefois de considérer comme des blocs homogènes, va exactement dans le sens de l'alignement voulu par l'Allemagne. Soumise au Conseil fédéral tout d'abord en novembre 1940, cette requête exige un renforcement de la neutralité, la rupture complète et définitive avec la SdN, ainsi qu'un plus grand contrôle et même l'épuration de la presse helvétique<sup>63</sup>. Musy ne se trouve pas, notons-le, au nombre des signataires de la «requête des 200». Dans les cercles où ceux-ci se recrutent, l'ancien conseiller fédéral ne jouit plus, loin s'en faut, du prestige qui a été le sien encore au milieu des années 1930. N'aurait-il pas pu pourtant y souscrire sans sourciller, à en juger sa politique personnelle d'«apaisement» extrême qui, de fait, va même au-delà (trop?) de ce que les 200 réclament?

Soucieux de voir la Suisse entretenir de bons rapports avec l'Allemagne, Musy va mener, par le biais de *La Jeune Suisse* dont il reprend les rênes en 1941, cette politique de presse très accommodante que l'Allemagne appelle justement de ses

---

<sup>62</sup> Au sujet des pressions allemandes sur certains médias suisses, notamment de manière plus ou moins forte à l'encontre du *Bund* (Ernst Schürch, rédacteur en chef), de la *NZZ* (Willy Bretscher, rédacteur en chef, Reto Caratsch, correspondant à Berlin), des *Basler Nachrichten* (Albert Oeri, rédacteur en chef), de la *National-Zeitung* et de l'Agence télégraphique suisse (Rudolf Lüdi, directeur), voir G. KREIS: *Juli 1940. Die Aktion Trump*. Mit einem Nachwort von Herbert Lüthy, Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1973, 111 p. (L'action Trump» de juillet 1940 vise en fait plus spécialement le *Bund* et son rédacteur en chef Ernst Schürch).

<sup>63</sup> Le nombre de signatures, présentées en novembre et décembre 1940 et dans le premier tiers de 1941, se monte en fait à 173. Les principaux signataires, où se trouvent plusieurs anciennes connaissances de Musy, sont H. Ammann, R. Grob, F. Rieter, E. Friedrich, C. Jenny, A. von Sprecher et H. Frick. Signent également, pour ne citer quelques noms rencontrés dans notre travail: K. Aebi, K. Bertheau, F. Bon, G. Däniker, W. Frick, C.H. Gossweiler-Wander, F. Meyer, F. von Steiger (avocat à Berne; un lien avec Eduard von Steiger?), M. Syz, A. Mettler-Specker, G. Wander. Parmi les signataires de Suisse romande, très minoritaires, il y a L. Cramer, P. Hentsch (banquier à Genève; un lien avec René Hentsch?), A. Morel, M. Regamey, R. Steinmetz et M.-M. Thomas. Sur cette requête, voir G. WAEGER: *op. cit.*, entre autres les pp. 257-261 pour les noms des signataires. On peut également consulter, parmi d'autres ouvrages, A. MATT: *op. cit.*, pp. 87-94; J. ADAM: *op. cit.*, pp. 265-277; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 342-348.

vœux. Une manière aussi de se profiler politiquement pour cet individualiste invétéré qui, malgré son isolement croissant, cherche toujours à régler ses comptes et à revenir aux avant-postes. Toutefois, sans véritable soutien populaire en Suisse, Musy s'agite à la manière d'un franc-tireur, avec les faiblesses et les dangers de la fonction.

De retour d'Allemagne, il apparaît, entre novembre 1940 et février 1941, sur deux fronts différents, l'un international et l'autre national. Étroitement liés, ces deux niveaux d'action participent d'une même politique: l'adaptation au «nouvel ordre européen» nazi.

## 2.2. Entre Vichy et Berlin

Alors que Pétain, le héros de Verdun, vient de déclarer le 30 octobre 1940 sur les ondes qu'il «entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration», Musy se rend au début du mois de novembre 1940 à Vichy où il séjourne encore le 11 novembre<sup>64</sup>. Walter Stucki, ministre de Suisse à Vichy et radical à la sensibilité politique fort différente de celle de Musy, ne voit pas d'un bon œil cette visite. De retour à Vichy après le séjour de Musy, il s'enquiert auprès des autorités françaises des conditions dans lesquelles l'ancien conseiller fédéral a réussi à se faire recevoir par le Maréchal Pétain. Il ne leur cache pas que l'activité de Musy inquiète le gouvernement suisse<sup>65</sup>. Le 20 novembre, Stucki donne déjà certaines informations à Pilet-Golaz à propos de la visite de Musy à Vichy: «Ich weiss lediglich, dass Herr Musy von Herrn Jean-Daniel de Montenach, dem bekannten ehemaligen Funktionär des Völkerbundes, begleitet war und dass dieser bei Herrn Minister Rochat, dem Chef der politischen Abteilung und stellvertretenden Generalsekretär des Auswärtigen, vorgespochen hat, um für Herrn Musy eine Audienz bei Laval zu erwirken. Dieser war aber damals nicht in Vichy. Herr Rochat sagte mir vertraulich, er hätte Laval abgeraten Musy zu empfangen, sei aber bezüglich der Audienz beim Staatschef in keiner Weise konsultiert worden. /

---

<sup>64</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 11.11.1940. — Le service de sûreté du canton de Genève, qui a pris Musy en filature, indique que le 8 novembre 1940 l'ancien conseiller fédéral a franchi en voiture la frontière, en direction d'Annemasse, en compagnie de trois ressortissants belges: Charles Feldheim, Maurice Lambilliotte et l'abbé René-Gabriel Van den Hout. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport du service de sûreté du 8.11.1940, joint à la lettre du Département de Justice et Police du canton de Genève pour le MPC, 13.11.1940).

<sup>65</sup> AMAE (Paris), Vichy-Europe, Guerre 1939-1945, série Z, vol. 762: du directeur politique (C. Rochat), à Vichy, sans destinataire, 18.11.1940, où il est écrit que le ministre de Suisse «a rappelé que M. Musy avait quitté le Conseil fédéral suisse dans des conditions quelque peu anormales et que l'activité qu'il menait depuis quelques mois dans diverses capitales étrangères, notamment à Rome et à Berlin, était suivie avec quelque appréhension par le Gouvernement helvétique. / M. Stucki serait également heureux de connaître si possible le but de la visite de M. Musy ainsi que ses sujets d'entretien avec le chef de l'État français.»



Herr Musy hat hier erzählt, er sei seit langem mit Himmler eng befreundet und werde diesen wahrscheinlich bald in Paris aufsuchen. Ich weiss nicht, ob er sich in Wirklichkeit nach Paris begeben hat.»<sup>66</sup> À en juger l'attitude de Charles Rochat, personnalité importante du Ministère français des Affaires étrangères, la présence de Musy à Vichy suscite quelques réticences du côté français. Quant aux tenants et aux aboutissants des relations entre Musy et Jean-Daniel de Montenach, tous deux favorables au «nouvel ordre», les sources consultées ne nous permettent pas de tirer des conclusions claires. Il reste que, devenu chef du Service des intérêts étrangers de la légation de Suisse à Vichy, Jean-Daniel de Montenach représente pour Musy un interlocuteur à ladite légation sans aucun doute beaucoup plus commode que Walter Stucki<sup>67</sup>.

Quoi qu'il en soit, Musy est reçu par Pétain, une personnalité qu'il admire déjà avant son arrivée à la tête de l'État français<sup>68</sup>. D'une manière générale, la droite

---

<sup>66</sup> AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre de W. Stucki (légation de Suisse en France) à M. Pilet-Golaz (DPF), 20.11.1940. Plusieurs lettres de Walter Stucki qui se trouvent dans ce dossier, dont la lettre précitée, ont leur double in: AF, fs Stucki, vol. 47. — Au même moment, le Conseil fédéral répond à la question du conseiller national socialiste Oprecht qui, en date du 23 septembre 1940, a demandé combien de temps encore le gouvernement laissera au bénéfice d'un passeport diplomatique Musy, «qui s'en sert notoirement pour ses affaires». Le 22 novembre 1940, le Conseil fédéral répond dans le même sens que sa réponse du 27 décembre 1939 à la question Meierhans du 5 du même mois, en estimant qu'il n'a constaté jusqu'ici aucun abus dans l'emploi de ce passeport. Voir AF, E 2001 (D) 3, Bd 229: petite question Oprecht du 23.9.1940; réponse du CF du 22.11.1940, jointe au Pv CF, 22.11.1940.

<sup>67</sup> Fils de Georges (†) et Suzanne de Montenach, disposant elle-même d'un large réseau de relations en France d'où elle est originaire, Jean-Daniel de Montenach constitue peut-être pour Musy un contact d'autant plus intéressant que son compatriote fribourgeois se trouve à Vichy. Dans son journal personnel, René de Weck cite en 1941 entre autres Jean-Daniel de Montenach et sa mère au nombre des connaissances qu'il critique pour s'être ralliées à l'«ordre nouveau»; il mentionne également Musy, dont il connaît «depuis longtemps les faiblesses», Gonzague de Reynold, Pierre de Zurich et Gaston Thévoz. (R. de WECK: *op. cit.*, pp. 191 et 210). Autres données bio. sur Jean-Daniel de Montenach (1892-1958): G. ANDREY, in *ECF*, 2, p. 487. — Outre certains contacts à Vichy, Musy semble rencontrer Jean-Daniel de Montenach le plus souvent en Suisse. Au moment où il monte une organisation politique, La Nouvelle Suisse, et cherche à dénicher un organe de presse pour son mouvement, Musy retrouve Jean-Daniel de Montenach à Genève en février 1941. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des inspecteurs Epars, Gallay et Kolla au chef de la police de sûreté, Département de Justice et Police du canton de Genève, 24.2.1941; transmis au MPC le 4.3.1941). En septembre 1941, alors qu'il discute du lancement de *La Jeune Suisse* nouvelle formule, Musy propose une rencontre à Gentizon en lui précisant que de Reynold sera présent et «très probablement» de Montenach. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Gentizon, 24.9.1941, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée).

<sup>68</sup> Au retour de son voyage en mars 1939 dans l'Espagne franquiste, où Pétain vient d'être nommé ambassadeur de France, Musy rend publiquement un «hommage respectueux au héros de Verdun qui a 83 ans». (AF, fs Musy, vol. 119: «Conférence de M. Musy sur l'Espagne actuelle. Faite à Fribourg le lundi 3 avril 1939», p. 13). Très attaché à la France, notamment durant la Première Guerre mondiale, Musy nourrit de l'admiration pour Pétain dès cette époque. Lors d'une conférence donnée à Fribourg le 18 novembre 1940, Musy dit au sujet de Pétain qu'il l'a «connu à Reims en 1921, il était alors le vainqueur de Verdun». (AF, E 5795/437: compte rendu sténographique complet du Plt. Guinand pour le commandant en chef de l'armée, QG particulier du général, 18/19.11.1940). En décembre 1940, des agents de la police neuchâteloise chargés de suivre une conférence de Musy rapportent qu'il «rappelle sa dernière entrevue avec le maréchal Pétain à Vichy, où il se

helvétique, avant tout romande, éprouve d'ailleurs une vive sympathie pour le vieux maréchal, perçu en 1940 comme l'homme providentiel et le sauveur d'une France qui paie les erreurs passées, notamment celles commises par le Front populaire<sup>69</sup>. À Vichy, les deux hommes parlent notamment de la franc-maçonnerie. Pétain, qui en est aussi un adversaire farouche, met Musy en relation avec Bernard Faÿ, antimaçon de choc qui se situe «dans la mouvance de l'extrême-droite nationaliste»<sup>70</sup>. Dans la ville où siège le gouvernement de l'État français, Faÿ fait voir à Musy une documentation qui semble tellement le convaincre de la culpabilité des francs-maçons dans le déclenchement de la guerre que le Fribourgeois envisage, nous rapporte-t-on, d'éditer sous son propre nom une publication en plusieurs langues intitulée «Franc-maçonnerie et

---

trouvait il y a quelques jours. Ce grand Chef d'État [...] lui a paru plus grand encore que lorsqu'il l'a rencontré à Reims, comme vainqueur de Verdun, et cela à la fin de la grande guerre de 1914-1918». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des agents L. Grandjean et R. Dubois au commandant de la police cantonale de Neuchâtel, 4.12.1940, p. 6; rapport transmis au MPC le 5.12.1940).

<sup>69</sup> En septembre 1937, lorsqu'il est venu assister, comme invité, aux grandes manœuvres de l'armée suisse, Pétain a pu mesurer sa forte cote de popularité auprès de la population helvétique, ainsi lors de son passage dans le sud fribourgeois. Fin septembre 1937, Köcher a dû constater, un peu contrarié: «Die politische Bedeutung des Besuchs des Marschalls Pétain bei den Manövern der ersten Division in der Gegend von Lausanne ist wohl gerade in dem Versuch zu erblicken, durch die Entsendung einer so überragenden Persönlichkeit den natürlichen Sympathien für Frankreich wieder Nahrung zu geben. Die Bevölkerung hat Marschall Pétain auch überall lebhaft begrüsst. Im gleichen Zusammenhang ist die in den Ansprachen Mottas an Pétain gerichtete Wendung aufgefallen, dass sein Besuch von der Schweiz als ein Zeichen der Sicherheit gefeiert werde.» (PA, Pol. Abt. II, R 102902: rapport de Köcher pour l'AA, 29.9.1937). — Ayant également participé, comme invité, aux manœuvres de la première division, le lieutenant-colonel van Caubergh, aide de camp du roi belge et beau-frère de Musy, envoie à Pétain une photo qu'il lui demande de signer. (AN, 2AG-6, «PP5D. Sorties. Lettres personnelles, diverses. 1937»: lettre du colonel P. Vauthier, au nom de Pétain, au lieutenant-colonel van Caubergh, château de Laeken, 5.11.1937).

<sup>70</sup> N. RICHTER: «La lecture publique de 1940 à 1945», in J.-P. RIOUX (s.l.d.): *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1990, p. 120. — En 1937, Bernard Faÿ a été invité au congrès du parti nazi à Nuremberg. Une note des services de politique étrangère du parti nazi précise: «Faÿ ist Professor am Collège de France, Verfasser bekannter Werke über die Freimaurerei; führender Ideologe des französischen Nationalismus. F. sprach im März in Berlin gegen "Kommunismus und Demokratie".» (BA (Berlin), NS 43/4: «Einladungen zum Reichsparteitag in Nürnberg 1937»). Nommé le 6 août 1940 à la tête de la Bibliothèque nationale, Bernard Faÿ coordonne aussitôt, selon les ordres des Allemands, le tri des livres à retirer de la consultation. Le 12 novembre 1940, il établit, à la demande de Vichy, dont il est un fervent serviteur, un «Centre d'Histoire contemporaine», qui inventorie les archives maçonniques. Il est décoré de la francisque, en récompense de sa fidélité au maréchal Pétain. Arrêté le 19 août 1944 et accusé d'intelligence avec l'ennemi, Faÿ est condamné aux travaux forcés à perpétuité. Il s'évade le 30 septembre 1951 et passe en Suisse où il trouve refuge à Fribourg. Revenu en France où il décède en 1978, Faÿ nage, après le deuxième concile du Vatican, dans les eaux du catholicisme traditionaliste schismatique, comme l'atteste la présence de Mgr Lefebvre à ses obsèques. Dans un livre édité et imprimé à Bulle, Bernard Faÿ relate quelques éléments de son parcours entre 1944 et 1952. (B. FAÿ: *De la prison de ce monde. Journal, Prières et Pensées 1944-1952*, Bulle, Éd. du Sapin Vert, 1952, 146 p., ouvrage consulté à la BCU de Fribourg qui porte une dédicace manuscrite de l'auteur, avec sa «profonde et reconnaissante Amitié», à l'intention de Gonzague de Reynold). Faÿ exprime sa gratitude à l'égard de certains Fribourgeois dans d'autres ouvrages publiés après la guerre, p.e. dans son *Louis XVI ou la fin d'un monde* (Paris, Amiot-Dumont, 1955) où il remercie entre autres à la page 10 Fred de Diesbach et Gonzague de Reynold.

responsabilité de la guerre», publication qui serait éventuellement diffusée avec une préface de Pétain. Aussi Musy demande de pouvoir consulter la documentation, qui se trouvait à Paris, de la loge suisse «Guillaume Tell»<sup>71</sup>.

Au retour de son voyage à Vichy, Musy cherche à obtenir, une fois de plus grâce à Köcher, l'autorisation de se rendre vers le 10 décembre à Paris pour «une affaire personnelle»<sup>72</sup>. Il envisage plus précisément de visiter à Paris l'exposition antimaçonnique<sup>73</sup> et d'y consulter les archives maçonniques saisies en France, alors examinées par Bernard Faÿ, afin de les utiliser dans son combat contre la franc-maçonnerie en Suisse<sup>74</sup>. Malgré ses demandes répétées, appuyées fortement par Köcher, Musy ne reçoit pas l'autorisation de se rendre à Paris. Cela n'est que partie remise<sup>75</sup>.

Peu après sa rencontre avec Pétain à Vichy, l'ancien conseiller fédéral affirme publiquement — en répétant de manière symptomatique un terme appelé à une sombre postérité — que la Suisse doit «apporter une collaboration sincère et confiante à l'œuvre de collaboration européenne»<sup>76</sup>. Il ne semble d'ailleurs voir aucune différence radicale entre l'appel pacifique lancé, durant l'entre-deux-guerres, par son ami Coudenhove-Kalergi en faveur d'une union paneuropéenne et l'idée du «nouvel ordre européen» martelée dès le début de la guerre par la propagande du IIIe Reich qui, désormais, s'empare par les armes de son «espace vital» qu'il n'avait pas réussi à conquérir par la menace.

Le 13 décembre 1940, Pétain renvoie Laval et le remplace aux Affaires étrangères par Flandin. Considérablement irrités par cette affaire, les Allemands se méfient dès lors de la fidélité de Vichy aux «accords» de Montoire où avait été admis le principe d'une collaboration entre les deux pays. Après ce renvoi, Vichy met «tout en œuvre pour calmer le courroux du Reich et pour reprendre les bonnes relations de naguère»<sup>77</sup>. De cette crise, c'est Darlan qui émerge comme le vrai successeur de Laval. Le 25 décembre, l'amiral rencontre Hitler «pour le rassurer sur la “volonté” du nouveau gouvernement de “poursuivre la politique de collaboration”»<sup>78</sup>. Et le 9 février 1941, il succède à Flandin comme vice-président

---

<sup>71</sup> Ce paragraphe se base sur une lettre d'origine allemande de février 1941 où est relaté le séjour de Musy à Vichy: PA, DGB, 2790 (782/4): de Heydrich à Ribbentrop, secret, 10.2.1941 (copie). — Musy n'a pas publié l'ouvrage évoqué.

<sup>72</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): lettre de J.-M. Musy à O. Köcher, 19.11.1940.

<sup>73</sup> *Ibid.*

<sup>74</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 29.11.1940.

<sup>75</sup> Le dernier refus allemand tombe le 5 décembre. (PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Halem (AA) pour la DGB, 5.12.1940).

<sup>76</sup> Paroles rapportées par E. DELEVAL: «La Suisse doit participer à la collaboration européenne», in *Courrier de Genève*, 27.11.1940.

<sup>77</sup> R. O. PAXTON: *La France de Vichy 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973 (1972 pour la 1<sup>ère</sup> éd. américaine), p. 104.

<sup>78</sup> R. FRANK: «Pétain,...» *op. cit.*, p. 318.

du Conseil et devient notamment, quelques jours plus tard, ministre des Affaires étrangères et de l'Intérieur. Fin février, la situation politique est à nouveau stabilisée en France<sup>79</sup>. C'est «sous Darlan que la collaboration atteint son apogée et son plus haut degré d'efficacité»<sup>80</sup>.

Que fait Musy entre le 13 décembre 1940 et le mois de janvier 1941? De facto, il agit comme un émissaire de Vichy auprès des Allemands pour amener ceux-ci à rétablir de bonnes relations avec la France de Pétain. Le 21 janvier, Musy arrive à Berlin<sup>81</sup>. Il y rencontre Himmler, peut-être aussi son bras droit Heydrich et Riedweg<sup>82</sup>. Se référant à cette visite berlinoise de l'ancien conseiller fédéral, Heydrich écrit à Ribbentrop une lettre<sup>83</sup>, datée du 10 février 1941, qui rapporte les propos tenus par Musy en faveur de la France de Vichy, et plus particulièrement au profit de Darlan en le présentant sous un très bon jour aux Allemands<sup>84</sup>. A-t-il «reçu un mandat quelconque de la part de Pétain et Darlan pour parler de la France aux Allemands, voire comme il le déclare, d'après Heydrich, pour jouer

---

<sup>79</sup> R. O. PAXTON: *La France... op. cit.*, p. 110.

<sup>80</sup> R. FRANK: «Pétain,...» *op. cit.*, p. 320.

<sup>81</sup> Date annoncée par Köcher. (PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 20.1.1941.

<sup>82</sup> Musy est reçu par Himmler le 24 janvier 1941. Le même jour, directement après la rencontre avec Musy, Himmler est en compagnie de Heydrich. (Voir *Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941/42*, bearbeitet, kommentiert und eingeleitet von P. WITTE, M. WILDT, M. VOIGT, D. POHL, P. KLEIN, C. GERLACH, C. DIECKMANN und A. ANGRICK, Hamburg, Christians, 1999, p. 112). En outre, bien qu'il ne précise pas s'il a lui-même participé à l'entretien Himmler-Musy, Heydrich écrit à Ribbentrop une longue lettre, datée du 10 février 1941, où il rend compte en détail de la récente visite de Musy à Berlin. On peut donc fort bien concevoir que Heydrich ait lui-même rencontré Musy. (Voir PA, DGB, 2790 (782/4): de Heydrich à Ribbentrop, secret, 10.2.1941 (copie)). Quant à Riedweg, alors engagé par Himmler au VI<sup>e</sup> bureau du Reichssicherheitshauptamt (RSHA), il se peut qu'il rencontre également Musy. L'en-tête de la lettre de Heydrich «Dr. R./St.» pourrait laisser entendre une implication plus ou moins directe de Riedweg dans ce document. (Voir D. BOURGEOIS: «Une lettre de Heydrich à Ribbentrop...» *op. cit.*, p. 297). En 1948, Riedweg évoquera devant ses juges une discussion en cercle restreint qui eut lieu en 1941 et à laquelle il participa en présence de Himmler et Musy. À en croire Riedweg, le sujet de discussion était alors le sort des «ennemis de l'État» («Staatsfeinde»), parmi lesquels les Juifs, dans les camps de concentration. (AfZ, fs F. Riedweg, 3: «Urteil der 20. Spruchkammer des Spruchgerichts Hiddesen im Spruchgerichtsverfahren gegen Dr. Franz Riedweg vom 18.11.1948», p. 10). En 1955, Riedweg se souviendra également avoir été en 1941 avec Musy chez Himmler; Musy se souciait alors des bonnes relations entre l'Allemagne et la France. (IfZ, Franz Riedweg, ZS 669: Niederschrift einer Unterredung mit Franz Riedweg, 22.11.1955).

<sup>83</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): de Heydrich à Ribbentrop, secret, 10.2.1941 (copie). Reproduite et traduite en français, cette lettre est le document principal autour duquel tourne l'article de D. BOURGEOIS: «Une lettre de Heydrich à Ribbentrop...» *op. cit.*, pp. 296-307.

<sup>84</sup> Comme avec Pétain et Weygand, Musy entretient des relations amicales avec Darlan. (PA, DGB, 2790 (782/4): de Heydrich à Ribbentrop, secret, 10.2.1941 (copie)). — Dans un discours de mai 1941, tenu devant des conservateurs fribourgeois, Musy rappellera ses relations avec Pétain, Weygand et Darlan. Au sujet de Weygand, il affirmera que, déjà avant la guerre, il lui aurait dit que la France serait écrasée en cas de conflit armé. Quant à Darlan, il répétera: «C'est l'homme de demain.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: «À propos du discours Musy du 7 mai 1941», note du 18.5.1941, p. 1).

les intermédiaires»<sup>85</sup>? La date exacte de la dernière visite de Musy à Vichy permettrait de donner un début de réponse. Grâce aux documents disponibles à l'époque de sa recherche, Daniel Bourgeois a pu faire remonter la date de ce dernier séjour à novembre 1940, c'est-à-dire à un moment où «le besoin d'un intermédiaire neutre ne devait pas apparaître particulièrement urgent à Pétain et Darlan»<sup>86</sup>. Il pense donc plutôt que «c'est de son propre chef» et «sans mandat précis de la part des deux hommes d'État français»<sup>87</sup> que Musy est à Berlin entre le 21 janvier et les derniers jours de janvier 1941<sup>88</sup>. C'est pour cette hypothèse que Daniel Bourgeois opte finalement: Musy n'est pas retourné à Vichy après le renvoi de Laval; Pétain et Darlan n'ont pas pu lui demander expressément de plaider leur cause auprès des Allemands afin de contribuer à détendre la crise provoquée par ce renvoi; Musy a décidé seul d'aller à Berlin en janvier 1941, sans en parler à Vichy.

Or, à la lumière des documents aujourd'hui accessibles, nous penchons désormais pour une autre hypothèse — d'ailleurs avancée, mais en fin de compte écartée par Daniel Bourgeois —, celle d'une visite de Musy à Vichy après le renvoi de Laval, et donc d'un lien direct entre cette visite et son voyage à Berlin au mois de janvier 1941<sup>89</sup>. En effet, selon un télégramme à la syntaxe saccadée du 3 janvier 1941, Köcher écrit que Musy se trouvait à Noël à Vichy et qu'il souhaite maintenant s'entretenir avec Himmler dès le 10 janvier: «Alt-Bundesrat Musy, *der erst zu Weihnachten aus Vichy zurückgekehrt*, nachsucht Einreisebewilligung für höchstens eine Woche zwecks Besprechung mit Reichsführer SS Himmler, den er bittet, ihn 10. Januar oder folgende Tage zu empfangen»<sup>90</sup>. L'ancien conseiller

<sup>85</sup> D. BOURGEOIS: «Une lettre de Heydrich à Ribbentrop...» *op. cit.*, p. 298. Sur l'influence que la lettre de Heydrich a peut-être sur la politique du Reich envers la France, voir *ibid.*, pp. 299-301.

<sup>86</sup> *Ibid.* Pour son article, Daniel Bourgeois s'est avant tout basé sur un microfilm américain (voir *ibid.*, p. 296, note 1) où ne sont pas reproduits tous les documents du dossier Musy, maintenant consultable à Bonn. (PA, DGB, 2790 (782/4)). Certains documents d'archives mentionnés dans notre travail ont toutefois déjà été exploités par Daniel Bourgeois. Nous renvoyons le lecteur à deux de ses études que nous avons consultées avec profit: *Le Troisième Reich... op. cit.*; et «Une lettre de Heydrich à Ribbentrop...» *op. cit.*, pp. 296-307.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 299.

<sup>88</sup> Une note du 5 février 1941 de Köcher sous-entend que Musy est de nouveau en Suisse. (PA, DGB, 2790 (782/4)). Un rapport de police du 3 février indique que Musy est à nouveau à Gstaad depuis le 28 ou 29 janvier 1941. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: rapport du cpl. Burkhardt, chef de district de la police cantonale bernoise à Saanen, au commandant du corps de police du canton de Berne, 3.2.1941).

<sup>89</sup> D. BOURGEOIS: «Une lettre de Heydrich à Ribbentrop...» *op. cit.*, p. 299.

<sup>90</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): télégramme de Köcher pour l'AA, 3.1.1941. C'est nous qui soulignons. Köcher informe le conseiller de légation von Nostitz de ce télégramme, en lui précisant que Musy attend une réponse à Gstaad, au Chalet Wildhorn. (*Ibid.*). — À la même époque, la Section Téléphone et Télégraphe (Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée) intercepte à nouveau des conversations téléphoniques entre Musy et la légation allemande à Berne. Il y est question d'une rencontre avec Köcher et du voyage de Musy à Berlin. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: écoutes téléphoniques du 3.1.1941 (de Musy à Mille Wehrmann, DGB) et du 5.1.1941 (de Musy à Köcher)).

fédéral semble être pressé, comme s'il avait quelque chose d'urgent à communiquer. L'arrivée de Musy à Berlin en janvier 1941 pourrait donc être directement liée à cette visite à Vichy, postérieure au 13 décembre 1940, pendant laquelle Pétain et Darlan lui ont peut-être demandé de plaider leur cause à Berlin. Même privée et confidentielle, la mission de Musy s'inscrirait ainsi dans le cadre général des démarches entreprises par Vichy pour regagner la confiance des Allemands. Le 6 janvier, Köcher informe finalement la Wilhelmstrasse que Musy demande de n'être reçu par Himmler qu'à partir du 17 janvier<sup>91</sup>. Doit-il de nouveau se rendre à Vichy pour être mis au courant des dernières orientations prises par Pétain et Darlan<sup>92</sup>? En particulier, il se peut qu'il ne connaisse pas encore avec précision le fond de la pensée de Darlan qui, fin décembre 1940, tient désormais la victoire allemande pour acquise et envisage celle-ci comme l'issue la plus favorable à un relèvement futur de la France<sup>93</sup>. Lors de sa visite à Berlin, Musy fera justement comprendre aux Allemands — cela n'est certainement pas un hasard — que Pétain et Darlan tiennent la victoire du Reich pour certaine («den Sieg des Reiches als Gewissheit»)<sup>94</sup>.

L'empressement avec lequel Musy souhaite se rendre à Berlin dès son retour de Vichy, son insistance à donner une image avantageuse de Darlan aux Allemands au moment même où celui-ci s'emploie à montrer qu'il est l'homme capable de rétablir la collaboration franco-allemande coupée par le renvoi de Laval<sup>95</sup>, sa présentation très brève et modérément favorable des deux concurrents

<sup>91</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 6.1.1941. Datée du 7 janvier et signée par Musy, la demande de visa pour pouvoir se rendre à Berlin et y rencontrer Himmler est envoyée le 8 janvier à Berlin. (PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de von Nostitz pour l'AA, 8.1.1941; «Fragebogen Nr. 39/41 für den Antrag auf Erteilung eines Sichtvermerks zur Reise nach Deutschland», 7.1.1941). Selon ce formulaire, l'entrée en Allemagne était tout d'abord prévue vers le 9 janvier et le séjour devait durer une semaine. Une annotation manuscrite, datée du 18 janvier, semble corriger ces informations en un séjour du 20 au 27 janvier 1941. (*Ibid.*). Le 14 janvier, Musy a été autorisé à séjourner une semaine en Allemagne dès le 17 janvier. (PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Luther (AA) pour la DGB, 14.1.1941).

<sup>92</sup> Selon une note de Köcher du 16 janvier, Musy n'est pas atteignable à la maison: «er kommt erst morgen oder übermorgen zurück. Seine Frau wusste seine Adresse nicht.» Köcher demande également à von Bibra d'essayer éventuellement d'atteindre Musy. (PA, DGB, 2790 (782/4): note de Köcher, 16.1.1941).

<sup>93</sup> R. FRANK: «Pétain,...» *op. cit.*, p. 319.

<sup>94</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): de Heydrich à Ribbentrop, secret, 10.2.1941 (copie).

<sup>95</sup> Selon Heydrich, Musy rapporte entre autres que Darlan lui a dit qu'il était prêt à croiser le fer avec les Anglais. (PA, DGB, 2790 (782/4): de Heydrich à Ribbentrop, secret, 10.2.1941 (copie)). — Dans une interview publiée le 14 février 1941, Musy dit qu'il connaît l'amiral Darlan: «J'ai eu l'honneur de faire sa connaissance, il y a quelques années, et de goûter, à plusieurs reprises, son intéressante conversation.» Il poursuit: «Je crois pouvoir dire [...] que cet admirable marin possède, à côté d'autres qualités, un grand caractère, une volonté ferme, c'est-à-dire les vertus essentielles. Puisque, dans les circonstances actuelles, elles sont plus nécessaires que toutes les autres.» (Paroles de Musy rapportées par R.-H. W. [R.-H. WÜST]: «M. Musy évoque l'avenir de la Suisse et de l'Europe», in *La Suisse*, 14.2.1941).

principaux de l'amiral<sup>96</sup>, ainsi que la correspondance frappante existant entre ce que pense Darlan à la fin de décembre 1940 et ce que le Suisse rapporte aux Allemands, tous ces éléments nous poussent à penser que Musy a effectivement joué les bons offices entre Vichy et Berlin, même si sa mission, avec ou sans mandat spécial de Pétain et Darlan<sup>97</sup>, n'est pas d'une importance décisive dans la reprise de la collaboration franco-allemande. Rendre Pétain, Darlan et Weygand sympathiques aux Allemands, afin de détendre les relations entre Vichy et Berlin, semble être en fin de compte le véritable souci de Musy lorsqu'il parle dans la capitale du Reich<sup>98</sup>. La hantise du communisme qui, selon Musy, ne peut que profiter des difficultés le pousse sans aucun doute aussi à s'entremettre pour contribuer à une meilleure entente entre l'Allemagne et la France<sup>99</sup>.

Tout le long de la guerre, Musy restera persuadé que la France de Vichy peut contrebalancer, avec l'Espagne franquiste et le Portugal salazariste, voire l'Italie mussolinienne, le poids de l'Allemagne hitlérienne dans l'Europe nouvelle. Au niveau mondial, il espère également voir la France jouer un rôle particulier, notamment de médiation, entre les États-Unis et l'Allemagne. L'idée d'une France qui pourrait un jour amener les deux géants à s'entendre contre l'URSS, au fond leur ennemi commun, est déjà ancrée dans son esprit, comme elle l'est

---

<sup>96</sup> Musy doit toutefois avoir souligné, à l'adresse de Pétain, les grands mérites que Laval s'est acquis par la collaboration avec le Reich: «M. [Musy] ist nach seinen Eindrücken der Ansicht, dass weder Laval noch Flandin im Volke wesentlichen Anhang haben. Er betonte Pétain gegenüber jedoch die grossen Verdienste, die Laval sich durch die Zusammenarbeit mit dem Reich erworben habe.» (PA, DGB, 2790 (782/4): de Heydrich à Ribbentrop, secret, 10.2.1941 (copie)). Après le retour de Laval au pouvoir comme «chef du gouvernement», le 18 avril 1942, Musy s'en fera le plus chaud partisan dans *La Jeune Suisse*. Certains points communs entre Musy et Laval, tant du point de vue idéologique que de celui de leur personnalité, poussent la presse socialiste à faire de rapides rapprochements. Dans son édition du 6 décembre 1940, *Le Peuple* tient ainsi Musy pour «notre Auvergnat national». (Gb.: «D'estoc et de taille», in *Le Peuple*, 6.12.1940).

<sup>97</sup> Malgré nos recherches, la question du mandat reste encore une énigme. La lettre de Heydrich n'est pas claire sur ce point: «Sowohl Pétain wie Darlan würden es wohl nicht ungern sehen, wenn M. [Musy] in seiner Stellung als Neutraler und in seiner Eigenschaft als deren persönlicher Freund und zugleich Freund des Reiches eine Mittlerrolle spielen würde. Allerdings besteht kein Anhaltspunkt, dass an M. dieses Ansinnen gestellt wurde. M. hat nach seinen Aussagen daselbst nichts von seiner Berliner Reise verlauten lassen.» (PA, DGB, 2790 (782/4): de Heydrich à Ribbentrop, secret, 10.2.1941 (copie)).

<sup>98</sup> La lettre de Heydrich est en fait essentiellement constituée d'une longue plaidoirie de Musy en faveur de Pétain, Darlan et Weygand. La demande de Musy pour obtenir l'autorisation de consulter la documentation maçonnique trouvée en France, demande qui peut apparaître comme une autre raison de la lettre de Heydrich à Ribbentrop, n'arrive qu'à la fin de cette lettre. (*Ibid.*).

<sup>99</sup> Évoquant une rencontre en 1941 avec Musy et Himmler, Riedweg livrera en 1955 un témoignage allant dans ce sens: «1941 war Riedweg einmal mit Musy zusammen bei Himmler, weil Musy Himmler gewinnen wollte, Hitler zu bewegen, mit Frankreich Frieden zu schliessen. Mit der andauernden Kriegsbesatzung steige in Frankreich nämlich der Einfluss der Kommunisten. Himmler zeigte jedoch sehr schroff die kalte Schulter und gab Riedweg seinen Unmut zu erkennen, dass dieser ihm überhaupt einen Schweizer Bundespräsidenten zugeführt hatte.» (IfZ, Franz Riedweg, ZS 669: Niederschrift einer Unterredung mit Franz Riedweg, 22.11.1955).

dans celui de certains hauts dignitaires du régime de Vichy. En octobre 1941, l'ambassadeur de France à Berne, le comte Robert Renom de la Baume, rédige un rapport sur une récente conversation avec Musy qui mérite d'être cité: «J'ai eu hier une longue conversation avec M. Musy, l'ancien Président de la Confédération. Je crois utile de rapporter les réflexions d'une personnalité dont la sympathie ancienne pour l'Allemagne, l'admiration pour l'organisation et la technique allemandes, sont assez notoires pour le situer d'une manière précise et le rendre d'ailleurs suspect parfois aux yeux de beaucoup de ses compatriotes. / Alors que le succès des armées allemandes paraît s'affirmer d'une manière éclatante à l'est et que la capitale des Soviets est elle-même menacée, M. Musy demeure cependant attaché à cette conviction que sans une intervention en faveur de la paix la guerre doit se prolonger indéfiniment, aucun des adversaires principaux, Allemagne, Etats-Unis, n'ayant de prise réelle sur l'autre. / La décision, pense M. Musy, ne pourrait venir que de l'application du blocus économique, alors que les opérations militaires auraient elles-mêmes pratiquement cessé, mais ce moyen représente l'asphyxie lente et certaine du continent européen. C'est à cette éventualité, à cet irréparable, qu'il faut à tout prix échapper, en s'entremettant, dès que les circonstances paraîtront le permettre, entre les adversaires. / Pour M. Musy, cette œuvre ne peut être que celle de la France, dont on ne peut nier aujourd'hui que le rayonnement a heureusement survécu au désastre. / Si l'on raisonne, et ce raisonnement a cours aussi en Allemagne, affirme M. Musy, on voit que par le seul effort des armes, le Reich ne peut rien organiser de définitif en Europe. La guerre est un moyen, la paix seule peut constituer un but. Or, pour faire la paix, l'Allemagne a besoin des autres, elle a surtout besoin de la France. "C'est là, m'a dit M. Musy, une carte essentielle dans votre jeu et celui-ci se complète des sympathies indéniables que vous avez gardées en Amérique. Le Chancelier Hitler a le plus grand respect pour la parole du Maréchal Pétain. C'est du même respect que la France que représente le Maréchal bénéficie aux États-Unis. Dans l'ordre pratique il est certain que le Chancelier du Reich souhaite la paix. On peut douter que Mr. Roosevelt soit dans les mêmes sentiments ou qu'il puisse aisément arrêter aujourd'hui la machine qu'il a montée. Mais une Europe qui souffre, ayant la France comme porte-parole, devrait trouver accès auprès de l'opinion américaine. Telles sont les chances de votre pays. Il faut en user dans l'intérêt de tous". / M. Musy, qui n'est pas allé en Allemagne depuis quatre mois, mais qui se propose d'y retourner prochainement après un bref séjour en France, est toujours avide de jouer un rôle auquel le préparent d'assez solides amitiés en Allemagne. Ses réflexions que l'on peut encore peut-être qualifier d'anticipations n'en sont pas moins celles d'un homme d'État à l'esprit éclairé et positif. Elles ont aussi le mérite de répondre à un



sentiment d'inquiétude devenu général en face d'évènements qu'aucune force morale ou spirituelle ne s'est encore avisé d'endiguer.»<sup>100</sup>

### 2.3. En campagne avec les tenants de l'«ordre nouveau», novembre 1940-février 1941

Au moment même où il joue un rôle d'intermédiaire entre Vichy et Berlin, Musy mène sa propre campagne personnelle au niveau national. Par une série de conférences tenues en Suisse romande d'octobre 1940 à février 1941, il se présente comme un tenant de la collaboration européenne, version *Pax germanica*<sup>101</sup>. Pour la Suisse, «l'heure de la rénovation a sonné»<sup>102</sup>. À nouveau, mais cette fois d'une manière beaucoup plus indépendante et consciente, il

---

<sup>100</sup> AMAE (Nantes), ambassade de France à Berne, 1939-1942, vol. 621: télégramme confidentiel de R. Renom de la Baume pour Vichy, 10.10.1941. — Quelques jours plus tard, l'ambassadeur français revient sur sa discussion avec Musy: «J'ai rendu visite hier au Chef du Département politique désireux de le mettre au courant de ma récente conversation avec M. Musy et noter ses réactions à ce sujet. / M. Pilet-Golaz s'est montré sympathique aux idées développées devant moi par l'ancien Président de la Confédération. Il m'a dit sa conviction qu'une solution militaire du conflit ne pouvait être que l'œuvre du temps. Si elle devait seule être recherchée, cela signifierait la destruction de l'Europe exposée à la misère et aux révolutions. M. Pilet-Golaz a évoqué notamment à cet égard le jugement de M. Salazar exprimé dans une lettre toute récente dont il venait d'avoir connaissance. / M. Pilet-Golaz se réjouit des progrès réalisés dans les rapports franco-allemands.» (AMAE (Nantes), ambassade de France à Berne, 1939-1942, vol. 621: télégramme très confidentiel de R. Renom de la Baume pour Vichy, 16.10.1941).

<sup>101</sup> Pour les notes de ces conférences et des articles de presse, voir AF, fs Musy, vol. 119-120. — Au milieu de l'année 1941, des extraits de ces conférences sont publiés sous la forme d'un petit livre. (J.-M. MUSY: *La Suisse devant son destin*. (Extraits des conférences données par l'ancien conseiller fédéral Musy à Lausanne, Neuchâtel, Nyon, Fribourg, Orbe, Vevey et Genève, novembre et décembre 1940, janvier et février 1941), Montreux, Impr. Nouvelle Ch. Corbaz, 1941, 132 p.). Musy envoie son ouvrage à plusieurs personnes. Auteur d'un mémoire prônant une adaptation poussée au nouvel ordre européen nazi qui lui a récemment valu sa mise en disponibilité, le colonel Gustav Däniker juge très positivement le livre de Musy. (AfZ, fs Däniker, IX Korrespondenz, 80.167: lettre de G. Däniker à J.-M. Musy, 18.10.1941). Sur Däniker, voir F. KELLER: *Oberst Gustav Däniker. Aufstieg und Fall eines Schweizer Berufsoffiziers*, Zürich, Thesis Verlag, 1997, 445 p.; ainsi que H. STUTZ: *Frontisten... op. cit.*, p. 112, où l'on apprend également que le colonel Däniker rédige son fameux mémoire en mai 1941 après un voyage à Berlin où il a rencontré entre autres Franz Riedweg. Musy lui ayant fait parvenir son ouvrage, Heinrich Häberlin se montre lui beaucoup moins favorable aux idées de son ancien collègue du Conseil fédéral. Häberlin écrit dans son journal: «Ich lese speziell seine politischen Ausführungen, mit denen ich keineswegs einig gehen kann. Er [Musy] unterstreicht stets sein Bekenntnis zur Demokratie, das aber deshalb unehrlich ist, weil er eben das, was ich als *Notrechts-Anpassung* gelten lasse, als *normales Recht* einführen und damit als *Diktaturrecht* bestehen lassen will...». Interpellé par les positions de Musy, Häberlin se garde toutefois d'entrer en discussion avec un ancien collègue qu'il tient plus que jamais pour peu sûr: «Aber ich will mich nicht in eine Diskussion mit ihm einlassen, da ich nicht weiss, wie er meine Bemerkungen verwenden würde.» (Journal de Häberlin, 24.6.1941, cité in R. SOLAND: *Zwischen Proletariern... op. cit.*, pp. 123-124. C'est Häberlin qui souligne). — À la même époque, Gonzague de Reynold, autre tenant d'une rénovation autoritaire de la Suisse, sort un ouvrage au titre et aux idées fort proches de l'opuscule de Musy. (G. de REYNOLD: *La Suisse est devant son destin*, Genève, Éd. de l'Écho illustré, 1941, 131 p.).

<sup>102</sup> Paroles de Musy rapportées par E. DELEVAL: «La Suisse doit participer à la collaboration européenne», in *Courrier de Genève*, 27.11.1940.

s'active à faire le jeu de la propagande allemande. Hors de toute organisation manipulée par le Reich, comme c'était le cas avec l'Antikomintern de 1936 à 1938, Musy recherche désormais, délibérément et à titre personnel, le rapprochement avec le IIIe Reich. Cette campagne s'inscrit dans une politique d'ensemble qui comprend deux faces indissociables: d'une part l'action poursuivie auprès de représentants allemands, en Suisse et à Berlin, d'autre part celle menée en relation avec les milieux rénovateurs suisses, notamment avec des adeptes du MNS.

### 2.3.1. *En contact avec l'Allemagne*

De l'extérieur, le premier pan de cette politique à double face n'apparaît pas comme une évidence. Ses conférences sont certes suivies par les diplomates allemands, mais leur seule présence n'est pas suffisante pour en déduire une quelconque entente. Dans leurs rapports, ils relèvent toutefois avec satisfaction que les thèses défendues par Musy leur sont très favorables, même si l'ancien conseiller fédéral n'adhère pas à l'idéologie nazie. Ainsi, lors de la conférence de Musy du 9 février 1941 à Genève, l'un d'eux écrit: «Der Inhalt des Vortrags war durchaus deutschfreundlich und enthielt manche dem Nationalsozialismus entlehnte und den schweiz. Verhältnissen angepasste Gedankengänge und Vorschläge»<sup>103</sup>. À la sortie de *La Suisse devant son destin* — véritable programme de rénovation nationale, très proche des idées de la Révolution nationale pétainiste, et appel à la collaboration au nouvel ordre européen —, Köcher relèvera que, du point de vue allemand, les discours de Musy vont dans la «bonne» direction: «Die Reden [de Musy] folgen seinen bekannten ständisch-autoritär-föderalistischen Gedankengängen: Zurückdrängung des Parlaments oder seine Ersetzung durch eine Berufskammer, Umgestaltung des Bundesrates zur wirklich massgebenden Regierungsbehörde, Beschränkungen der Pressefreiheit, Verbot aller Geheimgesellschaften usw. Gleichzeitig mit der inneren Umgestaltung fordert Musy auch die politische und wirtschaftliche Eingliederung der Schweiz in das “Neue Europa”.»<sup>104</sup>

Toutefois, jusque-là, c'est assez banal. Considérés comme une action personnelle sans lien direct avec les maîtres de la «nouvelle Europe» — et c'est effectivement de cette manière que Musy souhaite se présenter au public suisse —, ses discours aux formules parfois téméraires prétendent servir l'intérêt de la Suisse. Les propos d'un Gonzague de Reynold par exemple vont dans le même

---

<sup>103</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): note interne à la DGB (à l'origine de Krauel?), s.d. (juste après le 9.2.1941). Voir aussi PA, DGB, 2790 (782/4): rapport de W. Krauel pour la DGB, 19.2.1941.

<sup>104</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): rapport de Köcher pour l'AA, 18.8.1941.

sens<sup>105</sup>. Cela devient un peu plus intéressant lorsque l'on observe l'arrière-cour dans laquelle évolue Musy et qu'il se garde bien d'exposer au grand jour, notamment ses liens avec Himmler et la légation allemande à Berne qui est un relais discret de la propagande nazie en Suisse. Ce n'est sans doute pas encore le moment de dévoiler ses véritables relations avec le Reich, même si cet adversaire des sociétés secrètes, en premier lieu de la franc-maçonnerie, est d'avis publiquement que, «en démocratie, tout doit se passer en pleine lumière et sous le contrôle de l'opinion publique»<sup>106</sup>.

Comme nous venons de le voir, et sans évoquer ses nombreux contacts avec les diplomates allemands en Suisse, Musy s'est rendu à Berlin, pour y rencontrer entre autres Himmler, juste avant (début septembre 1940) et pendant (fin janvier 1941) sa série de conférences. Ajoutons qu'au mois de mai 1941, alors qu'il vient de solliciter Köcher pour transmettre une lettre à Riedweg à qui il demande de trouver à Berlin un correspondant pour l'hebdomadaire dont le lancement est prévu le 15 mai<sup>107</sup>, Musy souhaite à nouveau s'entretenir, vers le 15 juin, avec Himmler, notamment pour lui faire un rapport («Bericht») sur Vichy où il se rend dans les prochains jours<sup>108</sup>. Après quelques hésitations et un premier refus de la Wilhelmstrasse<sup>109</sup>, puis une nouvelle demande, très rapide et insistante, de Köcher<sup>110</sup>, ce projet de voyage semble tomber à l'eau. Occupés par la préparation de l'opération Barbarossa, imminente, les dirigeants de Berlin ont sans doute autre chose à faire. Le déclenchement de l'invasion de l'URSS par la Wehrmacht, le 22 juin, ne fait toutefois que reporter à plus tard ce voyage supplémentaire de

---

<sup>105</sup> F. PYTHON: *Les aspirations... op. cit.*, pp. 234-238. Sur le retour à l'offensive de certaines forces hostiles à la démocratie parlementaire entre l'automne 1940 et le début de l'année 1941, avec tout d'abord le lancement de l'initiative Pfändler sur la réorganisation du CN (initiative rejetée par le peuple en mai 1942), puis le lancement de l'initiative Stalder pour la réforme de la Constitution (initiative qui ne parvient pas à recueillir le nombre de signatures nécessaire pour être soumise au peuple), voir G. KREIS: «Parlamentarismus und Antiparlamentarismus in den Jahren 1933-1945», in *Le Parlement – «Autorité suprême de la Confédération»?*, mélanges édités par les Services du Parlement, Bern/Stuttgart, P. Haupt, 1991, pp. 315-317; A. LASSERRE: *La Suisse... op. cit.*, pp. 146, 166 et 215; R. BUTIKOFER: *Le refus... op. cit.*, pp. 409-414.

<sup>106</sup> J.-M. MUSY: *La Suisse devant... op. cit.*, p. 94.

<sup>107</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): lettre de J.-M. Musy à O. Köcher, 1.5.1941. Apparaissant dans les documents allemands au printemps 1941, ce projet d'hebdomadaire dirigé par Musy ne se concrétisera qu'une année plus tard environ, sous le titre de *La Jeune Suisse*. Alors que l'hégémonie de l'Allemagne nazie culmine en Europe, l'éditorial du 10 avril 1942 où Musy demande à la Suisse d'apporter «à l'Europe nouvelle une collaboration loyale et généreuse» résume bien la politique soutenue par *La Jeune Suisse*. Sur l'histoire de *La Jeune Suisse*, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, 181 p.; ainsi que le chapitre suivant.

<sup>108</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 31.5.1941. Voir aussi PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 19.5.1941.

<sup>109</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Luther (AA) pour la DGB, 23.5.1941. Ribbentrop lui-même tient le voyage de Musy pour inopportun. Par conséquent, Himmler n'a pas été informé de la requête de Musy. (PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Luther (AA) pour la DGB, 19.6.1941).

<sup>110</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): lettre de Köcher à Luther (AA), 19.6.1941.

Musy à Berlin. En outre, entre les deux voyages berlinois effectivement entrepris, il a séjourné à Vichy dans la première quinzaine de novembre et à Noël 1940. Quant au voyage à Vichy qui est, si l'on se base sur les propos de Köcher, apparemment prévu pour le mois de juin 1941, Musy affirme s'y rendre incessamment dans des conversations téléphoniques interceptées à la fin de ce mois<sup>111</sup>.

Est-ce que tous ses voyages ont un lien avec ses conférences qui ressemblent en fait à une campagne électorale, menée d'octobre 1940 à février 1941, et son projet de lancer en Suisse au début de 1941 une association politique et un journal en faveur de l'ordre nouveau? Chronologiquement, on est frappé de voir que les conférences s'inscrivent à l'intérieur d'une série de voyages à Vichy et Berlin, dont le dernier à Berlin est projeté en mai 1941. Ces voyages semblent même être des missions au cours desquelles Musy fait son rapport aux puissants du moment. Il les renseigne sans doute sur l'évolution de la politique intérieure suisse, sur l'écho que rencontrent ses propres thèses auprès de ses compatriotes. Les Allemands ne s'y trompent pas: Musy travaille de facto pour le III<sup>e</sup> Reich. Ainsi, le 12 février, Köcher écrit que Musy s'applique à agir sur l'opinion de ses compatriotes en vue de les amener à avoir une image positive de l'Allemagne nazie: «Er [Musy] besitzt viel Verständnis für das nationalsozialistische Deutschland und versucht, durch öffentliche Vorträge auf seine Landsleute in diesem Sinne einzuwirken.»<sup>112</sup> Musy sert donc effectivement la propagande allemande. Heydrich le juge également de manière favorable: «Wenn er auch als Romane das eigentliche Wesen des Nationalsozialismus wohl nicht ganz versteht, so dürfte er doch einer der wenigen Persönlichkeiten romanischer Zunge sein, die sich zum Reich bekennen und zum Neuaufbau Europas eingesetzt werden können.»<sup>113</sup> Quant au projet de reprise de *La Jeune Suisse* par Musy, qui veut en faire une tribune pour les idées de collaboration au nouvel ordre européen et même l'organe d'une association (La Nouvelle Suisse) susceptible de soutenir des ambitions plus personnelles, Musy s'y intéresse de plus en plus dès février 1941, non sans que les Allemands soient tenus au courant, au moins depuis le printemps 1941, de certains développements de ce plan.

Il ne nous est pas possible de dire si l'ancien conseiller fédéral a reçu des encouragements à Berlin ou auprès des représentants de la légation allemande à Berne chez qui il se rend régulièrement. Mais le fait est que, sitôt après son

---

<sup>111</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et un prénommé Jean-Daniel (de Montenach?), 28.6.1941, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée. Voir également *ibid.*: conversation téléphonique entre Musy et un monsieur (inconnu), 23.6.1941.

<sup>112</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 12.2.1941.

<sup>113</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): de Heydrich à Ribbentrop, secret, 10.2.1941 (copie).

second voyage à Berlin, à la fin du mois de janvier 1941, Köcher rapporte que Musy va tenir Himmler au courant de son travail de propagande en Suisse: «Er [Musy] wird der Gesandtschaft das Referat über seine Vorträge in Genfer Zeitungen schicken zwecks Weiterleitung an Reichsführer-SS Himmler.»<sup>114</sup> Si l'auteur de l'initiative n'est pas nommé, il est par contre évident que Musy agit librement. Pour quelles raisons celui-ci fait-il parvenir à Himmler des articles de presse sur ses conférences quelques jours après leur entretien? Il est difficile de croire que c'est pour décevoir le Reichsführer SS. Sans exagérer le poids, certes limité, de Musy dans la politique du Reich envers la Suisse, nous pouvons penser que les deux parties y trouvent sans doute leur compte. Loin de lancer des appels à la vigilance ou à la résistance contre la domination croissante du IIIe Reich sur l'ensemble du continent, Musy affirme à ces concitoyens qu'«on estime à Berlin qu'une hégémonie telle qu'on en connut autrefois serait impossible dans une Europe organisée en vue de l'intérêt de tous»<sup>115</sup> ou qu'il «y a dans le style fasciste des éléments nobles et élevés. À rien ne servirait de s'obstiner à méconnaître ce qu'il y a de positif et de généreux dans l'Allemagne et l'Italie nouvelles»<sup>116</sup>. Ne se présentant pas sous les traits odieux d'un traître à la patrie — selon lui, une «seule chose importe: Il faut sauver la Suisse»<sup>117</sup> —, Musy n'en a pas moins une attitude ambiguë. Cela n'est d'ailleurs pas un hasard si, fait peu banal dans les annales helvétiques, cet ancien conseiller fédéral est à cette époque étroitement surveillé par la police fédérale<sup>118</sup>. Sans aller jusqu'à l'intégration de la Suisse au Reich, Musy, ignorant de manière troublante le caractère foncièrement raciste du nazisme, idéalise «l'ordre nouveau [qui] se réalisera non pas sur le plan des intérêts particuliers, mais en s'inspirant, davantage que par le passé, du bien commun»<sup>119</sup>. Il a également une vision très positive de l'«Europe nouvelle [qui] sera basée non sur la violence mais sur la conviction»<sup>120</sup>. Loin d'abandonner même sa neutralité, la Suisse constituerait avec d'autres États européens un contrepoids à la puissance allemande<sup>121</sup>.

Ancien président de la Confédération, il profite, voire abuse selon certains<sup>122</sup>,

<sup>114</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): note de Köcher pour Blankenhorn et Trump (DGB), 5.2.1941.

<sup>115</sup> J.-M. MUSY: *La Suisse devant... op. cit.*, p. 122.

<sup>116</sup> *Ibid.*, p. 10.

<sup>117</sup> *Ibid.*, p. 14.

<sup>118</sup> Voir les dossiers tenus par le MPC sur Musy et ses activités: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33; AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049.

<sup>119</sup> J.-M. MUSY: *La Suisse devant... op. cit.*, p. 25.

<sup>120</sup> *Ibid.*, p. 122.

<sup>121</sup> *Ibid.*, pp. 108-112 et pp. 121-122. Sur le réveil des réflexions «germanophiles» après la défaite française, voir entre autres A. LASSERRE: *La Suisse... op. cit.*, pp. 159-163.

<sup>122</sup> Tel est l'avis de l'*Aufgebot* qui, en mai 1941, écrit: «Daher legt sich Herr alt-Bundesrat Musy gleich einen neuen Titel bei: ancien Président de la Confédération, alt Bundespräsident. Wenn man einem alt-Bundesrat Bundesrat sagt, so meint Herr Musy wohl, man müsse dann einem alt-Bundespräsidenten auch sagen Herr Bundespräsident. Und

du prestige qu'octroie un tel titre pour donner un tour acceptable à son discours étrangement idéaliste sur la politique européenne du Reich et à ses propos admiratifs pour les supposés «éléments nobles et élevés» du «style fasciste». Il constitue donc un allié intéressant pour le IIIe Reich car, se drapant d'un discours patriotique donc respectable, il s'efforce de facto à pousser, de la manière la plus efficace, la plus grande partie de ses concitoyens dans la direction de l'adaptation au «nouvel ordre européen» nazi. En agissant de la sorte, Musy s'inscrit donc volontairement dans le jeu européen de la propagande nazie internationale et plus particulièrement dans la politique de subversion allemande en Suisse. Une politique pangermanique qui, à cette époque, a pour but d'intégrer, sous une forme ou une autre, la Suisse au Reich<sup>123</sup>. Et c'est sur le point du pangermanisme, comme sur celui du caractère totalitaire du nazisme, que l'adhésion de Musy à l'«Europe nouvelle» est la plus problématique. Rapide à dénoncer le totalitarisme stalinien, il s'accommode pourtant d'un autre mal qui méprise tout autant l'individu, et même encore plus en raison de son racisme radical.

Entre les Allemands et Musy se développe, à la suite d'un rapprochement entamé dès 1936, une logique de collaboration dans laquelle chacun cherche à tirer un bénéfice. Toutefois, à ce jeu-là, l'ancien conseiller fédéral se trouvera toujours dans la position d'infériorité de celui qui, vu les rapports de force en présence, sollicite et s'aligne. Quant au possible retour au pouvoir en Suisse de Musy, avec le soutien de l'Allemagne, aucun des documents allemands consultés n'en parle explicitement. Il est néanmoins sûr que l'ancien conseiller fédéral cherche à tirer profit des nouvelles circonstances engendrées par la mise en place d'une Europe allemande. En outre, il voit certainement que, partout en Europe occupée, Hitler préfère «avoir affaire à des notables locaux» et «traiter avec des hommes doués de pragmatisme et dont la réputation bien établie n'était pas entachée de sympathie pour le national-socialisme, tels le maréchal Pétain, Laval et Darlan, plutôt qu'avec d'encombrants collaborationnistes dépourvus d'assises politiques»<sup>124</sup>. Et, à la lumière des liens privilégiés et camouflés qu'il entretient avec la légation d'Allemagne à Berne et certains hauts dignitaires du Reich à

---

zudem macht sich das auf den Visitenkarten fürs Ausland viel besser. Das erweckt nämlich dort, wo man nicht so genau weiß, was bei uns ein Bundespräsident ist, den Eindruck, Herr Musy sei mehr gewesen, als "nur" Bundesrat, etwas Übergeordnetes, so eine Art eidgen. Landammann. [...] Zum gut schweizerischen Stil gehört vor allem, daß man nicht mehr scheinen will, als man ist. Und Herr Musy ist eben nicht alt-Bundespräsident, sondern nur alt Bundesrat. Zwar hat er schon "zu Lebzeiten" sehr auf seinen Titel Bundespräsident gehalten und Madame la Présidente noch viel mehr.» Voir sous: «Ein neuer Titel eines Alt-Bundesrates», in *Das Aufgebot*, 29.5.1941.

<sup>123</sup> Sur le dessein pangermanique dans la politique du IIIe Reich envers la Suisse, voir p.e. D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, 463 p.; et K. URNER: «*Il faut encore avaler la Suisse*». *Les plans d'invasion et de guerre économique d'Hitler contre la Suisse*, Genève, Georg, 1996 (1990 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), 237 p.

<sup>124</sup> R. O. PAXTON: «La collaboration d'État» *op. cit.*, p. 339.

Berlin, l'ancien conseiller fédéral Musy se présente probablement comme un de ces «candidats» respectables, même s'il se trouve isolé en Suisse. Perçu par les Allemands comme un ami sincère du Reich («aufrichtiger Freund des Reiches»)<sup>125</sup> et un homme politique d'une certaine envergure, Musy dispose sans aucun doute d'atouts dans la perspective d'une réorganisation éventuelle de la Suisse sous l'égide de l'Allemagne. D'autant plus que son engagement politique a droit à la considération des nazis: «Er [Musy] setzt sich auch heute für eine autoritäre Demokratie faschistisch-nationalsozialistischer Prägung ein und plädiert in der Westschweiz in Volkskundgebungen für eine Freundschaft mit den Achsenmächten.»<sup>126</sup>

### 2.3.2. *En contact avec les milieux rénovateurs et le Mouvement national suisse*

Quelle est la signification ultime de cette politique personnelle où se croisent engagement national et action internationale? Que recherche finalement Musy? Comparé à Pétain né exactement vingt ans avant lui et compte tenu de son intense activité «électorale» au tournant de 1940/1941, ainsi que de son projet de reprise d'un organe de presse et de la création d'une association politique au début de l'année 1941, il ne croit manifestement pas que sa carrière politique est finie. Certes, aucun document d'archives de première main n'évoque l'ambition affichée de Musy pour revenir au pouvoir en Suisse. Toutefois, entre le milieu de l'année 1940 et le début de l'année 1941, nous décelons dans ces mêmes archives une succession d'actions politiques convergentes qui aboutit à ce résultat.

Sa série de conférences, données en Suisse romande entre octobre 1940 et février 1941, apparaissent comme le versant visible de cet effort poursuivi à différents niveaux. Indépendamment du contexte qui lui donne une tonalité particulière, le contenu des conférences ne recèle en fait aucune surprise. Musy reprend, parfois de manière quasi littérale, toutes les idées qu'il défend depuis plusieurs années en matière de politique, d'économie et d'organisation de la société. Les événements internationaux, en tout premier lieu la défaite française et le triomphe des armées allemandes en Europe, offre tout simplement à cette vision une nouvelle perspective, une aubaine même: l'espoir de rénover enfin un ordre jugé périmé. Généralement prudent dans ses propos, mais aussi souvent ambigu, Musy parle d'adaptation à l'Europe nouvelle pour le plus grand bien de la Suisse qui, par ailleurs, doit revenir à sa «véritable» neutralité et à ses valeurs «originelles». Face aux grands ensembles extra-européens — l'empire

---

<sup>125</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): de Heydrich à Ribbentrop, secret, 10.2.1941 (copie).

<sup>126</sup> *Ibid.*

britannique, que Musy distingue de l'Europe continentale, l'Amérique sous influence des États-Unis, le Japon et la Russie soviétique — qui menacent ses intérêts, le Vieux Continent doit lui aussi trouver de nouvelles voies pour instaurer une collaboration entre ses différents États. Quant à la Suisse, Musy assure qu'il n'est pas question d'instaurer un ordre fasciste ou nazi dans le pays. Il reste national avant tout. En outre, il est convaincu que la Suisse ne peut vivre que sur le plan international. La nécessité de rompre avec les erreurs du passé et le besoin de rénover le pays, sans attendre le résultat de la guerre, reviennent également comme des leitmotifs. Musy prône la corporation et le renforcement de l'autorité gouvernementale, tout en lançant des piques contre le Conseil fédéral et le système parlementaire. Le plan Wahlen lui paraît également insuffisant. Selon lui, la démocratie libérale et le socialisme, tous deux épuisés, ont fait leur temps. Il fustige les idées de 1789 qui, précise-t-il, ne sont pas suisses. Il faut, d'après lui, réprimer les abus de la presse et lutter contre d'autres menaces, comme les sociétés secrètes et la grosse finance privée. Enfin, au chapitre des dangers à combattre, il place toujours en tête le communisme. Dans certaines de ses critiques, pour habiles et pour prudentes qu'elles soient, dirigées contre la démocratie libérale, le Conseil fédéral, le Parlement, la haute finance et les sociétés secrètes, il y a en fait de quoi donner satisfaction à un large éventail de mécontents, de déboussolés et de rénovateurs en tout genre, jusqu'à l'extrême droite<sup>127</sup>.

---

<sup>127</sup> On retrouve la plupart de ces idées dans l'ouvrage de Musy intitulé *La Suisse devant son destin* (1941), légèrement remanié par rapport aux textes originaux des conférences qui nous sont parvenus. En effet, lors de ses conférences, Musy lance des appels un peu plus appuyés en faveur de la collaboration au nouvel ordre européen et fait des remarques plus incisives à l'égard de ce qu'il appelle les «puissances occultes et parasitaires». (Pour les notes de ces conférences et des articles de presse, voir AF, fs Musy, vol. 119-120. Voir également AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: compte rendu sténographique (de AB et RL) de la conférence donnée par Musy le 23.10.1940 à Lausanne, transmis par le chef du Département de Justice et Police du canton de Vaud au MPC, 1.11.1940; rapport des agents L. Grandjean et R. Dubois au commandant de la police cantonale de Neuchâtel, 4.12.1940, transmis au MPC le 5.12.1940; ainsi que AF, E 5795/437: compte rendu sténographique de la conférence de Musy du 18.11.1940 par le Plt. Guinand pour le commandant en chef de l'armée, QG particulier du général, 18/19.11.1940). — Lors de la publication de son ouvrage, Musy doit tenir compte de la censure. Fin mai 1941, lors d'une conversation téléphonique qu'il a avec Corbaz, imprimeur de son ouvrage, et Amiguet, Musy affirme: «J'ai encore revu un passage ou l'autre. Il y a un certain manque de concordance dans l'ordre des idées et dans le texte. Ça fera quelques frais, tant pis. Je vous envoie le texte demain soir. Nous vivons dans une singulière mentalité. Quand on voit qu'aux États-Unis un ancien président prend position dans le sens de la non-belligérance, alors que le président va dans l'autre sens. C'est encore un régime de liberté!» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Corbaz/Amiguet, 26.5.1941). En juin 1941, également lors d'une conversation téléphonique interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, Musy affirme à son interlocuteur: «La brochure a donc paru. Je vous l'envoie ce matin. Elle a passé à la censure. On l'a acceptée sans modification, mais naturellement, j'aurais voulu qu'elle soit un peu plus nerveuse. Seulement, avec cette restriction...» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et un monsieur (inconnu), 23.6.1941).



Au début du mois d'octobre 1940, le Département de Justice et Police du canton de Vaud indique au Ministère public fédéral que Musy se propose d'organiser une tournée de conférences dans le canton sur le thème de «la rénovation nationale». Son représentant qui demande l'autorisation pour une première conférence n'est autre que Gustave Bornand<sup>128</sup>, membre du MNS. Le procureur général de la Confédération, qui estime qu'il n'y a pas de motifs suffisants pour faire interdire les conférences de Musy, remarque qu'il serait en fait «intéressant de connaître son opinion sur “la rénovation nationale” et de constater qui gravite dans son entourage»<sup>129</sup>. Le 23 octobre 1940, Musy entame sa série de conférences à Lausanne. Il tient à préciser qu'il ne se place pas sous le patronage d'un parti ni sous celui d'un groupement politique quelconque<sup>130</sup>. La presse socialiste croit toutefois savoir que, le chef du MNS Michel n'ayant pas été autorisé à tenir une conférence, on se serait alors rabattu sur cette conférence de Musy<sup>131</sup>. L'hypothèse n'est pas invraisemblable car, comme le remarque le Ministère public, la vente des billets pour la conférence de Musy et le service de

---

<sup>128</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: lettre du Département de Justice et Police du canton de Vaud au MPC, 8.10.1940. — Dès cette époque, les contacts entre Bornand et Musy deviennent plus fréquents. Les deux hommes, filés par la police, sont ensemble entre autres les 11 et 12 décembre 1940 à Genève. Lors de ce séjour à Genève, Musy rencontre également Albert Riedweg. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des insp. Burkin et Vercellinati au service de la sûreté du Département de Justice et Police du canton de Genève, 12.12.1940; transmis au MPC).

<sup>129</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: lettre du procureur général de la Confédération au Département de Justice et Police du canton de Vaud, 10.10.1940.

<sup>130</sup> Voir sous: «La Suisse devant son destin», in *Gazette de Lausanne*, 25.10.1940. La police vaudoise, qui a envoyé ses agents épier Musy, transmet au MPC un compte rendu sténographique de 26 pages de sa conférence. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: compte rendu sténographique (de AB et RL) de la conférence donnée par Musy le 23.10.1940 à Lausanne, transmis par le chef du Département de Justice et Police du canton de Vaud au MPC, 1.11.1940).

<sup>131</sup> Voir sous: «M. Musy parle du destin de la Suisse», in *La Sentinelle*, 29.10.1940. — Tout d'abord membre de l'Union nationale, le docteur Walter Michel entretient, déjà en 1939 à Genève, «des contacts suspects avec le consulat général d'Allemagne». (D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 43). Par la suite, il fait partie du «Führerkreis» du MNS, fondé en juin 1940. Le cercle dirigeant du MNS, qui reprend une grande partie de la clientèle, fidèle ou dissidente, du Front national, réunit entre autres Ernst Hofmann et Heinrich Wechlin de l'ESAP, Hans Oehler du BTE (en remplacement d'Alfred Zander incarcéré), Rolf Henne, chef du Front national, et Max Leo Keller (*Neue Basler Zeitung*). En Suisse romande, le MNS recrute notamment dans les eaux de l'Union nationale. Le docteur Walter Michel en est l'un de ses chefs. Dans son rapport concernant l'activité antidémocratique exercée par des Suisses et des étrangers entre 1939 et 1945, le gouvernement fédéral rappelle combien le MNS s'est inspiré, quant à son organisation et à son idéologie, du mouvement national-socialiste allemand. (Rapport CF activité antidémocratique, 28.12.1945, pp. 55-58). Daniel Bourgeois écrit lui que la Nationale Bewegung der Schweiz (Mouvement national suisse) est «une association boiteuse de divers mouvements d'inspiration nationale-socialiste dont le patriotisme [est] inversement proportionnel à celui proclamé dans leurs noms». (D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, n. 98 p. 362). — Pour plus de détails sur le MNS, voir les dossiers tenus par le Ministère public: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bde 52-58, C.2.10025. Le MPC a également ouvert des dossiers individuels sur de nombreux membres du MNS.

salle sont assurés par des membres du MNS<sup>132</sup>.

Le 18 et le 25 novembre 1940, Musy donne deux nouvelles conférences, toujours sur le thème de «la Suisse devant son destin», à Fribourg dans la grande salle du Théâtre Livio où, à en croire la presse socialiste, des représentants du MNS, fraîchement dissous, sont présents et très satisfaits des fortes paroles de Musy qu'ils n'auraient pu prononcer eux-mêmes<sup>133</sup>. La presse conservatrice

---

<sup>132</sup> AF, E 27/11216, «Nationale Bewegung der Schweiz»: rapport «confidentiel» de F. Stämpfli (MPC) au DFJP, 1.11.1940, rapport sur le MNS dans lequel le procureur général de la Confédération écrit: «Bemerkenswert ist der Vortrag von Herrn alt Bundesrat Musy vom 23. Oktober in Lausanne “La Suisse devant son destin”. Der ursprüngliche Titel sollte lauten “La rénovation suisse”, wurde aber vorsichtshalber auf Anraten von Musy selbst umgeändert. Die Vorbereitungen für den Vortrag wurden von einem gewissen Bornand getroffen, der seinerseits mit dem Führer der NBS in Genf, Dr. Michel, in Verbindung steht. An der Versammlung selbst versahen Angehörige der NBS den Billetverkauf und den Saaldienst.»

<sup>133</sup> D.N.C.: «Lettre de Fribourg», in *La Sentinelle*, 4.12.1940. — Au sujet du canton de Fribourg, il ne nous a pas été possible d'identifier précisément les membres et sympathisants du MNS qui assistent aux conférences de Musy. Sur la base des archives consultées, il ne semble d'ailleurs pas que Musy entretient des liens particuliers avec les membres fribourgeois du MNS et d'autres extrémistes de droite domiciliés à Fribourg, tels le peintre Gaston Thévoz, chef cantonal du MNS et proche de Walter Michel, Jacques Haering, étudiant présenté comme l'homme de liaison entre le MNS et le mouvement de Carl Decurtins, ainsi que ledit Decurtins et Karl Koller, respectivement chef fédéral et chef du service de presse du Bund Nationalistischer Schweizerstudenten (Ligue des étudiants suisses nationalistes). À la suite d'un contrôle de la correspondance adressée à une case postale utilisée par le MNS à Fribourg, le service de police du canton de Fribourg peut tout juste relever en date du 18 novembre 1940 que, parmi les personnes ayant manifesté leur intérêt en s'abonnant au journal du parti *L'Action nationale*, il y a entre autres Jean-Marie Musy et Gonzague de Reynold. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 54, C.2.10025: rapport du service de police de la Direction de Justice et Police du canton de Fribourg (J. Bovet) à la préfecture du district de la Sarine, secret, 18.11.1940; copie transmise au MPC le 19.11.1940. Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 56, C.2.10025: courrier de la Direction de Justice et Police du canton de Fribourg (J. Bovet) au chef de la police fédérale, 31.1.1941, qui donne également ces informations). — Des comptes rendus des séances (illégalles) du MNS à Fribourg, comptes rendus établis par une «taupe» pour le compte de la police, tendraient à indiquer que, loin de collaborer avec le MNS à Fribourg, Musy semble être plutôt mal perçu au printemps 1941 par certains membres fribourgeois du MNS. (Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 56, C.2.10025: compte rendu de la séance du MNS tenue au domicile de Roger Soldati à Fribourg le 27.3.1941, dans lequel on («l.-»?) écrit: «Soldati apprend que, vers la fin avril, M. Musy va lancer un mouvement politique qui risquera de faire beaucoup d'adeptes. Il ne donne pas d'autres précisions. Il dit que le MNS devra lutter contre ce mouvement et, pour être bien renseigné, y faire pénétrer l'un ou l'autre de ses membres.» Voir aussi AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 56, C.2.10025: compte rendu de la séance du MNS tenue au domicile de Roger Soldati le 10.4.1941, dans lequel on («l.-»?) écrit: «Thévoz parle ensuite du mouvement politique lancé par M. Musy. Il dit que ce mouvement n'est pas encore bien défini mais qu'il faut le surveiller car il aurait des chances d'aboutir.»). Nous pouvons également relever qu'aucun des membres fribourgeois du MNS interrogés par la police fédérale à la fin du mois d'avril 1941 ne mentionne Musy. (Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 56, C.2.10025: rapport des inspecteurs E. Müller et R. Humbert au chef du service de la police fédérale, 6.5.1941, rapport auquel sont joints les procès-verbaux d'audition de Gaston Thévoz et consorts). — Les échanges entre Musy et Pierre de Zurich, aristocrate nostalgique de l'Ancien Régime et, tout patriote qu'il est, admirateur du Reich, ne paraissent pas très intenses, si ce n'est quelques contacts sporadiques, notamment une lettre pleine de haine à l'égard des Juifs que l'historien autodidacte adresse à son vieil ami Musy en juillet 1942. (Voir AF, fs Musy, vol. 43: lettre de P. de Zurich à J.-M. Musy, 29.7.1942. Sur l'attitude de Pierre de Zurich durant la guerre, voir ce qu'écrit Henri Naef, conservateur du Musée gruérien, in: «Pierre de Zurich 1881-1947. In Memoriam», in *AFr*, 34/35, 1946/47, pp. 86-

locale ne s'attarde pas elle sur la présence des tenants du MNS, mais relève celle de membres du Conseil d'État<sup>134</sup>, de quelques préfets<sup>135</sup>, de représentants de l'Union des paysans fribourgeois, de la Fédération patriotique suisse, section de Fribourg, et de l'Union cantonale fribourgeoise des arts et métiers<sup>136</sup>. Au service de la police fribourgeoise et de l'armée, où l'on s'interroge sur le regain d'activité politique de Musy, des observateurs dressent, à l'attention respectivement du Ministère public et du général Guisan, des comptes rendus détaillés des conférences de Musy<sup>137</sup>.

À Genève, le 29 novembre suivant, Musy entretient les membres de la Fédération genevoise des corporations des grands problèmes auxquels la Suisse est confrontée. Au nombre des auditeurs se trouvent plusieurs hérauts du système corporatif, entre autres Julien Lescaze et Raymond Devrient, ainsi que Gaston Bersier, administrateur du *Courrier de Genève*. Emile Déléaval, depuis plusieurs années partisan de Musy et correspondant dudit journal, dresse un compte rendu très élogieux de la conférence<sup>138</sup>. Au sujet de la défaite française qui l'a choqué comme de très nombreux Suisses, Musy pense que la «France a été victime de la

---

87). — Quant aux relations de Musy avec Fred de Diesbach qui trempe lui aussi dans les eaux du MNS, elles semblent être beaucoup moins soutenues durant la guerre qu'à l'époque de l'ANSC. — Sur des tracts du MNS lancés dès la mi-juillet 1940, Fred de Diesbach apparaît dans la liste du comité directeur et des amis du MNS, au même titre p.e. que Heinrich Büeler, Charles Clot, Charles Desfayes, Rolf Henne, Heinrich Hersche, Ernst Hofmann, Max Leo Keller, Werner Meyer, Walter Michel, Hans Oehler, Jean Pidoux, Theodor Stadler, Fritz Thoenen et Heinrich Wechlin. (Au sujet de ces tracts, voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 52, C.2.10025). — Aucune source à notre disposition ne permet également d'établir de véritables relations entre Musy et certains Allemands d'obédience nazie installés dans le canton de Fribourg, tels Georg Heintzschel, Gemeinschaftsleiter de la colonie allemande et Hoheitsleiter de la NSDAP dans le canton de Fribourg, et les professeurs à l'Université de Fribourg Richard Newald et Heribert Reinert, tous deux des hommes de confiance de la légation d'Allemagne. Ces trois personnes seront expulsées à la fin de la guerre. Pour la liste des nationaux-socialistes établis dans le canton de Fribourg et expulsés après mai 1945, à savoir cinq personnes au total, voir le Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'activité antidémocratique (motion Boerlin). Complément au rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale des 28.12.1945 et 17.5.1946, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties, 25.7.1946, in *FF*, 1946, vol. 2, pp. 1110-1111.

<sup>134</sup> Quartenoud, Baeriswyl, Bovet, Chatton et Corboz.

<sup>135</sup> Reneveys, Delabays et Bondallaz.

<sup>136</sup> Voir sous: «La conférence de M. Musy», in *La Liberté*, 19.11.1940; «La Suisse devant son destin», in *La Liberté*, 27.11.1940.

<sup>137</sup> La police fribourgeoise transmet au MPC le texte intégral sténographié des conférences de Musy à Fribourg. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: lettres de la Direction de Justice et Police du canton de Fribourg (J. Bovet) au MPC (W. Balsiger), 20 et 27.11.1940). Un officier des services de renseignements rédige également un compte rendu sténographique complet du discours de Musy du 18.11.1940, ainsi qu'un résumé de ce discours, résumé dont le général Guisan prend connaissance comme nous le rapporte le capitaine Sandoz du QG particulier du général. (AF, E 5795/437: compte rendu sténographique complet du Plt. Guinand pour le commandant en chef de l'armée, QG particulier du général, 18/19.11.1940; résumé du même au même, 18/19.11.1940).

<sup>138</sup> E. D. [E. DELEAVAL]: «La Suisse devant son destin. Une belle conférence de M. Musy», in *Courrier de Genève*, 30.11.1940.

licence et de la démagogie»<sup>139</sup>.

Le 3 décembre 1940, à Neuchâtel, Musy donne une conférence où plane à nouveau l'ombre du MNS, interdit depuis le 19 novembre. Certes, comme il le précise une fois de plus en début d'exposé, il affirme qu'aucune organisation politique ne patronne sa conférence. Il se veut indépendant et au-dessus des partis. Les affiches annonçant sa venue à Neuchâtel ne donne d'ailleurs que son titre d'ancien président de la Confédération, gage en quelque sorte d'une certaine position au-dessus des querelles de clan<sup>140</sup>. Un peu à l'instar de ce que le vieux maréchal Pétain a déjà fait en France, Musy avance son passé de gloire et d'ordre, le souvenir rassurant d'un ancien père de la nation, pour se détacher dans un environnement présent plutôt sombre et confus. Il existe toutefois un écart entre l'indépendance revendiquée et la réalité. Les agents de la police chargés de surveiller Musy indiquent en effet que, à l'issue de la conférence, Louis-Arthur Blanc, présenté comme le chef du MNS pour la région de Neuchâtel, a fait distribuer des tracts, signés par l'Union nationale neuchâteloise: «En 1918, Jean-Marie Musy sauva la Suisse de l'action criminelle des soviets d'Olten, / En 1940, seul Musy, par son sens des réalités, peut sauver la Suisse, / donc, / Jean-Marie MUSY au pouvoir!»<sup>141</sup> Très peu de temps après cette conférence, le même Louis-

---

<sup>139</sup> Compte rendu par J.A.: «À la Fédération genevoise des corporations: un exposé de M. Musy», in *La Tribune de Genève*, 1/2.12.1940.

<sup>140</sup> Une de ces affiches se trouve in: AF, fs Musy, vol. 119.

<sup>141</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des agents L. Grandjean et R. Dubois au commandant de la police cantonale de Neuchâtel, 4.12.1940, p. 9; rapport transmis au MPC le 5.12.1940 avec le tract cité de l'Union nationale neuchâteloise (Imprimerie Richème, Neuchâtel). — Ancien membre des Jeunesses nationales, Louis-Arthur Blanc (né en 1905) a fondé en 1937 un groupe de l'Union nationale à Neuchâtel, groupe dont il a été le chef. Selon les agents de police précités, Louis-Arthur Blanc semble retourner à l'Union nationale neuchâteloise après la dissolution du MNS. (*Ibid.*). Dans un autre rapport sur l'activité déployée à Neuchâtel par le MNS juste avant son interdiction, les agents de la police neuchâteloise notent que Louis-Arthur Blanc «nous est connu depuis plusieurs années comme étant un extrémiste pratiquant avec ferveur une politique de droite»; son activité leur paraît «des plus dangereuses». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 53, C.2.10025: rapport des agents L. Grandjean, J. Huguenin et A. Maret au commandant de la police cantonale de Neuchâtel, 7.11.1940). Comme il appert d'une lettre qu'il signe en mai 1941 à l'adresse des conseillers d'État du canton de Neuchâtel, et dont une copie parvient à la légation d'Allemagne à Berne, Louis-Arthur Blanc laisse entendre sur un ton menaçant que, si la Suisse ne s'adapte pas de son plein gré au nouvel ordre européen, elle risquerait bien de connaître un changement de régime violent. (PA, DGB, 2805 (784/1): copie de la lettre recommandée de L.-A. Blanc aux conseillers d'État neuchâtelois, 7.5.1941, transmise par O. Köcher à l'AA et à H. G. Ashton, consulat général d'Allemagne à Zurich, 22.7.1941). Quelques mois plus tard, Louis-Arthur Blanc reprend la même argumentation dans une lettre qu'il se propose d'envoyer aux conseillers fédéraux, au procureur de la Confédération, à quelques chefs supérieurs de l'armée et à plusieurs représentants de pays étrangers en Suisse. Ce courrier, accompagné d'une lettre de Blanc à Walther Staehle à Berne auquel il explique ne pas avoir encore envoyé sa «circulaire», parvient une fois de plus à la légation d'Allemagne à Berne. (PA, DGB, 2811 (785/1): lettre de L.-A. Blanc à W. Staehle, 21.8.1941, à laquelle est annexée la «circulaire» précitée datée du 23.6.1941, à l'adresse ici d'E. Wetter, président de la Confédération). Dans chacun de ses écrits de 1941 où il prône l'adaptation obligatoire de la Suisse à l'Europe nouvelle et exprime l'espoir d'une prochaine «libération» du pays, Louis-Arthur Blanc s'en prend aux Juifs et aux francs-maçons. En été

Arthur Blanc, alors filé par la police, se rend dans le canton de Fribourg pour y rencontrer Musy<sup>142</sup>. Interrogé le 11 décembre 1940 par la police neuchâteloise qui constate qu'il n'a pas cessé son activité en faveur du MNS, pourtant interdit, Louis-Arthur Blanc répond au sujet des tracts distribués à la conférence de Musy: «c'est moi qui ai eu l'idée de ce moyen de propagande et j'ai préalablement soumis mon projet téléphoniquement avec M. Musy. D'accord avec le texte, il m'a répondu qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que cela se fasse.»<sup>143</sup> Quant à sa venue le 5 décembre dans le canton de Fribourg pour y rencontrer Musy, Louis-Arthur Blanc affirme aux policiers neuchâtelois: «Le but de ma visite était de savoir si M. Musy était éventuellement disposé à accepter une élection au Conseil fédéral. Je pensais qu'avec ses connaissances, notamment européennes et vu le désaccord qui régnait dans les partis politiques, qu'il serait l'homme pour sauver la situation. La réponse de M. Musy a été un non catégorique. Dans ces conditions je n'ai fait aucune autre démarche. S'il avait répondu affirmativement j'aurais lancé un appel à l'Agence télégraphique suisse, à la presse et aux députés aux Chambres fédérales. J'entrevois la chose dans le sens de ce qui a été fait par la Ligue du Gothard qui a proposé comme candidat M. Claude Du Pasquier.»<sup>144</sup>

Musy a-t-il été aussi catégorique que le prétend Louis-Arthur Blanc? Qu'il ait donné son aval à des tracts réclamant son retour au pouvoir, sans parler d'un faisceau d'autres actions qui vont toutes dans le sens d'un retour aux avant-postes, appellerait sans doute quelques nuances. Il se peut également que la publicité tapageuse envisagée par Blanc, qui plus est membre d'un mouvement largement décrié à Berne et dans l'opinion publique suisse, n'ait pas été considérée par Musy comme le meilleur moyen de se signaler à l'attention des parlementaires fédéraux. Au demeurant, Louis-Arthur Blanc n'est pas le seul à envisager un come-back du Fribourgeois à l'approche des élections au Conseil fédéral du 10 décembre 1940. Déjà en novembre 1940, lorsque l'on a appris la

---

1940, après la défaite française, Louis-Arthur Blanc a déjà signé, avec Walter Michel, Charles Desfayes, Gaston Thévoz et d'autres chefs romands du MNS, un manifeste imprimé de la même veine idéologique. (Un exemplaire de ce manifeste du MNS se trouve in: PA, DGB, 2809 (784/4). Pour un article du même tonneau publié par Louis-Arthur Blanc dans un organe d'extrême droite, voir L.-A. BLANC: «Les Juifs en Suisse», in *L'Action nationale*, 2.11.1940. Sur Louis-Arthur Blanc, voir aussi R. JOSEPH: *L'Union nationale... op. cit.*, p. 224.

<sup>142</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des agents J. Huguenin et R. Dubois au commandant de la police cantonale de Neuchâtel, 6.12.1940; rapport transmis au MPC le 6.12.1940.

<sup>143</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 54, C.2.10025: procès-verbal de l'audition de L.-A. Blanc par la police du canton de Neuchâtel (les agents L. Grandjean, J. Huguenin et R. Dubois), 11.12.1940.

<sup>144</sup> *Ibid.* Sur les élections complémentaires au Conseil fédéral du 10 décembre 1940, voir A. F. REBER: *op. cit.*, pp. 207-223; P. MENZ: *op. cit.*, pp. 304-369.

démission de Minger et Baumann du Conseil fédéral, une poignée de supporters, Déléaval en tête, ont vu en Musy un candidat idéal pour assumer, à l'instar d'un Pétain en France, les plus hautes responsabilités à la tête de la Confédération, tandis que les adversaires traditionnels du Fribourgeois s'inquiétaient déjà, non sans quelque ironie, d'une telle perspective<sup>145</sup>. L'hypothèse d'un retour de Musy au Conseil fédéral, par la voie normale d'une élection par l'Assemblée fédérale et sans pression étrangère, semble toutefois totalement irréaliste vu la réputation du Fribourgeois en 1940. Toujours tenté par le pouvoir, mais sans aucun doute conscient de n'avoir aucune chance tant que subsiste le système en place, Musy avance au coup par coup, sans plan d'action fixé d'avance, dans l'espoir peut-être d'être tout simplement là au bon moment, lorsque que le pays connaîtra enfin le grand changement tant souhaité. Le 10 décembre 1940, sans que le nom de Musy ne soit d'ailleurs évoqué, l'Assemblée fédérale élit Eduard von Steiger, un homme bien vu de la légation allemande dont il a été l'avocat-conseil, à la succession de Minger et Karl Kobelt à celle de Baumann<sup>146</sup>.

De retour du Reich et toujours en contact étroit avec la légation allemande à Berne, Musy poursuit sa campagne au début de l'année 1941. En février, il revient notamment à Genève pour deux nouvelles conférences, les 9 et 16 de ce mois à la salle de la Réformation. Comme d'habitude, la foule accourt pour entendre le champion de la rénovation. Ses exposés, généralement suivis par plusieurs centaines de personnes et quelques agents de police chargés de le surveiller avec discrétion, semblent attirer encore plus de monde à Genève: entre

---

<sup>145</sup> Pour l'opinion d'un journal favorable à Musy, voir p.e. E. DELEAVAL: «La Suisse romande et les élections au Conseil fédéral», in *Courrier de Genève*, 22.11.1940; et pour celle d'un organe hostile, voir sous: «Musy», in *Berner Tagwacht*, 23.11.1940. — Voir également AF, E 27/15067, «Berichte über deutsche Forderungen zur Ersetzung von General Guisan durch Oberstkdt Wille und der BR Celio und Baumann durch C. Burckhardt und alt-Bundesrat Musy, 1940»: note du 4 octobre 1940 strictement confidentielle, de bonne source mais à prendre tout de même seulement comme un on-dit, qui rapporte certaines opinions qui circulent dans l'entourage de Wille au sujet de pressions futures éventuelles de l'Allemagne sur la Suisse, entre autres au niveau de la composition du Conseil fédéral: «Rücktritt von 2 Bundesräten, wobei die Namen von Celio und Baumann genannt würden. (Anmerkung: Diese beiden Herren können deshalb für den Rücktritt ausgewählt worden sein, weil ihr Ausscheiden im Volke den geringsten Widerstand auslösen würde. In den Kreisen um Wille hält man Carl Burckhardt und Musy als diejenigen Kandidaten, die am ehesten für die Neubesetzung der beiden Bundesratssitze in Frage kommen. Gewisse Schwierigkeiten könnten dadurch entstehen, dass Wille nicht gut zu Musy stehe.)» — Sur la candidature de Carl J. Burckhardt lors des élections au Conseil fédéral du 10 décembre 1940, voir P. STAUFFER: «Sechs...» *op. cit.*, pp. 93-107.

<sup>146</sup> Au sujet du remplacement de Minger et Baumann, respectivement par von Steiger et Kobelt le 10 décembre 1940, nous pouvons également lire dans les archives de la France de Vichy: «L'élection pour le remplacement des conseillers fédéraux démissionnaires a amené au Palais fédéral, deux hommes modérés et patriotes alors qu'on avait craint une candidature éventuelle et même une élection de M. Musy connu pour ses sympathies à l'égard de l'Allemagne.» (AN, 2AG-452, «Suisse»: note de l'Inspection Générale des Services de Police Administrative, Vichy, 24.2.1941, jointe à un courrier destiné au Directeur du Cabinet de Pétain, secret, 28.2.1941).

400<sup>147</sup> et 1'500 personnes<sup>148</sup> se pressent pour entendre la première conférence, entre 1'000<sup>149</sup> et 1'700<sup>150</sup> personnes pour assister à la deuxième. L'orateur, soucieux de répéter qu'il ne se place sous aucun patronage, est à chaque fois présenté par Lucien Genoud, membre dirigeant de la Fédération genevoise des corporations et président des Jeunes Travailleurs. Cela tendrait à prouver que les milieux corporatistes et chrétiens-sociaux, représentés par d'autres personnalités dans la salle où Musy parle, apportent au moins leur caution à sa venue, voire soutiennent l'organisation de ses conférences. L'autorisation des deux conférences est toutefois demandée aux autorités genevoises par Emile Déléaval<sup>151</sup>, très proche de l'ex-MNS et rédacteur du *Courrier de Genève*. Ce journal consacre justement de longs développements élogieux à ces discours et a manifestement tendance à en exagérer l'importance. Les commentaires d'Emile Déléaval, qui élève Musy au rang d'homme providentiel capable de redresser une Suisse jugée mal en point et de magistrat le plus apte à promouvoir la nécessaire adaptation à l'«ordre nouveau», sont tout particulièrement dithyrambiques<sup>152</sup>. Les gazettes radicales et les journaux socialistes, avec des mots encore plus durs, ne goûtent pas vraiment les accents antidémocratiques des discours de Musy. Dans l'organe radical *Le Genevois*, Louis Gielly suspecte Musy de vouloir créer un parti et de vouloir revenir au pouvoir dans un gouvernement résolument orienté à droite, voire vers l'extrême droite<sup>153</sup>. Peu après, la *Berner Tagwacht* socialiste n'hésitera pas elle à insinuer, non sans tomber dans la caricature, qu'il existe une

<sup>147</sup> Chiffre cité in: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport de l'inspecteur Prokesch au service de la sûreté du Département de Justice et Police du canton de Genève, 10.2.1941; transmis au MPC le 14.2.1941.

<sup>148</sup> Chiffre donné sous: «La politique économique de la Suisse. Très beau succès de la conférence de M. Jean-Marie Musy», in *Courrier de Genève*, 10.2.1941.

<sup>149</sup> Chiffre cité in: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des inspecteurs Dufour et Vercellinati au service de la sûreté du Département de Justice et Police du canton de Genève, 17.2.1941; transmis au MPC le 21.2.1941.

<sup>150</sup> Chiffre donné sous: «M. Jean-Marie Musy a parlé de la rénovation nationale», in *Courrier de Genève*, 17.2.1941.

<sup>151</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 13.5.1941. Selon ce rapport, c'est également Déléaval qui a demandé les autorisations pour d'autres conférences de Musy à Genève.

<sup>152</sup> Voir p.e. E. DELEAVAL: «Une rénovation vraiment suisse», in *Courrier de Genève*, 11.2.1941; E. DELEAVAL: «Le programme des réformes. La Suisse devant son destin», in *Courrier de Genève*, 18.2.1941; E. DELEAVAL: «La nécessité du redressement ne dépend pas de l'issue de la guerre. La Suisse devant son destin», in *Courrier de Genève*, 19.2.1941; E. DELEAVAL: «Participer à l'évolution générale. La Suisse devant son destin», in *Courrier de Genève*, 20.2.1941; E. DELEAVAL: «La révolution mécanique. La Suisse devant son destin», in *Courrier de Genève*, 21.2.1941. — À la veille de la venue de Musy à Genève, Déléaval a déjà fait une publicité tapageuse en sa faveur. Voir p.e. E. DELEAVAL: «L'acuité des problèmes économiques. Avant la première conférence de M. Musy», in *Courrier de Genève*, 7.2.1941.

<sup>153</sup> L. GIELLY: «Un travail de sape. Les conférences de M. Musy», in *Le Genevois*, 22.2.1941; L. GIELLY: «À propos des conférences Musy», in *Le Genevois*, 5.3.1941.

certaine identité entre Quisling et Musy<sup>154</sup>. Il reste qu'il court sur le compte de Musy des bruits inquiétants, qui ne correspondent certes pas toujours exactement à la réalité mais dont l'insistance ne manque pas de frapper.

Si Musy n'est pas Quisling, loin s'en faut, il n'en suit pas moins une politique résolument tournée vers la collaboration avec les nouveaux maîtres de l'Europe. En Suisse, en cet hiver 1940-1941, il ne cherche pas seulement le contact avec la légation d'Allemagne à Berne. Il se trouve également plus d'une fois en compagnie de partisans du MNS, mouvement lui aussi décidé à mettre le pays au diapason du nouvel ordre européen. On signale la présence de membres du MNS partout où il donne des conférences. En outre, à Genève, Musy rencontre plusieurs fois Walter Michel, Gustave Bornand et Paul Eynard, tous membres du mouvement d'extrême droite dissous, ainsi qu'Emile Déléaval, très proche du MNS. À Neuchâtel, c'est Louis-Arthur Blanc qui s'agite dans son ombre. À Gstaad, entre autres au chalet Wildhorn où il réside à plusieurs reprises durant l'hiver 1940-1941, l'ancien conseiller fédéral a également des contacts avec plusieurs membres du MNS, entre autres Charles Blanc-Gatti, Fritz Michel, Paul Eynard<sup>155</sup> et Walter Michel, le chef romand du mouvement interdit en novembre 1940, ainsi qu'avec des sympathisants du MNS comme Philippe Amiguet du *Mois Suisse*<sup>156</sup>. Devant se rendre au chalet Wildhorn au début de l'année 1941, un

---

<sup>154</sup> s.n.: «Quisling Musy?», in *Berner Tagwacht*, 13.3.1941.

<sup>155</sup> Professeur et membre du MNS, Paul Eynard (né en 1913) est lui-même domicilié à Gstaad. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des inspecteurs Epars, Gallay et Kolla au chef de la police de sûreté, Département de Justice et Police du canton de Genève, 24.2.1941; transmis au MPC le 4.3.1941). Paul Eynard est un ami de Walter Michel. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: copie de la lettre de P. Eynard à W. Michel, 19.12.1940; rapport du cpl. Burkhardt, chef de district de la police cantonale bernoise à Saanen, au commandant du corps de police du canton de Berne, 15.4.1941). En septembre 1940, Paul Eynard a écrit à Eugène Fabre: «Je puis vous dire que nous autres nationalistes nous n'avons qu'un but(:) refaire une Suisse forte débarrassée de l'influence judéo-maçonnique et parlementaire afin qu'elle puisse jouer son rôle dans l'Europe nouvelle.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 53, C.2.10025: copie de la lettre de P. Eynard à E. Fabre, 25.9.1940). Paul Eynard est tenu par la police vaudoise pour un vantard de peu d'envergure qui, en se présentant comme un membre du comité de direction du MNS pour le canton de Vaud, exagère et déforme une fois de plus la vérité. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 54, C.2.10025: rapport de l'inspecteur Chablot au chef de la police de sûreté du canton de Vaud, 20.11.1940; transmis au MPC le 21.11.1940).

<sup>156</sup> Dans certains documents du MPC, Philippe Amiguet est présenté comme un membre du MNS. Interrogé par la police fédérale, Amiguet affirme cependant en janvier 1941: «Je ne fais partie d'aucun parti politique ou organisation de ce genre. Mais j'ai des amis parmi les membres du Mouvement national suisse, amis que j'estime beaucoup et qu'il me serait impossible de renier.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 56, C.2.10025: procès-verbal de l'audition de P. Amiguet par l'inspecteur R. Pache (MPC), 9.1.1941). — Sur les contacts de Musy à Gstaad avec certains tenants du MNS, voir en premier lieu: AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487 (plusieurs documents sur le sujet), ainsi que AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 56, C.2.10025: rapport de l'inspecteur F. Siegenthaler au chef du service de la police fédérale, 21.2.1941, qui dresse la liste des personnes en relations avec Michel, Musy et conjoints lors de leur séjour à Gstaad et établit une chronologie détaillée de leurs contacts entre le 18 janvier et le 20 février 1941. — Michel se trouve officiellement en convalescence à Gstaad où il est filé par la police. Séjournant également à Gstaad au début de l'année 1941,



médecin de Gstaad y croise Michel, Eynard et d'autres personnes qui lui sont inconnues. Il y fait également la connaissance de Musy qui, ce jour-là, peste contre le gouvernement fédéral. Au sujet des conseillers fédéraux, leur ancien collègue fribourgeois lance: «C'est des imbéciles, ils sont fous d'avoir autant de troupes sur pied.»<sup>157</sup> Le 18 février 1941, Musy rend également visite à Gstaad à

---

Johann Jakob von Bonstetten y rencontre ses «amis politiques» Michel, Eynard, Musy, Amiguet et consorts. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: rapport du cpl. Burkhardt, chef de district de la police cantonale bernoise à Saanen, au commandant du corps de police du canton de Berne, 7.3.1941). Dans d'autres rapports de police, von Bonstetten est présenté comme membre du MNS et un «ami personnel et politique» de Walter Michel. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: rapport de l'inspecteur Dupuis au chef de la police de sûreté du canton de Genève, 10.5.1941. Voir aussi AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: rapport du cpl. Burkhardt, chef de district de la police cantonale bernoise à Saanen, au commandant du corps de police du canton de Berne, 30.10.1941). Interrogé par la police fédérale, Walter Michel affirme: «Je dois vous dire que Mr. de Bonstetten ne fait pas de politique, n'a jamais été membre du MNS, cependant j'ai pu m'apercevoir qu'il n'aimait pas les Juifs.» (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: procès-verbal de l'audition de W. Michel par le MPC, 10.6.1941). En février 1943, Musy retrouve à nouveau à Gstaad «son ami Thönen» (Fritz Thoenen, autre membre de l'ex-MNS), comme l'indique un rapport de police où l'on rappelle: «Aus frühern Ermittlungsverfahren ist bekannt, dass die Person Musy in der ganzen (NBS) Sache eine wesentliche Rolle spielt. Dies eben unter dem Deckmantel seiner frühern Stellung als Bundesrat.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport de police du cpl. Burkhardt, chef de district (Saanen), au commandement du corps de police du canton de Berne, 17.2.1943; transmis au MPC le 19.2.1943). Du dossier que la légation d'Allemagne à Berne tient au nom du Dr Fritz Thoenen, il ressort que celui-ci entretient, comme Musy, des contacts personnels avec ladite légation, ainsi qu'avec le Reichsführer-SS Himmler et le général SS Oberg. Idéologiquement proche des nazis, Thoenen leur transmet également des renseignements sur l'attitude antiallemande des gardes locales en Suisse. (PA, DGB, 3646 (823/4): voir entre autres la lettre de Himmler à Thoenen, 24.7.1940; et la note de la DGB, 22.6.1943). Après la guerre, dans le cadre de l'instruction menée à Paris contre Oberg, Thoenen se fendra d'un témoignage en sa faveur; il relèvera entre autres l'action positive de l'ancien général SS dans certaines opérations de sauvetage entreprises par Musy à la fin de la guerre. (IfZ, Gm 07.06/14: Zeugenaussage von Fritz Thoenen im Zusammenhang mit Ermittlungen gegen Oberg, Ständiges Militärgericht Paris, 1949).

<sup>157</sup> AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: paroles de Musy rapportées, sur la base du témoignage du médecin, par le cpl. Burkhardt, chef de district de la police cantonale bernoise à Saanen, au commandant du corps de police du canton de Berne, 14.2.1941. (Paroles tout d'abord citées par J. ROCHAT: «L'ex-conseiller fédéral qui soignait son extrême droite», in *L'Hebdo*, 26.3.1998, p. 39). Le policier ajoute à propos des paroles de Musy: «Derartige Ausdrücke gegen unsere Landesregierung kann nur ein Mitbürger tun, welcher voller Gift und Hass ist, was offenbar bei alt Bundesrat Musy zutrifft. / Jedenfalls ist dadurch nicht nur die wahre Einstellung von alt Bundesrat Musy gegen die Regierung neuerdings dokumentiert, sondern auch Zusammenkunft in seinem Domizil der "NBS" Mitglieder festgestellt.» (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: du cpl. Burkhardt, chef de district de la police cantonale bernoise à Saanen, au commandant du corps de police du canton de Berne, 14.2.1941). — Après son voyage à Berlin à la fin janvier 1941, Musy se rend sans tarder à Gstaad, au chalet Wildhorn, propriété de la famille Musy, où l'ancien conseiller fédéral reçoit Michel, Eynard et Amiguet. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: rapport du cpl. Burkhardt, chef de district de la police cantonale bernoise à Saanen, au commandant du corps de police du canton de Berne, 3.2.1941). Le 2 février, un gendarme de l'armée croise Musy à Gstaad en compagnie du Dr Paul Martin et d'une autre personne qui affirme au gendarme que Musy est rentré de Berlin il y a trois jours. Comme le rapporte le gendarme de l'armée, cette personne lui a également dit, sur la base des propos de Musy, que «les Allemands ne sont pas du tout contents de nous. Ils trouvent que nous mettons beaucoup trop de temps à nous adapter à leur politique intérieure et économique et vous verrez, un jour on viendra chercher Mr. Musy mais ce sera peut-être trop tard». (AF, E 4320

Siegfried von Nostitz, conseiller de légation à la légation d'Allemagne à Berne<sup>158</sup>. En ce début d'année 1941, la tranquille et huppée station bernoise devient un lieu très prisé par les tenants de l'ordre nouveau. Si la surveillance exercée par la police ne permet pas de connaître avec certitude le contenu exact des conversations qui ont lieu à Gstaad, il est par contre évident que Musy et ses compagnons, les uns et les autres occupés à soigner leurs relations avec les Allemands, donnent l'impression de préparer quelque chose<sup>159</sup>.

Comme Musy, Michel va volontiers à la légation d'Allemagne à Berne<sup>160</sup>. Son

---

(B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: rapport secret du cpl. Mamin au commandant de la gendarmerie de l'armée de la 1<sup>ère</sup> division, 8.2.1941, transmis au MPC le 8.2.1941). Au sujet du Dr Paul Martin, athlète suisse qui a pris part à plusieurs Jeux olympiques, on peut lire dans une liste des membres connus du MNS à Lausanne et dans le canton (de Vaud): «Sympathisant du MNS. Ami intime de Michel. Ne milite pas mais se contente de rendre des services à Michel et d'autres du MNS.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 52, C.2.10025: liste portant le timbre du 21.9.1940, établie pour le compte du Ministère public). Le Dr Paul Martin intervient également dans *L'Action nationale* du 25.9.1940 («Le Dr Paul Martin vous parle du sport»), numéro dans lequel le MNS publie un manifeste et un bulletin de demande d'admission dans le MNS.

<sup>158</sup> Von Nostitz séjourne depuis peu à Gstaad où il est en convalescence. Le 18 février 1941, un autre Allemand arrive dans la station bernoise: le Dr Hans Reiche, collaborateur scientifique au consulat d'Allemagne à Genève et ami de Walter Michel, lui aussi officiellement en convalescence à Gstaad. Reiche descend dans le même hôtel que Michel. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: rapport du cpl. Burkhardt, chef de district de la police cantonale bernoise à Saanen, au commandant du corps de police du canton de Berne, 20.2.1941).

<sup>159</sup> Les traditionnels adversaires de Musy ne sont pas les seuls à être à l'origine de certaines rumeurs plutôt alarmantes. Ainsi, en février 1941, un inspecteur du Ministère public rapporte la déclaration d'un membre dirigeant du MNS dont le nom n'est pas donné: «“Die Bewegung NBS-MNS ist verboten. Die Bewegung arbeitet trotzdem weiter. Ich bin nach Gstaad gekommen zur Besprechung der Sache, weil alles persönlich gemacht werden muss. Michel Walter sei nach wie vor Chef und Kopf der Bewegung der französischen Schweiz. Die Demokratie sei veraltet und verjudet. Nur eine Diktatur könne die Schweiz retten. Die jetzige Regierung müsse fort. Musy Jean-Marie werde das zukünftige Oberhaupt der Schweiz sein. Er sei als Diktator vorgesehen. Es sei nur bemühend, dass die Bewegung keine Zeitung habe. Auf welchem Wege die Bewegung zum Ziel gelangen könne, sei noch nicht entschieden.”» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 56, C.2.10025: rapport de l'inspecteur F. Siegenthaler au chef du service de la police fédérale, 21.2.1941).

<sup>160</sup> À Gstaad au même moment que Musy, Walter Michel fait un aller et retour à Berne à la fin du mois de janvier 1941. Invité par la légation d'Allemagne à Berne avec d'autres chefs du MNS, pourtant fraîchement interdit par les autorités fédérales, Walter Michel s'y rend le 30 janvier 1941, jour anniversaire de l'arrivée au pouvoir de Hitler. À en croire Köcher, Walter Michel y fait une impression particulièrement bonne. Comme digne conclusion au repas, *dixit* Köcher, a lieu l'écoute commune du discours radiodiffusé du Führer. (PA, DGB, 2809 (784/4): rapport d'O. Köcher à l'AA, strictement confidentiel, 31.1.1941. Sur la réception des chefs du MNS à la légation d'Allemagne, voir D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, pp. 266-268, qui cite également ce document). Outre Michel, prennent part, parmi d'autres personnes, à la réception du 30 janvier organisée par la légation allemande: Ernst Hofmann, Rudolf Schlatter, Heinrich Wechlin, Heinrich Hersche et Karl Kyburz. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: note du MPC (Steiner), 30.1.1941). Du 25 février au 1<sup>er</sup> mars 1941, Michel fait un voyage en Allemagne. Il désire entre autres y voir Riedweg, en vain semble-t-il. En Suisse, Michel rencontre également plusieurs fois Wechlin et d'autres membres dirigeants du MNS après la dissolution du mouvement. (Rapport CF activité antidémocratique, 28.12.1945, pp. 139-140). Au sujet du voyage en Allemagne au début de l'année 1941, une note du MPC affirme que Riedweg a rencontré Riedweg. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: note du MPC, sceau du 9.7.1941). En Suisse, Walter Michel est également en bonnes relations avec Wolfgang Krauel, consul d'Allemagne à Genève. (AF, E

adhésion au nouvel ordre nazi dépasse toutefois celle de Musy car, si l'ancien conseiller fédéral conservateur et l'ex-membre de l'Union nationale affirment tous deux défendre l'indépendance de la Suisse, Michel se veut également un national-socialiste convaincu, opposé toutefois à l'Anschluss<sup>161</sup>. Il reste que les deux hommes s'entendent plutôt bien<sup>162</sup>. L'arrestation, dès le 10 juin 1941, de Michel et d'autres membres du MNS, suspectés de menées contre l'État et de tentative de reconstitution de leur mouvement interdit, n'entame pas les bonnes relations entre Musy et Michel. Interrogé par la police sur ses liens avec l'ancien conseiller fédéral, Michel affirme le jour de son arrestation: «J'ai beaucoup d'estime pour son activité politique ancienne et actuelle. Je crois que Mr. Musy a l'estime réciproque envers moi»<sup>163</sup>. Puis, Michel étant toujours derrière les barreaux, Musy intervient auprès de von Steiger, chef du DFJP, pour plaider la cause de Michel, en certifiant l'excellence du patriotisme de ce dernier<sup>164</sup>. Libéré

---

4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: procès-verbaux des auditions de W. Michel par le MPC, 10.6.1941 et 11.6.1941; Rapport CF activité antidémocratique, 28.12.1945, p. 139).

<sup>161</sup> Sur les idées de Walter Michel, voir la copie de sa note jointe au rapport secret de Köcher pour l'AA du 27.1.1942. (PA, DGB, 2813 (785/3)). Voir également D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, pp. 149-150 et n. 99. p. 362. En août 1940, Walter Michel a déjà reçu pour son action de l'argent de la légation d'Allemagne. (*Ibid.*, pp. 150, 249 et n. 76 p. 360). Malgré l'interdiction en novembre 1940 du MNS, dont il est l'un des chefs, Michel maintient ses relations avec l'Allemagne. Pour plus de détails sur les activités de Walter Michel, voir le dossier que la police fédérale tient à son nom: AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487.

<sup>162</sup> Jean-Marie Musy et Ernest Michel, père de Walter, ont milité à Fribourg au parti conservateur-catholique et, selon Walter Michel, sont amis. Ce dernier ajoute qu'il est lui-même l'ami de Pierre Musy, fils de Jean-Marie. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: procès-verbal de l'audition de W. Michel par le MPC, 10.6.1941). En janvier 1942, Köcher rapporte à Berlin de manière détaillée le contenu des interrogatoires subis par Walter Michel lors de sa détention préventive. Au chapitre des questions posées à Walter Michel par les enquêteurs suisses sur ses relations avec le MNS, Musy et von Bonstetten, Köcher peut écrire: «Bezüglich Musy und Bonstetten erwiderte Dr Michel, dass er mit diesen beiden Herren von Familie zu Familie befreundet sei, und dass sie ähnlich wie er antisemitisch und antifreimaurerisch dächten, im übrigen jedoch dem Mouvement National Suisse nicht angehört hätten.» (PA, DGB, 2813 (785/3): rapport secret de Köcher à l'AA, 27.1.1942). — En 1951, à l'occasion du 75<sup>ème</sup> anniversaire de Musy, alors malade, Walter Michel lui écrira: «Grâces à Dieu, votre constitution est plus robuste que celle de 1874. Elle durera plus longtemps.» (AF, fs Musy, vol. 43: lettre de W. Michel à J.-M. Musy, 2.5.1951).

<sup>163</sup> AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: procès-verbal de l'audition de W. Michel par le MPC, 10.6.1941. Voir également J. ROCHAT: «L'ex-conseiller fédéral qui soignait son extrême droite», in *L'Hebdo*, 26.3.1998, p. 39.

<sup>164</sup> AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: lettre de J.-M. Musy à E. von Steiger, 29.9.1941. Voir également J. ROCHAT: «L'ex-conseiller fédéral qui soignait son extrême droite», in *L'Hebdo*, 26.3.1998, p. 39. Musy s'adresse à von Steiger après avoir reçu une lettre de Gaston Michel, frère de Walter. Selon des renseignements transmis depuis Fribourg au MPC, Gaston Michel a «milité en son temps dans les rangs du Cercle fédéraliste de Fribourg (dépendant de l'Union nationale de Genève)» et a des contacts avec Carl Decurtins, Jacques Haering et Gaston Thévoz. Une autre note de renseignements précise: «Concernant Gaston Michel, je sais que ce jeune homme est entièrement à la dévotion de son frère Walter dont il épouse complètement les idées. Selon certains renseignements, il semblerait prendre actuellement une part assez active à la politique d'extrême droite menée par quelques étudiants de Fribourg.» (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: deux notes de renseignements du 7.1.1943 établies à Fribourg (respectivement par «-16.» et «1.-»?),

au début d'octobre 1941 après quatre mois de détention préventive<sup>165</sup>, puis à nouveau écroué en 1943 durant une douzaine de jours, Michel se fend d'un mémoire imprimé pour se plaindre des «persécutions» dont il s'estime être victime, notamment à cause de sa prétendue grande franchise à l'égard du régime en place en Suisse, régime qu'«il n'aime pas», et parce qu'«il préfère, pour l'Europe et pour son pays, une victoire des pays de l'Axe à une victoire anglo-judéo-russe»<sup>166</sup>. En juin 1944, Walter Michel est reconnu coupable et condamné à la peine de seize mois de prison sans sursis<sup>167</sup>.

---

transmises à W. Balsiger, chef de la police fédérale). — En août 1941, sur la base de déclarations faites par l'avocat de Michel au consulat d'Allemagne à Genève, une attitude du défenseur au demeurant plutôt singulière, Köcher en sait également assez pour rapporter à la Wilhelmstrasse: «Der Rechtsvertreter Michels, Dr. Dutoit, hat sich dem Konsulat Genf gegenüber hoffnungsvoll über den zu erwartenden Ausgang des Verfahrens geäußert und angedeutet, dass auch alt-Bundesrat Musy Schritte zugunsten von Michel unternommen hat oder unternehmen will.» (PA, DGB, 2811 (785/1): rapport secret d'O. Köcher à l'AA, avec copie au Gauleiter Bohle, 26.8.1941. Voir aussi *ibid.*: rapport secret de W. Krauel à la DGB, 20.8.1941). Sur le comportement du défenseur de Michel, voir également D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, n. 178 p. 412.

<sup>165</sup> Libéré contre le paiement d'une caution de 10'000 francs, Michel bénéficie notamment de l'aide financière de l'industriel saint-gallois Arnold Mettler, ancien actionnaire principal de la *Neue Basler Zeitung*, interdite en décembre 1939, et signataire de la «requête des 200» à la fin de 1940. Le nom d'Arnold Mettler apparaît également dans une liste des nouveaux membres du MNS domiciliés dans le canton de Saint-Gall. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 53, C.2.10025: liste adressée au MPC, portant le timbre du 7.11.1940). (Sur l'argent avancé à Michel pour sa caution, voir PA, DGB, 2812 (785/2): télég. de Köcher à l'AA, 10.10.1941; rapport secret du consulat d'Allemagne à Genève pour la DGB, 15.10.1941. PA, DGB, 2813 (785/3): rapport secret de Köcher à l'AA, 27.1.1942. PA, DGB, 2815 (785/5): rapport d'Ashton, consulat général d'Allemagne à Zurich, à l'AA, 2.9.1942). Quelques semaines après la sortie de prison de Michel, Köcher écrit à Berlin un rapport détaillé où l'on voit un ministre d'Allemagne extrêmement bien renseigné sur les questions posées par la police suisse à Michel lors de sa détention. Köcher joint également à son courrier la copie d'une longue note remise par Michel au consulat d'Allemagne à Genève. Michel y présente entre autres ses idées politiques. (PA, DGB, 2813 (785/3): rapport secret de Köcher à l'AA, 27.1.1942, auquel est annexée une copie de la note de Michel). Mis en liberté provisoire, sous cautions également payées en grande partie par Arnold Mettler, d'autres membres du MNS, tels Keller, Wechlin et Büeler, en profitent pour échapper à la justice suisse et passer en Allemagne où ils travaillent pour divers organismes allemands. (D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, p. 281 et n. 187 p. 413). (Données bio. sur Arnold Mettler-Specker (1867-1945): s.n., in *BLVS*, 1947, vol. 1, pp. 98-99).

<sup>166</sup> W. MICHEL: *Mémoire adressé par le Plt médecin Dr Walter Michel à l'Auditeur en chef de l'Armée, Monsieur le Colonel-brigadier J. Eugster, E.M.G.*, (Genève), 1943, p. 1. Interrogé par la police, Walter Michel ne cache que lui et ses amis du MNS, notamment Heinrich Wechlin, Paul Eynard, Charles Clot et Georges Tarchini, sont antisémites et antimaçons. Michel déclare entre autres: «Nous estimons que si l'Allemagne gagne la guerre, la Suisse ne pourra pas rester “un parc national” pour les Juifs et les francs-maçons.» (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: procès-verbal de l'audition de W. Michel par le MPC, 10.6.1941).

<sup>167</sup> La Cour pénale fédérale de Lausanne déclare Walter Michel coupable d'atteinte à l'indépendance de la Confédération, d'infraction à l'arrêté du CF du 5.12.1938 réprimant des actes contraires à l'ordre public et instituant des mesures pour protéger la démocratie, ainsi que d'infraction à l'ACF du 9.7.1940 instituant le contrôle des assemblées politiques; elle le condamne à seize mois d'emprisonnement sous déduction de deux mois de détention préventive. La Cour pénale fédérale prévoit également que les sûretés (caution) fournies par l'accusé Michel seront dégagées au moment où il se présentera pour subir sa peine. La Cour décide en outre que seul le dispositif du jugement est communiqué en séance publique. (Voir AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: arrêt de la Cour pénale fédérale du 16/17 juin

Entre la fin de 1940 et le début de 1941, Musy multiplie en sous-main les contacts avec les représentants du Reich en poste en Suisse et les membres romands du MNS. Sur le plan international, il s'active dans les coulisses à Berlin et à Vichy. Au même moment, il tente de se profiler sur la scène politique suisse comme l'homme de la situation. Du point de vue chronologique, les coïncidences sont frappantes. Au sujet de ses relations avec les Romands de l'ex-MNS, il se comporte comme un allié, voire comme une figure tutélaire qui chercherait à les entraîner à sa suite. La Nouvelle Suisse, association que Musy fonde au début de 1941 peu de temps après la dissolution du MNS, peut apparaître aux membres romands de ce mouvement d'extrême droite comme une alternative intéressante, sorte de structure d'accueil, pour poursuivre leur lutte. Dans un rapport sur le MNS adressé au DFJP en date du 1<sup>er</sup> novembre 1940, le procureur général de la Confédération, Franz Stämpfli, écrit: «Die Rolle Musy's ist noch nicht klar. Jedoch scheint es, dass er die Bewegung der nationalen Erneuerung an seine Person zu ziehen sucht. Auffallend ist, dass er häufig auf der Deutschen Gesandtschaft in Bern verkehrt. Es ist uns auch bekannt geworden, dass eine Anzahl Herren der Deutschen Gesandtschaft mit dem Gesandten an der Spitze bei Musy in Middelst zu Gast waren. Ob seine Reisen ins Ausland (Italien, Deutschland) wirklich nur wirtschaftlichen Interessen dienen, entzieht sich unserer Kenntnis.»<sup>168</sup>

#### 2.4. Une stratégie d'ensemble de retour aux avant-postes: conférences, *Jeune Suisse* et Nouvelle Suisse, février 1941

Lors de son long séjour genevois, du début à la fin de février 1941, Musy ne se limite pas à donner des conférences<sup>169</sup>. Souvent en compagnie de Chamay et

---

1944, à Lausanne, secret, action pénale intentée par le MPC contre Walter Michel, Georges Tarchini, Alexandre Ritossa, Charles Desfayes et Georges Gorsatt, pp. 54-57. Voir aussi AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: extrait de jugement (copie), bureau suisse de police centrale, casier judiciaire, 25.10.1944. Pour l'extrait du jugement de la Cour pénale fédérale du 16/17 juin 1944 dans l'action pénale intentée par le MPC contre Michel et consorts, voir aussi: Rapport CF activité antidémocratique, 28.12.1945, pp. 136-146). Michel commence à subir sa peine le 20.11.1944 à Bellechasse et il est remis en liberté conditionnelle le 10.8.1945 sur décision du DFJP. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: note du MPC sur Walter Michel, 23.12.1946). Vu les condamnations qui ont été prononcées contre lui, le premier-lieutenant Walter Michel est également exclu de l'armée. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: copie de la décision du DMF, 27.10. 1944).

<sup>168</sup> AF, E 27/11216, «Nationale Bewegung der Schweiz»: rapport «confidentiel» de F. Stämpfli (MPC) au DFJP, 1.11.1940.

<sup>169</sup> Les inspecteurs qui ont pour mission d'identifier les personnes avec lesquelles Musy a des entrevues et des entretiens à Genève le surveillent du 5 au 16 février, jour où ils arrêtent de le filer. Ils précisent toutefois que Musy quitte Genève pour Fribourg seulement le 26 février. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des inspecteurs Epars, Gallay et Kolla au chef de la police de sûreté, Département de Justice et Police du canton de Genève, 24.2.1941; transmis au MPC le 4.3.1941).

Déléaval, Musy rencontre, en ce mois de février à Genève, de nombreuses personnes dont plusieurs membres de l'ex-MNS, quelques journalistes et des représentants des milieux économiques<sup>170</sup>. Comme l'a déjà montré Jérôme Crausaz dans une étude minutieuse consacrée à *La Jeune Suisse*, l'ancien conseiller fédéral déploie, à cette occasion, une activité de plus large envergure<sup>171</sup>. En plus de ses apparitions publiques, exploitées par Déléaval dans un but manifeste de propagande «électorale» en faveur de Musy, ce dernier discute de manière beaucoup plus discrète de la reprise en main d'un organe de presse, *La Jeune Suisse*, et de la création d'une association politique aux aspirations rénovatrices, La Nouvelle Suisse<sup>172</sup>. Le lancement de cette association sous l'égide de Musy semble confirmer le projet que la rumeur lui prête, déjà en juillet 1940, de créer son propre mouvement. Avec les idées d'une «jeune Suisse» et d'une «nouvelle Suisse», l'ancien conseiller fédéral est d'ailleurs tout à fait dans le vent. Son prosélytisme s'inscrit bien dans le ton de l'époque marquée par le retour de la vague rénovatrice des années 1933-1935. Les trois approches choisies par Musy (conférences, association et organe de presse) relèvent d'une même stratégie qui n'est elle-même que la face nationale d'une politique personnelle également poursuivie entre Berlin, Vichy et Rome.

C'est à Genève en février 1941 que le plan de reprise en main de *La Jeune Suisse* par Musy se précise enfin un peu plus. Pressé par Jean Chappuis qui ne peut plus attendre, l'ancien conseiller fédéral le rencontre le soir de sa conférence du 9 février<sup>173</sup>. Charles Chamay, Gustave Bornand et Emile Déléaval sont également de la partie. Ils discutent du projet de convention par laquelle Musy deviendrait le nouveau responsable de *La Jeune Suisse*, alors que Chappuis en

---

<sup>170</sup> À lire le rapport des inspecteurs chargés de le surveiller à Genève en février 1941, Musy rencontre entre autres Jean-Daniel de Montenach, Maurice Burrus (fabricant en cigarettes), Henri Chenaud, Alfred Georg et Paul Eynard. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des inspecteurs Epars, Gallay et Kolla au chef de la police de sûreté, Département de Justice et Police du canton de Genève, 24.2.1941; transmis au MPC le 4.3.1941). — Un rapport de police de février 1941 indique que l'ingénieur Henri Chenaud, «administrateur de plusieurs affaires en France» et lié au point de vue financier avec la famille Burrus, s'est rendu à Vichy en compagnie de Musy qui, précise le rapport, «est connu dans le milieu des industriels, des commerçants, pour avoir ses entrées à Vichy». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport de l'inspecteur Chabloz au chef de la police de sûreté du canton de Vaud, 11.2.1941; transmis au MPC le 12.2.1941).

<sup>171</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 52-56.

<sup>172</sup> L'appellation n'est en fait pas inédite. Fondée en mars 1933, la ligue Die Neue Schweiz (La Suisse nouvelle) a rapidement évolué du mouvement de rénovation vers le frontisme, avant de disparaître en 1936. (Sur Die Neue Schweiz, voir W. WOLF: *op. cit.*, pp. 35-38; F. ROTH: *Die Schweizer Heimatwehr... op. cit.*, 1973, pp. 425-427).

<sup>173</sup> Quelques jours auparavant, Chappuis a envoyé à Musy un projet de convention à mettre au point lors de leur rencontre du 9 février. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: lettre recommandée de J. Chappuis à J.-M. Musy, 3.2.1941, à laquelle est joint un projet de convention daté du 9.2.1941).

resterait le propriétaire<sup>174</sup>. Cet hebdomadaire en butte à de grandes difficultés, à l'origine porte-parole des jeunes-conservateurs et chrétiens-sociaux de Suisse romande, est prévu pour devenir l'organe de presse de La Nouvelle Suisse, association politique dont Musy est le directeur. Toutefois, l'union entre *La Jeune Suisse* de Chappuis et Musy ne se concrétise pas à ce moment. Il n'est pas facile, comme le reconnaît Chappuis, «de trouver les fonds nécessaires pour le lancement du journal sur des nouvelles bases»<sup>175</sup>. Musy semble lui-même hésiter. En outre, les dispositions fédérales, notamment l'arrêté du Conseil fédéral du 8 septembre 1939 interdisant la création de nouveaux journaux et les modifications trop importantes des journaux existants, ne facilitent pas ce projet de reprise<sup>176</sup>.

Constituée «à Genève dans le courant de février 1941»<sup>177</sup>, l'association La Nouvelle Suisse est conduite par un comité directeur de quatre personnes: un président (Emile Guignet, comptable à la régie Chamay à Genève), un trésorier (Charles Chamay, régisseur à Genève), un secrétaire (Pierre Restellini, employé de banque à Genève) et un directeur politique (l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy à Middelstalden). L'inspecteur Knecht chargé d'enquêter sur la nouvelle association ajoute que Guignet et Chamay ont été membres de l'Union nationale dirigée par Oltramare<sup>178</sup>. Président de La Nouvelle Suisse, Emile Guignet ne paraît en fait être qu'«un homme de paille»<sup>179</sup>, le véritable chef de l'organisation étant Musy. L'inspecteur Knecht ne s'y trompe pas en évoquant ceux qui, au sein de La Nouvelle Suisse, gravitent autour de Musy: «Evidemment, tous ces gens sont très fiers d'être les collaborateurs d'un ancien Président de la Confédération. À les entendre, ils sont seuls à voir clair, seuls susceptibles de sauver la Suisse et de lui faire obtenir la place à laquelle elle a droit dans l'Europe nouvelle.»<sup>180</sup>

La Nouvelle Suisse poursuit des buts formulés de manière assez larges pour attirer le plus grand nombre possible de rénovateurs. Interrogé par la police,

---

<sup>174</sup> La présence de Chappuis, Chamay, Bornand et Déléaval aux côtés de Musy, le soir du 9 février 1941, est rapportée in: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des inspecteurs Epars, Gallay et Kolla au chef de la police de sûreté, Département de Justice et Police du canton de Genève, 24.2.1941; transmis au MPC le 4.3.1941.

<sup>175</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: lettre recommandée de J. Chappuis à J.-M. Musy, 3.2.1941.

<sup>176</sup> Sur tout ce qui concerne le contrôle de la presse à cette époque, voir G. KREIS: *Zensur und Selbstzensur. Die schweizerische Pressepolitik im Zweiten Weltkrieg*, Frauenfeld/Stuttgart, Huber, 1973, 471 p.

<sup>177</sup> Sur la base d'un témoignage de Charles Chamay rapporté in: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 5.5.1941. Voir aussi AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 13.5.1941, qui donne également la date du 20 ou 21 février 1941.

<sup>178</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 5.5.1941.

<sup>179</sup> *Ibid.*

<sup>180</sup> *Ibid.*

Chamay se montre un peu plus précis au sujet des objectifs de l'association qui a «pour but le renforcement de l'autorité du Conseil fédéral, la suppression du Conseil national, son remplacement par une Chambre des métiers et le maintien du Conseil des États»<sup>181</sup>. Les discours que Musy tient entre la fin de 1940 et le début de 1941 vont également dans le même sens. L'inspecteur Knecht rapporte également: «M. Chamay nous a reproché de nous occuper trop activement de M. J.-M. Musy qui, d'après lui, est un homme susceptible de rendre de grands services à la Suisse. Il nous a déclaré que le Conseil fédéral serait bien heureux de l'avoir à un certain moment, car il était l'ami personnel du Maréchal Pétain, de l'amiral Darlan, qu'il avait de nombreux amis à Berlin et à Rome, sans toutefois nous citer de noms.»<sup>182</sup>

Mais La Nouvelle Suisse, qui adopte un profil bas comme pour ne pas éveiller la méfiance, n'est pas un simple cercle de discussion intéressé par les questions politiques. Elle s'inscrit dans un réseau de relations dont certaines sont susceptibles de poser quelques problèmes en matière de sécurité nationale. En effet, dès qu'elles ont vent de cette nouvelle association, les autorités fédérales, le Ministère public en tête, la suspectent d'être de connivence avec l'ex-MNS qui, malgré son interdiction, poursuit son activité dans la clandestinité. Plusieurs indices parlent en faveur d'une telle collusion. Sinon comment expliquer les relations personnelles et particulièrement intenses durant l'hiver 1940-1941 que Musy nourrit avec plusieurs tenants du MNS?

Avec cette nouvelle association, Musy cherche une fois de plus à se placer à la croisée des chemins dans l'espoir de fédérer sous sa houlette des forces diverses. En 1940/1941, il souhaite manifestement jouer un rôle dans les milieux rénovateurs de Suisse romande de la droite, avant tout corporatiste et chrétienne-sociale, à l'extrême droite. L'association La Nouvelle Suisse et *La Jeune Suisse*, dont il est prévu d'en faire le support pour diffuser et défendre les idées de l'association dirigée par Musy, représentent les outils de cette ambition.

Toutefois, La Nouvelle Suisse ne parviendra jamais à décoller. Trop floue dans la définition de ses véritables intentions et trop proche de milieux extrémistes largement déconsidérés dans la population, elle n'arrive pas à attirer à elle les attentes rénovatrices présentes en Suisse romande<sup>183</sup>. Bien plus, elle ne réussit pas

---

<sup>181</sup> Sur la base d'un témoignage de Charles Chamay rapporté in: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 5.5.1941.

<sup>182</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 5.5.1941.

<sup>183</sup> À l'époque où La Nouvelle Suisse est lancée, des bulletins sont distribués à Genève; les personnes approuvant les idées émises par Musy sont invitées à envoyer leur adhésion à une case postale à Genève. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 5.5.1941). Nous ne connaissons pas l'identité et le nombre des personnes qui écrivent à cette case. À en juger la discrétion



à sortir de l'anonymat pour mener une véritable action publique. En outre, la greffe de La Nouvelle Suisse avec *La Jeune Suisse* de Jean Chappuis ne prend pas. Les attentes divergentes des protagonistes de cette tentative d'union et la vigilance des autorités fédérales, opposées à voir renaître sous une forme quelconque le MNS et soucieuses qu'aucun nouveau journal ne réapparaisse selon l'arrêté du Conseil fédéral du 8 septembre 1939, n'arrangent pas les affaires de Musy. Les derniers rapports de police mentionnant La Nouvelle Suisse datent de l'été 1941<sup>184</sup>. Dès cette époque, l'association ne donne plus aucun signe de vie et il ne reste plus que le projet de reprise en main de *La Jeune Suisse* par Musy, aidé de ses hommes de main, notamment Guignet, Chamay et Déléaval. Toutefois, confronté à la méfiance des autorités fédérales, déjà opposées au simple changement de titre de l'hebdomadaire, l'ancien conseiller fédéral doit jouer d'adresse pour ne pas faire tomber *La Jeune Suisse* sous le coup de l'arrêté fédéral du 8 septembre 1939. Car, malgré les assurances données par Musy et ses hommes, *La Jeune Suisse* nouvelle formule qu'ils conçoivent subit bien des transformations essentielles, tant par son contenu que dans la composition de son équipe rédactionnelle. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

## 2.5. Un homme «occupé», printemps 1941

Même sans véritable soutien populaire dans son propre pays, Musy s'applique en quelque sorte après l'émergence du régime de Vichy, à préparer le terrain en Suisse. Partisan de la guerre psychologique, Hitler «avait proclamé que la stratégie des nationaux-socialistes consistait à anéantir l'ennemi “par le dedans”, à le laisser se vaincre par lui-même»<sup>185</sup>. Avant même toute action militaire contre son pays, l'ancien conseiller fédéral adhère autant qu'il cède au «nouvel ordre européen» nazi. Encouragé par la caution apportée par Pétain à la collaboration d'État franco-allemande, il s'accommode activement d'une Europe allemande. En mai 1941, dans un discours qui heurte nombre de conservateurs fribourgeois, il juge les Américains bellicistes, estime que l'Angleterre est perdue et, tout en relevant les vertus de l'Allemagne, prône l'alignement sur les nouveaux maîtres de l'Europe<sup>186</sup>. À entendre des conservateurs fribourgeois, en rupture avec leur

---

extrême de La Nouvelle Suisse et son existence éphémère, le succès ne doit pas être très grand.

<sup>184</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport du Département fédéral de Justice et Police au Conseil fédéral, 22.7.1941, qui précise également que, selon les informations obtenues par le DFJP, l'association La Nouvelle Suisse ne doit plus exister.

<sup>185</sup> W. RINGS: *La Suisse et la Guerre 1933-1945. La menace, l'ébranlement, l'affirmation d'un petit État*, Lausanne, Ex Libris, 1975, p. 249.

<sup>186</sup> Voir la note intitulée: «À propos du discours Musy du 7 mai 1941», 18.5.1941, 4 p. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33). Le 7 mai 1941, le parti conservateur gruérien a organisé une réception plutôt intime en l'honneur de Joseph Ackermann, nouvellement élu conseiller

ancien leader, les paroles de Musy suscitent une profonde désapprobation: «Musy ne pense plus comme un Suisse... Il est déjà “occupé”... C’est un homme qu’il faut suivre et surveiller... On ne doit plus le laisser parler chez nous en public... Des discours comme celui-ci peuvent être extrêmement dangereux... au point de vue défaitisme notamment...»<sup>187</sup> Après ce discours qui fait scandale, Joseph Ackermann s’élève contre les propos de Musy. Reconnaisant les mérites de l’ancien conseiller fédéral et la fierté qu’il a suscitée dans le passé, il lui lance: «Vous étiez notre porte-drapeau... Vous êtes encore un porte-drapeau... Mais vous ne portez plus le même drapeau»<sup>188</sup>. Enfin, au nombre des réactions indignées causées par le discours de Musy, il est rappelé que le conseiller d’État Bernard de Weck «s’est levé et il a voulu quitter la salle. Retenu, il a définitivement abandonné la place qu’il occupait dans le voisinage de Mr. Musy pour aller s’installer à l’opposé»<sup>189</sup>. Quelques jours après cet incident, les chefs du parti conservateur fribourgeois se réunissent à Fribourg et publient un ordre du jour significatif. Les allusions aux tenants de l’ordre nouveau sont transparentes. En effet, le comité directeur du parti conservateur fribourgeois croit opportun de mettre tous les citoyens, la jeunesse en particulier, en garde contre les influences qui, prenant prétexte des événements internationaux, visent à orienter les esprits dans une direction contraire aux traditions nationales. Le comité, dans la ligne des appels à la prudence de Mgr Besson et de l’ancien conseiller fédéral Motta lancés contre ceux qui sont tentés de s’aligner sur l’étranger, dénonce finalement à la vigilance de l’opinion publique les menées de dénigrement qui tendent à ébranler la confiance du peuple dans ses autorités et à ravalier les institutions helvétiques. Il n’est pas besoin d’être grand clerc pour deviner contre quelles manœuvres, manifestes ou souterraines, les autorités conservatrices cantonales veulent mettre

---

d’État. Musy y a tenu un discours qui choqua et «est apparu à plusieurs avec l’allure et le ton d’un discours de propagande naziste». (*Ibid.*, p. 4). — Données bio. sur Joseph Ackermann (1901-1987): C. SCHALLER: *op. cit.*, p. 201.

<sup>187</sup> Propos rapportés in: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: «À propos du discours Musy du 7 mai 1941», note du 18.5.1941, p. 4.

<sup>188</sup> Propos rapportés in: *ibid.*, p. 3.

<sup>189</sup> *Ibid.*, p. 4. Quelques journaux, notamment libéraux-radicaux ou hors parti, évoquent l’incident provoqué par Musy à Bulle. Voir sous: Suz. D. [S. DELACOSTE]: «Chronique fribourgeoise», in *Le Confédéré* (Martigny), 26.5.1941; s.n.: «Intéressante activité», in *L’Indépendant* (Fribourg), 31.5.1941; X: «Intéressante réaction», in *Le Confédéré* (Martigny), 4.6.1941; X: «Le parti conservateur et les idées nouvelles», in *L’Express* (Neuchâtel), 6.6.1941. — À l’instar de nombreux Fribourgeois, Bernard de Weck est revenu, depuis l’entrée de Musy dans l’orbite nazie, de son admiration pour celui qui fut le premier conseiller fédéral fribourgeois. En avril 1942, il affirme à un émissaire de la Ligue Aubert, elle aussi en rupture avec Musy: «M. de Weck relève – en confirmant ainsi le point de vue de M. Aubert – qu’à Fribourg rien ne peut être organisé en dehors du Gouvernement. Il signale encore que la réputation de M. Musy est définitivement compromise et qu’un mouvement qui tiendrait de près à M. Musy n’aurait aucune chance de réussir.» (BPU, Archives EIA, «Procès-verbaux 1941-1945»: rapport sur le voyage de M. Crottet à Fribourg, le 17.4.1942).

en garde les Fribourgeois. La cote de popularité de Musy, toujours plus enclin à soutenir ouvertement des thèses qui font scandale, ne cesse de fondre à Fribourg.

Musy est-il déjà «occupé», intellectuellement parlant? Et jusqu'où va son rapprochement avec l'«occupant», avant même qu'Hitler attaque l'URSS? Même si elle a été pensée et utilisée pour un pays effectivement occupé — la France —, la notion d'accommodation développée de manière nuancée par Philippe Burrin offre un cadre de réflexion intéressant pour répondre aux questions posées<sup>190</sup>. Notons tout d'abord que la contrainte structurelle est beaucoup moins grande, et de très loin, en Suisse, politiquement et militairement indépendante, qu'en France où, outre l'occupation des deux tiers de son territoire, le gouvernement est obligé de collaborer avec les Allemands pour des raisons techniques et administratives, notamment pour assurer les conditions de vie essentielles tant à l'armée occupante qu'à la population occupée. Malgré quelques atouts, Vichy dépassera pourtant très rapidement ce stade minimal de la collaboration technique pour rechercher volontairement une forme d'association plus large avec les Allemands et tenter de redresser le pays sous l'occupation. Quant à la Suisse, même si le contexte européen est difficile et la pression de l'Axe durement ressentie, elle n'est pas occupée et, surtout, Musy, sans charge officielle, n'a pas les mêmes responsabilités, les mêmes soucis de survie du pays qu'un membre du gouvernement français ou suisse. Dans le cas de Musy, nous ne pouvons même pas parler de double jeu, d'une situation d'occupation qui pousse, par nécessité, l'homme d'État d'un pays vaincu à collaborer avec la puissance occupante, pour gagner du temps dans l'attente de la libération<sup>191</sup>. L'accommodation de Musy ne relève donc pas d'une forme contrainte ou structurelle. Elle n'est même pas liée à un cadre d'occupation effectif. Elle va au-delà. Elle est voulue.

Alors qu'il peut faire d'autres choix, par exemple s'abstenir, Musy recherche volontairement le contact avec les puissants du moment, n'intensifiant en fait qu'un rapprochement déjà entrepris avant la guerre et les victoires en cascade de la Wehrmacht. Il prend des initiatives favorables à l'Allemagne qui dépassent largement le stade de la neutralité. Son engagement, tenace, anticipe sur la politique allemande. Il sort même du cadre national pour aller à la rencontre du IIIe Reich. De l'été 1940 au printemps 1941, les sollicitations ne viennent pas des Allemands, mais bien de Musy. La collaboration est voulue, l'«ordre nouveau» approuvé. L'accommodation s'inscrit dans la durée, l'objectif ultime étant de construire une «Europe nouvelle», autoritaire. Pour reprendre les distinctions de Philippe Burrin, l'accommodation ne s'insère pas ici dans un horizon limité, elle

---

<sup>190</sup> P. BURRIN: *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995, 559 p.

<sup>191</sup> Sur l'histoire de Vichy après 1944, voir H. ROUSSO: *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990 (1987), 414 p.; ici plus particulièrement pp. 281-282.

n'est pas simplement liée aux circonstances. Plus qu'une accommodation d'opportunité, l'accommodation de Musy est politique. S'engageant sous les yeux de l'«occupant», il demande une rénovation nationale et plaide en faveur de la construction de l'«Europe nouvelle», même s'il met certaines limites à l'intégration de la Suisse dans le «nouvel ordre» continental. Construction d'une Europe chrétienne, maintien d'une Suisse fédéraliste, neutre et indépendante, voilà quelques réserves formulées par Musy... mais ce sont là des paroles un peu creuses face à la réalité de son rapprochement avec le IIIe Reich païen, centralisateur et expansionniste. Musy n'a apparemment pas compris le caractère totalitaire et foncièrement raciste de l'Allemagne nazie, pour n'y voir qu'un régime autoritaire. Indirecte et morale, l'aide apportée par Musy à la propagande allemande n'en demeure pas moins une accommodation réelle. Sans pouvoir étatique, mais toujours attiré par le pouvoir, l'ancien conseiller fédéral, qui brandit volontiers son titre d'ancien président de la Confédération, se déplace de ville en ville pour y tenir des discours grâce auxquels il espère persuader et se constituer un soutien populaire le plus large possible. Dans cette action de reconquête, il obtient ses plus fermes appuis en Suisse romande dans les milieux rénovateurs de tendance corporatiste et chrétienne-sociale et auprès des tenants du MNS d'inspiration nazie. Opportuniste qui a toujours suivi la courbe des événements, Musy fait tout, à la suite de la défaite française, pour se présenter en Suisse et à l'étranger comme l'homme providentiel, un peu à l'instar, toutes proportions gardées, du maréchal Pétain en France.

De plus, cette accommodation politique est vraiment significative d'une inclination idéologique du fait qu'elle se produit bien avant le retournement foudroyant de l'Allemagne contre l'URSS en juin 1941, c'est-à-dire avant que «la croisade européenne contre le bolchevisme» ne devienne le slogan dominant de la propagande nazie et un enjeu important de la guerre. Au moment où Musy s'engage ouvertement pour le «nouvel ordre européen» nazi, il n'a pas à prétexter le danger d'une défaite de l'Allemagne face à l'URSS qui signifierait le triomphe du communisme partout en Europe. C'est bien par préférence idéologique, aussi limitée soit-elle, que Musy choisit son camp, sans que le Reich ait besoin de flatter son anticommunisme. Hors de toute manipulation exercée par le IIIe Reich, il se distingue donc, de la défaite française à la veille de l'offensive Barbarossa, par sa volonté de participer activement à la construction d'un «nouvel ordre» dominé par l'Allemagne.

Si «instrumentalisation» par le IIIe Reich et «accommodation» de la part de Musy caractérisent l'ensemble de la trajectoire orbitale de l'ancien conseiller fédéral autour du champ magnétique nazi, le second terme l'emporte nettement de l'été 1940 au printemps suivant. Intellectuellement «occupé», bien que le pays

réel ne le soit pas, Musy opte pour une des formes d'accommodation les plus marquées.



**CROISADE ANTIBOLCHEVIQUE ET COLLABORATION:  
MUSY A LA BARRE DE *LA JEUNE SUISSE*,  
PRINTEMPS 1941-1943**

Attiré par un retour sur l'avant-scène politique, Musy multiplie les actions dans ce sens, non sans donner l'impression de ne pas avoir lui-même une idée toujours bien précise sur les moyens de satisfaire son ambition. Dans sa reprise en main quelque peu indécise de *La Jeune Suisse*, il est ainsi possible de distinguer les hésitations d'un homme qui cherche sa voie. Acteur essentiel des démarches qui aboutissent au lancement de *La Jeune Suisse* nouvelle formule, le 10 avril 1942, Musy prend toutefois soin de ne pas apparaître comme tel aux yeux des autorités fédérales, inquiètes des projets de l'ancien conseiller fédéral.

Véritable patron de *La Jeune Suisse*, Musy l'utilise comme plate-forme pour y diffuser ses idées qui font furieusement penser à celles de la Révolution nationale du régime de Vichy. Elle lui sert également de carte de visite dans l'Europe allemande. C'est d'ailleurs à la tête de *La Jeune Suisse* que l'ancien conseiller fédéral pousse le plus loin sa collaboration au «nouvel ordre européen» nazi.

**1. La genèse de *La Jeune Suisse* nouvelle formule**

**1.1. Les étapes de la reprise en main: sur le terrain national**

Émaillée de nombreux épisodes, l'histoire de la reprise en main de *La Jeune Suisse*, des premières ébauches de l'été 1940 à la naissance d'un nouveau journal en avril 1942, a été suffisamment retracée par Jérôme Crausaz, à l'aide de sources d'origine suisse, pour que nous n'y revenions pas en détail<sup>1</sup>. Nous n'en retraçons sous le présent point que les étapes essentielles.

**1.1.1. Négociations et hésitations, été 1940-printemps 1941**

Le projet de donner, sous la houlette de Musy, un nouveau souffle à cet organe de presse a débuté, nous l'avons vu, dans la fièvre de l'été 1940, au moment

---

<sup>1</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, 181 p.

même où l'on parle du lancement d'un mouvement par l'homme politique fribourgeois. Les tractations entre Chappuis et Musy peinent toutefois à déboucher sur une entente. Des deux protagonistes, l'ancien conseiller fédéral n'est pas le plus pressé à trouver un accord. Il faut attendre le mois de février 1941, alors que Chappuis se fait plus insistant, pour voir enfin Musy s'engager un peu plus dans la reprise éventuelle du journal. Cependant, encore à cette époque, l'opinion de l'ancien conseiller fédéral au sujet de cette reprise n'apparaît pas vraiment décidée, puisque La Nouvelle Suisse qu'il dirige semble au même moment vouloir reprendre un autre titre, *La Nouvelle Suisse*, qui aurait l'avantage d'avoir un nom correspondant à celui de l'association<sup>2</sup>. Le capotage de ce dernier projet incite alors Musy à concentrer ses efforts sur le seul journal de Chappuis.

### 1.1.2. *L'annonce du 10 mai 1941: un nouveau départ qui ne change rien?*

Le 10 mai 1941, la rédaction de l'hebdomadaire *La Jeune Suisse* annonce à ses lecteurs que, dès le prochain numéro, Musy «assumera la direction politique» du journal et Paul Gentizon «celle de la politique étrangère»; on avise également que «Gonzague de Reynold, Eugène Fabre, Philippe Amiguet, Blanc-Gatti, Jean Chappuis, Jules Biétry etc. compléteront l'équipe rédactionnelle»<sup>3</sup>. Laconique, l'annonce cherche surtout assurer que *La Jeune Suisse* ne changera pas de ligne politique, ce qui supposerait donc l'autorisation de continuer à paraître<sup>4</sup>. L'explication ne semble toutefois pas convaincre complètement les autorités fédérales. En effet, directement après cette annonce, Emile Guignet, officiellement rédacteur responsable de *La Jeune Suisse* et président de l'association La Nouvelle Suisse, doit multiplier les démarches auprès des autorités fédérales pour leur garantir que la tendance politique du journal restera

---

<sup>2</sup> En mai 1941, l'inspecteur Knecht indique que, après la constitution de l'association La Nouvelle Suisse, «Marius Constantin, ex-député chrétien social, demanda à faire reparaître le journal "La Nouvelle Suisse". Cette autorisation lui fut refusée par le Ministère public fédéral.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 5.5.1941). À la suite de ce refus, les dirigeants de La Nouvelle Suisse tentent, en vain, de changer le titre de *La Jeune Suisse* en celui de *La Nouvelle Suisse*. Voir p.e. AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettre d'E. Guignet à la Chancellerie de l'État de Genève (Berger), 25.4.1941 (copie); lettre du Chancelier d'État du canton de Genève au Département fédéral de Justice et Police, 26.4.1941; lettre du procureur général de la Confédération à E.-F. Guignet, 10.5.1941. Voir également J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 56-59.

<sup>3</sup> Voir sous: «Avis de rédaction», in *La Jeune Suisse*, 10.5.1941; également cité par J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 59. Vigilante, la Section Presse, de la Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, signale le même jour au Ministère public la collaboration annoncée de Paul Gentizon dont les articles parus dans *Le Mois Suisse* ont déjà retenu l'attention des organes de contrôle. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettre du colonel Plancherel, chef de la Section Presse, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, au procureur général de la Confédération, 10.5.1941).

<sup>4</sup> Voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 59-61.



la même qu'auparavant<sup>5</sup>. Individu dont le nom ne dit pas grand-chose, Guignet n'est en fait qu'un «homme de paille»<sup>6</sup>. Les véritables maîtres de *La Jeune Suisse*, à savoir Musy et Chappuis, se servent du comptable de Chamay, lui-même peu au courant de leurs intentions exactes, pour endormir la méfiance des autorités fédérales. Car, malgré les assurances données, *La Jeune Suisse* est bel et bien en train de connaître une profonde mutation. Avec l'apparition de Musy à la tête de *La Jeune Suisse* au printemps 1941, c'est incontestablement un nouveau journal qui naît. L'ancien conseiller fédéral, qui se charge lui-même de monter dès cette époque une nouvelle équipe de collaborateurs, va imposer une ligne rédactionnelle très différente de l'ancienne formule défendue durant les six premières années de *La Jeune Suisse* par ses deux fondateurs, Jean Chappuis et Jules Biétry. Après le printemps 1941, l'influence de l'avocat de Porrentruy, qui reste certes le propriétaire du journal, s'effrite d'ailleurs à vue d'œil. Jules Biétry, ancien rédacteur en chef, disparaît lui des instances dirigeantes de *La Jeune Suisse*.

Toutefois, très prudent dans cette phase décisive de la transformation du journal, entre le printemps et l'été 1941, Musy reste en retrait. Tout en minimisant son rôle, qu'il réduit à un simple appui moral et financier à un titre sur le déclin ainsi qu'à une petite contribution rédactionnelle, il certifie lui aussi qu'il n'est pas question de créer un nouveau journal. Par ailleurs, il estime que d'autres feuilles, comme *Le Démocrate* et surtout *Le Grutli*, organe des socialistes nationaux tombé dernièrement sous la coupe de la Ligue vaudoise, ont connu de plus importants changements que *La Jeune Suisse*. Il estime donc que rien ne justifie l'interdiction des modifications, à ses yeux insignifiantes, envisagées par ce journal<sup>7</sup>.

---

<sup>5</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettre d'E. Guignet à «Monsieur le Président de la Confédération et Messieurs les Conseillers fédéraux», 12.5.1941; une copie de cette lettre est également jointe à la lettre d'E. Guignet au procureur général de la Confédération, 12.5.1941; télégramme d'E. Guignet au CF, 12.5.1941.

<sup>6</sup> Selon les termes de l'inspecteur Knecht en mai 1941. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 5.5.1941). Interrogé en novembre 1942 par des membres de la police fédérale et de la Division Presse et Radio, Guignet confirmera lui-même: «Toutes les lettres qui ont été adressées ont été rédigées par M. Chamay et je me suis contenté de les signer. [...] J'affirme que je ne me suis jamais occupé de ce journal et que je n'ai été qu'un "homme de paille".» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition d'E. Guignet du 4.11.1942).

<sup>7</sup> Voir ce que rapporte, en date du 13 mai, Eduard von Steiger, chef du Département de Justice et Police, à la suite d'un téléphone qu'il vient d'avoir avec Musy (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettre d'E. von Steiger, chef du DFJP, au MPC, 13.5.1941); ainsi que la lettre de J.-M. Musy à F. Stämpfli, procureur de la Confédération, du 23.5.1941 (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049).

### 1.1.3. L'arrêté du Conseil fédéral du 16 mai 1941

Les autorités fédérales, qui ont à l'œil Musy depuis le dernier tiers des années trente, ne baissent toutefois pas la garde. Le Conseil fédéral ayant chargé le Département de Justice et Police d'examiner si *La Jeune Suisse* doit être considérée sous sa nouvelle forme comme un nouveau journal dont la création est interdite en vertu de l'article 2 de l'arrêté du 8 septembre 1939, ledit Département doit agir très rapidement pour ne pas être pris de court. En effet, l'avis de *La Jeune Suisse* du 10 mai 1941 qui annonce un nouveau départ pour la semaine suivante cherche manifestement à mettre les autorités devant le fait accompli. Sur ordre d'Eduard von Steiger, chef du Département, le Ministère public communique à Guignet, en date du 14 mai 1941, que *La Jeune Suisse* est autorisée provisoirement, jusqu'à la décision définitive du Conseil fédéral, à paraître «dans son ancienne forme et sans changement de sa ligne politique»<sup>8</sup>. Irritées par cette décision, les instances dirigeantes de *La Jeune Suisse*, sous le nom de Guignet, ripostent par une menace à l'adresse du procureur de la Confédération: «En l'état, nous contestons formellement votre droit de nous menacer de saisie et nous nous réservons le droit de nous faire rendre justice et de demander des dommages-intérêts pour le tort matériel et moral qui nous est présentement fait.»<sup>9</sup> Elles jugent bon d'évoquer le nom de Musy pour plaider la cause de *La Jeune Suisse*: «Vous pouvez être certain que jamais notre journal n'attirera à notre pays des ennuis car avec le Directeur politique — Mr. J.-M. Musy, ancien premier magistrat du pays — que nous nous sommes attaché nous estimons que celui-ci est de par ses anciennes fonctions mieux placé que quiconque pour veiller à la parfaite tenue et neutralité de notre journal.»<sup>10</sup>

Le Conseil fédéral ne s'en laisse pas conter. Le 16 mai 1941, sur la proposition d'Eduard von Steiger, il adopte un arrêté par lequel il stipule que, jusqu'«au moment où le Conseil fédéral statuera sur l'admissibilité du changement envisagé au journal *La Jeune Suisse*, ledit journal n'est autorisé à paraître que sous son ancienne forme, sans modification essentielle de son orientation politique»<sup>11</sup>. Il prévoit également, au cas où *La Jeune Suisse* paraîtrait «sous une nouvelle forme et avec une ligne de conduite politique essentiellement modifiée», que «ledit journal sera séquestré»<sup>12</sup>. La prudence du Conseil fédéral est renforcée par l'épreuve de *La Jeune Suisse* qui doit paraître le 17 mai, un numéro qui, selon lui, «contient de telles modifications quant à la forme et au contenu qu'il y a lieu de

<sup>8</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: télég. du MPC à E. Guignet, 14.5.1941.

<sup>9</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettre d'E. Guignet à F. Stämpfli, procureur général de la Confédération, 14.5.1941.

<sup>10</sup> *Ibid.*

<sup>11</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: arrêté du CF du 16.5.1941.

<sup>12</sup> *Ibid.*

se demander si l'on n'est pas en présence d'un journal qui, au vu de la pratique suivie jusqu'à ce jour, constitue une nouvelle publication»<sup>13</sup>. Par l'arrêté du 16 mai, le gouvernement cherche à se laisser un peu de temps pour examiner plus en détail l'affaire, tout en se tenant aux prescriptions en vigueur.

La décision du Conseil fédéral contraint finalement les ténors de *La Jeune Suisse* à remettre à plus tard le projet de remanier leur organe de presse. Dans son édition du 17 mai, la rédaction du journal annonce à ses lecteurs: «Pour des raisons imprévisibles, impératives et indépendantes de notre volonté ainsi que de celle de nos nouveaux collaborateurs, nous ne sommes pas en mesure de réaliser ce projet, dès aujourd'hui. Nous n'y renonçons pas.»<sup>14</sup>

#### 1.1.4. L'arrêté du Conseil fédéral du 29 juillet 1941

L'arrêté fédéral du 16 mai freine, mais ne stoppe pas le plan de Musy et Chappuis de donner un nouveau souffle à *La Jeune Suisse*. Le premier, en mai, et surtout le second, de mai à juillet, reviennent à la charge auprès des autorités fédérales pour obtenir une réponse définitive favorable à leur projet<sup>15</sup>. Toutefois, cette décision provisoire porte déjà, selon toute vraisemblance, un coup très rude, voire fatal à l'association La Nouvelle Suisse qui, d'après les sources, ne fait plus parler d'elle très peu de temps après<sup>16</sup>. En outre, l'enquête des autorités fédérales met la puce à l'oreille de certains comparses, tout d'un coup inquiets du rôle que les véritables maîtres de l'entreprise leur font jouer<sup>17</sup>.

Devant statuer, selon l'arrêté du 16 mai, sur l'admissibilité du changement envisagé par *La Jeune Suisse*, le Conseil fédéral rend son verdict le 29 juillet, sur la base d'un rapport du 22 précédent remis par le Département de Justice et

---

<sup>13</sup> *Ibid.*

<sup>14</sup> La rédaction: «À nos lecteurs», in *La Jeune Suisse*, 17.5.1941.

<sup>15</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettres adressées à F. Stämpfli, procureur général de la Confédération, par J. Chappuis, 21.5.1941, 16.6.1941, 26.6.1941 et 15.7.1941, et par J.-M. Musy, 23.5.1941; lettre de J.-M. Musy au conseiller fédéral von Steiger, 24.5.1941. Jean Chappuis demande également une audience au conseiller fédéral Etter pour défendre la cause de *La Jeune Suisse*. (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 41: lettre de J. Chappuis à P. Etter, 16.6.1941). L'«homme de paille» (Emile Guignet) intervient lui auprès d'Ernst Wetter, président de la Confédération. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettre d'E. Guignet à E. Wetter, 23.5.1941).

<sup>16</sup> En date du 26 mai 1941, le Ministère public informe Eduard von Steiger, chef du DFJP, que la société La Nouvelle Suisse doit disparaître. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049). Le 22 juillet suivant, le DFJP indique au CF que, selon les explications obtenues par ledit Département, La Nouvelle Suisse ne doit plus exister. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049).

<sup>17</sup> Avouant au procureur général de la Confédération que «toutes vos enquêtes autour de *La Jeune Suisse* me paraissent pour le moins bizarres» et ne souffrant plus que l'on doute de son patriotisme, Charles Chamay informe en juin 1941 ledit procureur, Musy et Chappuis qu'il se retire de *La Jeune Suisse*. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettres de C. Chamay au procureur général de la Confédération, (14) et 19.6.1941; AEvF, D 58, La Nouvelle Suisse: lettre de C. Chamay à J.-M. Musy, 18.6.1941).

Police<sup>18</sup>. Formellement opposé à ce que le journal subisse des modifications fondamentales, le gouvernement assouplit toutefois de fait sa position. Il se montre tout d'un coup plus confiant à l'égard des personnes en charge de ce titre. Le rapport du DFJP détermine en grande partie cette nouvelle attitude. Les déclarations de Jean Chappuis, propriétaire et éditeur du journal hebdomadaire, d'Emile Guignet, rédacteur responsable, et de Jean-Marie Musy, qui s'efforce de réduire l'importance de son rôle dans cette affaire et ne se présente plus que comme un simple collaborateur, semblent rassurer le DFJP. Ce dernier accueille favorablement le fait que les dirigeants de *La Jeune Suisse* déclarent avoir renoncé à leur projet initial de faire de ce journal l'organe de l'association La Nouvelle Suisse, cette dernière ne paraissant au demeurant plus exister. En outre, à lire le rapport du DFJP du 22 juillet, la transformation du *Grutli*, cas sur lequel Musy, Chappuis et Guignet n'ont pas manqué d'insister, constitue un précédent dont il est difficile de ne pas tenir compte.

Le 29 juillet, le Conseil fédéral décide donc «de ne pas s'opposer à ce que *La Jeune Suisse – Hebdomadaire politique, économique et social* paraisse une fois par semaine sur 6 à 8 pages et que le nombre de ses collaborateurs soit augmenté, à condition toutefois qu'aucun autre changement essentiel ne soit opéré sans autorisation»<sup>19</sup>. Un petit décalage existe pourtant déjà entre cette dernière restriction et la possibilité laissée au journal de recruter de nouveaux collaborateurs dont on connaît d'avance la ligne politique. En effet, le Conseil fédéral n'ignore rien de l'orientation politique de certains rédacteurs prévus, notamment des tendances de Paul Gentizon, chargé des questions de politique étrangère et partisan reconnu de l'alignement sur l'Europe nouvelle<sup>20</sup>. D'autres, tels les Eugène Fabre, Charles Blanc-Gatti et Philippe Amiguet, dont *La Jeune Suisse* a annoncé le 10 mai 1941 la collaboration, défendent le même point de vue. En outre, le gouvernement en sait assez sur Musy pour être sûr qu'il veut lui aussi soutenir dans *La Jeune Suisse* les idées de collaboration à l'Europe nouvelle et de rénovation nationale.

Les seules déclarations de Chappuis, Guignet et Musy, qui restent tous dans le collimateur de la police fédérale, ne suffisent donc certainement pas à convaincre le Conseil fédéral de donner un peu de mou. Il y a d'ailleurs une légère contradiction entre la marge de manœuvre laissée aux ténors de *La Jeune Suisse* et la poursuite de la surveillance, menée pour des raisons de sécurité nationale, à leur endroit. Par conséquent, d'autres considérations, déterminées par

---

<sup>18</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport du Département fédéral de Justice et Police au Conseil fédéral, 22.7.1941.

<sup>19</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: arrêté du CF du 29.7.1941.

<sup>20</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport du Département fédéral de Justice et Police au Conseil fédéral, 22.7.1941.

l'évolution du contexte entre mai et juillet 1941, influencent peut-être aussi la décision du gouvernement. Alors que le Reich continue d'exercer une forte pression sur les autorités suisses par ses violentes critiques à l'adresse d'une grande partie de la presse helvétique, le Conseil fédéral pense-t-il se donner un peu d'air, après l'entrée fulgurante des chars allemands en URSS en juin 1941, en laissant la possibilité à Musy de reprendre un journal qui va à coup sûr plaider la cause de l'Europe nouvelle? En cet été 1941, la puissance de l'Allemagne, plus que jamais boulimique, impressionne. En outre, les autorités fédérales ne prennent-elles pas leur décision en espérant ainsi pouvoir mieux saisir les projets personnels de Musy, allié objectif de l'Allemagne?<sup>21</sup> Cela n'est pas impossible. L'irritation manifestée par les représentants du Reich à la suite du grand coup frappé par la police fédérale, dès le 10 juin, contre les nazis suisses du Mouvement national suisse et des Allemands soutenant leur activité pousse peut-être également les autorités helvétiques à lâcher un peu de lest dans l'affaire de *La Jeune Suisse*. Il est d'ailleurs assez révélateur de voir le Conseil fédéral devenir moins accommodant à l'égard de ce journal, interdit d'exportation en mars 1943 et privé ainsi de ses principales ressources financières, dès l'instant où la machine de guerre allemande commence à avoir des ratés.

Il reste que les événements de l'été 1941 jouent en faveur de Musy. L'ancien conseiller fédéral en est conscient. L'attaque allemande contre l'URSS fouette son esprit de revanche. À un interlocuteur, il affirme le 23 juin: «Maintenant cette déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie! Je pense ça va finir par ouvrir les yeux. J'ai entendu tout à l'heure à la Radio qu'hier Churchill a dit qu'on apporterait à la Russie l'aide promise à toutes les démocraties. Je me demande s'il se fout de nous. [22] C'est dégoûtant. Tout de même j'ai bien l'impression que cette fois ça va tourner dans la bonne direction.»<sup>23</sup> Puis, son interlocuteur lui ayant parlé de la nécessité d'apporter des restrictions à la presse en temps de guerre, Musy répond: «Oui, évidemment. Mais au fond celui qui chante les louanges de l'Angleterre, les francs-maçons et tous ces gens sont bien vus. Il faudra bientôt comprendre que tout ça est passé.»<sup>24</sup> En septembre 1941, il affirme à Gentizon au sujet du but de *La Jeune Suisse*: «Il faut surtout que notre journal démontre à tous ceux qui le liront le danger que constituait le régime bolchevique,

---

<sup>21</sup> Avant nous, Jérôme Crausaz s'est déjà posé à peu près le même genre de questions. (J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 75).

<sup>22</sup> L'interlocuteur de Musy ajoute ici: «Je trouve ça épatant.»

<sup>23</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et un monsieur (inconnu), 23.6.1941, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée.

<sup>24</sup> *Ibid.*

et appuyer sur leur armée en Europe, et sur le grand sacrifice que fait l'Allemagne pour arrêter cette vague.»<sup>25</sup>

L'intense activité internationale de Musy, qui envisage à nouveau de se rendre à Vichy et à Berlin au mois de juin 1941, suscite de nombreuses interrogations, voire quelques inquiétudes vu les bruits, parfois curieux, qui circulent. En juillet, les services de renseignements suisses communiquent, sous toutes réserves, au Ministère public qu'«un membre du MNS aurait déclaré, qu'on chercherait à centraliser les affaires suisses à destination de l'Allemagne entre les mains d'un groupe, composé de Michel, Musy, Tobler, etc. De très fortes commandes seraient passées et à fin de l'automne 1941 arrêt complet des commandes, d'où renvoi des ouvriers, augmentation des denrées avec but révolution interne.»<sup>26</sup>

Au lendemain de l'arrêté fédéral du 29 juillet 1941, *La Jeune Suisse* ne connaît pourtant pas tout de suite le changement prévu. Dès septembre 1941, Musy annonce certes plusieurs fois aux Allemands le prochain nouveau départ de *La Jeune Suisse*<sup>27</sup>. À la même époque, il parle également à Gentizon de la sortie imminente du premier numéro de *La Jeune Suisse* transformée<sup>28</sup>. Il faut toutefois attendre jusqu'au mois d'avril 1942 pour voir enfin apparaître *La Jeune Suisse* nouvelle formule. Durant cette période qui va de l'été 1941 au printemps 1942, Musy ne reste pas inactif, notamment sur le plan international.

## 1.2. L'Italie et l'Allemagne dans le secret des manœuvres menées par Musy

Alors qu'il s'efforce de minimiser son importance auprès des autorités helvétiques dans le projet de reprise d'un organe de presse, Musy se présente aux représentants de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie comme le véritable moteur de cette entreprise. Dans sa recherche de collaborateurs et de matériel

---

<sup>25</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Gentizon, 4.9.1941, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée.

<sup>26</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: lettre de la Section de Police, Service de Renseignements et de Sécurité (Plt Burnier), au Chef du Service de Sécurité, Commandement de l'armée, secret, 19.7.1941; communiquée au MPC, 24.7.1941.

<sup>27</sup> Voir PA, DGB, 2790 (782/4): note de Köcher pour von Bibra, von der Lippe, Blankenhorn et Trump, 3.9.1941; lettre de J.-M. Musy à Köcher, 6.9.1941; rapport de Köcher à l'AA, 15.9.1941; lettre de J.-M. Musy à Köcher, 23.10.1941.

<sup>28</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Gentizon, 4.9.1941, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée. — Le 11 octobre 1941, peu avant un nouveau voyage en France, Musy indique à Gentizon que des «difficultés», sans autre précision, sont à l'origine du retard. À entendre Musy, son prochain voyage en France devrait contribuer à trouver une solution. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Gentizon, 11.10.1941, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée).

pour le journal qu'il essaie de relancer, il n'hésite pas à leur faire des confidences dont il se garde de parler aux autorités helvétiques. Avant l'attaque de l'Allemagne contre l'URSS, il est déjà convaincu de la victoire des puissances de l'Axe et de la nécessité pour la Suisse de s'adapter au nouvel ordre. Très vite, Musy s'arrange pour faire connaître à Rome et Berlin que son journal fera de la propagande en leur faveur et qu'il en est bien le personnage central. Pour Musy, *La Jeune Suisse* doit contrebalancer, notamment à l'étranger et en France plus particulièrement, l'influence de la presse suisse qu'il juge à la remorque des ennemis de l'Axe.

### 1.2.1. *Les contacts avec l'Italie*

En mai 1941, peu avant l'annonce faite par *La Jeune Suisse* le 10 mai d'un prochain nouveau départ, Luigi Cortese, consul général d'Italie à Genève, écrit quelques lignes qui méritent d'être retranscrites tant elles sont révélatrices de l'état d'esprit dont fait preuve Musy au moment de prendre en main un organe de presse: «Il Signor Musy, ex Presidente della Confederazione, è venuto a dirmi che il 15 maggio p.v. inizierà la pubblicazione di un settimanale “La Nouvelle Suisse”, che avrebbe in animo di rendere successivamente quotidiano. Il Signor Musy, che ha qui notevole seguito, ha confermato i suoi sentimenti favorevoli all'Asse e la sua fiducia nella vittoria dello stesso, e si è detto convinto che, comunque, è indispensabile inculcare nei suoi compatriotti la convinzione che l'Europa di domani sarà diversa e che la Svizzera deve prepararsi ad adattarsi al nuovo ordine di cose. Egli mi ha raccomandato la massima riservatezza nei nostri rapporti, perchè le autorità e le attuali classi dirigenti guardano al suo movimento con diffidenza. / Mi ha pregato di fargli avere d'ora innanzi ogni utile informazione su quanto la Svizzera deve all'Italia, soprattutto dall'inizio della guerra. Per cominciare egli gradirebbe pubblicare quanto prima, e possibilmente nel primo numero de “La Nouvelle Suisse”, dati e cifre precise sull'entità dei rifornimenti destinati alla Svizzera in transito e in provenienza dall'Italia. / Questo R. Consolato generale esprime parere favorevole all'accoglimento della richiesta del Signor Musy e resta in attesa di conoscere, per norma di linguaggio, le decisioni di codesto R. Ministero.»<sup>29</sup>

Au moment où les instances dirigeantes de *La Jeune Suisse* jouent d'habileté pour tromper la vigilance des autorités helvétiques, le consul général d'Italie à Genève semble être particulièrement bien mis au courant du développement de

---

<sup>29</sup> AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: télég. «riservato» de L. Cortese au MAE à Rome, au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère) à Rome et à la légation d'Italie à Berne, 2.5.1941.

l'affaire. Quelques jours après l'arrêté du 16 mai 1941, Luigi Cortese informe que «il signor Musy è stato impossibilitato a iniziare la pubblicazione del suo organo settimanale sotto il titolo "La Nouvelle Suisse" ed ha dovuto rilevare un vecchio ebdomadario politico-economico-sociale "La Jeune Suisse", conservandone il titolo. Al nuovo organo collaboreranno Paul Gentizon per la politica estera, Gonzague de Reynold, Henry Ruffin, Eugène Fabre, Philippe Amiguet, Blanc-Gatti, Herbert van Leisen, ecc. / Il primo numero del nuovo settimanale non ha potuto sinora uscire per difficoltà amministrative sollevate dalle autorità federali, difficoltà che, a quanto mi si dice, sarebbero in corso di appianamento. / Aggiungo che, mentre il signor Musy è venuto da me, non si è recato dal mio collega di Germania; il che starebbe a confermare le sue preferenze per Roma e per l'Italia, tanto più spiegabili in quanto il Musy è cattolico.»<sup>30</sup> En juin, Luigi Cortese voit déjà Musy contourner l'arrêté fédéral du 16 mai en donnant un coup de balai dans la rédaction de *La Jeune Suisse*: «Ma ora sembra che voglia astutamente girare l'ostacolo con l'eliminare gradualmente i vecchi redattori, sostituendoli coi nuovi scelti da lui.»<sup>31</sup> De fait, c'est exactement de cette manière que Musy parviendra à réorienter *La Jeune Suisse*.

Pour trouver des collaborations à Rome, Musy s'adresse à Gentizon, longtemps correspondant de différents journaux francophones dans la péninsule italienne, et à la représentation diplomatique d'Italie à Berne<sup>32</sup>. En mars 1942, peu avant le lancement de la nouvelle formule, plusieurs fois différée, Musy s'entretient avec Adolfo Alessandrini, conseiller à la légation d'Italie à Berne, et avec l'attaché de presse italien, Mario De Mandato<sup>33</sup>. Exposant par lettre le contenu de cet entretien à Tamaro, ministre d'Italie à Berne, Musy affirme à nouveau qu'il «souhaite en particulier que notre hebdomadaire apporte à l'Italie la preuve, qu'il y a en Suisse beaucoup de gens qui aiment l'Italie, et apprécient à sa juste valeur le magnifique effort, que votre patrie a accompli depuis 20 ans sous l'impulsion du régime fasciste et de son grand chef. Il faut que l'on sache en

<sup>30</sup> AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: de L. Cortese au MAE à Rome, au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère) à Rome et à la légation d'Italie à Berne, «segreto», 26.5.1941.

<sup>31</sup> AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: de L. Cortese au MAE à Rome, au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère) à Rome et à la légation d'Italie à Berne, «riservato», 9.6.1941. Voir également *ibid.*: du même aux mêmes, «riservato», 14.6.1941 et 23.6.1941.

<sup>32</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 82. L'aide sollicitée par les dirigeants de *La Jeune Suisse* auprès de la légation italienne en Suisse pour obtenir un correspondant en Italie ressort également de: AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire, 21.4.1942 et 24.4.1942.

<sup>33</sup> AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: copie de la lettre de J.-M. Musy à A. Tamaro, (mars 1942), jointe à la lettre de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 25.3.1942. Ces deux lettres se trouvent également in: ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 242, «La Jeune Suisse».



outre en Italie, qu'ils sont très nombreux les Suisses qui apprécient à sa réelle valeur la sympathie, que votre patrie a si souvent témoignée à la nôtre.»<sup>34</sup> Et Musy d'évoquer son intention d'avoir un correspondant pour la rubrique italienne de *La Jeune Suisse*: «Il me semble que le mieux serait, que cet article émane d'un auteur italien de grande marque. Nous ne disposons pas de moyens considérables, puisqu'un ami et moi garantissons seuls la viabilité de l'hebdomadaire, et que nous n'acceptons l'aide de personne.»<sup>35</sup> Les Italiens, avec le consentement des instances dirigeantes de *La Jeune Suisse*, sauront toutefois agir de telle sorte que, sans recourir à un financement direct du journal, ils le soutiendront de fait par d'autres voies plus subtiles et détournées. Nous y reviendrons.

Il reste que, avant le lancement de la nouvelle formule, la légation d'Italie à Berne recommande au Ministère de la Culture populaire à Rome la requête de Musy tant pour les éventuelles correspondances d'Italie à l'adresse de *La Jeune Suisse* que pour le travail que la SISE (Società Importatori Stampa Estera) pourrait exécuter en faveur de sa diffusion en Italie<sup>36</sup>. Tant le Ministère de la Culture populaire à Rome que la SISE à Bologne agissent de manière à pouvoir satisfaire aux attentes de Musy<sup>37</sup>.

### 1.2.2. *Une offre de collaboration à l'Allemagne*

En 1941, au moment où se décide le sort de son projet de reprise de *La Jeune Suisse*, l'ancien conseiller fédéral ne cherche pas seulement des appuis du côté italien. Car, dès le départ, il envisage un journal dont la vocation doit dépasser le simple cadre national. Son idée est de lancer un journal à vocation européenne. Or, en 1941, une telle visée ne peut se concevoir, dans l'esprit de Musy, qu'avec le soutien de l'Allemagne. Le 1<sup>er</sup> mai 1941, Musy écrit de Genève à Köcher pour le prier de transmettre une lettre au SS-Sturmbannführer Franz Riedweg, à Berlin, à qui il demande de «trouver à Berlin un correspondant pour l'hebdomadaire que nous allons lancer le 15 mai»<sup>38</sup>. Peu de temps après, Musy cherche à nouveau à se

---

<sup>34</sup> AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: copie de la lettre de J.-M. Musy à A. Tamaro, (mars 1942), jointe à la lettre de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 25.3.1942.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 25.3.1942. Voir également *ibid.*: de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 1.4.1942 et 14.4.1942.

<sup>37</sup> Voir AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: lettres du Ministère de la Culture populaire (presse étrangère) à la SISE, 10.4.1942, au Ministère de l'Intérieur, 10.4.1942, et à la légation d'Italie à Berne, 11.4.1942; lettre de la SISE au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 16.4.1942.

<sup>38</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): lettre de J.-M. Musy à O. Köcher, 1.5.1941. La lettre envoyée à Köcher a l'en-tête de «La Nouvelle Suisse» et indique que Musy, «ancien président de la Confédération», en est le «directeur politique». Le 6 mai, Köcher informe Musy que la lettre

rendre à Berlin pour y rencontrer Himmler. Il souhaite s'entretenir avec le Reichsführer SS pour poursuivre leurs discussions précédentes au sujet du nouvel ordre de l'Europe et lui parler de Vichy où il se rend dans les prochains jours<sup>39</sup>. Dans le domaine des bonnes relations avec l'Allemagne, Mme Musy s'efforce d'épauler son mari en ce milieu d'année 1941. En août, alors que la Wehrmacht fonce victorieusement vers l'Est, elle invite au château de Middel Köcher et sa femme, ainsi que d'autres membres de la légation allemande à Berne, dont le baron von Bibra, conseiller de légation qui participe lui-même aux diverses intimidations exercées par l'Allemagne à l'encontre de la presse suisse<sup>40</sup>.

Ce n'est toutefois qu'à partir du mois de septembre 1941 que Musy cherche vraiment à obtenir, pour son journal, des appuis plus concrets de la part des Allemands. À en juger par ses différentes initiatives en direction du Reich, il est bien décidé à apporter des modifications essentielles à *La Jeune Suisse* qui sont en opposition avec l'arrêté fédéral du 29 juillet 1941. Au début du mois de septembre 1941, il confie à Köcher ses véritables intentions au sujet de *La Jeune Suisse*. Elles sont en contradiction avec ce qu'il vient de promettre aux autorités helvétiques. L'ancien conseiller fédéral affiche d'ailleurs une tendance croissante, depuis la fin des années trente, à être plus franc avec les représentants de puissances étrangères qu'avec ceux de son propre pays. Le 6 septembre 1941, Musy écrit à Köcher que l'hebdomadaire *La Jeune Suisse* «paraîtra dès les premiers jours d'octobre prochain. Son but étant de servir les intérêts de notre pays non seulement sur le plan national, mais encore sur le plan international, nous désirons obtenir des grands centres européens, et en particulier de Berlin, des renseignements sûrs, puisés à bonne source. Nous voulons éclairer l'opinion publique suisse, en la renseignant aussi exactement que possible sur toutes les questions importantes»<sup>41</sup>.

Musy poursuit: «Je suis de plus en plus convaincu de la nécessité de cette collaboration confiante, qui seule peut créer en Europe l'atmosphère de paix

---

adressée à Riedweg a été transmise à Berlin. (PA, DGB, 2790 (782/4): lettre d'O. Köcher à J.-M. Musy, 6.5.1941).

<sup>39</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher pour l'AA, 31.5.1941.

<sup>40</sup> Ayant appris, dit-elle, par son beau-frère, le colonel van Caubergh, que le roi de Belgique Léopold III désirerait recevoir des cigares suisses, Mme Musy demande également à Otto Köcher de bien vouloir faire parvenir au roi les boîtes de «Stumpfen» joint à son colis, auquel elle a ajouté deux exemplaires de *La Suisse devant son destin*, ouvrage écrit par son mari. (PA, DGB, 2790 (782/4): lettre de Mme Musy à O. Köcher, 15.8.1941). — En décembre 1942, répondant à Mme Musy qui vient de lui demander de viser le passeport de son mari, sur le point de partir en Allemagne, et de réserver pour ce dernier une chambre à l'hôtel Adlon à Berlin, Otto Köcher écrit: «Meine Frau und ich denken noch immer mit besonderer Freude an den gemütlichen Mittag bei Ihnen und die reichlichen Genüsse, und wir hoffen sehr, Sie bald einmal wiederzusehen.» (PA, DGB, 2790 (782/4): lettre d'O. Köcher à Mme Musy, 10.12.1942).

<sup>41</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): lettre de J.-M. Musy à O. Köcher, 6.9.1941.

stable, qui préservera l'Occident de la débâcle. / Le problème de la collaboration restera au premier plan de nos préoccupations. Il retiendra par conséquent l'attention constante de notre hebdomadaire. / J'ai d'autre part depuis longtemps affirmé et répété que le communisme reste le grand danger, qui menace l'Europe et le monde. Il va de soi par conséquent, que l'entreprise militaire de l'Allemagne pour la destruction du régime bolchévique a pour moi la signification d'une Croisade, dont le monde lui sera reconnaissant, quand il en aura compris la signification. Le sacrifice de la jeunesse, qui meurt pour la défense de notre civilisation portera ses fruits. Tout cela, on ne l'a pas encore suffisamment compris. Il importe dès lors d'éclairer l'opinion publique sur ces graves problèmes; c'est un des buts, que poursuivra avec persévérance notre hebdomadaire. Cette difficile mission exige des renseignements de premier ordre. Il est indispensable que je prenne personnellement contact, à Berlin, avec les différentes personnes, qui pourront le mieux m'orienter sur les choses d'Allemagne.»<sup>42</sup>

C'est une véritable offre de collaboration à la nouvelle Europe que Musy adresse aux Allemands: «Il faut que j'obtienne des grandes capitales européennes mais tout particulièrement de Berlin, tous les renseignements dont j'ai besoin pour publier dans notre hebdomadaire une chronique régulière, qui sera meilleure et plus intéressante que toutes celles qui paraissent actuellement en Suisse sur l'Allemagne. Il est nécessaire pour cela que je me rende à Berlin, pour prendre un contact personnel avec différentes personnes, que je dois consulter à ce sujet. Je pourrais aller à Berlin fin octobre, commencement novembre.»<sup>43</sup>

Ayant indiqué avoir déjà un «correspondant provisoire», trouvé grâce à Riedweg, Musy poursuit: «Je suis convaincu d'autre part, que les sociétés secrètes ont joué un rôle considérable dans la création de l'atmosphère où la guerre était devenue inévitable. Je désire conférer à ce sujet à Paris avec différentes personnes, et en particulier avec Monsieur Faÿ, directeur de la Bibliothèque nationale de France, qui a fait de l'étude de cette question une spécialité. Nous désirons obtenir certains documents, dont il sera fait état dans notre hebdomadaire. Nous voulons la vérité, rien que la vérité, que nous aurons en toutes circonstances le courage de dire. Je vous serais par conséquent très reconnaissant de bien vouloir me faciliter mon voyage à Paris et à Berlin, en me procurant les visas nécessaires.»<sup>44</sup>

---

<sup>42</sup> *Ibid.*

<sup>43</sup> *Ibid.*

<sup>44</sup> *Ibid.* Quelques jours auparavant, Köcher avait l'impression que Musy voulait surtout se consacrer à la lutte contre la franc-maçonnerie. En date du 3 septembre, Köcher a écrit: «Alt-Bundesrat Musy teilte mir heute mit, dass er die Bewilligung zur Herausgabe seiner Zeitung "La Jeune Suisse" jetzt erhalten habe und die erste Nummer am 1. Oktober erscheinen

Köcher ne peut que recommander à Berlin les démarches de Musy. Le 15 septembre, il écrit à la Wilhelmstrasse: «Altbundesrat Musy beschäftigt sich seit längerer Zeit mit dem Plan, eine Wochenschrift “La Jeune Suisse”, die in französischer Sprache in der Westschweiz erscheinen soll, herauszugeben. Die Zeitschrift soll als Sprachrohr für die von ihm vertretenen politischen Ideen dienen, deren Richtung dem Auswärtigen Amt bekannt ist. Vor allem soll das Blatt die Notwendigkeit des Kreuzzuges gegen den Kommunismus sowie den Kampf gegen die Geheimgesellschaften propagieren. [...] Das Erscheinen einer in ihrer Haltung mit uns sympathisierenden Zeitschrift in der Westschweiz, die die Bekämpfung des Bolschewismus als einen ihrer hauptsächlichen Zwecke bezeichnet, kann von unserem Standpunkt aus nur begrüßt werden. Das Vorgehen des Herrn Musy dürfte daher in jeder Hinsicht unsere Unterstützung verdienen. Ich trage deshalb keine Bedenken, seinen Einreiseantrag wärmstens zu befürworten.»<sup>45</sup>

Un mois plus tard, Musy s’adresse à nouveau à Köcher pour lui parler de *La Jeune Suisse*, quasiment dans les mêmes termes que ceux de sa lettre du 6 septembre, à la différence que le lancement de la nouvelle formule est repoussé au 12 novembre<sup>46</sup>. Une fois de plus, Köcher est prêt à aider Musy dans ses démarches, notamment auprès des personnes susceptibles de l’aider à Berlin<sup>47</sup>.

### 1.2.3. *Démarches préliminaires à l’entrée de La Jeune Suisse dans la sphère d’influence de la Section Presse du Ministère allemand des Affaires étrangères*

Dans une solide recherche sur la propagande menée à l’étranger par la Section Presse du Ministère des Affaires étrangères (Ribbentrop), très souvent en

---

werde. In der Zeitung wolle er sich hauptsächlich gegen den Einfluss der Freimaurer wenden. Auf meine mehrmaligen Fragen, ob er kein Material über den Kommunismus habe, das sich gegen die Sowjets verwenden liesse, gab er ausweichende Antworten und sprach immer wieder von der Freimaurerei.» (PA, DGB, 2790 (782/4): note de Köcher pour von Bibra, von der Lippe, Blankenhorn et Trump, 3.9.1941).

<sup>45</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport «urgent» d’O. Köcher à l’AA, 15.9.1941; rapport également in: PA, DGB, 2790 (782/4).

<sup>46</sup> En date du 23 octobre 1941, Musy écrit à Köcher: «Nous désirons faire paraître dans chaque numéro, une chronique de Berlin, Rome et Vichy. À cet effet, je désire me rendre à Berlin, dans la seconde quinzaine de novembre. Je vous serais très reconnaissant de faciliter une prise de contact, avec les personnes que j’ai intérêt à rencontrer. Le but de notre journal est de contribuer efficacement à établir et à maintenir les meilleurs rapports avec tous nos voisins. Je désire en outre que cet organe, auquel nous donnerons une assez grande diffusion, soit au service de l’idée européenne. Une politique continentale intelligente et une paix stable [seront possibles quand] tous les peuples du continent auront pris conscience de la patrie européenne. Il va de soi que nous ferons une campagne contre le communisme. Nous savons toute l’importance de l’immense service que l’Allemagne a rendu à l’Europe en conjurant l’invasion rouge, que seules les armées allemandes pouvaient arrêter.» (PA, DGB, 2790 (782/4): lettre de J.-M. Musy à O. Köcher, 23.10.1941).

<sup>47</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): lettre d’O. Köcher à J.-M. Musy, 27.10.1941.

concurrence et même en conflit dans ce domaine avec le Ministère de la Propagande (Goebbels), l'historien Peter Longerich montre la diversité des moyens, plus ou moins camouflés, employés par ladite Section pour influencer la presse étrangère<sup>48</sup>. Nous ne relèverons que ceux dont la description faite par Longerich concerne également un journal comme *La Jeune Suisse*, qu'il ne cite pas par ailleurs. Car, en dépit d'une indépendance souvent réclamée par Musy, *La Jeune Suisse* devient, par son entremise décisive, une feuille en partie au service de la propagande allemande. À propos des activités de propagande de la Section Presse, Longerich mentionne notamment l'influence et le contrôle qu'elle exerce sur la presse étrangère depuis l'Allemagne (diffusion d'informations contrôlées; mise à disposition de correspondants téléguidés, voire enrôlés; mise sous influence, contrôle et censure des correspondants étrangers), ainsi que le travail fourni par les représentations diplomatiques, vecteurs importants de la Section Presse à l'étranger (entretien de relations personnelles privilégiées établies avec les responsables de journaux étrangers; diffusion de matériel de propagande; influences et pressions sur la presse et les autorités étrangères; aide à la diffusion des journaux étrangers dans les territoires contrôlés par l'Allemagne; soutien financier indirect aux journaux, par exemple par l'achat d'une partie du tirage)<sup>49</sup>. Elle-même concernée par ces pratiques, auxquelles Musy souscrit, *La Jeune Suisse* se fait ainsi l'auxiliaire de la propagande allemande.

Fin octobre 1941, le Ministère allemand des Affaires étrangères informe la légation allemande à Berne que Musy est le bienvenu à Berlin: «Gegen die Einreise des Altbundesrates Musy nach Berlin bestehen keine Bedenken, da es angezeigt erscheint, daß die geplante schweizerische Zeitung "La Jeune Suisse" über einen ausreichenden ständigen Mitarbeiterstab in Berlin verfügt.»<sup>50</sup> Par contre, la Wilhelmstrasse juge inopportun le voyage que Musy projette à Paris, en France occupée<sup>51</sup>.

Quelques jours plus tard, Köcher fait savoir à Musy qu'il est attendu à Berlin, plus précisément à la Section Presse du Ministère des Affaires étrangères: «Um Ihnen die Fühlungnahme mit den in Frage kommenden Persönlichkeiten in Berlin

---

<sup>48</sup> P. LONGERICH: *Propagandisten im Krieg. Die Presseabteilung des Auswärtigen Amtes unter Ribbentrop*, München, Oldenbourg, 1987, 356 p. Les dossiers de la Section Presse de l'AA ont été très largement détruits à la fin de la guerre. (Le fait est également signalé par P. LONGERICH: *op. cit.*, p. 21). Malgré nos recherches dans les archives encore disponibles, nous n'avons retrouvé qu'un petit nombre de documents, éparpillés dans divers dossiers, en rapport avec *La Jeune Suisse*. Or, sur la base d'indices en notre possession, il est fort probable que ladite Section a tenu un dossier au nom de ce journal. Nous avons retrouvé par contre le dossier tenu par la légation d'Allemagne à Berne sur *La Jeune Suisse*. (PA, DGB, 3511 (813)).

<sup>49</sup> Voir P. LONGERICH: *op. cit.*, pp. 149-308.

<sup>50</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): rapport de l'AA (Diel) à la DGB, 30.10.1941.

<sup>51</sup> *Ibid.*

zu erleichtern, habe ich den zuständigen Referenten in der Presseabteilung des Auswärtigen Amtes, Legationsrat Dr. Platzer, Wilhelmstr. 75, von dem Zweck Ihrer Reise in Kenntnis gesetzt und ihn gebeten, Ihr Vorhaben im Rahmen des Möglichen zu unterstützen. Ich darf Ihnen daher anheimstellen, nach Ihrer Ankunft in Berlin sich alsbald mit Herrn Platzer, der Ihren Besuch erwartet, in Verbindung zu setzen.»<sup>52</sup> Le 11 novembre, Köcher indique à la Wilhelmstrasse que Musy arrivera dans les prochains jours à Berlin; il recommande, notamment à Wilfried Platzer, d'apporter tout le soutien possible à Musy dans sa recherche de collaborations à Berlin pour son journal *La Jeune Suisse*<sup>53</sup>. Nous ne connaissons pas le contenu exact des discussions que Musy a pu avoir avec Platzer. Il n'empêche que, après le nouveau départ de *La Jeune Suisse* en avril 1942, ce journal sera effectivement soutenu par l'Allemagne, via les services de la Wilhelmstrasse. Nous y reviendrons.

En mars 1942, à l'approche du lancement de la nouvelle *Jeune Suisse*, Köcher donne quelques informations sur le profil du correspondant berlinois et le degré d'autonomie intellectuelle du journal: «Nun möchte Musy zum Ausbau seiner Zeitschrift auch noch einen ständigen Mitarbeiter in Berlin haben und zwar einen solchen, der nicht unpersönlich referierend über die Probleme der Zeit berichtet, sondern der ganz bestimmte Aufgaben im Sinn einer aufklärenden Propaganda aufgreift, etwa im Tenor des "Deutschen Politischen Berichtes" bzw. der "Deutschen Diplomatischen Politischen Korrespondenz" (beide gehen Herrn Musy durch Mittelsmänner der Gesandtschaft zu). Seitens der Gesandtschaft wurde Musy der Name Belrichard vorgeschlagen, da dieser die Westschweiz kennt und wohl auch die richtige Einstellung besitzt. Der Pressereferent der Gesandtschaft glaubt sich zu erinnern, dass Belrichard übrigens auch bereits von deutschen Stellen (Propagandaministerium) finanziell unterstützt wird. Herr Belrichard sollte somit jede Woche einen Artikel schreiben im engsten Einklang mit dem Auswärtigen Amt und den Richtlinien der Pressekonferenz.»<sup>54</sup> La Wilhelmstrasse ne partage pas le même point de vue sur le choix d'Arnold Belrichard, trop marqué politiquement pour ne pas éveiller le soupçon<sup>55</sup>. Avant de

---

<sup>52</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): lettre d'O. Köcher à J.-M. Musy, 10.11.1941.

<sup>53</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): rapport «urgent» d'O. Köcher à l'AA, 11.11.1941.

<sup>54</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport d'O. Köcher à l'AA, 10.3.1942. Köcher poursuit: «Ein Honorar kann seitens der Zeitschrift zunächst noch nicht bezahlt werden; es darf vielmehr darum gebeten werden, dass Belrichard, falls die Presseabteilung des Auswärtigen Amtes mit dieser Wahl einverstanden ist, zunächst vom Amte aus eine angemessene Vergütung erfährt. Die betreffenden Artikel möchten an die Presseabteilung der Deutschen Gesandtschaft gerichtet werden (über Kurier), von wo aus sie Herrn Musy direkt zugesandt werden. Die politische Redaktion der geplanten Zeitschrift soll in den Händen des Aussenpolitikers des "Courrier de Genève", Déléaval, liegen, dessen Artikel gegen den Bolschewismus sich unsererseits immer propagandistisch zu verwerten liessen.» (*Ibid.*).

<sup>55</sup> PA, DGB, 3511 (813): de l'AA à la DGB, 19.3.1942: «Auf den angeführten Bericht wird mitgeteilt, dass Herr Belrichard als Mitarbeiter der neuen Zeitschrift "La Jeune Suisse" hier

se rendre en Allemagne, Belrichard s'est fait connaître en Suisse par son travail journalistique au service de la cause frontiste<sup>56</sup>. La presse socialiste le taxe de «frontiste nazi»<sup>57</sup> et il est également tenu pour un frontiste fanatique par la police cantonale de Schaffhouse<sup>58</sup>. Malgré la réputation sulfureuse de Belrichard, instrument à Berlin de la propagande allemande<sup>59</sup>, *La Jeune Suisse* de Musy le compte au nombre de ses collaborateurs extérieurs les plus réguliers. Ardent défenseur de l'«Europe nouvelle» et chantre des réalisations nazies, il y signe très souvent la chronique «Hier Berlin».

Notons enfin que Köcher rapporte en mars 1942 l'intention de Musy, optimiste quant aux chances de son journal, de faire paraître *La Jeune Suisse* plus tard également en langue allemande, après s'être implantée en Suisse romande<sup>60</sup>.

#### 1.2.4. *Musy en France: à la recherche de débouchés pour La Jeune Suisse?*

Avant le voyage prévu à Berlin dans la seconde quinzaine de novembre 1941, Musy se rend tout d'abord en France. En octobre, l'ambassadeur français à Berne notait déjà à la suite d'une conversation avec l'ancien conseiller fédéral fribourgeois: «M. Musy, qui n'est pas allé en Allemagne depuis quatre mois, mais qui se propose d'y retourner prochainement après un bref séjour en France, est toujours avide de jouer un rôle auquel le préparent d'assez solides amitiés en Allemagne.»<sup>61</sup>

Le 7 novembre, le ministre de Suisse Walter Stucki signale que Musy a de nouveau séjourné plusieurs jours à Vichy. Il ajoute: «Er hat mir einen Besuch gemacht und seinen Aufenthalt damit begründet, er suche für einen Neffen seiner Frau, der sich nächstens mit einer Französin verheirate, ein Landgut, wenn möglich, im Departement de l'Allier. Tatsache ist aber, dass er um eine Audienz bei Admiral Darlan nachgesucht hat — die ihm nicht erteilt wurde — und dass er andere Mitglieder der Regierung, sowie verschiedene Chefs diplomatischer

---

nicht für geeignet gehalten wird. Belrichard ist kein guter Journalist und ist auch zu stark abgestempelt. Die schweizerische Linkspresse hat früher gegen ihn als ein ausgesprochenes Instrument der deutschen Propaganda polemisiert. Wenn die neue Zeitschrift nicht von Anfang an auch nach aussen als deutsches Propagandablatt in Erscheinung treten soll, so erscheint es notwendig, hierfür einen guten jungen schweizer Schriftleiter für die Vertretung in Berlin zu gewinnen.»

<sup>56</sup> B. GLAUS: *op. cit.*, pp. 176, 199, 305, 422 et 433.

<sup>57</sup> s.n.: «Wo steckt Herr Belrichard?», in *Arbeiter-Zeitung* (Schaffhausen), 13.11.1939.

<sup>58</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 82.

<sup>59</sup> Cela ressort également d'une note rédigée par Wrede (Leiter des Amtes Auslandspresse, Reichspressestelle der NSDAP) à la suite d'une rencontre qu'il vient d'avoir, par l'entremise de Franz Riedweg, avec Musy en décembre 1942 à Berlin. (PA, DGB, 3511 (813): lettre de F. O. Wrede à F. Riedweg, secret, 7.1.1943 (copie)).

<sup>60</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport d'O. Köcher à l'AA, 10.3.1942.

<sup>61</sup> AMAE (Nantes), ambassade de France à Berne, 1939-1942, vol. 621: télég. confidentiel de R. Renom de la Baume pour Vichy, 10.10.1941.

Missionen (Nunzius, spanischer Botschafter, bulgarischer Gesandter u.a.) besuchte. Angeblich hat es sich dabei nur um “Höflichkeitsvisiten” gehandelt. Diese sind immerhin etwas eigenartig. Es ist über den Besuch hier ziemlich viel gesprochen worden und in Kreisen deutscher Journalisten wurde die Äusserung getan, es könnte sich bei Herrn Musy um einen zukünftigen Vermittler “un futur médiateur” handeln.»<sup>62</sup>

Stucki met également en garde les autorités de Vichy contre l’action de Musy. En date du 6 novembre, le directeur politique des Affaires étrangères de Vichy écrit: «Le Ministre de Suisse est venu de nouveau attirer l’attention sur les intrigues de M. Musy, ancien Président de la Confédération helvétique qui, au cours de son dernier séjour à Vichy, aurait réussi à se faire recevoir par certaines personnalités politiques françaises. / M. Stucki a déclaré que M. Musy était un “personnage dangereux” dont l’activité pouvait être considérée comme suspecte. M. Stucki se considère comme d’autant plus obligé de surveiller ses agissements que dans certains milieux allemands de Vichy, on parle de M. Musy comme d’un “futur médiateur entre la France et l’Allemagne”. / M. Stucki serait reconnaissant de toutes indications qui pourraient lui être confidentiellement communiquées sur les démarches faites et sur les propos tenus par M. Musy lors de son dernier passage à Vichy.»<sup>63</sup>

De Vichy, Musy se rend à Paris, en zone occupée. Ayant indiqué le 10 novembre 1941 à Musy qu’il était autorisé à se rendre à Berlin, mais s’étant abstenu d’évoquer le refus de la Wilhelmstrasse quant à son voyage à Paris, la légation allemande à Berne est très surprise d’apprendre que l’ancien conseiller fédéral est tout de même allé à Paris au début du mois de novembre. Pour les diplomates allemands en poste à Berne, Musy a manifestement obtenu un visa par le biais d’un autre service allemand<sup>64</sup>.

Le voyage de Musy à Paris ne passe pas inaperçu. Il fait même un certain bruit dans la presse, vu l’annonce faite le 8 novembre par la *Pariser Zeitung*, feuille à la solde de l’Allemagne: «On signale la présence à Paris de M. Jean-Marie Musy, conseiller national [sic], ancien président de la Confédération helvétique. M. Musy est chargé, depuis quelques mois, des fonctions de négociateur officieux du gouvernement de Berne. Il vient d’avoir, à Vichy, d’importantes conversations. Il

---

<sup>62</sup> AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre W. Stucki à M. Pilet-Golaz, chef du DPF, 7.11.1941. La presse suisse signale également la présence de Musy à Vichy: «Bien que son voyage ait un caractère strictement privé, il s’est entretenu avec plusieurs personnalités du monde politique et diplomatique. Spécialiste des questions économiques et financières, M. Musy s’intéresse aujourd’hui plus que jamais à l’avenir de l’Europe et particulièrement à celui de la France, dont plusieurs de ses dirigeants actuels ont toujours été des amis personnels de l’ancien conseiller fédéral.» Voir sous: «M. Musy à Vichy», in *Gazette de Lausanne*, 6.11.1941.

<sup>63</sup> AMAE (Paris), Vichy-Europe, Guerre 1939-1945, série Z, vol. 762: note secrète du directeur politique (C. Rochat), Affaires étrangères à Vichy, 6.11.1941.

<sup>64</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): rapport de (Kordt/Köcher) à l’AA, 19.11.1941.



doit les poursuivre à Paris. L'objet de ces négociations est évidemment la question qui, à l'heure actuelle, préoccupe au plus haut point les Helvètes: leur ravitaillement.»<sup>65</sup> Rapide à jouer de ses anciens titres pour se présenter comme un personnage toujours important, Musy n'arrive manifestement pas à quitter le devant de la scène<sup>66</sup>. Incrédule quant à la prétendue mission de Musy en France, Walter Stucki, ministre de Suisse à Vichy, écrit aussitôt au Département politique à Berne pour dire que, selon lui, il s'agit d'une pure invention<sup>67</sup>. Peu après, Berne confirme que «Musy n'avait aucune mission, pas même officieuse»<sup>68</sup>. Le gouvernement apporte également un démenti public, pour mettre fin aux spéculations et aux polémiques apparues dans la presse suisse, en communiquant que Musy n'a jamais été chargé d'une quelconque mission, ni officielle ni officieuse, par l'un de ses services<sup>69</sup>. Pour quelle raison Musy se rend-il donc à Paris? Ne se présente-t-il pas, avec son passeport diplomatique et peut-être une

---

<sup>65</sup> «P. Z.»: «Un Suisse à Paris», in *Pariser Zeitung*, 8.11.1941; exemplaire in: AF, fs Stucki, vol. 47.

<sup>66</sup> L'article de la *Pariser Zeitung* semble en effet se baser sur les propres déclarations de Musy. On peut également y lire: «Interrogé, M. Musy s'est exprimé avec assez d'optimisme quant à l'avenir de la Suisse. Il est d'avis que "la plus vieille démocratie du monde", aujourd'hui dernier repaire en Europe des tenants, plus ou moins intéressés, de ce qu'on appelait le "libéralisme", commence tout de même à comprendre qu'il y a quelque chose de changé dans le monde. Certes, les "grands" financiers — que M. Musy connaît bien pour avoir été ministre des Finances de la Confédération helvétique — ont encore de très gros intérêts à Londres; et c'est ce qui explique l'attitude d'une grande partie de la presse suisse à leurs ordres. Mais les révolutions nationales n'ont jamais été faites par les banquiers...» («P. Z.»: «Un Suisse à Paris», in *Pariser Zeitung*, 8.11.1941).

<sup>67</sup> AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: télég. de la légation de Suisse à Vichy (W. Stucki) au DPF, 10.11.1941.

<sup>68</sup> AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: télég. du DPF à la légation de Suisse à Vichy (W. Stucki), 12.11.1941.

<sup>69</sup> Dans la presse, on peut également lire: «Renseignements pris à la meilleure source, nous sommes en mesure de dire que le Conseil fédéral n'a jamais confié pareille mission à M. Musy. Aucune des personnalités que nous avons pu atteindre n'a connaissance du but du voyage de M. Musy, qui voyage à titre strictement privé.» Voir sous: «Le voyage de M. Musy à Paris», in *Journal de Genève*, 11.11.1941. — Une note du service de police du Ministère public rapporte également: «On nous informe aujourd'hui de Fribourg que Mr. Musy aurait fait une conférence à Paris au cours des derniers jours de la semaine dernière. Cette conférence a s.d. été commentée par Radio-Paris, hier soir 10 novembre crt. L'exposé de Mr. Musy aurait tout spécialement eu pour objet de donner des explications sur le rapprochement franco-allemand et d'encourager ce rapprochement. Il termina son discours en déclarant que tous les pays d'Europe devraient actuellement se mettre sous l'égide de l'Allemagne.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: note du service de police du MPC, 11.11.1941). Radio-Paris est un instrument de propagande allemande. — Le 20 novembre 1941, lors de la séance de la commission des pouvoirs extraordinaires du Conseil national, le socialiste Hans Oprecht ne manque pas d'interpeller Pilet-Golaz sur le voyage de Musy en France et sur le fait que l'ancien conseiller fédéral bénéficie toujours d'un passeport diplomatique. Pilet-Golaz répète que Musy «n'a été chargé d'aucune mission officielle ou officieuse lors de son dernier séjour en France» et, pour ce qui est de son passeport diplomatique, «le Conseil fédéral n'hésiterait certainement pas à le lui retirer s'il faisait usage de ce document dans un but contraire à la neutralité de la Suisse». (DDS, vol. 14, p. 377; voir aussi pp. 374-375). En juillet 1943, au sein de la même commission du Conseil national, Hans Oprecht pose à nouveau une question sur le droit de Musy d'utiliser un passeport diplomatique. (DDS, vol. 14, n. 6 p. 1115).

autorisation allemande obtenue à Vichy, comme un émissaire du gouvernement helvétique pour aller de la zone libre à Paris où il veut en fait parler de son journal aux autorités occupantes? Cela est possible<sup>70</sup>.

Habile à brouiller les pistes à un moment où il cherche à transformer *La Jeune Suisse* pour en faire un journal à vocation européenne, avec la bénédiction de l'Allemagne, Musy semble effectivement agir dans ce sens. La diffusion, dès l'été 1942, de *La Jeune Suisse* en France occupée, après avoir obtenu le feu vert des autorités occupantes, omnipotentes en matière d'autorisation préalable, et avec l'appui d'une société de distribution également contrôlée par les Allemands, est manifestement précédée de discussions entre Musy et des responsables allemands en zone occupée. Lorsqu'il s'agit des relations avec les Allemands, Musy a d'ailleurs pris pour habitude d'aller à leur rencontre. Il en est de même avec la diffusion de *La Jeune Suisse* à l'étranger. Le 8 novembre, Schwendemann, attaché de presse à l'ambassade d'Allemagne à Paris, indique à Otto Abetz et au ministre Rudolf Schleier que Musy n'est pas venu seul dans la capitale française occupée. L'ancien conseiller fédéral s'y trouve en compagnie de Paul Eynard, correspondant du *Mois Suisse*, ancien collaborateur de *L'Action nationale* (organe de l'Union nationale) et membre de l'ex-MNS, un compagnon qui est recommandé par le Dr. Hans Reiche, conseiller de l'ambassade d'Allemagne<sup>71</sup>.

---

<sup>70</sup> Toujours très intéressé par les questions économiques, Musy en parle à Paris à titre privé. Ainsi, conformément à l'ordre reçu, comme il l'écrit à Otto Abetz, le Dr. Kuntze, de la Section commerciale à l'ambassade d'Allemagne à Paris, rencontre Musy le 10 novembre 1941. Selon le compte rendu de Kuntze, ce dernier et Musy parlent de la collaboration économique en Europe. Kuntze lui cite quelques exemples de la pensée économique allemande. À en croire Kuntze, Musy les note pour un discours qu'il compte faire à Lyon. (PA, Deutsche Botschaft in Paris, 1362: memorandum de Kuntze pour l'ambassadeur Abetz, 10.11.1941).

<sup>71</sup> Schwendemann: «Mit Einführung von Herrn Dr. Reiche besuchte mich der schweizerische Journalist Paul Eynard, der als Korrespondent der in Montreux erscheinenden Monatszeitschrift *Le Mois Suisse* sich bisher in Vichy aufhielt. Er erzählte mir, dass er mit dem bekannten früheren Bundesrat Musy hier in Paris sei. Musy beabsichtige, demnächst in Genf eine neue Wochenzeitschrift mit dem Titel *La Jeune Suisse* zu gründen, die für die Durchsetzung der neuen Ideen in Europa, wie sie von Deutschland vertreten werden, wirken wolle. Er, Paul Eynard, werde dann in der Redaktion der neuen Zeitschrift tätig sein.» (PA, Deutsche Botschaft in Paris, 1362: note du VLR (Vortragender Legationsrat) Schwendemann à l'ambassadeur O. Abetz et au ministre plénipotentiaire Schleier, adjoint d'Abetz à Paris, 8.11.1941). À la note de Schwendemann sont joints la carte de visite du journaliste Paul Eynard et un texte rédigé par ce dernier sur le «nationalisme en Suisse». Favorable au nouvel ordre européen et soutenant les idées du MNS, Eynard y affiche des sentiments hostiles aux francs-maçons, aux Juifs et au libéralisme économique. — En mars 1941, la police de sûreté genevoise indique que le Dr Reiche, tout d'abord en poste à Genève avant d'être envoyé à Vichy, assure la liaison entre Vichy et le consulat allemand à Genève. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: rapport de l'inspecteur Ritschard au chef de la police de sûreté du canton de Genève, 22.3.1941). Comme le rapporte Louis-Tobias Broder en novembre 1942, le Dr Reiche est, à ce que l'on dit, attaché de presse à Vichy chargé de la liaison avec l'attaché de presse allemand en Suisse pour ce qui concerne la presse suisse. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de L.-T. Broder par l'inspecteur Knecht (MPC), du 19.11.1942). Gaston Bersier, administrateur du *Courrier de Genève*, et Walter Michel connaissent bien Reiche, quelque temps rattaché au consulat

En rendant visite à l'ambassade d'Allemagne à Paris en novembre 1941, Musy sait très certainement que son projet de diffuser un journal comme *La Jeune Suisse* en zone occupée sera, selon toute vraisemblance, accueilli favorablement par les Allemands, notamment par Otto Abetz qui, dès son arrivée à Paris, favorise l'apparition en zone nord d'une presse apparemment variée mais de fait orientée exclusivement dans le sens voulu par l'occupant<sup>72</sup>. En outre, la distribution d'un journal suisse franchement favorable au nouvel ordre européen devrait faire contrepoids, notamment en zone sud, à l'influence d'une presse suisse qui, dans sa grande majorité, n'affiche pas le même enthousiasme pour l'«Europe nouvelle». Juste un peu avant la venue de Musy à Paris, la diplomatie allemande a d'ailleurs une fois de plus exercé des pressions sur Paul Marion, pourtant serviteur zélé de la collaboration à Vichy où il est en charge de l'Information, en lui faisant remarquer que, dans «ces derniers temps, la presse suisse publie de plus en plus souvent des articles dont la diffusion dans la Zone non occupée est indésirable du point de vue allemand»<sup>73</sup>.

En France également, Musy s'affiche comme un tenant résolu de la collaboration<sup>74</sup>. En ce mois de novembre 1941, Walter Stucki rapporte même

---

général d'Allemagne à Genève et ami de von Bibra. (Au sujet des liens de Reiche avec Bersier, voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de L.-T. Broder par l'inspecteur Knecht (MPC), du 19.11.1942; et de ceux avec Michel, voir AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: note de l'inspecteur Knecht, 19.8.1940, ainsi que les rapports du cpl. Burkhardt, chef de district de la police cantonale bernoise à Saanen, au commandant du corps de police du canton de Berne, 20.2.1941, 22.2.1941 et 25.2.1941; et D. BOURGEOIS: *Le Troisième Reich... op. cit.*, n. 76 p. 360 et n. 96 p. 361). À la police fédérale, Michel affirme avoir fait la connaissance du Dr Reiche par l'intermédiaire de l'écrivain suisse Jakob Schaffner, figure de proue de l'extrême droite en Suisse. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: procès-verbal de l'audition de W. Michel par le MPC, 10.6.1941).

<sup>72</sup> Sur l'emprise de l'occupant allemand sur la presse française, voir C. LEVY, H. MICHEL: «La presse autorisée de 1940 à 1944», in *Histoire générale de la presse française*, tome IV: *De 1940 à 1958*, s.l.d. de C. BELLANGER, J. GODECHOT, P. GUIRAL et F. TERROU, Paris, PUF, 1975, pp. 5-93.

<sup>73</sup> PA, Deutsche Botschaft in Paris, 1362: notice pour P. Marion, remise par l'ambassade d'Allemagne à Paris, 30.9.1941. Ce fonds d'archives contient d'autres documents d'où il ressort que les Allemands sont particulièrement mécontents du travail effectué par le censeur français officiel à Annemasse qui, à leurs yeux, se montre laxiste à l'égard de la presse suisse qui entre dans la zone non occupée. Paul Marion agit alors de sorte à satisfaire les Allemands. De Berlin, les pressions sur la censure de Vichy, exercées via les représentations diplomatiques, viennent notamment de Paul Karl Schmidt, chef de la Section Presse du Ministère des Affaires étrangères.

<sup>74</sup> Un rapport d'écoute radiophonique du 10 novembre 1941 nous apprend que Musy vient de s'exprimer en des termes très favorables à la collaboration et au rôle de l'Allemagne: «Herr Musy, ehemaliger schweizerischer Bundesrat, hat der Agentur Interfrance eine Erklärung über die Reorganisation Europas unter deutscher Führung abgegeben und darin vorerst festgestellt, dass es sich im gegenwärtigen Konflikt um die Lösung einer Reihe von europäischen Problemen handelt, die aus der wirtschaftlichen und moralischen Krise erwachsen sind. Herr Musy hob dann die Überlegenheit der deutschen Armeen hervor, die immer ausgesprochener wird. Die Deutschen werden sich eingedenk ihrer Verantwortung als geniale Organisatoren des europäischen Friedens erweisen.» (AF, E 2001 (D) 3, Bd 38). En Allemagne, la presse nazie rend également compte de la profession de foi en faveur de

quelques bruits plutôt inquiétants: «Ich füge bei, dass man, wie ich soeben höre, auch in Paris viel von Herrn Musy spricht und dass er in gewissen, allerdings unverantwortlichen französischen Kreisen, als der zukünftige Gauleiter der Schweiz bezeichnet worden ist.»<sup>75</sup> Quelques jours plus tard, le consul de Suisse à Lyon fait également comprendre à Stucki que Musy plaide en France la cause de la collaboration franco-allemande à un point tel que ses propos surprennent même certains notables au service de la France de Vichy: «J'ai l'honneur de vous informer très confidentiellement que Monsieur Villiers, Maire de Lyon, [...] m'a confié qu'il avait reçu dernièrement la visite de M. Musy. Sans me dire exactement le but de cette visite, il m'a pourtant laissé entendre qu'il avait été fort étonné par les idées exposées par l'ancien Président de la Confédération. Il m'a posé diverses questions sur la personnalité de M. Musy et son importance politique. Le soir, à la réception organisée par l'Union Helvétique, j'ai rencontré le Chef de Cabinet du Maire, qui a repris le même sujet de conversation et m'a confié que M. Musy avait étonné par l'insistance avec laquelle il plaidait la collaboration franco-allemande. Il paraît que lors de sa visite récente à Paris il était allé encore beaucoup plus loin, y avait par exemple manifesté dans ses visites aux personnalités françaises son étonnement que les officiers allemands ne soient pas reçus dans les familles françaises. / Ni Monsieur le Maire de Lyon, ni son Chef de Cabinet, ne partageant les idées de M. Musy, le moins que l'on puisse dire est que la démarche de M. Musy à Lyon n'a pas atteint son but.»<sup>76</sup>

Revenu de ce qui pourrait bien avoir été une tournée prospective avant le lancement de *La Jeune Suisse* nouvelle formule et sa diffusion en France, Musy tient, le 19 janvier 1942 à Lausanne, une conférence sur le thème de la Suisse dans l'Europe nouvelle. Il y développe les mêmes idées que dans ces conférences données en Suisse romande entre octobre 1940 et février 1941. Au moment où le continent est à l'heure allemande, il se lance une fois de plus dans une défense ardente de l'Europe. L'accueil du public est mitigé, comme le rapporte Wagner pour le compte du consulat d'Allemagne à Lausanne; Wagner est par contre lui plutôt satisfait de la prestation: «Das Publikum war offenbar von seiner Werbung

---

l'Europe nouvelle dont Musy a fait part à l'agence Interfrance. Voir l'article du Dr. B. (Vichy, 9.11.1941): «Muesi [sic] bekennt sich zum neuen Europa», in *Stuttgarter NS-Kurier* (Gauorgan der NSDAP), 10.11.1941. (Un exemplaire de ce journal se trouve dans le fonds d'August R. Lindt déposé à l'AfZ à Zurich).

<sup>75</sup> AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre W. Stucki à M. Pilet-Golaz, chef du DPF, 14.11.1941.

<sup>76</sup> AF, fs Stucki, vol. 47: lettre de G. Meyer, consul de Suisse à Lyon, à W. Stucki, ministre de Suisse à Vichy, 17.11.1941. — Au début du mois de janvier 1942, Musy demande à Köcher de transmettre à Abetz, ambassadeur d'Allemagne à Paris, une requête soutenue par le maire de Lyon, S. Villiers (ce dernier tente d'intervenir en faveur d'un Français récemment arrêté, semble-t-il, à Paris). (PA, DGB, 2790 (782/4): lettres de Musy à Köcher, 1.1.1942; de Köcher à l'AA, 5.1.1942; de Köcher à Musy, 5.1.1942). Est-ce que le maire de Lyon, renseigné sur les idées de Musy et ses bonnes relations avec les autorités d'occupation à Paris, s'est adressé à lui dans l'espoir de voir aboutir sa démarche?

für eine Zusammenarbeit der Schweiz im europäischen Rahmen nicht begeistert und liess die wirkungsvollsten Stellen seines Appells für ein Europa, das aus wirtschaftlichen und politischen Gründen unbedingt notwendig sei, mit eisigem Schweigen passieren, während einige kleine kompakte Gruppen im Parterre einige Sätze Musys, die, ohne Deutschland zu erwähnen, unsere Weltanschauung ablehnten, lebhaft beklatschten. [...] Vom deutschen Standpunkt aus war an den Ausführungen Musys, abgesehen von einigen Sätzen, die wie Konzessionen an das deutschfeindliche Publikum klangen, nichts auszusetzen. Es wäre vielleicht zu wünschen, dass sich Musy zu ähnlichen Vorträgen auch in kleinen Orten bereit erklärte.»<sup>77</sup>

Les dirigeants de *La Jeune Suisse*, dès l'origine prévue comme un hebdomadaire à vocation européenne, en rupture nette avec l'ancienne formule des jeunes-conservateurs, n'envisagent pas seulement de la diffuser en France et en Italie. Ils prévoient également de la distribuer dans d'autres pays occupés par l'Allemagne. Peu avant la sortie de *La Jeune Suisse* rénovée, ils écrivent à la légation d'Allemagne à Berne: «Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faciliter l'entrée de *La Jeune Suisse* en Belgique et en Hollande.»<sup>78</sup> Avec *La Jeune Suisse* de Musy, les Allemands trouvent un allié zélé, toujours prêt à prendre l'initiative de la collaboration. Une tendance à l'image de Musy, porté à la collaboration active, alors qu'il est ressortissant d'un pays neutre et n'a aucune charge officielle.

## 2. Des idées et des hommes au service de l'Europe nouvelle

### 2.1. Du vichysme à la sauce helvétique

*La Jeune Suisse* est tout d'abord un journal qui prend fait et cause pour le nouvel ordre européen<sup>79</sup>. Selon elle, la Suisse, dont la rénovation intérieure est jugée plus que jamais nécessaire, doit s'adapter et même participer activement à cette nouvelle donne sur le continent, tout en maintenant — on se demande comment — son indépendance et sa neutralité. Dans *La Jeune Suisse*, la domination de l'Allemagne n'est jamais remise en question; les pays de l'Axe y

---

<sup>77</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): note de Wagner pour le consulat d'Allemagne à Lausanne, 21.1.1942. Voir aussi PA, DGB, 2790 (782/4): de Bihler (consulat d'Allemagne à Lausanne) à la DGB, 21.1.1942; de Köcher à l'AA, 31.1.1942.

<sup>78</sup> PA, DGB, 3511 (813): lettre de *La Jeune Suisse* (L. Puthod) à H. Blankenhorn (DGB), 9.4.1942.

<sup>79</sup> Sous ce point, nous résumons la ligne générale de *La Jeune Suisse* des années 1942-1943, soit au moment où Musy en est le moteur principal.

sont salués comme autant d’alliés défendant de justes principes. Leur politique et leurs hauts faits militaires y sont toujours présentés sous un jour favorable. Clé de voûte de la nouvelle organisation de l’Europe, la collaboration franco-allemande y tient une place importante. Bien plus, certaines correspondances en provenance de Berlin et du Paris allemand ont des intonations nettement collaborationnistes. À lire *La Jeune Suisse*, le lecteur ne peut s’empêcher de penser que les Allemands ont, en définitive, envahi la France pour son bien, comme ils ont fait œuvre bienfaisante en faisant passer l’Europe sous leurs jugs.

Autant la collaboration à l’Europe allemande est approuvée dans *La Jeune Suisse*, autant la Grande-Bretagne et les États-Unis, présentés comme des puissances ennemies, y sont attaqués. Le gaullisme, accusé de semer la division en France, n’y est pas beaucoup mieux traité. Au palmarès des adversaires, c’est toutefois l’URSS qui occupe la première place. Bien entendu, le communisme et le socialisme, toujours tenu pour une sorte de préface au communisme, sont l’objet de violentes critiques. En outre, plusieurs pointes sont lancées contre la franc-maçonnerie et quelques articles transpirent à grosses gouttes le racisme et l’antisémitisme, quand bien même le journal n’en fait pas son fonds de commerce principal. Du point de vue économique et social, *La Jeune Suisse* juge que le libéralisme économique a mené à la catastrophe. Aussi elle soutient des projets d’inspiration corporatiste. En outre, de nombreux articles portent aux nues le paysan, la terre, le soldat, la famille et le travail. Dans ce panorama des valeurs traditionnelles, la défense de la religion chrétienne, vue comme un des piliers fondateurs de la civilisation européenne, revient également souvent comme argument dans les analyses politiques de *La Jeune Suisse*.

Malgré d’évidentes duretés et une nette propension à dénoncer sans cesse, soit un complot, soit une décadence, *La Jeune Suisse* n’est pas un organe fasciste et encore moins nazi. Par rapport à ces tendances, elle ne verse ainsi que rarement dans un extrémisme qui lui aurait certes attiré de plus graves ennuis et plus tôt les foudres des autorités de censure helvétiques<sup>80</sup>. Loin d’être la tribune d’un parti traditionnel, elle reste avant tout un organe représentatif d’une certaine droite romande brouillée avec le «système», tentée par les régimes forts, prête aux accommodements avec l’extrême-droite et pour qui la Révolution nationale menée par Pétain en France voisine constitue une source d’inspiration et d’espoir. *La Jeune Suisse* est à l’image de ses principaux rédacteurs et tout d’abord à celle

---

<sup>80</sup> Sur la censure et la politique de presse suisse, voir G. KREIS: *Zensur und Selbstzensur. Die schweizerische Pressepolitik im Zweiten Weltkrieg*, Frauenfeld/Stuttgart, Huber, 1973, 471 p. Voir aussi E.-O. MAETZKE: «Grundzüge der schweizerischen Pressekontrolle im Zweiten Weltkrieg», in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 3, 1955, pp. 177-183; C. GRAF: «Innen- und aussenpolitische Aspekte schweizerischer Zensur während des Zweiten Weltkrieges», in U. ALTERMATT, J. GARAMVÖLGYI (Hg.): *op. cit.*, pp. 553-569.

de Musy: un organe de la droite nationale-conservatrice, rénovatrice et collaboratrice dans un sens «vichyste», pour prendre un terme évocateur qu'il est certes difficile d'utiliser pour parler d'un journal suisse mais qui correspond bien à l'esprit général de *La Jeune Suisse*.

## 2.2. Un réseau de collaborations

Sous l'égide de Musy, *La Jeune Suisse* change d'âme. Hormis le format et quelques autres aspects typographiques, elle devient un journal qui, par son contenu surtout, ne ressemble guère à sa version de départ. La formule de Musy, lancée en avril 1942, se distingue par une défense ardente de la collaboration à l'Europe nouvelle, alors que le journal créé en 1935 plaidait uniquement la cause d'une Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative. Ce changement de ligne rédactionnel est voulu par Musy. C'est notamment à son initiative que l'équipe des collaborateurs est pratiquement renouvelée de fond en comble<sup>81</sup>. Déjà présentés par Jérôme Crausaz, les hommes du nouveau journal méritent toutefois d'être rapidement mentionnés<sup>82</sup>. Sans prétendre exposer leurs idées de manière exhaustive, nous en évoquerons quelques-unes au passage, révélatrices du contenu de *La Jeune Suisse*, un journal dont il n'est certes pas aisé de résumer la typologie en quelques lignes<sup>83</sup>.

### 2.2.1. Les pivots du journal

Au cœur du journal, il y a tout d'abord Musy qui joue le rôle de «l'homme orchestre»<sup>84</sup>. Il cumule de fait plusieurs casquettes. Il s'occupe des aspects

---

<sup>81</sup> En février 1943, Déléaval rappelle que Blanc-Gatti, Fabre, Gentizon, Le Fur, Belrichard, Grêt (s'agit-il d'Emile Grêt, ami de Gaston Thévoz et président du Cercle d'Études fribourgeoises qui permet aux membres fribourgeois du MNS de se rencontrer après l'interdiction de ce mouvement?), Denis de Meyer (fils de Léo de Meyer, beau-frère de Musy), Lambilliotte, Schneider et Martel «ont été engagés par M. Musy ou sur ses ordres». (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre d'E. Déléaval à J.-M. Musy et J. Chappuis, 26.2.1943). Musy sollicite également son vieil ami Pierre de Zurich. En juillet 1942, l'historien autodidacte lui écrit: «Je lis toujours avec grand intérêt *La Jeune Suisse*, que je trouve fort intéressante et je te félicite de sa tenue. / Tu m'as fait l'honneur de me demander un article ou l'autre et j'espère arriver, un jour ou l'autre, à te donner satisfaction. Mes travaux sont, malheureusement, toujours fort longs et minutieux et sont le contraire de ce qu'il faut pour un journal.» Et Pierre de Zurich de proposer de faire étudier par un des collaborateurs de *La Jeune Suisse* la question des Juifs en Suisse. Reprenant tout d'abord des arguments propres à un antijudaïsme chrétien ancestral, Pierre de Zurich s'en prend dans la suite de sa lettre surtout à l'émancipation des Juifs et à leur assimilation. Quelques semaines plus tard, dans son numéro du 16.10.1942, *La Jeune Suisse* publie un article anonyme intitulé «Le problème juif en Suisse» qui correspond largement à la présentation historique de l'émancipation des Juifs en Suisse faite par Pierre de Zurich dans la lettre qu'il a adressée à Musy.

<sup>82</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 76-83.

<sup>83</sup> Pour une présentation plus détaillée du contenu de *La Jeune Suisse*, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 90-112.

<sup>84</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 76.

matériels les plus importants du journal, notamment de son financement et, caractéristique essentielle de *La Jeune Suisse*, de sa diffusion à l'étranger. Véritable rédacteur en chef, quand bien même Jean Chappuis est présenté comme le rédacteur responsable, Musy donne le ton dans de longs articles, publiés en première page, qui ont la valeur d'éditoriaux. Nous y reviendrons.

Recruté par Musy, Paul Gentizon est chargé de la rubrique internationale au sein de la rédaction de *La Jeune Suisse*<sup>85</sup>. Ancien correspondant à Rome de la *Gazette de Lausanne*, Gentizon affiche, dès le début de la guerre, des sympathies toujours plus marquées pour les pays de l'Axe. Admirateur de l'Italie fasciste et de Mussolini, dont il se fait encore l'apologiste dans des ouvrages publiés après la chute du Duce<sup>86</sup>, Gentizon se présente également comme un ami intime de Pierre Laval<sup>87</sup>. Publiant dans *Le Mois Suisse* de son ami Philippe Amiguet, revue au service des puissances de l'Axe, il voit certains de ses écrits être diffusés par les services de propagande de l'ambassade d'Allemagne à Paris<sup>88</sup>. Dans *La Jeune Suisse*, Gentizon se fait le plus ardent défenseur de l'Europe nouvelle. Partisan de la collaboration telle que la pratique Vichy, il attaque violemment les gaullistes, non sans s'en prendre également aux marxistes, aux francs-maçons et aux Juifs<sup>89</sup>.

---

<sup>85</sup> Données bio. sur Paul Gentizon (1885-1955): AfZ, fs Gentizon. Voir également G. KREIS: *Zensur und Selbstzensur. Die schweizerische Pressepolitik im Zweiten Weltkrieg*, Frauenfeld/Stuttgart, Huber, 1973, n. 101-102 pp. 403-404; J. CRAUSAZ: *op. cit.*, entre autres p. 79.

<sup>86</sup> P. GENTIZON: *Défense de l'Italie*, Lausanne, Éditions de l'Aiglon, 1949, 489 p.; P. GENTIZON: *Souvenirs sur Mussolini*. Presentazione di Junio Valerio Borghese (Pref. di P. Liberato Rosson e G. A. Amaudruz), Palermo, Lo Monaco, 1958, 455 p.

<sup>87</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 79. Voir également P. GENTIZON: «Pierre Laval et la collaboration européenne», in *La Jeune Suisse*, 1.5.1942, où l'auteur parle de ses rencontres avec Pierre Laval. Gentizon le tient pour un «grand Européen». (*Ibid.*)

<sup>88</sup> AN, AJ40 1591, 177: P. GENTIZON: *Les États-Unis et l'Europe*, s.l., Les Éditions du Mois Suisse, (1941), 40 p. (tirage à part d'un article paru dans *Le Mois Suisse*, juillet 1941); AN, AJ40 1591, 178: P. GENTIZON: *Europe, réveille-toi! L'Amérique attaque l'Afrique ton espace vital, ton avenir...*, Sceaux, Impr. Charaire, (1943), 14 p. — Pour d'autres écrits de la même veine, voir P. GENTIZON: *L'Allemagne en guerre et l'Europe de demain...*, s.l., Les Éditions du Mois Suisse, (1941), 63 p. (tirage à part d'articles parus dans *Le Mois Suisse*, mars et avril 1941); P. GENTIZON: *Voyage aux pays occupés de l'est*, s.l., Les Éditions du Mois Suisse, (1943), 89 p. — Sur *Le Mois Suisse*, voir J.-B. GUYOT: *Une action pour «l'Ordre nouveau» en Suisse romande. Le Mois suisse (1939-1945)*, mém. lic. Univ. de Lausanne, 1997, 71 p.; J.-M. GAY-BALMAZ: *Le Mois Suisse*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1978, 131 p.

<sup>89</sup> P. GENTIZON: «Les deux France», in *La Jeune Suisse*, 4.12.1942: «Le fait est que l'avenir de notre continent dépend en grande partie des rapports entre l'Allemagne et la France. Sur le plan intérieur, le président Laval a été l'un des meilleurs artisans de la rénovation nationale. Au régime de faiblesse libérale il a opposé un régime de force autoritaire. Il s'est élevé contre le système de la démocratie parlementaire tel qu'il existait en France jusqu'en 1940. Il a travaillé pour répandre un nationalisme dynamique, apte à redresser le destin de la France. Et surtout, il a combattu le communisme comme le péril le plus grave qui pèse sur l'Europe. Il a écarté les Juifs de la politique et de la finance comme élément de désagrégation. Il a dissout les sociétés secrètes. Il a remplacé le fallacieux trinôme républicain: Égalité, fraternité, justice, par celui plus sympathique et plus naturel: Travail, famille, patrie. Son but a été en somme d'effacer les mauvaises traces d'un passé révolu et d'éveiller dans le pays un état d'esprit de mobilisation générale d'ordre moral.» Puis,



Anticommuniste farouche, il estime lui aussi que la «Russie est restée profondément asiatique», que «son âme, sa pensée, sa morale sont demeurées infiniment plus voisines de la Chine que de l'Europe»<sup>90</sup>. Très hostile aux États-Unis, à l'instar des autres rédacteurs de *La Jeune Suisse*, il tient pour une «agression»<sup>91</sup> l'intervention de troupes américaines en Afrique (du Nord), continent présenté comme une terre appartenant aux seuls Européens. Quelque temps plus tard, alors que l'éventualité d'un débarquement américain en Europe se précise, Gentizon tire la sonnette d'alarme: «Ainsi, pour la première fois depuis l'aube des temps, l'Europe est menacée non seulement par un péril asiatique, mais par un péril américain.»<sup>92</sup> Son orientation idéologique paraissant toujours plus problématique à Jean Chappuis, inquiet de l'éventuelle interdiction pure et simple de *La Jeune Suisse* en Suisse, Gentizon est finalement écarté de la rédaction en avril 1943, non sans que Musy et Eugène Fabre désapprouvent cette mesure<sup>93</sup>. Après la guerre, Gentizon assumera la direction du *Courrier du Continent*, revue d'extrême droite où s'exprimeront des nostalgiques de l'Europe de Hitler et Mussolini<sup>94</sup>.

Proche de l'ancien conseiller fédéral depuis plusieurs années, Eugène Fabre représente un autre fer de lance de *La Jeune Suisse*. Tout d'abord correspondant à Vichy de *La Suisse*, il devient un des rédacteurs les plus importants du journal repris par Musy. S'occupant principalement de politique suisse dans *La Jeune Suisse*, il intervient pour défendre, dans la même ligne idéologique que Musy et Gentizon, un zeste de maurrassisme en plus, la rénovation intérieure de la Suisse et son alignement sur l'Europe nouvelle. En juin 1943, le maréchal octogénaire lui paraît toujours «le plus sûr repère d'une France qui voudrait renaître»<sup>95</sup>. Fin juillet 1943, quelques jours après la chute de Mussolini, il continue à voir dans le dictateur déchu un grand homme politique dont la lutte contre le communisme n'a

---

opposant la France de Vichy tournée, dit-il, vers l'avenir à la France gaulliste accrochée, selon lui, au passé, Gentizon affirme à propos des gaullistes: «Ils n'ont rompu avec aucune des aberrations intérieures qui ont conduit la France à la défaite et à l'occupation. Après avoir rallié autour du mouvement tous les débris du Front populaire, ils n'ont pas cherché un instant, comme Vichy, à brandir un nouvel idéal de valeurs spirituelles. [...] En fin de compte, ils demeurent prêts à rapporter en France tous les poisons dont, grâce à l'œuvre de rénovation nationale inaugurée par Vichy, elle était en train de se désintoxiquer. S'ils l'emportent, nous verrons, grâce à eux, la France retomber sous la coupe des puissances d'argent et des sociétés secrètes, adopter les opinions d'un consortium mi-capitaliste, mi-bolchevik, devenir vassale de l'Angleterre, réintégrer au pouvoir les Reynaud, Mandel, Blum et Zay et s'enliser finalement jusqu'à la liquéfaction.»

<sup>90</sup> P. GENTIZON: «Le destin de la Russie», in *La Jeune Suisse*, 14.8.1942.

<sup>91</sup> P. GENTIZON: «La guerre des continents», in *La Jeune Suisse*, 27.11.1942.

<sup>92</sup> P. GENTIZON: «L'invasion de l'Europe», in *La Jeune Suisse*, 26.2.1943.

<sup>93</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 136-137.

<sup>94</sup> Voir C. HAUSER: *Aux origines intellectuelles... op. cit.*, pp. 246 et 439.

<sup>95</sup> E. FABRE: «Trois ans après l'armistice. Le Maréchal n'a pas changé», in *La Jeune Suisse*, 25.6.1943.

pas été le moindre des mérites<sup>96</sup>. Et, en décembre 1943, il fustige la droite bourgeoise qui se montre prête à élire un «rouge» au gouvernement fédéral<sup>97</sup>, Ernst Nobs qui, peu après, deviendra effectivement le premier conseiller fédéral socialiste. Alors que Musy tente de se dégager progressivement de *La Jeune Suisse* après l'interdiction d'exportation du 29 mars 1943, Eugène Fabre persiste à aller contre le cours des événements. Moins avisé que l'ancien conseiller fédéral, il se risque même à reprendre le flambeau de *La Jeune Suisse* à la fin de 1943, sans pouvoir empêcher sa disparition au début de 1944.

Sous la signature de «Pierre Du Terroir», Emile Déléaval tient la rubrique fédérale où il ne cesse de plaider pour une Suisse chrétienne, fédéraliste et corporative, présentée comme l'antithèse du projet socialiste fustigé<sup>98</sup>. À l'occasion, il encense également Musy lui-même, loué pour avoir été l'un des précurseurs de l'idée de collaboration européenne, bien avant que ce thème devienne à la mode après la débâcle française de l'été 1940<sup>99</sup>. Dans le *Courrier de Genève*, Déléaval se fait aussi le champion de l'adaptation au nouvel ordre européen. Ayant pris connaissance de la collaboration de Déléaval, très proche de l'ex-MNS, au journal de Musy, Köcher se montre satisfait car, dit-il, ses articles contre le bolchevisme, publiés dans le *Courrier de Genève*, ont toujours fait le jeu de la propagande allemande<sup>100</sup>. À *La Jeune Suisse*, Déléaval endosse également le rôle du secrétaire de rédaction. Installé à Genève où est éditée *La Jeune Suisse*, alors que Musy habite dans le canton de Fribourg et Chappuis dans le Jura, Déléaval fonctionne régulièrement comme homme de liaison entre

---

<sup>96</sup> E. FABRE: «Les vingt ans de “règne” du Duce», in *La Jeune Suisse*, 30.7.1943.

<sup>97</sup> E. FABRE: «Les socialistes jouent “gagnant” à tout coup», in *La Jeune Suisse*, 4.12.1943; «Pourquoi semble néfaste l'accès des socialistes au Conseil fédéral», in *La Jeune Suisse*, 11.12.1943.

<sup>98</sup> À l'automne 1943, alors que de nombreux partisans de la rénovation ont déjà abandonné les chimères qui les avaient séduits en 1933-1935 et en 1940-1941, Déléaval persiste et signe: «La Suisse de demain, que nous voulons, sera chrétienne, fédéraliste et corporative. La “Suisse nouvelle” [programme socialiste], que les camarades nous proposent, serait matérialiste, centralisatrice et étatiste.» (P. DU TERROIR [E. DELEAVAL]: «Deux politiques opposées», in *La Jeune Suisse*, 30.10.1943).

<sup>99</sup> P. DU TERROIR [E. DELEAVAL]: «Une idée étrangère?», in *La Jeune Suisse*, 24.4.1942: «Du reste, si l'on avait un peu de mémoire, on se rappellerait que des personnalités de notre pays n'ont attendu ni la guerre, ni les succès de la Wehrmacht pour montrer à l'Europe, le chemin de son salut. Dans son discours prononcé au soir du 1<sup>er</sup> août 1934, au Tir fédéral de Fribourg, M. Musy avait déjà développé la thèse que ce journal a faite sienne: “Pour sortir de ce chaos, où nous ont précipités l'anarchie de la production, l'utopie de la consommation illimitée et l'incompétence des politiciens, disait l'ancien Conseiller fédéral, il faudra, sur le plan international, une réforme profonde. Une solution rationnelle et durable ne sera trouvée que dans un ordre économique nouveau.” [...] Nous pourrions faire allusion, encore, aux multiples conférences données à l'étranger. Dans des pays démocratiques comme dans des États totalitaires, il [Musy] s'est appliqué à convaincre ses auditoires de la nécessité de la collaboration européenne. [...] On ne peut pas reprocher à M. Musy d'avoir manqué de clairvoyance. On ne peut pas lui reprocher, non plus, d'avoir découvert l'idée de la collaboration, dans les fourgons de l'armée allemande.»

<sup>100</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport d'O. Köcher à l'AA, 10.3.1942.

les dirigeants de *La Jeune Suisse* et les Allemands en poste à Genève. Comme le rapporte Krauel, il entretient même d'«étroites relations» avec le consulat d'Allemagne du bout du lac<sup>101</sup>. Il a également des contacts suivis avec la censure française à Annemasse.

Enfin, parmi les hommes qui comptent dans la vie de *La Jeune Suisse* nouvelle formule, Jean Chappuis tient une place importante en tant que propriétaire du journal. Avec Musy, il assure une grande partie de son financement. Par contre, beaucoup moins impliqué en tant que rédacteur, il n'écrit que très rarement, beaucoup moins que ce qu'il avait eu l'habitude de faire lorsque *La Jeune Suisse* était l'organe des jeunes-conservateurs.

À cette poignée d'hommes qui donnent au journal sa direction s'ajoute une multitude de collaborateurs, parfois identifiables, mais souvent anonymes, cachés derrière des initiales ou sous des pseudonymes. Le goût du secret cultivé par les hommes de *La Jeune Suisse* frappe par ailleurs la police fédérale: «Ce qu'il y a de curieux dans ce journal, c'est que tout le monde se cache.»<sup>102</sup> Si tous ne dévoilent pas leur identité, ils affichent par contre la même volonté de défendre l'Europe nouvelle<sup>103</sup>. Dans cette perspective, les collaborateurs installés à Berlin, Rome et Vichy jouent un rôle important.

### 2.2.2. *Les correspondances extérieures*

En complète collaboration avec les représentants du régime hitlérien, qu'ils soient à Berlin, en Suisse ou en France occupée ou non, *La Jeune Suisse* fait clairement le jeu de la propagande allemande par les correspondances qu'elle sollicite des puissants du jour. Correspondant berlinois au service de la propagande allemande, Arnold Belrichard tresse ainsi dans *La Jeune Suisse*, semaine après semaine à la rubrique «Hier Berlin», des lauriers à la gloire du Reich, une fois pour rendre hommage aux «grandes œuvres sociales»<sup>104</sup> du nazisme, une fois pour assurer que la victoire finale ne peut échapper à l'Allemagne. En été 1943, alors que l'armée allemande recule un peu partout, Belrichard affirme que le «potentiel de guerre allemand, accru par la mobilisation totale et le travail des pays occupés, a donc, selon toute vraisemblance, augmenté et non pas diminué. Somme toute, le Reich est demeuré une puissance militaire formidable»<sup>105</sup>. Puis, lorsque les bombardements alliés sur l'Allemagne

---

<sup>101</sup> PA, DGB, 3511 (813): lettre de W. Krauel, consulat d'Allemagne à Genève, à von Bibra (DGB), 30.1.1943.

<sup>102</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 16.12.1942.

<sup>103</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 81.

<sup>104</sup> A. BELRICHARD: «Les grandes œuvres sociales», in *La Jeune Suisse*, 26.2.1943.

<sup>105</sup> A. B. [A. BELRICHARD]: «Vers la fin de la guerre?», in *La Jeune Suisse*, 25.6.1943.

s'intensifient, il tient à louer le moral d'acier et le courage du peuple allemand malgré la «terreur» exercée par l'«ennemi» «impitoyable, sans égard pour personne et pour nulle chose»<sup>106</sup>.

L'entente n'est pas seulement idéologique, mais comporte également des aspects pratiques. À la veille du lancement de *La Jeune Suisse* nouvelle formule, Köcher propose ainsi à la Wilhelmstrasse que les articles de Belrichard soient tout d'abord adressés à la Section Presse de la légation d'Allemagne à Berne qui se chargerait de les envoyer directement à Musy<sup>107</sup>. Écrivant depuis Paris, le professeur Louis Le Fur fait parvenir ses articles à la rédaction de *La Jeune Suisse* par l'entremise de l'ambassade allemande à Paris et du Ministère allemand des Affaires étrangères, via la légation d'Allemagne à Berne<sup>108</sup>. Il est fort probable que d'autres correspondances étrangères, notamment en provenance du Paris allemand et de Berlin, parviennent à *La Jeune Suisse* grâce aux services allemands<sup>109</sup>. La Wilhelmstrasse s'entremet également pour fournir à *La Jeune Suisse* de la documentation, par exemple mise à disposition par la Reichsstudentenföhrung au sujet de diverses questions intéressant le journal (Europe, communisme, national-socialisme)<sup>110</sup>.

Au nombre des journalistes installés en Allemagne, par ailleurs pas tous identifiables, il faut également citer le cas d'Ernst Lemmer, connu en tant que correspondant de divers journaux suisses dont la *NZZ*. Prévu au début de l'année 1943 pour devenir correspondant de *La Jeune Suisse*, Lemmer demande à ce que son nom ne soit pas divulgué<sup>111</sup>. Nous ne savons pas si ce journaliste, qui deviendra un membre influent de la CDU dans la République fédérale

---

<sup>106</sup> A. BELRICHARD: «Le peuple allemand et les bombardements», in *La Jeune Suisse*, 9.7.1943.

<sup>107</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport d'O. Köcher à l'AA, 10.3.1942.

<sup>108</sup> PA, DGB, 3511 (813): lettres de W. Platzer (AA) à la DGB, 6.1.1943, de G. Trump (DGB) à G. Backes (Telepress à Genève), 15.1.1943. Au sujet des articles fournis par Le Fur à *La Jeune Suisse*, via les services allemands, voir également *ibid.*: de W. Platzer (AA) à la DGB, 30.11.1942, 18.1.1943, 2.2.1943, 9.2.1943; d'O. Köcher à l'AA, 8.2.1943; ainsi que PA, DGB, 2790 (782/4): de W. Platzer à la DGB, 11.12.1942.

<sup>109</sup> C'est sans doute le cas des articles de Maurice Muret, correspondant à Paris, que l'ambassade d'Allemagne à Paris, le plus souvent grâce à Schwendemann, fait tout d'abord parvenir au Ministère des Affaires étrangères à Berlin ou à l'agence Europäische Korrespondenzen à Berlin. Les articles de Muret qui passent par les services allemands sont explicitement destinés à la *Gazette de Lausanne* ou à *La Jeune Suisse*; d'autres, beaucoup plus rares, au *Mois Suisse*. (Voir PA, Deutsche Botschaft in Paris, 1108b). La correspondance de Jean Thévenot, un autre collaborateur de *La Jeune Suisse* qui écrit sur la France, parvient également à Musy par le biais des services diplomatiques allemands. (PA, DGB, 2790 (782/4): de W. Platzer à la DGB, 22.9.1942).

<sup>110</sup> PA, DGB, 3511 (813): de l'AA à la DGB, 8.6.1942; de H. Blankenhorn (DGB) à *La Jeune Suisse*, 27.6.1942; de *La Jeune Suisse* (L. Puthod) à H. Blankenhorn, 4.7.1942; de Köcher à l'AA, 24.7.1942; de l'AA à la DGB, 19.11.1942.

<sup>111</sup> Voir ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre de J. Chappuis à E. Déléaval, 10.3.1943. Lemmer semble être envisagé pour suppléer aux insuffisances de Belrichard dont Jean Chappuis dit en mars 1943 qu'il «ne se montre pas à la hauteur de sa tâche». (*Ibid.*).

d'Allemagne et sera ministre de différents cabinets gouvernementaux dans les années 1950-1960, collabore effectivement à *La Jeune Suisse*<sup>112</sup>.

Les correspondances obtenues par *La Jeune Suisse* en Italie s'inscrivent dans la même ligne idéologique de défense de l'«Europe nouvelle». Une fois de plus, le journal ne fait que reproduire, sans doute avec quelques retouches pour le public suisse, des textes émanant de personnes à la botte de puissances étrangères. En fait, comme cela ressort du dossier tenu par les Italiens sur le compte de *La Jeune Suisse*, *La Nouvelle Suisse* et *Musy*, le journal de l'ancien conseiller fédéral recourt largement à la propagande italienne pour se fournir, via la légation d'Italie à Berne, en articles écrits par des journalistes italiens dévoués au régime mussolinien, tels Mario Appelius, correspondant du *Popolo d'Italia*, quotidien fondé par Mussolini et organe du parti fasciste<sup>113</sup>, ainsi que Giovanni Ansaldo, rédacteur en chef du *Telegrafo* (Livourne) et ancien socialiste devenu un fervent admirateur de Mussolini<sup>114</sup>. Dans ces circonstances, les représentants italiens en poste en Suisse ne peuvent qu'être satisfaits de leur collaboration avec *La Jeune Suisse*, d'autant plus que les autres journaux suisses ne sont pas aussi ouverts à la propagande de l'Axe<sup>115</sup>. Des archives italiennes, il appert également que les services de presse italiens se chargent aussi à l'occasion de traduire les articles

---

<sup>112</sup> Au lendemain de la guerre, Ernst Lemmer participera tout d'abord à la fondation de la CDU en zone soviétique, avant de passer à Berlin-Ouest avec la mise en place du régime communiste en Allemagne de l'Est. — Parmi les autres correspondants berlinois envisagés dont nous ne sommes pas parvenus à savoir s'ils ont effectivement collaboré à *La Jeune Suisse*, il se trouve notamment Jean Heer, correspondant du *Journal de Genève* et de *La Suisse*. La collaboration probable de Jean Heer est indiquée en mai 1941 par Charles Chamay, à l'occasion de son interrogatoire par l'inspecteur Knecht. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 5.5.1941). Jean Heer a écrit des mémoires. (J. HEER: *Mémoires. Un Européen quelconque*, tome 1, Vevey, Éditions de l'Aire, 1997, 274 p.).

<sup>113</sup> Données bio. sur Mario Appelius (1892-1946): *Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, Milano, La Pietra, 1968, vol. 1, p. 108; *Dizionario biografico degli Italiani*, Roma, Enciclopedia Italiana, 1961, vol. 3, pp. 613-614. Chantre de l'«Europe nouvelle» et du régime mussolinien, Mario Appelius a entre autres écrit: *La tragedia della Francia dalla superbia di ieri agli armistizi di oggi. (Cronache di guerra)*, Verona/Milano, A. Mondadori, 1941, 367 p.

<sup>114</sup> Données bio. sur Giovanni Ansaldo (né en 1895): *Antifascisti nel casellario politico centrale*, (Quaderno n. 1), Roma, Anppia, 1988, p. 230; *Enciclopedia dell'antifascismo e della Resistenza*, Milano, La Pietra, 1968, vol. 1, p. 82.

<sup>115</sup> Outre la légation à Berne et le consulat à Genève, le consulat d'Italie à Lausanne se montre très satisfait de l'action de propagande menée par l'entremise de *La Jeune Suisse*: «Particolarmente fruttuosa, è stata la collaborazione creata, in tal senso, tra questo Consolato e la redazione losannese del settimanale "La Jeune Suisse". [Sont cités ici des articles parus dans différents numéros de ce journal]. Tali articoli non sono le copie integrali di quelli forniti da codesto R° Ministero, in quanto, per esplicito desiderio della redazione della "Jeune Suisse", sono stati composti riunendo gli argomenti di più articoli in uno, con l'aggiunta di commenti, introduzioni, paralleli e conclusioni elaborati in collaborazione da questo R° Ufficio e dall'articlista. / Questo R° Ufficio ha fornito pure, alla suddetta redazione, alcune fotografie scelte fra quelle qui inviate dall'Istituto Nazionale LUCE.» (ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 242, «La Jeune Suisse»: lettre du consulat d'Italie à Lausanne (G. G. Chiavari) au Ministère de la Culture populaire, «riservato», 3.2.1943).

publiés dans *La Jeune Suisse*, des articles au demeurant parfois diffusés tout d'abord dans des journaux de la péninsule ou émanant directement desdits services<sup>116</sup>. Aussi, sans doute pour prévenir les critiques, la plupart des articles publiés dans *La Jeune Suisse* à la rubrique «Qui Roma» sont anonymes ou signés par des quidams aux abréviations énigmatiques.

Enfin, il faut relever que certains articles en provenance d'Allemagne et d'Italie parviennent dans les bureaux genevois de *La Jeune Suisse* par l'entremise de Telepress. Vu la ligne politique suivie par le journal de Musy, il est en outre fort probable que l'agence Telepress l'alimente elle-même en communiqués et autres dépêches. Tout d'abord contrôlée par le consulat d'Italie à Genève, cette agence de presse installée en cette ville dépend surtout, à l'époque où nous sommes, du consulat d'Allemagne à Genève. Gerhard Backes, journaliste actif à la tête de Telepress, est lui-même employé à ce consulat<sup>117</sup>. Mauro Cerutti présente cette agence comme «un instrument au service de la propagande de l'Axe»<sup>118</sup>. Ce fait est par ailleurs connu du public déjà avant la guerre<sup>119</sup>.

---

<sup>116</sup> Au sujet de l'approvisionnement par *La Jeune Suisse* d'articles d'origine italienne grâce à la légation d'Italie à Berne, voir AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire, 10.4.1942, 14.4.1942, 21.4.1942, 24.4.1942 (n° 468 et n° 472), 1.5.1942, 8.5.1942, 12.6.1942, 26.6.1942, 17.7.1942, 25.8.1942, 29.9.1942, 9.10.1942, 11.12.1942, 8.3.1943; du Ministère de la Culture populaire à la légation d'Italie à Berne, 26.4.1942, 21.7.1942. Voir également ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 242, «La Jeune Suisse»: de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire, 24.4.1942, 29.5.1942, 26.6.1942, 12.2.1943; du Ministère de la Culture populaire à la légation d'Italie à Berne, 26.4.1942. — D'un autre dossier, intitulé «Propaganda italiana a Berna», il ressort également que les services italiens, notamment par l'entremise de la légation d'Italie à Berne, ont réussi à diffuser des dépêches et des articles d'origine italienne auprès de plusieurs journaux suisses. Toutefois, comme la consultation de ce dossier le montre clairement, *La Jeune Suisse* est sans doute le journal suisse qui, en 1942-1943, reprend le plus systématiquement ces textes d'origine italienne, idéologiquement marqués. (ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 239).

<sup>117</sup> L'implication de l'agence Telepress à Genève et de Gerhard Backes ressort entre autres de: PA, DGB, 3511 (813): de G. Trump (DGB) à G. Backes (Telepress à Genève), 15.1.1943; de G. Backes (consulat d'Allemagne à Genève) à G. Trump, 23.1.1943; de G. von Nostitz (consulat d'Allemagne à Genève) à la DGB, secret, 4.3.1943; d'O. Köcher à l'AA, 12.3.1943 et 2.4.1943. Voir également ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre de J. Chappuis à E. Déléaval, 10.3.1943. — Plus généralement, Backes joue souvent le rôle de l'homme de liaison, dans les questions de la presse suisse en France, entre les représentations allemandes à Genève, Berne, Vichy et Paris. (Outre les documents déjà cités en rapport avec Backes, voir PA, DGB, 3472 (809/4): rapport de G. Backes sur son voyage à Vichy, entrepris le 14.10.1942 à la demande de G. Trump, chargé de presse de la DGB, 20.10.1942; rapport de G. Backes sur les relations en matière de presse entre la France et la Suisse, 20.10.1942). — On peut relever que, en date du 22 décembre 1942, Gerhard Backes retrouve à Genève Walter Michel et Hans Reiche, en poste à Vichy et autrefois employé au consulat d'Allemagne à Genève. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: rapport de l'inspecteur Prokesch au service de la sûreté du Département de Justice et Police du canton de Genève, 23.12.1942; transmis au MPC le 30.12.1942).

<sup>118</sup> M. CERUTTI: *Le Tessin... op. cit.*, p. 524. Sur l'agence Telepress, voir *ibid.*, pp. 523-525. Sur l'agence Telepress, voir aussi ACS, MCP, Gabinetto, busta 331; ACS, MCP, Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri, busta 242, «Agenzia "Telepress"»; ainsi que AF, E 2001 (D) 3, Bd 10, «Presseagentur "Telepress", Genf»; et E 4450/6892, «Telepress SA - Pierre Golay».

De France, *La Jeune Suisse* reçoit les correspondances de plusieurs personnes qui roulent pour l'«Europe nouvelle», comme Philippe Andersen et Jean-Paul Vareda-Joussaume depuis Vichy, ainsi que Louis Le Fur, René Martel et Camille Mauclair depuis Paris. Correspondant dont le nom n'est pas divulgué dans le journal, Andersen entretient, selon l'inspecteur Knecht, «des relations suivies avec le Consulat d'Allemagne à Vichy et est membre à titre étranger du Parti populaire français (Parti Doriot)»<sup>120</sup>. Très attaché à l'indépendance de la presse helvétique qui entre en France, Walter Stucki présente Andersen comme l'homme de main de Musy à Vichy et un agitateur sans scrupules, l'un et l'autre intrigant contre les autres journaux suisses<sup>121</sup>. À Vichy, Andersen est correspondant accrédité du *Mois Suisse* et de *La Jeune Suisse*<sup>122</sup>; il écrit également pour le *Courrier de Genève*, organe catholique<sup>123</sup>. Entre ces trois publications, il existe d'ailleurs d'étroites affinités et même, dans le cas de *La Jeune Suisse* et du *Courrier de Genève*, de fortes collaborations<sup>124</sup>. Également correspondant à

<sup>119</sup> Voir p.e. s.n.: «Berlin derrière Telepress», in *Le Fribourgeois*, 15.4.1939.

<sup>120</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 16.12.1942. Au sujet du travail d'Andersen pour *La Jeune Suisse* et le *Courrier de Genève*, Knecht rapporte que l'on prétend à Vichy qu'il ne touche aucun salaire pour ses collaborations, car il est payé par le Consulat général d'Allemagne». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: note de l'inspecteur C. Knecht, 30.10.1942).

<sup>121</sup> Dans une lettre adressée en octobre 1942 au conseiller fédéral von Steiger, avec copie à son collègue Pilet-Golaz, Stucki affirme au sujet de la presse suisse soumise à une censure vichyste toujours plus sévère: «Auf der andern Seite wird immer deutlicher, welche verhängnisvolle Rolle in der ganzen Angelegenheit Herr Alt-Bundesrat Musy und sein hiesiger Vertrauensmann Andersen spielen. Beide hetzen ununterbrochen gegen die Schweizerpresse, offensichtlich um ihre eigenen Geschäfte zu machen. Andersen verkehrt täglich auf dem deutschen Generalkonsulat und enthält sich jedes Verkehrs mit der Gesandtschaft einerseits und mit den auswärtigen Journalisten andererseits.» (AF, E 2001 (D) 3, Bd 10, *La Jeune Suisse*: lettre de W. Stucki à E. von Steiger, avec copie à M. Pilet-Golaz, 21.10.1942. Voir aussi AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre W. Stucki à E. von Steiger, avec copie à M. Pilet-Golaz, 28.10.1942). Intervenant auprès du conseiller fédéral Kobelt, chef du DMF, Stucki écrit entre autres au sujet d'Andersen en décembre 1942: «Mit den übrigen schweizerischen Journalisten verkehrt er nie. Dagegen war er täglicher Besucher der Pressestelle des hiesigen deutschen Generalkonsulates und hat dort, sowie beim französischen Informationsministerium ununterbrochen und in perfidester Weise gegen die wirklichen Schweizerzeitungen, wie *NZZ*, *Gazette de Lausanne* und *Journal de Genève*, gehetzt.» (AF, fs Stucki, vol. 47: lettre de W. Stucki à K. Kobelt, 12.12.1942).

<sup>122</sup> AN, F41-115, «Suisse. Ph. Andersen»: de Vichy (du Secrétaire d'État à l'Information ou des Services de la Presse étrangère?) à G. Servoingt, Directeur de l'*Espoir Français* à Vichy, 1.9.1942. AN, F41-112, «Presse étrangère à Vichy. Liste des correspondants accrédités à Vichy»: liste établie par le chef des Services de la Presse étrangère, 2.10.1942.

<sup>123</sup> AN, F41-116, «Suisse»: note du Ministère de l'Information à Vichy pour M. Roussel, 15.9.1942; lettre du Sous-Directeur des Services de Presse et de Censure (Ministère de l'Information à Vichy) pour P. Andersen, 21.9.1942. AN, F41-260, «1942»: note de P. Maurey (Contrôle de la Presse étrangère), 25.9.1942. — Sur Andersen, voir également J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 82.

<sup>124</sup> Parmi les collaborateurs de *La Jeune Suisse* qui écrivent également dans *Le Mois Suisse*, il y a notamment Blanc-Gatti, Eynard, Gentizon, Muret et Schneider. (Pour la liste des collaborateurs du *Mois Suisse*, voir J.-M. GAY-BALMAZ: *Le Mois Suisse*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1978, pp. XVIII-XX). Quant aux relations entre *La Jeune Suisse* et le *Courrier de Genève*, elles sont encore plus fortes. *La Jeune Suisse* est imprimée sous les presses du

Vichy, Jean-Paul Vareda-Joussaume soutient, à l'instar des autres rédacteurs de la rubrique «Ici Vichy», la Révolution nationale et la collaboration franco-allemande prônées par Pétain<sup>125</sup>.

Autre collaborateur français important de *La Jeune Suisse*, Louis Le Fur a salué, au lendemain de l'armistice franco-allemand de 1940, «l'avènement au pouvoir du Maréchal et les proclamations de sa doctrine comme un ressaisissement et un retour d'espoir»<sup>126</sup>. Membre dans l'avant-guerre de l'Union catholique d'études internationales (UCEI)<sup>127</sup> et professeur à la Faculté de droit de Paris, Louis Le Fur joue fermement, depuis Paris occupé, la partition de la collaboration avec l'Allemagne nazie; il se fait même l'apôtre d'une droite à tendance collaborationniste, admirative des réalisations nazies et encline à durcir les principes de Vichy<sup>128</sup>. Les articles qu'il fait parvenir à *La Jeune Suisse*

---

*Courrier de Genève*. Le lien entre les deux journaux se fait notamment par l'entremise d'Emile Déléaval, rédacteur du *Courrier*, et Gaston Bersier, administrateur du quotidien catholique de Genève, deux personnes impliquées à la fois au *Courrier* et à *La Jeune Suisse*. Outre Emile Déléaval, Ferdinand Savary et Philippe Andersen écrivent également dans les deux journaux, par ailleurs diffusés en France grâce aux services du même agent commercial, à savoir Louis-Tobias Broder. (J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 87-88).

<sup>125</sup> Voir p.e., sous la rubrique «Ici Vichy», J.-P. VAREDA-JOUSSAUME: «Pour un redressement national français», in *La Jeune Suisse*, 30.10.1942; «Reconstruire la cité française», in *La Jeune Suisse*, 26.2.1943. — Quant à Paul Eynard, nous ne savons pas si, comme il l'a affirmé en novembre 1941 à Schwendemann, il collabore effectivement à *La Jeune Suisse*. Parmi les nombreux articles anonymes ou signés sous un pseudonyme, il est possible que certains proviennent de sa plume, d'autant plus que, outre ses relations avec Musy et d'autres personnes qui sont proches de ce dernier, Eynard fonctionne effectivement comme journaliste à Vichy.

<sup>126</sup> F. [FABRE]: «† Louis Le Fur», in *La Jeune Suisse*, 12.3.1943. Tout le monde n'est sans doute pas d'accord avec cette nécrologie laudative. À la fin de la guerre, alors que le vent de l'épuration souffle sur les anciens collaborateurs, la critique n'épargne pas la mémoire de Louis Le Fur, «ancien champion de la SdN et de la Petite Entente, naguère le pointilleux défenseur de toutes les minorités. Son décès récent lui aura épargné la honte d'un procès déshonorant». (J. QUEVAL: *Première page, cinquième colonne*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 1945, p. 154). Sur Louis Le Fur, voir également J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 82, 95-96, 100-101, 105-106 et 144. — Parmi les écrits de Le Fur, idéologiquement proche de Musy sur de nombreux points, voir entre autres L. LE FUR: *La démocratie et la crise de l'État*, (Archives de Philosophie du droit et de Sociologie juridique), Paris, Recueil Sirey, 1934, 49 p.; ainsi que L. LE FUR: «La France devant l'Europe», in *France 1941. La révolution nationale constructive. Un bilan et un programme*. Paris, Alsatia, 1941, pp. 165-190, contribution à ranger dans les écrits de la collaboration. (G. LOISEAUX: *La littérature de la défaite et de la collaboration*, Paris, Fayard, (1984) 1995, pp. 259-260).

<sup>127</sup> En sont également membres, pour ne citer que quelques noms rencontrés dans la présente étude, Gonzague de Reynold, Jean-Daniel de Montenach et le R. P. de Munnynck. (F. YERLY: «Entre Rome et Genève. Les catholiques en quête d'une *Société des Nations* idéale», in *Equinoxe*, 17, printemps 1997, p. 67).

<sup>128</sup> L. LE FUR: «Le redressement national», in *La Jeune Suisse*, 5.2.1943: «Dans les circonstances actuelles, le relèvement de la France à l'intérieur n'est possible qu'à condition de s'entendre avec l'occupant. [...] L'entente suppose nécessairement des principes directeurs communs. Ils s'imposent sur deux points: le rejet du communisme, pionnier du bolchevisme russe, dont une expérience d'un quart de siècle a montré toute la nocivité et l'abjection, et cependant, en sens inverse, rejet de l'extrême opposé, l'individualisme libéral et le capitalisme international, qui se soutiennent l'un l'autre. La communauté passe avant l'individu, mais elle doit travailler pour lui et ne pas en faire l'esclave d'une mystique impitoyable. / Ce fut la grande supériorité du national-socialisme d'avoir trouvé une *via*



transitent, nous l'avons vu, par les services diplomatiques allemands. En tant que correspondant à Paris de *La Jeune Suisse*, René Martel tient quasiment le même discours. Dans une vision déformée du nazisme, il démolit à l'occasion le socialisme communiste pour mieux encenser le national-socialisme allemand<sup>129</sup>. Écrivant également dans le *Paris-Soir* de Pierre-Antoine Cousteau, organe parisien collaborationniste, Martel y tient des propos ouvertement antisémites, en plus de ses habituelles attaques contre les gaullistes et les communistes<sup>130</sup>.

D'autres correspondants français adhèrent à la plupart des postulats idéologiques du nouvel ordre européen. Anticomuniste, antimaçonnique et antisémite notoire, rangé au nombre des «critiques ultraracistes»<sup>131</sup>, Camille Mauclair, correspondant du *Matin* (Paris), livre également sa prose à *La Jeune Suisse*, où il est présenté comme son correspondant à Berlin<sup>132</sup> ou à Paris<sup>133</sup>. Plusieurs collaborateurs de *La Jeune Suisse* actifs en France, tels Maurice Muret, membre de l'Institut de France et vétéran de l'antisémitisme, et Edouard Schneider, critique artistique et musical, écrivent aussi dans *Le Mois Suisse* de Philippe Amiguet, revue littéraire et politique clairement au service du nouvel

---

*media* entre ces deux fléaux. On a beaucoup critiqué ce terme, qu'on a trouvé contradictoire; il est permis de penser au contraire qu'il est très bien choisi. [...] Pour obtenir des résultats analogues à ceux qu'elle [l'Allemagne] a obtenus, et avec eux la confiance de tout le peuple qui fait sa force, le premier travail à entreprendre en France est de remettre de l'ordre partout: dans les finances, dans l'économie publique et privée avec la lutte contre le marché noir, dans les fonctions publiques où un nettoyage radical s'impose.»

<sup>129</sup> R. MARTEL: «Les deux socialismes», in *La Jeune Suisse*, 27.11.1942: «Toute différente est la conception du national-socialisme. Il n'a pas supprimé le capital, ni les capitalistes, ni la bourgeoisie, ni les bourgeois. Il a mis ordre seulement à l'anarchie capitaliste qui risquait de faire sombrer l'Allemagne dans l'égoïsme. Il a conjugué les efforts demeurés dispersés. Il a créé la communauté nationale en supprimant la lutte des classes, rapprochées, unies pour le bien de la nation et la grandeur du pays. [...] Loin de persécuter la classe ouvrière, le national-socialisme s'efforce de la rallier et de l'intégrer de façon toujours plus intime dans la nation, dont aucune catégorie de citoyens n'a été éliminée. Car la nation constitue un bloc, une unité, un tout. / Cette notion d'unité, d'indissolubilité nationale poursuit un but: le bien du peuple, de la communauté, qui constitue la loi suprême. À l'esprit individualiste se substitue l'esprit communautaire, idée neuve, féconde, dont la carrière en Europe est déjà particulièrement brillante. Elle a été adoptée notamment en France par tous les partis qui se réclament de la Révolution nationale et célébrée, en plusieurs occasions, avec un rare bonheur d'expression par le maréchal Pétain lui-même.»

<sup>130</sup> Voir J. QUEVAL: *op. cit.*, p. 226. Comme nous avons pu le constater jusque dans les derniers numéros de *Paris-Soir* publiés en août 1944, René Martel y rédige une rubrique quotidienne, intitulée «La fenêtre sur la vie», où il laisse libre cours à des propos collaborationnistes virulents, axés sur la défense de la France, champ de bataille de l'Europe, assaillie par les gaullistes, les Anglo-Saxons, et notamment par «l'armée américaine avec ses gangsters et ses régiments de peaux noires destinés à civiliser notre continent» (in *Paris-Soir*, 6.5.1944), au grand bénéfice des Juifs et des bolcheviques.

<sup>131</sup> L. BERTRAND DORLEAC: «La question artistique et le régime de Vichy», in J.-P. RIOUX (s.l.d.): *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1990, p. 147.

<sup>132</sup> C. MAUCLAIR: «La leçon de Katyn», in *La Jeune Suisse*, 11.6.1943.

<sup>133</sup> C. MAUCLAIR: «Propagande insidieuse», in *La Jeune Suisse*, 23.10.1943. Sur Camille Mauclair, voir aussi J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 83. — Pour un ouvrage où Mauclair s'en prend violemment à l'influence des Juifs dans l'art, voir C. MAUCLAIR: *La crise de l'art moderne*, Paris, Éditions CEA, (1944), 32 p.

ordre européen<sup>134</sup>. Dans *La Jeune Suisse*, Maurice Muret affiche entre autres son admiration pour Jacques Doriot et son engagement dans la Légion française contre le bolchevisme<sup>135</sup>. Correspondant du journal à Paris, Muret tient également pour «impies»<sup>136</sup> les bombardements de l'aviation anglaise et américaine sur l'Europe et clou au pilori le communisme, «chose asiatique»<sup>137</sup>. Autre chroniqueur de *La Jeune Suisse* établi en France, Henry Ruffin est aussi lié à Philippe Amiguet et à sa revue<sup>138</sup>. Le journal de Musy donne à lire ou à relire à ses lecteurs, sous la forme de longs fragments présentés durant plusieurs semaines, un ancien livre du journaliste Herbert van Leisen, intitulé *Mirabeau ou la Révolution royale* et préfacé par le murrassien Jacques Bainville (†1936)<sup>139</sup>.

Pouffendeur de l'art moderne où il voit le bolchevisme à l'œuvre, Charles Blanc-Gatti, dont la signature apparaît elle aussi dans *Le Mois Suisse*, traite de questions artistiques et littéraires dans *La Jeune Suisse*. À la sortie du livre *Je parle avec Bruno*, éloge de Benito Mussolini à son fils décédé en août 1941, Blanc-Gatti saisit l'occasion pour faire l'apologie du dictateur italien<sup>140</sup>. Comme Déléaval, il a fréquenté Musy et plusieurs membres du MNS avant de collaborer à

<sup>134</sup> Voir p.e. *Le Mois Suisse*, 41, août 1942, où Maurice Muret et Edouard Schneider signent des articles aux côtés de Paul Gentizon et Gonzague de Reynold. — Vaudois marqué par la pensée murrassienne, Maurice Muret collabore également à la *Gazette de Lausanne*. Auteur de *L'esprit juif, essai de psychologie ethnique* (1901), Muret s'est fait très tôt le chantre des théories raciales d'Edouard Drumont.

<sup>135</sup> M. MURET: «La France et le bolchevisme», in *La Jeune Suisse*, 1.5.1942, article qui se termine ainsi: «Et comme il s'agit, aujourd'hui, de construire une Europe solidaire et fraternelle, il est tout naturel que les meilleurs éléments européens s'unissent pour extirper l'influence russe ou bolchevique, qui travaille sous des noms différents.»

<sup>136</sup> M. MURET: «Les bombardements impies», in *La Jeune Suisse*, 25.6.1943.

<sup>137</sup> M. MURET: «Comment de grands Français ont jugé la Russie», in *La Jeune Suisse*, 9.7.1943, où l'auteur ajoute: «Il faut rendre la Russie à l'Asie à laquelle elle appartient.»

<sup>138</sup> Voir la lettre d'Henry Ruffin à son «cher Ami» Philippe Amiguet interceptée par les services de la France libre qui comptent par ailleurs Ruffin au nombre des «personnalités collaboratrices». (Voir AN, F1a-3741, «Divers»: note du CFLN (République française), Commissariat à l'Intérieur, Documentation et Diffusion, «très secret», 10.3.1944-4.5.1944). — Auteur s'étant déjà exprimé sur l'institution genevoise (*Croyez-vous à la Société des Nations?*, Paris, Plon, 1924, 190 p.), Henry Ruffin écrit dans *La Jeune Suisse* notamment sous la rubrique «Quand le monde rêvait... Souvenirs et portraits de la S.D.N.».

<sup>139</sup> Voir *La Jeune Suisse*, dès le 9.10.1942. — Connaissance de Gonzague de Reynold, Herbert van Leisen a également écrit pour *La Rivoluzione fascista* de Florence. (Voir MATTIOLI, A.: *Zwischen Demokratie... op. cit.*, p. 165). Collaborateur de différents journaux romands, comme *Curieux* (27.3.1937), Herbert van Leisen interviewe par exemple en 1936 le comte Ciano pour le compte du *Journal de Genève*, en tant qu'envoyé spécial de ce quotidien. (H. van LEISEN: «Sur le front italien du Nord. Le climat du front. Brève interview du comte Ciano», in *Journal de Genève*, 28.4.1936).

<sup>140</sup> C. BLANC-GATTI: «Comment tombe un aigle de Rome», in *La Jeune Suisse*, 5.2.1943, où l'auteur écrit à propos du Duce et du livre précité: «C'est un beau livre. Un livre sain, qui exalte ces forces constructives: la famille, l'effort, la patrie. [...] Il [Benito Mussolini] est un grand Européen. / Il est un homme de cette race latine chez laquelle la Suisse plonge des racines ethniques, culturelles et linguistiques, et à qui nous devons notre civilisation. / Il faut lire "Je parle avec Bruno", car de tels livres sont nécessaires à notre jeunesse menacée d'intoxication par les amollissants virus du super-confort, des jouissances matérielles, de la vie facile en pantoufles au pied d'un radiateur...»

*La Jeune Suisse*: «Blanc-Gatti hatte schon Zusammenkünfte mit Musy und Michel Walter der NBS in Gstaad. Er gehört der rechtsextremistenkreisen an und war Mitglied der NBS.»<sup>141</sup> La signature d'un autre membre de l'ex-MNS, Vadis Rouge, apparaît également dans *La Jeune Suisse*<sup>142</sup>.

Spécialistes des questions économiques, le Belge Maurice Lambilliotte intervient plusieurs fois dans *La Jeune Suisse* pour montrer que le libéralisme économique a fait son temps et qu'un nouvel ordre économique et social, plus juste selon lui, est en train de naître en Europe<sup>143</sup>. Familier de la France du maréchal, il penche pour le modèle vichyste, dont l'idéologie ruralisante le séduit grandement<sup>144</sup>.

Enfin, au nombre des correspondants de *La Jeune Suisse*, il faut citer le «lieut.-col. N.», nom d'emprunt du lieutenant-colonel Brand<sup>145</sup>, qui tient, numéro après numéro, la chronique militaire publiée en pleine dernière page. Spécialiste des questions militaires, ce collaborateur n'a de cesse en 1943, avec le recul des puissances de l'Axe, de réduire l'importance de leurs revers et partant celle des succès alliés. Présenté par le consulat d'Allemagne à Genève comme le collaborateur de Musy, le lieutenant-colonel Louis Brand intervient également en été 1942, sur la demande de Musy et avec le soutien dudit consulat, auprès des autorités militaires allemandes à Paris pour obtenir l'autorisation de diffuser *La Jeune Suisse* en France en zone occupée<sup>146</sup>.

---

<sup>141</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: note au dossier concernant *La Jeune Suisse* (5.5.1942, 7.8.1942), jointe à une note du MPC d'avril 1943.

<sup>142</sup> V. ROUGE: «Tout est en nous», in *La Jeune Suisse*, 22.5.1942, article où l'auteur se fait l'apôtre de l'adaptation aux temps nouveaux. Né en 1910 et présenté comme le chef du MNS pour la région de Montreux, Vadis Rouge est en relations avec Walter Michel. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: procès-verbal de l'audition de W. Michel par le MPC, 10.6.1941; AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 56, C.2.10025: rapport de l'inspecteur Chabloz au chef de la police de sûreté du canton de Vaud, 7.1.1941; transmis au MPC le 8.1.1941).

<sup>143</sup> Voir p.e. M. LAMBILLIOTTE: «Du chômage à la guerre», in *La Jeune Suisse*, 19.6.1942, article dans lequel l'économiste s'essaie à la vulgarisation plutôt réductrice: «Le libéralisme a engendré le *capitalisme*, qui a engendré le *socialisme*, le *machinisme*, la *surproduction* et le *chômage*. Celui-ci a engendré l'*autarcie*, d'où devaient sortir les revendications d'*espace vital*, qui devaient nous conduire à la *guerre*.»

<sup>144</sup> M. LAMBILLIOTTE: «Le redressement français. La terre ne ment pas», in *La Jeune Suisse*, 9.10.1942; «Le paysan français», in *La Jeune Suisse*, 23.10.1942.

<sup>145</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 83, qui orthographe Brandt. (Voir aussi AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de Jean Chappuis du 4.11.1942 (copie), où il est également question du lieutenant-colonel Brandt). Dans les sources allemandes, il est écrit Brand.

<sup>146</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport du Militärbefehlshaber in Frankreich, Gruppe Presse (Hauptmann), au consulat d'Allemagne à Genève, 21.9.1942 (copie); rapport de W. Krauel à la DGB, 29.9.1942. — Données bio. sur Louis Brand (1897-1980): R. JAUN (s.l.d.): *Der Schweizerische Generalstab... op. cit.*, pp. 52-53.

### 2.3. Musy, «éditorialiste» de *La Jeune Suisse*

Collaborateur le plus prestigieux de *La Jeune Suisse*, Musy publie en première page. Par leur contenu et leur forme, ses articles correspondent à de véritables éditoriaux qui, semaine après semaine, reviennent à la une du journal. Il les signe volontiers en tant qu'«ancien président de la Confédération», avec en prime une reproduction de sa signature manuscrite. S'affichant en pleine guerre avec son plus beau titre à la tête d'un journal principalement diffusé à l'étranger, Musy se montre une fois de plus un ancien conseiller fédéral atypique. Loin de s'astreindre à la réserve et à la prudence généralement attendues d'un ancien père de la patrie, il ne peut se résoudre à quitter le devant de la scène politique. Ses interventions dans *La Jeune Suisse* en sont la preuve.

Avec une position de fait alignée sur le nouvel ordre européen nazi, Musy sait pourtant moduler son argumentation. À la différence d'un Gentizon, d'un Belrichard ou de quelques correspondants en poste à Paris et Vichy, autant de personnes enclines à verser dans une prose sans ambiguïté, Musy sous-entend et joue très souvent d'habileté stylistique pour exprimer ses idées les plus provocantes. Son adhésion au nouvel ordre européen et son désir de voir la Suisse y adhérer au plus vite sont toutefois proclamés haut et fort. Ce manque de retenue supplémentaire frappe d'autant plus que Musy se veut, non sans un certain paradoxe, l'avocat de la neutralité suisse. Aussi, à l'image de ce qu'avait été *La peste rouge* de 1938, Musy ne doit pas convaincre grand monde à part les convertis, car il ne dit jamais que la moitié de la vérité dans les colonnes de *La Jeune Suisse*, en évitant systématiquement de critiquer les puissances de l'Axe, présentées au contraire comme l'avenir de l'Europe, et en concentrant ses attaques contre les seuls Alliés.

Dans *La Jeune Suisse*, Musy reprend la plupart des idées qu'il défend depuis longtemps. Du point de vue de la politique extérieure de la Suisse, il estime que le pays doit apporter une collaboration franche à l'Europe nouvelle, tout en se montrant intraitable sur la neutralité et l'indépendance de la Suisse. Entre la théorie et la pratique, Musy éprouve lui-même quelques difficultés à concilier ces différentes exigences. Au niveau intérieur, il en appelle à une démocratie plus disciplinée et à une rénovation intérieure du pays, non sans toujours se référer à l'histoire de l'Ancienne Confédération suisse. Pour Musy, rien de bon n'est manifestement sorti de 1798, 1848 et 1874. Les partis politiques lui semblent obsolètes. S'affichant lui-même au-dessus des partis, il ne revendique à aucun moment une quelconque appartenance au parti conservateur-catholique. De manière générale, *La Jeune Suisse* ne roule d'ailleurs pas pour un parti établi, mais cherche seulement à récupérer le mécontentement et l'inquiétude de gens plus ou moins convaincus par le nouvel ordre européen. Ainsi, dans plusieurs

articles portant sur le thème de la démocratie, Musy minimise systématiquement, certes en des termes plutôt prudents, les mérites de la démocratie libérale et parlementaire, accusée d'avoir fait le lit des communistes et des démagogues, d'avoir encouragé la ploutocratie, d'avoir été incapable de faire barrage aux désordres et aux crises et d'avoir contribué jusqu'à la guerre<sup>147</sup>. Tout d'un coup porté au relativisme, la démocratie et la dictature ne pouvant pas, selon lui, être distinguée si facilement, il laisse clairement entendre que, du côté des Alliés occidentaux également, on «se bat pour autre chose que pour la démocratie»<sup>148</sup>. Musy en est persuadé: l'intervention des Alliés occidentaux, les États-Unis en tête, sous l'étendard de la défense de la démocratie n'est en fait qu'un leurre dans leur projet de dominer le monde.

Au chapitre économique et social, le conservateur fribourgeois bâtit une fois de plus son argumentation sur des thèmes aux accents corporatistes, mâtinés d'un vague souvenir de l'enseignement social de l'Église. Il revient sur la participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise<sup>149</sup>. Il disserte sur le paysan, homme de la continuité, dans l'Europe nouvelle<sup>150</sup>. Ce sont, dit-il, «les paysans qui sauveront la France et l'Europe»<sup>151</sup>. Il faut, affirme-t-il aussi, «déprolétarianiser les masses paysannes en particulier dans l'Est européen, pour les préserver de la contamination bolcheviste»<sup>152</sup>. Sans lui consacrer vraiment une place centrale, l'ancien chef des finances fédérales ne peut toutefois se désintéresser complètement du problème financier<sup>153</sup>. Prenant la défense de la famille, il dénonce la dénatalité qui «est le mal qui, lentement, ruine et mine l'Occident»<sup>154</sup>. De manière générale, il considère que le libéralisme économique, tel qu'il a triomphé au XIXe siècle, a fait son temps. Parfois il s'en prend même aux capitalistes et aux financiers avec une virulence plutôt surprenante pour un homme qui fut autant lié aux milieux économiques. Sa popularité n'y est certes plus, à l'époque où nous sommes, aussi grande que par le passé.

Parmi ces idées, toutes déjà connues, deux méritent toutefois, selon nous, d'être présentées, assez rapidement, car elles sont importantes pour comprendre,

---

<sup>147</sup> J.-M. MUSY: «Pourquoi on se bat», in *La Jeune Suisse*, 26.2.1943; «La démocratie», in *La Jeune Suisse*, 5.3.1943; «Réflexions sur la démocratie», in *La Jeune Suisse*, 12.3.1943; «Conditions essentielles de la démocratie», in *La Jeune Suisse*, 19.3.1943; «La mentalité démocratique», in *La Jeune Suisse*, 26.3.1943; «La représentation populaire», in *La Jeune Suisse*, 2.4.1943.

<sup>148</sup> J.-M. MUSY: «La démocratie», in *La Jeune Suisse*, 5.3.1943.

<sup>149</sup> J.-M. MUSY: «La participation des ouvriers aux bénéfices de l'entreprise», in *La Jeune Suisse*, 17.7.1942.

<sup>150</sup> J.-M. MUSY: «Le paysan dans l'Europe nouvelle», in *La Jeune Suisse*, 23.10.1942; «Le paysan européen dans l'Europe nouvelle», in *La Jeune Suisse*, 30.10.1942.

<sup>151</sup> J.-M. MUSY: «Genève-Vichy-Paris», in *La Jeune Suisse*, 4.9.1942.

<sup>152</sup> J.-M. MUSY: «Le paysan européen dans l'Europe nouvelle», in *La Jeune Suisse*, 30.10.1942.

<sup>153</sup> J.-M. MUSY: «Le problème financier», in *La Jeune Suisse*, 13 et 20.11.1942.

<sup>154</sup> J.-M. MUSY: «Allocations familiales et démographie», in *La Jeune Suisse*, 16.4.1943.

non seulement la collaboration de Musy avec l'Allemagne nazie en ces années 1942-1943, mais également son attitude future en 1944-1945, notamment lors de l'action de sauvetage de Juifs à laquelle il participe à la fin de la guerre. Le premier de ces thèmes concerne l'Europe; le second, le communisme. Partisan fervent de la «croisade européenne contre bolchevisme», Musy associe d'ailleurs très étroitement ces deux questions, la défense du continent allant, selon lui, de pair avec l'écrasement définitif du communisme.

### 2.3.1. *L'organisation de l'Europe*

Le thème de l'Europe n'a pas attendu la fin de la Seconde Guerre mondiale pour devenir à la mode. Du temps de la domination du Reich sur le continent, la propagande nazie en fait déjà un de ses chevaux de bataille. Et, sans remonter à des origines plus anciennes, la construction européenne occupe déjà les esprits au lendemain de la Première Guerre mondiale. Toutefois, entre l'Europe des nazis et les autres projets, qu'il s'agisse de l'Union paneuropéenne du comte Coudenhove-Kalergi dès 1922, de la politique d'union européenne menée par Briand et Stresemann dans la seconde moitié des années 1920, du discours retentissant prononcé à Zurich par Churchill en 1946 ou du plan Schuman en 1950, les différences sont énormes, autant qu'il peut l'être entre une entreprise nationale-socialiste et un projet démocratique.

Européen convaincu, marqué par la catastrophe de 14-18 qui a ébranlé de façon irréparable la prééminence du Vieux Continent, Musy ne semble toutefois jamais voir cette différence fondamentale. Pourtant enclin à dresser de grandes synthèses historiques et à établir des catégories, il ne fait que prolonger un discours d'avant-guerre lorsqu'il parle de l'Europe en 1942-1943, du moins dans les sources qui nous sont parvenues. Or, l'Europe de Hitler, c'est le projet de domination, par la force et contre le droit, d'un peuple sur d'autres peuples. Un projet raciste où la nation allemande s'arroge tous les privilèges. Au-dessous d'elle, un étage plus bas, viennent les peuples de l'Europe de l'Ouest, considérés comme des subordonnés plus ou moins privilégiés. Ils occupent toutefois une position bien supérieure aux Slaves, en particulier aux Russes, destinés à une existence d'esclaves. Enfin, pour les autres, il y a l'exil, les camps de concentration et la destruction.

L'Europe des nazis, c'est l'espace d'une seule race qui domine et écrase tout particularisme, c'est le continent exploité par un régime totalitaire, païen et centralisateur. En 1942 et 1943, c'est cette Europe-là que Musy accepte de facto dans *La Jeune Suisse*. Son accommodation au nouvel ordre européen frappe d'autant plus qu'il prétend toujours plaider en faveur d'une Europe chrétienne où

des États-nations s'associeraient librement pour le bien commun du continent, une Europe à laquelle la Suisse, tout en restant neutre et indépendante, apporterait le modèle de son fédéralisme. Peu nombreux ont été, somme toute, ceux qui ont saisi, entre 1933 et 1938, la radicalité des objectifs nazis, tant d'expansion territoriale que de remodelage racial de l'Europe. Que Musy persiste à ne pas tenir compte de ces buts criminels en 1942-1943, et même jusqu'en 1945, alors que les armées allemandes ont été engagées bien au-delà de la révision du traité de Versailles de 1919 et que la discrimination raciale extrême exercée par les nazis est un fait connu de tous, indique assez que sa collaboration avec l'Allemagne nazie ne résulte pas d'un simple aveuglement, mais bien d'une accommodation idéologique. Musy, tout affirmatif qu'il est lorsqu'il clame haut et fort ne pas pouvoir transiger sur les principes, est enclin dans la pratique à faire beaucoup de concessions. Par opportunisme et faiblesse certes, mais aussi par inclination idéologique.

Dans *La Jeune Suisse*, Musy soutient donc le nouvel ordre européen nazi. Selon lui, l'enjeu essentiel de la guerre, qui «n'est que le prolongement» de celle qui a commencé en 1914<sup>155</sup>, ne tient pas aux conflits entre nations européennes, mais à la lutte entre les continents pour la suprématie mondiale, l'Europe étant assiégée par les autres puissances. Sous le titre «Il faut sauver l'Europe», il affirme: «Quand elle aura pris fin, on saura que cette guerre fut beaucoup moins un conflit d'ordre idéologique qu'une lutte sans merci, pour la domination du monde.»<sup>156</sup> Aussi, dans cette guerre des continents, Musy fait de la fin des combats en Europe une priorité absolue. Tout d'abord pour mettre fin à la course à l'autodestruction: «À ce jeu sanguinaire et dévastateur, l'Europe s'épuise. [...] Les statistiques démographiques montrent nettement que l'Europe, berceau de la civilisation du monde, va tout droit au suicide.»<sup>157</sup> Pour «sauver l'Europe par la réconciliation des peuples engagés dans la guerre d'extermination qui se poursuit maintenant»<sup>158</sup>. Et aussi pour que l'Europe trouve une unité suffisante pour faire face à ses adversaires extérieurs: «Il est certain encore que l'organisation de l'Europe ne saurait être l'œuvre des Américains ou des Russes. L'Europe n'ambitionne nullement une hégémonie mondiale, mais elle entend redevenir maîtresse de ses destinées. Par conséquent, elle s'organisera elle-même, car elle ne se résignera pas à passer sous le joug d'un autre continent ni à subir la loi du communisme asiatique. L'organisation de l'Europe doit être et sera une œuvre

---

<sup>155</sup> J.-M. MUSY: «Problèmes économiques», in *La Jeune Suisse*, 24.4.1942.

<sup>156</sup> J.-M. MUSY: «Il faut sauver l'Europe», in *La Jeune Suisse*, 28.8.1943.

<sup>157</sup> J.-M. MUSY: «Il faut fonder la paix politique sur la solidarité économique», in *La Jeune Suisse*, 15.5.1942.

<sup>158</sup> J.-M. MUSY: «La conquête de l'Europe», in *La Jeune Suisse*, 5.6.1942.

essentiellement européenne.»<sup>159</sup> Plusieurs fois, comme il l'a déjà dit par le passé, notamment dans la seconde moitié des années trente, Musy répète dans *La Jeune Suisse* que les nations européennes se sauveront ou périront toutes ensemble<sup>160</sup>.

Musy ne raisonne toutefois pas simplement en termes de rapports de force. Selon lui, dans la guerre en cours, les Alliés occidentaux défendent des conceptions périmées, condamnées à disparaître, alors que les Russes cherchent à faire triompher la révolution communiste: «Et beaucoup ne savent pas encore que les Anglo-Saxons se battent pour sauver le monde qui disparaît, tandis que leur allié russe fait sa guerre pour préparer un monde nouveau par la ruine du capitalisme et la défaite du fascisme. / Et voici que la guerre entre l'Europe et la Russie devait avoir comme corollaire une alliance de plus en plus étroite entre les alliés et les Soviets, entre le dictateur rouge de Moscou et les démocraties capitalistes anglo-saxonnes, c'est-à-dire entre ceux qu'on accuse non sans quelques motifs, d'exploiter la classe ouvrière et ceux qui la défendent surtout pour s'en servir à des fins politiques.»<sup>161</sup> Ainsi, à suivre Musy dans son raisonnement, seules les puissances de l'Axe incarnent l'avenir de l'Europe, les Alliés occidentaux étant accusés de faire la guerre pour de mauvais motifs au même titre que l'URSS.

Son engagement en faveur de l'Europe repose également sur des considérations économiques. Reprenant en fait des arguments qu'il a déjà développés au milieu des années trente, Musy se montre ici beaucoup plus convaincant qu'au chapitre des réflexions politiques. Il prône le rapprochement économique entre partenaires de l'Europe continentale. Il appelle de ses vœux la création d'une sorte de marché commun sur le continent, par l'abandon de mesures protectionnistes trop absolues qui entravent l'économie européenne. Concurrencée par l'empire anglais, par l'Amérique sous le contrôle des États-Unis, par le Japon et ses dépendances, ainsi que par la Russie soviétique, l'Europe devrait, selon Musy, compenser son fractionnement politique par des mesures unificatrices sur le plan économique. Dépité, il remarque que, à ces immenses blocs économiques, «le vieux monde a opposé une Europe divisée en une vingtaine d'États, dont le traité de Versailles a encore augmenté le nombre»<sup>162</sup>. Aussi, condamnant toujours les mesures trop protectionnistes qui cloisonnent

---

<sup>159</sup> J.-M. MUSY: «La collaboration», in *La Jeune Suisse*, 25.9.1942. Une année plus tard, Musy confirme son jugement: «L'Europe de demain ne saurait être organisée ni par les Américains, qui ne la connaissent pas et ne la comprennent guère, ni par les Soviets, car nous ne voulons pas des formules asiatiques. L'Europe, berceau de la civilisation du monde, sera organisée par elle-même ou elle sombrera.» (J.-M. MUSY: «Les droits des petits États», in *La Jeune Suisse*, 30.10.1943).

<sup>160</sup> J.-M. MUSY: «La conquête de l'Europe», in *La Jeune Suisse*, 5.6.1942.

<sup>161</sup> J.-M. MUSY: «Le caméléon communiste», in *La Jeune Suisse*, 25.6.1943.

<sup>162</sup> J.-M. MUSY: «Problèmes économiques», in *La Jeune Suisse*, 24.4.1942.



l'Europe, il souhaiterait voir une plus grande intégration des systèmes économiques sur le continent. Convaincu que l'Europe ne peut plus prétendre à l'hégémonie exercée jusqu'à la fin du XIXe siècle, Musy pense toutefois qu'une Europe réorganisée, plus homogène du point de vue économique, pourrait mieux faire face à ses concurrents extérieurs: «placée en face de son destin, ou bien l'Europe résoudra toutes ces difficultés, pour fonder la paix politique sur la solidarité économique, ou elle achèvera de se suicider dans des luttes de plus en plus meurtrières. Elle trouvera en elle la force morale de résoudre ce grave problème; à moins qu'elle se résigne à passer sous la domination d'un autre continent»<sup>163</sup>. Sa réflexion sur l'intégration économique de l'Europe n'est pas exempte de quelques remarques équivoques: «L'économie future mettra fin à la dictature des trusts. Elle ne supprimera pas toute l'activité de la finance internationale, mais elle abolira la tyrannie de la finance internationale au service des puissances occultes et parasitaires.»<sup>164</sup>

En matière politique, Musy développe une argumentation moins persuasive, tant elle ne colle pas souvent à la réalité. Dans ses articles de *La Jeune Suisse*, les lecteurs ne trouvent jamais une présentation précise de la collaboration européenne, Musy semblant parler d'une vague fédération européenne, jamais définie, où l'Allemagne nazie serait une nation, certes importante, mais seulement une nation parmi d'autres, respectueuse de tous ses autres partenaires européens. Dans sa grande peur du déclin inexorable de l'Europe, Musy paraît frappé d'un soudain idéalisme quant à la politique hégémonique de l'Allemagne nazie. On peut même s'interroger sur la sincérité ou la lucidité de certains de ses propos lorsqu'il affirme en novembre 1942: «L'évolution des idées et des faits annonce déjà que l'ordre nouveau se réalisera non pas sur le plan des intérêts particuliers, mais en s'inspirant, davantage que par le passé, du bien commun.»<sup>165</sup>

Enclin à prétendre que Berlin ne serait pas fondamentalement opposé au projet d'une Europe fédéraliste, calquée sur le modèle helvétique, Musy tient parfois des propos n'ayant que peu de rapport avec la réalité de la domination exercée par les nazis en Europe. Ainsi lorsqu'il évoque la mission de la Suisse qui pourrait surtout «donner à l'Europe l'exemple de son fédéralisme, qui réussit à faire vivre, dans le respect réciproque des droits de chacun, des peuples de race, de langue et de religion différentes. Car, on ne le répétera jamais trop: Le fédéralisme helvétique n'est point une formule politique spécifiquement suisse. Il a la signification d'un principe général, dont la portée est beaucoup plus vaste,

---

<sup>163</sup> J.-M. MUSY: «Il faut fonder la paix politique sur la solidarité économique», in *La Jeune Suisse*, 15.5.1942.

<sup>164</sup> J.-M. MUSY: «Ce qu'il faut changer», in *La Jeune Suisse*, 6.11.1942.

<sup>165</sup> *Ibid.*

puisqu'il indique probablement la voie à la solution des problèmes majeurs posés à la communauté européenne»<sup>166</sup>. Ou encore: «Les Suisses apporteront une adhésion confiante à l'idée de la collaboration européenne, puisque celle-ci signifie la transposition sur le plan international du principe qui fut dès l'origine le fondement de la Confédération helvétique. L'entente cordiale entre l'Allemagne, la France et l'Italie, base indispensable à la nouvelle Europe, c'est l'extension de l'union qui a rassemblé les populations françaises, allemandes et italiennes qui vivent au cœur de l'Europe. La collaboration dans la paix c'est la conquête de l'Europe par l'idéal suisse. / C'est pour cela qu'il faut applaudir au magnifique effort du président Laval pour gagner ses compatriotes à l'idée que les peuples européens doivent enfin s'unir pour autre chose que pour se battre.»<sup>167</sup> Or, qui peut croire en 1942 à cette idée d'un nouvel ordre européen, sous la botte d'un Reich impérialiste et raciste, s'inspirant du modèle fédéraliste de la Suisse? Qui ne voit pas encore que la collaboration chantée par Musy et ses pairs, tout attachés qu'ils sont à l'indépendance et à la neutralité de la Suisse, n'est rien d'autre qu'une soumission effective à l'Allemagne? Qui peut également les croire lorsqu'ils prétendent en pleine guerre que la défense de la civilisation chrétienne passe par une étroite collaboration avec les maîtres nazis de l'Europe, ennemis par excellence de la religion?

Les réflexions de Musy sur la future Europe, toutes pertinentes qu'elles seraient en d'autres circonstances, sous-tendent toujours l'acceptation effective de la domination nazie sur le continent. En 1942 et 1943, il ne remet jamais en question cette hégémonie. Alors qu'il tient le traité de Versailles pour une des causes profondes de la guerre<sup>168</sup>, Musy ne remarque jamais que la politique hitlérienne ne s'est pas résumée à la seule révision du «Diktat» de 1919. Bien plus, prenant pour argent comptant les affabulations de la propagande nazie et fasciste, il cherche systématiquement à minimiser les responsabilités de l'Axe dans le déclenchement du conflit en 1939: «Des documents authentiques publiés depuis par les chancelleries montrent qu'à Berlin et à Rome on voulait encore éviter la guerre.»<sup>169</sup> Faisant retomber sur les autres la culpabilité de la guerre,

---

<sup>166</sup> J.-M. MUSY: «Conquête de la paix», in *La Jeune Suisse*, 19.6.1942.

<sup>167</sup> J.-M. MUSY: «Pour la paix contre la guerre», in *La Jeune Suisse*, 3.7.1942. Musy écrit aussi: «Pour les Suisses, la collaboration européenne que nous appelons de nos vœux sera le prolongement sur le plan continental, du fédéralisme, fondement de l'édifice politique helvétique. La collaboration que nous voulons sera le rayonnement international de l'idéal suisse.» (J.-M. MUSY: «Genève-Vichy-Paris», in *La Jeune Suisse*, 4.9.1942). Ou encore: «Pour sauver l'Europe, il n'est pas d'autre solution que la fédération des États du vieux monde. Et parce que la Suisse lui apporte le précieux exemple d'une expérience longuement éprouvée, il faut que les Suisses conservent intacts, le respect, l'estime et la confiance de tous leurs voisins. De leur attitude dépend le rayonnement de la conception politique qu'ils incarnent!» (J.-M. MUSY: «Perspectives», in *La Jeune Suisse*, 29.1.1943).

<sup>168</sup> J.-M. MUSY: «Problème de la paix», in *La Jeune Suisse*, 11.6.1943.

<sup>169</sup> J.-M. MUSY: «Le communisme et la guerre», in *La Jeune Suisse*, 18.6.1943.

attribuée en priorité aux velléités communistes et à la faiblesse des démocraties, Musy n'est pas loin de présenter les pays de l'Axe comme des puissances poussées malgré elles à faire la guerre. Il doit toutefois reconnaître qu'elles étaient prêtes à la conduire. Admiratif, il remarque en octobre 1942 que «les troupes de l'Axe ont enregistré pendant trois ans consécutifs, une série ininterrompue de brillantes victoires, phénomène sans précédent dans l'histoire militaire»<sup>170</sup>. Prouver que l'Axe est invincible implique que soit constamment réduite l'importance des succès des Alliés et, lorsque le vent tourne vraiment, que soit dénoncée leur cruauté.

Musy n'oublie jamais de louer la collaboration franco-allemande, d'autant plus que *La Jeune Suisse* est pour une très grande part diffusée en France. Emballé par le régime de Vichy, auquel il ne trouve absolument rien à redire, il plie la réalité à ses préjugés idéologiques au même titre que les services de propagande officiels: «Je crois au relèvement de la France, parce que le chef de l'État, le chef du gouvernement et le chef des armées qui tous ont fait don de leur personne au pays, sont étroitement unis par la volonté commune de sauver la patrie.»<sup>171</sup> Encore horrifié par l'expérience du Front populaire, accusé d'être responsable de la catastrophe française de l'été 1940, il place tous ses espoirs dans le vieux maréchal dont il ne cesse d'invoquer les étoiles: «La France sait aujourd'hui que son salut n'est ni à Londres, ni à New-York et encore moins à Moscou. Avec Pétain, elle sait qu'elle sera le propre artisan de sa propre résurrection.»<sup>172</sup> Selon Musy, la jeunesse française doit faire confiance à Pétain, car à l'avenir, «l'appartenance au parti ou à la loge ne compteront plus»<sup>173</sup>. Laval a également droit à des compliments: «Nous savons que Laval attachera son nom au grand œuvre de la collaboration. Nous comptons tous beaucoup sur sa clairvoyance et sa ténacité pour faire triompher cette grande idée. Nos vœux ardents l'accompagnent sur la voie difficile où il s'est engagé. Il faut qu'il triomphe de tous les obstacles qu'il rencontrera, parce que la collaboration, c'est le chemin de la paix durable, qui permettra enfin à l'Europe de sortir du cycle infernal des guerres, dans lequel elle est entrée en 1914. Il faut que Laval réussisse...»<sup>174</sup> Peu auparavant, le 22 juin 1942, Laval a lâché sa fameuse phrase lors d'une allocution radiodiffusée:

---

<sup>170</sup> J.-M. MUSY: «Les visites de Myron Taylor au Vatican», in *La Jeune Suisse*, 2.10.1942.

<sup>171</sup> J.-M. MUSY: «Genève-Vichy-Paris», in *La Jeune Suisse*, 4.9.1942.

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> *Ibid.* Musy écrit aussi: «Soutenu par le prestige du maréchal qui demeure en France par dessus tous et par dessus tout le symbole de l'union nationale, appuyé par un peuple encore très hésitant, mais qui demain le suivra, Laval doit réussir. Nous le souhaitons pour la France, nous le souhaitons pour l'Europe. L'Allemagne elle aussi sait que le relèvement de la France est dans l'intérêt de tous.» (J.-M. MUSY: «Pour la paix contre la guerre», in *La Jeune Suisse*, 3.7.1942).

«Je souhaite la victoire de l'Allemagne, car, sans elle, bientôt le bolchevisme s'installerait partout en Europe.» Cette victoire de l'Allemagne, Musy l'appelle également de ses vœux pour des raisons identiques.

Croyant aux vertus de l'optimisme ou se pliant tout simplement aux prescriptions de Berlin et de Vichy qui interdisent de parler en termes positifs de leurs ennemis, il affirme: «Aussi, contrairement aux affirmations de ceux qui disent et répètent à l'étranger que les trois quarts des Français sont gaullistes ou anglophiles, je constate que le gaullisme et l'anglophilie perdent de plus en plus de terrain.»<sup>175</sup> Selon lui, tous ceux qui ne tirent pas à la corde de la collaboration sont des «traîtres à la patrie européenne»<sup>176</sup>. Au début du mois d'octobre 1942, alors que l'Allemagne nazie atteint le sommet de sa puissance et que la Wehrmacht poursuit sa percée du côté de Stalingrad, Musy espère la fin prochaine des hostilités: «Quand on aura définitivement barré la route à la marche conquérante du communisme vers l'ouest, pourquoi ne chercherait-on pas les termes de la paix juste, acceptable pour tous.»<sup>177</sup>

D'autres hommes à poigne de l'Europe nouvelle ont droit à l'estime de Musy. Ainsi, encore plus que Salazar, mentionné au passage, l'ancien conseiller fédéral ne tarit pas d'éloges sur Mussolini, même après sa chute. Fin juillet 1943, il répète: «En arrachant son pays au communisme, Mussolini avait sauvé sa patrie et puissamment contribué à protéger l'Europe contre le danger, qui menaçait et menace encore notre civilisation.»<sup>178</sup> À lire Musy, Mussolini tient du héros modeste, patriote et philanthrope qui, dans son genre, a lui aussi «fait don de sa personne»: «En 1922, Mussolini était venu à Rome pour sauver le pays. Aujourd'hui, il s'en va pour éviter à sa patrie de plus grands malheurs.»<sup>179</sup> Au sujet du renvoi de Mussolini, congédié par le roi et ensuite arrêté, Musy parle lui de «noble geste» consenti par le Duce<sup>180</sup>. À l'instar de nombreux compatriotes, il cultive le mythe d'une Italie fasciste qui a toujours été favorable à la Suisse. Quelques semaines plus tard, après que le roi d'Italie a déclaré la guerre à l'Allemagne, Musy juge que l'Italie est sur le déclin depuis l'éviction de Mussolini: «Aujourd'hui, après avoir changé de camp, elle continue la guerre,

---

<sup>175</sup> J.-M. MUSY: «Vichy-Paris», in *La Jeune Suisse*, 11.9.1942.

<sup>176</sup> «On saura enfin que la paix entre la France et l'Allemagne est la première condition à la paix européenne. Beaucoup hélas n'ont pas encore compris que seule la collaboration loyale et durable des peuples européens peut encore sauver le continent. Tous ceux, quels qu'ils soient, qui entravent l'œuvre de la réconciliation par la collaboration pour entretenir les rivalités et les animosités qui tant de fois ont conduit les Européens sur le chemin de la guerre, sont traîtres à la patrie européenne.» (J.-M. MUSY: «Pronostics», in *La Jeune Suisse*, 27.11.1942).

<sup>177</sup> J.-M. MUSY: «Les visites de Myron Taylor au Vatican», in *La Jeune Suisse*, 2.10.1942.

<sup>178</sup> J.-M. MUSY: «Mussolini», in *La Jeune Suisse*, 30.7.1943.

<sup>179</sup> *Ibid.*

<sup>180</sup> *Ibid.*

aux côtés des Alliés. Pour elle, c'est, avec la ruine, l'effondrement du prestige que lui avait acquis vingt ans d'opiniâtre labeur.»<sup>181</sup> Dans la chute de Mussolini, Musy ne voit à aucun moment un succès de la démocratie et un retour à une plus grande liberté. À ses yeux, il s'agit plutôt d'une preuve supplémentaire des vues impérialistes que les Anglo-Saxons ont sur le Vieux Continent.

En effet, défenseur d'une Europe unie à n'importe quel prix, Musy n'affiche pas seulement son aversion pour l'URSS, mais également pour les Anglais et les Américains. Il en veut aux Anglo-Saxons, parce qu'ils furent «les grands bénéficiaires de la dernière guerre»<sup>182</sup>. En 1942-1943, il estime que l'impérialisme américain est de nouveau à l'œuvre. Si discret sur l'expansionnisme du Reich, Musy voit tout d'un coup clair dans le jeu des États-Unis: «À Washington, on proclame qu'il faut briser la puissance militaire de l'Axe, mais surtout détruire l'Allemagne, puisque la destruction de l'Allemagne signifiera la ruine du Japon. Aujourd'hui l'Amérique joue la carte de l'Europe pour gagner la bataille du monde.»<sup>183</sup> Partisan de la paix version allemande, il critique violemment l'intervention anglo-saxonne, présentée comme une agression: «Car qu'on le veuille ou non, la situation est telle aujourd'hui que pour mener une guerre sans merci contre l'Axe, c'est l'Europe qu'on attaque.»<sup>184</sup> Muet quant à la brutalité des troupes allemandes, il s'insurge contre les bombardements des Anglais et des Américains qui «ont résolu de briser la résistance de l'Europe par le terrorisme»<sup>185</sup>. Péremptoire, il affirme: «L'Amérique, en sécurité derrière l'immensité des océans, poursuit méthodiquement la destruction de l'Europe»<sup>186</sup>. Pour Musy, l'intervention militaire des États-Unis ne serait que le prolongement de leur politique commerciale: «Et quand les forteresses volantes auront pour longtemps éliminé la concurrence commerciale du vieux monde, alors

---

181 J.-M. MUSY: «La guerre continue...», in *La Jeune Suisse*, 23.10.1943.

182 J.-M. MUSY: «Pourquoi on se bat», in *La Jeune Suisse*, 26.2.1943.

183 J.-M. MUSY: «Destruction de l'Europe», in *La Jeune Suisse*, 4.6.1943.

184 *Ibid.*

185 *Ibid.* La légation de Grande-Bretagne à Berne se plaint de cet article, notamment du passage cité, auprès des autorités helvétiques. Le 5 juin, l'attaché de presse britannique écrit au chef du service de la presse au DPF: «I know that neither you, the Federal Government, nor the Swiss people have any great affection for *La Jeune Suisse*, and I am aware that you have all done a great deal to put it in its proper place.» Au sujet du passage en question, le représentant britannique affirme: «That is pure German propaganda». (AF, E 2001 (D) 3, Bd 10, *La Jeune Suisse*: de l'attaché de presse de la légation britannique, A. J. Meurig Evans, à C. Rezzonico (DPF), 5.6.1943. Au sujet de la réclamation britannique, voir aussi AF, E 4450/196: lettre du cap. Barde, chef de presse de l'arrondissement territorial de Genève, au chef de la section Presse de la DPR, 12.6.1943, lettre qui se termine ainsi: «Plus on tapera sur les doigts de ce mauvais journal, mieux cela vaudra. / On aurait tort d'ailleurs de prendre ce journal trop au sérieux et de lui attribuer de l'influence sur l'opinion publique.»; ainsi que la lettre du col. Plancherel, section Presse de la DPR, au secrétariat de presse du DFJP, 17.6.1943).

186 J.-M. MUSY: «Il faut sauver l'Europe», in *La Jeune Suisse*, 28.8.1943.

commencera le règne de l'hégémonie américaine.»<sup>187</sup> À ses yeux, les Américains sont bien ingrats: «Chaque jour, la science apporte de nouveaux moyens à l'œuvre de destruction. Aujourd'hui, la puissante Amérique lui offre avec ses dollars, les ressources immenses de ses usines. Elle dépêche avions et cuirassés vers l'Europe pour semer la dévastation et la mort là d'où lui sont venus tous les bienfaits de la civilisation.»<sup>188</sup>

Certain de la supériorité de la civilisation européenne, il ne pardonne pas surtout l'alliance des Anglo-Saxons avec les Soviétiques: «La guerre durera-t-elle jusqu'au moment où les bombardiers américains uniront leur effort à ceux des cosaques russes pour achever la destruction de l'Europe? Et après? Combien de siècles faudra-t-il à la civilisation américaine pour produire des génies comparables à Raphael, à Leonard, à Michelange, à Rubens, etc.? Combien de siècles faudra-t-il attendre l'époque où le nouveau monde offrira à l'humanité ce que la littérature française et l'art allemand ont apporté à notre civilisation?»<sup>189</sup> À lire Musy, l'Allemagne nazie serait la garante de la civilisation européenne et les Anglo-Saxons devraient faire un effort pour mieux comprendre ses revendications, «au lieu de discourir sur les beautés de la liberté, qu'ils promettent à une Europe en ruine, par la grâce de la puissante collaboration du dictateur Staline»<sup>190</sup>.

Prise d'assaut, l'Europe tient de la forteresse assiégée, thème cher à la propagande allemande. Musy écrit en prenant la défense du Reich: «Les Anglo-Américains et les Russes poursuivent en commun l'anéantissement de l'Allemagne. Cependant, la défaite des armées allemandes n'est point pour les Anglo-Saxons le but final de la guerre. Pour eux, la défaite allemande sera, surtout, l'élimination d'un gênant concurrent sur le marché mondial des produits industriels et l'étouffement de modalités économiques et sociales dangereuses

---

<sup>187</sup> *Ibid.*

<sup>188</sup> J.-M. MUSY: «Pronostics», in *La Jeune Suisse*, 27.11.1942. — Le 4 septembre 1942, Musy a une conversation téléphonique avec un monsieur que les services d'écoute n'ont pas pu identifier. Après avoir dit à ce dernier que les Allemands ne peuvent pas perdre la guerre et qu'il faut une paix qui ne soit pas comme «l'autre» («Une paix où chacun aura sa part, de façon qu'on ne recommence pas!»), Musy répond à son interlocuteur qui vient de lui dire qu'il «y a quand même un gros bloc, l'Amérique»: «De l'autre côté, au point de vue psychologique, c'est le bloc du travail, les Allemands, les Italiens, tous ces gens-là et de l'autre côté, c'est le bloc de l'or, avec la franc-maçonnerie, avec tout ça, n'est-ce pas!» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et un monsieur (inconnu), 4.9.1942, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée).

<sup>189</sup> J.-M. MUSY: «Destruction de l'Europe», in *La Jeune Suisse*, 4.6.1943. Musy affirme également: «Pour qui a réfléchi au sens profond du conflit, il est tragique de constater qu'Anglais et Américains comptent sur le précieux appui russe pour assurer la permanence des formules économiques anglo-saxonnes, tandis que la Russie attend évidemment de la défaite de l'Allemagne le triomphe du communisme en Europe.» (J.-M. MUSY: «Les visites de Myron Taylor au Vatican», in *La Jeune Suisse*, 2.10.1942).

<sup>190</sup> J.-M. MUSY: «Problème de la paix», in *La Jeune Suisse*, 11.6.1943.

pour le capitalisme anglo-américain. Pour les Russes, le but final de la guerre, c'est l'écrasement des armées allemandes, c'est-à-dire la disparition de la seule force militaire capable de s'opposer à une invasion russo-asiatique. L'élimination de la Wehrmacht, c'est la voie libre à la marche triomphale vers l'Occident!»<sup>191</sup> Prophète des catastrophes à venir, il se demande si le sort de l'Europe ne sera pas «d'être un jour gouvernée par une commission américaine ou d'être dominée par la formidable puissance qui résulterait d'un anschluss Nippon-Chinois. / Au point où elle [l'Europe] en est arrivée, la seule possibilité, c'est la régénération du vieux monde par un courageux retour à l'unité»<sup>192</sup>.

### 2.3.2. *Le communisme*

Dire que l'anticommunisme de Musy est pétrifié n'est pas un vain mot. En 1943, près d'un quart de siècle après la grève générale, événement central dans sa trajectoire de vie, il publie ainsi dans *La Jeune Suisse* de larges extraits du fameux discours qu'il prononça au Conseil national le 10 décembre 1918. Enclin à tirer des parallèles entre les événements d'hier et ceux d'aujourd'hui, porté à interpréter le présent comme la simple répétition du passé, il se fait une fois de plus proclamer sauveur de la patrie en danger. Un homme pour qui le mythe de la révolution bolchevique manquée en Suisse en 1918 le dispense d'ouvrir les yeux sur toutes les réalités de 1943: «L'énergique intervention de M. Musy [en décembre 1918] rendit confiance aux uns et donna du courage aux autres. Par la volonté nettement proclamée des communistes, la Suisse s'achemine aujourd'hui, vers un nouveau 1918, plus terrible que le premier.»<sup>193</sup>

La crainte d'une répétition, à une échelle encore plus grande, des révolutions de la fin de la Première Guerre mondiale hante Musy: «Que les peuples d'Occident méditent — il en est temps encore — la terrible prédiction de Lénine: “La guerre de 1914-1918 a valu le communisme à la Russie, la prochaine guerre doit signifier la bolchevisation pour toute l'Europe.”»<sup>194</sup> Prophète lui aussi, il voit déjà sortir le communisme de la guerre et de la misère: «Quand l'Europe ne sera plus que décombres sur lesquelles régnera la plus noire des misères, alors seront grandes les chances du bolchevisme derrière lequel il n'y a plus que le désordre et la révolution.»<sup>195</sup> Sa collaboration avec l'Allemagne, habile à jouer de cette frayeur partagée par de nombreux conservateurs européens, s'explique en partie

---

<sup>191</sup> J.-M. MUSY: «La guerre continue...», in *La Jeune Suisse*, 23.10.1943.

<sup>192</sup> J.-M. MUSY: «La conquête de l'Europe», in *La Jeune Suisse*, 12.6.1942.

<sup>193</sup> Introduction à J.-M. MUSY: «1918-1943. Le danger communiste en Suisse. Extraits d'un discours», in *La Jeune Suisse*, 19.2.1943.

<sup>194</sup> J.-M. MUSY: «Conquête de la paix», in *La Jeune Suisse*, 19.6.1942.

<sup>195</sup> J.-M. MUSY: «Pronostics», in *La Jeune Suisse*, 27.11.1942.

par la peur d'un Octobre rouge sur tout le continent. Reprenant à son compte un thème essentiel de la propagande allemande dès le 22 juin 1941, Musy fait de la croisade contre le bolchevisme un élément essentiel de la défense de l'Europe. Selon lui, il faut avant tout «libérer l'Europe de la Peste Rouge»<sup>196</sup> et «briser définitivement le communisme et tous ses acolytes, c'est-à-dire les puissances occultes, qui participent à son entreprise dissolvante»<sup>197</sup>.

Habitué à charger le communisme de tous les maux, à le comparer à la «lèpre» et à la «peste»<sup>198</sup>, Musy lui attribue notamment une importante responsabilité dans l'origine de la guerre, alors qu'il disculpe systématiquement le national-socialisme et le fascisme. Sous le titre «Les ennemis de la paix», il écrit: «Ils sont plusieurs. Mais de tous, le communisme est le plus dangereux parce que partout il fut et restera l'adversaire irréductible des principes, condition de l'ordre. Par conséquent l'Europe ne connaîtra pas le bonheur d'une paix durable, tant que le bolchevisme poursuivra ses activités dissolvantes à travers le monde.»<sup>199</sup> Évoquant l'admission de l'URSS à la SdN, puis les journées alarmantes qui précéderent les accords de Munich comme autant de preuves de la culpabilité de Moscou, Musy estime que le communisme poussera toujours à la guerre<sup>200</sup>. Il ne trouve aucune circonstance atténuante aux communistes: «De même qu'ils ont réussi à cacher leur gigantesque préparation militaire, ils s'entendent à camoufler leur action politique. Incorrigibles fauteurs de désordre, ils s'acharnent à paralyser par tous les moyens, les tentatives de rapprochement et de collaboration entre les pays européens. Ils restent les farouches adversaires d'un ordre nouveau en Europe, parce que c'est leur régime qu'ils entendent nous imposer.»<sup>201</sup> Intransigeant, beaucoup plus qu'il ne l'est avec l'extrême droite, il condamne sans appel l'extrême gauche: «Pour nous, toute complaisance envers le marxisme est une faute, puisqu'il n'y a pas de compromis possible entre le bolchevisme et la civilisation occidentale. Le communisme, c'est la négation de tout le

---

<sup>196</sup> J.-M. MUSY: «Les ennemis de la paix», in *La Jeune Suisse*, 28.8.1942.

<sup>197</sup> *Ibid.* Musy prétend également: «Dans tout le continent les esprits clairvoyants savent que l'Europe est menacée de déchéance. Aussi la croisade morale et militaire contre le communisme est-elle très populaire. À l'étranger, ceux qui l'ont compris souhaitent le relèvement rapide de la France, dont le rôle dans le monde est irremplaçable. La grande mission de la France est de rester avec les autres nations latines, et l'Allemagne, essentiellement représentative de la culture germanique, le rempart de la civilisation occidentale, dangereusement menacée par le bolchevisme.» (J.-M. MUSY: «Vichy-Paris», in *La Jeune Suisse*, 11.9.1942).

<sup>198</sup> J.-M. MUSY: «Les ennemis de la paix», in *La Jeune Suisse*, 28.8.1942.

<sup>199</sup> J.-M. MUSY: «Les ennemis de la paix», in *La Jeune Suisse*, 14.8.1942.

<sup>200</sup> J.-M. MUSY: «Le communisme et la guerre», in *La Jeune Suisse*, 18.6.1943. Dans cet article, Musy reprend, sous une forme résumée, l'historique du communisme déjà présenté dans *La peste rouge*. Il tient également à citer les noms d'origine juive de certains chefs communistes.

<sup>201</sup> J.-M. MUSY: «Les ennemis de la paix», in *La Jeune Suisse*, 28.8.1942.



christianisme et pour nous Suisses, il est la profanation de tous les principes qui furent à la base des constitutions, qui ont régi notre pays depuis 1291.»<sup>202</sup>

Au sujet de l'attaque allemande du 22 juin 1941 contre l'URSS, Musy fait sienne la thèse de la guerre préventive: «Sans être exactement renseignés sur son importance, les Allemands savaient cependant que la Russie avait instruit et bien équipée une puissante armée, dont celle envoyée contre les Finlandais n'était qu'une caricature. [...] La Russie soviétique avait préparé dans le mystère le plus absolu une formidable attaque contre l'Occident. Après l'épuisement qui devait résulter de la guerre entre les puissances occidentales, l'heure de la Russie devait sonner! Peut-être, au gré de Moscou, la campagne de France fut-elle trop rapide. Les événements ne se développent que rarement exactement suivant les desseins de ceux qui entendent en profiter! / Quoiqu'il en soit, l'impressionnante mobilisation de l'armée soviétique fut le prélude de la formidable rencontre des armées russes et de celles de l'Axe. L'avenir nous dira si se réalisera la prédiction de Lénine, le prophète de la destruction: "L'Europe communiste sortira de la nouvelle guerre". Mais ce que nous savons déjà, c'est que l'attitude de Moscou et l'action communiste ont dangereusement contribué à la guerre.»<sup>203</sup> À lire Musy, les puissances de l'Axe n'ont fait que stopper l'avancée du communisme en attaquant l'URSS: «Lorsque Mussolini et Hitler organisèrent la lutte contre le bolchevisme, qui marchait à la conquête de l'Occident, on a salué avec sympathie ces généreux efforts. [...] Quand le recul du temps permettra de juger objectivement et les hommes et les choses, l'histoire rendra justice à cette courageuse entreprise.»<sup>204</sup> Guerre préventive, l'attaque contre l'URSS apparaît également, sous la plume de Musy, comme une guerre de libération contre le pire des maux, le communisme, et partant pour le plus grand bien de la civilisation européenne. En été 1941, une bonne partie de la presse bourgeoise de Suisse romande a d'ailleurs défendu un point de vue quasi identique<sup>205</sup>.

En février 1943, quelques jours après la capitulation des dernières troupes allemandes à Stalingrad, un tournant décisif qui rend vraisemblable la défaite du Reich, Musy devient de plus en plus alarmiste: «Si les armées bolchevistes devaient un jour déferler sur l'occident, c'est qu'elles auraient forcé le barrage que leur opposent les armées de l'Axe. Mais alors qu'advierait-il de l'Allemagne et de l'Italie? A-t-on oublié qu'en 1932 encore six millions d'Allemands ont donné leur voix aux communistes avant l'arrivée du national-socialisme? Ne sait-on plus dans quel état se trouvait l'Italie avant la marche sur

---

<sup>202</sup> *Ibid.*

<sup>203</sup> J.-M. MUSY: «Le communisme et la guerre», in *La Jeune Suisse*, 18.6.1943.

<sup>204</sup> J.-M. MUSY: «Les droits des petits États», in *La Jeune Suisse*, 30.10.1943.

<sup>205</sup> J. MEURANT: *op. cit.*, pp. 496-499.

Rome? Ignore-t-on les ravages du communisme dans les Balkans, en Espagne et en France? Partout des millions de communistes prendraient fait et cause pour les bolcheviks. A-t-on réfléchi à tout cela?»<sup>206</sup>

Après la dissolution de la Troisième Internationale, en mai 1943, Musy se montre toujours plus catastrophiste. Il voit une fois de plus une manœuvre qui s'inspire de la tactique du cheval de Troie: «Au VIIe congrès communiste [de 1935], c'était les socialistes qu'il fallait gagner à la politique moscoutaire à travers le front populaire. Et maintenant, c'est le tour des bourgeois!»<sup>207</sup> Que Musy soit souvent clairvoyant sur la politique de façade de Moscou, qui ne renonce pas effectivement à diriger l'action des partis communistes étrangers malgré la dissolution du Komintern, et qu'il perçoive la volonté de l'Union soviétique de garder sous sa tutelle les territoires qu'elle reprend aux armées hitlériennes n'enlèvent rien à son manque de lucidité sur les objectifs de Berlin.

Il reste que, après le tournant du début de l'année 1943, Musy s'inquiète de plus en plus que la chute du Reich, dont il se refuse à parler explicitement dans *La Jeune Suisse*, crée un vide en Europe, vide que l'URSS pourrait combler à son seul profit: «Oui, les communistes trouveront des adeptes partout. Peut-être les troupes de police dépêchées en Europe par les Anglo-Saxons trouveront-elles les rochers et les fortifications qui bordent les rives de l'Atlantique et de la Méditerranée déjà occupés par les soldats rouges.»<sup>208</sup>

L'avancée de l'Armée rouge vers l'Ouest, au cours de l'année 1943, montre que Musy, tout opposé qu'il est aux Alliés occidentaux, ne leur voue pourtant pas une aversion aussi grande qu'aux Soviétiques. Cette attitude moins intransigeante envers les Anglo-Saxons, ouverte même au compromis dans l'espoir de combattre le plus grand mal, à savoir le communisme, constitue un des éléments importants pour comprendre sa participation à l'action de sauvetage de Juifs de 1944-1945. Certaines phrases écrites dans *La Jeune Suisse* en 1943 trouveront un écho tout particulier lorsque Musy tentera d'aider l'Allemagne nazie à redorer son blason auprès des Américains et des Anglais en faisant libérer des Juifs avec l'aide de Himmler. L'espoir d'une paix séparée entre les Allemands et les Anglo-Saxons, pour amener les uns et les autres à poursuivre la lutte ensemble contre l'URSS, est déjà présent dans l'esprit de Musy en 1943.

---

<sup>206</sup> J.-M. MUSY: «Le danger communiste grandit», in *La Jeune Suisse*, 12.2.1943.

<sup>207</sup> J.-M. MUSY: «Le caméléon communiste», in *La Jeune Suisse*, 25.6.1943. Deux mois plus tard, il répète: «Le marxisme a su très habilement profiter des circonstances, pour arborer partout le drapeau national. Il a substitué le communisme national au communisme international. Cette adroite manœuvre permet aux bolcheviks de travailler avec profit dans tous les milieux. Sous l'égide du patriotisme et de la liberté, dont il s'est constitué le fervent défenseur, partout il progresse. Les Anglo-Américains se rendent-ils compte du danger que cela signifie pour l'Europe, et qui demain menacera et l'Angleterre et l'Amérique.» (J.-M. MUSY: «Il faut sauver l'Europe», in *La Jeune Suisse*, 28.8.1943).

<sup>208</sup> J.-M. MUSY: «Le danger communiste grandit», in *La Jeune Suisse*, 12.2.1943.

En juillet 1943, critiquant certes la capitulation sans conditions exigée par les Américains, Musy regrette que «parmi les dirigeants, beaucoup s’obstinent à croire qu’une paix de compromis est exclue»<sup>209</sup>. Le mois suivant, il pressent déjà la fin de la coopération interalliée et l’inévitable affrontement entre l’Est et l’Ouest: «Le monde saura probablement un jour, qu’il n’est pas d’accommodement durable entre le capitalisme anglo-américain et le communisme russe. Alors tout l’Occident entreprendra peut-être une lutte commune dirigée à la fois contre le communisme et contre l’impérialisme russe.»<sup>210</sup>

En octobre, il croit savoir que, dans «certains milieux, on commence à comprendre, et ce n’est certes pas trop tôt, qu’après un épuisement total de l’Europe, l’URSS, disposant d’un réservoir d’hommes quasi inépuisable et dominant les plus riches contrées du monde, pourrait, suivant les circonstances, s’arroger la domination de l’Europe! À moins — et ce n’est guère probable — que les troupes anglo-américaines viennent monter une garde permanente à l’Est de l’Europe pour prévenir une nouvelle invasion russo-asiatique!»<sup>211</sup> En conclusion du même article, il écrit: «La guerre continue. Tout laisse prévoir qu’elle sera encore longue. Les Alliés laissent entendre, maintenant, que l’attaque de l’Europe par l’ouest est pour l’année prochaine. Et, qui sait, la guerre s’achèvera peut-être dans le chaos, avant la victoire définitive de l’un des belligérants. Alors, l’Europe connaîtra la réalisation de la terrible prophétie de Spengler: “Le déclin de la civilisation occidentale est proche!” / Les Anglo-Américains n’ont pas besoin d’ajouter de nouveaux atouts à tout ce qu’ils ont en mains pour provoquer la paix juste et acceptable pour tous et mettre fin à l’affreux cauchemar! Ils le peuvent, à la condition de se rapprocher de l’Allemagne. Opération difficile, mais nécessaire.»<sup>212</sup>

Ayant toujours un œil sur les événements internationaux, Musy n’oublie pas de considérer l’évolution intérieure de la Suisse. Là aussi, il trouve quelques sujets d’inquiétude. Ainsi, opposé à tout compromis avec la gauche, qu’il s’agisse du communisme ou du socialisme, le second n’étant jamais considéré autrement que comme le fourrier du premier, il ne peut que constater l’intégration toujours plus croissante des socialistes à l’État bourgeois et d’autres indices d’une possible manœuvre communiste. En cette année 1943, organisations communistes interdites et PSS tentent, en vain, de se rapprocher, alors que l’adhésion du communiste Jules Humbert-Droz au PSS, en été 1943, fait l’effet d’une bombe.

---

<sup>209</sup> J.-M. MUSY: «Le chaos ou la paix», in *La Jeune Suisse*, 9.7.1943.

<sup>210</sup> J.-M. MUSY: «Il faut sauver l’Europe», in *La Jeune Suisse*, 28.8.1943.

<sup>211</sup> J.-M. MUSY: «La guerre continue...», in *La Jeune Suisse*, 23.10.1943.

<sup>212</sup> *Ibid.*

D'autre part, la remontée du PSS aux élections nationales d'octobre 1943 qui en font la fraction la plus importante du Conseil national — à cette occasion, Fribourg envoie à Berne son premier conseiller national socialiste —, puis l'élection du premier conseiller fédéral socialiste en décembre sont autant de signaux d'alarme pour celui qui fut et reste l'opposant le plus décidé à toute concession à la gauche. L'espoir d'une possible entente entre les Alliés occidentaux et l'Allemagne, espoir déjà perceptible dans *La Jeune Suisse* en 1943, se trouve sans doute également entravé par l'exemple de la situation intérieure de la Suisse qui, à l'instar des pays libérés de l'occupation allemande, assiste à une poussée de la gauche et de l'extrême-gauche. En outre, Musy ne peut être qu'inquiet du prolongement de la guerre qui rend toujours plus pénibles les conditions de vie des Suisses et nourrit le mécontentement populaire. Convaincu que la gauche cherche toujours à profiter des difficultés pour progresser dans sa quête de pouvoir, l'homme du 10 décembre 1918 redoute plus que tout le retour des troubles et des révolutions qui ont émaillé la fin de la Première Guerre mondiale.

### **3. De la diffusion à la disparition de *La Jeune Suisse*: une forte dépendance à l'égard de l'étranger**

Bien avant que *La Jeune Suisse* transformée ne soit lancée, Musy s'assure, nous l'avons vu, l'appui des Italiens et des Allemands. Dès l'apparition de la nouvelle formule, les uns et les autres concrétisent leurs bonnes dispositions.

Les facilités octroyées par l'Allemagne à *La Jeune Suisse* revêtent plusieurs formes qui, la plupart du temps, relèvent du contrôle insidieux. Aux encouragements professés, l'action de Musy jouissant de la bienveillance constante des Allemands, s'ajoutent les petits coups de pouce, toujours intéressés. Il y a tout d'abord l'aide apportée à Musy par la légation allemande à Berne et la Wilhelmstrasse à Berlin pour qu'il trouve en Allemagne des correspondants. Les services diplomatiques allemands s'entremettent également pour faire parvenir à *La Jeune Suisse* les correspondances, en provenance d'Allemagne et de France occupée. D'autres officines à la solde du régime hitlérien, comme l'agence Telepress et la Reichsstudentenführung, offrent aussi leurs services, notamment pour transmettre du matériel journalistique à *La Jeune Suisse*. Du côté italien, *La Jeune Suisse* obtient quasiment des soutiens de même nature. Ne refusant jamais ces appuis intéressés, les sollicitant même très souvent, Musy se place résolument sur le terrain de la collaboration.

Cette collaboration à l'ordre nouveau ne ressort toutefois pas seulement d'un alignement idéologique et des petits coups de main que nous venons d'évoquer.

En effet, d'autres aspects pratiques, notamment ceux qui ont trait à la diffusion de *La Jeune Suisse* à l'étranger et à certains procédés qui ressemblent beaucoup à un financement déguisé par les Allemands et les Italiens, attestent du dévouement peu commun affiché par Musy pour servir le nouvel ordre européen.

### 3.1. Un journal surtout diffusé à l'étranger, avec le soutien des maîtres de l'Europe nouvelle

Une des caractéristiques essentielles de *La Jeune Suisse* tient à sa très forte diffusion, par rapport à un tirage total certes fort modeste, hors des frontières helvétiques. Loin d'être un hebdomadaire à vocation nationale, elle est avant tout vendue dans les pays de l'Europe nouvelle, notamment en France. Ainsi, au moment où le Conseil fédéral s'apprête en mars 1943 à interdire l'exportation de *La Jeune Suisse*, seul journal suisse encore distribué en France, sa diffusion outre-Jura se monte en moyenne à 13'748 exemplaires par semaine, pour la période du 21 janvier au 20 février 1943<sup>213</sup>. Pendant le même intervalle, l'exportation de *La Jeune Suisse* en Italie, où elle est pratiquement le seul journal suisse à être autorisé à la vente libre, se chiffre à 5'770 exemplaires par semaine<sup>214</sup>. Or, sur le plan helvétique, la diffusion de *La Jeune Suisse* ne semble pas dépasser beaucoup plus que les 2'000 exemplaires<sup>215</sup>. Aussi l'interdiction d'exporter portera un coup

---

<sup>213</sup> De différents chiffres à notre disposition, il appert que, avant l'occupation le 11 novembre 1942 de la zone sud par les Allemands, les exemplaires diffusés en France sont plus ou moins également répartis entre la zone nord et la zone non occupée.

<sup>214</sup> Ces chiffres résultent d'une liste «confidentielle» établie par la Direction générale des douanes, datée du 3 mars 1943 et transmise au DFJP par courrier du 4 mars. On y lit également que, entre le 21 janvier et le 20 février 1943, seuls 15 exemplaires de *La Jeune Suisse*, soit 3 par semaine, ont été envoyés en Allemagne. (AF, E 4450/6214, «Export nach Spanien»). Les chiffres de la Direction générale des douanes sont repris par Eduard von Steiger dans un rapport à l'attention du Conseil fédéral. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport d'E. von Steiger, chef du DFJP, au CF, 25.3.1943). En date du 31 octobre 1942, au sujet du dernier numéro de *La Jeune Suisse* entré en France, l'inspecteur Knecht précise qu'il y avait 5'000 exemplaires pour la zone occupée et 6'039 exemplaires pour la zone sud. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: note de l'inspecteur Knecht (MPC), 31.10.1942). Le 4 novembre 1942, devant des représentants du Département de Justice et Police et de la Division Presse et Radio, Jean Chappuis donne des chiffres plus modestes: «Nous expédions 2'000 ex. Italie, 5'000 ex. en France libre et 3'000 environ en France occupée.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal du 4.11.1942 (copie)).

<sup>215</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport de l'inspecteur C. Knecht au chef du Service de la police fédérale (MPC), 16.12.1942, où il est écrit que, actuellement, *La Jeune Suisse* «tire à environ 20'000 exemplaires. Deux mille environ sont vendus en Suisse et tout le reste est expédié à l'étranger, soit en France dans les deux zones et en Italie.» Voir également J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 127, qui rapporte que, «sur un tirage de 20'000, 2'000 exemplaires de *La Jeune Suisse* seulement étaient distribués en Suisse». — Par diffusion à l'étranger, nous entendons principalement l'exportation des journaux qui arrivent à l'étranger en paquets destinés à une agence qui a l'exclusivité de leur distribution. Nous ne tenons pas compte ici des journaux qui sont envoyés sous bande individuelle à des abonnés. En ce qui concerne les exemplaires destinés à des abonnés de *La Jeune Suisse* à l'étranger, ils semblent d'ailleurs ne représenter qu'une très infime part du tirage total du journal.

très rude à l'hebdomadaire qui, privé de ses principales sources de revenu, sera condamné à une disparition assez rapide.

Sur la base de l'étude d'archives suisses, Jérôme Crausaz a déjà pu montrer que *La Jeune Suisse*, tout d'abord destinée à l'exportation, a surtout joué un rôle à l'étranger<sup>216</sup>. Nous ne pouvons que confirmer cette constatation. Bien plus, les archives françaises, italiennes et surtout allemandes indiquent clairement que la diffusion de *La Jeune Suisse* résulte d'une très étroite collaboration systématiquement recherchée par Musy avec les puissants du moment, qu'ils soient à Vichy, Paris, Berlin ou Rome. Cette collaboration volontaire est d'autant plus frappante que, à la différence d'un responsable de presse dans un pays occupé soumis à une pression beaucoup plus forte, ni Musy, citoyen d'un État neutre, ni la rédaction de *La Jeune Suisse*, journal dont le lieu d'origine ressort déjà du titre, ne se trouvent sous le coup d'une occupation. Or, par sa diffusion à l'étranger surtout et par les idées qu'elle défend, *La Jeune Suisse* se fait l'instrument de la propagande des pays de l'Axe et avant tout de l'Allemagne.

D'une certaine manière, grâce au zèle de l'ancien président de la Confédération, titre qu'il brandit volontiers, et à son journal censé être le reflet de l'opinion d'un pays neutre, les puissances de l'Axe réalisent ainsi une sérieuse économie puisque Musy les aide à donner un visage faussement diversifié à la presse qu'elles autorisent dans l'Europe nouvelle. D'ailleurs, en reprenant le flambeau de *La Jeune Suisse*, Musy affiche dès le début l'ambition de ne pas simplement assurer la continuité du journal, mais bien de le transformer de fond en comble pour en faire un organe à vocation européenne, partisan du nouvel ordre continental. Preuve supplémentaire de l'intérêt marqué par Musy pour avoir une tribune européenne, l'interdiction d'exporter *La Jeune Suisse* contribue à son retrait progressif du journal.

### 3.1.1. *En Italie*

*La Jeune Suisse* nouvelle formule sort, rappelons-le, le 10 avril 1942. En Italie, elle est diffusée dès le 10 avril<sup>217</sup>. De 400 exemplaires au départ, l'expédition vers

---

<sup>216</sup> J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 126-133.

<sup>217</sup> AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: copie d'une note de *La Jeune Suisse* (exemplaire à l'attention du consulat d'Italie à Genève), 29.1.1943, jointe à la lettre de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 18.2.1943. — Voir également PA, DGB, 3511 (813): copie de la même note de *La Jeune Suisse* (exemplaire à l'attention du consulat d'Allemagne à Genève), 29.1.1943, annexée à la lettre de W. Krauel à G. Trump (DGB), secret, 18.2.1943. Une copie de cette note du 29.1.1943 de *La Jeune Suisse* se trouve également in: ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42.

ce pays passe à 5'617, chiffre indiqué par *La Jeune Suisse* en janvier 1943<sup>218</sup>. L'écoulement dans la péninsule a lieu grâce à une société de distribution italienne obéissant aux directives de Rome, la SISE, dont Musy obtient la collaboration par l'entremise des services diplomatiques et ceux de propagande italiens dès avant l'apparition de la nouvelle *Jeune Suisse*<sup>219</sup>. À l'inverse de la plupart des publications suisses interdites en Italie, *La Jeune Suisse* est autorisée à y être diffusée sans restriction, dès le début du lancement de sa nouvelle formule<sup>220</sup>.

### 3.1.2. *En France*

La plupart des exemplaires de *La Jeune Suisse* vendus à l'étranger le sont en France. Dans la zone non occupée, où le régime de la presse est soumis au gouvernement de Vichy, *La Jeune Suisse* est envoyée dès le début du lancement de sa nouvelle formule, soit le 10 avril 1942. L'expédition en zone nord, où la presse est soumise au commandement militaire allemand et à l'occupant tout-puissant, a lieu elle à partir de la fin du mois d'août 1942<sup>221</sup>.

*En zone sud.* Jusqu'à l'automne 1942, la présence de *La Jeune Suisse* dans cette partie de la France ne représente pas, en tant que publication helvétique, un cas à part. Après l'armistice de juin 1940, la presse helvétique de langue française et de langue allemande y a même augmenté considérablement sa diffusion, jusqu'à devenir une sérieuse concurrence pour les journaux français, les quotidiens suisses offrant des informations que la censure de Vichy n'aurait pas acceptées d'un organe français. Toutefois, Vichy ne devait pas tarder à serrer la vis, en imposant à toutes les publications en provenance de Suisse un contrôle de la censure à leur entrée en France à Annemasse, gare la plus proche de la frontière en zone non-occupée<sup>222</sup>.

---

<sup>218</sup> AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: copie d'une note de *La Jeune Suisse* (exemplaire à l'attention du consulat d'Italie à Genève), 29.1.1943, jointe à la lettre de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 18.2.1943.

<sup>219</sup> Voir AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 25.3.1942, 1.4.1942 et 14.4.1942; du Ministère de la Culture populaire (presse étrangère) à la SISE, 10.4.1942, au Ministère de l'Intérieur, 10.4.1942, et à la légation d'Italie à Berne, 11.4.1942; de la SISE au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 16.4.1942.

<sup>220</sup> AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: du Ministère de la Culture populaire (presse étrangère) au Ministère de l'Intérieur, 10.4.1942.

<sup>221</sup> PA, DGB, 3511 (813): copie d'une note de *La Jeune Suisse* (adressée au consulat d'Allemagne à Genève), 29.1.1943, annexée à la lettre de W. Krauel à G. Trump (DGB), secret, 18.2.1943. De 5'000 exemplaires au départ, le chiffre des exemplaires expédiés en zone occupée est porté à 7'000 par la suite. (*Ibid.*).

<sup>222</sup> Sur le rôle de la presse suisse en zone sud, voir C. LEVY, H. MICHEL: «La presse autorisée...» *op. cit.*, pp. 89-90, où il est indiqué que le nombre des exemplaires de la *Gazette de Lausanne* vendus en France passe de 4'500 en 1939, à 15'000 en 1942. Jusqu'en novembre 1942, date à laquelle les journaux suisses (sauf *La Jeune Suisse*) cessent de pénétrer dans l'ancienne «zone libre», le nombre des exemplaires vendus par le *Journal de*

L'apparition en zone sud de *La Jeune Suisse*, un titre au demeurant mineur par rapport à d'autres quotidiens helvétiques, n'y influence que très peu l'opinion publique. Cependant, pour un journal helvétique, *La Jeune Suisse* se singularise par sa ligne rédactionnelle qui, de fait, se rapproche furieusement de la propagande vichyste officielle. D'ailleurs, si *La Jeune Suisse* de Musy a de la peine à se vendre en France, comme on le rapporte au Ministère public, c'est justement parce que, à l'instar de ce qui se passe aussi avec le *Courrier de Genève*, les Français ne sont pas prêts à payer un journal suisse le double d'un journal français pour y lire des articles favorables à l'Axe<sup>223</sup>. Le manque de retenue de *La Jeune Suisse* va incontestablement bien au-delà des commentaires certes souvent favorables, sauf exception, que la presse bourgeoise de Suisse romande émet, surtout jusqu'à la fin de 1942, à l'égard du régime de Vichy et en particulier du maréchal Pétain, mythe longtemps intouchable<sup>224</sup>. Outre une tendance politique très marquée, *La Jeune Suisse* diffusée en zone non occupée révèle également, pour le biographe, la spécificité de la trajectoire de Musy, plus que jamais enclin à mener une politique personnelle dans l'orbite des nouveaux maîtres de l'Europe. Présent plusieurs fois en France entre la fin de 1940 et le début de 1942, Musy a préparé le terrain pour son organe à vocation européenne bien avant son lancement effectif en avril 1942.

Le 10 avril 1942, Joseph van Melle, directeur des services de presse aux Messageries Hachette à Vichy, écrit à Romain Roussel, directeur des services de presse et de censure du régime de Vichy et ami de Marion, que la «Direction de l'hebdomadaire *La Jeune Suisse* vient d'adresser 300 exemplaires de son journal à chacun de nos principaux représentants en zone libre. / L'expédition a été faite de Genève, via Annemasse où M. Orengo a laissé passer les paquets de journaux.»<sup>225</sup> Puis, ayant indiqué que Musy «aurait été reçu récemment à Vichy par le Maréchal», Joseph van Melle demande à Roussel si Hachette peut procéder

---

*Genève* s'élève lui à 50'000. Sur l'exportation de journaux suisses en France, voir également Rapport CF presse, 27.12.1946, pp. 275-276. Dans son étude sur René Payot, figure mythique du *Journal de Genève*, Michel Caillat aborde également les relations de la presse suisse avec la censure française. (M. CAILLAT: *René Payot... op. cit.*, pp. 192-193, 272-275, 323-324 et 350-351).

<sup>223</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport (MPC) sur les «journaux entrant en France sous forme d'éditions spéciales pour la France et vendus au numéro», 25.9.1942.

<sup>224</sup> Les journaux suisses de langue allemande se montrent beaucoup moins complaisants que la presse romande à l'égard de Vichy. Ils rencontrent d'ailleurs des difficultés auprès de la censure française beaucoup plus tôt que leurs confrères de Suisse romande. Sur l'attitude de la presse romande face à la France de Vichy, voir J.-C. CHARPENET: «Le régime de Vichy vu par la presse de Suisse Romande (juin 1940 - novembre 1942)», in *Cahiers d'histoire* (publiés par les Universités de Clermont, Lyon et Grenoble), 12, 1967, 4, pp. 377-406; J. MEURANT: *op. cit.*, entre autres pp. 191-397, 425-427, 461-464, 489-495 et 590-594; F. STUCKY: *La presse romande face au régime de Vichy et à la France d'Alger. Analyse événementielle et thématique 1942-1944*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1982, 371 p.

<sup>225</sup> AN, F41-116, «Suisse»: lettre de J. van Melle à R. Roussel, 10.4.1942.



à la diffusion de ce journal<sup>226</sup>. Deux jours plus tard, le directeur des services de presse et de censure de Vichy confirme son accord<sup>227</sup>. Le 22 avril, les Messageries Hachette confirment à *La Jeune Suisse* leur accord relatif à sa mise en vente en zone non occupée<sup>228</sup>.

S'étant assuré les bonnes grâces des chefs du régime de Vichy, Musy ne manque pas d'y retourner pour assurer la meilleure diffusion possible en France. En juin 1942, il séjourne de nouveau à Vichy où il rend visite à Marion et Laval, ainsi qu'à la représentation du Reich auprès de Pétain. Il y est une fois de plus question de la diffusion la plus large possible de *La Jeune Suisse* en zone sud où, selon Musy, son journal doit faire contrepoids au reste de la presse suisse favorable à l'Angleterre et aux bolchevistes. Comme le rapporte un fonctionnaire allemand à Vichy, Laval doit avoir donné son appui à Musy. Aux représentants allemands, Musy exprime également son souhait de voir *La Jeune Suisse* être diffusée auprès des travailleurs et des prisonniers de guerre français en Allemagne; il envisage également de demander plus tard l'autorisation de la diffuser dans les territoires occupés et en Belgique. Alors que Laval dit tout haut souhaiter la victoire de l'Allemagne, Musy affirme lui aussi, en ce mois de juin 1942, être pour la victoire allemande<sup>229</sup>.

---

<sup>226</sup> *Ibid.*

<sup>227</sup> AN, F41-116, «Suisse»: lettre du directeur des services de presse et de censure (R. Roussel) au directeur des Messageries Hachette (J. van Melle), 12.4.1942.

<sup>228</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre des Messageries Hachette à *La Jeune Suisse*, 22.4.1942.

<sup>229</sup> Reproduit par Schwendemann (ambassade allemande à Paris) à l'attention de la Wilhelmstrasse, le rapport de la représentation du Reich à Vichy mérite d'être cité: «Der ehemalige schweizerische Bundespräsident Musy macht zur Zeit eine Informationsreise im unbesetzten Frankreich. Er hat bei dieser Gelegenheit eine Anzahl französischer Persönlichkeiten besucht, u.a. in Lyon Kardinal Gerlier, den Bürgermeister Villiers, in Vichy Präsident Laval und Herrn Marion. Der Hauptzweck des Besuches von Musy ist die Organisation des Verkaufs der ihm gehörenden Zeitung "Jeune Suisse", die zur Zeit in rund 4'000 Exemplaren im unbesetzten Gebiet vertrieben wird. Musy wünscht, dass die Zeitung, die im Sinne der europäischen Neuordnung schreibt, im unbesetzten Frankreich möglichst zahlreich verkauft wird, um ein Gegengewicht zu der england- und bolschewistenfreundlich ausgerichteten übrigen Schweizer Presse zu schaffen. Präsident Laval habe, wie Musy anlässlich eines Besuches, den er mir abstattete, erklärt, seinen Absichten vollstes Verständnis entgegengebracht und versichert, dass er dafür Sorge tragen werde, dass die Zeitung unter den günstigsten Bedingungen im unbesetzten Frankreich vertrieben werden könne. Musy gab weiter seine Eindrücke aus der Unterredung mit Kardinal Gerlier wieder, der in deutlicher Weise sein Misstrauen gegenüber Deutschland ausgedrückt habe. Nach einer längeren Unterhaltung mit ihm, habe er jedoch den Eindruck, dass Gerlier eines Tages für den Gedanken eines neuen Europa gewonnen werden könne. Musy hat sich mir und den französischen Stellen in Vichy gegenüber ausserordentlich positiv im Sinne einer europäischen Politik der Zusammenarbeit ausgedrückt. Er sei, so formuliert er, für den deutschen Sieg, weil man zugleich ein guter Schweizer Bürger und intelligent sein könne. An konkreten Anregungen brachte Musy vor, dass er es gerne sehen würde, wenn seine Zeitung bei den französischen Arbeitern und Kriegsgefangenen in Deutschland zugelassen werde. Ausserdem würde er zu einem späteren Zeitpunkt die Frage nach der Vertriebsgenehmigung für seine Zeitung in den besetzten Gebieten und in Belgien stellen.» (PA, DGB, 2790 (782/4): rapport de la délégation allemande à Vichy («succursale» de l'ambassade allemande de Paris) reproduit par Schwendemann pour l'AA, secret, 25.6.1942).

En août 1942, Musy fait de nouveau sa tournée en France. À Vichy, où il est accompagné de Déléaval, il rend visite à Laval et Marion<sup>230</sup>; à Paris, il rencontre le gratin allemand: l'ambassadeur Abetz, le maréchal von Rundstedt, commandant en chef des forces allemandes ouest, le général SS Karl Oberg, chef suprême de la SS et de toutes les forces de police allemandes en France, Alfons Geubels, responsable de la société Conti-Press, contrôlée par les Allemands, qui distribue la presse en zone nord, et le chef de la censure allemande<sup>231</sup>. À chaque fois, il est question de la diffusion de *La Jeune Suisse* en France. Interrogé en novembre 1942 par la police fédérale sur ses liens avec Musy, Louis-Tobias Broder, chargé de l'organisation commerciale de la vente de *La Jeune Suisse* et du *Courrier de Genève* dans la zone sud, confirme que cette diffusion est facilitée grâce à l'action de Musy en France même. Évoquant sa rencontre avec Musy à Lyon, au mois d'août 1942, «sauf erreur», Broder rapporte à ce propos: «Il [Musy] venait en France pour s'entretenir avec M. Paul Marion, si possible avec M. le Président Pierre Laval de questions concernant l'Europe nouvelle, la paix, et les possibilités de diffusion de *La Jeune Suisse* en France. [...] Il se rendait à Vichy et devait voir à cette occasion le Directeur des Messageries Hachette.»<sup>232</sup>

<sup>230</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: note de l'inspecteur C. Knecht au MPC, 1.9.1942; conversation téléphonique entre Musy et Paternot, 1.9.1942, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée. — Une copie de la note de Knecht du 1.9.1942 (sans mention du nom de Knecht) est transmise par le général Guisan lui-même à Karl Kobelt, chef du DMF, à l'attention du Conseil fédéral. (AF, E 27/14381: du général Guisan à Kobelt, personnel, 8.9.1942, avec en annexe la note en question). Kobelt fait alors suivre une copie de la note précitée (sans mention du nom de Knecht) à son collègue Pilet-Golaz, chef du DPF, qui lui répond peu après: «Bien entendu, j'étais renseigné sur les faits et gestes de M. Musy.» (AF, E 27/14381: de Pilet-Golaz à Kobelt, 16.9.1942). Une copie de la note (sans mention du nom de Knecht) se trouve dans les papiers Pilet-Golaz du Département politique. (AF, E 2809/1, Bd 5, «weniger interessant»).

<sup>231</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: note de l'inspecteur C. Knecht au MPC, 1.9.1942. PA, DGB, 3511 (813): lettre du Reichsverband der deutschen Zeitungsverleger (Berlin) à la Deutsche Informationsstelle (Berlin), 2.9.1942 (copie).

<sup>232</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de L.-T. Broder par l'inspecteur Knecht (MPC), du 19.11.1942. En zone sud, la distribution de *La Jeune Suisse* se fait par le biais des Messageries Hachette. — Domicilié à Lyon jusqu'à l'entrée des Allemands dans cette ville, le 11 novembre 1942, Louis-Tobias Broder vient de se réfugier en Suisse. Interrogé par la police fédérale au Camp du Bout du Monde à Genève, il explique pour quel motif il a quitté la zone sud à l'arrivée des Allemands: «Je suis juif engagé volontaire pour la durée de la guerre comme polonais et je crains d'être poursuivi par les Autorités allemandes d'occupation en raison de ma qualité de correspondant de journaux et publications étrangères. Je crains également des représailles du côté de *La Jeune Suisse* et du *Courrier de Genève*.» (*Ibid.*). Un peu plus tard, Broder précise qu'il a commencé à s'occuper de la diffusion de *La Jeune Suisse* en zone sud sur la proposition de Gaston Bersier du *Courrier de Genève*: «Étant donné que je travaillais déjà pour le *Courrier de Genève* je n'ai pas crû pouvoir refuser de m'occuper de ce journal. Je dois ajouter que je craignais que des difficultés me soient créées en cas de refus par la Direction du *Courrier de Genève*.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de L.-T. Broder par l'inspecteur Knecht (MPC), du 9.12.1942). Fin décembre 1942, l'inspecteur Knecht regrette d'apprendre le récent refoulement de Broder. (AF, E 4450/6214, «Abhörberichte, Verhörprotokolle»: rapport de C. Knecht, 28.12.1942).

Puis, à propos du voyage de Musy à Vichy, Broder précise: «des Messageries Hachette, j'ai appris peu après que *La Jeune Suisse* avait obtenu d'être vendue en compte dépôt avec reprises d'invendus, ce qui facilitait la diffusion. Cette autorisation avait été donnée par M. Romain Roussel, du Ministère de l'Information, d'ailleurs cette mesure fut brutalement rapportée par l'Information quelques semaines plus tard.»<sup>233</sup>

*En zone nord.* Avec la distribution importante de *La Jeune Suisse* en zone occupée, seulement ouverte à la presse de collaboration à la botte des occupants, Musy pousse très loin sa volonté de coopérer avec les Allemands. Les conditions imposées par les occupants y sont tellement strictes et incompatibles avec la déontologie journalistique qu'aucun journal suisse, excepté *La Jeune Suisse*, n'accède à cette zone<sup>234</sup>. Aussi, en sollicitant auprès des Allemands les autorisations nécessaires à la diffusion de *La Jeune Suisse* en zone nord, Musy rivalise de zèle avec les collaborationnistes de Paris. Pourtant, à la différence de ces durs parmi les durs de l'adaptation à outrance, il se soumet volontairement à la tutelle allemande alors qu'il habite lui dans un pays qui ne connaît pas l'occupation. Journal mineur qui a toutefois l'avantage de venir d'un État neutre et dans lequel signe un «ancien président de la Confédération», *La Jeune Suisse* sert l'occupant allemand qui s'efforce de donner l'apparence de la pluralité à une presse à sa solde. La présence de *La Jeune Suisse*, toute retenue soit-elle, sur la devanture des kiosques parisiens en compagnie de la presse collaborationniste la plus virulente parle d'elle-même.

La diffusion de *La Jeune Suisse* en zone nord tient beaucoup aux relations personnelles dont Musy jouit à Berlin, dans le Paris allemand et même à Vichy où, au mois de juin 1942, il a fait part, rappelons-le, à un représentant du Reich de son projet de demander l'autorisation de diffuser l'hebdomadaire dans les territoires occupés et en Belgique. En étroite liaison avec les autorités allemandes, l'ancien conseiller fédéral prend plus d'une fois l'initiative de la collaboration au nouvel ordre européen. De temps à autre appuyé par des délégués qui interviennent directement auprès des Allemands à Paris, une fois le journaliste Paul Eynard à l'ambassade allemande<sup>235</sup>, une fois le lieutenant-colonel Louis Brand auprès de la Section Propagande du Commandement militaire allemand en

---

<sup>233</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de L.-T. Broder par l'inspecteur Knecht (MPC), du 19.11.1942.

<sup>234</sup> La revue *Le Mois Suisse*, autre publication au service de la propagande allemande, est également vendue en zone nord. De manière générale, aucun journal étranger n'a accès à la zone occupée, sauf *La Jeune Suisse*, *Le Mois Suisse* et, à notre connaissance, un ou deux périodiques de l'Italie fasciste. — Sur la presse en zone nord et la mainmise allemande, voir C. LEVY, H. MICHEL: «La presse autorisée...» *op. cit.*, entre autres pp. 13-18, 28-29 et 40-71.

<sup>235</sup> PA, Deutsche Botschaft in Paris, 1362: note de Schwendemann à Abetz et Schleier, 8.11.1941.

France<sup>236</sup>, Musy négocie aussi personnellement dans la capitale française avec l'occupant. Au début de septembre 1942, quelques jours après une nouvelle visite de Musy à l'occupant allemand à Paris et alors que l'expédition de *La Jeune Suisse* vient de débiter en zone nord, on apprend de Berlin que Musy a discuté à Paris avec Alfons Geubels, chargé d'affaires spécial pour la France de l'association du Reich des éditeurs de journaux allemands et responsable de la société de distribution Conti-Press<sup>237</sup>. À en croire ce qui est rapporté des propos de Musy, *La Jeune Suisse* doit avoir trouvé la considération particulière de l'ambassadeur Abetz et du service de propagande auprès du Commandement militaire allemand en France<sup>238</sup>. De Vichy, le consul général d'Allemagne Krug von Nidda écrit également à la Wilhelmstrasse: «Die Wochenzeitung *La Jeune*

<sup>236</sup> En date du 21 septembre 1942, un responsable du Groupe Presse du Commandement militaire allemand en France écrit depuis Paris au consulat allemand à Genève: «Dem durch das Deutsche Konsulat Genf akkreditierten Oberstleutnant Louis Brand wurde durch die hiesige Dienststelle die Genehmigung zum Vertrieb der von dem Alt-Bundespräsidenten Dr. Musy herausgegebenen Wochenzeitschrift *La Jeune Suisse* im besetzten Frankreich (5'000 Exemplare) erteilt.» (PA, DGB, 3511 (813): rapport du Militärbefehlshaber in Frankreich, Gruppe Presse (Hauptmann), au consulat d'Allemagne à Genève, 21.9.1942 (copie)). Puis, le 29 septembre, Krauel transmet du consulat de Genève à la légation allemande à Berne: «Altbundesrat Musy hatte das Konsulat seinerzeit gebeten, seinen Mitarbeiter Oberstleutnant Louis Brand mit den deutschen militärischen Stellen in Paris in Verbindung zu bringen, um mit diesen über den Vertrieb der von Musy herausgegebenen Wochenschrift *La Jeune Suisse* im besetzten Frankreich zu verhandeln. Das Konsulat hat dem Antrag entsprochen und Herrn Brand mit der Propagandaabteilung beim Militärbefehlshaber in Frankreich in Verbindung gebracht.» (*Ibid.*: rapport de W. Krauel à la DGB, 29.9.1942).

<sup>237</sup> Administrateur des journaux et périodiques allemands en France et gérant de la société Conti-Press, Alfons Geubels est également nommé chargé d'affaires par le Militärbefehlshaber in Frankreich (Propaganda Abteilung) auprès des Messageries de la coopérative des journaux français (MCJF) et chargé d'affaires par l'Oberkommando de la Wehrmacht pour le périodique *Signal*. (Sur l'activité d'Alfons Geubels en France, voir AN, 72 AJ 1885, archives d'Alfons Geubels). — Étroitement liée à l'association du Reich des éditeurs de journaux allemands, la société de distribution Conti-Press travaille de concert avec le groupe Presse, dirigé par le Dr Eich, de la Propaganda-Abteilung. Émanation du Ministère de la Propagande du Reich, la Propaganda-Abteilung dépend du Commandant militaire allemand à Paris (Militärbefehlshaber). Installée à l'hôtel Majestic, la Propaganda-Abteilung entre régulièrement en rivalité avec les services de propagande de l'ambassade d'Allemagne à Paris, établie à la rue de Lille. Derrière ces tensions à Paris, on distingue à nouveau la concurrence qui existe à Berlin entre le Ministère de la Propagande et le Ministère des Affaires étrangères en matière de politique de presse envers l'étranger. Sur la Propaganda-Abteilung, voir E. DUNAN: «La *Propaganda-Abteilung* de France: tâches et organisation», in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 4, octobre 1951, pp. 19-32; C. LEVY, H. MICHEL: «La presse autorisée...» *op. cit.*, pp. 13-17.

<sup>238</sup> PA, DGB, 3511 (813): lettre du Reichsverband der deutschen Zeitungsverleger (Berlin) à la Deutsche Informationsstelle (Berlin), 2.9.1942 (copie): «Unser Sonderbeauftragter für Frankreich, Herr Geubels, teilt uns mit, dass Herr Dr. Jean-Marie Musy, der frühere Schweizer Bundespräsident, bei ihm vorgesprochen und um die Aufnahme des Vertriebes der Schweizer Wochenzeitschrift "La Jeune Suisse", die beim Verlag "Courier de Genève", Genf, erscheint, gebeten habe. / Das Blatt ist in französischer Sprache gehalten und soll nach Angabe des Herrn Dr. Musy für die Neuordnung Europas eintreten und die besondere Beachtung des Herrn Botschafters Abetz und der Aktiv-Propaganda beim Militärbefehlshaber in Frankreich gefunden haben. Für den Verkauf soll "La Jeune Suisse" ffirs 2.50 kosten und mit einem Anfangsbezug von 5'000 Exemplaren für das besetzte Gebiet Frankreichs in den Vertrieb gegeben werden. Der Bezug ist zunächst über das unbesetzte Frankreich vorgesehen.»

*Suisse* ist kürzlich aufgrund einer Rücksprache zwischen Botschafter Abetz und dem ehemaligen Schweizer Bundespräsidenten Musy, der Herausgeber der Zeitung ist, als einzige schweizerische Zeitung im besetzten Gebiet zugelassen worden und wird in Zukunft dort abgesetzt.»<sup>239</sup> Prié de prendre position, Köcher donne un avis favorable à la diffusion de *La Jeune Suisse* dans la zone française occupée et estime que cette diffusion ne peut pas porter préjudice à celle du *Mois Suisse*, autre publication proallemande expédiée en zone occupée<sup>240</sup>.

### 3.1.3. *La censure française d'Annemasse crée des difficultés à La Jeune Suisse*

Malgré le soutien qu'il obtient de Laval et de Marion, qui suivent par ailleurs deux politiques souvent rivales en matière de propagande, Musy se trouve plus d'une fois confronté à la méfiance et à la résistance de certains responsables de la censure française<sup>241</sup>. Ainsi, Dufour, chef de cabinet du ministre de l'Information et directeur de la censure à Vichy, ne semble pas apprécier particulièrement *La Jeune Suisse*, qu'il croit être financée par les Allemands<sup>242</sup>. Le journal de Musy, pourtant à l'unisson de la propagande vichyste, est également parfois en butte aux chicanes de certains censeurs français en poste à Annemasse, lieu où les journaux

---

<sup>239</sup> PA, Deutsche Botschaft in Paris, 1254: rapport de Krug von Nidda à la Section Presse de l'AA, ainsi qu'à l'ambassade d'Allemagne à Paris, 12.9.1942.

<sup>240</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport d'O. Köcher à l'AA, 17.9.1942.

<sup>241</sup> À lire Krug von Nidda, *La Jeune Suisse* n'est pas non plus favorisée par les Messageries Hachette, chargées de sa diffusion en zone sud. En septembre 1942, il écrit au sujet de l'importation des journaux suisses dans la zone non occupée: «Die Erfahrungen haben gezeigt, dass die Absatzorganisation Hachette im unbesetzten Gebiet alles tut, um den Absatz der anglophilen Blätter durch geschickte Auslage in den Zeitungsständen usw. zu fördern, während die achsenfreundlichen Zeitungen (*Courrier de Genève* und *Jeune Suisse*) systematisch von Hachette benachteiligt werden.» (PA, Deutsche Botschaft in Paris, 1254: rapport de Krug von Nidda à la Section Presse de l'AA, ainsi qu'à l'ambassade d'Allemagne à Paris, 12.9.1942). — Sur le Ministère français de l'Information, nous nous permettons de renvoyer à P. AMAURY: *Les deux premières expériences d'un «Ministère de l'information» en France*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence R. Pichon et R. Durand-Auzias, 1969, 874 p. Sur la censure, voir entre autres D. PESCHANSKI: «Une politique de la censure?», in J.-P. RIOUX (s.l.d.): *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1990, pp. 63-82.

<sup>242</sup> C'est du moins ce que rapporte Louis-Tobias Broder. (Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de L.-T. Broder par l'inspecteur Knecht (MPC), du 19.11.1942). — Les Allemands ne sont manifestement pas contents du travail de Dufour qu'ils tiennent pour un franc-maçon et un germanophobe. (PA, Deutsche Botschaft in Paris, 1131a: copie du rapport «secret» de Schultz, Überwachungsabteilung des Zollgrenzschutzes im unbesetzten Frankreich, Annemasse, pour la SD-Stelle à Gex (Obersturmführer Barbie), 14.10.1942). Dufour semble notamment plusieurs fois couvrir les censeurs français d'Annemasse qui laissent passer les journaux suisses parfois critiques à l'égard du régime de Vichy et de l'Allemagne. À la suite du décès subit de Dufour au milieu du mois d'octobre 1942, Allemands et collaborationnistes français redoublent d'efforts pour serrer la vis en matière de censure de la presse suisse. Rappelons que les journaux helvétiques, à l'exception de *La Jeune Suisse*, renoncent justement à cette époque à leur diffusion en zone sud vu les exigences toujours plus insupportables de la censure française.

suisses sont contrôlés avant leur diffusion en France. Irrité de ces tracasseries, Musy n'hésite pas, comme nous le rapporte Krug von Nidda, à menacer Charles Orengo, chef du bureau de censure d'Annemasse, de le dénoncer à Laval s'il maintient des directives de censure opposées à la politique de Laval et favorables aux Anglais<sup>243</sup>. Admirateur du travail d'Hermann Hauser et Albert Béguin, respectivement éditeur et directeur des *Cahiers du Rhône*, revue créée pour contrer la propagande de Vichy, Charles Orengo est un censeur libéral qui ne partage manifestement pas les idées politiques de Musy sur le nouvel ordre européen. Laval, qui ne l'apprécie également guère, décide finalement de l'éloigner<sup>244</sup>.

Est-ce que les remarques de Musy contribuent à la mise à l'écart d'Orengo dès le mois d'octobre 1942, à son remplacement par un collaborationniste, le docteur Barbier, et, plus globalement, aux mesures de censure toujours plus sévères depuis cette époque qui obligent les journaux suisses, sauf *La Jeune Suisse*, à renoncer à leur diffusion en zone sud? Nous serions tentés de le penser vu les remaniements du personnel de la censure d'Annemasse et le tour de vis de la politique de censure française que l'on constate peu après l'intervention de Musy, même si les pressions exercées par l'ancien conseiller fédéral ne constituent certainement qu'un facteur parmi d'autres<sup>245</sup>. Ministre de Suisse à Vichy qui, en

---

<sup>243</sup> Le consul général d'Allemagne à Vichy, Krug von Nidda, écrit plus précisément: «Die Zensur in Annemasse ist bemüht, den schweizerischen Zeitungen, deren achsenfreundliche Haltung bekannt ist, immer wieder durch schikanöse Zensurmassnahmen Schwierigkeiten zu machen und sie im Absatz zu schädigen. [...] Die *Jeune Suisse* hat kürzlich die für die Einstellung der Zensur in Annemasse bezeichnenden Anweisungen bekanntgegeben, die klar beweisen, dass die Zensur in Annemasse der Politik von Laval entgegenarbeitet und alles verbieten will, was dem englischen Ansehen schaden kann. Erst auf persönliche Intervention von Musy hin, der dem Leiter der Zensurstelle Oringaux [sic] damit drohte, er werde bei Aufrechterhaltung der Zensuranweisungen die Angelegenheit dem Präsidenten Laval zur Entscheidung vortragen, wurden die Zensurmassnahmen zurückgezogen, sodass die beigefügte Nummer mit geringen Änderungen erscheinen konnte.» (PA, Deutsche Botschaft in Paris, 1254: rapport de Krug von Nidda à la Section Presse de l'AA, ainsi qu'à l'ambassade d'Allemagne à Paris, 12.9.1942.

<sup>244</sup> Sur la Censure principale française d'Annemasse et Charles Orengo, chef du bureau d'Annemasse qui laisse entrer en France des publications qui, comme les *Cahiers du Rhône*, battent en brèche la propagande de Vichy, voir O. CARIGUEL: *Les Cahiers du Rhône dans la guerre (1941-1945). La Résistance du «Glaive de l'Esprit»*, Fribourg, Chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, 1999, pp. 67-73. On peut également consulter: AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport (MPC) sur les «journaux entrant en France sous forme d'éditions spéciales pour la France et vendus au numéro», 25.9.1942, rapport qui fournit des précisions sur le fonctionnement de la censure française à l'égard de la presse suisse et sur le travail de Charles Orengo qui, à ce moment déjà, est sur un siège éjectable vu les pressions allemandes.

<sup>245</sup> Ayant cité les mesures de censure prises contre *La Jeune Suisse* qui ont poussé Musy à intervenir auprès du bureau de censure d'Annemasse, ainsi que des exemples supplémentaires de mesures prises par ce bureau contre des journalistes suisses favorables à l'Axe, dont Gentizon, Krug von Nidda ajoute: «Eine Änderung in der Gestaltung der schweizerischen Zeitungen im unbesetzten Gebiet kann nur erreicht werden, wenn in der personellen Besetzung der französischen Zensurstelle eine grundsätzliche Änderung erfolgt, indem in Annemasse ein Beauftragter der Informationsministeriums eingesetzt wird, dessen

cet automne 1942, demande plusieurs fois au Conseil fédéral de faire en sorte que les journaux suisses renoncent à leur diffusion en France étant donné les exigences françaises devenues inacceptables pour la dignité de la presse suisse, Walter Stucki est d'ailleurs convaincu que Musy et son homme de main, Philippe Andersen, ont intrigué à Vichy pour faire écarter le reste de la presse suisse en France au profit des journaux qu'ils soutiennent, soit *La Jeune Suisse* et le *Courrier de Genève*<sup>246</sup>. D'autre part, multipliant depuis 1941 les démarches pour défendre la cause de la presse helvétique, Walter Stucki proteste au début de l'automne 1942 auprès de Pétain et Laval contre la nomination, désirée par les Allemands, de nouveaux censeurs français à Annemasse<sup>247</sup>. La présence d'un

---

politische Haltung absolut klar auf der Linie der Regierungspolitik liegt. Es ist Herrn Staatssekretär Marion gegenüber angeregt worden, den in Annemasse wohnenden französischen Arzt Dr. Barbier mit der Zensur zu betreuen, was nach Rücksprache mit Präsident Laval wahrscheinlich erfolgen wird. Dr. Barbier ist als Kollaborationist bekannt und hatte sich für die antibolschewistische Legion gemeldet. Innenpolitisch gehört er der Doriot-Partei an. Durch seine Betreuung mit der Zensur würde die Garantie für eine einwandfreie Aufmachung der im unbesetzten Gebiet zum Absatz gelangenden schweizerischen Zeitungen bestehen.» (PA, Deutsche Botschaft in Paris, 1254: rapport de Krug von Nidda à la Section Presse de l'AA, ainsi qu'à l'ambassade d'Allemagne à Paris, 12.9.1942).

<sup>246</sup> Voir AF, E 2001 (D) 3, Bd 10, *La Jeune Suisse*: lettre de W. Stucki à E. von Steiger, avec copie à M. Pilet-Golaz, 21.10.1942; AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre W. Stucki à E. von Steiger, avec copie à M. Pilet-Golaz, 28.10.1942; AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: copie de la lettre de W. Stucki à E. von Steiger, 3.12.1942; AF, fs Stucki, vol. 47: lettre de W. Stucki à K. Kobelt, 12.12.1942. — En septembre 1942, on remarque au MPC que, si le peuple français fait le sacrifice de payer un journal suisse le double d'un journal français, c'est pour y lire autre chose que des nouvelles de l'Axe. Aussi, comme le *Courrier de Genève*, *La Jeune Suisse* a, pour cette raison, «de la peine à se vendre». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport (MPC) sur les «journaux entrant en France sous forme d'éditions spéciales pour la France et vendus au numéro», 25.9.1942). Quelques semaines plus tard, revenant sur une visite que Musy lui a faite à Lyon en août 1942 («sauf erreur»), Broder indique que Musy lui dit «avoir été stupéfait de la grande vente des journaux suisses en France particulièrement *Le Journal de Genève* et *Curieux* et pensait que *La Jeune Suisse* n'avait pas la place qu'elle mérite dans la vente des journaux suisses en France». Puis, Musy s'étant rendu compte du peu de sympathie affichée pour *La Jeune Suisse* par les revendeurs de journaux et les lecteurs français, Broder ajoute qu'il eut «alors l'impression que M. Musy rendait responsable la tenue rédactionnelle des autres journaux de l'insuccès de la vente de *La Jeune Suisse*». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de L.-T. Broder par l'inspecteur Knecht (MPC), du 19.11.1942).

<sup>247</sup> En octobre 1942, depuis la Section Presse du Ministère allemand des Affaires étrangères, Platzer informe la légation d'Allemagne à Berne: «Die Zweigstelle der Deutschen Botschaft Paris in Vichy hat berichtet, dass der schweizer Gesandte in Vichy, Herr Stucki, beim Marschall Pétain und dem französischen Regierungschef Laval gegen die auf deutschem Wunsch erfolgte Ernennung neuer französischer Zensoren in Annemasse protestiert hat. / Die Französische Regierung hat jedoch an der Abberufung der bisherigen Zensoren festgehalten und als neuen Zensor den bisherigen Leiter der Groupe Collaboration in Vichy, Pouyenne, und als Hilfszensoren den in Annemasse ansässigen deutschfreundlichen Arzt, Dr. Barbier, eingesetzt. [...] Gesandter Stucki hat am 15. Oktober 1942 dem Generalsekretär im Französischen Aussenministerium Botschafter Rochat gegenüber erklärt, er werde auf die Angelegenheit noch zurückkommen, falls die Französische Regierung auf ihrer Massnahme beharre. Eine Änderung des französischen Standpunktes ist nicht zu erwarten. Der französische Zensor hat ausserdem mit der Zweigstelle der Deutschen Botschaft Paris in Vichy vorher genau abgestimmte Weisungen des Staatssekretärs für Informationen, Marion, halten. Die Zweigstelle der Deutschen Botschaft Paris in Vichy wird weiterhin bemüht sein,

docteur Barbier, membre du PPF, expulsé de Suisse à cause de ses liens avec le MNS et mêlé à une affaire d'espionnage, constitue tout particulièrement une provocation que le Conseil fédéral ne peut laisser passer. Le rapide remplacement de Barbier par une sorte de clone qui travaille en fait sous son contrôle ne change toutefois rien pour les journaux suisses qui, hormis *La Jeune Suisse* et le *Courrier de Genève*, préfèrent renoncer à leur expédition en France dès la fin octobre 1942<sup>248</sup>.

Malgré des démarches souvent infructueuses, Stucki n'abandonne pas la partie. Il n'a de cesse d'intervenir auprès des autorités suisses pour critiquer l'entrée en France de *La Jeune Suisse*<sup>249</sup>. Il ne pourra donc qu'être satisfait de l'interdiction d'exporter que le Conseil fédéral prononcera à la fin du mois de mars 1943 à l'encontre de ce journal.

### 3.1.4. *Ailleurs en Europe*

La légation d'Allemagne à Berne offre également à *La Jeune Suisse* de faciliter sa diffusion en Belgique et aux Pays-Bas<sup>250</sup>. Les dirigeants de l'hebdomadaire y sont favorables et, en juin 1942, Musy s'exprime lui-même dans ce sens lors de discussions avec des représentants du Reich à Vichy<sup>251</sup>. Que

---

die Einfuhr der Deutschland gegenüber positiv eingestellten Zeitungen wie *Courrier de Genève* und *La Jeune Suisse* zu fördern, trotz gegenteiliger Äusserungen des französischen Generalkonsuls in Genf [Giraudex], die dem französischen Informationsministerium mitgeteilt wurden.» (PA, DGB, 3472 (809/4): rapport de W. Platzler à la DGB, 20.10.1942). — Dans un ouvrage qu'il publie à la fin de la guerre et dans lequel il affiche plusieurs fois de la sympathie pour le maréchal Pétain, présenté comme un bouclier qui a préservé la France de plus grands malheurs, Walter Stucki évoque ici ou là la question de la presse suisse. Au sujet du représentant allemand à Vichy, il écrit: «J'eus pendant longtemps des relations plutôt amicales avec le ministre d'Allemagne Krug von Nidda, en particulier grâce à sa femme, une Bernoise originaire de Laupen, qui remplit son devoir, exceptionnellement délicat, avec un tact extrême et une aimable simplicité. Des plaintes aussi injustifiées que violentes, que ce pur nazi me jeta au visage au cours d'une discussion sur l'attitude des Suisses allemands, de la presse suisse et des tribunaux militaires suisses, aboutirent naturellement à une rupture complète entre nous.» (W. STUCKI: *La fin du régime de Vichy*, Neuchâtel, La Baconnière, 1947, p. 25). Plus loin, il parle de quelques tenants de la collaboration franco-allemande: «Je n'ai heureusement jamais eu à serrer la main aux pires collaborationnistes comme Déat, Darnand, Marion, Henriot, etc.; j'ai eu au contraire à lutter sans cesse contre les deux derniers, en raison de leurs attaques insensées contre la Suisse et la presse suisse.» (*Ibid.*, p. 28).

<sup>248</sup> M. CAILLAT: *René Payot... op. cit.*, pp. 350-351.

<sup>249</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: copie de la lettre de W. Stucki à E. von Steiger, 12.9.1942; *ibid.*: copie de la lettre de W. Stucki à E. von Steiger, 3.12.1942; AF, E 2001 (D) 3, Bd 10, *La Jeune Suisse*: lettre de W. Stucki à E. von Steiger, avec copie à M. Pilet-Golaz, 21.10.1942; AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre W. Stucki à E. von Steiger, avec copie à M. Pilet-Golaz, 28.10.1942; AF, fs Stucki, vol. 47: lettre de W. Stucki à K. Kobelt, 12.12.1942.

<sup>250</sup> Voir PA, DGB, 3511 (813): lettre de *La Jeune Suisse* (L. Puthod) à H. Blankenhorn (DGB), 7.5.1942.

<sup>251</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): rapport de la délégation allemande à Vichy («succursale» de l'ambassade allemande de Paris) reproduit par Schwendemann pour l'AA, secret, 25.6.1942.



les Allemands n'autorisent dans ces deux pays, comme dans la zone nord française, que des journaux servant strictement leurs intérêts ne constitue pas, une fois de plus, un problème pour *La Jeune Suisse*. Au mois de juillet 1942, se référant à l'entretien que Musy vient d'avoir avec Herbert Blankenhorn, conseiller de la légation allemande à Berne, Lilette Puthod s'adresse à celui-ci pour qu'il facilite les démarches de *La Jeune Suisse* auprès de l'agence Dechenne à Bruxelles, société de distribution de journaux en Belgique<sup>252</sup>. Aussitôt, Blankenhorn transmet le courrier à Berlin pour faire suivre à l'agence Dechenne à Bruxelles<sup>253</sup>. Le nombre d'exemplaires écoulés en Belgique ne dépasse pas 500<sup>254</sup>. Éphémère, la diffusion s'arrête avec l'interdiction d'exporter que Berne signifie à *La Jeune Suisse* en mars 1943.

Au moins depuis juin 1942, Musy fait également part, notamment aux Allemands, de son souhait de faire diffuser son organe auprès des travailleurs et des prisonniers de guerre français en Allemagne<sup>255</sup>. En rapport avec ce projet de faire pénétrer *La Jeune Suisse* dans des camps de prisonniers, l'inspecteur Knecht, en août et septembre, et Walter Stucki, au mois de septembre, indiquent que Musy cherche pour cela des appuis financiers à Vichy, en vain semble-t-il<sup>256</sup>. Sans évoquer sa tentative d'obtenir des subsides français, la volonté de Musy d'expédier son hebdomadaire dans les camps de prisonniers trahit à nouveau une inclination idéologique débridée, prête à faire de la surenchère avec les prosélytes du nouvel ordre européen. En effet, les rares journaux français reçus dans les camps de prisonniers en Allemagne sont «tous collaborationnistes»<sup>257</sup>. Pour l'ancien conseiller fédéral, représentant d'un pays neutre, la propagation tous

<sup>252</sup> PA, DGB, 3511 (813): lettre de *La Jeune Suisse* (L. Puthod) à H. Blankenhorn (DGB), 3.7.1942. — Présentée dans *La Jeune Suisse* comme «éditeur responsable», la Genevoise Lilette Puthod remplace à cette fonction Emile Guignet en décembre 1942. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: copie de la lettre de L. Puthod à la chancellerie d'État de Genève, 9.12.1942). Employée des Annonces Suisses SA, agence chargée par *La Jeune Suisse* de l'administration de la publicité, des abonnements, de la comptabilité et de la distribution du journal, Lilette Puthod prête son nom au même titre que son prédécesseur démissionnaire, l'«homme de paille» Emile Guignet. En mars 1944, au moment où *La Jeune Suisse* sombre, Lilette Puthod annonce son retrait de la fonction d'éditeur responsable du journal. (AF, E 4450/196: copie de la lettre de L. Puthod au chancelier d'État de Genève, 6.3.1944).

<sup>253</sup> PA, DGB, 3511 (813): lettre de H. Blankenhorn (DGB) à R. Alexander (Mundus), 6.7.1942.

<sup>254</sup> Voir PA, DGB, 3511 (813): copie d'une note de *La Jeune Suisse* (adressée au consulat d'Allemagne à Genève), 29.1.1943, annexée à la lettre de W. Krauel à G. Trump (DGB), secret, 18.2.1943. — Les exemplaires expédiés à l'agence Dechenne à Bruxelles le sont en fait par l'intermédiaire de Conti-Press à Paris.

<sup>255</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): rapport de la délégation allemande à Vichy («succursale» de l'ambassade allemande de Paris) reproduit par Schwendemann pour l'AA, secret, 25.6.1942.

<sup>256</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: note de l'inspecteur C. Knecht (MPC), 21.8.1942; lettre de W. Stucki à E. von Steiger, 12.9.1942 (copie). Voir également AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: note de l'inspecteur C. Knecht au MPC, 1.9.1942.

<sup>257</sup> Y. DURAND: «Les prisonniers», in J.-P. AZEMA et F. BEDARIDA (s.l.d.): *op. cit.*, tome 1, p. 262.

azimuts de l'esprit nouveau, jusque dans les camps de prisonniers, et l'ambition d'occuper le terrain à tout prix, là où les autres journaux suisses n'entrent pas, l'emportent sur tout autre considération. À la remarque d'Eduard von Steiger qui, en décembre 1942, lui dit avoir entendu parler d'un accord conclu par *La Jeune Suisse* pour lui permettre d'être diffusée auprès des prisonniers de guerre français en Allemagne, Musy répond sans se démonter: «Jamais il n'était question de cela.»<sup>258</sup> Or, malgré ce qu'il affirme à von Steiger, Musy a bien cherché, au moins depuis juin 1942, à faire entrer son journal dans les camps de prisonniers français avec l'appui des Allemands et des Français de Vichy. Au moment où il parle avec von Steiger, Musy multiplie d'ailleurs les contacts avec le consulat allemand à Genève<sup>259</sup> et la légation allemande à Berne<sup>260</sup> et, juste après avoir rencontré le chef du DFJP, il se rend à Berlin pour y parler de la diffusion de *La Jeune Suisse*<sup>261</sup>.

Après que *La Jeune Suisse* a dû renoncer à l'exportation, ce qui ne fait qu'augmenter les difficultés du journal dont il est propriétaire, Jean Chappuis tente, dès juillet 1943, d'obtenir l'autorisation de l'écouler en Espagne<sup>262</sup>. La réponse définitive de Berne tardant à tomber, la disparition de *La Jeune Suisse* en 1944 rend sans objet la demande de Chappuis, demande à laquelle un Musy sur le départ à *La Jeune Suisse* ne semble d'ailleurs pas s'intéresser<sup>263</sup>.

<sup>258</sup> AF, E 4450/6214, «Berichte, Notizen»: procès-verbal de l'audition de J.-M. Musy par E. von Steiger, 12.12.1942. Le procès-verbal continue: «Der Sprechende [Musy] erwähnt, der Abschluss eines solchen Abkommens wäre ja nur mit offiziellen deutschen und französischen Stellen möglich gewesen. Mit einem solchen Vorgehen hätte er sich nicht einverstanden erklärt.» (*Ibid.*).

<sup>259</sup> Le 8 décembre 1942, Musy annonce à Krauel, consul général d'Allemagne à Genève, qu'il passe chez lui le lendemain. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Krauel, 8.12.1942, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée).

<sup>260</sup> Au début du mois de décembre 1942, aidé par sa femme et sa fille, Musy organise son prochain départ à Berlin, prévu pour le 14 décembre. (Voir PA, DGB, 2790 (782/4): lettres de Mme Musy à O. Köcher, 9.12.1942; d'O. Köcher à Mme Musy, 10.12.1942; de W. Krauel à S. von Nostitz (DGB), secret, 11.12.1942. AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre la fille de Musy et Köcher, 10.12.1942, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée).

<sup>261</sup> Lors de ce voyage à Berlin, où il cherche à nouveau à rencontrer Himmler et von Weizsäcker, Musy discute notamment de *La Jeune Suisse* avec Wrede, chef de l'office «Auslandspresse» à la «Reichspressestelle» de la NSDAP. Comme il le rappelle à l'Obersturmbannführer Franz Riedweg (SS-Hauptamt), Wrede a eu cette discussion avec Musy à l'hôtel Adlon à l'instigation dudit Riedweg. (PA, DGB, 3511 (813): lettre de F. O. Wrede à F. Riedweg, secret, 7.1.1943 (copie)).

<sup>262</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettre recommandée de J. Chappuis à E. von Steiger, 13.7.1943.

<sup>263</sup> Sur ces démarches pour diffuser le journal en Espagne, voir surtout le dossier «Export nach Spanien» in: AF, E 4450/6214, ainsi que le dossier sur *La Jeune Suisse* in: AF, E 2001 (D) 3, Bd 10. — Au printemps 1944, non sans exprimer de fortes réserves quant à l'éventuelle diffusion de *La Jeune Suisse* en Espagne, la légation de Suisse à Madrid remarque au sujet de ce journal qu'«il ne fait aucun doute que [ses] tendances idéologiques et proallemandes ne déplairont pas à la censure espagnole». Et la légation suisse de rapporter les propos d'un Suisse, directeur technique de l'agence de distribution des journaux étrangers en Espagne,

### 3.2. Vers l'interdiction d'exporter, la désagrégation du journal et le début de reconversion de Musy

Pour beaucoup, *La Jeune Suisse* nouvelle formule sent le soufre dès le départ. Ainsi, son premier numéro du 10 avril 1942 est à peine sorti qu'elle essuie aussitôt un feu nourri de critiques. Dans la presse, la désapprobation, plus ou moins forte, est quasi générale. Du côté socialiste, les attaques fusent. La presse radicale se montre très sceptique. Enfin, même certains journaux fribourgeois conservateurs-catholiques, dont *Le Fribourgeois*, longtemps fidèle à Musy, émettent des réserves à propos de la nouvelle ligne de *La Jeune Suisse*<sup>264</sup>. L'évolution de la guerre ne contribue pas à diminuer le malaise généralement ressenti à l'égard de l'hebdomadaire.

Au début de l'automne 1942, l'ingérence croissante de la censure française amène les autorités helvétiques à envisager d'interdire l'exportation des journaux romands en France, la presse alémanique, moins complaisante que celle de Suisse romande, n'ayant déjà plus accès au territoire français<sup>265</sup>. D'autre part, confrontés à une censure française toujours plus sévère, la plupart des journaux romands se montrent de plus en plus enclins à renoncer d'eux-mêmes à l'exportation. En outre, en cet automne 1942, l'intransigeance de la censure française trouve un écho particulier avec les violentes menaces formulées par de hauts dignitaires nazis à l'encontre de la presse suisse<sup>266</sup>. La défense de la neutralité et la sauvegarde de la dignité de la presse suisse, poussée par l'étranger à s'aligner, commandent la prudence. Aussi, encouragés par le Département fédéral de Justice et Police, tous les journaux romands, sauf *La Jeune Suisse*, renoncent à entrer en France dans le dernier tiers de 1942<sup>267</sup>.

---

selon lequel «il y a deux ans déjà, il avait été abordé par les dirigeants de la propagande allemande à Madrid pour qu'il se chargeât de la vente en Espagne précisément de *La Jeune Suisse* ainsi que du *Mois Suisse* et du *Schweizer Journal*. Il leur avait répondu qu'il n'existait pas de contingent pour les journaux suisses mais, dans son for intérieur, il s'était promis déjà à cette époque de favoriser en premier lieu l'importation de journaux suisses authentiques et non pas ceux qui représentent une propagande allemande déguisée.» (AF, E 4450/6214, «Export nach Spanien»: rapport de la légation de Suisse à Madrid reproduit dans une lettre de Keel, chef de la Division des Affaires étrangères du DPF, adressée au secrétariat de presse du DFJP, 5.4.1944).

<sup>264</sup> Sur les commentaires de la presse, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 113-115.

<sup>265</sup> Les autorités helvétiques s'inquiètent notamment des éditions spéciales, conçues de façon à éviter tout problème avec les censeurs français, que certains journaux romands expédient en France, plus par appât du gain que par alignement idéologique. Voir Rapport CF presse, 27.12.1946, p. 275.

<sup>266</sup> À la mi-octobre 1942, de plus en plus irrité par l'attitude d'une grande partie de la presse helvétique, trop peu docile selon lui, le Dr Schmidt menace les journalistes suisses réfractaires de les envoyer dans les steppes de l'Asie ou, encore mieux, dans l'au-delà. Sur ces propos, à replacer dans le cadre d'une incessante politique d'intimidation exercée par le Reich sur la presse et les autorités suisses, voir Rapport CF presse, 27.12.1946, pp. 203-206.

<sup>267</sup> En Italie aussi, *La Jeune Suisse* continue d'être exportée massivement alors que la vente publique libre y est interdite à ses confrères helvétiques.

L'obstination de *La Jeune Suisse* frappe d'autant plus que sa récente exportation en zone nord, où seule la presse au service de la propagande allemande entre, est devenue un thème de discussion publique en Suisse. Le 23 septembre 1942, le conseiller national socialiste Pierre Graber dépose un postulat, signé par 27 autres députés. Relevant les récentes mesures d'interdiction prises à l'encontre de *La Sentinelle* et du *Peuple*, il remarque que, en même temps, «un journal comme *La Jeune Suisse* peut, sans être inquiété, propager la cause de l'ordre nouveau selon des conceptions nées à l'étranger, au point que la zone occupée de la France lui est ouverte pour une ample diffusion»<sup>268</sup>.

Aux remous que provoque *La Jeune Suisse* au Parlement et dans l'opinion publique suisse s'ajoutent les protestations de Suisses établis en France<sup>269</sup>. Le plus important d'entre eux n'est autre que Walter Stucki, ministre de Suisse à Vichy. Le 12 septembre 1942, Stucki confirme à Eduard von Steiger que, à l'occasion d'une visite à Laval, vers la fin du mois d'août, Musy a obtenu l'assurance de pouvoir vendre *La Jeune Suisse* en zone occupée<sup>270</sup>. À Berne, la méfiance à l'égard du journal de Musy ne cesse de croître. Ayant à l'œil Musy et *La Jeune Suisse* déjà depuis plusieurs mois, la Division Presse et Radio resserre son contrôle dès septembre 1942<sup>271</sup>. De même, le Ministère public de la Confédération poursuit son enquête sur le financement de *La Jeune Suisse* et les conditions de sa diffusion en France<sup>272</sup>. Aussi, inquiet de l'ingérence croissante de la censure française et recevant de toutes parts des rapports plutôt inquiétants sur *La Jeune Suisse*, Eduard von Steiger se montre toujours plus enclin à interdire l'exportation du journal de Musy. Dès octobre 1942, le chef du Département de Justice et Police se déclare favorable à une telle disposition<sup>273</sup>. La mesure apparaît d'autant plus nécessaire que, dès cette époque, *La Jeune Suisse* devient progressivement le seul journal suisse à être diffusé en France. La partialité de *La Jeune Suisse*, qui ne manque de souligner son origine helvétique et où signe un «ancien président de la Confédération», risque de porter préjudice à la politique étrangère et à la neutralité de la Suisse. Ce danger croît singulièrement dès

---

<sup>268</sup> Postulat Graber-Lausanne du 23.9.1942. Futur conseiller fédéral, Pierre Graber est le fils d'Ernest-Paul Graber, conseiller national socialiste et dirigeant de *La Sentinelle*. Sur le postulat Graber, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 115-116.

<sup>269</sup> Sur les protestations en provenance de France, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 118-119.

<sup>270</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettre de W. Stucki à E. von Steiger, 12.9.1942 (copie).

<sup>271</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: lettre du MPC à E. von Steiger, 18.9.1942; rapport (MPC) sur les «journaux entrant en France sous forme d'éditions spéciales pour la France et vendus au numéro», 25.9.1942; lettre du chef du MPC à E. von Steiger, 30.9.1942; rapport du colonel Plancherel à E. von Steiger, 23.10.1942. Sur la surveillance exercée par la Division Presse et Radio, voir également J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 119-123.

<sup>272</sup> Voir *ibid.*, pp. 124-127.

<sup>273</sup> Voir *ibid.*, pp. 128-129.

l'instant où la position de *La Jeune Suisse* n'est plus atténuée en France par d'autres journaux suisses. L'étranger pourrait avoir une image inexacte de la Suisse et de sa politique. Aussi, face à une telle perspective, Eduard von Steiger projette d'écrire à Musy, dès le mois d'octobre, pour qu'il renonce à l'exportation de *La Jeune Suisse*<sup>274</sup>.

Convaincu de la nécessité de mettre un terme à la diffusion de ce journal à l'étranger, Eduard von Steiger ne peut pourtant prendre une telle décision qu'après un examen approfondi de l'affaire et sur la base d'arguments juridiques existants. Comme il appert de l'expertise juridique du 18 novembre 1942 rédigé par le colonel Dietrich Schindler, professeur de droit<sup>275</sup>, et d'autres prises de position de la Division Presse et Radio, l'interdiction ne peut être envisagée à cause du contenu rédactionnel car, en dépit d'une tendance politique marquée dans laquelle les autorités fédérales et la grande majorité des Suisses ne se reconnaissent pas, *La Jeune Suisse* ne pêche pas plus dans un sens que ne pêche dans le sens opposé l'orientation politique d'autres quotidiens suisses<sup>276</sup>. D'ailleurs, le contenu de *La Jeune Suisse* n'a donné lieu qu'à quelques interventions et sanctions légères de la part de la Division Presse et Radio, la plupart du temps prises à cause des articles de Paul Gentizon. Pour les juristes interrogés par le DFJP, le moyen le plus sûr d'interdire l'exportation de *La Jeune Suisse*, du moment qu'elle est pratiquement le seul journal helvétique à avoir accès aux territoires français et italien, est donc de s'en référer aux dispositions constitutionnelles qui attribuent au Conseil fédéral la sauvegarde des intérêts de la Confédération vis-à-vis de l'étranger, ainsi que la défense de l'indépendance et de la neutralité suisse<sup>277</sup>. Ces arguments semblent d'autant plus justifiés que, après

---

<sup>274</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: projet de lettre d'E. von Steiger à J.-M. Musy, 12.10.1942. Une liste récapitulative de documents relatifs à l'affaire de *La Jeune Suisse* indique qu'une circulaire a été adressée le 8 octobre 1942 à la presse romande au sujet de la suspension de l'exportation vers la France. On précise que les lettres spécialement adressées à Musy en date du 8 et du 12 octobre n'ont finalement pas été expédiées. (AF, E 4450/6214, «Berichte, Notizen»: liste établie à l'adresse du conseiller fédéral von Steiger, 8.12.1942).

<sup>275</sup> Sur cet avis de droit, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 129-130, sur la base de: AF, E 4450/6214, «Korresp.»: rapport du colonel Schindler, «Zur Frage des Vorgehens gegen *La Jeune Suisse*», 18.11.1942. Professeur de droit international à l'Université de Zurich et président du c.ad. de la NZZ, Dietrich Schindler fait partie des personnes liées au monde des affaires qui sont attachées à la liberté de la presse, à la différence des signataires de la «requête des 200» dont beaucoup se recrutent aussi dans les milieux économiques. Sur Dietrich Schindler, voir G. WAEGER: *op. cit.*, pp. 125, 130, 179-180 et 251.

<sup>276</sup> Se référant à la *Weltwoche* et à la *Nation*, un rapport de la Division Presse et Radio rappelle déjà en octobre 1942 que «*La Jeune Suisse* est pour l'ordre nouveau, comme ces deux hebdomadaires et la plupart des quotidiens suisses sont contre l'ordre nouveau.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: cité dans le rapport du colonel Plancherel à E. von Steiger, 23.10.1942).

<sup>277</sup> Le colonel Schindler, dont l'avis est partagé par le procureur de la Confédération Franz Stämpfli, propose d'interdire l'exportation de *La Jeune Suisse* sur la base de l'article 102, chiffres 8 et 9, de la Constitution. Selon le chiffre 8, le Conseil fédéral «veille aux intérêts de la Confédération au dehors, notamment à l'observation de ses rapports internationaux, et il

l'occupation totale de la France par les troupes allemandes et italiennes, le 11 novembre 1942, les Allemands exigent de la presse diffusée en zone sud une docilité toujours plus grande et de la censure de Vichy une sévérité croissante.

Dès la fin de l'année 1942, le dossier de *La Jeune Suisse* augmente singulièrement. À Berne, on tient à disposer de tous les éléments nécessaires pour appuyer la décision d'interdire l'exportation du journal<sup>278</sup>. Depuis Vichy, Walter Stucki intervient à nouveau afin que Berne empêche l'entrée en France de *La Jeune Suisse*<sup>279</sup>. Le ministre de Suisse en France accuse notamment Musy et Philippe Andersen, l'homme de main du Fribourgeois à Vichy, d'avoir cherché à évincer le reste de la presse suisse au profit des organes qui lui sont proches<sup>280</sup>. Aux protestations et avertissements répétés, en provenance de France et de Suisse, s'ajoutent les inquiétudes de Mgr Besson. Les liens du *Courrier* avec *La Jeune Suisse* risquant d'être interprétés comme une compromission avec des idées

---

est, en général, chargé des relations extérieures». Le chiffre 9 indique que le Conseil fédéral «veille à la sûreté extérieure de la Suisse, au maintien de son indépendance et de sa neutralité». (AF, E 4450/6214, «Korresp.»: rapport du colonel Schindler, «Zur Frage des Vorgehens gegen *La Jeune Suisse*», 18.11.1942).

<sup>278</sup> Concrètement, il faudrait plutôt parler des dossiers de *La Jeune Suisse*, les plus volumineux étant tenus par le MPC (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049) et la DPR (AF, E 4450/196, E 4450/1174, E 4450/6214). Sans citer toutes les démarches et toutes les correspondances, très souvent envoyées à double à plusieurs services, nous pouvons relever dans l'un et/ou l'autre de ces dossiers, entre la fin d'octobre et décembre 1942:

26.10.1942: audition de Gaston Bersier à la DPR

04.11.1942: auditions de Jean Chappuis et Emile Guignet à la DPR

19.11.1942: audition de Louis-Tobias Broder par l'inspecteur Knecht

09.12.1942: audition de Louis-Tobias Broder par l'inspecteur Knecht

10.12.1942: audition de Jean Weymann par l'inspecteur Knecht

12.12.1942: audition de Jean-Marie Musy par Eduard von Steiger

16.12.1942: rapport de l'inspecteur Knecht au chef du Service de la police fédérale.

<sup>279</sup> En septembre 1942, Stucki note: «Da der Vertreter [Andersen] der beiden genannten Zeitungen [*La Jeune Suisse* et le *Courrier de Genève*] hier auch heftig intrigiert gegen das *Journal de Genève* und die *Gazette de Lausanne* so dürfte sich die Frage stellen, ob man nicht die Bezahlung der nach Frankreich gelangenen Exemplare der *Jeune Suisse* über Clearing ausschliessen soll.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: copie de la lettre de W. Stucki à E. von Steiger, 12.9.1942). Dès cette époque, Stucki demande à ce que les journaux suisses n'entrent plus en France vu les conditions posées par les Allemands et la censure vichyste sous l'influence de Marion. En octobre, il précise: «Vor allem aus muss meines Erachtens unbedingt verhindert werden, dass die *Jeune Suisse* und der *Courrier de Genève* weiter nach Frankreich gelangen können und über Clearing bezahlt werden.» (AF, E 2001 (D) 3, Bd 10, *La Jeune Suisse*: lettre de W. Stucki à E. von Steiger, avec copie à M. Pilet-Golaz, 21.10.1942. Voir aussi AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre W. Stucki à E. von Steiger, avec copie à M. Pilet-Golaz, 28.10.1942). Le 3 décembre 1942, Stucki écrit en tant qu'ami à von Steiger: «Seit Wochen kommen keine Schweizerzeitungen mehr nach Frankreich. Die Blätter des Herrn Musy aber findet man in allen Kiosken. Nicht nur die hiesigen Schweizerjournalisten, nicht nur alle meine Mitarbeiter und natürlich ich selber, auch alle noch nicht korrumpierten Franzosen, die die Dinge kennen, empfinden diesen Zustand als unwürdig, als eine Schande für unser Land. Wie lange noch?» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: copie de la lettre de W. Stucki à E. von Steiger, 3.12.1942). Voir également AF, fs Stucki, vol. 47: lettre de W. Stucki à K. Kobelt, 12.12.1942.

<sup>280</sup> Au sujet de Musy et Andersen, Stucki note: «Die beiden Herren haben es zustande gebracht, dass als "schweizerische" Zeitungen nur noch die beiden, Herrn Musy sehr nahestehenden Blätter *La Jeune Suisse* und *Courrier de Genève* in Frankreich gelesen werden können.» (AF, fs Stucki, vol. 47: lettre de W. Stucki à K. Kobelt, 12.12.1942).

de plus en plus décriées, l'évêque de Lausanne, Genève et Fribourg tient à prendre ses distances avec le journal de Musy au tournant de 1942-1943<sup>281</sup>. Devenu le seul journal suisse diffusé en Italie et dans une France totalement occupée, *La Jeune Suisse* affiche à la face du monde son statut d'hebdomadaire privilégié par les puissances de l'Axe. Un statut indéfendable pour les autorités d'un pays neutre qui ont également un œil sur l'évolution de la guerre et qui ne peuvent accepter que l'on donne à l'étranger une image inexacte de l'opinion publique suisse. Ayant manifestement espéré tirer des avantages de cette situation privilégiée, Musy rend ainsi lui-même intenable la position de son journal. L'opinion selon laquelle *La Jeune Suisse* porte autant, voire plus préjudice à l'image de la Suisse en France que les Oltramare et Fonjallaz, deux Suisses célèbres pour leur travail à Paris en faveur des Allemands, ne contribue certainement pas à arranger ses affaires auprès des autorités helvétiques<sup>282</sup>.

Le 17 mars 1943, le colonel Dietrich Schindler écrit une nouvelle expertise juridique à l'attention du conseiller fédéral von Steiger. Selon lui, c'est «un commandement de la politique de neutralité d'interdire l'exportation de La Jeune

---

<sup>281</sup> Voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 116-118. Comme nous avons pu le constater au cours de nos recherches, une étude approfondie de l'histoire du *Courrier de Genève* entre 1940 et 1943, à partir d'archives suisses, allemandes et françaises, montrerait que certaines personnes du *Courrier* à Genève collaborent étroitement avec des représentants du Reich et du régime de Vichy, en Suisse et en France, à l'insu de Mgr Besson, pas seulement inquiet des liens du *Courrier* avec *La Jeune Suisse*, mais aussi des bruits de subventionnement du *Courrier* par l'étranger. (Voir p.e. AEvF, D 40, *Courrier de Genève* 1941-1945: lettre de Mgr Besson à Mgr Petit, vicaire général à Genève, 30.10.1942). L'attitude de certains rédacteurs du *Courrier* et la tenue générale du journal, très souvent favorable aux puissances de l'Axe, provoquent d'ailleurs le mécontentement de nombre de catholiques de Genève et de Suisse romande, au nombre desquels se trouvent notamment Bernard Anthonioz et Albert Béguin qui, au début de l'année 1943, proposent au vicaire général de Genève et à l'évêque de faire repartir le *Courrier* sur d'autres bases, en vain à notre connaissance. (Voir AEvF, D 40, *Courrier de Genève* 1941-1945).

<sup>282</sup> Une notice du 22 mars 1943 à l'attention du conseiller fédéral von Steiger indique: «Au cours d'un entretien que j'ai eu récemment avec lui, M. Raymond Silva a attiré, à titre personnel il va sans dire, mon attention sur le tort que cause à la Suisse dans l'opinion publique française l'activité de MM. Oltramare et Fonjallaz à Paris et surtout la diffusion en France du journal *La Jeune Suisse*. M. Silva voit passablement de Français de passage chez nous. Ses remarques au sujet de *La Jeune Suisse* confirment des informations de la même teneur que j'ai reçues d'autres sources encore et notamment de M. Jacques de Weck, ressortissant suisse fixé à Paris, qui m'a rendu visite il y a quelques jours.» Cette notice rapporte également le fait que *La Jeune Suisse*, seul journal encore diffusé en Italie, a l'honneur de fréquentes citations dans la presse italienne (fasciste). (AF, E 4450/6214, «Berichte, Notizen»: notice (Dr Riesen, secrétariat de presse du DFJP) à l'attention d'E. von Steiger, 22.3.1943). Le Fonjallaz cité se prénomme René, fils du colonel Arthur Fonjallaz. Jacques de Weck est un frère de René de Weck. — Walter Michel, une connaissance de Musy, reste lui-même en contact avec Georges Oltramare, René Fonjallaz et Paul Bonny même lorsque ces derniers sont à Paris pour la radio allemande. (AF, E 4320 (B) 1970/25, Bd 59, C.2.487: note du MPC sur Walter Michel, 23.12.1946). — Sur le mécontentement exprimé à l'égard de *La Jeune Suisse* par des Suisses installés à Vichy, Lyon et Paris, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 118-119; M. CAILLAT: *René Payot... op. cit.*, n. 53 p. 351.

Suisse»<sup>283</sup>. S'appuyant sur le résultat des dernières recherches menées sur le compte de *La Jeune Suisse*, il évoque également, comme dans son rapport du 18 novembre précédent, l'interdiction de son exportation sur la base des dispositions constitutionnelles existantes. Les jours de *La Jeune Suisse* sont comptés. Le 25 mars 1943, renforcé dans son opinion par la solide analyse de Schindler, Eduard von Steiger soumet à ses collègues du Conseil fédéral un long rapport portant sur l'interdiction de l'exportation de *La Jeune Suisse* vers l'étranger. Le 29 suivant, le gouvernement helvétique décide d'interdire l'exportation de *La Jeune Suisse* à l'étranger, la possibilité lui étant donnée de renoncer d'elle-même à cette exportation et éviter ainsi l'entrée en vigueur de la décision gouvernementale<sup>284</sup>. Musy en est aussitôt averti<sup>285</sup>. Le 30 mars, il demande pour lui-même et Jean Chappuis un entretien à Eduard von Steiger, tout en ramenant sa fonction au sein de *La Jeune Suisse* à celle d'un simple «correspondant régulier»<sup>286</sup>. Reçus le 2 avril par le chef du Département de Justice et Police, Musy et Chappuis n'arrivent pas à le faire fléchir<sup>287</sup>. Pour von Steiger, la cause est entendue: «*Le fait qu'un seul et unique journal suisse à tendance politique déterminée parvienne à l'étranger n'est pas compatible avec notre politique de neutralité.*»<sup>288</sup> *La Jeune Suisse* du 7 avril 1943 est le dernier numéro exporté en France et en Italie. Deux jours plus tard, le Conseil fédéral prend note que le journal a décidé de renoncer à son exportation<sup>289</sup>.

L'interdiction d'exporter met un terme brutal à la vocation européenne de *La Jeune Suisse*. Cela n'arrange pas les affaires du journal qui, en ce printemps 1943, traverse une crise profonde. Il y a tout d'abord les difficultés financières. Déjà flagrantes au début de l'année, elles empirent avec l'interdiction d'exportation qui

<sup>283</sup> AF, E 4450/6214, «Korresp.»: rapport du colonel Schindler à E. von Steiger, 17.3.1943. (Souligné par l'auteur du rapport).

<sup>284</sup> Sur le rapport d'E. von Steiger et la décision du CF, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 130-132; ainsi que AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: rapport d'E. von Steiger, chef du DFJP, au CF, 25.3.1943; Pv CF, 29.3.1943.

<sup>285</sup> AF, E 4450/6214, «Korresp.»: lettre recommandée d'E. von Steiger à J.-M. Musy, «Directeur de *La Jeune Suisse*», 29.3.1943. Une copie de cette lettre est transmise entre autres à Jean Chappuis, propriétaire et directeur responsable de *La Jeune Suisse*, et de manière personnelle et confidentielle à Mgr Besson qui a demandé à Eduard von Steiger d'être tenu au courant des mesures prises dans l'affaire de *La Jeune Suisse*.

<sup>286</sup> AF, E 4450/6214, «Korresp.»: lettre recommandée de J.-M. Musy à E. von Steiger, 30.3.1943. Ce même jour, le parlement adopte le postulat Graber du 23 septembre 1942, sans que cela joue un rôle essentiel, le Conseil fédéral ayant déjà décidé la veille, le 29 mars 1943, d'interdire l'exportation de *La Jeune Suisse*. Pour la réaction de la rédaction de *La Jeune Suisse* au débat qui vient d'avoir lieu au Conseil national à propos du journal, voir sous: «Notre réponse», in *La Jeune Suisse*, 9.4.1943.

<sup>287</sup> Au sujet de la réception de Musy et Chappuis par von Steiger, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 132-133.

<sup>288</sup> AF, E 4450/6214, «Korresp.»: procès-verbal de l'entretien accordé le 2.4.1943 par le chef du DFJP à J.-M. Musy et J. Chappuis. (Exposé d'E. von Steiger souligné dans le texte).

<sup>289</sup> AF, E 1004 1, vol. 432, Pv CF n° 687, 9.4.1943.



enlève au journal, surtout vendu à l'étranger, sa principale source de revenu. En outre, sous le coup des complications, l'entente entre certains collaborateurs du journal s'effrite<sup>290</sup>. C'est donc un hebdomadaire plutôt mal en point que Eugène Fabre tente de remettre en selle à la fin de l'année 1943. En vain. Fin février 1944, la diffusion de *La Jeune Suisse* connaît une nouvelle interruption; le périodique ne s'en remettra pas<sup>291</sup>.

En ce qui concerne Musy, la fin de l'exportation marque le début de son désengagement progressif du journal. Ayant déployé d'immenses efforts pour le faire diffuser à l'étranger, l'ancien conseiller fédéral se montre beaucoup moins intéressé dès l'instant qu'il ne dispose plus que d'une tribune limitée au seul terrain helvétique, pour ne pas dire romand. Le lendemain de la décision gouvernementale, Musy dit à sa femme: «Si on ne peut pas aller à l'étranger, ce n'est plus du tout intéressant, tu comprends!»<sup>292</sup> Le 20 avril 1943, ayant confié à Gentizon qu'il ne reste pas à *La Jeune Suisse* si, lui, Gentizon, n'y reste pas non plus, Musy se veut résolu: «C'est dit. Nous ne pouvons pas faire une petite feuille insignifiante.»<sup>293</sup>

Jusqu'en février 1944, Musy signe certes encore des articles dans *La Jeune Suisse*<sup>294</sup>. La reprise en main du journal par Eugène Fabre à la fin de 1943, reprise par ailleurs plutôt chaotique<sup>295</sup>, donne donc l'occasion à Musy de se retirer par étapes d'une affaire toujours plus boiteuse, notamment du point de vue financier. Sceptique quant aux chances de survie financière du titre après l'interdiction d'exporter, Musy n'aurait d'ailleurs pas tardé à retirer ses billes du jeu dès le mois de mai 1943, si Chappuis, fondateur de *La Jeune Suisse*, n'avait pas tenu à

---

<sup>290</sup> En fait, des dissensions existent au sein de la rédaction bien avant le début de l'année 1943, notamment entre Fabre et Déléaval, comme le rappelle ce dernier en février 1943. (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre d'E. Déléaval à J.-M. Musy et J. Chappuis, 26.2.1943).

<sup>291</sup> Sur *La Jeune Suisse* au lendemain du 29 mars 1943 et sa fin chaotique, voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 134-142.

<sup>292</sup> AF, E 4450/6214, «Abhörberichte, Verhörprotokolle»: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et Mme Musy (et un de leur fils), 30.3.1943, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée. Extrait également cité par J. CRAUSAZ: *op. cit.*, n. 108 p. 134.

<sup>293</sup> AF, E 4450/6214, «Abhörberichte, Verhörprotokolle»: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et P. Gentizon, 20.4.1943, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée. — Par une lettre de Jean Chappuis du 7 avril 1943, Gentizon a été mis à l'écart du journal. Musy ne semble pas approuver cette mesure.

<sup>294</sup> En 1943, on peut relever que sa signature n'apparaît pas, entre autres, dans les numéros du 30 avril au 28 mai 1943, ainsi que dans ceux du 20 novembre au 30 décembre 1943.

<sup>295</sup> Le passage du témoin à Fabre par Musy et Chappuis se fait dans une certaine confusion et avec quelques couacs, notamment dus à un manque d'argent: les numéros 29, 30 et 31 de *La Jeune Suisse* paraissent respectivement les 30 juillet, 28 août et 23 octobre 1943. Gêné par les réclamations d'abonnés qui ne reçoivent plus leur hebdomadaire, Musy écrit à Chappuis en date du 2 octobre: «Toute l'affaire a un aspect déplorable.» (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre de J.-M. Musy à J. Chappuis, 2.10.1943).

poursuivre sa parution<sup>296</sup>. Toutefois, même après avoir passé la main, Musy n'en a pas fini avec les casseroles de *La Jeune Suisse*. Datée du 19 novembre 1943 et signée par Jean Chappuis et Jean-Marie Musy d'une part, par Eugène Fabre d'autre part, la convention par laquelle ce dernier assume désormais la responsabilité financière et rédactionnelle de *La Jeune Suisse* stipule, à l'article 6, que «M. Fabre n'a aucun droit et aucune obligation en ce qui concerne les créances et les engagements de *La Jeune Suisse* jusqu'à ce jour»<sup>297</sup>. C'est en vertu de cet article que les ennuis financiers de *La Jeune Suisse* antérieurs à sa reprise en main par Fabre continueront d'occuper Musy et Chappuis à la fin de la guerre et même après 1945<sup>298</sup>.

Habile tacticien, Musy pense également déjà aux nécessaires adaptations politiques qu'exige l'évolution de la guerre. Car, en 1943, il ne peut plus ignorer d'où le vent souffle. Les armées du Reich reculent un peu partout. Sur le flanc sud, la bataille d'El-Alamein, déclenchée le 23 octobre 1942, marque le début de la contre-offensive britannique en Egypte. La forteresse Europe est ébranlée un peu plus avec les débarquements alliés en Afrique du Nord, le 8 novembre 1942, et en Sicile, le 10 juillet 1943. Le 25 juillet, le roi d'Italie annonce le renvoi de Mussolini et, le 13 octobre, déclare la guerre à l'Allemagne. Sur le front de l'Est,

---

<sup>296</sup> Le 23 août 1943, Musy rappelle à Chappuis: «Il y a trois mois, M. Jaquet et moi étions de l'avis qu'il fallait suspendre la J.S. C'est vous qui avez imposé sa continuation en disant que vous aviez trouvé les moyens financiers indispensables. J'ai accepté votre manière de voir en promettant cinq cents frs pour les 3 derniers mois de l'année. Or je constate que vous n'avez pas tenu vos engagements. Le dernier numéro n'a paru que grâce à ma dernière intervention financière. [...] Vous comprendrez que je suis à bout de patience.» (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre de J.-M. Musy à J. Chappuis, 23.8.1943). Employé aux Annonces Suisses SA et l'une des personnes les mieux au courant de la santé financière de *La Jeune Suisse*, Jaquet a déjà conseillé à Musy à la fin du mois d'avril 1943 d'abandonner ce journal. (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre de J.-M. Musy à J. Chappuis, 1.5.1943. Référence également citée in: J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 137). Lors de son enquête sur les activités politiques de Musy, l'inspecteur Knecht rédige en mai 1941 une fiche qui nous apprend que Jaquet, déjà en poste aux Annonces Suisses, est également membre de l'association La Nouvelle Suisse créée par l'ancien conseiller fédéral. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: note de l'inspecteur C. Knecht, 14.5.1941).

<sup>297</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: convention entre J. Chappuis et J.-M. Musy d'une part, et E. Fabre d'autre part, 19.11.1943. Le 27 novembre 1943, Musy retourne à Chappuis un exemplaire signé de la convention passée avec Fabre. Il précise qu'il a également expédié un double à Fabre, en ajoutant que le retard de son envoi «est dû exclusivement à mon absence de Middel où les conventions à signer ont dû attendre mon retour». (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre de J.-M. Musy à J. Chappuis, 27.11.1943). (J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 140 et n. 148 p. 141, indique le 11 octobre 1943 comme date à laquelle est signée la convention). — En outre, selon l'article 4 de la convention passée avec Fabre, convention qui le dégage de toute obligation envers les obligations antérieures de *La Jeune Suisse*, Musy et Chappuis s'engagent à verser 2'000 francs comme contre-valeur des abonnements en cours déjà encaissés.

<sup>298</sup> Ainsi, en juin 1946, Musy écrit à Chappuis pour lui communiquer que la maison Annonces Suisses va engager des poursuites contre eux en paiement du solde qui lui est dû. Il ajoute que le compte courant qu'ils doivent au Crédit Gruyérien attend lui aussi sa conclusion. Musy propose alors une rencontre à Chappuis «pour liquider définitivement les comptes de *La Jeune Suisse*, qui sont en souffrance au Crédit Gruyérien et chez Annonces Suisses». (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre de J.-M. Musy à J. Chappuis, 1.6.1946).

la capitulation des dernières troupes allemandes à Stalingrad, le 2 février, et les contre-offensives victorieuses de l'Armée rouge rendent un peu plus vraisemblable la défaite du Reich. Certes, les Allemands marquent encore de nombreux points en 1943. La victoire finale semble toutefois hors de portée du Reich. Aussi, après l'interdiction d'exporter *La Jeune Suisse*, Musy n'a plus intérêt à faire dépendre à tout prix son journal et partant son propre destin des seules bonnes grâces qu'il peut rencontrer en Allemagne, en Italie ou dans la France de Vichy. Des années de compromissions avec le nazisme triomphant impliquent, pour Musy et d'autres, une plus grande prudence du moment qu'il cumule les défaites. L'ancien conseiller fédéral ne tient pas à brûler tous ses vaisseaux. L'heure de la reconversion a sonné<sup>299</sup>. Pour Musy, la décision du Conseil fédéral du 29 mars 1943 est d'ailleurs à replacer dans le contexte général de la guerre. Le 31 mars, il affirme à un interlocuteur: «Et pourquoi on le met en doute ce journal? Uniquement parce qu'il a une opinion qui n'est pas celle de ceux qui croient dur comme fer à la victoire des alliés. On peut la désirer, seulement la victoire des alliés c'est la victoire russe, c'est ce qui nous effraie, n'est-ce pas. Nous pensons à notre pays. Eux, envisagent une autre éventualité que celle à laquelle nous pensons, voilà.»<sup>300</sup>

### 3.3. Aspects financiers et degré d'autonomie

Comme pour *La peste rouge*, une des questions qui se posent au sujet de *La Jeune Suisse* nouvelle formule, entreprise également fort coûteuse, concerne ses ressources financières. La question vient d'autant plus à l'esprit que l'effort de financement de *La Jeune Suisse*, à l'instar de ce que nous avons pu observer dans le cas du film, paraît démesuré par rapport à son impact sur le public. Le journal ne retire sans aucun doute pas de grands revenus de la publicité. Maigre dès le départ, elle disparaît progressivement des colonnes de *La Jeune Suisse*, à mesure qu'elle suscite des soupçons grandissants dans l'opinion publique. Lui-même de

---

<sup>299</sup> L'état des archives est également significatif de l'attitude de Musy. Ainsi, les derniers documents que la légation d'Allemagne à Berne versent aux dossiers tenus au nom de Musy (PA, DGB, 2790 (782/4)) et celui de *La Jeune Suisse* (PA, DGB, 3511 (813)) datent respectivement du 11 décembre 1942 et du 2 avril 1943. En Italie, le dossier intitulé «Musy. Jeune Suisse. Nouvelle Suisse» qui se trouve dans le fonds du Ministère de la Culture Populaire se termine par un document du 12 juillet 1943. (AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465). La mise en parallèle de quelques faits marquants de l'évolution de la guerre avec les derniers documents des dossiers les plus révélateurs de la collaboration de Musy avec les puissances de l'Axe montre assez que l'ancien conseiller fédéral prend quelque peu ses distances avec l'Allemagne et l'Italie du moment que les Alliés prennent le dessus.

<sup>300</sup> AF, E 4450/6214, «Abhörberichte, Verhörprotokolle»: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et un monsieur (inconnu), 31.3.1943, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée.

plus en plus décrié dans les milieux économiques suisses depuis 1938, Musy n'y trouve manifestement plus les soutiens d'autrefois pour son journal. Rien n'indique non plus que sa fortune personnelle, sans doute mise quelque peu à contribution, constitue la principale source de financement du journal<sup>301</sup>. D'ailleurs, selon des bruits dont nous avons déjà entendu parler depuis le milieu des années 1920, son train de vie ne semble pas toujours correspondre aux difficultés financières qu'on croit lui connaître<sup>302</sup>. Quant aux ventes de l'hebdomadaire en Suisse, elles ne semblent pas dépasser les 2'000 exemplaires par numéro. Dans de telles conditions, la diffusion de *La Jeune Suisse* à l'étranger, où elle est dix fois plus vendue qu'en Suisse avant d'être interdite d'exportation, revêt une importance essentielle.

Exposant les investigations menées par le Ministère public sur le financement de *La Jeune Suisse*, Jérôme Crausaz a déjà montré qu'elles ne permettent pas d'aboutir à des conclusions claires<sup>303</sup>. À Vichy, à ce que rapporte Louis-Tobias Broder, Dufour, directeur de la censure, aurait déconseillé à Marion de donner une suite favorable à une requête présentée par Musy pour obtenir du gouvernement français une subvention de 500'000 francs français en faveur de son journal, Dufour estimant que *La Jeune Suisse* est «payée par les Allemands»<sup>304</sup>. En Suisse, un Jean Weymann, directeur d'Annonces Suisses SA, maison qui s'occupe de la comptabilité du journal, affirme lui ne pas connaître les ressources du journal, tout en précisant que les Annonces Suisses SA avertissent

---

<sup>301</sup> De différents documents, il ressort que Musy se montre prêt à injecter certains montants dans *La Jeune Suisse* à condition que Chappuis en fasse autant.

<sup>302</sup> Au sujet de la situation financière de Jean-Marie Musy et de l'aide qu'il a reçue, pense-t-on, de la famille Mende (Pierre, le fils aîné de Musy, a marié une fille de cette très riche famille), le ministre d'Allemagne à Berne, Otto Köcher, remarque dans un télégramme de février 1941: «Obwohl er grösseren landwirtschaftlichen Besitz im Kanton Freiburg hat, soll er bei Ausscheiden als Bundesrat verschuldet gewesen sein.» Et, en complément à ce télégramme, Köcher précise: «Musy soll auch heute noch in finanziell schwierigen Verhältnissen leben und von Schwiegervater seines Sohnes, Augenarzt Dr. E. Mende, Bern, der für nichtarisch gehalten wird, unterstützt werden.» (PA, DGB, 2790 (782/4): télégrammes d'O. Köcher à l'AA, 12 et 14.2.1941).

<sup>303</sup> Voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 124-125.

<sup>304</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de L.-T. Broder par l'inspecteur Knecht (MPC), du 19.11.1942. Le 9 décembre, Broder affirme également que Weymann lui aurait dit «qu'il avait connaissance que *La Jeune Suisse* disposait d'une somme de 50'000 frs suisses reçue comme subvention pour la propagande d'idées, subvention qui a son avis ne pouvait être que d'origine allemande ou italienne.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de L.-T. Broder par l'inspecteur Knecht (MPC), du 9.12.1942. Voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, pp. 124-125). — À ce que rapporte Backes en octobre 1942, le consul général de France à Genève, Giraudex, aurait dit à l'abbé Chamonin et à Bersier, respectivement rédacteur en chef et administrateur du *Courrier de Genève*, journal qui serait lui aussi payé par l'Allemagne, que *La Jeune Suisse* a obtenu de l'Allemagne (Berne) un capital initial de 50'000 francs suisses. D'une discussion ultérieure, il ressort que Giraudex n'a fait que restituer ce qu'aurait dit Dufour, chef de la censure française à Vichy. (PA, DGB, 3472 (809/4): rapport de G. Backes sur les relations en matière de presse entre la France et la Suisse, 20.10.1942).

Jean-Marie Musy et Jean Chappuis lorsque le compte de chèques est vide<sup>305</sup>. Le projet d'envoyer *La Jeune Suisse* dans les camps de prisonniers français en Allemagne semble également être envisagé avec l'espoir d'obtenir un appui financier de Vichy<sup>306</sup>. S'il existe effectivement des bruits sur un financement allemand, italien, voire vichyste de *La Jeune Suisse*, aucune source de première main ne vient toutefois confirmer ces rumeurs. Bien plus, à la lecture des archives allemandes et italiennes et françaises à notre disposition, un financement direct par Berlin, Rome ou Vichy nous semble même exclu. Restent la question de son degré d'autonomie à l'égard de l'étranger et celle de la forme d'aide dont le journal y bénéficie. Nous tenterons de résoudre ces problèmes à l'aide des sources allemandes, italiennes et françaises que nous avons consultées.

Dès le début de sa reprise en main de *La Jeune Suisse*, Musy obtient, nous l'avons vu, l'appui des Italiens et des Allemands pour faciliter la diffusion de son journal à l'étranger. Ce soutien est encore plus frappant du moment que *La Jeune Suisse* devient le seul journal suisse vendu publiquement en Italie et dans la France entièrement occupée. Cette situation de quasi-monopole, découlant uniquement de l'orientation idéologique de *La Jeune Suisse* et des relations personnelles de Musy, accusé par Walter Stucki d'avoir intrigué contre les journaux helvétiques concurrents pour qu'ils ne puissent plus entrer en France<sup>307</sup>, représente déjà en soi un privilège par rapport à d'autres journaux suisses moins complaisants et donc une manière de faciliter la survie d'une publication amie. Que la santé financière de *La Jeune Suisse*, qui écoule la plus grande partie de son tirage à l'étranger, se dégrade encore plus après l'interdiction d'exporter du 29 mars 1943 ne relève donc pas du hasard. Des documents à notre disposition, il ressort toutefois que l'appui apporté par les Allemands et les Italiens au journal de Musy ne se transforme jamais en un financement direct.

---

<sup>305</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: procès-verbal de l'audition de J. Weymann par l'inspecteur Knecht (MPC), du 10.12.1942. Voir J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 125.

<sup>306</sup> En août 1942, l'inspecteur Knecht écrit: «Nous avons appris que l'ancien conseiller fédéral Jean-Marie Musy s'est rendu ou se rendra prochainement à Vichy. Le but de ce voyage est d'obtenir du Gouvernement français des fonds en faveur du journal *La Jeune Suisse*. Il donnerait comme motif à cette demande de fonds que le journal *La Jeune Suisse* serait envoyé régulièrement aux prisonniers français en Allemagne. Il est probable que Mr. Jean-Marie Musy s'est assuré avant de faire cette demande de l'accord des autorités allemandes.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: note de l'inspecteur C. Knecht (MPC), 21.8.1942). Peu de temps après, Stucki complète déjà: «Dagegen wurde ein von Musy gestelltes Gesuch um finanzielle Unterstützung der *Jeune Suisse*, um diese gratis in den Kriegsgefangenenlagern zu verteilen, abgewiesen.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: copie de la lettre de W. Stucki à E. von Steiger, 12.9.1942).

<sup>307</sup> Voir AF, E 2001 (D) 3, Bd 10, *La Jeune Suisse*: lettre de W. Stucki à E. von Steiger, avec copie à M. Pilet-Golaz, 21.10.1942; AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre W. Stucki à E. von Steiger, avec copie à M. Pilet-Golaz, 28.10.1942; AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 69, C.2.10049: copie de la lettre de W. Stucki à E. von Steiger, 3.12.1942; AF, fs Stucki, vol. 47: lettre de W. Stucki à K. Kobelt, 12.12.1942.

En mars 1942, un mois avant le lancement de *La Jeune Suisse* nouvelle formule, Köcher écrit: «Musy hat der Gesandtschaft gegenüber die Gründe für seinen Schritt eingehend auseinandergesetzt; die Gesandtschaft glaubt, das Projekt des Herrn Musy wohlwollend unterstützen zu können, um so mehr, als Musy, wie er sagt, eine finanzielle Unterstützung nicht anstrebt, da er aus der Schweiz heraus selbst genügend Mittel zur Verfügung hat. Was er will, ist eine ideelle Unterstützung durch Lieferung von geeignetem Material. Die Aussprache hierüber hat zu einer befriedigenden Lösung geführt. Musy wird laufend mit Material und Informationen versorgt werden, die er selbst umarbeiten bzw. für die Westschweiz mundgerecht machen will. Musy hat sich die besondere Aufgabe gestellt, im Interesse der Schweiz selbst die Einflüsse der antideutschen Propaganda zu bekämpfen, gleich ob sie von klerikaler oder von englischer Seite kommen.»<sup>308</sup> Si Musy ne souhaite pas recevoir une aide financière de la part de l'Allemagne, il n'en désire pas moins obtenir une sorte de soutien moral, sous la forme du reste plutôt concrète de matériel pour son journal<sup>309</sup>.

En novembre 1942, Köcher laisse également entendre que le Reich ne participe pas au financement de *La Jeune Suisse* car, parlant du déficit régulier de l'hebdomadaire, peu prisé du public suisse, le ministre d'Allemagne n'évoque pas une quelconque subvention, mais uniquement l'encouragement de sa diffusion en

---

<sup>308</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport d'O. Köcher à l'AA, 10.3.1942. En date du 28 avril 1942, Platzer confirme: «die Presseabteilung des Auswärtigen Amts [ist] an der in Genf erscheinenden neuen Wochenschrift *La Jeune Suisse* finanziell nicht beteiligt». (PA, DGB, 3511 (813): note de W. Platzer au consulat d'Allemagne à Genève, 28.4.1942). Le fait que *La Jeune Suisse* ne dépend pas financièrement de la légation d'Allemagne ressort également d'un mémorandum daté du 18 mars 1942 qui circule au Ministère allemand des Affaires étrangères. (PA, Pol. Abt. II, R 102969: mémorandum Scheliha, 18.3.1942. Référence également citée, sous une ancienne cote, par D. BOURGEOIS: «Une lettre de Heydrich à Ribbentrop...» *op. cit.*, n. 7 p. 302). Dans le même mémorandum, on évoque l'aide financière apportée au *Mois Suisse* par les Allemands: «*Mois Suisse* erhält von der Gesandtschaft Weisung und Material und monatliche Subvention von 5'000 Frs. Wird monatlich in 3'000 Exemplaren hergestellt, von denen 500 Exemplaren nach Vichy gehen. Bekannte Schriftsteller und Publizisten, Gentizon und Amiguet, sind Herausgeber. Verlag des *Mois Suisse* in Montreux wird demnächst ganz in unsere Hände übergehen.» (PA, Pol. Abt. II, R 102969: mémorandum Scheliha, 18.3.1942). En juillet 1941, l'Auswärtiges Amt a déjà donné son feu vert à la légation allemande à Berne pour qu'un soutien financier soit alloué au *Mois Suisse*: «Auf den dortigen Vorschlag erkläre ich mich damit einverstanden, dass dem Herausgeber der Monatszeitschrift «Le Mois Suisse» in den Monaten August bis Dezember d.J. monatlich eine Beihilfe bis zur Höhe von jeweils 5'000 Schweizer Franken gezahlt wird.» (PA, DGB, Geheimakten, 1941, 5819, 416 g: courrier secret de l'AA (Informationsabteilung) à la DGB, 29.7.1941).

<sup>309</sup> Au sujet des futurs articles de Belrichard pour *La Jeune Suisse*, Köcher précise après en avoir parlé avec Musy: «Ein Honorar kann seitens der Zeitschrift zunächst noch nicht bezahlt werden; es darf vielmehr darum gebeten werden, dass Belrichard, falls die Presseabteilung des Auswärtigen Amtes mit dieser Wahl einverstanden ist, zunächst vom Amte aus eine angemessene Vergütung erfährt. Die betreffenden Artikel möchten an die Presseabteilung der Deutschen Gesandtschaft gerichtet werden (über Kurier), von wo aus sie Herrn Musy direkt zugesandt werden.» (PA, DGB, 3511 (813): rapport d'O. Köcher à l'AA, 10.3.1942).

France<sup>310</sup>. Le mois suivant, Köcher soutient également le projet de diffuser *La Jeune suisse* auprès des travailleurs et des prisonniers de guerre français en Allemagne<sup>311</sup>. Au même moment, alors qu'il assure à von Steiger de n'avoir jamais envisagé l'introduction de son journal dans les camps de prisonniers français en Allemagne, Musy intensifie ses contacts avec le consulat allemand à Genève et la légation allemande à Berne. À la mi-décembre 1942, il se trouve à nouveau à Berlin où, par l'entremise de Franz Riedweg, il discute de *La Jeune Suisse* avec Franz Otto Wrede, chef de l'office «Auslandspresse» à la «Reichspressestelle» de la NSDAP<sup>312</sup>. Lors de ce voyage dans la capitale allemande, il cherche une fois de plus à rencontrer Himmler et von Weizsäcker<sup>313</sup> et, peu après, il reprend contact avec Riedweg pour lui demander d'appuyer ses

---

<sup>310</sup> Appelé à se prononcer, à la demande de Platzer (Section Presse de l'AA), sur le voyage que Musy a fait en juin 1942 en France, Köcher écrit: «Wie der ehemalige schweizerische Bundespräsident Musy der Gesandtschaft mitteilte, hat seine Reise vorwiegend dem Zweck gedient, die Verbreitung der von ihm herausgegebenen Zeitung *La Jeune Suisse* in Frankreich weitgehend zu fördern. Musy [...] tritt in dieser Zeitung für die Neuordnung Europas unter Führung der Achse ein. Gleichzeitig führt er hierin einen scharfen Kampf gegen den Bolschewismus und gegen gewisse liberalistisch-kapitalistische Tendenzen. Die Zeitung hat allerdings bei der bekannten Einstellung des schweizerischen Publikums bisher nur geringen Absatz gefunden. Wie mir bekannt wurde, ist der Absatz noch so gering, dass bei jeder Ausgabe der wöchentlich erscheinenden Zeitschrift ein Defizit von ca. 1'000.- sfr. entsteht. / Da die Ideen Musys sich weitgehend mit unseren Anschauungen decken, habe ich gegen eine Förderung des Vertriebs der Zeitung in Frankreich keine Bedenken.» (PA, DGB, 2790 (782/4): rapport d'O. Köcher pour l'AA, secret, 12.11.1942).

<sup>311</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport secret d'O. Köcher à l'AA, 17.12.1942.

<sup>312</sup> PA, DGB, 3511 (813): lettre de F. O. Wrede à F. Riedweg, secret, 7.1.1943 (copie). Après avoir parlé avec Musy à Berlin, Wrede demande à Riedweg si ce dernier peut tenir au courant Musy du développement de la question du transport éventuel de *La Jeune Suisse* vers Paris via le territoire du Reich depuis Bâle et s'il peut également informer Musy de certaines questions liées aux correspondants du journal à Berlin (Belrichard et Lemmer).

<sup>313</sup> PA, Büro des Staatssekretärs, Politischer Schriftwechsel, Schriftwechsel mit Beamten, Bd 9, R 29849, Fiche-Nr. 1641: lettre de Weizsäcker à Himmler, personnel, 5.12.1942. Weizsäcker précise à Himmler: «Herr Musy wünscht, dass sein Besuch nur dem engsten Kreis der Beteiligten bekannt wird. Um Herrn Musy auf seine Anfrage antworten zu können, wäre ich für einen telegrafischen Bescheid, möglichst unter Vermeidung des Musy'schen Namens, darüber dankbar, ob und bejahendenfalls an welchen Tagen Herr Musy auf einen Empfang rechnen könnte.» (*Ibid.*). Musy ne parvient pas à rencontrer Himmler, absent de Berlin au moment où l'ancien conseiller fédéral y séjourne. Voir PA, DGB, 2790 (782/4): copie du télégramme de Weizsäcker à Krauel, consul général, s.d., annexée au courrier de Krauel pour S. von Nostitz, secret, 11.12.1942; ainsi que AF, E 4450/6214, «Korresp.»: lettre personnelle de M. Pilet-Golaz à E. von Steiger, 24.3.1943, dans laquelle le chef du DPF écrit, suite à une demande de renseignements du chef du DFJP: «D'après notre Légation [à Berlin], il est exact que M. Musy est allé à Berlin en décembre 1942. Mais il n'a pas vu M. Himmler, selon ses propres déclarations: celui-ci n'était pas dans la capitale à ce moment.» Quelques jours auparavant, le ministre de Suisse à Berlin Frölicher a écrit au sujet de Musy: «Er stattete mir damals [im Dezember 1942] einen Besuch ab und sagte mir, dass es nicht möglich sei, Himmler zu sehen, weil er damals von Berlin abwesend war.» (AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre H. Frölicher à P. Bonna, chef de la Division des Affaires étrangères du DPF, 19.3.1943).

démarches pour faire diffuser *La Jeune Suisse* à l'étranger et obtenir des articles de Berlin<sup>314</sup>.

Malgré son monopole en France et en Italie en tant qu'unique journal suisse vendu publiquement, *La Jeune Suisse* ne voit pas tout de suite sa santé financière s'améliorer, une santé par ailleurs fragile dès le début. Pire, l'argent tardant à arriver à *La Jeune Suisse* à cause des problèmes liés aux clearings franco-suisse et italo-suisse, le journal entre dans une crise financière aiguë au moment même où il devient le seul journal suisse vendu dans les kiosques de la France totalement occupée. Théoriquement à flot grâce aux ventes effectuées à l'étranger, *La Jeune Suisse* est de fait au bord du gouffre au début de 1943. La nouvelle année vient à peine de débiter que Lilette Puthod annonce à Musy et Chappuis que, «à fin janvier 43, nous serons devant un "trou" de Fr. 12'000.- (douze mille francs) qu'il nous faut boucher sans plus tarder»<sup>315</sup>. Elle ajoute: «Avec le tirage actuel, *La Jeune Suisse* couvre ses frais sur le papier. Mais, en pratique, le système des "clearings" nous oblige à attendre. Selon toute vraisemblance, la zone occupée, la France libre, l'Italie et la Belgique nous doivent plus de Fr. 20'000.- (vingt mille francs suisses). Il s'agit uniquement de tenir jusqu'à ce que les versements soient effectués régulièrement.»<sup>316</sup> Le tableau peint par Mlle Puthod est bien sombre<sup>317</sup>.

Les clearings ne fonctionnant qu'avec d'importants retards qui privent le journal de ses principales ressources, les dirigeants de *La Jeune Suisse* multiplient, dès la fin de janvier 1943, les démarches auprès des représentations diplomatiques d'Italie et d'Allemagne en Suisse<sup>318</sup>. Le 30 janvier, Krauel, consul

---

<sup>314</sup> PA, Büro des Staatssekretärs, Politischer Schriftwechsel, Schriftwechsel mit Beamten, Bd 9, R 29849, Fiche-Nr. 1642: copie de la lettre de J.-M. Musy à F. Riedweg, 27.12.1942, transmise par T. Kordt (DGB) à l'AA, 28.12.1942. Musy écrit à Riedweg: «Mon Cher, / j'attends toujours les "Ausreisebewilligungen" dont je vous ai entretenu. Il me serait agréable qu'elles soient accordées le plus tôt possible. / J'espère encore qu'il nous sera possible d'obtenir que notre journal aille (à) Paris par Bâle. Ce serait une grosse économie de temps. Et si nous obtenions quelques bons articles de Berlin ça nous serait d'une grosse utilité. Je vous remercie de votre bienveillant appui. / Mes hommages à votre femme et pour vous mes meilleurs vœux avec mes salutations amicales.»

<sup>315</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre recommandée de *La Jeune Suisse* (L. Puthod) à J.-M. Musy et J. Chappuis, 23.1.1943.

<sup>316</sup> *Ibid.*

<sup>317</sup> Elle écrit encore: «En attendant, il faut courir au plus pressé. Sur la somme de Fr. 10'000.- (dix mille francs) au minimum qui nous est indispensable, Monsieur Musy se déclare prêt à verser Fr. 5'000.- (cinq mille francs), si Maître Chappuis consent à avancer l'autre moitié. Une décision dans ce domaine est infiniment plus urgente, à nos yeux, qu'un voyage à Paris. Car, il n'est pas possible d'attendre plus longtemps. Nous devons plusieurs milliers de francs à Annonces Suisses et au *Courrier de Genève* ainsi qu'à la poste. Non seulement, nous ne pouvons pas espérer un plus large crédit, mais nous devons encore verser rapidement les sommes attendues. Les frais de collaboration en décembre ne sont pas couverts. Des réclamations nombreuses nous parviennent chaque jour de divers côtés.» (ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre recommandée de *La Jeune Suisse* (L. Puthod) à J.-M. Musy et J. Chappuis, 23.1.1943).

<sup>318</sup> En octobre 1942 déjà, *La Jeune Suisse* est une fois de plus intervenue auprès de Mario de Mandato, attaché de presse à la légation d'Italie à Berne, pour lui demander de faire le



général d'Allemagne à Genève, confirme à von Bibra, conseiller de la légation allemande à Berne, que la rencontre prévue le 2 février avec ce dernier et Köcher concerne Musy qui, précise Krauel, aimerait obtenir du côté allemand un soutien pour son journal *La Jeune Suisse*<sup>319</sup>. Une semaine plus tard, après que Musy est venu à la légation allemande, Köcher informe la Wilhelmstrasse de la situation financière critique du journal qui ne parvient pas à encaisser l'argent dû par Conti-Press (zone nord de la France) et la SISE (Italie), alors que seules les Messageries Hachette (zone sud de la France) sont en ordre. Il précise que Musy et Chappuis auraient injecté jusqu'à présent 50'000 francs dans l'entreprise. À l'en croire, *La Jeune Suisse* serait même obligée de cesser sa parution au 1<sup>er</sup> mars au cas où elle ne devrait pas recevoir son argent. Köcher rapporte également que, selon Musy, la seule solution, c'est que Conti-Press s'engage à l'avenir à prendre et à payer 15'000 exemplaires par semaine, contre les 7'000 actuels. Une fois de plus, le ministre d'Allemagne appuie fermement l'action de Musy: «Herr Musy hat mit seiner *Jeune Suisse* in der Schweiz ein Kampforgan gegen Marxismus und Freimaurerei geschaffen, dessen Verschwinden die Gesandtschaft sehr bedauern würde. Die Zeitschrift war seit ihrem Entstehen den schärfsten Angriffen von deutschfeindlicher Seite ausgesetzt, woraus schon ohne weiteres erhellt, welche Bedeutung dieser Zeitschrift für die Abwehr gegnerischer Propaganda zukommt.»<sup>320</sup>

Les contacts entre les dirigeants de *La Jeune Suisse* et les représentants du Reich en Suisse se multiplient durant le mois de février 1943<sup>321</sup>. Le 17 février, en compagnie de Chappuis et Déléaval, Musy présente dans le détail au consulat d'Allemagne à Genève les difficultés financières du journal causées essentiellement par les retards enregistrés dans l'encaissement de l'argent dû par

---

nécessaire afin que le journal reçoive de la SISE une situation au 30 septembre et l'avis que le montant est versé au clearing italo-suisse. (AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: copie de la lettre de *La Jeune Suisse* à de M. De Mandato, 28.10.1942). Informé par M. De Mandato de la demande de *La Jeune Suisse*, le Ministère italien de la Culture populaire intervient alors auprès de la SISE qui, quelques jours plus tard, répond qu'elle a liquidé son dû. (Voir AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 10.11.1942; dudit Ministère à la SISE, 3.12.1942; de la SISE au Ministère précité, 9.12.1942).

<sup>319</sup> Krauel écrit plus exactement qu'il s'agit de Musy, «der eine Unterstützung seiner Zeitung *Jeune Suisse* von deutscher Seite beantragen möchte». Krauel propose que Trump participe également à la rencontre. (PA, DGB, 3511 (813): lettre de W. Krauel à von Bibra (DGB), 30.1.1943).

<sup>320</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport d'O. Köcher à l'AA, 9.2.1943. Köcher conclut: «Altbundesrat Musy erklärte abschliessend, dass er bereit sei, nach Paris zu fahren, um mit den dortigen zuständigen Stellen zu verhandeln, wenn seine Reise genehmigt würde.» (*Ibid.*).

<sup>321</sup> Pour ne prendre que quelques conversations téléphoniques interceptées dans la seconde moitié de février 1943, nous pouvons citer les discussions que Musy a avec la légation d'Allemagne à Berne les 16.2.1943 (rendez-vous avec von Bibra), 20.2.1943 (conversation avec von Bibra au sujet de l'«affaire») et 24.2.1942 (rendez-vous avec von Bibra). Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33.

les sociétés de distribution dans la zone nord de la France et en Italie. Ainsi, au 30 janvier 1943, il doit revenir à *La Jeune Suisse*, distribuée en France occupée et en Belgique par Conti-Press depuis la fin août 1942, un montant de 15'812.50 francs sur lequel aucun versement n'a encore été fait. D'Italie, où elle est distribuée par la SISE depuis avril 1942 pour un montant de 12'456 francs dû au 30 janvier 1943, *La Jeune Suisse* n'a encore reçu aucun versement. Pour les dirigeants de *La Jeune Suisse*, leur journal ne peut pas s'accommoder de délais de paiement aussi longs. Musy explique au consulat d'Allemagne à Genève que le journal risque de devoir cesser très prochainement sa parution par suite d'un manque d'argent. Chappuis propose lui entre autres que la créance totale de 28'268.50 francs soit prêtée par les Allemands. Une autre solution, soutenue par le consulat d'Allemagne à Genève en raison, dit-il, de l'effet propagandiste important de *La Jeune Suisse* en France et en Suisse, consisterait d'une part en un paiement immédiat par la légation allemande à *La Jeune Suisse* de la somme de 15'812.50 francs due par Conti-Press, après quoi la légation devrait s'arranger de manière interne avec Conti-Press au sujet du remboursement de cette somme, d'autre part en une prise de contact immédiate avec la légation d'Italie à Berne au sujet du règlement de la dette que la SISE a envers *La Jeune Suisse*. Selon Musy, après ce premier assainissement des finances, il est nécessaire de porter à 15'000 exemplaires la diffusion du journal en France et en Belgique. Il rappelle que Geubels, directeur de Conti-Press, lui a expliqué en novembre 1942 que l'on pouvait compter avec une vente de 50'000 exemplaires. De toute façon, pour garantir le financement du journal, il est nécessaire que 15'000 exemplaires soient pris à compte ferme et les paiements aient lieu de manière mensuelle<sup>322</sup>. Le 22 février 1943, Theo Kordt, conseiller d'ambassade à la légation d'Allemagne à Berne, attire à nouveau l'attention de la Section Presse de la Wilhelmstrasse sur la situation financière toujours plus mauvaise de *La Jeune Suisse*; il présente déjà son éventuelle cessation de parution comme un grand succès des forces hostiles à l'Allemagne en Suisse<sup>323</sup>.

---

<sup>322</sup> PA, DGB, 3511 (813): note du consulat d'Allemagne à Genève, 17.2.1943, annexée au courrier secret de W. Krauel pour G. Trump, 18.2.1943. À ce courrier est également joint la copie d'une note du 29.1.1943 établie par *La Jeune Suisse* au sujet de ses relations avec Conti-Press et la SISE. Voir également PA, DGB, 3511 (813): rapport de T. Kordt à l'AA, 23.2.1943, qui reprend la note du consulat du 17.2.1943. — Jean Chappuis ne rechigne pas aux petits arrangements financiers avec les Allemands. Outre la proposition qu'il leur fait le 17 février 1943, il leur soumet d'autres demandes. Le 2 avril 1943, Köcher rapporte au sujet des correspondances berlinoises de *La Jeune Suisse*: «Chappuis hat noch den Wunsch geäußert, dass die Telefonkosten von Berlin getragen werden möchten, da die Zeitschrift selbst im Hinblick auf ihre bedrängte finanzielle Situation hierzu nicht in der Lage sei.» (PA, DGB, 3511 (813): rapport d'O. Köcher à l'AA, 2.4.1943).

<sup>323</sup> PA, DGB, 3511 (813): télég. secret de T. Kordt à l'AA, 22.2.1943.

Décidés à aider *La Jeune Suisse*, les Allemands ne ménagent pas leurs efforts pour trouver une solution. Le 20 et 22 février 1943, Backes discute à Paris avec Schwendemann, conseiller d'ambassade, et Geubels, directeur de Conti-Press, des difficultés de *La Jeune Suisse*. Comme le rapporte Backes, Conti-Press n'a pas pu prendre plus d'exemplaires de *La Jeune Suisse*, malgré les assurances données à Musy, en raison notamment d'une censure allemande à Paris trop tatillonne qui a interdit quatre fois le journal. Or, comme le laisse entendre Geubels à Backes, on ne peut pas attendre d'un journal suisse, tout favorable qu'il est à l'Allemagne, d'être autant aligné sur les prescriptions que la censure allemande impose aux journaux français. Quant à l'argent dû par Conti-Press à *La Jeune Suisse*, Geubels affirme qu'il a été versé au clearing franco-suisse mais que celui-ci ne fonctionne pas<sup>324</sup>.

Le 25 février, Musy retourne à la légation d'Allemagne à Berne. Comme nous l'apprend Kordt, il se montre très satisfait des récentes démarches entreprises par la légation et espère que les négociations en France apportent une solution. Autorisée par la Wilhelmstrasse d'accorder éventuellement un crédit transitoire à Musy jusqu'au règlement de l'affaire, la légation d'Allemagne en informe l'ancien conseiller fédéral qui reste toutefois prudent: «Einen Zwischenkredit seitens der Gesandtschaft hat Musy einstweilen nicht angenommen und zwar aus grundsätzlichen Bedenken heraus; allenfalls will er, falls finanzielle Schwierigkeiten auftauchen sollten, einen bestimmten Betrag lediglich entgegennehmen als Vorschuss auf die noch ausstehende Überweisung aus Frankreich, keinesfalls aber als Darlehen der Gesandtschaft.»<sup>325</sup> De ce passage, il ressort que Musy n'exclut pas en fait d'accepter une certaine somme, non pas comme prêt de la légation mais comme avance sur l'argent pas encore arrivé de France. Du point de vue de la dépendance vis-à-vis de la légation allemande, quelle différence fondamentale y a-t-il au demeurant entre ces deux possibilités, puisque l'avance semble n'être rien d'autre qu'une forme camouflée de crédit transitoire octroyé par ladite légation? En outre, pour régler les problèmes de trésorerie de *La Jeune Suisse*, l'ancien chef du Département fédéral des Finances et des Douanes envisage une solution plutôt singulière qui prend le chemin sinueux de la légation d'Allemagne, peu conforme aux dispositions en vigueur, et non pas la voie normale du clearing franco-suisse<sup>326</sup>. Du côté allemand, on se montre en tout cas prêt, s'il le faut, à soutenir à tout prix *La Jeune Suisse*: «Vom

---

<sup>324</sup> PA, DGB, 3511 (813): copie de la note de G. Backes, 2.3.1943, jointe au courrier secret de G. von Nostitz (consulat d'Allemagne à Genève) à la DGB, 4.3.1943.

<sup>325</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport de T. Kordt au consulat d'Allemagne à Genève, 25.2.1943.

<sup>326</sup> Faisant fi de l'Office suisse de compensation, Musy est également passé en 1938, rappelons-le, par la légation allemande à Berne pour régler une partie des factures de la Bavaria liées au film *La peste rouge*.

Auswärtigen Amt wurde, wie zur vertraulichen Information des Konsulats mitgeteilt sei, die Erklärung abgegeben, dass *La Jeune Suisse* unter allen Umständen gehalten werden wird.»<sup>327</sup>

Prise par le Conseil fédéral le 29 mars 1943, la décision d'interdire l'exportation de *La Jeune Suisse* rend finalement sans objet les tractations souterraines de Musy avec les Allemands. Le dernier document versé par la légation allemande à Berne au dossier qu'elle tient au nom de *La Jeune Suisse* date du 2 avril 1943<sup>328</sup>. Fin avril 1943, accompagné de Déléaval et Fabre, Musy rencontre à nouveau Backes, du consulat d'Allemagne à Genève, sans que nous connaissions le contenu de leur discussion<sup>329</sup>. Dès cette époque, Musy ne semble plus vouloir lier le destin de *La Jeune Suisse* à ses débouchés vers l'étranger. Suivant la courbe des événements, il abandonne lui-même peu à peu une entreprise sans avenir. Agissant dans l'urgence, la légation d'Allemagne a toutefois le temps, avant l'interdiction d'exporter, de demander au consulat général d'Allemagne à Zurich de souscrire environ 25-30 abonnements au journal parce qu'elle a, dit-elle, intérêt à soutenir *La Jeune Suisse*<sup>330</sup>.

Au début de l'année 1943, les dirigeants de *La Jeune Suisse* interviennent également auprès de la légation italienne en Suisse et auprès de la SISE pour tenter d'encaisser ce que celle-ci doit au journal. Leurs démarches butent toutefois contre les retards et les difficultés de fonctionnement du clearing italo-suisse. L'interdiction d'exporter qui tombe le 29 mars porte un coup très rude aux discussions discrètes que Musy et ses hommes ont avec les Italiens pour tenter de sauver l'hebdomadaire en perdition<sup>331</sup>. Finalement, avec la chute du régime mussolinien quelques mois plus tard, c'est un partenaire important qui disparaît

---

<sup>327</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport de T. Kordt au consulat d'Allemagne à Genève, 25.2.1943.

<sup>328</sup> PA, DGB, 3511 (813): rapport d'O. Köcher à l'AA, 2.4.1943.

<sup>329</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport de l'inspecteur Ramel au chef de la police de sûreté du canton de Genève, 29.4.1943; rapport transmis au MPC le 3.5.1943.

<sup>330</sup> PA, DGB, 3511 (813): courrier d'O. Köcher au consulat général d'Allemagne à Zurich, 12.3.1943. Voir aussi PA, DGB, 3511 (813): courrier de T. Kordt au même consulat, 1.3.1943. Au début du mois de février 1943, Gottfried von Nostitz du consulat allemand de Genève a également écrit: «Wie das Konsulat von einem Gewährsmann erfährt, würde die Zeitung *La Jeune Suisse* es sehr begrüßen, wenn die Gesandtschaft eine grössere Anzahl Exemplare abonnieren würde. Andere Missionen scheinen das gleiche zu tun. Falls dem Wunsch entsprochen werden kann, darf das Konsulat anregen, auch jedem Konsulat einige Exemplare zuzuteilen.» (PA, DGB, 3511 (813): courrier de G. von Nostitz à la DGB, 9.2.1943).

<sup>331</sup> Voir AMAE (Rome), Ministero della Cultura Popolare, busta 465: entre autres la lettre de M. De Mandato au Ministère de la Culture populaire (presse étrangère), 18.2.1943, lettre à laquelle est annexée une copie de la note de *La Jeune Suisse* datée du 29.1.1943, faisant état de ses difficultés financières, et remise par les dirigeants du journal aux représentants de l'Italie en Suisse.

définitivement<sup>332</sup>. Car, avant d'en arriver là, les représentants de l'Italie fasciste n'auront pas ménagé leurs efforts pour soutenir fermement le journal de Musy.

En effet, représentant environ le quart du tirage total de *La Jeune Suisse*, le nombre d'exemplaires destinés à l'Italie au début de l'année 1943 ne manque pas d'étonner par son importance car, journal mineur en Suisse, *La Jeune Suisse* l'est encore plus pour le lecteur à l'étranger. Il se peut certes que *La Jeune Suisse* profite d'une situation de monopole auprès d'un certain type de lecteurs francophones domiciliés en Italie, tous les autres journaux suisses romands y étant de fait interdits<sup>333</sup>. Toutefois, l'attrait principal de la presse suisse à l'étranger réside généralement dans les informations que les habitants de l'Europe nouvelle ne trouvent pas dans leurs journaux nationaux, les lecteurs ne doivent avoir en Italie que peu d'intérêt pour un organe à l'unisson de la propagande du régime de Mussolini. Aussi d'autres raisons semblent expliquer l'expédition massive de *La Jeune Suisse* en Italie. C'est ce que cherche à savoir, dès juillet 1943, la Division du commerce du Département de l'Économie publique où l'on s'étonne de la forte diffusion de *La Jeune Suisse* en Italie. Reconnaisant à cette époque qu'elle ne dispose d'aucune preuve irréfutable, la Division du commerce soupçonne tout simplement l'hebdomadaire d'avoir bénéficié d'un subventionnement caché de la part de l'Italie<sup>334</sup>.

---

<sup>332</sup> Outre le manque de liquidités, le cours des événements internationaux, notamment la chute de Mussolini en juillet 1943, fragilise à coup sûr les dirigeants de *La Jeune Suisse*. La quasi-cessation de parution durant l'été 1943 semble en être une preuve: les numéros 29, 30 et 31 de l'hebdomadaire paraissent respectivement les 30 juillet, 28 août et 23 octobre 1943.

<sup>333</sup> De la liste «confidentielle» établie par la Direction générale des douanes, datée du 3 mars 1943 et transmise au DFJP par courrier du 4 mars, il ressort que, entre le 21 janvier et le 20 février 1943, *La Jeune Suisse* (hebdomadaire) a expédié en Italie 28'850 exemplaires, loin devant de grands quotidiens suisses: *NZZ* (7'190 exemplaires), *Basler Nachrichten* (2'969) et *Corriere del Ticino* (3'992). Les chiffres pour les autres quotidiens suisses diffusés en Italie sont encore beaucoup plus bas. Ainsi, durant la même période, 52 exemplaires du *Journal de Genève* et 44 de la *Gazette de Lausanne* sont entrés en Italie (envois privés). Voir la liste in: AF, E 4450/6214, «Export nach Spanien». D'un long rapport que le colonel Schindler adresse en date du 17 mars 1943 au conseiller von Steiger, il ressort que *La Jeune Suisse* est manifestement le seul journal suisse à être autorisé à la vente publique en Italie, la *NZZ*, les *Basler Nachrichten* et le *Corriere del Ticino* devant être adressés à des abonnés particuliers en possession d'une autorisation officielle. (AF, E 4450/6214, «Korresp.»: rapport du colonel Schindler à E. von Steiger, 17.3.1943).

<sup>334</sup> Voir AF, E 4450/6214, «Korresp.»: lettre confidentielle de la Division du commerce du DFEP au secrétariat de presse du DFJP, 6.7.1943 (copie pour l'Office suisse de compensation). En date du 27 octobre 1943, la Division du commerce écrit à nouveau de manière confidentielle au secrétariat de presse du DFJP (avec copie pour l'Office suisse de compensation) à propos de *La Jeune Suisse*: «Es wirkt deshalb mehr als verdächtig, dass die vorgenannte Zeitung, der doch in der Schweiz wohl keine grössere Bedeutung zukommt, von der amtlichen italienischen Zeitungseinfuhrstelle in steigendem Masse unter entsprechender Belastung des Clearings bezogen wurde. Wir würden es sehr bedauern, wenn das Clearing Guthaben durch Zeitungslieferungen noch erhöht würde, deren Bezug praktisch wohl einer Subventionierung durch einen ausländischen Staat gleichkäme, wenn dies auch vielleicht nicht bewiesen werden kann.» (AF, E 4450/6214, «Korresp.»).

Après la guerre, toujours occupée par le règlement du clearing italo-suisse, la Division du commerce du Département de l'Économie publique verra ses soupçons se confirmer: la forte diffusion de *La Jeune Suisse* en Italie en 1942-1943 aurait tenu à un financement indirect, sous la forme d'achats camouflés, par le Ministère italien de la Culture populaire qui aurait fait souscrire des abonnements de manière artificielle. Ce constat ressort notamment d'une lettre que l'Office suisse de compensation adresse en février 1946 à l'administration de *La Jeune Suisse*. D'entente avec la Division du commerce du Département de l'Économie publique, ledit Office refuse de transférer par le clearing italo-suisse les anciens avoirs de *La Jeune Suisse* envers la SISE, en argumentant de la manière suivante: «Les investigations faites en Italie ont donné toute clarté en cette affaire, en ce sens qu'il a été prouvé que les abonnements souscrits à votre journal par l'agence officielle SISE, Bologna, n'étaient en réalité qu'une forme déguisée de subvention accordée à l'époque par le Ministère italien de la Culture populaire.»<sup>335</sup>

---

<sup>335</sup> ARCJ, fs Chappuis, 54 J 42: lettre de l'Office suisse de compensation à l'administration de *La Jeune Suisse*, 1.2.1946. Référence également citée par J. CRAUSAZ: *op. cit.*, p. 142.

## CHAPITRE 14

### **DE NOUVELLES ORIENTATIONS PAR RAPPORT A LA FIN DE LA GUERRE 1944-1945**

Certaines actions menées par Musy en 1944/1945 peuvent apparaître comme des changements de cap brutaux par rapport à la trajectoire suivie peu auparavant dans l'orbite des puissances de l'Axe. Cela est partiellement vrai. D'un point de vue idéologique, c'est la continuité qui prime. L'homme reste accroché à ses références les plus profondes, que l'histoire se fasse avec ou sans Hitler, Mussolini, Pétain et les autres. Loin d'être le fait d'un converti subitement bouleversé par les crimes de régimes dont il a longtemps été un allié, les revirements qu'il semble effectuer à la fin de la guerre se fondent en fait en grande partie sur des valeurs immuables qui les expliquent en grande partie. Son adaptation aux nouvelles données du conflit mondial et à l'émergence d'un nouvel ordre mondial n'a au demeurant rien d'exceptionnel. L'heure est à l'adaptation générale à la victoire des Alliés.

#### **1.           Changement de cap dans la continuité**

##### 1.1.        Le temps des adaptations

###### *1.1.1.      Sortie de guerre*

Le renversement des rapports de force, manifeste à l'époque où l'ancien conseiller fédéral se lance dans une sorte de politique de bons services et d'aide humanitaire, se répercute sur l'opinion publique en Suisse et, de manière encore plus nette, sur l'attitude des autorités helvétiques, soumises à des pressions croissantes de la part des Alliés. Les États-Unis et l'URSS qui ont consenti d'énormes sacrifices humains n'éprouvent que peu de sympathie pour la Suisse, sorte de miraculée aux milieux des décombres en Europe. Le concept de

neutralité demeure impopulaire dans les pays qui, les armes à la main, ont combattu le nazisme. Le danger d'un isolement croissant qui menace tout spécialement les intérêts économiques de la Suisse et une plus grande sensibilité face aux victimes de la guerre poussent donc les autorités fédérales à trouver des solutions pour pouvoir s'intégrer au nouvel ordre mondial, tout en tentant de sauvegarder le principe de neutralité politique.

En matière de politique humanitaire, le gouvernement fédéral se montre plus entreprenant dans les derniers mois du conflit. Il soutient entre autres la création à la fin de 1944 d'un fonds de secours, le Don Suisse, qui lui sert aussi de levier pour mener sa politique étrangère<sup>1</sup>. C'est également à cette époque que Pilet-Golaz, chef de la diplomatie helvétique peu apprécié par Moscou, jette l'éponge: peu auparavant, au début de novembre 1944, le gouvernement soviétique a refusé publiquement et de manière plutôt brutale l'établissement de relations diplomatiques avec la Suisse. Il est remplacé par le Neuchâtelois Max Petitpierre, dont le nom restera attaché à la devise «neutralité et solidarité» et à une période correspondant à un âge d'or de la politique helvétique des bons offices.

Craignant plus que tout l'extension du communisme, la Suisse n'en cherche donc pas moins à ménager les Soviétiques, déjà maîtres de l'Europe de l'Est; leurs relations diplomatiques seront rétablies en mars 1946<sup>2</sup>. Elle s'efforce également d'améliorer ses relations avec les États-Unis où sont bloqués d'importants avoirs helvétiques. L'accord signé à Washington en mai 1946 mettra fin à d'âpres négociations<sup>3</sup>. Dans le domaine des négociations économiques avec l'étranger, les milieux économiques, notamment financiers, et les dirigeants politiques suisses ont d'ailleurs à concilier des points de vue souvent contradictoires, car il s'agit d'être en bons termes avec les futurs vainqueurs, entre autres les Américains dont la puissance économique ne peut être ignorée, et les futurs vaincus qui, quel que soit leur régime, sont et resteront d'importants partenaires économiques. Sur le plan intérieur, le communisme demeure la bête

---

<sup>1</sup> Sur le Don Suisse, voir J.-C. FAVEZ: «Le Don suisse et la politique étrangère. Quelques réflexions», in *Des archives à la mémoire. Mélanges d'histoire politique, religieuse et sociale, offerts à Louis Binz*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 1995, pp. 325-339.

<sup>2</sup> Voir p.e. C. GEHRIG-STRAUBE: *Beziehungslose Zeiten. Das schweizerisch-sowjetische Verhältnis zwischen Abbruch und Wiederaufnahme der Beziehungen (1918-1946) auf Grund schweizerischer Akten*, Zürich, Hans Rohr, 1997; ainsi que S. PAVILLON: «Une nouvelle image de la Russie soviétique en Suisse (1943-1944)», in *traverse*, 1995, 3, pp. 100-109.

<sup>3</sup> Voir notamment M. DURRER: *Die schweizerisch-amerikanischen Finanzbeziehungen im Zweiten Weltkrieg: von der Blockierung der schweizerischen Guthaben in den USA über die «Safehaven»-Politik zum Washingtoner Abkommen (1941-1946)*, Bern/Stuttgart, P. Haupt, 1984, 348 p.



noire des dirigeants politiques, militaires et économiques suisses. Hantés par le souvenir de la grève générale de novembre 1918, ils redoutent que la fin de la guerre marque le retour d'un tel cataclysme, quand bien même le climat social est beaucoup plus détendu qu'au sortir de la Grande Guerre.

En 1944/1945, le spectre de la révolution et les incertitudes liées à l'émergence d'un nouvel ordre mondial dominé par Moscou et Washington, avec lesquels tout ne va pas au mieux, ne poussent pas à l'optimisme en Suisse. En définitive, sans aller jusqu'à dire que la guerre ne commence pour la Suisse qu'en 1945, la perspective de la défaite de l'Allemagne ne soulève pas un espoir débordant dans le pays tant d'autres difficultés semblent l'attendre dans le monde de l'après-guerre. C'est dans ce contexte de sortie de guerre dont on ne voit pas très bien sur quoi elle va déboucher qu'il faut situer la trajectoire zigzagante de Musy. Inquiet comme en 1918 de l'imminence du «grand soir» et obnubilé par la défense de l'Europe, il semble lui aussi tâtonner pour défendre des idées dont il ne démord pas.

### 1.1.2. *L'adaptation progressive de Musy*

Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, la fin de l'exportation de *La Jeune Suisse*, le 29 mars 1943, marque le début du désengagement progressif de Musy de ce journal. Il se voit d'autant plus contraint de virer de bord que les succès anglo-américains en Afrique du Nord, dès la fin de 1942, et soviétiques à Stalingrad, au début de 1943, ont frappé les esprits. Le tournant de 1942/1943 lui a ouvert les yeux sur la vulnérabilité de l'Allemagne qui, à l'évidence, ne peut plus triompher de ses nombreux adversaires. Devenu plus prudent sous la pression des événements, Musy ne peut donc plus se permettre de faire autant dépendre son sort de celui de l'Allemagne.

La réorientation de sa trajectoire trouve un écho jusque dans les papiers qu'il rédige pour *La Jeune Suisse* jusqu'au début de 1944. Ainsi, tout en s'affichant toujours comme un ardent défenseur de l'Europe et un anticommuniste convaincu, il insiste moins, dès le printemps 1943, sur la collaboration au nouvel ordre européen nazi que sur la nécessaire entente que doivent trouver les Alliés occidentaux et l'Allemagne pour faire barrage au communisme. Encore marqué par le souvenir du pacte germano-soviétique d'août 1939, Musy craint plus que tout la répétition d'un tel revirement qui, vu l'état de l'Allemagne, pourrait bien signifier à terme la domination effective de l'URSS sur l'Europe. Au cours de l'été, n'abandonnant rien de ses idées essentielles, il achève de s'ajuster aux

nouveaux rapports de force et à l'optique toujours plus probable d'une victoire alliée. En octobre 1943, il écrit dans *La Jeune Suisse*: «Le salut de l'Europe est dans une entente entre les puissances occidentales. Il n'est pas vers l'Est! Il dépend donc, dans une large mesure, des Anglo-Américains d'empêcher que Staline devienne le maître de l'Europe pour réaliser le rêve de Pierre-le-Grand qui fut sans doute aussi celui de la Grande Catherine!»<sup>4</sup> À ce moment déjà, Musy a l'esprit ouvert à d'autres perspectives. Il espère une paix de compromis à l'Ouest et un renversement des alliances. Aussi, il ne fait plus une priorité de *La Jeune Suisse* qui, dans le contexte d'une défaite possible de l'Allemagne, pourrait lui causer plus de problèmes que lui rapporter quelque gain politique.

Dès le printemps 1943, et cela jusqu'au début de son action de sauvetage en faveur de victimes du nazisme à partir du printemps 1944, Musy évite de repartir outre-Rhin. Les Allemands continuent pourtant à le courtiser durant cette période. Ainsi, de retour d'un voyage à Paris où il a retrouvé von Rundstedt<sup>5</sup>, il est invité en avril 1943 par l'Allemagne à participer à un congrès des journalistes européens organisé en juin à Vienne par les services de propagande allemands<sup>6</sup>. Voyageant aux frais de Berlin, la délégation suisse, emmenée par Georg Trump, attaché de presse de la légation d'Allemagne à Berne, se compose uniquement d'admirateurs du Reich, derniers extrémistes à croire encore au nouvel ordre européen nazi, soit Klaus Fery, Hans Jenny, Philippe Amiguet, Max Eduard Liehburg, Hans Oehler, Rolf Henne, Werner Meyer et Paul Gentizon<sup>7</sup>. Les autres délégations étrangères attendues sont également constituées de journalistes alignés sur la politique de

---

<sup>4</sup> J.-M. MUSY: «La guerre continue...», in *La Jeune Suisse*, 23.10.1943.

<sup>5</sup> Il l'affirme le 7 mai 1943 à Pilet-Golaz à qui il dit également n'avoir pas vu Abetz. (Notice de M. Pilet-Golaz, chef du DPF, 8.5.1943, in *DDS*, vol. 14, p. 1128). — La tante de von Rundstedt est Mme Alfred Georg, née von Schlotheim. (Voir *ibid.*, pp. 1128-1129). Ancien compagnon de Musy dans la lutte contre l'étatisme et le socialisme, Alfred Georg et sa femme rencontrent eux-mêmes l'ex-conseiller fédéral durant la guerre. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport des inspecteurs Epars, Gallay et Kolla au chef de la police de sûreté, Département de Justice et Police du canton de Genève, 24.2.1941; transmis au MPC le 4.3.1941).

<sup>6</sup> Il s'agit plus exactement de la «II. Internationale Journalistentagung der Union Nationaler Journalistenverbände» qui se tient à Vienne du 22 au 25 juin 1943. Une des plus importantes personnalités de cette rencontre est le Dr Schmidt, chef de la Section Presse du Ministère allemand des Affaires étrangères. En Suisse, c'est Georg Trump, attaché de presse de la légation d'Allemagne à Berne, qui s'occupe d'organiser le voyage de la délégation suisse. Voir PA, DGB, 3488 et 3489, deux volumes intitulés: «Studienfahrten schweiz. Journalisten nach Deutschland und deutscher Journalisten in die Schweiz, Einladungen Schweizer Journalisten zu Tagungen in Berlin und Wien».

<sup>7</sup> PA, DGB, 3488 (811): télég. d'O. Köcher à la Section Presse de l'AA, 22.5.1943. À la fin du mois de mai, Rolf Henne avertit Trump qu'il ne lui est plus possible de se rendre à Vienne. (PA, DGB, 3488 (811): lettre de R. Henne à G. Trump, 29.5.1943). Klaus Fery doit également renoncer au voyage. (PA, DGB, 3488 (811): télég. secret d'O. Köcher à la Section Presse de l'AA, 12.6.1943).

l'Axe<sup>8</sup>. Prévu comme un des orateurs principaux du congrès, la légation allemande à Berne l'ayant tenu pour la personnalité suisse la plus éminente susceptible de répondre favorablement à l'invitation, Musy renonce finalement, à regret, à se rendre à Vienne. En effet, devenu plus soucieux de l'opinion du Conseil fédéral sur ses voyages à l'étranger, il prend la température à Berne avant de communiquer sa décision aux Allemands<sup>9</sup>. En 1943, Musy semble découvrir, non sans quelques flottements, des qualités généralement évidentes pour les autres conseillers fédéraux à la retraite, telles que la réserve et la prudence qui sont attendues d'un ancien homme d'État ayant occupé les plus hautes fonctions politiques. Le 7 mai, l'ancien président de la Confédération rend visite à Pilet-Golaz pour lui demander son opinion sur l'opportunité d'aller au congrès à Vienne. Son ancien collègue du Conseil fédéral lui répond sans hésiter qu'à sa place il n'irait pas<sup>10</sup>. Au cours de sa conversation avec le chef de la diplomatie helvétique, Musy ne fait pas mystère, pour une fois, de ses relations avec certains hauts dignitaires allemands et, du point de vue idéologique, répète ce qu'il dit déjà dans *La Jeune Suisse*<sup>11</sup>. Le 11 mai, Köcher informe la Wilhelmstrasse:

<sup>8</sup> Voir la liste des participants prévus publiée in: *II. Internationale Journalistentagung der Union Nationaler Journalistenverbände. Wien, Juni 1943*, zusammengestellt vom Pressereferat des Generalsekretariats der Union Nationaler Journalistenverbände, abgeschlossen am 1.6.1943, 68 p. Selon cette liste, parmi les participants italiens prévus, il y a Giovanni Ansaldo et Mario Appelius, deux journalistes dont la signature est apparue dans *La Jeune Suisse* de Musy. Cette brochure se trouve in: PA, DGB, 3488 (811).

<sup>9</sup> En date du 24 avril, Köcher télégraphie à la Wilhelmstrasse: «Altbundesrat Musy, aus Frankreich zurückgekehrt, dankt für Einladung zur Wiener Tagung, deren Sinn er vollkommen billigt. Musy ist persönlich bereit, nach Wien zu kommen, macht aber endgültige Zusage davon abhängig, dass Bundesrat keine Einwendung erhebt.» (PA, DGB, 3488 (811): télég. d'O. Köcher à la Section Presse de l'AA, 24.4.1943).

<sup>10</sup> Notice de M. Pilet-Golaz, chef du DPF, 8.5.1943, in *DDS*, vol. 14, p. 1127. Pilet-Golaz précise: «Par la suite de la conversation, il me paraît que M. Musy suivra ce conseil, mais je n'en suis pas sûr. Il me déclare qu'il pourra se renseigner après auprès d'amis à Berlin sur ce qui se sera fait à Vienne.»

<sup>11</sup> Dans cette intéressante notice qui résume l'entretien qu'il a eu la veille avec Musy, Pilet-Golaz relève plusieurs points. Il note entre autres que Musy est très intéressé par les projets allemands pour la réorganisation de l'Europe. Musy lui fait également part des impressions qu'il a recueillies au cours de son voyage à la fin de l'année 1942 (en décembre) en Allemagne et de celui du printemps 1943 (en avril) à Paris. Pilet-Golaz écrit au sujet des relations de Musy en Allemagne: «Il ne me cache pas qu'il connaît bien Himmler. Il dit même que personne en Suisse ne doit connaître Himmler aussi bien que lui. Himmler est naturellement un national-socialiste convaincu, obstiné, mais certes ce n'est pas le plus dangereux pour nous. Il ne connaît pas Ribbentrop. Il a toujours un sentiment de méfiance et de crainte envers Goebbels, qui lui fait penser à Talleyrand; très intelligent, bien entendu. Ce sont les gens à la Rosenberg qui sont pour nous les plus redoutables.» Pilet-Golaz ajoute plus loin: «D'après M. Musy, l'Allemagne est loin d'être battue, s'il est acquis qu'elle ne sera pas victorieuse.» À propos du communisme, «sujet favori» de Musy selon Pilet-Golaz, le Fribourgeois semble être toujours hanté par le souvenir du pacte germano-soviétique. D'après Pilet-Golaz, Musy voit dans le communisme «un très gros danger pour l'Europe. Il n'exclut pas la possibilité où Allemands et Russes s'entendraient, mais alors l'Europe serait

«Altbundesrat Musy hat heute mitgeteilt, dass er zu seinem persönlichen Bedauern an der Teilnahme auf der Wiener Unions-Tagung verzichten müsse. Er sei auf Grund von Fühlungen und Rückfragen in Bern zu der Überzeugung gelangt, dass seine Teilnahme und noch mehr sein Auftreten als Redner den Auftakt zu neuen schweren Presseangriffen in der Schweiz gegen ihn geben würden. Eine neue Pressehetze gegen ihn müsse er aber aus politischen und wirtschaftlichen Gründen vermeiden.»<sup>12</sup> Musy voit juste. Aussitôt que la présence des journalistes «frontistes» au congrès de Vienne est connue en Suisse, la presse helvétique ne manque d'évoquer le nom de Musy, dont l'invitation au congrès est déjà un thème de discussion publique, en parlant de ces «pèlerins dans le Troisième Reich»<sup>13</sup>.

Entre 1940 et 1942, Musy pouvait balayer d'un revers de main de telles attaques. À partir de 1943 et plus encore dès 1944, au moment où tout le monde, hormis un dernier carré de fanatiques, sait que la fin est proche, c'est une autre histoire. Associé à des extrémistes de droite dont l'avenir ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices, l'ancien conseiller fédéral ne peut plus se permettre de poursuivre un jeu toujours plus dangereux<sup>14</sup>.

---

rouge et la capitale du communisme en Europe serait Berlin.» Autre opinion déjà connue de l'ancien ministre des finances: «M. Musy est persuadé que les vainqueurs de la guerre seront les Américains. En fait, ils le sont déjà. Ils ont obtenu à peu près tout ce qu'ils voulaient; ce qu'ils voulaient, parce que, pour M. Musy, les Américains ont voulu la guerre. C'est l'Europe qui l'a perdue. Déjà lors de la précédente, de créancière elle était devenue débitrice. Cette fois-ci, elle est ruinée. Les Américains sont maîtres du Nouveau Monde. Ils ont les ressources financières — là on retrouve dans le politique Musy le financier Musy. Ils dicteront leur volonté aux peuples. Non pas à l'allemande, à coups de canon; mais à la yankee, à coups de dollars: vous recevrez 100 millions ou 200 millions de crédit, mais vous ferez ceci, mais vous ferez cela, etc.» (Notice de M. Pilet-Golaz, chef du DPF, 8.5.1943, in *DDS*, vol. 14, pp. 1127-1130. La référence de cette notice est également citée par E. BONJOUR: *Histoire de la neutralité... op. cit.*, vol. 4, n. 26 p. 123; ainsi que par W. GAUTSCHI: *Le général Guisan... op. cit.*, p. 353 (n. 40 p. 793).

<sup>12</sup> PA, DGB, 3488 (811): rapport d'O. Köcher à l'AA, 11.5.1943. Musy ne se rendant pas à Vienne, c'est l'extrémiste de droite Werner Meyer, rédacteur principal de *Die Front*, qui prononce au congrès le discours dévolu à la personnalité suisse de premier plan.

<sup>13</sup> Le *Volksrecht* socialiste de Zurich est l'une des gazettes qui associent le plus le nom de Musy aux journalistes qui se sont rendus à Vienne. Le lien est d'autant plus facile à établir que les relations de Musy avec un Gentizon et un Amiguet, tous deux invités à Vienne, sont très largement connues. (Voir sous: «Wallfahrer ins Dritte Reich», in *Volksrecht*, 26.6.1943; «Nochmals die *Jeune Suisse*», in *Volksrecht*, 3.7.1943; «Wie lange noch?», in *Volksrecht*, 6.7.1943). Musy et *La Jeune Suisse* continuent d'essayer les critiques avec les interdictions ordonnées au début du mois de juillet 1943 par les autorités helvétiques à l'encontre de l'Eidgenössische Sammlung et de la Nationale Gemeinschaft Schaffhausen, ainsi que des organes *Die Front* et *Der Grenzbote*, soit des mouvements et des organes d'obédience frontiste. (Voir sous: «Das Ende der Fröntlerei», in *Volksrecht*, 8.7.1943).

<sup>14</sup> Au début de l'année 1943, Musy semble également renoncer à un voyage en Roumanie, envisagé dès l'automne 1942. En novembre 1942, la Wilhelmstrasse télégraphie à la légation d'Allemagne à Berne: «Gesandtschaft Bukarest drahtet, dass früherer Präsident schweizerischer Konföderation Musy in Rumänien drei Vorträge halten will, die politisch-

## 1.2. Les premiers sauvetages individuels, printemps-été 1944

Aussi loin que remontent les sources, Musy a toujours ressenti le besoin, en temps de crise, de s'élever au rang de sauveur, non sans quelque opportunisme. Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, il ne manque pas d'endosser à nouveau ce rôle. Toutefois, vu le vent d'épuration qui souffle déjà dans la France libérée et partout ailleurs où reculent les armées allemandes, il tente également, en portant secours aux victimes de ceux dont il a été longtemps un compagnon de route, d'améliorer une réputation qu'une très large part de l'opinion publique suisse juge détestable. Se lance-t-il aussi dans l'humanitaire un peu par mauvaise conscience? Cela est possible. Si l'on se base sur ses propos, rien n'indique cependant qu'il regrette quoi que ce soit. L'homme n'a jamais été versé dans les confessions publiques. Le sens de l'autocritique n'a jamais non plus été son point fort.

Connu pour ses bonnes relations avec de hauts dignitaires du Troisième Reich,

---

wirtschaftlichen Inhalt haben.» (PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Strack (AA) à la DGB, 3.11.1942). Prié de prendre position, Köcher répond: «Gegen geplante Vorträge bestehen keine Bedenken.» (PA, DGB, 2790 (782/4): télég. de Köcher à l'AA, 4.11.1942). Ministre de Suisse à Bucarest, René de Weck n'est pas enchanté à l'idée de voir débarquer Musy en Roumanie. Le 17 octobre 1942, il écrit à Berne au sujet de la possible venue de Musy: «En ce qui me concerne, je crois devoir ajouter que la présence à Bucarest de l'ancien conseiller fédéral, qui a séjourné chez moi en 1934, me mettrait dans un grand embarras. D'une part, les bonnes relations que j'ai entretenues avec lui dans le passé ne me permettraient pas de me désintéresser de son entreprise et, de l'autre, son rôle politique actuel pourrait me mettre dans l'obligation de me désolidariser de ses actes et paroles d'aujourd'hui. Ma présence et mon absence à ses causeries pourraient, l'une et l'autre, donner lieu à des interprétations fâcheuses.» (AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre «confidentielle» de R. de Weck à la Division des Affaires étrangères du DPF, 17.10.1942). Une semaine plus tard, Pilet-Golaz répond à René de Weck au sujet du projet de voyage de Musy en Roumanie: «Nous pensons comme vous que la réalisation d'un tel projet n'est pas très souhaitable. Nous chercherons le moyen de faire comprendre à la Légation de Roumanie à Berne qu'il serait erroné de voir en M. Musy un porte-parole du Gouvernement suisse.» (AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre «confidentielle» de M. Pilet-Golaz à R. de Weck, 24.10.1942). Conscient de la situation éventuellement délicate du diplomate suisse en Roumanie, Pilet-Golaz lui donne quelques indications pour le cas où Musy entreprendrait son voyage: «Nous avons l'impression que vous serez prévenu suffisamment à temps pour pouvoir vous tirer d'affaire par une brève absence de Bucarest au moment où M. Musy s'y trouverait. Au pis aller, pendant la saison froide, une indisposition diplomatique est toujours vraisemblable.» (*Ibid.*). En février 1943, René de Weck réitère ses réserves: «La manière dont certaine presse [en langue allemande de Bucarest] utilise à ses propres fins les écrits de M. Musy [dans *La Jeune Suisse*] rend moins désirable que jamais, au point de vue suisse, le voyage que l'ancien conseiller fédéral se proposerait de faire en Roumanie, où sa présence ne manquerait pas d'être interprétée d'une manière difficilement conciliable avec notre politique générale et nos intérêts actuels.» (AF, E 2001 (D) 3, Bd 38: lettre «confidentielle» de R. de Weck au DPF, 18.2.1943). À notre connaissance, le voyage de Musy en Roumanie tombe finalement à l'eau. — Lors d'une visite à Fribourg en mai 1941, René de Weck notait dans son journal au sujet de quelques personnalités fribourgeoises: «Mais que de gens dont j'apprends qu'ils sont ralliés à l'«ordre nouveau». Sans parler de Musy, dont je connais depuis longtemps les faiblesses, on me cite: J.D. de Montenach et sa mère (qui est Française de naissance), Reynold, Pierre de Zurich, le docteur Rincki, le peintre Gaston Thévoz, etc.» (R. de WECK: *op. cit.*, p. 191).

l'ancien conseiller fédéral a été, dès le début de la guerre, l'objet de diverses sollicitations. En décembre 1939, il intervient ainsi, à la demande d'un ami personnel de Vevey, Charles Grand d'Hauteville, auprès des représentants allemands pour faciliter le retour au pays de son épouse surprise en Pologne par le début de la guerre<sup>15</sup>. D'autres appels à l'aide parviennent à Musy par la suite. En novembre 1942, alors que la machine d'extermination nazie fonctionne à plein régime, ce sont des Juifs suisses, établis à Zurich, qui lui demandent d'intercéder auprès des Allemands en faveur de coreligionnaires hollandais. À lire von Bibra, Musy ne tient pas vraiment, en cette occasion, à se faire l'ardent porte-parole de Juifs, alors que Mme Musy se montre beaucoup plus insistante: «Am 30. v. M. gelegentlich eines Besuches bei Herrn Altbundesrat Musy veranlasste Frau Musy ihren Mann, dem dies sichtbar unangenehm war, mich zu bitten, für die in anliegender Notiz aufgeführten Juden einzutreten. Ich habe Herrn Musy sofort erklärt, dass ich nicht in der Lage sei, für die genannten holländischen Juden etwas zu tun. Musy hat dies auch eingesehen, während seine Frau weiter insistierte.»<sup>16</sup> À cette date, Musy ne ressent pas le besoin de prendre de grands risques, comme il le fera plus tard, pour sauver des Juifs. Partisan déclaré du nouvel ordre européen, il ne veut pas froisser des alliés dont la puissance reste impressionnante.

Le sens de l'action humanitaire se renforce chez Musy avec la défaite de plus en plus probable de l'Allemagne, défaite qui lui fait tout particulièrement craindre le déferlement de communisme sur l'Europe. Au début de l'année 1944, vraisemblablement en mars, M. et Mme Loeb, d'une famille juive bien connue de Berne, lui demandent d'intercéder en faveur de leur beau-frère et de leur sœur, René et Rosalie Bloch, née Loeb, internés en France. Musy ne tarde pas à faire le nécessaire. Vers la mi-mars 1944, il fait transmettre au général SS Karl Oberg à Paris, chef de toutes les forces de police allemandes en France, une lettre qui demande la libération du couple Bloch<sup>17</sup>. Un voyage à Paris est programmé<sup>18</sup>. Le

<sup>15</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): lettres de J.-M. Musy à O. Köcher, 4.12.1939; de C. Grand d'Hauteville à O. Köcher, 6.12.1939; d'O. Köcher à J.-M. Musy, 14.12.1939; d'O. Köcher à l'AA, 14.12.1939; de l'AA à la DGB, 27.12.1939; d'O. Köcher à J.-M. Musy, 8.1.1940; de Mme Musy à O. Köcher, 10.1.1940; de C. Grand d'Hauteville à O. Köcher, 28.1.1940; d'O. Köcher à l'AA, 31.1.1940.

<sup>16</sup> PA, DGB, 2790 (782/4): note de von Bibra, 7.12.1942, à laquelle est jointe une lettre à l'entête de la maison D. April à Zurich, adressée à Musy et comprenant une liste de Juifs hollandais. En octobre 1942, Musy a rencontré à Zurich David April, de confession juive. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: rapport de surveillance policière, 20.10.1942).

<sup>17</sup> PA, Inland II A/B, R 99483, Fiche-Nr. 5820: lettre de la DGB (S. von Nostitz) à l'AA, 22.3.1944, qui précise: «Zu der in dem Brief enthaltenen Bitte hat alt-Bundesrat Musy mündlich erklärt, dass es sich bei der erwähnten Familie Lob [Loeb] um die Inhaberin einer bedeutenden hiesigen Pferdehandlung handelt, die insbesondere das Offizierskorps der

12 avril 1944, Musy se rend à Paris, via Bâle, non sans que les journaux socialistes remarquent son passage à la frontière et dénoncent une fois de plus son utilisation du passeport diplomatique<sup>19</sup>. De retour à Middelburg, Musy apprend le 29 avril à son fils Luigi qu'il a «pu sauver les “gaillards”»<sup>20</sup>. Le 30 avril, il discute de son récent voyage à Paris. Au sujet des troupes d'occupation, il dit, comme pour se convaincre lui-même, qu'il a «l'impression que jamais les Anglais et les Américains ne les auront»<sup>21</sup>. À son interlocutrice qui évoque le danger du

---

Garnison in Freiburg/Schweiz mit Pferden beliefere und in diesen Kreisen erhebliches Ansehen genieße.». Le courrier transmis par Musy à la DGB arrive, via Berlin, à l'ambassade allemande à Paris. (PA, Inland II A/B, R 99483, Fiche-Nr. 5820: de l'AA à l'ambassade allemande à Paris, 27.3.1944). — Dans son rapport écrit à la fin de la guerre, Musy indique que M. et Mme Loeb l'ont contacté en avril 1944, ce qui est donc imprécis. Il y indique également: «Je connaissais depuis longtemps la famille Lob [Loeb]. J'avais été l'avocat de Mr. Lob, père; les fils Lob avaient tous fait leur service militaire dans la cavalerie, où servaient mes fils.» (J.-M. MUSY: *Rapport au comité suisse de l'Union of Orthodox Rabbis of the United States and Canada, concernant l'action entreprise en vue de la libération des Israélites, détenus dans les camps de concentration allemands*, s.l., s.d., p. 1. Désormais: *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*). De tous les fils Musy, Pierre est celui qui s'est fait le plus un nom dans les sports équestres et dans la carrière militaire. Son épouse a des origines juives. D'une conversation téléphonique du 19.3.1944 entre M. et Mme Musy, il ressort qu'ils semblent assez bien connaître la famille de ceux qui «doivent être à Clermont-Ferrand, emprisonnés». Musy affirme également: «Cette affaire a mis Pierre complètement en bas. On a beaucoup de misères... On traverse une période bien difficile.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre M. et Mme Musy, 19.3.1944, interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée). Le même jour, Musy téléphone à Siegfried von Nostitz pour l'avertir qu'il viendra le lendemain lui parler d'«une affaire très importante». Il ajoute: «Il s'agit d'une arrestation qui a été faite en France d'une Fribourgeoise que j'ai beaucoup connue.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et S. von Nostitz, 19.3.1944). — Au sujet de son premier contact avec le général Oberg dans la question de la libération du couple Bloch, Musy se souviendra après la guerre qu'«on me fit immédiatement remarquer, que jamais israélite, entré dans un camp de concentration, n'en était ressorti». (*Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 1).

<sup>18</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversations téléphoniques de J.-M. Musy avec la DGB, 30.3.1944, avec S. von Nostitz, 31.3.1944, avec Mme Musy, 31.3.1944, avec la DGB, 10.4.1944. — Déjà en février 1944, Musy parle d'un voyage à Paris qu'il tente d'organiser en s'adressant à la légation allemande à Berne pour obtenir les autorisations nécessaires. À ce moment-là, rien ne permet de dire s'il y a déjà un lien avec la libération du couple de Juifs interné en France. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversations téléphoniques entre J.-M. Musy et G. Trump, 15 et 28.2.1944).

<sup>19</sup> Hb.: «Mit Herrn Musy und seinem Diplomatenpass», in *Arbeiter-Zeitung* (Basel), 14.4.1944; s.n.: «Was hat Herr Musy in Paris zu suchen?», in *Volksrecht*, 15.4.1944. — Questionné le 26 octobre 1945 à Berne, dans le cadre des témoignages récoltés par les Américains en vue du procès de Nuremberg, Musy se trompe donc quelque peu lorsqu'il affirme être intervenu pour la première fois à Paris en juin 1944. (BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, p. 2).

<sup>20</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et L. Musy, 29.4.1944. — Mme Musy suit également de près l'affaire. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversations téléphoniques de Mme Musy avec une dame inconnue, 26.4.1944, et avec un certain Pierre, 26.4.1944).

<sup>21</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et une dame inconnue, 30.4.1944.

bolchevisme, Musy répond: «Il est déjà partout. C'est terrible.»<sup>22</sup> Il ajoute: «J'ai vu des membres du gouvernement, j'ai vu Pétain arriver à Paris. Une ovation formidable devant Notre-Dame. Naturellement il y a les terroristes, les voleurs, les assassins. Ici, les gens n'ont pas compris. Évidemment la Russie est conduite par un homme de tout premier ordre, Staline est un homme extrêmement habile. Je ne pense pas que la guerre puisse finir cette année, c'est exclu. Seulement il y aura peut-être des événements à caractère assez grave. Ça durera encore deux ans. Qu'est-ce qui restera de l'Europe après ça? C'est la question.»<sup>23</sup>

Ayant dû rentrer en Suisse pour un mariage, Musy reprend contact avec la légation allemande de Berne en vue d'un nouveau voyage à Paris pour y retrouver Oberg<sup>24</sup>. Il doit y retourner, semble-t-il, pour faciliter la sortie de France du couple Bloch et lui permettre ainsi d'être définitivement hors de danger<sup>25</sup>; à cette époque, il s'occupe également de faire libérer le jeune Alain Thorel<sup>26</sup>. Le 7 juillet, il dit qu'il est sur le point de repartir à Paris, «demain matin ou ce soir»<sup>27</sup>. Lors de son séjour parisien, il profitera de l'occasion pour rencontrer Pierre Taittinger, président du Conseil municipal de Paris qui, comme lui, est déjà en train de préparer son après-guerre. Nous y reviendrons. Fin juillet, Musy est de retour à

---

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> *Ibid.* — C'est le 26 avril 1944 que Pétain se rend à Paris où il est acclamé.

<sup>24</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversations téléphoniques de Musy avec S. von Nostitz, 1.5.1944, 10.5.1944 et 13.5.1944, et avec Moltmann, 16.5.1944. Voir également *ibid.*: conversations téléphoniques de Musy avec Mme Baumann, 16.5.1944 et 20.5.1944, avec une dame inconnue, 21.5.1944, et (depuis la DGB) avec J. Jardin, 3.7.1944.

<sup>25</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et S. von Nostitz, 10.5.1944, au cours de laquelle Musy dit que «les parents de ces jeunes gens qui ont été libérés insistent maintenant auprès de moi pour que je retourne à Paris». Le 16 mai, parlant peut-être du couple Bloch retenu en France, Musy informe Mme Loeb qu'«ils sont sous la protection des Allemands» et que ce sont les autorités françaises qui tardent à faire le nécessaire. Musy précise: «j'ai télégraphié pour demander des explications et alors j'obtiendrai bien cela, je connais bien le président du gouvernement [Laval; n.d.a.], n'est-ce pas...» (*Ibid.*: conversation téléphonique entre Musy et Mme Loeb, 16.5.1944).

<sup>26</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et S. von Nostitz, 26.6.1944.

<sup>27</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et une Mme de Diesbach, 7.7.1944. Musy téléphone depuis l'ambassade de France à Berne. À cette époque, occupé à organiser son voyage à Paris, il a d'ailleurs plusieurs contacts avec ladite ambassade et plus particulièrement avec Jean Jardin. (Voir *ibid.*: conversations téléphoniques de Musy avec J. Jardin, 3.7.1944, avec l'ambassade de France, 4.7.1944 et 6.7.1944, et avec Mme Musy, 7.7.1944). Le 7 juillet au soir, Musy dit qu'il part le lendemain matin. (*Ibid.*: conversation téléphonique entre Musy et un inconnu, 7.7.1944). Sur Jean Jardin, haut fonctionnaire devenu directeur du cabinet de Laval en 1942 avant de se faire nommer en Suisse au moment où l'avenir de Vichy semble de plus en plus compromis, voir P. ASSOULINE: *Une éminence grise. Jean Jardin (1904-1976)*, Paris, Balland, 1986, 374 p. En mai 1944, Jean Jardin écrit à son «Cher Ami» Ménétreel, médecin personnel et secrétaire de Pétain, en lui faisant part de sa «fidèle vénération» pour le maréchal. (AN, 2AG-75, «J-K»: lettre de J. Jardin, à l'ambassade de France à Berne, pour Ménétreel à Vichy, 2.5.1944).



Middes<sup>28</sup>. À son ami Burrus, il affirme que ce «n'était pas rigolo! Franchement, le voyage pour l'aller était très dangereux»<sup>29</sup>. Hanté par le souvenir des troubles de la fin de la Première Guerre mondiale et par la crainte de leur répétition prochaine, il lui parle également de problèmes alimentaires de plus en plus graves et d'une situation générale «très révolutionnaire»<sup>30</sup>. La puissance de la Russie soviétique, devenue un géant militaire depuis l'Octobre de 1917, lui fait également craindre le pire. En novembre 1944, il fait part à Burrus de ses soucis au sujet des Soviétiques: «Leur armée est plus forte qu'elle n'a jamais été. Ils ont 4 fois ce que les Alliés ont.»<sup>31</sup>

C'est avec la peur du retour de la révolution et du déferlement des chars soviétiques sur l'Europe que Musy, l'homme qui a bâti une grande partie de sa carrière politique en réaction à la menace communiste, s'engage dans différentes actions de sauvetage à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

### 1.3. Une action en faveur de Paris?

À lire Gaston Castella, qui cite largement une note rédigée par Musy reprise dans le livre, très contestable du point de vue historique, de Pierre Taittinger, l'ancien conseiller fédéral n'aurait pas peu contribué au sauvetage de Paris dans les dernières semaines qui précèdent la libération de la capitale française<sup>32</sup>. Aucun autre historien ayant étudié la libération de Paris n'évoque une telle démarche<sup>33</sup>.

---

<sup>28</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et l'ambassade de France à Berne, 27.7.1944.

<sup>29</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Burrus, 27.7.1944.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Burrus, 19.11.1944.

<sup>32</sup> G. CASTELLA: *op. cit.*, pp. 93-96. Outre les brefs commentaires de Pierre Taittinger, Castella reprend surtout de ce dernier la citation qu'il fait de la note écrite par Musy. Voir P. TAITTINGER: *...Et Paris ne fut pas détruit*, Paris, L'Élan, 1948 (1956), pp. 117-126, et AF, fs Musy, vol. 113: note dactylographiée, «Paris 1944», rédigée par J.-M. Musy et datée du 8.8.1944. Attaqué dès sa sortie, le livre de Taittinger, qui prend plusieurs libertés avec la vérité historique, est notamment critiqué dans *Le Monde* par Adrien Dansette. (A. DANSETTE: «À propos d'un livre de M. Taittinger. "...et Paris ne fut pas détruit"», in *Le Monde*, 3.2.1949, 4.2.1949, 6/7.2.1949. Réponse de P. TAITTINGER: «À propos de "...Et Paris ne fut pas détruit". M. Taittinger répond à M. Dansette», in *Le Monde*, 25.2.1949, 26.2.1949, 27/28.2.1949. Réponse et fin de la controverse: A. DANSETTE: «À propos de "...Et Paris ne fut pas détruit". La conversion de M. Taittinger», in *Le Monde*, 1.3.1949).

<sup>33</sup> Parmi les nombreux titres sur l'histoire de la libération de Paris et les épisodes d'août 1944, voir entre autres E. d'ASTIER DE LA VIGERIE: *De la chute à la libération de Paris, 25 août 1944*, Paris, Gallimard, 1965, 397 p.; J. BARDOUX: *La délivrance de Paris. Séances secrètes et négociations clandestines. Octobre 1943-octobre 1944. Journal d'un sénateur*, Paris, Fayard, 1958, 385 p.; P. BOURGET: *Paris, année 44. Occupation, libération, épuration*, Paris, Plon, 1984, 512 p.; A. DANSETTE: *Histoire de la libération de Paris*, Paris,

À l'inverse, l'action d'un Raoul Nordling, consul général de Suède à Paris, pour épargner à la capitale française les destructions voulues par Hitler est elle beaucoup mieux établie<sup>34</sup>.

Le témoignage de Pierre Taittinger, homme d'affaires richissime et président du Conseil municipal de Paris entre avril 1943 et août 1944, n'est en fait pas innocent et, en ce qui concerne l'intervention de Musy, manque manifestement de rigueur<sup>35</sup>. Idéologiquement proche de Musy sur de nombreux points, tels le conservatisme social et l'aspiration au redressement national, Pierre Taittinger a

---

Fayard, 1946, 413 p. (Genève, Famot, 1977, 483 p.); E. DUBOIS: *Vu pendant la libération de Paris. Journal d'un témoin*, Lausanne, Payot, 1944, 108 p.; J.-M. JENN (s.l.d.): *Archives de Paris. 1939-1945. Guide des sources historiques conservées aux Archives de Paris*, Paris, Paris-Musées, 1994, 407 p.; G. LE FEVRE: *Et Paris se libéra*, Paris, Hachette, 1945, 188 p.; C. LEVISSSE-TOUZE: *Paris libéré, Paris retrouvé*, Paris, Gallimard, 1994, 112 p.; H. MICHEL: *La Libération de Paris*, Bruxelles, Complexe, 1980, 184 p.; P. NIVET: *Les Assemblées parisiennes de la déclaration de guerre à la libération de Paris (1939-1944)*, Paris, Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et d'Ile-de-France, 1996, 292 p. Dans un style beaucoup plus grand public, on peut consulter P. AUDIAT: *Paris pendant la guerre (juin 1940-août 1944)*, Paris, Hachette, 1946, 331 p.; B. AURY: *La délivrance de Paris. 19-26 août 1944*, Paris, Arthaud, 1945, 128 p.; J.-P. BERNIER: *La libération de Paris*, Paris, Charles-Lavauzelle, 1984, 176 p.; P. BOURGET: *Paris 1940-1944*, Paris, Plon, 1979, 255 p.; *La libération du Paris (19-26 août 1944)*. Récits de combattants et de témoins réunis par S. CAMPAUX, Paris, Payot, 1945, 278 p.; *L'Insurrection de Paris*, Paris, France éditions, 1944, 48 p.; R. MASSIET: *La Préparation de l'insurrection et la bataille de Paris*, Paris, Payot, 1945, 254 p.; R. MONOD: *Les heures décisives de la libération de Paris (9-26 août 1944)*, Paris, Éd. Gilbert, 1947, 107 p.; *Paris du 19 au 26 août 1944*, Paris, Draeger, 1945, 42 p.

<sup>34</sup> Lors de la libération de Paris en août 1944, Raoul Nordling intervient pour empêcher la déportation ou l'exécution de prisonniers détenus par les Allemands. Il négocie également une trêve entre la résistance et l'occupant et s'efforce de dissuader von Choltitz d'appliquer l'ordre de Hitler de détruire Paris. Voir les mémoires de Raoul Nordling (1882-1962): *Sauver Paris. Mémoires du consul de Suède (1905-1944)*, avec la collab. de V. VINDE, éd. présentée et annotée par F. VIRGILI, Bruxelles: Complexe, Paris: IHTP-CNRS, 2002, 163 p. — Parmi les très nombreuses personnes qui s'adressent à Musy entre fin 1944 et début 1945 dans l'espoir de faire libérer des proches et des connaissances détenus en Allemagne, il y a justement Raoul Nordling. En février 1945, le consul de Suède à Paris écrit plus précisément à Benoît Musy pour lui recommander son ami, Louyot, qui doit venir lui exposer personnellement le but de sa visite. (AF, fs Musy, vol. 101: lettre de R. Nordling à B. Musy, 17.2.1945; l'affaire en question concerne le sort de l'épouse de Louyot, Simone Louyot, qui a été déportée à Ravensbrück).

<sup>35</sup> Dans son livre, Taittinger attribue à Musy des fonctions que ce dernier n'a en fait pas exercées. Ainsi, à lire Taittinger qui vient de subir les affres de l'épuration et tente de se justifier auprès de l'opinion publique française en enjolivant son rôle et l'importance de ses relations, Musy aurait été un «ancien Ministre des Affaires Étrangères de Suisse», ainsi que «Chargé de mission par le Conseil Fédéral pour l'inspection dans les pays occupés par l'Allemagne des Camps d'Internement, Services de rapatriement pour les grands malades, Chargé de mission également en France du Gouvernement suisse et de la Croix-Rouge Internationale». (P. TAITTINGER: *...Et Paris... op. cit.*, p. 117). Dans la préface du témoignage écrit par l'ancien général Dietrich von Choltitz, commandant du Grand-Paris en août 1944 qui parle longuement de l'action de Nordling, mais pas une seule fois de Musy, Pierre Taittinger invente également en élevant Musy au rang de «délégué général de la Croix-Rouge pour les territoires occupés, qui nous aida puissamment à faire de Paris une «ville de refuge» respectée des armées en présence». (D. von CHOLTITZ: *Un soldat parmi des soldats*, préface de P. TAITTINGER, Avignon, Aubanel, 1964 (1951), p. 12).

derrière lui une longue carrière politique au moment de la libération de Paris<sup>36</sup>. En 1923, Barrès lui a confié la vice-présidence de la Ligue des Patriotes. L'année suivante, fouetté par l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches, Taittinger a pris la tête d'une sorte de milice de la droite ultra, les Jeunesses patriotes. Très actives dans la lutte anticommuniste, les Jeunesses patriotes ont participé aux manifestations du 6 février 1934 dont Taittinger a été l'un des principaux organisateurs. Dès 1937, ce dernier s'est joint entre autres à Jacques Doriot, Philippe Henriot et Xavier Vallat pour combattre le communisme et, l'année suivante, il a salué les accords de Munich. Sous Vichy, Taittinger s'est tout de suite rallié à Pétain. Titulaire de la francisque, il est nommé à la fin du mois d'avril 1943 président du Conseil municipal de Paris, poste qu'il occupe jusqu'à la prise de l'Hôtel de Ville par le Comité parisien de la libération en août 1944.

À l'époque qui nous intéresse, au début de l'été 1944, Taittinger redoute plus que tout la misère et les troubles qui s'annoncent avec la fin de la guerre. La question du ravitaillement est l'une de ses préoccupations principales. Aussi il multiplie les démarches, notamment auprès de différentes personnalités françaises et étrangères, pour épargner de nouveaux malheurs à Paris. Ce pétainiste convaincu pense également à son après-guerre, le vent de l'épuration soufflant déjà sur la France progressivement libérée. Il ne tardera pas d'ailleurs à être arrêté et incarcéré au moment de la libération. Il reste que, avant la reddition des Allemands à Paris, Taittinger redouble ses efforts en faveur de Paris pour éviter les destructions et les désordres tant redoutés. Les archives de la ville de Paris attestent de diverses initiatives prises par Taittinger, notamment pour intéresser certains représentants de puissances neutres et de la Croix-Rouge au sort de Paris, pour la faire déclarer «ville ouverte» — Taittinger demande également à Laval et Pétain à la fin de 1943 pour qu'ils interviennent dans ce sens auprès des autorités allemandes — ou pour assurer à la métropole française le statut des «lieux de Genève», selon l'idée d'une association du même nom fondée avant la guerre qui propose de créer des zones de sécurité pour les populations civiles non-combattantes. Peu avant la libération de Paris, il cherche encore à contacter le pape, le général Franco, qu'il a rencontré plusieurs fois, le chef de l'État portugais, le roi de Suède et le président de la Confédération helvétique dans

---

<sup>36</sup> Données bio. sur Pierre Taittinger (1887-1965) qui, après la guerre, se consacre principalement à ses affaires et s'affirme comme l'un des hommes les plus fortunés de France: P. NIVET: *Les Assemblées parisiennes de la déclaration de guerre à la libération de Paris (1939-1944)*, Paris, Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et d'Ile-de-France, 1996, pp. 257-261. Pour un résumé de l'idéologie de Pierre Taittinger et des Jeunesses patriotes, voir également A. CHEBEL D'APPOLLONIA: *L'extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Complexe, 1996 (1988), pp. 178-181.

l'espoir qu'ils favorisent la sauvegarde de Paris<sup>37</sup>. Toutefois, vu leur portée de fait fort limitée auprès des principaux belligérants, les efforts de Taittinger ne contribuent finalement que très peu à la fin somme toute heureuse et relativement calme, comparée à d'autres villes mises à feu et à sang, de l'occupation allemande de Paris et à l'éloignement du spectre de la révolution.

En juillet 1944, lors de son voyage à Paris, Musy y rencontre Taittinger. L'agenda de ce dernier indique deux rencontres, les 20 et 22 juillet, sans qu'il soit possible d'en savoir plus sur leur contenu<sup>38</sup>. Que Taittinger intéresse Musy au sort de Paris est quasiment certain. Depuis plusieurs mois et, semble-t-il, de manière assez systématique, le président du Conseil municipal de Paris agit dans ce sens auprès de toutes les personnes avec lesquelles il a des contacts et qui sont susceptibles d'intervenir en faveur de Paris. Quant à savoir si Musy contribue effectivement à la préservation de Paris, aucune source fiable ne vient corroborer ce qui est présenté par Pierre Taittinger, repris par Gaston Castella, comme un fait établi. Les archives helvétiques, allemandes et françaises que nous avons consultées restent elles extrêmement discrètes sur la question<sup>39</sup>. À la Bibliothèque administrative de la ville de Paris et aux archives de la ville de Paris plus spécialement, nous n'avons retrouvé aucune mention de Musy au chapitre des diverses actions menées en faveur de Paris. En outre, parmi les remises de médaille dont nous avons pu retrouver la trace dans les archives, il n'est jamais fait état de celle offerte à Musy et dont parle Taittinger dans son livre. Or, selon ce dernier, le Conseil municipal de Paris donne au mois de juillet 44 une médaille à Musy pour son intervention en faveur de Paris<sup>40</sup>. Si l'ancien homme d'État

---

<sup>37</sup> Archives de Paris, Conseil municipal de Paris, où il faut entre autres consulter: Cabinet du président, 1221/62/1: diverses correspondances, notamment les art. 3, 4, 27, 28, 29; Conseil de Paris, 1004 W: art. 2 (procès-verbaux de séances du bureau du conseil municipal); Conseil de Paris, 1027 W: art. 20 (procès-verbaux et correspondances); Administration du département de la Seine, coffre n° 16: réunions privées du conseil municipal et du conseil général de la Seine.

<sup>38</sup> Archives de Paris, Conseil municipal de Paris, Cabinet du président, 1221/64/1, art. 187: agenda du président du Conseil municipal (1944), 20 et 22.7.1944. En date du 20 juillet 1944, l'agenda de Pierre Taittinger fait mention d'un certain «Muzi»; nous supposons qu'il s'agit effectivement de Musy dont le nom est assez souvent mal orthographié par les personnes qui ne le connaissent pas suffisamment.

<sup>39</sup> Il n'est bien entendu pas exclu que Musy évoque à Paris et à Berne les difficultés de la capitale française. Vu l'absence d'écho, cela serait toutefois interpréter de manière abusive cet acte possible qui n'a manifestement eu aucune influence sur la préservation de Paris.

<sup>40</sup> Taittinger note: «M. Musy avait bien voulu également appuyer de sa haute autorité auprès des autorités allemandes, et des puissances neutres, les conversations que nous avons engagées depuis septembre 1943 pour doter Paris du régime de la Ville ouverte. / Pour le remercier de son concours si précieux le Conseil Municipal lui a offert, au mois de juillet 1944, une Médaille représentant la partie de la Cité que dominent les hautes Tours de Notre-Dame, ce "cœur de Paris" qu'il nous a permis de sauver.» (P. TAITTINGER: ...*Et Paris...* op. cit., p. 117-118). Outre nos recherches dans diverses archives, nous avons sollicité l'aide de

helvétique reçoit effectivement une médaille, il ne peut s'agir en aucun cas d'une décoration officielle et les circonstances de son octroi demeure plutôt trouble. Il reste que Taittinger et Musy, compromis tous deux dans la collaboration au nouvel ordre européen, ont plus d'une raison de s'épauler, en se redorant l'un l'autre leur blason, alors que la fin de la guerre approche.

Ainsi, en mars 1945, Jean Taittinger, un des nombreux enfants de l'ancien président du Conseil municipal de Paris, écrit à Musy pour le prier de soutenir son père, incarcéré de fin août 1944 à fin février 1945, dans la perspective de sa comparution possible devant une cour de justice<sup>41</sup>. Or, les différents éléments que Jean Taittinger demande à Musy d'exposer dans son témoignage écrit coïncident avec ce que l'ancien conseiller fédéral mentionne dans sa note datée du 8 août 1944. Toutefois, en mars 1945, Jean Taittinger et son père n'ont manifestement pas connaissance de cette note. On peut également être surpris par le fait que, tenant à préciser à l'ancien conseiller fédéral ce qu'il doit écrire en faveur de son père et à lui dire combien celui-ci a eu l'occasion de saluer les démarches de Musy, Jean Taittinger n'évoque absolument pas la médaille censée avoir été remise en juillet 1944. Dans sa note portant la date du 8 août 1944, Musy ne fait lui-même aucune référence à une quelconque médaille reçue peu auparavant.

#### 1.4. Des actions de sauvetage d'individus parallèles à l'opération de sauvetage de Juifs

La défaite de l'Allemagne devenant de plus en plus imminente, Musy fait du sauvetage des victimes du nazisme son activité principale. Connu pour avoir ses entrées à Berlin, il reçoit des appels à l'aide. Deux genres de sauvetages sont à distinguer. D'une part il y a les sauvetages individuels, chronologiquement les premiers à avoir été entrepris par Musy. Des familles s'adressent, chacune de leur côté, à l'ancien conseiller fédéral pour lui demander d'intervenir en faveur de proches déportés. D'autre part Musy se lance dans une vaste action de sauvetage de Juifs. Il agit ici à la demande d'une organisation juive orthodoxe qui le prie d'être son émissaire auprès de Himmler lui-même. Nous y reviendrons.

---

divers spécialistes de l'histoire de Paris de cette époque, notamment Philippe Nivet, historien, Yves Lescure, chef du protocole de la mairie de Paris, et Pierre Casselle, conservateur général de la Bibliothèque administrative de la ville de Paris. Aucun d'eux n'avait connaissance de l'éventuelle intervention de Musy et de la remise de la médaille en question.

<sup>41</sup> AF, fs Musy, vol. 101: lettre de J. Taittinger à J.-M. Musy, 19.3.1945. Nommé attaché à l'ambassade de France à Berne en juillet 1944, Jean Taittinger écrit en mars 1945 depuis le domicile de Jardin à Lausanne.

#### 1.4.1. *L'espoir de tous?*

Les démarches entreprises par Musy en faveur de la libération de René et Rosalie Bloch ne tardent pas à être connues, avant tout dans certains milieux qui ont les moyens d'envisager le financement nécessaire à la libération de proches détenus par les Allemands. Au moment où il plaide la cause du couple Bloch, l'ancien conseiller fédéral est contacté pour une autre affaire<sup>42</sup>. Cherchant à aider son amie Daisy Thorel, la fille du manufacturier en tabac Burrus la met en contact avec Musy lors d'un voyage qu'il fait à Paris<sup>43</sup>. Daisy Thorel lui demande d'obtenir la libération de son fils, Alain, arrêté à Paris en octobre 1942 par les Allemands, incarcéré quelque temps en France, puis déporté en Allemagne<sup>44</sup>. Musy se tourne tout d'abord vers Oberg à Paris où il retourne en juillet 1944. Ses démarches auprès des autorités allemandes à Paris étant infructueuses, il cherche à se rendre en Allemagne à la demande de Mme Thorel<sup>45</sup>. Le 24 septembre, il affirme à Oswald Rieckmann, consul auprès de la légation allemande à Berne, qu'il a une affaire très urgente à liquider à Berlin<sup>46</sup>. Il obtient assez rapidement un rendez-vous avec Himmler<sup>47</sup>. À cette époque, Musy a déjà été contacté par Recha

---

<sup>42</sup> D'un faisceau d'indices concordants, il ressort que Musy est intéressé à cette seconde action de sauvetage individuel en avril 1944, lors de son voyage à Paris qu'il effectue pour demander la libération du couple Bloch.

<sup>43</sup> Il s'agit très probablement du séjour que Musy fait à Paris dans la seconde moitié d'avril 1944. En juin 1944, il explique à Siegfried von Nostitz: «Ich habe die Frau in Paris gesehen. Sie wurde von einer Tochter des Herrn Burrus an mir geschickt. Vorher kannte ich sie nicht.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et S. von Nostitz, 26.6.1944).

<sup>44</sup> Selon le témoignage d'Alain Thorel, né en 1919, de nationalité française et de confession catholique, c'est effectivement Gilberte de Salaberry, amie de sa mère et fille de l'industriel du tabac Burrus, qui intervient tout d'abord auprès de Jean-Marie Musy. (Entretien de l'auteur avec Alain Thorel, 19.1.1998). — Datant probablement du printemps 1944, une note retrouvée aux archives de la ville de Paris indique au sujet d'Alain Thorel: «Son père M<sup>e</sup> Thorel vient de mourir. Sa mère affirme que son fils n'a jamais eu aucune activité politique et qu'il est aryen 100%. M. de Monzie s'est intéressé à son sort et a fait des démarches en sa faveur. Sa famille assure qu'aucun fait ne saurait être relevé contre le jeune Thorel à moins qu'on ne puisse considérer comme suspect un voyage qu'il fit en 1942 pour aller voir son grand-père M. Matossian qui vit à Lausanne depuis une dizaine d'années et qui a quelques intérêts en France. / M. Matossian est en effet propriétaire d'une écurie de course.» (Archives de Paris, Conseil municipal de Paris, Cabinet du président, 1221/62/1, art. 3, «avril 1944», 21/4: note sur Alain Thorel).

<sup>45</sup> Voir BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, p. 2.

<sup>46</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et O. Rieckmann, 24.9.1944. Jusqu'à la mi-octobre, Musy téléphone et se rend plusieurs fois à la légation allemande à Berne pour savoir s'il a l'autorisation d'aller en Allemagne. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversations téléphoniques avec la DGB, 27.9.1944, 5.10.1944, 9.10.1944 (2 fois)).

<sup>47</sup> Voir BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, p. 3.

Sternbuch, elle aussi au courant des premières démarches de l'ancien homme d'État suisse, pour qu'il intervienne en faveur de Juifs déportés.

Fin octobre, Musy et son fils Benoît se rendent à Berlin<sup>48</sup>. Leur mission? Faire sortir Alain Thorel d'Allemagne et, à la demande de Mme Sternbuch, négocier avec de hauts responsables nazis, dont Himmler, la libération de Juifs déportés. Au début du mois de novembre 1944, au retour de son premier voyage à Berlin fait dans le cadre de l'opération de sauvetage de Juifs sollicitée par Recha Sternbuch, Musy ramène Alain Thorel dans la voiture pilotée par son fils Benoît Musy<sup>49</sup>. Ce nouveau voyage de Musy en Allemagne attire une fois de plus l'attention de la presse de gauche qui, ignorant les véritables raisons de ce déplacement, se perd en conjectures, entre autres à cause des «mystérieuses valises» que Musy, au bénéfice d'un passeport diplomatique, transporte de-ci de-là sans avoir à les faire contrôler par les douaniers<sup>50</sup>.

Menant parallèlement à l'opération de sauvetage de Juifs initiée par les Sternbuch d'autres actions de sauvetages individuels commanditées par des familles, avant tout françaises, qui ont eu vent de la libération d'Alain Thorel, Musy informe certaines d'entre elles à l'occasion de ses retours en Suisse<sup>51</sup>. Le 18

---

<sup>48</sup> Le 23 octobre, ils passent la frontière à Kreuzlingen pour aller à Berlin, via Munich. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: feuille de contrôle des voyageurs (sortie), 23.10.1944).

<sup>49</sup> Le 5 novembre, Musy se trouve à Kreuzlingen d'où il téléphone à sa femme à Middel. Il lui indique qu'il a ramené le prisonnier d'Allemagne. Musy précise: «J'ai déjà passé la douane, je rentre ce soir.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et son épouse, 5.11.1944). Téléphonant depuis Middel, Musy affirme le 6 novembre 1944 à sa fille Véréne qu'«on l'a ramené le gaillard». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et Véréne Stockmann, née Musy, 6.11.1944). Interné au camp de Flossenbürg, Alain Thorel est transféré à Berlin entre le 26 et 29 octobre 1944. C'est là que Benoît Musy et son père, qui se trouve dans la capitale allemande pour discuter également de la libération de Juifs, le prennent dans leur voiture et le ramènent en Suisse. Ils arrivent à Kreuzlingen, à la frontière suisse, au début de novembre 1944. Gravement atteint dans sa santé, Alain Thorel est tout d'abord emmené à l'hôpital de Fribourg où le Dr François Ody le soigne. (Entretien de l'auteur avec Alain Thorel, 19.1.1998). Le 19 novembre 1944, Musy dit à son ami Burrus de Boncourt: «j'ai fait avec Benoît 3'500 km d'automobile et 2'000 km de train direct mais je l'ai ramené. Il est là, je l'ai apporté à sa mère. C'était une scène! On n'osait pas le lui montrer, on avait peur qu'elle ait une attaque. Tu sais, nous avons beaucoup risqué.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Burrus, 19.11.1944). En février 1945, Philippe Koenig, chef de la Mission en Suisse du Ministère français des Prisonniers, Déportés et Réfugiés (MPDR), confirme que Thorel, déporté en Allemagne, a été rapatrié le 5 novembre 1944 et certifie qu'il rentre définitivement en France. (AN, F9-3323: attestation de P. Koenig, 23.2.1945).

<sup>50</sup> Voir p.e. s.n.: «“Diplomatische” Fahrten Musys», in *Volksrecht*, 2.11.1944; s.n.: «Jean-Marie Musy's diplomatische Fahrten», in *Arbeiter-Zeitung* (Basel), 2.11.1944; s.n.: «Der Mann mit dem Diplomatenpass», in *Freies Volk* (Bern), 17.11.1944 (trois articles qui se basent sur la *Thurgauer Arbeiterzeitung*); fb.: «Von der Grenze», in *Thurgauer Volkszeitung*, 13.11.1944.

<sup>51</sup> C'est par le biais de François d'Ivernois, dont la femme est une amie de Mme Thorel, que plusieurs familles françaises fortunées approchent Musy pour qu'il intervienne en faveur de

janvier 1945, quelques jours après avoir rencontré Himmler, il téléphone par exemple à Mmes Bemberg et Bernheim de Villers, ainsi qu'à M. Graf pour les renseigner sur ces récentes démarches auprès du «grand chef» (Himmler)<sup>52</sup>. Le 19, Musy reçoit un appel téléphonique d'une dame, venue exprès de France, qui lui demande un rendez-vous pour discuter du sort d'une partie de la famille du général Giraud, emmenée en représailles en Allemagne après l'évasion du général<sup>53</sup>. D'autres familles s'adressent à Musy dans l'espoir de faire libérer des proches. Des archives consultées, il ressort que certains des détenus indiqués à Musy lui doivent effectivement leur libération<sup>54</sup>. En ce qui concerne la libération

---

proches détenus par les Allemands. Le comte d'Ivernois fait partie de la Mission en Suisse du Ministère français des Prisonniers, Déportés et Réfugiés (MPDR), délégation qui est dirigée par Philippe Koenig. Le 18 décembre 1944, d'Ivernois demande à Musy de pouvoir le rencontrer. Se réjouissant de faire sa connaissance, d'Ivernois précise au Fribourgeois: «Étant de passage à Genève pour quelque temps, j'y ai vu une amie de ma femme, Madame Thorel, qui m'a longuement parlé de vous.» (AF, fs Musy, vol. 101: lettre de F. d'Ivernois à J.-M. Musy, 18.12.1944). — En date du 19 décembre, T. Matossian (vice-consul au consulat de France à Lausanne et frère de Mme Thorel) écrit à d'Ivernois pour lui transmettre «la liste des détenus politiques français que vous m'aviez demandée». (AN, F9-3350, «Déportés. Correspondance»: lettre de Matossian à d'Ivernois, 19.12.1944). L'annexe intitulée «Liste de prisonniers encore au camp de Flossenbourg au 1<sup>er</sup> novembre 1944» émane en fait d'Alain Thorel. (AN, F9-3350, «Déportés. Correspondance»: liste annexée à un courrier de d'Ivernois pour le MPDR, 20.12.1944). Durant son séjour en Suisse de novembre 1944 à février 1945, Alain Thorel a plusieurs fois l'occasion de fournir à la Mission en Suisse du MPDR, notamment à François d'Ivernois et à Philippe Koenig, des renseignements sur ses lieux de détention en Allemagne. (Voir p.e. AN, F9-3323: lettre de F. d'Ivernois au MPDR, 31.1.1945; lettre de P. Koenig à A. Thorel, 8.2.1945).

<sup>52</sup> À Mme Bemberg, Musy dit: «Écoutez, j'ai dû revenir, parce qu'il y a des pièces pour une affaire qui m'a été confiée qui faisaient défaut. Alors j'ai déjà exposé le cas de monsieur Bemberg au grand chef, n'est-ce pas. J'ai trouvé un accueil favorable. Ce n'est pas encore tout à fait réglé, mais j'ai très, très bon espoir.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et Mme Bemberg, 18.1.1945). Il tient à peu près les mêmes propos à Mme Bernheim: «Bonsoir madame, j'ai eu l'occasion de voir le grand chef et nous nous sommes occupés du cas de votre fils et il serait d'accord de le laisser libre.» Parlant de Schellenberg sans le nommer, il ajoute: «...mais maintenant il y a un général à Berlin qui a été chargé spécialement de ça. Il est déjà devenu un ami de mon fils.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et Mme Bernheim, 18.1.1945). Musy dit également à Graf: «Bonsoir monsieur Graf, j'ai dû rentrer mais je repars samedi matin pour Berlin. J'ai eu la conversation concernant vos parents avec le grand chef. Il sera d'accord, mais la difficulté c'est de les trouver.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Graf, 18.1.1945).

<sup>53</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et une dame, présentée comme la sœur du chef d'État-major du général Giraud, 19.1.1945. Musy dit qu'«il n'y a qu'une seule chose à faire madame, il faut en parler au grand chef, autrement cela ne sert à rien».

<sup>54</sup> Le volume 101 du fonds Musy déposé aux Archives fédérales contient une grande quantité de documents (fiches individuelles et listes de déportés, lettres de recommandation et de remerciements,...) concernant de très nombreux cas soumis à l'attention de Musy. Cette documentation reste toutefois très lacunaire et, sur cette base, il n'est pas possible d'établir la liste exacte des personnes qui, n'ayant aucun lien avec l'action lancée par les Sternbuch, sont sauvées grâce à Musy. Dans le cas de Bernard Bemberg, de nationalité argentine et membre d'une famille richissime très connue dans les milieux de la brasserie, l'intervention de



des membres de la famille du général Giraud, ce dernier l'attribuera en 1948 à Schellenberg, alors jugé à Nuremberg<sup>55</sup>. Aucune source de première main ne vient confirmer les rumeurs selon lesquelles Musy serait intervenu en faveur d'autres personnalités, tels que le roi de Belgique et le général Weygand<sup>56</sup>

L'arrivée en Suisse, le 7 février 1945, de 1'200 Juifs en provenance de Theresienstadt étant largement évoquée dans la presse, Musy croule aussitôt sous

---

l'ancien conseiller fédéral n'aboutit pas finalement au résultat espéré; bien plus, l'annonce tout d'abord faite par Musy qu'il avait obtenu sa libération semble avoir suscité une cruelle désillusion dans la famille Bemberg. Au sujet de Claude Bernheim de Villers, fils d'un directeur de galeries d'art, le dénouement de l'affaire ne paraît pas avoir été beaucoup plus heureux; ici aussi, la déception est énorme lorsque la famille ne le voit pas rentrer des camps nazis. (Dans le vol. 101 du fs Musy, Claude Bernheim de Villers est tout d'abord situé à Drancy dans une lettre écrite par sa mère, avant d'apparaître sur des listes qui le localisent à Auschwitz; Bemberg est passé lui par Buchenwald). Parmi les libérations obtenues grâce aux services de Musy, on peut citer les cas suivants: Jacqueline Emery (petite fille de Paul Doumer, ancien président de la République française assassiné en 1932); Gabrielle Penin de la Raudière (très active dans la lutte anticommuniste, elle a gravité avant la guerre dans les milieux proches du commandant Loustaunau-Lacau et a participé à la propagande faite en France en faveur du film *La peste rouge*; son mari est un ancien inspecteur des Finances); le comte Charles d'Andigné; Albert Guérin (homme d'affaires); Otto et Robert Graf (respectivement frère et neveu d'Emile Graf, industriel du fromage dans le Jura français; accusés d'avoir collaboré avec l'occupant allemand, Emile Graf et sa famille viennent se réfugier en Suisse lors de la libération de la France); ainsi que Thérèse Mayor (épouse d'un employé de l'entreprise Graf). Musy participe également aux démarches qui permettent la libération d'un neveu de Mgr Bernardini, nonce apostolique à Berne, et d'un neveu de la famille Paternot (Nestlé). Ces différentes libérations ressortent entre autres de la correspondance contenue dans le vol. 101 du fs Musy; d'autres archives confirment certaines d'entre elles. Le 3 février 1945, le chef de la Mission en Suisse du MPDR informe son ministère à Paris que deux déportées françaises, Mme Georges Emery et Mme de la Raudière, sont arrivées le jour précédent d'Allemagne après libération. Philippe Koenig ajoute que l'arrivée de Charles d'Andigné est attendue pour le jour même. Il précise: «Ces diverses libérations ont été obtenues par l'entremise de l'ancien conseiller fédéral Musy [...] M. d'Ivernois, au cours de son séjour, vous fera un exposé également sur l'ensemble des travaux entrepris par M. Musy [...]» (AN, F9-3323: lettre confidentielle de P. Koenig au MPDR, 3.2.1945).

<sup>55</sup> Dans un témoignage recueilli par la défense en faveur de Schellenberg, le général Giraud dit avoir pu faire approcher Schellenberg par l'intermédiaire du colonel-brigadier Masson. Il précise: «Malgré l'opposition de Kaltenbrunner, après plusieurs mois d'efforts persévérants, Schellenberg obtint ce rapatriement à la veille de Pâques 1945.» (AN, BB35-696, «Schellenberg. XI. 128C. Dokumentenbuch II»: témoignage du général Giraud, Paris, 4.6.1948, doc. n° 63). Bien que Giraud ne se réfère absolument pas à Musy, il n'est pas exclu que ce dernier soit également intervenu auprès de Schellenberg et Himmler pour faire libérer la famille du général Giraud. Les contacts de Musy avec les deux dignitaires SS, en particulier avec Schellenberg qui est le plus résolu à faire libérer des détenus, et la demande que le Fribourgeois reçoit d'une personne du cercle de connaissances du général Giraud tendent même à rendre probable l'hypothèse d'une intervention.

<sup>56</sup> Musy téléphone lui-même à von Steiger pour démentir la nouvelle d'une radio étrangère, reprise par des journaux suisses, selon laquelle il aurait engagé une action en faveur du roi de Belgique et du général Weygand. (AF, E 4001 (C) 1/265: notice du 28.2.1945). En d'autres occasions, la presse croit savoir que Musy tenterait d'obtenir la libération d'Edouard Herriot, Paul Reynaud et Léon Blum. Aucun document de première main à notre disposition ne vient confirmer cette hypothèse.

les demandes les plus diverses<sup>57</sup>. Certaines parviennent lui parviennent directement, d'autres par le biais d'autres canaux, entre autres du Département de Justice et Police<sup>58</sup>. On le prie de toutes parts d'intervenir en faveur de personnes détenues par les Allemands, dont certaines en raison de leur origine juive. La plupart des requêtes lui proviennent de Suisse, d'autres de l'étranger, notamment de France. Il s'agit parfois de lettres adressées en faveur d'une seule personne, membre d'une famille plus ou moins proche ou connaissance plus éloignée. Dans d'autres cas, Musy reçoit des listes où sont notés en vrac des noms; certaines d'entre elles semblent correspondre à des listes qui se trouvent ailleurs, notamment dans les archives du CICR. On lui fait également parvenir des fiches signalétiques, certaines transmises à titre officieux par François d'Ivernois de la Mission en Suisse du Ministère français des Prisonniers, Déportés et Réfugiés. Sur la base des demandes qui lui parviennent, Musy fait également établir des listes que lui et son fils Benoît emmènent lors de leurs voyages en Allemagne. Les noms des endroits où se trouvent ou sont censées être les personnes à libérer ne laissent très souvent présager rien de bon: Dachau, Neuengamme, Ravensbrück, Mauthausen, Auschwitz,... Rien n'indique que Musy ait totalement conscience de la signification des lieux qu'il relève à ce moment-là.

Devenu l'espoir de nombreuses personnes, Musy met fortement à contribution ses proches pour pouvoir répondre aux différentes sollicitations. Une fois de plus très engagés dans les actions du chef de maison, son épouse et ses enfants (Pierre, Vèrène et surtout Marie-Christine, chez qui Musy se trouve la plupart du temps à l'avenue du Guintzet à Fribourg, et Benoît, le plus impliqué dans l'opération menée par son père) tentent de le soutenir dans cette nouvelle entreprise.

#### 1.4.2. *Une forte coloration commerciale*

Les négociations qu'il mène en faveur d'individus bien précis, comme dans le cas d'Alain Thorel, ont une forte coloration commerciale. Nous ne saurions dire toutefois à qui profite l'argent remis à Musy, ses partenaires nazis n'étant pas les moins portés à l'extorsion de fonds en vue d'un après-guerre qui s'annonce

---

<sup>57</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 101.

<sup>58</sup> Voir AF, E 4001 (C) 1/265: lettre d'E. von Steiger à I. Sternbuch, 20.2.1945: «Seit dem Gelingen der ersten Aktion des Herrn alt Bundesrat Musy langen sozusagen täglich Briefe mit Bittgesuchen ein, man möchte sich doch auch für andere israelitische Angehörige in deutschen Konzentrationslagern verwenden. Ich habe jeweils diese Briefe an Herrn alt Bundesrat Musy weitergeleitet, oder wenigstens vom Inhalt Kenntnis gegeben, damit dieser prüfen kann, ob er diese Nanem auch auf seine Liste nehmen will und etwas für die Gesuchsteller tun kann.» Von Steiger tient à préciser aussitôt: «Selbstverständlich lag und liegt hierin nicht ein Auftrag an Herrn alt Bundesrat Musy.»

difficile. En ce qui concerne Alain Thorel, certaines sources parlent d'une somme de 10'000 francs suisses remises à Musy; c'est l'achat de la voiture, en fait déjà largement payée grâce à l'argent versé par Sternbuch pour faire cette acquisition, qui est invoqué pour justifier ce montant<sup>59</sup>. La libération d'Alain Thorel va pousser d'autres familles, notamment françaises et manifestement la plupart très aisées, à recourir aux services de Musy dans l'espoir de faire sortir des proches des camps nazis. La famille du jeune homme libéré joue à l'occasion le rôle d'émissaire auprès de Musy.

Écrivant depuis le palace Beau-Rivage à Lausanne, Matossian et sa fille Daisy (Thorel) lui demandent d'intervenir à plus d'une reprise. Le 27 février 1945, Matossian remercie Musy de bien vouloir s'occuper du cas de Gérard Vergé dont il lui a parlé le jour précédent. Il précise à Musy: «Madame Vergé m'a chargé de la représenter auprès de vous et elle m'autorise à m'engager à son nom pour couvrir les frais que pourrait entraîner la libération de son fils jusqu'à concurrence de quinze mille francs suisses.»<sup>60</sup> Daisy Thorel se fait elle la porte-parole de Madame Guérin dont le mari a été déporté: «Je viens de recevoir une lettre de Madame Guérin. Elle a des difficultés au sujet de la procuration qu'elle devait vous envoyer pour son héritage en Allemagne. Elle me charge de vous dire qu'elle a des disponibilités en France et qu'elle pourra verser pour vos frais de voyage et assurances l'équivalence de 20'000 francs suisses, si elle n'arrive pas à vous envoyer la procuration du notaire pour son héritage en Allemagne.»<sup>61</sup> Ayant confié sa lettre à Mme Thorel dans l'espoir de pouvoir faire libérer son mari, Mme Ternynck s'arrange pour mettre à la disposition de Musy la somme de cinq

---

<sup>59</sup> McClelland écrit en janvier 1945: «From a reliable source I understand that on the occasion of his first trip M [Musy] collected 10'000 francs from a Mr. Matossian whose grandson [Alain Thorel] he succeeded in liberating from a German concentration camp and brought back to Switzerland in October. Matossian was informed that this 10'000 francs was also to "purchase a car".» (Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: télég. de McClelland, transmis par Huddle, au WRB, 28.1.1945). — Interrogé sur la somme payée par sa famille à Musy, Alain Thorel nous a affirmé que le montant déboursé fut beaucoup plus important que 10'000 francs suisses. (Entretien de l'auteur avec Alain Thorel, 19.1.1998).

<sup>60</sup> AF, fs Musy, vol. 101: lettre de Matossian à Musy, 27.2.1945. Le nom de Gérard Vergé apparaît sur des listes qui le situent à Buchenwald. (AF, fs Musy, vol. 101). — Lors des démarches entreprises en faveur d'Alain Thorel, Musy a également eu des contacts avec Matossian, à qui il arrive de séjourner à Gstaad, station huppée que Musy connaît bien. (Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Matossian, 12.9.1944).

<sup>61</sup> AF, fs Musy, vol. 101: lettre de D. Thorel à Musy, s.d. Dans ce courrier, Mme Thorel parle également de fiches transmises à Mme Musy au sujet de quatre prisonniers à faire libérer, dont un certain Marc du Garreau, «le mari d'une amie très chère» à Mme Thorel. — Arrivé en Suisse depuis l'Allemagne où il était détenu, Albert Guérin écrit presque aussitôt à Musy pour l'informer que son notaire doit lui fournir au plus tôt les pièces qui complètent le dossier de succession. (AF, fs Musy, vol. 101: lettre d'A. Guérin à J.-M. Musy, 8.2.1945).

mille francs suisses afin d'essayer de faciliter son déplacement, tout en se disant désolée de ne pas pouvoir faire davantage<sup>62</sup>. Se référant à Mme Thorel, d'autres personnes s'adressent directement à Musy pour lui demander de faire libérer des proches.

Introduit auprès de Musy par le biais de Mme Thorel, François d'Ivernois joue le rôle d'intermédiaire entre l'ancien conseiller fédéral et certaines familles françaises, appartenant souvent à des milieux aristocratiques aisés, prêtes à payer Musy pour ses services. Le Ministère français des Prisonniers, Déportés et Réfugiés n'approuvant pas ce genre de marchandage, il permet toutefois à sa mission en Suisse, dont est membre d'Ivernois, de soutenir à titre officieux les familles françaises suffisamment riches désirant entrer en contact avec Musy. En date du 4 mars, d'Ivernois indique à Musy qu'il lui a fait verser 5'000 francs de la part de la comtesse de Lubersac afin d'obtenir la libération de Raoul de Lubersac, déporté en Allemagne; il l'informe également avoir écrit au comte Charles d'Andigné, récemment libéré, qui ne semble pas avoir réglé sa dette; au sujet de son ami le comte Armand de Dampierre, d'Ivernois fait savoir à Musy qu'il vient de recevoir une réponse défavorable de la famille et lui demande de ne pas continuer à s'occuper du cas de son ami pour l'instant<sup>63</sup>.

Plusieurs indices convergents permettent de penser que le système des indemnités de frais se pratique de manière assez systématique lorsque Musy entre en matière, d'autant plus s'il parvient à obtenir une libération. Dans le cas de Simone Louyot, c'est une somme de 6'000 francs suisses qui est versée sur le compte de Musy avant que ce dernier ait entrepris quoi que ce soit au sujet de la libération de la déportée<sup>64</sup>. Le représentant des familles des déportés de la principauté de Monaco demande à Musy d'intervenir auprès des autorités allemandes compétentes pour obtenir la libération de dix personnes arrêtées; il précise que les familles concernées «sont disposées de mettre à votre disposition une somme dont je vous laisse la liberté de fixer le montant»<sup>65</sup>. En mars 1945, la

---

<sup>62</sup> AF, fs Musy, vol. 101: lettre de Mme Ternynck à J.-M. Musy, 27.2.1945. Mme Ternynck, née Funck-Brentano, est une descendante d'un professeur connu de Musy. Son époux, André-Marie Ternynck, est un industriel français, président de l'Union des fabricants de sucre de France. Mme Ternynck a été déportée à Ravenstrück.

<sup>63</sup> AF, fs Musy, vol. 101: lettre de F. d'Ivernois à J.-M. Musy, 4.3.1945. Comme cela ressort des listes à disposition de Musy, le de Dampierre déporté à Buchenwald se prénomme Michel.

<sup>64</sup> AF, fs Musy, vol. 101: avis de crédit du Crédit Suisse sur le compte de J.-M. Musy, 28.2.1945; lettre de R. Haymann (à la demande de R. Richardet) à J.-M. Musy, 2.3.1945. D'une fiche relative à Simone Louyot, déportée entre autres à Ravensbrück, il ressort que Musy est prié de tout faire pour obtenir sa libération, quelle que soit l'importance des moyens financiers à engager. (AF, fs Musy, vol. 101).

<sup>65</sup> AF, fs Musy, vol. 101: lettre de S. Hurvits à Musy, 10.3.1945.

direction de l'entreprise Hoffmann-La Roche à Bâle se dit elle prête à mettre jusqu'à 20'000 francs à disposition de Musy pour couvrir les frais liés à la libération de Frédéric Rimathé, un cadre de la multinationale bâloise arrêté aux Pays-Bas<sup>66</sup>.

Sans être aussi explicites, les auteurs d'autres lettres adressées à Musy laissent entendre assez clairement que les services fournis par Musy ne sont pas gratuits. En date du 9 mars 1945, Mme Kahn remercie Musy de s'occuper de la libération de son mari; elle lui donne l'assurance que «la garantie envisagée sera intégralement respectée à son retour» et se montre déjà disposée à prendre en charge les «frais immédiats» dont il pourrait lui faire part<sup>67</sup>. Quelques jours auparavant, André Goldberg s'est porté «personnellement garant des frais que pourrait occasionner la libération de Monsieur Martin Courbot»<sup>68</sup>. Les allusions sont parfois peu claires, ainsi lorsqu'il est dit que le nécessaire sera fait comme convenu. Resituées dans le contexte d'une sorte marchandage ordinaire, elles peuvent toutefois laisser entendre de quoi il en retourne effectivement. Au téléphone, les membres de la famille Musy évitent de parler de la question financière; s'ils le font, c'est au détour d'une conversation<sup>69</sup>.

Sans doute une des personnes les mieux informées sur les sauvetages individuels menés par Musy en faveur de ressortissants français, Philippe Koenig, ancien chef de la Mission en Suisse du Ministère français des Prisonniers, Déportés et Réfugiés, confirmera après la guerre le caractère commercial de ces actions: «Cet ancien président et son fils avaient monté une sorte de trafic de rapatriement des déportés. Ils étaient en rapport avec des personnages très importants comme Goering, Himmler etc. Grâce à des "rançons" très importantes qui étaient de l'ordre de 10'000 frs suisses, ils offraient aux familles des déportés de faire libérer leur parent. Ils firent, en effet, sortir d'Allemagne, plusieurs déportés (dont K. [Koenig] ne sait pas s'ils avaient tous été déportés pour faits de résistance). À sa connaissance, il y en eut 5 ou 6 (il cite Alain Thorel, Mme de la Rodière [sic], le propriétaire des fromages Graff [sic] etc.) tous de famille riche naturellement. / C'est au moment de la libération d'Alain Thorel que K. fut informé de ces agissements. La mère d'A. Thorel lui conseilla d'entrer en

---

<sup>66</sup> AF, fs Musy, vol. 101: lettre de la direction de Hoffmann-La Roche à Musy, 6.3.1945.

<sup>67</sup> AF, fs Musy, vol. 101: lettre de Mme Pierre Louis Kahn à Musy, 9.3.1945.

<sup>68</sup> AF, fs Musy, vol. 101: lettre d'A. Goldberg à Musy, 5.3.1945.

<sup>69</sup> Évoquant le neveu de la famille Paternot (Nestlé), Musy dit en date du 2 février qu'il «sera là demain ou demain soir». Mme Musy précise aussitôt au sujet de Paternot: «Tu sais, il a envoyé le solde.», ce à quoi Musy répond: «Eh bien, je te donne le solde! Tu l'as bien mérité.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et sa femme, 2.2.1945).

rapports avec Musy, mais étant donné le caractère privé (et payant) de cette entreprise, K. en référa au ministère (fin 1944). Celui-ci jugea impossible d'entrer en rapports avec Musy, mais permit à K. de mettre officiellement les familles qui en avaient les moyens en relations avec Musy. Aussi K. ne vit-il pas Musy, bien que celui-ci et son fils aient essayé à plusieurs reprises de le contacter. Ils auraient voulu devenir les négociateurs officiels – ce qui était impossible, à cause du caractère commercial de leurs interventions. Musy et son fils allaient en Allemagne avec leur voiture et c'est dans cette voiture qu'ils ramenaient le prisonnier libéré.»<sup>70</sup>

En sus de ces actions de sauvetages individuels, Musy participe à une opération de sauvetage de Juifs de grande envergure. Entre l'automne 1944 et le printemps 1945, il joue les bons offices en s'entremettant entre les victimes et leurs bourreaux, d'une part une organisation juive orthodoxe, d'autre part de hauts dignitaires nazis, dont Himmler. Une rencontre pour le moins singulière.

## 2. L'action Sternbuch-Musy-Himmler

### 2.1. Musy et les Juifs

Jusqu'en 1944, rien ne prédestine vraiment Musy à devenir un bienfaiteur des Juifs. Formé dans le moule d'une société rurale profondément catholique, il ne connaît d'eux tout d'abord que ce qu'il peut en entendre dire. En Gruyère et plus généralement dans le canton de Fribourg, les Juifs ne représentent qu'une très faible part de la population à la fin du XIXe siècle, moment où renaît lentement la communauté israélite de Fribourg<sup>71</sup>. Si Fribourg n'apparaît pas de prime abord

---

<sup>70</sup> AN, 72AJ-311, «Libération des camps»: témoignage de P. Koenig sur le rapatriement des déportés, recueilli par Mme Granet, 10.6.1953. Référence tout d'abord citée in: A. WIEVIORKA: *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Plon, 1992, n. 85 p. 62. — Le Goering cité par Koenig n'est pas Hermann Goering mais Franz Goering, un personnage d'importance en fait secondaire qui est le bras droit de Schellenberg dans l'opération de libération de Juifs à laquelle participe Musy. — Le 13 février 1945, un cousin de Philippe Koenig qui vient d'apprendre par ce dernier que Musy s'occupe avec succès du rapatriement des déportés écrit à l'ancien conseiller fédéral pour le prier d'intervenir en faveur d'une nièce déportée par les Allemands. Il précise: «Si vous voulez bien me faire connaître le montant des frais que cela occasionne, je vous répondrai aussitôt, je pense qu'à part les petits frais, le plus important est à régler à l'arrivée de la personne en Suisse.» (AF, fs Musy, vol. 101: lettre de [Wallack?] à Musy, 13.2.1945).

<sup>71</sup> En 1880, il y a 104 Juifs recensés dans le canton de Fribourg, dont 12 à Bulle, chef-lieu du district de la Gruyère. En 1900, ils sont 167 au total, dont 22 à Bulle. Chiffres cités in: C. AGUSTONI, M. COLLIARD, H. FOERSTER: *Les Juifs en pays de Fribourg*, Fribourg, Office

comme un canton plus hostile aux Juifs qu'un autre<sup>72</sup>, il n'en demeure pas moins qu'on y trouve réunies, selon Friedrich Külling, les forces les plus extrêmes en matière d'antisémitisme<sup>73</sup>. Porte-parole du régime conservateur-catholique, *La Liberté* se signale régulièrement par une attitude hostile aux Juifs<sup>74</sup>. Autre centre névralgique du canton, l'Université connaît également plusieurs aspérités. Sans remonter à Caspar Decurtins, un des principaux promoteurs de la haute école catholique qui affiche lui-même des sentiments peu amènes, on peut citer Albert Maria Weiss, Joseph Beck et Jacob Lorenz<sup>75</sup>. Quelques personnalités de la haute société fribourgeoise, tels Georges de Montenach et Gonzague de Reynold, ne font pas preuve de meilleurs sentiments<sup>76</sup>.

Sans doute faut-il chercher la raison principale de cette animosité dans l'antijudaïsme séculaire qu'entretient l'Église. Dans son étude sur l'antisémitisme du catholicisme suisse, Urs Altermatt a montré la force de cet antijudaïsme chrétien, profondément enraciné dans les mentalités par une longue tradition de pratiques religieuses et par l'enseignement constant de préjugés antijuifs au cours

---

du Livre, 1987, p. 36, brochure qui précise que les statistiques n'indiquent pas s'il s'agit de Juifs établis ou de passants (p. 35).

<sup>72</sup> En 1866, lors de la révision partielle de la Constitution fédérale, la Suisse accorde, au demeurant quelque peu contrainte et tardivement par rapport à d'autres pays européens, l'égalité politique aux Juifs, en l'occurrence la liberté d'établissement et l'égalité devant la loi. Fribourg se trouve au nombre des cantons acceptants. Résultat du canton de Fribourg: 8'664 oui contre 6'592 non. Résultat fédéral: 170'032 oui contre 149'401 non, 12 cantons acceptants contre 9 rejetants. (W. E. RAPPARD: *La Constitution fédérale... op. cit.*, p. 277). En 1893, les citoyens suisses acceptent l'initiative populaire qui, au nom de la protection des animaux mais aussi avec une tonalité clairement antisémite, demande l'interdiction de l'abattage du bétail selon le rite israélite. Fribourg, comme le reste des cantons latins, rejette cette initiative dont profitent nombre de citoyens pour exprimer leur hostilité aux Juifs. Résultat du canton de Fribourg: 2'542 oui contre 8'036 non. Résultat fédéral: 191'527 oui contre 127'101 non, 11 cantons acceptants contre 10 rejetants. (W. E. RAPPARD: *La Constitution fédérale... op. cit.*, p. 310). L'attitude fribourgeoise mériterait sans doute une analyse beaucoup plus approfondie avant de tirer une conclusion à partir des seuls résultats des votes. Sur la poussée d'antisémitisme qui se manifeste à l'occasion de la votation populaire de 1893, voir F. KÜLLING: *Bei uns wie überall? Antisemitismus* (in der Schweiz 1866-1900), Zürich, (1977), Juris Druck + Verlag, pp. 249-383.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 196.

<sup>74</sup> L'animosité du journal à l'égard des Juifs se manifeste entre autres lors de l'affaire Dreyfus. À ce propos, voir *ibid.*, pp. 209-216; ainsi que P.-A. ELTSCHINGER: *La presse suisse face à l'affaire Dreyfus*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1997.

<sup>75</sup> Sur l'antisémitisme de ces personnes, voir le panorama fourni par U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, pp. 105-106 (Weiss), pp. 162-171 (Beck), pp. 183-190 (Lorenz).

<sup>76</sup> Concernant de Montenach, voir I. CARREL: *op. cit.*, pp. 30 et 62. Au sujet de de Reynold, voir U. ALTERMATT, M. PFISTER: «Gonzague de Reynold: Gegen den Rassenantisemitismus und gegen die Juden», in *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 92, 1998, pp. 91-106 et U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, pp. 190-202. À ces deux noms, on peut également ajouter ceux de Fred de Diesbach, Pierre de Zurich et Paul de Sury.

des siècles<sup>77</sup>. Généralement opposés au racisme, donc à l'antisémitisme racial ou antisémitisme moderne, au nom de l'éthique chrétienne, la plupart des catholiques n'en nourrissent pas moins un antijudaïsme congénital à leur tradition religieuse. Le ressentiment se nourrit également de l'association faite par de nombreux conservateurs-catholiques entre le Juif et ce qu'ils tiennent pour des maux de la société moderne, à savoir le libéralisme, le capitalisme et le socialisme.

Musy subit sans aucun doute l'influence de ce milieu dans lequel il fréquente nombre d'antisémites déclarés. Pourtant, si un homme comme lui possède nécessairement une opinion personnelle sur les Juifs, il se garde de l'exprimer publiquement. Dans le même sens, il n'utilise lui-même jamais au grand jour, dans son action politique, l'antisémitisme latent largement répandu en Suisse, quand bien même le politicien doit certainement tenir compte de l'opinion publique à leur égard. Enclin par tempérament aux envolées démagogiques et aux emportements idéologiques, prêt à stigmatiser quelques boucs émissaires, notamment étrangers, pour expliquer les raisons d'une crise, Musy n'affiche pourtant aucune hostilité publique particulière à l'égard des Juifs, cibles faciles pour beaucoup d'autres populistes de sa trempe. Bien plus, il n'en parle jamais ouvertement, comme s'ils n'étaient ni des amis ni des ennemis. La permanence de cette retenue, Musy n'en disant pas beaucoup plus même au plus fort de son accommodement avec l'Allemagne nazie, indique assez que les Juifs n'occupent pas une place centrale dans sa vision du monde. Bref, Musy n'est lui-même aucunement un antisémite déclaré et l'antisémitisme moderne, dans sa version raciale, heurte carrément son système de références. Comme nous l'avons déjà vu, Musy répète également plusieurs fois au cours de sa carrière politique que le lien du sang ne saurait être à la base de la communauté helvétique. Se référant à la spécificité multiculturelle de la Suisse, il ne condamne toutefois pas le racisme en tant que tel.

Son attitude reste ambiguë; elle est d'autant plus difficile à saisir que les informations disponibles divergent assez souvent. En 1928, il s'est fait, rappelons-le, l'instigateur principal d'une brochure antisocialiste aux forts relents antisémites. Surtout concocté par Joseph Beck, le contenu de cette publication ne suscite aucune désapprobation de la part de Musy en ce qui concerne les propos antisémites. En 1933, peu après l'avènement de Hitler, la presse juive relève

---

<sup>77</sup> Voir U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus...* op. cit., 414 p., ici plus particulièrement les pp. 59-96.



toutefois avec soulagement que l'antisémitisme n'a aucune prise sur Musy<sup>78</sup>. Moins d'une année plus tard, on dispose d'indices allant en sens inverse. En mars 1934, Musy accorde du crédit aux Protocoles des Sages de Sion, un faux d'origine russe qui attribue aux Juifs le dessein de dominer le monde, lorsqu'il répond dans une correspondance à une adepte de sa politique: «En ce qui concerne le fameux protocole des Sages de Sion, je considère que le grave danger qu'il indique au monde existe et que tous les chrétiens feraient bien d'en prendre conscience pendant qu'il en est encore temps.»<sup>79</sup> Sensible au mythe du complot, qu'il soit juif, franc-maçon et surtout anticomunisme, il ne fait que reprendre un préjugé largement répandu en terre chrétienne. Cela ne l'empêche pourtant pas d'être connu pour entretenir de bonnes relations avec certains Suisses, à la position sociale bien établie, de confession juive. Son fils Pierre épouse lui-même Erna Mende, riche héritière d'une ancienne famille d'origine juive<sup>80</sup>. La liaison de Musy avec la famille Mende est relevée par Otto Köcher, sans que cela entame d'ailleurs la collaboration du ministre d'Allemagne à Berne avec l'ancien conseiller fédéral<sup>81</sup>.

Sa collaboration, surtout à partir de 1937, avec des extrémistes de droite en Suisse et de hauts dignitaires du régime nazi, dont Himmler, tend à prouver qu'il peut s'accommoder de l'antisémitisme le plus radical, par opportunisme sans doute, mais aussi par inclination idéologique. Quelques propos et images de *La peste rouge* entretiennent des préjugés racistes d'où suintent, certes rarement, de

<sup>78</sup> J. PICARD: *La Suisse et les Juifs 1933-1945. Antisémitisme suisse, défense du judaïsme, politique internationale envers les émigrants et les réfugiés*, Lausanne, Éd. d'en bas, 2000 (1994 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), p. 77.

<sup>79</sup> AF, fs Musy, vol. 8: de J.-M. Musy à C. Simon, 27.3.1934. Dans les jours qui suivent la démission de Musy du Conseil fédéral, *Le Moment* de Genève laisse entendre que Musy aurait été victime des manœuvres de la franc-maçonnerie, non sans insinuer que le Fribourgeois serait un antisémite. Voir Ch. QUARTIER: «Et après M. Musy?», in *Le Moment*, 25.3.1934; référence citée sous le point 1.4.1. du chap. 7.

<sup>80</sup> Bien que les relations entre les familles Musy et Mende semblent avoir connu des débuts quelque peu difficiles, rien n'indique, à notre connaissance, que des motifs «confessionnels» soient à l'origine de ces tensions; selon une rumeur que nous n'avons pas pu vérifier, il semble plutôt s'agir d'un problème d'héritage et de gros sous. (Sur les tensions entre les deux familles, voir les allusions faites par la presse socialiste en mars 1934: s.n.: «Eine Affäre Musy?», in *Volksrecht*, 15.3.1934; s.n.: «On parle toujours plus de la famille de M. Musy!», in *La Sentinelle*, 16.3.1934; s.n.: «La démission de M. Musy!», in *Le Travail*, 16.3.1934). — Selon un ancien secrétaire de la FSCI, «des Juifs de l'époque semblent avoir cru que Musy avait eu un ancêtre juif baptisé, un orphelin du nom de Mende (Mendel)». (Voir J. PICARD: *La Suisse et les Juifs... op. cit.*, n. 128 p. 90). Cette opinion repose manifestement sur une confusion.

<sup>81</sup> En février 1941, Otto Köcher rapporte à la Wilhelmstrasse: «Musy soll auch heute noch in finanziell schwierigen Verhältnissen leben und von Schwiegervater seines Sohnes, Augenarzt Dr. E. Mende, Bern, der für nichtarisch gehalten wird, unterstützt werden.» (PA, DGB, 2790 (782/4): télégramme de Köcher pour l'AA, 14.2.1941).

l'antisémitisme. Dans *La Jeune Suisse*, on relève la même tendance: l'hostilité apparaît dans quelques articles qui évoquent notamment le nombre jugé trop élevé de réfugiés juifs en Suisse et leur caractère inassimilable; ces articles ne sont toutefois pas assez nombreux pour en faire une caractéristique essentielle de la ligne rédactionnelle de cet hebdomadaire au service du nouvel ordre européen nazi<sup>82</sup>. Intéressants sont à cet égard les propos qu'il tient à von Steiger en décembre 1942: «Herr Musy bemerkt nebenbei noch, dass die “Jeune Suisse” gemäss seinen Weisungen keinerlei judenfeindliche Artikel bringe; dies deshalb, um dem Bundesrat diesbezüglich keine Schwierigkeiten zu bereiten. Der Sprechende hält im übrigen die Stellungnahme des Bundesrates in dieser Emigrantenfrage für richtig.»<sup>83</sup> À l'époque de la toute-puissance allemande, Köcher rapporte pour sa part à Berlin que Walter Michel, une connaissance de Musy acquise à l'Allemagne nazie, aurait dit que ce dernier était aussi antisémite et antimaçonnique que lui<sup>84</sup>. Musy semble pouvoir moduler facilement son discours en fonction de ses interlocuteurs.

L'opinion qu'ont les Allemands au sujet de l'antisémitisme de Musy apparaît encore en été 1944, soit peu après qu'il est déjà intervenu en faveur d'un couple de Juifs et quelques semaines avant qu'il se lance dans une vaste opération de sauvetage de Juifs. Ayant prévu d'organiser au cours de l'été 1944 un congrès antijuif international, notamment sous l'égide des services d'Alfred Rosenberg et avec la bénédiction de Hitler, les organisateurs du congrès inscrivent justement le nom de Musy sur la liste des personnes à inviter à ce congrès<sup>85</sup>. Daté du 5 juin 1944, un rapport des services nazis concernés présente même Musy comme une des personnalités les plus marquantes: «Das Auswärtige Amt hat an sämtliche Missionen im Auslande einen Erlass zwecks Benennung von prominenten Teilnehmern herausgegeben. Die Dienststelle Rosenberg rechnet mit 450 Einladungen. Darunter befindet sich auch eine beträchtliche Anzahl Prominenz, u.a. der ehemalige Bundespräsident Müsi [sic] (Schweiz), Mussert, Degrelle, Quisling, 3 prominente schwedische Vertreter, Preziosi usw.»<sup>86</sup> Prévu finalement

---

<sup>82</sup> Voir p.e. s.n.: «L'éternelle “question juive” et ses répercussions», in *La Jeune Suisse*, 25.9.1942; s.n.: «Le problème juif en Suisse», in *La Jeune Suisse*, 16.10.1942; F.: «Où l'on reparle des réfugiés et de la “question juive”», in *La Jeune Suisse*, 12.2.1943.

<sup>83</sup> AF, E 4450/6214, «Berichte, Notizen»: procès-verbal de l'audition de J.-M. Musy par E. von Steiger, 12.12.1942.

<sup>84</sup> PA, DGB, 2813 (785/3): rapport secret de Köcher à l'AA, 27.1.1942.

<sup>85</sup> Sur ce congrès, voir M. WEINREICH: *Hitler's Professors. The Part of Scholarship in Germany's Crimes against the Jewish People*, New York, Yiddish Scientific Institute - Yivo, 1946 (1999), pp. 219-235; Müsi [sic] est cité à la p. 223.

<sup>86</sup> YIVO, RG 215, PA-13, «Internationaler antijüdischer Kongress» (MK 310.20): rapport secret (Hauptreferat Pro (G), ORR Stuckenberg), 5.6.1944. En rapport avec ce congrès,

à Cracovie, non loin d'Auschwitz, ce congrès qui aurait dû notamment montrer que les Juifs n'ont pas leur place en Europe n'aura finalement pas lieu.

Des éléments à notre disposition, il ressort une image ambiguë quant à l'opinion de Musy à l'égard des Juifs. La balance penche toutefois clairement d'un côté. Imprégné d'antijudaïsme chrétien, il partage à l'évidence ce que d'aucuns ont appelé un antisémitisme «autorisé», le plus souvent tacitement accepté, alors qu'il rejette l'antisémitisme racial<sup>87</sup>. Cultivant une certaine xénophobie, perceptible au moins depuis 1918, il dénonce également tous ceux qui symbolisent les travers de la modernité. Dans ce contexte, le Juif occupe souvent le rôle de bouc émissaire. La conjonction de ces éléments rend finalement intelligible deux caractéristiques de son attitude envers les Juifs: un antisémitisme jamais déclaré, mais toujours suffisant pour que cela ne l'empêche pas de fréquenter les antisémites les plus extrémistes et un manque d'empathie envers les Juifs persécutés. Si l'action de sauvetage de Juifs à laquelle il participe entre l'automne 1944 et le printemps 1945 ne relève pas de la pure charité à laquelle Musy voudra faire croire à la fin de la guerre, il n'en reste pas moins qu'elle prouve également une chose: son antisémitisme n'est pas assez fort pour lui faire rejeter la demande que lui soumettent les Sternbuch au début de l'automne 1944.

## 2.2. Une opération parmi d'autres

### 2.2.1. *Dans le sillage d'autres actions*

Souvent présentée comme l'«action Musy», l'opération de sauvetage de Juifs à laquelle participe Musy entre l'automne 1944 et le printemps 1945 n'aurait jamais eu lieu sans l'impulsion et le support constant du couple Sternbuch et en particulier de Mme Sternbuch. En outre, toute surprenante qu'elle soit par la composition de ses protagonistes, soit un ancien conseiller fédéral conservateur-catholique, des Juifs orthodoxes et de hauts dignitaires nazis, dont Himmler, cette opération s'inscrit dans un mouvement d'actions de sauvetage, fort disparates, voire parfois concurrentes, qui se multiplient avec l'effondrement progressif du Troisième Reich<sup>88</sup>.

---

d'autres noms apparaissent sur des listes; parmi les Suisses mentionnés, il y a notamment Georges Oltramare, Franz Riedweg et Alfred Zander.

<sup>87</sup> Pour le cas du catholicisme suisse, voir l'ouvrage de référence d'U. ALTERMATT: *Katholizismus und Antisemitismus... op. cit.*, 414 p.

<sup>88</sup> Voir entre autres M. N. PENKOWER: *The Jews were expendable. Free world diplomacy and the Holocaust*, Urbana/Chicago, University of Illinois Press, 1983, 429 p.; Y. BAUER: *Jews*

Enclin à mettre son rôle en valeur, Musy se montre sans doute trop catégorique lorsqu'il affirme, juste après la fin de la guerre: «Nous savons encore que nous fûmes parmi les premiers qui ont tenté la libération des détenus israélites. C'est nous qui avons en premier posé la question et obtenu les premières libérations.»<sup>89</sup> En l'occurrence, il fait peu de cas des actions menées par toutes les personnes qui, telles justement Isaac et Recha Sternbuch, ont porté secours depuis la Suisse aux victimes du nazisme dès avant la guerre, à un moment où Musy lui précisément devenait l'allié du Troisième Reich<sup>90</sup>. En outre, avant que près de 1'200 Juifs parviennent en février 1945 en Suisse en provenance de Theresienstadt avec la contribution de Musy, deux importants convois de Juifs en majorité hongrois les avaient précédés. En effet, le 21 août et le 7 décembre 1944, respectivement 318 et 1'368 Juifs, la plupart hongrois, étaient déjà arrivés en Suisse, après leur déportation à Bergen-Belsen, dans le cadre de négociations engagées entre autres par Rezső Kasztner et Saly Mayer<sup>91</sup>; négociations qui elles-mêmes s'inscrivaient

---

*for Sale? Nazi-Jewish Negotiations 1933-1945*, New Haven/London, Yale University Press, 1994, 306 p.

<sup>89</sup> *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 32.

<sup>90</sup> Au chapitre des actions de secours menées depuis la Suisse en faveur des Juifs persécutés, Jacques Picard écrit: «À la fin de l'année 1943, la Fédération suisse des communautés israélites recensait dix-sept organisations juives petites et grandes engagées dans des actions d'aide et de sauvetage à partir de la Suisse. Parmi elles, il y avait le Joint Distribution Committee, l'Agence juive et le Congrès juif mondial, des organisations orthodoxes et quelques comités d'aide plus modestes, mais extraordinairement actifs, qui tenaient beaucoup à leur autonomie. La plupart des organisations figurant sur cette liste s'étaient établies en Suisse à la fin des années trente ou au début des années quarante.» (J. PICARD: *La Suisse et les Juifs... op. cit.*, p. 411).

<sup>91</sup> Ce sauvetage résulte de l'action menée, dès le printemps 1944, entre autres par Rezső (Rudolph) Kasztner, membre d'une organisation sioniste hongroise, auprès d'officiers SS, notamment Kurt Becher, envoyés à Budapest. Saly Mayer, devenu le représentant du Joint Distribution Committee (JDC ou Joint) en Suisse et dont les Américains contrôlaient les ressources mises à sa disposition pour négocier avec les Allemands, et Roswell McClelland, représentant du War Refugee Board en Suisse en tant qu'assistant spécial à la légation des États-Unis à Berne, furent également impliqués dans les négociations avec Kurt Becher, homme de confiance de Himmler; ces tractations devaient aboutir à la libération des Juifs hongrois contre la livraison de véhicules et la remise de fonds aux nazis. Un des épisodes marquants de cette affaire fut la rencontre qui eut lieu en août 1944 entre Saly Mayer, l'Obersturmbannführer Kurt Becher et deux autres officiers nazis, Max Gruson et Hermann Krumej, ainsi que Rezső Kasztner à St. Margrethen, à la frontière entre la Suisse et le Vorarlberg autrichien. Ces négociations ont elles-mêmes pour toile de fond les tractations commencées à Bratislava vers le milieu de l'année 1942 entre Dieter Wisliceny, SS-Hauptsturmführer chargé du «problème juif» en territoire slovaque, et un groupe de sauvetage juif composé de représentants du mouvement juif orthodoxe (le rabbin Michael Dov-Ber Weissmandel) et du mouvement sioniste socialiste (Gisi Fleischmann); le marchandage avec Wisliceny, acheté pour ses services, permit de bloquer les déportations jusqu'à l'été 1944. — Pour le témoignage de certains acteurs de ces actions de sauvetage antérieures à l'opération Sternbuch-Musy-Himmler, voir p.e. R. KASZTNER (vorgelegt von): *Der Bericht des jüdischen Rettungskomitees aus Budapest. 1942-1945*. Vaadat Ezra Vö-Hazalah Bö-Budapest. S.l., s.d. (1946), (Copyright by the author), 191 p.; E. LANDAU Ernst (Hg.): *Der Kastner-Bericht über Eichmanns Menschenhandel in Ungarn*, München, Kindler,

dans le sens de l'action d'un Joel Brand<sup>92</sup>. C'est d'ailleurs dans le sillage de ces différentes démarches, notamment celles de Saly Mayer, porté à faire traîner les pourparlers dans l'espoir de freiner la machine infernale tout en évitant de soutenir l'effort de guerre allemand par l'octroi des fonds utilisés comme appâts, qu'il faut situer l'entreprise de Musy. Avant lui, d'autres avaient donc ouvert la voie des négociations avec les Allemands et montré qu'on pouvait leur arracher des concessions, d'autant plus importantes que le Reich était à l'agonie. Il n'en reste pas moins que l'action Sternbuch-Musy-Himmler constitue l'une des opérations de sauvetage les plus importantes de la fin de la guerre, ne serait-ce parce qu'elle implique directement Himmler, l'homme sans doute le plus important, après Hitler, du régime nazi à cette époque.

### 2.2.2. *L'œuvre ancienne et inlassable des Sternbuch*

Bien avant que Musy ne devienne leur émissaire auprès de Himmler, Isaac et Recha Sternbuch, rattachés à l'Agoudat Israël, mouvement de l'orthodoxie religieuse juive non sioniste, ont déployé depuis la Suisse une inlassable activité

---

1961, 367 p.; A. BISS: *Wir hielten die Vernichtung an. Der Kampf gegen die «Endlösung» 1944* Herbstein, März Verlag, 1985, 403 p. (1966: *Der Stopp der Endlösung*). Voir également A. FUCHS: *The unheeded cry. The gripping story of Rabbi Weissmandl, the valiant Holocaust leader who battled both Allied indifference and Nazi hatred*, Brooklyn N.Y., Mesorah, 1984, 288 p. — Le rôle de Saly Mayer, présenté comme un acteur central dans les négociations avec les représentants de la SS, a tout d'abord été mis en lumière dans les contributions suivantes: Y. BAUER: «The Negotiations between Saly Mayer and the Representatives of the S.S. in 1944-1945», in *Rescue Attempts during the Holocaust. Proceedings of the Second Yad Vashem International Historical Conference. Jerusalem, April 8-11, 1974*, edited by Y. GUTMAN and E. ZUROFF, Jerusalem, Yad Vashem, 1977, pp. 5-45; Y. BAUER: «Onkel Saly. Die Verhandlungen des Saly Mayer zur Rettung der Juden 1944/45», in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 25, avril 1977, pp. 188-219. — Sur l'affaire Kasztner qui éclate après la guerre, voir entre autres T. SEGEV: *The seventh million. The Israelis and the Holocaust*, New York, Hill and Wang, 1993, pp. 253-320. — Enfin, au chapitre des sauvetages des Juifs hongrois, il faut citer le nom de Carl Lutz, vice-consul de Suisse à Budapest qui joua un rôle clé dans le sauvetage des Juifs hongrois en 1944-1945. (Voir A. GROSSMANN: *Nur das Gewissen. Carl Lutz und seine Budapester Aktion. Geschichte und Porträt*, Wald, 1988; T. TSCHUY: *Carl Lutz and die Juden von Budapest*, Zürich, NZZ, 1995).

<sup>92</sup> Représentant d'une organisation sioniste en Hongrie, Joel Brand entra en contact avec Eichmann qui lui proposa notamment la libération de Juifs contre la livraison de camions. En envoyant Joel Brand en mai 1944 en mission à Istanbul pour y négocier cet échange, les Allemands espéraient également nouer des contacts avec les Alliés occidentaux. Les Anglais mirent toutefois fin abruptement cette mission. Sur la mission de Joel Brand, voir entre autres P. L. ROSE: «Joel Brand's "Interim Agreement" and the course of Nazi-Jewish Negotiations 1944-1945», in *The Historical Journal* (Cambridge), 34, 1991, 4, pp. 909-929; J. MENDELSON (editor): *Relief in Hungary and the Failure of the Joel Brand Mission*. Introduction by J. MENDELSON, 1982, 249 p., vol. 15 de la série: *The Holocaust. Selected Documents in Eighteen Volumes*, New York, London, Garland Publishing.

pour venir en aide aux réfugiés juifs. En s'adressant à lui, ils ne font que poursuivre une œuvre ancienne et inlassable au service de leurs coreligionnaires.

Fille du grand rabbin de la communauté juive orthodoxe d'Anvers, Mordechai Rottenberg, et mariée à un fabricant d'habits établi à Saint-Gall, Recha Sternbuch est tout particulièrement entreprenante<sup>93</sup>. Au lendemain de l'Anschluss, en mars 1938, elle a ainsi déployé une intense activité en faveur des Juifs cherchant à trouver refuge en Suisse<sup>94</sup>. Dans cette action de sauvetages inconditionnels, Recha Sternbuch trouva notamment l'appui de Paul Grüninger, commandant de la police cantonale de Saint-Gall qui, entre 1938 et 1939, permit l'entrée illégale en Suisse de plus de 2'000 Juifs, avant d'être licencié en mars 1939 par le gouvernement saint-gallois<sup>95</sup>. Recha Sternbuch fut elle-même arrêtée par la police en 1939. De cette époque datent les graves dissensions entre d'une part les Sternbuch et Paul Grüninger, prêts à outrepasser la loi pour venir en aide aux réfugiés juifs, et d'autre part Saly Mayer, président de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI), lui aussi domicilié dans le canton de Saint-Gall<sup>96</sup>.

---

<sup>93</sup> Données bio. sur Recha Sternbuch (1905-1971): J. FRIEDENSON and D. KRANZLER: *Heroine of Rescue. The incredible story of Recha Sternbuch who saved thousands from the Holocaust*, Brooklyn, New York, Mesorah Publications, 1984, 320 p.; E. GEVIRTZ and D. KRANZLER: *To save a world*, New York, London, Jerusalem, CIS Publishers, 1991, pp. 181-228.

<sup>94</sup> Sur l'attitude restrictive de la Suisse face à l'arrivée de réfugiés juifs en 1938, voir p.e. D. BOURGEOIS: «La porte se ferme: la Suisse et le problème de l'immigration juive en 1938», in *Relations internationales*, 54, été 1988, pp. 181-204.

<sup>95</sup> Sur Paul Grüninger, voir S. KELLER: *Grüningers Fall. Geschichten von Flucht und Hilfe*, Zürich, Rotpunktverlag, 1998 (1993), 262 p.; ainsi que J. PICARD: *La Suisse et les Juifs... op. cit.*, pp. 315-317.

<sup>96</sup> Pendant et après la guerre, les Sternbuch accuseront plus d'une fois Saly Mayer de ne pas avoir entrepris tout ce qu'il aurait pu faire en faveur des juifs persécutés, voire d'avoir parfois saboté plus ou moins volontairement leurs propres actions de sauvetages. En novembre 1945, Isaac Sternbuch écrira entre autres au sujet de l'attitude de Saly Mayer dans l'opération de sauvetage à laquelle a participé Musy: «In der Angelegenheit Musy hat er [Saly Mayer] es nicht ein einziges Mal für nötig gefunden, sich bei uns zu erkundigen, um was es geht. Eine Kollaboration ist abgelehnt worden, weil er die Aktion aus Prestige-Gründen sabotieren wollte, trotzdem wir bereit gewesen wären, ihm gerne alle Chancen zu übertragen, nur um Juden zu retten.» (Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 35/121: memorandum («Deklaration») d'Isaac Sternbuch (contre Saly Mayer, représentant du Joint Distribution Committee), 21.11.1945, p. 7; traduction anglaise de ce document in: *ibid.*, 35/118). Quant à Paul Grüninger, il se montrera également très sévère à l'égard de Saly Mayer. En novembre 1945, il affirmera: «Ich, der Unterzeichnete Paul Grüninger, ehemaliger Polizeihauptmann der Stadt und des Kantons St. Gallen erkläre hiermit, gegen Ende des Jahres 1938 direkt etwa 800 Achthundert Flüchtlinge aus Nazihand und vor dem sichern Tode gerettet zu haben, zum Teil durch Unterstützung von Familie Sternbuch. Ich habe diese Leute nach ihrem illegalen Grenzübertritt in St. Gallen legalisiert und registrieren lassen. / Ich erkläre hiermit, dass Saly Mayer, damals Präsident des Schweiz. Israel. Gemeindebundes nicht einem einzigen Menschen das Leben gerettet hat. Er war enttäuscht, dass so viele Leute laufend hereingebracht werden und wollte nichts davon wissen. Saly Mayer hat abgelehnt behilflich zu sein, er hat die Arbeit praktisch erschwert. Er war nach jeder Richtung dagegen, weil die Lasten für den Gemeindebund untragbar sind.»

Entretien par ailleurs de bonnes relations avec Heinrich Rothmund, chef de la division de police du Département fédéral de Justice et Police, Saly Mayer cherchait à coopérer avec les autorités helvétiques dans l'intérêt des Juifs suisses établis en Suisse. Respectant les lois suisses, il tenait aussi à se conformer au principe des gouvernements américains et anglais, largement partagé au sein de la communauté juive assimilée, selon lequel aucune aide humanitaire éventuellement profitable aux puissances ennemies ne pouvait être prodiguée. D'où sa retenue à l'égard de l'entrée illégale de réfugiés en Suisse et son désaccord avec les méthodes des Sternbuch, toujours enclins à placer la Torah au-dessus des lois humaines. Pour les Sternbuch, comme pour les représentants de l'orthodoxie agoudiste, le sauvetage de leurs coreligionnaires représentait un commandement absolu et une urgente nécessité, quitte à utiliser des méthodes illégales et, comme cela sera le cas dans leur collaboration avec Musy, à s'allier à des personnages a priori peu favorables à leur cause. Au-delà du conflit personnel, les Sternbuch et Saly Mayer incarnent deux conceptions différentes du judaïsme, qu'il s'agisse des mesures à prendre face aux persécutions nazies ou de la création d'un État juif, le monde orthodoxe représenté par Sternbuch n'ayant que très peu de sympathie pour les projets sionistes. Ces dissensions entre Sternbuch et Mayer ne furent pas sans avoir une influence négative sur les tractations menées par Musy.

Avec l'embrassement de l'Asie, après l'entrée en guerre des États-Unis, les Juifs d'Europe de l'Est qui avaient trouvé refuge à Shanghai, pour échapper aux persécutions des nazis et des soviétiques, éprouvèrent rapidement de nouvelles difficultés. Dans le but de leur porter secours, les frères Sternbuch, Élias et Isaac, et l'épouse de celui-ci mirent sur pied et animèrent l'Association d'aide aux réfugiés juifs à Shanghai, connue sous l'abréviation HIJEFS (Hilfsverein für Jüdische Flüchtlinge in Shanghai)<sup>97</sup>. Représentant dès 1943 l'Union des rabbins orthodoxes des États-Unis d'Amérique et du Canada (Union of Orthodox Rabbis of the United States of America and Canada), établie au début du siècle, l'HIJEFS devint finalement le bras suisse de cette organisation nord-américaine et de son

---

(Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 35/125: déclaration écrite («Erklärung») de Paul Grüniger, 20.11.1945. Ce document se trouve également in: CDJC, CXCVI-30. Pour une traduction anglaise de cette déclaration, voir Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 35/118).

<sup>97</sup> Comme son nom l'indique, l'HIJEFS a soutenu à l'origine les réfugiés juifs (tout d'abord orthodoxes) à Shanghai, avant d'élargir son action à l'étranger en général sous le nom de Hilfsverein für Jüdische Flüchtlinge im Ausland (sans toutefois changer l'abréviation HIJEFS). À l'époque qui nous intéresse en premier lieu, soit en 1944-1945, l'HIJEFS est basé à Montreux.

comité de sauvetage, le Vaad Hatzala, créé lui en novembre 1939<sup>98</sup>. Grâce à l'aide du câble polonais, les Sternbuch tentèrent également d'attirer l'attention du monde libre sur le sort réservé aux Juifs en Europe de l'Est. Ainsi, au début de septembre 1942, soit très peu de temps après le «télégramme Riegner» d'août 1942, Isaac Sternbuch fit parvenir par l'intermédiaire de diplomates polonais en poste à Berne et à New York un télégramme destiné à Jacob Rosenheim, président de l'organisation mondiale orthodoxe Agoudat Israël basée à New York, par lequel il transmettait des informations qui lui étaient parvenues au sujet des exterminations massives perpétrées par les Allemands en Pologne; Sternbuch demandait d'intervenir auprès des Américains pour qu'ils empêchassent les nazis de poursuivre leur entreprise<sup>99</sup>. Isaac et Recha Sternbuch permirent également la

<sup>98</sup> Signifiant en hébreu «comité de sauvetage», le Vaad Hatzala a été créé dans l'urgence en novembre 1939 à New York par le comité exécutif de l'Union des rabbins orthodoxes des États-Unis et du Canada. Ayant son quartier général à New York, le Vaad Hatzala disposa d'antennes en Europe dont le but initial était de venir en aide à la communauté juive orthodoxe d'Europe de l'Est, notamment aux rabbins, aux étudiants des écoles talmudiques (yeshiva) et à leur famille. Outre l'envoi de fonds et de nourriture, une des principales actions du Vaad Hatzala fut d'organiser l'émigration en masse de Juifs orthodoxes, victimes du nazisme, notamment vers Shanghai. — Pour deux éclairages différents, voire divergents, sur les réactions de la communauté juive orthodoxe face aux persécutions nazies, voir les travaux de David Kranzler, favorable au courant orthodoxe et critique à l'égard des représentants de la communauté juive assimilée, et ceux d'Efraim Zuroff. (D. KRANZLER: *Japanese, Nazis and Jews. The Jewish refugee community of Shanghai, 1938-1945*, New York, Yeshiva University Press, 1976 (1988), 644 p.; D. KRANZLER: «Orthodox Ends, Unorthodox Means. The Role of the Vaad Hatzalah and Agudath Israel during the Holocaust», (separate pagination, pp. 1-49), in S. M. FINGER (ed.): *American Jewry during the Holocaust*, New York NY, Holmes & Meier, 1984; D. KRANZLER: *Thy brother's blood. The Orthodox Jewish response during the Holocaust*, Brooklyn NY, Mesorah Publ., 1987, 338 p. — E. ZUROFF: «Rescue Priority and Fund Raising as Issues During the Holocaust: A Case Study of the Relations Between the Vaad Ha-Hatzala and the Joint, 1939-1941», in *American Jewish History*, vol. LXVIII, n° 3, 1979, pp. 305-326; E. ZUROFF: «Attempts to Obtain Shanghai Permits in 1941: A Case of Rescue Priority during the Holocaust», in *Yad Vashem Studies*, vol. XIII, 1979, pp. 321-351; E. ZUROFF: «Rescue via the Far East: The Attempt to Save Polish Rabbis and Yeshivah Students, 1939-1941», in *Simon Wiesenthal Center Annual*, vol. 1, 1984, pp. 153-183; E. ZUROFF: «Rabbis' Relief and Rescue: A Case Study of the Activities of the Vaad ha-Hatzala (Rescue Committee) of the American Orthodox Rabbis, 1942-1943», in *Simon Wiesenthal Center Annual*, vol. 3, 1986, pp. 121-138; E. ZUROFF: *The response of Orthodox Jewry in the United States to the Holocaust: The activities of the Vaad ha-Hatzala Rescue Committee 1939-1945*, New York, Yeshiva University Press, 2000, 316 p. — Sur les divergences entre David Kranzler d'une part, Yehuda Bauer et Efraim Zuroff d'autre part, voir p.e. Y. BAUER: «The Goldberg Report», in *Midstream. A Monthly Jewish Review*, February 1985, vol. XXXI, No 2, pp. 25-28; «The Goldberg Report Debated», avec entre autres des contributions de D. KRANZLER et Y. BAUER, in *Midstream. A Monthly Jewish Review*, October 1985, vol. XXXI, No 8, pp. 45-48; compte rendu rédigé par E. ZUROFF du livre de D. KRANZLER (*Thy brother's blood... op. cit.*) in *American Jewish History*, vol. LXXVIII, n° 1, 1988, pp. 132-136.

<sup>99</sup> I. LEWIN: «Attempts at Rescuing European Jews with the Help of Polish Diplomatic Missions during World War II», in *The Polish Review*, 1977, vol. XXII, n° 4, pp. 5-6; D. S. WYMAN: *The Abandonment of the Jews. America and the Holocaust, 1941-1945*, New York, Pantheon Books, 1984, p. 41 ; D. KRANZLER: *Thy brother's blood... op. cit.*, pp. 89-94. Les représentants polonais en Suisse, Aleksander Lados et Julius Kühl, jouèrent un rôle



fuite de réfugiés juifs grâce à des passeports obtenus avec l'aide de Julius Kühl et de ses relations sud-américaines à Berne. Ils sollicitèrent aussi l'assistance du nonce apostolique en Suisse, Mgr Philippe Bernardini<sup>100</sup>. Parmi les personnes bénéficiant de passeports sud-américains se trouvaient des membres de la famille de Recha Sternbuch, un temps internés au camp de Vittel en France. C'est justement au moment où, vers le milieu de l'année 1944, elle cherchait à leur venir en aide que Recha Sternbuch entendit parler de la libération du couple Bloch, interné en France, grâce à l'intervention de Musy. En outre, à cette époque, Daisy Thorel avait déjà demandé à Musy de se rendre à Berlin pour obtenir la libération de son fils Alain<sup>101</sup>.

---

important dans la transmission d'informations, via la Suisse, entre la Pologne (et l'Europe de l'Est en général) et les États-Unis, ainsi que dans les services rendus à différentes organisations juives pour venir en aide à leurs coreligionnaires, notamment lors de l'octroi de passeports de complaisance à des Juifs. Lados fut ministre plénipotentiaire et chargé d'affaires de Pologne à Berne de mai 1940 à août 1945. Fonctionnaire de la légation de Pologne à Berne dès 1940, Kühl fut chargé du service des réfugiés polonais en Suisse et collabora à l'organisation des Sternbuch s'occupant de l'aide aux Juifs de Pologne et des pays de l'Est. Isaac et Recha Sternbuch obtinrent souvent une aide précieuse de Lados et Kühl, le premier couvrant les activités du second. — Câblé par la légation des États-Unis à Berne au département d'État à Washington, qui aurait dû le faire suivre au rabbin Stephen Wise, président du Congrès juif mondial aux États-Unis et ami personnel du président Roosevelt, le télégramme de Gerhart Riegner, représentant du Congrès juif mondial (CJM) à Genève, révélait l'existence d'un plan d'extermination systématique des Juifs dans les pays occupés ou contrôlés par l'Allemagne. Par le biais des services diplomatiques britanniques en Suisse, Riegner fit également transmettre son télégramme à S. Sydney Silverman, membre en vue du parlement britannique et président de la section britannique du Congrès juif mondial. Wise reçut finalement le télégramme de Riegner le 28 août 1942 par l'intermédiaire de Silverman. Voir W. LAQUEUR et R. BREITMAN Richard: *Breaking the silence. The secret mission of Eduard Schulte, who brought the world news of the Final Solution*, London, Bodley Head, 1986, 296 p. Dans ses mémoires, Gerhart Riegner retrace également l'histoire de son télégramme. (G. M. RIEGNER: *Ne jamais désespérer. Soixante années au service du peuple juif et des droits de l'homme*, Paris, Cerf, 1998, pp. 55-75).

<sup>100</sup> Dans la question des passeports sud-américains délivrés à des Juifs européens pour permettre leur sauvetage, il faut également mentionner l'œuvre de George Mantello, diplomate juif du consulat du Salvador à Genève qui contribua à délivrer un très grand nombre de passeports salvadoriens à des Juifs hongrois menacés d'extermination. (Voir D. KRANZLER: *The Man Who Stopped the Trains to Auschwitz: George Mantello, El Salvador, and Switzerland's Finest Hour*, Syracuse NY, Syracuse University Press, 2002). Sur le travail des agoudistes, notamment en Suisse, qui permit à des Juifs de pays occupés d'en sortir grâce à des passeports sud-américains, voir entre autres N. ECK: «The Rescue of Jews with the Aid of Passports and Citizenship Papers of Latin American States», in *Yad Vashem Studies*, vol. I, 1957, pp. 125-152.

<sup>101</sup> Voir BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, p. 2.

### 2.3. Des débuts prometteurs, octobre 1944-février 1945

#### 2.3.1. *Le lancement d'une opération de grande envergure*

Le premier contact entre Musy et Recha Sternbuch date du début de l'automne 1944. Il se fait par l'intermédiaire de Louise Bolomey de Lausanne qui approche Musy pour lui demander de rencontrer son amie Recha Sternbuch<sup>102</sup>. Évoquant la libération du couple Bloch, Musy écrira en été 1945: «Il paraît que cette libération, qui était sans précédent, eut un certain retentissement à Paris. C'est elle probablement, qui me valut en octobre 1944, la visite de Madame Bolomey, qui venait me voir au nom d'un Comité, récemment constitué à Montreux, en vue d'une action pour la libération des Israélites, détenus dans les camps de concentration en Allemagne.»<sup>103</sup> En fait, à l'origine, il est tout d'abord question de faire libérer un nombre limité de Juifs, dont des proches parents de Recha Sternbuch. Peu avant la mi-octobre 1944, Musy rencontre Isaac et Recha Sternbuch; à ce moment-là, Musy est encore dans l'attente d'une réponse de Himmler au sujet du voyage en Allemagne que l'ancien conseiller fédéral prévoit de faire pour obtenir la libération d'Alain Thorel<sup>104</sup>. Très peu de temps après cette rencontre avec les Sternbuch, Musy obtient un rendez-vous avec Himmler qui

---

<sup>102</sup> Voir BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, p. 3; *ibid.*, 29.10.1945, p. 1. Déjà active dans le domaine humanitaire durant la Première Guerre mondiale, Mme Bolomey, catholique et veuve d'un colonel suisse, appartient, semble-t-il, au réseau de relations de Mme Thorel. En France, elle a des entrées dans les milieux gaullistes. Isaac Sternbuch la présente comme collaboratrice de son organisation basée à Montreux. (AF, E 4001 (C) 1/265: liste de collaborateurs annexée à la lettre d'I. Sternbuch à E. von Steiger, 17.2.1945). Elle n'apprécie pas Musy, quand bien même elle soutient son action. (AF, E 4001 (C) 1/265: compte rendu d'une visite, le 28.2.1945, de Mmes Bolomey et Sternbuch à von Steiger, Jezler et Fischli (DFJP), 2.3.1945).

<sup>103</sup> *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, pp. 1-2. Le 10 octobre 1944, Mme Musy indique à son mari que Mme Bolomey a téléphoné pour demander des nouvelles. Mais, à cette date, Musy ne peut rien dire, vu qu'il attend toujours une réponse pour pouvoir se rendre en Allemagne. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33). — La première conversation téléphonique entre Musy et Recha Sternbuch interceptée par la Section Téléphone et Télégraphe, Division Presse et Radio de l'état-major de l'armée, remonte au 15 octobre 1944. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33). Sur la base des indices à notre disposition, Musy et Mme Sternbuch se sont rencontrés peu auparavant, probablement dans la deuxième semaine du mois d'octobre.

<sup>104</sup> Voir BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, pp. 3-4. Entre la fin septembre et la mi-octobre 1944, Musy multiplie les démarches auprès de la légation allemande à Berne afin de pouvoir se rendre au plus vite en Allemagne. (Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversations téléphoniques entre Musy et la DGB, 24.9.1944, 27.9.1944, 5.10.1944, 9.10.1944 (2 fois)).

l'informe par l'intermédiaire de la légation d'Allemagne<sup>105</sup>. Prévue tout d'abord dans l'espoir de faire sortir Alain Thorel des camps allemands, la mission de Musy outre-Rhin se double ainsi d'une opération de sauvetage de Juifs de plus grande envergure.

Un accord est conclu le 18 octobre 1944 entre Musy et les Sternbuch, agissant au nom de l'Union des rabbins orthodoxes des États-Unis d'Amérique et du Canada: une somme allant jusqu'à un million de francs suisses est mise à la disposition de Musy en vue de la libération de 216 Juifs déportés en Allemagne ou dans une région occupée par l'Allemagne<sup>106</sup>; cette somme est payable seulement après l'entrée en Suisse de ces Juifs; Musy obtient un montant forfaitaire de 60'000 francs, imputé sur la somme précitée, pour couvrir ses frais et ceux de son fils Benoît; en cas de succès de l'opération, il recevra en outre pour ses efforts une indemnité de 30'000 francs<sup>107</sup>. Le 20 octobre, Roswell McClelland, représentant du War Refugee Board en Suisse en tant qu'assistant spécial à la légation des États-Unis à Berne, fait transmettre à l'Union des rabbins orthodoxes un message de Sternbuch par lequel ce dernier informe que Musy s'est déclaré prêt à aller à Berlin pour tenter de retrouver la trace et sauver les déportés ayant séjourné quelque temps à Vittel<sup>108</sup>.

### 2.3.2. *Les premiers voyages*

Quelques jours avant de partir en Allemagne, Musy se trouve à l'hôtel Bristol à Berne, d'où il organise les derniers préparatifs. Les 60'000 francs qu'il vient d'obtenir lui permettent d'acheter une voiture, qui sera pilotée par son fils Benoît, officier dans l'aviation de l'armée suisse et as du volant, et de couvrir d'autres frais liés à leur prochain voyage<sup>109</sup>. L'expédition dans une Allemagne

---

<sup>105</sup> Voir BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, pp. 3-4.

<sup>106</sup> Sur cette somme, Musy reçoit 500'000 francs en chèques dans le but de les produire lors de ses négociations à l'étranger; ces chèques ne peuvent toutefois être encaissés qu'après l'entrée en Suisse des 216 personnes mentionnées.

<sup>107</sup> Kranzler Archives (Sternbuch Papers): accord («Vereinbarung»), établi à Middel et Montreux, du 18.10.1944. Nous remercions vivement David Kranzler qui a accepté de nous recevoir chez lui, à New York, et nous a permis de consulter sans aucune réserve la riche documentation qu'il a récoltée au cours de ses années de recherche, entre autres sur Recha Sternbuch.

<sup>108</sup> Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: télég. de Leyland Harrison, ministre des États-Unis d'Amérique à Berne, pour le Département, 20.10.1944. Sans réponse de McClelland, l'HIJEFS lui écrit le 14 novembre pour lui demander des nouvelles. (Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: lettre de l'HIJEFS à R. McClelland, 14.11.1944).

<sup>109</sup> Au sujet de son fils Benoît et de la voiture utilisée, Musy notera: «Excellent conducteur d'auto, parlant l'allemand comme le français, courageux et prêt à affronter tous les obstacles,

régulièrement bombardée s'annonce périlleuse. Le 19 octobre, il s'enquiert du prix d'une assurance-vie pour couvrir les risques d'un voyage en automobile de la Suisse à Berlin, en passant par Munich<sup>110</sup>. Le lendemain, alors qu'il continue de chercher à s'approvisionner en essence sur le marché noir, il indique qu'«il faut que nous passions la frontière en tout cas demain soir»<sup>111</sup>. Le 16 octobre, le ministre d'Allemagne à Berne, Otto Köcher, a déjà averti Berlin: «Altbundesrat Musy wird in Begleitung seines Sohnes Freitag, den 20. Oktober im Kraftwagen über Konstanz nach Berlin reisen. Bitte, Reichsführer-SS zu unterrichten und Verständigung Grenzzonenkommissariats zu veranlassen.»<sup>112</sup> Musy et son fils Benoît ne franchissent finalement la frontière à Kreuzlingen que le 23 octobre; destination: Berlin, via Munich<sup>113</sup>. Fin octobre, sans encore mentionner Musy par son nom, Sternbuch informe le Vaad Hatzala à New-York que «la personne à qui nous avons donné 60'000 francs suisses» vient de partir pour Berlin<sup>114</sup>.

---

il devait être pour moi un excellent collaborateur. Parce que selon toutes probabilités, plusieurs voyages seraient nécessaires, et qu'il faudrait les effectuer par la route, nous nous sommes procurés une bonne voiture de marque allemande, afin de pouvoir, en cas de besoin, trouver facilement en Allemagne toutes les pièces de remplacement. Capote mobile, radio, tout avait été prévu afin de s'assurer le maximum de sécurité possible. C'est qu'alors déjà les attaques de l'aviation alliée sur les routes de Constance à Berlin se faisaient de plus en plus fréquentes.» (*Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 3). — Comme ses frères, Benoît Musy (né en 1917) s'adonne à de nombreux sports. Skieur, bobeur, escrimeur et cavalier, il est également pilote civil et militaire, ainsi que parachutiste. S'étant lancé dans les sports motorisés, tout d'abord dans les courses de motos, puis de voitures, Benoît Musy se tua en 1956 au volant d'une Maserati sur le circuit de Monthléry (Paris).

<sup>110</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et Thalmann, 19.10.1944. En rapport avec l'assurance-vie qu'il projette de conclure, Musy évoque deux fois le chiffre 100'000, chiffre qui semble être le montant de la prestation qu'il souhaite assurer.

<sup>111</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et un monsieur inconnu, 20.10.1944.

<sup>112</sup> PA, Inland II A/B, R 100322: télég. de Köcher à l'AA, 16.10.1944. Le contenu du télégramme reçu à Berlin est aussitôt transmis à Himmler. (PA, Inland II A/B, R 100322: télég. de Reichel à Wagner, 17.10.1944).

<sup>113</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: feuille de contrôle des voyageurs (sortie), 23.10.1944, au verso de laquelle il est indiqué au sujet de Musy et de son fils: «Vorgenannte wurden deutscherseits mit einem Gestapoauto abgeholt und begleitet.» En octobre 1945, Musy précise: «When I crossed the border at Constance I was informed by the German Customs that I was expected, and a man was appointed to conduct me to Berlin, since the roads were uncertain already at that time.» (BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, p. 4). — On peut relever que la feuille de contrôle mentionnée dans la présente note indique que le passeport diplomatique de Musy a été renouvelé le 7 juillet 1944. À cette date, Musy était sur le point de partir à Paris pour y plaider la cause d'Alain Thorel; il n'était pas encore question d'un voyage en Allemagne, tant en faveur du jeune Thorel que des proches de Mme Sternbuch.

<sup>114</sup> Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 36/132: télégramme de Sternbuch au Vaad Hatzala, 31.10.1944 (en anglais dans le document original: «the person to whom we gave 60'000 Swiss francs»). Sternbuch précise: «We promised one million Swiss francs and perhaps more in event the mission is successful. We shall pay the funds only at the time when designated persons shall cross the Swiss border». (*Ibid.*). Une première version en

Accompagnés d'un agent allemand dès qu'ils ont passé la frontière à Constance, Musy et son fils se rendent à Berlin. À son arrivée dans la capitale allemande, l'ancien conseiller fédéral rencontre le SS-Brigadeführer Walter Schellenberg<sup>115</sup>. Jusque-là, les deux hommes ne se sont jamais vus. Le courant passe tout de suite entre eux. Quelques semaines après leur première entrevue, Musy ne cachera pas le très bon souvenir qu'il en garde<sup>116</sup>. Tout d'abord chef suppléant depuis juillet 1941, puis chef à part entière du VI<sup>e</sup> bureau du Reichssicherheitshauptamt (RSHA; SD-Ausland) à partir de juin 1942, le jeune Schellenberg se trouve, à l'époque où nous sommes, à la tête du contre-espionnage nazi à l'étranger. Depuis son entrée dans le parti nazi et dans la SS en mai 1933, son ascension dans la hiérarchie a été fulgurante grâce à l'appui de Heydrich, son premier protecteur, puis à celui d'Himmler; au moment de sa rencontre avec Musy, il est un des hommes de confiance les plus proches du Reichsführer SS<sup>117</sup>. Ambitieux, opportuniste, séducteur et prêt aux compromissions pour se faire une place au soleil, Schellenberg demeure un personnage ambigu qui, tout ayant à son actif des actes de sauvetage et d'humanité, a couvert des agissements indignes et, en ce qui concerne l'accord conclu entre le RSHA et l'armée relatif à l'engagement des Einsatzgruppen derrière le front russe, a même donné la main aux entreprises les plus criminelles du régime nazi<sup>118</sup>.

---

allemand de ce télégramme date du 25 octobre 1944. (Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 36/132).

<sup>115</sup> *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 3; BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, p. 5.

<sup>116</sup> En date du 16 décembre 1944, Musy s'adresse à Schellenberg en des termes très chaleureux: «Zuerst möchte ich Ihnen herzlich danken, für die freundliche Aufnahme, die mir am Wannsee zuteil wurde. Dieser Aufenthalt wird mir stets in guter Erinnerung bleiben. Oft habe ich daran gedacht und mich gefreut, dass schon nach ein paar Tage, Sie für mich ein treuer, zuverlässiger Freund wurden und einen vorzüglichen Berater. Ich werde auch nicht vergessen, dass ich Ihnen zum Teil den Erfolg meiner Reise verdanke.» (PA, Inland II A/B, R 100322: copie de la lettre de J.-M. Musy à W. Schellenberg, 16.12.1944).

<sup>117</sup> Walter Schellenberg (1910-1952) a écrit des mémoires: W. SCHELLENBERG: *Aufzeichnungen. Die Memoiren des letzten Geheimdienstchefs unter Hitler*, Wiesbaden, München, Limes, (1956) 1979, 438 p.; W. SCHELLENBERG: *Le chef du contre-espionnage nazi parle (1933-1945)*, Paris, Julliard, 1957, 514 p.

<sup>118</sup> À son procès, interrogé sur cet accord rédigé avec son concours, Schellenberg niera toutefois avoir su en quoi consistait concrètement l'engagement des Einsatzgruppen, à savoir l'extermination systématique des Juifs et des communistes. Voir p.e l'interrogatoire de Schellenberg du 4 janvier 1946 par le Tribunal militaire international de Nuremberg, reproduit in: *Der Prozess gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof Nürnberg, 14. November 1945 – 1. Oktober 1946*; Band IV: *Amtlicher Text in Deutscher Sprache. Verhandlungsniederschriften, 17. Dezember 1945 – 8. Januar 1946*, Nürnberg, 1947, pp. 415-428.

Après la guerre, alors que Schellenberg se trouvera en prison dans l'attente du verdict du Tribunal militaire international de Nuremberg, Musy lui apportera un précieux soutien grâce à son témoignage qui, joints à ceux d'autres personnalités, contribuera à adoucir sa condamnation<sup>119</sup>. Bien que leurs actions entreprises à la fin de la guerre aient également revêtu une dimension humanitaire, l'ancien officier nazi et l'ex-chantre helvétique de la collaboration au nouvel ordre européen nazi auront en fait un intérêt évident à s'encenser mutuellement. Pour Schellenberg, il ne s'agit de rien de moins que de sauver sa peau. Aussi, les hostilités à peine terminées en Europe, Musy ne manquera pas de relever le rôle positif joué par Schellenberg dans les actions de sauvetage menées en 1944/1945. Quant à l'ancien chef du contre-espionnage nazi à l'étranger, il se fera un point d'honneur à faire de Musy «un homme totalement désintéressé» dont le seul but était de «sauver le plus possible de vies humaines parmi les centaines de mille de déportés dans les camps de concentration»<sup>120</sup>. Le vent de l'épuration ayant déjà commencé à souffler sur l'Europe libérée, il s'installe une sorte de solidarité entre les deux hommes dès leur première rencontre, à l'automne 1944<sup>121</sup>. Et, peu avant de mourir, leur destin se croisera une dernière fois: ayant purgé sa peine,

---

<sup>119</sup> Pour le témoignage de Musy, voir AF, fs Musy, vol. 101: déclaration sous serment de J.-M. Musy, 8.5.1948. Voir également BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, 8 p.; *ibid.*, 29.10.1945, 13 p.; *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, 32 p. — Condamné en avril 1949 pour crimes contre l'humanité et appartenance à une organisation criminelle à six ans de prison, Schellenberg sera déjà libéré en décembre 1950. D'autres témoignages qui, comme celui de Musy, évoquent des actes d'humanité commis par Schellenberg ne sont pas étrangers à la clémence des juges. Il y a par exemple le témoignage du général Giraud, qui remercie Schellenberg d'avoir contribué à la libération de membres de sa famille. Le comte Folke Bernadotte relève lui que ses actions de sauvetage n'auraient pas pu être menées à bien sans le concours de Schellenberg. (Les témoignages récoltés en faveur de Schellenberg par la défense se trouvent entre autres à: AN, BB35-621, procès militaires américains à Nuremberg (1946-1948), cas XI: mémoires de la défense de Walter Schellenberg; et AN, BB35-696, procès militaires américains à Nuremberg (1946-1948), cas XI: documents de la défense de Schellenberg). Le colonel-brigadier Roger Masson, chef du service de renseignements suisse pendant la guerre, remet également une attestation relevant le rôle positif de Schellenberg à l'égard de la Suisse, tenue à l'écart de la guerre. Cette attestation se termine par une annotation écrite de la main du général Guisan qui corrobore l'exactitude du témoignage de Masson. (AN, BB35-696, procès militaires américains à Nuremberg (1946-1948), cas XI, chemise 128 C, document n° 47: attestation du colonel-brigadier R. Masson, 10.5.1948, suivie d'un mot du général Guisan, 10.5.1948).

<sup>120</sup> W. SCHELLENBERG: *Le chef... op. cit.*, p. 474. Référence également citée par A. DIECKHOFF: *Rescapés du Génocide. L'action Musy: une opération de sauvetage de Juifs européens en 1944-1945*, Bâle/Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1995, p. 31.

<sup>121</sup> On peut relever que, devenue un peu plus hardie, la justice helvétique retire, le 19 octobre 1944, la citoyenneté suisse au SS Franz Riedweg, une connaissance commune à Musy et Schellenberg. (Voir AfZ, fs Heinrich Büeler, 9.4: Urteil des Bundesstrafgerichts in Sachen Franz Riedweg und 18 Mitangeklagte betr. Angriff auf die Unabhängigkeit der Eidgenossenschaft, Eintritt in fremden Militärdienst u.a.m., Luzern 20.12.1947, pp. 153-154).

Schellenberg viendra en 1951 se faire soigner sous un nom d'emprunt dans un hôpital proche de Romont, dans la campagne fribourgeoise<sup>122</sup>.

Malgré leur différence d'âge, Musy et Schellenberg sont donc tout de suite sur la même longueur d'onde. Comme ils avaient pu s'adapter aux circonstances, en partie par pur opportunisme, lors de la montée en puissance du Troisième Reich, ils n'éprouvent pas trop de peiner à se retourner, pour la même raison, dès que le navire est en perdition et que commencent les règlements de comptes. Outre les intérêts personnels qu'ils ont à défendre, ils partagent depuis plusieurs mois une même certitude politique: prise de plus en plus en tenailles, l'Allemagne va perdre la guerre et, pour la sauver d'un désastre total et contrer la menace communiste, doit absolument trouver un terrain d'entente avec les alliés occidentaux. Schellenberg semble d'ailleurs avoir été persuadé dès la fin de l'été 1942, soit bien avant Musy, de la nécessité d'une paix séparée avec les alliés occidentaux pour éviter le pire à l'Allemagne et, avant de saisir l'occasion offerte par Musy, le chef du contre-espionnage nazi avait déjà noué des contacts avec certains opposants à Hitler en Allemagne et sondé les Anglo-Américains sur les possibilités de paix séparée avec l'Allemagne<sup>123</sup>. Musy et Schellenberg ne peuvent donc que se comprendre au moment où l'un et l'autre voient que la libération de déportés juifs peut aider à soutenir le projet — illusoire — d'une paix séparée avec les alliés occidentaux et sert leur cause personnelle en prévision d'un après-guerre qui ne se présente pas sous un jour favorable.

Le 1<sup>er</sup> novembre 1944, Musy rencontre donc Schellenberg à Berlin pour la première fois. Le surlendemain, à 4 heures du matin, les deux hommes partent en auto militaire vers le Sud-Est<sup>124</sup>. Vers la fin de la matinée, ils arrivent à Breslau où on fait monter Musy dans un train militaire qui se dirige vers Vienne. À 4 heures de l'après-midi, Himmler le reçoit dans son wagon<sup>125</sup>. À l'en croire, l'ancien conseiller fédéral demande au Reichsführer SS de libérer Thorel et tous les Juifs détenus dans les camps de concentration<sup>126</sup>. Pour convaincre Himmler de la nécessité de libérer les Juifs, Musy n'insiste pas sur l'aspect purement

---

<sup>122</sup> Voir F. LANG: *Mémoires d'un médecin de campagne 1940-1990*, Fribourg, Fragnière, 1991, p. 83. Sur la venue de Schellenberg dans le canton de Fribourg, voir le point qui suit le présent chapitre.

<sup>123</sup> Voir A. DIECKHOFF: *op. cit.* (1995), pp. 31-32.

<sup>124</sup> Benoît Musy reste lui à Berlin.

<sup>125</sup> *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, pp. 3-4. Voir également BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, p. 5.

<sup>126</sup> BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, p. 5.

humanitaire d'une telle action, mais relève surtout le gain politique que le Reich pourrait en retirer. En effet, selon Musy, la libération des Juifs permettrait à l'Allemagne à la fois de résoudre le «problème juif» et de lui procurer une publicité favorable auprès des Anglo-Américains dans la perspective d'un renversement des alliances. Un arrangement est convenu entre Musy et Himmler. Musy rapporte que, conformément à cet accord, tous les Juifs détenus dans les camps de concentration, en territoire occupé par les Allemands, doivent être libérés, une opération qui de surcroît peut se faire sans avoir à obtenir le feu vert de Hitler<sup>127</sup>. En outre, comme l'écrit Musy, cette «mise en liberté, qui devait commencer immédiatement, s'effectuerait moyennant compensation en nature, à déterminer dès que l'Union que je représentais, en aurait accepté le principe»<sup>128</sup>. Himmler désire notamment obtenir des camions, des tracteurs, des autos et des machines. Musy remarque cependant que ce genre de compensation risque fort de buter sur le refus des Alliés, opposés à soutenir d'une quelconque manière l'effort de guerre allemand. Il s'efforce alors de faire comprendre à Himmler «combien tout serait facilité, si les Allemands se contentaient de devises auxquelles on pourrait ajouter éventuellement un stock de médicaments»<sup>129</sup>. Himmler maintient toutefois le principe de la compensation en nature, soumise donc à la très hypothétique autorisation préalable des Alliés. À la fin de l'entretien avec Himmler, le train n'est pas loin de Vienne; Musy y passe la nuit pour repartir à Berlin le lendemain<sup>130</sup>.

À lire Musy, qui ne critiquera par ailleurs pas une seule fois l'«architecte du génocide»<sup>131</sup>, le Reichsführer-SS se montre un interlocuteur fort agréable; il juge que l'«attitude de Himmler fut en somme bienveillante»<sup>132</sup>. Nous ne saurions trop dire la part de cynisme et de naïveté contenue dans de tels propos. De fait, aucune bienveillance n'entre dans le calcul de Himmler. Pour celui qui, après avoir

---

<sup>127</sup> *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, pp. 4-5, où Musy précise également: «On me dit à cette occasion, que le nombre des Israélites encore dans les camps devait être à peu près de 600'000».

<sup>128</sup> *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 5.

<sup>129</sup> *Ibid.*

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> R. BREITMAN: *The Architect of Genocide. Himmler and the Final Solution*, Hanover/London, University Press of New England, 1991, 335 p.

<sup>132</sup> *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 4. Ailleurs, Musy parle également de Himmler qui aurait «compris qu'il était opportun de profiter d'une excellente occasion, pour régler de manière élégante le problème juif en Allemagne». (*Ibid.*, p. 7). À plusieurs reprises, Musy insistera également sur le fait que les libérations de Juifs, soit un peu plus d'un millier, n'ont pu être obtenues que grâce à l'intervention de Himmler. À aucun moment, il ne relèvera que Himmler a participé à l'extermination de quelques autres millions de Juifs et que, sans la défaite imminente du Reich, il n'aurait jamais permis le sauvetage de ce petit nombre.



liquidé sauvagement l'opposition conservatrice impliquée dans l'attentat du 20 juillet, la libération de Juifs en échange de compensations matérielles représente tout d'abord une opportunité de plus de sonder les puissances occidentales et une tentative de tirer son épingle du jeu. Cherchant à obtenir du matériel et une ouverture vers l'Ouest dans l'espoir d'une paix séparée au détriment de l'Union soviétique, Himmler demande en fait à Musy ce qui a déjà été l'objet de tractations par d'autres canaux, que cela fût par exemple grâce aux services de Joel Brand ou ceux de Curt Trümper<sup>133</sup>. Tirailé entre sa fidélité à Hitler, opposé à toute concession, et son envie de dégager de nouvelles perspectives politiques en direction des Anglo-Américains, Himmler laisse ses subordonnés mener des actions qui font apparaître des luttes à l'intérieur même de la SS, soit Becher contre Schellenberg. À ses rivalités internes au cercle proche de Himmler s'ajoute l'opposition d'Ernst Kaltenbrunner, le chef du Reichssicherheitsamt qui s'applique à saboter les manœuvres de Becher et Schellenberg dès qu'il en a connaissance.

De retour à Berlin, Musy et son fils y retrouvent Alain Thorel, récemment libéré des camps nazis à la demande de l'ancien conseiller fédéral. Ils le ramènent aussitôt dans leur voiture en Suisse. Les trois hommes passent la frontière germano-suisse le 5 novembre, non sans que la presse de gauche se fasse assez vite l'écho des déplacements de Musy en Allemagne tant à l'aller qu'au retour; les journalistes s'interrogent sur ses motivations et critiquent l'usage qu'il fait de son passeport diplomatique, un privilège qui lui permet entre autres de ne pas avoir à ouvrir ses valises pour les faire contrôler par les douaniers<sup>134</sup>. Le 5 décembre suivant, le conseiller national socialiste Schmid de Soleure dépose une petite question par laquelle il demande au Conseil fédéral s'il sait «que le fait d'accorder un passeport diplomatique pour les voyages privés de ses anciens membres provoque de vives critiques dans le public. On attend du Conseil fédéral qu'il rompe avec cette tradition qui remonte à des temps moins troublés»<sup>135</sup>. Comme par le passé, les critiques de Musy ne manqueront pas d'évoquer cette

---

<sup>133</sup> Intermédiaire suisse entre la société Messerschmidt et l'entreprise d'armement Bühle, Trümper tenta vers le milieu de 1944 de mettre à profit ses bonnes relations avec les nazis pour faire sortir des Juifs de Hongrie.

<sup>134</sup> Voir p.e. s.n.: «“Diplomatische” Fahrten Musys», in *Volksrecht*, 2.11.1944; s.n.: «Jean-Marie Musy's diplomatische Fahrten», in *Arbeiter-Zeitung* (Basel), 2.11.1944; s.n.: «Der Mann mit dem Diplomatenpass», in *Freies Volk* (Bern), 17.11.1944 (trois articles qui se basent sur la *Thurgauer Arbeiterzeitung*); fb.: «Von der Grenze», in *Thurgauer Volkszeitung*, 13.11.1944.

<sup>135</sup> AF, E 2001 (D) 3, Bd 229: petite question Schmid (Soleure) du 5.12.1944.

question à l'occasion de chaque voyage fait par Musy en Allemagne jusqu'à la fin de la guerre<sup>136</sup>.

Rentré en Suisse, Musy s'attelle au problème des compensations. Le 12 novembre, il répète à Mme Sternbuch que leur action doit notamment avoir le soutien des Américains: «Il faudrait avoir un groupement américain et une déclaration qui permettrait de dire que c'est avec l'autorisation du gouvernement.»<sup>137</sup> Il lui demande également d'apporter «cette autorisation d'exportation de capitaux» et précise qu'il «faut faire vite, parce que les journaux de la gauche ont fait du bruit autour, contre moi»<sup>138</sup>. Peu après, Musy informe Mme Sternbuch et Mme Bolomey qu'il a trouvé des médicaments pour plusieurs millions<sup>139</sup>. Au même moment, il prend contact avec de grandes entreprises helvétiques, telles Nestlé, Wander et Ciba, cette dernière société semblant être la plus susceptible de pouvoir finalement fournir des compensations en nature<sup>140</sup>. La livraison de médicaments et de produits alimentaires s'avère toutefois être une voie beaucoup moins praticable que l'exportation de devises, sans parler de la livraison de véhicules et de machines qui, elle, se révèle être assez rapidement l'option la plus semée d'embûches<sup>141</sup>.

Le 18 novembre 1944, Musy écrit à Himmler pour le tenir au courant des résultats obtenus depuis leur dernière rencontre: l'Union des rabbins orthodoxes des États-Unis d'Amérique et du Canada a fait savoir que les autorités américaines ont approuvé le virement de fonds pour la libération des Juifs se trouvant en Allemagne et dans les territoires occupés; dans ce but sont mis à disposition jusqu'à 20 millions de francs suisses; l'Union a en outre fait le nécessaire afin d'obtenir l'autorisation d'exporter des marchandises; enfin, des

---

<sup>136</sup> Voir notamment AF, E 2001 (D) 3, Bd 229, dossier qui est consacré aux différentes réactions suscitées par les voyages de Musy et son usage du passeport diplomatique entre 1939 et 1945. Voir aussi AF, E 2800 1967/59, Bd 18.

<sup>137</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et Mme Sternbuch, 12.11.1944.

<sup>138</sup> *Ibid.*

<sup>139</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique de J.-M. Musy avec Mme Sternbuch et Mme Bolomey, 15.11.1944.

<sup>140</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversations téléphoniques entre J.-M. Musy et Paternot, 17.11.1944; *ibid.*: entre J.-M. Musy et Wander, 17.11.1944; *ibid.*: entre J.-M. Musy et Mme Bolomey (?), 18.11.1944. AF, fs Musy, vol. 101: lettre de la direction de la Société pour l'Industrie Chimique à Bâle à J.-M. Musy, 28.11.1944. Voir aussi *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 6: «Dès mon retour en Suisse je me mis en relation avec la Ciba, en vue de l'obtention d'un stock important de Cibazol, que je me proposais d'offrir aux Allemands à titre de compensation.»

<sup>141</sup> Au sujet de la livraison éventuelle aux Allemands de camions, de tracteurs, d'autos et de machines, des démarches pour obtenir les autorisations nécessaires sont notamment entreprises à Paris, selon toute vraisemblance par le biais de Mme Bolomey qui y dispose de bonnes relations.

démarches ont été entreprises pour que, sitôt leur libération confirmée, les Juifs obtiennent les autorisations nécessaires à leur transfert en Amérique<sup>142</sup>. Musy fait remarquer à Himmler que leur action suscitera une grande attention en Amérique. Se proposant de lui en dire plus de vive voix à ce sujet, l'ancien conseiller fédéral lui demande de pouvoir le rencontrer à nouveau en Allemagne<sup>143</sup>.

Le 20 novembre, le Vaad Hatzala reçoit de Sternbuch le message suivant: «Our delegate brought from Berlin the proposal to deposit larger amount for a gradual evacuation of Jews from Germany. The negotiations are continuing.»<sup>144</sup> Peu après, Sternbuch précise: «After finishing negotiations with H [Himmler] our delegate informed us about the possibility to evacuate 300'000 Jews for the amount of 20'000'000 Swiss francs to neutral states. Such evacuations could be accomplished in groups of 15'000 persons monthly, the money has to be deposited in a Swiss Bank in proportionate rates of 1'000'000 Swiss francs after arranging the evacuation of each group. On principle we have accepted this proposition. Our delegate is a very influential and important personality.»<sup>145</sup> Sans le nommer explicitement, Sternbuch demande à ce que son organisation n'ait pas à collaborer avec le Joint de Saly Mayer pour éviter un nouvel échec<sup>146</sup>. Il ajoute: «We confirm you by oath for immediate decision exclusively addressed to us for utilizing perhaps this only chance for rescue of a great number of Jews. In this moment we need only your cable agreement through the American Embassy, afterwards we send immediately our delegate to Berlin.»<sup>147</sup>

Quasiment au même moment, l'organisation dirigée par les Sternbuch tient au courant Roswell McClelland, représentant du War Refugee Board en Suisse; elle le prie de transmettre à l'Union des rabbins orthodoxes un message au sujet des récentes négociations de Musy avec Himmler<sup>148</sup>. Connaissant l'opposition ferme

---

<sup>142</sup> BA (Berlin), NS 19/2776: lettre de J.-M. Musy à H. Himmler, 18.11.1944. Ce document se trouve également in: IfZ, MA-665, EAP 161-b-12/141; ainsi qu'au CDJC, CDXXXV-5.

<sup>143</sup> BA (Berlin), NS 19/2776: lettre de J.-M. Musy à H. Himmler, 18.11.1944.

<sup>144</sup> Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 35/122: message de Sternbuch au Vaad Hatzala, 20.11.1944, transmis probablement via le câble polonais; également in: Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 36/132. Une version abrégée de ce message est aussi reçue par le Vaad en date du 22 novembre. (Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 36/132).

<sup>145</sup> Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 36/132: télégramme de Sternbuch au Vaad Hatzala, 21.11.1944, transmis probablement via le câble polonais.

<sup>146</sup> *Ibid.*

<sup>147</sup> *Ibid.*

<sup>148</sup> Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: lettre de l'HIJEFS à R. McClelland, 20.11.1944, à laquelle est jointe une annexe à l'attention de l'Union des rabbins orthodoxes à New York. En marge de cette lettre, McClelland rapporte que Musy aurait touché une avance de 50'000 francs suisses pour son voyage à Berlin. (*Ibid.*). Sans doute conscient que le représentant américain entretient de très bonnes relations avec Saly Mayer et qu'il favorise

du War Refugee Board et du Département d'État américain à toute négociation financière avec l'ennemi et sachant que McClelland a toujours été enclin à donner la priorité à Saly Mayer, Sternbuch a toutefois besoin de la collaboration de McClelland pour pouvoir transférer les fonds nécessaires des États-Unis vers la Suisse. Outre ce refus au sujet d'une question de principe, l'antipathie personnelle que nourrit McClelland à l'égard des Sternbuch ne facilite pas les affaires de ces derniers. Aussi la réponse de McClelland à Sternbuch ne surprend pas. Le 23 novembre, il lui écrit au sujet des tractations de Musy à Berlin: «I am afraid that in view of recent instructions regarding such proposals received from the Department of State that I cannot undertake to forward this message for you to the Union of Orthodox Rabbis through the services of the Legation. Furthermore I can in no way authorize you to enter upon any negotiations of this nature.»<sup>149</sup>

Toutefois, en passant par le câble polonais, Sternbuch parvient à passer outre l'opposition de McClelland pour atteindre le Vaad. Le 28 novembre, le WRB écrit à ce dernier: «We are advised that Sternbuch is of the view that thousands of Jews in enemy-occupied countries can be saved if large sums of money be made available. The Vaadhahatzala has asked that a message be sent to Sternbuch indicating that they agree to send all funds necessary. Please discuss his plans with Sternbuch at once and send us your views.»<sup>150</sup> McClelland, qui ne prend pas au sérieux les démarches initiées par Sternbuch, ne cache pas son scepticisme à l'égard des récentes discussions de Musy avec Himmler: «On his return Musy intimated to the Sternbuchs that if a fund of from ten to twenty million Swiss francs were placed at his disposal he would be able to “arrange” (inference being by buying them out) the exit from Germany of a considerable number of Jews. In view of Musy's extremely questionable reputation here in Switzerland (he is generally spoken of as the potential Swiss Quisling) and the vagueness and

---

ce dernier en matière d'actions de sauvetage de Juifs, Sternbuch ne dit que le strict nécessaire à McClelland. Ainsi, dans les messages qu'il fait transiter par l'ambassade américaine, Sternbuch se garde de donner beaucoup de détails, tout en demandant à McClelland de traiter ses messages de manière confidentielle. Craignant de devoir collaborer avec Mayer, Sternbuch cherche notamment à le maintenir le plus possible à l'écart de l'opération qu'il mène avec Musy. McClelland, qui n'aime par ailleurs guère les Sternbuch comme le prouvent entre autres les remarques quelque peu ironiques qu'il note en marge de plusieurs documents, semble toutefois avoir informé très tôt Saly Mayer de l'action Sternbuch-Musy. Voir Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: lettre de l'HIJEFS à R. McClelland, 20.11.1944.

<sup>149</sup> Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: lettre de R. McClelland à I. Sternbuch, 23.11.1944. En date du 29 novembre, Sternbuch écrit à McClelland pour tenter de dissiper ce qu'il présente comme un malentendu. (Kranzler Archives (Sternbuch Papers): lettre de Sternbuch à McClelland, 29.11.1944).

<sup>150</sup> Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: télég. du WRB, transmis par le Département d'État (Stettinius acting), à McClelland, 28.11.1944.

unreliability of this whole “scheme” I cannot recommend that it be supported by the Board.»<sup>151</sup> Alors que les Sternbuch tiennent les relations de Musy avec Himmler pour un avantage afin d’atteindre leur objectif, McClelland juge inadmissible que les adversaires du Reich permettent à un allié des nazis de se refaire in extremis une santé politique et de travailler à une paix de compromis dont ces derniers seraient les bénéficiaires<sup>152</sup>.

Toujours plus enclin à s’émanciper de la politique jusqu’au-boutiste de Hitler, Himmler se montre de moins en moins timoré, dès l’automne 1944, dans ses tentatives d’ouvertures en direction des Occidentaux. Le 29 novembre, le ministre de Suisse à Berlin, Hans Frölicher, relève que la SS veut envoyer un délégué à la Croix-Rouge à Genève pour discuter du sort des Juifs<sup>153</sup>. Au même moment, entre fin novembre et début décembre, le Reichsführer ordonne l’arrêt des gazages, mesure qui n’est bien entendu pas connue du public. Si l’avancée de l’Armée rouge le pousse en grande partie à donner cet ordre, Himmler se trouve également au même moment à échafauder de nouvelles stratégies. Le 7 décembre, un train de 1’368 Juifs hongrois «rachetés», mis sur pied par Kasztner, arrive en transit en Suisse<sup>154</sup>. L’arrivée du «train Kasztner» stimule la concurrence. À Middelbourg et à Fribourg, la famille Musy suit de près les événements.

Soucieux d’obtenir quelques facilités pour mener à bien son action, voire de lui donner un aspect humanitaire plus marqué, Musy se rapproche, dès décembre 1944-janvier 1945, de Carl J. Burckhardt, figure de proue du CICR<sup>155</sup>.

---

<sup>151</sup> Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: télég. de McClelland, transmis par Huddle, au WRB, 9.12.1944.

<sup>152</sup> Voir p.e. ce qu’écrit McClelland fin janvier 1945: «M [Musy] has the reputation of being a Naziphile on anti-Communist grounds and interested in securing a compromise peace for Germany before it is too late and the country is overrun by bolsheviks. Also, M is interested in rehabilitating his personal political reputation in Switzerland.» (Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: télég. de McClelland, transmis par Huddle, au WRB, 28.1.1945).

<sup>153</sup> P. STAUFFER: «*Sechs furchtbare Jahre...*» *Auf den Spuren Carl J. Burckhardts durch den Zweiten Weltkrieg*, Zürich, NZZ, 1998, p. 318.

<sup>154</sup> Évoquant cette arrivée avec son fils Benoît, persuadé que son père y est pour quelque chose, Jean-Marie Musy lui dit que «c’était déjà prévu depuis le mois de juin», soit bien avant qu’il ait commencé à intervenir auprès de Himmler à la demande des Sternbuch. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et son fils Benoît, 8.12.1944). Quelques jours plus tard, Musy précise à son épouse: «Il y a ces 1’300 qui sont venus. Ils sont venus par un autre canal. Je sais maintenant comment. Ils étaient en Hongrie et n’ont fait que passer à travers l’Allemagne.» Puis d’ajouter qu’il doit y «avoir entre Berlin et Vienne des gens qui facilitent ces départs». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et sa femme, 17.12.1944).

<sup>155</sup> Le 14 décembre, Musy dit à son épouse qu’il a appris le jour précédent «certaines choses» chez Burckhardt. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et sa femme, 14.12.1944). Le 5 janvier, il informe Benoît qu’il déjeune le lendemain avec Burckhardt à Genève. Pour Benoît, il s’agit manifestement de recevoir un soutien de la Croix-Rouge qui lui permettrait d’obtenir plus facilement un congé militaire. À son père, il affirme qu’il faut que «je puisse dire que je vais pour le compte de la Croix-

Directement après la guerre, il affirmera également avoir parlé à Himmler de «l'utilité d'une rencontre de Mr. Burckhardt avec l'autorité allemande»<sup>156</sup>. Le 2 février 1945, soit une quinzaine de jours après la deuxième entrevue de Musy avec Himmler, ce dernier écrit effectivement à Burckhardt qu'il est prêt à le rencontrer<sup>157</sup>. Pour Himmler, Burckhardt ne représente sans doute pas seulement le CICR, mais aussi une opportunité de plus pour entrer en contact avec les puissances anglo-saxonnes. L'entrevue que Musy cherche à favoriser entre le Reichsführer SS et le président du CICR n'a finalement pas lieu. Se disant empêché, Himmler donne toutefois son aval à la rencontre du 12 mars 1945 entre Burckhardt et le SS-Obergruppenführer Ernst Kaltenbrunner, chef de la Sicherheitspolizei et du SD, par ailleurs un des opposants les plus résolus aux manœuvres cautionnées par Himmler en matière de libération de Juifs<sup>158</sup>.

---

Rouge». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et son fils Benoît, 5.1.1945). Le 25 février 1945, Sternbuch déclare à Kubowitzki, secrétaire général du CJM, et Riegner, représentant du CJM à Genève, au sujet de son action avec Musy que «la Croix-Rouge internationale était au courant et que Musy avait vu Burckhardt». (Archives du Congrès juif mondial: note sur un entretien de Kubowitzki et Riegner avec Sternbuch et son groupe à Montreux, 25.2.1945; document transmis par Gerhart M. Riegner). — Succédant à Max Huber, Carl Jacob Burckhardt est nommé président du CICR en décembre 1944. Issu d'une famille de la haute bourgeoisie protestante bâloise, l'historien et diplomate Burckhardt a épousé la fille de Gonzague de Reynold dont il partage largement la vision du monde conservatrice et élitaire. (À notre connaissance, Musy ne recourt pas aux services de son ami de Reynold dans les contacts qu'il a avec Burckhardt à la fin de la guerre). Sans être des proches, Burckhardt et Musy se connaissent de longue date. Certains aspects de leur trajectoire les rapprochent, comme leur attitude accommodante envers le Reich, leur mutisme face aux crimes nazis et leur volonté de jouer un rôle humanitaire en vue à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Sur Carl J. Burckhardt (1891-1974), voir P. STAUFFER: *Carl J. Burckhardt. Zwischen Hofmannsthal und Hitler. Facetten einer aussergewöhnlichen Existenz*, Zürich, NZZ, 1991, 339 p.; P. STAUFFER: «*Sechs fürchtbare Jahre...*» *Auf den Spuren Carl J. Burckhardts durch den Zweiten Weltkrieg*, Zürich, NZZ, 1998, 514 p.

<sup>156</sup> Se référant manifestement à l'entretien du 15 janvier 1945 avec Himmler, Musy écrit dans son rapport: «Comme l'œuvre à mener à chef était immense, j'ai pensé alors que la collaboration de la Croix-Rouge internationale, avec sa puissante organisation pourrait nous être utile. Jusqu'à ce moment elle ne s'était guère occupée de la libération des déportés. J'ai longuement entretenu Mr. Himmler de la Croix-Rouge, et surtout de son nouveau Président Mr. Burckhardt, homme habile et actif. J'ai insisté sur l'utilité d'une rencontre de Mr. Burckhardt avec l'autorité allemande. Mr. Himmler me déclara qu'une invitation serait adressée à la Croix-Rouge. De retour en Suisse j'ai fait visite à Mr. Burckhardt, pour l'entretenir de ce que j'avais vu en Allemagne, et des possibilités qui s'offraient à la Croix-Rouge, de faire œuvre utile, pour secourir et libérer les déportés, détenus dans les camps de concentration allemands.» (*Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, pp. 14-15). — Entre la fin novembre 1944 et la mi-janvier 1945, d'autres émissaires de Himmler, qui ne sont pas ceux qu'il utilise avec Musy, entrent également en pourparlers avec Burckhardt. Voir P. STAUFFER: «*Sechs...*» *op. cit.*, pp. 318-319.

<sup>157</sup> *Ibid.*, p. 321.

<sup>158</sup> Sur la rencontre Burckhardt-Kaltenbrunner du mois de mars 1945 dans le Vorarlberg, où ils parlent du ravitaillement des prisonniers de guerre, de la situation des internés et des détenus dans les camps de concentration, voir *ibid.*, pp. 330-335. Fin février 1945, le Conseil fédéral a nommé Burckhardt au poste de ministre de Suisse à Paris. Engagé dans d'importantes

Alors qu'il commence à avoir, dès décembre 1944, des contacts avec Burckhardt au sujet du sort des prisonniers dans les camps allemands, Musy et son fils s'impatientent de ne pas pouvoir retourner en Allemagne pour y poursuivre leurs tractations avec Himmler et Schellenberg. Le 17 décembre, Musy informe son fils, alors à l'armée, qu'ils peuvent enfin partir en Allemagne; il s'inquiète toutefois déjà des réactions des journaux: «Cela n'ira pas longtemps qu'ils ouvriront les yeux. Ils verront où on va.»<sup>159</sup> Leur départ est retardé, peut-être en raison même du rendez-vous qui n'a pas encore pu être fixé de manière définitive avec Himmler, alors en déplacements incessants entre le front occidental et Berlin.

Le 16 décembre, la légation d'Allemagne à Berne transmet à la Wilhelmstrasse une lettre de Musy à faire suivre au Brigadeführer Schellenberg<sup>160</sup>. La lettre de Musy à Schellenberg, en lequel il a tout de suite eu confiance, est intéressante à plus d'un titre, notamment parce que Musy y dévoile les principales raisons de son action, à savoir sa haine phobique du communisme et son souhait de voir l'opinion anglo-saxonne devenir plus favorable à l'Allemagne, rempart de l'Occident contre la menace soviétique. Il aspire à l'évidence à une entente entre les Anglo-Américains et les Allemands dirigée contre l'URSS. Pour l'ancien conseiller, il ne s'agit ainsi pas tant de venir en aide à son prochain, comme il l'affirmera plus tard<sup>161</sup>, que de contribuer à créer des conditions favorables à une paix séparée. Parlant de son intervention auprès de Himmler, Musy écrit à Schellenberg: «Für ein solches Unternehmen ist jedoch die allgemeine Lage günstiger geworden. Die öffentliche Meinung in England scheint mir die Gefahr im Osten erkannt zu haben. / Man sieht jeden Tag besser ein, dass die Deutschen allein im Stande sind, dem Druck nach Westen Widerstand zu leisten. Man fängt allmählich an zu verstehen, dass Moskau die Alliierten Armeen, d.h. die Armeen

---

négociations avec des représentants du Reich au sujet de ces questions et de l'organisation de l'échange de prisonniers, Burckhardt n'entre de fait en fonction comme ministre de Suisse à Paris qu'en juin 1945.

<sup>159</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et son fils Benoît, 17.12.1944). Outre des visas nécessaires, obtenus grâce à ses relations avec la légation allemande à Berne, Jean-Marie Musy a besoin des autorisations de livrer à l'Allemagne les marchandises convenues avec Himmler et des documents prouvant que les fonds en provenance des États-Unis sont effectivement disponibles.

<sup>160</sup> PA, Inland II A/B, R 100322: lettre de Köcher à l'AA, 16.12.1944. La lettre annexée au courrier de Köcher est transmise à Schellenberg en date du 22 décembre. (PA, Inland II A/B, R 100322: de Wagner à Schellenberg, 22.12.1944).

<sup>161</sup> Voir le *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p.e. à la p. 32. Dans ce rapport destiné à entretenir l'image du sauveur désintéressé, Musy ne parle pas une seule fois de la menace communiste pour expliquer son action auprès de Himmler et Schellenberg. Le silence du rapport au sujet de ce facteur ne manque pas de frapper lorsque l'on sait que Musy en fait son principal argument auprès des deux hommes.

der kapitalistischen Staaten benützt, um Deutschlands Macht zu brechen und deren Städten zu zerstören. Moskau weiss aus Erfahrung, dass wenn einer Gut- und Obdachlos ist, dieser für den Kommunismus eine leichte Beute ist. Die Engländer können auch nicht übersehen, dass, wenn Spanien und Mittelmeerküste rot geworden sind, der Weg nach Indien für sie gesperrt ist. / Was ich erfahren habe, hat mich überzeugt, dass eine günstige Presseaktion in Amerika jetzt möglich wäre. Man würde zugleich eine grosse Anzahl Menschenleben retten und die allgemeine Stimmung in Amerika günstig beeinflussen.»<sup>162</sup> Ayant peut-être peur de se faire doubler, quelques jours après l'arrivée du «train Kasztner», Musy fait part à Schellenberg de son souhait de retourner au plus vite en Allemagne pour rencontrer Himmler<sup>163</sup>. Dans l'attente d'une réponse qui doit lui parvenir par le biais de la légation allemande à Berne, il doit cependant une fois de plus patienter avant de pouvoir aller outre-Rhin<sup>164</sup>.

Le 9 janvier, Musy et son fils Benoît repartent en Allemagne<sup>165</sup>. Toujours à l'affût, la presse ne manque pas de relever leur passage, le lendemain, à la frontière à Kreuzlingen<sup>166</sup>. À Berlin, ils retrouvent Schellenberg. Les trois hommes quittent peu après la capitale allemande pour rejoindre Himmler à Wildbad, en Forêt-Noire. Le 15 janvier, Musy y rencontre Himmler en compagnie de Schellenberg. L'ancien conseiller fédéral explique au chef suprême de la SS les importantes difficultés rencontrées au sujet des compensations en nature. À en croire Musy, il parvient à lui faire renoncer à ces dernières: «J'avais réussi à convaincre Himmler, que l'important pour l'Allemagne n'était pas de tirer profit matériel de cette opération, mais d'en obtenir un bénéfice politique, c.-à-d. l'amélioration à l'étranger, surtout en Amérique, de l'opinion publique à l'égard de l'Allemagne.»<sup>167</sup> Ce que Himmler rapporte lui de sa rencontre du 15 janvier

---

<sup>162</sup> PA, Inland II A/B, R 100322: lettre de J.-M. Musy à W. Schellenberg, 16.12.1944 (copie).

<sup>163</sup> *Ibid.* Dans ce courrier, Musy dit avoir l'intention de se rendre à Berlin à la fin de la semaine suivante.

<sup>164</sup> En date du 7 janvier 1945, Nostitz indique à Mme Musy que son époux, qui avait l'intention de partir le lendemain, doit encore repousser son voyage de quelques jours. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Mme Musy et S. von Nostitz, 7.1.1945).

<sup>165</sup> Le 9 janvier, Mme Musy précise: «Ils sont partis ce matin. Ils traversent la frontière demain. Ce soir ils seront à Kreuzlingen.» (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Mme Musy et Mme Suzanne (?), 9.1.1945).

<sup>166</sup> s.n.: «Eidgenossenschaft», in *Thurgauer Zeitung*, 13.1.1945. Dans les jours suivants, d'autres journaux alémaniques reprennent l'information de la *Thurgauer Zeitung* en y ajoutant parfois des commentaires plus ou moins détaillés sur le but de ce nouveau séjour en Allemagne et l'usage fait par Musy de son passeport diplomatique. Des coupures de presse sont récoltées par le Département politique. (AF, E 2001 (D) 3, Bd 229).

<sup>167</sup> *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 7.



avec Musy ne correspond pas exactement à la présentation de ce dernier<sup>168</sup>. Toutefois, vu les négociations précédentes et les développements ultérieurs qui vont plutôt dans le sens du rapport de Musy, tout porte à penser que la version de ce dernier est la plus proche de la réalité.

Une chose est sûre: à Wildbad, Himmler questionne Musy au sujet de l'importance de l'Union des rabbins orthodoxes et lui fait remarquer que le Joint de Saly Mayer semble beaucoup plus influent que l'organisation orthodoxe. Souhaitant entrer en contact avec les Américains et agir de la manière la plus efficace sur l'opinion américaine, le Reichsführer demande à Musy de lui indiquer au plus vite si l'Union jouit effectivement de l'influence nécessaire. Après son entretien avec Musy, Himmler écrit: «Er [Musy] will einmal feststellen, welchen Auftrag hat Sally Meier [sic] und wer ist derjenige, mit dem die amerikanische Regierung wirklich in Verbindung ist. Ist es ein Rabbiner-Jude oder ist es die Jioint? [sic]»<sup>169</sup>. Musy profite de sa rencontre avec Himmler pour lui demander la libération de certains déportés et s'informer du résultat des démarches entreprises en faveur des membres de la famille de Recha Sternbuch dont on peine à retrouver la trace depuis leur départ de Vittel<sup>170</sup>.

De Wildbad, Musy rentre directement en Suisse, via Constance, afin d'obtenir

---

<sup>168</sup> Dans le mémorandum qu'il signe peu après sa rencontre avec Musy à Wildbad, Himmler écrit notamment que l'opinion en Amérique et en Angleterre à l'égard des Juifs n'intéresse pas l'Allemagne. Il ajoute: «Klar ist lediglich, dass wir sie [les Juifs] in Deutschland und im deutschen Lebensbereich aus den jahrzehntelangen Erfahrungen aus dem Weltkrieg nicht haben wollen und uns hier auf keinerlei Diskussion einlassen. Wenn Amerika sie nehmen will, begrüßen wir das.» Il prétend également que l'Allemagne n'est pas intéressée par un versement en argent ou par la livraison de médicaments comme le Cibazol. Himmler précise: «Für uns interessant habe ich angegeben Traktoren, Lastautos und Werkzeugmaschinen.» (BA (Berlin), NS 19/2776: mémorandum de Himmler, 18.1.1945. Ce document se trouve également in: IfZ, MA-665, EAP 161-b-12/141; ainsi qu'au CDJC, CDXXXV-5). Comme tendrait à le prouver l'affirmation selon laquelle l'Allemagne ne se soucie pas de l'opinion américaine et anglaise envers les Juifs, ce qui ne s'accorde manifestement pas avec ce que Himmler pense, ce dernier pourrait bien avoir fait rédiger ce procès-verbal, du moins en partie, pour se couvrir à l'égard des nazis les plus intransigeants en matière de politique antijuive. Au sujet des pourparlers qu'il entame indirectement avec des organisations juives établies aux États-Unis, Himmler peut ainsi toujours se justifier en disant qu'il cherche à débarrasser le Reich des Juifs par d'autres moyens, qui plus est en retirant des avantages matériels pour l'Allemagne, et non pas à faire preuve d'humanité ou des concessions à l'ennemi dans l'espoir d'une paix de compromis.

<sup>169</sup> BA (Berlin), NS 19/2776: mémorandum de Himmler, 18.1.1945. Voir également BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 29.10.1945, p. 5; *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 10.

<sup>170</sup> Le 16 janvier, Sternbuch informe McClelland que Musy est parti en Allemagne quelques jours auparavant pour y poursuivre les négociations: «Er [Musy] will sich intensiv dafür einsetzen, dass die nicht arbeitsfähigen Männer, Frauen und Kinder in den versch. Lager sofort zur Ausreise freigegeben werden und zugleich das Ergebnis der Suchaktion der Vittel-Deportierten feststellen.» (Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: lettre de Sternbuch à McClelland, 16.1.1945. Voir également Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: télégr. de McClelland, transmis par Huddle, au WRB, 28.1.1945).

d'Isaac Sternbuch des assurances au sujet de l'importance aux États-Unis de l'organisation qu'il représente<sup>171</sup>. Le 17 janvier, il est de retour en Suisse. Il prend aussitôt contact avec Sternbuch qui, le lendemain, lui confirme par écrit que l'Union des rabbins orthodoxes jouit d'une très grande influence aux États-Unis; Sternbuch évite toutefois de faire la comparaison avec le Joint qui, en ce qui concerne les relations avec les autorités américaines et l'impact sur l'opinion publique, est sans doute mieux placé que l'Union<sup>172</sup>. Cette réponse suffit toutefois à Musy. Peu de temps après, Sternbuch informe McClelland de ce que Musy lui a rapporté au sujet de sa récente rencontre avec Himmler et Schellenberg<sup>173</sup>.

Après avoir obtenu de Sternbuch les renseignements nécessaires pour convaincre Himmler de l'importance de l'Union des rabbins orthodoxes, Musy retourne le 21 janvier en Allemagne<sup>174</sup>. Il y retrouve Schellenberg et montre notamment l'attestation exigée par Himmler au sujet de l'importance de l'Union. En ce qui concerne le volet financier de l'affaire, Schellenberg transmet à Musy la demande de Himmler: il exige une somme de 5 millions de francs suisses, soit beaucoup moins à celle envisagée précédemment, qui doit être déposée en Suisse au nom de Musy<sup>175</sup>. Les 5 millions doivent servir à prouver le poids des

---

<sup>171</sup> *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 10. Musy ajoute: «De Constance où nous arrivions à la nuit tombante, mon fils ramena Schellenberg à Berlin, où il attendit l'ordre de venir me reprendre à la frontière pour me reconduire à Berlin.» (*Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 11). En réalité, à Berlin, Benoît Musy ne fait pas qu'attendre le signal pour aller chercher son père à la frontière germano-suisse; il a également pour mission de se renseigner sur le lieu de déportation de certaines personnes, entre autres de celles dont les familles ont approché Musy à titre individuel, à la suite de la libération d'Alain Thorel, et qui n'ont aucun lien avec l'action de sauvetage de Juifs.

<sup>172</sup> Kranzler Archives (Sternbuch Papers): lettre de Sternbuch à Musy, 18.1.1945. Insistant sur le fait que son organisation basée à Montreux a des contacts avec la légation américaine à Berne et qu'elle est la seule autorisée à représenter l'Union, ce qui est exact, Sternbuch n'indique en fait pas quel groupe, de l'Union ou du Joint, est le plus apte à agir sur Washington et l'opinion américaine. — Dans son rapport, Musy écrit au sujet de l'attestation de Sternbuch: «Quelques jours plus tard je reçus déclaration en bonne et due forme, attestant que le Comité de Montreux, présidé par Mr. Sternbuch, était seul autorisé à représenter en Suisse l'Union of Orthodox Rabbis of the United States and Canada. En outre cette organisation était seule compétente pour s'occuper du problème politique, celle de Saly Mayer étant plutôt une association chargée de s'occuper d'œuvres de bienfaisance.» (*Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 11; voir également BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 29.10.1945, p. 5).

<sup>173</sup> Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: télég. de McClelland, transmis par Huddle, au WRB, 28.1.1945.

<sup>174</sup> Il part en fait de Fribourg le 20 janvier. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et Duriaux, 19.1.1945). Le 19 janvier, il téléphone à la légation allemande à Berne pour dire qu'il a besoin au plus vite de son passeport visé par la légation car il doit «passer la frontière demain soir». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre J.-M. Musy et la DGB, 19.1.1945).

<sup>175</sup> Voir BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 29.10.1945, p. 8; *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 8. Musy

interlocuteurs américains; plus tard, il est prévu de verser cette somme au CICR pour les besoins en Allemagne<sup>176</sup>. Au cours des discussions, il est convenu que les personnes libérées parviennent en Suisse au rythme d'un convoi par semaine après l'arrivée du premier train<sup>177</sup>.

Le 22 janvier, Schellenberg charge son homme de confiance, Franz Göring, de faire libérer un certain nombre de Juifs détenus dans différents camps de concentration et de les remettre à Musy à la frontière suisse à Constance<sup>178</sup>. Musy reprend la route vers la Suisse où il est de retour le 1<sup>er</sup> février. Le lendemain matin, il téléphone de Kreuzlingen à sa femme et à sa fille Marie-Christine: «Maintenant il faudra voir si cette avance russe s'arrête là... alors ça serait magnifique, parce que j'ai tout, tout, autorisations pour tout!»<sup>179</sup> Un peu plus tard dans la journée, il ne peut cacher son enthousiasme au sujet de ce qu'il a obtenu en Allemagne: «On a eu un succès énorme. C'est dommage qu'on ne peut pas continuer ailleurs! On pourrait faire quelque chose de magnifique.»<sup>180</sup> Lors d'une conversation téléphonique qui a lieu le même jour, Marie-Christine précise au sujet des bonnes nouvelles transmises par son père: «Il est arrivé à la frontière. Il a réussi à faire un convoi de 1'200 personnes»<sup>181</sup>. Le soir du 2 février, Musy se trouve à Genève d'où il téléphone à son épouse. Il lui parle notamment de Mme

---

précise: «Comme il m'était personnellement désagréable que cette importante somme fut déposée en mon nom, je proposais une autre solution, qui fut immédiatement adoptée. Les 5 millions seraient déposés au nom du Président du Comité de Montreux, Mr. Sternbuch, qui devait lui-même en effectuer le dépôt. Cependant la Banque, où le dépôt devait être effectué, me remettrait une déclaration, attestant que j'étais seul autorisé à disposer de ces fonds.» (*Ibid.*, p. 8).

<sup>176</sup> Ces 5 millions retourneront en fait aux États-Unis à la fin de la guerre. Début février, McClelland note: «In any event the money was for the moment to be only a "deposit", something which Musy could show that he had.» (Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: mémorandum de McClelland relatif à sa rencontre avec Sternbuch et Musy le 6.2.1945).

<sup>177</sup> Voir Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: mémorandum de McClelland relatif à sa rencontre avec Sternbuch et Musy le 6.2.1945; AF, E 4001 (C) 1/265: lettre d'E. von Steiger à M. Petitpierre, 6.2.1945; Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 36/132: télégramme de Sternbuch au Vaad Hatzala, arrivé à New York le 10.2.1945.

<sup>178</sup> CDJC, CXCVI-36: témoignage de Franz Göring sur le rôle de Musy et de son fils Benoît dans la libération de Juifs dans les camps de concentration, (mai 1945?). Musy se réfère à ce témoignage dans le rapport qu'il écrit au milieu de l'été 1945. (*Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*, p. 9).

<sup>179</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: téléphone de J.-M. Musy à Mme Musy et Mme Ellgass (née Musy), 2.2.1945.

<sup>180</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et sa femme, 2.2.1945.

<sup>181</sup> AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Mme Ellgass (née Musy) et une dame inconnue, 2.2.1945. Le soir même, Musy confirme ce chiffre en disant qu'il a «obtenu pour la semaine prochaine 1'200». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et sa femme, 2.2.1945).

de la Raudière qu'il vient de ramener en Suisse<sup>182</sup>. Outre Mme de la Raudière, Musy a ramené par la même occasion Mme Georges Emery; Charles d'Andigné arrive très peu de temps après en Suisse. Deux frères de Mme Sternbuch, Jakob et Joseph Rottenberg, passe également à la même période, vraisemblablement le 2 février, la frontière helvétique grâce aux récentes démarches de Musy à Berlin<sup>183</sup>.

Le 3 février, suite à un téléphone de Sternbuch qui l'a informé des résultats obtenus par Musy à Berlin, McClelland téléphone à Rothmund, alors en vacances dans les Grisons, pour lui communiquer l'arrivée probable de 1'200 Juifs en Suisse et lui dire que cette question intéresse bien entendu beaucoup le gouvernement américain. Rothmund lui demande alors des garanties quant à l'évacuation des Juifs entrés en Suisse<sup>184</sup>.

Le 6 février, Musy se rend en compagnie de Sternbuch à la légation des États-Unis, à celle de Pologne et à la nonciature; il a également prévu de rendre visite à des membres du Conseil fédéral<sup>185</sup>. La rencontre avec McClelland est tout particulièrement importante en prévision de l'arrivée imminente du premier train et des convois suivants. Le représentant du WRB résume en cinq points les déclarations faites par Musy au sujet de ses dernières conversations à Berlin:

«1. "Himmler war mehr entgegenkommend in der ganzen Affäre".

2. M. [Musy] principle task or goal had been to obtain an agreement in principle that the Jews would be liberated.

3. If and when the Jews came out they should not stir up a propaganda campaign against Himmler or Germany.

4. 5 millions francs "als Kompensation" should be deposited in a Swiss bank in Musy's name. The Germans, however, "wollen keine Rappen für die

---

<sup>182</sup> Musy dit d'elle qu'«elle n'a plus que la peau et les os, si on l'avait laissée encore trois semaines, elle était morte». (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversation téléphonique entre Musy et sa femme, 2.2.1945). Outre Mme de la Raudière, Musy a ramené par la même occasion en Suisse Mme Georges Emery.

<sup>183</sup> Au sujet de Mmes de la Raudière et Emery et du comte d'Andigné, voir entre autres AN, F9-3323: lettre confidentielle de P. Koenig au MPDR, 3.2.1945; en ce qui concerne les frères de Mme Sternbuch, voir Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: mémorandum de McClelland relatif à sa rencontre avec Sternbuch et Musy le 6.2.1945.

<sup>184</sup> Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: mémorandum de McClelland relatif à sa rencontre avec Sternbuch et Musy le 6.2.1945. Comme le prouvent les réactions du chef du DFJP Eduard von Steiger et de ses plus proches collaborateurs, notamment Robert Jezler, Rothmund ne les informent pas de ce que vient de lui annoncer McClelland. (Voir AF, E 4001 (C) 1/265: p.e. lettres d'E. von Steiger à M. Petitpierre, 6.2.1945; de R. Jezler à E. von Steiger, 6.2.1945; d'E. von Steiger à H. Rothmund, 7.2.1945).

<sup>185</sup> Voir AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversations téléphoniques de Musy avec Sternbuch, 5.2.1945, et Bemberg, 5.2.1945; de Mme Ellgass avec Mme Sternbuch, 6.2.1945; Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: mémorandum de McClelland relatif à sa rencontre avec Sternbuch et Musy le 6.2.1945.

Unkosten” i.e. transportation and evacuation costs.

5. “Die Deutschen verzichten auf Warenkompensation” and as far as this “token” payment of 5 m. frs. was concerned there would probably be an “angenehme Überraschung”.»<sup>186</sup>

La question des 5 millions à déposer au nom de Musy semble déranger tout particulièrement McClelland, alors que cela n’est qu’un problème secondaire pour Sternbuch en considération de l’éventuelle libération d’un très grand nombre de Juifs<sup>187</sup>. Alors que Sternbuch vient de les quitter, Musy laisse clairement entendre à McClelland qu’il n’est pas tant motivé par une sympathie pour les Juifs, quand bien même il reconnaît leur grande souffrance, que par des considérations purement pragmatiques en faveur de l’Allemagne<sup>188</sup>. Il fait également comprendre à McClelland que, arrivés en Suisse, les Juifs libérés doivent être évacués par les soins des Américains et que cela n’est plus son problème à partir de là<sup>189</sup>. Le 6 février, Musy rencontre aussi von Steiger qui dit ne pas être au courant de l’arrivée des 1’200 Juifs ou de leur acceptation par la Suisse<sup>190</sup>. Mis devant le fait accompli, von Steiger remarque, à l’instar de McClelland, que Musy ne sent pas concerné par la question du séjour des réfugiés en Suisse et de leur évacuation<sup>191</sup>. Devant la tournure des événements, Musy ayant manifestement tenu les autorités helvétiques dans l’ignorance de ses négociations, von Steiger et surtout Rothmund ont dû mal à cacher un certain agacement<sup>192</sup>. Par la suite, Berne ne se départira pas d’une certaine réserve à l’égard d’une entreprise qui manque de clarté<sup>193</sup>. La même retenue s’observe du

---

<sup>186</sup> *Ibid.*

<sup>187</sup> *Ibid.*

<sup>188</sup> McClelland rapporte: «Musy confessed to me at one point when Sternbuch was out of the room that he did not care much for the Jews, but that they had suffered greatly. He had tried to point out to the Germans that with the present food situation, Russian advance, etc. it would practically be in their interest to get rid of several thousand “arbeitsunfähig” Jews, women, children and old people, quite aside from the “gesture” that it would constitute.» (Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: mémorandum de McClelland relatif à sa rencontre avec Sternbuch et Musy le 6.2.1945).

<sup>189</sup> *Ibid.*

<sup>190</sup> *Ibid.* Le jour même, en fin d’après-midi, von Steiger informe Max Petitpierre de la visite que vient de lui rendre Musy. AF, E 4001 (C) 1/265: lettre d’E. von Steiger à M. Petitpierre, 6.2.1945.

<sup>191</sup> AF, E 4001 (C) 1/265: lettre d’E. von Steiger à M. Petitpierre, 6.2.1945.

<sup>192</sup> AF, E 4001 (C) 1/265: lettre (express) d’E. von Steiger à H. Rothmund, 7.2.1945; lettre de H. Rothmund à E. von Steiger, 7.2.1945. Peu après, Max Petitpierre confirme également que le Département politique n’a pas non plus été informé des démarches de Musy, ni par ce dernier ni par la légation américaine à Berne ou par quelqu’un d’autre. (AF, E 4001 (C) 1/265: lettre de M. Petitpierre à E. von Steiger, 10.2.1945).

<sup>193</sup> Outre la question des 5 millions dont l’utilisation soulève plusieurs questions, il circule des bruits sur les hauts dignitaires nazis qui, grâce aux services de Musy, chercheraient peut-être à atteindre la Suisse pour se mettre à l’abri. Si les autorités n’accordent pas une grande

côté du CICR<sup>194</sup>.

Le 7 février, un convoi de 1'200 Juifs arrive en Suisse<sup>195</sup>. Le service territorial de l'armée s'occupe aussitôt de les accueillir. Musy et Saly Mayer sont également présents. Composées surtout d'individus âgés et de femmes, les déportés apprennent à ce moment-là qu'ils doivent leur libération aux tractations menées par l'ancien conseiller fédéral<sup>196</sup>. Chargé d'organiser la campagne de presse autour de cette libération, Reuben Hecht se rend le même jour chez Eduard von Steiger, chef du DFJP et président de la Confédération, à qui il présente un projet de communiqué de presse que l'organisation de Montreux a prévu de diffuser; von Steiger demande à ce que le texte soit modifié pour ne pas lui donner un caractère officiel<sup>197</sup>.

#### 2.4. L'échec, printemps 1945

Le premier train est à peine arrivé en Suisse que Musy pense déjà retourner en Allemagne. Mais auparavant il doit régler deux questions importantes. D'une part il attend toujours le versement du dépôt de 5'000'000 francs que Himmler a fixé pour poursuivre la libération des déportés. D'autre part il n'a toujours pas eu vent de la réaction suscitée dans la presse américaine par la libération des 1'200 Juifs. Or, ce dernier point tient tout particulièrement à cœur à Himmler.

Le 12 février, Sternbuch annonce au Vaad Hatzala l'exigence suivante: «Musy requests the immediate deposit of 5'000'000 Swiss francs in the Swiss bank. Without this deposit he cannot go back to Germany. I beg urgently not to hesitate

---

importance à ces rumeurs, il n'en demeure pas moins qu'elles tiennent à garder une certaine distance, en tenant notamment à répéter que Musy n'a reçu aucun mandat du Conseil fédéral. Voir AF, E 4001 (C) 1/265.

<sup>194</sup> Voir, en ce qui concerne notamment l'attitude du CICR envers les sauvetages individuels, J.-C. FAVEZ: *Une mission impossible? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis*, Lausanne, Payot, 1988, p. 354.

<sup>195</sup> Sur l'arrivée des 1'200 Juifs, leur accueil et leur départ vers l'étranger, voir A. DIECKHOFF: *op. cit.*, (1995), pp. 43-54.

<sup>196</sup> Arrivée de Theresienstadt en Suisse avec ce convoi, Edit Kramer-Freund se souvient que, ayant voulu remercier Musy, Saly Mayer l'en aurait dissuadée: «Er [Mayer] sagte, Dank wäre weder angebracht noch erwünscht.» (E. KRAMER-FREUND: «Fahrt in die Freiheit. Vom Häftling in Theresienstadt zum Flüchtling in der Schweiz», in *Tribüne. Zeitschrift zum Verständnis des Judentums*, 1985, 24. Jahrgang, Heft 93, p. 161. De la même personne, voir E. KRAMER: «Meine Erfahrungen in Posen, Antoniek und Theresienstadt bis zur Rettung in der Schweiz», in *Emuna. Israel Forum. Vereinigte Zeitschriften über Israel und Judentum*, 1976: I, Heft 3, pp. 30-36; II, Heft 4, pp. 28-36; III, Heft 5/6, pp. 69-74).

<sup>197</sup> AF, E 4001 (C) 1/265: deux communiqués à l'en-tête de l'Union of Orthodox Rabbis of the United States of America and Canada, 7.2.1945, et deux procès-verbaux (dont un de R. Hecht) de l'entretien, 7.2.1945.

one moment.»<sup>198</sup> Trois jours plus tard, Musy est informé que 5 millions de francs ont été déposés dans une banque en Suisse<sup>199</sup>. Le 17 suivant, Sternbuch indique que Musy ne partira pas avant d'avoir des extraits de presse, le succès de l'action dépendant de la publication d'articles favorables<sup>200</sup>. Finalement deux jours plus tard, Musy retourne en compagnie de son fils en Allemagne<sup>201</sup>. Le deuxième convoi prévu ne pointe toujours pas à l'horizon. À Berlin, Musy apprend aussitôt les raisons du retard pris par le deuxième train. Selon Schellenberg, la faute revient à Saly Mayer qui aurait agi de sorte que Kaltenbrunner intervienne auprès de Hitler pour faire cesser les négociations.

Le 23 février, Isaac Sternbuch avertit Eduard von Steiger que Musy et son fils ont atteint ce jour la frontière suisse, en provenance de Berlin. Sternbuch l'informe qu'un convoi supplémentaire est en préparation, mais qu'il existe encore diverses difficultés<sup>202</sup>. Quelques jours plus tard, Mme Sternbuch expose aux autorités helvétiques que Musy a rapporté de Berlin l'information selon laquelle Saly Mayer a saboté toute son action<sup>203</sup>. Le 6 mars, l'ancien conseiller fédéral écrit lui-même une carte à Sternbuch dans laquelle il attribue une fois de plus à Saly Mayer le fait que plus aucun train n'arrive d'Allemagne<sup>204</sup>. Le même jour, McClelland envoie à Sternbuch la confirmation que le gouvernement américain prendra à sa charge les frais de séjour en Suisse et organisera leur transfert.

Le 14 mars, Musy retourne à Berlin. Himmler est d'accord de libérer 61 Juifs «illégaux» et de stopper l'évacuation des camps à condition que les Alliés traitent correctement les gardes SS des camps. De retour en Suisse le 23 mars, il rencontre le lendemain Isaac et Recha Sternbuch, Mme Bolomey et Reuben Hecht. Musy se dit insatisfait des résultats obtenus et, se basant sur ce que Schellenberg lui a dit, accuse de nouveau Saly Mayer d'avoir torpillé leur

---

<sup>198</sup> Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 36/132: télégramme de Sternbuch au Vaad Hatzala, 12.2.1945; voir aussi le télégramme de Sternbuch au Vaad, arrivé à New York le 10.2.1945.

<sup>199</sup> Lettre de Musy à I. Sternbuch, 8.10.1945, in P. L. ROSE (edited by), with H. DRUKS: *Hecht Archive. University of Haifa*, 1990, p. 356 (désormais: *Hecht Archive*).

<sup>200</sup> Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 36/132: télégramme de Sternbuch au Vaad Hatzala, 17.2.1945.

<sup>201</sup> Tenant compte des reproches faits par les autorités helvétiques, Reuben Hecht et Isaac Sternbuch les avertissent le jour même du départ de Musy. (AF, E 4001 (C) 1/265: lettre d'I. Sternbuch à E. von Steiger, 19.2.1945; mémorandum de l'entretien entre Reuben Hecht et Riesen, 19.2.1945).

<sup>202</sup> AF, E 4001 (C) 1/265: lettre d'I. Sternbuch à E. von Steiger, 23.2.1945.

<sup>203</sup> AF, E 4001 (C) 1/265: compte rendu d'une visite, le 28.2.1945, de Mmes Bolomey et Sternbuch à von Steiger, Jezler et Fischli (DFJP), 2.3.1945.

<sup>204</sup> Note manuscrite de Musy, 6.3.(1945), in *Hecht Archive*, p. 235.

action<sup>205</sup>. Comme le note Alain Dieckhoff, ces critiques sont excessives, aucune preuve ne venant les corroborer<sup>206</sup>.

En définitive, si l'action de sauvetage initiée par les Sternbuch avec le concours de Musy ne permet l'arrivée en Suisse que d'un seul train, ainsi que quelques libérations, ce n'est pas tant la faute aux contradictions, certes réelles, qui existent entre Sternbuch et Mayer qu'à la lutte acharnée ayant cours à l'intérieur du régime nazi.

## 2.5. La question financière

Qu'il s'agisse de l'action de sauvetage de Juifs lancée par les Sternbuch ou des opérations de sauvetage individuel, Musy reçoit à chaque fois de l'argent pour mener à bien les négociations qu'il a avec les Allemands. Les sources à notre disposition ne permettent toutefois pas de distinguer clairement entre une compensation de frais effectifs et un gain en quelque sorte commercial perçu par Musy, pour son propre profit ou celui de ses interlocuteurs allemands. Il n'en reste pas moins que les contributions exigées par Musy sont manifestement très élevées par rapport aux frais réels engendrés par l'achat de la voiture, de l'essence et des assurances. En ce qui concerne l'argent donné par les Sternbuch à Musy pour ses efforts dans l'action de sauvetage de Juifs, les derniers chiffres cités à la fin de l'année 1945 renvoient à une somme totale de 160'000 francs suisses<sup>207</sup>. N'ayant connaissance que du premier versement de 60'000 francs, Roswell McClelland trouve déjà ce montant quelque peu surévalué pour des frais relatifs à l'achat d'une voiture, de l'essence et d'une assurance-vie<sup>208</sup>.

---

<sup>205</sup> Notice confidentielle de la discussion du 24.3.1945, in *Hecht Archive*, pp. 253-254. McClelland rejette l'idée que Mayer ait pu porter préjudice à l'action conduite par Sternbuch et Musy.

<sup>206</sup> Voir A. DIECKHOFF: *op. cit.* (1995), pp. 25-26.

<sup>207</sup> En décembre 1945, Sternbuch écrit au Vaad Hatzala à New York au sujet de Musy: «Diesem Manne haben wir in der Zeit vom Oktober 1944 bis Mai 1945 insgesamt 160'000 Schweizerfranken für Spesen etc. gegeben.» (Yeshiva University Archives, Vaad Hatzala Collection, 35/121: rapport d'I. Sternbuch au Vaad Hatzala, 11.12.1945). Une lettre adressée par Sternbuch à Musy en août 1945 arrive au même total: un premier versement de 60'000 francs, puis 100'000 francs supplémentaires dont 50'000 donnés à Benoît Musy. (Kranzler Archives (Sternbuch Papers): lettre de Sternbuch à Musy, 28.8.1945). Nous ne savons pas quand et dans quel but précis les 100'000 francs supplémentaires ont été versés. Fin février, Mme Sternbuch confirme que Musy a reçu jusqu'à maintenant 60'000 francs. (AF, E 4001 (C) 1/265: compte rendu d'une visite, le 28.2.1945, de Mmes Bolomey et Sternbuch à von Steiger, Jezler et Fischli (DFJP), 2.3.1945).

<sup>208</sup> Il s'exprime dans ce sens dans divers courriers adressés à Washington; au sujet de ce versement, McClelland parle en fait la plupart du temps d'un montant de 50'000 francs, alors que Sternbuch dit dans d'autres sources lui avoir indiqué celui de 60'000 francs. Par exemple, le 28 janvier 1945, McClelland écrit: «S [Sternbuch] admitted "advancing" 50'000 Swiss francs to M [Musy] for "travel expenses" which apparently included purchase in



Largement remboursé, Musy n'intervient donc pas en faveur des Juifs par pure charité chrétienne. L'espoir d'un avantage financier ne semble toutefois pas être sa principale source de motivation dans la participation à la vaste opération menée à la demande de Recha Sternbuch. Cette action a, pour Musy, un caractère avant tout politique, la libération des Juifs devant selon lui contribuer au rapprochement entre les Allemands et les Anglo-Américains. La guerre terminée, Musy s'efforce d'être délié de toute responsabilité à propos des 5 millions déposés en Suisse.

Il n'en reste pas moins que les dernières correspondances que Musy adresse à Sternbuch tournent autour d'un dédommagement auquel il estime avoir droit. Pour sa part, Sternbuch estime ne rien devoir à Musy étant donné les résultats obtenus<sup>209</sup>.

---

Germany of a car. [...] S was told that this seemed somewhat excessive to which he rejoindered that whatever was not expended for travel M intended to pay him back.» (Franklin D. Roosevelt Library, WRB, Box 62: télég. de McClelland, transmis par Huddle, au WRB, 28.1.1945). En octobre 1945, sur la base de ce que lui a dit Sternbuch, Roswell McClelland fournira un témoignage supplémentaire à propos de l'argent reçu par Musy pour ses services: «To the best of my knowledge he [Musy] was not directly compensated for his services, but rather supplied with a very liberal expense account. Sternbuch informed me that this amounted to 50'000 Swiss francs, and constituted an advance. Sternbuch later informed me that Musy had used this money to purchase a car for 20'000 francs and 15'000 francs worth of extra life-insurance, as well as considerable gasoline on the black market.» (BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of R. McClelland, taken at Berne, 25.10.1945, p. 4).

<sup>209</sup> Kranzler Archives (Sternbuch Papers): lettres de Sternbuch à Musy, 28.8.1945; de Musy à I. Sternbuch, 11.1.1946.



## EPILOGUE

### 1945-1952

Les dernières années de la vie de Jean-Marie Musy échappent en grande partie à notre propos car, avec la fin de la guerre, il tourne la dernière page de sa biographie politique.

Sans certainement abandonner ses idées, il renonce manifestement à s'engager dans de nouvelles batailles. Le vide s'est d'ailleurs tellement fait autour de lui, sa réputation est tellement décriée qu'il serait vain de vouloir repartir en campagne. Son champ politique se limite, semble-t-il, à quelques actions ponctuelles. En mai 1945, sa signature apparaît au bas de la préface d'une brochure fustigeant le communisme<sup>1</sup>. Le projet d'Amiguet et Gentizon de donner une suite au *Mois Suisse* avec des fonds de Musy échoue à l'automne 1945<sup>2</sup>. De ces quelques indices, il est toutefois impossible de tirer des conclusions. Il semble plutôt s'agir des derniers échos d'engagements qui remontent aux années précédentes. Des archives disponibles, il ressort plutôt que Musy décide de mettre un terme à toute véritable activité politique après la fin du conflit mondial. Il n'en a pourtant pas terminé avec cette période. La presse communiste ne manque pas de le lui rappeler lorsque, pour une raison ou une autre, elle veut clouer au pilori l'esprit «fasciste» qui a encore cours en Suisse et qu'elle croit pouvoir identifier à celui de Musy.

Dans l'immédiat après-guerre, Musy a également l'occasion de revenir sur son passé proche en livrant son témoignage aux Américains dans le cadre des procès

---

<sup>1</sup> J.-F. CHASTELLAIN (éd.): *Le bolchévisme*. Publication documentaire préfacée par Jean-Marie MUSY, Lausanne, Collection de l'échiquier, 1945, 63 p. La préface est datée du 14 mars 1943 à Middel. La brochure sort toutefois effectivement en 1945 comme le prouve *La Feuille d'Avis de Fribourg* du 30.5.1945 qui parle de cette brochure avec en prime une reproduction intégrale de la préface de Musy.

<sup>2</sup> U. FISCHER: *Gaston-Armand Amaudruz. Ein Schweizer im Beziehungsnetz des europäischen Rechtsextremismus*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 1999, p. 42. La nouvelle publication aurait dû être imprimée à Lausanne. Approchés, plusieurs journalistes refusèrent d'y collaborer. (*Ibid.*). Des sources à notre disposition, nous ne pouvons établir une quelconque action politique avec d'anciens tenants du Troisième Reich au-delà de la Deuxième Guerre mondiale. En mars 1946, il a des contacts avec Wilhelm Frick, mais cela semble se limiter à des questions d'affaires immobilières. (AF, E 4320 (B) 1968/195, Bd 27, C.2.33: conversations téléphoniques entre un certain Weilenmann et Frick, 11.3.1946, et entre J.-M. Musy et W. Frick, 18.3.1946).

que doit mener le Tribunal militaire international de Nuremberg contre les anciens responsables du régime nazi. En octobre 1945, des représentants américains l'interrogent plus spécialement sur ses activités menées à la fin de la guerre avec Himmler et Schellenberg. Faisant ses dépositions en Suisse, il précise lui-même qu'il préférerait ne pas devoir se rendre à Nuremberg pour y faire part de son témoignage<sup>3</sup>. Plus tard, en 1948, il a également l'occasion de faire une déclaration sous serment en faveur de Schellenberg, alors jugé à Nuremberg<sup>4</sup>.

Au début de 1949, il prend l'avion pour Bagdad. La presse nous apprend qu'il a été invité par le gouvernement irakien à venir organiser les finances et l'administration du royaume<sup>5</sup>. Début 1950, Musy assiste au mariage de ses fils Benoît et Luigi. Quelques mois plus tard, vers la fin de l'année, il est frappé d'une attaque qui l'immobilise presque totalement.

En avril 1951, à l'occasion de son 75<sup>ème</sup> anniversaire, Musy a droit à quelques messages de félicitations<sup>6</sup>. Peu après, il tente à nouveau d'aider Schellenberg, relâché depuis peu de temps. Malade, ce dernier vient se faire soigner non loin de Fribourg sous un nom d'emprunt. Le médecin Francis Lang évoque dans ses mémoires le séjour de l'ancien officier nazi à l'hôpital de Billens où, de manière clandestine, le malade reste six mois, de l'automne 1951 au début 1952, avant de devoir partir en Italie où il meurt peu après. Ce livre ne nous dit toutefois pas si Schellenberg, dont la maladie ne l'empêchait pas de se déplacer, a rencontré Musy, lui aussi gravement atteint dans sa santé à cette époque. Lang écrit seulement que, ayant entrepris des démarches en faveur de Schellenberg, notamment pour lui permettre d'aller vivre dans l'enceinte du Vatican, il a rendu visite à Musy, alors «cloué sur une chaise roulante». Lang poursuit: «Pour aider W. Schellenberg, Jean-Marie Musy proposait une intervention du Nonce apostolique, Mgr Bernardini. L'épouse de Jean-Marie Musy connaissait bien Mgr Bernardini. Elle lui a donc téléphoné en ma présence afin qu'il m'accorde un entretien.» Le Vatican opposa toutefois une fin de non-recevoir à la demande du docteur Lang<sup>7</sup>.

---

<sup>3</sup> BA (Koblenz), All. Proz. 2, Film-Nr FC 6164 P: Testimony of Jean-Marie Musy, taken at Berne, 26.10.1945, 8 p.; 29.10.1945, 13 p. Pour l'indication selon laquelle il souhaiterait ne pas devoir aller à Nuremberg, voir *ibid.*, 29.10.1945, p. 13.

<sup>4</sup> AF, fs Musy, vol. 101: déclaration sous serment de J.-M. Musy, 8.5.1948.

<sup>5</sup> s.n.: «M. Musy part pour Bagdad», in *Gazette de Lausanne*, 6.1.1949. Musy a rencontré le roi Fayçal (mort à Berne en 1933) du temps où il était au Conseil fédéral. En 1949, Musy va en Irak à l'invitation du prince régent.

<sup>6</sup> Voir AF, fs Musy, vol. 43.

<sup>7</sup> F. LANG: *Mémoires d'un médecin de campagne 1940-1990*, Fribourg, Fragnière, 1991, p. 83. À notre connaissance, Musy ne joue aucun rôle dans la venue de Schellenberg en Suisse. En effet, c'est l'ancien colonel-brigadier Roger Masson, ancien chef du service de

19 avril 1952. Jean-Marie Musy rend son dernier souffle à l'Hôpital cantonal de Fribourg où il a été transporté la semaine précédente. Il avait 76 ans.

---

renseignements suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, qui demande en 1951 au docteur Lang, de Romont, de prendre en charge médicale Walter Schellenberg, ancien chef de l'espionnage allemand à l'étranger. Masson et Schellenberg étaient entrés en relation en 1941, avant de se rencontrer dès l'année suivante. À l'époque, il s'agissait entre autres pour Masson de s'assurer que la neutralité suisse allait être respectée par les Allemands. Dans le même souci d'obtenir des assurances sur la sauvegarde de la neutralité helvétique, le général Guisan avait également rencontré Schellenberg en 1943. Quant à lui, Schellenberg cherchait à sonder les intentions de la Suisse face à l'évolution des opérations militaires sur le continent. Après la guerre, alors qu'il s'efforcera de redorer son blason, l'ancien officier nazi affirmera au sujet de ses contacts avec Masson qu'ils visaient notamment à améliorer les relations germano-suisse et à épargner à la Suisse une invasion. Si ses motivations n'ont en fait pas été aussi louables et son rôle aussi important, il n'en reste pas moins que Schellenberg a agi, en diverses occasions, plutôt dans le sens des intérêts de la Suisse. Et, au moment de passer devant le tribunal de Nuremberg, il obtiendra de Guisan et surtout de Masson, extrêmement reconnaissant, des déclarations en sa faveur. C'est au nom de cette dette de reconnaissance que Masson aidera Schellenberg, malade, à venir en Suisse en 1951 pour y être soigné.



## CONCLUSION

Au terme de ce parcours, la tentation est forte de retenir surtout la trajectoire dans l'orbite de l'Europe allemande. Dans la mémoire collective actuelle, le souvenir brouillé de Musy reste d'ailleurs la plupart du temps associé à cette période sombre de l'histoire quand bien même ces années de dérive ne représentent qu'une petite partie de sa vie.

Ayant longtemps appartenu aux sujets tabous de l'historiographie dominante, marquée par l'esprit de défense nationale, Musy a également fait l'objet de jugements définitifs et de critiques au ton parfois inquisiteur. La collaboration d'un ancien conseiller fédéral avec des régimes aujourd'hui largement honnis, le Troisième Reich suscitant la désapprobation la plus partagée, représentait sans doute un sujet intéressant pour ce genre d'exercice. Au cours de notre travail, il n'a toutefois jamais été question de donner la main au jeu des anathèmes à un moment où, avec la révision du passé de la Suisse à l'époque du national-socialisme, ne retenir que les côtés les plus sombres de notre histoire, tout en négligeant le poids du contexte et des expériences vécues bien avant l'arrivée au pouvoir de Hitler, a été une tendance souvent trop marquée. Le balancier ne faisait certes que passer d'un côté à l'autre après des années de défense nationale spirituelle prolongée. Cela étant dit, nous nous sommes toujours attaché à aborder sans complaisance ni tabou la trajectoire de Musy.

En conclusion de la présente étude, nous aimerions mettre en perspective ces dernières années marquées par la collaboration à l'Europe allemande grâce à une réflexion que nous développerons en trois volets. Il ne s'agit pas tant de revenir sur le passé le plus problématique de Musy que d'en retracer les causes profondes. Car l'époque du national-socialisme, toute brève soit-elle, a en fait contraint ce représentant de la droite autoritaire à tirer toutes les conséquences de fondements idéologiques arrêtés de bonne heure, quand bien même sa trajectoire, avec ses zigzags et ses contradictions, ne court pas en ligne rectiligne d'un point à un autre. Nous tenons cette observation pour l'une des conclusions les plus importantes de la présente biographie. C'est d'ailleurs cette thèse qui, tout d'abord découlant d'une intuition, nous a poussé à creuser les années antérieures à 1934 beaucoup plus que cela n'avait été prévu au début. Seul cet approfondissement pouvait nous permettre de retrouver la logique d'un parcours que l'historiographie a trop souvent appréhendé de manière fragmentée, en butant notamment sur l'épisode de la démission du Conseil fédéral de mars 1934.

## **Le primat de l'idéologie**

Dès le début de cette étude consacrée à Musy, nous nous sommes interrogé sur les raisons qui ont amené cet homme politique, longtemps représentatif de la droite conservatrice suisse, à devenir, sans jamais adhérer à l'idéologie hitlérienne, le tenant marginal de la collaboration au nouvel ordre européen nazi. Aussi, pour pouvoir répondre à cette question, la trajectoire de Musy dans l'orbite nazie était à replacer dans une perspective plus large que l'étude des années 1933-1945. Grâce à cette approche, il a été possible de redonner de la cohérence à un itinéraire quelque peu singulier. Car, pour qui s'intéresse à l'ensemble du parcours, il ressort nettement que Musy n'a pas eu plusieurs vies, notamment une avant et l'autre après mars 1934. Sa vision du monde est d'une rare homogénéité et d'une surprenante continuité. Au-delà des changements de cap qu'il a dû négocier pour s'adapter aux circonstances, il est resté attaché toute son existence à des valeurs quasi immuables, très tôt enracinées dans son esprit. Bien plus, à y regarder de plus près, ce sont ces points d'ancrage idéologiques qui expliquent en grande partie les virages négociés parfois sous la pression des événements.

Toutefois, le chemin pris par le conservateur suisse pour arriver un jour à collaborer avec les maîtres de l'Europe nazie ne trouve pas sa seule raison dans des présupposés idéologiques qui l'auraient en quelque sorte déterminé dès l'origine. Le conditionnement idéologique, s'il joue effectivement un rôle important dans la détermination de cet itinéraire de vie, ne constitue qu'une partie de l'explication. Et même si l'idéologie a une place essentielle, l'entrée et la trajectoire de Musy dans l'orbite du Reich d'Adolf Hitler résultent d'un engrenage complexe où le conservatisme de l'un n'est pas sans être souvent en opposition avec le nazisme de l'autre. Le poids des structures sociales, la conjoncture économique, le cours des événements politiques et, de manière générale, toutes les circonstances qui ne dépendent pas de l'individu en soi, ont assez montré que les actions de Musy sont également déterminées par d'autres causes enchevêtrées jusqu'à leur confusion. Le déchiffrement est d'autant plus difficile que, loin d'être fait d'un seul bois, l'homme a ses ambiguïtés et ses paradoxes. En outre, on ne saurait faire l'économie de la liberté propre à chaque individu. Dans le cas de Musy, qui n'est plus soumis à aucune contrainte gouvernementale au moment de son entrée dans l'orbite allemande, sa collaboration avec le Troisième Reich découle indiscutablement d'un choix librement assumé. La voie prise par Musy résulte d'une constellation de facteurs inextricablement mêlés. La séparation des causes n'est cependant pas toujours possible.

Il n'en reste pas moins que les présupposés idéologiques déterminent pour une grande part la direction de cette trajectoire. C'est avant tout la force des idées qui,



selon nous, font de la biographie politique de Musy un itinéraire cohérent et compréhensible.

### **Un conservateur en phase de transition**

Nous avons ouvert la présente étude sur la question de savoir si la biographie de Musy était représentative d'une époque. La réponse mérite certes d'être nuancée tant la trajectoire d'un homme ne saurait être complètement enserrée dans des catégories. Il n'en reste pas moins que, en prenant quelques précautions, on peut effectivement voir en Musy un témoin emblématique d'une certaine droite nationale tant il s'est souvent trouvé en prise directe avec l'évolution sociale et politique de l'environnement dans lequel il a agi. Son penchant au populisme, fortement perceptible en temps de crise, le portait pour ainsi dire naturellement à suivre la courbe de l'opinion nationale-conservatrice à laquelle il s'identifiait.

Aussi, à travers l'étude de sa trajectoire, c'est indéniablement un éclairage plus large qui est apporté sur l'évolution de la société et les convulsions politiques entre la fin du XIXe siècle et le milieu du XXe siècle. Le caractère emblématique de la vie de Musy ressort notamment des cinq phases distinctes qui rythment cet itinéraire.

Le *premier* moment s'ouvre sur un univers rural, conservateur et catholique qui constitue une véritable matrice idéologique. C'est au milieu des montagnes, dans un cadre rural, villageois et paroissial, que Musy s'ouvre au monde. Il en gardera toujours un souvenir idéalisé. Un monde perçu comme authentique, fait d'harmonie et de simplicité qui, dans son imaginaire, s'oppose à l'univers urbain, industrialisé et sécularisé. La Gruyère de la fin XIXe siècle, alors en pleine effervescence mythologique, comme pour oublier les dures réalités d'une agriculture en crise et d'une industrie qui peine à décoller, marque Musy pour son existence. Le contexte familial respire lui aussi l'ordre traditionnel. La figure tutélaire du grand-père paternel constitue la référence politique. Un exemple à la tonalité sonderbundienne quelque peu anachronique. À l'école des futures élites conservatrices-catholiques, le jeune homme suit un cursus classique: collégien à Saint-Michel et à Saint-Maurice, membre de la Société des étudiants suisses, étudiant en droit à l'Université de Fribourg et plus brièvement en Allemagne et en Autriche, docteur en droit, enfin avocat dans une petite ville de la campagne fribourgeoise. Le mariage avec la fille d'une famille ultramontaine récemment anoblée par le pape lui ouvre de nouvelles perspectives. Dès le départ, les chances sont donc grandes que ce produit de la culture conservatrice et catholique

dominante intègre les rouages de la République chrétienne de Fribourg.

Devenu le protégé de Georges Python, l'homme fort du régime conservateur-catholique, Musy connaît un début de carrière fulgurant. Ses succès à la tête du Crédit Gruyérien, une banque régionale en difficulté où il a pu rapidement faire valoir ses qualités de financier, n'ont pas échappé à Python qui a alors quelques soucis avec la Banque de l'État. Les années 1911/1912 lancent Musy vers son destin d'homme politique. Élu conseiller d'État à la fin de l'année 1911, il ne tarde pas à porter les premiers coups de boutoir contre le régime Python. L'affaire de la Banque de l'État ne lui permet pas seulement de prouver ses talents de financier, mais aussi ceux de politicien à qui le sens de la manœuvre ne manque pas. Déjà on note une forte tendance à l'opportunisme, d'autant plus marquée que règne un certain malaise.

Soutenu par une partie du camp conservateur, lassée du long règne de Georges Python, le jeune loup trouve également des appuis dans le camp radical. Python agite le spectre des anciennes divisions conservatrices, notamment de la sécession fribourgeoisiste. Conscient que l'effondrement du parti conservateur signifierait sa propre perte, Musy s'acharne finalement sur quelques lampistes du régime plutôt que d'attaquer de front Python. Nouvel homme fort du gouvernement fribourgeois, Musy place ses hommes, sans parvenir cependant à établir un véritable régime musyste. À l'intérieur même du parti conservateur et du Conseil d'État, les pythonistes ne lui pardonnent pas le coup porté à leur leader. Si Musy modernise plusieurs pans de l'édifice cantonal et contribue à restaurer le crédit du canton de Fribourg, notamment grâce à diverses mesures de restructuration visant la Banque de l'État, les Entreprises électriques fribourgeoises, les statuts des fonctionnaires et la fiscalité, il ne laisse pas une œuvre comparable à celle de l'homme dont il a accéléré le déclin. Ses ambitions ne le destinent toutefois pas à avoir seulement des projets cantonaux. En 1914, il fait son entrée sur la scène politique suisse en étant élu au Conseil national. Parallèlement à sa carrière politique, Musy intègre le giron de la finance helvétique où sa cote de popularité ne cesse d'augmenter.

Le discours qu'il fait en décembre 1918 au Conseil national, peu après la grève générale de novembre, lui permet de gagner une nouvelle dimension en se présentant sous les traits du sauveur de la patrie en danger. Populiste dans l'âme dont les talents d'orateur le rendent d'autant plus efficace, il n'hésite jamais à profiter d'une situation de crise pour se profiler. Son élection au Conseil fédéral en décembre 1919 ne constitue pas une surprise. Tout joue en sa faveur car on voit en lui une figure représentative de plusieurs milieux avec qui il faut compter: figure de proue de l'antisocialisme au moment où le traumatisme de la grève générale pousse les radicaux à faire des concessions à leurs anciens ennemis

conservateurs-catholiques; homme fort de Fribourg, ancien canton sonderbundien, qui a volé au secours de l'État fédéral fondé par les radicaux; héraut des milieux fédéralistes qui s'affichent comme les adversaires les plus résolus d'un étatisme socialisant qui fait peur; chef de file de la droite musclée de Suisse romande et partisan de l'Entente alors qu'on ne peut faire l'affront aux Alliés victorieux, notamment au voisin français, de remplacer Ador par un Alémanique et que la Suisse doit leur faire oublier sa réputation de centre d'agitation bolchevique; chantre de la paysannerie, pilier de l'ordre bourgeois au moment où il vacillait sous les coups de butoir socialistes; enfin porte-parole de la place financière suisse qui a pris son envol durant le conflit.

Sous le choc de la Première Guerre mondiale et celui de la grève générale de 1918, présentée comme une tentative de répétition de la Révolution bolchevique de 1917, Musy durcit ses positions idéologiques. À l'instar de nombreux autres membres de la droite bourgeoise, il verse dans le néo-helvétisme militant, sorte de nationalisme suisse. De cette période charnière, il gardera, sa vie durant, une empreinte indélébile; une expérience centrale qui, en grande partie, le déterminera dans certains de ses choix futurs, qu'il s'agisse par exemple de faire refluer l'étatisme encouragé par quatre années de guerre, de combattre sans grand discernement le socialisme et le communisme, d'empêcher le retour de la révolution et de conjurer le spectre de nouvelles divisions européennes. De cette époque date également un penchant de plus en plus prononcé à dénoncer ce qu'il percevait comme des signes de la décadence de l'Occident: urbanisation, socialisme, libéralisme, cosmopolitisme, bref tout ce qu'il tient pour des maux de la société moderne. Pessimiste sur le cours de l'histoire, Musy l'est définitivement depuis le tournant de la Grande Guerre et de l'Octobre russe.

Le *deuxième* moment, les années vingt, correspond à une période de transition. De défenseur de l'ordre établi, le premier conseiller fédéral fribourgeois passe progressivement, dans la seconde moitié de la décennie, à une attitude de plus en plus critique à l'égard des valeurs libérales qui fondent le régime en place. Nouveau venu à l'exécutif fédéral, il semble tout d'abord se fondre dans le moule de la collégialité gouvernementale. Les premiers signes de tension avec son collègue Schulthess, annonciateurs d'une rivalité qui ne facilitera pas le travail du gouvernement, ne tardent toutefois pas à se faire jour.

En tant que chef des finances fédérales, il s'attache surtout à assainir et équilibrer les finances publiques; en matière de politique monétaire, il s'efforce de garantir la stabilité du franc suisse par le maintien strict de l'étalon-or et de préserver la confiance dans la monnaie nationale. L'attractivité de la place financière suisse en dépend largement. Dès le début de son action

gouvernementale, le grand argentier de la Confédération s'en tient à l'orthodoxie libérale à laquelle il a été formé à la fin du XIXe siècle. L'orientation générale est clairement déflationniste. Porte-parole influent de l'aile économique du PCPS, il jouit également du soutien de larges secteurs de la droite radicale industrielle et financière. Tenant l'étatisme comme une étape importante vers le socialisme, il refuse de voir l'État s'occuper de tâches croissantes. Il n'en est pas moins prêt à faire quelques entorses à ses principes et à contribuer lui-même à augmenter les charges de l'État, notamment lorsqu'il s'agit de s'assurer le soutien des milieux agricoles et de conjurer la menace d'une entente rouge-verte par une politique de subventionnement qui leur est favorable. Il se montre plus intransigeant lorsqu'il faut rogner les dépenses consacrées à une bureaucratie qu'il n'aime guère. Au chapitre des concessions faites à la paysannerie, Musy se distingue par une hausse hardie des tarifs douaniers qui, tout en contribuant à l'assainissement des finances fédérales, permet aux milieux industriels et financiers de s'assurer l'appui du monde paysan, garant de la stabilité sociale et politique du pays à laquelle sont justement très attachés ces milieux. Profitant d'une position clé, il joue habilement de son sens politique pour amener paysans, industriels et financiers à s'entendre sur la nécessité d'un bloc bourgeois fort pour contrer le socialisme.

Au niveau politique, il s'affiche également à la tête de la lutte antisocialiste. L'homme du discours de 1918 fait de l'opposition à la gauche, qu'elle soit communiste, socialiste ou radicale socialisante, le centre de ses préoccupations. Antagoniste victorieux de l'initiative socialiste pour une imposition extraordinaire sur la fortune, il se montre également l'adversaire le plus acharné de toute reprise des relations avec la Russie soviétique. Le regain de tension entre radicaux et conservateurs-catholiques, conjugué avec l'arrivée au pouvoir du Cartel des gauches en France, lui fait craindre l'éventuelle création d'un bloc des gauches en Suisse dont la droite conservatrice ferait les frais. Inconcevable quelques années auparavant, la possibilité d'une coalition radicale-socialiste pousse Musy à prendre la tête de l'opposition la plus résolue à toute entente avec le socialisme. Sur ce terrain, il se retrouve avec les jeunes doctrinaires du camp conservateur-catholique qui jugent les pragmatiques du parti trop enclins à céder du terrain au libéralisme et au matérialisme. Il obtient également le soutien de toute une frange de la droite économique pour qui le socialisme représente la plus grande des menaces.

Durant la seconde moitié des années vingt, Musy a le vent en poupe. En tant que ministre des finances, il fait triompher l'équilibre budgétaire et la stabilité monétaire. Il réussit également à réduire la dette de la Confédération. De plus, dans plusieurs dossiers cruciaux, il parvient à imposer ses vues jusque devant le peuple, non sans parfois s'opposer à ses collègues du gouvernement. Sa première

année à la présidence de la Confédération en 1925 renforce considérablement son assurance. Et, entre 1927 et 1930, il se trouve à l'apogée de sa puissance politique. Il est à ce moment-là un des hommes politiques suisses les plus influents. En 1927, il parvient à mettre sous toit le nouveau statut des fonctionnaires. L'année suivante, encore choqué par le recul conservateur et la poussée socialiste enregistrés aux élections de 1925, il prend la tête d'une vaste offensive antisocialiste lors des élections au Conseil national d'octobre 1928. Soutenu par de larges milieux industriels et financiers, il crée l'Association suisse pour la solidarité économique, sorte de club très sélect préoccupé par la question sociale dont la seule réalisation vraiment concrète se résume finalement au financement de la campagne violemment antisocialiste qui précède les élections d'octobre 1928. Avec un certain succès puisque Musy et son équipe parviennent à freiner la marche en avant du socialisme et à consolider les positions conservatrices. Musy enregistre un succès supplémentaire le 3 mars 1929 avec l'adoption du nouveau régime du blé, puis un autre en décembre 1929 en contribuant fortement à barrer le chemin du Conseil fédéral aux socialistes. Cette période faste culmine le 6 avril 1930, avec l'acceptation de la révision du régime des alcools, une année où il est par ailleurs président de la Confédération pour la seconde fois.

L'ascension de Musy entre 1925 et 1930 s'observe sur trois niveaux. Premièrement au Conseil fédéral. Son influence ne cesse d'y croître, non pas que sa personnalité emballe ses collègues. Après avoir réfréné ses ardeurs, son naturel revient au grand galop vers le milieu des années vingt. Il fait mentir la tradition selon laquelle les angles des uns et des autres s'arrondissent avec l'exercice du pouvoir collégial. Doté d'une confiance rare en son bon droit, il foule de plus en plus aux pieds le principe de la collégialité, quitte à provoquer d'inquiétants blocages. Confrontés à cette forte tête — Schulthess n'est pas plus commode —, ses collègues doivent le prendre avec des pincettes, d'autant plus qu'il n'hésite pas à torpiller les projets gouvernementaux dont il ne veut pas.

Ensuite au sein du PCPS. Dès le milieu des années vingt, Musy pèse de tout son poids sur la politique du parti conservateur. Avec quelques autres ultras du parti, il sonne le réveil du camp conservateur pour le faire incliner à droite. Il endosse pratiquement une responsabilité de chef de parti, même si les ténors du courant pragmatique tiennent toujours bon.

Enfin au niveau du bloc bourgeois. Il se présente comme le rassembleur de la droite nationale intransigeante. Son cheval de bataille préféré: l'antisocialisme à tous crins, comme toujours. Parmi ceux qui pressentent déjà la nécessité de rénover l'État, autrement dit d'en limiter le caractère démocratique et libéral, certains se tournent peu à peu vers Musy, déjà bien acquis au principe d'une

démocratie plus disciplinée à la fin des années vingt. Car, loin de correspondre à une véritable détente sur le front politique, le retour de la prospérité dans la seconde moitié des années 1920 a engendré un malaise général tout d'abord indicible qui est devenu fortement perceptible à la fin de la décennie. L'embellie économique ne s'est-elle pas accompagnée d'une montée du matérialisme et de l'individualisme? Ne profite-t-elle pas finalement au socialisme dont le travail de sape consiste à ruiner les valeurs morales et spirituelles? Musy ne manque pas de se poser ce genre de questions et de s'inquiéter de la déliquescence des esprits à laquelle il est lui aussi persuadé d'assister. À ses yeux, le signe le plus inquiétant de ce déclin est sans doute le relâchement de l'alliance antisocialiste. Aussi, quand bien même il enregistre quelques-unes de ses plus grandes victoires entre 1925 et 1930, Musy raidit fortement ses positions idéologiques durant cette même période. C'est d'ailleurs à la fin des années vingt qu'il devient un partisan déclaré de la solution corporatiste et qu'il affiche un faible certain pour le fascisme italien. Anticomuniste ouvert à toutes les collaborations, il entre finalement dans le giron de la Ligue Aubert. À l'aube d'une nouvelle décennie, il est déjà bien acquis aux principes qui fleuriront avec la grande vague rénovatrice du début des années trente.

Lors du *troisième* moment, qui commence avec les turbulences de la grande crise économique, la dérive de Musy hors du cadre de la démocratie libérale se confirme insensiblement. Ministre des finances, il prône sans grand succès la déflation. Il ne parvient pas plus à redresser la barre en insistant sur les vertus du travail, la valeur de l'épargne et le retour à la simplicité des ancêtres. Se faisant l'écho des milieux industriels et surtout financiers, il ne cède rien sur le terrain du maintien du franc fort, présenté comme une incarnation des valeurs patriotiques. Fervent défenseur du fédéralisme et antiétatiste convaincu à une époque où l'orthodoxie libérale montre d'évidentes limites, il rechigne à engager l'État dans des interventions de grande envergure qui lui paraissent comme autant de pas faits en direction du socialisme. Ne craignant pas les contradictions, il soutient vouloir le bien des gens du peuple et, simultanément, prône la lutte contre l'État-social qui pourrait leur venir en aide, les anciennes solidarités, qu'elles soient familiales, corporatistes ou nationales, étant invoquées comme des panacées. La volonté de baisser les prix pour retrouver la compétitivité extérieure et celle de garder un franc fort pour sauvegarder l'attractivité de la place financière ne contribuent finalement pas à la relance de l'économie.

Dans cette période troublée, Musy s'use dans des luttes dont il aura finalement du mal à se remettre. Après avoir réussi à faire barrage à la loi fédérale sur l'AVS, non sans se retrouver une fois de plus en conflit avec Schulthess, partisan d'un

radicalisme étatisant, Musy essuie un sévère échec avec le rejet de la loi fédérale grâce à laquelle il espérait réduire les salaires du personnel de la Confédération. En 1932-1933, le fossé s'agrandit entre celui qui a longtemps réussi à s'appuyer sur les scrutins populaires pour mener une politique souvent opposée à celle de ses collègues du Conseil fédéral. C'est toutefois avec le parlement, où Musy n'est pas vraiment apprécié, que l'antagonisme semble être le plus profond.

Jugeant la démocratie parlementaire inadaptée pour surmonter la crise, Musy se brouille de plus en plus avec le système en place. Durant cette période, sa haine du communisme se cristallise encore un peu plus en une véritable obsession. Il le voit avancer masqué un peu partout, pas seulement chez les socialistes, mais également jusque dans le bloc bourgeois, à ses yeux trop souvent enclin à céder du terrain à la gauche.

Gagné par la fièvre rénovatrice, il en appelle à un renouvellement des institutions. Persuadé que le peuple aspire à un ordre mieux structuré et une démocratie plus disciplinée, il se lance dans une défense ferme du corporatisme. Il croit pouvoir s'appuyer sur une opinion largement partagée au sein de la population. L'installation de régimes autoritaires à l'étranger, l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne impressionnant tout particulièrement, et la montée des fronts en Suisse semblent lui donner raison. Sans adhérer à l'idéologie des fronts, le conservateur-catholique les rejoint sur plusieurs points. Il se montre également prêt à collaborer avec eux pour des raisons tactiques. Doté d'un flair politique qui lui a souvent permis de faire mouche au bon moment, il pense pouvoir récupérer pour son propre compte les aspirations rénovatrices qui se font jour jusqu'à l'extrême droite. Toutefois, loin d'envisager une Suisse gouvernée par les frontistes, il espère plutôt les utiliser comme une sorte de bélier pour écraser ceux qui rechignent à rénover la maison suisse. C'est dans ce contexte de durcissement idéologique auquel Musy n'échappe pas qu'intervient, le 22 mars 1934, sa démission du Conseil fédéral.

Certes, on ne saurait faire abstraction des autres causes, étroitement mêlées les unes aux autres, qui expliquent également cette sortie fracassante du gouvernement. Cette dernière résulte ainsi en partie de la fatigue physique et psychologique de Musy, de son caractère qui ne convient décidément pas au système collégial, de son antagonisme avec Schulthess, de ses nombreuses frustrations, comme celles causées par le manque de soutien du Conseil fédéral, du Parlement et même de son propre parti, ainsi que des rudesses que ses adversaires politiques ne lui épargnent pas. Toutefois, ces facteurs ne peuvent être mis sur le même niveau qu'une vision idéologique fermement établie lorsque l'on situe l'évènement du 22 mars 1934 dans la longue durée, en regardant en amont et en aval de ce moment bien précis. Plutôt empruntée à l'égard du parcours

biographique de ce conseiller fédéral, l'historiographie traditionnelle, avant tout et logiquement conservatrice, n'a jamais vraiment retenu la force de ses fondements idéologiques, ni même relevé la troublante continuité de certaines de ses relations. Elle a surtout privilégié les autres raisons, en particulier le conflit avec Schulthess dont Musy a, insiste-t-elle, finalement tiré la conclusion en démissionnant. Or, à ne pas tenir compte de son long dérapage idéologique, son intense activité après 1934 devient incompréhensible. Aurait-il eu la même trajectoire post-gouvernementale, s'il n'avait été en mars 1934 que fatigué par la lourdeur de sa tâche, en opposition avec Schulthess, frustré en tant que ministre des finances et dégoûté par d'incessantes attaques?

Sans nier le poids des motifs invoqués sur le moment, ni l'importance du tournant, il nous semble nécessaire de replacer l'événement du 22 mars 1934 dans une continuité beaucoup plus profonde et dans un raidissement des idées. Musy n'a pas eu deux destins, l'un avant sa démission, l'autre après. L'épisode de mars 1934, tout frappant soit-il, ne se comprend donc vraiment que lorsqu'on le resitue dans l'ensemble de la trajectoire de Musy, un conservateur tenté par les manières fortes, notamment depuis 1918, et dont les accointances avec les milieux hostiles à la démocratie libérale sont attestées bien avant mars 1934. Dès le début de sa carrière politique, il n'a d'ailleurs cessé de faire preuve d'un certain paternalisme autoritaire, certes dans le ton de l'époque, et d'un antisocialisme intolérant ouvert à d'inquiétants travers. Son penchant marqué pour la manœuvre politique, son attrait exagéré du pouvoir et son esprit revanchard n'arrangent rien. En posant un ultimatum à ses collègues du Conseil fédéral en mars 1934, Musy ne fait pas que tirer les conséquences de sa propre dérive idéologique; il tente manifestement un passage en force dont il espère ressortir avec un pouvoir accru. C'est toutefois le contraire qui arrive.

Après sa fausse sortie du Conseil fédéral, Musy se lance dans différentes initiatives qui montrent assez qu'il n'a pas abandonné ses ambitions politiques. L'inaction ne lui convient pas. À la recherche d'un nouveau terrain d'action, il tente de se placer à la croisée de la droite et de l'extrême droite dans l'espoir de la formation d'une coalition nationale. En vain. L'échec de la révision totale de la Constitution en 1935 donne un coup de frein brutal au mouvement rénovateur. Musy n'abandonne pourtant pas la partie. La même année, il se fait élire au Conseil national. Encore écouté à cette époque dans les milieux économiques et financiers, il est l'un des initiateurs principaux d'une organisation au nom révélateur: le Redressement national. Ce mouvement bourgeois d'opposition alliant libéralisme économique et conservatisme politique et social constitue un des premiers groupes de pression politico-économique en Suisse. Avec cette nouvelle association se confirme également le goût de Musy à créer des



organisations de combat qu'il cherche à placer, non sans penser à ses propres intérêts politiques, à la croisée des droites.

Durant ces premières années post-gouvernementales, Musy déploie également une grande activité sur le front européen, en particulier à partir de 1936 qui marque sans conteste une année tournante dans un itinéraire qui prend de plus en plus souvent le chemin de l'étranger. En effet, tout semble indiquer que l'heure de vérité a sonné pour l'Europe. Dans un contexte qui évolue à un rythme accéléré, le politicien fribourgeois adapte rapidement sa politique à la situation internationale. Annonceuse d'une bolchevisation du continent que Musy redoute plus que tout, la victoire des fronts populaires en Espagne et en France l'encourage à se rapprocher de l'Italie et de l'Allemagne qui, toutes deux, ne manquent pas de jouer sur la crainte du communisme et de la révolution pour accroître leur influence sur de larges secteurs de la droite conservatrice européenne, tout comme d'ailleurs l'URSS exploite la peur du fascisme pour sa propre cuisine. Musy n'échappe pas à la polarisation idéologique croissante que provoque la guerre d'Espagne dans le monde entier. Désormais, la défense de l'Europe le pousse à s'accommoder de la politique hitlérienne, pas seulement par obsession du communisme, mais aussi par inclination idéologique.

Le *quatrième* moment, qui correspond au dernier tiers des années trente, représente un temps charnière, un de plus, dans l'itinéraire de Musy. En effet, c'est durant cette période de redéfinition qu'il entre dans l'orbite allemande et perd irrémédiablement le contact, sans qu'il s'en rende d'ailleurs vraiment compte, avec des cercles qui l'ont longtemps soutenu. Le tournant est décisif. Sans doute une des plus importantes fissures dans la trajectoire de Musy.

Enclin à jouer sa carte personnelle, il bâtit peu à peu le réseau relationnel, hors protocole, avec les hauts dignitaires du régime nazi et les représentants du Reich en Suisse auxquels il liera son sort durant la Seconde Guerre mondiale. Ne portant pas vraiment la culture germanique dans son cœur, il n'en est pas moins prêt à collaborer avec la puissance montante du moment. Deux raisons principales à ce processus de satellisation, déterminant pour la trajectoire suivie pendant la guerre: d'une part la lutte anticommuniste sans borne que son Action nationale suisse contre le communisme mène en cherchant entre autres des collaborations à l'étranger; d'autre part, mûrie d'un fort esprit de revanche contre le régime en place en Suisse, l'aspiration toujours plus forte à l'instauration d'un ordre nouveau dans le pays, comme dans le reste de l'Europe. Homme à poigne, il ne cache pas son admiration pour les régimes autoritaires de Hitler et surtout de Mussolini, quand bien même toutes les facettes de ces régimes ne le séduisent pas. Plein de haine en tout cas pour les partisans du Front populaire, il tient toute

politique de résistance à l'Allemagne nazie, seul rempart, selon lui, solide en Europe contre les ambitions de Staline, pour une forme de soutien au communisme. Pacifiste de droite par conservatisme, peur du bolchevisme et désir de revanche sur une démocratie libérale et parlementaire qu'il juge toujours plus déclinante, Musy prend logiquement le parti de la conciliation au moment de la crise de Munich, dans la ligne d'un pacifisme dont il avait par ailleurs déjà fait preuve en 1936, au plus fort des débats concernant les sanctions contre l'Italie fasciste. Plutôt que de faire le jeu des communistes, il capitule devant les coups de force successifs des dictatures brunes. Dès 1938, l'opinion publique tient ce fer de lance de la politique d'apaisement envers Hitler pour un allié objectif du Reich.

Or, au moment où la menace nazie renforce en Suisse le regroupement au centre et l'intégration croissante des socialistes à l'État bourgeois, qu'il s'agisse par exemple du mouvement des Lignes directrices, de l'adhésion progressive du PSS à la défense nationale ou de la paix du travail, alors que la plupart des Suisses communit, non sans quelques ambiguïtés, aux valeurs patriotiques de la défense nationale spirituelle, l'anticommunisme jusqu'au-boutiste de Musy, qui inclut de fait la lutte contre tout socialisme ou toute tendance jugée socialisante et comprend la collaboration avec une extrême droite très minoritaire, ainsi que l'entente avec le nazisme, apparaît comme une stratégie maximaliste peu susceptible de rencontrer un large écho. L'éclatement en 1938 de l'affaire Riedweg, dont l'opinion publique suisse apprend la naturalisation allemande et l'engagement dans la SS, discrédite un peu plus Musy. Sa collaboration avec d'autres personnages pas moins douteux, la sortie de *La peste rouge*, film dont la mise au point dans les studios allemands ne tarde pas à être connue, et ses voyages en Allemagne soulèvent de nombreuses questions. Ses relations avec l'Allemagne, alors que la politique intérieure et surtout étrangère d'un Reich toujours plus agressif suscite les pires craintes en Suisse, le disqualifient finalement auprès d'une large majorité de citoyens helvétiques. Même dans le canton de Fribourg, longtemps fier de son premier conseiller fédéral, il suscite une forte désapprobation. Le revers cuisant qu'il essuie aux élections nationales de 1939 est lourd de signification. Beaucoup de ses anciens supporters ne croient plus à l'image d'homme entier qu'il s'était donné avec ses discours aux relents souvent populistes.

Si l'anticommunisme, aussi ancien que les premières traces de communisme, semble constitutif de la mentalité de très nombreux citoyens helvétiques, beaucoup moins sont prêts à prôner, à l'instar de Musy, l'instauration d'une Suisse autoritaire, mise de fait à la remorque des puissances de l'Axe, et une répression policière tous azimuts contre des citoyens exerçant leurs droits

démocratiques. Cela ressemble trop à ce qui se pratique dans les dictatures voisines. Une sorte d'alignement sur l'étranger qui ne peut que susciter le soupçon. Ses nombreux contacts avec l'Allemagne ne font que renforcer ce sentiment. Qu'il puise lui aussi dans le registre de la défense nationale spirituelle, toute équivoque soit-elle, ne suffit pas à redorer le blason de son patriotisme.

Très souvent en phase avec les attentes populaires jusqu'au début des années trente, Musy glisse un peu plus, dans la seconde moitié des années trente, dans les marges de la collaboration avec la droite extrémiste. Il se met ainsi toujours plus en porte à faux avec une tendance forte de l'histoire suisse qui voit le pays passer, certes souvent par une voie souvent sinueuse et non sans quelques crises, de la lutte des classes à la concordance ou, pour faire encore plus court, de la grève générale de 1918 à la Landi de 1939. En regard des développements ultérieurs de l'histoire helvétique, avec la mise en place de la formule magique dans les années de guerre froide et de haute conjoncture, c'est sans doute au chapitre de l'inéluctable rapprochement de la gauche démocratique et de la Suisse bourgeoise que Musy s'est montré le moins visionnaire.

Le cinquième *moment*, soit la période de la Seconde Guerre mondiale, révèle encore plus les ambiguïtés de Musy, s'activant tout d'abord à collaborer au nouvel ordre européen nazi avant de se lancer à la fin de la guerre dans des actions de sauvetage de victimes, notamment juives, du nazisme. Une fois de plus, il suit la courbe des événements, quitte à faire de grands écarts. Si les méandres de son caractère expliquent en partie cette gymnastique, elles ne sauraient faire oublier que ses retournements relèvent surtout de la logique de principes idéologiques ancrés au plus profond de son esprit.

Après avoir été quelque peu ébranlé par le pacte germano-soviétique et essuyé une défaite lourde de sens lors des élections au Conseil national de l'automne 1939, Musy redouble d'activité auprès des Allemands après la débâcle française de mai-juin 1940. Entre les tendances les plus opposées, le camp de la reconquête de l'honneur par la résistance *versus* le camp de la régénération par la collaboration à l'«Europe nouvelle», il se range clairement dans le second groupe. Car, dans la catastrophe française, il voit surtout une défaite du communisme et de ses anciens associés du Front populaire, ainsi qu'une chance pour l'Europe de se redresser sous le signe de l'ordre et de l'autorité, d'en finir avec les travers de la démocratie libérale et de liquider définitivement le communisme. Sur le mode de l'autoflagellation, il estime lui aussi que les erreurs passées doivent se payer. Qu'il parle de renouveau nécessaire, d'adaptation non moins essentielle ou de réalisme politique n'y change rien: Musy, le tribun fougueux dont l'image d'homme déterminé ne convainc plus, cède dès le début du conflit et plus encore

après la catastrophe française aux blandices de la capitulation. Selon lui, la paix en Europe est de loin préférable à la guerre, quand bien même Hitler mène une politique criminelle. Marqué par le souvenir des horreurs de 14-18, Musy se veut pacifiste au moment où déferle une nouvelle barbarie. Avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, il ne fait que porter à leur dernière extrémité les principes d'une politique défendue depuis plusieurs années.

L'émergence du régime de Vichy et l'entrée en collaboration de Pétain avec l'occupant nazi persuadent Musy que l'heure de la rénovation a également sonné pour la Suisse. Dans les chaleurs de l'été 1940, les rénovateurs défaits de 1935 se reprennent à espérer. La bourgeoisie conservatrice qui peine à faire des concessions au socialisme ne cache pas elle une sympathie toute particulière pour Pétain, alors qu'elle reproche à de Gaulle de semer la division. À droite, beaucoup pensent à cette époque que la Grande-Bretagne ne parviendra pas à infléchir le cours des événements. La puissance du Reich impressionne. Le moment semble être idéal pour entreprendre la rénovation intérieure qu'une partie de la droite helvétique appelle de ses vœux depuis plusieurs années. Une Suisse indépendante, conduite par un gouvernement fort, au milieu d'une Europe emmenée par l'Allemagne, quand bien même on n'aime guère cette dernière, voilà une idée largement partagée en été 1940 dans les milieux conservateurs suisses. Toutefois, même de ce côté-là de l'échiquier politique, on estime qu'il y a des limites à l'adaptation que Musy a manifestement dépassées.

C'est dans ce contexte de fièvre que l'ancien conseiller fédéral s'attache à revenir sur le devant de la scène avec un esprit de revanche à peine voilé à l'égard d'un régime qui n'a pas su récompenser ses mérites. Il est convaincu qu'il va pouvoir enfin régler de vieux comptes. Son come-back semble pourtant vouer à l'échec dès le départ tant le vide s'est fait autour de lui, sans qu'il l'ait d'ailleurs senti, depuis sa fausse sortie du Conseil fédéral et plus encore depuis son entrée dans l'orbite nazie. Il reste qu'il se lance avec la dernière énergie dans une sorte de campagne électorale entre la fin de 1940 et le début de 1941. Se présentant comme l'homme de la situation, le plus apte à promouvoir l'adaptation à l'«ordre nouveau», il entre en relations avec des membres du Mouvement national suisse dont quelques-uns revendiquent une intégration poussée de la Suisse à l'Europe allemande. Il trouve également quelques soutiens dans les milieux conservateurs romands où l'on a salué chaleureusement l'arrivée au pouvoir de Pétain. À la même époque, il tente de créer son propre mouvement de rénovation, La Nouvelle Suisse, et envisage la reprise de *La Jeune Suisse* pour lui donner de l'écho. Parallèlement à cette action menée sur le terrain national, Musy cherche à jouer un rôle d'intermédiaire entre Vichy et Berlin. Sa politique personnelle menée sur les plans national et international, alors qu'il ne possède plus aucun mandat

politique officiel, participe d'une même stratégie: la volonté de revenir aux avant-postes de la politique suisse. Cette accommodation active à la nouvelle Europe allemande frappe d'autant plus qu'elle intervient bien avant le retournement du Reich contre l'URSS en juin 1941. Au moment où Musy intensifie ses relations avec les nazis, il ne peut pas faire valoir le danger d'une défaite de l'Allemagne face à l'URSS qui signifierait la victoire du communisme partout en Europe.

L'attaque de l'Allemagne contre l'URSS donne une nouvelle dimension à la collaboration de Musy au nouvel ordre européen nazi. Obnubilé par la croisade contre le communisme, il adhère à la plupart des thèmes de la propagande allemande. À la tête de *La Jeune Suisse*, qui distille une sorte de «vichysme» à la sauce helvétique, il fait de la lutte contre le communisme un de ses principaux chevaux de bataille. C'est d'ailleurs avec cet hebdomadaire, dont la survie financière dépend essentiellement des avantages octroyés par Berlin, Rome et Vichy, que Musy se place, par rapport à l'étranger, dans un état d'assujettissement de plus en plus problématique qui n'est pas sans dégager quelques relents collaborationnistes. Il se croit patriote; il ne se rend pas compte que ses manœuvres menées avec des puissances étrangères à l'insu des autorités helvétiques n'ont finalement que peu à voir avec une défense honorable de la Suisse qui, malgré toutes ses ambiguïtés, reste la seule démocratie au milieu de l'Europe continentale. Loin d'être le Quisling auquel l'identifient ses détracteurs socialistes, Musy aurait bien pu devenir à ce moment-là, toutes proportions gardées, le Pétain ou plutôt le Laval d'une Suisse rénovée avec l'aide de l'étranger. L'interdiction d'exporter décidée par les autorités fédérales en mars 1943 signe finalement l'arrêt de mort de *La Jeune Suisse* et correspond à la fin définitive de tous les espoirs de Musy de jouer un rôle en vue dans la politique helvétique. Sentant le vent tourner après les succès anglo-américains en Afrique du Nord, dès la fin de 1942, et soviétiques à Stalingrad, au début de 1943, il est de plus en plus convaincu que l'Allemagne ne peut plus triompher de tous ses nombreux adversaires. Aussi, ayant beaucoup plus à perdre qu'à gagner de son maintien à la tête de *La Jeune Suisse*, il se dégage progressivement d'une entreprise qui n'a plus d'avenir. Il est trop intelligent pour n'avoir pas compris qu'il marche vers la catastrophe. Le vent de l'épuration qui souffle déjà sur les régions libérées de la France ne lui échappe pas. Sans jamais rien renier de ses convictions, il entreprend un repli stratégique.

Les sauvetages qu'il mène en 1944/1945 lui permettent de préparer un après-guerre qui ne s'annonce pas sous les meilleurs auspices. Lorsque les représentants d'une organisation juive orthodoxe lui demandent d'intervenir auprès des hauts responsables nazis qu'il connaît, Musy ne manque pas de saisir cette opportunité pour redorer son blason personnel. Craignant plus que tout le déferlement du

communisme sur l'Europe, il voit surtout dans l'action de sauvetage de Juifs l'occasion de rapprocher l'Allemagne et les Alliés occidentaux dans l'espoir qu'ils trouvent un terrain d'entente pour barrer la route au communisme. L'entreprise est toutefois vouée à l'échec. L'opposition des Anglo-Américains et les contradictions de l'appareil nazi la font échouer. Il était prévu de faire libérer tous les Juifs encore vivants dans les camps; un seul convoi de 1'200 personnes parviendra à sortir de l'enfer. Quant à la paix de compromis entre le Reich et les puissances occidentales, elle demeure une pure illusion.

Dans la biographie de Musy se reflète indiscutablement une grande partie de l'histoire suisse, voire européenne, du dernier quart du XIXe siècle et de la première moitié du XXe siècle. Une période de transition marquée par des ruptures brutales et l'émergence de phénomènes inédits que la droite conservatrice a subie comme une épreuve. Les errements de Musy dans l'orbite de l'un des régimes les plus criminels de l'histoire montrent assez qu'il ne parvint finalement que très partiellement à surmonter un des défis principaux de son époque: défendre la démocratie sans se compromettre avec l'une ou l'autre des barbaries du XXe siècle.

### **Entre démocratie et régimes autoritaires**

Une des grandes épreuves que Musy dut subir, en tant qu'homme politique, fut sans doute de se positionner face à la démocratie et aux régimes totalitaires nés de la Grande Guerre, d'une part le communisme soviétique, d'autre part le fascisme et le nazisme. Complémentaires et rivaux, les grands totalitarismes du XXe siècle ont entretenu des relations complexes d'action-réaction. Musy ne vit pas ce qui les rapprochait, le fascisme et le nazisme n'étant à ses yeux que les adversaires les plus résolus au communisme, alors que tous représentaient un danger mortel pour la démocratie. C'est un défi que le conservateur ne sut pas relever en cette ère des dictatures les plus meurtrières<sup>1</sup>.

Bien avant 1917, Musy est hostile à tout ce qui ressemble à du socialisme, hostilité par ailleurs très répandue et aussi ancienne que les premières manifestations de socialisme en Suisse. Toutefois, l'Octobre russe et les

---

<sup>1</sup> La question de la comparaison entre le communisme et le nazisme a donné lieu à un débat nourri. Voir entre autres F. FURET: *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris, Laffont/Calmann-Lévy, 1995, 580 p.; I. KERSHAW, M. LEWIN (ed.): *Stalinism and nazism. Dictatorships in comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 369 p.; F. FURET, E. NOLTE: *Fascisme et communisme*, Paris, Plon, 1998, 145 p.; H. ROUSSO (s.l.d.): *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999, 387 p.

explosions révolutionnaires de l'immédiat après-guerre provoquent chez lui une réaction de rejet d'une violence sans précédent. Désormais, il est fondamentalement hostile au socialisme et au communisme, les deux doctrines étant dans son esprit étroitement liées, voire assimilées l'une à l'autre. Sa radicalisation idéologique naît de la grande peur de 1918. Il pousse jusqu'à la caricature certains points du communisme, les déforme pour mieux les condamner. Les récits d'horreur antibolcheviques trouvent chez lui un terrain extrêmement fécond.

Dans son esprit et selon ses valeurs, s'opposent ainsi sur un mode binaire réducteur le bien et le mal, le vrai et le faux: la tradition contre la révolution, l'ordre contre le chaos et l'anarchie, la propriété et l'initiative privées contre le collectivisme et la bureaucratie, le libéralisme économique contre l'interventionnisme étatique, la patrie contre l'internationalisme, la religion contre l'athéisme, la communauté nationale et la famille contre l'individualisme, le mérite personnel contre l'égalitarisme, l'Europe contre l'Asie, la civilisation contre la barbarie. Peu enclin aux jugements nuancés et aux remises en question, Musy ne porte jamais beaucoup plus loin la réflexion sur le communisme et les gauches en général. Contre la menace du communisme et de sa variante socialiste, il ne prétend que réagir, dans une lutte purement défensive, imposée de l'extérieur.

Il reste que Musy perçoit très vite, dès 1918, le caractère criminel du régime mis en place par Lénine<sup>2</sup>. En dénonçant la terreur comme mode de gouvernement et la violence systématique pratiquées par les bolcheviques dès leur arrivée au pouvoir, il se montre sans aucun doute plus clairvoyant que beaucoup d'autres contemporains sur le régime soviétique. Sur ce point, l'histoire lui donne raison. Il ne faudrait toutefois pas croire que la justesse de son jugement lui vient ici seulement d'un rationalisme de bon aloi, d'un sentiment démocratique et libéral affirmé ou d'un humanisme éclairé. Rapide à critiquer le communisme et à percevoir ses côtés les plus sombres, Musy admire plusieurs facettes du fascisme italien dès la seconde moitié des années 1920, puis se montre très complaisant à l'égard du nazisme dès le milieu de la décennie suivante. Ce déséquilibre dans la perception de deux régimes également criminels, d'une part communiste, d'autre part nazi, indique bien l'inclination idéologique de Musy et la faiblesse de ses convictions démocratiques. Condamner le communisme et s'accommoder du fascisme constitue au demeurant une caractéristique partagée par de larges secteurs de la droite conservatrice européenne.

---

<sup>2</sup> Sur la question de la violence d'État exercée par les bolcheviques dès leur prise du pouvoir, voir la synthèse de N. WERTH: «Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union soviétique», in S. COURTOIS (e.a.): *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Laffont, 1997, pp. 43-295.

Les fascistes et les nazis ont su à merveille exploiter la peur du bolchevisme pour accéder au pouvoir et justifier certaines de leurs actions. Dans le cas précis qui nous intéresse — mais cela est aussi valable de manière plus générale —, il serait toutefois très insuffisant de ne voir dans l'entrée de Musy dans l'orbite du fascisme et du nazisme qu'un sous-produit de sa réaction contre le communisme, comme il se serait d'ailleurs trop simple d'expliquer son anticommunisme sans avoir toujours à l'esprit les crimes commis au nom du communisme. En fait, aussi loin que remontent les sources, ce conservateur a milité en faveur d'une «démocratie disciplinée» et, au sortir de la Grande Guerre, il se découvre de nombreuses affinités, en germe depuis plusieurs années, avec une droite plus musclée. Suit une dérive idéologique qui l'amène peu à peu à mettre en cause la démocratie même.

Très présente chez Musy, l'horreur du communisme n'explique en effet pas tout car, indépendamment de la peur, souvent mauvaise conseillère en politique, la raison de son rapprochement avec la droite autoritaire est plus profonde: elle tient à l'assimilation même de plusieurs postulats de cette tendance politique, tels qu'un besoin inextinguible d'ordre, un goût marqué pour les solutions autoritaires et les hommes à poigne, l'admiration pour la force, l'exaltation de la communauté nationale et l'exécration du cosmopolitisme. La volonté de redresser et de rénover le pays dans le cadre d'une «démocratie disciplinée» lui ont fait finalement perdre de vue l'essence même de la démocratie. Sa trajectoire, marquée par de fortes continuités, s'enracine au demeurant dans des traditions de la droite bien antérieures à toute menace bolchevique. En outre, tous les anticommunistes n'ont pas dérivé vers l'extrême droite; beaucoup même l'ont combattue.

Tout ce que l'anticommuniste de la première heure a dénoncé sans l'avoir forcément vérifié s'est révélé être en grande partie vrai. Aujourd'hui plus personne ne peut nier la réalité des crimes commis au nom du communisme depuis Lénine et Staline. Certes, dans les années qui ont suivi l'Octobre russe, ni les massacres, les famines et les déportations de populations entières, ni les grandes purges et les procès fabriqués, ni le goulag n'étaient ignorés par ceux qui étaient prêts à s'informer. Toutefois, cette clairvoyance sur les atrocités du communisme, qui ne peut être bien entendu réduit à cette seule dimension de la criminalité, ne s'accompagne pas chez Musy de la même lucidité à l'égard de la barbarie nazie qui, elle aussi, était connue de ceux qui voulaient bien ouvrir les yeux. Son inclination idéologique ne le poussait pas à être aussi critique à l'égard d'un allié. Bien plus, son anticommunisme forcené et ses penchants marqués très à droite tendaient eux-mêmes bien souvent à se confondre avec de l'extrémisme. Sans aller nécessairement aussi loin que lui dans l'adaptation au Reich, nombre de conservateurs européens ne comprirent d'ailleurs pas plus que Hitler n'avait



pas pour seul projet d'éliminer le communisme et le socialisme: le nazisme représentait également une menace fatale pour l'ordre moral et social auquel ces conservateurs étaient attachés. Brouillés avec la démocratie, ils l'abandonnèrent pour mener leur contre-révolution et leur rénovation nationale. Leur rêve tourna court. Loin d'entrer dans l'ère post-libérale qu'ils appelaient de leurs vœux, ils donnèrent la main à des idées qui devaient aboutir à une des plus grandes catastrophes de l'époque contemporaine.

Confronté à deux idéologies totalitaires, Musy choisit de collaborer avec l'une pour combattre l'autre, alors que toutes deux voulaient la mort de la démocratie et menaient à l'abîme. L'auteur et les lecteurs de cette étude auraient-ils agi autrement? Alors que d'autres dangers montent en puissance et que d'autres catastrophes ont lieu, la leçon de l'histoire mérite d'être retenue: «Le savoir vaut mieux que l'ignorance; l'histoire, que la légende. Autant de vérités d'évidence qui valent d'être rappelées lorsque l'ignorance et la légende engendrent l'intolérance raciale et favorisent le retour des illusions et des inepties du fascisme.»<sup>3</sup> L'enseignement vaut sans doute aussi pour les conservateurs qui, rivés au redressement national autoritaire qu'ils appelaient de leurs vœux, ont souvent joué un rôle important dans l'arrivée au pouvoir du fascisme.

---

<sup>3</sup> I. KERSHAW: *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, 1997 (1985 pour la 1<sup>ère</sup> version en anglais), p. 427.



## BIBLIOGRAPHIE

### A. Sources

#### 1. Sources non publiées

##### 1.1. Suisse

##### 1.1.1. Archives fédérales, Berne (AF)

###### *Chancellerie fédérale*

- E 1004 1 Procès-verbaux du Conseil fédéral, 1919-1934 (consultation partielle)  
E 1005 2 Procès-verbaux secrets du Conseil fédéral, 1919-1934 (consultation partielle)  
E 1010 (A) 2 Dossier personnel de J.-M. Musy, vol. 2  
E 1301 I Procès-verbaux des délibérations du Conseil national, 1914-1939 (consultation partielle)

###### *Département politique*

- *Division des Affaires étrangères*
  - 17 – *La peste rouge* (film anticommuniste)
  - 21 – Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus
  - 10 – *La Jeune Suisse*, Wochenzeitung, Genf – Presseagentur Telepress, Genf
  - 38 – Musy Jean-Marie, alt-Bundesrat, Fribourg (Auslandsreisen)
  - 175 – notamment sur Benoît Musy et diverses actions de sauvetages de Juifs en 1944/1945
  - 229 – Musy, Jean-Marie / alt-Bundesrat und Sohn (Diplomaten- und Dienstpässe)
  - 8/197 – Grundsätzliche Auseinandersetzung über schweizerisch-deutsche Pressebeziehungen zwischen der Gesandtschaft in Berlin und dem Departement, September/Oktober 1940 (im Zusammenhang mit Beobachtungen von alt-Bundesrat Musy)
- *Handakten Bundesrat Max Petitpierre*
  - 18 – Jean-Marie Musy, 1940-1961
  - 8 – notamment sur Musy
- *Handakten Botschafter Edouard de Haller*
  - 1-2 – notamment correspondance en rapport avec l'«affaire Musy» (sauvetage de Juifs 1944/1945)
- *Handakten Bundesrat Marcel Pilet-Golaz*
  - 4 – notamment sur Musy
  - 5 – *La Jeune Suisse* («weniger interessant», 1941-1942)

###### *Département de Justice et Police*

- *Secrétariat du Département (Magistratur Bundesrat Johannes*

- Baumann)*  
E 4001 (B) 1970/187 4 – notamment sur Musy
- *Secrétariat du Département (Magistratur Bundesrat Eduard von Steiger)*
- E 4001 (C) 1 65 – notamment sur *La Jeune Suisse*  
E 4001 (C) 1 265 – Vorsteher und Departementssekretariat, 1941-1951
- *Division de Police, enregistrement central*
- E 4260 (C) 1974/34 108 – notamment sur les réfugiés de Bergen-Belsen et Theresienstadt
- *Ministère public de la Confédération*
- Tous les dossiers consultés et cités dans les notes ne sont pas mentionnés ci-après. Nous n'avons retenu que ceux consacrés directement à Musy et à ses activités, ainsi que les dossiers tenus sur le compte du MNS qui permettent de mieux cerner les relations de Musy avec un mouvement auquel n'a pas encore été consacrée une étude historique spécifique.
- E 4320 (B) 1968/195 27, C.2.33 – Jean-Marie Musy, Action nationale suisse contre le communisme  
E 4320 (B) 1968/195 52-58, C.2.10025 – Nationale Bewegung der Schweiz, Mouvement national suisse  
E 4320 (B) 1968/195 69, C.2.10049 – La Nouvelle Suisse, Vereinigung Jean-Marie Musy  
E 4320 (B) 1974/47 127, C.8.18 – Zensurkarte Nr 7025/9205 (*La peste rouge*)
- *Division Presse et Radio*
- E 4450 196 – *La Jeune Suisse*  
E 4450 1174 – *La Jeune Suisse*  
E 4450 6214 – *La Jeune Suisse*  
E 4450 6531 – *La Jeune Suisse*  
E 4450 6892 – Telepress S.A., Pierre Golay
- *Secrétariat de Direction (Handakten Heinrich Rothmund)*
- E 4800 (A) 1967/111 110 – Jüdische Flüchtlinge aus Theresienstadt
- Département militaire*
- *État-major personnel du Général Guisan*
- E 5795 437 – notamment sur les activités de Musy à la fin de l'année 1940
- Fonds de matière – Affaires militaires*
- E 27 / 9943 Meldungen und Berichte von Hptm Waibel aus Deutschland, 1940  
E 27 / 9945 Fotos mit Himmler an der Schweizergrenze im Juli 1940  
E 27 / 11216 Nationalsozialist. Organisation  
E 27 / 14381 Reise von Alt-BR Musy nach Frankreich (Vichy) betr. die Zeitung *La Jeune Suisse*, 1942  
E 27 / 15067 Berichte über deutsche Forderungen zur Ersetzung von General Guisan durch Oberstkdt Wille und der BR Celio und Baumann durch C. Bürckhardt und alt-Bundesrat Musy, 1940 (Unterlagen zur Ausarbeitung des Berichtes des BR zum Generalsbericht [nicht registrierte Geheimakten von BR Minger und BR Kobelt], 1939-1944)
- Fonds privés*
- J.I.1 *Giuseppe Motta*  
5/086 – Charles Haegler vom Nouvelliste Valaisan in St-Maurice. Über die Haltung von Bundesrat Musy, 1935  
5/149 – Rapport des Chefs des EFZD an das JPD über das «Attentat» des R. Schoch gegen Bundesrat Musy am 16.6.1932.

- J.I.6 *Edmund Schulthess*  
 J.I.6.1:  
 1 – Bundesrat J.-M. Musy, 1922-1924  
 2 – Office cantonal du Chômage, Fribourg, Subventionierung eines Chalets von Bundesrat Musy mit Arbeitslosenkrediten, 1923  
 J.I.6.2:  
 1/3 – Demission der Bundesräte Musy und Häberlin, 1934  
 1/4 – Einmischung von Bundesrat Musy in dienstliche Angelegenheiten seines Sohnes, 1933-1934
- J.I.38 *Jean-Marie Musy*  
 41-45 A. Persönliches, 1906-1951  
 46-52 B. Staatsbankaffäre Fribourg, 1910-1936  
 1-28, 53-88 C. Bundesratszeit, 1919-1934  
 89-101 D. Nach-Bundesratszeit, 1934-1952  
 29-39, 102-120 E. Reden, 1915-1944  
 40, 121-122 F. Presseartikel, 1910-1940
- J.I.108 *Rudolf Minger*  
 797 – Eidgenössisch-soziale Arbeiter-Partei, Zürich, 1938  
 803 – Eidg. Aktionskomitee für die Wehranleihe, Bern, 1936  
 804 – Eidg. Aktionskomitee für die Wehrvorlage, Bern, 1935  
 879 – Haas Samuel, Direktor SMP, Bern, 1933-1952  
 937 – König Richard, Prof., Schweiz. Bauernsekretariat, Brugg, Bern, 1918-1940  
 1006 – Jean-Marie Musy, Bundesrat  
 1029 – Paneuropa-Union  
 1056 – Riedweg Franz, Dr. med., Luzern, 1934-1938  
 1104 – Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus, 1937  
 1217 – Wechlin H., Dr., Redaktor des Berner Tagblatt, Bern, 1930
- J.I.118.2 *Karl Scheurer*  
 Tagebücher, 1919-1929
- J.I.131 *Walter Stucki*  
 47 – Berichte von Stucki über Reisen von alt BR Musy nach Frankreich, 1940-1942  
 48 – Berichte Stuckis über angebliche deutsch-französische Pläne einer Teilung der Schweiz im Falle eines deutschen Sieges, 1942-1944
- J.I.250 *Roland Cosandey*  
 1996/10 – film *La peste rouge*, version française
- J.II.181 *PCPS (CVP)*  
 23 – Sitzungen des Leitenden Ausschusses, 1920-1945  
 26 – Ein- und ausgehende Korrespondenz (Generalsekretariat), 1920-1945  
 27 – Parteitage, 1922-1938  
 42 – Jahrbücher, 1922-1967  
 151 – Sitzungen, Tagungen, usw. (Junge CVP), 1927-1940.
- 1.1.2. Archives de l'État de Fribourg, Fribourg (AEF)**  
*Conseil d'État*  
 CE I 45 – CE I 101 Registres des délibérations du Conseil d'État, 1846-1901 (consultation partielle)  
 CE I 103 – CE I 136 Protocoles du Conseil d'État, 1902-1935 (consultation partielle)

<i>Grand Conseil</i>	
GC IV 2	État nominatif des députés au Grand Conseil, 1882-1886
—	Registre des délibérations du Grand Conseil, 1843-1847
<i>Direction des Finances</i>	
DFa 84 – DFa 91	Affaire Eggis I-VII, 1912-1933
DFa 192 – DFa 197	Banque de l'État I-VI, 1911-1925
<i>Direction de l'instruction publique (DIP)</i>	
—	École secondaire, Romont, 1885-1933
—	État des écoles de perfectionnement, Gruyère, 1881-1886
—	École régionale de Neirivue (cercle scolaire de Neirivue)
V. 9	État nominatif des instituteurs et institutrices du canton, 1868-1923
—	Joseph Tena: dossier n° 718
<i>Direction militaire</i>	
DM Ib 302	Section d'Albeuve, Contrôle matricule de la commune d'Albeuve (1 registre)
<i>Généalogies</i>	
Généalogie	Musy de Grandvillard, Généalogies diverses 321 (enveloppe)
Fonds Schneuwly	X12: Musy (dossier)
—	Famille M. (classeur)
<i>Recensements</i>	
DI IIa	Farvagny-le-Grand, vol. 44, 1842
DI IIa	Albeuve, vol. 53, 1850
DI IIa	Enney, vol. 96, 1860
<i>Paroisses</i>	
RP 157	• <i>Registres de la paroisse de Grandvillard</i> Baptêmes, 29.06.1762-15.12.1838
RP 158	Baptêmes, 22.02.1839-05.08.1850
RP 159	Mariages, 12.10.1762-29.04.1850
RP 160	Décès, 28.08.1762-09.08.1850
RP 318	• <i>Registres de la paroisse d'Albeuve</i> - Baptêmes, 28.09.1802-04.09.1877 - Mariages, 00.00.1802-23.11.1874, 13.08.1804-18.11.1876 - Décès, 00.00.1841-20.11.1875, 05.03.1800-21.11.1875
RP 319	Mariages, 00.00.1745-23.11.1874
RP 320	Décès, 21.02.1800-20.11.1875
RP 370	• <i>Registres de la paroisse de Farvagny-le-Grand</i> Baptêmes, 25.08.1840-06.01.1851
RP 372	Décès, 7.1761-28.12.1850
Microfilm 6519	• <i>Registres de la paroisse de Gruyères</i> Décès, 01.01.1876-05.12.1881
<i>Parti conservateur fribourgeois</i>	
Cartons de documents non classés et non répertoriés:	
Carton 1-3	I-III – Procès-verbaux, correspondance, journaux (1921-1939)
Carton 4-6	IV-VI – Procès-verbaux, correspondance, règlements, membres, journaux, élections, votations (1921-1936)
Carton 7-10	VII-X – Élections, journaux (1935-1943)
Carton 11-13	XI-XIII – Succession Motta (1940); statistiques; élections au Conseil national (1921-1931); statuts, programmes, règlements (1921-1956)

*Fonds Jean-Marie Musy*

- 1 carton:
- 11 enveloppes (coupures de presse)
  - 1 enveloppe (correspondance relative à la fête à Albeuve, le 11.1.1920; vente d'immeubles et de terrains à la commune d'Albeuve, 1921)

*Chroniques*

Chronique 112<sup>I-V</sup>

BOCHUD Rodolphe: *Chronique scandaleuse des divisions survenues dans le sein du parti conservateur de la Gruyère à la fin du XIX<sup>me</sup> siècle*, 1892-1914. Cinq cahiers dactylographiés, 44, 47, 47, 52 et 55 p., remis par testament aux Archives en 1944 avec l'interdiction de consultation avant 50 ans.

*Brochures*

Carton 16<sup>II</sup>

Carton 16<sup>III</sup> bis

*Projet de loi sur l'impôt*, (Fribourg, 1919).

OBERSON François: *Rapport présenté le 3 février 1919 sur la fondation d'un organe catholique destiné à combattre le socialisme et auquel on donnerait le nom de: "Les échos du Ranft"*, 11 p. dactylographiées.

**1.1.3. Archives de l'Évêché de Lausanne, Genève et Fribourg, à Fribourg (AEvF)**

- Quaesita, 1879-1881
- Quaesita, 1892-1900
- Visites pastorales, 1880-1907
- Ec. 17 Pensionnat Saint-Charles, 1884-1945
- Ec. 19 Ecole Secondaire de la Glâne, (1883-1942)
- X.S.2 Petit Séminaire Saint-Charles Romont, (1954-1974)
- D 38 Communisme
- D 40 *Courrier de Genève*, 1941-1945
- D 58 La Nouvelle Suisse
- Laïcs M. Musy

**1.1.4. Bibliothèque cantonale et universitaire, Fribourg (BCU)**

Généalogies Hubert de Vevey: Musy (de Romont)

**1.1.5. Archives littéraires suisses, Berne (ALS)**

*Fonds Gonzague de Reynold*

- *Correspondance*
  - Corr. cop. I-XXV Copies de lettres de Gonzague de Reynold, 1900-1952
  - Corr. aut. 32 Correspondance classée par auteur
- *Articles, conférences, études*
  - Ace 20 Articles et documents d'après-guerre, 1919-1924
  - Ace 32 Articles et discours politiques, 1922-1931
  - Ace 58 Articles sur la Suisse et la crise, conférences, documents, 1934-1938

Action 1-3	• <i>Action</i> Nouvelle Société Helvétique, 1911-1966
Action 6-8	Question du Vorarlberg, 1919-1921
Action 51	Mission au Portugal, 1935
Doc. 1-7	• <i>Documents</i> Documents sur le bolchévisme, 1919-1939
Doc. 8bis	Documents sur le vote du 3.12.1922
Doc. 21,2-22,1	Russie. Bolchévisme, 1933-1951
Doc. 22,2-3	Suisse 1919-1939. Concerne surtout les mouvements de rénovation nationale

### **1.1.6. Bibliothèque publique et universitaire, Genève (BPU)**

#### *Papiers Jean Martin*

Ms. fr. 4973 ff. 260-264 – correspondance adressée à Jean Martin par Jean-Marie Musy

#### *Archives Daniel Baud-Bovy*

Arch. Baud-Bovy 32 f. 466 – correspondance adressée à Daniel Baud-Bovy par Jean-Marie Musy

#### *Archives de l'Entente Internationale Anticomuniste (EIA)*

Documents non classés et non répertoriés:

Suisse, Divers	J.-M. Musy, 1929-1939
Suisse	fin 1935-1936
Suisse	1936
Suisse	1937
Suisse	1938
Suisse	1939
Suisse	1940
Procès-verbaux	1933-1937
Procès-verbaux	1938-1941
Procès-verbaux	1941-1945

### **1.1.7. Archiv für Zeitgeschichte der ETH, Zürich (AfZ)**

#### *JUNA-Archiv (Jüdische Nachrichten des Schweizerischen Israelitischen Gemeindebundes)*

Anpassung/Anfälligkeit: Jean-Marie Musy  
 Frontismus/Landesverrat: Franz Riedweg u. Cons.  
 CH/Rettungsaktionen: Rettung v. 1'200 Juden aus Theresienstadt (Musy-Aktion) 1945

#### *Bestand Nürnberger Prozesse*

Fall XI Wilhelmstrassen-Prozess:  
 11.5.4.4.3.3 – Aktion mit BR Musy zur Rettung von Juden 1944;  
 Memorandum des Vaad Hahatzala Emergency Committee, Montreux,  
 17.11.1948

#### *Einzelbestand Franz Riedweg*

1-5 Un dossier.

#### *Fotos Nelly de Quevedo-Schulthess*

Fotosammlung, v.a. zu Bundesrat Edmund Schulthess

#### *Historisches Archiv des Redressement National (RN)*

1 Vereinsangelegenheiten  
 1.1 Verwaltungsakten  
 1.1.1 1936-1948 Gründungsakten und Zeitungsausschnitte



1.1.2	1936-1946	Ausschussprotokolle, Mitgliederlisten, Korrespondenzen
1.1.4	1937-1993	Präsidialkorrespondenz
1.1.6	1936-1956	Tagebücher
1.1.8	1936-1962	Geschäftsstelle Genf
1.2		Vereinsgeschichte
1.2.1	1939-1961	Bibliothekliste, Unterlagen

*Kopienbestand Archivio Centrale dello Stato, Rom (ACS)*  
 25.B 460 / 25.2 Ministero della Cultura Popolare (MCP)

*Nachlass Fritz Bigler*  
 IX Sachdossiers 41 – Initiative zur Bekämpfung der wirtschaftlichen Krise und Not (Kriseninitiative)

*Nachlass Heinrich Büeler*  
 9 Strafprozess Bundesanwaltschaft gegen Franz Riedweg, Heinrich Büeler und Konsorten, Luzern 4.-20.12.1947  
 10.3 Schriftsätze H.B. zu seiner Verteidigung: Waffen-SS  
 17 Korrespondenzen und Personendossiers: Franz Riedweg

*Nachlass Gustav Däniker*  
 IX Korrespondenz 80.167 – Korrespondenz Schweiz (Jean-Marie Musy)

*Nachlass Paul Gentizon*  
 1-7 Un volume.

*Nachlass Rudolf Grob*

<i>I</i>	<i>Schweizerische Vereinigung für wirtschaftliche Solidarität</i>
1	Gründung, Organisation
2	Tätigkeit
3	Korrespondenzen Rudolf Grob
4	Diverse Korrespondenzen
5	Diverses
<i>II</i>	<i>Bund für Volk und Heimat (BHV)</i>
6	Gründung, Satzungen
7	Bundesvorstand und Bundesobmannschaft
8	Bundes-Geschäftsstelle Bern
9	Kommissionen
10	Vertrauensmänner-Versammlungen
11	Bundestagung
12	Kantonale Obmannschaften
13	Bezirksobmannschaften Kanton Zürich und Stadt Zürich
14	Einzelne Sachfragen
15	Beziehungen zu anderen politischen Gruppierungen
16	Personendossiers
17	Korrespondenzen Rudolf Grob
<i>IV</i>	<i>Diverses</i>
23	Aktionsgemeinschaft Nationaler Wiederaufbau, Redressement National
25	Nationale Bewegung der Schweiz
26	Schweizer Heimatwehr

*Nachlass Rolf Henne*  
 VII Personen- und Sachdossiers 33.19 – Jean-Marie Musy, a.Bundesrat

*Nachlass August Rudolf Lindt*  
 VIII Personendossiers 79 – Jean-Marie Musy, a.Bundesrat

*Nachlass Hans Konrad Sonderegger*

Correspondance adressée à Jean-Marie Musy par Hans Konrad Sonderegger, 1932-1933

*Personalakten. Zeitungsausschnitte*

Jean-Marie Musy

*Records of the German Foreign Office received by the Department of State / Akten des Auswärtigen Amtes, Berlin (RG 242 Series T 120)*

Microfilms de fonds déposés aux National Archives and Records Administration, Washington:

MF 246 Sozialismus, Bolschewismus, Kommunismus usw. in der Schweiz  
(Polit. Abt. V, Po 19, Schweiz)

MF 2461 Alt-Bundesrat Musy (Gesandtschaft Bern, Pol. 3, Nr. 2a)

### **1.1.8. Zentralbibliothek, Luzern (ZBL)**

*Nachlass Heinrich Walther*

Ms N 84 Ms 79 *Bundesratswahlen vor und hinter den Kulissen während den zwanzig Jahren meines Fraktionspräsidiums, 71 pages dactylographiées*

Ms N 84 Bc 50 Heinrich Walther - Hermann Cavelti

Ms N 84 Bc 105 Heinrich Walther - Samuel Haas

Ms N 84 Bc 199 Heinrich Walther - Jean-Marie Musy

Ms N 84 Bc 230 Heinrich Walther - Albert Riedweg

Ms N 84 Bc 301 Heinrich Walther - Franz Wäger

### **1.1.9. Archives du Comité International de la Croix-Rouge, Genève (ACICR)**

*Série G 44: Otages et détenus politiques 1939-1952*

G 44/13 Otages et détenus politiques en Allemagne

G 44/Sec Secours aux otages et détenus politiques

G 44/C.P. Cas particuliers (de toutes nationalités)

*Série G 59: Israélites, 1939-1961*

G 59/2 Secours et questions de principe

G 59/3 Camps

G 59/4 Appels

G 59/6 Haut-Commissariat pour les réfugiés

G 59/7 Organisations israélites (et autres organisations)

G 59/8 Déportations

G 59/12 Visites de camps et ghettos

### **1.1.10. Archives du Congrès juif mondial, Genève**

Une note sur un entretien de Kubowitzki et Riegner avec Sternbuch et son groupe à Montreux, le 25.2.1945, transmise par Gerhart M. Riegner.

### **1.1.11. Staatsarchiv des Kantons Thurgau, Frauenfeld (STATG)**

8'611'0-8'611'1 Bundesrat Heinrich Häberlin, Tagebücher

### **1.1.12. Archives historiques de la République et Canton du Jura, Porrentruy (ARCJ)**

*Fonds Jean Chappuis, 54 J*

54 J 36 Assemblée du Parti démocratique catholique du canton de Berne à

	Bassecourt, 26.5.1935
54 J 37	Exposition contre les Sans-Dieu et le marxisme, Delémont, septembre 1936
54 J 38	Manifestation patriotique contre le Front populaire bolchevique, prévue aux Rangiers et transférée à Porrentruy, octobre 1936
54 J 39	Congrès des Jeunesses conservatrices à Fribourg, 30.7.1939
54 J 41	<i>La Jeune Suisse</i> , correspondances, 1936-1941
54 J 42	<i>La Jeune Suisse</i> , correspondances, 1943-1945
54 J 43	<i>La Jeune Suisse</i> , correspondances avec les Éditions J.-F. Chastellain, Lausanne, 1943-1944
54 J 44	<i>La Jeune Suisse</i> , dossier Presse et Radio, 1941-1943
54 J 45	<i>La Jeune Suisse</i> , liste d'abonnements, refus du journal en 1939, 1939
54 J 46	<i>La Jeune Suisse</i> , compensation, banque
54 J 47	<i>La Jeune Suisse</i> , Annonces Suisses S.A., factures, 1938-1942
54 J 48	<i>La Jeune Suisse</i> , décomptes, 1936-1940
54 J 49	<i>La Jeune Suisse</i> , factures, 1937-1942
54 J 59	Action nationale suisse contre le communisme, correspondances, appels, coupures de presse, 1936-1939

### **1.1.13. Cinémathèque suisse, Lausanne**

*Die rote Pest*, 1938, film: version en langue allemande; ainsi qu'un dossier en rapport avec le film

### **1.1.14. Archives du Collège Saint-Michel, Fribourg**

Grand registre d'élèves (sans titre)

Cahiers du recteur:

- 7 avril 1891 - 27 décembre 1893, n° 5
- 1<sup>er</sup> janvier 1894 - 5 janvier 1897, n° 6
- 6 janvier 1897 - 26 décembre 1899, n° 7

Copie de lettres:

- 28 juin 1890 - 18 février 1892
- 25 novembre 1893 - 7 février 1896
- 10 février 1896 - 2 juin 1898

### **1.1.15. Archives de la faculté de droit de l'Université de Fribourg (AFD)**

Doctorandenbuch - Band I

Enveloppe «Musy n° 19»

### **1.1.16. États civils**

Ont été consultés les états civils d'Albeuve (à Lessoc), de Besencens (à Saint-Martin), d'Enney (à Gruyères), de Fribourg et de Grandvillard (à Estavannens).

### **1.1.17. Paroisse d'Albeuve**

Registre des naissances de la paroisse d'Albeuve, 1876

### **1.1.18. Commune d'Albeuve**

Séances du conseil communal, (1876-1893)  
Séances du conseil communal, (1894-1919)

Protocole des assemblées communales, 1876-1911  
Protocole des assemblées communales, (1912-1954)

### **1.1.19.                    Registre foncier de la Gruyère, Bulle**

Cadastre de la commune de Neirivue, 1874  
Répertoire du cadastre de la commune d'Albeuve, (s.d.)  
Répertoire des propriétaires. Albeuve, (s.d.)

### **1.1.20.                    Archives privées**

*Papiers Jean-Joseph Thédy, Enney*  
Documents non classés et non répertoriés

*Papiers Fred de Diesbach*  
Documents non classés et non répertoriés, transmis par Benoît de Diesbach de Belleroche à Bertrand Tappolet, à Chêne-Bougeries (Genève)

## **1.2.                        Allemagne**

### **1.2.1.                    Politisches Archiv des Auswärtigen Amts, Bonn (PA)**

*Büro des Staatssekretärs*

R 29827                    • *Aufzeichnungen des Herrn Staatssekretärs über Diplomatenbesuche*  
Bd 2, Fiche-Nr. 1509-1513, A-K, 1938  
R 29828                    Bd 3, Fiche-Nr. 1514-1518, L-Z, 1938

R 29843                    • *Schriftwechsel des Herrn Staatssekretärs in politischen*  
*Angelegenheiten*  
Bd 3, Fiche-Nr. 1611-1616, L-Z, 1939  
R 29849                    Bd 9, Fiche-Nr. 1641-1642, A-K, 1942; Fiche-Nr. 1642-1644, L-Z,  
1942

*Deutsche Botschaft in Paris*

1108a                    • *Presse u. Propaganda (deutsche) in Frankreich*  
Ausländische Journalisten, 1941-1943  
1108b                    Journalisten aus verschiedenen europäischen Ländern, 1943-1944

1126a-1126c                • *Presse-Akten*  
Presse- u. Propagandawesen in deutschbesetzten Frankreich, 1942-  
1943  
1131a                    Ein- u. Ausfuhr von Zeitungen nach und aus Frankreich, ausländ.  
Presse und Propaganda, 1942-1943  
1154                    Artikeldienst Camille Mauclair, 1942-1943  
1155a                    Presseberichte an AA; Jan.-Mai 1943  
1158b                    Zweigstelle Vichy: polit. Telegramme vom u. an AA u. Botsch. Paris,  
1942-1943  
1253                    Zeitungstausch zwischen AA und Botschaft Paris, 1941-1942  
1254                    Ein- u. Ausfuhr deutscher u. ausländischer Zeitungen in und aus  
Frankreich, 1942  
1259                    Presse- u. Propagandabeziehungen Deutschlands zu anderen Staaten  
als Frankreich, 1942

1339-1340                • *Geheimakten der Politischen Registratur*  
Anti-Freimaurerausstellung in französischen Städten, 1938-1942

- 1362 S-Schweiz: Schweiz, politische Akten, 1940-1942
- Deutsche Gesandtschaft in Bern*
- *Geheimakten*
- 1152 Ermittlungen gegen den (Vize)präsidenten des Freiburger Staatsrats, Emil Savoy, wegen Spionage, 1915-1916
- *Politische Akten der Länder*
- 1382-1386 Schweiz, Allgemeines, 1923-1938  
1387-1397 Schweiz, Innere Verwaltung, 1923-1938  
1421-1423 Schweiz, Schweizer Nationalsozialismus und Frontenbewegung, 1931-1938
- 1434 Schweiz, Beziehungen der Schweiz zu Deutschland, 1938  
1436 Schweiz, Politische Parteien, 1938  
1438 Schweiz, Massnahmen gegen den Kommunismus in der Schweiz, (1932), 1937-1938
- *Friedensvertrag, Reparationen*
- 1693 Sicherheitsfragen, 1936-1937
- *Arbeitsfragen, Sozialismus, Freimaurer, Kolonialfragen*
- 1791-1794 Bolschewismus, 1933-1938  
1795-1797 Die Internationale Vereinigung gegen die III. Internationale, 1925-1936  
1799 Das Freimaurertum, 1937-1938
- *Einzelpersonen (Spionage, Emigration) und Vereine*
- 1932 Verschiedene ausländische Persönlichkeiten, 1923-1933  
1936 Spionageangelegenheiten, 1923-1932
- *Politisches*
- 2758-2759 Die Neutralität der Schweiz, 1937-1940  
2765-2766 Politische Beziehungen der Schweiz zu Deutschland, 1938-1942  
2780 Politische Reden und Vorträge schweiz. Politiker, 1941-1943  
2783-2785 Innenpolitik der Schweiz im Allgemeinen, 1939-1944  
2788-2789 Personalien des Bundespräsidenten, der Bundesräte und prominenter Staatsmänner, 1938-1945
- 2790 Altbundesrat Musy, 1939-1942  
2791 Oberst Gustav Däniker, 1940-1942  
2801 Entente Internationale Anticomuniste, 1941-1943  
2803-2804 Wahlen in der Schweiz, 1939-1944  
2805-2807 Parteien und politische Verbände, 1939-1945  
2808-2815 Die nationalen Erneuerungsbewegungen in der Schweiz, 1939-1942  
2816 Europa-Union, Schweizerische Bewegung für die Einigung Europas, 1939-1945
- 2817 Eidgenössische Arbeiterpartei (ESAP), 1939-1940  
2818-2819 Bund nationalistischer Schweizerstudenten, 1941-1944  
2827 Judenfrage in der Schweiz, 1938-1943
- *Politische Sonderakten der Länder: Kriegführende Länder*
- 2895 Krieg mit Frankreich, Allgemeines, 1939-1942  
2900 Berichtssammlung des Konsulats in Genf über Frankreich, 1940  
2910 Einstellung von schweizer. Freiwilligen zum Kampf gegen die Bolschewisten, 1941-1943
- *Politische Sonderakten der Länder: Deutschland*
- 2945 Politische Beziehungen Deutschlands zu Frankreich, 1940-1942  
2960-2961 Der Führer und Reichskanzler, 1938-1942  
2971 Reichsparteitag, 1938-1939

- 2973 Schweizer Reaktionen auf die Angliederung Österreichs an Deutschland, 1938-1942
- 3230 • *Kulturpolitik*  
Organisationen zum Schutz der Kulturdenkmäler und der Zivilbevölkerung im Bombenkrieg, 1939-1945
- 3355 Schweizerisches Filmwesen, Ein- und Ausfuhr, Wochenschau, Filmkammern, 1939-1941
- 3359 Filmkontingentierung in der Schweiz, Kontrolle der Schweizer Filmeinfuhr, 1938-1940
- 3360 Filmzensur, Lage des deutschen Films in der Schweiz, 1939-1940
- 3365 Einzelfilme, 1939-1941
- *Presse*
- 3467-3469 Pressebeziehungen der Schweiz zu Deutschland, 1939-1945
- 3472-3473 Pressebeziehungen der Schweiz zu anderen Staaten (ausser Deutschland), 1939-1944
- 3474-3477 Berichterstattung über die Haltung der Schweizer Presse, 1939-1945
- 3480-3482 Deutsche Pressepropaganda, 1940-1945
- 3488-3489 Studienfahrten schweiz. Journalisten nach Deutschland und deutscher Journalisten in die Schweiz, Einladungen Schweizer Journalisten zu Tagungen in Berlin und Wien, 1941-1944
- 3490-3491 Verwertung deutscher Pressetelegramme in Schweizer Zeitungen, 1939-1944
- 3511 Schweiz. Verlagsanstalten und Zeitungen: *La Jeune Suisse*, 1941-1943
- 3512 Pressevertreter und Redakteure in der Schweiz, 1938-1945
- 3513-3514 Berichterstatte und ihre Organisationen, 1939-1941
- 3518 Austausch von Zeitungen und Zeitschriften, 1938-1945
- 3538-3539 Abteilung Presse und Rundfunk im schweiz. Armeestab, 1940-1944
- 3549-3553 Bolschewistische und antibolschewistische Propaganda in der Schweiz, 1941-1945
- *Deutsche Presse*
- 3571 Tätigkeit des deutschen Presseattachés/referenten; Dienstbetrieb der Presseabteilung, 1941-1942
- 3572 Angelegenheiten des Pressebeirats von Chamier, 1940-1942
- 3573 Verbreitung der Berliner Zeitschrift *Berlin-Rom-Tokio* in der Schweiz, 1939-1943
- 3574 Deutsche Zeitungen und Zeitschriften in der Schweiz, 1939-1944
- 3576 Visaanträge schweiz. Korrespondenten zur Einreise nach Deutschland, 1941-1943
- *Protokoll*
- 3590 Zeremonielles, Vorschriften und Allgemeines, 1938-1945
- *Sonderhefte*
- 3645 Aufzeichnungen des und über den Kanzler des Deutschen Konsulats in Lausanne, Arno Wagner, 1941-1943
- 3646 Anwalt Thoenen aus Zweisimmen, 1940-1943
- 5810-5825 • *Geheimakten aus den Jahren 1939-1944*
- Geheimakten 1920-1936*
- *Schweiz*
- R 30458 Politische Beziehungen zu Deutschland, 1933-1935
- R 30469 Bolschewismus, Kommunismus, 1924-1926
- R 30470 Nationalsozialismus, Faschismus u. ähnliche Bestrebungen, 1936

*Inland II - A/B*

R 99483 Lügenmeldungen über Misshandlungen und Inhaftierungen politischer Gegner und über Konzentrationslager, 1941-1944  
R 99507-R 99509 Bekämpfung des Bolschewismus, 1935-1938  
R 99515-R 99516 Antikomintern, 1936-1941  
R 99555 Prinzessin Maria Sapieha, 1943-1944  
R 100322 Verschiedenes, Privatsachen Inl. II A/B, 1943-1944

*Inland II – Geheim*

R 101010 Waffen-SS, Schweiz, 1941-1944  
R 101167 Diplomatische Aktionen, 1939-1944

*Personalakten*

318 Ernst von Weizsäcker  
355 Otto Köcher

*Politische Abteilung II*

R 71695-R 71697 • *Schweiz*  
Politische Beziehungen zu Deutschland, 1920-1936  
R 71710-R 71717 Innere Politik, Parlaments- und Parteiwesen, 1920-1936  
R 71720-R 71721 Ministerien, 1920-1935  
R 71730 Staatsoberhäupter und deren Familien, 1920-1934  
R 71732 Staatsmänner, 1920-1933  
R 71749 Bolschewismus, Kommunismus usw., 1920-1936  
R 71754-R 71755 Nationalsozialismus, Faschismus u. ähnl. Bestrebungen, 1923-1936  
R 102901-R 102902 Politische Beziehungen der Schweiz zu Deutschland, 1936-1939  
R 102903-R 102905 Innere Politik, Parlaments- u. Parteiwesen, 1936-1940  
R 102906-R 102907 Nationalsozialismus, Faschismus u. ähnl. Bestrebungen, 1936-1939

R 102969 • *Pol. II Richtlinien*  
Handbuch Schweiz Arbeitsplanung, 1942-1943; Handbuch Schweiz Deutsche Politik, 1938-1943  
R 102970 Handbuch Schweiz Innenpolitik der Schweiz, 1940-1943  
R 102971 Handbuch Schweiz Aussenpolitik der Schweiz, 1940-1943  
R 102972 Material Schweiz Telegramme, 1943; Kartei Schweiz, 1942-1943

*Politische Abteilung V*

R 104408 Organisationen zur Bekämpfung des Sozialismus, Bolschewismus, Kommunismus, usw., 1936-1937  
R 104417-R 104419 Sozialismus, Bolschewismus, Kommunismus, usw. in der Schweiz, 1936-1940

*Presseabteilung*

R 123680-R 123685 Personalien: Pers. Buchstabe, 1940-1941

**1.2.2. Bundesarchiv, Berlin (BA)**

*NS 19 – Persönlicher Stab Reichsführer-SS*

• *Reichsführer-SS, Dienststellenleitung, Persönliches Referat, Adjutanturen; Handakten*  
688 Im Schwarzhäupter-Verlag, Leipzig, erschienene Bücher, vor allem Ankauf und Neuauflage des Buches *Luzifers Hofgesind* von Otto Rahn, 1937-1944  
1437, 1443-1445 Kalendernotizen Himmlers (handschriftlich), 1937-1938, 1942-1944  
1446 Tischgespräche Himmlers, dienstliche Besprechungen und sonstige Äußerungen (Vermerke). o. Dat., 1938-1943  
1449 Notizen Himmlers für Besprechungen mit verschiedenen Persönlichkeiten (ohne Hitler), darunter Göring, Lammers, Keitel, Ribbentrop, Speer, verschiedene SS-Führer u.a. (handschriftlich),

- 1789 1934-1937, 1939-1944  
Sammlung verschiedener Unterlagen von und über Himmler. o. Dat.,  
1926-19442337 Termine des Reichsführers-SS für den 29.6.  
sowie 4. bis 6.7.1943
- 3371 Jagdangelegenheiten, insbes. Einladungen, 1934-1942
- 1536 • *Aufgabenverwaltung*  
Ablehnung des Stuttgarter Oberbürgermeisters Dr. Strölin und des  
Reichsstatthalters Murr als «Reichskommissare für die Schweiz»  
durch SS-Obergruppenführer Berger, 1941
- 1764 Lage und politische Entwicklung in der Schweiz, insbes. der  
Schweizerischen Nationalsozialisten und ihrer Organisationen, 1938-  
1945
- 2513 Beförderung der in der germanischen Arbeit des SS-Hauptamtes  
tätigen SS-Angehörigen Dambach, von Daniels, Jacobsen, Riedweg  
und Schwörer, 1942
- 2776 Auswanderung festgehaltener Juden gegen Geld bzw.  
Warenlieferungen. Verhandlungen des Schweizers Dr. Jean-Marie  
Musy mit dem Reichsführer-SS im Auftrag der «Union of Orthodox  
Rabbis of the United States of America and Canada», 1944-1945
- 2849 «Transport 44» (Fahrpläne und Nachrichtenverbindungen des  
Sonderzuges des Reichsführers-SS), Dez. 1944-Jan. 1945
- 3885 Rückgabe einer an SS-Gruppenführer Berger ergangenen Meldung  
des SS-Sturmabführers Dr. Riedweg vom 17.11.1941 an SS-  
Hauptsturmführer Schulte, 1941

*NS 43 – Aussenpolitisches Amt der NSDAP (APA)*

- 4 • *Organisation und innerer Dienst*  
Aktennotizen, hauptsächlich über Mitarbeiter und Besucher des APA,  
1937-1941
- 9 Verschiedenes, 1933-1938
- 47 Korrespondenz betr. Organisation des APA, 1928-1934
- 17 • *Antikommunismus, Antikomintern und Antisemitismus*  
Bd 1, 1933-1936
- 18 Bd 2, 1934-1938
- 34 • *Länder*  
Schweiz, Erneuerungsbewegung, 1940
- 52 • *Vertrauliche Berichte und Aufzeichnungen*  
Politische Berichte, Schweiz, 1933

*R 55 – Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda*

- 478 • *Abteilung Haushalt (H), Film*  
Filmoberprüfstelle und Filmprüfstelle Berlin, 1937-1944
- 500 Bavaria-Filmkunst GmbH., München, 1938-1940
- 1321 Bavaria-Filmkunst GmbH., München, 1939-1941
- 369 • *Abteilung Haushalt (H), Einrichtungen zur Durchführung von  
Propaganda*  
Antikomintern e.V. (Gesamtverband deutscher antikommunistischer  
Vereinigungen), 1934-1943
- 370 Antikomintern e.V. (Gesamtverband deutscher antikommunistischer  
Vereinigungen), 1938-1940
- 373 Antisemitische Aktion und Antikomintern e.V., 1942-1944
- 374 Deutsche Pro-Deo-Kommission, 1935-1937
- 376 Devisen für Zwecke des Antikominterns, 1937-1944
- 730 Antikomintern, o.J. (1943?)



- 79 • *Personalabteilung (Pers.), Film*  
Filmprüfstelle und Filmkontingentstelle, 1938-1943
  
- 207 • *Personalabteilung (Pers.), Deutsche Hochschule für Politik, Deutsche Akademie und sonstige Einrichtungen im nachgeordneten Bereich*  
Antikomintern e.V. (Gesamtverband deutscher antikommunistischer Vereinigungen), 1934-1936
  
- 299 • *Personalabteilung (Pers.), Personalakten*  
Zimmermann Heinrich, Regierungsrat bei der Filmprüfstelle
  
- 1430 • *Abteilung Propaganda (Pro), Einzelne Propagandaaktionen*  
Bd 1, (1933)-1934: Denkschrift von Dr. Taubert über die «eigentlichen Ursachen und Zusammenhänge der Greuelpropaganda und ein Vorschlag zur Abwehr»; dabei Ausführungen über den Gesamtverband deutscher antikommunistischer Vereinigungen
  
- 822 • *Abteilung Propaganda (Pro), Organisation der Abteilung*  
Propaganda der Antikomintern, 1945
  
- 1424 • *Abteilung Zeitschriftenpresse (ZP)*  
Nils v. Bahr, schwedischer Journalist, 1933-1941
  
- R 58 – Reichssicherheitshauptamt*
- 3479 • *Amt IV Geheimes Staatspolizeiamt, Verschiedene Materialien*  
Berichte der deutschen Gesandtschaft in der Schweiz und Briefwechsel der Gestapo über eine Versammlung mit dem Faschisten Musy in La Chaux de Fonds, die Verleumdungen gegen die Kommunistische Partei enthalten, 1937
  
- R 109 I – Universum Film AG / Ufa Film GmbH*
- 1261 • *Bavaria Filmkunst GmbH*  
Berichte d. Bayer. Treuhand AG über die Abschlüsse 1935/36 bis 1940/41
  
- 1357 • *Bavaria, Filmkunst GmbH (Auslandsabteilung, Rechtsabteilung); Allgemeine Korrespondenz, (Dr. Keil)*  
A-D, 1938-Juni 1939
- 1358 E-O, 1938-Juni 1939
- 1359 P-Z, 1938-Juni 1939
- 1361 E-R, Juli 1939-Juni 1941
- 1365 K-R, Juli 1941-Juli 1943
- 1367 Korrespondenz mit Büro Dr. Winkler; 1938-1942
  
- 1368 • *Bavaria, Filmkunst GmbH (Auslandsabteilung, Rechtsabteilung); Vermerke (Dr. Keil) über Unterredungen*  
Bd 1, 1938-Juni 1939
  
- 1371 • *Bavaria, Filmkunst GmbH (Auslandsabteilung, Rechtsabteilung)*  
Verträge betr. Filme (Alphabet der Filmtitel), 1938-1941
- 1372 Reichsfilmkammer, 1938-1941
  
- 1683 • *Ausland*  
Schweiz, Verhandlungen 1939, Kontingentierung, Kontrollen 1934/40

- 2140 • *Akten aus der Zeit vor 1945*  
Direktor der Bavaria Filmkunst GmbH, Herbell; Vermerke seiner Besprechungen mit dem Büro Dr. Winkler, Allg. Korrespondenz mit Dr. Winkler / Cautio, 1938-1944
- 2346 • *Prof.: Afifa (AG für Filmfabrikation)*  
Filmabmachungen, 1938
- 2362 • *Verträge der Bavaria Filmkunst*  
Vertragspartner, M, 1938-1943  
2381-2382 Autoren, M-S, 1938-1943  
2389-2390 Regisseure, Schauspielern, Kameraleuten, usw., M-S, 1938-1943

*Personalakten (ehem. Berlin Document Center)*

Hans Georg Ashton, Sigismund von Bibra, Franz Göring, Otto Köcher, Wolfgang Krauel, Jean-Marie Musy, Wilfried Platzer, Hermann von Raumer, Franz Riedweg, Walter Schellenberg, Heinrich E. Wechlin, Ernst von Weizsäcker, Heinrich Zimmermann

**1.2.3. Bundesarchiv – Filmarchiv, Berlin**

- SP 04454 *Die Rote Pest*, 1938, film: version en langue allemande; 8 bobines, anciennement conservées par le «Staatliches Filmarchiv der Deutschen Demokratischen Republik»
- BVK/50147 *Helden in Spanien*, 1938, film

**1.2.4. Bundesarchiv – Zwischenarchiv, Dahlwitz-Hoppegarten**

*R 4902 – Deutsches Auslandswissenschaftliches Institut*

- *Schweiz, Innenpolitik*
  - 3591 Erneuerungsbewegung, 1940-1941
  - 4108 Staatsschutzgesetz gegen den Kommunismus, 1936-1937
  - 5268 Innenpolitik, 1933-1934
  - 5672 Verfassungsreform, 1934-1935
  - 7013 Konservative Volkspartei, 1941-1942
  - 7746 Nationalsozialistischer Schweizerbund, 1934, 1943
  - 8923 Arthur Fonjallaz, Schweizer Faschistenführer, 1935
  - 8926 Volksabstimmung über Wehrvorlage, 1935
  - 8927 Volksabstimmung über «Kriseninitiative», 1935
  - 10086 Nationalsozialistische Partei, 1933-1943
  - 10087 Kommunistische Partei, 1930-1944
  - 10121 Bundesrat, 1933-1941
  - 10381 Freimaurer, 1936-1944
- *Schweiz, Wirtschaft*
  - 3188 Korporationen, 1932-1934
  - 4674 Finanzprogramm, 1933-1938
- *Schweiz, Wissenschaft und Kultur*
  - 3215 Weltanschauung, 1940-1944
  - 6530 Filme, 1939-1942
  - 7479 Presse, 1941-1942
  - 9667 Diskussionen um die politische Zukunft der Schweiz, 1940
- *Schweiz, Aussenpolitik*
  - 1336 Deutsch-schweizerische Gesellschaft, 1941-1943
  - 11485 Deutschland, Lage- und Stimmungsberichte, Eindrücke über Deutschland, 1933-1943

*Franz Riedweg*

Divers documents sur Franz Riedweg: ZA VI 3511 A.9; ZA I 5917 Bl. 135; ZB II 1103 A.1 S. 144; ZM 1485 A, 1 Bl. 210; ZR 759 A.6.

### **1.2.5. Bundesarchiv, Koblenz (BA)**

*N 1126 – Nachlass Heinrich Himmler*

Bd 6 Taschenkalender: 1936, 1937  
Bd 7 Taschenkalender: 1935 (Kopie)  
Bd 19 Korrespondenzen, 1933-1945

*Kleine Erwerbungen*

KLE 291 Filmprüfstelle  
KLE 616 Antikomintern, Bd 3  
KLE 617 Antikomintern

*Zeitgeschichtliche Sammlungen*

ZSg 117 Presseausschnitt-Sammlung Hauptarchiv der NSDAP:  
692-693 – Dollfuss Alwine, Dollfuss Engelbert

ZSg 121 Presseausschnitt-Sammlung Antikomintern:  
14-15: Antikominternpakt und antikommunistische Propaganda  
16-18: Gegen den Kommunismus  
19: *Revue Anticommuniste*: Finanzierung, Druck, Vertrieb, 1938-1940  
20: Entente Internationale Anticommuniste (EIA) Genf: Propaganda, 1938-1944  
154: Himmler, Heinrich, 1936-1944  
312-313: Schweiz. Sowjetisch-schweizerische Beziehungen, 1934-1944  
314-315: Schweiz. Kommunismus, Kommunistische Partei, 1934-1944

ZSg 133 Sammlung Jacobsen betr. NS-Aussenpolitik:  
36-39: Dienststelle Ribbentrop  
44-48, 55: Außenpolitisches Amt (APA) und Antikomintern  
69-70, 73: Auslandsorganisation der NSDAP (AO)  
164: Schweiz  
199: Korrespondenz und Befragungen (Hermann von Raumer)

*Alliierte Prozesse, Nürnberger Kriegsverbrecherprozesse*

All. Proz. 1 Verhandlungsakten:  
Gottlob Berger, Walter Schellenberg, Ernst von Weizsäcker

All. Proz. 2 Akten der Anklage:  
• Records of the United States Nuernberg War Crimes Trials Interrogations, 1946-1949:  
Film-Nr FC 6067 P: Sigismund von Bibra  
Film-Nr FC 6093 P: Ernst Kaltenbrunner  
Film-Nr FC 6111 P: Franz von Papen  
Film-Nr FC 6118 P: Franz Riedweg  
Film-Nr FC 6123 P: Walter Schellenberg  
Film-Nr FC 6140 P: Dieter Wisliceny  
• Interrogation Records Prepared for War Crimes Proceedings at Nuernberg, 1945-1947:  
Film-Nr FC 6158 P: Gudrun Himmler; Margaret Himmler  
Film-Nr FC 6161 P: Ernst Kaltenbrunner  
Film-Nr FC 6164 P: Roswell McClelland; Jean-Marie Musy  
Film-Nr FC 6166 P: Franz von Papen  
Film-Nr FC 6170 P: Walter Schellenberg  
Film-Nr FC 6174 P: Dieter Wisliceny

All. Proz. 3

Film-Nr FC 6175 P: Sigismund von Bibra  
Film-Nr FC 6177 P: Ernst Kaltenbrunner  
Handakten von Rechtsanwälten und Angeklagten:  
4-6 – Walter Schellenberg

## 1.2.6.

## Institut für Zeitgeschichte, München (IfZ)

### *NSDAP (II)*

MA-128/3

APA der NSDAP:

APA/Amt Osten: Akten über Antikomintern u. Pro-Deo-Bewegung  
1934-1938 (EAP 250-d-18-15/1)

(APA/Amt Osten?): Material über die Antikomintern, Österreich,  
Schweiz, etc. 1933-1936 (EAP 250-d-18-15/5)

MA-128/7

APA der NSDAP:

APA/Amt Osten: Die Erneuerungsbewegung in der Schweiz, Mai-  
Juni 1940 (EAP 250-d-18-25/1)

### *Reichsführer SS und Chef der Deutschen Polizei (I)*

MA-665

RF-SS, Persönlicher Stab Himmler, Persönl. Akten (EAP 161-b-  
12/141)

### *Personen*

Ernst Lemmer

Z 16; Z 1047; ZS 1152

Carl-Albrecht Oberg

Fa-74

Hermann von Raumer

ZS 1995

Franz Riedweg

Fa-74; Fa-76; MA-110; MA-300; MA-805; ZS 669; Zs-670; Zs-928;  
ZS A/25

Walter Schellenberg

ZS 291; ZS 2423

Karl Schwendemann

ZS 1454

### *Röhmputsch*

Gm 07.06/14

Zeugenaussage von Fritz Thoenen im Zusammenhang mit  
Ermittlungen gegen Oberg, Ständiges Militärgericht Paris, 1949

### *Nachlass – Private Papiere*

Heinrich Himmler

F-37/1: Terminkalender Himmlers, März 1938-Mai 1944

F-37/2: Telefongesprächsnotizen Himmlers, Sept. 1941-Aug. 1943

Felix Kersten

F 44, Bd 1-3: Korrespondenzen

F 44, Bd 4: Tagebuch-Aufzeichnungen

F 44, Bd 5-7: Manuskripte u.a.

F 44, Bd 7: Manuskripte u.a. und Verschiedenes

Walter Schellenberg

ED-90, Bd 7: Memoiren

### *Nürnberger Dokumente*

NO-3582 e)

Handgeschriebener Lebenslauf von Riedweg, 11. Juni 1938

### **1.3. France**

#### **1.3.1. Archives du Ministère des Affaires étrangères, Paris (AMAE)**

*Correspondance politique et commerciale. 1914-1940*

Série Z. Europe 7, 28, 124, 201-207

*Correspondance politique et commerciale. Guerre 1939-1945.*

Londres CNF 279

*Guerre de 1939-1945*

Vichy. Œuvres 52A-D, 53A-B/D, 98, 121

Vichy-Europe. Guerre 1939-1945

Série Z 730-732, 761-764, 769, 772-774, 781-782, 787-789, 792

*Papiers 1940*

Papiers Baudouin 9, 13

Papiers de Brinon 6

Papiers Rochat 59, 61

*Papiers d'agents*

Hoppenot 12, 17-18

#### **1.3.2. Archives du Ministère des Affaires étrangères, Nantes (AMAE)**

*Ambassade de France à Berne. 1662-1942*

1939-1942 617-618, 620-622

#### **1.3.3. Archives nationales, Paris (AN)**

*F1. Ministère de l'Intérieur: administration générale*

F1a 3741-3742, 3747, 3749, 3789, 4681,

*F7. Police générale*

F7 13423, 13474-13476, 13481, 13483-13485, 13506, 13978, 14783, 14998-14999

*F9. Affaires militaires*

F9 3236, 3321-3326, 3350-3351

*F41. Information*

F41 47, 83, 112, 115-116, 126, 260, 369

*F42. Cinéma*

F42 126-127, 130, 133, 135-136

*AG. Papiers des chefs de l'État*

2AG 6, 452

*AJ40. Archives allemandes de la Seconde Guerre mondiale*

AJ40 1591

AJ41. *Organismes issus de l'armistice de 1940*

72AJ. *Seconde Guerre mondiale*

72AJ 311

BB. *Ministère de la Justice*

BB35 541-705 (Procès Ernst von Weizsäcker et autres: doc. relatifs entre autres à Weizsäcker, Schellenberg, Berger)

### **1.3.4. Centre de Documentation Juive Contemporaine, Paris (CDJC)**

*Musy, Hofmann, Riedweg, Wechlin, Grüniger*

CXXVIIa-17; CXCVI-9 / 26 / 29 / 30 / 33 / 34 / 35 / 36 / 37 / 38; CCX-1; CDXXXV-5; DV-34

### **1.3.5. Archives de Paris**

*Préfecture*

22 W

*Conseil municipal de Paris*

1221/62/1; 1221/64/1; 1004 W; 1005 W; 1027 W; Coffre n° 16

### **1.3.6. Bibliothèque administrative de la Ville de Paris**

*Publications des administrations parisiennes*

Conseil Municipal de Paris. Procès-verbaux, Paris, Imprimerie municipale, Hôtel de Ville, 1944

Conseil Départemental de la Seine. Procès-verbaux, Paris: Imprimerie municipale, Hôtel de Ville, 1944

Bulletin Municipal Officiel de la Ville de Paris et Annexe au Recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Seine et de la Préfecture de Police, Paris: Imprimerie municipale, Hôtel de Ville, 1944

### **1.3.7. Service des archives du film du Centre national de la cinématographie, Bois d'Arcy**

*Vous avez la mémoire courte*, 1942, film (34316-317)

## **1.4. Italie**

### **1.4.1. Archivio Centrale dello Stato, Roma**

*Ministero della Cultura Popolare*

Gabinetto

8, 10, 58, 70, 93, 109, 114, 122, 123, 142-143, 325, 328, 331, 351,

Direzione Generale Propaganda, NU.P.I.E. (Nuclei di propaganda in Italia e all'estero), 1932-1943

B. 19 fasc. 64

Direzione Generale Propaganda, Propaganda presso gli Stati Esteri

236-244

**1.4.2. Archivio storico-diplomatico del Ministero degli Affari esteri, Roma (AMAE)**

*Ministero della Cultura Popolare*  
414, 465

*Serie Affari politici 1931-1945*  
5-6, 8, 11-12, 18, 20, 23-24, 27-28

**1.5. Grande-Bretagne**

**Public Record Office**

*Special Operations Executive in Western Europe*  
HS 6 / 679

**1.6. États-Unis**

**1.6.1. Franklin D. Roosevelt Library, Hyde Park N.Y.**

*War Refugee Board*  
Box 43

- Evacuation to Switzerland
- Movement of Refugees from Switzerland, vol. 1
- Movement of Refugees from Switzerland, vol. 2
- Switzerland – New Program

Box 44

Box 56

Box 57

Box 58

Box 62

Box 71

Box 110-111

- Jews in Europe
- Jews in Hungary
- Jews in Hungary
- Union of Orthodox Rabbis
- Saly Mayer's Negotiations in Switzerland
- Negotiations in Switzerland
- History of the War Refugee Board

*Morgenthau Diaries*

Book 818 (Roll Number 236)

Book 820 (Roll Number 237)

Book 823 (Roll Number 238)

**1.6.2. Yeshiva University Archives, New York**

*Vaad Hatzala Collection 1939-1963*

Box 21

132-134

Box 35

118, 120-122, 124-125, 127

Box 36

131-132

Box 46

14-15

**1.6.3. American Jewish Joint Distribution Committee Archives, New York**

AR 33/44, file 976

SM-21, SM-21 (2), SM-22, SM-22a, SM-22b

**1.6.4. Orthodox Jewish Archives, Agudath Israel of America, New York**

*Isaac Sternbuch Collection*

Reel 4: Box I (1-5), (2-1), (2-6)

**1.6.5. YIVO Institute for Jewish Research, New York**

*Berlin Collection*

RG 215

Folder PA 8-14 & OCC 1-4 (MK 310.20)

Un microfilm comprenant entre autres:

PA-13: «Internationaler antijüdischer Kongress»

**1.6.6. Leo Baeck Institute, New York**

ME 93, ME 283, ME 615

**1.6.7. National Archives and Records Administration (NARA), College Park**

*RG 59, General Records of the Department of State, Central Files*

Entry Dec. File 1940-44 3081, 5277, 5278, 5285-5288, 6378,

*RG 84, Records of the Foreign Service Posts of the Department of State*

Entry 3207 • American Legation, Bern, Switzerland, General Records 1936-1949  
66, 74-76, 81-82, 88-90, 94, 98, 103-105, 111, 113, 115,

Entry 3208 • American Legation, Bern, Switzerland, Confidential File 1940-1949  
6, 12, 17-18, 22-24, 30-31, 57

*RG 226, Records of the Office of Strategic Services (OSS)*

Entry 14 • Records of the Research and Analysis Branch  
396-397

Entry 16 4915, 64278, 64568, 110406, 114834, 129159

Entry 17 108-109

Entry 19 24, 95, 102, 154, 168A, 193, 228, 295, 459, 462

• Records of the Director

Entry 190 21, 30, 114, 119

**1.6.8. Archives privées**

*David Kranzler, Brooklyn N.Y.*

Sternbuch Papers: documents non répertoriés (copies)

**1.7. Israël**

**Yad Vashem, Jérusalem**

*Department for the Righteous Among the Nations*

M31/3841 dossier sur Musy

*Archives*

JM/2095, NMT NO 5762; M16/48; M50/61; P13/145; M20/177; M20/42; M9/227; JM/11717, P36-Mayer; JM/11720, P36-Mayer; M20/46



## 2. Sources publiées

### 2.1. Publications de Jean-Marie Musy

Durant sa vie, Jean-Marie Musy a tenu des centaines de discours qui ont souvent été reproduits, tout ou en partie, dans la presse. Nous ne les mentionnons pas ci-après. Seuls les textes publiés ou signés par Musy ont été retenus. Certains articles de Musy étant parfois publiés simultanément dans plusieurs journaux, nous n'avons souvent retenu qu'une seule référence. Notons finalement que la liste ci-dessous ne prétend pas être exhaustive.

#### 2.1.1. Discours et écrits de Jean-Marie Musy

MUSY Jean: *La tentative complexe et le désistement volontaire*, Fribourg, St-Paul, 1905, 92 p.

MUSY Jean: *La réforme financière fédérale. Conférence donnée par M. le Conseiller national Musy à l'assemblée des statisticiens suisses, à Zurich, le 24 octobre 1916*, Bulle, Perroud, 1916, 28 p.

MUSY Jean: «La réforme des finances fédérales. Conférence donnée, mardi 24 octobre, à Zurich, à l'assemblée de la Société Suisse de Statistique», in *Journal de statistique et Revue économique suisse*, 52, 1916, pp. 495–501.

[MUSY Jean]: *Considérations sur l'état de nos finances. Observations présentées par le directeur des Finances relativement au budget 1917*, (Fribourg, 1916), 31 p.

MUSY Jean: *Discours prononcé au Conseil national par M. Musy (session de printemps 1918) concernant la police des étrangers et le révolutionnaire Münzenberg*, s.l., (1918), 16 p.

MUSY Jean: *La grève générale et le bolchévisme en Suisse. Discours prononcé par M. Musy au Conseil national le 10 décembre 1918*, Bulle, Perroud, (1919), 39 p.

MUSY Jean: *Der Landesstreik vom 11. bis 13. November 1918 beleuchtet durch Dr. Jean Musy im schweizerischen Nationalrat am 10. Dezember 1918*, Luzern, Räber, 1919, 44 p. (Tiré-à-part de: *Zeitschrift für Christliche Sozialreform*, 1919).

MUSY Jean: «Der Landesstreik vom 11. bis 13. November 1918», in *Zeitschrift für Christliche Sozialreform*, 41, 1919, 1/2, pp. 38-79.

MUSY Jean: «Der Landesstreik vom 11. bis 13. November 1918», in *Der Landesstreik vor dem Nationalrat. Volksbildung*, Heft 14, Luzern, Räber, 1919, pp. 23-66 (Avant-propos de la rédaction de: *Zeitschrift für Christliche Sozialreform*)

[MUSY Jean]: *La baisse du franc suisse réalisé par l'inflation. Rapport présenté par le chef du département des finances au Conseil fédéral*, (Berne, Chancellerie fédérale), 1921, 7 p.

[MUSY Jean]: *Soll der Schweizerkurs durch Inflation zum Sinken gebracht werden? (Bericht des Vorstehers des Finanzdepartements an den Bundesrat.)* (Bern, Drucksachenbureau der Bundeskanzlei), 1921, 7 p.

MUSY Jean: *Revision du régime des alcools en Suisse. (Conférence donnée aux journalistes suisses par M. le Conseiller fédéral Musy, à Berne, le 10 mai 1922)*, s.l., (1922), 20 p.

MUSY, Jean: *Zur Neuordnung des Alkoholwesens in der Schweiz. Vortrag von Herrn Bundesrat Musy, Chef des eidg. Finanzdepartements, gehalten anlässlich der Pressekonferenz vom 10. Mai 1922*, s.l., (1922), 24 p.

MUSY Jean: «Le devoir des catholiques au point de vue politique, social et confessionnel», in *Der VI. Schweizer. Katholikentag in Basel (9. bis 12. August 1924). Offizieller Bericht erstattet durch das Generalsekretariat des Schweizerischen katholischen Volksvereins*, Stans, Hans von Matt, 1925, pp. 111-115.

MUSY Jean: *Conférence sur l'initiative Rothenberger donnée aux journalistes le 7 mai 1925 à Berne*, s.l., (1925), 15 p.

MUSY Jean: *Vortrag über die Initiative Rothenberger gehalten vor den Journalisten am 7. Mai 1925 in Bern von Herrn Bundespräsident Musy*, s.l., [1925], 16 p.

MUSY Jean: «Pour les assurances», in *La Liberté*, 2 décembre 1925.

MUSY Jean: «Pour les assurances populaires», in *La Liberté*, 4 décembre 1925.

MUSY Jean: «Ce que le Président de la Confédération pense de la proclamation répandue dans le canton de Fribourg contre les assurances populaires», in *La Liberté*, 5 décembre 1925.

- MUSY Jean: *Ce que le Président de la Confédération pense de la proclamation répandue dans le canton de Fribourg contre les assurances populaires*, Berne, 4 décembre 1925, 1 p.
- MUSY Jean: *Was der Bundespräsident über den im Kanton Freiburg erlassenen Aufruf gegen die Volksversicherung denkt*, Berne, 4 décembre 1925, 1 p.
- MUSY Jean-Marie: «Pensées à l'occasion du cinquantenaire du Tribunal fédéral suisse créé en 1875», pp. 419-421, précédé d'une biographie de Jean-Marie Musy p. 418, in Arpád KEITNER (éditeur): *Hommes et oeuvres du temps présent*, Vienne, Éditions Hommes et œuvres du temps présent – Arpád Keitner, 1926, 568 p.
- MUSY Jean: *L'État, le patron et la question sociale. Conférence de Mr le Conseiller fédéral Musy au cours de politique sociale organisé les 24 et 25 mars 1928 à Lucerne*, La Chaux-de-Fonds, Impr. des Corporations, (1928), 30 p.
- MUSY [Jean]: *Staat und Arbeitgeber im sozialen Leben*, Luzern, Räber, 1928, 34 p.
- MUSY Jean-Marie: «L'attitude des catholiques à l'égard des problèmes économiques et sociaux», in *Offizieller Bericht über den VII. Schweizerischen Katholikentag 7. bis 10. September 1929 in Luzern erstattet durch den Schweizerischen katholischen Volksverein*, Luzern, Räber, 1930, pp. 96-105.
- MUSY Jean-Marie: *Pour le 6 avril. Conférence de M. Musy, président de la Confédération*, s.l., (1930), 22 p.
- MUSY Jean-Marie: *Zum 6. April. Vortrag von Bundespräsident Musy*, s.l., (1930), 23 p.
- MUSY Jean-Marie: *En souvenir de la fête nationale suisse. 1er Août 1930. Discours prononcé à Genève par Monsieur Musy, Président de la Confédération*, Berne, Imprimerie Bargezzi & Lüthy, 1930, 15 p.
- MUSY Jean-Marie: *Zur Erinnerung an den Schweizerischen Bundestag. 1. August 1930. Rede des Bundespräsidenten Musy gehalten in Genf*, Bern, Buchdruckerei Bargezzi & Lüthy, 1930, 15 p.
- MUSY Jean-Marie: *In commemorazione della Festa Federale del 1° Agosto 1930. Discorso del Presidente della Confederazione on. Musy tenuto a Ginevra*, Berna, Tipografia Bargezzi & Lüthy, 1930, 14 p.
- MUSY Jean-Marie: *La Suisse dans la crise actuelle. Inflation ou déflation*, Genève, Jullien, 1932, 31 p.
- MUSY Jean-Marie: *Die Schweiz in der gegenwärtigen Krise. Inflation oder Deflation*, Olten, Walter, 1932, 32 p.
- MUSY Jean-Marie: «Pourquoi je voterai NON le 2 juin», in *Industrie et Travail*, journal d'usine de l'industrie suisse, 28.5.1935.
- MUSY Jean-Marie: «Les bases de l'organisation économique de l'Europe», in *Académie de droit international. Recueil des cours*, Paris, Recueil Sirey, 1936, II, tome 56, pp. 531-583.
- MUSY Jean-Marie: *Les bases de l'organisation économique de l'Europe*, Paris, Recueil Sirey, 1937, 52 p. (Extr. de: *Académie de droit international. Recueil des cours*, 1936).
- MUSY Jean-Marie: «Le Communisme», in *Civilisation et Bolchevisme*, Bruxelles, 1<sup>ère</sup> année, n° 1, 1.6.1937, pp. 1-2.
- MUSY Jean-Marie: «La situation des paysans de la montagne et le communisme», in *Action nationale suisse contre le communisme*, service d'informations n° 6-7, (1937), p. 8.
- MUSY Jean-Marie: «Bergbauernnot und Kommunismus», in *Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Mitteilungsdienst N° 6, (1937), p. 1.
- MUSY Jean-Marie: *Développement du postulat Dr J.-M. Musy en faveur des paysans de la montagne* (couverture: *La montagne a fait les montagnards. Les montagnards ont fait la Suisse*), s. l., (1938), 19 p.
- MUSY Jean-Marie: *Begründung des Postulats Musy zu Gunsten der Bergbauern* (couverture: *Hilfe für Klein- und Bergbauern*), s.l., (1938), 16 p.
- MUSY Jean-Marie: «L'économie européenne et la guerre», in *La Liberté*, 5.8.1939, 12.8.1939, 19.8.1939, 26.8.1939, 9.9.1939, 30.9.1939, 7.10.1939.
- MUSY Jean-Marie: *La Suisse sur le plan international*. (Conférence donnée le 27 février 1940 à Rome sous le patronage du Contentieux diplomatique, à Milan le 4 mars sous les auspices de l'Instituto per gli Studi di Politica internazionale, à Bruxelles le 8 mai sur invitation du Barreau Belge), Neuchâtel, Impr. E. Richème, 1940, 30 p.
- MUSY Jean-Marie: *La Suisse devant son destin*. (Extraits des conférences données par l'ancien conseiller fédéral Musy à Lausanne, Neuchâtel, Nyon, Fribourg, Orbe, Vevey et Genève, novembre et décembre 1940, janvier et février 1941), Montreux, Impr. Nouvelle Ch. Corbaz, 1941, 132 p.
- MUSY Jean-Marie: *Die Schweiz vor der Entscheidung. Auszüge aus Vorträgen*, Zürich, Börsig,

1941, 132 p.

MUSY Jean-Marie: éditoriaux dans *La Jeune Suisse*, 1942-1944.

MUSY Jean-Marie: *Rapport au comité suisse de l'Union of Orthodox Rabbis of the United States and Canada, concernant l'action entreprise en vue de la libération des Israélites, détenus dans les camps de concentration allemands*, s.l., s.d., 32 p., non publié (cité: *Rapport de Musy à l'Union of Orthodox Rabbis*). Ce rapport se trouve dans différents fonds d'archives, entre autres: AF (Berne), fs Musy, vol. 101 (avec diverses ébauches); CDJC (Paris), CXCVI-29; AN (Paris), 72AJ-311. Il est également reproduit in: P. L. ROSE (edited by), with H. DRUKS: *Hecht Archive. University of Haifa*, 1990, pp. 320-352; vol. 12. de la série en 22 vol.: H. FRIEDLANDER and S. MILTON (general editors): *Archives of the Holocaust. An international collection of selected documents*, New York and London, Garland Publishing, 1990-1993.

### 2.1.2. Ouvrages préfacés par Jean-Marie Musy

GOS François: *Zermatt et sa vallée*. Introduction de Monsieur le conseiller fédéral J. MUSY, Genève, Jeheber, 1925, 180 p. (Également en allemand et en anglais)

TERRIER Cl[audius]-P[ierre]: *Le bilan d'État. Étude financière et comptable*. Préf. de Jean-Marie MUSY, Lausanne (e.a.), Payot, 1929, 166 p.

PARMIL [Josef RUTCHÉ]: *Gebt uns Führer!* Einleitung von Herrn Bundespräsident MUSY, Basel, Nazareth-Genossenschaft, 1930, 127 p.

BLANC Louis: *Le régime de la chasse dans le canton de Fribourg*, préface de J. MUSY, Fribourg, Éd. fribourgeoises, (1930), 128 p.

DEMIEVILLE Gérard: *Le communisme, science de trahison et de meurtre, tactique de guerre et de révolution*, préface de Jean-Marie MUSY, Neuchâtel/Paris, Éd. Victor Attinger, (1936), 164 p.

REICHLIN J[oseph]-L[ouis]: *Au pays du chamois. Chasse et montagne*, préface de Jean-Marie MUSY, Lausanne, Reichlin, 1938, 132 p.

CHASTELLAIN J.-F. (éd.): *Le bolchévisme*. Publication documentaire préfacée par Jean-Marie MUSY, Lausanne, Collection de l'échiquier, 1945, 63 p.

### 2.2. Publications officielles

Publications périodiques: consultation partielle

#### • Fribourg

– Canton:

Banque de l'État de Fribourg: *Rapport du Conseil d'administration présenté au Grand Conseil*, Fribourg, St-Paul, 1905-1926.

*Bulletin officiel des lois, décrets, arrêtés et autres actes publics du gouvernement du canton de Fribourg*, Fribourg, vol. 21-88, 1846-1919.

*Bulletin officiel des séances du Grand Conseil du Canton de Fribourg*, 1910-1920 et 1938.

*Compte rendu de l'administration du Conseil d'État du Canton de Fribourg*, 1912-1919.

– Collège Saint-Michel:

Collège Saint-Michel: *Programme des études pour l'année scolaire*, Fribourg, Imprimerie catholique suisse, 1891-92 à 1895-96.

Collège Saint-Michel: *Tableaux des prix et des notes de mérite*, Fribourg, Imprimerie catholique suisse, 1886-87 à 1901-02.

– Université:

*Programme des cours*, Université de Fribourg, 1898-1904.

*Autorités, professeurs et étudiants*, Université de Fribourg, 1898-1904.

#### • Confédération

*Annuaire de la Confédération suisse*, 1914-1939.

*Bulletin sténographique officiel de l'Assemblée fédérale suisse*, 1914-1939.

*Feuille fédérale de la Confédération suisse*, 1914-1946.

*Rapport de gestion du Conseil fédéral*, 1920-1934.

*Rapport de la Banque Nationale Suisse*, 1913-1920.

*Rapport du Chef de l'État-Major général de l'Armée au Commandant en chef de l'Armée sur le*

*service actif 1939-1945*, Berne, Centrale fédérale des imprimés et du matériel, (1946), 561 p.

*Rapport du Général Guisan à l'Assemblée fédérale sur le service actif 1939-1945*, Berne, Centrale fédérale des imprimés et du matériel, 1946, 261 p.

Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'activité antidémocratique exercée par des Suisses et des étrangers en relation avec la période de guerre de 1939 à 1945 (motion Boerlin); 1<sup>ère</sup> partie, 28.12.1945, in *FF*, 1946, vol. 1, pp. 1-146; 2<sup>ème</sup> partie, 17.5.1946, in *FF*, 1946, vol. 2, pp. 165-202; 3<sup>ème</sup> partie, 21.5.1946, in *FF*, 1946, vol. 2, pp. 203-263. (Abrégé: Rapport CF activité antidémocratique)

Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant l'activité antidémocratique (motion Boerlin). Complément au rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale des 28.12.1945 et 17.5.1946, 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties, 25.7.1946, in *FF*, 1946, vol. 2, pp. 1045-1149.

Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur le régime de la presse en Suisse avant et pendant la période de guerre de 1939 à 1945, 27.12.1946, in *FF*, 1947, vol. 1, pp. 109-432. (Abrégé: Rapport CF presse)

Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur les poursuites engagées contre des Suisses nationaux-socialistes pour atteinte à l'indépendance de la Confédération, 30.11.1948, in *FF*, 1948, vol. 3, pp. 997-1081. (Abrégé: Rapport CF Suisses nationaux-socialistes)

*Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse, 1914-1939.*

*Résumé des délibérations de l'Assemblée fédérale, 1914-1939*

### 2.3. Documents d'archives publiés

*Akten zur deutschen auswärtigen Politik. 1918-1945*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht: Serie A: 1918-1925, Bd III (1920), 1985, 690 p.; Serie B: 1925-1933, Bd XX (1932), 1983, 637 p.; Serie E: 1941-1945, Bd III (1942), 1974, 624 p., Bd V (1943), 1978, 786 p.; Ergänzungsband zu den Serien A-E, 1995, 598 p.

*Documents diplomatiques suisses*, Berne, Benteli: vol. 7.2 (1918-1920), 1984, 924 p.; vol. 8 (1920-1924), 1988, 1'042 p.; vol. 9 (1925-1929), 1980, 966 p.; vol. 10 (1930-1933), 1982, 966 p.; vol. 11 (1934-1936), 1989, 1'019 p.; vol. 12 (1937-1938), 1994, 1'210 p.; vol. 13 (1939-1940), 1991, 1'097 p.; vol. 14 (1941-1943), 1997, 1'400 p.; vol. 15 (1943-1945), 1992, 1'199 p. (Voir aussi DoDiS: [www.dodis.ch](http://www.dodis.ch))

FRIEDLANDER Henry and MILTON Sybil (general editors): *Archives of the Holocaust. An international collection of selected documents*, New York and London, Garland Publishing, 1990-1993, 22 volumes. Ont été consultés en particulier:

- NICOSIA Francis R. (edited by): *Central Zionist Archives, Jerusalem. 1939-1945*, 1990, 421 p., vol. 4.
- PECK Abraham J. (edited by): *American Jewish Archives, Cincinnati. The papers of the World Jewish Congress. 1939-1945*, 1990, 508 p., vol. 8.
- ROSE Paul Lawrence (edited by), with DRUKS Herbert: *Hecht Archive. University of Haifa*, 1990, 475 p., vol. 12. (cité: *Hecht Archive*)
- HELFAND Jonathan (edited by): *Yeshiva University, New York*, 1991, 290 p., vol. 18.

MENDELSON John (editor): *The Holocaust. Selected Documents in Eighteen Volumes*, New York, London, Garland Publishing, 1982, 18 volumes. Ont été consultés en particulier:

- MENDELSON John (editor): *Relief and Rescue of Jews from Nazi Oppression. 1943-1945*. Introduction by John MENDELSON, 1982, 242 p., vol. 14.
- MENDELSON John (editor): *Relief in Hungary and the Failure of the Joel Brand Mission*. Introduction by John MENDELSON, 1982, 249 p., vol. 15.
- MENDELSON John (editor): *Rescue to Switzerland. The Musy and Saly Mayer Affairs*. Introduction by Sybil MILTON, 1982, 219 p., vol. 16.

*Der Prozess gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof, Nürnberg, 14. November 1945 – 1. Oktober 1946*, veröffentlicht in Nürnberg, 1947-1949, 42 vol. (Le nom de Musy, cité par Schellenberg, apparaît dans le vol. IV, pp. 423-424. Dans le vol. XI, p. 311, Kaltenbrunner évoque un certain Mühse qui n'est autre que Musy.)

SALAMIN Michel: *Documents d'histoire suisse 1848-1968*, Sierre, Impr. Sierroise, 1970, 136 p.

*Suisse-Russie. Contacts et ruptures. 1813-1955*. Documents tirés des Archives du Ministère des Affaires étrangères de Russie et des Archives fédérales suisses, choisis, annotés et présentés par Antoine FLEURY et Danièle TOSATO-RIGO, Berne/Stuttgart/Vienne, Paul Haupt, 1994, 853 p.

WYMAN David S. (edited by): *America and the Holocaust. A Thirteen-Volume Set Documenting*

- the Editor's Book*, New York and London, Garland Publishing, 1989-1991, 13 volumes. Ont été consultés en particulier:
- WYMAN David S. (edited by): *War Refugee Board: Basic Rescue Operations*, 1990, 457 p., vol. 7.
  - WYMAN David S. (edited by): *War Refugee Board: Hungary*, 1990, 216 p., vol. 8.
  - WYMAN David S. (edited by): *War Refugee Board: Special Problems*, 1990, 429 p., vol. 9.
  - WYMAN David S. (edited by): *Token Shipment (Oswego Camp); and War Refugee Board "Summary Report"*, 1989, 186 p., vol. 10.
  - WYMAN David S. (edited by): *War Refugee Board: "Weekly Reports"*, 1989, 539 p., vol. 11.

## 2.4. Publications et articles contemporains

- A. L.: «Crises en Suisse», in *La France Intérieure*, cahier n° 29, 15 février 1945, pp. 27-28.
- \*\*\*[anonyme]: *L'Europe de demain*. (s.l.): Les Éditions du Mois Suisse, s.d., 31 p. (Tiré à part d'un article paru dans *Le Mois Suisse*, octobre 1940).
- \*\*\*[anonyme]: *Le drame de l'Angleterre*. (s.l.): Les Éditions du Mois Suisse, s.d., 20 p. (Tiré à part d'un article paru dans *Le Mois Suisse*, novembre 1940).
- \*\*\*[anonyme]: «La cinquième colonne vous parle: "Les proscrits de Sigmaringen"», in *La France Intérieure*, cahier n° 30, 15 mars 1945, pp. 3-8.
- APPELIUS Mario: *La tragedia della Francia dalla superbia di ieri agli armistizi di oggi. (Cronache di guerra)*, Verona/Milano, A. Mondadori, 1941, 367 p.
- AUBERT Théodore: *Les Unions civiques. Une forme de défense sociale*, Paris, extrait du *Mercur de France*, 1921, 23 p.
- AUBERT Théodore: *Après le 3 décembre. Fascisme ou retour à la liberté?*, Genève, Sonor, 1922, 18 p.
- AUBERT Théodore: *L'Affaire Conradi. Le Procès du Bolchévisme. Plaidoirie prononcée pour Arcadius Polounine devant le Tribunal Criminel de Lausanne, les 14 et 15 novembre 1923*, Genève, Sonor, 1924, 132 p.
- [AUBERT Théodore, EICTI:] *Une Nouvelle Guerre Mondiale. "La Guerre Bolchéviste"*, publié à l'occasion de la VI<sup>e</sup> conférence du conseil international de l'Entente internationale contre la III<sup>e</sup> Internationale, par le Bureau permanent de l'Entente internationale contre la III<sup>e</sup> Internationale, (Théodore Aubert), Genève, octobre 1929, 66 p.
- [AUBERT Théodore, EICTI:] *Le bolchévisme, un des agents de la crise économique. La défense contre le dumping soviétique et le plan quinquennal*, mémoire adressé aux gouvernements et aux institutions internationales, par le Bureau permanent de l'Entente internationale contre la III<sup>e</sup> Internationale, (Théodore Aubert), Genève, janvier 1931, 6 p.
- AUBERT Théodore: *Les fourriers du marxisme. L'étatisme et la socialisation de la propriété individuelle*, Genève, Impr. du Journal de Genève, 1934, 12 p.
- [AUBERT Théodore, EICTI:] *Neuf ans de lutte contre le bolchévisme, 1924-1933*, Genève, Impr. du Journal de Genève, 1933, 30 p.
- [AUBERT Théodore, EICTI:] *Protestation contre l'admission éventuelle de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques dans la Société des Nations*, adressée à la Société des Nations, aux gouvernements, aux associations pour la Société des Nations, aux institutions internationales, à l'opinion publique, par le Bureau permanent de l'Entente internationale contre la III<sup>e</sup> Internationale, (Théodore Aubert), Genève, 1934, 6 p.
- AUBERT Théodore: *À la recherche de l'ordre nouveau*, Genève, Impr. du Journal de Genève, 1935, 48 p.
- AUBERT Théodore: *Redressement national suisse*. Extraits du *Journal de Genève* des 4, 6, 9 et 11 juillet 1935, Genève, Impr. du Journal de Genève, 1935, 30 p.
- [AUBERT Théodore, EICTI:] *Dix-sept ans de lutte contre le bolchévisme, 1924-1940*, Genève, Impr. du Journal de Genève, 1940, 34 p.
- Procès Eggis & Sallin contre la Banque de l'Etat de Fribourg. Duplique de la Banque de l'Etat*, (Fribourg, BEF, 1916), 147 p.
- Procès Eggis & Sallin contre la Banque de l'Etat de Fribourg. Réponse de la Banque de l'Etat*, (Fribourg, BEF, 1914), 156 p.
- BAUER Eddy: *De Charles Maurras et de l'esprit romand*, Neuchâtel, Attinger, 1923, 15 p.
- BECK Joseph: «Völkerbund»? *Warnung an die Katholiken der Schweiz*, Olten, Walter, (1920), 20 p.

- BECK Joseph: *Der heutige Sozialismus. Eine Orientierung*, Winterthur, Hochwacht-Verlag, (1922), 24 p.
- BECK Joseph (e.a.): *Peuple catholique suisse: méfie-toi du monopole des céréales! C'est un cri d'alarme que nous poussons!* La Chaux-de-Fonds, Imprimerie des corporations, 1926, 19 p.
- BECK Joseph: *Die Versicherungsvorlage im Lichte der Wahrheit*, Freiburg CH, St. Paulus-Druckerei, (1931), 24 p.
- BECK Joseph, SAVOY André: *Die katholische Soziallehre und das Problem der Sozialversicherung*, Freiburg CH, Pöpstliche Kanisiusdruckerei, (1931), 16 p.
- BECK Joseph, SAVOY André: *La sociologie catholique et le problème des Assurances sociales*, s.l., (1931), 16 p.
- BECK Joseph: *Die Kriseninitiative, eine Landesgefahr*, Freiburg, (St-Paul, 1935), 30 p.
- BÉGUIN Pierre: *Gegen das Getreidemonopol*, Zürich, NZZ, 1924, 63 p.
- BÉGUIN Pierre: *Contre le monopole du blé*, Genève, Sonor, 1924, 69 p.
- BÉGUIN Pierre: *Monopolfrei. Systematische und kritische Darlegung der monopolfreien Vorschläge zur Getreideversorgung*, Zürich, Schweizerische Liga für Wirtschafts- und Handelsfreiheit, 1926, 22 p.
- BÉGUIN Pierre: *Zurück zur Verfassung*. Schweizerische Liga für Wirtschaftsfreiheit (hg.), Zürich, Bühler, 1927, 50 p.
- BÉGUIN Pierre: *Revenons à la constitution*. Ligue suisse contre l'étatisme (éd.), Zürich, Bühler, 1927, 52 p.
- BÉGUIN Pierre: *Le balcon sur l'Europe. Petite histoire de la Suisse pendant la guerre 1939-1945*, Neuchâtel, La Baconnière, 1951, 285 p.
- BISE Pierre: *Le cauchemar allemand*, Paris/Lausanne/Bruxelles, Civis, 1934, 489 p.
- BLANC Louis: *Banque commerciale. Discours de M. le député Louis Blanc, prononcé le 14 février 1922 en séance du Grand Conseil*, (1922), 4 p.
- BLANC Louis: *Au Pays de Gruyère*, Bulle, Simon Glasson, (1934), 157 p.
- BLANC Louis: *Bob à quatre*, (roman), Fribourg, Fragnière, 1939, 265 p.
- BLANC Louis: *Alexandre Cailler. Sa vie, son oeuvre. 1866-1936*, Fribourg, Fragnière, 1941, 82 p.
- BOVET Ernest: «Eine Bundesratskandidatur», in *Festgabe für Max Huber zum sechzigsten Geburtstag, 28. Dezember 1934*, Zürich, Schulthess, 1934, pp. 23-30.
- BRATSCHI Robert: *Gegen den Lohnabbau*, Bern, Föderativverband des Personals öffentlicher Verwaltungen und Betriebe, 1932, 56 p.
- BRATSCHI Robert: *Nach dem 28. Mai 1933*, Bern, Föderativverband des Personals öffentlicher Verwaltungen und Betriebe, 1933, 45 p.
- BUOMBERGER Ferdinand: *Die Krisen-Initiative und ihre Gefahren*, Weggis, Rigi-Verlag, (1934), 46 p.
- Centralstelle des Schweizer. Kath. Volksvereins: *Der II. Schweiz. Katholikentag in Freiburg. 22. bis 25. September 1906. Offizieller Bericht*, Stans, Hans von Matt, 1907, 382 p.
- CHARLES Hubert: *Course dans la Gruyère, ou description des mœurs et des sites les plus remarquables de cette intéressante contrée du canton de Fribourg*, Paris, Didot, 1826 (rééd.: Bulle, Éd. gruériennes, 1984).
- «Pour le travail et le pain quotidien». *L'initiative populaire pour combattre la crise économique et ses effets*. Publié par la Communauté nationale d'action pour la défense économique des salariés, Lucerne, Communauté nationale d'action pour la défense économique des salariés, (1934), 10 p.
- CRAMER Lucien: *Christianisme ou bolchévisme?* Château-d'Ex, Impr. E. Burri, 1937, 13 p.
- Crédit Gruyérien Bulle. 79<sup>ème</sup> rapport présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 7 mars 1953. Exercice 1952. Bulle, Perroud, 1953, 32 p.
- Le bolchévisme à l'œuvre. Impressions de témoins suisses*, préface de M. Henry CROISIER, édité sous le patronage du Comité des Suisses de Russie, Genève, Impr. de la Tribune de Genève, 1918, 31 p.
- DANSETTE Adrien: «A propos d'un livre de M. Taittinger. "...et Paris ne fut pas détruit"», in *Le Monde*, 3 février 1949, p. 3; 4 février 1949, p. 3; 6/7 février 1949, p. 3. – [Réponse:] TAITTINGER Pierre: «A propos de "...Et Paris ne fut pas détruit". M. Taittinger répond à M. Dansette», in *Le Monde*, 25 février 1949, p. 3; 26 février 1949, p. 4; 27/28 février 1949, p. 3. – [Réponse et fin de la controverse:] DANSETTE Adrien: «A propos de "...Et Paris ne fut pas détruit". La conversion de M. Taittinger», in *Le Monde*, 1<sup>er</sup> mars 1949, p. 3.
- DIESBACH Fred de: *Vérité sur la Suisse*, Genève, Éd. du Milieu du Monde, 1943, 287 p.
- DOKA Carl: *Verfassungsreform. Die ersten zusammenfassenden Vorschläge für eine neue*

- Bundesverfassung auf konservativer Grundlage*, Einsiedeln, Benziger, 1934, 83 p.
- DUBOIS Edmond: *Vu pendant la libération de Paris. Journal d'un témoin*. (5-26 août 1944). Lausanne, Payot, 1944, 108 p.
- DUDAN Camille: *La Russie rouge. Impressions d'un témoin suisse de la révolution russe*, Lausanne, Impr. centrale et populaire, 1918, 216 p.
- DÜRR Emil: *Neuzeitliche Wandlungen in der schweizerischen Politik. Eine historisch-politische Betrachtung über die Verwirtschaftlichung der politischen Motive und Parteien*, Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1928, 121 p.
- DÜRR Emil: «Die Bundesratswahl vom 12. Dezember 1929», in *Die Schweiz. Jahrbuch der Neuen Helvetischen Gesellschaft*, 1931, pp. 9-28.
- ECCARD Frédéric: *La législation anticommuniste dans le monde*, Belfort, Société générale d'imprimerie, 1938, 19 p.
- [EGGIS Adolphe d':] *Notice sur le Rôle de la Banque d'Epargne Eggis & Cie dans les Finances du Canton de Fribourg*, Fribourg, 1912, 15 p.
- [EGGIS Adolphe d']: *L'autre cloche. Des faits et des documents. Réponse à l'Exposé "confidentiel" de M. le Directeur des Finances J.-M. Musy, qui a paru dans le n° du 30 octobre 1913 de la N.Z.Z., sur les Affaires de la Banque de l'État de Fribourg*, Fribourg, novembre 1913, 15 p.
- EGGIS Adolphe d': *Demande en droit de M. Eggis, anc. banquier, contre la Banque de l'Etat de Fribourg, déposée au Greffe du Tribunal de la Sarine le 19 juin 1913*, Genève, Journal de Genève, 1914, 82 p.
- EGGIS Adolphe d': *Ce qu'il faut qu'on sache! Un procès politico-financier: la honteuse campagne de la Banque de l'Etat de Fribourg contre M. Eggis, ancien banquier, les dessous de la pseudo-transaction, le sauveur Musy. Mémoire pour servir à la réplique au pamphlet de la Banque du 29 avril 1914*, Fribourg, 1914, 102 p.
- EGGIS Adolphe d': *La Banque de l'État de Fribourg aux abois*, Neuchâtel, Guinchard, 1916, 8 p.
- [EGGIS Adolphe d']: *À propos d'un procès de presse. La Banque de l'Etat de Fribourg, la Banque d'Epargne Eggis et l'Université catholique. Le sauvetage du régime conservateur en 1912*, Fribourg, 1931, 8 p.
- ETTER Philipp: *Die vaterländische Erneuerung und wir*, Zug, W. Zürcher, 1933, 45 p.
- ETTER Philipp: *La démocratie suisse*, trad. de Parmil, édité par la SES, Olten/Konstanz, O. Walter, 1934, 87 p.
- Avertissement de S. G. Monseigneur l'Évêque de Lausanne et Genève au clergé et aux fidèles de son diocèse*, Fribourg, St-Paul, 21.11.1922, 4 p.
- Évêques suisses: *Le péril social. Allocution de NN. SS. les Évêques de la Suisse aux fidèles de leurs diocèses à l'occasion de la Fête fédérale d'actions de grâces 1920*, Fribourg, St-Paul, 1920, 12 p.
- Évêques suisses: *À propos de la Lettre pastorale de l'Épiscopat suisse à l'occasion du Jeûne fédéral de 1920*, (Incompatibilité entre la doctrine catholique et le socialisme), La Chaux-de-Fonds, Imprimerie des corporations, 1927, 12 p.
- FONTAINE Clément: *Au pays de la poésie. Villages et sites gruériens. Croquis et souvenirs*, Paris, Éd. artistiques internationales, 1932, 236 p.
- GENTIZON Paul: *Rome sous le faisceau*, Paris, Fasquelle, 1933, 240 p.
- GENTIZON Paul: *La conquête de l'Ethiopie*, Paris, Berger-Levrault, 1936, 296 p.
- GENTIZON Paul: *La revanche d'Adoua*, Paris, Berger-Levrault, 1936, 264 p.
- GENTIZON Paul: *L'Allemagne en guerre et l'Europe de demain...*, (Montreux), Éd. du Mois Suisse, s.d., 63 p. (Tiré à part d'articles parus dans *Le Mois Suisse*, mars et avril 1941).
- GENTIZON Paul: *Les États-Unis et l'Europe*. (Montreux), Éd. du Mois Suisse, s.d., 40 p. (Tiré à part d'un article paru dans *Le Mois Suisse*, juillet 1941).
- GENTIZON Paul: *Europe, réveille-toi! L'Amérique attaque l'Afrique ton espace vital, ton avenir...*, Sceaux, Imprimerie Charaire, (1943), 14 p.
- GENTIZON Paul: *Voyage aux pays occupés de l'est*, (Montreux), Éd. du Mois Suisse, (1943), 89 p.
- GENTIZON Paul: *Défense de l'Italie*, Lausanne, Éd. de l'Aiglon, 1949, 489 p.
- GENTIZON Paul: *Souvenirs sur Mussolini*. Presentazione di Junio Valerio BORGHESE (Pref. di P. LIBERATO ROSSON e G.A. AMAUDRUZ), Palermo, Lo Monaco, 1958, 455 p.
- MUSSOLINI Benito: *Histoire d'une année. (Le temps du bâton et de la carotte)*, avant-propos (et adaptation française de) Paul GENTIZON, Montreux, Éd. de l'Aigle, 1945, 288 p.
- GIGNOUX Claude-Joseph, FELGINES Marcel, BOUVIER-AJAM Maurice: *Discours*

- d'inauguration de l'Institut d'Études Corporatives*, Le Mans, Éd. CEP; Paris, Paillard, (1942), 31 p.
- GORGE Camille: *La neutralité helvétique. Son évolution politique et juridique des origines à la Seconde Guerre mondiale*, Zurich, Éd. polygraphiques, 1947, 485 p.
- GRABER E.-Paul: *Le Corset de fer du Fascisme 1919-1934*, La Chaux-de-Fonds, Le Flambeau, (1935), 272 p.
- GRELLET Pierre: *Souvenirs d'écrivoire*, Lausanne, Éd. Vie, 1952, 207 p.
- GRIMM Robert: *Der 12. Dezember des Bürgertums. Ein Nachwort zu den Bundesrats-Wahlen*, Aarau, Druckereigenossenschaft, 1930, 47 p.
- GROB Rudolf, HILDEBRANDT Walter, KÖNIG Emil, SCHÜLE Charles, SCHWEINGRUBER Wilhelm: *Gegen den Strom. Solidarität statt Sozialismus. Weckruf ans Schweizervolk*, Zürich, Verlag «Mitten Durch», 1928, 61 p.
- GROB Rudolf, HILDEBRANDT Walter, KÖNIG Emil, SCHÜLE Charles, SCHWEINGRUBER Wilhelm: *Réagissons. Solidarité et non socialisme. Appel au peuple suisse*, trad. Pierre Favarger, Lausanne (e.a.), Payot, 1930, 78 p.
- GROB Rudolf: *Der Bund der Eidgenossen – ein Wagnis des Glaubens*, Luzern, Vita Nova, 1934, 85 p.
- GROB Rudolf: *Zwischen Marxismus und Faschismus. Für die Freiheit der Eidgenossenschaft*, Zürich, Bund für Volk und Heimat/Reutimann, s.d., 40 p.
- HAAS Samuel: *Kulturbolschewismus. Ein Zeitspiegel*, Zürich, Bund für Volk und Heimat/Mitten-Durch-Verlag, (1933), 51 p.
- HAAS Samuel: *Was will und ist der Bund für Volk und Heimat?* Eröffnungsvortrag gehalten von S. Haas (Bern) an der Gründungsversammlung vom 28. Mai 1933, (Bern/Zürich, Bund für Volk und Heimat, 1933), 23 p.
- HAAS Samuel: *Unser Freiheitskampf für Volk und Heimat*. Nach Vortrag von S. Haas am Volkstag vom 9. Juli 1933 auf der Forch, (Bern/Zürich, Bund für Volk und Heimat, 1933), 31 p.
- HAAS Samuel: *Kirche und neue Gesinnung*, Bern, Buchdr. Berner Tagblatt, 1934, 16 p.
- HAAS Samuel: *Volksfront in der Schweiz? Dokumente aus der «Richtlinien»-Bewegung*, Olten, Otto Walter, (1937), 118 p.
- HAAS Samuel: *1918-1938. Ein Kreislauf der Entwicklung*. Nach einem Vortrag gehalten am 29. Oktober 1938 anlässlich der 21. Generalversammlung des Vereins der Schweizer Mittelpresse, Olten, Otto Walter, (1938), 47 p.
- HEER Jean: *Visions de guerre*, Genève, Éd. du Rhône, (1943), 206 p.
- HELVETICUS [BECK Joseph]: *Wird der Sozi die Schweiz regieren? Eine Frage an das Schweizervolk*, Bern, Verlagsvereinigung "Pro Helvetia", (1928), 47 p.
- HELVETICUS [BECK Joseph]: *La Suisse sera-t-elle socialiste? Appel au peuple suisse*, Berne, Société "Pro Helvetia", (1928), 46 p.
- HIMMLER Heinrich (Reichsführer SS): *Die Schutzstaffel als antibolschewistische Kampforganisation*, München, Zentralverlag der NSDAP, Franz Eher Nachf., 1936, 31 p.
- HUBER Max: *Grundlagen nationaler Erneuerung. Vom Wesen und Sinn des schweizerischen Staates – Evangelium und nationale Bewegung*, Zürich, Schulthess, 1934, 110 p.
- INGOLD Walter: *Der Lohnkampf des eidgenössischen Personals*, Bern, Förderativverband des Personals öffentlicher Verwaltungen und Betriebe, 1933, 103 p.
- L'initiative socialiste pour la confiscation des fortunes. Votation du 3 décembre*, Fribourg, St-Paul, 1922, 20 p.
- INSTITUT HOOVER (Stanford University, California): *La vie de la France sous l'occupation (1940-1944)*, Paris, Plon, 1957, 3 vol., 1797 p.
- JACCOUD Jean-Baptiste: *Le Collège St-Michel et les vocations ecclésiastiques*, Fribourg, St-Paul, 1902, 64 p.
- JACCOUD Jean-Baptiste: *Notice sur le Collège St-Michel de Fribourg*, Fribourg, St-Paul, 1914, 221 p.
- KASZTNER Rezsö (vorgelegt von): *Der Bericht des jüdischen Rettungskomitees aus Budapest. 1942-1945*. Vaadat Ezra Vö-Hazalah Bö-Budapest, s.l., s.d. (1946), (Copyright by the author), 191 p. (ronéotypées)
- LANDAU Ernst (Hg.): *Der Kastner-Bericht über Eichmanns Menschenhandel in Ungarn*, München, Kindler, 1961, 367 p.
- LANG Paul: *Tote oder lebendige Schweiz? Versuch eines Systems politischer Morphologie, entwickelt an der Dynamik des eidgenössischen Staates*, Zürich, Rascher, 1932, 163 p.
- LAUR Ernst: *L'initiative sur la confiscation des fortunes et ses conséquences pour l'économie et*



- l'agriculture nationales*, Brougg, Effingerhof, (1922), 12 p.
- LAUR Ernst: *Wirtschaftliche Richtlinien für die schweizerische Zollpolitik*, Brugg, Verlag des Schweiz. Bauernverbandes, 1925 (1<sup>ère</sup> éd. 1925), 64 p.
- LAUR Ernst: *Erinnerungen eines schweizerischen Bauernführers. Ein Beitrag zur schweizerischen Wirtschaftsgeschichte*, Bern, Verbandsdruckerei, 1942, 331 p.
- LE FUR Louis: *La démocratie et la crise de l'État*, (Archives de Philosophie du droit et de Sociologie juridique), Paris, Recueil Sirey, 1934, 49 p.
- LE FUR Louis: «La France devant l'Europe», in *France 1941. La révolution nationale constructive. Un bilan et un programme*. Paris, Alsatia, 1941, pp. 165-190.
- LEIMGRUBER Oskar: *Les classes moyennes et la politique*, Fribourg, Union suisse des classes moyennes du commerce, 1922, 72 p.
- LEYVRAZ René: *Principes d'un ordre nouveau*, Lausanne, Éd. de l'Institut romand d'études corporatives, (1940), 77 p.
- MARBACH Fritz: *Gewerkschaft, Mittelstand, Fronten. Zur politischen und geistigen Lage der Schweiz*, Bern, Francke, 1933, 144 p.
- MARTEL René: *Principes du national-socialisme*. (couverture: *L'Allemagne nouvelle. Ses principes*), Paris, Sorlot, 1941, 96 p.
- MARTEL René: *22 Juin 1941. La préméditation soviétique. Textes et documents*, Paris, Éd. C.E.A., s.d. (1943), 54 p.
- MAUCLAIR Camille: *La crise de l'art moderne*, Paris, Éd. CEA, (1944), 32 p.
- MICHEL Walter: *Mémoire adressé par le Plt médecin Dr Walter Michel à l'Auditeur en chef de l'Armée, Monsieur le Colonel-brigadier J. Eugster, E.M.G.*, (Genève) 1943, 19 p.
- MONTENACH Georges de: *Pour le Village. La conservation de la classe paysanne*, Lausanne/Paris, Payot, (1916), 567 p.
- MOTTA Giuseppe: *Testimonia temporum. Discorsi e scritti scelti. Discours et écrits choisis. Ausgewählte Reden und Schriften*, Bellinzona, Istituto editoriale ticinese, 3 vol.: 1931 (1911-1931), 1936 (1932-1936), 1941 (1936-1940).
- In memoriam. Giuseppe Motta. Consigliere federale*, Lugano/Bellinzona, Arti Grafiche Grassi, (1941), 260 p.
- MURET Maurice: *L'esprit juif. Essai de psychologie ethnique*, Paris, Perrin, 1901, 323 p.
- MURET Maurice: *Le désarroi de l'esprit allemand*, Lyon, La plus grande France, 1937, 321 p.
- MURET Maurice: *France héroïque*, Paris, A. Michel, 1943, 315 p.
- NICOLLE Pierre: *Cinquante mois d'armistice. Vichy. 2 Juillet 1940 - 26 Août 1944. Journal d'un témoin*, Paris, Éd. André Bonne, 1947, tome 1: 532 p. , tome 2: 543 p.
- NOVIK Dmitri: *Théodore Aubert et son œuvre. Le mouvement international contre le bolchévisme*, Genève, Éd. des amis de l'Entente internationale contre la III<sup>e</sup> Internationale, 1932, 46 p.
- OERI Albert: *Alte Front. Mit einem Geleitwort von Emil Dürr*, Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1933, 176 p.
- Georges Oltramare, l'homme, qui, demain...* Genève, Éd. de l'Arbalète, 1937, 159 p.
- ORMESSON Wladimir d': *Le communisme, c'est la guerre! L'Europe en danger*, Paris, Flammarion, 1936, 46 p.
- Die Schweizerische Konservative Volkspartei. Rapports d'activité du PCPS portant sur les périodes de législature de l'Assemblée fédérale, 25<sup>ème</sup> – 34<sup>ème</sup> périodes de législature, 1919-1955.*
- PHILIPONA Pie: *Georges Python. 1856–1927*, Dijon, Lumière, 1927, 192 p.
- PICOT Albert: *Sur le front de la bataille politique. Élections municipales. Initiative de crise*, Genève, Impr. du Journal de Genève, 1935, 15 p.
- PILLER Joseph: *Corporation et fédéralisme*, Neuchâtel/Paris, V. Attinger, (1935), 99 p.
- REYNOLD Gonzague de: *La Suisse une et diverse*, Fribourg, Fragnière, 1923, 292 p.
- REYNOLD Gonzague de: *La démocratie et la Suisse. Essai d'une philosophie de notre histoire nationale*, Berne, Éd. du Chandelier, 1929, 370 p.
- REYNOLD Gonzague de: *Die Schweiz im Kampf um ihre Existenz*, Luzern, Vita Nova, 1934, 79 p.
- REYNOLD Gonzague de: *Portugal*, Paris, Spes, 1936, 348 p.
- REYNOLD Gonzague de: *La Suisse est devant son destin*, Genève, Éd. de l'Écho illustré, 1941, 131 p.
- [RIEDWEG Franz:] *Friedrich der Grosse. Soldat, Staatsmann, Denker*. Aus seinen Schriften. Ausgewählt von Franz RIEDWEG, Berlin/Leipzig, Nibelungen-Verlag, 1940, 70 p.
- RUFFIN Henry: *Croyez-vous à la Société des Nations?*, Paris, Plon, 1924, 190 p.

- RUFFIN Henry: *Reverrons-nous la guerre? Une enquête internationale*, Genève, Éd. du Rhône, 1925, 323 p.
- SALLIN Jules: *Réponse ouverte aux Circulaire et Rapport prétendus confidentiels de M. J. Musy, Directeur des Finances, adressés à quelques députés*, Fribourg, novembre 1913, 21 p.
- SALLIN Jules: *Demande en droit contre la Banque de l'État de Fribourg de M. Jules Sallin ancien directeur de la Banque de l'État déposée au greffe du tribunal de la Sarine le 19 juin 1913*, Fribourg, novembre 1913, 94 p.
- SALLIN Jules: *Les erreurs de M. Musy et de la Banque de l'Etat de Fribourg. Réplique de M. Jules Sallin, ancien Directeur*, Fribourg, (1915), 137 p.
- [SALLIN Jules:] *Les déceptions de la politique financière de M. Musy. Réfutation de la duplique de la Banque de l'État de Fribourg du 31 janvier 1916*, Fribourg, 1916, 79 p.
- SAVARY Léon: *Le Collège Saint-Michel*, Paris/Neuchâtel, Victor Attinger, 1932, 137 p.
- SAVARY Léon: *La fin d'un mensonge*, (Montreux), Éd. du Mois Suisse, (1940), 15 p. (Tiré à part d'un article paru dans *Le Mois Suisse*, août-septembre 1940).
- SAVOY Émile: *L'exode rural dans le canton de Fribourg*, séance du Grand Conseil du 12 novembre 1925, (Fribourg), 1925, 20 p.
- SAVOY Émile: *Pour le 5 décembre 1926. L'approvisionnement du pays en céréales et l'encouragement à l'agriculture*, Bulle, tiré à part du *Fribourgeois*, novembre 1926, 31 p.
- SCHINDLER-HUBER Dietrich: *Die sozialistische Krisen-Initiative*, Referat, gehalten an der Generalversammlung des Arbeitgeberverbandes Schweizerischer Maschinen- und Metallindustrieller vom 22. Juni 1934 in Zürich, (Zürich, NZZ), Juni 1934, 22 p.
- SCHMID-AMMANN Paul: *Der politische Katholizismus*, Bern, Nation, 1945, 183 p.
- SENGER Alexandre de: *Le cheval de Troie du bolchévisme*, Bienne, Éd. du Chandelier, 1931, 174 p.
- TISSOT Victor: *La Suisse inconnue*, Paris, Dentu, s.d. (1888), 506 p.
- UNION SYNDICALE SUISSE: *La vérité sur la tactique des communistes. Documents concernant la manœuvre en faveur d'un «Front unique»*, Berne, 1936, 18 p.
- VAUCHER Robert: *Quand le Maréchal Pétain prend son bâton de pèlerin*, Paris/Marseille, La Presse française et étrangère, 1941, 148 p.
- [VALLIERE Paul de:] *Les troubles révolutionnaires en Suisse de 1916 à 1919, par un témoin*, Lausanne, Payot, 1926, 80 p.
- WARTANOFF, Boris: *Un Russe retrouve son pays*, Paris, Éd. Tallandier, 1935, 256 p.
- WARTANOFF Boris: *Prisonnier en Asie-Mineure*, Paris, Éd. Tallandier, 1935, 221 p.
- WARTANOFF Boris: *Mes co-détenus au Guépéou. Suivi d'une étude sur la nouvelle génération soviétique*, Genève, Librairie et Édition J.-H. Jeheber, (1937), 224 p.
- WARTANOFF Boris: *Occident face au bolchévisme*, Genève, Librairie et Édition J.-H. Jeheber, 1941, 164 p.
- WARTANOFF Boris: *Le pétrole russe*, Paris, La Presse française et étrangère, (1945), 141 p.
- WARTANOFF Boris: *Russie, où est ta victoire?* Genève: Ch. Grasset, (1945), 207 p.
- WECHLIN Heinrich E.: *Der Aargau als Vermittler deutscher Literatur an die Schweiz 1798-1848*, Aarau, Sauerländer, 1925, 167 p.
- WECHLIN Heinrich E.: *Bolschewismus. Vortrag, gehalten im Rotary Club Bern im Mai 1934*, St-Gallen, H. Tschudy, (1934), 13 p.
- WECHLIN Heinrich E.: *Heraus aus dem Chaos! Betrachtungen zur eidgenössischen Staatskrise*, Bern/Leipzig, Gotthelf-Verlag, (1934), 52 p.
- WECHLIN Heinrich E.: *Eine Zeitung wird verboten!*, Sonderabzug aus *Nationale Hefte*, janvier 1940, 12 p.
- WECK Marcel de: *Georges de Monténach 1862-1925*, Dijon, Lumière, 1928, 105 p.
- WICK Karl: *Politik und politische Parteien*, Luzern, Räber, 1927, 47 p.

## 2.5. Souvenirs, mémoires et journaux publiés

- ARNOLDSSON Hans: *Aux portes des enfers*, (traduit du suédois: *Natt och Dimma*), Paris, Éd. «Je Sers», 1947, 196 p.
- BARBEY Bernard: *P.C. du général. Journal du chef de l'état-major particulier du général Guisan, 1940-1945*, Neuchâtel, La Baconnière, 1948, 280 p.
- BARBEY Bernard: *Aller et retour. Mon journal pendant et après la «drôle de guerre», 1939-1940*, Neuchâtel, La Baconnière, 1967, 179 p.

- BARD Jean: *Qui es-tu, Arlequin? Récit de ma vie*, Neuchâtel, Attinger, 1972, 208 p.
- BARRAS Pierre: *Novembre 18. Sur les pas du régiment 7*, Fribourg, St-Paul, 1969, 112 p.
- BELRICHARD A.: *Auf Befehl Moskaus. Eine Zwangsfahrt: Berlin-Polen-Russland zur Türkei. Kriegsende 1945*, s.l., s.n., s.d. (1975), 181 p.
- BEN-AMI Yitshaq: *Years of Wrath, Days of Glory. Memoirs from the Irgun*, New York, Robert Speller & Sons, 1982, 601 p.
- BERNADOTTE Folke: *La fin. Mes négociations humanitaires en Allemagne*, 1945, 141 p.
- BISS Andreas: *Wir hielten die Vernichtung an. Der Kampf gegen die «Endlösung» 1944*, Herstein, März Verlag, 1985, 403 p. (1966: *Der Stopp der Endlösung*).
- BLANC Louis: *Rêverie d'un notaire solitaire*, Bulle, Les Fils d'Alphonse Glasson, 1970, 20 p.
- BOVET George: *Chemin faisant. Trente ans de souvenirs*, Genève, Cheval Ailé, 1945, 234 p.
- BÖSCHENSTEIN Hermann: *Vor unsern Augen. Aufzeichnungen über das Jahrzehnt 1935-1945*, Bern, Stämpfli, 1978, 334 p.
- CHARBONNEAU Henry: *Les mémoires de Porthos*. tome I, s.l., Les Éditions du Clan, 1967, 455 p.
- CHARBONNEAU Henry: *Les mémoires de Porthos. (Le Roman noir de la droite française)*, tome II, Paris, La Librairie Française, 1981, 468 p.
- CHOLTITZ Dietrich von: *Un soldat parmi des soldats*, préface de Pierre TAITTINGER, Avignon, Aubanel, 1964 (1951), 347 p.
- COULONDRE Robert: *De Staline à Hitler. Souvenirs de deux ambassades. 1936-1939*, Paris, Hachette, 1950, 334 p.
- DÜRRENMATT Peter: *Zeitwende. Stationen eines Lebens*, Luzern: Maihof, Basel: Cratander, 1986, 209 p.
- FAÏ Bernard: *De la prison de ce monde*, Bulle, Éd. du Sapin Vert, 1952, 146 p.
- Markus Feldmann. *Tagebuch 1923-1958*, bearbeitet von Peter MOSER, hg. von der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte, Basel, Kommissionsverlag Krebs, 2001-2002, 6 Bände.
- FRENAY Henri: *La nuit finira*, Paris, Robert Laffont, 1973, 607 p.
- FREYMOND Arthur: «1914-1930», in *Pro Helvetica Dignitate ac Securitate 1914-1964*, Fünfzigjahrfeier der Neuen Helvetischen Gesellschaft, Zürich, Atlantis, 1964, pp. 57-58.
- FRÖLICHER Hans: *Meine Aufgabe in Berlin*, (Wabern-Bern), Privatdruck, 1962, 159 p.
- GASSER Christian: *Der Gotthard-Bund. Eine schweizerische Widerstandsbewegung. Aus den Archiven 1940 bis 1948*, Bern (e.a.), P. Haupt, 1984. 161 p.
- GEORG Alfred: *Souvenirs de luttés, 1894-1927. Contre l'étatisme et la bureaucratie*, Genève, Imprimerie du Journal de Genève, 1936, 597 p.
- Die Tagebücher von Joseph Goebbels. Sämtliche Fragmente*, herausgegeben von Elke FRÖHLICH im Auftrag des Instituts für Zeitgeschichte und in Verbindung mit dem Bundesarchiv, München/New York/London/Paris, K.G. Saur, 1987. Teil 1: *Aufzeichnungen 1924-1941*: 4 Bde u. 1 Interimsregister.
- HALPÉRIN Jean: *Politik und Wirtschaft in den Entscheidungsjahren 1936-1946. Aus den Wochenberichten einer Zürcher Privatbank*, Bern, Francke, (1947), 280 p.
- HASSELL Ulrich von: *Die Hassell-Tagebücher 1938-1944. Aufzeichnungen vom andern Deutschland*, nach der Handschrift revidierte und erweiterte Ausgabe, Berlin, Siedler, 1989 (1988), 689 p.
- HECHT Reuben: «“Alija Beth”», pp. 203-208, in Eli ROTHSCHILD (Hrsg.): *Meilensteine. Vom Wege des Kartells Jüdischer Verbindungen (K.J.V.) in der Zionistischen Bewegung*, Tel Aviv, Präsidium des K.J.V., 1972, 416 p.
- HEER Jean: *Mémoires. Un Européen quelconque*, tome 1, Vevey, Éditions de l'Aire, 1997, 274 p.
- Der Dienstkalender Heinrich Himmlers 1941/42*, bearbeitet, kommentiert und eingeleitet von Peter WITTE, Michael WILDT, Martina VOIGT, Dieter POHL, Peter KLEIN, Christian GERLACH, Christoph DIECKMANN und Andrej ANGRICK, Hamburg, Christians, 1999, 789 p.
- JAQUET Joseph: *Les souvenirs d'un Gruyérien. 1822-1885*, (Bulle, sans éditeur), 1893-1900, 4 volumes.
- JUNOD Marcel: *Le troisième combattant*, Paris, Payot, (1947) 1963, 251 p.
- KERSTEN Felix: *The memoirs of doctor Felix Kersten*, edited by Herma BRIFFAULT, Garden City/New York, Doubleday, 1947, 300 p.
- KERSTEN Felix: *The Kersten memoirs 1940-1945*, with an introduction by H. R. TREVOR-ROPER, New York, MacMillan, 1957, 314 p.
- KERSTEN Felix: *Totenkopf und Treue. Heinrich Himmler ohne Uniform. Aus den*

- Tagebuchblätter des finnischen Medizinalrats Felix Kersten*, Hamburg, Robert Mölich, (1952), 407 p.
- KESSEL Joseph: *Les mains du miracle*, Paris, Gallimard, 1960, 309 p.
- KRAMER Edith: «Meine Erfahrungen in Posen, Antoniek und Theresienstadt bis zur Rettung in der Schweiz», in *Emuna. Israel Forum. Vereinigte Zeitschriften über Israel und Judentum*, 1976: I, Heft 3, pp. 30-36; II, Heft 4, pp. 28-36; III, Heft 5/6, pp. 69-74.
- KRAMER-FREUND Edith: «Fahrt in die Freiheit. Vom Häftling in Theresienstadt zum Flüchtling in der Schweiz», in *Tribüne. Zeitschrift zum Verständnis des Judentums*, 1985, 24. Jahrgang, Heft 93, pp. 152-165.
- LANG Francis: *Mémoires d'un médecin de campagne 1940-1990*, Fribourg, Fragnière, 1991, 245 p.
- LE FEVRE Georges: *Et Paris se libéra*, Paris, Hachette, 1945, 188 p.
- LINDT August R.: *Le temps du hérisson. Souvenirs, 1939-1945*, Carouge-Genève, Zoé, 1995 (1992 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), 203 p.
- LORENZ Jacob: *Erinnerungen eines simplen Eidgenossen*, Erlenbach-Zürich, E. Rentsch, 1935, 342 p.
- LOUSTAUNAU-LACAU Georges (Navarre): *Mémoires d'un Français rebelle 1914-48*, Paris, R. Laffont, 1948, 365 p.
- MASUR Norbert: *En jude talar med Himmler*, Stockholm, Albert Bonniers Förlag, 1945, 35 p.
- MASUR Norbert: «Ma rencontre avec H. Himmler», in *Le monde juif. La revue du Centre de documentation juive contemporaine*, n° 74, avril-juin 1974, pp. 2-15.
- NORDLING Raoul: *Sauver Paris. Mémoires du consul de Suède (1905-1944)*, avec la collab. de Victor VINDE, éd. présentée et annotée par Fabrice VIRGILI, Bruxelles: Complexe, Paris: IHTP-CNRS, 2002, 163 p.
- OLTRAMARE Georges: *Réglons nos comptes*, Genève, Impr. A. Bernet, 1949, 40 p.
- OLTRAMARE Georges: *Les souvenirs nous vengent*, Genève, L'autre son de cloche, 1956, 261 p.
- PAPEN Franz von: *Der Wahrheit eine Gasse*, München, Paul List Verlag, 1952, 677 p.
- PAPEN, Franz von: *Mémoires*, Paris, Flammarion, 1953, 322 p.
- PICOT Albert: *Souvenirs de quelques années difficiles de la République de Genève 1931-1937*, Genève, Jullien, 1963, 171 p.
- PÜNTER Otto (alias Pakbo): *Guerre secrète en pays neutre. Les révélations d'un agent secret sur l'espionnage en Suisse contre le fascisme et Hitler, 1930-1945*, Lausanne, Payot, 1967, 298 p.
- REDRESSEMENT NATIONAL (éd.): *40 Jahre RN – 40 années de lutttes politiques*, Zürich/Genève, 1976, 31 p.
- REYNOLD Gonzague: *Mes mémoires*, Genève, Éd. Générales, tome 1: 1960, 390 p., tome 2: 1960, 334 p., tome 3: 1963, 756 p.
- RIEDWEG Franz: *Ende des materialismus. Der Weg ins Dritte Jahrtausend*, München, Liga Europa, 1982, 185 p. (Version remaniée de: *Konservative Evolution. Ende des Saekularismus*. München, Bogen Verlag, 1968).
- RIEGNER Gerhart M.: *Ne jamais désespérer. Soixante années au service du peuple juif et des droits de l'homme*, Paris, Cerf, 1998, 683 p.
- ROSENBERG Martin: *Was war Anpassung, wo war Widerstand?*, Bern, Konservativ-Christlichsoziale Volkspartei der Schweiz, 1966, 40 p.
- ROSENBERG Martin: *Der Frontenfrühling und die Erneuerungsbewegungen der dreissiger Jahre*, Bern, Konservativ-Christlichsoziale Volkspartei der Schweiz, 1970, 19 p.
- SAVARY Léon: *Le fonds des ressuscités. Mémoires*, tome 1, (Lausanne), Jack Rollan, 1956, 204 p.
- SAVARY Léon: *Les balances faussées. Mémoires*, tome 2, Bienne, Éd. du Panorama, 1966, 148 p.
- SCHACHT Hjalmar: *76 Jahre meines Lebens*, Bad Wörishofen, Kindler & Schiermeyer, 1953, 689 p.
- (SCHALLER Jean de:) *Souvenirs d'un officier fribourgeois*, complétés et édités par Henri de SCHALLER, Fribourg, Imprimerie catholiques suisse, 1888, 225 p.
- SCELLENBERG Walter: *Aufzeichnungen. Die Memoiren des letzten Geheimdienstchefs unter Hitler*, Wiesbaden, München, Limes, (1956) 1979, 438 p.
- SCELLENBERG Walter: *Le chef du contre-espionnage nazi parle (1933-1945)*, Paris, Julliard, 1957, 514 p.
- Bundesrat Karl Scheurer. Tagebücher 1914-1929*, herausgegeben und eingeleitet von Hermann BÖSCHENSTEIN, Bern, Stämpfli, 1971, 390 p.
- SCHMID-AMMANN Paul: *Mahnrufe in die Zeit. Vier bewegte Jahrzehnte schweizerischer Politik*

- 1930-1970, Zürich, Morgarten-Verlag, 1971, 265 p.
- SCHMID-AMMANN Paul: *Unterwegs von der politischen zur sozialen Demokratie. Lebenserinnerungen*, Zürich, Morgarten-Verlag, 1978, 302 p.
- SPITZER Federica, WEISZ Ruth: *Theresienstadt. Aufzeichnungen*. Mit einem Beitrag von Wolfgang BENZ. Berlin, Metropol, 1997, 172 p.
- STEINMANN Ernst: *Aus Zeit und Streit. Notizen eines Politikers*, Bern, P. Haupt, 1953, 301 p.
- STUCKI Walter: *La fin du régime de Vichy*, Neuchâtel, La Baconnière, 1947, 246 p.
- TAITTINGER Pierre: *...Et Paris ne fut pas détruit*, Paris, L'Élan, 1948 (1956), 319 p.
- TAITTINGER Pierre: «A propos de “...Et Paris ne fut pas détruit”». M. Taittinger répond à M. Dansette», in *Le Monde*, 25 février 1949, p. 3; 26 février 1949, p. 4; 27/28 février 1949, p. 3.
- THOMAS Max-Marc: *Le 9 novembre 1932 ou le «putsch» raté de Léon Nicole*, Genève, Les Cahiers de la République, 1982, 67 p.
- TORCHE Paul: *Témoignages*. Entretiens avec Michel COLLIARD, Fribourg, Éd. Martin Michel, 1987, 174 p.
- TRÜMPY Curt: «Heute darf ich reden», in *Sie und Er*, Oktober-November 1961.
- VALLOTTON Henry: *Suisses et Soviets. 2 interpellations (1926-1936)*, Lausanne, Impr. vaudoise, 1936, 38 p.
- VALLOTTON Henry: *Faut-il «fermer» le Conseil national?*, Lausanne, Impr. vaudoise, 1936, 16 p.
- VALLOTTON Henry: *Finances fédérales. À propos du projet de budget de la Confédération pour 1937*, Lausanne, Impr. Couchoud, 1936, 15 p.
- WAGNIERE Georges: *Dix-huit ans à Rome. Guerre mondiale et fascisme, 1918-1936*, Genève, A. Jullien, 1944, 276 p.
- WEIZSÄCKER Ernst Ulrich von: *Erinnerungen* (Ernst von Weizsäcker), München, Paul List, 1950, 391 p.
- WEIZSÄCKER Ernst Ulrich von: *Die Weizsäcker-Papiere 1933-1950* (Ernst von Weizsäcker), hg. von Leonidas E. Hill, Berlin, Propyläen, 1974, 683 p.
- ZOPFI Hans: *Anekdoten und Erinnerungen*, Affoltern a. A., Aehren, 1952, 264 p.
- ZOPFI Hans: *Aus sturmerfüllter Zeit. 2. Teil der Anekdoten und Erinnerungen*, Affoltern a.A., Aehren, 1954, 337 p.

## 2.6. Journaux et périodiques

Plusieurs fonds d'archives comprennent de très nombreuses coupures de presse sur Musy. Nous avons toutefois jugé nécessaire de consulter les journaux et les revues dans les volumes originaux déposés en bibliothèque, soit pour les dépouiller de manière plus systématique sur certaines périodes, soit pour contrôler à chaque fois les références des coupures de presse notées ailleurs. Enfin, le plus souvent possible, nous avons diversifié les sources afin d'avoir différents sons de cloche, qu'ils proviennent par exemple des partisans ou des adversaires de Musy. Il s'agit notamment des périodiques suivants:

- L'Action nationale*, Genève;
- Action nationale suisse contre le communisme – Schweizerische Aktion gegen den Kommunismus*, Fribourg/Zurich (1937-1938: consultation systématique);
- Almanach de Chalamala*, Lausanne, 1911-1914; *Le Nouveau Chalamala*, Lausanne, 1920
- Arbeiter-Zeitung*, Bâle;
- Das Aufgebot*, Berne;
- Basler Nachrichten*, Bâle;
- Berner Tagblatt*, Berne;
- Berner Tagwacht*, Berne;
- Der Bund*, Berne;
- Courrier de Genève*, Genève;
- Curieux*, Neuchâtel;
- Le Démocrate*, Delémont;
- Les Échos de Saint-Maurice*, Saint-Maurice;
- Eidgenoss*, Zurich;
- L'Express*, Neuchâtel;
- Le Fasciste Suisse*, Lausanne;

*Freiburger Nachrichten*, Fribourg;  
*Freiheit*, Basel;  
*Le Fribourgeois*, Bulle;  
*Die Front*, Zurich;  
*Le Genevois*, Genève;  
*La Gruyère*, Bulle;  
*L'Idea nazionale*, Lugano;  
*L'Indépendant*, Fribourg;  
*La Jeune Suisse*, Porrentruy, puis Genève (1941-1944: consultation systématique);  
*Journal de Genève*, Genève;  
*La Liberté*, Fribourg;  
*Luzerner Tagblatt*, Lucerne;  
*Le Mois suisse*, Montreux;  
*Monat-Rosen*, puis *Monatsschrift*, divers lieux, dont Olten;  
*Der Morgen*, Olten;  
*Die Nation*, Zurich;  
*National-Zeitung*, Bâle;  
*Neue Aargauer Zeitung*, Aarau;  
*Neue Basler Zeitung*, Bâle;  
*Neue Ordnung*, divers lieux, dont Fribourg;  
*Das Neue Volk*, Rorschach;  
*Neue Zürcher Nachrichten*, Zurich;  
*Neue Zürcher Zeitung (NZZ)*, Zurich;  
*Nouvelles Étrennes Fribourgeoises (NEF)*, Fribourg;  
*Nouvelliste valaisan*, Sion;  
*Le Pays*, Porrentruy;  
*Le Pileri*, Genève;  
*La Revue*, Lausanne;  
*La Revue anticommuniste*, Genève;  
*La Revue des familles*, Fribourg;  
*Rote Revue*, Zurich;  
*Schweizerische Handelszeitung*, Zurich;  
*Schweizerische Rundschau*, puis *Schweizer Rundschau*, divers lieux, dont Stans et Einsiedeln;  
*Schweizervolk*, Zurich;  
*La Sentinelle*, divers lieux, puis La Chaux-de-Fonds;  
*La Suisse*, Genève;  
*La Suisse libérale*, Neuchâtel;  
*Le Travail*, Genève;  
*La Tribune de Genève*, Genève;  
*Das Vaterland*, Lucerne;  
*Volksrecht*, Zurich;  
*Die Weltwoche*, Zurich.

À l'étranger, nous avons entre autres consulté les périodiques suivants:

*L'Élan social*, Paris;  
*Film-Kurier*, Berlin;  
*Frankfurter Zeitung*, Francfort;  
*Le Jour-Écho de Paris*, Paris;  
*Le Matin*, Paris;  
*L'Ordre National*, Paris;  
*Völkischer Beobachter*, Berlin/Munich.

### 3. Entretiens et correspondances

Oneïda d'Andigné, Paris; Robert Belot, Belfort; Patrice Borcard, Bulle; Daniel Bourgeois, Berne; Pierre-Philippe Bugnard, Bulle; Philippe Burrin, Genève; Michel Caillat, Genève; Laurent Castella, Albeuve; Valérie Clerc, Rossens; Michel Comte, Gruyères; Roland Cosandey, Vevey; Jérôme Crausaz, Fribourg; Alain Dieckhoff, Paris; Benoît de Diesbach, Fribourg; Mme Paul Eynard, Rolle; Shaul (Dominique) Ferrero, Jérusalem; Auguste Glasson, Bulle; Claude Hauser, Fribourg; Gianni Haver, Lausanne; Catherine et Charles d'Ivernois, Paris; Chantal Kaiser, Brünisried; Peter Kamber, Burgdorf; David Kranzler, New York; des membres de la famille de Jean-Marie Musy, notamment Jean-Christophe Musy, Wittenbach, et Jean-Marie Musy, Farvagny-le-Petit; Philippe Nivet, Paris; Mordecai Paldiel, Jérusalem; Gilles de la Raudière, Paris; Gerhart M. Riegner, Genève; Franz Riedweg, Munich; Simon Roth, Fribourg; Stéphanie Roulin, Fribourg; Brigitte Sion, Genève; Rolf Soland, Romanshorn; Bertrand Tappolet, Chêne-Bougeries; Jean-Joseph Thédy, Enney; Alain Thorel, Paris; Klaus Urner, Zurich; Käthe Wechlin, Bad Godesberg.

## B. Travaux

Ni tous les travaux cités en note ni toutes les lectures ayant nourri la recherche n'ont été recensés dans la présente bibliographie.

### 1. Sur Jean-Marie Musy et ses activités

- Études et présentations spécifiques
- BEGUIN Pierre, CHUARD Claude, PYTHON Francis, RUFFIEUX Roland: «Jean-Marie Musy (1876–1952). Le premier Conseiller fédéral fribourgeois», in *La Liberté*, 10/11 avril 1976.
- BOURGEOIS Daniel: «Une lettre de Heydrich à Ribbentrop sur Vichy», in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 18, avril-juin 1971, pp. 296-307.
- CHUARD Claude, DIESBACH Roger de, GUMY Serge, avec des entretiens avec Alain DIECKHOFF et Daniel SEBASTIANI: dossier consacré à l'action de sauvetages de Juifs à laquelle a participé Musy, in *La Liberté*, 3 et 6.12.1999.
- COSANDEY Roland: «Cinéma politique suisse 1930-1938: un coin du puzzle, à droite», in *Études et Sources*, 20, 1994, pp. 143-217.
- COSANDEY Roland: «Il n'est de film que sa copie: *La Peste rouge* (1938), par exemple», in *Ciné-Bulletin*, n° 224, juin 1994, pp. 13-15.
- COSANDEY Roland: «Du bon usage du patrimoine cinématographique en Suisse: *La Peste rouge* (Suisse, 1938), *Vous avez la mémoire courte* (France, 1942), *Guglielmo Tell* (Italie, 1911)», in *Études et Sources*, 23, 1997, pp. 255-290.
- CRAUSAZ Jérôme: *De la rénovation nationale à la collaboration à l'Europe nouvelle. L'action de Jean-Marie Musy à la tête de l'hebdomadaire La Jeune Suisse (1935-1944)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1997, 181 p.
- DIECKHOFF Alain: «Une action de sauvetage des juifs européens en 1944–1945: l'«affaire Musy»», in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 287, avril-juin 1989, pp. 287-303.
- DIECKHOFF Alain: *Rescapés du Génocide. L'action Musy: une opération de sauvetage de Juifs européens en 1944-1945*, Bâle/Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1995, 64 p.
- film 1. Kritisches Filmmagazin*, Heft 1-2, Juli 1975, pp. 49-86 (dossier intitulé: «Die rote Pest. Schweiz 1938. Antikommunismus in der Schweiz»)
- KAISER Chantal: *Bundesrat Jean-Marie Musy 1919-1934*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1999, 296 p. (1997 pour le mémoire de licence non publié).
- La peste rouge*, recueil de coupures de presse de 1938, éditeur: ciné-club universitaire, bureau de l'AGEF, Université de Fribourg, s.d. (1976), 12 p.
- PYTHON Francis: «La croisade anticommuniste de J.-M. Musy», in *La Liberté*, 10/11 avril 1976.
- PYTHON Francis: «Musy Jean-Marie», in Roland RUFFIEUX (s.l.d.): *Encyclopédie du Canton de Fribourg*, Fribourg, Office du Livre, 1977, vol. 2, p. 489.
- PYTHON Francis: «Jean-Marie Musy 1876-1952», in Urs ALTERMATT (s.l.d.): *Conseil fédéral. Dictionnaire biographique des cent premiers conseillers fédéraux*, Yens, Cabédita, 1993 (1991

pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), pp. 355-360.

RUFFIEUX Roland: «Quatorze ans ministre des finances», in *La Liberté*, 10/11.4.1976.

SEBASTIANI Daniel: «Jean-Marie Musy dans l'orbite du Reich d'Adolf Hitler: entrée et trajectoire jusqu'au printemps 1941», in Jean-Claude FAVEZ, Hans Ulrich JOST, Francis PYTHON (s.l.d.): *Les Relations internationales et la Suisse*, Lausanne, Antipodes, 1998, pp. 231-264.

SEBASTIANI Daniel: «La fin du Sonderbund. Jean-Marie Musy au Conseil fédéral», in *La Gruyère*, 24.3.1998.

SEBASTIANI Daniel: «“De toutes façons, l'heure de Fribourg a sonné”. L'élection du premier conseiller fédéral fribourgeois (1919)», in *AFr*, 63, 1998/99, pp. 23-39.

SEBASTIANI Daniel: «Musy, mémoire brouillée. Il y a 50 ans disparaissait Jean-Marie Musy», in *La Gruyère*, 16.4.2002 (entretien).

• Textes de contemporains (sélection)

BARRAS Pierre: «Dr. jur. Jean-Marie Musy», in *Biographisches Lexikon verstorbener Schweizer. In Memoriam*, Zürich, 1955, vol. 4, pp. 4-4a.

BEGUIN Pierre: «L'homme des grandes batailles», in *La Liberté*, 10/11.4.1976.

BEGUIN Pierre: «22 mars 1934: J.-M. Musy démissionne. Onze jours de constante agitation», in *La Liberté*, 10/11.4.1976.

BLANC Louis: «Croquis montagnard. Jean-Marie Musy», in *Le plaisant Almanach de Chalamala*, 1953, [p. 73].

CASTELLA Gaston: *En souvenir de Jean-Marie Musy, ancien président de la Confédération, 1876-1952*, Fribourg, Bulle, Impr. Perroud, édition hors commerce, 1960, 182 p.

CKS: «Jean-Marie Musy», in *Schweizer Rundschau*, 52, juin 1952, 3, pp. 173-174.

NOBS Ernst: «Die Musy-Wahlen», in *Rote Revue. Sozialistische Monatsschrift*, novembre 1928, n° 3, pp. 85-89.

P. G.: «Monsieur le Conseiller fédéral Musy», in *Civitas*, juin 1952, n° 10, pp. 202-203.

REINHARD Ernst: «Musy», in *Rote Revue. Sozialistische Monatsschrift*, avril 1934, n° 8, pp. 225-231.

• Articles de presse (sélection)

BORCARD Patrice: «Quand Jean-Marie Musy se réhabilita en sauvant 1200 Juifs des camps nazis», in *La Liberté*, 6/7.5.1995.

BORCARD Patrice: «La croisade anticommuniste de Musy passa par le cinéma», in *La Liberté*, 2/3.12.1995.

BÜRGI Thomas: «Aufführung eines umstrittenen Propagandafilms verhindert», in *Basler Zeitung*, 12.5.1989.

CAMPIOTTI Alain: «L'invisible “peste”. Le cinéma suisse et les nazis», in *L'Hebdo*, 21.9.1989, pp. 25-27.

FRISCHKNECHT Jürg: «Rote Pest», in *National-Zeitung (NZ am Wochenende)*, 29.11.1975.

HUGUENIN Pierre: «Le conseiller fédéral ami des nazis», in *L'Hebdo*, 24.6.1999, p. 33.

ROCHAT Jocelyn: «L'ex-conseiller fédéral qui soignait son extrême droite», in *L'Hebdo*, 26.3.1998, pp. 38-39.

ROSENBAUM Harry: «“Rote Pest” bleibt versenkt», in *Die Wochenzeitung (WoZ)*, 5.5.1989.

RUEB Franz: «“Dieser Film zeigt nur die Wirklichkeit”», in *Tages-Anzeiger*, 11.7.1975, pp. 57-58.

STICH Theo: «Wo die rote Flut die Schweizer Berge verschlang», in *Basler Zeitung*, 23.11.1998.

• Site internet

L'adresse [www.orbisenterprises.com](http://www.orbisenterprises.com) donne accès à de nombreuses pages consacrées entre autres à Jean-Marie Musy, à ses diverses activités et à sa famille plus ou moins proche. À consulter avec les précautions d'usage, compte tenu des imprécisions et surtout de l'occultation systématique de certaines actions du «grand homme» de la famille, notamment sa collaboration au nouvel ordre européen nazi. Le site internet est également destiné aux activités de la société américaine Orbis Enterprises qui semble œuvrer en partie dans le domaine de l'import-export.

## 2. Histoire fribourgeoise



- 175 ans. *Gendarmerie fribourgeoise. 1804-1979*, Fribourg, Gendarmerie cantonale, St-Paul, 1979, 116 p.
- ABD-RABBO Nadya: *Archéologie du spectacle cinématographique dans le canton de Fribourg 1896-1939. L'arrivée du cinéma et son accueil: initiatives et résistances*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1994, 201 p.
- AEBY Christophe: *Les radicaux fribourgeois à l'époque de la République chrétienne (1865-1921). Électorat, organisation et action*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1996, 160 p. + annexes.
- AGUSTONI Catherine, COLLIARD Michel, FOERSTER Hubert: *Les Juifs en pays de Fribourg*, Fribourg, Office du Livre, 1987, 48 p.
- ANDREY Georges: «Le monument Chenaux, la fête, le symbole», in *Cahiers du Musée gruérien*, 1997, 1, pp. 57-70.
- ANDREY Georges: «Du Père Girard à Jean Tinguely: l'image de Fribourg dans le miroir de son panthéon (1848-1998)», in *Fribourg et l'État fédéral: intégration politique et sociale. 1848-1998*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1999, pp. 17-47.
- ANDREY Georges: «La croisade antimaçonnique (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)», in *La franc-maçonnerie à Fribourg et en Suisse du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Genève, Slatkine, 2001, pp. 177-186.
- ANDREY Georges: «L'initiative fédérale Fonjallaz (1937): Fribourg fait cavalier seul», in *La franc-maçonnerie à Fribourg et en Suisse du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Genève, Slatkine, 2001, pp. 189-196.
- ANDREY Laurent: *La mémoire des «sombres journées de novembre 1918» à Fribourg. Monuments, rituels commémoratifs et perpétuation d'un mythe politico-militaire*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 2002, 156 p.
- BALMAT Nathalie: *Le parti conservateur-catholique à Fribourg durant l'entre-deux-guerres. (1919-1936)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 2001, 238 p.
- Banque de l'État de Fribourg: *Banque de l'Etat de Fribourg. Freiburger Staatsbank*, Fribourg, BEF, (1982), 45 p.
- BARDY Christian: *Les écoles régionales et les écoles secondaires de garçons dans le canton de Fribourg (1874-1919)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1988, 275 p.
- BARDY Christian: «Les écoles régionales et les écoles secondaires de garçons (1874-1919)», in *AFr*, 58, 1988/89, pp. 91-117.
- BARRAS Pierre: *Le parti conservateur populaire fribourgeois. Histoire - programme - statuts*, Fribourg, St-Paul, 1951, 40 p.
- BARTHELEMY Dominique: *I. Sur la préparation et les vingt-cinq premières années. II. Correspondance Schorderet-Python*, Fribourg: Editions Universitaires, 1991, 396 p.
- BARTHELEMY Dominique: *Diffuser au lieu d'interdire. Le chanoine Joseph Schorderet (1840-1893)*, Fribourg/Paris, Saint-Paul; Fribourg, Ed. Universitaires, 1993, 2 vol., 664 p. et 75 p.
- BLANC Louis: «Crédit Gruyérien 1873-1953», in *Crédit Gruyérien Bulle*. 79<sup>ème</sup> rapport présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires du 7 mars 1953. Exercice 1952. Bulle, Perroud, 1953, pp. 9-14.
- BORCARD Patrice: «Voyage autour d'une image. L'invention de la Gruyère (XVI<sup>e</sup>-début du XX<sup>e</sup> siècle)», in *Cahiers du Musée gruérien*, Bulle, 1989, pp. 6-36.
- BORCARD Patrice: «Les festivals de l'abbé Bovet ou l'histoire réinventée», in *AFr*, 59, 1990/91, pp. 129-140.
- BORCARD Patrice: *Le bat fus mont 14 et ses soldats. Une approche historique. 1875-1991*, Enney, J.-D. Geinoz, 1991, 128 p.
- BORCARD Patrice: *Joseph Bovet 1879-1951. Itinéraire d'un abbé chantant*, Fribourg, La Sarine, 1993, 255 p.
- BORCARD Patrice, MAURON Christophe, PYTHON Francis, STEINAUER Jean (e.a.): «Une élection, une fracture», série de six articles au sujet de l'élection au Conseil d'État fribourgeois en 1946, in *La Gruyère*, 8-19.10.1996.
- BORCARD Patrice: «La cible et le drapeau: l'expression artistique du patriotisme des tireurs fribourgeois», in *Fribourg et l'État fédéral: intégration politique et sociale. 1848-1998*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1999, pp. 403-415.
- BOTOS Maté, PYTHON Francis: «L'«Union de Fribourg»», in *Fribourg sur les chemins de l'Europe*, textes réunis par Claudio FEDRIGO, Carmen BUCHILLER, Hubert FOERSTER, Fribourg, Archives de l'État de Fribourg (e.a.), 2000, pp. 115-121.
- BUCHS Denis: *La vie quotidienne fribourgeoise dans les années 1871-1880 d'après «La Liberté»*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1973, 222 p.
- BUGNARD Pierre-Philippe: «Fribourg, ville-État à la conquête d'une clientèle politique rurale: le

- cas de la Gruyère sous le système majoritaire (1856-1911)», in *Fribourg: Ville et Territoire. Aspects politiques, sociaux et culturels de la relation ville-campagne depuis le Bas Moyen-Âge*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1981, 662 p.
- BUGNARD Pierre-Philippe: *Le machiavélisme de village. La Gruyère face à la République chrétienne de Fribourg (1881-1913)*, Lausanne, Le Front Littéraire, 1983, 527 p.
- BUGNARD Pierre-Philippe: «À la recherche des pionniers de l'économie gruérienne», in *Cahiers du Musée gruérien*, Bulle, 1987, pp. 4-23.
- BUGNARD Pierre-Philippe: «Le chef de l'État Georges Python dans son temps et dans le nôtre», in *AFr*, 59, 1990/91, pp. 117-127.
- BUGNARD Pierre-Philippe: «Un aristocrate au temps de la démocratie représentative. Essai de micro-histoire», in *RSH*, 42, 1992, 2, pp. 193-219.
- BUGNARD Pierre-Philippe: «Les humanités à Saint-Michel, "lieu de mémoire" pédagogique», in *AFr*, 61/62, 1994/97, pp. 265-292.
- Caisse hypothécaire du canton de Fribourg: *Inauguration du nouveau siège central de la Caisse hypothécaire du canton de Fribourg, 14 novembre 1983*, Fribourg, Caisse hypothécaire, (1983), 47 p.
- CHAMMARTIN Charles, GAUDARD Gaston, SCHNEIDER Bernard: *Fribourg. Une économie en expansion*, Lausanne, Centre de recherches européennes, 1965, 177 p.
- CHAMMARTIN Charles, GAUDARD Gaston, SCHNEIDER Bernard: *Fribourg, finances et économie*, Fribourg, St-Paul, 1967, 103 p.
- CHARRIERE Michel: *100 ans au service de l'Alpe. 1897-1997. Société fribourgeoise d'Économie alpestre*, Bulle, Imprimerie Glasson, 1997, 224 p.
- CHARRIERE Michel: *Du progrès à la politique agricole. 1848-1998. 150 ans de l'Union des paysans fribourgeois*, Bulle, Imprimerie Glasson, 1998, 223 p.
- [CHATTON Romain:] *Les finances de l'État de Fribourg de 1913 à 1928*, Fribourg, Fragnière, 1929, 11 p.
- CLERC Valérie: *L'Assemblée de Posieux: de la protestation à la commémoration. Un lieu de mémoire monumental et symbolique de l'histoire fribourgeoise (1852-1956)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1998, 347 p. Version publiée abrégée: *L'Assemblée de Posieux. De la contestation populaire à la commémoration politique (1852-1956)*, Fribourg, Chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg et La Liberté, 2002, 318 p. + 1 CD-Rom.
- COTTET Christophe: *Histoire du parti agraire en terre fribourgeoise 1921-1971*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1997, 523 p.
- COTTET Christophe: «Robert Colliard: les luttes d'un leader paysan», in *AFr*, 63, 1998/99, pp. 41-59.
- DELLION Apollinaire, PORCHEL François: *Dictionnaire historique et statistique des paroisses catholiques du canton de Fribourg*. Suivi du répertoire du dictionnaire par Pierre de ZURICH. Genève, Slatkine Reprints, 1994, 6 volumes. (1<sup>ère</sup> édition: Fribourg, 1884-1902, 12 volumes. Répertoire: Fribourg, 1929).
- DIESBACH BELLEROCHE Benoît de, MÜLLER Serge de, TORNARE Alain-Jacques, MARADAN Evelyne: *Les Müller, de Fribourg. Histoire d'une famille patricienne 1530-1992*, Fribourg, Intermède Belleroche, 1992, 122 p.
- DIESBACH BELLEROCHE Benoît de: *La maison de Diesbach*, Fribourg, Intermède Belleroche, 2000, 63 p.
- DORAND Jean-Pierre: *La politique des transports de l'État de Fribourg (1803-1971). De la diligence à l'autoroute*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1996, 2 vol., 1088 p.
- DROUX Martine: *Le Bien Public (1879-1888). Monographie d'un journal politique fribourgeois de la fin du XIXème siècle*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1967, 217 p. + 59 p.
- DUCREST Frédéric: *La Nuithonia. Approche d'une société d'étudiants dans le premier vingtième siècle fribourgeois*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1992, 138 p.
- Encyclopédie du Canton de Fribourg*, publiée sous la dir. de Roland RUFFIEUX, Fribourg, Office du Livre, 1977, 2 vol., 551 p.
- FEDRIGO Claudio, ROTH Simon: «Fribourg à l'heure de l'Europe totalitaire: intellectuels et asile», in *Fribourg sur les chemins de l'Europe*, textes réunis par Claudio FEDRIGO, Carmen BUCHILLER, Hubert FOERSTER, Fribourg, Archives de l'État de Fribourg (e.a.), 2000, pp. 123-133.
- FONTAINE Clément: «Albeuve», in *Le Vieux Chalet* (supplément périodique du *Fribourgeois*), n° 76-82, août 1960-février 1961, pp. 601-656.
- Fribourg: Ville et Territoire. Aspects politiques, sociaux et culturels de la relation ville-campagne*

- depuis le Bas Moyen-Âge, publié par Gaston GAUDARD, Carl PFAFF, Roland RUFFIEUX, Fribourg, Éd. Universitaires, 1981, 662 p.
- GALLEY Catherine: *Les formes d'un engagement féminin: l'Association catholique internationale des Œuvres de Protection de la jeune fille (1896-1920)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1996, 222 p.
- GAUDARD Gaston: *La banque fribourgeoise au XXe siècle*, Renens, Foma, 1983, 63 p.
- GLASSON Gérard: *De la diligence à la lune. Un siècle de chronique régionale à travers "La Gruyère". 1882-1982*, Bulle, Les Fils d'Alphonse Glasson, 1982, 144 p.
- Pierre Glasson. 1907-1991, (Bulle), Renée Glasson-Koller, 1994, 146 p.
- GOTTRAU Jean-Pierre: *Les paroisses d'Assens et de Siviriez durant le dernier tiers du XIXe siècle. Stratégies pastorales, hommes et mentalités étudiées à partir des mémoires pastoraux inédits du curé Jean-Baptiste Jaccoud (1917)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1992, 1 volume (pagination multiple)
- GRAND Gilbert: «La Liberté, les catholiques et la politique», in Roland RUFFIEUX (s.l.d.): *1871-1971. La Liberté en son premier siècle*, Fribourg, St-Paul, 1975, pp. 217-285.
- GUISOLAN Hubert: *Fribourg et le fossé moral*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1979, 231 p.
- Histoire du Canton de Fribourg*, publiée sous la dir. de Roland RUFFIEUX, Fribourg, Com. de publ. de l'HCF, 1981, 2 vol., 1112 p.
- IMBODEN Hélène: *Le mouvement chrétien-social dans le canton de Fribourg 1936-1949. Du corporatisme au syndicalisme*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1969, 147 p.
- JENNY Anne: *L'accueil des réfugiés civils dans le canton de Fribourg durant la Deuxième Guerre mondiale*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1986, 151 p.
- JENNY Jacques: *Le Piusverein à Fribourg: une association politico-religieuse 1857-1899*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1974, 230 p.
- [JORDAN Joseph:] *Cinquante ans d'activité 1892-1942*, Fribourg, St-Paul, 1943, 84 p.
- JULAN Sébastien: *Contestation populaire et insurrections en série. Les "Carrarderies" à Fribourg. Un instrument d'opposition politique au régime radical (1847-1856)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1996, 318 p.
- JUNG Alexander: *Staatsschuld und Schuldenpolitik des Kantons Freiburg von 1860 bis 1959*, Winterthur, Keller, 1963, 118 p.
- KNUBEL Denis, KNUBEL Laurent, GUISSOLAN Jérôme: *Bataillon 15. Histoire d'un corps de troupe fribourgeois. Des origines à la grève générale 1874-1919*, Bulle, Impr. du Sud, 2002
- Le livre des grenadiers fribourgeois 1814-1914-1964*, rassemblé et présenté par Eric E. THILLO (e.a.), Fribourg, Contingent des grenadiers fribourgeois, 1966, 104 p.
- LOUP Robert: *Un conteur gruyérien. Pierre Sciobéret. 1830-1876*, Fribourg, Fragnière, 1929, 241 p.
- MAILLARD Louis: *Voyages en pays de Fribourg*, Genève, Roto-Sadag, 1934, 120 p.
- MATTHEY Jean-Louis (s.l.d.): *Abbé Joseph Bovet. Catalogue des œuvres*, Fribourg, Bibliothèque cantonale et universitaire, 1985, 281 p.
- MAUROUX René: *70 ans d'histoire du mouvement ouvrier socialiste fribourgeois de 1848 à 1918*, s.l., PSS, s.d., 62 p.
- MAUROUX René: *Histoire du Parti socialiste fribourgeois. Entre-deux-guerres 1918-1939*, s.l., PSS, s.d., 84 p.
- MAUROUX René: *Le coup de barre à gauche. Histoire du Parti socialiste fribourgeois de 1939 à 1949*, s.l., PSS, s.d., 62 p.
- MEYER Alain: *Le socialisme et le syndicalisme fribourgeois entre 1890 et 1914. Étapes de leur organisation*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1982, 141 p.
- MEYER Alain: «Origines et naissance du Parti socialiste fribourgeois», in *Les origines du socialisme en Suisse romande 1880-1920*, Lausanne, AEHMO & Éd. d'en bas, 1988, pp. 171-188.
- MICHAUD Marius: *La Contre-Révolution dans le Canton de Fribourg (1789-1815)*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1978, 519 p.
- MILLASSON Michel: *Le mouvement chrétien-social dans le canton de Fribourg de 1920 à 1936*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1969, 274 p.
- MÜLLER Thierry: *Crise économique et chômage à Fribourg pendant l'entre-deux-guerres: l'attitude de l'État*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 2000, 149 p.
- MURITH Jean-Denis, ROSSETTI Georges: *Le Collège Saint-Michel*, Fribourg, St-Paul, 1980, 72 p.
- NAEF Henri: «Pierre de Zurich 1881-1947. In Memoriam», in *AFr*, 34/35, 1946/47.
- PAGE Louis: *Page d'histoire romontoise. L'école latine et l'école secondaire (1859-1959)*,

- Romont, École secondaire de la Glâne, 1959, 31 p.
- POCHON Roger: «D'un Concile à l'autre», in Roland RUFFIEUX (s.l.d.): *1871-1971. La Liberté en son premier siècle*, Fribourg, St-Paul, 1975, pp. 1-106.
- PYTHON Francis: «L'emprise du clergé sur les populations rurales. Mythe ou réalité? Essai de mesure et d'interprétation pour l'épiscopat de Mgr Marilley (1846-1879)», in *Fribourg: Ville et Territoire. Aspects politiques, sociaux et culturels de la relation ville-campagne depuis le Bas Moyen-Âge*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1981, pp. 380-408.
- PYTHON Francis: *Mgr Etienne Marilley et son clergé à Fribourg au temps du Sonderbund 1846-1856. Intervention politique et défense religieuse*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1987, 616 p.
- PYTHON Francis: «Polen und die Universität Freiburg», in *Universitas Friburgensis*, juin 1988, vol. 46, n° 2, pp. 46-49.
- PYTHON Francis: «La doctrine sociale de l'Église dans l'enseignement à l'Université de Fribourg. Approche thématique et essai de périodisation, 1889-1956», in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 83, 1989, pp. 83-119.
- PYTHON Francis (interview): «La Société des Etudiants Suisses et l'Université de Fribourg», in *Civitas*, août 1989, no 8, pp. 235-240.
- PYTHON Francis: «“La Liberté” est née voici 125 ans dans un creuset politique et religieux», in *La Liberté* (supplément), 1.10.1996, pp. 4-5.
- PYTHON Francis: «Dans le rythme des luttes politiques», in *La Gruyère*, 17.10.1996.
- PYTHON Francis: «Diable, les Francs-maçons sont de retour! 1877-1903», in *La franc-maçonnerie à Fribourg et en Suisse du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Genève, Slatkine, 2001, pp. 153-175.
- RAEMY DE BERTIGNY Antoine: *Mémoires pour servir à l'histoire du canton de Fribourg durant les 70 dernières années 1796 à 1866*, Fribourg, Fragnière, 1869, 321 p.
- RIME Colette: «Le rôle des Gruériens dans le bouleversement des institutions politiques de 1830-1831», in *Cahiers du Musée gruérien*, Bulle 1993, pp. 1-34.
- RIME Colette: *Une démocratie représentative à Fribourg: organisation et fonctionnement à travers les autorités gruériennes de 1830 à 1847*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1994, 270 p.
- RUDAZ Patrick, DIESBACH BELLEROCHE Benoît de: *Fred. de Diesbach 1907-1994. Peintre*, Fribourg, Intermède Belleroche, 1999, 58 p.
- RUFFIEUX Christian: *Les réfugiés dans le canton de Fribourg durant la Seconde Guerre mondiale*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1982, 116 p.
- RUFFIEUX Roland: «Fribourg et les Fribourgeois», in *Revue de psychologie des peuples*, 19, 1964, 1, pp. 53-72.
- RUFFIEUX Roland: «L'industrie des pailles tressées en Gruyère au XIX<sup>e</sup> siècle: Histoire d'une décadence», in *AFr*, 47, 1965/66, pp. 143-162.
- RUFFIEUX Roland: «Structures sociales et conjoncture économique», in *Monnaies de Fribourg. Freiburger Münzen*, Fribourg, BEF, 1969, pp. 1-12.
- RUFFIEUX Roland, BODMER Walter: *Histoire du gruyère en Gruyère du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle*, Fribourg, Fragnière, 1972, 364 p.
- RUFFIEUX Roland (s.l.d.): *1871-1971. La Liberté en son premier siècle*, Fribourg, St-Paul, 1975, 346 p.
- RUFFIEUX Roland: *Du Noir et Blanc au Rouge et Blanc. Un siècle d'histoire militaire fribourgeoise 1875-1975*, Fribourg, Comité du Centenaire des troupes fribourgeoises, 1975, 204 p.
- RUFFIEUX Roland: *Les lignes de force de l'histoire de Fribourg. Conférence prononcée le 14 novembre 1981 lors du Dies Academicus de l'Université de Fribourg*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1982, 24 p.
- RUFFIEUX Roland: *Fribourg sous le choc de la modernité. (Aspects de l'histoire fribourgeoise aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)*, Lausanne, Formation continue des journalistes de Suisse romande, 1988, 32 p.
- Histoire de l'Université de Fribourg Suisse 1889-1989*, (s.l.d. de Roland RUFFIEUX et al.), Fribourg, Éd. Universitaires, Commission pour l'Histoire de l'Université de Fribourg Suisse et le Rectorat de l'Université, 1991-1992, 3 volumes, 1199 p.
- Sarinia 1895-1945*, Fribourg, St-Paul, (1945), 40 p.
- SAVARY Léon: *Le Collège Saint-Michel*, Paris, Neuchâtel, Attinger, (1932), 137 p.
- SAVARY Léon: *Mémoires. Le fonds des ressuscités*, tome 1, (Lausanne), Jack Rollan, 1956, 204 p.
- SAVARY Léon: *Mémoires. Les balances faussées*, tome 2, Bienne, Ed. du Panorama, 1966, 148 p.

- SCHALLER Anne de: *La pensée sociale de Georges de Montenach*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1964, 191 p.
- SCHALLER Christophe: *Les jeunes conservateurs fribourgeois de 1928 à 1953. Un mouvement politique de jeunesse dans son évolution. Histoire, structures, idéologie et réalisations*, Fribourg, Institut d'histoire moderne et contemporaine, 1990, 284 p.
- SEYDOUX José: *GFM 1942-1992. Cinquante ans en bonne compagnie*, Fribourg, Compagnie des Chemins de fer fribourgeois, 1992, 111 p.
- SIMONET Claude: *Les débuts du mouvement chrétien-social dans le canton de Fribourg (1911-1919)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1967, 243 p.
- SKOWRONSKI Sophie de: *Les Polonais et l'Université de Fribourg. Le camp universitaire des internés pendant la Deuxième Guerre mondiale*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1992, 224 p.
- STOECKLIN Paul de: *Ce sont là jeux de prêtres. Les origines du parti catholique dans le canton de Fribourg. En marge de l'histoire du canton de Fribourg, en Suisse*, Paris, PUF, 1927, 89 p.
- THORIN J.-H.: *Notice historique sur Grandvillard*, Fribourg, Imprimerie catholique suisse, 1878, 195 p.
- TISSOT Laurent: «Pourquoi changer les nations agricoles en nations industrielles? Le retard économique et le canton de Fribourg au XIXe siècle», in *Fribourg et l'État fédéral: intégration politique et sociale. 1848-1998*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1999, pp. 263-277.
- Un siècle d'histoire fribourgeoise 1798-1919*, Paris, Barré & Dayez, 1994, 209 p. (1ère édition: Fribourg, St-Paul, 1941).
- VALLELIAN Patrick: *L'identité de la Gruyère à travers la presse politique régionale (1882-1933)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1997, 273 p.
- VALLELIAN Patrick: «Fromage Gruyère SA. Les caves d'une réussite», in *Cahiers du Musée gruérien*, Bulle, 1999, 2, pp. 107-112.
- WEYRICH N.: *Les thèses de doctorat à l'Université de Fribourg depuis sa fondation en 1889 jusqu'au 1er mars 1936*, Fribourg, St-Paul, 1936, 128 p.
- WILLEMIN Nicolas: *Georges Python et la République chrétienne. 1881-1896. Structure et activité parlementaire du régime*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1987, 191 p.
- WINCKLER André: «L'affaire des contributions fribourgeoises», in *AFr*, 53, 1975/76, pp. 77-119.
- WINCKLER André: *Les pétitions fribourgeoises à la Confédération sous le régime radical (1847-1856)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1977, 197 p.
- WINCKLER Bernard: *La vie politique dans le canton de Fribourg pendant l'entre-deux-guerres (1919-1929)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1971, 225 p.
- YERLY Frédéric: «Le pèlerinage des Marches, une fête tronquée?», in *Cahiers du Musée gruérien*, 1997, 1, pp. 81-92.
- ZIMMERMANN Nicole: *Les EEF et le développement économique. Un siècle de collaboration*, Fribourg, EEF, 1990, 153 p.

### 3. Histoire suisse

- ACCOCE Pierre, QUET Pierre: *La guerre a été gagnée en Suisse. L'affaire Roessler*, Paris, Perrin, 1966, 316 p.
- ADAM Jost: *Die Haltung der Schweiz gegenüber dem nationalsozialistischen Deutschland im Jahre 1940*, Diss. phil., Mainz, 1972, 322 p.
- AEPPLI Felix, WIDER Werner: *Der Schweizer Film 1929-1964. Die Schweiz als Ritual*, Zürich, Limmat Verlag, 1981, 2 Bände: 1. Darstellung, 645 p. (W. Wider), 2. Materialien, 446 p. (F. Aepli).
- AERSCHMANN Stephan: *Katholische Schweizer Intellektuelle und der italienische Faschismus (1922-1943)*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 2002, 197 p.
- ALTERMATT Claude: «Die Beziehungen der Schweiz zum Vatikan nach der Wiedererrichtung der Nuntiatur im Jahre 1920», in Urs ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, pp. 331-342.
- ALTERMATT Urs: *Der Weg der Schweizer Katholiken ins Ghetto. Die Entstehungsgeschichte der nationalen Volksorganisationen im Schweizer Katholizismus 1848-1919*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1995 (1972), 496 p.
- ALTERMATT Urs: *Die Gründungsgeschichte der CVP. Vom Volksverein zur Volkspartei. Zur Parteigeschichte des schweizerischen Katholizismus 1899-1912*. Bearbeiteter Separatdruck aus der *Schweizer Rundschau*, 2, 1972, 44 p.

- ALTERMATT Urs: «Conservatism in Switzerland: A Study in Antimodernism», in *Journal of Contemporary History*, 14, 1979, 4, pp. 581-610.
- ALTERMATT Urs: «Katholische Subgesellschaft. Thesen zum Konzept der "katholischen Subgesellschaft" am Beispiel des Schweizer Katholizismus», in Karl GABRIEL, Franz-Xaver KAUFMANN (Hg.): *Zur Soziologie des Katholizismus*, Mainz, Matthias-Grünwald-Verlag, 1980, pp. 145-165.
- ALTERMATT Urs: «Vom Kulturkampf der Landschaft für ihre bedrohte Eigenart», in *Fribourg: Ville et Territoire. Aspects politiques, sociaux et culturels de la relation ville-campagne depuis le Bas Moyen-Âge*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1981, 662 p.
- ALTERMATT Urs: «Die Wirtschaftsflügel in der CVP: Die "dynamische Mitte" unter Druck», in *Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft*, 26, 1986, pp. 63-88.
- ALTERMATT Urs, BOSSHART-PFLUGER Catherine, PYTHON Francis: «Katholiken und Katholizismus im 19. und 20. Jahrhundert», in *RSH*, 41, 1991, 4, pp. 493-511.
- ALTERMATT Urs: «Die Departemente der Bundesverwaltung. Eine historische Skizze», in Bernard PRONGUE, Joëlle RIEDER, Claude HAUSER et Francis PYTHON (éd.): *Passé Pluriel. En hommage au professeur Roland Ruffieux*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1991, pp. 291-305.
- ALTERMATT Urs (s.l.d.): *Conseil fédéral. Dictionnaire biographique des cent premiers conseillers fédéraux*, Yens, Cabédita, 1993 (1991 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), 672 p.
- ALTERMATT Urs (s.l.d.): «Den Riesenkampf mit dieser Zeit zu wagen...» *Schweizerischer Studentenverein 1841-1991*, Luzern, Maihof, 1993, 425 p.
- ALTERMATT Urs: *Le catholicisme au défi de la modernité. L'histoire sociale des catholiques suisses aux XIXe et XXe siècles*, Lausanne, Payot, 1994 (1989 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), 395 p.
- ALTERMATT Urs: «Die goldenen Jahre des Milieukatholizismus 1920-1945», in Urs ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, pp. 3-24.
- ALTERMATT Urs, METZGER Franziska: «Der radikale Antisemitismus der rechtskatholisch-integralistischen Zeitung "Schildwache"», in *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 92, 1998, pp. 43-72.
- ALTERMATT Urs, PFISTER Martin: «Gonzague de Reynold: Gegen den Rassenantisemitismus und gegen die Juden», in *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 92, 1998, pp. 91-106.
- ALTERMATT Urs: *Katholizismus und Antisemitismus. Mentalitäten, Kontinuitäten, Ambivalenzen. Zur Kulturgeschichte der Schweiz 1918-1945*, Frauenfeld/Stuttgart/Wien, Huber, 1999, 414 p.
- ANGST Kenneth: *Von der "alten" zur "neuen" Gewerbepolitik. Liberalkorporative Neuorientierung des Schweizerischen Gewerbeverbandes (1930-1942)*, Bamberg, Difo-Druck, 1992, 291 p.
- ARLETTAZ Gérald: «Les finances de l'État fédéral de 1848 à 1939. Structures financières, administratives et documentaires», in *Études et Sources*, 3, 1977, pp. 9-142.
- ARLETTAZ Gérald: «Crise et déflation. Le primat des intérêts financiers en Suisse au début des années 1930», in *Relations internationales*, 30, été 1982, pp. 159-175.
- ARLETTAZ Gérald: «Démographie et identité nationale (1850-1914). La Suisse et "La question des étrangers"», in *Études et Sources*, 11, 1985, pp. 83-174.
- ARLETTAZ Gérald: «Les effets de la première guerre mondiale sur l'intégration des étrangers en Suisse», in *Relations internationales*, 54, été 1988, pp. 161-179.
- ARLETTAZ Gérald et Silvia: «Les Chambres fédérales face à la présence et à l'immigration étrangère (1914-1922)», in *Études et Sources*, 16/17, 1990/1991, pp. 9-155.
- ARLETTAZ Gérald: «La Nouvelle Société Helvétique et les Suisses à l'étranger (1914-1924). Aspects de la construction d'un nationalisme de type ethnique», in *Études et Sources*, 28, 2002, pp. 37-64.
- ASTORRI Romeo: *La conferenza episcopale svizzera. Analisi storica e canonica*, Fribourg, Edizioni Universitarie Friburgo, 1988, 294 p.
- BALZLI Beat: *Les administrateurs du Reich. La Suisse et la disparition des biens des victimes du nazisme*, Genève, Metropolis, 1997, 363 p.
- Banque nationale suisse 1907-1957*, Zurich, BNS, 1957, 457 p.
- BÄNZIGER Hugo: *Die Entwicklung der Bankenaufsicht in der Schweiz seit dem 19. Jahrhundert*, Bern/Stuttgart, Verlag Paul Haupt, 1986, 277 p.
- BATOU Jean, PREZIOSO Stéphanie, RAPIN Ami-Jacques: «Regards suisses sur la guerre civile d'Espagne (1936-1996)», in *RSH*, 47, 1997, 1, pp. 27-45.
- BAUMANN Werner: *Bauernstand und Bürgerblock. Ernst Laur und der Schweizerische*

- Bauernverband 1897-1918*, Zürich, Orell Füssli, 1993, 429 p.
- BAUMANN Werner, MOSER Peter: *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918-1968*, Zürich, Orell Füssli, 1999, 518 p.
- BERENSTEIN Alexandre: *L'assurance-vieillesse suisse. Son élaboration et son évolution*, Lausanne, Réalités sociales, 1986, 87 p.
- BERGIER Jean-François: *Naissance et croissance de la Suisse industrielle*, Bern, Francke, 1974, 170 p.
- BEUCHAT Jacques: *Conjoncture et structures industrielles de la Suisse dans l'entre-deux-guerres*, mém. Univ. de Genève, 1980, 169 p.
- BIANCHI Roberto: *Il Ticino politico contemporaneo 1921-1975*, Locarno, Armando Dadò Editore, 1989, 491 p.
- BICKEL Wilhelm: «Die öffentlichen Finanzen», in *Ein Jahrhundert schweizerischer Wirtschaftsentwicklung. Festschrift zum hundertjährigen Bestehen der Schweizerischen Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft 1864-1964*, Bern, Stämpfli, 1964, pp. 273-301.
- BICKEL Wilhelm: *Die Volkswirtschaft der Schweiz. Entwicklung und Struktur*, Aarau, Sauerländer, 1973, 464 p.
- BILLETER Geneviève: *Le pouvoir patronal. Les patrons des grandes entreprises suisses des métaux et des machines (1919-1939)*, Genève, Droz, 1985, 268 p.
- BINSWANGER Peter: *Histoire de l'AVS. Assurance-vieillesse et survivants suisse*, Zurich, Pro Senectute, 1987, 304 p.
- Biographisches Lexikon verstorbener Schweizer. In Memoriam*, Zürich, 8 vol., 1947-1982.
- BLASER Fritz (Bearbeitet von): *Bibliographie der Schweizer Presse. Bibliographie de la Presse suisse. Bibliografia della Stampa svizzera*, Basel, Birkhäuser, 1. Halbband 1956, 2. Halbband 1958, 1441 p.
- BÖHI Hans: «Hauptzüge einer schweizerischen Konjunkturgeschichte», in *Ein Jahrhundert schweizerischer Wirtschaftsentwicklung. Festschrift zum hundertjährigen Bestehen der Schweizerischen Gesellschaft für Statistik und Volkswirtschaft 1864-1964*, Bern, Stämpfli, 1964, pp. 71-105.
- BÖHLER Eugen: «Die Konjunkturpolitik», in R. F. BEHRENDT (e.a.) (Hg.): *Strukturwandlungen der schweizerischen Wirtschaft und Gesellschaft. Festschrift für Fritz Marbach zum 70. Geburtstag*, Bern, Stämpfli, 1962, pp. 343-353.
- BÖSCHENSTEIN Hermann: «Der Bundesrat der Zwischenkriegszeit», in *NZZ*, 7, 8 et 9 décembre 1966.
- BÖSCHENSTEIN Hermann: «Bundesratswahlen vor fünfzig Jahren», in *NZZ*, 16 novembre 1969.
- BÖSCHENSTEIN Hermann: *Bundesrat Schulthess. Krieg und Krisen*, Bern, Paul Haupt, 1966, 219 p.
- BÖSCHENSTEIN Hermann: *Zwischen Diplomatie und Gesellschaft. Der Schweizer Gesandte in der Weimarer Republik (1922-1932)*, Hermann Rüfenacht, Bern, Stämpfli, 1992, 126 p.
- BOLLINGER Ernst: *La presse suisse: structure et diversité*, Bern, Frankfurt/M, Lang, 1976, 327 p.
- BONHAGE Barbara, LUSSY Hanspeter, PERRENOUD Marc: *Nachrichtenlose Vermögen bei Schweizer Banken. Depots, Konten und Safes von Opfern des nationalsozialistischen Regimes und Restitutionsprobleme in der Nachkriegszeit*, Zürich, Chronos, 2001, 543 p. (Publications de la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale, vol. 15)
- BONJOUR Edgar: *Histoire de la neutralité suisse. Quatre siècles de politique extérieure fédérale*, vol. 4-6, Neuchâtel, La Baconnière, 1970, resp. 486 p., 470 p. et 438 p.
- BONJOUR Edgar: «Versuch einer Normalisierung der schweizerisch-russischen Beziehungen 1925/27», in *RSH*, 23, 1973, 3, pp. 492-509.
- BOURGEOIS Daniel: *Le Troisième Reich et la Suisse 1933-1941*, Neuchâtel, La Baconnière, 1974, 463 p.
- BOURGEOIS Daniel: «Milieux d'affaires et politique étrangère suisse à l'époque des fascismes», in *Relations internationales*, 1, mai 1974, pp. 181-207.
- BOURGEOIS Daniel: «Documents sur la subversion nazie en Suisse pendant l'été et l'automne 1940», in *Relations internationales*, 3, juillet 1975, pp. 107-132.
- BOURGEOIS Daniel: «La Suisse et la Seconde Guerre mondiale, Guisan, Pilet-Golaz?», in *Alliance culturelle romande*, 23, novembre 1977, pp. 11-16.
- BOURGEOIS Daniel: «L'image allemande de Pilet-Golaz, 1940-1944», in *Études et Sources*, 4, 1978, pp. 69-128.
- BOURGEOIS Daniel: «Notes de lecture. Notice bibliographique sur les publications récentes concernant les relations internationales de la Suisse de 1848 à nos jours», in *Relations*

- internationales*, 30, été 1982, pp. 231-248.
- BOURGEOIS Daniel: «La porte se ferme: la Suisse et le problème de l'immigration juive en 1938», in *Relations internationales*, 54, été 1988, pp. 181-204.
- BOURGEOIS Daniel: *Business helvétique et Troisième Reich. Milieux d'affaires, politique étrangère, antisémitisme*, Lausanne, Éd. Page deux, 1998, 269 p.
- BOVARD Pierre-André: *Nos Excellences à Berne. D'Henri Druet à Pierre Graber. 1848-1977. Portraits de vingt-quatre conseillers fédéraux romands*, Morges, Peyrollaz, 1997, 606 p.
- BOWER Tom: *Das Gold der Juden. Die Schweiz und die verschwundenen Nazi-Milliarden*, München, Karl Blessing, 1997, 415 p.
- BRASSEL-MOSER Ruedi: *Dissonances der Moderne. Aspekte der Entwicklung der politischen Kulturen in der Schweiz der 1920er Jahre*, Zürich, Chronos, 1994, 270 p.
- BRAUNSCHWEIG Pierre-Th.: *Geheimer Draht nach Berlin. Die Nachrichtenlinie Masson-Schellenberg und der schweizerische Nachrichtendienst im Zweiten Weltkrieg*, Zürich, NZZ, 1989, 528 p.
- BRETSCHER-SPINDLER Katharina: *Vom heissen zum kalten Krieg. Vorgeschichte und Geschichte der Schweiz im Kalten Krieg 1943-1968*, Zürich, Orell Füssli, 498 p.
- BROGGINI Renata: *Terra d'asilo. I rifugiati italiani in Svizzera 1943-1945*, Bologna, Società editrice il Mulino, 1993, 716 p.
- BRUCKNER A. (Chefredaktion): *Nouvelle biographie suisse*, Basel, Berichthaus, 1938, 612 p.
- BUACHE Freddy: *Le cinéma suisse*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1978 (1974), 364 p.
- BUCHER Erwin: «Die Schweiz im Sommer 1940. Urteilsmassstäbe. Der Fall Pilet», in *RSH*, 29, 1979, 3, pp. 356-398.
- BUCHER Erwin: «Zur Linie Masson-Schellenberg», in *RSH*, 38, 1988, 3, pp. 276-302.
- BUCHER Erwin: «La Suisse sous l'effet de la défaite française de 1940», in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 121, janvier 1981, pp. 83-96.
- BUCHER Erwin: *Zwischen Bundesrat und General. Schweizer Politik und Armee im Zweiten Weltkrieg*, Zürich, Orell Füssli, 1993 (1991), 649 p.
- BÜTIKOFER Roland: *Le Centre international d'études sur le fascisme et l'Institut italien de culture. La culture fasciste à Lausanne 1927-1943*, mém. lic. Univ. de Lausanne, 1988.
- BÜTIKOFER Roland: «L'Institut italien de culture de Lausanne: un instrument de la propagande fasciste en Suisse romande (1936-1943)», in *Les Annuelles*, 1990, 1, pp. 71-95.
- BÜTIKOFER Roland: «Des gardes civiques à l'Association patriotique vaudoise (1918-1947)», in *Cent ans de police politique en Suisse (1889-1989)*, Lausanne, AEHMO & Éd. d'en bas, 1992, pp. 119-128.
- BÜTIKOFER Roland: *Le refus de la modernité. La Ligue vaudoise: une extrême droite et la Suisse (1919-1945)*, Lausanne, Payot, 1996, 505 p.
- BÜTLER Heinz: «Wach auf, Schweizervolk!» *Die Schweiz zwischen Frontismus, Verrat und Selbstbehauptung, 1914-1940*, Gümligen, Zytglogge, 1980, 253 p.
- CAILLAT Michel: *René Payot. Un regard ambigu sur la guerre*, Genève, Georg, 1997, 479 p.
- CANTINI Claude: *Le fascisme italien à Lausanne, 1920-1943*, Lausanne, Cedips, 1976, 71 p.
- CANTINI Claude: *Le colonel fasciste suisse, Arthur Fonjallaz*, Lausanne, Éd. Pierre-Marcel Favre, 1983, 216 p.
- CANTINI Claude: *Les ultras. Extrême droite et droite extrême en Suisse: les mouvements et la presse de 1921 à 1991*, Lausanne, Éd. d'en bas, 1992, 176 p.
- CARIGUEL Olivier: *Les Cahiers du Rhône dans la guerre (1941-1945). La Résistance du «Glaive de l'Esprit»*, Fribourg, Chaire d'histoire contemporaine de l'Université de Fribourg, 1999, 191 p.
- CARREL Isabelle: *Un relais de l'intransigeantisme catholique à Fribourg. L'œuvre journalistique de Ferdinand Rüegg (1915-1932)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1999, 207 p.
- CARRON Damien: *Un évêque allemand face au nazisme. La réception en Suisse romande des trois sermons de juillet-août 1941 de Mgr von Galen, évêque de Münster (Westphalie)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 2000, 234 p.
- CARRUZZO-FREY Sabine, FERRARI-DUPONT Patricia: *Du Labeur aux Honneurs. Quatre siècles d'histoire de la Confrérie des Vignerons et de ses Fêtes*, Montreux, Corbaz, 1998, 269 p.
- CASSIS Youssef: *L'Union de Défense Économique. La bourgeoisie genevoise face à la crise, 1923-1932*, Genève, Presses Universitaires Romandes, 1976, 160 p.
- CASSIS Youssef, DEBRUNNER Fabienne: «Les élites bancaires suisses, 1880-1960», in *RSH*, 40, 1990, 3, pp. 259-273.
- CASSIS Youssef: «La place financière suisse et la City de Londres, 1890-1990», in Paul



- BAIROCH, Martin KÖRNER (éds): *La Suisse dans l'économie mondiale*, Zurich, 1990.
- CASSIS Youssef: «L'histoire des banques suisses, aux XIXe et XXe siècles», in *RSH*, 41, 1991, 4, pp. 512-520. CASSIS Youssef, TANNER Jakob (éd.): *Banques et crédit en Suisse (1850-1930)*, Zürich, Chronos, 1993, 267 p.
- CATTANI Alfred: *Albert Meyer, Chefredaktor der Neuen Zürcher Zeitung von 1915 bis 1929, Bundesrat von 1930 bis 1938*, Zürich, NZZ, 1992, 256 p.
- CEPPI Jean-Philippe: *Neuchâtel et l'Action française (1919-1939)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1986, 309 p.
- CERUTTI Mauro: «Le mouvement ouvrier genevois durant la Première Guerre mondiale et la grève générale», in *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977, pp. 103-210.
- CERUTTI Mauro: «Politique ou commerce? Le Conseil fédéral et les relations avec l'Union soviétique au début des années trente», in *Études et Sources*, 7, 1981, pp. 119-147.
- CERUTTI Mauro: «Mussolini bailleur de fonds des fascistes suisses. Les relations entre le colonel Arthur Fonjallaz et le Duce, à la lumière de nouveaux documents italiens», in *RSH*, 35, 1985, 1, pp. 21-46.
- CERUTTI Mauro: «L'élaboration de la politique officielle de la Suisse dans l'affaire des sanctions contre l'Italie fasciste», in *Itinera*, 1987, 7, pp. 76-90.
- CERUTTI Mauro: *Le Tessin, la Suisse et l'Italie de Mussolini. Fascisme et antifascisme. 1921-1935*, Lausanne, Payot, 1988, 668 p.
- CERUTTI Mauro: «Georges Oltramare et l'Italie fasciste dans les années trente», in *Études et Sources*, 15, 1989, pp. 151-210.
- CERUTTI Mauro, GUEX Sébastien, HUBER Peter (éd.): *La Suisse et l'Espagne: de la République à Franco (1936-1946). Relations officielles, solidarités de gauche, rapports économiques*, Lausanne, Éd. Antipodes, 2001, 603 p.
- CHARPENET Jean-Claude: «Le régime de Vichy vu par la presse de Suisse Romande (juin 1940 - novembre 1942)», in *Cahiers d'histoire* (publiés par les Universités de Clermont, Lyon et Grenoble), 12, 1967, 4, pp. 377-406.
- CHENAUX Philippe: «La Suisse», in Jean-Marie MAYEUR (s.l.d.): *Histoire du christianisme des origines à nos jours*, vol. 12: *Guerres mondiales et totalitarismes (1914-1958)*, Paris, Desclée/Fayard, 1990, pp. 554-566.
- CHENAUX Philippe: «La renaissance thomiste en Suisse romande dans les années 1920», in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 85, 1991, pp. 119-138.
- CHEVALLAZ Georges-André: *Le défi de la neutralité. Diplomatie et défense de la Suisse 1939-1945*, Vevey, Éd. de L'Aire, 1995, 430 p.
- CHEVALLEY Bernard.: «L'attitude des organisations paysannes: l'Union Suisse des Paysans et la Société d'agriculture du canton de Zurich», in *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977, pp. 211-254.
- CLAVIEN Alain: *Les Helvétistes. Intellectuels et politique en Suisse romande au début du siècle*, Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande & Éd. d'en bas, 1993, 323 p.
- COET Philippe: *Le Front national à Genève, 1933-1937*, mém. lic. Univ. de Genève, 1981, 104 p.
- Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale: *La Suisse et les réfugiés à l'époque du national-socialisme*, Berne, Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale, 1999, 358 p.
- Commission Indépendante d'Experts Suisse - Seconde Guerre mondiale: *Die Schweiz und die Flüchtlinge zur Zeit des Nationalsozialismus*, überarbeitete und ergänzte Fassung des Zwischenberichts von 1999, Zürich, Chronos, 2001, 487 p.
- CONZEMIUS Victor (Hg.): *Schweizer Katholizismus 1933-1945. Eine Konfessionskultur zwischen Abkapselung und Solidarität*, Zürich, NZZ, 2001, 696 p.
- COSANDEY Roland: «L'activité cinématographique en Suisse romande 1919-1939. Pour une histoire locale du cinéma», in *19-39. La Suisse romande entre les deux guerres*, Lausanne, Payot, 1986, pp. 237-271.
- COSANDEY Roland: «À la recherche des sources», in *Equinoxe*, 7, printemps 1992, pp. 125-138.
- CRETTEX Stéphane: *La Suisse et la grande crise des années trente: une analyse économique*, mém. de diplôme Univ. de Lausanne, 1989, 90 p.
- «La crise des années '30 – Die Krise der 30er Jahre» (dossier), in *traverse* 1997, 1, 206 p.
- DAVID Thomas: «Un indice de la production industrielle de la Suisse durant l'entre-deux-guerres», in *RSH*, 45, 1995, 1, pp. 109-130.
- DEGEN Bernard: *Abschied vom Klassenkampf. Die partielle Integration der schweizerischen*

- Gewerkschaftsbewegung zwischen Landesstreik und Weltwirtschaftskrise (1918-1929)*, Basel/Frankfurt a.M., Helbing & Lichtenhahn, 1991, 333 p.
- DEGEN Bernard: *Sozialdemokratie: Gegenmacht? Opposition? Bundesratspartei? Die Geschichte der Regierungsbeteiligung der schweizerischen Sozialdemokraten*, Zürich, Orell Füssli, 1993, 159 p.
- DEGEN Bernard: «“Plebiszit mit dem Portemonnaie” oder “Plebiszit des Portemonnaies”? Anmerkungen zur Wehranleihe 1936», in *Études et Sources*, 26, 2000, pp. 123-156.
- DICKENMANN Heinz: *Das Bundespersonal in der Wirtschaftskrise 1931-1939*, Zürich, Zentralstelle der Studentenschaft, 1983, 436 p.
- Dictionnaire géographique de la Suisse*, Neuchâtel, Attinger, 1902-1910, 6 vol.
- Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*, Neuchâtel, 1921-1934, 7 vol. et 1 suppl.
- Dictionnaire historique de la Suisse*. Ont été notamment consultés les articles biographiques mis à disposition sur le site web, en cours d'élaboration au moment de notre recherche: [www.dhs.ch](http://www.dhs.ch).
- DISERENS Daniel: *Ängste und Hoffnungen in der Argumentation der schweizerischen Wirtschaftspolitik unter besonderer Berücksichtigung der Finanzordnung und der Stabilisierungspolitik auf Bundesebene von 1933 bis 1984*, Bern, Peter Lang, 1988, 382 p.
- DOSI Davide: *Il cattolicesimo ticinese e i fascismi. La Chiesa e il partito conservatore ticinese nel periodo tra le due guerre mondiali*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1999, 254 p.
- DREIFUSS Eric: *Die Schweiz und das Dritte Reich. Vier deutschschweizerische Zeitungen im Zeitalter des Faschismus 1933-1939*, Frauenfeld/Stuttgart, Huber, 1971, 251 p.
- Dreissiger Jahre Schweiz. Ein Jahrzehnt im Widerspruch*, Zürich, Kunsthhaus, 1981, 519 p.
- DREYER Dietrich: *Schweizer Kreuz und Sowjetstern. Die Beziehungen zweier ungleicher Partner seit 1917*, Zürich, NZZ, 1989, 255 p.
- DU BOIS Pierre: «Mythe et réalité du fossé pendant la Première Guerre mondiale», in Pierre DU BOIS (s.l.d.): *Union et division des Suisses. Les relations entre Alémaniques, Romands et Tessinois aux XIXe et XXe siècles*, Lausanne, Éd. de l'Aire, 1983, pp. 65-91.
- DUMONT Hervé: *Histoire du cinéma suisse. Films de fiction 1896-1965*, Lausanne, Cinémathèque suisse, 1987, 591 p.
- DURRER Marco: *Die schweizerisch-amerikanischen Finanzbeziehungen im Zweiten Weltkrieg: von der Blockierung der schweizerischen Guthaben in den USA über die «Safehaven»-Politik zum Washingtoner Abkommen (1941-1946)*, Bern/Stuttgart, P. Haupt, 1984, 348 p.
- DÜRRENMATT Peter: *Schweizer Geschichte*. Zürich, Schweizer Verlagshaus, 1963, 735 p.
- ENGELER Urs Paul: *Grosser Bruder Schweiz. Wie aus wilden Demokraten überwachte Bürger wurden. Die Geschichte der Politischen Polizei*, Zürich, Weltwoche, 1990, 288 p.
- ERNST Andreas, WIGGER Erich (Hg.): *Die neue Schweiz? Eine Gesellschaft zwischen Integration und Polarisierung (1910-1930)*, Zürich, Chronos, 1996, 330 p.
- ETTER Jann: *Armee und öffentliche Meinung in der Zwischenkriegszeit 1918-1939*, Bern, Francke, 1972, 326 p.
- FAITH Nicholas: *Safety in numbers. The mysterious world of Swiss banking*, London, Hamish Hamilton, 1982, 368 p.
- FAHRNI Dieter: *Die Nachkriegskrise von 1920-1923 in der Schweiz und ihre Bekämpfung*, Basel, Lizentiatsarbeit Univ. Basel, 1977, 268 p.
- FAVEZ Jean-Claude: «Crise de la démocratie libérale: le frontisme», in *Les Cahiers protestants*, 3, 1966, pp. 33-49.
- FAVEZ Jean-Claude: «Mozart, la broderie et les finances fédérales», in Urs ALTERMATT, Judit GARAMVÖLGYI (Hg.): *Innen- und Aussenpolitik. Primat oder Interdependenz? Festschrift zum 60. Geburtstag von Walther Hofer*, Bern/Stuttgart, Paul Haupt, 1980, pp. 331-351.
- FAVEZ Jean-Claude: «Tu m'as dit d'aimer, j'obéis... Quelques remarques sur les relations entre les Alémaniques, Romands et Tessinois durant la Seconde Guerre mondiale», in Pierre DU BOIS (s.l.d.): *Union et division des Suisses. Les relations entre Alémaniques, Romands et Tessinois aux XIXe et XXe siècles*, Lausanne, Éd. de l'Aire, 1983, pp. 93-112.
- FAVEZ Jean-Claude: «Le prochain et le lointain. L'accueil et l'asile en Suisse au printemps 1945», in *RSH*, 38, 1988, 4, pp. 390-402.
- FAVEZ Jean-Claude: *Une mission impossible? Le CICR, les déportations et les camps de concentration nazis*, Lausanne, Payot, 1988, 429 p.
- FAVEZ Jean-Claude: «La grande peur de l'été 40. La Suisse entre la résistance et l'adaptation», in *L'Année 40 en Europe*, colloque international, Caen, 1990, pp. 85-99.
- FAVEZ Jean-Claude: «Le Don suisse et la politique étrangère. Quelques réflexions», in *Des archives à la mémoire. Mélanges d'histoire politique, religieuse et sociale, offerts à Louis Binz*,

- Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 1995, pp. 325-339.
- FAYET Jean-François, HUBER Peter: «Die Russlandschweizer ohne Schutz? Die IKRK-Mission in Moskau als "verdecktes Konsulat" 1921-1938», in *Études et Sources*, 28, 2002, pp. 153-187.
- FERRERO Dominique: *Le «Courrier de Genève» et les Juifs (1880-1900). Un cas d'antisémitisme genevois à la fin du XIXe siècle*, Bâle/Francfort-sur-le-Main, Helbing & Lichtenhahn, 1993, 83 p.
- FINK Jürg: *Die Schweiz aus der Sicht des Dritten Reiches 1933-1945*, Zürich, Schulthess Polygraphischer Verlag, 1985, 249 p.
- FISCHER Urs: *Gaston-Armand Amaudruz. Ein Schweizer im Beziehungsnetz des europäischen Rechtsextremismus*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 1999, 224 p.
- FLEURY Antoine, TOSATO-RIGO Danièle: «À propos de la représentation diplomatique soviétique à Berne (mai-novembre 1918): un nouvel éclairage à la lumière des rapports de Jan Berzine», in *traverse*, 1995, 3, pp. 29-45.
- FOURNIER Yves: *Attitudes de la presse valaisanne face aux votations fédérales de l'entre-deux-guerres*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1991, 273 p.
- FRANCILLON Roger (s.l.d.): *Histoire de la littérature en Suisse romande*, vol. 2, Lausanne, Payot, 1997, 536 p.
- FRECH Stefan: *Clearing. Der Zahlungsverkehr der Schweiz mit den Achsenmächten*, Zürich, Chronos, 2001, 381 p. (Publications de la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale, vol. 3)
- FREY Constant: *La grève générale de 1918. Légendes et réalités*, Genève, Éd. Générales, 1969, 217 p.
- FRISCHKNECHT Jürg, HAFFNER Peter, HALDIMANN Ueli, NIGGLI Peter: *Die unheimlichen Patrioten. Politische Reaktion in der Schweiz. Ein aktuelles Handbuch mit Nachtrag 1979-84*, Zürich, Limmat Verlag, 1987, 794 p.
- FRISCHKNECHT Jürg: «Schweiz wir kommen». *Die neuen Fröntler und Rassisten*, Zürich, Limmat Verlag, 1991, 339 p.
- FRITSCHI Oskar Felix: *Geistige Landesverteidigung während des Zweiten Weltkrieges. Der Beitrag der Schweizer Armee zur Aufrechterhaltung des Durchhaltewillens*, Dietikon, Stocker-Schmid, 1972, 226 p.
- FRY Karl: *Kaspar Decurtins. Der Löwe von Truns 1855-1916*, Zürich, Thomas-Verlag, 2 vol., 1949, 395 p. et 1952, 501 p.
- GARBANI Philippe, SCHMID Jean: *Le syndicalisme suisse. Histoire politique de l'Union syndicale 1880-1980*, Lausanne, Éd. d'en bas, 1980, 261 p.
- GATTIKER Annetta: *L'affaire Conradi*, Berne, Francfort M., Lang, 1975, 323 p.
- GATZ Erwin (Hg.): *Die Bischöfe der deutschsprachigen Länder 1785/1803 bis 1945. Ein biographisches Lexikon*, Berlin, Duncker & Humblot, 1983, 910 p.
- GAUSS Julia: «Motta an der Konferenz von Genua 1922», in *RSH*, 28, 1978, 4, pp. 453-481.
- GAUTIER Richard: *Les Équipes. Un mouvement de renouveau national à Genève 1933-1936*, mém. lic. Univ. de Genève, 1974, 98 p., 48 p. d'annexes.
- GAUTSCHI Willi: *Der Landesstreik 1918*, Zürich, Chronos, 1988 (1968), 439 p. Postface de Hans Ulrich JOST: «Der historische Stellenwert des Landesstreiks», pp. I-XV.
- GAUTSCHI Willi: *Geschichte des Kantons Aargau 1885-1953*, Baden, Baden Verlag, 1978, 673 p.
- GAUTSCHI Willi: «Der Kontakt General Guisans mit SS-Standartenführer Schellenberg», in *RSH*, 39, 1989, 2, pp. 152-170.
- GAUTSCHI Willi: *Le général Guisan. Le commandement de l'armée suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, Lausanne, Payot, 1991 (1989 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), 901 p.
- GAUYE Oscar: «Le général Guisan et la diplomatie suisse 1940-1941», in *Études et Sources*, 4, 1978, pp. 5-68.
- GAUYE Oscar: «"Au Rütli, 25 juillet 1940". Le discours du général Guisan: nouveaux aspects», in *Études et Sources*, 10, 1984, pp. 5-56.
- GAY-BALMAZ Jean-Marie: *Le Mois Suisse*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1978, 131 p.
- GEBERT Alfred J.: *Die jungliberale Bewegung der Schweiz 1928-1938*, Bern, Benteli, 1981, 291 p.
- GEHRIG-STRAUBE Christine: *Beziehungslose Zeiten. Das schweizerisch-sowjetische Verhältnis zwischen Abbruch und Wiederaufnahme der Beziehungen (1918-1946) auf Grund schweizerischer Akten*, Zürich, Hans Rohr, 1997
- GILARDI Paolo: *De la «Genève rouge» à la paix du travail. Mouvement ouvrier et patronat*

- genevois face à la question de la paix sociale, 1935-1938*, Genève, Éd. «Que faire?», 1987, 160 p.
- GILG Peter, GRUNER Erich: «Nationale Erneuerungsbewegungen in der Schweiz 1925-1940», in *Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte*, 14, janvier 1966, 1, pp. 1-25.
- GILG Peter, HABLÜTZEL Peter: «Une course accélérée vers l'avenir 1945-...», in *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1986 (1983 pour la 1<sup>ère</sup> édition), pp. 771-912.
- GILLIOZ Vincent: *Les perceptions de l'Italie fasciste dans la presse valaisanne (1920-1945)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1997, 154 p.
- GLAUS Beat: *Die Nationale Front. Eine Schweizer faschistische Bewegung 1930-1940*, Zürich, Benziger, 1969, 503 p.
- GLAUS Claudia: *Die Schweizerische Konservative Volkspartei 1929-1935. Zwischen Erneuerung und Tradition: eine Orientierungskrise*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 2000, 174 p.
- GRAETZ Michael, MATTIOLI Aram (Hg.): *Krisenwahrnehmungen im Fin de siècle. Jüdische und katholische Bildungseliten in Deutschland und der Schweiz*, Zürich, Chronos, 1997, 385 p.
- GRAF Christoph: «Innen- und aussenpolitische Aspekte schweizerischer Zensur während des Zweiten Weltkrieges», in Urs ALTERMATT, Judit GARAMVÖLGYI (Hg.): *Innen- und Aussenpolitik. Primat oder Interdependenz? Festschrift zum 60. Geburtstag von Walther Hofer*, Bern/Stuttgart, Paul Haupt, 1980, pp. 553-569.
- GRELLET Pierre: *Reflets de cent cinquante années. La Gazette de Lausanne de 1798 à 1948*, Lausanne, Gazette de Lausanne, 1948, 343 p.
- GRÜTER Sébastien: *Histoire de la Société des Etudiants Suisses*, Fribourg, St-Paul, 1916, 415 p.
- GRUNER Erich (et al.): *L'Assemblée fédérale suisse 1848-1920*, volume 1, biographies, Berne, Francke, 1966, 1021 p.
- GRUNER Erich: *Die Parteien in der Schweiz*, Bern, Francke, 1977 (1969), 351 p.
- GRUNER Erich: «Konservatives Denken und konservative Politik in der Schweiz», in Gerd-Klaus KALTENBRUNNER (Hg.): *Rekonstruktion des Konservatismus*, Freiburg im Breisgau, Rombach, 1972, pp. 241-272
- GREYERZ Hans von: *Die Schweiz zwischen zwei Weltkriegen*, Rektoratsrede, Bern, P. Haupt, 1962, 28 p.
- GREYERZ Hans von: «Der Bundesstaat seit 1848», in *Handbuch der Schweizer Geschichte*, Bd 2, Zürich, Berichthaus, (1972) 1980, pp. 1019-1267. (Nachwort von Hans Ulrich JOST, pp. 1247-1254).
- GUANZINI Catherine: *Les origines de la Nouvelle Société Helvétique (1911-1914)*, mém. Univ. de Lausanne, 1985, 112 p.
- GUANZINI Catherine: *Les origines de la Nouvelle Société Helvétique (1911-1914)*, Genève, Cahiers d'histoire contemporaine, 1989, 78 p.
- GUANZINI Catherine, WEGELIN Peter: *Kritischer Patriotismus. Neue Helvetische Gesellschaft 1914-1989*, Bern, Haupt, 1989, 176 p.
- GUEX André: *Le demi-siècle de Maurice Troillet. Essai sur l'aventure d'une génération*, Lausanne, Payot, 1971, 3 vol.
- GUEX André: *Maurice Troillet 1880-1961*, Zurich, Société d'études en matière d'histoire économique, 1977, 115 p.
- GUEX Sébastien: *La politique monétaire et financière de la Confédération suisse 1900-1920*, Lausanne, Payot, 1993, 504 p.
- GUEX Sébastien: «Banque nationale et milieux bancaires entre 1922 et 1924: cris et chuchotements autour de la stabilisation du franc suisse», in Youssef CASSIS, Jakob TANNER (éd.): *Banques et crédit en Suisse (1850-1930)*, Zürich, Chronos, 1993, pp. 53-76.
- GUEX Sébastien: «L'initiative socialiste pour une imposition extraordinaire sur la fortune en Suisse (1920-1922)», in *Regards sociologiques*, 8, 1994, pp. 101-116.
- GUEX Sébastien: «À propos des gardes civiques et de leur financement à l'issue de la Première Guerre mondiale», in *Pour une histoire des gens sans Histoire. Ouvriers, exclus et rebelles en Suisse, 19e-20e siècles*, mélanges offerts à Marc Vuilleumier, textes réunis et présentés par Jean BATOU, Mauro CERUTTI et Charles HEIMBERG, Lausanne, Éd. d'en bas, 1995, pp. 255-264.
- GUEX Sébastien: «L'introduction du droit de timbre fédéral sur les coupons 1919-1921», in Sébastien GUEX, Martin KÖRNER, Jakob TANNER (éd.): *Financement de l'État et conflits sociaux (14e-20e siècles)*, Zürich, Chronos, 1994, pp. 209-239.
- GUEX Sébastien: «“Est-il encore possible de vivre heureux dans notre patrie?” Splendeurs et misères d'un expert financier du Conseil fédéral: l'éviction de Julius Landmann (1914-1922)», in

- RSH, 45, 1995, 3, pp. 398-414.
- GUEX Sébastien: *L'argent de l'État. Parcours des finances publiques au XXe siècle*, Lausanne, Réalités sociales, 1998, 313 p.
- GUEX Sébastien (éd.): *La Suisse et les grandes puissances 1914-1945. Relations économiques avec les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France*, Genève, Droz, 1999, 496 p.
- GUEX Sébastien: «Secret bancaire suisse et politique de la Confédération durant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle», in *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 34, 1999, pp. 4-27.
- GUEX Sébastien, PERRENOUD Marc: «Prévenir la grève générale», in *traverse*, 1995, 2 (supplément: «Mai 1945»), pp. 17-18.
- GUEX Sébastien, PERRENOUD Marc: «Banquiers suisses et autorités fédérales face aux menaces américaines en 1945», in *traverse*, 1995, 3, pp. 126-138.
- GUGGENHEIM Willy (e.a.): *Juden in der Schweiz*, Küssnacht/Zürich, Kürz, (1982), 159 p.
- GUNTEN Hansueli von, VOEGELI Hans: *Das Verhältnis der Sozialdemokratischen Partei zu andern Linksparteien in der Schweiz (1912-1980)*, Bern, Verlag für politische Bildung, 1980 (1978), 318 p.
- GUYOT Jean-Blaise: *Une action pour «l'Ordre nouveau» en Suisse romande. Le Mois suisse (1939-1945)*, mém. lic. Univ. de Lausanne, 1997, 71 p.
- HAAS Gaston: «Wenn man gewusst hätte, was sich drüben im Reich abspielte...» 1941-1943. Was man in der Schweiz von der Judenvernichtung wusste, Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1997 (1994), 281 p.
- HÄSLER Alfred A.: *La barque est pleine. La Suisse, terre d'asile? La politique de la Confédération envers les réfugiés, de 1933 à 1945*, Zurich, Éd. M, 1992 (1967), 414 p.
- HALBEISEN Patrick: «Bankenkrise und Bankengesetzgebung in den 30er Jahren», in Sébastien GUEX, Brigitte STUDER, Bernard DEGEN, Markus KÜBLER, Edzard SCHADE, Béatrice ZIEGLER (Hg.): *Krisen und Stabilisierung. Die Schweiz in der Zwischenkriegszeit*, Zürich, Chronos, 1998, pp. 61-79.
- HALBROOK Stephen P: *La Suisse encerclée. La neutralité armée suisse durant la Deuxième Guerre mondiale*, Genève, Slatkine, 2000 (1998 pour la 1<sup>ère</sup> éd. en anglais), 323 p.
- Handbuch. Politisches System der Schweiz – Manuel. Système politique de la Suisse*, Bern/Stuttgart, P. Haupt; vol. 1: *Grundlagen – Le Contexte*, éd. par Alois RIKLIN, 1983, 567 p.; vol. 3: *Föderalismus – Fédéralisme*, éd. Raimund E. GERMANN et Ernest WEIBEL, 1986, 381 p.
- HARDMEIER Benno: *Geschichte der sozialdemokratischen Ideen in der Schweiz (1920-1945)*, Winterthur, Keller, 1957, 196 p.
- HAUSER Albert: *Schweizerische Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Erlenbach-Zürich, Eugen Rentsch, 1961, 400 p.
- HAUSER Claude: «Aux origines du “Büro Ha”: l'action de la Société suisse des officiers dans la campagne pour la révision de la loi militaire fédérale (24 février 1935)», in *RSH*, 44, 1994, 2, pp. 144-165.
- HAUSER Claude: *Aux origines intellectuelles de la question jurassienne. Culture et politique entre la France et la Suisse romande (1910-1950)*, Courrendlin, CJE, 1997, 528 p.
- HAUSER Claude: *Les réfugiés aux frontières jurassiennes (1940-1945). Accueil et refoulement – Internement*, Saint-Imier, Éd. von Kaenel, 1999, 132 p.
- HAYMANN Emmanuel: *Le camp du Bout du Monde. 1942, des enfants juifs de France à la frontière suisse*, Lausanne, Favre, 1984, 260 p.
- HAYMOZ Nicolas: *Die alte «Neue Mitte». Eine doppelte Abwehrfront gegen Sozialismus und Liberalismus. Die Wochenzeitung «Das Aufgebot» und die gleichnamige Bewegung unter der Federführung von Jacob Lorenz (1933-1946)*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 1999, 192 p.
- HELLER Daniel: *Eugen Bircher. Arzt, Militär und Politiker. Ein Beitrag zur Zeitgeschichte*, Zürich, NZZ, (1988) 1990, 461 p.
- HODEL Markus: «“Der Stachel im Fleisch des katholischen Volkes”. Die konfessionellen Ausnahmegesetze in der innenpolitischen Diskussion nach dem Ersten Weltkrieg», in *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 85, 1991, pp. 139-155.
- HODEL Markus: «Die konfessionellen Ausnahmegesetze in der innenpolitischen Diskussion nach dem Ersten Weltkrieg», in Urs ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, pp. 279-295.
- HODEL Markus: *Die Schweizerische Konservative Volkspartei 1918-1929. Die goldenen Jahre des politischen Katholizismus*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, 547 p.
- HOFER Walther: «Der Abbruch der Beziehungen mit dem revolutionären Russland 1917-1927»,

- in *RSH*, 43, 1993, 2, pp. 223-240.
- HOLENSTEIN Dieter: *Die Christlichsozialen der Schweiz im Ersten Weltkrieg. Entwicklung der christlichsozialen Organisationen und ihre Stellung in der schweizerischen Arbeiterbewegung und der katholischen Sondergesellschaft 1914-1920*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1993, 434 p.
- HOMBERGER Heinrich: *La politique commerciale de la Suisse durant la Deuxième Guerre mondiale. Une synthèse d'événements vécus*, Neuchâtel, La Baconnière, 1972, 119 p.
- HORNGACHER Max: «Histoire de la Ligue Aubert», in *Socialisme*, revue du Parti Suisse du Travail, mai 1946, 13, pp. 32-36; juillet 1946, 15, pp. 11-16; août 1946, 16, pp. 21-31.
- HUBER Peter: *Kommunisten und Sozialdemokraten in der Schweiz 1918-1935. Der Streit um die Einheitsfront in der Zürcher und Basler Arbeiterschaft*, Zürich, Limmat Verlag, 1986, 583 p.
- HUBER Peter: *Stalins Schatten in die Schweiz. Schweizer Kommunisten in Moskau: Verteidiger und Gefangene der Komintern*, Zürich, Chronos, 1994, 629 p.
- HUG Peter, KLOTTER Martin: «Der "Bilateralismus" in seinem multilateralen Kontext. Die Aussenpolitik der Schweiz zur Sicherung ihres Aussenhandels und Zahlungsverkehrs, 1920/30-1958/60», in Peter HUG, Martin KLOTTER (Hg.): *Aufstieg und Niedergang des Bilateralismus. Schweizerische Aussen- und Aussenwirtschaftspolitik 1930-1960: Rahmenbedingungen, Entscheidungsstrukturen, Fallstudien*, Zürich, Chronos, 1999, pp. 13-139.
- HUG Peter: «Steuerflucht und die Legende vom antinazistischen Ursprung des Bankgeheimnisses. Funktion und Risiko der moralischen Überhöhung des Finanzplatzes Schweiz», in Jakob TANNER, Sigrid WEIGEL (Hg.): *Gedächtnis, Geld und Gesetz. Vom Umgang mit der Vergangenheit des Zweiten Weltkrieges*, Zürich, vdf - Hochschulverlag AG an der ETH, 2002, 376 p.
- HUMBEL Kurt: *Nationalsozialistische Propaganda in der Schweiz 1931-1939*, Bern/Stuttgart, Paul Haupt, 1976, 295 p.
- HUMBERT-DROZ Jules: *Mon évolution du tolstoïsme au communisme 1891-1921*, Neuchâtel, La Baconnière, 1969, 439 p.
- HUMBERT-DROZ Jules: *De Lénine à Staline 1921-1931*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971, 507 p.
- HUMBERT-DROZ Jules: *Dix ans de lutte antifasciste 1931-1941*, Neuchâtel, La Baconnière, 1972, 429 p.
- HUMBERT-DROZ Jules: *Le couronnement d'une vie de combat 1941-1971*, Neuchâtel, La Baconnière, 1973, 452 p.
- IKLÉ Max: *Die Schweiz als internationaler Bank- und Finanzplatz*, Zürich, Orell Füssli, 1970, 187 p.
- IMHOF Andrea: «Durch das kostbare Blut, ein neues Volk»: *Die rechtskatholisch-integralistische Zeitung «Das Neue Volk» 1929-1957*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 2002, 164 p.
- IMHOF Kurt, ETTINGER Patrick, BOLLER Boris: *Die Flüchtlings- und Aussenwirtschaftspolitik der Schweiz im Kontext der öffentlichen politischen Kommunikation 1938-1950*, Zürich, Chronos, 2001, 535 p. (Publications de la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale, vol. 8)
- IMPERATORI Mario: *Catholiques face au totalitarisme. Une partie de la presse catholique romande face au communisme et au national-socialisme (1936-1941)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1984, 149 p. et annexes.
- IMSTEPF Armin: *Die schweizerischen Katholikentage 1903-1954. Geschichte, Organisation, Programmatik und Sozialstruktur*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1987, 472 p.
- INGLIN Oswald: *Der stille Krieg. Der Wirtschaftskrieg zwischen Grossbritannien und der Schweiz im Zweiten Weltkrieg*, Zürich, NZZ, 1991, 478 p.
- JAEGGI André: «La Suisse officielle face à la guerre d'Espagne. Quelques documents relatant la politique de Berne envers les deux gouvernements espagnols de 1936 à 1939», in *RSH*, 30, 1980, 3/4, pp. 402-420.
- JAUN Rudolf: *Management und Arbeiterschaft. Verwissenschaftlichung, Amerikanisierung und Rationalisierung der Arbeitsverhältnisse in der Schweiz 1873-1959*, Zürich, Chronos, 1986, 505 p.
- JAUN Rudolf (s.l.d.): *Der Schweizerische Generalstab. L'État-major général suisse. Volume VIII: Das Schweizerische Generalstabskorps 1875-1945. Eine kollektiv-biographische Studie*, Basel/Frankfurt a.M., Helbing & Lichtenhahn, 1991, 583 p.
- JEAN Philippe: *La Suisse d'après-guerre sur les chemins de l'épuration 1945-1946*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1984, 237 p.
- JEANNERET Pierre: *Léon Nicole et la scission de 1939. Contribution à l'histoire du Parti*

- socialiste suisse*, FNSRS/P. Jeanneret, Lausanne, 1986/1987, 475 p. + annexes.
- JÖHR Walter Adolf: *Schweizerische Kreditanstalt 1856-1956. Hundert Jahre im Dienste der schweizerischen Volkswirtschaft*, Zürich, Schweizerische Kreditanstalt, 1956, 564 p.
- JOSEPH Roger: *L'Union nationale 1932-1939. Un fascisme en Suisse romande*, Neuchâtel, La Baconnière, 1975, 438 p.
- JOSEPH Roger: «Le fascisme en Valais, 1933-1941», in *Annales valaisannes*, 52, 1977, pp. 137-159.
- JOST Hans Ulrich: *Linksradikalismus in der deutschen Schweiz 1914-1918*, Bern, Stämpfli, 1973, 206 p.
- JOST Hans Ulrich: «Menace et repliement 1914-1945», in *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1986 (1983 pour la 1<sup>ère</sup> édition), pp. 683-770.
- JOST Hans Ulrich: «Politique culturelle de la Confédération et valeurs nationales», in Bernard CRETTEAZ, Hans Ulrich JOST, Rémy PITHON: *Peuples inanimés, avez-vous donc une âme? Images et identités suisses au XXe siècle*, Lausanne, Études et mémoires de la section d'histoire de l'Université de Lausanne, 1987, pp. 19-38.
- JOST Hans Ulrich: «Xénophobie, racisme et antisocialisme en Suisse vers 1900», in *Racisme et xénophobies*, Lausanne, Section d'histoire - Université de Lausanne, 1990, pp. 47-63.
- JOST Hans Ulrich: «Nachwort», in Thomas KRAMER, Dominik SIEGRIST: *Terra. Ein Schweizer Filmkonzern im Dritten Reich*, Zürich, Chronos, 1991, 128 p.
- JOST Hans Ulrich: *Les avant-gardes réactionnaires. La naissance de la nouvelle droite en Suisse, 1890-1914*, Lausanne, Éd. d'en bas, 1992, 187 p.
- JOST Hans Ulrich: *Le salaire des neutres. Suisse 1938-1948*, Paris, Denoël, 1999 (1998 pour l'édition allemande), 419 p.
- JUD Ursina: *Die Schweiz sieht rot: gesetzliche Ausgrenzung der Kommunisten in der Schweiz, 1932-1945*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 2001, 168 p.
- JUNG Joseph: *Katholische Jugendbewegung in der deutschen Schweiz. Der Jungmannschaftsverband zwischen Tradition und Wandel von der Mitte des 19. Jahrhunderts bis zum Zweiten Weltkrieg*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1988, 450 p.
- KÄNZIG Ernst: «Die Bundesfinanzen», in R. F. BEHRENDT (e.a.): *Strukturwandlungen der schweizerischen Wirtschaft und Gesellschaft. Festschrift für Fritz Marbach zum 70. Geburtstag*, Bern, Stämpfli, 1962, pp. 273-286.
- KAISER Marcus Urs: *Deutscher Kirchenkampf und Schweizer Öffentlichkeit in den Jahren 1933 und 1934*, Zürich, Theologischer Verlag, 1972, 392 p.
- KAMBER Peter: «Der Verrat von Vittel. Wie fiktive Pässe aus Übersee hätten vor der Deportation retten sollen», in *Basler Magazin*, 16, 24.4.1999.
- KAMIS-MÜLLER Aaron: *Antisemitismus in der Schweiz 1900-1930*, Zürich, Chronos, 1990, 547 p.
- KAUER Hans: *Der strafrechtliche Staatsschutz der Schweizerischen Eidgenossenschaft unter besonderer Berücksichtigung der legislatorischen Entwicklung zwischen 1933/1945*, Bern, Verbandsdruckerei, 1948, 98 p.
- KELLER Franziska: *Oberst Gustav Däniker. Aufstieg und Fall eines Schweizer Berufsoffiziers*, Zürich, Thesis Verlag, 1997, 445 p.
- KELLER Stefan: *Grüningers Fall. Geschichten von Flucht und Hilfe*, Zürich, Rotpunktverlag, 1998 (1993), 262 p.
- KIMCHE Jon: *Un général suisse contre Hitler. L'espionnage au service de la paix 1939-1945*, Paris, Fayard, 1962 (1961 pour la 1<sup>ère</sup> éd. anglaise), 221 p.
- KISTLER Karl: *Die Wiedererrichtung der Nuntiatur in der Schweiz (1920). Ein Beitrag zur schweizerischen Kirchenpolitik 1914-1925*, Bern/Frankfurt a.M., Lang, 1974, 282 p.
- KNESCHAUREK Francesco: *Der schweizerische Konjunkturverlauf und seine Bestimmungsfaktoren. Dargestellt auf Grund der Periode 1929 bis 1939*, Zürich/St Gallen, Polygraphischer Verlag, 1952, 256 p.
- KOBELT Eduard: *Die Wirtschaftspolitik der Gewerkschaften 1920-1950. Der Einfluss einzelner Gewerkschaftsverbände und Persönlichkeiten auf die Wirtschaftspolitik des Schweizerischen Gewerkschaftsbundes*, Zürich, Chronos, 1987, 257 p.
- KÖNIG Mario: *Die Angestellten zwischen Bürgertum und Arbeiterbewegung. Soziale Lage und Organisation der kaufmännischen Angestellten in der Schweiz 1914-1920*, Zürich, Limmat, 1984, 215 p.
- KREIS Georg: *Juli 1940. Die Aktion Trump*. Mit einem Nachwort von Herbert Lüthy, Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1973, 111 p.

- KREIS Georg: *Zensur und Selbstzensur. Die schweizerische Pressepolitik im Zweiten Weltkrieg*, Frauenfeld/Stuttgart, Huber, 1973, 471 p.
- KREIS Georg: *Auf den Spuren von «La Charité». Die schweizerische Armeeführung im Spannungsfeld des deutsch-französischen Gegensatzes 1936-1941*, Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1976, 234 p.
- KREIS Georg: «General Guisan, Minister Frölicher und die Mission Burckhardt 1940», in *RSH*, 27, 1977, 1/2, pp. 99-121.
- KREIS Georg: «État démocratique en état de siège», in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 121, janvier 1981, pp. 71-82.
- KREIS Georg: «Die besseren Patrioten. Nationale Idee und regionale Identität in der französischen Schweiz vor 1914», in François de CAPITANI, Georg GERMANN (Hg.): *Auf dem Weg zu einer schweizerischen Identität 1848-1914. Probleme, Errungenschaften, Misserfolge*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1987, pp. 55-74.
- KREIS Georg: «Parlamentarismus und Antiparlamentarismus in den Jahren 1933-1945», in *Le Parlement – «Autorité suprême de la Confédération»? mélanges édités par les Services du Parlement*, Bern/Stuttgart, P. Haupt, 1991, pp. 301-319.
- KREIS Georg: «Der “homo alpinus helveticus”. Zum schweizerischen Rassendiskurs der 30er Jahre», in Guy P. MARCHAL, Aram MATTIOLI (éd.): *Erfundene Schweiz. Konstruktionen nationaler Identität. La Suisse imaginée. Bricolages d'une identité nationale*, Zürich, Chronos, 1992, pp. 175-190.
- KREIS Georg: «Vier Debatten und wenig Dissens», in *RSH*, 47, 1997, 4, pp. 451-476.
- KREIS Georg: «Die schweizerische Flüchtlingspolitik der Jahre 1933-1945», in *RSH*, 47, 1997, 4, pp. 552-579.
- KREIS Georg: «Zurück in den Zweiten Weltkrieg. Zur schweizerischen Zeitgeschichte der 80er Jahre», in *RSH*, 52, 2002, 1, pp. 60-68.
- KREIS Georg: «Zurück in die Zeit des Zweiten Weltkrieges (Teil II). Zur Bedeutung der 1990er Jahre für den Ausbau der schweizerischen Zeitgeschichte», in *RSH*, 52, 2002, 4, pp. 494-517.
- KÜLLING Friedrich: *Bei uns wie überall? Antisemitismus (in der Schweiz 1866-1900)*, Zürich, (1977), Juris Druck + Verlag, 412 p.
- KUNZ Hans Beat: *Weltrevolution und Völkerbund. Die schweizerische Aussenpolitik unter dem Eindruck der bolschewistischen Bedrohung, 1918-1923*, Bern, Stämpfli, 1981, 331 p.
- LACHMANN Günter: *Der Nationalsozialismus in der Schweiz 1931-1945. Ein Beitrag zur Geschichte der Auslandsorganisation der NSDAP*, Phil. Diss., Berlin, 1962, 114 p.
- LAMBELET Jean-Christian: *L'économie suisse. Un essai d'interprétation et de synthèse*, Paris/Genève, Economica, 1993, 641 p.
- LASSERRE André: «L'institution de l'assurance-vieillesse et survivants (1889-1947)», in Roland RUFFIEUX (e.a.): *La démocratie référendaire en Suisse au XXe siècle. Tome I: Analyse de cas*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1972, pp. 259-326.
- LASSERRE André: *La Suisse des années sombres. Courants d'opinion pendant la Deuxième Guerre mondiale 1939-1945*, Lausanne, Payot, 1989, 406 p.
- LASSERRE André: «Les réfugiés de Bergen-Belsen et Theresienstadt ou les déboires d'une politique d'asile en 1944-1945», in *RSH*, 40, 1990, 3, pp. 307-317.
- LASSERRE André: «Le peuple des bergers dans son “Réduit national”», in Guy P. MARCHAL, Aram MATTIOLI (éd.): *Erfundene Schweiz. Konstruktionen nationaler Identität. La Suisse imaginée. Bricolages d'une identité nationale*, Zürich, Chronos, 1992, pp. 191-205.
- LASSERRE André: *Frontières et camps. Le refuge en Suisse de 1933 à 1945*, Lausanne, Payot, 1995, 396 p.
- LASSERRE André: «Résistance politique et humanitaire en Suisse 1939-1945», in *RSH*, 47, 1997, 4, pp. 662-684.
- Ernst Laur 1871-1964. Ein Leben für den Bauernstand*. Hg. vom Schweizerischen Bauernsekretariat Brugg, Aarau, Wirz, 1971, 333 p.
- LEBOR Adam: *Hitler's Secret Bankers. How Switzerland profited from Nazi Genocide*, London (e.a.), Pocket Books, 1997, 352 p.
- LEPORI Antonio: «La réception de *Quadragesimo Anno* en Suisse romande», in Urs ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, pp. 57-68.
- LINDIG Steffen: *Der Entscheid fällt an den Urnen. Sozialdemokratie und Arbeiter im Roten Zürich 1928 bis 1938*, Zürich, Eco-Verlag, 1980, 248 p.
- LONFAT Jean-Philippe: *Le Collège de l'Abbaye de Saint-Maurice. La tradition dans la vie, la vie*



- dans la tradition*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1996, 421 p.
- LUDWIG Carl: *La politique pratiquée par la Suisse à l'égard des réfugiés de 1933 à nos jours*. Annexe du rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale, Berne, Chancellerie fédérale, 1957, 411 p.
- LÜÖND Karl: *Spionage und Landesverrat in der Schweiz*, Zürich, Ringier, 1977
- LÜTHI Urs: *Der Mythos von der Weltverschwörung. Die Hetze der Schweizer Frontisten gegen Juden und Freimaurer – am Beispiel des Berner Prozesses um die «Protokolle der Weisen von Zion»*, Basel/Frankfurt a.M., Helbing & Lichtenhahn, 1992, 139 p.
- MAETZKE Ernst-Otto: «Grundzüge der schweizerischen Pressekontrolle im Zweiten Weltkrieg», in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 3, 1955, pp. 177-183.
- MAGG Josi: «Glanes dans la vie quotidienne du Collège de Saint-Maurice en l'année scolaire 1898-1899», in *Echos de Saint-Maurice*, n° 3, 4/5, 6, 9, 1955 et n° 3/4, 6, 1956.
- MAISSEN Felici: «Westschweizer Professoren und Studenten an der Universität Ingolstadt - Landshut - München 1472-1914», in *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 80, 1986, pp. 117-180.
- MARCHAL Guy P., MATTIOLI Aram (éd.): *Erfundene Schweiz. Konstruktionen nationaler Identität. La Suisse imaginée. Bricolages d'une identité nationale*, Zürich, Chronos, 1992, 373 p.
- MARKWALDER Anne: *L'Aktion Nationaler Widerstand et ses journaux 1940-1945*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1994, 336 p.
- MASPOLI Philippe: *Le corporatisme et la droite en Suisse romande*, Lausanne, Section d'histoire - Université de Lausanne, 1993, 141 p.
- MATT Alphons: *Zwischen allen Fronten. Der Zweite Weltkrieg aus der Sicht des Büros Ha, Frauenfeld/Stuttgart*, Huber, 1969, 329 p.
- MATTIOLI Aram: «“Aux Pays des Aïeux”. Gonzague de Reynold und die Erfindung des neohelvetischen Nationalismus (1899-1912)», in Guy P. MARCHAL, Aram MATTIOLI (éd.): *Erfundene Schweiz. Konstruktionen nationaler Identität. La Suisse imaginée. Bricolages d'une identité nationale*, Zürich, Chronos, 1992, pp. 275-289.
- MATTIOLI Aram: *Zwischen Demokratie und totalitärer Diktatur. Gonzague de Reynold und die Tradition der autoritären Rechten in der Schweiz*, Zürich, Orell Füssli, 1994, 436 p.
- MATTIOLI Aram: «Die Union de Fribourg oder die gegenrevolutionären Wurzeln der katholischen Soziallehre», in Aram MATTIOLI, Gerhard WANNER (Hg.): *Katholizismus und «soziale Frage». Ursprünge und Auswirkungen der Enzyklika «Rerum Novarum» in Deutschland, Liechtenstein, Vorarlberg und St. Gallen*, Zürich, Chronos, 1995, pp. 15-32.
- MATTIOLI Aram (Hg.): *Intellektuelle von rechts. Ideologie und Politik in der Schweiz 1918-1939*, Zürich, Orell Füssli, 1995, 289 p.
- MATTIOLI Aram: «Die Moderne und ihre Kritiker. Zur seismographischen Qualität antimodernistischer Einstellungen im Kanton Fribourg», in Andreas ERNST, Erich WIGGER (Hg.): *Die neue Schweiz? Eine Gesellschaft zwischen Integration und Polarisierung (1910-1930)*, Zürich, Chronos, 1996, pp. 107-125.
- MATTIOLI Aram: «Die ultramontane Bildungsoffensive im Kanton Freiburg 1878-1889», in Michael GRAETZ, Aram MATTIOLI (Hg.): *Krisenwahrnehmungen im Fin de siècle. Jüdische und katholische Bildungseliten in Deutschland und der Schweiz*, Zürich, Chronos, 1997, pp. 155-175.
- MATTIOLI Aram (Hg.): *Antisemitismus in der Schweiz 1848-1960*, Zürich, Orell Füssli, 1998, 594 p.
- MARGUERAT Philippe: *La Suisse face au III<sup>e</sup> Reich. Réduit national et dissuasion économique, 1940-1945*, Lausanne, Éd. 24 heures, 1991, 181 p.
- MAUROUX Jean-Baptiste: *Du bonheur d'être Suisse sous Hitler*, Lausanne, Éd. d'en bas, 1997 (1969), 189 p.
- MAYEUR Jean-Marie: «Catholicisme intransigent, catholicisme social, démocratie chrétienne», in *Annales ESC*, 27, mars-avril 1972, 2, pp. 483-499.
- MAZBOURI Malik: «La biographie d'un grand banquier du début du 20e siècle: intérêt, matériaux et problèmes», in Youssef CASSIS, Jakob TANNER (éd.): *Banques et crédit en Suisse (1850-1930)*, Zürich, Chronos, 1993, pp. 165-184.
- MEIENBERG Niklaus: «Blättern in einem Politischen Archiv», in *Tages-Anzeiger Magazin*, 24, 14.6.1975, pp. 6-14.
- MEIENBERG Niklaus: *L'exécution du traître à la patrie Ernst S.*, Carouge-Genève, Zoé, 1977
- MEIENBERG Niklaus: *Le délire général. L'armée suisse sous influence*, Carouge-Genève, Zoé, 1988 (1987 pour la version allemande), 216 p.

- MEIER Heinz K.: *Friendship under stress. U.S.–Swiss Relations 1900-1950*, Bern, Herbert Lang, 1970, 423 p.
- MENZ Peter: *Der «Königsmacher» Heinrich Walther. Zur Wahl von vierzehn Bundesräten 1917-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1976, 507 p.
- MERKI Christoph Maria: «Interessen im blauen Dunst. Die Tabaksteuer in der Schweiz», in Sébastien GUEX, Martin KÖRNER, Jakob TANNER (éd.): *Financement de l'État et conflits sociaux (14e-20e siècles)*, Zürich, Chronos, 1994, pp. 241-261.
- MESMER Heinz: «Die Errichtung einer definitiven Getreideordnung in der Schweiz (1919-1929)», in Roland RUFFIEUX (e.a.): *La démocratie référendaire en Suisse au XXe siècle. Tome I: Analyse de cas*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1972, pp. 183-257.
- MESTRAL Aymon de: *Le président Motta*, Lausanne (e.a.), Payot, 1941, 320 p.
- METZGER Franziska: *Die «Schildwache». Eine integralistisch-rechtskatholische Zeitung 1912-1945*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 2000, 381 p.
- MEURANT Jacques: *La presse et l'opinion de la Suisse romande face à l'Europe en guerre 1939-1941*, Neuchâtel, La Baconnière, 1976, 765 p.
- MEVILLOT Eric: *Diplomatie et perception. Les relations franco-suissees au temps du Front populaire, 1936-1938*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1990, 185 p.
- MEVILLOT Eric: «La diplomatie suisse face aux premiers mois du Front populaire. Perception et relations bilatérales (avril-décembre 1936)», in *RSH*, 42, 1992, 3/4, pp. 325-357.
- MEYER Alice: *Anpassung oder Widerstand. Die Schweiz zur Zeit des deutschen Nationalsozialismus*, Frauenfeld, Huber, 1965, 227 p.
- MÖCKLI Werner: *Das schweizerische Selbstverständnis beim Ausbruch des Zweiten Weltkrieges*, Zürich, Schulthess, 1973, 172 p.
- MOLLARD Pascale: *La vie parlementaire à Fribourg de 1929 à 1939. Étude de cas*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1971, 181 p.
- MONETTI Neria: *Le sort du front unique à Genève pendant les années '30*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1976, 420 p.
- MONNIER Victor: *William E. Rappard. Défenseur des libertés, serviteur de son pays et de la communauté internationale*, Genève, Slatkine et Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 1995, 906 p.
- MOOSER Josef: «Die "Geistige Landesverteidigung" in den 1930er Jahren. Profile und Kontexte eines vielschichtigen Phänomens der schweizerischen politischen Kultur in der Zwischenkriegszeit», in *RSH*, 47, 1997, 4, pp. 685-708.
- MORANDI Pietro: *Krise und Verständigung. Die Richtlinienbewegung und die Entstehung der Konkordanzdemokratie 1933-1939*, Zürich, Chronos, 1995, 475 p.
- MOSER Peter: *Der Stand der Bauern. Bäuerliche Politik, Wirtschaft und Kultur gestern und heute*, Frauenfeld, Huber, 1994, 424 p.
- MOTTET Louis H. (s.l.d.): *Les grandes heures des banquiers suisses. Vers une histoire de la banque helvétique du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Neuchâtel/Paris, Delachaux & Niestlé, 1986, 263 p.
- MÜLLER Edi: «Die faschistische Propaganda Alexander von Sengers», in *Dreissiger Jahre Schweiz. Ein Jahrzehnt im Widerspruch*, Zürich, Kunsthaus, 1981, pp. 142-143.
- NATSCH Rudolf: «Die Einführung des Proporzwahlrechts für die Wahl des schweizerischen Nationalrats (1900-1919)», in Roland RUFFIEUX (e.a.): *La démocratie référendaire en Suisse au XXe siècle. Tome I: Analyse de cas*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1972, pp. 119-182.
- Neue Schweizer Biographie*, A. Bruckner (Chefredaktion), Basel, Buchdruckerei zum Basler Berichthaus, 1938, 612 p.; Nachtrag 1941/1942, 1942, 111 p.
- OCHSENBEIN Heinz: *Die verlorene Wirtschaftsfreiheit 1914-1918. Methoden ausländischer Wirtschaftskontrollen über die Schweiz*, Bern, Stämpfli, 1971, 349 p.
- PADEL Gerd H.: *Dämme gegen die braune Flut. Die Schweizerpresse und der Aufstieg des Dritten Reiches 1933-1939*, Zürich, Thesis Verlag, 1998 (1951), 155 p.
- PASQUIER Martial, UEBERSAX André (s.l.d.): *Echanges. Mélange d'histoire(s) et de réflexions réuni à l'occasion du Centenaire de la Sarinia*, Fribourg, Sarinia, 1995, 108 p.
- PAVILLON Sophie: «Une nouvelle image de la Russie soviétique en Suisse (1943-1944)», in *traverse*, 1995, 3, pp. 100-109.
- PERRENOUD Marc: *Les relations entre socialistes et communistes dans le canton de Neuchâtel (1931-1937)*, mém. lic. Univ. de Neuchâtel, 1981, 232 p.
- PERRENOUD Marc: «Banques et diplomatie suisses à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Politique de neutralité et relations financières internationales», in *Études et Sources*, 13/14, 1987/1988, pp. 7-128.

- PERRENOUD Marc: «Aspects de la politique financière et du mouvement ouvrier en Suisse dans les années 1930», in *Études et Sources*, 26, 2000, pp. 83-121.
- PERRENOUD Marc, LOPEZ Rodrigo, ADANK Florian, BAUMANN Jan, CORTAT Alain, PETERS Suzanne: *La place financière et les banques suisses à l'époque du national-socialisme. Les relations des grandes banques avec l'Allemagne (1931-1946)*, Lausanne, Payot / Zürich, Chronos, 2002, 724 p. (Publications de la Commission Indépendante d'Experts Suisse – Seconde Guerre Mondiale, vol. 13)
- PERRET Jean: *Cinéma et histoire. Aspects du cinéma documentaire en Suisse, dans les années 30*, mém. lic. Univ. de Genève, 1979, 119 p.
- PERROUD François-Xavier: *La vie parlementaire dans le canton de Genève de 1929 à 1939*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1972, 212 p.
- PFISTER Martin: *Die Wahl von Philipp Etter in den Bundesrat 1934. Ereignisse, Ideologien, soziale Umfeld*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 1995, 175 p.
- PFISTER Thomas: *Der Schweizer Film während des III. Reiches. Filmpolitik und Spielfilmproduktion in der Schweiz von 1933 bis 1945*, Hettiswil, chez l'auteur, 1986 (1982), 143 p.
- PICARD Jacques: *La Suisse et les Juifs 1933-1945. Antisémitisme suisse, défense du judaïsme, politique internationale envers les émigrants et les réfugiés*, Lausanne, Éd. d'en bas, 2000 (1994 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), 543 p.
- PICARD Jacques: «Motive für die Rettung ungarischer Juden. Die "Verhandlungen" schweizerisch-jüdischer Kreise mit Himmlers SS in den Jahren 1944/45», in *NZZ*, 12/13.11.1994.
- PILET Jacques: *Le crime nazi de Payerne. 1942, en Suisse. Un juif tué «pour l'exemple»*, Lausanne, Favre, 1977, 193 p.
- PITHON Rémy: «Le cinéma suisse et les mythes nationaux (1938-1945)», in Bernard CRETTEAZ, Hans Ulrich JOST, Rémy PITHON: *Peuples inanimés, avez-vous donc une âme? Images et identités suisses au XXe siècle*, Lausanne, Études et mémoires de la section d'histoire de l'Université de Lausanne, 1987, pp. 39-61.
- PITHON Rémy: «Cinéma suisse de fiction et Défense nationale spirituelle de la Confédération (1933-1945)», in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 33, avril-juin 1986, pp. 254-279.
- PITHON Rémy: «Alpes et identité nationale dans le cinéma suisse: de "La Croix du Cervin" à "Zwischen uns die Berge"», in Guy P. MARCHAL, Aram MATTIOLI (éd.): *Erfundene Schweiz. Konstruktionen nationaler Identität. La Suisse imaginée. Bricolages d'une identité nationale*, Zürich, Chronos, 1992, pp. 217-234.
- PRAZ Jean-Daniel: *La Mission Wehrlin du CICR à Moscou (1920-1938). Délégation ou... légation? Analyse des relations CICR-Confédération au travers d'un cas particulier de fonctionnement du département politique*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1996, 248 p.
- PRONGUE Bernard: *Catholicisme social, corporatisme et syndicalisme chrétien en Suisse romande 1888-1949*, Porrentruy, La Bonne Presse, 1968, 110 p.
- PYTHON Francis: «Un évêque "défenseur de la Patrie". Le discours pastoral de Mgr Besson sur les crises de l'entre-deux-guerres», in Bernard PRONGUE, Joëlle RIEDER, Claude HAUSER et Francis PYTHON (éd.): *Passé Pluriel. En hommage au professeur Roland Ruffieux*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1991, pp. 77-96.
- PYTHON Francis: «La présence de la Suisse romande - Les francophones dans la *Société des Etudiants Suisses*», in *Civitas*, juillet/août 1991, 7/8, pp. 212-223.
- PYTHON Francis: *Les aspirations à une rénovation nationale dans les milieux conservateurs romands. 1919-1941. Les débats d'idées dans les revues de deux Sociétés d'étudiants*, thèse d'habilitation Univ. de Fribourg, 1992, 290 p.
- PYTHON Francis: «La présence romande», in Urs ALTERMATT (s.l.d.): *"Den Riesenkampf mit dieser Zeit zu wagen..." Schweizerischer Studentenverein 1841-1991*, Luzern, Maihof, 1993, pp. 319-334.
- PYTHON Francis: «"Maintenir l'ordre ou le faire?" Présence et dilemmes des personnalistes d'*Esprit* en Suisse dans les années trente», in Alain CLAVIEN, Bertrand MÜLLER (s.l.d.): *Le goût de l'histoire, des idées et des hommes. Mélanges offerts au professeur Jean-Pierre Aguet*, Lausanne, L'Aire, 1996, pp. 131-151.
- PYTHON Francis: «À propos d'une requête encombrante. Une encyclique contre les Juifs réclamée à Pie XII par l'extrémiste de droite romand Pierre-Louis Guye en 1949», in *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 93, 1999, pp. 65-83.
- RÄBER Ludwig: *Ständerat Räber. Ein Leben im Dienst der Heimat 1872-1934*,

- Einsiedeln/Zürich/Köln, Benziger, 1950, 324 p.
- RAPPARD William E.: *La Constitution fédérale de la Suisse 1848-1948. Ses origines, son élaboration, son évolution*, Boudry, La Baconnière, 1948, 476 p.
- RAUBER André: *Histoire du mouvement communiste suisse. Du XIX<sup>e</sup> siècle à 1943*, Genève, Slatkine, 1997, 590 p.
- RAUBER Urs: *Der Fall Jeanmaire. Memoiren eines "Landesverrätters". Der Ex-Brigadier im Fadenkreuz von Politik und Geheimdiensten*, Zürich, Weltwoche, 1991, 356 p.
- REBER Arthur Fritz: *Der Weg zur Zauberformel. Die Bundesratswahlen der Vereinigten Bundesversammlung seit der Wahl des Nationalrates nach dem Verhältniswahlrecht 1919 bis zur Verwirklichung eines «freien Proporz» für die parteipolitische Zusammensetzung der Regierung 1959*, Bern, Peter Lang, 1979, 343 p. + notes.
- REGARD Fabienne: «La politique suisse à l'égard des réfugiés juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Histoire et historiographie», in *Equinoxe*, 1, printemps 1989, pp. 59-73.
- REGARD Fabienne: *Les réfugiés juifs en Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale vus par le prisme de leur(s) mémoire(s)*, th. sc. pol. Univ. de Genève/IUHEI, 1995, 2 vol., 708 p.
- REGARD Fabienne: *La Suisse, paradis de l'enfer? Mémoire de réfugiés juifs*, Yens, Cabédita, 2002, 228 p.
- REICHLIN Linus: *Kriegsverbrecher. Wipf, Eugen. Schweizer in der Waffen-SS, in deutschen Fabriken und an den Schreibtischen des Dritten Reiches*, Zürich, Weltwoche, 1994, 243 p.
- RESZLER André: *Mythes et identité de la Suisse*, Genève, Georg, 1986, 143 p.
- Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 121, janvier 1981, 144 p, n° consacré à la Suisse.
- RIESEN René: *Die schweizerische Bauernheimatbewegung (Jungbauern). Die Entwicklung von den Anfängen bis 1947 unter der Führung von Dr. Hans Müller, Möschberg/Grosshöchstetten*, Bern, Francke Verlag, 1972, 254 p.
- RIKLIN Alois, HAUG Hans, PROBST Raymond (éd.): *Neues Handbuch der schweizerischen Aussenpolitik. Nouveau Manuel de la politique extérieure suisse*, Berne/Stuttgart/Vienne, Paul Haupt, 1992, 1125 p.
- RINGS Werner: *La Suisse et la Guerre 1933-1945. La menace, l'ébranlement, l'affirmation d'un petit État*, Lausanne, Ex Libris, 1975, 416 p.
- RINGS Werner: *L'or des nazis. La Suisse, un relais discret*, Lausanne, Payot, 1985, 190 p.
- RITZMANN Franz: *Die Schweizer Banken. Geschichte - Theorie - Statistik*, Bern/Stuttgart, P. Haupt, 1973, 387 p.
- RITZMANN-BLICKENSTORFER Heiner (Hg.): *Statistique historique de la Suisse*, s.l.d. de Hansjörg SIEGENTHALER: *Statistique historique de la Suisse*, Zürich, Chronos, 1996, 1221 p.
- ROBERT Olivier (éd.): *Matériaux pour servir à l'histoire du doctorat h.c. décerné à Benito Mussolini en 1937*, Lausanne, Université de Lausanne, 1987, 247 p.
- ROCHAT Jocelyn: «Ernest Chuard, le conseiller fédéral malgré lui», in *RSH*, 39, 1989, 2, pp. 171-188.
- RODUIT Benjamin: *Les collèges en Valais de 1870 à 1925. Tradition ou modernisation*, Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande, 1993, 397 p.
- RODUIT Guillaume: *Chasse et chasseurs en Valais au XX<sup>ème</sup> siècle. Modalités, organisation et enjeux d'une pratique séculaire*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 2000, 289 p.
- RÖLLI-ALKEMPER Lukas: *Die Schweizerische Konservative Volkspartei 1935-1943. Politischer Katholizismus zwischen Emanzipation und Integration*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1993, 306 p.
- ROTH Fritz: *Die Schweizer Heimatwehr 1925-1937. Ein Beitrag zur Geschichte der schweizerischen Frontenbewegung*, Bern, Studentische Druck-Zentrale, 1973, 657 p. et XLVI p.
- ROTH Fritz: «Die Schweizer Heimatwehr. Zur Frontenbewegung der Zwischenkriegszeit im Kanton Bern», in *Archiv des historischen Vereins des Kantons Bern*, 58, 1974, 217 p.
- ROTH Fritz: «Der Kampf um die Kriseninitiative vor 40 Jahren», in *Profil*, 1975, pp. 281-291.
- ROULIN Stéphanie: *Gonzague de Reynold, un intellectuel catholique et ses correspondants en quête d'une chrétienté idéale (1938-1945)*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 2002, 204 p.
- RÜTHEMANN Walter: *Volksbund und SGAD. Nationalsozialistische Schweizerische Arbeiter Partei, Schweizerische Gesellschaft der Freunde einer autoritären Demokratie. Ein Beitrag zur Geschichte der politischen Erneuerungsbewegungen in der Schweiz 1933-1944*, Zürich, Juris-Verlag, 1979, 332 p.
- RUFFIEUX Roland, PRONGUE Bernard (e.a.): *Le mouvement chrétien-social en Suisse romande 1891-1949*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1969, 564 p.

- RUFFIEUX Roland (e.a.): *La démocratie référendaire en Suisse au XXe siècle. Tome I: Analyse de cas. Die schweizerische Referendumsdemokratie im XX. Jahrhundert. Band I: Analyse einzelner Fälle*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1972, 410 p.
- RUFFIEUX Roland: «L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations (1918-1920)», in Roland RUFFIEUX (e.a.): *La démocratie référendaire en Suisse au XXe siècle. Tome I: Analyse de cas*, Fribourg, Éd. Universitaires, 1972, pp. 39-118.
- RUFFIEUX Roland: *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne, Payot, 1974, 446 p.
- RUFFIEUX Roland: «La Suisse romande de l'entre-deux-guerres», in *Alliance culturelle romande*, 23, novembre 1977, pp. 6-10.
- RUFFIEUX Roland: «La poussée autarcique dans la politique économique suisse des années 1930 et son influence sur la politique extérieure», in *Relations internationales*, 16, hiver 1978, pp. 334-350.
- RUFFIEUX Roland, MEUWLY Christian: *La Suisse face aux fascismes et aux communismes dans l'entre-deux-guerres. Société. Idéologies. Mentalités*, Fribourg, Institut d'histoire moderne et contemporaine, 1980, 60 p.
- RUFFIEUX Roland: «De "l'Ordre nouveau" à de nouvelles préoccupations: le débat idéologique en Suisse romande», in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 121, janvier 1981, pp. 97-107.
- RUFFIEUX Roland: «Die dreissiger Jahre oder die Schweiz auf dem Prüfstand», in *Dreissiger Jahre Schweiz. Ein Jahrzehnt im Widerspruch*, Zürich, Kunsthhaus, 1981, pp. 46-53.
- RUFFIEUX Roland: «La Suisse des radicaux 1848-1914», in *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1986 (1983 pour la 1<sup>ère</sup> édition), pp. 599-682.
- RUGGIA Luciano: «Les relations financières de la Suisse pendant la Première Guerre mondiale», in Youssef CASSIS, Jakob TANNER (éd.): *Banques et crédit en Suisse (1850-1930)*, Zürich, Chronos, 1993, pp. 77-95.
- RUOSS Eveline: *Die Geldpolitik der Schweizerischen Nationalbank 1907-1929. Grundlagen, Ziele und Instrumente*, Zürich, 1992, 224 p.
- RUOSS Eveline: «Die Anfänge der schweizerischen Geldpolitik», in Youssef CASSIS, Jakob TANNER (éd.): *Banques et crédit en Suisse (1850-1930)*, Zürich, Chronos, 1993, pp. 29-52.
- RUTZ Wilfried: *Die schweizerische Volkswirtschaft zwischen Währungs- und Beschäftigungspolitik in der Weltwirtschaftskrise — wirtschaftspolitische Analyse der Bewältigung eines Zielkonflikts*, Zürich/St Gallen, Polygraphischer Verlag, 1970, 235 p.
- SALIS J. R. von: *Giuseppe Motta. Dreißig Jahre eidgenössische Politik*, Zürich, Orell Füssli, 1941, 472 p.
- SANCEY Yves: *Le Gentlemen's agreement de 1927. Lutte autour de la (non)-politisation de l'exportation du capital*, mém. de maîtrise Univ. de Lausanne, 1995, 263 p.
- SANCEY Yves: «Les banques et l'État en Suisse. Éléments pour une genèse de la politique bancaire de la Confédération (1914-1927)», in *RSH*, 46, 1996, 1, pp. 81-104.
- SANCEY Yves: «Place financière suisse et émergence d'une régulation para-étatique durant l'Entre-deux-guerres», in Sébastien GUEX, Brigitte STUDER, Bernard DEGEN, Markus KÜBLER, Edzard SCHADE, Béatrice ZIEGLER (Hg.): *Krisen und Stabilisierung. Die Schweiz in der Zwischenkriegszeit*, Zürich, Chronos, 1998, pp. 81-93.
- SANTSCHI Catherine (s.l.d.): *Les Réfugiés civils et la frontière genevoise durant la Deuxième Guerre mondiale. Fichiers et archives*, Genève, Archives de l'État de Genève, 2000, 176 p.
- SCHÄRRER Markus: *Geld- und Bodenreform als Brücke zum sozialen Staat. Die Geschichte der Freiwirtschaftsbewegung in der Schweiz (1915-1952)*, Zürich, Zentralstelle der Studentenschaft, 1983, 364 p.
- SCHEIBEN Oskar: *Krise und Integration. Wandlungen in den politischen Konzeptionen der Sozialdemokratischen Partei der Schweiz 1928-1936. Ein Beitrag zur Reformismusdebatte*, Zürich, Chronos, 1987, 442 p.
- SCHLAPPNER Martin, SCHAUB Martin: *Vergangenheit und Gegenwart des Schweizer Films (1896 bis 1987). Eine kritische Wertung*, Zürich, Schweizerisches Filmzentrum, 1987, 203 p.
- SCHLOMS Konrad: *Die neuen und alten politischen Gruppen der Schweiz im Kampf um die Neugestaltung der Bundesverfassung der Schweizerischen Eidgenossenschaft vom 29. Mai 1874*, Leipzig, Noske, 1937, 110 p.
- SCHMID Markus: *Josef Becks Versuch einer Politik sozialer Demokratie und Verständigung. Ein Beitrag zur Geschichte des schweizerischen Katholizismus am Ende des 19. Jahrhunderts*, Stans, Kommissions-Verlag Josef von Matt, 1965, 159 p.
- SCHNEIDER Boris: «Die Fonjallaz-Initiative. Freimaurer und Fronten in der Schweiz», in *RSH*,

24, 1974, 4, pp. 666-710.

- SCHMID Hanspeter: *Wirtschaft, Staat und Macht. Die Politik der schweizerischen Exportindustrie im Zeichen von Staats- und Wirtschaftskrise (1918-1929)*, Zürich, Limmat, 1983, 432 p.
- SCHMID Werner: *Geschichte des Schweizer Frankens*, Bern, Paul Haupt, 1975 (1948), 232 p.
- SCHMID-AMMANN Paul: *Die Wahrheit über den Generalstreik von 1918. Seine Ursachen. Sein Verlauf. Seine Folgen*, Zürich, Morgarten Verlag, 1968, 439 p.
- SCHWARZ Christian: *Die diplomatisch-politischen Beziehungen zwischen der Schweiz und Frankreich in der Zonenfrage in den Jahren 1919 bis 1923*, Thayngen, Augustin, 1973, 279 p.
- Schweizer Lexikon*, in sechs Bänden, Luzern, Verlag Schweizer Lexikon, 1991-1993.
- SEIDLER Franz W.: *Die Kollaboration 1939-1945*, München/Berlin, Herbig, 1995, 576 p.
- SENN Alfred Erich: «The Soviet Union's Road to Geneva, 1924-1927», in *Jahrbücher für Geschichte Osteuropas*, 27, 1979, 1, pp. 69-84.
- SENN Alfred Erich: *Assassination in Switzerland. The Murder of Vatslav Vorovsky*, Madison, University of Wisconsin Press, 1981, 219 p.
- SIEGENTHALER Hansjörg: «Die Schweiz 1914-1984», in Wolfram FISCHER (e.a.) (Hg.): *Handbuch der europäischen Wirtschafts- und Sozialgeschichte*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1987, Bd 6, pp. 482-512.
- SIGG Oswald Georg: *Die eidgenössischen Volksinitiativen 1892-1939*, Einsiedeln, Benziger, 1978, 309 p.
- SIMONIN Pierre-Yves: *L'Action française et la Suisse romande. Les revues (1904-1930). Essai de classification des thèmes*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1961, 196 p.
- SOLAND Rolf: *Staatsschutz in schwerer Zeit. Bundesrat Heinrich Häberlin und der Ordnungsstaat 1920-1934*, Bern, Stämpfli, 1992, 240 p.
- SOLAND Rolf: *Zwischen Proletariern und Potentaten. Bundesrat Heinrich Häberlin, 1868-1947, und seine Tagebücher*, Zürich, NZZ, 1997, 422 p.
- SOMMER Jürg H.: *Das Ringen um soziale Sicherheit in der Schweiz. Eine politisch-ökonomische Analyse der Ursprünge, Entwicklungen und Perspektiven sozialer Sicherung im Widerstreit zwischen Gruppeninteressen und volkswirtschaftlicher Tragbarkeit*, Diessenhofen, Rüegger, 1978, 766 p.
- SPIELMANN Alex: *L'aventure socialiste genevoise. 1930-1936. De l'opposition à l'émeute, de l'émeute au pouvoir, du pouvoir à l'opposition*, Lausanne, Payot, 1981, 880 p.
- SPINDLER Katharina: *Die Schweiz und der italienische Faschismus (1922-1930). Der Verlauf der diplomatischen Beziehungen und die Beurteilung durch das Bürgertum*, Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1976, 304 p.
- STADLER Peter: «Die Diskussion um eine Totalrevision der schweizerischen Bundesverfassung 1933-1935», in *RSH*, 19, 1969, 1, pp. 75-169.
- STADLER Peter (Hg.): «Ein deutscher Bericht über die schweizerischen Erneuerungsbewegungen aus dem Jahre 1934», in *RSH*, 19, 1969, 2, pp. 371-390.
- STADLER Peter: «Zwischen Klassenkampf, Ständestaat und Genossenschaft. Politische Ideologien im schweizerischen Geschichtsbild der Zwischenkriegszeit», in *Historische Zeitschrift* (München), 219, 1974, 1, pp. 290-358.
- STAUFFER Paul: *Carl J. Burckhardt. Zwischen Hofmannsthal und Hitler. Facetten einer aussergewöhnlichen Existenz*, Zürich, NZZ, 1991, 339 p.
- STAUFFER Paul: «Sechs furchtbare Jahre...» *Auf den Spuren Carl J. Burckhardts durch den zweiten Weltkrieg*, Zürich, NZZ, 1998, 514 p.
- STEBLER Alexander: *Der industrielle Konjunkturverlauf in der Schweiz 1919-1939*, Immensee, Caledonia, 1946, 117 p.
- STEIGER Kurt von: *Die schweizerische Zollpolitik von 1900 bis 1930*, Bern, Buchdruckerei Hans Schenk, 1933, 281 p.
- STETTLER Bernhard: *Die Stellung der Schweiz zum Sanktionssystem des Völkerbundes. Von 1919 bis zur Anwendung gegen Italien 1935/36*, Bern, Peter Lang, 1977, 307 p.
- STETTLER Peter: *Das außenpolitische Bewußtsein in der Schweiz (1920-1930). Bundesrat und öffentliche Meinung in Fragen schweizerischer Außenpolitik im ersten Jahrzehnt nach dem Beitritt der Schweiz zum Völkerbund*, Zürich, Leemann, 1969, 409 p.
- STETTLER Peter: *Die Kommunistische Partei der Schweiz 1921-1931. Ein Beitrag zur schweizerischen Parteiforschung und zur Geschichte der schweizerischen Arbeiterbewegung im Rahmen der Kommunistischen Internationale*, Bern, Francke, 1980, 627 p.
- STIRNIMANN Charles: *Die ersten Jahre des «Roten Basel» 1935-1938. Zielsetzungen und Handlungsspielräume sozialdemokratischer Regierungspolitik im Spannungsfeld von*

- bürgerlicher Opposition und linker Kritik*, Basel, F. Reinhardt, 1988, 250 p.
- STIRNIMANN Charles: *Der Weg in die Nachkriegszeit 1943-1948. Ein Beitrag zur politischen Sozialgeschichte des «Roten Basel»*, Basel/Kassel, F. Reinhardt, 1992, 432 p.
- STOECKLIN Alfred: *Schweizer Katholizismus. Eine Geschichte der Jahre 1925-1975 zwischen Ghetto und Konziliarer Öffnung*, Zürich/Einsiedeln/Köln, Benziger, 1978, 359 p.
- STUCKY François: *La presse romande face au régime de Vichy et à la France d'Alger. Analyse événementielle et thématique 1942-1944*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1982, 371 p.
- STUDER Brigitte: *Un parti sous influence. Le Parti communiste suisse, une section du Komintern 1931 à 1939*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1994, 818 p.
- Sous l'œil de Moscou. Le Parti communiste suisse et l'Internationale 1931-1943. Archives de Jules Humbert-Droz*, vol. V, s.l.d. d'André LASSERRE, éd. par Brigitte STUDER, Zürich, Chronos, 1996, 909 p.
- STUTZ Hans: «Franz Riedweg und sein nationalsozialistischer Schatten über der Innerschweiz», in *Luzerner Neueste Nachrichten*, 15/19.1.1991, 21/26.1.1991, 27/2.2.1991.
- STUTZ Hans: *Frontisten und Nationalsozialisten in Luzern 1933-1945*, Luzern, Raeber, 1997, 202 p.
- SUILLOT Cédric: *L'interdiction du Parti communiste dans le canton de Vaud (votation populaire des 29 et 30 janvier 1938). Une approche de l'anticommunisme en Suisse romande dans les années trente*, mém. lic. Univ. de Lausanne, 1981, 197 p.
- «La Suisse et la Seconde Guerre mondiale», in *RSH* (numéro spécial), 47, 1997, 4, pp. 449-808.
- TANNER Jakob: *Bundeshaushalt, Währung und Kriegswirtschaft. Eine finanzsoziologische Analyse der Schweiz zwischen 1938 und 1953*, Zürich, Limmat Verlag, 1986, 438 p.
- TANNER Jakob: «Goldparität im Gotthardstaat: Nationale Mythen und die Stabilität des Schweizer Frankens in den 1930er- und 40er-Jahren», in *Études et Sources*, 26, 2000, pp. 45-81.
- TAPPOLET Bertrand: «L'Espagne tragique. Une extrême droite et une revue anticommunistes face à la Guerre d'Espagne (1936-1939)», in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 13, 1997, pp. 95-118.
- TISSOT-DAGUETTE François: *L'interdiction du Parti communiste dans le canton de Neuchâtel en 1937*, mém. lic. Univ. de Neuchâtel, 1980, 126 p.
- TREPP Gian: *Bankgeschäfte mit dem Feind*, Zürich, Rotpunktverlag, 1993, 267 p.
- TRISCONI Michela: *Giuseppe Motta e i suoi corrispondenti (1915-1939). Studio di un réseau d'influenze*, mém. lic. Univ. de Fribourg, 1993, 234 p.
- TRISCONI Michela: «Les catholiques dans la campagne antimaçonnique de 1937 au Tessin et à Fribourg», in Urs ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, pp. 317-328.
- TSCHUDI Hans Peter: *Entstehung und Entwicklung der schweizerischen Sozialversicherungen*, Basel/Frankfurt a.M., Helbing & Lichtenhahn, 1989, 142 p.
- URNER Klaus: *Der Schweizer Hitler-Attentäter*, Zürich, Ex Libris, 1982, 395 p.
- URNER Klaus: «*Il faut encore avaler la Suisse*». *Les plans d'invasion et de guerre économique d'Hitler contre la Suisse*, Genève, Georg, 1996 (1990 pour la 1<sup>ère</sup> éd. allemande), 237 p.
- VAN DONGEN Luc: *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale 1945-1948. Émergence et construction d'une mémoire publique*, Genève, Société d'Histoire et d'Archéologie de Genève, 2000 (1997), 297 p.
- VAN DONGEN Luc: «Solidarité ouvrière et antifascisme: les Amis de l'Espagne républicaine à La Chaux-de-Fonds (1936-1939)», in *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, 13, 1997, pp. 25-45.
- VAN DONGEN Luc: «Werner C. Lier était-il fasciste? Un éclairage américain sur le directeur d'IBM Genève pendant la Seconde Guerre mondiale», in *RSH*, 53, 2003, 1, pp. 80-86.
- VOLKART Hans: *Die Organisationsgewalt im schweizerischen Bundesstaatsrecht*, Affoltern am Albis, J. Weiss, 1936, 355 p.
- VUILLEUMIER Marc, KOHLER François, BALLIF Éliane, CERUTTI Mauro, CHEVALLEY Bernard: *La Grève générale de 1918 en Suisse*, Genève, Grounauer, 1977, 257 p.
- WAEGER Gerhart: *Die Sündenböcke der Schweiz. Die Zweihundert im Urteil der geschichtlichen Dokumente 1940-1946*, Olten/Freiburg i. B., Walter, 1971, 288 p.
- WAHLEN Hermann: *Bundesrat Rudolf Minger 1881-1955. Bauer und Staatsmann*. Bern, Verbandsdruckerei, 1965, 224 p.
- WALTER François: *Les Suisses et l'environnement. Une histoire du rapport à la nature du 18<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Genève, Zoé, 1990, 294 p.
- WALTER François: *La Suisse urbaine 1750-1950*, Genève, Zoé, 1994, 447 p.

- WALTER-COQUOZ Anne-Marie: *La presse suisse romande face à trois grands fascismes européens 1922-1937. Essai d'interprétation*, mém. lic. Univ. Fribourg, 1975, 251 p.
- WEBER Max: *Geschichte der schweizerischen Bundesfinanzen*, Bern, Paul Haupt, 1969, 55 p.
- WEBER Max: «Der Kampf um die Krisen-Initiative», in Ulrich KÄGI (Hg.): *Unterwegs zur sozialen Demokratie. Festschrift zum 75. Geburtstag von Hans Oprecht*, Zürich/Wien/Frankfurt a.M., Europa Verlag, 1969, pp. 39-55.
- WEBER Quirin: *Korporatismus statt Sozialismus. Die Idee der berufsständischen Ordnung im schweizerischen Katholizismus während der Zwischenkriegszeit*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1989, 227 p.
- WECK René de: *Journal de guerre (1939-1945). Un diplomate suisse à Bucarest*, édition critique établie par Simon ROTH, Lausanne, Société d'histoire de la Suisse romande, Fribourg, La Liberté, 2001, 518 p.
- WEHRLI Bernhard: *Le Vorort, mythe ou réalité. Histoire de l'Union suisse du commerce et de l'industrie 1870-1970*, Neuchâtel, La Baconnière, 1972, 345 p.
- WERNER Christian: *Für Wirtschaft und Vaterland. Erneuerungsbewegungen und bürgerliche Interessengruppen in der Deutschschweiz 1928-1947*, Zürich, Chronos, 2000, 440 p.
- WICHERS Herrmann: *Im Kampf gegen Hitler. Deutsche Sozialisten im Schweizer Exil 1933-1940*, Zürich, Chronos, 1994, 428 p.
- WIDER Werner, AEPPLI Felix: *Der Schweizer Film 1929-1964. Die Schweiz als Ritual*, Zürich, Limmat Verlag, 1981, 2 Bände: 1. Darstellung, 645 p. (W. Wider), 2. Materialien, 446 p. (F. Aeppli).
- WIDMER Josef: *Von der konservativen Parteienachwuchsorganisation zur katholischen Erneuerungsbewegung. Die Schweizer Jungkonservativen in den dreissiger Jahren*, Lizentiatsarbeit Univ. Freiburg CH, 1983, 214 p.
- WIDMER Josef: «Die Jungkonservativen und die Fonjallaz-Initiative 1934», in Urs ALTERMATT (Hg.): *Schweizer Katholizismus zwischen den Weltkriegen 1920-1940*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1994, pp. 297-316.
- WIDMER Paul: *Die Schweizer Gesandtschaft in Berlin*, Zürich, NZZ, 1997
- WIDMER Sigmund: *Illustrierte Geschichte der Schweiz*, Zürich, Ex Libris, 1968, 483 p.
- WIGGER Bernhard: *Die Schweizerische Konservative Volkspartei 1903-1918. Politik zwischen Kulturkampf und Klassenkampf*, Freiburg CH, Universitätsverlag, 1997, 404 p.
- WINKLER Stephan: *Die Schweiz und das geteilte Italien. Bilaterale Beziehungen in einer Umbruchphase 1943-1945*, Basel/Frankfurt a.M., Helbing & Lichtenhahn, 1992
- WISARD François: *Un major biennois dans l'Ordre noir*, Saint-Imier, 1998
- WITTMANN Walter: «Die Entwicklung der öffentlichen Ausgaben in der Schweiz seit 1900», in *Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik*, 97, 1961, 4, pp. 461-474.
- WITZIG Daniel: *Die Vorarlberger Frage. Die Vorarlberger Anschlussbewegung an die Schweiz, territorialer Verzicht und territoriale Ansprüche vor dem Hintergrund der Neugestaltung Europas 1918-1922*, Basel/Stuttgart, Helbing & Lichtenhahn, 1974, 527 p.
- WOLF Walter: *Faschismus in der Schweiz. Die Geschichte der Frontenbewegungen in der deutschen Schweiz, 1930-1945*, Zürich, Flamberg, 1969, 530 p.
- WÜST René-Henri: *Alerte en pays neutre. La Suisse en 1940*, Lausanne, Payot, 1966, 159 p.
- WÜST René-Henri: «Menace de guerre civile en Suisse. Novembre 1918», in *Cahiers d'histoire et de prospective militaires*, 2, 1969, 40 p.
- YERLY Frédéric: «Entre Rome et Genève. Les catholiques en quête d'une *Société des Nations* idéale», in *Equinoxe*, 17, printemps 1997, pp. 55-70.
- ZAUGG-PRATO Rolf: *Die Schweiz im Kampf gegen den Anschluss Oesterreichs an das Deutsche Reich, 1918-1938*, Bern/Frankfurt a. M., Peter Lang, 1982, 425 p.
- ZAY Françoise: *Un aspect de la lutte contre l'athéisme et le communisme: l'Entente internationale contre la IIIe Internationale*, travail de séminaire III en histoire suisse, Univ. de Fribourg, 1987, 45 p.
- ZEHNDER Alfred: «Die aussenpolitische Lage der Schweiz am Ende des Zweiten Weltkrieges», in Louis-Edouard ROULET (s.l.d.): *Max Petitpierre. Seize ans de neutralité active. Aspects de la politique étrangère de la Suisse (1945-1961)*, Neuchâtel, La Baconnière, 1980, pp. 13-32.
- Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 92, 1998 et 93, 1999: deux volumes sur l'antisémitisme catholique en Suisse.
- ZELLER René: *Emil Sonderegger. Vom Generalstabschef zum Frontenführer*, Zürich, NZZ, 1999, 287 p.
- ZELLWEGER Ivo: *Die strafrechtlichen Beschränkungen der politischen Meinungsäusserungsfrei-*



- heit (*Propagandaverbote*), Zürich, Schulthess, 1975, 192 p.
- ZERMATTEN Maurice: *F. J. Burrus & Cie Boncourt 1814-1964. 150 ans au service des fumeurs*, Boncourt, Burrus, 1964, sans pagination.
- ZIMMERMANN Horst: *Die Schweiz und Österreichs Anschluss an die Weimarer Republik. Die schweizerisch-österreichischen Beziehungen von 1922-1931*, Bern, Lang, 1967, 253 p.
- ZIMMERMANN Horst: *Die Schweiz und Österreich während der Zwischenkriegszeit. Eine Studie und Dokumentation internationaler Beziehungen im Schatten der Grossmächte*, Wiesbaden, Steiner, 1973, 536 p.
- ZIMMERMANN Horst: *Die Schweiz und Großdeutschland. Das Verhältnis zwischen der Eidgenossenschaft, Österreich und Deutschland 1933-1945*, München, Wilhelm Fink, 1980, 795 p.
- ZÖBERLEIN Klaus-Dieter: *Die Anfänge des deutsch-schweizerischen Frontismus. Die Entwicklung der politischen Vereinigungen Neue Front und Nationale Front bis zu ihrem Zusammenschluß im Frühjahr 1933*, Meisenheim am Glan, Anton Hain, 1970, 275 p.
- ZOLLINGER Konrad: *Frischer Wind oder faschistische Reaktion? Die Haltung der Schweizer Presse zum Frontismus 1933*, Zürich, Chronos, 1991, 437 p.
- ZSCHOKKE Helmut: *Die Schweiz und der spanische Bürgerkrieg*, Zürich, Limmat, 1976, 112 p.
- ZÜRCHER Markus: «Die katholische Soziallehre an der Universität Fribourg (1891-1918)», in Aram MATTIOLI, Gerhard WANNER (Hg.): *Katholizismus und «soziale Frage». Ursprünge und Auswirkungen der Enzyklika «Rerum Novarum» in Deutschland, Liechtenstein, Vorarlberg und St. Gallen*, Zürich, Chronos, 1995, pp. 33-44.

#### 4. **Histoire des pays voisins et thèmes historiques spécifiques**

- ADLER H. G.: *Theresienstadt. 1941-1945. Das Antlitz einer Zwangsgemeinschaft. Geschichte, Soziologie, Psychologie*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 1955, 773 p.
- ALBERT Pierre: «La presse française de 1871 à 1940», in *Histoire générale de la presse française*, tome 3: *De 1871 à 1940*, s.l.d. de Claude BELLANGER, Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU, Paris, PUF, 1972, pp. 133-622.
- AMAURY Philippe: *Les deux premières expériences d'un «Ministère de l'information» en France*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence Pichon et Durand-Auzias, 1969, 874 p.
- ARSENIJEVIC Drago: *Otages volontaires des SS*, Paris, France-Empire, 1974, 363 p.
- ASSOULINE Pierre: *Une éminence grise. Jean Jardin (1904-1976)*, Paris, Balland, 1986, 374 p.
- ASTIER DE LA VIGERIE Emmanuel d': *De la chute à la libération de Paris, 25 août 1944*, Paris, Gallimard, 1965, 397 p.
- AVRIEL Ehud: *Open The Gates. A Personal Story of «Illegal» Immigration to Isarel*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1975, 369 p.
- AZEMA Jean-Pierre, BEDARIDA François (s.l.d.): *La France des années noires*, Paris, Seuil, 1993, 2 vol.
- AZEMA Jean-Pierre, BEDARIDA François (s.l.d.): *1938-1948. Les années de tourmente. De Munich à Prague. Dictionnaire critique*, Paris, Flammarion, 1995, 1137 p.
- AZEMA Jean-Pierre: «La clef générationnelle», in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 22, avril-juin 1989, pp. 3-11.
- BAILLOU Jean (s.l.d.): *Les affaires étrangères et le corps diplomatique français*, tome II: *1870-1980*, Paris, Éd. de Centre national de la recherche scientifique, 1984, 1018 p.
- BARDOUX Jacques: *La délivrance de Paris. Séances secrètes et négociations clandestines. Octobre 1943-octobre 1944. Journal d'un sénateur*, Paris, Fayard, 1958, 385 p.
- BAUER Yehuda: *My brother's keeper. A history of the American Jewish Joint Distribution Committee 1929-1939*, Philadelphia, Jewish Publication Society of America, 1974, 350 p.
- BAUER Yehuda: «The Negotiations between Saly Mayer and the Representatives of the S.S. in 1944-1945», in *Rescue Attempts during the Holocaust. Proceedings of the Second Yad Vashem International Historical Conference. Jerusalem, April 8-11, 1974*, edited by Yisrael GUTMAN and Efraim ZUROFF, Jerusalem, Yad Vashem, 1977, pp. 5-45.
- BAUER Yehuda: «Onkel Saly. Die Verhandlungen des Saly Mayer zur Rettung der Juden 1944/45», in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 25, avril 1977, pp. 188-219.
- BAUER Yehuda: *The Holocaust in historical perspective*, Seattle, University of Washington

- Press, 1978, 181 p.
- BAUER Yehuda: *The Jewish emergence from powerlessness*, Toronto/Buffalo, University of Toronto Press, 1979, 89 p.
- BAUER Yehuda: *American Jewry and the Holocaust. The American Jewish Joint Distribution Committee 1939-1945*, Detroit, Wayne State University Press, 1982 (1<sup>ère</sup> éd. 1981), 522 p.
- BAUER Yehuda: *A history of the Holocaust*, New York/London/Toronto/Sydney, Franklin Watts, 1982, 398 p.
- BAUER Yehuda: «The Death-Marches, January-May 1945», in *Modern Judaism*, vol. 3, n° 1, February 1983, pp. 1-21.
- BAUER Yehuda: «The Goldberg Report», in *Midstream. A Monthly Jewish Review*, February 1985, Vol. XXXI, No 2, pp. 25-28.
- BAUER Yehuda: *Jews for Sale? Nazi-Jewish Negotiations 1933-1945*, New Haven/London, Yale University Press, 1994, 306 p.
- BECKER Jean-Jacques, BERSTEIN Serge: «L'anticommunisme en France et l'histoire», in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 15, juillet 1987.
- BECKER Jean-Jacques et BERSTEIN Serge (avec la collaboration de Pierre-Marc RENAUDEAU): *Histoire de l'anticommunisme en France*, tome 1: 1917-1940, Paris, Olivier Orban, 1987, 407 p.
- BECKER Winfried (Hg.): *Die Kapitulation von 1945 und der Neubeginn in Deutschland*, Köln/Wien, Böhlau Verlag, 1987, 406 p.
- BECKER Wolfgang: *Film und Herrschaft. Organisationsprinzipien und Organisationsstrukturen der nationalsozialistischen Filmpropaganda*, Berlin, Volker Spiess, 1973, 297 p.
- BEDÜRFITIG Friedemann (e.a.): *Das grosse Lexikon des Dritten Reiches*, München, Südwest Verlag, 1985, 686 p.
- BENETON Philippe: *Le conservatisme*, Paris, PUF, 1988, 121 p.
- BERGERON Louis: *Les capitalistes en France (1780-1914)*, Paris, Gallimard, 1978, 233 p.
- BERSTEIN Serge: *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes au XXe siècle: pour une histoire politique comparée du monde développé*, Paris, Hachette, 1999 (1992), 251 p.
- BESSIS Juliette: «Chekib Arslan et les mouvements nationalistes au Maghreb», in *Revue historique*, 526, avril-juin 1978, pp. 467-489.
- BLATMAN Daniel: «The Death Marches, January-May 1945: Who Was Responsible for What?», in *Yad Vashem Studies*, vol. XXVIII, 2000, pp. 155-201.
- BOLDT Gerhard: *Die letzten Tage der Reichskanzlei*, Reinbek bei Hamburg, Rowohlt Taschenbuch Verlag, 1964, 164 p.
- BOREJSZA Jerzy W.: *Il fascismo e l'Europa orientale. Dalla propaganda all'aggressione*, Roma/Bari, Laterza, 1981, 305 p.
- BOURGET Pierre: *Paris, année 44. Occupation, libération, épuration*, Paris, Plon, 1984, 512 p.
- BRAHAM Randolph L.: *Eichmann and the Destruction of Hungarian Jewry*, New York, Twayne Publications, 1961
- BRAHAM Randolph L.: *The Destruction of Hungarian Jewry. A documentary Record*, New York, Pro Alto, 1963, 2 vol.
- BRAHAM Randolph L.: *The Politics of Genocide. The Holocaust in Hungary*, New York, 1981, 2 vol.
- BREITMAN Richard, KRAUT Alan (Allen): *American Refugee Policy and European Jewry, 1933-1945*, Bloomington, Indiana University Press, 1987
- BREITMAN Richard: *The Architect of Genocide. Himmler and the Final Solution*, Hanover/London, University Press of New England, 1991, 335 p.
- BREUER Stefan: *Anatomie der konservativen Revolution*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1995 (1993), 232 p.
- BULLOCK Alan: *Hitler et Staline. Vies parallèles*, Paris, A. Michel/R. Laffont, 1994, 2 vol. (634 p. et 531 p.).
- BUNIM, Amos: *A fire in his soul. Irving M. Bunim, 1901-1980, the man and his impact on American Orthodox Jewry*, Jerusalem/New York, Feldheim, 1989, 423 p.
- BURRIN Philippe: *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Seuil, 1986, 530 p.
- BURRIN Philippe: *Hitler et les Juifs. Genèse d'un génocide*, Paris, Seuil, 1989, 200 p.
- BURRIN Philippe: *La France à l'heure allemande, 1940-1944*, Paris, Seuil, 1995, 559 p.
- BURRIN Philippe: *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, 2000, 315 p.
- CADARS Pierre, COURTADE Francis: *Le cinéma nazi*, Paris, Le Terrain Vague/E. Losfeld, 1972, 397 p.
- CHATEAU René: *Le cinéma français sous l'occupation 1940-1944*, Courbevoie, Éditions René

- Chateau et La Mémoire du Cinéma, 1995, 528 p.
- CHEBEL D'APPOLLONIA Ariane: *L'extrême-droite en France. De Maurras à Le Pen*, Bruxelles, Complexe, 1996 (1988), 519 p.
- CLEVELAND William L.: *Islam against the West. Shakib Arslan and the Campaign for Islamic Nationalism*, London, Al Saqi Books, 1985, 223 p.
- COHN Norman: *Histoire d'un mythe. La «conspiration» juive et les Protocoles des Sages de Sion*, Paris, Gallimard, 1967, 300 p.
- COINTET Jean-Paul: *Pierre Laval*, Paris, Fayard, 1993, 586 p.
- COINTET Jean-Paul et Michèle (s.l.d.): *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000, 732 p.
- COINTET-LABROUSSE Michèle: *Vichy et le fascisme. Les hommes, les structures et les pouvoirs*, Bruxelles, Complexe, 1987, 267 p.
- COINTET Michèle: *L'Église sous Vichy, 1940-1945. La repentance en question*, Paris, Perrin, 1998, 404 p.
- CORDIER Daniel: *Jean Moulin, l'inconnu du Panthéon*, Paris, J.-C. Lattès, 1989-1993, 3 vol.
- COSTON Henry (s.l.d.): *Dictionnaire de la politique française*, Paris, La Librairie française, 1967-1982, 4 vol.
- COSTON Henry (s.l.d.): *Dictionnaire des dynasties bourgeoises et du monde des affaires*, Paris, A. Moreau, 1975, 599 p.
- COURTOIS Stéphane: *Qui savait quoi? L'extermination des Juifs, 1941-1945*, Paris, La Découverte, 1987, 235 p.
- COURTOIS Stéphane (e.a.): *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Laffont, 1997, 846 p.
- DANSETTE Adrien: *Histoire de la libération de Paris*, Paris, Fayard, 1946, 413 p.
- DARD Olivier: *La synarchie ou le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, 1998, 294 p.
- DAWIDOWICZ Lucy S.: *The war against the Jews, 1933-1945*, New York: Holt, Rinehart and Winston, 1975, 460 p.
- DE FELICE Renzo: *Les interprétations du fascisme*, Paris, Éd. des Syrtes, 2000, 298 p.
- DELARUE Jacques: *Histoire de la Gestapo*, Paris, Fayard, 1996 (1962), 472 p.
- DELFAUD Pierre: *Keynes et le keynésianisme*, Paris, PUF, 1991 (1977), 127 p.
- DIODONNAT Pierre-Marie: *L'argent nazi à la conquête de la presse française (1940-1944)*, Paris, Picollec, 1981, 309 p.
- DORNA Alexandre (Alejandro): *Le populisme*, Paris, PUF, 1999, 126 p.
- DREWNIAK Boguslaw: *Der deutsche Film 1938-1945: Ein Gesamtüberblick*, Düsseldorf, Droste, 1987, 990 p.
- DUNAN Elisabeth: «La Propaganda-Abteilung de France: tâches et organisation», in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 4, octobre 1951, pp. 19-32.
- DUPEUX Louis (s.l.d.): *La Révolution conservatrice allemande sous la République de Weimar*, Paris, Kimé, 1992, 437 p.
- DUQUESNE Jacques: *Les Catholiques français sous l'occupation*, Paris, Grasset, 1966, 477 p.
- DURAND Yves: *Le nouvel ordre européen nazi. La collaboration dans l'Europe allemande (1938-1945)*, Bruxelles, Complexe, 1990, 341 p.
- ECK Nathan: «The Rescue of Jews with the Aid of Passports and Citizenship Papers of Latin American States», in *Yad Vashem Studies*, vol. I, 1957, pp. 125-152.
- EHRMANN Henry W.: *La politique du patronat français 1936-1955*, Paris, A. Colin, 1959, 415 p.
- FABRE Henri: *L'Église catholique face au fascisme et au nazisme*, Bruxelles/Anvers, Espace de libertés/EPO, 1995, 479 p.
- FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi: *Le croissant et la croix gammée. Les secrets de l'alliance entre l'Islam et le nazisme d'Hitler à nos jours*, Paris, Albin Michel, 1990, 308 p.
- FEINGOLD Henry L.: *The politics of rescue. The Roosevelt administration and the Holocaust, 1938-1945*, New Brunswick N.J., Rutgers University Press, 1970, 394 p.
- FEINGOLD Henry L.: *Bearing witness. How America and its Jews responded to the Holocaust*, Syracuse N.Y., Syracuse University Press, 1995, 322 p.
- FERRO Marc: *L'Occident devant la Révolution soviétique. L'histoire et ses mythes*, Bruxelles, Complexe, 1980, 160 p.
- FERRO Marc: *Pétain*, Paris, Fayard, 1987, 789 p.
- FLEMING Gerald: «Die Herkunft des "Bernadotte-Briefs" an Himmler vom 10. März 1945», in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 26, octobre 1978, pp. 571-600.
- FOUILLOUX Etienne: *Les catholiques et l'unité chrétienne du XIXe au XXe siècle, itinéraires*

- européens d'expression française*, Paris, Le Centurion, 1982, 1007 p.
- FOUILLOUX Etienne: *Les chrétiens français entre crise et libération 1937-1947*, Paris, Seuil, 1997, 287 p.
- FUCHS Abraham: *The unheeded cry. The gripping story of Rabbi Weissmandl, the valiant Holocaust leader who battled both Allied indifference and Nazi hatred*, Brooklyn N.Y., Mesorah, 1984, 288 p.
- FURET François: *Le passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XXe siècle*, Paris, Laffont/Calmann-Lévy, 1995, 580 p.
- FURET François, NOLTE Ernst: *Fascisme et communisme*, Paris, Plon, 1998, 145 p.
- GIRARDET Raoul: *Mythes et mythologies politiques*, Paris, Seuil, 1986, 210 p.
- GEORGE Jocelyne, MOLLIER Jean-Yves: *La plus longue des Républiques 1870-1940*, Paris, Fayard, 1994, 872 p.
- GROSSER Alfred (s.l.d.): *10 leçons sur le nazisme*, Bruxelles, Complexe, 1984, 250 p.
- GUTMAN Israel (Editor in Chief): *Encyclopedia of the Holocaust*, New York, Macmillan Publishing Company, 1990, 4 vol.
- HANSEN Reimer: *Das Ende des Dritten Reiches. Die deutsche Kapitulation 1945*, Stuttgart, Ernst Klett, 1966, 247 p.
- HANSEN Reimer: «Die Kapitulation und die Regierung Dönitz», pp. 31-43, in Winfried BECKER (Hg.): *Die Kapitulation von 1945 und der Neubeginn in Deutschland*, Köln/Wien, Böhlau, 1987, 406 p.
- HEIBER Helmut: *Himmler aux cent visages. 387 lettres du et au Reichsführer SS*, Paris, Fayard, 1969 (1968), 408 p.
- HILBERG Raul: *The destruction of the European Jews*, Chicago, 1961
- HOBSBAWM Eric J.: *L'âge des extrêmes. Le court vingtième siècle, 1914-1991*, Bruxelles, Complexe, 1999 (1994 pour la 1<sup>ère</sup> version anglaise), 810 p.
- HÖHNE Heinz: *L'Ordre noir. Histoire de la SS*, Paris, Casterman, 1968, 288 p.
- JACOBSEN Hans-Adolf: *Nationalsozialistische Außenpolitik 1933-1938*, Frankfurt a.M./Berlin, A. Metzner, 1968, 944 p.
- JÄCKEL Eberhard, LONGERICH Peter, SCHOEPS Julius H. (Hg.): *Enzyklopädie des Holocaust. Die Verfolgung und Ermordung der europäischen Juden*, Bd 3, Berlin, Argon, 1993, 1914 p.
- JENN Jean-Marie (s.l.d.): *Archives de Paris. 1939-1945. Guide des sources historiques conservées aux Archives de Paris*, Paris, Paris-Musées, 1994, 407 p.
- KASPI André: *La Deuxième Guerre mondiale. Chronologie commentée*, Paris, Perrin, 1990, 577 p.
- KERSHAW Ian: *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard, 1997 (1985 pour la 1<sup>ère</sup> version en anglais), 534 p.
- KERSHAW Ian, LEWIN Moshe (ed.): *Stalinism and Nazism. Dictatorships in Comparison*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997, 369 p.
- KERSHAW Ian: *Hitler*, Paris, Flammarion, 1999-2000, 2 vol. (1889-1936: Hubris, 1159 p.; 1936-1945: Némésis, 1632 p.).
- Keesings Archiv der Gegenwart*, Bonn/Wien/Zürich, Sieglar & Co. KG. Verlag für Zeitarhive, 1931-1952.
- KLARSFELD Serge: *Le calendrier de la persécution des Juifs en France. 1940-1944*, Paris, S. Klarsfeld, 1993, 1263 p.
- KLEMPERER Klemens von: *Germany's new conservatism. Its history and dilemma in the twentieth century*, Princeton, Princeton University Press, 1957, 250 p.
- KOLBOOM Ingo: *La revanche des patrons. Le patronat face au Front populaire*, Paris, Flammarion, 1986, 384 p.
- KRAKOWSKI Shmuel: «The Death Marches in the Period of the Evacuation of the Camps», in *The Nazi Concentration Camps: Structure and Aims. The Image of the Prisoner. The Jews in the Camps. Proceedings of the Fourth Yad Vashem International Historical Conference. January 1980*, edited by Yisrael GUTMAN and Avital SAF, Jerusalem, Yad Vashem, 1984, pp. 475-489.
- KRANZLER David: *Japanese, Nazis and Jews. The Jewish refugee community of Shanghai, 1938-1945*, New York, Yeshiva University Press, 1976, 644 p.
- KRANZLER David: «Orthodox Ends, Unorthodox Means. The Role of the Vaad Hatzalah and Agudath Israel during the Holocaust», (separate pagination, pp. 1-49), in Seymour Maxwell FINGER (ed.): *American Jewry during the Holocaust*, New York NY, Holmes & Meier, 1984.
- KRANZLER David, FRIEDENSON Joseph: *Heroine of Rescue. The incredible story of Recha Sternbuch who saved thousands from the Holocaust*, Brooklyn N.Y., Mesorah Publications,

- 1984, 320 p.
- «The Goldberg Report Debated», avec entre autres des contributions de David KRANZLER et Yehuda BAUER, in *Midstream. A Monthly Jewish Review*, October 1985, Vol. XXXI, No 8, pp. 45-48.
- KRANZLER David: *Thy brother's blood. The Orthodox Jewish response during the Holocaust*, Brooklyn NY, Mesorah Publ., 1987, 338 p.
- KRANZLER David, GEVIRTZ Eliezer: *To save a world*, New York, London, Jerusalem, CIS Publishers, 1991, 253 p.
- KREISSLER Félix: *De la révolution à l'annexion. L'Autriche de 1918 à 1938*, Paris, PUF, 1971, 417 p.
- KUPFERMAN Fred: *Laval. 1883-1945*, Paris, Balland, 1987, 570 p.
- KUPFERMAN Fred: *Les Premiers Beaux Jours 1944-1946*, Paris, Calmann-Lévy, 1985, 222 p.
- LACAZE Yvon: *L'opinion publique française et la crise de Munich*, Berne, P. Lang, 1991, 644 p.
- LAQUEUR Walter: *Le terrifiant secret. La solution finale et l'information étouffée*, Paris, Gallimard, 1981.
- LAPPIN Eleonore: «The Death Marches of Hungarian Jews Through Austria in the Spring of 1945», in *Yad Vashem Studies*, vol. XXVIII, 2000, pp. 203-242.
- LEDEEN Michael A.: *Universal Fascism. The Theory and Practice of the Fascist International 1928-1936*, New York, Fertig, 1972, 200 p.
- LEFRANC Georges: *Les organisations patronales en France. Du passé au présent*, Paris, Payot, 1976, 420 p.
- LEVISSE-TOUZE Christine: *Paris libéré, Paris retrouvé*, Paris, Gallimard, 1994, 112 p.
- LEVY Claude, MICHEL Henri: «La presse autorisée de 1940 à 1944», in *Histoire générale de la presse française*, tome 4: *De 1940 à 1958*, s.l.d. de Claude BELLANGER, Jacques GODECHOT, Pierre GUIRAL et Fernand TERROU, Paris, PUF, 1975, pp. 5-93.
- LEVY Jean, PIETRI Simon: *De la République à l'État français. 1930-1940. Le chemin de Vichy*, Paris, L'Harmattan, 1996, 303 p.
- LEWIN Isaac: «Attempts at Rescuing European Jews with the Help of Polish Diplomatic Missions during World War II», in *The Polish Review*, 1977, vol. XXII, n° 4, pp. 3-23.
- LEWIN Isaac: «Attempts at Rescuing European Jews with the Help of Polish Diplomatic Missions during World War II. Part II», in *The Polish Review*, 1979, vol. XXIV, n° 1, pp. 46-61.
- LEWIN Isaac: «Attempts at Rescuing European Jews with the Help of Polish Diplomatic Missions during World War II. Part III», in *The Polish Review*, 1982, vol. XXVII, n° 1-2, pp. 99-111.
- LINDENLAUB Dieter: *Richtungskämpfe im Verein für Sozialpolitik. Wissenschaft und Sozialpolitik im Kaiserreich vornehmlich vom Beginn des «Neuen Kurses» bis zum Ausbruch des ersten Weltkrieges (1890-1914)*, Wiesbaden, Franz Steiner, 1967, 482 p.
- LINDNER Rolf: *Freiherr Ernst Heinrich von Weizsäcker, Staatssekretär Ribbentrops von 1938 bis 1943*, Lippstadt, Robe-Verlag, 1997, 531 p. et 55 p. (annexes)
- LIVOIS René de: *Histoire de la presse française*, vol. 2: *De 1881 à nos jours*, Lausanne, SPES, 1965, pp. 325-660.
- LOISEAUX Gérard: *La littérature de la défaite et de la collaboration*, Paris, Fayard, 1995 (1984), 639 p.
- LONGERICH Peter: *Propagandisten im Krieg. Die Presseabteilung des Auswärtigen Amtes unter Ribbentrop*, München, Oldenbourg, 1987, 356 p.
- LOTH Wilfried: «Katholizismus und Moderne. Überlegungen zu einem dialektischen Verhältnis», in Frank BAJOHR, Werner JOHE, Uwe LOHALM (Hg.): *Zivilisation und Barbarei. Die widersprüchlichen Potentiale der Moderne*, Hamburg, Christians, 1991, pp. 83-97.
- LÜDDE-NEURATH Walter: *Regierung Dönitz. Die letzten Tage des Dritten Reiches*, Berlin (e.a), Musterschmidt - Göttingen, 1964, 215 p.
- MARRUS Michaël R., PAXTON Robert O.: *Vichy et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 1981, 431 p.
- MARRUS Michael R. (ed.): *The End of the Holocaust*, Westport/London, Meckler, 1989, 731 p., 9<sup>ème</sup> vol. de la série en 9 vol. *The Nazi Holocaust. Historical Articles on the Destruction of European Jews*.
- MAYER Arno: *La persistance de l'Ancien Régime. L'Europe de 1848 à la Grande Guerre*, Paris, Flammarion, 1983 (1981), 350 p.
- MICHAELIS Herbert, SCHRAEPLER Ernst (Hg): *Das Dritte Reich. Der militärische Zusammenbruch und das Ende des Dritten Reiches*, Bd 23, Berlin, Wendler, (1976), 511 p.
- MICHEL Henri: *La Libération de Paris*, Bruxelles, Complexe, 1980, 184 p.
- MILZA Pierre, BERSTEIN Serge: *Le fascisme italien 1919-1945*, Paris, Seuil, 1980, 438 p.

- MILZA Pierre: *Les fascismes*, Paris, Seuil, 1991 (1985), 603 p.
- MILZA Pierre, BERSTEIN Serge: *Dictionnaire historique des fascismes et du nazisme*, Bruxelles, Complexe, 1992, 866 p.
- MILZA Pierre: *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999, 985 p.,
- Ministère de l'information: «La presse autorisée sous l'occupation allemande (1940-1944)», in *Notes documentaires et études*, n° 218 (série française - LXV), 14 janvier 1946, 16 p.
- MOELLER Felix: *Der Filmmminister. Goebbels und der Film im Dritten Reich*, Berlin, Henschel, 1998, 477 p.
- MOHLER Armin: *Die konservative Revolution in Deutschland 1918-1932. Ein Handbuch. Hauptband und Ergänzungsband (mit Korrigenda) in einem Band*, Graz/Stuttgart, Stocker, 1999 (1950), 723 p.
- MONNET François: *Refaire la République. André Tardieu: une dérive réactionnaire (1876-1945)*, Paris, Fayard, 1993, 638 p.
- MONTCLOS Xavier de: *Les chrétiens face au nazisme et au stalinisme. L'épreuve totalitaire 1939-1945*, Paris, Plon, 1983, 303 p.
- MOURRE Michel: *Dictionnaire encyclopédique d'histoire*, Paris, Bordas, 1996 (1978), 5 vol.
- NEULEN Hans Werner: *An deutscher Seite. Internationale Freiwillige von Wehrmacht und Waffen-SS*, München, Universitas, 1985, 518 p.
- NIVET Philippe: *Le Conseil municipal de Paris de 1944 à 1977*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994, 397 p.
- NIVET Philippe: *Les Assemblées parisiennes de la déclaration de guerre à la libération de Paris (1939-1944)*, Paris, Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et d'Ile-de-France, 1996, 292 p.
- NOLTE Ernst: *Der Faschismus in seiner Epoche. Action française, Italienischer Faschismus, Nationalsozialismus*, München/Zürich, Piper, 1995 (1963), 633 p.
- NOLTE Ernst: *Der europäische Bürgerkrieg 1917-1945. Nationalsozialismus und Bolschewismus*, Frankfurt a.M./Berlin, Ullstein, 1988, 616 p.
- NURENBERGER Meyer J.: *The scared and the doomed: the Jewish establishment vs. the six million*, Oakville/New York/London, Mosaic Press, 1985, 261 p.
- ORY Pascal: *Les collaborateurs 1940-1945*, Paris, Seuil, 1976, 331 p.
- PADFIELD Peter: *Himmler Reichsführer-SS*, New York, Henry Holt and Company, 1991 (1990), 656 p.
- PALDIEL Mordecai: «“To the Righteous among the Nations Who Risked Their Lives to Rescue Jews”», in *Yad Vashem Studies*, vol. XIX, 1988, pp. 403-425.
- PALMER Raymond: «Felix Kersten and Count Bernadotte: A Question of Rescue», in *Journal of Contemporary History*, janvier 1994, vol. 29, n° 1, pp. 39-51.
- PAXTON Robert O.: *La France de Vichy 1940-1944*, Paris, Seuil, 1973 (1972 pour la 1<sup>ère</sup> éd. américaine), 375 p.
- PECK Sarah E.: «The Campaign for an American Response to the Nazi Holocaust, 1943-1945», in *Journal of Contemporary History*, avril 1980, vol. 15, n° 2, pp. 367-400.
- PENKOWER Monty N.: «Jewish Organizations and the Creation of the U.S. War Refugee Board», in *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, juillet 1980, vol. 450, pp. 122-139.
- PENKOWER Monty N.: *The Jews were expendable. Free world diplomacy and the Holocaust*, Urbana/Chicago, University of Illinois Press, 1983, 429 p.
- PERL William R.: *Operation action. Rescue from the Holocaust*, New York, F. Ungar Publishing, 1983, 414 p.
- PETERSEN Jens: *Hitler-Mussolini. Die Entstehung der Achse Berlin-Rom 1933-1936*, Tübingen, M. Niemeyer, 1973, 559 p.
- PETRICIOLI Marta (s.l.d.): *Une occasion manquée? 1922: la reconstruction de l'Europe*, Berne, P. Lang, 1995, 491 p.
- PETZOLD Joachim: *Franz von Papen. Ein deutsches Verhängnis*, München/Berlin, Buchverlag Union, 1995, 335 p.
- POHL Karl Heinrich: *Adolf Müller. Geheimagent und Gesandter in Kaiserreich und Weimarer Republik*, Köln, Bund-Verlag, 1995, 388 p.
- PONTEIL Félix: *Les bourgeois et la démocratie sociale 1914-1968*, Paris, A. Michel, 1971, 560 p.
- «Les populismes» (dossier), in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 56, octobre-décembre 1997, pp. 1-242.
- PRINZLER Hans Helmut: *Chronik des deutschen Films 1895-1994*, Stuttgart/Weimar, J. B.

- Metzler, 1995, 464 p.
- QUEVAL Jean: *Première page, cinquième colonne*, Paris, Fayard, 1945, 358 p.
- RANDOW Fritz von: *Die Wahrheit über von Weizsäcker*, München, DSZ, 1986, 256 p.
- REMOND René: *Les droites en France*, Paris, Aubier Montaigne, 1982, 544 p.
- REMOND René: *Les crises du catholicisme en France dans les années trente*, (Paris), Cana, 1996, 276 p.
- RIOUX Jean-Pierre (s.l.d.): *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1990, 412 p.
- ROGALLA VON BIEBERSTEIN Johannes: *Die These von der Verschwörung 1776-1945: Philosophen, Freimaurer, Juden, Liberale und Sozialisten als Verschwörer gegen die Sozialordnung*, Flensburg, 1992
- ROSE Paul Lawrence: «Joel Brand's "Interim Agreement" and the course of Nazi-Jewish Negotiations 1944-1945», in *The Historical Journal* (Cambridge), 34, 1991, 4, pp. 909-929.
- ROSSIGNOL Dominique: *Histoire de la propagande en France de 1940 à 1944. L'utopie Pétain*, Paris, PUF, 1991, 351 p. ROSSIGNOL Dominique: *Vichy et les Francs-maçons. La liquidation des sociétés secrètes 1940-1944*, Paris, J.-C. Lattès, 1981, 332 p.
- ROTHKIRCHEN Livia: «The "Final Solution" in its Last Stages», in *Yad Vashem Studies*, vol. VIII, 1970, pp. 7-29.
- ROUSSO Henry: *La collaboration. Les noms, les thèmes, les lieux*, Paris, MA Éd., 1987, 203 p.
- ROUSSO Henry (s.l.d.): *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999, 387 p.
- «Le salazarisme» (dossier), in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 62, avril-juin 1999, pp. 3-60.
- SCHIEDER Wolfgang: «Vom Kathedersozialismus zum Staatssozialismus», in Otto BRUNNER, Werner CONZE, Reinhart KOSELLECK (Hg.): *Geschichtliche Grundbegriffe*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1994, Bd 5, pp. 982-985.
- SCHLIE Ulrich: *Kein Friede mit Deutschland*, München/Berlin, Langen Müller, 1994, 520 p.
- SEGEV Tom: *The seventh million. The Israelis and the Holocaust*, New York, Hill and Wang, 1993, 593 p.
- SINGER Claude: *L'Université libérée, l'Université épurée. 1943-1947*, Paris, Les Belles Lettres, 1997, 430 p.
- SIRINELLI Jean-François (s.l.d.): *Dictionnaire historique de la vie politique française au XXe siècle*, Paris, PUF, 1995, 1067 p.
- SMELSER Ronald, ZITELMANN Rainer (Hg.): *Die braune Elite. 22 biographische Skizzen*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1989, 323 p.
- SMELSER Ronald, SYRING Enrico, ZITELMANN Rainer (Hg.): *Die braune Elite II. 21 weitere biographische Skizzen*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1993, 278 p.
- SMITH Bradley F.: *Heinrich Himmler: A Nazi in the Making, 1900-1926*, Stanford/California, Stanford University, Hoover Institution Press, 1971, 211 p.
- SOMPOLINSKY Meier: «Anglo-Jewish Leadership and the British Government: Attempts at Rescue 1944-1945», in *Yad Vashem Studies*, vol. XIII, 1979, pp. 211-247.
- SOMPOLINSKY Meir: «Jewish Institutions in the World and the Yishuv as Reflected in the Holocaust Historiography of the Ultra-Orthodox», in *The Historiography of the Holocaust Period. Proceedings of the Fifth Yad Vashem International Historical Conference. Jerusalem, March 1983*, edited by Yisrael GUTMAN and Gideon GREIF, Jerusalem, Yad Vashem, 1988, pp. 609-630.
- SONTHEIMER Kurt: *Antidemokratisches Denken in der Weimarer Republik. Die politischen Ideen des deutschen Nationalismus zwischen 1918 und 1933*, München, Nymphenburger Verlagshdl., 1968 (1962), 363 p.
- STEINERT Marlis: *Die 23 Tage der Regierung Dönitz*, Düsseldorf/Wien, Econ, 1967, 426 p.
- STEINERT Marlis: *Hitler*, Paris, Fayard, 1991, 710 p.
- STERN Fritz: *Politique et désespoir. Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne préhitlérienne*, Paris, A. Colin, 1990 (1961), 358 p.
- STERNHELL Zeev: *La droite révolutionnaire 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Seuil, 1978, 441 p.
- STERNHELL Zeev: *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Bruxelles, Complexe, 1985 (1972), 395 p.
- STERNHELL Zeev: *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983, 407 p.
- STRUVE Walter: *Elites against democracy. Leadership ideals in bourgeois political thought in Germany 1890-1933*, Princeton, Princeton University Press, 1973, 486 p.
- TAGUIEFF Pierre-André (éd.): *Les Protocoles des Sages de Sion*, Paris, Berg international, 1992,

2 vol. (408 p. et 816 p.)

- TREVOR-ROPER, Hugh Redwald: *Hitlers letzte Tage*, Zürich, Amstutz/Herdeg, (1946), 230 p.
- TREVOR-ROPER H. R.: «Himmlers Leibarzt», in *Der Monat*, 9, novembre 1956, 98, pp. 69-77.
- TROLLER Norbert: *Terezin, 1942-1945: through the eyes of Norbert Troller: essays and catalog of an exhibition at the Yeshiva University Museum, May 1981-December 1981*, adapted and edited by Judith FRIEDMAN, New York, The Museum, 1981, 48 p.
- TSCHUY Theo: *Carl Lutz and die Juden von Budapest*, Zürich, NZZ, 1995, 446 p.
- VOGELSANG Reinhard: *Der Freundeskreis Himmler*, Zürich/Frankfurt, Musterschmidt Göttingen, 1972, 182 p.
- WEBER Eugen: *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)*, Paris, Fayard/Éd. Recherches, 1983, 839 p.
- WEGNER Bernd: *Hitlers Politische Soldaten: Die Waffen-SS 1933-1945. Leitbild, Struktur und Funktion einer nationalsozialistischen Elite*, Paderborn, Schöningh, 1988, 390 p.
- WEHLER Hans-Ulrich: *Deutsche Gesellschaftsgeschichte*. 3. Bd: *Von der «Deutschen Doppelrevolution» bis zum Beginn des Ersten Weltkrieges 1849-1914*, München, Beck, 1995, 1515 p.
- WEHLER Hans-Ulrich: *Modernisierungstheorie und Geschichte*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1975, 85 p.
- WEINREICH Max: *Hitler's Professors. The Part of Scholarship in Germany's Crimes against the Jewish People*, New York, Yiddish Scientific Institute - Yivo, 1946 (1999), 291 p.
- WELCH David: *Propaganda and the German Cinema 1933-1945*, Oxford, Clarendon Press, 1983, 352 p.
- WENGER Antoine: *Rome et Moscou 1900-1950*, Paris, Desclée de Brouwer, 1987, 684 p.
- WERTH Nicolas: «Un État contre son peuple. Violences, répressions, terreurs en Union soviétique», in *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Laffont, 1997, pp. 43-295.
- WIEVIORKA Annette: *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Plon, 1992, 506 p.
- WISTRICH Robert: *Wer war wer im Dritten Reich*, München, Harnack, 1983, 319 p.
- WYMAN David S.: *The abandonment of the Jews. America and the Holocaust, 1941-1945*, New York N.Y., Pantheon Books, 1984, 444 p.
- ZUROFF Efraim: «Rescue Priority and Fund Raising as Issues During the Holocaust: A Case Study of the Relations Between the Vaad Ha-Hatzala and the Joint, 1939-1941», in *American Jewish History*, vol. LXVIII, n° 3, 1979, pp. 305-326.
- ZUROFF Efraim: «Attempts to Obtain Shanghai Permits in 1941: A Case of Rescue Priority during the Holocaust», in *Yad Vashem Studies*, vol. XIII, 1979, pp. 321-351.
- ZUROFF Efraim: «Rescue via the Far East: The Attempt to Save Polish Rabbis and Yeshivah Students, 1939-1941», in *Simon Wiesenthal Center Annual*, vol. 1, 1984, pp. 153-183.
- ZUROFF Efraim: «Rabbis' Relief and Rescue: A Case Study of the Activities of the Vaad ha-Hatzala (Rescue Committee) of the American Orthodox Rabbis, 1942-1943», in *Simon Wiesenthal Center Annual*, vol. 3, 1986, pp. 121-138.
- ZUROFF Efraim: *The response of Orthodox Jewry in the United States to the Holocaust. The activities of the Vaad ha-Hatzala Rescue Committee 1939-1945*, New York, Yeshiva University Press, 2000, 316 p.

## 5. Problèmes historiographiques et méthodologiques

- BAJOHR Frank, JOHE Werner, LOHALM Uwe (Hg.): *Zivilisation und Barbarei. Die widersprüchlichen Potentiale der Moderne*, Hamburg, Christians, 1991, 356 p.
- «Biographie – Biographies» (dossier), in *traverse*, 1995, 2, 180 p.
- BORCARD Patrice: «La biographie dans l'approche historique actuelle», in *Equinoxe*, 12, automne 1994, pp. 27-33.
- BOURDIEU Pierre: «L'illusion biographique», in *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1986, n° 62/63, pp. 69-72.
- BOUVIER Jean: «Histoire financière et problèmes d'analyse des dépenses publiques», in *Annales. Économies - Sociétés - Civilisations*, 33, mars-avril 1978, 2, pp. 207-215.
- BUGNARD Pierre-Philippe: «Les retrouvailles de la biographie et de la nouvelle histoire», in *RSH*, 45, 1995, 2, pp. 236-254.



- BURGUIERE André (s.l.d.): *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF, 1986, 693 p.
- BUSINO, Giovanni: *Élite(s) et élitisme*, Paris, PUF, 1992, 127 p.
- CHARLE Christophe: *Les Élités de la République 1880-1900*, Paris, Fayard, 1987, 556 p.
- CHAUSSINAND-NOGARET Guy: «Biographique (histoire)», in André BURGUIERE (s.l.d.): *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF, 1986, pp. 86-87.
- CONAN Eric, ROUSSO Henry: *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Gallimard, 1996, 513 p.
- FERRAROTTI Franco: *Histoire et histoires de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales*, Paris, Libr. des Méridiens, 1983, 195 p.
- JOST Hans Ulrich: «Hinweise zur Theorie und Praxis der Biographie», in *traverse*, 1995, 2, pp. 9-23.
- LE GOFF Jacques, NORA Pierre (s.l.d.): *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard, 1974, 3 vol.
- LE GOFF Jacques (e.a.) (s.l.d.): *La nouvelle histoire*, Paris, Retz-CEPL, 1978, 574 p.
- LE GOFF Jacques: «Comment écrire une biographie historique aujourd'hui?», in *Le Débat*, 54, 1989, pp. 48-53.
- LE GOFF Jacques: *Saint Louis*, Paris, Gallimard, 1996, 976 p.
- LEVI Giovanni: «Les usages de la biographie», in *Annales ESC*, 44, novembre-décembre 1989, 6, pp. 1325-1336.
- PASSERON Jean-Claude: «Biographies, flux, itinéraires, trajectoires», in *Revue française de sociologie*, 31, 1990, pp. 3-22.
- Problèmes et méthodes de la biographie*, actes du colloque de la Sorbonne, 3 et 4 mai 1985, Paris, Sorbonne, 1985, 271 p.
- PIKETTY Guillaume: «La biographie comme genre historique? Étude de cas», in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 63, juillet-septembre 1999, pp. 119-126.
- RACINE, Nicole et TREBITSCH, Michel (dir.): *Sociabilités intellectuelles. Lieux, milieux, réseaux*, Paris, CNRS, cahier de l'IHTP no 20, mars 1992, 220 p.
- REMOND René (s.l.d.): *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil, 1988, 399 p.
- ROUSSO Henry: *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990 (1987), 414 p.
- TODOROV Tzvetan: *Les abus de la mémoire*, Paris, Arléa, 1998, 61 p.
- VEYNE Paul: *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1996 (1971), 438 p.
- VOLDMAN Danièle (s.l.d.): *La bouche de la vérité? La recherche historique et les sources orales*, Paris, Institut d'histoire du temps présent, 1992, 161 p. (Les cahiers de l'IHTP, n° 21)